

Sicque
il Tomor

LE DROIT
DE
LA GUERRE,
ET DE
LA PAIX.

PAR
HUGUES GROTIUS.

NOUVELLE TRADUCTION,

PAR

JEAN BARBEYRAC,

*Professeur en Droit à GRONINGUE, & Membre de la Société
Roiâle des Sciences à BERLIN.*

Avec les NOTES DE L'AUTEUR même, qui n'avoient
point encore paru en François; & de nouvelles NOTES DU
TRADUCTEUR.

TOME SECOND.



Jo: Baptista

Philibertus

J. Sgurinus

13.10.

Biragus j.v.d.

Garelli

J. V. D.

A B A S L E,

Chez EMANUEL THOURNEISEN,
M DCC XLVI

£ 6-10-

*Compris el tome. 1.
prudent.*

THE

A

OF

THE

OF

OF

OF

OF

OF

OF

OF

OF

OF



LE DROIT DE LA GUERRE, ET DE LA PAIX.

SUITE DU LIVRE SECOND.

CHAPITRE XVII.

DU DOMMAGE causé injustement, & de l'obligation qui en résulte.

I. Que toute Faute oblige à la réparation du dommage. II. Ce que c'est que DOMMAGE. III. Qu'il faut bien distinguer entre l'aptitude ou le mérite, & le droit proprement ainsi nommé, qui se trouvent quelquefois joints ensemble à divers égards. IV. Que l'estimation du Dommage tombe aussi sur les fruits, ou les revenus. V. Comment le profit cessant entre dans cette estimation. VI. Que l'on cause aussi du dommage par autrui; & cela ou en faisant certaines choses, soit en premier chef; VII. ou en second chef: VIII. Ou en ne faisant pas certaines choses; & cela encore ou en premier chef; IX. ou en second chef. X. Quelle influence il faut avoir eu sur l'acte d'autrui, pour être responsable du dommage. XI. Ordre du dédommagement, dans un concours de plusieurs personnes à causer le dommage. XII. Que l'obligation de dédommager s'étend aussi aux suites du Dommage. XIII. Exemples de la manière de dédommager. 1. Lors qu'on a commis un Homicide. XIV. 2. Lors qu'on a maltraité quelqu'un en sa personne, de quelque autre manière. XV. 3. Lors qu'on a commis adultère avec une Femme, ou attenté à la pudeur d'une Fille. XVI. 4. Lors qu'on a commis un Vol, un Larcin, ou autres semblables injustices. XVII. 5. Lors qu'on s'est fait faire une Promesse par tromperie, ou par force. XVIII. Dans cas où la crainte, qui oblige à promettre, est juste, selon le Droit Naturel. XIX. Si la crainte, qui est réputée juste selon le Droit des Gens, suffit pour autoriser à se prévaloir de la Promesse? XX. Comment le Souverain est responsable du Dommage causé par ses Sujets. Du butin que des Armateurs font sur les Amis & Alliez, contre les ordres de leur commission. XXI. Si, par le Droit Naturel, on est tenu du dommage causé sans qu'il y ait de notre faute, par une Bête qui nous appartient, ou par la rencontre de deux Vaisseaux? XXII. Que l'on peut causer du dommage à l'égard de l'Honneur ou de la Réputation; & de quelle manière il se répare.

§. I. 1.

(a) Chap. I.
de ce Livre,
§. 2. num. 5.

(b) Malef-
cium.



OUT ce qui nous est dû, l'est ou par quelque *Convention*, ou en conséquence de quelque *Délit*, ou en vertu de quelque *Loi*; selon la division que nous avons (a) faite ailleurs. Nous venons de traiter suffisamment de ce qui regarde la première de ces sources, ou les *Conventions*. Passons maintenant à l'obligation qui résulte naturellement du *Délit*.

2. J'entens ici par (b) *Délit*, toute faute (1) commise, soit en faisant ou en ne faisant pas certaines choses, au préjudice de ce à quoi on étoit tenu ou purement & simplement entant qu'Homme, ou à cause d'une (2) certaine qualité particulière dont on est revêtu.

3. Or, quand on a causé du dommage par une faute comme celle-là, (3) on est naturellement tenu de le réparer (4).

(a) Da-

§. II. 1. LE DOMMAGE, comme semble l'insinuer l'étymologie (1) du mot (a) Latin, consiste en ce qu'on ôte à quelqu'un quelque chose de ce qui est sien, soit qu'il le tienne de la Nature toute seule, soit que cela lui appartienne en conséquence de quelque acte humain, comme en vertu d'une *Convention*, ou par une suite de l'établissement de la *Propriété* des biens; soit enfin que quelque *Loi* le lui donne.

2. Ce qui appartient naturellement à chacun, c'est la *Vie*, dont on est maître pour la conserver, & non pas pour la détruire: c'est ensuite notre *Corps*, nos *Membres*, notre *Honneur*, notre *Réputation*, & nos *Actions* propres.

3. Pour ce qui appartient à chacun en conséquence de l'établissement de la *Propriété* des biens, ou en vertu de quelque *Convention*; nous en avons traité ci-dessus, & par rapport aux choses même qui deviennent ainsi nôtres, & par rapport au droit qu'on acquiert ainsi sur les actions d'autrui.

4. Chacun a aussi certains droits, dont il est revêtu par quelque *Loi*. Car les *Loix* ont autant (2) ou plus même de pouvoir, que chacun n'en a sur soi-même, & sur ce qui est à lui. Ainsi un *Pupille* aura droit d'exiger de son *Tuteur* un degré considérable (3) d'exactitude & de circonspection dans le maniment des affaires de la *Tutelle*, si les *Loix* le requièrent ou formellement, ou par une conséquence assez claire. Il faut dire la même chose du *Corps* de l'*Etat*, par rapport à un *Magistrat*; & même chaque *Citoien* en particulier peut prétendre que les *Magistrats* (4) s'acquittent de leur devoir avec une grande exactitude, s'il y est autorisé par les *Loix*.

5. Mais

CHAP. XVII. (1) Le mot de *Faute* se prend ici dans un sens général, qui renferme la mauvaise foi, aussi bien que l'imprudence.

(2) C'est-à-dire, non seulement à cause d'une certaine relation qu'on a avec d'autres, ou d'un certain *Emploi* dont on est revêtu, mais encore en vertu de tout engagement où l'on est entré de soi-même.

(3) Voyez PUFENDORF, *Droit de la Nat. & des Gens*, Liv. III. Chap. I. qui doit être perpétuellement confronté avec notre Auteur sur cette matière.

(4) Les Grecs appellent le droit qu'on a d'exiger cette réparation, *Αμείλις δίκη*. Il en est traité dans le DIGESTE, Lib. IX. Tit. II. *Ad Leg. Aquil.* & dans les Titres suivans; comme aussi dans les DECRETALES, Lib. V. Tit. XXXVI. *De injuriis & damno dato*. GROTIUS.

C'est dans HESYCHIUS qu'on trouve *Αμείλις δίκη*, expliqué par *ζημία*. Voyez l'Indice du *Thésor de la Langue Grecque*, par HENRI ETIENNE.

§. II. (1) *Dammum* vient peut-être de *demere*, comme VARRON le dérive: DAMNUM à demtione, quum minus re factum, quam quanti constat. De Lingua Lat.

Lib. IV. (pag. 41. Edit. H. Steph.) D'autres aiment mieux faire venir ce mot, de *δαπάνη*, frais, dépenses, comme si l'on avoit dit d'abord *Dapnum*, & puis *Dammum*: de même que d'*ἵπνος* *Sommeil*, on a fait *Sopnus*, & puis, *Somnus*. On pourroit dire aussi, avec assez de vraisemblance, que *Dammum* vient du Grec *δάμνω* [ou plutôt *δαμάω*, *δάμνημι*] qui signifie la même chose que *βιάζω*: ou bien de *ζημία*, d'où l'on a fait *Damia*, & puis *Dammum*: comme de *Regia*, *Regnum*. GROTIUS.

La première de ces Etymologies, est celle que donnent les Jurisconsultes, comme on l'a remarqué: DAMNUM & DAMNATIO, ab ademtione & quasi deminutione patrimonii, dicta sunt. DIGEST. Lib. XXXIX. Tit. II. *De damno infecto* &c. Leg. III.

(2) Voyez ci-dessus, Liv. I. Chap. I. §. 6.

(3) Ainsi, par le Droit Romain, un *Tuteur* est responsable non seulement de sa mauvaise foi, ou d'une négligence grossière, mais encore de ce qu'on appelle *faute légère*, c'est-à-dire, s'il n'a pas fait ce que feroit un Père de Famille médiocrement avisé: *Quidquid Tutoris dolo, vel latâ culpa, aut levi, seu Curatoris, Minoris amiserint, vel, quum possent, non adquisierint; hoc in tute-*

§. Mais l'aptitude seule, ou le mérite, que l'on appelle aussi *droit* dans un sens im-
propre, & qui est l'objet de (b) la *Justice Attributive*; ne suffit pas pour que l'on puisse
réputer sien véritablement ce qui nous convient de cette manière, & par conséquent
n'impose point l'obligation de réparer le dommage: car de cela seul qu'on est capa-
ble ou digne d'avoir une chose, il ne s'ensuit pas qu'elle soit nôtre. Sur ce princi-
pe, ARISTOTE (5) dit, qu'un homme, qui, par avarice, n'assiste pas de son bien les Né-
cessiteux, n'a rien au delà de ce qu'il devoit avoir. CICÉRON soutient aussi, (6) que
tel est le droit des Peuples Libres, qu'ils peuvent, par leurs suffrages, donner ou ôter à cha-
cun ce qu'il leur plaît. Un peu plus bas néanmoins il remarque, (7) qu'il arrive
quelquefois que le Peuple fait ce qu'il veut, & non pas ce qu'il doit; de sorte que
là le mot de *devoir* est employé dans un sens plus étendu.

§. III. 1. Mais il faut bien prendre garde de ne pas confondre ici deux choses
très-différentes. (a) Car si l'on a donné charge à quelqu'un de conférer certains Em-
plois Publics, il est tenu envers l'Etat de choisir des Sujets dignes, & l'Etat a un droit
proprement ainsi nommé d'exiger cela de lui; de sorte que, quand il a choisi quel-
que Sujet indigne, & que l'Etat en souffre du dommage, il est obligé de le réparer.

2. Tout Citoyen aussi, qui n'est pas indigne d'un certain Emploi Public, quoi qu'il
n'ait pas droit à la rigueur d'exiger qu'on le lui confère, a pourtant un vrai droit d'y
prétendre, comme les autres. Si donc on le traverse dans sa poursuite, soit par vio-
lence ou par artifice, il peut légitimement demander, non pas à la vérité l'équiva-
lent de la chose entière qu'il recherchoit, mais un dédommagement de ses espéran-
ces, à proportion du plus ou moins d'incertitude qu'il y avoit. La même chose a lieu,
lors que, par force ou par ruse, on a empêché qu'un Testateur ne fît un Legs à
quelcun. Car la capacité de recevoir un Legs étant une espèce de droit, c'est faire
du tort à une personne que de la frustrer de ses espérances, en ôtant à un Testateur
la liberté ou la bonne volonté de disposer en sa faveur de quelque partie de ses biens.

§. IV. ON a moins qu'on ne devoit, & par conséquent on est censé avoir reçu du
Dommage, non seulement à l'égard de la chose même qui nous appartenoit, mais
encore à l'égard des fruits, ou des revenus, qui proviennent proprement de la cho-
se, (a) soit qu'on les eût déjà recueillis ou non, pourvu qu'on eût lieu de s'atten-
dre à les percevoir: bien entendu que, selon la règle qui défend de s'enrichir aux
dépens d'autrui, on déduise préalablement les dépenses faites pour l'amélioration de
la chose, ou pour recueillir les fruits.

§. V. LE profit qu'on auroit pu retirer de son bien, doit aussi être estimé, non pas
en

(b) Voyez.
Liv. I. Chap.
I. §. 7, 8.

(a) Thom.
& Cajetan, II.
2. Quest.
LXII. Art. 2.
Soto, Lib. IV.
Qu. VI. Les-
sius, Lib. II.
Cap. XII.
Dub. 18. Co-
narrum. ad
Cap. Pecca-
tum: Part.
II. §. 7.

(a) Soto,
Lib. IV.
Quest. VIII.
Lessius, Lib.
II. Cap. XII.
Dub. XVI.
num. 3.

tutela, seu negotiorum gestorum, utile judicium venire, non est incerti juris. C O D. Lib. V. Tit. LI. Arbitrium tutelae, Leg. VII.

(4) Et par conséquent exiger d'eux un dédomme-
ment du préjudice qu'ils lui ont causé en n'apportant
pas à l'exercice de leur charge ce degré d'exactitude.
Nôtre Auteur a eu ici apparemment dans l'esprit l'e-
xemple de l'action subsidiaire que le Droit Romain ac-
corde à un Pupille contre les Magistrats Municipaux,
qui ou ne lui avoient point donné de Tuteur, en étant
requis; ou n'avoient pas eu soin, en lui donnant des
Tuteurs, de les bien choisir, ou d'exiger d'eux de
bonnes Cautions. Voyez le Titre *De Magistratibus
conveniendis*, dans le DIGESTE, Lib. XXVII. Tit. VIII.
& dans le C O D E, Lib. V. Tit. LXXV. Mais pour
l'ordinaire les Particuliers sont obligez de supporter la
perte, qui leur arrive par un effet de la négligence,
ou même des malversations du Magistrat, sans être
autorisés par les Loix à s'en prendre au Magistrat,
sur tout à ceux d'un rang fort distingué. Ce n'est pas
qu'à en juger, selon les règles inviolables de l'Equité

Naturelle, aucun Magistrat soit dispensé en conscience
de réparer, autant qu'il lui est possible, le dommage
qu'il a véritablement causé aux Particuliers, en man-
quant considérablement au devoir de sa Charge, quel-
que impunité que les Loix lui assument à cet égard.
Tout ce qu'il y a, c'est que les Magistrats étant hom-
mes, on doit leur pardonner quelque chose; & par
conséquent on est censé les avoir tenus quittes par avan-
ce de ce qui arrive par l'effet d'un petit relâchement,
ou d'une de ces négligences que la fragilité humaine
ne permet pas d'éviter toujours; sur tout lors que,
dans le tems qu'ils s'y sont laissé aller, il n'y avoit pas
lieu d'en appréhender vraisemblablement des suites fort
fâcheuses, du moins prochaines.

(5) Πλεονεκτηί δ' ἐδὲν [εἰ βοηθήσας χρημασί δι' ἀνε-
λευθεσίαν.] Ethic. Nicom. Lib. V. Cap. IV.

(6) Est enim haec conditio liberorum populorum. . .
posse suffragiis vel dare, vel detrabere, quod velit cuique.
Orat. pro Cn. Plancio, Cap. IV.

(7) Μὰ δὲ δικαίωτο ὁ ἔθνος. Ἀτ' δικαίωτο. Νὸν δὲ
βούλ. Ἀτ' ποῦν. Ibid.

en lui-même & aussi loin qu'il peut s'étendre, mais à proportion du plus ou moins de disposition prochaine (1) qu'il y avoit à procurer l'effet des espérances conquës. S'il s'agit, par exemple, d'un Champ semé, que l'on a ravagé, il faut donner à proportion de ce qu'il y avoit plus ou moins d'apparence d'une belle Moisson.

§. VI. 1. OUTRE celui qui a causé le Dommage immédiatement & par lui-même, (a) il y a quelquefois d'autres personnes qui en sont responsables, parce qu'elles ont fait ou qu'elles n'ont pas fait certaines choses.

(a) *Thom.*
II. 2. Qn.
LXII. Art. 4.
Soto, Lib. IV.
Quæst. VI.
Art. 5.

2. Ce que l'on a fait par rapport au Dommage causé par autrui, en rend responsable ou en premier chef, ou en second chef.

3. En premier chef, lors qu'on commande l'action d'autrui d'où provient le dommage, ou qu'on donne le consentement nécessaire pour la commettre, ou que l'on fournit quelque secours à celui qui la commet, ou qu'on le retire & le protège; en un mot, lors qu'on a part de quelque autre manière (1) à l'action même criminelle.

§. VII. CEUX qui conseillent l'action dommageable, (1) ou qui (2) louent celui qui la commet, ou qui le flattent, sont responsables du dommage en second chef. QUELLE différence y a-t-il, disoit autrefois (3) CICÉRON, entre conseiller un crime, & l'approuver, quand il est commis?

§. VIII. 1. CE que l'on a négligé de faire, rend aussi responsable du dommage causé par autrui, ou en premier chef, ou en second chef.

2. En premier chef, lors qu'étant obligé à la rigueur d'empêcher le mal en le défendant à celui qui le commet, ou de (1) secourir celui qui est insulté; on ne le fait pas (2).

§. IX. 1. EN second chef, lors que l'on ne dissuade pas quelcun, comme on le devoit, de se porter au mal qu'il va faire; ou lors que, le mal étant déjà fait, on garde là-dessus le silence, quoi qu'on fût obligé de le révéler.

(a) *Lessius*,
Lib. II. Cap.
XIII. Dub. X.

2. Or, en tout ceci, le (a) devoir ou l'obligation, que nous supposons, répond au droit proprement ainsi nommé, qui est l'objet de la Justice Expletrice; soit que ce droit soit fondé sur quelque Loi, ou sur une certaine (1) qualité particulière. Car si les Régles seules de la Charité nous engagent à faire ou ne pas faire certaines choses qui

§. V. (1) L'Auteur cite ici en marge une Loi, qui porte, qu'en faisant l'inventaire d'une Hoirie, s'il paroît que le Défunt s'étoit engagé à quelque chose sous une condition qui n'étoit pas encore accomplie au tems de sa mort, on doit mettre au rang de ses Dettes, non pas tout ce qu'il auroit pu être un jour obligé de donner, le cas avenant, mais autant qu'on pourroit vendre l'espérance de l'événement de la condition, qui doit déterminer la quantité de cette Dette conditionnelle, encore incertaine: *Magna dubitatio fuit, de his, quorum conditio mortis tempore pendet, id est, an quod sub conditione debetur, in stipulatoris bonis adnumeretur, & promissoris bonis detrahatur? Sed hoc jure utimur, ut quanti ea spes obligationis venire possit, tantum stipulatoris quidem bonis accedere videatur; promissoris vero, decedere.* DIGEST. Lib. XXXV. Tit. II. Ad Leg. Falcid. Leg. LXXIII. §. 1. Voyez là-dessus CUYAS, Recitat. in Paul. ad Edictum, Tom. V. Opp. pag. 826, 827. Edit. Fabrott.

§. VI. (1) Aut qui alio modo in ipso crimine participat. Je soupçonne que l'Auteur avoit voulu mettre, alio simili modo; quoique toutes les Editions portent de même. Car il ne prétend pas que ceux de l'autre classe inférieure n'aient aucune part au crime: le contraire paroît par ce qu'il dit dans le paragraphe 10. Et au fond, sans cela, en vertu de quoi seroient-ils

responsables du dommage? Il a donc voulu mettre au premier rang, tous ceux qui ont, sur l'action dommageable commise par autrui, une influence semblable à ce qu'y contribuent ceux dont il a fait mention. Mais il falloit dire quelque chose de plus précis. Voyez les idées & les ouvertures que j'ai données sur cette matière, dans les Notes sur les Devoirs de l'Homme & du Citoyen, Liv. I. Chap. I. §. 27. de la 3. & 4. Edition.

§. VII. (1) C'est-à-dire, en sorte que les Conseils, les Louanges, ou les Flatteries, contribuent quelque chose à déterminer celui qui commet l'action dommageable. Voyez la Note précédente.

(2) Totilus disoit, dans un Discours aux Goths, que celui qui loué l'Auteur d'une action en doit être regardé lui-même comme l'Auteur: *Ὁ γὰρ ἐπαινέας τὸν δεδρακότα, ἔδωκε τὴν ἥσαν τῶν πεπραγμένων αὐτοῦτος γίνεσθαι.* Gothic. Lib. III. (Cap. XXV.) Le Jurisconsulte ULP IEN veut, que, quoi qu'un Esclave fût entièrement déterminé de lui-même à dérober, ou à s'enfuir, celui qui a loué son dessein en soit responsable: *Immo & si erat servus omni modo fugiturus, vel furtum facturum, hic vero laudator hujus propositi existit, tenetur, non enim oportet laudando augeri malitiam.* DIGEST. Lib. XI. Tit. III. De Servo corrupto, Leg. I. §. 4. GROTIUS.

qui ont du rapport au dommage causé par autrui, on fait mal à la vérité d'y manquer, mais on n'est pas pour cela tenu de réparer le dommage; cette obligation venant d'un droit proprement ainsi nommé, comme je l'ai déjà dit.

§. X. I. IL FAUT (a) savoir encore, que tous ceux dont je viens de parler sont tenus de réparer le Dommage, supposé qu'ils en aient été véritablement la cause, c'est-à-dire, s'ils y ont contribué efficacement, ou en tout, ou en partie. Car il arrive souvent, à l'égard de ceux qui concourent en second chef à l'action dommageable, soit en faisant ou en ne faisant pas certaines choses, quelquefois même à l'égard de ceux qui concourent en premier chef; il arrive, dis-je, souvent, que celui qui cause par lui-même le dommage étoit entièrement déterminé à le causer, sans tout ce qu'ils ont fait ou omis de leur part. Et en ce cas-là, ils n'en sont point responsables.

(a) Voyez
Thom. II. 2.
Qu. LXII.
Art. 6. Soto,
Lib. IV.
Quæst. VII.
Art. 3.

2. Cela (b) ne doit pourtant pas être entendu de telle manière, que, quand on voit qu'il se seroit trouvé assez d'autres gens qui auroient, par exemple, conseillé à quelcun une mauvaise action, ou qui l'auroient aidé à la commettre, ceux qui ont effectivement donné le conseil ou fourni le secours, ne soient responsables de rien par cette raison. Mais il suffit qu'il paroisse que, sans ce conseil ou ce secours, celui qui a causé le dommage ne l'auroit point fait. Car, si d'autres avoient conseillé l'action, ou aidé en quelque manière à la commettre, ils seroient aussi responsables du dommage.

(b) Caste-
tan. ad Quæst.
LXII. Art. 6.
Medin. Qu.
VII.

§. XI. POUR ce qui est de l'ordre qu'il faut suivre dans le dédommagement lors que plusieurs ont concouru au dommage; je dis, que ceux qui ont commandé l'action dommageable, ou qui ont porté l'Agent de quelque autre manière à la commettre, en sont responsables les premiers. A leur défaut, on peut s'en prendre à l'Auteur même de l'action; & après lui, aux autres qui y ont contribué: de telle sorte (1) que chacun d'eux en est responsable solidairement, (a) si l'action a été toute produite par lui, quoi qu'agissant conjointement avec d'autres.

(a) Voyez
Lex Longo-
bard. Lib. I.
Tit. IX. 5.

§. XII. QUICONQUE est responsable d'une action dommageable, (a) est responsable en même tems (1) de toutes les suites qui en sont provenues par un effet de la nature même de l'action. SENEQUE, le Rhéteur, proposant ce cas feint d'un homme qui avoit mis le feu à un Arbre de son Voisin, ce qui fut causé que la Maison de ce

(a) Voyez
Thom. I. 2.
Quæst. XX.
Art. 5.

Voi-

Mais voyez ce que j'ai dit sur cette Loi, dans le Chapitre de PUFENDORF, qui répond à celui-ci, §. 4. Note 2. Pour ce qui est du passage de PROCOPE, le Roi des Goths y parle d'une bonne action, & non pas d'une mauvaise; ce qui n'empêche pas que l'application ne soit juste, parce que la pensée est fondée sur le même principe.

(3) *Quid interest inter suasorem facti, & probatorem?* Orat. Philipp. II. (Cap. XII.) AMMIEN MARCELLIN applique ce mot à *Probus*, Préfet du Prétoire, sous *Valentinien*, *Valens*, & *Gratien*: Lib. XXVII. (Cap. XI.) Par les Loix des LOMBARDS, celui qui a conseillé une chose est censé y avoir part, Lib. IV. Tit. IV. Voyez le dernier verset du Chap. I. de l'Épître aux ROMAINS, & là-dessus les anciens Docteurs. GROTIUS.

§. VIII. (1) NICÉTAS CHONIATE dit, qu'on regarde comme coupable d'un Incendie, non seulement celui qui a mis le feu, mais encore celui qui, pouvant l'éteindre, ne l'a pas voulu: Ὁ ἐμπρησμός ἐστι μόνον τῷ ἀνέλκοντος, ἀλλὰ τῷ κατασβέσειν δυναμένῳ, θεῖσθαι δὲ τι τοιῆτον ὅλως μὴ βεληθέντος. In Manuel. Commien. (Lib. I. Cap. III.) GROTIUS.

(2) Notre Auteur remarquoit ici, & il l'a répété dans ses Notes sur l'Épître aux ROMAINS, I. 32. que celui qui n'empêche pas les autres de faire du mal, lors

qu'il le devroit, est appelé par le Paraphraste Chaldéen, sur LEVITIQUE, XX, 5. *שׁוֹבֵד* *Sobed*, comme qui diroit, un homme qui affermit les autres dans le mal. Et c'est de ces sortes de gens que les Rabbins croient qu'il s'agit, LEVITIQUE, XXVI, 21.

§. IX. (1) Sur certaines relations particulières en vertu desquelles on est obligé d'empêcher le mal que d'autres personnes pourroient faire; & à plus forte raison, de ne pas les y porter. Tels sont tous ceux qui ont quelque autorité ou quelque direction sur autrui.

§. XI. (1) Voyez l'explication de ceci, dans le Chapitre de PUFENDORF sur cette matière, §. 5.

§. XII. (1) Il y a une Loi qui porte, que si l'on a mis le feu à une Maison, & qu'il se soit communiqué à la Maison voisine, on doit dédommager non seulement le Propriétaire de la première Maison, mais encore celui de la Maison voisine, & aussi les Locataires de l'une & de l'autre, dont les effets ont été consumés: *Si quis insulam voluerit meam exurere, & ignis etiam ad vicini insulam pervenerit: Aquilâ tenebitur etiam vicino. non minus etiam inquilinis tenebitur, ob res eorum exustas.* DIGEST. Lib. IX. Tit. II. *Ad Leg. Aquil. Leg. XXVII. §. 8.*

Voisin se brûla; raisonne ainsi là-dessus: (2) Quoique vous n'ayiez voulu causer qu'une partie du dommage, cela suffit, vous êtes responsable de tout le mal arrivé, comme si vous aviez eu dessein de le causer tout. Car on ne peut s'excuser valablement sur ce qu'on n'a pas pensé à mal faire, que quand on n'a voulu faire absolument aucun mal. **ARIARATHE**, Roi de *Cappadoce*, aiant, pour se divertir, fait boucher l'endroit par où le Fleuve *Mélas* se décharge dans l'*Euphrate*, la digue vint à se rompre, & les eaux, en s'échappant avec violence, firent enfler l'*Euphrate*, qui emporta une partie des terres de *Cappadoce*, & fit de grands ravages dans la *Galatie*, (3) & dans la *Phrygie*. Sur quoi le Peuple Romain aiant été pris pour arbitre, (4) condamna ce Prince à trois cens talens pour les dommages & intérêts.

§. XIII. 1. VOICI quelques exemples de ce que renferme le dédommagement auquel on est tenu, selon les différens cas. Un homme qui en a tué injustement un autre, doit paier les frais des Médecins, si l'on en a fait pour cela; (a) & donner à ceux que le Mort nourrissoit par devoir, comme à ses Père & Mère, à ses Femmes, à ses Enfans, autant que peut se monter l'espérance de leur entretien pour l'avenir, eu égard à l'âge du Défunt. C'est ainsi (b) qu'*Hercule*, aiant tué *Iphitus*, paia une amende à ses Enfans, pour obtenir plus facilement l'expiation de son crime. Un Commentateur d'**ARISTOTE** dit (1) que ce que l'on donne à la Femme, aux Enfans, ou aux autres Parens de celui qui a été tué, on le lui donne en quelque manière.

(a) *Lessius*,
Lib. II. Cap.
IX. Dub. 19.

(b) *Diod.*
Sic. Lib. IV.
Cap. 31.

(c) *Lessius*,
ubi supra,
Dub. XXI.

2. Quand je parle ici d'Homicide, j'entens un Homicide injuste, (c) c'est-à-dire, commis par une personne qui n'avoit pas droit de faire ce d'où s'est ensuivi la mort d'un autre. Car si on avoit droit de mettre en danger la vie de quelqu'un, encore qu'on ait péché contre la Charité, comme quand on n'a pas voulu fuir; on ne fera pas responsable d'un tel meurtre, pour ce qui regarde le dédommagement dont nous traitons.

(d) *Narr.*
Cap.
XV. num. 22.

3. Au reste, on peut bien mettre à prix la Vie d'un Esclave, qui pouvoit lui-même être vendu: (d) mais la Vie d'une Personne Libre n'est pas susceptible d'estimation.

§. XIV. 1. QUAND on a estropié quelqu'un, on est aussi tenu de paier les frais des Chirurgiens, & de dédommager outre cela le Blessé, à proportion (1) de ce qu'on l'empêche par là de gagner. Mais ici les cicatrices qui restent, ne sont pas susceptibles (2) d'estimation, non plus que la Vie, quand il s'agit d'une Personne Libre.

2. Ce-

(2) *Etiam si partem damni dare noluisse, si tamen noluisse* [il faut lire *si tamen partem voluisti*, car, comme il paroît par les diverses Leçons de **SCOTT**, il y a trois MSS. qui portent, *si tamen voluisti partem*: & la ressemblance des mots *tamen*, *partem*, a fait éclipser le dernier sous la plume des Copistes] *in totum, quasi prudens dederis, tenendus es. Ex toto enim noluisse debet, qui imprudentiū defenditur.* Lib. V. Excerpt. Controv. V. Voyez ce qui suit.

(3) **STRABON**, de qui notre Auteur a tiré ceci, dit, aux *Galates* qui habitent en *Phrygie*, *τῆς τε τῶν Γαλατῶν, τῶν τῆν Φρυγίαν ἔχοντων ἐκ ὀλίγην ἐλυμνήσατο.* *Geograph. Lib. XII. pag. 813. Ed. Amst. (539. Ed. Paris.)* Mais comprend-on bien aussi ce que dit là le Géographe? Pour moi, je ne vois pas comment l'*Euphrate* en se débordant aura pu ravager les Terres de *Phrygie*, si éloignées de là? La source même du Fleuve *Mélas* est à une distance considérable de la *Grande Phrygie*. On n'a qu'à jeter un coup d'œil sur les Cartes. Cependant les Commentateurs sont ici muets.

(4) *Ἀπὸ δὲ τῆς βλάβης ἐπράξαντο ζημίαν αὐτὸν τὰ λαντα τριακόσι, Ῥωμαίοις ἐπιτρέψαντις τῇ κρίσει.*

Ibid.

§. XIII. (1) *Ἀλλὰ καὶ ὁ Φουεὺθεὺς ἔλαβε τρόπον τινα. ὃ γὰρ ἡ γυνὴ, ἢ οἱ παῖδες, ἢ οἱ συγγενεῖς τῷ Φουεὺθειν-τος ἔλαβον, τρόπον τινα ἐκείνου δέδοται.* **MICHAEL ERHES**. in *Ethic. Nicom. Lib. V. Cap. II.*

§. XIV. (1) *Quum liberi hominis corpus ex eo quod defectum effusumve quid erit, laesum fuerit: Iudex computat mercedes Medicis praestitas, cateraque impendia, quae in curatione facta sunt: praeterea operarum, quibus caruit aut cariturus est, ob id quod inutilis factus est. Cicatricum autem, aut deformitatis, nulla fit aestimatio: quia liberum corpus nullam recipit aestimationem.* **DIGEST.** Lib. IX. Tit. III. *De his qui effuder. vel dejec.* Leg. VII. Cela s'observoit parmi les Juifs. Voyez le Livre intitulé **BABA KAMA**, Cap. VIII. §. 1. Edit. *Const. L'Empereur.* On dit la même chose des Anglois, & des Danois. Voyez un Traité entre ces deux Peuples, dans la Dissertation du Savant **PONTANUS**, sur la Mer. **GROTIUS**.

Dans le Traité, dont notre Auteur veut parler, il n'y a rien sur le cas de la mutilation dont il s'agit. J'y trouve seulement une clause qui porte, Que si quelque Anglois tue un Norwégeois, ou quelque Norwégeois un

2. Celui (3) qui a mis ou fait mettre quelqu'un en prison, doit le dédommager de la même manière.

§. XV. I. UN (a) Homme & une Femme Adultère sont tenus non seulement d'indemniser le Mari de la nourriture de l'Enfant, mais encore de réparer la perte que les Enfants Légitimes peuvent faire en ce que l'illégitime concourt avec eux à la Succession.

(a) *Lessius*,
Lib. II. Cap. X.
Dub. 6.

2. Celui qui a (b) abusé d'une Fille, soit par violence, ou par artifice, doit la dédommager à proportion de ce qu'elle devient par là moins en état de trouver à se marier. Il est même tenu de l'épouser, s'il n'a obtenu d'elle les dernières faveurs que sous promesse de mariage.

(b) *Idem*,
ibid. Pub. II.
& III.

§. XVI. I. UN (a) Larron, ou un Ravisseur, doivent restituer ce qu'ils ont pris, avec tous ses accroissemens naturels; & réparer aussi le dommage que le Maître de la chose a souffert, tant en ce qu'il a manqué de gagner, qu'en ce qu'il a perdu positivement. Que si la chose volée n'est plus en nature, il faut que celui qui l'avoit prise en paie la valeur, sur un pié qui ne soit (1) ni trop haut, ni trop bas, mais entre deux.

(a) *Lessius*
Lib. II. Cap.,
XII. Dub. 17.

2. Il faut mettre en ce rang ceux qui fraudent les (b) Impôts légitimes, établis par le Souverain.

(b) *Idem*,
ibid. Cap.
XXXIII.

3. Ceux qui ont causé du dommage en rendant une Sentence injuste, ou en formant une Accusation injuste, ou en déposant à faux contre quelqu'un; doivent aussi réparer le tort de la même manière.

Dub. 8. *Covarruv.* in C. *Peccatum*: Part. II. §. 5.

§. XVII. I. QUAND on a porté quelqu'un à faire un Contrat ou une Promesse, par ruse, par violence, ou par une crainte injuste; on doit (1) remettre le Contractant ou le Promettant en liberté de se dédire: parce qu'il avoit droit d'exiger & qu'on ne le trompât point, & qu'on ne le forçât point; le premier, par une suite de la nature même du Contrat; l'autre, en vertu de la Liberté Naturelle.

2. Il faut dire la même chose de (2) ceux qui n'ont voulu faire que pour de l'argent, (a) une chose à quoi ils étoient d'ailleurs engagés par devoir.

(a) *Covarruv.* in C. *Peccatum*: Part. II. §. 3.

§. XVIII. MAIS si quelqu'un a (1) été causé lui-même de la violence ou des menaces dont on a usé à son égard, (a) pour le contraindre ou l'intimider; il ne doit s'en prendre qu'à soi. Car (2) tout acte involontaire, qui a pour principe quelque chose de volontaire, est moralement réputé pour volontaire.

(a) *Lessius*,
Lib. II. Cap.
XVII. Dub. 6.

§. XIX.

un Anglois; chaque Roi s'engage réciproquement à faire en sorte que les Héritiers du Défunt obtiennent une juste satisfaction, & que celui qui l'a tué leur paie l'amende: *Quicumque etiam ab Anglis Norvagi, vel Angli à Norvagi casti intelligentur, operam alterque Regum dat, ut hereditibus eorum satisfiat, ac multa pendatur.* Ces paroles sont à la page 143. *Lib. II. Cap. XXI.* du Livre, que notre Auteur indique, & qui fut imprimé à Hardervic en 1637. sous ce titre: *JOH. ISACII PONFANI Discussiones Historice, quibus precipue quatenus & quodnam Mare liberum vel non liberum clausumque accipiendum dispicitur &c.* L'amende, dont il est parlé là, est peut-être le *Werigeld* des anciens Saxons; sur quoi on peut voir la Dissertation de feu Mr. HERTIUS, *De Herede occisi vindice*, §. 8. pag. 305. Tom. III. *Comment. & Opusc.*

(2) Voyez la Loi citée dans la Note précédente, & ce que l'on a dit sur le Chapitre de PUFENDORF, qui répond à celui-ci, §. 8. Note 2.

(3) *De confectione in carcerem &c.* On voit bien, qu'il faut supposer, que celui qui a été mis en prison y ait été mis injustement.

§. XVI. (1) Voyez le Chapitre de PUFENDORF

si souvent cité, §. II.

§. XVII. (1) On le doit sans doute: mais quand on ne le voudroit pas, la Promesse n'en seroit pas plus valide. L'Auteur raisonne ici sur un faux principe; comme nous l'avons déjà remarqué sur le Chap. XI. de ce Livre, §. 7. en renvoyant au Traité de PUFENDORF, où il est réfuté.

(2) C'est-à-dire, qu'ils doivent rendre l'argent, si celui qui l'a donné le veut avoir.

§. XVIII. (1) C'est-à-dire, s'il n'a pas consenti de bonne grace, comme il le devoit en vertu du droit que quelqu'un avoit de l'y obliger. Voyez PUFENDORF, *Droit de la Nat. & des Gens*, Liv. III. Chap. VI. §. II.

(2) L'Auteur veut dire, qu'une contrainte, dont on avoit droit d'user envers quelqu'un, n'empêche pas que son consentement, quoique forcé, ne passe pour libre, parce qu'il a donné lieu à la contrainte par un refus volontaire. Mais la pensée est exprimée d'une manière à faire prendre le change au Lecteur: & je vois qu'effectivement Mr. VITRIARIUS, dans son Abrégé de notre Auteur, publié sous le titre d'*Institutiones Juris Nature & Gentium*, (Lib. II. Cap. XVII. §.

(a) *Liv. III.*
Chap. III. &
suiv.
 (b) *Bodin,*
de Republ.
Lib. V. Cap.
VI.

§. XIX. Voici une autre exception fondée sur le Droit des Gens. Comme il a été établi entre les Peuples par les règles de ce Droit, que toute Guerre faite de part & d'autre par autorité du Souverain, & déclarée dans les formes, feroit tenue pour juste, à l'égard des effets extérieurs; de quoi nous (a) parlerons ailleurs: c'est aussi une de ses maximes, que la crainte par laquelle on a été porté à faire quelque chose dans une telle Guerre (b) soit regardée comme juste, en sorte du moins qu'on (1) ne puisse pas redemander ce qui a été obtenu de cette manière. C'est en ce sens qu'on peut admettre la distinction que fait CICÉRON, (2) entre les Pirates ou les Brigands, & un Ennemi dans les formes, avec qui nous avons, selon lui, plusieurs droits communs, c'est-à-dire, en vertu du consentement des Peuples. En effet, si un Brigand a extorqué quelque chose par crainte, on peut le lui faire rendre, à moins qu'on ne se soit engagé envers lui avec serment: mais on ne peut pas se faire rendre ce que l'on a été contraint de donner ou de laisser à un Ennemi. Lors donc que POLYBE (3) trouve que les Carthaginois avoient le droit de leur côté dans la *Seconde Guerre Punique*, parce que les Romains leur aiant déclaré la Guerre dans le tems qu'ils étoient occupés par une sédition domestique, leur avoient extorqué l'Ile de *Sardaigne* & une somme d'argent; cela semble à la vérité conforme à l'Equité Naturelle, mais non pas au Droit des Gens; comme nous l'expliquerons ailleurs.

§. XX. 1. LES ROIS, & les Magistrats, qui n'emploient pas les moïens dont ils peuvent & doivent se servir, (1) pour empêcher les Brigandages & les Pirateries, sont responsables de leur négligence à cet égard: à cause de quoi ceux de l'Ile de *Scyros* furent (2) autrefois condamnés par les *Amphictyons*.

2. Je me souviens ici d'un cas particulier, qui donna lieu à une (3) question sur cette matière dans ma Patrie. Les Etats de *Hollande* & de *Westfrise* avoient donné des commissions à plusieurs Armateurs, dont quelques-uns firent des prises sur nos propres amis; après quoi quittant le Pais, ils se mirent à courir les mers, sans vouloir revenir, quoi qu'on les en sommât. Il s'agissoit donc de savoir, si les Etats étoient responsables du fait de ces Armateurs, soit pour avoir ainsi employé à leur service de malhonnêtes gens, soit pour ne s'être pas fait donner caution, en leur accordant des commissions.

Mon

14.) explique cet endroit, comme si notre Auteur avoit voulu parler d'une rénonciation ou expresse, ou tacite, au droit d'exiger qu'on ne nous fasse point de mal. Au lieu qu'il s'agit uniquement de la validité des Conventions ou des Promesses extorquées par une juste contrainte; comme il paroît par la liaison de ce paragraphe avec le précédent, & par les sommaires de ces paragraphes, qui sont au devant du Chapitre. La maxime de notre Auteur, de la manière qu'elle est tournée, convient mieux, & est effectivement appliquée par les Moralistes, à ce que l'on fait dans un état où l'on n'a pas l'usage libre de la Raison, mais en sorte qu'on s'est mis soi-même volontairement dans cet état. Il suffit de dire, dans le cas dont il s'agit, que lors qu'on réduit quelqu'un à la nécessité d'user de contrainte, pour obtenir de nous une chose qu'il avoit droit d'exiger à la rigueur, le consentement forcé doit être tenu pour volontaire, parce qu'il devoit l'être. La Contrainte n'a point alors ce caractère qui lui donne la vertu d'annuler les Engagemens, je veux dire, l'injustice de celui qui use de violence, ou de menaces. Que si celui qui est contraint s'étoit volontairement soumis à la direction ou à l'autorité de celui qu'il oblige à le contraindre; la libre détermination qui avoit précédé le refus, en conséquence duquel on a extorqué le consentement, éloigne encore plus ce que la Contrainte a d'odieux & de contraire à la liberté. En un mot, celui qui a consenti alors malgré lui, n'a pas plus de sujet de se plaindre & de

se dédire, que n'en auroit un mauvais PaiEUR, qui a été condamné en Justice, ou contraint par les Armes, à satisfaire son Créancier, ou à promettre de le faire en un certain tems.

§. XIX. (1) Voyez ce que je dirai sur le Livre III. Chap. XIX. §. 11. Note 1.

(2) *Nam pirata non est perduellium numero definitus, sed communis hostis omnium. cum hoc nec fides debet, nec iurandum esse commune Regulus vero non debuit conditiones pacis ac bellicæ & hostiles perturbare perjurio. cum iusto enim & legitimo hoste res gerebatur; adversus quem & totum jus feciale, & multa sunt iura communia.* De Offic. Lib. III. Cap. XXIX.

(3) Voyez le Livre III. de cet Historien, Cap. XIII, & *segg.*

§. XX. (1) Voyez ci-dessous, Chap. XXI. de ce Livre, §. 2, & *suiv.* & *Liv. III. Chap. XVII. §. 2. num. 6.*

(2) Ce furent quelques Marchands *Thessaliens*, qui s'étant sauvés de prison, où on les retenoit après les avoir dépoüillés, firent condamner ceux de *Scyros* par devant le Tribunal des *Amphictyons*: *Επει δὲ διαδράντες ἐκ τῶν δεσμῶν οἱ Ἀνδρῆες, δικῇ καταδικάσαντο τῆς πόλεως Ἀμφικτυονικῇ, & βουλομένην τὰ χρεῖματα τῶν ποδῶν συνεκτείναν* &c. PLUTARCH. in Vit. Cimon. Tom. I. pag. 483. C. Ed. Weeb.

(3) Cette question fut apparemment agitée dans l'Assemblée des Etats de *Hollande* & de *Westfrise*, lors que notre Auteur y étoit Député en qualité de Pensionnaire de

Mon sentiment fut là-dessus , que les Etats n'étoient tenus à autre chose , qu'à punir les Coupables , ou à les livrer , si on pouvoit les trouver ; & à faire d'ailleurs justice aux intéressés , sur les biens de ces Pirates. Voici sur quoi je me fondois. Les Etats , disois-je , n'ont pas été la cause de ces injustes pirateries , & ils n'y ont eu aucune part : bien loin de là , ils ont défendu par des Ordonnances expresses , de faire aucun mal à ceux qui sont de nos Amis. Ils n'étoient obligés en aucune manière d'exiger caution des Armateurs , puis qu'ils pouvoient , sans donner aucune commission expresse , permettre à tous leurs Sujets de piller l'Ennemi , comme cela s'est pratiqué autrefois. Et la permission , qu'ils ont accordée à ces Armateurs , n'a pas été cause du dommage que ceux-ci ont causé à nos Alliez ; puis que tout Particulier peut , même sans une telle permission , armer des Vaisseaux , & se mettre en Mer. Il n'étoit pas possible d'ailleurs de prévoir , que ces Armateurs dussent être des fripons : & il n'y a pas moyen de prendre de si bonnes précautions , qu'on ne se serve jamais que d'honnêtes gens ; autrement on ne pourroit jamais lever d'Armée. Lors que les Troupes d'un Prince , soit par Mer ou par Terre , ont , contre ses ordres , fait quelque tort à ses amis ; il n'en est pas responsable ; comme il paroît par ce qui a été reconnu & en (a) France , & en Angleterre. Si l'on est responsable du fait des personnes que l'on a à son service , lors même qu'on n'y a rien contribué par sa faute ; ce n'est pas selon le Droit des Gens , dont il s'agit dans cette question ; mais selon le Droit Civil : & cette règle même du Droit Civil n'est pas générale ; elle ne regarde que les Patrons de navire , & quelques autres fortes de personnes , à l'égard desquelles on a ainsi réglé les choses pour des raisons particulières. Voilà de quelle manière je raisonnai alors : & c'est ainsi qu'il fut jugé dans la Cour Souveraine de Hollande , de Zélande , & de Frise , contre la demande de quelques gens de Poméranie ; en quoi aussi on déclara qu'on suivoit un pareil Jugement rendu deux cens ans auparavant sur un cas semblable.

§. XXI. POUR revenir à notre sujet , il faut remarquer , qu'il est aussi purement de Droit Civil , qu'un Maître soit responsable du dommage (1) causé par son Esclave , ou par sa Bête. Car dès-là qu'il n'y a point de la faute du Maître , il n'est tenu à rien , se-

(a) Ordonnances de France, Tom. III. Tit. III. Ordonn. de l'an 1583. Chap. XLIV. Voyez aussi Tit. II. Ord. de l'an 1543. Chap. XLIV.

de Rotterdam.

§. XXI. (1) Voyez les Titres du DIGESTE , Si quadrupes pauperiem fecisse dicatur , Lib. IX. Tit. I. & De noxalibus actionibus , Tit. IV. PUFENDORF n'est pas ici du sentiment de notre Auteur. Il soutient , dans le paragraphe 6. du Chapitre qui répond à celui-ci , que , selon le Droit de Nature tout seul , un Maître est responsable du dommage , causé même sans sa faute , & par ses Esclaves , & par quelque de ses Bêtes. Pour ce qui est des Esclaves , je suis toujours entré sans peine dans le sentiment de PUFENDORF : mais à l'égard du dommage causé par une Bête , je n'étois pas tout-à-fait satisfait de ses raisons , quoique je n'aie pas témoigné les désapprouver ; & il me restoit quelque embarras , dont je ne pouvois sortir qu'en méditant plus à loisir sur la matière. Il s'en présenta une occasion , il y a quelques années : & je suis bien aise de rendre justice à celui qui me l'a fournie. C'est Mr. DANIEL PURY de Neufchâtel , qui , dans un âge peu avancé , & dans un tems où c'est beaucoup pour l'ordinaire si l'on a retenu passablement bien les leçons de ses Maîtres , a fait voir qu'il pouvoit tirer de son propre fonds. Parmi ses Observations Juridicæ , qu'il publia & soutint à Bâle en M. DCC. XIV. pour prendre le degré de Licentié en Droit , il y en a une , (c'est la VII. De noxa Bestiæ) où se déclarant pour l'opinion de GROTIIUS , il réfute ce qu'on allégué en faveur de l'opinion contraire. Il se borne cependant à ce qui regarde le dommage causé par une Bête ,

TOM. II.

dans la pensée que la décision de cette question emporte la décision de l'autre semblable au sujet des Esclaves. Sur ce donc qu'on dit , que l'établissement de la Propriété des biens n'a pu se faire de telle manière , que l'on fût privé par là du droit de se dédommager d'une manière ou d'autre du mal que les Bêtes peuvent nous faire ; il répond 1. Que , tout Etablissement Humain étant sujet à quelque inconvénient , rien n'empêche que celui dont il s'agit n'ait pu fuir de l'établissement du droit de Propriété , sans que cet établissement cesse pour cela d'être fort utile , parce que l'inconvénient qui en résulte est beaucoup moindre que les autres qu'on prévient par là. 2. Que tout ce qu'on pourroit inférer de la raison alléguée , c'est que le dédommagement du mal causé par une Bête , doit être pris sur ce que le Maître de la Bête n'auroit pas eu sans elle ; c'est-à-dire , sur ce qui est au delà de ce qu'elle lui coûte , & qu'il pourroit en retirer , s'il la vendoit. Pour ce qui est de l'autre raison , Que la réparation du Dommage est un titre infiniment plus favorable , que l'acquisition du Gain ; on répond , que , si cette maxime a quelque sens qui ne soit pas manifestement faux , elle signifie que , dans une égalité de droit ou dans un droit litigieux , il faut donner l'avantage à celle des Parties qui souffriroit du dommage , par dessus celle qui gagneroit. Or en accordant cela , il ne s'enfuivroit non plus autre chose , dans le cas dont il s'agit , que ce qu'on vient de dire. Si , d'un côté celui qui a reçu du dommage de la part de la Bête ,

B

peut

selon le Droit de Nature ; non plus que celui , dont le Vaisseau a endommagé le Vaisseau d'un autre , sans qu'il y eût de la faute du premier. Cependant , comme il est difficile de prouver la faute , lors même qu'il y en a véritablement ; les Loix de plusieurs Peuples , aussi bien que les nôtres , veulent qu'en ce dernier cas les Maîtres des deux Vaisseaux supportent chacun sa part du dommage.

§. XXII. OUTRE la personne & les biens , on reçoit aussi du dommage , comme nous l'avons déjà dit , en son honneur ou en sa réputation , lors que quelqu'un , par exemple , nous donne des coups , ou nous dit des injures , ou médit de nous , ou nous calomnie , ou se moque de nous , & autres semblables outrages. (a) Ici il faut distinguer , comme en matière de Larcin & d'autres crimes , le vice ou le péché de l'action , d'avec l'effet qu'elle produit. La Peine répond au premier ; & la réparation du Dommage , à l'autre. Cette réparation se fait en avouant sa faute , en donnant des marques d'estime pour celui que l'on avoit outragé , (1) en rendant témoignage à son innocence ; & par d'autres semblables satisfactions. (b) On peut aussi imposer une amende à l'Offenseur , si la personne lésée veut se dédommager de cette manière : car l'Argent est la mesure commune de toutes les choses d'où il revient quelque utilité aux Hommes.

(a) *Leffm.*
Lib. II. Cap.
XI. Dub. 19.
§5. 27.

(b) *Soto* ,
Lib. IV.
Quæst. VI.
Art. 3.

CHA-

peut exiger quelque dédommagement , supposé qu'il y ait sur quoi se dédommager ; d'autre côté , le Maître de la Bête ne doit pas le dédommager , en sorte qu'il souffre lui-même du Dommage. Car & comme Maître , & comme étant fort éloigné d'avoir en part au dommage , il a le même titre , & un titre plus ancien , que celui à qui la Bête a fait quelque mal. Mais , ajoute-t-il , la maxime sur laquelle il faut raisonner ici , est fautive. Car , quand le droit est ou litigieux , ou égal de part & d'autre , les règles de la Justice veulent manifestement , ou qu'on partage le différend , ou qu'on en remette la décision au sort. Voilà à quoi se réduisent en gros les remarques de l'Auteur , que j'ai citées. Pour moi , je crois qu'il faut décider ici autrement , en matière du Dommage causé par un Esclave , que quand il s'agit du Dommage causé par une Bête. I. A l'égard du Dommage causé par une Bête , il me paroît évident , que , selon le Droit Naturel tout-seul , & indépendamment des Loix Civiles , celui qui a reçu du dommage de la part d'une Bête appartenante à autrui , ne peut exiger aucun dédommagement du Maître de la Bête , lors que celui-ci n'a rien contribué au dommage par sa faute ; qu'il ne peut , dis-je , exiger aucun dédommagement , pas même sur ce en quoi le Maître profite de la possession de la Bête. Une Bête , par cela même que c'est un Animal destitué de raison , ne sauroit causer aucun dommage , proprement ainsi nommé. Quand on dit , que , dans l'Etat de Nature , celui qui a reçu quelque

dommage de la part d'une Bête , auroit pu s'en dédommager sur elle ; tout cela n'est qu'un langage figuré & peu exact , qu'il faut mettre à l'écart , lors qu'on veut donner des idées justes & philosophiques. J'aurois autant dire , que , lors qu'un Arbre étoit tombé sur quelqu'un dans une Forêt , & l'avoit blessé , celui-ci pouvoit se dédommager en coupant l'Arbre , en le brûlant , ou s'en servant de quelque autre manière. II. Mais il n'est pas de même d'un Esclave. Cet Esclave est Homme , & en cette qualité capable de causer par lui-même un dommage ou un tort proprement ainsi nommé ; & par conséquent soumis par lui-même à la Loi de Nature qui ordonne la réparation du Dommage. L'obligation de réparer le Dommage est une obligation générale , dont personne ne peut être dispensé , dans quelque état qu'il se trouve. A la vérité , il est libre aux intéressés de renoncer au droit d'exiger cette réparation : mais il faut que la renonciation soit bien claire ; & dans un doute il est naturel de présumer , que comme personne ne peut par soi-même se dégager de l'obligation de réparer le dommage qu'il a causé , personne aussi ne dispense aisément les autres de cette obligation à son égard. Ainsi , dans tout Etablissement Humain , l'exception des cas où l'on causeroit du dommage à autrui , est & doit être tacitement renfermée , tant qu'il ne paroît pas qu'on ait relâché quelque chose de cette obligation. Or , on ne sauroit montrer , que l'établissement de la Propriété des biens renferme cette dispense ; & on a d'au-

CHAPITRE XVIII.

Du droit des AMBASSADES.

I. Que le droit d'AMBASSADE est un de ceux qui sont fondez sur le Droit des Gens. II. Entre quelles personnes il a lieu. III. Si l'on est toujours tenu de recevoir les Ambassadeurs? IV. Que, quand un Ambassadeur trame quelque chose contre la Puissance, auprès de laquelle il est envoyé, on peut bien se défendre contre lui, mais non pas le punir. V. Que l'on n'est pas obligé d'avoir égard au caractère d'un Ambassadeur, qui est envoyé auprès de quelque autre Puissance. VI. Mais l'on doit respecter ceux que l'on a reçu soi-même, de la part d'un Ennemi. VII. Que l'on ne peut pas maltraiter un Ambassadeur par droit de représailles. VIII. Que les privilèges d'un Ambassadeur s'étendent à ceux de sa suite, autant qu'il veut qu'ils en jouissent: IX. Et même à ses biens meubles. X. Exemples d'obligations, dont l'effet ne peut être exigé par des voies de contrainte. XI. Importance de l'observation du droit d'Ambassade.

§. I. I. JUSQUES ici nous avons traité des choses qui nous sont dûes par le Droit de Nature; en y mêlant seulement quelque peu de remarques sur le Droit des Gens arbitraire; c'est-à-dire, sur ce qu'il ajoute au Droit de Nature, en matière des obligations dont il s'agissoit. Il faut maintenant passer aux obligations qui viennent proprement & uniquement de ce *Droit des Gens*, que nous appellons *arbitraire*.

2. Ce qu'il y a ici de plus considérable, (1) c'est ce qui regarde le Droit des AMBASSADES. Les Livres sont pleins d'expressions & de pensées qui font regarder les Ambassades & les Ambassadeurs, comme des (2) choses sacrées: on pose pour maxi-
me

d'autant moins sujet de le présumer, que les Esclaves seroient encouragez & autorisez en quelque manière à insulter les autres, si le Maître n'étoit pas tenu ou de réparer le dommage qu'ils ont causé, ou de les livrer eux-mêmes à la personne lésée. Un Maître, en achetant ou acquérant de quelque autre manière un Esclave, a donc pu & dû compter, que ses droits ne s'étendroient pas jusqu'à frustrer ceux qui pourroient être insultez par l'Esclave du dédommagement qu'ils auroient pu prendre sur sa personne dans l'Etat de Nature, & auquel ils n'ont point renoncé. C'étoit à lui à voir s'il vouloit avoir l'avantage qu'il tire du service de l'Esclave, avec les charges qui y sont attachées. Je pourrois dire bien d'autres choses pour confirmer ce que je viens d'établir: mais ce que j'ai dit suffit, sur tout dans une Note, qui est déjà assez longue.

§. XXII. (1) Voyez l'exemple d'un certain Vivien, qui se repentit d'avoir accusé quelqu'un injustement; dans CASSIODORE, *Var. IV. 41.* GROTIUS.

CHAP. XVIII. §. I. (1) Le Droit des Ambassades est fondé véritablement jusqu'à un certain point sur la Loi de Nature, qui autorise tout ce qui est nécessaire pour procurer, entretenir, ou rétablir la paix & l'amitié entre les Hommes. Voyez PUFENDORE, *Droit de la Nat. & des Gens*, Liv. II. Chap. III. §. 23. A l'égard des droits qui ne sont pas nécessaires pour cette fin, si les Ambassadeurs peuvent se les attribuer, ce n'est qu'autant que, l'usage s'étant introduit de laisser les Ambassadeurs jouir de ces sortes de droits,

quiconque reçoit une Ambassade est & peut être censé la recevoir sur ce pied-là; à moins qu'il ne déclare expressément qu'il ne veut pas se soumettre à l'usage reçu, comme il lui est libre de s'en dispenser, lors qu'il en dispense lui-même les autres.

(2) *Sanctimonia Legatorum: Sanctum inter gentes jus Legationum: Fœdera sancta gentibus: Fœdus humanum* &c. Voyez deux Loix du DIGESTE, & un passage de CICÉRON, que l'on citera ci-dessous, §. 6. & 8. JOSEPH, l'Historien Juif, introduit Hérode parlant avec beaucoup de force du respect qu'on doit au caractère des Ambassadeurs, & faisant même valoir la conformité d'un de leurs noms en Grec (*Ἀγγελος*) avec celui des Anges, ou de ces Esprits bienheureux, dont DIEU s'est servi pour annoncer sa volonté aux Hommes. *Antiq. Jud. Lib. XV. (Cap. VIII. pag. 522.)* VARRON dit, que les personnes des Ambassadeurs sont sacrées: *Sancta sunt corpora Legatorum*. De *Lingua Lat. Lib. III.* L'Historien Latin de la Vie de PÉLOPIDAS [CORNELIUS NEPOS] raconte, que ce grand Capitaine aiant été envoyé en Thessalie, comme Ambassadeur, se croioit fort en sûreté, à l'abri de ce caractère respectable parmi tous les Peuples: *Legationisque jure sūtis teētām se arbitravetur, quod apud omnes sanctum esse consueisset* &c. (Cap. V. num. 1.) DIODORE de Sicile parle des Ambassadeurs, comme de gens auxquels on ne peut faire aucun mal: *Τὴν ἀδίκαν τῆς τῶν πρεσβευτῶν ἀσουλίας*. EXCERPT. PRIEESC. (pag. 349.) Le Poète TRACE dit, que le caractère des Ambassa-
deurs

me sûre & constante, qu'il faut observer envers eux le Droit des Gens, & que ce Droit est un Droit Divin & Humain; comme C I C E R O N (3) entr'autres le qualifie. Aussi Philippe de Macédoine disoit-il, (4) que, de l'aveu de tout le monde, il y a non seulement de l'injustice, mais encore de l'impieété, à violer un tel droit.

§. II. 1. Mais il faut bien remarquer ici d'entrée, que, quels que soient les privilèges de cette sorte de Droit des Gens, dont nous allons traiter, ils appartiennent uniquement aux Ambassadeurs envoie de Souverain à Souverain. Car pour ce qui regarde les Députés de Ville, ou de Province, ou autres semblables, qui ne vont pas auprès d'une Puissance étrangère, ce n'est pas par le Droit des Gens commun aux différentes Nations qu'il faut juger de leurs privilèges, mais par le Droit Civil du Païs. T I T E L I V E introduit un Ambassadeur, qui se (1) qualifie *Messager public du Peuple Romain*. Et ailleurs il nous apprend, que le Sénat Romain déclara, (2) que les Privilèges des Ambassadeurs étoient pour les Etrangers, & non pas pour les Citoyens ou les Sujets de l'Etat. Sur ce principe, C I C E R O N (3) soutenoit, qu'on

ne

deurs est sacré de tout tems parmi les Nations, & qu'ils peuvent, à cause de cela, revenir en toute sûreté :

— Sed iussa patrū, tutique regressus
Legato, justique preces vicere sororū.

Thebaid. Lib. II. (vers. 373, 374.)

— Et sanctum populis per secula nomen
Legatum, infidiis tacitoque invadere ferro.

Ibid. (vers. 486.) St. C H R Y S O S T Ō M E censure certaines gens, de ce qu'ils n'ont pas même respecté la Loi commune à tous les Hommes, qui veut qu'on ne fasse point de mal aux Ambassadeurs : καὶ εἰς τὸν κοινὸν νόμον ὑπέσθησαν, ὅτι ὁ πρεσβευτὴν ὑδέποτε πᾶσιν τι κακόν. Le Grammairien S E R V I U S expliquant un passage de V I R G I L E, où il est dit, que quelques Ambassadeurs étoient couverts de branches d'Olivier, remarque, que cela peut signifier, qu'ils étoient par là à couvert de toute insulte, selon le Droit des Gens : Aut certe V E L A T I, ab omni injuria tecti, jure gentium. In Æn. XI. (vers. 101.) On pourroit alléguer ici un grand nombre d'autoritez semblables. Il faut se contenter d'en indiquer quelques-unes. Voyez T I T E L I V E, Lib. I. (Cap. XIV. num. 1.) D I O N C H R Y S O S T Ō M E, Orat. de Lege & Consuetud. V E L L E I U S P A T E R C U L U S, Lib. II. init. M E N A N D E R P R O T E C T O R, (Excerpt. Legat. Cap. XIX.) la Lettre de Félix à Zénon, dans l'Appendix du Code Théodosten, publiée par le Père S I R M O N D. Selon P R O C O P E, les Peuples même Barbares respectent les Ambassadeurs : πᾶσι μὲν, ὡς ἐπὶ ἀλλήτοις εἰπεῖν, νόμος βαρβάρων, τὸ χεῖμα τῶν πρεσβευτῶν εἶναι. Gotthic. Lib. III. (Cap. XVI.) L A M B E R T de Schufnaburg rend le même témoignage aux Barbares. A I M O I N fait dire au Roi C l o v i s, que, selon les Loix Divines & Humaines, on ne doit faire aucun mal aux Ambassadeurs, parce qu'il n'y a pas d'autre moyen d'en venir à une Paix; & que celui qui va en Ambassade, dépouille par là le caractère d'Ennemi: Ad extremum pro divinis simul humanisque legibus, quæ injuriarum immunes faciunt debere esse eos qui mediatores hostilium efficiuntur armorum. Inter arma namque sola legatio pacis sequestra est. Exiit hostem, qui legatione fungitur. H I S T. F R A N C. Voyez aussi R A D E V I C, dans la Continuation de l'Histoire de Frédéric I. par O T T O N de Frisingue: & au sujet des Polonois, C R O M E R, Hist. Lib. XX. à l'égard des Turcs, L E U N C L A V I U S, Lib. VIII. & Lib. XVII. & pour ce qui est des Maures, M A R I A N A, Lib. XII. G R O T I U S. Ce que notre Auteur cite ici de V A R R O N, n'en est point. La seule manière de citer fait d'abord soupçon-

ner quelque méprise: car ce qui nous reste de l'Ouvrage de cet Ancien sur la Langue Latine, ne commence qu'au IV. Livre. Je crois avoir découvert sûrement l'origine de cette fausse citation; & il paroît par là, que les plus grands Hommes citent quelquefois sur la foi d'autrui. D E N Y S G O D E F R O I, dans une Note sur le D I G E S T E, Lib. L. Tit. VII. De Legationibus, Leg. XVII. copiant ce que C U J A S a dit dans ses Observations, Lib. XI. Cap. V. prend des paroles de ce fameux Jurisconsulte pour un passage de l'Auteur Romain. C U J A S remarque-là, que les Prêtres, nommez Feciales, connoissoient des cas qui regardoient la violation du droit des Ambassadeurs; & il renvoie sur ce sujet à V A R R O N, Lib. III. De Vita Populi Romani. Après quoi il ajoute de son chef: Nec mirum; quum Sancta sint, ut diximus, corpora legatorum. Le Copiste a regardé cela comme les paroles même de l'ancien Auteur Latin; & il a de plus cité comme pour corriger son Original, le III. Livre de l'Ouvrage de V A R R O N qui nous reste, ne sachant pas que le passage qu'on a en vue, est d'un Ouvrage perdu, dont N O N I U S M A R C E L L U S nous a conservé ce fragment, au mot FECIALES: Idem [V A R R O] Lib. III. De vita Populi Romani: Si cujus legati violati essent, qui id fecissent, quamvis nobiles essent, uti deberent civitati statuerunt, Fetialesque viginti, qui de his rebus cognoscerent, judicarent, & statuerent, constituerunt. Pag. 529. Edit. Mercer. Notre Auteur, qui avoit lu la Note de G O D E F R O I, s'en est fié à lui d'autant plus facilement, qu'il pouvoit se souvenir d'avoir vu ailleurs des paroles semblables: car voici ce que dit A S C O N I U S, Commentateur de C I C E R O N, sur ces paroles d'une de ses Harangues: Etenim nomen legati ejusmodi esse debet, quod non modo inter sociorum jura, sed etiam inter hostium tela incolume versetur. SED ETIAM INTER HOSTIUM TELA] Invidiose Orator hoc addidit, quum de Magistratu dicat. Num legatorum in fœderibus faciendis, vel legibus pacis bellicque dicendis, S A N C T A C O R P O R A, jure gentium, atque inviolata servantur. In Verr. I. Cap. XXXIII. G O D E F R O I citant le passage de C I C E R O N, le rapporte ainsi: Nomen legati inter hostes incolumes esse debent? Notre Auteur le cite précisément de même ci-dessous, §. 6. ce qui ne laisse aucun doute de l'origine de la méprise dont il s'agit. Il y a encore, outre quelque petite inadvertance que j'ai corrigée, une inexactitude, dans la citation de V E L L E I U S P A T E R C U L U S: car il s'agit d'un sujet différent, dans la fin du I. Chap. du II. Livre de cet Historien; & notre Auteur a rapporté le passage dans son vrai sens,

ci.

ne devoit point envoyer d'Ambassadeur à *Marc Antoine*.

2. Pour savoir qui l'on doit regarder comme Etranger, il n'y a qu'à lire ce que dit là-dessus *VIRGILE*, dont la définition est telle, qu'aucun Jurisconsulte n'auroit dû en donner une plus nette: (4) *Je tiens*, dit-il, *pour Etranger, tout Pais qui n'est pas de notre dépendance*. Comme donc, dans une (a) Alliance Inégale, l'Allié

(a) Voyez
Cramer. Hist.
Pol. Lib.
XXX.

Inférieur ne cesse point pour cela d'être indépendant, il a aussi droit d'envoyer des Ambassades à l'Allié Supérieur. Ceux même (5) qui sont en partie Sujets de leur Allié, ont ce droit par rapport aux choses à l'égard desquelles ils demeurent indépendans (6).

3. Mais les Rois qui ont été vaincus dans une Guerre en forme, & dépouillez de leur Roiaume, (7) perdent, avec tous les autres biens de la Couronne, le droit d'envoyer des Ambassades. C'est pourquoi *Paul Emile* (8) retint les Hérauts de *Perse*, Roi de *Macédoine*, qu'il avoit vaincu.

4. Il y a pourtant des cas où les Ambassadeurs ne viennent point de la part d'une Puissance Etrangère. Dans une Guerre Civile, la nécessité oblige quelquefois à en re-

ce-

ci-dessus, Chap. XV. §. 16. num. 4.

(3) *Sic enim sentio, jus legatorum, quum hominum præsidio munitum sit, tum etiam divino jure esse vallatum.* Orat. de Haruspicio responso, Cap. XVI.

(4) Καὶ τοὶ τὸ παρανομεῖν εἰς κήρυκα, καὶ πρεσβείας, καὶ τοὶ ἀλλοῖς τὴν πᾶσιν ἀσέβειαν εἶναι δοκεῖ, καὶ μάλιστα ὑμῖν. Epist. ad Atheniensem. apud DEMOSTHEN. (pag. 62. A. Edit. Basil. 1572.) *PLUTARQUE* traite aussi cela d'action impie, (ἐργον ἀσέβειαν) en parlant de *Perse*, Roi de *Macédoine*, qui retint prisonniers les Ambassadeurs de *Gentius*, Roi d'*Illyrie*. Vit. Æmil. Paul. (pag. 261. D. Tom. I. Ed. Wech.) Voyez encore *JOSEPH*, à l'endroit cité dans la Note 2. de ce paragraphe, vers le commencement. *GROTIUS*.

§. II. (1) *Ego sum publicus nuncius Populi Romani, jussu piæque legatus venio, verbisque meis fides sit.* Lib. I. Cap. XXXII. num. 6.

(2) *Denunciatum Senatûs verbis, facerent prope ex urbe, ab ore atque oculis Populi Romani, ne nihil eos legationis jus, externo, non civi, comparatum, tegetet.* Lib. VI. Cap. XVII. num. 8.

(3) *Non enim ad Hannibalem mittimus, ut à Sagunto recedat. . . . ad nostrum civem mittimus &c.* Orat. Philipp. V. Cap. X. Voyez une Note de *BOECLER* sur *VELLEIUS PATERCULUS*, Lib. II. Cap. VII.

(4) *C'est Amate, qui parle ainsi:*
Omnem equidem sceptris terram quæ libera nostris
Dissidet, externam reor —
Æneid. Lib. VII. vers. 369, 370.

(5) Comme les *Carthaginois*, dont il est parlé ci-dessus, Chap. XV. §. 7. num. 5. On rapporte ici l'exemple des Princes Feudataires; comme de ceux d'*Allemagne*, à l'égard de l'Empereur.

(6) On peut joindre à tout ce que notre Auteur vient de dire, un exemple remarquable, dont il traite lui-même dans ses Lettres, I. Part. Epist. 364. c'est celui du Chancelier *Oxenstiern*, qui, quoique Sujet, reçut des Etats de *Suède*, après la mort de *Gustave*, un si grand pouvoir, qu'il étoit autorisé à envoyer des Ambassades comme il le jugeoit à propos, à faire la Guerre & la Paix &c. Comme la chose étoit extraordinaire, notre Auteur, dans la Lettre citée, allégué, entr'autres exemples, celui des Ambassadeurs, qui ayant été envoyés de *Flandre* par les *Archiducs*, en vertu du pouvoir qu'ils en avoient reçu de *Madrid*, furent reçus en *France* & en *Angleterre*, comme Ambassadeurs du Roi d'*Espagne*. Voyez ce qu'il dit encore dans cette Lettre, où il raconte au Chancelier même

de quelle manière il répondit aux difficultez qu'on lui fit là-dessus, lors qu'il fut envoyé à *Paris*, comme Ambassadeur de la Couronne de *Suède*.

(7) La question est inutile, par rapport au Vainqueur, qui n'aura garde de penser seulement à examiner, s'il doit recevoir des Ambassadeurs de la part de celui qu'il a dépouillé de ses Etats. Mais comme un Conquérant, qui avoit entrepris la Guerre pour quelque sujet manifestement injuste, n'acquiesce point par la victoire un véritable droit sur les Etats conquis, jusqu'à ce que le Souverain légitime ait renoncé d'une manière ou d'autre à toutes les prétentions: les autres Puissances ne doivent pas moins, tant qu'elles le peuvent sans quelque inconvénient fâcheux, reconnoître pour véritable Roi celui qui l'est effectivement; & par conséquent recevoir ses Ambassadeurs, avec tous leurs droits. Le Vainqueur est alors, par rapport à elles, ce qu'est l'Usurpateur, dont notre Auteur parle ci-dessus, Chap. XVI. §. 17. La différence qu'il met entre eux, n'est fondée que sur les effets qu'il attribue mal-à-propos à son prétendu Droit des Gens; comme nous le montrerons en son lieu.

(8) C'est *TITE LIVE* qui nous apprend cela, Lib. XLIV. Cap. XLV. num. 1. & Cap. XLVI. num. 1. Mais (dit *GRONOVIVS*, dont on avoit mis les paroles en caractère Italique, comme si c'étoient celles de l'Historien même: inexactitude qui a été redressée dans mon Edition de l'Original) le Général Romain ne retint pas les Hérauts de *Perse*, par la raison que ce Prince étant dépouillé de son Roiaume n'avoit plus droit d'envoyer des Ambassadeurs: ce fut parce que se croiant en état de le dépouiller véritablement de son Roiaume, il ne voulut point entendre à des propositions de paix; & à cause que ces Ambassadeurs étoient venus sans en avoir permission, comme c'étoit la coutume de la demander. Voyez *TITE LIVE*, Lib. XXXII. Cap. XI. & Lib. XXXVII. Cap. XLV. Aussi ne leur fit-on point de mal: *Paul Emile* se contenta de ne donner aucune réponse à *Perse* par leur bouche. Je vois pourtant, que *Perse* ayant depuis envoyé trois Ambassadeurs, avec des Lettres, *Paul Emile* les renvoya, sans rien répondre, à cause que *Perse* y prenoit encore le titre de Roi: Lib. XLV. Cap. IV. D'où il s'ensuit, qu'il devoit aussi ne pas regarder ses Ambassadeurs comme jouissant des mêmes privilèges qu'ils auroient eus auparavant, & comme n'étant sacrez & inviolables, qu'autant que bon lui sembloit.

cevoir de tels contre la règle, lors, par exemple, (9) que le Peuple est divisé en deux Partis presque égaux, en sorte qu'on ne fait de quel côté est le Pouvoir Souverain : ou lors qu'il y a deux Prétendants à la Couronne, qui allèguent chacun des raisons, sur lesquelles il est bien difficile de prononcer en faveur de l'un, à l'exclusion de l'autre. En ces cas-là, une seule & même Nation est regardée pour un tems comme faisant deux Corps de Peuple. Ainsi TACITE blâme ceux du parti de Vespasien, (10) de ce que, par une fureur horrible, ils avoient violé à l'égard des Ambassadeurs de Vitellius un droit sacré même entre Etrangers.

5. Mais les Pirates & les Brigands ne formant point de Corps d'Etat, ne peuvent point ici se mettre à l'abri du Droit des Gens. Tibère, lors que Tacfarinas lui eût envoyé des Ambassadeurs, fut extrêmement mortifié, à ce que nous apprend TACITE, (11) de voir qu'un Traître & un Brigand traitât avec lui en Ennemi de bonne guerre. Quelquefois néanmoins des gens de ce caractère obtiennent, par un Traité, le droit d'envoyer des Ambassades; comme on (12) l'accorda autrefois à quelques Brigands des Monts Pyrenées.

§. III. I. IL Y A deux maximes du Droit des Gens touchant les Ambassadeurs, sur lesquelles on raisonne communément, comme sur des règles constantes : l'une, (1) Qu'il faut recevoir les Ambassadeurs; l'autre, Qu'on ne doit leur faire aucun mal.

2. La première se trouve établie dans un passage de TITE LIVE, où Hannon, Sénateur de Carthage, parle ainsi contre Hannibal : (2) Il venoit des Ambassadeurs de la part de vos Alliez, & en faveur de vos Alliez : votre bon Général ne les a pas voulu laisser entrer dans son Camp; il a violé le Droit des Gens.

3. Il ne faut pourtant pas (3) prendre cette maxime généralement & sans restriction. Car

(9) Voyez MARIANA, *Hist. Hisp.* Lib. XXII. Cap. VIII. au sujet des Ambassadeurs de la Ville de Tolède auprès de Jean II. Roi de Castille : & ALBERT. CRANTZIUS, *Saxonic.* XII, 33. touchant ceux de Flandres. GROTIUS.

(10) La chose n'arriva pas, mais elle faillit à arriver, & on y étoit tout disposé : *Et ni, dato à duce præsidio defensi forent, sacrum etiam in exteræ gentes legatorum jus, ante ipsa patriæ mœnia, civilis rabies usque in exitum temerasset.* *Hist. Lib. III. Cap. LXXX. num. 4. Ed. Rycq.* Notre Auteur rapporte ici, dans une Note, ce que dit ZOSIME au sujet de Magnentius, qui s'étoit fait proclamer Empereur. Constance lui ayant envoyé un des plus considérables de sa Cour, nommé Philippe, il délibéra en lui-même s'il le renverroient sans avoir rien fait, ou s'il le retiendrait, en foulant aux pieds les droits des Ambassadeurs; *Μαγνέντιος δὲ καὶ αὐτὸν ἐξέλεγε γνώμην, πότερον καὶ Φίλιππον ἀπερᾶτον ἀποπέμψειν, ἢ κατέχειν παρ' αὐτῷ, τὸν ἐπὶ τοῖς πρεσβυσι πατέοντι δέον.* *Lib. II. Hist. Cap. XLVII. num. 3. pag. 217. Ed. Cellar.*

(11) *Non alias magis suâ Populique Romani contumeliâ indoluisse Cæsarem ferunt, quàm quod desertor, & prædo, hostium more ageret.* *Annal. Lib. III. Cap. LXXXIII. num. 2.*

(12) *Licetne civibus ad civis de pace legatos mittere? quod etiam fugitivis ab saltu Pyrenæo prædonibusque licuisset &c.* *De Bell. Civil. Lib. III. Cap. XIX. num. 2.* Voyez là-dessus les Notes de Mr. DAVIES, & de CELLARIUS.

§. III. (1) Le Grammairien DONAT parle de cette maxime, comme étant du Droit des Gens : *ORATOR AD VOS VENIO] Oratorem audire oportere, jus gentium est.* *In Prolog. Hecyræ, vers. I. GROTIUS.*

L'autre maxime se trouve là aussi, immédiatement après; & je m'étonne que notre Auteur ne l'ait pas remarquée : *Oratorem non licet injuriam pati. Ideo ergo,*

ne expellatur, non se prologum, sed oratorem nominat. *PLAUTUS: Impia secrete oratorem verberas.* Ce passage de PLAUTUS n'est pas, à ce que je crois, dans aucune des Comédies qui nous restent; & je ne le vois pas non plus dans le Recueil qu'on a fait de ses Fragmens.

(2) *Legatos ab sociis, & pro sociis, venientes, bonus Imperator vestri in castra non admittit; jus gentium sustulit.* *Lib. XXI. Cap. X. num. 6.*

(3) Non seulement cela : il faut remarquer encore, avec Mr. THOMASIIUS, que, lors même qu'on est tenu de recevoir des Ambassadeurs, c'est un simple Devoir d'Humanité; de sorte que le refus tout seul ne peut jamais être regardé comme une véritable injustice. Voyez les *Institut. Jurisprudentiæ Divinæ* de cet Auteur, *Lib. III. Cap. IX. num. 15, & seqq.* comme aussi ses Notes sur HUBER, *De Jure Civitatis*, Lib. III. Sect. IV. Cap. II. §. 10. où il cite aussi un Traité, qu'il vante fort, mais que je n'ai point vu, publié sous un nom feint, & dont le titre est, *JUSTINI PRES-BERTA Discursus De Jure Legationis Stutium Imperii*, Eleutheropol. 1700.

(4) Voyez CAMERDEN, *Hist. Brit.* sur l'année M. D. LXXI. à la quatrième des Questions qui sont proposées en cet endroit. GROTIUS.

(5) Périclès avoit fait passer en délibération, qu'on ne recevrait ni Héraut, ni Ambassadeur, de la part des Lacédémoniens, tant qu'ils auroient les armes à la main : *Ἦν γὰρ Περικλῆς γνώμην πρὸς τοὺς ἐνικηκῶνα, κέρυκα καὶ πρεσβείαν μὴ προσδέχσθαι Λακεδαιμονίαν ἐξ ἐστρατιάνων.* *THUCYD. Lib. II. Cap. XII. Ed. Oxon.* C'est que les Lacédémoniens avoient refusé de terminer les différens à l'amiable, comme il paroît par la fin du Livre I. & les Athéniens leur offroient encore cette voie, puis qu'ils dirent à Méléstippe, que, quand les Lacédémoniens auroient mis bas les armes, & feroient retourner chez eux, ils n'avoient qu'à leur envoyer des

Car le Droit des Gens (4) ne veut point qu'on ne refuse jamais de recevoir les Ambassadeurs ; mais il veut qu'on ne le refuse pas sans sujet. Or on peut être bien fondé à le refuser ou à cause de celui qui envoie des Ambassadeurs, ou à cause de ceux même qui sont envoyés, ou à cause du sujet de l'Ambassade.

4. Les Athéniens, suivant l'avis de Périclès, ordonnèrent à Méléippe, Ambassadeur des Lacédémoniens, (5) de fortir des terres d'Athènes, parce qu'il venoit de la part d'un Ennemi, qui avoit les armes à la main. Le Sénat (a) Romain déclara, (6) qu'il ne pouvoit point recevoir d'Ambassade de la part des Carthaginois, pendant que leur Armée étoit en Italie. Les Achéens ne (7) voulurent point recevoir les Ambassadeurs de Persée, Roi de Macédoine, lors qu'il se disposoit à entrer en guerre avec les Romains. L'Empereur JUSTINIEN refusa (b) une Ambassade de la part de Totilas, qui lui avoit souvent manqué de parole : & les Goths, qui étoient dans la Ville d'Urbain, (c) renvoient par la même raison les Ambassadeurs de Bélisaire. POLYBE (8) nous apprend, que les Ambassadeurs des Cynéthiens, Peuple d'Arcadie, étoient chassés de par tout, parce que c'étoit une Nation scélérate.

(a) Zonar.
Tom. II.

(b) Procop.
Gotthic. Lib.
III. Cap. 37.

(c) Mem.,
Lib. II. Cap.
19. [où l'on
allègue pour-
tant une autre
raison.]

5. Nous avons un exemple de la seconde raison pourquoi on peut refuser une Ambassade, dans un Philosophe de l'Antiquité, nommé Théodore, & surnommé l'Athée ; lequel aiant été envoyé par Ptolomée à Lyfimaque, celui-ci (9) ne voulut point lui donner audience. La même chose est arrivée à d'autres, qui s'étoient rendus odieux pour quelque sujet particulier.

6. La troisième raison a lieu, lors que le sujet de l'Ambassade (10) est suspect, comme quand Ezéchias craignit (d) avec raison que Rhubacé, Ambassadeur du Roi d'Assyrie, ne vint (11) pour exciter le Peuple à quelque révolte : ou lors qu'il n'est pas de

(d) II. Rois,
Chap. XVIII.

des Ambassadeurs, qui seroient alors bien reçus. On voioit qu'ils vouloient absolument en venir à la Guerre ; & on regardoit Méléippe comme un homme qui n'étoit envoyé que pour espionner : d'où vient qu'on le fit conduire hors du Pais par des gens qui eurent ordre d'empêcher qu'il ne parlât à personne. Voyez un exemple semblable, dans APPIEN, *Bell. Mithr.* pag. 311. *Ed. Amst.* (181. *Ed. H. Steph.*) & dans le Rhéteur ARISTIDE, *Orat. Panathen.* Tom. I. pag. 250. *Edit. P. Steph.* C'est dans des circonstances comme celle-là que notre Auteur donne à entendre qu'on a juste sujet de refuser les Ambassadeurs d'une Puissance qui a pris les armes. Il n'a garde de poser pour règle générale, qu'on peut toujours refuser les Ambassadeurs qui viennent de la part d'un Ennemi armé ; comme ZIEGLER & d'autres ont pris ridiculement sa pensée. Il n'étoit pas homme à se contredire si grossièrement.

(6) Voyez, sur cette coutume des Romains, SERVIUS, in *Æneid.* VII. GROTIUS.

Notre Auteur veut parler de la coutume qu'avoient les Romains, d'examiner, avant que de recevoir des Ambassadeurs, d'où ils venoient & pourquoi : car voici les paroles du Commentateur, qu'il a eues dans l'esprit ; je ne sache au moins rien d'autre, qui puisse convenir ici, dans les Notes sur le Livre qu'il cite : *INTRA TECTA VOCARI*] Dissentit hoc loco à Romana consuetudine. Nam legati, si quando incogniti venire nuntiarentur, primo, quid vellent, ab exploratoribus requirebatur : post ad eos egrediebantur magistratus minores ; Et tunc demum Senatus extra urbem postulata noscebat, Et ita, si visum fuisset, admittebantur. In vers. 168.

(7) Legati deinde postea missi ab rege [Persée], quum Megalopoli concilium esset ; dataque opera est ab eis, qui offensionem apud Romanos timebant, ne admitterentur. *TIT.* Liv. Lib. XLI. Cap. XXIX. num. 20.

(8) Ceux, par les terres de qui ils avoient à passer,

ne vouloient pas les laisser entrer dans leurs Villes ; & d'autres regardant comme souillees les lieux par où ils avoient passé, faisoient de grandes purifications. C'est ce que dit cet Historien, qui ne parle point du tout de la manière dont ils furent reçus par ceux auprès desquels ils étoient envoyés en Ambassade : Ἄξιον βραχὺ διαπορῆσαι περὶ τῆς Κυναιθίων ἀγριότητος, πῶς οὐτως ὁμολογούμενων Ἀρκάδων, τοσούτοι κατ' ἐκείνας τὰς καιρὸς διηγεῖσθαι τῶν ἄλλων Ἑλλήνων ἀμότητι καὶ παρανομίᾳ . . . καὶ ὅς γὰρ καιρὸς μεγάλῃ σφαγῇ ποιήσαντες Κυναιθεῖς, ἐπεσβευσαν πρὸς Λακεδαιμονίους, εἰς ἃς πόλεις ποτὲ Ἀρκάδικας εἰσῆλθον κατὰ τὴν ὁδὸν, οἱ μὲν ἄλλοι παρακρήμα πάντες αὐτὸς ἐξεκέρυξαν Μαντινέας δὲ μετὰ τὴν μεταλλαγὴν αὐτῶν, καὶ καθαρῶν ἐποίησαντο, καὶ σφαγία περιέμνηκαν τῆς τε πόλεως κυκλῶ, καὶ τῆς χώρας πάσης. *Lib. IV. Cap. XX. pag. 402. & Cap. XXI. pag. 404, 405. Edit. Amstel.*

(9) Lyfimaque lui donna audience ; mais il lui défendit de revenir une autre fois : à quoi le Philosophe répondit, qu'il ne le feroit pas, si Ptolomée ne l'envoioit plus. C'est ce que nous apprend DIOGÈNE LAERCE, de qui notre Auteur a tiré le fait : Πάλιν δ' εἰπόντος τῷ Λυσιμάχῃ, βλέπε ὅπως μὴ παρῆσθαι πρὸς ἡμᾶς ἐτι, οὐκ ἂν, εἶπεν, ἂν μὴ Πτολεμαῖος ἀποστείλῃ. *Lib. II. §. 102. Edit. Amstel.*

(10) C'est pour cette raison, qu'André de Burgo, Ambassadeur de l'Empereur, ne fut point reçu en Espagne ; comme le rapporte MARIANA, *Lib. XXIX.* On trouve quelque chose de semblable, dans MARTIN CROMER, *Hist. Polon. Lib. XX.* GROTIUS.

(11) Dans la retraite des dix mille Grecs, dont XENOPHON nous a laissé l'histoire, les Généraux résolurent, que, tant qu'ils seroient en Pais ennemi, ils ne recevroient point de Hérauts. Et ce qui les obligea à prendre une telle résolution, ce fut qu'ils avoient éprouvé, que, sous prétexte d'Ambassade, on venoit

espion-

de la dignité d'une Puissance de recevoir des Ambassadeurs pour le sujet dont il s'agit, ou que les circonstances du tems & la situation des affaires ne le permettent pas. C'est ainsi (12) que les Romains déclarèrent autrefois aux *Etolien*s, qu'ils ne leur envoiaient point d'Ambassadeur, sans la permission du Général de l'Armée Romaine : & à (13) *Persée*, qu'il n'en envoiât point à Rome, mais seulement auprès de *Licinius*. Les Ambassadeurs de *Jugurtha* eurent (14) ordre de fortir d'Italie en dix jours, à moins qu'ils ne vinssent pour témoigner que leur Maître se rendoit aux Romains avec son Roiaume.

7. Pour ce qui est des Ambassades ordinaires & accompagnées d'une résidence perpétuelle, dont l'usage est aujourd'hui fort fréquent, on peut fort bien les refuser. (15) L'Antiquité les a ignorées absolument ; & cela fait voir combien peu elles sont nécessaires.

§. IV. 1. IL EST plus difficile de décider les questions qui se rapportent à l'autre maxime générale, touchant l'obligation (1) de ne faire aucun mal aux Ambassadeurs. Les sentimens des Auteurs célèbres de ce Siècle sont fort partagés là-dessus. Il faut parler premièrement de ce qui regarde la personne même des Ambassadeurs ; & après cela de leur suite, & de leurs biens.

2. A l'égard de la personne des Ambassadeurs, il y en a qui croient, que, par le Droit des Gens, elle doit seulement être à l'abri de toute injuste violence : car ils sup-

po-

espionner & débaucher les Soldats : Καὶ ἐκ τῆς ἰδοῦς τοῖς στρατηγοῖς βέλτιον εἶναι, δόγμα ποιήσασθαι, τὸν πολεμὸν ἀκέραιον εἶναι, ἢ ἐν τῇ πολέμῳ εἶναι. διέφθειρον γὰρ προσιόντες τὴν στρατιάν, καὶ ἐν γὰρ λοχαγὸν διεφθείραν Νικαρχὸν Ἀγκάδα καὶ ἔχοντο ἀπὸ τῶν νυκτὸς τὸν ἀνδραπόδον ὡς εἰκοσι. De expedit. Cyr. Lib. III. Cap. III. §. 4. Ed. Oxon.

(12) Denuntiaturque, si qua deinde legatio ex Ætolis, nisi permisso Imperatoris, qui eam provinciam obtineret, & cum legato Romano, venisset Romam, pro hostibus omnes futuros. TIT. LIV. Lib. XXXVII. Cap. XLIX. num. 3.

(13) Jussi renuntiare Regi, Consulens P. Licinium brevi cum exercitu futurum in Macedonia esse, ad eum, si satisfaceret in animo esset, mitteret legatos. Romam quod præterea mitteret, non esse : neminem eorum per Italiam ire licitum. Idem, Lib. XLII. Cap. XXXVI. num. 5, 6. Cet exemple, & le précédent, regardent plutôt la manière de recevoir une Ambassade, que les raisons de la refuser.

(14) Qui postquam Romam adventabant, Senatus à Bestia consultus est, placeretne legatos Jugurthæ recipi moribus : iique decrevere, nisi regnum ipsumque dedicum venissent, uti in diebus proxumis decem Italiâ decederent. SALLUST. Bell. Jugurth. (Cap. XXX. Ed. Waff.) L'Empereur Charles-Quint, ayant reçu des Ambassadeurs de la part du Roi de France, François I, de la part des Vénitiens & des Florentins, qui venoient pour lui déclarer la Guerre ; les fit conduire dans un village à trente milles de la Cour : GUICCIARDIN, Liv. XVIII. (§. 16. fol. 320. de la vieille Trad. Franç. pag. 472. de l'Original, Ed. de Genève, 1645.) Mémoires de DU BELLAY, Liv. III. (fol. 103. Edit. de Paris, 1573.) GROTIUS.

Ce dernier exemple ne fait rien au sujet. Il s'agit d'Ambassadeurs, qui étoient actuellement auprès de Charles-Quint, & qu'il fit arrêter, jusqu'à ce qu'il eût avis que les Ambassadeurs qu'il avoit lui-même en France & en Angleterre fussent en lieu de sûreté.

(15) Voyez la Jurisprudentia Divina de Mr. THOMASII, Lib. III. Cap. IX. §. 25, & seqq.

§. IV. (1) MENANDRE, le Protecteur, parlant de

l'Empereur Justin II. qui retint prisonniers les Ambassadeurs des Avariens, dit, qu'il viola en cela le Droit des Gens : ὁ δὲ παρὰ τὸν κοινὸν τῶν πρεσβευτῶν θεσμὸν, εἰχὼν ἐν δεσμοῖς. Voyez ERNEST COTHMAN, Resp. XXXII. num. 29, & seqq. Tom. V. GROTIUS.

C'est au contraire Bajaz, Roi des Avariens, qui fit mettre en prison les Ambassadeurs de Justin II. comme le rapporte l'Auteur Grec, Excerpt. Legat. Just. Justinian. & Tiber. Cap. IX. où se trouvent les paroles citées par notre Auteur.

(2) A la vérité, si le consentement des Peuples étoit le seul fondement du Droit des Ambassadeurs, il seroit bien difficile de prouver la maxime dont il s'agit, & de marquer jusqu'où elle s'étend. Mais notre Auteur n'avoit pas assez consulté les principes de la Loi Naturelle, qui lui auroient fourni des raisons claires & sûres. Voici ce que dit là-dessus Mr. THOMASII, qui a, ce me semble, traité la matière mieux que personne dans sa Jurisprudentia Divina, Lib. III. Cap. IX. §. 36, & seqq. Il distingue d'abord entre les Ambassadeurs qui n'ont fait aucun mal, & ceux qui ont fait quelque mal ; puis entre ceux qui sont envoyés par une Puissance à une autre avec qui elle est en paix, & ceux qui viennent de la part d'un Ennemi. I. Il n'y a pas de difficulté à l'égard des Ambassadeurs qui venant auprès d'une Puissance avec laquelle leur Maître est en paix, n'ont fait aucun mal à personne : les maximes les plus communes & les plus évidentes du Droit Naturel demandent en leur faveur une entière sûreté ; de sorte que, si on insulte ou qu'on outrage en quelque manière que ce soit un tel Ambassadeur, on donne à son Maître un juste sujet de Guerre. Le saint Roi David nous en fournit un exemple, II. SAMUEL, Chap. X. Pour ce qui est des Ambassadeurs qui viennent de la part d'un Ennemi, & qui n'ont fait aucun mal ; avant qu'on les ait reçus comme Ambassadeurs, leur sûreté dépend uniquement des Loix de l'Humanité. Car un Ennemi, comme tel, est en droit de faire du mal à son Ennemi : ainsi indépendamment des Conventions, par lesquelles on devient en quelque façon Ami pour un tems, on ne peut être obligé à épargner l'Ambassadeur d'un Ennemi, qu'en

posent, que les Privilèges doivent être expliqués par le Droit commun. D'autres disent, qu'on ne peut pas user de violence à l'égard d'un Ambassadeur, pour toute sorte de sujets, mais seulement lors qu'il a violé le Droit des Gens, ce qui s'étend assez loin : car le Droit des Gens renferme le Droit de Nature ; de sorte que, sur ce pié-là, toutes sortes de crimes, à la réserve de ceux qui sont uniquement contre les Loix Civiles, autoriseront à punir un Ambassadeur. D'autres restreignent cela aux cas où un Ambassadeur fait quelque chose de nuisible à l'Etat, ou d'injurieux au Souverain, auprès duquel il est envoyé. Mais avec cette limitation même, il y a des gens qui trouvent qu'il seroit dangereux d'accorder la permission de punir de soi-même un Ambassadeur : & ils veulent que, pour éviter cet inconvénient, on porte ses plaintes à la Puissance de la part de qui l'Ambassadeur est envoyé, & qu'on s'en remette à sa volonté pour le châtiment. Quelques-uns prétendent, qu'on doit consulter en ce cas-là les Rois ou les Peuples désintéressés : & la prudence peut bien le demander quelquefois ; mais on ne sauroit l'exiger comme une chose d'une obligation indispensable.

3. Les raisons que chacun des partisans de ces opinions allèguent, ne concluent rien de précis ; parce que les règles du Droit des Gens, dont il s'agit, ne sont pas des conséquences démonstratives, qui se déduisent de principes fixes & immuables, comme celles du Droit de Nature, mais des choses qui dépendent de la volonté des Peuples : (2) Or les Peuples ont pu mettre en sûreté les Ambassadeurs ou entièrement, ou avec cer-

cer-

qu'en vertu des sentimens d'Humanité, que l'on ne doit jamais dépouiller, & qui nous engagent à respecter tout ce qui tend au bien de la Paix. Lors donc qu'on exerce quelque acte d'hostilité contre un Ambassadeur venu de la part d'un Ennemi, avant que de l'avoir reçu, on ne donne point par là un nouveau sujet de Guerre ; on confirme seulement celui que l'Ennemi avoit déjà, supposé qu'il fût légitime. Je dis, *supposé qu'il fût légitime* : car s'il étoit injuste, c'est-à-dire, si celui qui a envoyé l'Ambassadeur avoit véritablement fait du tort à celui auprès duquel il l'envoioit, & l'avoit autorisé par là à prendre les armes contre lui ; les actes d'hostilité que celui-ci a exercés contre son Ambassadeur ne font point passer le droit de l'autre côté ; à moins que l'Offenseur n'eût envoyé l'Ambassadeur pour offrir à son Ennemi une satisfaction raisonnable ; car alors cela devoit être regardé comme un cas de nécessité, qui change l'obligation de parfaite en imparfaite. Mais lors qu'on a une fois reçu l'Ambassadeur d'un Ennemi, on s'est engagé par là manifestement, quoique tacitement pour l'ordinaire, à lui laisser & procurer une entière sûreté, tant qu'il ne fera lui-même aucun mal. De sorte que, si l'on manque à cet engagement, on fournit par là un juste sujet de Guerre, ou du moins on met le droit de l'autre côté ; parce que toute Convention donne un droit parfait. Il ne faut pas même excepter ici les *Hérauts*, qui sont envoyés pour déclarer la Guerre, pourvu qu'ils le fassent d'une manière qui n'ait rien d'offensant. Car, selon l'usage des Peuples civilisés, cette déclaration emporte une protestation tacite qu'on veut user de la voie des armes conformément à la droite Raison, & avec dessein d'en venir à une bonne Paix. Voilà pour les Ambassadeurs innocens. II. A l'égard de ceux qui se font rendus coupables en quelque manière, ils ont fait du mal ou d'eux-mêmes, ou par ordre de leur Maître. Si c'est d'eux-mêmes, ils perdent le droit d'être en sûreté, lors que le crime est & manifeste, & atroce. Car un Ambassadeur, quel qu'il soit, ne peut jamais avoir plus de privilège, que n'en auroit son Maître ; or on ne pardonneroit pas au Maître même un tel crime. Par

TOM. II.

crime atroce il faut entendre ici ceux qui tendent ou à troubler l'Etat, ou à priver de la vie les Sujets du Prince, auprès duquel l'Ambassadeur est envoyé, ou à leur causer quelque préjudice considérable en leur honneur, ou en leurs biens ; sur tout s'il s'agit de personnes qui soient chères au Prince. Lors que le crime offense directement l'Etat, ou celui qui en est le Chef, soit que l'Ambassadeur ait actuellement usé de violence, ou non, c'est-à-dire, soit qu'il ait poussé les Sujets à quelque sédition, ou qu'il ait conspiré lui-même contre l'Etat, ou qu'il ait favorisé le complot, soit qu'il ait pris les armes avec les Rebelles ou avec l'Ennemi, ou qu'il les ait fait prendre à ses gens ; on peut s'en venger, même en le tuant, non comme Sujet, mais comme Ennemi. Car son Maître même n'auroit pas lieu de s'attendre à un meilleur traitement. Que s'il s'est sauvé, son Maître est tenu de le livrer, lors qu'on le lui demande. Mais si le crime, tout manifeste & atroce qu'il est, n'offense qu'un Particulier, l'Ambassadeur ne doit point pour cela seul être réputé Ennemi de l'Etat ou du Prince : mais comme, si son Maître avoit commis quelque crime de cette nature, on devoit lui demander satisfaction, & ne prendre les armes contre lui que quand il l'auroit refusée ; la même raison d'Equité veut que celui, chez qui l'Ambassadeur a commis un tel crime, le renvoie à son Maître, en le priant ou de le livrer, ou de le punir. Car de le retenir en prison, jusqu'à ce que le Maître ou le rappellât pour le punir, ou déclarât qu'il l'abandonne, ce seroit témoigner quelque défiance de la justice du Maître, & par là l'outrager lui-même en quelque façon, puis que l'Ambassadeur le représente encore : outre que, quand on n'a pas droit de punir quelqu'un, on n'a pas ordinairement droit de se saisir de sa personne. Autre chose est, lors que le crime a été commis par ordre du Maître ; car en ce cas-là il y auroit de l'imprudence à lui renvoyer l'Ambassadeur, puis qu'on a tout lieu de croire que celui qui a commandé le crime n'aura garde ni de livrer le Coupable, ni de le punir. On peut donc s'assurer de la personne de l'Ambassadeur, jusqu'à ce que le Maître ait réparé l'injure commise & par son Ambassadeur,

C

&

certaines exceptions. Car si, d'un côté, il est utile de punir ceux qui se sont rendus coupables de grands crimes; de l'autre, il est avantageux de faciliter les Ambassades, ce qui ne peut se mieux faire qu'en procurant aux Ambassadeurs la plus grande sûreté qu'il est possible.

4. Il faut donc chercher, jusqu'où les Peuples ont consenti d'accorder cette sûreté. Or les exemples ne suffisent pas, pour nous donner là-dessus toutes les lumières nécessaires; parce qu'il y en a un assez grand nombre pour & contre. Le jugement des personnes sages, & les conjectures qu'on peut avoir de la volonté des Peuples, sont ici les principes auxquels nous devons avoir recours.

5. J'ai en main deux autorités très-considérables, l'une est de TITE LIVE; l'autre, de SALLUSTE. Le premier Historien parlant de quelques Ambassadeurs de *Turquin*, qui avoient ménagé une trahison dans *Rome*, dit, (3) qu'*encore qu'ils semblassent mériter d'être regardés sur le pié d'Ennemis, à cause de cette mauvaise pratique, cependant la considération du Droit des Gens l'emporta.* On voit là, que les privilèges du Droit des Gens (4) s'étendent à ceux même d'entre les Ambassadeurs, qui ont commis des actes d'hostilité. Le passage de l'autre Historien regarde à la vérité les gens de la fuite d'un Ambassadeur, de quoi nous traiterons plus bas; mais on peut faire valoir ici l'argument du plus au moins, c'est-à-dire, du moins vraisemblable au plus apparent. SALLUSTE dit donc, (5) que *Bomilcar*, qui étoit de la fuite de celui qui étoit venu à *Rome* sous la foi publique, fut mis en Justice plutôt selon les règles de l'Equité, que selon le Droit des Gens. L'Equité, dont il est parlé ici, c'est-à-dire, le Droit de Nature tout seul, permet de punir le Coupable, lors qu'on le trouve: mais le Droit des Gens ex-

cep-

& par lui-même. Pour ceux qui ne représentent pas la personne du Prince, comme les simples *Messagers*, les *Trompettes* &c. on peut les tuer sur le champ, s'ils viennent, par exemple, dire des injures à un autre Prince par ordre de leur Maître. Rien n'est plus absurde, que ce que quelques-uns prétendent, que tout le mal que les Ambassadeurs font par ordre de leur Maître doive être imputé uniquement au Maître. Si cela étoit, les Ambassadeurs auroient plus de privilèges sur les terres d'autrui, que n'en auroit leur Maître même, s'il y venoit; & le Souverain du Pais, au contraire, auroit moins de pouvoir chez lui, que n'en a un Père de famille dans sa Maison.

(3) *Et quamquam [Legati] visi sunt commississe, ut hostium loco essent, Jui tamen Gentium valuit.* Liv. II. Cap. IV. num. 7.

(4) Il me semble, au contraire, que ce passage suppose le contraire. L'Historien vient de dire, qu'on balançait si on les mettroit en prison, comme on avoit fait des *Conjurez*: *Proditoribus extemplo in vincula conjectis, de legatis paululum addubitatum est.* Or auroit-on mis cela en question, si ç'avoit été une maxime constante, qu'un Ambassadeur est à couvert par son caractère, quoi qu'il commette des actes d'hostilité? Les paroles même, dont il s'agit, insinuent, que le Droit des Gens ne s'étend pas jusqu'à mettre dans l'obligation d'épargner un Ambassadeur, qui commet des actes d'hostilité: car c'est comme si l'Historien avoit dit, qu'*encore qu'on reconnût que la conduite des Ambassadeurs autorisoit à les traiter en Ennemis, cependant on voulut bien leur laisser le privilège qu'ils auroient eu d'ailleurs par le Droit des Gens, mais dont ils s'étoient rendus indignes.* De sorte que c'est ici une exception à la règle, qui déclare déchus de leurs droits les Ambassadeurs, dès-lors qu'ils trament quelque trahison: quelque conjuration, ou autres choses semblables. J'avois écrit ceci il y a long-temps, lors qu'il m'est tombé entre les mains une Dissertation de feu Mr.

COCCEJUS, *De Legato sancto, non impuni*, publiée à *Francfort sur l'Oder* en 1691. dans laquelle j'ai vu avec plaisir que ce fameux Jurisconsulte d'*Allemagne* explique à peu près de la même manière ce passage & le suivant des deux Historiens Latins, *Secl. III. §. 2, & seqq.*

(5) *Fuit reus magis ex aquo bonoque, quam ex Jure Gentium Bomilcar, comes ejus, qui Romanis fide publicâ venerat.* Bell. Jugurth. Cap. XXXIX. Ed. Waff. (XXXIV. vulg.) Ce passage est encore mal appliqué par notre Auteur, & les Commentateurs en ont donné le vrai sens. L'Historien veut dire, qu'*encore qu'à la rigueur on pût d'abord faire mourir Bomilcar, selon le Droit des Gens, à cause de l'assassinat de Massiva, sans lui donner le tems de plaider sa cause en Justice; cependant, pour user de douceur envers lui (c'est ce que signifie ici, comme en bien d'autres endroits, ex aquo & bono) on voulut bien lui accorder cette grâce, qui servit à le sauver, comme il paroît par la suite.* Ainli ces paroles, *comes ejus, qui Romanis fide publicâ venerat*, bien loin de donner à entendre, que, parce qu'il étoit de la fuite d'une personne venue avec saufconduit, on ne pouvoit lui rien faire, selon le Droit des Gens; insinuent au contraire, qu'*ayant commis un crime si atroce, il s'étoit rendu par là d'autant plus digne d'être puni sans délai, qu'il étoit venu sous la foi publique.* Consultez encore ici la Dissertation de Mr. COCCÉJUS que j'ai citée dans la Note précédente. Voilà donc les deux passages, allégués par notre Auteur, qui prouvent plutôt le contraire de ce qu'il en conclut; quoique l'application qu'il en fait, soit approuvée par WICQUEFORT, dans son *Ambassadeur*, Liv. I. Chap. XXVII. Tom. I. pag. 821, 822. Edit. de la Haie 1681. La vérité est, que, si on examine tout ce qui est dit dans les anciens Auteurs, au sujet de la sûreté des Ambassadeurs, on verra que cette sûreté ne regarde guères que ceux qui ne font aucun mal, & qu'elle consiste seulement en ce qu'on ne peut pas se prévaloir contre eux du droit de la Guerre,

re,

cepte les Ambassadeurs, & autres personnes qui viennent à l'abri de la foi publique. Il est donc contre le Droit des Gens, qui défend plusieurs choses permises par le Droit Naturel, de mettre en Justice un Ambassadeur.

6. Il y a aussi des conjectures, qui font présumer que telle a été la volonté des Peuples. Car l'opinion la mieux fondée est, que les Privilèges doivent être expliqués de telle manière, qu'ils accordent quelque chose au delà du Droit commun. (6) Or si les Ambassadeurs n'étoient à couvert que d'une injuste violence, il n'y auroit là rien de considérable, rien qui leur donnât aucun avantage sur toute autre personne. Ajoutez à cela, que le bien qui revient de la sûreté des Ambassadeurs, l'emporte sur l'utilité qu'il peut y avoir à punir des Coupables. Car la Puissance de la part de qui un Ambassadeur est venu, (7) peut être disposée à le punir: & si elle le refuse, on a la voie des armes pour s'en prendre à elle-même, comme témoignait par ce refus approuver le crime.

7. Quelques-uns objectent ici, qu'il vaut mieux qu'une seule personne soit punie, que si plusieurs étoient enveloppés dans les malheurs de la Guerre. Mais si celui, de la part de qui l'Ambassadeur est venu, (8) approuve ce qu'il a fait, on ne fera pas à couvert de la Guerre, encore qu'on ait puni soi-même l'Ambassadeur. D'autre côté, les Ambassadeurs feroient bien peu en sûreté, s'ils étoient obligés de rendre compte de leurs actions à d'autres, qu'à leur Maître. Car les vues de la Puissance qui envoie des Ambassadeurs, & celles de la Puissance qui les reçoit, étant différentes pour l'ordinaire, & souvent même opposées; (9) on ne manqueroit guères de trouver quelque chose à redire dans la conduite des Ambassadeurs, à quoi l'on donneroit le nom

re, ou de quelque autre raison qui autoriseroit d'ailleurs à s'en prendre aux Sujets de la Puissance de la part de qui ils sont envoyés.

(6) Fort bien: mais cela ne doit point être étendu au delà de ce que demande le but & l'usage des Ambassades. Or il suffit pour cela, que l'on ne puisse pas regarder un Ambassadeur comme déchu de ses droits pour toute sorte de crimes, mais seulement pour ceux qui sont incontestables, & atroces.

(7) Il ne s'agit point ici de l'utilité qui peut revenir de la peine, lors que le crime est une fois commis, mais de ce qui est nécessaire pour empêcher qu'on ne le commette. La sûreté des Ambassadeurs doit être entendue de telle manière, qu'elle n'emporte rien de contraire à la sûreté des Puissances, auprès desquelles ils sont envoyés, & qui autrement ne voudroient ni ne devoient les recevoir. Or qui ne voit, que les Ambassadeurs feroient moins hardis à entreprendre quelque chose contre le Souverain ou les Membres de l'Etat Etranger, dans les terres duquel ils ont été admis, s'ils craignent qu'en cas de trahison, ou de quelque autre malversation considérable, le Souverain du Pais pourra lui-même en tirer raison; que s'ils n'ont à appréhender que le châtiment de leur Maître, dont ils pourront aisément se mettre à couvert, soit parce que souvent ils sont assurés de sa connivence ou de son approbation tacite, soit à cause qu'ils espéreront que, dans le tems qu'il faudra pour lui donner avis de leurs crimes, ils trouveront moyen de se retirer ailleurs.

(8) C'est une affaire de prudence, de voir s'il y a lieu de croire, que le Maître de l'Ambassadeur approuvera, ou non, sa conduite. Mais, à considérer le droit, l'incertitude où l'on est là-dessus autorise à tirer soi-même raison d'un crime dont on n'est pas assuré d'avoir satisfaction d'une autre manière, & qui feroit capable de nous engager à entreprendre la Guerre,

si l'on étoit obligé d'attendre ce que feroit à cet égard le Maître de l'Ambassadeur. Notre Auteur ne conseille pourtant pas ici d'entreprendre la Guerre contre le Prince, pour se venger de ce qu'il n'a pas puni son Ministre; comme l'explique Mr. COCCÉJUS dans la Dissertation, que j'ai citée ci-dessus, Cap. III. §. 8. Il veut dire seulement, pour répondre à l'objection dont il s'agit, que, posé même qu'on puisse punir soi-même l'Ambassadeur, (ce qu'il nie) on n'évitera pas toujours la Guerre par ce moyen; & il le prouve parce qu'il peut arriver que le Maître de l'Ambassadeur approuve sa conduite, lors même qu'on a puni soi-même le Coupable: or, en ce cas-là, ou il voudra lui-même tirer raison de la punition, comme d'un outrage fait à celui qui le représentoit; ou bien on sera en droit de prendre son approbation pour une injure, & par conséquent de lui déclarer la Guerre pour ce sujet, si on juge d'ailleurs à propos de l'entreprendre; ce que notre Auteur suppose sans doute. Sur ce pied-là donc sa réponse n'est pas mauvaise. Mais il faut dire, que l'objection, & par conséquent la réponse, ne font rien au sujet, par la raison que je viens d'alléguer dans la Note précédente.

(9) Cet inconvénient seroit à craindre, si l'on donnoit droit à la Puissance, auprès de laquelle quelqu'un est envoyé en Ambassade, de le punir pour la moindre chose, & sans distinguer les cas, dont on a parlé ci-dessus, Note 2. Mais à mettre même la chose au pis aller, l'inconvénient sera pour le moins balancé par les dangers auxquels un Etat seroit exposé, si les Ministres des Puissances Etrangères pouvoient se flatter toujours de l'espérance de n'être point punis par le Souverain, auprès duquel ils sont Ambassadeurs. Il faut ici avoir égard perpétuellement à ce que demande la sûreté & l'intérêt, tant de celui qui reçoit les Ambassadeurs, que de celui qui les envoie. Le but & l'effet des Ambassades le demande également.

nom de crime avec assez d'apparence. J'avoué qu'il y a des crimes si manifestes, qu'on ne sauroit raisonnablement douter qu'ils ne soient tels: mais, quoi qu'il puisse arriver qu'un Ambassadeur commette des crimes de cette nature, cela n'empêche pas qu'il ne soit à propos de le mettre même alors à couvert de toute punition de la part de la Puissance auprès de qui il est envoyé. Car il suffit, pour rendre juste & utile une Loi générale, qu'elle tende à prévenir un danger auquel on est exposé le plus souvent.

8. Je suis donc pleinement persuadé, que les Peuples ont trouvé bon de faire ici, en la personne des Ambassadeurs, une exception à la coutume reçue par tout, de regarder comme soumis aux Loix du País tous les Etrangers qui se trouvent dans les Terres de la dépendance de l'Etat. De sorte que, selon le Droit des Gens, comme un Ambassadeur représente (10) par une espèce de fiction, la personne même de son Maître, il est aussi regardé, par une fiction semblable, (11) comme étant hors des Terres de la Puissance auprès de qui il exerce ses fonctions: & de là vient qu'il n'est point tenu d'observer les Loix Civiles du País Etranger où il demeure en Ambassade. Si donc il vient à commettre quelque crime, dont on croie pouvoir ne pas se formaliser, il faut ou faire semblant de l'ignorer, ou ordonner à (12) l'Ambassadeur de sortir de nos Etats, comme POLYBE nous apprend (13) qu'on en usa à l'égard d'un Ambassadeur, qui étant à Rome, fournit à des Otages qu'on y gardoit, le moyen de se sauver. D'où il paroît, pour le dire en passant, que, si les Romains, dans un autre tems, firent fouetter (14) un Ambassadeur des *Tarentins* pour le même sujet; (15) ce fut parce que les *Tarentins* aiant été vaincus, étoient devenus Sujets des Romains.

9. Que si l'Ambassadeur a commis un crime énorme, & qui tende à causer du préjudice à l'Etat; il (16) faut le renvoyer à son Maître, en demandant à celui-ci de deux choses l'une, ou qu'il punisse son Ambassadeur, ou qu'il nous le livre.

C'est

(10) C'est ainsi, que CICÉRON dit d'un Ambassadeur de Rome, qu'il portoit avec lui la majesté du Sénat, & l'autorité du Peuple Romain; *Præclarè: Senatûs enim faciem secum adtulerat, auctoritatem Populi Romani &c.* Orat. Philipp. VIII. (Cap. 8.) GROTIUS.

(11) Cela a lieu tant que les Ambassadeurs n'ont rien fait par où ils soient déchu du droit de sûreté & d'indépendance, que demande la fin de leur Emploi. MR. COCCÉJUS, dans la Dissertation que j'ai citée plus d'une fois, *De Legato sancto, non impuni*, Sect. II. prétend néanmoins, que tout Ambassadeur est soumis à la Jurisdiction & Civile, & Criminelle, de la Puissance Etrangère, dans les terres de qui il exerce son Emploi. Mais il raisonne ou sur des préjugés tirez de ce que le Droit Romain établit au sujet d'une autre sorte de Ministres Publics, envoyez à leur Souverain même; ou sur des principes qui ne détruisent point le fondement du droit, dont il s'agit: C'est que, comme un Souverain n'aura garde de se soumettre de gaieté de cœur à la jurisdiction d'un autre; on ne sauroit non plus présumer qu'il venille s'y soumettre en la personne de son Ambassadeur, qui le représente. Voyez, au reste, PUFENDORF, *Droit de la Nat. & des Gens*, Liv. VIII. Chap. IV. §. 21. & Chap. XI. §. 3.

(12) C'est ce que fit Etienne, Roi de Pologne, à l'égard de quelques Ambassadeurs de Moscovie; comme le rapporte DR THOU, *Hist.* Lib. LXXIII. sur l'année 1581. (pag. 66. col. 2. Ed. Francof.) Elizabeth, Reine d'Angleterre, en usa de même par rapport à des Ambassadeurs d'Ecosse, & d'Espagne: CAMDEN, sur les années 1571. & 1584. GROTIUS.

(13) Notre Auteur, selon toutes les apparences, a

copié ici ALBERIC GENTIL, qui rapporte ce fait, & le suivant dans son *Traité De Legationibus*, Lib. II. Cap. XXI. Mais je ne trouve rien de semblable dans POLYBE, pas même dans les Fragmens qu'on en a recueillis de toutes parts avec beaucoup de soin: quoique GENTIL dise ici: *Ut in Selectis habet POLYBIUS.*

(14) Il fut ensuite jetté du haut d'un rocher en bas, avec tous les Otages, qu'on avoit repris. Voyez TIT L L I V E, Lib. XXV. Cap. VII.

(15) C'est ainsi que Charles-Quint défendit à l'Ambassadeur du Duc de Milan, qu'il regardoit comme son Sujet, de s'éloigner de sa Cour. Voyez GUICCIARDIN, dans l'endroit cité ci-dessus (Note 14. du §. 3.) GROTIUS.

(16) Mais voyez ci-dessus, Note 2, & 8.

(17) Les Gaulois n'avoient pas en leur puissance ces Ambassadeurs: ainsi ils n'étoient point en état de se faire raison eux-mêmes: *Postulatunque, ut pro jure gentium violato Fabii dederentur.* TIT. LIV. Lib. V. Cap. XXXVI. num. 8. Notre Auteur allègue, ici dans une Note, un autre exemple de l'Histoire Romaine. Quelques Jeunes Gens étant venus de Carthage à Rome, en qualité d'Ambassadeurs, y commirent des insolences. On les renvoya à Carthage. Les Carthaginois les livrèrent (& non pas, comme traduit notre Auteur, ils furent livrez aux Carthaginois: *tradiditque Carthaginiensibus*; méprise qu'il fait jusqu'au bout, puis qu'il ajoûte: *ab his vero nihil illis nocitum est.*) Mais les Romains ne leur firent aucun mal, & les laissèrent aller en liberté: *"Οτι νεανίσκοι τινες Καρχηδονίων πρέσβεις εις την Ρώμην ἐλθόντες, ὑβρισαντες, ἐπέμψθησαν μὲν εἰς τὴν Καρχηδονα, καὶ ἐξεδόθησαν σφίσιν, καὶ ἑκάδον δὲ ὑπ' αὐ-*

C'est ainsi que les (17) *Gaulois* demandoient autrefois qu'on leur livrât les *Fabius*.

10. Mais comme toutes les Loix Humaines, selon ce que nous avons déjà remarqué plusieurs fois, sont de telle nature, qu'elles n'obligent point dans un cas de nécessité extrême; cela (18) a lieu aussi en matière de la maxime du Droit des Gens, dont il s'agit, qui rend la personne des Ambassadeurs sacrée & inviolable. Le point de cette nécessité extrême ne consiste pas en ce qu'il faut nécessairement punir (car il y a d'autres cas où le Droit des Gens exemte de la punition, comme il paroît par ce que nous dirons ci-dessous, en traitant des effets d'une Guerre dans les formes) beaucoup moins consiste-t-il en ce que les circonstances du lieu, du tems, & de la manière de punir, demandent qu'on exerce la punition: mais il consiste en ce qu'il n'y a pas d'autre moyen commode de se précautionner contre un grand mal, sur tout contre un mal dont l'Etat est menacé. Dans un danger pressant, comme celui-là, on peut donc & arrêter un Ambassadeur, (19) & procéder contre lui par voie d'interrogatoire. C'est ainsi que les Consuls (20) de Rome se faisaient des Ambassadeurs des *Tarquins*, prenant garde sur tout qu'il ne se perdît rien des lettres (21) & des papiers dont ils étoient chargés.

11. Que si un Ambassadeur entreprend quelque chose à main armée, on peut alors sans contredit le faire mourir, non en forme de punition, mais en usant du droit naturel de la Défense. Ainsi les *Gaulois* n'auroient pas mal fait, s'ils eussent ôté la vie aux *Fabius*, que TITE LIVE traite (22) d'infracteurs du Droit des Gens. Dans une Tragédie d'EURIPIDE, *Démophon* s'oppose par la force à un Héraut venu de la part d'*Eurythée* pour enlever des personnes qui s'étoient réfugiées à *Athènes*: & comme ce Héraut, nommé (a) *Coprée*, lui disoit: (23) *Oseriez-vous frapper un homme revêtu du caractère que je porte?* OUI bien, répond *Démophon*, *s'il ne cesse de vouloir user de voies de*

(a) Voiez
Homer. Iliads
Lib. XV.
vers. 639.

αὐτὸν δεῖν ἔδδεν, ἀλλ' ἀφείθεσαν. DION, Excerpt. Legat. num. 19.

(18) Il paroît par ce qui a été dit dans les Notes précédentes, qu'il n'est pas nécessaire d'attendre ici le cas d'une extrême nécessité.

(19) Mr. COCCÉJUS, dans la Dissertation déjà citée plus d'une fois, *De Legato sancto, non impuni*, tire avantage de ceci contre notre Auteur, comme s'il reconnoissoit par là qu'un Ambassadeur est soumis à la juridiction de la Puissance auprès de qui il se trouve envoyé. Car, dit-on, faire arrêter quelqu'un, & l'interroger, sont des actes juridiques d'un Juge envers son Justiciable. Mais la conséquence n'est rien moins que juste. Car la détention & les interrogatoires, qui, hors du cas de nécessité extrême, dont il s'agit, pourroient être regardez comme un acte de Jurisdiction, ne sont ici qu'un moyen absolument nécessaire, pour se mettre à couvert des mauvais desseins de l'Ambassadeur. Une juste défense de soi-même autorise à faire tout ce sans quoi on ne sauroit se garantir du danger. Et le Prince, qui fait arrêter & qui interroge un Ambassadeur coupable de trahison, par exemple, n'exerce pas plus par là un acte de Jurisdiction, qu'un Particulier qui tue un injuste Agresseur, pour défendre sa propre vie, n'use envers lui du droit de Vie & de Mort.

(20) *Consules, ad deprehendendos legatos conjuratosque, profecti domo, sine tumultu rem omnem oppressere; literarum imprimis habitâ curâ, ne interciderent.* TIT. LIV. (Lib. II. Cap. IV. num. 7.) *Alexandre*, Roi de *Phéres* en *Thessalie*, fit mettre en prison *Pélopidas*, ayant découvert que, sous prétexte d'Ambassade, il avoit secrètement les *Thessaliens* à reconvrer leur liberté;

comme le rapporte PLUTARQUE, *Vit. Pelopid.* (Tom. I. pag. 292. Ed. Wechel.) & l'Auteur Latin de la Vie de *Pélopidas* (CORNEL. NEPOS, Cap. V.) GROTIUS.

Pélopidas n'étoit pas en Ambassade auprès d'*Alexandre*, mais auprès des *Thessaliens*. Ainsi ceci regarde une autre question.

(21) Voiez DE SERRES, *Inventaire de l'Histoire de France*, dans la Vie d'*Henri IV.* GROTIUS.

Notre Auteur veut parler apparemment des Lettres & Papiers du Secrétaire de l'Ambassadeur d'*Espagne*, qui fut arrêté avec *Mairargues*, lors qu'on eût découvert la trahison de celui-ci. Mais la Vie d'*Henri IV.* que l'on cite, n'est point de JEAN DE SERRES, comme chacun fait, puis que l'*Inventaire* de cet Historien ne va pas au delà de *Charles VII.* mais elle est de MONLIARD, son Continuateur. Notre Auteur avoit lu apparemment la Traduction Latine de cet Ouvrage, imprimée à *Francfort* en 1627. in folio, & où tout passe, sans aucune distinction, sous le nom de JEAN DE SERRES, quoique l'Histoire y soit continuée jusqu'en l'année 1625. Le fait, dont il s'agit, se trouve-là, pag. 844.

(22) Voiez le passage cité dans la Note 17. de ce paragraphe.

(23) C'est le Chœur qui fait l'objection, dans nos Editions: & je ne fais en vertu de quoi notre Auteur l'attribue au Héraut, & ici, & dans ses *Excerpta ex Tragæd. & Com. Græcis*, pag. 317.

XO. Μή, πρὸς Θεῶν, κήρυκα τομῆσεις δένειν.

ΔΗ. Ἐι μὴ γ' ὁ κήρυξ σωφρονεῖν μαθησεται.

Heraclid. vers. 272, 273. Voiez là-dessus la Note de Mr. BARNES.

fait. Effectivement le Peuple d'Athènes le fit mourir, au rapport de (24) PHILOSTRATE, par cette raison qu'il (25) avoit commis des violences.

12. CICÉRON se sert d'une distinction semblable à celle que nous venons de faire au sujet des Ambassadeurs, (26) pour décider une question de différente nature, savoir, si un Fils est tenu d'accuser son Père, coupable de trahison envers sa Patrie. L'Orateur Philosophe dit là-dessus, que le Fils y est obligé, lors qu'il peut par là détourner le danger dont l'Etat est menacé; mais non pas lors qu'il n'y a plus rien à craindre, & qu'il s'agiroit seulement de punir le Traître.

§. V. I. LA Loi du Droit des Gens, dont je viens de parler, qui met les Ambassadeurs à l'abri de toute violence, doit aussi être entendue en sorte qu'elle n'oblige d'autre Puissance, que celle auprès de qui l'Ambassadeur est envoyé, & cela seulement depuis qu'elle l'a reçu; car c'est dès-lors qu'il y a une espèce de convention tacite sur ce sujet. Du reste, on peut, comme cela se pratique assez souvent, avertir celui de la part duquel on ne peut point recevoir d'Ambassadeurs, qu'il se garde bien d'en envoyer, ou qu'autrement on les traitera en Ennemis. Les Romains (1) firent une semblable déclaration aux *Etolien*s. Et une autre fois ils (2) donnèrent ordre aux Ambassadeurs

qui

(24) Cet Auteur dit, que le Héraut vouloit enlever, jusqu'àuprès de l'Autel, quelques *Héraclides* réfugiés à Athènes; & que les mêmes Athéniens, qui le firent mourir, pleurèrent ensuite sa mort publiquement: Πενθόντων δημοσία τὸν Ἀθηναίων τὸν κήρυκα, τὸν Κοπρία, ὃν αὐτοὶ ἀπέκτειναν, τὸς Ἡρακλείδας τὸς ἑωυτοῦ ἀποσπῶντα. De Vit. Sophist. Lib. II. in Herod. Cap. V. pag. 550, 551. Edit. Olear.

(25) C'est ainsi qu'il faut expliquer ce que Théodahat, Roi des Goths, disoit aux Ambassadeurs de l'Empereur Justinien: Σίμων μὲν τὸ κῆρυμα τῶν πρεσβέων ἢ ἄλλως ἐντιμὸν καθίστηεν εἰς πάντας ἀνθρώπους τὸτο δὲ τὸ γῆρας εἰς τοὺς εἰς πρεσβείας ἐν σφίσιν αὐτοῖς διασώζουσιν, ἐσὶτε σφετέρᾳ ἐπιεικείᾳ φιλαέσων τὸ τῆς πρεσβείας ἀξίωμα. κτείνει γὰρ ἀνδρᾶ πρεσβευτὴν ἐνδικῶς νενομικῶσιν ἀνθρώποι, ὅταν ἢ εἰς βασιλείᾳ ὑβρίσας φανήται, ἢ γυναικὸς ἄλλῃ ξυνουικίᾳ εἰς εὐνὴν ἔλθοι. Le caractère d'Ambassadeur est, à la vérité, sacré & respectable, par tout pais: mais ils ne conservent leurs droits & leurs privilèges, que tant qu'ils soutiennent la dignité de leurs fonctions par une conduite sage & réglée. Du reste, c'est l'opinion commune, qu'on peut même faire mourir un Ambassadeur, lors qu'il outrage le Prince auprès de qui il est envoyé, ou qu'il débauche la Femme de quelqu'un: PROCOR. Gothic. Lib. I. (Cap. VII.) Là-dessus les Ambassadeurs, après avoir représenté qu'il n'y avoit pas le moindre lieu de les soupçonner d'adultère, puis qu'ils n'étoient pas même sortis sans avoir des Gardes: ajoutent fagement: „ Lors qu'un Ambassadeur ne „ fait que dire ce dont il est chargé par son Maître, „ si les discours qu'il tient ne plaisent pas, „ ce n'est point sa faute; il faut la rejeter entièrement sur celui au nom de qui il parle; car un „ Ambassadeur ne peut que suivre ses ordres: Λόγους „ δὲ, ὅσους ἂν ἐκ τῶ πρέμλυντος ἀγκυρῶς ἔπη, ἢ αὐτὸς „ τὴν ἐντέλλεν αἰτίαν, ἢ γὰρ ἢ ἀγαθοὶ τύχῳσιν ὄντες, „ εἰκότως ἂν λάβοι ἄλλ' ὁ μὲν κτεύσας φέροισι ἂν „ δικαίως τὸ ἐγκλημα τὸτο τῶ δὲ πρεσβευτῇ τὸ τὴν υπεργνω ἐκτελέσας περὶ ἐσι μόνον. Voyez aussi CAMBDEN, dans l'endroit cité ci-dessus (Note 12.) sur l'année 1571. GROTIUS.

La maxime, que pose ici le Roi des Goths, considérée en elle-même, est manifestement contraire aux idées de notre Auteur, & conforme aux principes que nous avons établis dans les Notes précédentes. Autre chose est de savoir, si elle étoit bien appliquée dans

le cas dont il s'agissoit. Le contraire paroît par la suite de l'histoire. Pour ce qui est du second cas, sur lequel les Ambassadeurs se disculpent, la raison, qu'ils allèguent, doit être entendue avec quelque restriction. Si un Ambassadeur a en ordre de faire quelque proposition ou quelque déclaration, qu'il voie bien ne devoir pas être agréable à la Puissance auprès de qui il est envoyé, & renfermer, ou en elle-même, ou dans l'esprit de cette Puissance, quelque injustice, ou même quelque chose d'injurieux; pourvu qu'il expose sa commission d'une manière honnête, il ne doit être regardé que comme un simple instrument, & il faut se contenter de le congédier, sans lui faire le moindre mal; sur tout s'il témoigne quelque chagrin de ce qu'on l'a chargé d'une commission comme celle-là. Mais s'il outrageoit lui-même en paroles, ou autrement, la Puissance auprès de qui il est envoyé, il auroit beau dire, que c'est par ordre de son Maître qu'il le fait; cela ne serviroit qu'à autoriser plus fortement cette Puissance à s'en prendre à lui, puis que, par cela même qu'il auroit agi par ordre, il n'y auroit aucun lieu d'espérer quelque satisfaction de la part du Maître.

(26) Il dit, que, si un Fils vient à découvrir que son Père veuille trahir sa Patrie, ou s'emparer du Gouvernement, il doit user d'abord de prières, ensuite de fortes censures, & de menaces même, pour l'obliger à changer de résolution: mais que si tout cela ne sert de rien, il doit enfin le dénoncer, & préférer le salut de sa Patrie à la conservation de son propre Père. Que si le Père ne fait que piller les Temples, ou le Trésor Public; le Fils, bien loin d'être obligé de le dénoncer pour un tel sujet, doit même le défendre, si on l'accuse en Justice. Quoi qu'alors le Père ait causé quelque préjudice à l'Etat, l'Etat n'est pas perdu pour cela; & il est de l'intérêt de l'Etat même, que les Enfants aient de l'affection pour leurs Pères, & qu'ils fassent tout ce qu'ils peuvent pour leur conservation; Quid, si pater fana expilet, cuniculos agat ad ævarium: indicetne id magistratibus filius? nefus id quidem est. quin etiam defendat patrem, si arguatur. Non igitur patria præstat omnibus officiis? Immo vero: sed ipsi patrie conducit, pios cives habere in parentes. Quid, si tyrannidem occupare, si patriam prodere conabitur pater? flebitne filius? Immo vero obsecrabit patrem, ne id faciat. si nihil proficiet, accusabit, minabitur etiam: ad extremum, si ad perniciem patrie res spectabit, patrie

sulu-

qui venoient de la part des *Véiens*, de sortir incessamment de la Ville; autrement qu'on les traiteroit de la même manière qu'avoit fait *Tullius*. Les *Romains* eux-mêmes aiant envoyé des Ambassadeurs aux *Samnites*, les *Samnites* (3) firent dire à ces Ambassadeurs, pendant qu'ils étoient en chemin, que, s'ils se présentoient devant quelque Assemblée de leur País, ils ne s'en trouveroient pas bien.

2. Cette Loi ne regarde donc pas les autres Puissances, sur les terres de qui les Ambassadeurs passent, sans en avoir permission. Car, (4) s'ils sont envoyés auprès de leurs Ennemis, ou de la part de leurs Ennemis, ou qu'ils fassent quelque autre chose qui puisse être regardé comme un acte d'hostilité; on est même en droit de les faire mourir, comme les *Athéniens* (5) en usèrent à l'égard des Ambassadeurs qui alloient de la part des *Lacédémoniens*, auprès du Roi de *Perse*; & les *Illyriens*, à l'égard (a) de ceux que l'Île d'*Issé* envoyoit aux *Romains*. A plus forte raison peut-on retenir seulement prisonniers de tels Ambassadeurs, comme *Xénophon* (6) en traita quelques-uns; *Alexandre le Grand*, (7) ceux que les *Thébains*, & les *Lacédémoniens* envoyoit à *Darius*; les *Romains*, (8) ceux que *Philippe* envoyoit à *Hannibal*; & les (9) *Latins*, des Ambassadeurs des *Volsques*.

(a) Appian.
Bell. Illyr.
pag. 1198. Ed.
Amst. (760.
H. Steph.)

3. Que

salutem anteponet salutis patrie. De Offic. Lib. III. Cap. XXIII.

§. V. (1) Le passage a déjà été cité, dans le paragraphe 3. Note 12.

(2) C'est tout le contraire: ce furent les *Véiens* qui firent ce compliment aux Ambassadeurs de *Rome*; comme le Savant *GRONOVIVS* l'a remarqué: *Veiens bellum motum, ob superbam responsum Veientis Senatui, qui legatis repetentibus res, ni facesserent prope urbe sinibusque, daturos, quod Iars Tullius dedisset, responderi iussit.* TIT. LIV. Lib. IV. Cap. LVIII. num. 6, 7. Et pour faire voir que c'est une véritable méprise de l'Auteur, & non pas une simple faute d'écriture; j'ajouterai ici, que, dans la première Edition, il y avoit simplement: *Et olim Veientibus editum &c.* L'Edition de 1632. porte: *Et olim à Romanis Veientibus editum &c.* parce que notre Auteur ajouta ensuite un nouvel exemple: *Et Romanis à Samnitibus, si quod &c.* La première addition n'auroit point été nécessaire, s'il n'eût pas toujours eu dans l'esprit, que la réponse brutale étoit des *Romains*. Ainsi il n'avoit point du tout reconnu sa bevue, comme il s'aperçut d'une autre qu'il y avoit à la fin du paragraphe 7. Car faisant une même histoire de deux choses arrivées en divers tems, il attribuoit, dans la première Edition, au seul *Scipion* ce qu'il rapporte sur la foi de *TITE LIVE*, & de *VALE'RE MAXIME*: mais il distingua depuis les faits & les personnes, comme on les trouve dans les deux Auteurs cités. Cette remarque n'est pas inutile, pour justifier la liberté & le soin que j'ai pris de redresser, en bien des endroits, de semblables inexactitudes de mon Auteur, qui y est tombé, je ne fais comment, dans ce Chapitre, & dans le suivant plus souvent que dans aucun autre de tout l'Ouvrage.

(3) *Fetiales missi, qui Samnitum decedere agro sociorum, ac deducere exercitum sinibus Lucanis juberent. quibus obviam missi ab Samnitibus, qui denuntiarent, Si quod adissent in Samnio concilium, haud inviolatos abituros.* TIT. LIV. Lib. X. Cap. XII. num. 2.

(4) Les *Siciliens*, Alliez des *Athéniens*, arrêterent les Ambassadeurs, que ceux de *Syracuse*, Ennemis d'*Athènes*, envoyoit aux autres Villes de *Sicile*: *THUCYDIDE*. Lib. VII. (Cap. XXXII. Ed. Oxon.) Ceux d'*Argos* arrêterent les Ambassadeurs d'*Athènes*, envoyés à *Lacédémone* de la part des *Quatre-cens*, qui s'étoient emparés du Gouvernement de la République,

& les amenèrent à *Argos*: Idem, Lib. VIII. (Cap. LXXXVI.) Les *Etolien*s aiant envoyé des Ambassadeurs aux *Romains*, ceux d'*Epire*, qui étoient en guerre avec les *Etolien*s, arrêterent ces Ambassadeurs, & leur extorquèrent une rançon; il n'y en eut qu'un, qui en fut quitte sans rien paier, parce que n'ayant rien voulu donner, il vint des Lettres de *Rome*, avec ordre de les relâcher. *POLYB.* Excerpt. Legat. Cap. XXVII. Les *Espagnols* prirent sur le *Pô* & firent mourir des Ambassadeurs que le Roi de *France* envoyoit en *Turquie*; sur quoi voyez le jugement de *PARUTA*, Lib. XI. & de *BIZARO*, Lib. XXI. L'Empereur *Maximilien* fit saisir des Ambassadeurs, que les Villes de *Flandres* envoyoit en *France*: *KRANTZIUS*, *Saxonic.* XII, 33. On loue la clémence de *Bélisaire*, de ce qu'il ne fit aucun mal à des Ambassadeurs, que *Gélimer* avoit envoyés en *Espagne*, & qui revenoient d'*Espagne* à *Carthage*, dont les *Romains* étoient maîtres alors; comme nous l'apprenons de *PROCOPE*, *Vandal.* Bell. Lib. I. (Cap. XXIV.) *GROTIUS*.

Le second de ces exemples n'est pas rapporté tout-à-fait exactement. Ce furent les *Paraliens*, ou gens d'un certain Vaisseau de l'Etat, qui étant chargés de transporter ces Ambassadeurs, les livrèrent à ceux d'*Argos*.

(5) Ces Ambassadeurs ne passèrent point sur les terres des *Athéniens*: ils furent trahis & arrêtés en *Thrace*, d'où on les mena à *Athènes*. Voyez *THUCYDIDE*, Lib. II. Cap. LXVII.

(6) On ne savoit point, où alloient ces Ambassadeurs; & l'Historien dit seulement, qu'on les fit garder, pour servir de guides: *Εντυχάνονσι πρεσβευταίς πορευομένοις ποί . . . , ἐνταῦθα τὴν μὲν ἀνδρῶν τῆς ἐφύλαττος ἰσχυρῶς, ὅπως ἡγεμόνες εἴεν, ὅπη δέοι.* De Expedit. Cyr. Lib. VI. Cap. III. §. 7.

(7) Ceux-ci étoient déjà auprès de *Darius*, avant la Bataille, & ils furent pris dans cette Bataille. *Alexandre* même les relâcha. Voyez *ARRIEN*, de Exped. Alexandr. Lib. II. Cap. XV.

(8) Voyez *TITE LIVE*; Lib. XXIII. (Cap. XXXIII. num. 5.) & *APPIEN*, Excerpt. Legat. Cap. XIX. *GROTIUS*.

(9) Ces Ambassadeurs étoient envoyés aux *Latins* mêmes, pour les engager à entrer dans une Alliance contre les *Romains*; & les *Latins* les menèrent liez & garrotez à *Rome*. C'est ce que nous apprend *DENYS d'Halicarnasse*, de qui notre Auteur a sans doute pris

et

3. Que si, sans qu'il y ait rien de tel, on maltraite des Ambassadeurs qui vont auprès d'une autre Puissance ; ce sera bien une rupture d'amitié, & un affront fait ou à celui de la part de qui ces Ambassadeurs sont envoyez, ou à celui auprès de qui ils sont envoyez ; mais non (10) pas une infraction du Droit des Gens, dont il s'agit. JUSTIN (11) nous apprend, qu'un Ambassadeur, que Philippe II. Roi de Macédoine envoyoit, avec des Lettres, pour traiter Alliance avec Hannibal, aiant été pris, & mené au Sénat Romain, le Sénat le relâcha sain & sauf, *non pas par considération pour le Roi son Maître, mais pour ne pas se faire un Ennemi déclaré de ce Prince, dont la mauvaise volonté étoit encore incertaine.*

§. VI. I. LORS qu'on a une fois reçu l'Ambassade, même de la part d'un Ennemi déclaré, & à plus forte raison (1) de la part de quelcun qui nous veut du mal, sans avoir encore pris les armes ; les Ambassadeurs sont sous la protection du Droit des Gens. DIODORE de Sicile dit, (2) que les Hérauts sont en paix, au (3) milieu de la Guerre. HERODOTE parlant des Lacédémoniens, qui avoient fait mourir les Hérauts envoyez de la part des Perses, appelle cela (4) un renversement du Droit commun à tous les Hommes. Le Jurisconsulte POMPONIUS (5) dit, que *battre un Ambassadeur venu de la part d'un Ennemi, c'est une infraction du Droit des Gens ; parce qu'on regarde les Ambassadeurs comme des personnes sacrées.* TACITE (6) parlant de la sûreté qu'on doit donner aux Ambassadeurs, appelle cela, le *Droit qui a lieu entre Ennemis, la sainteté des Ambassades, le Droit des Gens.* Maltraiter les Ambassadeurs d'un Ennemi même, c'est violer le Droit des Gens, selon (7) CICÉRON, (8) SENEQUE, & (9) TITE LIVE. Le dernier Auteur racontant de quelle manière les Fidémates avoient fait mourir les Ambassadeurs des Romains, traite cela (10) de crime énorme, de chose abominable, de meurtre impie. Et ailleurs, parlant du danger que quelques Ambassadeurs avoient couru d'être pris & arrêtez, il en conclut, (11) qu'on n'observoit plus ni le Droit de la Paix, ni le Droit de la Guerre. Alexandre le Grand, aiant envoyé des Hérauts aux Tyriens, pour les sommer de se rendre à composition, les Tyriens les tuèrent, contre le Droit des Gens, dit (12) QUINTE-CURCE, & les jettèrent du haut des murs dans la Mer.

2. Et

cet exemple : Λατίνοι δὲ, προσβείας πρὸς αὐτὸς ἐπὶ συμμάχιας αἰτησὶν ἀφικόμενοι, δόσαντες τὰς ἀνδράς, εἰς Ρώμην ἤγαγον. Antiq. Roman. Lib. VI. Cap. XXV. pag. 346. in fin. Edit. Oxon. (p. 361. Ed. Sylb.)

(10) Autre chose est, si quelcun dresse des embûches, hors des terres de sa juridiction, aux Ambassadeurs d'une autre Puissance ; car c'est alors une violation du Droit des Gens, comme les Thessaliens la qualifioient, en se plaignant de Philippe, Roi de Macédoine : Jam ne à legatis quidem, qui jure gentium sancti sint, violandis abstinere [Philippum]. insidias postas civitibus ad T. Quintium. TIT. LIV. (Lib. XXXIX. Cap. XXV. num. 10.) GROTIUS.

(11) Legatum deinde ad Annibalem, jungendae societatis gratia, cum epistolis mittit ; qui comprehensus, & ad Senatum perductus, incolomis dimissus est, non in honorem Regis, sed ne dubium adhuc, indubitatus hostis redderetur. Lib. XXIX. Cap. IV. num. 2, 3.

§. VI. (1) Inimicus, par opposition à Hostis. Notre Langue ne sauroit exprimer en un mot cette différence.

(2) Notre Auteur a apparemment en vue l'endroit, où cet Historien parlant du Dieu Mercure, dit, qu'on lui attribue l'invention des Ambassades, & des Conventions qui se font entre Ennemis, aussi bien que du Caducée, à la faveur duquel ceux qui vont parler à l'Ennemi peuvent revenir en toute sûreté : Τῷ δ' Ερμῇ προσάπτει τὰς ἐν τοῖς πολέμοις γινόμενας ἐπικηρυκείας

καὶ διαλλαγὰς καὶ σπονδὰς, καὶ τὸ τέτατον σύσσημον Κηρυκεῖον, ὃ φορεῖν ἐνώθει οἱ περὶ τῶν τοιούτων τῆς λόγους ποιεῖμενοι, καὶ διὰ τῆς τυγχάνοντες παρὰ τοῖς πολέμοις ἀσφαλείας. Biblioth. Histor. Lib. V. Cap. LXXV. pag. 235, 236. Edit. H. Steph.

(3) Voyez les passages citez ci-dessus, sur le §. I. Note 2. Le Grammairien DONAT, Commentateur de TERENCE, remarque, qu'entre Ennemis même il est permis de s'aboucher : CONVENIRE ET CONLOQUI] Sic promittendum est, ut quasi dicat, Liceat per te, Miles ; quod etiam inter hostes, & in bello, licet. In Eunuch. Act. III. Scen. II. vers. 14. GROTIUS.

(4) Κείρας μὲν γὰρ συγχέει τὰ πάντα ἀνθρώπων νόμιμα, ἀποκτείνοντας κήρυκας. Lib. VII. Cap. 137.

(5) Si quis legatum hostium pulsasset, contra jus gentium id commissum esse existimatur ; quia sancti habentur Legati. . . . Itaque eum, qui legatum pulsasset, QUINTUS MUCIUS dedi hostibus, quorum erant legati, solitus est dicere. DIGEST. Lib. I. Tit. VII. De Legationibus, Leg. XVII.

(6) Hostium quoque jus, & sacra legationis, & fas gentium, ruptis. Annal. Lib. I. Cap. XLII. num. 3.

(7) Le passage a déjà été cité ci-dessus, dans ce que j'ai ajouté à la Note 2. sur le paragraphe 1.

(8) Violavit legationes, rupto jure gentium rabieque infanda civitatem tulit &c. De Ira, Lib. III. Cap. II.

(9) Interventu Fidenatium, novorum sociorum, consul-

len-

2. Et certainement c'est avec beaucoup de raison que le Droit des Gens a ainsi réglé les choses. Car, quand on est en Guerre, il y a mille choses sur lesquelles on ne fau-
roit traiter ensemble, que par des Ambassadeurs : (13) & la Paix même ne peut guères
se faire autrement.

§. VII. ON demande, s'il est permis de tuer ou de maltraiter un Ambassadeur par
droit de représailles, c'est-à-dire, lors que celui, de la part de qui il est envoyé, a tué
ou maltraité quelque Ambassadeur venu de notre part ? Il y a dans les Histoires un af-
sez grand nombre d'exemples de cette sorte de vengeance ; mais les Histoires ne racon-
tent pas seulement des actions justes & innocentes ; on y trouve aussi bien des choses
faites contre la Justice, dans le feu de la Colère, ou par quelque autre mouvement de
passion. Le Droit des Gens ne se contente pas de faire respecter celui qui envoie des
Ambassadeurs ; il pourvoit encore à la sûreté des Ambassadeurs mêmes. On est censé
traiter aussi tacitement avec eux : & ainsi on leur fait du tort en les maltraitant, lors
même qu'on n'en fait aucun à leur Maître. Ce ne fut donc pas simplement par géné-
rosité, mais encore pour observer le Droit des Gens, que Scipion, lors qu'on lui eut
amené (a) quelques Ambassadeurs des Carthaginois, & qu'on lui demandoit ce qu'il
falloit leur faire, (1) répondit, *Rien de semblable à ce que les Carthaginois ont fait aux*
notres ; & là-dessus les renvoya sains & saufs. TITE LIVE ajoute, (2) que ce Géné-
ral déclara, *qu'il ne vouloit rien faire qui démentît les maximes du Peuple Romain.* VA-
LE'RE MAXIME fait répondre aux Consuls Romains, dans un cas semblable, mais
mais de plus vieille date : (3) *Vous n'avez rien à craindre, Hannon, la bonne foi de*
notre République vous en est un bon garant. Car alors les Carthaginois avoient aussi mis
dans les fers Cornélius Asina, contre le droit des Ambassades.

§. VIII. I. Les gens de la suite d'un Ambassadeur, & son bagage, sont aussi sa-
crez à leur manière. D'où vient que, chez les anciens Romains, quand un Héraut
étoit envoyé pour faire quelque Traité, il disoit au Roi : (1) *M'établissez-vous pour Am-*
bassadeur Royal du Peuple Romain, avec mon bagage & ma suite ? Et dans le DIGES-
TE (2) on déclare soumis à la peine de la Loi Julienne contre la violence publique,

(a) Appian.
Bell. Punic.
pag. 30. (19).
Edit. H.
Steph.)

non

lentium de cæde rupturâ jus gentium &c. Lib. IV. Cap.
XVII. num. 4.

(10) Ne respicere spem ullam ab Romanis posset conscien-
tia tanti SCELERIS &c. Ibid. num. 5. Ab CAUSSA etiam
tam NEFANDA bellum exorsis &c. num. 6. Romanus odio
accensus, impium Fidenatem, pradonem Veientem, ru-
ptores induciarum, cruentos legatorum INFANDA CÆDE
... compellans &c. Cap. XXXII. num. 12.

(11) Legati agrè effugerunt. Et jam non modò pacis,
sed ne belli quidem jura relicta erant &c. Lib. XXIV. Cap.
XXXIII. num. 2, 3.

(12) Caduceatores, qui ad pacem eos compellerent,
misit [Alexander] : quos Tyrii, contra jus gentium,
occisos, præcipitaverunt in altum. Lib. IV. Cap. II.
num. 15.

(13) C'est ce que PHILON, Juif, a remarqué : Πό-
λεμοι γὰρ ἀνοχὰς καὶ διαλύσεις λαμβάνουσι διὰ κηρύκων,
εἰρηὴν καθίσταμενοι οἱ δὲ ἀκήρυκτοι, συμφορὰς ἀτελευ-
τήτους ἀπεργάζονται, καὶ τοῖς ἐπιφύλαξι, καὶ τοῖς ἀμυνομέ-
νοις. De Legat. ad Cajum pag. 1006. A. Ed. Paris.

§. VII. (1) Σκίπιον, καὶ ἔφη, δὲν πρᾶτλειν, ὃ τοῖς
καρχηδονίοις ἐγκαλέσει. DIODOR. SICUL. Excerpt. Peiresc.
pag. 290. Les Romains eux-mêmes, quoi qu'ils fussent
ce que les Carthaginois avoient fait, ne laissèrent pas de
relâcher leurs Ambassadeurs. Voyez APPIAN d'Alexan-
drie, (dans l'endroit cité en marge.) L'Empereur Con-
stance renvoya sain & sauf Titien, Ambassadeur de Magnen-
TOM. II.

tius, quoique celui-ci retint encore Philippe, Ambassa-
deur de Constance : Τιτιανὸς μὲν πρὸς Μαγνήτιον ἐπανέ-
νοι συνεχωρεῖτο, καὶ ταῦτα φιλήσας παρ' ἐκείνου μεμαρ-
κότες. ZOSIM. Lib. II. (Cap. XLIX. num. 2. Edit. Cel-
lar.) Voyez d'autres histoires semblables, dans CROMER,
Lib. XIX. & XXI. & au sujet des Ambassadeurs de Venise,
arrêtez comme ils alloient en France, PARUTA, Lib. VII.
GROTIUS.

(2) Quihus Scipio, Etsi non induciarum modo fides à
Carthaginienfibus, sed jus etiam gentium in legatis violatum
esset ; tamen se nihil nec institutis Populi Romani, nec suis
moribus indignum, in iis facturum esse ; quom dixisset, lega-
tis dimissis, bellum parabat. Lib. XXX. Cap. XXV.
num. 10.

(3) Apud quos quum de belli fine ageret, & Tribunus mi-
litum ei dixisset, posse illi merito evenire, quod Cornelio
[Asina] accidisset : uterque Consul, Tribuno tacere jussu,
Isto te, inquit, metu, Hanno, fides civitatis nostræ libe-
rat. Lib. VI. Cap. VI. num. 2.

§. VIII. (1) Postea [Fecialis] Regem ita rogavit : Rex,
facisne me tu regium nuntium Populi Romani Quiritium?
vasa comitesque meos ? TIT. LIV. Lib. I. Cap. XXIV.
num. 5.

(2) Item [Lege Julia de vi publica tenetur] quod ad
legatos, oratores, comitesve adtinebit, si quis eorum [quem]
pulsasse, & sive injuriam fecisse arguatur. DIGEST. Lib.
XLVIII. Tit. VI. Ad Leg. Jul. de vi publica, Leg. VII.
D (3)

non seulement ceux qui ont insulté un Ambassadeur, mais encore ceux qui ont insulté quelqu'un de ses gens.

2. Mais ce n'est qu'à titre d'accessoire (3) que ces sortes de personnes & ces sortes de choses sont sacrées, & par conséquent elles ne le sont qu'autant qu'il plaît à l'Ambassadeur. Si donc les gens de sa suite ont commis quelque crime considérable, on peut le prier de les livrer. Je dis, *prier* : car il ne faut pas (4) s'en saisir par force. Les Achéens aiant voulu autrefois enlever quelques Lacédémoniens qui étoient à la suite des Ambassadeurs de Rome, (5) les Romains se récrièrent fort là-dessus, disant que c'étoit violer le Droit des Gens. On peut rapporter encore ici le passage de SALLUSTE, que nous avons déjà allégué, (a) où il juge de la manière dont on traita Bomilcar. Que si l'Ambassadeur refuse de livrer les gens de sa suite, dont on a lieu de se plaindre, il faut en user comme nous avons dit qu'on doit agir à l'égard de l'Ambassadeur lui-même, lors qu'il s'est rendu coupable de certains crimes.

(a) §. 4.
170771-5.

3. De savoir maintenant, si un Ambassadeur a juridiction sur les gens de sa Maison, & s'il peut (6) fournir chez lui un azile (7) à tous ceux qui viennent s'y réfugier ; c'est ce qui dépend de la volonté & de la permission du Souverain, auprès duquel il est envoyé. Car le Droit des Gens ne demande rien de tel.

§. IX. POUR ce qui est des biens meubles d'un Ambassadeur, qui par conséquent sont censés autant de dépendances de sa personne, on ne peut pas non plus les saisir ni pour paiement, ni pour sûreté d'une Dette, soit par ordre de la Justice, soit, comme quelques-uns le veulent, par main forte du Souverain ; c'est, à mon avis, l'opinion la mieux fondée. Car un Ambassadeur, pour jouir d'une pleine sûreté, doit être à l'abri de toute contrainte, & par rapport à sa personne, & par rapport aux choses qui lui sont nécessaires. Si donc il a contracté des Dettes, & que, comme c'est l'ordinaire, il

il

(3) Voyez les Lettres de DU FRESNE *La Canaye*, pag. 75, & 279. GROTIUS.

(4) Voyez JEAN DE SERRES, *Inventaire de l'Histoire de France*, dans la Vie d'Henri IV. GROTIUS.

C'est au même endroit, qui a été cité sur le §. 4. Note 20. & qui n'est pas non plus de cet Historien, mais de son Continuateur.

(5) Cet exemple est mal rapporté, & mal appliqué. Les Achéens n'étant pas contents des propositions que leur faisoient des Ambassadeurs envoyés de Rome en Grèce, pour terminer les différens qu'il y avoit entre eux & les Lacédémoniens, arrêterent tous ceux qui se trouvoient à Corinthe, qu'ils soupçonnoient d'être Lacédémoniens, & allèrent même prendre par force, dans la maison d'Oreste, un des Ambassadeurs, ceux qui s'y étoient réfugiés. Les Ambassadeurs s'en plainquirent, comme d'un attentat, par lequel les Achéens rompoient avec les Romains. C'est ce que dit PAUSANIAS, cité en marge par notre Auteur. Οἱ δὲ, ὡς τὰ ἐγγασμῖνα ἐκύνοντο ὑπὸ Ῥωμαίων, αὐτίκα ἐτρέποντο ἐπὶ τῆς Σπαρτιατίας, οἱ Κορίνθω ἐτυχόν τότε ἐπιδημῶντες. συνέσπασον δὲ πάντα τινὰ, καὶ ὃν Λακεδαιμόνιον σαφῶς ὄντα ἐπίσαντων, καὶ ὅτῳ, κατὰ ἢ ὑποδημάτων εἰνέκα, καὶ ἐπὶ τῇ ἐσθῇ, καὶ κατ' ὄνομα, προσέγοντο ὑπόνοια. τὴν δὲ αὐτῶν καὶ καταφυγεῖν εἶδα Θέρσις ὡκεῖ φθάνοντας, [c'est ainsi qu'il faut lire, avec SYLBURGE] οἷως καὶ ἐντεῦθεν ἐβιάζοντο ἔλκειν. Θέρσις δὲ, καὶ οἱ σὺν αὐτῷ, τῆς τε πόλεως ἐπέχειν τὴν Ἀχαΐας ἐπειράοντο, καὶ ἐκέλευον μεμνηθῆαι σφῶς, ὡς ἀδικημάτων καὶ ὑβρεῶς ἀρχεῖσιν ἐς Ῥωμαίους. Lib. VII. five Achaic. Cap. XIV. pag. 219. Ed. Græc. Wech. 1583. Ainsi cela se rapporte à la question du droit d'Azile, dont il est parlé à la fin de ce paragraphe.

(6) Voyez là-dessus une bonne Dissertation de Mr. THOMASIIUS, intitulée, *De Jure Azyli, Legato-*

rum aedibus competente. C'est la XVI. parmi celles de *Leipfig*.

(7) On distingue ici ordinairement selon la nature des crimes commis par ceux qui viennent se réfugier chez un Ambassadeur. Voyez PARURA, Lib. X. où il raconte comment on apaisa le Roi de France, irrité pour un tel sujet. Voyez le même Historien, Lib. XI. GROTIUS.

§. IX. (1) C'est-à-dire, qu'on peut non seulement saisir alors les biens de l'Ambassadeur, par tout où on les trouve ; mais encore user du droit de Représailles, dont notre Auteur traitera ci-dessous, Liv. III. Chap. II.

§. X. (1) NICOLAS de Damas nous parle de certains Peuples, chez qui l'on ne donnoit point action en Justice à ceux qui s'étoient fiez à la parole d'autrui dans un Contrat ; c'est-à-dire, qu'on en ufoit, comme à l'égard des Ingrats, qui peuvent l'être impunément ; en sorte que les Particuliers étoient contraints ou d'effectuer en même tems ce dont ils étoient convenus réciproquement, ou de se contenter de la simple parole du Débiteur. [C'est des Indiens, que parle cet Auteur, dans STOBÉE, Florileg. Sermon. XLIV. Πᾶς Ἰνδοῖς ἢν τις ἀποσειρήσῃ δανείῃ ἢ παρακαταθήκῃ, καὶ ἐν κρίσει, ἀλλ' αὐτοῖς αἰτιῶνται ὁ πιστεύσας. On trouve la même chose dans ELIEN, (Var. Hist. Lib. IV. Cap. I.) SENEQUE souhaitoit, que les choses fussent sur ce pié-là parmi les Hommes, & qu'on n'exigeât ni de donnât aucune sûreté pour l'exécution des engagemens où l'on est entré : *Utinam quidem persuadere possent, ut pecunias creditas tantum à volentibus acciperent ! utinam nulla stipulatio emptorem venditori obligaret ! nec pacta conventaque impressis signis custodirentur ! fides potius illa servaret, & æquum colens animus*. De Benefic. Lib. III. Cap. XV. Les Perses, au rapport d'HE-

il n'ait point de biens immeubles dans le País; il faut lui dire honnêtement de paier: & s'il le refuse, on doit alors s'adresser à son Maître: après quoi on pourra enfin en venir (1) aux voies que l'on prend contre les Débiteurs, qui sont d'une autre juridiction.

§. X. I. QUELQUES-UNS objectent, que, sur ce pié-là, il ne se trouvera personne qui veuille traiter ou avoir à faire avec un Ambassadeur. Mais cet inconvénient n'est pas fort à craindre. Car les Rois, qui ne peuvent point être contraints à paier, ne manquent pas pour cela de trouver des gens qui leur prêtent. Et il y a eu même des Peuples, parmi lesquels (1) on n'avoit point action en Justice contre les Particuliers qui ne vouloient pas tenir un Contract.

2. On fait quelques autres objections, tirées du Droit Romain. Mais les passages qu'on allégué regardent les Députés de Ville ou de Province, & non pas les Ambassadeurs dont il s'agit.

§. XI. REMARQUONS, en finissant cette matière, que les Histoires Profanes (1) sont pleines de Guerres entreprises pour tirer raison de quelque mauvais traitement fait à des Ambassadeurs. L'Histoire (a) Sainte même nous a conservé la mémoire d'une Guerre que (b) David déclara pour ce sujet aux *Hammonites*. CÉRON (2) soutient, que, de toutes les raisons qu'on avoit de prendre les armes contre *Mithridate*, il n'y en avoit pas de plus juste que celle-là.

(a) Voyez
Chrysostom.
ad Stagir. Lib.
III.
(b) II. Sam.
Chap. X.

CHA-

d'HERODOTE, & d'APPIEN d'*Alexandrie*, regardoient comme une chose honteuse, d'emprunter de l'argent; parce que cela engage à mentir & à tromper: *Ἀισχιστον δὲ αὐτοῖσι τὸ ψευδεσθαι νενομισται* δεύτερα δὲ τὰ ὀφείλειν χρεός ποτὶ μὲν καὶ ἄλλων εἶνεκα, μάλα δὲ ἀναγκαίην φασὶ εἶναι τὸν ὀφείλοντα, καὶ τι ψεύδας λέγειν. HERODOT. Lib. I. (Cap. 138. Ed. Gronov.) Ὁ λόγος καὶ Πέρσαι τὸ κηρύσθαι [ἀποστρέφονται], ὡς ἀπατήριον τε καὶ φιλοψυδές. APPIAN. De Bell. Civil. Lib. I. (pag. 645. Ed. Amst. 382. H. Steph.) STRABON dit, que, parmi une Nation des Indes, on n'avoit action en Justice, que pour cause de Meurtre ou d'Injures; & il en allégué deux raisons: l'une, que chacun ne peut pas se précautionner contre les insultes d'autrui, comme il peut prendre les mesures pour n'être pas trompé dans un Contract: l'autre, qu'il faut éviter le grand nombre de procès: *Δίκην δὲ μὴ εἶναι [ἐν τῇ Μυσικῇ χώρᾳ] πολλὴν φόβος καὶ ὕβρεως. καὶ ἐπὶ νῦν γὰρ τὸ μὴ παθεῖν ταῦτα τὰ δ' ἐν τοῖς συμβολαίοις, ἐπ' αὐτῇ ἐκείῳ, ὥς ἀνέχεσθαι δεῖ, ἢ ὅς τις παραβῇ τὴν πίστιν. ἀλλὰ καὶ προσέχειν τῷ πιστεύοντι, καὶ μὴ δίκην πολλὴν τὴν πόλιν.* Lib. XV. (pag. 1035. B. Ed. Amst. 709. Paris.) PLATON vouloit, que, dans sa République imaginaire, ceux qui auroient fait crédit ne pussent point demander leur argent en Justice: *[Ὁ δὲ προϊστάμενος ἀλλοτρίῳ] ὡς πιστεύων, ἔάν τε κομισθῇ καὶ ἐν μὴ, σφραγίσαν, ὡς ἐκείνῃ δίκῃς εἶσιν τὰν τοιούτων περὶ συναλλάξεων.* Lib. VIII. De Legibus, Tom. II. pag. 849, 850. Edit. H. Steph. Voyez, sur ce passage, le docteur CASAU BON, vers la fin de ses Notes sur le Chap. XVIII. des *Caractères* de THEOPHRASTE. Le Législateur Charondas établit cela actuellement par une de ses Loix; comme nous le voyons dans STOBÉE, Florileg. Tit. XLIV. de Legibus. ARISTOTE aussi remarque, qu'il y avoit des País, où les Loix ne donnoient point action pour l'accomplissement des enga-

gemens d'un Contract: *Διὸ παρ' ἑτοῖς, τέτων ἐκ εἰς δίκαι, ἀλλ' οἷονταί δὲιν σφραγίσαν τὰς κατὰ πίστιν συναλάξας.* Ethic. Nicom. Lib. VIII. Cap. XV. *Ἐνισχυέ τ' εἰσὶ νόμοι, τῶν ἐκαστὸν συμβολαίων δίκας μὴ εἶναι.* Ibid. Lib. IX. Cap. I. GROTIUS.

Ce que notre Auteur remarque ici au sujet des Perses, sur le témoignage d'HERODOTE & d'APPIEN d'*Alexandrie*, ne fait rien au sujet. Car il s'agit-là de ceux qui s'endettent; & il n'y a rien qui infinné, que, parmi ce Peuple, on n'avoit point action en Justice pour se faire paier. Au reste, joignez avec cette Note tirée du Texte, celle qu'on trouve sur PUFENDORF, *Droit de la Nat. & des Gen.* Liv. V. Chap. II. §. 3. Note 1.

§. XL (1) Les Romains entrèrent en guerre pour ce sujet contre les Sémonois: APPIEN d'*Alexandrie*, Excerpt. Legat. IV. & X. Contre les *Illyriens* & les *Ligurians*. POLYB. Excerpt. Legat. CXXV. & CXXXIV. Contre ceux de l'île d'*Isse*: DION CASSIUS, Excerpt. Legat. XII. Contre les *Corinthiens*: TIT. LIV. Epitom. Lib. LII. (CICERO. Orat. pro Leg. Manil. Cap. V.) Contre les *Tarentins*: DION. HALICARNASS. Excerpt. Legat. IV. (pag. 709, 710. Ed. Oxon.) On trouve des exemples semblables, parmi les anciens *Franks* & *Germaines*, dans AIMOIN, Lib. III. Cap. LXI. & LXXXVIII, & dans WITHKIND, Lib. II. GROTIUS.

Dans l'exemple, que notre Auteur rapporte, tiré de DION CASSIUS, il change les personnages. Les *Issiens* furent seulement l'occasion de la Guerre, que les Romains déclarèrent à *Tenta*, Reine d'*Illyrie*, parce qu'elle avoit maltraité & même fait mourir des Ambassadeurs qu'on lui envoie de Rome, pour intercéder en faveur de l'île d'*Isse*. On peut voir la chose narrée plus au long, & avec quelque diversité de circonstances, dans POLYBE, Hist. Lib. II. Cap. VIII. & seqq.

(2) Voyez la Harangue *Pro Lege Manilia*, Cap. V.

CHAPITRE XIX.

Du droit de SÉPULTURE.

I. Que l'obligation d'accorder la SÉPULTURE vient aussi du Droit des Gens. II. Origine de la coutume d'ensevelir les Morts. III. Que l'on doit la Sépulture aux Ennemis memes. IV. Si les Criminels, qui ont été condamnés pour de grands forfaits, sont exclus de ce droit? V. De ceux qui se sont donnez la mort à eux-mêmes; des Sacrileges, des Traîtres, & autres semblables gens. Que le refus de la Sépulture fournit un juste sujet de Guerre. VI. Énumération de quelques autres obligations fondées sur le Droit des Gens.

§. I. I. **I**L Y A une autre chose que l'on est tenu d'accorder, (1) en vertu du Droit des Gens arbitraire, c'est la SÉPULTURE. Nous avons là-dessus un grand nombre d'autoritez.

2. L'Orateur DION de Pruse, surnommé Chrysostôme, parlant des (a) *Costumes*, qu'il oppose aux Loix (b) *écrites*, met après les droits des Ambassadeurs, celui (2) d'exiger qu'on laisse ensevelir les Morts. SENEQUE, le Père, (3) rapporte aux Loix non

CHAP. XIX. §. I. (1) Le droit de Sépulture est véritablement fondé sur le Droit Naturel. Voyez ce que l'on a dit sur PUFENDORF, *Droit de la Nat. & des Gens*, Liv. II. Chap. III. §. 23. Note 9. de la 2. Edition.

(2) Καὶ τῶν μὲν ἐγγράφων [Νόμων] ἂν ἐν τοῖς πολέμοις ἰσχύει τὰ δὲ ἔθνη φυλάττεται παρὰ πάντι. καὶ εἰς ἐσχάτην ἐχθρὰν προσιδῶσι. Τὸ γὰρ μὴ καλεῖν τὰς νεκρὰς θάψαι, ἀδελφὴ γένεσθαι. ἀλλ' ἔδος ἐστὶ τὸ ποιεῖν τῆς φιλανθρωπίας ταύτης τὰς καταχομένους τυγχάνειν ὁμοίως τὸ τῶν Κρητικῶν ἀπέχισθαι, καὶ μόνως τὰ τοῖς πολεμικοῖς ἀσφάλειαι εἶναι βαδίζουσι. Orat. De Consuetudine.

(3) Il met cela au même rang, que l'obligation de donner l'Aumône, & de relever une personne qui est tombée: *Quidam enim jura non scripta, sed omnibus scriptis certiora sunt. Quamvis filius familiae sim, licet mihi & stipem porrigere mendico, & humum cadaveri. Iniquum est, collapsis manum non porrigere: commune hoc jus generis humani est.* Lib. I. Controv. I. pag. 85. Edit. Gron. major.

(4) L'Auteur avoit apparemment dans l'esprit le passage de ce Juif qui sera cité plus bas, Note 29. de ce paragraphe, où il y a quelque chose d'approchant. Je ne sache du moins aucun endroit où PHILON appelle formellement une Loi de Nature, la coutume d'ensevelir les Morts.

(5) Je trouve cela dans l'endroit, où parlant du Siège de Jérusalem, il dit, que les Juifs, comme s'ils fussent convenus ensemble de fouler aux pieds, avec les Loix du Pais, celles de la Nature, les Droits Humains & le respect dû à la Divinité, laissoient pourrir les Corps à la vue du Soleil: Ἀλλὰ καθάπερ συνθήκας πεποιημένοι τοῖς τῆς πατρίδος συγκαταλύσαι καὶ τὰς τῆς φύσεως νόμους, καὶ τοῖς εἰς ἀνθρώπους ἀδικήμασι συμμεῖναι καὶ τὸ θεῖον, ἡφ' ἧλιω τὰς νεκρὰς μυδῶντας ἀπείλωσαν. Ecl. Jud. Lib. V. Cap. II. pag. 886. F.

(6) Les passages, que notre Auteur cite, montrent pour la plupart assez clairement qu'on entendoit parler du Droit de Nature, proprement ainsi nommé.

(7) Voyez ci-dessus, Chap. XII. de ce Livre, §. 26.

& Liv. III. Chap. VII. §. 5. num. 4.

(8) Τῆς φύσεως τῆς κοινῆς ἀπαιτήσεως τὸν μηκέτι ζῶντα κατακρύψαι. Var. Hist. Lib. XII. Cap. LXIV. pag. 775. Edit. Periz.

(9) Νῦν ἔδὲ τῶν κοινῶν ἡγῆς, καὶ ἴσαν πᾶσιν ἀνθρώποις, μετασχεῖν ἔχεις, γῆς τε αἵμα, καὶ ταφῆς. Ibid. Lib. XIII. Cap. XXX.

(10) C'est le Chœur qui les appelle ainsi, en parlant de la sépulture que Créon refusoit à ceux qui avoient été tuez dans une Bataille entre lui & Adrasfe, près de Thèbes:

Νόμος βροτῶν μὴ μιᾶναι.
Supplic. vers. 378.

(11) Il dit, en parlant de la même histoire, dont il s'agit dans EURIPIDE, que les Athéniens prirent le parti de ceux d'Argos, regardant comme faite à eux-mêmes une injure par laquelle on violoit la Loi commune du Genre Humain: Ἀλλὰ τῶν μὲν τῆς νικῆσεως ἐλπίδα τῶ συνευδῶτι τῆς κρείττονος [Le Traducteur Latin dit ici, victoria spe in praesentia reposita, pour, in conscientia rectè facti] δόντες τὴν δ' ὀργὴν, ὥσπερ ἂν αὐτοὶ ποιηδότες, οὐτὰ λαβόντες ὑπὲρ τῆς κοινῆς νόμους πρέπσαν, τοῖς μὲν τὴν τιμὴν, τοῖς δὲ τὴν τιμωρίαν ἀπέδωσαν. Orat. XIII. sive Panathenaeic. Tom. I. pag. 202. B. Ed. P. Steph.

(12) ——— Non illum Pænus humator
Consulit, & Libycâ succensæ lampade Cannæ
Compellunt, hominum ritus ut servet in hostes.
Pharal. Lib. VII. vers. 799, & seqq.

(13) Terrarum leges, & mundi fœdera, mecum
Defensura manus
Thebaid. Lib. XII. vers. 642. Il est parlé immédiatement après de la Nature, comme devant favoriser, conjointement avec les Dieux, une entreprise qui tendoit à venger ses droits: car il s'agit encore ici du même cas, que dans les passages des Notes 10, & 11.

— Haec omnem Divinumque, Hominumque, favorem,
Naturamque ducem, cætusque silentis Averni,
Stare palam est
Vers. 644, & seqq.

non écrites, mais qui sont plus certaines que toutes les Loix écrites : l'obligation de jeter quelques poignées de terre sur un Corps mort que l'on trouve. PHILON, (4) Juif, JOSEPH (5), EUSÈBE (c) de Césarée, ISIDORE (d) de Péluse, appellent cela une *Loi de Nature* ; entendant (6) par le mot de *Nature*, comme nous avons (7) remarqué ailleurs qu'il se prend souvent, une Coutume généralement reçue, & conforme à la Raison Naturelle. ELIEN dit, (8) que la *Nature commune à tous les Hommes demande qu'on ensevelisse les Morts* ; & ailleurs, que (9) *tous les Hommes ont également droit à la Sépulture*. C'est la *Loi du Genre Humain*, comme l'appelle (10) EURIPIDE ; la *Loi commune & universelle*, selon l'expression (11) d'ARISTIDE ; la *Coutume générale des Hommes*, à ce que dit (12) LUCAIN ; la *Loi de toute la Terre*, selon (13) STACE ; un *commerce que demande la condition humaine*, comme (14) TACITE le pose pour maxime ; l'*espérance commune de tous les Mortels*, ainsi que l'Orateur (15) LYSIAS la qualifie. Empêcher qu'on ne rende à quelqu'un les honneurs de la Sépulture, c'est *dépourvoir l'humanité*, au jugement de (16) CLAUDIEN ; *deshonorer la Nature*, ainsi que (17) s'exprime l'Empereur LÉON ; *violier les règles de la Justice*, comme le dit ISIDORE (18) de Péluse.

3. Comme les Anciens, pour rendre plus respectables ces sortes de Loix, généralement reçues parmi les Peuples civilisez, en attribuoient l'établissement aux Dieux ; ils faisoient aussi regarder les Dieux comme les auteurs & du droit d'Ambassade, & du droit de Sépulture. EURIPIDE appelle le dernier, (19) une *Loi des Dieux* : & voici ce qu'*Antigone* répond, dans la Tragédie de SOPHOCLE qui porte son nom, au Roi

(14) C'est en parlant de la manière dont Tibère traita ceux qui étoient accusés d'avoir été du parti de Séjan ; car, après les avoir fait mourir, il défendoit de leur rendre les honneurs de la Sépulture : *Corpora putrefacta . . . non cremare quisquam, non contingere. intercederat sortis humana commercium, vi metus*. Annal. Lib. VI. Cap. XIX. num. 3, 4.

(15) Cet Orateur dit aussi cela à l'occasion de la Guerre des Athéniens contre les Thébains : pour cause du refus que faisoient ceux-ci d'enterrer les Morts de l'Armée d'Adrasle : Ὑπὲρ δὲ τῶν ἐτέρων [Ἀγροίων] ἵνα μὴ πρῶτον εἰς τὴν αὐτὴν ἀπέλθωσι, πατέρις τιμῆς ἀτυχήσαντες, καὶ Ἑλληνικῆς νόμῳ ἐκτελέοντες, καὶ κοινῆς ἐλπίδος μακροχρόνους. Orat. XXXI. seu Funebr. Cap. III.

(16) Le Poète parle de Gildon, qui ajouta cette barbarie à celle dont il avoit usé en tuant les Fils de son Frère Mascezel :

Obtruncat juvenes, inhumataque corpora vulgo
Dispulit, & tumulo cognatas arcuit umbras :
Naturamque simul, fratremque, hominemque cruentus
Exiit, & tenuem casis invidit arenam.

Bell. Gildon. vers. 395, & seqq. Au reste, pour le dire en passant, on peut voir, sur cette façon de parler courte & élégante, *Exuere hominem, fratrem, & autres semblables*, les doctes & judicieuses *Observations* de feu Mr. CUPER, Lib. I. Cap. VIII. Ce Savant cite-le, pag. 59. sur les paroles mêmes, où elle est contenue, sans marquer le nom du Poète, de qui elles sont, & comme s'il s'agissoit de *Créon* ; d'où il paroît qu'il a cru mal-à-propos que ce passage étoit de la *Thébaïde* de STACE, & non pas de CLAUDIEN. C'est qu'il avoit confondu dans sa mémoire ces paroles de CLAUDIEN avec celles de la *Thébaïde* de STACE, qui seront rapportées ci-dessous, Note 38. sur ce paragraphe, & dans lesquelles il y a une idée approchante. On peut-êtr qu'il venoit de lire tout fraîchement le Chapitre d'ALBERIC GENTIL sur cette matière, dans lequel, après avoir cité le passage de

STACE, ce Jurisconsulte ajoute : *Et Latinus alius [Poëta] contra alium Creontem : Hominemque cruentus Exiit &c. De Jure Belli, Lib. II. Cap. XXIV. pag. 456, 457.* Quoi qu'il en soit, j'ai cru pouvoir remarquer cela, pour faire voir, par occasion, que mon Auteur n'est pas le seul, entre les Grands Hommes, qui soit sujet à se méprendre, en citant de mémoire.

(17) Cet Empereur ne parle pas précisément du refus de la Sépulture, mais seulement de l'inconvénient qu'il y avoit à ne pas permettre qu'on enterrât les Morts dans les Villes, en ce que les Pauvres ne pouvant pas être si-tôt portez hors des Villes, faute de laisser de quoi faire la dépense des funérailles, demouroient, pendant plusieurs jours, sans sépulture : *At quod lex mortuos non nisi extra civitates humari vult, quomodo id humanum naturam dedecore adficere non est ? . . . Qui enim, dum adhuc viverent, inopes & deserti erant, quomodo mortui, ipso mortis die, humabuntur ? quomodo autem, quum, propter paupertatem, sepultura non accelerabitur, multis diebus insepulti, non miserabile simul & horrendum spectaculum jacebunt, tabescentemque hominum naturam dedecorabunt ?* NOVELL. LIII. Notre Auteur a indiqué le passage de cette Nouvelle, sur la foi d'ALBERIC GENTIL, qui l'exprime ainsi : *Naturæ communi dedecus fit, dum fit mortuus* : De Jure Belli, Lib. II. Cap. XXIV, pag. 458. Cela paroît de ce qu'il y a, dans l'Original, *Humanam naturam dedecore adficere* ; & dans l'Original, *Naturæ dedecus facere*, comme notre Auteur rapporte les paroles, après ce Jurisconsulte, de l'Ouvrage duquel nous avons vu qu'il reconnoît s'être servi, *Disc. Prélim. §. 39.*

(18) Τὴν ὁσίαν ὑβρίζων. Epist. CCCXCII.

(19) Une ancienne Loi des Dieux :

Νόμος παλαιὸς Δαιμόνων διεφθάρη.

Supplic. vers. 563. Il avoit dit, au commencement de la Pièce :

— Ὅσδ' ἀναίρεσιν.

Δέμοι θάλας, νόμιμα ἀτίζοντες Θέων.

Vers. 19.

Roi Créon, qui avoit fait défenses d'ensevelir Polynice : (20) Ce n'étoit pas un ordre de Jupiter, ni de ceux qui exercent la Justice dans les Enfers : & je ne croiois pas que les Edits d'un Homme mortel, comme vous, eussent tant de force, qu'ils dussent l'emporter sur les Loix des Dieux mêmes, non-écrites à la vérité, mais certaines & immuables. Car elles ne sont pas d'hier ou d'aujourd'hui, on les trouve établies de tems immémorial ; personne ne sait quand elles ont commencé. Je ne devois donc pas, par la crainte d'aucun Homme, m'exposer, en les violant, à la punition des Dieux. ISOCRATE, parlant de la Guerre de Thésée, contre Créon, dit, qu'Adraste, Roi d'Argos, n'ayant pû obtenir une trêve pour enterrer ceux de son Armée qui avoient été tuez devant Thèbes, vint (21) prier Thésée, alors Roi d'Athènes, de ne pas souffrir que les corps de tant de braves gens demeurassent sans sépulture, & qu'en la leur refusant on fouloit aux pieds l'ancienne coutume, & la Loi du Pais, ou plutôt la Loi universelle, observée de tous les Hommes, non comme une Loi Humaine, mais comme une Loi Divine. Sur quoi Thésée envoya incessamment des Ambassadeurs à Thèbes, pour deman-

der

(20) 'Οὐ γὰρ τι μοι Ζεὺς ἡνὶ κηρύξας τάδε,
οὐδ' ἡ ἔννοικ' ὅντων κατὰ θεῶν δίκη,
οἱ τὴς δ' ἀνθρώποισιν ἔδοσαν νόμους.
οὐδὲ σθένειν τασσέον ὥμοιεν τὰ σα
κηρύγματα, ὥς τ' ἀνέκτα κείσεται θεῶν
νόμιμα δύνασθαι θνητῶν οὐκ ὑπερδραμεῖν.
οὐ γάρ τιν' ἔγωγε καχέει, ἀλλ' αἰεὶ ποτὲ
Ζῆ ταῦτα, καθεῖς οἶδεν ἐξ ὅτ' ἐκ θάνη.
τῶν γὰρ ἐκ ἐμῶν, ἀνδρὸς ἑδνεὸς
φρονήμα δέσας ἐν θεοῖσι τὴν δίκην
δαῶσιν;

Antigon. (vers. 460, & seqq.) Dans l'*Ajax*, on trouve aussi *Nómos Δαιμόνων*, (vers. 1149.) GROTIUS.

(21) Τίς γὰρ ἐκ οἶδεν, ἢ τίς ἐκ ἀκήκοι τῶν τετραγυρίδων καλῶν ἐν Διογυρίοις, τὰς Ἀδράστῃ γενομένης ἐν Θηβαίοις συμφορὰς; ὅτι κατὰ κεν βυλῆται τὸν οὐδὲν μὲν νῦν, αὐτὸς δὲ κηδεῖν, παμπληθεῖς μὲν Ἀργείων ἀπώλεσεν, ἅπαντας δὲ τῆς λοχαγίας ἐπειδὴ διαφθαρέντας, αὐτὸς δ' ἐπονείδιστος σώσει, ἐπειδὴ σπονδῶν ἐκ οἷος τ' ἦν τυχεῖν, ὃδ' ἀνελίσθαι τῆς τετελευτηκότας, ἰκέτης γενόμενος τῆς πόλεως, ἔτι Θεσέως αὐτὴν διοικέοντος, εἰδὶτο μὴ παρίδεν τοιαύτας ἀνδράς ἀτάφους γενομένους, μηδὲ παλαιὸν ἔδρος καὶ πατριὸν νόμον καταλυόμενον, ὃ πάντες ἀνθρώποι χροῖμενοι διατελέσιν, ἔχ' ὥς ἐπ' ἀνθρωπίνης κειμένη φύσεως, ἀλλ' ὥς ὑπὸ δαιμονίας προσηταγμένῳ δυνάμεως. Ὡς ἀκέσας, ἔδρα χρόνον ἐπισχάν, ἐπειδὴ πρεσβείαν εἰς Ὀΐβας, περὶ τῆς ἀναίρεσως συμβαλεῦσοντας αὐτοῖς, οὐκ αἰσχροτέρων βυλῆσθαι, καὶ τὴν ἀποκρισὶν νομιματέραν ποιήσασθαι τῆς πρότερον γεγενημένης κακείνῃ ὑποδείξοντας, ὥς ἡ πόλις αὐτοῖς ἐκ ἐπιτρέφει παραβαίνειν τὸν νόμον τὸν κοινὸν ἀπάντων Ἑλλήνων. Panathen. Orat. (pag. 268. Ed. H. Steph.) PLUTARQUE dit, que ce fut par un accord que l'on obtint des Thébains, qu'ils laissent enterrer les Morts de l'Armée d'Adraste: *Vit. Thef.* (pag. 14. A.) Mais PAUSANIAS assure, qu'il fallut en venir à un combat, pour les y obliger. *Lib. I. seu Attic. (Cap. XXXIX. pag. 37. Edit. Wech.)* GROTIUS.

(22) Notre Auteur a mal pris ici la pensée d'ISOCRATE. Cet Orateur, pour faire voir la déférence qu'on avoit alors pour les Athéniens, dit, que celui qui étoit tout puissant à Thèbes respecta davantage leurs représentations, qu'il n'avoit fait les Loix Divines touchant la Sépulture des Morts: *Τὴς δὲ κυρίας ὄντας Θεσέων ὅτ' αὐτὰ διαδείσαν, ὥσθ' ἐλίσθαι μᾶλλον αὐτὰς ἐμμεῖναι τοῖς λόγοις τοῖς ὑπὸ τῆς πόλεως ἐκπεμφθείσιν, ἢ τοῖς νόμοις τοῖς ὑπὸ τῆς Δαιμονίας κατασθεσίσι.* Pag. 269. C. Notre Auteur lisant à la hâte ce passage, & sans faire attention à la suite du discours, a cru qu'ὑπὸ τῆς πό-

λεως se rapportoit à la Ville de Thèbes; au lieu qu'il s'agit d'Athènes.

(23) Il parle d'une autre Guerre, savoir, de l'expédition contre les Amazones: *Καὶ διελύτο Ἀμαζόνων ἢ τε ἀρχὴ καὶ ὁ δέσμος καὶ ἡ πόλις καὶ ταῦτα ἐβόηθησε τῇ κοινῇ φύσει.* Tom. I. pag. 204. A. Mais comme cet exemple est allégué après l'autre, & qu'il y a d'ailleurs un *καὶ ταῦτα*, qui insinue qu'on peut faire tomber sur tous les deux la pensée d'ARISTIDE; notre Auteur l'a rapportée immédiatement au premier.

(24) Notre Auteur cite en marge la Harangue pour *Quintius*, qui est à la tête de toutes celles de l'Orateur Romain: mais je puis assurer, que dans toute cette Harangue, il n'y a point d'endroit où le mot d'*Humanitas* soit appliqué au devoir de la Sépulture. Je crois avoir découvert l'origine de la méprise. Notre Auteur, en ramassant des matériaux pour ce Chapitre, avoit fait usage des autoritez qu'il trouvoit toutes compilées par d'autres. Il pouvoit avoir eu, par exemple, sous la main, à l'occasion d'un passage de PÉTRONE, qu'il cite dans le §. 2. la longue Note de PIERRE DANIEL, où ce Commentateur expliquant les mots de *tralatitia humanitas*, apporte un grand nombre de passages où il est parlé de quelque Devoir d'Humanité, semblable à celui qui regarde la Sépulture. Il y en a là deux de l'Orateur pour *Quintius*: l'un, du Chap. XVI. où il s'agit des cas où un Honnête Homme relâche de son droit, en faveur même d'un Ennemi, par un principe & d'Honneur & d'Humanité: *Hec in homines alienissimos, denique inimicissimos, viri boni faciunt, & hominum existimationis, & communis humanitatis causa*: (passage, que je vois aussi cité par PIERRE DU FAUR, dans ses *Semestria*, Lib. II. Cap. I. pag. 11. à peu près dans la même vue): l'autre, du Chap. XXXI. ou dernier, dans lequel il est question, à peu près, de la même chose: *Aliquam, si non propinquitatis, at etatis suae; si non hominis, at humanitatis, rationem haberet.* Notre Auteur là-dessus a confondu dans son esprit ces passages, avec ceux qui se rapportent à la Sépulture. Ma conjecture se confirmera par une autre inadvertence semblable, que je remarquerai dans la Note 27. sur ce même paragraphe, & qui vient de la même source. Ce qui peut avoir aidé à faire tomber notre Auteur dans celle dont je traite ici, c'est une réflexion que l'on trouve dans la Harangue qui suit immédiatement celle pour *Quintius*. Je vais la rapporter, d'autant plus volontiers, qu'elle est remarquable; en sorte que je suis sur-

pris

der qu'on laissent enterrer ces corps. L'Orateur censure un peu plus bas les *Thébains*, de ce qu'ils avoient préféré les Ordonnances de leur Ville (22) aux Loix Divines. Il fait mention (e) ailleurs de la même histoire, que l'on trouve aussi dans (f) *HERODOTE*, dans (g) *DIODORÉ de Sicile*, dans (h) *XENOPHON*, dans (i) *LYSIAS*, & dans (k) *ARISTIDE*. Le dernier de ces Auteurs dit, que la (23) Guerre, dont il s'agit, fut entreprise pour maintenir les droits de la Nature Humaine.

4. Les Anciens Auteurs donnent aussi le nom des plus excellentes Vertus, à la pratique des derniers devoirs que l'on rend à quelqu'un par l'honneur de la Sépulture. *CICÉRON* (24), & (25) *LACTANCE*, l'appellent un acte d'Humanité; *VALÉRE MAXIME*, (26) un acte d'Humanité & de Bonté; *QUINTILIEN*, (27) un acte de Compassion & de Religion; *SENEQUE*, (28) un acte de Compassion & d'Humanité; *PHILON*, Juif, (29) un acte de Compassion envers la Nature Humaine; *TACITE*, (30) un commerce que demande la condition du Genre Humain; *ULPIEN*, (31) un acte de Compassion & de Piété; *MODESTIN*, autre Jurisconsulte, (32) un souvenir

(e) *Panegyrr.* pag. 52. *Herod. Encom.* p. 214. *Plutarch.* p. 306. *Ed. H. Steph.*
(f) *Lib. IX.* Cap. 27.
(g) *Lib. IV.* Cap. 67.
(h) *Hist. Græc. Lib. VI.* Cap. V. §. 38. *Ed. Oxon.*
(i) *Orat. Funobr. Cap. III.*
(k) *Panathen.* Tom. I. de pag. 402.

pris qu'on l'ait oubliée dans ce Chapitre, où elle trouvoit naturellement sa place. *CICÉRON* dit donc, en parlant de la peine des Parricides, qui consistoit à être coulé dans un Sac de peau, & jetté dans la Mer; que les Législateurs, qui avoient établi ce supplice, n'avoient pas jugé à propos de laisser en proie aux Bêtes féroces les Corps de ces Malheureux, de peur qu'une telle pâture ne les rendît encore plus furieuses; ni de les jeter tout nus dans la Rivière, de peur qu'ils ne souillaient cet élément, qui sert à purifier des autres souillures: Qu'on avoit voulu aussi ôter à des Criminels si abominables l'usage de toutes les choses communes aux Hommes, tel qu'est l'Air pour les Vivans; la Terre, pour les Morts; la Mer, pour ceux qui sont dans un Vaisseau; les Rivages, pour ceux qui y sont jettés par les flots: *Noluerunt [majores nostri] feris corpus [parricidæ] obijcere, ne bestis quoque, quæ tantum scelus adtigissent, immanioribus uteremur: non sic nudos in flumen dejicere, ne, quom delati essent in mare, ipsam polluerent, quo cetera, quæ violata sunt, expiari putantur. Denique nihil tam vile, neque tam vulgare est, cuius partem ullam reliquerint. etenim quid tam est commune, quam spiritus vivus, terra mortuus, mare fluctuantibus, litus ejectis? Ita vivunt, dum possunt, ut ducere animam de cælo non queant: ita moriuntur, ut eorum ossa terra non tangat: ita jactantur fluctibus, ut numquam abluantur: ita postremo ejiciuntur, ut ne ad saxa quidem mortui conquiescant.* *Orat. pro S. Roscio Amerin. Cap. XXVI.*

(25) On citera le passage entier, dans le paragraphe suivant, *Note 12.*

(26) C'est au Livre V. Chap. I. qui est intitulé, *De Humanitate & Clementia*; où l'on allègue, entr'autres, plusieurs exemples de gens qui ont rendu les devoirs de la Sépulture à leurs Ennemis: exemples dont quelques-uns sont citez plus bas par notre Auteur.

(27) Voici l'autre méprise, dont j'ai parlé, qui confirmera celle que j'ai relevée dans la *Note 24.* L'Auteur cite ici en marge: *QUINT. Lib. XII. Cap. ult. Inst. Orat.* Il n'y a absolument rien qui ait du rapport à la Sépulture, dans tout ce Chapitre. Mais notre Auteur avoit vu cité, & dans les *SEBESTRIA* de *PIERRE DU FAUR*, Lib. II. Cap. I. pag. 11. & dans la compilation du Commentateur de *PÉTRONE*, que j'ai indiquée, le passage suivant, de cette manière; [*QUINTILIEN. Cap. II. & ult. lib. 12. Inst. Hos ille formabat quasi eloquentiæ parens: & ut vetus gubernator litora & portus, & quæ tempestatum signa, quid secundis fluctibus, quid adversis ratibus poscat, decebit, non*

HUMANITATIS solum communi ductus officio, sed amore quodam operi.] Il avoit aussi lu plus bas, entr'autres passages des *Déclamations* de *QUINTILIEN* le Père, celui-ci, où se trouvent véritablement les deux termes, dont il s'agit, & cela à l'occasion de la Sépulture: *Nobis vero [natura] adversus exanimis genuit non solum MISERATIONEM, quæ cogitationi nostræ subit, sed etiam RELIGIONEM. Inde ignotis quoque corporibus transeuntium viatorum collatitia sepultura &c.* Il est aisé de concevoir, que là-dessus il a cité, par mégarde, les *Institutions* Oratoires du Fils, pour les *Déclamations* du Père, ou du Grand-Père.

(28) *Hoc tamen ita beneficium est, si non misericordiæ & humanitati dedi, ut quolibet cadaver absconderem: sed si corpus agnovi, si filio tunc hoc prestare me cogitavi.* *De Benefic. Lib. V. Cap. XX.*

(29) C'est dans l'endroit, où il introduit le Patriarche *Jacob* faisant de grandes plaintes, sur la fausse nouvelle que lui avoient donnée ses Fils, de leur Frère *Joseph* déchiré par une Bête Sauvage. Le Père affligé ne regrette rien tant, que la privation de Sépulture; & apostrophant son cher Fils, qu'il croioit défunt, il lui dit, entr'autres choses: Si tu devois absolument mourir de mort violente & par embûches, il m'eût été moins sensible d'apprendre que tu eusses péri par une main d'Homme; puis que quand même le Meurtrier auroit été assez inhumain pour laisser ton corps sans sépulture, il auroit pu se trouver quelque Passant, qui, touché de compassion pour la Nature Humaine, se seroit acquitté envers toi de ce devoir: *Τὸν δ' ἐν ὁδῷ παρόντων ἰσως τις ἐπιστὰς καὶ θεοσέμνος, οἰκτον τῆς κοινῆς λαβὼν φθορᾶς ἐπιμελείας καὶ ταφῆς ἤξειλε.* *Lib. de Joseph. pag. 530. B. Ed. Paris.*

(30) Le passage a été déjà cité dans la *Note 14.*

(31) *Ignitur æstimandum erit arbitro, & perpendendum, quo animo sumtus factus sit [in funus]: utrum negotium quis vel defuncti, vel heredis, gerit, vel ipsius HUMANITATIS; an vero MISERICORDIÆ, vel PIETATI tribuens, vel adfectioni. Potest tamen distingui & misericordiae modus, ut in hoc fuerit misericors, vel pius, qui funderat, ut eum sepeliret, ne insepultus jaceret, non etiam ut suo sumtu fecerit &c.* *DIGEST. Lib. XI. Tit. VII. De religiosis & sumtibus fun. Leg. XIV. §. 7.*

(32) *Laudandus est magis, quam accusandus, heres, qui reliquias testatoris non in mare, secundum ipsius voluntatem abiecit; sed, MEMORIA HUMANÆ CONDITIONIS, sepultura tradidit.* *DIGEST. Lib. XXVIII. Tit. VIII. De condition. institutionum, Leg. XXVII.*

de la condition humaine ; JULES CAPITOLIN , (33) un acte de Clémence ; EURIPIDE (34) & (35) LACTANCE , un acte de Justice ; PRUDENCE , (36) une veuve de Charité.

5. Au contraire , ceux qui manquent à ce Devoir , sont flétris des titres les plus odieux. HOMÈRE appelle cela , (37) une action tout-à-fait indigne. Le Poète STACE fait dire au fujet de Créon , qui refusoit de laisser enterrer les Morts après un Combat , (38) qu'il faut le contraindre par la force des armes à prendre des sentimens humains. SPARTIEN dit , (39) que de telles gens n'ont aucun respect pour l'Humanité. TITE LIVE (40) les qualifie cruels & vindicatifs au delà de ce qu'on peut croire d'un Homme. STACE traite (41) Etéocle d'impie , pour ce sujet. LACTANCE (42) donne le nom de sagesse impie , à la pensée de ceux qui regardoient comme inutile la Sépulture.

(1) Lib. VI. re. OPTAT de Milève (1) accuse d'impiété les Donatistes , qui défendoient d'enter-
rer les Catholiques.

§. II. 1. ON ne convient pas à l'égard de la raison pourquoi les Hommes se font avilez au commencement de mettre les Corps en terre , soit après les avoir embaumez ,

(a) Gênése, comme cela se (a) pratiquoit parmi les Egyptiens ; soit après les avoir brûlez , comme c'étoit la coutume de la plupart des Grecs ; soit tels qu'ils sont en mourant , qui est l'usage le plus ancien , selon la remarque de (1) CICE'RON , & de (2) PLINE. Un Poète Grec,

(33) Cet Historien ne parle pas précisément de la Sépulture , mais de la bonté qu'eut Antonin , de faire faire , aux dépens du Public , les funérailles des gens même du commun ; au lieu qu'on ne pratiquoit cela ordinairement que pour honorer des personnes distinguées : Tantâque clementiâ fuit , ut & sumtu publico vulgaria funera juberet efferi &c. Vit. M. Anton. Cap. XIII.

(34) Σὺ τοι σέβεις δίκαν —

Οὐχ οὖν δικάω , τὸν Πανελλήνων νόμον
Σύζων —
Διοχάρων τ' ἐκείνοισ' ἢ δίκην δεικνύεται.

Supplic. vers. 379 , 526 , 530. Voyez aussi SOPHOCLE , Ajac. vers. 1352.

(35) In quo autem magis Justitiæ ratio consistit , quàm in eo , ut , quod præstamus nostris per adfectum , præstemus alienis per humanitatem ; quæ est multo certior justiorque , quoniam jam non homini præstatur , qui nihil sentit , sed Deo soli , cui carissimum sacrificium est , opus justum. Inst. Div. Lib. VI. Cap. XII. num. 31.

(36) Qui jactu cadaverum passim
Miserans tegit aggere terræ ,
Opus exhibet ille benignum
Christo pius omnipotenti.

Cathermerin. Hymn. X. vers. 61 , & seqq. Ed. Cellar.

(37) Ἡ γὰρ καὶ ἔκτοτα δὴν αἰκία μῆδετο ἔργα.
[Iliad. Lib. XXII. vers. 395. & Lib. XXIII. vers. 24.] Le même Poète dit , que Jupiter , & les autres Dieux , furent en colère contre Achille , à cause du mauvais traitement qu'il avoit fait au corps d'Hector : Lib. XXIV. (vers. 113. & seqq.) GROTIUS.

(38) — Bello cogendus & armis
In mores hominemque Creon.

Theb. Lib. XII. vers. 165 , 166.

(39) Tractaque sunt eorum per plateam cadavera , sine aliqua humanitatis reverentia. Vit. Caracall. Cap. IV.

(40) Ibi fæda laceratio corporis [Alexandri , Epiri Regis] facta , namque , præciso medio , partem Consentiam misere : pars ipsis retenta ad ludibrium. quæ , quum jaculis saxisque procul incessestetur ; mulier una , ultra humanarum irarum fidem scioienti turba immixta , ut parumper sustine-
rent precata , fletus ait &c. Lib. VIII. Cap. XXIV. num.

14 , 15.

(41) — Vetat igne rapi , pacemque sepulchri
Impius , ignarus , nequicquam , manibus arceat.

Theb. Lib. III. vers. 97 , 98.

(42) Quin etiam non defuerunt , qui supervacaneam facerent sepulturam ; nihilque esse dicerent mali , jacere inhumatum atque abjectum. quorum impiam sapientiam , quum omne humanum genus respuit , tum divinæ voces , quæ id fieri jubent. Inst. Divin. Lib. VI. Cap. XII. num. 27.

§. II. (1) At mihi quidem antiquissimum sepulture genus id fuisse videtur , quo , apud XENOPHONTEM Cyrus utitur. redditur enim terræ corpus , & ita locatum ac situm , quasi experimento matris , obducitur. De Legib. Lib. II. Cap. XXII.

(2) Ipsum cremare , apud Romanos , non fuit veteris instituti : terrâ condebantur. At postquam longinquæ bellis obrutos erui cognovère , tunc institutum. Hist. Nat. Lib. VII. Cap. LIV. Sepultus intelligitur quoquo modo conditus : humanus vero , humo contectus. Ibid. GROTIUS.

Voyez , sur la signification du mot Sepelire , les belles Observations de feu Mr. CUPER , Lib. I. Cap. VII.

(3) Notre Auteur , se contente ici de donner une traduction latine en vers de la façon , sans indiquer l'Auteur d'où il avoit pris ce passage de l'ancien Poète. Je l'ai trouvé dans son STOBÉE , où il fait partie d'un assez long fragment , dans lequel MOSCHION décrit la vie sauvage des premiers Hommes , & la manière dont le Genre Humain vint peu-à-peu à être civilisé. Voici l'original des vers dont il s'agit :

Κακτὸς δὲ τὸς θανόντας ὄρετε νόμος
Τύμβοις καλύπτειν , καὶ ποιεῖσθαι κόνιν ,
Νεκρὸς ἀτάπτος μὴδ' ἐν ὀφθαλμοῖς ἶδεν.
Τὸς πρὸς δὲ θεῖναις μνημονεύμα δυσσεβές.
Eclog. Tit. XI.

(4) On fait le mot de Mécénas , Que la Nature ensevelit elle-même ceux à qui on n'a pas rendu ce devoir : Diserté MÆCENAS ait :

Nec tumulum curo : sepelit natura relicto.

SENEC. Epist. XCII. in fin.

(5) CICE'RON cite des vers de l'Hypsipyle , Tragédie perdue d'EURIPIDE , où il y a ces paroles :

Reddenda est terræ terra —

[Tuscul. Quæst. Lib. III. Cap. XXV. L'original de ce fragment nous a été conservé par PLUTARQUE , Consol. ad Apol. pag. 110 , 111.] SALOMON a dit , que la Pou-dre retourne à la Terre , d'où elle étoit venue , & l'Esprit à DIEU , qui l'avoit donné. ECCLÉSIASTE , Chap. XII. vers. 9. EURIPIDE fait dire à Thésée quelque chose de semblable , en parlant de la Sépulture :

Εἴσαται ἥδη γὰρ καλυφθῆναι νεκρὸς.
Ὅθεν δ' ἱκασὸν εἰς τὸ σῶμα ἀφίκετο.

Grec, nommé MOSCHION, croit, que la barbarie des Géants, qui mangeoient les Hommes, (3) donna lieu à introduire l'usage de la Sépulture, comme une marque de l'abolition de cette pratique brutale.

2. D'autres disent, que les Hommes ont voulu paier par là d'eux-mêmes le tribut que la Nature leur demande, & qu'elle (4) tire d'eux, bon-gré malgré qu'ils en aient. Car le Corps de l'Homme aiant été formé de la Terre, doit retourner dans la Terre, comme DIEU non seulement l'a (b) déclaré à Adam, mais encore plusieurs (5) Auteurs Grecs & Latins le reconnoissent.

(b) *Genèse*,
III, 19. Voyez
Job, X, 29.

3. Il y en a qui pensent, que la Sépulture est comme un monument, par lequel les premiers Pères du Genre Humain (6) ont voulu perpétuer parmi leur Postérité l'espérance de la Résurrection. En effet, le Philosophe Démocrite, au rapport de PLINÉ, enseignoit, qu'on devoit (7) conserver les Corps morts, à cause de la promesse qu'ils ressusciteroient un jour. Les Chrétiens rapportent souvent à cela l'usage d'enterrer honorablement les Morts; comme il paroît entr'autres par (8) le Poëte PRUDENCE.

(4) Il est plus simple à mon avis, de dire, que, l'Homme étant d'une nature fort relevée au dessus de celle des autres Animaux, on a trouvé que ce seroit une indignité que son Corps leur servît de pâture; inconvenient auquel on a voulu remédier, autant qu'il

Ἐνταῦθα ἀπὸ λήθης πνεῦμα μὲν πρὸς αἰθέρα,
τὸ σῶμα δ' εἰς γῆν. ἔτι γὰρ κεκτήμεθα
ἡμέτερον αὐτὸ, πλὴν ἐνοικήσαι βίον.

Καὶ περὶ τὴν θείαν αὐτὸν, δεῖ λαβεῖν.

„Laissez mettre les Morts en terre. Chaque partie de
„l'Homme doit retourner dans le lieu d'où elle est
„venue: l'Esprit, à l'Ether, [Voyez là-dessus la Note
„de Mr. BARNES, sur le vers 1140.] le Corps à la
„Terre. Nous ne possédons pas ce Corps en propre,
„nous en avons seulement l'usage, pour y loger pen-
„dant cette Vie; il faut que la Terre, qui l'a nour-
„ri, le reprenne. *Supplic.* vers. 531, & seqq. Voyez
le passage de CICÉRON, qui a été cité dans la Note
1. sur ce paragraphe. LUCRE'CE appelle la Terre, le
Tombeau commun de toutes choses:

Et quoniam dubio procul esse videtur
Omniparens, eadem rerum commune sepulcrum.

(Lib. V. vers. 1260.) PHILON, Juif, remarque, que la Terre est la demeure propre des Hommes, tant des Morts, que des Vivans, & que, comme elle les reçoit, quand ils naissent, il est juste qu'ils reposent dans son sein, après leur mort: Βέλτιον αὐτῷ, ἐν συγχρίσει κακῶν, ἢ κατὰ γῆν, τῆς ἐν πλεοναγίᾳ φθορᾷ ἐπισυνήπαι ἀνθρώποις καὶ πᾶσι χερσαίοις οἰκιστέρον ἢ φύσις χώριον ἀπνεύμει γῆν, ἢ μοίον ζῆσιν, ἀλλὰ καὶ ἀποθανῶσιν, ἢ ἡ αὐτὴ καὶ τὴν πρῶτην υποδεχεται γένεσιν, καὶ τὴν ἐκ τῆς βίης τελευταίαν ἀνάλυσιν. In Flacc. (pag. 991. C.) PLINÉ dit, à peu près, la même chose: Sic hominum illa [Terra], ut caluon Dei: quæ nos nascentes excipit, natos alit, semelque editos sistinet semper: novissimè complexa gremio, jam à reliqua natura abdicatos, tum maximè, ut mater, operiens. (Hist. Natur. Lib. II. Cap. LXIII.) Au reste, comme il n'y a point d'action louable dans l'Homme, dont DIEU n'ait mis quelque vestige dans quelque autre sorte d'Animal; cela se remarque aussi à l'égard du devoir de la Sépulture. PLINÉ dit, que les Fourmis font les seules de tous les Animaux destituées de raison, qui s'enterrent les unes les autres: Sepeliuntur inter se, viventium solæ, præter hominem. Lib. XI. Cap. XXX. Il avoit pourtant remarqué lui-même, qu'on a vu des Dauphins porter un Dauphin mort, pour empêcher qu'il ne fût déchiré par les autres Monstres marins: Conspiciti sunt jam defunctum por-

T O M. II.

tantes, ne laceraretur à belluâs. Lib. IX. Cap. VIII. VIRGILÉ parle des funérailles, que les Abeilles font entr'elles:

Tum corpora luce carentum
Exportant tellus, & tristia funera ducunt.

(Georgic. Lib. IV. vers. 255, 256.) Sur quoi le Grammairien SERVIUS dit: FUNERA DUCUNT] Cum exsquali scilicet pompa. GROTIUS.

On peut voir ici, si l'on veut, les *Semestria* de PIERRE DU FAUR, Lib. III. Cap. XIII.

(6) Il faudroit prouver, & que l'usage de la Sépulture est aussi ancien que les premiers Pères du Genre Humain; & qu'on avoit alors une idée de Résurrection. L'Histoire de ces anciens tems est trop concise, pour qu'on puisse dire là-dessus rien d'assuré.

(7) Notre Auteur, se fiant sans doute à sa mémoire, a changé le sens de PLINÉ. Le passage se trouve Lib. VII. Cap. LV. où, après avoir traité de faibles puériles tout ce qu'on disoit des *Enfers*, & de l'état des Ames dans une autre Vie; il ajoûte: *Similis est de adservandis corporibus hominum, ac reviviscendi promissa DEMOCRITO vanitas, qui non revixit ipse.* Il faut dire la même chose de l'imposture de Démocrite, que les Corps des Hommes se conserveroient, & qu'ils reviviroient; mais qui n'est lui-même jamais revenu au monde." Ainli il ne s'agit point là de la Sépulture, dont il a été traité dans le Chapitre précédent; mais seulement de je ne sai quelle idée d'une Résurrection des Corps, que le Philosophe s'étoit faite; sur quoi on peut voir ce qu'a dit Mr. LE CLERC, dans son Indice Philologique sur l'Histoire de la Philosophie Orientale, par STANLEY; au mot *Resurrectio*. Notre Auteur avoit lu ou retenu le passage, comme s'il étoit ainsi conçu: *De adservandis corporibus hominum, ob reviviscendi PROMISSA.* Mais s'il eût consulté l'Original, il auroit bien-tôt vu qu'il n'y a pas moyen d'y trouver cela.

(8) *Quidnam sibi saxa cavata?*

Quid pulchra volunt monumenta?

Res quod nisi creditur illis

Non mortui, sed data somno?

Cathermerin. *Hymn.* X. vers. 53, & seqq. Edit. Celsarii.

E

(9)

qu'il se pourroit, en cachant les Corps Humains dans la Terre. Dans une Déclamation de QUINTILIEN, on remarque, que (9) la Compassion des Hommes met les Corps morts de leurs semblables à couvert des Oiseaux & des Bêtes Sauvages, qui viendroient les manger. CICÉRON dit de quelcun, (10) qu'il fut privé, dans sa mort, des honneurs qu'on doit à tous les Hommes, étant laissé en proie aux Bêtes féroces. VIRGILE introduit un Ennemi, qui aiant tué son homme, parle ainsi, dans le feu de sa colère, au Cadavre: (11) Ta Mère ne te rendra point les devoirs de la Sépulture, & ne mettra pas tes os dans le Tombeau de tes Ancêtres; tu seras livré aux Oiseaux de proie. DIEU même menace, par ses Prophètes, les Rois qui se sont rendus dignes de sa colère, de faire en sorte qu'ils n'aient d'autre Sépulture (c) que celle d'un Ane, & que les Chiens (d) lécheront leur sang. C'est le désir d'éviter cet inconvénient, que LACTANCE considère comme le vrai but de la Sépulture, lors qu'il dit: (12) Nous ne souffrirons pas que la figure & l'image de DIEU soit laissée en proie aux Bêtes sauvages & aux Oiseaux. St. AMBROISE est aussi dans la même pensée: car faisant l'éloge de ceux qui s'acquittent de ce devoir, il dit, (13) qu'il n'y a rien de plus beau, que de faire du bien à ceux qui ne sont plus en état de nous le rendre; de garantir des insultes des Oiseaux & des Bêtes, ceux qui sont de même nature que nous.

5. Quand même il n'y auroit pas à craindre un tel inconvénient, ce feroit toujours une chose peu convenable à la dignité de la Nature Humaine, que le Corps d'un Homme fût exposé à être foulé aux pieds. On trouve une pensée approchante dans SOPATER, ancien Rhéteur Grec: (14) Il est, dit-il, beau & honnête, d'enterrer les Morts :

Li

(9) Cadaver ab incurfu avium ferarumque tantum miserrimum corona custodit. Declamat. VI. (Cap. III. Edit. Burm.) Voyez la prédiction touchant ce qui devoit arriver à la postérité de Jéroboam, en punition des péchez de ce Prince, I. ROIS, Chap. XIV. vers. 11. comme aussi TERTULLIEN, De Resurrectione. HOMÈRE parlant d'Egisthe, qui avoit commis adultère avec la Reine, & s'étoit emparé du Roiaume d'Argos; dit, qu'on ne jetta pas même une poignée de terre sur son cadavre, & qu'on le laissa en proie aux Oiseaux & aux Chiens:

Τῷ κέ οἱ ἔδδ' θανόντι χυτὴν ἐπὶ γαῖαν ἔχευαν,
Ἄλλ' ἀρα τὸν γε κύβες τε καὶ οἰωνοὶ κατέδαδαν.
Odyss. Lib. III. (vers. 258, 259.) Mais Oreste, plus humain, fit enterrer ce Corps mort; comme je le dis plus bas, dans le Texte. [Voyez la Note 2. sur le paragraphe 4.] SOPHOCLE fait dire à Ménélas, qu'il veut laisser le Corps d'Ajax, sur le rivage, pour servir de pâture aux Oiseaux de mer:

Ἄλλ' ἀμφὶ χλωρὰν ψάμαθον ἐκβεβλημένος,
Ὀρεῖσι φορβὴν παραλίους γενήσεται.
Ajax. (vers. 1083, 1084.) Mais là-même Ulysse s'y oppose; Ulysse, dis-je, qui est donné pour un modèle de sagesse. Le même Poète dit, à la louange d'Antigone, qu'elle n'a pas voulu laisser le Corps de son Frère exposé à être mangé des Chiens & des Oiseaux de proie:

Ἦτις τὸν αὐτῆς αὐτάδελφον ἐν Φοναῖς
Πεπρωτὶ ἄδαπτον, μὴτ' ὑπ' αἰετῶν κυνῶν
Ἐισὶν ὀλέσθαι, μὴτ' ὑπ' οἰωνῶν τινός.
Antigon. (vers. 711, & seqq.) Voyez encore APPIEN d'Alexandrie, Bell. Civ. Lib. I. (pag. 663. Ed. Amst. 394. Ed. H. Steph.) au sujet de ceux que Marius faisoit mourir: & AMMIEN MARCELLIN, Lib. XVII. (Cap. I.) au commencement; où l'on voit le soin qu'eut l'Empereur Julien d'empêcher que les Corps de ceux qui avoient été tuez dans une Bataille ne fussent en proie aux Oiseaux. GROTIUS.

Dans le passage d'HOMÈRE, il ne s'agit point de ce qui arriva effectivement, mais de ce qu'auroit fait Ménélas, s'il eût été à Argos. On n'a qu'à voir la suite du discours, pour en convenir. A l'égard de la question en elle-même, le plus naturel est peut-être de dire, que l'on a introduit l'usage d'enterrer les Corps morts, qui est le plus ancien, afin de n'être pas incommodé par les mauvaises odeurs qui en exhaloient, sur tout dans les Pais chauds, qui ont été peuplez les premiers. A cela il a pu se joindre ensuite d'autres idées, différentes selon les tems & les lieux. La raison, dont notre Auteur parle, n'a pas fait impression sur tous les Peuples. Car on voit, par exemple, que les Hyrcaniens faisoient dévorer les Cadavres Humains à des Chiens, qu'ils nourrissoient exprès pour cet usage. Et les Mages, Philosophes célèbres de l'Orient, n'ensevelissoient leurs Morts, qu'après les avoir fait déchirer par des Chiens ou des Oiseaux. Voyez HÉRODOTE, Lib. I. Cap. CXL. CICÉRON, Tuscul. Quest. Lib. I. Cap. XLV. avec les Notes de Mr. DAVIES: SEXTUS EMPIRICUS, Pyrrhon. hypotyp. Lib. III. Cap. XXIV. §. 227. avec celles de Mr. FABRICIUS. A quoi on peut joindre un Mémoire qui se trouve dans l'HISTOIRE CRITIQUE, Tom. XII. Art. X.

(10) Item, inimicorum in manibus mortuus est, hostili in terra turpiter jacuit insepultus, à feris diu vexatus, communi quoque honore in morte caruit. De Invent. Lib. I. Cap. LV.

(11) Istic nunc, metuende, jace: non te optima mater Condet humi, patriove onerabit membra sepulcro; Alitibus linguere feris
Æn. X, 557, & seqq.
(12) Non enim patiemur, figuram & figmentum Dei, feris ac volucris in prædam jacere, sed reddamus id terræ, unde ortum est, & quavis in homine ignoto, necessarium sepulturam, nulli negandum munus, implebimus: in quorum locum, quia desunt, succedat humanitas &c. Lib. VI. Cap. XII. num. 30.

(13)

la Nature a appris à leur rendre ce devoir, afin que les Corps Humains ne fussent pas en quelque manière deshonorés, après leur mort, en paroissant tout nus, pendant qu'ils se dissolvent & se corrompent. Cet usage, dis-je, est naturellement bon, & conforme à l'Humanité : tout le monde le trouve tel, soit que ce soient des Dieux, ou des Demi-Dieux, qui ont ordonné d'honorer ainsi les Défunts. Comme il n'est pas d'ailleurs conforme à la Raison, que les secrets de la Nature soient exposés, après la mort, aux yeux de chacun ; on a établi de tems immémorial la coutume d'enfermer les Corps Humains, après leur mort, dans des Tombeaux, où ils puissent pourrir, sans que personne les vit. GRÉGOIRE de Nyssé dit aussi, (15) que c'est pour ne pas montrer au Soleil la honte de la Nature Humaine.

6. C'est pour cela qu'on dit, que la Sépulture est due, non pas tant à l'Homme, ou à la personne, qu'à l'Humanité, ou à (16) la Nature Humaine. Rendre ce devoir, c'est faire un acte de l'Humanité la plus commune, selon (17) SENEQUE, QUINTILIEN (18), & PÉTRONE (19). C'est pourquoi (20) les anciens Docteurs Juifs, parlant de la Loi (21) qui défendoit au Souverain Sacrificateur d'approcher d'aucune chose qui eût du rapport aux Funerailles ; l'expliquent avec cette restriction, que, s'il trouvoit un Corps sans sépulture, il pouvoit non seulement s'en approcher, mais il devoit (22) l'enterrer lui-même. Les anciens Chrétiens ont regardé le devoir de la Sépulture comme une chose si nécessaire, (23) qu'ils croioient que, pour s'en acquitter, on pouvoit vendre ou fondre les Vases de l'Eglise, même après qu'ils avoient été consacrés, aussi bien que pour entretenir les Pauvres, ou pour racheter des Prisonniers.

§. III.

(13) *Nihil hoc officio præstantius ; ei conferre, qui jam tibi non potest reddere : vindicare à volatilibus, vindicare à bestiis consortem naturæ.* Lib. de Tobia, Cap. I.

(14) *Ὅτι τὸ θάπτειν καλόν, καὶ ὅτι τοῖστον ἡ φύσις ἐξέδωκε τοῖς σώμασιν, ἵνα μὴ διαλυόμενα μετὰ θάνατον γυμνὰ, καθάπερ αἰσχυνῆται, τὲτο τῇ φύσει καλόν, τῷ φιλόανθρωπον τὲτο τοῖς ὅλοις δοκεῖ, εἴτε Θεοί, εἴτε τινὲς ἥσως ταύτην μετὰ θάνατον τοῖς ἀνθρώποις τῇ τιμῇ κατεῖσαντο. ἐπειδὴ καὶ ἐκ εὐλογον, τὰ τῆς φύσεως ἀπώρητα μετὰ τὴν τελευταίαν ἀπασι δεικνύσθαι, γὰρ κρύπτειν τὸν ἀνθρώπον νεομικρῶμεν ἀνῶθεν, ἵνα τῷ καλύπτεσθαι μνήματι ἐλάττωε τὸ σάμα ἐμυλόμενον.* SOPATER, in Controversiis.

(15) *Ὡς μὴ ἀναδειχθῆναι τῷ ἡλίῳ τὴν ἀσχημοσύνην τῆς φύσεως.* Epist. ad Letoium. C'est ainsi que les Femmes enceintes ont coutume de cacher la honte de l'accouchement, τὰ ἀσχηνοτάτα τῶν ὀδῶν ἐπικαλύπτειν, comme s'exprime AGATHIAS, (Hist. Lib. V. Cap. VI.) Tant il est vrai, que, dans notre naissance, aussi bien que dans notre mort, il y a de quoi nous faire voir combien peu de chose nous sommes naturellement ! C'est pour donner à entendre cela, que les Docteurs Juifs disoient, Qu'il falloit que les Grands & les Petits fussent enveloppez, & en naissant, & après leur mort, de bandelettes ou de draps de même étoffe. GROTIUS.

(16) Le Grammairien SERVIUS dit, que la Sépulture est due généralement à tous les Hommes : HAUD ADSPERNANDA] *Justa, non contemnenda. Sepulturæ enim beneficium generaliter debetur universis.* In Lib. XI. Æn. (vers. 106.) GROTIUS.

(17) *At si terram ignoto mortuo injeci, nullum habeo hujus officii debitorem, in publicum humanum.* De Benefic. Lib. V. Cap. XX.

(18) *Et ignoto quoque corpori publica humanitas quasi quasdam fecit exsequias.* Declamat. VI. Cap. III. Edit. Burman.

(19) *Aut præteriens aliquis volatiliâ humanitate lapsi-*

dabit &c. Satyric. Cap. CXIV.

(20) Cette période, & la suivante se trouvent, dans l'Original, sur la fin du paragraphe suivant. Elles seront mieux ici, que dans l'endroit où l'Auteur les avoit mises, & où il s'agit non de la Sépulture en général, mais de la Sépulture des Ennemis en particulier. Comme une de ces périodes n'étoit pas dans la première Edition, il y a lieu de croire, que l'Auteur, en l'ajoutant, l'a placée, sans y penser, ailleurs qu'il ne vouloit. Je suis sûr, du moins, qu'il devoit les mettre ici l'une & l'autre.

(21) Voyez LEVIQUIE, Chap. XXI. vers. 1, & suiv.

(22) Le Grammairien SERVIUS remarque la même chose, à l'égard des Pontifes de Rome. GROTIUS.

C'est sur le VI. Livre de l'Enéide, où il dit, qu'il n'étoit pas permis aux Pontifes de voir seulement un Corps mort ; mais que s'auroit été encore plus mal fait à eux, si aiant vu un Corps sans sépulture ils n'y avoient pas jetté quelques poignées de terre : *Qui enim de pietatis generibus scripserunt, primum locum in sepultura esse voluerunt. Unde, quum Pontificibus nefas esset cadaver videre, tamen magis nefas fuerat, si visum insepultum relinquerent. Genus autem fuerat sepulturæ, injectio pulveris.* In vers. 176. Voyez GUTHIER, De Jure Manium, Lib. II. Cap. VIII. où l'on ne trouve pourtant pas ce passage remarquable du Commentateur de VIRGILE.

(23) *Nemo potest queri, quia captivi redempti sunt : nemo potest accusare, quia templum Dei edificatum est : nemo potest indignari, quia humanis fidelium reliquiis spatia laxata sunt : nemo potest dolere, quia in sepulturis Christianorum requies defunctorum est. In his tribus generibus vasa Ecclesiæ, etiam initiata, infringere, consilare, vendere, licet.* AMBROS. De Offic. Lib. II. Cap. XXVIII.

§. III. I. DE LA il s'ensuit, qu'on ne doit point refuser la Sépulture à un Ennemi, soit public, soit particulier.

2. Pour commencer par les *Ennemis particuliers*, il y a là-dessus, dans SOPHOCLE, un beau discours d'*Ulysse*, par lequel il veut persuader à *Ménélas* de laisser rendre à *Ajax* les honneurs de la Sépulture. Voici entr'autres ce qu'il dit : (1) *Prenez garde, ô Roi, qu'après tant de belles sentences que vous venez de débiter, vous ne vous laissiez aller à insulter injustement un homme mort.* En effet, la Mort doit finir toutes les querelles ; qui est la raison que le même Poète (2) en rend ailleurs, & après lui, VIRGILE (3), STACE (4), & d'autres.

3. Tout le monde convient aussi, qu'on doit la Sépulture aux *Ennemis publics*. C'est le droit commun de la Guerre, comme le qualifie (5) APPIEN d'*Alexandrie*. PHILON (6), TACITE (7), LUCAIN (8) & DION (9) *Chrysostôme*, disent à peu près la même chose. Le dernier, aussi bien que le Rhéteur SOPATER, (10) cité ci-dessus, ajoutent, que l'on n'est pas dispensé de ce devoir envers les plus grands Ennemis, qui ne sont plus Ennemis, dès qu'ils sont morts.

4. Aussi voit-on dans l'Histoire une infinité (11) d'exemples de gens qui ont pratiqué ici la Loi de l'Humanité. Pour ne rien dire (12) d'*Hercule*, qui tenoit cela pour maxi-

§. III. (1) Ce n'est point *Ulysse*, qui dit cela, mais le Chœur.

XO. Μένελαε, μὴ γνώμας ὑποστήσας σοφῶς,
ἔντ' αὐτὸς ἐνθανῶσιν ὑβρισιῆς γένη.
Ajac. versf. 1110, 1111. Le discours d'*Ulysse* se trouve plus bas, versf. 1349, & seqq.

(2) Dans un Fragment de l'*Antigone* :
Θάνατον γὰρ ἀνθρώποισι νεικέων τέλος
ἔχει· τί γὰρ τῷδ' ἐστὶ μέζον ἐν βροτοῖς;
(Versf. 39. apud BARNES.) Et dans les *Suppliants* :
Εἰ γὰρ τι καὶ πέπονθατ' Ἀργείων ὑπο,
τεθνήσκειν κρείνασθε πολέμους καλῶς.
(Versf. 528, 529.) GROTIUS.

(3) *Nullum cum victis certamen, & aethere cassis.*
(Æn. XI, 104.) L'Auteur de la Rhétorique adressée à HE'RENNIUS, citant ce vers, ajoute, qu'il est arrivé aux Morts tout ce qui peut leur arriver de mal : *Nam quod malorum est extremum, accidit illis jam.* GROTIUS.

Ces paroles, non plus que la citation du vers de VIRGILE, ne se trouvent point certainement dans toute la Rhétorique d'un Auteur ancien, qui a été long tems prise pour un Ouvrage de CICE'RON. Je puis ici montrer sûrement la source de l'erreur ; & c'est un exemple incontestable, qui prouve que notre Auteur s'est trompé quelquefois pour avoir cité sur la foi d'autrui. ALBERIC GENTIL, dans son *Traité De Jure Belli*, Lib. II. Cap. XXIV. pag. 459. après avoir allégué plusieurs des autorités dont notre Auteur a fait ici usage ; ajoute ce passage, qu'il donne pour être du III. Livre de la Rhétorique à HE'RENNIUS : *Mortuis irutum esse neminem oportet. Et sic Ulysses in Ajace SOPHOCLEUS. Et sic Æneas :*

Nullum cum victis certamen, & aethere cassis.
Nam, quod malorum est extremum, accidit illis jam : nec quidquam incommodi sensuri sunt. Et sic Apollo apud HOMERUM, [Iliad. Lib. XXIV. versf. 24.] contra Achillem :

Surdam fedat humum, implacatâ concitus ira.
Mais il n'y a pas un seul vers de VIRGILE dans tous les quatre Livres de la Rhétorique, dont il s'agit ; quoique ce Jurisconsulte se serve ailleurs de cette raison, pour prouver en passant que l'Ouvrage n'est point de CICE'RON : *Qui [Auctor] dit-il, non est CICERO, si Virgiliانا habet.* Pag. 531. Il est donc clair, que no-

tre Auteur n'a eu d'autre garant de sa citation qu'ALBERIC GENTIL : mais je ne fai d'où celui-ci avoit tiré les paroles qu'il rapporte. Je les ai cherchées inutilement & dans QUINTILIEN, & dans le Recueil des anciens Rhéteurs Latins, publié par PRITHOU, à Paris, en 1599. Elles ont pourtant un air, qui n'est pas moderne.

(4) ————— *Bellacivimus : esto.*

Sed cecidit odia, & tristes mors obruit iras.
(Theb. Lib. XII. versf. 573, 574.) On trouve une semblable pensée dans OPTAT de Milève : *Ut terreatis vivos, malè tractatis & mortuos, negantes funeribus locum.* Si inter viuentes fuerat certamen, odia vestra vel mors aliena compefcuit. Jam tacet, cum quo paullo ante litigabatis. (Lib. VI. contr. Parm.) GROTIUS.

On peut ajouter, si l'on veut, ces vers d'OVIDE :
Corpora magnanimo satis est prostrasse Leoni :

Pugna suum finem, quum jacet hostis, habet.
Trist. Lib. III. Eleg. V. versf. 33, 34. Voyez ce qui suit.
(5) *Ἐθαψεν αὐτὸς· εἴτε το ἔργον ἀνδραπειον καὶ κοῖον ἐν τοῖς πολέμοις ἡγάμεν,* &c. De Bell. Punic. pag. 105. Edit. Amst. (63. Ed. H. Steph.)

(6) Cet Auteur dit que ceux qui ont de la bonté & de l'humanité, enterrent même à leurs dépens les Morts de l'Armée Ennemie ; & que ceux qui étendent leur animosité jusques sur les Morts, ne laissent pas de faire un accord avec l'Ennemi, pour lui permettre de leur rendre les derniers devoirs : *Ἡδὴ καὶ τὰς πεσόντας ἐν τῷ πολέμῳ τῶν ἐχθρῶν ταφῆς αἰεῖσιν, οἱ μὲν ἐπιεικῆς καὶ φιλανθρωποὶ, ταῖς οἰκοῦσιν δαπάναις· οἱ δὲ τὴν ἐχθρὰν καὶ πρὸς τὰς νεκρὰς ἀποτείνοντες, ὑπόσπονδα τὰ σώματα δίδοντες, ὑπὲρ τῶ μὴ τῆς τελευταίας χάριτος ἀμοιῆσαι τῶν νομιζομένων. ἐν πολέμῳ μὲν οἱ δυσμενεῖς ταῦτα &c.* In Flacc. pag. 974. A.

(7) *Ne hostes quidem sepulturae invident.* Annal. Lib. I. Cap. XXII. num. 3.

(8) Le passage a été cité dans la Note 12. sur le paragraphe 1.

(9) *Διὰ τὸ τοὺς ἀποθανόντας εἶδαι ἥτι κρείναι πολέμους, εἶδε τὴν ἐχθρὰν καὶ τὴν ὕβριν εἰς τὰ σώματα αὐτῶν ἐπιδεικνύται.* Orat. de Lege. Voyez un autre passage de cet Orateur, qui a été cité ci-dessus, §. 1. Note 2.

(10) *Τὶς πόλεμον ταύτης τῆς τιμῆς τὸ τῶν ἀνδραγῶν γένος ἐστῆρξαι· τὶς ἐχθρὰ μηχανικῶς πρὸς τὰ πλημμελήματα, παρὰβῆναι τὸν θεσμόν τῶτον ἡνίσχεται;* In Controvers.

maxime; *Alexandre le Grand* (a) fit enterrer de son pur mouvement ceux qu'il avoit taillez en pièces à la Bataille d'*Issus*. *Hannibal* en usa ainsi à l'égard de (13) *Cajus Flaminius*, d'*Emilius* (14) *Paulus*, de (14) *Tiberius Gracchus*, de (16) *Marcellus*, tous Romains; en sorte que, comme s'exprime *SILIUS ITALICUS*, (17) on eût dit que c'étoient des Généraux Carthaginois, à qui il rendoit les honneurs de la Sépulture. Les Romains firent la même chose (18) à l'égard d'*Hannion*, Carthaginois; *Pompée*, (19) à l'égard de *Mithridate*; *Démétrius*, (20) à l'égard de plusieurs; *Marc Antoine*, (21) à l'égard d'*Archelaüs*. Dans le serment que faisoient autrefois les Grecs, lors qu'ils alloient porter les armes contre les Perses, il y avoit cette clause: (22) *J'enterrerai tous ceux de nos Alliez qui seront morts dans le Combat*; & je ne refuserai pas même la Sépulture aux Barbares, lors que nous serons Vainqueurs. On voit par tout dans les Histoires, les Ennemis obtenir l'un de l'autre la (23) permission d'emporter leurs Morts. En voici un exemple, tiré de *PAUSANIAS*: (24) C'étoit, dit-il, une chose constante parmi les Athéniens, que leurs Ancêtres avoient enterré les Médes, [qui avoient été tuez à la Bataille de *Marathon*]; parce qu'il y a une obligation indispensable d'ensevelir les Morts, quels qu'ils soient.

5. On trouve à la vérité des exemples du contraire; mais qui sont généralement condamnés.

(11) *JOSEPH*, met au rang des Loix de *MOÏSE*, Qu'on doit enterrer les Morts, sans en excepter ceux des Ennemis: *Θαπτεῖσθωσαν δὲ καὶ οἱ πολέμιοι*. (Antiq. Jud. Lib. IV. Cap. VIII. pag. 127. B.) *HOMÈRE* nous représente *Agamemnon*, faisant ensevelir les Troiens, *Iliad*. Lib. VII. *Antigonus* en usa de même à l'égard de *Pyrrhus*; comme nous l'apprend *PLUTARQUE* (Vit. Pyrrh. in fin. pag. 406. A. B.) *GROTIUS*.

Il n'est pas dit, dans *HOMÈRE*, qu'*Agamemnon* fit enterrer les Morts de l'Armée Troienne, mais seulement que l'on convint d'une trêve, pour enterrer chacun les siens. Voyez vers. 396, & seqq.

(12) Il fut le premier, à ce qu'on dit, qui accorda une trêve pour enterrer les Morts, au lieu qu'anparavant on laissoit manger aux Chiens ceux qui avoient été tuez: *Πρώτον γὰρ τῶν ἐξ αἰῶνος νεκρὸς ὑποσπόνδους ἀποδύναμι τὰ φησισομένους, εἰσδόντων τῶν τότε ὀλιγαρχεῖν τῶν ἀντισημένων, καὶ ἀπολείπειν αὐτοὺς κυνῶν δειπνῶν εἶναι*. *ÆLIAN*. Var. Hist. Lib. XII. Cap. XXVII. Voyez aussi *PLUTARQUE*, dans la Vie de *Thésée*, pag. 14. A. *GROTIUS*.

(13) *Hannibal* fit chercher le Corps de *Flaminius*; mais on ne le trouva pas: *Flaminii quoque corpus, funeris caussa, magnâ cum curâ inquisitum, non invenit*. *TIT*. Liv. Lib. XXII. Cap. VII. num. 5.

(14) C'est aussi *TITE LIVE*, qui nous apprend cela, mais comme une chose rapportée par quelques Auteurs, & qu'il ne donne pas pour certaine: *Consulem quoque Romanum [L. Æmil. Paullum] conquestum sepulture, quidam auctores sunt*. *Ibid*. Cap. LII. num. 6.

(15) Autre fait encore incertain: *Funeris quoque Gracchi varia est fama. Alii in castris Romanis sepultum ab suis; alii ab Annibale (est ea vulgatio fama est) tradunt in vestibulo Punicorum castrorum rogium exstructum esse . . . ipso Annibale omni rerum verborumque honore exsequias celebrante*. *TIT*. Liv. Lib. XXV. Cap. XVII. num. 4.

(16) Voyez *PLUTARQUE*, dans sa Vie, pag. 316. A. Tom. I. Ed. Wech. *CICÉRON* en fait aussi mention: *Non M. Marcellum, cujus interitum ne crudelissimus quidem hostis honore sepulture careere passus est*. De Senect. Cap. XX. Voyez la Note suivante.

(17) C'est en parlant de *Marcellus*:

————— *Credas*

Sidonium cecidisse ducem ———
Ipse facem subdens; Laus, inquit, parva perennis:
Marcellum abstulimus Latio ———

De Bello Pun. Lib. XV. vers. 389, 390.

(18) C'est de *VALÈRE MAXIME* que notre Auteur a tiré ceci: *Pro quo fortissimè dimicans Hanno, dux Carthaginiensium, occiderat; corpus ejus de tabernaculo suo amplo funere extulit [L. Corn. Scipio.]* Lib. V. Cap. I. num. 2.

(19) Voyez *APPIEN* d'*Alexandrie*, pag. 413. Ed. Amst. (250. Ed. H. Steph.)

(20) Comme, par exemple, après la victoire qu'il remporta à *Salamine*, sur *Protomée*; *PLUTARCH*. in ejus Vit. pag. 896. A.

(21) Voyez *PLUTARQUE*, dans sa Vie, pag. 917. B.

(22) L'Auteur a tiré ceci de *DIODORE* de *Sicile*; je ne sache du moins aucun autre Historien qui ait rapporté la formule du serment dont il s'agit: mais il a mal pris le sens de la clause, qui étant bien expliquée, ne fait rien au sujet. Voici l'original: *Ἀλλὰ τὴν ἐν τῇ μάχῃ τελευτήσαντας τῶν συμμάχων πάντα θάψω καὶ κρατήσας τῷ πολέμῳ τῶν Βαβυλωνίων, ἐδεμίαν τῶν ἀγωνισαμένων πόλεων ἀνάσσω τοὶ ποιήσω*. C'est-à-dire: „J'ensevelirai tous ceux de nos Alliez, qui seront morts dans le Combat; & lors que j'aurai remporté la Victoire sur les Barbares, je ne faccagerai aucune des Villes prises. *Biblioth. Hist.* Lib. XI. Cap. XXIX. pag. 258. Edit. H. Steph. Voilà un sens fort différent, & où il n'y a rien qui regarde la Sépulture des Ennemis. Notre Auteur aiant ou lû à la hâte, ou mal retenu le passage, l'a tronqué, & en même tems changé la ponctuation, comme s'il y avoit: *Πάντας θάψω, καὶ, κρατήσας τῷ πολέμῳ, τὰς Βαβυλώνας*. Voilà un exemple bien remarquable de la nécessité qu'il y avoit de chercher les sources des Citations, & de conférer les Passages cités avec les Originaux.

(23) *Νεκρῶν ἀναίρεσιν*. Voyez ci-dessous, *Liv*. III. Chap. XX. §. 45. *GROTIUS*.

Voyez-en un exemple dans la Note 21. sur le §. 1. de ce Chapitre.

(24) *Τὰς δὲ Μήδους Ἀθηναῖοι μὲν θάψαι λέγουσιν, ὡς πάντας ὅσιον ἀνθρώπων νεκρὸν γῇ κρύβειν*. Lib. I. seu *Atic*. Cap. XXXII. pag. 11. Ed. Wech.

damnez. VIRGILE traite de (25) *furieux*, le refus de la Sépulture, par rapport à un Ennemi; & CLAUDIEN (26) dit, que c'est *dépoüiller l'Humanité*. Selon DIODORE de Sicile, (27) *c'est une férocité brutale, que de faire la guerre à des Morts qui étoient de même nature que nous*.

(a) Deut.
XXI, 23.
Voiez Nomb.
XXV, 4. II.
Sam. XXI, 13.

§. IV. I. JE vois néanmoins, qu'il y a des raisons de douter, si l'on n'est pas dispensé du devoir de la Sépulture envers ceux qui s'étoient rendus coupables de quelque forfait infigne. La Loi Divine, donnée aux anciens Hébreux, & qui est une excellente Ecole d'Humanité, aussi bien que de toutes les autres Vertus; (a) ordonne d'enterrer le même jour un Pendu; genre de supplice qui étoit regardé comme fort ignominieux. Aussi JOSEPH, l'Historien Juif, (1) nous apprend-il, que ceux de sa Nation étoient si fort exacts à rendre le devoir de la Sépulture, qu'ils emportoient & entéroient avant le coucher du Soleil les Corps de ceux qui avoient été suppliciez. D'autres Interprètes Juifs ajoutent, qu'on en usoit ainsi par respect pour l'Image de Dieu, à laquelle l'Homme a été créé.

2. Parmi les Grecs, Oreste, ayant tué Egisthe, le fit enterrer, au rapport d'HOMERE, (2) quoique cet Egisthe, après avoir commis adultère avec la Reine Clytemnestre, eût tué le Roi, Père d'Oreste. Chez les Romains aussi le Jurisconsulte ULPEN (3) fut d'avis de ne pas refuser aux Parens les Corps de ceux qui avoient été exécutez. PAUL, autre Jurisconsulte, (4) dit même, qu'il faut donner ces Corps à quiconque les demande. Et les Empereurs DIOCLETIEN & MAXIMIEN (5) déclarent, dans un Rescript, qu'ils ne défendent point d'enterrer ceux qui ont été punis du dernier supplice.

3. On trouve bien, dans les Histoires, des exemples de gens, dont (6) les Corps ont été laissez sans sépulture; mais ces exemples sont plus fréquens dans les Guerres Civiles, que dans les Guerres avec des Ennemis du dehors. Aujourd'hui encore on laisse long

(25) *Unum hoc, per, si qua est viclis venia hostibus, oro; Corpus humo patiare regi: scio acerba meorum Circumstare odia: hunc, oro, defende furorem.*

(Æn. X, 903, & seqq.) Sur quoi SERVIUS dit: *Inimicorum iram, & post fata servare cupientem.* GROTIVS.

(26) Voiez le passage cité dans la Note 16. sur le paragraphe 1.

(27) Ἀλλὰ τὸ πολέμειν τῶν ὁμοφύλων τοῖς τετελευτηκόσι θρησκείας. Lib. V. Cap. XXIX. pag. 213. Ed. H. Steph.

§. IV. (1) C'est en parlant de la cruauté des Iduméens, dans le carnage qu'ils firent des Juifs, pendant la Guerre: Προήλθον ὃ εἰς τοσούτον ἀσεβείας, ὥστε καὶ ἀτάφως ῥίψαι, καὶ τοι τοσαύτην Ἰουδαίων περὶ τὰς ταφὰς πρόνοιαν ποιομένων, ὥστε καὶ τὰς ἐκ καταδίκης ἀναστρουφούμενας πρὸ θύνης ἤλις καθελεῖν τε καὶ θάπτειν. Bell. Jud. Lib. IV. Cap. XV. (VII. in Lat.) pag. 882. F.

(2) HOMERE dit, qu'Oreste, après avoir tué Egisthe, le Galant de sa Mère, fit, selon la coutume de ces tems-là, un festin funèbre à ceux d'Argos, pour les funérailles de sa Mère & du Galant, c'est-à-dire, qu'il les tua l'un & l'autre, ce que le Poète a voulu éviter de dire formellement, par rapport à la Mère, selon la remarque du Scholiaste:

Ἦτοι ὁ τὸν κτεῖνας δαίνυ τάφον Ἀργείοισιν
Ματρός τε συγερῆς καὶ ἀνάγκιδος Αἰγισθοῖο.

Odyss. Lib. III. vers. 309, 310. PAUSANIAS nous apprend, qu'ils furent enterrez hors de la Ville: Lib. II. seu Corinthiac. Cap. XVI. pag. 59. Ed. Wech.

(3) Corpora eorum, qui capite damnantur, cognatis ipsorum neganda non sunt: & id se observare etiam DI-

VUSAUGUSTUS Lib. I. De Vita sua, scribit. DIGEST. Lib. XLVIII. Tit. XXIV. De cadaveribus punitorum, Leg. I.

(4) Corpora animadversorum quibuslibet petentibus ad sepulturam danda sunt. Ibid. Leg. III.

(5) Obnoxios criminum digno supplicio subjectos, sepultura tradi non vetamus. COD. Lib. III. Tit. XLIV. De religiosis & sunt. fin. Leg. XI. PHILON, Juif, fait mention de cette coutume des Romains, dans son Livre touchant Flaccus, (pag. 977. A. Edit. Paris.) GROTIVS.

(6) C'est ce que JOSEPH appelle, insulter à un Cadavre; dans le discours qu'il fait tenir au Roi Alexandre Jannée, à l'heure de sa mort: Ἐἵτε καθυβρίζειν ἀταφία μὲν θελήσας τὸν νεκρὸν ὡς πολλὰ πεπονθότες ἐξ ἐμῆ &c. (Antiq. Jud. Lib. XIII. Cap. XXIII. pag. 463. D.) Voiez QUINTILIEN, Declamat. IV. (Cap. IX. init. Ed. Burmann.) où l'on trouve ces mots: Quod [lex] infernatum voluit abjici &c.) GROTIVS.

(7) C'est HERODOTE qui nous apprend cela. Voici comment il fait répondre Pausanias à Lampron, un des plus considérables de l'Île d'Egine: ὦ ξεῖρε Ἀιγινήτα, τὸ μὲν εὐνοεῖν τε καὶ προσοῶν, ἀγαμαὶ σέῃ, γάμης μὲν τοι ἡμάρτηκας χρηστῆς. ἐξάρσας γὰρ με ὕψ, καὶ τὴν σάτην, καὶ τὸ ἔργον, ἐς τὸ μὴ ἐν κατεβαλες, παραινέων νεκρῷ λυμαινέσθαι· καὶ ἦν ταῦτα ποιεῖν, φὰς ἀμείνων με ἀκασέσθαι, τὰ πρῆπει μᾶλλον βαρβάροις ποιεῖν, ἢ περ Ἑλλήσι, κακείναισι, ὃ ἐπιφρονέομεν, &c. Lib. IX. Cap. LXXVII. LXXVIII.

(8) ———— Vade, atra dature
Supplicia, extremique tamen secure sepulcri,
Thebaid. Lib. XII. vers. 780, 781.

long tems exposez à la vuë de tout le monde les Corps de ceux qui ont été condamnés à mort pour certains crimes. Mais c'est une question controversée & entre les Théologiens, (b) & entre les Politiques, si cette coutume est bien louable.

4. Nous voions, d'autre côté, qu'on a loué ceux qui ont fait enterrer les Corps de certaines personnes qui ne l'avoient pas elles-mêmes permis à d'autres. C'est ainsi que *Pausanias*, Roi de *Lacédémone*, étant sollicité par ceux de l'Île d'*Egine* à se venger de la manière indigne dont les *Perfes* avoient traité le Corps de *Léonide*, en usant de représailles; rejetta la proposition, (7) comme indigne de lui, & du nom Grec. *STACE* introduit *Thésée* disant à *Créon*, qui est sur le point d'expirer sous ses coups: (8) *Va, malheureux, que de cruels supplices attendent, & qui peux néanmoins être assuré de la sépulture.* Les *Pharisiens* ensevelirent le Roi *Alexandre Jannée*, (c) quoi qu'il eût traité fort ignominieusement les Morts de sa nation.

5. Si quelquefois DIEU a fait en sorte, pour punir certaines personnes, qu'elles fussent privées de la Sépulture, il a usé en cela de son droit suprême, qui le met au dessus des Loix. *David* garda la tête (d) de *Goliath*, pour en faire montre: mais c'étoit la tête d'un Etranger, & d'un homme qui avoit bravé insolemment le DIEU d'*Israël*: on vivoit d'ailleurs, en ce tems-là, sous une Loi, qui bernoit le nom de *Prochain* aux *Israélites*.

§. V. I. IL Y A pourtant ici une chose à remarquer, c'est que les *Juifs* même, comme nous l'apprenons de (1) *JOSEPH*, & (a) d'*HE'GE'SIPPE*, exceptoient de la règle générale touchant la Sépulture des Morts, ceux qui s'étoient fait mourir eux-mêmes. Et il ne faut pas s'en étonner, puis qu'on ne sauroit punir d'une autre manière ceux pour qui la mort n'est pas un supplice. C'est par la crainte d'une telle punition après la mort, que l'on fit perdre autrefois aux Filles de *Milet* (b) l'envie de se tuer elles-mêmes; & on en usa de même à l'égard de (2) la *Populace Romaine*, ce que (3) *PLI-*

(b) *Roche*.
de consuetud.
fol. 12. *Abb.*
in Can. XI.
Decretal. *De*
Sepult. Sylvest.
verb. *Sepultura*, Quæst. X.

(c) *Joseph.*
Antiq. Jud.
Lib. XIII.
Cap. XXIII.
XXIV. & *Jo-*
seph. Gorion.
(d) *I. Sicut.*
XVII, 54.

(a) *Lib. III.*
Cap. XVII.

(b) *Aul. Gell.*
Lib. XV. Cap.
X. *Plutarch.*
de Mulier.
virtut. Tom.
II. pag. 249.

§. V. (1) Ce n'étoit que jusqu'au coucher du Soleil qu'on laissoit ces corps sans sépulture, selon la Loi qui vouloit qu'alors on enterrât même ceux qui avoient été pendus: Τὰς γὰρ ἀνελόντας αὐτοὺς, παρὰ μὲν αὐτῶν μέγχις ἢ λῆς δύσεως ἀτάφως κρύπτειν ἐκρίναν, καὶ τοὶ κ' πολέμιοις θάπτειν θεῖον ᾔνεμονοι &c. De Bell. Jud. Lib. III. Cap. XXV. pag. 853. A. Pour ce qui est d'*HE'GE'SIPPE*, que notre Auteur cite aussi, il ne parle pas des *Juifs*, mais des autres Peuples, parmi lesquels les uns, dit-il, font jetter à la voirie les corps de ceux qui se sont donné la mort à eux mêmes; les autres leur coupent la main &c. *Hæc non solum moribus hominum, sed etiam legibus, interdicta accipimus: namque alii insepultos projici jubent eos, qui se in ferrum dejecerunt. . . . alii dextram manum abscindunt defunctis &c.* Cette dernière sorte de peine étoit en usage chez les *Athéniens*, comme il paroît par ce que notre Auteur remarque dans la Note 5. sur ce paragraphe, où il cite ce même endroit d'*HE'GE'SIPPE*.

(2) Ce fut *Tarquin l'Ancien*, qui inventa cette punition. Il faisoit travailler par force le Peuple à des Cloaques. Comme l'ouvrage étoit pénible & dangereux, plusieurs se pendoient, pour s'en délivrer. Il crut ne pouvoir mieux faire, pour prévenir ce mal, que d'ordonner, que les Corps de ceux qui se feroient ainsi mourir seroient exposez sur une Croix. C'est ce que nous apprend *SERVIVS*, sur la foi d'un ancien Historien Latin: ET NODUM INFORMIS LETHI] *FABIUS PICTOR* ait, quod *Amata* inedia se interemit. Sane sciendum, quod cautum fuerat in Pontificalibus Libris, ut qui laqueo vitam suam finiret, insepultus abjiceretur. Unde bene

ait, informis lethi, quasi mortis infamissima. Ergo, quum nihil sit hac morte deformius, Poetam etiam pro *Regine* dignitate dixisse accipiamus. *CASSIUS* autem *HEMINA* ait, *Tarquinius Superbum*, quum populum cloacas facere coegisset, & ob hanc injuriam multi se suspendio necarent, iussisse corpora eorum cruci adfigi. Tunc primum turpe habitum est, mortem sibi consciscere. In *Æn.* XII. (vers. 603.) *GROTIUS*.

Voiez le Traité de *Jacques GUTHIER De Jure Municipium*, Lib. I. Cap. X. & les *Observationes Juris Romani* de Mr. *DE BYNCKERSHOEK*, Lib. IV. Cap. IV. où cet illustre Jurisconsulte allégué bien des raisons, pour faire voir, que, selon le Droit Romain, l'Homicide de soi-même n'étoit puni, que quand il en revenoit du tort ou au Public, qu'à quelque Particulier.

(3) Il ne désapprouve pas la punition, mais il se moque de ceux sur qui elle faisoit impression; comme si, après la mort, on pouvoit être sensible à la manière ignominieuse dont notre corps est traité: Quum id opus *Tarquinius Priscus* plebis manibus faceret, essetque labor, incertum longior an periculiosior, passim conscitâ nece, *Quiritibus* tadium fugientibus, novum & inexcogitatum antea posteaque remedium invenit ille Rex, ut omnium ita defunctorum figeret crucibus corpora, spectanda civibus, simul & feris volucribusque laceranda. Quamobrem pudor *Romani* nominis proprius, qui sæpe res perditus servavit in præliis, tunc quoque subvenit: sed illo tempore imposuit, tum erubescens, quum puderet vivos, tamquam pudendum esset extinctos. *Hist. Nat. Lib. XXXVI. Cap. XV.*

(4)

NE désapprouve. Cléomène s'étant tué, (4) le Roi Ptolomée fit pendre son Corps. En un mot, c'étoit un usage commun, comme le (5) remarque ARISTOTE, de flétrir en quelque manière ceux qui s'étoient donnez la mort à eux-mêmes; ce qu'un (c) Commentateur de ce Philosophe explique d'une privation de Sépulture. Démonasse, Reine de Chypre, l'avoit ainsi ordonné; & c'est un de ses réglemens que (d) DION de Pruse louë fort.

(c) Andronic. Rhod. pag. 332. Edit. Heinf. 1617.

(d) Orat. LXIV.

(e) Voiez Stobée, Tit. CXXVI.

2. En vain objecteroit-on contre cette coutume, ce (e) qu'HOMÈRE, ESCHYLE, SOPHOCLE, MOSCHION, & d'autres, disent, Que les Morts n'ont aucun sentiment; & qu'ainsi on ne fauroit leur faire du mal, ni leur causer de la honte. Car il fuffit que, pendant qu'on est en vie, on craigne d'être traité, après sa mort, d'une certaine manière, (6) pour que l'on soit détourné du mal par cette considération.

3. Je dis, qu'il y a du mal à se faire mourir soi-même. Car, quoi qu'en disent les (7) Stoïciens, & autres, qui ont cru qu'on pouvoit légitimement abréger ses jours, pour éviter l'Esclavage, ou pour se délivrer de quelque Maladie, ou même pour acquérir de la gloire; les Platoniciens (8) avoient raison de donner pour maxime, que l'on ne doit (9) pas déloger de cette Vie, sans l'ordre de celui qui a mis nôtre Ame dans nôtre Corps, comme dans un Poste. C'est pourquoi les Juifs exprimoient la mort par un mot qui donne l'idée d'un (10) congé: Expression qui étoit aussi en usage parmi

(4) Voiez PLUTARQUE, dans la Vie d'Agis & de Cléomène, pag. 823. Tom. I. Ed. Wech. Mais, comme le remarque ici GRONOVIVS, ce ne fut pas à cause qu'il s'étoit tué lui-même, que Ptolomée Philopator traita ainsi son cadavre; mais parce que, dans le dépit de se voir retenu comme prisonnier, il avoit excité une sédition & une conspiration contre lui.

(5) Διὸ καὶ ἡ πόλις ξημοῖ καὶ τις ἀτιμία πρόσσει τῷ ἑαυτοῦ διαφθεῖραντι, ὡς τὴν πόλιν ἀδικῶντι. Ethic. Nicom. Lib. V. Cap. XV. A Athènes, du tems de l'Orateur ESCHINE, lors que quelcun s'étoit tué lui-même, on lui coupoit la main, dont il s'étoit servi pour cela, & on l'enterroit dans un autre lieu, que le reste du Corps: Καὶ ἰὰν τις αὐτὸν διαχρήσεται, τὴν χεῖρα, τὴν τῆτο πρᾶξαν, χωρὶς τῆ σαρκατος, θαπτομεν &c. ÆSCHIN. Orat. advers. Ctesiphont. (pag. 309. A. Edit. Basil. 1572.) Voiez HEGESIPPE, Lib. III. Cap. XVII. [& JOSEPH, Antiq. Jud. Lib. III. Cap. XXV. pag. 853. A.] GROTIUS.

(6) Dans une Déclamation de QUINTILIEN, il est remarqué, au sujet d'une Loi qui condamnoit les Corps des Tyrans à demeurer sans sépulture, qu'on a cru cette sorte de punition nécessaire, parce que l'idée en frappe bien des personnes plus vivement, que celle des peines qu'on souffre étant encore en vie: At hercle ut infelicitas abjiciatur Tyrannus, ad vindictam, ad securitatem pertinet. Non satis putaverunt majores, eas penam adversum Tyrannum constituere, quam possit excipere in vita. Multos magis tangit sepultura: ad cogitationem post se futurorum plerique gravius moventur. Declam. CCLXXIV. Au reste, cette Loi n'est pas chimérique: l'Auteur du Traité sur la Poésie d'Homère, attribué ordinairement à PLUTARQUE, mais que d'autres croient être de DENYS d'Halicarnasse, nous est un bon garant de sa réalité. Voici ce qu'il dit, en citant les vers, que l'on a rapportez ci-dessus, §. 2. Note 9. Καὶ ὁ πότι ἀνθρώπου [ὁ Αἰγισθός], φησὶν ὅτι καὶ ἂν ἐτύχε ταφῆς, ἔπερ Μενέλαος παρὲν τῆτο γὰρ ἐπὶ τῶν Τυραννῶν νενομισται τῷ καὶ &c. Pag. LXXIII. Edit. Barnes.

(7) Voiez ma Préface sur PUFENDORF, §. XXVII. à la fin; pag. CXI. de la seconde Edition.

(8) On trouvera plusieurs choses là-dessus, dans PLOTIN, dans OLYMPIODORE, & dans MACROBE, sur le Songe de Scipion. Plusieurs autres Philosophes

étoient aussi d'opinion contraire à celle des Stoïciens; comme SENEQUE le reconnoît: *Invenies etiam profectos sapientiam, qui vim adferendam vite sue negent, & nefas judicent, ipsum interentorem sui fieri; expectandum esse exitum, quem natura decrevit.* Epist. LXX. Brutus même, qui imita depuis l'exemple de Caton, l'avoit désapprouvé dans sa jeunesse, sur ce principe, qu'il n'est ni beau ni honnête, ni digne d'un homme de cœur, de succomber aux revers de la Fortune, & de se dérober aux fâcheux accidens, au lieu de les soutenir courageusement: *Νεὸς ἂν ἐγὼ, Κάσσιος, καὶ πραγμάτων ἀπειρος, καὶ οἷδ' ὅπως ἐν φιλοσοφίᾳ λόγον ἀφῆκα μέγαν, ἡττησάμεν Κάτωνα διαχρησάμενον ἑαυτὸν, ὡς ἐχούσιον, ἐδ' ἀνδρὸς ἔργον, ὑποχωρεῖν τῷ δαίμονι, καὶ μὴ δέχεσθαι τὸ συμπίπλον αἰδώς, ἀλλ' ἀποδιδράσκειν.* [PLUTARCH. in Brut. pag. 1002. E.] PROCOPE fait dire à quelcun, que les Sages trouvent qu'on donne mal-à-propos le nom de valeur à cette folle impétuosité qui porte à braver la mort; & que c'est d'ailleurs une espèce d'ingratitude envers la Divinité: *Βίαιος κατὰ σφοδρὴν ἄχρηστος, καὶ ἀνοία προπητής τὸ δὲ εἰς θάνατον θρασυς ἀνέστην, τῷ τε θρασυεὶ πρόσχημα καὶ ἐν πρὸς τοῖς γε σάφεσιν εἶναι δοκεῖ. καὶ τοι καὶ τῷτο ἐκλογίζεσθαι καλὴν, μὴ τι δοξῆτε εἰς τὸ θείον ἀγναιμονεῖν.* Gotthic. Lib. IV. (ou Hist. Misc. Cap. XII. dans la Harangue d'un Soldat, envoyé par Belsus à la Garnison de la Citadelle de Pérée.) Les Sages des Indes, à ce que disoit MEGASTHÈNE, blâment Calanus de s'être fait mourir lui-même sur un bûcher, parce que les maximes de leur Philosophie condamnoient une telle manière de hâter sa mort, faute de pouvoir souffrir la vie: *Μεγασθένης δ' ἐν μὲν τοῖς φιλοσόφοις καὶ εἶναι δόγμα φησὶν αὐτὸς ἔσθαι τὴν δὲ ποιήντας τῷτο νεανικὸς κτεῖσθαι &c.* STRAB. Geogr. Lib. XV. (pag. 1045. C. Edit. Amst. 718. Ed. Paris.) Les Arabes étoient dans la même pensée, comme on peut le recueillir de ce qui est dit dans le Livre de JOB, Chap. III. vers. 21. Les Perses semblent aussi n'en avoir pas été fort éloignez; car Darius, un de leurs Rois, disoit, qu'il aimoit mieux qu'un autre le tuât, que s'il se rendoit lui-même coupable de la mort: *Fortitan mireris; quod vitam non finiam? alieno scelere, quam meo, mori malo.* Q. CURT. Lib. V. (Cap. XII. num. 11.) GROTIUS.

mi les Grecs, & dont on trouve des exemples, entr'autres, dans (11) THE'MISTUS, & dans (12) PLUTARQUE.

4. Quelques Juifs (13) pourtant exceptent ici un cas, dans lequel ils regardent l'Homicide de soi-même comme une (14) *sortie raisonnable de la Vie*, c'est lors qu'on voit que l'on ne peut plus vivre que d'une manière qui tourne à l'opprobre de DIEU même. Car comme c'est DIEU, qui a un plein droit sur notre Vie, d'où vient que nous n'y en avons aucun nous-mêmes, ainsi que (15) JOSEPH le représentoit très-bien à ses Compatriotes; ils croient qu'il n'y a qu'une présomtion de la volonté de DIEU, qui puisse autoriser à faire quelque chose qui avance le tems de notre mort. Ils rapportent à cela l'exemple de (f) *Samson*, qui voioit qu'en sa personne la vraie Religion seroit désormais exposée aux insultes des Profanes, & celui de (g) *Saül*, qui se laissa aller sur la pointe de son Epée, pour ne pas devenir le jouet de ceux qui étoient les Ennemis de DIEU & les siens: car ils prétendent, que ce Prince s'étoit repenti, depuis que l'Ombre de *Samuel* lui eût prédit qu'il mourroit, s'il livroit bataille; & que, non obstant cette certitude qu'il avoit de sa mort, il ne fit pas difficulté de s'engager au combat pour la défense de sa Patrie & de la Loi de DIEU; aquérant par là une gloire immortelle, au jugement même de *David*, qui loua aussi ceux qui avoient fait à *Saül* des funeraillies honorables. Les Docteurs Juifs allèguent un troisième exemple, c'est celui

(f) *Ju-
ges*, Chap.
XVI.
(g) *I. Sam.*
Chap. XXXI.

Ce n'étoient pas seulement les Platoniciens, qui condamnoient l'Homicide de soi-même. PLATON, leur Maître, avoit tiré ce dogme de la doctrine de Pythagore. Voyez ce que j'ai dit, dans ma Préface sur le grand Ouvrage de PUFENDORF, §. XVIII. pag. LXXIX. de la seconde Edition.

(9) Voyez, sur cette matière, PUFENDORF, *Droit de la Nat. Et des Gens*, Liv. II. Chap. IV. §. 19.

(13) *Ἀπολύεσθαι*. Voyez LUC, II, 29. & dans la Version des Septante, GENESE, XV, 2. NOMBRES, XX, 29. ou vers. dern. GROTIUS.

Notre Auteur, dans ses Notes sur les Evangiles, ajoute que MARC ANTONIN se sert, pour exprimer la Mort, du mot d'*Ἀπολειτργεῖν*, qui signifie, *sortir d'emploi*, ou de *service*. On trouvera le passage, au Liv. X. §. 22. sur quoi on peut voir le Commentaire de GATAKER. Mais pour cet autre passage du même Empereur, que notre Auteur cite aussi au même endroit: *Ἀπιθι ἐν ἡλώος καὶ γὰρ ὁ ἀπολύων, ἡλώος*, je crois que sa mémoire l'a trompé. Voici apparemment le passage qu'il a eu dans l'esprit: *Ἀπιθι ἐν ἐκ τῆ ζῆν εὐμενῆς, ἢ ὁ ἐνεργῶν ἀποθνήσκει, ἀμα ἡλώος τοῖς ἐνισταμένοις*. C'est-à-dire; "Sors donc de la vie tranquille-ment, comme seroit un homme qui auroit réussi, dans son dessein; & ne te fâche point contre ce qui t'avoit fait obstacle. Lib. VII. §. 47. Le Savant & exact Commentateur Anglois de MARC ANTONIN ne cite point d'autre passage parallèle, qui porte ce que notre Auteur lui fait dire, & où le mot d'*ἀπολύειν* soit pris dans le sens dont il s'agit. On trouve seulement *ἀπολυθῆναι τῆ σώματος*, Lib. XI. §. 3. sur quoi GATAKER, qui cite le passage de St. LUC, & deux autres, l'un d'HERACLITE, l'autre de CLEMENT d'Alexandrie, où *ἀπόλυσις* & *ἀπολύεσθαι* se disent de la mort; n'auroit eu garde d'oublier un passage si exprès de son Auteur même. Il ne le cite pas non plus dans sa Dissertation *De Novi Instrumenti Stylo*, Cap. VII. où il traite de cette façon de parler, & d'autres approchantes, avec un grand étalage d'autoritez.

(11) *Ἀπολύεσθαι τὸν ἀποθνήσκοντα, καὶ τὴν τελευταίην*
T O M. II.

ἀπόλυσιν καλέσει. De Anima.

(12) *Ἔως ἂν ὁ Θεὸς αὐτὸς ἀπολύσῃ ἡμᾶς*. De Consol. ad Apollon. Tom. II. pag. 108. C. Ed. Wech.

(13) Il y a eu là-dessus quelque variété d'opinions parmi les Juifs, comme on peut le voir par ce que dit JOSEPH, dans l'endroit où il parle de la mort de Phasaël, (Bell. Jud. Lib. I. Cap. XI. pag. 732. E. F.) & de la pensée qu'ent Hérode de se tuer lui-même (Antiq. Jud. Lib. XVII. Cap. IX. pag. 599. B.) Voici ce que les Juifs disoient à Pétro, Gouverneur de Syrie: "Nous mèlerons notre sang à celui de nos Parens, & nous nous tuerons nous-mêmes. Qu'on aille après cela nous faire des commandemens, quand nous serons morts. DIEU même ne délaprouvera pas notre conduite, puis que nous aurons été soigneux en même tems de garder le respect que nous devons à notre Empereur, & de ne pas violer les Loix Divines. En sortant ainsi de cette vie malheureuse, par un mépris généreux de sa conservation, nous nous acquitterons de l'un & de l'autre de ces devoirs: *Ἀνακερασόμεθα τὸ ἴδιον αἷμα*, *ἐπι-κατασφάζαντες αὐτὸς ἀποθανόντων τὸ ἐπίταγμα γινέσθω*. *Μέμλειτ' ἂν ἐδὲ Θεὸς ἡμᾶς, ἀμφοτέρωσιν ὀχλοζομένους, καὶ τῆς πρὸς τὸν Ἀυτοκράτορα εὐλαβείας, καὶ τῆς πρὸς τὰς καθυσταμένους ἀποδοχῆς. γινήσεται ὃ τῷ τῷ, εἰάν ὑπεκσῶμεν ἀβίωτον βίαν καταφρονήσαντες*. (De Legat. ad Cajum, pag. 1026. B. C. Edit. Paris.) GROTIUS.

(14) *Ἐυλογος ἐξαγωγή*. Expression des Stoïciens. Voyez DIOGE'NE LAERCE, Lib. VII. §. 130. & là-dessus les Interprètes.

(15) C'est dans le discours qu'il fit à ceux qui étoient enfermés avec lui dans une Caverne, & qui vouloient se tuer eux-mêmes, pour éviter de tomber entre les mains des Romains: *Εἰ δὲ τις τῶ σφίτερος σώματος ἐκβάλλει τὴν παρακαταθήκην τῷ Θεῷ, ληληθῆναι δοκεῖ τὸν ἀδικήμενον; καὶ κολάζειν μὲν τὸς ἀποθνήσκοντας οἰκείας, δικαιοῖν νομοῖσιν, καὶ πονηρὰς καταλίπῃσι δεσπότης· αὐτοὶ δὲ κάλλιστον δεσπότην ἀποδιδράσκοντες τὸν Θεόν, ἔδοκίμεν ἀσεβεῖν;* "Si quelqu'un chasse de son Corps le dépôt précieux, que DIEU lui a confié [l'Ame]; croions-nous que celui, qu'il a offensé par là, n'y prendra pas garde? Lors qu'un Esclave s'est sauvé,

F

, on

(h) Liv. II. celui de Razias, Conseiller de Jérusalem; dont il est parlé dans l'Histoire (h) des Chap. XIV, 37. MACCHABÉES.

(i) Voyez
Eusèbe, dans
son Hist. Ec-
cles. Lib. VIII.
Cap. XII.

5. L'Histoire du Christianisme nous fournit (i) des exemples semblables, de gens qui se sont donné la mort à eux-mêmes, de peur (16) que la violence des tourmens ne les contraignît à abjurer la Religion Chrétienne: comme aussi de quelques Filles, (17) qui se sont jettées dans la Rivière, pour éviter la perte de leur honneur; & que l'Eglise même a mises au rang des Martyrs, loin de flétrir leur mémoire. On fera bien néanmoins de lire ce que St. AUGUSTIN (18) pense là-dessus.

6. Je vois que les Grecs mettoient une autre exception au devoir d'enterrer les Morts; c'est celle que les Locriens oppoient à ceux de Phocée, lors qu'ils leur disoient, (19) que, selon la coutume reçue généralement parmi les Grecs, on jette à la voirie les Corps des Sacrileges. DION de Pruse dit aussi, que l'on refuse la Sépulture aux (20) Impies & aux Scélérats. La même chose étoit établie à Athènes contre les Traîtres, comme nous l'apprenons de (21) PLUTARQUE.

(k) §. 1.
num. 3

7. Pour revenir à mon sujet, c'est une chose reconnue fort unanimement des Anciens, que le refus de la Sépulture fournit un juste sujet de faire la Guerre à quelqu'un. Cela paroît par ce que nous avons déjà (k) rapporté de l'Histoire de Thésée, après EURIPIDE & ISOCRATE.

§. VI. VOILA pour ce qui est du devoir de la Sépulture. Il y a encore d'autres choses que l'on doit accorder ou laisser à autrui en vertu du Droit des Gens arbitraire, comme cet que l'on a possédé long tems, sans qu'il nous appartint véritablement; les Successions abintestat; & ce que l'on a acquis par un Contract où il y a de l'inégalité, quelle qu'elle soit. Car quoique toutes ces choses tirent en quelque façon leur origine du Droit Naturel, les Loix Humaines les fixent & les affermissent, soit contre l'incertitude des conjectures, soit contre certaines exceptions que le Droit Naturel semble fournir d'ailleurs; comme (1) nous l'avons fait voir ci-dessus en passant, lors que nous traitons de ces matières, par rapport au Droit de Nature.

CHA-

„ on juge qu'il est juste de le punir, quand même
„ son Maître seroit un méchant homme. Et nous ne
„ nous regarderions pas comme coupables d'impiété,
„ lors que nous nous dérobons à DIEU, le meilleur
„ des Maîtres? Bell. Jud. Lib. III. Cap. XXV. pag.
852. E. F.

(16) Ces gens-là devoient faire réflexion, que DIEU étoit assez puissant pour les soutenir au milieu des tourmens les plus cruels; & que, quand même il les y laisseroit succomber, il étoit assez bon pour avoir égard à la faiblesse de la Nature Humaine, & pour leur pardonner une abjuration forcée, s'ils en témoignent une sérieuse repentance. Ainsi cette raison ne les autorisoit nullement à se croire dispensés de la Loi générale. Ils commettoient un péché certain, pour en éviter un incertain.

(17) CICÉRON parle de quelques Filles de Byzance, d'un rang très-considérable, qui se jettèrent dans des Puits, pour éviter la perte de leur honneur: Quod constat, nobilissimas virgines se in puteis abjecisse, & morte voluntaria necessariam turpitudinem depulisse. Orat. de Provinciis Consular. (Cap. III.) St. JÉRÔME rapporte quelque chose de semblable, au sujet de quelques Filles de Milet, Advers. Jovinian. (Lib. I. pag. 48. Tom. II. Edit. Basil.) Voyez une ancienne Epigramme, dans l'ANTHOLOGIE, Lib. III. Tit. de Juvenib. (Epigr. XXIX.) qui commence ainsi:

ἽΧρόιστ', ὦ Μίλητος, φίλη πατρί, τῶν ἀθελῶν &c.
Les Rabbins racontent, qu'une Femme Juive étant sur mer, comme on voulut la violer, demanda à son Mari, qui étoit présent, si les Corps noiez ressuscite-

roient? & le Mari ayant répondu, qu'oui, elle se jette aussitôt dans la Mer. Pour ce qui est des Femmes Chrétiennes, on a un grand nombre d'exemples de celles qui se sont tuées pour un tel sujet, comme de quelques Femmes d'Antioche, sous Dioclétien; de Sophronie, sous Maxence. Voyez les Martyrologes, ZONARE, & SEXTUS AURELIUS. PROCOPE parle de quelques autres Femmes d'Antioche, qui firent la même chose: Bell. Persic. Lib. II. (Cap. VIII.) St. AMBROISE loue les Filles de Phidon, & autres, qui avoient conservé leur honneur en se tuant: (Lib. III. De Virginibus, (pag. 97. Ed. Paris. 1569.) St. JÉRÔME donne pour maxime, que, quand on est persécuté, on ne peut pas pour cela se donner la mort à soi-même; hormis quand on court risque de perdre son honneur: Unde & in persecutionibus non licet mihi propria perire manu, absque eo ubi castitas periclitatur, sed percutienti colla submittere. Comment. in Jonam, ad fin. Cap. I. (pag. 150. D. Tom. VI. Edit. Basil.) GROTIUS.

Je ne sai quel Historien notre Auteur a voulu désigner ici, par SEXTUS AURELIUS. Il n'y a dans SEXTUS AURELIUS VICTOR, on dans ce qui passe sous son nom, rien qui se rapporte à l'exemple de ces Femmes, qui se sont donné la mort à elles-mêmes, pour éviter la perte de leur honneur. N'auroit-il pas confondu avec cet Abbreviateur de l'Histoire Romaine, un autre des derniers Siècles, qui se trouve quelquefois joint avec EUTROPE, AURELIUS VICTOR, & autres semblables Abrégés, sur tout dans le Recueil de DENYS GODEFROI, imprimé à Lyon en

CHAPITRE XX.

DES PEINES.

I. Ce que c'est que la PEINE; & son origine. II. Que l'usage des Peines se rapporte à la Justice Exécutrice, ou Rigoureuse. III. Que naturellement le droit de punir n'appartient point à une certaine personne déterminée; mais que cela est permis par le Droit Naturel à toute personne qui n'a pas commis une semblable faute. IV. Que, parmi les Hommes, toute Punition doit se faire en vue de quelque utilité; & pourquoi il n'en est pas de même à l'égard de celles que DIEU exerce. V. En quel sens la Vengeance est naturellement illicite? VI. En combien de manières il revient de l'utilité des Peines. VII. Comment elles tendent à l'avantage du Coupable même: & en quel sens chacun a droit naturellement de punir dans cette vue. VIII. Comment on punit, pour l'avantage de la personne lésée: & jusqu'où la Vengeance est permise par le Droit des Gens. IX. Comment on procure, par l'infliction des Peines, l'avantage de tous généralement. X. Quelles sont les maximes de l'Evangile sur cette matière. XI. Réfutation d'un argument dont on se sert, tiré de la miséricorde de DIEU, telle qu'il nous l'a révélée dans l'Evangile; XII. Et d'un autre, pris de ce que l'on ôte aux Criminels, en les faisant mourir, le tems de se repentir. XIII. Qu'il est dangereux à un Chrétien, qui n'est que simple Particulier, de se mêler d'infli ger des Peines, lors même que le Droit des Gens le permet: XIV. Ou de se porter pour Accusateur de son pur mouvement: XV. Ou de rechercher un emploi de Juge Criminel. XVI. Si les Loix Humaines, qui permettent de tuer quelques personnes en forme de punition, doivent un véritable droit, ou une simple impunité? XVII.

Divoi-

1592. Je parle de POMPONIUS LÆTUS, qui rapporte le triste expédient, dont s'avisa Sophronie, pour se dérober à la brutalité du Tyrann Muxence. Au reste, EUSEBE fait aussi mention de cette histoire tragique, sans nommer pourtant la Dame Romaine, qui se tua elle-même, & en marquant seulement la dignité de son Mari, *Hist. Eccl. Lib. VIII. Cap. XIV. & De Vita Constantin. Lib. I. Cap. XXXIV.*

(18) *De Civit. Dei*, Lib. I. Cap. XXVI. *Epist. LXI. ad Dulc.* & Lib. II. Cap. XXIII. *contra secund. Gaud. Epist.* Voyez aussi St. CHRYSOSTÔME, sur *Galat. I. 4.* & le III. Concile d'ORLÉANS, où il est décidé, que l'on doit recevoir des Offrandes pour ceux qui ont été tuez en commettant quelque crime; mais non pas pour ceux qui se sont tuez eux-mêmes: *Oblationes defunctorum, qui in aliquo crimine fuerint interventi, recipi debere censemus; si tamen non ipsi sibi mortem probentur propriis manibus intulisse.* St. AUGUSTIN soutient pourtant en un autre endroit, qu'il faudroit être bien dur, pour ne pas excuser une Femme qui s'est tuée, pour éviter d'être violée: *Ac per hoc & que se occiderunt, ne quidquam hujusmodi paterentur, quis humanis affectus eis nolit ignosci?* *De Civit. Dei, Lib. I. Cap. XVI.* Dans un des CAPITULAIRES des Rois de France, il est défendu de recevoir des Offrandes & de dire des Messes pour ceux qui se sont pendus, ou qui se sont tuez de quelque autre manière; il est permis seulement de donner des Aumônes & de psalmodier pour eux. On ajoute, que les Jugemens de DIEU sont incompréhensibles: *De eo, qui semet ipsam occidit, aut laqueo se suspendit, confide-*

raturum est, ut si quis compatiens velit eleemosynam dare, tribuat, & orationes in psalmodiis faciat; oblationibus tamen & missis ipsi careant: quia incomprehensibilia sunt iudicia Dei, & profunditatem consilii ejus nemo potest investigare. Lib. VI. Cap. LXX. Voyez aussi Lib. VII. Cap. CCCXLIV. GROTIUS.

(19) *Ὅτι παρὰ πάντι τοῖς Ἕλλησι κοινὸς νόμος ἴσιν, ἀτάκτως ῥηπιδεῖν τὰς ἱεροσύνας.* DIODOR. SIC. Lib. XVI. Cap. XXV. pag. 523. Edit. H. Steph.

(20) *Τὰς ἀσεβείας καὶ ἀνομίαις.* Orat. Rhodiac. Voyez, au sujet des Sacriléges, & des Traîtres, la *Themis Attica* de MEURSIUS, Lib. II. Cap. II.

(21) *In Decem Orator. Vit. Antiphont.* (Tom. II. pag. 834. A. Ed. Wech.) NICE'TAS néanmoins racontant la mort de Jean Commène, surnommé le Gros, qui avoit causé un soulèvement pour s'emparer de l'Empire, & dont le Corps fut jetté à la voirie; dit, que tout le monde trouva cela fort inhumain: *Μετὰ τὸ σῶμα ἐκείνου ἀφέν, καὶ καὶ ὄρνιθι βορὰ παρὰτίθεται. ἡ καὶ θηρίων μικρὰ καὶ ἀπὸνθρώπων ἀπασιν ἰδάναι.* Vit. Alexii, fratris Isaac, Lib. III. (Cap. VII.) GROTIUS.

Outre ceux, dont nôtre Auteur parle, il y avoit d'autres crimes, pour lesquels on étoit privé de la sépulture. Voyez, là-dessus, POTTER, *Archæolog. Græc.* Lib. IV. Cap. I. J'ai allégué ci-dessus, dans la Note 6. sur le §. 5. l'Exemple des Tyrans.

§. VI. 1. Mais nous avons aussi fait voir, dans ces endroits-là, ou du moins renvoyé à nos Notes sur PUFENDORF, où l'on trouve dequoi montrer, que c'est sans raison que nôtre Auteur fonde sur son Droit des Gens arbitraire, les choses dont il s'agit.

Divisions peu exactes, que quelques-uns font, des différentes raisons de punir. XVIII. Que les actes purement internes ne sont pas punissables d'Homme à Homme: XIX. Ni les actes extérieurs, qui sont tels, que la fragilité humaine ne permet pas de s'empêcher absolument de les commettre: XX. Ni ceux qui ne tendent, ni directement, ni indirectement, au dommage de la Société. XXI. Réfutation de la pensée de ceux qui croient, qu'il n'est jamais permis de pardonner. XXII. Que cela est permis lors qu'il n'y a point encore de Loix Pénales sur certaines choses: XXIII. Mais non pas toujours. XXIV. Comment on peut pardonner, même depuis l'établissement des Loix Pénales. XXV. Raisons tirées de la nature même de la chose, qui autorisent raisonnablement à pardonner en certains cas. XXVI. Raisons tirées de quelque chose d'extérieur, qui rendent aussi le Pardon légitime. XXVII. Qu'il est faux de dire, comme font quelques-uns, qu'on ne peut légitimement relâcher d'une Loi, que pour quelque raison renfermée dans la Loi-même comme une exception tacite. XXVIII. De la proportion qu'on doit garder entre la grandeur de la Peine, & la gravité du fait criminel. XXIX. Que l'on a égard ici aux motifs par lesquels le Coupable a été poussé au Crime. Comparaison de ces différens motifs. XXX. Que l'on considère encore ici les raisons qui auroient dû détourner du Crime. Ordre des Préceptes du Décalogue, qui regardent le Prochain. Autres remarques. XXXI. Que l'on fait enfin attention à la disposition du Coupable, qui le mettoit plus ou moins en état de pécher, ou de s'en abstenir. XXXII. Qu'un Crime peut être tel, que le Coupable mérite de souffrir un plus grand mal, qu'il n'en a causé à autrui. XXXIII. Réfutation de ceux qui veulent que, dans la détermination des Peines, on suive une Proportion Harmonique. XXXIV. Que la Charité engage à adoucir les Peines; bien entendu que des raisons de charité encore plus fortes ne s'y opposent point. XXXV. Que la facilité qu'il y a de commettre un Crime, peut obliger à le punir. Que, quand une chose mauvaise a passé en coutume, c'est tantôt une raison de punir: & tantôt de pardonner. XXXVI. Usage de la Clémence dans l'adoucissement des peines. XXXVII. Comment les règles, que les Rabbins & les Jurisconsultes Romains donnent en matière des Peines, peuvent être rapportées aux chefs dont on a traité ci-dessus. XXXVIII. Des Guerres entreprises pour punir celui contre qui on prend les armes. XXXIX. Si la Guerre est juste, lors que le crime, dont on veut tirer raison, n'est que commencé? XL. Si les Rois & les Peuples peuvent légitimement prendre les armes pour punir des choses contraires au Droit Naturel, mais par lesquelles on n'a offensé ni eux, ni quelcun de leurs Sujets? Qu'il n'est pas vrai, que le droit de punir suppose naturellement quelque Jurisdiction sur celui envers lequel on l'exerce. XLI. Distinction, qu'il faut faire ici entre ce qui répugne au Droit Naturel, & ce qui est contraire aux Coutumes civiles, reçues en un grand nombre d'endroits; XLII. Ou au Droit Divin arbitraire, & qui n'est pas connu de tout le monde. XLIII. Qu'en matière de ce qui est contraire au Droit Naturel, il faut distinguer les Règles qui sont de la dernière évidence, d'avec celles qui ne sont pas si évidentes. XLIV. Si les crimes commis contre la Divinité autorisent à prendre les armes? XLV. Quelles sont les idées les plus générales touchant la Divinité; & comment elles sont contenues dans les premiers Commandemens du Décalogue. XLVI. Que ceux qui les pré-

miers

CHAP. XX. §. I. (1) On doit comparer, presque par tout, ce Chapitre, avec le Chapitre: III. du Liv. VIII. du grand Ouvrage de PUFENDORF, où la même matière est traitée, & où les pensées de notre Auteur sont souvent expliquées ou redressées; quelquefois aussi défendues dans les Notes.

(2) Τῇ δὲ [Θεῷ] ἐπεται Δίκη, τῶν ἀπολειπομένων τῶ

θεῷ νόμῳ τιμωρὸς, ἢ χράμεθα πάντες ἄνθρωποι φύσει πρὸς πάντας ἀνθρώπους, ὡς πρὸς πολίτας. De Exilio, Tom. II. pag. 601. B. Ed. Wech. Les premières paroles de ce passage sont tirées mot-à-mot de PLATON, De Legib. Lib. IV. pag. 716. A. Tom. II. Ed. Steph.

(3) Ἐπὶ ἐκείνῳ γὰρ ἤλπε, ὃ θαυμάσιον, ἐδίδε ἔτι θεῶν ἔτ

miers tâchent de détruire ces idées, peuvent être punis: XLVII. Mais non pas ceux qui donnent atteinte aux autres principes de Religion moins généralement reconnus. Preuve de cela par ce que la Loi de MOÏSE ordonnoit sur ce sujet. XLVIII. Qu'on n'a nul droit de prendre les armes pour faire embrasser la Religion Chrétienne à ceux qui ne la veulent pas recevoir. XLIX. Mais qu'on peut légitimement déclarer la Guerre à ceux qui maltraitent les Chrétiens uniquement à cause de leur Religion. L. Que ceux qui expliquent mal la Loi de DIEU, ne doivent pas être punis ou attaqués pour un tel sujet. Confirmation de cette vérité, par des autoritez & par des exemples. LI. On peut néanmoins prendre justement les armes contre ceux qui se montrent impies envers les Dieux mêmes qu'ils font profession de reconnaître.

§. I. 1. **L**ORS que nous avons proposé une division (a) générale des raisons pour lesquelles on entreprend la Guerre, nous avons dit, que le mal qu'a fait celui contre qui on prend les armes, doit être considéré en deux manières, ou entant qu'il peut être réparé, ou entant qu'il peut être puni. Nous venons d'achever ce qui regarde la réparation du mal: il faut maintenant traiter de la punition. (1) Et cette matière mérite d'être examinée avec d'autant plus de soin, que l'on est tombé dans un grand nombre d'erreurs, faute d'avoir bien compris l'origine & la nature des Peines.

2. La PEINE, à prendre ce mot dans sa signification la plus générale, est un mal que l'on fait souffrir à quelqu'un, à cause du mal qu'il a commis. Je dis, un mal que l'on fait souffrir: car, quoique l'on ordonne quelquefois pour punition de faire certaines choses, on ne considère alors ces actions que comme un travail pénible & désagréable; de sorte qu'à cet égard il faut les mettre au rang des maux que l'on souffre.

3. Je dis ensuite, que l'on souffre ce mal à cause du mal que l'on a commis. Car quand on est banni du commerce des autres Hommes, ou exclu des Emplois, ou exposé à quelque autre chose d'incommode ou de désagréable, à cause d'une Maladie contagieuse, ou de la perte d'un Membre, ou de quelque autre sorte d'impureté, dont on voit un grand nombre d'exemples dans la Loi de Moïse; ce ne sont pas là des Peines proprement ainsi nommées; quoi qu'on leur donne quelquefois ce nom dans un sens impropre, à cause de quelque ressemblance qu'il y a entre l'effet de ces fortes d'Ordonnances, & celui des Punitions.

4. Or une des choses, que la Nature même nous enseigne être permises & n'avoir rien d'injuste, c'est que celui qui a fait du mal en souffre. C'est une Loi très-ancienne, & que les Philosophes appellent le Droit de Rhadamanthe, comme nous (b) l'avons déjà remarqué ailleurs. PLUTARQUE dit, que (2) DIEU est accompagné de la Justice, laquelle punit ceux qui ont violé les Loix Divines; & il ajoute, que les Hommes même exercent naturellement cette Justice vengeresse contre tous les autres Hommes, comme leurs Concitoyens. PLATON avoit déjà remarqué, (3) qu'aucun Dieu, ni aucun Homme, n'oseroit soutenir, que celui qui a fait du mal à autrui ne doive point en être puni. Hiérax définissant la Justice par cette fonction, comme la plus noble de ses parties, disoit, (4) qu'elle consiste à punir ceux qui les premiers ont fait

(a) Chap. I.
de ce Livre,
§. 2.

(b) Liv. I.
Chap. II. §. 5.
num. 3.

ἢ τε ἀνθρώπων, τοῦ μὲν λέγειν, ὡς ἂν τῷ γε ἀδικῶντι δότιον δίκην. [Euthyphron. pag. 8. D. Tom. L.] L'ancien Traducteur Latin de St. IRENEE a ainsi traduit ces paroles, & celles qui les précèdent; Et Deus quidem, quemadmodum & vetus sermo est, initium & medietates omnium, quæ sunt, habens, recte perficit, secundum naturam circumiens: hunc autem semper consequitur Justitia

ultrix in eos qui deficiunt à lege divina. Lib. III. Cap. XIV. GROTIUS.

(4) Τιμωρίας ἀπαιτήσις παρὰ τῶν προδικηκότων. [Apud STOB. Serm. IX. De Justitia.] Belsaire dit, dans PROCOPE, qu'un des premiers Devoirs de la Justice, c'est de punir les Homicides: Πρῶτον δὲ ἀντὶ τῆς δικαίας γίνετο γνώρισμα, ἢ τῶν ἀδίκως ἀνθρωποκτόνων ποινῇ. Van-

fait du mal à autrui. HIEROCLES l'appelle (5) un remède pour guérir la Malice Humaine. LACTANCE traite (6) d'erreur grossière, la pensée de ceux qui taxent de cruauté & d'injustice les Châtimens & Humains & Divins, s'imaginant mal-à-propos que celui qui punit les Coupables doit lui-même, à cause de cela, être tenu pour coupable.

5. Au reste, que toute Peine, proprement ainsi nommée, suppose nécessairement un Crime, pour lequel on l'inflige, comme nous l'avons établi; c'est ce que S. AUGUSTIN a aussi remarqué, lors qu'il a dit, (7) que toute Peine, si elle est juste, est une punition du Pêché. Et cette maxime s'étend jusqu'aux Peines que DIEU inflige, quoique, par un effet de l'ignorance des Hommes, il arrive quelquefois, comme le même Père le remarque, que (8) l'on voit bien la punition, mais non pas la faute.

§. II. 1. ON demande, à quelle sorte de Justice se rapporte l'usage des Peines; si c'est à la Justice (a) Explétrice, ou à la Justice Attributive? Les sentimens sont partagés là-dessus. Quelques-uns regardent la Punition comme un acte de Justice Attributive; fondez sur ce qu'on punit les Coupables plus ou moins rigoureusement selon que le Crime est plus ou moins grand; & sur ce que la Peine est infligée à quelque Membre d'une Communauté, comme par ordre de tout le Corps.

(b) Ibid.

2. Mais premièrement, on suppose là un principe, dont nous avons (b) fait voir la fausseté au commencement de cet Ouvrage, je veux dire, que la Justice Attributive ait lieu toutes les fois qu'il s'agit de réduire les choses à l'égalité entre plus de deux termes. D'ailleurs, si l'on punit les uns plus rigoureusement, & les autres moins, selon qu'ils

font

dalic. Lib. I. (Cap. XII.) Voyez AGATHIAS, Lib. V. dans l'endroit où il parle d'Anatolius. (Cap. II.) GROTIUS.

Dans l'endroit d'AGATHIAS, que notre Auteur indique, il n'y a rien qui se rapporte au Sujet. Je vois seulement qu'un peu après l'Historien rapporte une pensée de PLATON sur l'utilité des Peines par rapport au Coupable même.

(5) C'est dans l'endroit, où il dit, qu'on doit tâcher sur toutes choses de ne point pécher; mais que, si l'on est tombé dans quelque Pêché, il faut aller incessamment chercher soi-même la Peine, comme le remède du Vice: Διὸ πειράσθαι δεῖ μάλιστα μὲν μὴ ἀμαρτάνειν, ἀμαρτάντας ὃ σπεύδειν ὡς ἐπὶ ἰατρικῇ τῆς πανγίας τὴν δίκην &c. Pag. 124. Edit. Needh. Comme ce Commentateur de Pythagore fuit ici les idées de PLATON, c'est aussi de ce Philosophe qu'il a pris les termes que notre Auteur cite: Σεφρανίζεαι γὰρ πᾶς, καὶ δικαιοτέρας ποιεῖ, ἢ ἰατρικὴ γίνεται πανγίας ἡ δίκη. In Gorg. Tom. I. pag. 478. D. A l'égard de la chose en elle-même, voyez PUFENDORF, dans le Chapitre qui répond à celui-ci, §. 9. Note 2.

(6) Non exiguo falluntur errore, qui censuram, sive humanam, sive divinam acerbioris nomine infamant, putantes nocentem dici oportere, qui nocentes adscit pœnâ. De Ira Dei, Cap. XVII. num. 6. Edit. Cellar.

(7) Omnis autem pœna, si justa est, peccati pœna est. Retractat. Lib. I. Cap. IX. de Liber. Arbitr. Lib. III. Cap. XVIII.

(8) Latet culpa, ubi non latet pœna.

§. II. (1) Cur non

Ponderibus moduli que suis ratio utitur, ac, res Ut quæque est, ita supplicii delicta coercent? Lib. I. Sermou. III, 78, 79.

Adst

Regula, peccatis quæ pœnas irroget æquas. Ibid. vers. 117, 118.

(2) Ac sane se leges reverè Reipublicæ parentes sunt,

quemadmodum sunt profecto; requiritur omnino ut, pro ratione delictorum, pœnas etiam constituant: nequaquam vero immanem aliquam, multoque, quam pro delicti modo, graviores pœnam imponant. NOVELL. CV. SENEQUE dit, qu'il y a de l'injustice à se fâcher également contre ceux qui ont commis des Crimes inégaux: Nam aut iniquus erit, si æqualiter irascetur delictis inæqualibus; aut iracundissimus, si toties excanduerit, quoties iram scelera meruerint. De Ira, Lib. II. Cap. VI. Voyez ici comment TACITE fait parler Manius Lépidus au sujet d'un Chevalier Romain, que l'on condamnoit à mort pour quelques vers: "Si nous considérons, d'un côté, que, lors même que les Crimes sont en eux-mêmes d'une énormité à ne pouvoir être punis autrement qu'ils le méritent, la clémence du Prince, à l'exemple de vos Ancêtres, que vous suivez vous-mêmes, ne laisse pas de modérer la peine; de l'autre, qu'il y a de la différence entre la vanité & la scélératesse, entre les paroles & les mauvaises actions: nous trouverons qu'il faut opiner ici d'une manière & à ne pas laisser le crime, dont il s'agit, impuni, & à le punir en sorte que nous n'ayons pas sujet de nous repentir ni d'une trop grande indulgence, ni d'une trop grande rigueur: Sin flagitia & facinora sine modo sunt, supplicii ac remedium Principis moderatio, majorumque & vestra exempla temperant; & vana à scelestis, dicta à maleficiis differunt: est locus sententiæ, per quam neque huic delictum impune sit, & nos clementiæ simul ac severitati non pœniteat. Annal. Lib. III. (Cap. L. num. 2.) La Noblesse, au rapport d'AMMIEN MARCELLIN, envoie des Députés à l'Empereur Valentinien, pour le prier de ne pas faire punir les Crimes au delà de ce qu'ils méritoient: Oraturi, ne delictis supplicia sint grandiora &c. Lib. XXVIII. (Cap. I. pag. 559. Edit. Val. Gron.) Un Scholiaste d'HORACE dit, que, si les moindres fautes méritent les plus grandes peines, il faudra, ou que les plus grands Crimes demeurent impunis.

sont plus ou moins coupables, cela arrive par accident, & non pas par un effet de ce que l'on a principalement en vuë : car ce que l'on se propose premièrement & directement, c'est que la Peine soit proportionnée au Crime, selon la maxime (1) d'HORACE, & de (2) l'Empereur LÉON, conforme à une Loi Divine, qui se trouve dans le (c) DEUTÉRONOME.

(c) XXV, 2, 3.

3. On suppose encore un autre principe, qui n'est pas mieux fondé, c'est que toute Peine soit originairement infligée par un Corps à quelcun de ses Membres. La fausseté de cette pensée paroîtra par ce que nous dirons tout-à-l'heure. Nous avons d'ailleurs fait voir (d) ci-dessus, que la véritable essence de la *Justice Attributive* ne consiste proprement ni dans l'égalité entre plus de deux termes, ni dans un acte du Corps par rapport à quelcun de ses Membres ; mais en ce qu'on a égard à une *aptitude* ou un mérite, qui ne donne pas un droit proprement ainsi nommé, mais qui fournit (3) seulement occasion de l'acquérir. J'avoue que celui qu'on punit, doit être *propre* à la punition, ou digne d'être puni : mais ce n'est point afin (4) qu'il aquire par là quelcune des choses que la *Justice Attributive* ordonne de rendre à autrui.

(d) *Ubi supra*.

4. Ceux qui veulent qu'en punissant on exerce la *Justice Expiatrice*, communément nommée *Permutative*, ne se tirent pas mieux d'affaires. Car ils envisagent la chose, comme (5) si l'on rendoit au Criminel puni ce qui lui appartient de même qu'on le fait dans un Contrat. Ce qui les a jettés dans l'erreur, c'est ce que l'on dit ordinairement, Que la Peine est *due* à celui qui a commis quelque Crime : Expression très-impropre ; car celui à qui une chose est véritablement *due*, a droit de l'exiger d'autrui : au lieu que, quand on dit, que la Peine est *due* à quelcun, cela signifie seulement, qu'il

punis, ou qu'on invente de nouveaux supplices : *Si in minimis peccatis etiam maxime pene consumuntur, restat ut maxima peccata aut maneat impunita, aut nova supplicia adinventiantur.* (In Lib. I. Sat. III. init.) Dans les Loix des WISIGOTHS, on blâme certaines Loix, qui décernent la même peine contre des Crimes inégaux ; & on remarque, que cela est contraire à la Loi Divine, qui veut que celui qui a le plus péché, soit battu de plus de coups : *Nam quedam leges, sicut culparum habent diversitates, non ita discretas in se continent ultiones ; sed permixta scelera transgressorum ad unius permittuntur legis penale judicium. Nec secundum modum culpæ modus est adhibitus pene, quum major minorque transgressio non unius debeat multationis prædemnari supplicio ; præsertim quum Dominus in lege sua præcipiat : Pro mensura peccati erit & plagarum modus.* [DEUTÉR. XXV, 2.] Lib. XII. Tit. III. Cap. I. Voyez ci-dessous, §. 28. de ce Chapitre ; & Liv. III. Chap. XI. §. I. GROTIUS.

J'ai traduit le commencement du passage de TACITE, comme s'il y avoit : *Sin, flagitia & facinora, etsi sine modo sunt, supplicia &c.* Je suis fort tenté de croire, que le mot *etsi* doit être mis dans le Texte ; sans quoi la période est tout-à-fait embarrassée. On voit combien aisément cette particule a pu être omise par les Copistes ; & je ne trouve ici autrement aucun sens qui s'accorde avec les termes, ou avec la suite du discours. Ni la paraphrase de FREINSHEMIUS, ni la version d'ABLANCOURT, ne satisfont point. Il faudroit aussi un *&* avant *supplicia*, comme il y en a un avant le mot *vana*, s'il y avoit ici trois membres, dont le premier fût, *flagitia & facinora sine modo sunt*. En lisant, comme je fais, tout est de plain pié. L'Édition de GRONOVIVS, qui vient de paroître (en 1721.) n'ajoute rien ici aux précédentes. Puis que j'y suis, qu'il me soit permis de proposer encore ma conjecture sur un autre passage du même Historien, où celles des Interprètes ne me satisfont point. C'est au IV. Livre

des *Annales*, Chap. XXXIII. num. 3. *Sic converso statu, neque alia rerum quam si unus imperitet, hæc conqueri tradique in rem fuerit &c.* Je crois qu'on a sauté un mot, & qu'il faut lire : *neque aliâ FACIE rerum, quam si &c.* Il y a tant de ressemblance entre *alia*, & *facie*, si vous ôtez la première lettre du dernier mot, que les Copistes ont pu fort aisément omettre ce mot, qui étant suppléé rend l'expression nette, & conforme au stile de TACITE, qui dit ailleurs, par exemple : *Nec quisquam adeo RERUM humanarum immemor, quem commoveret illa FACIES &c.* Histor. Lib. III. Cap. LXVIII. num. 1.

(3) Un Pauvre, par exemple, quelque digne qu'il soit d'aumône, n'a pas droit à la rigueur d'exiger qu'on la lui fasse ; hormis dans le cas d'une nécessité extrême. Mais lors qu'on lui a donné une petite pièce d'argent, cette pièce lui appartient alors de plein droit, & selon la *Justice Expiatrice* ; de manière que, si quelcun, & celui-là même qui la lui a donnée, veut la lui prendre, il commet contre lui une *injustice* proprement ainsi nommée. C'est ce que veut dire notre Auteur.

(4) Car personne ne demande à être puni : on fuit au contraire la Peine, autant qu'on peut.

(5) Ce n'est point cela, dit ici le docteur GRONOVIVS : ils considèrent, au contraire, le Coupable comme celui qui doit & qui rend. D'où vient que celui qui punit est dit *sumere, exigere, expetere pœnas* ; & celui qui est puni, *dare, luere, pendere, solvere pœnas*. Voyez la Note de notre Auteur sur ACTES, VII, 60. & quelques-uns des passages cités dans la Note 6. sur ce paragraphe. La vérité est, que toute cette dispute est fort inutile. Il suffit de reconnoître, qu'il y a une liaison naturelle entre le Crime & la Peine, en sorte que, quand on punit celui qui a véritablement péché, on ne fait rien que de juste. Permis à chacun d'appeller comme il voudra, l'acte de Justice qu'on exerce alors.

(6)

qu'il mérite d'être puni, & qu'on ne fera rien que de juste en le punissant.

§. Il est vrai néanmoins, que, dans la Punition, on exerce principalement directement la *Justice Expiatrice*; & la raison en est, que, pour punir légitimement il faut avoir droit de punir; or ce droit vient du mal que le Criminel a fait. y a encore ici une autre chose, qui approche de la (6) nature des Contrats; c'est que, comme un Vendeur est censé s'être engagé à tout ce qui est essentiel à la Vente, (7) encore même qu'il n'ait rien spécifié: de même celui qui a commis un Crime, est censé s'être volontairement soumis à la Peine. En effet, tout Crime un peu grave est manifestement punissable de sa nature: ainsi quiconque veut directement le commettre, veut aussi, par une conséquence nécessaire, encourir la Peine. C'est en ce sens que les Empereurs SEVERE & ANTONIN disent, dans un de leurs Rescripts: (8) *Vous vous êtes vous-même soumis à cette peine.* Le Jurisconsulte (9) MARCIEN pose aussi pour maxime, que, *du moment qu'on a formé le dessein de commettre une mauvaise action, on est en quelque sorte puni par sa propre volonté, c'est-à-dire, qu'on encourt volontairement la Peine.* Et TACITE dit, qu'il fut résolu dans le Sénat, (10) qu'une Femme libre, qui auroit couché avec un Esclave d'autrui, seroit censée avoir consenti à son Esclavage; parce que c'étoit la punition des Femmes qui s'engageoient dans un tel commerce. MICHEL d'Ephèse, Commentateur d'ARISTOTE, (11) dit, que, *quand un Voleur a pris quelque chose appartenante à autrui, il reçoit pour cela une punition: Et qu'ainsi il y a là en quelque façon, donner, d'un côté, & recevoir, de l'autre; en quoi consiste la nature des Contrats.* Il remarque un peu plus bas, que (12) les Anciens entendoient par le mot de *Contrat*, non seulement les accords qu'on fait ensemble librement & volontairement, mais encore ce que l'on fait contre les Loix.

§. III. 1. POUR ce qui est du *sujet* dans lequel réside le droit d'infliger des peines, c'est-à-dire, de la personne à qui il appartient de punir; la Nature ne détermine rien.

(6) Le Grammairien SERVIUS remarque souvent, que les Coupables contractent une espèce d'obligation, par laquelle ils se rendent sujets à la Peine. Il dit, par exemple, sur le IV. Livre de l'*Enéide* de VIRGILE, que ceux qui commettent des Crimes d'une énormité excessive, se condamnent eux-mêmes à la peine: *Nam qui excedunt delinquendi modum, ipsi sibi penam sanciunt.* (In vers. 695.) Et un peu plus bas, expliquant la signification du mot de *Damnare*, il dit, que c'est délivrer d'une Dette: *DAMNARE autem est damno adficere, id est, debito liberare.* (In vers. 699.) Voici encore ce qu'il dit, sur le X. Livre, en examinant: s'il vaut mieux dire, *luere penam*, ou *luere peccatum*: *LUANT PECCATA* Luant, id est, absolvant. *Dicimus autem & luo penam: sed melius est, luo peccatum. nam peccatum solvitur pena. Qui enim crimine tenetur obnoxius, pena eum à pristina liberat obligatione: Contra luo penam non procedit, quasi pena solvatur. Auctoritas tamen ista confundit licenter, more, quo solet poni, vel à sequenti quod præcedit, vel à præcedenti quod sequitur.* (In vers. 32.) C'est ce que donne aussi à entendre une façon de parler commune dans l'Ecriture Sainte, où les Pécheurs, comme le dit TERTULLIEN, sont souvent exprimés figurément par le mot de *Dette*, parce que la Justice a droit d'en exiger la punition, & l'exige en effet, tout de même que le paiement d'une véritable Dette: *Debitum autem, in Scripturis, delicti figura est, quod perinde iudicio debeatur, & ab eo exigatur &c.* De Oratione (Cap. VII.) St. CHRYSOSTÔME traitant du Riche de la Parole, qui est mis en opposition avec le pauvre Lazare, & expliquant le mot d'*ἀντίλαβες* qu'on trouve là (LUC, XVI,

25.) dit, que les peines & les douleurs étoient dues au Riche: *ἐχρεώσθητο αὐτῷ τιμωρίαι, ἐχρεώσθητο αὐτῷ ὀδύναι.* Orat. de *Terræ Motu*, Tom. V. Il remarque ailleurs, que le Péché est une espèce de Dette: *ἀμαρτήματα εἰς ὀφειλήματα ἀναγράφεται.* De *Pœnitentia*, Lib. II. St. AUGUSTIN dit, suivant cette idée, que, si l'on ne veut pas rendre ce que l'on doit en vivant bien, on le rendra en souffrant les peines qu'on mérite: *Itaque si non reddit faciendo iustitiam, reddet patiendo miseriam: quia in utroque verbum illi debiti sonat. Hoc enim etiam modo dici potuit, quod etiam est: si non reddit faciendo quod debet, reddet patiendo quod debet.* De libero Arbitrio, Lib. III. (Cup. XV.) GROTIUS.

(7) C'est ainsi que, par le Droit Romain, un Vendeur est obligé à la Garantie, en cas d'éviction, c'est-à-dire, à rendre le double du prix qu'il a reçu, s'il trouve que la chose vendue appartient à autrui, & que l'Acheteur vienne à en être dépossédé par le véritable Propriétaire: le Vendeur, dis-je, est tenu à cela, encore même qu'il n'en ait été rien stipulé dans le Contrat: *Si dupla non promitteretur, & eo nomine agere dupli condemnandus est reus.* DIGEST. Lib. XXI. Tit. De *Evictionibus* & *dupla stipulation.* Leg. II. Voiez CUNYAS, sur le même Titre du CODE, Tom. IX. Op. Ed. Fabrot. pag. 1337, & seqq.

(8) Imperatores SEVERUS & ANTONINUS [Auscipius] ita rescripserunt: *Tu, qui, defensione omissa, redimere sententiam maluisti, quam tibi crimen obiceretur, non immerito quingentos solidos inferre fisco iussus es: omnino ipse causæ inquisitione, ipse te huic pœne subdidisti.* DIGEST. Lib. XLIX. Tit. XIV. De *Jure Fisci*, L. XXXI.

là-dessus. La Raïson nous enseigne bien, qu'une mauvaise action peut être punie; mais elle ne nous dit point, qui doit la punir. Elle nous fait entendre seulement d'une manière assez claire, qu'il est très-conforme à la Nature, que ce soit un Supérieur qui punisse; & non pas que cela (1) soit d'une nécessité absolue: à moins qu'on ne prenne le mot de *Supérieur* en un sens qui réponde à cette pensée, soutenue par (2) quelques Théologiens, Que, du moment qu'un Homme a commis quelque mauvaise action, il est censé s'être mis par là au dessous de toute autre personne, & dégradé en quelque manière du rang de Créature Humaine, pour être réduit à la condition des Bêtes, qui sont soumises à l'empire des Hommes. C'étoit un principe du Philosophe DÉMOCRITE, (3) *Que naturellement celui qui a plus de mérite doit commander à celui qui en a moins.* Et ARISTOTE (4) dit, que *ce qui est moins noble est naturellement fait pour ce qui est plus excellent, & en matière de choses artificielles, & en matière de choses naturelles.*

2. D'où il s'ensuit, que, du moins quand on (5) est aussi coupable que celui qui a commis quelque Crime, on ne doit pas s'ingérer de le punir. C'est sur ce principe que Notre Seigneur JÉSUS-CHRIST raisonna, lors qu'il dit aux Scribes & aux Pharisiens, au sujet d'une Femme adultère, qui avoit été surprise en flagrant délit: (a) *Que celui d'entre vous qui n'est point coupable (c'est-à-dire, d'un semblable péché) jette la première pierre contre elle.* Il parloit ainsi, parce qu'en ce tems-là les Juifs étoient si fort corrompus, que ceux qui vouloient passer pour les plus saints, s'abandonnoient sans scrupule à l'Adultère, & à d'autres péchez aussi énormes, comme il paroît par les reproches que (b) St. PAUL leur en fait. Aussi cet Apôtre raisonne-t-il là-dessus de même que Notre Seigneur: (c) *C'est pourquoi, dit-il, ô vous, qui que vous soyez, qui condamnez les autres, vous êtes inexcusable: car en condamnant les autres, vous condamnez vous-mêmes, puis que vous faites ce que vous blâmez en eux.* SENEQUE dit, (6) qu'un Jugement de condamnation, de la part d'une personne qui mé-

(a) Jean;
VIII, 7.

(b) Rom. II,

22.
(c) Ibid.
Chap. II, 1.

rite

XXXIV. PHILON, Juif, dit, que ceux qui se hâtent de pécher, courent à la peine: *Αυτοὶ γὰρ τοὶ σπεύδοντες ἀμαρτάνουσιν, σπεύδουσι καὶ πρὸς τιμωρίαν.* De Vita Mosis, Lib. I. (pag. 652. D. Ed. Paris.) GROTIUS.

(9) *Nam ex quo sceleratissimum quis consilium cepit, exinde quodammodo sua mente punitus est.* COD. Lib. IX. Tit. VIII. Ad Leg. Jul. Majest. Leg. VIII. princ.

(10) *Inter quæ refertur ad patres, de pena feminarum, quæ servis conjungerentur; statuiturque, ut ignavo domino ad id prolapsa, in servitutem suam consensisset, & qui nati essent pro libertis haberentur.* Annal. Lib. XII. Cap. LIII. num. 1. C'est ainsi que portent les Editions ordinaires, que notre Auteur a suivies: mais il faut certainement lire, comme il y a dans celle de RYCUCCIUS: *Ut ignavo domino ad id prolapsa, in servitutem, sine consensisset, pro liberta haberetur.* C'est-à-dire, que si c'étoit à l'insu du Maître de l'Esclave, que la Femme libre avoit eu commerce avec cet Esclave, elle devenoit Esclave elle-même: mais que, si le Maître y avoit consenti, elle étoit regardée comme Affranchie. Ainsi le passage ne fait plus rien au sujet, auquel notre Auteur l'applique. Voyez les *Receptæ Sententiæ* de JULIUS PAULUS, Lib. II. Tit. XXI. A. §. 1. & là-dessus, CUSAS, avec les Notes du dernier Editeur, le célèbre Mr. SCHULTING.

(11) *Γέγονε τρόπος τινὰ δόσις καὶ λήψις, ὃ ἐστὶ τὸ συναλλάσσειν λαβὼν γὰρ χρήματα, ἢ ἄλλο τι κλέψας, δίδωκεν ἀντ' ἐκείνων ἐνθύσιας.* In Ethic. Nicom. Lib. V. Cap. II.

(12) *Συναλλάγματα οἱ παλαιοὶ ἐκάλεον, ἃ μόνον ἂν*
T O M. II.

ἐκόντες συνετίθεντο πρὸς ἀλλήλους ποιεῖν, ἀλλὰ καὶ τὰ ὑπὸ τῶν νόμων διηγορευμένα. Ibid. Cap. IV.

§. III. (1) Voyez ce que j'ai dit sur le Chapitre de PUFENDORF, qui répond à celui-ci, §. 4. Note 3.

(2) THOMAS d'Aquin, Summ. Theol. II. 2. Quæst. LXIV. Artic. II. & là-dessus le Cardinal CAJETAN. Le Rabbin MOÏSE, *Fils de Maimon*, dit quelque chose de semblable, sur le DEUTÉR. Chap. XXXIII. GROTIUS.

(3) *Φυσεὶ τὸ ἀρχεῖν οὐκ ἔστιν τῷ κρείσσονι.* Apud STOB. Florileg. Tit. XLVII.

(4) *Αἰεὶ γὰρ τὸ χεῖρον τῷ βελτίονι ἐστὶν ἐνεκεν καὶ τῷτο φανερόν ὁμοίως ἐν τε τοῖς κατὰ τέχνην, καὶ τοῖς κατὰ φύσιν.* De Republ. Lib. VII. Cap. XIV. pag. 442. E. Tom. II. Ed. Paris.

(5) Cela a lieu dans l'Etat de Nature, où tous les Hommes étant égaux, ont un droit égal de punir; & par conséquent entre deux personnes également coupables, il se fait une espèce de compensation. Mais notre Auteur ne veut pas sans doute étendre la maxime jusqu'à ôter à un Prince ou à un Magistrat, le droit de punir les Crimes, dont il se sent lui-même coupable. Ce n'est pas tant alors le Prince ou le Magistrat, qui punit, que la Loi, ou le Corps entier de la Société, qui a revêtu ces personnes-là du droit de reprimer & châtier en son nom ceux qui feroient des choses contraires au Bien Public.

(6) *Non potest auctoritatem habere sententia, ubi qui damnandus est, damnat.* Je ne fai de quel endroit sont ces paroles. Notre Auteur ne marque pas seulement le Traité d'où il les a tirées, ni ici, ni dans une Note sur JEAN, VIII, 7, où il a ramassé d'autres passages semblables.

G

(7)

rite elle-même d'être condamnée, n'est d'aucun poids. Ailleurs il conseille, pour empêcher qu'on ne se fâche légèrement & avec excès contre ceux qui ont fait quelque faute, (7) de se demander à soi-même, si l'on n'en a point commis de semblable. St. AMBROISE (8) donne à peu près le même précepte.

§. IV. 1. UNE autre question qu'il y a ici à examiner, c'est de savoir, quel est le but qu'on doit se proposer dans l'usage des Peines. Car ce que nous avons dit jusqu'ici sert seulement à montrer, que, quand on punit ceux qui sont véritablement Coupables, on ne leur fait aucun tort. Mais il ne s'ensuit point de là, que tout Coupable doive être puni nécessairement; & cela au fond n'est pas vrai: car les Hommes, aussi bien que DIEU, pardonnent bien des fautes à un grand nombre de gens, & cette indulgence est même regardée ordinairement comme une matière d'éloge. C'est un mot célèbre (1) de PLATON, qui a été traduit par (2) SENE'QUE; que l'on ne doit pas punir précisément à cause du mal qui a été commis; (car ce qui est fait, est fait; on ne sauroit faire qu'il ne l'ait pas été) mais à cause du mal qui pourroit être commis à l'avenir. THUCYDIDE introduit un Athénien, qui parle ainsi dans l'Assemblée du Peuple, au sujet des Mityléniens, qui s'étoient révoltés de l'alliance: (3) Je veux qu'ils soient très-coupables, je ne saurois pourtant les condamner à la mort, si je ne vois quelque utilité qui en puisse revenir.

2. Ce que je viens de dire, est certain, à l'égard des Peines infligées d'Homme à Homme: car, à cause de la parenté naturelle qu'il y a entre tous les Hommes, (4) aucun Homme ne doit faire du mal à un autre, qu'en vue de procurer par là quelque bien. Mais il n'en est pas de même à l'égard des Punitions Divines; quoique (5) PLATON y applique la maxime que nous avons rapportée. Car DIEU peut agir (6) en vertu de son droit suprême & absolu sur les Hommes, sans se proposer d'autre but que son action même; sur tout lors qu'il y a dans ceux, par rapport auxquels il agit, quelque chose de particulier, par où ils s'en sont rendus dignes. Et c'est ainsi que quelques Docteurs (a) Juifs expliquent cette sentence de SALOMON, qui se rapporte à notre sujet :

(a) Maimon.
Direct. dubit.
Lib. II. Cap.
13. & Rabb.
Ism. in Pro-
verb.

(7) *Faciet nos moderatores respectus nostri, si consueverimus nos: Nunquid & ipsi aliquid tale commisimus?* [De Ira, Lib. II. Cap. XXVIII.] Voyez aussi un passage de St. AMBROISE, Serm. XX. (Cap. IV. pag. 1593. Edit. Paris. 1569.) sur le Pleaume Beati immaculati, vers. *Miserationes tuæ, Domine; qui se trouve cité dans le DROIT CANONIQUE, Caus. III. Quæst. VII. Can. IV. Et CASSIODORE, Variar. VI, 21. GROTIUS.*

(8) *Unusquisque de alio judicaturus, de se ipso primum judicet, nec minora in alio errata condemnet, quam ipse graviora commiserit.* Apolog. Davidis, Lib. II. Cap. I.

§. IV. (1) *Ὅτι ἐνεκα τῆ κακουργήσαι διδὸς τὴν δίκην* (εἰ γὰρ τὸ γεγονός ἀγένητον εἶναι ποτὶ) τῷ δὲ εἰς τὸν αὐτὸς ἐνεκα χρόνον ἢ τὸ παράπαν μισῆσαι τὴν ἀδικίαν αὐτὸν τε καὶ τὰς ἰδόντας αὐτὸν δικαίως, ἢ λαφύσαι μίση πολλὰ τῆς τοιαύτης ἑυφροσύνης. De Legib. Lib. XI. pag. 934. A. Tom. II. Ed. H. Steph. Voyez aussi Lib. IX. pag. 854. D. & dans le Protagoras, Tom. I. pag. 324. B.

(2) *Nam, ut PLATO ait, Nemo prudens punit, quia peccatum est, sed ne peccetur. Revocari enim prateritum non possunt, futura prohibentur.* De Ira, Lib. I. Cap. XVI. *Ergo ne homini quidem nocemus, quia peccavit, sed ne peccet: nec nunquam ad prateritum, sed ad futurum, pena referetur. non enim irascitur, sed cavet.* Lib. II. Cap. XXXI.

(3) *Ὡς τε γὰρ ἀποφύγει πάνιν ἀδικούντας αὐτὰς, εἰ δὲ τὸτο καὶ ἀποκτείναι κελεύσω, εἰ μὴ ἑυφύγον.* Lib. III. Cap. XLIV. Ed. Oxon.

(4) CASSIODORE [ou plutôt PIERRE de Blois] dit, que si, dans le Corps Humain, une main vient à faire du mal à l'autre par hasard, celle-ci ne frappe pas la première à son tour, pour se venger: *Quod si manus una casu aliquo forte ledat alteram, illa, que lesa est, non repercutit, nec se erigit in vindictam.* De Amicitia. GROTIUS.

(5) L'Auteur cite en marge le Gorgias; & il veut sans doute parler d'un endroit de ce Dialogue, où le Philosophe, après avoir marqué les diverses fins des Peines, comme nous le verrons plus bas, donne à entendre qu'il parle également des Punitions Humaines & des Punitions Divines: car il dit, que ceux qui tirent eux-mêmes de l'utilité du châtement, soit qu'ils soient punis par les Dieux ou par les Hommes, sont ceux qui commettent des Péchez véniels, pour ainsi dire: *Ἐἰσὶ δὲ οἱ ἀφελόμενοι τε καὶ δίκην δίδοντες ὑπὸ Θεῶν τε καὶ ἀνθρώπων, οἱ οὖν ἀνὴρ ἰσχυρὰ ἀμαρτήματα ἀμαρτῶσιν.* Tom. I. pag. 525. B.

(6) Voici quelle est la pensée de notre Auteur. Il y a des choses qui d'Homme à Homme seroient injustes, si elles n'étoient faites pour quelque raison ou quelque fin distincte de ce à quoi l'action tend par elle-même, lesquelles néanmoins DIEU peut faire de son pur bon plaisir, sans choquer ses perfections. Par exemple, un Homme ne peut pas ôter la vie à un autre Homme, purement & simplement pour la lui ôter, mais ou pour défendre la sienne injustement attaquée, ou pour exercer un acte de Punition juste & nécessaire. Mais DIEU peut, toutes les fois qu'il lui plaît, ôter la vie à qui il veut, sans autre raison que son

sujet: (b) DIEU fait chaque chose pour elle-même, & le Méchant même pour le Jour ^{(b) Proverb. XVI, 4.} fâcheux; c'est-à-dire, que, quand même il punit les Impies, il ne le fait à d'autre dessein, que de les punir. Et la pensée revient au fond à la même chose, en suivant (7) l'interprétation commune, selon laquelle il faut dire, que DIEU a fait toutes choses pour lui-même, c'est-à-dire, par le droit de sa liberté absolue & de sa perfection souveraine, sans chercher ni regarder rien hors de lui-même; comme on dit qu'il est (c) né de lui-même, parce qu'il n'est né de personne. L'Ecriture Sainte du moins nous donne à entendre ailleurs, que DIEU ne se propose autre chose ^{(c) 'Avroφυσ.} dans la punition de quelques grands Scélérats, comme quand elle dit, (d) qu'il ^{(d) Deuteron. XXVIII, 63. Esaié, I, 24. Proverb. I, 26.} prend plaisir à leur mal, qu'il se rit & se moque des Impies. De plus, le dernier Jugement, après lequel il n'y a point d'amendement à attendre & certaines punitions invisibles que DIEU exerce dès cette Vie, comme l'endurcissement, montrent assez la vérité de ce que nous soutenons ici contre PLATON.

3. Mais la maxime de ce Philosophe est tout-à-fait bien fondée, en matière des Punitions Humaines. Quand un Homme veut punir un autre Homme, qui lui est égal naturellement, il doit sans contredit se proposer quelque but. Et c'est ce que donnent à entendre les Scholastiques, en disant, (e) que l'on ne doit point agir par un ^{(e) Thom. Summ. Theol. II, 2. Quæst. CVIII. Sylvest. verb. Vindicta.} esprit de vengeance, qui se contente de faire du mal à celui qui en a fait. Avant eux le même PLATON avoit remarqué, (8) que ceux qui condamnent à la mort, ou à un bannissement, ou à une amende, ne veulent pas cela purement & simplement, mais en vue de quelque bien. SENEQUE dit, que, si l'on est réduit à la nécessité de tirer vengeance de quelque injure, il faut le faire (9) non pour avoir le plaisir de se venger, mais parce que notre intérêt le demande. ARISTOTE distingue entre ce qui est honnête purement & simplement, & ce qui est honnête parce qu'il y a quelque nécessité qui le demande; (10) & il met au dernier rang l'usage des Punitions.

§. V. I. Tout ce que l'on (1) dit donc du plaisir & des douceurs de la Vengeance,

son bon plaisir, & le droit qu'il a sur ses Créatures. Si la personne qu'il dépouille de la vie, est innocente, il exerce, à son égard, un acte de son droit souverain & absolu. Que si elle a mérité la mort, c'est alors & un acte de droit absolu, & un acte de Punition. A considérer même cela comme un acte de Punition, il n'est point nécessaire qu'il y ait quelque autre raison qui engage DIEU à punir. Encore que la Punition ne puisse servir, ni à corriger le Coupable, ni à donner un exemple, ni à satisfaire ceux qui ont été lésés, ni à prévenir le mal qui en pourroit revenir aux autres; elle n'en est pas moins légitime. Il suffit que celui qui est puni fût coupable: comme tel, il a mérité d'être puni, & DIEU a droit de le punir, uniquement pour lui faire souffrir ce qu'il mérite. C'est tout ce qu'a voulu dire notre Auteur, qui, dans la première Edition, se contentoit de parler d'une manière qui ne renferme que la moitié de la pensée qu'il exprima ensuite toute entière: *Dei enim actiones recte esse possunt, etiam si finem nullum sibi proponant extra ipsas*. J'avoue qu'il auroit pu parler un peu plus clairement: mais je ne saurois voir sans indignation, que quelques-uns de ses Interprètes lui attribuent là-dessus d'étendre le droit souverain de DIEU jusqu'à vouloir qu'il puisse punir des Innocens, & les condamner même à des Supplices éternels. Si l'on avoit eu quelque équité, & qu'on eût fait attention à ce que notre Auteur dit dans le Chapitre suivant, §. 14. on n'auroit eu garde de le charger d'un sentiment si odieux.

(7) Il y a une Lettre de notre Auteur, (c'est la XCI. de la I. Partie,) où il traduit ainsi le passage:

DIEU a disposé toutes choses, en sorte qu'elles se répondent les unes aux autres, & le Méchant au jour de l'Adversité, c'est-à-dire, que DIEU fait en sorte, par le cours même de la Nature, que le Méchant se trouve puni. Dans ses Notes sur le Vieux Testament, publiées long tems après la date de cette Lettre, il traduit encore un peu autrement: DIEU dispose toutes choses à ce qui convient à chacune. Le Méchant même (est disposé) pour le jour de l'Adversité.

(8) Οὐκ ἐν καὶ ἀποκλίνουσαν, ἐν τινὶ ἀποκλίνουσαν, καὶ ἐκβάλλουσαν, καὶ ἀφαιρέμεθα χρημῶνα, οἰόμενοι αὐμοτον εἶναι ἡμῖν ταῦτα ποιεῖν, ἢ μὴ. Ἐνὲκ αὐτῶν τὰ πάντα ταῦτα ποιεῖσιν οἱ ποικίλοις. In Gorg. Tom. I. pag. 468. B.

(9) Si tamquam ad remedium venimus, sine ira venimus; non quasi dulce sit vindicari, sed quasi utile. De Ira, Lib. II. Cap. XXXII. Dans le même Traité, il dit ailleurs: "Je vengerai la mort de mon Père, parce qu'il le faut, & non pas par ressentiment. Cæsus est [pater]? Exsequar: quia oportet, non quia dolet. Lib. I. Cap. XII. GROTIUS.

(10) Λέγω δ' ἐξ ὑποθέσεως, τὰ ἀναγκαῖα ᾗ ὃ ἁπλῶς, τὸ καλῶς οἶον, τὰ περὶ τὰς δικαιοῦς πράξεις, αἱ δίκαιαι τιμωρίαι, καὶ κολάσεις, ἀπ' ἀρετῆς μὲν εἰσιν, ἀναγκαῖαι δὲ, καὶ τὸ καλῶς ἀναγκαῖως ἔχουσιν ἀρετῶν μὲν γὰρ μηδενὸς δεῖσθαι τῶν τοιούτων μηδὲ τὸν ἀνδρα, μηδὲ τὴν πόλιν. Politic. Lib. VII. Cap. XIII. pag. 440, 441.

§. V. (1) Une des Sentences de PUBLIUS SYRUS, porte, que c'est un soulagement à la douleur, de voir souffrir celui de qui l'on a été offensé;

(a) Voiez
Sénèque, De
Ira, Lib. I.
Cap. V.

ce, est bien convenable à ce principe naturel que l'Homme a de (2) commun avec les Bêtes, & d'où naît la Colère, laquelle, dans l'Homme, aussi bien que dans les Bêtes, est une agitation violente du Sang autour du cœur, produite par le désir de faire du mal à celui de qui l'on croit en avoir reçu, selon la définition (3) d'EUSTRATIUS : mais ce désir, considéré en lui-même, n'est point digne de la partie raisonnable, (a) dont l'office est de gouverner les Passions. Par conséquent l'esprit de Vengeance n'est nullement conforme au Droit Naturel, qui consiste dans les principes que nous enseigne la Nature Raisonnable & Sociable, considérée comme telle. Car la Raison nous dit, qu'un Homme ne doit rien faire dont un autre puisse souffrir, à moins que ce ne soit en vue de procurer par là quelque bien. Or la souffrance d'un Ennemi, considérée purement & simplement en elle-même, n'est qu'un bien faux & imaginaire, tel que celui qu'on trouve dans les Richesses superflues, & dans plusieurs autres choses semblables. Et le désir de rendre le mal pour le mal, est si déraisonnable, lors qu'on s'y abandonne, qu'il porte quelquefois à s'en prendre à des choses de qui l'on n'a reçu aucun mal, comme aux Petits d'une Bête qui nous a blessé, ou même à des (4) choses inanimées, comme un Chien mord la pierre qui l'a frappé. Aussi voyons-nous, que ceux qui ont le plus de penchant à la Vengeance, ce sont ceux qui font le moins d'usage de leur Raison, comme les Femmes, ainsi que le dit (5) JUVENAL; & les Enfants, les Vieillards, les Malades, selon la remarque de (6) SENEQUE.

(b) Dans le
Gorgias. Voiez
Théodoret, de
curandis
Græc. adfect.
Lib. XX.

2. De là il paroît, que, d'Homme à Homme, il est contre la Nature, de chercher à satisfaire son ressentiment, en faisant souffrir quelqu'un. Et en ce sens la Vengeance est condamnée non seulement par les Docteurs Chrétiens, mais encore par les Philosophes; comme on le voit dans (b) un Dialogue de PLATON. C'est un motif inhumain,

Laeso doloris remedium, inimici dolor.

(Vers. 340.) CICÉRON a dit aussi, *dolorem paenâ mitigari*. [C'est dans la Harangue pour Aulus Cécina, où il parle de l'action qu'on a en Justice pour cause d'injures: *Actio enim injuriarum non juri possessionis adsequitur, sed dolorem imminuta libertatis judicio paenâque mitigat*. Cap. XII.] PLUTARQUE compare le plaisir de la Vengeance, après SIMONIDE, aux rafraichissemens que l'on donne à un Malade, qui est fort échauffé: *Καὶ ταῦτα μὲν ἔσχε τὸν τῆς αἰνῆς νόμον. καὶ γὰρ, εἰ δεινὸν ἄσθρας ομοφύλης καὶ συγγενεῖς ἔτω μεταχειρισσάσθαι δι' ὀργήν, ἀλλ' ἐν ἀσθραῖς γλυκὺ γίνεται καὶ ἡ σκληρὸν κατὰ Σιμωνίδην, ὥσπερ ἀλγῶντι τῷ θυμῷ καὶ φλεγμαίνοντι θεραπεῖαν καὶ ἀναπλήρωσιν προσφερόντων*. [Vit. Arat. Tom. I. pag. 1048. E. Ed. Wech.] GROTIUS.

(2) De là vient qu'HOMÈRE dit, une colère de Bête sauvage, pour marquer une grande colère :

Χόλος δὲ μιν ἀγρίος ἦεν.

(Iliad. IV, 23.)

Ἀγρίον ἐν στήθεσσι θέτο μεγάλῃτορα θυμῷ.

(Iliad. IX, 625.) Et domter la Colère :

Ἀλλ' Ἀχιλῆϊ, δάμασον θυμὸν μέγαν —

(Ibid. vers. 492.) GROTIUS.

(3) Ζέως περικαρδία αἵματος, δι' ὅρεξιν ἀντιλυπτήσεως. (In VI. Ethic. Nicom. Cap. I.) De là vient qu'HOMÈRE dit, éteindre la colère, pour dire, l'apaiser : Σβέεσαι χόλον. [Voiez, par exemple, Iliad. Lib. IX. vers. 674.] GROTIUS.

(4) „N'est-ce pas, (dit SENEQUE) une grande folie, de se fâcher contre des choses, qui n'ont pas mérité notre colère, & qui ne la sentent point? *Hic irasci quàm stultum est, quæ iram nostram nec merentur, nec sentiunt?* De Ira, Lib. II. Cap. XXVI. Les gens du Brésil, Peuple sauvage, s'en prennent au Fer, qui les a blessés, comme si c'étoit une personne. GROTIUS.

Voiez le Voiage de JEAN DE LERY, pag. 163.

(5) Il dit, que la maxime qui porte, que la Vengeance est un bien plus doux que la Vie même, ne peut être approuvée que des Ignorans, qui s'emparent quelquefois pour rien, ou pour peu de chose; mais qu'elle sera toujours condamnée par un Thalès, par un Chrysippe, par un Socrate : le dernier, ajoute-t-il, n'auroit pas voulu faire prendre à son Accusateur même la moitié du Verre de Ciguë qu'il fut condamné à boire :

At vindicta bonum vitâ jucundius ipsâ.

Nempe hoc indocti, quorum præcordia nullis

Interdum, aut levibus, vides flagrantia casus:

Quantulacunque adeo est occasio, sufficit ira.

Chrysippus non dicet idem, nec mite Thaletis

Ingenium, dulcique Senex vicinus Hymetto,

Qui partem acceptæ sæva inter vincla ciculæ

Accusatori nolle dare. Plurima felix

Paulatim vitia, atque errores exiit omnes,

Prima docens rectum sapientia: quippe minucti

Semper, & infirmi est animi, exiguique voluptas,

Ultio: continuo sic collige, quod vindictâ

Nemo magis gaudet, quàm femina —

Sat. XIII. vers. 180, & seqq. LACTANCE dit aussi, que les Sots & les Ignorans, lors qu'ils ont reçu quelque injure, se laissent aller à des emportemens aveugles & déraisonnables, & cherchent à se venger: *Et (ut ad hominum exempla redeamus) imperiti quoque, & insipientes, si quando accipiunt injuriam, cæco & irrationabili furore ducuntur, & is, qui sibi nocent, vicem retribuere conantur*. Lib. VI. Cap. XVIII. num. 22. GROTIUS.

(6) *At qui iracundissimi, infantes, senesque, & egri sunt; & invalidum omne naturâ querulum est.* De Ira, Lib. I. Cap. XIII. TERENCE parle aussi de la facilité qu'ont les Femmes & les Enfants à se mettre en colère, comme venant de foiblesse d'Esprit :

maint, que celui de Vengeance, disoit (7) SENEQUE, quoique ce qu'il renferme soit regardé communément comme juste & légitime. Il n'y a proprement de différence entre l'Injure, & la Vengeance, que pour le tems. L'Aggresseur fait la première injure, & celui qui se venge en fait une autre. Le dernier n'est qu'un peu plus excusable. MAXIME de Tyr va jusqu'à soutenir, (8) que celui qui se venge est plus injuste, que l'Aggresseur. MUSONIUS disoit, (9) Que c'est à faire à une Bête féroce, & non pas à un Homme, de vouloir mordre celui qui nous a mordu, & de chercher à rendre le mal pour le mal. DION, cet illustre Grec, qui rapporta la Philosophie de Platon à l'usage de la Vie Civile, disoit, (10) que, selon les Loix, l'action de celui qui se venge est plus juste, que celle de l'Offenseur; mais qu'à en juger selon la Nature, l'une & l'autre ont pour principe une même maladie du Cœur Humain.

3. Puis donc qu'un Homme fait mal d'en punir un autre, purement & simplement pour le punir; il faut voir maintenant, quelles raisons d'utilité il peut y avoir, qui rendent la Punition légitime.

§. VI. I. On peut rapporter ici une division des Peines, que l'on trouve dans PLATON, & dans le Philosophe TAURUS, un de ses anciens Commentateurs, dont parle AULU-GELLE: car & l'Auteur, & le Commentateur, fondent leur division sur le but des Peines; toute la différence qu'il y a entr'eux, c'est que PLATON n'a conçu que deux fins, (1) savoir, la correction & l'exemple; au lieu que TAURUS y en ajoute une troisième, je veux dire, (2) la satisfaction pour le tort qu'on a fait. CLEMENT d'Alexandrie définit la Punition qui s'exerce dans la dernière de ces vues, & que (3) PLUTARQUE n'a pas oubliée; (4) un acte par lequel on fait souffrir quel-

cui

Pueri inter sese quàm pro levibus noxiis iras gerunt?

Quapropter? quia enim, qui eos gubernat animus, infirmum gerunt.

Idem mulieres sunt feræ, ut pueri, levi sententia.

Hecyr. (Æt. III. Scen. I. vers. 30.) AMMIEN MARCELIN dit, que les Sages regardent la Colère comme aiant d'ordinaire pour principe une grande foiblesse d'Ame; & qu'ils en allèguent pour raison, que les Malades sont plus sujets à se courroucer, que ceux qui sont en santé; les Femmes, plus que les Hommes; les Vieillards, plus que les Jeunes Gens; les Malheureux, plus que ceux qui sont dans la prospérité: *Hunc enim [iram] ulcus animi esse diuturnum, interdumque perpetuum, prudentes definiunt, nasci ex mentis molitia consuetum: id adferentes argumento probabili, quod iracundiores sint incolumibus languidi, & femine maribus, & juvenibus senes, & felicibus ærumnosi.* (Lib. XXVII. Cap. VII. pag. 536. Ed. Vales. Gron.) GROTIUS.

(7) *Inhumanum verbum est, & quidem pro justo receptum, Ultio: & à contumelia non differt, nisi ordine. Qui dolorem regerit, tantum excusatus peccat.* De Ira, Lib. II. Cap. XXXII.

(8) *Ἐπιτολῶμαιμι εἰ ἂν ἔγωγε εἴπῃ, ὅτι ἔπερ ἔστιν ἀδικίας πρὸς ἀδικίαν ὑπερβολή, ὁ τιμωρὸν τῷ προὔπαρξαντος ἀδικώτερος.* Dissert. II. pag. 24, 26. Edit. Davif.

(9) Ce mot se trouve dans STOBE'É, Serm. XIX. De Patientia: où le Compilateur rapporte un assez long passage d'un Traité de ce Philosophe, sur la Question, Si un Philosophe doit intenter action d'injures contre quelqu'un.

(10) *Τὸ γὰρ ἀντιτιμωρεῖσθαι, τῷ ἀδικεῖν, νόμῳ δικαιότερον εἶναι, οὐδεὶς γινώσκων ἀπὸ μῆος ἀσθενείας.* PLUTARCH. in Vit. Dion. Tom. I. pag. 979. A.

§. VI. (1) Voici le passage: Πρὸς αὐτῷ ὅτι παντὶ τῷ ἐν

τιμωρίᾳ ὄντι, ὑπ' ἄλλῃ ὁρῶς τιμωρουμένῳ, ἢ βελτίονι γίνεσθαι καὶ ὀνιμάσθαι, ἢ παρὰδειγμὰ τι τοῖς ἄλλοις γίνεσθαι ἵνα ἄλλοι ὁρῶντες πάσχοντα ἢ ἂν πάσχοι, φοβέμενοι, βελτίους γίνωνται. In Gorg. Tom. I. pag. 525. A. B.

(2) Τιμωρία: Voici le passage entier. *Poeniendis peccatis tres esse debere causas existimation est. Una est, quæ vndevisio, vel κόλασις, vel παρὰδειξις dicitur; quæ pæna adhibetur castigandi atque emendandi gratiâ, ut is, qui fortuito deliquit, adtentior fiat correctiorque. Altera est, quam ii, qui vocabula ista curiosis diviserunt, τιμωρίαν adpellant. ea causâ animadvertendi est, quæ dignitas auctoritasque ejus, in quem est peccatum, tuenda est, ne prætermissa animadversio contentum ejus pariat, & honorem levet: idcircoque id ei vocabulum à conversatione honoris factum putant. Tertia ratio vindicandi est, quæ παρὰδειγμα à Græcis nominatur, quæ poenitio propter exemplum est necessaria, ut ceteri similibus à peccatis, quæ prohiberi publicitus interest, metu cognite pænæ deterreantur. Idcirco veteres quoque nostri exempla pro maximis gravissimisque pænis dicebant. . . . Has tres ulciscendi rationes & Philosophi alii plurifariam, & noster TAURUS, in primo commentariorum, quos in Gorgiam PLATONIS composuit, scriptas reliquit. PLATO autem ipse verbis apertis duas solas esse poeniendi causas dixit &c. AUL. GELL. Noct. Attic. Lib. VI. Cap. XIV.*

(3) Il dit, que les Peines qu'on inflige immédiatement après que le Crime a été commis, empêchent que le Coupable n'en commette à l'avenir de semblables, & sont une grande consolation pour ceux à qui il a fait du mal: Αἱ δ' ὑπὸ χεῖρᾳ τοῖς τελευτήσαντες ἀπαντῶσαι τιμωρίαι, καὶ τῶν μελλόντων εἶσιν ἐπισχέσεις ἀδικημάτων, καὶ μάλιστα τὸ παρηγορεῖν τὰς πεπονδίας ἐν αὐτοῖς. De fera Numin. vindict. Tom. II. pag. 548. E.

(4) Τιμωρία δὲ ἐστὶν ἀνταπόδοσις κακῆ, ἐπὶ τὸ τῷ τιμω-

cun à son tour, pour se dédommager du mal qu'on en a reçu. C'est proprement cette forte de Punition, qu'ARISTOTE (5) rapporte à la Justice, qu'il appelle *Pernutative*: mais s'il parle ailleurs & de la satisfaction (6) & de la correction, il ne dit rien de l'exemple.

2. Pour traiter la matière avec plus d'exactitude, il faut dire, à mon avis, que, dans toute Punition, on a en vuë ou le bien du Coupable même, ou l'utilité de celui qui avoit intérêt que le Crime ne fût pas commis, ou enfin l'avantage de tout le monde généralement.

§. VII. 1. LA Punition, qui tend à la première de ces fins, est ce que les Philosophes appellent, (1) tantôt (a) Réprimande ou Correction, tantôt (b) Châtiment, tantôt (c) Avertissement; & qui se fait pour corriger, comme parle le (2) Jurisconsulte PAUL, ou pour rendre sage, comme (3) s'exprime PLATON, ou pour guérir l'Ame, comme (4) le dit PLUTARQUE. Elle a en effet pour but de corriger le Coupable, & de le rendre plus homme de bien, en guérissant le mal par son contraire. Car, comme toutes fortes d'Actions, sur tout celles qu'on fait de propos délibéré & auxquelles on revient souvent, forment un certain panchant à en produire d'autres semblables, lequel croît de plus en plus jusqu'à ce qu'il tourne en habitude; il faut éloigner, le plutôt qu'il est possible, tout ce qui sert d'attrait au Vice: & c'est de quoi on ne sauroit mieux venir à bout, qu'en ôtant (5) la douceur du Crime par l'amertume de la Douleur. Quand les maladies de l'Ame en sont venues à un tel point, que le Cœur est & corrompu lui-même, & corrompueur des autres; il ne faut pas des remèdes moins forts, que l'ardeur des desirs qui le dévorent; c'est ce que TACITE (6) fait dire à Tibère. Selon les Platoniciens, au rapport d'APULE'E, (7) il n'y a pas de plus grand supplice pour un Coupable, que d'obtenir l'impunité, sans avoir du moins à subir les censures des Hommes.

(a) Νοθεσία.
(b) Κόλασις.
(c) Παιδείσις.
(d) Voiez
Thom. Summ.
Theol. II. 2.
Quest.
XXXIII.
Art. III.

2. Il est permis naturellement à toute (d) personne qui a du Jugement, & qui n'est point entachée des mêmes Vices, ou d'autres aussi honteux, d'exercer la Punition qui sert au but dont il s'agit. Cela paroît par cette espèce de châtiment qui se fait en paroles. Car, comme le dit un Poète Latin, (8) reprendre un Ami, lors qu'il a commis

μαρτυρῶντες συμφέρον ἀναπαινεμένην. On trouve aussi dans St. CHRYSOSTÔME, ces trois fins, νεθεσία, τιμωρία, κόλασις, la correction, la satisfaction, l'exemple. In I. ad Corinth. XI, 32. GROTIUS.

Le passage de CLEMENT d'Alexandrie a été rapporté ici plus exactement, que ne faisoit notre Auteur; car en citant de mémoire, il y avoit changé deux mots. Ce passage est du Pédagogue, Lib. I. Cap. VIII. pag. 140. Edit. Oxon. Potter. On trouve ailleurs, à peu près, la même définition, Stromat. Lib. VII. Cap. XVI. pag. 895.

(5) Voiez la Morale à Nicomachus, Lib. V. Cap. VII. VIII.

(6) Διαφέρει ἡ τιμωρία, καὶ κόλασις ἡ μὲν γὰρ κόλασις, τὴν πασχόντος ἐν πᾶσι ἐστὶν ἡ τιμωρία, τὴν ποιόντος, ἡνὰ ἀποπληρωθῆναι. Rhetoric. Lib. I. Cap. X.

§. VII. (1) Voiez le passage d'AULU-GELLE, qui a été cité dans la Note 2. sur le paragraphe précédent.

(2) On aura occasion de citer la Loi, dans le Chapitre suivant, §. 12. Note 1.

(3) Voici le passage: Δίκην ἢ ἕκαστος ἑκάστῳ τῷ κακῷ γιγνῶντι σαφρονιστὸς ἐνεκα ἐννεπομένην προσκτισάτω. De Legg. Lib. XI. pag. 933. E. Tom. II. Ed. Steph.

(4) Ἰστυρία τῆς ψυχῆς. Voiez le Traité de la lenteur de la Vengeance Divine, Tom. II. pag. 550. A. 559. F.

(5) C'est ce que SENEQUE a remarqué: & il se sert de la comparaison d'une pièce de bois ronde & lon-

gue, que l'on brûle pour la redresser, & que l'on fend, non pour la rompre, mais pour l'ouvrir & l'étendre: Non enim nocet [castigatio], sed medetur, specie nocendi. Quemadmodum quedam bastilia detorta, ut corrigamus, adurimus, & alacris cuneis, non ut frangamus, sed ut explicemus, elidimus: sic ingenia vitio prava, dolore corporis animique corrigimus. De Ira, Lib. I. Cap. V. Il dit ailleurs, que les châtimens d'un bon Magistrat, d'un bon Précepteur, d'un bon Juge, sont des maux utiles, comme quand un Médecin fait appliquer le fer à un Membre gangrené, ou ordonne la diète à son Malade: Quædam esse diximus, que nocere non possunt; quædam, quæ volunt. In his erunt boni magistratus, parentesque, & præceptores, & judices: quorum castigatio sic accipienda est, quomodo scalpellum, & abstinentia, & alia, quæ profutura torquent. Ibid. Lib. II. Cap. XXVII. GROTIUS.

(6) Corruptus simul & corruptor, aeger & flagrans animus, haud levioribus remediis restringendus est, quam libidinis ardescit. Annal. Lib. III. Cap. LIV. num. 2.

(7) Graviusque & acerbius est omni supplicio, si noxia impunitas deferatur, nec hominum interim animadversione plectatur. De habitud. Doctr. Platon. pag. 21. Edit. Elmenhorst.

(8) Nec amicum castigare ob meritam noxiam, Immune est facinus; verum in ætate utile Et conducibile ————

PLAUT. Trinumm. Act. I. Scen. I. vers. 1.

(9) Les Empereurs VALENTINIEN & VALENS per-

met-

mais quelque faute qui le mérite, c'est une chose à la vérité dont ceux que l'on reprend voudroient bien qu'on ne se mêlât point, mais qui est d'un grand usage dans la Vie.

3. A l'égard des Coups, & des autres choses qui renferment quelque contrainte, s'il est permis (e) à l'un, & non pas à l'autre, d'user de tels moïens, cette différence ne vient point de la Nature, (car tout ce que la Raison nous enseigne ici, c'est que les Pères & Mères ont un droit particulier de châtier leurs Enfants, à cause de l'étroite liaison qu'ils ont avec eux) mais elle est fondée sur les Loix, qui, pour éviter les querelles, ont restreint cette parenté générale de tous les Hommes aux plus proches Parens, de qui l'on est le plus tendrement aimé; comme on le voit dans (9) le CODE JUSTINIEN, & ailleurs. C'est sur ce principe, que XÉNOPHON disoit aux Soldats de l'Armée Grecque qu'il avoit commandée : (10) Si j'ai frappé quelqu'un de vous pour son bien, j'avoue que je dois subir la même peine, qu'un Enfant peut infliger à son Père, lors qu'il en a été châtié, ou un Disciple à son Maître. Les Médecins même n'appliquent-ils pas le fer & le feu aux Membres de leurs Malades, pour les guérir? LACTANCE remarque, (11) que DIEU veut qu'on châtie les Enfants, toutes les fois qu'ils commettent quelque faute, de peur que, par une tendresse nuisible & un excès d'indulgence, on ne les élève dans le mal.

(e) Voiez
Augustin. En-
chirid. Cap.
LXXII.

4. Cette sorte de Punition, qui a pour but le bien du Coupable, ne peut pas s'étendre jusqu'à lui ôter la vie, si ce n'est indirectement, & entant que l'on ramène à une idée positive une idée négative toute opposée. Car comme, selon ce que dit Nôtre Seigneur JÉSUS-CHRIST, (f) il y a des gens pour qui il vaudroit mieux de n'être point nez, c'est-à-dire, qui ne seroient pas aussi malheureux, qu'ils sont: de même on peut dire, qu'il vaudroit mieux pour un naturel incorrigible, de mourir, que de vivre plus long tems, c'est-à-dire, que ce seroit un moindre mal pour une telle personne, puis qu'il est certain que, si elle vit, elle ne fera que devenir de jour en jour plus méchante. C'est de ces fortes de gens que SENEQUE (12) dit, que leur intérêt même demande qu'ils périssent; parce qu'ils ne vivent que, pour nuire aux autres, & plus encore à eux-mêmes, comme (13) parle PLUTARQUE. On trouve la même pensée dans (14) JAMBLIQUE, & dans (15) GALIEN.

(f) Marc,
XIV, 21.

5. Quel-

mettent aux proches Parens, qui ont de l'âge, de châtier modérément un Jeune Homme, en minorité, comme auroit pu faire son Père; à moins qu'il n'ait commis quelque faute énorme, dont la connoissance appartienne aux Juges: *In corrigendis minoribus, pro qualitate delicti, senioribus propinquis tribuimus potestatem: ut quos, ad vite decora, domesticæ laudis exempla non provocant, saltem correctionis medicina compellat. Neque tamen nos in puniendis minorum vitiis potestatem in immensum extendi volumus, sed jure patri auctoritas corrigat propinquis juvenis erratum, & privatâ animadversione compeſcat. Quod si atrocitas facti jus domesticæ emendationis excedat, placet enormis delicti reos dedi judicum notioni.* COD. Lib. IX. Tit. XV. De emendatione propinquorum.

(10) Ἐγὼ γὰρ εἰ μὲν ἐπ' ἀγαθῷ ἐκόλασα τινά, ἀξίῳ ὑπέχειν δίκην, οἷαν καὶ γονεῖς υἱοῖς, καὶ διδάσκαλοι παισὶ. καὶ γὰρ ἱερεῖς τέμνουσι καὶ καίουσιν ἐπ' ἀγαθῷ. De Cyri Expedit. Lib. V. Cap. VIII. §. 8. Ed. Oxon.

(11) Qui [Deus] jubet, uti maledictis & ledentibus non irascamur, manus autem nostras supra minores semper habeamus, hoc est, ut peccantes eos adfusus verberibus corrigamus, ne amore inutili & indulgentiâ nimia educantur ad malum, & ad vitia nutriantur. Instit. Divin. Lib. VI. Cap. XIX. num. 8. Edit. Cellar.

(12) Ut nemo pereat, nisi quem perire etiam pereuntis interſit. De Ira, Lib. I. Cap. V. Voiez aussi le Chap. XVI.

(13) C'est dans un endroit où il dit, que DIEU punit d'abord de tels Pécheurs incorrigibles, au lieu qu'il donne le tems de se convertir à ceux qui péchent par l'ignorance de la Vertu, plutôt que par l'amour du Vice: Ἀλλὰ τὸ μὲν ἀνέκιστον ἐνθὺς ἐξέλκε τῇ βίῃ καὶ ἀπέκοψεν, ὡς ἐτέροις γε πάντως βλαβερὸν, αὐτῷ τε βλαβερώτατον, αἰεὶ συνέσθαι μετὰ πονηρίας. οἷς δὲ ὑπ' ἀγνοίας τῆ καλῆς μάλλον ἢ προαιρέσει τὰ αἰσχροῦ τὸ ἀμαρτανικὸν εἶδος ἐγγεγονόται, δίδωσι μεταβαλεῖσθαι χρόνον. De ſera Num. vindict. pag. 551. E. Tom. II. Ed. IVech.

(14) Ce Philosophe dit, que, comme il vaut mieux pour une personne qui a un abcès, d'y laisser mettre le feu, que de demeurer dans l'état où elle est; de même il vaut mieux pour un Méchant, de mourir, que de vivre: Καθάπερ τῷ ὑποπύῳ βέλτιον τὸ καίεσθαι, τῷ διαμείναι ἔστω καὶ τῷ μοχθηρῷ τὸ τεθνᾶναι, τῷ ζῆν. Protreptic. Cap. II.

(15) Après avoir dit, que l'on punit de mort un Homme, premièrement, pour empêcher le mal qu'il pourroit faire, s'il vivoit plus long tems; & ensuite, pour détourner les autres, par son exemple, de commettre rien de semblable: il ajoute, qu'il y a une troisième raison, c'est qu'il vaut mieux pour le Criminel même de mourir, lors qu'il est d'une malice incorrigible: Καὶ τρίτον, ἐστὶ καὶ αὐτοῖς ἡκεῖνοῖς ἀμεινον τεθνᾶναι διεφθαρμένοις ἔστω τὴν ψυχὴν, ὡς ἀνιάστον ἔχειν τὴν κακίαν. De ſera Num. vind. pag. 551. E.

5. Quelques Docteurs croient, que c'est de ceux-là mêmes que l'Apôtre St. JEAN parle, lors qu'il dit, (g) qu'il y a une sorte de Pécheurs, (16) dont le péché va à la mort. Mais comme les preuves qu'on peut avoir d'un panchant incorrigible à mal faire, sont fujettes à tromper, la Charité veut qu'on ne désespère pas légèrement de l'amendement de qui que ce soit. Ainsi il ne peut arriver que très-rarement que l'on soit obligé de punir quelqu'un par cette raison qu'on a tout lieu de croire qu'il ne se corrigera jamais.

§. VIII. I. VOILA pour la première fin des Peines. La seconde, ou l'utilité de celui à qui il importoit que le Crime ne fût pas commis, consiste en ce qu'il faut faire en sorte qu'il ne soit désormais exposé à rien de semblable, ni de la part de celui qu'on punit, ni de la part d'aucun autre. AULU-GELLE (1) définit cette sorte de Punition, après le Philosophe TAURUS, par celle où l'on se propose de défendre la dignité & l'autorité de celui que l'on a offensé, afin que l'impunité ne l'expose pas au mépris. Ce que l'on dit là de l'atteinte donnée à l'autorité de la personne offensée, il faut l'entendre d'un attentat contre la liberté ou contre tout autre droit de chacun. TACITE (2) donne à entendre, que l'on peut pourvoir à sa sûreté par une juste punition.

2. Or il y a trois moïens d'empêcher que la personne lésée (3) ne souffre plus de mal de la part de l'Offenseur. Le premier est, de faire mourir le Coupable : le second, de le mettre hors d'état de nuire : le dernier, de lui faire souffrir quelque mal, par où il apprenne à ses dépens à être plus sage ; ce qui a du rapport avec la correction, dont nous avons parlé ci-dessus.

3. Pour mettre en suite à couvert la personne lésée du tort & des maux pareils que d'autres pourroient lui faire ; il faut que le Coupable soit puni, non pas en cachette, mais publiquement & à la vue de tout le monde.

4. Si

(16) Ces sortes de Pécheurs sont atteints d'une maladie incurable, selon St. CHRYSOSTÔME, *οἱ ἀνὰ νοσήσαντες*. In II. ad CORINTH. XIII. 9. L'Empereur JULIEN distingue aussi entre les Coupables, dont on a quelque espérance qu'ils pourront être guéris de leur malice ; & ceux en qui elle est incurable. Il dit, que les Loix punissent de mort les derniers, autant pour le bien d'autrui, que pour le leur propre. *Διτῶν ὅστων τῶν ἀμάρτυρων, καὶ τῶν μὲν ὑποφαινόντων ἐλπίδας ἀμείνους, καὶ ἅπαντῃ τὴν θρασείαν ἀπιστραμμένων· τῶν δὲ ἀνίατα πλημμελόντων· τετοιοῖς ὅ οἱ νόμοι θάνατον λίσσιν τῶν κακῶν ἐπενόησαν, καὶ εἰς τὴν ἐκείνων μάχην, εἰς ἣν τῶν ἁλῶν ἀφέλειαν*. Oration. II. (pag. 89. B. Edit. Spanhem.) GROTIUS.

§. VIII. (1) Voyez le passage cité ci-dessus, dans la Note 2. sur le paragraphe 6.

(2) C'est Poppée, que Néron venoit d'épouser, qui représente à cet Empereur, qu'il devoit ou reprendre Octavie de son bon gré, plutôt que par force, ou bien punir Octavie, pour se mettre lui-même en sûreté : *Denique, si id rebus conducatur, libens, quam coactue, accipiet dominam, vel consuleret securitati justâ ultione*. Annal. Lib. XIV. Cap. LXI. num. 7.

(3) On voit dans les Bêtes même quelque image d'une punition faite dans cette vue. PLINE remarque, que, quand une Lionne s'est accouplée avec un Léopard, le Lion, qui s'en aperçoit à l'odeur du Léopard, se jette sur elle de toute sa force, pour la châtier : *Odore Pardis coitum sentit in adultera Leo, totâque vi confurgit in penam*. Hist. Natur. Lib. VIII. Cap. XVI. GROTIUS.

(4) Lors, par exemple, (dit ici le Savant GRONOVIVS) que l'Offenseur se trouve un Père, ou un hom-

me qui n'étoit pas en son bon sens, ou une personne à qui l'on avoit fait soi-même auparavant quelque injure, & qui nous l'avoit pardonnée. Le premier & le troisième exemple, sont justes : mais rien n'est plus mal appliqué que le second. Car peut-on faire une injure, proprement ainsi nommée, quand on n'a pas l'usage de la Raison ?

(5) *Ac naturæ quidem jus est, quod nobis non opinio, sed quedam innata vis adferat, ut religionem, pietatem, gratiam, vindicationem, observantiam, veritatem Vindicationem, per quam vim & contumeliam, defendendo aut ulciscendo, propulsamus à nobis, & à nostris, qui nobis esse cari debent, & per quam peccata punimus*. De Invent. Lib. II. Cap. XXII.

(6) *Quippe adversus latronem, si nequeant pro salute, pro ultione tamen suâ, omnes ferrum stringere*. Lib. XXXVIII. Cap. IV. num. 2.

(7) On a cité le passage tout entier, dans la Note 1. sur le paragraphe 5. L'Auteur repetoit, sans nécessité, ce passage dans la Note suivante ; comme il lui est arrivé en d'autres endroits, par oubli sans doute.

(8) *Romulus*, au rapport de PLUTARQUE, disoit, en parlant du meurtre de *Tatius*, commis par quelques *Laurentins*, qu'on avoit rendu meurtre pour meurtre, & qu'ainsi l'injure étoit effacée : *Ἐμοὶ ὅ τῶν συγγαμφίων ἰσοῦσι, τὴν μὲν πόλιν τῶν Λαυρεντιῶν φονδεύσαν ἐκιδόναι τὰς αὐτοῦ χειρὰς Τάτιν, τὸν δὲ Ῥωμύλον ἀφείναι, φόναντα φόνον φόνῳ λελυότα*. (Vit. Romul. Tom. I. pag. 32. C.) PROCOPÉ fait dire à *Bélisaire*, qu'il est naturel de haïr ceux qui nous ont fait quelque injure ou quelque injustice : *Φύσει γὰρ προσεσι τοῖς ἀδικημένοις ἡ πρὸς τοῖς βιάζομένοις ἔχθρα*. Vandalic. Lib. I. (Cap. XVI.) GROTIUS.

(9)

4. Si l'on rapporte à ces fins, & qu'on renferme dans les bornes de l'Equité, la Vengeance même particulière, elle n'est point illicite, à en juger par le Droit de Nature tout seul, c'est-à-dire, indépendamment des Loix Divines & Humaines, & mis à part les circonstances (4) qui ne sont pas essentielles à la chose ; soit que la Vengeance s'exerce par celui-là même qui a été offensé, ou par quelque autre ; car il est conforme à la Nature, qu'un Homme en secoure un autre. On peut admettre en ce sens la pensée de CICÉRON, (5) qui, après avoir décrit le Droit Naturel comme une Loi qui est fondée non sur l'opinion, mais sur des sentimens nez avec nous, en donne pour exemple la Vengeance, qu'il oppose au Pardon : & afin qu'on ne doutât point jusqu'où il étend la signification de ce mot, il définit la Vengeance, une action par laquelle, en se défendant ou en se vengeant, on repousse la violence & les insultes faites ou à nous, ou aux nôtres, qui doivent nous être chers ; & par laquelle aussi on punit les fautes. Tout le monde tire l'épée contre un Brigand, du moins pour se venger, si on ne le peut pour sauver sa vie ; c'est ce que TROGUS POMPE'E faisoit dire à Mithridate, dans une Harangue que (6) JUSTIN a copiée. Et PLUTARQUE (7) appelle cela, la Loi de la Vengeance. C'est aussi sur ce droit (8) naturel que Samson se fondeoit, lors qu'il disoit, (a) que, s'il faisoit du mal aux Philistins, après en avoir reçu d'eux, il seroit entièrement innocent. Et quand il se fut vengé effectivement, il se justifia de la même manière, (b) disant qu'il leur avoit fait comme eux-mêmes lui avoient fait les premiers. On peut alléguer (9) plusieurs autres passages semblables d'Auteurs & Profanes, & Ecclésiastiques.

(a) Juges, XV, 3.

(b) Ibid. vers. 11.

5. Mais comme nous sommes sujets à nous laisser surprendre aux illusions de la Passion, quand il s'agit de notre intérêt ou de celui des nôtres ; on trouva bon, à cause de cela, lors que plusieurs Familles se furent jointes ensemble dans un même lieu, d'établir des Juges, & de les revêtir eux seuls du pouvoir de venger ceux qui auroient été offen-

(9) THUCYDIDE introduit ceux de Platée soutenant qu'ils ont eu raison de punir les Thébains, qui s'étoient emparez de leur Ville, dans un tems de paix ; & qu'ils n'ont fait que suivre en cela une Loi établie chez tous les Peuples, selon laquelle on peut justement repousser un Ennemi : Πολιν γὰρ αὐτὸς τὴν ἡμετέραν καταλαμβάνοντας ἐν σπονδαῖς, καὶ προσέτι ἰερομηνία, ὁρῶνς τιμαρτυρεῖσθαι, κατὰ τὸν πᾶσι νόμον καθ' ἑαυτὰ, τὸν ἐπιόλῳ πόλεμον ὅσιον εἶναι ἀμύνεσθαι. (Lib. III. Cap. LVI. Edit. Oxon.) DEMOSTHÈNE donne pour une Loi commune à tous les Hommes, qu'il est permis de repousser ceux qui nous enlèvent nos biens. [Le passage a déjà été cité, Chap. I. de ce second Livre, §. II. num. I.] Jugurtha aiant parlé des embûches qu'Adherbal avoit dressées, pour lui ôter la vie, ajoute, que le Peuple Romain feroit mal de l'empêcher, lui Jugurtha, d'user, à l'égard d'Adherbal, du droit des Gens, c'est-à-dire, du droit de se venger d'un tel attentat : ΑΘΗΡΒΑΛΕΜ vitæ suæ insidiatum : quod ubi comperisset, ejus sceleri obviam iisse : populum Romanum neque rectè, neque pro bono facturum, si ab jure gentium se prohibuerit. SALLUST. Bell. Jug. (Cap. XXV. Ed. Walf.) ARISTIDE dit, que c'est une maxime approuvée & par les Poètes, & par les Législateurs, & par les Orateurs, une maxime conforme aux Proverbes même qui expriment les idées du Commun Peuple, une maxime en un mot reçue de tout le monde, Qu'on peut se venger d'un Agresseur : Ἀλλ' ὁ ποιηταὶ, καὶ νομοθέται, καὶ παροιμίαι, καὶ ῥήτορες, καὶ πάντες κλεῦσθαι, ἀμύνεσθαι τὰς υπέρβαντας, τῷτο εἰσσηγέτο &c. Orat. Platon. II. pro Quatuorviriis, (Tom. III. pag. 259. A. Edit. Paul. Steph.) St. AMBROISE loue les Maccabées, de ce qu'ils avoient ven-

TOM. II.

gé, dans un jour même de Sabbat, la mort de leurs Frères innocens : Sed Maccabæi considerantes, quod hoc exemplo gens omnis posset perire, Sabbato etiam, quum ipsi in bellum provocarentur, ultī sunt innocentium necem fratrum suorum. De Offic. Lib. I. Cap. XL. Voyez aussi ce que dit le même Père, dans son Discours contre Symmaque : & JOSEPH, Antiq. Jud. Lib. XIII. Cap. I. au sujet de la vengeance que l'on tira de la mort de Jean, frère de Jonathan. St. AMBROISE répondant aux plaintes que faisoient les Juifs, de ce que les Chrétiens leur avoient brûlé une Synagogue, parle encore ainsi : " Si je voulois en appeler au Droit des Gens, je ferois voir ici, combien de Temples des Chrétiens ont été brûlez par les Juifs, du tems de l'Empereur Julien. AT certè si jure gentium agerem, dicerem, quantas Ecclesie Basilicas Judæi tempore imperii Juliani incenderint &c. Epist. XXIX. (pag. 562. C. Edit. Paris. 1569.) Il appelle là une maxime du Droit des Gens, rendre la pareille : & il se sert de la même expression, que TITE LIVE, au sujet des Laurentius, qui demandoient raison de ce qu'on avoit maltraité leurs Ambassadeurs : Post aliquot annos, propinqui Regis Tatii legatos Laurentium pulsant, quumque Laurentes JURE GENTIUM AGERENT &c. Lib. I. (Cap. XIV. num. 1.) C'est ainsi que CIVILIUS dit, dans TACITE, qu'après avoir été maltraité en plusieurs manières, & à un tel point, que ses Soldats même demandoient sa mort, il vouloit s'en venger, selon le Droit des Gens : Egregium, inquit, pretium laboris cepi, necem fratris, & vincula mea, & severissimas hujus exercitus voces, quibus ad supplicium petitus, jure gentium pœnas reposco. Hist. Lib. IV. (Cap. XXXII. num. 4.) GROTIUS.

H

(10)

offensez, de sorte que tous les autres Membres de la Communauté furent ainsi privés de la liberté que la Nature leur avoit donnée; LUCRÉCE dit, (10) que l'on s'avisait de régler, par des Loix, la manière d'avoir satisfaction des injures, parce que chacun, en voulant se faire raison à soi-même, ne consultoit que son ressentiment, & passoit les bornes de la Justice. Plusieurs autres Auteurs de l'Antiquité ont (11) reconnu la nécessité d'établir, pour cette raison, des Tribunaux de Justice.

(c) *Vellej. Paterc. Lib. II. Cap. XLIII. Plutarch. in Cæs. pag. 708. Tom. II. Ed. Wech.*

6. Cela n'empêche pas pourtant que la liberté primitive de se faire raison à soi-même ne subsiste encore dans les lieux où il n'y a point de Tribunaux de Justice, comme sur mer. On peut rapporter peut-être ici ce que fit Jules César, (c) n'étant encore que simple Particulier. Il avoit été pris par des Pirates: lors qu'ils l'eurent relâché, il les poursuivit avec une Flotte rassemblée à la hâte, mit en fuite une partie de leurs Vaisseaux, & coula à fond les autres: ensuite, comme le Proconsul négligeoit de punir les Pirates qu'il avoit fait prisonniers, il se remit en mer, & les fit lui-même crucifier.

7. Cette liberté naturelle se conserve aussi dans les lieux déserts, & dans ceux où l'on vit à la manière des (12) Nomades. C'est ainsi que, parmi les (13) Umbriciens, au rapport de NICOLAS de Damas, chacun se faisoit justice à soi-même: & on peut encore aujourd'hui en user ainsi impunément chez les Moscovites, lors qu'après avoir porté plainte au Juge, il ne rend pas justice dans un certain tems. De là ont pris aussi nais-

fan-

(10) *Acrius ex ira quod enim se quisque parabat
Ulcisci, quam nunc concessum est legibus equis,
Hanc ob rem est homines pertasum vi colere ævum:*

Lib. V. vers. 1147, & seqq.

(11) Les Loix, dit DE MOSTHÈNE, ont réglé la manière dont chaque injure doit être punie, pour empêcher que chacun ne suive en cela les mouvemens de sa colère, ou son jugement particulier: 'Αλλ' ἐν τοῖς νόμοις εἶναι τέτων ἑκάστη τὴν δίκην [προσάραται]. μὴ τῇ τῷ προσοχούῳ ὀργῇ, μηδὲ βυλῇσι τὰυτὰ κρίνεσθαι. Orat. advers. Conon. (pag. 730. A. Ed. Basil. 1572.) La même raison est alléguée par les Empereurs HONORIUS & THEODOSE: Idcirco tamen Judiciorum vigor, jurisque publici tutela videtur in medio constituta, ne quisquam sibi ipsi permittere valeat ultionem. C. D. Lib. I. Tit. IX. De Judais & Catholicis, Leg. XIV. Voici aussi un passage de CASSIOIORE, qui a été cité ci-dessus, Liv. I. Chap. III. §. 1. num. 2. Voici comment Tyndare parle contre Oreste, dans la Tragédie d'EURIPIDE qui porte le nom de celui-ci: " S'agit-il de disputer avec lui de sagesse? Si ce qui est honnête ou deshonnête est connu clairement de tout le monde, comme on n'en sauroit douter, y eut-il jamais d'homme plus insensé, qu'Oreste, lui qui n'a considéré ni les règles de la Justice, ni les Loix communes de toute la Grèce? Car lors que ma Fil- le (Clytemnestra) eut tué son Mari Agamemnon, (action très-infame, & que je n'approuverai jamais) Oreste devoit l'accuser dans les formes, & la chasser de la maison, sans avoir égard à la qualité de Mère. Par là il auroit témoigné de la modération dans son malheur, il auroit agi pieusement & selon les Loix. Au lieu qu'il est tombé dans le même excès de fureur, que la Mère. Il la traite de méchante, & il a raison: mais en la tuant, il est devenu pire qu'elle. Permettez-moi, Ménélas, de vous faire une question. Si une Femme aiant tué son Mari, est tuée elle-même par un Fils, & que le Fils de celui-ci expie ce meurtre par un nouveau; quand ver- ra-t-on la fin de ces spectacles tragiques?

Τῆν. Πιγὲς τὸν δ' ἀγῶν τις ἂν σοφίας ἦκει πέρι;
Εἰ τὰ καλὰ πῶσι φαίνεται, καὶ τὰ μὴ καλὰ,

Τέτα τίς ἀνδρῶν γινετ' ἀσυνέτωρ; ὅστις τὸ μὲν δίκαιον ἐκ ἐσκέψατο,

Οὐδ' ἦλθεν ἐπὶ τὸν κοινὸν Ἑλλήνων νόμον.

Ἐπεὶ γὰρ ἐξέπνευσεν Ἀγαμέμνον βίον,

Πληγὴς θυγατρὸς τῆς ἐμῆς ὑπὲρ κἀρα,

(Αἰχμῶν, ἔργον ἔγωγ' ἀνέσω ποτὶ).

Χρὴν αὐτὸν ἐπιτείνειν μὲν αἵματι δίκην

Ὅστιον, δῖάκοντ' ἐκβαλεῖν τε δαμάτων

Μαίερα, τὸ σάφρον τ' ἐλαβεῖν ἀν τῆς συμφορᾶς

Καὶ τῷ νόμῳ τ' αἷ' εἶχετ', ἐστειβὴς τ' αἷ' ἦν.

Νῦν δ' εἰς τὸν αὐτὸν δαίμον' ἦλθε μαίερα.

Κακὴν γὰρ αὐτῷ ἐδίδκας ἠγόμεν.

Αὐτὸς κακίαν ἐγένετο, μαίερα κλονῶν.

Ἐρχομαι γ', Μενέλαος, τισὶν δὲ σε

Εἰ τὸν δ' ἀποκρίσεις ὁμόλογησιν γυνή,

Χ' ὁ τῷδε παῖς αὐ' μητέρ' ἀνταποκρίσῃ,

Κάππει' ὁ κείνη γενομένη Φόνον Φόνος

Λύσει· τίρας γ' ποὶ κακὴν προβήσῃ;

(Vers. 491, & seqq.) Les dernières paroles, qui sont pleines de bon-sens, ont fourni matière aux réflexions & des Philosophes, & des Orateurs. Écoutez MAXIME de Tyr: " Si celui qui a reçu une injure, s'en venge toujours, le mal passera, & sautera, pour ainsi dire, de l'un à l'autre: une injure sera suivie d'une autre. Car, si vous permettez à l'un de rendre le mal pour le mal, l'autre le rendra à son tour avec le même droit, puis qu'ils sont à deux de jeu. Et bon Dieu! que voulez-vous faire? Voulez-vous faire naître la Justice d'une Injure? Où en serons-nous? Où s'arrêtera le mal? Τὶ γ' τοῖον ἔσται καὶ πέρους τῷ κακῷ; εἰ γὰρ ὁ ἀδικηθεὶς ἀμύνεται, αἰετὶ μεταβιβάζεται τὸ κακὸν ἀπ' ἀλλὰ πρὸς ἄλλον, καὶ μετασπῶδῃ, καὶ διαδέχεται αἰκνία ἀδικίαν. Εἰ γὰρ τὰ αὐτὰ τῇφ' εἰκαὶ τῷ παθόντι συνχωρεῖς ἐπεξίεται εἰς τὸν ἀδικησάντα, ἐπαναχωρεῖ αὐδὲς ἀπ' ἐκείνης πρὸς τὸν αὐτὸν ἡ τιμωρία τὸ γὰρ δίκαιον ἰσ' ἀμφοῖν ἴσον. Ὁ Ζεῦ, καὶ οἱ οὐ ποιοῦντες, δικαιοσύνην ἐξ ἀδικημάτων; καὶ ποῖ βαδίζεται τὸ κακὸν, καὶ ποῖ σῴζεται; Dissert. II. Utrum referenda sit injuria, (pag. 22. Edit. Davif.) " Restera-t-il enfin un seul Grec, disoit ARISTIDE, si, pour venger ceux qui ont été tués, ceux qui restent se font eux-mêmes tuer? Τίς γὰρ τῶν Ἑλλήνων ληφθεῖσιν, εἰ διὰ τὰς περὶ ὧν ἀπολωλοκό- τας,

sance les Duels, (14) qui, avant le Christianisme, étoient si communs chez les (15) Nations Germaniques, & dont l'usage n'est pas tout-à-fait aboli en certains endroits. C'est pourquoi les anciens Germains faisoient attention à l'ordre judiciaire que les Romains observoient, étoient ravis en admiration, à ce que remarque VELLEJUS PATERCULUS, (16) de voir que la Justice nût fin aux injures, & qu'on terminât, par le moiens des Loix, des démêlez qui ne se vuidoient ordinairement chez eux qu'à la pointe de l'épée.

8. La Loi de Moïse (d) permettoit au proche Parent d'un homme qui avoit été tué, de tuer lui-même le Meurtrier, s'il le trouvoit hors des bornes de l'Azile. Sur quoi les Commentateurs Juifs remarquent fort bien qu'au lieu qu'un Particulier pouvoit ainsi infliger de sa pure autorité la peine du Talion, pour venger le Mort; on ne pouvoit exiger cette peine pour se venger soi-même, lors qu'on avoit reçu, par exemple, quelque blessure, qu'en ayant recours aux Juges: parce (17) qu'il est plus difficile de modérer son ressentiment, quand on souffre en sa personne. Parmi les Grecs, dans les tems les plus anciens, il y avoit une semblable permission, autorisée par la coutume, de venger le meurtre de ses Parens, comme il paroît par ce qu'HOMÈRE (18) fait dire à Théoclymène, dans l'Odyssée.

9. Mais les exemples les plus ordinaires de cette coutume se voient dans la manière dont s'exerce la Vengeance entre ceux qui n'ont point de Juge commun. D'où vient que,

ἦναι, εἰ μετ' αὐτὸς αἰὶ τὸ αὐτὸ τέτο πείσονται; Orat. II. De Pace (Tom. II. pag. 78. C.) Il y a une semblable pensée dans la seconde des Harangues de cet Orateur, qu'il suppose faites après la Bataille de Leuctres. GROTIUS.

(12) Voyez ci-dessus, Liv. I. Chap. I. §. 1. Note 2.

(13) Apud SROB. Tit. de Legibus. Peut-être que cet Auteur a voulu parler des Umbriens, Peuple d'Italie. La même coutume se pratiquoit en plusieurs endroits d'Afrique, comme le remarque LEON d'Afrique, Liv. II. à l'endroit où il traite de Teigent, & de Tefza; & ailleurs. GROTIUS.

Voyez la Note de HENRI DE VALOIS, sur le passage de NICOLAS de Damas, qui se trouve à la page 513. des Excerpta Perviciana.

(14) Le Savant GRONOVIVS renvoie ici à un Extrait pour l'antiquité des Duels, qui se trouve dans les Mémoires de Mr. DE BETHUNE, Tom. IV. pag. 323. On peut voir aussi le Traité Anglois de SELDEN, intitulé, The Duello &c. qui a été réimprimé à Londres en 1712. & le Chap. V. d'une Dissertation de Mr. SLICHER, qui mérite d'être luë, & qui a paru en 1717. à Amsterdam, sous ce titre: JANI A' W. SLICHER Dissert. Jurid. de debitâ ac legitimâ vindicatione Existimationis: ubi &c. de Duellis. Une chose qui fait voir, que l'on a regardé l'usage des Duels comme un effet de la permission du Souverain, qui auroit pu les défendre absolument, s'il l'avoit jugé à propos; c'est que souvent ces Combats singuliers se sont faits par autorité publique, comme il paroît par les Auteurs que je viens de citer. On a même composé des Livres, pour donner là-dessus des règles: & j'ai un Traité (je ne fais s'il est fort connu) de BELLISAIRE AQUAVIVA, Duc de Nardo, intitulé, De singulari certamine, où la matière est réduite en système, & expliquée en fort beau Latin. Il fait partie d'un Recueil de Pièces Morales & Politiques, De Principum Liberis educandis, De Venatione, De Aucupio, De Re Militari, composées par le même Duc. LEUNCLAVIUS les fit réimprimer à Bâle, en 1578. à la suite du Traité de l'Education des Princes, de l'Empereur MANUEL Paléologue.

(15) Théodoric, Roi des Goths en Italie, travailloit

à corriger ce Peuple de la coutume des Duels: Remove consuetudines abominanter inolitatas. verbis ibi potius, non armis res tractetur. CASSIODOR. Var. Lib. III. Ep. XXIII. Cur ad monomachiam recivitis? Quid opus est homini linguâ, si caussam manus agat armata? Epist. XXIV. Parmi les Trachonites, Peuple d'Orient, les Parens d'un homme, qui avoit été tué, pouvoient venger sa mort, à quelque prix que ce fût; c'étoit une coutume reçue & autorisée: Νόμος, πάντα τρέπαν ἐπέξιναι τὰς τῶν οἰκίων φονεῖς. GROTIUS.

Je ne fais d'où notre Auteur a tiré le dernier passage. Il n'y a rien là-dessus dans les fragmens de NICOLAS de Damas, pas même dans le Recueil de ces Fragmens, que notre Auteur lui-même fit, & envoya au célèbre Mr. DE PIRESC. Voyez la 264. Lettre de la I. Partie, où on les trouve. Pour ce qui est des deux passages de CASSIODORE, les Goths y font proposer au contraire pour exemple, comme étant éloignés de la coutume, dont il s'agit, qui est attribuée aux autres Nations. Un peu avant le premier, il y a: Ut inter nationum consuetudinem perversam, Gothorum possis demonstrare iustitiam &c. Et après le dernier: Imitamini certè Gothos nostros, qui foris prælia, intus norunt exercere modestiam.

(16) Et nunc [Germani] provocantes alter alterum injuria, nunc agentes gratias, quod eas Romana iustitia finiret, feritasque sua novitate incognita disciplina mitesceret, & solita armis discerni jure terminarentur. Lib. II. Cap. CXVIII. num. 1. Edit. Burman.

(17) Difficilius est enim moderari, ubi dolori debetur ultio, quam ubi exemplo. SENEC. De Clement. Lib. I. Cap. XX.

(18) Ce Théoclymène dit, qu'ayant tué un homme de son pais, il a été obligé de s'enfuir, pour n'être pas tué lui-même par quelqu'un des Parens du Défunt, qui étoient en grand nombre:

Ὅσῳ τοι καὶ ἐγὼν ἐκ παλαιῶν, ἄνδρα καθ'αὐτὸς
Ἐμφυλον, πολλοὶ καὶ κατ'ἐγγυλίοις τε, ἐταί τε,
Ἄργον ἀν' ἐπὶ πόσῳ, μέγα καὶ κρείσσον Ἀχαιοί.
τῶν ὑπαλειψάμεν θανάτῳ, καὶ κῆρα μελαιναὶν
Φεύγω

Odyss. Lib. XV. vers. 272, & seqq.

que, selon St. AUGUSTIN on appelle (19) *Guerres justes*, celles qui se font pour tirer raison des injures qu'on a reçues. Et PLATON (20) permettoit de pousser la Guerre jusqu'à ce que ceux qui avoient tort fussent contraints de faire une Satisfaction raisonnable aux Innocens qu'ils avoient maltraitez ou offensez.

§. IX. 1. L'AVANTAGE de tout le monde généralement, qui est la troisième & dernière fin des Peines, demande les mêmes choses, que l'intérêt de la personne lésée. Car il faut empêcher d'un côté que celui qui a fait du mal à quelqu'un n'en fasse désormais à aucun autre, & pour cet effet il est nécessaire ou de lui ôter la vie ; ou de le mettre hors d'état de nuire, en l'affoiblissant, ou le tenant enfermé ; ou de lui en faire perdre l'envie, en le corrigeant : de l'autre, il faut empêcher (1) que d'autres personnes, flattées par l'espérance de l'impunité, (2) n'insultent quelqu'un, & c'est à quoi sert la vue des Peines infligées en public, que les Grecs & les Latins appellent à cause de cela des (a) *Punitions exemplaires*.

(a) Πενε-
δ' ἔμμελα.
Exempla.

2. Chacun a aussi naturellement le pouvoir de punir dans cette vue. PLUTARQUE dit, (3) que tout Homme-de-bien est Magistrat né, (4) & Magistrat perpétuel ; la Loi même de Nature donnant le premier rang à celui qui suit les règles de la Justice. C'est aussi une sentence (5) d'EURIPIDE, *Que tout homme sage a droit de commander*. CICÉRON prouve (6) par l'exemple de Scipion Nafica, que le Sage n'est jamais simple Particulier. Et HORACE (7) appelle Lollius, Consul pour plus d'une

an-

(19) Le passage a été déjà cité, au Chap. I. de ce Livre, §. 2. *num.* 7. où l'Auteur l'explique dans un sens plus général.

(20) Il parle des Guerres des Grecs les uns contre les autres : Ἀλλὰ μέχρι τῆς ποιήσεως τὴν διαφορὰν, μέχρις ἃν οἱ αἰτίαι ἀναγκασθῶσιν ὑπὸ τῶν ἀνατίων ἐλ-
γυλῶν δύναι διεν. De Republ. Lib. V. pag. 471. B. Tom. II. Ed. H. Steph.

§. IX. (1) On en use quelquefois de même à l'égard des Bêtes. PLINIE rapporte, sur la foi de POLYBE, qu'en Afrique on crucifie les Lions, pour empêcher qu'ils ne mangent les Hommes : *Tunc [leones] obidere Africae urbes : eaque de causis crucifixos vidisse se cum Scipione, quia ceteri, metu penae similis, absterrentur eadem noxa.* Lib. VIII. Cap. XVI. GROTIUS.

(2) Afin que la punition d'un seul en intimide plusieurs, comme parlent les Loix mêmes : *Ut unius pena metus possit esse multorum.* COD. Lib. IX. Tit. XXVII. Ad Leg. Jul. repet. Leg. I. Ac propterea si quem in hujusmodi facinore deprehenderit, capite eum plectere non dubitabis ; ut poena genere deterri ceteri possint. Ibid. Tit. XX. Ad Leg. Fabiam de plagiar. Leg. VII. DEMOSTHÈNE dit, que ceux qui foulent insolemment aux pieds les Loix, & qui outragent impudemment la Divinité, doivent être punis par deux raisons : & afin qu'ils souffrent ce qu'ils ont mérité ; & afin que les autres prennent garde à eux, dans la crainte d'être punis de même : Καὶ τὰς ἀσελγῶς μὲν καταφρονήσας τὸν νόμον τὸν ὑμετέρων, ἀναιδῶς δ' ἡσεβηκότας εἰς τὰς θεάς, ἄξιοι τιμωρῆσθαι, δυοῖν ἐνίκαι' ἵνα ἔται τε τῶν ἡδικημένων δίκην δῶσιν, οἳ τ' ἀλλοι πρόνοιαν ποιῶνται καὶ φοβῶνται, μηδὲν εἰς τὰς θεάς καὶ τὴν πόλιν ἀμαρτάνειν. [Orat. in Næeram, pag. 428. B.] GROTIUS.

(3) Le passage n'est pas rapporté tout-à-fait exactement. Il y a seulement, que la Loi (& par là on peut entendre, la Loi générale du Gouvernement) donne toujours le premier rang dans l'Etat, à celui qui pratique la Justice, & qui connoît ce qui est utile : Ὁ γὰρ νόμος αἰὶ τῷ τὰ δίκαια πράσσοντι, καὶ γνωσκόντι τὰ συμφέροντα, τὴν πρώτην τάξιν ἐν τῇ πολιτείᾳ δίδωσιν. Præcept. gerend. Reip. Tom. II. pag. 817. D. D'ailleurs ce passage, & ceux que notre Auteur cite dans les No-

tes suivantes, bien loin de faire à son but, peuvent insinuer quelque chose de contraire à ses idées. Car ils tendent à prouver que chacun peut naturellement punir pour l'avantage des autres en général, parce que chacun a naturellement droit de commander à ceux qui sont moins éclairés, & moins sages que lui : & cela ne s'accorde point ni avec ce que notre Auteur soutient avec raison, dans le Chapitre XXII. de ce Livre, §. 12. ni avec le principe qu'il a établi ci-dessus, que le droit de punir n'est pas naturellement une suite du droit de Supériorité.

(4) Le même Auteur dit, dans la Vie de Pélopidas, que la première & la souveraine Loi, la Loi de Nature, veut que ceux qui ne sont pas en état de se conserver eux-mêmes, se soumettent à ceux qui peuvent travailler efficacement à leur conservation : Ὁ γὰρ πρῶτος, ὡς εἶπεν, καὶ κυριότατος νόμος, τῷ σώζεσθαι δομένῳ, τὸν σώζειν δυνάμενον, ἀρχοντα κατὰ φύσιν ἀποδίδωσι. (Tom. I. pag. 290. C.) Il dit ailleurs la même chose, à l'occasion de Philopémén, qui, quoi qu'il n'eût aucun ordre de l'Etat, prit le commandement de quelques Troupes, lesquelles le suivirent volontiers, pour défendre la Ville de Messène : Ἐτύχῃ μὲν ἰδιώτης ἦν τότε ὁ Φιλοποίμης, καὶ δυνάμεως ἡδεμῶς κέρει. . . . Αυτὸς ἐβόηθη, τὰς αὐτῆς πολίτας ἀναλαβάν, ὅτε νόμον, ὅτε χειροτονία περιμενέοντας, ἀλλ' ὡς διαπαντὸς ἀρχοντι, τῷ κρείττονι, κατὰ φύσιν ἐποιέουσ. Vit. Philopæm. (pag. 363. A.) Voyez aussi à la fin de la Vie de Flaminius, (pag. 382. E.) L'Auteur du Dialogue sur les causes de la corruption de l'Eloquence, (attribué à TACITE, ou à QUINTILIEN) dit, en parlant des anciens Orateurs de Rome, que ceux d'entre eux qui n'étoient que simples Particuliers, gouvernoient le Peuple & le Sénat, par leurs conseils & par l'autorité qu'ils s'étoient acquise : *Hi, ne privati quidem, sine potestate erant ; quum & Populum & Senatam, consilio & auctoritate regerent.* (Cap. XXXVI. num. 7.) St. CHRYSOSTÔME raisonne sur le même principe, en parlant de Moïse : " Avant, (dit-il,) qu'il conduisit le Peuple hors d'Egypte, il en étoit déjà le Conducteur par son mérite. C'étoit donc une sottise, objection, que celle que lui faisoit cet Israélite qu'il

année. Tout cela néanmoins se doit entendre, dans une Société Civile, autant que les Loix de l'État le permettent.

3. Voici comment le Philosophe DE'MOCRITE raisonne sur ce droit naturel; car ses paroles sont remarquables. Il parle premièrement du pouvoir de tuer les Animaux & il soutient, (8) que quiconque tue une Bête qui a fait du mal, ou qui veut en faire, est innocent, en sorte qu'il vaut mieux la tuer en ce cas-là, que de ne pas la tuer. Il ajoute, que l'on doit absolument tuer tout ce qui fait du mal injustement à quelqu'autre. Et en effet il y a apparence que les Gens-de-bien suivirent cette maxime, (9) avant le Déluge, & lors que DIEU n'avoit pas encore déclaré aux Hommes sa volonté sur la permission de manger les autres Animaux. Ce que nous avons dit, (10) continué le Philosophe, au sujet des Renards & des Serpens, qui sont nos Ennemis, il faut, à mon avis, le dire des Hommes, on peut les traiter de même On est innocent, quand on a tué un Voleur ou un Brigand, de quelque manière que ce soit, ou de sa propre main, ou par le bras d'un autre à qui on en a donné ordre; ou en le condamnant à la mort par son suffrage. Je crois que SENEQUE a eu en vuë ces passages, lors qu'il dit en un endroit: (11) Quand je condamnerai à la mort un Criminel, je le ferai sans colère avec le même visage & les mêmes dispositions que je tue un Serpent, ou quelque autre Bête venimeuse. Et ailleurs: (12) Nous ne tuerions pas les Vipères même, ni les autres Bêtes dont la morsure ou la piqure est dangereuse, si elles

„ censurerait: Qui t'a établi sur nous pour Magistrat &
 „ pour Juge? Que dis-tu là, Ignorant? Tu vois des
 „ preuves de fait, & tu disputes sur le nom. C'est
 „ comme si une personne blessée voyant un habile
 „ Chirurgien, qui vient à son secours pour lui faire
 „ une opération nécessaire, lui demandoit, Qui vous a
 „ établi Médecin? qui vous a dit d'appliquer le fer à mon
 „ corps? C'est mon art, lui répondroit-il, & votre
 „ maladie, qui m'ont donné ce pouvoir. De même,
 „ ce fut l'habileté de Moïse, qui l'établit Chef &
 „ Conducteur. Car le pouvoir de commander n'est
 „ pas seulement une dignité; c'est une science, & la
 „ plus sublime de toutes les Sciences: Καὶ πρὸ τῆς
 „ χειρουργίας δημιουργὸς ἦν διὰ τῶν ἔργων διὸ καὶ σφόδρα
 „ ἀνοήτως ἐλεγεν πρὸς αὐτὸν ὁ Ἑβραῖος ἐκείνος· Τίς σε κα-
 „ τέστησεν ἀρχόντα καὶ δικαστὴν ἐφ' ἡμᾶς; Τί λόγους; τὰ
 „ ἔργα ὁρᾷς, καὶ περὶ τῆς προσηγορίας ἀμφιβάλλεις· ὥσ-
 „ περ αἰεὶ τις ἰδοὶ τέκνοντα τοῦ ἱατροῦ αἰεὶτα, καὶ τῷ πε-
 „ πονηκότι μέλει τῷ σώματος βοηθῶντα, λέγοι· τίς σε
 „ κατέστησεν ἱατρόν, καὶ τέκνειν ἐκέλευσεν; ἡ τέχνη, ὡ βίβλ-
 „ τισι, καὶ ἡ νόσος ἡ σή. ἔστω καὶ τῶτον ἡ ἐπιστήμη τοῦτο
 „ ἐποίησε· καὶ γὰρ τέχνη τὰ ἀρχαῖα ἔστιν, καὶ ἀξίωμα μόνον,
 „ καὶ τέχνη τέχνην πασῶν ἀνωτέρω. In II. ad Corinth.
 „ VII, 13. Ce Père traite ailleurs le même sujet, & il
 „ y fait parler ainsi Moïse. “C'est ton injustice, c'est
 „ ta férocité, qui m'a établi Magistrat & Juge: Ἡ
 „ ἀδικία ἡ σή, καὶ ἡ ὀμότης, φησὶν, αὐτῇ με κατέστησεν
 „ ἀρχόντα καὶ δικαστὴν. In EPHE. III. in fin. GROTIUS.
 „ Voyez ce que j'ai remarqué, à la fin de la Note
 „ précédente.

(5) — Ὡς ἀρχὸν ἀνὴρ πᾶς, ζῶντων ἢ ἔχον τύχη.
 Iphigen. in Aul. vers. 375.

(6) Mihi vero ne Scipio quidem ille Pontifex maxi-
 mus, qui hoc Stoicorum verum esse declaravit, num-
 quam privatum esse sapientem. Tuscul. disput. Lib. IV.
 Cap. XXIII.

(7) Consulque non unius amici;
 Sed quotiens bonus atque fidus
 Iudex honestum-prætulit utili, &
 Rejecit alto dona nocentium
 Vultu

Lib. IV. Od. IX, 39, & seqq.

(8) Κατὰ τὴν ζῶον φόνος καὶ μὴ φόνος ὧδε ἔχει· τὰ ἀδι-
 κέοντα, καὶ θύλοντα ποικίλιν, αἰσῶς ὁ κτείνων καὶ πρὸς
 εὐεστὸν ἐν τῷτο ἐρεῖν μᾶλλον, ἢ μὴ. Κτείνειν χρὴ τὰ
 πημαιοῦντα παρὰ δίκην πάντα περὶ πάντος. Apud
 STOB. Serm. XLIV.

Voyez PLUTARQUE, de solertia Animalium, Tom.
 II. pag. 964. F. Edit. Wech.

(9) Et ceux aussi qui, depuis le Déluge même, con-
 servèrent l'ancienne coutume: comme il paroît par le
 témoignage de DICEARQUE, & d'autres anciens Au-
 teurs, que St. JERÔME cite, dans ses Livres contre
 Jovinien. (Tom. II. pag. 78. Ed. Basil.) GRO-
 TIUS.

(10) Ὅπως περὶ κινάδων τε καὶ ἱερῶν γεγραφοῦται
 τῶν πολεμίων, οὕτω καὶ κατ' ἀνθρώπων δοκεῖ μοι χρῆσθαι
 εἶναι σκοπεῖν. Κτείνων καὶ ἀφ' ἑαυτοῦ πάντα κτεί-
 νων τις αἰσῶς ἀν' εἴη, καὶ αυτοχειρία, καὶ καλεῖσθαι καὶ
 ἄνθρωπον. Ubi supra.

(11) Et quum cervicem noxio præcidi imperabo
 sine ira, eo vultu animoque ero, quo serpentes & anima-
 lia venenata percutio. De Ira, Lib. I. Cap. XVI.

(12) Ne viperas quidem & natrices, & si qua morsu
 aut ictu nocent, effugeremus, si, ut reliqua, mansu-
 facere possemus, aut efficere, ne nobis aliisve periculo essent. Er-
 go ne homini quidem noceremus, quia peccavit, sed ne
 peccet &c. (Ibid. Lib. II. Cap. XXXI.) PHILON, Juif,
 dit aussi, que, comme on tue les Vipères, les Scor-
 pions, & autres animaux malfaisans; il est de même
 juste de punir les Hommes, qui aiant reçu de la Na-
 ture des semences de Douceur & de Bonté, devien-
 nent féroces, comme des Bêtes, & trouvent du plai-
 sir & du profit à faire autant de mal qu'ils peuvent
 aux autres Hommes: Καθάπερ ἂν ἔχης, καὶ σκορπίους,
 καὶ ὅς' ἰσθόλα, πρὶν δακύν ἢ τρώσαι καὶ συνόλωσ' ὀρμή-
 σαι, θρασυμένοι μόνον, χωρὶς ὑπερθεσῶς, κτείνοντες,
 προφυλαττόμενοι διὰ τὴν ἐνυπαρχήσαν ἐν αὐτοῖς κακίαν τὸ
 μὴδὲν παθεῖν· τὸν αὐτὸν τρόπον καὶ ἀνθρώπους ἀξίον τιμω-
 ρεῖσθαι, οἱ φύσεως ἐπιλαχόντες ἡμῖν, διὰ τὴν κοινῆς
 αἰτίας λογικῆς πηγῆς, ἐπιτιθέμενοι πρὸς θηρίων ἀτιμω-
 σαν ἀγριότητος μεταβάλλουσι, ἐν ἡδονῇ καὶ ἀφειδίᾳ τιθέ-
 μενοι τὸ κακὸς ποιεῖν ὅπως ἐὰν δύνανται. De special.
 Legib. Lib. II. (pag. 793. A. B. Ed. Paris.) ROBERTUS

elles pouvoient être apprivoisées, ou si l'on trouvoit moyen d'empêcher qu'elles ne fissent du mal ou à nous, ou à d'autres. A plus forte raison devons-nous ne pas faire souffrir un Homme purement & simplement parce qu'il a commis quelque faute, mais afin qu'il n'en commette plus désormais.

4. Mais, pour revenir à notre sujet, comme il faut souvent beaucoup de soin & d'exactitude pour s'instruire d'un fait criminel ; & toujours beaucoup de sagesse & d'équité pour proportionner la peine au Crime : les Societez bien réglées ont cherché un expédient pour éviter les querelles qui ne pouvoient que s'élever, chacun ayant trop bonne opinion de soi-même, & les autres ne voulant pas s'en rapporter à son jugement. Pour cet effet on a trouvé bon de choisir ceux que l'on croioit les plus gens de bien & en même tems les plus sages, ou que l'on eseroit qui le feroient. Le même D E M O C R I T E, que j'ai cité tout-à-l'heure, disoit, (13) que si l'on n'avoit pas vu par l'expérience, que les Hommes étoient portez à se faire du mal les uns aux autres, les Loix n'auroient pas empêché de vivre chacun à sa fantaisie. Car, ajoute-t-il, l'Envie étoit une source de séditions & de querelles.

5. Cependant il s'est conservé quelques traces & quelques restes de l'ancien droit, en matière de cette sorte de Punition faite pour l'exemple aussi bien qu'à l'égard de la Vengeance. Cela se voit dans les lieux & entre les personnes qui ne relèvent pas de certains Tribunaux déterminez ; & de plus en certains cas exceptez. Ainsi, selon l'usage des anciens Hébreux, une personne de la Nation, qui renonçoit au culte de DIEU & à la Loi, ou qui tâchoit de porter les autres à l'Idolatrie, (14) pouvoit être tuée sur le champ par tout autre. C'est ce que les Docteurs Juifs appellent (b) un

(b) Voyez
I. Maccab. II,
24, 26.

RE fait dire à Claude de Naples, que quiconque voit un Serpent, ou un Scorpion, le tue d'abord, s'il peut, encore même qu'il n'ait rien à craindre pour soi : c'est, ajoute-t-on, une vengeance qu'on exerce en faveur du Genre Humain : Οὐκ ἐστὶ γὰρ ὅστις ἰδὼν ὄφιν, ἢ ἔκτεινε δυνάμενος, ὥς μήτ' αὐτὸς δηχθεῖν, μήτ' ἄλλος ἀπ' αὐτοῦ ἀνθρώπος. . . . Ὅφιν μὲν καὶ σκορπίον, καὶ μὴ ἐπιώσιν ἡμῖν, κτείνομεν, ἵνα μὴδ' ἄλλος πρὸς αὐτῶν ἡ πᾶσιν, τῷ κοινῷ γένει τῶν ἀνθρώπων ἀμύνοντες. De non est Animal. Lib. I. (pag. 32, 40. Edit. Lugd. 1620.) Le même Philosophe dit ailleurs, en parlant de son chef, qu'encore qu'on ait quelque espèce de société, ou la relation naturelle de l'Humanité, avec les plus grands Scélérats, on les punit justement, de l'aveu de tout le monde ; & il se sert de cette raison pour montrer, qu'on peut, à plus forte raison, tuer les Animaux malfaisans, quoique, selon les principes, qui sont ceux des Pythagoriciens, il soit défendu de les manger : Ὡς περ γὰρ, οἰκειότητος ἕτης ἡμῖν πρὸς τὰς ἀνθρώπων τὰς κακοποιίας, καὶ καθάπερ ὑπὸ τινος πνοῆς ἰδίας φύσεως καὶ μοχθηρίας φερόμενες πρὸς τὸ βλάπτειν τὸν ἐντυγχάνοντα, ἀναίρειν ἡγούμεθα δεῖν καὶ κολάζειν πάντας ἕως καὶ τῶν ἀλόγων ζῶων τὰ ἀδίκᾳ τὴν φύσιν καὶ κακοποιῶν, πρὸς τὸ βλάπτειν ἀερόμενα τῇ φύσει τὰς ἐμπελάζοντας, ἀναίρειν ἴσως προσήκει. Lib. II. (pag. 159.) C'est aussi ce que Pythagore établit, dans

OVIDE :

— Nostrum potentia letum

Corpora missa neci, salva pietate, fatemur :

Sed, quam danda neci, tam non epulanda fuerunt.

Metamorph. Lib. XV. (vers. 108, & seqq.) GROTIUS.

(13) Οὐκ ἂν ἐκάλουν οἱ νόμοι ζῆν ἕκαστον κατ' ἰδίαν ἐξουσίαν, εἰ μὴ ἵτινος ἐτίγον ἐλυμαίνετο. Φθόνος γὰρ χάρις ἀρχὴν ἀπειργάζετο. Apud STOB. Sermon. XXXVIII.

(14) DEUTERON. XIII, 9. Voyez-en un exemple, dans JOSEPH, Antiq. Jud. Lib. XII. Cap. VIII. Voyez

aussi MOÏSE Fils de Maimon, sur les XIII. Articles ; & dans son Moré Nebuchim, Lib. III. Cap. XLI. GROTIUS.

La Loi du DEUTERONOME est mal expliquée par notre Auteur. Elle suppose une condamnation en Justice, & elle veut seulement, que chacun se porte pour Accusateur du crime, dont il s'agit. Voyez PUFENDORF, dans le Chapitre qui répond à celui-ci, §. 13. & le Commentaire de Mr. LE CLERC, sur le Pentateuque.

(15) Le Gouvernement du Peuple d'Israël n'étoit pas encore bien formé. Voyez Mr. LE CLERC, sur le vers. 7. du Chapitre cité en marge ; & une Dissertation de Mr. BUDDEUS, de jure Zelotarum in gente Hebraea, §. 34, & seqq.

(16) Ce Juif parlant d'un Faux Prophète, qui veut engager les autres dans l'Idolatrie, dit, qu'un tel homme mérite d'être puni comme un Ennemi Public, sans considérer les relations les plus étroites qu'on peut avoir avec lui : qu'il faut avertir de ce qu'il fait toutes les personnes pieuses, afin que chacun accoure incessamment pour faire mourir cet Impie, avec une pleine persuasion que l'ardeur de tuer est un saint désir : Κολάσειν ὡς θηρίον καὶ κοινὸν ἐχθρὸν ὄντα, ὀλίγα φροντίσαντας οἰκειότητος, καὶ τὰς παραινέσεις αὐτῶν διαγυελτίον πᾶσι τοῖς εὐσεβείας ἐραταῖς, οἱ ἀντιπεδέχονταί τε καὶ ταῖς κατ' ἀνδρὸς ἀνισίᾳ ἐπιθεαμένται τιμωρίαις, κρινόντες εὐαγέως τὸ κατ' αὐτῷ Φοῦν. De sacrificanti. (pag. 855. E.) Voyez un autre beau passage de cet Auteur, sur la fin du I. Livre de la Monarchie (pag. 818, 819.) GROTIUS.

(17) Ce fait, comme le remarque ici le Savant GRONOVIVS, est tiré de l'Oraison Panathénaique d'ISOCRATE. Voici le passage : Τῶν γὰρ οὕτω μὲν ἐξ ἀρχῆς δεινὰ πεποιδῶσαν, ἐν ᾧ τοῖς παρῶσι χαιροῖς χρησίμων ὄντων, ἐξέσι τοῖς ἐφοροῖς ἀκρίτως ἀποκτείναναι τούτους, ὅσους ἂν βεληθῶσι. Pag. 271. B. Edit. H. Steph.

Mais,

Jugement de zèle, & qu'ils disent avoir passé en (15) coutume depuis Phinées, (c) qui l'exerça le premier. On voit que (d) *Mattathias*, transporté de ce zèle, tua un Juif qui ne faisoit pas scrupule de se souiller en pratiquant les cérémonies des Grecs. Et trois cens (e) autres Juifs furent ainsi tuez par ceux de leur Nation. Ce fut aussi sous ce prétexte qu'on (f) lapida *St. Etienne*, & qu'on (g) fit une conjuration contre *St. Paul*. On trouve plusieurs autres exemples semblables, dans (16) *PHILON*, & dans *JOSEPH*.

(c) *Nomb.*
XXV.
(d) *I. Mac-*
cab. II, 24.
(e) *III. Mac-*
cab.
(f) *Aët.* VII,
57.
(g) *Aët.*
XXIII, 13.

6. Parmi plusieurs Peuples, les Maîtres avoient droit de Vie & de Mort sur leurs Esclaves; & les Pères, sur leurs Enfants. A *Lacédémone*, les *Ephores* (17) pouvoient impunément faire mourir un Citoyen, sans aucune forme de procès.

§. X. 1. PAR l'énumération que nous avons (1) faite des différentes fins de la Punition, il paroît qu'il y a un peu d'inexactitude dans la manière dont le Philosophe *TAURUS* traitoit cette matière. Voici ce qu'il disoit, au rapport d'*AULU-GELLE*: (2) *Lors que le Coupable paroît disposé de telle manière que l'on a grand sujet d'espérer qu'il se corrigera de lui-même, ou qu'au contraire il n'y a aucun lieu d'espérer qu'il se corrige; quoi qu'on fasse; ou lors qu'il n'est point à craindre que le crime donne atteinte à l'honneur & la dignité de la personne offensée; ou enfin lors qu'il n'y a point de nécessité de faire un exemple: en tous ces cas-là, on a cru qu'il ne valoit pas la peine de punir.* Le Philosophe parle là, comme si, du moment qu'une des fins de la Punition vient à manquer, la Punition devoit aussi cesser: au lieu qu'il faut pour cela que toutes les fins manquent, sans en excepter une seule. De plus, il a omis le cas où l'on ôte la vie à un homme incorrigible, pour empêcher qu'il ne commette d'autres crimes, ou même

Mais, dit notre Critique, l'Orateur parle des *Ilotes*, ou *Hélotes*, qui n'étoient pas Citoyens, mais presque Esclaves; & on renvoie là-dessus à *NICOLAS CRAGIUS*, *De Repub. Laced.* Lib. II. Cap. IV. Ce Savant Danois dit seulement, (pag. 132. *Edit. Lugd. Bat.* 1670.) que les *Ephores* exerçoient principalement leur pouvoir sur les *Hélotes*: du reste, il laisse les paroles d'*ISOCRATE* dans toute leur généralité; il donne seulement à entendre, que cet Orateur pouvoit avoir un peu outré les choses, pag. 130. Pour considérer le passage en lui-même, il me semble, que toute la suite du discours montre qu'*ISOCRATE* ne se borne nullement à parler des *Hélotes*, ou Esclaves publics. Il s'agit du Peuple, ou de la Populace, par opposition aux plus considérables de *Lacédémone*, *πληθύν, δῆμον*. Il s'agit de personnes libres, mais que l'on avoit dépouillé des avantages dont elles auroient dû jouir en cette qualité: *Ἀπάντων δ' ἀποστερήσας αὐτὰς, ὡν προσήκει μέλειναι* &c. Il s'agit de gens, dont on avoit rendu l'esprit servile, tout de même que s'ils eussent été Esclaves: *τὸν δὲ δῆμον περιόικους ποιήσασθαι, καταδουλασμένους αὐτῶν τὰς ψυχὰς, ὅθεν ἦτον, ἢ τὰς τῶν οἰκιστῶν* &c. Ils n'étoient donc pas véritablement Esclaves. Dans ce dernier endroit, ils sont appelez *περιόικοι*, des gens qui demeurent aux environs, c'est-à-dire, de la Ville de *Lacédémone*: or *ΞΕΝΟΦΩΝ* distingue ces *Περιοίκοι* des *Hélotes*, en parlant de la conjuration de *Cinadon*: *Συνεσιδέναι καὶ εἰλῆσαι, καὶ νοδομαρτυροῦν, καὶ τοῖς ὑπομίσιοι, καὶ τοῖς περιόικοις*. *Hist. Græc.* Lib. III. Cap. III. §. 6. *Ed. Oxon.* Il s'agit enfin de gens, que l'on obligeoit ordinairement d'aller à la Guerre, & de faire les plus périlleuses corvées; comme il paroît par ce qui est dit un peu avant le passage de question: or on fait que les *Lacédémoniens* n'armoient les *Hélotes*, que dans la dernière nécessité, comme après la bataille de *Leuctres*, ou dans celle de *Platée*. La critique de notre Commentateur ne paroît donc pas bien fondée; mais il auroit pu remarquer,

que les *Ephores* étant des Magistrats, & des Magistrats qui avoient un très-grand pouvoir; rien n'empêche que, quand ils faisoient mourir quelqu'un, sans autre forme de procès, ils ne pussent être causez le faire par autorité publique, supposé que cela fût renfermé dans l'étendue des droits dont la République les avoit revêtus ou expressément, ou tacitement. Ainsi l'exemple n'est pas allégué fort à propos, pour montrer que, depuis l'établissement même des Tribunaux Civils, les simples Particuliers ont conservé, en certains endroits, quelque reste du droit de punir que chacun avoit dans l'indépendance de l'Etat de Nature.

§. X. (1) Ce paragraphe est le treizième dans l'Original, & cela dans toutes les Editions. Il interrompt là fort mal-à-propos l'examen des questions qui regardent l'exercice des Peines, par rapport à ce que le devoir d'un Chrétien permet: & je ne puis m'empêcher de soupçonner, que notre Auteur aiant voulu ajouter ce paragraphe, après avoir déjà écrit les autres dans son Manuscrit, ne prit pas bien garde où il le plaçoit, & ne s'en aperçut point depuis; comme il lui est arrivé quelquefois à l'égard des additions qu'il fit à son Ouvrage imprimé. Quoi qu'il en soit, on n'a qu'à examiner bien la suite du discours, & on verra que ce paragraphe, qui trouve naturellement sa place dans l'endroit où je l'ai mis, fait une interruption désagréable dans celui d'où je l'ai tiré. Il n'y a pas d'ailleurs un grand inconvénient à faire cette petite transposition, qui ne dérange que quatre paragraphes.

(2) *Quando igitur aut spes magna est, ut is, qui peccavit, citra poenam ipse sese ultro corrigat; aut spes contra nulla est, emendari eum posse, & corrigi; aut iacturam dignitatis, in quam peccatum est, metui non necessum est; aut non id peccatum est, cuius exemplo necessario metu succurrendum sit: tum, quidquid ita delictum est, non sane dignum esse imponendæ poenæ studium visum est.* *Lib. VI. Cap. XIV.*

même de plus énormes. Et ce qu'il dit de l'atteinte donnée à l'honneur ou à la dignité de la personne offensée, il devoit l'étendre aux autres sortes de perte ou de dommage qu'on a à craindre.

2. SENEQUE est plus exact : car il dit, que les Loix & les bons Princes (3) se proposent trois choses dans la Punition, savoir, ou de corriger le Coupable, ou de rendre les autres plus gens de bien par l'exemple de son châtimement, ou de les mettre en sûreté en étant la vie à un Méchant. Si par les autres on entend ici ceux qui ont été déjà offensés, aussi bien que ceux qui peuvent l'être encore ; on aura-là une division complète : il faudra seulement ajouter à ce que le Philosophe dit, d'ôter la vie aux Méchants pour la sûreté publique, un autre moien qu'il y a de parvenir au même but sans ôter la vie aux Coupables, c'est de les mettre hors d'état de nuire, en les tenant en prison, ou en leur ôtant les forces de quelque manière que ce soit. Le même Philosophe fait ailleurs une division moins exacte, lors qu'il dit, (4) que, dans toute Punition, on doit se proposer ou de corriger les Méchants, ou de s'en défaire.

3. Il y a encore plus d'inexactitude dans cette maxime de QUINTILIEN : (5) Toute Punition ne se fait pas tant à cause du Crime, que pour l'exemple.

§. XI. 1. VOILA pour ce qui regarde le but des Peines, & ce que le Droit de Nature permettoit là-dessus, ou ce qu'il permet encore aujourd'hui, malgré l'établissement des Sociétés Civiles. Voions maintenant, si la Loi de l'Evangile a resserré cette liberté dans des bornes plus étroites.

(a) Liv. I.
Chap. II. §. 6.
num. 2. Liv.
II. Chap. I. §.
10.

2. Il n'y a certainement aucun lieu de s'étonner, comme nous l'avons déjà remarqué (a) ailleurs, que certaines choses permises & par la Loi de Nature, & par les Loix Civiles, soient défendues par une Loi Divine Révélée, & une Loi très-parfaite, qui promet d'ailleurs une récompense au dessus de la Nature Humaine. C'est avec raison, que, pour obtenir cette récompense, on est appelé à des Vertus qui surpassent celles que demandent les Préceptes du Droit Naturel tout seul. Parcourons les différentes sortes de Punition, pour examiner en quoi & jusqu'où cela peut avoir lieu ici.

3. Que les (1) Châtiments, qui n'emportent aucune flétrissure, ni aucun mal durable,

(3) *In quibus [alienis injuriis] vindicandis, hac tria lex sequuta est, quæ Princeps quoque sequi debet: aut ut eum, quem punit, emendet; aut ut pæna ejus ceteros meliores reddat; aut ut sublati malis securiores ceteri vivant.* De Clement. Lib. I. Cap. XXII. PHILON, Juif, dit aussi, que, si les Punitions ne corrigent pas toujours le Coupable, elles rendent au moins les autres plus sages, par la crainte d'être exposés à subir la même peine : *Ἀλλ' ὅτι καὶ ἡ κάλασις καὶ ἡ σφοδρὴ τιμωρία μὴ καὶ τῶν ἀμαρτανόων ἐκτρέφει, εἰ δὲ μή, πῶς ἂν τῶν πλησιάζοντων αἱ γὰρ ἐτέρων τιμωρίαι βελτίουν τὴν πόλιν, φόβῳ τῇ μὴ παραπλήσια παθεῖν.* De Legat. ad Cajum, (pag. 993. B.) GROTIUS.

(4) *Hoc semper in omni animadversione servabit, ut sciat alteram adhiberi, ut emendet malos, alteram ut tollat.* De Ira. Lib. I. Cap. ult.

(5) *Omnis enim pæna non tam ad delictum pertinet, quam ad exemplum.* Declam. CCLXXIV.

§. XI. (1) LACTANCE dit, que c'est un péché, de ne pas châtier ses Enfants, ou les Esclaves : *Servorum autem, filiorumque, peccata non coercere, peccatum est.* De Ira Dei, Cap. XVIII. (num. 12.) Voyez ce qui suit, & ce qui précède. GROTIUS.

(2) Oeil pour œil, c'est, pour ainsi dire, la justice des Injustes. C'est un mot de St. AUGUSTIN : *Unde & lex modum ultionis statuit; Oculum pro oculo. Quæ, si dici potest, injustorum justitia est.* In exposit. PSALM. CVIII. Cela se trouve cité dans le DROIT CANO-

NIQUE, Cauf. XXIII. Qu. III. Can. I. GROTIUS.

Il faut toujours distinguer ici entre la lettre de la Loi, & l'esprit du Législateur ; comme on l'a remarqué ailleurs.

(3) *Ὁὐκ ἀδίκῃ τῆς δικαίας ἀμύνης ὕψους, ἀλλὰ κρείττονος τῆς ἀνεξικακίας.* Lib. VII. Cap. XXIII.

(4) *Novum planè patientiam docet CHRISTUS, etiam vicem injuriæ prohibens, permissam à Creatore, oculum exigente pro oculo, & dentem pro dente: contra ipse alteram amplius maxillam offerri jubens, & super tunicam pallio quoque cedi. Plane hoc CHRISTUS adjecerit, ut supplementa consentanea disciplinæ Creatoris. Atque adeo hoc statim renuntiandum est, an disciplina patientiæ prædicetur penes Creatorem. Sic per ZACHARIAM præcipit, ne unusquisque malitiæ fratris sui meminerit, sed nec proximi. Nam & rursus: Malitiam, inquit, proximi sui unusquisque ne recogitet. Multo magis patientiam indixit injuriæ, qui indixit oblivionem. Sed & quum dicit, Mihi vindictam, & ego vindicabo [LEVI T. C. XIX, 18. DEUT. XXXII, 35.] proinde patientiam docet, vindictæ expectatricem. In quantum ergo non capit, ut idem videatur & dentem pro dente, oculum pro oculo, in vicem injuriæ exigere, qui non modo vicem, sed etiam ultionem, etiam recordationem & recogitationem injuriæ prohibet; in tantum aperitur nobis, quomodo oculum pro oculo, & dentem pro dente, consuevit, non ad secundam injuriam talionis permittendam, quam prohibuerat, interdictione ultione, sed ad primam coercendam, quam prohibuerat, opposita talione, ut unusquisque respiciens licentiam secundæ inju-*

ble, & que l'âge ou quelque autre état rend nécessaires, n'aient rien de contraire aux Préceptes de l'Evangile, lors qu'ils sont exercez par ceux à qui les Loix Humaines le permettent, tels que sont les Pères & Mères, les Tuteurs, les Maîtres, les Précepteurs; cela est clair par la nature même de la chose. Car ce sont des remèdes pour les maux de l'Ame, & des remèdes aussi innocens, que les potions désagréables qu'on fait prendre à un Malade.

4. On ne peut pas dire la même chose de la Vengeance. Car lors qu'elle tend uniquement à satisfaire le ressentiment de la personne offensée, bien loin que l'Evangile l'approuve, elle est même illicite selon le Droit de Nature; comme nous l'avons fait voir ci-dessus. La Loi de Moïse défendoit non seulement (b) de conserver quelque rancune contre le Prochain, c'est-à-dire, contre ceux de la Nation, mais encore elle ordonnoit de rendre à de tels Ennemis certains (c) services, du nombre de ceux que l'on rend à tout le monde. Le nom de Prochain aiant été depuis étendu à tous les Hommes par l'Evangile, il est clair que cette sainte Doctrine veut non seulement que nous ne fassions aucun mal à nos Ennemis, quels qu'ils soient, mais encore que nous leur fassions du bien, comme cela est aussi expressément (d) commandé par Notre Seigneur. Pour ce que la Loi permettoit aux anciens Hébreux, de tirer vengeance des injures considérables, non par des voies de fait, mais en aiant recours aux Juges, JÉSUS-CHRIST nous le défend; comme il paroît par cette opposition: (e) Vous avez appris, qu'il a été dit, Oeil pour œil, & dent pour dent. Mais moi je vous dis, de ne point résister à ceux qui vous font du mal &c. Car quoi qu'il s'agisse-là proprement de la défense de soi-même contre les injures dont on est menacé, défense dont l'usage y est restreint du moins en quelque manière; le passage n'en est que plus fort pour établir la condamnation de la Vengeance, puis qu'il abolit l'ancienne permission, comme ne convenant qu'aux (2) tems d'une Loi moins parfaite. Ce n'est pas qu'une Vengeance raisonnable soit injuste, dit l'Auteur des Constitutions (3) attribuées à St. CLÉMENT, mais la Patience vaut mieux.

5. Voici un long passage de TERTULLIEN sur cette matière: (4) Notre Seigneur, dit-il, nous enseigne une nouvelle sorte de Patience, puis qu'il nous défend même ce que

(b) Lévitique.
XIX, 17.

(c) Exod.
XXIII, 4, 5.

(d) Matth.
V, 44.

(e) Matth.
V, 38, 39.

injuriae, à prima semetipsum contineret. Facilius enim vim comprimere scit, representatione talionis, quam reprimissione ultionis. Utrumque autem constituendum fuit, pro natura & fide hominum, ut qui DEO crederet, ultionem à DEO expectaret; qui minus fideret, leges talionis timeret. Hanc legis voluntatem, de intellectu laborantem, dominus & sabbati, & legis, & omnium paternarum dispositionum, CHRISTUS, & revelavit, & compotem fecit, mandans alterius quoque maxillae oblationem, ut tanto magis vicem injuriae exstingeret, quam & Lex per talionem voluerat impedisse, certè quam Prophetia manifestè coercuerat, & memoriam injuriae prohibens, & ultionem ad DEUM redigens. Ita si quid CHRISTUS intulit, non adversario, sed adjutore præcepto, non destruxit disciplinas Creatoris. Denique si in ipsam rationem patientiae præcipiendae, & quidem tam plene atque perfectè, consuleremur; non consistet, si non est Creatoris, qui vindictam repromittit, qui judicem præstat. Alioqui si tantum patientiae pondus, non modo non reperiendi, sed & aliam maxillam præbendi, & non modo non remediandi, sed etiam benedicendi, & non modo non retinendi tunicam, sed amplius & pallium concedendi, is mihi imponit, qui non sit me defensor, in vacuum patientiam præcepit, non exhibens mihi mercedem præcepti, patientiae dico fructum, quod est ultio, quam mihi permisisset debuerat, si ipse non præstat, aut, si mihi non permittebat, ipse præstaret; quoniam discipline interest, injuriam vindicari: metu enim ultionis, omnis iniquitas refrenatur; ceterum, passim emissæ libertate, dominabitur, utrumque oculum effo-

suræ, & omnem dentem excitatura, præ impunitatis securitate. Advers. Marcion. Lib. IV. (Cap. XVI.) Le même Père dit ailleurs, que Notre Seigneur, en ajoutant la Grace à la Loi, pour étendre & perfectionner la Loi, s'est servi principalement du Précepte de la Patience, parce que c'étoit la seule chose qui manquoit pour remplir l'idée de la Justice, telle qu'on l'enseignoit avant lui: Ita fides patientiâ illuminata, quum in Nationes seminaretur, per semen Abrahæ, quod est CHRISTUS, & gratiam legi superduceret, ampliandæ adimplendæque legi adiutricem suam patientiam præfecit, quod ea sola ad justitiæ doctrinam retro defuisset. Lib. de Patient. (Cap. VI.) St. CHRYSOSÔME remarque aussi, que, quand la Loi dit, œil pour œil, & dent pour dent, c'est pour retenir ceux qui seroient tentez de crever l'œil à quelqu'un, ou de lui casser les dents, & non pas pour engager celui à qui on a crevé l'œil, ou cassé les dents, à demander que l'Offenseur soit traité de même; c'est pour sauver les yeux de l'un & de l'autre. La question est, ajoute-t-il, de savoir, pourquoi, la Vengeance étant alors permise, ceux qui en usoient ne laissent pas d'en être blâmés. DIEU, (dit-il, un peu plus bas) pardonnoit à ceux qui, emportez par un vif ressentiment de l'injure, le laissoient aller à la vengeance. C'est pour cela qu'il dit: Oeil pour œil, & dent pour dent. Mais ailleurs: Les voies des gens colères mènent à la mort. Que si, pendant qu'il étoit permis de faire souffrir la peine du Talion, les personnes sujettes à la

le Créateur permettoit, de rendre la pareille, lors qu'on a reçu une injure, Oeil pour oeil, & dent pour dent. Il veut au contraire, qu'après avoir été frappé sur une joue, on tende l'autre, & que l'on abandonne la Tunique à celui qui vient nous enlever le Manteau. JÉSUS-CHRIST aura sans doute ajouté cela, comme un supplément conforme aux Préceptes du Créateur. Voions donc d'abord, si le Créateur recommande la Patience. Il ordonne, par la bouche de ZACHARIE, que chacun oublie la malice de son Frère: il veut même qu'on oublie celle de son Prochain; car, voici ce qu'il dit encore: Que chacun ne pense point à la malice de son Prochain. Celui qui veut qu'on oublie les injures, veut à plus forte raison qu'on les souffre patiemment. Lors aussi qu'il dit; C'est à moi qu'appartient la Vengeance, & je l'exercerai; il enseigne par là à attendre qu'il venge lui-même les injures qu'on a reçues. Autant donc qu'il paroît incompatible, que le même qui défend non seulement de rendre la pareille, mais encore de se venger en aucune manière, & qui plus est de se souvenir des injures qu'on a reçues, ou d'y penser, que le même, dis-je, puisse vouloir qu'en revanche d'une injure on demande Oeil pour oeil, & dent pour dent; autant est-il clair, que, si DIEU a permis de demander Oeil pour oeil, & dent pour dent, ce n'a pas été à dessein de permettre une seconde injure, faite en rendant la pareille, puis qu'il l'avoit déjà défendue, en défendant la Vengeance; mais en vue d'empêcher la première injure, qu'il avoit aussi défendue, en décrivant la peine du Talion, afin que chacun considérant la permission d'une seconde injure, s'abstint de la première. Car DIEU sait bien, que l'on s'empêche plus aisément d'insulter les autres par la crainte de la peine présente du Talion, que par la pensée de la promesse qu'il a faite de venger un jour les injures. Cependant, comme le naturel des Hommes est différent, & qu'ils sont plus ou moins portés à ajouter foi à la parole de DIEU, il falloit & cette peine, & cette promesse, afin que celui qui croioit à la parole de DIEU, attendit de lui la vengeance; & que celui qui n'auroit pas assez de foi, craignit la Loi du Talion. Comme dans cette Loi l'intention du Législateur n'étoit pas assez claire, Notre Seigneur JÉSUS-CHRIST, comme Maître & du Sabbat, & de la Loi entière, & de tous les conseils secrets de son Père, nous l'a découverte & confirmée, en nous commandant de tendre l'autre joue à celui qui nous a donné un Soufflet, afin d'étouffer d'autant plus en nous le désir de rendre la pareille, ce qu'il avoit aussi voulu prévenir par la Loi du Talion, & que ses Prophètes avoient du moins condamné manifestement, en défendant le souvenir des injures, & renvoyant la Vengeance à DIEU. Si donc JÉSUS-CHRIST a ajouté quelque chose, à quoi les Préceptes de DIEU non seulement n'ont rien de contraire, mais sont même favorables; on ne peut pas dire, qu'il ait renversé la Doctrine du Créateur. Enfin, si nous considérons la raison pourquoi on nous prescrit la Patience, & une Patience si parfaite, nous trouverons qu'elle n'auroit aucune force, si elle n'étoit proposée par le Créateur, qui promet la vengeance, & qui répond du Juge. Car si une Patience aussi onéreuse, que celle qui engage non seulement à ne pas donner à son tour un Soufflet, mais encore à tendre l'autre

colère étoient menacées d'une si grande punition; combien plus seront punis ceux qui s'abandonnent à cette passion, aujourd'hui qu'il est ordonné de s'exposer même à recevoir une nouvelle injure? Διὰ τὸτο ὀφθαλμὸν ἀντὶ ὀφθαλμοῦ, καὶ ὀδὸν ἀντὶ ὀδοῦ, ἵνα τὰς ἐκείνου δῆσῃ χεῖρας, ἢ ἵνα τὰς σὰς ἀντιβλάσῃ· ἢ ἵνα τῶν ὀφθαλμῶν ἀπειρήσῃ τὴν βλάβην μόνον, ἀλλ' ἵνα καὶ τὰς ἐκεῖνου διατηρήσῃ σώας. Ἀλλ' ὅπως ἐξήτεν, τινὲς ἐνεκεν, συγκεκριμένης ἀμύνης, ἐνεκαλὸντο οἱ τῷ πρᾶγματι κεχρημένοι; Συγγινώσκει ὁ Θεὸς τοῖς ὑπὸ τῆς ἐπιβουλῆς ἰσως συναρπαδύσει, καὶ ἐπὶ τὴν ἀμύνην ἀρμηκοῖς διὸ λέγει, Ὁφθαλμὸν ἀντὶ ὀφθαλμοῦ καὶ πάλιν, Ὅδοι μηχανικῶν εἰς θάνατον, εἰ ἢ ἐνθα ὀφθαλ-

μὸν ἀντὶ ὀφθαλμοῦ πρὸς ἐξῆν, τοσαύτη καίτοι τιμωρία τοῖς μηχανικοῖς· πόσῳ μᾶλλον τοῖς καὶ παρέχουσιν αὐτοῖς πρὸς τὸ παθεῖν κακῶς κτενοῦσιν; IN EPHES. IV, 13. GROTIUS.

Le passage de ZACHARIE, sur lequel TERTUL- LIEN fonde son raisonnement, se trouve au Chap. VII. verl. 10. où il y a: Et qu'aucun ne pense du mal en son cœur contre son Frère. Je ne sache aucun autre endroit, où cela soit répété, & dit du Prochain, comme ce Père le donne à entendre. Mais il y a plus: le véritable sens du passage est tout autre. Le Prophète veut dire, comme notre Auteur même le remarque dans ses Notes sur le Vieux Testament, que l'on doit se met-

tre joué; nous seulement à ne pas dire à son tour des injures à celui qui nous injurie, mais encore à dire du bien de lui; non seulement à ne pas empêcher qu'on ne nous enlève notre Tunique, mais encore à abandonner le Manteau; si, dis-je, une aussi grande Patience nous étoit imposée par quelqu'un qui ne vouloit pas nous protéger, ce seroit sans raison qu'il nous la prescriroit, puis qu'il ne nous donneroit point la récompense de l'observation du Précepte, je veux dire le fruit de la Patience, qui est la Vengeance. Il devoit nous permettre de prendre cette Vengeance, s'il ne vouloit pas la procurer lui-même, ou s'il ne vouloit pas nous la permettre, il devoit s'en charger; puis que l'intérêt de ses Loix même demande que les Injures soient vengées. Car la crainte de la Vengeance est un frein qui détourne de toute sorte d'iniquité. Au lieu que, si on laisse à chacun la liberté d'insulter impunément les autres, la Malice Humaine régnera dans le monde: les Méchans, surs de l'impunité, nous creveront les deux yeux, & nous casseront toutes les dents.

6. On voit par ces paroles, que TERTULLIEN croioit non seulement qu'il est défendu aux Chrétiens d'appeller quelqu'un en Justice, pour lui faire souffrir la peine du Talion, mais encore que si cela étoit permis autrefois aux Juifs, c'étoit pour éviter un plus grand mal, & non pas comme une chose entièrement innocente. La pensée est vraie sans contredit, pourvu qu'on l'entende d'une poursuite entreprise par un principe d'animosité; comme il paroît par ce que nous avons dit ci-dessus. Car entre les Juifs même, ceux qui se distinguoient par leur sagesse, & qui ne s'arrêtant pas aux paroles de la Loi entroient dans le but du Législateur, ont désapprouvé tout usage des voies de la Justice, fait dans cet esprit-là. Voici comment PHILON fait parler les Juifs d'Alexandrie, au sujet du malheureux état où étoit tombé Flaccus, le Persécuteur de leur Nation: (5) *Nous ne prenons pas plaisir, ô DIEU, à voir nos Ennemis punis; vos saintes Loix nous ont appris à être touchés du malheur des Hommes.* C'est précisément sur le même principe que JÉSUS-CHRIST nous prescrit de (f) pardonner sans distinction à tous ceux qui nous ont offensés, c'est-à-dire, de ne leur causer ni souhaiter même aucun mal, par un ressentiment de celui qu'ils nous ont fait. Car ce seroit-là un plaisir inhumain, par lequel, comme le dit le Poète (6) CLAUDIEN, on sembleroit tirer soi-même la vengeance qu'il n'appartient qu'aux Loix d'exercer. C'est pourquoi LACTANCE rapportant ce que dit CICÉRON, (7) que la première partie de la Justice consiste à ne faire du mal à personne, si ce n'est à ceux qui nous y ont eux-mêmes provoqué par quelque injure; remarque là-dessus, que l'Orateur Romain (8) a gâté une maxime très-véritable, par l'exception renfermée dans les deux ou trois derniers mots. St. AMBROISE (9) soutient aussi, que ces paroles de CICÉRON ne sont pas conformes à l'Evangile.

(f) Matth.
VI, 14, 15.

7. Que dirons-nous maintenant de la Vengeance considérée non pas tant qu'elle se rapporte au passé, mais tant qu'elle a pour but de prendre des précautions pour l'avenir? Ici l'Evangile veut encore qu'on relâche la poursuite de l'offense, premièrement, lors que l'Offenseur (10) donne des marques apparentes de repentir. Et dans les

mettre dans une telle disposition, qu'il ne nous vienne pas même dans l'esprit de faire du mal à personne. Il ne s'agit donc point ici de la Vengeance en particulier.

(5) Οὐκ ἐπιδόμειθα, λέγοντες, ὡς Δεσποῖα, τιμωρίας ἐχθρῶν, δειδυγμένοι πρὸς τῶν ἱερῶν νόμων ἀνδραγαθίας. In Flaccum, (pag. 982. D. Edit. Paris.) Voyez ORIGÈNE, contre Celse. GROTIUS.

(6) Qui fruitur pœnâ, ferus est, legumque videtur Vindictam præstare sibi — — — De Mallii Consulatu. vers. 224, 225.

(7) Sed Justitiæ primum munus est, ut ne cui noceat, nisi laceffitus injuriâ. De Offic. Lib. I. Cap. VII.

(8) O quàm simplicem veramque sententiam, duorum

verborum adjectione, corruptit! Quid enim opus fuerat adjungere, nisi laceffitus injuriâ? Instit. Divin. Lib. VI. Cap. XVIII. num. 16. Mais voyez là-dessus PUFENDORF, Droit de la Nat. & des Gens, Liv. II. Chap. V. §. 14.

(9) Dicunt enim illi [Philosophi], eam primam esse Justitiæ formam, ut nemini quis noceat, nisi laceffitus injuriâ. Quod Evangelii auctoritate vacuatur. Offic. Lib. I. Cap. XXVIII.

(10) Voyez un passage du Rabbïn MOÏSE, Fils de Maimon, que le Savant CONSTANTIN L'EMPEREUR cite, dans son Commentaire sur le BABA KAMA, Cap. VIII. §. 7. GROTIUS.

(g) *Luc.* XVII, 3. les (g) passages où cela nous est prescrit, il s'agit d'un pardon plein & entier, c'est-à-dire, qui aille jusqu'à redonner place dans notre amitié à l'Offenseur : d'où il s'ensuit qu'on ne doit rien exiger de lui en punition de l'offense.

8. Lors même qu'on ne voit point de telles marques de repentir, Notre Seigneur veut que l'on ne poursuive point la réparation d'un dommage qui n'est pas trop difficile à supporter ; ce qu'il donne à entendre par le précepte (h) d'abandonner la Tunique à celui qui veut nous enlever le Manteau. PLATON est aussi allé jusqu'à dire, qu'il ne faut pas rendre le mal pour le mal, quand (11) même on seroit exposé à souffrir encore quelque chose de plus fâcheux : pensée, qui se trouve encore dans (12) MAXIME de Tyr. MUSONIUS, autre Philosophe Païen, disoit (13) qu'il ne voudroit jamais intenter, ni conseiller à personne d'intenter action pour cause d'injures, (qui est précisément ce que Notre Seigneur donne à entendre par l'exemple d'un Soufflet) parce qu'il vaut beaucoup mieux pardonner ces fortes d'offenses.

9. Mais si les choses vont de telle manière, qu'on ne puisse dissimuler ou mépriser une injure sans un grand danger, on doit alors se contenter de prendre ses sûretés de la manière la moins nuisible à l'Offenseur, que faire se peut. En effet, la peine du Talion n'étoit pas même en usage parmi les anciens Hébreux, comme (14) JOSEPH & d'autres Docteurs Juifs l'ont remarqué : mais, à la place de cela, on condamnoit l'Offenseur à (15) une amende envers la personne lésée, outre les dépens, au sujet desquels il y a une Loi particulière dans (i) l'Exode, & dont la restitution (k) n'est qu'un simple dédommagement, qui n'emporte aucune peine. La même chose se pratiquoit à Rome, comme nous l'apprenons du Philosophe FAVORIN, cité par (16) AULU-GELLE. Lors que Joseph, chez qui Notre Seigneur a été élevé, crut que Marie sa Femme étoit convaincue d'adultère, (l) il aimoit mieux (17) s'en défaire par un divorce, que de l'exposer à l'opprobre : & l'Evangéliste remarque, qu'il en usa ainsi, parce que c'étoit un homme juste, c'est-à-dire, un homme de bien, & plein de douceur. Sur quoi St. AMBROISE (18) dit, qu'un Homme juste a de l'éloignement & pour les cruautés de la Vengeance, & pour la sévérité des Accusations.

T A N

(11) C'est dans le Dialogue, intitulé *Criton*, où le Philosophe parle de l'Injustice en général. Il dit, que c'est une chose absolument mauvaise & toujours honteuse de faire la moindre Injustice, soit que l'on s'attire par là un mal plus fâcheux que celui dont on veut le délivrer, soit qu'on puisse se procurer quelque bien. Il est vrai qu'ensuite, il fait regarder comme une véritable Injustice, de rendre le mal pour le mal, de quelque manière que ce soit. Καὶ ἔτι δὲ ἡμῶς ἐπὶ τῶνδε χαλεπώτερα πάχειν, ἢ ἢς καὶ πρότερον, ὅμως τότε ἀδικεῖν τῷ ἀδικῶντι καὶ κακόν, καὶ αἰσχρὸν, τυγχάνειν οὐ παντὶ τρόπῳ φαρμὴν, ἢ ἔ. Κ. Ρ. Φαρμὴν . . . Οὐδὲ ἀδικήμενον ἀρα ἀνταδικεῖν, ὡς οἱ πολλοὶ οἰοῦνται ἐπειδὴ γὰρ ἑκάμῃς δὲ ἀδικεῖν. Tom. I. pag. 49. B. Edit. Steph.

(12) C'est apparemment à la fin de la II. Dissertation, où néanmoins la pensée ne paroît pas tout-à-fait la même.

(13) Il parle de ceux qui s'attachent à la Philosophie ; & c'est dans un assez long passage, que STOBÉE nous a conservé, d'un Traité fait exprès sur cette question.

(14) JOSEPH ne dit point cela : il remarque seulement, que la Loi laisse la liberté à celui, à qui on a crevé un œil, de se contenter d'une amende, en dédommagement du mal qu'on lui a fait : Ὁ σφερώσας, παρτίτω τὰ ὁμοία, σφρομένῳ ἢ περ' ἄλλον ἐσέρεσσε, πλὴν εἰ μήτι χειρὶ μάλα λαβὼν ἐδελησείεν ὁ σφωρημένος, αὐτὸν τοὺς πεπονότα κύριον τῶ νόμου ποιεῖν τιμωσάσαι τὸ σφμ-

ἑσέρεσσε. Antiquit. Jud. Lib. IV. Cap. VIII. pag. 128. C. Ainsi cela semble supposer, au contraire, que l'on pratiquoit quelquefois à la lettre le Talion. Il est néanmoins fort apparent, que le vrai sens de la Loi étoit seulement, qu'on devoit punir ces fortes de crimes, selon la gravité du fait. Voyez ce que j'ai remarqué ci-dessus, Liv. I. Chap. II. §. 8. Note 15.

(15) Voyez le Commentaire de CONSTANTIN L'EMPEREUR, sur le ΒΑΒΑΚΑΜΑ, Cap. VIII. §. I. GROTIUS.

(16) Ce n'est pas FAVORIN, qui remarque cela, mais SEXTUS CÆCILIIUS : Nolo hoc ignores, hanc quoque ipsam talionem ad estimationem Judicis redigi necessario solitam. nam si reus, qui depascisci noluerat, Judici talionem imperanti non parebat, estimatâ lite Judex hominem pecuniæ damnabat. atque ita, si reo & pactio gravis, & acerba talio visa fuerat, severitas legis ad pecuniæ multam redibat. Noct. Attic. Lib. XX. Cap. I. pag. 868. Edit. Jac. Gronov.

(17) St. AUGUSTIN dit, qu'un Chrétien ne doit pas tuer sa Femme surprise en adultère, mais se contenter de la renvoyer ; c'est, à son gré, l'opinion la mieux fondée : Si autem, quod verius dicitur, non licet homini Christiano adulteram conjugem occidere, sed tantum dimittere &c. De adulterinis conjugis, Lib. II. (Cap. XV.) GROTIUS.

(18) Non tantum ab ultionis atrocitate, sed etiam ab accu-

TANCE avoit déjà posé pour maxime, (19) qu'il n'est pas permis à un Homme juste d'accuser quelqu'un en Justice, quand il s'agit d'un crime punissable de mort. JUSTIN, Martyr, parlant de ceux qui dénonçoient les Chrétiens, dit: (20) Nous ne voulons pas qu'on punisse nos Calomniateurs. Ils sont assez punis par leur propre malice, & par l'ignorance où ils sont de la Vérité.

10. Il reste à examiner, si l'usage des Peines infligées non pas simplement pour l'intérêt des Particuliers, mais pour le Bien Public, & qui tendent en partie à empêcher, ou par la mort du Coupable, ou par quelque autre châtiment, qu'il ne fasse plus de mal à personne, en partie à détourner les autres d'en faire, par la sévérité de l'exemple; si l'usage, dis-je, de ces sortes de peines est aboli par l'Evangile? Nous avons prouvé (m) ailleurs, que non: & cela par cette raison incontestable, que Nôtre Seigneur JÉSUS-CHRIST, en donnant ses Préceptes, a déclaré qu'il ne prétendoit rien abolir de ce que la Loi de Moïse prescrivait. Or la Loi de Moïse, qui, en matière de ces sortes de choses, devoit subsister, tant que les Juifs formeroient un Corps d'Etat, recommandoit (n) fortement aux Magistrats, de punir l'Homicide, & quelques autres Crimes. Si donc il n'y a point eu d'incompatibilité entre les Préceptes de Nôtre Seigneur, & l'observation de la Loi de Moïse, en ce qui concerne (21) les cas même où elle décernoit la peine de mort; ces Préceptes pourront (o) aussi s'accorder avec les Loix Humaines, qui imitent ici la Loi Divine donnée aux anciens Hébreux.

§. XII. I. IL Y A néanmoins des gens, qui veulent, qu'il ne soit plus permis sous l'Evangile, de punir si rigoureusement les Criminels: & ils en allèguent pour raison, que, DIEU usant de tant de douceur dans cette nouvelle Alliance, tous les Hommes doivent l'imiter, & les Magistrats même, comme ses Lieutenans ici-bas. La maxime est vraie à quelque égard, je l'avoue: mais elle ne s'étend pas aussi loin qu'on le prétend. Car cette grande miséricorde, que DIEU nous a manifestée dans la nouvelle Alliance, regarde principalement les Péchez commis contre la Loi (1) donnée au commencement, ou même contre la Loi de Moïse, (a) avant que d'avoir eu connoissance de l'Evangile. Car pour ceux que l'on commet, après avoir été éclairé

(m) Liv. I.
Chap. II. §. 7.
8.

(n) Exod.
XXI. 14.
Nombres,
XXXV, 31.
& suiv. Deut.
XIX, 13.

(o) Voyez
St. Augustin,
Quæst. Evan-
gelic. I, 10.

(a) Act.
XVII, 30.
XIII, 38. Rom.
II, 15. Hébr.
IX, 15.

accusationis aliena est justi persona. (In PSALM. CXVIII. Serm. VII. Cap. V.) Voyez HINCMAR, de Divortio, ad interrogat. V. in fine. & le DROIT CANONIQUE, Caus. II. Quæst. VII. Can. 5. & là-dessus PANORMITAN. & dans les Décrétales, Lib. V. Tit. I. Cap. VIII. de la manière que ce Canon est cité par BROCARD, ou BURCARD. Voyez aussi GAILIUS, de Pace publica, VIII, 3. GROTIUS.

(19) Il dit, que tout meurtre est défendu, & que c'est tout un de tuer quelqu'un avec un fer, ou de le tuer par des paroles, comme on fait quand on l'accuse d'un Crime punissable de mort: maxime, qui, prise ainsi généralement, est fautive sans contredit. *Neque vero accusare quemquam crimine capitali [Justo licebit] quia nihil distat, utrumne verbo, an ferro potius, occidas, quoniam occiso ipsa prohibetur.* Lib. VI. Cap. XX. num. 16.

(20) L'Auteur donne seulement une Version Latine: *Nolumus eos puniri, qui in nos calumniantur. Sufficit illis sua pravitas, & verum bonarum ignorantia.* [Voyez l'Original: *Ου γὰρ τὰς κατηγορούντας καλῶν ἡμᾶς ἀξιόσωμεν· ἀρκούνται γὰρ τῇ προσέσθῃ πονηρίας, καὶ τῇ τῶν καλῶν ἀγνοίᾳ.* Apolog. II. (ou plutôt I.) pag. 44. Edit. Sylburg.] Le même Père dit ailleurs, que l'Auteur de la nouvelle Loi ne veut pas qu'on se venge le moins du monde de qui que ce soit: *Μηδὲ μικρόν ἀμείβεσθαι μηδὲν βεβλόμενοι, ὡς ὁ καὶ τοῦ νομοθέτου ἐκέλευσε.* [Dialog. cum Tryphon. pag. 182.] Voyez ce que l'on dira ci-dessous, §. 15. GROTIUS.

(21) JOSEPH loue les Pharisiens de leur modération (ἐπιεικεία) à punir. De là vient qu'on fit tant d'exceptions aux Loix qui concernoient les Peines infligées

par autorité publique. De là vient encore ce qui est dit dans le TALMUD, Tit. *Ketuboth*, que, quand on est indispensablement obligé de condamner quelqu'un à la mort, il faut le faire souffrir le moins qu'il est possible. GROTIUS.

Le passage de JOSEPH, que nôtre Auteur a eu dans l'esprit, se trouve dans l'endroit où l'Historien Juif raconte de quelle manière un Sadducéen, nommé *Jonathan*, rendit les Pharisiens suspects & odieux à *Hyracan*, en engageant celui-ci à leur demander comment devoit être puni *Elazar*, pour les paroles injurieuses qu'il avoit dites à lui Souverain Pontife. Les Pharisiens se contentèrent de le condamner à être battu & mis en prison, ne croyant pas que de simples injures méritassent la mort, & étant d'ailleurs naturellement portez à la douceur en matière de Punitions: *Ου γὰρ ἐδὸν καὶ λοιδορίας ἐνεκα θανάτῳ ζημιῶν. ἄλλως τὲ καὶ φύσει πρὸς τὰς καλὰς ἐπιεικείας ἔχουσιν οἱ Φαρισαῖοι.* Antiq. Jud. Lib. XIII. Cap. XVIII. pag. 453. F.

§. XII. (1) *Legem Primævam*, dit l'Auteur. Il y avoit dans la première Edition, *contra naturæ legem*. Le changement insinué, que DIEU révéla lui-même les principales règles du Droit Naturel aux premiers Hommes, qui les transmirent ensuite à leurs Descendants. Nôtre Auteur a fait de semblables corrections en d'autres endroits, dans la pensée où il étoit entré depuis, que la Tradition étoit ce qui avoit le plus contribué à la connoissance & des principes de la Religion, & des Loix de la Nature. Voyez ci-dessous, §. 45. num. 4. Note 6.

(b) Voiez
St. Chrysost.
Orat. ad Pa-
trem fidel. &
II. de Jejunio.

(c) Hébr. II,
2, 3. X, 29.
Matth. V, 21,
22, 28.

(d) I. Cor.
XI, 30.

(e) Ibid.
verf. 31. & II.
Cor. VII, 9,
10.

(f) II.
Cor. II, 7.

éclairé des lumières de cette sainte Doctrine, sur tout lors qu'on pèche avec obstination ; il y a des (b) menaces d'un Jugement beaucoup plus (c) rigoureux, que toutes les Peines de la Loi Moïsaïque. Et ce n'est pas seulement dans une autre Vie, que DIEU punit de tels Péchez ; il le fait (d) souvent dès celle-ci. On n'en obtient le pardon, (e) qu'après (2) s'être puni soi-même en quelque manière, (f) par une grande tristesse.

2. On dit encore, qu'il faudroit du moins faire grace aux Criminels repentans. Mais, outre que les Hommes ne peuvent guères s'assurer que la repentance d'un Criminel soit sincère, & qu'ainsi il n'y auroit point de Coupable qui fût puni, s'il suffisoit de donner quelques marques de repentance ; DIEU même ne tient pas quittes de toute peine ceux qui se repentent de leurs crimes. L'exemple de David suffit pour nous en convaincre. Comme donc, sous l'ancienne Alliance, DIEU pouvoit faire grace de la peine portée par la Loi, c'est-à-dire, d'une mort violente ou hâtée par quelque autre accident, & faire néanmoins souffrir au Coupable d'autres maux assez grands : (3) de même il peut aujourd'hui faire grace de la peine de mort éternelle, & punir cependant lui-même le Pécheur d'une mort prématurée, ou vouloir qu'il soit ainsi puni par le Magistrat.

§. XIII. 1. D'AUTRES trouvent ici à redire, qu'en ôtant la vie à un Criminel on ne lui laisse pas le tems de se repentir. Mais on fait, que les Magistrats pieux ont grand soin de n'apporter, autant qu'en eux est, aucun obstacle à la repentance des Criminels, & qu'ils n'en font exécuter aucun, qu'après lui avoir donné le tems de reconnoître ses péchez, & d'en concevoir un sincère déplaisir. Or l'exemple du Brigand, crucifié avec Nôtre Seigneur JE'SUS-CHRIST, nous fait voir, que DIEU peut agréer une telle repentance, (1) quoique la mort empêche qu'elle ne soit suivie des effets qu'elle auroit dû produire pour la réformation de la conduite du Criminel.

2. On dira peut-être, que si le Criminel eut vécu plus long tems, il auroit pû s'amender plus sérieusement. Mais il y a des gens, auxquels on pourroit fort bien appliquer ce que dit SENE'QUE, (2) que la mort est le seul bien qu'on leur puisse procurer, parce que c'est le seul moyen de faire en sorte qu'ils cessent d'être méchans ; comme un Philosophe (3) Grec l'avoit déjà remarqué.

(a) Liv. I.
Chap. II. §. 7. 3. Ce que nous venons de dire, joint avec ce que nous avons dit au (a) commencement de cet Ouvrage, suffit pour répondre aux difficultez de ceux qui veulent qu'il

(2) TERTULLIEN dit, que, pour obtenir le pardon de ses péchez, il faut auparavant avoir déploré son état : *Peccator, ante veniam, deslere se debet.* De Penitentia (Cap. VI.) Voiez St. AMBROISE, sur le Pseaume XXXVII. St. CHRYSOSTÔME, sur la I. Epître aux Corinthiens, Hom. XXVIII. & sur St. MATTHIEU, Hom. XLII. GROTIUS.

(3) Voiez St. JÉRÔME, sur le Chapitre I. du Prophète NAHUM : passage qui se trouve cité dans le DROIT CANONIQUE, Cauf. XXIII. Quæst. V. Can. VI. Voiez aussi SYNE'SIUS, Epist. XLIV. & AGATHIAS, dans l'endroit, où il cite un passage de PLATON, (à l'occasion de la mort d'*Anatolius*, Lib. V. Cap. II.) GROTIUS.

§. XIII. (1) Voiez un passage de St. JÉRÔME, dans une Lettre à *Damasce* ; lequel passage se trouve cité dans le DROIT CANONIQUE, Cauf. XXIII. Quæst. III. De Penit. Distinct. I. Can. LVIII. GROTIUS.

(2) *Auferemus tibi istam, qua vexaris, insaniam ; & per tua alienaque volutato supplicia, id, quod unum bonum tibi superest, representabimus, mortem.* De Ira, Lib. I. Cap. XVI. Et quo uno modo possunt, desinant mali esse. Ibid. Cap. XV. Le même Philosophe dit ail-

leurs, que le seul remède pour des gens comme ceux-là, qui vraisemblablement ne reviendront jamais à eux-mêmes, c'est la mort ; par laquelle aussi on rend service à tout le monde : *Et si ex toto ejus sanitas desperata fuerit, eadem manu beneficium omnibus dabo, illi reddam : quando ingenii talibus vitæ exitus remedium est : optimumque est obire ei, qui ad se nunquam rediturus est.* De Benefic. Lib. VII. Cap. XX. GROTIUS.

(3) Il se servoit de cette raison, pour montrer, que les Législateurs, en décernant la peine de mort, n'avoient pas eu dessein de faire du mal aux Criminels même qui souffriroient le dernier supplice, mais au contraire de leur procurer par là le dernier remède à leur malice : *Άγροῖ ἢ τὸ μέγιστον, ὅτι καὶ ὁ θάνατος αὐτοὺς παρὰ τῶν πρώτων δικαιωσάντων ἔχ' ὡς κακὸν ἐπετιμήθη, ἀλλ' ὡς ἔσχατον, καὶ ἐν φαρμάκῳ λόγῳ, κατὰ τῶν ἐδυναμένων τῆς κακίας ἐλευθερωθῆναι, οὕτως, ἐπειδὴ οὐ οἶατε ἄλλως, καὶ τὰτα γὰρ ἐν τῷ τρόπῳ ἀπολυθέντες τῆ ἐνταῦθα δασμῶ, αὐτῆς πορίσονται φυγῇ.* EUSEBIUS, apud STROBÆUM, Serm. XLVI.

(4) Et même celui des Romains, du moins en grande partie, puis que, depuis la Loi Porcienne, aucun Citoyen, parmi eux, ne pouvoit être puni de mort, ou fouetté, à moins qu'il ne fût Criminel de

qu'il soit défendu à tous les *Chrétiens* sans exception de punir les Criminels, ou du moins de les punir de mort. Cela est directement contraire à la doctrine de l'Apôtre St. PAUL. Car il nous fait regarder (b) comme une partie du devoir des Puissances l'usage du Glaive, en quoi il les appelle les Ministres de la Vengeance Divine : & il exhorte ailleurs (c) à prier DIEU que les Rois se convertissent au Christianisme, & qu'ils soient, comme Rois, les Protectors des Innocens : or telle est la malice d'un grand nombre de gens, même depuis la propagation de l'Evangile, que les Princes ne sauroient protéger les Innocens, sans faire mourir quelques Criminels, pour réprimer l'audace des autres. Cela est si vrai, que, malgré tant d'exécutions, malgré tant de gibets & de rouës, l'Innocence n'est pas encore assez en sûreté.

4. Les Puissances (d) Chrétiennes feront bien néanmoins d'imiter, du moins à quelque égard, l'exemple de (4) *Sabacon*, ancien Roi d'*Egypte*, très-célèbre pour sa piété. Ce Prince, au lieu de faire mourir les Criminels, les condamna à travailler à des Ouvrages publics, & il le fit avec beaucoup de succès, comme nous l'apprend (e) *Diodore de Sicile*. Il y avoit aussi quelques Nations, près du Mont *Caucase*, chez qui au rapport de (5) *STRABON*, on ne faisoit mourir personne, quelque grand crime qu'il eût commis. *QUINTILIEN* fait une réflexion, qui n'est pas à mépriser : (6) *Il n'y a point de doute*, dit-il, *que, si les Coupables peuvent se corriger d'une manière ou d'autre, comme on avoue qu'ils le peuvent quelquefois, il est plus avantageux à l'Etat de les sauver, que de les punir*. *BALSAMON* remarque, que les Loix Romaines, qui décernoient la peine de mort, furent pour la plupart changées par les derniers (7) Empereurs Chrétiens, qui ordonnèrent (8) d'autres punitions, afin que les Criminels eussent, d'un côté, de plus vifs sentimens de repentance, & que, de l'autre, la peine étant plus longue fût plus utile pour l'exemple.

§. XIV. De ce que nous avons dit jusqu'ici, on peut inférer, qu'il est fort dangereux pour un Chrétien, qui n'est que simple Particulier, de (a) punir de son chef, soit pour son propre bien ou pour le bien du Public, un Méchant, quel qu'il soit, sur tout de le punir de mort : quoique le Droit des Gens le permette quelquefois, comme nous l'avons (b) remarqué ci-dessus. Ainsi on ne peut que louer l'usage des Peuples, chez qui ceux qui vont sur Mer se munissent d'une Commission de l'Etat, pour poursuivre les Pirates qu'ils trouveront, afin que, dans l'occasion, ils agissent contre ces Ennemis publics, par autorité publique, & non pas comme d'eux-mêmes.

§. XV.

Léze-majesté, ou condamné par sentence du Peuple même. *GROTIUS*.

Voiez, sur la Loi Porcienne, *TITE LIVE*, *Lib. X. Cap. IX.* Mais ce ne fut point par un principe de douceur & d'humanité, que l'on défendit aux Magistrats de punir de mort, ou de fouetter un Citoyen Romain. C'étoit un privilège, que s'on regardoit alors comme inséparable de la Liberté, dont on étoit fort jaloux, mais qui donna lieu avec le tems à une licence, que l'on fut obligé de réprimer en éludant la Loi par une fiction de droit. Voiez *SIGONIUS*, *De antiquo jure Civium Romanor.* *Lib. I. Cap. VI.* & les *Probabilia Juris* de *Mr. NOODT*, *Lib. III. Cap. XII.*

(5) On bannissoit seulement, avec leurs Enfans, ceux qui avoient commis quelque grand crime. Les *Derbiciens*, au contraire, autre Peuple de ces Pais-là, faisoient mourir pour les moindres crimes : *Ἐτέροις δὲ νόμιμον ἐστὶ μὴδὲν ἀποκτείνειν τῶν ἐξαπατήσων τὰ μέγιστα, ἀλλ' ἐξοργίζειν μόνον μέλα τέκνον, ὑπενδύσιον τοῖς Διόβρις· ἢ γὰρ ἐπὶ μικροῖς ἐτοί σφάτρισσι.* *Geograph. Lib. XI. pag. 790. B. Ed. Amstel. (520. Paris.)*

(6) *At hoc nemo dubitabit, quin, si nocentes mutari in bonam mentem aliquo modo possint, sicut posse interdum conceditur, salvus esse eos magis è republica sit, quam pu-*

niri. *Instit. Orat. Lib. XII. Cap. I. pag. 1055. Edit. Burman.*

(7) Voiez le serment d'*Isac l'Ange*, dans *NICETAS CHONIA TE*, *Lib. I. (Cap. IV.)* Le même Historien remarque, que l'Empereur *Jean Comnène* ne fit mourir personne pendant tout son règne. (In *Joann. Comm. Cap. XII. seu ult.*) Voiez ce que dit *MALCHUS*, de *Philadelphie*, au sujet de l'Empereur *Zénon* (in *Excerpt. Legation.*) & *St. AUGUSTIN*, *Epist. CLVIII. & CLIX. ad Marcellin.* *Comit.* passages citez dans le *DROIT CANONIQUE*, *Caus. XXIII. Quæst. V. Can. I. II.* Voiez aussi *St. CHRYSOSTÔME*, *adversus Judæos*, dans l'endroit où il traite de la peine de *Cain*. *GROTIUS*.

(8) Qui consistoit sur tout à les faire travailler. *St. AUGUSTIN* veut, qu'on laisse en leur entier les membres des Criminels, pour les employer à quelque travail utile : [C'est en parlant des *Circumcellions*] *Tu opere misericordie effice, ut illa, que nefandis operibus exercebant, alicui utili operi integra eorum membra deserviant.* *Epist. CLX.* Voiez aussi la Lettre de *Nectaire* à ce Père de l'Eglise, laquelle est parmi les *siennes*, la *CCI.* *GROTIUS*.

§. XV.

§. XV. C'EST sur le même principe qu'est fondée la coutume établie en plusieurs endroits, de ne pas recevoir (1) pour Accusateurs en Justice toute sorte de gens, mais seulement certaines (2) personnes qui sont chargées de cet emploi par autorité publique, afin que (3) personne ne fasse rien qui contribue à l'effusion du sang d'autrui, que pour satisfaire au devoir de sa Charge. Un Canon du Concile d'ELIBÉRIS (4) prive de la Communion, même à l'Article de la mort, tout Chrétien, qui en dénonçant quelqu'un aura été cause de sa mort ou de sa proscription.

§. XVI. IL PAROÎT encore par ce que nous avons dit ci-dessus, qu'il n'est ni avantageux ni bienfaisant à un vrai Chrétien, de rechercher de lui-même les Emplois (1) Publics, qui demandent qu'on juge à mort, & de témoigner ainsi qu'il se croit digne d'avoir droit de Vie & de Mort sur ses Concitoyens, comme ayant plus de mérite qu'aucun d'eux, & comme étant une espèce de Divinité entre les Hommes.

(a) *Matth.*
VI, 1, &
suiv.

JESUS-CHRIST nous avertit, qu'il est (a) dangereux de juger d'autrui, parce que, le même jugement qu'on aura fait des autres, DIEU le fera de nous en pareil cas. Cette maxime doit certainement être appliquée ici.

§. XVII. I. C'EST une question célèbre, de savoir, si les Loix Humaines, qui permettent de tuer certaines personnes, donnent au Meurtrier un vrai droit, même devant le Tribunal Divin, ou si elles laissent seulement le meurtre impuni devant les Hommes? COVARRUVIAS (a), & (b) FORTUNIVS, tiennent le dernier : mais FERNAND VASQUEZ (c) va jusqu'à traiter cette opinion d'exécration.

(a) *De*
Matrimon.
Part. II. Cap.
VII. §. 7. num.
20, & seqq.
(b) *De ul-*
tim. sine Leg.
Illat. XI.
(c) *Controv.*
illustr. Lib. IV.
Cap. VIII.
(d) *Liv. II.*
Chap. I. §. 14.

2. Il n'y a point de doute, qu'en certains cas les Loix Humaines ne puissent faire l'un ou l'autre, ou rendre entièrement innocente l'action qu'elles permettent, ou accorder une simple impunité ; comme nous l'avons remarqué (d) ailleurs. Pour savoir donc quelle a été ici l'intention du Législateur, il faut en juger, en partie par les termes de la Loi, en partie par la nature même de la chose dont il s'agit.

3. Si la Loi qui permet de tuer quelqu'un, le fait pour donner quelque chose au ressentiment d'une personne cruellement offensée, elle met bien à l'abri de toute Punition devant le Tribunal Humain, mais elle n'empêche pas qu'il n'y ait du crime, & que ce ne soit un véritable Homicide. Tel est le cas d'un Mari (1) qui tue sa Femme surprise en flagrant délit, ou le Galant avec qui elle a commis adultère.

4. Mais

§. XV. (1) St. CHRYSOSTÔME dit qu'il faut terminer & prévenir les Procès Civils, par un accommodement à l'amiable : mais qu'on ne doit jamais intenter de Procès Criminel : Καλὸν μὲν ἔν, ὅπερ εἶπον, καὶ τὰς χρηματικὰς δίκας φθάσειν διαλύσει φιλικαῖς, ἵνα πρὸς τὴν τέλει τῆς δίκης κυβερνήσῃ τὸν φίλον ἐγκληματικὰς δὲ μὴδὲ διαλύσθαι γένοιτο, ἀλλὰ μὴδὲ τὴν ἀρχὴν ἐγγυμνάσειν. De Pœnitent. Hom. VIII. GRÔTIUS.

(2) Comme ce qu'on appelle Procureur Fiscal, Avocat Fiscal &c.

(3) On a remarqué, avec raison, que ce qui a donné lieu à l'établissement de certains Accusateurs publics, c'est plutôt la licence des Délateurs.

(4) Delator si quis exstiterit fidelis, & per delationem ejus aliquis fuerit proscribitur vel interfectus, placuit eum nec in fine accipere communionem.

§. XVI. (1) Voyez le Traité de SENEQUE, de otio Sapientis, où il examine, si le Sage doit se mêler des affaires de l'Etat. GROTIUS.

§. XVII. (1) Voyez un passage de St. AUGUSTIN, de Civitate Dei, cité dans le DROIT CANONIQUE, Caus. XXIII. Quæst. VIII. Cap. XXXIII. Voyez aussi Caus. XXXIII. Quæst. II. Cap. VI. VII. GROTIUS.

La première partie du passage de St. AUGUSTIN, cité dans le Canon, n'est point de ce Père, mais de

St. JÉRÔME, in Ezech. Cap. IX. (Tom. V. pag. 404. A. Ed. Basil.) comme on l'a remarqué. Les autres paroles pourroient bien aussi être de quelque autre Auteur Ecclésiastique. Je ne les trouve pas du moins dans le Traité de la Cité de DIEU : mais j'y vois la même pensée, exprimée d'une manière différente. Voici le passage. His igitur exceptis, quos vel Lex justa generaliter, vel ipse fons justitiæ DEUS, specialiter occidi jubet, quisquis hominem, vel se ipsum, vel quemlibet occiderit, homicidii crimine innotetur. Lib. I. Cap. XXI.

(2) C'est-à-dire, les Soldats même : car cela regarde aussi ceux qui ne sont pas Gens-de-guerre. Et la Loi suppose que ce soit de nuit, & à la campagne, qu'ils vont piller, ou assassiner les Passans. Liberam resistendi cunctis tribuimus facultatem : ut quicumque militum vel privatorum ad agros nocturnus populator intraverit, aut itinera frequentata insidiis adgressionis infuderit, permissa cuicumque licentiâ, digno illico supplicio subjugetur : ac mortem, quam minabatur, excipiat, & id, quod intendebat, incurrat. Melius enim est, occurrere in tempore, quam post exitum vindicare. Vestram igitur vobis permittimus ultionem &c. COD. Lib. III. Tit. XXVII. Quando liceat unicuique sine judice se vindicare, vel publicam devotionem, Leg. I. Voyez CUYAS & FAJROT, sur ce Titre.

(3)

4. Mais lors que la Loi a eu en vuë de prévenir un mal que produiroit le délai de la punition, elle doit être censée donner un pouvoir public au Particulier, de sorte qu'en ce cas-là il n'est plus Particulier. Il faut rapporter ici une Loi du CODE JUSTINIEN, où il est permis à chacun de tuer sur le champ, sans autre forme de procès, les Soldats (2) qui pillent & qui ravagent. On en allègue pour raison, qu'il vaut mieux prévenir à tems le mal, que de le punir, quand il est fait. C'est pourquoi, continuent les Empereurs VALENTINIEN, THÉODOSE, & ARCADIVS, nous vous laissons le soin de vous venger vous-mêmes, & comme il seroit trop tard de punir ces Malfaiteurs en Justice, nous les châtions d'avance par cet Edit, en voulant que personne n'épargne un Soldat, qui mérite qu'on le poursuive les armes à la main, comme un Brigand. Dans la Loi suivante du même Titre, il est permis à chacun (3) de tuer les Déserteurs, & on appelle cela une permission d'exercer la vengeance publique pour le repos commun. On peut rapporter encore ici ce que dit TERTULLIEN, (4) que tout Homme est Soldat de l'Etat, pour agir contre des Criminels de Léze-Majesté, & des Ennemis Publics.

5. On permet aussi à chaque Particulier, de tuer (5) ces fortes d'Exilez, qu'on appelle Bannis. Mais il y a cette différence entre les cas dont nous venons de parler, & celui-ci, qu'il y a eu une Sentence particulière renduë contre les Bannis; au lieu que dans les autres cas il n'y a qu'un Edit général, qui a force de Sentence anticipée, lors que le fait supposé est (6) manifeste.

§. XVIII. I. VOIONS maintenant, si tous les actes vicieux sont de nature à pouvoir être punis par les Hommes? Sur quoi il faut d'abord poser pour maxime sûre & incontestable, qu'ils ne sont pas tous tels. Il s'agit seulement de marquer en détail ceux qui doivent être exceptez.

2. Je dis donc, en premier lieu, que les actes purement internes, quand même ils viendroient ensuite à être connus par quelque accident, comme par l'aveu qu'on en feroit soi-même, ne peuvent point être punis, par les Hommes; parce que, comme nous (a) l'avons remarqué ailleurs, il n'est pas convenable à la Nature Humaine, que les actes purement internes produisent quelque droit ou quelque obligation, d'Homme à Homme. Et c'est en ce sens qu'il faut entendre la maxime du Droit Romain, (1) Que personne ne mérite d'être puni pour de simples pensées.

(a) Liv. II.
Chap. IV. §. 3.
num. 2. &
Chap. VI. §. 1.
num. 3.

3. Ce-

(3) Opprimendorum desertorum facultatem provincialibus jure permittimus. Qui si resistere ausi fuerint, in his velox ubique jubemus esse supplicium. Cuncti etenim, adversus latrones publicos desertoresque militiae, juxta sibi sciatis pro quiete communi exercenda publica ultionis indultum. Ibid. Leg. II.

(4) In reos majestatis & publicos hostes omnis homo miles est. (Apolog. Cap. II.) AGATHIAS dit, que ce ne sont pas seulement les Généraux d'armée, & les autres personnes en place qui s'intéressent ou qui doivent s'intéresser pour le Bien Public, mais que chacun peut & doit être touché des maux qui arrivent à l'Etat dans lequel il vit, & faire tout ce qui dépend de lui pour les empêcher: 'Ου γὰρ στρατηγοῖς μόνους, ἡ τοῖς ἄλλοις δυνατοῦται οὐ τῆς ἐνοίας ἐξέλει σκοπὸς ἐμψύεσθαι, καὶ προσεῖναι, ἀλλὰ πάντι τῷ βαλομένῳ βαλὼν δῆπρ καὶ προσήκον, τῆς ἐν ἡ τέτακται πολιτείας υπερασπίζειν, καὶ τὸ κοινὴ συνείσιν εἰς δύνανται κατορθῶν. Lib. IV. (dans la Harangue de Rusticus. Cap. II.) Voyez ce que nous avons dit dans ce Chapitre, §. 9. G R O T I U S.

(5) Le Savant GRONOVIVS cite ici une Loi, rapportée par QUINTILIEN, laquelle porte, qu'il est permis de tuer un homme, qui a été banni, si on le trouve dans le Pais: Declam. CCCV. Exsulem, intra fines deprehensum, liceat occidere. Mais, quoi qu'on

T O M. II.

voie encore la même chose dans la Déclamation CCXLVIII. Exsulem occidere intra fines licet; il pourroit bien être que ce fût une Loi supposée, comme tant d'autres, que les anciens Déclamateurs ont inventées, pour fournir matière à leurs raisonnemens. Quoi qu'il en soit, notre Auteur a eu ici en vuë, comme il paroît par son expression (Exsules, quos BANNITOS vocant) ces fortes de Proscrits, qui sont mis au Ban de l'Empire, en Allemagne. Car, selon les Constitutions de cet Empire, chacun peut impunément maltraiter de tels Bannis, & en leur personne, & en leurs biens, jusqu'à leur ôter la vie. Voyez JACQUES MÉNOCIVS, De arbitrar. Judic. Lib. I. Quest. XC. ANTON. MATTHÆUS, De Criminib. Tit. V. Cap. II. BOECLER, Conduct. Carolin. Tom. II. Dissert. pag. 74, 75. & le Jus Publicum de feu Mr. COCCÉJUS, Cap. XXXII. §. 12. &c.

(6) QUINTILIEN dit, qu'il y a des Crimes commis contre l'Etat, qui sont d'une telle évidence, qu'ils sautent aux yeux: Reipublice lasae quædam sunt, Judices, ad quorum pronuntiationem oculi sufficiunt. Declam. CCLX. GROTIUS.

Voyez ci-dessus, Liv. I. Chap. IV. §. 17.

§. XVIII. (1) Il y a seulement, que personne n'est puni, c'est-à-dire, par les Loix Civiles: Cogitationis pœnam nemo patitur. DIGEST. Lib. XLVIII. Tit. XIX.

K

De

(b) *Seyrui*, (b) entant qu'ils influent sur les externes: & alors on ne les considère pas proprement en eux-mêmes, mais on les fait entrer dans l'estimation des actes extérieurs, qui en deviennent plus ou moins dignes de punition.

(b) *Seyrui*,
Thesaur. Lib.
III. Cap. VI.

§. XIX. I. EN second lieu, les Hommes ne doivent pas punir les fautes inévitables, qui sont une suite de la fragilité de notre nature. Car, quoi qu'il ne puisse point y avoir de Pêché qui ne soit commis librement, il est néanmoins au dessus de la condition humaine, de s'abstenir absolument & en tout tems de toute sorte de Pêché. D'où vient qu'on a dit, qu'il est naturel à l'Homme de pécher: maxime qui a été avancée, entre les Philosophes Paiens, par (1) SOPATER, par (2) HIEROCLES, & par (3) SENEQUE (4); entre les Juifs, par (5) PHILON; entre les Historiens, par (6) THUCYDIDE; entre les Chrétiens, par un grand (7) nombre de Docteurs. Ainsi il

De Penit, Leg. XVIII. D'ailleurs, selon ce que dit Mr. DE BYNKERSHOEK, *Observat. Jur. Rom. Lib. III. Cap. X.* les Jurisconsultes Romains parlent-là non d'une simple pensée, d'un simple dessein vague, qui n'a déterminé à aucun acte extérieur, par lequel on se soit disposé à chercher les moies d'exécuter ce que l'on se proposoit; mais d'un dessein dont l'exécution n'a pas été suivie de l'effet: car un tel dessein, quoi qu'accompagné d'efforts actuels, n'étoit point puni par le Droit Romain, hormis en matière de certains Crimes énormes, spécifiez par les Loix, & par rapport auxquels on avoit fait exception à la règle générale, en faveur du Bien Public. Voyez-en les preuves & le détail, dans le Chapitre de cet illustre Jurisconsulte, que je viens de citer. Sur ce pié-là, il faudra regarder les paroles suivantes, que je trouve dans MAXIME de Tyr, ou comme ne convenant pas au Droit Romain, ou comme peu exactes en partie. Les Loix, dit ce Philosophe Orateur, punissent comme Adultères, ou comme Voleurs, ou comme Traîtres, non seulement ceux qui ont actuellement eu commerce avec la Femme d'autrui, ou dérobé quelque chose, ou trahi l'Etat, mais encore ceux qui ont voulu commettre ces Crimes, sans trouver moien d'y réussir: Καὶ γὰρ μοιχὸν κολάζει ὁ νόμος, ἔ τὸν δραστὰ μόνον, ἀλλὰ καὶ τὸν βουλευτήν, καὶ τοιχαρῶν τὸν ἐπιχειρήσαντα, καὶ μὴ λάθῃ δράσας, καὶ προδοτὴν τὸν μεταπεισάντα, καὶ μὴ πρᾶξῃ. Dissert. II. pag. 20. Edit. Cantabr. Davis.

§. XIX. (1) Σύμφυτον εἶναι ἀνθρώποις, τὸ ἀμαρτάνειν. Ce mot se trouve dans STOBÉE, *Serm. XLVI. De Magistratu* &c. Ajoutons les paroles suivantes d'un Philosophe beaucoup plus ancien, c'est XENOPHON, qui dit, Qu'il n'y a point d'Homme qui ne commette jamais de fautes: Ὅρῳ γὰρ τῶν ἀνθρώπων εἶναι ἀνομιάν, τῇ δὲ διατελέσεια. Hist. Græc. Lib. VI. Cap. III. §. 6. Edit. Oxon.

(2) C'est dans l'endroit, où il dit, qu'il y a un mal tel avec nous, & en même tems aquis, savoir, l'abus que nous faisons de notre Liberté, d'une manière contraire à la Nature: Ἦν, ἡ συμφυὲς αἷμα καὶ ἐκπαθὴν ἡμῖν κακόν, ἡ τῇ αὐτεξουσίᾳ παρὰ φύσιν κινήσις. Pag. 192. Edit. Needh.

(3) Notre Auteur a eu peut-être dans l'esprit ce mot, qu'il avoit lu dans SENEQUE, le Père: Nemo sine vitio est. Lib. II. *Controv. XII.* pag. 189. Edit. Gronov. maj. Ou, si sa mémoire ne l'a pas trompé, en lui présentant ce passage du Rhéteur, comme étant du Fils, ou du Philosophe, je ne sache point d'autre endroit qui puisse être rapporté ici, que ce qu'on trouve dans une Lettre, où le Philosophe soutient, que les Vices ont été de tout tems, & qu'on s'y laisse aller par un penchant naturel: *Hominum sunt ista [vi-*

tia], non temporum Ad deteriora faciles sumus: quia nec dux potest, nec comes deesse: Et res etiam ipsa, sine duce, sine comite, procedit: non primum est tantum ad vitia, sed præceptis. Epist. XCVII.

(4) Le même Philosophe dit ailleurs, que personne ne peut se disculper lui-même de toute faute: Nemo, inquam, invenitur, qui se possit absolvere. De Ira, Lib. I. Cap. XIV. Selon lui encore, c'est une infirmité inséparable de la Nature Humaine, & d'être réduit à la nécessité de tomber dans l'erreur, & d'aimer son erreur; [d'où il s'ensuit, selon le principe des Stoïciens, qui disoient que tout Pêché vient de quelque erreur: Peccantes vero quid habet cur oderit, quum error illos in hujusmodi delicta compellat? il s'ensuit, dis-je, que les Hommes ne peuvent s'empêcher de pécher quelquefois.] Inter cetera mortalitatis incommoda, Et hoc est caligo mentium; nec tantum necessitas errandi, sed errorum amor. Ibid. Lib. II. Cap. IX. Ce Philosophe soutient ailleurs, que personne n'oseroit se vanter de n'avoir péché contre aucune Loi: Quis est iste, qui se profitetur omnibus legibus innocentem? Ibid. Cap. XXVII. Au Livre III. il dit en un mot, que nous sommes tous méchans: Quid lenioribus verbis huiusmodi abscondo? Omnes mali sumus. Cap. XXVI. Dans le Traité de la Clémence, il s'exprime plus directement. Nous avons tous, dit-il, commis quelques fautes, les uns plus grandes, les autres moins; les uns de propos délibéré, les autres par quelque hazard, ou entraînez par la malice d'autrui: les autres, pour n'avoir pas eu la force de se soutenir dans un bon dessein, & en perdant malgré eux leur innocence. Non seulement nous péchons, mais nous pécherons encore jusqu'à la fin de notre vie. Que si quelqu'un a si bien purifié son Ame, que rien ne soit plus capable de la troubler, on de lui faire illusion, ce n'est toujours qu'en péchant qu'il est parvenu à cet état d'innocence: Peccavimus omnes, alii gravia, alii leviora; alii ex destinato, alii forte impulsu, aut aliena nequitia ablati: alii in bonis consiliis parum fortiter steterunt, Et innocentium inviti ac renitentes perdidimus. Nec delinquimus tantum, sed usque ad extremum ævi delinquimus. Etiam si quis tam bene purgavit animum, ut nihil obturbare eum amplius possit, ac fallere, ad innocentiam tamen peccando pervenit. De Clement. Lib. I. Cap. VI. PROCOPE fait dire à Basilaire, qu'il est au dessus de l'Homme & de la nature des choses, de ne tomber dans aucune faute: Τὸ μὲν ἐν μὴδ' ὁπωσὲν ἀμαρτάνειν, ἕτε ἀνθρώπων, καὶ τῆς τῶν πραγμάτων φύσεως ἕξω. Gotthic. Lib. III. (Cap. XI.) Voyez aussi l'Empereur BASILE, Cap. L. GROTIUS.

Je suis fort trompé, si, au lieu de l'Empereur BASILE, notre Auteur n'a voulu dire, dans la dernière citation de cette Note, MANUEL PALEOLOGUE, dont nous avons, outre quelques Harangues, des Pré-

cep-

il faudroit punir (8) tout le monde, si l'on vouloit punir tous ceux qui péchent, & si l'on ne laissoit passer les fautes légères, où chacun tombe tous les jours, comme le dit (9) un des Philosophes que je viens de citer. Ce seroit oublier la foiblesse humaine, & y insulter même, ainsi que s'exprime DIODORE de Sicile (10).

2. Bien plus: il y a lieu de douter, si (11) ces fortes de fautes sont des Péchez, proprement nommez, puis que, si chacune en particulier paroît commise avec liberté, elles ne sont pas libres à les considérer en général. Sur ce principe, PLUTARQUE dit, (12) que les Loix ne doivent exiger que ce qu'il est possible d'obtenir, si l'on veut punir quelque peu de personnes utilement, & non pas en punir un grand nombre sans aucun fruit.

3. Il y a aussi des Péchez, qui sont (13) inévitables, non pour tous les Hommes généralement, mais pour telle ou telle personne, & en tel ou tel cas, à cause du (14) Tempérament, dont les influences vont jusqu'à l'Âme, ou par un effet de la force de l'Ha-

ceptes sur l'Education d'un Prince, Ἰσοθῆκαι βασιλικῆς ἀγωγῆς. Dans le Chap. L. cet Empereur dit, que celui qui saura bien distinguer les fins qu'il doit se proposer, & ce qui s'y rapporte, sur tout cette fin souverainement parfaite, à laquelle toutes choses tendent naturellement, c'est-à-dire, l'Être Suprême; celui, dis-je, qui saura bien distinguer tout cela, & qui voudra faire ce qu'il croit être le meilleur, ne péchera jamais ni en actions, ni en paroles, ni en pensées, ni par aucun autre mouvement de l'Âme. Mais il avoit d'abord remarqué, en forme de parenthèse, que ce n'est-là qu'une supposition; parce qu'il est impossible qu'un Homme s'élève jusqu'à ce point de science, sans un secours du Ciel: Ὡς ὅγε διελεῖν, ἢ χρῆν, ἐπιστάντων (ἐξ ὑποθέσεως ἢ ἐκδοῶν) ἢ γὰρ δυνάμει ἀνθρώπου εἰς τοσούτον γνῶσεως ἐληλακέναι, μὴ βοηθούμενός τ' εἶναι) ὃ γὰρ διακρίνειν ὁρθῶς δυνάμει ταῖς τέλῃς τε καὶ τοῖς πρὸς αὐτά, καὶ ἐπὶ γὰρ τὸ ἐν ἐκείνῳ τελικαῖον τέλῳ, πρὸς ὃ γὰρ φύσει πάντα κινεῖται, ὅπερ εἰναι ὁ πάντων ἐπέκεινα καὶ ποιεῖν ἐδέχων ὅπερ ἐπίσταται βέλτιον ὅν' ὁ τοιούτος ἐκ αὐτῶν ἀμάρτοι, καὶ ἐργαῖς, καὶ λόγους, καὶ λογισμοῖς, ἐδὲ μιᾷ τῆς ψυχῆς δυνάμει τε, καὶ κινήσει, καὶ διαδέσει, καὶ σκέσει. Pag. 76. Edit. Buss. 1578. Cet Ouvrage, que LÉONCE L'ÉPIUS publia & traduisit, ne doit pas être fort commun, puis que Mr. FABRICIUS n'en dit rien dans la Bibliothèque Grecque. Et ce qui fait que notre Auteur a confondu MANUEL Paléologue avec BASILE le Macédonien, c'est que celui-ci a aussi composé des Préceptes de Morale, adressez à son fils, Κεφάλαια παραινέτικα, en 66. Chapitres; au lieu que ceux de l'autre Empereur sont cent Chapitres.

(5) Αἰνιτίζονται, ὅτι πᾶσι γεννητῷ, καὶ σπασθῶν ἢ, παρ' ὅσον ἤλθεν εἰς γένεσιν, συμφορῆς τὸ ἀμαρτάνον ἐστὶ. De Vit. Molis, Lib. III. (pag. 675. C.) Voyez aussi ABEN EZRA, sur Job V, 7. & le Rabbin ISRAËL, Cap. VIII. GROTIUS.

(6) Le passage se trouve au Liv. III. où cet Historien ajoute, qu'il n'y a point de Loi qui soit capable d'empêcher que le Public, & les Particuliers, ne commettent jamais aucune faute: Περικασί τε ἅπαντες, καὶ ἰδία, καὶ δημοσία, ἀμαρτάνουσιν καὶ ἐκ ἐστὶ νόμου, ὅστις ἀπέχει τῆς. Lib. III. Cap. XLV. Ed. Oxon.

(7) Par exemple, LACTANCE, qui dit aussi, qu'il y a mille choses qui nous portent à pécher, l'Âge, le Vin, la Pauvreté, les Occasions, la vue des Récompenses &c. At enim si id faceret [DEUS, si pro merito quemque puniret] nemo superesset. nullus est enim, qui nihil peccet: & multa sunt, quae ad peccandum irriterent; aetas, vinolentia, egestas, occasio, praemium. De Ira Dei, Cap. XX. num. 4. Ed. Cellar.

(8) Num si puniendus est, cuiusque praevarum malefici-

cumque ingenium est, pœna neminem excipiet. SENECA de Ira, Lib. II. Cap. XXXI. Punir les Hommes, comme s'ils devoient être impeccables, c'est aller au delà des bornes que la Nature prescrit: Ἐως ἂν τις ὡς ἀναμαρτήτως καλῶν, τὸ μέτρον ὑπερβαίνει τῆς κατὰ φύσιν ἐπαμαρτώσεως. Ce sont des paroles du même Philosophe, que j'ai cité un peu plus haut, SOPATER (apud STOBÆUM, Serm. XLVI.) GROTIUS.

(9) Τὰ μικρὰ καὶ συνήθη ἀμαρτημάτων. SOPATER, ubi supra.

(10) Ὁ γὰρ ἀμείδιον ἔχων τὴν περὶ τῶν ἀτυχημάτων ἀμνηστία, συναδικεῖ τὴν κοινὴν ἀνθρώπων ἀδίκησαν. Lib. XIII. (Cap. XXI. pag. 342. Ed. H. Steph.) Ὑπερήφανοι δὲ ἐν ταῖς εὐτυχίαις γινόμενοι τῆς ἀνθρωπίνης καὶ κοινῆς ἀδυνείας ἐπιλανθάνονται. Lib. XVII. Cap. XXXVIII. pag. 582. Cet Historien dit ailleurs, qu'il ne faut pas se moquer de la fragilité de la Nature Humaine: Μὴ συκοφαντεῖν ἀνθρωπίνης φύσεως τὴν ἀδυνείαν. (Fragm. à Lib. XXVI. Eclog. I.) GROTIUS.

Ces passages, sur tout le dernier, ne sont guères au sujet, qu'à cause de l'expression, qui peut y être appliquée. On pourra s'en convaincre, si l'on veut, en examinant la suite du discours dans l'Original.

(11) Cette pensée a été critiquée avec raison, par PUFENDORF, Liv. I. Chap. V. §. 8. du Droit de la Nat. & des Gens.

(12) Δεῖ γὰρ πρὸς τὸ δύναιτο γράφεσθαι τὸν νόμον, εἰ βέλτεται χρησίμως ὀλίγους, ἀλλὰ μὴ πολλὰς ἀχρεῖας καλῶν. In Vit. Solon. pag. 90. A. Tom. I. Ed. Wech.

(13) Ces Péchez ne sont pas absolument inévitables. En matière des choses, auxquelles on se porte par un effet du tempérament, ou de l'habitude, l'usage de la Liberté est à la vérité plus difficile, mais il n'est pas entièrement au dessus de nos forces. Voyez PUFENDORF, Droit de la Nat. & des Gens, Liv. I. Chap. IV. §. 5, & suiv. à quoi on pourroit ajouter bien des réflexions.

(14) SENEQUE dit, que le divers mélange des éléments dans notre Corps produit la diversité des mœurs, & fait que l'un est enclin à une chose, l'autre à l'autre: Et locorum itaque, & animalium, & corporum, & morum varietates, mixtura elementorum fuit; & proinde in aliquos magis incumbunt ingenia, prout alicuius elementi major vis abundavit. De Ira, Lib. II. Cap. XVIII. Il dit ailleurs, que tout ce qui vient du naturel & du tempérament, demeurera toujours, quelque soin qu'on prenne de le chasser: Quaecumque adtribuit conditio nascendi, & corporis temperatura, quum multum se diuque animus composuerit, haerebunt. Nihil horum vetari potest, non magis quam accessi. Epist. XI. GROTIUS.

L'Habitude. On punit néanmoins les actions qui viennent de l'un ou de l'autre de ces principes ; mais ce n'est pas tant à cause d'elles-mêmes, qu'à cause (15) d'une faute dont elles ont été précédées, en ce qu'on a contracté volontairement ces maladies, ou négligé les moyens d'y remédier.

§. XX. 1. **EN troisième lieu**, il ne faut pas punir les Péchez qui ne regardent ni directement, ni indirectement, la Société Humaine, ou à la punition desquels aucun Homme n'a intérêt. Car, puis qu'il n'en reviendrait aucune utilité aux Hommes, il n'y a aucune raison de ne pas laisser à Dieu la vengeance de ces sortes de Péchez ; à lui, dis-je, qui a une Connoissance infinie pour les démêler, une souveraine Equité pour en juger, & une Puissance sans bornes pour les punir.

2. Il faut excepter pourtant les Corrections, par lesquelles on se propose de rendre plus sage celui qu'on châtie, quoique peut-être les autres n'y aient aucun intérêt.

3. On ne doit pas punir plus les actes contraires à ces sortes de Vertus, dont la nature ne souffre aucune contrainte, telles que sont la Compassion, la Libéralité, la Reconnoissance. SENEQUE traitant la question, si l'on doit laisser l'Ingratitude impunie, en allégué plusieurs raisons, dont voici la principale, qui peut être appliquée aux autres Vices semblables : (1) *La Reconnoissance*, dit-il, *qui est une chose très-honnête, ne seroit plus honnête, si l'on pouvoit y être contraint, c'est-à-dire, perdrait ce qu'elle a de plus beau & de plus louable, qui la met au rang des Vertus excellentes, comme il paroît par les paroles qui suivent immédiatement après : Car, sur ce pied-là, on ne loueroit pas plus un Homme, de ce qu'il se montre reconnoissant, que de ce qu'il rend un Dépôt, ou de ce qu'il paie ses Dettes, sans avoir été cité en Justice. . . . Il n'y a point de gloire à être reconnoissant, si l'on ne peut impunément être ingrat.* En un mot, on peut appliquer à tout ce en quoi l'on pèche contre de telles Vertus, ce mot de SENEQUE, le Père : (2) *Je ne veux pas qu'on louë l'Accusé, je dis seulement qu'il doit être absous.*

§. XXI. **MAIS**, lors même que le Crime est de nature à pouvoir être puni, n'est-il pas permis quelquefois de pardonner, ou de faire grace ? Les Stoïciens (1) le nient ; mais par une raison très-foible : *c'est*, disent-ils, *que tout Pardon* (2) *consiste à remet-*

tre

(15) St. AUGUSTIN dit, que, quand Loth coucha avec ses propres Filles sans le sçavoir, il mérita d'être blâmé, non comme coupable d'Inceste, mais à cause de l'ivresse à laquelle il s'étoit laissé aller : *Namque, ut scriptum est ; Incbriaverunt eum [Loth] filix ejus, & se nescienti miscuerunt. Quapropter culpandus est quidem ; non tamen quantum ille incestus, sed quantum illa meretur ebrietas.* Lib. XXII. contra Faustum, Cap. XLIV. Passage cité dans le DROIT CANONIQUE, *Caus. XV. Quæst. I. Cap. IX.* GROTIUS.

§. XX. (1) *Deinde, quum res honestissima sit, referre gratiam, desinit esse honesta, si necessaria est. non enim magis laudabit quisquam gratum hominem, quam eum qui depositum reddidit, aut, quod debebat, citra judicem solvit Non est gloriosiores, gratum esse ; nisi tutum sit. ingratum fuisse.* De Benefic. Lib. III. Cap. VII. Il dit ailleurs que l'Ingratitude n'est honteuse, que quand on est libre de rendre ou de ne pas rendre service à son Bienfaiteur : *Quibus [ingratis] ita denum turpe est non reddere, si & licet.* Lib. I. Cap. I. SENEQUE, le Père, répondant à ce que l'on disoit, que l'Accusé avoit fait une chose qu'il ne devoit pas faire, remarque, que l'idée de ce que l'on doit faire renferme beaucoup plus que ce que les Loix exigent, & dont elles punissent la violation : *Ea lege persequere, que non licuit. Dicis mihi : hoc facere non oportet. Huic rei*

æstimatio immensa est. itaque nulla vindicta est. Satis abundeque est, si opifex, rerum imperitus, ad legem innocens est. Lib. V. Controv. XXXIV. (pag. 389, 390.) St. AUGUSTIN dit de certaines Loix, qu'elles ne contraignent pas de bien faire, mais qu'elles défendent de mal faire : *Sic igitur quod adversus vos leges constituta sunt, non eis bene facere cogimini, sed male facere prohibemini.* Lib. II. Cap. LXXXIII. contra Petilian. GROTIUS.

Le passage de St. AUGUSTIN, où il s'agit des Loix contre les Donatistes, a un autre sens, que celui dans lequel notre Auteur doit l'avoir pris, pour en faire application ici.

(2) *Ego nunc non laudari reum desidero, sed absolvi.* Lib. V. Controv. XXXIII. (pag. 379.) Il dit ailleurs, à peu près, la même chose : *Non speramus, ut Flaminium Judex probet, sed ut dimittat.* Lib. IV. Controv. XXV. (pag. 308.) Et ailleurs encore, il soutient, qu'il y a une grande différence entre blâmer, & punir : *Multum interest, utrum objurges, an punias.* Excerpt. Controv. VI. 8. PLUTARQUE a remarqué, qu'il y a certaines fautes & certains défauts, qu'on doit regarder plutôt comme des imperfections de quelque Vertu, que comme des effets de Vice : *Τὰς δ' ἐκ πάθους τινός, ἢ πολιτικῆς ἀνάγκης ἐπιτερχύσας τὰς πράξεις ἀμαρτίας καὶ κῆρας, ἐλλείμματ' ἂν μᾶλλον ἀρετῆς τινός, ἢ κακίας πονηρέματα* τομή-

tre la Peine qui étoit due; or le Sage fait toujours ce qu'il doit faire. L'erreur vient de l'ambiguïté qu'il y a dans cette expression, la Peine est due. Car si l'on entend par là, que celui qui a péché mérite d'être puni, ou qu'on peut le punir sans lui faire tort, il ne s'ensuit point qu'en ne le punissant pas on fasse ce que l'on ne doit pas faire. Que si l'on veut dire, que la Punition étoit due par le Sage, c'est-à-dire, qu'il étoit dans une obligation indispensable de l'exiger, je soutiens que cela n'arrive pas toujours, & qu'ainsi la Punition peut n'être pas due en ce sens, mais seulement permise. Cela a lieu, & avant qu'il y ait des Loix Pénales, & depuis qu'il y en a.

§. XXII. 1. LORS qu'il n'y a point encore de Loix Pénales, il peut néanmoins y avoir un juste usage des Peines, parce que naturellement tout Coupable est sujet à pouvoir être puni légitimement. Mais il ne s'ensuit point de là, (1) que la Peine doive être toujours infligée: l'obligation où l'on est à cet égard, dépend de la liaison qu'il y a entre les fins pour lesquelles l'usage des Peines est établi, & la Punition de tel ou tel Crime. Si donc il se trouve qu'il ne soit pas moralement nécessaire de prendre des mesures pour produire l'effet auquel les Peines sont destinées, ou que le pardon au contraire puisse produire des effets qui ne sont pas moins utiles ou nécessaires, ou qu'il y ait d'autres moyens d'obtenir ce que l'on se proposeroit en punissant; il est clair, qu'alors rien n'oblige indispensablement à punir.

2. Un exemple du premier cas, c'est lors que le Crime est connu de très-peu de gens, & qu'ainsi il n'est pas nécessaire, ou que même il seroit nuisible, de le publier en le punissant. C'est dans cette pensée, que (2) CICE'RON disoit d'un certain Zeuxis, qu'il ne faudroit peut-être pas le laisser échapper, si une fois il étoit entre les mains de la Justice, mais qu'il n'étoit pas nécessaire de le poursuivre pour cet effet.

3. Le second cas se voit dans l'exemple d'une personne, qui demande grace en faveur de ses services, ou de ceux de ses Ancêtres, qui sont tels qu'ils méritent récompense. Car, comme le dit SENE'QUE, (3) une Injure est effacée par un Bienfait.

4. Le troisième & dernier cas a lieu, par exemple, lors que le Coupable s'est corrigé sur une simple réprimande, ou qu'il a fait de bouche une satisfaction suffisante à la personne offensée, de sorte qu'il n'est plus besoin de punir pour ces deux fins.

5. C'est-

νομίζονται. &c. In Vit. Cimon, Tom. I. pag. 480. A. Ed. Wech. GROTIUS.

§. XXI. (1) Voyez là-dessus un fragment que STOBE' nous a conservé, Tit. de Magistratu: (Serm. XLVI.) comme aussi la Harangue de CICE'RON pour Murena; & le Traité de SENE'QUE, de la Clémence, sur la fin. DIODORE de Sicile donne, au contraire, pour maxime, qu'il vaut mieux pardonner, que punir: Συγγνώμη τιμωρίας ἀρετωτέρα. In fragm. (è Lib. XXI. Eclog. VIII.) St. CYPR'EN se déclare aussi, au nom des Chrétiens, contre l'opinion de ces Philosophes: Alia est Philosophorum, & Stoicorum, ratio . . . qui dicunt, omnia peccata paria esse, & virum gravem non facile flecti oportere. Inter Christianos autem, & Philosophos, plurimum distat. Epist. LII. Edit. Pamel. (LV. pag. 107. Ed. Fell. Brem.) GROTIUS.

(2) Venia est poena meritis remissa . . . ei ignoscitur, qui puniri debuit: sapiens autem nihil facit, quod non debet; nihil pratermittit, quod debet. SENE'QUE de Clementia, Lib. II. Cap. VII.

§. XXII. (1) L'Empereur JULIEN, dans l'Eloge de l'Impératrice Eusébie, dit, qu'encore que quelcun ait bien mérité d'être puni, il n'est pas pour cela absolument nécessaire de le faire périr: Οὐδὲ γὰρ εἰ σφόδρα ἐπιτηδεύοι τις ἐσι πᾶσιν κακῶς, καὶ κολάζεσθαι, τῶς ἐν παντὸς ἀπολέσθαι χρεῖται. (Orat. III. pag. 115. B. Edit.

Spanh.) GROTIUS.

(2) Quem [Zeuxim] adductum in judicium fortasse dimitti non oportuerit, conquiri vero, & elici blanditiis (ut tu scribis) ad judicium, necesse non fuit. Epist. ad Quint. frat. Lib. I. Epist. II. Cap. 2.

(3) Le passage se trouve dans le Traité des Bienfaits, Lib. VI. Cap. VI. mais l'Auteur a suivi la plupart des Editions de son tems, qui portoient: Sic beneficium superveniens INJURIAM adparere non patitur; au lieu qu'il y a dans les MSS. injuria, comme le demande nécessairement la suite du discours, & selon la remarque même de JUSTE LIPSE, contemporain de GROTIUS. Ainsi le Philosophe veut dire, qu'une injure faite depuis par celui de qui l'on avoit reçu quelque service, efface le mérite du bienfait. Ce qui n'a aucun rapport avec le sujet dont il s'agit ici. Voyez ce que j'ai déjà remarqué sur PUFENDORF, Droit de la Nat. & des Gens, Liv. VIII. Chap. III. §. 16. Note 4. D'ailleurs, en regardant même comme véritable la manière de lire que notre Auteur a suivie, le passage ne seroit point à propos. Car il s'agiroit d'un service rendu depuis l'injure faite, beneficium superveniens: or notre Auteur parle des services que le Coupable a déjà rendus avant que d'avoir commis le crime, & des services même de ses Ancêtres.

5. C'est-là une (4) partie de la Clémence, qui consiste à tenir (5) quitte entièrement de la Peine. Car toute Peine, sur tout si elle est rigoureuse, a quelque chose de contraire par elle-même, sinon à la Justice, du moins à la Charité : ainsi la Raison nous dispense (6) aisément de punir, à moins qu'un motif de Charité plus fort & plus juste ne s'y oppose.

§. XXIII. OR il peut arriver de trois choses l'une, ou que l'on soit dans une obligation indispensable de punir, comme (1) quand il s'agit de Crimes dont l'exemple est très-pernicieux ; ou que l'on soit indispensablement tenu de pardonner, comme quand le Bien Public le demande ; ou enfin que l'un & l'autre soit permis, & c'est en ce dernier cas qu'il faut dire, avec SENEQUE, que (2) la Clémence est libre. Le Sage alors épargne, (3) disent les Stoïciens, mais il ne pardonne point. Belle subtilité ! Comme si nous ne pouvions pas, en parlant avec le Peuple, qui est le Maître des Langues, nous servir du mot de pardonner, pour exprimer ce qu'ils appellent épargner. Mais ici, & ailleurs, une grande partie des raisonnemens de ceux de cette Secte (4) se réduisoit à des disputes de mot ; défaut qu'un Philosophe doit éviter sur toutes choses, comme (5) ARISTOTE l'a remarqué.

§. XXIV. I. IL PAROÎT plus de difficulté à dire, que l'on puisse pardonner, lors qu'il (1) y a des Loix Pénales, parce que le Législateur est en quelque façon lié par ses Loix. Mais cela n'est vrai qu'autant que l'on considère le Législateur comme (a) Membre de l'Etat, & non pas comme représentant l'Etat, & étant revêtu de toute son autorité ; ainsi que nous l'avons remarqué ailleurs. Car en cette dernière qualité il

(a) Voyez ci-dessus, Chap. IV. de ce Livre, §. 12. dans le Texte, & dans les Notes.

(4) On traitera de l'autre partie de la Clémence, au paragraphe 36.

(5) C'est de cela que parle le Sage Juif, qui a composé le Livre de la SAPIENCE, lors qu'il dit, que le Juste doit être humain : "Οτι δει τον δικαιοσιν είναι φιλόανθρωπον. Cap. XII, 19. GROTIUS.

(6) Le Philosophe SOPATER dit, que cette partie de la Justice qui regarde l'égalité dans les Contrats, rejette absolument toute sorte de grace : mais que celle qui consiste à punir souffre qu'on use de douceur & d'humanité, & qu'on relâche de la peine. Το περι τα συναλλάγματα της δικης επανορθωτικόν εκφεύγει παντελώς το των χαριτων γένος : το δ' επι τοις εν γλήμασι κείμενον, εκ αναγκης το πρῶτον και φιλόανθρωπον των χαριτων προσώπων. (Apud STOB. Sermon. XLVI. Tit. De Magistrat.) CICÉRON pense la même chose de la première sorte de Justice, quand il dit, qu'il y a des choses, en matière desquelles les règles du Droit ne permettent pas de faire grace à qui que ce soit. Il s'agissoit du paiement d'une Dette d'un de ses Amis, qui n'étoit pas encore avérée. Quid ? ego Fundanio non cupio ? non amicus sum ? non misericordia moveor ? Nemo magis : sed via juris ejusmodi est quibusdam in rebus, ut nihil sit loci gratiae. Epist. ad Quint. Fratrem. Lib. I. Epist. II. (Cap. III.) Et DION de Pruse parle de l'autre sorte de Justice, lors qu'il dit, qu'il est digne d'un bon Gouvernement, de pardonner : χρεσθ' ἐξεμῶνος, συγγνώμη. Orat. ad Alexandrinos. FAVORIN définit la Grace ou la Clémence, un acte par lequel on relâche à propos de la rigueur du droit : Η καλεμένη χάρις παρὰ τοις ἀνθρώποις, τῷτο ἔστιν, ἄφεσις ἀκριβοῦς ἐν δυνάμει. GROTIUS.

§. XXIII. (1) Le Parricide, par exemple, qui, comme le dit JOSEPH, viole les droits communs de la Nature & de la Société Humaine ; de sorte que, ne pas le punir, c'est pécher contre la Nature : Γνωσ' ότι πατροκτονία κοινόν ἐστιν ἀδίκημα και της φύσεως, και τῆ βίης . . . και ὁ μή κολύζων, ἀδικεί την φύσιν. (Antiq. Jud. Lib. XVII. Cap. VII. pag. 593. C.) GROTIUS.

(2) Clementia liberum arbitrium habet. De Clem. Lib. II. Cap. VII.

(3) Parcit enim sapiens . . . idem facit, quod se ignosceret, nec ignoscit. Ibid.

(4) C'est ce qui a été remarqué par CICÉRON (Brut. Cap. XXXI. De finib. bon. & mal. Lib. III. Cap. I. & Lib. IV. Cap. III.) par GAIEN, par le Scholiaste d'HORACE, & par d'autres anciens Auteurs. GROTIUS.

(5) Διὸ παντελῶς ἐυλαβητικόν τοῖς διαλεκτικοῖς τὸ τοῖς το, τὸ πρὸς τὸ νομῶ διαλεγεσθαι &c. Topic. Lib. I. Cap. XVII. (pag. 193. B. Tom. I. Edit. Paris.) On trouve une pensée semblable dans l'Auteur de la Rhétorique adressée à HERENNIIUS : Nos tamen intelligamus, vitiosum esse intendere controversiam propter nominum mutationem. Lib. II. Cap. XXVIII. Et dans St. AUGUSTIN : Nam sepe à te audiri, turpe esse disputantibus in verborum questione immorari, quam certamen nullum de rebus remanserit. Contra Academicos, (Lib. II. Cap. XI.) GROTIUS.

§. XXIV. (1) On peut faire ici deux questions, que notre Auteur propose dans son SPARSIO FLORUM AD JUS JUSTINIAN. Tit. De Penis, pag. 213. Edit. Amst. La première est, lequel des deux vaut mieux, ou de laisser aux Juges la détermination des Peines pour chaque Crime, ou de régler le genre & le degré de Punition par des Loix expressees ? Notre Auteur, sans rien décider là-dessus, se contente de remarquer, que le premier avoit lieu chez les Locriens au commencement : mais Zaleucus (& non pas Séleucus, comme il y a ici, par une faute grossière d'impression) introduisit le dernier, ainsi que nous l'apprend STRABON, Geogr. Lib. VI. (pag. 260. Ed. Paris.) Pour moi, il me semble qu'ici, comme ailleurs, on doit laisser le moins, qu'il se peut, à la liberté des Juges. L'autre question est, si les Juges, qui ne font pas eux-mêmes Souverains, peuvent décerner des Peines moindres, que celles qui sont établies par les Loix ? C'est-à-dire, non pas dans les cas seulement où les Loix mêmes le leur

per-

il peut même entièrement abolir les Loix Pénales ; telle étant la nature de toutes les Loix Humaines , qu'elles dépendent de la Volonté Humaine & dans leur origine , & dans leur durée : quoique , si le Législateur abolit la Loi sans de bonnes raisons , il pèche contre les règles du (b) Gouvernement , qui se rapportent à une sorte de Justice. Puis donc qu'il peut abolir toute la Loi , il peut aussi lui ôter sa force par rapport à certaines personnes , ou en certains cas particuliers , sans qu'elle cesse de subsister d'ailleurs , & cela à l'exemple de Dieu même , qui , selon la remarque de LACTANCE , (2) ne s'est pas dépourvu de tout pouvoir à l'égard des Loix qu'il a données aux Hommes , mais s'est réservé la liberté de faire grace. St. AUGUSTIN aussi , après avoir remarqué , (3) que la Puissance Souveraine peut révoquer sa Sentence , & absoudre un Criminel condamné à mort , ou lui pardonner ; en donne pour raison , que celui qui a le pouvoir de faire des Loix , n'est pas lui-même astreint à suivre les Loix. SENEQUE (4) conseille à Neron de se mettre dans l'esprit , que chacun peut bien en tuer un autre , au mépris des Loix ; mais que lui seul peut sauver la vie à un Homme , malgré les Loix.

(b) Voyez ci-dessus, Liv. I. Chap. I. §. 8. num. 1.

2. Il ne faut pourtant pas user de ce droit , sans de bonnes raisons , comme je viens de l'insinuer. De dire , quelles sont ces raisons , c'est ce qu'on ne sauroit déterminer en général d'une manière précise. Mais on peut assurer qu'elles doivent être plus fortes , lors qu'il y avoit déjà des Loix Pénales , que lors qu'il n'y en avoit point ; parce que , dans le premier cas , les raisons de punir sont renforcées par l'utilité manifeste de maintenir l'autorité de la Loi.

§. XXV.

permettent (car alors il n'y a point de difficulté) mais dans tous les cas sans exception. Sur quoi notre Auteur dit , qu'on donne ordinairement ce pouvoir aux Juges du premier ordre ; & il allègue là-dessus l'exemple des Romains , parmi lesquels le Sénat pouvoit & augmenter , & adoucir la rigueur des Loix. Voyez , sur ce fait , la Dissertation de Mr. SCHULTING , *De Recusatione Judicis* , Cap. VII. §. 3. Cela suppose , comme il est vrai , qu'un Juge Subalterne ne peut , comme tel , & sans y être autorisé par le Souverain , ni augmenter , ni diminuer la Peine , lors qu'elle est bien déterminée par les Loix.

(2) *Judex peccatis veniam dare non potest , quia voluntati servit alienæ ; DEUS autem potest , quia est legis sua ipse disceptator* & *judex : quam quam poneret , non utique ademit sibi omnem potestatem , sed habet ignoscendi licentiam*. De Ira Dei , Cap. XIX. num. 9.

(3) *Imperatori licet revocare sententiam , & reum mortis absolovere , & ipsi ignoscere : quin non est subiectus legibus , qui habet in potestate leges ferre*. SYMMAQUE dit , que les Magistrats Subalternes ne peuvent condamner à des peines moins rigoureuses , que celles qui sont portées par les Loix , sans se rendre suspects de corruption : mais que les Souverains , en adoucissant la rigueur des Loix Pénales , font une chose & qui est en leur pouvoir , & qui est digne d'eux : *Alia est enim conditio Magistratum , quorum corruptæ videntur esse sententiæ , si sint legibus mitiores : alia Divorum Principum potestas , quos decet acrimoniam severi juris inflectere*. Lib. X. Epist. LXIII. L'Orateur THEMISTIUS remarque aussi cette différence qu'il y a entre le Souverain , & les Juges , Orat. V. (pag. 227 , 228. Edit. Hard.) GROTIUS.

Notre Auteur ne marque point le Traité de St. AUGUSTIN , d'où il a tiré les paroles qu'il rapporte au commencement de cette Note : mais je ne doute pas qu'il ne les tienne de CUJAS , qui citant le passage plus au long (*Obsev. XX. 32.*) le donne comme étant d'un Traité de EUTO , que l'on ne trouve pourtant point parmi les

Oeuvres de ce Père. Il est bon de faire remarquer ici un exemple bien sensible de la manière dont les Auteurs se copient les uns les autres , sans dire mot , & s'exposent par là imprudemment à adopter & perpétuer les fautes d'autrui : car j'ai trouvé les paroles , dont il s'agit , citées de la même manière , & sous le même nom , par ARNISEUS , *De Republica* , pag. 271 , 272. par DERNYS GODEFROI , sur le CODE JUSTINIEN , Tit. *De Penis* , Leg. XV. par JACQUES GODEFROI , son Fils , (in COD. THEODOS. Tom. III. pag. 307.) par CYRIACUS LENTULUS , in *August.* pag. 149. Et je ne doute pas que bien d'autres n'aient fait la même chose , après quelcun de ceux-ci. Il y a grande apparence , que CUJAS , sur la foi de qui on s'est reposé , a en mis un Auteur pour un autre , ou changé sans y penser le titre de l'Ouvrage de St. AUGUSTIN , d'où il avoit tiré le passage. Je vois quelque chose d'approchant dans une Lettre que ce Père écrit au nom de son Clergé , & où exhortant les Donatistes à conférer avec les Evêques du Parti dominant , il leur conseille de présenter ensuite à l'Empereur lui-même le résultat de la Conférence , afin qu'il en juge , parce que les Juges ordinaires ne peuvent que suivre les Loix établies contre eux : *Quanto melius enim hoc inter vos facitis , ut quod egeritis , conscriptum & subscriptum Imperatori mittatis , quam ut hoc apud terrenas Potestates fiat , quæ non possunt , nisi jam datis contra vos Legibus servire ? Quanto ergo melius ipse Imperator , qui non est EISDEM LEGIBUS SUBDITUS , ET QUI HABET IN POTESTATE ALIAS LEGES FERRE , quam ei collatio vestra fuerit recitata , de tota ipsa causa poterit judicare &c.* Epist. LXVIII. Pour ce qui est du passage de l'Orateur THEMISTIUS , que notre Auteur indique , on le trouvera rapporté tout du long , dans PUFENDORF , *Droit de la Nat. & des Gens* , Liv. VIII. Chap. III. §. 17. Note 1.

(4) *Occidere , contra legem , nemo non potest ; servare , nemo , præter me*. De Clement. Lib. I. Cap. V.

§. XXV.

§. XXV. 1. Les raisons qui autorisent à exempter quelcun des Peines portées par la Loi, sont ou *intérieures*, ou *extérieures*, c'est-à-dire, tirées ou de la nature même de la chose dont il s'agit, ou de quelque circonstance qui n'y a point de rapport.

2. Lors que la Peine seroit, sinon injuste, du moins trop rigoureuse, (1) par rapport au fait dont il s'agit, c'est une *raison intérieure* de ne pas punir.

§. XXVI. 1. Les *raisons extérieures* se tirent de quelque service rendu par le Coupable, ou de quelque autre chose (1) qui le rend recommandable; ou même des grandes espérances qu'il donne pour l'avenir. Ces sortes de raisons sont sur tout de grand poids pour engager à pardonner, lors que le but ou le motif de la Loi cesse, du moins (2) en particulier, dans le fait dont il s'agit. Car quoi qu'il fût pour maintenir la Loi en force & vigueur, que (3) la raison générale, pourquoi elle a été établie, subsiste, sans être combattuë par une raison contraire: cependant le défaut de l'inconvénient que le Législateur a eu en vuë de prévenir, encore même qu'il ne cesse pas d'avoir lieu en général, fait que (4) l'on peut exempter de la Loi plus aisément, & sans commettre beaucoup son autorité.

2. Cela a lieu sur tout en matière de fautes commises par ignorance, quoique l'ignorance ne soit pas entièrement inexcusable; ou par une foiblesse surmontable à la vérité, mais non sans beaucoup de peine: Circonstances, auxquelles un Souverain, qui fait profession du Christianisme, doit avoir beaucoup d'égard, pour imiter DIEU, qui, sous l'Ancienne Alliance, (a) se contentoit de quelques Victimes pour l'expiation d'un grand nombre de Péchez de cette nature; & qui, sous la Nouvelle Alliance, a (b) témoigné & par des déclarations expresse, & par des exemples, qu'il est très-disposé à les pardonner, moiennant une sérieuse repentance. La considération des paroles que Notre Seigneur dit sur la Croix, (c) *Père, pardonne-leur, car ils ne savent ce qu'ils font*; porta (d) *Théodose* à ne pas punir les Habitans d'*Antioche* de l'outrage qu'ils lui avoient fait: & ce fut de ce passage que se servit principalement *Flavien*, Evêque de cette Ville, pour appaiser la colère de l'Empereur, comme le remarque (e) *St. CHRYSOSTÔME*.

§. XXVII. De ce que nous venons d'établir, il paroît, que *Vasquez* se trompe fort, de dire (a), qu'il n'y a point d'autre cause légitime de dispenser d'une Loi, que celles qui sont de telle nature, que, si on avoit consulté le Législateur, il auroit répondu que son intention n'étoit pas de faire observer la Loi en de pareils cas. Ce

Ju-

(a) *Lévitig.*
Chapp. IV. &
V.

(b) *Luc*,
XXIII, 34.
I. Timoth.
I, 13. *Hébr.*
IV, 15. V, 2.

(c) *Luc*,
XXIII, 34.

(d) Voiez
en l'histoire
dans *Zonare*.

(e) *Orat.*
XX. *De Sta-*
tuiz.

(a) *Illustr.*
Contr. Lib. I.
Cap. XXVI.

§. XXV. (1) Par exemple, si dans un País où la Chasse est défendue sous des peines très-rigoureuses & même corporelles, un Jeune Homme étourdi, ou une personne qui n'a & ne peut avoir pour l'heure rien autre chose à manger, tue un Lièvre qui passe sur son chemin. Il y a des endroits, où l'on condamne un Voleur à être pendu, pour une somme assez modique: si quelcun réduit à une extrême pauvreté sans qu'il y eût de sa faute, avoit volé une telle somme; il y auroit de la dureté à le faire mourir: la Clémence voudroit qu'on changeât & adoucit du moins la peine, sans que pourtant on fût obligé pour ce cas seul, ou autres semblables, à réformer entièrement la Loi. Voiez pourtant ce que dit *PUFENDORF*, dans le Chapitre qui répond à celui-ci, §. 17.

§. XXVI. (1) Voiez *TIRAQUEAU*, *De Penit temperand.* Cauf. 50. & *Covarruvias*, *Var. Resol.* II. 9. 5, 6.

(2) C'est-à-dire, par rapport à la personne qui a fait quelque chose contre la Loi, & non pas par rapport à tout autre qui auroit violé la Loi dans le même tems.

(3) *PUFENDORF*, & d'autres après lui, entendent par

là l'autorité & la volonté du Législateur. Ils se trompent. Cette raison générale n'est autre chose que la raison particulière de la Loi, considérée comme ayant toujours lieu en général, quoi qu'elle cesse en certains cas à l'égard de telle ou telle personne en particulier; comme dans l'exemple des *Loix Somptuaires*, qu'on allègue, la raison générale subsiste, tant que les Citoyens en général ne sont pas assez riches pour faire, sans s'incommoder, les dépenses qu'on leur défend; encore qu'il puisse y avoir quelques Particuliers fort riches, pour qui ces dépenses ne sont rien. Au reste, afin que cet exemple soit bien appliqué ici, il faut supposer que la peine des *Loix Somptuaires* soit corporelle, ou consiste dans quelque autre chose de fort sensible aux Riches: car si elle se réduit, comme cela a lieu ordinairement, à quelque amende pécuniaire, comme un homme extrêmement riche ne fera pas plus incommode de l'amende imposée par la Loi, que des dépenses défendues, ce seroit au contraire une raison pour aggraver la peine à son égard, de peur que la facilité de violer la Loi ne le portât à en donner de fréquents exemples.

(4) *GRATIEN* a ramassé là-dessus bien des ch-

Jurifconsulte ne distingue point entre une interprétation favorable selon les règles de l'Equité, & une indulgence par laquelle on relâche de la Loi. D'où vient qu'aillieurs (b) il blâme THOMAS d'Aquin, & DOMINIQUE SOTO, de ce qu'ils disent que la Loi oblige, encore même que la raison de la Loi cesse en particulier; comme s'ils avoient cru que la Loi ne renferme autre chose que ce qui est écrit; pensée qui ne leur est jamais venue dans l'esprit.

2. Bien loin que ce soit expliquer la Loi selon l'Equité, proprement ainsi nommée, toutes les fois qu'on relâche de la Loi, ce que souvent on est libre de faire ou de ne pas faire comme on le juge à propos: lors même que les règles de la Charité, & celles du Gouvernement de l'Etat, obligent à relâcher de la Loi, cela ne peut point être rapporté à l'interprétation selon l'Equité. Car autre chose est, de dispenser de la Loi pour de bonnes raisons, ou même pour des raisons pressantes; & autre chose, de déclarer qu'un certain fait n'a jamais été compris dans l'intention de la Loi.

§. XXVIII. 1. VOILA pour ce qui regarde l'exemption des Peines. Voions maintenant quelle proportion on doit suivre en les infligeant.

2. Il paroît par ce que nous avons dit ci-dessus, que, dans toute Punition, on a égard à deux choses, à la raison pourquoi on punit, & au but que l'on se propose en punissant. La raison pourquoi on punit, c'est que le Coupable le mérite. Le but que l'on se propose en punissant, c'est l'utilité qui peut revenir de la punition.

3. Il ne faut punir personne au delà de ce qu'il mérite; c'est la maxime d'HORACE, que nous avons déjà (a) alléguée, & que plusieurs (1) autres Auteurs anciens posent pour constante. Mais on peut punir un Coupable moins qu'il ne le mérite, & cela en sorte qu'on diminue plus ou moins la peine, selon qu'il paroît plus ou moins avantageux d'en user ainsi.

§. XXIX. 1. POUR savoir jusqu'où un Coupable mérite d'être puni, il faut examiner 1. le (1) motif qui l'a porté au Crime. 2. Le motif, qui auroit dû l'en détourner. 3. Et ensuite la disposition qu'il avoit ou à s'en abstenir, ou à le commettre.

2. Il n'y a guères d'Homme qui soit méchant de gaieté de cœur: & si quelqu'un prend plaisir à faire le mal pour le mal même, il passe les bornes ordinaires de la Malice Humaine, c'est une espèce de monstre. La plupart des Hommes sont portez à pécher par

ses utiles, dans cette partie du DROIT CANONIQUE qu'il a compilée, *Caus. I. Quest. VII. GROTIIUS.*

§. XXVIII. (1) CICE'RON dit, qu'il y a une certaine mesure, une certaine médiocrité à garder dans l'infliction des Peines: *Est scilicet utriusque rei [præmii & poenæ] modus, sicut reliquarum; & quedam in utroque genere mediocritas.* *Epist. ad Brut. XV.* C'est pourquoi le Jurifconsulte PAPINIEN appelle les Peines des estimations, des appréciations: *Nec sanè verisimile est, delictum unum eadem lege variis æstimationibus coerceri.* *DIGEST. Lib. XLVIII. Tit. XIX. De Pœnis, Leg. XLI.* L'Orateur ARISTIDE a remarqué, que la Nature Humaine demande qu'il y ait, dans chaque Crime, un certain point, au delà duquel la vengeance ne doit point aller: *Τέτο γὰρ ἐστὶν ὑπὲρ τῆς φύσεως τῆ παύσης γίνεσθαι ἡμῶν, εἶναι τι τοῖς ἀμαρτήσιν, μετὰ δὲ δεῖ εἶναι τὴν τῆ πεπονθότος ὀργήν.* *Orat. Lenct. I. (Tom. II. pag. 94. C. Edit. Paul. Steph. DEMOSTHÈNE dit, que l'égalité requise dans la Punition ne consiste pas à comparer simplement la Peine avec le Crime, comme en matière de Poids & de Mesures; mais qu'il faut considérer en même tems le dessein & le désir du Cou-*

ΤΟΜ. II.

pable: *Ἔβλα τὸ ταῦτα ποιεῖν ἴσον φατέ, ὥσπερ ὑπὲρ ταπεινῶν ἢ μέτρων τὸ ἴσον σκοπεῖσθαι· ἀλλ' ἔχ' ὑπὲρ ἀνδρῶν προαιρέσεως ἢ πολιτείας βεβλήμενοι.* *Pro Lycurg. liberis, Epist. III. (pag. 114. B.)* Voici les raisonnemens judicieux que font sur ce sujet les Princes de Milan, dans une Harangue au Duc de Bourbon, rapportée par FRANÇOIS GUICCIARDIN, *Liv. XVII. (pag. 387, & suiv. de l'Original, Edit. de Genève, 1645.)* Et conférez ce que nous avons dit dans le §. 2. de ce Chapitre, aussi bien que ce que nous dirons ci-dessous, *Liv. III. Chap. XI. §. 1. GROTIIUS.*

§. XXIX. (1) ST. CHRYSOSTÔME dit, que tout Péché ne mérite pas la même peine, & qu'on doit punir plus rigoureusement ceux dont il étoit plus facile de se corriger & de s'abstenir: *Ὅτι γὰρ δὴ πᾶν ἀμαρτήματα τὴν αὐτὴν φέρει κόλασιν, ἀλλὰ τὰ εὐκατέργεστα μέλιστα ἡμῖν ἐπάγει τὴν τιμωρίαν.* *Orat. X. De Statu. Aillieurs. (Orat. II. cur obscurum sit Vetus Testamentum)* il se fert de ce principe, pour prouver qu'un Calomniateur est pire qu'un Fornicateur, qu'un Larron, qu'un Homicide. *GROTIIUS.*

L

(2)

(a) Chap. I.
verf. 15.

par leurs Passions. Lors que le Désir a conçu, il enfante le Pêché, dit (a) l'Apôtre St. JACQUES. Par le mot de Désir, j'entens ici non seulement ce que l'on appelle ainsi d'ordinaire, mais encore ce mouvement intérieur qui nous porte à éviter le Mal; mouvement le plus naturel de tous, & qui est par conséquent de tous les Désirs le plus honnête. C'est pourquoi les Actions Injustes que l'on commet, pour se garantir de la Mort, de la Prison, des Douleurs, ou d'une extrême Pauvreté, passent ordinairement pour les plus excusables. Il est raisonnable, disoit autrefois (2) DÉMOSTHÈNE, d'être irrité davantage contre ceux qui vivant dans l'abondance ne laissent pas d'être méchants, que contre ceux que la Pauvreté rend tels. Car, dans l'esprit des personnes qui jugent humainement, la nécessité mérite quelque indulgence; au lieu qu'un Riche méchant n'a aucune ombre d'excuse valable. POLYBE excuse les Acarnaniens, de ce que, par la crainte d'un péril dont ils étoient menacez, ils n'avoient (3) pas exécuté les articles d'un Traité conclu avec les Grecs contre les Etoliens. L'Intempérance est, selon (4) ARISTOTE, plus volontaire, que la Timidité ou la Lâcheté: car la première a pour principe l'amour du Plaisir, au lieu que l'autre est produite par la crainte de la Douleur. Or la Douleur (5) met celui qui la souffre hors de son assiette naturelle, & tend à sa destruction: la privation du Plaisir ne produit rien de tel; on se porte donc (6) plus volontairement à rechercher celui-ci, qu'à fuir l'autre.

3. Les autres Désirs ont pour objet quelque Bien, ou réel, ou imaginaire. Les Vertus, & les actions qu'elles produisent, font des Biens réels, qui ne portent jamais à pécher; car toutes (7) les Vertus se tiennent, pour ainsi dire, par la main. Mais il y a d'autres Biens réels, qui peuvent entraîner au mal, & qui font ou Agréables, ou de nature à procurer les Agréables; & ceux-ci on les appelle des Biens Utiles, telle qu'est l'abondance des choses que l'on possède.

4. Les Biens Imaginaires, (8) ou qui ne font pas de vrais Biens, font la Vengeance, & les distinctions qui nous élèvent au dessus des autres, entant qu'elles n'ont aucune

(2) C'est dans la première Harangue contre Etienne: *Καὶ μὴν, ὡς ἄνδρες Ἀθηναῖοι, μάλλον ἄξιον ὀργίλως ἔχειν τοῖς μετ' ἐνπορίας πονηροῖς, ἢ τοῖς μετ' ἐνδείας. τοῖς μὲν γὰρ ἡ τῆς χρείας ἀνάγκη φέρει τινὰ συγγνώμην παρὰ τοῖς ἀνθρωπίνως λογιζομένοις· ὃν δ' ἐκ περιστάσεως, ὡς περ ἐγὼ, πονηροί, ἐδωκεν πρὸς ὁμοῦ δικαίαν ἐχέειν ἢ ἱπταί. Pag. 616. B. Edit. Basil. 1572.*

(3) Ceci est rapporté peu exactement. L'Historien dit, au contraire, qu'encore que les Acarnaniens eussent été excusables, autant que quel autre Peuple que ce fût, d'user de délais, & de chercher à éviter la Guerre avec les Etoliens, leurs Voisins, de la part de qui ils avoient beaucoup à craindre; cependant, les Ambassadeurs des autres Peuples de la Grèce, leurs Alliés, s'étant adressés premièrement à eux, ils confirmèrent d'abord, franchement & sans balancer, la résolution prise dans l'Assemblée générale; & en cette occasion, comme en toute autre, la vue de leur devoir fit plus d'impression sur eux, que la crainte du danger: *Οἱ δ' Ἀκαρνανεῖς, τὸ τε δόγμα γνησίας συνεπέκυψαν, καὶ τὸν ἀπὸ χώρας πόλεμον ἐξήνεγκαν τοῖς Ἀπυλοῖς. καί περ τῶτοίς, εἰ καὶ τισὶν ἑτέροις, δίκαιον ἢ συγγνώμην ἔχειν, ὑπερτιθεμένοις καὶ καταμέχεσσι, καὶ κατόλκῃ δαδόντι τὸν ἀπὸ τῶν ἀσυγγεῖνων πόλεμον. . . . Ἀλλὰ μοι δοκῶσιν οἱ γνησιοὶ τῶν ἀνδρῶν, καὶ κοινὴ καὶ κατ' ἰδίαν, ἐδῶκεν περὶ πλείονος ἔθνη ποιεῖσθαι τὸ καθήκον. ὥς περ Ἀκαρνανεῖς, ἐν τοῖς πλείστοις καιροῖς, ἐθὺς τῶν Ἑλλήνων ἦσαν ευρίσκειναι διαλέτηρχότατες, καὶ περ ἀπὸ μικρᾶς ὀρεώμενοι δυνάμειος &c. Lib. IV. Cap. XXX. pag. 415. Ed. Amstel.*

(4) *Ἐκείνῳ δ' μάλλον ὁικεν ἡ ἀκολασία τῆς δειλίας. ἢ μὲν γὰρ δι' ἡδονῆν, ἢ δ' διὰ λύπην ὦν τὸ μὲν αἰρετόν, τὸ δ' φευκτόν. καὶ ἡ μὲν λύπη ἐξίτησι καὶ φθείρει τὴν τῷ ἔχοντι φύσιν, ἢ δ' ἡδονή, ἐδὲν τοῦτον ποιεῖ μάλλον, ἢ ἐκείνῳ. (Ethic. Nicom. Lib. III. Cap. XV. int.)* On trouve la même pensée dans un beau passage de PORPHYRE, de non esu animalium, Lib. III. & dans un autre semblable de l'Empereur MARC ANTONIN, Lib. II. [§. 10. que l'on trouvera cité dans PUFENDORF, Droit de la Nat. & des Gens, Liv. I. Chap. IV. §. 7. Note 7. de la 2. Edit.] PLUTARQUE comparant Romulus avec Thésée, en ce que le premier tua son Frère, & l'autre son Fils; trouve Thésée plus excusable, parce qu'il fut poussé à cet excès de colère par des mouvemens plus forts, & auxquels peu de personnes sont capables de résister, savoir, l'amour, la jalousie, la crédulité pour les faux rapports d'une Femme: *Ἡ δὲ κίνησας τὸν θυμὸν ἀρχὴ μάλλον παραίτεται τὸν ἐπὶ μείζονος αἰτίας, ὥς περ ἐπὶ πληγῆς χαλεπωτέρας, ἀναίσταται. . . . Θυσία δὲ πρὸς τὸν υἱόν, ἢ πάντων ὀλίγοι τῶν ὄντων διαπεφύγασιν, ἔως, καὶ ζηλοτυπία, καὶ διαβολαὶ γυναικὸς ἐσφηλάν. Comparat. Thesi. & Rom. (pag. 38. A. Tom. I. Ed. Wech.) GROTIUS.*

Voici le passage de PORPHYRE, que nôtre Auteur qualifie *in signis locis*. Le Philosophe y dit, qu'un Homme, qui, pour sa conservation, ou pour celle de ses Enfants, ou de sa Patrie, prend le bien d'autrui, ou ravage un Pais, ou saccage une Ville, peut s'excuser sur la nécessité, qui l'y a réduit: mais que celui qui feroit les mêmes choses pour s'enrichir, ou pour vivre

cune liaison avec la Vertu, ou avec une Utilité réelle. Plus ces Biens s'éloignent de la Nature, & plus il est honteux de les rechercher.

5. L'Apôtre St. JEAN (b) exprime les desirs de ces trois sortes de Biens, par la concupiscence de la Chair, la concupiscence des Yeux, & l'Orgueil de la vie. Car la concupiscence de la Chair renferme le désir des Plaisirs: la concupiscence des Yeux est le désir d'avoir: & l'Orgueil de la vie comprend la passion pour la vaine gloire, & les mouvemens de la Colère. PHILON, Juif, dit, (9) que tous les maux viennent ou du désir des Richesses, ou du désir de la Gloire, ou du désir des Plaisirs.

§. XXX. 1. IL y a une raison générale, qui doit détourner du Crime, c'est la considération de l'injustice qu'il renferme. Car il ne s'agit pas ici de toute sorte de Péchez, mais seulement de ceux dont l'effet ne se borne pas à la personne même du Coupable.

2. Plus on cause de dommage à autrui, & plus l'injustice est grande. Ainsi il faut mettre au premier rang les Crimes achevez, & ensuite ceux qui aient été commencés, n'ont pas été poussés jusqu'au dernier acte. Les derniers sont plus ou moins atroces, selon que l'exécution imparfaite a plus ou moins approché de la fin.

3. En matière des uns & des autres, ceux où il y a le plus d'injustice, ce sont ceux qui troublent l'Ordre Public, & qui par là nuisent à un grand nombre de gens. Les Crimes qui regardent les Particuliers, viennent après. Et ici les plus grands sont ceux qui tendent à dépouiller quelqu'un de la Vie: ensuite ceux qui troublent les Familles, dont le fondement est le Mariage: enfin ceux par lesquels on nuit à autrui à l'égard des biens particuliers dont la possession est désirable, soit en prenant directement quelcune de ces sortes de choses, ou en causant du dommage à leur égard de propos délibéré.

4. On pourroit donner des divisions plus exactes & plus détaillées: mais celle que nous venons de faire est conforme à l'ordre que DIEU même a suivi dans le Décalogue. Car sous le nom des Pères & Mères, qui sont les Magistrats naturels, il faut enten-

vivre dans le luxe & dans les délices, en un mot pour satisfaire des desirs déréglés de choses non-nécessaires, est regardé comme un homme infociable, un intempérant & un scélérat: "ὡς περ ἐν ἐπ' ἀνδρώπων, ὁ μὲν τῆς αὐτῆς σωτηρίας ἕνεκα, καὶ παίδων, ἢ πατρὶδος, ἢ χρημάτων τινῶν παρρησιάζεται, ἢ χάραν ἐπιτελεῖ, καὶ πόλιν, ἔχει [c'est ainsi qu'il faut lire, à mon avis, au lieu de ἔχει] πρόσχημα τῆς ἀδικίας τὴν ἀνάγκην ὅσιν δὲ ταῦτα δρᾷ διὰ πλεῖστον ἢ κέρου, ἢ ἡδονᾶς τρυφῶσαι καὶ ἀποπληρωταὶ ἐκ ἀναγκαίων πορεύονται παίδων, ἀμύλλῃ εἶναι δοκεῖ, καὶ ἀκρατῆς, καὶ πονηρός. Pag. 291, 292. Ed. Lugd. 1620. Le Traducteur de moi Edition, FRANÇOIS DE FOGEROLLES, traduit plaisamment: deinde per regionem & urbem incedens &c. pour, aut regionem vel urbem vastaret &c. Ce qui soit dit en passant, pour donner un exemple des bevue de cet Interprète, qui ne sont pas en petit nombre.

(5) Voyez la belle comparaison que SALOMON fait entre un Larron, & un Adultère, PROVERB. Chap. VI. vers. 30, & suiv. GROTIUS.

(6) PHILON, Juif, remarque, que toutes les Passions à la vérité mettent l'Âme hors de son assiette naturelle, & sont une espèce de maladie; mais qu'il n'y en a point de plus forte & de plus dangereuse, que la Convoitise: parce qu'elle est la seule qui a sa source dans notre propre cœur, & dans notre volonté, au lieu que les autres viennent, pour ainsi dire, du dehors, & entrent comme malgré nous: Πάντα μὲν γὰρ τῆς ψυχῆς πάθη χαλεπὰ, κινῆτα καὶ

σεῖσθα αὐτὴν παρὰ φύσιν, καὶ ὑγιαίνειν ἐκ ἐσθίας· χαλεπώτατον δὲ ἐπιθυμία· διὸ τῶν μὲν ἄλλων ἕκαστον θυραθεν ἐπεισιόν, καὶ προσπιπὼν ἑξωθέν, ἀκυστιον εἶναι δοκεῖ· μόνη δὲ αὐτὴ ἐπιθυμία τὴν ἀρχὴν ἐξ ἡμῶν λαμβάνει, καὶ ἐστὶν ἐκυστιον. De Decalogo, (pag. 764. G. Ed. Paris.) GROTIUS.

(7) C'est une maxime des Stoïciens, qui ajoutent que celui qui a une seule Vertu, les a toutes: Τὰς δὲ ἀρετὰς λέγουσιν ἀτακολεῖν ἀλλήλαις, καὶ τὴν μίαν ἔχοντα, πάσας ἔχειν. DIOGEN. LAERT. Lib. VII. §. 125.

(8) SENEQUE dit, que ces desirs, nez des fausses idées qu'on s'est faites, n'ont point de fin: Naturalia desideria finita sunt: ex falsa opinione nascentia, ubi desinunt, non habent. nullus enim terminus falso est. Epist. XVI. Voyez les réflexions morales de St. CHRYSOSTÔME, sur Romains, VI. sur la II. aux Corinthiens, XI, 12. & sur les Ephésiens, I, 14. GROTIUS.

(9) Le passage a été rapporté ci-dessus, avec plusieurs choses qui le précèdent, Liv. I. Chap. II. §. 8. num. 9. Note 43. Notre Auteur citoit encore ici un passage de LACTANCE, où ce Père dit, que presque toutes les Injustices & toutes les Mauvaises Actions viennent ou de la Colère, ou de l'avidité des Desirs, ou de l'amour de la Volonté: Virtus est, iram cohibere; cupiditatem compescere; libidinem refrenare. id est enim, vitium fugere. Nam ferè omnia, quæ sunt injuste atque improbe, ab his oriuntur adfectibus. Instit. Divin. Lib. VI. Cap. V. num. 13.

entendre les autres Conducteurs, dont l'autorité sert à entretenir la Société Humaine. L'Homicide est ensuite défendu dans le Décalogue; après cela l'Adultère; puis le Larcin, & les Faussetez; enfin, les Péchez qui ne sont pas accomplis.

5. Au reste, il faut mettre au rang des raisons qui auroient dû détourner du Crime, non seulement la considération de la nature de ce que l'on fait directement, mais encore celle des suites qu'il peut vraisemblablement avoir. Ainsi quand il s'agit d'un Incendie, ou d'une Digue lâchée, on doit avoir égard à la mort ou aux grandes pertes, auxquelles une infinité de gens sont exposés par là.

6. L'injustice, dont nous avons dit que la considération est le motif général qui doit détourner du mal, se trouve quelquefois accompagnée (1) de quelque autre chose de vicieux, qui aggrave le Crime, comme d'un manque d'affection envers ses Père & Mère, d'inhumanité envers ses Parens, d'ingratitude envers ses Bienfaiteurs.

7. Celui qui a (2) péché souvent se montre aussi par là plus coupable, parce qu'une Mauvaise Habitude est pire qu'un acte unique. Et de là il paroît, jusqu'où & comment l'Équité Naturelle permet de faire entrer dans l'estimation du Crime, (3) la vie passée du Coupable; comme cela (4) se pratiquoit autrefois parmi les Perses. On peut bien suivre cette maxime, quand il s'agit de quelcun, qui n'étant pas d'ailleurs méchant, s'est laissé surprendre aux attrait du Crime: mais non pas à l'égard de ceux qui ont entièrement changé de conduite. Dieu même, en parlant de ceux qui sont tels, déclare par la bouche (a) d'EZECHIEL, qu'il n'a aucun égard à leur vie passée: & on peut leur appliquer ce que dit THUCYDIDE; (5) *Ils méritent une double puni-*

(a) Chap.
XVIII. vers.
24.

§. XXX. (1) Il y a ici, dans l'Original, une petite Note, où l'on trouve une plaifante faute d'écriture. La voici: *Vide locum insignem in Lucæ verbis, apud XI-PHILINUM ex DIONE.* C'est ce que porte l'Edition de 1642. la dernière avant la mort de l'Auteur; & celle de 1646. qui la suivit, y est aussi conforme. Dans les dernières Editions, comme on ne savoit ce que vouloit dire ce *Lucæ*, on l'a changé en *Lucii*; & parce que XI-PHILIN a réduit en abrégé les Vies des Empereurs, on a mis *vita*, au lieu de *verbis*. On devoit avoir en la bonté d'ajouter, qui est ce *Lucius*; & en quel endroit l'Abbréviateur a écrit sa vie. Ou plutôt il falloit laisser *verbis*, & chercher des paroles qui convinssent au sujet, dans le discours de quelcun, dont le nom eût été confondu par mégarde avec celui de *Luc*. Je crois l'avoir trouvé. *Marc Antonin* ayant appris la révolte de *Cassius*, fait un beau discours à ses Soldats, & leur dit entr'autres choses: " N'est-il pas bien fâcheux, d'être réduit à soutenir guerre sur guerre? N'est-il pas étrange, de se voir engagé à une Guerre Civile? Mais n'est-il pas encore & plus fâcheux, & plus étrange, de voir qu'il n'y a plus de fidélité parmi les Hommes; & que celui que je regardois comme le meilleur de mes Amis, se soulève contre moi, & me met dans la nécessité de prendre malgré moi les armes contre lui, sans que je lui aie jamais fait la moindre injustice, ni manqué en quoi que ce soit à son égard? *Πῶς γὰρ ἔδδον, πολέμοις ἡμᾶς ἐν πολέμῳ συμμέχεσθαι; πῶς δ' ἐκ ἀποπῶν, καὶ ἐμφυλίου συμπλακῆναι; πῶς ἐκ ἀμφοτέρων, καὶ δεινότητι, καὶ ἀποπῶν νικᾶν, τὸ μηδὲν πιστὸν ἐν ἀνθρώποις εἶναι, ἀλλ' ἐπιβουλεύεσθαι τε καὶ ὑπὸ τῷ φιλάτῳ, καὶ εἰς ἀγῶνα ἀκρίσιον καθίστασθαι, μή τι ῥηδαιμόνια, μή τι πεπλημενισμένα;* Pag. 277. B. C. Edit. H. Steph. Il dit plus bas, que *Cassius* a violé les droits de l'Amitié, *φιλίαν ὑπερβάλλει.* Pag. 278. D. Voilà qui quadre parfaitement bien au but de notre Auteur, qui est de faire voir, qu'il y a des circonstances, tirées de la personne même du Coupable,

qui rendent son crime plus odieux. Et il n'est pas difficile de concevoir, comment la faute d'écriture, dont il s'agit, s'est glissée. L'Auteur (ou peut-être celui qui copia les Notes, lors qu'il les envoioit aux Imprimeurs) en voulant mettre in *Marci verbis*, aura confondu le nom d'un Evangéliste avec celui d'un autre. Ces noms, qui lui étoient familiers, pouvoient aisément se mêler dans son esprit, dans une pure citation, écrite à la hâte & sans faire attention aux choses mêmes. Cette remarque servira à découvrir l'origine de quelques autres méprises, qui se trouvent ou dans le Texte, ou dans les Notes de notre Auteur. Il auroit pu ajouter un passage d'ARISTIDE, qui vient fort à propos, & qui est tiré d'une Harangue qu'il cite quelquefois dans ce Chapitre: " Personne, (dit cet Orateur) ne souffre patiemment les injures: mais les plus sensibles, & celles qui excitent une colère implacable, ce sont celles qu'on reçoit de ceux qui devoient le plus s'abstenir de nous en faire: " *Ὅλως μὲν γὰρ ἐκ ἐστὶ φέρειν ἀδικέμενον· τὸ δ' ὑφ' ὧν κίετα ἔχειν, ἀπαραιτήτων τὴν ὀργὴν παύειν.* Orat. Leuctr. II. Tom. II. pag. 144. B.

(2) Voici un passage, que notre Auteur cite ici dans une Note, mais sans dire de qui il est: " C'est une foiblesse humaine, d'avoir ignoré une fois les devoirs de la Vie: mais de tomber souvent dans les mêmes fautes, c'est une fureur. Car, plus le nombre des fautes que l'on commet est grand, & plus on mérite d'être rigoureusement puni. *Τὸ μὲν γὰρ ἀγνοῦσαι ποτε τὰ κατὰ τὸν βίον, ἐστὶν ἀνδραγῶν· τὸ δ' ἐπὶ τοῖς αὐτοῖς πρᾶγμασι πλεονάκις ἀμαρτάνειν, τίλειν ἐξέσηκτόν τοις λογισμοῖς. ὅσα γὰρ πλείους ἐλαττώμασι περιπεπλώκαμεν, τοσῶτω μείζονα τιμωρίας ἀξιοῦν ὑπάρχομεν.* Ces paroles sont un fragment du Livre XXI. de DIODORE de Sicile; & elles se trouvent au num. 15. du recueil qu'on a fait de ces fragments. Voici une pensée semblable, de QUINTILIEN: *Semel enim errare sanè tolerabile sit; in eadem vero incidere, nec damnatione quidem compeisci, ultra omnia*

punition, parce qu'ils sont devenus méchans, de bons qu'ils étoient; ou, comme il s'exprime ailleurs, (6) parce qu'ils ont agi d'une manière indigne d'eux. Ainsi c'est avec beaucoup de raison que les anciens Chrétiens, dans le régleme des Peines Ecclésiastiques, ont voulu qu'on (7) ne considérât pas la faute purement & simplement en elle-même, mais en y joignant la manière dont le Coupable s'étoit conduit auparavant, ou se conduisoit depuis; comme il paroît par les Canons du (b) Concile d'ANCYRE, & d'autres Conciles. (b) Can. XXV.

8. Il faut remarquer encore, que, quand on vient à faire une Loi contre certaines choses vicieuses en elles-mêmes, (c) ce qui étoit déjà mauvais le devient par là davantage. Les défenses de la Loi, dit très-bien (8) St. AUGUSTIN, rendent tous les Péchez doublement criminels: car ce n'est pas un simple Péché de faire une chose, qui est non seulement mauvaise, mais encore défendue. Il y a une semblable pensée de TA-CITE: (9) Quand on est tenté, dit-il, de faire des choses qui ne sont pas encore défendues, on craint qu'elles ne viennent à l'être: mais lors qu'on a une fois contrevenu impunément aux défenses, on n'a plus ni crainte, ni honte. (c) Voyez Romains, VII, 13.

§. XXXI. 1. LA troisième & dernière chose à quoi nous avons dit qu'on fait attention, quand il s'agit de savoir combien un Coupable mérite d'être puni, c'est le plus ou moins de disposition qu'il avoit ou à considérer les raisons qui auroient dû le détourner du Crime, ou à se laisser gagner par les Passions qui y portent. Pour cet effet, on examine son Tempérament, son Age, son Sexe, la manière dont il a été élevé, & les circonstances de son action.

2. Les

omnia videbatur. Declam. CCCX. Et dans un autre endroit: Est enim ut sibi aliquis unum casum remittat, Et semel lapsus, errore se humanae necessitatis excuset: hic vero, qui commisit iterum idem, quo exsilium meruit, computatis diebus atque horis legem tantummodo inspicit, non etiam crimina sua numeravit, nihil verecundiae suae adjecit, nihil pudori. Declam. CCXLVIII.

(3) ASINIUS POLLION disoit, qu'il faut juger d'un Homme par la plus grande partie de sa conduite & de son génie: Qua major pars vitæ atque ingenti stetit, ea judicandum de homine est. CICÉRON soutient aussi, que, quand il s'agit de quelque chose de grave & d'énorme, pour savoir si quelqu'un l'a voulu, pensé, ou commis, il faut en juger, non par l'accusation même, mais par les mœurs & la conduite de l'Accusé: Omnibus in rebus, Judices, quæ graviores majoresque sunt, quid quisque voluerit, cogitavit, non ex crimine, sed ex moribus ejus, qui arguitur, est ponderandum. Orat. pro P. Sylla, (Cap. XV.) GROTIUS.

Notre Auteur ne marque point d'où il a pris le fragment d'ASINIUS POLLION, je n'ai pu le trouver, ni dans QUINTILIEN, ni ailleurs. Au reste, pour ce qui est de la chose même, on peut joindre aux autorités alléguées par notre Auteur, & par PUFENDORF, dans le Chapitre qui répond à celui-ci, (§. 22.) CICÉRON, De Invention. Lib. II. Cap. XI. & APULEE, Apolog. num. 891. Edit. Scip. Gentil.

(4) Si, dans le cours de la vie passée du Coupable, le bien l'emportoit sur le mal, on lui faisoit grâce. C'est ce que nous apprend HÉRODOTE, Lib. I. Cap. CXXXVII.

(5) C'est un Ephore de Lacédémone, qui dit cela à l'occasion des Athéniens, qui se glorifioient de leurs promesses contre les Médes: Καί τοι εἰ πρὸς τὰς Μήδους ἐγένοντο ἀγαθοὶ τότε, πρὸς δὲ ἡμᾶς κακοὶ νῦν, διπλασίας ζημίας ἀξιοὶ εἰσιν, ὅτι ἀντ' ἀγαθῶν κακοὶ γινέσθονται. Lib. I. Cap. LXXXVI. Edit. Oxon.

(6) Καὶ μὴ παλαιὰς ἀρετὰς, ὥστενες ἀρετὰς καὶ ἐγένον-

το, ἀκρόντες, ἐπικλασθῆτε, ὥς καὶ τοῖς μὲν ἀδικημένοις ἐπικέρως εἶναι, τοῖς δ' αἰσχρὸν τι δεῶσι, διπλασίας ζημίας, ὅτι καὶ ἐκ προσηκόντων ἀμαρτανῶσι. Lib. III. Cap. LXVII.

(7) St. CHRYSOSTÔME veut, que pour régler le tems de la pénitence, on ait égard non seulement à la nature des Crimes considérez en eux-mêmes, mais encore à la disposition & aux mœurs des Pécheurs: Ὅθεν μαρτυροῦμεν, ὅτι καὶ δεῖ μόνον πρὸς τὴν φύσιν τῶν ἀμαρτημάτων, ἀλλὰ καὶ πρὸς τὴν διάνοιαν καὶ τὴν ἐξιν τῶν ἀμαρτανόντων τὴν κατανοοῖαν ὀρίξειν. In II. Epist. ad Corinth. Cap. II. Il dit ailleurs, à peu près, la même chose: Οὐ γὰρ ὁμοῦ πρὸς τὸ τῶν παραπτώματων μέτρον δεῖ καὶ τὴν ἐπιτιμίαν ἐπάρχειν, ἀλλὰ καὶ τῆς τῶν ἀμαρτανόντων σοφάζεσθαι προαιρέσεως. De Sacerdot. Lib. III. GROTIUS.

(8) In quâ [adolescenciâ, vehementior prohibitio peccatorum] omnia delicta congeninat: non enim simplex peccatum est, non solum malum, sed etiam vetitum committere. De vera Relig. Cap. XXVI. St. CHRYSOSTÔME comparant les Juifs avec les Grecs (ou les Païens) dit avec raison, que les Juifs sont plus coupables, parce qu'ils avoient la Loi de DIEU: Ἐνταῦθα καὶ μόνον ἱστορίαν δέκνυνται Ἰεθαίης καὶ Ἑλλήνος, ἀλλὰ καὶ πολὺ τὸν Ἰεθαίον βαρύνει ὁ ἀπὸ τῆς τοῦ νόμου δόσεως. Il ajoute, que celui qui a eu plus d'instruction, mérite d'être puni plus sévèrement, lors qu'il viole la Loi: Ὁ γὰρ πλείονος ἀπολαύσας τῆς διδασκαλίας, μείζονα ἀντ' αὐτοῦ καὶ τιμωρίαν ἀξίος ὑπομένειν παρανομούν. GROTIUS.

(9) Nam si velis quod nondum vetitum est; timeas, ne vetere: at si prohibita impune transgesseris; neque metus ultra, neque pudor est. Annal. Lib. III. Cap. LIV. num. 4. Ce passage ne fait rien au sujet. Il ne s'agit point de la vertu qu'ont les défenses d'une Loi, de rendre plus criminelle une chose déjà mauvaise en elle-même; mais de l'effet que produit l'impunité, par rapport à ceux qui se font hazarder de pécher, malgré les défenses.

2. Les Enfans, les Femmes, les gens d'un esprit grossier, & qui ont été mal élevez, connoissent moins, que les autres, la différence du Juste & de l'Injuste, du Licite & de l'illicite. (1) Les personnes bilieuses sont enclines à la Colère : ceux qui sont d'un tempérament sanguin, ont du penchant à l'Amour. La Jeunesse a d'autres inclinations, que la Vieillesse. La pensée d'un mal, qui nous menace de près, renforce la Crainte ; & le ressentiment d'une injure toute fraîche enflamme la Colère : dans l'un & dans l'autre cas, on n'est guères en état de prêter l'oreille à la Raison. Les Crimes auxquels on est porté par ces deux Passions, passent pour moins odieux, & le sont moins effectivement, que ceux qui naissent du désir des Plaisirs, qui n'est pas si fort, qui ne demande pas toujours à être satisfait sur l'heure, & qui peut trouver plus facilement de quoi se (2) satisfaire ailleurs sans injustice. ARISTOTE (3) dit, que la Colère est plus naturelle, que le désir des choses qui vont dans l'excès, & qui ne sont pas nécessaires.

3. En effet, il faut poser pour maxime incontestable, que l'énormité des Crimes diminue à proportion de ce qu'on est moins en état de faire usage de son Jugement, & que les causes qui nous en empêchent sont plus naturelles. ARISTOTE raisonne sur ce principe : (4) Ceux, dit-il, qui n'étant que peu ou point poussés par un mouvement de Désir, cherchent des Plaisirs excessifs, ou fuient de légères Douleurs, son plus intempérans, que ceux qui s'y portent par l'effet d'un Désir violent. Car que ne feroient pas les premiers, s'ils venoient à concevoir une forte passion pour quelque objet agréable, ou si le manque des choses nécessaires à la Vie leur causoit un grand chagrin ? Un ancien Comique dit quelque chose d'approchant : (5) Si un Homme, qui est riche, (6) se laisse aller à des choses hon-

ten-

§. XXXI. (1) Un ancien Commentateur d'ARISTOTE dit, que les Actions deshonnêtes sont excusées en quelque manière par la disposition qu'y donnoit le naturel : Φαίνεται τοίνυν, ὅτι ἀπολογίαν τινὰ δίδωσι τοῖς αἰσχροῖς, τὸ πεφυκέναι πρὸς αὐτά, καὶ ἀνεκτότερον ποιεῖ τὸ ἐγκλημα. ANDRONIC. RHOD. in Paraphr. (Lib. VII. Cap. X. pag. 444. Ed. Heins.) GROTIUS.

(2) Le désir de la chair, dit St. CHRYSOSTÔME, cherche seulement à se satisfaire par la compagnie d'une Femme, quelle que ce soit, & non pas par la compagnie d'une certaine Femme seulement : Ἡ ἐπιθυμία μίξιν ἐπιζητεῖ μόνον, ἢ τοιανδὴ μίξιν. In Galat. TERTULIEN remarque, qu'autant qu'il est difficile à ceux qui ne sont pas mariez de garder la continence, autant paroissent-ils excusables, lors qu'ils ne la gardent point. Car, ajoute-t-il, on excuse aisément ce qui est difficile. Mais autant qu'il est facile à une Femme de se marier légitimement, autant est-elle plus blâmable de tomber dans un péché, qu'elle pouvoit éviter par là : Nam quanto grandis est continentia carnis, quæ viduitati ministrat, tanto, si non sustineatur, ignoscibilis videri potest, difficile enim facilius est venia. Quanto autem nubere in Domino perpetrabile est, uti nostre potestatis, tanto culpabilior est, non observare quod possis . . . Quanto enim potestas vitandi fuit, tanto contumacia crimen operatur. Ad Uxor. Lib. II. (Cap. I. & III.) Voyez le passage de MARC ANTONIN, auquel j'ai renvoyé ci-dessus, (§. 29. Note 4.) dans lequel cet Empereur cite THEOPHRASTE, le Philo-
sophe. GROTIUS.

(3) Ὁ δὲ θυμὸς, φυσικώτερον, καὶ ἡ χαλιπότης, τῶν ἐπιθυμιῶν, τῶν τῆς ὑπερβολῆς καὶ τῶν μὴ ἀναγκαίων. Ethic. Nicom. Lib. VII. Cap. VII. pag. 92. B. Tom. II. Edit. Parif.

(4) Διὸ μᾶλλον ἀκάλαστον ἂν εἴποιμεν, ὅστις μὴ ἐπιθυμιῶν, ἢ ἡμέμα, δάσκει τὰς ὑπερβολὰς, καὶ φεύγει μετρίαν λύπην, ἢ τῶτον, ὅστις διὰ τὸ ἐπιθυμεῖν σφοδρὰ τι γὰρ ἂν ἐκείνος ποιήσῃεν, εἰ προσγένοιτο ἐπιθυμία νεα-

μική, καὶ περὶ τὰς τῶν ἀναγκαίων ἐνδείας λύπη ἐσχυρά; Ibid. Cap. VI. pag. 90. B.

(5) Cette sentence, que nôtre Auteur cite seulement en vers Latins de sa façon, se trouve dans STOBÉE ; & voici l'Original :

Ὅταν εὐπορῶν τις αἰσχρὰ πρῶτη πραγματὰ,
Τι τῶτον ἀπονήσαντα πρᾶξῃ προδοκῶς;
Florileg. Tit. II. De Malitia.

(6) „ Lors que vous verrez (dit St. CHRYSOSTÔME) un Riche injuste, avare, ravisseur, déplorez „ d'autant plus son fort, qu'étant riche il se rend „ coupable de tels crimes ; car il en fera puni avec „ d'autant plus de rigueur : Ὅτε ἴταν ἰδῇς τὸν πλεονέκτα ἀδικήντα, πλεονεκτῆντα, ἀρπάζοντα, διὰ τὸ τοῦ μάλιστα αὐτὸν εἶναζον, ἐπειδὴν πλεονέκτα ἂν ταῦτα ποιεῖ μείονα γὰρ δίδωσι τιμωρίαν. De Provident. Lib. IV. GROTIUS.

§. XXXII. (1) Τὸ ἀντιπεπονδός. Ou, comme s'exprime HARMENOPUL. ταυτοπαθία. (Promptuar. Lib. I. Tit. II. §. 34.) GROTIUS.

(2) Il est fait allusion à cette restitution du double, dans l'APOCALYPSE, XVIII, 6. Nous lisons dans APOLLODORÉ, que les Minyens aiant extorqué un tribut des Thébains, sans aucun droit, Hercule les obligea à rendre aux Thébains le double de la valeur de ce tribut. Bibliothec. Lib. II. (Cap. III. §. 11. Edit. Th. Gal.) GROTIUS.

(3) Ἐἰ δὲ τις ἰδίαν δίκην κλοπῆς αἰοῇ, ἡπάρχῃ μὲν αὐτῷ διπλάσιον ἀποτίσαι τὸ τιμηθῆναι προστιμήσαι δὲ ἐξῆναι τῷ δικαστηρίῳ πρὸς τὸ ἀργυρίῳ, δεσμοὶ τῷ κλέπτῃ, πένθ' ἡμέρας, καὶ νύκτας ἴσας &c. DEMOSTH. Orat. in Timocrat. (pag. 476. C.) St. AMBROISE remarque, que les Loix veulent qu'on fasse rendre ce qui a été pris à quelcun, ou en punissant corporellement le Larron, ou en obligeant à rendre plus qu'il n'a pris ; afin que la punition corporelle, ou l'amende, détourne du larcin ceux qui y feroient portez : Et ipsæ leges nos docent, quæ ea, quæ detracta sunt alicui, cum injuria persone, aut rei ipsius cumulo, restitui jubent :

teuses, que ne feroit-il pas, s'il étoit pauvre? On peut rapporter encore ici les traits qu'on trouve souvent dans les Comédies contre les amours des Vieillards.

§. XXXII. I. VOILA' comment on juge de la grandeur du Crime, à quoi la Peine doit être proportionnée, en sorte qu'elle n'aille jamais au delà. Selon les anciens *Pythagoriciens*, la Justice, en matière de Peines, consiste à (1) faire souffrir au Coupable le même mal qu'il a fait. Sur quoi il faut remarquer, que l'on ne doit pas entendre cela, comme si une personne qui a fait mal à un autre avec délibération, & sans avoir agi par quelque principe qui diminuë beaucoup la faute, ne devoit souffrir précisément qu'autant de mal, qu'elle en a causé. Le contraire paroît par la Loi Divine de Moïse, qui est un parfait modèle de toutes les autres Loix: car elle condamne un (a) Larron à rendre le quadruple. Et par les Loix d'Athènes, un Larron, outre la restitution (2) du double, étoit mis en prison (3) pour quelques jours. Chez les *Indiens*, (4) au rapport de STRABON, celui qui avoit mutilé ou estropié quelqu'un, souffroit la peine du Talion, & étoit condamné de plus à avoir la main coupée.

2. En effet, il n'est pas juste que le Coupable n'ait pas plus à craindre, que l'Innocent, comme le montre (b) PHILON, Juif, dans l'endroit où il traite de la punition de l'Homicide: que celui, par exemple, qui a crevé un œil à quelqu'un, en soit quitte pour avoir un œil crevé, comme il est dit dans un Ouvrage qui porte le nom (c) d'ARISTOTE. On voit aussi qu'en fait de certains Crimes non achevés, & par conséquent moindres (6) que ceux dont l'exécution est pleine & entière, le Coupable est néanmoins condamné à souffrir le même mal qu'il s'étoit proposé de faire; comme il paroît par la (c) Loi de Moïse (7) au sujet des Faux-témoins, & par

(a) Exod.
XXII, 1,
& suiv.

(b) Lib. II.
De Specialib.
Legib. pag.
789, & seqq.

(c) Deut.
XIX, 19.

inbent: quo furem à detrahendo aut penâ deterreant, aut multâ revocent. Offic. Lib. III. Cap. III. ARISTIDE remarque, que les Loix permettent à ceux qui ont été offensés d'exiger une punition qui aille au delà du mal qu'on leur a fait: 'Οἷς [ἀδικήσασιν] καὶ μισθῶσαι, ἢ καὶ ἄπεπόνθασιν, δέδοται περὶ τῶν νόμων εἰς τιμωρίας λόγος. Orat. Leuctr. II. (Tom. II. pag. 133. C.) SENEQUE dit, que dans le Jugement qui suit cette Vie, les Méchans sont punis d'une manière qui surpasse la grandeur de leurs crimes:

Scelera taxantur modo
Majora nostra

GROTIUS.

Le dernier passage, qui se trouve dans l'*Hercule furieux*, vers. 746. est mal appliqué; comme l'a remarqué le doct. GRONOVIVS. Il faut lire *vestra*, selon l'excellent Manuscrit de Florence, dont il s'est servi dans son Edition. Et le sens du Poète est, que les Rois & les Magistrats sont punis, dans les Enfers, plus rigoureusement que les Particuliers & les gens du commun.

(4) 'Ο, τὴν πρῶτον, καὶ τὰ αὐτὰ μόνον ἀντιπάρχει, ἀλλὰ καὶ χειροκοπείται. Lib. XV. (pag. 1036. Ed. Amst. 710. Ed. Paris.) Parmi quelques autres Peuples des Indes, le Larcin étoit puni de mort, comme NICOLAS de Damas l'a remarqué. GROTIUS.

Ce que notre Auteur rapporte ici sur la foi de NICOLAS de Damas, ne se trouve point dans les Fragmens qu'on en a recueillis de toutes parts, ni même dans ceux qu'il ramassa lui-même, pour les envoyer à Mr. DE PEIRESC, & que l'on peut voir parmi ses Lettres, I. Part. Epist. 264.

(5) 'Ου γὰρ δικαίον, ἢ τις τὸν ὀφθαλμὸν ἐξέκοψῃ τι, ἀντεκοπῆναι μόνον, ἀλλὰ πλείονα παθεῖν &c. Magn. Moral. Lib. I. Cap. XXXIV. pag. 166. B. Tom. II. Ed. Paris.

(6) On dit du Lion, que, quand il a été blessé, il marque avec une sagacité merveilleuse celui qui l'a frap-

pé, & va le chercher au milieu de la plus grande foule, pour se jeter sur lui: mais que, si un homme voulant lui tirer dessus a manqué son coup, il se contente de le renverser & de le trainer, sans le blesser: *Vulneratus observatione mirâ percussorem novit, & in quantalibet multitudine adpetit. Eum vero, qui telum quidem miserit, sed tamen non vulneraverit, correptum raptatumque sternit, nec vulnerat.* (Hist. Natur. Lib. VIII. Cap. XVI.) GROTIUS.

(7) Cela paroît encore par la Loi au sujet d'un Mari, qui, pour gagner la dot de son Epouse, l'avoit accusée faussement d'avoir eu commerce avec un autre Homme; DEUTÉRON. XXII, 19. comme aussi par une autre Loi, contre celui qui aura plaidé injustement pour s'approprier le bien d'autrui, EXOD. XXII, 9. GROTIUS.

La première de ces Loix porte, que le Mari gardera non seulement sa Femme, sans pouvoir la répudier jamais, mais encore paiera une amende de cent Sicles, au profit du Père de sa Femme, c'est-à-dire, le double de la Dot, que les Epoux donnoient en ce tems-là au Père de la Fille qu'ils épousaient, comme il paroît par GENÈSE, XXIX, 18. XXXIV, 12. & cette Dot étoit réglée ordinairement à cinquante Sicles, EXOD. XXII, 17. Ainsi, dans le cas dont il s'agit, le Mari, qui avoit voulu deshonorar sa Femme, en l'accusant d'impudicité, étoit regardé sur le même pié que celui qui avoit véritablement ôté l'honneur à une Fille, en la violent, selon la Loi qui se trouve dans ce même Chapitre du DEUTÉRONOME, vers. 28, 29. & sa punition étoit encore plus rigoureuse, en ce qu'il devoit donner le double de la dot, au lieu que l'autre en étoit quitte pour cinquante Sicles. A l'égard de la seconde Loi, que notre Auteur allègue ici pour exemple, EXOD. XXII, 9. il s'agit d'un Dépôt: & il est ordonné, que, si le Dépôtitaire nie ou retient le Dépôt de mauvaise foi, & qu'il en soit convaincu en Justice, il paiera le double au Proprié-

(8) celle des Romains contre ceux qui sont allez avec des armes, à deffsein de tuer quelcun. Sur ce pié-là, il faudroit punir plus rigoureusement de tels crimes, lors qu'ils ont été pleinement exécutez: mais comme il n'y a pas de plus grande Peine, que la Mort, & qu'on ne sauroit la faire souffrir plus d'une fois, comme le remarque (9) PHILON, Juif, dans l'endroit cité un peu plus haut; on en demeure là nécessairement; tout ce qu'on peut faire, c'est d'y ajouter des tourmens, comme on le fait quelquefois, selon que le crime le mérite.

§. XXXIII. I. IL FAUT juger de la grandeur de la Peine en la considérant, non pas purement & simplement en elle-même, mais encore par rapport à celui qui la souffre. Car telle amende, par exemple, incommodera un Homme pauvre, qui ne fera rien pour un Riche: telle marque d'ignominie sera très-sensible à une personne d'un rang honorable, qui ne sera qu'une bagatelle pour une personne de bas lieu.

(a) De Re-
publ. Lib. VI.
Cap. ult.

2. Les Loix Romaines appliquent souvent cette distinction: & BODIN (a) fonde là-dessus une nouvelle sorte de Proportion qu'il a inventée, & qu'il appelle *Harmonique*. Mais la vérité est, qu'il n'y a ici qu'une simple Proportion simple & Arithmétique, selon laquelle on égale la Peine à ce que le Crime mérite; de même que, dans un Contract, on égale la quantité d'argent que l'un donne, à la valeur de la Marchandise que l'autre reçoit; quoique les mêmes Marchandises, & les mêmes Monnoies, vaillent quelquefois plus, quelquefois moins, selon les tems & les lieux.

3. Il faut avouer aussi qu'il y a ici souvent, dans le Droit Romain, une injuste acception de personnes, c'est-à-dire, que dans la Punition des Crimes on (1) a trop d'égard à certains états & certaines qualitez, qui n'ont aucun rapport avec la nature du fait: défaut, dont la Loi de Moïse est toujours fort éloignée.

§. XXXIV. I. MAIS, quoique l'on ne fasse rien que de permis, tant qu'on suit les règles que nous venons de donner, fondées sur des principes tirez de la nature même des Peines; la Charité que l'on doit avoir pour le Coupable, veut que l'on demeure,

au-

priétaire. Si au contraire le Propriétaire l'a accusé injustement, il fera aussi condamné à paier le double de la valeur du Dépôt. Par conséquent l'un & l'autre sont punis comme s'ils avoient effectivement volé la chose déposée, ainsi qu'il paroît par le verset 7. du même Chapitre.

(8) *Leges Cornelie de Sicariis & veneficiis tenetur qui . . . hominis occidendi furtive faciendi causâ, cum telo ambulaverit . . . Dicitur HADRIANUS rescripsit, eum, qui . . . hominem non occidit, sed vulneravit, ut occidat, pro homicida damnandum. DIGEST. Lib. XLVIII. Tit. VIII. Ad Leg. Cornel. de Sicariis &c. Leg. I. princ. & §. 3. Voyez les Observations de l'illustre Mr. DE BYNCKERSHOEK, Lib. III. Cap. X.*

(9) *Ἐπειδὴ μυρίων θανάτων ἐπάξει ὃν, ἵνα ὑπομείνῃ, διὰ τὸ τῆς τιμωρίας ἀδυνατεῖν εἰς πλῆθος μὴ πεφυκυίας συναυξέσθαι. De Legib. Special. Lib. II. pag. 789. E.*

§. XXXIII. (1) Voyez le Chapitre de PUFENDORF, qui répond à celui-ci, §. 25.

§. XXXV. (1) Voyez le Rabbin MOÏSE, *Fils de Maimon*, Director. dubit. II, 41. CICÉRON dit, que les Crimes contre lesquels il est le plus difficile de se précautionner, sont aussi ceux qu'on doit punir le plus rigoureusement: *Atqui ea sunt animadvertenda peccata maximè, quæ difficillimè præcaventur. Orat. pro Sext. Rosc. Amerin. (Cap. XL.) GROTIVS.*

(2) *Nullum scelus, apud eos, furto gravius: quippe sine tecto munimentoque pecora & armenta inter silvas habentibus, quid saluum esset, si furari liseret? Lib. II. Cap. II. num. 6.]*

(3) *Διὰ τί ποτε, εἰ μὲν τις ἐκ βαλανείας κλέψῃ, ἢ ἐκ παλαιστῆρας, ἢ ἐξ ἀγροῦς, ἢ τῶν τοιούτων τινος, θανάτου ζημιῖται; εἰ μὲν δὲ τις ἐξ οἰκίας, διπλὴν τῆς αξίας τῆς κλέμματος ἀποδίνει; Ἡ ὅτι ἐν μὲν ταῖς οἰκίαις, φυλάξαι ὁπωσάν ἐστι, . . . ἐν δὲ τῷ βαλανείῳ, καὶ ἐν τοῖς ἐτακοῖσι ὅσιν ὡσπερ τὸ βαλανεῖον, ῥάδιον τῷ βελομένῳ κακουργεῖν. Ἐδὲν γὰρ ἔχουσιν ἐχρᾶσι πρὸς τὴν φυλάκην οἱ τιθῆτες, ἀλλ' ἢ τὸ αὐτῶν ὄμμα, ὥς ἐν μόνῳ τις παρὰ κλέψῃ, ἐπὶ τῷ κλέποντι ἤδη γινέσθαι. διὸ ὁ νομοθέτης ἐκ ἱκανῆς ὀφλῆς ἡρησάμενθ' εἶναι φύλακας, τὸν νόμον αὐτοῖς ἐπέσειεν, ἀπειλοῦντα σφοδρῶς, ὥς ὁ βιωσόμενος, εἰ μὴ σφείσειτο, ναίει τῶν ἀποδείων. Problemata. Sect. XXIX. num. 14. pag. 814. A.*

(4) A Athènes, ceux qui voloient dans un Bain étoient punis de mort, si la chose volée valoit plus de dix drachmes [c'est-à-dire, environ deux Ecus] comme nous l'apprenons de DEMOSTHÈNE, *Orat. advers. Timocrat.* Voyez aussi DIGEST. Lib. XLVII. Tit. XVII. *De Furiis balnearii, Leg. I. GROTIVS.*

Voici la Loi de Solon, que DEMOSTHÈNE rapporte, dans l'endroit auquel on renvoie ici: *Καὶ εἰ τις γ' ἐκ Λυκείας, ἢ ἐξ Ἀκαδημίας, ἢ ἐκ Κυνοσάργων, ἢ ἐκ τῶν ἡλικυδίων, ἢ ἀπὸ τι φαυλοτάτων, ἢ τῶν σκευῶν τῶν ἐκ τῶν γυμνασίων, ὑφέλοιτο, ἢ ἐκ τῶν λιμένων, ὑπὲρ δέκα δραχμῶν, καὶ τούτοις θάνατον ἐνομοθέτησεν [ὁ Σόλων] εἶναι τὴν ζημίαν. Pag. 476. C. Edit. Bas. 157.* Il n'est point parlé là de ceux qui déroberent dans un Bain, mais seulement de ceux qui déroberent dans des Gymnases ou lieux d'Exercices, & dans les Ports. Cependant le docteur CASAUBON, dans son Commentaire sur les Caractères de THEOPHRASTE, (Cap. VIII.

autant qu'il peut, au dessous du degré de rigueur jusqu'où s'étend la juste proportion entre le Crime & la Peine; à moins qu'un motif plus juste de Charité envers un plus grand nombre de gens ne s'y oppose pour quelque raison extérieure.

2. Cette raison extérieure est quelquefois un grand danger qu'il y auroit à craindre de la part du Coupable, & le plus souvent la nécessité de faire un exemple. Elle est fondée ordinairement sur certaines circonstances, qui sont pour tout le monde un attrait au Crime, & dont on ne sauroit empêcher l'effet que par des remèdes violens.

3. Les principaux de ses attrait, sont la facilité de commettre certains Crimes, & la coutume qui s'en est introduite.

§. XXXV. 1. C'est à cause de la facilité (1) qu'il y a de voler le Bétail qui pait à la Campagne, que la Loi de DIEU, donnée autrefois aux Israélites, (a) punissoit ce larcin plus sévèrement, que celui qui se faisoit dans une Maison. Parmi les Scythes, comme le remarque JUSTIN, (2) le Vol étoit le crime qu'on punissoit avec le plus de sévérité, & cela avec raison: car, s'il eût été permis, qu'auroit-il resté à des gens, dont tout le bien consistoit en troupeaux, qui n'étoient jamais enrermés? ARISTOTE raisonne de même sur le fondement d'une Loi, établie en Grèce, par laquelle on punissoit de mort ceux qui avoient dérobé quelque chose dans un Bain, dans un lieu d'Exercices, dans un Marché, ou dans quelque autre lieu public; au lieu que ceux qui avoient dérobé dans une Maison particulière, n'étoient condamnés qu'à rendre le double: (3) c'est, dit-il, que le Législateur a eu égard à la facilité qu'il y a de voler dans ces (4) endroits-là, & à l'impossibilité où sont les Propriétaires d'avoir toujours l'œil sur ce qui leur appartient.

2. Pour ce qui est des Crimes qui ont passé en coutume dans un Païs, quoique cela même qu'ils sont (5) communs diminuë quelque chose de la faute, il demande néanmoins à un autre égard que la punition soit plus rigoureuse; parce que, comme le

Περὶ λογοποιίας, pag. 81. Edit. Needh.) cite aussi cette Loi, comme prouvant la même chose que notre Auteur y trouve: *Morte* (dit-il) *pletebantur apud Athenienses fures balnearii, si rei furtivæ estimatio erat jure δίκῃ δαρχμῶς*, ait DEMOSTHENES contra Timocrat. Avant lui, ALCIAT, *Pareg.* Lib. II. Cap. XXXVIII. & PIERRE VITTORIO, *Var. Lect.* Lib. VII. Cap. XVII. avoient insinué la même chose: & le grand CUVAS semble aussi entrer dans cette pensée, *Not. in PAUL. Recept. Sentent.* Lib. V. Tit. III. §. 5. Bien plus: dans le Recueil des *Loix Attiques*, compilé & mis en ordre par SAMUEL PETIT, *Lib. VII. Tit. V.* la Loi, dont il s'agit, est rapportée avec l'addition de quelques mots, qui y sont trouver expressément ceux qui volent dans les Bains: car après *ὅφειλοτο*, il y a, *ἐκ τῶν βαλανείων*. Je n'ai pas sous ma main le Commentaire de ce Savant, pour voir d'où il a pris cette addition: mais dans les diverses leçons de la dernière Edition de DÉMOSTHÈNE, publiée par WOLFRIUS, qui est la plus ample que nous ayons, je ne vois rien qui insinué que le texte fût ici défectueux; & je suis tenté de croire qu'on a suppléé par conjecture les mots *ἐκ τῶν βαλανείων*, sur le passage d'ARISTOTE, que j'ai cité dans la Note précédente. Quoi qu'il en soit, c'est apparemment sur la foi des Savans, dont je viens de parler, que notre Auteur a donné le fait, comme fondé sur la Loi de Solon: car ailleurs, où il en fait aussi mention, il ne cite que le passage d'ARISTOTE. Voyez la *Florum sparsio ad Jus Justinian.* pag. 189. Ed. Amstel. Mais, à moins qu'il n'y ait quelque bon Manuscrit, ou quelque autre passage d'un

ancien Auteur, où l'on trouve la Loi de Solon avec le supplément des mots *ἐκ βαλανείων*, on n'a, ce me semble, aucune raison de les y fourrer par conjecture. La Loi spécifie les lieux, elle ne donne point à entendre qu'elle veuille parler généralement de tous ceux où il pourroit y avoir la même facilité de voler: il faut s'en tenir à ce qu'elle dit. On peut dans la suite l'avoir étendue aux vols faits dans les Bains, & autres lieux publics: mais c'étoit ou par une nouvelle Loi, ou par un long usage qui acquit force de Loi, & qui n'autorise point à attribuer à Solon, des vues si générales. Pour ce qui est des *Fures balnearii*, parmi les Romains, ils étoient ordinairement condamnés aux Mines, ou autres travaux pour l'usage du Public: mais la peine étoit quelquefois moindre, & quelquefois aussi elle alloit jusqu'à la mort. Voyez CUVAS & Mr. SCHULTING, sur le passage du Jurisconsulte PAUL, que je viens d'indiquer. Dans les tems anciens même, tout Larcin étoit puni de mort, s'il en faut croire SERVIUS, dont notre Auteur cite ces paroles, dans l'endroit de la *Florum sparsio*, &c. que je viens d'indiquer: *Capitale enim crimen apud majores fuit [Furtum] ante pœnam quadrupli.* In *Æn.* VIII. 205.

(5) PLINIE (le Jeune) dit de quelcun, qu'il opinait, avec raison, à pardonner une chose, défendue à la vérité, mais pratiquée par un assez grand nombre de gens: *Non sine ratione [Cæpio] veniam dedit factò, vetito quidem, non tamen inusitato.* [Epist. Lib. IV. Ep. IX. num. 17. Edit. Cellar. GROTIUS.

le dit le Jurisconsulte SATURNIN, (6) il faut alors faire des exemples. Mais les Juges doivent avoir égard à cette raison, pour adoucir la Peine, plutôt que pour l'augmenter; & les Législateurs, au contraire, pour l'augmenter, plutôt que pour l'adoucir, en considérant toujours les circonstances du tems auquel le Jugement est rendu, ou la Loi établie. Car on a plus en vue l'utilité qui peut revenir de la Punition, quand on règle la manière dont une certaine sorte de Crime doit être puni en général, ce que font les Loix: au lieu qu'en examinant de quelle manière chaque Coupable en particulier doit être puni, on considère plutôt combien est grande sa faute.

(a) Ci-dessus, §. 22. num. 5.

§. XXXVI. 1. POUR revenir à ce que nous avons établi, qu'à moins qu'il n'y ait de fortes & pressantes raisons de punir sévèrement, on doit pencher plutôt à adoucir la peine; remarquons encore ici, que c'est une des parties de la Clémence: car l'autre consiste, comme (a) nous l'avons déjà dit, à exempter entièrement de la peine. C'est une maxime d'ISOCRATE, (1) qu'il faut punir les Coupables moins qu'ils ne méritent; & dans l'Histoire de DIODORE de Sicile, on loue (2) un Roi d'Egypte, de ce qu'il la (3) suivoit. L'Empereur Marc Antonin, le Philosophe, (4) diminueoit toujours la peine portée par les Loix, comme nous le voyons dans sa Vie. Il est difficile de garder ici le juste milieu entre la trop grande Sévérité & la trop grande Indulgence: ainsi toutes les fois qu'on a lieu de craindre qu'on ne passe d'une manière ou d'autre les bornes de l'Equité, il faut pencher vers le côté le plus doux; c'est une pensée de (5) SENEQUE. Si un Prince, dit ailleurs (6) le même Philosophe, peut pardonner sans aucun danger, qu'il pardonne: sinon, qu'il modère la punition. St. AUGUSTIN (7) a remarqué, que les Juges font porter à la douceur envers les Criminels, par cette considération, qu'ils ont eux-mêmes besoin que Dieu use envers eux de miséricorde, pour les péchez dont ils se sont rendus Coupables contre sa Majesté Souveraine.

§. XXXVII.

(6) *Nonnumquam evenit, ut aliquorum malefactorum supplicia exacerbentur, quotiens, nimium multis personis grassantibus, exemplo opus sit.* DIGEST. Lib. XLVIII. Tit. XIX. De Penis, Leg. XVI. §. 10. Voyez les *Variae Lectiones* de GUILLAUME DE RANCHIN, Lib. I. Cap. XI. où il a compilé plusieurs autorités sur ce sujet.

§. XXXVI. (1) *Περὶ δὲ [φύλιν] τῶν τὰς τιμωρίας ἐλάττωσιν ποιῶνται τὴν ἀμαρτανόμενον.* Orat. ad Nicocl. pag. 19. D. Edit. H. Steph.

(2) C'est dans le I. Livre, où il est dit, qu'après les Sacrifices publics, auxquels les Rois d'Egypte assistoient tous les jours, le Chef des Prêtres faisoit une énumération des Vertus du Roi, parmi lesquelles il mettoit celle qui consiste à ne pas punir les Coupables aussi rigoureusement qu'ils le méritent, & à récompenser au contraire les Honnêtes gens au delà de leur mérite: *Καὶ τὰς μὲν τιμωρίας ἐλάττωσιν τῆς ἀξίας ἐπιτιθεὶς τοῖς ἀμαρτήμασι, τὰς δὲ χάριτας μείζους τῆς εὐεργεσίας ἀποδίδας τοῖς εὐεργετήτασι.* Biblioth. Hist. Lib. I. Cap. LXX. pag. 45. Ed. H. Steph. Ainsi c'étoit un éloge qu'on donnoit à tous les Rois, pour les exhorter indirectement à le mériter, comme le remarque un peu plus bas l'Historien.

(3) L'Empereur Justin II. écrivant aux Huns, dit, que les Romains ont accoutumé de ne pas punir ceux qui les ont offensés, à proportion de la grandeur de l'offense: *Ρωμαῖοις ἐνέσι, μὴ ἀντιτιθέναι τὰς τιμωρίας τοῖς ὀφειλομένοις πλημμελήμασι.* GROTIUS.

Je trouve ceci dans les Extraits des Ambassades faits par MENANDRE le Protecteur, Chap. XIV. des Ambassades tirées de l'Histoire des Empereurs Justinien, Justin, & Tibère. Mais le passage est dans une Réponse que l'Empereur Justin fait de vive voix aux Ambassadeurs de Bajan, Prince des Avariens; & non

pas dans une Lettre écrite à ce Peuple, qui étoit une partie des Huns.

(4) *Erat mos iste Antonino, ut omnia crimina minore supplicio, quam legibus plekti solent, puniret.* CAPITOLIN. (Cap. XXIV.) L'Orateur ISÆUS a dit aussi, qu'il faut faire des Loix rigoureuses, & punir pourtant avec moins de sévérité que les Loix n'exigent. C'est ce que donnoit à entendre l'Empereur Henri I. lors qu'il prit pour devise une Pêche, avec ce mot, *Subacra*. Le Roi Théodoric disoit, qu'il y a du danger à punir, mais qu'il est toujours sûr de pardonner: *Nam qui periculose justus sumus, sub securitate semper ignoscimus.* CASSIODOR. Var. XI. 40. GROTIUS.

Nôtre Auteur ne rapporte qu'en Latin les paroles d'ISÆUS; & je ne trouve rien de semblable dans les Harangues que nous avons de cet ancien Orateur, lesquelles roulent toutes, comme on fait, sur des affaires civiles, & jamais sur des affaires criminelles. Mais comme je vois le passage cité en Grec par FRIDERIC LINDENBROG, aussi bien que celui de CAPITOLIN & d'ISOCRATE, dans une Note sur les paroles d'AMMIEN MARCELLIN, (XXVIII. 1.) qui ont été rapportées ci-dessus, (§. 2. Note 2.) j'ai soupçonné dans mon Edition Latine de cet Ouvrage, que nôtre Auteur citoit ici sur la foi de ce Commentateur, qui rapporte ainsi le passage d'ISÆUS, sans dire d'où il l'a pris: *Χεῖρ τὰς νόμους μὲν τιθένται σφοδρῶς, πραδίστως ὃ κολάζειν, ἢ ὡς ἐκείνοι κελύουσι.* Depuis cela, je l'ai trouvé dans STOBÉE, Serm. XLVIII. De Regno Admonit. où l'on n'indique pas non plus l'Ouvrage de cet Ancien Orateur Grec, d'où il est tiré. Il faut donc qu'il soit de quelque des Harangues perdues.

(5) *Modum tenere debemus: sed quia difficile est tempera-*

§. XXXVII. 1. Je crois n'avoir rien omis qui soit fort important pour l'intelligence d'un sujet assez obscur & assez difficile, comme celui dont nous traitons dans ce Chapitre. Et si l'on examine ce que d'autres ont dit là-dessus, on trouvera que tout peut être rapporté à quelques-uns des principes ou des chefs que nous avons posés ci-dessus; comme, par exemple, les quatre choses que le Rabbin (1) Moïse Fils de Maimon veut que l'on considère principalement dans la Punition, savoir la grandeur du Péché, c'est-à-dire, du dommage qu'on a causé; le nombre des péchez semblables qu'on a commis; le degré du désir; & la facilité de l'action.

2. Il en est de même des sept choses, par lesquelles le Jurisconsulte (2) SATURNIN veut qu'on juge de l'atrocité d'un Crime, & qu'il propose d'une manière assez confuse. Car la personne du Coupable doit être considérée principalement par rapport à ce qu'elle étoit plus ou moins capable de connoître le mal qu'elle a fait; & l'état ou le caractère de la personne lésée sert quelquefois à faire juger de la grandeur de la faute. La circonstance du (3) lieu ajoute souvent une nouvelle faute à l'injustice de l'action considérée en elle-même; ou bien contribué à faciliter l'action. Le tems, selon qu'il est long ou court, augmente ou diminue la liberté du Jugement; & quelquefois même découvre un fond de malice. La qualité de l'action vient en partie des différentes sortes de Désirs qui la produisent, en partie des raisons qui devoient détourner du Crime: & c'est à ces mêmes raisons que se rapporte (4) l'événement. La quantité ou le degré du Crime doit aussi être regardée (5) comme un effet de la nature & du degré des Désirs.

§. XXXVIII. 1. Nous avons remarqué ci-dessus, qu'on en vient souvent à la Guerre, pour punir ceux contre qui on prend les armes, & il s'en trouve bien des exemples dans les Histoires. Il est vrai que cette raison est jointe la plupart du tems avec

peramentum, quidquid æquo plus futurum est, in partem humaniorem præponderet. De Clement. Lib. I. Cap. II. in fin.

(6) Et penam, si tuto poterit [Princeps] donet: sin minus, temperet. Ibid. Cap. XX.

(7) Sic tamen etiam ipsos criminum ultores, atque in hoc officio non in propria concitatos, sed legum ministros, nec suorum, sed alienarum examinatorum injuriarum, vindices, quales Judices esse debent, terreat divina censura, ut cogitent sibi propter sua peccata misericordiam DEI necessariam, nec putarent ad culpam officii sui pertinere, si quid erga eos misericorditer agerent, quorum vitæ necisque haberent legitimam potestatem. (Epist. LIV.) Il conjure ailleurs le Comte Marcellin, par la miséricorde de Notre Seigneur JESUS-CHRIST, de ne pas punir certains Criminels autant qu'ils le méritoient: Unde mihi sollicitudo maxima incussa est, ne forte Sublimitas tua censeat eos tanta legum severitate pleñdendos, ut, qualia fecerunt, talia patiantur. Ideoque his litteris obtestor fidem tuam, quam habes in CHRISTO, per ipsius Domini nostri misericordiam, ut hoc nec facias, nec omnino fieri permittas. Ad Marcellin. Comit. Epist. CLIX. passage, qui se trouve cité dans le DROIT CANONIQUE, Caus. XXIII. Quæst. V. Cap. I. Voyez la Lettre de Macédonius à St. AUGUSTIN, & la réponse de ce Père, Epist. LIII. & LIV. Le premier demande, pourquoi il est du devoir d'un Ecclesiastique, d'intercéder pour les Criminels, comme les Ecclesiastiques s'y croioient obligés: Officium Sacerdotii vestri esse dicitis, intervenire pro reis. Voyez encore ce qui est dit, au sujet de Théodose, le Jeune, dans les Extraits de JEAN d'Antioche, tirés du Manuscrit de Mr. de Peiresc, (pag. 850.) GROTIUS.

§. XXXVII. (1) Director. dubit. Lib. III. Cap. XLI. Voyez aussi les DECRETALES, Lib. V. Tit. XI. De

Homicidio voluntario, vel casuali, Cap. VI. GROTIUS.

(2) Sed hæc quatuor genera consideranda sunt septem modis: causa, persona, loco, tempore, qualitate, quantitate, & eventu. DIGEST. Lib. XLVIII. Tit. XIX. De Penis, Leg. XVI. §. 1.

(3) PHILON, Juif, remarque, que les circonstances rendent un crime plus ou moins énorme. Par exemple, dit-il, ce n'est pas la même chose, de battre son propre Père, ou de battre un Etranger; d'injurier un Magistrat, ou d'injurier un Particulier; de commettre quelque chose d'illicite dans un Lieu profane, ou de le commettre dans un Lieu sacré; dans un Jour de Fête, ou dans un autre Jour: Ταύτη δὲ φαιμέν, τῶν ἄλλων ὡς ὁμοίως ἔχόντων. ὃ γὰρ ταύτων πατρὶς καὶ ἀλλοτρίῃ πληγὰς ἐμφορεῖται. ὃ δ' ἀρχοῦν ἢ ἰδιώτην κακῶς εἰπεῖν ὃ δ' ἐργάζεσθαι τι τῶν μὴ ἐφερέμενων ἐν βεβήλοις, ἢ ἱεροῖς χώροις, ὃ δ' ἐν ἑορταῖς καὶ παιγνύεσσι καὶ δημοτέλεσι θυσιαῖς. De Legib. Special. Lib. II. (pag. 805. E.) On trouve la même chose dans une Loi du DIGESTE: Personâ atrocior injuria fit, ut quum Magistratui, quum Parenti, Patrono, fiat. Tempore, si ludis, & in conspectu: nam Populi Romani [c'est ainsi que notre Auteur lit avec raison, au lieu de Prætoris, en quoi il suit la correction de CUVAS, Observ. IX, 16.] in conspectu, an in solitudine, injuria facta sit, multum interesse ait [LABEO]: quia atrocior est, quæ in conspectu fit. DIGEST. Lib. XLVII. Tit. X. De injuriis & famosis libellis, Leg. VII. §. 8. GROTIUS.

Voyez les Observations de Mr. DE BYNKERSHOEK, Lib. I. Cap. VIII.

(4) Plus on envisage de près une action mauvaise, que l'on a eu dessein de commettre, & plus on doit être frappé de sa turpitude.

(5) Plus le désir est violent, & plus on cherche, par exemple, à voler une grosse somme.

avec celle de la réparation du dommage, la même action se trouvant d'ordinaire & criminelle, & actuellement préjudiciable à autrui; deux qualitez, d'où naissent deux obligations différentes.

2. Il est certain aussi, qu'on ne doit pas entreprendre la Guerre, pour punir toute sorte de Crimes. Car les Loix même n'exercent pas leur vengeance contre tout ce qui est punissable; quoi qu'elles puissent le faire sans danger, & sans causer du mal à d'autres qu'aux Coupables. Il faut, selon la maxime judicieuse de SOPATER, que nous avons (a) rapportée un peu plus haut, laisser passer les fautes légères & communes.

(a) §. 19.
LIV. I.

§. XXXIX. 1. Le sage Caton, parlant autrefois dans le Sénat en faveur des Rhodiens, disoit, (1) qu'il n'étoit pas juste de punir quelqu'un pour avoir voulu mal faire, à moins qu'il n'eût fait actuellement ce qu'il vouloit. La maxime étoit bien appliquée au cas dont il s'agissoit: car on ne pouvoit alléguer aucune Ordonnance du Peuple de Rhodes; il y avoit seulement quelques conjectures de l'irrésolution de ce Peuple. Mais on ne doit point admettre pour règle générale, que le dessein ne puisse jamais être puni, s'il n'est suivi de l'exécution: car une volonté qui n'en est pas demeurée à des actes internes, (lesquels, comme je l'ai dit ci-dessus, ne sont pas punissables devant les Hommes) mais qui a produit quelques actes extérieurs, est ordinairement sujette à être punie; comme le (2) remarque SENEQUE le Père. Celui qui a voulu faire une injure, l'a faite dès-lors, dit (3) l'autre SENEQUE. C'étoit un précepte de PÉRIANDRE, un des sept Sages de Grèce, (4) qu'il faut châtier non seulement ceux qui ont péché, mais encore ceux qui ont voulu pécher. CICE'RON dit, (5) que ce n'est pas l'exécution, que les Loix punissent, mais le dessein. Les Romains aiant su, que le Roi Persée avoit levé des Troupes & équipé une Flotte pour les attaquer, (6) résolurent de lui déclarer la Guerre, s'il ne leur donnoit satisfaction là-dessus.

2. Mais il faut bien remarquer, qu'on suppose toujours ici que celui qui a formé un mauvais dessein ait fait quelque chose pour en venir à l'exécution: car s'il n'a encore rien fait, il n'est sujet à aucune peine, selon les Loix & les Coutumes de tous les États; comme les Ambassadeurs de Rhodes le disoient très-bien dans un Discours que (7) TITE LIVE leur prête.

3. Lors même qu'un mauvais dessein a été manifesté par quelque acte, on n'est pas toujours autorisé à le punir. Car puis qu'on ne punit pas tous les Péchez actuellement commis, à plus forte raison ne doit-on pas punir tous ceux qui n'ont été que projettez & commencez. En matière de ces Crimes imparfaits, on peut souvent appliquer ce que disoit CICE'RON: (8) Je ne sai s'il ne suffit pas, que l'Offenseur se repente. La Loi de MOÏSE ne décerne aucune peine particulière contre la plupart des Péchez qui regardent la Religion, ou qui tendent à priver quelqu'un de la vie, lors que l'exécution n'a

§. XXXIX. (1) *Et quis tandem est nostrum, qui, quod ad sese adinet, æquum censeat, quempiam penam dare, ob eam rem, quod arguatur male facere voluisse? Nemo, opinor.* Noët. Attic. Lib. VII. Cap. III. pag. 384. Edit. Gron. 1706.

(2) *Scelera quoque, quamvis citra exitum subsederunt, puniuntur.* Excerpt. Controvers. IV, 7. Ce n'étoit pas une règle générale. Voyez ci-dessus, §. 18. Note I.

(3) *Et injuriam qui facturum est, jam facit.* De Ira, Lib. I. Cap. III. Il dit ailleurs qu'un Brigand est tel, avant même qu'il se dispose à detroussier & à tuer les Passans, parce qu'il en a la volonté: *Sic latro est, etiam ante quam manus inquinet; quia id occidendum jam armatus est, & habet spolia. Si utque in terficiendi voluntatem.* De Benefic. Lib. V. Cap. XIV. PHILON, Juif,

dit, qu'on doit regarder comme des Homicides, non seulement ceux qui tuent, mais encore ceux qui font ou ouvertement, ou en secret, tout ce qu'ils peuvent pour ôter la vie à quelqu'un, encore même qu'ils n'aient pas encore exécuté leur dessein: *Ουτα κ' ἀνδροφόνους καὶ νομιζέειν, ἢ τὰς κτείνοντας αὐτὸ μόνον, ἀλλὰ κ' τὰς πάντα ἔχοντας εἰς τ' ἀνελθεῖν, ἢ λάτρεν, καὶ μὴ τὸ ἀδικημα ὥσιν ἐργασμένοι.* De Legib. Special. Lib. II. (pag. 790. C.) GROTIUS.

(4) *Μὴ μόνον τὰς ἀμαρτανίας, ἀλλὰ κ' τὰς μετέοτας, καλεῖται.* DIOGEN. LAERT. Lib. I. §. 98.

(5) *Nisi forte, quia perfecta res non est, non fuit puniendâ: perinde quasi exitus rerum, non hominum consilia, legibus vindicentur.* Orat. pro Milone, (Cap. VII.) Un Romain fut accusé & condamné en Justice; pour avoir seulement promis de l'argent à une Dame, sans s'en

n'a pas été pleine & entière; excepté pour les derniers, le cas où (9) l'on a voulu se servir des voies de la Justice. C'est que, d'un côté, il est facile de se tromper en fait de Choses Divines, qui ne tombent pas sous nos sens; de l'autre, la force des mouvemens de la Colère mérite quelque indulgence, au jugement même du Souverain Législateur. Mais il en usa autrement à l'égard de l'exécution imparfaite des délits: les crimes forment pour s'emparer de la Femme ou des Biens d'autrui. Car comme on trouvoit beaucoup de Femmes avec qui l'on pouvoit se marier, & que les biens étoient partagés fort également entre les *Israélites*; il ne voulut pas souffrir que personne cherchât à avoir la Femme de son Prochain, ni que l'on usât d'aucune fraude, pour s'enrichir aux dépens d'autrui. C'est le sens & le fondement de ce Précepte du *Décalogue*; *Tu ne convoiteras point la Maison de ton Prochain, ni sa Femme, ni ses Esclaves, ni son Bœuf ou son Âne, ni autre chose qui lui appartient*. Car, quoi qu'à considérer le but ou l'esprit de la Loi, le mot de convoiter s'étende plus loin (puis que le Législateur (10) voudroit sans doute que le cœur même & les pensées de chacun fussent très-pures) cependant la lettre de la Loi, ou le *Commandement charnel*, regarde les mouvemens de l'Âme qui se manifestent par quelque action. Cela paroît manifestement par la manière dont (a) St. MARC exprime ce Commandement: *Tu n'useras point de fraude, pour priver quelqu'un de son bien*: car on ne peut pas entendre ceci du Larcin, puis que l'Évangéliste vient de rapporter les propres termes du Commandement où il est défendu, *Tu ne déroberas point*; il a donc voulu exprimer le sens de cet autre, *Tu ne convoiteras point*. Et c'est ainsi que le terme Hébreu & le Grec qui y répond, se trouvent pris dans un passage du (b) Prophète MICHEË, & ailleurs.

(a) Chap.
X. vers. 19.

(b) Chap.
II. vers. 2.

4. Tout Crime imparfait ne devant donc pas être puni, la question est de savoir, en quel cas on peut prendre les armes pour punir un Crime de cette nature. Il faut, à mon avis, que la chose soit de grande importance, & qu'on en soit venu jusqu'à faire certaines démarches, d'où il est provenu actuellement un mal certain, quoique ce ne soit pas celui qu'on se proposoit; ou du moins un grand péril: en sorte qu'alors la punition soit d'ailleurs nécessaire ou pour se précautionner contre le mal à venir (de quoi nous avons parlé ci-dessus en (c) traitant de la Défense de soi-même); ou pour avoir réparation d'honneur; ou pour empêcher l'effet d'un exemple pernicieux.

(c) Chap. I.
de ce Livre.

§. XL. I. IL FAUT savoir encore, que les Rois, & en général tous les Souverains, ont droit de punir, non seulement les injures faites à eux ou à leurs Sujets, mais encore celles qui ne les regardent point en particulier, lors qu'elles renferment une violation énorme du Droit de la Nature ou de celui des Gens, envers qui que ce soit. Je dis, *envers qui que ce soit*, & non pas seulement envers leurs Sujets: car, si,

vôtre satisfait avec elle: on jugea, dit là-dessus VA-
LENTIN MAXIME, non de l'action, mais de la volon-
té; & il fut plus désavantageux au Criminel d'avoir
voulu pécher, qu'il ne lui servit de n'avoir pas péché
actuellement: METELLUS quoque Celer stuprose men-
tis acer punitor exstitit, Cn. Sergio Silo, promissorum
satisfactio nummorum grati, diem ad populum dicen-
do, eumque hoc uno crimine dammando. Non enim factum
vincit, sed animus, in questionem deductus est, plusque vo-
luisse peccare nocuit, quam non peccasse profuit. (Lib. VI.
Cap. I. num. 8.) GROTIUS.

(6) Quodque belli parandi adversus Populum Romanum
consilia iniisset; arma, milites, classem, ejus rei causâ,
comparasset; ut, nisi de iis rebus satisfecisset, bellum
eum eo iniretur. TIT. LIV. Lib. XLII. Cap. XXX.
num. II.

(7) Neque moribus, neque legibus, ullius civitatis ita
comparatum esse, ut, si quis vellet inimicum perire, si
nihil fecerit quo id fiat, capitis damnetur. Lib. XLV.
Cap. XXIV. num. 3.

(8) Est enim ulciscendi & puniendi modus, atque haud
scio, an satis sit, eum, qui lacefferit, injurie sue peni-
tere &c. De Offic. Lib. I. Cap. XI.

(9) Extra judicium. Notre Auteur veut parler de la
Loi du DEUTÉRONOME, au sujet des Faux-té-
moins, XIX, 19. qu'il a déjà citée ci-dessus, §. 32.
num. 2.

(10) On trouve là-dessus bien des choses dans
St. CHRYSOSTÔME, sur les Romains, III, 13.
& sur le Chap. VII. de cette même Épître. GRO-
TIUS.

fi, depuis l'établissement des Sociétez Civiles & des Tribunaux de Justice, les Souverains ont seuls le pouvoir de procurer l'avantage de la Société Humaine par l'infliction des Peines, au lieu que chacun avoit naturellement ce droit, comme nous l'avons dit ci-dessus; ce n'est pas proprement entant que revêtus du pouvoir de commander à ceux qui dépendent d'eux, mais comme ne dépendans de personne: au lieu que les Sujets sont dépouillez au contraire de cette partie de la Liberté Naturelle, par un effet de leur dépendance.

2. Il est même plus honnête de venger les injures faites à autrui, que celles qu'on a reçues soi-même; parce qu'à l'égard des dernières il est plus à craindre qu'un excès de ressentiment ne nous fasse passer les bornes d'une juste punition, ou du moins n'agrisse trop notre esprit. Aussi voions-nous que les Anciens louent fort HERACULE, de ce qu'il (1) couroit les Terres & les Mers, punissant par tout les Méchans, les Princes insolens, aussi bien que les Particuliers; délivrant la Terre d'un Antée, d'un Busiris, d'un Diomède, & d'autres semblables Tyrans; rendant ainsi les Etats heureux, comme le dit (2) DIODORE de Sicile, & faisant de très-grands biens à tous les Hommes, ainsi que l'Orateur (3) LYSIAS le donne à entendre. On louë (4) aussi Thésée de ce qu'il tua les Brigands, Sciron, Sinnis, & Procrustes: il prit à tâche de punir

§. XL. (1) Ἐπῆλθε τὴν οἰκμένην, καλῶν μὲν τὰς αἰδέας &c. DIODOR. SIC. (Lib. V. Cap. LXXVI. pag. 236. Ed. H. Steph.) Hercules nihil sibi vicit: orbem terrarum transiit, non concupiscendo, sed vindicando. SERENEC. de Benefic. Lib. I. Cap. XIII. Voyez ISOCRATE, dans son Eloge d'Hélène (pag. 212, 213. Ed. H. Steph.) PHILON, Juif, loue aussi les travaux & les combats d'Hercule, à cause de l'utilité qu'il procureroit par là au Genre Humain, en le délivrant & des Bêtes mal-faisantes, & des Hommes dangereux: Ἡρώκλης ἐκάθρε γῆν καὶ θάλατταν, ἀλλὰ καὶ ἀναγκασιότατος καὶ ἀφιλιμωτάτος ἀπασιν ἀνθρώποις ὑποσείας. ἐνεκα τῆς τὰ βλαβερά καὶ κακωτικά φρεσὶς ἐκατερας ἀνελκύν. De Legatione ad Cajum, (pag. 1003. D.) GROTIUS.

(2) Ὁμοίως δὲ καὶ τὰς παραινόμεντας ἀνθρώπους ἡ δυνάσας ὑπερφανὺς ἀποκτείνας, τὰς πόλεις ἐποίησεν εὐδαιμονίας. (Lib. IV. Cap. XVII. pag. 157.) DION de Prusse loue Hercule de la même chose: Τὰς πονηρὰς ἀνθρώπους ἐκόλαζε, καὶ τῶν ὑπερφανῶν ἀνθρώπων κατέλυε καὶ ἀφαιρεῖτο τὴν ἐξουσίαν. ARISTIDE dit, qu'il fut mis au rang des Dieux, parce qu'il avoit travaillé au bien commun du Genre Humain. Orat. Panathen. (Tom. I. pag. 187, 188.) GROTIUS.

(3) Ὁ μὲν γὰρ, [Ἡρακλῆς] καίπερ ἀνὰ γὰρ ποταμῶν αἰτίας ἀπασιν ἀνθρώποις, &c. Orat. XXXI. feu l'imbr. Cap. V.

(4) Voyez PLUTARQUE, dans sa Vie, Tom. I. pag. 4. 5.

(5) ——— Πολλὰ γὰρ δάσας καλὰ,
Ἔθος τὸδ' εἰς Ἑλλήνας ἐξελέξαμεν,
Ἄς κολασθῇ τῶν κακῶν καθεστῆσαι.

Supplic. (vers. 339, 340.) Dans la même Pièce, le Héraut envoyé de la part de Créon, demande à Thésée, s'il est né avec une force qui le mette en état de tenir tête à tout le monde; & Thésée répond, qu'oui, quand il s'agit de combattre avec des Méchans; car, ajoute-t-il, nous ne punissons pas les Gens-de-bien:

KH. Ἡ πᾶσιν ἔν σ' ἔφυσεν ἐξαρκεῖν πατὴρ;
OH. Ὅσοι γ' ὕβρις αἰ. κέρησιν δ' ἐκὼς κολάζομεν.
(Vers. 574, 575.) PLUTARQUE dit, que Thésée délivra la Grèce de plusieurs cruels Tyrans; & que, sans qu'on lui eût fait aucun mal à lui-même, il se jettoit sur les Méchans, pour le bien des autres: Οὐς ἀναίρων ἐκ κολάζων, ἀπὸ ἡλλοτὶς τὴν Ἑλλάδα δεινῶν τυραν-

των ἔδεν αὐτοὺς ἀδικήμενος, ὁρμήσεν ὑπὲρ ἄλλων ἐπὶ τὰς πονηρὰς. (Comparat. Thef. & Romul. Tom. I. pag. 37. C.) VALERE MAXIME a aussi remarqué, que Thésée, par son courage & par la force de son bras, domta tous les Monstres, & tous les Méchans, qu'il put trouver: Et quidquid ubique monstri aut scelesti fuit, virtute animi, ac robore dextra, comminuit. Lib. V. Cap. III. mon. 3. ext. GROTIUS.

(6) Καὶ Σογδιανὺς ἔπεισε [ὁ Ἀλέξανδρος] πατέρας τρεφεῖν, καὶ μὴ φονεῖν. PLUTARCH. De fortuna Alexandr. Tom. II. pag. 328. C.

(7) Cet exemple, qui se trouve dans la première Edition, n'a été remis que dans la mienne. S'il avoit disparu dans les autres, je ne doute pas que ce ne fût à cause des autoritez ajoutées après chaque exemple, qui firent cause ou que l'Auteur effraya sans y penser ces mots, hospites occidunt, ou que les Impri-meurs les faussèrent par mégarde. Notre Auteur avoit sans doute en vue, ce qu'on rapporte des anciens Scythes, qui immoloient les Etrangers, & les mangeoient, faisant ensuite des Gobelets de leurs Cranes. Μηδὲ τῆς περὶ τὰς ξένας ἀμότητος αὐτῶν, καὶ θανάτου καὶ σαρκοφαγῶντων, καὶ τοῖς κρανίοις ἐκπομασσοῦν κέρα μιναν. STRAB. Geograph. Lib. VII. pag. 460. B. Ed. Anst. (300. Ed. Paris.) Voyez aussi LACTANCE Inst. Div. Lib. I. Cap. XXI. où il parle des Tauriens Peuple de la Scythie, au dessus du Pont Euxin, chez qui il y avoit une Loi, qui ordonnoit d'immoler Diane les Etrangers, qui venoient dans le Pays: Euxilex apud Tauros, inhumanam & feram gentem, uti Diox hospites immolarentur. Et OVIDE fait mention de cet usage, comme subsistant de son tems, Lib. IV. Trist. Eleg. IV. vers. 63, 64.

(8) C'est aussi une coutume, qu'Alexandre le Grand fit perdre aux Scythes. GROTIUS.

PLUTARQUE, de qui notre Auteur a sans doute tiré ceci, dit, qu'Alexandre apprit aux Scythes à ensevelir les Morts, & non pas à les manger: Δι' ἣν [Φίλων] φῖαν τῆς Ἀλεξάνδρου Σκύθαι δάπτουσι τὰς ἀποθανόντας κατεσθίοντες. De Fortuna Alexandr. pag. 328. C. l'égard de la chose même, voyez ce que j'ai dit PUFFENDORF, Droit de la Nat. & des Gens, Liv. VI. Chap. VI. §. 5. Note 5.

(9) Voyez DENYS d'Halicarnasse, qui raconte quelle manière Hercule fit abolir cette coutume, plusieurs autres; rendant service indifféremment à

nir les Méchants, comme il le dit lui-même dans les SUPPLIANTES (5) d'EURIPIDE.

3. Ainsi je ne doute pas qu'on ne puisse justement prendre les armes contre ceux qui traitent inhumainement leurs Pères & Mères, comme faisoient (6) les *Sogdiens*, qui les tuoient, avant qu'*Alexandre le Grand* leur eût persuadé de renoncer à cet usage barbare. Je dis la même chose de (7) ceux qui tuent les Etrangers qui viennent loger chez eux: de ceux qui (8) mangent de la chair humaine, comme faisoient les anciens *Gaulois*, chez qui *Hercule* (9) abolit cette coutume: de ceux qui font le métier de Pirates & de Corfaires. On peut dire de ces sortes de gens, qui tiennent plus de la Bête que de l'Homme, ce qu'ARISTOTE, (10) disoit mal-à-propos des *Perfes*, qui ne valaient pas moins que les *Grecs*; que la Guerre contr'eux est naturelle. On peut leur appliquer aussi ce mot d'ISOCRATE: (11) La Guerre la plus juste est celle qu'on fait aux Bêtes; Et ensuite, celle qu'on fait aux Hommes qui leur ressemblent. Encore qu'ils n'en veuillent pas à nous, ou aux nôtres, une aussi grande barbarie, que celle qu'ils témoignent par leurs actions, les retranche du commerce de la Société Humaine, comme SENEQUE le (12) dit des Tyrans insignes. Le Genre (13)

Grecs & aux Barbares. PLINIE ne loué pas moins les Romains d'avoir fait du bien au Genre Humain, en détruisant ces monstres d'Hommes, parmi lesquels étoit un acte de grande dévotion de tuer des Hommes, & un ragoût fort sain, de les manger: *Non satis aestimari potest, quantum Romanis debeatur, qui sustulere monstra, in quibus hominem occidere religiosissimum erat, mandū vero etiam saluberrimum.* Hist. Natur. Lib. XXX. Cap. I. in fin. Voyez ce que nous dirons ci-dessous, dans ce Chapitre, §. 47. (num. 4.) L'Empereur Justinien défendit aux Chefs des *Abasgiens*, Peuple de *Colchide*, de faire Eunuques les Enfants de leurs Sujets; comme le rapporte PROCOPE, Goth. Lib. IV. (sen Hist. Miscell. Cap. III.) & ZONARE, Tom. III. dans la Vie de Léon d'Isaurie. Les *Yncas*, Rois du *Pérou*, contraignirent ceux d'entre les Peuples voisins qui ne voulurent pas se rendre à leurs exhortations, à perdre la coutume de commettre des Incestes, ou des actes de Sodomie, de manger des Hommes, & de faire d'autres semblables abominations: par où ces Princes s'acquirent un Empire le plus juste de tous ceux que nous connoissons, à la Religion près. GROTIIUS.

Nôtre Auteur, dans le Texte, donnoit ici pour garant de ce qu'il dit d'*Hercule*, par rapport aux anciens *Gaulois*, DIODORE de Sicile; où l'on ne trouve rien là-dessus. Il avoit voulu parler de DENYS d'Halicarnasse, comme il paroît par cette Note, qu'il ajouta depuis, sans effacer la fautive citation du Texte. Mais cet autre Historien n'est pas allégué plus à propos: car il dit précisément le contraire de ce pourquoi on l'appelle en témoignage. Il nous apprend, que jusqu'à son tems l'usage d'immoler des Victimes Humaines à *Saturne*, subsistoit encore parmi les *Gaulois*, & autres Peuples de l'Occident: λέγουσι δὲ καὶ τὰς θυσίας ἐπιτελεῖν τῷ Κρόνῳ τὰς παλαιὰς, ὥσπερ ἐν Καρχηδόνι, τῆς ἡ πόλις διεμνεῖ, καὶ παρὰ Κελτοῖς εἰς τοῦτο χρόνον γίνεται, καὶ ἐν ἄλλοις τισὶ τῶν ἑσπερίων ἐθνῶν, ἀνδροφόνους. Antiq. Rom. Lib. I. Cap. XXXVIII. pag. 30. Ed. Oxon. Nôtre Auteur a donc confondu les *Gaulois*, avec les anciens Peuples d'Italie, dont il est dit immédiatement après, qu'*Hercule* leur persuada, (& non pas qu'il les contraignit) d'offrir à *Saturne*, au lieu de Victimes Humaines, des simulacres d'Hommes, qu'ils jetteroit dans le *Tibre*. Il auroit dû se souvenir, que JULES CÉSAR, dans la description qu'il

fait des mœurs & des coutumes des *Gaulois* de son tems, dit formellement, que, quand ils se trouvoient attaquez de quelque fâcheuse maladie, ou dans quelque autre danger, ils immoloient des Victimes Humaines, ou faisoient vœu d'en offrir à leurs Fausles Divinités: Atque ob eam causam, qui sunt adfecti gravioribus morbis, quique in praeliis periculisque versantur, aut pro victimis homines immolant, aut se immolatos vocent. Bell. Gallic. Lib. VI. Cap. XVI. CICÉRON est aussi exprès là-dessus, dans sa Harangue pro Fontio, Cap. X. Voyez là-dessus HOTOMAN, & CIACCONIUS, sur le passage de CÉSAR.

(10) ARISTOTE ne parle pas précisément des *Perfes*; mais des *Barbares* en général, titre que les *Grecs* donnoient à tous les autres Peuples. Le passage, que nôtre Auteur a en vuë, est ce que dit le Philosophe, dans sa Politique, que la Guerre, qu'il regarde comme une espèce de Chasse, est naturellement juste contre ces sortes d'Hommes qui sont naturellement faits pour obéir, ou, comme il parle, naturellement Esclaves: Ἡ [θρησκευτικῇ] δεῖ χεῖσθαι πρὸς τὰ θῆρα, καὶ τῶν ἀνθρώπων ὅσοι πεφυκότες ἀρχεσθαι, μὴ θάλασσαν ὥς φύσει δίκαιον ἔσται ὅλην τὸν πόλεμον. Lib. I. Cap. VIII. pag. 304. D. Tom. II. Edit. Paris. Or il avoit dit auparavant, après les Poètes, que *Barbare & Esclave*, c'est tout un: Διό φασιν οἱ ποιηταί, Βαρβάρων δὲ Ἑλλήνων ἀρχεῖν εἰκός, ὥς ταῦτο φύσει Βάρβαρον καὶ δέλον ὄν. Cap. II. pag. 297. C.

(11) Τὸν δὲ πόλεμον ἐπελάμβανον ἀναγκαιότητα μὲν καὶ δικαιοσύνην, τὸν μετὰ πάντων ἀνθρώπων, πρὸς τὴν ἀρχιτέλῃα τὴν τῶν θηρίων, γινόμενον δεύτερον δὲ, τὸν μετὰ τῶν Ἑλλήνων πρὸς τὰς Βαρβάρους, τὰς καὶ φύσει πολέμιους ὄντας, καὶ πάντα τὸν χρόνον ἐπιβουλευοῦσας ἡμῖν. C'est-à-dire, "La Guerre la plus nécessaire & la plus juste, selon nos Ancêtres, est, premièrement, celle que tous les Hommes font aux Bêtes Sauvages; & ensuite, celle que les *Grecs* font aux *Barbares*, qui sont naturellement nos Ennemis, & qui nous dressent incessamment des embûches. Orat. Panathen. pag. 460. On voit par là, que nôtre Auteur ne rapporte pas tout-à-fait exactement le sens du passage.

(12) Si non patriam meam impugnat, sed suae gravis est [Tyrannus], Et sepositus à mea gente, suam exagitat; abscedit nihilominus illum tanta pravitas animi. De Benefic. Lib. VII. Cap. XIX.

(13) Humain doit prononcer l'Arrêt de leur destruction, ainsi que s'exprime St. AUGUSTIN, en parlant d'un Etat qui auroit ordonné des Crimes énormes.

(a) In Can.

Quod super

his, Decretal.

De Voto: Arch.

Flor. III. Part.

Tit. XXII.

Cap. V. §. 8.

Sylvest. verb.

Papa, Quest.

VII.

(b) Relect. I.

De Indis, Sect.

II. num. 16.

(c) Controv.

Illust. L. I.

Cap. 24.

(d) Chap. II.

§. 1. & §. 5.

num. 3.

4. Jusques-là nous suivons l'opinion (a) du Cardinal INNOCENT, & d'autres qui soutiennent qu'on peut déclarer la Guerre à ceux (14) qui péchent contre le Droit de Nature, par cette seule raison: au lieu que (b) VICTORIA, VASQUEZ (c), AZOR, MOLINA, & d'autres, semblent demander, outre cela, pour rendre une telle Guerre juste, que celui qui l'entreprend ou ait été offensé, soit lui-même, soit en la personne de l'Etat dont il est le Chef; ou ait quelque juridiction sur celui contre qui il prend les armes. Car ces derniers Auteurs croient, que le droit de punir est un effet propre de la Jurisdiction Civile. Mais en cela ils se trompent, à mon avis. Le pouvoir de punir vient originairement du Droit même de Nature; sur quoi nous avons dit quelque chose dès le (d) commencement du premier Livre. Et au fond, si l'on admèt l'opinion contraire à la nôtre, un Ennemi n'aura aucun droit de punir son Ennemi, lors même (15) qu'il a justement entrepris la Guerre pour quelque sujet qui n'a point de rapport à la punition. Cependant le sentiment de la plupart des Docteurs, & l'usage de tous les Peuples, accordent ce droit, non seulement après que l'Ennemi a été vaincu, mais encore pendant le cours de la Guerre. Or ce n'est pas en vertu d'une Jurisdiction Civile, & ce ne peut être qu'en vertu du Droit Naturel, qui, depuis l'établissement même des Sociétez Civiles, subsiste encore aujourd'hui de Particulier à Particulier, dans les lieux où les Hommes ne forment point de Corps d'Etat, mais seulement des Familles séparées.

§. XLI. 1. MAIS il y a quelques précautions à observer, pour ne pas abuser de ce droit de punir.

2. La première est, de ne prendre pas pour une violation de la Loi Naturelle, ce qui est contraire seulement à certaines Coutumes, quoique reçus de plusieurs Peuples, & même avec quelque raison. Telles étoient presque toutes celles, en quoi les Perses différoient des Grecs; & par rapport auxquelles on peut dire, avec PLUTARQUE, que (1) vouloir civiliser des Nations Barbares, c'est chercher un prétexte à son ambition.

§. XLII.

(13) C'est à l'occasion des maximes de l'Astrologie Judiciaire, qui ne laisseroient pas, dit-il, d'être absurdes, quand même on supposeroit que c'est en conséquence d'un pouvoir reçu de DIEU que les Astres tiennent conseil pour ordonner qu'il se fera des Crimes énormes. *In cujus [Caeli] velut clarissimo Senatu ac splendidissima Curia opinantur scelera facienda decerni, qualia si aliqua terrena civitas decerneret, decrevissetque, genere humano decernente fuerat evertenda.* De Civit. Dei, Lib. V. Cap. I.

(14) Voyez JOSEPH ACOSTA, de procuranda Indorum salute, Lib. II. Cap. IV. GROTIUS.

(15) *Etiā post susceptum bellum ex causa non puni-tivā.* C'est ainsi que portoient toutes les Editions, avant la mienne, où j'ai ainsi rétabli le texte: *Post JUSTE susceptum bellum.* Le raisonnement demandoit qu'on ajoutât cet adverbe, qui avoit été apparemment omis par la faute des Imprimeurs. L'Auteur raisonne en supposant que l'opinion contraire à la sienne soit véritable: ainsi, dans cette supposition, il n'y a point de Guerre, que l'on puisse entreprendre à dessein de punir celui contre qui l'on prend les armes; or c'est néanmoins ce que suppose l'expression du Texte, tel qu'il est. D'ailleurs, il y a plus grand sujet de douter si l'on a droit de punir dans une Guerre entreprise pour quelque cause qui n'a point de rapport à la punition, que dans une Guerre faite à dessein de punir celui contre qui l'on prend les armes: & cepen-

dant le mot, dont se sert ici notre Auteur, suppose, comme on voit, le contraire. Il auroit fallu dire, en ce cas-là, du moins, & non pas même. En un mot, le sens de ce passage me paroît une énigme inexplicable, sans le mot que j'ai ajouté, & qui a pu être si facilement omis, à cause de la ressemblance des lettres initiales du mot voisin *susceptum*. Du moment que ce mot est mis-là, il n'y a plus de difficulté, & l'on sent la force du raisonnement. Car si l'on supposoit la Guerre injustement entreprise, cette injustice du sujet de la Guerre feroit qu'il y auroit moins lieu de s'étonner qu'on n'eût pas droit de punir. Au reste, il ne faut pas s'étonner, que notre Auteur ne se soit point aperçu de l'omission, dans les nouvelles Editions qu'il revit: nous avons vu ci-dessus, Chap. XII. de ce Livre, §. 10. une omission certaine, qui se trouve dans toutes les Editions; & ce qu'il y a de remarquable, c'est que le mot qui manque là est l'adverbe opposé à celui qui manque ici, & dont les lettres sont presque les mêmes, je veux dire, *injuste*.

§. XLI. (1) C'est dans l'endroit, où censurant l'ambition démesurée de César & de Pompée, il dit, que, s'ils eussent voulu des trophées & des triomphes, ils pouvoient s'en rassasier, en faisant la Guerre aux Parthes & aux Germains, sans parler des Scythes & des Indiens, qui leur auroient donné beaucoup d'ouvrage. Il ajoute, qu'ils auroient en un beau prétexte d'attaquer ces Peuples, savoir le désir de les civiliser:

§. XLII. IL FAUT prendre garde, en second lieu, de ne pas mettre légèrement au nombre des choses condamnées par la Nature, celles qu'on n'est pas bien assuré y être contraires, & qui sont plutôt défendues par quelque Loi Divine Positive. Telles sont peut-être les conjonctions (1) charnelles hors du Mariage, & quelques-unes de celles qui sont qualifiées incestueuses; comme aussi le (2) Prêt à usure.

§. XLIII. 1. UNE troisième précaution est, de bien distinguer les Principes généraux du Droit Naturel, comme celui-ci, *Qu'il faut vivre honnêtement*, c'est-à-dire, conformément à la Raison; & quelques autres principes approchant de ceux-là, mais qui sont d'une évidence incontestable, tel que celui-ci, *On ne doit pas prendre le bien d'autrui*; de distinguer, dis-je, soigneusement ces Principes, d'avec les conséquences qui s'en déduisent. Car entre ces Conséquences, il y en a qui sont aisées à appercevoir, comme la défense de (1) l'Adultère en supposant le Mariage: mais il y en a aussi d'autres plus difficiles à découvrir, par exemple celle-ci, *Que la Vengeance, où l'on ne se propose que de rendre mal pour mal, est vicieuse*. Il en est ici, à peu près, comme dans les Mathématiques, où l'on trouve des notions primitives, ou qui découlent immédiatement des primitives; ensuite des Démonstrations si simples & si claires, qu'on les comprend & qu'on y acquiesce d'abord; & puis d'autres, qui, quoique vraies, ne sont pas d'une évidence manifeste pour tout le monde.

2. Comme donc, en matière de Loix Civiles, on excuse ceux qui n'en ont pas eu connoissance, ou qui n'ont pas été en état de les comprendre: de même, quand il s'agit des Loix Naturelles, (a) il est juste d'excuser ceux qui les violent, à cause de la faiblesse de leurs lumières, (2) ou par l'effet d'une mauvaise éducation. Car comme l'ignorance de la Loi dispense entièrement, lors qu'elle est invincible; elle diminue la faute, lors même qu'il y a quelque négligence de la part de celui qui a ignoré la Loi. Et c'est pourquoi ARISTOTE compare les Barbares, qui, faute d'une bonne éducation, pèchent contre les Loix Naturelles, (3) à ceux dont les desirs sont déréglez par l'effet d'une maladie.

3. Ajoutons enfin une réflexion importante, que nous mettons ici une fois pour toutes, c'est que les Guerres entreprises uniquement pour punir sont suspectes d'injustice, lors

(a) Voyez
Matth. X, 15.
Luc, XII, 47,
48.

viser: Πολὺ δὲ καὶ Σκυθία λειπομένον ἔργον, καὶ Ἰνδοὶ καὶ περσῆες καὶ ἄλλοι, καὶ ἡμεῖς τὰ βαρβαρικά. Vit. Pompeji, Tom. I. pag. 656. D. Edit. Weck.

§. XLII. (1) ASTERIIUS, Evêque d'Amasée, dit, que ceux qui n'ont égard qu'aux réglemens des Législateurs temporels, laissent la liberté de commettre impunément des fornications: Οἱ τοῖς τῷ βίῳ τέττα νομοθεταὶ προσέχοντες, ἀνεύθυνον καταλείπειν τῆς πορνείας τὴν ἐξουσίαν. Voyez un passage de St. JE'ROME, ad Oceanum, que nous avons cité ci-dessus, Chap. V. de ce Livre, §. 9. (Note 9.) GROTIUS.

(2) Le Prêt à usure, considéré en lui-même, & réduit à ses justes bornes, est très-innocent & par le Droit de Nature, & par le Droit Divin. Notre Auteur l'a reconnu depuis, comme nous l'avons remarqué ci-dessus, Chap. XII. de ce Livre, §. 20.

§. XLIII. (1) PHILON, Juif, dit, que l'Adultère est puni par tout Pais, en sorte qu'on permet même de tuer sur le champ, sans autre forme de procès, ceux qui sont surpris en flagrant délit: Περὶ γὰρ τῶν ἁλλων ἡρώδης διαφέρεται, μόνον τῷ ὁμογνωμονέσιν, ὁ παντεχὲς πάντες ἀξίον θανάτων μυρίαν ἰνομίται, ἀκρίτως ἀδίδοντες τὰς ἀλόγους τοῖς περσῆας. In Vit. Joseph. (pag. 533. B. Edit. Paris.) Le Jurisconsulte ULPEN fait regarder l'Adultère comme une chose naturellement deshonnête: Ut puta Furtum, Adultrium, natura turpe est. DIGEST. Lib. L. Tit. XVI. De verborum significat. Leg. XLII. Et PAPINIEN dit, que ni l'âge, ni le Sexe, ne rendent pas l'Adultère excu-

sable: Quum alias adulterii crimen, quod pubertate delinquitur, non excusetur aetate. Nam & mulieres in jure errantes, incesti crimine non teneri, supra dictum est, quum in adulterio commissio nullam habere possint excusationem. Lib. XLVIII. Tit. V. Ad Leg. Jul. de Adulter. Leg. XXXVIII. §. 4. Selon LACTANCE, l'Adultère est contraire au Droit commun de tous les Peuples: Item non adulterare. Sed hoc praecepto non solum corrumpere alienum matrimonium prohibetur, quod etiam communi gentium jure damnetur; verum etiam prostitutio corporibus abstinere. Epitom. Institut. Divin. (Cap. V. num. 15.) GROTIUS.

(2) St. JE'ROME remarque, que parmi chaque Peuple, on trouve conformes à la Loi de Nature, les maximes dans lesquelles on a été élevé: Et in omni conversatione unaquaque gens . . . hoc eum naturae legem putare, quod didicit. Lib. II. advers. Jovinian. (Tom. II. pag. 75. B. Edit. Basil.) GROTIUS.

(3) Τοῖς μὲν δὲ φύσει τοῖς δ' ἐξ ἔθους συμβαίνεισιν οἷον τοῖς ἐθελόμενοις ἐκ παιδῶν . . . νοσηματῶς ἔχουσι δὲ ἔθος. Ethic. Nicom. Lib. VII. (Cap. VI. pag. 91. B.) PLUTARQUE dit, qu'il y a des Maladies de l'Âme, qui troublent l'Homme, & le mettent hors de son assiette naturelle: Νοσηματα καὶ πάθη τῆς ψυχῆς, τὰ κατὰ φύσιν ἐξίστανται τὸν ἄνθρωπον. GROTIUS.

Je ne trouve point le dernier passage, que notre Auteur cite, sans marquer le Traité de PLUTARQUE, d'où il l'a tiré.

lors qu'il ne s'agit pas de Crimes très-atroces & de la dernière évidence, ou qu'il n'y a pas en même tems quelque autre raison qui autorise à prendre les armes. *Mithridate*, dans un discours que JUSTIN lui prête, dit des Romains, peut-être avec assez de fondement, (4) *que ce n'étoit pas aux crimes des Rois qu'ils en vouloient, mais à leur puissance & à leur majesté.*

§. XLIV. I. L'ORDRE nous mène à traiter des Crimes que l'on commet contre DIEU: car on demande, s'il est permis de faire la Guerre, pour punir ces fortes de Crimes? COVARRUVIAS traite assez au long (a) cette question: mais il suppose, après d'autres, que le pouvoir de punir n'appartient qu'à ceux qui ont une juridiction, proprement ainsi nommée, sur ceux à qui ils veulent infliger quelque Peine; sentiment que nous avons réfuté ci-dessus. Ainsi nous pouvons dire, au contraire, que comme, en matière des choses qui regardent l'Eglise, chaque Evêque est en quelque manière (1) *chargé du soin de l'Eglise Universelle*: de même, chaque Roi, chaque Puissance Souveraine, est chargée, outre le soin de son Etat en particulier, du soin de ce qui regarde la Société Humaine en général.

(a) *Relect.*
in Cap. Peccat-
um: Part. II.
§. 10.

2. La principale raison dont se servent ceux qui croient que les Guerres entreprises pour le sujet dont il s'agit, sont injustes, c'est que DIEU saura bien punir les Crimes commis contre sa Majesté Souveraine; selon ce mot que l'on allégué communément: (2) *C'est aux Dieux à venger les injures qu'on leur fait*; & cet autre: (3) *DIEU vengera assez le Parjure.* Mais on pourroit dire la même chose de tous les autres Crimes. Car DIEU est sans doute assez puissant pour les punir; & cependant, de l'aveu de tout le monde, les Hommes peuvent les punir légitimement.

3. Si l'on réplique, que la raison pourquoi les Hommes punissent les autres fortes de Crimes, c'est parce qu'il en arrive du mal ou qu'il peut en arriver aux autres Hommes; je répondrai, que l'on ne punit pas seulement les Crimes qui nuisent directement à au-

(4) *Quippe non delicta Regum illos, sed vires ac majestatem insequi.* Lib. XXXVIII. Cap. VI. num. 1.

§. XLIV. (1) Τὴν καθολικὴν επισκοπὴν. C'est ainsi qu'ils sont appelés dans les Constitutions attribuées à St. CLEMENT. On trouve dans St. CYPRIEN, que tous les Evêques doivent veiller au bien du Corps de toute l'Eglise, dont les Membres sont répandus en divers Pais: *Omnes enim nos decet, pro corpore totius Ecclesie, cujus per varias quasque provincias membra digesta sunt, excubare.* Epist. XXX. Edit. Pamel. (XXXVI. Fell.) Ce Père remarque ailleurs, qu'il n'y a qu'un seul Episcopat, dont chaque Evêque possède solidairement une partie: *Episcopatus unus est, cujus à singulis in solidum pars tenetur.* De unitate Ecclesie (pag. 108.) On voit aussi dans ses Ouvrages, divers exemples de ce soin universel de toutes les Eglises. Il y en a sur tout un remarquable dans la Lettre LXVII. (LXVIII. Edit. Fell.) Voyez encore St. CHRYSOSTOME, dans l'éloge qu'il fait de St. Eustache. GROTIUS.

(2) C'est un mot, que TACITE attribué à l'Empereur Tibère: *DEORUM injurias, Diis curæ.* Annal. Lib. I. Cap. LXXIII. num. 4.

(3) Un autre Empereur, savoir ALEXANDRE SEVERE, se sert de cette raison pour justifier l'impunité du Parjure que les Loix Romaines accordoient: *Jurisjurandi contenta religio, satis Deum ultorem habet.* COD. Lib. IV. Tit. I. De rebus creditis &c. Leg. II.

(4) Cela est bien conforme à la doctrine de ce Philosophe, & aux maximes qu'il donne en divers endroits: mais je ne trouve nulle part les paroles mêmes, que notre Auteur lui attribue, & qu'il ne donne qu'en Latin, ni ici, ni dans son Traité De Imperio

Summarum Potestatum circa Sacra, Cap. I. §. 13. Le Savant BOECLER les cite précisément de même, dans une Dissertation intitulée, *Roma sub septem Regibus*, Tom. II. pag. 485. Mais il n'indique non plus aucun endroit: ce qui fait voir qu'il les a copiées d'ici, sans autre examen, comme cela est arrivé souvent à lui, & à d'autres.

(5) Τὸ μὲν τοι συνεκτικὸν ἀπάσης κοινωνίας καὶ νομοθεσίας ἔρεσμα [τὴν περὶ Θεῶν δόξαν] . . . ἀνατρέψαι. Advers. Colot. pag. 1125. E. Tom. II. Edit. Wech.

(6) Φίλτρον γὰρ ἀνυσιμάτων καὶ δεσμός αὐτοῦ εὐνοίας ἰσχυρῆς, ἡ τῷ ἐνὸς Θεῷ τιμῇ. [De Monarchia, Lib. I. pag. 818. B.] Il remarque ailleurs, que la cause la plus efficace de l'union d'un Peuple, & la source d'une amitié indissoluble, c'est la créance d'un seul DIEU: *Ἀίτιον δὲ τῆς ὁμοιοῦς τοῦ ἀνάτοκον καὶ μέγιστον, ἡ περὶ τοῦ Θεοῦ ἐνὸς δόξα, ἀφ' ἧς, οἷα πᾶν ἡς, ἰσχυρῆς καὶ ἀδιαλύτω φιλίᾳ κίχρηται [οἱ Ἑβραῖοι] πρὸς ἀλλήλους.* De Fortitudin. (pag. 741. D. E.) JOSEPH dit, que le meilleur moien d'unir les Hommes, c'est de faire en sorte qu'ils soient d'une seule & même opinion touchant la Divinité, sans avoir d'ailleurs une manière de vivre & des mœurs différentes: *Τὸ γὰρ μὲν ἔχειν καὶ τὴν αὐτὴν δόξαν περὶ Θεοῦ, τῷ βίῳ δὲ καὶ τοῖς ἔθεσι μηδὲν ἀλλήλων διαφέρειν, καλλίστην ἐν ἔθουσιν ἀνθρώπων συμφωνίαν ἐπιτελεῖ.* Contra Apion. Lib. II. (pag. 1072. F.) GROTIUS.

Le dernier passage ne fait pas bien au sujet; puis qu'il s'agit-là des effets de l'uniformité de Religion, & non pas des effets de la Religion en général; comme il paroît & par la lecture seule du passage, & par la suite du discours. Notre Auteur citoit un peu plus bas, dans le Texte, un passage d'un Philosophe Païen, qui

à autrui, mais encore ceux qui nuisent indirectement & par conséquence, comme l'Homicide de soi-même, la Bestialité, & quelques autres. Or, quoique la Religion tende par elle-même à nous procurer la faveur de DIEU, elle a aussi une très-grande influence sur ce qui regarde la Société Humaine. PLATON appelle la Religion, (4) le rempart de l'Autorité, le lien des Loix & d'une honnête Discipline. PLUTARQUE dit, qu'elle est (5) le ciment de toute Société, & le soutien du Pouvoir Législatif. PHILON, Juif, dit, (6) que le culte d'un seul Dieu est le charme le plus puissant pour unir les cœurs des Hommes, un lien indissoluble d'Amitié. L'Impiété produit des effets tout contraires. Un Poëte Latin dit, (7) que l'ignorance de la nature des Dieux est la première cause de tous les Crimes. PLUTARQUE a remarqué, (8) que toute Erreur en matière de Religion est pernicieuse en elle-même; mais que, quand la passion s'y joint, elle devient pernicieuse au dernier point. De là vient que CHRYSIPPE, Philosophe Stoïcien, appelle la Loi, (9) la Reine des Choses Divines & Humaines. Et les Jurisconsultes Romains définissent la Jurisprudence, (10) une connoissance des Choses Divines & Humaines. Aussi ARISTOTELE regarde-t-il comme la première & la plus importante partie du Gouvernement, (11) le soin de la Religion. CYRUS disoit, au rapport de XÉNOPHON, (12) que ses Sujets lui obéiroient d'autant mieux, qu'ils craindroient plus la Divinité. Le Peuple, au contraire, craindra moins, selon (13) ARISTOTELE, d'être traité injustement par un Prince religieux.

4. Ces effets de la Religion ont lieu non seulement dans un Etat, mais encore dans la Société générale du Genre Humain. HOMERE dans l'Odyssée, oppose à des gens injustes & sauvages, (14) ceux qui ont des sentimens de Religion. CECERON dit, (15) qu'en bannissant la Piété, on détruit en même temps la Bonne Foi & la Société du Genre Humain; & par conséquent la Justice, qui est la plus excellente

qui est plus à propos; c'est ce que dit JAMBLIQUE, après les Pythagoriciens, que la connoissance des Dieux, ou la Religion en général, est le comble & de la Vertu, & de la Sagesse, & du Bonheur: *Ἡ μὲν γὰρ γνώσις τῶν Θεῶν, ἀρετῇ τε ἐστὶ, καὶ σοφίᾳ, καὶ εὐδαιμονίᾳ τελείᾳ.* Protreptic. Cap. III. pag. 7. Edit. Arce.

(7) *Heu prima scelerum causae mortalibus aegris, Naturam nescire Deum.*

SILIUS ITALIC. De Bello Punic. (Lib. IV. vers. 794, 795.) JOSEPH recherchant la raison pourquoi plusieurs Etats anciens étoient mal peuplez, dit, que cela vient de ce que les premiers Législateurs ni n'avoient pas connu la véritable nature de DIEU, ni ne s'étoient pas mis en peine de faire bien connoître ce qu'ils en pouvoient comprendre, & de régler là-dessus leurs Loix: *Ἐγὼ μὲν υπολαμβάνω, τὸ μήτε τὴν ἀληθῆ τῶ Θεῷ φύσιν ἐκ ἀρχῆς συνιδεῖν αὐτῶν τὰς νομοθετίας, μήθ' ὅσον καὶ λαβεῖν ὑδυνήθησαν, ἀκριβῆ γνώσιν διορίσαντας, πρὸς τὸ τοιοῦτον ποιῆσθαι τὴν ἀλλήν τάξιν τῆ πολιτεύματος.* Contra Apion. Lib. II. (pag. 1078. E.) Voyez ce qui suit, & qui est très-bien pensé. GROTIUS.

(8) *Ἀπαντα μὲν ἐγκρίσις νεότης, ἄλλως τε καὶ ἡ περὶ ταῦτα, μοχθρόν τ' ἔστι.* [XYLANDER lit *ἡ δὲ*, comme porte un Ms. & TANNEGUY LE FÈVRE, *ἡ δὲ*] & πάθος πρόσεσι, μοχλορότατον (c'est ainsi encore qu'il faut lire, au lieu de *μοχλορότερον*, sur le même Ms.) De Superstit. init. pag. 164. E. Tom. II. Ed. Wech.

(9) Le passage de ce Philosophe, tiré de son Livre sur la Loi, se trouve cité dans le DIGESTE: *Ὁ νόμος πάντων ἐστὶ βασιλεὺς, θεῶν τε καὶ ἀνθρώπων πραγμάτων.* Lib. I. Tit. III. De Legibus &c. Leg. II.

(10) *Jurisprudentia est divinarum atque humanarum rerum notitia, justae atque injustae scientia.* DIGEST. Lib. I. Tit. I. De Justit. & Jure, Leg. X. §. 2.

(11) *Πίμπτον δὲ καὶ πρῶτον, τῆς περὶ τὸ Θεῶν ἐκτίλειαν, ἢ καλεῖσιν ἱερουσίαν.* Politic. Lib. VII. Cap. VIII. PHILON, Juif, fait consister l'art de régner, à gouverner les affaires & particulières, & publiques, & sacrées: *καὶ πραγμάτων ἰδιωτικῶν, καὶ δημοσίων, καὶ ἱερῶν, ἐκτίλειαν &c.* De creatione Magistratus, (pag. 723. B.) JUSTIN, Martyr, exhortant les Empereurs à prendre soin de la Religion, leur représente, que ce soin est digne d'un Prince: *Βασιλικόν ἄν καὶ τὸ τοιοῦτον εἴη.* Voyez ce que dit COVARRUVIAS, Relect. in Cap. Peccatum, Part. II. §. 10. GROTIUS.

(12) *Ὁ δὲ Κύριος τῶν τῶν μετ' αὐτῆ εὐσέβειαν καὶ ἐαυτῷ ἀγαθὸν ἐνόμιζε. . . . ἐλογίζετο, εἰ πάντες οἱ κοινῶν θεοσεβεῖς εἴην, ἥτιον ἂν αὐτὸς ἐθέλειν περὶ τῆ ἀλλήλων ἀνοσίαν τι ποιεῖν, καὶ περὶ αὐτόν.* De Cyri institut. Lib. VIII. Cap. I. §. 9. Ed. Oxon.

(13) *Ἦτιόν τε γὰρ φοβῶνται τὸ παθεῖν τι παράνομον ὑπὸ τῶν τοιούτων, ἢ διδιδάσκονα νομίζουσιν εἶναι τὸν ἀρχόντα, καὶ φροντίζειν τῶν Θεῶν.* Politic. Lib. V. Cap. XI. pag. 409. E.

(14) *Ἡ μὲν οὖν ὕβρις τε καὶ ἀρχεῖοι, ἐδὲ δίκαιοι; Ἡ φιλόξεινοι, καὶ σφιν νοοῖς ἐστὶ θεοδότης.* Odyss. Lib. VI. vers. 120, 121. Voyez aussi Lib. VIII. vers. 575, 576.

(15) *Atque haud scio, an pietate adversus Deos sublimitas, fides etiam & societatis humani generis, & una excellentissima virtus, justitia, tollatur.* De Natura Deorum, Lib. I. Cap. II.

lente des Vertus. Il fait regarder ailleurs comme le fondement de la Justice, (16) *la connoissance de la volonté du Souverain Maître du Monde.* Et une preuve bien claire de cette vérité, c'est qu'*Epicure* aiant nié la Providence Divine, il ne (17) laissa qu'un vain nom de Justice: car il en rapportoit l'origine uniquement aux Conventions que les Hommes font ensemble; il disoit, que les règles de la Justice ne subsistent qu'aussi long tems que l'utilité commune, & que, si l'on doit s'abstenir de faire du mal à autrui, ce n'est que pour éviter la peine. On trouve là-dessus des paroles bien expresse de ce Philophe, dans (18) *DIOGÈNE LAERCE.*

5. L'utilité de la Religion est même plus grande par rapport à cette grande Société de tous les Hommes, que par rapport à la Société Civile; parce que, dans celle-ci, les Loix, & le moi en qu'on a de les exécuter facilement, suppléent en partie au défaut des impressions de la Piété: au lieu que, dans la Société universelle du Genre Humain, il est très-difficile de se faire rendre ce qui nous est dû, puis qu'on n'a pour cela d'autre voie que les armes; & il y a d'ailleurs très-peu de Loix établies d'un commun consentement, lesquelles même tirent principalement leur force de la crainte d'une Divinité; d'où vient que ceux qui violent le Droit des Gens, sont dits ordinairement pécher contre le Droit Divin. Ce n'est donc pas sans raison, que des Empereurs Chrétiens ont dit, (19) que corrompre la Religion est une Chose que l'on doit regarder comme une offense faite à tout le monde.

§. XLV. 1. POUR traiter à fond cette matière, il faut remarquer, que la véritable Religion, qui a été commune à tous les Siècles, est fondée principalement sur ces quatre principes. Le premier, *Qu'il y a un DIEU, & un seul Dieu.* Le second, *Que DIEU n'est rien de ce que l'on voit, mais quelque chose de plus relevé.* Le troisième, *Qu'il prend soin des choses humaines, & qu'il en juge très-justement.* Le quatrième.

(16) *Justitiam etiam adfert, quum cognitum habeas, quod sit summi Rectoris & Domini numen, que voluntas.* De Finib. bon. & mal. Lib. IV. (Cap. V.) *JUSTIN*, après *TROGUS POMPEE*, loue les anciens Juifs [ou plutôt leurs Rois, qu'il suppose mal-à-propos avoir été toujours Rois & Sacrificateurs en même tems] de ce qu'ils méloient la Justice avec la Religion: *Quorum [Regum, eorumdemque Sacerdotum] justitia religione permixta, incredibile quantum coaluere.* (Lib. XXXVI. Cap. II. num. 16.) *STRABON* donne le même éloge [aux Successeurs de Moïse jusqu'à un certain tems], d'avoir été justes & véritablement pieux: *Οἱ δὲ διαδεδάμενοι, χρόνος μὲν τινὰς ἐν τοῖς αὐτοῖς διέμεινον, δικαιοπραγῶντες καὶ θεοσεβεῖς ὡς ἀληθῶς ὄντες &c.* Geograph. (Lib. XVI. pag. 1104. C. Ed. Amst. 761. Ed. Paris.) *GALIEN*, Lib. IX. De placitis Hippocrat. & *Plat.* remarque, qu'on agite bien des questions sur le Monde & sur la Nature Divine, lesquelles ne fervent de rien par rapport aux mœurs; mais il reconnoît, que la question touchant la Providence est d'un très-grand usage par rapport aux Vertus & publiques, & particulières. *PHILON*, Juif, dit, que la Piété, & l'Humanité ou la Justice, viennent d'un même caractère d'esprit: *Τῆς γὰρ αὐτῆς φύσεως εἰναι, εὐσεβὴς τε εἶναι καὶ φιανδρῶν, καὶ περὶ τὸν αὐτὸν ἐκάτερον, ὁσίους μὲν πρὸς Θεόν, δικαιοσύνη δὲ πρὸς ἀνθρώπους θεωρεῖται.* De Abraham. (pag. 378. D.) *LACTANCE* soutient, qu'ignorer la Religion, c'est ignorer la Justice, qui a la Religion pour principe: *Si ergo pietas est cognoscere Deum, cujus cognitionis hæc signum est, ut colas eum, ignorat utique justitiam, qui religionem DEI non tenet. quomodo enim potest eam ipsam nosse, qui, unde oritur, ignorat?* Instit. Divin. Lib. V. (Cap. XIV. num. 12.) Il dit ailleurs, que la Justice est l'effet propre de la Religion: *Religionis est propria Justitia.* De Ira Dei, (Cap.

VII. num. 23.) *GROTIUS.*

(17) Il disoit, qu'il n'y a rien de juste naturellement; & que, si l'on doit s'abstenir des Crimes, c'est parce qu'ils sont inévitablement accompagnés de la crainte du châtement, sur quoi *SENEQUE* se déclare contre lui: *Illic dissentiamus cum EPICURO, ubi dicit, nihil justum esse naturā, & crimina vitanda esse, quia vitari metus non possit.* Epist. XCVII. *GROTIUS.*

(18) *Ὅτι οὐκ ἦν τὸ κατ' ἑαυτὸ δικαιοσύνη, ἀλλ' ἡ ἐν ταῖς μετ' ἀλλήλων συστροφαῖς, καὶ ὁμιλίας ὁπόσοι ἐδίδοτο τὸ πρὸς συνθήκην τινὰ ποιεῖσθαι ὑπὲρ τῆς μὴ βλάπτειν, ἢ βλάπτεσθαι. Ἡ ἀδικία, ὅ καὶ ἑαυτὴν κακὴν, ἀλλ' ἐν τῷ κατὰ τὴν ὑποψίαν φόβῳ εἰ μὴ λύσει ὑπὲρ τῶν ταύτων ἰφσηκτότας καλαστέας.* Lib. X. §. 150, 151.

(19) *Quia quod in Religionem divinam committitur, in omnium fertur injuriam &c.* COD. Lib. I. Tit. V. De Hæreticis &c. Leg. IV. Mais l'inscription seule de ce Titre fait voir qu'*ARCADIUS* & *HONORIUS* étendoient leur maxime beaucoup plus loin que nôtre Auteur n'a en dessein de l'admettre; puis que ce qu'ils appelloient un crime de Religion consistoit à ne pas recevoir toutes les opinions des Ecclésiastiques qui s'étoient emparez de leur esprit.

§. XLV. (1) Dans la Lettre d'*Agrippa* à l'Empereur *Caligula*; & il parle là de la pensée où avoient été de tout tems les Juifs sur ce sujet: *Τὸν δὲ ἀόρατον εἰκονογραφεῖν, ἢ διαπλάττειν, ἐχ' ὅτιον ἐνομιόθη τοῖς ἡμετέροις προγόνοις.* (De Legat. ad Cajum, pag. 1032. E.) *DIODORE* de Sicile dit que Moïse ne fit point de simulacre de la Divinité, parce qu'il croioit qu'elle n'avoit point de forme humaine: *Ἀγαλμα δ' ἐκαστεσκεύασε, διὸ τὸ μὴ νομιεῖν ἀνθρωπόμορφον εἶναι τὸν Θεόν.* In fragment. (e Lib. XL.) *DION CASSIUS* remarque la même chose: *Ὅνδ' ἀγαλμα οὐδὲν ἐν αὐτοῖς ποιεῖ*

trième & dernier, *Que ce même DIEU est le Créateur de tout ce qui est hors de lui.*

2. Ces quatre principes sont contenus dans tout autant de Commandemens du Décalogue. Le premier Commandement établit clairement l'unité de DIEU : le second, sa nature invisible ; car c'est pour cela qu'il est défendu d'en faire des images, ou des statues ; comme le dit (1) PHILON, Juif, & comme des (2) Païens même l'ont reconnu. Le troisième Commandement donne à entendre la connoissance & le soin qu'il a des choses humaines, même de nos pensées ; car c'est-là le fondement du Serment, dans lequel on prend DIEU à témoin de ce qui se passe dans notre cœur, & l'on se soumet en même tems à sa vengeance ; par où l'on reconnoît aussi sa Justice & sa Puissance. Le quatrième Commandement nous représente DIEU comme Créateur de tout l'Univers, en mémoire de quoi (3) le Sabbat fut institué, & cela de manière que le Législateur en exigeoit l'observation plus exactement, que de toutes les autres cérémonies. Car quand on avoit manqué aux autres cérémonies, qu'on avoit mangé, par exemple, des Viandes défendues, la peine de la Loi étoit arbitraire : mais si l'on violoit le Sabbat, on étoit puni de mort sans rémission, parce que la violation du Sabbat étoit censée emporter une abjuration du dogme de la Création. La qualité de Créateur du Monde insinuë, au reste, la Bonté, la Sagesse, l'Eternité, & la Puissance de DIEU.

3. De ces idées spéculatives il naît des idées pratiques, comme celles-ci, *Qu'il faut honorer DIEU, l'aimer, le servir, & lui obéir.* C'est pourquoi ARISTOTE dit, (4) que, si quelcun nie qu'on doive honorer DIEU, ou aimer ses Père & Mère, il faut se ferver, pour le convaincre, non pas de raisons, mais de châtimens. Et ailleurs, (5) il remarque, qu'en matière d'autres choses ce qui passe pour honnête dans

un

πρὸς τοῖς ἱεροποιοῦσι ἔσχατον ἀρρετὸν δὲ δὴ καὶ αἰδὴν αὐτῶν [θεῶν ἐν] νομίζοντες εἶναι, πλείστον ἀνθρώπων σεβασμῶσι. Lib. XXXVI. (pag. 41. E. Ed. Steph.) Et TACITE: Judæi mente solâ, unumque numen intelligent. Profanus, qui Deum imagines, mortalibus materiis, in speciem hominum effingant. (Hist. Lib. V. Cap. V. n. 8.) Voyez aussi STRABON, Geogr. Lib. XVI. (pag. 1104. A. Ed. Amst.) GROTIUS.

(2) Le Philosophe Antisthène [& non pas Antiphane, comme notre Auteur le nomme dans son Explication du Décalogue] disoit, au rapport de CLEMENT d'Alexandrie, que la Divinité étant invisible, & ne ressemblant à aucune chose qui tombe sous les sens, personne ne peut la connoître par quelque image: θεὸν οὐδὲν εἰκόνει φησὶν [Antisthenes] διόπερ αὐτὸν οὐδὲν ἐκμαθεῖν ἐξ εἰκότος δυνατόν. (Protreptic. Cap. VI. pag. 61. Edit. Oxon.) Pensée, que SENEQUE semble avoir empruntée: Ipse, qui eu trahat, qui condidit, qui totum hoc fundavit, deditque circa se, majorque est pars operis sui ac melior, effugit oculos, cogitatione visendus est. Natur. Quest. Lib. VII. Cap. XXX. PLUTARQUE expliquant la raison pourquoi Numa Pompilius ôta des Temples les simulacres de la Divinité, dit, que ce fut parce qu'il est injurieux à la Divinité de la faire ressembler à des choses au dessous d'elle, & qu'on ne peut d'ailleurs la concevoir que par la pensée: Οὗτος δὲ δεκάλευσε ἀνθρωποειδῆ καὶ ζωομορφον εἰκόνα θεῶν Ῥωμαῖοι νομίζουσιν, ὥς ἐστι οἷον ἀφομοῶν τὰ βέλτιονα τοῖς χειρότερον, ὅτε ἐφαπτεσθῶσι θεῶν δυνατόν ἄλλως ἢ νοήσαι. Vit. Num. (pag. 65. B. C. Tom. I. Ed. Wech.) Voyez aussi DENYS d'Halicarnasse, sur ce que fit Numa par rapport aux représentations corporelles de la Divinité. GROTIUS.

Il n'y a rien là-dessus dans DENYS d'Halicarnasse.

Notre Auteur, qui y renvoie, comme si cela se trouvoit dans ses Antiquitez Romaines, avoit tiré le fait de St. CYRILLE, qui pourroit bien avoir pris un Auteur pour l'autre : car il fait honneur, comme PLUTARQUE, à la Philosophie de Pythagore, du soin qu'eut Numa de ne point mettre de Simulacres dans les Temples: Γένεραφ' οὖν περὶ αὐτῶν [Numæ] Διονύσιος ὁ Ἀλικαρνασεύς, τὰς Ῥωμαίων ἱστορίας ἐν πολλὰ συνθεσικῶς, ὅτι τέμνη μὲν καὶ ναὺς ἰδρυσάτο, βεῖτας δὲ ἦν ἐν αὐτοῖς ἔδεν. Ἐπειδὴ γὰρ τὴν τῷ Πυθαγόρῃ φιλοσοφίαν ἰπανεῖν ἤβη, καὶ ὅλως ἡ τῆς ἐκείνου δογματικῆς, αἰδέσθαι μὲν τὸ θεῖον καὶ μορφήν· εἰς ἀπαν ἡμοιοῦντος ὑπελάμβανε &c. Contra Julian. Lib. VI. pag. 193. E. Edit. Spanhem. Or DENYS d'Halicarnasse, au contraire, s'attache à faire voir, Lib. II. Cap. LIX. que Pythagore a vécu quatre générations après Numa ; & qu'ainsi celui-ci ne sauroit avoir appris la Philosophie de l'autre.

(3) C'est ce que remarque l'Auteur ancien des Réponses aux Orthodoxes: ἵνα ὅν φυλαχθῇ ἡ μνήμη τῆς τοῦ κοσμοποιήσεως ἐν τοῖς ἀνθρώποις, διὰ τὸ τοιμώτερον τῶν ἄλλων εὐρίσκειν ἵταξαι τὸν ἱπτά ἀριθμὸν ἐν τῇ θεῖα γραφῇ. Resp. ad Quest. LXIX. Voyez ce qui précède. GROTIUS.

(4) Οὐ δὲ δὲ πᾶν πρόβλημα, εἰδὲ πᾶσαν θῆσιν ἐπισκοπεῖν· ἀλλ' ἢν ἀπορρήσειεν αὐ τις τῶν λόγων διομένων, καὶ μὴ κολλήσεως, ἢ αἰσθήσεως· οἱ μὲν γὰρ ἀπορρήντες, ὅτερον δὲ τὸς θεοὺς τιμᾶν, καὶ τὸς γονεῖς ἀγαπᾶν, ἢ ἢ κολλήσεως δεόνται. Topic. Lib. I. Cap. XI. pag. 187. E. Tom. I. Edit. Paris.

(5) Οἷον τὸν πατέρα θεῖον, καὶ ἐρεῖς καλὸν εἶναι, ἀλλὰ τίσι καλὸν εἶναι· καὶ ἀγαπᾶν καλὸν· ἀλλὰ τὸ τὸς θεοὺς τιμᾶν, ἐρεῖς καλὸν, μὴδὲν προστίθεις· ἀλλὰ τὸ γὰρ καλὸν εἶναι. Ibid. Lib. II. Cap. XI. pag. 205. A.

un lieu n'est pas regardé comme tel dans un autre, mais que, par tout pays, il est honnête d'honorer la Divinité.

4. La vérité des principes de Religion, que nous appellons spéculatifs, peut aussi certainement être démontrée par des raisons tirées de la nature même des choses. La plus forte de ces preuves est, qu'il y a des choses qui ont été faites, comme nous en sommes convaincus par le témoignage de nos Sens: or dès-là qu'on reconnoît quelque chose qui a été fait, il faut en venir nécessairement à reconnoître quelque chose qui n'a point été fait. Mais comme tout le monde ne comprend pas la force de cette raison & d'autres semblables, il suffit que, de tout tems & par tout pays, à la réserve d'un très-petit nombre de gens, les idées dont il s'agit aient été généralement reçues, tant de ceux qui étoient trop grossiers pour vouloir tromper, que de ceux qui étoient trop éclairés pour se laisser imposer. Car un (6) consentement si universel, dans une aussi grande diversité de Loix & d'Opinions en matière d'autres choses, montre assez que celle-ci est fondée sur une Tradition venue des premiers Hommes, & dont on n'a jamais pu prouver solidement la fausseté; ce qui suffit pour nous en persuader la certitude.

5. L'Orateur DION DE PRUSE, parle de ces deux grandes sources des idées de la Religion, lors qu'il dit, qu'il y a une connoissance de DIEU qui est née avec nous, c'est-à-dire, tirée des preuves que la Raison nous fournit; & l'autre, qui est (7) acquise, c'est-à-dire, venue par tradition. PLUTARQUE (8) soutient, que cette ancienne tradition, qu'il regarde comme le fondement commun de la Piété, est le plus fort argument que l'on puisse avancer ou inventer. ARISTOTE (9), & (10) PLATON, allèguent aussi pour preuve de l'existence de quelque Divinité le consentement des Hommes à la reconnoître.

§. XLVI. 1. Ceux donc qui rejettent les idées générales de la Religion, que nous venons d'indiquer, encore même qu'ils aient l'esprit assez grossier pour ne pouvoir ni trouver d'eux-mêmes, ni comprendre les preuves certaines sur lesquelles ces principes sont

(6) DIODORE de Sicile dit, qu'il y a une Piété naturelle, φυσική ευλάβεια. Fragment. (è Lib. XXIII. Eclog. XI.) L'Empereur JULIEN soutient, que chacun fait sans maître, qu'il y a une Divinité; & il ajoute, qu'elle se fait sentir à nos Ames, comme la Lumière à nos Yeux: Ἀλλὰ καὶ τὰς ἐκ τῶν Θεῶν ἡμῖν ὥσπερ ἐγγραφεύσας ταῖς ψυχαῖς, ὅφ' ἂν πάντες ἀδιδάκτως εἶναι θεῖον τι πεπίσμεθα, καὶ πρὸς τὸτο ἀφορᾶν. ἐπ' αὐτό τε, οἶμαι, σπεύδειν ἕται διατιθέμενοι τὰς ψυχὰς πρὸς αὐτό, ὥσπερ, οἶμαι, πρὸς τὸ φῶς τὰ βλέποντα. Ad Heraclium (Orat. VII. pag. 209. C. Ed. Spanhem.) Voici comment raisonne PHILON, Juif. Le Hazard ne produit point d'ouvrage fait avec art: or il n'y a rien qui soit fait avec plus d'art, que le Monde: donc il a été créé par un Ouvrier très-habile & souverainement parfait. C'est ainsi, ajoute-t-il, que nous venons à connoître l'existence de DIEU: Οὐδὲν γὰρ τῶν τεχνικῶν ἔργων ἀπ' αὐτοματίσσειται: τεχνικώτατος δὲ ὁ κόσμος, ὥς ὑπὸ τίνος τὴν ἐπιστήμην ἀγαθὴ καὶ τελειοτάτη πάντως δεδημιουργῆσθαι. τῆτον τὸν τρόπον ἐνοίαν ἐλάτουμεν ὑπαρξέως Θεῷ. De Monarchia, (pag. 815. E. FERTULLIEN dit, que le sentiment intérieur d'une Divinité, est naturel à l'Âme: Anima enim à primordio, conscientia Dei, dos est. Advers. Marcion. (Lib. I. Cap. X.) Il remarque ailleurs, que l'on connoît DIEU premièrement par la Nature, c'est-à-dire, par ses Oeuvres; & qu'on rappelle ensuite cette connoissance par l'instruction: Nos desinimus DEUM primum naturâ cognoscendum, deinde doctrinâ recognoscendum: naturâ, ex operibus; doctrinâ, ex prædicationibus. Lib. I. adv. Marcion. (Cap. XVIII.) St. CYPRIEN soutient, que ce

qui rend le plus coupables ceux qui ne veulent pas reconnoître la Divinité, c'est qu'ils ne peuvent pas ignorer qu'il y en ait une: Atque hæc est summa delicti, nolle agnoscere, quem ignorare non possis. De Idolorum vanitate, (Cap. V. num. 9. Edit. Cellar.) GROTIIUS.

Tous ces passages, comme on voit, tendent à montrer, que le consentement des Hommes à reconnoître une Divinité vient de la proportion qu'a cette grande vérité avec les lumières naturelles de la Raison: au lieu que, dans le Texte, notre Auteur fait regarder ce consentement comme une preuve qu'il y a eu une tradition universelle, venue des premiers Hommes. Il semble revenir par là à l'alternative qu'il posoit dans la première Edition; car voici comment il s'y exprimait: que consensio . . . satis ostendit aut lucem quendam animis insitam, que vi suapte animum feriat, aut traditionem à primis hominibus &c. quorum utrumvis ad fidem faciendam satis est. Cependant, dans son Traité de la Vérité de la Religion Chrétienne, Lib. I. §. 2. il ne rapporte pas non plus le consentement, dont il s'agit, à la force des lumières naturelles, mais il donne une autre alternative, savoir, ou une révélation de DIEU même, ou une tradition venue des premiers Hommes. Remarquons encore, que le raisonnement de St. CYPRIEN, qu'il cite ici, est fondé, comme il paroît par ce qui précède, sur une pauvre raison, je veux dire, sur ces expressions qui échappoient aux Païens même, O Deus, Si Deus dederit &c. Voyez l'Octavius de MINUCIUS FELIX, Cap. XVIII. pag. 90. Edit. Davif. avec la Note de ces juges

font fondez, ne font pas pour cela entièrement excusables; parce que les vérités dont il s'agit conduisent à la Vertu, & que d'ailleurs l'opinion contraire est sans fondement.

2. Mais comme il est question de savoir, si ceux qui ne reconnoissent pas ces vérités méritent quelque peine, & cela devant les Hommes; il faut distinguer ici entre les principes mêmes de la Religion, & la manière dont on les rejette.

3. Ces deux articles, l'un, *Qu'il y a quelque Divinité*; (je mets à part la question, s'il y en a une, ou plusieurs) l'autre, *Que cette Divinité prend soin des affaires humaines*; ces deux articles, dis-je, sont les plus généraux, & l'un & l'autre est absolument nécessaire pour constituer l'essence de toute Religion, vraie ou fausse. *Quiconque s'approche de DIEU*, dit (a) l'Auteur de l'Épître aux HÉBREUX, (c'est-à-dire, tout Homme qui a une Religion; car, dans le stile de la Langue Hébraïque, la Religion est désignée par *s'approcher de DIEU*) *quiconque*, dis-je, *s'approche de DIEU, doit croire, & que DIEU existe, & qu'il récompense ceux qui le cherchent.* ELIEN remarque, (1) qu'aucun des Barbares n'est tombé dans l'Athéisme, mais que tous disent, & qu'il y a une Divinité, & qu'elle prend soin de nous. EPICTETE (2) fait consister le principal de la Religion à croire, qu'il y a des Dieux & qu'ils gouvernent toutes choses sagement & justement. Aussi ces deux vérités ne peuvent-elles pas être séparées. *Il y a eu, & il y a encore*, disoit autrefois CICÉRON, (3) *des Philosophes, qui croient que les Dieux ne se mêlent en aucune manière des affaires humaines: mais si leur opinion est bien fondée, que deviendra la Piété, la Sainteté, la Religion? Car la raison pourquoi on doit pratiquer ces Vertus d'un cœur pur & saint envers les Dieux immortels, c'est parce qu'ils y prennent garde, & qu'ils ont fait du bien au Genre Humain.* PLUTARQUE (4), & d'autres, ont aussi reconnu, que nier la Providence, c'est nier l'existence de la Divinité. Et, au fond, c'est la même chose, par rapport à l'influence que la Religion a sur les mœurs.

4. Aussi voyons-nous, que la nécessité de reconnoître ces deux principes pour l'usage

cieux Commentateur Anglois. D'ailleurs le passage est mal appliqué ici: car le but de St. CYPRIEN est de prouver l'unité d'un DIEU; au lieu qu'il s'agit seulement en cet endroit de l'existence d'une Divinité en général: du moins ne sauroit-on alléguer autrement la preuve tirée du consentement des Hommes; car il s'en faut bien qu'ils se soient accordez à ne reconnoître qu'une seule Divinité.

(7) Ὑπόληψις ἐπίκτητος. Notre Auteur ne marque point en quelle Harangue de cet ancien Orateur le passage se trouve. C'est apparemment celle qu'il cite plus bas, dans le paragraphe suivant, Note 7. qui est tirée du Texte. Mais je n'ai pas présentement sous ma main le Livre, pour chercher les deux passages.

(8) Ἀρχαί γὰρ ἡ παλαιὰ πῖσις [περὶ Θεῶν], ἥς ἡμεῖς ἐσμεν εἰπεῖν ὑπὸ ἀνευρεῖν τεκμηρίον ἐνεργέστερον. οὐ δὲ ἀμείως σὸ σοφὸν εὐρεῖται φρενός, ἀλλ' ἰδὲ αὖ τις καὶ βάσις ὑφ' ἧς αὖται κοινῇ πρὸς εὐσέβειαν, &c. In Amator. pag. 756. B. Tom. II. Ed. Wech.

(9) Πάντες γὰρ ἄνθρωποι περὶ Θεῶν ἔχουσιν ὑπόληψιν &c. De Caelo, Lib. I. Cap. III. pag. 434. E. Tom. I. Edit. Paris.

(10) Voyez le X. Livre des Loix, pag. 887. D. E. Tom. II. Edit. Steph.

§. XLVI. (1) Καὶ τίς ἐκ ἡμῶν ἐπὶ τὴν τῶν βαρβάρων σοφίαν; εἰ γὰρ μηδὲς αὐτῶν εἰς ἀθεοτητα ἐξέπεσε, μηδὲ ἀμφισβῆσαι περὶ Θεῶν, ἀρὰ γὰρ εἰσὶν, ἢ ἐκ εἰσι καὶ ἀρὰ γὰρ ἡμῶν φροντίζουσιν, ἢ ἔ. Var. Hist. Lib. II. Cap. XXXI.

(2) Τὴς περὶ τὰς Θεοὺς εὐσεβείας, ἵσθι ὅτι τὸ κυριώ-

τατον ἐκείνῳ ἐστίν, ὅσῳ ὑπολήψεις περὶ αὐτῶν ἔχουσιν, ὡς ὄντων, καὶ διακόντων τὰ ὅλα καλῶς καὶ δικαίως. (Enchirid. Cap. XXVIII. init.) SENEQUE dit, que le Culte des Dieux consiste, premièrement à croire, qu'ils existent; ensuite, à reconnoître leur Grandeur, & leur Bonté, sans laquelle il n'y a point de véritable Grandeur: *Primus est Deorum cultus, Deos credere: deinde, reddere illis majestatem suam, reddere bonitatem, sine qua nulla majestas est.* Epist. XCV. GROTIUS.

(3) Sunt enim Philosophi, & fuerunt, qui omnino nullam habere censerent humanarum rerum procuracionem Deos. Quorum si vera sententia est, quæ potest esse pietas? quæ sanctitas? quæ religio? hæc enim omnia purè ac castè tribuenda Deorum numini ita sunt, si animadvertuntur ab his, & si est aliquid à Diis immortalibus hominum generi tributum. De Natur. Deor. Lib. I. Cap. II.

(4) Καὶ μὲν αὐτοὶ τε [Στωϊκοί] πρὸς τὸν Ἐπίκτητον ἔδδον ἀπολείπεσι τῶν πραγμάτων, ἰε, ἰε, Φεῦ, Φεῦ, βοῶντες, ὡς συγγέγοντα τῇ αὐτῶν ἀπόληψιν, ἀναιεργεῖν τῆς προνοίας, & γὰρ ἀθάνατοι καὶ μακάρων μόνον, ἀλλὰ καὶ φιλόανθρωποι, καὶ κηδεμονικοὶ, καὶ ἀφελίμων προλαμψάνεσθαι καὶ νοσίσθαι τοῦ Θεοῦ ὡς ἀληθῆς ἐστι. De communib. notis. adv. Stoic. (pag. 1075. E. Tom. II. Ed. Wech.) LAC-TANCE dit, qu'on ne doit ni honorer DIEU, s'il ne fait aucun bien à ceux qui l'honorent, ni le craindre, s'il ne se fâche point contre ceux qui ne l'honorent pas: *Neque honor ullius debetur potest DEO, si nihil præstat colenti; nec ullus metui, si non irascitur non colenti.* (De Ira Dei, Cap. VI. num. 2.) GROTIUS.

ge de la Vie en a conservé la créance jusqu'à aujourd'hui, pendant une si longue suite de siècles, parmi (5) presque tous les Peuples qui nous sont connus. D'où vient que POMPONIUS, Jurisconsulte, (6) rapporte la Religion au Droit des Gens. Et SOCRATE disoit, au rapport de XENOPHON, (7) que c'est une Loi établie parmi tous les Hommes, qu'il faut adorer & servir les Dieux. CICÉRON (8) reconnoit la même chose.

5. C'est pourquoi, dans les Etats bien policez, on punit ceux qui (9) les premiers entreprennent de détruire ces idées, comme il arriva autrefois à Diagoras (10) de Mélos; & on en usa de même à l'égard des (11) Epicuriens, qui furent chassés des Villes bien réglées. Je ne doute pas non plus, qu'on ne puisse (12) reprimer de telles gens, au nom de la Société Humaine, contre laquelle ils péchent sans aucune raison tant soit peu apparente. Voici comme parle un ancien Rhéteur dans un feint Plaidoyer contre Epicure : (13) Mais, me direz-vous, vous voulez donc me faire punir de ce que j'ai une certaine opinion ? Non, ce n'est pas pour votre sentiment que je veux vous faire punir, mais pour votre impiété. Il est permis de proposer ses sentimens; mais il n'est pas permis d'être impie.

§. XLVII. 1. Les autres principes généraux de la Religion, ne sont pas si évidens, comme ceux-ci, Qu'il n'y a qu'un DIEU : Que ce DIEU n'est rien de tout ce que nous voions, qu'il n'est ni le Monde, ni le Ciel, ni le Soleil, ni l'Air : Que le Monde n'est point éternel, pas même la matière dont il est composé, mais que DIEU est l'auteur & de la forme, & de la matière. Aussi voions-nous qu'avec le tems la connoissance de ces vérités s'est effacée & presque éteinte, parmi plusieurs Peuples; ce qui est arrivé d'autant plus aisément, que les Loix ne s'en mettoient pas fort en peine, parce qu'il ne laissoit pas pour cela d'y avoir quelque forte de Religion.

2. La Loi même, que DIEU donna autrefois à un Peuple instruit de ces vérités

(5) SENEQUE prouve l'existence des Dieux, par la raison qu'il n'y a point de Peuple si peu civilisé, qui ne reconnoisse quelque Divinité: *Apud nos veritatis argumentum est, aliquid omnibus videri: tanquam Deos esse, inter alia, sic colligimus, quod omnibus de Diis opinio in-fita est: nec ulla gens usquam est adeo extra leges mores-que projecta, ut non aliquos Deos credat.* Epist. CXVII. Il parle encore ailleurs de ce consentement universel. *Nec in hunc furorem omnes mortales consensissent, adloquendi furda numina, & inefficaces Deos &c.* De Benefic. Lib. IV. Cap. IV. Voyez PLATON, in Protagora. (pag. 322. Tom. I. Edit. Steph.) & De Legibus, Lib. X. (pag. 887. D. E. Tom. II.) comme aussi les belles pensées de JAMBLIQUE, dans son Traité De mysteriis Ægyptiorum, un peu après le commencement; où il dit, que la connoissance de DIEU est propre & naturelle à l'Homme, comme le hennissement à un Cheval. GROTIUS.

(6) *Veluti [Jus Gentium est] erga Deum religio &c.* DIGEST. Lib. I. Tit. I. De Justitia & Jure, Leg. II. On entend ici par Droit des Gens, celui qui se découvre par les lumières de la Raison, & qui, à cause de cela, est reçu chez les Nations tant soit peu civilisées.

(7) Καὶ γὰρ παρὰ πᾶσιν ἀνθρώποις πρῶτον νομίζεται, τὰς Θεῶν σέβειν. XENOPH. Memorab. Socrat. (Lib. IV. Cap. IV. §. 19. Edit. Oxon.) Il dit ailleurs, que, selon l'opinion commune de tous les Hommes, & Grecs, & Barbares, les Dieux connoissent le présent & l'avenir: Οὐκ ἐν ὡς μὲν γὰρ Ἕλληνες καὶ Βάρβαροι τὰς Θεῶν ἡγνῶνται πάντα εἰδέναι, τὰτε ὄντα καὶ τὰ μέλλοντα, ἐνδύλον. In Conviv. (Cap. IV. §. 47.) DION de Pruse appelle la

Religion, une créance commune de tout tems & par tout pays, à tous les Hommes, Grecs, & Barbares, nécessaire & naturelle à tous les Etres raisonnables: Δόξα καὶ ἐπίνοια κοινὴ τῷ ἑμπαντί, ἀνθρώπων γένος, ὁμοίως μὲν Ἕλλησιν, ὁμοίως δὲ Βαρβάροις, ἀναγκαῖα καὶ ἐμφυτῶν, ἐν παντί τῷ λογικῷ γινομένη κατὰ φύσιν.... πᾶν ισχυρὰ καὶ αἰνῶν ἐκ τῆς παντὸς χάριτος καὶ παρὰ πᾶσι τοῖς ἐνέσσειν ἀρχαμένη τε καὶ διαμένουσα. Orat. XII. GROTIUS.

(8) Notre Auteur cite ici le I. Livre De Natura Deorum, & le II. Livre de Inventione. Voici le premier passage: *Quæ est enim gens, aut quod genus hominum, quod non habeat sine doctrina anticipationem quendam Deorum?* Cap. XVI. Pour ce qui est de l'autre Traité, je n'y trouve rien qui ait quelque rapport avec le sujet, que le commencement d'un passage, qui a été déjà cité ci-dessus, §. 8. Note 5. Voyez encore les Tusculanes, Lib. I. Cap. XIII.

(9) Il n'y a donc que ceux qui dogmatifent, qui puissent être légitimement punis. Voyez ce que j'ai dit sur PUFENDORF, Droit de la Nat. & des Gens, Liv. III. Chap. IV. §. 4. Note 1.

(10) Les Athéniens le chassèrent de leur Ville; ou, comme d'autres le disent, ce Philosophe s'étant sauvé, dans la crainte d'être puni, ils mirent la tête à prix. Voyez la Comédie des Oiseaux d'ARISTOPHANE, avec la Note du Scholiaste Grec; & VALERE MAXIME, Lib. I. Cap. I. num. 7. extern.

(11) Voyez ELIEN, Var. Hist. IX, 12. & là-dessus les Interprètes.

(12) Moxus, Lydien, aiant assiégé & pris la Ville de Crambe, en fit noier les Habitans, parce qu'ils étoient

tez d'une manière claire & certaine, & par les Prophètes, & par des miracles ou dont il avoit été témoin lui-même, ou qu'il avoit appris par une tradition incontestable; cette Loi, dis-je, quoi qu'elle ne défende rien si fortement, que le culte des fausses Divinitez; ne punit pas néanmoins de mort tous ceux qui sont convaincus d'Idolatrie, mais seulement ceux dont le crime est accompagné de quelque circonstance particulière: comme une personne (a) qui en a séduit d'autres; une Ville, (b) qui a introduit (1) le culte de quelques Divinitez auparavant inconnues; un homme, qui (c) adore les Astres, (2) en sorte qu'il renonce à toute la Loi, & par conséquent au culte du vrai Dieu; ceux qui sacrifient (d) leurs propres Enfants à *Moloch*, c'est-à-dire, à *Satur-ne*. Pour ce qui est des *Cananéens*, & des Peuples voisins, qui, depuis long tems, s'étoient abandonnez à des superstitions criminelles, Dieu ne voulut pas les punir d'abord, mais seulement lors (e) qu'ils eurent comblé leur idolatrie par de grands forfaits. De même, à l'égard des autres Nations, il (f) dissimula les tems d'ignorance par rapport au culte des fausses Divinitez. C'est que, comme *PHILON*, Juif, l'a très-bien remarqué, (3) chacun trouve sa Religion meilleure, parce qu'on en juge d'ordinaire, non par des raisons, mais par l'attachement & le zèle qu'on a pour celle où l'on a été élevé. Il en est ici à peu près de même, que des Sectes de Philosophie, dans lesquelles la plupart des gens se trouvent engagez, comme le dit *CICÉRON*, (4) avant que d'être en état de discerner le Vrai d'avec le Faux.

(a) Deutér. XIII, 1, & suiv. 6, & 7.
(b) Ibid. vers. 12, & suiv.
(c) Ibid. Chap. XVII. vers. 2, & suiv.
(d) Lévitique XX, 2.
(e) Voyez Genèse, XV, 16.
(f) Aët. XVII, 30.

3. Ceux donc, qui n'ayant reçu aucune Loi révélée, adorent les propriétés des Astres, ou d'autres choses naturelles; ou qui rendent des hommages religieux aux Esprits, soit dans quelque Image, ou dans quelque Animal, ou dans quelque autre chose; ou qui servent des Intelligences dégagées de la matière, ou même les Ames des Morts, qui s'étoient distinguées pendant leur vie, par leur vertu & par les services qu'ils rendoient au Genre Humain; tous ceux-là, dis-je, sont excusables, & ne doivent pas du moins être punis par les Hommes; sur tout s'ils n'ont pas eux-mêmes inventé ces for-

for-

étoient Athées, οἱ ἀθεοί, qu'ils ne connoissoient & n'adorent aucune Divinité; comme *NICOLAS de Damas* nous l'apprend, *Excerpt. Peiresc.* (pag. 443, 445.) *GROTIUS*.

Si un Peuple, quoi qu'Athée, vivoit moralement bien, son Athéisme seul ne feroit pas une raison pour l'exterminer, tant qu'il ne travailleroit pas à infecter les autres des principes d'irréligion dont il est imbu. Voyez ci-dessus, Note 9.

(1) Δόγματος ἐν ἀπαιτείς δίκας; Οὐκ, ἀλλ' ἀσεβείας· διγματίζειν μὲν γὰρ ἔχον, ἀσεβεῖν δὲ καὶ ἐπιτέτραπται. *HIMERIUS*, *Action. in Epicur.* Notre Auteur a tiré ceci de la Bibliothèque de *PHORIUS*, *Cod. CCXLIII.* pag. 1083. *Edit. Rothom.* 1653.

§. XLVII. (1) Dans le passage cité à la marge, il ne s'agit pas de l'introduction d'un Culte idolâtre, pratiqué par tous les Habitans; mais de la tolérance de ce culte, pratiqué par quelques Particuliers, qui y ont sollicité impuément les autres. Voyez là-dessus *Mr. LE CLERC*.

(2) C'est ce que *St. PAUL* appelle, adorer la Créature, & non pas le Créateur [*ROMAINS*, Chap. I. vers. 25.] Καὶ ἐσεβάσθησαν καὶ ἐλάτρευσαν τῇ κτίσει παρά τον κτίσαντα. Car la préposition *παρά* a ici, comme en d'autres endroits, un sens exclusif; & c'est ainsi que le Rabbin *MOÏSE*, *Fils de Maimon*, explique le passage de *DEUTÉRONOME*, *Direct. Dubit.* III. 41. Cette force d'idolatrie fut sujette à punition, pendant quelque tems, parmi les Descendans d'*Esau*; comme il paroît par ce qui est dit dans le Livre de *JOB*, XXXI, 26, 27. *PHILON*, Juif, dit, qu'il y a des gens, qui, par un excès d'impiété, ne partagent pas même leurs

hommages religieux entre le Créateur & la Créature, mais donnent tout à celle-ci, & oublient entièrement le premier: Εἰσὶ δ' οἱ καὶ προσυπεβάλλουσιν ἀσεβεία, μηδὲν τῶν ἰσῶν μεταδιδόντες, ἀλλὰ τοῖς μὲν [γεγονόσι] τὰ πάντα τῶν ἐπὶ τιμῇ χαρίζομενοι· τῷ δὲ [συνποιηκῶτι] ὅθεν νέμοντες, ἀλλ' οὐδὲ μνήμης τοῦ κοινωτάτου ἀξιοῦνται. ἐπιλήθονται γὰρ καὶ μόνον προσήκον ἢ μνησθῆναι, ἐπιτηδεύοντες οἱ βαρυδαίμονες ἐκαστον λήθην. In *Decalog.* (pag. 753. A. B. Ed. Paris.) *GROTIUS*.

Notre Auteur, dans ses Notes sur le Nouveau Testament, explique autrement le passage de l'*Épître aux ROMAINS*, savoir, ils ont adoré la Créature PLUS que le Créateur: c'est, dit-il, le sens qu'a ordinairement la préposition *παρά*, avec un accusatif, lors qu'on fait quelque comparaison, & il en donne plusieurs exemples. Pour ce qui est du passage de *JOB*, il s'agit là de la crainte des châtimens du Ciel, & on n'y entrevoit rien qui donne à entendre qu'il y eût à craindre quelque punition de la part des Hommes. Ainsi la conséquence que notre Auteur en tire, n'est pas bien fondée.

(3) Dans la Lettre d'*Agrippa* à l'Empereur *Caligula*: Καλὰ δὲ ἐκάσῃς, εἰ καὶ μὴ πρὸς ἀληθείαν ἐστὶ, διαφαίνεται τὰ οἰκεία κρίναι γὰρ αὐτὰ, καὶ λογισμῷ μάλλον, ἢ τῷ τῆς εὐνοίας πάθει. De *Legat. ad Cajum*, pag. 1031. B.

(4) Quod gravius ferremus, si quisquam ullam disciplinam Philosophiae probaret, praeter eam, quam ipse sequeretur. . . . Nam ceteri . . . ante tenentur adstricti, quam, quid esset optimum, judicare potuerunt. *Academic. Quæst. Lib. IV. Cap. III.*

fortes de cultes, & qu'ils ne (5) renoncent pas pour cela au culte du vrai DIEU.

4. Mais, d'autre côté, il faut mettre au rang des Impies, plutôt qu'au nombre des Errans, (6) ceux qui s'avisent de rendre des honneurs divins aux Démon, qu'ils connoissent tels, ou à des noms de Vices, ou à des Hommes, dont la vie a été pleine de Crimes. Il en est de même de ceux qui immolent, en l'honneur de leurs fausses Divinités, des personnes innocentes. *Darius*, (7) Roi de *Perse*, & *Gélon*, (8) Tyran de *Syracuse*, sont loués de ce qu'ils contraignirent les *Carthaginois* à s'abstenir de ces cruels sacrifices, qui étoient en usage parmi eux. *PLUTARQUE* nous apprend, (9) que les *Romains* voulurent punir certains Barbares, qui offroient à leurs Dieux des victimes humaines; mais que, comme ils s'excusèrent sur l'antiquité de cette coutume, on ne leur fit aucun mal; on leur défendit seulement de pratiquer désormais rien de semblable.

§. XLVIII. 1. QUE dirons-nous des Guerres entreprises pour obliger quelques Peuples à embrasser le Christianisme? Je n'examine pas maintenant, si on propose cette sainte Religion telle qu'elle est, & de la manière qu'on doit. Supposons que cela soit: je dis, qu'il y a ici deux choses à remarquer.

2. La première est, que la vérité de la Religion Chrétienne, considérée entant qu'elle ajoute bien des choses à la Religion naturelle & primitive, ne peut pas être prouvée par des raisons purement naturelles. Elle est fondée sur l'histoire de la résurrection de Notre Seigneur JÉSUS-CHRIST, comme aussi sur l'histoire de ses miracles, & de ceux de ses Apôtres. Or c'est-là une chose de fait, qui a été à la vérité prouvée autrefois par des témoignages incontestables, mais qui l'a été autrefois: de forte qu'il s'agit d'une question de fait, & d'un fait très-ancien. Cela rend la doctrine de l'Evangile d'autant (1) plus difficile à persuader entièrement à ceux qui n'en avoient ja-

(5) C'est ainsi que les *Juifs* reçurent les victimes que les Rois d'*Egypte*, & l'Empereur *Auguste*, & *Tibère*, offrirent dans leur Temple; comme *PHILON* (*De Legat. ad Cajum*, pag. 1036. C.) & *JOSEPH* nous l'apprennent. *GROTIUS*.

Mais ces Princes reconnoissoient-ils pour cela le DIEU des *Juifs* comme fort élevé au dessus des autres? Et n'auroient-ils pas rendu aussi aisément des hommages religieux à toute autre Divinité étrangère? La vérité est, que l'Idolatrie, de quelque nature qu'elle soit, doit encore moins être punie, que l'Athéisme, tant qu'elle ne porte point à commettre de véritables Crimes, punissables devant le Tribunal Humain: & alors ce sont ces Crimes, que l'on punit, & non pas l'Idolatrie.

(6) Si tous ces gens-là agissent conséquemment à leur Idolatrie, c'est-à-dire, s'ils se portent à des choses véritablement criminelles, à l'exemple des objets de leur Culte; ils sont punissables. Mais s'ils ne suivent pas leurs principes, comme il est arrivé souvent dans le Paganisme, rien n'oblige, ni n'autorise à les punir.

(7) *Adferentes edictum [Darii] quo Pœni humanas hostias immolare . . . prohibebantur.* *JUSTIN.* Lib. XIX. (Cap. I. num. 10.) C'étoit *Darius*, Fils d'*Hystaspes*, Père de *Xerxès*. Voyez ce que l'on a dit ci-dessus, §. 41. *GROTIUS*.

(8) Il ne voulut faire la paix avec les *Carthaginois*, que sous cette condition: *Γέλων ὁ τύραννος, ὅτε Καρχηδονίως πρὸς ἑαυτὸν κατεπόλεμει, εἰρήνην ποιήμεν πρὸς αὐτὸν, ἡρώματα ἐγγράφαι ταῖς ὁμολογίαις, ὅτι καὶ τὰ τέκνα πωρσονται τῷ Κρόνῳ καταθύοντες.* *PLUTARCH.* *Apophthegmat. Reg. & Imper.* pag. 175. A. Tom. II. Ed. *Wech.* Voyez aussi *De sera Numinis vindicta*, pag. 552. A. On attribue aussi à *Iphicrate*, d'avoir fait ces-

ser, parmi les *Carthaginois*, l'usage barbare de ces Sacrifices de victimes humaines. Voyez la Note d'*ISAAC VOSIUS*, sur le passage de *JUSTIN*, qui vient d'être cité. Au reste, la chose étoit d'autant plus abominable, que ces Peuples immoloient ainsi leurs propres Enfants, comme faisoient aussi les *Cananéens* en l'honneur de *Moloch*. Voyez une longue Note de notre Auteur, sur *DEUTERONOM. XVIII, 10.* & *MR. LE CLERC*, sur *LEVITIQ. XVIII, 21.*

(9) Il appelle ce Peuple, les *Bléronétiens*; nom, que je ne trouve nulle part ailleurs, & je ne vois pas qu'aucun Géographe en ait parlé; à moins que le mot ne soit corrompu. Il dit, qu'on voulut punir leurs Magistrats, d'avoir souffert un tel sacrifice: *Διὰ τὴν τῶν καλεμένων Βλετονέσιων, βασιλέων ὄντας, ἀνδραπονεύειναι Θεοῖς πυθόμενοι, μετεπέμψαντο τὰς ἀρχοντας αὐτῶν, ὡς κολάσοντας ἐπεὶ δὲ νομῇ τινὶ τὰ τοιαῦτα ποιοῦντες, ἐκείνους μὲν ἀπέλυσαν, ἐκάλυσαν δὲ πρὸς τὸ λοιπὸν &c.* *QUEST. ROMAN. LXXXIII. pag. 213. E. Tom. II.* Si l'on veut un plus grand nombre d'exemples de Peuples & anciens, & modernes, parmi lesquels on trouve établie l'abominable coutume d'immoler des Victimes Humaines; on n'a qu'à consulter une Dissertation de *GEORGE MOEBIUS* autrefois Professeur en Théologie à *Leipsic*, intitulée, *De Sacrificiorum origine & materia*, & imprimée en 1660. à la suite de son Traité *De Iracundiarum Ethnicorum origine &c.*

§. XLVIII. (1) Outre la force des préjugés de l'Education, & de l'attachement que chacun a pour les principes de Religion, dont il a été une fois imbu.

(2) *De Judæis autem præcipit sancta Synodus, nemini deinceps ad credendum vim inferri.* Cui enim vult DEUS, miseretur, & quem vult, indurat. *IN JURE CANONICO.*

jamais entendu parler ; à moins qu'il ne survienne quelques secours intérieurs de DIEU. Et comme ces secours ne sont accordez à personne en récompense de quelque œuvre qui le mérite ; les raisons pour lesquelles DIEU les refuse à quelques-uns, ou les leur accorde moins libéralement, ne sont pas injustes à la vérité, mais nous sont inconnues la plupart du tems, & par conséquent ne rendent pas ces gens-là punissables devant les Hommes. C'est ce qu'a en vuë un Canon du IV. Concile de TOLEDE, où (2) il est défendu de faire désormais violence à aucun Juif, pour l'obliger à croire ; parce, ajoute-t-on, que DIEU a compassion de qui il veut, & qu'il endureit qui bon lui semble. Le passage qu'on cite là, doit être entendu selon le stile des Ecrivains Sacrez, qui (3) ont accoutumé de rapporter à la Volonté Divine les effets dont nous ignorons les causes.

2. L'autre chose qu'il y a ici à remarquer, c'est que l'Auteur même de la Loi nouvelle, Nôtre Seigneur JÉSUS-CHRIST, a voulu certainement que personne ne fût (4) contraint à recevoir sa Loi par les peines de cette Vie, ou par la crainte de ces sortes de peines ; comme il paroît par (a) plusieurs passages du Nouveau Testament. Et en ce sens on peut admettre comme très-véritable ce mot de TERTULLIEN : (5) *La Loi nouvelle ne se venge point avec le Glaive.* Dans un ancien Ouvrage, qui porte le titre de *Constitutions de St. CLEMENT*, il est dit, en parlant de Nôtre Seigneur : (6) *Il a laissé aux Hommes la liberté entière de leur volonté, ne les punissant point de mort temporelle, mais se réservant à leur faire rendre compte de leur conduite dans un autre Siècle.* St. ATHANASE remarque la (7) même chose, & il le prouve par ce que Nôtre Seigneur disoit à tout le monde, *Si quelqu'un veut venir après moi ; & à ses Apôtres, Et vous, ne voulez-vous pas aussi vous en aller ?* conséquence, que (8) St. CYPRIEN, & (9) St. CHRYSOSTÔME, tirent aussi du dernier passage.

(a) Matth. XIII, 29. Luc, IX, 54, 55. Jean, VI, 67. Rom. VIII, 15. Hébr. II, 15.

3. En

NIC. Distinct. XLV. Cap. V. JOSEPH dit, que chacun doit servir DIEU librement, selon les lumières de sa Conscience, & non pas être forcé à croire telle ou telle chose en matière de Religion : Δεῖν ἑκάστον κατὰ τὴν αὐτοῦ προαιρέσειν Θεὸν εὐσεβεῖν, ἀλλὰ μὴ μετὰ βίας. GROTIUS.

L'Historien Juif dit cela à l'occasion de ses Compatriotes, qui vouloient contraindre quelques Grands Seigneurs, Sujets du Roi de Trachonitide, à se faire circoncire. Vit. Joseph. pag. 1007. C.

(3) Le Grammairien SERVIUS a remarqué, que toutes les fois qu'on ne voit pas la raison de ce qui arrive, & qu'on ne peut en juger, on a accoutumé de dire, que cela a semblé bon aux Dieux : VISUM SUPERIS] *Ut ipse ait Neptunum, Junonem, Minervam &c. . . . Quotiescunque autem ratio, vel judicium, non adparet, sic visum, interponitur: ut HORATIUS, Sic visum Veneri &c. In Æn. III, 2. DONAT fait la même remarque : QUID SI HOC QUISPIAM VOLUIT DEUS] *Pleraque repentinis impulsionebus nata, mirisque proventibus, Deo adscribi solent. Ut, Descendo, ac ducente Deo Flammam inter & hostes Expedior — Et : Hinc me digressum vestris Deus adpulsit oris. Et SALUSTIUS : Ut tanta repente mutatio non sine Deo videretur. In Eunuch. TERENT. Act. V. Scen. II. (vers. 36.)* Le Rabbin ABARBANEL dit, que le mot Hébreu צפן se prend aussi dans ce sens-là. GROTIUS.*

(4) Cette matière est traitée par GREGOIRE de Nazianze, Orat. *Quum adsuntus est à Patre* ; & par BÉDE, Lib. I. Cap. XXVI. ISIDORE dit, que Sisebut, Roi des Wisigoths en Espagne, voulant faire embrasser aux Juifs le Christianisme, s'y prit d'une manière à témoigner qu'il avoit à la vérité du zèle, mais un zèle mal éclairé, puis qu'il emploia les voies de la

force, au lieu de celle de la persuasion, la seule convenable & légitime : Qui [Sisebutus] in initio regni sui Judæos ad fidem Christianam permovens, emulationem quidem Dei habuit, sed non secundum scientiam. potestate enim compulsi, quos provocare fidei ratione oportuit. (In Chronic. Gothor. Vandal. &c. pag. 224. Edit. Vulcan. 1597.) RODERIC SANCTIUS a copié cela, dans son Histoire d'Espagne, II, 13. D'autres Rois d'Espagne, postérieurs à Sisebut, sont blâmés pour le même sujet, par JÉRÔME OSORIO, & par MARIANA. Voyez le dernier, XXVI, 14. XXVII, 5. GROTIUS.

(5) *Lex nova non se vindicat ultre gladio.* J'ai déjà remarqué dans une Note sur le III. Volume des Sermons de TILLOTSON, pag. 13. que nôtre Auteur citant de mémoire, a eu en vuë les paroles suivantes : *Nam vetus lex ultione gladii se vindicabat, & oculum pro oculo eruebat, & vindictam injuriæ retribuebat. Nova autem lex clementiam designabat.* Aulverf. Judæos, Cap. III.

(6) Τὸ αὐτεξέσιον τῶν ἀνθρώπων ἀρῆκεν ἐλευθερίαν, & προσκαίρει θανάτῳ δικάζων, ἀλλ' ἐν εἴρῃ κατατάσσει λογιζομένων αὐτοῦ.

(7) Καὶ γὰρ ὁ Κύριος αὐτὸς, & βιαζόμενος, ἀλλὰ τῇ προαιρέσει διδὼς ἔλεγε, πᾶσι μὲν "Εἰ τις θέλει ὀπίσω με ἰλθεῖν τοῖς δεμαθηταῖς. Μὴ καὶ ὑμεῖς θέλετε ἀπειθεῖν ; Epist. ad Solitar. vit. agent. Tom. I. pag. 855. A. Edit. Colon. seu Lips. 1686.

(8) Sed magis conversus ad Apostolos suos ; dixit : Numquid & vos vultis ire ? Servans scilicet legem, quod homo libertati sue relictus, & in arbitrio proprio constitutus, sibi ipse vel mortem adpetit, vel salutem. Epist. LV. Pamel. (LIX. Fell.)

(9) Ἐρωτᾷ λέγων "Μὴ καὶ ὑμεῖς θέλετε ὑπάγειν ; Ὅπως πάντων ἡ ἀφαιρέντος βίαν καὶ ἀνάγκην. Ad loc. JOANN.

(b) *Luc*,
XIV, 23,

(c) *Matth.*
XIV, 22.
Marc, VI, 45.
Galat, II, 14.

(d) *Luc*,
XXIV, 29.
(e) *Cap*. 11.

3. En vain objecteroit-on, que, dans la Parabole des Nôces, il est ordonné (b) de contraindre quelques personnes à entrer. Car comme, dans la Parabole, le mot de *contraindre* ne signifie autre chose qu'une invitation (10) pressante; il faut l'entendre de même dans l'explication morale: & c'est aussi en ce sens que le (c) terme de l'Original, & (d) un autre de même signification sont pris ailleurs. PROCOPE nous apprend, dans son (e) *Histoire Secrète*, que l'Empereur (11) Justinien ayant usé de violence & de menaces, pour faire embrasser le Christianisme aux Samaritains, il en fut blâmé par les personnes sages: & il ajoute, qu'il nâquit de là plusieurs inconveniens, dont on peut voir le détail dans la narration.

§. XLIX. 1. MAIS, d'autre côté, ceux qui punissent quelqu'un, à cause qu'il enseigne ou qu'il professe le Christianisme, agissent certainement contre la Raison. Car il n'y a rien dans la Religion Chrétienne (je la considère ici en elle-même, & sans le mélange des erreurs qu'on peut y ajouter) il n'y a rien, dis-je, dans cette sainte Doctrine, qui nuise à la Société Humaine; ou plutôt il n'y a rien qui ne tende à l'avantage commun des Hommes. La chose parle d'elle-même; & ceux d'une autre Religion sont contraints de l'avouer. PLINIE, le Jeune, (1) dit, que, quand les Chrétiens s'assembloient, ils s'engageoient par serment à ne point commettre de larcin, point de brigandage, point d'adultère, à ne point manquer de parole &c. AMMIEN MARCELLIN (2) rend ce témoignage à la Religion Chrétienne, qu'elle n'enseigne rien que de conforme à la Justice & à la Douceur. C'étoit autrefois une façon de parler commune parmi le Peuple: (3) *Un tel est homme-de-bien, il ne lui manque que de n'être pas Chrétien.*

2. On dit, que toute nouveauté est à craindre, sur tout lors que ceux qui suivent les nouveautez s'assemblent. Mais ce n'est-là qu'une vaine excuse. Quelque nouvelle que soit une Doctrine, on n'a rien à en appréhender, lors qu'elle tend à inspirer toute forte de Vertu, & à faire rendre aux Supérieurs l'obéissance qui leur est due. Des Assemblées (4) de gens de bien, & qui ne cherchent à se cacher, que quand on les y force, ne doivent pas non plus être suspectes. On peut appliquer ici avec raison, ce que l'Empereur Auguste disoit, au rapport de (5) PHILON, des Assemblées des Juifs,

(10) St. CYPRIEN, faisant allusion à ce passage, dit, qu'après l'ascension de Notre Seigneur JESUS-CHRIST, les Apôtres devoient, par ordre de leur Maître & de DIEU, aller par tout le monde, pour ramener les Hommes des ténèbres de l'Erreur à la lumière de la Vérité, en leur annonçant l'Evangile; ce qu'ils firent, malgré les tourmens & les supplices auxquels ils furent exposez, & par lesquels ils prouvèrent d'une manière incontestable la divinité de leur mission: *Per orbem vero Discipuli, Magistro & DEO moneute, diffusi, praecepta Dei in salutem darent, ab errore tenebrarum ad viam lucis adducerent, cacos & ignaros ad agnitionem veritatis ocularent. Ac ne esset probatio minus solida, & de CHRISTO delicata confesso, per tormenta, per cruce, per multa paenarum genera tentantur. De Idolorum vanitate, Cap. VII. num. 6, 7. Edit. Cellar. GROTIUS.*

(11) Voyez aussi la Lettre de Théodabade, Roi des Goths, au même Justinien; dans CASSIODORE, Var. X. 26. GROTIUS.

§. XLIX. (1) *Seque sacramento non in scelus aliquod obstringere [Christianos] sed ne furta, ne latrocinia, ne adulteria committerent, ne fidem fallerent, ne depositum adpellati ahnegarent. Lib. X. Epist. XCII. num. 7. Ed. Cellar.*

(2) C'est à l'occasion de George, Evêque d'Alexandrie, grand brouillon & délateur: *Professionisque suae oblitus, quae nihil nisi justum suadet & lenè, ad delato-*

rum ausa feralia desciscibat. [Lib. XXII. Cap. XI. pag. 353. Ed. Vales. Gron.] Le même Historien appelle ailleurs le Christianisme, une Religion simple & franche: *Christianam Religionem, absolutam & simplicem, anili superstitione confundens [Constantins] &c. [Lib. XXI. Cap. XVI. pag. 318.]* ZOSIME, autre Auteur Païen, dit, que la Religion Chrétienne promet de délivrer de toute sorte de Vice & d'Impiété: *Πάντης ἀμαρτίας ἀναιρετικήν εἶναι τὴν τῶν Χριστιανῶν διδασκαλίαν, ὅθεν καὶ τὸτο ἔχειν ἐπαγγελίαν, τὸ τὴν ἀσέβειαν μεταλαμβάνοντας αὐτῆς, πάσης ἀμαρτίας ἐξω παραχρῆμα καθίσαται. (Lib. II. Cap. XXIX. num. 7. Edit. Cellar.)* Les Païens l'appelloient ordinairement, une Secte qui ne fait du mal à personne: *Secta nemini molesta. TERTULLIAN. Scorpiaco (Cap. I.)* JUSTIN, Martyr, soutient, que les Chrétiens sont ceux qui contribuent le plus à la tranquillité de l'Empire, en enseignant, que, soit que l'on vive bien ou mal, on ne sauroit dérober les actions aux yeux de DIEU, & que chacun a à attendre des récompenses ou des peines éternelles, selon qu'il se sera conduit en ce Monde: *Ἀγωνοὶ δ' ὅμιλον καὶ σύμμαχοι πρὸς εἰρήνην ἔσμεν πάντων καλῶν ἀνθρώπων, οἱ ταῦτα δοξάζομεν, ὡς λαθεῖν Θεὸν κακοῦτον, ἢ πλεονέκτην, ἢ ἐπιτελον, ἢ ἐνέρετον, ἀδυνατοῦν εἶναι. καὶ ἕκαστον εἰς αἰώνιον κόλασιν ἢ σωτηρίαν, κατ' ἀξίαν τῶν πράξεων, πορεύεσθαι. Apolog. II. ARNOBE parlant des Assemblées des Chrétiens, dit, qu'on n'y eutend rien qui n'inspire l'Humanité, la Douceur, la Pudeur, la Chast-*

Juifs, que ce n'étoient pas des *Bacchantes*, ou des attroupemens faits pour troubler la paix publique, mais des Ecoles de Vertu.

3. Quand on maltraite de telles gens, on se rend soi-même digne d'être justement puni, c'est le sentiment de THOMAS (f) d'Aquin. C'est aussi pour ce sujet, que Constantin (6) fit la guerre à Licinius; & d'autres (g) Empereurs, aux Perses. Ces Guerres néanmoins se rapportent plutôt à une défense innocente de soi-même, de quoi nous parlerons plus bas; qu'à une punition proprement ainsi nommée.

§. L. 1. Pour ce qui est des *Chrétiens*, qui persécutent eux-mêmes & condamnent à des supplices barbares, des gens qui reconnoissent pour vraie la Loi de JÉSUS-CHRIST, mais qui doutent, ou qui errent, en matière de certains points, sur lesquels il n'y a rien de décidé dans cette Loi, ou à l'égard desquels le sens de la Loi paroît ambigu, & a été diversement expliqué par les anciens *Chrétiens*; (1) c'est une souveraine injustice, comme il paroît & par ce que nous avons déjà dit, & par l'exemple des anciens *Juifs*. Car ceux-ci, quoi qu'ils eussent une Loi, dont la violation soumettoit les contrevenans aux peines de cette Vie, ne punirent jamais néanmoins les *Sadducéens*, qui rejettoient le dogme de la Résurrection, très-véritable sans contredit, mais qui n'étoit proposé dans la Loi de Moïse que d'une manière obscure, & sous l'enveloppe de certaines paroles ou de certaines choses symboliques.

2. Mais, dira-t-on, n'y a-t-il pas des Erreurs grossières, & dont on peut aisément être convaincu devant des Juges équitables, par l'autorité de l'Ecriture Sainte, ou par le consentement des Anciens? Ici encore il faut penser, combien il est difficile de déraciner des opinions dont on a été long tems prévenu, & combien l'attachement que chacun a pour son Parti diminue la liberté du Jugement. Il n'y a point de gule si incurable, selon la pensée de (2) GALIEN. Il est plus facile de se défaire de toute autre habitude, pour si forte qu'elle soit, que de celle des opinions auxquelles on a été attaché; c'est ce que dit très-bien (3) ORIGÈNE. Ajoutez à cela, que le degré de la faute de ceux qui errent est proportionné au degré des lumières qu'ils ont reçues, & à d'autres dispositions intérieures, qu'il n'est pas possible aux Hommes de pénétrer.

3. St.

Chasteté, la Libéralité, la Bénéfissance, l'Amour de tous les Hommes: *In quibus [conventiculis] aliud auditur nihil, nisi quod humanos faciat, nisi quod mites, verendos, pudicos, castos, familiaris communicatores rei, & cum omnibus consolidæ germanitatis necessitudine copulatos.* *Advers. Gentes, Lib. IV. (pag. 152, 153. Edit. Sabnâs. 1651.) GROTIUS.*

(3) *Bonus vir Cajus Sejus, tantum quod Christianus.* TERTULLIAN. *Apologet. Cap. III. Voyez aussi Ad Nationes, Lib. I. Cap. IV.*

(4) Notre Auteur auroit pu citer ici fort à propos ce mot de TERTULLIEN: *Quum probi, quum boni coeunt, quum pii, quum casti congregantur, non est facilio dicenda, sed curia.* *Apologet. Cap. XXXIX. in fin.*

(5) *Μὴ γὰρ εἶναι ταῦτα [συναγωγία] συνόδος ἐκ μέθης καὶ παροινίας ἐπὶ συστάσει, ὡς λυμαινέσθαι τὰ τῆς εἰρήνης, ἀλλὰ διδασκαλεῖα σωφροσύνης, καὶ δικαιοσύνης &c.* De Legat. ad Cajum (pag. 1635. E. Edit. Paris.) Il fait voir ailleurs, quelle grande différence il y a entre les Synagogues, & les Mystères du Paganisme: *Lib. de Sacrificantiis.* (pag. 856, & seqq.) Le passage mérite d'être lu. Voyez quelque chose de semblable, dans JOSEPH, *contra Apion. Lib. II. GROTIUS.*

(6) Voyez ZONARE, (dans la Vie de Constantin, Tom. III. init.) St. AUGUSTIN dit, que, si Maximien, Evêque de Vagies en Afrique, demanda du secours à un Empereur Chrétien, ce ne fut pas tant pour se défendre lui-même, que pour défendre l'E-

glise, qui lui étoit confiée, contre les Ennemis du Christianisme: *Auxilium ergo petivit [Maximianus, Episcopus Vagiensis] ab Imperatore Christiano [contra hostes Ecclesiæ] non tam sui ulciscendi causâ, quam tuendæ Ecclesiæ sibi creditæ.* Ad Bonifac. *Epist. L.* Ces paroles se trouvent rapportées dans le DROIT CANONIQUE, *Caus. XXIII. Quæst. III. Cap. II. GROTIUS.*

§. L. (1) On peut voir plusieurs Livres de divers Auteurs, faits à la fin du Siècle passé, & dans celui-ci, sur la matière de la Tolérance; dans lesquels les Persécuteurs sont accablés & de preuves directes de la dernière évidence, & de réponses sans réplique. Tout le monde connoît ces Ouvrages, publiez en diverses Langues, sur tout en François & en Anglois. Joignez-y les Observations de MATTHIAS BERNEGGER, publiées à Strasbourg, en 1669. Obf. XV.

(2) *Δυσαιότερόν τι κακὸν ἐστὶν ἢ περὶ τὰς αἰρέσεις φιλοτιμία, καὶ δυσέκλυπτον ἐν τοῖς μέλυσιν, καὶ ψεύδας ἀπάσης δυσαιότερον.* De Natur. Facult. *Lib. I.*

(3) *Ευχερίτερόν γε ἄνθρωπος τὰς περὶ ἄλλων συνηθείας, καὶ δυσαισπάζων αὐτὸν ἐχθρὴ, καταλείπει ἂν, ἢ τὰς περὶ τὰ δόγματα.* St. CHRYSOSTÔME dit aussi, qu'il n'y a rien de si difficile, que de se résoudre à changer, en matière de Religion: *Ὅταν δὲ καὶ ἐν δόγμασιν ἡ συνήθεια ἢ, βέλαιότερα γίνεται. πάντα γὰρ τις εὐκολώτερον ἀμείψει, ἢ τὰ περὶ τὰς θρησκείας.* In I. ad Corinth. *Hom. II. GROTIUS.*

(f) *Summ. Theol. II, 2. Quæst. 188.*
(g) Voyez Ménandre le Protecteur.

3. St. AUGUSTIN ne regarde comme *Hérétiques*, (4) que ceux qui, pour quelque intérêt temporel, & sur tout pour s'acquérir de la (5) gloire & pour s'élever en Chefs de Secte, inventent ou suivent des opinions fausses & nouvelles. Écoutez ce que SALVIEN dit, au sujet des *Ariens*: (6) Ils sont *Hérétiques*, mais ils ne le savent point: ils sont *Hérétiques* chez nous, mais ils ne le sont pas chez eux; car ils se croient si bien Catholiques, qu'ils nous traitent nous-mêmes d'*Hérétiques*. Ce donc qu'ils sont par rapport à nous, nous le sommes par rapport à eux. Nous sommes persuadés, qu'ils ont une pensée injurieuse à la Génération Divine, en ce qu'ils disent que le Fils est moindre que le Père: ils croient eux, que nous sommes dans une opinion injurieuse au Père, parce que nous faisons le Père & le Fils égaux. La Vérité est de notre côté: mais ils prétendent l'avoir du leur. Nous rendons à DIEU l'honneur qui lui est dû: mais ils croient aussi le lui rendre en pensant de la manière qu'ils pensent. Ils ne s'acquittent pas de leur devoir: mais ils font consister en cela même où ils y manquent, le plus grand devoir de la Religion. Ils sont impies: mais en cela même ils croient suivre la véritable Piété. Ils se trompent donc, mais c'est de bonne foi, (7) par un principe d'amour envers DIEU, & non qu'ils le haïssent, puis qu'ils croient honorer & aimer le Seigneur. Quoi qu'ils n'aient pas la vraie Foi, ils regardent celle qu'ils ont comme un parfait amour de DIEU: & il n'y a que le Souverain Juge de l'Univers, (8) qui puisse savoir comment ils seront punis de leurs erreurs au jour du Jugement. Ce-
pen-

(4) Quandoquidem *Hæreticus* est, ut mea fert opinio, qui temporalis commodi, & maxime gloriæ, principatusque sui gratiâ, falsas ac novas opiniones vel gignit, vel sequitur. Lib. de utilitate credendi, Cap. I. Ces paroles sont inférées dans le DROIT CANONIQUE, Cauf. XXIV. Quest. III. (Cap. XXVIII.) Il distingue entre un *Hérétique*, & une personne qui se laisse éblouir aux raisons des *Hérétiques*: Ille autem, qui hujusmodi hominibus credit, bono est imaginatione quadam veritatis ac pietatis illusus. Voyez la Lettre CLXII. du même Père, citée dans le Canon suivant. Dans le CODE JUSTINIEN, l'*Hérésie* est définie, une folle opiniâtreté: Nullus *Hæreticus* ministeriorum locus, nulla ad exercendam animi obstinationis dementia pateat occasio. Lib. I. Tit. I. De Summa Trinit. &c. Leg. II. princ. GROTIUS.

Mais cette opiniâtreté est une chose, dont les Hommes ne peuvent pas juger sûrement, & ceux qui sont eux-mêmes dans l'erreur, peuvent regarder comme des opiniâtres les partisans de la Vérité; ainsi que l'ont remarqué & prouvé au long les Auteurs, dont j'ai parlé dans la Note 1. de ce paragraphe.

(5) L'Auteur des Réponses aux Orthodoxes, dit, que l'ambition & la jalousie des Hérétiques est la source de toutes les Hérésies: Ἀλλοί εἰσιν οἱ ἐκ φιλοδοξίας ἢ ἀντιπαθείας τῶν αἰρεσιάρχων πάσαι αἱ αἰρέσεις τὰς ἀφορμὰς ἰσχυράσι τῆς τυσάσεως αὐτῶν. Quest. IV. On trouve la même pensée dans St. CHRYSOSTÔME: Ἡ γὰρ τῶν αἰρέσεων μήτηρ, ἡ τῆς φιλαρχίας ἐστὶν ἐπιθυμία. In Galat. Cap. V. GROTIUS.

(6) *Hæretici* ergo sunt, sed non scientes: denique apud nos sunt *hæretici*, apud se non sunt. Nam in tantum se Catholicos esse judicant, ut nos ipsos titulo *hæreticæ* adpellationis infamant. Quod ergo illi nobis sunt, & hoc nos illis. Nos eos injuriam divine generationi facere certi sumus, quod minorem Patre Filium dicant: illi nos injuriosos Patri existimant, quia æquales esse credamus. Veritas apud nos est: sed illi apud se esse præsumunt. Honor Dei apud nos est: sed illi hoc arbitrantur honorem divinitatis esse, quod credunt. Inofficiosi sunt: sed illis hoc est summum religionis officium. Impii sunt: sed hoc putant veram esse pietatem. Errant ergo, sed bono animo

errant, non odio, sed adfectu Dei, honorare se dominum atque amare credentes. Quamvis non habeant reclam fidem, illi tamen hoc perfectam Dei æstimant caritatem. Qualiter pro hoc ipso falsa opinionis errore, in die Judicii, puniendi sint, nullus potest scire, nisi Judex. Interim idcirco eis, ut reor, patientiam Deus commodat, quia videt eos, etsi non recte credere, adfectu tamen pia opinionis errare. De Gubernat. Dei, Lib. V. pag. 150, 151. Edit. Paris. 1645.

(7) AGATHIAS parlant des ridicules superstitions des anciens Allemands, dit que tous les Errans sont plus dignes de pitié, que de colère, parce que ce n'est pas volontairement qu'ils s'égarent, mais par les fausses idées qu'ils se font du Bien après lequel ils soupirent, & auxquelles ils se tiennent constamment attachez, quelles qu'elles soient: Ἐλεῖσθαι μὲν ἂν, ἢ χαλεπαίνεισθαι, δίκαιοι ἂν εἴεν, καὶ πλείους μεταλλαγάνει συγγνώμης, ἀπαντες οὗτοι δὲ τῇ ἀληθείᾳ ἀμαρτάνουσιν. Ἐ γὰρ ὅπως ἐκόντες ἀλύνται καὶ ὀλισθαίνουσιν, ἀλλὰ τῷ ἀγαθῷ ἐφιέμενοι, ἵππιστα σφαλύντες τῇ κρίσει, τὸ λοιπὸν ἔχονται τῶν δοκηθέντων ἀπὸ τοῦ, ὅποιον αἴτια καὶ τύχαιον ὄντα. Lib. I. (Cap. V.) GROTIUS.

(8) C'est aussi ce que remarque St. CHRYSOSTÔME. Le moien, dit-il, de savoir, comment cette personne, que vous croiez dans l'erreur, s'excusera ou s'excusera elle-même, au jour que DIEU jugera des secrets des Hommes? Et là-dessus il ajoute, qu'il est impossible aux Hommes de sonder les voies & les jugemens de DIEU. Τὸ κεκρυμμένον, τῷ τῶν αἰῶνων κρυπτῷ ἀνεπισφαλὲς ἀποφαίνεται, μόνῳ εἰδότε καὶ μέτρα γνώσεως, καὶ ποσότητα πίστεως. Πότεν γὰρ ἴσμεν, εἰπέ μοι. παρακαλῶ, ποίους ῥήμασι κατηγορήσει αὐτὸν ἢ καὶ απολογησεται, ἐν ἡμέρᾳ ὅτε μέλλει ὁ Θεὸς κρίνειν τὰ κρυπτά τῶν ἀνθρώπων; ὄντως ἀνεξερεύνητα τὰ κρίματα, καὶ ἀνεξιχνίαστοι αἱ ὁδοὶ αὐτοῦ. Homil. contra Anathematizant. GROTIUS.

(9) Illi in vos serviant, qui nesciunt cum quo labore verum inveniantur, & quàm difficilè caveantur errores. Illi in vos serviant, qui nesciunt, quàm rarum & arduum sit, carnalia phantasmata pia mentis serenitate superare. Illi in vos serviant, qui nesciunt, cum quantâ difficultate sanetur oculus interioris hominis, ut possit intueri Solem suum

pendant DIEU, à mon avis, les supporte patiemment, parce qu'il voit que, s'ils sont dans l'erreur, ils errent par un mouvement de Piété.

4. Voici encore ce que St. AUGUSTIN dit des Manichéens, dans les erreurs grossières desquels il avoit été long tems engagé: (9) Nous n'avons garde de vous traiter avec rigueur: nous laissons cela à ceux qui ne savent pas quelle peine il faut pour trouver la Vérité, & combien il est difficile de se garantir des Erreurs. Nous laissons cela à ceux qui ne savent pas combien il est rare & pénible de s'élever au dessus des fantômes d'une Imagination grossière, par le calme d'une Intelligence pieuse. Nous laissons cela à ceux qui ne savent pas, quelle difficulté il y a à guérir l'œil de l'Homme intérieur, pour le mettre en état de voir son Soleil Nous laissons cela à ceux qui ne savent pas, quels gémissemens & quels soupirs il faut, pour acquérir quelque petite connoissance de la Nature Divine. Nous laissons cela enfin à ceux qui ne sont jamais tombez dans des erreurs semblables à celle qui vous séduit. Pour moi, je ne puis absolument me résoudre à vous maltraiter: je dois au contraire vous supporter, comme on m'a supporté moi-même autrefois, & user envers vous d'une aussi grande tolérance, que celle dont mes Proches usèrent envers moi, lors qu'une fureur aveugle me faisoit égarer avec vous.

5. Il y a une forte invective de St. ATHANASE (10) contre les Ariens, sur ce qu'ils étoient les premiers qui avoient eu recours à la Puissance Civile pour terrasser Po-

suum . . . Illi in vos serviant, qui nesciunt, quibus genitibus & suspiriis fiat, ut ex quantulacunque parte possit intelligi Deus. Postremo in vos illi serviant, qui nullo tali errore decepti sunt, quali vos deceptos vident Ego autem . . . servare in vos omnino non possum, quos, sicut me ipsum [il semble qu'il manque ici alii.] illo tempore, ita nunc debeo sustinere, & tantā patientiā vobiscum agere, quantā mecum egerunt proximi mei, quum in vestro dogmate rabiosus & cæcus errarem. Contra Epist. Manichei, quam vocant fundamenti, Cap. II. & III. pag. 78, 79. Tom. VI. Edit. Basil. 1528. Voilà de beaux discours, si ce Père ne les avoit démentis par sa conduite. Consultez la Note II. sur ce paragraphe.

(10) C'est avec raison que nous haïssons ces gens-là, qui les premiers du Christianisme ont donné le mauvais exemple de persécuter. Voyez leurs cruautés dans EUSEBE, de Vit. Constantin, Lib. I. Cap. V. XXXVIII. SOCRATE, Hist. Eccl. Lib. IV. Cap. XXIX. PROCOPE, Vandalic. Lib. I. dans l'endroit où il parle d'Honoré (ou Humeric, Cap. VIII.) & Gothic. Lib. I. (Cap. XIII.) au sujet d'Amalaric; comme aussi VICTOR d'Utique. St. EPIPHANE accuse les Demi-Ariens, de persécuter ceux qui enseignent la Vérité, & de vouloir les convertir non par la persuasion, mais par des haines, par des guerres, par l'épée; en sorte, ajoute-t-il, qu'ils ont travaillé à ruiner des Villes & des Provinces entières: τὴν τὴν ἀληθεῖαν διδάσκοντας διώκουν, ἐκείνους βυλόμενοι ἀνατρέπειν, ἀλλὰ καὶ ἐχθραῖς, καὶ πολέμοις, καὶ μαχαίραις παραδιδόντες τὴν οὐδὴν πιστεύοντας, λόγῳ γὰρ ἢ μὴ πῶλεϊ καὶ χερσὶ ἐργάσαντο, ἀλλὰ πολλαῖς. GREGOIRE, Evêque de Rome, dit à l'Evêque de Constantinople; en parlant de tels Persécuteurs, que c'est une nouvelle manière de Prédication, de convertir les gens à coups de bâton: Nova & inaudita est ista prædicatio, quæ verberibus exigit fides. GROTIUS.

Les Ariens ont eu sans doute tort de persécuter; mais, comme il faut rendre justice à tout le monde, notre Auteur ne devoit pas les charger du reproche d'avoir été les premiers qui ont deshonoré le Chris-

tianisme par une manière d'agir si opposée à l'Evangile. Feu Mr. BAYLE a très-bien remarqué, dans son Commentaire Philosophique, (Supplément, pag. 364. 1. Edit.) & dans son Dictionnaire Hist. & Critiq. à l'article d'Arius, Not. A. G. que les Orthodoxes avoient été les agresseurs: car ce furent eux qui implorèrent le bras séculier de Constantin contre l'Arianisme, avant que les Ariens eussent employé aucune voie de fait. Voyez ce qui suit; & EUSEBE, dans sa Vie de CONSTANTIN, Lib. III. Cap. LXIV, & seqq. SOCRATE, Hist. Eccl. Lib. I. Cap. IX. dans la Lettre de Constantin aux Evêques & au Peuple. Notre Auteur cite mal à-propos cette Vie, où il n'y a rien sur les persécutions dont les Ariens usèrent envers ceux du Parti opposé. Il a eu apparemment dans l'esprit ce que rapporte SOZOMENE, Hist. Eccl. Lib. II. Cap. XXV. XXVIII. touchant la déposition & l'exil de St. Athanase. La citation, qui suit, est aussi fautive pour le chiffre du Chapitre; car c'est aux Chapp. VI. XV. XVI. XVII. XVIII. & XIX. du Livre IV. que SOCRATE parle des violences & des cruautés que l'Empereur Valens, animé par les Ariens, exerça contre les défenseurs de la consubstantialité du Verbe. Au reste, notre Auteur, dans ses Notes sur les Evangiles (in MATH. XIII, 41. pag. 257.) s'exprime autrement sur ce fait. Il se contente d'attribuer aux Ariens l'introduction des Peines corporelles un peu rigoureuses, d'où ils passèrent ensuite, dit-il, à répandre le sang de ceux qui n'étoient pas de même opinion, qu'eux, sur la Religion. Mais il avouë, que Constantin, après avoir déclaré, dans ses premiers Edits, qu'il falloit laisser à chacun la liberté de Conscience, décerna ensuite des peines, la plupart pécuniaires, contre ceux qui s'étoient séparés de la communion de la grande Eglise, c'est-à-dire, du Parti le plus fort: ce qu'il fit (ajoute notre Auteur) ou par politique, ou à la sollicitation des Evêques, qui vouloient s'épargner la peine de disputer tous les jours avec les contredifans: Seu quod imperio ita conducere arbitrabatur, seu quod Episcopi laborem quotidiana disputationis subterfugerent &c.

l'opinion contraire à la leur, & pour attirer à leur parti par la violence, par les coups, par les prisons, ceux qu'ils n'avoient pû persuader par des discours. (11) *En quoi, ajoute-t-il, cette Hérésie fait bien voir, qu'elle n'est point pieuse, ni religieuse.* C'est, à mon avis, une allusion à ce que dit St. PAUL, dans son Epître aux Galates : (a) *Comme alors celui qui étoit né selon la chair, persécutoit celui qui étoit né selon l'esprit ; il en est de même à présent.* On trouve quelque chose de semblable dans un Discours de St. HILAIRE à l'Empereur *Constance*. L'Eglise de l'ancienne Gaule condamna la conduite (12) de quelques Evêques, qui avoient fait en sorte qu'on punit de mort les *Priscillianistes*. Et en Orient on désapprouva aussi un Concile, qui avoit consenti à ce que *Bogomile* fût brûlé. Ceux qui exercent ou qui approuvent de pareilles violences, doivent être renvoyés à l'école d'un Philosophe Païen, c'est PLATON, qui a dit très-sagement, (13) que la peine due à un homme qui est (14) dans l'erreur, c'est d'être instruit.

§. LI. IL Y A plus de justice à punir (1) ceux qui agissent avec irrévérence & avec irréligion envers les Dieux qu'ils reconnoissent. C'est une des raisons qu'on allégué (a) pour justifier la Guerre du Péloponnèse entre les Athéniens & les Lacédém-

(a) Galat. IV, 29. Voyez là-dessus St. Jérôme, cité dans le Droit Canonique, *Canf. LXIII. Qu. IV. Cap. 13.*

(a) Thucyd. Lib. I. Cap. CXXVI, & seqq. Edit. Oxon.

(11) Il ajoute, que c'est le propre de la Piété, d'employer non les voies de la Contrainte, mais celles de la Persuasion : Ἡ δὲ νῦν καὶ μυστὰ τέτων αἵρεσις, ὅταν ἀνατραπῇ τοῖς λόγοις, ὅταν ὑπὸ τῆς ἀληθείας αἰσχυρθεῖσα πῶς, λοιπὸν ἔσ' μὴ δέδνηται πείσασθαι λόγοις, τέτ' αὖτε τῇ βίᾳ, καὶ πλῆγαις, καὶ δεσποτικῶς ἔλκειν ἐπιχειρεῖ, γνωρίζουσα αὐτὴν καὶ ἑαυτῶς, ὡς πάντῃ μάλλον εἶναι ἢ δεσποτικῶς. δεσποτικῶς μὲν γὰρ ἰδίου, μὴ ἀναγκαζεῖν, ἀλλὰ πείθειν, ὥσπερ εἰπομεν. Epist. ad Solitar. Tom. I. pag. 855. A. On peut se prévaloir, avec raison, d'un aveu si formel de St. ATHANASE. Mais la vérité est, que lui & divers autres Pères, qui ont parlé de même, se sont souvent contredits dans leur conduite, & ont même admis ou établi des principes, en conséquence desquels la Persécution pour cause de Religion n'étoit condamnée qu'à demi par leurs maximes vagues & mal digérées. En particulier, le grand St. AUGUSTIN a varié là-dessus, selon les tems, comme notre Auteur le reconnoît dans le même endroit de ses Notes sur les Evangiles, que je viens de citer. Ce Père, dit-il, a cru pendant long tems, qu'on ne doit punir en aucune manière ceux que l'on appelle *Hérétiques*. Mais aiant eu depuis à soutenir bien des combats contre les *Donatistes*, gens assez opiniâtres, il changea de sentiment, & approuva les Punitons qui laissent au Coupable le tems de se repentir ; condamnant toujours d'ailleurs de dernier supplice, qu'il dissuadé souvent contre ces sortes de gens. Voyez, au reste, le Traité de MARC ANTOINE LE DOMINIS, *De Republ. Ecclesiastica*, Lib. VII. Cap. VIII. où l'on a ramassé plusieurs autres passages des Pères, sur le sujet dont il s'agit.

(22) *Idace*, & *Ithace*. SULPICE SEVERE remarque, qu'ils furent bien peu sages, d'avoir recours, comme ils firent d'abord, aux Juges Civils, pour les engager à faire chasser des Villes les *Priscillianistes* : Tum vero Idacius atque Ithacius acriter instare, arbitantes posse inter initia malum comprimere : sed parum sanis consiliis, seculares Judices adeunt, ut eorum decretis atque exsecutionibus Hæretici urbibus pellerentur. (Hist. Sacr. Lib. II. Cap. XLVII. num. 5. Edit. Vorst.) Un peu plus bas, en parlant du Concile de Bourdeaux, où les deux Evêques Espagnols, dont il s'agit, parurent comme Accusateurs des *Priscillianistes*, cet Historien dit, qu'il ne blâmeroit pas leur zèle contre l'Hérésie, s'ils n'avoient agi avec trop de chaleur, par le désir de vaincre ; & il condamne égale-

ment les Accusez, & les Accusateurs : Sequenti etiam accusatores, Idacius, & Ithacius Episcopi : quorum studium in expugnandis Hæreticis non reprehenderem, si non, studio vincendi, plus quam oportuit, certassent. Ac mea quidem sententia est, mihi tam reos, quam accusatores, displicere. (Cap. L. num. 1, 2.) Martin, Evêque de Tours, n'oublia rien pour engager *Idace* à se déshabiller de son accusation : il pria l'Empereur *Maxime* de ne pas répandre le sang de ces malheureux : il lui représenta, qu'il fustifioit de reste, qu'après avoir été déclaré *Hérétique* par la sentence des Evêques, on les mit hors des Eglises ; que c'étoit un attentat inouï, qu'en matière d'affaires Ecclésiastiques on eût recours aux Juges Civils : Namque tum Martinus apud Treviros constitutus, non desinebat increpare Ithacium, ut ab accusatione desisteret ; Maximum orare, ut sanguine infelicitium abstinere : satis superque sufficere, ut, Episcopali sententia Hæretici judicati, Ecclesiis pellerentur : novum esse & inauditum nefas, ut causam Ecclesie Judex sæculi judicaret. (Ibid. num. 5.) GROTIUS.

(13) J'ai trouvé ce mot, dans le I. Livre de la République, où le Philosophe parle de ceux qui ignorent quelque Vérité : or cette ignorance jette ordinairement dans quelque Erreur : Τι ἐνι (ἐφ'ἣ) ἐν ἡγ'ὼ δειξὼ ἐτέρων ἀπόκρισιν παρὰ πάσας τὰς περὶ δικαιοσύνης, βελτίᾳ τέτων, τὴ ἀξίους παθεῖν ; Τι ἄλλο (ἢν δ' ἡγ'ὼ) ἢ ὅπερ προσήκει πάσχειν τῷ μὴ εἰδῶσι ; προσήκει δὲ περὶ μαθεῖν παρὰ τῷ εἰδῶτος. Pag. 337. D. Tom. II. Edit. H. Steph. C'est de là visiblement qu'est prise la pensée d'un Père de l'Eglise, que notre Auteur cite dans la Note suivante.

(14) L'Erreur ne mérite pas le nom de crime, selon SENEQUE.

THES. Quis nomen umquam sceleris errori dedit ? (Hercul. fur. vers. 1237.) Le même Philosophe dit, qu'il n'est pas d'un Homme sage de haïr ceux qui sont dans l'Erreur ; autrement il faudroit qu'il se haït lui-même : Non est autem prudentis, errantes odisse : alioquin ipse sibi odio erit. De Ira, Lib. I. Cap. XIV. Voici une sentence de l'Empereur MARC ANTONIN : Instruis, si tu le peux, ceux qui s'égarent : sinon, souviens-toi, que la Douceur t'a été donnée pour en faire usage à leur égard. Les Dieux même les supportent avec douceur : Εἰ μὲν δύνασαι, μεταδιδάσκει : εἰ δὲ μὴ, μέμνησο, ὅτι πρὸς τὸτο ἡ εὐμένεια σοι δοταί, καὶ οἱ Θεοὶ δὲ εὐμενέας τοῖς τοιούτοις εἰσι. Lib. IX. (§. 11.) St. CHRYSOSTÔME dit, qu'on ne doit ni punir, ni accu-

moniens. Philippe de Macédoine prit les armes pour le même sujet (b) contre les Phocéens, dont le sacrilège, à ce (2) que dit JUSTIN, méritoit que toutes les forces du Monde se réunissent pour le venger. St. JÉRÔME remarque, que, (3) tant que les Vaisseaux sacrez du Temple de Jérusalem demeurèrent dans le Temple des Idoles à Babylone, DIEU ne se mit point en colère contre les Babyloniens, parce qu'ils consacroient ainsi de bonne foi au culte divin, selon leurs fausses idées, des choses qui appartenoient à DIEU; mais depuis qu'ils eurent profané ces choses saintes, en les faisant servir à des usages profanes, le sacrilège fut bien-tôt suivi de la punition. St. AUGUSTIN dit, que DIEU rendit l'Empire des Romains si étendu, à cause (4) que ce Peuple étoit zélé pour sa Religion, quoique fausse; &, comme s'exprime LACTANCE, (5) parce qu'il s'attachoit constamment au grand Devoir des Hommes, sinon par une vraie pratique, du moins avec bonne intention. Et nous avons remarqué (c) ci-dessus, que le vrai DIEU punit le Parjure, quelque fausses que soient les Divinités par lesquelles on a juré, les prenant pour la véritable. SENEQUE dit, (6) qu'on punit de telles gens, parce qu'ils ont cru outrager la Divinité; & que cette pensée où ils sont les rend sujets à la peine. C'est ainsi que j'entens ce que le même Philo-

(b) *Diod. Sic. Lib. XVI. Cap. LX, & seqq.*

(c) *Chap. XIII. de ce Livre, §. 12.*

accuser même, ceux qui sont dans l'ignorance, mais qu'il est juste de leur apprendre ce qu'ils ignorent: Τὸν γὰρ ἀγνοῦντα, ἢ κακῶς πᾶσιν, ἢ δὲ ἐγκαλεῖσθαι, ἀλλὰ καὶ θάνατον δικαίον ἐστὶν ὅπερ ἀγνοῖ. In Ephes. IV, 17. L'Empereur Valentinien I. est loué de sa modération, par AMMIEN MARCELLIN, en ce qu'il n'inquiéta personne pour cause de Religion, & qu'il laissa chacun servir DIEU paisiblement selon les lumières de sa Conscience: *Postremo hoc moderamine principatus inclaruit, quod inter Religionum diversitates medius stetit: nec quumquam inquietavit, neque ut hoc coheretur imperavit, aut illud: nec interdictis minacibus subjectorum cervicem ad id, quod ipse coluit, inclinabat: sed intemperate remissus has partes, ut reperit.* Lib. XXX. Cap. IX. GROTIUS.

§. LI. (1) Voyez là-dessus de belles choses dans les Livres V. & VI. de St. CYRILLE, contre l'Empereur Julien. Les Amphictyons, à la persuasion de Solon, firent la guerre aux Cirrhéens, à cause qu'ils étoient entrez par force dans le Temple de Delphes; comme le témoigne PLUTARQUE, dans la Vie de Solon, (pag. 83. E. Tom. I. Edit. Wech.) On peut aussi punir légitimement ceux qui veulent passer pour Prophètes, quoi qu'ils ne le soient point. Voyez AGATHIAS, Lib. V. (dans l'endroit où il parle de ces sortes de gens, qui s'élevèrent à Byzance, Cap. III.) GROTIUS.

(2) *Illum vindicem sacrilegii, illum ultorem religionum, quod orbis viribus expiari debuit, solum qui piacula exigeret, existisse.* Lib. VIII. Cap. II. num. 6.

(3) *Quamdiu vasa fuerunt in idolo Babylonis, non est iratus Dominus: (videbantur enim rem Dei, secundum pravam quidem opinionem, tamen divino cultui consecrassent) postquam autem humanis usibus divina contaminant, statim pena sequitur post sacrilegium.* In Daniel. Cap. V. (Tom. V. pag. 581. B. Edit. Basl.)

(4) On ne cite point l'endroit où l'on a trouvé cela: & il pourroit bien ne se trouver nulle part; quoi qu'un docte Allemand, CHRISTOPHE ADAM RUPERT, pose en fait la même chose, dans ses *Observations* sur VALERE MAXIME, Lib. I. Cap. I. pag. 19. sans doute sur la foi de notre Auteur. Je soupçonne fort, qu'il a mal pris la pensée du Père de l'Eglise: ou si ce Père a dit quelque chose de semblable, il n'est pas ici tout-à-fait constant dans ses principes: car, dans son *Traité de la Cité de DIEU*, Lib. V. Cap. XII. il établit au long, que la Providence Divine a voulu

TOM. II.

que l'Empire des Romains s'accrût, non à cause de l'attachement qu'ils avoient à leur Religion, quoique fausse; mais à cause de leurs Vertus Civiles. Voyez aussi Lib. IV. Cap. XII. Je vois dans les Notes de TESMAR, un passage de la V. Lettre, écrite à Marcellin, où ce Compilateur trouve la pensée, que notre Auteur attribue à St. AUGUSTIN: mais c'est justement tout le contraire, & je vais rapporter le passage, afin qu'on voie en même tems la vérité de ce que je viens de remarquer, & le peu de jugement que TESMAR fait paroître ici, comme par tout ailleurs: *Ut, quamdiu inde peregrinamur, feramus eos, si corrigere non valeamus, qui, vitiis imbutis, volunt stare Republicam, quam primi Romani constituerunt auxeruntque virtutibus: & si non habentes veram pietatem erga DEUM verum, quæ illos etiam in æternam civitatem posset salubri religione perducere, custodientes tamen quandam sui generis PROBITATEM, quæ posset TERRENÆ CIVITATI CONSTITUENDÆ, AUGENDÆ, CONSERVANDÆQUE sufficere.* DEUS enim sic ostendit in opulentissimo & præclaro Imperio Romanorum, QUANTUM VALEBANT CIVILES, ETIAM SINE VERA RELIGIONE VIRTUTES &c. Voilà qui s'accorde bien avec ce que l'ancien Docteur dit dans les endroits de son autre Ouvrage, que j'ai indiqués.

(5) Il parle des Peuples Idolâtres en général: *Nam isti fragilium cultores, quamvis sint inepti, quia celestia constituunt in rebus corruptibilibus atque terrenis; aliquid tamen sapientiæ retinent, & habere veniam possunt, quia summum hominis officium, etsi non re ipsa, tamen proposito tenent &c.* Instit. Divin. Lib. II. Cap. III. num. 14. Edit. Cellar.

(6) *Injuriam sacrilegi Deo quidem non potest facere, quem extra ictum sua divinitas posuit: sed punitur, quia tamquam Deo fecit. Opinio illum nostra, ac sua, obligat penæ.* De Benefic. Lib. VII. Cap. VII. Le Philosophe ne parle point-là de ceux qui outragent de fausses Divinités: mais sa pensée est, comme il paroît par toute la suite du discours, qu'encore qu'en commettant un sacrilège, on ne fasse, à proprement parler, aucun mal à la Divinité, qu'il suppose véritable, parce qu'elle est au dessus de toute atteinte; cependant celui qui commet le sacrilège, mérite d'être puni, parce qu'il croit faire du mal à la Divinité, & que les autres regardent son action sur ce pié-là. Notre Auteur a néanmoins depuis allégué ailleurs ce passage, ainsi mal appliqué, dans ses *Notes* sur le Livre de

P

la

Iofophe dit ailleurs , (7) qu'on punit diversement , selon les lieux , le violement de la Religion , mais que par tout il y a quelque peine attachée à ce crime. C'est dans le même sens que PLATON (d) condamne à la mort les violateurs de la Religion.

(d) De Legib. Lib. X. pag. 907, & seqq. Tom. II. Ed. Steph.

CHAPITRE XXI.

De la manière dont LES PEINES SE COMMUNIQUENT d'une personne à l'autre.

I. Comment on a PART A LA PUNITION, pour avoir eu part au Crime. II. Qu'un Corps, ou ceux qui le gouvernent, sont responsables des Crimes de ceux qui dépendent d'eux, si en ayant connoissance, ils ne les ont pas empêchés, lors qu'ils le pouvoient & qu'ils le devoient. III. Il en est de même, quand on a donné retraite à ceux qui ont commis ailleurs quelque Crime: IV. A moins qu'on ne punisse, ou qu'on ne livre le Coupable. Eclaircissement de cela, par des exemples. V. Que les privilèges des Supplians, ou Réfugiez, sont établis en faveur des Malheureux, & non pas en faveur des Coupables. Exception à cette règle. VI. Que l'on peut protéger les Supplians, ou Réfugiez, jusques à ce que leur procès soit instruit. Par quelles Loix on doit juger de leur crime? VII. Comment les Sujets ont part aux crimes de leur Souverain, ou les Membres d'un Corps à ceux du Corps. Différence qu'il y a entre la punition d'un Corps, & la punition des Particuliers, qui le composent. VIII. Combien de tems dure le droit qu'on a de punir un Corps. IX. Si l'on peut avoir part à la Peine, sans avoir eu part au Crime? X. Distinction entre les maux qu'on fait souffrir directement, & ceux que l'on cause par une suite des premiers. XI. Et entre ceux qui sont une véritable punition du Crime, & ceux que l'on fait souffrir seulement à l'occasion du Crime. XII. Qu'à parler proprement, per-

la Sapience de SALOMON, vers. 31. où, sur le mot *opinio*, il dit: *adde, aut professio*.

(7) *Et homicidii, veneficii, parricidii, violatarum religionum, aliubi atque aliubi diversa pena est, sed ubique aliqua.* Ibid. Lib. III. Cap. VI.

CHAP. XXI. §. I. (1) Voiez, sur cette matière, PUFENDORF, *Droit de la Nature & des Gens*, Liv. VIII. Chap. III. §. 28, & suiv. & Chap. VI. §. 12.

(2) Les Ministres & les Complices d'un Crime y aiant volontairement concouru, partagent la faute avec les Auteurs mêmes de l'Action, comme le remarque TERTULLIEN: *Dicent enim, ministros & socios habere arbitrium ministrandi atque sociandi, & potestatem suae voluntatis in utrumque, homines scilicet & ipsos: idcirco cum auctoribus merita communicare, quibus operam sponte admodant.* De Resurrectione carnis. (Cap. XVI.) GROTIUS.

(3) Quand on fit mourir St. Etienne, quoique Saul gardât seulement les habits de ceux qui jettoient des pierres contre ce saint homme, il le lapidoit par leurs mains; comme le remarque St. AUGUSTIN: *Saulus manibus omnium lapidabat.* Serm. V. De Sanctis, Cap. IV. Voiez quelque chose de semblable Serm. I. in idem argument. Cap. III. & Serm. XIV. GROTIUS.

Le consentement de Saul n'étoit pas nécessaire; on auroit bien lapidé, sans lui, St. Etienne. Ainsi cet exemple se rapporte à une autre classe, ou au cas de

ceux qui ne concourant que peu ou point à la production actuelle d'un Crime, sont unis de volonté avec celui qui le commet, & disposez à faire beaucoup pour l'y aider, s'il le falloit.

(4) Comme si l'on fait tomber de l'argent de la poche de quelqu'un, afin qu'un autre s'en laisse: ou si on l'arrête, pour donner à un autre le tems de prendre quelque chose de son bien: ou si l'on fait fuir les Brebis ou les Bœufs de quelqu'un, avec du drap rouge, par exemple, pour les faire tomber entre les mains d'un Voleur: ou si l'on met une Echelle à la Fenêtre, ou qu'on enfonce la Fenêtre ou la Porte, afin que le Voleur puisse entrer: ou si on lui prête l'Echelle, pour monter, ou quelque Instrument de fer, pour ouvrir. Ce sont les exemples qu'on allègue dans les INSTITUTEES: *Interdum furti tenetur, qui ipse furtum non fecit: qualis est, cujus ope consilio furtum factum est. In quo numero est, qui tibi nummos excussit, ut alius eos raperet; aut tibi obstitit, ut alium rem tuam exciperet; aut oves tuas vel boves fugaverit, ut alius eas exciperet. Et hoc Veteres scripserunt de eo, qui panno rubro fugavit armentum: . . . Ope consilio ejus quoque furtum admitti videtur, qui scalas forte fenestris supponit; aut ipsas fenestras vel ostium effringit, ut alius furtum faceret; quove ferramenta ad effringendum, aut scalas, ut fenestris supponerentur, commodaverit. sciens cujus rei gratia commodaverit.* Lib. IV. Tit. I. De obligationibus, quae ex delicto nascuntur, §. 11. Voiez l'Edit de THEODORIC, Cap. CXX.

personne ne peut être légitimement puni, pour un Crime d'autrui : XIII. Un Fils, par exemple, pour les Crimes de son Père ; XIV. Ce qui n'est pas détruit par la manière dont DIEU traite les Enfants de certains Pécheurs. XV. Moins encore doit-on punir les autres Parens. XVI. On peut néanmoins refuser aux Enfants ou aux Parens d'un Coupable, quelque chose qu'ils auroient pu avoir sans cela. XVII. Les Sujets ne doivent pas non plus être punis proprement & directement, pour les fautes de leur Souverain. XVIII. Ni les Membres d'un Corps, pour la faute du Corps, à laquelle ils n'ont pas consenti. XIX. Que les Héritiers ne sont pas punissables d'un Crime du Défunt, à considérer le mal qu'on voudroit leur faire souffrir comme une véritable Peine : XX. Mais qu'ils doivent subir la Peine, lors qu'elle a été changée en une autre sorte d'obligation.

§. I. I. **O**N demande, si les PEINES peuvent se COMMUNIQUER d'UNE PERSONNE À L'AUTRE? Et cela s'entend toujours, ou de ceux

(1) qui ont eu part au Crime, ou des autres, qui n'y ont eu aucune part.

2. Quand on a eu part au Crime, on n'est pas tant puni pour le Crime d'autrui,

(2) que pour le sien propre. Or on a part aux Crimes d'autrui, à peu près de la même manière que j'ai dit ci-dessus (a) qu'on a part au Dommage causé injustement par quelcun; quoique l'obligation de réparer le Dommage ne suppose pas toujours un Crime, mais seulement lors qu'on a causé le Dommage par l'effet d'une malice considérable; ce qui n'arrive pas toujours: au contraire, une simple faute, quelque légère qu'elle soit, suffit souvent pour imposer la nécessité de réparer le Dommage.

(a) Chap.
XVII. de ce
Liv.

3. Ceux donc qui commandent une Action Mauvaise; ceux qui y (3) consentent, lors que leur consentement étoit nécessaire pour la commettre; ceux qui fournissent (4) quelque secours à l'Auteur de l'action, ou qui (5) lui donnent retraite, ou qui ont part au Crime de quelque autre manière; ceux (6) qui conseillent le Crime, ceux (7) qui le louent, ou qui flattent la personne qu'ils voient tentée de le commettre; ceux qui pouvant & devant l'empêcher, en vertu d'une obligation proprement

CXX. GROTIUS.

(5) St. JÉRÔME [ou celui dont l'Ouvrage passe mal-à-propos sous le nom de ce Père] dit, qu'on est complice d'un Larcin, lors que pouvant indiquer le Voleur au Maître de l'argent dérobé, qui le cherche, on ne le fait pas: *Non enim fur solummodo, sed etiam ille reus tenetur, qui conscius furti, quarenti possessori pecuniam qui perdidit, non vult indicare, quum valet.* Comment. in Parabolas Salomon. (Cap. XXIX. Tom. VII. pag. 53. C. Edit. Froben. 1537.) St. CHRYSOSTÔME fait le même jugement de ceux qui sachant que quelcun se parjure, ne le découvrent pas: *ὅτι γὰρ οἱ ἐπιορκῶντες μόνον, ἀλλὰ καὶ οἱ συνειδότες μὲν, περιτείλλοντες δὲ, κοινωνοὶ τῶν ἐγκλημάτων.* De Statuis, Orat. XIV. GROTIUS.

(6) Voyez les INSTITUTES, & l'Edit de THEODO-RIC, dans les endroits que je viens de citer, Note 4. Selon une ancienne Loi d'Athènes, celui qui avoit conseillé un Crime étoit sujet à la peine, tout de même que celui qui l'avoit commis: *Καὶ ὅτος ὁ νόμος καὶ πρό-τερον ἦν ὡς καλῶς ἔχον, καὶ νῦν ἐστὶ, καὶ χρῆσθαι αὐτῷ, τὸν βουλευσάντα ἐν τῷ αὐτῷ ἐνέχεσθαι, καὶ τὸν τῇ χειρὶ ἐργασάμενον.* ANDOCID. (Orat. I. de Mysteries, pag. 219. Ed. Wech.) ARISTOTE dit, que, sans le conseil donné, celui qui l'a suivi n'auroit pas fait ce qu'il a fait: *Οὐ γὰρ αὐτὸν παραχρῆναι, μηδὲ βουλευσάμενον.* Rhetoric. Lib. I. Cap. VII. (pag. 126. Edit. Victor. 527. Edit. Paris. Tom. II. GROTIUS.

Ce que l'on cite ici d'ARISTOTE, le Philosophe le rapporte comme étant de l'Orateur Léodamas, qui se fondeoit là-dessus pour prouver que celui qui donne un mauvais conseil est plus coupable que celui qui le suit: *Ὡς περὶ ὁ Λεοδάμας κατηγορεῖν ἐφ' ἡ Καχιστάτης, τὸν βουλευσάντα τῷ πράξαντος μᾶλλον ἀδικεῖν· οὐ γὰρ αὐτὸν &c.* Notre Auteur (pour le dire en passant) citoit ici par méprise, De Poëtica, Cap. 17. Il faut remarquer encore, que dans l'endroit des INSTITUTES auquel il renvoie, le simple Conseil n'est pas regardé comme une chose qui rende complice du Larcin: l'Empereur veut, au contraire, que celui qui a conseillé de dérober, soit à l'abri de toute poursuite, s'il n'a point donné de secours réel d'une manière ou d'autre: Certè qui nullam opem ad furtum faciendum adhibuit, sed tantum consilium dedit, atque hortatus est ad furtum faciendum, non tenetur furti. Cela est clair; & je ne dois pas entrer dans la dispute des Interprètes sur le sens de cette formule, *Ope consilio*, ou, *Ope aut consilio*: dispute, à quoi a donné lieu l'ambiguïté du mot *Consilio*, & la différence d'opinions sur ce sujet entre les Sectes des anciens Jurisconsultes.

(7) Selon St. CHRYSOSTÔME, celui qui loue une Mauvaise Action, est pire que celui qui la commet: *Καὶ γὰρ τῷ πλεμμελῆντος ὁ τὴν ἀμαρτίαν ἐπαίνων καλεσ-πώτερος.* In Cap. I. ad ROMAN. circa fin. Par les Loix des anciens Lombards, celui qui étant présent encourage une personne qui fait mal, est regardé comme

ment ainsi nommée, ne (8) le font pas; ou qui étant dans une semblable obligation de secourir une personne à qui l'on fait du tort, la laissent impunément insulté; ceux qui négligent de dissuader, comme ils y étoient obligés, l'Auteur de l'action mauvaise; ceux qui gardent le silence, sur un Crime qu'ils étoient tenus de révéler; tous ceux-là peuvent être punis, s'il y a eu dans leur fait une malice assez grande pour les rendre dignes de punition, selon les maximes établies dans le Chapitre précédent.

§. II. I. POUR éclaircir ce que nous venons de dire, il faut en alléguer des exemples. Une Société Civile, comme tous les autres Corps, n'est pas responsable (1) des actions de chaque Particulier, auxquelles elle n'a rien contribué en faisant ou ne faisant pas certaines choses. Un Père n'est pas non plus responsable des fautes de ses Enfans; ni un Maître, de celles de ses Esclaves; ni tout autre Supérieur, de celles des personnes qui dépendent de lui: à moins qu'il n'y ait quelque chose de criminel dans sa conduite, par rapport aux fautes de ceux sur qui il a autorité. Or entre toutes les manières dont un Supérieur peut se rendre coupable à cet égard, il y en a deux qui sont le plus communes, & qui méritent d'être considérées avec beaucoup de soin: l'une est, lors qu'ils souffrent que l'on commette un Crime; l'autre, lors qu'ils donnent retraite au Coupable.

2. Sur

s'il commettoit lui-même le Crime, *Lib. I. Tit. IX. §. 25.* Voyez les passages de PHILON, & de JOSEPH, que je citerai ci-dessous, dans la Note 1. du §. 17. GROTIUS.

Voyez, sur tout ceci, le *Droit de la Nat. §. des Gens*, de PUFENDORF, *Liv. I. Chap. V. §. dernier; Liv. III. Chap. I. §. 4.* & les Notes sur l'Abrégé des *Devoirs de l'Homme & du Citoyen*, *Liv. I. Chap. I. §. dernier.*

(8) Ceux qui pouvant empêcher un Larcin, ne l'ont pas fait, sont punis de la même manière que le Voleur, selon St. CHRYSOSTÔME: *Ὅσπερ ἐν οὐχ οἱ κλέπτοντες μόνον, ἀλλὰ καὶ οἱ κύριοι μὲν ὄντες καλεῖσθαι, καὶ καθύστερον δὲ, τὴν αὐτὴν ἐκείνοις διδ' αἰς δίκην.* Advers. Judæos, *Orat. I.* Le même Père soutient ailleurs, que celui qui empêche qu'on ne soigne un Malade, & qu'on ne le traite, est coupable, tout de même que s'il l'avoit blessé; *In II. ad Corinth. Cap. VII.* GROTIUS.

§. II. (1) St. AUGUSTIN distingue entre les Fautes propres que chacun commet, & les Fautes publiques, qui se commettent par l'union des volontés d'une Multitude: *Aliud est enim, quod in Populo habet quicquid peccatum suum proprium, & possunt habere omnes propria: aliud, quando commune peccatum est, quod uno animo fit, & una voluntate ad aliquid multitudine comparata committitur.* [Quest. in LEVITIC. XXVI.] De là vient cette clause des anciens Traitez d'Alliance: *Si prior defecit publico consilio, dolo malo &c.* [TIT. LIV. Lib. I. Cap. XXIV. num. 8.] par où l'on donnoit à entendre, qu'il n'y avoit que ce qui étoit fait par délibération publique, qui pût être regardé comme une infraction du Traité. Et c'est ce que les Députés des Locriens représentoient au Sénat Romain, pour excuser leur révolte: *Quippe si & culpa defectionis procul à publico consilio absit &c.* Idem, (*Lib. XXIX. Cap. XVII. num. 2.*) Zénon, demandant grace la larme à l'œil, pour les Magnésiens, prioit Titus Quinctius, & les autres Ambassadeurs du Peuple Romain, qui l'accompagnoient, de ne pas rendre tout l'Etat responsable de la folie d'une seule personne; ajoutant, que les fautes sont personnelles, & aux risques & périls de celui qui se laisse emporter à la passion: *Ab T. Quintio, legatūque aliū, flens petit, ne unius amen-*

tiam civitati assignarent. Suo quemque periculo furere. Idem (*Lib. XXXV. Cap. XXXI. num. 14, 15.*) Les Ambassadeurs de Rhodes, parlant devant le Sénat Romain, distinguoient le fait du Public d'avec la faute des Particuliers: ils représentoient en même tems, qu'il n'y a point d'Etat où l'on ne trouve quelquefois de méchans Citoyens, & que par tout la Multitude est aveugle & ignorante: *Sed publicam causam à privatorum culpa segregaturus [sum]. Nulla enim est civitas, quæ non & improbos cives aliquando, & imperitam multitudinem semper habeat.* Idem, *Lib. XLV. (Cap. XXIII. num. 7, 8.)* AMMIEN MARCELLIN rapporte, que les Ambassadeurs des Quades, ancien Peuple d'Allemagne, se servirent de l'excuse ordinaire, qu'on n'avoit rien fait contre les Romains par délibération publique des Principaux de la Nation, mais que les désordres venoient de quelques Brigands étrangers: *Docere jussi, quæ ferebant, [Quadorum legati] usitatas illas causarum species, jurandi fidem addendo, firmabant: nihil ex communi mente Procerum gentis delictum adseverantes in nostros, sed per extimos quosdam latrones, amique confines, evenisse, quæ inciviliter gesta sunt &c.* *Lib. XXX. (Cap. VI.)* St. CHRYSOSTÔME parlant de ceux qui avoient excité à Antioche la sédition, dans laquelle on renversa les Statués de l'Empereur Théodose, & de la Famille Impériale; remarque, que le Corps de la Ville n'eut point de part à ces désordres, mais que les auteurs en furent quelques Etrangers insolens & furieux: d'où il conclut, qu'il ne seroit pas juste qu'une si grande Ville fût ruinée, pour la folie d'un petit nombre de gens, & que les Innocens fussent punis avec les Coupables: *Οἱ οὐ κοινὸν τῆς πόλεως τὸ ἀμάρτημα γέγονεν, ἀλλὰ ἀνδράων τινῶν ξένων καὶ ἐπηλύδων, ἔδην λογισμῷ ποισάντων, ἡ τολμή καὶ παρρησία πάση. καὶ ἐν αὐτῇ δικαίον, ὑπὲρ τῆς ὀλίγων ἀπαιδευσίας πολλὴν τοσαύτην ἀναρπάξασθαι, καὶ τὰς ἐδὲν ἡδικοητότας διδόναι δίκην.* *Orat. III. de Statuis.* GROTIUS.

(2) Il dit, dans la Harangue contre Pison, qu'il n'y a pas grande différence entre troubler l'Etat par des Loix pernicieuses & des Harangues séditieuses, & permettre que d'autres le troublent de cette manière, sur tout quand c'est un Consul qui fait de pareilles choses: *Nondum quæ feceris, sed quæ fieri passus sis, dico.*

2. Sur le premier chef, il faut poser pour maxime, que celui qui aiant connoissance du Crime, & pouvant & devant l'empêcher, ne le fait pas, se rend lui-même coupable; parce qu'il est censé avoir consenti à l'action mauvaise qu'il a laissée commettre, comme l'ont remarqué (2) Ciceron, St. Augustin (3), & (4) autres anciens Auteurs. Ainsi, par les Loix Romaines, (5) celui qui souffre qu'on prostituë une Fille Esclave qu'il pouvoit mettre à couvert de la prostitution, est censé la prostituer lui-même. Si un Esclave tuë quelcun, & que son Maître le sache, celui-ci est responsable solidairement du meurtre: (6) il est censé alors, disent les Jurisconsultes, avoir ôté lui-même la vie à celui que son Esclave a tué. La Loi Fabienne (7) punit un Maître, lors que, lui le sachant, son Esclave en a suborné & caché un autre, appartenant à autrui.

3. Mais il ne suffit pas d'avoir eu connoissance du mal que font ceux sur qui l'on a autorité, il faut encore que l'on ait pu l'empêcher, comme nous l'avons dit. C'est aussi la décision des Loix Romaines, (8) qui se fondent sur ce que la connoissance doit être ici accompagnée de volonté. D'où elles infèrent, qu'un (9) Maître n'est pas responsable des fautes de son Esclave, si l'Esclave a appelé en Justice pour prouver qu'il étoit de condition libre, ou s'il s'est moqué des défenses de son Maître; parce qu'en ce cas-là le Maître n'a pu (10) empêcher ce qu'a fait l'Esclave. Ainsi un Père est

dico. neque vero multum interest, praesertim in Consule, utrum ipse perniciosus legibus, improbis concionibus, Rempublicam vexet, an alios vexare patiat. (Cap. V.) GROTIUS.

(3) Qui desinit obviare, quum potest, consentit. Notre Auteur ne dit point de quel Ouvrage de ce Père il a tiré ces paroles. Je les trouve dans le DROIT CANONIQUE, Caus. XXIII. Quæst. III. Can. XI. où on les donne comme étant du Commentaire de St. AUGUSTIN sur le Psaume LXXXI.

(4) BRUTUS, dans une Lettre à CICERON, dit, qu'on est coupable d'une faute d'autrui, lors qu'on a pu l'empêcher: *Aliena igitur, iniquis, culpa me reum facies? Proxius aliena, si provideri potuit, ne existeret.* (Epist. ad Brut. IV.) Souffrir que les autres fassent du mal, c'est; selon ARNOËT, les rendre plus hardis à le commettre: *Quisquis enim patitur peccare peccantem, is vires subministrat audaciae.* Adversus Gentes, Lib. IV. (pag. 149. Edit. Lugd. B. 1651.) Ne pas empêcher un Crime, quand on le peut, c'est le commander, à ce que dit SALVIEN: *In cuius enim manu est, ut prohibeat, jubet agi, si non prohibet admitti.* (De Gubernat. Dei, Lib. VII. pag. 266. Ed. Paris. 1645.) Le Diacre AGAPET donne pour maxime à l'Empereur Justinien, que c'est tout un de ne pas empêcher les autres de pécher, ou de pécher soi-même: *Ἰσαν τὴν πλημμελειῶν, τὸ μὴ καλῶν τὰς πλημμελειῶντας λογίζεσθαι.* (Parætic. Cap. XXVIII.) GROTIUS.

(5) *Imperator noster, cum Patre suo, constituit, in eo, qui, quum possit abducere prostitutam ancillam, pecuniâ acceptâ, manû injectionem vendidit, ut libera esset: nihil enim interesse, ipse abducas, & prostituas; an patiaris prostitutam esse, pretio accepto, quum possis eximere.* DIGEST. Lib. XL. Tit. VIII. *Qui sine manumissione ad libertatem perveniunt*, Leg. VII.

(6) *Si servus, sciente domino, occidit, in solidum dominum obligat: ipse enim videtur dominus occidisse.* DIGEST. Lib. IX. Tit. IV. *De noxalibus actionibus*, Leg. II. princ. Voyez le Traité de Mr. NOODT, ad Leg. Aquil. Cap. X.

(7) *Si servus, sciente domino, alienum servum subtraxerit, venderit, celaverit, in ipsum dominum animadvertitur.* JUL. PAUL. Rec. Sentent. Lib. V. Tit. XXX. *Ad Legem Fabiam*, §. 2.

(8) *Scientiam heic pro patientia accipimus, ut qui prohibere potuit teneatur, si non fecerit.* DIGEST. Lib. IX. Tit. I. *Ad Leg. Aquil. Leg. XLV.* *Is autem accipitur scire, qui scit, & potuit prohibere: scientiam enim spectare debemus, quæ habet & voluntatem.* Lib. XLVII. Tit. VI. *Si familia furtum fecisse dicatur*, Leg. I. §. 1. Voyez aussi Lib. XLVII. Tit. VII. *Arborum furtim casurum*, Leg. VII. §. 5. & LEX WISIGOTHOR. Lib. VIII. Tit. IV. Cap. XI. XXVI. & alibi: Lib. IX. Tit. I. Cap. I. GROTIUS.

(9) *In delictis servorum, scientia domini quemadmodum accipienda est? utrum cum consilio, an & si viderit tantum, quamvis prohibere non potuerit? Quid enim, si ad libertatem proclamans, domino sciente faciat? aut quid si contemnat dominum? vel, quum trans flumen sit servus, vidente quidem, sed invito domino, noxiam noceat? Reliquis itaque dicitur, scientiam ejus accipiendam, qui prohibere potest &c.* DIGEST. Lib. IX. Tit. IV. *De noxalib. act.* Leg. IV. princ. J'ai rapporté cette Loi, selon la leçon autrefois commune, que notre Auteur a suivie dans ces mots: *aut quid si contemnat Dominum?* Au lieu que, dans l'Edition de Florence, il y a: *aut qui condemnat Dominum;* ce qui fait un autre sens, & veut dire, que l'Esclave a fait condamner son Maître à lui laisser la liberté: car le mot de *condemmare* se dit quelquefois des Parties, qui obtiennent une sentence du Juge en leur faveur, comme on peut voir par les exemples qu'allèguent le Président BRISSON, dans son Dictionnaire de Droit, & PIERRE DU FAUR, Semeistr. Lib. II. Cap. XXIII. pag. m. 353, 354. Je vois néanmoins, que le grand Cujas, dans son Commentaire sur JULIUS PAULUS, ad Edictum, pag. 43. & ANTOINE DU FAUR, Ration. Tom. II. pag. 922. préfèrent aussi la manière de lire, que notre Auteur a suivie. Voyez, au reste, sur le fond même des décisions du Droit Romain en matière des Crimes commis par un Esclave, le Traité de Mr. NOODT, *Ad Legem Aquilianam*, Cap. X.

(10) *Culpâ caret, qui scit, sed prohibere non potest.* DIGEST. Lib. L. Tit. XVII. *De diversis Reg. Juris*, Leg. L. Voyez aussi la Loi CIX. du même Titre; & là-dessus le Commentaire de PIERRE DU FAUR, de qui notre Auteur paroît avoir tiré les Loix, & la plupart des passages qu'il cite ici.

est bien responsable des fautes de ses Enfans, (11) mais seulement pendant qu'ils sont sous sa puissance. D'autre côté, encore même qu'ils soient sous sa puissance, & qu'ainsi il ait pu empêcher ce qu'ils ont fait, il n'en est pas responsable, (12) s'il n'en a pas eu connoissance. En un mot, l'un & l'autre doit se trouver ici également, la connoissance, & la négligence à empêcher. Ce qui doit être aussi appliqué, & de la même manière, aux Crimes commis par des Sujets, & par toute autre personne dépendante d'autrui : car les maximes, que nous venons d'établir, sont fondées sur l'Equité Naturelle. On a lieu de croire que celui qui souffre ce qu'il pouvoit empêcher, le permet (13) ou l'approuve ; sur tout s'il est fort puissant ; & *Thucydide* va jusqu'à dire, (14) qu'il est plus l'Auteur de l'Action, que celui-là même qui l'a commise. *Hésiode*, un des plus anciens Poètes Grecs, a (15) dit, que souvent tout un Peuple est puni de ce qu'a fait une seule personne. Sur quoi un Commentateur remarque très-bien, que c'est (16) parce que le Peuple ayant pu empêcher le crime de cette personne, ne l'a pas fait. Dans l'Armée des Grecs ligués contre Troie, comme *Agamemnon* lui-même & les autres Chefs étoient dépendans de l'Assemblée générale ; les Grecs, ainsi que le (17) dit *Horace*, paioient les folies des Rois ; & cela avec raison, parce qu'ils auroient dû (18) contraindre *Agamemnon* à rendre au Prêtre d'*Apollon* sa Fille, qu'on avoit fait prisonnière. La Flotte des mêmes Grecs fut ensuite brûlée, parce qu'ils (19) n'avoient pas empêché qu'*Ajax*, Fils d'*Oïlee*, n'enlevât *Cassandre*, Vierge Prêtresse. Les *Amphictyons* condamnèrent (a) les Habitans de

(a) *Plutarch.* in *Vit.*
Cimon. pag.
483. C. Tom.
II.

(11) Cela est décidé dans le *DIGESTE*, au sujet d'un Père, qui laisse marier son Fils avec une Veuve, avant la fin du tems réglé pour le deuil ; ou qui permet que son Fils ou sa Fille se fiancent à deux personnes en même tems au nom d'une troisième ; ou qui souffre que sa Fille, devenu Veuve, se dise grosse, pour être mise en possession des biens du Mari défunt : car, en tous ces cas-là, le Père est noté d'infamie, aussi bien que son Fils, ou sa Fille, s'il les avoit encore sous sa puissance : Et [infamia notatur] qui eum, quem in potestate haberet, eam, de qua supra comprehensum est, [quæ intra id tempus, quo elugere virum moris est, in matrimonium collocata est] uxorem ducere passus fuerit. *DIGEST.* Lib. III. Tit. II. De his qui notantur infamia, Leg. I. Si quis alieno nomine bina sponsalia constituerit, non notatur, nisi ejus nomine constituerit, quem quamvis in potestate haberet. Certè qui filium, vel filiam constituere patitur, quadammodo ipse videtur constituisse. Ibid. Leg. XIII. §. 1. Idque si in patre erit servandum, qui, calumniae causa, passus est filiam, quam in potestate habebat, in possessionem, ventris nomine, mitti. Leg. XIX. *GROTIUS*.

(12) Voici encore une Loi, que notre Auteur cite en marge, & qui porte, que, quand un Esclave à commis quelque Délit de son pur mouvement, & sans ordre de son Maître ; celui-ci est néanmoins tenu ou de réparer le dommage, ou de livrer l'Esclave : Quod si servo suo non præceperit dominus, sed ipse sua voluntate id admisit, SABINUS ait, competere noxale, ut in ceteris maleficiis. Quæ sententia vera est. *DIGEST.* Lib. XLVII. Tit. VII. Arbor. furtim casarum, Leg. VII. §. 5. Mais cela avoit lieu, encore même que le Maître n'eût aucune connoissance du mauvais dessein de l'Esclave. Ainsi le cas ne fait pas ici. Voyez ce que j'ai dit ci-dessus, sur le Chap. X. de ce Livre, §. 21.

(13) C'est ce que dit *SALVIEN*, en parlant des Rois : Potestas quippe magna est potentissima, quæ inhibere scelus maximum potest, quasi probat debere fieri, si sciens patitur perpetrari. In cujus enim manu est, ut prohibeat, jubet agi, si non prohibet admitti. (De Gubernat. Dei, Lib. VII. pag. 266.) *PHILON*, Juif, remar-

que, à peu près la même chose à l'occasion de *Flaccus* : Ο γὰρ ἐπιπλήθειν ἢ τὸ πάντας ἐπέχειν ἂν δύνηται, εἰ μὴ κεκώλυκε, ὅλος ἦν ἐφ' αὐτοῖς καὶ ἐπιτρέπων αὐτός. In *Flaccum*, (pag. 970. B.) *DION CASSIUS* [ou plutôt *XIPHILIN*, son Abréviateur] dit, qu'il suffit à un Particulier, de ne faire lui-même du tort à personne ; mais que les Puissances doivent, outre cela, prendre garde que les autres ne fassent du tort à quelqu'un : Τοῖς μὲν γὰρ ἰδιώταις ἀπόχρη μὴδὲν ἀδικεῖν, τοῖς δὲ δὴ τὰς κρείμους ἔχουσιν ἀνάγκη πρὸς αὐτοῖς ὅλος ἀδικῶς κακῶς γῆ. In *Galba* (pag. 199. B. Edit. H. Steph.) Dans un Canon du Concile de *PISTES*, qui se trouve parmi les CAPITULAIRES de *CHARLES le Chauve*, il est dit, que c'est se rendre complice d'un Péché, que de ne pas le corriger, quand on le peut : Non est liber à consensu, qui, quod emendare potest, emendare negligit ; quapropter sine dubio peccati se participem facit. Can. IV. Voyez *NICETAS CHONIATE*, *Vit. Andronic.* Lib. II. (Cap. III.) *GROTIUS*.

(14) C'est en parlant de ceux qui souffrent que leurs Alliez soient réduits à l'esclavage par quelque autre Etat, quoi qu'ils puissent l'empêcher : Οὐ γὰρ ὁ δαλωσάμενος, ἀλλ' ὁ δυνάμενος μὲν παύσαι, περιόρων δὲ, ἀλλήθις αὐτὸ δρᾷ. Lib. I. Cap. LXIX. Ed. Oxon.

(15) Πολλάκι καὶ ἑξ ὅλης πόλεως κακῶς ἀνδρὸς ἀπήγαγε, ὅς τις ἀλιτρεῖται, καὶ ἀπάσθαιλα μηχανάται. Oper. & Dier. vers. 240, 241. Ed. Cler.

(16) Ὡς ἐξὸν καλεῖν, μὴ καλῶσα τὴν ἐνὶ πορνείᾳ. *PROCLUS*, in vers. laud.

(17) Quidquid delirant Reges, plebsuntur Achivi. Lib. I. Epist. II. vers. 14.

(18) C'est ainsi que la chose est expliquée par *ST. CYRILLE*, Lib. V. adversus Julian. *GROTIUS* L'endroit, dont notre Auteur veut parler, se trouve à la page 175. Edit. Spanhem. Mais je ne vois pas que ce Père donne une telle explication. Il se sert seulement de cet exemple pour retorquer contre *Julien l'Apostat*, le reproche que celui-ci faisoit au vrai Dieu d'être sujet à se mettre fort en colère.

Scyros, parce qu'ils souffroient que quelques-uns d'entr'eux fissent des pirateries. *Tatius*, Roi des *Sabins*, aiant refusé satisfaction aux *Laurentins*, dont les Ambassadeurs avoient été maltraitez par quelques-uns de ses Parens, il attira (20) sur lui-même, comme le remarque *TITE LIVE*, la punition que méritoient ces infracteurs du Droit des Gens. Dans le même (21) Historien, les *Véiens* & les *Latins* aiant sù que quelques-uns de leurs Sujets avoient donné du secours aux Ennemis des *Romains*, s'excusent auprès de ceux-ci, sur ce que cela s'étoit fait à leur insù. Au contraire, (b) *Teuta*, Reine d'*Illyrie*, aiant voulu alléguer pour sa justification, que ce n'étoit pas elle, mais ses Sujets, qui faisoient des pirateries; on ne reçut point cette excuse, parce que cette Princesse n'empêchoit pas ses Sujets de pirater.

(b) Polyb.
Lib. II. Cap.
VIII.

4. Au reste, pour ce qui est de la connoissance, on la présume aisément, lors qu'il s'agit de choses faites ouvertement, ou fréquemment. *Personne*, (22) dit un ancien Orateur, ne peut ignorer ce que plusieurs font. *POLYBE* censure fortement (23) les *Eoliens*, de ce que, quoi qu'ils ne voulussent pas être regardez comme Ennemis de *Philippe*, ils souffroient que des gens de leur Nation commissent des actes d'hostilité manifeste, & ils élevoient aux premières Dignitez les principaux de ces gens-là.

§. III. I. VENONS maintenant à l'autre manière dont un Supérieur se rend coupable, par rapport aux Crimes d'autrui, c'est lors qu'il donne retraite au Coupable, & qu'il empêche ainsi qu'on ne le punisse.

2. Cha-

(19) ——— Pallas ne exurere classem

Argivum, atque ipsos potuit submergere ponto,
Unius ob noxam Et furias Ajacis Oilei?

(VIRGIL. *Æn.* I, 319, & seqq.)

Naryciusque heros, à virgine, virgine raptâ,
Quam meruit solus, penum digestis in omnes.

OVID. *Metam.* Lib. XIV. (vers. 468.) Dans une Tragédie d'*EURIPIDE*, *Minerve* parlant de cette même affaire, se plaint de ce que les *Grecs* ne firent rien, & ne dirent même rien, à *Ajax*!

ΑΘ. Οὐκ οἶδ' ὑπερδείσαν με, καὶ ναὺς ἐμὴς
ΠΟΣ. Οἶδ', ἥνικ' Ἀίας εἴλετο Κασσάνδραν εἶνα.

ΑΘ. Καδὲν γ' Ἀχαιῶν ἔπαυεν, ἃ δ' ἤκασ' ὑπο.

Troad. (vers. 69, & seqq.) *St. CHRYSOSTÔME* raisonnant sur le même principe, fait regarder tout le Peuple d'*Antioche* comme coupable de la sédition où l'on abbattit les Statues de l'Empereur & de la Famille Impériale; parce que le Peuple auroit dû prévenir ce désordre, en chassant de la Ville ceux qui le causèrent: Ἰδὲ τὸ ἀμάσθητος γέγονεν ὄλιγον, καὶ τὸ ἐγκλημα γίνεταί κοινόν. Ἰδὲ δὲ ἐκεῖνες ἀπαντες δοδαίκαμεν ἡμῖν, καὶ τῶν ἐκείνοις τετολημμένων αὐτοὶ τὰς τιμὰς ἀναμένομεν. εἰ δὲ πρὸ λαβόντες αὐτὸς ἐξεβάλομεν τῆς πόλεως, καὶ τὸ νεοσῆκος διαφθάρταμεν μέλος, οὐκ ἂν τὸν παρόντα ἐφοβόμεθα φόβον. *De Statuis, Orat.* I. Ce Père ajoute plus bas, qu'il falloit accourir incessamment, arrêter la sédition, s'exposer même au danger pour l'honneur de l'Empereur; & que le Peuple d'*Antioche* ne l'ait pas fait, mérite d'être puni & entièrement détruit: Δι' αὐτὸ ὃν τὸτο καλᾶν, φησὶ, διδὼ δίκην τῇ ἐσχάτῃ, ὅτι μὴ παῖς, μηδὲ ἐκάλυες, μηδὲ τὰς ἀκούοντας κατεῖχες, μηδὲ ἐκινδυνεύεις ὑπὲρ τῆς εἰς τὸν Βασιλέα τιμῆς. Οὐ μετέσχες τῶν τετολημμένων, ἐπαίνῳ τῷτο, καὶ ἀποδέχομαι. ἀλλ' ὅδε πεσυχες τὰ γινόμενα τῷτο κατηγορίας αἶνον. *GROTIUS.*

(20) *Post aliquot annos, propinqui Regis Tatii legatos Laurentium pulsant. quinque Laurentes fure gentium uergerent; apud Tatium gratia suorum Et preces plus poterant. Igitur illorum penam in se vertit.* Lib. I. Cap. XIV. num. 1, 2.

(21) L'Auteur cite en marge Lib. I. & VI. Je trou-

ve bien dans ce dernier endroit, que les *Latins* & les *Herniciens* s'excusèrent, par cette raison, de ce que quelques-uns de leur Jeunesse étoient allez servir dans l'Armée des *Volsques*, contre les *Romains*: *Responsum, frequenti utriusque gentis concilio est, nec culpam in eo publicam, nec consilium fuisse, quod suae juventutis aliqui apud Volscos militaverint.* Cap. X. num. 7. Mais je ne vois rien de tel, au sujet des *Véiens* dans le I. Livre; & je doute que ce Peuple, qui, jusqu'à la destruction de sa Ville, fut presque toujours ennemi des *Romains*, ait jamais pensé à s'excuser auprès d'eux, sur le cas dont il s'agit. Notre Auteur s'exprime mal ici, pour avoir lû à la hâte *ALBERIC GENTIL*, de qui il a pris ces exemples, & quelques autres de ceux qu'il allègue dans ce Chapitre; comme il paroît aussi par la manière dont il indique les endroits de *TITE LIVE*: car ce Jurisconsulte, dans le Chap. XXI. du Liv. I. de son Traité *De Jure Belli*, met aussi en marge, *Liv. Lib. I. VI.* Dans le passage du Liv. I. de *TITE LIVE*, il est dit, que, les *Romains* étant en Guerre avec les *Sabins*, & ceux-ci cherchant de tous côtes à faire entrer les Peuples Voisins dans leur parti; il y eut, parmi les *Véiens*, quelques Volontaires qui s'y rangèrent: mais l'Etat ne donna aucun secours aux *Sabins*, pour ne pas rompre la Trêve: de quoi l'Historien témoigne être surpris, sans doute par la raison que j'ai indiquée: *Publico auxilio nullo adjuti sunt. valuitque apud Veientes (num de ceteris minus mirum est) pacta cum Romulo induciarum fides.* Cap. XXX. num. 7. Voici, au sujet de la Trêve, dont il est parlé-là, la Note de Mr. *LE CLERC*: & les *Animadversiones Historicae* de feu Mr. *PERIZONIUS*, Cap. IV. pag. 170, & seqq.

(22) Τὸ ἐκ πολλῶν συμβαῖνον, ἀνάγκη μὴδὲν ἀγνοεῖν. *Orat. Rhodiac.*

(23) Τὸ γὰρ κοινῶ μὲν δόγματι μὴ πολεμεῖν, πανδημεί δὲ στρατευόντας ἀγεῖν καὶ φέρειν τὰ τῶν πείρας καὶ καλᾶν μὲν μὴδὲν τῶν αἰτίων, στρατηγὸς δ' αἰρεῖσθαι καὶ τιμᾶν τὰς προσώπων τῶν τοιούτων ἔργων ἐπὶ μὲν δικαίᾳ τῆς πόλεως γέμειν κακοπερασμοσύνης. Lib. IV. Cap. XXVII.

§. III.

(a) Chap.
XX. §. 3.

2. Chacun, comme nous (a) avons dit ci-dessus, a naturellement droit de punir, lors qu'on ne peut lui reprocher rien qui approche du Crime qui a été commis. Depuis l'établissement des Sociétez Civiles, on est convenu à la vérité, que chaque Etat, ou ceux qui le gouvernent, seroient seuls maîtres de punir, ou de ne pas punir, comme ils le jugeroient à propos, les fautes de leurs Sujets qui intéressent proprement le Corps dont ils sont Membres: mais on ne leur a pas laissé un droit si absolu & si particulier à l'égard des Crimes qui intéressent en quelque façon la Société Humaine. Car, pour ce qui est de ceux-ci, les autres Etats, ou leurs Chefs, ont droit d'en poursuivre la punition, de la même manière que les Loix d'un Etat particulier donnent (1) à chacun action en Justice pour la poursuite de certains Crimes. A plus forte raison ont-ils ce droit, lors qu'il s'agit de Crimes par lesquels ils sont offensés en particulier, & qu'ils peuvent punir par cette raison seule, pour le maintien de leur sûreté ou de leur honneur, selon ce que nous avons dit ci-dessus. Ainsi l'Etat, ou le Chef de l'Etat, chez qui un Coupable Etranger se trouve, ne doit apporter aucun obstacle à l'usage du droit qu'a l'autre Puissance.

§. IV. 1. OR un Etat ne permet pas ordinairement qu'un autre Etat envoie sur ses terres des gens armés pour prendre des Criminels, qu'il veut punir; & cela aussi seroit sujet à de fâcheux inconvénients. Il faut donc que l'Etat, sur les terres duquel se trouve un Coupable (1) atteint & convaincu, fasse de deux choses l'une, ou qu'il punisse lui-même le Coupable, à la réquisition de l'autre Etat, ou qu'il le remette entre ses mains, pour le punir comme il le jugera à propos.

(a) Juges,
Chap. XX.

(b) Ibid.
Chap. XV.

(c) Panfa-
nias, Lib. IV.
Cap. IV.

(d) Strab.
Geograph.
Lib. VIII. pag.
556. Edit.
Amst. pag.
362. Ed. Pa-
rif. Casaub.

(e) Sueton.
in Jul. Cæs.
Cap. XXIV.
Voiez ci-des-
sus, Liv. I.
Chap. III. §. 5.
n. 4.

2. Le dernier est ce que l'on appelle *livrer*, & dont on trouve tant d'exemples dans (2) l'Histoire. Ainsi la Tribu de (a) *Benjamin* fut sommée par les autres Tribus d'*Israël*, de livrer ceux de la Ville de *Guibha* qui étoient coupables de l'infamie commise en la personne de la Concubine d'un Lévite. Les *Philistins* (b) demandèrent *Samson* aux *Israélites*, comme un homme qui leur avoit fait du mal. Les *Lacédémoniens* déclarèrent la Guerre aux *Messéniens*, (c) parce qu'ils refusoient de leur livrer un homme qui tuoit les *Lacédémoniens*. (d) Ils prirent une autre fois les armes contre le même Peuple, pour un semblable refus à l'égard de ceux qui avoient violé de jeunes Filles envoyées à une Fête. *Caton* (e) opinant dans le Sénat, fut d'avis qu'on

§. III. (1) *Actio Popularis*. Expression du Droit Romain, qui donne par là à chacun, en matière de certains Délits, le pouvoir de poursuivre civilement, & non pas criminellement, ceux qui les ont commis. Voiez DIGEST. Lib. XLVII. Tit. XXIII. De *Popularib. action.* & là-dessus les Interprètes.

§. IV. (1) Car, avant que de livrer un Coupable, il faut avoir examiné ce dont on l'accuse; on ne doit pas le condamner, sans l'entendre, comme *Rémus* & *Romulus* se plaignoient qu'*Amulius* avoit fait à leur égard: *Καὶ γὰρ εἶναι δοκεῖς Ἀμυλίου βασιλικῆς ἀνείης γὰρ καὶ ἀναγκείας πρὶν ἢ κολλᾶν· ὁ δ' ἀνείης ἐκδίδωσι.* PLUTARCH. in *Romul.* (pag. 21. C. Tom. I.) Le Roi d'*Ecosse* disoit à la Reine *Elizabeth* d'*Angleterre*, qu'il lui enverroit le Baron de *Fernihurst*, & le Chancelier même, pourvu qu'on pût les convaincre, par des preuves claires & juridiques d'avoir violé la sûreté promise aux *Anglois*, & d'avoir été complices du meurtre de *Russel*. CAMDEN, *Annal.* ad ann. 1585. (pag. 402. Edit. Elzevir. 1625.) GROTIUS.

(2) *Mithridate* s'étant réfugié chez *Tigrane* son Gendre, Roi d'*Arménie*, *Lucullus* le demanda à *Trigrane*: & comme celui-ci refusa de le lui livrer, il lui déclara la Guerre; APPIAN. in *Mithridat.* Bell. (pag. 381.

Ed. Amst. 228. Ed. Steph.) PLUTARCH. in *Vit. Lucull.* (pag. 505.) Les *Romains* sommèrent les *Allobroges* de leur livrer les *Salgues*. APPIAN. *Excerpt. Legat.* XI. Voiez PRISCUS, *Excerpt. Legat.* XXI. au sujet d'un Evêque, que les *Romains* vouloient livrer aux *Scythes*. Un Roi de *Gascogne* livra le Duc de *Benevent* à *Ferdinand*, Roi de *Castille*; MARIANA, *Hist. Hisp.* XX, 1. GROTIUS.

(3) Notre Auteur a sans doute tiré ce fait de DENYS d'*Halicarnasse*, qui dit, que les *Herniciens* refusèrent de rendre les Coupables, par une espèce de représailles, *Antiq. Rom.* Lib. VIII. Cap. LXIV. pag. 510, 511. Edit. Oxon.

(4) Ce fut auparavant que les *Romains* demandèrent aux *Carthaginois* qu'on leur livrât *Hannibal*: TIT. LIV. Lib. XXI. Cap. VI. & X. DIOD. SIC. *Fragm.* à Lib. XXV. Mais il est vrai, que, depuis le tems dont il s'agit, les *Romains* demandèrent le même *Hannibal* à *Antiochus*: Idem, XXXVII, 45. Cette remarque est de GRONOVIVS.

(5) C'est dans la Harangue des Députés de *Marius*, où ils disent à *Bocchus*, qu'ils sont bien aises de voir qu'il ne réduise pas les *Romains* à la fâcheuse nécessité de poursuivre en même tems le scélérat *Jugurtha*, & lui qui le protégeoit imprudemment: *Sinu nobis*

qu'on livrât Jules César aux Germains, pour leur avoir fait la guerre injustement. Les Gaulois demandoient (f) qu'on leur livrât les Fabiens, qui avoient pris les armes contre eux. Les Romains (3) sommèrent les Herniciens de leur livrer ceux qui avoient ravagé leurs Terres; & les Carthaginois, de leur livrer (g) Hannibal, non pas ce Général si fameux, mais un autre qui pouvoit les Gaulois à attaquer les Romains. Ils (4) demandèrent depuis, qu'on leur livrât Hannibal: & ils voulurent que Bocchus (5) leur livrât Jugurtha. Ils envoient aussi (h) demander Démétrius de Pharos, à Philippe de Macédoine, chez qui il s'étoit sauvé. Les Romains eux-mêmes livrèrent ceux qui avoient insulté les Ambassadeurs de (i) Carthage, & les Ambassadeurs (k) d'Apollonie. Les Achéens (l) firent dire aux Lacédémoniens, que, s'ils ne leur livroient ceux qui avoient attaqué le Bourg de Las, ils regarderoient cela comme une infraction du Traité d'Alliance qu'il y avoit entr'eux. Les Athéniens firent déclarer par un Crieur public, que si quelqu'un, après avoir dressé des embûches à Philippe, Roi de Macédoine, se réfugioit à Athènes, (6) il s'exposeroit à être livré. Les Béotiens exigèrent de ceux de la Ville d'Hippote, (m) qu'on leur livrât les Meurtriers de Phocus.

3. Mais il faut bien se souvenir de ce que nous avons déjà insinué, c'est qu'un Peuple ou un Roi n'est pas tenu précisément & indispensablement de livrer les Coupables, mais de les livrer, ou de les punir. Nous lisons, que les Eléens (7) déclarèrent la guerre aux Lacédémoniens, parce que ceux-ci refusoient de punir des gens qui avoient fait du tort aux Eléens; c'est-à-dire, ne vouloient ni punir les Coupables, ni les livrer; car l'obligation, dont il s'agit, renferme une alternative.

4. Quelquefois même, pour donner une plus ample satisfaction aux intéressés, on leur laisse (n) le choix, ou de punir les Coupables qu'ils demandent, ou de se contenter de la punition qu'on en fera. C'est ainsi que, dans (8) TITE LIVE, les Cérétins représentent aux Romains, que les Tarquiniens aiant passé malgré eux sur leurs Terres avec un Corps d'Armée, quoi qu'ils n'eussent demandé autre chose que le passage, avoient entraîné quelques Païsans à les accompagner dans le pillage, dont on les accusoit: mais qu'ils étoient tout prêts ou à livrer ces Païsans, si on le souhaitoit, ou à les punir.

5. Quand

nobis demeres acerbam necessitudinem, pariter te errantem, & illum sceleratissimum [Jugurtham] persequi. SALLUST. Bell. Jugurth. Cap. CIX. pag. 504. Edit. Waff.

(6) Αναγορευομένης δὲ τῆς σφαγῆς τέττα δὲ τῶ κήρυκος, τὸ τελευταῖον εἶπεν, ἀν τις ἐπιβελύσας Φιλίππῳ τῷ βασιλεῖ, καταφύγῃ πρὸς Ἀθηναίους, παραδοσὶμον εἶναι τῷ τῶν. DIOD. SIC. Lib. XVI. Cap. XCIII. pag. 557. Ed. H. Steph.

(7) Notre Auteur ne cite ici personne: mais ALBERIC GENTIL, de qui, comme je l'ai déjà remarqué, il a emprunté cet exemple, avec quelques autres, (Lib. I. Cap. XXI. pag. 163.) renvoie en marge au VI. Livre de PAUSANIAS. Le passage se trouve vers le commencement: & tout ce que l'Historien dit, c'est qu'il s'éleva une Guerre entre les Lacédémoniens & les Eléens, parce que les Hellanodiques (ou Juges des Combats dans les Jeux Olympiques) avoient fait fouetter un Lacédémonien, nommé Lichas: καὶ ἐπὶ τῷ μαριγῶσιν αὐτὸν [Λίχαν] οἱ Ἑλλανοδίκαί. καὶ διὰ τὸν Λίχαν τῶν ἡ κατὰ Ἀγὼν βασιλεία ἐπιστρατεία Λακεδαιμονίων ἐγένετο ἐπὶ Ἑλεῖς καὶ ἐν τῷ Ἰσθμῷ Ἀλφειῶς μάχη. Cap. II. pag. 178. Ed. Græc. Wechel. Ainsi notre Auteur change les personnages, faisant regarder les Lacédémoniens comme les agresseurs, au lieu que c'étoient les Eléens: & il suppose d'ailleurs une circon-

TOM. II.

tance, dont il n'y a rien dans PAUSANIAS, je veux dire, le refus de livrer ou de punir les Coupables. On ne trouve rien non plus là-dessus, ni dans XENOPHON, Hist. Græc. Lib. III. Cap. II. §. 16. ni dans THUCYDIDE, Lib. V. Cap. I. où il est parlé du même fait. Mais notre Auteur aiant lu cet exemple dans ALBERIC GENTIL, immédiatement après un autre, tiré aussi de PAUSANIAS, Lib. IV. Cap. IV. qu'il rapporte lui-même ci-dessus, & dans lequel on voit une Guerre véritablement déclarée aux Messéniens par les Lacédémoniens, sous prétexte que ceux-ci n'avoient pas voulu livrer un Messénien, nommé Polycharès, qui tuoit tout autant de Lacédémoniens qu'il en trouvoit; notre Auteur, dis-je, a cru là-dessus, qu'il s'agissoit précisément de la même chose dans l'exemple suivant, que le Jurisconsulte, dont il se servoit, exprime ainsi: Hæc belli causa Eleos inter & Lacedæmonios: quod Lacedæmonius vir ab Eleis habitus male.

(8) Transseuntes agmine infesto per agrum suum Tarquinienses, quum præter viam nihil petissent, traxissent quosdam agrestium populationis eorum, quæ sibi crimini datur, comites. Eos, seu dedi placeat, dedere se paratos esse: seu supplicio adfici, daturos pœnam. Lib. VII. Cap. XX. num. 6, 7.

(f) Plutarch. in Camill. pag. 136, 137. Appian. Exc. Legat. IX. Liv. V. 36.
(g) Tit. Liv. XXXI, 11.
(h) Idem. XXXII, 33.
(i) Tit. Liv. XXXVIII, 42.
(k) Valer. Max. VI, 6. mon. 5. Epit. tom. Liv. XV.
(l) Titus Livius, Lib. XXXVIII. Cap. XXXI. num. 2.
(m) Plutarch. Narrat. amat. pag. 774, 775. Tom. II.

(n) Voyez le Traité entre les Rois d'Angleterre & de Danemark, dans J. Pontanus, De Marti.

5. Quand un Etat a fait de telles offres, on ne peut lui rien imputer; comme (9) le disoit autrefois l'Orateur *ESCHINE*, en traitant de la paix entre *Philippe de Macédoine*, & la *Grèce*. Mais ceux qui donnent retraite aux Coupables, pour les mettre à couvert de la punition, doivent être mis, à peu près, au même rang, que les Coupables mêmes; ainsi que *QUINTILIEN* le soutient, en (10) parlant des Transfuges.

6. On demande ici, au sujet des Coupables qui ont été livrez par l'Etat, dont ils étoient Sujets, (11) si, lors que l'autre Etat n'a pas voulu les recevoir, ils demeurent toujours Citoiens de l'Etat qui les a livrez? Le Jurisconsulte *SCÉVOLE* (12) soutenoit, que non; parce que livrer un Citoien, c'étoit le bannir en quelque manière, tout de même que quand on défendoit de lui fournir ni eau, ni feu. Mais *BRUTUS*, & après lui (13) *CICÉRON*, prétendoient, au contraire, qu'en ce cas-là le Coupable renvoyé ne perdoit pas ses droits de Citoien; & cette opinion est, à mon avis, la mieux fondée. Ce n'est pourtant pas proprement par la raison que *CICÉRON* en donne, (13) savoir, qu'on ne peut pas concevoir qu'une personne ait été livrée, si on n'a pas voulu la recevoir, non plus qu'on ne sauroit concevoir une Donation sans acceptation. Car l'acte de la Donation n'est point accompli sans le consentement & de celui qui transfère son droit de Propriété, & de celui à qui il le transfère: au lieu que l'acte de livrer, dont il s'agit, n'est autre chose que la volonté de remettre un Sujet de l'Etat entre les mains d'une Puissance Etrangère, afin qu'elle le traite comme elle jugera à propos. Or cette permission ne donne ni n'ôte aucun droit: (14) elle lève seulement l'obstacle qui empêchoit que la Puissance Etrangère n'usât de celui qu'elle avoit d'ailleurs. Si donc cette Puissance ne veut pas profiter de la permission qu'on lui donne, l'Etat peut ou punir, (15) ou ne pas punir, selon qu'il le juge à propos, le Coupable renvoyé, de même qu'il a cette liberté en matière de

(10) De Orator. Lib. I. Cap. XL & Lib. II. Cap. XXXII. Topic. Cap. VIII. Orat. pro Ciceron. Cap. XXXIV.

(9) Il représentoit à ce Prince, comme il avoit aussi opiné dans l'Assemblée des *Amphictyons*, que ceux qui avoient eux-mêmes pillé le Temple de *Delfes*, ou qui avoient conseillé le pillage, devoient être punis, & non pas les Villes d'où ils étoient originaires, & qui avoient offert de les livrer pour être jugez: Συλλεγόμενοι δὲ τῶν Ἀμφικτυόνων εἰς τὸ ἱερὸν, καὶ τυχόντων ἰσοχρείας καὶ ψαφῶν, τὰς αἰτίας τῆς ἱερᾶς καταλήψεως τῆς ἱερᾶς, δικῆς ἔχον τυχεῖν, καὶ τὰς πατρίδας αὐτῶν, ἀλλ' αὐτὰς τὰς χειροεργουμένας, καὶ βλαβεύουσας τὰς δὲ πόλεις παρεχούσας εἰς κρίσιν τὰς ἀδικήσοντας, ἀζημίους εἶναι. Orat. de male obita legatione, pag. 262. B. Ed. Basil. 1572.

(10) Proximos existimo esse eos transfugas, à quibus transfugas recipiantur. Declam. CCLV. (pag. 466. Edit. Burmann.) Dans une clause du Second Traité entre les *Carthaginois* & les *Romains*, tel que *POLYBE* le rapporte, il y a un passage, dont les paroles sont mal ponctuées & mal entendues par ceux qui ont publié cet Historien: Εἰ δὲ μὴ, ἰδίᾳ μεταπορεύσθω. ἰὰ δὲ τις τῶτο ποιῶν, δημόσιον γινέσθω τὸ ἀδικήμα. C'est-à-dire: Que si on ne fait cela (on ne fait de quoi il s'agit, car il y a une lacune dans les paroles précédentes) Que si on ne fait cela, chacun pourra poursuivre son droit de son autorité privée: Et quand quelqu'un en aura ainsi usé (c'est-à-dire, après qu'on ne lui aura pas rendu justice) l'Etat sera censé coupable du crime. (Lib. III. Cap. XXIV. pag. 249. Edit. Amstel.) *DION* de *Perse*, faisant l'énumération des maux qui naissent de la discorde entre les Etats, met dans ce nombre la facilité que trouvent alors ceux qui ont offensé un Etat, de se réfugier dans un autre: Ἐστὶ τοῖς ἀδικήσασιν ἐπὶ τῶν, πρὸς τῶν ἐπὶ τῶν καταφυγῶν. Orat. ad Nicomed. Bur-

das, surnommé le *Dur* (Σκληρός) s'étant réfugié chez *Chosroës*, Roi de *Perse*, l'Empereur *Basile Porphyrogénète* envoya prier *Chosroës* de ne pas retirer un Rebelle, qui avoit voulu détronner son légitime Souverain, & de considérer que ce seroit donner un mauvais exemple, dont il pourroit lui-même se trouver mal: Ἐπεμύνα πρὸς Χοσρόην, ἔχον μὴ παραδίδασθαι τὸν τυραννεύσαντα, καὶ κατὰ οἰκεία δέσποτα γινόμενον, ἵνα μὴ καὶ αὐτὸς ἐπὶ αὐτῶν, καὶ εἰν ἐκ ἀγαθόν. ZONAR. Tom. III. in Basil. Porphyrogenn. Voyez ce que rapporte *LAONIC CHALCONDYLE*, au sujet de quelques Corsaires, auxquels on donna retraite dans l'île de *Lesbos*: Hist. Turc. Lib. X. init. GROTIUS.

(11) Voyez, sur cette question, *PUFENDORF*, Droit de la Nat. & des Gens, Liv. VIII. Chap. XI. §. 9.

(12) Quem [deditum] hostes si non receperint, quaesitum est, an civis Romanus maneret? quibusdam existimantibus manere, aliis contra: quia quem semel Populus jussisset dedi, ex civitate expulsi videretur; sicut fecerit, quoniam aqua & igni interdicere. In qua sententia videtur *Publius Mucius* fuisse. Id autem maxime quaesitum est in *Hostilio Mancino*, quem *Namantini* sibi deditum non acceperunt &c. DIGEST. Lib. I. Tit. VII. De Legationib. Leg. VII.

(13) Quo in genere etiam Mancini causa defendi potest postliminio rediisse: deditum non esse, quoniam non sit receptus. Nam neque deditum, neque donationem, sine acceptione intelligi posse. Topic. Cap. VIII. Le sentiment de *Brutus*, que l'Orateur Romain embrasse ici, ne fut point suivi dans l'affaire d'*Hostilius Mancinus*; comme il semble se déduire de la dernière Loi du Titre De Legationibus, qui va être citée dans la Note 16. Voyez ce que je dirai là sur cette Loi; & ailleurs, Liv.

de plusieurs Crimes. Mais pour ce qui est du droit de Citoyen, & des autres droits ou biens du Coupable, ils ne se perdent point par cela (p) seul qu'on a fait quelque mauvaise action, pour laquelle on peut en être dépouillé: il faut, outre cela, une Ordonnance ou un Jugement dans les formes; à moins qu'il n'y ait quelque Loi qui veuille que, du moment qu'on a commis le Crime, on soit censé avoir été condamné juridiquement, ce qu'on ne peut pas dire dans le cas dont il s'agit.

7. Il en est de même des biens du Coupable, que de sa personne. Si celui à qui on a livré ces biens, ne veut pas les accepter, ils demeureront à l'ancien Propriétaire.

8. Mais lors que ceux à qui l'on a livré quelqu'un, ont accepté l'offre, & se sont faits du Coupable; s'il trouve ensuite moi-même, par quelque hazard, de retourner dans le Pays, il n'est plus Citoyen de l'Etat, & il ne peut le redevenir que par une réhabilitation. Et en ce sens, la décision (16) du Jurisconsulte MODESTIN est bien fondée.

9. Ce que nous venons de dire touchant l'obligation de livrer ou de punir un Coupable, regarde non seulement ceux qui ont toujours été Sujets de l'Etat, sur les Terres duquel ils se trouvent, mais encore ceux qui, après avoir commis ailleurs le Crime, sont venus se réfugier dans le Pays.

§. V. I. EN VAIN objecteroit-on ici les privilèges (1) des *Supplices*, ou Réfugiés, que l'Antiquité respectoit si fort, & les exemples de tant d'Azyles ouverts à ceux qui craignoient d'être punis. Cette protection est pour des personnes exposées aux poursuites d'une injuste haine, mais non pas pour des gens qui ont commis malicieusement des choses nuisibles ou à la Société Humaine en général, ou à quelqu'un en particulier. GYLIPPE, Lacédémonien, parlant de ce droit des *Supplices*, dit, dans l'His-

Liv. III. Chap. IX. §. 8.

(14) Cela est vrai, généralement parlant. Mais il peut arriver aussi que celui qui livre dépouille par là de tous ses droits celui qui est livré. C'est de quoi il faut juger par les circonstances. Et tel étoit le cas particulier, qui a donné lieu à la question, comme nous le ferons voir sur le Chap. IX. du Livre suivant, §. 8.

(15) Comme fit le Sénat Romain, à l'égard de *Marc Clodius*, que les *Corfés*, à qui il avoit été livré pour avoir conclu avec eux une paix honteuse, ne voulurent point recevoir; car il fut exécuté à Rome dans la prison. *Marcum enim Clodium Senatus Corfis, quia turpem cum his pacem fecerat, dedit: quem, ab hostibus non acceptum, in publica custodia necari iussit.* VALER. MAXIM. Lib. VI. Cap. III. num. 3. GROTIUS.

(16) *An qui hostibus deditus, reversus, nec à nobis receptus, civis Romanus sit, inter Brutum & Scævolam variè tractatum est? Et consequens est, ut civitatem non adipiscatur.* DIGEST. Lib. XLIX. Tit. XV. De *Captivis & Postlimin.* Leg. IV. Cette Loi n'est pas sans difficulté. Comme la question dans le cas particulier dont le Jurisconsulte MODESTIN parle ici, étoit de savoir, si *Hostilius Mancinus* conservoit ses droits de Citoyen Romain, par le refus des *Numantins*, à qui il avoit été livré; il semble d'abord, qu'au lieu de ces mots, *nec à nobis receptus*, on doit lire, *nec ab iis receptus*: d'autant plus que la faute a pu aisément se glisser. Effectivement je vois que quelques Jurisconsultes célèbres l'ont ainsi conjecturé il y a long-temps, comme FRANÇOIS BAUDOUIN, dans sa *Jurisprudencia Muciana*, pag. 48. ANTOINE FAURE, *Jurispr. Papinian.* Tit. XI. Princip. VIII. Illat. I. pag. 612. &

JULES PACIUS, à la marge de son Edition du Corps de Droit: trois Auteurs, dont aucun ne témoigne avoir emprunté d'ailleurs cette correction. Je ne la crois pourtant pas nécessaire, sans l'autorité de quelques bons Manuscrits. Car on peut fort bien entendre ces paroles, *nec à nobis receptus*, comme si le Jurisconsulte, en même tems qu'il nie que celui dont il s'agit redevenne Citoyen par droit de *Postliminie*, insinue qu'il peut le redevenir par une réhabilitation & une nouvelle Ordonnance du Peuple. Cela eut lieu dans l'affaire de *Mancinus*: car il fallut une Loi du Peuple, pour le remettre dans son premier état, en conséquence de quoi il obtint la dignité de Préteur; ainsi que nous le voyons dans la dernière Loi du Titre De *Legationibus*, qui vient d'être citée: *De quo [Hostilio Mancino] lex postea lata est, ut esset civis Romanus, & Præturam quoque gessisset.* Il paroît, par là, à mon avis, que l'opinion de *Scævola* prévalut, dans la dispute dont il s'agit; comme le remarque BAUDOUIN, (*ubi supra*, p. 47.) Mr. THOMASIIUS, qui prétend, que la Loi en faveur de *Mancinus* n'emportoit qu'une simple décision du cas controversé, n'en allégué pas des raisons assez convaincantes. La Préture même, que *Mancinus* rechercha pour la seconde fois, puis qu'il avoit été Consul, suppose une réhabilitation. Voyez la Note d'ANDRÉ SCHOT sur AURELIUS VICTOR De *Vir. Illust.* Cap. 59. num. 4. Ainsi l'application que fait notre Auteur des paroles de MODESTIN, n'est point juste.

§. V. (1) *Καὶ οἱ ἰκιστὰς νόμοι*, comme les appellent POLYBE, & MALCHUS, dans les *Excerpta Legationum*, c'est-à-dire, les Loix requës généralement au sujet des *Supplices*. GROTIUS.

propos délibéré une personne innocente, ou troublé l'Etat; (c) l'Autel même de DIEU, si saint & si sacré, n'étoit pas pour lui une retraite assurée; comme le remarque PHILON, Juif, (7) en expliquant la Loi dont je viens de parler.

2. Il en étoit de même parmi les plus anciens Grecs. Ceux de *Chalcis* ne voulurent (8) pas livrer *Nauplius* aux *Achéens*, parce, dit-on, qu'il s'étoit suffisamment justifié de ce dont on l'accusoit. Il y avoit à *Athènes* un Autel de la *Miséricorde*, dont plusieurs (9) Auteurs nous parlent. Mais pour qui servoit-il d'azyle? C'étoit, comme le dit un Poëte Latin, qui en a fait une longue description, (10) pour les *Malheureux*, pour ceux qui s'étoient saurez d'une défaite, ou qui avoient été chassés de leur patrie, ou dépouillés de leur Roiaume, ou, qui avoient commis imprudemment quelque Crime. C'est pourquoi (11) *ARISTIDE*, & (12) *XENOPHON*, louent les *Athéniens*, de ce qu'ils étoient le refuge des *Malheureux*, d'où qu'ils vinssent. Mais

(c) *Exod.*
XXI, 14. *I.*
Rois, II, 29.
II. *Rois*, XI,
13, & suiv.

Osman à *Eskisar*, comme nous l'apprend *LEUNCLAVIUS*, *Hist. Turc.* Lib. II. Les *Portugais* firent le même refus, au sujet du Duc d'*Albuquerque*; ainsi que le rapporte *MARIANA*, XVI, 18. *GROTIUS*.

(9) *CICÉRON*, *PAUSANIAS* (Lib. I. Cap. XVI. *SERVIVS* sur le VIII. Liv. de l'*Enéide* (vers. 342.) *THEOPHILE*, dans sa Paraphrase Gréque des *INSTITUTES*, Lib. I. Tit. II. §. 1.) *GROTIUS*.

Nôtre Auteur a apparemment cité ici *CICÉRON*, sur la foi du Scholiaste de *Stace*, qui parle ainsi: *Hanc aram CICERO, libro Tusculanarum, Misericordiae nominat &c. In Theb. XII, 481.* Car je ne vois pas que *NIZOLIUS* même indique aucun endroit où l'Orateur Romain parle de cet Autel. Et il peut se faire que le Scholiaste citant de mémoire ait donné comme étant des *Recherches Tusculanes*, un passage qu'il avoit lu dans quelcun des Ouvrages qui ne subsistent plus aujourd'hui.

(10) *Urbe fuit mediâ nulli concessa, potentum*

Ara Deum: mitis posuit Clementia sedem:

Et miseri sedere sacram

Huc vixit bellis, patriaque d' sede fugati,

Regnorumque inopes, scelerumque errore nocentes,

Conveniunt, pacemque rogant

STAT. Theb. XII, 481, & segg. 507, & segg.

(11) *Μεγίστη δὲ καὶ κοινατάτη τῶν εὐρυγασίων, ἢ τῶν πανταρχόθεν δυσχερῶντων υποδοχὴ καὶ παραμυθία.* Orat. *Panathen.* pag. 187. B. Tom. I. Edit. P. Steph. Οὕτως ὁ παλαιὸς λόγος ἐξ ἀληθείας, ὅτι τοῖς καθ' ἑκάστης ἀτυχῆσαι κοινὴ πᾶσιν ὑπερὶν ἀτυχία, τὸ τῆς πόλεως ταύτης ἦθος, ὅφ' ἔσάζονται. Orat. *Leuctr.* I. pag. 89. A. Tom. II. [& non pas *De Pace*, II. comme l'Auteur cite en marge] *MARIANA* donne la même louange à ceux d'*Aragon*, *Hist. Hisp.* XX, 12. Les *Gérides* disoient, qu'ils périroient plutôt que de livrer *Idigifal* aux *Romains*, ou aux *Lombards*. *PROCOPE*. *Gothic.* Lib. IV. (feu *Hist. Miscell.* Cap. XXVII.) *GROTIUS*.

(12) C'est *Patrocle*, *Philiatien*, qui dit dans un Discours aux *Athéniens*, qu'il a toujours admiré la bonté avec laquelle ils donnoient retraite à tous ceux qui étoient injustement maltraités, ou qui craignoient de l'être: *Εγὼ δὲ, ὡ ἀνδρες Ἀθηναῖοι, πρόσθεν μὲν ἀκάνων ἐχλάν τινος τῶν πόλιν, ὅτι πάντας καὶ τὰς ἀδικεμένους, καὶ οἷς φοβεμένους, ἐνθάδε καταφυγόντας, ἐπιχειρίας διαμένει, ἡκεὶν τυγχάνειν.* (*Hist. Græc.* Lib. VI. Cap. V. §. 38. Ed. *Oxon.*) Voyez aussi *DEMOSTHÈNE*, *Epist. pro Lycurgi liberis*, (pag. 114. B.) Dans une Tragédie de *SOPHOCLE*, *Oedipe* vient se réfugier, après avoir été chassé de son Pais pour un crime involontaire, comme il le dit lui-même:

Ἦνεγκον κακότητ', ὡ ξένοι, ἦνεγκον, ἀκάνων μὲν, θεὸς ἵστα.
Τούτων δ' αὐθαίρετον ἔδεν.

Oedip. Colon. (vers. 512, & segg.) *Thésée* là-dessus lui dit, qu'il ne laissera jamais sans protection un Etranger comme lui; & que l'Humanité l'y engage:

Ὅσα ξένου γὰρ ἔδεν' ὄνθ', ὥσπερ σὺ νῦν,
Ἵππευτράποῖμην μὴ ἔσυνεσώζειν σ' ἐπεὶ.
Ἐξοῖδ' ἀνὴρ ὦν

(Vers. 558.) Voyez tout le passage, qui mérite d'être lu. *Demophon*, Fils du même *Thésée*, [ou plutôt le Chœur] dit, au sujet des Descendans d'*Hercule*, qui se réfugioient à *Athènes*, que cette Ville a toujours secouru avec beaucoup d'empressement les *Malheureux*, qui avoient bon droit:

Αἰεὶ πρὶθ' ἦδὲ γὰρ τοῖς ἀμνησίοις
Σὺν τῷ δικαίῳ βέλεται προσωφελεῖν.
Τοὶ γὰρ πόνος δὴ μυρίαῖς ὑπὲρ φίλων
Ἦνεγκι καὶ νῦν τοῦδ' ἀγῶν' ὁρῶ πέλαις.

[*EURIPID.* *Heraclid.* vers. 330, & segg.] C'est principalement de la générosité dont les *Athéniens* usèrent dans cette occasion, que *CALLISTHÈNE* les louoit autrefois: Ils entreprirent, disoit-il, la Guerre en faveur des Enfans d'*Hercule*, contre *Enrysthée*, qui étoit alors Tyran de la Grèce. Τέτρες γὰρ καὶ πρὸς Εὐρυσθέα πολέμῳ ὑπὲρ τῶν παίδων τῷ Ἡρακλῆος, τυραννέντα ἐν τῷ τότε τῆς Ἑλλάδος. Voyez les *Héraclides* d'*EURIPIDE*, & *APOLLODORE*, dans sa *Bibliothèque* (Lib. II. Cap. VIII. §. 1.) *GROTIUS*.

Les paroles de *CALLISTHÈNE* ne font pas tirées, comme on pourroit le croire, de quelque des *Histoires* qu'avoit composées ce Philosophe, *Confin* & *Disciple* d'*Aristote*: mais je les trouve dans l'*Histoire* d'*Alexandre le Grand* par *ARRIEN*. C'est une réponse que l'on dit qu'il avoit faite à *Philotas*, & dont on se servit apparemment pour colorer l'accusation qu'on intenta contre lui, d'avoir part à la conspiration tramée contre *Alexandre*. Il disoit donc à *Philotas*, que ceux, dont les *Athéniens* honoroient le plus la mémoire, c'étoient *Harmodius* & *Aristogiton*, parce qu'ils avoient tué un des Tyrans, & détruit la Tyrannie. *Philotas* lui demanda là-dessus, où devroit se réfugier celui à qui il arriveroit de tuer un Tyran? *Callisthène* répondit, que ce seroit à *Athènes*, ou nulle part; & il en alléguait pour raison ce que nôtre Auteur rapporte, du secours & de la protection qu'ils accordèrent aux *Héraclides*: *De Expedit. Alex.* Lib. IV. Cap. X.

Mais l'Orateur LYCURGUE raconte, (13) qu'un certain Callistraté, après avoir commis un crime digne de mort, alla consulter l'Oracle, qui lui répondit, que, s'il alloit à Athènes, il y feroit traité selon les Loix. Là-dessus, il alla se réfugier auprès de l'Autel le plus sacré qu'il y eût dans cette Ville, dans l'espérance d'y trouver l'impunité. Les Athéniens néanmoins, quoique pleins de respect pour tout ce qui regardoit la Religion, firent mourir cet homme, & accomplirent ainsi la prédiction de l'Oracle. TACITE blâme la coutume, qui se renfermoit de son tems dans les Villes de la Grèce, (14) de protéger des Scélérats, comme si c'eût été défendre la Religion. Le même Historien dit, (15) que les Dieux n'exaucent que les prières justes des Supplians.

3. Il faut donc ou punir, ou livrer, ou du moins faire sortir du Païs, les Réfugiez qui sont véritablement coupables. C'est ainsi que les Cynéens, au rapport d'HERODOTE, ne voulant pas livrer PACTYUS, (16) Persan, & n'osant le garder chez eux, lui permirent de s'en aller à Mytilène. Persée, Roi de Macédoine, dans un Discours que TITE LIVE lui prête, & où il justifie sa conduite devant les Romains, (17) dit à MARCUS, en parlant de ceux qu'on disoit avoir dressé des embûches à ELIMÉES, qu'unli-tôt qu'on lui avoit donné avis que ces gens-là étoient en Macédoine, il leur avoit ordonné de sortir de son Royaume, & de n'y rentrer jamais. EVANDRE, de Crète, étoit celui qu'on accusoit de cette entreprise. Les Samothraces lui firent dire, (18) que, s'il n'osoit se venir mettre en Justice, il sortit de l'asyle de leur Temple, & qu'il se feroit comme il pourroit.

4. Au reste, le droit qu'ont les Puissances Souveraines, de demander les Criminels qui

(13) Τῆς γὰρ ἐμνήσθηται τῶν προσφύτων, ἢ τῶν νεωτέρων ἐκ ἡμετέρας Καθίσταται, ὃ θανάτου ἢ πόλεως κατεργασθέντων φυγόντα, καὶ τὸ Θεὸς τὸ ἐν Δελφοῖς ἀνέσταντα ὅτι ἀνέστη Ἀθηναῖς, τεύχεται τῶν νόμων, ἰφικόμενον καὶ ἐπὶ τὸν βασιλῆα τῶν δαδῶκα ἑὸν καταφυγόντα, καὶ ἄδυνάστον ὑπὸ τῆς πόλεως ἀποθανόντα. δικαίως. Orat. adversus Leont. pag. 156. Ed. Wech.) EURIPIDE dit, dans une de ses Tragédies, que les Méchans devoient être chassés de l'Autel, & qu'il n'est pas digne des Dieux, que les Scélérats trouvent dans leurs Temples une protection que les Gens-de-bien méritent seuls :

Τῆς μὲν γὰρ ἀδίκας, βασιλῆα ἔχουσιν ἐχρήν
Ἀλλ' ἐξελάνθουσιν· ὅδε γὰρ ἔχουσιν καλὸν
Θεῶν ποιεῖν χεῖρα τοῖσι δ' ἐνδίκαις
Ἰερὰ καθίστειν, ὅσας ἡδέκεται, ἐχρήν
Καὶ μὴ πῖ ταῦτό τ' ἐστὶν ἔχουσιν ἴσον.
Τὸντ' ἐσθλὸν ὄντα, τόντε μὲν, Θεῶν πάρα.

Ion. (vers. 1315, & seqq.) Un Grand-Chambellan du Roi de Portugal aiant violé une Fille de qualité, eut beau se réfugier dans une Eglise: on l'enleva de là, & on le fit brûler. Il se nommoit Ferdinand; & le fait est rapporté par MARIANA, Lib. XXI. Voyez encore, sur cette matière, un Traité des Asyles, composé par un grand homme, le Père PAUL, Servite. GROTIUS.

Cette Note, & la précédente, sont presque toutes tirées du Texte, où l'on trouve les quatre vers suivans, qui doivent être traduits ou d'EURIPIDE, ou de SOPHOCLE; mais, de la manière que notre Auteur s'exprime, on ne fait d'abord lequel de ces deux Poètes il a voulu désigner :

Hinc, qui facinororum conscius, nunc legibus
Fidens, ad aras voluitur supplex Deum,
Trahere ad tribunal, nulla religio mihi:

Mala semper æquum ferre, qui fecit male.

Avant cela, il dit seulement: De maleficio hoc habes in eadem Tragædia. Or il avoit cité d'abord SOPHOCLE, Oedip. Colon. vers. 512, & seqq. ensuite les Héraclides d'EURIPIDE, vers. 330, & seqq. mais sans nommer

ni la Tragédie, ni le Poète, & comme si c'étoit du même qu'il venoit de citer; attribuant d'ailleurs à Démophon, les paroles, qui sont cependant du Chœur. J'ai trouvé l'Original dans STOBÉE, où cependant l'Édition même de notre Auteur indique seulement EURIPIDE, sans marquer la Tragédie. Notre Auteur a cru, que c'étoient les Héraclides, parce que STOBÉE venoit de les citer: & de là vient qu'il a omis les vers, dont il s'agit, dans les Excerpta ex Trag. & Comæd. Græc. Mais ces vers ne se trouvent point certainement dans la Pièce qu'on vient de nommer: comme on ne les voit pas non plus dans le Recueil des Fragmens d'EURIPIDE, que feu Mr. BARNES a ramassés après notre Auteur, dont il met par tout la traduction. Quoiqu'il en soit, voici les vers même, que notre Auteur traduit dans son STOBÉE tout de même qu'il fait ici; à cela près qu'il n'y a pas laissé glisser, dans le premier vers Latin, une faute d'imprefion, que toutes les Editions de mon Original, sans en excepter la première, ont conservée: nunc legibus, pour, nec legibus &c.

Εγὼ γὰρ ὅστις μὴ δίκαιος ὢν ἀνὴρ
Βασιλῆα προσίει, τὸν νόμον χαίρειν ἑὸν
Πρὸς τὴν δίκην ἀγοιμὴν ἂν ὃ τρεῖς θεοὶ.
Κακὸν γὰρ ἀνδρὶ καὶ κακῶς πᾶσι χεῖν ἀεὶ.

„ Je ne craindrai nullement d'offenser les Dieux, si
„ je poursuis en Justice un homme, qui, quo. qu'il
„ ne se sente pas innocent, s'est réfugié auprès de l'Autel.
„ tel, ne se fiant point à la protection des Loix. Il
„ est juste que les Méchans, qui ont fait du mal, en
„ souffrent. Florileg. Tit. XLVI. De Magistrat. Au
„ reste, j'ai aussi laissé passer la faute, dont je viens de
„ parler, dans mon Edition de l'Original de cet Ouvrage,
„ parce que je n'avois pas alors le STOBÉE de mon Auteur.

(14) Crebrescebat enim Græcas per urbes licentia atque impunita asyla statuendi: complebantur templi pessimis servitorum: eodem subsidio obarati adversum creditores, suspectique capitalium criminum, receptabantur. Nec ul-

qui se sont sauvez hors de leurs Terres, n'a lieu, selon l'usage établi depuis quelques Siècles dans la plus grande partie de l'Europe, qu'en matière de Crimes d'Etat, ou de ceux qui sont d'une enormité extrême. Pour les autres moins considérables, on y ferme les yeux de part & d'autre; à moins qu'on n'en soit autrement convenu (19) par quelque Traité.

5. Il faut savoir encore, que, quand des Brigands ou des Corsaires se sont rendus formidables par leur puissance, on peut innocemment leur donner retraite, & les protéger, pour les mettre à couvert de la punition; parce qu'il est de l'intérêt du Genre Humain, que tout Peuple ou tout Prince doit procurer, d'empêcher ces gens-là de continuer leurs voleries par l'espérance de l'impunité, si l'on ne peut (20) les en détourner autrement.

§. VI. 1. UNE autre chose qu'il y a ici à remarquer, c'est que l'on peut protéger une personne qui vient se réfugier dans le Pais, jusqu'à ce qu'on ait été instruit de ce dont on l'accule, & qu'on sache bien si elle est coupable, ou non. Ainsi, dans une Tragédie d'EURIPIDE, Démophoon, Roi d'Athènes, répond à un Ambassadeur d'Eurysthée qui venoit lui demander les Enfants d'Hercule: (1) Si votre Maître a quelque sujet de plainte contre ces Etrangers, on lui fera justice; mais je ne souffrirai pas que vous les emmeniez par force. Voici comment Thésée, Père de Démophoon, parle à Créon, Roi de Thebes, dans une autre Tragédie: (2) Prince, vous avez fait là une chose que je ne méritois pas, & qui n'est digne ni de vos Ancêtres, ni de votre Patrie. Vous êtes venu dans une Ville où l'on observe exactement la Justice, & où l'on

ne

lum satis validum imperium erat coercendis seditionibus populi, flagitia hominum, ut caerimonias Deum, protegentis. *Annal. Lib. III. Cap. LX. num. 2, 3.*

(15) Principes quidem instar Deorum esse: sed neque à Diis, nisi iustus, supplicum preces audiri &c. *Ibid. Cap. XXXVI. num. 3.*

(16) Il n'étoit pas Persan, mais Lydien, comme HERODOTE le qualifie plus d'une fois. Voici le passage, où se trouve ce que notre Auteur en dit: Οὐ βυλόμενοι [εἰ Κυμαῖοι] ἔτε ἰκόντες ἀπολέσθαι, ἔτε παρ' ἐνὶ ταῖς ἐχάρας πολιορκεσθῆναι, ἐς Μυτιλήνην αὐτὸν ἐκπέμψαι. *Lib. I. Cap. CLX.*

(17) Ego tamen istos, ut primum in Macedonia esse admonitus à vobis comperi, requisitos abire ex regno jussi, & in perpetuum interdixi finibus meis. *TIT. LIV. Lib. XLII. Cap. XLI. num. 8.* Cela est rapporté aussi par APPIEN d'Alexandrie, Excerpt. Legat. XX. On trouve un fait semblable, dans l'Auteur Latin de la Vie de Thémistocle: car il nous apprend qu'Admète, Roi des Molossiens, ne voulut pas livrer Thémistocle aux Athéniens & aux Lacédémoniens, qui le demandoient, mais qu'il l'avertit au contraire de prendre garde à soi, & le fit mener à Pydna, Ville de Macédoine, avec une bonne escorte, ne le croiant pas assez en sûreté dans ses propres Etats, à cause du voisinage: Nam, quum ab Atheniensibus & Lacedæmoniis exposceretur publice, supplicem non prodidit, monuitque ut consuleret sibi, difficile enim esse, in tam propinquo loco tutò eum versari. Itaque Pydnam eum deduci jussit, & quod satis esset praesidi dedit. (*CORNEL. NEPOS, in Vit. Themistocl. Cap. VIII. num. 5.*) Les Gépidiens renvoyèrent hors de chez eux *Idrige*, Lombard: *PROCOR. Lib. III. Gothico. Cap. XXXV.* Voyez la Lettre de Theoderic (ou Theoderic) à *Trasamund*, Roi des *Vandales*, au sujet de la retraite donnée à *Giselic*, [*CASSIODOR. Var. V. 43, 44.* & celle qui se trouve dans la Vie du Roi *Louis*. L'Empereur *Rodolphe II.* fit sortir de ses Etats *Christophe Shorowski*; comme le rapporte DE THOU, *Lib. LXXXIII.* sur l'an 1585. La Reine

Elizabeth répondit aux *Ecossois*, qu'elle leur remettroit le Comte de *Bothwell*, ou qu'elle le chasseroit d'Angleterre: *CAMBDEN, in ann. 1593. (pag. 607. Ed. Elzev. 1625.)* Voyez *MARIANA, XIX, 6.* au sujet d'*Alfonse*, Comte de *Gegion*, à qui l'on refusa de donner retraite en *Espagne*, après qu'il eût été condamné par le Roi de France. *GROTIUS.*

(18) Argui cedis [*Eumenis Regis*] Evandrum Cretensem . . . Si consideret Evander, innoxium se rei capitalis argui, veniret ad causam dicendam: si committere se judicio non auderet, liberaret religionē templum, ac sibi ipse consuleret. *TIT. LIV. Lib. XLV. Cap. V. num. 8.*

(19) Comme on le voit dans le Traité des *Suisses* avec ceux de *Milan*, rapporté par *SIMLER (De Republ. Helvet. pag. 263. Edit. Elzevir.)* Par les Traitez faits autrefois entre l'Angleterre & la France, on étoit obligé de part & d'autre de rendre les Rebelles & les Fugitifs: mais ceux que l'Angleterre avoit faits avec la *Bourgogne* engageoient seulement à chasser ces sortes de personnes. C'est ce que nous apprend *CAMBDEN* sur l'année 1600. (pag. 758.) *GROTIUS.*

(20) Il faut bien remarquer cette condition, que notre Auteur suppose; car autrement ce seroit favoriser les brigandages de ceux que l'on soustrait à la punition.

§. VI. (1) Πρὸς τοῖςδ' ἔτ', εἴτι τοῖσι γ' ἐγκαλεῖ ἔνοισ·
Δίκης κυρταί· τὰςδ' εἰ δ' ἐκ αἰεὶς ποτὶ.
Heraclic. vers. 252, 253.

(2) C'est dans une Tragédie de SOPHOCLE:

Ἐπὶ δὲ δρακας ἔτ' ἐμὴ καταξίως,
οὐδ' ὅν περὶ καὶ αὐτὸς, ἔτε σὺς χθονὸς
ὅς τις δικαί· ἀσπασάνεσθαι δὲ πάλιν
Κάπευ· ἡμῶς κεραικὸν ἔδεν, εἰτ' ἀφῆκε
τὰ τὰςδ' τῆς γῆς κυρταί, ὡς ἐπεὶ σπεύσαν
Ἀγῆεις τὰ χερσὶς, ἢ περισταταί βία
καὶ μὴ πάλιν κεναικὸν ἢ δαλὴν τινα
Ἐδοξας εἶναι, ἢ μ' ἴσον τῷ μολόντι
καὶ τοῖς σὺ θάσσει γ' ἐκ ἐπαίδευσαν κακόν

O2

ne fait rien que selon les Loix. Cependant, sans tenir aucun compte de nos Loix, vous entrez par force, vous prenez ce que vous voulez, vous usez de toute sorte de violence. On diroit que vous croiez être dans une Ville où il n'y ait point de gens de cœur, & qui soit toute prête à subir le joug; & que vous me regardiez, moi, comme un homme de néant. Ce n'est pas Thèbes qui vous a appris à en user ainsi: elle n'a pas accoutumé de nourrir dans son sein des Hommes injustes; & elle ne vous louera pas, quand elle saura que vous êtes venu m'enlever ce qui m'appartient, & en même temps ce qui appartient aux Dieux, en vous saisissant de pauvres Réfugiez. Pour moi, si j'étois entré dans votre Pais, quelque juste sujet que j'eusse, je n'aurois pas voulu prendre & emmener la moindre personne sans la permission du Souverain, quel qu'il fut; je n'aurois jamais oublié le devoir d'un Etranger. Mais vous, vous deshonorez votre Ville, sans qu'elle l'ait mérité, & on voit bien que l'âge vous a ôté la Raison.

2. Que si ce dont on accuse les Supplians ou Réfugiez, n'est défendu ni par le Droit de Nature, ni par le Droit des Gens; il faudra en juger par le Droit Civil du Pais d'où ils viennent. C'est ce que le Poëte *ESCHYLE* donne très-bien à entendre dans les paroles suivantes, qu'il met dans la bouche du Roi d'Argos, au sujet des Danaïdes, venus d'Egypte: (3) Si les Fils d'Egyptus, votre Oncle, veulent vous avoir, par la raison qu'ils sont vos plus proches Parens selon les Loix de votre Pais, qui est-ce qui voudroit s'y opposer? C'est donc à vous à prouver, que, selon ces Loix, ils n'ont aucun droit sur vous.

§. VII. I. VOILA comment les Souverains doivent agir, s'ils veulent ne pas se rendre complices des Crimes de leurs Sujets, tant naturels, qu'Etrangers. Les Sujets, au contraire, participent quelquefois aux Crimes de leur Souverain, favoir, quand ils y ont consenti, ou qu'ils ont fait, par ordre ou à la persuasion du Souverain, quelque chose qu'ils ne pouvoient faire sans crime. Mais nous aurons occasion de traiter plus commodément cette matière, quand nous parlerons du (a) devoir des Sujets.

(a) Chap.
XXVI. de ce
Livres.

2. Le Crime se communique aussi entre un Corps, & les Particuliers qui en sont Membres. Car, comme le dit (1) *St. AUGUSTIN*, où est le Corps, là sont les Particuliers. Les Corps ne peuvent être composés que de Particuliers: car ce sont plusieurs Particuliers rassemblez, ou considérez comme un seul Tout, qui font le Corps.

3. Or afin que les Membres d'un Corps soient regardez comme coupables de ce qu'a fait le Corps, il faut qu'ils y aient donné leur consentement. Ainsi ceux dont l'opinion a eu du dessous, sont innocens.

4. Il y a aussi (2) de la différence entre la manière dont on punit un Corps, & la manière dont on punit les Particuliers. On fait mourir quelquefois les Particuliers: mais la mort d'un Etat consiste (3) en ce que les

Οὐ γὰρ φιλοῦσιν ἄνδρας ἐκδίκας τρέφειν·
Οὐδ' ἂν σ' ἐπαινέσαιαν, εἰ πυθοίαιτο
Συλῶντα τὰ μὲν, καὶ τὰ τῶν Θεῶν βιά·
Ἀγόντα Φωτῶν ἀδελφῶν ἰκτῆρια.
Οὐκ ἐγὼν ἂν σὴς ἐπεμβαίνων χθονός,
Οὐδ' εἰλκον, ἔτ' ἂν ἦγον ἄλλ' ἠπιστάμην
Ξεῖνον παρ' ἀσπίς ὡς διαίτῳσαι χρεῶν.
Σὺ δ' ἀξίαν ἐκ ἑσάν αἰσχύνεις πόλιν
Τὴν αὐτὸς αὐτῆς καὶ σ' ὁ πλεθύνων χροῖος
Γέροντ' ὁμῶς τίθῃσι, καὶ τῆ νῦν κενὸν.
Oedip. Colon. vers. 904, & seqq.

(3) Εἰ τοι κρατῶσι παῖδες Αἰγύπτου σέθεν,
Νόμῳ πόλεως φάσκοντες ἐγγύτατα γένος
Εἶναι, τίς ἂν τοῖς δ' ἀντιπῶνται θέλοι;
Δεῖ τοί τε φεύγειν κατὰ νόμους τῆς οἰκάδου,
Ὡς ἐκ ἑχέου κύβος ἔδει ἀμφὶ σὺν.
Supplic. pag. 321. Ed. H. Steph.

§. VII. (1) *Ubi universi, ibi & singuli. Universi non possunt, nisi ex singulis quibusque constare: nam singuli quique congregati, vel in summam reputati, faciunt universos. In LEVITIC. Quæst. XXVI.*

(2) Il y a dans l'Original, *Distincte enim sunt pæne &c.* Mais je crois que l'Auteur avoit voulu mettre *etiam*, au lieu d'*enim*, qui est peut-être une faute d'impression, dont il ne s'est point aperçu. Ceci au moins ne contient pas une raison de ce qui précède.

(3) La mort d'un Etat, c'est, selon un ancien Orateur Grec, d'être renversé: *Εἰ γὰρ δὲ τὴν ἀλήθειαν εἶπεν, πόλεως ἐστὶ θάνατος, ἀνάστατος γενέσθαι. LYCURG. Orat. adverb. Leocrat. (pag. 139. Ed. Wech.) GROTIUS.*

(4) *Si usufructus civitati legetur, & aratrum in eam inducatur, civitas esse definit, ut passus est Carthago: ideo-*

les Membres dont il est composé ne forment plus (b) un Corps de Société Civile, quoique chacun demeure en vie. Lors qu'un Etat est ainsi détruit, il perd le droit d'usufruit qu'il avoit sur un bien d'autrui, comme entre Particuliers ce droit s'éteint par la mort de l'Usufruitier; c'est la décision judicieuse (4) du Jurisconsulte MODERATIN. On punit aussi les Particuliers, en les rendant Esclaves, comme fit (c) Alexandre le Grand à l'égard des Thebains, excepté ceux qui s'étoient opposés à la dé-libération prise de se détacher de l'Alliance avec les Macédoniens. Une semblable punition pour un Etat, c'est d'être réduit en forme de Province: esclavage (5) civil, qui laisse à chacun sa liberté personnelle. On confisque les biens des Particuliers: de même on ôte à un Corps de Ville ce qu'il possédoit en commun, ses Murailles, ses Ports, ses Vaisseaux de Guerre, ses Armes, ses Eléphants, son Trésor public, ses Terres, sans que chaque Particulier perde rien pour cela de ses biens propres. Que si, pour punir le Crime d'un Corps, on vouloit dépouiller les Membres qui le composent de ce qu'ils possèdent comme Particuliers, il y auroit de l'injustice à ne pas excepter ceux qui n'ont pas donné leur consentement à ce que le Corps a fait. C'est ce que montre très-bien l'Orateur LIBANIUS, dans sa Harangue sur la Sédition d'Antioche. (6) Aussi l'Empereur Théodose se contenta-t-il d'ôter à ceux de cette Ville son Théâtre, ses Bains, & le titre de Métropole.

(b) Voyez ci-dessus, Chap. IX. §. 4.

(c) Plutarch. in Alex. pag. 670. B. Tom. I. Ed. Wech.

§. VIII. 1. IL Y A ici une belle question à examiner, savoir, si l'on peut punir en quel tems que ce soit les Crimes commis par un Corps? Il semble d'abord, qu'on le puisse, tant que le Corps subsiste, parce que c'est toujours le même Corps, malgré le changement & la succession continuelle des Particuliers qui le composent; comme nous (a) l'avons fait voir ailleurs. Mais il faut remarquer, d'autre côté, d'entre les choses que l'on attribue à un Corps, il y en a qu'il possède directement & par lui-même, comme, par exemple, le Trésor public, les Loix; d'autres, qui ne lui appartiennent, (b) qu'autant qu'elles se trouvent dans les Particuliers, comme quand on dit qu'un Corps est savant, ou brave, parce qu'un grand nombre de ceux qui le composent ont de l'érudition ou de la valeur. C'est à cette dernière sorte qu'il faut rapporter le mérite ou le démérite d'une action; car il appartient principalement & directement aux Particuliers, comme ayant une Volonté physique, dont le Corps, tant que Corps, est destitué. Ainsi du moment que ceux qui faisoient rejaillir sur le Corps le mérite ou le démérite de l'action, viennent à manquer, cette qualité s'éteint aussi, & par conséquent l'obligation à subir la peine; obligation, qui, comme nous l'avons dit (c) ci-dessus, suppose nécessairement qu'on l'a mérité. C'est ainsi que LIBANIUS disoit à l'Empereur Théodose: (1) Il vous suffit, je crois, qu'il ne reste aucun des Coupables.

(a) Chap. IX. §. 3.

(b) Voyez Aristote, Politic. Lib. VII. Cap. XIII.

(c) Chap. précédent.

2. Le Philosophe ARRIEN a eu donc raison de blâmer Alexandre le Grand, (2) de ce

idæoque, quasi morte, desuit habere usumfructum. DIGEST. Lib. VII. Tit. IV. Quibus modis ususfructus vel usus &c. Leg. XXI.

(5) Voyez ci-dessus, Liv. I. Chap. III. §. 12. num. 1. & Liv. II. Chap. V. §. 32.

(6) St. CHRYSOSTÔME dit la même chose, que l'Orateur Païen, dans son XVII. Discours sur le renversement des Statues. L'Empereur Marc Antonin avoit autrefois condamné ceux d'Antioche à la même punition, que fit depuis Théodose; comme le rapporte CAPITOLIN (Cap. XXV.) Sévère aussi détruisit la Ville de Byzance, & lui ôta son Théâtre, ses Bains, tous ses honneurs & ses ornemens. Il la réduisit même en village, & la donna aux Périnthiens. C'est ce que nous apprenons d'HERODIEN, (Lib. III. Cap. VI. num. 19. Edit. Boecler.) Voyez encore ZONARE; & TOM. II.

ce que nous avons dit ci-dessus (Chap. V. §. 32.) GROTIUS.

§. VIII. (1) Εμοὶ μὲν γὰρ δοκεῖς ἀρκεῖν ἡγόμενος, τὸ μήκετ' εἶναι μηδὲνα τῶν ταύτ' ἡδικοτάτων. Orat. de sedit. Antioch.

(2) C'est la raison dont ce Conquérant se servit, lors que Parménion voulut le dissuader de brûler le Palais Royal de Persépolis: Ο δὲ τιμωρήσασθαι ἐθέλειν Πέρσης ἐφασκεν, αὐτ' ἂν πὶ τῇ Ἑλλάδι ἐλάσαντες, τὰς τε Ἀθήνας κατέσκαψαν, καὶ τὰ ἱερὰ ἐπέπρησαν καὶ οὐα ἄλλα κακὰ τὰς Ἑλλήνας εἰργασάντο, ὑπὲρ τούτων δικὰς λαβεῖν. Après quoi suit le jugement de l'Historien: Αἰὲν ἂν ἐμοὶ δοκεῖ σὺν νῶ δρᾶσαι τὴν γε Ἀλεξάνδρῳ, ὅδε εἶναι τίς αὐτῇ Περσῶν τῶν πάλαι τιμωρεῖ. De Exped. Alexandr. Lib. III. Cap. XVIII. Notre Auteur, qui dans la première Edition s'étoit contenté de citer

R ici

ce qu'il voulut se venger des *Perfes*, (3) long tems après la mort de ceux qui avoient offensé les *Grecs*. Le même *Alexandre* extermina les *Branchides* sous un semblable prétexte, & voici le jugement qu'en porte *QUINTE-CURCE*: (4) Si toutes ces inhumanitez, dit-il, eussent été exercées contre les Auteurs mêmes de la trahison, on auroit pu faire passer cela pour une juste vengeance, & non pas pour une cruauté inouïe. Mais les Descendans portoient la peine du crime de leurs Ancêtres, quoi qu'ils n'eussent jamais vu Milet, tant s'en faut qu'ils l'eussent pu livrer à Xerxès. Qui est-ce qui ne trouve pas ridicule la réponse (5) que fit *Agathocles*, Tyran de Sicile, aux plaintes que lui portoient ceux de l'Île d'*Ithaque*, du dommage causé par ses Sujets? „ *Ulysse*, leur dit-il, a bien plus fait de mal autrefois aux *Siciliens*. *PLUTARQUE*, en critiquant *Hérodote*, soutient qu'il n'est nullement vraisemblable (6) que les *Corinthiens* aient voulu, après trois générations, se venger d'une injure reçue de ceux de *Samos* si long tems auparavant.

(d) De sera
Numin. vin-
dicta, pag.
557, 558.
(e) §. 14.

3. Ce Philosophe néanmoins, dans un (d) autre de ses Traitez, veut justifier cette action, & autres semblables, par l'exemple de la Divinité, qui punit quelquefois la postérité des Coupables. Mais il y a de la différence entre le droit de DIEU, & celui des Hommes; comme il paroîtra par ce que nous dirons (e) un peu plus bas.

4. S'il est juste que les Descendans reçoivent des honneurs & des récompenses, en considération de ce que leurs Ancêtres ont fait de bien, il ne (7) s'ensuit pas non plus de là, qu'ils puissent justement être punis pour les fautes de leurs Ancêtres. Car telle est la nature des Bienfaits, qu'on peut sans injustice les communiquer à qui l'on veut: mais il n'en est pas de même des Peines.

§. IX. Nous avons traité jusqu'ici des différentes manières dont la Peine se communique à ceux qui ont eu part à la faute, ou au Crime. Il faut voir présentement, si l'on

ici une fois *ARRIEN*, ajouta, dans les Editions suivantes, une autre pensée semblable du même Auteur, qui se trouve après le passage de *QUINTE-CURCE*. Mais sa mémoire a multiplié mal-à-propos un seul & même jugement, donné dans une seule & même occasion: de sorte que j'ai cru pouvoir supprimer, dans mon Texte, cette répétition superflue & mal fondée. Ce qui l'a trompé, c'est qu'*Alexandre* dit ailleurs, dans une Lettre à *Darius*: „ Vos Ancêtres sont venus en „ *Macédoine* & dans le reste de la *Grèce*, & nous ont „ fait bien des maux, sans qu'on leur en eût donné „ aucun sujet. Moi, au contraire, quoi qu'aient été „ établi Général des *Grecs*, je voulusse & je dussé „ venger les injures qu'ils ont reçues des *Perfes*, je ne „ suis passé en *Asie*, qu'après que vous avez com- „ mencé les actes d'hostilité: Οἱ υἱέτεροι πρόγονοι, „ ἐλθόντες εἰς Μακεδονίαν καὶ εἰς τὴν ἄλλην Ἑλλάδα, κακῶς „ ἐποίησαν ἡμᾶς, ὅδιν προσηδικημένοι ἐγὼ δὲ τῶν Ἑλλήνων „ ἡγούμενος κατασφάξας, καὶ τιμωρήσας βεβλημένος Πέρσας διέ- „ βην εἰς τὴν Ἀσίαν, ὑπαγξάντων ὑμῶν. Lib. II. Cap. XIV. Mais l'Historien ne dit rien ici, qui tende à condamner le motif de son Héros. La Note suivante fera voir cependant, que notre Auteur a eu en vuë cet endroit, où il s'agit de l'entreprise de la Guerre en général contre les *Perfes*; au lieu que, dans l'autre, il n'est question que d'un acte particulier d'hostilité.

(3) De là vient que l'Empereur *JULIEN* attribue à un autre motif la Guerre qu'*Alexandre* entreprit contre les *Perfes*. „ Tout le monde sait, (dit-il,) que „ jusques ici, aucune Guerre, réputée juste, n'a été „ entreprise pour un tel sujet, comme celle des *Grecs*, „ contre les *Troïens*, ou celle des *Macédoniens* contre „ les *Perfes*. Car ils ne poursuivoient point la ven-

„ geance de quelques injures de fort vieille datte, pas „ même contre les Petits-Fils ou les Fils de ceux qui en „ étoient les Auteurs: mais ils attaquoient ceux qui „ insultoient les Enfants des personnes de mérite & „ qui les dépouilloient de la Couronne: Καὶ ὅτι μὲν „ κείνοι πῶς πόλεμος συνέη προτέρων, καὶ ἐπὶ Τροίαν τοῖς „ Ἑλλήσιν, καὶ ἐπὶ τῆς Πέρσας Μακεδόσιν, οἷσις δὲ δοκῶ- „ σιν ἐν δίκῃ γενέσθαι, τοσούτην ἔχων ὑπόθεσιν, καὶ παῖδ' „ ὡς δὴλον, τῆς μὲν γε λήαν ἀρχαίων ἀδικημάτων τιμω- „ ρίας σφοδρὰ νεωτέρας, καὶ εἰς παῖδας, καὶ εἰς ἐκγόνους „ γενόμενης ἀλλὰ εἰς τοῦ ἀφιστομένου καὶ αποσερήσαντα τὴν „ ἀρχὴν τῆς τῶν εὐδοκησάντων (c'est ainsi qu'il faut lire, „ au lieu de ἀδικησάντων) ἀπογόνους. Orat. II. de rebus „ gestis Constantinii (pag. 95. B. Ed. Spanh.) GROTIVS.

J'ai traduit le passage, selon la version qu'en donne notre Auteur: mais s'il eût bien considéré la suite du discours, il auroit reconnu qu'en donnant un faux sens aux paroles dont il s'agit, il fait dire à l'Empereur tout le contraire de ce qu'il a dit, & qu'il a dû dire. Il s'agit de la Guerre contre *Magnence*, qui s'étoit emparé de l'Empire. *JULIEN* veut montrer la justice de cette Guerre: & pour cet effet il la compare avec les Guerres qui passoient pour les plus justes, comme celle des *Grecs* contre *Troie*, & celle des *Macédoniens* contre les *Perfes*; dont la première fut entreprise pour venger l'enlèvement d'une Femme, ainsi qu'il le dit après; & l'autre, comme il l'insinué ici clairement, eut pour motif le désir de venger les maux que la *Grèce* avoit souffert autrefois de la part des *Perfes*. Au lieu que *Constance* n'avoit pris les armes, que pour mettre à la raison un Usurpateur, qui lui enlevait l'Empire dont il devoit hériter, comme Fils du grand *Constantin*; à quoi se rapporte le mot d'iv-

si l'on peut être légitimement puni, quoi qu'on n'ait eu aucune part à la faute. Pour bien éclaircir cette matière, & pour empêcher qu'à cause de quelque ressemblance des termes on ne confonde des choses réellement différentes, il y a ici quelques remarques à faire.

§. X. 1. IL FAUT distinguer premièrement entre un *Domage causé directement*, & un *Domage qui provient seulement par une suite accidentelle*. On cause du *Domage directement*, lors que l'on ôte à quelqu'un une chose à quoi il avoit un droit propre. On cause du *Domage indirectement* & par une suite accidentelle, lors qu'on fait en sorte que quelqu'un n'ait pas ce qu'il auroit eu sans cela, en empêchant l'effet d'une condition absolument nécessaire pour lui donner quelque droit.

2. ULP IEN nous fournit un exemple de cette dernière sorte de Domage. (1) Lors, dit-il, qu'en creusant un Puits dans mon Fonds, j'y attire les veines d'Eau, qui sans cela auroient coulé jusques dans la Terre de mon Voisin; comme je ne fais qu'user de mon droit, je ne cause pas à mon Voisin un Domage proprement ainsi nommé. Le même Jurisconsulte remarque ailleurs, (2) qu'il y a une grande différence entre recevoir du *Domage*, & être *privé d'une occasion de gagner* que l'on avoit. PAUL, autre Jurisconsulte Romain, (3) dit, que *c'est anticiper l'ordre naturel des choses, que de se croire plus riche, avant que d'avoir acquis ce qui doit augmenter nos biens*.

3. Ainsi, lors que les biens d'un Père sont confisquez, les Enfans à la vérité en souffrent, mais ce n'est pas proprement une Punition pour eux; parce qu'ils ne devoient hériter de ces biens, que dans la supposition que leur Père les conservât jusqu'à sa mort. C'est ce que le Jurisconsulte ALPHÉNIUS a très-bien remarqué, lors qu'il dit, (4) qu'en conséquence de la punition d'un Père, les Enfans perdent tout ce qui

δ'εὐδοκῆσαντων, que nôtre Auteur substitué heureusement à celui d'ἀδικησάντων. Il falloit donc rapporter à *Constance*, ce que nôtre Auteur attribué aux Grecs & aux Macédoniens; & traduire ainsi tout le passage: Chacun suit qu'on n'a jamais vu de Guerre entreprise pour un sujet aussi légitime, pas même celle des Grecs contre Troie, ou celle des Macédoniens contre les Perses, qui passent néanmoins pour avoir été justes. Car nôtre Empereur n'a point cherché à tirer par là vengeance de quelque vieille injure, il n'a point poursuivi les Fils ou les Descendans de celui de qui il l'avoit reçue: mais a attaqué un homme qui enlevait l'Empire aux Descendans & légitimes Successeurs de personnes célèbres par leur mérite. On voit bien qu'en se servant du pluriel, il donne à entendre & l'usurpation de l'Empire au préjudice de *Constance*, & l'assassinat de *Constant son Frère*, qui étoient l'un & l'autre l'ouvrage de *Magnence*. Je conclus, que ce passage, bien loin de prouver que JULIEN cherche un autre motif de la Guerre d'*Alexandre* contre les Perses, que celui de venger les anciennes injures qu'ils avoient faites aux Grecs, sert au contraire à confirmer la vérité de ce motif. Mais je ne veux pas oublier, d'autre côté, de remarquer à la louange de mon Auteur, qu'il a heureusement corrigé, à la fin du passage, le mot d'ἀδικησάντων, manifestement corrompu. Le Traducteur Latin, ce savant Père PÉTAU, s'est tiré d'affaires en n'exprimant point du tout les quatre derniers mots, dont celui-ci fait partie; & l'illustre Mr. le Baron DE SPANHEIM n'a mis en marge aucun avertissement, qui indiquât qu'il y a faute.

(4) Quæ si in ipsos proditionis auctores excogitata essent; justa ultio esse, non crudelitas videretur: nunc culpam majorum posterius luere, qui ne viderant quidem Miletum,

alio Xerxi non potuerant prodere. Lib. VII. Cap. V. num. 35. Voyez PLUTARQUE, de sera Numinis vindicta, pag. 557. B. Tom. II. Ed. Wech.

(5) Voyez-la dans PLUTARQUE, Apophthegm. pag. 176. D. E. & De sera Num. vindicta, pag. 557. B.

(6) Κορίνθιοι δὲ τί καὶ ὄντες ἐτιμωρῶντο Σαρμῆς ἐκποδὼν πάντας ὁμοῦ καὶ παρανομίᾳ τοσαύτῃ, καὶ ταῦτα μετὰ τρεῖς γενεάς ὀργῇ καὶ μνησικακίᾳ ἀναφέροντες &c. De Herodoti malignit. pag. 859, 860. Tom. II. Ed. Wech.

(7) C'est la fautive conséquence, que le même PLUTARQUE tire: Ἀφ' ὧν (εἰπον) ὡ τῶν, τὸ σφοδρὸν τῆς κατηγορίας, καὶ μὴ φέρε πικρῶς εἰ κολάζονται τινες ἐκ κακῶν γεγονότες ἢ πονηρῶν, ἢ μὴ χαῖρε, μὴδ' ἐπαίνει, τιμωμένους εὐγενείας. δεῖ γὰρ, εἰ τὴν χάριν ἐν τῷ γένει τῆς ἀρετῆς ἀνασώζομεν, εὐλόγως μὴδ' τὴν κολασίν οἰεσθαι δεῖν ἀπαυδῶν καὶ προαπολείπειν ἐπὶ ταῖς ἀδικίαις ἀλλὰ συνεκτρέχειν ἐκείνη τὸ κατ' ἀξίαν ἀντιστάσας ἀποδοῦν. De sera Num. vindicta, pag. 558. B. C.

§. X. (1) Item videamus, quando damnum dari videatur... ut, puta, in domo mea puteum aperio, quo aperto venæ putei tui præcisæ sunt: an teneat? At TREBATIUS, non teneri me damni infecti: neque enim existimari, operis mei vitio damnum tibi dari in ea re, in qua jure meo usus sum. DIGEST. Lib. XXXIX. Tit. II. De damno infecto &c. Leg. XXIV. §. 12.

(2) Multumque interesse, utrum damnum quis faciat, an lucro, quod adhuc faciebat, uti prohibeatur. Ibid. Leg. XXVI.

(3) Esse autem præposterum, ante nos locupletes dici, quam adquisierimus. DIGEST. Lib. XXXV. Tit. II. Ad Leg. Falcid. Leg. LXIII. princ.

(4) Eum, qui civitatem amitteret, nihil aliud juris adimere liberis, nisi quod ab ipso perventurum esset ad eos, si in-

qui feroit passé de lui à eux, mais non pas ce qui leur vient de la Nature, ou d'ailleurs. Les Enfans de *Thémistocle* furent de cette manière réduits à la pauvreté; & *CICÉRON*, qui le remarque, (5) soutient qu'il n'y a point d'injustice à ce que les Enfans de *Lépide* soient exposés au même malheur. C'est, ajoute-t-il, un usage ancien, & reçu dans tous les États. Les Loix Romaines (6) néanmoins des siècles suivans adoucirent beaucoup la rigueur de cette pratique.

4. Pour donner encore un autre exemple, lors qu'à cause du Crime de la plus grande partie d'un Corps, qui, comme nous l'avons dit ailleurs, représente le Corps entier, on lui ôte sa liberté civile, les murailles d'une Ville, & autres avantages, qu'il possédoit; les Particuliers, qui étoient innocens, en souffrent aussi, mais seulement à l'égard des choses qui ne leur appartiennent qu'en qualité de Membres du Corps.

§. XI. 1. UNE autre chose qu'il faut remarquer ici, c'est que l'on fait quelquefois souffrir un mal à quelcun, ou qu'on le prive de quelque bien, à l'occasion d'une faute d'autrui, mais en sorte néanmoins que cette faute n'est pas la cause prochaine de ce que l'on fait, pour ce qui regarde le droit même de le faire. Ainsi lors qu'on a promis quelque chose à l'occasion d'une Dette d'autrui, on en souffre du mal, selon l'ancien proverbe, *Qui* (1) *répond, ne tardera pas à s'en repentir*: mais cependant la cause prochaine de l'obligation où l'on est de paier, est la promesse même par laquelle on s'y est engagé. En effet, comme celui qui a répondu pour un Acheteur n'est pas proprement tenu de paier en vertu de l'Achat, mais à cause de l'engagement où il est entré; de même celui qui a cautionné pour un Coupable, n'est pas tenu en vertu du Crime, mais à cause de son propre cautionnement. Et de là vient que le degré du mal qu'il doit souffrir est proportionné non pas au Crime d'autrui, mais à l'étendue du pouvoir qu'il avoit de s'engager.

2. D'où il s'ensuit, selon le sentiment qui me paroît le mieux fondé, que l'on ne peut faire mourir personne pour un simple Cautionnement: parce que personne n'a un tel droit sur sa propre Vie, qu'il puisse ou se l'ôter lui-même, ou s'engager à permettre qu'on l'en dépouille. C'est par erreur que les anciens (2) Grecs & Romains ont cru le contraire, comme il paroît par (3) un vers d'AUSONE, & par l'histoire, que tout le monde fait, de *Damon* & de (4) *Pythias*: d'où vient aussi qu'on a souvent

fait

si intestatus in civitate moreretur: hoc est, hereditatem eius, & liberos, & si quid aliud in hoc genere, reperiri potest. que vero non à patre, sed à genere, à civitate, à rerum natura tribuerentur, ea manere iis incolumia. DIGEST. Lib. XLVIII. Tit. XXII. De Interdictis, & Relegatis &c. Leg. III.

(5) *In qua [sententia] videtur illud crudele, quod ad liberos [Lepidi], qui nihil meruerunt, pœna pervenit. Sed id & antiquum est, & omnium civitatum: si quidem etiam Themistocli liberi eguerunt.* Epist. ad Brut. XV. Voyez aussi Epist. XII.

(6) Voyez les Interprètes, sur le DIGESTE, Lib. XLVIII. Tit. XX. De bonis Damnatorum, Leg. VII.

§. XI. (1) *Ἐγγύα, πάρα δ'ἄτα.* C'est un mot très-ancien, puis qu'on l'attribue à *Thalès*, un des Sept Sages, comme il paroît par STOBÉE, Florileg. Tit. III. Voyez les Adages d'ERASME.

(2) Il paroît clairement, que les Hébreux étoient aussi dans les mêmes idées, par la proposition que *Ruben* fit à *Jacob* son Père, GENESE, Chap. XLII. vers. 37. Voyez aussi JOSEPH, Antiq. Jud. Lib. II. Cap. II. (pag. 46. B.) Ces Pleiges sont appelez *Ἀντιψυχοί*, (comme qui diroit, gens qui mettent leur ame ou leur vie à la place de celle d'un autre) par

EUTROPE, in *Caligula*: & *Ἐγγυηταὶ θανάτου*, Répondans de la vie, par DIODORE de Sicile, in *Excerpt. Peiresc.* [pag. 245. où il y a, en parlant de *Damon*, qui se rendit Pleige pour *Phintias*: *Ἐγγυος εὐδῶς ἐγγυήθη θανάτου.*] St. CHRYSOSTÔME suppose cet usage, dans la comparaison qu'il fait d'un homme innocent, qui en voulant mourir pour un Criminel, le délivre de la mort, à laquelle il avoit été condamné: *Καταπνεύσας τινος καταδικασθέντος ἀποθανόν, ἑτέρος ἀνεύθυντος ἑλόμενος θάνατον ὑπὲρ ἐκείνου, ἐλευσάμενος τὴν τιμωρίαν αὐτόν.* In GALAT. Cap. II. St. AUGUSTIN remarque, qu'il arrive quelquefois que celui qui a été cause de la mort de quelcun, est plus coupable que celui-là même qui l'a fait mourir, comme, par exemple, si un Pleige est puni de mort, pour avoir été trompé par celui pour qui il avoit engagé sa vie: *Et aliquando qui causa mortis fuit, potius in culpa est, quam ille, qui occidit. velut si quisquam decipiat fideiussorem suum, atque ille pro isto legitimum supplicium subeunt.* Epist. LIV. ad *Macedoniam*. GROTIIUS.

On fera sans doute surpris de voir citer ici, sur l'usage du mot *Ἀντιψυχοί*, EUTROPE, Auteur Latin, chez qui on ne trouve pas un mot de Grec. Notre Auteur n'a pourtant pas eu en vue la Trauction Grecque, que nous avons de cet Auteur, faite par PÆANIUS:

fait mourir des Otages, comme nous (a) le verrons ailleurs.

3. Ce que nous disons de la Vie, il faut l'entendre aussi des Membres de notre Corps : car l'Homme n'a non plus reçu de pouvoir sur ses Membres, qu'autant que le demande la conservation de son Corps.

4. Mais si l'on s'est soumis à l'exil, ou à une amende pécuniaire, & que la condition supposée arrive par le crime où tombe la personne pour qui l'on a cautionné ; le mal que l'on souffre & qu'on doit souffrir alors, n'est pas une punition, à parler exactement. Il en est ici à peu près comme de ceux qui jouissent de quelque droit, dont l'usage dépend de la volonté d'autrui, tel qu'est le droit de (5) Précaire, par rapport au Maître de la chose ainsi prêtée ; & le droit des Particuliers, par rapport au *Domaine éminent* qu'a l'Etat sur les biens de chacun, autant que le demande l'utilité publique. Car si on est dépouillé de quelque chose de semblable, à l'occasion d'un Crime d'autrui, celui qui nous en dépouille n'exerce pas proprement un acte de Punition, il ne fait qu'user du droit qu'il avoit auparavant. C'est ainsi encore que, quand on fait mourir une Bête, à cause, par exemple, qu'un Homme a eu avec elle un commerce charnel, ainsi que l'ordonnoit la (b) Loi de Moïse ; comme la Bête, à parler proprement, ne peut pas être coupable, on ne la punit pas non plus véritablement ; on use seulement du droit de Propriété que les Hommes ont sur les Animaux destituez de Raison.

§. XII. Ces distinctions posées, nous disons, que personne ne peut être puni raisonnablement pour un Crime d'autrui, lors qu'il est lui-même innocent. La véritable raison de cela n'est pas que les Peines ont été établies pour corriger les Hommes, comme le Jurisconsulte PAUL (1) raisonne sur ce sujet ; car on peut, ce semble, faire un exemple hors de la personne même du Coupable, en la personne néanmoins de quelcun qui le touche de près, comme nous le (a) dirons tout-à-l'heure : mais c'est parce que toute obligation à la Peine vient de ce qu'on l'a méritée ; or tout mérite ou démerite est personnel, comme ayant pour principe la volonté de chacun, qui est ce que l'on a de plus propre & de plus incommunicable ; idée que donne le mot (b) Grec dont on se sert pour exprimer le Libre Arbitre.

§. XIII. AINSI on n'impute aux Enfants ni les Vertus, ni les Vices de leurs Pères, comme le remarque (1) St. JÉRÔME. Et St. AUGUSTIN va jusqu'à dire,

(a) Liv. III. Chap. IV. §. 14.

(b) Lévit. XVIII, 23. & XX, 15, 16. Voyez Moïse Fils de Maïmon, Docteur dubit. III, 40.

(a) §. suivant, num. I.

(b) 'Αυτε-ξέσιον.

Nous : mais il a confondu un Auteur Grec avec un Auteur Latin ; un Abbreviateur de l'Histoire Romaine, avec un des grands Historiens, qui nous restent en partie ; car DION CASSIUS parle d'un certain *Publius Afranius Potitus*, qui, par une sottise flatterie, avoit juré de mourir, si *Caligula* reconnoit la fanté ; & d'un Chevalier, aussi fou, nommé *Atanius Secundus*, qui avoit promis, en ce cas-là, de se battre dans les Spectacles des Gladiateurs. Ces deux hommes-là, ajoute l'Historien, s'attendoient à recevoir de l'Empereur une grosse récompense, pour le zèle qui les avoit portés à vouloir sacrifier leur vie pour la sienne : mais, au lieu de cela, il les contraignit à se faire mourir, pour ne pas violer leur serment : 'Αντί τῶν χρημάτων ἃ ἔλπιζον παρ' αὐτοῦ, ὡς καὶ ΑΝΤΙΦΥΧΟΙ οἱ ἀποθανεῖν ἠδυνάσαντες, λήσαντες, ἀποδῆναι τὴν ὑποσχέσιν ἀναγκασθέντες, ἵνα μὴ ἐπισηκῶσι. Lib. LIX. pag. 741. B. Ed. H. Steph. Voyez, au reste, touchant l'expression & la matière dont il s'agit, les Additions de Mr. LE CLERC aux Notes de HAMMOND, sur *Matth. XX, 23*.

(3) *Quis subit in pœnam capitali judicio ?* VAS. Technopœgion monosyllab. pag. 488. Ed. Tollii.

(4) Ou plutôt *Phintius*, qui est le vrai nom. Voyez CICÉRON, de *Offic. Lib. III. Cap. X.* & là-dessus les

Interprètes. J'ai eu occasion d'indiquer, dans la Note 2. sur ce paragraphe, un passage de DIODORE de Sicile, où ce Philosophe Pythagoricien est ainsi appelé.

(5) Voyez PUFENDORF, Liv. V. Chap. IV. §. 6. du Droit de la Nat. & des Gens.

§. XII. (1) *Si pana alicui irrogatur, receptum est commentitio jure, ne ad heredes transeat : cujus rei illa ratio videtur, quod pena constituitur in emendationem hominum ; quæ, mortuo eo, in quem constitui videtur, desinit.* DIGEST. Lib. XLVIII. Tit. XIX. De *Pœnis*, Leg. XX. Mais ZIEGLER remarque ici, que le Jurisconsulte parle de la correction du Coupable même, & non pas de celle des autres Hommes. Notre Auteur lui-même l'a citée en ce sens, dans le Chapitre précédent, §. 7. au commencement. Au reste, il est assez difficile d'expliquer ce que veut dire le *jus commentitium*, auquel PAUL rapporte l'établissement de la maxime dont il s'agit. On peut voir là-dessus la *Jurisprudentia Papiniana* d'ANTOINE FAURE, Tit. I. Princip. II. Illat. V. MARC. LYCKLAMA, *Mémbran. Lib. I. Eclog. IX.* & une nouvelle explication de Mr. WÆCHTLER, qui se trouve dans les *ACTA ERUDITORUM* de Leipzig, Ann. 1714. pag. 555.

§. XIII. (1) *Nec virtutes, nec vitia parentum, liberis*

(2) que DIEU même seroit injuste, s'il condamnoit un Innocent. En un mot, les Fautes étant personnelles, la Punition le doit être aussi, selon la (3) maxime commune, approuvée, entr'autres Auteurs, par (4) DION DE PRUSE, par (5) des Empereurs Chrétiens, & par (6) PHILON, Juif. DENYS d'Halicarnasse, qui, aussi bien que PHILON, blâme la coutume de quelques Nations, chez lesquelles on faisoit mourir les Enfans des Tyrans, & des Traîtres, (7) montre en même tems combien est frivole le prétexte dont on se sert pour justifier cette cruauté, c'est que l'on croit que les Enfans (8) ressembleront à leurs Pères: cela n'est pas sûr, dit-il, & une crainte incertaine ne suffit pas pour donner droit d'ôter la vie à personne. Ce n'est pas une meilleure raison, de (a) dire, qu'on craint que les Enfans (9) ne vengent la mort de leurs Pères. Aussi voyons-nous, que l'Empereur Marc Antonin, après avoir recommandé au Sénat, dans une Lettre qu'il lui écrivit après la défaite & la mort d'Avidius Cassius, qui s'étoit révolté contre lui, de pardonner à ses Enfans, à son Gendre, & à sa Femme, ajoute: (10) Mais que dis-je, pardonner, puis qu'ils n'ont rien fait?

(a) Voiez
Victoria, De
Jure Belli,
num. 38.

§. XIV.

imputantur. Epist. III. ad Heliodor. de morte Nepotiani, Tom. I. pag. 21. A. Ed. Froben. 1537.

(2) DEUS ipse foret injustus, si quemquam damnavet innoxium. Epist. CV. C'est ainsi que notre Auteur rapporte & cotte le passage. Je ne le trouve point dans la Lettre indiquée: mais voici la même pensée, exprimée en d'autres termes, dans la Lettre suivante: *Quamquam vero immeritum, & nulli obnoxium peccato, si DEUS damnavit creditur, alienus ab iniquitate non creditur.* Epist. CVI.

(3) *Noxa caput sequitur.* Cette maxime est tirée de ce qui est dit dans le DIGESTE, au sujet des Esclaves: *Servi, quorum noxa caput sequitur, ibi defendendi sunt, ubi deliquisse arguentur.* Lib. IX. Tit. IV. De noxalib. action. Leg. XLIII. Mais les Jurisconsultes Romains veulent dire par là seulement, comme il paroît par le paragraphe 5. du même Titre des INSTITUTES, & par d'autres endroits, que l'action qu'on a pour dommage causé par un Esclave, contre son Maître, doit s'intenter contre celui qui a actuellement l'Esclave sous sa puissance dans le tems qu'on va en Justice, ou contre l'Esclave même, s'il a été affranchi depuis; & non pas contre celui qui possédoit l'Esclave lors du délit commis. Ainsi cela ne fait pas directement au sujet. Voiez ce que j'ai déjà dit ci-dessus, Chap. V. de ce II. Livre, §. 32. Note 7.

(4) Cet Orateur, après avoir parlé de la sanction des Loix de Solon, dans laquelle les Athéniens maudissoient les Descendans de ceux qui violeroient ces Loix; ajoute, qu'il n'en est pas de même de la Loi de DIEU, selon laquelle chacun n'est puni que pour ses propres actions: *Πλὴν παίδας & γένος ἐκ ἐπίψεϊσιν, ὡς ἐκεί τῶν ἀμάρτημάτων· ἀλλ' ἕκαστος αὐτῶν γίνεσθαι τῆς ἀτυχίας αἰτίος.* Orat. ult.

(5) *Sancimus, ibi esse penam, ubi & noxia est. Propinquos, notos, familiares, procul à calumnia submoveamus, quos reos sceleris societas non facit. Nec enim adfinitas, vel amicitia, nefarium crimen admittunt. Peccata igitur suos teneant auctores: nec ulterius progrediatur metus, quam reperitur delictum.* COD. Lib. IX. Tit. XLVII. De Penis, Leg. XXII.

(6) Il blâme la coutume de quelques Peuples, parmi lesquels on punissoit de mort les Enfans, quoi qu'innocens, d'un Tyran, ou d'un Traître; & il soutient, à cette occasion, que la Justice veut qu'on punisse uniquement ceux qui sont coupables, comme cela est expressément ordonné par la Loi de Moïse (DEUTÉRON. XXIV, 16.) *Εἰ μὴ γὰρ συνεξίμαρτον,*

*ὃ συγκολάζεσθαι. εἰ δὲ μήτε κατεκοιναῖονσαν, μήτε ῥηλωταὶ τῶν ομοίων ἐγένοντο, μήτε ταῖς τῶν οἰκείων εὐτυχίαις ἐπαρθεύσας ἐνδουπάδισαν, τίος χάρις ἀναίρεσθαι; ἢ δὲ ἐν τῷτο μόνον ὅτι συγγενεῖς εἰσὶ; γένος γὰρ, ἢ παρὰ νομῶν αἰ τιμωρεῖται; Ταῦτ' ἐν ἐκλογισμῶν οὐκ ἡμῖν νομοθέτης Ἐδὲ ποτὲ τινὰ τῶν συμπεληκτόων ἐξέδωκεν ἐπὶ τιμωρίᾳ, προσθήκην ποιησάμεν αὐτὸν ἀδικημάτων ἐτέρων, διότι ἀντίκρουσ ἀπειπεν υἱὸς ἀντὶ γονέων, ἢ γονεῖς αὐτὸν υἱὸν ἀναιεῖσθαι δικαιώσας, ἐν ταῖς ἀμαρτήματι, τῶν εἶναι & τὰς τιμωρίας &c. De Specialib. Legib. Lib. II. (pag. 802. E. 803. A. B.) Le même Auteur remarque ailleurs, qu'il n'y a point d'établissement plus nuisible dans un Etat, que de ne pas punir un Méchant, par la raison qu'il est né d'un Père honnête homme; & de ne pas récompenser un Homme-de-bien, parce qu'il a eu le malheur de naître d'un Méchant Homme. Les Loix, ajoute-t-il, doivent récompenser ou punir chacun, selon son propre mérite: *Ἡς ἐκ αὐτῶν εἰ τις βλαβερώτερον γέναι· ἂν εἰσῆλθῃς, εἰ μήτε τοῖς ἐξ ἀγαθῶν ποιηθενομένοις ἐπακαλεῖσθαι τιμωρίας δικῆ, ἢ τοῖς ἐκ πονηρῶν ἀγαθοῖς ἐρεχθῆαι τιμῆ, τὸ νόμος δικάζοντος ἕκαστον αὐτὸν ἀφ' ἐαυτοῦ, μὴ συγγενῶν ἀρεταῖς ἐπαίνεντο, ἢ [il faut ajouter ici κακίαις] ἐπαίνεντος.* (De Nobilitate, in fin. pag. 910. A.) JOSEPH dit, au sujet d'Alexandre, Roi des Juifs, qui suivit une maxime toute contraire, faisant égorger les Femmes & les Enfans de ceux qu'il vouloit punir de mort comme coupables envers lui, que c'étoit un acte de punition contraire à l'Humanité: *Ἀλλῶς δὲ ὑπὲρ ἀνθρώπων ταύτην εἰσπραττόμενος τὴν δίκην &c.* (Antiq. Jud. Lib. XIII. Cap. XXII. pag. 261. C.) OVIDE innuë que c'étoit une injustice à Jupiter Hammon, d'avoir ordonné qu'on attachât Andromède à un rocher, pour y être punie de la faute que sa Mère Cassiope avoit commise en se vantant d'être plus belle que les Néréides:*

Illic immeritam maternæ pendere linguae

Andromedan penas injustus jufferat Ammon.

(Metam. IV, 668, 669.) GROTIUS.

Je ne saurois m'empêcher de faire appercevoir ici le Lecteur, d'une fausse citation, que j'ai corrigée. Notre Auteur donnoit le second passage de PHILON, comme étant de son Traité de la Piété (Libro de Pietate). Or on sait qu'il n'y a point d'Ouvrage de ce Juif, qui porte un tel titre. La méprise est venue de la ressemblance des mots Grecs. Au lieu de *Περὶ ευπείας*, notre Auteur a lu, sans y penser, *Περὶ εὐσεβείας*.

§. XIV. A LA vérité DIEU, dans la Loi qu'il donna aux anciens Israélites, menace de (a) punir l'impiété des Pères sur leur postérité : mais comme il est le Maître souverain & de nos biens & de notre vie, il peut, sans aucun sujet & en tout tems, ôter à chacun, toutes fois & quantes que bon lui semble, ce présent de sa libéralité. Si donc il enlève d'une mort violente & prématurée les Enfants (b) d'Achan, ceux de (c) Saül, ceux de (d) Jéroboam, ceux (e) d'Achab, ce n'est pas envers eux un acte de Punition, mais un acte de son droit (f) absolu sur leur vie, par l'exercice duquel il punit plus sévèrement leurs Pères. Car ou les Pères survivent aux Enfants qui meurent ainsi, ce que la Loi Divine a eu principalement en vuë ; d'où vient qu'elle n'étend pas ses menaces plus loin (g) que les Arrière-petits-fils, jusqu'où l'on peut voir de ses Descendans ; & en ce cas-là, il est certain que les Pères sont punis par un spectacle, qui (1) est plus affligeant pour eux, que le mal qu'ils souffrent en leur personne : Ou bien les Pères ne vivent pas assez long tems pour être témoins de la mort de leurs Enfants, & alors c'est toujours (2) un grand supplice pour eux, de mourir dans cette crainte.

(a) Exod. XX, 5.

(b) Josué, VII, 24.

(c) II. Sam. XXI.

(d) I. Rois, XIV.

(e) II. Rois, VIII, 19, 20.

(f) Comme le croit, avec beaucoup de raison, le Rabbin Siméon Barfema.

(g) On le voit dans l'exemple de Zimri, & de Jéhu.

2. Mais

(7) J'ai déjà remarqué, dans mes Notes sur PUFENDORF, que ceci est mal rapporté. L'Historien, bien loin de réfuter la raison dont il s'agit, ne décide pas même si l'usage de punir les Enfants pour les crimes de leurs Pères est juste, ou non, & il laisse au Lecteur à en juger ; soit qu'il n'eût pas des idées assez justes d'Equité, soit qu'il ne voulût pas choquer ceux de sa Nation : Αλλά τὰς ἐκ τυχάνων γενομένους, οἱ μὴ [Εκλήνων] συναποκτίνυσθαι τοῖς πατέρας δικαίουν, οἱ δὲ αἰσιφυρίᾳ κολάζουσιν. ὥστε καὶ ἐνδεχομένης τῆς φύσεως χρηστὸς παῖδας ἐκ πονηρῶν πατέρων, ἢ κακὸς ἐξ ἀγαθῶν γενέσθαι. ἀλλ' ὑπὲρ μὲν τῶν, εἴτε ὁ πατὴρ ἔκλινον νόμος, εἴτε τὸ ῥωμαίων ἔθος κρείττον, ἀφίημι τῷ βυλομένῳ σκοπεῖν. Antiq. Rom. Lib. VIII. Cap. LXXX. pag. 525. Ed. Oxon. (pag. 547. Sylburg.)

(8) Sous l'Empire de Valens, quelques Voleurs de Syrie, qui faisoient beaucoup de défordre, aiant été pris, on les fit tous mourir, avec leurs Enfants encore en bas âge ; de peur que ces Enfants ne fissent un jour le même métier, que leurs Pères : *Forumque Soboles, parva etiamtum, ne ad parentum exempla subcreveret, parviforte deleta est* &c. AMM. MARCELLIN. Lib. XXVIII. (Cap. II. in fin. Ed. Valf. Gron.) L'Empereur ARCADIVS, à l'instigation de je ne sai qui, osa dire, dans une de ses Constitutions, que les Enfants, de la part desquels on craint qu'ils n'imitent le crime de leur Père, méritent d'être punis comme lui : *Paterno enim deberent perire supplicio, in quibus paterni, hoc est, hereditarii criminis exempla metuuntur.* CO. Lib. IX. Tit. VIII. Ad Leg. Jul. Majestatis, Leg. V. §. I. GROTIUS.

Voiez une Dissertation entière de JACQUES GODEFROI, sur cette Loi, parmi ses Opuscules imprimez en 1654.

(9) C'est là-dessus qu'est fondé le Proverbe Grec :

Νόμος, ὃς πατέρα κτείνει, παῖδας καταλίπει.
Loi, qui tuant le Père, épargne les Enfants.

[ARISTOT. Rhetor. L. I. Cap. XV. Voiez les Adages d'ERASME, au Proverbe, *Stultus, qui, patre caeso, liberis pepercit.*] Mais SENEQUE a raison de dire, que c'est une souveraine injustice, de vouloir qu'un Enfant hérite de la haine qu'on avoit pour son Père : *Nihil est iniquius, quam aliquem heredem paterni odii fieri.* De ira, Lib. II. Cap. XXXIV. Et Pausanias, Général des Grecs, lors qu'on lui eût livré les Enfants d'Attaginus, qui avoit engagé les Thébains à se révolter de l'obéissance des Médes ; ne voulut leur faire aucun

mal, parce, disoit-il, qu'ils n'avoient aucune part à la révolte : *Παῖδας δὲ αὐτῆς [Ἀτταγίνης] ἀπαχθέντας Πανσίνης ἀπέλυσε τῆς αἰτίας, φάς τῇ Μηδισμῇ παῖδας ἔδν εἶναι μεταίτιους.* HERODOT. Lib. IX. (Cap. LXXXVII.) GROTIUS.

(10) *Quare filiis Avidii Cassii, et genero, et uxori veniam dabit. Et quid dico, veniam? quum illi nihil fecerint.* VULCAT. GALICAN. in Avid. Cass. (Cap. XII.) L'Empereur JULIEN loue Constance d'avoir usé d'une semblable humanité envers le Fils de Magnence, & il dit, que l'on a souvent vu des Enfants vertueux naitre de Pères méchans, comme les Abeilles volent des rochers, comme les Figues naissent d'un bois amer, & les Grenades sortent des Epines : *Οὐδὲ ἀγαθὸς Βασίλειος, μιμνήσκων ἀτεχνῶς τὸν Θεόν, εἶδε μὲν καὶ ἐκ τῶν πετρῶν ἰσμὸς μελιτῶν ἐκπταμένους, καὶ ἐκ τῆς δειμνύτης ἔφυε τὸν γλοχὺν καρπὸν φυόμενον, σὺν καὶ Θημι τὰ χαρίεντα, καὶ ἐξ ἀκανθῶν τὴν σίδην.* &c. (Orat. II. pag. 100, 101.) Il dit ailleurs, que c'est le chef-d'œuvre de la vertu de cet Empereur, de n'avoir pas enveloppé dans la punition de Maxence, un Enfant encore en bas âge : *Ἀλλὰ καὶ τὸν παῖδα τῷ τετολημμένῳ νόμιμον κομίσαντα τῆς πατρὸς ἔδν εἰσῆσας μετασχεῖν ζημίας. πρὸς τοὺς ἐπικείμενους ἢ πρῶξις ῥέπουσα, τελείας ἀρετῆς ὑπαρχομένη γνῶσις.* (Orat. I. in fin.) GROTIUS.

§. XIV. (1) C'est ce que St. CHRYSOSTÔME remarque, Homil. XXIX. In Cap. IX. Genes. PLUTARQUE l'avoit dit avant lui : *Αἱ δὲ διὰ τῶν παίδων ἴσσαι [κολάσεις] καὶ διὰ γένους, ἐμφανέως τοῖς δειρῶ γενόμεναι, πολλὰς ἀποτρέψουσιν καὶ συσέλλουσιν τῶν πονηρῶν, ὅτι οἱ καὶ εἰς αἰσχίαν, εὐδὲ λυπῶσα μᾶλλον ἐτέρα κολάσις, ἢ τὰς ἐξ αὐτῶν κακὰ πάσχοντας δι' αὐτῶν ὀρέν.* (De sera Numinis vindicta, pag. 561. A. Tom. II.) GROTIUS.

(2) TERTULLIEN dit, que la dureté de cœur des Israélites avoit obligé DIEU à leur faire appréhender les châtimens qu'ils attireroient sur leur postérité même, s'ils n'obéissoient pas à ses Loix : *Duritia Populi ad talia remedia compulerat, ut vel posteritativibus suis prospicientes, Legi divinae obedirent.* (Advers. Marc. Lib. II. Cap. XV.) Dans QUINTE-CURCE, Alexandre le Grand dit à des Conjurez, qui étant condamnés à la mort, le prioient d'épargner leurs Parens ; qu'ils méritoient bien de ne pas savoir quel seroit leur sort, afin de mourir avec plus de regret : mais, que, par un effet de bonté, il veut bien les assurer, que ces Parens ne perdront même rien de leurs honneurs & de leurs avantages, puis qu'il a aboli, depuis long tems,

2. Mais il faut remarquer aussi, que DIEU n'use de cette vengeance, qu'en matière de Crimes qui tendent proprement & directement à l'outrager, tel qu'est l'Idolâtrie, le Parjure, le Sacrilège. C'étoit même la pensée des anciens Grecs : car les Crimes, (3) dans la punition desquels ils croioient que la Postérité pouvoit être enveloppée, sont tous de ce genre ; sur quoi PLUTARQUE (4) raisonne fort éloquemment.

3. De plus, malgré les menaces que DIEU a faites sur ce sujet, il n'use pas toujours de son droit ; sur tout lors que les Enfans se distinguent par une Vertu éclatante, comme il paroît par ce qui est dit dans (h) EZECHIEL, & par quelques exemples que PLUTARQUE allègue ; ou qu'ils témoignent hautement avoir en horreur le crime de leurs Pères, comme fit (i) Andronic Paléologue. Et sous la Nouvelle Alliance, dans laquelle DIEU a révélé plus clairement, qu'autrefois, les Peines qui attendent les Méchans après cette Vie, on ne trouve aucune menace (5) qui ne soit perfonnelle ; à quoi aussi EZECHIEL fait allusion principalement dans l'endroit que j'ai cité, quoique d'une manière obscure, selon la coutume des Prophètes.

4. Mais il n'est jamais permis aux Hommes d'imiter la manière dont DIEU traite les Enfans innocens du crime de leurs Pères. Le cas n'est pas le même, parce que DIEU, comme nous l'avons dit, a droit sur notre Vie, indépendamment de toute considération de nos Péchez ; au lieu que les Hommes n'ont droit sur la Vie de leurs fem-

(h) Chap.
XVIII. vers.
20.

(i) Niceph.
Gregor. Lib.
V. Cap. 81.

tems, la coutume qui étoit reçue parmi les Macédoniens, de faire mourir les Innocens avec les Coupables : *Non oportebat quidem vos scire, quid de his statuissim, quò triftiores periretis, si qua vobis parentum memoria & cura est : sed olim istum morem occidendi cum scelestis insontes propinquos parentisque solvi : & profiteor, in eodem honore futuros omnes eos, in quo fuerunt.* Lib. VIII. (Cap. VIII. num. 18.) GROTIUS.

(3) Ils les appellent Άνη. Voyez PLUTARQUE, dans la Vie de Périclès (pag. 170. A. Tom. I.) & ce que nous avons dit ci-dessus, au sujet des Parjures, Chap. XIII. §. I. GROTIUS.

(4) Dans son Traité des Châtimens du Ciel qui tardent long-tems. ELIEN rapporte un Oracle rendu aux Sybarites par la Prêtresse de Delphes, lequel porte, que ceux qui avoient tué un Musicien, dans le Temple même de Junon où il s'étoit réfugié, n'échapperoient point à la Vengeance Divine, fussent-ils Fils de Jupiter même, mais que la punition fondroit sur eux, & sur leurs Enfans, de génération en génération :

Τοῖς δὲ κακῶς ῥέξας δίκης τέλος ἔχει χρόνιον,
οὐδ' ἀπαραιτήτων, εἰ δὲ Διὸς ἐκγονοὶ εἴεν.

Ἄλλ' αὐτῶν κεφαλῇσι, καὶ ἐν σφετέρῃσι τέκεσσι
εἰλεῖται, καὶ σῆμα δομοῖς ἐπὶ σῆματι βαίνει.

Var. Hist. Lib. III. Cap. XLIII. LIBANIUS dit la même chose, en parlant aussi des Sacriléges : Ὡς οἱ μὲν ἔδοσαν ἡδὴ δίκην, οἱ δὲ ἔτι μὲν ἐκ ἐσὶ δὲ ὁ τε αὐτὸς ἐξαιρεῖται λέγω δὲ αὐτὸς καὶ παῖδας λέγω καὶ τὰς ἐκ ἐκείνων. On trouve encore quelque chose de semblable dans une Harangue de cet Orateur, publiée par GODEFROI. Chacun fait aussi l'histoire de l'or de Toulouse, que l'on peut voir dans STRABON (Georg. Lib. IV. pag. 286, 287. Ed. Amst.) & dans AULU-GELLE, Noct. Attic. (Lib. III. Cap. IX.) GROTIUS.

(5) C'est ce que TERTULLIEN a remarqué [faisant allusion à ce qui est dit, JÉRÉMIE, XXXI, 29, 30. & EZECHIEL, XVIII, 2.] : *Et desivit una acerba, à patribus manducata, dentes filiorum obtusescere : unusquisque enim in suo delicto morietur.* De Monogamia. (Cap. VII.) GROTIUS.

(6) Cet Orateur, dans l'Eloge de Buisiris, que nô-

tre Auteur cite en marge, ne parle point du tout d'une Loi établie en Egypte, par laquelle il soit défendu de faire mourir les Enfans innocens, pour le crime de leurs Pères : mais voici de quoi il s'agit. ISOCRATE louant la Religion des Egyptiens, dit, que le Serment est regardé chez eux avec plus de respect, qu'ailleurs ; & qu'ils croient, que chaque Péché sera puni sur le champ par la Vengeance Divine, sans que la punition des Coupables soit ni différée, pour eux, ni renvoyée jusqu'à leurs Enfans : *Εκείνοι τοίνυν οὕτως ἀγίως καὶ σεμνῶς περὶ ταῦτα ἔχουσιν, ὥς καὶ τὰς οὐκ ἀπιστοτέρους εἶναι, τὰς ἐν τοῖς ἐκείνων ἱεροῖς, ἢ τὰς παρ' ἄλλοις καθιεσκότας καὶ τῶν ἀμαρτημάτων ἑκάστον οἰσθῆναι παραχρῆμα δῶσιν δίκην, ἀλλ' ὁ ἀναλίσσειν τοὺς παρόντα χρόνον, εἰς τὰς παῖδας ἀνασκηθῆσθαι τὰς τιμωρίας.* Pag. 391. J'avoue cependant, qu'il y a grande apparence, que les Egyptiens, dans les Loix desquels il y a tant d'équité, (comme on peut le voir par le Recueil qu'en a fait BOECLER, Tom. II. Dissert. XXIII.) n'imitèrent point la barbarie de quelques autres Nations, qui, du tems de Moïse, pratiquoient déjà vraisemblablement la coutume de faire mourir des personnes innocentes, à cause de leur parenté avec le Coupable ; ainsi que la défense même de la Loi de Moïse semble l'insinuer. Je ne vois pas, du moins, comment on peut accorder une telle pratique avec la Loi des Egyptiens, que notre Auteur rapporte un peu plus bas, sur le renvoi du supplice des Femmes enceintes. Il y auroit sans doute plus de cruauté à faire mourir des Créatures venues au monde, sur tout si elles y ont été long tems, qu'à laisser mourir, avec une Mère, l'Enfant qu'elle porte dans son sein : & je ne comprends pas comment des Législateurs si sages auroient pu se contredire si grossièrement.

(7) Il ne la loué point comme je l'ai déjà dit dans la Note 7. sur le paragraphe 13. Il dit seulement, que ceux qui voulurent introduire un usage contraire, en la personne des Enfans des personnes proscrites par Sylla, furent regardez, parmi les Romains, comme faisant une chose très-odieuse & devant les Hommes, & devant la Divinité, qui les en punit aussi manifestement.

semblables, qu'à cause de quelque Crime énorme, & d'un Crime personnel. C'est pourquoi la Loi même de DIEU (k) défend de punir de mort les Enfans pour les crimes de leurs Pères, aussi bien que les Pères pour les crimes de leurs Enfans. Et les Rois pieux, comme (l) Amasias, ont observé cette Loi, même à l'égard des Criminels de Léze-Majesté. Il y en avoit une (m) semblable parmi les Egyptiens, & parmi les Romains, dont la première est fort louée par (n) ISOCRATE, & l'autre par (o) DENYS d'Halicarnasse. PLATON a dit, (p) qu'aucun Enfant ne doit être chargé des flétrissures & des punitions que son Père a méritées. Le Jurisconsulte CALISTRATE, (q) qui exprime en Latin la pensée du Philosophe Grec, en rend cette raison, que chacun n'est responsable que de ce qu'il a commis lui-même, & qu'on n'hérite pas des Crimes d'autrui. DANS quel Etat souffriroit-on, dit CICÉRON, (r) que quelqu'un proposât de faire une Loi, par laquelle il fût porté, que, quand un Père ou un Grand-Père auroient commis quelque Crime, on condamneroit le Fils ou le Petit-Fils? C'est pour cette raison que les Loix des (s) Egyptiens, des (t) Grecs, & des (u) Romains, défendoient de faire mourir une Femme enceinte, quoique condamnée, (v) jusqu'à ce qu'elle eût accouché.

§. XV. Ce sont donc des Loix Humaines injustes, que celles qui condamnent les Enfans à la mort, pour les Crimes de leurs Pères. Mais il y a encore plus d'injustice dans une Loi des (a) Perses & des Mucedoniens, qui enveloppoit aussi les (r) Proche-

(k) Deutér. XXIV, 16. Voiez Joseph, Antiq. Jud. Lib. IV. Cap. VIII. pag. 129. A. B. & Philon, De Legib. Spec. Lib. II. pag. 801, & seqq.
(l) II. Rois, XIV, 6.
(m) Voiez aussi Lex Wisigoth. Lib. VI. Tit. I. Cap. VIII.

(a) Daniel, VI, 24. Justin, X, 2. num. 5, 6.

tement, en les abaissant à une condition vile, & ne laissant subsister aucun de leurs Descendans, que du côté des Femmes. Καὶ ἐξ ἐκείνων τὸ ἔθος τῶτο Ῥωμαίοις ἐπιχράζον γέγονεν, ἕως τῆς καθ' ἡμᾶς διατηρούμενον κλησίας, ἀφίσταται τιμωρίας ἀπάσης τῶν παίδων, ἂν ἂν οἱ πατέρες ἀδικήσωσιν . . . οἱ τε καταλύουσι τὸ ἔθος τῶτο ἐπισηλομένοι κατὰ τὰς ἡμετέρας χρόνας, μετὰ τὴν συντέλειαν τῆ Μαρκίου τε καὶ ἡμιφύλις πολέμου, καὶ τῶν παίδων τῶν ἐπικηρυχθέντων ἐπὶ Σούλλα πατέρων ἀφελόμενοι τὸ μετέναι τὰς πατρὶας ἀρχὰς καὶ βουλῆς μετέχειν, καθ' ὃν ἐδυνάσθησαν αὐτοὶ χρόνον, ἐπὶ φθόνον τε ἀνθρώποις, καὶ νεμεσσητοῦ Θεοῦ ἔργον ἰδεῖν ἀποδειχθῆναι τοιγαρτοὶ δίκην μὲν ἐκείνοις σὺν χρόνῳ τιμωρίας καὶ μεμπτῇ παρεκκολύθησε, δι' ἣν ἐκ μεγίστης αὐχμηστός εἰς ταπεινότητα πτώμα ἤχθησαν, καὶ ἔδωκε γένος τὸ ἐξ αὐτῶν, ὅτι μὴ κατὰ γυναῖκα, εἴ τι λείπεται. Antiq. Rom. Lib. VIII. Cap. LXXX. pag. 524. Edit. Oxon. J'ai suivi quelques corrections fort nécessaires, que Mr. HUDSON approuve, & qu'il auroit dû, à mon avis, mettre dans le Texte, puis qu'elles sont fondées sur de bons Manuscrits.

(8) Εἰ δὲ λόγῳ, πατέρες οὐκ εἶδεν καὶ τιμωρίας παίδων μηδὲν ξυνέπρασθαι. De Legib. Lib. IX. pag. 856. D. Tom. II. Edit. Steph. Le Philosophe ajoute néanmoins une exception à cette Loi de la République imaginaire : c'est que, si le Père, le Grand-Père, & le Bifaieul ont été tous les uns après les autres condamnés à la mort, les Enfans doivent être bannis de l'Etat, en conservant néanmoins les biens qu'ils ont, à la réserve de ceux qu'ils auroient hérité de leurs Pères : Πλὴν εἰάν τις πατὴρ, καὶ πάσπος, καὶ πάππος πατὴρ, ἐφεξῆς ἀφ' ὧσιν θάνατος δίκην τέτυκται δὲ ἡ πόλις, ἔχοντας τὴν αὐτῶν οὐσίαν, πλὴν ὅσον κατεσκευασμένην τῇ κληρῇ παντελῶς, εἰς τὴν αὐτῶν ἀρχαίαν ἐκπεμπέσθω πατέριδαι καὶ πόλιν. Ibid.

(9) Crimen vel pena paterna nullam maculam filio infligere potest. Namque unusquisque ex suo admisso sorti subijcitur, nec alieni criminis successor constituitur. DIGEST. Lib. XLVIII. Tit. XIX. De Penis, Leg. XXVI.

(10) Ferret-ne ulla civitas latorem istiusmodi legis, ut condemnaretur filius, aut nepos, si pater aut avus deliquissent? De Natura Deorum, Lib. III. Cap. XXXVIII.

TOM. II,

(11) Voiez DIODORE de Sicile, Lib. I. Cap. LXXVII.

(12) Le même Historien dit, au même endroit, que plusieurs des Grecs empruntèrent cette Loi : & PLUTARQUE l'attribue à quelques-uns ; De fera Num. vindict. pag. 552. D. Tom. II. Edit. Wech. Il paroît qu'elle étoit en usage chez les Athéniens, par ce que rapporte ELIEN, Var. Hist. Lib. V. Cap. XVIII.

(13) Imperator HADRIANUS Publicio Marcello rescripsit, liberam, que prægnaus ultimo supplicio damnata est, liberum parere : & solitum esse servari eam, dum partum ederet. DIGEST. Lib. I. Tit. V. De statu hominum, Leg. XVIII. Voiez aussi Lib. XLVIII. Tit. XIX. De Penis, Leg. III.

(14) PHILON, Juif, loue cette Loi : Συνεῖν δὲ μοι δοκῶσιν ἐρηθίζοντες ἑνοὶ τῶν νομοθετῶν, καὶ τὸν ἐπὶ ταῖς κατακρίτοις γυναῖξιν εἰσγυγασθῆναι νόμον, ὅς καλεῖται τὰς ἐγκυήσας, ἂν ἀξία θανάτου ᾖωσιν, μὴ θανεῖν, μέχρις ἂν ἀποτέκωσιν, ἵνα μὴ ἀναγκασθῶσι συναπολῆται τὸ κατὰ γαστρός. De Humanitate, (pag. 710. E.) GROTIUS.

§. XV. (1) C'est la coutume des Tyrans, à ce que dit PHILON, Juif, de faire mourir, avec un Criminel, les cinq Familles qui lui sont les plus proches. Voiez HÉRODIEN, Lib. III. & un exemple moderne de la manière dont on usa à Milan, après avoir fait mourir Galeaz, dans PIERRE BIZARO, Hist. Genu. Lib. XIV. GROTIUS.

Le passage de PHILON, que notre Auteur a en vuë, se trouve dans le II. Livre sur les Loix particulières du Décalogue : mais il en a fort changé le sens ; car le texte Grec porte clairement, que quelques Législateurs ont ordonné, qu'on feroit mourir un Traître, avec ses Enfans ; & un Tyran, avec les cinq Familles qui lui sont le plus proches : Κελεύσαντες, τοῖς μὲν προδότης τὰς παῖδας συναναίρεσθαι, τοῖς δὲ τυράννοις τὰς ἐγγυτάτω πέντε οἰκίας. Pag. 802. D. Ed. Paris. Il y a aussi beaucoup d'apparence, que notre Auteur, ou son Copiste, ou ses Imprimeurs, ont mis ici HÉRODIEN, pour HÉRODOTE. Je ne vois du moins rien qui puisse se rapporter ici, dans le III. Livre du premier de ces

che-parens, dans la condamnation des Criminels de Léze-Majesté, afin que ceux qui avoient offensé le Roi mourussent avec plus de regret, comme parle (2) QUINTE-CURCE. C'est la plus cruelle de toutes les Loix, au jugement (3) d'AMMIEN MARCELLIN.

§. XVI. 1. IL FAUT remarquer pourtant, que, si les Enfans des Criminels d'Etat ont ou peuvent attendre quelque chose sur quoi ils n'aient pas un droit propre, mais qui dépende de la volonté du Peuple ou du Roi; on peut le leur ôter en vertu du pouvoir qu'on a de disposer de ces sortes de choses, en sorte que cela tourne en même tems à la punition des Coupables. C'est ainsi que les Descendans d'Antiphon, condamné comme Traître, furent exclus des Honneurs & des Dignitez, au rapport de (1) PLUTARQUE. On en usa de même à Rome, envers les (2) Enfans de ceux qui avoient été pros crits par Sylla.

(a) Chap. V.
de ce Livre,
§. 29.

2. Pour ce qui est de l'Esclavage, nous avons expliqué ailleurs (a) comment & jusqu'où les Enfans peuvent y être soumis sans injustice, à cause de la faute de leurs Pères.

§. XVII. 1. CE que nous venons de dire au sujet des Enfans, on peut l'appliquer à la question, Si un Peuple véritablement sujet peut être justement puni, pour les Crimes de son Roi, ou de ses Maîtres? Je dis, un Peuple véritablement sujet: car un Peuple libre peut être puni, parce qu'il y a de sa faute, ou de sa négligence, comme nous (a) l'avons dit ci-dessus. Et il ne s'agit pas ici non plus du cas où le Peuple même a (1) consenti aux Crimes de son Souverain, ou a fait quelque autre chose qui en soi mérite punition: mais il s'agit du (2) mal qui se communique par la nature même du Corps, dont le Roi est le Chef; & tous les autres, les Membres.

2. DIEU, à cause du péché de David, fit périr grand nombre de ses Sujets par la peste, tout innocens qu'ils étoient au jugement du Roi coupable. Mais DIEU avoit un

ces Historiens au lieu que je trouve dans le III. Livre de l'autre, Intapherne condamné à la mort par Darins, selon la coutume des Perses, avec ses Enfans, & toute sa Famille, Cap. CXIX.

(2) Voyez le passage, cité ci-dessus, Note 2. sur le paragraphe 14.

(3) Il l'appelle une Loi abominable: *Leges apud eos [Persas] impendio formidatæ: inter quas diritate exsuperant lute contra ingratos & desertores; & abominandæ aliæ, per quas, ob noxam unius, omnis propinquitas perit.* Lib. XXIII. (Cap. VI. pag. 416. Ed. Vales. Gron.) Voyez aussi le IV. Concile de Tolède. GROTIUS.

§. XVI. (1) Καὶ τοῖς περὶ τῶν προδοτῶν ἐπιτιμίοις ὑπαχθεῖς, ἀταφῶς ἐρίσθη, καὶ σὺν τοῖς ἐχθροῖς ἀτιμῶς ἐνεχράθη. [Vit. decem Rhetorum, Tom. II. pag. 833. A.] Ainsi, dans la Loi d'ARCADIUS, que j'ai déjà citée (§. 13. Note 8.) les Enfans sont exclus des Honneurs & des Charges publiques; *Ad nullos honores, ad nulla sacramenta perveniunt.* S'il n'y avoit autre chose, la Constitution de cet Empereur seroit passablement raisonnable. GROTIUS.

Toutes les Editions de l'Original de mon Auteur sont ici fautives, en ce que l'on rapporte après PLUTARQUE, sans indiquer l'endroit d'où il est tiré; car on y trouve Antiphane, pour Antiphon. Au reste le mot d'ἀτιμῶς semble emporter ici quelque chose de plus qu'une simple exclusion des Honneurs, puis qu'il est dit des Coupables mêmes, que l'on faisoit mourir, aussi bien que de leur postérité. C'étoit donc une note d'infamie, qui tomboit & sur le Criminel, & sur les Innocens, & qui par conséquent les rendoit inhabiles à prétendre aux Honneurs.

(2) Voyez VELLEIUS PATERCULUS, Lib. II. Cap.

XXVIII. PLUTARCH. in Sylla, pag. 472. C. Tom. I. Mais Jules César abolit cela: *Admisit ad honores & proscriptionum liberos.* SÆTON. Cap. XLI.

§. XVII. (1) C'est sur ce principe que PHILON, Juif, dit, que toute la Maison du Roi d'Egypte, qui s'étoit emparé de Sara, eut part à la punition de ce Prince, parce qu'au lieu de témoigner de l'indignation pour ce qu'il faisoit, chacun lui avoit applaudi, & par là s'étoit rendu complice du crime: Παράπληντοι δὲ τῆς τιμωρίας συμπας αὐτῷ οἰκῶν, μηδὲν ἐπὶ τῇ παρανομίᾳ δυσχεραίνοντες, ἀλλὰ πάντων, ἐνικατὲ συναίνεσιν, μόνον συγχωρεῖν ὁρῶντες τὸ ἀδικήμα. (De Abraham. pag. 363. D.) JOSEPH, rapportant l'Oracle prononcé contre Jéroboam, en exprime ainsi un article: „ Le Peuple aura part aussi à la punition: „ car il sera chassé de ce bon pays, & dispersé dans „ les lieux au delà de l'Euphrate, parce qu'il a suivi „ les impiétés de son Roi: Μετέξει δὲ τῆς τιμωρίας καὶ τὸ πλῆθος, ἐκπαισθὲν τῆς ἀγαθῆς γῆς, καὶ διασπαρὲν εἰς τὰς πέραν Εὐφράτης τόπους, ὅτι τοῖς τῷ βασιλεὺς ἀσεβήματι κατηκολούθησε. (Antiq. Jud. Lib. VIII. Cap. IV. pag. 280. E.) GROTIUS.

(2) De eo CONTACTU qui ex natura oritur ejus corporis &c. C'est ainsi qu'il faut lire, selon que porte la première Edition, & celle de 1632. comme je l'ai remarqué dans mon Edition Latine, où les Imprimeurs néanmoins n'ont pas suivi ma correction dans le Texte, & ont laissé contractu. La faute se trouve déjà dans l'Edition de 1642. qui est la dernière avant la mort de l'Auteur: & elle vient peut-être de quelque Correcteur imprudent, qui n'a point entendu ce mot contactus, pris pour contagio, comme on le trouve dans de bons Auteurs anciens, par exemple, dans SENEQUE & dans TACITE. Le Savant Gæo-

un droit absolu sur leur vie; & c'étoit une punition non pour le Peuple, mais pour (3) *David*: tout de même que quand on frappe sur le dos d'une personne, dont la main a péché, ainsi que le dit (b) un ancien Auteur Chrétien. Ou, pour me servir de la comparaison que fait PLUTARQUE (4) sur un semblable sujet, c'est comme quand un Medecin brûle le ponce d'un Malade, pour lui guérir la cuisse. Ainsi ce que DIEU fait en de telles occasions, les Hommes ne peuvent pas le faire, par la raison que nous avons alléguée ci-dessus.

(b) *Quæst. ad Orthodox.* 138.

§. XVIII. IL FAUT dire la même chose du mal que l'on voudroit faire souffrir aux Particuliers, en matière des choses qui leur appartiennent en propre, pour le crime du Corps dont ils sont Membres, quoi qu'ils n'aient point consenti à la délibération par laquelle le Corps s'est rendu coupable.

§. XIX. UN Héritier aussi, (1) quoique tenu des autres Dettes du Défunt, ne peut pas être puni pour lui, selon les (2) Jurisconsultes Romains. Et la véritable raison de cela est, que l'Héritier représente le Défunt, non à l'égard du mérite ou du démérite, qui sont purement personnels, (3) mais à l'égard des biens qu'il lui laisse, auxquels sont (4) attachées, par un établissement aussi ancien que la Propriété même, les Dettes qui viennent (5) de l'inégalité des choses.

§. XX. DE là il s'ensuit, que si, outre le Crime par lequel le Défunt s'est rendu sujet à la Peine, il y a eu quelque nouveau fondement d'obligation, l'Héritier peut être Débiteur de ce en quoi le Défunt devoit être puni; quoique ce ne soit pas proprement en forme de punition que l'Héritier est chargé d'une telle Dette. Ainsi, en certains endroits un Héritier paie l'amende, lors que le Défunt, qui y avoit été condamné, est mort après (1) la Sentence renduë; en d'autres, cela a lieu, du moment que (2) le Procès est formé, encore que le Défunt soit venu à mourir avant le Jugement: parce que tantôt on donne force de Contract à la (3) Sentence du Juge, & tantôt à la seu-

NOVIUS avoit ainsi lu ce passage, comme il paroît par la Note; quoi qu'il n'en avertisse point. Mais ZIEGLER n'ayant eu aucun soupçon que le Texte fût fautif, comme il auroit dû s'en appercevoir, s'il avoit bien fait attention à la suite du discours; accuse notre Auteur de donner une explication plus obscure que la question même, & après s'être donné la torture pour trouver ici un sens raisonnable, avoue enfin qu'il n'y en a point. D'où il paroît, combien il étoit nécessaire de conférer avec soin les anciennes Editions, avant que d'entreprendre, je ne dirai pas de critiquer, mais de lire un Ouvrage comme celui-ci, pour l'entendre.

(3) C'est une punition très-sensible aux Princes, que de voir leurs Sujets punis; comme le remarque un ancien Auteur Chrétien: Πικροτάτη τιμωρία τῶν ἡμαρτηκότων βασιλέων, ἡ τιμωρία τῆς λαῆς. *Quæst. ad Orthodox.* CXXXVIII. GROTIUS.

(4) C'est dans un Traité, qui a déjà été cité plusieurs fois, où il vent justifier les punitions exercées sur la postérité des Coupables: Ὅσπερ ἐν ἱατρικῇ τὸ χρησιμὸν καὶ δικαίον ἐστὶ, καὶ γιλοῖσθαι ὁ φάσκων ἀδικῶν εἶναι, τῶν ἰσχυίων ποιόντων, καίειν τὸν ἀντίχειρα &c. De fera Num. vindict. pag. 559. E. Tom. II.

§. XIX. (1) Voyez le Rabbin MOÏSE, Fils de Maimon, Tit. גייל, Cap. V. §. 6. & la GUEMARE, dans le Traité Baba Kama, Cap. X. §. 1. (Edit. Constantin.) GROTIUS.

(2) On a déjà cité la Loi ci-dessus, §. 12. Note 1.

(3) Voyez le VIII. Concile de Tolède, sur l'affaire de Receswinth, Roi des Wisigoths; & ce que nous avons dit ci-dessus, Chap. XIV. §. 10. Il n'y a personne qui représente mieux le Défunt, que l'Héritier,

comme le remarque CICE'RON: Nulla est enim persona, quæ ad vicem ejus, qui à vita emigraverit, propius accedat, [quàm Heres]. De Legibus, Lib. II. (Cap. XIX.) GROTIUS.

(4) DION de Pruse soutient que les Dettes passent aux Descendans les plus éloignez, qui ne sauroient dire qu'ils ont répudié l'Hérédité de leurs Ancêtres: Ἀπαντα ὀφείλῃσι τὰ τῶν προγόνων, ἔχ, ἥτις αὐτῶν ἐκείνων, εἰς ὅς ἀν ποτε κατήκετο γένος ἢ γὰρ ἀφίσταται φήσεται τῆς διαδοχῆς. Orat. Rhodiac. GROTIUS.

(5) De ce que l'un a plus, & l'autre moins qu'il ne doit avoir. Voyez ci-dessus, Chap. XII. §. 8.

§. XX. (1) Cela se voit, par exemple, dans le Droit de Souabe en Allemagne, selon lequel on n'a action pénale contre un Héritier, qu'après la Sentence, lors qu'il s'agit de Larcin, de Jeu, ou d'Usure; & pour les autres Délits, il faut du moins que le fait eût été prouvé juridiquement avant la mort du Délinquant. Voyez une Dissertation de Mr. THOMASIIUS, De usu Actionum Penaliū Juris Romani in foris Germaniæ, Cap. II. §. 16. où il cite les propres paroles du SPECULUM SUEVICUM, Art. CCLVII.

(2) Post litem contestatam. C'est la décision du Droit Romain, & l'usage des Pais où on le suit: Omnes penales actiones, post litem inchoatam, & ad heredes transferunt. DIGEST. Lib. XLIV. Tit. VII. De Obligat. & Actionibus, Leg. XXVI. Voyez aussi la Loi LVIII. & Lib. L. Tit. XVII. De diversis Reg. Juris, Leg. CXXXIX. CLXIV.

(3) C'est la règle générale du Droit Romain, & ici, & dans toute autre sorte d'affaire. Dès-là que la Sentence est renduë, celui en faveur de qui on a jugé, ou son Héritier, a action contre l'Héritier de l'autre Partie: Judicati actio perpetua est, & rei persequutio.

seule (4) Contestation en cause. Il en est de même, lors que le Défunt, en traitant sur quelque chose, (5) s'étoit soumis lui-même à une certaine peine pécuniaire. Car, en ces cas-là, il y a eu un nouveau sujet d'obligation, distinct de la Peine.

CHAPITRE XXII.

DES CAUSES INJUSTES DE LA GUERRE.

- I. Différence qu'il y a entre les Raisons justificatives, & les Motifs de la Guerre.
- II. Que les Guerres, qui n'ont ni l'une ni l'autre de ces causes, ne conviennent qu'à des Bêtes féroces.
- III. Que celles qui se font pour quelque motif d'utilité, sans aucune ombre de justice, sont des Brigandages.
- IV. Des raisons qui n'ont qu'une fausse apparence de justice :
- V. Comme, une crainte incertaine, de la part de ceux contre qui l'on prend les armes :
- VI. L'utilité, sans la nécessité :
- VII. Le refus de donner des Femmes en mariage, lors que ceux qui en demandent, n'en manquent pas chez eux :
- VIII. L'envie de s'établir dans un meilleur País, que celui qu'on possède :
- IX. La découverte de quelque chose, qui est déjà occupée par autrui ;
- X. A moins que ceux, qui en sont en possession, ne fussent absolument privés de l'usage de la Raison.
- XI. Qu'un Peuple sujet ne peut pas non plus faire légitimement la Guerre, pour recouvrer sa liberté.
- XII. Autres causes injustes : Le désir de s'emparer du Gouvernement d'un Peuple, sous prétexte que ce sera pour son bien :
- XIII. Un prétendu titre de Souveraineté universelle, que quelques-uns attribuent mal-à-propos à l'Empereur ;

quationem continet. Item heredi, & in heredem competit. DIGEST. Lib. XLII. Tit. I. De re judicata, & de effectu sententiarum &c. Leg. VI. §. 3.

(4) Du moment que le Procès est formé, les deux parties sont censées s'engager par là à paier tout ce qui sera dû en vertu de la Sentence : *Nam sicut stipulatione contrahitur cum Filio, ita iudicio contrahi : proinde non originem iudicii spectandam, sed ipsam iudicati velut obligationem.* DIGEST. Lib. XV. Tit. I. De Peculio, Leg. III. §. 11. Ainsi y aiant une obligation du Défunt, fondée sur cette présomtion, que les Loix autorisent ; elle se transmet aux Héritiers, de la même manière que celle des Contrats & des Engagemens exprès, qui est comme attachée aux biens du Défunt.

(5) *Ut & ea que in conventionem deducta est.* Mais ce n'est là qu'une Peine improprement ainsi nommée : à parler juste, il faudroit l'appeller une espèce de dédommagement, dont on étoit convenu. En voici un exemple, tiré du Droit Romain. Un homme avoit vendu des matériaux, & touché l'argent, sous une certaine peine, s'il ne fournissoit pas tous les matériaux dans le tems fixé. Il vient à mourir, avant que de les avoir fournis tous, & son Héritier n'achève pas non plus de fournir ce qui manquoit. L'Acheteur a alors action contre l'Héritier, pour cette peine ou ce dédommagement, à quoi le Défunt s'étoit soumis par le Contrat de Vente : *Lucius Titius, acceptis pecuniâ ad materiâs vendendas, sub pena certa, ita ut, si non integras repræstaverit intra statuta tempora, pena conveniatur, partim, datâ materiâ, decessit. Quem igitur Testator in penam commiserit, neque heres ejus reliquam materiâ exhibuerit, an... in penam... conveniri possit?* PAULUS répondit : *Ex contractu, de quo queritur,*

etiam heredem venditoris in penam conveniri posse &c. DIGEST. Lib. XIX. Tit. I. De actionibus emti & venditi, Leg. XLVII.

CHAP. XXII. §. I. (1) POLYBE, qui a le premier fait cette distinction, donne aux Motifs, le nom général de Cause, *Aitiais* : & il appelle les Raisons justificatives, *Προφάσεις*, parce que ce sont celles qu'on allégué publiquement ; d'où vient que TITE LIVE se sert quelquefois, pour les exprimer, du mot de *titulus*, titre, [par exemple, Lib. XXXVII. Cap. LIV. num. 13.] Voyez les *Excerpta Legationum* de l'Historien Grec, Cap. CXXV. où il traite de la Guerre des Romains contre les Illyriens ; & ce que l'on a dit ci-dessus, Chap. I. de ce Livre, §. 1. PLUTARQUE, dans la Vie de Galba (pag. 1062. D. Tom. I. Ed. Wech.) & DION CASSIUS, dans l'Histoire de la Guerre entre César & Pompée [ou plutôt XIPHILIN, son Abréviateur, pag. 13. C. Ed. H. Steph. distinguent aussi ces deux sortes de causes. On peut appeler les Raisons justificatives, le prétexte ; & les Motifs, la cause de la Guerre, comme fait SUE'TONE, en parlant de la Guerre Civile que le même Jules César entreprit : *Et prætextum quidem illi civilium armorum hoc fuit : CAUSSAS autem alias fuisse opinantur.* (Cap. XXX.) THUCYDIDE racontant le mouvement que les Athéniens firent contre la Sicile, dit que le prétexte spécieux en fut, de donner du secours à ceux de la Ville d'Egoste ; mais qu'au fond la véritable raison (*προφάσις*) étoit l'envie de s'emparer de toute la Sicile : [*Καί ἐν τούτῳ ἔσαν αὐτῇ [Σικελίαν] στρατεύειν ἀρμυνοί, ἐφίμενοι μὲν, τῇ ἀλλοδατῇ προφάσει, τῆς πάσης ἀρχῆς, βουλοῦντες δὲ αὐτὰ εὐπρεπῶς βεβόημενοι τοῖς ἑαυτῶν συγγένεσι, καὶ τοῖς προσηγγενείοις ξυμμαχοῖς.* Lib. VI. Cap. VI.] Dans le même Auteur, Hermocrate par-

reur ; XIV. Et d'autres à l'Eglise : XV. L'accomplissement de quelque Prophétie , sans avoir un ordre du Ciel , qui autorise à le procurer : XVI. Le dessein de se faire rendre ce qui ne nous est pas dû à la rigueur. XVII. Distinction entre les Guerres dont le sujet est injuste , & celles qui ont d'ailleurs quelque chose de vicieux.

§. I. 1. **E**N commençant de parler des Causes de la Guerre, nous les avons (a) divisées en (1) Raisons justificatives , & Motifs. Donnons-en quelques exemples. (a) Chap. I. de ce Livre, §. 1.

2. Dans la Guerre d'Alexandre le Grand contre Darius , la raison justificative, dont le premier se servoit, étoit, qu'il vouloit venger les injures que les (2) Grecs avoient reçues des Perses : le motif étoit la vanité , l'ambition , l'avarice de ce Conquérant , qui se portoit d'autant plus promptement à prendre les armes , que les expéditions de (3) Xénophon & d'Agésilas (4) lui faisoient concevoir une grande espérance de réussir aisément.

3. La raison justificative de la Seconde Guerre Punique, fut le démêlé au sujet de la Ville de Sagonte : le motif en étoit l'indignation des Carthaginois , de ce que les Romains leur avoient extorqué des conventions onéreuses , dans le tems que la fortune ne leur étoit pas favorable ; & l'encouragement que leur donnoient les bons succès de leurs armes en Espagne. POLYBE (b) a remarqué ces deux exemples. (b) Lib. III. Cap. 6, 7, 8, 9.

4. La véritable cause de la Guerre du Péloponnèse fut , selon (5) THUCYDIDE , l'accroissement des forces d'Athènes , qui donna de l'ombrage aux Lacédémoniens : le prétexte, dont on se servit pour justifier cette Guerre , fut le démêlé de ceux de Corfou , de Potidée , & autres choses semblables.

5. Les Campanois dirent aux Romains , dans (6) TITE LIVE , qu'en prenant les ar-

parlant de cette même expédition des Athéniens , appelle la raison de secourir leurs Alliez , le prétexte (πρόφασις) ; & le dessein de se rendre maîtres de la Sicile , le véritable motif , τὸ ἀληθές. Ibid. (Cap. XXXIII.) APPIEN d'Alexandrie se sert du mot de πρόφασις , Mithridat. Bell. (dans la réponse de Sylla à Mithridate , pag. 351. Ed. Amst. 209. Ed. H. Steph.) Et lors qu'il explique ce qui brouilla César Auguste , & Sextus Pompée , il distingue entre les raisons secrètes de cette rupture , & celles qu'Auguste publioit : Καίσαρι δὲ καὶ Πομπηίῳ διελύθησαν αἱ γενόμεναι σπονδαί , κατὰ μὲν αἰτίας , ὡς ὑπειπίστο , ἑτέρας αἱ δὲ ἐς τὸ φανερόν ὑπὸ τῷ Καίσαρι ἐκφερόμεναι , αἵδε ἦσαν &c. Bell. Civil. Lib. V. (pag. 1136. Ed. Amst. 716. H. Steph.) AGATHIAS , au lieu du mot πρόφασις , se sert de ceux de σκῆψις & προκαύρημα , qui signifient prétexte feint , couleur , que l'on donne , à quoi il oppose le vrai motif , αἰτία ; dans l'histoire de Zamergan , Chef des Huns , Lib. V. (Cap. V.) PROCOPE dit , qu'il y auroit de la folie à ne pas parler hardiment , lors qu'on a pour guide la Justice , & pour compagne l'Utilité. Persic. Lib. II. GROTIUS.

On sent d'abord , que le dernier passage , qui est de PROCOPE , ne fait point au sujet , car s'agit-il ici de la liberté de parler ? Je ne comprends pas comment notre Auteur a trouvé là quelque chose qui pût se rapporter à la matière de cette Note , ni comment il a changé le sens de l'Historien : car voici apparemment l'endroit qu'il a en vue ; au moins n'y a-t-il ailleurs rien d'approchant dans les deux Livres de la Guerre contre les Perses. C'est à la fin de la Harangue , que les Ambassadeurs des Laziens font à Cosroez , Roi de Perse , pour le prier de recevoir leur Nation dans son Alliance & sous sa protection , contre les Romains.

Après avoir étalé toutes les raisons capables de montrer la justice de leur demande , ils représentent les avantages qui en reviendront à Cosroez même , & ils concluent , que la prudence veut qu'il accepte des offres qui sont de telle nature , que la Justice les précède , & l'Utilité les accompagne. Lib. II. Cap. XV.

(2) Voyez ce que l'on a dit dans le Chapitre précédent , §. 8. Note 2.

(3) Dans la fameuse retraite des dix mille Grecs , dont ce Philosophe , grand Capitaine , a écrit l'histoire.

(4) Voyez la Vie , par CORNELIUS NEPOS , Cap. III. & POLYBE , Lib. III. Cap. VI.

(5) Τὴν μὲν γὰρ ἀληθεστάτην πρόφασιν , ἀφανιστάτην δὲ λόγῳ , τὰς Ἀθηναίους ἠγέμεναι , μεγάλως γιγνομένης , καὶ φόβου παρέχοντος τοῖς Λακεδαιμονίοις , ἀναγκάσαι ἐς τὸν πόλεμον . αἱ δὲ ἐς τὸ φανερόν γινόμεναι αἰτίαι , αἵδε ἦσαν ἑκατέρωθεν &c. Lib. I. (Cap. XXIII. Voyez aussi Cap. LVI. & LXXXVIII.) L'Historien confond néanmoins ici les mots d'αἰτία , & de πρόφασις . Il en use de même au Livre V. où , parlant de la Guerre de ceux d'Argos contre les Epidauriens , il appelle αἰτία , ce qu'il venoit d'appeller un peu plus haut πρόφασις . C'est ainsi que , (comme nous avons remarqué ci-dessus , Chap. I. de ce Livre) le mot Grec Ἀρχαί , & le Latin Principia , & autres semblables dont on se sert pour marquer l'origine d'une Guerre , sont équivoques. Les Ecrivains de l'Histoire de Constantinople se servent souvent du mot de Πάρεσλος , pour exprimer ce que d'autres nomment prétexte , πρόφασις : & cela par allusion à l'Histoire d'Achille , qui prit occasion de la mort de Patrocle de reprendre les armes , qu'il avoit abandonnées. GROTIUS.

(6) Quamquam pugnavinus , verbo pro Sidicinis , re pro

armes contre les *Samnites*, ils avoient témoigné faire la Guerre pour la défense des *Sidicins*, mais qu'au fond ils pensoient à leur propre intérêt, voyant bien le danger où ils étoient que le feu ne prit ensuite chez eux, à cause du voisinage. Voilà les deux causes de la Guerre, bien distinguées.

6. Le même Historien remarque, (7) que, lors qu'*Antiochus*, Roi de *Syrie*, entreprit la Guerre contre les *Romains*, il le fit en apparence à cause du meurtre de *Brachyllas*, Magistrat des *Béotiens*, & sous quelque autre prétexte: mais en effet parce que le relâchement de l'ordre & de la discipline, parmi les *Romains*, lui faisoit concevoir une grande espérance d'avoir le dessus sur eux.

7. *PLUTARQUE* (8) remarque aussi, que ce fut sans fondement que *Cicéron* reprocha à *Marc Antoine*, d'avoir été cause de la Guerre Civile; puis que *César*, tout résolu d'ailleurs à prendre les armes, avoit pris pour prétexte le mauvais traitement fait à *Marc Antoine*.

§. II. *PARMI* ceux qui font la Guerre, il y en a qui l'entreprennent sans aucune raison justificative, ni aucun motif, & qui, selon l'expression de *TACITE*, (1) courent au danger (2) pour le danger même. C'est-là une fureur qui va (3) au delà de ce dont les Hommes font ordinairement capables, & qui tient de la férocité des Bêtes, selon l'expression de *SENEQUE* (4). *Il n'y a que peu ou point de gens qui cher-*

chent

pro nobis, quam videremus finitimum populum nefario latrocinio Samnitium peti; & ubi conflagrassent Sidicini, ad nos trajecit illud incendium esse. Lib. VII. Cap. XXX. num. 12.

(7) Notre Auteur, faute de prendre garde à la construction des termes, attribué au Roi *Antiochus*, ce que l'Historien Latin dit des *Béotiens*: *In Beotiam ipse [Antiochus] profectus est; causas in speciem ira adversum Romanos eas, quas ante dixi, habentem: Brachyllæ necem, & bellum à Quintio Coroneæ, propter Romanorum militum cades, illatum: revera per multa jam sæcula publicè privatinque labante egregia quondam disciplina gentis, & multorum eo statu, qui diuturnius esse sine mutatione rerum non posset.* Lib. XXXVI. Cap. VI. num. 1, 2. Cette faute a été copiée exactement par *BOECLER*, dans une Dissertation intitulée, *De Clarigatione & Manifestis*, Tom. II. pag. 1212. où il s'exprime de la même manière que notre Auteur, quoi qu'il ne le nomme point.

(8) Comme on ne cite point ici l'endroit où le *Philosophe* a fait cette réflexion, *GRONOVIVS* semble douter, qu'elle soit véritablement de lui. Mais je vais rapporter le passage; d'où il paroît aussi, que ce Savant s'est imaginé mal-à-propos, que notre Auteur parloit d'*Octavius*, ou *César Auguste*, au lieu qu'il s'agit de *Jules César*: *Διὸ καὶ Κικέρων ἐν τοῖς Φιλιππηαῖς ἐγραφε, τὴν μὲν Τρωικὴν πόλεμον τὴν Ἑλένην, τὴν δ' ἐμφυλίαν τὸν Ἀντώνιον ἀρχὴν γενέσθαι. περιφανὴς ψευδομένος, ὡς γὰρ οὕτως εὐχέρης ἐν, εἰ δὲ βέλτιος ὑπ' ὀργῆς ἐκπεσεῖν τῶν λογισμῶν Γαῖος Καῖσαρ, ὥς, εἰ μὴ ταῦτα πάσαι ἐγνωσσομένην, οὕτως ἀν' ἐπὶ καὶ τὸν κατὰ τῆς πατρίδος ἐξενεγκεῖν πόλεμον: ὅτι φανερὸν ἡμῖς μισθὸν πεφευγὸς Ἀντώνιον καὶ Καῖσιον ἐπὶ ζεύγους μισθὸν πεφευγὸς πρὸς αὐτὸν ἀλλὰ ταῦτα πάσαι διαμένει προφάσει, σχῆμα καὶ λόγον εὐπερὶ τὴν πόλεμον παρέρχεν.* In *Marc. Anton.* pag. 918. C. D. Tom. I. Edit. *Wech.* L'endroit des *Philippiques*, dont *PLUTARQUE* veut parler, & où il est dit, qu'*Antoine* fut cause de la Guerre Civile, comme *Hélène* l'avoit été de la Guerre de *Troie*; se trouve dans la II. *Philippique*, Cap. XXII. Notre Auteur citoit ici dans une Note, des vers de *LUCAIN*, où ce Poète parlant du même sujet, dit, que le mauvais traitement fait aux *Tribuns du Peuple* *Q. Cassius* & *Marc Antoine*, acheva de déterminer l'es-

prit irrésolu de *César*, la Fortune lui fournissant ainsi des prétextes, pour justifier la Guerre où il s'engageoit:

Ecce faces belli, dubiaque in prælia menti Urgentes addunt stimulos, cunctasque pudoris Rumpunt fata moras: iustos Fortuna laborat Esse ducis motus, & causas invenit armis.

Pharsal. Lib. I. vers. 262, & seqq.

§. II. (1) *Periculatorum* propter ipsa avari. Notre Auteur rapporte ici le sens, plutôt que les paroles: car il a en vuë apparemment ce passage, où il s'agit de *Cornélius Fuscus*: *Non tam præmissis periculatorum quam ipsi periculis letus.* *Hist.* Lib. II. Cap. LXXXVI. num. 7. Mais *TACITE* dit ailleurs simplement, *periculatorum avari*, Lib. III. Cap. XLI. num. 4. & Lib. V. Cap. XIX. num. 5. Je trouve dans *SENEQUE* une expression toute semblable: *Periclitamur periculi causa.* *Quest. Nat.* Lib. V. Cap. XVIII. pag. 778. Edit. *Var. Elzevir.*

(2) *AMMIEN MARCELLIN*, parlant des *Alains*, dit, qu'ils aiment les dangers & la Guerre, autant que les personnes pacifiques trouvent du plaisir au repos: *Utque hominibus quietis & placidis otium est voluptabile, ita illos pericula juvant & bella.* Lib. XXXI. (Cap. II. pag. 672. Edit. *Valef. Gron.*) *GRONTIVS.*

(3) C'est ce qu'*ARISTOTE* appelle *Θηριότης* [*Ethic. Nicom.* Lib. VII. Cap. I.] Il dit ailleurs, que personne ne fait la Guerre, purement & simplement pour faire la Guerre, & que ce seroit être un véritable *Alfassin*: *Οὐδὲς γὰρ αἰσῖται τὸ πολεμεῖν, τὸ πολεμεῖν ἕνεκα, εἰδὲ παρασκευάζει πόλεμον. δοῦναι γὰρ ἀν' παντὶ λόγῳ μισθόν τις εἶναι, εἰ τὸς φίλους πολεμῶν ποιῶναι μάχαι καὶ φόνου γίνονται.* Lib. X. (Cap. VII. pag. 138. A. Tom. II. Edit. *Paris.*) *DION de Pruse* soutient aussi, que c'est une souveraine folie, de faire la Guerre, sans sujet: *Τὸ δὲ καὶ χρεώεις ὑποδείκνυται πολεμεῖν καὶ μάχεσθαι, τὶ ἄλλο ἢ μανία παντὶ ἐστὶ, καὶ διὰ ταύτην κακῶν ἐπιθυμία.* *Orat.* XXXVII. *GRONTIVS.*

(4) *Possumus dicere, non esse hanc crudelitatem, sed feritatem, cui voluptati servitia est: possumus insanium vocare. nam varia sunt genera ejus, & nullum certius, quam quod in cades hominum & laniationes pervenit.* *De Clementia*, Lib. II. Cap. IV. Il dit ailleurs, en parlant d'*Apollodore* & de *Phalaris*, deux Tyrans très-inhu-

chent à répandre le sang humain, purement & simplement pour le répandre, comme le dit (5) encore le dernier de ces Philosophes.

§. III. La plupart de ceux qui entrent en Guerre, en ont des motifs ou feuls, ou accompagnez de quelques raisons justificatives. On peut dire des premiers, qui ne se mettent point en peine des raisons justificatives, ce que les Jurisconsultes Romains disent des Brigands, (1) qu'il faut renfermer sous ce nom ceux qui, quand on leur demande en vertu de quoi ils possèdent telle ou telle chose, n'en allèguent d'autre titre que la possession. Ces sortes de Guerriers, qui ne suivent d'autre règle, & n'ont d'autre motif, que leur ambition, sont en effet de (2) *grands voleurs*; titre que leur donne St. AUGUSTIN. Il n'y a point en eux de véritable bravoure, mais une cruauté souverainement inhumaine, comme le dit (3) CICÉRON. Ce sont des Scélérats & des Impies, ainsi que les qualifie (4) un ancien Paraphraste d'ARISTOTE. Tel étoit Brennus, Chef des Gaulois, lequel disoit, (5) que tout appartient à celui qui est le plus fort: Et Hannibal, qui, selon (6) SILIUS ITALICUS, faisoit dépendre de son Epée la force des Traitez & les règles de la Justice. Tel étoit encore (7) Attila: tels sont ceux qui débitent les maximes suivantes: Qu'il faut juger d'une (8) Guerre par le succès, & non pas par le sujet pour lequel elle a été entreprise: Que le Vaincu (9) est celui

inhumains, qui aiment à répandre le sang humain, sans en avoir aucun sujet, qu'on ne pouvoit pas dire qu'ils agissent purement & simplement par colère, mais que c'étoit l'effet d'une férocité brutale: *Hi qui vulgo secuntur, & sanguine humano gaudent, an irascantur, quum eos occidunt à quibus nec acceperunt injuriam, nec acceperit se existimant: qualis fuit Apollodorus, aut Phalaris. Hec non est ira: feritas est.* De Ira, Lib. II. Cap. V. GROTIUS.

(5) *Nemo ad humanum sanguinem, propter ipsam, venit, aut admodum pauci.* Epist. XIV.

§. III. (1) *Sed enim & honorum possessor pro herede videtur possidere, qui interrogatus cur possideat, responditur sit, quia possideo: nec contendit se heredem vel per mendacium: nec ullam causam possessionis possit dicere. & ideo fur & raptor petitione hereditatis tenentur.* DIGEST. Lib. V. Tit. III. De hereditatis petitione, Leg. XI. in fin. & XII. XIII. in fin. Telle étoit la Guerre des Héruliens contre les Lombards, entreprise sans aucun prétexte, πόλεμος ἀπροφασιστος [comme le dit PROCOPE, de Bell. Goth. Lib. II. Cap. XIV.] GROTIUS.

(2) *Inferre bella sentimus, & inde in cetera procedere, ac populos sibi non molestos, solâ regni cupiditate conterere ac subdere, quid aliud quàm grande latrocinium nominandum est?* De Civit. Dei, Lib. IV. Cap. VI. in fin. C'est ce que VELLEIUS PATERCULUS appelle une Guerre, où l'on cherche uniquement le profit qu'on peut en retirer, sans s'embarrasser de la justice de la cause: *Bellaque non causis inita, sed prout eorum merces fuit.* (Lib. II. Cap. III.) GROTIUS.

(3) *Sed ea animi elatio, quæ cernitur in periculis & laboribus, si iustitiâ vacat, pugnatque non pro salute communi, sed pro suis commodis, in vitio est. non enim modo id virtutis non est, sed potius inhumanitatis, omnem humanitatem repellentis.* De Offic. Lib. I. (Cap. XIX.) AGATHIAS traite d'insolens & de scélérats, ceux qui, possédez de l'amour du gain, ou aveuglez par la haine, s'emparent des terres d'autrui, sans avoir aucun juste sujet de se plaindre de ceux qu'ils attaquent: *Όσοι δε κέρδους ἑκαστὴ ἢ δυσμενείας ἀλόγῃ, μηδὲν ἐπικλήμα ἑδικον ἔχοντες, ἐπειτα φοιτῶσιν ἀνὰ τὴν ὁδὸν, τὰς μηδὲν ἡδικοῦσας συναινοῖ, ἔτοι δε ἀλόγους εἰσι καὶ ἀπασθάλοι.* Lib. II. (Cap. I.) MÉNANDRE le Protecteur nous en fournit un exemple remarquable en la personne de Bajan, Chagan (un Prince) des Avariens, qui rompit

les Traitez qu'il avoit faits avec les Romains, sans chercher même aucun faux prétexte pour colorer cette rupture: *Ότι Βαϊανος ὁ τῶν Ἀσάρον Χάγανος, ἑδωμίας ἀφορμῆς ἢ σκίψεως λαβόμενος, ὑδὲ ψυδῇ γὰρ κατὰ Ῥωμαίων αἰτίαν ἀξιώσας τινὰ συνθεῖναι, ἀνασχυντότατα καὶ βαρβαρικώτατα παρῆλυσεν τὰς συνθήκας.* (Cap. XXI. des Ambassades de Justinien, Justin, & Tibère.) GROTIUS.

(4) *Οἱ μεγάλων ἑνεκα κερδῶν λαμβάνοντες ὅθεν ἔδεν, πονηροὶ καὶ ἀσεβεῖς καὶ ἀδικοὶ καλεῖνται οἱ οἱ εἰναι οἱ τύραννοι, καὶ οἱ τὰς πόλεις πορνεύοντες.* ANDRONIC. RHOD. (Paraphras. Ethic. Nicom. Lib. IV. Cap. II. pag. 202.) PHILON, Juif, parlant aussi des Tyans & des Ambitieux, dit, que, quand ils ont la force en main, & qu'ils peuvent promettre l'impunité, ils pillent des Villes entières, & commettent de grands brigandages, sous le beau nom de Gouvernement: *Όσοι τοιούτων κλεπτῶν ἰσχυρὸν προσελαβόν, ὅλας συλῶσι πόλεις, ἀλογύντες τιμαριῶν, διὰ τὸ ἐπικυδοῦσθαι τῶν νόμων εἶναι δοκεῖν ἔτοι οἱ εἰσιν οἱ ὀλιγαρχικοὶ τὰς φύσεις, οἱ τυραννίδος καὶ δυνατείων ἐπιθυμῶντες, οἱ τὰς μεγάλας ἐργαζόμενοι κλοπὰς, σεμνοῖς ὀνομασί τῆς ἀρχῆς καὶ ἡγεμονίας ἐπικρύπτοντες ληστειὰν τέλεοντες.* In Decalog. (pag. 763. C. D.) Cela s'accorde parfaitement bien avec les passages de SENEQUE, de QUINTE-CURCE, de JUSTIN, & de St. AUGUSTIN, que nous avons citez ci-dessus, Chap. I. de ce Livre, §. I. GROTIUS.

(5) *Romanis quærentibus, & quid in Etruria rei Gallis esset? quum illi se in armis jus ferre, & omnia fortium virorum esse, ferociter dicere &c.* TIT. LIV. Lib. V. Cap. XXXVI. num. 5.

(6) *Ductoremque feram, cui nunc pro fœdere proque Justitia est onus*

De Bello Pun. II. Lib. XI. vers. 183, 184.

(7) Notre Auteur avoit apparemment en vue ce que dit l'Empereur VALENTINIEN, dans une Lettre à Théodoric, rapportée par JORNAND: *Qui [Attila] causis prælii non requirit, sed quicquid commiserit, hoc putat esse legitimum.* De Goth. orig. & reb. gestis, Cap. XXXVI. Edit. Fulcan.

(8) C'est un passage d'une Tragédie de SENEQUE:

Non causa Quæritur belli exitus,

Herc. fur. vers. 407, 408.

(9) C'est le sens que notre Auteur donne à un vers de

celui qui a tort : Qu'entre (10) les Grands, la raison du plus fort est la meilleure.

§. IV. 1. IL y en a d'autres, qui allèguent quelque espèce de raisons justificatives, mais telles, que bien pesées à la balance de la droite Raison, elles se trouvent injustes; de sorte qu'on voit bien que ceux qui s'en servent, cherchent à l'emporter par la supériorité de leurs armes, plutôt que par leur bon droit, comme le dit (1) TITE LIVE à l'occasion d'un pareil cas. La Guerre & la Paix, au jugement de PLUTARQUE, (2) sont deux noms, dont la plupart des Princes font usage, comme de leur Monnoie, selon que le demande leur intérêt, & non pas selon les règles invariables de la Justice.

2. Pour savoir maintenant, quelles sont les causes injustes d'une Guerre, il suffiroit en quelque manière de considérer les justes causes, que nous avons expliquées jusqu'ici: car ce qui est droit fait connoître par lui-même ce qui ne l'est pas. Cependant, pour ne laisser rien d'obscur, nous indiquerons ici les principaux (3) chefs.

(a) Chap. I.
de ce Livre,
§. 17.

§. V. 1. Nous avons déjà remarqué, (a) que, pour avoir un juste sujet de prendre les armes, il ne suffit pas que l'on craigne la puissance d'un Voisin. Car la Défense n'est légitime, que quand elle est nécessaire: & elle n'est nullement nécessaire, tant qu'on n'est point assuré, & cela d'une certitude morale, que celui qu'on craint a non seulement le pouvoir, mais encore la volonté de nous attaquer.

(b) Zonar.
Tom. II. ubi
de Bell. Macedon. I.

2. Il faut donc rejeter absolument la pensée de ceux qui croient, que l'on a juste sujet de déclarer la Guerre à un Voisin, lors que, quoi qu'il n'y ait aucune Convention qui l'en empêche, il fait bâtir sur ses terres une Citadelle, ou travailler à quelque autre Fortification, dont il pourroit quelque jour se servir pour nous nuire. Car on peut bien alors se fortifier de son côté, ou prendre d'autres précautions semblables, mais non pas en venir aux armes. La Guerre des Romains (b) contre Philippe, Roi de Macédoine, & celle de Lyfimaque (1) contre Démétrius, étoient donc injustes, s'il n'y avoit pas d'autre raison, que cette crainte incertaine. Mais le portrait que fait TACITE des Cauiciens, Nation de l'ancienne Germanie, me plaît beaucoup: (2) Illustres, dit-il, parmi ces Peuples, ils aiment mieux maintenir leur grandeur par

de LUCAIN, qu'il emploie ici sans dire de qui il est. Mais César, qui est celui que le Poëte introduit parlant ainsi à ses Soldats, veut dire que les Dieux montreroient de quel côté étoit la bonne cause, en faisant tourner la victoire de ce côté-là: ainsi l'application n'est pas bien juste. Voici l'original:

*Hæc, fato quæ teste probet, quis justius arma
Sumserit, hæc acies victum factura nocentem est.*

Pharfal. Lib. VII. vers. 259, 260. C'est ainsi qu'un Hérault Romain, en déclarant la Guerre aux Samnites, disoit, que les Dieux, qui président à la Guerre, jugeroient lequel des deux Peuples avoit enfreint les Traitez: Δικασαι δὲ τῶν μενόντων ἐν ταῖς ὁμιολογίαις, οἱ λαχόντες πόλεμος ἐπισκοπεῖν, ἔσονται Θεοί. DION. HALICARN. Excerpt. Legat. pag. 705. Ed. Oxon.

(10) Ce sont des paroles de Tacite, qu'on a déjà citées, dans le Discours préliminaire, §. 3. Note 2.

§. IV. (1) L'Historien dit cela au sujet d'Hannibal, par rapport aux voisins de Sagonte, à qui il cherchoit querelle: *Quibus quum adesset idem, qui litis erat sator, nec certamen juris, sed vim quarere, adpareret &c.* Lib. XXI. Cap. VI. num. 2.

(2) Δυσὸν δὲ ὀνομάτων, ὥσπερ νομισμάτων, πόλεμος καὶ εἰρήνη, τῷ παρὰ τυχόντι χρώνται πρὸς τὸ συμφέρον, καὶ πρὸς τὸ δίκαιον. In Vit. Pyrrh. pag. 389. E. Tom. I. Edit. Wech.

(3) Voyez PUFENDORF, Droit de la Nature & des Gens, Liv. VIII. Chap. VI. §. 4, 5.

§. V. (1) C'est PAUSANIAS, cité en marge par notre Auteur, qui dit, que Lyfimaque voulut prévenir Démétrius, le connoissant ambitieux, comme son Père: *Εὐθὰυτὰ ἤδη Λυσίμαχος πολέμησεν αὐτὸν ἡλπίσειν ὑπὸ Δημοτρίῳ, καὶ αὐτὸς ἀρχεῖν ἡξίᾳ πολέμου, πατρὸς ἐπιστάμενος ἢ Δημοτρίῳ προσπεριβάλλεσθαι τι φερεῖν &c.* Lib. I. Cap. X. pag. 9. Edit. Græc. Wech. Mais on voit immédiatement après, que Lyfimaque prit pour prétexte la perfidie de Démétrius envers Alexandre, fils de Cassandre, qu'il assassina, pour régner à sa place en Macédoine. Les Romains aussi alléguoient d'autres raisons, pour justifier leur Guerre contre Philippe; lesquelles raisons néanmoins n'étoient guères meilleures. Voyez là-dessus le Specimen Jurisprud. Histor. de Mr. BUDDÉUS, §. 101. La conjecture que fait ici GRONOVIVS, en accusant notre Auteur d'avoir pris une chose pour une autre; n'est point fondée. Car notre Auteur ne veut pas dire, que ces Guerres aient été entreprises pour empêcher qu'un Voisin ne bâtisse une Place forte sur les frontières; ce n'étoit là qu'un exemple qu'il avoit donné de ce dont on prend ombrage: & il suffit que ces Guerres aient eu pour but, ou pour prétexte, de prévenir le mal que l'on craint de la part d'autrui. Or c'est ce que ZENARE, cité

la justice, que par la force. Sages & contents de ce qu'ils ont, sans ambition, sans envie, ils vivent en paix, & se tiennent chez eux, ne cherchant querelle à personne, s'abstenant de piller & de faire des courses sur les terres d'autrui. Une grande marque de leur bravoure & de leurs forces, c'est qu'ils ne conservent pas leur supériorité par des violences injustes, & que cependant ils sont toujours bien fournis d'armes, & en état, s'il le faut, de mettre sur pié de bonnes Armées, aiant grand nombre & d'Hommes & de Chevaux. Dans la plus profonde paix, ils sont toujours également respectez & redoutez.

§. VI. L'UTILITÉ (1) ne donne pas non plus ici le même droit que la nécessité.

§. VII. LE refus d'un Mariage, lors qu'on ne manque pas de Femmes, (1) n'autorise pas à prendre les armes, comme firent autrefois, sous ce prétexte, *Hercule* (2) contre *Euryte*; *Darius*, (3) contre les *Scythes*; & *Antonin Caracalla*, (a) contre *Artaban*, Roi des *Parthes*.

(a) *Xiphilin*,
Epit. Dion.
pag. 356. C.
Ed. H. Steph.

§. VIII. IL FAUT dire la même chose de l'envie de changer de demeure, de quitter des Marais & des Déserts, pour s'établir dans un País plus fertile, ce qui fit souvent entreprendre la Guerre aux anciens *Germanis*, comme (1) nous l'apprend

TACITE.

§. IX. IL EST aussi injuste (a) de s'approprier des choses qui sont possédées par autrui, sous prétexte qu'on les a découvertes; & cela quand même le Possesseur seroit un Méchant homme, ou qu'il auroit de mauvais sentimens au sujet de la Divinité, ou qu'il feroit d'un esprit stupide. Car on ne peut s'approprier par droit de Découverte, que ce qui n'appartient à personne.

(a) *Franc.*
Victoria, de
Indis, *Relect.*
I. num. 31.

§. X. 1. ET il n'est pas nécessaire, pour être légitime Propriétaire, d'avoir des Vertus Morales, ou de la Piété, ou une Intelligence exquise. Tout ce que l'on pourroit soutenir ici, c'est que, supposé qu'il y ait des (a) Peuples entièrement destituez de l'usage de la Raison, ils n'ont point aussi de droit de Propriété; on doit seulement, par charité, leur fournir les choses nécessaires à la Vie.

(a) *Idem*,
de Bello, num.
5, 6, 7, 8. &
Lib. II. n. 18.

2. En vain objecteroit-on ce que nous avons (b) remarqué ailleurs, que le Droit des Gens conserve le droit de Propriété aux Enfans & aux Insensés, jusqu'à ce qu'ils soient

(b) *Chap.*
III. de ce Li-
vre, §. 6.

cité en marge, dit expressément de la Guerre des *Romains* contre *Philippe*. Ainsi notre Auteur n'avoit point dans l'esprit ce que dit TIRE LIVE, Lib. XXXII, Cap. XXXVII. num. 3. comme GRONOVIVS le prétend.

(2) *Populus* [Chauci] *inter Germanos nobilissimus*, quique magnitudinem suam malit justitiâ tueri. Sine cupiditate, sine impotentia, quieti secretique, nulla provocant bella, nullis raptibus aut latrocinis populantur. Idque præcipuum virtutis ac virium argumentum est, quod, ut superiores agant, non per injurias adsequuntur. Promta tamen omnibus arma, ac, si res poscat; exercitus: plurimum virorum, equorumque: & quiescentibus eadem fama. *German. Cap. XXXV. num. 4, 5, 6.*

§. VI. (1) On ne peut pas légitimement prendre les armes pour s'emparer de quelque endroit qui est à notre bienfaisance, & propre à couvrir nos frontières. C'est l'exemple qu'allègue ici feu Mr. VITRIARIUS, *Instit. Jur. Nat. & Gent. Lib. II. Cap. XXII. §. 3.*

§. VII. (1) Voyez ci-dessus, Chap. II. de ce Livre, §. 21.

(2) Si l'on suit APOLLODORE, cet exemple est mal appliqué. Car, selon lui, *Euryte*, Roi d'*Oechalie*, avoit promis sa Fille *Iolè* à celui qui tireroit mieux de

Page II.

l'arc, que lui & ses Fils. *Hercule* se présenta; & aiant gagné le prix proposé, on ne voulut pas le lui donner. Ainsi il y avoit là un manquement de parole, dont il pouvoit tirer raison par les armes. *Biblioth. Lib. II. Cap. VI. §. 1.* Mais notre Auteur a suivi DIODORE DE SICILE, qui ne parle point de la promesse, & qui dit seulement, qu'*Hercule* rechercha en mariage *Iolè*: *Lib. IV. Cap. XXXI.*

(3) C'est sans doute de JUSTIN que notre Auteur a tiré ceci. Cet Abbréviateur dit que *Jancyre* (nom qui est fort diversement exprimé dans les Auteurs) que *Jancyre*, dis-je, *Idantyre*, ou *Indathyrse*, aiant refusé de donner sa Fille en mariage à *Darius*, celui-ci lui déclara la Guerre pour ce sujet: *Huic Darius, Rex Persarum . . . quam filiae ejus nuptias non obtinisset, bellum intulit. Lib. II. Cap. V. num. 9.* Je m'aperçois néanmoins, qu'ALEERIC GENTIL, dont notre Auteur avoit l'ouvrage devant les yeux, quand il travailloit au sien; rapporte cet exemple sur la foi de JORNAND, *Hist. Goth. (Cap. X.)* & de PAUL OROSE, *Lib. II. Cap. VIII.* Voyez le Traité de ce Jurisconsulte, souvent cité, *De Jure Belli, Lib. I. Cap. XX. pag. 158.*

§. VIII. (1) *Eadem semper causa Germanis transcendendi in Gallias, libido, atque avaritia, & mutandae sedis amor; ut, relictis palatibus & solitudinibus suis,*

fe-

soient en état d'en jouir par eux-mêmes. Car cela n'a lieu que par rapport aux Peuples, qui sont en état de lier commerce avec les autres par des Conventions. Or on ne peut pas regarder comme tel un Peuple entièrement privé de raison, supposé qu'il y en ait effectivement de ce caractère; de quoi je doute fort.

3. C'est donc mal-à-propos que les Grecs traitoient les Barbares de gens qui étoient naturellement (1) leurs ennemis, à cause de la diversité de leurs mœurs, & peut-être aussi parce qu'ils paroissent n'avoir pas autant d'esprit qu'eux.

4. Autre chose est de savoir, comment on peut dépouiller un Peuple de son droit de Propriété, pour des crimes énormes, & contraires à la Nature ou à la Société Humaine. C'est une question, dont (c) nous avons traité, en expliquant la matière des Peines.

(c) Chap. XX. §. 40.

§. XI. Un autre sujet injuste de Guerre, c'est le désir de recouvrer la Liberté, soit qu'il s'agisse de celle des Particuliers ou de celle d'un (a) Etat; (1) comme si c'étoit un droit que chacun a naturellement & pour toujours. (2) Car quand on dit, que les Hommes ou les Peuples sont naturellement libres, cela doit s'entendre d'un droit naturel qui précède tout acte humain, & d'une exemption (b) d'Esclavage, mais non pas (c) d'une incompatibilité absolue avec l'Esclavage: c'est-à-dire, que personne n'est naturellement Esclave, mais que personne n'a droit de ne le devenir jamais; car, en ce dernier sens, personne n'est libre. On peut rapporter ici ce mot d'un ancien Rhéteur, (3) que personne n'est naturellement ni Libre, ni Esclave; mais que la Fortune impose ensuite à chacun l'un ou l'autre de ces noms. ARISTOTE a dit, dans le même sens, (4) que, si l'un est Libre, & l'autre Esclave, c'est un effet de la Loi. Ceux donc qui sont tombez dans un Esclavage ou personnel, ou civil, par l'effet d'une cause légitime, doivent être contents de leur sort, selon la maxime de l'Apôtre St. PAUL: (d) Avez-vous été appelé étant Esclave? Ne vous faites aucune peine de votre sort.

(a) Αὐτονομία, le pouvoir de se gouverner par soi-même.

(b) Libertas κατά φύσιν.

(c) Libertas κατ' ἐναντίον τῆς φύσεως.

(d) I. Corinth. VII. 21.

§. XII. IL N'EST pas moins injuste, de prendre les armes contre un Peuple pour le réduire sous son obéissance, comme étant d'un tel génie, qu'il lui convient d'avoir un Maître: à cause de quoi les Philosophes appellent quelquefois ceux qui sont ainsi faits, des gens naturellement Esclaves. Mais, de cela seul qu'une chose est avantageuse à quelqu'un, il ne s'ensuit point qu'on puisse le contraindre à s'y soumettre. Quiconque a l'usage de la Raison, doit avoir la liberté de choisir ce qu'il croit être avantageux ou défavorable pour soi; à moins que quelque autre personne n'ait acquis un droit sur lui, en vertu duquel elle puisse l'obliger à se régler là-dessus sur son jugement. (e) Je dis,

(a) Franc. Victor. De Indis, num. 24. Ayala, de Jure Belli, Lib. I. Cap. II. num. 29.

fecundissimum hoc solum, vosque ipsos possiderent. Epist. Lib. IV. Cap. LXXIII. num. 6.

§. X. (1) Φύσει πολέμιοι. Voyez PLATON, de Republi. (Lib. V. pag. 470. C. Tom. II. Ed. Steph.) ARISTOT. Politic. (Lib. I. Cap. II.) EURIPID. in Hecub. [ou plutôt Iphig. in Aulid. vers. 1400, 1401.] TIT. LIV. Lib. XXXI. (Cap. XXIX. num. 15.) ISOCRAT. Orat. Panathen. (pag. 267. Ed. Henr. Steph.) GROTIUS.

Voyez ci-dessus, Chap. XX. §. 40. Note 10, & 11. §. XI. (1) Voyez le IV. Concile de Tolède; & ce que nous avons dit ci-dessus, Chap. IV. de ce Livre, §. 14. GROTIUS.

(2) Consultez ici PUFENDORF, Liv. III. Chap. II. §. 8. du Droit de la Nature & des Gens.

(3) ALBERTIUS & philosophatus est: dixit, neminem natum liberum esse, neminem servum; hæc postea nomina singulis imposuisse fortunam. SENECA. Controvers. Lib. III. Contr. XXI.

(4) Il ne dit pas cela de son chef; mais il rapporte l'opinion de quelques autres, qui croioient, que tout Esclavage est contraire à la Nature, & par consé-

quent injuste: Τῶς δὲ [δοκεῖ] παρὰ φύσιν τὸ δεσπόζειν. νόμος γὰρ, τὸν μὲν δέδωκε εἶναι, τὸν δὲ ἐλευθέρου· φύσει δ' ἔδει διαφέρειν. διότερ ἐδὲ δίκαιον· βίαιον γάρ. Politic. Lib. I. Cap. III.

§. XII. (1) J'ai ajouté ces mots, & les Infans; parce qu'il y a toutes les apparences du monde que les Imprimeurs ont sauté & amentium, à cause de la ressemblance du mot Infantium, qui précédoit. Dans le §. 10. notre Auteur joint ensemble les Enfans & ceux qui sont en démeure.

§. XIII. (1) Ἀντὶνὸς εἶπον Εὐδαίμονι· Ἐγὼ μὲν τῷ κόσμῳ κύριος, ὁ δὲ νόμος τῆς θαλάσσης. DIGEST. Lib. XIV. Tit. II. Ad Leg. Rhod. de jactu, Leg. IX. Notre Auteur auroit pu s'épargner la peine de réluter sérieusement l'opinion de BARTOLE, s'il eût considéré, que l'Empire Romain est éteint depuis long-tems, comme je l'ai fait voir dans les Notes sur le Chap. IX. de ce Livre, §. 11. Voyez la Dissertation de Mr. de BYNKERSHOEK sur la Loi Rhodienne, Cap. VI. pag. 52, & seqq.

(2) Les Ecrivains des siècles postérieurs ont appelé

dis, quiconque a l'usage de la Raison: car les Enfans & (1) les Insensés n'ayant pas le pouvoir de se conduire eux-mêmes, la Nature le donne au premier qui veut se charger de les conduire, & qui en est capable.

§. XIII. I. QUELQUES-UNS prétendent, que l'Empereur Romain a droit de commander aux Peuples les plus éloignés, & à ceux-mêmes qui nous sont encore inconnus. (a) Mais c'est-là un titre si ridicule, que je n'aurois presque pas pû me résoudre à en parler, si BARTOLE, qui a long tems passé pour le premier des Jurisconsultes, n'avoit osé (b) traiter d'Hérétiques ceux qui n'entrent pas dans cette pensée. Il se fonde sur ce qu'un Empereur (1) se qualifie lui-même (c) le *Maitre du Monde*; & sur ce que dans l'Ecriture Sainte, l'Empire (2) Romain est appelé le *Monde* (d) ou la *Terre* (3) habitable. Mais il en est de cela comme quand un ancien Poëte Latin dit, (4) que les Romains avoient déjà vaincu tout le Monde, quoique leur domination ne s'étendit guères que sur la sixième partie des Païs connus alors. On trouve plusieurs autres semblables expressions, ou hyperboliques, ou dans lesquelles on donne le nom du Tout à une de ses parties les plus considérables. Dans l'Ecriture même la *Judée* (5) est souvent appelée le *Monde* ou la *Terre habitable*. Et c'est en ce sens que les anciens Juifs disoient, que (6) la Ville de Jérusalem étoit au milieu de la Terre, c'est-à-dire, (e) au milieu de la *Judée*; comme les Grecs appelloient *Delphes*, pour la même raison, (7) le *nombril du Monde*, parce qu'elle étoit située au milieu de la Grèce.

2. Et il ne faut pas se laisser éblouir aux raisons dont (8) DANTE se sert pour prouver que l'Empereur a droit de commander à tous les Peuples du Monde, parce que cela est avantageux au Genre Humain. Car les avantages, dont il parle, sont contrebalancés par les inconvéniens qui les accompagnent. Un Vaisseau peut être si grand, qu'il n'y aura plus moyen de le gouverner. De même, la multitude des Hommes & la distance des lieux peuvent être si grandes, (f) qu'il ne soit pas possible qu'ils soient régis par un seul Gouvernement.

3. Mais, supposé même que cela fût véritablement avantageux, (g) cet avantage ne donneroit pas le droit de commander, qui ne peut venir que du consentement même de ceux à qui l'on commande, ou de quelque crime en punition duquel ils aient été assujettis. L'Empereur même n'est pas Maître à présent de tout ce qui a appartenu autrefois au Peuple Romain. Plusieurs Païs, qui avoient été conquis, ont été perdus par des conquêtes. D'autres ont (9) passé sous la domination d'autres Peuples, ou d'autres Princes, par des Traitez, ou par un abandonnement tacite. Quelques Etats aussi, qui relevoient autrefois entièrement de l'Empire, sont venus avec le tems

(a) Voiez Covarruv. in Cap. Peccatum: Part. II. §. 9.

(b) Ad Leg. XXIV. Dig. De Captiv. & postlim. &c.

(c) Voiez aussi le Concile de Chalcedoine, Act. XI. & XII.

(d) Luc,

II. 1.

(e) Voiez Joseph. de Bello Jud. Lib. III. Cap. IV. pag. 833.

F.

(f) Voiez Aristote, Politic. Lib. VII. Cap. IV.

(g) Sylvest. verbo Bel-lum: P. I. num. 21. Covarruv. ubi supra.

cet Empire Romania. On trouve aussi ce nom dans St. ATHANASE, *Epist. ad Solitarios*. GROTIUS.

Ce Père dit, que Rome est la Ville Capitale de la Romania: Οὗτ' ὅτι μητρόπολις ἡ Ρώμη τῆς Ῥωμανίας ἐστὶ &c. Tom. I. pag. 832. C. Edit. Colon. seu Lips. 1686.

(3) PHILON, Juif, dit, qu'on appelle proprement le Monde ou la Terre habitable, les Païs renfermez entre l'Euphrate & le Rhein: Ἀρχὴν ἔχει τῶν πλείων καὶ ἀναγκασιωτάτων μερῶν τῆς οἰκουμένης, ἀπὸ δὲ καὶ κυρίως ἀντιστοίχως οἰκουμένην εἰσὶν, δυὸ ποταμοὶς ὁριζομένην, Εὐφράτη καὶ Ῥηνῷ &c. De Legat. ad Cajum, (pag. 993. D. E.) GROTIUS.

(4) Orbem jam totum victor Romanus habebat.

PETRON. Satyr. Cap. CXIX.

(5) C'est une remarque de St. JÉRÔME, que le mot de Terre, lors même qu'on y ajoute l'épithète de toute, se doit restreindre au Païs dont il est parlé: Nomen Terræ, etiam quam additur particula omnis, restringi debet ad eam regionem, de qua sermo est. GROTIUS.

Voiez la Palestine de feu Mr. RE'LAND, Lib. I. Cap. V.

(6) Consultez la Géographie Sainte de l'Auteur que je viens de citer, Lib. I. Cap. X.

(7) On trouvera les témoignages des Anciens là-dessus, dans le même endroit de l'Ouvrage de Mr. RE'LAND.

(8) C'est au Livre II. du Traité de DANTE ALIGHIERI, de Monarchia, imprimé à Bâle, en 1559. chez Jean Oporin.

(9) Par exemple, l'Espagne: sur quoi voiez GOMEZ. in §. Fuvrat, num. 5. De Actionibus: PANORMITAN. in Cap. Venerabilem, col. 9. De Electione: JASON. in Leg. I. Cod. De Summa Trin. col. 2. MENOCHIVS, Consil. II. num. 102. le Cardinal TUSCHUS, Practic. Concl. 345. §. Rex Hispan. DU MOULIN, Conf. Paris. num. 20. princ. CHASSANER, de la Gloire du Monde, Part. V. Considerat. 28. AZOR. Instit. Moral. Lib. II. Cap. V. pag. 2. GROTIUS.

T 2

§. XIV.

à n'être dépendans qu'en partie, ou seulement Alliez par une confédération inégale. Car toutes ces différentes manières dont le droit de commander se perd, ou se change, ont lieu par rapport à l'Empereur Romain, aussi bien que par rapport aux autres Puissances.

(a) Voiez
Franc. Vi-
chorius, De In-
dis, Relect. I.
num. 21, &
segg. Ayala,
Lib. I. Cap.
II. num. 29.
(b) I. Co-
rinth. V, 12.

§. XIV. 1. IL Y A eu aussi des gens, (a) qui ont soutenu, que l'Eglise a droit de commander aux Peuples même des Terres encore inconnues. (1) Mais l'Apôtre St. PAUL a déclaré expressément, qu'il n'avoit aucune juridiction sur ceux qui ne sont pas Chrétiens: (b) *Est-ce à moi*, dit-il, *de juger ceux qui sont dehors?* Et la juridiction qu'avoient les Apôtres, quoi qu'elle regardât à sa manière les choses terrestres, aussi bien que les célestes, étoit pourtant d'une nature céleste, pour ainsi dire, & non pas d'un génie terrestre; puis qu'ils devoient l'exercer, non en ayant recours aux armes & aux coups, mais avec le secours de la Parole de DIEU, proposée & en général, & d'une manière convenable aux circonstances particulières; comme aussi en présentant ou refusant aux Chrétiens les sceaux de la Grace Divine, selon que le bien de chacun le demandoit; & enfin en infligeant des peines, non pas naturelles, mais surnaturelles, & par conséquent émanées de DIEU, comme il parut en la personne d'Ananias, d'Elymas, d'Hyménée, & d'autres.

(c) Jean,
XVIII, 36.
Voiez Petr.
Damian. Lib.
IV. Epist. IX.
& Bernard.
Epist. CCXXI.
(d) Matth.
XXVI, 53.

2. Notre Seigneur JESUS-CHRIST lui-même, de qui vient tout Pouvoir Ecclésiastique, & dont la vie doit être le modèle de l'Eglise, considérée comme telle; Notre Seigneur, dis-je, a dit, que (c) *son Règne n'étoit point de ce Monde*, c'est-à-dire, qu'il n'est pas de la même nature, que les autres Règnes: autrement, ajoutait-il, il se feroit servi de Soldats, comme font les autres Rois. Et s'il eût voulu commander des Légions, (d) il auroit demandé des Légions d'AnGES, & non pas des Légions d'Hommes. Tout ce qu'il a fait d'autorité, il l'a fait non par un pouvoir humain, mais par une vertu divine, lors même qu'il chassa du Temple les gens qui y trafiquoient. Car alors le Fouet, dont il se servit, étoit un signe, & non pas un instru-

§. XIV. (1) Conférez avec ceci le Traité de notre Auteur *De Imperio Summarum Potestatum circa Sacra*, Cap. IV.

(2) *Audite ergo, Judæi & Gentes: audi, Circumcisio; audi, Præputium: audite, omnia regna terrena: Non impedit dominatorem vestram in hoc mundo: Regnum meum non est de hoc mundo. Nolite metuere metu vanissimo, quo Herodes ille Major, quum Christus natus nuntiaretur, expavit, & tot infantes, ut ad eum mors perveniret, occidit, timendo magis, quàm irascendo, crudelior. Regnum, inquit, meum non est de hoc mundo. Quid vultis amplius? Venite ad regnum, quod non est de hoc mundo: venite credendo, & nolite servire metuendo.* In JOANN. XVIII, 36. (Tractat. CXV.) St. HILAIRE, d'Arles, dit, que Notre Seigneur n'étoit pas venu pour envahir la gloire d'autrui, mais pour communiquer la sienne: qu'il ne vouloit pas s'emparer ici-bas d'un Roiaume terrestre, mais donner le Roiaume Céleste aux Hommes: *Non enim ad hoc venerat Christus, ut alienam invaderet gloriam, sed ut suam donaret: non ut regnum terrestre præriperet, sed ut celeste conferret.* GROTIUS.

(3) *Ἀνάγκη κρατεῖν.* Voiez les endroits, que notre Auteur cite en marge, & dans son Traité *De Jure Summarum Potestatum circa Sacra*, Cap. IV. §. 7.

(4) Voici ce qu'il dit. " Il n'est pas permis, sur tout aux Prêtres Chrétiens, d'user de la force pour corriger les Pécheurs. Les Juges Séculiers exercent beaucoup ce pouvoir sur ceux qui font du mal, & que l'on découvre avoir violé les Loix: ils les contraignent, bon-gré malgré qu'ils en aient, à ne pas vivre à leur fantaisie. Mais pour nous, nous devons travailler à rendre meilleurs de telles gens,

en les persuadant, & non pas en les forçant. Car les Loix ne nous ont pas donné un tel pouvoir, pour réprimer les Pécheurs: & quand même elles nous l'auroient donné, ce seroit en vain que nous voudrions l'exercer, puis que DIEU couronne non ceux qui s'abstiennent de pécher par crainte, mais ceux qui s'en abstiennent volontairement. Il faut donc que nous prenions beaucoup de peine, & que nous usions de beaucoup d'adresse, pour engager ces Malades spirituels à venir eux-mêmes se faire guérir par les Prêtres: *Μάλιστα μὲν ἐν τοῖς Χριστιανοῖς ἐκ ἀφίται πρὸς βίαν ἐπαρθεὶν τὰ τῶν ἀμαρτανῶν πταίσματα. ἀλλ' οἱ μὲν ἐξ ὧδιν δικασαὶ τὰς κακουργίας, ὅταν ὑπὸ τοῖς νόμοις λάβωσι, πολλὴν ἐπιδείκνυνται τὴν ἐξουσίαν, καὶ ἀκοντας τοῖς τρόποις καλύπτει χρεῖσθαι τοῖς αὐτῶν ἐνθάδε δὲ ἔβλαβόμενοι, ἀλλὰ πείθοντα δεῖ ποιεῖν ἀμείνω τὸν τοιοῦτον. ὅτε γὰρ ἡμῖν ἐξουσία τιμωρὴ πρὸς τῶν νόμων δέδοται. πρὸς τὸ καλεῖν τὰς ἀμαρτανοντας ὅτε, εἰ καὶ ἰδεδότο, ἔχομεν ὅτι καὶ χρῆσθαι μετὰ τῇ δυνάμει ἢ τὰς ἀνάγκης τῆς κακίας, ἀλλὰ τὰς προαιεῖται ταύτης ἀπεχομένους, ἐμφανέντος τῆ Θεοῦ διὰ τὸ πολλῇ χρεῖα τῆς μηχανῆς, ἵνα πεισθῶσιν ἐκόντες ἑαυτὰς ὑπεῖναι ταῖς παρὰ τῶν ἱερῶν θεραπέαις οἱ κείμενοι.* De Sacerdotio, Lib. II. Un peu plus bas, il ajoute, que ceux qui errent dans la Foi ne doivent pas être contraints, ni portez même par la crainte, à embrasser la Vérité: *Ὁ γὰρ ἐλκυσσάμενος πρὸς βίαν ἐστίν, ἐδὲ ἀναγκάσαι φέρεται.* Il représente ailleurs les Ecclésiastiques, comme des gens qui ne peuvent que conseiller, & qui doivent laisser aux Auditeurs la liberté de suivre ou non leurs conseils: *Εἰς διδασκαλίαν λόγου προεχειρίσθημεν, ἐκ εἰς ἀρχὴν, ἐδὲ εἰς αὐθεντίαν. συμβῶν τὰς ἐπεχομένους παραινῶντων ὁ συμβουλεύων λίγαι* τὰ

trument de la Colère Divine: de même que, dans une autre occasion, la salive & l'huile étoient (e) des signes de guérison, & non pas de véritables remèdes. C'est pourquoi St. AUGUSTIN paraphrase ainsi les paroles de notre Seigneur, que nous venons de citer: (2) *Ecoutez, Juifs & Gentils; écoutez, Incirconcis; écoutez, toutes les Puissances de la Terre: Je ne viens point empêcher que vous ne dominiez en ce Monde; mon Règne n'est pas de ce Monde. Ne vous laissez point aller à ces terreurs paniques, dont Hérode, cet Hérode le Grand, fut saisi, quand on lui annonça la naissance du Messie, & qui le poussèrent à faire mourir un si grand nombre d'Enfans, pour ne pas laisser échapper celui qu'il craignoit; se montrant plus cruel par sa crainte, que par sa colère: Mon Règne, dit-il, n'est pas de ce monde. Que voulez-vous davantage? Venez à un Royaume qui n'est pas de ce Monde, venez-y en croiant, & que la crainte ne vous porte point à faire des cruautés.*

3. Entre les règles de conduite que l'Apôtre St. PAUL prescrit aux Evêques, il leur défend sur tout d'être (f) prompts à frapper. Et St. CHRYSOSTÔME (g) dit, qu'il appartient aux Rois, & non pas aux Evêques, de (3) gouverner en imposant quelque nécessité, c'est-à-dire, une nécessité qui vienne de quelque contrainte humaine. Nous n'avons pas reçu, dit-il ailleurs, (4) le pouvoir de détourner les Hommes du Pêché par une Sentence prononcée avec autorité, c'est-à-dire, avec une autorité qui renferme le droit d'exécuter la Sentence en Souverain, ou à main armée, ou d'ôter (5) quelque droit humain aux Coupables. Il dit encore, qu'un Evêque doit s'acquitter de son devoir, en usant non des voies de la Contrainte, mais de celles de la Persuasion.

4. D'où il paroît, que les Evêques, (6) considérez comme tels, n'ont aucun droit d'exercer sur les Hommes une domination humaine. Car, comme le dit St. JÉRÔME, (7) un Roi commande aux Hommes, bon gré malgré qu'ils en aient; au lieu qu'un Evêque ne commande qu'autant qu'on veut lui obéir. De dire, si les Rois même

(e) Comme l'explique très-bien Tostat, sur Matth. IX.

(f) I. Theoph. III, 3.
(g) In Act. Apost. Hom. III. In Epist. ad Tit. I. ad Theoph. Hom. IV. De Succedot. Lib. II.

τα περι εαυτῆς, ἐκ ἀναγκᾶς τὴν ἀκρότην, ἀλλ' αὐτὸν ἀφίχει τῆς τῶν λεγομένων αἰρέσεως κυρίον. In EPHE. Cap. IV. St. AMBROISE dit, que, quand un Prêtre, en vertu de sa Charge, donne son jugement au sujet de la rémission des Péchez de quelqu'un, il n'exerce par là aucun acte de Pouvoir; la Parole de DIEU étant seule ce qui pardonne les Péchez: *Verbum DEI dimittit peccata: Sacerdos est iudex. Sacerdos quidem officium suum exhibet, at nullius potestatis jura exercet.* Lib. II. De Cain & Abel, Cap. IV. Ce passage se trouve cité dans le DROIT CANONIQUE, Cauf. XXXIII. Quæst. III. De Penit. Distinct. I. Cap. LI. GROTIUS.

Nôtre Auteur a traité cette matière plus au long, dans son Traité De Imperio Summarum Potestatum circa Sacra, Cap. III. & IV. que l'on fera bien de consulter.

(5) C'est aux Rois, & non pas à l'Eglise, qu'il appartient de juger des Fiefs, comme le reconnoît le Pape INNOCENT III. *Non enim intendimus judicare de Fendo, cujus ad ipsum [Regem Francorum] spectat judicium, nisi forte juri communi, per speciale privilegium vel contrariam consuetudinem aliquid sit detractum.* DE-CRITAL. Lib. II. Tit. I. De Judiciis, Can. XIII. ALEXANDRE III. avoué la même chose, au sujet des Possessions: *Nos attendentes, quod ad Regem pertinet, non ad Ecclesiam, de talibus possessionibus judicare, ne videmur juri Regis Anglorum detrachere, qui ipsarum iudicium ad se adserit pertinere &c.* Ibid. Lib. IV. Tit. XVII. *Qui Filii sunt legitimi*, Can. VII. En effet, les Rois ne reconnoissent point de Supérieur ici-bas, à l'égard du Temporel: c'est de quoi INNOCENT III. tome aussi d'accord: *Insuper, quum Rex superiorem in*

temporalibus minimè recognoscat &c. Ibid. Can. XIII. Le Pape NICOLAS I. dit, que, selon l'institution de Notre Seigneur JESUS-CHRIST, comme les Empereurs Chrétiens ont besoin des Papes par rapport au Salut éternel, les Papes aussi suivent les Loix des Empereurs pour le Temporel: *Quoniam idem Mediator Dei & Hominum, Homo Christus JESUS, sic actibus propriis & dignitatibus distinctis officia potestatis utriusque discrevit propria, volens medicinali humilitate hominum corda sursum efferri, non humana superbiâ rursus in inferna demergi: ut & Christiani Imperatores pro aeterna vita Pontificibus indigerent, & Pontifices pro cursu temporalium tantummodo rerum Imperialibus Legibus uterentur, quatenus spiritualis actio à carnalibus distaret incurfibus, & ideo militans DEO minimè se negotiis secularibus implicaret; ac vicissim non ille rebus divinis presidere videretur, qui esset secularibus negotiis implicatus.* Distinct. X. Can. VIII. Voyez aussi Distinct. XCVI. Can. VI. comme aussi le LXXXII. des CANONS dits APOSTOLIQUES, que nous avons déjà cité ailleurs, Liv. I. Chap. II. §. dern. (Note 31.) avec ce que nous disons-là de plus dans le Texte, & dans les Notes. GROTIUS.

(6) Nôtre Auteur donne à entendre par là, que, si les Ecclésiastiques ont quelque Pouvoir coactif, comme ils le tiennent des Loix & de la Puissance Souveraine, lors aussi qu'ils l'exercent, ils n'agissent point en Ministres de l'Evangile; ils prennent, pour ainsi dire, un autre personnage, & sont à cet égard Séculiers. Voyez encore ici le Traité de notre Auteur, De Jure Summarum Potestatum circa Sacra, Cap. VIII. & IX.

(7) Ut Regi, sic Episcopo, immo minus Episcopo, quum

me peuvent, comme pour punition, faire la Guerre à ceux qui rejettent la Religion Chrétienne, c'est de quoi nous avons traité suffisamment, par rapport à notre but, dans le Chapitre (h) des *Peines*.

(h) Chap.
XX. §. 48, &
suiv.

§. XV. J'AI à donner ici un autre avis, qui ne fera pas inutile, & qui tend à prévenir de grands malheurs dont on est menacé, comme je le prévois en comparant l'Histoire Moderne avec l'Ancienne. C'est que les espérances (1) conquës sur l'explication de quelque Prophétie ne fournissent pas un juste sujet de prendre les armes. Car, outre que, sans être inspiré, on ne peut guères (2) expliquer sûrement les Oracles qui ne sont pas encore accomplis; lors même que le sens d'une Prophétie est certain, nous pouvons ignorer le tems auquel ce qu'elle prédit doit arriver. Et après tout, une Prédiction ne donne aucun droit, sans un ordre exprès de DIEU, qui autorise à se mettre en devoir de l'exécuter; puis que DIEU permet souvent que l'accomplissement de ce qu'il a prédit se fasse par de Méchans Hommes, ou par des Actions Mauvaises.

§. XVI. IL FAUT savoir encore, que, quand quelqu'un est obligé à faire envers nous certaines choses, non par la Justice proprement ainsi nommée, mais par quelque autre Vertu, telle qu'est la Libéralité, la Reconnoissance, la Compassion, la Charité; comme on ne peut pas, de Concitoien à Concitoien, avoir recours aux Juges pour se faire rendre ce qui nous est dû de cette manière, on ne peut pas non plus, de Puissance à Puissance, y contraindre par les armes. Car, pour rendre légitime l'usage de ces deux sortes de Contrainte, il ne suffit pas que ceux de qui on exige une chose, soient moralement tenus de la faire; il faut encore que l'on ait quelque droit de l'exiger d'eux à la rigueur: droit que l'on n'a pas ordinairement en matière de celles dont

il

quàm Regi. Ille enim nolentibus præest, hic volentibus: ille terrori subijcit, hic servituti donatur. Epist. ad Heliodorum, de Epitaphio Nepotiani (Tom. I. pag. 25. B. Ed. Froben.) Dans une Lettre d'un Préfet du Prétoire, aux Evêques, il est dit, que c'est aux Evêques à instruire si bien, que les Juges ne trouvent pas de quoi punir: *Episcopus doceat, ne Judex possit invenire, quod puniat.* CASSIODOR. Var. XI, 3. L'Empereur Frideric Barberouffe dit, dans un Poète, en parlant du Pape: *Qu'il gouverne son Eglise, & qu'il régle le Spirituel; mais qu'il nous laisse l'Empire & l'Autorité Civile:*

Ecclesiam regat ille suam, divinaque jura

Temperet: imperium nobis fascesque relinquat.

GUNTHER. *Ligurin.* Un Evêque de Roschild, nommé Guillaume, aiant voulu empêcher Suéron, Roi de Dannemark, qui étoit excommunié, d'entrer dans l'Eglise, en lui présentant le Bâton Pastoral, comme les gens du Roi mirent la main à l'Epee, il fit le devoir d'un Evêque, & tendit son col, pour être décapité. Voyez ce que nous avons dit ci-dessus, *Liv. I. Chap. IV. §. 5. GROTIUS.*

§. XV. (1) Voyez, au sujet d'un certain Théodore, qui vivoit du tems de l'Empereur Gratien, ZOSIME (Lib. IV. Cap. XIII. Ed. Cellar.) & AMMIEN MARCELLIN, (Lib. XXIX. Cap. I.) & touchant Jean de Cappadoce, PROCOPE, *Perfic.* Lib. II. (Cap. XXX.) Voyez aussi LEUNCLAVIUS, *Hist. Turc.* Lib. XVIII. GROTIUS.

On peut joindre ici ce que dit le célèbre Mr. SCHULTING, sur les *Recepte Sententie* du Jurisconsulte PAUL, Lib. V. Tit. XXI. §. 1. *Jurisprud. Ante-Julian.* pag. 502.

(2) En effet, les Livres Prophétiques sont fermez, & comme scelléz, jusqu'au tems marqué pour l'accomplissement des Oracles, en sorte qu'on ne peut auparavant les entendre; comme il paroît par ce qui

est dit, dans les Révolutions de DANIEL, Chap. XII. vers. 4, 8, 9. Sur quoi St. JE'ROME raisonne de cette manière: Si le Prophète, qui a ouï l'Oracle, ne l'entend point; comment est-ce que d'autres se flattent de pouvoir en pénétrer les obscuritez? *Si autem Propheta audivit, & non intellexit: quid facient hi, qui signatum librum, & usque ad tempus consummationis, multis obscuritatibus involutum, presumptione mentis edisserunt?* Comm. in DANIEL. (Tom. V. pag. 606. B. Ed. Froben.) PROCOPE parlant des Oracles des Sibylles, dit, qu'il n'est pas possible à un Homme de les expliquer avant l'événement: *Τῶν γὰρ Σιβάλλης λόγων τὴν διάνοιαν πρὸ τῆ ἐργῆ ἐξευρεῖν, ἀνθρώπων οἱ μαι ἀδύνατον.* Gothic. Lib. I. (Cap. XXIV.) Il ajoûte, un peu plus bas, que l'événement en est seul l'interprète sûr: *Τὰυτα τε ἀδύνατά ἐστιν ἀνθρώπων ὅταν ἔν, πρὸ τῆ ἐργῆ τῶν Σιβάλλης λόγων ξυνεῖναι, ἢ μὴ καὶ ὁ χρόνος αὐτός, ἐκδάντος ἡδὴ τῆ πρῶταματος, καὶ τῆ λόγου εἰς πείραν ἔλθοντος, ἀκριβῶς τῆ ἐπισ ἐρμηνευτὴς γένηται.* NICEPHORE GREGORAS remarque, au sujet d'un Oracle, dans l'explication duquel tout le monde, & l'Empereur même Andronic se trompa, mais dont l'événement découvrit, après sa mort, le vrai sens; que toutes les Prédications en général sont conquës d'une manière obscure & ambiguë, qui les rend très-difficiles à expliquer: *Ἄλλ' ὥσπερ καὶ τὰλλα τῶν χρησμάτων ἐκείνων δυσείκασά ἐστι καὶ δυσξύμφολα καὶ πλείους δεχομένα τὰς ἀνελίξεις καὶ ἀναπτύξεις, μέχρις αὐτῶν ἐκείνων οὕτως καὶ ἄτος ὁ χρησμός ἐπλάνα τὰς πλείους, καὶ αὐτὸν δὴ τὸν Βασίλειον Ἀνδρονικόν, μέχρις αὐτῆς τελευτῆς, ὡς εἰρησεται. Ἐξ ἀνθρώπων δὲ αὐτὴ γινόμενη, αὐτὸς ἑαυτὸν ὁ χρησμός διεσαφηνός.* Lib. V. Théologiens trop hardis, prenez donc garde à vous: Et vous, Politiques, gardez-vous des Théologiens trop hardis. Il y a là-dessus un endroit dans l'Histoire de Mr. DE THOU, qui mérite d'être lu; c'est au sujet

l'un

il s'agit. Que si les (1) Loix & Divines, & Humaines, donnent quelquefois ce droit, il se forme alors une nouvelle Obligation, qui se rapporte à la Justice. Mais hors de là, toute Guerre entreprise pour cause d'un refus de ce à quoi engagent les autres Vertus, est une Guerre injuste, comme celle que les Romains firent (2) au Roi de Chypre, sous prétexte qu'il s'étoit rendu coupable envers eux d'ingratitude. Car un (3) Bienfaiteur, comme tel, n'a aucun droit, proprement ainsi nommé, d'exiger les effets de la Reconnoissance de celui à qui il a fait du bien; autrement ce ne seroit plus un Bienfait, mais un Contract.

§. XVII. ENFIN, il faut (a) remarquer, que, lors même qu'il y a un juste sujet de prendre les armes, & que par conséquent la Guerre est juste en soi, il arrive souvent que l'entreprise en devient vicieuse à cause de la disposition de celui qui s'y engage; soit qu'il s'y détermine moins par la considération de la justice de la cause, que par la vue de quelque autre chose, qui n'est pas illicite en elle-même, comme pour acquérir (1) de la gloire, ou pour se procurer quelque avantage ou public, ou particulier, qu'il attend de la Guerre, indépendamment de la raison justificative; (2) soit qu'il se laisse aller à quelque passion entièrement illicite, telle qu'est, par exemple, la joie qu'on a de voir souffrir les autres, sans penser au bien qui peut revenir du mal qu'ils souffrent. Mais, quoique tout cela rende coupable de quelque Pêché celui qui fait la Guerre pour un juste sujet, la Guerre en elle-même n'en devient point injuste par rapport à l'Ennemi; comme ARISTIDE (3) le remarque, en parlant de celle que Philippe de Macédoine fit aux Phocéens, non par un principe de Religion, mais pour étendre les bornes de son Empire. Aussi n'est-on pas tenu de restituer (b) ce que l'on a pris dans une telle Guerre.

(a) Fr. V. Gloria, De Jure Belli, num. 2.

(b) Covarruv. in C. Peccatum: Part. II. §. 9. num. 2. Cajetan. II. 2. Quæst. XL. Art. 1. Sylvest. verb. Bellum, num. 2. Summa Ang. verb. Bell. n. 5. (Epist. Mithridat. ad Arsacem, Frugm. Lib. IV. §. 3. Summ. Ros. ib. num. 3. & 8. Thom. Aqu. II. 2. Qu. LXVI. Art. 8.

CH. A.

d'un certain Jaques Brocard, Lib. LXXIX. sur l'année 1583. GROTIUS.

§. XVI. (1) VOIEZ PUFENDORF, Liv. III. Chap. III. §. 4. du Droit de la Nat. & des Gens.

(2) Notre Auteur ne cite personne; mais il a ici en vue ce que dit STRABON, que Ptolomée, dernier Roi de Chypre, fut dépouillé de son Royaume par les Romains, à cause de la mauvaise conduite, & de son ingratitude envers ses Bienfaiteurs: Επειδ' ο τελευταίος ἄρχας Πτολεμαῖος ἀδελφὸς τῷ Κλεοπάτρῳ πατρὸς, τῆς καὶ ἡμᾶς βασιλείας, ἔδοξε πλεημελὲς τὸ εἶναι, καὶ ἀχαρίτος εἰς τὰς εὐεργετίας, ἑκαῖνος μὲν καθεύδων, Ῥωμαῖοι δὲ κατέσχον τὴν νῆσον, &c. Geograph. Lib. XIV. in fin. pag. 1004. A. Edit. Amst. (684. Ed. Paris.) Mais cette Guerre avoit des causes encore plus injustes, & de la part de P. Clodius, qui y porta le Peuple Romain; & de la part du Peuple Romain même. VOIEZ CICÉRON, Orat. pro Sext. Cap. XXVI. FLORUS, Lib. III. Cap. IX. DION CASSIUS, XXXVIII. pag. 86, 87. Edit. Steph. APPIEN d'Alexandrie, De Bell. Civil. Lib. II. pag. 728. Edit. Amst. (441. H. Steph.) AMMIEN MARCELLIN, Lib. XIV. Cap. VIII. in fin. Ed. Vales. Gron.

(3) VOIEZ PUFENDORF, Droit de la Nat. & des Gens, Liv. III. Chap. III. §. 17.

§. XVII. (1) C'est un des Vices qui s'insinuent le plus sous les apparences de la Vertu. Mais comme le dit très-bien St. AUGUSTIN, il vaut mieux s'exposer à être puni, comme l'homme le plus lâche du monde, que d'acquiescer de la gloire par de telles armes: Suius est, cuiuslibet inertiae panas lucere, quam illorum armorum gloriam querere. De Civit. Dei, Lib. III. Cap. XIV. VOIEZ le passage d'AGATHIAS, que nous avons cité sur le §. 3. (Note 3.) GROTIUS.

Mais, dans ce passage, auquel on renvoie, aussi bien que dans celui de St. AUGUSTIN, il s'agit de Guerres injustes en elles-mêmes.

(2) SALLUSTE dit des Romains, que la grande & unique raison, qui, de tout tems, a porté les Romains à faire la Guerre, c'a été un désir insatiable de dominer & de s'enrichir: Namque Romanis, cum Nationibus, Populis, Regibus cunctis, una est ea vetus causa bellandi est, cupido profunda imperii & divitiarum, (Epist. Mithridat. ad Arsacem, Frugm. Lib. IV. §. 3. Summ. Ros. Ed. Waff.) Dans TACITE, on remarque, en parlant de quelques Peuples de l'ancienne Germanie, que l'or & les richesses sont la principale cause de leurs Guerres: Penes quos aurum est opes, præcipue bellorum causa. (Hist. Lib. IV. Cap. LXXIV. num. 7.) Hippolyte dit, dans une Tragédie de SENEQUE, que l'avidité impie du gain, & les emportemens de la Colère, ont troublé la paix où le Genre Humain vivoit autrefois:

Rupere fœdus impius lucri furor,
Et ira præceps

Hippol. (vers. 540, 541.) Selon St. AUGUSTIN, ce que l'on blâme avec raison dans la Guerre, c'est un désir de nuire, ou de se venger; un esprit implacable; l'esprit de rebellion; le désir de dominer; & autres choses semblables: Nocendi cupiditas, ulciscendi crudelitas, implacatus & implacabilis animus, feritas rebellandi, libido dominandi, & si quæ sunt familia, hæc sunt, quæ in bellis jure culpantur &c. Contra Faust. Lib. XXII. Cap. LXXIV. GROTIUS.

(3) Οὐδὲν ἀντιλέγει, τὸ μὴ εἰ δικαίως Φωκίαν ἀπολαύειν· ἀλλ' εἰ διὰ τὸτο δικαίως σφισσεται Φίλιππος, ἀλλ' εἰ τι δεῖ καὶ περὶ Φωκίαν εἰπεῖν, τῷ μὲν καὶ αὐτὸς μέρει δικαίως ταῦτα πεπόνθασιν· ὅσα δ' εἰς Φίλιππον, ἐκ ὁρῶς. ὅταν γὰρ, μὴ τῷ Θεῷ χάριν, μὴ δ' ἑμᾶν, ἀλλ' ὑπὲρ τῆς αὐτῆς πλεονεξίας, ἣν ἐν ἀπάσι δίκνυσσι, φαίνονται ταῦτα συμπεράζας· ἑκαῖνοι μὲν δικαίως ἴσως ἀπολάσσωσιν, ἑσὶς δὲ ἐχὶ δικαίως ἀνέχηκε. Orat. II. De Societate, Tom. II. pag. 256, 257.

CHAPITRE XXIII.

DES CAUSES DOUTEUSES de la GUERRE.

- I. D'où viennent les DOUTES, en matière des Choses Morales. II. Qu'il ne faut rien faire contre les lumières de sa Conscience, quoi qu'erronée. III. Comment on est entraîné, dans son Jugement, tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, ou par des preuves tirées de la nature même des choses: IV. Ou par l'Autorité. V. De quelle manière on doit se conduire, lors qu'il y a de part & d'autre des raisons de douter, en matière d'une chose de grande importance, & lors qu'il faut nécessairement prendre un parti. VI. Que, dans un tel cas, il faut s'abstenir de la Guerre. VII. Comment on peut éviter la Guerre, par une conférence amiable: VIII. Ou par un Arbitrage; (à propos de quoi on traite du devoir des Princes Chrétiens par rapport aux Puissances qui sont en guerre): IX. Ou même par la voie du Sort. X. Si, pour prévenir une Guerre, on peut permettre un Combat singulier? XI. Que, dans un doute égal de part & d'autre, le Possesseur a l'avantage. XII. Mais, si aucune des deux Parties n'est en possession, il faut, en ce cas-là, partager la chose sur quoi elles sont en différend. XIII. S'il y a quelque Guerre, qui soit juste de part & d'autre?

§. I. **A**RISTOTE a dit, avec beaucoup de vérité, (1) qu'on ne trouve pas, dans les Sciences Morales, la même certitude, que dans les Mathématiques. (2) Cela vient de ce que les Mathématiques, faisant abstraction de la Matière, ne considèrent que les Figures, qui, pour l'ordinaire, (3) ne souffrent point de milieu; car il n'y a rien, par exemple, qui tienne le milieu entre une Ligne Droite & une Ligne Courbe. Au lieu qu'en fait de Choses Morales, les moindres circonstances changent la matière: & d'ailleurs il se trouve presque toujours entre les Formes, ou les Qualitez, dont on traite dans ces sortes de Sciences, un (4) Milieu qui a quelque étendue, en sorte que tantôt on s'approche plus d'une extrémité, & tantôt de l'autre. Ainsi,

CHAP. XXIII. §. I. (1) Voyez le passage rapporté tout du long dans PUFENDORF, *Droit de la Nat. & des Gens*, Liv. I. Chap. II. §. 1. & ce que j'ai dit dans les Notes sur ce paragraphe.

(2) PUFENDORF a examiné ceci, dans le Chapitre, que je viens de citer, §. 9. Tout ce que notre Auteur dit, prouve seulement, que l'application des principes de Morale aux cas particuliers est souvent assez difficile. Voyez ma *Préface* sur ce même Ouvrage de PUFENDORF, §. 3. num. 3.

(3) En matière de ces sortes de choses, le changement se fait d'une extrémité opposée, à l'autre, *eis tò antikeiménon*: au lieu, qu'en fait de Choses Morales, on passe par un milieu, *eis tò metàξυ*. GROTIUS.

(4) Voyez St. CHRYSOSTÔME, sur le IV. Chap. des *Ephésiens*; & ARISTOTE, *Magn. Moral.* (Lib. I. Chap. IX.) GROTIUS.

J'ai suppléé ici, en dévinant, la dernière citation, dont l'Auteur a été omis dans l'Original, où la Note est ainsi conçue: *Vide Chrysostomum ad IV. Ephesiorum II. Moral.* J'ai cru, que les Imprimeurs avoient sauté le mot *Aristot.* & mis ensuite II. pour I. car je trouve, dans le Chap. du Livre que j'ai indiqué, quelque chose qui se rapporte assez bien au sujet, puis que

le Philosophe y montre que les Vices sont tantôt plus, & tantôt moins éloignés du milieu dans lequel il fait consister la Vertu. Dans mon Edition Latine, j'avois conjecturé, que le nom omis étoit *Azorianum*, Scholastique, dont on a des *Institutiones Morales*, que notre Auteur cite ailleurs. Mais je n'ai pas le Livre, pour voir si cette conjecture est mieux fondée, que l'autre, à laquelle je me tiens en attendant. La chose, au fond, est peu importante.

(5) Ἔστι δὲ χαλεπὸν ἐνίστη τὸ κρῖναι, ποῖον ἀντὶ ποῖος αἰσθητός. *Ethic. Nicom. Lib. III. Cap. I.*

(6) Καὶ διὰ τὸτο τὸ κατ' ἀληθείαν καλὸν καὶ δίκαιον, δυσχερὲς ἐστὶ τῷ δοκῶντος διελεῖν. ANDRONIC. RHODIUS, Lib. I. Cap. III. pag. 10.

§. II. (1) C'est à quoi se rapporte ce qui est dit dans le même Chapitre: *Que chacun soit pleinement persuadé dans son esprit: Ἐκαστος ἐν τῷ ἰδίῳ νοὶ πληροφαισθῆτω*. Verf. 5. Et encore: *Heureux celui, qui se se condamne pas lui-même en ce qu'il choisit! Μακάρος ὁ μὴ κρῖναι ἑαυτὸν ἐν ᾧ δοκιμάζει*. Verf. 22. St. AMBROISE, sur le passage dont il est question, l'explique aussi de ce que l'on fait sans l'approuver en soi-même: *Recte peccatum adpellat, quod abiter fit, quam probatum est*. St. AUGUSTIN suit cette idée: & les paroles de l'un & de l'autre de ces Pères sont citées dans le

fi, entre ce que l'on doit faire, & ce qu'on ne doit pas faire, il y a un milieu, savoir, ce qui est permis : mais ce milieu est quelquefois plus près de l'un des côtés, & quelquefois de l'autre; d'où il naît souvent de l'obscurité & de l'incertitude, à peu près comme quand on voit le Crépuscule, ou qu'on touche de l'Eau froide, qui commence à s'échauffer. En ces cas-là, *il est difficile*, comme le dit (5) ARISTOTE, *de savoir quel parti on doit prendre*; ou, comme l'explique un de ses Paraphrastes, (6) *de discerner ce qui est véritablement juste, d'avec ce qui paroît tel*.

§. II. 1. Ici il faut d'abord poser pour maxime, qu'encore qu'une chose soit juste en elle-même, si celui qui la fait, après avoir tout examiné, la trouve injuste, il fait mal. C'est ce que dit l'Apôtre St. PAUL, (a) *Que tout ce qui se fait sans foi, est un péché*: car le mot de (1) *foi* signifie là le jugement que l'on porte d'une chose. En effet, DIEU a donné aux Hommes la faculté de juger, pour leur servir de guide dans leurs actions: & mépriser ce qu'elle nous dicte, c'est abaisser son Esprit à la condition des Bêtes brutes.

2. Mais il arrive souvent, que les lumières de notre Raison ne nous font voir rien de certain, & que notre Jugement demeure comme suspendu. (b) Alors, si l'on ne peut se tirer de cet état de suspension par un examen attentif, il faut suivre le précepte de CICE'RON, (2) qui veut, après (3) d'autres, *qu'on ne se détermine à rien, tant qu'on doute si l'on fera bien ou mal*.

3. Que si l'on est réduit à la nécessité de faire l'une ou l'autre de deux choses, de la justice desquelles on doute; comme la suspension d'action ne peut avoir lieu alors, il faut prendre le parti où il paroît moins d'injustice. (4) Car quand il n'y a pas moien de s'empêcher de choisir, un moindre Mal est toujours regardé comme un Bien, selon la maxime (5) d'ARISTOTE, de (6) CICE'RON, & de (7) QUINTILIEN.

§. III. IL ARRIVE néanmoins la plupart du tems, qu'après quelque examen en matière de choses douteuses, l'Esprit ne demeure plus suspendu, mais se détermine d'un ou d'autre côté, sur des raisons (1) tirées ou de la chose même, ou de l'opinion qu'il a des autres Hommes, qui prononcent là-dessus. Car ici a lieu ce que dit véritablement HESIODE, (2) *Que le meilleur est de voir & de se conduire par soi-même; & ensuite, au défaut de ses propres lumières, de suivre celles d'autrui*.

§. IV.

DROIT CANONIQUE, *Caus. XXVIII. Quest. I. Cap. XIV. in additum.* GRATIANI. On trouve dans PLUTARQUE une pensée approchante: „ Il ne suffit pas, „ dit-il, qu'une Action soit belle & juste; il faut „ aussi qu'elle parte d'une persuasion ferme & iné- „ branlable, en sorte qu'il paroisse qu'on agit avec „ choix & avec mûre délibération: Δεί γάρ ε' μόνον την πράξιν καλὴν εἶναι καὶ δικαίαν, ἀλλὰ καὶ τὴν δόξαν, ἃς ἡ πράξις γίνεται, μόνιμον καὶ ἀμετάπλετον, ἵνα πράττωμεν δοκιμάσαντες. Vit. Timoleont. (pag. 238. C. Tom. I. Ed. Wech.) GROTIUS.

On peut joindre ici ce que notre Auteur dit dans son *Votum pro Pace Ecclesiastica*, ad Artic. XXI. pag. 71, & seqq. Edit. 1642.

(2) Bene præcipiunt, qui vetant quidquam agere, quod dubites, æquum sit an iniquum. De Offic. Lib. I. Cap. IX. Voyez, sur ceci, PUFENDORF, Liv. I. Chap. III. §. 8. du Droit de la Nat. & des Gens.

(3) Comme PLINE le Jeune: Aut, si tutius putas, illud cautissimè cuiusque præceptum, QUOD DUBITAS, NE FECERIS; id ipsum rescribe. Lib. I. Epist. XVIII. C'est aussi une maxime des Rabbins, Qu'on doit se garder de faire une chose, sur laquelle on a quelque doute: פסוק מי תלסתי? Vebistallek min hassaphek. [R. GAMALIEL, in PIRKE ABOOTH, pag. 14. Edit. TOM. II.

P. Fagii.] GROTIUS.

(4) Ceci a besoin d'être rectifié. Voyez l'endroit de PUFENDORF, que je viens de citer dans la Note 2. sur ce paragraphe.

(5) Ἐπει ἐν τῇ μέσῃ τυχὲν ἀρκῶς χαλεπὸν, κατὰ τὸν δευτέρου φασὶ πλεον, τὰ ἐλάχισα ληπτέον τῶν κακῶν. Ethic. Nicom. Lib. II. Cap. IX. pag. 27. Tom. II. Ed. Paris.

(6) Sed quia sic ab hominibus doctis accepimus, non solum ex his eligere minima oportere, sed etiam excerpte ex his ipsis, si quid inesset boni. De Offic. Lib. III. Cap. I.

(7) Nam in comparatione malorum, boni locum obtinet levius. Inst. Orat. Lib. VII. Cap. IV. pag. 626. Edit. Burman.

§. III. (1) St. AUGUSTIN dit, qu'en matière de choses obscures, on se détermine ou par la Raison, ou par l'Autorité: Duplex enim est via, quam sequimur, quum verum nos obscuritas movet, aut rationem, aut certè auctoritatem. De ordine, Lib. II. (Cap. V.) Cela est expliqué par GABRIEL VASQUEZ, Disput. LXII. Cap. III. num. 10. Voyez aussi MEDINA, I. 2. Quest. XIV. GROTIUS.

(2) Οὗτος μὲν πανάριστος, ὃς αὐτὸς πάντα νοήσει, [Φρασάμενος τὰ καὶ ἔπειτα καὶ ἐς τέλος ἦσιν ἀμείνω.] Ἐσθλὸς δ' αὖ καί κείνος, ὃς εὖ εἰπὸντι πισθεται.

§. IV. 1. LES raisons prises de la chose même, se tirent des Causes, des Effets, & d'autres circonstances. Mais, pour bien connoître tout cela, il faut quelque expérience & de l'habileté: de sorte que ceux qui n'en ont pas assez, sont (a) tenus d'écouter les conseils des Sages, pour bien conduire leur Jugement dans la pratique. Car, comme le dit ARISTOTE, (1) le Probable est ce qui paroît vrai ou à tout le monde, ou au plus grand nombre, ou du moins aux Sages; & entre ces derniers, ou à tous, ou à la plupart, ou aux plus intelligens. Dans les Questions de fait, on tient pour vrai ce qui est certifié par le plus grand nombre de Témoins & les plus dignes de foi: de même, dit ARISTIDE le Rhéteur, (2) en matière de pratique, il faut suivre l'opinion du plus grand nombre des gens, & des plus habiles.

(a) Franc. Victor. De Indis, Relect. I. num. 12. & De Jure Belli, n. 21, & 24.

2. C'est la manière dont se conduisent sur tout les Rois, qui n'ont guères le loisir d'apprendre ou d'examiner par eux-mêmes (3) ce qu'il y a de plus subtil dans les Arts & les Sciences. Ainsi les anciens Romains n'entreprenoient point de Guerre, sans avoir consulté (4) le Collège de certains Prêtres (b) établis pour cet effet; & les Empereurs Chrétiens ne prenoient guères non plus les armes, (5) sans avoir écouté l'avis des Evêques, pour savoir s'il y avoit dans leur entreprise quelque chose qui pût faire naître des scrupules.

(b) Feciales.

§. V. 1. OR, en matière de plusieurs questions controversées, il peut arriver qu'on voie de part & d'autre des raisons tirées ou de la chose même, ou de l'autorité d'autrui. En ce cas-là, s'il s'agit de choses de peu d'importance, on peut, ce semble, prendre

in-

Le Poëte ajoute, que celui qui n'ait pas des lumières, ne veut pas suivre celles d'autrui, est un vainrien :

ὅς δὲ καὶ μὴτ' αὐτὸς γάρη, μὴτ' ἄλλῃ ἀκῶν
ἐν θημῷ βάλλεται, ὃ δ' αὖ ἀχρήσιος ἀνὴρ.

(Oper. & Diér. vers. 293, & seqq. Ed. Cleric.) Cette pensée a été imitée par TITE LIVE, qui fait parler ainsi Minucius à ses Soldats: Sape ego audiui, Milites, eum primum esse virum, qui ipse consulat quid in rem sit; secundum eum, qui bene monenti obediât: qui nec ipse consulere, nec alteri parere sciat, eum extremi ingenii esse. Lib. XXII. (Cap. XXIX. num. 8.) CICÉRON l'a aussi empruntée: Sapientissimum esse dicunt eum, cui, quod opus sit, ipsi veniat in mentem: proximè accedere illum, qui alterius bene inventus obtemperet. Orat. pro Cluent. (Cap. XXXI.) GROTIUS.

§. IV. (1) Ἐνδόξα δὲ τὰ δοκῶντα πᾶσιν, ἢ τοῖς πλείοσι, ἢ τοῖς σοφοῖς, ἢ τέτοις ἢ τοῖς πᾶσιν, ἢ τοῖς πλείοσι, τοῖς μάλιστα γνωρίμοις, καὶ ἐνδόξοις. Topic. Lib. I. Cap. I.

(2) Οἶμαι δὲ ἅπαντας ἀνὴρας συμφῆσαι, ὥσπερ τῶν ἐν τοῖς δικαστηρίοις λόγων τέρας ἀλθεσιγᾶτος ἡγεῖσθαι, ἐν ᾧ πλείοις καὶ γνωριμώτατοι μάρτυρες ὦσιν· οὕτω καὶ τὸν εἰς συμβόλῃν ἡκόντων, οἷς ἀνὴρ πλείοις καὶ σπουδαιώτατοι μάρτυρες ὦσι, τέτοις μάλιστα χρῆναι πιστεύειν. Orat. de concordia, ad Rhodios, Tom. II. pag. 378. B. C.

(3) Quibus artium momenta ediscere aut expendere vix vacat. Notre Auteur a ici imité ce que CICÉRON dit au sujet du Sage Caton: Et primum M. Catoni, vitam ad certam rationis normam dirigenti, & diligentissimè perpendenti MOMENTA OFFICIORUM omnium, de officio respondebo. Orat. pro Mur. Cap. II. Il cite ici dans le Texte, ce vers Grec, sans marquer d'où il l'a pris:

Σοφοὶ τύραννοι τῶν σοφῶν ἐννοσίε.

C'est-à-dire; Le commerce des Sages rend un Roi sage. C'est une ancienne sentence proverbiale, à ce que dit AULU-GELLE, Noct. Attic. Lib. XIII. Cap. XVIII. sur quoi on peut voir les Commentateurs, qui n'ont pourtant pas remarqué, que STROBE, Serv. XLVIII.

la cite comme étant d'EURIPIDE; & d'autres, comme de SOPHOCLE; ainsi qu'il paroît par les Excerpta ex Trag. & Comœd. Græcis de notre Auteur, pag. 122. Pour ce qui est de la chose en elle-même, il n'est que trop vrai que les Grands en général, & sur tout les Princes, ne voient guères par leurs propres yeux, & se fient à ceux d'autrui. Mais ce n'est pas qu'il leur manque le tems & les moïens de s'instruire par eux-mêmes des choses sur quoi ils sont obligés de juger. S'ils étoient bien élevez, & qu'ils voulussent employer à cela tant d'heures qu'ils donnent à leurs plaisirs ou à des occupations frivoles; ils auroient tout le loisir nécessaire pour se mettre en état de juger par eux-mêmes, en acquérant des lumières suffisantes: & ils ont ordinairement en main tous les moïens nécessaires, s'ils daignent les employer.

(4) Voyez là-dessus la Dissertation de Mr. JENSIUS, De Fecialibus, dans son Ferculum literarium, imprimé en MDCCXVII.

(5) Mais ces Evêques devoient-ils mieux savoir, que les Empereurs, ce qui regardoit une partie si importante du pouvoir & du devoir des Souverains? Les Ecclésiastiques ont-ils ou doivent-ils avoir une assez grande connoissance des affaires politiques, pour décider quand il faut ou ne faut pas faire la Guerre? A considérer la manière dont un grand nombre d'entr'eux ont été faits de tout tems, il est plutôt à craindre qu'ils n'engagent un Prince dans des Guerres injustes ou téméraires. L'Histoire de ceux, qui ont été Ministres d'Etat, le montre suffisamment.

§. V. (1) Il vaut mieux pécher de ce côté-là, comme dit un commun Proverbe:

Verum in istam partem potius peccato tamen.

[TERENT. Adelph. Act. II. Scen. I. vers. 20.] AMMIEN MARCELLIN [ou plutôt CICÉRON, Epist. ad Quint. Frat. I, 1. cité par cet Historien] dit, qu'une facilité à se mettre en colère, & à s'appaiser aussi, vaut mieux, qu'une colère implacable, & qu'ainsi il faut préférer ce vice, comme le moindre de deux maux: Interdum enim exoratus parcebat aliquibus, quo prope vitium esse in hoc loco, legitur apud TULLIUM.

Nat.

innocemment quel des deux partis que ce soit.

2. Mais lors que la chose est de grande importance, comme quand il s'agit de punir un Homme de mort, alors, à cause de la différence considérable qu'il y a entre les choses sur quoi on a à choisir, il faut prendre (1) le parti le plus sûr. Ainsi il vaut mieux courir risque d'absoudre un Coupable, que de s'exposer à condamner un Innocent; comme le dit l'Auteur des *Problèmes* (2) attribuez à ARISTOTE, ajoutant pour raison celle que nous avons alléguée ci-dessus, que; dans un doute, il faut se déterminer du côté où l'on péchera le moins.

§. VI. LA Guerre est sans contredit une chose de très-grande conséquence, puis qu'elle attire ordinairement une infinité de maux, même sur des Innocens. Ainsi, quand il y a là-dessus des raisons de part & d'autre, il faut pancher vers la paix, comme faisoit Fabius, selon un (1) ancien Poète Latin.

§. VII. OR il y a trois moiens d'éviter la Guerre. (a) Le premier est une con- (a) *Vilioria, De Jure Belli, num. 28.*
férence amiable entre les Parties qui ont quelque démêlé. CICÉRON dit, (1) qu'il y a deux manières de vider un différend: l'une, par la discussion des raisons de part & d'autre: l'autre, par la force. La première convient proprement à l'Homme: l'autre, aux Bêtes. Il ne faut, ajoute-t-il, en venir à celle-ci, que quand il n'y a pas moien d'employer l'autre. Cette maxime est confirmée par plusieurs (2) autres autoritez des anciens Grecs & Latins.

§. VIII. 1. LE second moien de terminer un différend, entre ceux qui n'ont point de

Nam si implacabiles iracundia sunt, summa est acerbitas: sin autem exorabiles, summa levitas; quæ tamen, ut in malis, acerbitati anteponenda est. Lib. XXVIII. (Cap. I. pag. 562. Edit. Vales. Gron.) Voiez GABRIEL VAQUEZ, *Disput. LXII. Cap. IV. num. 21.* GROTIUS.

(2) *Ἐτι δὲ ἐκαστος ἡμῶν μάλλον ἢ προέλοιτο τῷ ἀδικήσαντι* (c'est ainsi qu'il faut lire, au lieu de *μὴ ἀδικήσαντος*) *ἀποφύγισσάσθαι ὡς ἔκ ἀδικεῖ, ἢ τῷ μὴ* (c'est ici qu'il faut ajouter le *μὴ*, mal placé à la ligne précédente) *ἀδικήσαντος καταφύγισσάσθαι ὡς ἀδικεῖ* οἷον εἰ τις φεύγει δουλίας, ἢ ἀνδροφονίας ἔστι γὰρ, ὅταν τις ἀμφιδόξῃ, τὰ ἐλάττω τῶν ἀμαρτημάτων αἰρετέον. Sect. XXIX. num. 13. L'Orateur ANTIPHON dit aussi, que si un Juge craint de se tromper, il vaut mieux pour lui d'absoudre injustement, que de condamner à la mort injustement: le premier n'est qu'une faute, l'autre est une impiété: *Καὶ μὲν εἰ θεοὶ ἀμαρτεῖν ἐπὶ τῷ δικάζειν, τὸ ἀδίκως ἀπολύσαι ὀσιώτερον, ἢ τὸ ἀδίκως ἀπολέσθαι. τὸ μὲν γὰρ, μόνον ἀμαρτημᾶ ἐστὶ τὸ δὲ ἕτερον, καὶ αἰσέθημα.* (Orat. XIV. XV. pag. 133.) Ed. Wech. GROTIUS.

Voiez sur PUFENDORF, *Droit de la Nat. & des Gens*, Liv. I. Chap. III. §. 6. Note 3. de la seconde Edition.

§. VI. (1) Il dit, que ce sage Général pensoit à l'avenir, & qu'il n'aïmoit pas à s'exposer légèrement au hazard des Combats:

Ast Fabius, cantu speculator mente futuri,

Nec lætus dubiis, parvusque laceßere Martem.

SILIVS ITAL. Punic. Lib. I. vers. 679, 680. Ed. Cellar.

§. VII. (1) *Nam, quum sint duo genera decertandi, unum per disputationem, alterum per vim; quinque illud proprium sit hominis, hoc belluarum: confugiendum est ad posterius, si uti non licet superiore.* De Offic. Lib. I. Cap. XI.

(2) TERENCE dit, qu'avant que d'en venir aux mains, un Homme sage doit tenter toute autre voie, & employer les paroles, plutôt que les armes:

Omnia prius experiri verbis, quam armis sapientem decet.

(Eunuch. Act. IV. Scen. VII. vers. 19.) On trouve la

même pensée dans APOLLONIUS de Rhodes: (Argon. Lib. III. vers. 185.)

Μὴδ' αὐτὸς ἄλλῃ πρὶν ἐπισσίγει πειρηθῆναι.
Et dans DENYS d'Halicarnasse, où les Romains se glorifient, par la bouche de leurs Ambassadeurs, d'agir de cette manière avec les Samnites, qui avoient violé hautement leurs Traitez: *Οὕτω δὲ φανερώς ἢ ἀναισχύντως συγχιόντων ἡμῶν τὰ περὶ τῆς φιλίας καὶ συμμάχιας ὅρκια, προσέειπεν πρὸς υἱᾶς ἐκείνων ἀποσεῖλαι πρῶτον, καὶ μὴ πρότερον ἀρεῖαι τῶν ἔργων, πρὶν ἢ πειραθῆναι τῶν λόγων.* Excerpt. Legat. (pag. 704. Ed. Oxon.) Ménélas débite aussi cette maxime, dans un ancien Rheteur Grec: *Πρῶτον μὲν γὰρ τὰ δίκαια τῷ λόγῳ πειράσθαι λαμβάνειν, ἀλλὰ μὴ τοῖς ὅπλοις ἐπιπηδᾶν, ἀνδραπινώτερον δὴ πρῶτον.* LIBANIUS, (Declam. I. pag. 196. D. Ed. Paris. Morell.) Et EURIPIDE, dans ce vers:

Λόγοις πείσαν' εἰ δὲ μὴ, βίῃ δορός.

Le même Poète fait dire à ses Acteurs plusieurs choses approchantes. Dans son *Hélène*, le Chœur traite d'insensé ceux qui font confister la Vertu dans la Guerre, & qui ne cherchent le repos que par la voie des Armes: car, ajoute-t-on, si l'on veut toujours terminer les différends à la pointe de l'épée, les querelles ne finiront jamais:

Ἄφρονες, ὅσοι τὰς ἀρετὰς πολέμῳ

Κτάσθῃ, δορός ἁλκαίῃ

Λόγχοισι καταπνύμενοι

Πόνος θνατὸν ἀπαθᾶς.

Εἰ γὰρ ἀμύλλα κρίνει νιν

Αἵματος, ἢ ποτ' εἰς

Λείψει κατ' ἀνθρώπων πόλεις.

(Vers. 1166, & seqq.) Dans les *Suppliants*, Adraste blâme les Etats, qui pouvant éviter par un accommodement les malheurs de la Guerre, aiment mieux s'y exposer:

Πόλεις τ' ἔχουσιν διὰ λόγον κάμναι κακὰ,

Φόνα καθαιρείσθ', ἢ λόγῳ, τὰ πράγματα.

(Vers. 748, 749.) Dans l'*Iphigénie en Aulide*, Achille dit à Clytemnestre, que, si elle peut obtenir d'Agamemnon qu'il renonce au dessein barbare de faire mourir

de Juge commun, c'est (1) un *Compromis* entre les mains d'Arbitres. THUCYDIDE (2) soutient, qu'on ne peut pas innocemment attaquer, comme coupable d'injustice, celui qui est tout prêt d'accepter cette voie d'accommodement. On en trouve grand nombre d'exemples dans l'Antiquité. *Adraste*, & *Amphiaraus*, se disputant l'un à l'autre le Roiaume d'*Argos*, s'en remirent au jugement d'*Eriphyle*, Sœur du premier, & Femme de l'autre; comme (a) *DIODORE de Sicile* nous l'apprend. Les *Athéniens* (b) & ceux de *Mégare* prirent pour Arbitres cinq personnes de *Lacédémone*, sur le différend qu'ils avoient touchant l'Île de *Salamine*. Ceux de *Corfou* (c) déclarèrent aux *Corinthiens*, qu'ils étoient prêts de laisser la décision de leurs démêlez aux Villes du

(a) Lib. IV. Cap. LXVII.

(b) *Plutarch.* in *Solon.* pag. 83. E. Tom. I. Ed. Wech.

(c) *Thucyd.* Lib. I. Cap. XXVIII.

rir sa propre Fille, il ne fera plus besoin que lui, *Achille*, s'en mêle : Qu'*Iphigénie* étant ainsi sauvée, il aura le plaisir de ne pas se brouiller avec un Ami comme *Agamemnon*, & toute l'Armée des Grecs ne lui saura pas mauvais gré d'avoir employé les voies de la douceur, plutôt que celles de la force :

Εἰ γὰρ τὸ χρεῖζον ἐπίβητ', εὐτομόν χρεὶν
Χωρεῖν ἔχει γὰρ τὸτο τὴν σωτηρίαν
Καὶ γὰρ ἄμεινον πρὸς φίλον γενέσθαι
Στρατός τ' ἂν ἢ μάλιστα μὲν, εἰ τὰ πράγματα
Διολογισμένως πέποιθοι μάχων, ἢ σθένει.

(Vers. 1017, & seqq.) Dans les *Phéniciennes*, *Étéocle* représente à sa Mère, que *Polynice* son Frère devoit chercher quelque autre voie d'accommodement, que celle des Armes; & que, par une conférence amiable, on obtient tout ce que l'on pourroit espérer du succès d'une Guerre :

Χρὴν δ' αὐτὸν ἢ ἐπλοίσαι τὰς διαλλαγὰς,
Μᾶτερ, ποιεῖσθαι. Πᾶν γὰρ ἐξίμει λόγος
Ὅ κ' σιδήρος πολέμιον δέμας ἐν ἄν.

(Vers. 518, & seqq.) TITRE LIVRE a enclenché sur cette pensée, lors qu'il fait dire à *Phénice*, un des principaux d'*Etolie*, que les Hommes, pour éviter la Guerre, relâchent volontairement bien des choses, auxquelles on ne pourroit pas les contraindre par les armes: *Multa homines, ne bellarent, voluntate remittere, que bello & armis cogi non possunt.* (Lib. XXXV. Cap. XLV. num. 4.) Le Grammairien *DONAT* donne aussi pour une maxime ou une chose connue, que ce qu'on avoit refusé opiniâtement, lors que quelqu'un vouloit l'avoir par force, on le relâche ensuite de son bon gré, lors qu'il paroit disposé à prendre la chose sur un autre ton : *Perseveratum est enim, Quod summa vi defenderis, quum extorqueretur, hoc idem postmodum remitti* [Il y a dans mon Edition *Variorum* de 1686. remitte] remittenti. In *Eunuch.* Terent. (Act. I. Scen. II. vers. 94.) Dans *HERODOTE*, *Mardonius* blâme les Grecs, de ce que parlant une même langue, ils ne terminent pas leurs démêlez, en s'envoiant les uns aux autres des Hérauts & des Ambassadeurs, & par toute autre voie, que celle de la Guerre: Τὰς [Ἑλλήνας] χρὴν, ὄντας συνογλώσους, κ' ἐνὶ τῇ διαχρεωμένους ἢ ἀγγέλοις, καταλαμβάνειν τὰς διαφορὰς ἢ παντὶ μάχῃ ἢ μάχῃσι. Lib. VII. (Cap. IX. num. 2. Ed. Gronov.) *Marcius Coriolan* dit, dans *DENYS d'Halicarnasse*, que, quand on ne fait que demander ce qui nous appartient, & qu'après un refus, on prend les armes, c'est une Guerre juste, de l'aveu de tout le monde: Τὸ γὰρ μὴ τῶν ἀλλοτρίων ἐπιθυμεῖν, ἀλλὰ τὰ ἑαυτῶν ἀπαιτεῖν. [Il y a ici dans l'Édition d'Oxford, ἐπαίτειν. Mais c'est apparemment une faute d'impression, quoique l'Éditeur, Mr. HUTTON, ne la marque point dans l'Errata. Il ne dit rien non plus dans les Notes sur cette expression, qui seroit fort singulière, & que *SYLBURG*, à mon avis, n'auroit pas manqué de mettre dans son Index.] καὶ μὴ τυχάνοντας τὰς πολέμους, ἀπαντες ἂν ὁμολογήσειεν εἶναι καλόν. (Antiq. Rom. Lib. VIII. Cap. VIII. pag. 468. Ed. Oxon. 487. Sylb.) Le même Historien

fait dire à *Tullus Hostilius*, que, quand on n'a pu s'accommoder à l'amiable, il faut en venir à la Guerre: Ὅπως γὰρ μὴ διαρῆται ὑπὸ λόγῳ, ταῦτα ὑπὸ τῶν ὅπλων κρείσται. (Lib. III. Cap. XI. in fin.) *Pologèse*, Roi des *Parthes*, se glorifie, dans *TACITE*, de ce qu'il avoit mieux aimé conserver par la Justice, que par l'effusion du sang, par un pourparler, que par les armes, ce qu'il tenoit de ses Ancêtres: *Non ibo inficiam, equitate, quam sanguine, caussa, quam armis, retinere paria majoribus malueram.* (Annal. Lib. XV. Cap. II. num. 3.) Et *Théodoric*, Roi des *Goths*, dit, qu'il n'est à propos d'en venir aux armes, que lors que ceux avec qui l'on a quelque chose à démêler ne veulent point écouter la Justice: *Et tunc utile solum est ad arma concurrere, quum locum apud adversarium justitia non potest invenire.* *CASSIODOR.* Var. III. l. GROTIUS.

§. VIII. (1) Les Grands négligent pour l'ordinaire cette manière de terminer un différend. Voyez *CONNESTAGIUS*, *De Portugallie conjunctione cum Regno Castellæ.* Mais elle mérite d'être suivie par ceux qui aiment la Justice & la Paix: & elle l'a été aussi par plusieurs grands Princes, & par plusieurs Peuples illustres, dont nous avons allégué les exemples dans le Texte. Ajoutons-en ici quelques autres. Dans un Traité fait entre les *Lacédémoniens* & ceux d'*Argos*, il y avoit une clause, qui portoit, Que ces deux Peuples se soumettroient également à être jugés selon les Coutumes du Pais: *Ἐπὶ ταῖς ἰσοῖς ἢ ὁμοῖοις δίκαις διδόντας κατὰ πάτρια.* THUCYDID. Lib. V. (Cap. LXXIX. Ed. Oxon.) Un peu plus bas, il est dit, que s'il survenoit quelque différend entre quelques-uns de leurs Alliez, ceux-ci prendroient pour Arbitre telle Ville qu'ils voudroient, & qu'ils croiroient ne s'intéresser pas plus pour l'un que pour l'autre: *Εἰ δέ τις τῶν συμμάχων πόλις πόλιν ἐρίσει, ἐς πόλιν ἔλθειν, ἢ τινά ἴσαν χυφῶν ταῖς πόλεσι δοκοῖν.* Ibid. L'Empereur *Marc Antonin* fut pris pour Arbitre par plusieurs Peuples qui étoient hors de l'Empire Romain, & qui vouloient éviter la Guerre en s'accommodant. C'est ce qu'on trouve dans *AURELIUS VICTOR*, & dans d'autres Auteurs. Les *Gépidés*, au rapport de *PROCOPE*, disoient aux *Lombards*, qu'ils étoient tout prêts à subir un arbitrage, & qu'ainsi on ne pouvoit sans injustice en venir contre eux aux voies de la Force: *Δίκη γὰρ διαλύει τὰς διαφορὰς, ἐν σπουδῇ ἔχομεν· δικάζεσθαι δὲ οἷς ἂν σπουδάζεται, βιάζεσθαι ἄδικῃ πρόσθεν.* Gothic. Lib. III. (Cap. XXXIV.) Le même Historien rapporte, que *Theudibald* [ou *Théodabalde* ou *Thibaud*, Roi d'*Austrasie*] offroit de prendre des Arbitres au sujet des disputes qu'il avoit avec les *Romains*: Lib. IV. (seu *Hist. Msc.* Cap. XXIV.) Voyez dans *POLYBE*, ce que les *Romains* firent dire à *Philippe*, Roi de *Macédoine*, Excerpt. Legat. Cap. IV. Et une clause du Traité entr'eux, & le Roi *Antiochus* (à la fin) Ibid. Cap. XXXV. *Magnus*, Roi de *Norwége*, & *Canut*, Roi de *Danemark*, se disputant l'un à l'autre les deux Roiaumes, terminèrent le différend par le moyen d'Arbitres: de même que l'Empereur *Julien*, premier du nom, (*Didimus Julianus*) voyant que *Sévère* lui disputoit l'Empire,

vou-

Péloponnèse, dont il seroit convenu entr'eux. ARISTIDE (3) louë Périclès, de ce que, pour éviter la Guerre, il avoit voulu que les Athéniens se soumissent à un Arbitrage. ISOCRATE fait aussi l'éloge de (4) Philippe de Macédoine, sur ce qu'il étoit disposé à s'en rapporter au jugement de quelque Ville neutre & désintéressée, pour terminer les différens qu'il avoit avec les Athéniens. Les (d) Ardéates & les Aricins, & depuis eux les Néapolitains (5) & les Nolaïns, remirent leurs démêlez à la décision du Peuple Romain. Les Samnites, dans leur dispute avec les Romains, en (6) appellèrent à des Amis communs. Cyrus (e) prit pour Arbitre entre lui & le Roi d'Asyrie, celui des Indes. Les Carthaginois, pour éviter la Guerre avec (7) Mafniffe, Roi

(d) Tit. Liv. Lib. III. Cap. LXXI. num. 2.

(e) Xenoph. Cyrop. Lib. II. Cap. IV. §. 7. Ed. Oxon.

voulut obtenir un Arrêt sur la possession. Magnus, Roi de Suède, fut pris pour Arbitre entre les deux Érics, Rois de Danemark & de Norwège. Le Roi d'Angleterre fut pris pour Arbitre au sujet de la Succession d'Ecosse : & le Comte de Holstein, entre le Roi de Danemark & ses Frères ; au rapport de PONTANUS, Hist. Dian. Lib. VII. Voyez d'autres exemples, dans MARIANA, Lib. XXIV. Cap. XX. Lib. XXIX. Cap. XXIII. dans PARUTA, Lib. VII. & XI. dans BIZARRIO, Lib. VII. dans CRANTZIIUS, Hist. Saxon. Lib. VI. Cap. XV. & joignez-y ce que nous dirons ci-dessous, Liv. III. Chap. XX. §. 46. GROTIUS.

Dans cette Note, où j'ai transposé quelques exemples, pour garder l'ordre des tems ; il y a une inadvertence de notre Auteur, qui attribue à Marc Antonin, le Philosophe, ce que les Historiens disent d'Antonin, le Débonnaire : car on ne trouve rien de tel au sujet du premier de ces Empereurs ; & voici comment parle de l'autre AURELIUS VICTOR, ou celui, que notre Auteur cite sous ce nom, qui lui est donné ordinairement : Adeo tremantibus eum [Antoninum Pium] atque amantibus cunctis Regibus, Nationibusque & Populis, ut Parentem seu Patronum magis quam Dominum Imperatoremve reputarent : omnesque uno ore, in celestium morem, propitium optantes, de controversiis inter se judicem poscerent. Epitom. Cap. XV. num. 3. Voyez aussi EUTROPE, Breviar. Lib. VIII. Cap. IV. SUIDAS, Lexic. in voc. ΑΥΤΑΝΤΙΟΥ : CAPITOLIN. in Antonin. Pio, Cap. IX. avec la Note du doct. CASAUBON, sur ces mots ; Causas regales terminavit : où il semble avoir raison de dire, que cela ne doit guères s'entendre que de quelques Roitelets de l'Orient, qui étoient dépendans en quelque manière des Romains. Le passage même d'AURELIUS VICTOR, que je viens de rapporter, l'insinue assez. De sorte que, sur ce pié-là, l'application qu'en fait notre Auteur n'est pas tout-à-fait juste. Pour ce qu'il dit de Didius Julien, que cet autre Empereur voulut agere interdicto, je ne trouve cette expression dans aucun des Historiens qui ont écrit sa Vie. Notre Auteur a eu dans l'esprit apparemment le partage de l'Empire, sur quoi le Sénat donna un Arrêt, à la réquisition de cet Empereur, lors que l'on eût appris que l'Armée de Sévère s'approchoit : Quare meliorem consilio ad Senatum venit, petitque ut fieret Senatus-consultum de participatione Imperii, quod statim factum est. SPARTIAN. in Did. Julian. Cap. VI. in fin. Voyez aussi dans la Vie de Septimius Severus, Cap. V. & l'Abrégé de DION, par XIPHILIN, in Did. Julian. pag. 292. Edit. Rob. Steph. Mais cette démarche de Julien ne fut qu'un effet de l'impuissance où il se voioit de résister à son Concurrent, plus aimé que lui. La fraieur, où il étoit, alla même si loin, au rapport d'HERODIEN, (Lib. II. Cap. XII. Ed. Bæcler.) qu'il demanda instamment qu'on lui permit de renoncer entièrement à l'Empire. Ainsi notre Auteur auroit bien pu se passer de lui faire ici honneur d'une chose où il n'entroit rien moins qu'un désir de terminer à l'amiable la

dispute pour l'Empire.

(2) Ἐπὶ δὲ τὸν διδόντα [δικας] ἡ πρότερον νόμιμον, ὡς ἐπ' ἀδικήντα ἰέναι. Lib. I. Cap. LXXXV. Ed. Oxon.

(3) C'est dans la Seconde de ses Harangues contre Platon : Ἀρχὴν δ' ἐκεῖν [Περικλῆς] ἐδ' ἡγεῖν γίνεσθαι πόλεμον, ἀλλὰ δικῇ διαλυέσθαι περὶ τῶν διαφορῶν. Tom. III. pag. 248. B. Ed. P. Steph.

(4) Notre Auteur indique ici, dès la première Edition de son Ouvrage, la Harangue contre Ctésiphon : mais ISOCRATE n'en a fait aucune sur un tel sujet ; & je ne fai si le mot même de Ctésiphon se trouve dans ses Ecrits. On a voulu dire, ESCHINE : car voici le passage, où l'Orateur accusant Démosthène d'avoir été la cause de la Guerre avec Philippe de Macédoine, dit, que, lors que ce Prince offroit d'en passer par le jugement de quelque Etat neutre & désintéressé, Démosthène soutenoit, qu'on ne trouvoit point de tel Juge entre Philippe & les Athéniens : Εἰ δὲ ἱππεύειν [Φιλίππου] θέλει πόλει τινὶ ἴση καὶ ὁμοίᾳ περὶ τῶν ἐγκλημάτων ἢ εἶναι κριτὴν ἴσον κρίνῃ ἐφ' [Δημοσθένος,] καὶ Φιλίππου. Orat. adversus Ctésiphont. pag. 286. A. La méprise de notre Auteur est venue, de ce qu'ISOCRATE louë beaucoup Philippe de Macédoine, sur tout dans une Harangue où il s'adresse à lui-même, mais où il n'y a rien touchant ces offres d'accommodement avec les Athéniens.

(5) Notre Auteur ne citoit ici en marge, dans toutes les Editions, avant la mienne, d'autre Auteur, que Livius Lib. VIII. ce qui ne peut convenir qu'à l'exemple des Samnites, rapporté dans la période suivante. C'est qu'il avoit mal compris, à quoi se rapportoit la citation marginale d'ALBERIC GENTIL, de Jure Bell. Lib. I. Cap. III. pag. m. 23. Le fait, dont il s'agit, se trouve dans CICÉRON, De Offic. Lib. I. Cap. X. & dans VALERE MAXIME, Lib. VII. Cap. III. num. 4.

(6) Je suis fort trompé, si ce n'est ici le même fait, que notre Auteur rapporte un peu plus bas, en changeant les personnalités. Car voici ce que dit TITE LIVE de l'Ambassadeur des Romains auprès des Samnites : Quum Romanus legatus ad disceptandum eos [Samnites] ad communes Socios atque amicos vocaret &c. TIT. LIV. Lib. VIII. Cap. XXIII. num. 8. Je ne sache point d'autre endroit où cela soit dit des Samnites, par rapport aux Romains : & il y a grande apparence que notre Auteur, qui se sert, dans les deux endroits, des termes mêmes du passage que je viens de rapporter, avec cette différence, que dans l'un il met amicos, & dans l'autre, Socios ; il y a, dis-je, grande apparence, qu'ayant d'abord cité de mémoire, ou plutôt sur la foi du même Auteur dont je viens de parler dans la Note précédente, qui fait la même faute, pag. 23. & se sert aussi du mot amicis ; il cita ensuite sur l'Original, où il crut trouver un fait nouveau, à cause de la méprise où il étoit tombé en mettant les Samnites pour les Romains dans la première citation.

(7) Voyez TITE LIVE, Lib. XL. Cap. XVII.

Roi de *Numidie*, demandèrent des Arbitres. Les *Romains* eux-mêmes, au rapport de *Tite Live*, (8) en appellèrent au jugement d'Alliez communs, dans le démêlé qu'ils avoient avec les *Summites*. Et *Philippe*, Roi de *Macédoine*, étant en dispute avec les *Grecs*, dit qu'il en passeroit par ce que jugeroient des Peuples neutres de part & d'autre. *Pompée*, à la réquisition (f) des *Parthes* & des *Arméniens*, leur donna des Arbitres pour régler leurs frontières. Une des principales fonctions des Prêtres de *Rome*, nommez *Féciaux*, consistoit à (9) empêcher qu'on n'en vint à la Guerre, avant que d'avoir perdu toute espérance de s'accommoder par le moien d'Arbitres. C'étoit aussi l'emploi des (g) Prêtres d'*Ibérie*, & des *Druides*, Prêtres Gaulois, au rapport de STRABON, qui nous apprend que ceux-ci (10) ont souvent séparé des Armées qui étoient sur le point de se battre.

(f) *Plutarch. Pomp. pag. 637.*

(g) *Strab. Lib. XI. pag. 765. C. Ed. Amst.*

(h) *Fr. Vi-Flor. De Jure Belli, num. 28.*

(i) *I. Corinth. VI. & suiv.*

(k) *Liv. I. Chap. II. §. 8. num. 3.*

(l) *Molina. Disp. CIII. §. Quando inter &c. Egid. Reg. de actib. Supern. Disp. XXXI. Dub. IV. num. 72.*

(m) *Lib. V. Cap. XXXI.*
(n) *Geogr. Lib. IV. pag. 302. A. Ed. Amst.*

(8) Voyez la Note 6.

(9) 'Οὐκ ἔαντες σφατεύειν πρότερον ἢ πᾶσαν ἐλπίδα δι-
κῆς ἀποκοπῆναι. PLUTARCH. Vit. Num. pag. 68. A. Tom. I. Ed. Wech.

(10) Δικαιοτάτοι δὲ νομίζονται [Δρυῖδες] καὶ διὰ τῆτο
πιστεύονται τὰς τι ἰδιωτικὰς κρίσεις καὶ τὰς κοινὰς ὥστε
καὶ πολέμους διήκτων πρότερον, καὶ παρατάττεσθαι μέλλοντας
ἐπαυόν. STRABO, Geograph. Lib. IV. pag. 302. A. Ed. Amst. (197. Paris. Casaub.)

(11) Un des Ecrivains de l'Histoire Byzantine dit, en parlant d'*Alexandre*, Bulgarien, qu'il n'est pas bien-
séant à des Chrétiens de se faire la Guerre si cruelle-
ment les uns aux autres, lors qu'ils peuvent en venir
à un accommodement, & tourner leurs forces en com-
mun contre les Impies: 'Οὐκ ἀξίον εἶναι λέγων Χριστι-
ανοῖς ἀπηνῶς ἐπασθί κατ' ἀλλήλων ἐπιέναι, ἐνὸν ὁμοδοξοῦν
ἀλλήλοις τὰ πρὸς εἰρήνην, καὶ ὁμῶς κατὰ τῶν ἀσεβῶν παρα-
τάττεσθαι. NICEPHOR. GREGORAS, Lib. X. GRO-
TIUS.

(12) J'ai trouvé le Passage dans le Traité de la Cou-
ronne du Soldat, où ce Père parle ainsi: Et praelio ope-
rabitur filius pacis, cui nec litigare conveniet? Cap. XI.

(13) Voyez-en un exemple dans CASSIODORE,
Var. Lib. III. Epist. I. II. III. & IV. Voyez aussi GAL-
LIUS, de Pace Publica, Lib. II. Cap. XVIII. num. 12.
GROTIUS.

(14) Ils le faisoient, par la grande considération

qu'on avoit pour eux; comme il paroît par le passage
de STRABON cité ci-dessus, Note 10. qui est le mê-
me que notre Auteur a en ici dans l'esprit, & qui s'ac-
corde avec celui de DIODORE de Sicile.

(15) Voyez la Lettre des Evêques au Roi Louis, dans
les Capitulaires de CHARLES LE CHAUVÉ: & au su-
jet des Evêques d'Espagne, RODERIC. TOLETAN. Lib.
VII. Cap. III. GROTIUS.

(16) Je ne fai de qui notre Auteur veut parler; car
il ne cite personne. Il faut que ce soit de quelqu'un de
la première Race des Rois de France, parmi lesquels
le Roiaume étoit héréditaire; comme le P. DANIEL
l'a fait voir dans sa Préface Historique. Et notre Au-
teur devoit reconnoître que la Couronne de France étoit
élective sous la Seconde Race, après ce qu'il a dit ci-
dessus, Liv. I. Chap. III. §. 13.

§. IX. (1) Voyez ST. AUGUSTIN, De Doctrina
Christi. Lib. I. Cap. XXVIII. & THOMAS d'Aquin,
Summ. Theol. II. 2. Quæst. XCV. Art. 8. & ibi Ca-
jetan. GROTIUS.

(2) Voyez ce que j'ai dit là-dessus dans mon Discours
sur la nature du Sort, §. 27. & ce que notre Auteur di-
ra ci-dessus, Liv. III. Chap. XX. §. 42.

§. X. (1) Voyez ci-dessus, Liv. III. Chap. XX. §. 43.
& PUFENDORF, Liv. VIII. Chap. VIII. §. 5. du Droit
de la Nat. & des Gens.

(2) L'Auteur de la Thébaïde, [ou SENEQUE, dans
les

§. IX. Le troisième moyen de terminer un différend, sans en venir à la Guerre, c'est la (1) voie du Sort. DION de Pruse recommande cet expédient, dans une de (a) ses Harangues, & le Roi SALOMON (2) l'avoit fait (b) long tems auparavant.

§. X. 1. IL Y A une chose qui a du rapport avec le Sort, ce sont les Combats (1) singuliers, dont l'usage ne semble pas devoir être absolument rejeté, lors que deux personnes, dont les différends (2) causeroient de grands maux à des Peuples entiers, sont prêtes à vider leur querelle par les armes; comme firent autrefois (a) Hyllus & Echénus, pour savoir qui seroit maître du Peloponnèse; Hypérochus, Roi des Achéens, (b) & Phémus, Roi des Enianes, au sujet du Pais qui est près du Fleuve Inaque; Pyréchme, Etolien, & Degmène, Epéen, au (c) sujet de l'Elide; Corbis & Orsua, (d) au sujet d'Ibe, Ville d'Afrique. En ce cas-là, si les deux Champions ne peuvent pas s'engager innocemment à un tel Combat, l'Etat du moins peut l'accepter, comme un moindre mal; comme un expédient, par lequel, sans répandre beaucoup de sang & sans causer de grandes pertes, on décide, par exemple, lequel des deux Peuples commandera à l'autre; ainsi que le disoit Mettius Fuffetius (3) à Tullus Hostilius, Roi de Rome. STRABON (4) parle de cet usage, comme d'une coutume fort ancienne parmi les Grecs: & VIRGILE (5) fait dire à Enée, qu'il est juste que Turnus & lui vident de cette manière leur différend.

2. AGATHIAS, décrivant les mœurs des anciens François, louë sur toutes choses cette coutume, qui étoit aussi établie parmi eux. Ses paroles sont remarquables, & je vais les rapporter tout du long: (6) Lors, dit-il, qu'il s'élève quelque différend entre leurs Rois, tous à la vérité se mettent d'abord en campagne, comme pour se battre, & ils marchent jusqu'à ce qu'ils soient en présence les uns des autres: mais aussitôt qu'ils se voient, leur colère cesse, ils entrent dans des sentimens de concorde, & ils disent à leurs Rois de s'accommoder, ou bien de se battre eux seuls, & à leurs risques; n'étant pas juste, ni selon l'usage de leurs Ancêtres, que des Princes, pour satisfaire leur ressentiment particulier, ruinent ou commettent le Bien Public. Ainsi les Armées se séparent, on met bas les armes, on redevient bons amis, le commerce est rétabli avec toute sûreté; les malheurs, dont on étoit menacé, disparaissent. Tant il y a dans

les Phéniciens, comme les meilleurs MSS. portent au titre de cette Tragédie] introduit Jocaste disant à ses Fils Etéocle & Polynice: „Voiez qui sera Roi de vous deux: mais que ce soit sans détruire le Roiaume:

— Rex sit è vobis uter,

Manente regno, querite —

(Vers. 564, 565.) L'Empereur Othon disoit, qu'il est beaucoup plus juste qu'une seule personne périsse pour le Public, que si plusieurs périssent pour une seule personne: Πολὺ γὰρ πρὶ καὶ κρείττον καὶ δικαιοτέρον ἐστίν, ἓνα ὑπὲρ πάντων, ἢ πολλὰς ὑπὲρ ἑνὸς ἀπολέσαι. DION [ou plutôt son Abbreviateur XIPHILIN] in Othon. (pag. 204. B. Ed. H. Steph.) GROTIUS.

(3) Ineamus aliquam viam, quâ, utri utris imperent, sine magna clade, sine multo sanguine utriusque populi, discerni possit. TIT. LIV. Lib. I. Cap. XXIII. num. 9.

(4) C'est à l'occasion du combat singulier de Pyréchme & de Degmène, dont il vient d'être parlé un peu plus haut: Απαγχομένων δὲ τῶν Ἑπειῶν μεθ' ὅπλων, ἐπειδὴ ἀντίπαλοι ἦσαν αἱ δυνάμεις, εἰς μονομαχίαν προσελθεῖν, κατὰ εὐθὺ τι παλαιὸν τῶν Ἑλλήνων, Πυραϊχμὴν Αἰτωλῶν, Δεγμαῶν δ' Ἑπειῶν &c. Lib. VIII. pag. 548. B. Ed. Amst. (357. Paris.)

(5) Equius huic Turnum fuerat se opponere morti. ÆN. XI. (vers. 115.) C'est pour la même raison que Marc Antoine appelloit Octavius à un combat singulier:

PLUTARCH. in M. Anton. (pag. 944. E. Tom. I. Ed. Wech.) GROTIUS.

Ce n'étoit point par compassion pour les Romains que Marc Antoine fit ce défi à Octavius, mais pour opposer fanfaronnade à fanfaronnade, ἀντικουπάζων, comme le dit l'Historien cité.

(6) Ἀλλ' ἔτι περ ἄρα καί τιν' ἔξιν τοῖς Βασιλεῦσιν ἐγγενέσθαι ξυνενοχθεῖν, παρτατῶνται μὲν ἅπαντες, ὡς πολέμιοι καὶ τοῖς ὅπλοις διακρίθησόμενοι, καὶ εἴτα ὁμοῦ καὶ ἄλλως ἰδόντες δὲ ἀλλήλους ἐκατέρωθεν ἢ πλεονέκτα τὸ χαλεπαίνον ἀποσπῶντες, εἰς ὁμοφροσύνην μεταχωρεῖσι, καὶ τὰς ἡγεμονίας κελεύσει διχὴ μᾶλλον τὰ ἀμφίβολα διακρίνησθαι· εἰ δὲ μὴ, μόνος ἕκινος ἀγωνίζεσθαι, καὶ ἐν σφίσι αὐτοῖς διακινδυνεύειν, ὡς ἐχθροῖσιν, καὶ πάντεσσιν ἰδίας αὐτῶν ἕνεκα δυσμενείας, τὰ κοινὰ σημεῖναισθαι καὶ ἀκατεργάσθαι. εὐθύς τε ἐν τῇ τε Φαλαγγὶ διαλύσει, καὶ τὰ ὅπλα τίθενται, καὶ τὸ λοιπὸν εἰρήνη αὐτῶν καὶ ἡμερότης, φοιτήσεις τε παρ' ἀλλήλους ἀφύλακτοι, καὶ ἐπιμιξίαι, καὶ φρεσὶ οἰχεται τὰ δεινά. ὥτως ἄρα αὐτοῖς τὸ μὴ ὑπὲρ κοινὸν δίκαιον καὶ φιλόπατρι· τὸ δὲ γε ἄρχειν ἐμμένει ἐν δέοις καὶ πειθήνιοι. Lib. I. (Cap. II.) Voiez le Capitulaire de CHARLES le Chauve, fait à St. Arnoul, & le Traité d'Aix la Chapelle. Les Lombards étoient aussi équitables. Voiez PAUL. W'ARNEFRID. Lib. I. Cap. XII. Lib. IV. Cap. XVII. Lib. V. Cap. XL. GROTIUS.

§. XL

dans les Sujets d'amour de la Justice & de la Patrie ; & dans les Souverains , de douceur & de docilité , quand il le faut.

§. XI. 1. QUOIQUE , dans une cause douteuse , chacune des Parties soit tenuë de chercher tous les moïens d'accommodement qui peuvent servir à éviter la Guerre ; le Demandeur y est pourtant plus obligé , que le Possesseur. (a) Car il est non seulement de Droit Civil , mais encore de Droit Naturel , que , dans une (1) égalité de droit & de raisons , le Possesseur ait l'avantage ; de quoi (2) nous avons allégué ailleurs la raison , tirée de l'Auteur des *Problemes* attribuez à ARISTOTE.

(b) Lessius, 2. Ajoûtons encore , (b) que , quelque assuré qu'on soit de la justice de sa cause , si de Justin, Cap. XXIX. l'on n'a pas en main des titres suffisans pour convaincre le Possesseur de l'injustice de Dub. 10. Mo- sa possession , on ne peut pas légitimement lui déclarer la Guerre pour ce sujet ; lina, Disq. III. §. In Se- parce qu'en ce cas-là , on n'a pas droit de le contraindre à se dessaisir de ce qu'il cundo vero &c. tient.

§. XII. MAIS lors que , le droit étant douteux de part & d'autre , (a) aucune des Parties n'est en possession de la chose contestée , ou qu'elles la possèdent toutes deux également ; si l'une d'elles offre de se contenter de la moitié , l'autre , qui refuse le partage , doit être réputée injuste & déraisonnable.

§. XIII. 1. PAR ce que nous avons dit , on peut décider une question que plusieurs agitent ici , savoir , (a) Si la Guerre peut être juste des deux côtéz , eu égard à ceux qui en sont les principaux auteurs ? Il faut distinguer (1) les divers sens du mot de

(a) Covar- *Juste*. Une chose est dite *juste* , ou par rapport à sa cause , ou par rapport à ses effets. rro. in Cap. Et ce qui est juste par rapport à sa cause , est tel ou en prenant le mot de *Justice* dans Peccation, Re- lest. II. §. 410. un sens particulier , ou en entendant par là en général tout ce qui est droit.

2. La *Justice* prise dans un sens particulier , se divise aussi en celle qui convient à l'action , & celle qui convient à l'Agent. La (2) première sorte de Justice peut être appelée *positive* , & l'autre *negative*. En effet , l'Agent est dit quelquefois agir justement , quoique ce qu'il fait ne soit pas juste , ce qui a lieu toutes les fois qu'on agit , sans s'y déterminer par un principe d'injustice. C'est ainsi qu'ARISTOTE distingue fort bien entre (3) *agir injustement* , & *faire quelque chose d'injuste*.

3. Cela posé , je dis qu'à prendre le mot de *Justice* dans sa signification particulière , & entant qu'elle convient à l'action même , la Guerre , non plus qu'un Procès , ne sauroit être (b) juste des deux côtéz ; parce que la nature même de la chose ne permet pas qu'on ait un pouvoir moral , ou un véritable droit , à deux choses contraires , comme est faire , & empêcher de faire.

4. Mais il peut très-bien arriver , qu'aucun des deux qui sont en guerre n'agisse injustement. Car on n'agit injustement , que quand on fait que ce qu'on fait est injuste : & il y a plusieurs personnes , qui l'ignorent. Ainsi on peut faire la Guerre de part & d'autre justement , c'est-à-dire , de bonne foi. Car & pour le droit , & pour le fait , les Hommes ignorent souvent bien des choses , d'où il naît quelque droit.

§. A

§. XI. (1) *In pari causa possessor potior haberi debet.* DIGEST. Lib. L. Tit. XVII. De diversis Reg. Juris, Leg. CXXXVIII.

(2) Voyez le Chap. V. de ce Livre , §. 18. Note 4.

§. XIII. (1) C'est ainsi que GRATIEN , dans une addition à un passage du DROIT CANONIQUE , distingue entre une Sentence juste dans la cause , une Sentence juste à l'égard de l'ordre , & une Sentence juste en conscience , *caussa* , *ordine* , *animo*. Cauf. XI. Quæst. III. post Cap. LXV. GROTIUS.

(2) Ceci avoit été sauté apparemment par les Imprimeurs , dans toutes les Editions , depuis la première.

re. Je l'ai remis dans la mienne , publiée en 1720.

(3) Οὐ γὰρ τὸ αὐτὸν , τὸ τὰ ἀδίκῃ πράττειν , τῷ ἀδικεῖν οὐδὲ τῷ ἀδικῶν πάσχειν , τῷ ἀδικεῖσθαι. Ethic. Nicom. Lib. V. Cap. XI. (pag. 70. A. Tom. II. Edit. Paris.) Voyez le Chap. précédent , & la Rhétorique du même Philosophe , Lib. I. Cap. XIII. GROTIUS.

(4) Il dit cela par opposition à la Question de fait , à l'égard de laquelle ou l'une des Parties nie de mauvaise foi d'avoir fait ce qu'elle ne peut ignorer qu'elle a fait , ou bien l'autre l'accuse sans fondement d'avoir fait ce qu'elle n'a pas fait. Au lieu que , quand il s'agit de savoir ce qui est juste ou injuste , il peut y avoir de

5. A prendre le mot de *Juste* dans sa signification générale, on entend par là ce en quoi il n'y a point de faute de la part de l'Agent. (c) Or on fait bien des choses sans droit, & sans être néanmoins coupable d'aucune faute, parce qu'on agit par une ignorance inévitable. Cela se voit, par exemple, dans ceux qui n'observent pas une Loi, qu'ils ignorent sans qu'il y ait de leur faute; depuis qu'elle a été publiée, & après même que le tems suffisant pour la connoître est passé. Ainsi il peut arriver, en matière de Procès, qu'aucune des Parties ne soit coupable ni d'injustice, ni d'aucun autre défaut; sur tout lors que l'une d'elles, ou toutes les deux, plaident non en leur propre nom, mais au nom d'autrui, comme, par exemple, un Tuteur, qui, comme tel, est tenu de ne pas négliger les droits même litigieux de son Pupille. ARISTOTE dit, (4) que dans les Causes où l'on conteste sur un point de Droit, aucun des Plaideurs n'agit en méchant. Et QUINTILIEN (5) suivant ces idées, prétend qu'il peut arriver que l'Orateur, c'est-à-dire, selon lui, un Homme-de-bien, soutienne le pour & le contre. ARISTOTE remarque même, que quand on dit d'un Juge, (6) qu'il juge *justement*, cela signifie ou qu'il juge *entièrement comme il faut*, sans aucune ignorance, ou qu'il juge *selon sa conscience*. Il dit ailleurs, (7) que, *quand on juge mal par ignorance, on n'agit point injustement*.

(c) Voyez Suarez, de Legibus, Lib. III. Cap. XVIII. Alphonf. de Potestate Leg. pœnalium, Lib. I. Cap. I. & III.

6. Mais, quand il s'agit de la Guerre, il ne manque guères d'y avoir ici quelque témérité, ou quelque défaut de Charité. Car l'affaire est de si grande importance, qu'elle demande absolument qu'on ne se contente pas de probabilité, & qu'on ne s'y engage que sur des raisons très-évidentes.

7. Enfin, si l'on entend le mot de *Juste* par rapport à certains effets de droit, il est certain qu'en ce sens il y a des Guerres justes de part & d'autre; comme il paroîtra par ce que nous dirons ci-dessous des Guerres Publiques & dans les formes. C'est ainsi qu'une Sentence injuste, & une Possession injuste, ont aussi quelques (8) effets de droit.

CHA-

de l'ignorance de part & d'autre : *Μὴ λυγδάνετω δ', ὅτι ἀναγκάσιον ἐν ταύτῃ ἀμφισβητῆσαι, μόνῃ τὸν ἕτερον εἶναι ποιεῖν ὃ γὰρ ἐστὶν ἀγνοία αἰτίας, ὡς περὶ αὐτὴν τῆς δικαίας ἀμφισβητοῦν.* Rhetoric. Lib. III. Cap. XVII. init. Voyez là-dessus les Notes de VICTORIUS.

(5) Le Rhéteur dit, que cela ne peut guères arriver que par une espèce de miracle, parce que les Causes manifestement injustes n'appartiennent point à l'Art Oratoire : *Alioquin, ubi injusta causa est, ibi Rhetorice non est* : adeo ut vix ex admirabili quodam casu possit accidere, ut ex utraque parte Orator, id est, vir bonus, dicat.

T O M. II.

Inst. Orat. Lib. II. Cap. XVII. pag. 196. Edit. Burman.

(6) Οἷον εἰ τὸ δικαίως λέγεται, τό, τε κατὰ τὴν ἐαυτοῦ γνώμην κρίναι, καὶ τὸ ὡς δεῖ. Topic. Lib. I. Cap. XV. pag. 190. E. Tom. I. Ed. Paris.

(7) Ἐστὶ, εἰ μὲν ἀγνοῶν ἔκρινεν, ἢ ἀδικεῖ κατὰ τὸ νομικὸν δίκαιον, ἢ δ' ἀδικεῖ ἢ κρίσις ἐστὶν. ἔστι δ' ὡς ἀδικεῖ &c. Ethic. Nicom. Lib. V. Cap. XII.

(8) C'est-à-dire, des effets injustes, qui ne donnent quelque droit que devant les Hommes, & nullement devant le Tribunal Divin.

X

CHAP.

CHAPITRE XXIV.

Qu'il ne faut pas se déterminer légèrement à entreprendre la Guerre, lors même qu'on en a de justes fujets.

I. Pour éviter la Guerre, il faut souvent relâcher de son droit: II. Sur tout du droit qu'on a de punir. III. Cet avis regarde même principalement les Princes, qui ont été offensés. IV. Notre propre intérêt, ou celui des nôtres, veut aussi souvent qu'on s'abstienne d'en venir aux armes. V. Règles de prudence, touchant le choix des Biens. VI. Application de quelque une de ces Règles au cas où il s'agit de délibérer s'il vaut mieux pour un Peuple de racheter la paix, en perdant sa liberté, que de s'exposer, pour conserver sa liberté, à être entièrement détruit. VII. Que l'on ne doit pas prendre les armes pour punir quelqu'un, lors qu'on n'est pas beaucoup plus fort que lui. VIII. En un mot, qu'on ne doit entreprendre la Guerre que par nécessité: IX. Ou lors qu'ayant un très-grand fujet d'en venir aux armes, on trouve une occasion très-favorable de réussir. X. Portrait des maux, qui suivent la Guerre.

§. I. **QUOIQUE**, dans cet Ouvrage où nous traitons du Droit de la Guerre, il ne soit pas, à proprement parler, de notre dessein, d'expliquer ce que les Vertus distinctes de la Justice demandent ou conseillent par rapport à la Guerre: il faut néanmoins avertir en passant, de ne pas s'imaginer, que, du moment que l'on a un droit bien clair, l'on doive ou l'on puisse même toujours en venir aux

CHAP. XXIV. §. I. (1) Notre Auteur cite en marge le Livre IV. de cet Historien, où je ne trouve rien qui se rapporte ici, que la réflexion qu'il fait, en blâmant les Messéniens de ce qu'ils refusèrent d'entrer en guerre contre les Etoliens: „Je conviens, dit-il, que la Guerre est une chose qu'on doit craindre, mais non pas justifier, qu'on point de tout souffrir, pour l'éviter: Εγὼ γὰρ φοβερὸν μὲν εἶναι φησὶ τὸ πολεμεῖν, ἃ μὴ ἔτω γὰρ φοβερόν, ὥστε πᾶν ὑπομένειν, χάριν τῇ μὴ προσδεῖσθαι πόλεμον. Cap. XXXI. pag. 416. Ed. Amst. Il suppose là, comme on voit, qu'il faut souffrir quelque chose, plutôt que d'en venir à la Guerre.

(2) Il est dit, dans une Déclamation de SENEQUE, que l'on doit bien faire la Guerre pour la défense de la Liberté, de la Femme, de ses Enfants; mais non pas pour des choses inutiles & dont on ne recevra aucun préjudice: *Bellum suscipiendum fuisse [declamavit GALLIO] pro libertate, pro conjugibus, pro liberis. pro re supervacua, & nihil nocitura, si fieret, non esse suscipiendum.* Snafor. V. Apollonius de Tyane alloit plus loin. Il dit au Roi de Babylone, qu'il ne falloit pas disputer avec les Romains, pour quelques Villages si chétifs, que de simples Particuliers en ont quelque fois de plus grands: & il ajouta, qu'on ne doit pas même en venir à la Guerre pour des choses considérables: Προστίθει δὲ καὶ τὸ μὴ διῶν ὑπὲρ κομῶν, ὧν μέγας κίνηται τάχα καὶ ἰδιότης, διαφερόμεναι πρὸς Παρμαίους, καὶ πόλεμον ἐπὶ ὑπὲρ μεγάλων αἰετιοῦμαι. PHILOSTRAT. Vit. Apoll. Tyan. Lib. I. (Cap. XXXVIII. Ed. Olear.) JOSEPH remarque, à la louange de sa Nation, que les Juifs ne font pas usage de leur valeur, pour s'agrandir, mais pour maintenir leurs Loix: Qu'ils souffrent patiemment tout autre dommage, mais que, quand on veut les contraindre à abandonner leurs

Loix, ils se mettent alors en état de faire la Guerre, au dessus même de leurs forces, & ils la soutiennent jusqu'à la dernière extrémité: Οὐδὲ τὴν ἀνδρίαν ἐσκήσαμεν, ἐπὶ τῷ πολέμῳ ἀσπασθαι χάριν πλεονεξίας, ἀλλ' ἐπὶ τῷ τὰς νόμους διαφυλάττειν. τὰς γὰρ ἀλλὰς ἐλαττώσεις πρὸς ὑπομένοντες, ἐπειδὴ τινὲς ἡμῶς τὰ νόμιμα κινεῖν ἀναγκάζουσι, τίτε καὶ παρὰ δύναμιν αἰετμεθα πόλεμον, καὶ μέχρι τῶν ἰσχυρῶν ταῖς συμφοραῖς ἐγκαταρτέμεν. Contra Apion. Lib. II. (pag. 1080. C.) GROTIUS.

(3) Mais où est-ce qu'ils l'en ont blâmé? PAUSANIAS, dont notre Auteur cite ici en marge le Livre V. dit seulement, qu'Hercule n'eût pas occasion de se signaler beaucoup dans la Guerre qu'il entreprit contre Augias: Τῷ δὲ Ἡρακλεῖ πρὸς τὸν Αὐγέα πολεμῶντι, ἔθεν ὑπὲρ ἑνὸς ἀποδιδυνάσαι λαμπερόν. Cap. II. pag. 148. Ed. Græc. Wech. Et il ajoute, que ce fut à cause des secours puissans qu'Augias trouvoit dans les Fils d'Ætol. Il pourroit bien se faire, que notre Auteur lisant à la hâte ce passage, ou le citant de mémoire, y ait cru trouver que cette expédition ne fut pas glorieuse à Hercule, & qu'il ait expliqué le mot de λαμπερόν, comme s'il insinuoit que le fujet de la Guerre étoit frivole.

(4) Voyez ce fait, dans APOLLODORÉ, Biblioth. Lib. II. Cap. IV. §. 9. & dans DIODORE de Sicile, Lib. IV. Cap. XXXII.

(5) Les mêmes Auteurs, que je viens de citer, parlent de cela: le premier, au §. 5. du même Chapitre; & l'autre, au Chap. XXXIII. du même Livre.

§. II. (1) C'est ce que remarque SENEQUE, en parlant de l'Abdication ou l'Exhérédation: *Namquid, aliquis sanæ filium, à prima offensa, exheredat? nisi male, & multa injuriæ patientiam evicerint, nisi plus est, quod timet, quam quod damnat, non accedit ad decretum.*

aux armes. Il est certain, au contraire, que le plus souvent il y a plus d'humanité & d'honnêteté morale à relâcher de son droit. Car il est même beau & louable, d'abandonner le soin de notre propre vie, pour conserver la vie & procurer, autant qu'il dépend de nous, le salut éternel d'une autre personne, comme (a) nous l'avons remarqué en son lieu. Cette générosité est digne sur tout des Chrétiens, appelez à imiter l'exemple parfait de JÉSUS-CHRIST, qui a bien voulu (b) mourir pour nous, dans le tems que nous étions encore impies & Ennemis de DIEU. C'est là un nouveau motif, & beaucoup plus fort, de ne pas poursuivre toujours ce qui nous appartient ou qui nous est dû, par une voie qui attire sur les autres autant de maux, que la Guerre en entraîne après soi.

2. ARISTOTE (c), & (1) POLYBE, ont dit, qu'il (2) ne faut pas toujours prendre les armes pour de tels sujets, quelque légitimes qu'ils soient en eux-mêmes. Et les Anciens n'ont pas loué *Hercule*, (3) de ce qu'il fit la Guerre à (4) *Laomédon*, Roi de *Troie*, & à (5) *Augias*, Roi d'*Elide*, à cause que ces Princes ne lui avoient pas payé le salaire promis. L'Orateur *DION de Pruse* (6) remarque, que, quand il s'agit de déclarer la Guerre à quelcun, il ne faut pas examiner seulement s'il nous a fait du tort, mais encore de quelle conséquence est la chose.

§. II. I. POUR ce qui est de la Punition, il y a bien des raisons qui nous engagent à ne pas user du droit que nous avons par rapport à ceux qui l'ont méritée. Considérons combien de fautes un Père pardonne à ses Enfans : il faut (1) qu'ils aient poussé à bout sa patience par un grand nombre d'offenses, & d'offenses criantes, pour qu'il se résolve à les punir. Or quiconque veut punir une autre personne, prend envers elle, pour ainsi dire, le personnage de Magistrat, c'est-à-dire, de (2) Père; car tel doit être un bon Souverain & un bon Juge, qui (3) aime mieux toujours pardonner que pu-

(a) Chap. I. de ce Livre, §. 8. Voyez *Fr. Victoria*, de *Jure Belli*, num. 14, & 33.

(b) *Rom. V, 6, & suiv.*

(c) *Rhetor. ad Alexandr.* Cap. III.

rium stylium. De *Clement*, Lib. I. Cap. XIV. *Phinée*, Roi de *Thrace*, dit à peu près la même chose, dans *DIODORE de Sicile*: Μηδὲνα γὰρ πατέρα λαβεῖν παρ' υἱῶν ἐκκισίως τιμωρίαν, εἰ μὴ τῷ μεγέθει τῶν ἀδικημάτων ὑπερβῇ τὴν φυσικὴν τῶν γονέων εἰς τέκνα φιλοστοργίαν. Lib. IV. (Cap. XLV. pag. 172. Ed. H. Steph.) Et *ANDRONIC de Rhodes*, Paraphrase d'*Aristote*: Ἰσως δὲ αὐτοῖς πατὴρ ἀφίσταται τῷ υἱῷ, εἰ μὴ ὑπερβαλλόντως εἴη μοχθηρός. (Lib. VIII. Cap. XVIII. pag. 569. Edit. Henf. 1617.) *PHILON*, Juif, dit aussi, qu'un Père ne se résout à desheriter son Fils, que quand la méchanceté de celui-ci est assez grande pour l'emporter sur la tendresse paternelle: Διό μοι δοκῶσι φιλοστοργότατοι πατέρες ἀπαρνήσεις χρηματίζειν τῶν υἱῶν, ἀποσχοινοῦντες αὐτοὺς τῆς οἰκίας καὶ συγγενείας, ὅταν τὴν ἐκ φύσεως ἐν τοῖς γνήσασιν ὑπερβαλλόντων ἐνοσίαν ἢ ἐν ἐκείνῳ μοχθηρία κατακρατήσῃ. De *Nobilit.* (pag. 904. C. Ed. Paris.) Un Père, qui vouloit juger son Fils, coupable de parricide, [dans le tems que les Pères avoient droit de vie & de mort sur leurs Enfans] prit pour un de ses Conseillers ou Affecteurs, selon la coutume, *César Auguste*; qui fut l'avis, que le Père se contentât de le reléguer où il jugeroit à propos; & cela par cette raison, qu'un Père doit punir les Enfans le moins rigoureusement qu'il est possible: Dixit [Cæsar Augustus] relegandum, quod patri videretur. Non culleum, non serpentes, non carcerem decrevit: memor, non de quo censeret, sed cui in consilio esset. *Mollissimo genere penæ contentum esse debere patrem dixit* &c. *SENEC. de Clem.* Lib. I. Cap. XV. Cela et exprime ainsi, dans un vers de *TERENCE*:

Pro peccato magno paululum supplicii satis est patri. And. (Act. V. Scen. III. vers. 32.) *CICÉRON* dit, que, quand on est accusé devant un Père, on demande pardon; on avoue la faute; on s'excuse sur ce qu'on y est tombé par imprudence; on promet de n'y

retourner plus, & l'on se soumet, au cas qu'on manque de parole, à toute l'indignation de celui qu'on a offensé. Au lieu que, lors qu'on est devant les Juges, on nie le fait, on soutient que le crime est feint, & les Temoins faux: Ignoscite, Judices: erravit: lapsus est: non putavit: si unquam posthac, ad parentem sic agi solet. Ad Judices: Non fecit, non cogitavit; falsi testes, fictum crimen. Orat. pro *Ligar.* (Cap. X.) Voyez aussi un beau discours du même Orateur sur cette matière, dans *DION CASSIUS*, (Lib. XLIV. pag. 290. Ed. H. Steph.) *GROTIUS*.

(2) C'est pour cela que *St. AUGUSTIN* dit, qu'un Juge Chrétien doit agir en bon Père: Imple, Christiane Judex, pii patris officium. Epist. CLIX. ad *Comit. Marcellin.* *GROTIUS*.

Le passage se trouve cité dans le DROIT CANONIQUE, *Caus. XXIII. Quest. V. Can. I.*

(3) C'étoit une maxime de *Pittacus*, un des Sept Sages de Grèce, qu'il vaut mieux pardonner, que punir: Τὸν Πιττακὸν ἐπαινῶν τὸ λόγῳ, ὅς τὴν συγγνώμην τῆς τιμωρίας προτιθεῖ. *JULIAN.* (Orat. II. pag. 50. E. Edit. Spanh.) *DIODORE de Sicile* dit, qu'il ne faut pas toujours punir tous les Coupables, mais seulement ceux qui ne se repentent point: Οὐ δὲ τὰς ἀμαρτήσαντας ἐκ παντὸς τρέψει κολάζειν, ἀλλὰ τὰς ἐπὶ τοῖς ἡμαρτημένοις μὴ μεταδιδοσκομένους. *Fragm.* (è Lib. XXI. num. 17.) *St. AUGUSTIN* [ou plutôt *BEDES*, in *Galat.* Cap. VI.] dit, qu'il faut punir un Homme, comme Coupable, mais avoir pitié de lui, entant qu'Homme: Duo ista nomina quum dicimus, Homo peccator, non utique frustra dicimus. Quia peccator est, corripere: quia homo est, miserrere. Ce passage se trouve cité dans le DROIT CANONIQUE, *Caus. XXIII. Quest. IV.* Voyez ce qui suit; & ce que nous avons dit ci-dessus, Chap. XX. de ce Livre, §. 13, 26, 36. *GROTIUS*.

punir, imitant en cela l'exemple de Dieu même, comme le remarque (4) LIBANIUS.

(a) *Molin.*
De Justit.
Tractat. II.
Disput. CIII.
Lorca, Disp.
CLIII. num.
II. *Ægid.*
Reg. De act.
supern. Disp.
XXXI. Dub.
VII. num. 107.

(b) *Chap. I.*
de ce Livre,
§. 9.

(c) *Matth.*
V, 39, 40.

2. De plus, les circonstances sont quelquefois telles, (a) qu'il est non seulement louable de relâcher de son droit, mais qu'on y est même obligé par un principe de cette Charité que nous devons à tous les Hommes, sans en excepter nos Ennemis, soit qu'on la considère en elle-même, ou en tant qu'elle est prescrite par la Loi très-sainte de l'Évangile. Il y a des gens pour la conservation desquels nous devons mourir, comme il (b) a été remarqué ci-dessus, plutôt que de leur ôter la vie, lors même qu'ils nous attaquent; parce que nous savons qu'ils sont ou nécessaires ou très-utiles à la Société Humaine. Si Nôtre Seigneur veut que nous négligions certains intérêts, (c) pour éviter des Procès; il y a tout lieu de croire qu'il veut aussi que nous négligions de beaucoup plus grands intérêts, pour ne pas en venir à la Guerre, qui est infiniment plus nuisible qu'un Procès.

3. D'ordinaire même il est non seulement beau & généreux de relâcher de son droit, mais encore on y trouve son avantage propre; comme le remarque (5) St. AMBROISE. Ainsi, tout bien compté, la Sagesse veut que non seulement on ne prenne pas les armes pour un sujet peu considérable, selon le conseil qu'ARISTIDE (6) donne aux Etats; mais encore qu'on l'évite, si on peut, lors même qu'on en a de grands sujets, comme (7) XENOPHON & PHILOSTRATE (8) le donnent pour maxime.

§. III. 1. Nous sommes tenus, sinon en qualité d'Hommes, du moins en qualité de (1) Chrétiens, de pardonner facilement & de bon cœur les offenses qu'on nous a faites, de même que DIEU nous (a) pardonne nos péchez en considération de JESUS-CHRIST. Modérer sa colère, lors que celui qui nous en a donné sujet a commis contre nous des choses qui méritent la mort, c'est approcher en quelque façon de l'excellent-

(a) *Ephés.*
IV, 32.

(4) Ἀφ' οὗς τιμωρίας χαίρεται μάλλον, ἢ λαμβάνων. Orat. de Seditio. Antioch.

(5) Si quidem de suo jure virum bonum aliquid relaxare, non solum liberalitatis, sed plerumque etiam commoditatis est. De Offic. Lib. II. Cap. XXI.

(6) Il dit, que l'on doit céder quelque chose de médiocre, συγχωρεῖν καὶ παρέναι ὅ, τι ἂν ᾖ μέτριον. Et il en allègue pour raison, qu'on loue un Particulier, lors qu'il est d'un esprit accommodant, & qu'il aime mieux souffrir quelque dommage, que d'avoir procès avec quelcun: Ὅσπερ γὰρ καὶ τῶν ἰδιωτῶν ἐπαινέιτε τὸς συγχωροντας, καὶ βλαπτομένους τινα μάλλον αἰρεμένους, ἢ διαφερόμενους πρὸς τινος &c. GROTIUS.

Je doute, que ce passage soit d'ARISTIDE. Je ne le trouve, ni dans la Harangue où cet Orateur exhorte les Etats de Grèce à la concorde, ni en aucun autre endroit. Nôtre Auteur aura peut-être écrit le nom d'un Orateur Grec pour celui d'un autre, comme, par exemple, de DION de Pruse.

(7) C'est dans le discours de Callian, aux Lacédémoniens: Καὶ σωφρονέων μὲν δὴ πᾶσι ἐστὶ, μὴ δὲ εἰ μὴ μικρὰ τὰ διαφέροντα εἴη, πόλεμον ἀναρῶνται. Hist. Græc. Lib. VI. Cap. III. §. 4. Ed. Oxon.

(8) Le passage a déjà été cité, dans la Note 2. sur le paragraphe I.

§. III. (1) St. CHRYSOSTÔME, pour montrer que la Religion Chrétienne tient dans l'ordre tous les Hommes, & bride les Puissances même, dit qu'elle ordonne à chacun de pardonner à ceux qui l'ont offensé, & qui sont Serviteurs d'un même Maître, que lui; afin que ce Maître commun, en récompense d'un tel acte de bonté, n'ait envers lui de miséricorde au grand jour du Jugement: Μαθήτωσαν οἱ ἄπιοι πάντες, ὅτι ὁ τῷ Χριστῷ δοῦν πᾶσαν ἐξουσίαν δύναται καλῶν. Δοξασόν σε τοὶ δισπότῃ, τοῖς συνδούλοις ἅφες τὰ ἀμαρτήματα, ἵνα καὶ αὐτὸς σε δοξάσῃ μεζύωνος ἵνα ἡμῶν σοὶ

κατὰ τὴν τῆς κρείσσεως ἡμέραν δείξῃ τὸ ὄμμα, καὶ γαλήνην ταύτης μεμνημένος σε τῆς φιλανθρωπίας. Orat. de Statuis VI. Voyez aussi ce que l'on a rapporté ci-dessus, Chap. XX. §. 26. à la fin. GROTIUS.

(2) Τὸ γὰρ περὶ τέτοιον ὄργητον, ὑπὲρ ὃν τὸ ἔχον ὑπὲρ-ἑαυτὸν τῇ κολάσει γίνεσθαι τῶν ἡσυχάζοντων, Θεὸς φύσει προσετίθη. Antig. Jud. Lib. II. Cap. III. pag. 49. C.

(3) Longè que sit in suis, quam in alienis, excruciatior injuriis. Nam quemadmodum non est magni animi, qui de alieno liberalis est, sed ille, qui, quod alteri donat, sibi detrahbat: ita clementem vocabo, non in alieno dolore facilem, sed eum, qui, quum suis stimulis exagitetur, non proficit: qui intelligit, magni animi esse, injurias in summa potentia pati, nec quidquam esse gloriosius Principe impune laeso. De Clement. Lib. I. Cap. XX. QUINTE-ILLEN dit, qu'il faut conseiller à un Prince de chercher à acquérir de la gloire par sa douceur & sa modération, plutôt qu'à goûter le plaisir de la Vengeance: Suadebimus Principi, ut laudem humanitatis, potius quam voluptatem ultionis concipiscat. CICÉRON donne cette louange à Jules César, comme la principale, qu'il n'oublioit que les injures qu'on lui faisoit: Spero etiam te, qui oblivisci nihil soles, nisi injurias &c. (Orat. pro Ligar. Cap. XII.) Livie représentoit à Auguste, que, selon l'opinion commune des Hommes, un Prince doit punir les actions par lesquelles on fait du tort au Public; mais ne pas se venger des injures qu'on lui fait à lui-même: Τὸς δ' ἀρχοντας [νομίζουσιν οἱ πολλοί,] τοῖς μὲν τὸ κοινὸν ἀδικεῖν ἐπιτίμῃ χρῆναι, τὸς δ' ἰδίᾳ τι εἰς αὐτοὺς πλημμελεῖν δοκῶντας φέρειν. DION CASS. (Lib. LV. pag. 643. C. Ed. H. Steph.) Marc Antonin disoit, dans une Lettre au Sénat Romain, que la vengeance qu'un Empereur prend de ses injures particulières, paroit toujours trop rigoureuse, quelque juste qu'elle soit: Non enim unquam placet in Imperatore vindicta sui doloris, quæ, etsi justior fuerit, acrior videtur.

VUL-

lence de la Nature Divine, comme (2) le dit JOSEPH, l'Historien Juif.

2. Un Prince sur tout doit être plus disposé à pardonner les injures qu'on lui fait à lui-même, que celles qu'on fait à autrui; persuadé, comme le dit (3) SENEQUE, qu'il est digne d'une grande Aine (4) de souffrir les injures, quoique l'on soit fort puissant; & qu'il n'y a rien de plus glorieux, qu'un Prince impunément offensé. L'Ecriture Sainte nous fournit des exemples de cette excellente Vertu, en la personne de (b) Moïse, & en celle de (c) David.

3. On y est d'autant plus obligé, lors que l'on se sent coupable soi-même de quelque faute, (d) ou que celle qui a été commise contre nous vient d'une foiblesse humaine & par conséquent excusable, ou enfin que l'Offenseur donne des marques (5) suffisantes de repentir.

§. IV. 1. OUTRE ces raisons tirées de la Charité que nous devons avoir, ou que du moins nous faisons bien d'exercer envers nos Ennemis mêmes; nôtre propre intérêt, ou celui des nôtres, (1) nous met souvent dans l'obligation de ne pas en venir aux armes. PLUTARQUE dit que parmi les anciens Romains, lors que les Prêtres, nommez *Feciaux*, avoient conclu que l'on pouvoit justement entreprendre la Guerre, le Sénat examinoit encore, (2) s'il étoit avantageux de s'y engager. Nôtre Seigneur JESUS-CHRIST, dans une de ses Paraboles, (a) nous représente un Roi, qui, avant que de se mettre en campagne contre un autre Roi, s'allie, comme font ceux qui délibèrent avec soin, pour examiner en lui-même, si avec dix mille hommes qu'il a, il pourra tenir tête à son Ennemi, qui en a le double: & voiant qu'il n'est pas assez fort, envoie à cet autre Prince, sans attendre qu'il soit entré dans ses Etats, une Ambassade pour traiter de paix avec lui. Il faut peser ses forces, & penser en même tems aux hazards de la Guerre, selon ce qui est dit dans (3) TITE LIVE, & dans (4) THUCYDIDE. Quand

(b) Nombres, XI, 10, & suiv.

(c) II.

Sam. XVI, 7.

(d) Dried.

de Libert.

Christ. Lib.

II. Cap. VI.

(a) Luc, XIV, 31, & suiv.

VULCATUS GALLICAN. Vit. Avid. Cassi (Cap. XII.) St. AMBROISE loué Théodose, d'avoir pardonné à ceux d'Antioche l'offense qu'ils lui avoient faite: ANTIOCHENIS tuam donasti injuriam. Epist. ad Theod. Et l'Orateur THEMISTIUS louant le même Empereur, dit, qu'un bon Prince doit se montrer au-dessus de ceux qui l'ont offensé, non en leur faisant du mal à son tour, mais en leur faisant du bien: Ὅτι ἐκ ἀντιβλάπτοντα χερὶ τὸν ἀγαθὸν βασιλεῖα, ἀλλ' ἐν ποιῶντα μείζων φαίνεται τῶν ἡδικηκότων. Orat. de laudib. ad Senat. St. CHRYSOSTÔME dit, que la Clémence est glorieuse à tous les Hommes, mais sur tout aux Souverains; n'y aiant rien de plus beau, que de savoir se modérer, & de prendre la Loi de DIEU pour règle de ses actions, lors qu'on peut, comme les Rois, faire tout ce que l'on veut: Ἀπαντα μὲν γὰρ ἀνθρώπων τῶτο κοσμεῖν δύναται. διαφερόντως δὲ τὰς ἐν ἐξουσίαις. τὸ γὰρ πάντα ποιεῖν ἐπιτρέψεως τῆς βασιλείας, κατέχουσιν ἑαυτοὺς, καὶ τὸν τῷ Θεῷ νόμον ἡγεμόνα ποιοῦνται τῶν ἔργων μὲν εἰς εὐφημίαν καὶ δόξαν. De laud. Clement. St. AUGUSTIN exhorte le Comte Boniface à pardonner, aussi-tôt que ceux qui l'ont offensé lui en demandent pardon: Memento cito ignoscere, si quis in te peccaverit, & veniam postulaverit &c. Epist. CCV. GROTIUS.

(4) ARISTOTE donne pour un des caractères du Magnanime, qu'il oublie les injures: Οὐδὲ μνηστικὸς· καὶ γὰρ μεγαλοψυχὸς τὸ ἀποκημινομένην, ὡς αὖτε καὶ κακὰ. (Ethic. Nicom. Lib. IV. Cap. VIII. pag. 51. C. Tom. II. Ed. Paris.) CICÉRON dit, suivant cela, qu'il n'y a rien de plus digne d'un Grand Homme, que d'être facile à appaiser, & clément: Nihil enim laudabilius, nihil magno & praeclaro viro dignius placabilitate, atque clementia. De Offic. Lib. I. (Cap. XXV.) GROTIUS.

(5) Voyez un passage de CICÉRON, qui a été déjà cité ci-dessus, Chap. XX. §. 39. num. 3. SENE-

QUE dit, que le Sage relâche bien des choses, & qu'il laisse vivre bien des Coupables, lors qu'ils paroissent disposés à se corriger: Sapient multa remittit: multos parum sani, sed sanabili ingenii, servabit. De Clement. Lib. II. Cap. VII. PROCOPE remarque, que pour l'ordinaire un repentir survenu à tems déferme la personne offensée, & l'engage à pardonner: Μετάμελθον γὰρ ἐν δότῃ ἐπταικίῳ ἐπιγινώσκουσιν, συγγνώμους αὐτοῖς τὰς ἡδικημένας ποιεῖν ἴσως. Vandalic. Lib. II. GROTIUS.

§. IV. (1) Les Goths représentoient à Bélisaire, que les Souverains de l'une & de l'autre Nation ne devoient pas sacrifier à leur propre gloire la conservation de leurs Sujets, mais préférer ce qui étoit juste & utile, non seulement à eux, mais encore à leurs Ennemis: Ὅταν δὲ αὐτὰ ἕκαστος ἔχη, τῆς ἐκατέρωθεν ἡγεμένης προσήκει μὴ δόξης τῆς οἰκείας τὴν τῶν ἀρχομένων σωτηρίαν προεῖναι· ἀλλὰ τὰ τε δίκαια, τὰ τε συμφέρα, καὶ σφίσι αὐτοῖς μόνον, ἀλλὰ καὶ τοῖς σφῶν ἐναντίοις ἐλέειν. Gothic. Lib. II. (Cap. VI.) GROTIUS.

(2) PLUTARQUE parle du Roi: Ἀλλὰ παρὰ τῶν ἰδοι τὴν ἀρχὴν τὴν πόλεμιν δεξιόμενον, ὡς δίκαιον, τὸν ἀρχοντα, τότε σκοπεῖν περὶ τῆς συμφέροντος. In Vit. Numi. pag. 68. B. Tom. I. Ed. Wech. Nôtre Auteur cite ici, dans une Note, un passage de THUCYDIDES, qui se trouve déjà rapporté ci-dessus, Chap. XX. §. 4. num. 1.

(3) Dans la Harangue d'Hannibal à Scipion: Quam tuas vires, tum vim fortunae. Martemque belli communem, propone animo. Lib. XXX. Cap. XXX. num. 20.

(4) Ce sont les Ambassadeurs d'Athènes, qui parlent aux Lacédémoniens: Τὰς δὲ πόλεμιν τὸν παραλόγον, ὅς ἐστι, πρὶν ἐν αὐτῷ γενέσθαι, προδίδυνται. Lib. I. Cap. LXXVIII. Edit. Oxon. Nôtre Auteur, pour avoir cité ce passage sur la foi de STOBÉE, (Florileg. Tit. L.) le rapporte un peu autrement à l'égard des termes, qu'il n'est conquis dans l'Original.

on délibère sur la Guerre, personne ne pense qu'il court risque d'y mourir, on jette tout le danger sur les autres. Mais si, avant que de donner son suffrage, on eût en la mort présente à ses yeux, on auroit évité de courir en furieux à sa ruine: c'est ce qu'EURIPIDE (5) dit des Grecs, & qu'on peut bien appliquer à tous les autres États.

(h) *Plutarch. in Vit. Camill. pag. 149. Tom. I. Ed. Wech. T. Liv. Lib. VI. Cap. 26.*

(c) *Voiez Procop. Vandal. Lib. II. Cap. 5. & Gothic. Lib. I. Cap. 3. (d) Geograph. Lib. VII. pag. 462. Ed. Amst. (301. Ed. Paris.)*

2. Aussi y en a-t-il eu, qui ont pris cette sage précaution. Les *Tusculans*, (b) en souffrant tout, & ne refusant rien, obtinrent la paix des *Romains*. En vain un Général Romain chercha-t-il querelle aux *Eduens*, au commencement de l'Empire d'*Othon*: ce Peuple ne se contenta pas de donner de l'argent, & des armes, qu'on lui demandoit, il fournit encore des vivres, sans exiger qu'on les lui paiait; comme nous l'apprenons de (6) *TACITE*. La Reine *Amalazonte* dit aux Ambassadeurs de l'Empereur *Justinien*, (c) qu'elle ne vouloit point avoir de guerre avec lui.

3. On peut aussi prendre un milieu en ces cas-là, comme fit autrefois, au rapport de (d) *STRABON*, *Syrnus*, Roi des *Triballiens*. *Alexandre le Grand* vouloit entrer dans l'île de *Peuce*; il l'en empêcha, & lui envoya en même tems des présens honorables, pour lui montrer que ce qu'il en faisoit, c'étoit par une juste crainte, & non par aucune haine ou aucun mépris qu'il eût pour lui.

§. V. I. ON délibère, en partie sur les fins (j'entens, sur les (1) fins subordonnées, & non pas sur les dernières) en partie sur les moiens nécessaires pour y parvenir. La *Fin* que l'on se propose, est toujours quelque Bien, ou du moins l'éloignement de quelque Mal, ce qui tient souvent lieu de Bien. Les *Moiens* ne sont pas recherchez pour eux-mêmes, mais entant qu'ils mènent à la *Fin*, de l'une ou de l'autre manière. Ainsi, dans toute délibération, il faut comparer non seulement les Fins les unes avec les autres, mais encore la vertu qu'ont les *Moiens* pour faire obtenir ces Fins. Car, comme *ARISTOTE* l'a très-bien remarqué, (2) *les Propositions qui roulent sur quelque action, sont de deux sortes: les unes, où il s'agit de ce qui est Bon; les autres, où il s'agit de ce qui est possible.*

2. Pour faire cette comparaison, il y a trois (3) Règles à observer. I. Si la chose, dont il s'agit, paroît, à en juger moralement, avoir autant de disposition à produire du Mal, qu'à produire du Bien, il ne faut s'y déterminer, (4) qu'au cas que le Bien qu'on en espère, renferme, pour ainsi dire, un plus grand degré de Bien, que le Mal qu'on en appréhende ne renferme de Mal.

3. II. Si le Bien & le Mal, qui peuvent provenir de la chose dont il est question, paroissent égaux; il ne faut s'y déterminer, qu'au cas que l'on y voie plus de disposition

(5) Ὅταν γὰρ ἔλθῃ πόλεμος εἰς ψῆφον πόλεως, οὐδείς ἐν αὐτῇ θάνατον ἐκλογίζεται. Τὸ δυσχερές δὲ τὸτ' ἐς ἄλλον ἐκτρέπει. Εἰ δ' ἦν παρ' ὅμμα θάνατος ἐν ψήφῳ φορᾷ, οὐκ ἂν ποῦ ἑκάς δοξίμανος ἀπώλετο.

Supplic. vers. 481, & seqq.

(6) *Frustra adversus Aduos quæstæ belli causa. jussu pecuniam atque arma deferre, gratuitos insuper commentus prabuere.* (Hist. Lib. I. Cap. LXIV. num. 5.) Sous l'Empire de *Septimius Sévère*, un Roi d'*Arménie* prévint la Guerre dont cet Empereur le menaçoit, en lui envoyant de lui-même des Otages, avec des présens. *Voiez HERODIEN*, Lib. III. (Cap. IX. num. 3. Ed. Bæcl.) *GROTIUS*.

§. V. (1) Ces Fins subordonnées peuvent être regardées comme des *Moiens*, par rapport à la dernière.

(2) Αἱ δὲ προτάσεις αἱ ποιητικαὶ διὰ δύο εἰδῶν γίνονται, διὰ τε τῆς ἀγαθῆς, καὶ διὰ τῆς δυνάτῃς. De Animalium motione, Cap. VII. pag. 705. D. Tom. I. Ed. Paris.

(3) *Voiez l'explication de ces Règles, dans PUFENDORF, Droit de la Nat. & des Gens, Liv. I. Chap. II. §. 7.*

(4) C'est ce que l'Orateur *ARISTIDE* exprime ainsi: „ Quand l'avantage qu'on espère est moindre, que le „ mal qu'on a à craindre, il vaut mieux alors faire „ la paix. Οὐκὲν ὅτ' ἐλαττον τῶ δυσχερέος τὰγαθόν, κρείττον διήμαχθαι. [Orat. I. De Pace, Tom. II. pag. 63. B. Ed. P. Steph.] *ANDRONIC* de Rhodes, faisant le portrait du *Magnanime*, dit qu'il ne s'expose aux dangers, que pour des sujets fort considérables. [Οὐ γὰρ συνεχῶς εἰς κινδύνους αὐτὸν ἐκβάλλει, διὰ τὸ μὴ τιμᾶν τὰ τυχερά, καὶ μικρῶν τινῶν καὶ ὀλίγων προαινέμεναι. μεγαλοκύνδυνος δὲ &c. Paraphr. in Ethic. Nicom. Lib. IV. Cap. V. pag. 219.] *GROTIUS*.

(5) *Narsès* applique sagement cette règle, dans *PROCOPE*, *Gothic. Lib. II. (Cap. XVIII.) GROTIUS*.

(6) J'ai déjà remarqué, dans mes Notes sur *PUSSENDORF*, à l'endroit qui vient d'être coté, qu'il y a ici dans l'Original, comparata ad malum, pour comparata efficacia ad malum. Cette omission étoit déjà dans la première Edition; & on l'a laissée passer, comme quelques autres fautes semblables, dans toutes les révisions & les Editions suivantes. Mais mon Edition a rétabli ici le Texte, comme le demandoit la pensée &

tion à produire le Bien, qu'à produire le Mal.

4. III. Si le Bien & le Mal paroissent inégaux, aussi bien que la disposition des choses à produire l'un & l'autre ; il ne faut se déterminer à ce dont il s'agit, qu'au cas (5) que la disposition à produire du Bien, comparée avec la disposition opposée, la surpasse à proportion plus considérablement, que le Mal ne surpasse le Bien ; ou au cas que le Bien, comparé au Mal, soit plus considérable, que la disposition de la chose à produire du Mal, comparée avec (6) la disposition à produire du Bien.

5. CICE'RON établit des maximes, qui ne sont pas à la vérité aussi précises & aussi exactes que les Règles que nous venons de poser, mais qui mènent là & qui sont même conçues d'une manière qui est plus à la portée de tout le monde. (7) *Il n'y a rien, dit-il, de plus insensé, que de s'exposer sans sujet aux dangers. Quand on s'y expose, il faut imiter les Médecins, qui ne donnent que des remèdes bénins à ceux qui sont peu malades ; mais qui, dans les grandes maladies, sont contraints de hasarder des remèdes incertains & dangereux. C'est une folie, de souhaiter la Tempête, pendant qu'on jouit du Calme : mais il est d'un Homme sage, lors que la Tempête est survenue, de mettre tout en usage pour y remédier ; sur tout si le bien que l'on pourra procurer, en la dissipant, est plus grand, que le mal qui revient du trouble.* LORS qu'il n'y a pas grand chose à gagner, (8) dit ailleurs le même Auteur, & qu'au contraire, pour peu qu'on réussisse mal, on en recevra beaucoup de préjudice, à quoi bon en courir le risque ? DION de Pruse (9), & ARISTIDE (10), deux autres Orateurs, raisonnent aussi sur le même principe. Donnons-en un exemple.

§. VI. I. TACITE (1) nous apprend, que les divers Etats de la Gaule délibérèrent entr'eux, s'ils travailleroient à conserver leur liberté, ou à rechercher la paix ? Par la Liberté, il faut entendre ici la Liberté Civile, c'est-à-dire, le droit de gouverner l'Etat par soi-même : droit, qui est plein & entier dans un Etat Démocratique ; & tempéré, dans un Etat Aristocratique, sur tout dans ceux où aucun Citoyen n'est exclu des Charges. Et la Paix, dont il s'agit, est une Paix par laquelle on se rachète d'une (2) Guerre sanglante, qui est telle, qu'à bien considérer ce que l'on peut prévoir de l'événement, elle semble ne menacer de guères moins que de l'entière ruine du Peuple ; comme quand Jérusalem étoit assiégée par l'Empereur Titus.

2. Personne n'ignore, quel seroit ici l'avis d'un Caton, qui aime mieux mourir, que de se résoudre à subir la domination d'une seule personne. C'est à quoi tendent plusieurs sentences qu'on trouve dans les Auteurs, comme ce que dit un Poète, (3) *Qu'il n'est*

& l'intention de l'Auteur.

(7) *Sed fugiendum etiam illud, ne offeramus nos periculis sine causa: quo nihil potest esse stultius. Quapropter in adversis periculis consuetudo imitanda Medicorum est, qui leviter agrotantes leniter curant; gravioribus autem morbis periculosas curationes & ancipites adhibere coguntur. Quare in tranquillo tempestatem adversam optare, dementis est: subvenire autem tempestati quavis ratione, sapientis; eoque magis, si plus adipiscere, re explicata, boni, quam addubitata, mali. De Offic. Lib. I. Cap. XXIV.*

(8) *Ubi enim incertum, vel non magnam, molestum futurum sit: quid opus est parare? Lib. XIII. Epist. ad Attic. XXVII.*

(9) Que l'injure, dit-il, qu'on a reçue, soit sensible & criante tant qu'il vous plaira : il ne faut pas pour cela s'exposer soi-même à de fâcheux inconvénients : *Εἰς δὲ δίκην καὶ ἀδικον ἀλλ' ἐν ἑ τὴν μὴ δίκαιον πείσκειν, οὐδὲν ἔστιν ὅσον φιλονεικῆντας αὐτὴν περιβαλλεῖν αἰτιῶν τινι.* Il se fert, un peu plus bas, de cette comparaison : Quand un fardeau est insupportable, on cherche à s'en décharger incessamment : mais quand la charge est médiocrement pesante, & qu'on voit qu'il faut néces-

sairement la porter, ou une autre plus pesante ; on se résout alors à marcher le plus légèrement qu'il est possible : *Ὅσπερ, εἶμαι, τὰ βάρεα ταῦτ', ἂν μὲν σφόδρα πιεζῇ, καὶ ἀνέχεσθαι μὴ δυναμένα, ζητῶμεν ὡς τάχιστα ἀπορρίψαι: μετρίως δὲ ἐνοχλημένοι, καὶ ὁρῶντες ἀνάγκην εἶναι φέρειν ἢ τὸτο, ἢ τὰς μείζονας ἐτέρον, σκοπεῖμεν ὡς καφάρτα ἔπεσθαι. Orat. Tarl. II.*

(10) Lors, dit-il, que ce qu'on a lieu de craindre est plus fâcheux, que ce qu'on espère n'est avantageux, ne doit-on pas éviter de s'exposer au danger ? *Ὅτι τοῦτον μείζον ὁ φόβος τῆς ἐλπίδος, πῶς ἐκ ἀξίων φυλάξασθαι; Orat. Sic. II. Tom. II. pag. 52. D.*

§. VI. (1) Le passage a été rapporté ci-dessus, Liv. I. Chap. IV. §. 19.

(2) Notre Auteur cite ici un passage de CICE'RON, conquis en termes Grecs, qui a été cité au même endroit que je viens d'indiquer.

(3) C'est LUCAIN, qui dit cela :

*Non tamen ignavæ, post hæc exempla virorum,
Percipient gentes, quàm sit non ardua virtus
Servitium fugisse manu*

Pharsal. Lib. IV. vers. 575, & seqq.

(4) Ils

n'est pas difficile d'éviter l'Esclavage, en prenant la généreuse résolution de vaincre ou de mourir.

3. Mais la droite Raison tient un autre langage. Elle nous dit, que la Vie, qui est le fondement de tous les Biens Temporels, & qui nous fournit occasion de travailler à acquérir les Biens Eternels, vaut mieux que la Liberté, soit que vous considériez l'une & l'autre dans une seule personne, ou dans un Corps de Peuple. C'est pourquoi DIEU lui-même, lors qu'au lieu de faire périr les Hommes, il les livre à l'Esclavage, veut (a) qu'on regarde cela comme un effet de sa Bonté. Et il conseilla aux Juifs, par la bouche (b) d'un de ses Prophètes, de se soumettre à l'Esclavage des *Babyloniens*, pour éviter de mourir par la famine ou par la peste. Ainsi, quelques éloges que les Anciens aient donnez aux *Sagontins*, (c) la résolution (4) désespérée qu'ils prirent, lors qu'ils étoient assiégés par *Hannibal*, n'est point à approuver, non plus que tout ce qui tend là. Car la destruction d'un Peuple doit être regardée ici comme le plus grand de tous les Maux. CICÉRON donne (5) pour exemple d'un cas de Nécessité, l'état des *Casiliniens*, qui furent contraints de se rendre à *Hannibal*: mais c'étoit avec cette alternative, s'ils (6) n'aimoient mieux mourir de faim. DIODORE de Sicile, parlant des *Thébains* qui vivoient du tems d'*Alexandre le Grand*, (7) juge, qu'ils se montrèrent plus courageux, que sages, en attirant la ruine entière de leur Patrie. PLUTARQUE porte un semblable jugement de *Caton*, dont nous avons parlé un peu plus haut, & de *Scipion*, qui ne voulurent point se soumettre à *César*, après la fameuse bataille de *Pharsale*, où celui-ci étoit demeuré Vainqueur: (8) Ils sont blâmables, dit-il, d'avoir causé sans nécessité la perte d'un grand nombre de gens.

4. Ce que j'ai dit de la Liberté, il faut le dire aussi des autres choses que nous aimons, & qui sont l'objet innocent de nos desirs: on doit les sacrifier, lors que l'on a autant ou plus de sujet de craindre un plus grand mal. Car, comme le dit très-bien l'Orateur ARISTIDE, (9) pour sauver un Vaisseau, c'est la coutume de jeter dans la Mer les marchandises, & non pas les personnes qu'il porte.

§. VII. I. UNE autre chose qu'il faut bien remarquer, en matière des Guerres qui ont

(4) Ils se brûlèrent, avec leurs Femmes, leurs Enfants, & toutes leurs richesses. Voyez TITE LIVRE, Lib. XXI. Cap. XIV. Notre Auteur cite ici, sans dire de qui il est, un vers, qui fait partie du discours que LUCAIN met dans la bouche des Députés de *Marseille*, parlans à *César*. Le voici, avec celui qui précède:

*Nec pavet hic populus pro libertate subire
Obsessum Pano gessit quod Marte Saguntum.*

Lib. III. vers. 349, 350.

(5) Atque etiam hoc mihi videor dicere, esse quasdam cum adjunctione necessitudines; quasdam simplices & absolutas. Nam aliter dicere solemus: Necessè est *Casilinenses* se dedere *Annibali*; aliter autem: Necessè est *Casilinum* venire in *Annibalís* potestatem. Illic in superiore adjunctio est hæc; Nisi malint fame perire. Si enim id malunt, non necessè est. De Invent. Lib. II. Cap. LVII.

(6) *Anaxilas*, qui avoit rendu la Ville de *Byzance*, à cause de la famine, se justifia par là. Il dit, que les Hommes devoient combattre contre les Hommes, & non pas contre la Nature. C'est ce que rapporte *XE'NOPHON* (*Hist. Græc.* Lib. I. Cap. III. §. 12.) *PROCOPE* remarque, qu'on ne loue point, parmi les Hommes, ceux qui courent à la mort, tant qu'il y a quelque espérance qui paroît plus grande que le danger: Οὐ γὰρ ἐπαινῶσι τὴν ἐκείνων τελευταίαν ἀνδραπείαν, ἔθθα τις ἐπικρατεῖται τῷ κατ' αὐτὴν κινδύνῳ ἰλπίσι. Gotthic. Lib. IV. (feu *Hist. Misc.* Cap. XII. dans la Harangue que *Bessas* fait à la Garnison d'une Citadelle, pour l'exhorter à se rendre.) Un Poète Allemand fait dire à *Guy Blandrate*, dans un Discours à

ceux de *Milan*, qu'aucun Homme de bon-sens n'aime sa liberté, plus que sa vie; & que ce n'est pas amour de la Liberté, mais vaine gloire, de s'exposer à une perte certaine, que l'on peut éviter:

*- Omnia securi pro libertate feremus.
Sed libertatem contenti nemo salute
Sanus amat: neque enim certe susceptio cladis,
Quam vitare quæmus, nisi cum ratione Salutis,
Libertatis amor, sed gloria vana putanda est.*

GUNTHER. Ligurin. (*Lib. VIII.* pag. 397. Edit. Reuber.) GROTIUS.

Il est bien vrai, qu'*Anaxilas* s'excusa sur la famine, qui pressoit la Ville: mais la sentence que notre Auteur lui prête, ne se voit point dans l'endroit de *XE'NOPHON*, que j'ai noté, où il est parlé de ce Commandant de *Byzance*. Je m'imagine, que notre Auteur a confondu dans son esprit ce que le même Historien fait dire à *Cyrus*, Qu'il n'y a point d'homme assez vaillant & assez vigoureux, pour combattre contre la Faim & le Froid: Τίς ἐν ἡμῶν ἀγαθὸς, ἢ τίς ἐτω ἰσχυρὸς, ὅς λιμῶν ἢ ἔχει δύναται ἀνμαχόμενοι στρατεύεσθαι; *Cyrop.* Lib. VI. Cap. I. §. 10.

(7) Τοῖς παρασημασιν ἀνδρείοτερον μάχων ἢ φρονιμώτερον χρησάμενοι, προέπεσον εἰς πᾶνδραμον τῆς πατρίδος ὁλεθρον. Lib. XVII. (Cap. X.) Le même Historien parlant de la Guerre, que les *Athéniens* entreprirent, après la mort d'*Alexandre le Grand*, dit, qu'au jugement des plus sages, ils avoient bien par là travaillé à acquérir de la gloire, mais non pas pensé à leur intérêt: Πρὸς εὐδοκίαν εὐβουλεύσθαι, τῷ δὲ συμφέροντι δημιουργηκέναι. C'est que, comme on l'ajoute un peu plus

ont pour but de punir ceux contre qui on prend les armes, c'est de ne s'engager jamais dans une telle Guerre, lors que celui qu'on veut attaquer est aussi fort, que nous. (a) Un Juge Civil doit être beaucoup plus fort, que le Criminel qu'il condamne: il en est de même d'une Puissance, qui prend les armes pour punir les crimes d'une autre.

(a) *Cajetan.*
II. 2. Quæst.
XCV. Art. 8.

2. Et ce n'est pas seulement par prudence, ou par charité envers ses Sujets, qu'on doit s'abstenir d'une Guerre dangereuse; on y est souvent obligé (b) par la Justice même, c'est-à-dire, par la Justice du Gouvernement, laquelle, par une suite de la nature même du Gouvernement, oblige le Supérieur à avoir soin de ses Inférieurs, autant que les Inférieurs à lui obéir.

(b) *Molin.*
De Instit.
Tract. I. Cap.
CII.

3. D'où il s'ensuit, comme les Théologiens l'enseignent avec raison, qu'un Roi qui entreprend la Guerre pour de légers sujets, ou pour venger sans nécessité quelque offense, dont il ne peut tirer raison sans s'exposer à un grand danger, est tenu de réparer les dommages que ses Sujets en souffrent. Car quoi qu'en ce cas-là il ne fasse aucun tort à l'Ennemi, il en fait un très-réel à ses Sujets, en attirant sur eux de si grands maux pour de tels sujets. En un mot, comme le dit TITE LIVE, (1) la Guerre n'est juste, que lors qu'elle est nécessaire, & qu'on n'a d'autre ressource que dans les Armes.

§. VIII. IL ARRIVE donc rarement que le sujet de Guerre qu'on a soit tel, (1) qu'on ne puisse ou qu'on ne doive pas le négliger. Cela a lieu, lors que, comme parle FLORUS, (2) toute la justice qu'on a à attendre est plus cruelle, que les Armes mêmes. SENEQUE remarque, (3) qu'on se jette dans les dangers, lors qu'en demeurant les bras croisez on auroit autant à craindre. Ajoutons, & à plus forte raison, quand on auroit à craindre quelque chose de pis, selon la maxime (4) d'ARISTIDE. On fait bien, ainsi que le dit (5) TACITE, de préférer la Guerre à une misérable Paix; c'est-à-dire, lors que, comme le même Historien s'exprime ailleurs, (6) les choses sont dans une telle situation, que, si l'on est vaincu, on n'en sera pas

plus bas, il n'y avoit point alors de nécessité de s'exposer aux hazards de la Guerre, διακινδυνεύειν μηδεμιᾶς ἀνάγκης κατεπεὶρῆσθαι. Dequoil ils auroient dû être détournés par l'exemple des Thébains. (Lib. XVIII. Cap. X.) GROTIUS.

(8) Αἰτίαν ἔχουσιν, ὥς πολλὰς καὶ ἀγαθὰς ἀνδράς ἐν Λιβύῃ παραναλασσάτας. Ceci se trouve dans la Vie d'Orthon, pag. 1072. D.

(9) Voici apparemment le passage, que notre Auteur a eu dans l'esprit. Cet Orateur dit, qu'un Maître de Vaisseau ne peut commander à aucune des personnes de l'équipage de se jeter dans la Mer, mais seulement de jeter les marchandises dans la Mer, pour sauver les personnes: Οὐκ ἐνὶ τῷ κυβερνήτῃ πρὸς ἑδνα τῶν ἐμπλεόντων εἰπεῖν, ὅτι χρὴ τῷ θανάτῳ καταφρονῆσαι, ἐδ' ὅτι ἐξ ἐπιτήδεος αὐτὸν εἰς τὴν θάλατταν ῥίψαι· ἀλλ' ὅσον τῶν σκευῶν ἐκβαλεῖν, καὶ ταῦτα ὑπὲρ σωτηρίας τῶν σωμάτων. Orat. Platonic. II. Tom. III. pag. 283. B.

§. VII. (1) *Justum est bellum*, Samnites, quibus necessarium: *Est* pro arma, quibus nulla, nisi in armis, relinquatur spes. Lib. IX. (Cap. I. num. 10.) OVIDE fouhate, qu'on ne fasse la Guerre que pour sa propre défense:

Sola gerat miles, quibus arma coerceat, arma.

Fastor. Lib. I. (vers. 715.) GROTIUS.

§. VIII. (1) Le Grammairien SERVIVS suppose, qu'il n'y en a aucun de si juste, que l'on doive l'embrasser. C'est en expliquant un vers de VIRGILE, où le Poète dit, que les Dieux avoient pitié de la vaine colère des deux Partis Ennemis, & du peu de repos

TOM. II.

que les hommes se donnent:

Di Jovis in telis iram miserantur inanem

Amorum, & tantos mortalibus esse labores.

IRAM MISERANTUR INANEM.] Generaliter dicit omnem iram bellicam. ubi enim tam inanis iracundia est, quam in bello, ubi, ut pereamus, irascimur? Aut quia nulla causa tam justa est, ut propterea bellum geri debeat. nam ideo ait, ET TANTOS MORTALIBUS ESSE LABORES. In Æneid. X. (vers. 758, 759.) GROTIUS.

(2) Il n'y a ici que l'expression qui convienne, & cela dans un sens différent de celui de l'Historien. Il s'agit de *Quintilius Varus*, Général Romain, qui rendoit la Justice aux Germains nouvellement vaincus, d'une manière qu'ils trouvoient plus cruelle que la Guerre; ce qui les obligea à se révolter, sous la conduite d'Arminius: *Ut primum togas, & sæviora armis jura viderunt, duce Arminio arma corripuit.* Lib. IV. Cap. XII. num. 32.

(3) *Incurri in pericula, ubi quiescenti paria metuuntur.* Voilà comment notre Auteur cite ce passage, que je ne trouve nulle part.

(4) C'est dans la première Harangue touchant la Paix: Τότε γὰρ χεῖρ, καὶ ἀέθλοιο ἢ τὸ μέλλον, αἰρεῖσθαι κινδυνεύειν, ὅταν τὸ τὴν ἡσυχίαν ἀγεῖν φανερώς χεῖρον ᾖ. Tom. II. pag. 67. B.

(5) *Miseram pacem vel bello bene mutari.* Annal. Lib. III. Cap. XLIV. num. 3.

(6) *Denique ausos aut Libertas sequetur, aut viclii iidem erimus.* Hist. Lib. IV. Cap. XXXII. num. 6.

Y

(7) C'est

Pas plus malheureux ; au lieu que , si une courageuse résolution est suivie d'un bon succès , on gagnera sa liberté. Ou , pour me servir des paroles de TITE LIVE , (7) lors que la Paix avec l'Esclavage est plus insupportable , que la Guerre avec la Liberté. Mais il n'en est pas de même , quand il y a lieu de craindre qu'on ne périsse , si l'on a du dessous , & qu'au contraire , si l'on est vainqueur , on ne laisse pas d'être Esclave. C'est un cas proposé & décidé comme il faut par (8) CICÉRON.

§. IX. 1. UNE autre occasion , où l'on peut entreprendre la Guerre en bonne conscience , c'est lors qu'après avoir tout bien examiné , on trouve qu'avec une cause juste , & dont le maintien est de très-grande importance , on a de son côté des forces supérieures. C'étoit la maxime d'Auguste , (1) Qu'on ne doit en venir à la Guerre , que quand il y a plus d'apparence d'y gagner , que d'y perdre. Et l'on peut appliquer ici assez bien , ce que (2) Scipion l'Africain & (3) Emilius Paulus disoient d'une Bataille , qu'il ne faut s'y engager que (4) dans une grande nécessité , ou lors qu'on en trouve une occasion très-favorable.

(a) Diod.
Sic. Lib. XVI.
Cap. XVII.

2. Ce que je viens de dire , doit être sur tout observé , quand il y a lieu d'espérer que l'on pourra venir à bout de ses desseins par la (5) crainte & le bruit de ses préparatifs , sans courir que peu ou point de risque ; comme (a) Dion conseilloit d'en user , pour délivrer Syracuse. Selon (6) PLINE le Jeune , c'est la plus belle des victoires , que de dompter son Ennemi en l'intimidant.

§. X. 1. POUR nous convaincre , combien les avis que nous donnons sont raisonnables , considérons que la Guerre est une chose très-cruelle , comme le dit (1) PLUTARQUE , & qui entraîne après soi une infinité d'injustices & de violences. Voici là-dessus des pensées de St. AUGUSTIN : (2) Si je voulois faire un détail exact des malheurs horribles & en grand nombre , auxquels on est exposé , des cruelles nécessités auxquelles on est réduit par la Guerre ; outre que je ne pourrois pas m'en acquitter comme il

(7) C'est ce que disent les Samnites , prêts à secourir le joug des Romains : *Rebellasse , quod pax servientibus gravior , quam liberis bellum esset.* Lib. X. Cap. XVI. num. 5.

(8) Il parle du parti qu'il y avoit à prendre , dans la Guerre entre César & Pompée : *Depugna , inquis , potius quam servias. Ut quid ? Si victus eris , proscribere ? Si viceris , tamen servias ?* Lib. VII. ad Attic. Epist. VII.

§. IX. (1) Il parle & de l'entreprise de la Guerre , & des Batailles qu'on donne , quand on a une fois pris les armes : *Prelum quidem aut bellum suscipiendum omnino negabat , nisi quum major emolumentis spes , quam damni metus ostenderetur.* SUTTON. in Aug. Cap. XXV.

(2) Idem [Scipio Africanus] *negabat , aliter cum hoste configi debere , quam si aut occasio obveneret , aut necessitas incidisset.* VALER. MAXIM. Lib. VII. Cap. II. num. 2.

(3) In quo de Publio Africano , Pauli filio , ita scriptum est : Nam se patrem suum audisse dicere L. Emilius Paulum , nimis bonum Imperatorem signis collatis non decertare , nisi summa necessitudo , aut summa ei occasio data esset. AUL. GELL. Noct. Attic. Lib. XIII. Cap. III.

(4) PLUTARQUE donne pour maxime , qu'il n'est ni d'un sage Médecin , ni d'un bon Politique , d'en venir au fer , si ce n'est dans une extrême nécessité : Οὐ γὰρ ἀνεὶ τῆς ἐσχάτης ἀνάγκης ἐπιφέρειν σιδήρεον , ἢ τε ἰατρικόν , ἢ τε πολιτικόν , ἀλλ' αὐτεχνίας μὲν ἀμφοτέρω &c. Vita Gracchor. pag. 845. A. Tom. I. Edit. Wech. L'Empereur Marcien disoit ordinairement , qu'un Prince ne doit point prendre les armes , tant qu'il peut demeurer en paix : *Μὰ δὲ δὲν ὄπλα βασιλείᾳ κινεῖν , ἕως εἰς*

νεύειν ἐξόν. ZONAR. in Marcian. Tom. III. St. AUGUSTIN dit , qu'on doit entretenir & rétablir la Paix volontairement , mais ne faire la Guerre que par nécessité ; afin que DIEU nous délivre de cette nécessité , & nous maintienne en Paix : *Pacem habere , voluntatis est : bellum autem debet esse necessitatis , ut liberet DEUS à necessitate , & conservet in pace.* Epist. L. Ad Bonifac. GROTIUS.

Le dernier passage n'est pas de la Lettre L. mais de la CCV. écrite au même Boniface ; & il y a même quelque différence , pour les termes , dans les Editions que j'ai vues.

(5) PLINE remarque , que les Lions , quand on les attaque , se contentent , pendant long tems , d'inspirer de la terreur par leur contenance fière & menaçante , témoignant en quelque façon par là qu'on les force à en venir aux prises : *Generositas in periculis maximè deprehenditur : non in illo tantummodo , quod spernens tela , diu se terrore solo tuctur , ac velut cogi testatur &c.* Hist. Natur. Lib. VIII. Cap. XVI. GROTIUS.

(6) *Ostentatoque bello , ferocissimam gentem , (quod est pulcherrimum victoriæ genus) terrore perdomuit [Spurinna.]* Lib. II. Epist. VII. num. 2. Ed. Cellar.

§. X. (1) Καὶ πρὸς τὴν παρόντας εἰπὼν [Κάμιλλο] ὡς χαλεπὸν μὲν ἐστὶ πόλεμον , καὶ διὰ πολλῆς ἀδικίας καὶ βιαιῶν περιαιρούμενον ἔργον &c. Vit. Camill. pag. 134. B. Tom. I. Ed. Wech.

(2) *Quorum malorum [quæ ex bello nascuntur] multas & multiplices clades , diras & duras necessitates , si , ut dignum est , eloqui velim ; quamquam nequaquam , sicut res postulat , possum ; quis erit prolixæ disputationis modus ? Sed sapiens , inquit , iusta bellum gesturus est. Quis non , si se hominem meminit , multo magis dolebit iustorum ne-*

il faut, ce ne seroit jamais fait. Mais, direz-vous, le Sage ne fera que des Guerres justes. Fort bien : mais si ce Sage se souvient qu'il est Homme, il sera beaucoup plus fâché de se voir réduit à la nécessité d'entreprendre une Guerre juste ; puis que, s'il n'en avoit pas un juste sujet, il ne seroit pas autorisé à prendre les armes, & ainsi il ne les prendroit jamais. En effet, c'est l'injustice de l'autre Partie qui rend la Guerre juste, & quelquefois même nécessaire, de la part d'un Homme sage : & tout Homme doit déplore (3) cette injustice, par cela seul que c'est un autre Homme qui s'en rend coupable, lors même qu'elle ne met pas dans la nécessité de faire la Guerre. Quiconque donc envisage avec douleur des maux si grands, si horribles, si cruels, doit avouer qu'il est malheureux de se voir réduit à les causer. Que si on les souffre ou si on y pense sans douleur, on est beaucoup plus malheureux, en ce que l'on tient pour un bonheur, d'avoir dépouillé les sentimens de l'Humanité. Le même Père dit ailleurs, (4) que les Méchans se croient heureux de faire la Guerre, au lieu que les Gens-de-bien la regardent comme une fâcheuse nécessité. MAXIME de Tyr, Orateur & Philosophe Païen, dit à peu près (5) la même chose.

2. Certainement, un Homme ne doit pas être prodigue du sang d'un autre Homme, selon la maxime (6) de SENEQUE. Et si les Princes peuvent rechercher la Gloire, ce n'est (7) qu'en vue de porter par tout la paix & la prospérité, & non pas pour être des pestes du Genre Humain, ou de grands fleaux ; selon le précepte que Philisqe donnoit à Alexandre le Grand ; voulant dire que le carnage des Peuples, le saccagement des Villes, sont des actions dont les auteurs peuvent être regardez comme des pestes ; au lieu qu'il n'y a rien de plus digne d'un Roi, que de travailler à la conservation de tous les Hommes, qui est le fruit de la Paix.

3. Si, selon la Loi des anciens Hébreux, une personne qui en avoit tué une autre, même sans y penser & sans dessein, étoit (a) obligée de s'enfuir : si Dieu ne vou-

(a) Nombr.
XXXV. Deux-
tér. XIX.

cessitatem sibi extitisse bellorum : quia, nisi justa essent, ei gerenda non essent ; ac per hoc sapienti nulla bella essent. Iniquitas enim partis adversæ justa bella ingerit gerenda sapienti, immo & necessaria : quæ iniquitas homini utique dolenda, quia hominum est, etsi nulla ex eo bellandi necessitas nascatur. Hæc itaque mala tam magna, tam horrenda, tam sæva, quisquis cum dolore considerat, miseriam necessesse est futeatur, quisquis autem vel patitur ea sine animi dolore, vel cogitat, multo utique miserius ideo se putat beatum, quia & humanum perdidit sensum. De Civit. Dei, Lib. XIX. Cap. VII.

(3) Les Ambassadeurs de Lacédémone dans un Discours que DIODORE de Sicile leur prête, déclarent, qu'ils se croient obligez de prendre à témoin les Dieux & les Hommes, que les Lacédémoniens ne font pas la cause des malheurs terribles & en grand nombre que la Guerre entraîne ordinairement après soi : Θεωρῶντες γὰρ τὰς ἐν τῷ πολέμῳ φιλονεικίας πολλὰ καὶ δεινὰ πάθη ποίους, οἰόμεθα δεῖν φανερόν ποιῆσαι πᾶσι καὶ Θεοῖς καὶ ἀνθρώποις, ὅτι τῶν ἡκίστα πάντων ἔσμεν αἰτιοί. Lib. XIII. (Cap. LII.) PLUTARQUE parlant du Roi Numa, qui tourna toutes ses vues du côté de la Paix, se fait cette objection : N'est-ce pas par les Guerres, que Rome s'est agrandie ? Sur quoi il dit, qu'il faudroit bien des discours pour répondre à la question, lors qu'on a à faire à des gens qui font consister la prospérité dans les Richesses, dans les Plaisirs, & dans la domination, plutôt que dans la Sécurité publique, dans la Douceur, & la Clémence, dans un Esprit content de son sort & inviolablement attaché à la Justice : Τί ἂν ; (Φήσιν τινες) ἐκ ἐπὶ τὸ βέλτιον προῦλθεν ἡ Ῥώμῃ τοῖς πολεμικοῖς ἐρωτῶν ἐρωτήματα μακρὰς ἀπο-

κρίτους δόμειων, πρὸς ἀνθρώπους τὸ βέλτιον ἐν πλείω, καὶ τευφῇ, καὶ ἡγεμονίᾳ, μάλλον ἢ σωτηρίᾳ, καὶ περσότητι, καὶ τῇ μετὰ δικαιοσύνης αὐταρχίᾳ, τιδεμένους. Vit. Num. (pag. 78. B. Tom. I. Ed. Wech.) Le Médecin Etienne représentoit à Chosroez, Roi des Perses, que le Carnage, les Combats, la prise des Villes lui pourroit bien faire donner quelque autre titre, mais non pas celui d'Homme-de-bien : Οὐκὲν, ὦ κράτιστε Βασιλεῦ, Φόνος σοὶ καὶ μάχας ἐργαζομένη, καὶ πόλεων ἀνδραποδισμός, τῶν μὲν ἀλλων ἰσως ἐνοματων παρῆσαι τυχέει, τὸ δὲ ἀγαθὸν εἶναι δοκεῖν, οὐ μήποτε ἔσαι. Persic. Lib. II. (Cap. XXVI.) Voyez un beau passage de GUICCIARDINI, Liv. XVI. (§. 4. dans le Discours de l'Evêque d'Osime.) GROTIUS.

(4) Belligerare, malis videtur felicitas, bonis necessitas. De Civit. Dei, Lib. IV. Cap. XV.

(5) Il dit, que, mis à part même l'injustice, la Guerre est toujours une fâcheuse nécessité : Ἡς [πολεμικῆς] καὶ ἀφ' ἑλγος τὸ ἄδικον, ἐλεεινὸν αὐτῆς τὸ ἀναγκαιόν. (Dissert. XIV. pag. 146. Ed. Davis.) Et plus bas, il ajoute, que les Gens-de-bien ne font la Guerre que par nécessité ; au lieu que les Méchans s'y portent d'eux-mêmes : Φαίνεται τοίνυν ὁ πόλεμος, τοῖς μὲν δικαίοις ἀναγκαῖον ὦν, τοῖς δὲ ἀδικοῖς ἐκείσις. GROTIUS.

(6) Quæ [Clementia] alieno sanguini, tamquam suo, parcat, & scit homini non esse homine prodigè utendum. Epist. LXXXVIII. pag. 390. Edit. Gron. maj.

(7) Δόξης φροντίζε, ἀλλὰ μὴ ἔσο λοιμός, καὶ μὴ μεγάλη νόσος, ἀλλὰ εἰρήνη καὶ υἡγεία. ÆLIAN. Var. Hist. Lib. IV. Cap. XI.

(b) *I. Chron.*
XXVIII, 3.

lut pas (b) que David lui bâtit un Temple, parce (8) qu'il avoit répandu beaucoup de sang, quoi qu'il n'eût fait que des Guerres justes : Si, parmi les (9) anciens Grecs on avoit besoin de quelque expiation, lors qu'on avoit souillé sa main du sang de quelcun, quoi qu'on l'eût fait innocemment : qui ne voit, sur tout si l'on est Chrétien, que la Guerre, quoique non injuste, est toujours une chose très-malheureuse & de très-mauvais augure, & qu'on doit faire tous ses efforts pour l'éviter ? Dans l'ancienne Eglise Grecque on observa pendant long tems un Canon, par lequel ceux qui avoient tué quelque Ennemi, dans quelle Guerre que ce fût, étoient excommuniés (c) pour trois ans.

(c) *Basil.*
ad Amphiloeb.
II, 13. *Zonar.*
in Niceph.
Phoc. Tom.
III.

CHAPITRE XXV.

Des GUERRES qu'on fait POUR AUTRUI.

I. Qu'on peut légitimement faire la GUERRE POUR SES SUJETS : II. Mais qu'on ne doit pas toujours s'y engager en leur faveur. III. Si l'on peut livrer à l'Ennemi un Sujet innocent, pour se garantir de quelque danger ? IV. Que l'on peut aussi prendre justement les armes pour ses Alliez, tant égaux, qu'inégaux : V. Et pour ses Amis : VI. Et même pour tous les Hommes. VII. Mais qu'on peut néanmoins, en ce dernier cas, s'abstenir innocemment de la Guerre, lors qu'on auroit à craindre pour soi-même, ou même pour la vie de celui qui fait du tort à un autre. VIII. Si une Guerre entreprise pour la défense des Sujets d'autrui, est juste ? IX. Que les Alliances pour la Guerre, sans distinction de cause, sont injustes ; aussi bien que le métier de ceux qui servent pour toute Puissance qui les paie, sans s'embarrasser d'autre chose. X. Qu'il y a même du péché à servir principalement en vue du butin qu'on peut faire, ou de la paie qu'on tire.

(a) *Liv. I.*
Chap. V.

§. I. 1. NOUS avons prouvé ci-dessus, en (a) parlant de ceux qui font la Guerre, que naturellement chacun est autorisé à maintenir non seulement ses propres droits, mais encore ceux d'autrui. Ainsi les mêmes raisons qui rendent la Guerre juste par rapport aux intéressés, la rendent aussi juste par rapport aux autres qui les secourent.

(b) *Nat.*
war. Lib.
XXIV. Cap.
XVIII.

2. Or (1) ceux qu'on doit défendre les premiers, & pour lesquels il est le plus nécessaire de s'intéresser, (b) ce sont (2) CEUX QUI DÉPENDENT du Défenseur, soit en qualité de Chef de Famille, ou en qualité de Souverain : car ils font comme partie de

(8) C'est la raison qu'en rend JOSEPH : Οὐκ ἐπιτρέπει δὲ [ὁ Θεός] πολλὰς πολέμους ἡγωνισμένῳ, καὶ φόβῳ τῶν ἐχθρῶν μεμιασμένῳ, ποιῆσαι καὶ αὐτῷ. *Antiq. Jud. Lib. VII. Cap. IV.* Voyez ce qui suit. PHILON, Juif, remarque, qu'encore qu'il soit permis de tuer un Ennemi, cependant quiconque tue un Homme, quelque justement que ce soit, & en son corps défendant, semble coupable en quelque manière, à cause de la parenté commune qu'il y a entre tous les Hommes. C'est pour cela, ajoute-t-il, que l'on avoit besoin, en ce cas-là, de quelque expiation. Καὶ γὰρ εἰ νόμιμοι αἱ κατ' ἐχθρῶν σφαγαί, ἀλλ' ὅ γε κτείνων ἄνθρωπον, εἰ καὶ δικαίως, καὶ ἀμυνόμενος, καὶ βιωθεὶς, ὑπαίτιος εἶναι δοκεῖ, διὰ τὴν ἀνωτάτω καὶ κοινὴν συγγένειαν ἧς χάριν καθαρὰς αἰσθῆσαι τοῖς κτενοῦσι, πρὸς ἀπαλλαγὴν τῆ νομισθέντος ἁγῆς γεγενῆσθαι. *De Vita Moïsis, (Lib. I. pag. 650. E. Edit. Paris.)* PLINE,

après avoir parlé des Batailles que Jules César donna, dit, qu'il ne regarde pas comme une chose glorieuse pour lui, d'avoir fait tant de maux au Genre Humain, quand même il y auroit été contraint : *Non equidem in gloria posuerim tantam, etiam coactam, humani generis injuriam.* *Hist. Nat. Lib. VII. Cap. XXV. GROTIIUS.*

(9) Voyez sur PUFENDORF, *Droit de la Nat. & des Gens*, Liv. II. Chap. V. §. 15. Note 2.

CHAP. XXV. §. I. (1) Voyez PUFENDORF, *Liv. VIII. Chap. VI. §. 14.* du *Droit de la Nat. & des Gens.*

(2) PROCOPE dit, qu'il ne suffit pas, pour être juste, de ne faire du tort à personne, mais qu'il faut encore être disposé à empêcher que personne n'en fasse à ceux qui sont sous notre puissance : Οὐ γὰρ ὁ μὲν αὐτὸς ἀδικῶν δίκαιος, εἰ μὴ καὶ τὰς ὑφ' ἐτέρῳ ἀδικουμένης ἔχων ἐν ἐξουσίᾳ ῥύσθαι πέφυκε. *Perfic. Lib. II. (Cap. XV.*
dans

de celui de qui ils dépendent. C'est ainsi que les *Gabaonites* s'étant soumis à la domination du Peuple d'*Israël*, ce Peuple prit les armes (c) pour eux, sous la conduite de *Josué*. Les *Romains*, comme le remarque (3) *CICÉRON*, firent souvent la Guerre pour venger des mauvais traitemens faits à des Marchands ou des Maîtres de navire, qui étoient Citoyens de *Rome*. Les mêmes, après avoir refusé de prendre les armes pour de simples Alliez, croioient ne pouvoir s'en dispenser, lors que ces Alliez se donnoient à eux, c'est-à-dire, devenoient leurs Sujets. Et c'est pour cela que les *Campaniens* déclarent qu'ils avoient pris ce parti: (4) *Afin* (disent-ils dans *TITE LIVE*) que vous défendiez ce qui va être à vous, puis que vous n'avez pas voulu le défendre, pendant qu'il étoit à nous. L'Alliance qu'il y avoit entr'eux & les *Romains* devint alors plus étroite, selon (5) *FLORUS*: on crut qu'il étoit de la foi publique, de ne pas abandonner ceux qui s'étoient donnez au Peuple Romain, comme le dit encore (6) *TITE LIVE*.

§. II. Les Souverains ne sont pourtant pas toujours obligez de prendre les armes pour quelcun de leurs Sujets, encore même que ceux-ci aient juste sujet de se plaindre. Mais il faut qu'on puisse en venir à cette extrémité sans nuire ou à tous les autres Sujets, ou au plus grand nombre. Car le devoir des Souverains a pour objet tout le Corps, plutôt que les Membres: & plus une Partie est grande, plus elle approche de la nature du Tout.

§. III. 1. Si donc (1) un Sujet, quoi qu'innocent, est demandé par un Ennemi qui veut le faire périr, (a) il n'y a point de doute (2) qu'on ne puisse l'abandonner, lors qu'on voit que l'Etat est de beaucoup plus foible, que cet Ennemi. *FERRDINAND VASQUEZ*, (b) dispute contre cette opinion. Mais si l'on considère sa pensée, plutôt que ses paroles, on trouvera qu'il semble ne vouloir autre chose, si ce n'est qu'on ne doit pas facilement abandonner en ce cas-là un Sujet, tant qu'il y a quelque espérance de pouvoir le défendre. Car il allégué entr'autres l'exemple de l'Infanterie Italienne, qui abandonna *Pompée*, lors que ses affaires n'étoient pas encore tout-à-fait désespérées, sur les assurances que *César* lui donna qu'il ne la feroit point périr: action, que notre Jurisconsulte désapprouve avec raison.

2. Mais peut-on aussi livrer soi-même entre les mains de l'Ennemi un Sujet innocent, lors que l'Etat est menacé de périr, s'il ne le fait? Ce n'est pas d'aujourd'hui que les Savans sont partagez sur cette question. Elle a été agitée depuis long tems, comme quand (3) *Démophilène* proposa cette Fable célèbre de la demande que les Loups firent aux Brebis, de leur livrer leurs Chiens, si elles vouloient qu'ils fissent la paix ensemble.

3. *VASQUEZ* tient ici pour la négative; & non seulement lui, mais encore un Au-

dans la Harangue des Ambassadeurs du Prince des *Laziens*, à *Chosroez*, Roi des *Perfes*.) *GROTIUS*.

(3) *Majores vestri saepe, mercatoribus ac naviculariis injuriosis tractatis, bella gesserunt. Orat. pro Leg. Manil. Cap. V. Quot bella majores nostros, & quanta suscepisse arbitramini, quod cives Romani injuriâ adfecti, quod navicularii retenti, quod mercatores spoliati dicerentur? In Verr. Lib. V. Cap. LVIII.*

(4) *Quandoquidem, inquit [princeps legationis Campanorum] nostra tueri adversus vim atque injuriam justâ vi non vultis; vestra certè defendetis. Itaque Populum Campanum &c. TIT. LIV. Lib. VII. Cap. XXXI. num. 3.*

(5) *Erat fœdus cum utrisque [Samnitibus & Campanis] percussum: sed hoc Campani sanctius & prius, omnium suorum deditione, fecerant. Lib. I. Cap. XVI. num. 2.*

(6) *Tum jam fides agi visû, deditos non prodi. Ubi supra, num. 7.*

§. III. (1) Voyez *PUFENDORF*, *Liv. VIII. Chap. II. §. 5.*

(2) Voyez le conseil que le Patriarche *Nicéphore* donna à l'Empereur *Michel Rangabe*, touchant quelques fugitifs de *Bulgarie* qu'il vouloit rendre au Chef des *Bulgares*, pour faire la paix avec lui. Il vaut mieux, dit là-dessus le Patriarche avec les Prêtres, qu'un petit nombre de gens souffrent, que si une grande multitude étoit exposée à des maux innombrables: *Κερίσσειν σιναι παλιν κελόντες μετρίους τινάς, ἢ πλὴν πάλαι ἀνείημι. ZONAR. (Tom. II. in Mich. Rangab.) GROTIUS.*

(3) Voyez sa Vie, écrite par *PLUTARQUE*, *Tom. I. pag. 856. E. Edit. Wech.*

(c) *Ubi supra.*(d) *Diod. Sic. Lib. XVII. Cap. XV.*(e) *Voiez Apollodor. Biblioth. Lib. III. Cap. XIV. §. 8.*

Auteur qu'il accuse d'avancer une opinion qui (4) autorise presque la perfidie ; je veux dire, (c) DOMINIQUE SOTO. Il est vrai pourtant que celui-ci soutient, que le Sujet est tenu, dans le cas dont il s'agit, d'aller se remettre lui-même entre les mains de l'Ennemi : ce que VASQUEZ nie, par la raison que la nature d'une Société Civile, où chacun est entré en vue de son propre avantage, ne demande pas un tel sacrifice. Mais tout ce qui suit de là, c'est que l'Etat ne peut pas l'exiger de son Sujet, en vertu d'un droit proprement ainsi nommé : & autre chose est de savoir, si la Charité permet au Sujet de s'en dispenser. Car il y a bien des Devoirs de Charité, dont la pratique est non seulement louable, comme le reconnoît VASQUEZ, mais encore auxquels on ne peut manquer innocemment, quoi qu'ils ne nous soient pas imposés par la Justice proprement ainsi nommée. Or il semble qu'il faille mettre en ce rang (5) le cas où, en exposant sa propre vie, on peut sauver celle d'une grande multitude de personnes innocentes. EURIPIDE fait dire à *Praxitée*, dans une Tragédie perdue, que (6) *quiconque sait compter, & distinguer entre le plus & le moins, doit convenir que la ruine d'une Famille n'est pas même à comparer avec la ruine de tout l'Etat, bien loin qu'elle soit plus considérable.* Lors qu'*Alexandre le Grand* envoya demander aux *Athéniens* les dix Orateurs qui avoient soulevé le Peuple contre lui, du nombre desquels étoit *Démotène* ; (d) *Phocion* les exhorta à souffrir la mort, à l'exemple des Filles de *Léus* & (e) d'*Hyacinthe*, plutôt que de laisser leur Patrie exposée à un mal irréparable. Voici un cas que CICE'RON suppose, & qu'il réfout, selon ce principe : (7) *Si étant sur Mer avec quelques-uns de mes Amis, il survient de divers endroits des Pirates, qui menaçaient de fondre sur le Vaisseau avec leurs Flottes, à moins qu'on ne me livrât à eux ; & que les autres, qui sont dans le Vaisseau, aimassent mieux périr avec moi, que de me livrer aux Ennemis : je me jetteroie plutôt dans la Mer, pour sauver ces autres personnes, qui me témoigneroient tant d'affection, que de les exposer, je ne dis pas à une mort inévitable, mais à un grand danger de leur vie.* Le même Orateur donne ailleurs pour maxime, (8) *qu'un Homme sage & de probité, qui respecte les Loix, & qui n'ignore pas les devoirs d'un Citoyen, pense à procurer le Bien Public, plutôt que l'avantage d'une seule personne, ou même que son propre avantage.* Dans *TITE LIVE*, un Jeune Homme de la Ville de *Passaron* dans le Pais des *Molossiens*, dit, au sujet de quelques-uns de ses Compatriotes, qui sachant qu'ils n'avoient

(4) Comme si l'Etat manquoit par là à ce qu'il a promis au Sujet, que l'Ennemi demande.

(5) Mais comme on n'est obligé de faire un sacrifice de sa propre vie, que quand on a tout lieu de croire qu'on sauvera par là l'Etat, ou un grand nombre de personnes, il faut voir si dans le cas, dont il s'agit, on a là-dessus une certitude suffisante. Celui qui demande un Innocent, pour le faire périr, donne par là lieu de tout craindre de sa part. S'il est capable de vouloir ôter la vie à une personne qui n'a rien fait pour mériter la mort, il sera aussi bien capable de manquer même à la parole qu'il auroit donnée de laisser l'Etat en repos, lors qu'on lui aura livré celui qu'il demande. En un mot on peut, ce me semble, pour l'ordinaire, regarder ces sortes de demandes comme des démarches d'une Puissance qui cherche querelle, & qui veut à quelque prix que ce soit opprimer un Prince ou un Peuple qu'il voit hors d'état de lui résister.

(6) Εἴπερ γὰρ ἀριθμὸν οἶδα, καὶ τελευτῶν
τὸ μείζον, εἰς μὲν οἶκόν τι πλείον ὄναι
Πταίτας ἀπάσης πόλεως, ἢ δ' ἴσον Φέροι.
Erechth. fragm. (vers. 82, & seqq. Edit. Barnef.) *PHILON*, Juif, dit, qu'il est injuste que le Tout ne soit regardé que comme une appendice de quelque de ses

Parties : Οὐδὲ [δικαίον] προσθήκην τὸ ὅλον μέγας εἶναι. De Vita Mosi, Lib. I. (pag. 652. B.) Il y a là d'autres choses qui méritent fort d'être lues. GROTIUS.

(7) Etenim si mihi in aliqua nave cum meis amicis naviganti hoc, Judices, accidisset, ut multi ex multis locis praedones classibus eam navem se oppressuros munitarent, nisi me unum sibi dedidissent : si id vectores negarent, ac mecum simul interire, quam me tradere hostibus mallet, jecissem me ipse potius in profundum, ut ceteros conservarem, quam illos mei tam cupidos, non modo ad certam mortem, sed in magnum vitae discrimen adducerem. Orat. pro Sextio, Cap. XX.

(8) Ut enim leges omnium salutem singulorum salutem anteponunt : Sic vir bonus & sapiens, & legibus parens, & civilis officii non ignarus, utilitati omnium, plus quam unius alicujus, aut suae, consulit. De finib. bon. & mal. Lib. III. Cap. XIX.

(9) Quae vos rabies, inquit, agitat, qui duorum hominum noxae civitatem accessionem facitis ? Equidem pro patria qui letum appetissent, saepe fando audivi : qui patriam pro se perire equum conferent, hi primi inventi sunt. Lib. XLV. Cap. XXVI. num. 8.

(10) C'est ainsi que, parmi les *Lucaniens*, il y avoit autrefois une Loi qui punissoit les Prodiges. Le même Peuple, aussi bien que les *Athéniens*, punissoient l'Oi-

à espérer aucun pardon des Romains, vouloient qu'on leur fermât les portes : (9) J'ai souvent ouï parler de gens qui sont morts pour leur Patrie ; mais il n'y a encore eu personne d'assez déraisonnable, pour prétendre, comme font ceux-ci, que la Patrie dût périr pour le sauver.

4. Mais posé qu'un Sujet innocent soit tenu de sacrifier sa vie pour le Bien Public, lors qu'un Ennemi le demande, & que le Souverain n'est pas en état de le protéger : il reste encore à savoir, si au cas que ce Sujet ne veuille pas se remettre lui-même entre les mains de l'Ennemi, on peut l'y contraindre ? SOTO, que nous avons déjà cité, le nie : & il se sert, pour appuyer son opinion, de l'exemple d'un Riche, que l'on n'a nul droit de contraindre à donner l'aumône à un Pauvre, quoi qu'il y soit obligé par les Loix de la Charité & de la Miséricorde. Mais il faut remarquer, qu'il n'en est pas des Particuliers considérez les uns par rapport aux autres, comme du Souverain comparé avec ses Sujets. Car un Egal ne peut contraindre son Egal, qu'à ce que celui-ci lui doit à la rigueur, en conséquence d'un droit proprement ainsi nommé. Au lieu qu'un Supérieur peut contraindre ses Inférieurs (10) aux choses même qui sont prescrites par les autres Vertus distinctes de la Justice, (11) ce pouvoir étant renfermé dans le droit propre du Supérieur, considéré comme tel. (f) C'est ainsi que, dans une grande disette de Blé, le Souverain oblige les Particuliers, bon gré malgré qu'ils en aient, à faire part au Public de celui qu'ils ont dans leurs Greniers. Je trouve donc plus raisonnable de dire, que, dans le cas dont il s'agit, un Sujet peut être contraint à faire ce que la Charité, ou l'amour du Bien Public, exige de lui. C'est pourquoi le même (g) Phocion, dont j'ai parlé, disoit, que les affaires étoient en si mauvais état, que si Alexandre demandoit le plus grand Ami qu'il eût, lui Phocion, comme, par exemple, Nicoclès ; il feroit le premier à opiner qu'on le livrât.

(f) Lessius,
Lib. II. Cap.
IX. Dub. 7.

(g) Plutarch.
in ejus Vit.
pag. 749. C.
Tom. I. Edit.
Wech.

§. IV. 1. VOILA pour ce qui regarde les Sujets. Il faut mettre après eux, ou plutôt au même rang, par rapport à l'obligation de les défendre par les armes, les Alliez, auxquels on s'est engagé expressément par le Traité, de donner du secours dans le besoin ; soit qu'ils se soient mis sous notre protection, comme se reconnoissant inférieurs, soit qu'on ait stipulé du secours de part & d'autre. Celui qui ne défend pas un Allié, lors qu'il le peut, est aussi coupable, que l'Agresseur, selon (1) St. AMBROISE.

2. Mais il faut se souvenir ici de ce que nous avons déjà dit ailleurs, que l'on ne peut pas innocemment s'engager à secourir quelcun dans (2) une Guerre injuste. C'est pour-

l'Oisiveté ; & les Macédoniens, l'Ingratitude. Voyez aussi ce que l'on a remarqué ci-dessus, Liv. I. Chap. I. §. 9. Note 6. GROTIUS.

Pour la Loi des Athéniens contre l'Oisiveté, on peut voir DIOGENE LAERCE, Lib. I. §. 55. avec les Notes de M'ENAGRE. Celle des Lucaniens sur le même sujet, se trouve dans un fragment de NICOLAS de Damas, rapporté par STOBÉE, Florileg. Tit. XLII. Voyez-en d'autres exemples, dans ELIEN, Var. Hist. II, 5. IV, 1. A l'égard de l'Ingratitude, punie par les Macédoniens, quelques Savans prétendent que cela n'est fondé que sur une faute des Editions de SENEQUE, De Benefic. Lib. III. Cap. VI. où on lit Macedonum, pour Medorum. Voyez ce que j'ai dit sur PUENDORF, Liv. III. Chap. III. §. 17. Note 3. de la seconde Edition.

(11) Puis que les Souverains peuvent prescrire des choses indifférentes en elles-mêmes, lors que le Bien Public le demande ; à plus forte raison peuvent-ils exiger des choses auxquelles on étoit déjà tenu par les règles de quelque Vertu, quoi qu'on n'y pût pas être contraint sans l'autorité d'un Supérieur légitime. Mais la question est de savoir, si, dans le cas dont il s'agit, il y a une obligation de Charité bien claire, & qui

puisse l'emporter sur le soin de la conservation de l'Innocent. Voyez ce que j'ai dit dans la Note 5. sur ce paragraphe.

§. IV. (1) Qui enim non repellit à Socio injuriam, si potest, tum est in vitio, quam ille qui facit. Offic. Lib. I. Cap. XXXVI. Ce Père ne parle point là des Alliez, auxquels notre Auteur applique le passage ; comme il paroît par l'exemple qui suit, de ce que fit Moïse en tuant l'Egyptien, qui insultoit un de ses Compatriotes. Socius est donc ici tous ceux avec qui l'on a quelque relation un peu particulière.

(2) Voyez SIMLER, de Republica Helveticior. [pag. 160. Edit. Elzevir. dans le Traité d'Alliance des huit Cantons.] Selon le Droit Féodal, un Vassal est tenu de servir son Seigneur dans une Guerre de la justice de laquelle il est convaincu, ou il doute seulement. Mais lors que la Guerre est manifestement déraisonnable, le Vassal n'est obligé de servir que pour la défensive : Domino guerram faciente alicui, si sciatur, quod justè, aut quum dubitatur, Vassalus eum adjuvare tenetur. Sed quum palam est, quod irrationabiliter eum facit, adjuvet eum ad ejus defensionem ; ad offendum vero alium non adjuvet, si vult. FEUDOR. Lib. II. Tit. XXVIII. GROTIUS.

(3) Dans

pourquoi les Lacédémoniens, avant que d'entrer en (3) guerre avec les Athéniens, voulurent que tous leurs Alliez jugeassent s'ils en avoient un juste sujet. Les (a) Romains laissèrent aussi aux Grecs le jugement de la justice de leur cause, dans la Guerre qu'ils entreprirent contre Nabis.

(a) Tit. Liv. Lib. XXXIV. Cap. XXII.

3. Ajoutons, qu'un (4) Allié n'est pas non plus tenu de secourir l'autre, quand il n'y a aucune espérance d'un bon succès. Car toute Alliance se contracte en vue de quelque bien, & non pas pour s'attirer par là du mal.

4. Au reste, on doit défendre un Allié, même contre un autre Allié; à moins que, par un Traité antérieur, on n'ait fait quelque convention particulière, par laquelle on se soit ôté à soi-même la liberté de secourir les autres Puissances avec qui l'on viendrait à s'allier. Ainsi, supposé que la cause de ceux de (5) Corfou fût juste, les Athéniens pouvoient prendre leur défense contre les Corinthiens même, quoi qu'Alliez de plus vieille datte.

(a) Fr. Floria, de Indis, Part. II. num. 17. Cajetan. II. 2. Quæst. IV. Art. I.

(b) Genèse, Chap. XIV.

§. V. IL FAUT mettre au troisième rang les (a) Amis, auxquels, quoi qu'on ne leur ait promis aucun secours, on doit néanmoins (1) en donner à cause de l'amitié, si on peut le faire aisément & sans s'incommoder soi-même. C'est ainsi qu'Abraham (b) prit les armes en faveur de Loth son Neveu. Les Romains défendirent (2) à ceux d'Antium, de pirater sur les Grecs, comme aiant quelque parenté avec les Peuples d'Italie. Les mêmes Romains firent souvent ou menacèrent de faire la Guerre, non seulement pour leurs Alliez, à qui ils devoient du secours en vertu des Traitez, mais encore pour leurs Amis.

(a) Voyez ci-dessus, Liv. I. Chap. V.

§. VI. ENFIN, la seule liaison qu'il y a entre les Hommes par leur nature commune, qui forme la relation la plus étendue, (a) suffit pour autoriser à secourir ceux qui sont injustement insultez. Les Hommes sont nez pour s'aider les uns les autres, com-

(3) Dans la Guerre du Péloponnèse. Voyez THUCYDIDE, Lib. I. Cap. CXIX. CXXV. Ed. Oxon.

(4) Voyez ce que dit sur ceci PUFENDORF, Droit de la Nat. & des Gens, Liv. VIII. Chap. VI. §. 14.

(5) Le cas, dont notre Auteur parle, arriva un peu avant la Guerre du Péloponnèse. Voyez THUCYDIDE, Lib. I. Cap. XXXI, & seqq. & ce que l'on a dit ci-dessus, Chap. XVI. de ce Livre, §. 13. num. 4.

§. V. (1) Un homme aiant consulté autrefois l'Oracle de Delphes, le Dieu lui dit, qu'il ne vouloit lui rien répondre, si ce n'est qu'il eût à sortir au plutôt du Temple; parce qu'il n'avoit pas secouru un de ses Camarades, qui avoit été tué par des Brigands:

Ἄνδρ' ὦλ' ὅς ποτε παρὰν πρίλας ἐκ ἐδοῦθαις.
Ὁὐ σε θεμισεύσω· περικαλλέειν ἔξιδι νῆς.

GROTIUS.

Cet Oracle se trouve dans ELIEN, Var. Hist. Lib. III. Cap. XLIV.

(2) Notre Auteur a sans doute tiré ce fait de STRABON; car il n'y a rien là-dessus ni dans TITE LIVE, ni dans DENYS d'Halicarnasse, ni ailleurs, que je sache. Mais il ne rapporte pas la chose tout-à-fait exactement. Le Géographe dit, que ceux d'Antium avoient autrefois des Vaisseaux; & qu'ils faisoient le métier de Pirates en société avec les Tyrrhéniens, depuis même qu'ils furent soumis aux Romains. C'est pourquoi Alexandre s'en plaignit à ceux-ci: & depuis lui, Démétrius, qui envoya aussi aux Romains tous les autres Pirates qu'il put prendre, disant qu'il les leur livroit, à cause de la parenté qu'il y avoit entre les Grecs & les Romains; mais ajoutant, qu'il n'étoit pas digne des Romains, qui commandoient à l'Italie, & qui avoit un Temple dédié à Castor & Pollux, Divinités bienfaisantes, que tout le monde ho-

noroit du nom de Sauveurs, qu'il n'étoit pas, dis-je, digne d'eux, d'envoyer des Corsaires en Grèce. Sur quoi les Romains firent cesser ces pirateries: Καὶ πρότερον δὲ ναῦς ἐκέκτητο, καὶ ἐποιονάντων τῶν ληστῶν τοῖς Τυρρηνοῖς, καί περ ἤδη τοῖς Ῥωμαίοις ὑπακούοντες. Διέπερ καὶ Ἀλέξανδρος πρότερον ἰγκλώων ἐπέσειλε, καὶ Δημήτριος ὕστερον, τὰς ἄλλας τῶν ληστῶν ἀναπέμπων τοῖς Ῥωμαίοις, χαρίζεσθαι μὲν αὐτοῖς ἔφη τὰ σώματα, διατῆν πρὸς τὰς ἑλλήνας συγγένειαν· ἃ καὶ ἐξὶν δὲ τὰς αὐτὰς ἀνδράς στρατηγεῖν τε ὅμοι τῆς Ἰταλίας, καὶ ληστῆρας ἐκπέμπειν· καὶ ἐν μὲν τῇ ἀγορᾷ Διοσκυρέων ἔσθον ἰδρυσαμένους τιμᾶν, ὥς πάντες σωτήρας ὀνομάζουσιν, εἰς δὲ τὴν Ἑλλάδα πέμπειν τὰς τῶν ἐκείνων πατρίδων λεηλατησούσας. Ἐπαύσαν δ' αὐτὰς Ῥωμαῖοι τῆς τοιαύτης ἐπιτηδεύσεως. Geograph. Lib. V. pag. 354, 355. Edit. Amstel. 232. Edit. Paris. Casaub. Cela ne semble pas s'accorder trop bien avec ce que dit TITE LIVE, qu'après la défaite de ceux d'Antium, on leur défendit d'aller sur mer, & on leur ôta leurs Vaisseaux, dont on garda les uns à Rome, & on brûla les autres, ornant des éperons de ceux-ci la Tribune aux Harangues, qui tira de là son nom de Rostra: NAVES inde longæ abactæ interdiclumque mari Antiati populo est Naves Antiatium, partim in navalia Romæ subductæ, partim incensæ, rostrisque earum suggestum, in foro exstructum, adornari placuit: Rostraque id templum adpellatum. Lib. VIII. Cap. XIV. num. 8, 12. Ou bien il faut que les Romains se soient assez tôt relâchés envers ceux d'Antium, & leur aient laissé refaire des Vaisseaux, & s'en servir pour pirater. Quoi qu'il en soit, l'exemple est toujours mal appliqué au sujet de notre Auteur; puis qu'il s'agit ici de faire cesser des actes d'hostilité de la part d'un Peuple dépendant; & non pas de secourir des Amis contre un Ennemi, sur lequel on n'a aucune autorité.

§. VI.

me le dit (1) SENEQUE. Les Etats servent d'azyle aux autres Etats contre les dangers qui les menacent : de même que les Rochers servent d'azyle aux Bêtes féroces , & les Autels aux Esclaves ; c'est une pensée (2) d'EURIPIDE.

§. VII. 1. MAIS un Homme est-il aussi obligé de défendre tout autre Homme , & un Peuple tout autre Peuple , par un pur motif d'Humanité ? C'est une question qui se présente ici à examiner. PLATON (1) veut que l'on punisse (2) celui qui n'aura pas défendu une personne qu'il voioit insulter : & cela étoit expressement ordonné par une (3) Loi des Egyptiens.

2. Pour moi , je dis premièrement , qu'on n'y est point tenu , quand il y a un danger manifeste. Car on peut préférer la conservation de sa propre vie & de ses biens , à celle de la vie & des biens d'autrui. Et c'est ainsi , à mon avis , qu'il faut expliquer la maxime de (4) CICERON , qui dit , que ne pas défendre , quand on le peut , ceux que l'on voit exposer à recevoir quelque injure , c'est une chose aussi criminelle , que d'abandonner , dans un besoin , son Père ou sa Mère , ses Amis ou sa Patrie. Cette restriction , quand on le peut , doit être expliquée ainsi , lors qu'on trouve occasion de défendre quelcun commodément. Car le même Auteur dit en un autre endroit , (5) que l'on peut ne pas défendre les Hommes , sans que peut-être il y ait rien à redire.

3. SENEQUE pourtant met ici une exception , qui n'est pas à mépriser : (6) Je donnerai , dit-il , du secours à une personne qui est en danger de périr , mais sans risquer de périr moi-même ; à moins qu'il ne s'agisse de sacrifier ma vie pour un homme ou une chose de grande importance.

4. On n'est pas non plus obligé de (a) défendre une personne insultée , lors qu'on ne peut la tirer du péril , qu'en tuant l'Agresseur. (7) Car si celui-là même qui est attaqué peut préférer la vie de l'Agresseur à la sienne propre , comme nous l'avons dit ail-

(a) Lessius ,
Lib. II. Cap.
IV. Dub. 15.

§. VI. (1) *Homo in adiutorium mutuum generatus est.* De Ira , Lib. I. Cap. V.

(2) ἔχουσιν γὰρ καταφυγὴν , διὲς μὲν πείραν ,
ἄλλοι δὲ βωμὸς Θεῶν . πόλις δὲ πρὸς πόλιν
ἐπὶ τῆς , χεῖμασθεῖσα

Supplic. vers. 267 , & seqq. Notre Auteur citoit encore ici un passage de St. AMBROISE , qui a été déjà rapporté ci-dessus , Liv. I. Chap. II. §. 10. num. 5. Note 18.

§. VII. (1) Notre Auteur cite ici à la marge le IV. Livre des Loix , où il n'y a rien de semblable. Il a voulu marquer le IX. Livre , où la Loi n'est pourtant pas générale , comme il la fait. Le Philosophe parle de ceux qui voient un Fils nullement hors de son bon sens , battre son Père ou sa Mère , son Grand-Père , ou sa Grand-Mère , ne secourent pas cette personne si indignement traitée par une autre qui lui devoit au contraire toute sorte de respect : ὅς ἂν τολμήσῃ πατέρα ἢ μητέρα , ἢ τέτων πατέρας ἢ μητέρας τύπτειν , καὶ μανίαις ἐχόμενός . πρῶτον μὲν ὁ προστυχόντων , καθάπερ ἐν τοῖς ἐμπροσθεν , βοηθεῖτω &c. Pag. 881. B. Il avoit dit la même chose dans la page précédente , avec quelque modification , de ceux qui voient battre quelcun par une personne plus jeune de vingt ans , ou au dessous.

(2) Les Rabbins veulent aussi qu'on punisse un tel homme. Voyez MOISE de Cotzi , Præcept. jubent. LXXVII. LXXX. vetant. CLXIV. CLXV. GROTIUS.

(3) Il y alloit de la vie , soit que l'on trouvât un homme exposé à être tué sur un grand chemin , ou insulté ailleurs de quelque autre manière : Εὐάν δὲ τις ἐν ὁδῷ κατὰ τὴν χώραν ἰδὼν φονευόμενον ἄνθρωπον , ἢ τὸ καθόλου βιαιοῦν τι πάσχοντα , μὴ βύσαιοτο δυνατὸς ὢν , θανάτῳ περιπεσεῖν ὤφειλε. DROD. Biblioth. Histor. Lib. I. Cap. 77. pag. 49. Ed. H. Steph.

(4) Qui autem non defendit , nec obstitit , si potest , in-
T O M. II.

juræ , tam est in vitio , quàm si parentes , aut amicos , aut patriam deserat. De Offic. Lib. I. Cap. VII.

(5) Non defendi homines sine vituperatione fortasse possunt. Ceci se trouve rapporté par AMMIEN MARCELLIN , Lib. XXX. Cap. IV. pag. 643. quoique je ne voie point le passage parmi les Fragmens , que l'on a recueillis des Ouvrages perdus de CICERON. Notre Auteur cite encore ici un Fragment de SALLUSTE , qui fait le commencement d'une Lettre de Mithridate , Roi de Pont , à Arsace , Roi de Perse ; & dont le sens est , que ceux qu'on veut faire entrer dans une Alliance pour la Guerre , pendant qu'ils sont dans un état de prospérité , doivent examiner , premièrement , s'ils peuvent continuer à vivre en repos ; & ensuite , si la Guerre sera juste ou non , sûre ou non , glorieuse ou non : Omnes , qui secundis rebus suis ad belli societatem orantur , considerare debent , liceatne tum pacem agere : dein , quod queritur , satime pium , tutum , gloriosum , an indecorum sit. Fragm. Lib. IV. num. 2. Edit. Wall.

(6) Succurram perituro ; sed ut ipse non peream. nisi se futurus ero magni hominis , aut magnæ rei , merces. De Benefic. Lib. II. Cap. XV. Le même Philosophe dit ailleurs , qu'on défendra une personne de mérite , aux dépens même de son propre sang ; & pour ce qui est même d'une personne qui ne le mérite pas , si en criant on peut la délivrer des mains des Brigands , on lâchera volontiers quelques cris , pour sauver un Homme : Dignum , etiam impendio sanguinis mei tuebor , & in partem discriminis veniam : indignum , si eripere latronibus potero , clamore sublato , salutarem vocem homini non pigebit emittere. Lib. I. Cap. X. Voyez ce que l'on a dit ci-dessus , Liv. II. Chap. I. §. 8. GROTIUS.

(7) Ceci est fondé sur un principe , que nous avons réfuté ailleurs. Il vaut mieux certainement sauver l'Innocent , que le Coupable.

Z

§. VIII.

ailleurs; le tiers, qui voit qu'il n'y a pas moyen de sauver le premier, sans perdre l'autre, ne péchera point en supposant ou en prétendant que celui qui est attaqué de cette manière aime mieux qu'on le laisse périr, que de le sauver à ce prix-là: sur tout y ayant de la part de l'Agresseur un plus grand danger d'un dommage irréparable, ou du Salut éternel.

§. VIII. 1. UNE autre question, que l'on agite ici, c'est si l'on peut légitimement prendre les armes pour délivrer les Sujets d'un autre Etat de l'oppression de leur Souverain? Il est certain que, depuis l'établissement des Sociétez Civiles, le Souverain de chaque Etat a acquis un droit tout particulier sur ses Sujets, en vertu duquel il peut les punir, sans qu'aucune autre Puissance doive se mêler de ce qui se passe chez lui; comme (1) EURIPIDE le fait dire à un Héraut d'Argos: & comme le soutiennent les Corinthiens, dans (2) THUCYDIDE; & Persée, Roi de Macédoine, dans un Discours que TITE LIVE (3) lui prête. Le contraire donneroit lieu à bien des Guerres, selon ce que dit (4) St. AMBROISE, en parlant des Faux Dieux du Paganisme, dont les principaux avoient chacun leur département dans le Gouvernement du Monde.

2. Mais les Souverains n'ont ce droit chacun chez soi, que quand leurs Sujets sont véritablement coupables, ou que du moins leur crime (5) est douteux. (a) Car c'est-là le but de ce partage des Gouvernemens Civils.

3. Ainsi il ne s'ensuit point de là, que, quand l'oppression est manifeste, lors qu'un (6) Busiris, un (7) Phalaris, un (8) Diomède de Thrace, maltraitent leurs Sujets d'une manière à être condamnés par toute personne équitable; ces Sujets opprimés soient exclus de la protection des Loix de la (9) Société Humaine. (b) Nous voyons que Constantin le Grand prit les armes contre Licinius, & que d'autres Empereurs Romains les prirent aussi, ou menacèrent de les prendre contre les Perses,

(c) pour empêcher qu'ils ne maltraitassent, à cause du Christianisme, ceux de leurs Sujets qui en faisoient profession.

4. Bien

§. VIII. (1) Ce Hérant, nommé Coprée, demandoit de la part d'Eurythée, les Héraclides, qui s'étoient réfugiés à Athènes, & qui avoient été, dit-il, condamnés à mort dans leur Pais. Sur quoi il ajoute, qu'il est juste que chacun fasse justice de ses Sujets:

Δίκαιοι δ' ἐσμὲν οἰκόντες πόλιν
Αὐτοὶ καθ' αὐτῶν κυρίως κραίνειν δίκας.

Heraclid. vers. 143, 144.

(2) Il s'agit là des Alliez, & non pas des Sujets. L'Orateur des Corinthiens dit, que chacun doit tirer vengeance des injures que ses Alliez lui font: Τὸς σφετέρους ξυμμάχους αὐτὸν τινα κολάζειν. Lib. I. Cap. XLIII. Ed. Oxon. Notre Auteur citoit encore un passage du même Historien, que l'on a déjà vu ci-dessus, Liv. I. Chap. III. §. 6. num. 1.

(3) C'est en parlant à Marcius, Chef d'une Ambassade des Romains. Ce Prince dit, au sujet des Dolopes, qu'encore qu'ils n'eussent pas mérité d'être maltraités, cependant il ne croioit pas devoir se justifier de ce qu'il étoit allé avec une Armée les châtier; puis qu'ils étoient ses Sujets: Non sum eodem modo defensurus, Romani, quod Dolopas armis coercuerim. quia, etsi non merito eorum, jure feci meo: quoniam mei regni, mea ditionis essent, vestro decreto patri attributi meo. TIT. LIV. Lib. XLII. (Cap. XLI. num. 13.) A cela se rapportent ces vers, qui ont passé en Proverbe:

Σπάρτην ἑλαχες, κείνην κόσμει
Τὰς δὲ Μυκήνας ἡμεῖς ἰδία.

Mélez-vous de ce qui se passe à Sparte, qui vous est échue en partage: pour nous, nous gouvernons

mons Mycènes. [Ex EURIPID. fragm. Phœnic. apud BARNES. vers. 19, 20.] C'est aussi sur ce fondement que Neptune dit, dans VIRGILE, qu'Eole n'a que faire de venir régner sur la Mer, dont le Roiaume appartient à lui Neptune:

Non illi imperium pelagi, sævumque tridentem,
Sed mihi sorte datum

Æn. Lib. I. (vers. 142.) Et OVIDE, qu'un Dieu ne peut point casser ce qu'a fait un autre Dieu:

Neque enim licet irrita cuiquam

Facta Dei fecisse Deo

Metamorph. Lib. III. (vers. 336, 337.)

Nisi quod rescindere nunquam

Dis licet acta Deum

Ibid. Lib. XIV. (vers. 784, 785.) EURIPIDE aussi fait dire à Diane, que les Dieux ne se contredisent jamais l'un l'autre:

— Θεοῖσι δ' ὅδ' ἔχει νόμος

Οὐδὲς ἀπαντὰ βύλεται προθυμία

Τῇ τὲ θέλοντι, ἀλλ' ἀφιστάμεσθ' αἰεί.

Hippolyt. coron. (vers. 1328, & seqq.) St. AUGUSTIN dit, qu'on peut à la vérité faire du bien aux Etrangers, & exercer par là sa Bonté; mais que la Justice ne demande pas qu'on se mêle de les punir: Non enim, ut alicujus est bonitatis, alienis præstare beneficia, ita justitiæ, vindicare in alienos. De Liber. arbitr. Lib. II. (Cap. I.) PROCOPE soutient, que chacun doit gouverner chez soi, sans se mettre en peine des affaires d'un autre Etat: Τὴν ὑπαρχοῦσαν ἡ ἐμὴν αὐτὸν τινα διοικεῖσθαι καλὸν, καὶ μὴ ἀλλοτρίης οἰκεῖσθαι

4. Bien plus : quand on accorderoit que les Sujets ne peuvent jamais prendre les armes légitimement, pas même dans la dernière extrémité ; (de quoi doutent néanmoins ceux qui ont pris à tâche de défendre le Pouvoir des Rois, comme nous l'avons (d) vu ci-dessus) il ne s'ensuivroit point de là, que d'autres ne pussent déclarer la Guerre au Souverain pour la défense de ses Sujets opprimés. Car dans tous les cas où l'on doit s'abstenir de quelque action, à cause d'un empêchement qui vient de la personne, & non pas de la nature même de la chose ; ce que l'on ne peut pas faire soi-même, un autre peut le faire pour nous, lors qu'il s'agit d'une affaire dans laquelle cet autre nous rendra service. C'est ainsi qu'un Tuteur, ou toute autre personne, plaide pour un Pupille, qui, comme tel, ne sauroit comparoître lui-même en Justice. Et chacun peut aussi plaider pour une personne absente, sans (10) en avoir même aucun ordre. Or ce qui empêche qu'un Sujet ne puisse résister à son Souverain, ne vient pas d'une raison qui ait lieu également & par rapport au Sujet, & par rapport à celui qui ne l'est point, mais d'une qualité personnelle & incommunicable. Ainsi SENEQUE (11) a raison de dire, comme nous l'avons remarqué (e) ailleurs, qu'on peut faire la Guerre aux Etrangers qui maltraitent ceux de leur Nation ; ce qui emporte souvent la défense des (12) Sujets innocens.

(d) Liv. I.
Chap. IV. §.
11.

(e) Chap.
XX. de ce
Liv. §. 40.
num. 3.

5. A la vérité, il paroît & par l'Histoire Ancienne, & par l'Histoire Moderne, que le désir d'envahir les Etats d'autrui se couvre souvent de semblables prétextes. Mais l'usage que les Méchans font d'une chose, n'empêche pas toujours qu'elle ne soit juste en elle-même. Les Corsaires vont sur mer, aussi bien que tout autre Navigateur. Les Brigands portent l'Epée, comme toute autre personne.

§. IX. 1. Nous avons dit (a) ci-dessus, qu'il n'est pas permis de faire une Alliance, dans laquelle on s'engage à donner du secours pour toute sorte de Guerres, justes ou non. Par la même raison, (b) il n'y a point de genre de vie plus mauvais, que le métier de ceux qui s'enrôlent pour de l'argent, sans se mettre en peine si la Puissance qu'ils servent a droit ou tort dans les Guerres qu'elle entreprend : gens en un mot, qui

(a) §. 4.
num. 2.
(b) Sylvest.
in verbo Bel-
lum : Part. I.
§. 10. circa
fin.
trou-

Georgidas. Vandal. Lib. I. (Cap. IX. dans la réponse de Gélimer à la Lettre de l'Empereur Justinien.) G R O T I U S.

(4) *Qui [Poëtæ] mundum in tres ferunt esse divisum ; ut aut cælum, alii mare, alii inferna, coercenda, imperii sorte, obtulerint : eosque cavere, ne, usurpatâ aliarum partium sollicitudine, inter se bellum excitent.* Offic. Lib. I. Cap. XIII. in fin.

(5) En effet, dans un doute, la présomption doit être en faveur du Souverain. Autrement ce seroit fournir aux autres Puissances un prétexte de se mêler aisément de ce qui se passe hors de leurs Etats.

(6) On fait ce *Busiris* Roi d'*Egypte* ; & l'on dit, qu'il immoloit à *Jupiter* les Etrangers qui venoient dans son Pais. C'est ainsi que la Fable le représente. Voyez *APOLLODORÉ*, *Biblioth.* Lib. II. Cap. V. §. 11. Mais quelques Anciens Auteurs l'ont justifié là-dessus : & d'autres soutiennent même qu'il n'y a jamais eu de *Busiris*. Voyez le *Canon Chronicus* du Chevalier *MARSHALL*, pag. 50, 79. *Ed. Lips.*

(7) C'étoit un Tyran de *Sicile*, fort cruel ; jusques-là qu'on dit qu'il mangea son propre Fils. Voyez la Savante Dissertation de *MR. BENTLEY*, sur les Lettres de *Phalaris*, pag. 512, 513. *Edit. 1699.*

(8) On dit de ce Roi de *Thrace*, qu'il nourrissoit ses Chevaux de chair humaine. Voyez *DIONODORÉ de Sicile*, Lib. IV. Cap. XV. *APOLLODORÉ*, Lib. II. Cap. V. §. 8.

(9) Tout Homme, entant qu'Homme, a droit d'exiger que les autres Hommes le secourent dans le besoin ;

& chacun y est obligé, lors qu'il le peut, par les Loix de l'Humanité. Voyez *PUFENDORF*, *Liv. III. Chap. III. §. 1. du Droit de la Nat. & des Gens.* Or on ne renonce point à ces Loix, & on ne peut y renoncer, en entrant dans une Société Civile. On peut bien être censé s'engager à ne pas implorer le secours des Etrangers pour de légères injures, ou pour de grandes mêmes, qui ne tombent que sur quelque peu de personnes. Mais lors que tous les Sujets, ou une grande partie, gémissent sous l'oppression d'un Tyran : les Sujets, d'un côté, rentrent dans tous les droits de la Liberté Naturelle, qui les autorise à chercher du secours où ils en peuvent trouver ; & de l'autre, ceux qui sont en état de leur en donner, sans s'incommoder eux-mêmes considérablement, peuvent non seulement, mais doivent travailler de toutes leurs forces, à délivrer les Opprimés, par cette seule raison qu'ils sont Hommes, & Membres de la Société Humaine, dont les Sociétés Civiles font partie.

(10) C'est ce qu'on appelle, dans le Droit Romain *Defensor* ; terme dont notre Auteur se sert ici, & qui est opposé à *Procurator*. Voyez ci-dessus, *Chap. X. §. 2. num. 3.*

(11) Le passage a été déjà cité ci-dessus, *Chap. XX. §. 40. num. 3.*

(12) Il y a ici dans toutes les Editions de l'Original : *cum defensione innocentium conjuncta est.* Mais il est clair, que l'Auteur, ou les Imprimeurs, ont oublié le mot de *Subditorum*. Car il faut toujours supposer, que les Etrangers maltraités sont innocens.

trouvent la Justice, par tout où il y a le plus à gagner pour eux; comme PLATON le (1) prouve par un vers de Tyrtée, ancien Poète Grec. Philippe, Roi de Macédoine, reprochoit (2) autrefois aux Etoliens une conduite si honteuse; & (3) DENYS de Milet aux Arcadiens.

(c) Belli-
num. De remi-
litari, Part.
II. Tit. II.
num. 4.

2. C'est sans contredit une chose déplorable, qu'un Homme vende sa vie pour de l'argent, ou pour avoir de quoi vivre; comme l'ont dit le Poète (4) ANTIPHANE, & l'Orateur (5) DION de Pruse. Mais ce seroit peu, si ceux dont nous parlons ne vendoient aussi souvent la vie de quantité de personnes innocentes. (c) Ainsi ils sont pires que des Bourreaux, qui ne tuent que (6) des Criminels: comparaïson dont le Philosophe (7) ANTISTHÈNE se servoit par rapport aux Tyrans, qui font mourir des Innocens. Philippe de Macédoine (8) disoit, en parlant de ces fortes de gens, qui gagnent leur vie à porter les armes, que la Guerre est pour eux la Paix; & la Paix, la Guerre.

3. Certainement la Guerre n'est pas un métier ou une profession: c'est une chose si horrible, qu'il n'y a qu'une extrême nécessité, ou une vraie charité, qui puisse la rendre honnête; comme on peut le voir par ce que nous avons dit dans le Cha-

§. IX. (1) *Quod Plato ex Tyrtæo probat.* C'est ainsi que s'exprime notre Auteur, après avoir cité le vers en Latin seulement, de cette manière:

— *Ibi fas, ubi plurima merces.*

Il n'indique point l'endroit des Oeuvres de PLATON, qu'il a eu dans l'esprit. Le voici. On n'y trouve aucun vers de TYRTÉE, ni même aucune pensée de ce Poète, qui se rapporte à l'application que notre Auteur en fait. Le Philosophe blâme le Poète, de ce qu'en faisant un éloge magnifique de la Valeur militaire, il semble n'avoir pensé qu'à celle que l'on montre dans les Guerres contre des Ennemis du dehors. Il prétend, au contraire, que ceux qui se signalent dans une Guerre intestine, sont beaucoup plus braves: & il en allègue cette raison, que, pour conserver la Fidélité & l'Intégrité, au milieu d'une telle Guerre, il faut être orné de toute sorte de Vertus; au lieu que, dans une Guerre contre les Ennemis du dehors, un grand nombre même de ceux qui servent pour de l'argent tiendront ferme jusqu'à la mort; quoi que la plupart d'entre eux ne soient que des étourdis, des insolens, des scélérats, & les moins sages presque de tous les Hommes: Πιστὸς μὲν γὰρ καὶ ὕμνος ἐν εἰσέσσειν ἢ ἂν ποτε γένοιτο, ἀνὲρ ζυμπάσης ἀρετῆς διαβάτης δ' εὐ καὶ μαχομένοι, ἐθέλοισι ἀποδιδόναι ἐν τῷ πολέμῳ (Φράζει Τύρταιος) τῶν μισθοφόρων εἰς τὰ μισθοδοτοῦ, ὡς οἱ πλείους γίνονται θρασυί, καὶ ἀδικοί, καὶ ὑβρισταί, καὶ ἀφρονέσονται σχεδὸν πάντων, ἐκτὸς δὲ τινῶν μάλα ὀλίγων. De Legib. lib. I. pag. 630. B. Tom. II. Ed. H. Steph. En parlant de l'impétuosité de ces Soldats mercenaires, le Philosophe se sert là du mot de διαβάτης, par lequel, comme l'a remarqué HENRI ETIENNE, il fait allusion aux deux vers suivans de TYRTÉE, qu'il explique en termes moins poétiques:

Ἀθάστις εὐ διαβάς μενεταὶ ποσὶν ἀμφατέρουσι

Στηρικθεὶς ἐπὶ γῆς, χεῖλα δὲ ὀδῶσι δακρύων.

C'est-à-dire: „Qu'un Homme de cœur s'étant bien planté, demeure ferme sur ses deux pieds, & morde ses lèvres avec ses dents.“ Ainsi Tyrtée ne dit rien des gens qui servent pour de l'argent: c'est PLATON, qui en parle, sans dire néanmoins s'il blâme ou s'il approuve ce métier en lui-même; les défauts qu'il reproche à ceux qui le font étant des choses qui ne conviennent, selon lui, qu'à la plupart.

(2) Ce Prince dit, que les Etoliens ont mauvaise grace de se plaindre, de ce qu'il n'a pas laissé en re-

pos leurs Alliez, puis qu'eux-mêmes ont de tout tems, sinon autorisé expressément, du moins souffert que leur Jeunesse servit contre leurs propres Alliez; de sorte qu'on voit souvent des Etoliens dans les deux Armées ennemies: *An quod à sociis eorum non abstinuerim, justam querelam habent, quum ipsi pro lege hunc morem antiquitus servant, ut adversus socios ipsi suos, publicum tantum auctoritate dent, juventutem suam militare sinant, & contrariae persæpe acies in utraque parte Etolica auxilia habeant?* TIT. LIV. Lib. XXXII. Cap. XXXIV. num. 5. Voyez un autre exemple ancien, que notre Auteur rapportera ci-dessous, Liv. III. Chap. XX. §. 31. Note 1. Et joignez-y ce que feu Mr. BAYLE dit des Suisses, dans l'article Bullinger de son Diction. Hist. & Critiq. Lettre E. pag. 696. B. de la troisième Edition.

(3) Ἀγορά πολέμου πρόκειται, καὶ τὰ τῶν Ἑλλήνων κατὰ τὴν Ἀρκάδιαν τρέφει, καὶ περιεργάζονται ὡς αἰτία ἐκ ἑαυτῶν. „Les Arcadiens font un marché de la Guerre; re: les maux de la Grèce nourrissent l'Arcadie: ce „Peuple va porter les armes de tous côtés, sans avoir „aucun sujet de faire la Guerre à ceux contre qui il „les porte. „Voilà le passage, tel que notre Auteur le cite, & le traduit, sans dire d'où il l'a tiré. Mais je l'ai trouvé dans PHILOSTRATE, Vit. Sophist. Lib. I. Cap. XXII. & je vois que notre Auteur a omis les mots suivans, qui marquent clairement la mauvaise réputation où étoient les Arcadiens sur le sujet dont il s'agit: Τοῖς κρινόμενοις ἐπὶ τῷ μισθοφορεῖν Ἀρκάσιον ἀγορά πολέμου &c. Cette omission est d'autant plus à remarquer, que, s'il en faut croire le dernier Editeur de Philostrate, le passage ne renferme pas autrement ce que notre Auteur y trouve; car il traduit ainsi les dernières paroles: La Guerre est portée de tous côtés, sans qu'on puisse blâmer pour cela les Arcadiens. Et au lieu de dire, que les Arcadiens font un marché de la Guerre, Démonstène, que le Sophiste introduit ici parlant, dit, selon notre Savant Interprète, que les Grecs vont faire un marché de la Guerre chez les Arcadiens, en cherchant à les enrôler, au lieu que c'étoit leur coutume de chercher eux-mêmes à s'enrôler par tout où ils pouvoient. Au reste, il ne fera pas hors de propos d'alléguer un passage que je trouve dans THUCYDIDE, & qui confirme ce que l'on dit là des Arcadiens. Cet Auteur remarque, que les Arcadiens avoient accoutumé de tout tems d'aller à la Guerre

con-

Chapitre précédent. St. AUGUSTIN dit, (9) que ce n'est pas un péché de porter les armes ; mais que l'on pêche en servant pour le butin.

§. X. BIEN PLUS : quoi qu'il soit certainement permis de tirer une paie, selon la maxime de l'Apôtre St. PAUL : (a) *Qui est-ce, dit-il, qui va servir à la Guerre, à ses dépens ?* je soutiens, que c'est un péché, de servir uniquement ou principalement en vue du salaire qu'on en retire.

(a) I. Corinth. IX, 7.

CHA-

contre tout Ennemi, quel qu'il fût : & il dit, que, dans la Guerre de Syracuse, il y eut des Troupes auxiliaires de Mantinée, & d'autres endroits d'Arcadie, qui servirent pour les Athéniens contre ceux même de leur Nation qui étoient venus à la Solde des Corinthiens, Allez des Syracusains : Μαντινείς δὲ, καὶ ἄλλοι Ἀρκάδων μισθοφόροι, ἐπὶ τὰς αὐτὰς πολέμους σφίσιν ἀποδεικνυμένους ἵνα εἰσώτες, καὶ τότε τὰς μετὰ τὴν Κορινθίων ἐλθόντας Ἀρκάδας, ἔδυν ἥσαν, διὰ κέρους, ἡγούμενοι πολέμους. Lib. VII. Cap. LVII. Ed. Oxon.

(4) Ὅς ἐνεκα τῆς ζῆν ἔρχετ' ἀποθανοῦμεν. C'est ce que PLAUTE exprime ainsi, dans ses Bacchides :

— Suum, qui auro vitam venditant.

GROTIUS.

Le dernier passage n'est point dans la Comédie, que notre Auteur cite ; & je doute qu'il se trouve dans aucune autre Pièce du même Poète. On ne le voit point indiqué dans le *Lexicon Plautinum* de PAREUS, qui est fort exact à marquer tous les passages où il y a quelque expression tant soit peu remarquable. Mais je me souviens d'une pensée approchante de MANILE, au sujet de ceux qui se vendoient, pour combattre dans les Spectacles des Gladiateurs :

Nunc caput in mortem vendunt, & sunt arena.

Astronomic. Lib. IV. pag. 87. Ed. Scalig. 1655. Pour ce qui est du vers Grec d'ANTIPHANE, il se trouve dans STOBÉE, où il est précédé d'un autre, qui, joint à celui-ci, fait que le sens du passage entier se réduit à dire, Que c'est se mettre à la Solde de la Mort, que d'exposer sa vie, pour avoir de quoi vivre :

Τίς δ' οὐχὶ θανάτῳ μισθοφόρος, ὡ φίλτατε,

Ὅς ἐνεκα τῆς ζῆν ἔρχετ' ἀποθανοῦμεν ;

Florileg. Tit. LIII. Notre Auteur citoit encore ici un passage de SENEQUE, où néanmoins il s'agit d'autre chose. Le Philosophe traite de ridicule l'empressement qu'on a à amasser des richesses, au péril même de sa vie, pour les employer à des choses qui contribuent à abrégier la vie : *Magis ridebis, quum cogitaveris, vita parari ea, in quibus vita consumitur.* Quæst. Natur. Lib. V. Cap. XVIII. in fine Lib. & Cap.

(5) Il dit, qu'il n'y a rien de plus nécessaire, rien que tout le monde estime plus, que la Vie ; & cependant on la sacrifie, pour amasser des richesses : Καί

τοὶ τί τῆ ζῆν ἀναγκαϊότερόν ἐστιν ; ἢ τί τῆς πλείους ποιοῦνται πάντες ; ἀλλ' ὁμως καὶ τὸτο ἀποκινεῖ δια χρημάτων ἐπιθυμίαν. C'est ce que l'ingénieux LA BRUYÈRE a ainsi exprimé dans ses excellents CARACTÈRES des mœurs de ce siècle : *Il n'y a rien que les Hommes aiment mieux à conserver, & qu'ils ménagent moins, que leur propre Vie.* Pag. 362. Ed. de Brux. 1697.

(6) C'est une folie, dit SENEQUE, d'aller de toutes parts chercher des Inconnus, pour se jeter sur eux ; de se mettre en colère & de ravager tout ce qui se présente, sans que personne nous en ait donné sujet ; de tuer, avec une fureur de Bête féroce, des gens que l'on ne hait point : *Hoc vero quid aliud quis dixerit, quam insaniam, circumferre pericula, & rueri in ignotos, iratum sine injuria, occurrentia devastantem, ac, ferarum more, occidere, quem non oderis ?* Quæst. Natur. Lib. V. Cap. XVIII. Un Poète Allemand de nation, faisant la description de ceux qui servent ainsi, sans examiner si la Guerre est juste ou non, dit, qu'ils ne cherchent que le salaire ; qu'ils changent de parti, selon qu'ils y trouvent mieux leur compte ; & qu'ils regardent comme leur Ennemi, quiconque il plaît à celui qui les paie :

Ere dato conducta cohors, & bellica miles

Dona sequens, pretioque suum mutare favorem

Suetus, & accepto pariter cum munere bello,

Hunc habuisse, dator pretii quem jussit, hostem.

GUNTHER. *Ligurin.* (Lib. VII. pag. 389. Ed. Renb.)

GROTIUS.

(7) C'est STOBÉE, qui nous a conservé ce mot, dans son *Florilegium*, Tit. XLIX. Ἀντισθένης, ὁ φιλόσοφος, τὰς δημοῖς εὐσεβεῖας εἰλεγεν εἶναι τὴν τυράννων. . . ὑπὸ μὲν τῶν δημοῖν οἱ ἀδικῆντες ἀναίεσθαι ὑπὸ δὲ τῶν τυράννων οἱ μηδὲν ἀμαρτάνοντες.

(8) Οἷς [τὰς τροφὰς εἰσώσι εἶχεν ἐκ τῶ μισθοφορεῖν] πότ' ἐφῆσεν ὁ Φίλιππος, τὸν μὲν πόλεμον εἰρήνην ὑπαρχειν, τὴν δὲ εἰρήνην πόλεμον. DIODOR. SICUL. Bibl. Hist. Lib. XVIII. Cap. X. pag. 632. Ed. H. Steph.

(9) Ce passage, que l'on donne aussi comme étant de St. AMBROISE, a été déjà cité ci dessus, Liv. I. Chap. II. §. 10. num. 5. Note 17.

CHAPITRE XXVI.

Des raisons qui autorisent ceux qui dépendent d'autrui, à porter les armes légitimement pour leurs Supérieurs.

I. Quelles personnes sont dépendantes d'autrui. II. Comment doit se conduire un Inférieur, lors que son Supérieur le consulte sur la justice de la Guerre qu'il a dessein d'entreprendre ; ou lors qu'il lui laisse le choix de servir, ou non. III. Que, malgré les ordres du Supérieur, on ne doit point aller à la Guerre, si on la croit injuste. IV. Que doit-on faire dans un doute ? V. Qu'il est du devoir d'un bon Souverain, de ne point contraindre à prendre les armes ceux de leurs Sujets qui doutent de la Justice de la Guerre ; & de leur imposer plutôt quelque tribut extraordinaire. VI. En quel cas les Sujets portent légitimement les armes, quoique la Guerre en elle-même soit injuste.

§. I. NOUS avons traité de la Guerre que peuvent justement entreprendre ceux qui sont indépendans. Il faut voir maintenant, comment la Guerre est juste de la part des personnes dépendantes d'autrui, tels que sont les Fils de famille, les Esclaves, les Sujets, & même chaque Citoyen (1) d'une République, comparé avec le Corps de l'Etat.

(a) *Ægid. Reg. De act. supern. Diffut. XXXI. num. 80.*

§. II. Tous ces (a) Inférieurs, si leur Supérieur leur demande conseil au sujet d'une Guerre qu'il a dessein d'entreprendre, ou s'il leur laisse la liberté de servir ou de demeurer en repos chez eux ; doivent suivre les mêmes règles, que ceux qui font la Guerre de leur pure volonté, soit pour eux-mêmes, ou pour autrui.

(a) *Fr. Vitoria, De Jure Belli, num. 22.*

§. III. 1. MAIS si (a) on leur ordonne, comme cela arrive ordinairement, de por-

CHAP. XXVI. §. I. (1) Voyez PUFENDORF, *Liv. VII. Chap. V. §. 5. du Droit de la Nat. & des Gens.*

§. III. (1) Ils disent, que, quand le Roi commande quelque chose de contraire à la Loi de DIEU, il faut absolument refuser d'obéir. JOSEPH rapporte, que quelques Jeunes gens de sa Nation, sur la question que leur faisoit le Commandant des Troupes d'Hérode, pour quoi ils avoient abattu l'Aigle d'or, que ce Prince avoit fait mettre sur la grande Porte du Temple ; répondirent hardiment, qu'il ne devoit pas être surpris, s'ils avoient obéi aux Loix Divines de MOÏSE, qui défendoient de consacrer aucune représentation de cette nature, plutôt qu'aux Ordonnances d'un Homme : *Θαυμάζον δὲ ἔδεν, εἰ τῶν σὺν δογματῶν ἀξιώτερος τετηρεῖσθαι ἢ γενομένη νομῆς, ἢς Μωϋσῆς, ὑπαγορεύει καὶ διδάχῃ τὸ Θεὸν γενόμενον, κατέλιπε.* *Antiq. Jud. Lib. XVII. (Cap. VIII. pag. 526. G.)* Voyez le passage d'un Rabin, que DRUSIUS cite, sur le passage des *Actes*, V, 29. GROTIUS.

(2) *Ὅτι ἐγὼ ὑμᾶς, ὦ ἄνδρες Ἀθηναῖοι, ἀσπάζομαι μὲν καὶ φιλῶ, πείθομαι δὲ τῷ Θεῷ, μάλλον ἢ ὑμῖν.* *PLATO, Apolog. Socrat. (pag. 29. D. Tom. I. Edit. H. Steph.)* Le Philosophe Apollonius de Tyane oppoisoit à l'Edit de Néron, pour proscrire la Philosophie, ce vers de SOPHOCLE : (*Antigon. vers. 456.*)

Οὐ γὰρ τί μοι Ζεὺς ἦν ὁ κηρύξας τάδε.
Ce ne sont pas des ordres de Jupiter. (*PHILOSTRAT. Vit. Apoll. Tyan. Lib. IV. Cap. XXXVIII. Ed. Olear.*) GROTIUS.

(3) *Peccatum filiorum est, non obedire parentibus. Et*

quia poterant parentes aliquid imperare perversum, adjunxit, IN DOMINO. *Tom. IX. pag. 237. C. Edit. Froben.*

(4) C'est-à-dire, selon l'explication de St. CHRYSOSTÔME, dans les choses par lesquelles les Enfants n'offenseront point DIEU : *Τὸτ' ἐστίν, ἐν οἷς μὴ προσκρούσῃς Θεῷ.* Il dit ailleurs, qu'un Enfant doit honorer son Père & sa Mère, & leur obéir, autant qu'il peut le faire sans préjudice de la Piété : *Οὐ γὰρ δὲ μικρὸς ἡμῖν κεῖται μισθός, τοῖς τὸς γεννηκότας τιμῶσιν ἀλλ' ὡς δεσπότας αὐτὰς ἡγεῖσθαι κελευόμεθα, λόγῳ τε καὶ ἔργῳ θεραπεύειν, ὅταν μὴ τὰ τῆς εὐσεβείας παραβλάπῃται.* *Ad Patrem infidel.* C'est ainsi qu'il faut entendre ce mot de St. JÉRÔME ; *Per calcatum perge patrem :* „ Continue ton chemin, en passant même sur le ventre à ton Père. “ C'est une expression déclamatoire, empruntée du Rhéteur *Porcius Latro*, & qui se trouve dans SENEQUE : [*Ut ad hostem perveniam, patrem calca.* *Controvers. VIII. pag. 142. Edit. Gronov. maj.*] On doit expliquer de même ce que dit St. AMBROISE, *De Virginitate* ; & St. AUGUSTIN, *Epist. XXXVIII. ad Latum* : comme aussi le IV. Canon du I. Concile de NICÉE, selon la traduction Arabe. GROTIUS.

(5) *Neque autem illa [sententia,] quam primo in loco diximus, vera & proba videri potest, omnia esse, quæ pater jussit, parendum. Quid enim ? si prodicionem patriæ, si matris necem, si alia quædam imperavit turpia aut impia ? Media igitur sententia optima atque tutissima visa est ; quædam esse parendum, quædam non obsequendum.*

porter les armes, & qu'ils soient assurés que la Guerre est injuste; ils sont indispensablement tenus de n'y point aller. Il faut (b) obéir à DIEU, plutôt qu'aux Hommes: (b) Actes, V, 29. ce n'est pas seulement une maxime des Apôtres, mais encore (1) des Rabbins, & de (2) SOCRATE même, ce grand Philosophe Grec.

2. L'Apôtre St. PAUL applique cette maxime aux Enfans: (c) ENFANS, leur dit-il, obéissez à vos Pères, selon le Seigneur; car cela est juste. Sur quoi St. JÉRÔME fait cette remarque; (3) C'est un péché de ne pas obéir à son Père & à sa Mère. Mais comme ils peuvent commander quelque chose de mauvais, c'est pour cela que l'Apôtre ajoute, qu'on ne doit leur obéir que SELON (4) LE SEIGNEUR. AULU-GELLE soutient aussi, que (5) c'est une mauvaise maxime, de prétendre qu'un Fils doive faire tout ce que son Père lui commande. Quoi donc? (dit-il) si le Père exige de lui qu'il trahisse sa Patrie, qu'il tue sa Mère, ou qu'il commette quelque autre action deshonnête ou dénaturée; obéira-t-il? Ici, ajoute cet Auteur, il faut tenir un milieu: c'est qu'un Fils doit obéir en certaines choses à son Père, & ne pas lui obéir en d'autres. QUINTILIEN est dans la même pensée: & il (6) allègue pour exemple des choses, à l'égard desquelles un Fils peut se dispenser d'obéir, si le Père lui ordonne de trahir son sentiment; de déposer ou d'opiner sur une chose qu'il ignore, de mettre le feu au Capitole, ou de s'emparer de la Place &c.

3. St. JÉRÔME remarque encore, que les Esclaves (7) ne doivent pas, non plus que les Enfans, obéir à leurs Maîtres, lors que ceux-ci leur ordonnent quelque chose de contraire à la volonté de DIEU. C'est pour cela que le même Apôtre, que nous avons cité, dit un peu plus bas, (d) que chacun remportera la récompense de ses bonnes actions, soit Esclave, ou personne libre. SENEQUE (8) veut aussi qu'un Esclave soit dispensé d'obéir à son Maître, lorsque le Maître lui ordonne de faire quelque chose contre le bien de l'Etat; & en général toutes les fois qu'il s'agit de prêter son bras à quelque Crime.

4. Il faut dire la même chose des Puissances Civiles. Nous avons (e) dans l'Histoire Saint- (e) I. Sum. XXII, 18, 19. I. Rois, XVIII, 4, 13. II. Rois, I, 10, 12, 14.

dum. Noct. Attic. Lib. II. Cap. VII.

(6) Ergo non omnia necesse est facere liberis, quacumque patres imperant. Multa sunt, quae fieri non possunt: & ideo iudicium constitutum est adversus abdicantes, quoniam recipiebat natura, ut etiam patres aliquando aut errarent, aut injuste imperarent. Si imperes filio, ut sententiam dicat, contra quam existimat: si testimonium jubeas dici ejus rei, quam ignorat; si sententiam in Senatu: haec magis civilia, & in medio posita, si ex nostra libertate argumenta repetenda sunt: si Capitolium me incendere jubeas, arcem occupare: licet dicere, Haec sunt, quae fieri non oportet. Declam. CCLXXI. Le même Auteur soutient, que la reconnoissance qu'on doit à un Père & une Mère n'engage pas à faire tout ce qu'ils voudroient: autrement les Bienfaits seroient très-onéreux & très-dangereux, puis qu'ils réduiroient à la nécessité de commettre même des Crimes: Non omnia esse praestanda, etiam parentibus, dico: aliqui nihil est periculosius acceptis beneficiis, si in omnem nos adligant servitutem. nam etiam scelus, si ita videatur his, qui nos meritis obligavere, adferunt necessitatem. [Declam. CCCXXXIII.] SENEQUE le Père dit aussi, qu'il ne faut pas faire tout ce qui nous est commandé, même par un Père: Non omnibus imperiis parendum est. Lib. I. Controv. I. (pag. 80.) Et SOPATER excepte aussi ce qui est contraire aux Loix, & à l'Honnêteté: Εἰ δὲ, φησὶ, πεισθῆναι τῷ πατρί, εἰ μὲν κατὰ νόμους, καλῶς· εἰ δὲ παρὰ τὸ πρεπον, ἢ ἐν ὀλέθρῳ. GROTIUS.

(7) Et pulcrè imperans servis, ut obediant dominis, adjecit, QUASI CHRISTO: & iterum, UT SER-

VI CHRISTI, FACIENTES VOLUNTATEM DEI; ut scilicet non audiat servus carnalem dominum, si contraria Dei praeceptis voluerit imperare. In Ephes. Cap. VI. (pag. 238. B. Tom. IX.) Le même Père dit ailleurs, que les Enfans & les Esclaves ne doivent être soumis à la volonté de leurs Pères & de leurs Maîtres, qu'en ce qui n'est point contraire à la volonté de DIEU: In illis tantum debent dominis & parentibus esse subiecti, quae contra DEI voluntatem non sunt. St. CHRYSOSTÔME remarque aussi, que ce sont là les bornes que DIEU lui-même a prescrites à l'obéissance que les Esclaves doivent à leurs Maîtres: Καὶ γὰρ εἰσιν ὅροι δὲ ἅλα παρὰ τῷ Θεῷ κείμενοι· καὶ μέχρι οὗ δεῖ φυλάττειν αὐτοὺς καὶ τὸ νομοθετεῖται, καὶ ὑπερβαίνειν αὐτοὺς ἐκτρέχει· ὅταν γὰρ μηδὲν ὁ δεσπότης ἐπιτάτῃ τῶν μὴ δοκούντων τῷ Θεῷ, ἐπεισθαι δεῖ καὶ πείθεσθαι, πεισιστὴρ δὲ μηδὲν. In I. ad Corinth. VII, 24. CLEMENT d'Alexandrie dit, qu'une Femme doit obéir à son Mari en toutes choses, & ne rien faire malgré lui, hormis ce qu'elle croit de quelque conséquence par rapport à la Vertu & au Salut: Πάντα δὲ τῷ ἀνδρὶ πειθομένη, εἰς μηδὲν ἄκοντο· ἐκείνη πρὸς ἑαυτὴν, ὅσα εἰς ἀρετὴν καὶ σωτηρίαν διαφέρειν νομίζειται. GROTIUS.

Le passage de CLEMENT d'Alexandrie se trouve dans ses Stromates, Lib. IV. Cap. XIX. pag. 620. Edit. Oxon. Potter.

(8) Non enim aut nos omnia jubere possumus, aut in omnia servi parere coguntur. Contra rempublicam imperata non facient: nulli scelere manus commodabunt. De Benefic. Lib. III. Cap. XX.

(9) Sa-

Sainte des exemples remarquables de gens qui ont été punis pour avoir obéi à des ordres injustes ; & d'autres qui sont louez , d'y avoir désobéi. TERTULLIEN donne pour maxime , (9) que nous devons , selon le Précepte de l'Apôtre , avoir toute sorte de soumission pour les Magistrats , les Princes , & les Puissances ; mais autant que notre Religion le permet. Et le Martyr Silvain disoit : (10) Nous désobéissons aux Loix Romaines , pour obéir aux Loix Divines. Polycarpe , autre Confesseur de l'Evangile , parloit ainsi un peu avant que de mourir : (11) Nous sommes instruits à honorer comme il faut les Puissances établies de DIEU , c'est-à-dire , autant que nous le pouvons , sans préjudice de notre Salut. Dans les Phéniciennes d'EURIPIDE , (12) Créon dit : Ne faut-il pas exécuter les ordres d'un Roi ? NON , (lui répond Antigone) lors qu'ils sont pleins d'injustice & de cruauté. On s'est moqué autrefois de Stratoclès , qui proposa à Athènes (13) une Loi portant , que tout ce que le Roi Démétrius trouveroit bon , seroit saint devant les Dieux , & juste devant les Hommes.

5. En un mot , refuser d'obéir aux ordres deshonnêtes , ou injustes , d'un Père , ou d'un Magistrat , ou d'un Maître , ce n'est pas désobéir , ni faire du tort , ni manquer à son devoir , comme le disoit (14) le Philosophe MUSONIUS. C'est pourquoi PLINIE le Jeune aiant à parler contre quelques Provinciaux d'Espagne , accusez d'avoir été les ministres des concussions d'un Proconsul Romain , commença par prouver , (15) qu'il y a du crime à faire , par ordre d'un Supérieur , quelque chose de mauvais.

6. Les Loix Civiles même , qui pardonnent aisément les fautes excusables en quelque manière , ont à la vérité de l'indulgence pour ceux qui sont réduits à la nécessité d'obéir ,

(9) *Satis præscriptum habemus , in omni obsequio esse nos oportere , secundum Apostoli præceptum , subditos Magistratibus , Principibus , & Potestatibus ; sed intra limites disciplinae . De Idololatr. Cap. XV.*

(10) *Idcirco Leges Romanas contemnimus , ut iussa divina ferreamus . In Martyrolog.*

(11) *Δεδιδόχμεθα γὰρ ἀρχαῖς καὶ ἐκκλησίαις ἀπὸ Θεοῦ τεταγμέναις τιμὴν κατὰ τὸ προσήκον , τὴν μὴ βλάπτεσθαι ἡμᾶς , ἀπομένειν . EUSEB. Hist. Eccles. Lib. IV. Cap. XV. Voyez le Traité de notre Auteur De Imperio Summar. Potest. circa Sacra , Cap. V. §. 5 , 10 , 11.*

(12) *ΚΡ. Πῶς ἡ τὰν τεταγμένων ἢ δικαίων ἐκτελεῖν ; ANT. Οὐκ , ἢ πονηρὰ τ' ἢ , κακῶς τ' εἰρημένα . Supplic. persf. 1642 , 1643.*

(13) *Ἐπεὶ δὲ προσεληφίσαντο , δεδόχθαι τῷ δήμῳ τῶν Ἀθηναίων , πᾶν ὃ , τι ὁ βασιλεὺς Δημήτριος ἐκελεύσῃ , τὸ καὶ πρὸς Θεοὺς ὅσιον , καὶ πρὸς ἀνθρώπους εἶναι δίκαιον . Εἰποὺς δὲ τινὲς τῶν καλῶν καὶ γυνῶν αἰδεῖσθαι , μαινεσθαι τὸν Στρατοκλέα τοιοῦτα γράφοντα , Δημοκράτης ὁ Λευκαῖος [c'est ainsi qu'il faut lire , au lieu de Λακαῖος , comme l'a remarqué PAUMIER , dans ses Exercit. in optimos Auct. Græcos , pag. 213.] εἶπε , Μαίνοιτο μὲν τ' αὖν , εἰ μὴ μαίνοιτο . (PLUTARCH. Vit. Demetr. Tom. I. pag. 899 , 900.) C'est ainsi que l'Empereur Andronic Commène exigea de Basile Cambrère un billet , par lequel celui-ci promettoit de ne rien faire , lors qu'il seroit élevé au Patriarchat , que ce qu'Andronic trouveroit bon , sans en excepter les choses les plus abominables ; & qu'il s'abstiendrait , au contraire , de tout ce qui ne plairoit point à cet Empereur : Ἐκείνα ἐν τῷ ἀρχιερεῶν διαπραττέσθαι , ὅσα φιλητὰ Ἀνδρονίκῳ , καὶ ἐκ τῶν παντὸς κακῶν πάλιν ἀποστρεφείν , ὅσα οὐκ ἡδύνη Ἀνδρονίκῳ . NICETAS CHONIAT. in Alex. Comnen. (Cap. XIV.) GROTIUS.*

(14) C'est dans STOBÉE , qu'on trouve ces paroles , qui font partie d'un assez long discours , où la chose est traitée au long : *Florileg. Tit. LXXIX. A Liberis honorem debitum præstandum Parentibus , & an per omnia eis obediendum .* Voici l'Original. Ὡς εἴτε πατρός , εἴτε ἀρχόντος , εἴτε καὶ ἡ Δία δισπότῃ προστάγματι

τι μὴ ὑπαγεῖ τις , κατὰ προστάγοντα , ἢ ἄδικα , ἢ αἰσχρὰ , καὶ ἀπειθεῖ ὑπακούς , ὥσπερ καὶ ἀδικεῖ , καὶ ἀμαρτανεῖ . Pag. 458. Edit. Gesner. 1549.

(15) *Horum antequam crimina ingrederer , necessarium credidi elaborare , ut constaret , ministerium crimen esse . Lib. III. Epist. IX. (num. 14. Edit. Cellar.) TERTULLIEN dit , que celui qui a commandé une mauvaise action mérite d'être puni plus que l'Auteur même de l'Action ; puis que celui-ci même n'est pas excusé , quoi qu'il ne fasse qu'obéir : Plus caditur , qui jubet , quando nec qui obsequitur , excusatur . De Anima (Cap. XI.) Il remarque ailleurs , que , parmi les Hommes l'exercice le plus parfait de la Justice va jusqu'à rechercher ceux même qui n'ont été que les ministres d'une action , pour les punir ou les récompenser , aussi bien que ceux qui se sont servis de leur ministère : Quam humanam censura eo perfectior habeatur , quo etiam ministros facti cuiusque deposcit , nec parcens aut invidens illis , quominus cum auctoribus aut pæne , aut gratiæ , communicent fructum . De Resurrect. carnis. (Cap. XV.) Voyez GALLIUS , de Pace publica , Lib. I. Cap. IV. num. 14. GROTIUS.*

(16) *Ad ea , que non habent atrocitatem facinoris vel sceleris , ignoscitur servis , si vel dominis , vel his , qui vice dominorum sunt , veluti tutoribus & curatoribus , obtinuerint . DIGEST. Lib. L. Tit. XVII. De divers. reg. Juris , Leg. CLVII. Il y a une autre Loi , où l'on donne pour exemple , si un Maître commande à son Esclave d'aller tuer un homme , ou de dérober , ou de pirater : Servus non in omnibus rebus , si ne pæna , domino dicto audiens esse solet : sicuti si dominus hominem occidere , aut furtum alicui facere , servum iussisset . Quare , quamvis domini iussu servus piraticam fecisset , iudicium in eum post libertatem reddi oportet . Lib. XLIV. Tit. VII. De obligat. & action. Leg. XX. Voyez Mr. NOODT , Ad Legem Aquil. Cap. X. & Obsequat. Lib. II. Cap. XIV.*

(17) *Neque in ulla [Lege] præteritum tempus reprehenditur , nisi ejus rei , quæ sua sponte scelerata ac nefaria est , ut , etiam si lex non esset , magnopere vitanda fuerit . In Verr. Lib. I. Cap. XLII.*

d'obéir, mais non pas en toute sorte de choses. (16) Elles exceptent les Actions & les Crimes énormes; les choses, qui, comme parle (17) CICE'RON, sont mauvaises & criminelles par elles-mêmes; ou dont on doit s'abstenir volontairement, non à cause des décisions des Jurisconsultes, ou des défenses de quelcun, mais pour suivre les lumières naturelles, comme (18) ASCONIUS explique les termes de l'Orateur Romain. L'Empereur (19) Sévère voulut que l'on ne pardonnât point à ceux qui auroient tué un Sénateur par ordre même de l'Empereur.

7. Aussi le Paganisme nous fournit-il des exemples de personnes, qui ont généreusement refusé d'obéir à leur Souverain, en matière de choses deshonnêtes. Celui du Jurisconsulte (20) *Papinien* est assez connu: on en trouve un autre (21) dans *AMMIEN MARCELLIN*, au sujet d'*Helpidius*: & parmi les *Chrétiens*, on voit un *Manuel* & un *George*, (f) qui refusèrent de prêter leur bras à la mort de l'Impératrice.

8. Les *Juifs*, qui servoient dans l'Armée d'*Alexandre le Grand*, ne voulurent (22) jamais, dans le tems qu'il étoit à *Babylone*, porter de la terre, comme les autres Soldats, pour un Temple de *Bel*, que ce Conquérant faisoit rebâtir. Quelques coups qu'on leur donnât, quelque mauvais traitemens qu'on leur fit, ils persistèrent dans leur refus. C'est ce que *JOSEPH* (g) rapporte, après *HÉCATE'E*, Historien Païen.

9. Mais nous avons, sous le Christianisme, des exemples plus approchans de notre sujet; celui de la *Légion Thébéenne*, dont (h) nous avons parlé ci-dessus; & celui des Soldats Chrétiens, qui portoient les armes pour l'Empereur (23) *Julien*, tout Apostat qu'il

(f) *Nicet. in Alexio, Manuelis fil. Cap. XVI.*

(g) *Contra Apion. Lib. I. pag. 1048, 1049.*

(h) *Liv. I. Chap. IV. §. 7. num. 9, & seqq.*

(18) *Maleficia sponte, & non disputatione Jurisconsultorum, sed naturali interpretatione, fugienda sunt, ut veneficium, parricidium, &c. cetera, quæ etiam nullo prohibente evitanda sunt. In h. l.*

(19) Il fit ordonner, que l'on tiendrait pour Ennemi de l'Etat, lui & ses Enfans, quiconque tueroit un Sénateur, fut-ce l'Empereur, ou quelcun par son ordre: *Εἰσέλθων δὲ οὕτως, ἐνεανίστατο μὲν οἷα καὶ οἱ αὐτοκρατορες πρὸς ἡμᾶς, ὡς εὐδὲν τῶν βασιλευσάντων ἀποκτείνῃ, καὶ ἄλλοι περὶ τῆς καὶ τότε μετῴον, ψηφίσματι κοινῶν αὐτὸ κυρωθῆναι πρὸς τεταχῆναι, πολέμιον καὶ τὸν αὐτοκράτορα, καὶ τὸν ὑπερηγῶντα αὐτῶν ἑς τι τοῦτον, αὐτὸς τε καὶ τῆς παιδῶν αὐτῶν, νομίζονται δογματίσας. XIPHILIN. in Sever. pag. 310. A. Éd. H. Steph.*

(20) L'Empereur *Caracalla* aiant fait mourir son Frère *Gète*, voulut, à ce que disent quelques-uns, obliger *Papinien* à lui composer un Discours, pour excuser ce meurtre devant le Sénat ou devant le Peuple. Mais le Jurisconsulte répondit, *Qu'il n'étoit pas aussi aisé d'excuser un parricide, que de le commettre; & que c'étoit un second parricide, après avoir été la vie à un Innocent, de l'accuser encore, & de chercher à flétrir sa mémoire.* SPARTIAN. in Antonin. Carac. Cap. VIII. IX.

(21) *Constance* aiant commandé de sa propre bouche à ce Préfet du Prétoire, de faire mettre à la question une personne innocente, il le refusa, priant l'Empereur de lui ôter sa charge, & de donner cette commission à d'autres: *Adeo ut, quum ei coram innocentem quemdam torquere Constantius præcepisset, æquo animo abrogari sibi potestatem oraret, hæcque potioribus aliis ex sententiâ Principis, agenda permitti. Lib. XXI. Cap. VI.* Au reste, cet *Helpidius* n'étoit point Païen, comme le croit notre Auteur, mais Chrétien. VOIEZ DE VALOIS, sur le passage qui vient d'être cité.

(22) Dans la persuasion où étoient ces Soldats Juifs, qu'ils violeroient leur Loi, en servant de manœuvres pour porter de la terre destinée à rebâtir le Temple d'un Faux Dieu; leur résolution est louable sans contredit. Mais, à considérer la chose en elle-même, je ne faisil n'y avoit pas là un scrupule mal fondé. A la vé-

TOM. II.

rité, si, avant la Captivité de *Babylone*, un Roi de *Juda* ou d'*Israël* avoit voulu bâtir un Temple dans ses Etats, à quelque fausse Divinité, ses Sujets auroient dû refuser tout travail nécessaire pour un tel Edifice; parce qu'en exerçant ce ministère, ils auroient contribué à introduire l'Idolatrie dans un Pais, d'où *DIEU* vouloit qu'elle fût entièrement bannie. Et ainsi cet *Urie*, Sacrificateur, dont il est parlé dans l'Ecriture, fit mal d'exécuter l'ordre que lui donna *Achaz* de bâtir un Autel sur le modèle de celui qu'il avoit vu à *Damas*: II. ROIS, Chap. XVI. vers. 10. & suiv. Mais ici ce n'est pas la même chose. L'Idolatrie régnoit, depuis long tems, à *Babylone*, & n'y anroit pas moins régné, quand quelques Soldats Juifs auroient refusé de porter des pierres ou de la terre, c'est-à-dire, de faire une chose indifférente en elle-même, par ordre d'un Prince, au service de qui ils étoient. *Alexandre* d'ailleurs n'exigeoit point cela d'eux, comme une marque qu'ils abjuroient le Judaïsme: il demandoit un ministère purement civil. Ainsi ils ne devoient pas plus faire difficulté de porter des pierres ou de la terre, pour aider à rebâtir le Temple de *Bel*, que *Nahaman le Syrien* n'en fit avec l'approbation du Prophète *Eliée*, d'accompagner le Roi de *Syrie* dans le Temple de *Rimmon*, & de se courber, pour laisser appuyer son Maître sur lui.

(23) Car cet Empereur ne laissa pas toujours les Chrétiens en repos, sur tout lors qu'il croioit avoir quelque prétexte pour les persécuter. *St. JÉRÔME* dit, qu'il fit égorgé une Armée Chrétienne: *JULIANUS, proditor animæ suæ, & Christiani jugulator exercitus* &c. (Epitaph. Nepotiani, pag. 26. C. Tom. I. Edit. Froben.) *St. AUGUSTIN* nous apprend, qu'on avoit commencé à persécuter les Chrétiens à *Antioche*, par son ordre; & qu'un Jeune Homme y fut mis à la question: *De Civit. Dei*, Lib. XVIII. Cap. LII. On trouve dans les Martyrologes, *St. Eliphium*, *Ecossois*, & trente-trois de ses Compagnons, que *Julien* fit décapiter entre *Toul* & *Grand*. Voyez aussi *JEAN d'Antioche*, in Excerpt. Peiresc. GROTIUS.

Aa

(24) Ce

qu'il étoit. Lors qu'il leur disoit, (24) Marchez au combat, pour la défense de l'Etat; ils lui obéissoient aussitôt. Mais quand il leur disoit, Prenez les armes contre les Chrétiens; ils respectoient alors les ordres de l'Empereur céleste, préférablement à ceux de l'Em-

(i) *Spiculator.*

perceur terrestre, comme le dit St. AMBROISE. Nous lisons aussi, que quelques (i) Exécuteurs publics, convertis au Christianisme, aimèrent mieux mourir, que de servir d'instrument à l'exécution des Edits & des Arrêts prononcez contre les Chrétiens.

(k) *Videllia, De Jure Belli, num. 23.*

10. Au reste, ce que nous venons d'établir a lieu lors même (k) qu'on est (25) faussement persuadé que ce que le Supérieur commande est injuste. Car tant qu'on ne peut se défabuser, on doit regarder la chose commandée comme illicite, selon ce qui a été dit ci-dessus.

§. IV. 1. MAIS que faut-il faire, lors qu'on doute seulement si la chose commandée est licite ou illicite? Plusieurs croient qu'en ce cas-là on doit obéir. Et quand on leur objecte la maxime communément approuvée, qui défend de faire ce dont on doute s'il est juste ou non; ils répondent, que celui qui doute pour la théorie peut ne point douter pour ce qui regarde la pratique; car il peut croire, que, dans un doute, on doit obéir au Supérieur.

2. On ne sauroit nier que cette distinction entre un Jugement de théorie, & un Jugement de pratique, n'ait lieu en matière de plusieurs actions. Les Loix Civiles, & parmi les Romains, & parmi d'autres Peuples, accordent non seulement (1) l'impunité à ceux qui obéissent en de telles circonstances, mais encore ne donnent point d'action civile contre eux. L'Auteur du Dommage, c'est, dit-on, (2) celui qui a commandé de le faire: pour l'autre, qui a été contraint d'obéir, il n'y a pas de sa faute. LA

né-

(24) Ce passage, qui n'est pas de St. AMBROISE, a été déjà cité ci-dessus, Liv. I. Chap. II. §. 10. num. 9. Note 38. où l'on peut voir ce que j'ai remarqué. Mais voici des paroles fort semblables de St. AUGUSTIN, que notre Auteur citoit à la fin de la Note précédente: JULIANUS exstitit infidelis Imperator: nonne exstitit apostata iniquus & idololatra? Milites Christiani servierunt Imperatori infideli. Ubi veniebat ad causam CHRISTI, non adprosciebant nisi illum qui in Caelo erat. Quando volebat, ut idola colerent & thurificarent, proponebant illi DRUM. Notre Auteur cite ici la Lettre L. de ce Père, écrite à Boniface; & il ajoute, que le passage se trouve rapporté dans le DROIT CANONIQUE, Caus. XI. Quæst. III. Can. 98. Mais GRATIEN le donne comme étant du Commentaire sur le Livre des PSEAUMES: & on indique à la marge le Pseume 124.

(25) Le mot de *falso*, ou quelque autre semblable, a été ici omis, dans toutes les Editions de l'Original.

§. IV. (1) On suppose, que celui qui obéit, ne le fait pas volontairement, & par conséquent n'est point coupable: Nam servum nihil deliquisse [CELSUS ait,] qui domino jubenti obtemperavit. DIGEST. Lib. IX. Tit. IV. De noxalib. actionib. Leg. II. Velle non creditur, qui obsequitur imperio patris, vel domini. Lib. I. Tit. XVII. De diversis Reg. Juris, Leg. IV. Voyez CUYAS sur cette dernière Loi (& Observat. XVI, 40.) SENEQUE dit, que celui qui veut une chose ne peut pas dire qu'il la fait nécessairement: In volente necessitas non est. Voyez JUL. PAULI Recept. Sentent. Lib. V. Tit. XXII. §. 2. LEGES LONGOBARD. Lib. I. Tit. IV. Cap. XI. & Tit. XXVI. De termino essorso: LEGES WISIGOTH. Lib. II. Tit. II. Cap. XI. Lib. VIII. Tit. I. Cap. III. IV. Lib. VII. Tit. IV. Cap. II. Mithridate ne fit point de mal à quelques Affranchis d'Attilius, Sénateur Romain, qui avoit conspiré contre lui: il leur pardonna, dit APPRIEN d'Alexandrie, parce que, quoique complices, ils n'a-

voient été que les ministres de leur Maître: Απελεύθεροι δ' ὅσοι τῷ Ἀττίλῳ συνεργήσαν, ἀπαθείς ἀφῆκεν, ὡς δισπότῃ διακοσμημένους. Bell. Mithridat. (pag. 387. Edit. Amst. 233. H. Steph.) Le même Prince en usa de même, à l'égard des Amis particuliers de son fils Mitharès, révolté contre lui: Τὰς δὲ τῷ πατρὶ φίλους ἀπαθείς, ὡς υπηρέτας ἰδὺς φίλους γενομένους, ἀφῆκεν. (Pag. 400. Amstel. 241. H. Steph.) Tibérius Gracchus ne fut point puni du Traité conclu avec les Numantins; parce qu'il l'avoit fait par ordre du Commandant de l'Armée: [PLUTARCH. Vit. Gracchor. pag. 826, 827.] St. CHRYSOSTÔME remarque, qu'on a bien puni plusieurs Magistrats, pour avoir fait mourir injustement quelques personnes; mais qu'on n'accusera jamais en Justice les Bourreaux dont ils se sont servis pour exécuter ces Innocens, & qu'on ne pensera pas même à les rechercher; la nécessité d'obéir où ils ont été, suffisant pour les disculper: Πολλοὶ γὰρ ἀρχόντων ἐπὶ φόνοις ἀδίκους κατηγορηθέντες, δικὴν ἔδοσαν τὰς δὲ δημοὺς τὰς διακοσμημένους τῷ φόρῳ, καὶ αὐτοὺς χειρὰς γενομένους τῆς σφαγῆς, οὐδ' εἰς διακρίσειον ἰλκυσταί τις, ἀλλ' ἐπὶ ζήτησαι τὴν ἀρχὴν, τῆς ἀνάγκης ὑπὲρ αὐτῶν ἀπολογουμένης, καὶ τὰ τῆς ἀρχῆς ἀξιώματι, καὶ τῇ τῆς ὑποταγῆς φύσει. De Providentia, Lib. III. GROTIUS.

(2) Is damnatum dat, qui jubet dare: ejus vero nulla culpa est, cui parere necesse est. DIGEST. Lib. I. Tit. XVII. De diversis Reg. Jur. Leg. CLXIX. Liber homo, si, jussu alterius, manu injuriam dedit, actio Legis Aquilæ cum eo est, qui jussit, si modo jussu imperandi habuit: quod si non habuit, cum eo agendum est, qui fecit. Lib. IX. Tit. II. Ad Leg. Aquil. Leg. XXXVII. init. Qui jussu Judicis aliquid facit, non videtur dolo malo facere, qui parere necesse habet. De diversis Reg. Jur. Leg. CLXVII. §. I. GROTIUS.

(3) Il met l'Esclave agissant par ordre de son Maître, au même rang que les choses inanimées dont on se sert pour tuer, par exemple, quelcun, ou la main avec laquelle on frappe: Ἐτι ἐπεὶ πολλὰ καὶ τὸ πῶμα λεί-

nécessité d'obéir à celui qui a pouvoir de commander, fournit une excuse légitime : & autres semblables maximes.

3. ARISTOTE même (3) met au rang de ceux qui n'agissent point injustement, quoi qu'ils fassent quelque chose d'injuste, un Esclave qui fait ce que son Maître lui commande. C'est le Maître alors, dit-il, qui agit injustement, parce que c'est lui qui est le principe de l'action. En effet, un Esclave n'a pas tout le Jugement (4) nécessaire, pour discerner le Juste d'avec l'Injuste; selon un ancien Proverbe, qui (5) porte, que l'Esclavage ôte la moitié de l'Esprit. C'est pourquoi SENEQUE soutient, (6) qu'un Esclave n'est pas le Censeur, mais l'Exécuteur des volontez de son Maître. TACITE dit la même chose des Sujets: (7) les Dieux, selon lui, ne leur ont laissé que la gloire d'obéir; ils ont donné à leur Prince le pouvoir de juger souverainement. Le même Historien nous apprend, (8) que Tibère regarda le jeune Pison comme innocent du crime d'avoir eu part à la Guerre Civile; parce qu'il n'avoit pu qu'obéir à son Père.

4. St. AUGUSTIN est dans la même pensée, pour ce qui regarde en particulier la question de la Guerre, dont il s'agit. Un Homme-de-bien, dit-il, (9) qui porte les armes, sous un Prince même sacrilège, peut innocemment obéir à ses ordres, sans rien faire contre l'ordre établi pour la tranquillité de la Société Civile, pourvu qu'il soit assuré que ce qu'on lui ordonne n'a rien de contraire aux Commandemens de DIEU, ou du moins qu'il ne soit point assuré qu'il y ait quelque chose de contraire. En ce cas-là, il peut se faire que le Prince soit coupable, d'avoir ordonné des choses injustes: mais la condition de Sujet, qui demande l'obéissance, rend le Soldat innocent. UN Soldat, dit ailleurs (10) le même Père, lors qu'il tue quelqu'un par ordre d'une Puissance légitime, de

qui

λέγεται, & ὅτι ὡς τὰ ἄλυσχα κτείνου, καὶ ἡ χεὶρ, καὶ οἰκίτης ἐπιτάξαντος, & ἀδικεῖ μὲν, ποιεῖ δὲ τὰ ἀδίκᾳ. Ethic. Nicomach. Lib. V. Cap. XII. Il appelle ailleurs formellement les Esclaves, des instrumens animez; & les instrumens, des Esclaves inanimez: Ὁ γὰρ δῶλον, ἐμψυχον ὄργανον τὸ δ' ὄργανον, ἄλυσχον δῶλον. Lib. VIII. Cap. XIII.

(4) C'est, à mon avis, ce que notre Auteur entend par ces mots: *in famulo vis deliberatrix plena non est*; comme quand il dit ci-dessus des Enfants en bas âge, qu'ils n'ont pas *vis electrix*, Chap. V. de ce Livre, §. 2. non. 1. Et c'est à cause de ce défaut de Jugement qu'on suppose, selon lui, que les Esclaves n'ont pas la liberté de délibérer sur ce que leurs Maîtres leur ordonnent, pour savoir s'il est juste ou non. Ainsi, quand il fait ensuite application de cette maxime aux Enfants même en âge de raison, & aux Sujets, la pensée est, que, selon ceux dont il rapporte le sentiment, un Fils ne connoît pas, aussi bien que son Père, ce qu'il doit faire ou ne pas faire; & les Sujets non plus ne sont pas assez éclairés sur les affaires qui ont du rapport au Gouvernement, pour se mêler de juger de ce que le Souverain ordonne. A cause de quoi l'Orateur THEMISTIUS, (Orat. IX.) parlant de la Guerre, compare les Princes à la Raison; & les Soldats, qui servent sous lui, à la Colère; comme notre Auteur le remarquoit plus bas, dans une petite Note. Effectivement la chose se trouve ainsi souvent, mais non pas toujours.

(5) Notre Auteur cite ici premièrement ce Proverbe, comme il l'appelle:

Ἡμῶν τῆς ἀρετῆς ἀποαίρεται δόλιον ἥμαρ.

Ensuite, deux autres vers, qui signifient, que Jupiter ôte la moitié de l'Esprit, ou de la Raison, à ceux qui sont réduits à la condition d'Esclaves:

Ἡμῶν γὰρ τῆς νύκ ἀπαμείρεται εὐρύσπα Ζεὺς Ἀνδρῶν, ὅς ἂν δὴ κατὰ δόλιον ἥμαρ ἔλθῃ.

Enfin, cet autre vers, rapporté par PHILON, dont

le sens est, qu'un Esclave n'a pas de la Raison:

Δῶλον πέφυκας ἔμμεσι σοι λόγῳ.

Ce dernier vers se trouve dans le Traité de l'Auteur Juif, qui a pour titre, *Que tout Homme-de-bien est libre*, pag. 871. D. Edit. Paris. Pour les autres, l'Auteur avoit pris apparemment le premier dans LONGIN, qui le cite comme étant d'HOMÈRE Scéf. XLIII. Ce Rhéteur avoit en vue cet endroit de l'Odyssée, Lib. XVII. vers. 322, 323.

Ἡμῶν γὰρ τῆς ἀρετῆς ἀποαίρεται εὐρύσπα Ζεὺς

Ἀνδρῶν, ὅς ἂν δὴ κατὰ δόλιον ἥμαρ ἔλθῃ.

Voilà sans doute les deux autres vers que notre Auteur donne pour différens du premier, quoique semblables, & sans en marquer la source. C'est qu'il les avoit lus dans PLATON, qui les cite précisément de la même manière, *De Legibus*, Lib. VI. pag. 777. A. Tom. II. Ed. H. Steph. Du reste, le sens revient à la même chose.

(6) *Servus herilis imperii non censor est, sed minister.* Lib. III. Excerpt. Controv. IX.

(7) Il met cela dans la bouche d'un Chevalier Romain, parlant à Tibère: *Tibi summum rerum judicium Dii dedere: nobis obsequii gloria relicta est.* Annal. Lib. VI. Cap. VIII. num. 5.

(8) *Post quæ Tiberius adolescentem [Pisonem] crimine civilis belli purgavit. Patris quippe jussu, nec potuisse filium detrectare.* Annal. Lib. III. Cap. XVII. num. 1.

(9) *Quum ergo vir justus, si forte sub Rege, etiam sacrilego, militet, rectè possit, illo jubente, bellare, civicæ pacis ordinem servans, cui quod jubetur, vel non esse contra Dei præceptum certum est, vel, utrum sit, certum non est; ita ut fortasse reum faciat Regem iniquitas imperandi, innocentem autem militem ostendat ordo serviendi &c.* Contra Faust. Lib. XXII. Cap. LXXV.

(10) *Nam si Miles, quum obediens potestati, sub qua legitimè constitutus est, hominem occidit; nullà civitatis suæ lege reus est homicidii: immo, nisi fecerit, reus est imperii deserti atque contemti, quod si suâ sponte atque*

qui il dépend, n'est point coupable d'homicide par les Loix de l'Etat, dont il est Sujet : au contraire, s'il refusoit de faire alors ce qu'on lui commande, il se rendroit coupable de désobéissance. Mais si de lui-même, & de sa pure autorité, il alloit tuer un Homme, il commettrait un véritable Homicide. De sorte que la même chose qui l'expose à être puni, quand il la fait sans ordre, le rend punissable, lors qu'il ne la fait point après en avoir eu ordre.

(a) Sylvest. verb. Bellum, Part. I. num. 9. Qu. IV. Custr. in Digest. de Just. & Jur. Leg. V. Soto, Lib. V. Qu. I. Art. 7. & Qu. III. Art. 3. Victoria, de jure Bell. num. 32. Covarruv. ad Cap. Peccatum, Part. II. §. 10. num. 6. (b) Quæst. Quod. Lib. II. (c) Voiez des exemples d'autres Auteurs, qui sont de ce sentiment, dans Lambert de Schafnaburg. (d) Bald. II. Confil. 385. Sotus, de det. secr. Membr. 3. quæst. 2. in resp. ad. 1.

5. C'est sur ce principe que l'on croit communément, (a) que, par rapport aux Sujets, il peut y avoir une Guerre juste de part & d'autre, c'est-à-dire, qui ne soit (11) injuste d'aucun des deux côtés.

6. Cependant il n'est pas sans difficulté, de dire que l'on doive obéir à un Supérieur, lors qu'on doute de la justice de ce qu'il commande. Et le Pape (b) ADRIEN, Hollandois de nation, le dernier des Cardinaux de deçà les Alpes qui a été élevé au Pontificat, soutient (c) l'opinion contraire. On peut la défendre, non pas précisément par la raison qu'il allègue, mais par une autre plus pressante, c'est que, quand on doute pour la théorie, on doit se déterminer, dans la pratique, du côté le plus sûr : or (12) le plus sûr est ici, de s'abstenir d'aller à la Guerre. On loué les Esséniens, de ce qu'ils juroient (13), entr'autres choses, de ne faire du mal à personne, quand même il leur seroit ordonné par leurs Supérieurs. A leur (14) exemple, les Pythagoriciens s'abstenoient de la Guerre, par la raison, dit J A M-

BLIQUE, (15) que la Guerre n'inspire que meurtres & que carnage. 7. En vain objecteroit-on ici, que l'on court risque d'autre côté de se rendre coupable de désobéissance envers un Supérieur légitime. Car l'un & l'autre de ces inconvénients, je veux dire, celui de servir dans une Guerre injuste, & celui de désobéir, étant incertain, (puis que, si la Guerre est effectivement injuste, ce n'est pas désobéir, que de refuser d'y aller) on peut, sans pécher, choisir le moindre des deux maux que l'on craint. (d) Or, en matière de pareilles choses, la désobéissance est (16) un moindre mal, que l'Homicide, sur tout quand on s'expose à faire mourir un grand nombre d'In-

aucloritate fecisset, in crimen effusæ humani sanguinis incidisset. Itaque, unde ponitur, si fecerit injustus, inde ponitur, si non fecerit injustus. De Civit. Dei, Lib. I. Cap. XXVI. Le même Père remarque ailleurs, que ce n'est pas un péché, & qu'on n'appelle pas non plus proprement Homicide, lors qu'un Soldat tue quelque Ennemi ; ou lors qu'un Juge fait mourir un Criminel, ou que le Bourreau l'exécute ; ou lors qu'on tue quelqu'un, sans y penser, en lâchant une arme : Si homicidium est hominem occidere ; potest tamen occidere aliquando sine peccato. Nam & Miles hostem, & Judex, vel minister ejus, nocentem ; & cui forte invito, atque imminenti, telum manu fugit, non mihi videntur peccare, quoniam hominem occidunt. EVOIUS. Ad sententiam. Sed homicidium isti appellari non solent. De Libero Arbitr. Lib. I. Cap. IV. Ce passage se trouve cité dans le DROIT CANONIQUE, Caus. XXIII. Quæst. V. (Cap. XLI. & le premier aussi, ibid. Cap. XIII.) GROTIUS. (11) Notre Auteur citoit ici ces demi-vers, sans dire de qui ils sont :

Quis justius induit arma,

Scire nefas

C'est LUCAIN, qui parle ainsi, au sujet de la Guerre entre César, & Pompée, Pharsal. Lib. I. vers. 126, 127. La raison qu'il allègue de cette incertitude, est que, si les Dieux se déclarèrent pour César, le sage Caton fut du parti de Pompée :

Magno se iudice quisque tuetur :

Vixit causa Dei placuit, sed victa Catoni.

Pensée, que l'on a critiquée avec raison, comme trop hardie, & injurieuse à la Divinité.

(12) Cela est bon, quand il est libre de prendre tel parti qu'on veut entre aller à la Guerre, ou n'y point aller. Mais ici il faut comparer l'incertitude où l'on est touchant la justice de la Guerre, avec l'obligation claire d'obéir à un Supérieur légitime. Ainsi le parti le plus sûr est d'obéir, puis qu'on ne sauroit douter que l'on ne soit tenu d'obéir à celui qui commande, & que le commandement peut n'avoir rien d'injuste, quoi qu'on ne soit point assuré s'il est tout-à-fait juste. Tout ce qu'il y a, c'est qu'en matière des choses, de la justice desquelles on a quelque lien de douter, on doit chercher toutes les voies honnêtes & légitimes d'empêcher que le Souverain ne veuille nous mettre dans la nécessité de faire de semblables choses. Voiez, au reste, ce que dit PUFENDORF, sur cette question, Liv. VIII. Chap. I. §. 8. ou dernier.

(13) Καὶ μήτε κατὰ νόμον βλάψεν τινα, μήτε ἐξ ἐπιτάγματος. JOSEPH. De Bell. Jud. Lib. II. Cap. XII. pag. 786. E. On trouve précisément les mêmes termes dans PORPHYRE. De abst. Animal. Lib. IV. Pag. 388. Edit. Lugd. 1620.

(14) Voiez ce que l'on a dit ci-dessus, Chap. II. de ce Livre, §. 2. Note 4.

(15) Πολὺ μᾶλλον ἀδελφωτέρων τὸν ἄνθρωπον ἡ γένοιτο κτείνειν, ἢ καὶ ἐπιδόμεν. Φύσιν δὲ χορηγέτης καὶ νομοθέτης ὁ πόλεμος. De Vita Pythagor. §. 186. Edit. Kuster.

(16) Mais le carnage fait dans une Guerre juste, & par la nécessité de la Guerre, n'étant pas un véritable Homicide ; & dans le cas dont il s'agit, le Sujet n'étant point assuré que la Guerre soit injuste : le moindre inconvénient est, au contraire, du côté de l'obéissance. (17)

d'Innocens. La Fable ancienne nous dit, (17) que *Mercur* étant accusé devant le Conseil des Dieux, de ce qu'il avoit tué *Argus*, il s'excusa sur l'ordre que *Jupiter* lui en avoit donné: cependant les Dieux n'osèrent l'absoudre. MARTIAL, dans une de ses Epigrammes, n'excuse pas non plus (18) *Pothin*, Officier du Roi *Ptolomée*, quoi qu'il le fasse regarder comme moins coupable que *Marc Antoine*.

8. Quelques-uns font une autre objection, qui n'a pas beaucoup de force. (e) Si l'on établit, disent-ils, que les Sujets peuvent se dispenser de porter les armes, toutes les fois qu'ils doutent de la justice de la Guerre; l'État sera par là souvent en danger de périr; parce que pour l'ordinaire il n'est pas à propos de découvrir au Peuple les raisons des délibérations qui se prennent dans le Conseil du Souverain. Cela peut être, pour ce qui regarde les motifs qui engagent à prendre les armes. Mais il est faux, qu'on puisse en user ainsi, à l'égard des raisons justificatives de la Guerre. Ces raisons (19) doivent être claires & évidentes, & telles par conséquent, qu'on puisse & qu'on doive les publier. Ce que TERTULLIEN assure, peut-être trop généralement, de toute sorte de Loix sans distinction, a lieu certainement en matière des Loix ou des Ordonnances particulières, qui imposent la nécessité d'aller à la Guerre: Un (20) Citoyen, dit-il, ne peut pas obéir fidèlement à la Loi, s'il ne connoît la nature de ce que la Loi punit. Il n'y a point de Loi, qui doive se contenter d'être juste au gré du Législateur; il faut toujours qu'elle fasse connoître sa justice à ceux de qui elle exige l'obéissance. Une Loi est suspecte d'injustice, du moment qu'elle ne veut pas qu'on examine si elle est juste. Et c'est une Loi tyrannique, que celle qui veut absolument qu'on lui obéisse, quoi qu'elle ne puisse alléguer aucune bonne raison pour persuader qu'elle est juste.

9. Rien aussi n'est plus propre à animer le Soldat, que la persuasion où il est qu'il combat pour une cause juste: au lieu, que s'il soupçonne le contraire, cela est capable d'abattre son courage; ainsi que le (21) remarque PROPERCE, & comme l'insinué STACE, autre Poète Latin, par la manière dont il fait parler (22) *Achille*, & (23) *Thésée*. Un ancien (24) Panégyriste dit là-dessus, qu'une bonne conscience a

tant

(17) Je ne sai, dans quel Ouvrage de l'Antiquité notre Auteur a pris cette circonstance: & il auroit mieux fait de ne point l'alléguer, puis que, comme le remarque ici OBERECHT, l'exemple n'est point à propos. *Mercur* pouvoit & devoit favoir, que l'ordre de *Jupiter* étoit manifestement injuste; *Argus* n'étant coupable, que de servir *Junon* dans le dessein qu'elle avoit d'empêcher les galanteries criminelles de son Mari.

(18) *Antonius tamen est pejor, quam causa Pothini: hic facinus domino praeiitit, ille sibi.* Epigramm. Lib. III. Epigr. LXVI. vers. 5, 6. Cet exemple est encore plus mal appliqué, que le précédent. Car ce fut *Pothin* lui-même, comme chacun sait, qui inspira au Roi *Ptolomée* le dessein de faire assassiner *Pompée*, uniquement pour gagner les bonnes grâces de *César*.

(19) Mais, outre qu'il peut arriver, comme le remarque BOECLER, (Diff. de religione Mandati, Tom. I. pag. 248.) qu'il ne soit pas à propos d'alléguer d'abord les principales raisons justificatives; ces raisons, quelque claires qu'elles soient, peuvent être telles, que la plupart des Sujets, & ceux dont on auroit le plus de besoin, ne seront pas capables d'en sentir toute la force, à cause de la matière même, qui demande des discussions au dessus de leur portée. De sorte qu'il leur sera facile de se former des scrupules, ou de les prendre pour prétexte de leur paresse, ou de leur inclination à désobéir. En général, il est dangereux d'établir, qu'un simple doute puisse dispenser de l'obéissance à un Supérieur légitime: & il fustit bien

d'accorder cette dispense, dans les cas où l'on est pleinement persuadé de l'injustice de la chose commandée. Il est juste, que, dans un doute, la présomtion soit en faveur du Supérieur.

(20) *Neque civis fideliter Legi obsequitur, ignorans quale sit, quod ulciscitur Lex. Nulla Lex sibi soli conscientiam justitiae suae debet, sed eis, à quibus obsequium expectat. Ceterum suspecta Lex est, quae probari se non vult: improba autem, si non probata dominetur.* Apolog. Cap. IV. Voyez aussi *Ad Nationes*, Lib. I. Cap. VI.

(21) J'ai déjà cité le passage, sur le Discours préliminaire de notre Auteur, §. 28. Note 2.

(22) Il prie *Ulysse* de lui apprendre la cause & l'origine de la Guerre de *Troie*, à laquelle *Ulysse* l'avoit persuadé d'aller: cela, ajoute-t-il, m'anamera d'une juste colère:

— *Quae Danaï tanti primordia belli, Ede: libet justas hinc sumere protinus iras.*

Achilleid. Lib. II. vers. 332, 333.

(23) Ce Prince exhorte & encourage ses Soldats, en leur représentant la bonté de la cause, pour laquelle ils marchent:

Ite, alacres, tantaeque, precor, confidite causae.

Thebaid. Lib. XII. vers. 648.

(24) Ce Panégyriste, c'est NAZARIUS, dans son Panégyrique de *Constantin*, qui est le neuvième du Recueil qu'on a fait de ces sortes de pièces. Voici le passage: *Tantum, etiam inter arma, bona conscientia sibi vindicat, ut jam caperit non virtutis magis, quam integritatis, esse victoria.* Cap. VII. num. 2. Edit. Cellar.

tant de force, même à la Guerre, que l'on peut regarder la victoire comme un effet de l'intégrité de celui qui a la bonne cause, plutôt que de sa valeur. Dans l'endroit de la GENÈSE, où est racontée l'expédition d'Abraham contre quelques Roitelets de la Palestine, il y a un (25) mot, que quelques Savans expliquent comme s'il vouloit dire, que ce Patriarche, avant que de mener ses gens au combat, les instruisoit pleinement de la justice des raisons qui l'obligeoient à prendre les armes.

10. Il est certain, que les Déclarations de Guerre, comme nous le verrons plus bas, se faisoient autrefois solennellement, & étoient accompagnées de la raison pourquoi on prenoit les armes; afin que tout le Genre Humain, pour ainsi dire, pût connoître de la justice de la cause. En effet, la Prudence est bien une Vertu propre du Souverain, (26) selon la remarque d'ARISTOTE: mais la Justice convient à tout Homme, considéré comme tel.

(f) *Ægid. Reg. de act. supern. Disp. XXXI. Dub. V. num. 85. Bannes, II. 2. Qu. XL. Molina, Tract. II. Disp. CXIII.*

11. Il semble, du moins, que (f) l'on doive absolument se ranger au sentiment du Pape ADRIEN, dont nous avons parlé, lors qu'un Sujet doute non seulement de la justice de la Guerre, mais encore panche à croire, sur des raisons vraisemblables, que la Guerre est injuste; sur tout s'il s'agit d'une Guerre Offensive, & non pas d'une Défensive.

12. Il y a même apparence, qu'un Bourreau, (27) avant que d'exécuter un Criminel condamné à mort, doit être suffisamment instruit de son crime, ou pour avoir assisté aux Informations & au Jugement du Procès, ou par la confession même du Coupable, afin (28) d'être assuré qu'il mérite de mourir. C'est aussi ce qui se pratique en quelques endroits. Et la Loi de (g) Moïse ordonnoit, pour la même raison, que les Témoins, sur la déposition desquels quelcun avoit été condamné à être lapidé par le Peuple, fussent les premiers à jeter la pierre contre lui.

(g) *Deuteronom. XVII, 7.*

§. V. 1. QUE si, après avoir allégué les raisons qu'on a d'entrer en guerre, les Sujets ne les trouvent pas assez justes; il est alors certainement du devoir d'un bon

Ma-

(25) Le mot de יָרֵךְ *jarek*, Chap. XIV. vers. 14. Quelques-uns aussi ramènent au même sens le mot de חֲנִיכָיו *hanichau*, qui se trouve au même endroit, & ils l'expliquent, instruits par lui, c'est-à-dire, par Abraham. Le Roi Hérode, dans un Discours qu'il fit aux Juifs, après avoir reçu quelque échec de la part des Arabes, leur représenta, combien justement il avoit entrepris cette guerre, y étant forcé par les insultes de l'Ennemi; & il ajouta, que ce devoit être pour eux un grand encouragement: Βέλομαι δὲ πρῶτον μὲν ὑπὲρ τῆς πολέμου, ὡς δικαίως αὐτὸ ποιεῖν, ἐπιδείξαι, διὰ τὴν ὑβρίν τῶν ἐναντίων ἡμαρτανένον· μέγιστον γὰρ, εἰ μάθαιτε τὸτο, προθυμίας ἄτιον ὑμῖν ἔσθαι. (Antiq. Jud. Lib. XV. Cap. VIII. pag. 521. C.) GROTIUS.

Le sens, que les Interprètes, dont parle notre Auteur, donnent aux paroles du Livre de la GENÈSE, n'est pas bien fondé. Il y a grande apparence, que l'Historien Sacré veut dire seulement, qu'Abraham mena au combat ses gens dressés aux armes. Voyez là-dessus Mr. LE CLERC.

(26) C'est dans la Politique: Ἡ δὲ φρόνησις, ἀρχόντων ἰδίᾳ ἀρετὴ μόνη. Lib. III. Cap. III. pag. 268. Ed. Heinsii.

(27) A la vérité, quand cela se peut, c'est toujours le mieux. Mais, du caractère dont les Bourreaux sont ordinairement, il est souvent impossible qu'ils jugent si la Sentence est juste, ou non. Il suffit donc de dire, qu'ils ne doivent point prêter leur bras à l'exécution qu'on leur commande, lors qu'ils sont convaincus, ou qu'ils peuvent l'être, de l'innocence du Prévenu condamné, ou par des preuves de fait, sur lesquelles ils

ne sauroient se tromper, ou par des raisons de droit, qui sont à leur portée. Voyez ce que j'ai dit des Huissiers, sur PUFENDORF, Droit de la Nat. & des Gens, Liv. VIII. Chap. I. §. 6. Note 4.

(28) C'est pour cela que les gens de Saül, plus consciencieux que l'Iduméen Doëg, ne voulurent point, quoique ce Prince le leur commandât, tuer les Sacrificateurs, qui demeuroient à Nob, I. SAMUEL, XXII, 17. Et le troisième des Officiers, qu'Achab avoit envoyés pour prendre Elie, se garda bien de lui faire aucune violence, II. ROIS, I, 13. Quelques Bourreaux, convertis au Christianisme, renoncèrent dès-lors à cet emploi, comme à un métier dangereux. Voyez le MARTYROLOGE, & BE'DE, Lib. I. Cap. VII. GROTIUS.

§. V. (1) Mais, comme le remarque ici HENNINGES, un des Commentateurs de cet Ouvrage, si le Prince n'a aucun droit de contraindre ses Sujets à servir, lors qu'ils doutent de la justice de ses armes; il n'aura pas non plus droit de leur imposer des subides pour la Guerre. Les Sujets, qui, dans cette supposition, ne devroient point l'aider de leur bras, ne pourroient pas non plus en conscience l'aider de leurs biens; puis qu'on ne doit fournir aucun secours, quel qu'il soit, pour l'exécution d'une action mauvaise.

(2) A la vérité, on fait bien de ne forcer personne, tant qu'on trouve assez de Soldats, soit naturels du Pais, ou Etrangers, qui s'enrôlent volontairement. Mais, comme il pourroit arriver qu'on manqueroit de Troupes, l'Etat se verroit sans défense, s'il n'étoit jamais permis au Souverain de forcer ses Sujets, quel-

que

Magistrat, d'exiger d'eux (1) quelque subside extraordinaire, plutôt que de les obliger à servir : sur tout s'il ne manque pas d'ailleurs de gens qui veulent porter les armes. Et un Roi juste peut employer ces gens-là, qui s'offrent volontairement, non seulement lors qu'ils le font en bonne conscience, mais encore lors qu'il y a quelque chose de vicieux dans leur résolution : de même que DIEU se sert du ministère & du Diable, & des Méchans, qu'il trouve tout disposez à faire certaines choses, & comme on peut innocemment, dans un grand besoin, emprunter de l'argent d'un Usurier.

2. Bien plus : lors même que la justice d'une Guerre est claire comme le jour, il ne semble pourtant (2) pas juste de contraindre un Chrétien à porter les armes ; parce que s'abstenir de la Guerre, quand on peut la faire innocemment, est un (3) acte de Sainteté extraordinaire, que l'on a exigé, pendant long tems, sous le Christianisme, des Ecclésiastiques & des Pénitens ; & recommandé à tous les autres Chrétiens en différentes manières. Voici ce qu'ORIGÈNE répond (4) à l'objection que CELSE lui faisoit, sur ce que les Chrétiens refusoient d'aller à la Guerre : *Les Prêtres de vos Idoles, les Sacrificateurs de ceux que vous croiez être Dieux, gardent leurs mains pures, & ne versent point le sang humain, afin de pouvoir offrir à ces prétendus Divinitez des sacrifices qui ne soient souillés d'aucun Meurtre : on n'enrôle point ces Ministres Publics de votre Religion, quand il s'élève quelque Guerre ; & ce n'est pas sans raison que vous les dispensez de servir. Combien plus donc nous qui, en gardant aussi nos mains pures, combattons auprès de DIEU par nos prières, en faveur des autres qui font justement la Guerre, & de celui qui règne légitimement, devons-nous être regardez comme des Soldats à notre manière, en qualité de Prêtres & d'Adorateurs de DIEU ?* ORIGÈNE donne là à tous les Chrétiens le nom de Prêtres, suivant le stile (a) des Ecritains Sacrez.

§. VI. I. IL PEUT arriver aussi, à mon avis, que dans une Guerre non seulement douteuse, mais encore manifestement injuste, les Sujets se défendent justement à certains égards. Car l'Ennemi, quelque juste que soit sa cause, n'ayant pas droit véritable-

(a) I. Pierre, II, 5. Apocal. I, 6.

que juste sujet, qu'il ait de prendre les armes. Mr. BUNDEUS, qui croit d'ailleurs avec notre Auteur, qu'un Sujet ne doit pas, dans un doute, prendre les armes pour servir son Prince, soutient néanmoins, que, quand la justice de la Guerre est claire, le Prince peut contraindre ses Sujets à marcher. Voyez la Dissertation *De officio Imperantium circa conscribendum militem*, §. 11. parmi les SELECTA JURIS NAT. ET GENTIUM. En quoi je ne fais les principes de cet habile Auteur sont assez liés ensemble. Car, quelque bien fondées que le Prince croie ses raisons justificatives, & quoi qu'elles le soient effectivement ; dès-là que les Sujets diront, qu'ils ne les trouvent pas telles, & qu'ils doutent de leur solidité ; comme chacun est seul Juge de ce qui se passe dans sa propre conscience, on ne pourra jamais les convaincre, qu'ils soient persuadés de la justice de la cause ; & par conséquent on ne devra jamais les forcer. La vérité est, que, par une suite nécessaire de la constitution même des Sociétez Civiles, le Souverain a plein droit de contraindre ses Sujets à porter les armes, lors qu'il se détermine à entreprendre la Guerre par des raisons justificatives de la dernière évidence, & qu'il ne trouve pas d'ailleurs assez de gens qui s'enrôlent volontairement ; sans qu'il soit obligé alors d'avoir égard aux Scrupules de ceux dont le bras lui est absolument nécessaire. Mais je crois qu'il arrivera très-rarement que des Sujets soient bien persuadés qu'une cause est injuste, quoique la justice en soit manifeste. Les plus simples ne peuvent guères en ce cas-là qu'avoir des doutes ; & le doute, selon moi, n'exemte pas de l'obéissance.

Après tout, le conflit qu'il y airoit entre les droits de la Conscience de quelques Particuliers, & les droits du Souverain, autoriseroit bien ces Particuliers à refuser d'obéir, mais n'empêcheroit pas néanmoins que le Souverain ne conservât son autorité. Le bien de l'Etat ne doit point être sacrifié à de vains scrupules.

(3) Ceci est fondé sur la distinction des Conseils & des Préceptes, que nous avons réfutée ailleurs, Liv. I. Chap. II. §. 9. Note 19. On peut dire, au contraire, que vouloir se dispenser de la Guerre, lors qu'elle est nécessaire, comme nous la supposons toujours avec notre Auteur, & qu'on peut y servir utilement ; c'est non seulement une lâcheté, mais encore un défaut de charité, ou plutôt une violation des engagements où est tout Citoyen, comme tel, de défendre sa Patrie.

(4) Εἰπομεν ἂν πρὸς τὰς ἀλλοτρίους τῆς πίστεως, καὶ ἀξιώντας ἡμᾶς στρατεύεσθαι ὑπὲρ τοῦ κοινῆ, καὶ ἀνθρώπους ἀναίρειν ὅτι καὶ οἱ καθ' ὑμᾶς ἱερεῖς ἀγαλλματῶν τινῶν, καὶ νεωκόροι ὧν νομιζετε Θεῶν, τηρεῖσιν αὐτῶν αἱματόν τιν διξίαν, διὰ τὰς θυσίας, ἢ ἀναιμάκτοις χερσὶ, καὶ καθαροῖς ἀπ' φόνων, προσάγωσι τὰς νενομισμένας θυσίας οἷς φατε Θεοῖς. καὶ ἡ δὲ πρὶν, πολέμῳ καταλαμβάνοντες, καὶ τὰς ἱερεῖς στρατεύετε. Εἰ ἐν τῷ εὐλόγῳ γίνεταί ποσῶν μάλλον, ἄλλων στρατευομένων, καὶ ἔτοι στρατευομένων, ὡς ἱερεῖς τοῦ Θεοῦ καὶ θεραπεύται καθαροῖς μὴ τηρεῖν τὰς διξίας, ἀγωνίζοντο δὲ διὰ τῶν πρὸς Θεὸν εὐχῶν, ὑπὲρ τῶν δικαίως στρατευομένων, καὶ ὑπὲρ τῆς δικαίως βασιλεύοντος, ἵνα τὰ ἐναντία πάντα, καὶ ἐχθρὰ τοῖς δικαίως πρᾶττεσι, καθαιρεθῇ. Contra Cel. Lib. VIII. pag. 427. Edit. Cantabrig.

blement, ou en conscience, de tuer les Sujets innocens de l'autre parti, qui n'ont eu aucune part au sujet de la Guerre; n'ayant, dis-je, aucun droit de les tuer, qu'autant que cela est nécessaire pour sa défense, ou (1) par une suite de ce qu'il fait sans dessein, puis que ceux qui sont tels ne méritent pas d'être punis: il s'ensuit, que, si l'on est assuré que l'Ennemi vient tout résolu de ne point épargner, quoi qu'il le pût, la vie des Sujets de son Ennemi; ces Sujets peuvent se défendre en vertu du Droit de Nature, dont les privilèges ne leur ont point été ôtez par le Droit des Gens.

2. On ne doit pourtant pas, à cause de cela, dire que la Guerre est juste des deux côtés. Car il ne s'agit point ici du fond même de la Guerre, mais d'un acte particulier d'hostilité, lequel, quoi qu'il soit exercé par celui qui a d'ailleurs droit de faire la Guerre, est néanmoins injuste, & par conséquent peut justement être repoussé.

§. VI. (1) Voyez le Chapitre suivant, ou le premier du Liv. III. §. 4.

FIN DU SECOND LIVRE.



LE DROIT DE LA GUERRE, ET DE LA PAIX.

LIVRE TROISIEME.

Où l'on traite de tout ce qui regarde le cours de la Guerre, & des
Traitez de Paix, qui y mettent fin.

CHAPITRE I.

Règles générales, pour connoître ce qui est PERMIS dans la GUERRE, selon
le Droit Naturel: Où l'on traite aussi des RUSES de Guerre, & du
MENSONGE en général.

I. *Transition, & ordre des matières dont on va traiter.* II. Première Règle: *Que tout ce qui est nécessaire pour le but de la Guerre, est aussi permis.* III. Seconde Règle: *Que le droit qu'on a contre un Ennemi vient non seulement de ce qui a donné lieu à prendre les armes, mais encore des nouvelles causes qui surviennent pendant le cours de la Guerre.* IV. Troisième Règle: *Que l'on peut faire innocemment, par une suite accidentelle des justes actes d'hostilité, des choses qu'on ne pourroit pas faire directement & de propos délibéré.* Restriction de cette maxime. V. *Comment on peut agir contre ceux qui fournissent à l'Ennemi certaines choses.* VI. *Si la RUSE est permise dans la Guerre?* VII. *Qu'il y a une Tromperie négative, & une Tromperie positive; & que la première n'est point illicite par elle-même.* VIII. *Distinction de la Tromperie positive en celle qui se fait par des actes qui peuvent signifier tout ce qu'on veut, & celle qui se fait par des actes qui signifient certaines choses déterminées, en vertu de quelque convention.* Qu'à l'égard des premiers, il n'y a point de mal à tromper. IX. *Difficulté de la question, par rapport aux autres sortes d'actes.* X. *Qu'il n'est pas toujours illicite de se servir de termes, qu'on sait qui seront pris dans un autre sens que celui qu'on a dans l'esprit.* XI. *En quoi consiste la nature du MENSONGE illicite.* XII. *Qu'il est permis de dire quelque chose de faux à des Enfants, ou à des personnes qui ne sont pas dans leur bon-sens.* XIII. *Comme aussi lors qu'on trompe par là ceux auxquels le discours ne s'adresse point, & qu'il seroit permis de tromper indépendamment du discours.* XIV. *Il en est de même, lors qu'on parle à des gens, qui veulent bien être trompez de cette manière.* XV. *Et quand on use*

du droit de Supériorité qu'on a sur quelqu'un : XVI. Peut-être aussi , lors qu'il n'y a pas moyen de sauver autrement la vie d'une personne innocente , ou quelque autre chose d'équivalent. XVII. Liste d'Auteurs , qui ont cru qu'on peut dire quelque chose de faux à un Ennemi. XVIII. Qu'on ne doit point étendre cela aux Promesses : XIX. Ni aux Sermens. XX. Qu'il est pourtant plus conforme à la Générosité , & en même tems à la Simplicité Chrétienne , de s'abstenir de toute tromperie en paroles , même par rapport à un Ennemi. XXI. Qu'il n'est pas permis de solliciter quelqu'un à une chose qu'on peut bien faire par soi-même innocemment , mais qu'il ne peut faire sans crime. XXII. Qu'on peut néanmoins accepter le service de ces sortes de gens , lors qu'ils viennent s'offrir d'eux-mêmes.

§. I. 1. **N**OUS avons traité & des personnes qui font la Guerre , & des raisons qui autorisent à prendre les armes. Il faut voir maintenant quelles choses sont permises pendant la GUERRE, (1) & jusqu'où & de quelle manière on peut user de cette permission.

2. Les choses permises pendant la Guerre , sont telles ou purement & simplement en elles-mêmes , ou en vertu de quelque Promesse.

3. Celles qui sont permises purement & simplement en elles-mêmes , le sont ou par le Droit de Nature , ou par le Droit des Gens. Commençons par ce que le Droit de Nature permet.

(a) *Fr. Victoria, de Jure Belli, num. 15.*

§. II. 1. JE DIS premièrement , comme je l'ai déjà remarqué (1) plus d'une fois , (a) qu'en matière de Choses Morales , les Moyens qui conduisent à une certaine Fin , se revêtent de la nature même de cette Fin. Ainsi tout ce (2) qui est nécessaire , non pas d'une nécessité physique & infaillible , mais d'une nécessité morale , pour le maintien ou la poursuite de quelque droit que l'on a ; on est censé être autorisé à le mettre en usage comme on le juge à propos. Et par les droits que l'on peut poursuivre ou maintenir de cette manière , j'entens ceux qui sont proprement ainsi nommez , & qui emportent (3) un pouvoir d'agir uniquement fondé sur le bien de la Société. Par exemple , il m'est permis , si je ne puis autrement sauver ma vie , d'user de toute sorte de violences pour repousser celui qui veut me l'ôter , quoique peut-être il soit lui-même innocent ; comme (b) nous l'avons dit ailleurs : parce que ce droit ne vient pas proprement de l'injustice de l'Agresseur , mais de la Nature même , qui m'autorise à me conserver moi-même.

(b) *Liv. II. Chap. 1. §. 3. num. 3.*

(c) *Victor. ubi supra, num. 18, 39, 55.*

2. Je puis même , lors que je me vois menacé (c) d'un péril certain à l'occasion d'une chose appartenante à autrui , m'en emparer , sans considérer s'il y a , ou non , de la faute de celui à qui elle appartient. Bien entendu , que je ne m'approprie pas pour cela

CHAP. I. §. I. (1) ST. AUGUSTIN dit très-bien , qu'au milieu même de la Guerre , on doit garder la foi , & chercher la paix : *Ut in ipsis bellis (si adhuc in eis versari te opus est) fidem teneas, pacem queras.* Ad Bonifac. Comit. Epist. LXX. *Esto ergo, etiam bellando, pacificus.* Epist. CCV. ad eundem Bonifac. Il y a , dans PROCOPE, *Pandalic. Lib. I. (Cap. XVI.)* un beau discours de Bélisaire à ses Soldats , où il montre , que ceux qui font la Guerre ne doivent pas laisser pour cela d'observer la Justice. PAUL OROSE dit , que c'est ainsi que se font les Guerres Civiles , sous le Christianisme & par les Princes Chrétiens , lors qu'il n'y a pas moyen de les éviter : *Ecce, Regibus & temporibus Christianis, qualiter bella civilia, quam vitari nequeunt, transiguntur.* Lib. VII. Le même Historien ,

parlant de Théodose , désire tout le monde de lui montrer , depuis le commencement de la fondation de Rome , une seule Guerre , qui ait été entreprise si justement & si nécessairement , & si heureusement finie , par les soins de la Providence , en sorte que ni les Combats n'en aient été fort sanglants , ni la victoire suivie d'une cruelle vengeance : *Unum aliquod, ab initio Urbis condita, bellum proferant, tam piâ necessitate susceptum, tam divini felicitate confectum, ubi nec pugna gravem cadem, nec victoria cruentam exegerit ultionem.* GORIUS.

§. II. (1) Voyez *Liv. II. Chap. V. §. 24. num. 2. & Chap. VII. §. 2. num. 3.*

(2) Notre Auteur ne veut pas parler des choses essentiellement mauvaises , & qui , comme telles , ne sau-

cela cette chose; ce qui n'est point nécessaire pour le but dont il s'agit: mais que je la garde seulement, jusqu'à ce que je n'en aie plus rien à craindre; comme nous l'avons aussi (d) expliqué ailleurs.

3. Lors aussi que quelqu'un me retient une chose qui est à moi, j'ai droit naturellement de la lui enlever, (4) car, si cela est trop difficile, de me saisir de quelque autre chose d'équivalent. (e) J'en puis user de même, pour avoir ce qui m'est dû, & qu'on me refuse. Et en ces cas-là, je deviens propriétaire de ce que j'ai pris, parce qu'il n'y a pas d'autre moyen de redresser l'inégalité qu'il y avoit à mon désavantage.

4. Lors qu'on a un juste sujet de punir quelqu'un, toute voie de fait, sans laquelle on ne sauroit exercer la punition, est aussi juste & légitime; aussi bien que tout ce qui fait partie de la punition, comme les Incendies, & autres moyens de détruire les choses qui appartiennent au Coupable: c'est-à-dire, autant que le demande la juste proportion entre la Peine & le Crime.

§. III. I. IL FAUT savoir, *en second lieu*, que le droit qu'on a contre un Ennemi est fondé non seulement sur ce qui a donné lieu à prendre les armes, mais encore sur les nouvelles causes qui surviennent pendant le cours de la Guerre: de même qu'en Justice, une Partie acquiert souvent un nouveau droit, depuis l'ouverture du Procès. Lors, par exemple, que d'autres, soit Alliez ou Sujets, se joignent contre moi avec l'Agresseur, ils me donnent droit par là de me défendre aussi contr'eux.

2. De même, ceux qui se mêlent dans une Guerre injuste, sur tout s'ils peuvent & s'ils doivent savoir qu'elle est injuste, s'engagent par là à dédommager l'Ennemi des frais de la Guerre, & des pertes qu'il y fait; parce qu'ils lui causent du dommage par leur faute.

3. Ceux qui entrent dans une Guerre, qu'un autre a entreprise sans quelque raison plausible, se rendent aussi par là sujets à être punis, à proportion de la grandeur de leur injustice. PLATON (1) approuve qu'on pousse la Guerre, *jusqu'à ce que les Coupables soient contraints de subir la punition que l'Offense leur imposera.*

§. IV. I. REMARQUONS, *en troisième lieu*, que le droit d'agir emporte une permission de faire indirectement (1) & sans un dessein formel, bien des choses que l'on ne pourroit pas faire sans cela & en vuë d'elles-mêmes. Nous avons expliqué (a) ailleurs, comment cela a lieu dans une juste Défense de soi-même.

2. Ainsi, pour avoir ce qui nous appartient, (b) si l'on ne peut prendre précisément autant qu'il nous est dû, on a droit de prendre une chose qui vaut davantage, sous l'obligation néanmoins de rendre la valeur de ce qui est au delà de la Dette.

3. On peut canonner un Vaisseau plein de Corsaires, ou une Maison pleine de Voleurs, quoique, dans ce Vaisseau ou dans cette Maison, il se trouve quelque peu d'Enfants, de Femmes, ou d'autres personnes innocentes, qui courent risque d'être enveloppées dans la ruine de ceux à qui on en veut justement.

4. Si

sauroient être légitimes en aucun cas, & à quelque fin qu'on les rapporte; mais seulement de celles, qu'on ne pourroit pas faire d'ailleurs sans la liaison nécessaire qu'elles ont avec une fin légitime. Voyez ce qu'il dit ci-dessous, à la fin du paragraphe 6. A la vérité, les choses mauvaises de leur nature ne sont pas ordinairement nécessaires, de la nécessité dont il s'agit. Mais supposé qu'elles le fussent, comme cela n'est pas impossible, & qu'on ne pût, par exemple, maintenir ou obtenir ses justes droits, que par un Adultère, par un Blasphème, par un Sacrilège, par une abjuration de la Religion que l'on croit vraie; l'innocence de la fin n'empêcheroit pas que les moyens ne fussent entièrement illicites, & qu'on ne dût, plutôt que d'en employer de tels, renoncer aux prétentions

les plus légitimes.

(3) *Facultatem agendi in solo societatis respectu.* Voyez le Discours préliminaire de notre Auteur, §. 7, 8. Ce n'est pas que les autres sortes de droits, qui imposent une Obligation imparfaite, ne contribuent au bien de la Société: mais ils ne sont pas absolument nécessaires pour la maintenir en paix; & c'est pour cela qu'on ne peut pas les faire valoir par les voies de la Force.

(4) Voyez ci-dessus, Liv. II. Chap. VII. §. 2. §. III. (1) Le passage a été déjà cité ci-dessus, Liv. II. Chap. XX. §. 8. num. 9. à la fin.

§. IV. (1) Voyez THOMAS d'Aquin, II. 1. Quest. LXXIII. Art. 8. & MOLINA, Tract. II. Diss. CXXI. GROTIUS.

(d) Liv. II. Chap. II. §. 10.

(e) *Strucst.* verb. *Bellum*, Part. I. num. 10. vers. *Prima.*

(a) Liv. II. Chap. I. (b) *Fr. Historia*, de *Jure Belli*, num. 27.

4. Si un homme aiant environné sa possession de murailles, il en tombe des pierres, qui tuent quelqu'un; le Propriétaire n'est point coupable de cette mort; c'est un exemple, que (2) St. AUGUSTIN allégué.

5. Mais il faut se souvenir ici de ce que nous avons dit plusieurs fois, que les choses conformes au Droit proprement ainsi nommé, ne sont pas toujours permises à tous égards. Car la Charité envers le Prochain défend souvent d'user de ce droit rigoureux. Il faut donc prendre garde de ne donner lieu à rien de ce qui arrive & qu'on prévoit pouvoir arriver, même contre notre intention; à moins que le bien qu'on se propose en faisant une action sujette à cet inconvénient, ne soit plus considérable que le mal qu'on en appréhende; ou que, dans l'égalité du bien & du mal, il n'y ait beaucoup plus d'apparence que le bien arrive, qu'il n'y en a que le mal s'ensuive. C'est de quoi le jugement est laissé à la prudence de chacun. Il y a seulement ici une règle à observer, c'est que, dans un doute, on doit pencher du côté qui est plus favorable à autrui, qu'à nous-mêmes, comme vers le côté le plus sûr. Ne cueillez point l'ivraie, dit (c) le souverain Docteur, mais laissez-la croître jusqu'à la moisson, de peur que vous n'arrachiez le Blé en même tems. Faire mourir plusieurs personnes sans distinction, c'est, selon (3) SENEQUE, imiter l'impétuosité aveugle d'un Incendie, ou de la chute d'un Bâtiment. Nous voyons dans l'Histoire, combien l'Empereur Théodose, après s'être abandonné à un tel excès pour cause de punition, en fit sérieusement pénitence, sur les remontrances de St. Ambroise.

6. Si DIEU en use quelquefois de cette manière, cela ne nous autorise point à l'imiter. Il agit alors en vertu du droit souverain & absolu qu'il a sur nous, & qu'il ne nous a point donné les uns sur les autres; comme (d) je l'ai remarqué ailleurs. Ce même DIEU néanmoins, tout Maître qu'il est des Hommes, pardonne ordinairement à une Multitude de Méchans, quelque grande qu'elle soit, en considération d'un très-petit nombre de Gens-de-bien, & témoigne par là l'équité dont il use en qualité de Juge; comme il paroît clairement par l'entretien (e) qu'il eut avec le Patriarche Abraham, au sujet de la Ville de Sodome.

§. V. I. VOILA les Régles générales, par où l'on pourra connoître ce que le Droit Naturel permet par rapport à un Ennemi. On demande encore, de quelle manière on peut agir par rapport à ceux qui n'étant point Ennemis, & ne voulant point passer pour tels, fournissent néanmoins certaines choses à notre Ennemi déclaré.

2. Cette question a été agitée autrefois, aussi bien que depuis peu, avec beaucoup de chaleur: les uns tenant pour la rigueur des Loix de la Guerre; les autres, pour la li-

(2) Unde nec reus est mortis alienæ, qui, quum suæ possessioni murorum ambitum circumduxit, aliquis ex ipsorum usu percussus interit. Epist. ad Publicol. CLIV. C'est ainsi que notre Auteur cite ce passage, dans la première Edition, dans celle de 1632. & dans celle de 1642. la dernière publiée de son vivant. Les dernières Editions ont été changées par je ne sais qui, selon l'Original, où il y a murum, au lieu de murorum ambitum, & si aliquis. . . intereat, pour aliquis. . . interit. Notre Auteur avoit suivi la manière dont on lisoit ce passage dans le DROIT CANONIQUE, Caus. XXIII. Quest. V. Cap. VIII. Mais le Correcteur de l'Edition de Rome a mis depuis, sur la foi d'un Manuscrit du Vatican, ex lapidibus murum circumduxerit; ce qui vaut mieux. Dans les paroles suivantes, quelques Editions de l'Original portent, ex ipsius RUINIS, pour ex ipsorum usu. La dernière leçon paroît la meilleure, pourvu qu'on la corrige, & qu'on mette, comme il faut, à mon avis, CASU, au lieu d'USU, qui a pu se glisser facilement. Le sens le demande, comme on voit; & GRONOVIVS, qui

veut qu'on lise prolapsus, au lieu de percussus, n'a pas pris garde, que ce seroit alors clairement & directement la faute de celui qui seroit monté sur la muraille; au lieu qu'il s'agit de certains cas où le dommage semble provenir de ce que fait une personne en usant de son droit: comme dans cet exemple, ou St. AUGUSTIN veut dire, qu'on ne laisse pas de pouvoir bâtir une Muraille, pour fermer ses Possessions, encore qu'il puisse arriver que la Muraille venant à tomber tue quelqu'un. J'ai suivi ce sens, en traduisant le passage.

(3) Multos autem occidere, & indiscretos, incendii ac ruinae potentia est. De Clement. Lib. I. Cap. XXVI. in fin.

§. V. (1) C'est ce que les Athéniens appelloient Ἀποπρήτα, Marchandises de contrebande; comme les Cordages, les Outres, le Bois, la Cire, la Poix. Voyez le Scholiaste d'ARISTOPHANE, sur les Grenouilles (vers. 365.) & sur les Chevaliers (vers. 282.) GROTIVS.

(2) C'est dans la Réponse de cette Princesse à une Let-

liberté du Commerce. Pour savoir ce qu'on doit penser là-dessus, il faut d'abord distinguer la nature des différentes choses que les Peuples Neutres peuvent fournir à un Ennemi. Car il y en a, qui ne servent que pour la Guerre, comme les Armes. Il y en a d'autres, qui ne sont d'aucun usage à la Guerre, comme celles qui ne sont faites que pour le plaisir. Il y en a enfin, qui servent & dans la Guerre, & hors de la Guerre, comme l'Argent, les Vivres, les Vaisseaux, & (1) leurs dépendances.

3. A l'égard de la première sorte, il est certain que l'on peut regarder comme du parti de notre Ennemi, ceux qui lui fournissent des choses nécessaires pour la Guerre; ainsi que la Reine (2) *Amalasouthe* le disoit autrefois à l'Empereur *Justinien*.

4. Pour les choses qui ne servent qu'au plaisir, on n'a pas lieu de se plaindre, si ceux qui sont neutres les fournissent à notre Ennemi. C'est sur ce principe que (3) *SENEQUE* soutient, qu'on peut témoigner de la reconnaissance à un Tyran, si (a) le service qu'on lui rend, en vue de ceux qu'on en a reçus, n'est pas capable de lui donner de plus grandes forces pour travailler à la ruine de l'État, ou d'affermir celles qu'il a déjà; en un mot, si l'on peut se montrer reconnaissant envers lui, sans nuire au Public. Le Philosophe, pour expliquer sa pensée, ajoute, entr'autres, les exemples suivans: *Je ne donnerai point, dit-il, à ce Tyran, de l'argent, pour paier ses Gardes: mais s'il souhaite d'avoir du Marbre, ou des Etoffes magnifiques, je ne ferai du mal à personne, en lui procurant de pareilles choses, pour satisfaire son luxe. Je ne lui fournirai ni Soldats, ni Armes: mais s'il me demande instamment des Comédiens . . . ou autres choses semblables, propres à adoucir sa féroce; je les lui fournirai volontiers. Je ne voudrois pas lui donner des Vaisseaux de guerre: mais je ne ferai point difficulté de lui envoyer des Gondoles, des Galiotes, & autres semblables Bâtimens, pour la promenade ou pour le divertissement.* *St. AMBROISE* (4) met aussi au rang des libéralitez mal entendues, celles qu'on fait à une personne qui conspire contre la Patrie.

5. En matière de la troisième (b) sorte de choses, qui sont d'usage en tout tems, il faut distinguer, selon l'état de la Guerre. Car si je ne puis me défendre, sans arrêter des choses de cette nature, que l'on envoie à mon Ennemi; (5) la nécessité me donne droit alors de m'en faire, comme nous (c) l'avons expliqué ailleurs, à la charge de restituer, s'il ne survient quelque autre raison qui m'en empêche.

6. Que si les choses, qu'on a déjà envoyées à mon Ennemi, ont été causées que je n'ai pu venir à bout de ce que j'avois entrepris pour la poursuite de mon droit, & que celui qui a transporté ces choses-là ait pu le savoir, comme si j'assiégeois une Place, si

(a) Voiez
Paruta, Lib.
VII.

(b) Voiez
les *Décretales*,
Lib. V. Tit.
VI. De *Jur-*
dictis, Can. VI.
& XVII.

(c) *Liv. II.*
Chap. II. §.
10.

Lettre de *Justinien*, rapportées l'une & l'autre par *PROCOPE*, que notre Auteur cite en marge, *GORTHEIC*. Lib. I. Cap. III.

(3) *Sed, quamvis hoc ita sit, & ex eo tempore omnia mihi in illum [Tyrannum] sint libera, ex quo, corrumpendo fas omne, ut nihil in eum nefas esset, effecerit: illum mihi servandum modum credam, ut si beneficium illi meum neque vires majores daturum est in exitium commune, nec confirmaturum quam habet, id autem erit, quod illi reddi sine periculis publica possit, reddam. . . Pecuniam, quæ sustulit stipendio teneat, non subministrabo: si marmora & vestes desiderabit, nihil oberit cuiquam id, quo luxuria ejus instruitur. Militem, & arma, non suggeram: si pro magno petet munere artifices scenæ, . . . & quæ feritatem ejus emolliant, libens offeram. Cui trimes & arutas non mitterem, luforias & cubiculatas, & alia ludibria Regum in mari lascivientium, mittam.* De Benefic. Lib. VII. Cap. XX.

(4) *Officere enim istud est, non prodesse alteri: si largiatur et, qui conspiret adversus patriam. . . non est hæc probabilis liberalitas &c.* Offic. Lib. I. Cap. XXX.

(5) Notre Auteur suppose ici que l'on soit réduit à la dernière extrémité; & en ce cas-là, sa décision est bien fondée: quoi qu'en dise feu *Mr. COCCÉJUS*, *Disfert. De Jure Belli in Amicos*, §. 12. où il ne fait que critiquer notre Auteur sur ce qu'il établit ailleurs, que, dans un cas de nécessité, les Biens redeviennent communs. Il suffit, comme il est vrai, que l'on puisse alors se servir du bien d'autrui, sans le consentement même du Propriétaire. Mais pour ce qui est des cas suivans, ce Jurisconsulte a raison, selon moi, de dire, §. 15, 17. que, pourvu qu'en fournissant du Blé, par exemple, à celui des deux Ennemis qui est assiégé, & pressé par l'autre, on ne le fasse pas à dessein de le délivrer de cette extrémité fâcheuse, & qu'on soit d'ailleurs tout prêt à vendre aussi les mêmes denrées à l'autre Ennemi; l'état de Neutralité, & la liberté du Commerce, ôtent à l'Assiégé tout sujet de se plaindre de nous. J'ajoute, que cela a d'autant plus lieu, lors que l'on avoit accoutumé de trafiquer de ces sortes de choses, avant la Guerre, avec celui qui en a maintenant un grand besoin.

(d) Sylvest.
verb. Restitu-
tio, Part. III.
§. 12.

je tenois un Port bloqué, & que l'Ennemi fût sur le point de se rendre, ou de faire la paix : le tiers sera tenu de me dédommager du préjudice (d) qu'il m'a causé par sa faute ; comme le feroit celui qui feroit fortir de prison le Débiteur d'un autre, ou qui lui fourniroit les moïens de s'évader, pour frustrer le Créancier de sa dette. Je pourrai aussi prendre des effets de ce tiers, jusqu'à la concurrence du dommage causé, & me les approprier pour le recouvrement de ce qu'il me doit.

7. Si le dommage n'est pas actuellement causé, mais qu'on ait voulu le causer, j'aurai droit de retenir les choses qu'on envoioit à mon Ennemi, pour contraindre celui qui les envoioit à me donner des sûretés pour l'avenir, comme des Otages, des Gages, ou quelque autre chose de semblable.

8. Si l'injustice de mon Ennemi envers moi est de la dernière évidence, & que le tiers neutre, en lui envoiant des choses comme celles dont il s'agit, le fortifie & le

(6) Voyez des exemples de ces fortes de notifications, dans la Ligue des Princes Chrétiens contre les *Egyptiens*, les *Sarazins*, & autres, DECRETAL. Lib. V. Tit. VI. De *Judeis*, Can. XI. & EXTRAVAGANT. Lib. V. Tit. II. De *Judeis*, Can. I. On a publié en Italien un Livre intitulé, LE CONSULAT DE LA MER, où l'on trouve les Ordonnances, sur ce sujet, des *Empereurs Grecs*, de ceux d'*Allemagne*, des Rois de *France*, d'*Espagne*, de *Syrie*, de *Chypre*, de *Majorque* & *Minorque* ; comme aussi de la République de *Venise*, & de celle de *Gènes*. Au Titre CCLXXIV. de cet Ouvrage, on traite de ces fortes de questions ; & voici des décisions qu'on y donne. Si un Vaisseau de transport & la charge, appartiennent aux Ennemis ; il est clair, dit-on, qu'en le prenant, on se l'approprie de droit. Que si le Vaisseau appartient à des gens d'un Pais neutre, & que les marchandises, qu'il porte, soient à nos Ennemis ; on peut contraindre le Patron à mener son Vaisseau dans quelqu'un des Ports, qui sont de notre parti, en lui payant les frais du voiage. Mais si, au contraire, le Vaisseau appartient aux Ennemis, & les Marchandises à des gens d'un Pais neutre ; il faut ou traiter avec eux pour la valeur du Vaisseau, ou si ceux qui sont dedans ne veulent point traiter, ils peuvent être contraints de venir dans quelqu'un de nos Ports, & de nous payer ce qu'ils devoient pour le passage. Lors que les *Hollandois* étoient en guerre avec la Ville de *Lubeck*, & autres Villes situées sur la *Mer Baltique*, & sur l'*Elbe*, en M. CCCC. XXXVIII. il fut jugé, dans une Assemblée nombreuse des Etats, que les Marchandises trouvées dans quelque Vaisseau des Ennemis, n'étoient pas de bonne prise, s'il paroïssoit qu'elles appartenissent à d'autres : & cela a passé depuis en loi. Le Roi de *Danemark* étoit dans la même pensée, puis qu'en l'année M. D. XCVII. il envoya aux *Hollandois*, & à leurs Alliez, une Ambassade, pour conserver à ses Sujets le droit qu'il prétendoit qu'ils eussent de porter des Marchandises en *Espagne*, avec laquelle les *Hollandois* avoient alors une Guerre très-sanglante. En *France*, on a toujours permis aux Peuples, qui sont en paix, de commercer même avec les Ennemis du Roïaume ; & cela avec si peu de réserve, que les Ennemis mêmes cachotent souvent leurs effets sous le nom d'autrui ; comme il paroît par une Ordonnance de M. D. XLIII. Chap. XLII. qui a été renouvelée dans celle de M. D. LXXXIV. & dans les suivantes. Il est porté expressément dans ces Ordonnances, que les Amis de la *France* pourront commercer, en tems de Guerre, mais seulement avec leurs propres Vaisseaux, & par leurs gens ; & transporter leurs Marchandises où il leur plaira, pourvu que ce ne soient pas des choses nécessaires

à la Guerre avec lesquelles ils veulent aider les Ennemis : auquel cas, il est permis aux *François* de se saisir de ces fortes de choses, & les garder, en payant ce qu'elles valent. Ici il y a deux choses à remarquer : l'une est, que, par les Loix de *France*, dont nous venons de parler, on ne confisque pas même ce qui sert à la Guerre ; l'autre, que les Marchandises d'un usage innocent sont, à plus forte raison, à l'abri de la confiscation. J'avoue, qu'on en a quelquefois usé autrement parmi les Peuples du Nord : mais l'usage y a été variable, & accommodé aux circonstances des tems, plutôt que réglé sur des maximes perpétuelles d'Equité. Les *Anglois* aiant voulu, sous prétexte de leurs Guerres, empêcher le commerce des *Danois*, cela fit naître, il y a long-tems, entre ces deux Peuples, une Guerre, qui ne finit pas heureusement pour les *Anglois* : car les *Danois* leur imposèrent un tribut, appelé le *Denier Danois*, dont le nom subsista, après même que la raison du tribut eût été changée, jusqu'à *Guillaume le Batard*, qui est le Fondateur de la Race aujourd'hui régnante [dans le tems que GROTIVS écrivoit ceci] ; comme l'a remarqué cet Historien très-fidèle, Mr. DE THOU, Lib. XCVI. sur l'année M. D. LXXXIX. La Reine *Elizabeth*, Princesse très-sage, envoya, en M. D. LXXV. des Ambassadeurs en *Hollande*, savoir le Chevalier *Guillaume Winter*, & *Robert Beale*, Secrétaire du Conseil Privé, pour représenter aux *Provinces Unies*, que l'*Angleterre* ne pouvoit digérer qu'elles eussent fait arrêter des Vaisseaux *Anglois*, qui alloient dans des Ports d'*Espagne*, pendant le plus grand feu de la Guerre entre l'*Espagne* & les *Provinces Unies*. C'est ce que rapporte EVERARD DE REIDE, dans son *Histoire des Provinces Unies*, sur l'année 1575. (pag. 17. de la Traduction Latine de DENYS VOSSIUS) & CAMDEN, *Anglois*, sur l'année suivante, (pag. 273. Ed. Elzevir. 1625.) Lors qu'en suite les *Anglois* furent devenus Ennemis de l'*Espagne*, ils voulurent eux-mêmes empêcher les Villes d'*Allemagne* d'y envoyer des Vaisseaux : en quoi ils agissoient sans pouvoir alléguer un droit bien clair, comme il paroît par les Ecrits publiés de part & d'autre, & qui méritent d'être lus de tous ceux qui veulent s'instruire sur cette matière. Il est à remarquer, que les *Anglois* eux-mêmes reconnoissent, dans les Livres écrits en leur faveur, que leurs prétentions n'étoient guères bien fondées ; puis qu'ils se servent de ces deux raisons principales : l'une, que les Marchandises, que les Vaisseaux Allemands transportoient en *Espagne*, étoient des choses qui servoient à la Guerre ; l'autre, que cela ne leur étoit pas permis par d'anciens Traitez. Les *Hollandois*, & leurs Alliez, firent depuis un semblable Traité avec ceux de *Lubeck*, & leurs Alliez, en M. DC. XIII. par lequel ils s'en-
ga-

le mette en état de soutenir opiniâtrément une Guerre si injuste ; il sera alors tenu envers moi non seulement pour le civil , ou pour le dommage qu'il me cause , mais encore criminellement , comme une personne qui dérobe aux poursuites du Juge un Criminel convaincu. Ainsi je ferai alors en droit de punir le tiers , selon l'exigence du fait ; & je pourrai pour cet effet le dépouiller même de ses biens , si le cas échet.

9. C'est pour toutes ces raisons (6) que ceux qui entrent en guerre le notifient ordinairement aux autres Peuples , afin que ceux-ci soient instruits & des raisons justificatives qui ont obligé à prendre les armes , & des espérances qu'on a de tirer raison de l'injustice.

10. Au reste , j'ai rapporté au Droit Naturel la question que je viens d'examiner , parce (7) que je n'ai rien trouvé dans les Histoires , d'où il parût qu'il y ait eu

gageoient réciproquement à ne point permettre que les Sujets de leurs Ennemis trafiquassent dans leur Pais , & à ne point aider leurs Ennemis ni d'argent , ni de Troupes , ni de Vaisseaux. Depuis , savoir en l'année M. DC. XXVII. il fut convenu entre le Roi de Suède , & de celui de Danemark , que le Roi de Danemark empêcheroit tout commerce avec la Ville de Dantzic , Ennemie des Suédois , & qu'il ne laisseroit même passer par le Détroit de Sund aucune Marchandise que l'on portât à quelque autre Ennemi de la Suède ; en récompense de quoi le Roi de Danemark stipuloit , à son tour , certains avantages. Mais ce sont-là des Conventions particulières , d'où l'on ne peut inférer aucune Règle générale , que tous les Peuples doivent suivre. Les Allemands , d'autre côté , dirent dans les Ecrits dont j'ai parlé un peu plus haut , que les Traitez , qu'on alléguoit , ne défendoient pas le transport de toute sorte de Marchandises , mais seulement de celles qui avoient été déjà portées en Angleterre , ou achetées dans ce Royaume. Et ils ne furent pas les seuls qui s'opposèrent à l'interdiction que l'Angleterre faisoit de tout commerce avec ses Ennemis : les Polonois se plaignirent aussi par un Ambassadeur envoié exprès , que l'Angleterre violoit le Droit des Gens , en voulant leur ôter la liberté du Commerce , sous prétexte de la Guerre qu'elle avoit avec l'Espagne ; comme le rapportent CAMDEN (pag. 692, & seqq.) & DE REIDE , que nous avons déjà cités , sur l'année M. D. XCVII. (pag. 372, & seqq.) Après la Paix de Vervins , la Reine Elizabeth continuant la Guerre avec l'Espagne , pria le Roi de France de permettre qu'elle fit visiter les Vaisseaux François qui alloient en Espagne , pour savoir s'ils n'y portoient point de munitions de Guerre cachées : mais on le refusa , par la raison que ce seroit une occasion de favoriser le pillage , & de troubler le Commerce. Dans le Traité , que l'Angleterre fit avec les Hollandois & leurs Alliez , en l'année M. DC. XXV. on convint , que l'on prieroit les autres Puissances , intéressées à abattre la grandeur de l'Espagne , d'interdire tout commerce avec les Espagnols : & que , si elles le refusoient , on visiteroit les Vaisseaux de leur Pais , pour savoir s'ils portoient des munitions de Guerre ; mais que , pour les autres Marchandises , on ne les arrêteroit point , ni les Vaisseaux , & on ne feroit aucun mal aux gens des Peuples Neutres. La même année , un Vaisseau de Hambourg allant en Espagne , chargé en grande partie de munitions de Guerre ; les Anglois prirent ces munitions , mais ils paierent la valeur des autres Marchandises. Et les Anglois voulant confisquer quelques Vaisseaux de France qui alloient en Espagne , le Roi de France déclara , qu'il ne le souffriroit point. Nous avons donc eu raison de dire ,

qu'il faut que ceux qui entrent en guerre , le notifient aux Etats Neutres , & leur signifient qu'ils aient à ne point commercer avec l'Ennemi. Les Anglois eux-mêmes l'ont reconnu , & l'ont pratiqué : on en voit des exemples dans CAMDEN , sur l'année M. D. XCI. & M. D. XCVIII. On n'a pourtant pas toujours eu égard à ces sortes de notifications : mais on a distingué les tems , les lieux , & les causes. En l'année M. CCCC. LVIII. la Ville de Lubec ne jugea pas à propos d'accorder à celle de Dantzic , la demande qu'elle lui faisoit de ne point négocier avec ceux de Malmoë & de Memel , ses Ennemis. Les Hollandois en usèrent de même , en l'année M. D. LI. lors que la Ville de Lubec leur fit signifier qu'ils ne commercassent point en Danemark , avec qui elle étoit alors en guerre. L'année M. DC. XXII. pendant la Guerre entre les Suédois & les Danois , le Roi de Danemark pria les Villes Anseatiques de ne faire aucun commerce avec la Suède : quelques-unes de ces Villes lui accordèrent sa demande , parce qu'elles avoient besoin de l'amitié du Roi de Danemark , mais d'autres n'en voulurent rien faire. Dans la Guerre entre la Suède & le Roi de Pologne , les Hollandois n'ont jamais voulu interrompre leur commerce ni avec les Suédois , ni avec les Polonois. Et lors qu'ils étoient en guerre avec l'Espagne , ils ont toujours rendu à la France les Vaisseaux qui avoient été pris par des Hollandois , allant en Espagne , ou en revenant. Voyez le Discours de LOUIS SERVIN , alors Avocat du Roi , fait en M. D. XCII. au sujet de l'affaire de ceux de Hambourg. Mais les mêmes Hollandois ne voulurent point permettre que les Anglois portassent des marchandises à Dunquerque , devant laquelle ils avoient une Flotte. Et la Ville de Dantzic , en M. CCCC. LV. fit dire aux Hollandois , qu'ils ne portassent rien à Königsberg , comme nous l'apprend GASPARD SCHUTZ , dans son Histoire de Prusse. Voyez CABET. Decis. XLVII. num. 2. SERAPHIN DE FREITAS , dans son Traité de *justo imperio Lusitanorum Asiatico* , où il cite plusieurs autres Auteurs. GROTIUS.

(7) On trouve bien des choses , sur cette question , dans l'Histoire de Danemark du Savant MEURSIUS , Lib. I. & II. où l'on voit que ceux de Lubec , & l'Empereur , soutiennent la liberté du Commerce , pendant que les Danois veulent l'ôter. Voyez aussi ALBERT CRANTZIUS , *Vandalic. Hist.* Lib. XIV. (Cap. 41.) DE THOU , sur l'année 1589. Lib. XCVI. CAMDEN , outre les passages déjà cités , dans quelques autres endroits , sur les années 1589. & 1595. où est traitée la dispute qu'il y eut entre les Anglois , & les Villes Anseatiques d'Allemagne. GROTIUS.

(e) Polyb.
Lib. I. Cap.
LXXXIII.

(f) Plutarch.
in Demetr.
pag. 904. E.
Tom. I. Edit.
Wech.

eu quelque chose d'établi là-dessus par le Droit des Gens arbitraire. Les Carthaginois arrêterent plusieurs Romains qui avoient porté des vivres à leur Ennemi : (e) ils les rendirent ensuite, lors qu'on les demanda de la part de Rome. Le Roi Démétrius étant entré dans le País d'Athènes avec une Armée, & ayant déjà pris les Villes voisines d'Eleusis & de Rhamnus, (f) comme il étoit sur le point d'affamer Athènes, il vint un Vaisseau étranger qui y portoit des vivres. (8) Ce Prince fit pendre le Maître du Vaisseau & le Pilote, & épouvantant par là les autres qui auroient voulu imiter leur exemple, il se rendit maître de la Ville.

§. VI. 1. VENONS maintenant à la manière dont on peut agir contre un Ennemi. La Terreur & la Force ouverte sont le caractère propre de la Guerre, & la voie la plus commune dont on se sert. Mais ne peut-on pas aussi employer la Tromperie & les Ruses ? C'est une question que l'on agite ici ordinairement.

2. HOMÈRE (1) a décidé, il y a long tems, pour l'affirmative. Il est suivi en cela par (2) PINDARE, & par (3) VIRGILE : & lui-même nous représente Ulysse, en la personne duquel il a voulu donner l'idée d'un Homme Sage, comme usant de toute sorte d'artifices pour tromper son Ennemi. Sur cette autorité, LUCIEN établit pour règle, (4) qu'en trompant un Ennemi, on se rend digne de louange. Solon, ce fameux Sage de Grèce, (5) suivit cette maxime. XÉNOPHON (6) dit, qu'à la Guer-

(8) Pompée fit quelque chose de semblable, dans la Guerre avec Mithridate. Il mit des Gardes pour observer les Vaisseaux qui iroient dans le Bosphore ; & il faisoit mourir les Marchands qu'on y trouvoit : Επέστησε Φυλάκας τῶν νεῶν ἐπὶ τὰς πλείοντας εἰς Βόσπορον ἐμπόρους, καὶ θάνατον ἢ τὴν ἡμίαντα αἰσχρονομίαν. PLUTARCH. Vit. Pomp. (pag. 639. E.) GROTIUS.

§. VI. (1) L'Auteur cite ici ce vers :

ἢ δολῶ, ἢ βίῃ, ἢ ἀμφαδὸν, ἢ χειρὸν.
,, Il faut nuire à l'Ennemi, ou par ruse, ou par force,
,, ou ouvertement, ou en cachette. Mais voici tout ce qu'on trouve dans HOMÈRE :

Αὐτὰρ ἐπεὶ μνηστῆρας ἐνὶ μεγάροισι τίειν
Κτείνης, ἢ δολῶ, ἢ ἀμφαδὸν ὅξιν χαλκῷ &c.
Odyss. Lib. XI. vers. 118, 119. C'est l'Ombre de Tirésias, qui dit à Ulysse, que, quand il fera de retour chez lui, il tuera les Galkans de sa Femme, ou par ruse, ou à force ouverte. Voyez aussi Lib. I. vers. 295, 296. où Minerve dit la même chose à Télémaque. Notre Auteur a tiré le vers qu'il rapporte, des Recueils de STOBÉE, où on l'attribue à Antigone, qui l'avoit fabriqué à l'imitation de l'ancien Poète : Ἀντίγονος ἐρωτηθεὶς, πῶς ἂν τις ἐπιβῇ τοῖς πολεμίοις, εἶπεν, ἢ δολῶ &c. Florileg. Tit. LIV. (ou LIJ.) De Imperatoribus &c. pag. 365. Edit. Gesner. 1549.

(2) — Χερὶ δὲ πᾶν ἔργον, ἀμεινῶσαι τὸν ἐχθρόν.
,, Il faut tout mettre en œuvre, pour abattre son Ennemi. Istm. Ol. IV, 81, 82.

(3) C'est à l'occasion de quelques Troiens, qui avoient pris les armes des Grecs, leurs Ennemis :

Mutemur clypeos, Danaumque insignia nobis
Aptemus. Dolus, an virtus, quis in hoste requirat ?
Æneid. Lib. II. vers. 389, 390. Et un de ceux qui pratiquèrent cette ruse de guerre, est mis au nombre des plus justes & des plus gens de bien de Troie :

Hoc Ripheus, hoc ipse Dymas, omnisque juventus
Lata facit —

— Cedit & Ripheus, justissimus unus,
Qui fuit in Teucris, & servatissimus aequi.

(Vers. 394, 426, 427.) GROTIUS.

(4) Il parle non seulement de la Guerre, mais encore de tous les cas où le Mensonge est un remède,

pour se tirer de quelque péril ; comme ceux, dont Ulysse usa en diverses occasions pour sa conservation, & pour procurer le retour de ses Compagnons : Συγγνώμης τοιγαρὲν ἔτοί γε μάλλον καὶ ἐπαίνων τινὲς αὐτῶν ἀέριοι, ὅποσοι ἡ πολέμιος ἐξέπαιτταν, ἢ ἐπὶ σωτηρίᾳ τῶ τοῖσιν φαρμάκῳ ἐχρησάτο ἐν τοῖς δεινοῖς, οἷα ποδῶν καὶ Ὀδυσσεὺς ποιεῖ, τῶν τε αὐτῆς ψυχῇ ἀνένυσεν, καὶ τὸν νότον τῶν ἐταίρων. In Philopseud. circa init. pag. 326, 327. Ed. Amstel. Tom. II.

(5) Notre Auteur veut parler sans doute du stratagème, dont Solon se servit, pour prendre l'île de Salamine. Voyez sa Vie, écrite par PLUTARQUE, pag. 82. Tom. I. Edit. Wech.

(6) Ὅντως γὰρ ὕδιν κερδαιώτερον ἐν πολέμῳ ἀπάτης. De magisterio Equit. Cap. V. num. 9. Edit. Oxon. Voyez aussi de Cyri instit. Lib. I. Cap. VI.

(7) Καὶ τὰ κλέμματα ταῦτα καλλίστην δόξαν ἔχει, ἃ τὸν πολέμιον μάλιν ἂν τις ἀπατήσας, τὰς φίλας μέγιστον ἀφελήσεν. Lib. V. Cap. IX. Ed. Oxon. Ce que THUCYDIDE exprime ici par le mot de larcin, κλέμματα, VIRGILE l'appelle aussi Belli furta, Æn. Lib. XI. (vers. 515.) sur quoi le Grammairien SERVIUS cite un passage semblable de SALLUSTE : Gentis ad furta belli peridoneæ. GROTIUS.

Le dernier passage est un fragment, qu'on trouve dans NONIUS MARCELLUS, au mot Furtum, pag. 310. Ed. Paris. Mercer. Voyez la Note de Mr. WASSE, sur ce Fragment, Addend. pag. 291. col. 2. Il est au Liv. I. Chap. XX. du Recueil.

(8) Ἐφ' ἃ τοῖς φίλοις, Ἀποσπειράμενον μὲν ἀδίκως, ἀσέβως τὰς δὲ πολέμιος παραλογίζεσθαι, ἢ μόνον δικαίως καὶ ἐπιδοξόν, ἀλλὰ καὶ ἡδὺ καὶ κερδαλέον. Apophth. Laconic. pag. 209. B. Tom. II. Ed. Wech.

(9) — Tacitusque quiete
Exin virtuti placuit dolus —
De Bello Pun. II. Lib. XV. vers. 326, 327.

(10) Bellandum est astu : levior laus in Duce dextra. Lib. V. vers. 100. C'est ainsi que notre Auteur cite ce vers, & avec raison, selon les meilleurs MSS. si ce n'est qu'il vaut mieux lire dextra, au lieu de dextra, comme le dernier Editeur, Mr. DRAKENBORG, Professeur à Utrecht, a mis dans son texte. Les Editions ordinaires portoient indice dextra : d'où CEL-

Guerre il n'y a rien de plus utile que les Ruses. *Brasidas* soutient, dans l'Histoire de THUCYDIDE, (7) qu'il y a beaucoup de gloire à user de ces supercheries militaires; & *Agésilas*, dans PLUTARQUE, (8) qu'il est juste & permis, de tromper un Ennemi. *Silius Italicus* (9) dit, en parlant de *Fabius Maximus*, que la Valeur de ce grand Capitaine trouva bon d'employer l'Artifice: & le même Poète (10) fait dire à *Corvinus*, qu'il y a moins de gloire à se signaler par la force de son bras. Cette dernière pensée est imitée de (11) POLYBE: & les sévères *Lacédémoniens* en étoient imbus, au rapport (12) de PLUTARQUE; à cause de quoi celui qui avoit tué son Ennemi par adresse, immoloit, chez eux, une plus grande victime, que celui qui l'avoit tué à main armée. PLUTARQUE (13) loué aussi beaucoup *Lyfandre*, de ce qu'il faisoit la plupart de ses exploits militaires par des stratagèmes; & il lui compare *Sylla*, qui réunissoit (14) dans son caractère le Lion & le Renard, selon le mot de *Carbon*, à son fujet. Le même Auteur donne entr'autres cet éloge à *Philopémen*, (15) que suivant les maximes des *Crétois*, chez qui il avoit été élevé, il méloit les ruses & l'artifice à la simplicité & la générosité de la force ouverte. Il est remarqué, dans AMMIEN MARCELLIN, (16) que *tous les avantages qu'on remporte à la Guerre sont matière à louange, sans qu'il soit nécessaire de distinguer si on en est redevable à la Valeur ou à la Ruse.*

3. Les

LARIUS a fait, *indice dextrâ*; & voici, pour le dire en passant, comment il explique cela: *Si actiones bellicæ, dit-il, prius quàm fiant, quâsi indice digito hostibus præmonstrentur.* Mais cette explication est contraire au but du Capitaine, qui parle. Il veut faire voir, comme il paroît par ce qui précède, que le parti qu'il prend d'user de stratagème, est non seulement nécessaire dans la circonstance, mais encore qu'il ne lui fera pas moins glorieux de s'en bien tirer, que s'il faisoit un coup de main vigoureux. Au lieu que, selon CELLARIUS, il voudroit dire, au contraire, qu'il y a plus de gloire dans les exploits à main armée, qui se font ouvertement. Outre que cette interprétation en elle-même a quelque chose de forcé, & n'est appuyée d'aucun exemple d'une expression qui paroît assez extraordinaire. Ce que notre Auteur remarque, avec beaucoup d'apparence, qu'il y a ici une imitation du passage de POLYBE, qu'on va voir dans la Note suivante; sert aussi à confirmer la manière dont il rapporte le vers. Au reste, il citoit ici, dans une Note, cette pensée semblable de l'ALCORAN, où *Mahomet* dit, que la Guerre demande qu'on use de tromperie. Il remarquoit encore que VIRGILE met à la fuite du Dieu *Mars*, non seulement la Colère, mais encore les Embûches:

— Circumque atræ Formidinis ora
Iteque Insidiæque Dei comitatus aguntur.

ÆN. XII. 335, 336. Sur quoi le Grammairien *SERVILIUS* dit, que le Poète veut donner à entendre, que la Ruse est nécessaire à la Guerre, aussi bien que la Valeur: *Non tantum virtute, sed insidiis comitatum se ostendit.*

(11) Il dit, que les Exploits militaires faits ouvertement & à main armée, sont moins considérables, que ce qu'on fait par ruse & en profitant de l'occasion: *Οτι μὲν ἐν ᾧ τῶν κατὰ πόλεμον ἔργων ἐλάττω τὰ προδότης καὶ μετὰ βίας ἐπιτελέμενα, τῶν μετὰ δόλῳ καὶ σὺν καίρῳ περὶ τοῦ μὲν, ἐν χειρὶ τῶ βελομένου καταμαθεῖν.* Lib. IX. Cap. XI. pag. 766, 767. *ISAAC CASaubon* traduit ici le mot d'ἐλάττω, d'une manière qui rendroit l'application du passage peu juste, *pauciora esse* &c. Mais ce Savant Interprète semble n'avoir pas fait assez d'attention à la suite du discours, & avoir été trompé par le mot de *πλεῖον*, qui se trouve dans la période

ΤΟΜ. II.

suivante, & qui marque effectivement le nombre, & non pas la qualité des actions dont il s'agit; à cause de quoi il a cru apparemment, qu'ἐλάττω devoit s'entendre de même dans ce qui précède. Au lieu que la pensée de l'Historien est, que non seulement il est de plus grande conséquence, de bien conduire une ruse de Guerre, mais encore que cela est plus difficile; l'expérience faisant voir, qu'on y échoue plus souvent qu'on n'y réussit: *Οτι γὰρ μὴ αὐτῶν τῶν ἐν καιρῷ ἄλλῃν ἐνεργησάντων πλεῖον γίνονται τὰ διαμαρτανόμενα τῶν καθορθομένων, ἵδὲ τὸτο γινώσκει χαλεπὸν ἐκ τῶν συμβαινόντων.* Par tout cela il donne à entendre, que l'usage des Stratagèmes est très-louable. Ainsi notre Auteur a eu raison de traduire, *que vi fiunt, in bello minoris censenda* &c. Et je vois que *JUSTE LIPSE* a entendu de même ce passage, qu'il cite dans sa *Politique*, Lib. V. Cap. XVII. où il en exprime ainsi le sens: *Facinorum militarium ea esse minoris laudis ac momenti* &c.

(12) *Οὗτοι γὰρ ἐν Σπάρτῃ τῶν ἀποστρατήγων, ὁ μὲν δὲ ἀπάτης ἢ πειθῆς ὁ βελεταὶ διαπραξάμενοι, βῆν ὁ δὲ διὰ μάχης, ἀλεκτερόνα. καίπερ γὰρ ὄντες πολεμικώτατοι, μείζονα καὶ μᾶλλον ἀνθρώπων πρέποντα ἤγνόντο τὴν διὰ λόγου καὶ συνέσεως πράξιν, ἢ τὴν μετὰ βίας καὶ ἀνδρείας.* Vit. Marcell. pag. 311. A. B. Tom. I. Ed. Wsch.

(13) *Απάταις τὰ πολεμικὰ διαποικίλων τῷ πολέμῳ.* Vit. Lyfandr. pag. 437. A. Ce n'est point l'Historien qui parle là de son chef: & ceux dont il rapporte les sentimens, blâmoient au contraire cette conduite; comme il paroît par ce qui suit & ce qui précède.

(14) *Ὅτε καὶ Κάβωνα φασὶν εἰπεῖν, ὡς ἀλώπηκι καὶ λέοντι πολεμῶν ἐν τῇ Σύλλῃ ψυχῇ κατοικῆσιν, ὑπὸ τῆς ἀλάστου ἀνῆτο μάχῃ.* Vit. Syll. pag. 469. F.

(15) *Ἀλλὰ τὸ Κρητικὸν ἦτο ἐνδύς, καὶ τοῖς ἐκείνων σοφίσμασι καὶ δόλοις, κλωπείαις τε καὶ λοχισμοῖς χρωμένον ἐπ' αὐτῶν &c.* Vit. Philopem. pag. 363. E.

(16) C'est dans la Lettre de *Sapor* à l'Empereur *Constance*, où ce Prince dit, que cette maxime des *Romains* n'a jamais été reçue chez lui: *Illud apud nos nunquam acceptum fuit, quod adserit vos exsultantes, nullo discrimine virtutis ac doli, prosperos omnes laudari debere belli eventus.* Lib. XVII. Cap. V. pag. 179. Edit. Vales. Gron.

3. Les Jurisconsultes Romains (17) appellent une *tromperie innocente*, celle qu'on trame contre un Ennemi. Ils remarquent ailleurs, (18) qu'il n'importe qu'un Prisonnier de guerre se soit sauvé en usant de force ou de ruse.

4. Parmi les Théologiens, St. AUGUSTIN dit (19) formellement, que, *dans une Guerre juste, soit que l'on combatte à force ouverte, ou qu'on dresse des embûches, on ne fait rien de contraire à la Justice.* St. CHRYSOSTÔME remarque, (20) que les Empereurs, qui ont remporté la victoire par quelque stratagème, sont ceux qu'on loué le plus. EUSTATHE, Archevêque de *Thessalonique*, dit, (21) qu'il y a une Tromperie, qui n'est point blâmable, & il en donne pour exemple, celle dont on use à la Guerre.

5. Il ne manque pas, d'autre côté, de passages d'Auteurs, qui semblent établir l'opinion contraire; & nous en alléguerons plus bas quelques-uns.

6. Pour décider la question, il faut auparavant avoir bien examiné si ce qu'on appelle (a) *Tromperie, Ruse, Artifice*, est une de ces choses qui sont toujours mauvaises, & en matière desquelles a lieu la maxime, qu'il ne faut point faire de mal, afin qu'il en arrive du bien; ou si c'est une chose qui n'est pas mauvaise de sa nature, mais qui peut être bonne en certaines circonstances.

§. VII. 1. Je remarque d'abord, qu'il y a une *Tromperie* qui se fait par (1) un *acte négatif*, & une autre qui se fait par un *acte positif*. J'étais le mot de *Tromperie* aux cas même où l'on trompe quelqu'un par un acte négatif, & en cela je ne fais que suivre la pensée du Jurisconsulte (2) LABEON, qui mettoit au rang des Tromperies, mais des

(17) *Non fuit autem contentus Prator dolum dicere, sed adiecit malum: quoniam veteres dolum etiam bonum dicebant, et pro solertia hoc nomen accipiebant: maxime si adversus hostem latronemve qui machinetur.* DIGEST. Lib. IV. Tit. III. De dolo malo, Leg. I. §. 3. Voyez le Traité de Mr. NOODT, De forma emendandi doli mali &c. Cap. I.

(18) *Nihil interest, quomodo captivus reversus est: utrum dimissus, an vi, vel fallacia, potestatem hostium evaserit.* Lib. XLIX. Tit. XV. De Captivis et Postlimin. &c. Leg. XXVI.

(19) *Quum autem justum bellum suscipitur, utrum aperta pugna, utrum insidiis, vincat, nihil ad justitiam interest.* Quæst. X. super Josue. Notre Auteur changeoit ici quelques termes, pour avoir suivi le sommaire d'un Canon, où ce passage est rapporté, *Caus. XXIII. Quæst. II. Can. II.*

(20) Le passage sera cité plus bas, §. 17. Note 2.

(21) Δόλος & ψεκτός, οἷα στρατηγικός. Ad ILIAD. Lib. XV.

§. VII. (1) C'est-à-dire, lors qu'en ne disant pas on ne faisant pas une chose, on donne & l'on veut bien donner lieu aux autres de croire ce que l'on fait qui n'est pas. D'où il est aisé de voir, ce que c'est que tromper par un acte positif.

(2) LABEON autem, posse et sine dissimulatione id agi, ut quis circumveniat; posse et sine dolo malo aliud agi, aliud simulari: sicut faciunt, qui per ejusmodi dissimulationem deserunt, et tuentur vel sua, vel aliena. DIGEST. Lib. IV. Tit. III. De dolo malo, Leg. I. §. 2.

(3) *Quod si Aquiliana definitio vera est, ex omni vita simulatio dissimulatioque tollenda est.* De Offic. Lib. III. Cap. XV. J'ai déjà remarqué, sur le Droit de la Nat. et des Gens, de PUFENDORF, Liv. IV. Chap. I. §. 9. Note 5. que CICE'RON ne parle que d'une feinte & d'une dissimulation accompagnée d'injustice & de mauvaise foi. Notre Auteur lui-même cite plus bas, §. 9. ce grand Orateur, parmi ceux qui ont cru, qu'il y a des Menteries innocentes.

(4) *Licet veritatem occultare prudenter, sub aliqua dissimulatione.* Lib. contra Mendacium, Cap. X. Le même Père dit ailleurs, qu'il y a de la différence entre mentir, & cacher la vérité: *Quoniam aliud est mentiri; aliud est, verum occultare &c.* In Psalm V. vers. Perdes omnes. Passage, qui se trouve cité dans le DROIT CANONIQUE, *Caus. XXII. Quæst. II. Cap. XIV.* Voyez THOMAS d'Aquin, II. 2. Quæst. LXXI. Art. III. in Resp. ad tertium: comme aussi SYLVEST. in verb. Bellum, Part. I. num. 9. GROTIUS.

Le premier passage de St. AUGUSTIN, que notre Auteur cite ici, n'est pas en autant de termes, dans les deux Traitez de ce Père sur le Mensonge. Mais je trouve le sens dans le Chapitre indiqué du second Traité, où on allègue sur ce sujet l'exemple de Notre Seigneur JESUS-CHRIST, qui ne mentoit pas en disant à ses Disciples, qu'il avoit bien des choses à leur dire, mais qu'elles n'étoient pas encore à leur portée: *Non autem hoc est occultare veritatem, quod est proferre mendacium. Quamvis enim omnis, qui mentitur, velit celare quod verum est; non tamen omnis, qui vult quod verum est celare, mentitur. Plerumque enim vera non mentiendo occultamus, sed tacendo. Neque enim mentitus est Dominus, ubi ait: Multa habeo vobis dicere, sed non potestis illa portare modo (JOAN. XVI, 12.) Vera tacuit, non falsa loquutus est, quibus veris audiendis eos minus idoneos judicavit. Quod si eis hoc ipsum non indicasset, id est, non eos posse portare, que dicere noluit, occultaret quidem nihilominus aliquid veritatis, sed posse hoc recte fieri forsitan nesciremus, aut non tanto firmaremur exemplo. . . Non est ergo mendacium, quum silendo absconditur verum, sed quum loquendo promitur falsum.* Lib. contr. Mendac. Cap. X.

(5) Notre Auteur cite ici en marge la Harangue pour Milon, celle pour Plancius, & Lib. VII. Epist. IX. La dernière citation est fautive, comme bien d'autres, que je corrige sans dire mot; car le passage se trouve dans la Lettre VIII. du Livre X. mais il y a plus, c'est que la Lettre n'est pas de CICE'RON; elle est de PLANCUS, qui rendant raison de la con-

des Tromperies innocentes, la dissimulation dont on use pour défendre ou conserver ce qui nous appartient, ou ce qui appartient à d'autres.

2. CICÉRON (3) dit, que la Feinte & la Dissimulation doivent être entièrement bannies du commerce de la Vie. Cela est certainement outré. Car on n'est point tenu de découvrir aux autres tout ce qu'on fait, ni tout ce qu'on veut : & ainsi il doit être permis de dissimuler certaines choses devant certaines personnes, c'est-à-dire, de les leur cacher. On peut quelquefois, dit (4) St. AUGUSTIN, cacher sagement la Vérité, en usant de quelque dissimulation. Et CICÉRON lui-même reconnoît, en plusieurs endroits, (5) que cette dissimulation est (a) quelquefois nécessaire & inévitable, sur tout pour ceux qui ont part au Gouvernement de l'État.

3. Nous en avons un exemple remarquable dans l'histoire de JÉRÉMIE. Ce (b) saint Prophète, aiant été appelé par Sédécias, pour lui apprendre en secret quelle seroit l'issue du siège de Jérusalem, cacha cela sagement aux Grands de la Nation, par ordre du Roi ; leur racontant un autre sujet, mais très-véritable, de l'entretien qu'il avoit eu avec le Roi. On peut rapporter encore ici l'exemple d'Abraham, qui étant en Egypte, appelloit Sara sa Sœur, c'est-à-dire, sa proche parente, selon le stile de ce tems-là ; dissimulant qu'elle (6) fût aussi sa Femme.

§. VIII. 1. LA Tromperie qui se fait par un acte positif, consiste ou en actions, ou en paroles. La première est ce qu'on appelle Feinte ; & l'autre, Mensonge.

2. Quelques-uns mettent cette différence entre les Actions & les Paroles, que les dernières sont naturellement des signes de nos pensées, & non pas les premières. Mais il

(a) Voyez St. Chrysostôme, De Sacer-

dot. Lib. I. (b) Jérém. XXXVIII, 25, & suiv.

conduite qu'il avoit tenue dans les troubles de la République, dit, qu'il avoit été obligé, malgré lui, de feindre & de dissimuler bien des choses, pour venir à bout de ses desseins : *Ita nunquam diffitebor, multa me, ut ad effectum horum consiliorum pervenirem, & simulasse invitum, & dissimulasse cum dolore &c.* Dans le passage de la Harangue pour Milon, il s'agit d'autre chose. L'Orateur veut excuser Pompée, de ce qu'il avoit un peu trop légèrement ajouté foi aux faux bruits qu'on répandoit contre Milon : il dit pour cet effet, que ceux qui ont en main le Gouvernement de l'État sont contraints d'écouter trop de choses, & qu'ils ne peuvent faire autrement : *Laudabam equidem incredibilem diligentiam Cn. Pompei : sed, dicam ut sentio, Judices ; nimis multa audire coguntur, neque aliter facere possunt ii, quibus tota commissa est Respublica.* Cap. XXIV. Je suis fort trompé si la méprise ne vient de ce que notre Auteur, en citant ce passage, avoit devant les yeux la Politique de JUSTE LIPSE, qui, comme il fait en bien d'autres endroits, applique les dernières paroles à un sujet différent de celui à l'occasion duquel elles ont été écrites. Car il cite aussi les deux autres passages, dont le dernier, qui reste à examiner, est plus à propos. CICÉRON dit, que le Peuple est bien aisé de donner ses suffrages d'une manière qui lui laisse la liberté de faire bonne mine à tout le monde, & de cacher la bonne volonté qu'il a de favoriser tels ou tels Prétendants, plutôt que d'autres : *Etenim si populo grata est tabella, quæ frontes aperit hominum, mentes tegit, datque eam libertatem, ut, quod velint, faciant &c.* Orat. pro Plancio, Cap. VI.

(6) St. AUGUSTIN dit, que ce Patriarche ne mentoit point, & qu'il cachoit seulement la vérité : *Sed veritatem voluit celari, non mendacium dici.* In Genes. Quest. XXVII. Ce passage se trouve cité dans le DROIT CANONIQUE, Caus. XXII. Quest. II. Can. XXII. GEORGIUS.

Voyez PUFENDORF, Droit de la Nat. & des Gens, Liv. IV. Chap. I. §. 11. Il faut désormais confronter

ici perpétuellement ce Chapitre, avec les Notes, où la même matière est traitée avec plus d'étendue & d'exactitude. Au reste, les paroles de St. AUGUSTIN, que notre Auteur cite, sont bien ainsi conçues dans le Canon indiqué : mais elles ne se trouvent point dans la Question 26. sur la GENESE. C'est que, comme on le remarque sur ce Canon, il est composé de divers passages de St. AUGUSTIN, que GRATIEN a joints ensemble. Voici comment le même Père s'exprime sur le même sujet, dans son second Traité du Mensonge : *Aliquid ergo veri tacuit, non fuisse aliquid dixit, quando tacuit uxorem, dixit sororem.* Contra Mendac. ad CONSENTIUM, Cap. X. Au reste, CLEMENT d'Alexandrie remarque, qu'Abraham donne à entendre qu'on ne pouvoit point en ce tems-là épouser légitimement une Sœur née d'une même Mère ; par où il suppose manifestement, que Sara étoit véritablement Sœur de Père de ce Patriarche, & non pas simplement Parente à quelque autre degré plus éloigné : *Ὅθεν ὁ Ἀβραὰμ φησὶν, ἐπὶ τῆς γυναικὸς συνητόμενον ὡς ἀδελφῆς, Ἀδελφὴ μοι ἐστὶν ἐκ πατρὸς, ἀλλ' ἢ ἐκ μητρὸς, ἐγένετο δὲ μοι καὶ εἰς γυναῖκα τὰς ὁμομητρίας μὴ δεῖν ἀγεσθαι πρὸς γάμον διδάσκων.* Strom. Lib. II. Cap. XXIII. pag. 502. Ed. Oxon. Je vois que le passage a déjà été cité par Mr. LE CIERC, sur le XX. Chap. de la GENESE, où l'histoire est racontée. Feu Mr. BAYLE le rapporte aussi, dans l'article de Sara, de son Dictionn. Hist. & Critique (pag. 2536. col. 2. de la troisième Edition :) mais il explique le mot ὁμομητρίας, comme s'il signifioit seulement une Sœur utérine. Et il est bien vrai que c'est-là le sens propre de ce terme. Mais je ne sai si CLEMENT d'Alexandrie ne l'a pas pris ici improprement pour une Sœur de père & de mère tout ensemble. C'est ainsi qu'il entend ailleurs par Polygamie, l'état & de ceux qui ont plusieurs Femmes en même tems, & de ceux qui en ont plusieurs les unes après les autres ; comme il paroît par le passage, que j'ai rapporté ci-dessous, Chap. IV. de ce Livre III. §. 2. Note 3.

il est vrai, au contraire, que les Paroles ne signifient rien de leur nature, & indépendamment de la volonté des Hommes; à moins que ce ne soit quelque voix confusée & inarticulée, comme celles que fait pousser la douleur; qui même, à proprement parler, sont des actions, plutôt que des paroles. Que si l'on dit, que l'Homme, par un privilège de sa nature qui le met au dessus du reste des Animaux, a la faculté de faire connoître à autrui ses propres pensées, & que c'est pour cela qu'on a inventé l'usage de la Parole; on a raison en cela: mais il faut y ajouter, que les Paroles ne sont pas le seul moyen de découvrir nos pensées. On le fait aussi par (1) des gestes, comme il paroît par l'exemple des Muets: soit que ces gestes aient naturellement quelque rapport avec les choses signifiées, soit que ce qu'ils ont de significatif vienne uniquement de l'institution humaine. On peut mettre au même rang les caractères dont on se sert pour représenter non pas les voix formées par la langue, comme s'exprime (2) le Jurisconsulte PAUL, mais les choses mêmes; soit à cause de quelque rapport qu'il y a entre ces caractères, & les choses qu'ils signifient, comme dans les *Hiéroglyphes*; soit qu'il n'y ait aucun rapport, & que la signification dépende entièrement d'une volonté arbitraire, comme cela se voit dans les caractères des *Chinois*.

3. Il faut donc faire ici une autre distinction, semblable à celle que nous avons employée pour démêler l'ambiguïté de ce qu'on appelle *Droit des Gens*. Nous avons dit, qu'on entend par *Droit des Gens* & ce qui est établi parmi chaque Nation, sans aucune obligation des uns envers les autres; & ce qui est établi entr'elles avec une obligation réciproque. (3) De même, les Paroles, les Gestes, & les Caractères, dont nous avons parlé, ont été établis pour signifier certaines choses, avec une obligation réciproque d'en faire un tel usage, c'est-à-dire, *par une convention*, comme le dit (4) ARISTOTE; au lieu qu'il n'en est pas de même des autres choses. Ainsi on peut employer ces autres choses, encore même (a) qu'on prévoie que cela donnera lieu à quelque faux jugement d'autrui. J'entens à considérer l'usage en lui-même, & non pas les suites acci-

(a) Voiez
Augustin. De
Doctrin.
Christ. Lib.
II. Cap.
XXIV.

§. VIII. (1) Quelques Peuples d'ETHIOPIE, au rapport de PLINE, n'avoient point l'usage de la Parole, mais se faisoient entendre les uns aux autres par des signes de tête, & par divers mouvemens des autres parties de leur corps: *Quibzdam pro sermone nutus motusque membrorum est.* Hist. Natur. Lib. VI. Cap. XXX. Les Jurisconsultes Romains ont décidé, que si ceux qui ne peuvent pas parler, expriment leur pensée par les efforts qu'ils font de se faire entendre de quelque autre manière, & par une voix inarticulée; on doit regarder cela comme une déclaration suffisante de leur volonté, qui autrement auroit dû se manifester par des paroles: *Nam etsi prior atque potentior est, quam vox, mens dicentis, tamen nemo sine voce dixisse existimatur: nisi forte & eos, qui loqui non possunt, conatu ipso & sono quodam, et τῇ ἀναστροφῇ φωνῇ, id est, inarticulata voce, dicere existimamus.* DIGEST. Lib. XXXIII. Tit. X. De Supellecile legata, Leg. VII. §. 2. in fin. Dans les DECRETALES, il est dit, qu'un Sourd & un Muët peuvent contracter mariage, en donnant à connoître leur consentement par des signes: *Nam surdi & muti possunt contrahere matrimonium per consensum mutuum sine verbis.* Lib. IV. Tit. I. De Sponsalib. & Matrim. Cap. XXV. GROTIUS.

(2) C'est dans une Loi où il dit, que ce n'est pas la figure des Lettres dont on se sert en écrivant, mais les paroles qu'elles représentent, qui font que l'on contracte par là quelque obligation; entant que l'on a jugé à propos d'établir que l'Ecriture auroit la même force, que les mots formés & peints, pour ainsi dire, par la Langue: *Non figurâ literarum, sed oratione, quam exprimunt literæ, obligamur: quatenus placuit, non*

minus valere quod scripturâ, quam quod vocibus linguâ figuratis, significaretur. DIGEST. Lib. XLIV. Tit. VII. De obligat. & action. Leg. XXXVIII. Le Jurisconsulte s'exprime d'une manière très-philosophique, en disant qu'on a jugé à propos &c. car il insinue par là, que tout ce qui regarde l'usage des signes est l'effet d'une convention, *ἐκ συνθήκης.* GROTIUS.

(3) Cette distinction n'est guères mieux fondée, que celle du *Droit des Gens*, avec laquelle nôtre Auteur la compare, & dont nous avons montré ailleurs le peu de solidité. Toute l'obligation qu'il y a ici, consiste en ce que, quand on est tenu de manifester ses propres pensées, comme on ne peut le faire que par des Signes capables de les donner à connoître à ceux avec qui l'on a à faire, il faut ordinairement se servir de ceux qui sont le plus en usage, parce qu'il n'y en a point de plus connus de tout le monde, & par conséquent de plus commodes. Voiez ce que j'ai dit sur le Chapitre de PUFENDORF, qui répond à celui-ci, §. 5. Ainsi la différence qu'il y a entre les Paroles, les Caractères, ou les Gestes significatifs, & les autres sortes de Signes, consiste en ce que, l'usage des derniers étant moins commun, ou plutôt l'usage ne les ayant déterminés à rien de fixe, ils ne sont pas propres par eux-mêmes à faire connoître clairement la pensée de celui qui les emploie: de sorte que, tant qu'on n'en a point fixé la signification d'une manière ou d'autre, ils ne peuvent pas être regardés comme des signes sur lesquels on ait lieu de compter. Que si l'on doit s'en abstenir, lors qu'on prévoit que certaines personnes les expliqueront d'une certaine manière déterminée, contraire à nôtre pensée, ce n'est point

cidentielles qu'il peut avoir. Il faut donc poser ici des cas, dans lesquels il ne puisse en arriver (5) aucun mal, ou, s'il en arrive, ce soit un mal que l'on puisse causer, indépendamment de la tromperie.

4. Je trouve un exemple du premier cas, dans l'action de Nôtre Seigneur JÉSUS-CHRIST, qui étant près du Bourg d'Emmaüs, avec deux de ses Disciples, qu'il avoit rencontrés en chemin, sans en être connu, (b) fit semblant d'aller plus loin. A moins qu'on n'aime mieux dire, qu'il avoit effectivement dessein de passer outre, s'il n'étoit retenu par les pressantes sollicitations de ces gens-là: de même que DIEU est dit vouloir bien des choses, qui n'arrivent pourtant pas; & comme l'Évangéliste dit ailleurs de JÉSUS-CHRIST lui-même, qu'allant sur le Lac de Tibériade, il voulut (c) passer au delà de la Barque de ses Apôtres; c'est-à-dire, à moins qu'ils ne le priaient instamment d'y entrer.

5. L'Apôtre St. Paul nous fournit un autre exemple du premier cas, dont il s'agit. Il fit circonscire Timothée, (6) sachant bien que les Juifs prendroient cela pour une preuve, que le précepte de la Circoncision, qui effectivement étoit déjà aboli, subsistoit encore par rapport à la postérité des Israélites, & que St. Paul & Timothée en étoient bien persuadés. Ce n'étoit pourtant pas l'intention de St. Paul: il vouloit seulement se procurer par là, & procurer à son Disciple, l'occasion de fréquenter familièrement les Juifs. En effet, la Loi Divine touchant la Circoncision étant alors abrogée, l'acte de circonscire ne signifioit plus, par un effet de l'institution, la nécessité de pratiquer cette cérémonie. Et d'ailleurs, le mal que pouvoit produire l'erreur où les Juifs seroient pour un tems, & dont on devoit les défabuser ensuite, n'étoit pas aussi considérable, que le bien que St. Paul espéroit tirer de là, savoir la propagation de la doctrine de l'Évangile. Les Pères Grecs donnent souvent le nom d'économie (7) ou de sage ménagement, à une feinte de cette nature. Et CLEMENT d'Alexandrie dit très-bien (8) là-dessus, qu'un Homme-dé-bien fera, pour l'avantage de son Prochain, des choses

point à cause de l'erreur considérée en elle-même, mais à cause des suites accidentelles, dont parle nôtre Auteur, & que l'on est d'ailleurs obligé de prévenir en vertu d'une Loi Naturelle, qui veut que l'on évite tout ce en quoi l'on pourroit causer du mal, ou directement, ou indirectement, à ceux qui ne l'ont point mérité. Or cela auroit lieu aussi, supposé que le même effet résultât de l'usage de la Parole; si, par exemple, l'on avoit sujet de croire qu'une personne ou par ignorance, ou par distraction, ou autrement prendra à contrefens ce qu'on lui dit en termes les plus communs & les plus clairs.

(4) Λόγος δὲ ἐστὶ φανὴ σήμερις κατὰ συνήκην &c. De Interpret. Cap. IV.

(5) Comme dans ce que fit Michol, pour sauver David, son Mari, I. SAMUEL, XIX, 16. GROTIUS.

(6) CLEMENT d'Alexandrie raisonne à peu près de même sur cet exemple; & je m'étonne que nôtre Auteur ne se soit point prévalu de cette autorité. Ce Père dit, que St. Paul se faisoit ainsi tout à tous par condescendance, & que sans donner atteinte aux principes fondamentaux de la Religion Chrétienne, il gaignoit tout le monde par de tels ménagemens, qui ne fauroient être traités de mensonge, proprement ainsi nommé: Ἀντίκα ὁ Παῦλος τὸν Τιμόθεον περιέτεμεν διὰ τὴν ἐκ Ἰουδαίων πιστεύοντων ἵνα μὴ καταλύοιτο αὐτῶν τὰ ἐκ τῶ νόμου σαρκικώτερον προσειλημμένα, ἀποσώσῃ τῆς πίστεως, οἱ ἐκ νόμου κατηχήμενοι εὐδὲς ἀκριβῶς ὅτι περιτομή ὁ δικαιοῦ τοῖς πάνι γὰρ πάντα γίνεσθαι ὁμολογεῖ κατὰ συμπεριφορὰν, σώζων τὰ κύρια τῶν δογμάτων, ἵνα πάντας κερδήσῃ Ψεύσαι τοῦτον τῷ ὄντι, ἔχῃ οἱ

συμπεριφερόμενοι δι' οἰκονομίαν σωτηρίας &c. Stromat. Lib. VI. Cap. XV. pag. 802. Ed. Oxon.

(7) St. CHRYSOSTÔME dit, que c'est le nom qu'il faut donner à de telles feintes innocentes, & non pas celui de tromperie (ἀπάτη.) Lib. I. De Sacerdotio. Il y joint ailleurs le mot de condescendance: Ἦν δὲ ταῦτα ἔχ' ὑπόκρισις, ἀλλὰ συγκατάθεσις καὶ οἰκονομία. In I. ad CORINTH. IV, 6. Et en traitant de ce que St. PAUL dit, qu'il s'étoit fait tout à tous, il l'explique ainsi, que, pour rendre semblables à lui ceux qu'il vouloit faire changer, il étoit devenu tel qu'eux, mais seulement en apparence, & il avoit fait les mêmes choses qu'eux, mais non pas avec la même intention & les mêmes dispositions: ἵνα γὰρ τὴν ὄντως ἀληθῶς εἰς ταῦτα μεταστή, ἐγένετο αὐτὸς ἕκ ἀληθῶς, ἐπιεικνύμενος μόνον, ἕκ ἂν δὲ, ἐδὲ ἐκ διανοίας ταῦτα πράττων ἕως ἔχρησεν. In Cap. IX, 20. epist. Epist. On peut rapporter ici l'exemple de David, qui fit semblant d'être fou (I. SAM. XXI, 13.) GROTIUS.

Voiez un passage de St. CYRILLE, qui sera cité plus bas, §. 13. Note 2. & celui de CLEMENT d'Alexandrie, que je viens de citer.

(8) Ἐπὶ τῶν πλησίων ἀφελεία μόνῃ ποιήσει τινα, ἢ ἕκ ἂν προηγουμένης αὐτῷ πραχθείῃ, εἰ μὴ δι' ἐκείνης ποιήσει. Ces paroles, dont nôtre Auteur n'indique point l'endroit, se trouvent dans les Stromates, Lib. VII. Cap. IX. pag. 863. Edit. Oxon. un peu après le passage qu'il cite plus bas, §. 14. Note 7. & cela d'une manière aussi vague. Le Père parle, dans l'un & dans l'autre, de son Gnostique.

(d) Tit.
Liv. Lib. V.
Cap. XLVIII.

(e) Jos.
VIII, 5, &
suiv. Voiez
Sylvest. verb.
Bellum, Part.
I. num. 8.

choses qu'il ne feroit pas autrement de lui-même & comme le premier but qu'il se propose. C'est ainsi que, pendant une Guerre des Romains, (d) ceux qui se trouvoient alliés dans le Capitole, jettèrent des pains dans l'endroit où étoient les Ennemis, pour leur faire accroire qu'ils n'étoient pas encore exposez à la famine.

6. Un exemple de l'autre cas, dont j'ai parlé, c'est lors qu'on fait semblant de fuir, comme (e) Josué l'ordonna à ses Soldats, quand il voulut prendre la Ville d'Hai; & comme d'autres Généraux d'Armée l'ont souvent pratiqué. Car nous supposons ici la Guerre juste, & par conséquent le mal qu'on fait à l'Ennemi en lui donnant lieu de croire ce qui n'est pas. La fuite en elle-même ne signifie rien par institution. Si l'Ennemi la prend pour un signe qu'on a peur, on n'est point tenu d'empêcher qu'il ne se trompe : on ne fait qu'user de la liberté qu'on a d'aller d'un ou d'autre côté, plus ou moins vite, & avec telle ou telle contenance, comme on le trouve à propos.

7. Il faut dire la même chose de ceux qui prennent les Habits ou les Armes de l'Ennemi, ou qui arborent ses Etendards ou son Pavillon. Car ces sortes de choses sont toutes de telle nature, que chacun peut s'en servir comme bon lui semble, même contre la coutume ; parce que la coutume elle-même a été établie par la volonté des Particuliers, sans une espèce de consentement général ; or une telle coutume n'impose aucune obligation à personne.

§. IX. 1. IL Y A plus de difficulté à décider, en matière de ces sortes de signes, qui entrent, pour ainsi dire, dans le commerce des Hommes, & dans le faux usage desquels consiste proprement ce qu'on appelle *Mensonge*.

(a) Chap.
XIII. vers. 5.
(b) Chap.
XXX. vers. 8

(c) Pseaum.
V, 7.

2. Déjà on trouve dans l'Ecriture Sainte plusieurs passages contre le Mensonge. L'Homme juste, (dit SALOMON, dans ses (a) PROVERBES) c'est-à-dire, l'Homme-de-bien, a en horreur les paroles menteuses. ELOIGNE (b) de moi, (dit ailleurs ce sage Roi, parlant à DIEU) éloigne de moi la fausseté & les mengeries. TU perdras ceux qui mentent, dit (c) le PSALMISTE. NE mentez point l'un à l'autre, dit l'Apô-

§. IX. (1) Ἐχθρὸς γὰρ μοι κεύθῃ, ὁ μὲν αἰδῶτο πύλῃσιν.
Ὅς ἕτερον μὲν κεύθει ἐν φρεσίν, ἄλλο δὲ βάζει.
Hind. Lib. IX. vers. 312, 313.

(2) Καλὸν μὲν ἔκ' ἐν ἐστὶ τὰ ψευδῆ λέγειν
Ὅτι οὐδὲν δεινὸν ἢ ἀληθεῖ ἀγορεύει,
Συγγνωστὸν εἶπεν ἐστὶ καὶ τὸ μὴ καλόν.
C'est un fragment de la Tragédie perdue, intitulée *Cytise* : & STOBÉE nous l'a conservé, *Florileg.* Tit. XII.

(3) ψευδὲς δὲ μισεῖ πᾶς σοφὸς καὶ χρησὶμος.
C'est encore STOBÉE, qui nous a conservé ce vers, au même endroit, *Tit. XII.* Il y en a un autre tout semblable immédiatement après, que les Editions ordinaires attribuent à MÉNANDRE, mais qui, dans celle de notre Auteur, qu'il avoit revue sur les MSS. est mise comme étant d'un Auteur inconnu :

ψευδὲς δὲ μισεῖ πᾶς σοφὸς καὶ χρησὶμος.
(4) Κατ' αὐτὸ δὲ τὸ μὲν ψευδὲς, φαῦλον καὶ ψεκτόν
τὸ δὲ ἀληθές, καλὸν καὶ ἐπαινετόν. *Ethic. Nicomach. Lib. IV. Cap. XIII. pag. 55. C. Tom. II. Ed. Paris.*

(5) St. IRENÉE dit avoir appris d'un vieux Prêtre cette maxime, qu'on ne doit point blâmer les choses que l'Ecriture Sainte rapporte tout simplement, sans les condamner : *De quibus Scripturæ non increpant, sed simpliciter sunt posita, nos non debere fieri accusatores.* Lib. IV. Cap. L. GROTIUS.

La maxime de ce bon Prêtre, posée si généralement, est fautive sans contredit. Mais il est certain, qu'il n'y a aucune des choses, sur la nature desquelles l'Ecriture n'a rien décidé clairement & incontestablement, dont on y trouve autant d'exemples, que de ces mengeries innocentes, pratiquées par des Gens-de-

bien sans aucun scrupule de conscience. D'ailleurs, comme le remarque MOÏSE AMYRAUT, dans sa *Morale Chrétienne*, „ il se trouve bien des endroits, où les „ fautes des Fidèles sont racontées sans blâme dans la „ parole de DIEU, mais il ne s'en trouve pas ailleurs, „ qu'en l'histoire de ces mensonges officieux, où le Saint „ Esprit les ait louées, comme elle fait à l'égard de Rihab, & des Sages-femmes d'Egypte, qui ont remporté „ des récompenses & des louanges. *Tom. III. pag. 283.*

(6) Quelques-uns de ces passages seront citez plus bas.
(7) Il fait cet aveu, dans ses *Questions* sur le LEVITIQUE : *Sed utrum hæc aliquâ compensatione admittenda sint, magna questio est : sicut de Mendacio pæne omnibus videtur, quod, ubi nemo læditur, pro salute mentiendum est.* *Quest. LXVIII.*

(8) *Magna questio, latèbroso tractatio, disputatio inter doctos alternans.* De Mendacio, Cap. I. Notre Auteur lui-même, depuis la première Edition de son Livre, dans une Lettre où il demande au célèbre Gérard Jean Vossius des avis pour une nouvelle Edition qu'il préparoit, avoue, que la question du Mensonge est encore une de celles qui le font suer : *Æstuo enim in nonnullis questionibus, maxime illa de Mendacio &c. I. Part. Epist. 218.* Mais cette difficulté vient de ce qu'on ne connoissoit pas bien la topique de la question, faute d'avoir assez pénétré la nature même de la chose, & les principes simples du Droit Naturel.

(9) C'est XÉNOPHON qui nous a conservé les pensées de ce grand Philosophe, dans les *Mémoires de ses faits & dits notables*. Il fait convenir *Enthydène*, avec qui il s'entretient, qu'il n'y a point d'injustice,

l'Apôtre (d) St. PAUL.

3. St. AUGUSTIN, fort rigide sur cette matière, soutient qu'on ne doit jamais mentir. Il y a aussi des Philosophes, & des Poètes, qui semblent être de ce sentiment. Je hais, comme les Portes de l'Enfer, dit Achille dans HOMÈRE, (1) celui qui dit une chose, & en pense une autre. IL n'est jamais beau & honnête, de mentir, selon SOPHOCLE (2) : mais, ajoute-t-il, si quelqu'un, en disant la vérité, s'attire sa ruine, on doit lui pardonner de ne pas parler alors comme il faut. C'est une sentence de CLÉOBULE, (3) Que tout Homme sage & vertueux hait le Mensonge. ARISTOTE dit, (4) que le Mensonge est mauvais & blâmable par lui-même ; & la Vérité, au contraire, belle & louable par elle-même.

4. Il ne manque pourtant pas d'autoritez en faveur du sentiment opposé. Premièrement, on trouve dans l'Ecriture Sainte des (5) exemples de personnages, dont la probité y est louée, qui cependant ont menti quelquefois, sans en être blâmés nulle part.

5. De plus, on a là-dessus (6) des décisions formelles de plusieurs anciens Docteurs de l'Eglise Chrétienne, d'un ORIGÈNE, d'un CLÉMENT d'Alexandrie, d'un TERTULLIEN, d'un LACTANCE, d'un CHRYSOSTÔME, d'un St. JÉRÔME, d'un CASSIEN, ou plutôt de presque toute l'Antiquité Chrétienne, comme l'avoué St. AUGUSTIN (7) ; qui, en même tems qu'il se déclare d'un autre sentiment, reconnoît aussi (8) que la question est difficile & obscure, & qu'il y a du pour & du contre ; ce sont ses propres termes.

6. Parmi les Philosophes, l'opinion qui ne condamne pas toute sorte de Mensonge est ouvertement soutenuë par (9) SOCRATE, & par (10) PLATON & (11) XÉNOPHON, ses Disciples ; par (12) CICÉRON ; & , s'il en faut croire (13) PLUTARQUE & (14) QUINTILIEN, par la Secte des Stoïciens, qui mettoient, dit-on, au rang des belles qualitez de leur Sage, l'art de mentir à propos ; ce qu'EUSTATHE, (15) Archevêque de Thessalonique, dit aussi formellement du Sage, ajoutant là-dessus des

ni à tromper un Ennemi, ni même à tromper un Ami pour son bien. Et il en allègue pour exemple, un Général d'armée, que, pour relever le courage abattu de ses Soldats, leur dit, qu'il arrivera bien-tôt du secours, quoi qu'il sache que cela n'est point ; & un Père, qui voyant que son Fils a de la répugnance pour un remède qui lui est nécessaire, le lui fait prendre comme un aliment. Βίβλι ὅν, ἔφη, ταῦτα οὕτω θέντες, διασιώμεθα πάλιν, πρὸς μὲν τὰς πολεμικὰς δίκαιον εἶναι τὰ τοιαῦτα ποιεῖν, πρὸς δὲ τὰς φίλων ἀδίκον· ἀλλὰ δεῖν πρὸς γὰρ τούτους ὡς ἀπλῆστατον εἶναι ; Πάνν μὲν οὖν, ἔφη ὁ Εὐθυδήμου. Τί ὅν, ἔφη ὁ Σωκράτης, ἐάν τις στρατηγὸς ὄρῳν ἀθύμως ἔχον τὸ στρατεῦμα, ψευδόμενος φησὶ συμμάχους προσεῖναι, καὶ τῷ ψεύδει τῷ παύσει τὰς μαθυμίας τῇ στρατευματῶν ποτὲρα δὲ τὴν ἀπάτην ταύτην ἡγούμενος δοκεῖ μοι, ἔφη, πρὸς τὴν δικαιοσύνην. Εάν δὲ τις υἱὸς αὐτοῦ δέοντος φαρμακείας, καὶ μὴ προσέμενον φαρμακόν, ἐξαπατήσας, ὡς σιτιὸν τὸ φάρμακον δῶ, καὶ τῷ ψεύδει χρησάμενος οὕτως ὑγιὰ ποιήσῃ· ταύτην αὖ τὴν ἀπάτην ποῖ θετέον ; Δοκεῖ μοι, ἔφη, καὶ ταύτην εἰς τὸ αὐτό. Lib. IV. Cap. II. §. 16, 17.

(10) On citera là-dessus quelques passages de ce Philosophe, sur le paragraphe 15. Note 2, 4.

(11) Le passage cité dans la Note 9. suffit pour témoigner quelle étoit la pensée de ce Philosophe, qui, comme Disciple de Socrate, approuvoit sans doute tout ce qu'il nous apprend des opinions de son Maître. Voyez aussi ceux que l'on a cité ci-dessus, sur le §. 6. Note 6.

(12) Alicubi CICERO, dit notre Auteur. Voyez le passage qu'il cite plus bas, Note 15. & ceux qui ont été rapportés dans PUFENDORF, Liv. IV. Chap. I.

§. 21. avec ce que j'ai dit là dans la Note 1.

(13) Πολλὰ μὲν γὰρ οἱ σοφοὶ ψεῦδει χρῶνται πρὸς τὰς θαύλας &c. De Stoicorum repugnant. pag. 1055, 1056. Tom. II. Ed. Wech. On peut voir la pensée de ces Philosophes expliquée plus au long dans STOBÉE, Eclog. Ethic. Cap. IV.

(14) Cet Orateur allègue l'exemple des petits mensonges qu'on dit à un Enfant malade ; de ceux dont on se sert pour sauver la vie d'une personne qui est tombée entre les mains des Brigands, ou pour tromper un Ennemi, lors que le salut de la Patrie le demande : *Ac primum concedant mihi omnes oportet, quod Stoicorum quoque aspernari consueverunt, facturum aliquando bonum virum, ut mendacium dicat, & quidem nonnumquam levioribus causis ; uti pueris ægrotantibus, utilitatis eorum gratiâ, multa fingimus, multa non facturi promittimus : nequam si ab homine occidendo grassator avertendus sit, aut hostis pro salute patrie fallendus : ut hoc, quod aliàs in servis quoque reprehendendum est, sit aliàs in ipso sapiente laudandum.* Instit. Orat. Lib. XII. Cap. I. pag. 1054. Edit. Burman.

(15) Ψεύσται κατὰ καιρὸν ὁ σοφός. In ODYSSE. Lib. II. Ce qu'il dit là κατὰ καιρὸν, le Grammairien DONAT l'exprime par *in tempore*, ajoutant, que quelques Moralistes approuvent les tromperies faites à propos : *Quamquam & ipsum fallere in tempore, quidam de officiis scribentes, rectum putant.* In Adelph. Act. IV. Scen. III. (vers. 18.) CICÉRON insinué, qu'il y a des Mensonges honnêtes & charitables, comme ceux par lesquels on tâche de sauver un Citoyen malheureux : *Si honesto & misericordii mendacio salutis civi calamitosa esse vellemus &c.* Orat. pro Ligari. (Cap. V.) GROTIIUS.

des témoignages (16) d'HERODOTE, & d'ISOCRATE. Il semble même qu'ARISTOTE n'étoit pas éloigné de cette pensée, à en juger par ce qu'il dit (17) en quelques endroits. Et dans le passage, que nous avons cité, qui y paroît contraire, puis qu'il dit que le Mensonge est mauvais par lui-même; ce par lui-même, peut être entendu généralement parlant, ou en faisant abstraction des circonstances. Un de ses Interprètes, (18) ANDRONIC de Rhodes, parlant d'un Médecin qui dit quelque chose de faux à son Malade, soutient, que, quoique ce Médecin trompe le Malade, il n'est pourtant pas Trompeur; parce, ajoute-t-il, qu'il ne se propose point de tromper le Malade, mais de le guérir. QUINTILIEN défendant la même opinion, (19) remarque, que la plupart des choses sont de telle nature, qu'elles deviennent honnêtes ou deshonnêtes, selon les motifs pour lesquels on le fait, & non pas à cause de l'action en elle-même.

7. Entre les Poètes, DIPHILE (20), & SOPHOCLE (21) font dire à quelques-uns de leurs Acteurs, qu'il n'y a point de mal à mentir, quand on le fait pour le tirer de quelque péril. On cite de semblables passages de (22) PISANDRE, & d'EURIPIDE (23).

§. X. 1. IL y aura peut-être moien de concilier ces opinions si différentes, en distinguant l'idée plus ou moins étendue, qu'on attache au terme de Mensonge.

(a) Thom.
II. 2. Quæst.
CX. Art. 1. in
Resp.

2. Et d'abord nous ne renfermons pas ici dans l'idée du Mensonge, (a) ce que l'on dit de faux, sans le savoir; comme AULU-GELLE (1) distingue entre dire un mensonge, & mentir: mais il s'agit seulement d'une fausseté que l'on dit le sachant bien, & pour faire entendre aux autres quelque chose qui ne s'accorde pas avec notre pensée, soit avec ce que nous connoissons simplement, ou avec ce que nous voulons. Car ce que nous donnons à entendre premièrement & immédiatement par nos paroles, & par autres semblables signes, ce sont nos pensées. Ainsi ce n'est pas mentir, que de dire une

(16) C'est ce que l'Historien fait dire à Otane, qu'il fait mentir, lors qu'il y a quelque raison qui le demande: Ένθα γάρ τι δεῖ ψεύδῃ λέγεσθαι, λεγέσθω. Lib. III. Cap. LXXII.

(17) Voici les passages, que notre Auteur cite en marge, mais où les nombres font un peu fantifs, dans les Editions qui ont précédé la mienne. Le Philosophe parlant des Vices opposez à la Vérité, donne pour une des extrémités, de faire semblant d'avoir des qualitez avantageuses qu'on n'a pas, ou de n'en avoir pas, que l'on a: Ἡ δὲ προσποίησις, ἡ μὲν ἐπὶ τὸ μείζον, ἀλαζονεία, καὶ ὁ ἔχων αὐτὴν, ἀλαζών ἡ δὲ ἐπὶ τὸ ἐλάττω, εἰρωνεία, καὶ εἰρων. Ethic. Nicom. Lib. II. Cap. VII. pag. 25. B. Tom. II. Ed. Paris. Par là il donne à entendre, que la Feinte & la Dissimulation ne sont pas toujours viciennes, mais seulement à cause de l'excès ou du défaut dans les choses que l'on feint ou qu'on déguise. Aussi dit-il formellement, dans l'autre passage dont il s'agit, que ceux qui dissimulent avec modération, & en matière de choses qui ne sautent point aux yeux, passent pour des gens polis: Οἱ δὲ μετρίως χρώμενοι τῇ εἰρωνείᾳ, καὶ περὶ τὰ μὴ λίαν ἐμποδὼν καὶ φανερά εἰρωνεύμενοι, χαρίεντες φαίνονται. Lib. IV. Cap. XIII. in fin. pag. 56. B.

(18) Ἀπατᾷ μὲν γὰρ ὁ ἰατρός, ἀπατῶν δὲ καὶ ἑστὶν ὁ γὰρ τέλει εἶναι τὴν ἀπάτην τὴν νοσηντικὴν, ἀλλὰ τὴν σωτηρίαν. Paraphr. in Lib. V. Cap. VIII. Ethic. Nicom. pag. 297. Edit. Heins.

(19) Sic judicet, pleræque esse, quæ non tam facti, quam causis eorum, vel honesta fiant, vel turpia. Instit. Orat. (Lib. XII. Cap. I. pag. 1054. Ed. Burm.) Il dit ailleurs, que le Sage même peut mentir quelquefois: Nam & mendacium dicere, etiam sapienti aliquando concessum est. (Lib. II. Cap. XVII. pag. 127. GROTIUS.

(20) Ὑπολαμβάνω τὸ ψεύδῃ ἐπὶ σωτηρίᾳ λεγόμενον, ὅθεν περιποιεῖσθαι δυσχερές. Ces vers nous ont été conservés par STOBÉE, Florileg. Tit. XII.

(21) NE. Οὐκ αἰσχρὸν ἡγῆ δῆτα τὰ ψευδῇ λέγειν ὈΔ. Οὐκ, εἰ τὸ σωθῆναι γε τὸ ψεύδῃ φέροι. Philoctet. vers. 107, 108.

(22) Οὐ νέμισις καὶ ψεύδῃ ὑπὲρ ψυχῆς ἀγορεύειν. C'est un vers, que l'on trouve aussi dans STOBÉE, Tit. XII.

(23) C'est peut-être ce qu'il fait dire à Ulysse, que, quand il fut découvert venant espionner dans Troie, il inventa mille choses, pour éviter la mort:

ΕΚ. Τὶ δῆτ' ἔλεξας, δειλὸν ἂν ἐμὸς τότε; ὈΔ. Πολλὰν λόγων ἐνέφημα, ὥς μὴ θανέιν. Hecub. vers. 249, 250. Dans le Recueil des Fragments, compilé par Mr. BARNES, il y en a un, qui peut être rapporté ici, Incert. vers. 73. Mais il est de MÉNANDRE, & on le trouve à la page 208. vers. 57. Collect. Cleric.

§. X. (1) Il cite là-dessus des paroles de PUBLIUS NIGIDIUS, contemporain de Jules César, & de Cicéron: VERBA sunt hæc ipsa P. NIGIDII Inter mendacium dicere & mentiri distat. Qui mentitur, ipse non fallitur, sed alterum fallere conatur: qui mendacium dicit, ipse fallitur. Lib. XI. Cap. XI. St. AUGUSTIN remarque aussi, qu'on ne se rend point coupable de Mensonge, quand on dit une chose fautive, que l'on croit vraie: Ream linguam non facit, nisi mens rea. De verbis Apostoli, Serm. XXVIII. Nemo mentiens judicandus est, qui dicit falsum, quod putat verum; quoniam, quantum in ipso est, non fallit ipse, sed fallitur. Enchirid. Cap. XVIII. Ces deux passages se trouvent cités dans le DROIT CANONIQUE, Caus.

une chose fautive, que l'on croit vraie : & c'est mentir, au contraire, que de dire une chose vraie, que l'on croit fautive.

3. Il faut donc, pour constituer la nature du MENSONGE en général, que les paroles signifient quelque chose de différent de ce qu'on a dans l'esprit. D'où il s'ensuit, que, quand on se sert de termes, qui ou seuls, ou joints ensemble, sont susceptibles de plusieurs sens, soit dans l'usage ordinaire, soit dans le stile de quelque art, soit par une figure commune & aisée à entendre ; il suffit que nôtre pensée réponde à quelcune de ces significations : on ne ment point, encore même qu'on croie (2) que celui qui nous écoute prendra nos paroles en un autre sens.

4. À la vérité, il ne faut pas se permettre légèrement & sans quelque nécessité de tels discours ambigus : mais l'usage en peut être même louable, à cause des raisons pour lesquelles on y a recours, comme quand cela sert à instruire ceux qui sont confiés à nos soins, ou à éluder une question captieuse. Nôtre Seigneur JÉSUS-CHRIST nous (3) a donné lui-même un exemple du premier cas, lors qu'il dit à ses Apôtres, (b) *Nôtre ami Lazare dort* : ce que les Apôtres entendoient du sommeil, proprement ainsi nommé. Lors encore qu'il dit, (c) *qu'on démolit ce Temple, & qu'il le rebâtiroit en trois jours*, voulant parler de son propre Corps ; il savoit bien que les Juifs entendraient par là le Temple de Jérusalem. Il n'ignoroit pas non plus, quand il (d) promettoit à ses Douze Apôtres, dans son Roiaume, les premières places & les plus proches du Roi, comme les avoient, parmi les Juifs, les Chefs des Tribus ; & ailleurs, (e) qu'ils boiroient, avec lui, du vin nouveau, dans le Roiaume de son Père : il n'ignoroit pas, dis-je, que ses Apôtres n'entendroient tout cela que d'un Règne terrestre, de l'espérance duquel ils furent pleins jusqu'au moment (f) de l'Ascension de leur Maître dans le Ciel. Il s'est souvent servi, en parlant au Peuple, de Paraboles obscures, (g) afin que ceux qui l'écoutaient n'entendissent point ce qu'il vouloit

(b) Jean, XI, 11.

(c) Jean, II, 20, 21.

(d) Luc, XXII, 30.

(e) Matth. XXVI, 29.

(f) Actes, I, 6.

(g) Matth. XIII, 13.

Caus. XXII. Quest. II. (Can. III. IV.) GROTIUS.

(2) C'est ainsi qu'Abraham, lors qu'il alloit sacrifier son Fils sur la montagne de Morijah, dit à ses Serviteurs ; *Demeurez ici : nous monterons, l'Enfant & moi ; & quand nous aurons adoré DIEU, nous retournerons.* En quoi il parloit ambiguëment, selon St. AMBROISE, de peur que, si ses gens eussent su ce qu'il vouloit faire, ils n'eussent tâché de l'en empêcher, ou ne l'eussent importuné par leurs larmes & leurs gémissements : *Captiosè autem loquebatur cum servulis ; ne, cognito negotio, aut impediret aliquis, aut gemitu obstreperet, aut fletu.* Lib. I. De Abrahamo, (Cap. VIII.) Ce Père de l'Eglise approuve la conduite du Patriarche ; & après lui GRATIEN, Caus. XXII. Quest. II. post Can. XX. GROTIUS.

Cet exemple renferme quelque chose de plus qu'une simple ambiguë. „ Il n'y a personne qui ne voie, que si „ Abraham ne parloit pas contre son désir, au moins „ parloit-il contre son espérance, & qu'il mettoit par „ ses paroles d'autres idées dans l'esprit de ses Serviteurs, que celles qu'il avoit dans le sien ; comme le dit très-bien AMYRAUT, *Morale Chrét.* Tom. IV. pag. 523. Il ne suffit pas, pour dire qu'il n'y a point de Mensonge, que les paroles dont on se sert puissent être susceptibles d'un sens qui réponde à ce que l'on pense ; il faut encore que, dans l'état où sont les choses, & de la manière que sont disposés ceux à qui l'on parle, ils aient lieu de prendre les paroles dans ce sens-là ; autrement on ouvreroit la porte à la tromperie en matière des affaires où tout le monde reconnoît qu'il faut dire de bonne foi ce que l'on pense. Et nôtre Auteur l'a bien senti, puis qu'il remarque immédiatement après, *talem locutionem usurpatum temerè non probandum.* Voyez PUFEN-

TOM. II.

DORF, §. 13. du Chapitre, qui répond à celui-ci. Or les gens d'Abraham, ignorant, comme ils faisoient, l'ordre du Ciel donné à ce Patriarche ; pouvoit-il jamais leur venir dans l'esprit, que ces mots, *nous retournerons*, ne dussent s'entendre que du Père, & non pas du Père & du Fils, dont Abraham venoit de parler. Je vais plus loin, & je soutiens que, quand même les paroles sont conçues de telle manière, que ceux à qui l'on parle pourroient, s'ils y faisoient bien attention, en démêler l'ambiguë, & reconnoître le sens que celui qui parle a dans l'esprit ; si néanmoins celui-ci a lieu de croire qu'ils les prendront dans un sens différent de sa pensée, c'est alors, par rapport à eux, un véritable Mensonge, puis qu'il produit le même effet, que si l'on s'étoit servi de termes, qui ne fussent susceptibles que d'un seul sens, contraire à la pensée de celui qui les emploie. Ainsi non seulement Abraham, & plusieurs autres saints personnages, mais encore Nôtre Seigneur JÉSUS-CHRIST lui-même, s'étant servis, comme nôtre Auteur le remarque un peu plus bas, de ces sortes d'expressions qu'ils faisoient bien qui seroient entendues dans un autre sens, que celui qu'ils avoient dans l'esprit : il résulte de là, à mon avis, un argument invincible, contre les Partisans de l'opinion contraire & rigide, qui veulent que ce soit un Mensonge criminel, toutes les fois qu'on parle ou qu'on agit d'une manière à vouloir faire entendre aux autres quelque chose de différent de ce qu'on pense. Il ne sert de rien de dire, que c'étoit pour une bonne fin que Nôtre Seigneur parloit de cette manière : car la fin ne rend pas innocent l'usage d'un moyen mauvais en lui-même.

(3) Voyez ce que je viens de dire, sur la Note précédente.

D d

(4)

dire, s'ils n'apportoient l'attention & la docilité qu'ils devoient avoir.

5. Pour ce qui est du cas, où l'on veut éluder une question captieuse, l'Histoire Profane nous en fournit un en la personne de *Lucius Vitellius*. L'Affranchi *Narcisse* le pressa fort de s'expliquer clairement, & de dire ce qu'il favoit des débordemens de *Messaline*: mais il (4) persista toujours à se servir d'expressions vagues & ambiguës, qui pouvoient être tournées de quelque côté qu'on voulût. Il y a une sentence des Rabbins, qui porte, (5) que si l'on sait trouver des mots & des expressions à deux entendre, on peut parler; sinon, il faut se taire.

6. Mais il peut arriver, au contraire, qu'il soit non seulement peu louable, mais encore criminel, d'user de la moindre ambiguïté, favoir, (6) quand la gloire de DIEU, ou (7) l'amour du Prochain, ou le respect qu'on doit à un Supérieur, ou la nature même de la chose dont il s'agit, demandent qu'on découvre clairement & sans détour ce que l'on a dans l'esprit. C'est ainsi que, dans un Contract, il faut s'expliquer avec toute la clarté possible sur ce qui est regardé comme essentiel au Contract; ainsi que (h) nous l'avons remarqué ailleurs. Et c'est ainsi qu'on peut entendre ce que dit CICE'RON, (8) *Que tout Mensonge doit être banni des affaires que l'on contracte ensemble*: maxime empruntée d'une ancienne Loi d'Athènes, qui défendoit (9) de mentir au Marché. Dans ces deux endroits le mot de *Mensonge* semble se prendre dans un sens étendu, qui renferme jusqu'aux expressions obscures. Mais, à parler proprement, ces sortes d'expressions doivent être exclues, comme nous l'avons fait un peu plus haut, de l'idée du Mensonge.

§. XI.

(4) *Instabat quidem Narcissus, aperire ambages, & veri copiam facere: sed non ideo pervicit, quin suspensa, & quod ducerentur incinatura, responderet.* TACIT. Annal. Lib. XI. (Cap. XXXIV. num. 2.) Le même Historien dit, qu'il y a bien des gens, qui s'expriment d'une manière ambiguë, pour pouvoir ensuite expliquer leurs paroles, selon que leur intérêt le demandera: Non, ut plerique, incerta disseruit, huc illuc tracturus interpretationem, prout conduxisset. Hist. Lib. III. (Cap. III. num. 2.) Il en donne ailleurs un exemple en la personne de *Mucien*, Gouverneur de Syrie, lequel écrivant aux Généraux *Antonius Primus* & *Arrius Varus*, leur parloit tantôt de la nécessité de presser l'exécution des projets concertés, tantôt de l'avantage qu'il y auroit à la retarder, tout cela en composant ses discours de telle manière, qu'il pût, selon l'événement, ou dédire ces Généraux, s'ils réussissoient mal, ou se faire honneur de leurs bons succès: Namque Mucianus, tam celeri victoriæ anxius, & ni præsens urbe potiretur, expertem se belli gloriae ratus, ad Primum & Varum media scriptabat, instandum cæptis, aut rursus cunctandi utilitates edifferens; atque ita compositus, ut, ex eventu rerum, adversa abnueret, aut prospera adgnosceret. Ibid. (Cap. LII. num. 3.) GROTIUS.

(5) Les mêmes Rabbins disent, qu'on peut s'exprimer ambiguëment, pour procurer par là quelque bien: maxime citée par *MANASSE*, *Fils d'Israël*, Conciliator. Quest. XXXVII. St. CHRYSOSTÔME dit, que c'est une tromperie, quand on se sert de telles ambiguïtez pour faire du tort à quelqu'un, mais non pas quand on en use à bon dessein: Απαταιν ἐκείνῳ ἂν εἴη καλίστα δίκαιον, ὁ τῷ πρῶτῳ καὶ χρημμένῳ ἀδίκως, ἐχ' ὁ μὲν ὑγιὲς γνώμης τὸτο ποιών. De Sacerdotio, Lib. I. GROTIUS.

(6) *PHILON*, Juif, dit, qu'en matière des choses qui se rapportent à la Religion, ceux même qui ont d'ailleurs pris l'habitude de mentir ne peuvent s'empêcher de dire la vérité; la Vérité étant la compagnie de DIEU: Ἀλλὰ καὶ ἐπ' ἑγνοίς, ἀπερ ἀναφέρεται πρὸς Θεὸν τιμὴν, οἱ ἅ μόνον καὶ τὸν ἐν τοῖς ἀλλοῖς το

ῆθ' κατεψευμένον, ἀναγκαῖον ἢ ἀληθεύειν ἀλήθεια γὰρ ὁπάδος Θεῷ. Lib. III. De Vita Moïsis, (pag. 679. E. Edit. Paris.) St. AUGUSTIN remarque, qu'autre chose est de favoir, si un Homme-de-bien peut mentir quelquefois; & autre chose, de dire, si un Ecivain Sacré a dû mentir: Alia quippe quaestio est, siue aliquando mentiri viri boni: & alia quaestio est utrum Scriptorem sacrarum Scripturarum mentiri oportuerit. Epist. VIII. Voyez ce que l'on dira plus bas, §. 15. (num. 2.) GROTIUS.

(7) Dans *ESCHYLE*, *Prométhée* dit, qu'il répondra clairement & sans détour sur ce qu'on lui demande, comme on doit parler à des Amis:

Λέξω τοῖς σοῖς, ὅ, τι χεῖς μάθειν,
Οὐκ ἐμπλέκων αἰνίγματ', ἀλλ' ἀπλῶ λόγῳ,
Ὅσπερ δίκαιον πρὸς φίλους οἶον εἶμα.

Prometh. vinc. (pag. 39. Ed. H. Steph.) GROTIUS.

(8) *Tollendum est igitur ex rebus contrahendis omne mendacium.* De Offic. Lib. III. Cap. XV.

(9) C'est *DÉMOSTHÈNE*, qui parle de cette Loi: Πᾶς γὰρ ἐκ αἰσχρῶν, ὡς ἄνδρες Ἀθηναῖοι, κατὰ μὲν τὴν ἀγορὰν ἀψευδῶν, νόμον γενεῶσθαι &c. Orat. adversus Leptin. pag. 363. A. Ed. Basil. 1572.

§. XI. (1) Voyez ce que j'ai dit, sur la Note 2. du paragraphe précédent.

(2) C'est pour cela que, dans l'ancienne Langue Hébraïque, on dit, dérober le cœur de quelqu'un, pour marquer qu'on lui ôte les moïens de connoître certaines choses. Voyez *GENÈSE*, Chap. XXXI. vers. 26, 27. avec la Paraphrase Chaldaïque d'ONKELOS, & la Version des LXX. Voyez aussi le Rabbin *DAVID*, dans son Livre des Racines; le Rabbin *SALOMON*, dans son Commentaire; & *ABEN-EZRA*, autre Rabbin. GROTIUS.

(3) Nôtre Auteur disoit un peu plus bas, dans la première Edition, que l'obligation de découvrir aux autres, par la Parole, ce que l'on a dans l'esprit, vient d'une convention tacite, non pas néanmoins particulière, & qui ne se fasse que quand on commence à parler, comme cela a lieu en matière de Promesses; mais d'une espèce de

Con-

(h) Liv. II.
Chap. XII.
§. 9.

§. XI. 1. POUR donner donc une définition exacte, qui convienne à tout ce que l'on appelle *Mensonge*, il faut supposer que ce qui est dit, ou écrit, ou marqué par des caractères, ou donné à entendre par quelque geste, ne puisse être (1) pris que dans un sens différent de la pensée de celui qui s'exprime par ces signes.

2. Mais pour savoir ensuite ce que c'est qu'un *Mensonge*, entant qu'il est naturellement *illicite*, il faut chercher quelque idée particulière, ou quelque différence propre, qui restreigne cette signification générale. Or, si l'on y fait bien attention, on trouvera que, du moins selon l'opinion commune des Peuples, ce ne peut être que l'atteinte qu'on donne à un droit réel, & subsistant sans diminution quelconque, de celui à qui l'on parle, ou envers qui l'on se sert de quelque autre signe équivalent à la Parole.

3. Je dis, *un droit de celui à qui l'on parle*: car il est clair, que personne ne ment à soi-même, quelque fausseté qu'il dise en son particulier. Et par le *droit*, dont il s'agit, je n'entens pas toute sorte de droit, ou un droit qui n'ait aucun rapport avec la nature de la chose, mais un droit propre & essentiel à l'affaire dont il s'agit; c'est-à-dire, en un mot, la liberté (2) de juger des pensées d'autrui: liberté que ceux qui parlent ensemble font censez devoir s'accorder l'un à l'autre, en vertu d'une espèce de convention tacite qu'ils font entr'eux. (3) C'est là une obligation réciproque, que les Hommes, en introduisant l'usage de la Parole, & d'autres signes semblables, prétendirent qui en résulteroit, puis que sans cela un tel établissement auroit été inutile: mais aussi il n'en faut pas chercher d'autre.

4. De

Convention générale, & ancienne, comme celle que nous avons dit ci-dessus qu'il y a eue dans l'établissement de la Propriété des biens, au sujet de la restitution des choses appartenantes à autrui, qui se trouvent entre nos mains: convention néanmoins, qui est telle, que la compensation d'une Dette, & autres choses semblables, empêchent qu'elle n'ait son effet. Ces paroles, retranchées dans les Editions postérieures, servent à faire mieux comprendre les idées de l'Auteur. Il fonde l'obligation où l'on est de dire la vérité, sur ce que les Hommes, en introduisant l'usage de la Parole, convinrent entr'eux tacitement, qu'on se serviroit de ce signe, ou autres semblables, d'une manière à se faire connoître par là réciproquement ce que l'on pense. Mais cette Convention n'est pas mieux fondée, que l'autre avec laquelle il la compare, & dont nous avons fait voir l'inutilité, dans les Notes sur PUFENDORF, *Droit de la Nat. & des Gens*, Liv. IV. Chap. XIII. §. 3. Note 1. L'établissement même de la signification des Mots, quoi qu'il se fasse par une espèce de consentement des Hommes, ne se fait point par une Convention proprement ainsi nommée, & qui ait force d'obliger, comme on l'a prouvé dans les mêmes Notes, Liv. IV. Chap. I. §. 5. Note 1. Et il n'est nullement nécessaire de supposer, que les Hommes soient convenus entr'eux de se manifester réciproquement leurs pensées en se servant de la Parole, & cela d'une manière propre à les faire connoître. Les Hommes étant souvent tenus de s'entrecommuniquer leurs pensées, pour s'acquitter de ce qu'ils se doivent les uns aux autres; & n'ayant d'autre moyen pour cela, que les Paroles, employées dans un certain sens, qui est d'ordinaire le plus commun: il suit de cela seul, qu'ils doivent en faire un tel usage, en vertu de la règle connue & incontestable, que quiconque est tenu de procurer une fin, doit aussi employer les moyens nécessaires pour y parvenir. Il n'est pas non plus besoin, à mon avis, de supposer, que lors qu'on se met à parler avec quelqu'un, on fasse une convention particulière, par où l'on

témoigne vouloir entrer dans la convention générale. C'est ce que prétend néanmoins l'Auteur ingénieux d'un *Memoire* publié dans le JOURNAL LITTÉRAIRE, de *La Haie*, Tom. V. Part. II. pag. 256, & suiv. que l'on fera bien d'ailleurs de lire, & dans lequel on a évité les extrémités vicieuses. Mais il me paroît plus simple de dire, sans tant de détours, que la question du *Mensonge* se réduit à savoir, s'il y a toujours quelque raison qui nous oblige à manifester nos pensées à ceux avec qui nous parlons: car, supposé qu'il y ait des cas où rien ne nous y oblige, on peut alors faire de la Parole tel usage qu'on veut. Or les plus grands Partisans de l'opinion rigide avouent, qu'on peut quelquefois cacher aux autres ce que l'on pense; & de là vient qu'ils veulent qu'on se tire d'affaires en ne disant mot, ou en déclarant qu'on ne veut pas dire ce que l'on pense. Or qu'importe-t-il aux autres, qu'en ces cas-là on les laisse dans l'ignorance, ou qu'on leur parle d'une manière à leur faire croire des choses qui ne sont pas? Dès-là qu'il s'agit de quelque chose que rien ne nous oblige à leur dire, c'est tant pis pour eux, s'ils comptent sur nos paroles; & à plus forte raison, lors qu'on a de bonnes raisons d'empêcher qu'ils ne sachent ce que l'on pense. Ainsi y ayant un assez grand nombre de cas, où ni les Loix de la Justice, ni celles de l'Humanité ou de la Charité, ne nous imposent aucune obligation de découvrir aux autres fidèlement nos pensées, il seroit aussi fort souvent permis de les déguiser, sans les inconvéniens dont j'ai parlé dans ma grande Note sur PUFENDORF, Liv. IV. Chap. I. §. 7. Note 1. qui font qu'on ne doit se le permettre que pour quelque raison considérable, mais qui n'empêchent pas qu'il n'y ait des cas où l'on peut non seulement, mais l'on doit même user de quelque menterie innocente, pour se procurer ou pour procurer à autrui quelque grand bien, ou éviter quelque grand mal. L'avantage de la Société Humaine demande également l'un & l'autre.

4. De plus, nous supposons que le droit, dont il s'agit, subsiste en son entier, dans le tems qu'on parle. (4) Car il peut arriver que ce droit cesse, ou qu'il se perde par l'opposition de quelque autre droit survenu; comme une Dette s'éteint par l'acceptation du Créancier, ou par le défaut d'une condition, à laquelle la Dette étoit attachée.

5. Il faut encore, que le droit, auquel on donne ici atteinte, soit le droit de celui à qui l'on parle, & non pas d'un autre: de même qu'en matière de Contrats, l'injustice ne consiste que dans la violation du droit des Parties contractantes. C'est peut-être pour cela, que (5) PLATON, après le Poëte SIMONIDE, rapporte la *Véracité* à la *Justice*: & que l'Ecriture Sainte parlant du Mensonge, c'est-à-dire, de celui qui est illicite, l'exprime par *témoigner* ou *parler* (6) *faussement contre son Prochain*. St. AUGUSTIN (7) même veut que la volonté de (8) tromper entre dans la nature du Mensonge. Et CICÉRON (9) décide par les fondemens de la Justice, la question pourquoi & quand on doit dire la Vérité.

6. Au reste, comme le droit, dont il s'agit, se perd par un consentement exprès de celui avec qui l'on a à faire, lors, par exemple, qu'on lui a déclaré d'avance qu'on diroit des choses fausses, & qu'il y a consenti: il se perd aussi ou par un consentement tacite, ou raisonnablement présumé, ou bien par l'opposition d'un droit d'autrui, beaucoup plus fort, au jugement de tout le monde.

§. XII. 1. Les principes, que nous venons de poser, bien entendus, nous fourniront plusieurs conséquences, qui ne serviront pas peu à concilier les différentes opinions que nous avons dit qu'il y a sur ce sujet.

2. Premièrement, il s'ensuit de là, que ce n'est pas un Mensonge criminel, de dire quelque chose de faux à un Enfant, ou à une personne qui n'est pas en son bon sens. La raison prochaine & directe en est, que les Enfans & les Insensés n'ayant pas la liberté du Jugement, on ne sauroit leur faire du tort à cet égard. Pour les Enfans en particulier, c'a été de tout tems une opinion généralement reçue de tous les Hommes, qu'on peut *tromper innocemment cet âge imprudent*, comme parle (1) LUCRÈCE; & *leur faire accroire bien des choses pour leur profit*, comme le dit (2) QUINTILIEN.

§. XIII. 1. Je dis en second lieu, que l'on ne ment point, toutes les fois que celui à qui s'adresse le discours n'est point trompé, encore même qu'on s'exprime d'une manière à donner lieu à un tiers de se tromper, & de prendre nos paroles dans un sens diffé-

(4) On voit bien que tout ceci est superflu, selon le système établi dans la Note précédente.

(5) Le passage a été déjà rapporté ci-dessus, Liv. II. Chap. XI. §. 1. num. 8.

(6) Dans toutes les Editions, sans en excepter la première, il y a ici simplement, *describunt testimonio sive elocutione adversus proximum*. Mais on voit bien que le Copiste ou les Imprimeurs ont sauté le mot de *falso*, qui est absolument nécessaire pour trouver l'idée du Mensonge dans l'expression de l'Ecriture Sainte, dont le Décalogue même nous fournit un exemple, au neuvième Commandement. Aussi ai-je suppléé hardiment cette omission manifeste, dans mon Edition de l'Original.

(7) Voici le passage: *Omnis autem, qui mentitur, contra id quod animo sentit, loquitur, voluntate fallendi*. Enchirid. Cap. XXII. Cela est rapporté dans le DROIT CANONIQUE, *Caus. XXII. Quæst. II. Can. IV.*

(8) LACTANCE dit aussi, qu'un Chrétien ne mentira jamais pour tromper les autres, ou pour leur nuire: *Ut non mentiantur unquam, decipiendi aut nocendi causâ*. Instit. Divin. Lib. VI. Cap. XVIII. (num. 4. Ed.

Cellar.) GROTIUS.

(9) *Ut reddere depositum, promissum facere, queque pertinent ad veritatem, & ad fidem, ea migrare interdum, & non servare, sit justum. Referri enim decet ad ea, que propositi in principio, fundamenta Justitiæ: primum, ut ne cui noceatur; deinde, ut communi utilitati serviatur*. De Offic. Lib. I. Cap. X.

§. XII. (1) *Sed veluti pueris absinthia tetra medentes, Quum dare conantur, prius oras pocula circum Contingunt mellis dulci flavoque liquore, Ut puerorum atas improvida ludificetur &c.*

Lib. I. vers. 935, & seqq.

(2) Le passage, où cela se trouve, a été déjà cité ci-dessus, §. 9. Note 14.

§. XIII. (1) *In hoc omnis hyperbole extenditur, ut ad verum mendacio veniat. . . incredibilia adfirmat, ut ad credibilia perveniat*. De Benefic. Lib. VII. Cap. XXIII. QUINTILIEN appelle cette figure, une exagération outrée & menteuse: *HYPERBOLEN audacioris ornatu summo loco posui. Est hæc ementiens superjectio*. GROTIUS.

Ce dernier passage se trouve dans les *Institutions Ora-*
toi-

différent de nôtre pensée. Ce n'est pas un mensonge par rapport à celui auquel on parle, puis qu'on lui laisse la liberté entière de connoître nôtre pensée: de même que quand on fait un conte inventé à plaisir devant des gens qui en savent tout le mystère; ou lors qu'on parle ironiquement, ou qu'on use d'hyperbole; figure, qui, comme le dit (1) SENEQUE, mène à la Vérité par quelque chose de faux & d'outré; & affirme des choses incroyables, pour en persuader de croiables. Ce n'est pas non plus un mensonge, par rapport au tiers qui écoute par hazard, puis que ce n'est point à lui qu'on parle; & qu'ainsi on n'est dans aucune obligation de lui découvrir ce que l'on pense. Que si, en jugeant de ce qui est dit à un autre, & non pas à lui, il se forge des chimères, c'est uniquement sa faute; il ne doit s'en prendre qu'à soi-même; puis qu'à parler exactement, les paroles, qu'il écoute, ne sont pas pour lui des paroles, mais des sons qui peuvent signifier tout ce que l'on veut.

2. Il n'y a donc point de mal à ce que fit Caton, le Censeur, (a) lors qu'il promit à ses Alliez du secours, qu'il savoit bien qui ne leur viendrait point; quoique par là les Ennemis fussent trompez. Il faut dire la même chose de (b) Flaccus, qui conta à d'autres qu'une Ville des Ennemis avoit été prise par *Emilius Paulus*, sachant bien que cela n'étoit point. Car ni l'un, ni l'autre, ne dirent rien aux Ennemis mêmes: & si cela causa du préjudice aux Ennemis, c'étoit une chose accidentelle, & de telle nature qu'il n'y avoit rien d'illicite à la souhaiter, ou à la procurer.

3. Quelques Pères de l'Eglise, comme (2) St. CHRYSOSTÔME, & (3) St. JERÔME, rapportent ici la censure que (c) St. Paul, étant à Antioche, fit à St. Pierre, comme si celui-ci eût trop judaïsé. Car ils s'imaginent, que St. Pierre comprit fort bien que St. Paul ne parloit pas sérieusement, & qu'il vouloit s'accommoder à la foiblesse de ceux qui l'écoutoient.

§. XIV. I. EN troisième lieu, toutes les fois qu'il est certain que celui à qui l'on parle, bien loin de s'offenser de l'atteinte qu'on donne à la liberté de son jugement, nous en fera bon gré, à cause de quelque avantage qui lui en revient; il n'y a point de Mensonge proprement ainsi nommé, ou de tromperie injuste: de même que ce ne seroit pas un Larcin, si l'on prenoit une chose appartenante à autrui, & de peu de valeur, & qu'on la consumât, pour lui procurer quelque grande utilité. Car, en ces sortes de cas, où l'on a si fort lieu d'être assuré de ce que l'on croit, une présomption de la volonté d'autrui a autant de force qu'un consentement exprès. Et c'est une maxime incontestable, qu'on ne fait point de tort à qui consent.

2. II

toires, Lib. VIII. Cap. VI. vers la fin. Mais dans l'Édition d'OBRECHT, faite sur celle d'Oxford, & corrigée exactement sur divers Mss. on lit (pag. 500.) d'une manière qui forme un sens contraire. *Est hæc DECENS sermonis superjectio*: C'est-à-dire, que l'Hyperbole est une exagération raisonnable, ou qui n'est pas poussée trop loin. Le dernier Editeur, Mr. BURMAN, ne fait que rapporter les diverses leçons, la plupart visiblement fautives, des Mss. & des Éditions. Si OBRECHT avoit trouvé la sienne dans quelque MS. elle devroit être certainement préférée à toutes les autres. Mais, à ne la regarder que comme une conjecture, elle peut se tirer aisément des vestiges de ces leçons corrompues: & elle se confirme par ce que QUINTILIEN dit plus bas: *Sed hujus quoque rei servatur mensura quedam. Quamvis enim est omnis hyperbole ultra fidem, non tamen esse decet ULTRA MODUM. . . nec ita ut mendacio fallere velit. Quo magis intuendum est, quousque DECEAT extollere, quod nobis non creditur.* Pag. 753. Ed. Burm.

(2) Ajoutez encore St. CYRILLE, dans son Ouvrage contre l'Empereur Julien, Lib. IX. in fin. [Où

γὰρ ἦν ἑτερονομίαν ὁ μαθητὴς [Πέτρος] ἀλλ' ἐπὶ καίρῳ ταῖς καθήκουσας οἰκονομίαις χρᾶμεν, διὰ τὸ πᾶσι πάντος ὠφελεῖν ἐκποδίζε τις προσιοντας αὐτῷ. ἐπειδὴ δὲ μόνος τρεῖς ἦν ὁ μακαρίων Παύλου, ὑπέμνησε προσίων. ἐδίδου γὰρ μὴ ἅρα πᾶς ἡ σκῆψις ἀγνοεῖν, καὶ ὁ τῆς οἰκονομίας τροπὴ ἀδικήσῃ τινάς. St. Pierre n'étoit pas d'un autre sentiment, que St. Paul: mais usant à propos d'un ménagement convenable, il vouloit procurer de toute sorte de manières l'avantage de ceux qui vouloient être ses Disciples. Au lieu que St. Paul agissant d'une manière uniforme, se crut obligé de donner là-dessus un avis à St. Pierre, dans la crainte qu'on ne comprit point l'intention de celui-ci, & que quelques-uns ne fussent choquez des ménagements dont il usoit. Pag. 325. C. D. Ed. Spanh.] TERTULLIEN est, à peu près, dans la même pensée, Lib. I. contra Marcion. (Cap. XX.) & Lib. IV. (Cap. III.) Lib. V. Cap. III. [Ajoutez encore, De præscript. adversus Hæreticos, Cap. XXIII.] GROTIUS.

(3) Voyez la Lettre à St. Augustin, Tom. II. pag. 336, & seqq. Edit. Froben.

(a) *Plin.*
Lib. III.
Epist. XVI.
num. 3, 4, 5, 6.

(b) *Tit.*
Liv. Lib. I.
Cap. XXVII.
num. 8.

2. Il semble donc, que l'on puisse innocemment faire accroire, par exemple, quelque chose de faux à un Ami malade, pour le soulager, comme en usa une Dame Romaine envers (a) *Pétus* son Mari, lors que leur Fils, malade en même tems que le Père, vint à mourir. Il est permis, par la même raison, d'annoncer aux Soldats une fausse nouvelle, pour relever leur courage abbattu, dans une occasion périlleuse, & les mettre par là en état d'échapper & de remporter même la victoire. On trouve un exemple de ceci dans (1) *XÉNOPHON*. Parmi les Romains, le Roi *Tullus Hostilius* (b) avertit ses Soldats, que c'étoit par son ordre que l'Armée des *Albains* se retiroit pour investir l'Ennemi; quoi qu'il eût bien compris, que c'étoit un effet de la trahison du Général d'*Albe*. Le Consul *Quinctius* dit aussi à ses Soldats, que les Ennemis fuioient du côté de l'autre Aile, usant par là, comme (2) s'exprime *TITE LIVE*, d'un mensonge salutaire. On trouve par tout, dans les Histoires, de semblables exemples.

3. Cette conduite est conforme aux maximes de plusieurs Sages de l'Antiquité. *DÉMOCRITE* donnoit pour règle, (3) qu'il faut dire la vérité, mais lors que cela est avantageux. *XÉNOPHON* (4) soutient, qu'il est permis de tromper un Ami, quand c'est pour son bien. Selon *MAXIME de Tyr*, (5) un Médecin trompe innocemment son Malade; un Général, ses Soldats; un Pilote, ses Mariniers. *PROCLUS*,

Com-

§. XIV. (1) Le passage a été déjà cité ci-dessus, §. 9. Note 9. Notre Auteur ajoute ici dans une Note, le Stratagème qu'employa *Agésilas*, lors qu'il eut appris, en arrivant dans la *Béotie*, que *Pisandre* avoit été battu sur mer, par *Pharnabaze & Conon*. Il fit publier le contraire parmi ses Soldats, & sacrifia solennellement en réjouissance de cette fausse victoire. *PLUTARCH. in Agésil. Vit. pag. 605. C.*

(2) Et Romani, quia paucitas damno sentiendo propior erat, gradum retulissent, ni salubri mendacio Consul, fugere hostes ab cornu altero clamitans, concitasset aciem. Lib. II. Cap. LXIV. num. 6.

(3) Ἀληθομυθεύειν χρεὼν, ὅπως λαΐων. Ce mot nous a été conservé par *STOBE*, *Florileg.* Sermon. XII.

(4) Φίλος δικαίον ἐξαπατᾶν, ἐπὶ δὲ ἀγαθῷ. Je ne fai d'où notre Auteur a tiré ces paroles. Le passage qui a été cité ci-dessus, §. 9. Note 9. en renferme le sens, mais non pas les termes mêmes.

(5) Οὕτως καὶ ἰατρός νοσήντα ἐξαπατᾷ, καὶ στρατηγὸς στρατοπέδον, καὶ κυβερνήτης ναύτας, καὶ δεινὸν εἶναι. Differt. III. pag. 30. Edit. Cantabr. Davif. St. *CHRYSOSTOME*, Lib. I. de Sacerdot. allègue aussi, sur ce sujet, l'exemple des Médecins. *GROTIUS*.

(6) Τὸ γὰρ ἀγαθὸν κρείττον ἐστὶ τῆς ἀληθείας. On trouve la même pensée dans ce vers de *MENANDRE*:

Κρεῖττον δ' ἰλιόσαι ψεύδῳ, ἢ ἀληθεῖς κακόν.
Ex incert. Comœd. apud *STOBE*. Tit. XII.

(7) Il soutient qu'en ce cas-là, c'est plutôt dire un mensonge, que mentir; & il allègue l'exemple d'un Médecin, qui trompe son Malade, pour le guérir: Ἀληθὲς γὰρ φρονεῖ αἰμὰ καὶ ἀληθεύει [ὁ Γνωστικός] πλὴν εἰ μήποτε ἐν Θεραπείας μέρει, καθάπερ ἰατρός περὶ νοσήντας ἐπὶ σωτηρίᾳ τῶν καμυνόντων, ψεύσεται, ἢ ψεύδῳ ἐρεῖ, κατὰ τὰς σοφιστάς. *Stromat. Lib. VII. Cap. IX. pag. 873. Ed. Oxon.* Voyez un passage semblable d'*ORIGÈNE*, que *GRONOVIVS* rapporte, sur le §. 9. & ce que dit *PHILON*, de *Cherubim*, pag. 110. D. Ed. Paris. passage, que je vois aussi cité par Mr. l'Evêque d'*Oxford*.

§. XV. (1) C'est ainsi que, dans *HOMÈRE*, *Agamemnon*, Général de l'Armée des Grecs, fait semblant, pour le fonder, de vouloir qu'ils s'en retournent, & il parle de cette feinte, comme d'un innocent artifice, qu'il lui est permis d'employer:

Πρώτα δ' ἰγὼν ἐπισὶν πειρήσομαι, ἢ δέμεις ἐστὶ

Καὶ Φεύγειν σὺν νηυσὶ πολυκλήσι κελεύσω.
Iliad. (Lib. II. vers. 73, 74.) *GROTIUS*.

Autre chose est, de savoir, si la feinte de ce Général étoit à propos; sur quoi, aussi bien qu'en matière d'autres choses, Mr. l'Abbé *TERRASSON* donne bien de la tablature aux admirateurs outre d'*HOMÈRE*, dans sa judicieuse *Dissertation critique sur l'Iliade*, Tom. I. pag. 357, 358, 359.

(2) Τοῖς ἀρχαῖσι δὲ τῆς πόλεως, ὑπερ τισὶν ἄλλοις, προσήκει ψεύδεσθαι, ἢ παλαιῶν, ἢ πολιτῶν ἐνεκα, ἐπ' ἀφελείας τῆς πόλεως. De Republ. Lib. III. pag. 389. B.

(3) Mais voyez ce que j'ai dit sur *PUFENDORF*, *Droit de la Nat. & des Gens*, Liv. IV. Chap. I. §. 17. Note 1. de la seconde Edition.

(4) Ce Philosophe montre ainsi, que le Mensonge ne convient point à la Nature Divine. *DIEU*, dit-il, n'a pas besoin de mentir, ni pour représenter, à la manière des Poètes, les choses anciennes sous des fictions ingénieuses, comme s'il ignoroit de quelle manière tout s'est passé; ni pour tromper les Ennemis, comme s'il les craignoit: ni pour empêcher les effets de la folie de ses Amis; car aucune personne en démence n'est amie de *DIEU*: Κατὰ τὶ δὲ ἐν τούτων, τῷ Θεῷ τὸ ψεύδῳ χρησίμοι; Πότερον, διὰ τὸ μὴ εἰδέναι τὰ παλαιὰ, ἀφομοιών ἂν ψεύδοιτο; Γελοῖον μὲν τ' αὖτις, εἴφη. Ποιητῆς μὲν ἄρα ψευδῆς ἐν Θεῷ οὐκ ἐνι. Οὐ μοι δοκεῖ. Ἀλλὰ δεδιὸς τῆς ἐχθρῆς ψεύδοιτο; Πολλὲ γὰρ δεῖ. Ἀλλὰ δι' οἰκείων ἀνοιαν, ἢ μανίαν; Ἀλλ' ὅστις, εἴφη, τῶν ἀνοήτων καὶ μαινομένων Θεοφίλος. Οὐκ ἂν εἴν ἔνεκα ἂν Θεὸς ψεύδοιτο. Οὐκ ἐστὶ. Πάντη ἄρα ἀψευδὲς τὸ δαιμόνιον τε καὶ τὸ θεῖον. Παντάσας μὲν ἐν, εἴφη. Κομιδὴ ἄρα ὁ Θεὸς ἀπλῶν καὶ ἀληθῆς ἐν τῷ ἔργῳ καὶ ἐν λόγῳ. καὶ ὅτι αὐτὸς μετίσταται, ὅτε ἄλλος ἐξαπατᾷ &c. De Republ. Lib. I. pag. 382. D. E. Tom. II. Ed. H. Steph.

(5) Car *DIEU* ayant une infinité de moyens, pour parvenir à ses fins, n'a pas besoin de celui-ci, auquel les Hommes sont contraints d'avoir recours, parce qu'ils ne peuvent autrement venir à bout de certaines choses qu'ils se proposent. D'où il paroît, que les Hommes ne sont pas plus obligés d'imiter ici *DIEU*, que de vouloir être tout-puissans, comme lui. Cela suffiroit, pour répondre à l'objection spécieuse qu'on tire de l'exemple de cet Etre Souverain, & qui ouvre un beau champ à la Déclamation. Mais disons encore quelque chose, pour mettre dans tout son jour la foiblesse

Commentateur de PLATON, qui est dans les mêmes idées, (6) en rend cette raison, que l'Utilité, en de pareils cas, vaut mieux que la Vérité. CLÉMENT d'Alexandrie (7) permet le Mensonge, comme un remède.

4. Et il faut remarquer, qu'il y a d'autant moins d'inconvénient à déguiser sa pensée en ce cas-là, que cela ne se fait guères que pour un moment; la vérité devant se découvrir peu après.

§. XV. 1. UNE quatrième conséquence, qui a du rapport avec la précédente, c'est que ce n'est point un Mensonge criminel, lors qu'un Supérieur, qui a un droit éminent (1) sur tous les droits de ceux qui dépendent de lui, use de ce droit en leur disant quelque chose de faux, pour leur avantage ou public, ou particulier. C'est ce que PLATON semble avoir eu principalement en vuë, (2) lors qu'il permet aux Magistrats de mentir. Et quand on voit que (3) tantôt il semble donner aux Médecins cette permission, & tantôt la leur ôter; on peut concilier cela, en disant, qu'il la donne aux Médecins autorisez par le Public; & qu'il la refuse à ceux qui s'ingèrent de cela de leur autorité privée.

2. Mais le Philosophe, dont nous venons de parler, reconnoît, avec raison, (4) qu'il ne convient point à DIEU de mentir, quelque droit absolu qu'il ait sur les Hommes; parce que c'est (5) une marque de foiblesse, d'avoir recours à de tels expédiens.

3. PHI-

blesse d'un tel argument. Je vois avec plaisir, que le savant & judicieux Jurisconsulte Mr. NOODT répond en peu de mots à cette difficulté, dans une addition faite à la seconde Edition de son Traité *De forma emendandi doli mali* &c. „ On objectera, dit-il, que DIEU, dont les Hommes doivent imiter les Vertus, autant qu'il leur est possible, est véritable dans ses paroles. Soit: mais qui ne fait, que ce même DIEU, qui est véritable, est aussi sur toutes choses amateur de l'utilité & de la conservation des Hommes. Pourquoi est-ce donc que l'Homme, à qui l'on propose l'exemple de DIEU, ne travailleroit pas toujours à se rendre utile en toutes manières aux autres Hommes; s'il le peut, en leur disant la vérité; sinon, en usant d'une feinte ou d'une dissimulation nécessaire pour leur bien? „ Ajoutons quelques réflexions, qui serviront à faire mieux comprendre que ceux qui font l'objection dont il s'agit, étendent trop loin ce qu'il y a ici dans les Perfections Divines qui est véritablement l'objet de notre imitation. La Vérité de DIEU nous engage à aimer la Vérité: mais elle ne nous engage point à aimer toute sorte de Vérité, & moins encore à dire toujours tout ce qui est vrai. Il n'y a que les Vérités utiles par rapport à notre état, que nous devons aimer & rechercher: pour celles qui sont inutiles, il nous est permis de les négliger, & nous y sommes même quelquefois obligés, parce que leur recherche nuirait à la connoissance des Vérités utiles. Lors que nous avons trouvé de ces Vérités utiles, nous devons les communiquer aux autres, mais nous ne devons pas le faire en tout tems & en tout lieu. Il y a des circonstances, où la découverte de ces sortes de Vérités ne produiroit aucun fruit, ou causeroit même quelquefois plus de mal que de bien: on peut alors les cacher; Notre Seigneur JÉSUS-CHRIST nous en a donné lui-même l'exemple, & ses saints Apôtres l'ont imité. Si cela a lieu à l'égard des Vérités les plus utiles à autrui, pourquoi est-ce qu'en matière de choses, dont la connoissance n'est d'aucune utilité à ceux avec qui l'on parle, ou qui même pourroient leur donner occasion de nuire, ou à nous, ou à d'autres, soit sans y penser, ou à dessein, & de commettre par là ou une imprudence ou un péché; il ne seroit pas permis de leur cacher non seulement la vérité, mais encore de leur

dire positivement quelque chose de faux? Il n'est pas nécessaire de pousser plus loin ces réflexions: ceux qui les méditeront sans préjugé, & qui feront attention à tout ce qui a été dit ci-dessus, & dans le grand Ouvrage de PUFENDORF, se convaincront aisément, qu'il n'y a peut-être point de matière, sur quoi l'on choque plus visiblement toutes les lumières du Sens Commun, que le font les partisans de l'opinion, que je combats. Mais je ne saurois m'empêcher de renvoyer encore à quelques endroits d'un Auteur, que j'ai cité ci-dessus, & que j'indique encore, parce que, dans l'esprit de certaines gens, il y a des autorités qui ajoutent beaucoup de force aux raisons, & qui quelquefois même font plus d'impression sur eux, que les meilleures raisons du monde. Cet Auteur, c'est MOÏSE AMYRAUT, dont on peut voir la *Morale Chrétienne*, Tom. III. pag. 249 — 307. & Tom. IV. pag. 514 — 532. Quoi qu'il n'ait pas aussi bien développé la matière, qu'on l'a fait depuis, on trouvera là néanmoins quantité de réflexions judicieuses, & de réponses solides à diverses objections, tirées ou de la Raison, ou de l'Ecriture Sainte. Depuis cette Note écrite, j'ai occasion d'alléguer une autorité plus moderne, & qui ne frappera pas moins un grand nombre de personnes, c'est celle du célèbre Mr. SAURIN, Pasteur de la Haie. Dans ses *Discours Historiques, Critiques, Théologiques, & Moraux, sur les événemens les plus mémorables du Vieux & du Nouveau Testament*, lors qu'il traite de l'innocent artifice des Sages-femmes d'Egypte, quoi qu'il n'ose décider si ce qu'elles dirent à Pharaon étoit vrai, ou si ce fut un mensonge officieux; il déclare néanmoins, que, dans la dernière supposition, personne n'est en droit de blâmer leur action, & de soutenir la Thèse, qu'elles auroient agi avec plus de sainteté, si elles avoient tenu une conduite opposée. Il rejette ensuite, (comme je fais ci-dessus, & comme je l'ai déjà fait dans ma grande Note sur le Chapitre de PUFENDORF, qui répond à celui-ci) la distinction que l'on fait de leur intention, d'avec les moyens qu'elles emploierent pour l'exécuter. Disc. XLIII, pag. 7. Edit. in octavo. Mais je fais que cet Auteur s'expliquera encore mieux sur la question du Mensonge, dans la suite de son Ouvrage, ou à l'occasion de l'histoire de Rahab, rapportée dans le Livre de Josué, il donnera une Dissertation en forme sur ce sujet.

(a) De Joseph. pag. 550. & seqq. Ed. Paris.

(b) I. Rois, III, 25.

3. PHILON louë Joseph (a) de ce qu'en qualité de Vice-Roi d'Egypte, il (6) accusa ses Frères, premièrement d'être des Espions, & ensuite d'être des Voleurs, quoi qu'il ne les crût point tels. C'est-là peut-être un exemple d'un Mensonge innocent; aussi bien que ce que fit Salomon, lors que (b) voyant deux Femmes qui se disputoient un Enfant, dont chacune prétendoit être la Mère, il feignit de vouloir partager en deux le corps de l'Enfant, quoi qu'il fût bien éloigné de cette pensée, & qu'il eût seulement dessein de découvrir par là la véritable Mère, pour lui donner son Enfant. QUINTILIEN (7) dit, que l'intérêt public demande quelquefois qu'on soutienne une mauvaise cause.

§. XVI. LA cinquième & dernière conséquence, que je tire des principes établis ci-dessus, c'est que le Mensonge n'a rien de mauvais, lors qu'on ne peut (1) autrement sauver la vie d'un Innocent, ou quelque autre chose d'équivalent; ou lors qu'il n'y a pas moyen d'empêcher autrement que quelcun n'exécute une méchante action. C'est ainsi qu'Hypermanestre sauva son Mari par un mensonge glorieux, & qui a rendu sa réputation immortelle, comme (2) HORACE le qualifie.

§. XVII.

(6) CASSIODORE appelle cela une sage feinte de sévérité: *Quum fratribus dispensatoria severitate crimen explorationis inureret* &c. De Amicitia. GROTIUS.

(7) *Non semper autem, etiamsi frequentissimè, tuenda veritas erit: sed aliquando exigit communis utilitas, ut etiam falsa defendantur.* Instit. Orat. Lib. II. Cap. XVII. pag. 131. Ed. Obrecht.

§. XVI. (1) St. AUGUSTIN parlant des Mensonges qu'on dit en riant, & de ceux qu'on dit pour rendre service au Prochain, ne les excuse pas entièrement, mais il avoue qu'il n'y a pas grand mal, & qu'il y en a même moins dans le dernier, parce qu'il est accompagné de quelque bienveillance: *Duo sunt omnino generu mendaciorum, in quibus non est magna culpa, sed tamen non sunt sine culpa: quum aut jocamur, aut, ut proximis proficimus, mentimur. Illud primum in jocando, ideo non est perniciosissimum, quia non fallit: novit enim ille, cui dicitur, joci causa esse dictum. Secundum autem ideo minus est, quia retinet nonnullam benevolentiam.* In PSALM. V. Passage, qui est cité dans le DROIT CANONIQUE, Caus. XXII. Quest. II. Cap. XIV. TERTULLIEN met au rang des Péchez de foiblesse, auxquels chacun est sujet, (*quotidiana incuratio-nis, quibus omnes sumus obiecti*) les mensonges qu'on dit par nécessité (*necessitate mentiri*) Lib. de Pudicitia. (Cap. XIX.) GROTIUS.

(2) *Una de multis, face nuptiali
Digna, perjurum fuit in parentem
Splendide mendax, & in omne virgo
Nobilis ævum.*

Lib. III. Od. XI. (vers. 33, & suiv.) Sur quoi le Scholiaste ancien dit, qu'il est beau de mentir pour la Justice: *SPLENDIDE] Decenter. Pulcrum est enim, pro justitia mentiri.* St. CHRYSOSTÔME parlant du mensonge, que Rahab dit en faveur des Israélites, s'écrie: *O le beau mensonge! O l'homme tromperie! par où cette Femme ne trahit point les intérêts de la Religion, mais fit un acte de véritable Piété!* *ὦ καλὴ ψεύδης, ὦ καλὴ δόλος, ἡ προδίδουσα τὰ θεία, ἀλλὰ φυλάττουσα τὴν ἀληθείαν*, ou comme portent d'autres Editions, *τὴν εὐσέβειαν*. St. AUGUSTIN même appelle ce que dirent les Sages-femmes d'Egypte, un mensonge pieux: *O magnam humanitatis ingenium! o pium pro salute mendacium!* St. JÉRÔME louë aussi ces Sages-femmes, & croit qu'elles ont eu même des récompenses éternelles, *In Isaiam*, Cap. LXV. (pag. 249. D. Tom. V. Ed. Froben.) & *in Ezechiel*. Cap. XXVIII. (pag. 481. C.) St. AMBROISE, *ad Syagr.* Lib. VI. & St. AUGUSTIN même, *ad Consentium, contra Mendacium*,

Cap. XV. variant ici, à son ordinaire; sont dans la même pensée. TOSTAT soutient, que les Sages-femmes d'Egypte ne commirent aucun péché. St. AUGUSTIN témoigne douter sur ce sujet, *Quest. super Exod.* Lib. II. (Cap. I.) & après lui THOMAS d'Aquin, *Summ. Theol.* II. 2. *Quest. CX. Art. IV. Resp. ad 4.* sur quoi on peut consulter le Cardinal CAJETAN. Voyez aussi ERASME, dans son *Encomium Morie*; & le Savant MASIUS, sur *Josué*, Chap. II. vers. 5. GROTIUS.

Il ne falloit pas mettre St. AMBROISE au nombre de ceux qui louent la conduite des Sages-femmes d'Egypte; car ce Père parle au contraire là-dessus en doutant si elles firent bien. Voici le passage, que nôtre Auteur a en vue: *Qui locuti, ut superiori utilis ad Hebræorum salutem, ita reliquo confragosus ad obstetricum fidem, quæ didicerunt mentiri pro salute, & fallere pro excusatione.* Lib. VIII. Epist. LXIV. pag. 625. A. Ed. Paris. 1569. A l'égard du mensonge de Rahab, voyez ce que l'on a dit, sur PUFENDORF, *Droit de la Nature & des Gens*, Liv. IV. Chap. I. §. 16. Note 2. Le premier exemple, ou celui des Sages-femmes d'Egypte, est très-remarquable, & il fournit un argument, auquel on auroit bien de la peine à répondre quelque chose de plausible. J'en ai parlé dans la grande Note sur le paragraphe 7. du Chapitre qui vient d'être cité; & j'ajouterai ici deux vaines échappatoires dont s'est servi depuis peu, après d'autres, feu Mr. BERNARD, de qui je respecte d'ailleurs le savoir & le jugement, qui doivent sans contredit faire honorer sa mémoire. L'un de ces subterfuges est, que DIEU récompense les actions des Hommes, quoi qu'imparfaites; autrement il n'en récompenseroit aucune, puis que nos meilleures œuvres sont accompagnées de mille imperfections. L'autre est, que les récompenses des Sages-femmes furent proportionnées à leurs œuvres, qui n'étant bonnes que matériellement, ne furent aussi récompensées que de quelques bénédictions temporelles. *Discours sur le Mensonge*, à la fin du Traité De l'excellence de la Religion, Tom. II. pag. 813. Je dis, sur la première de ces réponses, que l'imperfection de nos actions, qui n'empêche pas que DIEU ne les agrée & ne les récompense, ne regarde pas la nature même des choses qu'on veut faire, ou des moïens dont on se sert, pour réussir; mais les dispositions avec lesquelles on agit. Lors qu'on fait une bonne action, & cela en n'employant que des moïens légitimes; quoi qu'on ne s'y porte pas avec toute l'ardeur qu'on devroit, & qu'il y entre même quelque considération humaine; DIEU

§. XVII. 1. CE que nous venons d'établir, ne s'étend pas aussi loin, que la maxime commune des Sages, qui posent généralement & sans restriction, qu'il est permis de mentir à un Ennemi. (a) PLATON, & (b) XENOPHON, parmi les Philosophes; PHILON, (1) Juif; & entre les Docteurs Chrétiens, (2) St. CHRYSOSTÔME; après avoir donné pour règle, qu'il ne faut point mentir, y ajoutent cette exception, à moins qu'on n'ait à faire à un Ennemi. On peut rapporter, peut-être, ici, avec assez de fondement, le mensonge que les Habitans (c) de *Jabès* dirent au Roi des *Hammonites*, qui les tenoit assiégez; & celui du (d) Prophète (3) *Elisée* aux Troupes que le Roi de *Syrie* avoit envoyées pour le prendre; comme aussi celui de (4) *Valérius Lévinus*, qui se vantoit d'avoir tué *Pyrrhus*.

2. Il y a un passage d'un Commentateur d'ARISTOTE, qui se rapporte à la troisième, à la quatrième, & à la cinquième de nos observations précédentes. C'est EUSTRATE, Evêque de l'Eglise Métropolitaine de *Nicée*, qui parle ainsi: (5) *Pour agir sagement dans les délibérations & les mesures qu'on prend, il n'est pas toujours nécessaire de dire la vérité. Car il peut arriver que l'on soit obligé de chercher & d'employer de*

(a) *De Republ.* Lib. II. pag. 382. C. Tom. II.

(b) *Memorab. Socrat.* Lib. IV. Cap. II. §. 16. Ed. Oxon. & *De Cyri instit.* Lib. I. Cap. VI.

(c) *I. Sam.* XI. 10.

(d) *II. Rois*, VI, 18.

DIEU ne laisse pas de l'agréer, comme s'il n'y avoit aucune imperfection: cela est digne de sa Bonté, & ne choque aucune autre de ses Vertus. Mais la Sainteté de DIEU ne permet pas qu'il donne la moindre marque d'approbation, par rapport à une action ou mauvaise en elle-même, ou que l'on a exécutée par des moïens mauvais en eux-mêmes, tel que seroit le Mensonge, dans les principes de ceux contre qui nous disputons. Quelque bonne intention qu'on ait eue, cela n'empêche pas que l'action, à tout prendre, ne soit mauvaise, & par conséquent punissable, plutôt que digne de récompense. DIEU peut ne pas la punir, & la pardonner, en considération du reste de la conduite de celui qui a agi ainsi: mais prétendre que cet Etre tout-saint autorise & approuve le moins du monde une telle action, à cause de la bonne intention qu'on a eue en la faisant, c'est ouvrir la porte aux plus pernicieuses maximes de la Morale relâchée. Ainsi ceux qui affectent une si grande rigidité sur la question du Mensonge, se jettent, sans y penser, dans un extrême relâchement. L'autre subterfuge, auquel on a recours ici, n'est pas moins frivole. La nature ou le degré de la récompense, empêche-t-il que ce ne soit une récompense, & par conséquent une chose qui suppose nécessairement une approbation? Et où a-t-on trouvé que les bénédictions temporelles, par lesquelles DIEU veut récompenser les Hommes, tombent indifféremment sur ceux qui font mal, & sur ceux qui font bien? S'il fait lever son Soleil sur les Bons & sur les Méchants, s'il laisse tomber sa Pluie sur le champ des Justes & des Injustes; c'est, l'égard des derniers, un effet de sa Bonté, qui attend leur repentance; & de sa Sigesse, qui ne lui permet pas de suspendre tous les jours, par des miracles sensibles, les Loix qu'elle a établies dans la Nature.

§. XVII. (1) Notre Auteur cite en marge le Livre intitulé, *De migratione Abraham*. où je ne trouve rien, qui s'ajoute au sujet. Mais il y a quelque chose là-dessus, dans un passage, que j'ai déjà indiqué, sur le §. 14. *Note 10.* Ἡ πρὸς τὰς πολέμιας τὸν σοφὸν ψεύσασθαι, ἐπὶ τῇ τῆς πατριδὸς σωτηρίᾳ, δέσποια μὴ ἐκ τῆ ἀληθείας ῥᾶδι; τὰ τῶν ἀντιπάλων, ἐκαστὴν ἔργον δέοντως ἐνεργῆται. De Cherubin, pag. 110. D. Edit. Paris.

(2) Ce Père dit, que, si l'on examine les actions des plus célèbres Capitaines qu'il y a eu de tout tems, on trouvera, que la plupart de leurs victoires sont l'effet de quelque ruse de guerre; & que ceux qui ont remporté quelques avantages de cette manière, sont

plus louez, que ceux qui ont fait des exploits à l'aide d'une force ouverte: Ἐι βέλαι γε τῶν στρατηγῶν τὰς ἐξ αὐτῶν εὐδοκίμασθαις ἐξελίσσαι, τὰ πλεονα αὐτῶν τροπαιὰ τῆς ἀπάτης ἐνεργῆσαι ὄντα καλοῦσθαι μάλιστ', καὶ μάλιστα τῶν ἐπαινεμένων, ἢ τῶν φανερώς κρατῆσθαις. De Sacerdot. Lib. I. GROTIUS.

(3) Le même Prophète nous fournit un autre exemple, au II. Livre des ROIS, Chap. VIII. vers. 10. selon la correction des *Massoréthés*, suivie par la Vulgate: car *Elisée* parle ainsi à *Hazaël*; *Va lui dire [au Roi Benhadad] qu'il vivra: quoique l'Eternel m'ait montré qu'il mourra.* GROTIUS.

Elisée, comme on l'a remarqué, vouloit parler de la maladie qu'avoit actuellement le Roi de *Syrie*, & dont effectivement il ne mourut point. C'étoit une réponse très-véritable à la demande, que lui faisoit faire ce Prince. Mais en même tems le Prophète prédit, qu'il mourroit d'une autre manière, comme l'événement le vérifia.

(4) Notre Auteur ne cite ici personne: mais il a sans doute tiré ceci de *FRONTIN*, qui ne dit pourtant pas, que *Valérius Lévinus* se vantât d'avoir tué *Pyrrhus*; mais seulement, qu'un Soldat de l'Armée de *Pyrrhus* aiant été tué, *Valérius Lévinus* montrant l'Épée, avec quoi il avoit été tué, toute sanglante, fit croire par là aux deux Armées, que c'étoit le Roi: *VALERIUS LEVINUS, adversus Pyrrhum Epirotarum regem, occiso quodam gregali, tenens gladium cruentum, exercitui utrique persuasit, Pyrrhum interentum.* Strategemat. Lib. II. Cap. IV. num. 9. C'est que, comme on le voit dans *PLUTARQUE*, *Pyrrhus* aiant fait prendre ses habits & ses armes à un de ses gens, nommé *Mégacles*, un Romain tua celui-ci, croyant tuer le Roi: *Vit. Pyrrh.* pag. 393. E. F. Ainsil il n'y avoit point là de mensonge, comme notre Auteur le fait imaginer, sur la foi de *FRONTIN*: *Quamobrem hostes, destitutos se ducis morte credentes, consternati à mendacio, se pavidi in castra receperunt.* On auroit pu alléguer plus à propos l'exemple qui suit, num. 10: de *Jugurtha*, qui se vanta fausement d'avoir tué *Marinus*. Voyez *SALLUSTE*, *Bell. Jugurth.* Cap. CI. (CVII. Ed. Waff.)

(5) Ὁ εὖ βουλευόμενος ἐκ ἐξ ἀνάγκης ὁ ἀληθεύων ἐστίν. ἐστὶ γὰρ ποτὶ τοὺς ὀρθῶς βουλευόμενον, καὶ περὶ αὐτῶ τῷ ψεύδους βελεύσασθαι, ἢ ἐπιτηδὲς ψεύδῃαι πρὸς τινα, ἢ ἐχθρὸν οἶσα, ἢ αὐτῶν σφάλῃ, ἢ φίλον, ἢ ἐκκόψῃ αὐτοῦ ἀποκατῆ. καὶ τῶν τὰ παραδείγματα ἐν ταῖς ἰσορίας πολλὰ. In *Ethic. ad Nicom.* Lib. VI. Cap. IX.

de propos délibéré quelque Mensonge, soit pour tromper un Ennemi, ou pour tirer un Ami du danger: de quoi on trouve une infinité d'exemples dans les Histoires. QUINTILIEN dit aussi, (6) qu'un Mensonge, d'ailleurs blâmable dans un Esclave même, fera digne de louange, lors qu'une personne sage s'en servira pour empêcher que quelcun ne soit tué par des Brigands, ou pour sauver la Patrie en trompant un Ennemi.

(e) Thom.
Summ. Theol.
II. 2. Quæst.
CX. Art. 1. &
3. Cœment.
in Cap. Quam-
vis, de Pactis,
in 17. Part. I.
§. 1. num. 15.
Soto, de Justit.
V. Qu. VI.
Art. 2. Tolet.
Lib. IV. Cap.
XXI. & Lib.
V. Cap. I VIII.
Less. Lib. II.
De Just. Cap.
XLII. Dub. 9.

(f) Voiez
ci-dessus, §.
10. & Liv. II.
Chap. XVI.
§. 2.

3. Ces maximes ne sont pourtant pas du goût des Scholastiques des derniers Siècles, (e) qui ont pris à tâche de suivre presque en tout (7) St. AUGUSTIN, seul de tous les anciens Docteurs. Mais cette même Ecole admet & autorise des restrictions tacites si éloignées de tout usage, que je ne sai s'il ne vaudroit pas mieux permettre le Mensonge envers certaines personnes dans les cas dont j'ai parlé, ou du moins dans quelques-uns, (car je ne veux rien décider ici); que de poser si généralement qu'il n'y a point de Mensonge dans tous les discours où l'on se fauve à la faveur de ces sortes de restrictions: comme, par exemple, quand on dit, *Je ne sai pas cela*, en sous-entendant, *pour vous le dire*; ou, *Je n'ai pas cela*, en sous-entendant, *pour vous le donner*: & autres semblables réservations mentales, contraires au Sens Commun, & qui étant une fois admises, rien n'empêchera que, quand on affirme une chose, on ne puisse dire qu'on la nie, ou quand on la nie, qu'on l'affirme; il est certain, qu'il n'y a point de mot qui ne soit (8) susceptible de quelque ambiguïté. Car ils ont tous, outre leur signification (9) primitive, quelque autre signification (10) dérivée, & qui est différente (f) selon les divers Arts. Ils en ont aussi d'autres par métaphore, ou par quelque semblable figure.

4. Je n'approuve pas plus le vain subterfuge de ceux qui aiant, ce semble, en horreur le mot, & non pas la chose, appellent railleries, des discours faux, qu'ils tiennent d'un air & d'un ton tout-à-fait sérieux.

§. XVIII.

(6) Le passage a été déjà cité, sur le paragraphe 9. Note 14.

(7) L'Abbé RUPERT a écrit contre l'opinion de ce Père, qui avoit lui-même été auparavant d'une autre. GROTIUS.

(8) C'est ce que soutenoit le Philosophe Chrysippe, au rapport d'AULU-GELLE: CHRYSIPPUS ait, omne verbum ambiguum natura esse, quoniam ex eodem duo vel plura accipi possunt. Noct. Attic. Lib. XI. Cap. XII. SENEQUE dit, qu'il y a un grand nombre de choses, qui n'ont point de nom propre, de sorte qu'on est obligé de se servir de noms empruntez, pour les exprimer: *Ingens copia est rerum sine nomine, quas non propriis adpellationibus notamus, sed alienis commodatisque*. De Benefic. Lib. II. Cap. XXXIV. GROTIUS.

(9) *Primæ notionis*. C'est ce que CICÉRON appelle *domicilium proprium*: & les significations dérivées, *secundæ notionis*, il les appelle *migrationes in alienum*; selon la remarque du Savant GRONOVIVS: *Unde illud tam ævum, valetudini fideliter inserviendo? Unde in istum locum fideliter venit? cui verbo domicilium est proprium in officio, migrationes in alienum mulæ. Nam & doctrina, & domus, & ars, & ager etiam fidelis dici potest, ut sit, quomodo THEOPHRASTO placeat, verecunda tralatio*. Lib. XVI. *Ad familiar. Epist. XVII.*

(10) St. AUGUSTIN remarque, qu'il n'y a point de Signe qui, outre les autres choses, dont il est signe, ne reveille l'idée de lui-même: *Nullum nos signum comperisse, quod non, inter cetera quæ significat, se quoque significet*. Lib. De Magistro (Cap. VII.) GROTIUS.

§. XVIII. (1) Agésilas distinguoit très-bien ces deux choses, & après lui PLUTARQUE: car ils disent,

que violer les Traités, c'est outrager la Divinité; mais que, hors de là, il est non seulement juste, mais encore glorieux & utile, de tromper un Ennemi. GROTIUS.

L'original de ce passage a été rapporté ci-dessus, §. 6. Note 8. Toute la différence qu'il y a, c'est qu'ici notre Auteur le cite tel qu'on le trouve dans la Vie même d'Agésilas, où les termes sont un peu différens, mais le sens est précisément le même.

§. XIX. (1) Voiez ce que l'on a dit sur Liv. II. Chap. XIII. §. 14, & suiv.

(2) Cela n'est point particulier au Serment: mais on doit s'exprimer de cette manière, toutes les fois que ceux à qui l'on parle ont droit d'exiger qu'on leur découvre fidèlement ce que l'on pense; en un mot toutes les fois que le Mensonge ne pourroit être innocent. Voiez ce que j'ai dit sur la Note 2. du §. 10. de ce Chapitre. Ainsi le Serment ne fait alors que rendre le Mensonge plus criminel.

(3) Δεῖ τὰς παῖδας τοῖς ἀσεβέσιν ἐξαπατᾶν, τὰς δὲ ἀνδρας τοῖς ὀρκίοις. C'est un mot, que les uns attribuent à Lyfandre; les autres, à Philippe de Macédoine; les autres, à Denys le Tyran. Voiez ELIEN, Var. Hist. Lib. VII. Cap. XII. & là-dessus les Interprètes.

§. XX. (1) C'est un mot de PYTHAGORE, qu'il y a deux choses, par lesquelles les Hommes ressemblent le plus aux Dieux: l'une est, de dire la vérité; & l'autre, de faire du bien à autrui: Πυθαγόρας ἔλεγε, ταῦτα ἐκ τῶν Θεῶν τοῖς ἀνθρώποις δεδωῆναι καλίστα, τὸ τε ἀληθεύειν, καὶ τὸ εὐεργετοῦν. καὶ προσετιθεῖν, ὅτι καὶ τοῖς Θεοῖς ἔργοις ἐκείτων. ELIAN. (Var. Hist. Lib. XII. Cap. LIX.) Le même Philosophe disoit, au rapport de JAMBLIQUE, que la Vérité conduit à tous les biens & divins, & humains: [Ἀλλὰ μὲν καὶ ἀψευ-

§. XVIII. AU RESTE, il faut favoir, que ce que nous avons dit des Mensonges permis, regarde seulement les choses qu'on affirme, & cela en forte qu'il n'en puisse revenir du mal qu'à un Ennemi public. Car il ne faut point étendre cette permission (1) jusqu'aux Promesses qu'on fait: toute Promesse, comme nous l'avons dit, donnant à celui envers qui l'on s'engage, un droit nouveau & particulier. Et ce droit a lieu même d'Ennemi à Ennemi, sans que l'état de Guerre où ils sont actuellement fournisse aucune exception valide, ni en matière de Promesses expresse, ni en matière de Promesses tacites, comme celle qu'on fait lors qu'on demande une entrevue; ainsi que nous le montrerons, lors que nous traiterons de la foi qu'on doit garder dans la Guerre.

§. XIX. I. IL FAUT ENCORE se souvenir ici de ce que nous avons établi, en traitant du Serment, tant affirmatif, qu'obligatoire, c'est que la nature même de cet acte religieux (1) exclut toutes les exceptions qu'on pourroit alléguer, tirées de la personne de celui avec qui l'on a à faire, parce qu'en jurant on promet de dire la vérité, non seulement à la personne à qui l'on jure, mais encore à DIEU, envers qui on demeure obligé, lors même que la personne ne peut acquérir aucun droit par nos paroles.

2. Nous avons remarqué, au même endroit, qu'il n'en est pas du Serment, comme des autres discours, où, pour se disculper de mensonge, on peut alléguer toute signification des termes qui n'est pas entièrement hors d'usage: mais il faut absolument que les paroles de celui qui jure soient (2) vraies dans le sens auquel on croit de bonne foi que celui à qui l'on jure les entend. Ainsi c'est une impiété abominable, que de prétendre, comme ont (3) fait quelques-uns, qu'on peut tromper les Hommes par des Sermens, comme on trompe les Enfans avec des Osselets.

§. XX. I. Nous savons bien aussi, que certaines Nations (1) ou certaines gens ont rejeté l'usage de quelques-unes des tromperies, que nous avons dit être naturelle-

ment

ἀψευδῆσαι δὲ περὶ πολλὰ ποιεῖν. Τὸ γὰρ ἀληθεύειν, καὶ πρὸς θεοὺς κατὰ τὴν θεῖαν ἀλήθειαν, καὶ πρὸς ἀνθρώπους κατὰ τὴν ἀνθρώπινην, ἡγεῖται ἡμῖν παύσαν τῶν θεῶν καὶ ἀνθρώπων ἀγαθῶν. Protrept. Cap. XX.] ARISTOTELE donne pour un des caractères de la Magnanimité, de dire la vérité, & de parler librement: Καὶ μέλειν τῆς ἀληθείας, μᾶλλον ἢ τῆς δόξης, καὶ λέγειν καὶ πράττειν φανερώς· καταφρονητικὸς γὰρ διὸ παρρησιαστικός. . . . καὶ ἀληθευτικός. Ethic. Nicom. Lib. IV. Cap. VIII. PLUTARQUE veut qu'on empêche les Enfans de s'accoutumer à mentir, parce que c'est une chose qui n'est digne que des Esclaves: Παρὰ πάλλαι δὲ ταῦτα (ὅσπερ ἐστὶν ἱεροπρεπέστατον) συνθησίου τὸς παῖδας τ' ἀληθῆ λέγειν. τὸ γὰρ ψευδεῖσθαι, δολωρεσις, καὶ πᾶσιν ἀνθρώποις μισεῖσθαι ἄξιον, καὶ ἐδὲ μετέριος δόλοις συγγνωστόν. (De Educat. Liberor. pag. 11. C. Tom. II. Ed. Wech.) VOIEZ PHILION, Juif, Lib. quod omnis probus est liber (pag. 888. B. Ed. Paris.) ARRIEN regarde Ptolémée comme un des Historiens les plus dignes de foi sur les actions d'Alexandre le Grand; par la raison qu'étant Roi, il lui auroit été plus honteux de mentir, qu'à une personne privée: Ὅτι καὶ αὐτῷ βασιλεῖ ὄντι αἰσχρότερον, ἢ τῷ ἄλλῳ ψεύσασθαι ἦν. De Expedit. Alexandr. Lib. I. (init.) Alexandre lui-même disoit, qu'un Roi doit toujours dire la vérité à ses Sujets, & que les Sujets doivent toujours croire qu'il la dit: Οὐ γὰρ χεῖναι ἢ τὸν βασιλεῖα ἀχρεῖ τι ἢ ἀληθεύειν πρὸς τοὺς ὑπηκόους, ὅτε τῶν ἀρχομένων τινὰ ἄλλο τι ἢ ἀληθεύειν δοκεῖν τὸν βασιλεῖα. Idem, Lib. VII. (Cap. V.) Selon un ancien Panégyriste, un Empereur, qui ment, oublie la grandeur de son rang; le Mensonge n'étant digne que d'une ame basse & servile, & venant ou de pauvreté, ou de crainte: Mira est in Principe nostro [Juliano] lingue mentisque concordia. Non modo humilis & parvi animi, sed

& servile vitium scit esse mendacium. Et verè. quum mendaces homines aut inopia, aut timor, faciat; magnitudinem fortuna sua Imperator, qui mentitur, ignorat. MAMERTIN. Panegy. Julian. (Cap. XXVI. num. 3. Edit. Cellar.) SOPHOCLE représente Néoptolème comme portant au plus haut point cette candeur généreuse, ainsi que le remarque DION de Pruse: ὑπερδούλων ἀπλόητι καὶ εὐγενείᾳ. Voici en effet ce qu'il répond à Ulysse, qui vouloit l'engager à user d'artifice: „ Je ne puis „ écouter sans peine ce que vous me proposez, & j'ai „ encore plus de répugnance à le faire. Ni moi, ni „ mon Père, à ce que j'ai oui dire, ne sommes nez „ avec une ame assez basse pour user d'aucun mauvais artifice. Mais si vous voulez que je me faisisse „ par force de Philoctète, je suis tout prêt à le faire:

Ἐγὼ μὲν ἂν ἐς τῶν λόγων ἀλγῶ κλύων,
λαεστία παῖ, τὺς δὲ καὶ πράσσειν εὐγῶ.
Ἐφυν γὰρ ἔδην ἐκ τέχνης πράσσειν κακῆς,
οὐτ' αὐτός, ἔθ', ὡς φάσιν, οὐκ φύσας ἐμέ.
Ἄχ' εἰμ' ἐτοιμὸς πρὸς βίαν τὸν ἀνδρ' ἀγειν,
καὶ μὴ δόλοισιν

Philoctet. (vers. 85, & seqq.) Ce que Néoptolème dit-là de son Père Achille, est confirmé par HORACE, qui fait regarder comme une chose, dont il n'étoit point capable, de s'enfermer dans le fameux Cheval de Troie, pour surprendre en traître les Troiens, & la Cour de Priam:

Ille non inclusus equo, Minervæ,
Sacra mentito, malè feriatos
Troas, & letam Priami choreis
Falleret aulam:

Sed palam captis gravis —

Lib. IV. Od. VI. (vers. 13, & seqq.) Sur quoi le Scholiaste remarque, que cet éloignement qu'Achille avoit

Ec 2

pour

ment permises : mais ce n'est pas qu'on y trouvât de l'injustice, c'étoit par une Grandeur d'ame extraordinaire, & quelquefois par la confiance qu'on avoit en ses propres forces. Les Romains, presque jusqu'à la fin de la seconde Guerre Punique, (2) se faisoient un point d'honneur de n'user d'aucune ruse de Guerre. Alexandre le Grand (3) disoit, qu'il ne vouloit pas dérober la victoire. Aristide (4), & Epaminondas (5), faisoient scrupule de mentir, même en riant.

(a) *Matth.*
X, 16.
(b) *Ibid.*
XII, 36.
(c) *I. Pier-*
re, II, 22.

2. Les (6) Chrétiens doivent suivre cette maxime, d'autant plus que la (a) simplicité leur est non seulement commandée, mais encore qu'il leur est défendu de (b) dire des paroles (7) vaines; & qu'ils ont à imiter l'exemple de celui (c) en la bouche duquel on n'a point remarqué de tromperie. LACTANCE aiant rapporté un vers de LUCILE, dans lequel ce Poète fait dire à quelcun, que ce n'est pas sa coutume, de mentir à un Ami; (8) remarque là-dessus, qu'un Homme véritablement Juste & Sincère, c'est-à-dire, un Chrétien, se croit obligé de ne mentir pas même à son Ennemi, ou à un Inconnu; & qu'il ne lui arrive jamais de parler d'une manière différente de sa pensée.

(a) C'est la
maxime de
Moïse, fils de
Maimon, in
Halakot tou-
bal, Cap. V.
Sect. X.

§. XXI. I. VOICI encore une règle, qui regarde la manière dont on peut agir contre un Ennemi, c'est qu'il n'est jamais permis (a) de pousser ou de solliciter quelcun à une chose qu'il ne lui est pas permis de faire. (1) Par exemple, il n'est pas permis à un Sujet d'assassiner son Prince, ni de rendre une Place de sa pure autorité & sans quelque délibération publique, ni de piller ses Concitoyens : il n'est pas non plus per-

pour les ruses de guerre, venoit de la confiance qu'il avoit en sa valeur & en ses forces: ACHILLEM nihil fraude, sed semper pulam, virtutis fiducia, dimicasse. Dans EURIPIDE, Rhésus dit, que jamais un Homme de cœur ne tuera son Ennemi en embuscade :

Οὐδέ τις ἀνὴρ ἐν ψυχῇ ἀξιοῖ λάθρα
κτείνει τοι ἐχθρὸν, ἀλλ' ἰὼν κατὰ σῶμα.

Rhes. (vers. 510, 511.) Les Achéens avoient si fort en horreur la tromperie, qu'ils ne vouloient pas même s'en servir pour vaincre un Ennemi. C'est qu'ils croioient, que la Victoire n'étoit ni belle, ni assurée, que quand on avoit abbatu le courage du Vaincu : Τότεον γὰρ ἀπηλατρεύοντο τῷ κακομηχανεῖν περὶ τὰς φιλίας, χάριν τῷ τοιαύτῳ συναύξειν τὰς σφετέραις δυνατείαις, ὥς ἔδῃ τὰς πολέμους ἡρᾶτο δι' ἀπάτης νικᾶν, ὑπολαμβάνοντες ἔδῃ ἔδῃ λαμπρὸν, ἔδῃ μὲν βέλαιοι εἶναι, τῶν κατορθωμάτων, ἐὰν μὴ τις ἐκ τῶν προφανῶς μαχομένων ἡττήσῃ τοῖς ψύχαις τὰς ἀντιταττομένους. POLYB. Lib. XIII. (Cap. I.) C'est ce que le Poète CLAUDIEN a ainsi exprimé :

Nulla est victoria major,

Quam qua confessos animo quoque subjugat hostes.

(In VI. Consul. Honor. vers. 248, 249.) Les Tibaréniens, qui étoient dans les mêmes sentimens, alloient jusqu'à marquer à l'Ennemi, le tems & le lieu de la bataille qu'ils vouloient donner; comme nous l'apprend l'ancien Scholiaste d'APOLLONIUS, in Argonautic. Lib. II. [Οἱ τοὶ δικαιοτάτοι λέγονται [Τιβάρηνοι] καὶ ἐδὲ ποτε μάχην τινὶ συνέβαλον, ἐν μὴ πρότερον καταγγίλῃαν ἢ ἡμεῖσαν ἢ τόπον ἢ ὥραν τῆς μάχης. In vers. 1112.] Dans HERODOTE Mardonius dit la même chose des Grecs de son tems. GROTIUS.

Le dernier exemple n'est pas bien clair. Voici tout ce que dit Mardonius, dans le discours où il veut persuader à Xerxès, de faire la Guerre aux Grecs : „ Les Grecs, à ce que j'apprens, font ordinairement la guerre fort à l'étourdie, à cause de leur ignorance & de leur peu d'habileté : car, après s'être déclarés la guerre les uns aux autres, s'ils trouvent une campagne belle & bien unie, ils vont s'y battre : καὶ

τοὶ ἰσθῶσι Ἑλλήνες (ὡς συνθάνομαι) ἀβελότατοι πολέμους ἵσθῶσι, ὑπὸ τε ἀγνωμοσύνης καὶ σκαιότητος. ἔπειτα γὰρ ἀλλήλοισι πόλεμον προεῖπον, ἐξευρόντες τὸ κάλλιστον χωρίον καὶ λειότατον, ἐς τὸ τοῦ κατιόντος μάχονται. HERODOT. Lib. VII. Cap. IX. Notre Auteur auroit pu alléguer plus à propos, un passage de TITUS LIVI, que je rapporte dans la Note suivante, plus au long qu'il ne faisoit.

(2) ELIEN dit, que les Romains sont instruits à vaincre par leur valeur, & non pas par ruse, par artifice, ou par embûches : Δι' ἀρετῆς γὰρ ἴσασιν Ῥωμαῖοι ἀγαθοὶ εἶναι ἢ μὴν διὰ τέχνης, καὶ πεινυρίας καὶ ἐπιβελῆς. (Var. Hist. Lib. XII. Cap. XXXIII.) Aussi voions-nous, que, quand on eût trompé le Roi Persé en lui faisant espérer la paix, quelques Sénateurs des plus âgés, & qui se souvenoient de l'ancienne coutume, pratiquée encore de leur tems, déclarèrent qu'ils ne reconnoissoient plus la manière d'agir des Romains : Que leurs Ancêtres ne savoient ce que c'étoit que de dresser des embûches, d'attaquer de nuit l'Ennemi, de faire semblant de fuir, & de revenir tout d'un coup le surprendre, de se glorifier des avantages remportés par artifice, plutôt que des exploits faits par une véritable bravoure : Qu'ils déclaroient non seulement la Guerre, avant que de l'entreprendre, mais encore qu'ils faisoient quelquefois savoir à l'Ennemi, dans quel lieu ils vouloient lui donner bataille : Qu'on les avoit vus dénoncer eux-mêmes au Roi Pyrrhus un Médecin, qui vouloit l'empoisonner; & envoyer lié & garrotté aux Falisques un Traître, qui avoit voulu leur livrer les Enfants du Roi : Que c'étoit l'esprit des véritables Romains, & qu'il falloit laisser les artifices aux Carthaginois, ou aux Grecs, chez qui il étoit plus glorieux de tromper l'Ennemi, que de le vaincre par la supériorité de ses forces : Qu'à la vérité quelquefois la Ruse sert plus pour l'heure, que la Valeur; mais qu'on ne doit pas se flatter d'avoir soumis un Ennemi pour toujours, jusqu'à ce qu'on lui ait fait avouer à lui-même, qu'il a été vaincu, non par hazard, ni par stratagème, mais après avoir éprouvé de près toutes ses forces dans une Guerre ju-

permis de le porter à de semblables choses, tant qu'il demeure Sujet. Car toutes les fois qu'on est cause que quelqu'un pèche, on pèche soi-même.

2. En vain objecteroit-on, que, quand on engage une telle personne à tuer, par exemple, son Souverain, cette action, qui est un crime pour elle, est une chose permise pour l'Ennemi qui l'y sollicite. Car l'Ennemi peut bien ôter la vie à son Ennemi, mais non pas de cette manière. *Il n'y a point de différence entre commettre soi-même un Crime, & vouloir qu'un autre le commette en notre faveur; c'est ce que dit (2) très-bien St. AUGUSTIN.*

§. XXII. AUTRE chose est, lors que, pour venir à bout d'une chose permise, on se sert d'un homme qui pèche de son pur mouvement, & qui vient s'offrir lui-même. Il n'y a là aucune injustice, comme nous l'avons (a) déjà fait voir, par l'exemple de DIEU même. *On reçoit un Transfuge, par droit de Guerre, (1) dit le Jurisconsulte CELSUS, c'est-à-dire, il n'est pas contre le droit de la Guerre, de recevoir ceux qui quittent le parti de l'Ennemi, pour se ranger du nôtre. Aussi n'est-on pas tenu de les rendre, même après la Guerre; à moins qu'on ne s'y soit engagé par le Traité de Paix, comme les (b) Romains le stipulèrent du Roi Philippe, des Etoliens, & d'Antiochus.*

(a) Liv. II.
Chap. XXVI.
§. 5.

(b) Polyb.
Excerpt. Legat. IX.
XXVIII.
XXXV. Voyez aussi Herander Protector.

CHA-

juste & réglée: *Hac, ut summa ratione acta, magna pars Senatûs adprobabat: veteres, & moris antiqui memores negabant, se in ea legatione Romanas agnoscere artes. Non per insidias & nocturna proelia, nec simulatam fugam, improvisisque ad incautum hostem reditus, nec ut astu magis, quam vera virtute gloriarentur, bella majores gessisse, indicere, prius quam gerere, solitos bella, denuntiare etiam; interdum locum finire, in quo dimicaturi essent. Eadem fide indicatum Pyrrho Regi medicum, vitæ ejus insidiantem: eodem Faliscis vinetum traditum proditorem liberorum Regis. Hac Romana esse, non versutiarum Punicarum, neque calliditatis Græcæ; apud quos fallere hostem, quam vi superare, gloriosius fuerit. Interdum in præsens tempus plus profici dolo, quam virtute: sed ejus demum animum in perpetuum vinci, cui confessio expressa sit, se neque arte, neque casu, sed collatis cominus viribus, iusto ac pio bello esse superatum. (TIT. LIV. Lib. XLII. Cap. XLVII. num. 4-8.)* Long tems après, on rejette l'offre que faisoit le Chef des Cattes, Peuple d'Allemagne, d'empoisonner Arminius, si on lui envoioit du poison: & il lui fut répondu, Que le Peuple Romain se vengeoit de ses Ennemis à force ouverte, & non pas par des fraudes ou des entreprises secrètes: *Reperio apud Scriptores Senatoresque eorundem temporum, Adgandestrii, principis Cattorum, lectas in Senatu literas, quibus mortem Arminii promittebat, si parandæ neci venenum mitteretur: responsumque esse, non fraude, neque occultis, sed palam & armatum Populum Romanum hostes suos ulcisci. Quâ gloriâ æquabat se Tiberius præcis Imperatoribus, qui venenum in Pyrrhum Regem vetuevant, prodiderantque. TACIT. Annal. Lib. II. (Cap. LXXXVIII. num. 1.) GROTIUS.*

(3) Οὐ κλέπτω τὴν νίκην. PLUTARCH. Vit. Alex. pag. 683. D. Tom. I. Ed. Wechel. Voyez QUINTE-CURCE, Lib. IV. Cap. XIII. num. 9. & là-dessus les Interprètes.

(4) PLUTARQUE, qui nous apprend cela, dit, qu'Aristide fit paroître dès son enfance cette aversion pour tout ce qui fentoit le mensonge & la tromperie: *Τὴν δὲ φρίσιν Ἀριστίδης ἰδρυμένην ἐν ἡβῇ βεβαίω, καὶ πρὸς τὸ δίκαιον ἀτινῆ, ψεύδῃ δὲ καὶ βωμολοχίᾳ, καὶ*

ἀπίστῳ, καὶ ἐν παιδείᾳ τῇ τεύειν προσκειμένην. Vit. Aristid. Tom. I. pag. 319. D. Ed. Wech.

(5) Adeo veritatis diligens, ut ne joco quidem mentiretur. CORNEL. NEPOS, Vit. Epaminond. Cap. III. num. 1. Ed. Cellar.

(6) Le Christianisme bien entendu ne prescrit ici rien de plus que la Loi de Nature. Il n'y a nulle apparence, que Notre Seigneur ait voulu, par exemple, rendre la condition des Puissances Chrétiennes plus malheureuse, que celle des Etats Païens, en leur interdisant tout usage des ruses de guerre, par le motif desquelles on peut quelquefois remporter de grands avantages, & éviter de grands périls.

(7) Le terme de l'Original signifie plus que des paroles oiseuses ou inutiles: ce sont des paroles ou inconsiderées, ou malicieuses, qui produisent quelque mauvais effet. Voyez HAMMOND, & Mr. LE CLERC, sur ce passage.

(8) Itaque viator ille verus ac justus, non dicit illud Lucilianum:

Homini amico ac familiari, non est mentiri meum: Sed etiam inimico atque ignoto existimabit non esse mentiri suum: nec aliquando committet, ut lingua, interpret animi, à sensu & cogitatione discordet. Instit. Divin. Lib. VI. Cap. XVIII. num. 6. Ed. Cellar.

§. XXI. (1) Voyez, sur ceci PUFENDORF, Liv. VIII. Chap. VI. §. 16. & ce que l'on dira ci-dessous, Chap. IV. de ce Livre, §. 18.

(2) Nihil interest, utrum ipse scelus admittas, an alium propter te admittere velis. Ceci se trouve dans le Traité De moribus Manicheorum, où les dernières paroles sont ainsi conçues: *Au propter te ab alio admitti velis.* Mais notre Auteur avoit cité d'après ALBERIC GENTIL, qui rapporte de cette manière le passage, De Jure Belli, Lib. II. Cap. IX.

§. XXII. (1) Transfugam jure belli recipimus. DIGEST. Lib. XLI. Tit. I. De acquir. rerum domin. Leg. LI. Voyez, sur cette Loi, CUYAS, Observ. Lib. IV. Cap. IX. & PIERRE DU FAUR, Semestr. Lib. II. Cap. III. pag. m. 13.

CHAPITRE II.

Comment les biens des Sujets répondent des dettes du Souverain, selon le Droit des Gens: Où l'on traite aussi des
REPRÉSAILLES.

I. Que, selon le Droit Naturel, personne n'est tenu du fait d'autrui, si ce n'est l'Héritier des biens de quelqu'un. II. Que cependant il a été établi par le Droit des Gens, que l'on s'en prendroit aux biens & aux corps des Sujets, pour les dettes du Souverain. III. Exemples de cela dans la saisie des personnes: IV. Et dans celle des biens. V. Que, pour pouvoir user légitimement de ce droit; il faut que le Souverain de celui, dont on saisit les biens ou la personne, ait refusé de rendre justice. Qu'une Sentence rendue ne donne ici, ni note, à proprement parler, le droit qu'on avoit. VI. Que la vie des Sujets n'est point sujette au droit de REPRÉSAILLES. VII. Distinction de ce qu'il y a qui se rapporte au Droit des Gens, & de ce qui se rapporte au Droit Civil, sur cette matière.

§. I. I. **A**PRÈS avoir vu ce que le Droit Naturel permet purement & simplement, par rapport à la Guerre; (1) passons à ce qui est autorisé par le Droit des Gens.

2. Il y a ici des règles qui regardent en général toute sorte de Guerres; & d'autres, qui ne regardent que certaines sortes de Guerre en particulier. Commençons par les premières.

3. Se-

CHAP. II. §. I. (1) Voici le commencement du Chapitre précédent.

(2) Il est décidé, dans les DÉCRETALES, que les Héritiers d'un Incendiaire, ou d'un Usurier, doivent dédommager de ses biens, ceux à qui il a fait du tort, ou causé du dommage: *Et heredes ejus moras, & compellas, ut his, quibus ille, per incendium, vel alio modo, damna contra justitiam irrogaverat, juxta facultates suas condignè satisfaciant, ut sic à peccato valeat liberari.* Lib. V. Tit. XVII. De raptoribus, incendiariis &c. Cap. V. Quod filii ad restituendas usuras eà sint districtione cogendi, quâ parentes sui, si viverent, cogerentur. Id ipsum etiam contra heredes extraneos credimus exercendum. Tit. XIX. De Usuris, Cap. IX. Voici ce que nous avons dit ci-dessus, Liv. II. Chap. XXI. §. 19. GROTIUS.

(3) Grave est non solum legibus, verum etiam aequitati naturali contrarium, pro alienis debitis alios molestari. Idcirco hujusmodi iniquitates circa omnes vicaneos perpetrari, modis omnibus prohibemus. C O D. Lib. XI. Tit. LVI. Ut nullus de vicaneis pro alienis vicaneorum debitis teneatur, Leg. unic.

(4) Si quid universitati debetur, singulis non debetur, nec, quod debet universitas, singuli debent. DIGEST. Lib. III. Tit. IV. Quod cujuscunque universitatis nomine, vel contra eam, agatur, Leg. VII. §. 1.

(5) Si quis patriæ meæ pecuniam credat, non dicam me illius debitorem, nec hoc æs alienum profitebor aut candidatus, aut reus: ad exsolvendum tamen hoc, portionem meam dabo. De Benefic. Lib. VI. Cap. XX. Deinde ego quoque illi, non tamquam proprium debebo, sed tamquam com-

mune, unus è populo: non tamquam pro me solvam, sed tamquam pro patria conferam. Cap. XIX. Debeant autem singuli, non tamquam proprium beneficium, sed tamquam publici partem. Ibid.

(6) La Loi a été citée un peu plus haut, Note 3. Voici là-dessus C U J A S.

(7) Nullam possessionem alterius, pro alienis debitis, publicis vel privatis, precipimus conveniri. C O D. Lib. XII. Tit. LXI. De Executoribus & Exactoribus, Leg. IV.

(8) Inhonestus pignorationes, & odibiles super his actiones, plurimæ quidem & aliæ leges odio habent, præcipuè autem à nobis posita. . . . Non enim habet rationem, alium quidem esse debitorem, alium vero exigere. NOVELL. III. princ. & Cap. I. Ce que l'Empereur appelle ici Pignorationes, est la traduction du mot Grec *ἑνθυμιασμός*: & dans la basse Latinité on l'a exprimé par le mot de Repressalie, qui a passé dans les Langues Vulgaires; comme il paroît par les DÉCRETALES: *Et si pignorationes, quas vulgaris elocutio Repressalias nominat &c.* In VI. Lib. V. Tit. VIII. De injuriis &c. Cap. unic. Où il vaut mieux lire, comme on trouve dans quelques MSS. *Repressalias*; car le mot répond ainsi exactement au Saxon *Withernam*. Mais l'usage l'a emporté pour *Repressalie*. GROTIUS.

Voiez plus bas, §. 4.

(9) Fædum est, inter jura publica, privatis odiis licentiam dare. . . . Comperimus nonnullos, neglectâ temporum disciplinâ, ad pignorandi se studia transulisse. . . . His multo acerbiora jungentes, alienis debitis ad solutionem alios trahi, solumque causam probabilem videri, si aliquâ debitori potuit in civitate conjungi. Apud CASSIO-

D O R.

3. Selon le Droit de Nature tout seul, personne n'est tenu du fait d'autrui, si ce n'est un Héritier, à qui les charges attachées aux biens (2) passent avec les biens en vertu d'un établissement aussi ancien que la Propriété même. L'Empereur ZÉNON (3) dit, qu'il est contraire à l'Equité Naturelle, qu'on inquiète une personne pour les dettes d'une autre. Et c'est là-dessus que sont fondez les Titres du Droit Romain, (a) qui portent qu'on ne doit point poursuivre en Justice le Mari pour la Femme, ni le Fils pour le Père, ni le Père ou la Mère pour le Fils.

(a) Cod. Lib. IV. Tit. XII. *Ne uxor pro marito, vel maritus pro uxore, vel mater pro filio conveniatur;* & Tit. XIII. *Ne filius pro patre, vel pater pro filio emancipato &c.*

4. Ce qui est dû par un Corps, n'est pas dû non plus par chacun des Membres dont il est composé, comme le dit (4) formellement le Jurisconsulte ULPÏEN : bien entendu que le Corps ait des biens, qui lui appartiennent, comme tel ; autrement les Particuliers seront tenus de la dette, non comme Particuliers, mais comme faisant partie du Corps. C'est ce que SENEQUE (5) a très-bien remarqué : *Si l'Etat, dit-il, emprunte de l'argent, je ne me regarderai pas comme Débiteur de cette somme, & en faisant le dénombrement de mes biens, je ne mettrai pas cela au rang de mes dettes, quoique je doive paier ma quote part (b) pour l'aquit de cette dette . . . Je paierai, avoit-il dit un peu plus haut, non comme pour moi, mais comme pour ma Patrie . . . Chacun*

(b) Voyez les Loix Siciliennes, Lib. I. in fin.

devra sa part, comme une partie de la Dette du Public, & non comme une Dette propre. De là vient que, par le Droit Romain, il est défendu (6) de rechercher un Villageois pour les dettes de quelque autre de son Village, auxquelles il n'a aucune part ; & ailleurs, (7) de faire saisir les biens d'une personne pour les dettes d'autrui, même pour des dettes publiques. Dans une NOUVELLE de JUSTINIEN, l'Empereur défend de (8) gager ou saisir les biens de quelcun pour les dettes d'autrui : & il en donne cette raison, qu'il n'est pas juste de s'en prendre, pour cause de Dette, à un autre que le Débiteur : *exécutions odieuses*, comme elles sont appelées au même endroit ; ou, comme s'exprime (9) THEODORIC, Roi des Goths, *licence honteuse*.

§. II. 1. RIEN n'est plus vrai, que ce que je viens de dire. Cependant il a pu être établi, & il a été effectivement établi, (1) par le Droit des Gens arbitraire, que tous

DOR. Var. IV, 10.

§. II. (1) Ce n'est point ici un établissement arbitraire, fondé sur un prétendu Droit des Gens, dont on ne sauroit prouver l'existence, & où tout se réduit à un usage, plus ou moins étendu, mais qui par lui-même n'a jamais force de Loi. Le droit, dont il s'agit, est une suite de la constitution des Sociétés Civiles, & une application des maximes du Droit Naturel à cette constitution. Dans l'indépendance de l'Etat de Nature, & avant qu'il y eût aucune manière de Gouvernement Civil, personne ne pouvoit s'en prendre qu'à ceux-là même de qui il avoit reçu du tort, ou à leurs complices ; parce que personne n'avoit alors avec d'autres une liaison, en vertu de laquelle il pût être censé avoir consenti en quelque manière à ce qu'ils faisoient même sans sa participation. Mais, depuis qu'on eût formé des Sociétés Civiles, c'est-à-dire, des Corps dont tous les Membres s'unissoient ensemble pour leur défense commune ; il a résulté de là une communauté d'intérêts & de volontés, qui fait que, comme la Société, ou les Puissances qui la gouvernent, s'engagent à défendre chacun contre les insultes de tout autre, soit Citoyen ou Etranger ; chacun aussi peut être censé s'être engagé à répondre de ce que fait ou doit la Société, ou les Puissances qui la gouvernent. Aucun Etablissement Humain, aucune liaison où l'on entre, ne sauroit dispenser de l'obligation de cette Loi générale & inviolable de la Nature, *Que le Damage ou le Tort doit être réparé* ; à moins que ceux, qui sont par là exposez à en souffrir, n'aient manifestement re-

noncé au droit d'exiger cette réparation. Et lors que ces sortes d'Etablissements empêchent à certains égards que ceux qui ont été lésés ne puissent aussi aisément obtenir la satisfaction qui leur est due, il faut réparer cette difficulté en fournissant aux intéressés toutes les autres voies possibles de se faire eux-mêmes raison. Or il est certain, que la Société, ou les Puissances qui la gouvernent, par cela même qu'elles sont armées des forces de tout le Corps, sont encouragées à se moquer, & peuvent aussi souvent se moquer impunément des Etrangers, qui viennent leur demander quelque chose qu'elles leur doivent. Et chaque Sujet contribué, d'une manière ou d'autre, à les mettre en état d'en user ainsi ; de sorte que par là il peut être censé y consentir. Que s'il n'y consent point actuellement, il n'y a pas, après tout, d'autre manière de faciliter aux Etrangers lésés la poursuite de leurs droits, devenue difficile par la réunion des forces de tout le Corps, que de les autoriser à s'en prendre à tous ceux qui en font partie, soit qu'ils aient consenti ou non. D'ailleurs, le moyen que les Etrangers puissent savoir, qui sont ceux qui consentent ou qui ne consentent pas actuellement ? S'il falloit qu'ils attendissent d'être bien éclaircis là-dessus, autant vaudroit-il la plupart du tems qu'ils demeurassent en repos, & qu'ils souffrissent tranquillement le mal qu'on leur a fait. Ainsi, par une suite même de la constitution des Sociétés Civiles, chaque Sujet, demeurant tel, est responsable, par rapport aux Etrangers, de ce que fait ou doit la Société, ou les Puissances qui la gouvernent ; sauf à lui de demander un dédommagement, lors

(a) *Thom.*
Summ.
Theol. II. 2.
Quæst. XL.
Art. 1. *Mo-*
lin. Disp.
CXX. &
CXXI. *Va-*
lent. Disp.
III. Qu. XVI.
num. 3. *Na-*
varr. Cap.
XXVII.
num. 136.

tous les biens, corporels (2) ou incorporels, des Sujets d'un Etat, feroient comme hypothéqués pour ce que l'Etat, ou le Chef de l'Etat, doivent, ou directement & par eux-mêmes, ou entant que, faute de rendre bonne justice, ils se font rendus responsables d'une dette d'autrui. Ce qui n'est pas si contraire à la Nature, qu'on n'ait (a) pu le faire passer en loi par un consentement tacite; car une Cautution est bien obligée pour autrui par son consentement seul, sans autre raison.

2. On a été contraint d'établir cette règle, pour éviter les injures fréquentes auxquelles l'impunité auroit donné occasion; les biens des Souverains ne pouvant pas d'ordinaire tomber si aisément entre les mains de ceux à qui ils doivent quelque chose, que les biens des Particuliers, qui étant plusieurs ont chacun le leur. De sorte que c'est ici un de ces droits, que les Peuples ont établis entr'eux, parce qu'ils l'ont jugé utile & nécessaire aux Hommes; comme le dit l'Empereur (3) JUSTINIEN.

3. On a cru aussi, & on a eu lieu de croire, que les Etrangers, pour qui on a peu d'égard en plusieurs endroits, ne pourroient pas si aisément obtenir ce qui leur est dû, & trouver moien d'être dédommagé, que le peuvent entr'eux les Membres d'une même Société Civile.

4. Enfin, on a considéré, que l'avantage qui revient de l'obligation des biens de tous les Sujets pour les dettes du Souverain, est commun à tous les Peuples, en sorte que, si l'un en est incommodé aujourd'hui, il pourra une autre fois y trouver son compte.

5. Or que cela ait passé en coutume, il paroît non seulement par les Déclarations de Guerre, (4) dans lesquelles on témoigne que l'on tient désormais pour Ennemis & celui à qui on déclare la Guerre, & tous ceux qui dépendent de lui; mais encore par ce qui se pratique, lors qu'on a besoin, pour obtenir ou maintenir son droit, de quelques voies de fait, c'est-à-dire, dans une (5) Guerre imparfaite. Voici ce que disoit Agésilas à un Sujet du Roi de Perse: (6) *Pendant que nous étions amis de votre Roi, nous agissions aussi en amis, par rapport à ce qui étoit à lui. Mais présentement, à Pharnabaze, que nous sommes devenus Ennemis, nous agissons aussi en Ennemis. Puis donc que vous voulez bien être regardé comme lui appartenant, nous sommes en droit de lui faire du mal en votre personne.*

§. III.

lors qu'il y a de la faute ou de l'injustice de la part de ses Supérieurs, ou lors qu'ayant été exposé à souffrir injustement pour le Corps, ce qu'il lui en coûte va au delà de la quote part de ce qu'il est tenu de contribuer pour le Bien Public. Que si quelquefois on est frustré de ce dédommagement, il faut regarder cela comme un de ces inconvénients que la constitution des affaires humaines rend inévitables dans tout Etablissement Humain. Les raisons, que notre Auteur allégué, servent à fortifier les principes que je viens d'établir; & si on joint tout cela ensemble, on conviendra, à mon avis, qu'il n'est pas nécessaire de supposer ici un consentement tacite des Peuples.

(2) Voyez sur PUFENDORF, *Droit de la Nat. & des Gens*, Liv. IV. Chap. IX. §. 7. Note 5. où l'on explique cette distinction.

(3) *Jus autem Gentium omni humano generi commune est. Nam usu exigente, & humanis necessitatibus, gentes humanæ quadam sibi constituerunt: bella etenim orta sunt, & captivitates sequuntur &c.* INSTITUT. Lib. I. Tit. II. De Jure Nat. Gent. & Civili, §. 2.

(4) C'est ainsi que, parmi les Romains, le Héraut (*Fecialis*) disoit, en déclarant la Guerre aux Latins: *OB eam rem ego Populusque Romanus populis præcorum Latinorum, hominibusque præcis Latinis, bellum indico, facioque.* TIT. Liv. Lib. I. (Cap. XXXII. num. 13.) De même, quand on propoisoit d'entreprendre une Guerre, comme, par exemple, celle qu'on fit à Phi-

lippe, Roi de Macédoine: *Isque [P. Sulpicius] rogationem promulgavit, Vellent, jubere, Philippo Regi, Macedonibusque, qui sub regno ejus essent, ob injurias, armaque illata sociis Populi Romani, bellum indici.* Idem, Lib. XXXI. (Cap. VI. num. 1.) Dans la délibération aussi que l'on prenoit de faire la Guerre à un Peuple, on témoignoit que chacun des Sujets de ce Peuple seroit tenu pour Ennemi. Cela paroît par des paroles d'une Déclaration de Guerre, qu'AULU-GELLE nous a conservée, & qu'il avoit copiée d'un Traité perdu de CINCIUS, *De Re Militari: QUODQUE POPULUS ROMANUS CUM POPULO HERMUNDULO, HOMINIBUSQUE HERMUNDULIS, BELLUM JUSSIT, OB eam rem EGO POPULUSQUE ROMANUS &c.* Noët. Attic. Lib. XVI. Cap. IV. *Cnéus Manlius* étant accusé de ce qu'il avoit fait la Guerre aux Gaulois, quoi qu'elle n'eût été ordonnée par le Sénat que contre *Antiochus*; se défend par cette raison, que les Gaulois étoient parmi les Troupes & dans les Places d'*Antiochus*, & qu'ainsi la Guerre devoit être censée déclarée aussi contre eux: *Atqui cum Antiocho, non cum Gallis bellum his Senatus decreverat, & Populus jussit. Sed simul, ut opinor, cum his decreverant, jussitque, qui intra ejus præsidia fuissent.* TIT. Liv. Lib. XXXVIII. (Cap. XLVIII. num. 9.) On trouve ailleurs cette formule, dans le même Historien. GROTIUS.

(5) Le Sage NICOLAS de Damas distingua fort bien

§. III. I. IL y avoit autrefois, dans la République d'Athènes, un droit (a) de prise de corps, qui peut être rapporté ici. Voici ce que portoit la Loi: (1) Si quelqu'un est décedé de mort violente, il est permis à ses Proches de se saisir de quelques personnes, au nombre de trois, & pas davantage, jusqu'à ce que le Meurtrier ait été puni, ou qu'on l'ait livré. Comme un Etat est tenu de punir ses Sujets, lors qu'ils ont fait du mal à d'autres; on s'en prenoit, pour une telle dette, à un droit incorporel des Sujets de l'Etat, c'est-à-dire, à la liberté d'aller & de demeurer où ils vouloient, de sorte qu'on les tenoit comme en esclavage, jusqu'à ce que l'Etat eût fait ce qu'il devoit, c'est-à-dire, qu'il eût puni le Coupable. Car quoique les anciens Egyptiens (b) aient prétendu, qu'on ne peut engager son corps ou la liberté pour cause de dettes; il n'y a rien là qui choque le Droit de Nature. Aussi l'usage contraire prévalut-il, non seulement chez les Grecs, mais encore chez d'autres Nations.

2. Ici il ne fera pas hors de propos d'examiner ce que dit DEMOSTHÈNE, contre une Ordonnance qu'Aristocrate avoit proposée de son tems, laquelle portoit, que, si quelqu'un tuoit Charidème, il seroit permis de le prendre par tout où on le trouveroit; & que, si quelqu'un vouloit empêcher qu'on ne prit ce Meurtrier, il seroit tenu pour Ennemi. L'Orateur trouve là plusieurs choses à redire. (2) Premièrement, qu'Aristocrate n'ait point distingué entre ceux qui tueroient injustement Charidème, & ceux qui le tueroient justement, comme la chose pouvoit arriver. En second lieu, qu'il n'ait point mis pour clause, qu'au cas que Charidème vienne à être tué, on demandera justice du Meurtrier, avant que d'user de la permission de le saisir. En troisième lieu, qu'il ait rendu responsables du meurtre, non ceux chez qui il aura été commis, mais ceux qui donneront retraite au Meurtrier, quoi qu'il puisse arriver que les derniers le retirent, après qu'il s'est sauvé, auquel cas ils peuvent lui accorder leur protection, selon le Droit commun des Hommes. Enfin, qu'Aristocrate veuille qu'on en vienne d'abord à une Guerre ouverte & complete, au lieu que la Loi se contente de permettre une prise de corps.

3. La première, la seconde, & la quatrième de ces remarques, ne sont pas sans fondement. Mais pour ce qui est de la troisième, à moins qu'on ne la restreigne au seul cas d'une personne qui auroit tué Charidème par hazard & sans dessein, ou en son corps

bien ces fortes de fautes, d'avec une Guerre pleine & ouverte; lors qu'il soutint devant l'Empereur, que le Roi Hérode n'avoit pas eu sujet à la vérité, de faire la Guerre aux Arabes, mais qu'il avoit pu user de représailles, pour avoir ce qu'ils lui devoient par un contract. Ce Prince leur avoit prêté, comme nous l'apprenons de JOSEPH, cinq cens talens, & ils étoient convenus par le billet d'obligation, que, si l'on ne rendoit pas cet argent après le terme expiré, il seroit permis à Hérode de prendre ce qu'il pourroit, par tout le Pais des Arabes, jusqu'à ce qu'on l'eût satisfait. Ainsi Nicolas disoit, que ce qu'Hérode avoit fait, n'étoit pas proprement une expédition militaire, mais une juste exécution, par laquelle il s'étoit fait rendre ce qui lui étoit dû: Τὸ δάνειον εἰπὼν τῶν περιλακτοῦσαν ταλάντων, καὶ τὴν συγγραφήν, ἐν ᾗ καὶ τὸτο ἢ προγεγραμμένον, ἔδεικται, τῆς προθεσμίας παρελθούσης, ρωσια λαμβάνειν ἐξ ἀνάγκης τῆς χώρας τὴν μὲν στρατιάν, ἐστρατιάν εἰσεν, ἀλλ' ἐπὶ δικαίῳ τῶν ἰδίων ἀπαιτήσεων χρηματῶν. Antiq. Jud. Lib. XVI. (Cap. XVI. pag. 576. D.) GROTIUS.

(6) Ἡμεῖς, εἶπεν [ὁ Ἀρχιεπίσκοπος], ὃ Φαρνάβορξ, καὶ φίλοι οὗτος πρότερον βασιλείας, ἐχρωμένθα τοῖς ἐκείνης πράγμασι, Φιλικῶς καὶ νῦν πολέμοιοι γεγονότες, πολεμικῶς, ἐν ᾧ καὶ σε τῶν βασιλείας κλημάτων ὁρῶντες εἶναι βεβλόμενοι, εἰκότως διὰ σὲ βλάβοιμεν ἐκείνοι. PLUTARCH. in Vit. Agefil. (pag. 602. D. E. Voiez aussi XENOPHON, Hist. Græc. Lib. IV. (Cap. I. §. 15.)

T O M. II.

GROTIUS.

§. III. (1) Ἐάν τις βιαίῳ θανάτῳ ἀποθάνῃ, ὑπὲρ τῶν τοῖς προσήκουσιν εἶναι τὰς ἀνδραγαθίας, εἰς αὐτὴν ἢ δικῶς τῶ φόνος ὑπόχων, ἢ τῶς ἀποκτείνουσιν ἐκδῶσι. τὴν ᾗ ἀνδραγαθίαν εἶναι μέχρι τριῶν, πλέον ᾗ μὴ. DEMOSTHEN. Orat. adversus Aristocrat. pag. 440. C. Voiez le doct. SAUMAISE, De modo juramenti, pag. 212, 23 seq.

(2) Πρῶτον μὲν γὰρ, εἰάν τις ἀποκτείνῃ, γράφει, καὶ προσέγραφε, ἀδίκως καὶ βιαίως, ὅς ὅλως ἐδὲν. εἰτα πρὸς τὴν δίκην ἀξιῶσαι λαβεῖν, ἐνὸς ἔγραψεν ἀγῶνισιν εἶναι. πρὸς ᾗ τῆτοις, ὁ μὲν νομῶν, ἀν μὴτε δικῶς ὑπόχων, παρ οἷς ἀν τὸ πάθος γενῆται, μὴτε τῶς δεδρακότας ἐκδῶσι, κελεύει κατὰ τῶν εἶναι τὸ ἀνδραγαθίαν μέχρι τριῶν ὁ ᾗ τῆτοις μὲν ἀδίκως παρῆκε, καὶ καὶ λόγον πεποιθῆται περὶ αὐτῶν εἶναι τῶς δὲ τὸν ἡδὴ πεφευγῶτα, φῶν γὰρ ἔτω, κατὰ τὸν κοινὸν ἀπῶν ἀνθρώπων νόμον, ὅς κεῖται, τὸν πεφυγῶτα δεχέσθαι, ὑποδεξιμένους, ἐκπονοῦντες εἶναι γράφει, εἰάν μὴ τὸν ἐκείνη [c'est ainsi qu'il faut lire, au lieu d'οἰκέτην] ἐκδῶσι διδῶσιν. Orat. adversus Aristocrat. (pag. 440. C.) GROTIUS.

La correction, que nôtre Auteur fait ici, se trouve déjà dans la dernière Edition de WOLFIIUS, dont je me fers. Mais il y a quelques autres endroits, où il rétablit le texte sans dire mot, d'une manière qui me paroît bien fondée. Il auroit pu seulement, au lieu de φῶν γὰρ ἔτω, mettre, θῶν γὰρ ἔτω, comme portent de bons MSS. & quelque Edition.

F F

(3) Ἀν-

corps défendant; on ne peut guères s'empêcher de croire, que DÉMOSTHÈNE raisonne ici en Orateur, ou en homme qui cherche tout ce qui peut servir à favoriser sa cause, plutôt que selon la Vérité & le Droit. Car la maxime du Droit des Gens, qui veut qu'on retire & qu'on protège les Réfugiez, regarde, comme nous l'avons (c) expliqué ci-dessus, les Malheureux, & non pas les Coupables. Du reste, il n'y a point de différence entre ceux chez qui le Crime a été commis, & ceux qui refusent de punir ou de livrer le Coupable. La Loi même, qu'allègue DÉMOSTHÈNE, fut ainsi interprétée ou par l'usage; ou par quelque clause expresse, ajoutée depuis pour prévenir de semblables chicanes: car il faut reconnoître l'un ou l'autre, si l'on fait attention à la manière dont (3) JULIUS POLLUX & (4) HARPOCRATION, définissent le droit de prise sur les Meurtriers: ils disent tous deux, qu'on avoit ce droit, lors que ceux, chez qui le Meurtrier se trouvoit, ne vouloient pas le livrer.

4. Un autre droit semblable, c'est celui d'arrêter les Sujets d'un autre Etat, pour se faire rendre un des Sujets du nôtre, qui a été arrêté par une injustice manifeste. C'est ainsi qu'autrefois quelques-uns empêchèrent qu'on ne fit saisir à Carthage un Tyrien, nommé Arifton; (5) alléguant pour raison, que, si on prenoit cet homme, les Tyriens en feroient de même aux Carthaginois, & à Tyr, & dans les autres Villes marchandes.

§. IV. ON se saisit aussi des biens qui appartiennent aux Sujets d'un autre Etat, & que l'on prend ainsi (1) en gage, comme s'exprimoient les anciens Grecs, chez qui cela se pratiquoit. Les Jurisconsultes (a) Modernes l'appellent Droit de Représailles;

(c) Liv. II.
Chap. XXI.
§. 5.

(a) Bald. III.
Conf. LVIII.

(3) Ἀνδροληΐον δὲ, ὅταν τις τῆς ἀνδροφόνου καταφρονήσας ὡς τῆς ἀπειτῶν, μὴ λαμβάνῃ, εἴσιν ἐν τῷ ἐκ ἐκδοδῶν ἄχρι τῶν τετῶν ἀπαγαγεῖν. Lib. VIII. §. 50. Ed. Amstel.

(4) Ἀνδροληΐα, τὸ ἀεπάξεν ἄνδρας ἐκ τινος πόλεως ἐνεχυράζον γὰρ τὴν ἔχουσαν πάλιν τὸν ἀνδροφόνον, καὶ μὴ προϊεμένη αὐτὸν εἰς τιμωρίαν. Voc. Ἀνδροληΐα.

(5) Orta deinde altercatio est, aliis, pro speculatore comprehendis [Ariftonem] jam & custodiri, jubentibus; aliis negantibus, tumultuandi causam esse. mali rem exempli esse, de nihilo hospites corripit. Idem Carthaginensibus & Tyri, & in aliis emporiis, in quæ frequenter comment, eventurum. TIT. LIV. Lib. XXXIV. Cap. LXI. num. 12, 13.

§. IV. (1) Ἐνεχυρίασμός. On dit aussi, Ἐνεχυρίασμός, & ἐνεχυράζειν. SAUMAISE met quelque différence entre ces mots, selon que l'iota s'y trouve, ou y manque; De modo usurarum, pag. 553, & seqq. Mais voyez feu Mr. le Baron de SPANHEIM, sur les Nuées d'ARISTOPHANE, vers. 35. Nôtre Auteur ajoute ici, dans une petite Note, qu'on exprime aussi en Grec le droit de Représailles, par le mot de Σύλαι: & il cite là-dessus DÉMOSTHÈNE, Orat. pro Corona, & ARISTOTE, Oeconom. Lib. II. Le passage de ce dernier sera cité à la fin du paragraphe suivant, Note 9. Pour l'autre, le terme, dont il s'agit, ne s'y trouve point, que je sache. Nôtre Auteur avoit vu, qu'HARPOCRATION, au mot Σύλαι, cite cet Orateur, ἐν τῷ περὶ τῆς σεφάνης τῆς τριμυραρχίας: & voici le passage, qui a été indiqué par HENRI DE VALOIS; Καὶ μόνοις ἡμῖν ἐδαμός ἐστιν ἄνευ κερκεῖς βαδίσαι, διὰ τὰς ὑπὸ τέτων ἀνδροληΐας καὶ σύλαι κατεσκευασμένας. Pag. 717. B. Là-dessus, il a confondu cette petite Harangue avec la longue & fameuse Harangue pour Ctesiphon, Περὶ τῆς σεφάνης, où il s'agit d'une autre sorte de Couronne. Au reste, le Savant Commentateur du Lexicographe Grec, que je viens de citer, allègue plusieurs autres exemples de bons Auteurs Grecs, où Σύλαι & Συλασθῆαι se prennent pour une espèce de droit de Représailles.

(2) De Wiber ou Wider, qui signifie derechef; & de Nam ou Namp, c'est-à-dire, prise. Cette étymologie seule fait voir, que ceux-là se trompent, qui, comme fait Mr. BÖHMER (Introd. ad Jus Publicum Universale, pag. 348.) prétendent, que le droit de Représailles consiste proprement en ce que le Souverain d'un Pais refuse de rendre la Justice aux Sujets d'un autre Souverain, qui l'a refusée aux siens. C'est-là seulement une chose, qui a le même fondement, que ce qu'on entend par Représailles, ou qui se réduit quelquefois à la même chose, puis que c'est tout un de prendre, par exemple, quelques effets des Marchands Etrangers, ou d'empêcher que ceux qui leur doivent quelque chose dans le Pais ne le leur paient.

(3) On fait venir ce mot de l'Allemand Marck, c'est-à-dire, limites; parce que c'est ordinairement sur les frontières qu'on exerce les Représailles. Voyez le Glossaire de DU CANGE, au mot Marcha.

§. V. (1) Voyez BARTOLE, de Repraesaliis, Quæst. V. §. Ad tertium: num. 9. INNOCENT. & PARNORMIT. in Can. VIII. Decretal. De Immunit. Eccles. &c. DOMINIC. SOTO, Lib. III. Quæst. IV. Art. V. JACOB. DE CANIBUS, ANCHAR. DOMINIC. FRANC. in Can. I. De Injuriis, in VI. FULGOSIUS & SALICETUS, in Authent. Omnino, Cod. De Act. & Obligation. JACOB. DE BELLO VISU, in Authent. Ut non fiant pignorationes: SYLVESTR. verb. Repraesaliæ: GUIDO PAPA, Quæst. XXXII. GALLIUS, de Pignor. Observ. I. num. 5. FRANCISC. VICTORIA, De Jure Belli, num. 41. COVARRUVIAS, in Cap. Peccatum, Part. II. §. 9. num. 4. GROTIUS.

(2) Il suivoit en cela l'opinion de JULIEN, autre Jurisconsulte: JULIANUS verum debitorem, post litem contestatam, manente adhuc judicio, negabat solvendum repetere posse: quia nec absolutus, nec condemnatus, repetere posset. licet enim absolutus sit, natura tamen debitor permanet. DIGEST. Lib. XII. Tit. VI. De conditione indebiti, Leg. LX. princ. Voyez GALLIUS, De Pace Publica, Lib. II. Cap. VIII. num. 7. & FERNAND.

les; les Saxons & les Anglois, (2) *Withernam*; & les François, chez qui il faut pour cela ordinairement une permission expresse du Roi, (3) *Lettres de Marque*.

§. V. 1. CE droit (1) a lieu, comme le disent les Jurisconsultes, lors qu'on refuse de rendre justice. Et on est censé le refuser, non seulement lors qu'on ne veut pas prononcer son jugement contre le Criminel, ou contre le Débiteur, dans un espace de tems commode & raisonnable; mais encore lors que, s'agissant d'une cause nullement litigieuse (car dans un doute la présomption est en faveur des Juges établis par autorité publique) lors, dis-je, que, l'affaire étant de la dernière évidence, on a jugé tout-à-fait contre le Droit & la Justice. En effet, l'autorité d'un Juge n'a pas la même force par rapport aux Etrangers, que par rapport aux Sujets de l'Etat. Bien plus: de Sujet à Sujet, elle n'éteint pas une véritable Dette. *Celui qui doit véritablement quelque chose, quelque renvoïé qu'il soit hors de cour & de procès, demeure toujours débiteur selon le Droit de Nature; c'est la décision (2) du Jurisconsulte PAUL. Et SCÆVOLA prétend, (3) que si, en vertu d'une Sentence injuste, un Créancier a fait saisir, comme lui étant engagée pour la dette, une chose qui appartenait à un autre, que le Débiteur, il doit la rendre au Débiteur, lors que la Dette est payée.* Toute la différence qu'il y a entre les Sujets & les Etrangers, par rapport à ces sortes de Sentences injustes, c'est que les Sujets ne peuvent pas légitimement en empêcher l'exécution par des voies de fait, ou maintenir leur droit par la force contre l'effet d'une telle Sentence, à cause de la dépendance où ils sont de l'Autorité d'où elle émane: au lieu que les Etrangers ont droit de contraindre ceux du Pais à les satisfaire; droit néanmoins, dont

NAND. VASQU. *Controv. Illustr.* Lib. IV. Cap. X. §. 41. GROTIUS.

Feu Mr. COCCÉJUS, dans une Dissertation *De vero Debitoris sententiâ absoluto*, Sect. IV. §. 1, & seqq. s'est bien donné la torture, pour expliquer la Loi, qui est citée ici, d'une manière à éluder le sens que nôtre Auteur y trouve, & qui est celui qui se présente naturellement. Le Jurisconsulte ancien y décide assez clairement, que si celui qui est véritablement Débiteur de sa Patrie, paie pendant le cours du procès, avant la Sentence rendue, il ne peut point ensuite repeter, comme non-dû, ce qu'il a donné; & il le prouve par cet argument du plus au moins, que, si le Débiteur avoit payé après la Sentence finale, il ne pourroit même alors rien redemander, encore qu'il eût été absous: *quia nec absolutus, nec condemnatus, repetere possit*: car cela ne peut s'entendre, comme si on vouloit dire simplement, que le Débiteur, qui a payé avant la Sentence, ne peut rien redemander après qu'elle est rendue, puis que, dès-lors qu'il a satisfait le Demandeur, le procès est fini. Et il y a, dans le même Titre, une Loi du Jurisconsulte PAUL, le même qui rapporte & approuve ici le sentiment de JULIEN, dans laquelle il dit, que si, après la Sentence rendue, le Débiteur paie de son bon gré, (c'est-à-dire, sans contrainte, mais par erreur, comme il faut toujours le supposer dans cette matière) encore même qu'il ait été absous, il perd par là le droit de redemander son argent: ce qui est fondé sur le principe établi par JULIEN d'une manière générale, je veux dire, Qu'un Débiteur demeure tel, selon le Droit de Nature, soit que le Juge le condamne, ou l'absolve: *Judex, si malè absolvit, & absolutus suâ sponte solverit, repetere non potest*. Leg. XXVIII. Cependant nôtre Jurisconsulte Allemand va jusqu'à soutenir, qu'en vertu de l'autorité que les Loix Civiles donnent à la Sentence du Juge, l'obligation naturelle du Débiteur absous mal-à-propos est entièrement éteinte, en sorte qu'il peut se dispenser en conscience de payer, ou redemander ce qu'il a donné sans le savoir. Mais c'est un exemple bien clair des

extrémités où l'on se jette, quand on veut, à quel que prix que ce soit, accorder les décisions des anciens Jurisconsultes, bien ou mal entendues, avec les principes de l'Equité Naturelle. Le Débiteur, dont il s'agit, ou se croioit tel avant la Sentence, ou ne s'est convaincu de la Dette que depuis qu'il a été injustement absous. Dans le premier cas, il n'a point dû plaider, & il est aussi coupable de le faire, qu'un Dépositaire, qui nie le dépôt. Dans l'autre, il est bien excusable d'avoir refusé de payer ce qu'il croioit ne pas devoir; mais, du moment qu'il se reconnoît Débiteur, l'obligation de payer commence à déployer toute sa force. La Sentence du Juge n'en diminue rien, & ne fait que laisser la mauvaise foi impunie, supposé que les Loix étendent si loin son autorité. Le but, que les Législateurs se proposent, n'en demande pas davantage; comme il paroît par les principes que j'ai établis dans mes *Discours sur la Permission & sur le Bénéfice des Loix*. Au reste, si on examine tout ce que dit Mr. COCCÉJUS dans la Dissertation dont il s'agit, pour établir son hypothèse & la concilier avec les Loix dont on se sert pour prouver qu'un Débiteur injustement absous demeure Débiteur naturellement; on en conclurra, à mon avis, qu'il seroit difficile d'entrer dans la pensée de ce Jurisconsulte moderne, sans reconnoître que les anciens Jurisconsultes étoient ici, comme sur bien d'autres choses, de différente opinion: avec qu'on auroit eu autant de peine à arracher de Mr. COCCÉJUS, que celui de reconnoître que leurs principes sont quelquefois mal liez, & peu d'accord avec le Droit de Nature. On n'a qu'à voir l'éloge outré qu'il fait d'eux au commencement de cette Dissertation.

(3) *Et quum, per injuriam Judicis, domino rem, que debitoris non fuisset, abstulisset creditor, quasi obligatam sibi, & quaereretur, an, soluto debito, restitui eum oporteret debitori, SCÆVOLA noster restituendam probavit.* DIGEST. De distrâctione Fignor. & Hypothec. Leg. XII. §. 1.

dont ils ne doivent faire usage, que quand il n'y a plus moyen d'obtenir ce qui leur est dû, par les voies ordinaires de la Justice.

2. En ce cas-là, on peut se saisir ou des (4) personnes, ou des effets mobilières des Sujets du Souverain, qui refuse de rendre justice. Cela n'est pas, à la vérité, autorisé par le Droit de Nature; mais l'usage l'a établi presque par tout. Nous en avons un exemple très-ancien dans l'*Iliade* d'HOMÈRE, (5) où Nestor se vante d'avoir enlevé, par droit de repréailles, les Troupeaux des *Eléens*: & il ajoute un peu plus bas, (6) que le lendemain on envoya des Hérauts publier par tout, que ceux à qui les *Eléens* devoient quelque chose n'avoient qu'à se présenter, afin que chacun eût la part qui pouvoit lui revenir. On voit dans l'Histoire Romaine, qu'*Aristodème*, Hérédier des *Tarquins*, (7) arrêta à *Cumes* quelques Vaisseaux Romains, pour se dédommager de ce qu'on retenoit à Rome les biens des *Tarquins*. Il prit, à ce que dit DENYS d'*Halicarnasse*, (8) les Valets, les Bêtes de somme, & l'argent. Il paroît par un passage d'ARISTOTE, que, (9) parmi les *Carthaginois*, certaines gens avoient droit de Repréailles.

§. VI. 1. Ce droit de Repréailles a peut-être été étendu par quelques Peuples jusqu'à la vie même des Sujets innocens; parce qu'on croioit autrefois, que chacun a un droit absolu sur sa propre vie, & qu'ainsi il peut le transférer à l'Etat. Mais cette pensée est sans fondement, & contraire à la bonne Théologie, comme nous (a) l'avons remarqué ailleurs.

(a) *Lic. II.*
Chap. XV. §.
16. num. 7. &
Chap. XXI. §.
11. num. 2.

2. Il peut arriver néanmoins qu'on tuë par accident, & non de propos délibéré, ceux

(4) Il y en a un exemple dans AMMIEN MARCELLIN, où l'on voit, que JULIEN arrêta quelques *Franks*, jusqu'à ce que leur Roi lui eût rendu tous les Prisonniers, comme il s'y étoit engagé par le Traité de Paix: *Quatuor comites ejus [Regis Hortarii] quorum ope & fide maximè nitebatur, non ante absolvit, dum omnes rediere captivi.* Lib. XVII. (Cap. XI. pag. 189. *Ed. Vales. Gron.*) Voyez ce que dit LÉON d'Afrique, en parlant de la Montagne de *Beni gualid* (*Liv. III. pag. 211. de la vieille Trad. Franç.*) GROTIUS.

Ce n'étoient pas des *Franks*, que JULIEN arrêta, mais des *Alamanni*. D'ailleurs, ils furent retenus comme pour otages; ainsi l'exemple appartient à un autre sujet.

(5) C'est que, quelques années auparavant, *Augée*, Roi d'*Elide*, retint un Char attelé de quatre Chevaux de course, que le Père de Nestor avoit envoié à quelques Jeux qu'on y célébroit:

Καὶ γὰρ τῷ χρεῖος μέν' ὀφείλετ' ἐν Ἡλίδι δῆ,
Τέσσαρες ἀλλοφροὶ ἵπποι αὐτοῖσιν ὀχσέμεν
Ἐλθόντες μετ' ἀέθλα· περὶ τρίποδ' ὃν γὰρ ἐμελλον
Θεύσεσθαι· τὸς δ' αὖτε ἀναξ' ἀνδρῶν Αὐγείας
Κάσχεθε· τὸν δ' ἐλατῆρ' ἀφίει ἀκαχήμενον ἵππων.

Iliad. Lib. XI. (vers. 697, & seq.) *Hypérochus* régnoit alors en *Elide*: Nestor tua son Fils *Itymonée*, qui vouloit l'empêcher de prendre les Troupeaux de Bœufs:

— Ὅτ' ἐγὼ κτάνον Ἰτυμονῆα
Ἐσθλὸν Ἰπειροχίδην, ὃς ἐν Ἡλίδι καίετασσε,
Ῥυσὶ ἑλαυνόμενος· ὃ δ' αἰνῶν ἦσι βροσσιν,
Ἐβλῆτ' ἐν πρώτοισιν ἐμῆς ἀπὸ χειρὸς ἀκοντὶ &c.

Ibid. (vers. 671, & seq.) Le Commentateur EUSTATHE explique ici le mot de *Ῥύσι*, par ce que l'on prend à la place de quelque autre chose qui nous avoit été prêt: *Τὰ ἀντὶ τινῶν εὐόμενα, ὃ ἐστὶν ἐκόμενα, καὶ ἀντὶ τῶν προεσπέρντων ἀρπαζόμενα.* POLYBE emploie ce mot dans le même sens, en parlant des *Achéens*, qui usèrent de repréailles contre les *Béotiens*, avec la permission de *Philopémen*: *Ἀπέδωκε τοῖς αἰτεμένοις τὰ*

ῥύσια κατὰ τῶν Βοιωτῶν. Excerpt. Legat. XXXVIII. Voyez aussi Excerpt. CXXIII. On trouve aussi *Ῥυσιάζειν*, pour dire, user de repréailles, dans DIODORÉ de Sicile, Excerpt. Peiresc. Mais *Ῥύσια καταγγέλλειν* est une expression dont on se sert, en matière de Guerre, sur un sujet fort approchant; comme nous le verrons dans le Chapitre suivant, §. 7. (Note 8.) GROTIUS.

(6) Κήρυκες δ' ἐλίζαινον ἅμ' οἱ φαινομένηφι,
Τὸς ἴμεν οἷσι χρεῖ' ὀφείλετ' ἐν Ἡλίδι δῆ.
— Τὰ δ' αἶψ' ἐς δῆμον ἔδωκε

Δαιτερεῖν, μή τις οἱ ἀτρεβόμενος κίει ἔτης.

Ibid. vers. 684, 685, 703, 704.

(7) *Frumentum Cumis quum coëctum esset, navis, pro bonis Tarquiniorum, ab Aristodemo tyranno, qui heres erat, retente sunt.* TIT. LIV. Lib. II. Cap. XXXIV. num. 4.

(8) Cet Historien raconte la chose autrement. Il dit, que les Romains, qui avoient suivi *Tarquin*, & dont les biens avoient été confisquez à Rome, aiant vû venir à *Cumes* des Ambassadeurs Romains, qui étoient envoiez pour acheter du blé, prièrent d'abord *Aristodème*, Roi de *Cumes*, premièrement, de faire mourir ces Ambassadeurs; & n'ayant pu obtenir cela, ils se retranchèrent à demander, qu'il leur fût permis de les arrêter par droit de Repréailles, jusqu'à ce que les Romains leur eussent rendu leurs biens. *Aristodème* donna du tems aux Ambassadeurs, pour plaider leur cause devant lui, & les laissa en liberté, moyennant quelque argent qu'ils consignèrent pour caution. Comme le procès fut commencé, & que personne ne les gardoit, ils se sauvèrent. C'est ce qui est rapporté aux Chap. II. & XII. des *Antiquitez Romaines*. Alors le Prince fit arrêter les Valets qu'ils avoient laissez, leurs Bêtes de somme, & l'argent qu'ils avoient apporté pour acheter des grains: *Θεράποντας ὃ αὐτῶν, καὶ τὰ ὑποζύγια, καὶ τὰ ἐπὶ τῇ σιτοῦνι κομισθέντα χρήματα ὁ τύραννος κατέσχευε.* Cap. XII. pag. 411. *Ed. Oxon. (427. init. El. Sylb.)*

(9) Voici ce que dit le Philosophe. Les *Carthaginois* avoient

ceux qui veulent (1) empêcher par force qu'on n'use du droit de Représailles. Mais quand on prévoit que l'on fera réduit à en venir là, la Charité veut qu'on néglige (2) plutôt la poursuite de son droit; puis que, selon les règles de cette Vertu, sur tout telle qu'elle est prescrite aux *Chrétiens*, on doit faire plus de cas de la vie d'un Homme, que de son propre bien; comme (b) nous l'avons fait voir ailleurs.

§. VII. 1. AU RESTE, il faut prendre garde ici, comme sur d'autres matières, de ne pas confondre ce qui est proprement du Droit des Gens, avec ce qui n'est que de Droit Civil, ou qui est établi par des conventions particulières de quelques Peuples.

2. Selon le Droit des Gens, (a) tous les Sujets du Souverain de qui l'on a reçu du tort, qui sont tels à titre durable, soit naturels du pays ou venus d'ailleurs, sont exposés au droit de Représailles, mais non pas ceux qui ne sont que passer, ou séjourner peu de tems. Car le droit de Représailles a été établi comme une espèce de charge, qui est imposée pour paier les Dettes du Public: or ceux qui ne sont soumis aux Loix du Pays, que pour un tems, sont exemts de ces fortes de charges. Parmi les Sujets perpétuels, le Droit des Gens met seulement à l'abri des Représailles, les Ambassadeurs (1) & leur bagage, lors qu'ils ne vont point en ambassade auprès d'une Puissance ennemie de celui qui a juste sujet d'user de ce droit.

3. Mais, selon les Loix Civiles des Peuples, on excepte ici souvent les Femmes, & les Enfans; comme aussi les personnes & les effets même des Gens-de-lettres, & de ceux qui vont aux Foires.

4. Le Droit des Gens permet à chacun (2) d'user du droit de Représailles, comme cela

avoient à leur solde quantité d'Etrangers, à qui ils ne pouvoient pas paier ce qu'ils leur devoient. Pour trouver moien de s'acquitter, ils s'aviserent de cet expédient. Ils firent publier, que, ceux des Citoyens ou des Habitans, qui auroient droit de représailles par rapport à quelque Etat, ou à quelque Particulier, & qui voudroient le faire valoir, eussent à le déclarer. Un grand nombre de gens se présentèrent là-dessus, & l'on se mit à arrêter les Vaisseaux qui alloient dans le *Pont Euxin* sous quelque prétexte apparent; après quoi on marqua un tems où l'on jugeroit ce qui feroit de bonne prise. Par ce moien, on ramassa bien de l'argent, & l'on eut dequoi paier les Troupes, que l'on congédia. L'Etat rendit de ses revenus à ceux qui se trouvèrent avoir été arrêtez injustement. *Καρχηδόμοι δ', ἔσαν ἐν τῇ πόλει συγχῶν παρ' αὐτοῖς γινόμενων, ὀφείλοντες αὐτοῖς μισθόν, καὶ ᾗδυναντο διαλύσαι ἀνέγγειλαι ἐν, εἰ τις τῶν πολιτῶν, ἢ μετοίκων, σὺλαν ἔχει κατὰ πόλεως, ἢ ἰδιώτη, εἰ βέλτεται λαβεῖν ἀπογραῖναι. ἀπογραφάμενον δ' συγχῶν, τὰ πλοῖα τὰ πλεοντα εἰς τοὺς Πόντον ἐσθλόν, μετὰ προφάσεως εὐλόγη' ἔταξαν δ' χρόνον, ἐν ᾧ λόγον ὑπὲρ αὐτῶν ἔφασαν ποιῆσθαι. συγγέντων δ' χρημάτων συγχῶν, τὰς μὲν στρατιώτας ἀπὸ λαῶν, ὑπὲρ δ' τῶν συγχῶν δεδικάσαντο τοῖς δ' μὴ δικαίως συληθεῖσιν, ἢ πόλιν ἀπὸ τῶν προσόδων ἀπεδίδον. Οἰκονομ. Lib. II. pag. 503. C.*

§. VI. (1) Voyez-en un exemple, dans le passage d'HOMÈRE, qui a été cité sur le paragraphe précédent, *Note 5.*

(2) Mais voyez ce que j'ai dit sur l'endroit cité en marge. Certainement si la pensée de notre Auteur avoit lieu, le droit de Représailles feroit fort inutile à un Chrétien, lors que ceux envers qui il voudroit en user le sauroient dans cette disposition: car ils ne manqueroient pas de se défendre jusqu'à le mettre dans la nécessité de les tuer, s'il ne lâchoit prise.

§. VII. (1) Mais, selon notre Auteur même, les privilèges des Ambassadeurs ont lieu seulement par rapport

aux Puissances, auprès desquelles ils sont envoyez; & non pas par rapport à celles sur les terres de qui ils passent: il veut aussi, que les Ambassadeurs aient été reconnus & reçus pour tels. Voyez ci-dessus, *Liv. II. Chap. XVIII. §. 5.* Pourquoi est-ce donc qu'ils feroient à l'abri des Représailles, de la part de celui, à qui ils ne sont point envoyez; sur tout puis que les Représailles supposent certaines dispositions approchantes de l'état d'hostilité?

(2) Le Droit des Gens accorde ce droit à tous ceux qui n'ont pu obtenir justice du Souverain d'un Pays, sans considérer s'ils sont Membres, ou non, de quelque autre Société Civile. De sorte que, par exemple, au commencement de la formation des Sociétés Civiles, lors qu'il y avoit encore bien des Particuliers qui vivoient dans l'indépendance de l'Etat de Nature, ces Particuliers pouvoient sans doute user du droit de Représailles, par rapport à ceux qui étoient Sujets. De plus, ceux qui étant Sujets, usent du droit de Représailles, n'ont pas ce droit, à proprement parler, comme Membres d'une Société Civile, puis qu'ils l'auroient eu indépendamment de cette relation, en vertu du Droit des Gens, ou plutôt du Droit même de Nature, selon ce que nous avons établi ci-dessus. Jusques-là donc, on peut admettre la pensée de notre Auteur. Mais il est vrai, d'autre côté, que les Représailles étant une espèce d'acte d'hostilité, & un achèvement à la Guerre; le but de la Société Civile demande, que les Particuliers ne fassent usage de ce droit qu'avec la permission ou expresse, ou tacite, du Souverain; comme l'ont remarqué les Commentateurs de notre Auteur, qui ne s'est pas expliqué ici assez clairement. Aussi dans l'exemple qu'il allègue de cette espèce de Représailles, qui se pratiquoit à *Athènes*, le pouvoir qu'avoient les Parens du Défunt, de faire jusqu'à trois personnes de l'Etat qui protégeoient le Meurtrier, venoit, comme on voit, d'une Loi formelle.

(b) *Liv. II. Chap. I. §. 12.*

(a) *Decius, Conf. CCLIII. Bait. in leg. III. Digest. De off. Ad- jessor.*

(b) 'Αρδεα-
αρχία.

cela avoit lieu à *Athènes*, dans la (b) prise de corps dont nous avons parlé. Mais, selon les Loix Civiles de plusieurs Païs, il faut demander permission, en quelques endroits au Souverain même; en d'autres, aux Juges ordinaires.

5. Selon le Droit des Gens, en même tems qu'on se faist des effets de quelque Sujet du Païs où la justice a été refusée, on acquiert (3) par cela seul la propriété des choses prises, jusqu'à la concurrence de la dette, & des dépens; après quoi on doit restituer (4) le surplus. Mais, selon les règles du Droit Civil, on cite premièrement les intéressés; ensuite on vend, ou l'on ajuge aux Créanciers, par autorité publique, les effets saisis. Sur quoi, aussi bien que sur les autres choses qui se rapportent à cette matière, on peut consulter les Docteurs du Droit Civil, & sur tout *BARTOLE*, qui a fait un Traité exprès des *Représailles*.

(c) Voiez
Ægid. Regius,
De act. Su-
pern. Disp.
XIII. Dub.
VII. num. 117.

6. J'ajouterai seulement une remarque, qui tend à adoucir l'usage de ce droit, assez dur en lui-même: (c) c'est que ceux qui, en ne payant pas ce qu'ils devoient, ou en ne rendant point justice, ont donné lieu aux Représailles, sont (5) tenus, par le Droit & Naturel & Divin, de dédommager les autres qui en ont souffert.

CHAPITRE III.

De la nature des GUERRES LÉGITIMES ou dans les formes, selon le DROIT DES GENS: Où l'on traite aussi des DÉCLARATIONS DE GUERRE.

I. Qu'une GUERRE DANS LES FORMES, selon le DROIT DES GENS, ne se fait qu'entre deux Peuples différens. II. Qu'un Peuple, qui commet des injustices envers les autres, ne doit pas pour cela être regardé sur le même pié, qu'une Troupe de Corsaires ou de Brigands. III. Que ceux-ci même changent quelquefois d'état, & deviennent un vrai Peuple. IV. Qu'il y a deux conditions nécessaires pour constituer une Guerre dans les formes: l'une, qu'elle ait pour auteur le Souverain: V. L'autre, qu'elle soit déclarée solennellement. VI. Distinction de ce qu'il y a dans les DÉCLARATIONS DE GUERRE, qui est de Droit Naturel, & de ce qu'il y a qui

(3) Entendez ceci de la même manière, que ce qui vient d'être dit dans la Note précédente. Le refus qu'on a fait de rendre ce qui étoit dû, dispense la personne lésée de garder comme en gage les choses qu'elle a prises par droit de Représailles, & l'autorise à se les approprier. Voiez *PUFENDORF*, *Droit de la Nat. & des Gens*, Liv. V. Chap. XIII. §. 10. ou dernier. Mais, dans une Société Civile, le bien de l'Ordre, & la crainte des suites, demandent que les Particuliers lésés ne soient pas juges & absolument maîtres du dédommagement, qu'ils pourroient faire monter trop haut; & que même on attende quelque tems, pour voir si les Étrangers ne reviendront pas à eux-mêmes, & ne voudront pas payer la chose même qu'ils devoient, avec les dépens, dommages & intérêts.

(4) Les *Vénitiens* suivirent cette règle d'Équité, à l'égard de quelques Vaisseaux Génois, qu'ils avoient pris à *Galate*, près de *Constantinople*. Ces Vaisseaux étoient chargez de Blé, d'Orge, de Poisson salé, pris dans les *Palus Copéides* & *Méotides*, & dans la Rivière de *Tanaïs*: on conserva tout cela avec soin, & on le

rendit en son entier, lors que les Génois eurent payé ce qu'ils devoient: Ἀλλ' ὅτε τῶν ἀλίσκομένων ἐκείνων νῆων ἀπασῶν τῇ πληρώματι ἐλυμήναντο τὸ παράπαν ὅθεν (ἢν γὰρ τὸ μὲν πλήρωμα σιτῶν, καὶ κριθῶν τῶν ὅσον ταρίχη, ὅποσα γεωργῶσι λιμναὶ καὶ ποταμοὶ τανναΐδες, καὶ ποταμοὶ τανναΐδες) ἀλλὰ διέτρησαν εἰς τ' ἀκριβοὺς ἀλώβητα, ἕως ἀπολαβόντες τὸ χρεῖον, ἀπέδοσαν ἅπαντα. *NICEPHOR. GREGOR. Lib. IX. GROTIUS.*

(5) Du tems de *Cimon*, les Habitans de l'Île de *Scyros* aiant été condamnés dans le Conseil des *Amphictyons*, à cause des pirateries & des voleries qu'ils faisoient dans leur Païs même aux Étrangers; le Peuple ne voulut point paier, mais ordonna que ceux qui avoient fait le butin paieroient: Οὐ βελομένων τὰ χρηματὰ τῶν πολλῶν συνεκτείνεν, ἀλλὰ τὰς ἔχοντας καὶ διηρηκότας ἀποδέναι κελεύοντων. *PLUTARCH. in Vita Cimon. (pag. 483. C. Tom. I. Ed. Wech.) GROTIUS.*

CHAP. III. §. I. (1) C'est ainsi qu'on dit un juste Combat, par opposition à quelque légère escarmouche: Qui intentiore cura suos, quasi ad justum prælium, pau-

qui est du Droit des Gens. VII. On déclare la Guerre ou conditionnellement, ou purement & simplement. VIII. De ce qu'il y a dans les Déclarations de Guerre, qui est de Droit Civil, & non pas du Droit des Gens. IX. Qu'en déclarant la Guerre à une Puissance, on la déclare en même tems à tous ses Sujets, & aussi à tous ceux de ses Alliez qui prennent son parti; X. Mais non pas à tous ses Alliez, considérez comme tels. Eclaircissement de ceci par des exemples. XI. Pourquoi la Déclaration de Guerre est nécessaire, par rapport à certains effets. XII. Que ces effets ne suivent pas des autres Guerres. XIII. Si l'on peut entrer en guerre, du moment qu'on l'a déclarée? XIV. Si on doit déclarer la Guerre à une Puissance qui a violé le droit des Ambassadeurs?

§. I. 1. **N**ous avons déjà remarqué (a) ci-dessus, que, dans les bons Auteurs, on appelle souvent une Guerre (b) juste ou légitime, non à cause de la justice du sujet pour lequel elle est entreprise, ni même à cause de la grandeur des exploits qu'on y fait, (1) comme l'épithète de juste se prend ici quelquefois; mais à cause de certains effets particuliers de droit qu'ont les Guerres prises au sens qu'on entend ici.

(a) Liv. I.
Chap. III. §. 4.
(b) *Justum bellum.*

2. Pour connoître ce sens, & la nature des Guerres dont il s'agit, on ne sauroit mieux faire que de considérer la définition d'un *Ennemi*, telle que la donnent les Jurisconsultes Romains. Un *ENNEMI*, dit POMPONIUS, (2) c'est celui qui nous fait la Guerre, ou à qui nous la faisons, en conséquence d'une délibération publique: tous les autres, contre qui l'on prend les armes, sont des Brigands, ou des Voleurs. De ce principe, ULPYEN (3) & PAUL (4) infèrent, qu'une personne qui a été prise par des Brigands ne devient point par là leur Esclave, & par conséquent n'a pas besoin, pour recouvrer sa liberté, du droit de *Postliminie*, comme si elle avoit été prise par des gens de l'Armée des Parthes, ou des Germains. ULPYEN (5) dit la même chose des Prisonniers faits dans une Guerre Civile, parce que, quelque nuisible que soit souvent à l'Etat cette sorte de Guerre, les deux Partis ne s'y proposent point la ruine de l'Etat. De tels Prisonniers, ajoute-t-il, quoi qu'ils aient été vendus, & ensuite affranchis, n'ont pas besoin de Lettres du Prince pour être réhabilités dans l'état de personnes libres, puis qu'ils étoient demeurez tels, nonobstant leur captivité.

3. Or ce que les Jurisconsultes disent ici du Peuple Romain, doit être appliqué à toute autre Puissance Souveraine. Un *Ennemi*, disoit CICE'RON, (6) c'est celui qui

a

cis adhortatus &c. QUINT. CURT. Lib. III. Cap. XIII. num. 8. Voyez PITISCUS, sur ce passage, & ALBERIC GENTIL, *De Jure Belli*, Lib. I. Cap. II. pag. 20. 21.

(2) *HOSTES hi sunt, qui nobis, aut quibus nos publice bellum decrevimus: ceteri latrones aut praedones sunt.* DIGEST. Lib. L. Tit. XVI. *De verborum significatione*, Leg. CXVIII.

(3) *HOSTES sunt, quibus bellum publicè Populus Romanus decrevit, vel ipsi Populo Romano: ceteri latronculi vel praedones appellantur. Et ideo qui à latronibus captus est, servus latronum non est: nec postliminium illi necessarium est. Ah hostibus autem captus: ut puta à Germanis & Parthis, & servus est hostium, & postliminio statum pristinum recuperat.* DIGEST. Lib. XLIX. Tit. XV. *De Captivis & Postliminio* &c. Leg. XXIV. On voit des exemples de personnes prises par des Voleurs, dans le *Pœnulus* de PLAUTUS, & dans l'*Eunuque* de TERENCE. Tel fut aussi le sort d'*Eumée*, comme il le raconte lui-même dans l'*Odyssée* d'HOMÈRE, Lib. XV. (vers. 402, & seqq.) GROTIUS.

(4) *A piratis, aut latronibus, capti, liberi permanent.*

DIGEST. Lib. XLIX. Tit. XV. *De Captivis & Postlim.* &c. Leg. XIX. §. 2. Pompée déclara libres quelques personnes, qui avoient été prises par des Corsaires: APPIAN. *Bell. Mithridat.* (pag. 237. Ed. H. Steph.) Voyez HERRERA, Tom. II. GROTIUS.

(5) *In civilibus dissensionibus, quamvis saepe per eas Respublica ledatur, non tamen in exitium Respublicae contenditur. qui in alterutras partes discedent, vice hostium non sunt eorum, inter quos jura captivitatum, aut postliminiorum, fuerint: & ideo captos, & venundatos, posteaque manumissos, placuit supervacuo repetere à Principe ingenuitatem, quam nullà captivitate amiserant.* Ibid. Leg. XXI. §. 1.

(6) Il insinué cela, en parlant des anciennes Guerres des Romains, par opposition à la Guerre Civile de Marc Antoine: *Ac majoribus quidem vestris, QUIRITES, cum eo hoste res erat, qui haberet Rempublicam, Curiam, Aerarium, consensum & concordiam civium, rationem aliquam, si ita res tulisset, pacis & fœderis: hic vester hostis vestram Rempublicam oppugnat, ipse habet nullam* &c. Orat. Philipp. IV. Cap. VI.

§. II.

a le Gouvernement des affaires publiques, un Conseil public, les Finances, le droit de commander aux Citoyens, en vertu de leur consentement & de leur union, le pouvoir de faire la Paix & la Guerre dans l'occasion.

§. II. 1. Et il faut remarquer, qu'encore qu'un Etat commette des injustices, même par délibération publique, il ne (1) cesse pas pour cela d'être un Etat: comme, d'autre côté, une Troupe de Corfaires ou de Brigands n'est point un Etat, quoi qu'ils observent entr'eux quelques règles d'Equité, (2) sans quoi aucun Corps ne sauroit subsister. Car ceux-ci (3) ne sont associés que pour le crime: au lieu que, dans un Etat, malgré les crimes dont le Public se rend quelquefois coupable, le but de la confédération est, que chacun puisse jouir paisiblement de ses droits. Et l'on y rend justice aux Etrangers, sinon en tout ce que demande le Droit Naturel, dont les principes, comme nous l'avons fait voir (a) ailleurs, sont effacez en partie de l'esprit de plusieurs Peuples; du moins à l'égard des conventions que l'on a faites avec tous les Etrangers, ou selon ce qui est établi par les Coutumes: de quoi on trouve des exemples, parmi les anciens (4) Grecs, & autres (5) Peuples, qui s'enrichissoient par des Pirateries, regardant cela comme une chose permise. Or, en matière de choses Morales, ce qui fait le principal passe pour la forme ou l'essence. Ailleurs même c'est une règle, que l'on donne à une chose entière le nom de la plus grande partie, ou de celle qui domine; comme le remarquent (6) CICE'RON, & (7) GALIEN.

(a) Liv. II.
Chap. XV. §.
5. num. 2. &
Chap. XX.
§. 43.

2. C'est donc trop crûment que le premier des Auteurs, que je viens de citer, dit, (8) que, quand le Prince, dans une Monarchie, ou les Principaux de l'Etat, dans une

§. II. (1) Voyez PUFENDORF, Liv. VIII. Chap. VI. §. 5. du Droit de la Nature & des Gens.

(2) Consultez ce que notre Auteur a dit, dans son Discours préliminaire, §. 24.

(3) C'est ainsi que les décrit PROCOPE: Ὁμιλῶν ἀνθρώπων, ἡ νόμῳ ξυνοήσων, ἀλλ' ἐκ τῆς ἀδικίας ξυνοικεῖσθαι. Une multitude de gens, rassemblez & unis, non selon les Loix, mais par l'Injustice. Vandalic. Lib. II. (Cap. XV.) GROTIUS.

Ces paroles se trouvent dans la Harangue de Bélisaire, au sujet des Soldats Romains, qui se révoltèrent en Afrique.

(4) Le Scholiaste de THUCYDIDE remarque, que, dans le tems qu'on regardoit les Pirateries comme permises, on ne touoit point ceux qu'on pilloir, & on n'alloit pas piller pendant la nuit; on ne prenoit pas non plus les Bœufs du labourage: Καλῶς τὲτο δρᾶν] Καλῶς, ἀντὶ τῆς εὐσεβείας καὶ φιληλευθέρως. ἔτε γὰρ βῆν ἀροτῆρα ἐλεηλάτουν, ἢ ἐκλεπτοῦν, ἢ τε νυκτός, ἢ τε μετὰ φόνων, ἐποίουν τὴν ληστείαν. In Lib. I. (§. 5. Ed. Oxon.) Dans l'Odyssée d'HOMERE, Eumée dit, que ceux qui vont pirater hors de leur Pais, lors qu'ils ont pris dequoi remplir leurs Vaisseaux, s'en retournent chez eux au plutôt, craignant la Vengeance Céleste:

Καὶ μὲν δυσμενέας καὶ ἀνέροισι, οἷο' ἐπὶ γαίης,
Ἀλλοτρίης βῶσιν, καὶ σφιν Ζεὺς λήϊδα δάη,
Πλησάμενοι δὲ τε νῆας ἔσαν οἰκόνδε ἑκάστω.

Καὶ μὲν τοῖς ὀπίδ' κρείτερον δέ' ἐν φρεσὶ πίπτει.
Lib. XIV. (vers. 85, & seqq.) GROTIUS.

(5) STRABON parle de quelques Peuples, qui vivoient de butin, & qui étant de retour d'une course sur mer, faisoient savoir à ceux qu'ils avoient pillé, qu'il ne tenoit qu'à eux de racheter à un prix raisonnable les choses qui leur appartenoint: Geograph. Lib. XI. Le Grammairien SAXON raconte la même chose d'un autre Peuple. Lib. XIV. [pag. 234. où néanmoins il n'y a rien qui se rapporte ici.] PLUTARQUE parlant des Habitans de l'Ile de Scyros, dit, qu'anciennement ils se contentoient de pirater; mais qu'enfin ils en vin-

rent jusqu'à voler les Etrangers qui venoient commercer chez eux: Ληϊζόμενοι δὲ τὴν θάλασσαν ἐκ παλαιῆς, τελευτῶντες καὶ τὰν εἰσπλέοντων παρ' αὐτῆς καὶ χρωμένον ἀπείχοιο ξένων. (Vit. Cimon. pag. 483. C. Tom. I. Ed. Wech. GROTIUS.

Les Peuples dont STRABON parle, sont les Achéens, les Zygiens, & les Héniochiens, tous trois habitans une côte du Bosphore, qui fait partie du Caucase. Voici le passage: Μετὰ δὲ τὴν Σινδικὴν καὶ τὴν Γογγιπτιανὴν, ἐπὶ τῇ θαλάττῃ ἡ τῶν Ἀχαιῶν, καὶ Ζυγῶν, καὶ Ἡνιοχῶν παραλία, τὰ πλέον ἀλίμενα καὶ ὀρεινὰ, τὰ Καυκάσου μέσθ' ἔστα. ὥσπερ δὲ ἀπὸ τῶν κατὰ τὴν θαλάτταν ληστειῶν . . . ἃ δὲ ἀν' ἀλάστον ἐπίλυτρα ποιοῦνται ῥαδίως. Pag. 758. A. 759. A. Edit. Amst. (495, 496. Paris.) JACQUES THOMASIIUS, qui a indiqué ce passage, dans sa Dissertation intitulée, *Historia de latrocinio gentis in gentem*, §. 22. critique notre Auteur, comme s'il avoit mal à propos entendu de tout le butin que faisoient ces Peuples, ce que le Géographe dit seulement des personnes qu'ils prenoient. Mais il se trompe lui-même, pour avoir suivi aveuglément la Version Latine, qui détermine ainsi sans raison la généralité du sens, apparemment à cause de l'ἀνδραποδισμὸς καί, qui précède. Le même Auteur restreint aussi mal à propos aux Héniochiens le passage, dont il s'agit, qui se rapporte également aux deux autres Peuples; comme il paroitra, si l'on examine avec attention toute la suite du discours. Dans une autre Dissertation, *De moralitate latrocinii gentis in gentem*, §. 9. il cite ARISTOTE, qui met les Héniochiens au rang des Anthropophages; & là-dessus il semble révoquer en doute ce qu'en dit STRABON dans le passage cité ici. Mais l'un n'empêche pas l'autre.

(6) Semper enim ex eo, quod maximam partes continet, latissimeque funditur, tota res adpellatur. De finibus bon. & mal. Lib. V. Cap. XXX.

(7) Il dit, que l'on donne au Composé le nom de ce qui domine dans un mélange: Ἀπὸ τῆς πλεονεκτημένης ἐν τῇ κρείσσει γίνονται αἱ προσηγορίαι. Il appelle cela ailleurs, une dénomination prise de ce qui l'em-

por-

une Aristocratie, ou le Corps du Peuple, dans une Démocratie, se conduisent d'une manière injuste; ce n'est pas seulement un Etat corrompu, mais il n'y a plus d'Etat. Aussi St. AUGUSTIN critique-t-il cette pensée: (9) *Je ne voudrais pas pour cela, dit-il, convenir que ce n'est plus un Peuple, ou un Etat, tant qu'il subsiste dans un assemblage d'une multitude de Créatures Raisonnables, unies ensemble pour les choses qu'elles aiment.* En effet, comme un Corps malade ne laisse pas d'être un Corps: un Etat, quelque malade qu'il soit, est toujours un Etat, tant qu'il y a des Loix, des Tribunaux de Justice, & autres choses nécessaires pour que les Etrangers puissent s'y faire rendre ce qui leur est dû, aussi bien que les Particuliers du Pais l'obtiennent les uns par rapport aux autres. Les Loix, sur tout celles qui se rapportent au Droit des Gens, sont, dans un Etat, ce qu'est l'Ame dans le Corps Humain; selon la remarque de (10) DION de Prusse. Il n'y a plus d'Etat, dès (11) qu'il n'y a plus de Loix; mais, tant qu'elles subsistent, l'Etat subsiste aussi: & il peut même y avoir plusieurs bonnes Loix dans un Etat, malgré la tyrannie, comme (12) ARISTIDE, autre Orateur Grec, le fait voir. ARISTOTE dit, (13) qu'encore que, dans une Aristocratie, ou dans une Démocratie, les Principaux ou le Peuple gouvernent mal, cela ne détruit pas d'abord le Gouvernement Civil, mais le rend seulement vicieux. Eclaircissions tout ceci par des exemples.

3. Le Jurisconsulte ULPEN, comme nous l'avons vu (14) ci-dessus, après avoir dit, que ceux qui sont pris par des Brigands ne deviennent point par là leurs Esclaves, ajoute, que l'on perd sa liberté, quand on a été pris par les Germains. Or, dans l'ancien-

porte: Ὁνομαζόμενα κατ' ἐπικράτησιν. GROTIUS.

(8) C'est dans un fragment de son III. Livre de la République, que St. AUGUSTIN nous a conservé, *De Civit. Dei*, Lib. II. Cap. XXI. Je vais le rapporter tout entier; car il est beau: *Respublica res est Populi, quum bene ac justè geritur, sive ab uno Rege, sive à paucis Optimatibus, sive ab universo Populo. Quum vero injustus est Rex, quem Tyrannum voco; aut injusti Optimates, quorum consensus Factio est; aut injusti ipsi Populus, qui nomen iustitiam nullum reperio, nisi ut etiam ipsum Tyrannum adpellam: non jam vitiosa, sed omnino nulla Respublica est, quoniam non est res Populi, quum Tyrannus eam Factione capeffat: nec ipse Populus jam populus est, si sit injustus, quoniam non est multitudo juris consensu, & utilitatis communione, sociata.* „L'Etat est véritablement un Etat, c'est-à-dire, le Gouvernement des affaires du Peuple, lors qu'elles sont bien administrées, & selon les règles de la Justice, soit par un Roi, soit par les Principaux de l'Etat, soit par tout le Corps du Peuple. Mais quand le Roi est injuste, ce que j'appelle un Tyran; ou que les Principaux de l'Etat sont injustes, & qu'en s'accordant ils forment une Faction; ou que le Peuple même en corps est injuste, abus auquel on n'a point donné de nom, que je sache, à moins qu'on ne veuille traiter de Tyran le Peuple qui se conduit ainsi: ce n'est pas alors seulement un mauvais Gouvernement, mais il n'y a plus de Gouvernement, puis que c'est un Tyran ou une Faction qui règne, & qui fait les affaires, & non pas celles du Peuple. Le Peuple même n'est plus un Corps de Peuple, du moment qu'il est injuste, puis que ce n'est point alors une Multitude de gens unis ensemble par une communauté de droits & d'intérêts. Il paroît par là que CICÉRON parle d'un abus de l'Autorité Souveraine, porté si loin par ceux qui ont en main cette Autorité, qu'il y ait un renversement entier du Gouvernement légitime; auquel cas il a bien pu dire, que l'Etat, ou le Gouvernement, est détruit; quoique du reste, par

TOM. II.

rapport aux Etrangers, il demeure toujours un Corps d'Etat, mais mal gouverné.

(9) *Nec ideo tamen vel ipsum non esse Populum, vel ejus rem dixerim non esse Rempublicam, quumdiu manet qualiscumque multitudinis rationalis cætus, rerum, quas diligit, concordia communione sociatus.* *De Civit. Dei*, Lib. XIX. Cap. XXIV.

(10) Orat. Borysthenitic. § de Lege.

(11) C'est ce que CICÉRON dit de l'état où étoient de son tems les affaires publiques: *Nec leges ullæ sunt, nec judicia, nec omnino simulacrum aliquod ac vestigium civitatis.* Lib. X. *Ad Famil. Epist. I.* GROTIUS.

(12) Cet Orateur ne parle point d'un Souverain qui règne tyranniquement, mais d'un homme qui s'est emparé du Gouvernement d'un Etat libre; car les Grecs donnoient le nom de Tyran à de tels Usurpateurs, avec quelque modération & quelque équité qu'ils gouvernassent les affaires publiques. ARISTIDE, pour porter ceux de Rhodes à l'union & à la concorde, fait voir qu'il vaut mieux pour une République de perdre ainsi sa liberté, que d'être déchirée par des Séditions ou des Guerres Civiles: & il en allègue entr'autres cette raison, que quelques Législateurs même ont cru qu'il étoit à propos de faire des Loix, sous un Tyran, ou un Usurpateur; au lieu qu'il n'est jamais venu dans l'esprit à personne, que le Gouvernement pût se former ou subsister pendant une Sédition: Καὶ μετὰ μὲν γὰρ τυράννης, ἢ νόμος εἶναι, τῶν νομοθετῶν αὐτῶν ἤδη τινὲς εἶπον συμφέρειν· τάσσει δ' ἢ συστῆναι τὸ πρῶτον, ἢ συμβῆναι πολιτείαν, οὐδενὶ πάποτ' ἔδοξεν ἐγχαρῆν. Orat. de concordia, ad Rhodios, Tom. II. pag. 385. A. B. Ed. Paul. Steph.

(13) Καὶ γὰρ ὀλιγαρχίαν καὶ δημοκρατίαν ἐστὶν ὅς' ἔχειν ἰκανῶς, καίπερ ἐξουσίας τῆς βελτίστης τάξεως· ἐὰν δὲ τις ἐπὶ πλείη μᾶλλον ἐκλείβῃ αὐτῶν, πρῶτον μὲν χεῖρον ποιήσει τὴν πολιτείαν, τέλος δ' ἔδὲ πολιτείαν. Politic. Lib. V. Cap. IX. pag. 401. B. C. Tom. II. Edit. Paris.

(14) Voyez le paragraphe premier de ce Chapitre, Note 3.

Gg

(15) La-

cienne *Germanie*, les Brigandages ne passoient point pour une chose deshonnête, pourvu qu'on les exerçât hors des terres de l'Etat; c'est ce que (15) JULES CÉSAR témoigne formellement. Les *Vénédiens*, au rapport de TACITE, (16) faisoient pour cet effet des courses sur toutes les Forêts & les Montagnes qu'il y a entre les *Peuciniens* & les *Fenniens*. Les *Cattes*, autre Peuple célèbre de *Germanie*, (17) exerçoient le même métier. Les *Garamantes* (18) étoient une Nation abondante en Voleurs: mais ils ne laissoient pas pour cela d'être une Nation. *Pompée* ne (19) triompha point des Pirates: mais l'honneur du (20) Triomphe fut décerné pour la défaite des *Illyriens*, qui néanmoins pirotoient par tout sans distinction. Tant il est vrai, qu'il y a grande différence entre un Peuple, quelque méchant qu'il soit, & ceux qui ne faisant point de Corps de Peuple, ne sont associés que pour commettre des crimes.

§. III. IL PEUT néanmoins arriver du changement, non seulement dans la condition de quelques-uns de ceux qui font cet infâme métier, comme, par exemple, (1) *Jephthé*, *Arface* (2), *Viriatus* (3), de Chefs de Brigands devinrent Chefs de Troupes réglées; mais encore dans la condition d'un Corps entier de Brigands, qui aiant embrassé un autre genre de vie plus honnête, (4) formeront un Corps d'Etat. St. AUGUSTIN parlant des Brigandages, dit, (5) que, si le nombre des Scélérats qui sont associés pour piller s'accroît tellement, qu'ils se rendent maîtres de certains lieux, qu'ils s'y établissent, qu'ils prennent des Villes, qu'ils subjuguent des Peuples; ils se font appeller alors un Roiaume.

§. IV. AU RESTE, pour favoir quels sont les Auteurs d'une Guerre dans les formes, selon le Droit des Gens, il faut se souvenir de ce que nous avons (a) dit ailleurs sur la nature & les caractères de la Souveraineté. D'où l'on peut conclurre, que ceux qui ne sont Souverains qu'en partie, peuvent faire une Guerre dans les formes, par rap-

(a) Liv. I.
Chap. III.

(15) *Latrocinia* [apud Germanos] nullam habent infamiam, quæ extra fines cujusque civitatis fiunt. De Bell. Gall. Lib. VI. Cap. XXIII.

(16) Nam quidquid inter Peucinos Fennosque silvarum ac montium erigitur, latrocinii pererrant [Venedi.] German. Cap. XLVI. num. 2.

(17) Isdem temporibus in superiore Germania trepidatum, adventu Cattorum latrocinia agitantium. Annal. Lib. XII. Cap. XXVII. num. 3.

(18) Nam populus Oënfis, multitudine inferior, Garamantas exciverat, gentem indomitam, & inter accolos latrocinii fecundam. Ib. Hist. Lib. IV. Cap. L. num. 6.

(19) Il en triompha, mais conjointement avec le Roi *Mithridate*. Voyez *APPIEN* d'*Alexandrie*, De Bell. *Mithridat.* pag. 416, 417. Ed. *Amstel.* (252. Ed. *H. Steph.*) *PLINE* nous a conservé l'inscription de ce Triomphe, à la tête de laquelle on lit ces mots: Quum oram maritimam à prædonibus liberasset &c. Hist. Natur. Lib. VII. Cap. XXVI. *Pompée* n'est pas même le seul, qui ait eu l'honneur du Triomphe, pour avoir vaincu des Corsaires. Voyez la Note du Savant *GRONOVIUS*.

(20) Il fut décerné à *César Auguste*; comme nous l'apprenons d'*APPIEN* d'*Alexandrie*, Bell. *Illyr.* pag. 1208. Ed. *Amst.* (766. Edit. *H. Steph.*) & non pas à *Créus Fulvoius Centumalus*, ainsi que le dit ici *GRONOVIUS*, qui confond les tems & les personnages. Car l'expédition de ce Consul fut suivie d'une Paix.

§. III. (1) Il est dit au Livre des *JUGES*, Chap. XI. vers. 3. que *Jephthé* étant allé s'établir dans le Pais de *Tob*, il se joignit à lui des Fainéans, avec lesquels il sortoit, ou il alloit à la petite guerre. C'étoit contre des Ennemis du Peuple d'*Israël* qui l'inquiétoient & le pilloient souvent. Voyez là-dessus le Commentaire de *Mr. LE CLERC*. Ainsi il ne faisoit que leur ren-

dre la pareille.

(2) C'est celui qui devint un fameux Roi des *Parthes*, de Capitaine de Brigands qu'il étoit: Erat eo tempore *Arfaces*, vir, sicut incerta originis, ita virtutis experta. Hic solitus latrocinii & raptu vivere . . . cum prædonum manu *Parthos* ingressus &c. *JUSTIN.* Lib. XLI. Cap. IV. num. 6, 7.

(3) Ceterum *Lufitanos VIRIATUS* erexit, vir calliditatis acerrima, qui ex venatore latro, ex latrone subito dux atque imperator, & si fortuna cessisset, *Hispaniæ Romulus* &c. *FLORUS*, Lib. II. Cap. XVII. num. 15.

(4) Les anciens *Mamertins* en fournissent un exemple. Voyez *DIODORE* de *Sicile*, in fragment. (Lib. XXI. XXII.) *GROTIUS*.

(5) Hoc malum si in tantum, perditorum hominum accessibus, crescit, ut & loca teneat, sedes constituat, civitates occupet, populos subjaget; regni nomen adsumit. De Civit. Dei, Lib. IV. Cap. IV.

§. IV. (1) Comme celle que fit le Duc de *Lorraine*, au rapport d'*ALBERT CRANTZIUS*, *Saxon.* XII, 13. La Ville de *Stralsund* déclara la Guerre aux Ducs de *Poméranie*, ses Princes; comme nous l'apprend le même Historien, *Vandalic.* XIV, 35. *GROTIUS*.

§. V. (1) De là vient qu'*ENNIVS* appelle la Guerre, les Combats publiez, promulgata prælia. *JOSEPH*, l'Historien Juif, dit, que c'est une injustice, de faire la Guerre à quelqu'un, sans la lui avoir déclarée: Πόλεμον ἀρχαῖον ἐπάγειν, ἀνομιᾶ. *Antiq. Jud. Lib. XV.* Voyez des exemples de Déclarations de Guerre, dans *CRANTZIUS*, *Saxon.* Lib. XI. & dans la Vie de *Basilide*, Grand-Duc de *Moscovie*, par *ODERBORN*, Lib. III. *NICE'TAS*, Lib. III. (Hist. Manuel. Commen. Cap. VI.) blâme le Sultan *Chliziaftan*; & ailleurs, Lib. V. (Cap. IV.) un Prince des *Serviens*, nommé *Néman*, d'avoir agi d'une autre manière. *GROTIUS*.

rapport à la partie de la Souveraineté dont ils sont revêtus. (b) A plus forte raison doit-on regarder comme des Guerres réglées, celles que font ceux qui ne sont point Sujets, (1) mais Alliez à conditions inégales. Aussi voyons-nous, que tout ce que demande une Guerre dans les formes s'observa dans celles que les Romains eurent avec les *Volsques*, les *Latins*, les *Espagnols*, les *Carthaginois*, & autres Alliez inférieurs par les Traitez; comme les Histoires en font foi.

§. V. MAIS, afin que la Guerre soit légitime & réglée, dans le sens dont il s'agit, il ne suffit pas qu'elle se fasse entre deux Puissances Souveraines; il faut encore, comme nous avons vu que les Jurisconsultes Romains le supposent, qu'elle ait été entreprise par délibération publique, & cela en sorte (1) que l'une des Parties l'ait déclarée à l'autre. Il n'y a point de Guerre légitime, (2) disoit CICE'RON, si on ne la fait après avoir redemandé ce qui étoit dû, ou après une Déclaration dans les formes. TITE LIVE l'appelle (3) une Guerre faite ouvertement & par délibération publique. Le même Auteur, après avoir raconté comment les *Acarmaniens* ravagèrent le Pays d'*Athènes*, (4) dit, que ce fut là un commencement de querelles, mais qu'on en vint ensuite à une Guerre dans les formes, décernée & déclarée par l'Etat.

§. VI. I. POUR bien entendre ces passages, & autres semblables, où il est parlé des DÉCLARATIONS DE GUERRE, il faut distinguer ici soigneusement ce que le Droit Naturel prescrit; ce qui est honnête & louable, quoi qu'on n'y soit point obligé naturellement; ce qui est nécessaire selon le Droit des Gens, pour certains effets qui lui sont propres; & enfin ce que demandent outre cela les Coutumes particulières de quelques Peuples.

2. Selon le Droit Naturel, lors qu'il s'agit seulement de se défendre, ou de punir celui-là même qui s'est rendu coupable; il ne faut point de Déclaration de Guerre. C'est

Le *promulgata praelia* n'est point d'ENNIVS, mais de CICE'RON, qui se sert de cette expression de son chef, en citant quelques mots du vieux Poète: *Etenim, ut ait ingeniosus Poeta & Auctor valde bonus, praeliis promulgatis, PELLITUR E MEDIO non solum ista vestra verborum simulatio prudentiae, sed etiam ipsa illa domina rerum SAPIENTIA: VI GERITUR RES.* Orat. pro Murena, Cap. XIV. Voyez AULU-GELLE, Lib. XX. Cap. IX. où il rapporte les vers d'où celui-ci est tiré. Notre Auteur est tombé dans cette petite méprise, pour avoir suivi ALBERIC GENTIL, *De Jure Belli*, Lib. II. Cap. I. pag. 217. Dans le passage de JOSEPH, c'est Hérode qui parle, & qui donne à entendre qu'*Athénien*, en l'attaquant par surprise, & sans lui avoir déclaré la Guerre, avoit commis une seconde injustice: *Νικῶσιν δ' ἡμῶν Ἀθηναίων ἐπείδητο, πόλεμον ἀκηρυκτὸν ἐπάγον. πότερον ἀδραγαθία τῶν ἐκείνων, ἢ δεύτερα παρανομία, καὶ ἐνέδρα;* Cap. VIII. pag. 522. D.

(2) *Ac belli quidem aequitas sanctissimè Fetiali Populi Romani Jure perscripta est. Ex quo intelligi potest, nullum bellum esse justum, nisi quod aut rebus repetitis geratur, aut denuntiatum ante sit & indictum.* De Offic. Lib. I. (Cap. XI.) Un ancien Auteur cité par ISIDORE, donne une définition moins complète des Guerres Légitimes; ce sont celles, dit-il, qui se font ensuite d'une Déclaration, pour obtenir ce qui nous est dû, ou pour se défendre: *JUSTUM BELLUM est, quod ex edicto geritur, rebus repetitis, aut propulsandorum hominum causa.* (Origin. Lib. XVIII. Cap. I.) GROTIUS.

Je ne vois pas qu'ISIDORE donne cette définition comme étant d'un ancien Auteur: GROTIUS cite ici le passage, tel qu'il se trouve rapporté dans le DROIT CANONIQUE, *Caus. XXIII. Quest. II. Can. I.* Mais l'Edition de DENYS GODEFROI,

dont je me sers, porte ainsi: *Justum bellum est, quod EX PRÆDICTO geritur, de rebus repetitis, aut propulsandorum hostium causa.* Le Correcteur de l'Edition de Rome soutient aussi que cette manière de lire est la meilleure, comme étant confirmée par tous les MSS. aussi bien que par les Editions. Le sens revient à la même chose, selon notre Auteur, qui entend par *edictum* la même chose qu'emporteroient les mots *ex prædicto*; comme il paroît par ce qu'il dit plus bas, §. 7. num. 4. Ainsi la définition est, selon lui, défectueuse, en ce qu'elle n'exprime pas l'autre condition, ou la Délibération Publique, que la Déclaration néanmoins suppose. ALBERIC GENTIL, au reste, (*De Jure Belli*, Lib. II. Cap. I. pag. 216, 217.) prétend qu'il faut lire, *ex edicto*, fondé uniquement sur le passage de TITE LIVE, qui va être rapporté dans la Note suivante.

(3) *Bellum palam & ex edicto gerere*, dit notre Auteur. Il n'indique point l'endroit, où se trouvent ces paroles: quoi qu'il eût pu le faire aisément, après ALBERIC GENTIL (*ubi supra*) de qui il les a prises. C'est dans le I. Livre, où l'Historien parlant de la Guerre des *Fidénates* & des *Vérens* contre Rome, dit, que *Mettius Fuffetius*, Dictateur d'*Albe*, les y avoit animés secrètement, sous promesse de les aider en trahissant les Romains: *QUIA suæ civitati animorum plus, quam virium, cernebat esse, ad bellum PALAM ATQUE EX EDICTO gerendum, alios concitat populos: suis per speciem Societatis prodicionem reservat.* Cap. XXVII. num. 2.

(4) *Hic exercitus [Acarnanum] primo terram Atticam ferro ignique depopulatus, cum omnis generis præda in Acarnaniam rediit: & irritatio animorum ea prima fuit, postea justum bellum decretis civitatis ultro indicendo factum.* Lib. XXXI. Cap. XIV. num. 10.

C'est ainsi que, dans THUCYCLIDE, l'Ephore Sthenelaidas dit au sujet des Athéniens : (1) Nous n'avons que faire de vider notre différend par des paroles & des raisons, ayant été offensés d'eux autrement qu'en paroles. Le Roi Latinus, au rapport de DENYS d'Halicarnasse, (2) pose en fait que quiconque est attaqué se défend d'abord contre l'Agresseur. ELIEN (3) soutient, après (4) PLATON, que, quand on prend les armes pour sa défense, c'est la Nature qui déclare la Guerre; il ne faut point d'autre Héraut. Aussi la plupart des Guerres se font-elles sans avoir été déclarées, (5) comme le remarque DION de Pruse. C'est pour cela que TITE LIVE (6) blâme Ménippe, Lieutenant d'Antiochus, d'avoir tué quelques Romains, sans que la Guerre eût été déclarée, & sans qu'on eût ouï dire que l'épée eût été tirée, ou qu'il y eût eu du sang répandu en aucun endroit. Par où cet Historien donne à entendre, que l'une ou l'autre de ces choses auroit suffi pour justifier l'action de Ménippe.

3. La Déclaration de Guerre n'est pas non plus nécessaire, par le Droit Naturel, lors qu'on ne veut que prendre (7) une chose qui nous appartient.

4. Mais toutes les fois qu'on veut se saisir d'une chose en la place d'une autre, ou s'emparer des biens du Débiteur pour le paiement de la Dette; & à beaucoup plus forte raison, lors qu'on s'en prend aux biens de ses Sujets: il faut, avant que d'en venir là, le sommer de nous satisfaire, afin qu'il paroisse qu'on n'a pu autrement avoir ce qui nous appartient, ou ce qui nous est dû. Car alors on n'a pas droit d'agir principalement & directement, mais subsidiairement & au défaut de la chose même qui nous est

§. VI. (1) Οὐδὲ δίκαις ἢ λόγοις διακρίνεται, μὴ λόγων καὶ αὐτῶν βλαπτομένων. Lib. I. (Cap. LXXXVI. Ed. Oxon.) Le même fait dire aux Députés de Platée, que c'est une Loi reçue par tout, qu'il est permis de se défendre, quand on est attaqué: Κατὰ τὸν πᾶσι νόμον καθέσθαι, τὸν ἐπιόλῃα πολέμιον ὅστιον εἶναι ἀμύνεσθαι. Lib. III. (Cap. LVI.) C'est pour cela que FLAMINIUS, au rapport de DIODORE de Sicile, prenoit à témoin les Dieux & les Hommes, qu'il n'étoit point l'Agresseur, mais le Roi Philippe: Ἐπεμαρτύρατο πάσι θεοῖς τε καὶ ἄνθρωποις, ἐπὶ τῷ προκατήχθαι τὴν πόλιν τὸν βασιλέα. Excerpt. Peiret. (pag. 297.) Voyez MARIANA, XIX, 13. & DEXIPPE, in Excerpt. Legat. GROTIUS.

Les passages rapportez ici parlent seulement de la justice de la Défense contre un injuste Agresseur: il n'y a rien qui regarde la Déclaration de Guerre.

(2) C'est en se plaignant de ce qu'Enée, avec ses Troiens, étoit venu piller son Pais, sans qu'on lui en eût donné aucun sujet, & sans avoir déclaré la Guerre: Πρώτῳ δὲ ὁ Λατίνῳ ἐγκλημα ποιούμενῳ τὸν αἰφνίδιον τε καὶ ἀκατάρκην πόλεμον, ἥξει τὸν Αἰνεΐαν λέγειν, ὅς τις ἐπὶ τὴν βλαπτομένην ἀγέῃ καὶ φέρῃ τὰ χρεῖα, πεπονηὲς γὰρ ἔδεν δεινὸν παρτερὸν, καὶ οὐκ ἀγνοῶν ὅτι τὸν ἀρχοῦν πολέμῳ πᾶσι ὁ προσωπὸν ἀμύνεσθαι. Antiq. Roman. Lib. I. Cap. LVIII. pag. 46. Ed. Oxon. (47. Edit. Sylb.)

(3) C'est dans les *Tactiques*, ou le *Traité de la manière de ranger en bataille une Armée*; Ouvrage que l'on croit être d'un Auteur plus ancien, que celui dont tout le monde connoît les *Histoires diverses*, & l'*Histoire des Animaux*. OBRECHT indique ici l'auteur de cet Ouvrage, où se trouve le passage dont il s'agit, & celui de PLATON, qui y est cité. Mais il auroit dû ajouter, que ni l'un ni l'autre ne font au sujet. ELIEN, pour montrer l'utilité de l'Art Militaire, dit, que tous les Hommes doivent se préparer à la Guerre, par la raison contenue dans le passage de PLATON, qui, comme nous l'allons voir dans la Note suivante, signifie autre chose que ce que notre Auteur y trouve. Voici les paroles de celui qui cite

l'ancien Philosophe: "Οτι μὲν τοι τὸ μάθημα τέτο πάντων ἐστὶ χρεῖα διδάσκειν, λόγοις τις ἂν ἐξ ὧν ὁ Πλάτων ἐν τοῖς Νόμοις φησὶ τὸν γὰρ Κεῖται νομοδότην τὴν νόμους τεθεῖσθαι ὥστερ εἰς πόλεμον αἰετὶ τῶν ἀνθρώπων παρεσκευασμένων. εἶναι γὰρ φύσει πάσαις ταῖς πόλεσι πρὸς ἀπάσας πόλεμον ἀκέρυκτον. Cap. I. pag. 12. Edit. Arcer. 1618.

(4) L'Interlocuteur Crétois dit, que, même en tems de Paix, il faut penser à la Guerre; parce qu'à parler proprement, il n'y a point de véritable Paix, tous les Etats aiant naturellement les uns avec les autres une Guerre qui n'est point déclarée par des Hérauts, c'est-à-dire, ou une inimitié secrète, ou une disposition à se faire des Guerres implacables, selon la signification fréquente & connue de l'épithète d'*ἀκέρυκτος*, joint au mot de Guerre: Ἡ γὰρ καλῶν οἱ πλείοι τῶν ἀνθρώπων εἰρήνην, τὴν εἶναι μόνον ὄνομα, τῷ δ' ἐγὼ πάσαις πρὸς πάσας τὰς πόλεις αἰετὶ πόλεμον ἀκέρυκτον καλεῶ φύσει εἶναι. De Legib. Lib. I. pag. 626. A. Tom. II. Ed. H. Steph. Ainsi on voit qu'il n'y a rien là, qui tende à établir, que, quand on ne fait que se défendre; on n'a pas besoin de déclarer la Guerre.

(5) Πόλεμοι ὡς ἐπὶ τὸ πλείον ἀκέρυκτοι γίνονται. Orat. ad Nicomed.

(6) Et nondum aut indicto bello, aut ita commissio, ut strictos gladios, aut sanguinem usquam factum audissent, quam per magnum otium milites, alii ad spectaculum templi lucique versi, alii in litore inermes vagarentur, magna pars per agros signatione pabulationumque dilapsa esset; repente Menippus palatos passim adgressus, eos cecidit &c. Lib. XXXV. Cap. LI. num. 2, 3.

(7) Pourvu qu'on soit bien assuré, que celui qui détermine notre bien, ne veut pas nous le rendre. Mr. CARMICHAEL, Professeur à Gluscom, ajoute une autre exception; c'est qu'on ne puisse reprendre son bien sans faire du mal à d'autres, qui gardent la chose enlevée ou retenue injustement; auquel cas il veut qu'on fasse précéder une Déclaration conditionnelle: *Not. in PUFENDORF. De Offic. Hom. & Civ. Lib. II. Cap. XVI. §. 7.* Mais si ces gens-là savent, ou peuvent aisément savoir, que celui qui leur a donné la chose en garde la possède injustement; ils sont com-

est refusée; comme nous l'avons (a) expliqué ailleurs.

5. De même, avant que d'attaquer un Souverain pour les dettes ou les crimes de quelcun de ses Sujets, il faut aussi une sommation, qui le mette dans le tort, en sorte qu'il puisse être censé causer lui-même du dommage aux Etrangers, ou se rendre coupable envers eux, selon ce que nous (b) avons dit ailleurs.

6. Lors même que le Droit de Nature nous dispense d'une telle sommation, il est (c) toujours beau & louable (8) de la faire précéder, afin que l'Offenseur puisse, s'il veut, cesser de nous offenser, ou expier son crime par un repentir sincère & une satisfaction raisonnable, selon ce que nous avons dit ci-dessus (d) en traitant des moïens d'éviter la Guerre. Il y a un ancien vers, qui porte, (9) que *jamais personne n'en vint d'abord aux dernières extrémités*. DIEU (10) commanda pour cette raison aux anciens *Israélites*, d'offrir la paix à une Ville, avant que de l'attaquer: & c'est mal à propos que quelques-uns confondent avec le (11) Droit commun des Nations ce précepte donné à un Peuple en particulier. Car il ne s'agissoit point là d'une paix pure & simple, mais faite à condition que ceux à qui on l'offroit se soumissent & devinssent tributaires. Cyrus étant arrivé en *Arménie*, avant que de faire aucun mal à personne, envoya des gens au Roi, pour lui demander le tribut & les Troupes qu'il devoit à *Cyaxare* par un Traité; (12) *trouvant plus d'humanité*, dit XENOPHON, à en user ainsi, qu'à aller plus loin sans en avertir.

§. VII. I. PAR le Droit des Gens, il faut (1) toujours, pour que les effets qui lui

plices de l'injustice, & ainsi ils ne méritent pas plus de ménagemens que le principal Détenteur. Que s'ils sont là-dessus dans l'ignorance de bonne foi, il en est ici de même que quand, après avoir déclaré la Guerre dans les formes, on exerce des actes d'hostilité que l'on prévoit devoir nuire aux Sujets innocens de l'Ennemi, aussi bien qu'aux coupables. C'est un malheur pour eux, auquel ils sont exposez par une fuite inévitable de la constitution des Sociétés Civiles: on n'est pas pour cela obligé d'abandonner ou de suspendre la poursuite de son bien on de ses droits; sur tout s'il se présente une occasion favorable, que l'on craigne de manquer.

(8) Ce n'est pas seulement une chose belle & louable; on y est même obligé par le Droit Naturel, toutes les fois qu'on le peut, sans se causer à soi-même du préjudice. Il est vrai qu'on ne fait aucun tort, proprement ainsi nommé, à celui qui nous a donné, en tant qu'en lui est, un juste sujet de prendre les armes. Mais l'amour de la Paix, l'Humanité, la compassion pour un grand nombre d'Innocens, qui sont toujours enveloppez dans les malheurs de la Guerre, demandent sans contredit qu'on tente toutes les voies possibles de l'éviter, & qu'on ne perde que le plus tard qu'on peut toute espérance de faire revenir à lui-même l'Offenseur.

(9) *Extrema primo nemo tentavit loco.*

Ce vers est de SENEQUE, *Agamem. vers. 153.*

(10) DEUTERONOME, Chap. XX. vers. 10. L'Historien Juif parlant de la Guerre des autres Tribus contre la Tribu de *Benjamin*, dit, qu'aussi-tôt qu'elles furent assemblées à *Silo*, après avoir su ce qui avoit été fait à la Concubine du Lévitte, elles vouloient prendre les armes contre les Habitans de *Gaba*; mais que le Conseil des Principaux de la Nation les retint, leur représentant qu'il ne falloit pas si-tôt venir à la Guerre avec ses Compatriotes, & avant que d'avoir proposé les griefs dans un pourparler à l'amiable; & qu'on étoit d'autant plus obligé d'user de ce délai, que la Loi ne permettoit pas de marcher avec une Armée contre des Etrangers même, quelque tort

qu'on crût en avoir reçu, sans leur avoir envoyé des Ambassadeurs, pour tâcher d'obtenir d'eux une satisfaction raisonnable: *Ἐπέσχε δ' αὐτὲς ἡ γενεὰ, πείσασα μὴ δεῖν ὀξέως ἕως πρὸς τὰς ὁμοφίλους ἐκφέρειν πόλεμον, πρὶν ἢ λόγοις διαλεχθῆναι περὶ τῶν ἐγκλημάτων τῶ νόμου μὴ ἐπὶ τὰς ἀλλοτρίους ἐφίενται, διχα πρεσβείας καὶ τοιαύτας πρὸς τὸ μετανοῆσαι πείρας, τὰς δόξαντας ἀδικεῖν εὐαγλίαν ἀναγαγεῖν.* Antiq. Jud. Lib. V. Cap. II. GROTIUS.

La Loi du DEUTERONOME ne regardoit pas tous les Peuples, auxquels les *Israélites* feroient la Guerre. Voyez là-dessus le Commentaire de Mr. LE CLERC.

(11) Il y a dans l'Original, *cum Jure Gentium*. Mais notre Auteur a voulu dire sans doute *Jure Naturæ*, ou bien *Jure gentium communi*; prenant ainsi le Droit des Gens dans le même sens que les Jurisconsultes Romains, & non pas pour son Droit des Gens arbitraire, dont il ne s'agit point encore.

(12) *Τὸν μὲν ὃ ἀγγελὸν ἐπείλας ταῦτα, ἔπειμ' ε, νομίζων φιλικώτερον εἶναι ἕως, ἢ μὴ προειπόντα πορεύεσθαι.* Cyrop. Lib. II. Cap. IV. §. 19. Edit. Oxon. in fin. Lib.

§. VII. (1) Mais si l'un des Ennemis a attaqué l'autre sans lui déclarer la Guerre, & l'a réduit par là à la nécessité de se défendre, sans lui donner le tems de faire une Déclaration dans les formes; est-ce que cette Guerre n'aura pas les mêmes effets, que si elle avoit été déclarée d'un côté? Et pourquoi faut-il que l'Attaqué, qui n'a pu déclarer la Guerre, souffre de ce que l'Attaquant, qui pouvoit la déclarer, ne l'a point fait? D'ailleurs, nous ferons voir sur les Chapitres suivans, que les effets, donc notre Auteur veut parler, qui sont l'impunité, & le droit de s'approprier ce que l'on prend à l'Ennemi; que ces effets, dis-je, ne viennent point de la Déclaration de Guerre, ni d'un prétendu Droit des Gens arbitraire, & qu'ils ne sont point particuliers aux Guerres déclarées dans les formes. Pour ce qui regarde la division que fait notre Auteur des *Déclarations de Guerre en Conditionnelles, & Pures ou Simples*; quelques Ecrivains prétendent

(a) Liv. II. Chap. VII. §. 2. Liv. III. Chap. I. §. 2. num. 3. & Chap. II. §. 2. (b) Liv. II. Chap. XXI. §. 2, & suiv. (c) Voyez Mariana, Hist. Hisp. XXVII, 13. (d) Liv. II. Chap. XXIII. §. 7.

lui sont particuliers s'ensuivent, une Déclaration de Guerre, non pas à la vérité de part & d'autre, mais du moins d'un côté.

2. Cette Déclaration est ou conditionnelle, ou pure & simple. La Déclaration de Guerre conditionnelle, c'est celle qui est jointe avec la demande solennelle des choses dûes, qui se faisoit clairement & à haute voix; d'où vient le (2) mot Latin dont on se servoit pour l'exprimer. Et sous le nom des choses dûes (3) que l'on redemande, le Droit (a) des Hérauts d'armes, parmi les anciens Romains, renfermoit non seulement les biens que l'on réclamoit, mais encore ce que l'on prétendoit être dû pour cause civile ou criminelle, comme l'explique avec raison le Grammairien (4) SERVIVS, C'est pourquoi la formule de cette sommation (5) portoit, *Qu'on eût à rendre, à satisfaire, à livrer. A livrer*, c'est-à-dire, à moins qu'on n'aimât mieux punir le Coupable, comme nous l'avons (b) expliqué ailleurs.

(a) *Jus Ec-
ciale.*
(b) *Liv. II.
Chap. XXI.
§. 4.*

3. On trouve un exemple de ces Déclarations de Guerre conditionnelles, dans TIT-TE LIVE, (6) où les Samnites disent aux Romains, que, *s'ils ne réparent l'affront & l'injure qu'ils leur ont faite, ils en tireront raison eux-mêmes de toute sorte de manières.* Ainsi Germanicus, au rapport de TACITE, (7) écrivit à Cécina, que, *si on ne*

pu-

qu'elle n'a pas un fondement solide, & que toute Déclaration de Guerre, de quelque manière qu'elle se fasse, est conditionnelle, ou expressément, ou tacitement. Car, disent-ils, on doit toujours être disposé à recevoir une satisfaction raisonnable; & du moment que l'Ennemi l'offre, on ne peut continuer à lui faire la Guerre sans une grande injustice, encore même que la Déclaration précédente ait été pure & simple. Mais, outre que notre Auteur traite ici du Droit des Gens, qui, selon lui, n'emporte souvent que l'impunité; la manière dont il explique sa division suppose que celui, à qui l'on déclare la Guerre purement & simplement, a déjà assez témoigné qu'il n'avoit nul dessein de nous épargner la nécessité d'en venir aux armes contre lui. Jusques-là donc la Déclaration peut bien être pure & simple, sans préjudice des dispositions où l'on doit toujours être pour l'avenir, si l'Ennemi revient à lui-même; ce qui regarde la fin de la Guerre, plutôt que le commencement, auquel se rapporte la distinction des Déclarations Pures, & Conditionnelles.

(2) Clarigatio. C'est l'étymologie que PLINIE donne de ce mot: *Et legati, quum ad hostes clarigatumque mitterentur, id est, res raptas clarè repetitum, unus utique Verbenarius vocabatur. Hist. Nat. Lib. XXII. Cap. II.* Voiez aussi SERVIVS, in *Æn. IX. (vers. 53.)* & X. (vers. 14.) Le Naturaliste, dans le passage qui vient d'être cité, dit, qu'un des Hérauts, qui alloient faire la sommation, s'appelloit *Verbenarius*, parce qu'il portoit aux Ennemis de la Verveine; comme il est dit ailleurs: *Nostri Verbenacum vocant: hæc est, quam legatos ferre ad hostes indicavimus. Lib. XXV. Cap. IX. GROTIUS.*

(3) Voiez PARUTA, *De Bello Cyprio, Lib. I. PETR. BIZAR. Lib. XXIII.* où il parle des Turcs: REIN-KING. *Lib. II. Class. III. Cap. IV. GROTIUS.*

(4) RES RAPUISSE LICEBIT] Clarigationem exercere, hoc est, per Feticiales bella indicere. Nam veteres ledere res, rapere dicebant: etiamsi rapina nullum crimen existeret, similiter satisfacere, res reddere dicebant. In *ÆNEID. X. vers. 14.*

(5) Elle sera rapportée ci-dessous, Note 9.

(6) *Eam se contumeliam, injuriamque, ni sibi ab iis, qui fecerint, dematur, ipsos omni vi depulsuros esse. Lib. VIII. Cap. XXIII. num. 7.*

(7) *Premittit [Germanicus] literas ad Cæcinam, venire se validâ manu, ac, ni supplicium in malos præsumant, usurum promiscuâ cæde. Annal. Lib. I. Cap.*

XLVIII. num. 1. Il s'agit là de la révolte des Légions: ainsi c'étoit une menace de châtimement, & non pas une Déclaration de Guerre.

(8) Ἐλθὼν δ' ὑπὲρ τ' Ἀσσιῶν, Ἰσμηνὶ δ' ὕδαρ, Σεμῶν τε γὰρ Φράξι Καδμείων τάδε ὅσους σ' ἀπαιτεῖ πρὸς χάριν δαΐναι νεκρῶς, Συγγεῖτον ἰσκιῶν γαίαν, ἀξίῳ τυχεῖν, Φίλον τε θύεσθαι πάντ' Ἐρεχθιδῶν λεῶν. Κῶν μὲν θύωσιν αἰνέσαι, παλίστυθ' Στρίχ' ἢ δ' ἀπὸ πύλων, οἳ δὲ δεύτεροι λόγοι, Κῶμον δέχεσθαι τὸν ἐμὸν ἀσπιδόφορον.

(Supplic. vers. 383, & seqq.) STACB fait ainsi parler le même Thése, sur le même sujet:

Verte hunc adeo, fidissime Phegeu,
Cornipedem, & Tyrias invectus protinus arces,
Aut Danaïs edice rogos, aut praelia Thebis.

(Theb. Lib. XII. vers. 596, & seqq.) On trouve une semblable Déclaration de Guerre dans le Combat des Rats & des Grenouilles, attribué à HOMÈRE (*Batrachomyomach. vers. 135, & seqq.*) Dans l'*Amphitryon* de PLAUTE, on voit que ce Général envoie d'abord les Principaux de son Armée aux Télébéens, pour leur dire, que, s'ils vouloient de bon gré, & sans en venir aux mains, rendre ce qu'ils avoient pris aux Thébains, & livrer les auteurs de ces violences, il s'en retourneroit avec ses Troupes, & il les laisseroit en repos: sinon, il alloit mettre le siège devant leur Ville, & le pousser vigoureusement;

Principio ut illis advenimus, ubi primum terram tetigimus,
Continuo Amphitruo delegit viros primorum principes:
Eos legat; Telebois jubet sententiam ut dicant suam:
Si sine vi & sine bello velint rapta & raptos tradere,
Si, quæ adportassent, redderent; se exercitum extemplo domum

Reducturum, abituros agro Argivos, pacem atque otium
Dare illis. sin aliter sient animati, neque dent quæ petat,
Sese igitur summâ vi virisque eorum oppidum expugnassere.

(Act. I. Scen. I. vers. 48, & seqq.) Voiez aussi CROMÈRE. *De reb. Polon. Lib. XXI.* C'est ce que POLYBE appelle, ῥῶσια καταργάλλειν, & les anciens Romains, *Condicere. GROTIUS.*

Dans le passage de POLYBE, que le Savant GRONOVIVS indique ici, je ne fais s'il s'agit d'autre chose, que de droit de Représailles, sur quoi notre Auteur a cité cet Historien même, dans le Chapitre précédent, §. 5. Note 5. Les Eleuthernéens soupçonnant que Timarque, un de leurs Citoyens, avoit été assassiné par

par

punissoit les Coupables, il feroit main-basse sur tout le monde. Mais il y a un exemple fort ancien dans les *Supplantes* d'EURIPIDE, où Thésée, Roi d'Athènes, envoyant un Héraut à Créon, Roi de Thèbes, lui donne ainsi ses ordres: (8) *Va-t'en lui dire, que Thésée, son Voisin, le prie de rendre les Corps morts, pour être ensevelis, & qu'il fera plaisir par là à tout le Peuple d'Athènes: Si l'on accorde cette demande, reviens incessamment sur tes pas: mais si on la refuse, dis alors, qu'on se prépare à voir venir ma Jeunesse en armes fondre sur eux.*

4. La Déclaration pure & simple, c'est celle qui s'appelle particulièrement (c) *Déclaration de Guerre*, & qui se fait, lors que celui à qui l'on déclare la Guerre (d) a déjà pris les armes contre nous, ou a commis lui-même des choses (e) qui méritent punition.

5. Une Déclaration conditionnelle est quelquefois suivie d'une Déclaration pure & simple, mais par surabondance de droit; car cela n'est point nécessaire. Ainsi, parmi les Romains, celui qu'on envoyoit pour déclarer la Guerre, prenoit à témoin les Dieux, (9) *que le Peuple, à qui il la déclaroit, étoit injuste, & ne vouloit point faire ce que le Droit & la Justice demandoient.* Ensuite, lors que ce Héraut étoit de retour

(c) *Indictio,*

ou *Edictum.*

(d) Voiez le

passage d'*Isi-*

dore, cité au

§. 5. *Note 2.*

(e) Voiez-en

un exemple

dans *Bembus*,

Lib. VII.

par ordre de *Polemoüs*, Amiral de *Rhodes*, permirent d'abord d'user de représailles sur les *Rhodiens*, & ensuite leur déclarèrent la Guerre: *Καὶ ἔχόντων ὑποψίαν τῶν Ἐλευθερῶν, ὅτι τὸν πολιτὴν αὐτῶν Τιμαρχὸν οἱ περὶ τὸν Πολεμοκλῆ, χαρίζομενοι τοῖς Κνωσίοις, ἀνηγάσσι· τὸ μὲν πρῶτον ῥύσια ἀλλήλους τοῖς Ῥοδίοις, μετὰ δὲ ταῦτα πόλεμον ἐξήνεγκαν.* Lib. IV. Cap. I. III. Il me semble que, bien loin de s'éloigner ici de la signification ordinaire du mot de *ῥύσια*, il est tout naturel de l'y appliquer. Pour ce qui est de *Condicere*, voiez la formule des Déclarations de Guerre, rapportée dans la Note suivante.

(9) *Si non deduntur, quos exposcit [Legatus] diebus tribus & triginta (tot enim solennes sunt) peractis, bellum ita indicit: Audi, Jupiter, & tu Juno, Quirine, Diique omnes cælestes, vosque terrestres, vosque inferni, audite. Ego vos testor, populum illum (quicumque est, nominat) injustum esse, neque jus persolvere. Sed de istis rebus in patria majores natu consulemus, quo pacto jus nostrum adipiscamur. Cum his nuntius Romanus ad consulendum redit. Confestim Rex, his ferme verbis Patres consulabat: Quorum rerum, litium, caussarum, condixit pater patratus Populi Romani Quiritium patri patrato priscorum Latinorum, hominibusque priscis Latinis, quas res dari, fieri, solvi, oportuit, quas res nec dederunt, nec fecerunt, nec solverunt, dic, inquit ei, quem primum sententiam rogabat, quid censet? Tum ille: Puro pioque duello querendas cenfeo; itaque contentio, consilioque. Inde ordine alii rogabantur: quandoque pars major eorum, qui aderant, in eandem sententiam ibat, bellum erat consensu fieri solitum; ut Fecialis hastam ferratam, aut sanguineam præstam, ad fines eorum ferret, & non minus tribus puberibus præsentibus, diceret: Quod populi priscorum Latinorum, hominesque prisci Latini, adversus populum Romanum Quiritium fecerunt, deliquerunt, quod populus Romanus Quiritium bellum cum priscis Latinis iussit esse, Senatusque Populi Romani Quiritium censuit, consensit, consciivit, ut bellum cum priscis Latinis fieret; ob eam rem ego populusque Romanus populis priscorum Latinorum, hominibusque priscis Latinis, bellum indico, facioque. Id ubi dixisset, hastam in fines eorum emittebat.* TIT. LIV. Lib. I. Cap. XXXII. num. 9-14. Feu Mr. JACQUES GRONOVIVS, dans une longue Note sur ce passage, a prétendu que notre Auteur se trompoit de croire, après TURNÈBE, que le mot de *Condixit*, employé ici dans la délibération sur la Guerre, signifie la somma-

tion précédente, ou la Déclaration de Guerre conditionnelle. Mais j'avoue que les raisons de ce Savant ne m'ont pas paru assez fortes, pour me faire souscrire à sa critique. Il dit, qu'on ne trouve nulle part, ni dans TITE LIVE, ni ailleurs, que le Chef des Hérauts d'armes (*Pater patratus*) fût employé pour faire cette sommation, ou cette demande; qu'on l'attribue toujours aux Hérauts, sans parler de leur Chef; & que TITE LIVE, au Chap. XXIV. de ce même Livre, dit très-expressement, que le *Pater patratus* ne faisoit autre chose que prêter le serment & réciter les conditions dans les Traitez d'Alliance. Mais il suffit que ce Chef n'allât pas seul, & qu'il fût accompagné de quelques autres Hérauts, pour qu'il soit compris sous le nom général de *Feciales*: or c'est ce que dit formellement SERVIUS, sur le vers 14. du X. Livre de l'*Enéide*; quoi qu'ailleurs il parle des *Feciales* en général, sans faire mention du *Pater patratus*. A moins donc qu'on ne montre clairement, que, dans ce passage de TITE LIVE, il ne s'agit point de la sommation (*clarigatio*) son témoignage sert à expliquer ce que les autres Auteurs, & lui-même, ont dit d'une manière générale, dans des endroits où il n'étoit pas question de mieux circonstancier une chose qu'ils supposoient assez connue. Le Grammairien SERVIUS, dans un seul & même endroit, (dont je citerai tout-à-l'heure une partie, & l'autre dans la Note 12.) après avoir dit, que le Chef des Hérauts étoit celui qui déclaroit la Guerre, attribué cette Déclaration un peu plus bas aux *Feciales* en général. Pour ce qui est du Chap. XXIV. de TITE LIVE, j'y vois bien que le *Pater patratus* est employé pour traiter alliance, mais je n'y trouve rien, qui infinue que ce fut là son unique emploi. Et au contraire, dans les passages de SERVIUS, qu'on cite aussi, il est dit des Hérauts, & de leur Chef sans distinction, qu'ils faisoient les Alliances, & qu'ils déclaroient la Guerre: *Atqui Feciales & Pater patratus, per quos bella vel fœdera confirmabantur, numquam utebantur vestibus lineis . . . Quæ [verbena] coronabantur Feciales & Pater patratus, fœdera facturi, vel bella indicaturi.* In Æn. XII, 120. Voilà l'ordre des choses changé, afin qu'on ne croie pas que l'une regarde les *Feciales*, & l'autre le *Pater patratus*. Mais voici un passage formel de ce même Grammairien: *Quum enim volebant bellum indicere, Pater patratus, hoc est, princeps Fecialium, proficisciebatur ad bellum fines, & præfatus quedam solennia, clarâ voce dicebat. se*

bel-

(f) Voiez
Denys d'Hali-
carnasse, Ex-
cerpt. legat. II.

à Rome, le premier qui opinait dans le Sénat disoit, qu'il étoit d'avis de poursuivre, par une jule Guerre, les (f) choses que les Latins, par exemple, n'avoient pas voulu livrer, faire, ou paier, quoi qu'ils en eussent été sommés, eux & le Chef de leurs Hérauts d'armes, par le Chef des Hérauts d'armes du Peuple Romain. Enfin, après que la Guerre avoit été résolue, le Héraut, qui alloit jeter une pique sur les terres de l'Ennemi, disoit: Le Sénat & le Peuple Romain ayant résolu la Guerre contre les Latins, pour ce que les Latins ont fait & commis contre lui; je déclare & je fais pour ce sujet la Guerre au Peuple Latin. Et que, dans ce cas-là, on ne crût point la Déclaration de Guerre absolument nécessaire, cela paroît aussi de ce qu'on pouvoit la faire dans la première Place de celui à qui l'on déclaroit la Guerre, comme le décidèrent les Hérauts (10) au sujet de Philippe Roi de Macédoine, & depuis encore, quand il (11) s'agissoit d'Antiochus: au lieu que la première fois il falloit déclarer la Guerre à celui-là même contre qui on vouloit prendre les armes. Bien plus: la Déclaration de Guerre contre Pyrrhus se fit à un seul Soldat de ce Prince, & cela dans le Cirque Flaminius, où on lui ordonna d'acheter pour la forme une place, qui fut alors cen-
fée

bellum indicere propter certas causas: Aut quia socios laeserant, aut quia nec abrepta animalia, nec obnoxios redderent. Et hæc Clarigatio dicebatur, à claritate vocis. In ÆNEID. IX, 53. On veut encore, que le mot de *Condicere* ne se dise que des choses à l'égard desquelles les deux Parties s'accordent. Mais FESTUS nous apprend, qu'il signifioit en général, déclarer, faire savoir: *CONDICERE, est dicendo denuntiare.* Enfin toute la suite du discours, & les termes mêmes de la délibération sur la Guerre, répugnent à ce qu'on entende ici par *condixit*, un Traité fait depuis peu entre les Latins & les Romains; comme le croioit celui qui a critiqué ici mon Auteur. L'Historien décrit en général la manière dont on demandoit satisfaction, & dont on déclaroit ensuite la Guerre. D'où vient que, dans la protestation faite après le refus de rendre ce qui étoit dû, il est parlé d'un Peuple, quel qu'il soit: *Populum illum (quicumque est nominat.)* Il est vrai qu'ensuite on nomme les Latins: mais c'est que les termes des Formules demandoient d'être déterminés à quelque Peuple en particulier. Et dans la formule, dont il s'agit, les premiers mots, *Quarum rerum, litium, causarum*, marquent visiblement toute sorte de sujet de plainte en général, toutes les affaires qu'on pouvoit avoir à démêler ensemble; de sorte qu'ils ne me paroissent point compatibles avec la détermination du sens de *condixit* à la cérémonie de la conclusion d'un Traité. Mais il y a plus: l'Historien dit clairement, que la raison pourquoi on envia demander satisfaction aux Latins, c'étoit parce qu'ils avoient fait des courses sur les Terres des Romains: *Et quum incursionem in agrum Romanum fecissent, repetentibus res Romanis, superbè responsum reddunt.* Num. 3. Il ne s'agissoit donc point de la violation des articles d'un Traité; de quoi il y a apparence que l'Historien n'auroit pas manqué de dire un mot. Je donne cette Note, telle que je l'avois composée à Lausanne, il y a plusieurs années. J'ai vu depuis avec plaisir, que Mr. JENS, dans une bonne Dissertation *De Fetialibus Populi Romani*, (qui fait partie de son *Ferculum literarium*, publié en M. DCC. XVII.) est précisément de même opinion, que moi, & réfute tacitement son Mr. GRONOVIUS, à peu près par les mêmes raisons. On verra par ce qu'il y a de plus ou de moins dans l'un & dans l'autre, & par la différente manière dont nos raisons sont tournées; que, comme ce Savant n'a pu rien prendre de moi, je ne l'ai pas non plus pillé. Tout le reste de sa Dissertation mérite fort d'être lu.

(10) Consultique *Feciales* ab Consule Sulpicio, *bellum, quod indiceretur Regi Philippo, utrum ipsi utique nuntiari juberent; an satis esset in finibus regni quod proximum præsidium esset, eo nuntiari: Feciales decreverunt, utrum eorum fecisset, rectè facturum.* TIT. LIV. Lib. XXXI. Cap. VIII. num. 3.

(11) Consul deinde Manius Acilius, ex *Senatusconsulto*, ad collegium *Fecialium* retulit: *Ipsine utique Regi Antiocho indiceretur bellum, an satis esset ad præsidium ejus aliquod nuntiari? Feciales responderunt, Jam ante sese, quum de Philippo consulerentur, decrevisse; nihil referre, ipsi coram, an ad præsidium nuntiaretur.* Idem, Lib. XXXVI. Cap. III. num. 9, 11.

(12) Denique, quum Pyrrhi temporibus, adversum transmarinum hostem, bellum Romani gesturi essent, nec invenirent locum, ubi hanc solemnitatem per *Feciales* indicendi belli celebrarent, dederunt operam, ut unus de Pyrrhi militibus caperetur, quem fecerunt in Circo Flamini locum emere, ut, quasi in hostili loco, jus belli indicendi impleverint. In ÆNEID. IX, 53.

(13) Voiez THUCYDIDE, Lib. I. Cap. XXIX. Ed. Oxon.

§. VIII. (1) C'étoit un Bâton, ou une espèce de Sceptre, enveloppé d'une figure de Serpens entortillez les uns dans les autres. PLINIE dit, que l'usage de cette figure vient de ce qu'on trouve des espèces d'Oeufs formés par un tas de Serpens, qui s'entortillent & se collent, en quelque façon, les uns aux autres: de sorte qu'on voulut donner par là un emblème de la paix entre deux Ennemis qui s'envoient l'un à l'autre des Hérauts portans le Caducée: *Angues innumeri, æstate convoluti, salivæ faucium corporumque spumæ, artificii complexu glomerantur: Anguinum adpellatur Hic tamen complexus anguinum, & efferatorum concordia, causa videtur esse, quare extere gentes Caduceum, in pacis argumentum, circumdatâ effigie anguinum fecerint.* Hist. Natur. Lib. XXIX. Cap. III. Voiez aussi SERVIUS sur l'Enéide de VIRGILE, Lib. IV. (vers. 242.) & Lib. VIII. (vers. 138.) GROTIUS.

Il paroît par le passage de PLINIE, que l'Auteur ne faisoit qu'indiquer, & encore mieux par ceux de SERVIUS, auxquels il renvoie; que le Caducée étoit un signe de Paix, plutôt que de Guerre; & qu'ainsi le but propre de son institution n'étoit pas de déclarer la Guerre. Le Commentateur de VIRGILE dit formellement, que ceux qui portoient le Caducée étoient des Ambassadeurs de paix, comme c'étoit par le moyen des *Feciales*, qu'on déclaroit la Guerre: *Unde, secundum*

fée du Païs ennemi; comme nous l'apprenons du (12) Grammairien SERVIVS: Une autre chose qui montre, que la Déclaration pure & simple étoit superflue après la conditionnelle, c'est que souvent il se faisoit alors une Déclaration de Guerre de part & d'autre, comme, dans la Guerre du Péloponnèse, (13) de la part de ceux de Corfou, & de la part des Corinthiens; au lieu qu'il fuffit que la Guerre soit déclarée d'un côté.

§. VIII. VOILA' pour ce qui regarde le Droit des Gens. Il ne faut pas confondre avec les Régles qui sont proprement de cette sorte de Droit, l'usage du Caducée (1) établi parmi les Grecs; celui de (2) la Verveine, & de la Pique (3) de cornouiller fauvage, parmi les Romains, qui l'avoient pris des Equicoles; la rénonciation (4) solennelle à toute liaison d'amitié & d'alliance qu'on pouvoit avoir eue avec celui à qui l'on déclaroit la Guerre, rénonciation qui se faisoit après le terme des trente jours qu'on lui donnoit pour rendre ce qu'on lui avoit demandé; la cérémonie (5) de jeter encore une fois une Pique dans les terres de l'Ennemi; & autres choses semblables, qui viennent uniquement des Coutumes particulières de quelques Peuples. Aussi ARNOBE témoigne-t-il (6) que, de son tems, une grande partie de ces formalitez n'étoient

dum LIVIVM, legati pacis Caduceatores dicuntur. Sicut enim per Feciales, à federe [il faut suppléer ici, dictos] bella indicabantur; ita pax per Caduceatores fiebat. In ÆN. IV, 242. Voyez aussi ISIDORE, Orig. Lib. VIII. Cap. XI. col. 1027. Edit. Gothofr. SUIDAS appelle le Caducée, σύνθημα φιλίας, un symbole d'amitié (voce κηρύκειον:) ce qu'il a pris de POLYBE, Hist. Lib. III. Cap. LII. Et AULU-GELLE nous apprend, sur la foi de quelques anciennes Histoires, que le Général Quintus Fabius voulant donner aux Carthaginois le choix de la Guerre ou de la Paix, leur envoya, de la part du Peuple Romain, une Pique & un Caducée, comme deux signes, le premier de la Guerre, & l'autre de la Paix: Quod Q. Fabius, Imperator Romanus, dedit ad Carthaginienfes epistolam, ubi scriptum fuit, Populum Romanum misisse ad eos hastam & caduceum, signa duo belli aut pacis &c. Noct. Attic. Lib. X. Cap. XXVII. Mais je trouve dans THUCYDIDE, deux passages qui prouvent clairement, que l'usage du Caducée supposoit la Guerre déjà déclarée. Le premier, c'est dans l'endroit où il raconte le Combat naval entre les Corinthiens, & ceux de Corfou. Les derniers aiant été vainqueurs, les autres pensèrent à se retirer: mais comme ils craignoient que les Athéniens, qui étoient venus au secours de ceux de Corfou avec un renfort considérable, ne regardassent le combat donné comme une rupture de l'alliance, & eux par conséquent comme Ennemis; ils leur envoièrent quelques hommes dans un esquif, sans Caducée, pour sonder leurs sentimens, dit l'Historien; ce qui donne à entendre manifestement, qu'ils vouloient témoigner de leur côté ne se désier point d'eux, & ne les pas tenir pour des Ennemis déclarez: "Εδοξεν ἔν αυτοῖς, ἀνδρας ἐς κληῆτιον ἐμισθίσασθαι, ἀνευ κηρυκῆς προσιπύλαι τοῖς Ἀθηναίοις, καὶ πείραν ποιήσασθαι. Lib. I. Cap. LIII. Ed. Oxon. L'autre passage est à la fin du même Livre, où l'Historien dit, que malgré toutes les querelles, qu'il vient de raconter, ceux du Péloponnèse n'avoient pas rompu commerce entr'eux, & alloient librement les uns chez les autres sans caducée, quoi qu'avec quelque défiance: Ἐπεμύγνυτο δὲ ὁμῶς ἐν αὐταῖς, καὶ παρ' ἀλλήλους ἐφοίταν, ἀκηρύκτως μὲν, ἀνυπόπλως δὲ. Cap. CXLV. L'Historien dit aussi, au commencement du Livre suivant, que, quand la Guerre du Péloponnèse fut commencée, ils n'avoient plus aucune communication sans Caducée: Ἐν ᾧ [σπαρτιάδων] ἔτε ἐπεμύγνυτο ἐπὶ ἀκρουσίαι παρ' ἀλλήλους &c. Voyez le Scholiaste Grec, sur ces deux derniers passages.

TOM. II.

(2) Voyez les passages de PLINE, qui ont été cités ci-dessus, §. 7. Note 2. & FESTUS, au mot Sugmina. TITE LIVE pourtant ne parle de l'usage de cette herbe que dans la cérémonie des Traitez d'Alliance, pour lesquels on envoioit le Chef des Hérauts d'armes, Lib. I. Cap. XXIV. num. 4, 5. & Lib. XXX. Cap. XLIII. num. 9. Il n'y a pas un mot là-dessus dans l'endroit où il raconte la manière de demander ce qui étoit dû, & de déclarer la Guerre; quoique tout y semble bien circonstancié. N'auroit-on pas confondu les circonstances de ces deux cérémonies? Ce qui pourroit le faire croire, c'est un passage de VARRON, où ce Savant Romain dit, que la Verveine étoit, parmi les Romains, ce que le Caducée chez les Grecs, favoir, un signe de paix: CADUCEUS, pacis signum; VARRO pronuntiat, De vita Populi Rom. Lib. II. Verbenatus ferebat verbenam: id erat caduceus, pacis signum. nam Mercurii virgam possumus æstimare. Apud NON. MARCELL. pag. 528. Edit. Paris. 1614.

(3) Cette Pique étoit brûlée par le bout, comme le dit TITE LIVE, qui met aussi l'alternative d'une Pique garnie de fer. Voyez le passage cité dans la Note 9. sur le paragraphe précédent.

(4) C'est sur quoi TITE LIVE nous apprend, qu'on consulta le Collège des Hérauts d'armes, dans la Guerre contre Antiochus & les Etoliens: Et num prius societas eis [Ætolis] & amicitia renuntianda esset, quam bellum indicendum. Lib. XXXVI. Cap. III. num. 10.

(5) Voyez SERVIVS, sur le IX. Livre de l'Enéide, (vers. 53.) & AMMIEN MARCELLIN, Lib. XIX. (Cap. II. pag. 229. Ed. Gron. Vales.) avec la Note du Savant LINDENBROG sur ce passage. GROTIVS.

Nôtre Auteur suppose ici, que les Hérauts d'armes jettoient à deux diverses fois une Pique sur les terres de l'Ennemi: Hastæ missio iterum. Mais il a été trompé, pour avoir mal entendu la suite du discours dans le passage de SERVIVS, qu'il cite; comme il me seroit aisé de le faire voir.

(6) C'est dans l'endroit où, pour repousser le reproche de nouveauté qu'on faisoit aux Chrétiens, il fait voir, que les Romains eux-mêmes avoient abandonné, en plusieurs choses, les coutumes de leurs Ancêtres. Il en donne entr'autres pour exemple, en matière de Guerre, qu'ils ne consultoient plus le Collège des Feciales, ou Hérauts d'armes, qu'ils ne les envoioient plus faire une sommation ou une demande

H h

dans

toient plus en usage. Il y en avoit même quelques-unes, dont on se dispensoit dès le tems de (7) VARRON. La troisième Guerre Punique (8) fut en même tems déclarée & commencée. Et Mécénas, dans un Discours que DION CASSIUS lui prête, (9) soutient que quelques-unes des formalitez, dont nous venons de parler, ne conviennent proprement qu'à un Etat Populaire.

§. IX. AU RESTE, du moment que la Guerre a été déclarée à un Souverain, elle est censée déclarée en même tems, non seulement à tous ses Sujets, (1) mais encore aux autres qui pourront se joindre à lui, & qui ne doivent être regardés, par rapport à lui, que comme un accessoire. C'est ainsi que les Romains aiant déclaré la Guerre à Antiochus, ne voulurent point la déclarer séparément aux Etoliens, qui avoient pris ouvertement son parti: (2) & les Hérauts d'armes dirent là-dessus, que les Etoliens s'étoient déclaré eux-mêmes la Guerre.

§. X. MAIS si, après la fin de la Guerre, on veut tirer raison par les armes de ce qu'un Peuple ou un Roi ont donné du secours à notre Ennemi; il faut alors une nouvelle Déclaration de Guerre, pour que cette nouvelle Guerre soit suivie des effets qu'elle peut avoir selon le Droit des Gens. Car, en ce cas-là, le Peuple ou le Roi est regardé comme l'Ennemi principal, & non plus comme un accessoire. C'est pourquoi on a remarqué avec raison, que la (1) Guerre de Manlius contre les Galates, & celle

dans les formes, avant que de déclarer la Guerre; qu'ils ne marquoient plus le tems de commencer la Guerre, par un Drapeau déployé sur le Capitole: *Quum paratis bella, signum monstratis ex Arce? aut Fecialia jura tractatis? Per clarigationem repetitis res raptas?* Adversus Gentes, Lib. II. pag. 91. Edit. Lugd. Bat. 1651.

(7) Voici le passage, où il donne à entendre que, de son tems, les Feciales servoient encore à faire les Traités Publics, mais non pas à déclarer la Guerre: *FECIALES, quod fidei publicae inter Populos praerant: nam per hos fiebat, ut iustum conciperetur bellum (Et inde desitum) Et ut fœdere fides pacis constitueretur. Ex his mittebant, antequam conciperetur, qui res repeterent: Et per hos etiam nunc fit fœdus &c.* De Ling. Lat. Lib. IV. pag. 23. Ed. H. Steph. Dans ces mots, *Et inde desitum*, il me semble que l'Auteur avoit écrit, *sed inde desitum*. Le changement de *sed* en *Et*, a pu se faire aisément. Mr. JENS, dans la Dissertation citée ci-dessus, pag. 64. soupçonne qu'il y a ici un autre mot corrompu: *conciperetur*, pour *conscisceretur*.

(8) C'est d'APPIEN d'Alexandrie, que notre Auteur a tiré cette circonstance: *Καρχηδονίως ὁ προσέπεισε μὲν ἥτε κρίσις τῷ πολέμῳ, καὶ τὸ ἔργον, οὐκ δὲ ἐπὶ ἀγγέλῳ.* De Bell. Punic. pag. 69. Ed. Amst. (43. H. Steph.)

(9) Notre Auteur a eu apparemment dans l'esprit le long Discours que Mécénas fait à Auguste, lors que celui-ci demandoit conseil sur le dessein qu'il témoignoit avoir de se démettre du Gouvernement de la République. Mais je ne trouve rien, ni dans tout ce Discours, ni dans celui d'Agrippa, qui se rapporte aux formalitez des Déclarations de Guerre. Voici l'origine de la fautive citation. ALBERIC GENTIL, *De Jure Belli*, Lib. II. Cap. I. in fin. pag. 218. remarque, que Mécénas, (apud DION. Lib. LII.) semble dire, que ce n'est que dans un Etat Démocratique qu'on observe les Déclarations de Guerre, avec les formalitez dont elles sont accompagnées. Ce qui a donné lieu au Jurisconsulte Italien de former cette conjecture, c'est l'endroit où Mécénas dit, qu'en conseillant à Auguste de conserver le Gouvernement de l'Etat, il ne prétend pas lui persuader d'agir en Tyran; mais seulement de régler, de concert avec les Principaux de Rome, toutes les affaires de l'Etat,

d'une manière juste & conforme au Bien Public. Il représente en même tems, que l'Etat seroit ainsi mieux gouverné, & par conséquent plus heureux, que si l'Autorité Souveraine étoit remise entre les mains du Peuple. Quand il s'agira (dit-il entr'autres choses) d'entreprendre quelque Guerre, vous le ferez d'une manière secrète, & en profitant des occasions favorables. Pag. 342. E. Ed. H. Steph. Il ne s'agit point là d'une Guerre faite brusquement, & sans être déclarée: mais le Courtisan d'Auguste, comme il paroît par la suite du discours, oppose les Guerres entreprises sagement aux Guerres dangereuses, dans lesquelles les Romains avoient été engagés par les délibérations tumultueuses du Peuple; le secret n'y étant point gardé, & les Grands ambitieux trouvant le moyen de gagner la Populace, pour la faire consentir à prendre les armes, & à les porter sous eux. C'est le vrai sens du passage: notre Auteur a suivi sans hésiter celui que GENTIL proposoit avec quelque doute.

§. IX. (1) C'est la maxime des Jurisconsultes Modernes: *Diffidato Principe, diffidati ejus adherentes*. VOIEZ BALDE, ad Leg. II. Cod. De Servis, num. 70. Car, dans leur stile barbare, on entend par *Diffidare*, déclarer la Guerre. GROTIUS.

(2) *Feciales responderunt . . . Etolos ultro sibi bellum indixisse, quum Demetriadem, sociorum urbem, per vim occupassent; Chalcidem terrâ marique oppugnatum essent; Regem Antiochum in Europam, ad bellum Populo Romano inferendum, traduxissent.* TIT. LIV. Lib. XXXVI. Cap. III. num. 13.

§. X. (1) Voiez ce que l'on a dit ci-dessus, Liv. I. Chap. III. §. 5. num. 4.

(2) Mr. BUDDÉUS, dans sa Dissertation intitulée, *Jurisprudentiae Historicae Specimen*, §. 110. souscrit ici à l'opinion de notre Auteur, qui est aussi le sentiment commun, même de ses Commentateurs, à la réserve d'OBRECHT. Celui-ci parlant du cas dont il est question, sur le passage cité dans la Note précédente, où il s'agit néanmoins d'autre chose, se contente de renvoyer au Chapitre XXXV. du I. Livre des Mémoires de la Guerre des Gaules, composé par CÉSAR lui-même. C'est que César alléguant là les raisons pourquoi il entreprenoit la Guerre contre Arioviste, dit, entr'autres choses, que, sous le Consulat de

le de Jules César (2) contre Arioviste, n'étoient (3) point légitimes selon le Droit des Gens, parce que les Galates & Arioviste ne furent point attaquez comme adhérens à un autre Ennemi, mais comme étant eux-mêmes l'Ennemi principal : or il falloit pour cela, par le Droit des Gens, une nouvelle Déclaration de Guerre ; & par les Loix Romaines, un nouvel ordre du Peuple. Si, dans la proposition de (4) faire la Guerre à Antiochus, & dans la délibération prise de la faire (5) au Roi Persée, on y comprit leurs adhérens ; cela doit, ce semble, être entendu de tout le tems qu'on seroit en guerre avec Antiochus ou avec Persée, & de ceux qui se mêloient effectivement dans cette Guerre.

§. XI. VOIENS maintenant la raison pourquoi les Peuples ont trouvé à propos que la Guerre, pour être légitime ou dans les formes selon le Droit des Gens, fût précédée d'une Déclaration. Ce n'a point été, comme le prétendent (a) quelques-uns, pour montrer qu'on ne vouloit rien faire en cachette ou par tromperie ; car ce motif ne tendroit pas tant à établir quelque droit, qu'à se distinguer par une valeur & une générosité extraordinaires ; à cause de quoi on lit que quelques Nations marquoient (1) à leurs Ennemis le jour & le lieu des Batailles qu'elles avoient dessein de donner. Mais la vérité est, qu'on a voulu que les Guerres fussent déclarées, afin qu'on pût être (2) assuré qu'elles étoient entreprises, non par une autorité privée, mais par ordre de

(a) Alberic.
Gentil. Lib. II.
Cap. II.

de Messala & de Pison, le Sénat avoit ordonné, que quiconque seroit Proconsul de la Gaule, défendrait les Eduens & les autres Amis du Peuple Romain, autant qu'il le pourroit sans préjudice du bien de la République : *Quoniam, M. Messala, M. Pison, Coss. Senatus censuisset, uti, quicumque Galliam provinciam obtineret, quod commodo Reip. facere posset, Eduos, ceterosque amicos Populi Romani defenderet, se Ednorum injurias non neglecturum.* BOECLER, dans sa Dissertation *De actis Civitatis*, Tom. I. pag. 887. approuve cette raison, & la confirme par l'exemple de Cicéron, qui étant Proconsul de Cilicie, se crut autorisé à faire quelque chose d'approchant, en vertu d'un semblable Arrêt du Sénat ; comme il paroît par ce qu'il dit lui-même, *Lib. XV. Epist. ad Famil. II.* Aussi FLORUS parle-t-il de l'expédition de César contre Arioviste, comme d'une Guerre très-juste : *Sed prima contra Germanos illius pugna, iustissimis quidem ex causis* : Hæc enim de incursionibus eorum querebantur. *Quæ Ariovisti superbia ?* &c. *Lib. III. Cap. X. num. 10.* Et DION CASSIUS fait dire à César, que le Commandement extraordinaire qu'il avoit par ordre du Sénat & du Peuple Romain, emportoît une permission d'entreprendre la Guerre contre qui il jugeroit à propos : *Οὐκ ἔν ἐν τῷ καὶ ἔτι ὁ πόλεμος, καὶ πᾶς ὁστὶν ἀλλοτρίων, καὶ ἐπιτέταται ἡμῖν, καὶ ἐνδεχόμενα.* *Lib. XXXVIII. pag. 96. B. Ed. H. Steph.* Ainsi la question se réduit à savoir, si César avoit eu de bonnes raisons de se prévaloir de cette permission. On ne nie pas, que ce Conquérant n'ait pu être poussé par son ambition, qui lui faisoit chercher & embrasser avidement toutes les occasions de prendre les armes. Mais comme il s'agit ici de la chose en elle-même, & non des motifs secrets ; il suffit qu'Arioviste lui eût donné un juste sujet de l'attaquer. Or c'est ce que feu Mr. CELLARIUS prouve très-bien, dans une bonne Dissertation, *De C. Julii Caesaris adversus Ariovistum Regem, aliosque Germanos Bello* ; qui est la VI. du Recueil publié en M. DCC. XII. Arioviste, dit-il, n'avoit nul droit de vouloir s'approprier une partie de la Gaule. En vain ce Prince prétendoit-il s'en être rendu maître par droit de Conquête. Supposé qu'il eût eu raison de passer le Rhein, & de se joindre aux Séquanois contre les Eduens ; pourquoi est-ce qu'après la fin de cette Guerre, il ne

s'en étoit pas retourné chez lui ? Pourquoi opprima-t-il en même tems les Vaincus ses Ennemis, & les Vainqueurs ses Amis ; en accablant d'impôts les premiers, & dépillant les autres de la meilleure partie de leurs terres ? Il étoit d'ailleurs de l'intérêt des Romains, non seulement de protéger les Eduens leurs Alliez, mais encore d'empêcher qu'Arioviste ne demeurât trop long-tems dans la Gaule. L'exemple des Cimbres & des Teutons, leur devoit faire appréhender qu'il ne lui prit envie d'entrer dans leur Province, & de s'y planter.

(3) Il faut mettre au même rang la Guerre, qu'Ulysse & ses Compagnons firent aux Ciconiens, qui, pendant le Siège de Troie, avoient envoyé du secours à Priam, sous le commandement de Mentes. Voyez HOMÈRE, *Odyss. Lib. VIII.* & là-dessus les Scholies de DIDYME (vers. 40.) GROTIUS.

(4) *Patres rogationem ad Populum ferri iusserunt ; Vellent juberentne cum Antiocho Rege, quique sectam ejus sequuti essent, bellum iniiri* &c. *TIT. LIV. Lib. XXXVI. Cap. I. num. 5.*

(5) *Senatusconsultum inde factum est. . . . Cui Macedonia obvenisset, ut is Regem Persæ, quique ejus sectam sequuti essent, nisi Populo Romano satisfecissent, bello persequeretur.* *Idem, Lib. XLII. Cap. XXXI. num. 1.*

§. XI. (1) Les Romains en usèrent ainsi à l'égard de Porfenna, comme nous l'apprend PLUTARQUE, *in Vit. Publicol.* (pag. 105. C. Tom. I. Ed. Wech.) Les Turcs allument des feux en divers endroits, deux jours avant celui où ils ont résolu de donner bataille : CHALCOCONDYL. *Lib. VII. GROTIUS.*

Voyez ce que l'on a dit au Chap. I. de ce Livre, §. 20.

(2) Mais est-on plus assuré de cela, lors qu'un Héraut vient déclarer la Guerre avec certaines cérémonies, qu'on ne le seroit, lors qu'on verroit sur les frontières une Armée, commandée par quelqu'un des Principaux de l'Etat, & prête à entrer dans notre Pais ? Ne pourroit-il pas, au contraire, arriver plus aisément, qu'une personne, ou quelque peu de personnes, s'érigeassent de leur chef en Hérauts, que non pas qu'un homme levât de son autorité une Armée, & la menât sur la frontière, à l'insu du Souverain ? Moins encore conçoit-on, que la chose pût se rencontrer ainsi des deux côtés. La vérité est, que le but

de l'un & de l'autre Peuple Ennemi, ou de leurs Chefs. Car de là sont provenus certains effets particuliers, qui n'ont point lieu dans une Guerre contre des Brigands, ni dans celle d'un Roi avec ses Sujets. C'est pourquoi SENEQUE (3) distingue les *Guerres déclarées aux Voisins*, d'avec les *Guerres Civiles*.

(a) *Ayala*,
Lib. I. Cap. V.

§. XII. 1. QUELQUES-UNS (a) disent, & le prouvent par des exemples, que dans les Guerres mêmes contre des Brigands, ou entre Concitoiens, les choses prises appartiennent à ceux qui s'en sont faisis. Cela est vrai, (1) mais par rapport seulement à une des deux Parties, qui s'approprie aussi ces sortes de choses en vertu du Droit Naturel, & non pas en vertu du Droit des Gens arbitraire; ce Droit se rapportant uniquement à l'intérêt des Peuples, & non pas à l'avantage de ceux qui ne forment point de Corps de Peuple, ou qui sont seulement partie d'un Peuple.

(b) *Alberic*.
Gentil. Lib. II.
Cap. II.

2. Ceux-là se trompent aussi, qui croient, (b) que quand on prend les armes pour la défense de sa personne ou de ses biens, cette sorte de Guerre n'a besoin d'aucune Déclaration. (2) Il en faut une certainement, non pas à considérer la chose en elle-même, mais pour les effets dont nous avons parlé, & que nous expliquerons tout à l'heure.

(a) §. 6. num.
6. & §. 8. à la
fin.

§. XIII. 1. IL n'est pas vrai non plus, qu'on ne puisse pas, après avoir déclaré la Guerre, commencer incessamment les actes d'hostilité, comme fit *Cyrus* contre les *Arméniens*, & comme les *Romains* en usèrent contre les *Carthaginois*, ainsi que nous l'avons dit (a) un peu plus haut. Car, selon le Droit des Gens, il n'est point nécessaire (1) qu'on laisse passer quelque tems après la Déclaration de Guerre.

2. Il peut arriver néanmoins, que le Droit Naturel demande ici quelque délai, selon la qualité des affaires dont il s'agit, lors, par exemple, qu'après avoir demandé qu'on nous rendît ce qui nous est dû, ou qu'on punit un Coupable, on ne nous l'a point refusé. Car, en ce cas-là, il faut donner le tems de faire commodément ce que l'on a demandé.

§. XIV. QUE si l'autre Partie a non seulement refusé une satisfaction raisonnable, mais encore violé le Droit des Ambassadeurs, qu'on lui avoit envoiez; cela ne dispense pourtant pas de lui déclarer la Guerre, par rapport aux effets dont je parle présentement: mais il suffit alors de faire cette Déclaration comme on le peut sans avoir rien à appréhender, c'est-à-dire, par lettres: de la même manière qu'on fait les citations & les significations par voie de Justice, dans les lieux où l'on ne croit pas être en sûreté.

CHA-

principal des Déclarations de Guerre, ou du moins ce qui en fit établir l'usage, c'étoit, comme l'ont remarqué quelques Commentateurs de notre Auteur, de faire connoître à tout le monde que l'on avoit un juste sujet d'en venir aux armes, & de témoigner à l'Ennemi même qu'il n'avoit tenu & qu'il ne tenoit encore qu'à lui de l'éviter. Je trouve dans *NOVIUS MARCELLUS*, un passage de *VARRON*, dont notre Auteur lui-même a cité ailleurs une partie, (*Discours Préliminaire*, §. 27.) d'où il paroît clairement, que c'étoit-là la pensée des anciens *Romains*. Ils n'entreprenoient, dit-il, la Guerre, que lentement, & pour de justes causes; d'où vient qu'ils la déclaroient auparavant, & qu'ils établirent pour cet effet des Hérauts d'armes, qu'on envoioit, au nombre de quatre, demander satisfaction à ceux de qui l'on croioit avoir droit de l'exiger. C'est là visiblement le sens des paroles suivantes, quoique peu correctes en

quelques endroits; *Itaque bella et tardè, et magnà licentiâ* [c'est ainsi que portent tous les MSS. à ce que dit *MERCIER*, au lieu de *nullâ licentiâ*, qui étoit dans les autres Editions. Ne pourroit-on pas lire, *magnâ decentiâ*, mot dont ce Grammairien cite un exemple, pag. 203. tiré de *CICÉRON*: car l'explication que *MERCIER* donne ici *valde licitè*, paroît trop subtile] *fusciuebant: quòd bellum nullum, nisi prius, putabant geri oportere, prius indicerent* [il faut lire apparemment *indicebant*, mot qui aiant été changé par les Copistes en *indicerent*, a été cause qu'on avoit fourré *quàm* après *prius*, dans les Editions précédentes] *bellum iis, à quibus injurias factas sciebant: Fetiales legatos res repetitum mittebant quatuor, quos Oratores vocabant. In voce Fetiales, pag. 529. Edit. Mercer. DENYS d'Halicarnasse* rapporte aussi au soiu extrême que les *Romains* avoient d'observer la Justice dans leurs Guerres, l'établissement du Collège des *Fetiales*, & en particu

CHAPITRE IV.

Du droit de Tuer les ENNEMIS dans une Guerre en forme, & des autres hostilités exercées contre la personne même de l'Ennemi.

- I. Quels sont en général les effets d'une Guerre déclarée dans les formes. II. Que, quand on dit d'une chose qu'elle est permise, cela signifie ou qu'elle demeure impunie, quoi qu'elle ne soit pas innocente; ou qu'elle est entièrement innocente, quoi qu'elle soit de telle nature, que quelque Vertu demande qu'on s'en abstienne. Exemples de tout cela. III. Que les effets d'une Guerre dans les formes, considérez en général, se rapportent à la permission d'impunité. IV. Pourquoi on a voulu que ces effets s'ensuivissent d'une telle Guerre. V. Preuves qu'ils en résultent effectivement, par des témoignages d'anciens Auteurs. VI. Que c'est en vertu de cela, qu'on tue & qu'on maltraite de quelque autre manière, tous ceux qui se trouvent sur les terres de l'Ennemi. VII. Si l'on peut en user de même à l'égard des Etrangers, qui y sont venus avant la Guerre? VIII. Que l'on peut traiter ainsi les Sujets de l'Ennemi, par tout où on les trouve; à moins que ce ne soit sur les terres d'un Etat neutre. IX. Que ce droit s'étend jusqu'aux Enfants, & aux Femmes: X. Comme aussi aux Prisonniers de Guerre, contre qui on peut toujours en user; XI. Soit qu'ayant voulu se rendre, on n'ait pas voulu les recevoir à composition; XII. Soit qu'ils se soient rendus à discrétion. XIII. Que ce n'est point par droit de Talion, ni à cause de l'opiniâtreté des Ennemis à se défendre, ni pour quelque autre raison semblable, qu'on est autorisé à les traiter de cette manière. XIV. Qu'il n'y a point ici d'exception, en faveur des Otages même. XV. Que, par le Droit des Gens, il est défendu d'empoisonner aucun Ennemi: XVI. Et d'empoisonner aussi les Armes dont on se sert contre lui, ou les Eaux qu'il peut boire. XVII. Mais il est permis d'user de quelque autre moyen pour lui rendre ces Eaux inutiles ou nuisibles. XVIII. S'il est contre le Droit des Gens, de faire assassiner un Ennemi? XIX. Ou de violer les Femmes & les Filles du Païs Ennemi?

§. I.

ticulier la fonction de déclarer la Guerre, dont ceux-ci étoient chargés: τὰ ἡμετέρα ἐπικηρυκίας ὑπ' αὐτῶν [Εὐνοδικῶν] γινόμενα, ὅταν δοξάσαν ἀδικεῖν πόλιν αἰτοῦν δικασ' ἄξιον γὰρ μὴδὲ ταύτ' ἀγνοεῖν, κατὰ πολλὴν φροντίδα τῶν ὁσίων καὶ δικαίων γινόμενα τοιαῦτα παρέλαβον. Antiq. Rom. Lib. II. Cap. LXXII. Le Grammairien SERVIUS est de même sentiment, dans un passage, que notre Auteur a cité plusieurs fois: il dit, qu'*Ancus Marcius* voyant que le Peuple Romain aimoit trop la Guerre, & l'entreprenoit souvent sans aucune juste cause, emprunta des *Equicoles* le Droit des *Féciaux*: SED *Ancus Marcius*, quum videret *Populum Romanum* ardentem amore bellorum, & plerumque inferre gentibus bella, nulla iusta exstante ratione, & exinde pericula procreari; misit ad gentem *Æquiculanam*, & accepit *Jura Fecialia*, per quæ bella indicebantur &c. In *ÆNEID.* X, 14. Il ne paroît point, qu'en tout cela on pensât aux effets, dont notre Auteur parle.

(3) *Ad arma protinus ignesque discursum est*, & indicta finitimis bella, aut gesta cum civibus. De Ira, Lib. III. Cap. II.

§. XII. (1) Voyez ce que je dirai sur le Chapitre VI. de ce Livre.

(2) Mais voyez ce que j'ai déjà dit dans la Note 1. sur le paragraphe 7. de ce Chapitre.

§. XIII. (1) Cela est nécessaire, par le Droit même de Nature, tant qu'on le peut sans se causer à soi-même du préjudice, encore même qu'il n'y ait pas beaucoup d'espérance que celui à qui l'on déclare la Guerre se dispose à l'éviter en nous faisant satisfaction. Car on ne doit rien négliger, pour faire voir à tout le monde, & à l'Ennemi même, que ce n'est qu'à la dernière extrémité qu'on prend les armes pour obtenir ou maintenir ses justes droits, après avoir tenté toute autre sorte de voies, & donné tout le tems à l'Ennemi de revenir à lui même.

§. I. IL Y A un passage de VIRGILE, où ce Poëte fait dire à Jupiter, (1) qu'il s'élèvera un jour un Ennemi puissant du côté de l'Italie, & qu'alors il lui sera permis de haïr & de piller. Là-dessus le Commentateur SERVIVS explique l'origine du Droit (a) des Hérauts d'armes, dont il rapporte l'établissement au Roi Ancus Marcius, qui l'avoit lui-même emprunté des Equicoles: puis il rapporte de quelle manière on déclaroit la Guerre. Lors, dit-il, (2) que quelque Nation voisine avoit enlevé des Personnes ou des Bêtes appartenantes au Peuple Romain; les Prêtres, nommez Feciales, ou Hérauts d'armes, qui sont ceux aussi qui président aux Traitez d'Alliance, alloient dans ce Pais-là avec leur (b) Chef, qui se tenoit sur les frontières, exposoit à haute voix le sujet de la Guerre: & si l'on refusoit de rendre ce qui avoit été pris, ou de livrer les auteurs de l'injure, il jettoit une Pique, ce qui étoit le commencement des actes d'hostilité. Alors, ajoute notre Grammairien, il étoit permis de piller, comme on fait à la Guerre. Il avoit dit, au commencement de sa Note, que, par (3) piller, les Anciens entendoient, endommager ce qui appartient à l'Ennemi, encore qu'on ne lui prenne rien: comme au contraire, quand on parloit de rendre ce qui étoit redemandé, cela signifioit toute sorte de satisfaction pour le tort qu'on avoit fait. D'où il paroît, qu'une Guerre déclarée entre deux Peuples, ou leurs Chefs, a, selon cet Auteur, (4) certains effets propres & particuliers, qui ne suivent point de la nature même de la Guerre. Ce qui s'accorde très-bien avec les passages des Jurisconsultes Romains, que nous avons citez dans le (c) Chapitre précédent.

§. II. I. MAIS voions, en quel sens on doit prendre ce que dit le Poëte, qu'il est

CHAP. IV. §. I. (1) *Adveniet justum pugne (ne accessit) tempus, Quum fera Carthago Romanis arcibus olim Exitium magnum, atque Alpes inmittet apertas. Tum certare odiis, tum res rapuisse licebit.* Æn. Lib. X. vers. 11, & seqq.

(2) *Nam si quando homines, aut animalia, ab aliqua gente rapta essent Populo Romano, cum Fecialibus, id est, Sacerdotibus, qui faciendis præsent federibus, proficisceretur etiam Pater patratus, & ante fines stans, clara voce dicebat belli causam: & nolentibus res raptas restituere, vel auctores injurie tradere, faciebat hastam, que res erat pugnae principium, & jam licebat, more belli, res rapere.* In Æn. X, 14.

(3) Ces paroles ont été déjà citées, sur le paragraphe 7. du Chap. précédent, Note 4.

(4) Je ne vois pas, comment notre Auteur peut tirer cette conséquence du passage de SERVIVS. Il est clair, ce me semble, que tout ce que veut dire le Grammairien, c'est qu'avant la Guerre déclarée de la manière qu'il nous apprend qu'on le pratiquoit, il n'étoit point permis de piller; parce qu'avant cela, le Peuple, dont on avoit lieu de se plaindre, n'étoit point encore regardé comme Ennemi; en un mot, on n'étoit point encore en guerre.

§. II. (1) Il parle des choses indifférentes en elles-mêmes, comme est l'usage de toutes sortes de Viandes sans distinction, dont on doit néanmoins s'abstenir, lors que cela n'est point avantageux, c'est-à-dire, lors qu'il peut en résulter quelque mauvais effet, ou par rapport à autrui, ou par rapport à nous-mêmes. Mais alors ces choses deviennent obligatoires; & par conséquent le passage ne fait rien au sujet. Voyez ce que notre Auteur lui-même dit, dans ses Notes sur le Nouveau Testament.

(2) TERTULLIEN raisonne sur ce principe, lors qu'il soutient, que ce ne seroit pas matière à louange, de s'abstenir du Mariage, s'il n'étoit pas permis de se

marier: *Quia si nuptiae non erunt, sanctitas nulla est. Vacat enim abstinentiae testimonium, si licentia eripitur.* Advers. Marcion. Lib. I. (Cap. XXIX.) Voyez ce que dit le même Père sur ce sujet, & sur la liberté de fuir la Persécution, *Ad Uxorem*, Lib. I. (Cap. III.) Selon St. JÉRÔME, il y a plus de mérite pour une Fille à demeurer Vierge, en ce qu'elle méprise une chose, qu'elle pourroit faire sans pécher: *Unde & Virgo majoris est meriti, dum id contemnit, quod si fecerit, non delinquit.* Adversus Helvid. (circa fin. pag. 14. Tom. II. Ed. Froben.) Il remarque ailleurs, que c'est pour cela que Notre Seigneur aime davantage les Vierges, qui sont ce qui ne leur étoit point commandé: *Et ideo plus amat Virgines CHRISTUS, quia sponte tribuunt, quod sibi non fuerat imperatum.* Advers. Jovinian. (Lib. I. pag. 25. B.) Les actions difficiles & héroïques sont toujours laissées, dit-il encore ailleurs, en la liberté de ceux qui auront le courage de les entreprendre; afin que, par cela même qu'elles sont libres, elles soient dignes de récompense: *Semper grandia in audientium ponuntur arbitrio. . . . Non tibi imponitur necessitas, ut voluntas premium consequatur.* Epist. ad Pammach. super obitu Paulinae uxor. (Tom. I. pag. 164. D.) St. CHRYSOSTÔME prouve par l'autorité de l'Apôtre St. PAUL, que l'état du Célibat est plus honnête, que celui du Mariage: *Βελτίονα δείκνυσιν τὴν ἐγκράτειαν.* In I. ad CORINTH. Cap. VII. Il distingue ailleurs la Virginité & le renoncement volontaire aux biens de ce monde, des choses commandées sous peine de damnation: *Κἀν μὴ πειθόμεθα, καὶ γένναν ὑπείληψε, δεικνύς ὅτι ἡ τῆς φιλοτιμίας τῶν ἀγωνιζομένων τὰ ζητούμενα, ὡς περ ἡ παρθένα καὶ ἀκτιμοσύνη, ἀλλὰ πάντως αὐτὰ ἀνυσθῆναι δεῖ.* In ROMAN. VII, 6. Il fait regarder ailleurs l'une & l'autre de ces choses, comme un effet de Grandeur d'ame: *Ἀφῆκεν ἔξω τὰν σαρκῶν, ἀφῆκεν ἀντιτῶν τῶν ἀγώνων τὴν παρθένοιαν ἵνα καὶ οἱ κατορθύντες τὴν οἰκίαν μεγαλοψυχίαν ἐπιδείξωνται, καὶ οἱ μὴ κατορθύντες τῆς συγγνώμης ἀπολαύσωσι τῷ δεσπότῃ.* Orat. II. De Jejunio. Voyez ce qui suit; & les passages de St. AUGUSTIN, &

d'au-

est permis de piller. On appelle quelquefois *permis*, ce qui est bon & juste à tous égards, quoi qu'on puisse faire quelque chose de plus louable. C'est en ce sens que l'Apôtre St. PAUL disoit : (a) *Tout m'est permis* (c'est-à-dire, toutes les choses de même nature, que celles dont il avoit commencé de parler, (1) & dont il alloit parler encore) *tout m'est permis, mais tout ne m'est pas avantageux*. Ainsi il est permis de se marier ; (2) mais il est plus louable de vivre dans le célibat par un motif pieux ; comme St. AUGUSTIN (b) le soutient, en suivant les maximes du même Apôtre. Il est permis de se remarier : mais il est plus louable de se contenter d'avoir été marié une fois ; comme (3) CLEMENT d'Alexandrie décide fort bien sur cette question. St. AUGUSTIN a cru, (c) qu'il étoit permis à un Mari Chrétien de répudier sa Femme Païenne (ce n'est pas ici le lieu d'examiner en quels cas cela est vrai) mais ce Mari peut aussi garder sa Femme, selon le même Père, qui ajoute, que (4) *l'un & l'autre est également permis selon les règles de Justice que Notre Seigneur nous donne, puis qu'il ne défend ni l'un, ni l'autre ; mais que l'un & l'autre n'est pas toujours également avantageux, à cause de la faiblesse des Hommes*. Le Jurisconsulte ULP IEN parlant d'un Vendeur, à qui il étoit permis, par le Droit Romain, de répandre le vin, si l'Acheteur ne venoit le retirer au tems convenu, dit, (5) *que ce Vendeur est néanmoins louable, s'il ne répand point le vin, comme il le pouvoit*.

2. Quelquefois aussi on dit qu'une chose est *permise* non qu'elle puisse être faite innocemment & sans préjudice des règles du Devoir, (6) mais parce qu'elle est impunie parmi les Hommes. C'est ainsi que la Fornication est permise dans plusieurs États ; & que le *Larcin* l'a été (7) autrefois à Lacédémone, & en Egypte. QUINTILIEN dit, (8) qu'il

(a) I. Corinth. VI, 12.

(b) Ad Pollent. Lib. I. Cap. XVIII.

(c) Ibid. Cap. XIII. & XVIII.

y

d'autres Pères, que l'on trouve citez dans le DROIT CANONIQUE, *Caus. XIV. Quæst. I. GROTIUS*.

Cette distinction entre les *Conseils*, & les *Préceptes*, & l'application aux exemples que notre Auteur en donne ici, ont été suffisamment réfutées, sur *Liv. I. Chap. II. §. 9. Note 19.*

(3) Il dit, entr'autres choses, que celui qui se marie en secondes nœces ne pèche point à la vérité contre l'Alliance Divine ; n'y ayant point de Loi, qui défende cela ; mais qu'il demeure par là au dessous de ce degré excellent de perfection, que l'Evangile recommande : Οὐτὸς ἔχ' ἀμαρτάνει μὲν κατὰ διαθήκην ἢ γὰρ κεκάρηται πρὸς τὸ νόμιμον ἢ πληροῖ τῆς κατὰ τὸ εὐαγγελιον πολιτείας τὴν κατ' ἐπίτασιν τελειότητα. Stromat. (Lib. III. Cap. XII. pag. 548.) GROTIUS.

Ce Père parle bien ici des *Secondes Nœces* : mais, dans les paroles qui précèdent immédiatement, il semble parler de la Polygamie en général, comme contraire simplement à la Perfection Evangélique, soit qu'on ait plusieurs Femmes les unes après les autres, ou en même tems. Il dit, que Dieu permettoit non seulement, mais encore demandoit, sous la Loi, que l'on se mariât ainsi, pour la multiplication du Genre Humain : Ἀλλ' ὁ αὐτὸς ἀνὴρ καὶ Κῆρυς, παλαιὰ καινίζων, καὶ πολυγαμίαν ἐτι συγχωρεῖ τότε γὰρ ἀπῆτει ὁ Θεός, ὅτε αὐξάνεσθαι καὶ πληθύνειν ἐχρὲν. μονογαμίαν ὅμως, διὰ παιδοποιίαν καὶ τὴν τῶ οἴκου κηδεμονίαν, εἰς ἣν βοηθὸς ἐδόθη ἡ γυνὴ καὶ εἰ τιμὴ ὁ Ἀπόστολος, δι' ἀκρίasian καὶ ἀνέρας, κατὰ συγγάμην δευτέρην μεταδίδωσι γάμους ἐπει καὶ τὸ ἔχ' &c.

(4) Heic autem, ubi de dimittendo vel non dimittendo Infidelis conjugio queritur ; utrumque quidem pariter licitum est per justitiam, quæ coram Domino est ; & ideo nihil horum Dominus prohibet : sed non utrumque expedit, propter infirmitatem hominum. Ad Pollent. De adulter. conjug. Lib. I. Cap. XIX. Voyez le DROIT CANONIQUE, *Caus. XXVIII. Quæst. I. (Cap. VIII. IX.)* où l'on a copié bien des choses du Chapitre précédent,

& du XIV. GROTIUS.

(5) Si tamen, quum posset effundere, non effudit, laudandus est potius. DIGEST. Lib. XVIII. Tit. VI. De periculo & commodo rei venditæ, Leg. I. §. 3. Cet exemple est mal appliqué. Voyez ce que j'ai dit, sur PUFENDORF, *Droit de la Nat. & des Gens*, Liv. V. Chap. V. §. 3. Note 8. de la seconde Edition.

(6) TERTULLIEN dit, que la Permission exposé souvent à la tentation de violer les règles de l'Evangile : Licentia plerumque tentatio est disciplina. Exhortat. ad castitat. (Cap. VIII.) Il remarque, au même endroit, que tout est permis, mais qu'on ne peut pas faire tout ce qui est permis, sans préjudice du Salut : Omnia licent, sed non omnia pro salute. Ibid. COLUMELLA donne pour maxime, qu'il ne faut pas toujours se prévaloir de la permission qu'on a de faire certaines choses ; & il ajoute que les Anciens disoient, que le Droit poussé à la rigueur est un grand tourment : Nec sane est vindicandum nobis quidquid licet : nam summum jus antiqui summam putabant crucem. De Rust. Lib. I. Cap. VII. Au lieu de grand tourment, St. JÉRÔME dit, une grande chicane : Et o verè jus summum, summa malitia. Epist. ad Innocent. (Tom. I. pag. 235. B.) GROTIUS.

(7) Voyez PUFENDORF, *Liv. VII. Chap. I. §. 3.* du *Droit de la Nature & des Gens*.

(8) Sunt enim quadam non laudabilia naturæ, sed Jure concessa : ut in XII. Tabulis, debitoris corpus inter creditores dividi liceat. Instit. Orat. Lib. III. Cap. VI. pag. 173. Edit. Obrecht. Mais Mr. DE BYNKERSHOEK a fait voir, dans ses *Observat. Jur. Civ. Lib. I. Cap. I.* que cet Orateur, & quelques autres anciens Auteurs, ont mal entendu la Loi des XII. Tables, qui signifie seulement, que les Créanciers pouvoient vendre à l'encan leur Débiteur, pour partager entr'eux le prix de sa liberté. Ce n'est pas la première fois que des Auteurs modernes ont mieux entendu, que les anciens, certains endroits de l'Antiquité.

(9) C'est

2 y a des choses permises par les Loix, quoique deshonnêtes de leur nature ; & il en donne pour exemple une Loi des DOUZE TABLES, qui permettoit aux Créanciers de mettre en pièces & de partager entr'eux le corps de leur Débiteur.

3. A la vérité cette dernière signification est impropre ; car, à parler juste, il n'est jamais permis de mal faire, comme le remarque (9) très-bien CICE'RON. Mais elle est pourtant fort commune ; & cet Orateur s'en sert lui-même, lors qu'il dit aux Juges, dans une de ses Harangues : (10) Vous devez considérer ce que demande de vous l'Honnêteté, & non pas ce qu'il vous est permis de faire ; car sur ce pié-là, vous pouvez retrancher de l'Etat qui il vous plaît. C'est ainsi qu'on dit, que (11) tout est permis aux Rois, parce qu'ils ne sont point sujets à être punis des Hommes, comme nous l'avons (d) fait voir ailleurs ; quoi qu'ils doivent se régler dans leur conduite, non sur cette permission, mais sur ce qui leur est séant & honnête, selon la maxime du Poëte (12) CLAUDIEN, & du Philosophe (13) MUSONIUS. Les anciens Auteurs (14) opposent souvent en ce sens, ce qui est permis, & ce que l'on doit faire.

(d) Liv. I.
Chap. III. &
IV.

§. III. C'EST aussi en ce sens, qu'il est permis de faire du mal à un Ennemi, & en sa personne, & en ses biens, non seulement lors qu'on a un juste sujet de faire la Guerre, & qu'on ne porte point les actes d'hostilité au delà des bornes que nous avons (a) dit être prescrites par la Nature ; mais encore des deux côtés indifféremment :

(a) Chap. I.
de ce Livre,
§. 2, & suiv.

(9) C'est en parlant de Cinna, qui avoit fait mourir injustement quelques Illustres Romains : *Beatune igitur, qui hos interfecit? Mibi contra non solum eo videtur miser, quod ea fecit, sed etiam quod ita se gessit, ut ea facere ei liceret. Et si peccare nemini licet. Sed sermonis errore labimur: id enim licere dicimus, quod cuique conceditur. Tusculan. Quæst. Lib. V. Cap. XIX.*

(10) *Heic jam, Judices, vestri consilii res est, vestra sapientia. Quid DECEAT vos, non quantum LICEAT vobis, spectare debetis. Si enim, quid liceat, quaeritis, potestis tollere de civitate, quem vultis. Orat. pro C. Rabir. Posthum. Cap. V.*

(11) C'est ce que dit St. CHRYSOSTÔME, en parlant de Jean Baptiste, qui, nonobstant cela, osa bien parler ainsi au Roi Philippe Hérode, & cela avec autorité ; *Il ne vous est pas permis d'avoir cette Femme: Ο ανεπίδας εκ βολανων ιδιων, η μηδι αγγειον, τω την λαμπραν παρατιθειμενον η βασιλικην τεραπειαν, εξ αυθεντίας προσάγει, ουκ εξεσι σοι. Καί τοι εδοκει βασιλει παύλα εξειναι. De Penitent. VIII. GROTIUS.*

(12) *Nec tibi quid LICEAT, sed quid fecisse DECEBIT,*

Occurrat, mentemque domet respectus HONESTI. De IV. Consul. Honor. vers. 267.

(13) Il censure les Rois, qui disent, *Cela m'est permis ; & non pas, Je dois faire ceci ou cela: Μη το, Κατάκει μοι, λέγειν μεμεληκότες, αλλά το, "Εξεσι μοι. GROTIUS.*

C'est STOBÉE, qui nous a conservé ce mot. Le Philosophe disoit, que ceux qui tiennent ce langage à leurs Sujets, ne conservent pas long tems leur dignité : *Ου πολυ διαρχει χρόνον οι προς τας υπηκόας, υπέρ αν αν πράττωσι, μη το, Κατάκει μοι &c. Florileg. Tit. XLVI. (ou XLVIII.) Admonit. De Regno, pag. 328. Edit. Gesner. 1549.*

(14) Par exemple, CICE'RON, que l'on a déjà cité : *Est enim aliquid, quod non oporteat, etiamsi licet. Orat. pro L. Cornel. Balb. (Cap. III.) Paroles qu'AMMIEN MARCELLIN semble avoir copiées: Diffimulans scire, quod sunt aliqua, quæ fieri non OPORTET, etiamsi LICET. Lib. XXX. (Cap. VIII. pag. 657. Ed. Vales. Gron.) L'Orateur Romain rapporte ailleurs au Droit Naturel, ce qui est juste ou innocent ; & aux Loix, ce qui est permis: *Ut eum [Clodium] nihil deleclaret, quod aut per naturam FAS esset, aut**

*per leges LICERET. Orat. pro Milon. Cap. XVI. SENEQUE le Rhéteur donne pour exemple, la permission d'aller dans des lieux de débauche: Potest, inquit. Hæc enim lex, quid OPORTEAT, quaerit; alia, quid LICEAT. Licet ire in lupanar. Lib. IV. Controv. XXV. (pag. 308.) PLIN le Jeune dit, qu'il faut éviter les choses deshonnêtes, non comme illicites, mais comme mauvaises & honteuses en elles-mêmes: *Oportet quidem, quæ sunt inhonesta, non quasi illicita, sed quasi pudenda, vitare. Lib. V. (Epist. XIV. num. 9.) Edit. Cellar.* QUINTILIEN le Père dit, qu'autre chose est d'avoir égard aux Loix ; & autre chose, de considérer ce que la Justice demande: *Ego porro non hanc interpretationem istius verbi video, ut jura spectanda sint, sed illud aliquando, uti justitia spectetur. Declam. CCLI. [Voiez aussi la Déclamation CCCLXVI. à la fin.] GROTIUS.**

On peut voir, sur cette matière, mes deux Discours, De la Permission & Du Bénéfice des Loix, qui sont joints à la quatrième Edition des Devoirs de l'Hom. & du Citoyen, de PUFENDORF.

§. III. (1) L. Sulla, cui omnia in victoria, lege bellu licuerunt, tametsi supplicio hostium partes suas muniri intelligebat; tamen, paucis interfectis, ceteros beneficio, quam metu, retinere maluit. (Orat. II. ad Cæsar. De Republ. ordinanda, Cap. XLVIII. pag. 126. Ed. Wasse.) SENEQUE fait dire la même chose à Pyrrhus, dans une de ses Tragédies:

Quodcumque libuit facere Victori, licet. Troad. (vers. 335.) GROTIUS.

§. IV. (1) Il n'est point nécessaire de supposer ici un consentement tacite des Peuples, ou un Droit des Gens arbitraire, dont on ne sauroit prouver la réalité. Nous pouvons alléguer ici de très-bonnes raisons, fondées sur le Droit même de Nature, & qui ont lieu par rapport à d'autres Guerres, que les Guerres Publiques & déclarées dans les formes, auxquelles notre Auteur restreint mal-à-propos l'impunité dont il parle. Posons que, dans l'indépendance de l'Etat de Nature, trente Chefs de Famille habitant une même Contrée, mais n'ayant d'autre liaison ensemble, que le voisinage, ou l'amitié, que le voisinage peut produire; se fussent liguez pour attaquer ou repousser une troupe d'autres Chefs de Famille: je dis, que, ni pendant cette Guerre, ni après qu'elle étoit finie ceux de

ment: en sorte qu'aucune personne des deux Partis, étant surprise sur les terres d'autrui, ne peut être punie, comme Meurtrier ou comme Voleur, & qu'aucun autre Etat ne peut faire la Guerre pour ce sujet à l'un des deux Ennemis. En un mot, tout est permis, sur ce pié-là, au Vanqueur, par les Loix de la Guerre, comme le dit (1) SALLUSTE, en parlant de Sylla.

§. IV. 1. CELA a été ainsi (1) établi entre les Peuples, pour deux raisons. L'une est, qu'il auroit été dangereux pour les autres Etats, de vouloir prononcer sur la justice de la cause de ceux qui ont pris les armes l'un contre l'autre; car ils se feroient engager par là dans une Guerre d'autrui. C'est ainsi que, dans la Guerre de César & de Pompée, (2) ceux de Marseille s'excusèrent sur ce qu'il ne leur appartenait point, & que leurs forces ne leur permettoient pas de décider, lequel des deux avoit le meilleur droit.

2. L'autre raison est, que, même dans une Guerre juste, on ne peut guères connoître par des indices extérieurs & des preuves suffisantes, jusqu'où la nécessité de se défendre, ou de recouvrer son bien, ou de punir les Coupables, demande qu'on porte les actes d'hostilité. Ainsi il vaut mieux certainement laisser tout cela à la conscience de ceux qui sont en Guerre, que d'en faire juges les autres. Sur ce principe, les Achéens se plaignoient (3) autrefois, qu'on voulût examiner ce qui s'étoit fait par droit de Guerre.

3. Ou-

de la même Contrée, ou d'ailleurs, qui n'étoient point entrez dans la ligue, de part ni d'autre, ne devoient & ne pouvoient point punir, comme Meurtriers, ou comme Voleurs, aucun des deux Partis, qui vint à tomber entre leurs mains. Ils ne le pouvoient pendant la Guerre: car c'auroit été épouser la querelle de l'un des deux Partis, & par cela même qu'ils étoient d'abord demeurez neutres, ils avoient clairement, quoique tacitement, renoncé au droit de se mêler de ce qui se passeroit dans cette Guerre. Moins encore le pouvoient-ils après la Guerre finie, puis que, la Guerre ne pouvant finir sans quelque espèce d'accommodement ou de Traité de Paix, les intéressés eux-mêmes s'étoient réciproquement tenus quittes de tous les maux qu'ils s'étoient faits les uns aux autres. C'est ce que demandoit aussi l'intérêt de la Société Humaine. Car si ceux qui étoient demeurez neutres avoient été néanmoins autorisés à connoître des actes d'hostilité exercez dans une Guerre d'autrui, & à punir ceux qu'ils croient en avoir commis d'injustes, ou à prendre les armes pour ce sujet; au lieu d'une Guerre, il s'en seroit élevé deux, ou davantage, & c'auroit été une source de querelles & de troubles. Plus les Guerres devenoient fréquentes parmi le Genre Humain, & plus il étoit nécessaire, pour sa tranquillité, & qu'on n'épousât pas légèrement la querelle d'autrui, & que, quand on n'avoit pas jugé à propos de prendre parti dans une Guerre, on regardât comme autorisé par le droit des Armes tout ce qui s'étoit passé dans cette Guerre. L'établissement des Sociétés Civiles ne fit que rendre plus nécessaire cette impunité; parce que les Guerres devinrent alors, sinon plus fréquentes, du moins plus étendues, & accompagnées d'un plus grand nombre de maux. Il n'y a donc rien ici, ni qui demande un consentement général des Peuples, ni qui soit particulier aux Guerres faites entre deux Souverains, & déclarées dans les formes. L'effet, dont il s'agit, est fondé sur une des Loix les plus claires & les plus générales du Droit Naturel; & l'usage, qui s'y est trouvé conforme parmi la plupart des Nations, en rend seulement la pratique plus indispensable, puis que, comme je l'ai remarqué plusieurs fois, on est & l'on peut être censé se conformer à une Coutume connue, lors qu'on ne témoigne pas, dans l'occasion, qu'on

vent se dispenser de la suivre. Notre Auteur excepte les Guerres contre des Brigands, ou des Corsaires: mais il ne fait l'exception apparemment que du côté des Brigands ou des Corsaires, comme il l'a faite ci-dessus, par rapport au droit de s'approprier les choses prises à la Guerre, §. 12. du Chap. précédent. Or si ces Voleurs n'ont pas le privilège de l'impunité, c'est parce qu'ils sont des Voleurs, (Voiez DEMOSTHÈNE, Orat. de Haloness. princ.) & par conséquent des gens, dont tous les actes d'hostilité sont manifestement injustes, des Ennemis déclarez du Genre Humain: au lieu que, dans les autres sortes de Guerres, il est souvent assez difficile de juger de quel côté est le bon droit; de sorte que la chose demeure, & doit demeurer indécidée, par rapport à ceux qui n'ont pris aucun parti. Pour ce qui est des Guerres Civiles, que notre Auteur excepte aussi, les raisons que j'ai alléguées, sont encore plus fortes par rapport à ces sortes de Guerres, que par rapport à celles qui se font entre deux Rois ou deux Peuples; parce que la constitution des Sociétés Civiles, & la paix du Genre Humain, demandent encore plus que les Etrangers ne se mêlent pas facilement de ce qui se passe dans un Etat. Et autre chose est de savoir, si l'impunité, & le droit de s'approprier ce qui a été pris à la Guerre, ont ou n'ont pas lieu entre les Membres d'une même Société Civile, soit dans les Guerres d'une partie d'un Etat Républicain contre l'autre partie, ou dans celles d'un Roi contre ses Sujets: la décision de cette question dépend d'autres principes. Je ne vois pas, enfin, que la Déclaration de Guerre contribue quoi que ce soit aux effets, dont il s'agit. Ce n'est souvent qu'une pure cérémonie. Mais que la Guerre soit déclarée, ou non, les raisons que j'ai établies subsistent toujours dans toute leur force. Voiez encore ce que j'ai dit sur le Chapitre précédent, §. 7. Note 1. & §. 11. Note 2.

(2) *Atque ex auctoritate [legati Massiliensium] hæc Cæsari remittant: Intelligere se, divisum esse Populum Romanum in partes duas: neque sui judicii, neque suarum esse virium, decernere, utra pars justiorum habeat causam* &c. CÆSAR, De Bello Civili, Lib. I. Cap. XXXV.

(3) *Quoniam modo ea, quæ belli jure acta sunt, in disceptationem veniunt?* TIT. LIV. Lib. XXXIX. Cap. XXXVI. num. 11.

3. Outre cette permission ou cette impunité, il y a un autre effet de la Guerre dans les formes, juste ou non, c'est le droit de s'approprier ce que l'on y a pris. Mais (a) Chap. VI. nous en parlerons (a) plus bas.

§. V. 1. La licence de faire du mal à un Ennemi, (de quoi nous avons commencé de traiter) regarde premièrement les Personnes. Il y a là-dessus quantité de témoignages de bons Auteurs. *Le sang d'un Ennemi ne souille point celui qui le tue*; c'est un mot d'EURIPIDE (1), qui avoit passé en proverbe parmi les Grecs. Ainsi, chez eux, il étoit permis de se baigner, de manger & de boire, de faire des actes de culte religieux, avec ceux qui avoient tué quelcun à la Guerre: toutes choses défendues, par une ancienne coutume, (2) avec ceux qui avoient tué quelcun hors de là. Il est dit en une infinité d'endroits, de ceux qui tuent les Ennemis, qu'ils le font (3) *par droit de Guerre*.

2. Il paroît cependant par d'autres passages, que quand ces Ecrivains parlent ici du droit de la Guerre, ils n'entendent pas une permission qui rende l'action de tuer les Ennemis entièrement innocente; mais une impunité, telle que je l'ai décrite. TACITE dit, (4) *qu'en tems de Paix on traite chacun selon qu'il le mérite; mais qu'à la Guerre l'Innocent périt avec le Coupable*. Il remarque ailleurs, en parlant d'un Soldat, qui demandoit récompense, pour avoir tué son propre Frère dans un Combat, (5) *que le Droit commun des Hommes ne permettoit pas de récompenser un tel meurtre, mais que les Loix de la Guerre ne permettoient pas non plus de le punir*. C'est en ce sens qu'il faut entendre ce que dit TITE LIVE, (6) que les Grecs, après la prise de Troie, n'usèrent pas de tout le droit de la Guerre contre Enée & Anténor, parce qu'ils avoient toujours conseillé de faire la paix. SENEQUE se plaint, de ce (7) que des choses, qu'on puniroit de mort, si elles avoient été faites en cachette & d'autorité privée, sont louées, parce que ce sont des Généraux d'armée, qui les font. L'HOMICIDE, disoit aussi ST. CYPRIEN, (8) *est un crime, lors que des Particuliers le com-*

met-

§. V. (1) Καθαρός ἅπας τοι, πολέμιός ἐς ἀν κλάνη.
Ion. vers. 1334.

Voiez aussi les vers 1046, 1047. PLATON dit, que selon une ancienne Loi, fondée sur un Oracle de Delphes, ceux qui avoient tué quelcun à la Guerre, ne devoient pas être regardez comme souillez, non plus que s'ils avoient tué un Ami, sans le vouloir, dans quelque Exercice public; de quoi le Philosophe fait lui-même une Loi de sa République imaginaire, où il emprunte souvent celles qui étoient déjà établies parmi les Grecs: *Εἰ τις ἐν ἀγῶνι καὶ ἄλλοις δημοσίοις ἄκων, εἴτε παρεχρήμα, εἴτε καὶ ἐν ὑπεροῖς χρόνοις, ἐκ τῶν πληθόν ἀπέκτεινε τινὰ φίλον, ἢ κατὰ πόλεμον ἀσάυτως, ἢ καὶ αἰ μελέτην τὴν πρὸς πόλεμον, ποιούμενον ἀσκησιν τῶν ἀρχόντων, ψιλοῖς σώμασιν, ἢ μετὰ τινῶν ὀπλῶν ἀπομιμνήσκων τὴν πολεμικὴν πράξιν καθαρῶς, καὶ τὸν ἐκ Δελφῶν κομιδέντα περὶ νόμον, ἔστω καθαρός.* De Legib. Lib. IX. pag. 865. A. B. Tom. II. Ed. H. Steph.

(2) Voiez ci-dessus, Liv. I. Chap. II. §. 5. avec les Notes 5. & 7. Je trouve sur ce sujet un passage remarquable dans ANTIPHON, Orat. XIV. XV. L'Orateur Grec dit, que la raison pourquoi tous les Tribunaux, qui connoissent des causes de Meurtre, jugent & prononcent dans un lieu à découvert, c'est uniquement afin que les Juges n'aillent pas dans le même endroit où seroit un Criminel, qui a les mains impures; & que l'Accusateur aussi ne soit pas sous un même toit, avec le Meurtrier: *Ἐπειδὴ δὲ (ὁ πάσης οἰκῆς ὡς ἐπίσταται) ἀπαντὰ τὰ δικαστήρια ἐν ὑπαίθερῳ διακρίνει τὰς δίκας τῆ φόνος καὶ τοῦ ἀλλοῦ ἐνέκα, ἢ ἵνα, τὸ το μὲν, οἱ δικάζοντες μὴ ἴωσιν εἰς τὸ αὐτὸ τοῖς μὴ καθαροῖς τῶς χεῖρας· τὸ δὲ, ὁ δικάων τὴν δίκην τῆ φόνος, ἵνα*

μη' ὁμορόφῳ γίνηται τῷ αὐθέντῃ. Pag. 93. Ed. Wechel.
Voiez aussi Orat. XVI. pag. 139.

(3) Par exemple, CÉSAR représente aux Eduens, qu'ils lui ont obligation de ce qu'il ne les a pas fait passer au fil de l'épée, comme il le pouvoit par droit de Guerre: *CÆSAR, multis ad civitatem Æduorum missis, qui suo beneficio conservatos, docerent, quos JURE BELLII interficere potuisset.* Comment. de Bell. Gall. Lib. VII. (Cap. XLI.) CICÉRON dit la même chose, au sujet du Roi Dejotar: *Tibi porro inimicus cur esset, à quo quum vel interfici BELLILEGE potuisset, Regem & se, & filium suum, constitutos esse meminisset?* Orat. pro Dejotar. (Cap. IX.) Et en parlant de ceux qui avoient été du parti contraire à celui de César: *Nam quum, ipsius VICTORIÆ conditione, JURE omnes victi occidisset, clementiæ tuæ judicio conservati sumus.* Orat. pro Marcell. (Cap. IV.) Dans TITE LIVE, Marcellus accusé par les Siciliens, justifie sa conduite par le droit que la Guerre lui donnoit: *Quæ autem singulis victor aut adem, aut dedi, quum BELLIJURE, tum ex cujusque merito, fatis scio me fecisse.* Lib. XXVI. (Cap. XXXI. num. 9.) [Voiez, sur ce passage, ce que l'on dira ci-dessus, Chap. X. §. 2. Note 1.] Un Espagnol, nommé Alorque, représente à ceux de Sagoute, qu'il valoit mieux pour eux se soumettre au Vainqueur, que de s'exposer à être passez au fil de l'épée, & à voir traîner devant eux leurs Femmes & leurs Enfans, selon le droit de la Guerre: *Sed hæc patiendâ censeo potius, quam trucidari corpora vestra, rapi trahique ante ora vestra conjuges ac liberos, BELLIJURE, sumatis.* Idem, Lib. XXI. (Cap. XIII. num. 9.) Selon le même Auteur, ce fut par

mettent : mais on lui donne le nom de vertu, lors qu'il est commis par autorité publique. Les Crimes acquièrent le droit d'impunité, non parce qu'ils sont peu nuisibles, mais parce que la cruauté y est portée à un grand excès Les Loix sont d'abord avec les Péchez ; & on en est venu à regarder comme permis, tout ce qui est autorisé par l'Etat. LACTANCE, parlant des cérémonies que les Romains observoient, lors qu'ils entreprenoient la Guerre, les accuse de (9) commettre par là des injustices légitimes, c'est-à-dire, permises par les Loix. Et LUCAIN dit, que, dans la Guerre Civile entre César & Pompée, (10) le Crime fut autorisé.

§. VI. CETTE licence s'étend bien loin. Car premièrement, elle ne regarde pas seulement ceux qui portent actuellement les armes, ou qui sont Sujets de l'Auteur de la Guerre, mais encore tous ceux qui se trouvent sur les terres de l'Ennemi ; comme cela est exprimé dans la formule même des Délibérations que les Romains (a) prenoient de faire la Guerre. En effet, comme on a à craindre quelque chose de la part même des Etrangers qui se trouvent alors dans le Pais de l'Ennemi ; cela suffit pour que le droit, dont il s'agit, ait lieu aussi contr'eux, dans une Guerre générale & non interrompue. En quoi il y a de la différence entre la Guerre, & le droit de Représailles, qui, comme nous l'avons (b) vu, est une espèce d'impôt, que les Sujets doivent paier pour les Dettes de l'Etat. Ainsi il ne faut pas s'étonner, s'il est permis de pousser les choses beaucoup plus loin, quand on est en guerre pleine & ouverte, que quand on use simplement de représailles ; comme (c) le Jurisconsulte BALDE l'a remarqué.

§. VII. CE que je viens de dire, ne souffre point de difficulté à l'égard des Etrangers, qui, lors que la Guerre est commencée, vont, le sachant, dans le Pais de notre Ennemi. Mais pour ceux qui y étoient déjà venus avant la Guerre, il semble que, selon le Droit des Gens, ils ne doivent être réputés du parti de l'Ennemi, que lors qu'ayant eu un peu de tems (1) pour se retirer, ils ne l'ont pas (2) fait.

par droit de Guerre que l'on fit main-basse sur ceux d'Astape, Ville d'Espagne : *Atque hæc tamen hostium iratorum, ac tum maxime dimicantium, JURE BELLI, in armatis repugnantesque edebantur.* Lib. XXVIII. (Cap. XXIII. num. 1.) JOSEPH, l'Historien Juif, disoit à ses Compatriotes, qu'il est beau de mourir à la Guerre, pourvu que ce soit selon les Loix de la Guerre, c'est-à-dire, par les mains du Vainqueur : *καλὸν ἐν πολέμῳ θνήσκειν, ἀλλὰ πολέμῳ νόμῳ, τὰ ἐξ ὑπὸ τῶν κρατούντων.* De Bell. Jud. (Lib. III. Cap. XXIV. pag. 852. B.) Le Poète STACE fait dire à des personnes qui demandoient la permission d'enterrer leurs Morts : „ Nous ne nous plaignons pas de ce qu'ils „ ont été tuez ; c'est le droit de la Guerre, & le fort „ des Armes :

*Nec querimur casos : hæc bellica jura, vicesque
Armorum*

(Thebaid. Lib. XII. vers. 552, 553.) Le Grammairien SERVIUS remarque, que Priam se plaint, non de ce que Pyrrhus avoit tué son Fils Polyte, puis qu'il pouvoit le faire par droit de Guerre, mais de ce qu'il avoit rendu le Père spectateur de la mort du Fils : *ΜΕΓΕΡΝΕΡΕ* De spectaculo queritur, non de morte. Quia JURE BELLI Polyten Pyrrhus occiderat : sed cur ante oculos patris ? In ÆN. II. (vers. 538.) SPARTIEN parlant des personnes que l'Empereur Sévère avoit fait mourir, distingue ceux qui avoient été tuez par le droit des armes : *Multos præterea obscuri loci homines interemit, præter eos, quos jux prælii absunxit.* In Vit. Sever. (Cap. XIV.) GROTIUS.

(4) Nam in pace causas & merita spectari : uti bellum ingruat, innocentes ac noxios juxta cadere. Annual.

Lib. I. Cap. XLVIII. num. 3.

(5) Celeberrimos auctores habeo, tantam victoribus adversus fas nefasque irreverentiam fuisse, ut gregarius eques, occisum à se proximâ acie fratrem professus, præmium à ducibus petierit. Nec illis aut honorare eam cædem, jus hominum ; aut ulcisci, ratio belli permittebat. Hist. Lib. III. Cap. LI. num. 1, 2.

(6) Jam primum omnium satis constat, Trojâ captâ, in ceteros sævitum esse Trojanos, duobus, Ænea, Antenorque, & vetusti jure hospitii, & quia pacis, reddendæque Helenæ, semper auctores fuerant, omne JUS BELLI Achivos abstinuissè. Lib. I. Cap. I. num. 1.

(7) Quæ clam commissâ capite luerent, eadem, quia paludati fecerunt, laudamus. Epist. XCV. (pag. 464. Edit. Gron. Var.) Voyez ce que l'on a dit ci-dessus, Liv. II. Chap. I. §. 1. num. 3. GROTIUS.

(8) Madet orbis mutuo sanguine, & Homicidium quum admittunt singuli, crimen est : virtus vocatur, quum publicè geritur. Impunitatem sceleribus acquirit, non innocentie ratio, sed sævitie magnitudo Consensere jura peccatis, & caput licitum esse quod publicum est. Epist. II. Edit. Pamel. ou Lib. ad Donatum, de gratia Dei, pag. 5. & 7. Edit. Fell. Brem.

(9) Quantum autem à justitiâ recedat utilitas, Populus ipse Romanus docet, qui per Feciales bella indicendo, & LEGITIME injurias faciendo, semperque aliena cupiendo atque rapiendo, possessionem sibi totius Orbis comparavit. Instit. Divin. Lib. V. Cap. IX. num. 4. Ed. Cellar.

(10) Jusque datum sceleri canimus —
Pharsal. Lib. I. vers. 2.

§. VII. (1) Voyez BEMBE, Hist. Lib. I. CIER-
I 2 RON

(a) Tit. Liv. Lib. XXXVIII. Cap. XLVIII.

Voyez ci-dessus, Chap. II. de ce Livre, §. 2. num. 5.

(b) Chap. II. de ce Livre, §. 7. num. 2.

(c) Ad Leg. V. Dig. De Justitia.

(2) fait. C'est ainsi qu'autrefois la République de *Corfou* voulant assiéger *Epidamne*, déclara aux (3) Etrangers, qui s'y trouvoient, qu'ils n'avoient qu'à sortir; faute de quoi on les tiendrait pour Ennemis.

(a) Chap.
III. de ce Li-
vre, §. 9.

§. VIII. 1. POUR ceux qui sont véritablement Sujets de l'Ennemi, c'est-à-dire, qui le sont (1) à titre durable; le Droit des Gens, dont nous parlons, permet de leur faire du mal par tout où on les trouve, à ne considérer que leur personne. Car, quand on déclare la Guerre à un Peuple, on la déclare en même tems, comme nous (a) l'avons montré ci-dessus, à tous ceux de ce Peuple: &, selon le Droit des Gens, il est permis d'exercer des actes d'hostilité contre un Ennemi par tout où on le trouve, comme le disent le Poète (2) EURIPIDE, & le Jurisconsulte (3) MARCIEN. On peut donc tuer impunément les Sujets de l'Ennemi & sur nos propres terres, & sur les siennes, & sur une terre qui n'appartient à personne, & sur mer.

(b) Liv. II.
Chap. XXI. §.
6. num. 1.

2. Il n'en est pas de même en Pais neutre. Mais si là on n'a point permission de tuer ou de maltraiter en quelque autre manière les Sujets d'un Ennemi, ce n'est pas un privilège attaché à leur personne, c'est par respect pour le droit de Souveraineté (4) qu'à le Maître du Pais. Les Sociétez Civiles ont pu établir, qu'il ne seroit permis d'user d'aucune violence contre ceux qui sont sur les terres d'un Etat, qu'en prenant les voies de la Justice; comme EURIPIDE le suppose dans un passage que nous avons cité (b) ci-dessus. (5) Or dans les Tribunaux de Justice, on juge d'une action selon ce que mérite la personne même qui l'a commise; on n'a aucun égard à la permission que tous les Ennemis indifféremment ont, comme tels, de se maltraiter les uns les autres, sans règle ni mesure. Dans le tems de la *Seconde Guerre Punique*, (6) sept (c) *Gallères des Carthaginois* étant dans un Port de la domination de *Syphax*, Prince neutre alors

(c) *Tyre-
mes*, à trois
rangs.

RON justifie *Ligarius*, par cette raison, que s'étant trouvé en *Afrique* avant la Guerre Civile, il n'avoit pu en sortir, lors qu'elle s'étoit élevée tout d'un coup: [*Tertium est tempus, quo post adventum Vari in Africa restitit [Ligarius]. quod si est criminofum, necessitatis crimen est, non voluntatis. An ille, si potuisset il-
linc ullo modo evadere, Uticæ potius, quam Romæ; cum P. Attio, quàm cum concordissimis fratribus; cum alienis esse, quàm cum suis, maluisset? Orat. pro Ligar. Cap. II.*] Les Consuls Romains, qui alloient assiéger *Capoue*, eurent ordre de déclarer auparavant aux *Campanois* qui étoient dedans, qu'il ne tenoit qu'à eux d'en sortir, avec ce qui leur appartenoit: *Consulibus litera à P. Cornelio Prætoris missæ, Ut prius quàm clauderent Capuam operibus, potestatem Campanis facerent, ut qui eorum vellent, exirent ab Capuâ, suasque res secum auferrent &c. TIT. LIV. Lib. XXV. (Cap. XXII. num. 12.) GROTIUS.*

(2) Feu Mr. COCCEJUS, dans une Dissertation que j'ai déjà citée, *De jure Belli in Amicos*, §. 23. rejette cette distinction, & il veut que les Etrangers même, à qui l'on n'a pas donné un peu de tems pour se retirer, soient regardés comme étant du parti de l'Ennemi, & par là exposez à de justes actes d'hostilité. Il distingue ensuite lui-même, pour suppléer à ce prétendu défaut, entre les Etrangers qui demeurent dans le Pais, & ceux qui ne font que passer, ou qui, s'ils y séjournent quelque tems, y sont contraints par une maladie, ou par la nécessité de leurs affaires. Mais cela même fait voir, que Mr. COCCEJUS, ici, comme en une infinité d'autres endroits, a critiqué notre Auteur sans l'entendre. Dans le Paragraphe suivant, GROTIUS distingue manifestement des Etrangers dont il vient de parler, ceux qui sont Sujets de l'Ennemi à titre durable, par où il entend sans doute, comme l'explique le Savant GRO-
NOVIUS, ceux qui sont domiciliés dans le Pais.

Nôtre Auteur s'explique lui-même ci-dessus, Chap. II. de ce Livre, §. 7. num. 2. en parlant des Repréfailles, qu'il accorde même contre ces fortes d'Etrangers; au lieu qu'il ne les permet pas contre ceux qui ne font que passer, ou qui ne sont dans le Pais que pour un peu de tems. Ainsi voilà précisément la même distinction, que le Censeur donne pour nouvelle.

(3) Ils donnèrent cette permission à ceux même de la Ville, aussi bien qu'aux Etrangers: *Προκαθεζόμενοι ἢ τῇ πόλει, προσίπον [οἱ Κερκυραῖοι], Ἐπιδαμνίαν τε τὸν βελομένην, καὶ τὰς ξένας, ἀπαθείς ἰέναι ἢ ἢ μὴ, ὡς πολέμιοις χρῆσθεται. Lib. I. Cap. XXVI. Voyez un autre exemple, dans le même Historien, Lib. IV. Cap. XV. où l'on donne un terme de cinq jours.*

§. VIII. (1) Voyez ci-dessus, Chap. II. de ce Livre, §. 7. num. 2. & la Note 2. sur le paragraphe précédent de ce IV. Chapitre.

(2) C'est un Fragment d'une Tragédie de ce Poète, qui n'est point nommée par celui qui l'a conservé:

Νέμεω τὸν ἔχθρὸν δρᾶν, ὅπερ λάβης, κακῶς.
On le trouve à la page 429. des *Excerpta* de notre Auteur, & il est au vers 363. du Recueil de Mr. BARNES, qui ne marquent, ni l'un, ni l'autre, l'Auteur d'où il est tiré.

(3) *Transfugas licet, ubicumque inventi fuerint, quasi hostes, interficere. DIGEST. Lib. XLVIII. Tit. VIII. Ad Leg. Cornel. de Siciariis &c. Leg. III. §. 6.*

(4) Voyez ce que nous dirons ci-dessous, Chap. VI. §. 26. & ALBERIC. GENTIL. *Hispanic. Advocat. Lib. I. Cap. VI.* comme aussi PAUL MATTHIAS WECHNER, *Consil. Franconic. XCII. GROTIUS.*

(5) Ajoûtez, que, par cela seul que le Souverain du Pais est demeuré neutre, il s'est engagé tacitement à ne permettre sur ses terres aucun acte d'hostilité de part ni d'autre.

(6) *Ipse [Scipio] cum C. Lælio, duabus quinqueremi-*
buz

alors par rapport aux Carthaginois & aux Romains; Scipion tira vers ce même Port avec deux Galères (d) feulement, que les Carthaginois auroient pu aisément défaire, avant qu'elles entraissent dans le Port; & ils s'y dispoient effectivement. Mais un coup de vent les aiant jettées dans le Port, sans donner le tems aux Carthaginois de lever l'ancre de leurs Galères, ils n'osèrent plus remuer, parce qu'ils étoient les uns & les autres dans un Port appartenant au Roi.

§. IX. I. UNE preuve, au reste, que la licence de la Guerre s'étend fort loin, c'est que le Droit des Gens n'en met point à couvert les Enfans même & les Femmes, que l'on peut aussi tuer impunément. Je n'alléguerai point ici l'exemple des Israélites, qui exercèrent un tel acte d'hostilité (a) contre les Hesbonites; & qui eurent ordre (b) de traiter de même les Cananéens, aussi bien que les autres Nations (1) qui étoient dans le même (2) cas: ce sont-là des exécutions de la volonté de DIEU, qui a plus de pouvoir sur la vie des Hommes, que les Hommes n'en ont sur celle des Bêtes; comme nous (c) l'avons remarqué ailleurs. Il y a un passage du Vieux Testament, qui est plus propre à témoigner la coutume générale des anciens Peuples; c'est ce qui est dit dans un (d) PSEAUME, qu'heureux seront ceux qui écraseront contre une pierre les Enfans des Babylo niens. HOMÈRE (3) fait mention de cet acte d'hostilité, en décrivant les malheurs de la Guerre. THUCYDIDE (e) nous apprend, que les Thraces aiant pris la Ville de Mycaleffe, passèrent au fil de l'épée jusqu'aux Femmes & aux Enfans. ARRIEN (f) témoigne la même chose des Macédoniens, après la prise de Thébes; & APPIEN (g) des Romains, lors qu'ils eurent pris Ilurge, Ville d'Espagne. Germanicus César, au rapport de (4) TACITE, lors qu'il mit à feu & à sang les Bourgs des Marfes, Nation de l'ancienne Germanie, n'eut pitié ni d'âge, ni de Sexe. Titus

(d) A cinq rangs, & non pas à trois, comme l'Auteur le dit ici.

(a) Deutér. II, 34.
(b) Ibid. XX, 16.

(c) Liv. II. Chap. XXI. §. 14.
(d) Psealum. CXXXVII, 9.

(e) Lib. VII. Cap. XXIX.

(f) De Expedit. Alex. Lib. I. Cap. VIII. in fin.

(g) Bell. Hispan. pag. 457. Ed. Anst. (272. H. Steph.)

(5) fit

bus ab Carthagine profectus tranquillo mari, plurimum remis, interdum & leni adjuvante vento, in Africam trajecit. Forte ita incidit, ut eo ipso tempore Asdrubal, pulsus Hispania, septem triremibus portum intructus, anchoris positus, terrae adplicaret naves; quum conspectae duae quinqueremes, haud cuiquam dubio quin hostium essent, opprimique à pluribus, prius quam portum intrarent, possent, nihil aliud quam tumultum ac trepidationem simul militum ac nautarum, nequidquam armaque & naves expeditum, fecerunt. percussa enim ex alto vela paullo acriori vento, prius in portum intulerunt quinqueremes, quam Poeni anchoras molirentur. nec ultra tumultum ciere quisquam, in regio portu audebat. TIT. LIV. Lib. XXVIII. (Cap. XVII. num. 12, & seqq.) On trouve, dans l'Histoire, d'autres exemples semblables. Les Vénitiens empêchèrent que les Grecs ne fissent aucun mal aux Turcs, dans un port de l'obéissance de Venise: CHALCOCONDYL. Lib. IX. Voyez ce que Pon fit à Tunis, par rapport aux Vénitiens & aux Turcs, dans BEMBE, Hist. Lib. IV. Et en Sicile, par rapport aux Pisans & aux Génois; dans BIZARO, De Bell. Pisan. Voyez aussi PAULIN. Gotth. au sujet de Roskock & de Gripswald. GROTIUS.

§. IX. (1) Quorum connexa cum Cananeis erat causa, dit notre Auteur: c'est-à-dire, que la Vengeance Divine avoit condamnées à être exterminées, aussi bien que les Sept Nations des Cananéens. Tels étoient les Madiannites, NOMBRES, XXI, 2. les Hamalékites, EXOD. XVII, 14.

(2) JOSEPH parlant des Hamalékites, dit, que le Roi Suzil les fit tous passer au fil de l'épée, sans épargner ni les Femmes, ni les Enfans: [Voyez I. SAMUEL, XV, 3.] croiant, ajoute-t-il, ne commettre rien en cela de trop cruel, premièrement, parce que c'étoient des Ennemis qu'il traitoit ainsi; & ensuite, à cause de l'ordre de DIEU, auquel il ne pouvoit défobéir sans danger: Καὶ λαὸν κατὰ κράτος [τὸς Ἀμαλécιτας] ἐπὶ σφαγὴν γυναικῶν καὶ νηπίων ἐχάρασεν ὁδὸν

αὐτὸν, ὃς ἀνθρώπων σκληρότερον διαπράσσειναι φύσις ἡγούμενον, πρῶτον μὲν πολέμιους ταῦτα δεῶν, ἔπειτα προσάματι Θεῷ, ὃ τὸ μὴ πειθεῖσθαι, κινδυνον ἔφερε. Antiq. Jud. Lib. VI. Cap. VIII. GROTIUS.

(3) — Κατὰ πολλὰ ἐπιδόνα, γίαν τ' ὀδυμένους, ἐκυσθεῖσας τὴ θυγάτρας, καὶ θαλάμους κεραϊζόμενους, καὶ νήπια τέκνα βαλλόμενα περὶ γαίῃ, ἐν αἰνῇ θηϊότητι. (Iliad. Lib. XXII. vers. 61.) L'Empereur Sévère ordonnant à ses Soldats, de passer tout au fil de l'épée dans la Grande Bretagne, se servit de quelques autres vers d'HOMÈRE, où Agamemnon dit, qu'il ne faut épargner personne des Troiens, pas même les Enfans qui sont encore dans le sein de leurs Mères:

— Τῶν [Τρώων] μή τις ὑπεκφύγοι αἰπὸν ὀλέθρον, Χεῖρας δ' ἡμετέρας μὴδ' ὄντινα γαστέρι μήτηρ Κῆρον ἰόντα φέροι, μὴδ' ἐς φύγον. [Iliad. Lib. VI. vers. 57, & seqq. Voyez XIPHILIN, Vit. Sever. pag. 342. Ed. H. Steph.] GROTIUS.

(4) Non Sexus, non aetas, miserationem adtulit. Annal. Lib. I. Cap. LI. num. 2. Scipion fit la même chose, après avoir pris Numance. Les Soldats de l'Empereur Julien tuèrent les Femmes de la Ville de Dacires, que les Hommes y avoient laissées; comme nous l'apprend ZOSIME, Lib. III. (Cap. XV. Ed. Cellar.) Le même Empereur aiant pris la Ville de Majozamalcha, dans le Pais de Babylone, on n'épargna ni sexe, ni âge: Et sine sexus discrimine, vel etatis, quidquid impetru reperit, potestas iratorum absumsit. AMM. MARCELLIN. Lib. XXIV. (Cap. IV. pag. 436. Ed. Vales. Gron.) GROTIUS.

Notre Auteur ne donne aucun garant de ce qu'il dit au sujet de Scipion: aussi n'en a-t-il eu d'autre, selon toutes les apparences, qu'une mémoire infidèle. On ne trouve rien de semblable dans les Historiens qui ont écrit la Guerre & la prise de Numance. Bien loin que Scipion ait fait passer au fil de l'épée jusqu'aux Fem-

(5) fit battre avec des Bêtes, dans les Jeux qu'il donna au Peuple, les Enfans même & les Femmes des Juifs. Ces deux Princes néanmoins, je veux dire *Germanicus* & *Titus*, passent pour avoir été d'un naturel fort éloigné de la cruauté: d'où il paroît combien cette inhumanité étoit tournée en coutume.

2. Il ne faut pas s'étonner après cela, si on n'épargnoit pas non plus les Vieillards;

(h) *Æn. II.*, comme on voit dans VIRGILE (h) que PYRRHUS tuë Priam.
550, & seqq.

§. X. I. LES Prisonniers même (1) ne sont point ici à couvert du droit de la Guerre dont nous traitons. SENEQUE fait dire à *Pyrrhus*, dans une Tragédie, selon l'usage de ce tems-là: (2) *Il n'y a point de Loi qui ordonne d'épargner un Prisonnier, ou qui défende de le punir.* Il s'agissoit-là d'une Femme, ou de *Polyxène*, que l'on vouloit faire mourir. Dans le *Ciris* de (3) VIRGILE, on appelle aussi cette licence, la loi de la Guerre, & cela encore par rapport aux Femmes même faites prisonnières, car c'est *Scylla* qui parle-là. HORACE donne pour précepte, (4) *de ne pas tuer un Prisonnier de Guerre, que l'on peut vendre.* Il suppose donc, qu'il est permis de le tuer. Le Grammairien DONAT cherchant l'étymologie du mot dont on se sert en La-

(a) *Servus.* tin (a) pour dire un Esclave, le fait venir d'un verbe qui signifie *conserver*, (5) *parce, dit-il, que c'est une personne à qui l'on a donné la vie, qu'on devoit lui ôter par droit de Guerre.* On devoit, c'est une expression impropre, pour dire, *il étoit permis.* C'est

(b) *Lib. I.*
Cap. XXX.

(c) *Appian.*
Hannibal.
Bell. pag. 556.

ainsi que ceux de *Corfou*, au rapport de (b) THUCYDIDE, tuèrent les Prisonniers qu'ils avoient faits sur ceux d'*Epidamne*. Hannibal (c) passa au fil de l'épée cinq mille Prisonniers: & (6) *Marc Brutus* en fit aussi mourir plusieurs. Dans les Mémoires de la Guerre d'*Afrique*, composez par HIRTIUS, (7) un Centurion de l'Armée de *César* remercie *Scipion*, de ce qu'il lui promettoit la vie, à lui Prisonnier de Guerre.

2. Et on est toujours à tems de tuer ces sortes d'Esclaves, ou de Prisonniers de Guerre, à en juger par le Droit des Gens. Que si ce pouvoir est limité, plus ou moins, en

Femmes & aux Enfans, APPIEN d'*Alexandrie* dit formellement, que des *Numantins* qui restèrent après la reddition de la Ville, il n'en garda que cinquante pour son Triomphe; tout le reste fut vendu: *Ἐπιλέξαντες δ' αὐτῶν πεντήκοντα ὁ Σκιπίων ἐς θανάμῃον, τὰς λοιπὰς ἀπέδοτο* &c. De Bell. Hispan. pag. 532. Ed. Amst. (311. H. Steph.)

(5) Je ne trouve rien dans JOSEPH, d'où l'on puisse inférer seulement, que *Titus* ait fait battre avec des Bêtes les Femmes & les Enfans des Juifs. Bien loin de là, cet Historien dit, qu'après la prise de Jérusalem, *Titus* fit vendre tous ceux qui étoient au dessous de dix-sept ans: *Οἱ δ' ἐν τῷ ἑπτακαίδεκα ἐτῶν ἐπράθησαν.* De Bell. Jud. Lib. VII. Cap. XVI. in Lat. (XLV. in Græc.) pag. 968. C. Notre Auteur a copié ici ALBERIC GENTIL, De Jure Belli, Lib. II. Cap. XXI. pag. 425. Mais celui-ci n'allègue d'autre autorité, que celle de CARDAN, Auteur peu exact, qui déclame là-dessus contre *Titus*, dans son *Encomium Neronis*. Voici les paroles du dernier: *Pergamus ergo ad illas humani generis delicias Titum, Neronique comparemus, qui uno spectaculo aliquot millia Judæorum, in quibus pueri & mulieres, feris dilaniandos exposuit. Auctor illius amicus JOSEPHUS: ne quicquam ex fide decedere credas.* Tom. I. pag. 205. Opp. Ed. Lugd. 1663.

§. X. (1) JOSEPH parlant des gens du Roi de Syrie, qui étoient venus pour prendre *Elisée*, & qui aiant été frappez d'un éblouissement miraculeux, s'étoient trouvez à *Samarie*; dit, que, le Roi *Joram* aiant demandé au Prophète, s'il devoit les faire mourir, ce saint homme répondit que non, parce qu'il n'étoit permis de tuer que les Prisonniers de Guerre: *Τὰς γὰρ νόμῳ ληφθέντας πολέμους, ἀποκτείνειν ἔδειγε δι-*

καιον· τῷ τῷ μὴδὲν κακὸν ἐργάσασθαι τὴν ἐκεῖνην χώραν. (Antiq. Jud. Lib. IX. Cap. II. pag. 303. D.) VIRGILE introduit un tel Prisonnier, qui demande la vie en grace à *Enée*:

Per patrios manes, per spes surgentis Iuli,

Te precor, hanc animam servas natoque patrique.

(Æn. Lib. X. vers. 524, 525.) L'Empereur *Othon* fit mourir soixante & dix mille Esclavons, qu'il avoit pris prisonniers, au rapport de WITTHIKIND, Ann. Lib. II. GROTIUS.

(2) *Lex nulla capto parcat, aut penam impedit.*
Troas. vers. 333.

(3) *At belli saltem captivum lege necasses.*
Vers. 446.

(4) *Vendere quum possis captivum, occidere noli.*
Lib. I. Epist. XVI, 69.

(5) *Servi [dicuntur], qui servati sunt, quum eos occidi oporteret jure belli.* In TERENCE. Adolph. Act. II. Scen. I. vers. 28.

(6) Et à *M. Bruto* non pauci. Ces mots, qui se trouvent dans la première Edition, ont disparu, je ne sais comment, dans toutes les autres; quoique la citation de DION CASSIUS, Lib. XLVII. où l'on trouve ce fait, pag. 405. D. soit demeurée à la marge. Le retranchement ne peut avoir été fait de propos délibéré par notre Auteur, qui n'avoit aucune raison d'ôter un fait bien appliqué. Ainsi j'ai eu tout lieu de suppléer à cette omission, dans mon Edition Latine, que je suis ici.

(7) *Pro tuo, inquit, summo beneficio, Scipio, tibi gratias ago . . . quod mihi vitam incolunitatemque, belli jure capto, polliceris.* De Bell. Afric. Cap. XLV.

§. XI. (1) Voyez l'*Iliade*, Lib. XX. vers. 463, & seqq. Lib.

en quelques endroits, cela vient des Loix particulières de chaque Etat.

§. XI. 1. On trouve même quantité d'exemples de Vainqueurs qui ont tué sans pitié ceux qui leur demandoient humblement quartier. *Achille* en usa ainsi, dans (1) *HOMÈRE*: *Magon*, & *Turnus*, dans (2) *VIRGILE*. Et l'on ne se contente pas de raconter de tels exploits; on les justifie aussi, comme fondés sur le droit de la Guerre, dont nous parlons. *St. AUGUSTIN* même, louant les *Goths* de ce qu'ils avoient donné la vie à des gens qui leur demandoient quartier; & qui s'étoient réfugiés dans les Temples, (3) dit, qu'ils crurent ne pouvoir faire innocemment ce qui leur étoit permis par droit de Guerre.

2. Et on ne reçoit pas toujours ceux qui veulent se rendre. C'est (4) ainsi qu'*Alexandre* rejeta la soumission des Grecs, qui étoient à la solde des Perses, dans la Bataille du Granique. *Cotys*, & les Romains ses Alliez, en usèrent de même à l'égard des *Uspiens*: les Vainqueurs, dit (5) *TACITE*, aimèrent mieux qu'ils périssent par droit de Guerre. Voilà encore le droit de la Guerre établi par cet Auteur.

§. XII. BIEN PLUS: on voit dans les Histoires, que les Vainqueurs n'ont pas laissé de faire mourir (a) ceux qui s'étoient rendus à discrétion, & qui avoient été reçus sur ce pied-là. C'est ainsi que les Romains en usèrent à l'égard des Principaux de (1) la Ville de *Pométié*; *Sylla*, envers (2) les *Samnites*; *César*, envers (b) les *Numides*, & (c) envers *Vercingetorix*. C'étoit même, parmi les Romains, un usage (3) presque perpétuel, de faire mourir, le jour du Triomphe, les Chefs des Ennemis, soit qu'on les eût pris, ou qu'ils se (4) fussent rendus.

§. XIII. 1. LES Historiens parlant de ceux que l'on a ainsi fait mourir, sur tout de ceux qui avoient été pris, ou qui avoient demandé quartier, (a) disent quelquefois que c'étoit par droit de Talion, ou bien pour punir leur opiniâtreté à résister. Mais ce sont-là des motifs, plutôt que des raisons justificatives, selon la distinction que nous

(a) Voyez *De Thou*, Lib. LXX. à la fin; dans les affaires d'Irlande, sur l'année 1580.

(b) *Dion Cassius*, Lib. XLIII. pag. 245. E. Ed. H. Steph.

(c) *Idem*, Lib. XL. pag. 156.

(a) Comme, par exemple, *Phalcocondylas*, Lib. VIII.

Lib. XXI. vers. 73, & seqq.

(2) L'endroit, qui regarde *Magon*, a été cité dans la Note 1. sur le paragraphe précédent. Voyez, au sujet de *Turnus*, *ÆN.* XII, 930, & seqq.

(3) *Quod alibi belli licuisset, tota ferendi refrenabatur immanitas, & captivandi cupiditas frangebatur.* De Civit. Dei, Lib. I. Cap. I.

(4) Notre Auteur ne cite ici personne, & il auroit été, je crois, bien en peine de trouver quelque garant de ce fait, que sa mémoire lui a fourni. Les Historiens d'*Alexandre le Grand* ne disent rien de semblable. Ce Conquérant envoya en *Macédoine*, pour travailler comme des Forçats, les Grecs qui furent pris à la Bataille du Granique. Voyez *ARRIEN*, De Exped. Alexandr. Lib. I. Cap. XVII. & à la fin de ce Livre.

(5) *Postero [die] misere legatos [Uspenses], veniam liberis corporibus orantes; servitii decem millia offerebant. quod adspersati sunt victores, quia trucidare deditos sævum, tantam multitudinem custodiā cingere arduum: ut belli potius jure caderent.* Annal. Lib. XII. Cap. XVII. num. 1, 2.

§. XII. (1) On plutôt, des Principaux des *Aurunciens*, dans le parti desquels cette Colonie Latine avoit passé. *TITE LIVE*, qui rapporte cette action, la blâme en même tems: *Ceterum nihilo minus factè, dedita urbe, quam si capta foret, Aurunci passim principes securi percussis; sub coronâ venerunt coloni alii &c.* Lib. II. Cap. XVII. num. 6.

(2) Je ne trouve rien de tel, au sujet des *Samnites*, ni dans *PLUTARQUE*, ni dans *APPIEN* d'*Alexandrie*. Notre Auteur a suivi ici sans examen *ALBRECHT GENTIL*, De Jure Belli, Lib. II. Cap. XVII. pag.

364. Cela paroît de ce qu'il cite, comme lui, en marge, *Dio Lib. XLV.* au lieu de *Lib. XLIII.* citation qui se rapporte à l'exemple des *Numides*, & non pas, ainsi que notre Auteur l'a cru, à celui des *Samnites*, dont le Jurisconsulte, qu'il a copié, ne donne aucun garant. Celui-ci a eu apparemment dans l'esprit ce que *Sylla* fit à ceux d'*Antemna*, Ville des *Sabins*, mais en quoi il y avoit une perfidie infigne, puis qu'il leur avoit promis la vie, *ὡς ἐχέτω δώσειν τὴν ἀσφάλειαν*: *PLUTARCH.* in Vit. Syll. pag. 471. D. Tom. I. Ed. Wech. Ainsi l'exemple est mal appliqué.

(3) Voyez *CICÉRON*, Lib. V. in Verr. (Cap. XXX.) *TITE LIVE*, Lib. XXVI. (Cap. XIII. num. 14.) & ailleurs: *TACITE*, Annal. Lib. XII. (Cap. XIX. num. 3.) & plusieurs autres Auteurs. On trouve un exemple semblable, dans la Chronique de *REGINON*, sur l'année 905. *GROTIUS*.

(4) *Galba* entrant à Rome, fit décimer ceux qui s'étoient rendus à lui: *Horror animum subit, quotiens recorder feralem introitum, & hanc solam Galbæ victoriam, quam in oculis Urbis decimari deditos juberet, quos deprecantes in fidem acceperat.* *TACIT.* Histor. Lib. I. (Cap. XXXVII. num. 3.) La Ville d'*Avenches* en Suisse s'étant rendue à *Cécina*, Lieutenant de *Vitellius*, il fit mourir, avant que de quitter ce Pais, un des Principaux, nommé *Julius Alpinus*, qui avoit été cause de la Guerre, & laissa les autres à la discrétion de *Vitellius*: *Quumque, direptis omnibus, Aventicum, gentis caput, justo agmine peteretur, missi, qui dederent civitatem, & deditio accepta. In Julium Alpinum, è principibus, ut concitorem belli, Cæcina animadvertit: ceteros veniam vel servitiæ Vitellii reliquit.* Ibid. (Cap. LXVIII. num. 5, 6.) *GROTIUS*.

§. XIII.

(b) Liv. II.
Chap. XXI.

avons faite ailleurs. En effet, la peine du Talion, pour être juste & proprement ainsi nommée, doit être infligée au Coupable même; comme on peut le comprendre par ce que nous avons dit (b) ci-dessus en parlant de la manière dont la Peine passe d'une personne à l'autre. Dans la Guerre, au contraire, ce que l'on appelle Talion, & qui consiste (1) à faire souffrir le même mal qu'on a souffert, tombe le plus souvent sur ceux qui n'ont aucune part aux choses dont on se plaint.

2. Pour ce qui est de l'attachement opiniâtre à suivre le parti où l'on est engagé, personne ne trouve-là rien de punissable, comme le faisoient autrefois les (2) *Napolitains*, dans leur réponse à *Bélisaire*: ce qui a lieu sur tout, lors qu'on a été mis dans le parti qu'on suit par la Nature même, ou qu'on s'y est jeté soi-même par un choix honnête. Bien loin qu'il y ait là du crime, c'en est un au contraire de quitter son poste, selon l'opinion commune des Peuples, & sur tout par les Loix de l'ancienne Discipline (3) Militaire des *Romains*, qui ne recevoient ici presque jamais l'excuse de la crainte ou du péril. Ce n'est donc ni par droit de Talion, ni en punition de la résistance, qu'on use envers les Ennemis vaincus de la rigueur extrême, dont j'ai parlé; mais on le fait pour son propre intérêt, quand on le juge à propos: & le Droit des Gens, dont il s'agit, justifie cette rigueur devant les Hommes.

§. XIV. 1. IL paroît que c'étoit la coutume de traiter de même les Otages, quand on vouloit; & non seulement ceux qui s'étoient remis eux-mêmes entre les mains de l'Ennemi par une espèce de convention, mais encore ceux qui avoient été donnez par d'autres. Les *Theffaliens* firent (a) mourir deux cens cinquante Otages des *Phocéens*; & les *Romains* (b) trois cens des *Volsques Aurunciens*.

(a) *Plutarch.*
De virtut. mulier. pag. 244.
B. Tom. II.

(b) *Dion. Halicarn. Antig. Rom. Lib. VI. Cap. XXX.*

(c) *I. Maccab. XIII, 16.*

(d) Dans l'histoire célèbre de *Clélie*.
Voiez *Tit. Liv. Lib. II. Cap. XIII.*

2. Et il est à remarquer, qu'on avoit accoutumé de donner pour Otages des Enfans même & des Femmes. Les (1) *Parthes*, & (c) *Simon*, un des *Maccabées*, nous fournissent un exemple du premier. L'autre se voit pratiqué par (d) les *Romains*, du tems de *Porfenna*, & par les (2) anciens *Germanis*.

§. XV.

§. XIII. (1) *DIONODORE de Sicile* dit, en parlant de cette coutume, que les armes étant journalières, ceux qui sont en guerre doivent s'attendre, en cas qu'ils viennent à avoir du dessous, au même traitement qu'ils auront fait à leur Ennemi, lors qu'ils avoient le dessus: Οὐ γὰρ ἡγνόουν, δι' αὐτῶν τῶν ἔργων μαζούτες, ὅτι τοῖς διαπολεμῶσι κοινὴς τῆς τύχης ὑπαρχούσης, ἀμφοτέρως κατὰ τὰς ἡττίας τοιαῦτα ἀνάγκη πάσχειν, οἷα ἂν αὐτοὶ περὶ ἑαυτῶν εἰς τὴν ἀτυχῆσαιαν. [Lib. XIV. Cap. XLVII. pag. 421. Edit. H. Steph.] Il raconte ailleurs, que *Philomèle*, Général des *Phocéens*, obligea ses Ennemis à ne plus faire souffrir à ses gens des supplices insolens & cruels, en traitant de la même manière ceux des leurs qui tomboient entre ses mains: Διὰ τὴν ταύτης τῆς ἱσῆος καλῶσεως τὰς ἐναντίας ἐποίησε μεταδίδωαι τῆς ὑπερηφάνου καὶ δυνῆς τιμαρίας. [Lib. XVI. Cap. XXXI. pag. 526.] Voiez encore ce que le même Historien dit, dans les *Excerpta* de Mr. DE PEIRESC, au fujet de *Spondium*, & d'*Hamilcar Barca* (pag. 277.) *GROTIUS*.

(2) Ce ne sont pas les *Napolitains* qui répondent cela à *Bélisaire*, mais deux Avocats, *Pastor* & *Asclépiodote*, parlent ainsi aux *Napolitains* & aux *Goths*, Lib. I. Gotthic. Cap. VIII. Notre Auteur s'est encore ici fié à *ALBÉRIC GENTIL*, qui s'exprime de cette manière précisément, Lib. II. De Jure Belli, Cap. XVI. pag. 345, 346.

(3) *Præsidio decedere, apud Romanos, capital esse.* TIT. LIV. Lib. XXIV. (Cap. XXXVII. num. 9.) Voiez aussi *POLYBE*, Lib. I. (Cap. XVII.) & Lib. VI. (Cap. XXXV.) *GROTIUS*.

§. XIV. (1) *TACITE*, que notre Auteur cite ici

en marge, parle seulement des Enfans des Rois en général, sans dire s'ils sont en bas âge, ou non: Ideo Regum obseques liberos duri [à Parthis] &c. *Annal. Lib. XII. Cap. X. num. 5.* Ailleurs il dit, partem proles: Lib. II. Cap. I. num. 2. Dans le passage des *MACCABÉES*, il y a aussi seulement *infans*. Cependant comme le terme est général, rien n'empêche qu'il ne renferme les Enfans en bas âge, que leur foiblesse même & leur innocence devoient rendre plus chers à leurs Parens, & par là plus propres à servir de sûreté à ceux qui les demandoient ou les recevoient pour otages. On peut l'inférer presque certainement d'un passage de *STRABON*, que *JUSTE LIPSE* cite: car on y voit, que *Phrabate*, Roi des *Parthes*, donna pour otages à *Titius*, Gouverneur de *Syrie* pour les *Romains*, quatre de ses Fils légitimes, avec deux Femmes de ceux-ci, & quatre de leurs Fils: *Geograph. Lib. XVI. pag. 1085, 1086. Ed. Amst. (748. Ed. Casaub. Par.)* Or il ne pouvoit qu'y avoir là quelque Enfant en bas âge. Mais voici des autorités expresse. *SUÉTONE* nous apprend, que, dans un des divertissemens ridicules que *Caligula* se donnoit, il se mit sur un Char, en habit de Cocher, prenant devant lui un Enfant, nommé *Darius*, qui étoit Otage des *Parthes*: *Postridie, quadrigario habitu, curriculoque bijugi famosorum equorum, præ se ferens Darium PUERUM, ex Parthorum obsidibus* &c. *Vit. Caligul. Cap. XIX.* Le même Historien parle ailleurs de certains Otages, donnez apparemment par quelque Peuple de *Germanie*, lesquels *Caligula* fit sortir de l'Ecole: *Rursus obsides quosdam abductos à literario ludo* &c. *Cap. XLV.* Mais on fait aussi, que la fameuse *Clélie*, aiant le choix entre tous les

Ota-

§. XV. I. COMME le Droit des Gens permet ici, dans le sens que nous l'avons expliqué, plusieurs choses, que le Droit de Nature défend; il en défend aussi d'autres, que le Droit de Nature permet. Par exemple, lors qu'il est permis de tuer quelqu'un, il n'importe, à considérer le Droit de Nature, qu'on se serve pour cela de l'Épée, ou du Poison. Je dis, *par le Droit de Nature*: car il est à la vérité plus généreux de laisser à celui qu'on veut tuer le moyen de se défendre, mais on n'est dans aucune obligation d'user de cette générosité envers une personne qui a mérité la mort. Cependant le Droit des Gens, reçu depuis long tems, sinon de tous les Peuples, du moins des plus civilisez, défend d'employer le Poison pour ôter la vie à un Ennemi.

2. On a établi cela, d'un commun (1) consentement, pour l'utilité commune, qui demandoit que les périls ne s'augmentassent pas trop, depuis que les Guerres sont devenues si fréquentes. Et il y a grande apparence que ce sont les Rois qui ont pensé à faire introduire un tel usage. Car si leur vie est plus en sûreté, que celle des autres, lors qu'on ne l'attaque que par les Armes; ils ont, au contraire, plus à craindre le Poison, & ils auroient été tous les jours exposez à périr de cette manière, si le respect pour quelque sorte de Droit, & la (2) crainte de l'Infamie, ne les mettoient à couvert de ce côté-là.

3. Aussi voions-nous que les anciens Auteurs font regarder comme une chose illicite, l'usage du Poison contre un Ennemi. TITE LIVE (3) appelle cela une *fourde & criminelle pratique*, en parlant de Persée, Roi de Macédoine, qui la tramoit contre les Généraux Romains. C'est une action abominable, selon CLAUDIEN, (4) qui la qualifie ainsi, à l'occasion du Médecin qui vint offrir à Fabricius d'empoisonner Pyrrhus son Maître: c'est un crime, selon (5) CICÉRON, qui s'exprime ainsi, en traitant de la même histoire. Il est de l'intérêt commun des Nations, qu'on ne donne point de tels exemples, (6) disent les Consuls Romains, dans une Lettre à Pyrrhus, qu'AVUL-GELLE nous a conservée. Et le Sénat étoit dans cette pensée, qu'à la Guerre on doit

Otages, donnez avec elle par les Romains, procura la liberté à ceux qui n'étoient pas encore en âge de puberté: *Productis omnibus, elegisse IMPUBERES dicitur* &c. TIT. LIV. Lib. II. Cap. XIII. num. 10.

(2) Notre Auteur cite ici à la marge, le IV. Livre de l'Histoire de TACITE, où il n'y a rien là-dessus, que je sache. Le passage est dans la Description de l'ancienne Germanie, où l'Historien dit, que ces Peuples se croient plus fortement obligez, quand ils donnent pour otages des Filles d'une naissance distinguée: *Aleo ut efficacius obligentur animi civitatum, quibus, inter obsides, puellæ quoque nobiles imperantur*. Cap. VIII. num. 2. Il ajoute, que les Germains s'imaginoient que la plupart des Femmes avoient un esprit de prophétie: & comme il parle aussi de cela au IV. Livre de son Histoire, Cap. LXI. num. 4. c'est apparemment ce qui a fait que notre Auteur a confondu dans sa mémoire les deux passages.

§. XV. (1) Sans ce consentement général, qu'il est plus facile de supposer, que de prouver; il suffit de dire, que l'usage étant, parmi les Nations avec qui l'on a quelque chose à démêler, de ne pas se servir du Poison contre un Ennemi; on est censé s'y soumettre, lors qu'en commençant la Guerre, on ne déclare point qu'on veut avoir la liberté d'en user autrement, & la laisser en même tems à son Ennemi. Cette convention tacite & particulière est d'autant plus réelle, que l'Humanité & l'intérêt des deux Parties la demandent également, depuis que les Guerres sont si fréquentes, & souvent entreprises pour de si légers suets: sur tout après que l'Esprit Humain, ingénieux

à inventer les moyens de nuire, a si fort multiplié ceux qui sont autorisez par l'usage, & regardez comme honnêtes. Voyez ce que dit sur ce sujet Mr. GRIENER, Professeur à Wittenberg, dans ses *Principia Jurisprudentie Naturalis*, Lib. III. Cap. IX. §. 3.

(2) Les Sénateurs [ou plutôt les Consuls C. Fabricius & Q. Æmilius dans la Lettre où ils avertissoient le Roi Pyrrhus qu'un de ses gens leur avoit offert de l'empoisonner] disent, que ce n'est pas pour l'amour de lui qu'ils lui donnent cet avis, mais pour ne pas se couvrir eux-mêmes d'infamie, en le faisant périr de cette manière: *Οὐδὲ γὰρ ταῦτα σὺ χάριτι μνησόμεν, ἀλλ' ὅπως μὴ τὸ σὸν πάθος ἡμῖν διαδόχῳ εἴη* &c. [PLUTARCH. in Vit. Pyrrh. pag. 396. C. Tom. I. Ed. Wech.] GROTIUS.

(3) *Hæc ad ea, quæ ab Eumene delata erant, accessere, quo maturius hostis Persæus judicaretur. quippe quem non justum modo adparare bellum regio animo, sed per omnia CLANDESTINA grassari SCLERA latrociniorum ac VENEFICIORUM cernebant*. Lib. XLII. Cap. XVIII. num. 1.

(4) — *Bellumque negavit [Fabricius] Per famuli patrare NEFAS* —
De Bell. Gildonic. vers. 273, 274.

(5) *Sed magnum dedecus & flagitium, quicum laudis certamen fuisset, eum non virtute, sed SCLERE superatum*. De Offic. Lib. III. Cap. XXII.

(6) *Sed communis exempli & fidei ergo visum est, uti te saluum velimus; ut esset, quem armis vincere possemus*. EX CLAUD. QUADRIGAR. Noct. Attic. Lib. III. Cap. VIII.

doit se servir des Armes, mais non pas du Poison; comme le (7) remarque VALE'RE MAXIME. Le Chef des *Cattes*, Peuple de l'ancienne Germanie, offrant d'empoisonner *Arminius*, la proposition fut rejetée de *Tibère*, qui voulut, à ce que dit TACITE, (8) *imiter par cette action glorieuse la conduite des anciens Généraux d'armée.*

4. Ceux donc qui soutiennent, qu'il est permis d'employer le Poison, pour ôter la vie à un Ennemi, comme fait (a) BALDE, après (9) VEGE'CE; raisonnent selon les règles du Droit Naturel tout seul, & ne pensent point au Droit arbitraire, établi par la volonté des Peuples.

(a) II. Conf.
188. Voyez,
touchant les
Vénitiens,
Bemb. Hist.
Lib. II. in fin.

§. XVI. 1. IL Y A quelque différence entre empoisonner un Ennemi de la manière dont je viens de parler, c'est-à-dire, en lui faisant manger ou boire quelque chose où il y ait du Poison; & empoisonner les Armes dont on se sert contre lui, comme le pratiquoient autrefois les (1) *Gètes*, les (2) *Scythes*, les (3) *Parthes*, quelques (4) *Africains*, & les (5) *Ethiopiens*. Mais, quoique cet usage approche des voies de la Force ouverte, il est contre (6) le Droit, non pas de toutes les Nations, mais de celles de l'Europe, & des autres à peu près autant civilisées; comme JEAN de *Sarisbury*, (7) l'a remarqué. Le Poète SILIUS ITALICUS appelle cela, (8) *rendre les armes infames par le poison.*

2. Il en est de même de l'empoisonnement des Sources & des Fontaines. Quoique cela ne puisse guères être caché, ou du moins pas fort long tems, FLORUS va jusqu'à dire, que c'est une chose contraire non seulement à la coutume des anciens Romains, mais encore (9) au Droit Divin: car les Anciens attribuoient souvent à la Divinité les règles du Droit des Gens, comme nous l'avons (a) remarqué ailleurs.

(a) Liv. II.
Chap. XIX.
§. 1.

3. Et il ne faut pas s'étonner, si l'on suppose de telles conventions tacites, faites entre ceux qui sont en guerre, pour diminuer le nombre des périls auxquels ils sont exposés. On voit qu'autrefois les *Chalcidiens* (10) & les *Erétriens* convinrent entr'eux, pendant la Guerre même qu'ils se faisoient, de ne se servir les uns contre les autres d'aucune sorte de Traits.

§. XVII.

(7) *Et [memor Senatus] armis bella, non venenis, gravi debere.* Lib. VI. Cap. V. num. 1.

(8) Le passage a été rapporté ci-dessus, sur le Chap. I. §. 20. Note 2. à la fin.

(9) Ce Jurisconsulte auroit été, je crois, bien embarrassé à marquer l'endroit de VEGE'CE, où il prétend avoir trouvé cela. ALBERIC GENTIL l'a déjà remarqué, *De Jure Belli*, Lib. II. Cap. VI. pag. 256.

§. XVI. (1) Ils se servoient de fiel de Vipère. OVIDE, qui nous l'apprend, appelle cela, donner la mort en deux manières d'un seul coup:

*Qui [Gète] mortis sevo geminent ut vulnere caussas,
Omnia vipereo spicula felle linunt.*

De Ponto, Lib. I. Eleg. II. vers. 17, 18.

(2) Ils frotoient leurs armes de sang humain, & de sang corrompu de Vipère: SCYTHÆ fugittas tingunt viperinâ sanie, & humano sanguine. irremediabile id scelus, mortem illico adfert levi tactu. PLIN. Hist. Natur. Lib. XI. Cap. LIII. Voyez le Supplément d'HELMOLD, où il dit quelque chose de semblable des *Serviens*. GROTIUS.

(3) *Spicula nec solo spargunt [Parthi] fidentia ferro,
Stridula sed multo saturantur tela veneno.*

LUCAN. Pharsal. Lib. VIII. vers. 303, 304.

(4) Les Nubiens:
*Tempora multiplici mos est [Nubis] defendere lino,
Et lino munire latius, scelerataque succis
Spicula dirigere, & ferrum infamare veneno.*

SILIUS ITALIC. Lib. III. vers. 271, & seqq.

NICOLAS HEINSIUS lit ici *inflammare veneno.*

(5) *Sed didicit non Æthiopum geminata venenis
Vulnera &c.*

In I. Conf. Stili. Lib. I. vers. 350.

(6) C'est pourquoi Ulysse étant allé en *Ephyre* chercher du poison, pour en froter ses dards; *Ilus*, Fils de *Mermère*, ne lui en voulut point donner, parce, dit HOMÈRE, qu'il craignoit les Dieux:

*Εξ' Εφύρης ανόσια παρ' Ἰλυσ Μεγμερίδαο
Ὀρχίλο γὰρ κακείως δοῖς ἐπὶ μοῖς Ὀδυσσεύς,
Φαρμακὸν ἀνδρόφονον δίζήμεν, ὅφρα οἱ εἴη
ἵες χρεῖστας χαλκήρεας· ἀλλ' οὐ μὲν ἔοι
Δάμναι, ἐπεὶ ἴα θεὸς νηυσὶ κέλο αὐτὸν ἰόλαις.*

Odyss. Lib. I. (vers. 259, & seqq.) GROTIUS.

(7) Il dit, qu'il n'y a que les Infidèles, qui empoisonnent leurs armes; & qu'aucune sorte de Droit ne le permet: *Nec veneni, licet videam ab Infidelibus aliquando usurpatam, ullo umquam jure indultam lego licentiam.* Polycrat. Lib. VIII. Cap. XX. pag. 653.

(8) Dans les vers, que nous avons déjà cités, Note 4. sur ce paragraphe.

(9) C'est en parlant d'un Général Romain, qui avoit empoisonné les Sources, pour obliger quelques Villes à se rendre: *AQUILIUS Asiatici belli reliquias confecit, mixtis (nefas!) veneno fontibus, ad dedicationem quarundam urbium. Quæ res, ut maturam, ita infamem fecit victoriam: quippe quum CONTRA FAS DEUM, MORESQUE MAJORUM, medicamentibus impuris, in id tempus sacrosancta Romanorum arma violasset.* Lib. II. Cap. XX. num. 7. seu ult.

(10) C'est

§. XVII. Ce que nous venons de dire n'empêche pas qu'il ne soit permis d'employer quelque autre chose que le Poison, pour infecter les Eaux, de manière que l'Ennemi n'en puisse boire, comme en y jettant des Corps (1) morts, ou (2) de la Chaux; *Solon*, & les *Amphictyons* (3) trouvèrent juste, cet acte d'hostilité contre les Barbares: & (a) *OPPIEN* en parle, comme d'un usage commun de son tems. C'est en effet la même chose, que si on (b) détournait le cours d'une Rivière, ou que l'on (c) coupât les veines d'une Source; ce qui est permis & par le Droit de Nature, & par le consentement des Hommes.

§. XVIII. I. ON demande encore, si le Droit des Gens permet de faire assassiner un Ennemi? Ici il faut certainement distinguer deux sortes d'Assassins: les uns, qui trahissent par là leurs engagements, exprès ou tacites, comme font des Sujets par rapport à leur Souverain; des Vassaux, par rapport à leur Seigneur, des Soldats, par rapport à celui pour qui ils portent les armes; ceux qui ont été reçus ou comme Supplians, ou comme Réfugiez, ou comme Etrangers, ou comme Transfuges, par rapport à celui qui les a reçus: les autres, qui ne sont dans aucun engagement avec celui qu'ils assassinent, (a) comme, par exemple, *Pépin*, père de *Charlemagne*, (1) lequel, à ce qu'on dit, aiant passé le *Rhein* avec un seul Garde, alla tuer son Ennemi dans sa Chambre.

2. Les derniers ne péchent point contre le Droit des Gens. Ce Droit, aussi bien que celui de la Nature, permet de tuer un Ennemi par tout où l'on peut le trouver, comme nous l'avons (b) dit ci-dessus: & il n'importe que ceux qui tuent, ou ceux qui sont tuez, soient en grand ou en petit nombre. Six cents *Lacédémoniens* étant entrez, avec *Léonidas*, dans le Camp de l'Ennemi, (c) allèrent droit à la Tente du Roi de *Perse*: ils auroient pu sans doute le faire, s'ils (2) eussent été en plus petit nombre. Le Consul *Marcellus* (d) fut tué par quelque peu de gens, qui le surprirent: & *Pétilius Cerialis* (e) faillit à être assassiné dans son lit par un aussi petit nombre d'Ennemis. L'entreprise fameuse de *Mutius Scévola* est louée non seulement par (f) les Historiens, qui la racontent, mais encore (3) par *CICÉRON*, & par (4) *VALE'RE*

(a) *De Piscat.*
Lib. IV.

(b) *Voiez*
Frontin. Strat.
Lib. III. Cap.
VII.

(c) *Voiez*
Priscus, in Ex-
cerpt. legat.

(a) *Voiez*
Paul Warne-
frid. Lib. VI.

(b) §. 8.

(c) *Justin,*
Lib. II. Cap.
XI. §. 15.

(d) *Tit. Liv.*
Lib. XXVII.
Cap. XXVII.

(e) *Tacit.*
Hist. Lib. V.
Cap. XXII.

(f) *Voiez*
Tite Live, Lib.
II. Cap. XII.

(10) C'est ce que le Géographe prouve par une Colonne, où l'on voioit encore de son tems les articles des conventions que ces Peuples avoient fait ensemble, touchant la manière d'exercer des actes d'hostilité: *Δηλοὶ δὲ καὶ τῶτο ἐν τῷ Ἀμαρυθίῳ ἐστὶν τις, φράζουσα, Μὴ χεῖροσται τηλεβολοῖς.* Lib. X. pag. 688. B. (448. Ed. Paris.)

§. XVII. (1) Comme fit *Bélisaire*, pendant le Siège d'*Auxime*; au rapport de *PROCOPE*, *Gotthic.* Lib. II. (Cap. XXVII.) *GROTIUS*.

(2) Ainsi que firent les *Turcs* à *Diadibra*, selon ce que nous apprend *NICÉTAS*, dans l'histoire d'*Alexis*; Frère d'*Isaac*, Lib. I. (Cap. IX.) *Voiez* d'autres exemples dans *OTHON* de *Frisingue*; & dans le Poète *GONTHIER*, in *Ligurin.* *GROTIUS*.

(3) Pendant le Siège de *Cirrho*, ou *Crissa*, Ville de *Phocide*, *Solon* conseilla aux *Amphictyons*, de détourner la Rivière de *Pliste*, qui passoit dans la Ville; après quoi il y fit jeter des racines d'*Ellébore*, & dit qu'on remit alors les eaux dans leur ancien lit. Les Habitans de *Cirrho* en aiant bû, furent attaquez aussitôt d'une diarrhée, qui les obligea à laisser leurs murailles sans défense; de sorte qu'on prit la Place. C'est ce que raconte *PAUSANIAS*, cité en marge par notre Auteur, Lib. X. feu *Phocic.* Cap. XXXVII. pag. 356. Ed. *Græc. Wechel.* *Voiez* aussi *POLYEN*, *Strategem.* Lib. VI. Cap. XIII. Notre Auteur cite encore à la marge, outre *FRONTIN*, *Strateg.* Lib. III. Cap. VII. n. 6. l'Orateur *ESCHINE*, *Orat. de male obita legat.* Voici apparemment l'endroit, qu'il a eu

dans l'esprit. C'est l'article du Serment des Grecs, par lequel ils avoient promis de ne détruire aucune Ville de ceux qui étoient du Conseil des *Amphictyons*, & de ne les point priver de l'usage d'aucune Eau courante, ni en tems de Paix, ni en tems de Guerre; ce qui suppose qu'autrement on peut faire cela contre un Ennemi: *Ἐν οἷς ἑταίροις τοῖς ἀρχαίοις, μηδὲ μίαν πόλιν τῶν Ἀμφικτυονίδων ἀνάσσειν ποιήσειν, μηδ' ὑδάτων ναματικῶν εἶρεσθαι, μηδ' ἐν πολέμῳ, μηδ' ἐν εἰρήνῃ.* Pag. 262. A. Ed. *Basil.* 1572.

§. XVIII. (1) Ceci est rapporté après *ALBERTIC GENTIL*, *De Jure Belli*, Lib. II. Cap. VIII. pag. 274. qui cite en marge *BONINIUS*, *Rerum Hungaric.* l. 8.

(2) L'Empereur *Valens* promit une récompense à quiconque lui apporteroit la tête de quelque *Scythe*; & de cette manière il vint à bout d'avoir la paix: comme nous l'apprend *ZOSIME*, Lib. IV. (Cap. XXII. *Edit. Cellar.*) *GROTIUS*.

Ceci n'est pas rapporté fort exactement. *Voiez* l'endroit cité.

(3) *Mortem ego vir consularis, tantis rebus gestis, timerem? præsertim quum ejus essent civitatis, ex qua Q. Mutius solus in castra Porlennæ venisset, eumque interficere, proposita sibi morte, conatus esset? Orat. pro P. Sextio*, Cap. XXI.

(4) Il appelle une entreprise également honnête & courageuse: *Ceterum inter molitionem pii pariter ac fortis propositi oppressus* &c. Lib. III. Cap. III. num. 1. *PLUTARQUE* donne à ce *Scévola* l'éloge d'homme distin-

MAXIME. *Porfenna* même, celui à qui il avoit voulu ôter la vie, (5) ne trouva rien que de beau dans ce dessein. POLYBE (6) appelle un acte de bravoure, l'entreprise de *Théodote*, Etolien, qui avoit essayé de tuer le Roi *Ptolomée* dans sa Chambre. St. AMBROISE (7) loue fort *Eléazar*, Frère de *Judas Maccabée*, de ce qu'il tira contre un *Eléphant* de plus haute taille que les autres, croiant que c'étoit celui qui portoit le Roi *Antiochus*.

(g) *Idem*, par le Droit des Gens, aussi bien que celui qui l'a faite lui-même. Ce furent les (g) Sénateurs de l'ancienne Rome, ces personnages si graves, si religieux observateurs des Loix de la Guerre, qui encouragèrent *Mutius Scévola* à exécuter l'entreprise hardie de tuer le Roi *Porfenna*.

4. En vain objecteroit-on, que, quand on attrape ces sortes d'Assassins, on les punit ordinairement de supplices très-rigoureux. Cette difficulté ne doit pas faire de la peine. Car la rigueur dont on use alors ne vient point de ce qu'on croit que ceux contre qui on l'exerce aient violé le Droit des Gens: mais c'est que, par le même Droit des Gens, tout est permis contre un Ennemi, de sorte que chacun fait plus ou moins de mal à son Ennemi, selon qu'il le juge à propos pour son propre intérêt. Il est sans doute permis par le Droit des Gens d'envoyer des Espions: *Moïse* en envoya, & *Josué* lui-même le fut. Cependant, lors qu'un Espion est découvert, on les traite (8) ordinairement

tingué par toute sorte de Vertus, & sur tout par son habileté dans l'Art Militaire: *Ἦν ἀνὴρ [Μάχιμος] εἰς πᾶσαν ἀρετὴν ἀγαθός, ἐν δὲ τοῖς πολεμικοῖς ἀρίστος.* (Vit. Poplicol. pag. 106. B. Tom. I. Ed. Wech.) GROTIUS.

(5) Il souhaita d'avoir d'aussi braves gens de son côté: *Juberem macie virtute esse, si pro meâ patriâ ista virtus staret.* TIT. LIV. Lib. II. Cap. XII. num. 14.

(6) Κατὰ δὲ τὸν καιρὸν τῶτον, Θεόδοτος, Ἀιτωλικῆ μὲν, ἐκ ἀνδρῶν δὲ ἐπιβόλητο πολὺ καὶ κράζει &c. Lib. V. Cap. LXXXI.

(7) *Offic.* Lib. I. Cap. XL. Voyez aussi JOSEPH, *Antiq. Jud.* Lib. XII. Cap. XIV. [& Bell. Jud. Lib. I. Cap. I. comme aussi le I. Livre des MACCABÉES, Chap. VI. vers. 45, & suiv.] On trouve, dans l'Histoire, d'autres actions semblables: par exemple, de *Théodote*, contre *Eugène*; apud ZOSIM. Lib. IV. (Cap. LVIII.) Des Gaulois, contre le Roi des Perses; apud AGATH. De dix Perses, contre l'Empereur Julien; apud AMM. MARCELLIN. Lib. XXIV. (Cap. IV.) & ZOSIM. Lib. III. (Cap. XX.) D'Alexis Comnène, contre *Toros*; apud NICET. CHONIAT. Lib. IV. de *Manuele*: Des Bulgariens, contre l'Empereur *Nicéphore*; apud ZONAR. (Tom. III. in *Nicéphor.*) GROTIUS.

Ce n'est pas d'*Alexis Comnène*, mais d'*Andronique*, qu'il s'agit, dans *NICETAS CHONIATE*. Le fait se trouve au Chap. IV. du Livre indiqué.

(8) C'étoit la coutume, de les faire mourir, à ce que nous apprend *APPIEN d'Alexandrie*: *Ὡς περ ἐστὶ τῆς κατασκόπης κτείνω.* Bell. Punic. (pag. 33. Ed. Amst. 21. H. Steph.) GROTIUS.

(9) C'est un vers de *Plaute*:

Mores leges perduxerunt jam in potestatem suam. Trinumm. Act. IV. Scen. III. vers. 30.

(10) Sur un autre sujet: car il s'agit de ceux qui trompent, par de vaines espérances, une personne avide, qui vouloit attraper leur succession: *Alii contra hoc ipsam laudibus ferunt, quod sit frustratus improbas spes hominum; quos sic decipere, pro moribus temporum, prudentia est.* VIII. Epist. num. 3.

(11) ZIEGLER accuse ici notre Auteur, de n'é-

tre pas d'accord avec lui-même, ou avec ce qu'il a établi ci-dessus, à la fin du Chapitre premier de ce Livre, §. 21, 22. Et il faut avouer, que, de la manière dont notre Auteur s'exprime ici, il semble donner lieu de croire, ou qu'il est toujours illicite, par le Droit Naturel de se servir d'un Traître, pour remporter quelque avantage ou exercer quelque acte d'hostilité contre l'Ennemi; ce qui est contraire à la distinction qu'il fait dans l'endroit indiqué: ou que la Loi du Droit des Gens dont il parle, comme défendant l'Assassinat d'un Ennemi par le bras d'un Traître, regarde uniquement ceux qui l'ont sollicité à la trahison, & non pas ceux qui ont profité de la disposition du Traître, qui est venu s'offrir de lui-même; ce qui seroit insoutenable; car les Peuples, qui ont tenu le premier pour illicite, ont aussi condamné l'autre. Cependant je ne pense pas, ni que notre Auteur ait changé de sentiment, à l'égard de sa distinction, sur laquelle il raisonne encore ailleurs; ni qu'il ait voulu restreindre la règle de son Droit des Gens arbitraire. Mais c'est ici une inexactitude d'expressions, qui lui est échappée, & dont il ne s'est point aperçu; je ne sai comment, dans les revisions même de son Ouvrage. Lors donc qu'il dit ici, que l'on pêche contre DIEU, & qu'on viole le Droit Naturel, lors qu'on se sert, contre un Ennemi, du ministère des Méchants, & qu'on emploie le bras d'un Traître, pour se défaire d'un Ennemi; cela doit s'entendre, selon la distinction dont j'ai parlé, de ceux-là seulement qui cherchent eux-mêmes cette voie, & qui sollicitent à la trahison des gens, à qui peut-être ce dessein ne seroit jamais venu dans l'esprit, sans l'appas des récompenses qu'on leur promet, ou qu'on leur donne même d'avance. Pour ce qui est de la chose en elle-même, voici, à mon avis, ce que l'on peut dire. I. Il faut distinguer ici deux questions différentes: l'une, si l'on fait du tort à l'Ennemi même, contre qui l'on se sert de Traîtres; l'autre, si, quoi qu'on ne lui fasse point de tort, on commet néanmoins quelque chose de mauvais. Il me semble, qu'en supposant la Guerre juste, on ne fait aucun tort à l'Ennemi, soit qu'on profite de l'occasion d'un Traître

nairement avec beaucoup de rigueur ; & cela justement , si on fait la Guerre pour un sujet manifestement légitime ; toujours impunément , & par droit de Guerre.

5. Que s'il y a eu des gens , qui trouvant moien de faire assassiner leur Ennemi , n'ont pas (h) voulu en profiter , & ont rejeté même les offres qu'on leur faisoit ; c'étoit par grandeur d'ame , ou par la confiance qu'ils avoient en la supériorité de leurs forces , & non pas qu'ils crussent injuste d'employer de telles voies.

(h) Voiez
Cromer, Rer.
Polon. Lib. V.
pag. 113. Edit.
Bussi.

6. Mais il n'en est pas de même des Assassins , qui commettent par là un acte de perfidie. Ceux-là péchent contre le Droit des Gens , & en même tems ceux qui les emploient. A la vérité , en matière d'autres choses , quand on se sert du ministère des Méchans contre un Ennemi , quelque coupable qu'on soit réputé devant DIEU , on est regardé comme innocent devant les Hommes , c'est-à-dire , comme ne péchant point contre le Droit des Gens : l'usage l'aient emporté ici sur les Loix , pour me servir de l'expression (9) d'un Poète Latin ; & la Tromperie passant pour Prudence , ainsi que s'exprime (10) PLIN le Jeune. Mais le privilège de cette coutume n'a point été étendu jusqu'à permettre d'employer , pour ôter la vie à un Ennemi , le bras d'une personne qui le trahit. Ainsi ceux qui prennent une telle voie , sont censés (11) violer & le Droit de Nature , & le Droit des Gens.

7. Il ne manque pas là-dessus d'autoritez. Alexandre le Grand (12) disoit , dans une Lettre à Darius , que les Perses entreprenoient des Guerres impies , & qu'ayant les

ar-

tre qui vient s'offrir , soit qu'on la cherche & qu'on l'amène soi-même. L'état de Guerre , où l'Ennemi s'est mis , & où il ne tenoit qu'à lui de ne pas se mettre , donne par lui-même toute permission contre lui , en sorte qu'il n'a aucun lieu de se plaindre , quoi qu'on fasse. D'ailleurs , on n'est pas plus obligé de respecter le droit qu'il a sur ses Sujets , & la fidélité qu'ils lui doivent en cette qualité , que leurs biens & leur vie , dont on peut les dépouiller par droit de Guerre. II. Cependant je crois qu'un Souverain , qui aura la conscience tant soit peu délicate , & qui fera bien convaincu de la justice de sa cause , n'ira point chercher des voies de trahison , pour vaincre son Ennemi , & n'embrassera pas avidement celles qui se présenteront d'elles-mêmes. La juste confiance , qu'il aura en la protection du Ciel ; l'horreur pour la perfidie d'autrui ; la crainte de s'en rendre complice , & de donner un mauvais exemple , qui puisse retomber sur lui , & sur les autres , qui ne l'ont pas mérité ; lui feront ou mépriser , ou n'accepter qu'à regret , tout avantage qu'il pourroit se promettre d'un tel moien. III. Ce moien ne sauroit même être regardé comme une chose dont l'usage soit toujours innocent , par rapport à celui qui l'emploie. L'état d'hostilité , qui dispense du commerce de bons offices , & qui autorise à nuire , ne rompt pas pour cela tout lien d'Humanité , & n'empêche point qu'on ne doive , autant qu'on le peut , éviter de donner lieu à quelque mauvaise action de l'Ennemi , ou des siens , sur tout de ceux qui par eux-mêmes n'ont eu aucune part à ce qui fait le sujet de la Guerre. Or tout Traître commet sans contredit une action également honteuse & criminelle. Car c'est une pensée absurde , que celle qu'a hasardée feu Mr. TIRIUS (Observ. in Pufendorf. DCCI.) avec un peut-être ; de dire , qu'en supposant la Guerre juste de l'autre côté , celui qui trahit son Prince , ne commet point un acte de véritable perfidie , puis que celui en faveur de qui il l'assassine , par exemple , avoit droit de le tuer. Cela , dis-je , est insoutenable : car un Sujet à la vérité doit se dispenser de servir son Prince dans une Guerre manifestement injuste , mais il n'est pas pour cela autorisé à prendre le parti de l'Ennemi : & l'injustice du

Prince envers les Etrangers ne dégage pas les Sujets de la fidélité qu'ils lui doivent. Ainsi je crois , avec notre Auteur , qu'on ne peut jamais en conscience séduire ou solliciter à la trahison les Sujets de l'Ennemi ; puis que c'est les porter positivement & directement à commettre un crime abominable , auquel sans cela ils ne se seroient peut-être point portés d'eux-mêmes. IV. Autre chose est , quand on ne fait que profiter de l'occasion , & des dispositions qu'on voit dans une personne , qui n'a pas eu besoin d'être sollicitée à la trahison. Ici la tache de la perfidie ne rejait point sur celui qui la trouve toute formée dans le cœur du Traître. Ce Traître , du moment qu'il a conçu de lui-même la volonté de trahir , peut être regardé comme aussi coupable , que quand il l'a effectuée actuellement :

*Nam scelus intra se tacitum qui cogitat ullum
Facti crimen habet*

La maxime ne seroit pas bien appliquée ailleurs , je l'avoue : mais c'est que , hors ces cas d'Ennemi à Ennemi , il n'y en a , je pense , aucun , où la chose , à l'égard de laquelle on met à profit les mauvaises dispositions d'autrui , soit de telle nature , qu'on pût la faire soi-même innocemment & légitimement. Tout ce qu'il y a , c'est que , par les raisons déjà alléguées , on ne doit se prévaloir d'une trahison qui s'offre , que pour remporter quelque avantage considérable , ou pour éviter quelque grand péril ; en un mot , par une espèce de nécessité. V. Voilà pour ce qui regarde le Droit de Nature. A l'égard du Droit des Gens , dont parle notre Auteur , & qui n'est au fond qu'un usage de plusieurs Nations ; quoique cet usage n'ait rien d'obligatoire par lui-même , cependant dès-là que les Peuples avec qui l'on a quelque chose à démêler regardent comme illicite l'acceptation même des offres d'une certaine sorte de perfidie , comme celle d'assassiner son Prince , ou son Général ; on s'y soumet tacitement de la manière & par les raisons que j'ai dites ci-dessus , §. 15. Note 1.

(12) *Impia enim bella suscipitis , & , quum habeatis arma , licitissimi hostium capita.* QUINT. CURT. Lib. IV. Cap. I. num. 12.

armes à la main, ils mettoient la tête de leurs Ennemis à prix. Il appelle cela (13) un peu plus bas, violer les Loix de la Guerre. A cause de quoi il dit ailleurs, (14) qu'il est résolu de poursuivre Darius à outrance, non plus comme un Ennemi de bonne guerre, mais comme un Empoisonneur & un Assassin. TITE LIVE (15) raconte, que le Peuple Romain se détermina d'autant plus promptement à déclarer Persée son Ennemi, qu'il apprit que ce Prince ne se contentant pas de faire des préparatifs de Guerre en Roi, mettoit en usage toute sorte de voies secrètes & criminelles, d'empoisonnemens & de Brigandages. Et le Consul Q. Marcins Philippe, parlant de ces mêmes actions de Persée, (16) disoit, que ce Prince sentiroit à la fin combien les Dieux avoient en horreur de telles choses. VALÈRE MAXIME remarque, (17) que Viriatius périt par une double perfidie: l'une, de ses Amis, qui le tuèrent eux-mêmes; l'autre, du Consul Servilius Cépion, qui les porta à ce crime par l'espérance de l'impunité, & qui acheta ainsi la victoire, au lieu de la gagner par la force de son bras.

8. Au reste, la raison pourquoi les Peuples ont jugé à propos de ne pas permettre ici ce qu'ils permettent en matière d'autres choses, est la même que nous avons alléguée en traitant de l'usage du Poison; je veux dire, qu'on a voulu empêcher par-là que ceux qui sont en guerre, sur tout les personnes les plus (18) distinguées, ne courussent trop de risques. Eumènes disoit, qu'il ne croioit pas (19) qu'aucun Général d'armée voulût remporter la victoire en donnant un mauvais exemple, qui pourroit retomber sur lui-même. L'assassinat d'un Roi est la cause commune des Rois, qui doivent tous le venger pour leur propre intérêt; comme le reconnut Alexandre (20) le Grand, à l'occasion de Bessus, qui avoit tué Darius, & comme le témoignèrent les Consuls Romains dans leur Lettre (21) à Pyrrhus, que nous avons déjà citée. SOPHOCLE (22), & SENEQUE (23), font dire quelque chose de semblable à Oedipe.

9. Il n'est donc pas permis dans une Guerre en forme, ou entre ceux à qui il appartient de la déclarer, de faire assassiner un Ennemi par quelque personne qui le trahit: mais hors d'une telle Guerre, cela est regardé comme permis par le Droit des Gens, dont nous traitons. Gamaeus, qui s'étoit révolté contre les Romains, périt par de

fem-

(13) *Utpote qui ne belli quidem in me jura servaveris.* Ibid. num. 13.

(14) *Verum enimvero, quum modo milites meos literis ad prodicionem, modo amicos ad perniciem meam sollicitet: ad internecionem mihi persequendus est, non ut iustus hostis, sed ut percussor, & veneficus.* Lib. IV. Cap. XI. num. 18.

(15) Le passage a été déjà rapporté ci-dessus, §. 15. Note 3.

(16) *Ea omnia quàm Diis quoque invisa essent, sensurum in exitu rerum suarum.* TIT. LIV. Lib. XLIV. Cap. I. num. 11.

(17) VIRIATI etiam cædes duplicem perfidia accusationem recepit: in amicis, quod eorum manibus interemptus est: in Q. Servilio Cæpione Consule, quia is sceleris ejus auctor, impunitate promissus, fuit; victoriamque non inervit, sed emit. Lib. IX. Cap. VI. num. 4. L'Auteur De Viris Illustribus [que l'on croit être AURELIUS VICTOR] dit, que le Sénat n'approuva point cette victoire, parce qu'elle avoit été achetée: *Quæ victoria, quia emta erat, à Senatu non probata.* Cap. LXXI. in fin. Selon EUTROPE, les Meurtriers de Viriatius aiant demandé au Consul une récompense, celui-ci leur répondit, que les Romains n'avoient jamais approuvé l'action des Soldats, qui tuent leur Général: *Quum interfectores ejus præmium à Cæpione Consule peterent, responsum est, nunquam Romanis placuisse, Imperatorem à suis militibus interfici.* (Lib. IV. Cap. VIII. Ed. Cellar.) Peut-être qu'il faut suppléer ici un mot: à Cæpione Consule PROMISSUM; en sorte que l'Historien ait

parlé de la promesse d'une récompense faite par le Consul. AMMIEN MARCELLIN désapprouve aussi l'assassinat de Sertorius, commis dans un Festin par Perpenna, son Lieutenant, Lib. XXX. (Cap. I. in fin.) GROTIUS.

Il ne paroît point par d'autres Auteurs, que le Consul Cépion eût promis une récompense à ceux qui tueroient Viriatius. Ainsi il ne manque rien au texte d'EUTROPE.

(18) Effectivement ce n'est guères que pour assassiner des personnes d'un rang considérable, comme les Princes, ou les Généraux d'armée, qu'un Traître offre son bras, ou qu'on le sollicite.

(19) *Nec Antigonum, nec quemquam ducum, sic velle vincere, ut ipse in se exemplum pessimum statuatur.* JUSTIN. Lib. XIV. Cap. I. num. 12.

(20) Notre Auteur cite ici encore JUSTIN, Lib. XII. *Apud eundem*, dit-il, dans le Texte; quoi qu'il n'en eût fait mention auparavant, qu'à la marge. Dans la première Edition, il avoit dit, *Apud CURTIUM*. C'est qu'il trouva depuis dans JUSTIN les paroles suivantes: *Reputans [Alexander] non tam hostem suum fuisse Darium, quàm amicum ejus, à quo esset occisus.* Cap. V. num. 11. Mais il avoit eu raison de citer QUINTE-CURCE, où l'on trouve quelque chose de plus exprès sur ce sujet: *Quem quidem [Bessus] cruci adfixum videre festino, omnibus Regibus Gentibusque fidei, quam violavit, meritis panas solventem.* Lib. VI. Cap. III. num. 14.

(21) Le

semblables embûches; & TACITE soutient (24) qu'il n'y avoit là rien de deshonnéte. QUINTE-CURCE dit, que la (25) perfidie de *Spitamène* envers *Bessus* pouvoit paroître moins odieuse, en ce que l'on croioit tout permis contre le Meurtrier de son propre Roi. En un mot, quoique la perfidie, envers des Brigands & des Pirates même, ne soit pas innocente, elle demeure impunie, parmi les Peuples, en haine de ceux contre qui elle est commise.

§. XIX. 1. MAIS que dirons-nous de la licence de violer les Femmes ou les Filles des Ennemis? On voit cela permis chez les uns, & défendu chez les autres. Ceux qui l'ont permis, se fondoient sur cette raison, que, tout ce qui appartient à l'Ennemi étant fujet, par le droit des Armes, à souffrir des actes d'hostilité, on pouvoit ne pas épargner l'honneur du Sexe. Ceux qui l'ont défendu, ont crû, avec plus de fondement, qu'il ne faut pas seulement considérer ici l'outrage fait au corps des Femmes, mais encore l'acte de brutalité qu'on commet par là, & qui n'étant ni nécessaire pour la sûreté de ceux qui le commettent, ni propre à punir ceux contre qui on le commet, ne doit pas plus être impuni dans la Guerre, que dans la Paix.

2. L'usage des derniers est ce qui fait le Droit, sinon de toutes les Nations, du moins des plus civilisées. *Marcellus*, avant que de prendre *Syracuse*, (1) mit ordre à ce qu'on respectât la pudeur même des Femmes de l'Ennemi. *SCIPION* disoit, (2) qu'il étoit & de son intérêt, & de celui du Peuple Romain, qu'on ne violât, dans son Armée, rien de ce qui étoit sacré par tout ailleurs. Par tout ailleurs, c'est-à-dire, chez les plus civilisez. *DIODORE de Sicile* décrivant la licence effrénée des Soldats d'*Agathoclès*, (3) dit, qu'ils n'épargnèrent pas l'honneur des Femmes. *ELIEN*, après avoir rapporté comment les *Sicyoniens* avoient laissé en proie au Soldat, dans une victoire qu'ils remportèrent, la pudeur des Femmes & des Filles de *Pellène*, s'écrie: (4) *Quelle brutalité! O Dieux de la Grèce? Les Barbares même, autant que je puis m'en souvenir, n'approuvent point de tels excès.*

3. Les Chrétiens certainement (5) doivent regarder non seulement comme une règle de la Discipline Militaire, mais encore comme une maxime du Droit des Gens, que

(21) Le passage a été déjà rapporté sur le §. 15. de ce Chapitre, Note 6.

(22) Κεῖναι προσαρκῶν ἐν ἑμαυτὸν ὠφελᾷ.
Oedip. vers. 139.

(23) Regi tuenda maxime Regum est salus.
Oedip. vers. 242.

(24) Nec irritæ, aut degeneres, infidiæ fuere, adversus transfugam & violatorem fidei. Annal. Lib. XI. Cap. XIX. num. 2. AMMIEN MARCELLIN parlant de *Florentius* & *Barchalba*, qui avoient saisi & emmené à l'Empereur *Valens* le Rebelle *Procopé*, & qui furent tuez en même tems; remarque là-dessus, que, s'ils eussent trahi un Prince légitime, la Justice elle-même auroit prononcé contre eux l'Arrêt de mort: mais qu'ayant trahi un Rebelle, un Perturbateur du repos public, tel qu'étoit *Procopé*, selon l'opinion commune, on auroit dû récompenser largement une action si mémorable: *Parique indignationis impetu Florentius & Barchalba, qui eum [Procopium] duxerunt, confestim, non pensatâ ratione, sunt interfecti. Nam si Principem legitimum prodidissent, vel ipsa Justitia jure casus pronuntiaret: si rebellem, & oppugnatorem internæ quietis, ut ferebatur, amplas eis memorabilis facti oportuisset deferri mercedes.* (Lib. XXVI. Cap. IX. in fin. pag. 513. Ed. Vales. Gron.) L'HISTORIEN *PROCOPE*, par la même raison, loue *Archan*, d'avoir tué *Gontharide*, *Vandalic. Lib. II. in fin.* (Cap. XXVIII.) Voyez aussi *CROMER, Rev. Polon. Lib. XXVIII.* touchant le meurtre de *Suchodolius* (pag. 604. *Édit. Basil.*) GROTIUS.

(25) Quæ [perfidia] tamen jam minus in eo invisâ esse poterat, quia nihil ulli nefastum in Bessum, interfecitorem Regis sui, videbatur. Lib. VII. Cap. V. num. 20.

§. XIX. (1) Gessit curam pudicitie, etiam in hoste, servandæ. AUGUSTIN. De Civit. Dei, Lib. I. Cap. VI. [Voyez TITE LIVE, Lib. XXV. Cap. XXV. num. 7.] On raconte la même chose de *Lucullus*, dans *DION CASSIUS* (Lib. XXXV. pag. 2. A. Ed. H. Steph.) Voyez l'ordre que fit publier *Gabaon*, Roi des *Maures*, dans *PROCOPE, Vandalic. Lib. I. (Cap. VIII.) GROTIUS.*

(2) *Mæa, Populique Romani, discipline causâ, facerem, inquit [SCIPIO], ne quid, quod sanctum usquam esset, apud nos violaretur.* TIT. LIV. Lib. XXVI. Cap. XLIX. num. 14.

(3) Οἱ δὲ περὶ τὸν Ἀγαθοκλέα, διημερεύσαντες ἐν τοῖς τῶν πολιτῶν φόνοις, ἐπεὶ τῆς εἰς γυναῖκας ὕβρεως ἢ παρανομίας ἀπέχρηστο. (Lib. XIX. Cap. VIII. pag. 674. Ed. H. Steph.) *APPIEN d'Alexandrie*, traite cela de barbarie, en parlant de ceux de *Chios*, qui y furent exposez par les gens de *Mithridate*: *Ἐτέρωθεν δὲ αὐτῶν τὰ γυναῖκα, καὶ τὰ παῖδια, βαρβαρικῶς ὑπὸ τῶν ἀγόντων ὕβριζόμενα.* (Bell. Mithridat. pag. 340. Ed. Amst. 201. H. Steph.) GROTIUS.

(4) Ἀγριώτατα ταῦτα, ᾧ Θεοὶ Ἕλληνοὶ, καὶ εἰς ἐν βαρβάροις καλὰ, κατὰ γε τὴν ἐμὴν μνείαν. Var. Hist. Lib. VI. Cap. I.

(5) *Bélisaire* observa toujours cette maxime; & *Totilas* la suivit, après la prise de *Cumes*, & celle de *Ro-*

(a) *Deutér.*
XXI, 10, &
suiv.
(b) *Bechai.*

que quiconque viole une Femme ou une Fille, même à la Guerre, mérite d'être puni par tout pais. La Loi des anciens *Hebreux* n'auroit pas laissé un tel attentat impuni; comme on peut le conclurre de ce qu'elle (a) ordonne au sujet des (6) Prisonnières de Guerre que le Maître devoit épouser, s'il en devenoit amoureux, & cela sans pouvoir après cela les vendre jamais. Sur quoi un (b) Rabbini fait cette remarque, que DIEU voulut que le Camp des Israélites fût saint, & qu'on n'y commit point de Fornications, ni d'autres abominations, comme dans les Camps des Gentils.

(c) *Parallel.*
Græc. & Rom.
pag. 308, 309.

(d) *Procop.*
Perfic. Lib. II.
Cap. XI.

4. Parmi les *Paiens* même, *Alexandre le Grand* étant devenu amoureux de *Roxane*, ne voulut pas satisfaire sa passion avec elle, comme avec la Prisonnière, mais daigna bien l'épouser. *ARRIEN*, qui rapporte cette action, (7) la loue en même tems: & *PLUTARQUE* (8) la trouve digne d'un Philosophe. Ce dernier Auteur (c) nous apprend, qu'un certain *Torquatus* ayant violé une Fille du Parti des Ennemis, fut relégué dans l'Ile de *Corse* par arrêt du Sénat & du Peuple Romain. *Chosroës*, Roi de *Perse*, fit (d) crucifier celui qui avoit violé une Fille à *Apamée*.

CHAPITRE V.

Du droit de RAVAGER & de PILLER ce qui appartient à l'Ennemi.

I. Que l'on peut GATER & PILLER ce qui appartient à l'Ennemi; II. Sans en excepter les Choses Sacrées; III. Et les Sépulcres. IV. Comment la tromperie est ici permise.

§. I.

Rome; comme nous l'apprenons de *PROCOPE*, *Gothic. Lib. III.* *GROTIUS*.

Ce que notre Auteur dit ici de la conduite ordinaire du Général Romain, se trouve au Chapitre I. du Livre indiqué: & on voit dans le Chap. XX. le soin qu'eut le Roi des *Goths* d'empêcher, lors qu'il fut maître de *Rome*, qu'on ne fit aucune violence aux Femmes, ni aux Filles, ni aux Veuves. Pour ce qui regarde la prise de *Cumes*, je ne trouve rien là-dessus: & il y a apparence que notre Auteur citant de mémoire met *Cumes*, pour *Naples*; car c'est après la prise de cette dernière Ville, que *Totilas* condamna à la mort un Garde, qui avoit violé la Fille d'un Romain, natif de *Calabre*; sur quoi ce Prince fait même un beau discours à ceux qui venoient demander la grace du Coupable, Chap. VIII.

(6) *PHILON* loue beaucoup cette Loi, *Lib. de Humanitate*, (pag. 706, & seqq. Ed. Paris.) *JOSEPH* dit, que la Loi de *Moïse* a eu soin de mettre en sûreté l'honneur des Prisonniers de Guerre, sur tout des Femmes: Καὶ τῶν αἰχμαλώτων προνοήσας [ὁ νόμος], ὥπως αὐτῶν ὕψις ἀπ' ἧς, καλίστα ἢ γυναικῶν. *Contra Apion. Lib. II.* (pag. 1075. D.) *GROTIUS*.

(7) Il la loue, dit-il, plutôt qu'il ne la blâme: Ἐραδίῃα ἔστι, ἐκ ἰδεῖσθαι ὕψις [λέγεται] καθάπερ αἰχμαλώτων, ἀλλὰ γῆμαι γὰρ ἐκ ἀπαξιάσας. Καὶ τῆτο ἐγὼ Ἀλεξάνδρῳ τὸ ἔργον ἐπαίνω μάλλον τι, ἢ μίμωμαι. *De Expedit. Alexandr. Lib. IV. Cap. XIX. Ed. Gron.*

(8) Γαῖάνης ἐραδείς, τῆς Ὀξυάδης θυγατρὸς, ἐν ταῖς αἰχμαλώτοις χορευούσης, ἐχ' ὕψισεν, ἀλλ' ἐζημι, φιλοσόφως. *De fortuna vel virt. Alexandr. Orat. II. pag. 332. E. Tom. II. Ed. Wech.*

CHAP. V. §. I. (1) Neque est contra naturam, spoliare eum, si possit, quem honestum est necare. *De Offic. Lib. III. (Cap. VI.)* *SUETONE* raconte, que *Néron* ayant appris quelques mouvemens qu'il y avoit dans les *Gauls*, donna lieu de croire qu'il en étoit bien aise, pour avoir occasion de piller, par droit de Guerre, ces riches Provinces: Adeoque lentè ac securè tulit, ut gaudētis etiam suspitionem præberet, tanquam occasione natâ spoliandarum JURE BELLI opulentissimarum Provinciarum. *Vit. Neron. Cap. XL.* *St. CYPRIEN* dit, que, quand une Ville est prise par l'Ennemi, tous ceux qui s'y trouvent sont sujets au pillage: Sic, quum irruptione hostili civitas aliqua possessa est, omnes simul captivitas vastat. *De Mortalitate*, (pag. 159. Edit. Fell. Brem. *GROTIUS*.

(2) Il dit qu'en prenant ou détruisant ces sortes de choses, on affoiblit l'Ennemi, & on avance ses propres affaires: Τὸ μὲν γὰρ παραιεῖσθαι τῶν πολεμίων, καὶ καταφθεῖναι φέρεται, λιμένας, πόλεις, ἀνδρας, ναῦς, καρπὸς, τὰλλα τὰ τέτοις παραπλήσια, δι' ἃν τὰς μὲν ὑπεραντίς ἀδυνεσίους ἂν τις ποιῇσαι, τὰ δὲ σφέτερα πρᾶγμα, καὶ τὰς ἐπιβολὰς δυναμικωτέρας ταῦτα μὲν ἀναγκάζουσιν οἱ τῷ πολέμῳ νόμοι, καὶ τὰ τέττα δίκαια, δεῖν &c. *Lib. V. Cap. XI. pag. 501, 502. Ed. Amstel.*

(3) Ce sont les Députés d'*Athènes*, qui parlent ainsi, dans l'Assemblée des *Etolians*, & qui disent, que ce n'est point de cela qu'ils se plaignent: Neque id se queri, quod hostilia ab hoste passi forent: esse enim quadam belli jura, quæ, ut facere, ita pati, sit fas: sata exuri, dirui tecta, prædas hominum pecorumque agi; misera magnis, quam indigna, patienti esse. *Lib. XXXI. Cap. XXX. num. 2.*

(4) *See*

§. I. IL n'est pas contre la Nature, de dépouiller de son bien une personne à qui l'on peut honnêtement ôter la vie, comme le dit (1) CICE'RON. Ainsi il ne faut pas s'étonner, que le Droit des Gens permettant de tuer les Ennemis, permette aussi de GATER & de PILLER tout ce qui leur appartient. POLYBE (2) renferme cela dans le droit de la Guerre, & il donne pour exemple des choses sur quoi on l'exerce, les Fortifications, les Ports, les Villes, les Personnes, les Vaisseaux, les Fruits de la Terre. TITE LIVE dit, (3) qu'il y a certains droits de la Guerre, dont on peut user contre l'Ennemi, & auxquels aussi on est exposé de sa part légitimement, comme, de mettre le feu aux Bleds, d'abbattre les Maisons, d'enlever les personnes & le Bétail. On voit même dans les Historiens, presque à chaque page, des Villes entières ruinées ou rasées, des Territoires ravagés, le feu mis par tout. Et il est à remarquer, qu'en tout cela on n'épargne pas même les biens de ceux qui se sont rendus; comme TACITE (4) nous apprend qu'en l'us Corbulon, Général Romain, à l'égard d'Artaxate, Ville d'Arménie, dont les Habitans lui avoient ouvert les portes, & qui ne gagnèrent par là que d'avoir la vie sauve.

§. II. I. LE Droit des Gens, véritablement (1) tel, & mis à part les autres règles de nos Devoirs, dont nous (a) parlerons plus bas, n'excepte pas même ici les Choses Sacrées, c'est-à-dire, les choses consacrées ou au vrai DIEU, ou aux fausses Divinités dont les Hommes abusez ont fait l'objet de leur culte religieux. Du moment qu'une Place est prise sur l'Ennemi, il n'y a plus rien de sacré dans son enceinte, dit le (2) Jurisconsulte POMPONIUS. La victoire met ces sortes de choses au rang des choses profanes, comme le remarque CICE'RON, (3) en parlant de la prise de Syracuse.

(a) Chap. XII.

2. La raison en est, que les Choses, qu'on appelle Sacrées, ne sont pas au fond de telle nature, que, du moment qu'on les a consacrées à la Religion, les Hommes ne (4) puissent

(4) Sed oppidani, portis sponte patefactis, se suaque Romanis permiscere, quod salutem ipsis tulit; Artaxatis ignis immissus, delictaque & solo aequata sunt. Annal. Lib. XIII. Cap. XLI. num. 3.

§. II. (1) Jus Gentium merum, dit notre Auteur, c'est-à-dire, celui qui donne non seulement l'impunité, mais encore qui autorise par lui-même à agir, de manière qu'on ne fait rien en conscience que de juste & d'innocent, tant qu'il n'y a pas quelque autre considération, tirée du Devoir, qui nous engage à relâcher de notre droit.

(2) Quum loca capta sunt ab hostibus, omnia desunt religiosa, vel sacra, esse &c. DIGEST. Lib. XI. Tit. VII. De religiosis & sumtibus funerum &c. Leg. XXXVI. C'est là-dessus que TERTULLIEN fonde les reproches qu'il fait aux Païens, de respecter peu leurs propres Divinités: „ Les Guerres, (dit-il) & les „ Victoires, produisent ordinairement la prise & la „ ruine des Villes; ce qui ne peut se faire sans offenser les Dieux: car le Vainqueur n'épargne pas plus „ les Temples, que les Murs des Villes; les Prêtres „ sont exposés au carnage, tout de même que les „ Citoyens; on pille indifféremment les biens profanes, & les biens sacrés. Ainsi les Romains commettent autant de sacrilèges, qu'ils font de conquêtes; „ autant de fois qu'ils triomphent des Hommes, ils „ triomphent des Dieux en même tems; & les Simulacres des Divinités captives font partie de toutes les Dépouilles de leurs Ennemis vaincus, qui se sont conser- „ vées jusqu'à présent: Porro bella & victoriae, captis & everis plurimum urbibus constant: id negotium sine Deorum injuria non est. Eadem strages manium & templorum, pa-

TOM. II.

res caedes civium & sacerdotum, nec dissimiles rapinae sacrarum divitiarum & profanarum. Tot igitur sacrilegia Romanorum, quot tropaea: tot de Diis, quot de Gentibus, triumphis: tot manubiae, quot manent adhuc simulacra captivorum Deorum. Apologet. (Cap. XXV.) Il dit plus bas la même chose de la ruine des Temples: Et bene, quod si quid adversi accidit urbibus, eadem clades templorum, quae & manium fuerunt. (Cap. XL.) GROTIVS.

(3) Il dit, que Marcellus ne toucha point à ces sortes de choses, par un principe de Religion: Has tabulas [quibus interiores Templi Minervae parietes vestiebantur] M. Marcellus quum omnis illa victoria suis profana fecisset, tamen religione impeditum non adigit. In Verr. Lib. IV. Cap. LV.

(4) Re verà non eripiuntur humanis usibus. Ce sont les termes de notre Auteur, que je rapporte, pour le défendre contre une fausse critique, qui quoi qu'elle n'ait d'autre fondement, que le peu d'attention & l'envie de censurer, est proposée néanmoins avec une pleine confiance. Feu Mr. COCCÉJUS, dans sa Dissertation De evocatione Sacrorum, Sect. II. §. 24. blâme notre Auteur, comme s'il prétendoit que les Choses Sacrées, pendant qu'elles demeurent telles, ne sont pas entièrement soustraites aux usages profanes. Mais toute la suite du discours fait voir qu'il veut dire seulement, que ces sortes de choses n'acquièrent pas la qualité de Saintes & Sacrées, comme un caractère indélébile, dont personne ne puisse les dépouiller: mais que le Souverain, qui les a rendues telles, en les destinant à des usages de Religion, peut les faire rentrer dans le commerce, & redevenir ainsi profanes.

LI

GRO-

sent plus en disposer & les faire servir aux usages de la Vie, mais elles (5) appartiennent au Public, & on les nomme *Sacrées*, à cause de l'usage religieux auquel on les a destinées. Preuve de cela, c'est que, quand un Peuple se met sous la domination d'un autre Peuple, ou d'un Roi, il lui donne en même tems toutes les Choses Divi-

(b) Liv. II.
Chap. V. §. 31.

nes & Humaines, comme porte une ancienne formule, que nous avons alléguée (b) ailleurs, tirée de TITE LIVE, & de PLAUTE. Aussi le Jurisconsulte ULP IEN rapporte-t-il (6) au Droit Public les Choses Sacrées. PAUSANIAS (7) témoigne, que, selon la coutume ancienne & des Grecs, & des Barbares, quand une Ville étoit prise, les Choses Sacrées étoient à la disposition du Vainqueur. Il en donne quantité d'exemples, comme celui de la Statue de Jupiter Hercéen, qui échût à Sténéelus, dans le partage du butin, après la prise de Troie.

2. Une autre preuve, que les Choses qu'on appelle *Sacrées* appartiennent au Public, c'est que le Peuple même peut, en changeant de volonté, les faire devenir profanes. Les Jurisconsultes (8) PAUL & VENULEIUS (9) le donnent à entendre assez clairement. Et nous voyons que ceux-là même qui avoient consacré ces sortes de choses à des

GRONOVIIUS, & Mr. VAN DER MUELEN, ont fort bien expliqué cela dans leurs Notes : & si celui qui a fait l'Extrait qu'on trouve dans la Bibliothèque GERMANIQUE, (Tom. I. pag. 55.) eût pris la peine de lire cet endroit, dans l'Original, il auroit eu occasion de relever l'inadvertence & la précipitation inexcusable du Jurisconsulte Allemand, qui avoit pris à tâche de critiquer presque par tout son Auteur : il n'auroit pas au moins donné lieu de croire, qu'il approuve une censure si mal fondée.

(5) Selon les coutumes des anciens Grecs, les Temples appartenoient à ceux qui étoient maîtres du Pays, grand ou petit : Τὸν δὲ νόμον τοῖς Ἑλλήσιν εἶναι, εἰς αὐτὴν τὸ κράτος τῆς γῆς ἐκείνης, ἢν τε πλείονος, ἢν τε βαρυτέρας, τῶν καὶ τὰ ἱερὰ αὐτῇ γίνεσθαι &c. THUCYDID. Lib. IV. (Cap. XCIII. Ed. Oxon.) Du tems de Tibère, il fut reconnu, au rapport de TACITE, que toutes les Cérémonies de la Religion, tous les Temples, toutes les Statues des Dieux, qu'il y avoit dans les Villes d'Italie, étoient de la Jurisdiction de Rome : Cunctasque caerimonias Italicis in oppidis, templaque, & numinum effigies, juris atque imperii Romani esse. ANNAL. Lib. III. (Cap. LXXI. num. 2.) Cette coutume paroît aussi par un passage de POLYBE, que nous citerons plus bas, Chap. XII. §. 7. Voyez encore MARC SILE de Padoue, dans son Defensor pacis &c. Cap. V. §. 2. NICOL. BOERIUS, Decif. LXIX. num. 1. ÆGID. BOSSIUS, Practic. Criminal. De foro competente, num. 101. COTHMANN. Consil. C. num. 30. GROTIUS.

(6) Publicum Jus in Sacris, in Sacerdotibus, in Magistratibus, consistit. DIGEST. Lib. I. Tit. I. De Justitia & Jure, Leg. I. §. 2. Voyez le Commentaire de Mr. NOODT sur ce Titre, pag. 5. & sur le Titre VIII. De divis. rerum &c. pag. 57.

(7) C'est dans un endroit, où il veut faire voir qu'Auguste ne fut pas le premier, qui s'empara, par droit de Guerre, des choses consacrées aux Dieux : Φαίνεται δὲ ἐκ αὐτοῦ ὅτι Ἀυγύστου ἀνατίματα καὶ ἐπὶ αὐτῶν ἀπαρτίζετο παρὰ τῶν κρατηθέντων, κατεσηκότες δὲ ἐκ παλαιῆς χρησάμενοι. Ἰδὲ τὴν γὰρ ἀλήθειαν, καὶ νεομύσαν τὰ καὶ φανερά Ἑλλήνων, Σθενέλου τῷ Καπαπείως τὸ ζῶον τῷ Διὸς ἐδόθη τῷ Ἑρκεῖ. . . . Βασιλεὺς μὲν δὲ Ἀυγύστου κατεσηκότες ἐκ παλαιῆς, καὶ ὑπὸ τοῦ Ἑλλήνων νομιζόμενα καὶ βαρβαρῶν εἰσάγατο. In Arcadic. seu Lib. VIII. pag. 275. Ed. Græc. Wech. Cap. XLVI. Ed. Kuhn.

(8) Quamvis sacra profana fieri [possunt]. DIGEST. Lib. XLV. Tit. I. De verborum obligationibus, Leg.

LXXXIII. §. 5.

(9) C'est en parlant de la nullité des Stipulations conditionnelles, dans lesquelles on suppose la vente d'une chose Sacrée, ou de telle autre qui n'entre point en commerce; condition qui est regardée comme impossible, quoique l'impossibilité puisse cesser dans la suite, c'est-à-dire, comme on voit, que ce qui est sacré, par exemple, puisse devenir profane: Quam quis sub hac conditione stipulatus sit, Si rem sacram, aut religiosam, Titius vendiderit, vel Forum, aut Basilicam, & hujusmodi res, quæ publicis usibus in perpetuum relicte sunt, ubi omnino conditio jure impleri non potest, vel id facere ei non liceat: nullius momenti fore Stipulationem, proinde ac si ea conditio, quæ naturæ impossibilis est, inserta esset. Nec ad rem pertinet, quod jussu mutari potest, & id, quod nunc impossibile est, postea possibile fieri: non enim secundum futuri temporis jus, sed secundum præsentis, aestimari debet Stipulatio: Ibid. Leg. CXXXVII. §. 6.

(10) C'est ce que firent les Syracusains, du tems de Timoléon, comme nous l'apprend PLUTARQUE, dans la Vie de ce grand Capitaine (pag. 247. E. Tom. I. Ed. Wech.) Ceux de l'île de Chios n'ayant pas de quoi payer une amende, à laquelle Mithridate les avoit condamnés, vendirent les ornemens de leurs Temples: APPIAN. Bell. Mithrid. (pag. 339. Edit. Amstel. 201. H. Steph.) Sylla manquant d'argent, dans la Guerre contre le même Mithridate, prit ce qu'il y avoit de plus précieux parmi les choses consacrées aux Dieux, dans les Temples d'Olympie, d'Epidaure, de Delphes: PLUTARCH. in ejus Vit. (pag. 459. Tom. I.) APPIAN. Bell. Mithrid. (pag. 346, 347. Ed. Amst. 206. H. Steph.) il en rendit ensuite la valeur, s'il en faut croire DIODORE de Sicile, in Excerpt. Peiresc. (pag. 406.) Auguste, dans un pareil besoin, emprunta de l'argent des trésors que l'on gardoit dans les Temples: APPIAN. Bell. Civil. Lib. V. (pag. 1082. Ed. Amst. 678. H. Steph.) On se servoit aussi des Choses Sacrées, pour d'autres usages que ceux de la Guerre. Nous voyons dans CASSIODORE, qu'Agapet, Evêque de Rome, avoit mis en gage les Vases Sacrés; VAR. XII, 20. L'Empereur Héraclius, dans une grande nécessité, fit de la monnoie des Vaisseaux de l'Eglise; mais il en rendit depuis la valeur; comme THEOPHANE nous l'apprend. Voyez aussi ANNE COMENÈNE, Lib. V. (Cap. I.) & Lib. VI. (Cap. II.) CROMER. Rerum Polon. Lib. XXIII. (pag. 516. Ed. Basil. 1655.) le Discours de Laurentien, dans BEMER, Lib. VI. & ce que nous dirons ci-dessous, Chap. XXI. §. 23.

des usages de Religion, les ont quelquefois employées, dans un grand besoin, aux (10) usages de la Guerre; comme fit (11) *Périclès*, à *Athènes*; & *Magon*, (12) en *Épique*. On voit la même chose pratiquée chez les *Romains* (13) pendant leur Guerre avec *Mithridate*; & depuis, par *Sylla* (c), par (14) *Pompée*, par (15) *Jules César*, & autres. *Tibérius Gracchus*, au rapport de (16) *PLUTARQUE*, disoit, qu'il n'y a rien de si saint ni de si sacré, que les choses consacrées en l'honneur des Dieux; & que cependant personne n'empêche le Peuple de s'en servir, de les changer, de les transporter, comme bon lui semble. On dépouille les Temples, pour le bien de l'Etat, & on fond les Vases consacrés aux Dieux, pour paier les Troupes, comme le remarque (17) *SENEQUE* le Père, dans une de ses Déclamations. *TREBATIUS*, Jurisconsulte, qui vivoit du tems de *César*, définit le Profane, (18) une chose qui, de religieuse & sacrée qu'elle étoit, a été rendue propre à servir aux Hommes, & à entrer en propriété.

(c) Voyez la Note 10. sur ce paragraphe.

3. C'est donc par le Droit des Gens, dont nous traitons, que *Germanicus* fit raser tous les Edifices & Profanes, & Sacrez, des *Marses*, sans en excepter le Temple de *Taufane*, si célèbre parmi ces Peuples; comme nous l'apprenons de (19) *TACITE*.

Les

§. 23. dans le Texte, & dans les Notes. *GROTIUS*.

Le premier des exemples, que nôtre Auteur allégué ici, est un peu bien douteux. *PLUTARQUE* dit seulement, que les *Syracusains* avoient si peu d'argent, & pour faire la Guerre, & pour leurs autres besoins, qu'ils vendoient même leurs Statués: *Οὕτω πωρομένη τῷ δήμῳ τῶν Συρακουσίων καὶ πρὸς τάλλα, καὶ πρὸς τὸν πόλεμον, ὥστε καὶ τὰς ἀνδράσιν ἀποδοῦναι*. Et preuve qu'il ne s'agit point là des Statués de leurs Dieux, c'est qu'un peu après il est dit, que les *Syracusains* conservèrent la Statuë de *Gélon*, leur ancien Prince, en reconnaissance de la victoire qu'il avoit remportée à *Himère*, sur les *Carthaginois*. Au reste j'ai supprimé, dans cette Note, où les choses n'étoient pas d'ailleurs assez bien distinguées, un passage de *PLINE*, qui n'est pas fort à propos. C'est celui où il dit, que *Caton* permet de couper les Arbres ou les Bois Sacrez, en faisant auparavant un certain sacrifice: *Idem [Cato] arbores religiosus, lucosque, succidi permittit, sacrificio prius facto: cuius rei rationem quoque eodem volumine tradidit*. *Hist. Natur. Lib. XVII. Cap. XXVIII. sive ult. in fin.* Il ne s'agit point là de couper entièrement de tels Arbres, ni de leur ôter leur sainteté, mais seulement de les élaguer, pour les rendre plus beaux, & plus respectables. *Lucum conlucare, Romano more, sic oportet &c.* Voyez tout ce qui suit, dans l'endroit du Livre, *De Re Rustica*, Cap. CXXXIX. que le Naturaliste avoit en vue.

(11) C'est ce qu'il fit, ajoutoit nôtre Auteur, avec promesse de rendre. Il a tiré ceci sans doute de *THUCYDIDE*, Lib. II. Cap. XIII. & de *DIODORE* de *Sicile*, Lib. XII. Cap. XL. qui disent l'un & l'autre, que *Périclès* voulant faire voir aux *Athéniens*, qu'ils avoient dequoi entreprendre la Guerre, leur représenta, qu'outre l'argent & les Vases des Temples, ils pouvoient prendre l'or de la Statuë de *Minerve*, à qui ils en rendroient autant, après s'en être servis pour le bien public.

(12) Il dépouilla les Temples de la Ville de *Cadix*, alors Alliée de *Carthage*. *Non arario modo eorum [Gaditanorum] sed etiam Templis spoliatis &c.* *TIT. LIV. Lib. XXVIII. Cap. XXXVI. num. 1.*

(13) Nôtre Auteur a eu sans doute dans l'esprit ce qu'*ARPIEN* d'*Alexandrie* nous apprend, que le Sénat manquant d'argent, pour fournir aux frais de la Guerre contre *Mithridate*, ordonna de vendre les choses que *Numa Pompilius* avoit consacrées pour les Sacrifices: *Χρημασθαι δὲ ἐκ ἑσόδων αὐτῶν ἐσσεγκεῖν, ἐν ἡρώεσσιν πρᾶνθαι ὅσα Νουμῶς Πομπιλίου βασιλεὺς ἐς θύ-*

σιας θεῶν διετέταλτο. De *Bell. Mithrid.* pag. 317. Ed. *Amst.* (185. H. Steph.)

(14) Je ne trouve rien là-dessus, dans les Auteurs qui ont écrit la vie & les actions de *Pompée*, si ce n'est ce que dit *DION CASSIUS*, vers le commencement du Liv. XLI. de son Histoire, que *Pompée* fit ordonner par le Sénat, qu'on emporterait avec lui dans la *Campanie* l'argent du Trésor Public, & tous les présens faits aux Dieux, qu'il y avoit dans *Rome*. Mais, comme le même Historien ajoute un peu plus bas, (pag. 174. Ed. H. Steph.) on ne toucha rien de tout cela, par la crainte qu'on eut de *César*, après le retour & le rapport des Députés qu'on lui avoit envoyés.

(15) Nôtre Auteur se souvenoit apparemment de ce qu'il avoit lu dans *SUETONE*, que *César* étant dans la *Gaule*, pilla les Temples, qui étoient pleins des présens qu'on y avoit fait aux Dieux: *In Gallia fana templaque Deum, donis referta, expilavit*. Cap. LIV. Voyez aussi *DION CASSIUS*, Lib. XLII. & XLIII. Cependant *CÉSAR* lui-même, pour justifier la Guerre Civile où il s'engagea, se plaint, entr'autres choses, qu'on prenoit l'argent qui étoit dans les Temples: *Pecunia à municipiis exiguntur, & à fanis tolluntur: omnia divina & humana jura permiscuntur*. De *Bello Civil. Lib. I. Cap. VI.*

(16) *Ἰερὸν δὲ καὶ ἄσυλον ἔδην ἕως ἐς τὴν ἀναθήματα χεῖρσιν ἢ τέτοις καὶ κινεῖν, καὶ μεταφέρειν, ὡς βέλτεται, τὸν δῆμον, ὅδεῖς κεκάλυψε*. *Vit. Tiber. & C. Gracch.* pag. 832. A. Tom. I. Ed. *Wech.*

(17) *Pro republica plerumque templa nudantur, & in usum stipendii dona conflantur*. Lib. IV. Excerpt. *Contr.* IV.

(18) *Eo accedit, quod TREBATIUS profanum id propriè dici ait, quod ex religioso, vel sacro, in hominum usum proprietatemque conversum est*. *Apud MACROB. Saturnal. Lib. III. (Cap. III.)* Le Grammairien *SERVILIUS*, parlant d'un Temple de *Cérès* qu'il y avoit au sortir de *Troie*, dit, qu'*Enée*, qui y donne rendez-vous à ses gens, savoit bien que ce lieu avoit déjà été rendu profane: *Nam Æneas scit ante esse profanatum*. *In Æn. II. (vers. 713.)* Il remarque la même chose sur les III. IX. XII. Livres. Et il dit, sur la VII. *Eclogue*, que les présens offerts aux Dieux sont sacrez, tant qu'ils n'ont point été rendus profanes: *Dona autem oblata manibus, tandiu sacra sunt, & dona possunt dici, quandiu non fuerint profanata*. (*In vers. 31.*) *GROTIUS.*

(19) *Profana simul & sacra, & celeberrimum illis*
L12 gen-

Les Vainqueurs, à ce que remarque (20) PAUSANIAS, avoient accoutumé de se faire des présens faits aux Dieux, qu'ils trouvoient dans les Temples: & CICE'RON appelle cela, (21) la Loi de la Guerre. Marcellus fit transporter à Rome les ornemens des Temples de Syracuse, qu'il avoit aquis, dit (22) TITE LIVE, par droit de Guerre. CÉSAR, dans une Harangue, que (23) SALLUSTE lui prête, met au rang des malheurs auxquels les Vaincus sont exposez ordinairement, celui de voir piller leurs Temples.

4. Il est vrai néanmoins, que, si le Vaincu & le Vainqueur sont d'accord à croire qu'il y a quelque Divinité dans une Statuë; le Vainqueur ne peut en conscience la gâter ou la profaner le moins du monde. Et c'est pourquoi on accuse quelquefois d'impiété, ou même de violation du Droit des Gens, ceux qui ont commis de telles choses, en supposant qu'ils étoient dans cette opinion.

5. Autre chose est, quand on est d'un autre sentiment, que l'Ennemi. Ainsi il étoit (d) *Deutér.* non seulement permis, mais encore ordonné (d) aux Juifs, de détruire les Simulacres des Gentils. Et la raison pourquoi la Loi leur défendoit de garder & de s'approprier ces Simulacres, c'étoit afin qu'ils regardassent avec plus d'horreur les superstitions du Paganisme, par la considération de l'impureté qu'ils auroient contractée en les touchant seulement, comme la défense même le supposoit; & non pas de les engager à respecter ce qui servoit au Culte religieux des autres Peuples, ainsi que (24) JOSEPH l'explique. Cet Historien Juif a sans doute voulu faire par là sa cour aux Romains, comme il fait en expliquant une autre Loi, qui défend de nommer les Dieux des Gentils:

gentibus templum, quod Tanfanz vocabant, solo æquantur, Annal. Lib. I. Cap. LI. num. 2.

(20) Dans le passage, qui a été déjà cité ci-dessus, Note 7.

(21) En parlant de Publius Servilius, qui prit la Ville d'Olympe en Cilicie, & fit porter à Rome les Statues & les autres ornemens des Temples, dont il s'étoit emparé par droit de Guerre: P. Servilius, *qua signa atque ornamenta ex urbe hostium, vi & virtute capta, belli lege, atque imperatorio jure, sustulit, ea Populo Romano adportavit &c.* In Verr. Lib. I. (Cap. XXI.) VIRGILE fait mention d'un Bouclier, que les Grecs avoient pris dans le Temple de Neptune, où il étoit consacré:

*Et chlypeum effervi jussit, Didymaonis artes,
Neptuni sacro Danaïs de posse reflexum.*

Æn. Lib. V. (vers. 359, 360.) Fabius Maximus, au rapport de PLUTARQUE, après avoir pris Tarente, en fit transporter à Rome une Statuë d'Hercule d'une grandeur extraordinaire, laissant aux Tarentins, pour leurs péchez, leurs autres Dieux irritez contr'eux: Vit. Fab. Max. (pag. 187. C. Tom. I.) On peut rapporter ici le passage de TERTULLIEN, que nous avons cité ci-dessus, Note 2. & un autre du même Père, où il dit la même chose: Tot deinde de Deis, quot de gentibus triumphi: manent & simulacra captiva: & utique sentiunt, quos non amant. Ad Nationes, Lib. II. (Cap. XVII.) GROTIUS.

(22) Ornamenta urbis, signa tabulasque, quibus abundabant Syracusæ, Romam devexit. Hostium quidem illa spolia, & porta belli jure &c. Lib. XXV. Cap. XL. num. 2. Le Consul Caius Flaminius parlant pour la défense de Marc Fulvius, qui étoit accusé d'avoir emporté ces fortes de choses de la Ville d'Ambracie, dit, que c'est ainsi qu'en usent ordinairement les Vainqueurs, après avoir pris une Ville: Ambraciam opugnatum & captam, & signa inde ornamentaque ablata, & cetera facta, quæ, captis urbibus, soleant, negaturum aut me pro M. Fulvio, aut ipsum M. Fulvium, censetis

&c. Idem, Lib. XXXVIII. (Cap. XLIII. num. 10.) Fulvius lui-même, dans le Discours qu'il fit pour se justifier, étant de retour à Rome, demande si cette Ville seule étoit exemte du droit de la Guerre: Nisi Syracularum, ceterarumque captarum civitatum ornamentis, urbem exornari fas fuerit, in Ambraciam unam captam non valuerit belli jus. (Lib. XXXIX. Cap. IV. num. 12.) Voyez POLYBE, Excerpt. Legat. XXVI. GROTIUS.

(23) *Quæ belli sævitia esset, quæ victis acciderent, enumeravere: rapi virgines, pueros; divelli liberos à parentum complexu; matres familiarum pati, quæ victoribus collibissent; fana, atque domos, exspoliari; eadem, incendia, fieri &c.* (Bell. Catilin. Cap. L. pag. 156. Ed. Walf.) Chosroës piller une Eglise d'Antioche, au rapport de PROCOPE, Persic. Lib. II. [Cap. IX. mais il conserva le bâtiment, pour une certaine femme qu'on lui donna.] Voyez CROMER, Rerum Polon. Lib. XVII. (pag. 402.) GROTIUS.

(24) Les deux Loix mal expliquées, se trouvent dans le même endroit. Les voici. „Que personne ne dise du mal des Dieux, que les autres Etats regardent comme tels. Qu'on ne pille point les Temples des Etrangers, & qu'on ne prenne aucune chose consacrée à quelque Dieu. Βλασφημίαται ὃ μηδὲς Θεὸς, ἢς πόλεις ἄλλαι νομίζουσι. Μὴ σὺλάν' ἐρεῖα ἕνεκα, μηδ' ἀν' ἰππονασμένον ἄντι τῷ Θεῷ κειμήλιον λαμβάνειν. Antiq. Jud. Lib. IV. Cap. VIII. pag. 121. F.

(25) Voyez la Note précédente. Il dit ailleurs, que leur Loi leur défend de se moquer, ou de dire du mal de ceux que les Etrangers tiennent pour Dieux, à cause du nom de Dieu qu'ils portent: Καὶ περὶ γε πᾶς μὴ χλευάζειν, μήτε βλασφημεῖν τὸς νομιζομένους Θεὸς παρ' ἐτέροις, ἀντικρὺς ἡμῖν ὁ νομαδέτης ἀπειρηκεν, αὐτῆς ἕνεκα προσήγορίας τῷ Θεῷ. Contra Apion. Lib. II. pag. 1077. D. D'autres croient, & avec plus de fondement, que cet Historien Juif a prétendu par là expliquer une autre Loi, savoir, celle de l'EXODE, XXII, 28. où il y a mot-à-mot, dans l'Original: Tu ne diras point de mal des Dieux. Par les Dieux, le Législateur entend visi-

tils : (25) car il prétend qu'elle signifie, qu'on ne devoit point parler mal de ces fausses Divinités ; au lieu que le vrai sens est, qu'il ne falloit pas prononcer leur nom d'une manière honorable, ou sans témoigner qu'on les détestoit. En effet, les *Israélites*, instruits par le vrai DIEU, savoient certainement, qu'il n'y avoit dans ces Simulacres, ni l'Esprit de DIEU, ni aucun bon Ange, qui y habitât, ni une vertu des Astres, comme les autres Nations abusées le croioient ; mais des Démon, méchants, & ennemis du Genre Humain : de sorte que TACITE a eu raison de dire, (26) que les *Juifs* tenoient pour profane tout ce que les *Romains* regardoient comme sacré. Il ne faut donc pas s'étonner, que les *Maccabées* (e) aient plus d'une fois mis le feu aux Temples des Païens. *Xerxès* ne fit non plus rien de contraire au Droit des Gens, en détruisant les Simulacres des *Grecs* ; quoique les Ecrivains de cette Nation (27) se déchainent là-dessus en invectives, pour rendre leur Ennemi odieux. Car les *Perfes* ne croioient point (28) qu'il y eût aucune Divinité dans les Simulacres : mais ils s'imaginoient que (29) le Soleil étoit le seul vrai Dieu, & le Feu, une de ses parties. Selon la Loi de *Moïse*, il n'y avoit que les Sacrificateurs, qui pussent entrer dans le Temple, comme (30) TACITE aussi le remarque fort bien : cependant le (31) même Historien, & après lui, St. AUGUSTIN (32), disent, que *Pompée* y entra par droit de Victoire. Il fit bien d'épargner ce Temple, & les choses qui y appartenoient ; quoique ce fût, (33) selon CICÉRON, par honte & par crainte de la médisance, plutôt que par un motif de religion : mais il fit mal d'entrer dans le Temple, au mépris des défenses du vrai DIEU. Les anciens Prophètes reprochoient la même chose

(e) *I. Mac-*
cab. V. 44,
68. X, 84.

aux

visiblement les Magistrats, comme il paroît par les paroles suivantes, qui sont le commentaire de celles-ci : *Et tu ne maudiras point les Conducteurs de ton Peuple.* Mais JOSEPH a pris le mot de Dieux au pié de la lettre : & si c'est de bonne foi, le motif, dont nôtre Auteur parle, a sans doute contribué à le jeter dans l'erreur.

(26) *Profana illic omnia, que apud nos sacra.* Histor. Lib. V. Cap. IV. num. 1.

(27) TROGUE POMPÉE, imitant sans doute le langage des Auteurs Grecs, sur lesquels il composoit son Histoire, dit, dans l'Abrégé de JUSTIN, qui nous reste, que *Xerxès* sembloit avoir eu dessein de faire la Guerre aux Dieux, aussi bien qu'aux Hommes : *Ante navalis praelii congressionem miserat Xerxes quatuor millia armatorum Delphos, ad templum Apollinis diripiendum : proxus quasi non cum Græcis tantum, sed & cum Diis immortalibus bellum gereret.* Lib. II. Cap. XII. num. 8, 9. Voyez le passage de CICÉRON, qui va être cité dans la Note suivante.

(28) C'est la raison qu'en donne ASCONIUS PERDIANUS, cité en marge par notre Auteur. CICÉRON, pour exagérer le crime de *Verrès*, qui avoit pillé entr'autres un Temple de *Délos*, consacré à *Apolon*, dit, que les *Perfes* même, qui, en portant la Guerre dans la Grèce, l'avoient déclarée & aux Hommes, & aux Dieux (voilà l'Orateur Romain parlant le langage des Auteurs Grecs) ces *Perfes* même étant abordez à *Délos*, avec une Flotte de mille Voiles, ne touchèrent point au Temple, dont il s'agit : *Tantaque ejus auctoritas religionis est, & semper fuit, ut ne Persæ quidem, quam bellum toti Græciæ, Diis Hominibusque indixissent, & mille numero navium classem ad Delum adpulissent, quidquam conarentur aut violare, aut adtingere.* In Verr. Lib. I. Cap. XVIII. Là-dessus le Commentateur ancien remarque, que les *Perfes* détruisoient sans scrupule les Temples & les Statués, parce que, selon les idées de leur Nation, ils croioient qu'on ne devoit point bâtir de Temples aux Dieux, d'autant

plus que le Monde entier souffriroit à peine pour servir de Temple au Soleil seul, que ces Peuples adoroient : DIIS HOMINIBUSQUE] *Quia non solum hostes erant, utpote Barbari, verum etiam, more gentis suæ, nulla Diis, in terris, templa condenda esse credebant ; præsertim quum uni Soli, quem venerarentur, vix mundus ipse sufficeret.* Nôtre Auteur cite encore, dans une petite Note, ce que dit DIOGÈNE LAËRCE, que les *Mages* condamnoient l'usage des Statués : *Τῶν ἱεροῶν καταγινώσκουσιν [τὸς Μάγους, φησὶν ὁ Σαρτιαν].* Lib. I. §. 6. Edit. Amstel. Voyez là-dessus MÉNAGE ; & l'Indice Philologique de Mr. LE CLERC sur l'Histoire de la Philosophie Orientale, par STANLEY, au mot Statuæ.

(29) On peut voir, sur ceci, l'Histoire de la Religion des anciens *Perfes*, composée en Latin par feu Mr. HYDE, Savant Anglois, qui a tâché de prouver, que ces Peuples n'adornoient autrefois ni le Feu, ni le Soleil, mais le seul vrai DIEU ; ce qui est encore aujourd'hui, comme il le croit, la Religion de quelques-uns de leurs Descendans.

(30) *Ad fores [Templi Hierosolymitani] tantum Judæo aditus : limine, præter Sacerdotes, arcebantur.* Hist. Lib. V. Cap. VIII. num. 2.

(31) *Romanorum primus, Cn. Pompejus, Judæos domuit : Templumque JURE VICTORIÆ ingressus est.* Histor. Lib. V. Cap. IX. num. 1.

(32) *Pompejus ergo, Populi Romani præclarissimus princeps, Judæam cum exercitu ingressus, civitatem capit, templum reservat, non devotione supplicis, sed JURE VICTORIS.* De Civit. Dei, Lib. XVIII. Cap. XLV.

(33) *At Cn. Pompejus, captis Hierosolymis, victor ex illo fano nihil adigit. In primis hoc, ut multa alia, sapienter, quod in tam suspiciosa ac maledicâ civitate, locum sermoni obtrectatorum non reliquit. non enim, credo, religionem & Judæorum, & hostium, impedimento præstantissimo Imperatori, sed pudorem, fuisse.* Orat. pro L. Flacco, Cap. XXVIII.

(f) Daniel, aux
v. 23.

aux (f) Chaldéens ; & quelques-uns ont cru , que ce fut en punition de cela que Pompée , par un effet particulier de la Providence , périt de mort violente , au Cap de Casse , à la vuë , pour ainsi dire , de la Judée. Cependant , à (34) considérer l'opinion des Romains , il n'y avoit là aucune violation du Droit des Gens. Titus , qui détruisit ensuite ce même Temple , le fit , selon JOSEPH , l'Historien Juif , par droit de Guerre (35).

(a) §. 2.
num. 1.

§. III. I. CE que nous avons dit des Choses Sacrées , se doit entendre aussi des Sépulcres , que les Latins appellent des Choses (1) Religieuses. Ils appartiennent aux Vivans , & non pas aux Morts , c'est-à-dire , ou au Peuple , ou à chaque Famille. Aussi le Jurisconsulte POMPONIUS dit-il la même chose des Sépulcres , que des Choses Sacrées , dans la Loi que (a) nous avons déjà rapportée. Et PAUL , autre Jurisconsulte , (2) décide , sur ce principe , qu'on peut prendre des pierres dans les Sépulcres des Ennemis , & s'en servir à tout ce qu'on veut.

2. Il faut pourtant ajouter ici cette restriction , qu'on ne doit point maltraiter les Corps qui sont dans les Sépulcres même de l'Ennemi ; parce que cela est contraire aux droits de la Sépulture , (3) que nous avons fait voir ailleurs être établis par le Droit des Gens.

§. IV. JE répéterai encore , en un mot , ce que j'ai dit ci-dessus , que le Droit des Gens ne permet pas seulement de piller l'Ennemi à force ouverte , mais encore par des ruses & des tromperies , qui ne soient point accompagnées d'un manque de bonne foi , ou d'une violation de ce que l'on a promis ; & même en (1) sollicitant les autres à trahir nôtre Ennemi. Car , en matière de ces fortes d'actions moins vicieuses & fort communes , le Droit des Gens est venu à user d'une espèce de connivence ; comme les Loix Civiles , au sujet des Prostitutions , & des Usures mordantes.

CHAPITRE VI.

Du droit de s'APPROPRIER ce qui a été PRIS sur l'Ennemi.

I. Comment on acquiert , par le Droit Naturel , la PROPRIÉTÉ DES CHOSES PRISES sur l'Ennemi. II. Quelle est ici la règle du Droit des Gens. III. Quand c'est que les Choses Mobilières sont censées prises , selon ce Droit des Gens : IV. Et les Terres. V. Que l'on n'acquiert point , par droit de Guerre , ce qui appartient à d'autres , que l'Ennemi. VI. Des choses trouvées dans les Vaisseaux des Ennemis. VII. Que ,

(34) Il y a aussi une autre raison , qui pouvoit justifier les Païens du reproche de sacrilège , lors même qu'ils pilloient les Temples des Dieux , qu'ils reconnoissoient pour tels. C'est qu'ils s'imaginoient , que , quand une Ville venoit à être prise , les Dieux , qu'on y adoroit , abandonnoient en même tems leurs Temples & leurs Autels ; sur tout après qu'ils les avoient évoquez , eux & toutes les Choses Sacrées , avec certaines cérémonies. Voyez la Note du docteur GRONOVIIUS , sur le §. 2. de ce Chapitre ; & la Dissertation de Mr. COCCÉJUS , De evocatione Sacrorum.

(35) Βαλὴ περὶ τῶν ναῶν προετίθη τοῖς μὲν ἐν ἰδοκεῖ χρεῖσθαι τῶν τῶν πολέμων νόμων &c. De Bell. Jud. Lib. VII. Cap. XXIV. pag. 956. G. Ailleurs Titus dit , qu'il a voulu sauver le Temple , & oublier ainsi les Loix de la Guerre : Τὸ ἱερὸν πλησίον γενόμενον , πάλιν ἐκὼν ἐξ-

λαβόμεν τῶν τῶν πολέμων νόμων , φείσασθαι ὃ παρεκάλει τῶν ἰδίων ὑμῶν ἁγίων , καὶ σώσαι τὸν ναὸν ἑαυτοῖς &c. Cap. XXXIV. pag. 963. F.

§. III. (1) Les Sépulcres étoient consacrez aux Dieux des Enfers : au lieu que les Choses Sacrées étoient pour les autres Dieux. Voyez Mr. NOODT , sur le DIGESTE , Lib. I. Tit. VIII. pag. 58.

(2) Sepulcra hostium religiosa nobis non sunt. ideoque lapides inde sublati , in quemlibet usum convertere possunt : nec sepulcri violati actio competit. DIGEST. Lib. XLVII. Tit. XII. De Sepulcro violato , Leg. IV.

(3) Il suffit de dire , que cela ne sert de rien ni pour nôtre défense , ni pour le maintien de nos droits , ni en un mot pour aucune fin légitime de la Guerre.

§. IV. (1) Voyez ce que l'on a dit sur le Chapitre précédent , §. 18. Note 10.

Que, par le Droit des Gens, on peut s'approprier ce que l'Ennemi avoit pris lui-même sur d'autres, à la Guerre. VIII. Réfutation de la pensée de ceux qui prétendent, que les Particuliers, en prenant quelque chose sur l'Ennemi, se l'approprient par cela seul. IX. Que, selon le Droit de Nature, on peut acquérir par le moien d'autrui, & la Possession, & la Propriété des biens. X. Distinction des exploits militaires, en publics, & particuliers. XI. Que les Terres, dont on s'empare, sont acquises au Peuple, ou à celui qui fait la Guerre. XII. Que les Choses Mobilières, tant animées, qu'inanimées, sont aux Particuliers, qui les prennent de leur autorité privée: XIII. A moins que les Loix Civiles du Païs n'en disposent autrement. XIV. Mais ces sortes de choses, lors que les Particuliers, qui les ont prises, agissent par autorité publique, appartiennent au Peuple, ou à celui qui fait la Guerre. XV. On donne ordinairement quelque pouvoir d'en disposer, aux Généraux d'armée: XVI. Qui ou les font entrer dans le Trésor Public; XVII. Ou les distribuent aux Soldats; XVIII. Ou les laissent au pillage; XIX. Ou les donnent à d'autres personnes; XX. On en font plusieurs portions, dont ils disposent en différentes manières. XXI. Qu'on peut se rendre coupable de Péculat, à l'égard du butin. XXII. Que l'on change quelque chose à ces règles générales, ou par les Loix particulières de chaque Etat, ou par quelque autre disposition d'une volonté libre: XXIII. Comme, par exemple, en donnant le butin à ses Alliez; XXIV. Ou même à ses Sujets. Divers exemples de ceci, & par rapport aux prises faites sur terre, & par rapport aux maritimes. XXV. Usage des principes établis ci-dessus. XXVI. Si l'on acquiert par droit de Guerre, ce que l'on a pris hors des terres des deux Etats Ennemis? XXVII. En quel sens les effets de droit, dont on vient de traiter, sont propres & particuliers aux Guerres faites dans les formes.

§. I. I. **O**UTRE l'impunité que certains actes d'hostilité ont devant les Hommes, comme nous venons de le montrer dans les Chapitres précédens; il y a un autre effet particulier, que le Droit des Gens (1) donne aux Guerres faites dans les formes, c'est celui qui regarde l'AQUISITION DES CHOSES PRISES sur l'Ennemi.

2. Selon le *Droit de Nature*, on acquiert, par une Guerre juste, autant de choses prises qu'il en faut (a) pour égaler la valeur de ce qui nous est dû, & que nous ne pouvons avoir autrement, ou pour châtier l'Ennemi, en lui causant un dommage proportionné à la peine qu'il mérite, selon ce que (b) nous avons dit ailleurs. C'est ainsi (2) qu'*Abraham* (c) donna à DIEU la dîme du butin qu'il avoit fait sur les cinq Rois; comme l'Auteur divin de l'*Épître aux Hébreux* (d) explique cette histoire: Coutume que l'on voit (3) aussi établie chez les Grecs, chez les Carthagé-

(a) Voyez ci-dessus, Liv. II. Chap. VII. §. 2.

(b) *Ibid.* Chap. XX.

(c) *Genèse*, Chap. XIV. vers. 20, & suiv.

(d) *Hébr.* VII, 4.

CHAP. VI. §. I. (1) Voyez ce que je dirai sur le paragraphe dernier de ce Chapitre.

(2) „ Il falloit ajouter (dit Mr. LE CLERC, dans son Commentaire sur ce passage) „ que les biens même d'autrui deviennent nôtres, lors qu'ayant levé une „ Armée à nos propres dépens, nous enlevons ces „ biens à ceux qui les avoient pris, pendant que ceux, „ à qui ils avoient appartenu, demeurent en repos. „ Car ce ne fut pas seulement des dépouilles des Rois „ venus de delà l'*Euphrate*, qu'*Abraham* offrit la dîme, mais encore des biens recouvrez, de ceux de „ *Sodome*, & autres Voisins; dont ce Patriarche rendit „ dit aux anciens Propriétaires ce qui resta, après la „ dîme offerte. Voilà ce que dit le savant & judicieux Commentateur. Et cela se rapporte à ce que notre Auteur établira lui-même plus bas, §. 7. où il a néan-

moins oublié cet exemple. Il paroît aussi par le dernier verset du Chapitre de la *GENÈSE*, d'où est tirée cette Histoire, que le Patriarche garda du butin recouvré, outre les vivres consumez par ses gens, la portion qui revenoit à ses Alliez, *Haner*, *Eschol*, & *Mamré*; comme le remarque notre Auteur dans une petite Note, où il renvoie à ce que dit *JOSEPH*, dans cette histoire, *Antiq. Jud.* (Lib. I. Cap. XI.) & à ce qu'il dira lui-même plus bas, Chap. XVI. §. 3. Il faut, au reste, supposer ici, que ceux qui ne se mettent point en devoir de tenter le recouvrement de leur bien, en aient l'occasion & les moiens. Voyez ce que je dirai ci dessous, sur le Chap. XVI. §. 3. Note 2.

(3) Voyez la Dissertation de *SELDEN*, sur les *Dîmes*, Sect. III. traduite en Latin par Mr. LE CLERC, & mise à la fin de son Commentaire sur le *Pentateuque*.

(4) Nô.

nois, & chez les Romains, qui faisoient la même offrande à leurs Dieux, à un Apollon, à un Hercule, à (4) un Jupiter Férétrien. Le Patriarche Jacob voulant avantager Joseph par dessus ses autres Enfants, lui dit: (e) *Je te donne une portion de plus qu'à tes Frères, celle que j'ai prise sur les Amorrhéens, avec mon épée & mon arc. J'ai pris*, (5) c'est-à-dire, en stile prophétique, je prendrai certainement: & cela est attribué à Jacob, parce que ses Descendans, portans son nom, devoient le faire; le Père & les Enfants n'étant regardez que comme une seule & même personne. Il vaut mieux expliquer ainsi ces paroles, que de les entendre, comme font les Rabbins, du pillage de la Ville de Sichem, que les Fils de Jacob avoient déjà fait alors: car Jacob, juste & religieux qu'il étoit, désapprouva toujours (f) cette action de ses Enfants, comme accompagnée de perfidie.

(f) Voiez
Genèse,
XXXIV, 10.
& XLIX, 5, 6.

(g) Deuté.
XX, 14.

(h) I. Chro-
nig. V, 20,
21, 22.

(i) II. Chro-
nig. XIV, 11,
12, 13.

(k) Josué,
XXII, 8.

3. Il paroît par d'autres endroits de l'Ecriture, que DIEU approuvoit l'appropriation du butin fait sur l'Ennemi, lors qu'on ne passoit point les bornes dont nous venons de parler, prescrites par le Droit Naturel. Voici ce qu'il dit lui-même dans sa Loi, au sujet d'une Ville qui aura été prise, après avoir refusé la paix qu'on lui offroit: (g) *Tu pilleras pour toi toutes ses dépouilles, & tu jouiras du butin que DIEU t'aura donné, fait sur tes Ennemis.* Ceux des Tribus de Ruben, de Gad, & de la demi-Tribu de Manasse, aiant vaincu les Ituréens & leurs Voisins, en remportèrent un grand butin, (h) parce, ajoute l'Historien Sacré, qu'ils avoient invoqué DIEU dans cette Guerre, & que DIEU, favorable à leurs vœux, les avoit exaucez. Il est dit aussi, qu'Asa, (i) Roi pieux, aiant invoqué DIEU, remporta & la victoire, & un butin considérable, sur les (6) Ethiopiens, qui l'avoient injustement attaqué. Ces exemples sont d'autant plus remarquables, qu'il s'agit de Guerres entreprises, non par un ordre particulier du Ciel, mais en vertu du droit commun de tous les Hommes. Et le premier avoit été autorisé d'avance par Josué, qui faisant des vœux pour ces mêmes Israélites des Tribus de Ruben, de Gad, & de la demi-Tribu de Manasse, dit: (k) *Puissez-vous partager avec vos Frères le butin fait sur vos Ennemis.* Le Roi David envoyoit aux Conseillers de la Nation Judaïque les dépouilles qu'il avoit remportées sur les

(4) Notre Auteur, comme le remarque GRONOVIVS, confond ici la Dime avec ce que l'on appelloit *Spolia opima*, & que l'on consacroit à Jupiter Férétrien.

(5) Le Paraphraste Chaldéen explique cela, comme si DIEU, en considération des prières de Jacob, avoit conservé Sichem à lui & à ses Descendans. GROTIUS.

(6) On plutôt sur les Madianites; car ce sont eux qu'il faut entendre par les Chusites. Voiez le Phaleg de BOCHART, Lib. IV. Cap. II.

(7) *Et, quod est militariibus viris speciosissimum, divitem illum spoliis etiam hostilibus faciat.* De Benefic. Lib. III. Cap. XXXIII.

(8) Τὸν γὰρ σπόρον, φησὶν, ἀτελῇ μὲν ὄντα διώσκει, τελευθῶντα δὲ ἀμύσσειν, ἑξαιφνης ἐπελθόντες πόλεμοι; διττὴν ἐργασσάμενοι συμφορὰν, λιμὸν μὲν φίλοις, ἐχθροῖς δὲ περισσίαν. Lib. de Diris & Execrat. init. pag. 930. A. Ed. Paris.

§. II. (1) Voiez ce que j'ai dit sur le Chapitre IV. de ce Livre, §. 4. Note I. Il est bon de rapporter ici ce que dit Mr. CARMICHAEL, Professeur de Glasgow, dans ses notes sur l'Abrégé de PUFENDORF, *De Officio Hom. & Civ.* Lib. II. Cap. XVI. pag. 303, & seqq. Il distingue entre les Choses Mobilières, & les Immeubles. L'acquisition des premières doit être regardée comme valide & légitime; parce que, si les anciens Propriétaires pouvoient les réclamer chez les Peuples Neutres, où elles se trouvent par une suite du commerce, chaque Etat se verroit par là exposé à en-

trer malgré lui dans la Guerre, puis qu'il seroit obligé d'examiner si les choses qu'on réclame sont de bonne prise, & par conséquent de quel côté est la bonne cause. Mais pour ce qui est des Immeubles, je ne vois pas (ajoute cet Auteur) qu'il soit établi par un commun consentement des Nations, que l'ancien Maître doive avoir moins de droit contre le tiers qui les tient de son Ennemi, à quel titre que ce soit, que contre l'Ennemi même; à moins que cet ancien Maître n'ait témoigné, d'une manière ou d'autre, qu'il abandonnoit son bien. Tout ce qu'il y a, c'est que, si ceux qui sont neutres doivent quelque Servitude réelle aux Terres qu'un Ennemi a prises sur son Ennemi, ils peuvent s'acquitter envers le nouveau Possesseur, sans que l'ancien Propriétaire ait lieu de s'en plaindre. J'approuve, pour le fond, cette distinction. Mais comme je ne reconnois point ce commun consentement des Peuples sur lequel on fonde le Droit des Gens, après notre Auteur; il me suffit de dire, que les choses Mobilières passant aisément par le commerce entre les mains des Sujets d'un Etat Neutre, sans que ceux qui les acquièrent sachent souvent que ce sont des choses prises à la Guerre; la tranquillité des Peuples, & l'état de Neutralité demandoient qu'elles fussent toujours réputées de bonne prise. Mais il n'en est pas de même des Immeubles. Ils sont immobiles de leur nature: & ceux, à qui un Etat, qui les a pris sur son Ennemi, veut les céder, ne peuvent guères ignorer la manière dont il les possède.

(2) Il parle & des biens, & des personnes: Νέμειναι

les Hamalékites, fait valoir son présent en ces termes: (1) *Voici ce que je vous donne, du butin fait sur les Ennemis du Seigneur.* C'est que, comme le dit SENEQUE, (7) les Gens de guerre ne trouvent rien de plus beau, que d'enrichir quelcun des dépouilles de l'Ennemi. Il y a même des (m) Loix expressees, dans lesquelles DIEU régle la manière dont on doit partager le butin. Et PHILON, Juif, (8) remarque, qu'entre les malédictions de la Loi, il y en a une qui porte, que l'Ennemi moissonnera les campagnes des Israélites, ce qui réduira les Amis à la famine, & procurera en même tems l'abondance aux Ennemis.

§. II. 1. VOILA' pour le Droit de Nature. Le Droit des Gens va ici plus loin. Car, selon les régles de ce dernier Droit, non seulement ceux qui ont pris les armes pour un juste sujet, mais encore tous ceux qui font la Guerre dans les formes, acquièrent la propriété de ce qu'ils ont pris à l'Ennemi, & cela sans règle ni mesure; en sorte que (1) toutes les autres Nations doivent les maintenir en possession de ces sortes de choses, eux & ceux qui les tiennent d'eux, à quel titre que ce soit. On peut appeller cela un droit de Propriété, eu égard aux effets extérieurs dont il est accompagné: & voici des autoritez, qui en feront voir l'établissement.

2. Cyrus dit, dans XÉNOPHON, (2) que c'est une Loi perpétuelle, reçue de tous les Hommes, que, quand une Ville a été prise par l'Ennemi, les biens des Vaincus appartiennent au Vainqueur. PLATON, qui (3) pose la même maxime, met ailleurs (4) au rang des manières naturelles d'acquérir, (a) celle qui se fait par droit de Guerre, qu'il appelle aussi (b) Pillerie, & (c) Acquisition par la loi du plus fort. En quoi il est de même sentiment que Socrate, qui, au rapport de XÉNOPHON, (5) fit avouer à Euthydème, à force de questions, qu'il n'est pas toujours injuste de piller, puis qu'on peut le faire à l'égard d'un Ennemi. ARISTOTE dit aussi, (6) que, selon la Loi, qui est une espèce de convention générale, les choses prises à la Guerre, sont à ceux qui les ont prises. C'est à quoi se rapporte ce mot d'ANTIPHANE: (7) *Il faut souhaiter, disoit-il, aux Ennemis, beaucoup de biens, & peu de cœur; car en ce cas-là, les biens sont, non à ceux qui les ont, mais à ceux qui voudront les prendre.* Dans PLUTARQUE, (8) quel-

(1) I. Seneca, XXX, 26.
(m) Nombrés, XXXI, 27, & suiv.

(a) Πολεμική, Ἀγωνιστική.
(b) Ληστική.
(c) Χειρωτική.

γὰρ ἐν πᾶσιν ἀνθρώποις αἰδίος ἐστίν, ὅταν πολεμῶντων πόλις αἰῶν, τῶν ἐλπίων εἶναι καὶ τὰ σώματα, καὶ τὰ χρήματα. De instit. Cyri, Lib. VII. Cap. V. §. 26. Ed. Oxon.

(3) Πάντα δὲ τὰ τῶν νικηρέων ἀγαθὰ, τῶν νικῶντων γίνεσθαι. De Legib. Lib. I. pag. 626. B. Tom. II. Ed. H. Steph.

(4) Κτητικὴς ἢ ἀρ' ἢ δύο εἶδη; τὸ μὲν, ἐκόντων πρὸς ἐκόντας μεταβλητικόν· ὃν τὸ δ' λοιπὸν, ἢ κατ' ἔργον, ἢ κατὰ λόγον χειρῶν ἐκόντων, χειρωτικὸν ἢ ἐκόντων. Τὸ μὲν ἀναφανδόν, ὅλον ἀγωνιστικόν· θέντες &c. Sophist. pag. 219. D. E. Tom. I. Τὴν μὲν ληστικὴν, καὶ ἀνδραποδιστικὴν, καὶ τυραννικὴν, καὶ ἐμπασαν τὴν πολεμικὴν, ἐν παντί βίαιον θύραν οὐκ ἐκόντων. Ibid. pag. 222. C.

(5) Ἐάν τις [ερατηγός] κλέπῃ τε καὶ ἀρπάξῃ τὰ τέτατον, καὶ δίκαια ποιῇ; καὶ μάλα, ἔφη [ὁ Εὐθύδημος]. Memorab. Socrat. Lib. IV. Cap. II. §. 15.

(6) Ὁ γὰρ νόμος, ὁμολογία τίς ἐστιν ἐν ᾧ τὰ κατὰ πόλεμον κρατούμενα τῶν κρατούντων εἶναι φασί. De Republ. Lib. I. Cap. VI. pag. 301. D.

(7) Ἀντιφάνης εἰπὼν, ὅτι τοῖς πολεμίοις ἔρχεσθαι δεῖ ταῦτά τε παρῆναι· ἡ γὰρ ἀνδρείας· γινέσθαι γὰρ ἔσται, καὶ τῶν ἔχοντων, ἀλλὰ τῶν κρατούντων. Ceci n'est point d'Antiphane, mais d'ANTISTHÈNE, Philosophe Cynique; & je trouve le passage ainsi conçu dans STOBÉE, Florileg. Tit. LIV. De Imperat. sous le nom du dernier. J'ai remarqué une faute semblable de notre Auteur, ou de ses Copistes, dans son Commentaire TOM. II.

re sur le second Commandement du DÉCALOGUE, où on voit tout de même Antiphane cité pour Antisthène, au sujet de l'invincibilité de DIEU; passage, qui est rapporté ci-dessus, Liv. II. Chap. XX. §. 45. num. 2. dans une Note, & attribué à son véritable Auteur. Au reste, STOBÉE avoit tiré ce mot de PLUTARQUE, qui le donne aussi à Antisthène, De Fortun. Alexandr. Orat. II. pag. 336. A. Tom. II. Ed. Wechel. d'où il paroît, qu'on n'a pas eu lieu de soupçonner qu'il y eût faute dans STOBÉE, où les noms des Auteurs citez sont quelquefois confondus. Qu'il me soit permis de remarquer encore, qu'on a oublié cet apophthegme de l'ancien Philostrate dans l'Histoire Philostrate de STANLEY, même dans la Traduction Latine de feu Mr. OLEARIUS, qui avoit pris à tâche de suppléer ce qui manquoit dans l'Original.

(8) C'est un des Courtisans d'Alexandre, qui fait cette réflexion, sur ce que ce Conquérant, aiant pris la Tente de Darius dans une Bataille, voulut aussi s'aller baigner dans le Bain du Roi vaincu, pour se dégrasser de la poussière du Combat: SIRE, dit là-dessus le Courtisan, parlez du Bain d'Alexandre, & non pas du Bain de Darius: car ce qui appartenoit aux Vaincus &c. Εὐθύς ἐν ἀποδοσάμεν· τὰ ὅπλα, πρὸς τὸ λυτὴν ἐβαλὼν, εἶπεν, ἵωμεν ἀπολυσόμενοι τὴν ἀπὸ τῆς μάχης ἰδρύσθαι καὶ Δαρείου λύτρω. Καί τις τῶν ἑταίρων, Μὴ τὸν Δία, εἶπεν, ἀλλὰ τὸν Ἀλεξάνδρου. τὰ γὰρ τῶν ἡττωμένων εἶναι τε δεῖ καὶ προσαναγορεύσθαι τὰ κρατῶν. Vit. Mm Ale-

cun soutient, que ce qui appartenait aux Vaincus, est & doit être appelé le bien du Vainqueur. Le Roi Philippe de Macédoine, dans une Lettre aux Athéniens, disoit, (9) que les Villes, dont on est maître, on les tient ou de ses Ancêtres, ou par droit de Conquête. L'Orateur ESCHINE (10) accordoit à ce même Prince, que, s'il eût pris aux Athéniens la Ville d'Amphipolis, étant en guerre avec eux, elle lui appartiendrait sans contredit par droit de Guerre. Dans TITE LIVE, le Général (11) Marcellus dit, que ce qu'il avoit pris aux Syracusains, il l'avoit pris par droit de Guerre. Le Roi Masinissa étant en contestation avec les Carthaginois au sujet de quelques terres, fondeoit ses prétentions (12) sur ce que son Père avoit conquis ces terres sur les Carthaginois, & qu'ainsi elles lui appartenient selon le droit des Gens. Les Ambassadeurs de Rome disoient à Philippe, Roi de Macédoine, (13) que, s'il eût conquis quelques Villes de Thrace, & d'autres Païs, dont on se plaignoit qu'il s'étoit emparé injustement, elles feroient à lui, comme un prix de sa victoire. JUSTIN fait dire (14) à Mithridate, qu'ayant conquis la Cappadoce, il en étoit maître par le droit des Gens.

3. CICÉRON, qui fonde sur le même titre (15) le droit des Romains sur l'Île de Mitylène, met ailleurs (16) les Conquêtes au rang des différentes manières dont on acquiert la Propriété des choses. Un Père même de l'Eglise, CLEMENT d'Alexandrie, reconnoît, (17) qu'on pille & qu'on s'approprie, par droit de Guerre, ce qui appartenait aux Ennemis. C'est une règle des Jurisconsultes Romains, (18) que les choses prises sur l'Ennemi appartiennent dès-lors à ceux qui s'en sont saisis. Le Paraphrase Grec des INSTITUTES appelle cela, (19) une acquisition naturelle; suivant en cela le langage & les idées (20) d'ARISTOTE. C'est qu'ici le droit, qu'on acquiert, vient du fait seul, ou de la prise de possession, sans autre titre: en quoi le Juriscon-

Alexandr. (pag. 676. A. Tom. I. Ed. Wech.) Alexandre dit lui-même, en une autre occasion, qu'il avoit oublié que les biens du Vaincu sont au Vainqueur: Ἀλλ' ἐπιλήσθοντα ταυτατόμενον, ὅτι νικῶντες μὲν προσκίησονται καὶ τὰ τῶν πολεμίων &c. (Pag. 684. A.) PLUTARQUE dit ailleurs, que, dans une Bataille, les biens du Vaincu sont le prix proposé au Vainqueur: τὰ τῶν ἡττημένων ἐν ταῖς μάχαις ἀγαθὰ, τοῖς νικῶσι ἀθὰ προκίηται. Paroles tirées de XENOPHON, Cyrop. Lib. II. (Cap. III. §. 2. Ed. Oxon.) On trouve la même pensée dans DION CASSIUS: τὰ τῶν ἡττημένων τοῖς κρατῶσι προσκίηται. GROTIUS.

Ce dernier passage, de DION CASSIUS, se trouve au Livre XLI. vers la fin: mais pour ce qui est des paroles de PLUTARQUE, que notre Auteur donne comme tirées de XENOPHON, je ne les trouve nulle part.

(9) Καὶ τοὶ πάντες οἰκόμεν τὰς πόλεις, ἡ τῶν προγόνων παραδόντων, ἡ κατὰ πόλεμον κύριοι καίσαυτες. Epist. ad Atheniens. apud DEMOSTHEN. pag. 64. B. Edit. Basil. 1572.

(10) Εἰ μὲν πρὸς ἡμᾶς πολεμήσας, δευρόλκων [Ἀμφίπολιν] τὴν πόλιν εἰλες, κυρίως ἐχῆς, τῶ τῆ πόλεως νόμῳ κησόμενος. Orat. de male obita legat. (pag. 251. B.) On trouve dans DIODORE de Sicile, qu'il ne faut point relâcher ce qui a été acquis par droit de Guerre: τὰ διὰ τῶν ὀπλῶν κτηθέντα, τῶ τῆ πόλεως νόμῳ, μὴ προϊέναι. Excerpt. Peiresc. (pag. 406.) Voyez un passage d'AGATHIAS, qui sera cité plus bas, Chap. VIII. §. 1. Note 10. GROTIUS.

(11) Le passage a été déjà cité, sur le Chap. IV. de ce Livre, §. 5. Note 3.

(12) Cepervat eum [agrum] ab Carthaginiensibus, pater Masinissæ, Gala . . . Masinissæ paterni regni agrum se & recepisse, & habere jure gentium, agebat. TIT.

LIV. Lib. XL. Cap. XVII. num. 2, 4.

(13) Si Philippus bello cepisset eas [civitates], præmium victoriæ, jure belli, habiturum. Idem, Lib. XXXIX. Cap. XXIX. num. 2.

(14) Non Cappadociâ filium educitum, quam jure gentium victor occupaverat. Lib. XXXVIII. Cap. V. num. 6.

(15) Quid Mitylenæ? quæ certè vestræ, QUIRITES, belli lege ac victoriæ jure, factæ sunt. Orat. II. De Lege Agrar. contra Rull. Cap. XVI.

(16) Sunt autem privata nulla naturâ, sed aut veteri occupatione, ut qui quondam in vacua venerunt; aut victoriâ, ut qui bello potiti sunt &c. De Offic. Lib. I. Cap. VII.

(17) C'est à l'occasion de ce que les Israélites, en sortant d'Egypte, emportèrent les Vaisseaux d'or & d'argent des Egyptiens. Le Père dit, qu'ils le firent ou en compensation de ce que les Egyptiens leur devoient pour salaire du rude travail qu'on avoit exigé d'eux; ou par droit de Guerre contre un Peuple qui les avoit réduits malgré eux à un dur Esclavage: "Εστ' οὖν, ὡς ἐν πολέμῳ φαίη τις τὲτο γεγονέναι, τὰ τῶν ἐχθρῶν φέρειν ἡξισιν νόμῳ τῶν κεκρατηκότων, ὡς κρείττους ἡττηόνων. καὶ τὰ πόλεως ἡ αἰτία δίκαια &c. Stromat. Lib. I. Cap. XXIII. pag. 416. Ed. Oxon. En quoi CLEMENT ne fait que copier PHILON, Juif, comme il paroît par le passage que Mr. l'Evêque d'Oxford cite dans ses Notes, & que notre Auteur rapportera plus bas tout entier, sur le Chap. VII. de ce Livre, §. 6. num. 8.

(18) Item quæ ex hostibus capiuntur, jure gentium statim capiuntur sunt. DIGEST. Lib. XLI. Tit. I. De adquirendo rerum dominio, Leg. V. §. 7. Voyez aussi les INSTITUTES, Lib. II. Tit. I. De divisione rerum, §. 17.

(19) Φυσικὴ κτήσις ἐστὶ καὶ τὰ ἀπὸ τῶν πολεμίων ὁ γὰρ ἐθνικὸς νόμος, ἡμετέρα παραχρημα βελήαι γινώσκειν ὅσα εἰδή-

sulte NERVA (21) trouve une trace ou un reste de la manière dont la Propriété des biens s'est introduite, aiant commencé, selon lui, par la simple possession.

4. Il faut remarquer ici, que ce qu'on prend aux Sujets de l'Ennemi est censé pris à l'Ennemi même. C'est sur ce principe que XΕΝΟΦΩΝ fait raisonner Dercyllide, Général des Lacédémoniens: (22) La Veuve Manie dépend de Pharnabaze: Pharnabaze est Ennemi de Lacédémone: Donc nous pouvons prendre les biens de Manie par droit de Guerre.

§. III. I. OR, selon la convention tacite des Peuples, on est censé avoir pris une chose par droit de Guerre, lors qu'on s'en est rendu maître de telle manière, que l'Ennemi, à qui on l'a enlevée, doive vraisemblablement avoir perdu espérance de la recouvrer, ou, pour me servir de l'expression du Jurisconsulte POMPONIUS (1) sur un sujet approchant, que cette chose soit à couvert de la poursuite de l'Ennemi.

2. Cela a lieu, en matière de Choses Mobilières, lors qu'on les a emportées chez soi, c'est-à-dire, dans les endroits dont on est maître. Car on recouvre une chose par droit de *Postliminie*, de la même manière qu'on l'a perdue: (2) or, selon les Jurisconsultes Romains, elle retourne à son ancien Propriétaire, du moment qu'elle est rentrée dans les terres du Souverain de qui il dépend; ce qui est expliqué ailleurs (3) par les lieux dont il est maître. PAUL même dit expressément, (4) en parlant d'une personne, qu'elle est censée perdue, aussi-tôt qu'elle est sortie de nos terres. Et POMPONIUS (5) définissant les Prisonniers de Guerre, entend par là ceux de nos gens que l'Ennemi a pris, & mené dans les lieux dont il est maître: car avant cela, ajoute-t-il, ils demeurent nos Sujets. Or, selon le Droit des Gens, dont il s'agit, il en est de même ici des Choses, que des Personnes. D'où il est aisé de voir, que ce que les Jurisconsultes disent ailleurs de l'acquisition (6) faite du moment qu'on a pris une chose à

εἰληφάμεν ἀπὸ τῶν πολεμίων. THEOPHIL. Lib. II. Tit. I. §. 17.

(20) Διὸ καὶ ἡ Πολεμικὴ φύσει κτητικὴ πως ἔσται. Politic. Lib. I. Cap. VIII. pag. 304. D. Tom. II. Edit. Paris.

(21) *Dominiumque rerum ex naturali possessione cæpisse*, NERVA filius ait: *ejusque rei vestigium remanere de his, quæ terrâ, mari, cæloque capiuntur: nam hæc proventus eorum sunt, qui primi possessionem eorum adprehenderint. Item bello capta . . . ejus sunt, qui primus eorum possessionem nactus est.* DIGEST. Lib. XLI. Tit. II. De acquir. vel amittenda posses. Leg. I. §. 1.

(22) Ἐπειδὴ ἡ ἀπεργασία τὰ πατέρα. Ἐπεὶ μοι, ἔφη [ὁ Δερκυλλίδης] Μανία ἡ τίς ἢ ὅς ἡ πάντες εἰπον, ὅτι Φαρναβάζης. Οὐκ ἔν καὶ τὰ ἐκείνης, ἔφη, Φαρναβάζης; Μανία, ἔφασαν. Ἡμετέρα δὲ ἔην, ἔπει κατέλαβεν πολεμίου γὰρ καὶ τὸν Φαρναβάζην. ἀλλ' ἡγεῖσθαι τις, ἔφη, οὗτε καὶ τὰ Μανίας, καὶ τὰ Φαρναβάζης. Hilt. Græc. Lib. III. Cap. I. §. 23.

§. III. (1) C'est en parlant des choses prises par quelque Bête; car il veut qu'elles soient censées perdues pour celui à qui la Bête les a prises, lors qu'elle est à couvert de la poursuite: Ita ex bonis quoque nostris capta à bestiis marinis & terrestribus, desinant nostra esse, quum effugerunt bestia nostram persecutionem. DIGEST. Lib. XLI. Tit. I. De acquir. rerum domin. Leg. XIIIV. Voyez ci-dessus, Liv. II. Chap. IV. §. 5. num. 2. Mais il y a, entre ce cas, & celui auquel notre Auteur le compare, une différence, qui fait qu'on ne peut pas en juger tout-à-fait de même. C'est que, selon le Jurisconsulte, on présume, que le Propriétaire a abandonné son bien, lors qu'il ne peut plus poursuivre la Bête, qui le lui a pris: au lieu qu'entre deux Ennemis une telle présomption n'a point de lieu. Tout Ennemi, comme tel, & tant qu'il demeure tel, con-

serve la volonté de recouvrer ce que l'autre lui a pris. L'impuissance où il se trouve pour l'heure, ne fait que le réduire à la nécessité d'attendre un tems plus favorable, qu'il cherche & qu'il souhaite toujours. Ainsi, par rapport à lui, la chose ne doit pas plus être censée prise, lors qu'elle est en lieu de sûreté, que quand il est encore en état de la poursuivre: tout ce qu'il y a, c'est que, dans le dernier cas, la possession de l'Ennemi n'est pas aussi assurée, que dans le premier. La vérité est, que cette distinction a été inventée pour établir les règles du droit de *Postliminie*, ou la manière dont les Sujets de l'Etat, à qui l'on a pris quelque chose, rentrent dans leurs droits, plutôt que pour déterminer le tems de l'acquisition des choses prises, d'Ennemi à Ennemi. Voyez TITII Observ. in Compend. Lauterbach. Obs. 1446. & ce que nous dirons plus bas, sur le Chap. IX. §. 16.

(2) *Postliminio rediisse videtur, quum in fines nostros intraverit: sicuti amittitur, ubi fines nostros excessit.* DIGEST. Lib. XLIX. Tit. XV. De Captivis & *Postliminio* &c. Leg. XIX. §. 3. Si id, quod nostrum hostes ceperunt, ejus generis est, ut postliminio redire possit: simul atque, ad nos redeundi causa, profugit ab hostibus, & intra fines imperii nostri esse cepit, postliminio rediisse existimandum est. Ibid. Leg. XXX.

(3) In Bello [Postliminii jus competit] quum hi, qui nobis hostes sunt, aliquem ex nostris ceperunt, & intra presidia sua perduxerunt. . . . Antequam in presidia perducatur hostium, manet civis. Ibid. Leg. V. §. 1.

(4) C'est dans la première des deux Loix, que l'on vient de citer, sur ce paragraphe, Note 2. Voyez ci-dessus, Chap. IX. §. 5. & 16.

(5) Dans la Loi citée ci-dessus, Note 3.

(6) Voyez la Loi citée dans la Note 18. sur le paragraphe précédent. ZIEGLER veut qu'on prenne ici

à l'Ennemi, doit s'entendre en supposant que l'on garde ce qu'on a pris jusqu'à ce qu'on soit arrivé chez soi.

3. De ce que nous venons d'établir, on peut tirer cette conséquence, que les Vaisseaux, & autres choses dont on s'empare sur mer, ne sont censées prises, que quand on les a menées dans quelque Port ou quelque Havre de notre dépendance, ou bien dans l'endroit de la Mer où se tient une Flotte entière que l'on y a envoyée : car ce n'est qu'alors que l'Ennemi commence à désespérer de les recouvrer. Mais, par le nouveau Droit des Gens (a) établi entre les Peuples d'Europe, il suffit que ces sortes de choses aient été pendant (7) vingt-quatre heures au pouvoir de celui qui les a prises sur l'Ennemi.

(a) Voiez le Livre Italien du *Consulat de la Mer*, Cap. 283. & 287. & les *Ordonnances de France*, Lib. XX. Tit. XIII. Art. 24. (a) *Cornel.* à *Lapide*, in *Genes. Cap.* XIV. *Molina*, *Disp.* CXVIII.

§. IV. I. MAIS pour ce qui est des Terres, (a) elles ne sont pas censées prises, du moment qu'on les occupe. Car quoi qu'il soit bien vrai, que cette partie du Pais, où une Armée est entrée avec de grandes forces, est possédée par l'Ennemi, pendant qu'elle y demeure, comme le remarque le Jurisconsulte (1) CELSUS, toute possession ne suffit point pour produire l'effet dont il s'agit, mais il faut que ce soit une possession durable. Aussi voyons-nous, quand Hannibal étoit aux portes de Rome, bien loin qu'on regardât comme perdu le terrain qu'il occupoit, le Champ même, où il campoit, fut (2) vendu alors aussi cher qu'auparavant.

2. Afin

au pié de la lettre, le *statim* des Jurisconsultes Romains. Mais OBERECHT défend l'explication de notre Auteur : & il la fonde sur cet exemple, choisi parmi plusieurs autres, qu'il auroit, dit-il, pu alléguer. On appelle un *Voleur pris sur le fait* (*Fur manifestus*, ou *ἐν αὐτοφάγῳ deprehensus*) non seulement celui que l'on attrape, au moment qu'il se faisoit de la chose dérobée, mais encore celui qu'on trouve emportant la chose, avant qu'il soit arrivé chez lui, ou bien dans l'endroit où il vouloit la mettre. Voiez INSTITUTEUR. Lib. IV. Tit. I. §. 3. Voici un exemple plus formel. Quand il est ordonné que quelqu'un paiera incessamment une certaine somme, cela s'entend, disent les Jurisconsultes, avec quelque modification ; car on ne veut pas dire, qu'il faille dans le moment s'en aller, l'argent à la main, chez celui à qui on doit le compter : *Quod dicimus . . . debere STATIM solvere, cum aliquo scilicet temperamento temporis intelligendum est : nec enim cum sacco adire debet.* DIGEST. Lib. XLVI. Tit. III. De *solutione*. & *liberat.* &c. Leg. CV.

(7) Cela s'observe aussi sur terre, comme il paroît par l'Histoire de Mr. DE THOU, sur l'année 1595. Lib. CXIII. [où l'on voit que la Ville de Liège, en Brabant, ayant été prise & reprise dans le même jour, le butin fait sur les Habitans leur fut rendu, parce qu'il n'avoit pas été pendant vingt-quatre heures entre les mains de l'Ennemi.] La coutume vient des anciennes Loix d'Allemagne, & elle a été établie à l'imitation de l'espace de vingt-quatre heures, qu'elles limitoient, non sans raison, par rapport à la permission de prendre une Bête blessée par quelque autre. Voiez *Lex Langobard.* Lib. I. Tit. XXII. §. 6. La même chose se pratique en Angleterre, & dans le Royaume de Castille, comme le témoigne ALBERIC GENTIL, *Hispanic.* Advoc. I, 3. GROTIUS.

On a remarqué, que cette règle des vingt-quatre heures fut changée en partie, par rapport aux Provinces Unies, depuis la publication du Traité de notre Auteur : & on cite un Placart, (du 11. Mars 1632.) qui abrogeant les anciennes Ordonnances, adjuge à ceux qui ont repris un Vaisseau, dont les Ennemis s'étoient emparés, les deux tiers du Vaisseau & des effets qui s'y trouvent, sans avoir aucun égard au tems que le Vaisseau a demeuré entre les mains des Ennemis,

pourvu qu'il n'eût pas été mené dans quelque Place, dont ils soient maîtres. Voiez SIMON DE GROENEWEGEN, *De Legibus abrogatis & inusitatis in Hollandia vicinisque regionibus*, sur la Loi II. du Titre du DIGESTE De *Captivis & Postliminio*, pag. 301. Ed. Noviomag. 1664.

§. IV. (1) *Rursum, si cum magnâ vi ingressus est exercitus, eam tantummodo partem, quam intraverit, obtinet.* DIGEST. Lib. XLI. Tit. II. De *acquir. vel amittenda possessione*, Leg. XVIII.

(2) Il apprit cela d'un Prisonnier, & il trouva là une confiance si superbe, que, pour braver les Romains à son tour, il fit vendre à l'encan les Boutiques des Changeurs qui étoient aux environs de la Place publique de Rome : *Parva autem [res minuit spem Annibalis] quod, per eos dies, eum forte agrum, in quo ipse castra haberet, venisse, nihil ob id deminuto pretio, cognitum ex quodam captivo est. Id vero adeo superbum atque indignum visum, ejus soli, quod ipse bello captum possideret haberetque, inventum Romæ emtorem, ut extemplo, vocato præcone, tabernas argentarias, quæ circa Forum Romanum tunc essent, jussit venire.* TIT. LIV. Lib. XXVI. Cap. XI. num. 6. Il faut appliquer ici la remarque, que j'ai faite sur le paragraphe précédent, Note 1.

(3) *A terrendis hostibus*, dit notre Auteur. Le sens de celui qu'il cite est, que les Peuples, qui alloient chercher quelque autre Pais pour s'y établir, appelleroient Territoire, l'étendue des terres dont ils s'étoient emparés pour leur usage, après avoir épouventé & chassé de là les Citoyens qui les habitoient : *Præmensumque quod universis suffecturum videbatur solum, territis fugatisque inde civibus, Territoria dixerunt.* Pag. 3. Edit. Gœf.

(4) VARRON fait venir le mot de Territoire, de *terere*, fouler aux pieds. [*Ab eo coloneis locus communis, qui prope oppidum relinquitur, Territorium, quod maxime teritur.* Lib. IV. pag. 9. Edit. H. Steph.] FRONTIN le tire du mot de *Terre* : & le Jurisconsulte POMPONIUS, du même mot, que SICULUS FLACCUS, mais par une autre raison, c'est, dit-il, que les Magistrats ont droit d'épouventer, dans l'enceinte du Territoire : [*Territorium est universitas agrorum intra fines cujusque civitatis : quod ab eo dictum qui-* dam

2. Afin donc que les Terres, dont on s'est emparé, puissent être regardées comme prises, il faut qu'elles soient environnées de fortifications durables, en sorte que l'Ennemi ne puisse y rentrer ouvertement, qu'en forçant ces retranchemens. C'est pourquoy SICULUS FLACCUS fait venir le mot de *Territoire*, qui a passé dans quelques-unes de nos Langues vulgaires, d'un verbe Latin, qui signifie *épouvanter*, (3) parce, dit-il, que celui qui en est maître épouvante les Ennemis: étymologie, qui paroît aussi bien fondée, que celle que d'autres (4) donnent. ΧΕΝΟΡΗΟΝ dit, qu'en tems de Guerre, on peut conserver la possession de ses terres, (5) en y faisant des (b) fortifications, & des retranchemens.

(b) Τείχεα, Ερύματα.

§. V. IL EST clair encore, que, pour pouvoir s'approprier une chose par droit de Guerre, il faut qu'elle appartînt à l'Ennemi. Car celles qui appartiennent à des gens qui ne sont ni ses Sujets, ni animez du même esprit (1) que lui contre nous, ne sauroient être acquises par droit de Guerre, encore même qu'elles se trouvent sur les terres de l'Ennemi, comme dans l'enceinte de ses Villes ou des autres lieux dont il est maître. Sur ce principe, l'Orateur ESCHINE, dans un endroit que nous avons déjà cité, (2) soutient que, la Ville d'*Amphipolis* appartenant aux *Athéniens*, le Roi *Philippe* n'avoit pû se l'approprier en vertu de la Guerre qu'il faisoit à ceux d'*Amphipolis*. En effet, il n'y a aucune raison qui (3) autorise à prendre les biens de ceux, qui ne sont pas du parti de nôtre

En-

dam ajunt, quod Magistratus ejus loci intra eos fines terrendi, id est, submovendi, jus habent. DIGEST. Lib. L. Tit. XVI. De verborum significat. Leg. CCXXXIX. §. 8.] GROTIUS.

FRONTIN ne tire point l'étymologie du mot de *Territoire*, de celui de *Terre*, mais de *terrere*, comme SICULUS FLACCUS: & il le fait même d'une manière plus conforme au sens & au but de nôtre Auteur: TERRITORIUM, dit-il, est quidquid hostis terrendi causâ constitutum est; ou, comme le conjecture Mr. VANDER GOES, quo quid hostis &c. De limitibus agrorum, pag. 42. Mais c'est un Jurisconsulte Moderne, le grand CUIJAS, qui dit dans une Note sur le CODE, Lib. X. Tit. XXXI. De Decurionib. &c. Leg. LIII. Territorium à terra malo deducere, quàm à terrendo. Il en allègue pour raison, que *Territorium* se prend quelquefois pour une Possession particulière; & aux Loix qu'il cite, on peut ajouter un passage de *Siculus Flaccus* même, pag. 42. que Mr. Van der Goës note dans son Index. Cette étymologie, comme la plus simple, me paroît la meilleure; quoique le Savant GRONOVIVS approuve celle de POMPONIUS, dans une Note sur cet endroit de nôtre Auteur, que l'on peut lire, si on veut. Du reste, la chose est très-peu importante; & les argumens tirez des étymologies sont souvent fort minces. Mais il n'est pas inutile d'avertir mon Lecteur, que je trouve ici encore un exemple de ce que j'ai remarqué en plusieurs autres endroits, que nôtre Auteur citoit quelquefois sur la foi d'autrui: car s'il a attribué à un ancien Auteur la conjecture d'un Jurisconsulte Moderne, cela vient certainement de ce qu'ayant lu, dans la Note de DENYS GODEFROI sur la Loi du DIGESTE, qu'on a citée, les paroles suivantes: *A terrendis hostibus* [etymon deducit] *Frontinus in libro de agrorum qualitat. à terra, Cujac. ad l. 53. C. de Decurion. il a cru, par mégarde, que les mots à terra se rapportoient à l'Auteur dont il est parlé auparavant, & non pas à celui qui vient après. Nous avons vu ci-dessus, sur Liv. II. Chap. XVIII. §. 1. Note 2. une semblable bevue où il est tombé à l'occasion d'une Note du même DENYS GODEFROI.*

(5) Il parle de deux Places fortifiées, que les *Athéniens* avoient près de leurs Mines d'argent, par le

moien desquelles, en y joignant un troisième Fort qu'ils pouvoient faire sur une hauteur, il ne leur seroit pas difficile de conserver leurs Mines en tems de Guerre: *Lib. de Reditibus, Cap. IV. §. 43, 44. Ed. Oxon.*

§. V. (1) C'est-à-dire, que si des Etrangers nentres fournissent à nôtre Ennemi quelque chose, & cela à dessein de le mettre en état de nous nuire, ils peuvent alors être regardés comme du parti de nos Ennemis, & par conséquent leurs effets sont sujets à être pris par droit de Guerre. Or cela ne pouvant guères avoir lieu que par rapport aux Choses Mobilières, comme le remarque feu Mr. COCCÉJUS, dans sa Dissertation *De Jure Belli in Amicos*, §. 36. ce Jurisconsulte pouvoit s'épargner la peine de critiquer nôtre Auteur, comme s'il n'avoit point distingué ici entre les Immeubles & les Choses Mobilières. La distinction fuit de la nature même de la chose, que nôtre Auteur établit.

(2) "Εἰ δὲ Ἀμφιπολίτας ἀφείλη τὴν Ἀθηναίων πόλιν, ἡ τὰ ἐκείνων ἔχουσ, ἀλλὰ τὴν Ἀθηναίων χώραν. Orat. de male obita legat. pag. 251. B.

(3) Un Commentateur de nôtre Auteur lui oppose ici un argument *ad hominem*. S'il est permis, selon vous, dit-il, de tuer les Etrangers, qui se trouvent sur les terres de l'Ennemi; à plus forte raison doit-il être permis de prendre leur bien. Et comme il a bien prévu, qu'on pourroit répondre, suivant ce qui a été dit ci-dessus, (Chap. IV. de ce Livre, §. 6.) qu'il y a quelque chose à craindre de la part des personnes, mais qu'on n'a rien à craindre des choses appartenantes à des Etrangers, qui ne sont pas sur les terres de l'Ennemi; il réplique, que les biens des Etrangers servent à encourager les Ennemis, & à les fortifier dans leurs desseins. Mais d'autres ont répondu, que les choses n'étant qu'un accessoire des personnes, ne peuvent être prises par droit de Guerre, que quand ceux à qui elles appartiennent sont ou peuvent être regardés comme nos Ennemis. Ainsi l'usage que les Ennemis peuvent faire contre nous des biens d'autrui qui se trouvent chez eux, ne nous autorise à les regarder comme de bonne prise, que quand ils lui ont été envoie à dessein de le secourir, ou que les Propriétaires aiant été avertis à tems, ont négligé de les retirer. VOICZ HENNIGES, & OBRECHT.

Ennemi, sous prétexte qu'ils se trouvent dans son Pais: & le changement de maître qui se fait par les voies de la force, est trop odieux, pour souffrir quelque extension.

§. VI. 1. L O R S donc qu'on dit, que les choses trouvées dans les Vaisseaux de l'Ennemi sont censées lui appartenir; cela ne doit pas être regardé comme une Loi constante & invariable du Droit des Gens; mais comme une maxime, dont le sens se réduit à ceci, qu'on présume ordinairement, en ce cas-là, que tout est à un même maître: présomption néanmoins, qui peut être détruite par de fortes preuves du contraire. C'est ainsi que je trouve qu'il fut jugé dans ma Patrie, dès l'an M. CCC. XXXVIII. par la Cour Souveraine, assemblée alors en grand nombre; & la chose a passé en loi depuis, en conséquence de cet Arrêt.

2. Les Vaisseaux appartenans à des Amis ne sont pas non plus de bonne prise, à cause des effets de l'Ennemi qui s'y trouvent; (1) à moins qu'ils n'y aient été mis avec le consentement des Maîtres du Vaisseau.

§. VII. 1. M A I S il est hors de doute, à considérer le Droit des Gens, que, quand on a pris sur l'Ennemi des choses dont il avoit lui-même dépouillé quelque autre par droit de Guerre; l'ancien Possesseur, qui les a ainsi perduës, ne peut point les réclamer entre nos mains. (1) Car le Droit des Gens en avoit donné la (a) propriété, c'est-à-dire, celle qui n'a qu'un effet extérieur, premièrement à notre Ennemi, & puis à nous.

Jephthé allégua (b) entr'autres cette raison contre les *Ammonites*, à qui il représenta, que les Terres, qu'ils prétendoient leur appartenir, avoient passé, par droit de Guerre, d'eux aux *Amorrhéens*, & des *Amorrhéens* aux *Israélites*, à qui aussi une autre partie de ces Terres étoit parvenue de la même manière, par la défaite des *Amorrhéens*, qui en avoient dépouillé les *Mobites*. (2) C'est ainsi que le Roi (c) *David*

(a) *Domini-
num exter-
num*, par op-
position à cel-
le que l'on re-
tient en con-
science.

(b) *Juges*,
XI, 23, 24, 27.

(c) *I. Sa-
muel*, XXX,
18, & suiv.

§. VI. (1) C'est ainsi que, selon le Droit Romain, un Vaisseau est confisqué, lors que le Maître du Vaisseau, ou les passagers, y ont mis quelque marchandise de contrebande: mais si le Maître du Vaisseau étoit absent, on se contente de confisquer les marchandises, & de punir de mort le Patron, ou le Pilote, ou les Nautonniers, qui ont fait entrer dans le Vaisseau les effets défendus: *Domini navi, si illiciti aliquid in nave, vel ipse, vel vectores imposuerint, navis quoque sicco vindicator. Quod si, absente domino, id à magistro vel gubernatore, aut proreta, nautave aliquo, factum sit: ipsi quidem capite puniuntur, commissis mercibus, navis autem domino restituitur.* DIGEST. Lib. XXXIX. Tit. IV. De Publicanis & Vectigalibus &c. Leg. XI. §. 2. Voyez RODERIC. SUAREZ. Lib. de usu Maris, Confil. II. num. 6. Il faut, à mon avis, expliquer de même les Loix de France, qui portent, que les Vaisseaux sont de bonne prise à cause des effets de l'Ennemi, qu'on y trouve; & les effets aussi des gens de Pais neutre, à cause qu'ils se trouvent dans un Vaisseau des Ennemis. Voyez l'Ordonnance de François I. de l'année M. D. XLIII. Chap. XLII. & celle de Henri III. donnée au mois de Mars de l'année M. D. LXXXIV. comme aussi les Loix de Portugal, Lib. I. Tit. XVIII. Car, s'il ne paroît point d'accord entre ceux du parti Ennemi, & ceux du Pais neutre, il n'y a que ce qui est aux Ennemis, qui soit regardé comme un butin à faire légitimement. Voyez MEURSIUS, Danic. Lib. II. C'est ainsi que, dans la Guerre entre les *Vénitiens* & les *Génois*, on fouilla les Vaisseaux des Grecs, & on prit ceux du parti Ennemi qu'on y trouva: NICEPH. GREGORAS, Lib. IX. Voyez aussi ALBERT CRANTZIUS, Saxonie. Lib. II. & ALBERTIC GENTIL, Advocat. Hispan. I. 20. GROTIUS.

§. VII. (1) Voyez la Note 2. sur le paragraphe 1. de ce Chapitre.

(2) C'est ainsi encore que *Rézin*, Roi de Syrie, donna la Ville d'*Eloth* aux *Syriens*, & ne la rendit point aux *Iduméens*, à qui elle avoit appartenu comme l'Histoire Sainte nous l'apprend, II. Rois, XVI, 6. à suivre la manière de lire des *Massoréthes*. GROTIUS.

Mais cette leçon est vicieuse. Voyez là-dessus le Commentaire de Mr. LE CLERC.

(3) Τάδε λέγωμεν, ὅτι Ῥωμαῖοι κατήλασαν ὁποιαδήποτε κτήσεις εἶναι καὶ δικαιοτάτας, ὡς κατέσχωμεν πόλεμα λαβόντες καὶ νόμον, καὶ ἐκ αὐτοῦ πορευόμενοι μαχίαν τὴν ἀρετὴν ἀφανίσαντες, παραδόντες αὐτὰ τοῖς ἀπολωλεκόσι κοινωνητέον τε πᾶσι, καὶ τοῖς ἐκ τούτων γενομένοις καταλιπεῖν ἀναγκασμένοι. νῦν ὃ ὑπαρχόντων ἤδη εἰρητομέσθαι, καὶ ἑαυτὰς ὅσα πολεμίας βλάψωμεν; Lib. VI. (Cap. XXXVI. pag. 355. Ed. Oxon. 369. Sylburg.) Les *Sannites* disent aussi, dans leur réponse à un Ambassadeur Romain, qu'ils avoient depuis long tems conquis *Enégelles*, & acquis par là sur cette Ville le titre le plus légitime: Ἐκχωρεῖν Φερσίλλης, ἣν πρὸ πολλῆς πολέμου κρατησάντων ἡμῶν (ἐπερ ἐστὶ νόμος κτήσεως δικαιοτάτη) ὑμεῖς ἔδδεν δικαίᾳ σφετερισάμενοι, δευτέρον ἔσθαι ἤδη κατέχετε. Excerpt. Legat. (Cap. II. pag. 705.) PLUTARQUE racontant de quelle manière les *Vétiens* avoient les premiers fait la guerre aux *Romains*, sous prétexte que ceux-ci refusoient de leur rendre la Ville de *Fidènes*, qu'ils prétendoient leur appartenir; remarque là-dessus, que cela étoit & injuste, & ridicule, puis que les *Vétiens* n'avoient point secouru *Fidènes*, & l'avoient laissée conquérir par les *Romains*: Πρῶτοι ὃ Τυρρῆνων Οὐλίου . . . ἀρχὴν ἐποιήσαντο πόλεμος, Φιδίνας ἀπαιτεῖν, ὡς προσήκονσαν αὐτοῖς. τὰ δ' ἐκ ἀδίκου ἢ μίσου, ἀλλὰ καὶ γελοίου, ὅτε κινδυνεύουσι τότε καὶ πολεμικαίνοις ἔπρασσαν, ἀλλ' ἑαυτὰς ἀπαλῶσαι τὰς ἀδίκας οἰκίας καὶ τὴν ἀπαιτοῦσαν, ἀλλαν ἔχοντων. Vit. Romul. (pag. 33. B. Tom. I. Ed. Wech.) GROTIUS.

De tous ces exemples, il n'y en a aucun qui convienne au cas, dont il s'agit. Les *Volsques* redemandoient

vid s'appropriâ & partagea ce qu'il avoit pris aux *Hamalekites*, & que les *Hamalekites* avoient eux-mêmes pris aux *Philistins*.

2. Dans *DENYS d'Halicarnasse*, *Titus Lartius* opine ainsi, sur ce que les *Volsques* demandoient qu'on leur rendit des Terres, qu'ils avoient possédées autrefois: (3) Nous autres Romains, nous croions qu'il n'y a point de possession plus honnête & plus légitime, que celle que nous avons acquise par droit de Guerre: & nous ne saurions nous résoudre à détruire, par une sorte de facilité, les mommens de nôtre valeur, en rendant les Terres, dont il s'agit, à ceux qui les ont perduës. Nous devons en faire part non seulement à nos *Concitoiens*, qui vivent aujourd'hui, mais encore les laisser à nos *Descendans*, bien loin de nous priver de ce que nous avons, & de nous traiter nous-mêmes en ennemis. Les Romains répondirent, à peu près, la même chose, en d'autres occasions, aux (4) *Aurunciens*, & aux (5) *Volsques*: & dans la dernière de ces réponses, ils appellent le droit de Conquête, une Loi établie par les Dieux, plutôt que par les Hommes, & reçue de tous les Peuples, Grecs & Barbares. TITRE LIVRE (6) parlant de quelques Terres, que les Romains avoient distribuées, près de la Ville de *Luna*, dit qu'elles avoient été prises sur les *Liguriens*, & qu'avant ceux-ci, elles avoient appartenu aux *Etruriens*. *APPIEN d'Alexandrie* remarque, (7) que les Romains gardèrent la *Syrie*, & ne la rendirent point à *Antiochus le Pieux*, sur qui *Tigrane* l'avoit conquise, parce qu'ils l'avoient eux-mêmes prise à *Tigrane* leur Ennemi. Et *JUSTIN*, après *TROGUS*, dit que *Pompée* répondit là-dessus à *Antiochus*, que, (8) comme il ne l'avoit point dépouillé de ses Etats, pendant qu'il en étoit en possession, il ne vouloit pas non plus, après qu'il avoit cédé son droit à *Tigrane*, lui rendre un Royaume, qu'il ne savoit point garder. Les Romains s'approprièrent aussi les (9) endroits de la *Gaule*, que

doient aux Romains des terres, que les Romains leur avoient prises à eux-mêmes: *Παρεγένετο ὃ ἐπὶ τὸ συνέδριον καὶ παρὰ Ὀυολήσκων πρεσβείας, ἀξιούντες ἀπολαθεῖν ἢ ἀφαιρεθῆσαν ὑπ' αὐτῶν χώραν, πρὶν ἀρξασθαι πολέμου.* *DION. HALICARN. Lib. VI. Cap. XXXIV.* *Frégelles* étoit une Ville des *Volsques*, qui avoit été prise & rafée par les *Sannites*. Les Romains la rebâtirent, & y envoièrent une Colonie. VOIEZ TITRE LIVRE, Lib. VIII. Cap. XXIII. num. 6. Voilà dequoi les *Sannites* se plaignent. L'affaire de *Fidènes* est aussi manifestement hors du sujet. On ne voit point en tout ceci une chose conquise sur des Ennemis, qui l'eussent eux-mêmes prise à d'autres par droit de Guerre.

(4) *Ἀγγέχετε, ὦ πρεσβείας, Ἀρχαίκοις, ὅτι ἡμεῖς οἱ Ῥωμαῖοι δικαιοῦμεν ὅσα κτῆσιν τις ἀρετῇ πολεμικῇ ἀφελόμενος, ταῦτα τοῖς ἐγγύοις ὡς οἰκίᾳ παραδίδοναι.* *DION. HALICARN. Antig. Rom. Lib. VI. Cap. XXXII.* (pag. 352. Ed. Oxon. 366. Sylb.) Cet exemple n'est pas non plus à propos. Les Romains aiant vaincu les *Volsques Ecétraniens*, leur avoient pris leurs terres; & les *Volsques Aurunciens* vouloient qu'on les leur rendit.

(5) *Ἡμεῖς ὃ κρατίστας ἡγούμεθα κτήσεις, ὥς ἂν πολέμῳ κρατήσαντες λάθωμεν ὅτε πρῶτοι κατασχεσάμενοι νόμον τούτου, ἔτε αὐτὸν ἀνδράπων ἡγούμενοι μᾶλλον εἶναι, ἢ οὐχὶ θεῶν ἀπαίσιος τε καὶ Ἑλλήνων καὶ βαρβάρων εἰδότες αὐτῶν χρωμένους, ἐκ ἂν ἐνδοίμεν ὑμῖν μαλακοὺς εἶναι, εἰ ἂν ἀποσπῶμεν ἐπὶ τῶν δουκτικῶν. πολλὴ γὰρ ἂν εἴη κακότης, εἰ τις ἂν μετὰ ἀρετῆς καὶ ἀνδρείας ἐκτήσατο, ταῦτα ὑπὸ δουλείας τε καὶ μακρίας ἀφαιρηθείη.* *Idem, Lib. VIII. Cap. X. pag. 470. Ed. Oxon. (488. Sylb.)* Les *Volsques* ne faisoient ici que demander aux Romains les terres & les Villes, que les Romains eux-mêmes leur avoient prises. Ainsi c'est encore un exemple extra oleas.

(6) *Et Lunam coloniam eodem anno duo millia civium Romanorum sunt deducta . . . De Ligure captivis is ager*

erat. Etruscorum ante, quàm Ligurum fuerat. TIT. LIV. Lib. XLII. Cap. XVII. num. 4, 5, 6.

(7) *Ἡγούμενος ὃ, τὸν κρατήσαντα τῷ Ἀντίοχῳ [τῷ Εὐσεβοῦς] τῆς γῆς ἀσιλίας, Ῥωμαῖοις αὐτὴν κατὰ τὰς προσεκτῆσθαι.* *APPIAN. Bell. Mithridat. (pag. 404. Ed. Amst. 244. H. Steph.)* Ailleurs cet Historien dit, que ce fut le prétexte, dont *Pompée* se servit pour dépouiller de ses Etats un Prince, dont le Peuple Romain n'avoit aucun sujet de se plaindre: *Ἀντίοχον ὃ ἐξέβαλε τῆς Σύβαν ἀρχῆς, εὐδὲν ἐς Ῥωμαίους ἀμαρτυρία ἐργῶν μὲν, ὅτι ἦν ἐυκολον αὐτῷ στρατιῶν ἔχοντι πολλὴν ἀρχὴν ἀνοπλον ἀφελισθαι λόγῳ, ὅτι τὰς Σιλευκίδας ὑπὸ Τίγρανους ἐκπεσούσας ἐκ εἰκὸς ἦν ἐπὶ Συρίας ἀρξαι μᾶλλον, ἢ Ῥωμαῖς Τίγρανὴν νενικηκότας.* *Idem, Bell. Syriac. (pag. 190, 191. Ed. Amst. 119. H. Steph.)* *Antiochus* reconnoît lui-même, dans *POLYBE*, qu'il n'y a rien de mieux aquis, que les Conquêtes: *Διόπερ ὁ μὲν Ἀντίοχος ἡγούμενος, τὴν κατὰ πόλεμον ἰχυροτάτην καὶ καλλίστην εἶναι κτήσιν, ὥς ὑπὲρ ἰδίων ἐποιεῖτο τῷ σπεδῶν.* *Excerpt. Legat. Cap. LXXII. GROTIUS.*

Nôtre Auteur confond ici deux *Antiochus*: car celui, dont il parle à la fin de cette Note, n'est pas *Antiochus le Pieux*, mais *Antiochus surnommé le Grand*.

(8) *Igitur ut habenti regnum non ademerit, ita, quo cessavit Tigrani, non daturum, quod tueri nesciat.* *Lib. XL. Cap. II. num. 4.*

(9) Ce fut après la défaite des *Cimbres* par *Marinus*, qu'*Apuléius*, Tribun du Peuple, proposa de distribuer ces terres conquises: *Ὁ μὲν Ἀπυλῆος νέμον ἐπέφερε, διαδάσασθαι γῆν ὅσην ἐν τῇ νῦν ἀπὸ Ῥωμαίων καλεσθεῖσιν Γαλατία Κιμβροὶ, γένος Κελτῶν καλεῖσθαι φεσαν, καὶ αὐτὸς ὁ Μάρκος ἐνορχῶ ἐξελάσας, τὴν γῆν, ὥς ἐκείναι Γαλατῶν, ἐς Ῥωμαίους περισπάκει.* *APPIAN. Bell. Civil. pag. 625. Ed. Amst. (367. H. Steph.)*

(10) Voiez

(d) *Procop.*
Goth. Lib. IV.
feu *Hist. Mis-*
cell. Cap. 24.

que les *Cimbres* avoient pris aux *Gaulois*. (10) Et les anciens *François* ne (d) rendirent point aux *Romains* les terres, que les *Goths* leur avoient cédées.

§. VIII. 1. C'EST une question plus difficile, de savoir, au profit de qui sont acquises les choses prises sur l'Ennemi dans une Guerre Publique & en forme? si c'est au Peuple même, ou aux Particuliers, soit Membres naturels du Peuple, ou qui se trouvent (1) alors compris dans le Corps du Peuple.

(a) *Bartol.*
ad Leg.
XXVIII. Dig.
De Captiv. &
postlim. *Alexand.*
& *Jafon*,
ad Leg. I. Dig.
de acquirenda
poss. *Angel.* ad
Inst. de rerum
divis. §. 17.
Panormit. ad
Decret. de Ju-
rejur. C. 29.
Thom. Gram-
matic. Decif.
Neapolit.
LXXI. num.
17. *Martin.*
Laud. De Bel-
lo, Quæst. IV.

2. Les opinions des Jurisconsultes Modernes varient beaucoup sur ce sujet. (a) Comme le Droit Romain pose pour maxime, (2) que les choses prises sont à ceux qui les prennent; & le Droit (3) Canonique, que c'est au Public à partager le butin: la plupart des Interprètes se copiant les uns les autres, à leur ordinaire, ont prétendu, que les choses prises sur l'Ennemi appartiennent premièrement & de droit à chacun de ceux qui les ont eux-mêmes prises; mais que cependant il faut laisser au Général le pouvoir de les partager entre les Soldats. Cette opinion est aussi fautive, que commune: il faut donc s'attacher avec soin à la réfuter, pour montrer, par cet échantillon, combien peu il est sûr de se fier, en matière de ces fortes de questions, à l'autorité de tels Docteurs.

3. Il n'y a point de doute, que le consentement des Peuples n'ait pu établir indifféremment l'une ou l'autre de ces deux règles, ou que les choses prises sur l'Ennemi appartiendroient au Peuple qui fait la Guerre, ou qu'elles demeureroient à quiconque les auroit prises lui-même. (4) Mais il s'agit de savoir ce que les Peuples ont voulu effectivement établir: & pour moi, je dis que leur volonté a été, qu'on regardât les biens d'un Ennemi par rapport à l'autre, comme les choses (5) qui n'appartiennent à personne; ainsi que nous l'avons prouvé ci-dessus par (6) des paroles du Jurisconsulte *NERVA*, le Fils.

§. IX. 1. OR les choses qui n'appartiennent à personne, sont, à la vérité, à ceux qui les prennent, mais à ceux qui les prennent par autrui, aussi bien qu'à ceux qui les prennent eux-mêmes. Ainsi lors que les Esclaves & les Fils de famille, & même des per-

(10) Voyez encore ce que le Roi de *Suède* disoit, au sujet de la dispute qu'il eut avec les *Polonois* pour la *Livonie*, dans l'Histoire de Mr. DE THOU, Lib. LXXVI. sur l'année 1582. *GROTIUS*.

§. VIII. (1) Comme les Etrangers, qui servent dans le Pais.

(2) On a cité la Loi ci-dessus, §. 2. Note 18.

(3) Les Canons, sur lesquels on se fonde, consistent en deux passages, l'un d'*ISIDORE*, que nous citerons plus bas, après notre Auteur, §. 17. Note 13. l'autre de St. *AMBROISE*, qui sera aussi cité, §. 23. num. 2. Note 8.

(4) Notre Auteur confond ici des choses différentes. La question dont il s'agit ne se rapporte point au Droit des Gens, proprement ainsi nommé: car de quelque manière qu'on entende ce Droit, & sur quoi qu'on le fonde, il doit regarder les affaires que les Peuples ont à démêler ensemble. Or, que le butin appartienne au Souverain, qui fait la Guerre, ou aux Généraux d'armée, ou aux Soldats, ou à toute autre personne qui a pris quelque chose sur l'Ennemi; cela ne fait rien, ni à l'Ennemi, ni aux autres Peuples. Ce qui est pris est pris; & s'il est de bonne prise, il importe fort peu à ceux qui l'ont perdu, entre les mains de qui il demeure. Pour ce qui est des Peuples neutres, il suffit que ceux d'entr'eux qui ont acheté, ou acquis de quelque autre manière, une chose mobilière prise à la Guerre, ne puissent point être inquiétés ou rechercher là-dessus. Voyez ci-dessus, §. 1. Note 1. La vérité est, que les réglemens & les usages qu'il y a sur ce sujet, sont de Droit Public. Et leur conformité dans plusieurs

Pais n'emporte autre chose qu'un Droit Civil commun à plusieurs Peuples séparément, lequel notre Auteur distingue ailleurs de son Droit des Gens. Voyez Liv. II. Chap. III. §. 5. num. 2. & Chap. VIII. §. 26.

(5) Sans supposer ici aucun consentement général des Peuples, il suffit de dire, que l'état d'hostilité met en droit de prendre les choses qui appartiennent à un Ennemi, tout de même que si elles n'appartenoient à personne, & qu'elles fussent au premier occupant; parce que la Loi qui défend de prendre le bien d'autrui cesse entre deux Ennemis, par cela même qu'ils sont tels.

(6) Dans le paragraphe 2. de ce Chapitre, num. 3. Note 21.

§. IX. (1) *Quod naturaliter adquiritur, sicuti est possessio, per quemlibet, volentibus nobis possidere, adquiritur.* DIGEST. Lib. XLI. Tit. I. De adquir. rerum domin. Leg. LIII.

(2) *Possessionem adquirimus animo, & corpore: animo utique nostro; corpore vel nostro, vel alieno.* Recept. Sentent. Lib. V. Tit. II. De Usucap. §. 1.

(3) *Per Procuratorem, Tutorem, Curatoremve, possessio nobis adquiritur. Quum autem suo nomine nacti fuerint possessionem, non quum ea mente, ut operam dumtaxat suam accommodarent; nobis non possunt adquirere.* DIGEST. Lib. XLI. Tit. II. De adquir. vel amitt. possell. Leg. I. §. 20.

(4) Voyez l'*Agonisticon* de *PIERRE DU FAUR*, Lib. I. Cap. III. pag. 14, 15. & Cap. XXVI. pag. 170. *Édit. Lugd. 1595.* L'exemple, que le Savant *GRONOVIUS* allègue ici, ne semble pas bien appliqué. Il y a apparence qu'*Alexandre*, Fils d'*Amyntas*, Roi de *Macédoine*, se mit lui-même sur les rangs dans

personnes libres qui se sont louées à autrui pour la Pêche du Poisson, ou pour celle des Perles, pour la Chasse, grande ou petite, viennent à prendre quelque chose, ils l'acquiert à ceux pour qui ils travaillent. *Ce qui s'acquiert naturellement, comme la Possession, on peut l'acquérir par toute autre personne que l'on veut qui possède en notre nom*; dit très-bien (1) le Jurisconsulte MODESTIN. Pour acquérir la Possession, dit (2) PAUL, autre Jurisconsulte, il faut l'Esprit, & le Corps. L'Esprit, ou l'intention d'acquérir, est toujours nécessaire de la part de celui qui acquiert: mais il peut acquérir ou par son propre Corps, ou par celui d'autrui. Il remarque ailleurs, (3) qu'on acquiert la Possession d'une chose par le moyen d'un Procureur, d'un Tuteur, ou d'un Curateur; c'est-à-dire, ajoute-t-il, s'ils prennent possession à dessein de le faire pour nous & en notre nom. La raison en est, que naturellement chacun est l'instrument de toute autre personne, à qui il veut en servir, & qui y consent; comme nous (a) l'avons déjà dit ailleurs. Parmi les Grecs, ceux qui entroient en lice aux Jeux Olympiques, (4) aquéroient les prix à ceux de la part de qui ils avoient été envoyez, pour se mettre sur les rangs en leur nom.

(a) Liv. I.
Chap. V. §. 3.

2. Ainsi la différence qu'on met, par rapport aux Acquisitions faites pour autrui, entre (5) les Personnes Libres, & les (b) Esclaves, n'est que de Droit Civil & regarde proprement les Acquisitions Civiles; comme il paroît par le passage de (6) MODESTIN, que j'ai cité. L'Empereur SEVÈRE régla même depuis la nature de ces sortes d'Acquisitions (7) d'une manière qui approchoit davantage des Acquisitions naturelles; & cela non seulement, comme il le déclare lui-même, pour l'utilité publique, mais encore pour suivre les règles du Droit & de l'Équité. En un mot, la maxime, Que l'on peut faire par autrui ce que l'on peut faire par soi-même; (8) & que c'est tout un, de faire par soi-même, ou par autrui; cette maxime, dis-je, a lieu indépendamment du Droit Civil.

(b) Digest.
Lib. XLIV.
Tit. VII. De
oblig. & act.
Leg. LVI. &
Lib. XLV.
Tit. I. De ver-
bor. oblig. Leg.
XXXVIII.
§. 17.

§. X. IL FAUT donc distinguer ici entre les Exploits militaires véritablement publics, & les Exploits faits d'autorité privée à l'occasion d'une Guerre Publique. (1) Dans les

dans les Combats des Jeux Olympiques, puis que JUSTIN, qu'on cite, donne cela pour une preuve, que la nature avoit orné ce Prince de toute sorte de qualités avantageuses: *Cui [Alexandro] tanta omnium virtutum naturæ ornamenta exstitere, ut etiam Olympio certamine, vario ludicrorum genere contenderit.* Lib. VII. Cap. II. num. 14. Mais le même Commentateur joint ici à propos un autre exemple tiré des Romains, parmi lesquels on pouvoit remporter le prix dans les Jeux du Cirque, ou par soi-même, ou par des Esclaves qu'on envoioit: *Namque ad certamina in Circum per ludos & ipsi descendebant, & servos suos quique mittebant &c.* PLIN. Hist. Natur. Lib. XXI. Cap. III.

(5) C'est que, selon le Droit Romain, on n'acqueroit par autrui, que par le moyen d'une personne que l'on avoit sous sa puissance, comme un Esclave, vrai ou putatif, & un Fils non émancipé: *Ex his itaque apparet, per liberos homines, quos neque nostro juri subiectos habemus, neque bonâ fide possidemus; item per alienos servos, in quibus neque usumfructum habemus, neque possessionem justam; nullâ eorum causâ nobis adquiri posse. Et hoc est, quod dicitur, per extraneam personam nihil adquiri posse &c.* Institut. Lib. II. Cap. IX. *Per quas personas nobis acquiritur*, §. 5.

(6) Voyez la Note 1. ci-dessus. Les paroles, qu'on y a rapportées, sont précédées de celles-ci: *Ea, quæ civiliter adquiruntur, per eos, qui in potestate nostra sunt, adquirimus; veluti stipulationem: quod naturaliter &c.*

(7) Il ordonna, qu'on pourroit acquérir la possession d'une chose par le moyen de quelque personne

TOM. II.

libre, encore même qu'on ne fût point qu'elle avoit pris possession en notre nom; en sorte que, du moment qu'on venoit à en avoir connoissance, le tems de la prescription couroit: *Per liberam personam ignoranti quoque adquiri possessionem: & postquam scientia interveniret, usucapionis conditionem inchoari posse, tam ratione utilitatis, quàm juris prudentiâ receptum est.* COD. Lib. VII. Tit. XXXII. De adquir. & retin. possess. Leg. I. Voyez Cujas, sur cette Loi, Tom. IX. Opp. pag. 1049, 1050. & les *Receptæ Sententiæ* de JULIUS PAULUS, Lib. V. Tit. II. §. 2. avec la Note de Mr. SCHULTING, *Jurispr. Ante-Just.* pag. 434. Cela étoit déjà établi avant SEVÈRE, par les décisions des Jurisconsultes. Voyez JANUS A' COSTA, sur les INSTITUTES, Lib. II. Tit. IX. §. 6. Notre Auteur citoit ici un Titre du Code, pour un autre.

(8) Ce sont deux Règles du Droit Canonique, cotées en marge par notre Auteur: *Potest quis per alium, quod potest facere per se ipsum.* DECRETAL. in VI. De Reg. Juris, Reg. LXVIII. *Qui facit per alium, est perinde, ac si faciat per se ipsum.* Reg. LXXXII.

§. X. (1) On a eu raison, à mon avis, de critiquer cette décision. Toute Guerre Publique se faisant par autorité du Peuple, ou du Chef du Peuple, c'est de lui aussi que vient originairement tout le droit que les Particuliers peuvent avoir sur les choses prises à l'Ennemi: il faut toujours ici un consentement, exprès ou tacite, du Souverain. Voyez ZIEGLER, sur cet endroit; & PUFENDORF, *Droit de la Nature & des Gens*, Liv. VIII. Chap. VI. §. 18.

N n

(2) Sy-

(a) Lib. V.
Cap. LXVII.

les derniers, les choses prises sur l'Ennemi sont acquises premièrement & directement aux Particuliers: dans les autres, au Peuple. TITE LIVE fait raisonner Scipion sur ce principe du Droit des Gens, lors qu'il l'introduit parlant ainsi à Masinissa: (2) C'est sous les auspices & par les armes du Peuple Romain que Syphax a été vaincu & pris: ainsi lui, sa Femme, son Roiaume, ses Terres, ses Villes, leurs Habitans, en un mot, tout ce qui appartenait à Syphax, est la conquête du Peuple Romain. Sur le même fondement, Antiochus le Grand disoit, au rapport de POLYBE, (a) que la Céléésie étoit passée sous la domination de Séleucus, & non pas sous celle de Ptolomée, parce que Ptolomée n'avoit fait que servir Séleucus, qui étoit le véritable Chef de la Guerre.

§. XI. 1. LES Immeubles ne se prennent ordinairement que par une expédition publique, en y faisant entrer une Armée, & y mettant des Garnisons. C'est pourquoi (1) les Terres prises sur l'Ennemi sont du Domaine public, selon la décision du Jurisconsulte POMPONIUS, c'est-à-dire, comme il l'explique là-même, ne font point partie du butin; restreignant le mot de butin (2) à une signification particulière. Salomon, Préfet du Prétoire, dit, dans PROCOPE, (3) qu'il est raisonnable que les Prisonniers & tous les autres biens, demeurent aux Soldats, pour leur butin (c'est-à-dire, supposé que cela se fasse avec le consentement de l'Etat, comme nous l'expliquerons plus bas) mais que pour les Terres, elles appartiennent à l'Empereur & à l'Empire Romain.

2. Aussi voions-nous que les Peuples, ou leurs Chefs, disposent de ces fortes de choses, comme ils le jugent à propos. Parmi les anciens (4) Hébreux, & chez les (5) Lacédémoniens, on partageoit, & l'on assignoit ensuite par le sort, les Terres prises sur l'Ennemi. Les Romains ou les gardoient, pour les bailler à ferme au nom du Public, après en avoir laissé quelquefois par honnêteté une partie à l'ancien Maître; ou les vendoient; ou les donnoient à des Colonies; ou enfin se contentoient d'y mettre quelques impôts. Les Loix, les Histoires, & les Traitez de la mesure des Champs, sont pleins de témoignages sur ce sujet. APPIEN d'Alexandrie dit, que les (6) Romains, après avoir conquis peu-à-peu toute l'Italie, dépouillèrent les Peuples vaincus d'une partie de leurs Terres, & y établirent des Colonies. CICÉRON nous apprend, (7) que

(2) Syphax Populi Romani auspiciis victus captusque est. Itaque ipse, conjunx, regnum, ager, oppida, homines qui incolunt, quidquid denique Syphacis fuit, præda Populi Romani est. Lib. XXX. Cap. XIV. num. 9. Ni cet exemple, ni le suivant, n'ont rien qui tende à établir la distinction de notre Auteur.

§. XI. (1) Perum est, expulsis hostibus ex agris, quos ceperint, dominia eorum ad priores dominos redire, nec aut publicari, aut prædæ loco cedere: publicatur enim ille ager, qui ex hostibus captus sit. DIGEST. Lib. XLIX. Tit. XV. De Captivis & Postlimin. &c. Leg. XX.

(2) C'est-à-dire, pour une chose qui appartient à celui qui l'a prise.

(3) Ὡς τὰ μὲν ἀνδράποδα, καὶ τὰ ἄλλα πάντα κτήματα, τοῖς στρατιώταις εἰς λάφυρα εἶναι, καὶ ἀπείκως εἶναι τὴν μὲν τοῖς αὐτῶν βασιλεῖς τε καὶ τῇ Ῥωμαίων ἀρχῇ προσήκειν. Vandalic. Lib. II. (Cap. XIV.) Voyez ce qui suit. L'Empereur Sévère donna aux Officiers & aux Soldats établis pour garder les frontières de l'Empire Romain, les Terres qu'il avoit prises sur ses Ennemis; au rapport de LAMPRIDIUS, Vit. Sever. (Cap. LVIII.) Dans le Traité de confédération entre les Cantons Suisses, il est porté, que les Villes & les Forteresses, qui auront été prises, seront à tout le Corps; ainsi que SIMLER le témoigne en divers endroits de son Livre De Republica Helvetiorum. GROTIUS.

(4) On infère cela de la manière dont se fit le par-

tage de la Terre de Canaan entre les Israélites, selon l'ordre que DIEU même en avoit donné, au Livre des NOMBRES, XXVI, 55. XXXIII, 54. XXXVI,

2. Notre Auteur remarquoit ici, dans une Note, que, parmi les mêmes Hébreux, le Roi avoit pour sa part des Terres prises par droit de Guerre, autant que chacune des Tribus; & il renvoie là-dessus au Titre du TALMUD, où il est traité du Roi. Voyez SELDEN, De Jure Nat. & Gent. secund. Hebr. Lib. VI. Cap. XVI. pag. 785.

(5) Je suis fort trompé, si notre Auteur se fiant à sa mémoire, n'a confondu ici les Lacédémoniens, avec les Athéniens. Le Scholiaste d'ARISTOPHANE dit, que c'étoit la coutume, parmi les Athéniens, lors qu'on avoit pris une Ville Ennemie, & qu'on en avoit chassé les anciens Habitans, d'en distribuer les Terres, par le sort, au Peuple Vainqueur: Ἐπειδὴ οἱ Ἀθηναῖοι λαμβάνοντες πόλιν πολεμίαν, καὶ τὰς ἐνοικούντας ἐκβάλλοντες, κλήρω τὴν γῆν αὐτοῖς διέμενον. In Nub. vers. 203. Voyez là-dessus la Note de feu Mr. le Baron DE SPANHEIM. Long tems avant lui, THOMAS GATAKER avoit allégué ce passage, & d'autres en plus grand nombre, dans son Traité Historique & Théologique de la nature & de l'usage du Sort, écrit en Anglois, Chap. IV. pag. 76. Mais ni l'un, ni l'autre, ne dit rien des Lacédémoniens; quoique le dernier, qui étoit d'une très-grande lecture, ait pris à tâche de rassembler tout ce qu'il a pu trouver là-dessus dans les

Cou-

(7) que les Généraux d'armée confacroient quelquefois, mais par ordre du Peuple, les Terres prises sur l'Ennemi.

§. XII. 1. Pour ce qui est des Choses Mobilières, soit animées, ou inanimées, ceux qui les prennent ou font au service du Public, ou ne le font pas. S'ils ne le font pas, ce qui est pris (1) est à chacun qui l'a pris. Et c'est à quoi il faut rapporter les paroles suivantes du Jurisconsulte CELSUS: (2) *Les biens de l'Ennemi, dit-il, qui se trouvent chez nous, ne sont pas au Public, mais au premier occupant. Qui se trouvent chez nous, c'est-à-dire, qui y sont au commencement de la Guerre. Car, comme alors les personnes étoient mises à cet égard au rang des biens pris sur l'Ennemi; on pratiquoit la même chose par rapport aux Personnes, que par rapport aux Choses. Il y a là-dessus un beau passage de TRYPHONIN: (3) Ceux, dit-il, qui étant allés dans un autre País en tems de paix, y sont malheureusement surpris par la Guerre qui s'est allumée tout d'un coup entre ce Peuple & le leur, deviennent Esclaves de ceux qui sont devenus leurs Ennemis.*

2. De là vient encore, que, quand les Soldats prennent quelque chose dans le tems qu'ils ne sont point en faction ou en expédition, & sans être commandez, mais en agissant comme toute autre personne pourroit faire, ou par simple permission; ils acquièrent dès-lors pour eux ce qu'ils ont pris, parce qu'ils ne l'ont pas pris en qualité de Ministres du Public. Telles sont les dépouilles remportées sur l'Ennemi dans un Combat singulier. Il faut mettre au même rang, les prises que les Soldats font, lors qu'ils vont en course de leur chef & sans ordre, loin de l'Armée (il falloit, chez les Romains, une distance de dix mille pas, comme nous le (a) verrons ci-dessous.) Les Italiens appellent cela (b) d'un nom particulier, & ils le distinguent du (c) Butin.

§. XIII. MAIS la règle que nous venons d'établir, n'est du (1) Droit des Gens, qu'en supposant qu'il n'y ait point là-dessus de Loi Civile. Car il est libre à chaque Peuple de régler autrement chez soi l'acquisition des choses prises même sans autorité publique, & d'empêcher que les Particuliers ne se les approprient, comme nous avons vu qu'on l'a fait en bien des País à l'égard de la Chasse des Bêtes sauvages, & de celle des Oiseaux. Il peut de même y avoir des Loix, en vertu desquelles tout les effets

(a) §. 21.

num. 3.

(b) Corre-

ria.

(c) Bottine.

Coûtes des Grecs, des Romains, & d'autres Nations.

(6) Ῥωμαῖοι τὴν Ἰταλίαν πολέμῳ κατὰ μέγεθος χειρήμενοι, γῆς μέρος ἐλάμβανον, καὶ πόλεις ἐνέκειον &c. De Bell. Civ. Lib. I. pag. 604. Edit. Amstel. (353. H. Steph.) Τῶν δὲ πολέμιων ὅτε κρατῆσαιεν, ἐδὲ τῶν ἀπασκευντὴν γῆν ἀφῆρκεντο, ἀλλ' ἐμείζοντο. Lib. II. pag. 840. (516. Ed. H. Steph.)

(7) Consecrabantur agri, non ita ut nostra prædia, si quis vellet, sed ut Imperator agros de hostibus captos consecraret: statuebantur aræ, quæ religionem adferrent, ipso si loco essent consecratæ: hæc, nisi plebs jussisset, fieri vetuit &c. Orat. de domo sua ad Pontifices, Cap. XLIX.

§. XII. (1) Supposé que le Souverain y consente, ou expressément, ou tacitement.

(2) Et quæ res hostiles apud nos sunt, non publicæ, sed occupantium sunt. DIGEST. Lib. XLI. Tit. I. De adquir. verum domin. Leg. II.

(3) Verum in pace qui pervenerunt ad alteros, si bellum subito exarsisset, eorum servi efficiuntur, apud quos jam hostes suo fato [c'est ainsi qu'il faut lire, & non pas facto, ou pacto, comme portent les Editions] deprehenduntur. DIGEST. Lib. XLIX. Tit. XV. De Captivis & Postlimin. &c. Leg. XII. princ. Selon la correction, que nous faisons ici, le Jurisconsulte attribue à la destinée l'esclavage des personnes, dont il s'agit, parce qu'elles ne l'ont pas mérité: car rien n'est plus

commun, que de regarder ce qui arrive ainsi, comme l'effet du destin. C'est ainsi que le Poète NÆVIUS disoit, qu'à Rome les Metellus parvenoient au Consulat par le destin, c'est-à-dire, sans l'avoir mérité: FATO sunt Romæ Metelli Consules. Et le Grammairien SERVIVUS oppose le destin au mérite, lors qu'il dit, que Virgile a soin, en racontant les aventures des Troiens, d'attribuer tout aux Destinées, & rien à la faute de ces Exilez: ACTI FATIS? Si fati, nulla Junonis invidia est: si odio Junonis, quomodo acti fati? Sed hoc ipsum Junonis odium fatale est. laborat enim VIRGILIUS nil Trojanorum meritis, sed omnia fati ascribere. In ÆN. I. (vers. 32.) GROTIUS.

Le passage de NÆVIUS, que nôtre Auteur allégué ici pour exemple, est cité, comme l'indique GRONOVIVS, par le Grammairien TERENTIUS MAURUS, pag. 2439. Edit. Putsch. Pour ce qui est de la correction du mot fato, c'est précisément ainsi que portent les anciennes Editions du Corps de Droit, & quelques Modernes. Mr. DE BYNCKERSHOEK, qui le remarque, préfère néanmoins facto, à cause de l'autorité du Manuscrit de Florence, & il explique un peu autrement le passage, en changeant la ponctuation: Ob-serv. Jur. Rom. Lib. IV. Cap. XIV. Il avoue néanmoins que fato fait un fort bon sens: & au fond, la chose est peu importante.

§. XIII. (1) Voyez ci-dessus, §. 8. Note 4.

N n 2

§. XIV.

effets & les biens de l'Ennemi, qui se trouveront dans le Pais, soient au Public.

§. XIV. 1. C'EST aussi au Public qu'appartiennent, indépendamment des Loix Civiles, les choses prises dans une Expédition Militaire. Car là chacun représente l'Etat, & agit pour lui; de sorte qu'à moins que les Loix Civiles n'en disposent autrement, le Peuple acquiert par le fait de chacun & la possession, & la propriété, des choses prises, qu'il peut transférer ensuite à qui bon lui semble. Comme ce que je dis ici est diamétralement opposé à l'opinion commune, je me vois obligé de m'y étendre plus que je ne fais d'ordinaire, & de le prouver par quantité d'exemples, tirez de l'histoire des Nations célèbres.

2. Pour commencer par les Grecs, HOMÈRE nous marque, en plus d'un endroit, quel étoit leur usage là-dessus. Dans l'Iliade, le Roi Agamemnon dit à Achille, que (1) le butin de toutes les Villes, que les Grecs, liguez contre Troie, avoient prises, étoit déjà distribué. Achille parlant des Villes, qu'il avoit prises lui-même, dit à Ulysse: (2) Dans toutes ces Villes j'ai fait un très-riche butin; je l'ai toujours porté aux pieds d'Agamemnon; & ce grand Roi, se tenant à l'écart dans son bord, recevoit ce butin, en distribuoit une petite partie aux Soldats, retenoit pour lui la meilleure, & donnoit le reste aux Rois & aux Principaux de l'Armée. C'est qu'Agamemnon doit être ici considéré, en partie comme Chef alors de toute la Grèce, & représentant ainsi le Corps de la Nation, à cause de quoi il avoit droit de faire la distribution du butin, conjointement avec le Conseil; en partie comme Commandant général de l'Armée, & en cette qualité pouvant exiger une portion plus considérable, que celle des autres, du butin fait en commun, comme Achille le donne à entendre ailleurs, en disant à ce même Prince: (3) Quand nous avons saccagé quelque Ville des Troiens, jamais ma récompense n'a été égale à la vôtre. Dans l'endroit même, que je viens de citer, Agamemnon avoit fait offrir à Achille, avec l'approbation du Conseil, (4) de lui laisser remplir ses Vaisseaux d'or & d'argent, & de lui donner vingt Femmes Troiennes, pour son préciput du butin. Après la prise de Troie, Phénix & Ulysse, comme VIRGILE nous le représente dans son *Enéide*, (5) furent choisis pour garder le butin, qu'on faisoit. Ainsi on voit, dans les siècles postérieurs, (a) un Arislide, qui garde fidèlement le butin fait à la Bataille de Marathon. Après celle de Platées, il fut défendu, sous des peines rigoureuses, que personne ne prit rien pour lui: (b) & l'on

(a) *Plutarch. in ejus Vit. pag. 321. D. Tom. I. Ed. Wech.*
(b) *Herodot. Lib. IX. Cap. LXXIX.*

§. XIV. (1) Ἀλλὰ τὰ μὲν πόλιων ἔξορᾶσθαι, τὰ δέδωται.

Iliad. Lib. I. vers. 125.

(2) Τῶν ἐκ πασάν κειμήλια πολλὰ καὶ ἰσθλὰ ἔξελομην, καὶ πάντα φέρον Ἀγαμέμνονι δόσκον Ἀτρεΐδῃ· ὃ δ' ὅπισθε μένων παρὰ νηυσὶ θεῶσι Διζήμενός, διὰ ταῖς δασύσκετο, πολλὰ δ' ἔχουσεν.

Ἄλλα δ' ἀρεῖς ἔσσι διδὼν γέρας καὶ βασιλεῦσι.

Lib. IX. vers. 330, & seqq. Je ne saurois m'empêcher de remarquer ici, que Madame DACIER a changé visiblement le sens des dernières paroles, en traduisant ainsi: Retenoit le reste pour lui, & en faisoit, comme il lui plaisoit, des présents aux Généraux & aux Princes. Là-dessus elle suppose, sans autre preuve, dans sa Note, que le Roi distribuoit à ceux qu'il vouloit distinguer, tout le butin qu'il s'étoit réservé. Mais le Poète distingue manifestement la portion qu'Agamemnon gardoit pour lui, d'avec une autre portion qu'il prenoit pour en faire des présents aux Généraux & aux Principaux de l'Armée; ce qui rend encore plus petite celle qu'il laissoit aux Soldats.

(3) Οὐ μὲν σοὶ ποτὶ ἴσον ἔχω γέρας, ὅππότε Ἀχαιοὶ Τρώων ἐκπέρισαν, συναισθημένοι πολέεσσι.

Lib. I. vers. 163, 164.

(4) Νῆας ἅλῃς χερσὶ καὶ χαλκῷ νήσασθαι Εἰσελθάν, ὅτε κιν δατεώμεθα ληϊδ' Ἀχαιοὶ Τρωάδας δὲ γυναικας εἰκόσιν αὐτὸς εἰεῖσθαι &c.

Lib. IX. vers. 279, & seqq.

(5) Et jam porticibus vacuis Junonis aphylo Custodes lecti Phoenix, & dirus Ulixes, Prædam adfuerant. huc undique Troia gaza, Incensæ erepta adytis, mensaque Deorum, Cratereſque auro solidi, captivæque vestis, Congeritur

Æn. Lib. II. vers. 761, & seqq.

(6) Λαφυροπῶλαι. Voyez XENOPHON, dans son Traité du Gouvernement de Lacédémone, Cap. XIII. num. 11. Edit. Oxon. Notre Auteur remarquoit ici, que, pendant qu'Agésilas étoit en Asie, Spithridate, qui avoit passé dans son parti, aiant pris le Camp de Pharnabaze, en détourna le butin: mais Erispide, Lacédémonien, aiant fait là-dessus de grandes recherches, obligea Spithridate à s'enfuir. Cela est rapporté par PLUTARQUE, in *Vit. Agesil.* pag. 601. E.

(7) Si vero capere Italiam, sceptraſque potiri Contigerit victori, & præda ducere sortem &c.

Æneid. Lib. IX. vers. 267, 268.

(8) Voyez là-dessus GREGOIRE de Tours, I. lib. II. Cap. XXVII. AIMOIN, Lib. I. Cap. XII. & l'A-

Pon partagea ensuite le butin entre les Peuples de la Grèce, selon que chacun l'avoit mérité. Lors que les Lacédémoniens prirent Athènes, (c) Lyfandre, leur Général, rapporta tout le butin dans le Domaine de l'Etat. Il y avoit aussi à Lacédémone une Charge publique, dont le nom (6) même donnoit à entendre que ceux qui l'exerçoient étoient commis à la vente du butin.

(c) Plutarch. in ejus Vit. pag. 442. A.

3. Si de la Grèce nous passons en Asie, VIRGILE nous fait voir d'abord, parmi les Troiens, (7) la coutume de tirer au fort pour la distribution du butin, comme on a accoutumé de faire dans le partage des choses qui sont en commun. D'autres fois on laissoit au Général de l'Armée le pouvoir de distribuer le butin : & c'est ainsi qu'*Hector*, dans HOMÈRE, (d) promet les Chevaux d'*Achille* à *Dolon*, qui stipuloit expressément cette récompense ; d'où il paroît que l'acquisition de la propriété ne se faisoit point par la capture seule. *Cyrus*, (e) Vainqueur de l'Asie, & après lui, (f) *Alexandre le Grand*, disposèrent du butin, que l'on porta à leurs pieds.

(d) *Iliad.* X. vers. 321, & seqq. Voiez *Euripide*, *Rhes.* vers. 182, & seqq.

4. On trouve le même usage en Afrique. Ce qui avoit été pris sur les Romains à (g) *Agrigente*, & ensuite à la Bataille de (h) *Cannes*, fut envoyé à *Carthage*.

(e) *Plin.* Lib. XXXIII. Cap. III. pag. 453. Edit. *Hack.*

5. Parmi les anciens (8) *Franes*, le butin se partageoit en tirant au sort : & le Roi même n'avoit que la portion qui lui étoit.

(f) *Plutarch.* Vit. *Alex.* pag. 685. C. 686. C. *Diod. Sic.* Lib. XVII. Cap. LXVI. & LXXI. Q. *Curt. Lib.* IV. Cap. I. num. 26. Lib. VIII. Cap. IV. num. 20. &c. *Strab.* Lib. XV. pag. 1061, & seqq. Ed. *Amst.*

§. XV. 1. MAIS autant que les Romains ont surpassé les autres Peuples dans l'Art Militaire, autant méritent-ils que nous nous arrêtions davantage à considérer les exemples qu'ils nous fournissent, sur le sujet dont nous traitons. Voici d'abord ce que nous apprend *DENYS d'Halicarnasse*, qui avoit recherché avec beaucoup de soin les Coutumes des Romains : (1) Parmi eux, dit-il, la Loi veut que tout le butin fait sur l'Ennemi par des coups de bravoure appartienne au Public, en sorte que non seulement aucun Particulier ne peut se les approprier, mais que même le Général de l'Armée n'a rien à y prétendre. Le Trésorier fait vendre tout, & en rapporte le revenu au Trésor Public.

(g) *Diod. Sic.* Lib. XIII. Cap. XC.

2. Ces paroles sont mises dans la bouche des Accusateurs de *Coriolan*, qui, pour le rendre odieux, ne s'expriment pas tout-à-fait exactement. Car il est bien vrai, que le Butin (a) appartient au Peuple : (2) mais il n'est pas moins vrai, que, dans les tems de la République, on laissoit (3) le butin à la disposition des Généraux, en sorte néanmoins qu'ils étoient tenus de rendre compte au Peuple de la manière dont ils en

avoient

(h) *Tit. Liv.* Lib. XXIII. Cap. XII. num. 1. (a) Voiez

l'Abrégé publié par *FREHER*, Cap. IX. C'étoit une ancienne coutume, parmi d'autres Nations, de tirer au sort pour le partage des Prisonniers & du Butin, comme le témoigne le Grammairien *SERVIUS* : *QUÆ [Cassandra] SORTITUS NON PERTULIT ULLOS* Quia captivi & præda inter victores sorte dividebantur : ut est ; Et præda ducere sortem. In *ÆN.* Lib. III. (vers. 323.) Chez les *Suédois* & les *Goths*, on mettoit en commun le butin, & on faisoit purger par serment ceux qui étoient soupçonnés d'avoir détourné quelque chose ; comme nous le voyons dans l'Histoire de *JEAN MAGNUS*, Lib. XI. Cap. XI. *GROTIUS*.

Dans l'endroit de l'Histoire de *JEAN MAGNUS*, que notre Auteur indique, il n'y a pas un mot de ce pourquoi il le cite. Je ne trouve rien non plus là-dessus, ni dans aucun autre endroit de cette Histoire ; ni dans celle d'*OLAÛS MAGNUS*, Frère & Successeur de l'Historien dans l'Archevêché d'*Upsal*, laquelle a pour titre, *Historie Septentrionalium Gentium Brevarium* ; ni dans l'*Historia Suecorum Gothorumque* d'un autre Historien de même nom, *ERICUS OLAÛS*. Je crains fort que notre Auteur n'ait ici mis un nom pour un autre.

§. XV. (1) ἵκε δ' ἵπε πάντες, ὅτι τὰ ἐκ τῶν πολέμων

λάφυρα, ὅσων ἂν ἡμῖν ὑπάρχη τυχεῖν δι' αἵσθη, δημοσία εἶναι καλεῖται ὁ νόμος, καὶ τῶν ἑχόντων τις ιδιότης γίνεσθαι κύριον, καὶ καὶ αὐτὸς ὁ τῆς διανομῆς ἡγεμὼν. ὁ δὲ ταμίας αὐτὰ παραλαβὼν, ἀστυπολεῖ, καὶ εἰς τοὺς δημοσίων ἀναφέρει τὰ χρήματα. *Antiq. Rom. Lib. VII. Cap. LXIII. pag. 450. Ed. Oxon. (467, 468. Sylburg.)*

(2) Le Savant *RHABOD HERMAN SCHELIUS* dans son Traité de *Præda*, qui est un de ceux qui suivent son Commentaire sur *HYGIN & POLYBE*, *De Castris Romanorum* (pag. 253, & seqq. Ed. *Amst.* 1660.) réfute ici *DENYS d'Halicarnasse*, sans faire mention de notre Auteur, qui, long tems avant lui, avoit fait cette critique, & traité historiquement le point d'antiquité dont il s'agit, mieux que personne n'a fait même depuis.

(3) *POLYBE* loue beaucoup le désintéressement de *Lucius Emilius Paulus*, qui étant devenu maître de tout le Roiaume de *Macédoine*, par la défaite du Roi *Persée*, & aiant plein pouvoir d'y disposer de tout à son gré, ne convoita pas la moindre chose : τὸ κύριον γενόμενον αὐτὸν ἀπάσης τῆς βασιλείας, καὶ λαβόντα τὴν ἐξουσίαν ὡς βέλτεται χρῆσθαι, μηδὲν πικρυύσαι, πόσῳ θαυμαστότερόν ἐστιν ; *Excerpt. Peirelc. De Virtut. & Vit. (pag. 1454. Edit. Amstel.) GROTIUS.*

avoient disposé. *Lucius Emilius*, au rapport de *TITE LIVE*, (4) disoit, que c'étoit la coutume de piller les Villes, lors qu'on les avoit prises, & non pas quand elles s'étoient rendues; & qu'alors néanmoins cela dépendoit du Général, & non pas des Soldats. Mais les Généraux, pour éloigner d'eux tout soupçon défavorable, renvoioient quelquefois au Sénat ce pouvoir que la coutume leur donnoit, comme fit (5) *Camillo*: & ceux qui le retenoient, en faisoient un usage différent, selon qu'ils croioient que le demandoit ou le respect pour la Religion, ou leur réputation, ou leur ambition.

§. XVI. 1. Ceux qui étoient les plus intègres, ou qui vouloient passer pour tels, ne touchoient (1) point du tout au butin: mais ils remettoient l'argent qu'on avoit pris au Trésorier du Peuple Romain; & pour les autres choses, ils les faisoient vendre à l'encan par le même Trésorier, qui en mettoit le (2) provenu dans le Trésor public, après néanmoins que cet argent avoit été porté publiquement en montre, si l'expédition étoit de nature à mériter les honneurs du Triomphe. C'est ainsi, par exemple, qu'en usèrent le Consul (3) *Cajus Valerius*, *Pompée* (4) le Grand, *Cicéron* (5). C'étoit la pratique la plus ordinaire dans les tems les plus anciens & les meilleurs de la République, tant à l'égard des Prisonniers de Guerre, que par rapport aux autres choses prises sur l'Ennemi. Quelques passages de (6) *PLAUTE* y font allusion.

2. D'autres Généraux d'armée vendoient eux-mêmes le butin, & envoioient ensuite l'argent au Trésor Public; comme on peut le déduire de ce qui suit (7) dans le passage de *DENYS d'Halicarnasse*, que nous avons cité un peu plus haut. *Tarquin l'Ancien* ayant vaincu les *Sabins*, (a) envoya à Rome le butin & les Prisonniers. Les Consuls *Romilius* & *Veturius* vendirent le butin, à cause, dit (b) *TITE LIVE*, que le Trésor Public étoit pauvre; ce qui fit murmurer l'Armée. Mais rien n'est plus commun, que de trouver dans les Histoires un état des richesses que tel ou tel Général avoit fait entrer dans le Trésor Public, ou par lui-même, ou par le moyen des Trésoriers du Peuple, après avoir triomphé des Peuples d'Italie, d'Afrique, d'Asie, des Gaules, d'Espagne &c. ainsi il seroit superflu d'entasser ici beaucoup d'exemples.

3. Il vaut mieux remarquer, que l'on donnoit quelquefois le butin, ou du moins une partie, ou aux Dieux, ou aux Soldats, ou à d'autres.

4. On

(a) *Tit. Liv.*
Lib. I. Cap.
XXXVII.
num. 5.
(b) *Lib. I.*
Cap. XXXI.
num. 4.

(4) *Æmilius primo resistere & revocare, dicendo, capta, non deditas, diripi urbes: & in his tamen arbitrium esse Imperatoris, non militum.* Lib. XXXVII. Cap. XXXII. num. 12.

(5) *Nec duci [Camillo], qui ad Senatum, malignitatis auctores querendo, rem arbitrii sui rejecisset &c.* *TIT. LIV.* Lib. V. Cap. XXII. num. 1.

§. XVI. (1) C'est ainsi que *Lucius Mummius* remplit toute l'Italie des Statues & des Tableaux, dont il avoit dépouillé la Ville de Corinthe: mais rien de tout cela n'entra dans sa maison; comme nous l'apprend l'Auteur Latin Anonyme des Vies des Hommes Illustres, [que l'on croit être *AURELIUS VICTOR*]: *Mummius Corinthum signis tabulisque spoliavit: quibus quum totam repleisset Italiam, in domum suam nihil contulit.* (Cap. LX. num. 3.) *PLUTARQUE*, dans la Vie du même *Lucius Emilius Paulus*, dont nous venons de parler (dans la Note 3. sur le paragraphe précédent) dit, qu'on loua beaucoup sa générosité & sa grandeur d'ame, en ce qu'il ne voulut pas voir seulement l'or & l'argent qu'on avoit pris en grande quantité au Roi *Persée*, mais qu'il le remit aux Trésoriers du Public: *Ουδενός δ' ἤτρον αὐτῆ τὴν ἐλευθερίαν καὶ τὴν μεγαλοψυχίαν ἐπῆγεν οἱ ἄνθρωποι, πολὺ μὲν ἀργύριον, πολὺ δὲ χρυσίον ἐκ τῶν βασιλικῶν κηλοισμένων ἐδ' ἰδεῖν ἐβέλησαν, ἀλλὰ τοῖς ταμίαις εἰς τὸ δημόσιον παραδόντων.* (Pag. 270. D. Tom. I. Edit. *Wsch.*) *GROTIUS*.

(2) C'est ce qu'on appelloit *Manubiae*, comme *AULUGELLE* le dit, après *Favorin*: *Nam PRÆDA dicitur corpora ipsa rerum, quæ capta sunt: MANUBIÆ vero adpellata sunt pecunia à Quæstore ex venditione prædæ redacta.* Noët. Attic. Lib. XIII. Cap. XXIV. *GROTIUS*.

(3) *Prædæ ex assiduâ populationibus, quod omnia in locum tutum congesta erant, fuit aliquantum. venditum sub basta Consul [C. Valerius Potitus] in ævarium redigere Quæstores jussit.* *TIT. LIV.* Lib. IV. Cap. LIII. num. 10.

(4) *Quæ omnis [pecunia] Tigranûs] sicuti Pompejo moris erat, redacta in Quæstoris potestatem, ac publicis descripta literis.* *VELLEJUS PATERCUL.* Lib. II. (Cap. XXXVII.) *Pompée* en usoit ainsi ordinairement, mais non pas toujours. Voyez le passage de *LUCAIN*, qui sera cité dans le paragraphe suivant (num. 7.) *GROTIUS*.

(5) *De præda mea, præter Quæstores urbanos, id est, Populum Romanum, terrorem nec adigit, nec tacturus est quisquam.* Lib. II. *Epist. ad Famil.* XVII. pag. 113. Ed. *Græv. maj.*

(6) *Nunc hanc prædam omnem jam ad Quæstorem deferam.* *Bacchid. Aët.* IV. Scen. IX. vers. 152.

— — — *Istos captivos duos, Here quos emi de præda, de Quæstoribus.*

Capt. Aët. I. Scen. II. vers. 1, 2.

(7) *Car Decimus y dit, en accusant Coriolan, qu'il n'avoit ni remis au Trésorier Public, ni vendu lui-même*

me

4. On confacroit aux Dieux ou les choses mêmes prises sur l'Ennemi, comme (c) fit *Romulus* des dépouilles du Roi des *Céniniens*, qu'il avoit vouées à *Jupiter Féretrien*; ou bien l'argent provenu de la vente du butin: & c'est d'un tel argent que *Tarquin le Superbe* (d) bâtit le Temple de *Jupiter* sur le Mont *Tarpéien*, après la prise de *Sueffa Pométia*.

(c) *Tit. Liv. Lib. I. Cap. X. Dion. Halicarn. Ant. Rom. Lib. II. Cap. XXXIV.*

§. XVII. 1. Pour ce qui est des Soldats, les anciens *Romains* trouvoient que leur faire présent du butin, c'étoit briguer leur faveur, & donner lieu aux soupçons de quelque dessein ambitieux. C'est ainsi que *Sextus*, Fils de *Tarquin le Superbe*, mais réfugié à *Gabies*, donna le butin aux Soldats, pour se rendre puissant par ce moien, à ce que dit (1) *TITE LIVE*. *Appius Claudius* (2) condamna, en plein Sénat, une telle libéralité, comme nouvelle, prodigue, inégale, inconfidérée.

(d) *Tit. Liv. Lib. I. Cap. LIII. LV.*

2. Lors qu'on donne le butin aux Soldats, ou on le leur distribuë, ou on le laisse au pillage. On peut le distribuer, ou comme une solde, ou (3) à proportion du mérite de chacun. *Appius Claudius* (4) vouloit qu'on le donnât comme une solde, s'il n'y avoit pas moien de le vendre & d'en faire entrer l'argent dans le Trésor Public.

3. *POLYBE* (a) explique exactement la manière dont on distribuoit le butin, parmi les *Romains*. On commandoit pendant (5) chaque jour, ou pendant chaque nuit, une partie de l'Armée, la moitié tout au plus, pour aller au pillage. Chacun devoit porter au camp ce qu'il avoit trouvé, pour être partagé également par les Tribuns, ou Officiers supérieurs de chaque Légion. On donnoit leur portion à ceux qui gardoient le Camp; ce que nous voions aussi (b) avoir passé en loi chez les *Israélites*, depuis (6) que le Roi *David* en eût montré l'exemple. On n'oublioit pas non plus ceux qui étoient absens pour cause de maladie, ou pour avoir été commandez ailleurs.

(a) *Hist. Lib. X. Cap. XVI.*

(b) *I. Samuel, XXX, 24, 25.*

4. Quelquefois on donnoit aux Soldats, non pas les choses mêmes prises, (c) mais l'argent qu'on en avoit fait: & cela se pratiquoit souvent dans les Triomphes. La portion qu'on gardoit dans la distribution, telle que je la trouve marquée dans les Anciens Auteurs, étoit celle-ci: (7) on donnoit à un Centurion, ou Capitaine, le double de ce qu'avoit un simple Fantassin; & à un Cavalier, le triple. Quelquefois on ne don-

(c) *Tit. Liv. Lib. XLV. Cap. XXXIV, num. 6.*

me le Butin, pour en mettre l'argent dans le Trésor: Ουτε τῶ ταμια ταῦτα ἀπέδειξεν, ἕτε αὐτὸς ἀποδοῦναι τοῖς δημοσίοις ἀνέγκαν τὸ ἀργύριον &c. *Antiq. Roman. Lib. VII. Cap. LXIII.*

§. XVII. (1) *Apud milites vero, obeundo pericula ac labores, pariter prædam munificè largiendo, tantâ caritate esse, ut non pater Tarquinius potentior Romæ, quàm filius Gabiis esset. Lib. I. Cap. LIV. num. 4.*

(2) *Alterâ [sententia] Appii Claudi, qui largitionem novam, prodigam, inaequalem, inconsultam arguens &c. Idem, Lib. V. Cap. XX. num. 5.*

(3) Cela se pratiquoit parmi les anciens *Hébreux*, comme nous l'apprenons de *JOSEPH*, *Antiq. Jud. Lib. III. GROTIUS.*

Nôtre Auteur infère cela apparemment de ce que l'Historien Juif dit, qu'après la défaite des *Hamalékites*, Moïse donna des récompenses à ceux qui s'étoient distingués par leur bravoure: Αἰσιεῖται τὸ τίμας ἐδίδα. *Cap. II. pag. 76. A. Edit. Lips.* Il venoit de parler du grand butin, que les *Israélites* firent dans cette victoire. Mais toutes ces circonstances ne se trouvent point dans l'endroit de l'Histoire Sainte, où est racontée la défaite des *Hamalékites*, *Exod. Chap. XVII.*

(4) Dans les paroles de *TITE LIVE*, qui suivent celles qui viennent d'être citées, Note 2. sur ce paragraphe: *Si semel nefas ducerent, captam ex hostibus in ærario exhausto bellis pecuniam esse, auctor erat stipendii*

ex ea pecunia militi numerandi, ut eo minus tributis plebes conferret. Lib. V. Cap. XX. num. 5.

(5) *In dies aut vigilias*, dit nôtre Auteur. Cela n'est pas bien conforme à son Original. Il n'y a pas d'apparence, qu'après s'être rendus maîtres d'une Ville, on envoiât les Soldats piller pendant toute la nuit. *POLYBE* dit seulement, que chaque jour on choisissoit, quelquefois un certain nombre de Soldats de toute l'Armée, à proportion de la grandeur de la Ville, & quelquefois on commandoit tant ou tant d'Etendars ou de Compagnies: Ποτὶ μὲν γὰρ ἐκάσῃς ἡμέρας πρὸς τὴν πρᾶξιν ἀπομερίζονται τὰ τῶν ἀνδρῶν, κατὰ τὸ μγεῖθος τῆς πόλεως ποτὶ δὲ κατὰ σημαίας μερίζουσιν αὐτοὺς. *Lib. X. Cap. XVI. pag. 821. Edit. Amstel.* Il nous apprend un peu plus haut, que, quand *Scipion* eût pris la nouvelle *Carthage* en *Espagne*, la nuit étant venue, il fit cesser le pillage, & porter tout le butin déjà fait au milieu de la Place Publique, où l'on mit bonne garde pendant la nuit: Τὰς δὲ λοιπὰς διὰ τῶν χιλιάρχων ἐκ τῶν οἰκιῶν ἐκκαλεσάμενοι, ἐπέταξε συναθροίσαντας εἰς τὴν ἀγορὰν τὰ διηρασμένα κατὰ σημαίας ἐπιτίτταν κοιτάξασθαι. Voilà qui est fort opposé à la manière dont nôtre Auteur s'exprime ici.

(6) Voyez *SELDEN*, *De Jure Nat. & Gent. secund. Hebr. Lib. VI. Cap. XVI. pag. 784, 785.*

(7) *Pediti in singulos dati centoni, duplex centurioni, triplex equiti. TIT. LIV. Lib. XLV. Cap. XL. num. 5.*

(8) *Tan-*

donnoit à un Cavalier (8) que le double de la portion d'un homme d'Infanterie. Quelquefois un Centurion avoit le double de la portion d'un Fantassin ; & le Tribun, comme (9) aussi un Cavalier, le quadruple. Souvent aussi on avoit égard au mérite ; & c'est ainsi que *Porcius* donna à *Marcus*, du butin de la Ville de *Corioles*, (10) une récompense pour les actions de bravoure qu'il avoit faites.

(d) Voiez
Leunclav.
Hist. Turc.

5. De quelque manière qu'on s'y prit pour la distribution du Butin, le (d) Général de l'Armée pouvoit, avant toutes choses, choisir (11) pour lui ce qu'il vouloit, & prendre autant qu'il lui plaisoit, c'est-à-dire, autant qu'il jugeoit devoir lui revenir raisonnablement. Le Roi *Servius Tullius* (12) prit de cette manière une Femme de la Ville de *Corniculum*, nommée *Ocrisia*. Dans *DENYS d'Halicarnasse*, *Fabricius* dit au Roi *Pyrrhus* : (13) *J'aurois pu garder pour moi ce que j'aurois voulu, de ce qui avoit été pris sur les Ennemis que j'ai vaincus.* *TITE LIVE* (14) remarque, que *Tarquin le Superbe* vouloit s'enrichir, & en même tems gagner les esprits des Romains, par le butin qu'il faisoit. *Servilius*, dans son Discours en faveur de *Lucius Paulus*, dit, que ce Général auroit pu (15) s'enrichir dans le partage du butin. Et ce n'étoit pas seulement chez les Romains, que les Généraux d'armée avoient cette prérogative : on trouve le même usage parmi les Grecs. Après la Bataille de *Platées*, *Pampanius*, au rapport d'*HERODOTE*, (16) eut, par dessus les autres, des Femmes, des Chevaux, des Chameaux. *EURIPIDE* nous représente les (17) Dames Troiennes les plus considérables, comme aiant été le partage des Principaux de l'Armée Gréque. Et c'est ainsi que *Pyrrhus* eut *Andromaque*, (18) selon le même Poëte. On accordeoit encore ce privilège à (19) d'autres, que des Généraux, lors qu'ils s'étoient distingués par des actions de bravoure.

6. Mais ceux-là étoient plus dignes de louange, qui relâchant de leur droit, ne

(8) *Tantaque præda fuit, ut in equitem quadringenti denarii, peditibus ducem dividerentur.* Idem, *ibid.* Cap. XXXIV. num. 5.

(9) *APPIEN d'Alexandrie* dit, un Tribun, & un Colonel de Cavalerie : *Στρατιώτῃ μὲν ἀνὰ πεντακισχιλίας δραχμὰς Ἀττικὰς, λοχαγῷ δ' αὐτῆς τὸ διπλάσιον, καὶ χιλιάρχῳ καὶ ἱππάρχῳ τὸ ἐνὶ διπλάσιον* &c. *Bell. Civil. Lib. II.* (pag. 803. *Ed. Amst.* (491. *Ed. H. Steph.*) *GROTIUS.*

C'est là la véritable répartition. Je ne sai d'où notre Auteur avoit tiré celle dont il parle dans le Texte. Il y a grande apparence qu'elle n'est due qu'à une méprise. Il avoit eu en vue ce passage même, dont sa mémoire altéra le sens ; & il ne se souvint plus depuis, que c'eût été le fondement de ce qu'il avoit avancé. Au reste, il cite encore ici à la marge un passage de *SUETONE*, in *Cesar.* Cap. XXXVIII. *init.* où, selon les meilleures Editions, la proportion qu'on gardoit dans la distribution du butin n'est point marquée : & en recevant la glose, qui avoit demeuré long tems dans le Texte, il y auroit une proportion différente de toutes celles dont notre Auteur parle. Voiez là-dessus les derniers Commentateurs.

(10) Voiez *TITE LIVE* (Lib. II. Cap. XXXIII.) & *PLUTARQUE*, dans la Vie de *CORIOLAN* (pag. 218. A. B. Tom. II. *Ed. Wech.*) *GROTIUS.*

Il n'y a rien là-dessus dans *TITE LIVE*. Mais on peut voir *DENYS d'Halicarnasse*, *Antiq. Rom. Lib. VI. Cap. XCIV.*

(11) Il y a des Auteurs, qui prétendent que cette portion du Général est ce qu'on appelloit plus communément *Manubie*. Le Grammairien *ASCONIUS PEDIANUS* est de ce nombre : *MANUBIÆ autem sunt præda Imperatoris, pro portione de hostibus capta.* (In *CICER. Verr. Lib. I. Cap. LIX.*) *GROTIUS.*

Voiez la Note de *GRONOVIVS*, sur cette question de Grammaire.

(12) Ce n'est pas *Servius Tullius*, mais *Tarquin l'Ancien* ; car cette *Ocrisia* étoit la Mère de *Servius Tullius* ; comme *GRONOVIVS* le remarque ici. Il pouvoit ajouter, que ce qui a trompé notre Auteur, c'est que le Mari d'*Ocrisia* s'appelloit *Tullius*. Voiez *DENYS d'Halicarnasse*, *Antiq. Rom. Lib. IV. Cap. I.*

(13) *Ἐπεὶ ἐκείνων τῶν δορικτῆτων ἐξόν μοι λαβεῖν ὅποσα βελούμην* &c. (Excerpt. pag. 714. *Ed. Oxon.*) C'est à quoi fait allusion *ISIDORE*, lors que, traitant du Droit Militaire, il y rapporte la distribution du Butin selon la qualité & les services des personnes ; à quoi il joint la portion du Général de l'Armée : *Item [Jus Militare est] præda decisa, & pro personarum qualitatibus & laboribus justa divisio, ac Principis portio.* (Origin. *Lib. V. Cap. VII.*) *GROTIUS.*

(14) *Eaque ipsa causa belli fuit, quod Rex Romanus, tum ipse ditari, exhaustus magnificentia publicorum operum, tum prædâ delinire popularium animos studebat.* *Lib. I. Cap. LVII. num. 1.*

(15) Ce n'est pas du Général, que *Servilius* parle, mais de *Servius Galba*, qui se plaignoit, entr'autres choses, de ce que *Lucius Emilius Paulus* n'avoit pas récompensé son Armée, en lui distribuant le butin : *Quum te prædâ partiendâ locupletem facere posses, pecuniam regiam translaturum in triumpho est, & in avarium latatur.* Idem, *Lib. XLV. Cap. XXXVII. num. 10.*

(16) Il eut la dixme de tout : *Παυσανὴ δὲ πάντα δέκα ἐξαίρεθ' τε καὶ ἑδὼν, γυναῖκες, ἵπποι, τάλαντα, καμήλοι, ὡς δὲ αὐτὸς καὶ τὰλλα χεῖματα.* *Lib. IX. Cap. LXXX.* Le Roi *Agamemnon* eut *Cassandra* par cette espèce de droit de préciput, à ce que dit *EURIPIDE* :

Ἐξαίρετόν νῦν ἔλαβεν Ἀγαμέμνων ἄναξ.
(*Troad. vers. 249.*) Voiez *THUCYDIDE* au sujet d'une portion du butin, que l'on donna en particulier à *Démophilène*, Général des Athéniens : *Lib. III. (Cap. CXIV. Ed. Oxon.) GROTIUS.*

prenoient rien pour eux du butin, comme cet illustre *Fabrizius*, dont nous venons de parler, qui, pour (20) l'amour de la gloire, méprisoit les richesses même justement acquises; & cela, comme il le disoit lui-même, à l'exemple de *Valerius Publicola*, & d'un petit nombre d'autres. *Caton* les imita, dans la victoire qu'il remporta en *Espagne*: (21) car il déclara, que, de tout le butin qu'on avoit fait alors, rien ne parviendroit à lui que ce qu'il avoit consumé pour le manger & le boire; ajoutant néanmoins, qu'il ne blâmoit point les Généraux qui se prévalaient d'un profit légitime, mais que pour lui il aimoit mieux disputer de vertu avec les plus honnêtes gens, que de richesses avec les plus opulens.

7. Les plus louables, après ceux dont je viens de parler, ce sont ceux, qui se contentoient d'une portion modique du butin, comme fit *Pompée*, qui rapporta dans le *Treſor Public* plus qu'il ne garda pour lui, selon l'éloge que *Caton d'Utique* lui donne, dans la *Pharfale* (22) de *Lucain*.

8. Quelquefois on avoit égard, dans le partage du butin, aux absens même; comme *Fabius Ambulſtus* (e) l'ordonna, après la prise de la Ville d'*Anxur*. Quelquefois, au contraire, une partie de ceux qui s'étoient trouvez à l'expédition n'avoient aucune part au butin, dont ils étoient exclus pour certaines raisons, comme le fut l'Armée de (23) *Minutius*, sous la Dictature de *Quintius Cincinnatus*.

9. Au reste, le droit qu'avoient ici les anciens Généraux d'armée, nommez *Empereurs*, du tems de la République, passa, depuis qu'elle eut été envahie par ceux qui gouvernoient monarchiquement sous ce même nom, aux (f) Lieutenans, qui commandoient par leur ordre les Armées. Cela paroît par le *CODE DE JUSTINIEN*, où il y a une (24) Loi qui porte, que les Commandans d'Armée ne feront point tenus de mettre dans l'état des affaires militaires, dont ils devoient rendre compte, les donations des

(e) *Tit. Liv. Lib. IV. Cap. LIX. num. 8, 9.*

(f) *Magistri militum.*

(17) Ὅσαι δ' ἄκλῃροι Τρωάδων, ὑπὸ σέγμῃς
ταῖς δ' εἰσὶ, τοῖς πρῶτοις ἐξηρημέναι
Στρατὶς

Troad. vers. 32, & seqq.

(18) Καὶ τὴν δ' Ἀχιλλεύς ἔλαθε παῖς ἐξαιρέτων.
Ibid. (vers. 274.) VIRGILE fait dire à *ASCANIUS*, qu'il ne laissera pas tirer au sort, pour un Bouclier & un Casque, qu'il se reservoit.

*Ipsum illum clypeum, cristasque rubentes
Excipiam forti*

(*ÆNEID. IX. vers. 270, 271.*) *GROTIUS.*

(19) C'est ainsi que les Grecs donnèrent à *Nestor* une Femme prisonnière de Guerre:

Θυγατέρ' Ἀρσινόης μεγάλῃτορος, ἣν οἱ Ἀχαιοὶ
ἔβλεπον, ἵνεκα βελῇ ἀριστεύουσιν ἀπάντων.

Iliad. Lib. XI. (vers. 625, 626.) Et *Ulysse* en eut de la même manière une autre, qui s'appelloit *Menécécée*:

τῶν ἐξαιρέτων Μενεοικία, πολλὰ δ' ὀπίσσω
λάγχανον

Odysſ. Lib. XIV. (vers. 232, & seqq.) *GROTIUS.*

Je ne fai en vertu de quoi notre Auteur change, sans dire mot, le texte du dernier passage, & y trouve un nom propre de Femme, au lieu d'un adjectif très-commun dans *HOMÈRE*, *Μενεοικία*, pour *μενοεικία*. Ce seroit plutôt un nom d'Homme; & il n'y a pas la moindre nécessité de faire ici aucun changement. *Ulysse* vient de dire, qu'avant la Guerre de *Troie*, il a commandé en chef dans neuf expéditions de mer dont il prenoit pour lui, comme par droit de préciput, ce qui lui plaisoit; après quoi le sort lui donnoit encore une grosse portion:

Πρὶν μὲν γὰρ Τροίης ἐπιθήμεναι ὕμης Ἀχαιῶν,
Εἰνάκις ἀνδράσιν ἤρξα, καὶ ἄκυπτοισι νείσσειν,
Ἀνδρᾶς ἐς ἀποδυπῆς καὶ μοι μάλ' ἀτύχῃσιν πάντα
τῶν ἐξαιρέτων μενοεικία, πολλὰ δ' ὀπίσσω
λάγχανον

ΤΟΜ. II.

(20) Οὐ λαδὼν, ἀλλὰ καὶ τὸν ἐκ τῆ δικαίης πλεστον ὑπερδῶν, ἐνεκα δόξης ὡς Οὐαλέριος Ποπλικόλας ἐποίησε, καὶ ἄλλοι πλείστοι &c. C'est la suite du passage de *DENYS d'Halicarnasse*, qui a été rapporté ci-dessus, *Note 13.* de ce paragraphe. L'Empereur *Julien*, comme notre Auteur le remarque dans une petite Note, se proposoit, & proposoit à ses Soldats, l'exemple de *Fabrizius*, comme il paroît par un Discours qu'*AMMIEN MARCELLIN* lui prête, *Lib. XXIV. Cap. III. pag. 429. Ed. Vales. Gron.*

(21) Εἰς δ' αὐτὸν ἐκ τῶν ἀλίσκομένων εὐδὲν ἐλθεῖν λέγει, πλεονεξία σέπωκεν ἢ βέβαια. Καὶ ἐκ αἰτιῶμας (Φησὶ) τὰς ἀφελείσθαι ζητῶντας ἐκ τῆτων, ἀλλὰ βύλομαι μάλλον περὶ ἀρετῆς τοῖς ἀρίστοις, ἢ περὶ χρημάτων τοῖς πλεονεξιατοῖς ἀμιγῶσθαι, καὶ τοῖς φιλαργυρῶτάτοις περὶ φιλαργυρίας. *PLUTARCH. in Vit. M. Caton. pag. 342. A. Tom. I. Ed. Wech.*

(22) *Immodicus possedit opes: sed plura retentis Intulit*

Pharfal. Lib. IX. vers. 197, 198. Voyez ci-dessus, §. 16. *Note 4.*

(23) C'est qu'elle avoit été sur le point d'être défaite, par la mauvaise conduite du Consul, qui la commandoit, & qui, à cause de cela, devint Lieutenant, de Général qu'il étoit: *Carebis*, inquit [Dictator *L. Quintius Cincinnatus*] *prædæ parte, miles, ex eo hoste, cui prope prædæ fuisti. & tu, L. Minuci, donec consulariæ animi incipias habere, legatus his legionibus præeris.* *TIT. LIV. Lib. III. Cap. XXIX. num. 2.*

(24) *Simili etiam modo à gestorum absolvimus ordinatione donationes rerum mobilitum, vel sese moventium, quas Viri gloriosissimi, Magistri militum, fortissimis præstant militibus, tam ex sua substantia, quam ex spoliis hostium, sive in ipsa bellorum occupatione, sive in quibuscumque locis degere noscuntur.* *Lib. VIII. Tit. LIV. De Donation. Leg. XXXVI. §. 1.*

O o

(25) *Cet*

des Choses Mobilières, tant animées qu'inanimées, qu'ils auront faites à leurs Soldats des dépouilles de l'Ennemi, soit dans le tems & le lieu même du pillage, ou par tout ailleurs.

10. Mais ce partage, dès les siècles les plus anciens, donnoit lieu à former légèrement des soupçons injurieux aux Généraux d'Armée, comme s'ils eussent voulu par là se faire des créatures, & enrichir du bien public leurs Amis & leurs Cliens. C'est de quoi on accusa (g) *Servilius*, *Coriolan* (h), & *Camille* (25). Mais ils disoient pour leur justification, qu'ils avoient agi en cela conformément au bien public, afin que les Soldats qui s'étoient trouvés à l'action, fussent animés, par cette récompense de leurs travaux, à aller plus courageusement aux coups dans d'autres occasions, comme le remarque expressément (26) *DENYS d'Halicarnasse*.

§. XVIII. 1. VOILÀ pour la distribution du Butin. Lors qu'on le laissoit au pillage, on permettoit aux Soldats de piller ou dans le tems qu'on alloit ravager un Pais, ou après un Combat, ou après la prise d'une Ville, en sorte qu'ils devoient alors attendre le signal qu'on leur donnoit pour commencer. Cette manière de donner le butin aux Soldats étoit rare dans les tems anciens, mais on en a des exemples. *Tarquin le Superbe* abandonna (a) au pillage de ses Soldats la Ville de *Suessa Pometia*. Le Dictateur *Quintus Servilius* (b) en fit de même du Camp des *Eques*; *Camille*, (1) de la Ville de *Véies*; & le Consul *Servilius*, (2) du Camp des *Volsques*. *Lucius Valérius* permit aussi (3) le pillage, après avoir vaincu les *Eques*; *Quintus Fabius*, (c) après la défaite des *Volsques*, & la prise d'*Ecetra*. Dans la suite, on a souvent accordé cette permission. Après la victoire remportée sur le Roi *Perfée*, (d) le Consul *Paul* donna à l'Infanterie

(g) *Dion. Halicarn. Lib. VI. Cap. XXX.*
(h) *Idem, Lib. VII. Cap. LXIII.*

(a) *Dion. Halic. Lib. IV. Cap. I.*
(b) *Tit. Liv. Lib. IV. Cap. XLVII. num. 4.*
(c) *Dion. Halic. Lib. X. Cap. XXI.*
(d) *Tit. Liv. Lib. XLIV. Cap. XLV. num. 3.*

(25) Cet exemple n'est pas bien appliqué. L'accusation de *Camille* avoit un autre fondement. Voyez *TITE LIVE*, que notre Auteur cite à la marge, *Lib. V. Cap. XX. XXII. XXIII. XXXII. & PLUTARQUE, in Camill. pag. 132, 133.*

(26) ἵνα οἱ μὲν συναρμόμενοι τῇ ἔργῳ, τὸν τῶν πόλεων καὶ πόλεων κομισάμενοι, προθύμως ἐπὶ τὰς ἀρχὰς στρατίας ἀπαντῶσιν &c. *Lib. VII. Cap. LXIV. Ed. Oxon.* J'ai mis ici *στρατίας*, au lieu de *στρατίας*, selon la conjecture de *SYLBURGE*, rendue indubitable par l'autorité d'un bon MS. du *Vatican*, que Mr. *HUDSON* auroit bien pu suivre.

§. XVIII. (1) Ce fut en conséquence d'une délibération du Sénat; car *Camille* n'avoit pas voulu donner de lui-même cette permission comme nous le voyons dans *TITE LIVE*, *Lib. V. Cap. XX.*

(2) Ce Consul ne permit pas le pillage de la manière, dont il s'agit, c'est-à-dire, en sorte que chacun gardât ce qu'il auroit pris: car *DENYS d'Halicarnasse* dit expressément, qu'il fit partager le butin: ταῦτα ἰστίαις ὁ Σερβίλιος, ὡς ἕκαστος ἀφελήθει, μηδὲν δὲ εἰς τὸ δημόσιον ἀναφέρειν, διανεμασθαι κελεύσας &c. *Antiq. Rom. Lib. VI. Cap. XXIX.*

(3) Cet exemple est douteux. Il ne paroît pas bien que le pillage ait été permis de la manière dont notre Auteur l'entend. Voyez *DENYS d'Halicarnasse*, *Lib. IX. Cap. LV.*

(4) Notre Auteur a oublié, qu'il a lui-même cité ci-dessus cet exemple, en parlant de la distribution du butin, faite selon une certaine proportion, §. 17. Note 8. Car c'est dans le même Chapitre de *TITE LIVE* qu'est contenu le fait, qu'il rapporte ici: *Senatum pradam Epiri civitatum, quæ ad Persea defecissent, exercitui dedisse. Lib. XLV. Cap. XXXIV. num. 1.* L'exemple, qu'il ajoutoit ici dans une petite Note, est plus à propos; c'est celui du pillage de la Ville d'*Athènes*, que *Sylla* donna à ses Soldats, comme le

témoin APPIEN d'*Alexandrie*, De Bell. Mithridat. pag. 331. Ed. Amst. (195. H. Steph.)

(5) Voyez APPIEN d'*Alexandrie*, De Bell. Mithridat. (pag. 383, 384. Edit. Amst. 230. H. Steph.) *PLUTARQUE* dit, que *Lucullus* laissa la Ville de *Tigranocerte* au pillage de ses Soldats; & qu'outre cela il leur donna à chacun du butin huit cens drachmes: (*Vit. Lucull. pag. 511. E. Tom. I. Ed. Wech.*) L'Empereur *Sévère* donna à ses Soldats le butin de la Ville de *Ctésiphon*. Le même, comme nous l'apprend aussi *SPARTIEN*, dans sa Vie, voulut, que les Colonels, & les Capitaines, & les Soldats, gardassent ce qu'ils avoient pillé dans les rues d'une Ville prise. *Mahomet II.* promit à ses Soldats le pillage de la Ville de *Constantinople*, & les Esclaves même qu'on y prendroit. *GROTIUS.*

Notre Auteur confond ici deux Empereurs Romains, à cause de la ressemblance du nom. La première chose qu'il dit de *Sévère*, c'est-à-dire, de *Septimius Sévère*, lui convient véritablement, & est rapportée par l'Historien qu'il cite; quoi qu'il ne paroisse pas bien clairement si cet Empereur laissa à chacun ce qu'il avoit pris, ou s'il partagea le butin selon la coutume: *Harum adpellationum causis donativum militibus largissimum dedit, concessit omni prædâ oppidi Parthici; quod milites querebant.* *SPARTIAN. in Septim. Sever. Cap. XVI.* Mais l'autre chose est dite d'*Alexandre Sévère*, par *LAMPRIDIUS*, qui parle du butin fait sur les *Perfes*: *Et de prædâ, quam Perlis diripuit, suum ditavit exercitum; quum & Tribunos ea quæ per vicis diriperant, & duces, & ipsos milites, habere jussisset.* *Cap. LV.*

(6) Il donne l'omission de cette manière d'acquérir pour exemple d'une énumération imparfaite, que feroit un Orateur, en disant à quelqu'un: „ Puis que vous „ possédez ce Cheval, il faut ou que vous l'ayiez ache- „ té, ou qu'il vous soit parvenu en héritage, ou qu'on „ vous en ait fait présent, ou qu'il soit né dans vô- „ tre

terie les dépouilles de l'Armée de ce Prince ; & à la Cavalerie , le butin des terres d'alentour. Le même Général , en conséquence d'un Arrêt du Sénat , livra (4) au pillage de ses Soldats quelques Villes d'Épire. *Lucullus* aiant défait *Tigrane* , empêcha pendant long tems les Soldats de butiner : (5) mais enfin , lors qu'il crut la victoire assurée , il leur permit de prendre les dépouilles de l'Ennemi. *CICÉRON* (6) met au rang des manières (7) d'acquérir la propriété d'une chose , la prise des effets de l'Ennemi , qui n'ont point été vendus en encan public.

2. Il y a des gens , qui désapprouvent cet usage , & ils se fondent sur ce que les plus âpres à la proie enlèvent aux braves Guerriers le prix de leur valeur ; l'expérience faisant voir , que pour l'ordinaire les moins ardens au combat (e) sont les premiers à piller , pendant que les plus courageux ne pensent qu'à avoir la meilleure part des travaux & des dangers , comme le disoit *Appius Claudius* , au rapport de (8) *TITE LIVE* , & avant lui *CYRUS* , (9) dans *XE'NOPHON*. Mais on allégué , d'autre côté , cette raison , qu'un Soldat (10) aime mieux remporter chez soi un butin qu'il a pris lui-même , qu'une portion beaucoup plus considérable , qu'il tiendrait de la libéralité d'autrui.

3. Quelquefois aussi on a permis le pillage , parce qu'on ne pouvoit l'empêcher : comme cela arriva , au rapport de *TITE LIVE* , (11) dans la prise de *Cortuose* , Ville d'*Etrurie* ; & dans la défaite des (12) *Galates* par *Caius Helvius*.

§. XIX. J'AI dit encore , que le butin , ou l'argent qu'on en avoit fait , étoit quelquefois donné à d'autres que les Soldats. Cela se pratiquoit d'ordinaire envers ceux qui avoient contribué aux frais de la Guerre , (1) & que l'on remboursoit par ce moyen.

Nous

(e) Voyez un passage de *Procopé* , qui sera cité plus bas , sur le §. 24. Note II.

tre maison , ou que vous l'ayiez volé : Or vous ne l'avez ni acheté , ni eu par héritage , ni reçu en présent &c. Donc vous l'avez volé. Il falloit ajouter , dit *CICÉRON* , que ce Cheval peut avoir été pris sur les Ennemis , & laissé hors du nombre des choses qui devoient être vendues , pour le profit du Public : *Præteritum quiddam in ejusmodi enumerationibus : Quoniam habes istum equum , aut emeris oportet , aut hereditate possideas , aut munere acceperis , aut domi tibi natus sit , aut , si horum nihil est , surripueris necesse est. Sed neque emisisti , neque hereditate venit , neque domi natus est , neque donatus est : necesse est ergo surripueris. Hoc commodè reprehenditur , si dici possit ex hostibus equus esse captus , cujus prædæ sectio non venierit. De Invent. Lib. I. Cap. XLV.*

(7) *VARRON* faisant une énumération des différentes manières dont on acquiert un Esclave , selon les Loix , en met six. 1. Lors qu'on s'est porté pour Héritier de celui à qui l'Esclave appartenoit. 2. Lors que l'Esclave a été aliéné en notre faveur par une vente imaginaire faite avec la Balance. 3. Lors qu'il nous a été cédé en Justice avec les conditions & les formalitez requises. 4. Lors qu'on a atteint le tems de la Prescription. 5. Lors qu'on a acheté l'Esclave dans la vente du Butin : 6. Ou enfin dans un Encan public des biens de quelcun. *In emtionibus dominum legitimum sex fere res perficiunt : si hereditatem justam adiit : si , ut debuit , mancipio ab eo accepit , à quo , jure civili , potuit : aut si in jure cessit , cui potuit cedere , & id ubi oportuit : aut si usucepit : aut si à præda sub corona emit : tumve quum in bonis sectione ejus publicè venit. (De Re Rustica, Lib. II. Cap. X.) GROTIUS.*

Voyez , sur ce passage , *WILHELMI GOESII Vindicie pro recepta de nutui alienatione sententia* , pag. 66. & seqq. & les Notes de Mr. *SCHULTING* sur les *Institutions* de *CAJUS* , Lib. I. Tit. VI. §. 3. pag. 53. col. a. de la *Jurisprud. Ante-Justinianæ*.

(8) *Non avidas in direptiones manus otiosorum urbanorum prærepturas fortium bellatorum præmia esse : quum ita ferme eveniat , ut qui segnior sit , prædetur , at fortissimus quisque laboris periculique præcipuum petere partem soleat. Lib. V. Cap. XX. num. 6.* Je rapporte le passage de la manière que fait notre Auteur , ainsi luës , sans dire mot , & comme il l'entend , les Editions publiées de son tems : au lieu , que , dans les plus anciennes Editions , & dans les meilleurs Mss. que *J. FREDERIC GRONOVIVS* fuit , il y a : *Ut segnior sit prædator , ut quisque laboris &c.* Le sens néanmoins revient à la même chose : car ces paroles , ainsi luës , signifient ; que ceux qui cherchent le plus à avoir la meilleure part des travaux & des dangers , sont les plus lents à courir au pillage ; & qui donne assez à entendre , que les moins braves sont au contraires les plus âpres au butin. Voyez la Note de ce grand Critique.

(9) *Ἐν τῇ ἀρχαῇ ἐν οἷς οἱ πολεμῶταί πλεονεκτῆσαι ἄν.* De *Inst. Cyr. Lib. VII. Cap. 11. §. 4. Ed. Oxon.*

(10) *Gratius id fore latimque , quod quisque sua manu ex hoste captum domum retulerit , quam si multiplex alterius arbitrio accipiat. TIT. LIV. Lib. V. Cap. XX. num. 8.*

(11) *Publicari prædam Tribunus placebat : sed imperium , quam consilium , segnius fuit. dum cunctantur , jam militum præda erat ; nec nisi per invidiam adimi poterat. Lib. VI. Cap. IV. num. 11.*

(12) *Nec continere suos à direptione castrorum [Gallorum] valuit [C. Helvius] : prædaque eorum , iniquissimâ sorte , qui pugne non interfuerant , facta est. Idem , Lib. XXXVIII. Cap. XXIII. num. 4.*

§. XIX. (1) C'est ainsi que les Consuls *Ménénus Agrippa* , & *Postumius Tubertus* , aiant vaincu les *Sabins* , vendirent les Prisonniers , & de l'argent qu'ils en retirèrent , rendirent à chacun ce qu'il avoit fourni pour équiper

Nous lisons aussi, qu'on a quelquefois pris de l'argent du butin, pour donner des Jeux Publics.

§. XX. 1. Et ce n'est pas seulement en différentes Guerres qu'on a diversément disposé du butin : mais dans une seule & même Guerre le même butin a été souvent employé à des usages différens, soit selon les portions qu'on en faisoit purement & simplement, soit en distinguant les différentes sortes de choses. Ainsi (a) *Camille*, à l'exemple des Grecs, (1) qui avoient eux-mêmes imité en cela les Hébreux, consacra à *Apollon Pythien* un dixième du butin. Et les Pontifes décidèrent alors, que le vœu d'un dixième du butin renfermoit non seulement les Choses Mobilières, tant animées, qu'inanimées, mais encore la Ville & le Territoire. Dans une autre victoire que le même *Camille* remporta alors, (b) on ne donna aux Soldats qu'une petite partie du butin ; le reste fut remis au Trésorier du Peuple. *Cnéus Manlius*, après la défaite des *Galates*, brûla leurs armes, par une superstition Romaine ; & il ordonna que chacun apportât ce qu'il avoit pris, dont il vendit une partie, c'est-à-dire, ce qui en devoit revenir au Public ; & il distribua le reste aux Soldats, ayant soin de faire le partage aussi égal qu'il se pouvoit ; ce sont les (2) paroles de *TITE LIVE*. *Fabircius* ayant vaincu les *Lucains*, les *Brutiens*, & les *Samnites*, (3) enrichit le Soldat du butin, en rendit aux Citoyens la valeur de ce qu'ils avoient contribué pour les frais de la Guerre, & en mit outre cela quatre cens talens dans le Trésor Public. *Quintus Fabius* & *Appius Claudius*, (c) ayant pris le Camp de *Hannon*, vendirent le butin, & le distribuèrent, donnant des récompenses particulières à ceux qui avoient rendu des services signalez. *Scipion*, (d) après la prise de *Carthage*, abandonna au pillage des Soldats ce qui étoit dans la Ville, excepté l'Or, l'Argent, & les choses consacrées aux Dieux. *Acilius*, ayant pris la Ville de *Lamie*, (e) distribua une partie du butin, & vendit l'autre.

2. Les différentes sortes de Butin, qu'on peut distinguer, sont les Prisonniers de guerre, & les Troupeaux de gros & de menu bétail, (qui est ce que les Grecs appellent proprement (f) *Proie* ou *Butin*) l'Argent, & les autres Choses Mobilières, tant précieuses, que de peu de prix. *Quintus Fabius*, après la défaite des *Volsques*, (4) fit vendre par le Trésorier du Peuple Romain les Personnes & les Bêtes, avec toutes les dépouilles, mais il mit lui-même l'Argent dans le Trésor Public. Le même, après avoir vaincu les *Volsques* & les *Equicoles*, (g) donna aux Soldats les Prisonniers, à la réserve de ceux de *Tusculum* ; & il laissa au pillage, dans les Terres d'*Ecetra*, les Personnes & le Bétail. *Lucius Cornélius*, après la prise d'*Antium*, (h) rapporta dans le Trésor Public l'Or, l'Argent, & le Cuivre, qu'on avoit pillé : il fit vendre par le Trésorier les Prisonniers & le butin ; & il laissa aux Soldats les Vivres & les Habits. *Quintus Cincinnatus*

(a) Tit.
Liv. Lib. V.
Cap. XXIII.
num. 8. Ap-
pian. Alex. in
Excerpt. Pei-
resc.

(b) Tit.
Liv. Lib. I.
Cap. XIX.
num. 7.

(c) Tit.
Liv. Lib.
XXV. Cap.
XIV. num. 12,
13.

(d) Appian.
Alex. De Bell.
Pun. pag.
136. Ed. Amst.
(83. Ed.
Steph.)

(e) Tit.
Liv. Lib.
XXXVII.
Cap. 5. num. 3.

(f) Δείμα.

(g) Dion.
Halic. Lib. X.
Cap. XXI.

(h) Idem,
ibid.

équiper les Soldats : Τάτων δὲ προθέντων δημοσία, τὰ κατ' ἄνδρα γενομένα εἰσφορὰς, αἷς ἐσεῖλαν τὰς στρατιάς, ἅπαντες ἐκομίσαντο. DION. HALICARN. Antiq. Rom. Lib. V. Cap. XLVII. pag. 300. Ed. Oxon. (313. Sylb.) C'est le passage, que notre Auteur avoit en vue dans la citation marginale, où il cottoit seulement le Livre.

§. XX. (1) Voyez ci-dessus, §. 1. Note 3.

(2) Consul [Cnéus Manlius] armis hostium in uno concrematis cumulo, cateram prædam conferre omnes iussit : & aut vendidit quod ejus in publicum redigendum erat, aut cum cura ut quàm acquisitissima esset, per milites divisit. Lib. XXXVIII. Cap. XXIII. num. 10.

(3) C'est-ce que DENYS d'HALICARNASSE fait dire à *Fabircius* lui-même : Ἐξ ὧν τὴν στρατιάν ἅπασαν ἐπλάτισα καὶ τὰς εἰσφορὰς τοῖς ἰδιωταῖς, αἷς εἰς τὸν πόλεμον προσήνεγκα, ἀπέδωκα, καὶ ὃ τάλατα μετὰ τῶν θειάμβων εἰς τὸ ταμείον εἰσήνεγκα. Excerpt. pag. 714. Ed. Oxon. Notre Auteur ajoutoit ici, dans

une Note, que *Fabius Maximus*, après avoir pris *Tarente*, distribua tout le butin à ses Soldats, & rapporta seulement dans le Trésor Public l'argent provenu de la vente des prisonniers. Mais *TITE LIVE*, Lib. XXVII. Cap. XVI. num. 7. & *PLUTARQUE*, Vit. Fab. pag. 187. C. racontent autrement la chose. Je soupçonne que notre Auteur a confondu ce que le premier de ces Historiens dit de *Fabius*, avec ce qu'il rapporte un peu plus bas, au sujet de *Scipion*, Vainqueur d'*Asdrubal* : Scipio castris hostium potitus, quum, præter libera capita, omnem prædam militibus concessisset &c. Cap. XIX. num. 2.

(4) Οἱ δὲ ὑπάτοι [Φάβιος] τὴν τε λείαν, ὅση ἐπέτυχεν, καὶ τὰ λάφυρα, καὶ τὰς αἰχμαλώτους ἀποδοῦναι κελεύσας τοῖς ταμίαις, εἰς τὴν πόλιν ἀπνεύχετο τὸ ἀργύριον. DION. HALICARNASS. Antiq. Rom. Lib. VIII. Cap. LXXXII. pag. 526. Ed. Oxon. (549. Ed. Sylb.) Ici le mot de λεία ne comprend que les Bêtes ; puis que les Prisonniers en sont distinguez.

§. XXI.

immatus (i) aiant pris Corbion, Ville des Equicoles, envoya à Rome ce que l'on avoit pris de plus précieux, & distribua le reste aux Soldats par compagnies. Camille, après la prise de Véies, ne (k) garda pour le Public que l'argent provenu de la vente des Prisonniers. Et lors qu'il eût défait les Etruriens (l) il rendit aux Dames Romaines, de la vente des Prisonniers, l'or qu'elles avoient fourni pour les frais de la Guerre: il en fit aussi trois Coupes d'or, qu'il mit dans le Capitole. Sous la Dictature de Cornélius Cossus, (m) on laissa aux Soldats tout le butin fait sur les Volques, à la reserve des Personnes libres.

(i) Idem, ib. Cap. XXV.

(k) T. Liv. Lib. V. Cap. XXII. num. 1.

(l) Idem, Lib. VI. Cap. IV. num. 2.

(m) Idem, ibid. Cap. XIII. num. 6.

§. XXI. 1. Tout ce que nous venons de dire fait voir suffisamment, que, chez les Romains, aussi bien que chez les autres Nations, le Butin appartenoit au Peuple; mais que les Généraux d'armée avoient quelque pouvoir d'en disposer, en sorte pourtant qu'ils devoient rendre compte au Peuple de la manière dont ils avoient usé de ce pouvoir, comme nous l'avons remarqué ci-dessus. Cette restriction paroît par quelques exemples que nous avons déjà allégués, & par celui de (r) Lucius Scipion, qui fut condamné, comme coupable de (a) Péculation, pour avoir gardé fix mille livres d'or, & quatre cens huitante livres d'argent, lors qu'il mit dans le Trésor Public ce qu'il avoit pris.

(a) Voyez Valère Maxime, Lib. V. Cap. III. num. 2.

2. Marc Caton, dans une Harangue qu'il fit sur la distribution du Butin, se plaignit en termes forts & nobles, à ce que dit AULU-GELLE, de l'impunité & de la licence du Péculation. En voici un fragment, que cet Auteur nous a conservé: (2) Ceux qui ont volé quelque Particulier, sont condamnés à passer leur vie dans les fers; mais les Voleurs du bien public, vivent dans la magnificence, on ne voit chez eux qu'or & que pourpre. Je m'étonne, disoit-il, dans un autre fragment, qui se trouve rapporté par PRISCIEEN, (3) qu'on ne fasse pas scrupule d'étaler chez soi, comme autant de meubles de la maison, des Statuës prises à la Guerre, qui représentent le visage respectable des Dieux. Dans l'accusation de Péculation, que CICÉRON intenta contre Verrès, il exagéra l'atrocité du crime par cette considération, (4) que Verrès avoit volé une Statuë, & une Statuë qui étoit du butin fait sur l'Ennemi.

3. Et ce n'étoient pas seulement les Généraux, qui se rendoient coupables de Péculation, en ne rapportant pas le butin dans le Trésor Public: les Soldats même étoient accusés sur ce pié-là; car on les faisoit tous jurer, comme le dit POLYBE, (5) de ne rien détourner du butin, mais d'en rendre compte fidèlement. C'est à quoi se rapporte peut-être la formule d'un Serment, qu'AULU-GELLE nous a conservée, dans laquelle on faisoit jurer les Soldats, (6) qu'ils ne prendroient rien ni dans l'Armée, ni à dix mille pas à la ronde, qui valût plus de deux sols & demi; & que, s'ils avoient pris quelque chose

§. XXI. (r) Scipio, & A. Hostilius legatus, & C. Furius damnati: Quo commodior pax Antiocho daretur, Scipionem sex millia pondo auri, quadringenta octoginta argenti, plus accepisse, quam in aerarium retulerit. TIT. LIV. Lib. XXXVIII. Cap. LV. num. 6.

(2) Sed enim M. Cato, in oratione, quam de prædâ militibus dividendâ scripsit, vehementibus & illustribus verbis de impunitate peculatus atque licentia conqueritur. ea verba, quoniam nobis impensè placuerunt, adscripsimus: Fures, inquit, privatorum furtorum in nervo atque in compedibus ætatem agunt; fures publici, in auro atque in purpura. Noct. Attic. Lib. XI. Cap. XVIII.

(3) CATO Censorius, in Oratione, quam scripsit, uti præda in publicum referatur: Miror audere, atque religionem non tenere, statuas Deorum, exempla earum facierum, signa domi pro supellectile statuere. Lib. VII. in fin. pag. 275. Ed. Basil. 1568.

(4) C'étoit une Statuë de Mercure, que Scipion l'Africain avoit trouvée autrefois parmi le butin de la

prise de Carthage, & dont il avoit fait présent à la Ville de Tyndare: Est peculatus [crimen], quod publice Populi Romani signum, de prædâ hostium captum, Imperatoris nostri nomine, non dubitavit auferre. In Verr. Lib. IV. Cap. XLI.

(5) Περὶ δὲ τῆς μηδὲνα νοσφίζεσθαι μηδὲν τῶν ἐκ τῆς διαπραγῆς, ἀλλὰ τηρεῖν τὴν πίσιν κατὰ τὸν ὅρκον, ὁμνῶνσι πάντες, ὅταν ἀδρασιδῶσι πρῶτον εἰς τὴν παρεμβολὴν, ἐξίνασι μέγιστον εἰς τὴν πολέμιαν. Lib. X. Cap. XVI. pag. 822. Edit. Amstel.

(6) Item in libro ejusdem CINCI de Re Militari quæto, ita scriptum est: Quum dilectus antiquitus fieret, & milites scriberentur, jusjurandum eos Tribunus militaris adigebat in verba hæc: IN MAGISTRATU C. LÆLII, C. FILII, CONSULIS, IN EXERCITU DECEMQUE MILLIA PASSUUM PROPE, FURTUM NON FACIES DOLO MALO, SOLUS NEQUE CUM PLURIBUS, PLURIS NUMMI ARGENTEI INDIES SINGU-

chose au delà, ils le porteroient au Consul, ou ils lui en feroient leur déclaration, sans attendre plus de trois jours.

4. Ce que nous venons de remarquer, sert à entendre une Loi du Droit Romain, où le Jurisconsulte MODESTIN pose pour maxime, que (7) *celui qui a volé quelque chose du butin fait sur l'Ennemi, est coupable de Péculat*. Et cela devoit suffire, pour empêcher que les Interprètes Modernes ne se missent dans l'esprit, que les choses prises sur l'Ennemi sont acquises à chaque Particulier qui s'en est saisi le premier : car il est constant, que le crime de Péculat ne se commet qu'en matière de Choses Publiques, ou de Choses Sacrées, ou de celles qui concernent les Sépulcres, que les Jurisconsultes Romains appellent des Choses Religieuses, dans un sens particulier.

§. XXII. 1. Tout ce que nous avons dit, tend à faire voir, que les choses prises sur l'Ennemi, dans quelque expédition militaire, appartiennent premièrement & directement au Peuple ou au Roi, qui fait la Guerre, indépendamment des Loix Civiles; comme nous nous étions proposés de l'établir. Je dis, *indépendamment des Loix Civiles*: car, à l'égard des choses qui ne sont pas encore actuellement acquises, les Loix peuvent régler l'acquisition de la manière qu'elles jugent à propos pour le bien public, soit que le Peuple fasse ces Loix, comme parmi les Romains, ou que ce soit le Roi, comme parmi les anciens Hébreux, & ailleurs. Bien entendu que sous le nom de Loi, nous comprenons aussi la Coutume dûment établie.

2. J'ai dit encore, que le Butin appartient *premièrement & directement* au Peuple, ou au Chef du Peuple, pour insinuer, que le Peuple, ou son Chef, peut donner à certaines personnes le butin, comme toutes les autres choses, non seulement après l'acquisition, mais encore auparavant; en sorte que la capture s'ensuivant, le don & la prise de possession (1) s'unissent ensemble par main brève, comme parlent les Jurisconsultes.

3. Cette concession peut se faire non seulement à telles ou telles personnes désignées distinctement & par leur nom, mais encore à un certain ordre de personnes en général; comme, du tems des Maccabées, (a) on donna une partie du butin aux Veuves, aux Vieillards, & aux Pupilles qui en avoient besoin. On peut aussi donner le butin, sans déterminer ni en particulier, ni en général, les personnes à qui on le donne, de la même manière que les Consuls Romains jettoient certaines (2) choses, pour être au premier qui s'en feroit.

(a) II.
Maccab. VIII,
28, 30.

4. Ce

LOS, EXTRAQUE HASTAM, HASTILLE, LIGNA, NAPUM, PABULUM, UTREM, FOLLEM, FACULAM, SI QUID IBI INVENNERIS, SUSTULERISVE QUOD TUUM NON ERIT, QUOD PLURIS NUMMI ARGENTEI ERIT, UTI TU AD C. LÆLIUM, C. FILIUM, CONSULEM, L. VE CORNELIUM, P. FILIUM, CONSULEM, SIVE QUERAM AD UTRUM EORUM JUS ERIT, PROFERES, AUT PROFITEBERE, IN TRI-DUO PROXIMO, QUID QUID INVENNERIS SUSTULERISVE SINE DOLO MALO, AUT DOMINO SUO CUM ID CENSEBIS ESSE, REDDES, UTI QUOD RECTUM FACTUM ESSE VOLES. Noët. Attic. Lib. XVI. Cap. IV. Voyez là-dessus la Dissertation de SCHELIUS, De Sacramentis militum, jointe à son Commentaire De Castris Romanorum, pag. 184, & seqq.

(7) Is, qui prædæ ab hostibus captam subripuit, peculatus tenetur, & in quadruplum damnatur. DIGEST. Lib. XLVIII. Tit. XIII. Ad Leg. Jul. peculatus &c. Leg. XIII.

§. XXII. (1) Conjungantur actiones brevi manu, dit nôtre Auteur. Voyez sur PUFENDORF, Droit de la Nat. & des Gens, Liv. IV. Chap. IX. §. 9. Note 1.

(2) Missilia. Voyez PUFENDORF, au même endroit que je viens de citer, Note 9.

§. XXIII. (1) La Reine Amalasonte se sert de cette raison, dans sa Lettre à l'Empereur JUSTINIEN, [rapportée par PROCOPE] Gotthic. Lib. I. (Cap. III.) GROTIUS.

(2) Il parle aussi de ceux qui enseignent les Sciences : Itaque his [Medico, & bonarum artium præceptor] non rei pretium, sed operæ solvitur, quod deservunt, quod à rebus suis advocati nobis vacant. Mercedem non meriti, sed occupationis sue ferunt. De Benefic. Lib. VI. Cap. XV.

(3) Neque enim video, quæ justior adquirendi ratio, quam ex honestissimo labore, & ab iis, de quibus optimè meruerint, quique, si nihil invicem præstent, indigni fuerint defensione. Quod quidem non justum modo, sed necessarium etiam est : quum hæc ipsa opera, tempusque omne alienis negotiis datum, facultatem aliter adquirendi recidant. Instit. Orator. (Lib. XII. Cap. VII. pag. 735. Ed. Obrecht.) C'est ce que TACITE appelle, abandonner le soin de ses affaires domestiques, pour prendre soin des affaires d'autrui : Omitti curas familiares, ut quis se alienis negotiis intendat. Annal. (Lib. XI. Cap. VII.) GROTIUS.

(4) Voyez PLUTARQUE, dans la Vie de Marcellus. GROTIUS.

4. Ce transport de droit, qui se fait ou par les Loix, ou par quelque concession particulière, n'est pas toujours une simple donation; c'est quelquefois un contract, & quelquefois un paiement de ce qu'on devoit, ou un dédommagement de ce que quelqu'un a contribué pour les frais de la Guerre, ou une récompense de son service, comme quand des Alliez, ou des Sujets, portent les armes sans tirer aucune Solde, ou la reçoivent si petite, qu'elle ne répond pas au prix du service. Nous voyons que, pour ces raisons, on donne souvent ou tout le butin, ou une partie.

§. XXIII. 1. LES Jurisconsultes Modernes (a) remarquent, qu'en vertu d'un usage établi presque par tout, les Alliez, & les (b) Sujets, qui servent à leurs dépens & à leurs risques & périls, s'approprient légitimement ce qu'ils prennent à la Guerre. La (1) raison en est claire, à l'égard des Alliez. Car naturellement chacun est tenu envers tout autre, avec qui il est entré dans quelque Société, de le dédommager de ce qu'il souffre à cause des affaires communes, ou publiques. D'ailleurs, on ne donne guères sa peine pour rien, comme SENEQUE (2) le remarque à l'égard des Médecins, & (3) QUINTILIEN, au sujet des Avocats, qui, selon ces deux Auteurs, peuvent raisonnablement exiger qu'on leur paie aussi le tems qu'ils donnent aux affaires d'autrui, & qu'ils auroient pu employer aux leurs propres. Ainsi il y a tout lieu de présumer, que des Alliez, qui servent à la Guerre sans solde, l'ont fait dans l'espérance (4) de se dédommager & de se paier eux-mêmes par les prises qu'ils pourroient faire sur l'Ennemi; à moins qu'il n'y ait quelque chose qui montre le contraire, comme s'il paroît qu'ils ont agi par un pur principe de libéralité, ou s'ils ont renoncé par un contract antérieur à ce dédommagement.

2. On trouve un exemple de cette Coutume, dans un Traité d'Alliance entre les Romains, & les Latins, (5) par lequel ceux-ci devoient avoir une égale (6) portion du butin, dans les Guerres qui se feroient sous les auspices du Peuple Romain. De même, dans la Guerre que les Etoliens faisoient avec le secours des Romains, (7) les Etoliens avoient en partage les Villes & les Terres conquises; & les Romains, les Prisonniers, avec les Choses Mobilières. Démétrius, après avoir vaincu le Roi Ptolomée, (c) donna aux Athéniens une partie du butin. St. AMBROISE, traitant de l'Histoire d'Abraham, fait voir l'équité de cet usage: (8) Le Patriarche, dit-il, reconnoît que ceux qui avoient été avec lui à l'expédition contre les Rois, & qui s'é-

(a) *Culderin. Confil. 85. Journ. Lupus, De Bello, §. Si bene advertas: Jason, in L. Quod apud hostes, De Legat. I. Francisc. à Ripa, in L. I. De acquir. posses. num. 5. Covarruv. ad Cap. Peccatum, Part. II. §. 11. num. 8. Bonfin. Rer. Hungar. Lib. IV. Decad. V.*
(b) *Voiez Cromer. Polonic. Lib. XIX. pag. 430.*

(c) *Plutarch. in Demetr. pag. 896. A.*

toient

Je ne trouve rien dans cette Vie de *Marcellus*, qui puisse se rapporter ici, que ce qui est dit du Général Romain, qu'après la défaite des *Gaulois*, le Peuple Romain fut si content de cette victoire, qu'il envoya un beau présent à l'*Apollon* du Temple de *Delphe*, & qu'il donna de plus une partie du butin aux Villes Alliées, comme aussi à *Hieron*, Roi de *Syracuse*, Ami & Allié des Romains. Pag. 302. Tom. I. Edit. Wech.

(5) Notre Auteur n'exprime pas assez bien la clause du Traité. Elle avoit lieu, tant par rapport aux Guerres faites sous les auspices des Peuples Latins, qu'à l'égard de celles qui se feroient sous les auspices du Peuple Romain: car ils s'engageoient réciproquement à se secourir les uns les autres, quand ils viendroient à être attaqués: *Βοηθεύσαντες τοῖς πολεμικοῖς ἀπ' αὐτῶν δυνάμεις, λαφύραν τε καὶ λείας τῆς ἐκ τῶν πολεμικῶν κοινῶν* [c'est ainsi qu'il faut lire, suivant le MS. du Vatican, au lieu de *τῶν πολεμικῶν κοινῶν*] τὸ ἴσον λαγχανέωσαν μέρει ἀμφοτέροι. *DION. HALICARN. Lib. VI. Cap. XCV. pag. 400. Ed. Oxon. (415. Sylburg.)* TIT LIVE, qui étoit cité en marge, mais fautiveusement dans toutes les Editions, avant la mienne; dit bien, que les Romains firent un Traité d'Alliance avec les Latins, Lib. II. Cap. XXXIII. num. 4.

mais il ne fait mention d'aucun article de ce Traité.

(6) Le Peuple Romain donnoit aux anciens Latins le tiers du butin, à ce que dit *PLINE*: *Quibus [præcis Latinis] ex fœdere tertiam prædæ Romanus Populus præstabat.* Hist. Nat. Lib. XXXIV. Cap. V. Les Cantons Suisses, au rapport de *SIMLER*, partagent le butin, à proportion des troupes que chacun fournit. Le Pape, l'Empereur, les Vénitiens, Alliez contre le Turc, firent le partage à proportion de ce que chacun avoit contribué aux frais de la Guerre; comme le remarque *PARUTA*, Lib. VIII. *Pompée le Grand* donna la petite Arménie au Roi *Déjotare*, à cause qu'il l'avoit aidé dans la Guerre contre *Mithridate*. *GROTIUS*.

Notre Auteur a tiré d'*EUTROPÉ* ce dernier fait, dont il ne donne aucun garant: *Armeniam minorem Dejotaro, Galatice Regi, donavit, quia socius belli Mithridatici fuerat.* Lib. VI. Cap. XI. num. 5. Edit. Cellar. Voiez aussi *STRABON*, Geogr. Lib. XII. pag. 823. A. Ed. Amst. (547. Edit. Paris.)

(7) Et ita in fœdere primo cautum esse, ut belli prædæ, rerumque quæ ferri agique possent, Romanos; ager, urbesque captæ, Etolos sequerentur. TIT. LIV. Lib. XXXIII. Cap. XIII. num. 10. Voiez aussi *POLYBE*, Lib. XI. Cap. V.

(8) *Sanè iis, qui secum fuissent, in adjumentum fortasse*

toient peut-être alliez avec lui, pour le secourir, doivent avoir une partie du profit, comme une récompense de leur peine.

§. XXIV. I. La maxime, dont je viens de parler, n'est pas aussi incontestable, à l'égard des Sujets, parce que tout Sujet doit servir l'Etat. Mais on peut dire, d'autre côté, que dans les Païs où il n'y a qu'une partie des Sujets, qui aillent à la Guerre, le Corps de l'Etat est tenu de les récompenser à proportion de ce qu'ils prennent plus de peine & qu'ils font plus de dépenses pour le bien public, que les autres Citoyens; & à plus forte raison, les dédommager des maux & des pertes auxquelles ils ont été exposés. A la place d'une récompense & un dédommagement fixe, on accorde aisément, & non sans raison, aux Sujets qui servent ainsi, l'espérance de tout le butin, ou d'une partie, dont la valeur est toujours indéterminée. La proie est alors pour ceux qui l'ont gagnée par leurs travaux, pour parler avec (1) un Poëte.

(a) Nombres, XXXI, 27, 47. I. Samuel, XXX, 22, & suiv. II. Macab. VIII, 28, 30. (b) Plutarch. Apophtheg. pag. 180. C. Tom. II. Edit. Wechel.

2. Le Peuple d'Israël nous en fournit un exemple: car ceux qui (a) avoient été en expédition, avoient (2) la moitié du butin. Les Soldats d'*Alexandre le Grand* pouvoient garder, comme leur appartenant, ce qu'ils prenoient à des Particuliers, excepté certaines choses de grand prix, qu'ils portoient ordinairement au Roi: & de là vient que, quand *Alexandre le Grand* campoit à *Arbeles*, on vint accuser ses (b) Soldats d'avoir complotté de s'approprier tout le butin, sans en rien remettre au Trésor Roial. Mais les biens publics des Ennemis ou de leur Roi, n'étoient point aux Soldats, qui les prenoient; comme il paroît par ce qui est rapporté du pillage que firent les *Macédoniens*, lors qu'ils forcèrent le Camp de *Darius*, près de la Rivière de *Pyrame*: ils prirent une grande quantité d'or & d'argent massif, & ne laissèrent à piller que la Tente du Roi, parce, dit *QUINTE-CURCE*, (3) que selon une ancienne coutume, le Roi Vainqueur devoit être reçu dans la Tente du Vaincu. C'est ainsi que, parmi les anciens *Hébreux*, (c) on mettoit sur la tête du Roi Vainqueur la Couronne du Roi vaincu, & on gardoit pour lui tout le Bagage Roial qu'on avoit pris; ainsi que nous le voyons dans le (d) TALMUD. Nous lisons aussi dans l'Histoire de *Charlemagne*, que, quand il eut défait les *Hongrois*, le butin fait sur les Particuliers fut pour le Soldat, & les Biens Roiaux pour le Trésor de l'Empereur. Les *Grecs* distinguoient entre ce que l'on prend à l'Ennemi pendant l'action du combat; (4) & ce que l'on prend après le combat. Le premier butin étoit aux Particuliers; & l'autre, au Public:

(c) II. Sam. XII, 30.

(d) Tit. de Rege.

(e) *Fr. Arias*, De Bello, num. 162. *Bellinus*, Part. II. Tit. XVIII. num.

3. *Donell.* Comm. Lib. IV. C. XXI. *Sylvest.* verb. *Bellum*, I. princ. ex *Roffell.* *Wesembec.* ad §. 17. *Instit. de rerum divis.*

tasse sociati, partem emolumentum tribuendam adserit tamquam mercedem laboris. Lib. I. De *Abraham*. Cap. III. Ce passage se trouve cité dans le DROIT CANONIQUE, *Caus. XXIII. Quest. V. Can. XXV.*

§. XXIV. (1) *Præda sit hæc illis, quorum meruere labores.* *PROPERT.* Lib. III. *Eleg. III. vers. 21.*

(2) Les *Pisidiens*, au rapport de *CHALCONDYLE* Lib. V. donnoient une partie du butin à ceux qui avoient gardé les maisons. *GROTIUS.*

(3) *Namque id solum [tabernaculum] intactum omiserant milites, ita tradito more, ut victorem victi Regis tabernaculo exciperent.* Lib. III. Cap. XI. num. 23. Voyez aussi *DIODORE de Sicile*, Lib. XVII. (Cap. XXXV.) & *PLUTARQUE*, in *Vit. Alexandr.* (pag. 676. A. Ed. *Wech.*) On trouve quelque chose de semblable dans *XENOPHON*, *Cyropæd.* Lib. IV. (Cap. VI. §. 6. Edit. *Oxon.*) & *De Expedit. Cyri*, Lib. IV. (Cap. IV. §. 13.) *GROTIUS.*

(4) Ils appelloient le premier butin, *Λάφυρα*, & l'autre *Σκύλα*. *GROTIUS.*

Les *Grammairiens* entendent par *Σκύλα*, les dépouilles des Morts; & par *Λάφυρα*, le butin pris sur

les Vivans. Voyez *SUIDAS*, sur le premier mot.

(5) L'Historien, que notre Auteur cite en marge, dit seulement, que *Sylla* pillait cette Ville: *Καὶ τὴν δὲ μὲν [Αἰκαλάνον] ὁ Σύλλας διέπραξεν* &c. *ΑΓΡΙΑΝ.* *ALEXANDR.* De Bell. Civ. Lib. I. pag. 643. Ed. *Amst.* (380. *H. Steph.*)

(6) — Non magno hortamine miles
In prædam ducendus erat. *Victoria nobis*
Plena, Viri, dixit: superest pro sanguine merces,
Quam monstrare meum est: nec enim donare vocabo,
Quod sibi quisque dabit. —

Pharsal. Lib. VII. vers. 736, & seqq.

(7) *Expugnata urbis prædam ad militem; deditæ ad duces pertinere.* *Hist. Lib. III. Cap. XIX. num. 4.*

(8) C'est la raison, dont *POLYBE* se sert, pour montrer combien les *Romains* faisoient sagement, de partager également le butin entre les Soldats, après une expédition: *Τῆς γὰρ ἐλπίδος τῆς κατὰ τὴν ὀφείλειαν ἑκάστης μέρους ἀλλήλοις, ἀλλ' ἑσθκίας ἐπὶ τοῖς μέντοι κατὰ τὸν ἐφελκυστὶ καὶ τοῖς διαπραχέσιν, ὅθεν ἀποδοίτε τις τὰς εἰς . . . καὶ πολλοὶ δὲ τινες κατορθώσαντες τὰς ἐπιβολὰς, καὶ ποτὲ μὴ ἐπιστρέφοντες ταῖς τῶν πολέμων πα-*

République. On commença à leur en donner un peu plus pendant les Guerres Civiles. L'Armée de Sylla (5) pillla la Ville d'Equilane. César, après la Bataille de Pharsale, donna à ses Soldats le pillage du Camp de Pompée; & LUCAIN l'introduit disant là-dessus, (6) qu'il ne fait que leur montrer la récompense de leur ardeur à exposer leur vie pour lui, & qu'il n'a garde d'appeler un don ce que chacun se donnera à lui-même. Les Soldats d'Octavius César & de Marc Antoine (f) pillèrent le Camp de Brutus & de Cassius. Dans une autre Guerre Civile, les Soldats de Vespasien, que l'on mena à Crémone, se hâtèrent de prendre d'assaut cette riche Colonie, quoique la nuit approchât, dans la crainte que les Commandans & les Lieutenans Généraux ne profitassent des richesses qu'il y avoit; car ils savoient bien, dit (7) TACITE, que le butin d'une Ville prise est aux Soldats, au lieu que celui d'une Ville rendue appartient aux Généraux. Lors que la Discipline Militaire alloit se relâchant, on accorda d'autant plus facilement aux Soldats le droit de s'approprier ce qu'ils pourroient prendre, que l'on craignoit qu'avant le péril passé, ils ne laissassent l'Ennemi, pour courir au pillage; ce qui (8) a souvent fait perdre la victoire. Lors que Corbulon eut pris le Fort de Volande en Arménie, on vendit à l'encan la populace qui ne portoit point les armes; le reste fut la proie des Vainqueurs, comme nous l'apprend (9) TACITE. Le même Auteur dit, (10) que, dans un Combat contre les Anglois, Suétone exhorta ses gens à continuer le carnage, sans penser au butin, ajoutant qu'après la victoire tout seroit à eux. (11) On trouve ailleurs de semblables exemples.

(f) Appian. Alex. De Bell. Civ. Lib. IV. pag. 1068. Ed. Amst. (668. H. Steph.)

4. Il y a des choses de si peu d'importance, qu'elles ne valent pas la peine d'être réservées pour le Public: aussi les laisse-t-on par tout à ceux qui les prennent. Telles étoient, sous l'ancienne République Romaine, les Piques, les Dards, le Bois, le Fourrage, les Outres, les Sacs de cuir, les Torches; en un mot, tout ce qui valoit moins de deux sols & demi; car c'est ce qui est excepté dans le serment des Gens de guerre, qu'AULU-GELLE (12) nous a conservé. On laisse encore aujourd'hui à peu près la même valeur aux Matelots même qui servent pour la paie: c'est ce qu'on appelle en François Dépouille, ou Pillage: par où l'on entend (g) les Habits, & l'Or ou l'Argent, s'il n'y a pas plus de dix Ecus.

(g) Ordonnances de France, Liv. XX. Tit. XIII. Art. X. & XVI.

5. Ailleurs on donne aux Soldats une certaine portion du Butin. Par exemple, en Espagne, (h) le Roi a tantôt un (13) cinquième, tantôt un tiers, tantôt la moitié du butin; & le Général de l'Armée, un septième, quelquefois un dixième: le reste demeure à ceux qui l'ont pris, excepté les (14) Vaisseaux de Guerre, qui sont tout entiers au Roi.

(h) Leg. Hisp. Lib. IV. Tit. XXVI. Part. II.

εμβολαῖς, ποτὲ δὲ καταλαβόμενοι πόλεις, ἔ μόνον ἐξέπιδον, ἀλλὰ καὶ τοῖς ὅλοις ἐσφάλησαν παρ' οὐδὲν ἢ τὴν προσιζημένην αἰτίαν. Hist. Lib. X. Cap. XVI. XVII.

(9) Et imbelles vulgus sub coronâ venundatum: reliqua præda victoribus cessit. Annal. Lib. XIII. Cap. XXXIX. num. 7.

(10) Conferti tantum, & pilis emissis, post umbonibus & gladiis stragem cademque continuarent; præda immemores: partâ victoriâ, cuncta ipsis cessura. Idem, Ann. Lib. XIV. Cap. XXXVI. num. 4.

(11) Voyez le passage de PROCOPE, que j'ai rapporté ci-dessus (§. 11. num. 1.) Cet Historien remarque encore, que les Soldats du même Salomon, dans une expédition contre les Lévaathes (forte de Maures) murmuroient contre lui, de ce qu'il retenoit le butin; mais qu'il leur représenta, que c'étoit pour le partager, après la fin de la Guerre, selon le mérite de chacun: Pandatic. Lib. II. (Cap. XXI.) Tout le butin fait à Picéne, fut porté à Bélisaire, qui le partagea de cette manière; ajoutant pour raison, qu'il n'étoit pas juste, pendant que les uns prenoient beaucoup de peine pour tuer les Bourbons, que les autres, qui n'avoient au-

cune part au travail, mangeassent le miel tout à leur aise: Οὐ γὰρ δίκαιον, ὅψ' ἐτέρων μὲν τὴν κηρὶν πόνον μεγάλην ἀποκινῶνται, ἄλλος δὲ τῇ μέλιτι ἐδαιῖα ταλαιπωρία δύνανται. Gothic. Lib. II. (Cap. VII.) GROTIUS.

(12) Voyez-le rapporté ci-dessus, §. 21. Note 6.

(13) Les Turcs pratiquent la même chose, au rapport de LEUNCLAVIUS, Lib. III. & Lib. V. GROTIUS.

(14) Parmi les Goths, on exceptoit les Machines de Guerre, comme nous l'apprenons de JEAN MAGNUS, Hist. Sued. Lib. XI. Cap. XI. GROTIUS.

Je dis la même chose de cette citation, que j'ai déjà dit ci-dessus, sur le §. 14. Note 8. On ne trouve rien de tel, ni dans l'endroit marqué, ni dans aucun autre de JEAN MAGNUS. Notre Auteur ayant apparemment ajouté en même tems sur son exemplaire, ces deux particularitez des mœurs des anciens Goths, qu'il tiroit du même endroit, a confondu, dans l'un & l'autre paragraphe, auxquels il les rapportoit, le nom d'un Historien avec celui d'un autre.

(i) Lib. de
Consulatu Ma-
ris, Cap. 385.

(k) Leg.
Hist. Lib.
XIX. Tit.
XXVI. Part.
II. Leg. 14.

(l) Ordon-
nances, Lib.
XX. Tit. XIV.
Art. 2.

(m) Instruēt.
rei maritimæ,
Cap. XXII.

6. Il y a des endroits, où, en faisant le partage du butin, on a égard aux services de chacun, aux périls qu'il a courus, & aux dépenses qu'il a faites. Ainsi en *Italie*, (i) le tiers d'un Vaisseau pris est pour le Propriétaire du Vaisseau victorieux; l'autre tiers, pour ceux qui avoient des marchandises dans le Vaisseau; & l'autre, pour ceux qui se sont battus contre l'Ennemi.

7. Quelquefois le butin ne demeure pas tout entier à ceux-là même qui font des expéditions militaires à leurs frais & périls, mais ils doivent en donner une partie au Public, ou à ceux qui ont droit au butin par concession du Public. En (k) *Espagne*, lors que des Particuliers équippent un Vaisseau de Guerre à leurs propres dépenses, une portion du butin revient au Roi, & un autre à l'Amiral Général. Selon les coutumes de (l) *France*, l'Amiral a un dixième. Il en est de même en (m) *Hollande*: mais ici l'Etat tire avant toutes choses un cinquième du butin.

8. Pour ce qui est du butin fait sur terre, l'usage est maintenant presque par tout, que chacun s'approprie ce qu'il a pris dans les Batailles, ou dans le pillage des Villages: & que, dans les Courses, ce que l'on prend appartient en commun à ceux de la troupe, qui doivent ensuite le partager à proportion de la qualité & du mérite de chacun.

§. XXV. AU RESTE ce que nous avons dit jusqu'ici, sert à faire voir, que, quand il s'élève quelque contestation, dans un Pais neutre, au sujet des prises qu'on y a menées ou apportées, il faut les ajuger à celui qui peut alléguer en sa faveur les Loix ou les Coutumes de l'Etat, du parti de qui il est, & par autorité duquel il a fait le butin: que si on n'avance aucune preuve de cette nature, la prise doit être ajugée, selon le Droit des Gens commun, au Peuple même de qui dépendent les deux Parties, bien entendu qu'elle ait été faite dans une expédition militaire. QUINTILIEN à la vérité soutient, en plaidant la cause des *Thébains*, (1) que les Loix de la Guerre n'ont aucune force en matière des choses qui peuvent être portées en Justice, & que ce qui a été pris par les armes ne peut être conservé que par les armes. Mais il paroît par ce que nous avons dit ci-dessus, que la maxime n'est pas vraie absolument & sans restriction.

§. XXVI. 1. POUR ce qui est des choses qui n'appartiennent point aux Ennemis, quoi qu'elles se trouvent chez eux, ceux qui les ont prises n'en acquièrent point la propriété:

§. XXV. (1) *Dicamus in primis, in eo quod in iudicium deduci potest, nihil valere juri belli: nec armis erepta, nisi armis posse retineri.* Instit. Orat. Lib. V. Cap. X. pag. 432. Ed. Burm.

§. XXVI. (1) *Si autem Antiochi non fuisset [ager], eo ne populi quidem Romani factum adparere.* Tit. Liv. Lib. XLV. (Cap. XLIV. num. 15.) C'est ainsi qu'après la défaite de *Jugurtha*, le Roi *Bocchus*, son Gendre, n'acquiesçoit point des Terres, qu'il prétendoit avoir, parce qu'elles n'avoient point appartenu à *Jugurtha*, mais aux Enfants de *Masiniissa*, comme on le voit dans *APPIEN d'Alexandrie*, Excerpt. Legat. XXVIII. On trouve quelque chose de semblable dans *ALBERT CRANTZIUS, Saxonie*. Lib. XII. (Cap. VII.) GROTIUS.

Nôtre Auteur disoit ici par mégarde, les Enfants de *BOCCHUS*, pour les Enfants de *Masiniissa*.

(2) Voyez sur *PUFENDORF, Droit de la Nature & des Gens*, Liv. V. Chap. XI. §. 6. Note 3.

(3) *Planè qui alienum fundum ingreditur, venandi aucupandæ gratiâ, potest à domino, si is providerit, jure prohiberi, ne ingrederetur.* DIGEST. Lib. XLI. Tit. I. De acquir. rerum domin. Leg. III. Voyez aussi Lib. VIII. Tit. III. De Servit. prædior. rustic. Leg. XVI.

§. XXVII. (1) Mais voyez ce que j'ai dit sur le Chap. VI. §. 4. Note 1.

(2) Dans la plupart des Guerres Civiles, on ne reconnoît point de Juge commun. Si l'Etat est Monarchique, la dispute roule ou sur la Succession au Roiaume, ou sur ce qu'une partie considérable de l'Etat prétend que le Roi a abusé de son pouvoir d'une manière qui autorise les Sujets à prendre les armes contre lui. Dans le premier cas, la nature même du sujet, pour lequel on en est venu à la Guerre, fait que les deux parties de l'Etat forment alors comme deux Corps distincts, jusques à ce qu'ils viennent à convenir d'un Chef, par quelque Traité fait ou de bonne grace, ou en conséquence de la supériorité de l'un des Parties. Ainsi c'est d'un tel Traité que dépend le droit qu'on peut avoir, ou non, sur ce qui a été pris de part & d'autre: & rien n'empêche que la chose ne soit laissée de la même manière qu'elle a lien dans les Guerres Publiques entre deux Etats toujours distincts. Les autres Peuples, qui n'avoient point été mêlés dans la Guerre, ne sont pas plus autorisés ici à examiner la validité des acquisitions; & les deux Parties, en se réunissant, peuvent tout aussi bien se tenir quittes l'un l'autre des dommages qu'ils se sont causez réciproquement. Dans l'autre cas, je veux dire, le soulèvement d'une partie considérable de l'Etat contre le Prince régnant; l'Etat est divisé aussi en deux Corps distincts

priété: cela n'est ni conforme au Droit Naturel, ni établi par le Droit des Gens, comme nous l'avons remarqué (a) ci-dessus. C'est pourquoi le Sénat Romain répondit autrefois à *Prusias*, Roi de *Bithynie*, qui lui demandait certaines Terres, (1) que, si elles n'avoient point appartenu à *Antiochus*, le Peuple Romain n'avoit pu se les approprier à lui-même par droit de conquête.

(a) §. 5.
Voiez Chap.
IV. §. 7.

2. Tout ce qu'il y a, c'est que, si l'Ennemi a eu sur les choses appartenantes à un tiers neutre quelque droit accompagné de la possession, comme un droit de Gage, ou de (2) Rétenion, ou de Servitude; rien n'empêche qu'en prenant ces choses-là dans le Pais ou entre les mains de l'Ennemi, on n'acquière aussi le droit par rapport au Propriétaire.

3. On demande encore, si ce qui a été pris sur l'Ennemi hors des terres des deux Partis, qui sont en guerre, peut être regardé comme de bonne prise? Et on fait cette question, tant à l'égard des Personnes, qu'à l'égard des Choses. Je réponds, qu'à considérer le Droit des Gens tout seul, le lieu par lui-même ne forme ici aucun obstacle, non plus qu'à l'égard de la vie de l'Ennemi, qu'on peut lui ôter par tout où on le trouve; comme nous l'avons dit ci-dessus. Mais le Souverain du Pais peut défendre, par ses Loix, qu'aucun des deux Partis ne prenne rien à ceux de l'autre sur ses terres; & lors qu'on a contrevenu à ses défenses, en demander satisfaction, comme d'un attentat fait à son autorité: de même que, selon les Jurisconsultes Romains, (3) le Maître d'une Terre peut empêcher qu'on n'y vienne chasser, quoique, quand on l'a fait, les Bêtes prises appartiennent au Chasseur. (b)

(b) *Sylvest.*
verb. *Bellum*,
Part. I. §. 3.
& §. II. verb.
Octavo.

§. XXVII. LE droit extérieur, dont nous avons traité jusqu'ici, en vertu duquel on acquiert les choses prises sur l'Ennemi, est tellement propre & particulier, selon le Droit des Gens, aux Guerres publiques faites dans les formes, (1) qu'il n'a aucun lieu dans les autres. Car, dans les autres Guerres d'Etranger à Etranger, on n'acquiert point par le droit des Armes les choses prises, mais en compensation d'une Dette, dont on n'a pu être payé autrement. Et pour ce qui est des Guerres Civiles, soit grandes ou petites, il ne se fait aucun changement de maître, (2) qu'en vertu de la sentence d'un Juge.

CHA-

distincts, de sorte qu'il faut en juger de même que du premier cas. A plus forte raison cela a-t-il lieu dans les Guerres Civiles d'un Etat Republicain, où la Guerre détruit d'abord par elle-même la Souveraineté, qui ne subsiste que par l'union du Corps. Au reste, si le Droit Romain vouloit, que les Prisonniers faits dans une Guerre Civile ne pussent point être réduits à l'Esclavage, c'est, comme le dit le Jurisconsulte *ULPIEN*, selon l'explication que donne le célèbre *MR. NOODT*, (*Comment. in Digest. Lib. I. Tit. V. pag. 30. 31.*) parce que l'on regardoit la Guerre Civile, comme n'étant pas proprement une Guerre, mais une dissension civile. Car, ajoute-t-on, une véritable Guerre se fait entre ceux qui sont Ennemis, & animez d'un esprit d'Ennemi, qui les porte à chercher la ruine de l'Etat l'un de l'autre. Au lieu que, dans une Guerre Civile, quelque nuisible qu'elle soit souvent à l'Etat, chacun des Partis est censé vouloir la conservation de l'Etat; l'un veut seulement le sauver d'une manière, & l'autre de l'autre. Ainsi ils ne sont point Ennemis; chacun des deux Partis demeure toujours Citoyen de l'Etat ainsi divisé. Voici les paroles de l'ancien Jurisconsulte: *In civilibus dissensionibus, quumvis saepe per eas Respublica ledatur, non tamen in exitium Respublicae contenditur; qui in alterutras partes discedunt, vice hostium non sunt eorum, inter quos iura captivitatum, aut postliminiorum fuerunt &c.*

DIGEST. Lib. XLIX. Tit. XV. De Captivis & Postlim.
Leg. XXI. §. 1. *MR. NOODT* ajoute à cela deux passages de *CICÉRON*, *Orat. pro Ligar. Cap. VI. & in Catilin. Orat. III. Cap. X.* Mais c'est-là une supposition, ou une fiction de Droit, qui n'empêche pas que tout ce que je viens de dire ne soit vrai, & n'ait lieu le plus souvent. L'Etat, dont on veut la conservation, n'est pas, dans les cas, dont j'ai parlé, un Corps de Citoyens unis sous un même Gouvernement; c'est un assemblage de gens qui ayant été soumis à un même Gouvernement, dans une certaine étendue de Pais, veulent bien désormais demeurer dans une dépendance commune, mais ne conviennent pas entr'eux sur la personne, ou le Corps, entre les mains de qui doit être l'Autorité Souveraine. Et comme après leur réunion le Souverain reconnu de tous laisse ordinairement subsister les anciennes Loix, par un consentement ou exprès, ou tacite, qui a lieu toutes les fois, qu'il ne parait point de volonté expresse, par laquelle il abroge ces Loix, ou en tout, ou en partie: c'est pour cela que, parmi les anciens Romains, on ne pouvoit point s'approprier, comme véritablement Esclaves, les prisonniers qu'on avoit faits dans une Guerre Civile; & non pas à cause du défaut des conditions ou des formalitez, que demande, selon notre Auteur, une Guerre Publique & Solennelle selon le Droit des Gens.

CHAPITRE VII.

Du droit qu'on a sur les PRISONNIERS de Guerre.

I. Que, selon le Droit des Gens, tous ceux qui ont été pris dans une Guerre Publique & en forme, deviennent Esclaves du Vainqueur; II. Eux, & leur postérité. III. Que le Maître d'un tel Esclave peut impunément les traiter comme il lui plaît. IV. Que les biens d'un Prisonnier de Guerre, sans en excepter ceux qu'on appelle incorporels, passent avec lui au Maître, dont il est devenu Esclave. V. Raison de cet établissement. VI. S'il est permis à un tel Prisonnier de s'enfuir? VII. Ou de résister à son Maître? VIII. Que le droit, dont il s'agit, n'a pas été toujours établi parmi tous les Peuples. IX. Qu'il n'est plus en usage parmi les Chrétiens, qui y ont substitué une autre sorte de droit.

§. I. I. **N**ATURELLEMENT, c'est-à-dire, indépendamment de tout fait humain, ou dans l'état primitif de la Nature Humaine, aucun Homme n'est Esclave, comme nous l'avons (a) dit ailleurs. Et c'est en ce sens qu'on peut fort bien admettre ce que disent les Jurisconsultes Romains, (1) que l'Esclavage est contraire à la Nature. Il ne répugne pourtant pas à la Justice Naturelle, que des Hommes deviennent Esclaves par un fait humain, c'est-à-dire, en vertu de quelque Convention, ou par une fuite de quelque Délit; ainsi que (b) nous l'avons aussi remarqué ailleurs.

(a) *Liv.*
II. Chap.
XXII. §. II.

(b) *Liv.*
II. Chap. V.
§. 27.

2. Par le Droit des Gens, dont il s'agit, l'établissement de l'Esclavage s'étend un peu plus loin, & par rapport aux personnes, & par rapport aux effets. Car, à l'égard des personnes, ce ne sont pas seulement ceux qui se rendent, ou qui se soumettent eux-mêmes

CHAP. VII. §. I. (1) *Servitus est constitutio Juris Gentium, quæ quibus dominio alieno contra naturam subijcitur. DIGEST. Lib. I. Tit. IV. De Statu hominum, Leg. IV. §. 1.*

(2) C'est-à-dire, lors que l'usage est de s'approprier, comme Esclaves, tous ceux qui sont pris à la Guerre; car notre Auteur dira plus bas, que cela n'a plus lieu aujourd'hui, parmi les Chrétiens, & que même autrefois la coutume n'étoit pas reçue de tous les Peuples. Mais ici, comme en matière des autres choses que notre Auteur rapporte à son Droit des Gens arbitraire, le pouvoir d'un Maître sur les Esclaves faits de cette manière, ne vient pas uniquement de la coutume. Si un Prisonnier de Guerre trouvoit la condition d'Esclave trop rude, il ne tenoit qu'à lui de l'éviter, en témoignant qu'il ne vouloit point reconnoître pour son Maître celui qui l'avoit pris. Par là il ne péchoit point, il ne violoit aucune Loi, à laquelle il fût tenu de se soumettre: tout ce qu'il y a, c'est qu'il s'exposoit à éprouver les effets de la fureur de l'Ennemi, & à perdre la vie, dans la crainte de perdre la liberté. Mais si le Prisonnier ne faisoit aucune déclaration de sa volonté contraire à la coutume reçue entre les Peuples Ennemis, il étoit & pouvoit être par là censé s'y soumettre tacitement, dès-là que le Vainqueur témoignoit de son côté vouloir lui donner la vie à condition qu'il le reconnoît pour son Maître, ce qu'il faisoit en ne tenant point le Prisonnier lié ou gardé étroitement; car il n'étoit pas non plus tenu à la rigueur, en vertu de la coutume, de donner la vie au Prisonnier, encore même que

celui-ci voulût, à ce prix, subir l'Esclavage: il falloit seulement qu'il donnât à connoître suffisamment la volonté qu'il avoit de ne pas accepter les offres du Prisonnier. Ainsi la force de la Coutume reçue n'étoit fondée que sur le consentement réciproque, exprès ou tacite, du Vainqueur & du Prisonnier; d'où il résultoit un engagement, que l'on présuinoit & l'on pouvoit aisément présumer, à cause des bonnes raisons pour lesquelles l'usage s'étoit introduit, & dont notre Auteur parlera plus bas.

(3) Voyez la Loi citée dans le Chapitre précédent, §. 3. Note 3.

(4) C'est aussi dans le Chapitre précédent, §. 12. num. 1.

(5) Τὴ δ' αὖ παρόντες εἶποι [Μαντιφίης] διὰ τὴν δόξαν ἀρμόζουσαν δαδωκέαις ἢ τυχὸν ἰσως εἶποι τις αὖ πρᾶξιντες, μετὰ τέκνων καὶ γυναῖκων, ἐπεὶ κατεπολεμήθησαν. Ἀλλὰ τὸτό γε καὶ τοῖς μηδὲν ἀτελεῖς ἐπιτελεσάμενοις, κατὰ τὰς τῶν πολέμων νόμους, ὑπόκειται παθεῖν. *Histor. Lib. II. (Cap. LVIII. pag. 200. Ed. Amst.)* Le Grammairien *SERVILIUS* dit, qu'*Hélène*, fille de *Laomedon*, Roi de *Troie*, fut emmenée par droit de Guerre: *A cujus portu [Trojæ] quum eum [Herculem] Laomedon arceret, occisus est, & ejus filia Hefione, BERLII JURE sublata, comiti Telamoni tradita est, qui primus ascenderat murum; unde Teucer natus est. In ENRID. Lib. I. (verf. 619.)* Il remarque ailleurs, en racontant la même histoire, que les Grecs ne voulurent point rendre *Hélène* aux *Troïens*, disant, qu'elle étoit à eux par droit de Guerre: *HESIONEM Græci Tro-*
janis

mêmes à l'Esclavage par une promesse, qui sont réputez Esclaves, mais (2) tous ceux généralement qui se trouvent pris, dans une Guerre Publique & en forme, c'est-à-dire, du moment qu'on les a menez dans quelque lieu, dont l'Ennemi est maître, comme le dit le Jurisconsulte (3) POMPONIUS.

3. Et il n'est pas nécessaire, que ceux qui deviennent ainsi Esclaves l'aient mérité par quelque faute: quiconque est pris, a le même sort, sans en excepter ceux qui se sont malheureusement trouvez sur les terres de l'Ennemi dans le tems que la Guerre s'est élevée tout d'un coup, comme nous (4) l'avons dit ci-dessus.

4. C'est ce que témoignent les anciens Auteurs. POLYBE (5) parlant d'une perfidie horrible, dont les *Mantineens* s'étoient rendus coupables envers les *Achéens*, dit, que les premiers ne seroient pas assez punis, si on les vendoit, avec leurs Femmes & leurs enfans, comme Prisonniers de Guerre, puis que, selon les Loix de la Guerre, les plus innocens sont exposez à tomber ainsi dans l'Esclavage. D'où il arrive, comme le remarque (6) PHILON, Juif, que plusieurs personnes d'une très-grande probité, perdent leur liberté naturelle par divers accidens. DION de Pruse (7) met au rang des différens titres de Propriété, la capture qu'on fait d'un prisonnier de Guerre, qui devient par là Esclave. OPIEN dit, (c) qu'emmener des Enfans pris à l'Ennemi, c'est la Loi de la Guerre.

(c) Ha-
lieut. Lib. II.

§. II. BIEN PLUS: & ceux que l'on prend Prisonniers de Guerre, & leurs Descendans à perpétuité, sont réduits à la même condition, c'est-à-dire, ceux qui naissent d'une Mère Esclave, depuis son esclavage. Car ils appartiennent à son Maître, selon le Droit des Gens, comme le dit le (1) Jurisconsulte MARCIEN. Le ventre d'une telle Femme est esclave, comme (2) s'exprime TACITE, en parlant de la Femme d'un Prince des anciens *Germain*s, qui avoit été faite prisonnière.

§. III. I. POUR ce qui est des effets d'un tel Esclavage, ils sont sans bornes. Tout est permis au Maître, par rapport à son Esclave, comme le dit (1) SENEQUE le Père. Il n'y a rien qu'on ne puisse impunément (2) faire souffrir à de tels Esclaves: il n'est point d'action qu'on ne puisse leur commander, ou à laquelle on ne puisse les contraindre, de quelque manière que ce soit: & les plus grandes cruautéz que les Maîtres

janis reddere noluerunt, dicentes, se eam habere JURE BELLORUM. In Lib. X. JOSEPH parle de quelques Juifs, que Cassius avoit pris prisonniers, mais non pas selon les Loix de la Guerre; à cause dequoi Hyrcan les aiant demandez, au nom de la Nation, Marc Antoine les fit rendre: Καὶ παρακαλῶσα [προσβίαν] τὴν αἰχμαλωτισθέντας ὑπὸ Κασσίου Ἰουδαίους, οὐ νόμῳ πολέμου, ὑπάκουσιν τοῖς κατὰ τὰς ἐπαρχίας, ἐλευθέρους ἀπολύσαι. . . Ταῦτα κρείσσας Ἀντωνίου δίκαια τὰς Ἰουδαίας ἀξίον, παραχρῆμα ἐγράψεν &c. Antiq. Jud. Lib. XIV. (Cap. XXII. pag. 492. A.) Il fait mention ailleurs de la Loi, au sujet des Prisonniers de Guerre, τῶ τῶν δουλαίων νόμῳ: que MENDRE le Protecteur exprime ainsi, δουληπτῶν θεσμῶ. On trouvera sur ceci bien des choses dans le Chapitre précédent; car les Auteurs joignent ensemble ou mettent au même rang les Prisonniers de Guerre, & les Choses qu'on a prises par les armes. GROTIUS.

(6) Μυρίαι γὰρ ἀνδράπων ψυχαὶ, καὶ πολλοὶ ποδάρις καὶ οἰσὶ ἀελλήτοις τῶν σφόδρ' ἀρείων, τὴν ἐκ γένους ἀπέσταλον ἐλευθερίαν. Lib. Omnem virum bonum esse liberum, pag. 866. D. E. Ed. Paris.

(7) Τρεῖς δὲ κτήσις τρέπον, ὅταν ἐν πολέμῳ λαβὼν αἰχμαλωτῶν τέτον τῶν τρέπον ἔχη καταδουλασμένον. Orat. XV.

§. II. (1) Jure gentium servi nostri sunt qui ab hostibus capiuntur aut qui ex ancillis nostris nascuntur. DIGEST. Lib. I. Tit. V. De Statu Hominum, Leg. V. §. 1. Voyez ci-dessus Liv. II. Chap. V. §. 29.

(2) Il s'agit de la Femme d'Arminius, qui fut prise par les Romains, étant enceinte: Arminium, super insitam violentiam, rapta uxor, subiectus servitio uxori uterum, vecordem agebant. Annal. Lib. I. Cap. LIX. num. 2.

§. III. (1) Notre Auteur cite ici en marge, dans la première Edition, X. Controv. 5. Les autres portent, I. Controv. 5. Il n'y a rien dans l'un ni dans l'autre de ces endroits. Mais le passage se trouve au Liv. V. Controv. XXXIV. où le Rhéteur appelle ce pouvoir absolu des Maîtres sur leurs Esclaves, un droit connu de tout le monde: Qui [Pictor] hæc tantum vulgaria jura novit, in servum nihil non domino licere. Pag. 391. Edit. Gron. var. La faute est venue, de ce que dans cette Controverse, & dans la Déclamation V. du X. Livre des Excerpta Controv. il s'agit du même sujet: or cette dernière est tirée, Ex Controv. 5. Lib. X. Cela soit dit en passant, pour donner un exemple de l'origine de ces sortes de méprises, où notre Auteur tombe assez souvent. Au reste, je trouve dans le Philosophe SENEQUE un passage tout semblable à celui-ci: Quum in servum omnia liceant, est aliquid, quod in hominem licere commune jus animantium vetet. De Clement. Lib. I. Cap. XVIII.

(2) Il faut bien remarquer cette restriction: car si le Maître maltraite excessivement l'Esclave aquis par droit de Guerre, quelque impunité qu'il puisse se promettre, & de la part des Loix Civiles de son Pais, & de la part des Peuples Neutres; le Prisonnier, qui ne

tres exercent contr'eux, demeurent impunies; à moins que les Loix Civiles n'y aient mis des bornes, en menaçant de quelque peine ceux qui maltraiteront leurs Esclaves au delà d'un certain point. Le Jurisconsulte (3) CAJUS remarque, que, *parmi toutes les Nations, les Maîtres ont droit de vie & de mort sur leurs Esclaves.* Il ajoute, que les Loix Romaines ont restreint ce pouvoir, c'est-à-dire, dans les Païs qui sont sous la domination des Romains.

2. Non seulement cela: tous les biens de l'Esclave, qui ont été pris, sont acquis, avec la personne, au Maître, sous la puissance de qui il passe. Un tel Esclave ne peut rien avoir en propre, selon la maxime de l'Empereur (4) JUSTINIEN.

§. IV. 1. D'où il s'ensuit, qu'il faut rejeter ou du moins ne recevoir qu'avec quelque restriction, la pensée de ceux qui soutiennent, que les (1) Choses Incorporelles ne s'acquièrent point par droit de Guerre. Car on ne les acquiert pas à la vérité premièrement & directement, mais on les acquiert par le moien de la personne, à qui elles appartenotent.

2. Il faut pourtant excepter ici les droits fondez sur une relation particulière des personnes, qui les rend inaliénables, tel qu'est le Pouvoir Paternel. Car ces fortes de droits ou demeurent toujours à la personne, supposé qu'ils puissent encore subsister; (2) ou, si cela ne se peut, s'éteignent entièrement.

§. V. 1. La raison pourquoi tout ce, dont nous venons de parler, a été établi par le Droit des Gens, c'est afin que l'espérance de tant d'avantages qu'on retireroit de la possession d'un Esclave engageât ceux qui étoient en guerre à s'abstenir volontiers de faire mourir leurs Prisonniers, ou sur le champ, ou quelque tems après, comme ils pouvoient le faire en vertu du droit souverainement rigoureux que leur donnoient les Loix de la Guerre, dont nous avons (a) parlé ci-dessus. Le Jurisconsulte POMPONIUS (1) tire de là l'étymologie du mot dont on se sert en Latin pour dire un Esclave: *On les appelle SERFS, dit-il, parce que les Généraux d'armée les vendoient, & par là leur conservoient la vie.*

2. J'ai dit, que le but de cet établissement étoit, qu'on s'abstînt volontiers de faire mou-

s'étoit soumis à l'Esclavage que sous la condition tacite que le Vainqueur en useroit avec lui d'une manière à ne pas lui faire trouver son sort plus insupportable, que la mort même, est dès-lors déchargé de ses engagements, & rentre dans l'état de Guerre avec le Maître, qui a violé les siens.

(3) *Igitur in potestate sunt servi dominorum. Quæ quidem potestas juris gentium est: nam apud omnes per æquæ gentes animadvertere possunt, dominis in servos vitæ necisque potestatem fuisse... Sed hoc tempore nullis hominibus, qui in Imperio Romano sunt, licet supra modum, & sine causa legibus cognita, in servos suos scire.* DIGEST. Lib. I. Tit. VI. *De his qui sui vel alieni juris sunt*, Leg. I. §. 1. Voyez aussi les INSTITUTES, au même Titre, I. 8. Le Grammairien DONAT dit, que tout ce qu'un Maître fait par rapport à son Esclave, est juste: JUSTA & CLEMENS] Ita dixit justa, ut alibi. Non necesse habeo omnia pro meo jure agere. *Quid enim non justum domino in servum?* In Andr. Terent. Act. I. Scen. I. (vers. 9.) GROTIUS.

(4) *Ipse enim servus, qui in potestate alterius est, nihil est, nihil suum habere potest.* INSTITUT. Lib. II. Tit. IX. §. 3. VALE'RE MAXIME parlant d'un Consul, qui avoit été pris par les Carthaginois, dit, qu'il avoit tout perdu par droit de Guerre, mais qu'il recouvra tout, & qu'il fut même fait de nouveau Consul: *Quo [Cn. Cornelius Scipio Afina] Consul à Pœnis apud Liparas captus, quem belli jure omnia perdidisset, letiori subinde vultu ejus [Fortunæ] adjutus, cuncta re-*

cuperavit: Consulque etiam iterum creatus est. Lib. VI. Cap. IX. num. 11. PHILON, Juif, dit, qu'un Esclave n'est maître de rien, pas même de sa Personne: *Τὸ γὰρ ἀθλιώτερον, ἢ πάντων ἀνθρώπων εἶναι τινα, καὶ εἰναι τὸ.* Lib. Omnem virum bonum esse liberum, (pag. 871. C.) GROTIUS.

§. IV. (1) Voyez, sur cette question, ce que dit PUFENDORF, Liv. VIII. Chap. VI. §. 19. du Droit de la Nat. & des Gens.

(2) Ainsi, selon les Loix Romaines, un Père qui avoit été fait Prisonnier, s'il revenoit dans le Païs, conservoit toujours les droits de la Puissance Paternelle: mais s'il mouroit en captivité, ses Enfants étoient censés libres dès le moment qu'il avoit été pris; de sorte qu'alors ces droits avoient été d'abord éteints: *Si ab hostibus captus fuerit parens, quamvis hostium fiat, tamen pendet jus liberorum, propter jus postliminii: quia hi, qui ab hostibus capti sunt, si reversi fuerint, omnia pristina jura recipiunt. Idcirco reversus, etiam liberos habebit in potestate, quia postliminium fingit eum, qui captus est, semper in civitate fuisse. Si vero ibi decesserit, exinde ex quo captus est pater, filius sui juris fuisse videtur.* INSTITUT. Lib. I. Tit. XII. *Quibus modis jus patriæ potestatis solvitur*, §. 5. De même ceux qui s'étoient rendus à l'Ennemi n'ayant point de part au droit de Postliminie; si un Père étoit tombé de cette manière entre les mains de l'Ennemi, dès-là ses Enfants étoient hors de la puissance, soit qu'il revînt ou qu'il ne revînt point dans le Païs: *Postliminio carent, qui armis victi hostibus* se

mourir les Prisonniers de Guerre : car il n'y a point ici une espèce de convention, en vertu de laquelle on fût contraint de s'en abstenir, à ne considérer que le Droit des Gens dont il s'agit ; c'étoit seulement un motif d'utilité proposé à ceux qui avoient fait des Prisonniers, mais en sorte qu'il leur étoit libre de s'y laisser toucher, ou non. D'où vient aussi que le pouvoir illimité qu'on avoit acquis sur de tels Esclaves pouvoit passer à autrui, tout de même que la Propriété des biens.

3. Pour ce qui est des Enfans nez d'une Mère Esclave, on trouva à propos qu'ils fussent aussi Esclaves, parce que, si celui qui avoit fait la Mère prisonnière avoit voulu user à la rigueur de son droit, les Enfans ne seroient point venus au monde. D'où il s'ensuit, que ceux qui étoient nez avant que la Mère eût le malheur de tomber entre les mains de l'Ennemi, ne devenoient point Esclaves, à moins qu'ils ne fussent pris eux-mêmes.

4. Et la raison pourquoi il fut établi entre les Nations, que les Enfans d'une Mère Esclave seroient en naissant assujettis à la même condition, sans avoir égard à celle de leur Père ; c'est parce que la cohabitation des Esclaves n'étoit ni réglée par les Loix, ni entretenue de telle manière, que la Mère fût bien sous les yeux & sous la garde du Père, de sorte qu'il n'y avoit pas d'assez fortes présomptions pour le connoître. C'est ainsi qu'il faut entendre ce que dit le Jurisconsulte ULPIN, que, *selon la Loi de Nature, les Enfans nez hors d'un Mariage légitime suivent la Mère.* (2) *Selon la Loi de Nature*, c'est-à-dire, selon la coutume générale, fondée sur quelque raison naturelle ; car c'est ainsi que le mot de *Droit Naturel* se prend quelquefois dans un sens impropre, comme nous l'avons fait (b) voir ailleurs.

5. Une chose qui montre bien que ce ne fut pas sans raison que l'usage des Peuples donna aux Maîtres sur leurs Esclaves, devenus tels par une suite de la Guerre, tous les droits dont nous venons de parler, c'est la manière dont on voit que les Prisonniers étoient traités dans les Guerres Civiles. Car, comme on ne pouvoit pas en faire ses Esclaves, on les tuoit le plus souvent ; ainsi que (3) PLUTARQUE & TACITE (4) le remarquent.

(b) Liv. II.
Chap. XIII.
§. 26.

6. Au

se dederunt. DIGEST. Lib. XLIX. Tit. XV. *De Captivis* &c. Leg. XVII. Voyez ci-dessous, Chap. IX. §. 8.

§. V. (1) *SERVORUM adpellatio ex eo fluxit, quod Imperatores captivos vendere, ac per hoc servare, nec occidere solent.* DIGEST. Lib. L. Tit. XVI. *De verborum significatione*, Leg. CCXXXIX. §. 1. Voyez aussi le Grammairien SERVIUS, dans un endroit où il donne l'étymologie du mot *Saltem*, in *Æn.* L. IV. (vers. 327.) GROSIVS.

(2) *Lex naturæ hæc est, ut qui nascitur sine legitimo matrimonio, matrem sequatur, nisi lex specialis aliud inducit.* DIGEST. Lib. I. Tit. V. *De statu hominum*, Leg. XXIV. Mais il y a tout lieu de croire, que le Jurisconsulte entend ici par la *Loi de Nature*, le *Droit Naturel* proprement ainsi nommé ; & c'est à quoi fait allusion un passage de CICÉRON, que Mr. SCHULTING cite dans ses Notes sur les Fragmens d'ULPIN, Tit. V. §. 8. *Ut enim, Jure Civili, qui matre est liberâ, liber est: item, Jure Naturæ, qui Deâ matre est, Deus sit necesse est.* „ Comme selon le *Droit Civil*, un Enfant né de Mère libre, est aussi libre. De même, „ par le *Droit de Nature*, celui qui a pour Mère une Déesse, doit nécessairement être Dieu. *De Natur. Deor.* Lib. III. Cap. XVIII. C'est que les anciens Jurisconsultes prétendoient que, selon le *Droit Naturel*, fondé sur la Raison, les Enfans nez hors du mariage suivent la condition de leur Mère, à cause de l'incertitude où l'on est touchant le Père. Et cela a bien lieu par les principes même de ce *Droit*, à l'égard des Enfans nez d'une Mère qui s'abandonne à tous

veniens : mais pour ceux, dont le Père est suffisamment connu, comme peut l'être le Père des Enfans d'une Femme Esclave, la *Loi Naturelle* toute seule ne veut nullement qu'ils aient toujours le même sort, que la Mère. Voyez ci-dessus, Liv. II. Chap. V. §. 29. num. 1. On n'a pas, au fond, plus de certitude touchant la naissance des Enfans, dont la Mère est légitimement mariée : c'est seulement une présomption, autorisée par les Loix, qui la laissent sans force, du moment qu'elle est détruite par des raisons suffisantes. Ainsi, selon le *Droit Romain*, un Mari n'est point tenu de reconnoître pour sien un Enfant né de sa Femme, & dans sa Maison, au vu & au su de tous les Voisins, s'il paroît par de bonnes preuves, que, pendant quelque tems il n'a point couché avec sa Femme, à cause d'une maladie, ou de quelque autre empêchement, ou s'il étoit impuissant : *Sed mihi videtur, quod et SCÆVOLE probat, si constat Maritum aliquandiu cum Uxore non concubuisse, infirmitate interveniente, vel aliâ causâ, vel si eâ valetudine Paterfamilias fuit, ut generare non possit: hunc, qui in domo natus est, licet vicinis scientibus, filium non esse.* DIGEST. Lib. I. Tit. VI. *De his qui sui vel alieni juris sunt*, Leg. VI.

(3) *Θνήσκειν μὲν γὰρ παρὰ τοῖς ἐμφυλίοις πολλοῖς, ὅταν τροπὴ γίνηται πλείονας εἰκὸς εἶναι, τῷ μηδὲν ἁγχεῖν. Χρησθῆναι γὰρ καὶ ἐπὶ τοῖς ἀλισκομένοις.* Vit. Othon. pag. 1073. Tom. I. Ed. Wech.

(4) *Obstruente strage corporum viæ, quo plus cædū fuit, neque enim civilibus bellis capti in prædam vertuntur.* Histo. Lib. II. (Cap. XLIV. num. 1.) Le même Histo-

rien

6. Au reste, pour savoir, si les Esclaves réduits à cette condition par droit de Guerre appartiennent au Peuple, ou aux Particuliers qui les ont pris prisonniers, il faut en juger par ce que nous avons dit du Butin, dans le Chapitre précédent, car les Personnes sont mises, à cet égard, au même rang que les Biens, selon le Droit des Gens. *Les choses prises à l'Ennemi*, (5) dit le Jurisconsulte CAJUS, *appartiennent à ceux qui les ont prises, dès le moment qu'elles sont en leur puissance, jusques-là que les Personnes Libres deviennent par là Esclaves.*

(a) *Lessius*,
Lib. I. Cap. V.
Dub. 5.

§. VI. 1. JE n'entre pourtant pas dans la pensée de (a) quelques Théologiens, qui croient qu'il n'est pas permis aux personnes prises dans une Guerre injuste, ou aux Enfants qui leur sont nez depuis, de s'enfuir autre part que dans leur propre Païs. Ces Docteurs, à mon avis, se trompent certainement. Toute la différence qu'il y a ici, c'est que si les Prisonniers, dont il s'agit, s'enfuient (1) dans les terres de l'Etat d'où ils étoient, pendant le cours de la Guerre, ils recouvrent leur liberté par droit de *Postliminie*: au lieu que, s'ils se retirent ailleurs, ou que même ils retournent chez eux après la paix faite, on doit les rendre au Maître, qui les réclame. Mais il ne s'enfuit point de là (2) qu'ils fassent mal en conscience. Car il y a plusieurs Droits, qui n'ont qu'un effet extérieur, & qui n'imposent aucune obligation intérieure, tels que sont les droits de la Guerre, que nous expliquons.

2. En vain objecteroit-on, que la nature même du droit de Propriété, qu'on acquiert sur un Esclave, impose une véritable obligation, qui lie la Conscience. Car y ayant plusieurs sortes de Propriété, il peut y en avoir une qui ne soit telle (3) que selon le jugement des Hommes, & cela selon un jugement qui se réduit à maintenir ou à remettre en possession par les voies de la force ceux qui sont Propriétaires à un tel titre.

3. Cela a lieu en quelques autres sortes de Droits, comme dans celui de Prescription, qu'un Possesseur de mauvaise foi acquiert par les Loix Civiles, & qui approche fort de celui dont nous traitons. Les Tribunaux de Justice maintiennent un tel Possesseur, (4) comme s'il étoit véritable Propriétaire; tout de même que le Droit des Gens maintient les Possesseurs des Prisonniers faits dans une Guerre même injuste.

4. On

rien remarque ailleurs, en parlant de ceux de Crémone, qu'il ne servoient de rien aux Soldats de les faire Prisonniers, puis que toute l'Italie s'accordoit à ne point acheter de tels Esclaves: *Irritamque prædam militibus fecerat consensus Italix, emptorem talium mancipiorum adspersantis.* Lib. III. (Cap. XXXIV. num. 3.) GROTIUS.

(5) *Item quæ ex hostibus capiuntur, jure gentium statim capientium sunt . . . Adeo quidem ut & liberi homines in servitutem deducantur.* DIGEST. Lib. XII. Tit. I. De *acquirendo rerum dominio*, Leg. V. & VII. princ.

§. VI. (1) Voyez ci-dessous, Chap. IX. ne ce Livre, §. 5. PLINIE dit, que *Marc Servius* fut pris deux fois par *Hannibal*, & deux fois se sauva de sa prison: *Bis ab Annibale captus . . . bis vinculorum ejus profugus &c.* Hist. Natur. Lib. VII. Cap. XXVIII. GROTIUS.

(2) Mais il y a ici un consentement ou exprès, ou tacite, du Prisonnier, en vertu duquel le Vainqueur a acquis sur lui, un droit, qui impose à l'Esclave une véritable obligation, & par conséquent ne lui permet pas en conscience de s'enfuir, ou de se soustraire, de quelque autre manière, à la sujétion, dans laquelle il est entré. Voyez ci-dessus, §. 1. de ce Chapitre, Note 2. §. 3. Note 2. & PUFENDORF, *Droit de la Nature &c. des Gens*, Liv. VI. Chap. III. §. 6. comme aussi le Discours de Mr. NOODT, du *Pouvoir des Souverains*, pag. 247, & seqq. de la 2. Edition de la Traduction Française. La justice ou l'injustice de la Guerre ne fait rien ici. Quel-

que injustement qu'un Ennemi ait pris les armes, les Conventions qu'on fait avec lui pendant qu'il est encore Ennemi, n'en sont pas moins valides, de l'aveu de notre Auteur, qui établira plus bas ce principe. D'ailleurs, chacun pour l'ordinaire croit avoir de son côté la bonne cause: & si les Vainqueurs craignoient, que, sous prétexte de l'injustice de la Guerre, leurs Prisonniers ne se crussent en droit de secouer le joug, dès qu'ils en trouveroient l'occasion; ils ne donneroient la vie à personne. Ainsi l'intérêt du Genre Humain, & le bien même des Vaincus, demandoient que l'engagement des Prisonniers de Guerre, soit exprès, ou tacite, fût valide, & qu'ils renonçassent au droit de se prévaloir des raisons tirées de l'injustice de la Guerre, ou de la nécessité à laquelle ils avoient été réduits, pour sauver leur vie. D'où il paroît, combien il y a de différence entre ce cas, & celui qu'on objecte d'une Personne, qui étant tombée entre les mains des Brigands, ou des Pirates, se feroit engagée à être leur Esclave. Voyez une Dissertation de feu Mr. HERTIUS, *De Lytro*, qui se trouve dans le I. Tome de ses *Comment. & Opuscul. &c.* Sect. II. §. 24. pag. 277, 278. On peut consulter encore ici le Commentaire de Mr. VAN DER MUELEN, qui réfute aussi notre Auteur.

(3) *Dominium, quod tantum in judicio humano, & quidem coactivo, valet*, dit notre Auteur.

(4) C'est-à-dire, dans la Prescription de trente ou qua-

4. On peut rapporter ici en quelque manière le droit de faire casser un Testament, à cause du défaut de quelque formalité prescrite par les Loix Civiles. (b) Car l'opinion la plus vraisemblable est, qu'on peut (5) en conscience retenir ce qui a été laissé par un tel Testament, du moins tant que personne ne s'y oppose.

(b) Soto, De
Justit. & Jur.
Lib. IV.
Quest. IV.
Art. 3. Lessius,
Lib. II. Cap.
XIV. Dub. 3.

5. La distinction, que nous venons de faire, sert à résoudre une difficulté proposée par ARISTOTE. (6) *N'est-il pas vrai, dit-il, qu'il est juste que chacun ait ce qui lui appartient? Cependant lors qu'un Juge a jugé comme il l'entend, quelque injuste que soit sa Sentence, elle est valide, selon les Loix. Donc une même chose est juste & injuste.*

6. Pour revenir à nôtre question, on ne peut imaginer aucune raison, pourquoi les Peuples, en établissant le droit dont il s'agit, auroient voulu en étendre la force jusqu'à obliger en conscience. Car, pour engager ceux qui faisoient la Guerre à ne pas tuer leurs Prisonniers, il suffisoit qu'ils pussent réclamer ces sortes d'Esclaves, les contraindre à revenir, les lier même, & s'approprier leurs biens. Que s'il y avoit des Vainqueurs assez brutaux, pour mépriser tous ces avantages, ils ne se feroient pas non plus laissé toucher par la pensée de l'obligation imposée à la conscience de leurs Prisonniers. Et supposé qu'ils eussent crû cette sûreté absolument nécessaire, ils (c) pouvoient la prendre, en exigeant de ceux à qui ils donnoient la vie, une promesse (7) expresse, ou un serment solennel, par lequel ils s'engageassent à demeurer leurs Esclaves.

(c) Voiez
Bemb. Hist.
Lib. X.

7. De plus, en matière d'une Loi comme celle-ci, qui n'est point fondée sur l'Equité Naturelle, mais établie uniquement pour éviter un plus grand mal, il ne faut pas légèrement admettre une interprétation, qui rende criminel un acte d'ailleurs licite. Le Jurisconsulte FLORENTIN pose pour maxime, (8) *qu'il n'importe de quelle manière un Prisonnier est revenu, s'il a été relâché, ou s'il a trouvé moyen de se sauver des mains de l'Ennemi par force ou par artifice.* (9) C'est que le Droit qu'on a sur un Prisonnier de Guerre est tel, qu'en un autre sens il renferme le plus souvent une véritable injustice, comme le Jurisconsulte (10) PAUL le qualifie formellement. Il peut être appelé *droit*, à cause de certains effets dont il est accompagné; & *injustice*, eu égard à la nature de la chose en elle-même.

8. De

quarante années: car la bonne foi étoit requise dans l'Usucapion, ou la Prescription ordinaire. Voiez PUFENDORF, *Droit de la Nature & des Gens*, Liv. IV. Chap. XII. §. 1.

(5) Voiez PUFENDORF, *Droit de la Nat. & des Gens*, Liv. IV. Chap. X. §. 7.

(6) Ἀγαθὸν δίκαιον ἐστὶν, τὸ αὐτὸ ἔχειν ἕκαστος; ἀλλ' ἂν τις κερὶ κατὰ δόξαν τὴν αὐτῆς, καὶ ἡ ψευδὴς, κερὶ αὐτῆς ἐκ τῆς νόμου τὸ αὐτὸ ἀγαθὸν δίκαιον, καὶ δὲ δίκαιον. De Sophist. elench. Lib. II. Cap. V. (XXV.) pag. 308. D. Tom. I. Edit. Paris.

(7) Nôtre Auteur reconnoît donc, qu'une Promesse expresse seroit ici valide. Or il y avoit souvent de telles promesses. Et pourquoi est-ce qu'un engagement tacite n'auroit pas autant de force?

(8) Nihil interest, quomodo captivus reversus est; utrum dimissus, an vi, vel fallaciâ, potestatem hostium evaserit &c. DIGEST. Lib. XLIX. Tit. XV. De Captivis & Postlimin. &c. Leg. XXVI.

(9) Cela ne prouve point, qu'on regardât l'obligation des Prisonniers de Guerre, comme nulle: autrement on auroit dû aussi les recevoir & leur accorder le droit de Postliminie après la paix faite. Mais c'est que pendant le cours de la Guerre, les Prisonniers étoient censés ne s'être point encore bien engagés à l'Esclavage. On ne savoit pas encore quel sort le Vainqueur leur destinoit. On espéroit toujours de les recouvrer, & on ne s'embarrassoit pas beaucoup, s'ils

avoient contracté à cet égard quelque engagement particulier, dont l'Etat n'étoit point garant. Alors en faisant la Paix, on renonçoit par cela même au droit de recevoir les Prisonniers, & de les faire rentrer dans tous les droits de leur ancienne Liberté, si on ne le stipuloit point par le Traité.

(10) Idque naturali aequitate introductum est, ut qui PER INJURIAM ab extraneis detinebatur, is, ubi in fines suos redisset, pristinum jus suum reciperet. DIGEST. Lib. XLV. Tit. XV. De Captivis & Postlim. &c. Leg. XIX. princ. Je ne sai si ce Jurisconsulte a voulu ici taxer d'injustice, dans le sens & l'esprit de nôtre Auteur, la détention d'un Prisonnier de Guerre, moins encore son assujettissement à l'Esclavage. Sur ce pié-là, il faudroit supposer, que toutes les Guerres des Romains étoient justes de leur côté, puis que le Droit de Postliminie, dont il s'agit, avoit lieu dans toutes. Il y a apparence, que PAUL veut dire seulement, qu'il n'y avoit pas de la faute du Prisonnier, & que le mot d'injuriam emporte ici seulement un acte d'hostilité, juste, ou non, de la part de celui qui l'exerce. C'est en ce sens qu'un autre Jurisconsulte parlant des voies de fait, dont usent des Particuliers, dit, que, si, sans avoir ramassé des gens, ou battu personne, on a enlevé per injuriam, c'est-à-dire, de vive force, quelque chose du bien d'autrui; on se rend par là sujet à la peine de la Loi Julia De Vi privata: Sed si nulli convocati, nullique pulsati sint; PER INJURIAM tam

8. De là il paroît encore, que ceux qui ont été faits Prisonniers dans une Guerre injuste, ne se rendent point coupables en conscience d'un véritable larcin, lors qu'ils emportent (11) ou qu'ils mettent à couvert les effets qu'on leur avoit pris, ou qu'ils (12) prennent des biens même de leur Maître de quoi se paier raisonnablement de leur peine, autant qu'elle peut valoir, déduction préalablement faite de la nourriture; pourvu que d'ailleurs ils ne doivent rien, ni en leur nom propre, ni au nom de l'Etat, au Maître qu'ils servoient, ou à toute autre personne de qui le Maître tenoit son droit.

9. Je n'ignore pas, que les Esclaves qui s'enfuient ou qui se dédommagent de cette manière, sont punis ordinairement avec beaucoup de rigueur. Mais il y a bien d'autres choses que ceux qui ont la force en main font pour leur avantage, & non parce qu'elles sont justes.

10. Je fais encore, qu'il y a des Canons, qui (13) défendent de solliciter un Esclave à quitter le service de son Maître. Mais ou ces Canons parlent des Esclaves qui ont été justement condamnez à l'Esclavage, ou qui s'y sont engagés par un accord volontaire, & dans cette supposition c'est véritablement une règle de Justice: ou bien il s'agit des Prisonniers faits dans une Guerre injuste, ou de leurs Enfants nez depuis; & en ce cas-là tout ce qu'on peut inférer des Canons, c'est que des Chrétiens doivent conseiller à ceux qui sont, comme eux, profession du Christianisme, de souffrir, plutôt que de faire une chose, qui quoique permise en elle-même, pourroit scandaliser les Ennemis du Christianisme, ou même des Esprits foibles. On peut entendre de la même manière les exhortations que les Apôtres adressent aux Esclaves, avec cette différence, qu'elles semblent tendre plutôt à exiger des Esclaves une obéissance fidèle à leurs Maîtres, pendant qu'ils sont chez eux, comme l'Équité Naturelle le demande; car le Maître nourrissant l'Esclave, il est juste que celui-ci le serve; ces deux choses se répondent l'une à l'autre.

§. VII. Au reste, les mêmes Théologiens dont j'ai parlé ci-dessus, ont raison, à mon

men ex bonis alienis quid ablatum sit: hac Lege teneri eum, qui id fecerit. DIGEST. Lib. XLVIII. Tit. VII. Ad Leg. Jul. de Vi privat. Leg. III. §. 2. Per injuriam est illa même chose, que vim facere, au commencement de la Loi.

(11) Ceci étant une suite du principe de notre Auteur, que nous avons réfuté dans la Note 2. sur ce paragraphe, il faut par conséquent décider d'une manière toute opposée.

(12) A cela se rapportent les passages de St. IRNÉE, & de TERTULLIEN, que nous avons allégués ci-dessus, Liv. II. Chap. VII. §. 2. Note 3. Il y a un passage de PNIION, Juif, où il s'agit de la même chose, savoir de ce que firent les Israélites en sortant d'Egypte. „ Comme les Egyptiens, (dit-il) domtez enfin par tant de fieux du Ciel, pressioient les Israélites de s'en aller, & les chassoient en quelque manière; ceux-ci rappelant dans leur esprit la noblesse de leur origine, entreprirent une chose digne d'hommes libres, & qui n'avoient pas oublié les mauvais traitemens qu'on leur avoit fait souffrir injustement. Car ils emportèrent un grand butin, dont ils chargèrent une partie sur leurs épaules, & ils mirent l'autre sur le dos de leurs Bêtes de somme. Non qu'ils fussent avides de richesses, ou qu'ils convoitassent le bien d'autrui, comme des calomnieux pourroient les en accuser: car d'où leur seroient venus de tels sentimens? Mais ils voulurent prémièrement se procurer par là le salaire qui leur étoit dû pour un si long tems qu'ils avoient servi; ensuite, se venger, mais non pas autant que

„ les Egyptiens le méritoient, de l'Esclavage, où ceux-ci les avoient réduits. Car il n'y a point de comparaison entre perdre son argent, & perdre sa liberté; pour la conservation de laquelle les personnes sages sacrifient & leurs biens, & leur vie même. Ainsi, soit que l'on considère les Israélites comme étant en paix ou comme étant en guerre avec les Egyptiens, il est aisé de justifier leur conduite. Car, dans le premier cas, ils ne firent que se nantir du salaire dont on les avoit frustrés depuis si long tems, & dans l'autre, ils dépouillèrent leurs Ennemis par droit de victoire, puis qu'on leur avoit fourni un juste sujet de prendre les armes, en les traitant comme des Prisonniers de Guerre, tout étrangers & supérieurs qu'ils étoient. Οἱ δ' ἐλαυνόμενοι καὶ διακόμενοι, τῆς αὐτῶν ευγενείας εἰς ἐνοίαν ἐλθόντες, τολμήματα ποιοῦσιν, ὅποῖον εἰκὸς ἦν τὰς ἐλευθέρους, καὶ μὴ ἀμύμονας, ὡς ἐπεσσευέθησαν ἀδικῶς πολλὴν γὰρ λείαν ἐκφροσάντες, τὴν μὲν αὐτοὶ διεκομίζον ἐπιχειρισμένοι, τὴν δὲ τοῖς ὑποδούλοις ἐπέτεσαν· οὐ διὰ φιλοχρηματίαν, ἢ, ὡς ἂν τις κατηγορῶν εἰποῖ, τὴν τῶν ἀποστρεφῶν ἐπιθυμίαν· πόθεν ἄλλα πρῶτον μὲν, ὡς παρὰ πάντα τὸν χρόνον οὐκ ἐπείτησαν, ἀναγκάζον μισθὸν κομιζόμενοι· εἴτα δὲ ὑπὲρ αὐτῶν καταδωλῆσαν, ἐν ἐλαττοῦ καὶ ἡχί τοῖς ἴσοις, ἀτιλυπῆντες. πᾶς γὰρ ἐστὶν ὁμοίον ζῆναια χρημάτων, καὶ σέβειν ἐλευθερίας; ὑπὲρ ἧς οὐ μόνον πείσεται τὰς πόλεις οἱ γὰρ ἔχοντες, ἀλλὰ καὶ ἀποθνήσκουσιν, τολμήσιν. ἐν ἑκάτερον δὲ καταρῶν, εἰδὼς ὡς ἐν εἰρήνῃ μισθὸν λαμβάνουσιν, ὃν παρ' ἀκόντων πολλὸν χρόνον οὐκ ἀποδιδόντων ἀπεστέοντο εἰδὼς ὡς ἐν πολέμῳ τὰ τῶν ἐχθρῶν φέρειν ἀξίοντες, νομῶν τῶν κεκρατηκότων. οἱ μὲν γὰρ χρεῖαν ἤσαν ἀδύ-

mon avis, de dire, (1) qu'un Esclave ne peut sans injustice résister à son Maître, lors qu'il fait usage de son droit, quoique ce ne soit qu'un droit extérieur, & qui par lui-même n'impose aucune obligation à la Conscience. Il y a une différence manifeste entre cette thèse, & l'autre que nous venons de soutenir contre ces Docteurs. Le Droit extérieur, dont il s'agit, qui ne consiste pas dans une simple impunité, mais qui est outre cela maintenu par l'autorité des Tribunaux, seroit vain & inutile, si l'Esclave conservoit, de son côté, le droit de la résistance. Car s'il peut résister à son Maître, il (2) pourra aussi résister de même au Magistrat, lors que celui-ci voudra maintenir le Maître dans la conservation & dans l'usage de son droit, comme il y est autorisé par le Droit des Gens. Il faut donc dire, qu'il en est ici comme des Sujets, qui, dans chaque Etat, ne peuvent jamais en conscience résister à leur Souverain, selon ce que nous (3) avons établi ailleurs. Aussi (4) St. AUGUSTIN exige-t-il à cet égard la même patience des Esclaves & des Sujets.

§. VIII. MAIS il faut savoir, que cette Loi du Droit des Gens au sujet des Prisonniers de Guerre n'a été reçue ni toujours, ni parmi tous (1) les Peuples; quoique les Jurisconsultes Romains en parlent comme d'une chose généralement établie, donnant ainsi le nom du Tout à la Partie la plus considérable & la plus connue. Parmi les Hébreux, qui avoient des Loix toutes particulières, par lesquelles ils étoient séparés du commerce des autres Nations, les Esclaves trouvoient (a) un Azyle, c'est-à-dire, comme les Interprètes l'ont très-bien remarqué, ceux (2) qui avoient été réduits à l'Esclavage par un pur malheur, & sans qu'il y eût de leur faute. Il semble que de là soit venu le privilège (b) qu'ont en France les Esclaves, de se remettre en possession de leur liberté, du moment qu'ils sont entrez dans les Terres de ce Royaume: privilège qu'on y accorde même aujourd'hui & aux Esclaves faits par droit de Guerre, & à tous autres de quelque manière qu'ils eussent été réduits à l'Esclavage.

(a) Deut. XXIII, 15.
Voiez-Moïse de Kotzi, Præcept. vet. 109:
(b) Bodin, de Republ. Lib. I. Cap. V.

§. IX. 1. Tous les (1) Chrétiens généralement ont (a) trouvé à propos d'abolir

(a) Bartol. in Leg. XXIV. Dig. de Captiv. &c.

αδικων, ξεινς κ' ινιτας, ως εφην, πριετερων, καταδουλο-
σαμενοι, προπον αιχμαλωτων. De Vita Moïsis, (pag. 624. Ed. Paris.) On trouve, dans les Lettres de St. Jérôme, une semblable histoire, touchant un saint personnage, nommé Malchus. Voiez aussi celle du Lombard Leupges, que nous donne son Arrière-petit-fils, PAUL WARNAFREDE, Lib. IV. & la Confession publiée sous le nom de *Lonicus Patricius*. GROTIUS.

Le cas des Israélites est bien différent de celui, dont il s'agit; & le passage de PHILON, que j'ai cité plus au long que ne faisoit notre Auteur, n'y a pas plus de rapport, comme chacun s'en convaincra aisément. Il faut dire la même chose de l'histoire de Malchus: car il avoit été pris par des Voleurs d'Arabie, de l'Esclavage desquels il se sauva, prenant deux Bœufs à son Maître. Voiez St. Jérôme, de *Vita Malchi*, Tom. I. pag. 256, & seqq. Edit. Froben.

(13) Celui du Concile de GANGRES: *Si quis servum alienum, occasione Religionis, doceat dominum suum contemnere, & ejus ministerium destituere, ac non potius docuerit eum suo domino bonâ fide, & cum omni bonâ conscientia, deservire; anathema sit.* Cauf. XVII. Quæst. IV. Can. XXXVII. Voiez aussi le Canon suivant; & ce qui a été dit ci-dessus, Liv. II. Chap. V. §. 29. à la fin. GROTIUS.

§. VII. (1) Les principes de notre Auteur, ne sont pas ici bien liés. Car enfin, si l'Esclave, dont il s'agit, peut s'enfuir, je ne vois pas pourquoi il ne pourroit pas résister à son Maître, & le tuer même, lors qu'il en trouve le moyen, pour se délivrer de l'Esclavage; puis que, s'il n'y a point d'engagement de sa part, l'état de Guerre subsiste toujours entre le Maître & lui. Voiez la Note suivante.

(2) Il le pourroit certainement, s'il n'étoit lié par aucun engagement envers son Maître. Mais le Magistrat suppose ou doit supposer une véritable convention qui lie l'Esclave; & c'est la raison pourquoy il peut être tenu de le livrer au Maître, qui le réclame, sans se mettre en peine d'examiner, si la Guerre, dans laquelle l'Esclave a été pris, étoit juste ou non.

(3) Liv. I. Chap. IV. Mais là aussi nous avons fait voir, que notre Auteur étend trop loin l'obligation de ne pas résister aux Souverains.

(4) Le passage a été déjà cité au même endroit, §. 7. num. 8. Note 31. J'ai vu depuis, que notre Auteur, en le rapportant dans son *Traité de Imperio Summarum Potestatum circa Sacra*, Cap. III. §. 6. le donne comme étant de St. PROSPER, *Sentent. 34. ex AUGUSTIN. in Psalmum CXXIV.* mais, ajoutez-t-il, *non ad verbum*; c'est-à-dire, que le sens se trouve dans ce Père, mais non pas les propres termes du passage.

§. VIII. (1) Parmi les Indiens, il n'y avoit point d'Esclaves: Δελοις δὲ εἶτον μὲν φησι μηδὲν Ἰνδῶν κερῆσαι. STRABON, Geograph. Lib. XV. pag. 1036. Ed. Amst. (710. Paris.) GRONOVIUS cite cet exemple.

(2) C'est une pure supposition. La Loi est générale pour tous les Esclaves, c'est-à-dire, les Esclaves des autres Peuples. Voiez là-dessus le Commentaire de Mr. LE CERC. Ainsi on peut regarder cette Loi, comme une de celles où DIEU usoit du droit Souverain qu'il a sur les biens des Hommes; à cause de quoi les Israélites étoient dispensés de rendre les Esclaves étrangers à ceux à qui ils appartenoient.

§. IX. (1) Et avant eux les Ejjéniens, desquels les premiers Chrétiens ont tiré leur origine. C'est

Covarruvias,
in Cap. Pec-
catum, Part.
II. §. 11. num.
6. Victorius,
de Jure Belli
num. 43. Boë-
rius, Decif.
378. Sylvester,
verb. Bellum,
Part. I. num. 1.

entr'eux l'usage de rendre Esclaves les Prisonniers de Guerre, en sorte qu'ils pussent être vendus, contraints à travailler, & exposez à souffrir les autres mauvais traitemens qu'on fait aux Esclaves. Les Sectateurs d'une Religion comme celle de JESUS-CHRIST, étoient ou devoient être trop bien instruits par un Maître qui recommande si fort tout acte de Charité, pour ne pouvoir être détournés de tuer des malheureux Hommes, que par la permission d'user envers eux d'une moindre cruauté. Cette louable coutume s'est perpétuée, depuis long tems parmi eux, de père en fils, à l'égard de tous ceux qui étoient de la même Religion, comme nous l'apprenons de (2) NICEPHORE GREGORAS: elle n'étoit point particulière à ceux qui vivoient sous l'Empire Romain, mais elle leur étoit commune avec les Thessaliens, les Illyriens, les Triballiens, & les Bulgariens. C'est peu de chose, je l'avoué: mais enfin c'est un effet du respect pour la Religion Chrétienne, qui est ainsi venu à bout de ce que Socrate (3) avoit autrefois conseillé en vain aux Grecs les uns par rapport aux autres. Les Turcs (4) néanmoins observent entr'eux, à cet égard, la même chose, que les Chrétiens.

(b) Bartol.
in Leg. XII.
Dig. de negot.
gest. Boërius,
Decif. 178.
Constit. Regn.
Hisb. Lib.
VIII. Tit.
XXVI. Part.
II.

2. Les Chrétiens ont seulement (b) conservé l'usage de garder les Prisonniers de guerre, jusqu'à ce qu'on ait payé leur (5) rançon, dont l'estimation dépend du Vainqueur, à moins qu'il n'y ait quelque convention, qui la fixe. Et chacun pour l'ordinaire a la permission de garder ainsi lui-même ceux qu'il a pris, à moins que ce ne soient des personnes d'un rang considérable, sur lesquelles il n'y a que l'Etat, ou son Chef, qui aient droit, selon la coutume de la plupart des Nations.

CHA-

ce que JOSEPH témoigne. GROTIUS.

L'Historien Juif parle d'une sorte d'Esséniens, qui croioient, dit-il, qu'il y avoit quelque injustice à avoir des Esclaves: Οὐτε δαλων, ἐπιτηδεύουσι κτήσιν, τὸ μὲν εἰς ἀδικίαν φέρειν ὑπερλήφότες &c. Antiq. Jud. Lib. XVIII. Cap. II. pag. 618. B. C'est d'ailleurs une pure conjecture, que ce que notre Auteur pose en fait sur l'origine des premiers Chrétiens.

(2) Νόμος γὰρ ἐστὶν ἔτι ἀνωθεν ἐκ διαδοχῆς αἰεὶ κατιών εἰς τὰς ἀποχόνας ἀκράτου, ὃ μόνον Ῥωμαίοις καὶ Θετταλοῖς, ἀλλὰ καὶ Ἰαυριοῖς, καὶ Τριβαλλοῖς, καὶ Βουλγαροῖς, διὰ τὴν τῆς πίστεως ταυτότητα, τὰ μὲν πράγματα μόνον σκυλεύειν, τὰ δὲ σώματα μὴ ἀνδραποδίζεισθαι, μηδὲ φονεῖν ἔξω τῆς πολεμικῆς παρατάξεως μηδένα. Lib. IV. (Pag. 55. Ed. Colon. 1616.) BOERIUS fait mention de cette coutume, Decif. CLXXVIII. Et il ajoute, qu'en France, en Angleterre, & en Espagne, lors qu'un Duc, un Comte, ou un Baron, sont faits prisonniers, ils ne sont pas pour les Soldats, qui les ont pris, mais pour le Prince qui fait la Guerre. GROTIUS.

(3) Notre Auteur cite ici à la marge un Dialogue de PLATON, où ce Philosophe, qu'il suppose fuir en cela la doctrine de son Maître, établit pour une des Loix de sa République, qu'aucun Grec ne fasse des Esclaves de sa Nation, & ne conseille aux autres Grecs d'en faire: Ὅλον γὰρ παντὶ (ἐφ' ἣν) διαφέρει τὸ φεῖσθαι, μηδὲ Ἑλλήνα ἀργα δούλον ἐκτίσθαι μητέ αὐτὸς, τοῖς τε ἄλλοις Ἑλλήσιν ἑτα συμβαλεῖν.

De Legib. Lib. V. pag. 469. C. Tom. II. Edit. H. Steph.

(4) Voyez CHALCONDYLE, Rerum Turcic. Lib. III. LEUNCLAVIUS, Libb. III. & XVII. BUSBEQU. Epist. exotic. III. (pag. 162. Ed. Elzevir. 1662.) GROTIUS.

(5) Voyez, sur cette matière, une Dissertation de feu Mr. HERTIUS, De Lytro, qui est dans le I. Tome de ses Comment. & Opuscul. &c. pag. 253, & seqq.

CH. VIII. §. I. (1) Pourvu qu'il y ait, de la part des Vaincus, un consentement ou exprès, ou tacite. Et en ce cas-là, l'Acquisition est censée légitime, soit que la Guerre fût juste, ou non; de la manière que je l'expliquerai ci-dessous, sur le Chap. XIX. §. 11. Note 1. Conférez ici PUFENDORF, Liv. VII. Chap. VII. §. 5. & ce que dit Mr. CARMICHAEL, Professeur à Glasgow, dans ses Notes sur l'Abrégé De Officio Hom. & Civis, Lib. II. Cap. X. §. 2. & Cap. XVI. §. 14. Feu Mr. COCCEJUS a néanmoins soutenu, que, dans une Guerre juste, le Vainqueur acquiert sur les Vaincus un plein droit de Souveraineté, par le droit seul de la Victoire, indépendamment de toute convention; & cela encore même que le Vainqueur ait d'ailleurs obtenu toute la satisfaction & tout le dédommagement, qu'il pouvoit exiger. La principale raison, dont ce Docteur se sert, pour prouver son sentiment, c'est que, sans cela, le Vainqueur ne pourroit pas être assuré de posséder paisiblement ce qu'il a pris, ou forcé de lui donner, pour les justes prétentions; puis que les Vaincus pourroient le

CHAPITRE VIII.

Du droit de SOUVERAINETÉ, qu'on acquiert sur les VAINCUS.

I. Que la SOUVERAINETÉ s'ACQUIERT par droit de Guerre, & tant que le Roi en étoit revêtu, & tant qu'elle résidoit dans le Peuple. Effet de cette acquisition. II. Que l'on peut aussi acquérir un Empire Despotique sur un Peuple, qui alors cesse d'être un Etat. III. Il y a quelquefois un mélange de ces deux sortes de Pouvoir. IV. On acquiert aussi par les armes, les Choses incorporelles, qui appartenoient au Peuple vaincu. Examen de la question sur une dette des anciens Thébains, qu'Alexandre le Grand leur remit, après la défaite des Thébains, leurs Créanciers.

§. I. 1. SI l'on peut réduire à un Esclavage personnel chaque Particulier du parti de l'Ennemi, qui est tombé entre nos mains, comme nous venons de le faire voir dans le Chapitre précédent; il n'y a pas lieu de s'étonner, que l'on puisse (1) aussi imposer à tout le Corps des Ennemis, soit qu'il fasse un Etat entier, ou seulement partie de l'Etat, une Sujétion ou purement civile, ou purement despotique, ou qui tienne de l'une & de l'autre. C'est le raisonnement que SENEQUE le Père mit dans la bouche d'un Rhéteur, plaidant pour le Maître d'un Esclave Olynthien: (2) *Il avoit été pris par droit de Guerre, dit-il, je l'ai acheté. Il est de votre intérêt, ô Athéniens, de me maintenir dans mes droits: autrement il faudroit que vous vous réduissiez aux anciennes limites de votre Etat, en rendant tout ce que vous avez conquis.*

2. Les anciens Auteurs parlent à tout moment de ce droit de Conquête. TERTULLIEN dit, (3) que tout Royaume, tout Empire, s'acquiert par la Guerre, & s'é-

teind

le lui reprendre par le même droit de Guerre. Voyez la Dissertation *De jure Victoria diverso à jure Belli*, §. 23. Mais un autre Auteur de la même Nation, Mr. TREUER, Professeur en Politique & en Morale a réfuté cette pensée, dans ses Notes sur PUFENDORF, *De Offic. Hom. & Civ.* Lib. II. Cap. XVI. §. 13. La raison alléguée prouve seulement, que le Vainqueur, qui s'est emparé du Pais de l'Ennemi, peut y commander, pendant qu'il le tient, & ne s'en dessaisir que quand il a de bonnes sûretés, qu'il obtiendra ou qu'il possédera sans crainte ce qui est nécessaire pour la satisfaction & les dédommagemens qu'il a eu droit d'exiger par les voies de la Force. Mais le but d'une Guerre juste ne demande pas toujours par lui-même, qu'on acquière sur les Vaincus un droit de Souveraineté absolue & perpétuelle. C'est seulement une occasion favorable de l'acquérir; & il faut toujours pour cela un consentement ou exprès, ou tacite, des Vaincus: autrement l'état de Guerre subsistait encore, comme on l'avoué, la Souveraineté du Vainqueur n'a d'autre titre que la Force, & ne dure qu'autant long tems que les Peuples conquis sont dans l'impuissance de secouer le joug. Tout ce qu'il y a, c'est que les Puissances Nuetres, par cela même qu'elles le sont, peuvent & doivent regarder le Conquerant comme légitime Possesseur de la Souveraineté, quand même ils croiroient la Guerre injuste de sa part, & sans qu'il soit besoin de supposer ici, comme fait notre Auteur, un Droit des Gens arbitraire.

(2) *Servus, inquit, est meus, quem ego emi belli jure; vobis, Athenienses, expedit: alioquin imperium vestrum in antiquos fines redigitur, quidquid est bello partum. Et est contra. At ille &c.* Controvers. Lib. V. Contr. XXXIV. pag. 390. Edit. Gron. major. Quoi qu'on voie assez le sens de ce passage, les paroles en sont néanmoins corrompues, comme le remarque un docte Commentateur, JEAN SCHULTING, qui conjecture assez vraisemblablement, qu'on doit lire ainsi: *Servus, inquit, est meus, quem ego emi belli jure. Id tueri vobis, Athenienses, expedit: alioquin — redigitur: quidquid est bello partum perdetis.* Contra ait: *Ille &c.* Il me semble seulement qu'après *belli jure*, il devoit y avoir *captum*, ou quelque autre chose de semblable, comme je l'ai exprimé dans ma traduction; car ce n'est point par droit de Guerre, que le Peintre avoit acheté l'Esclave; mais la validité de l'Achat étoit fondé sur ce que l'Esclave appartenoit au Vendeur par droit de Guerre. Au reste, le raisonnement contenu dans ces paroles revient à celui de notre Auteur, par la raison des contraires. Car le Peintre veut dire, que, si les Prisonniers de Guerre ne sont pas légitimement acquis à ceux qui les ont faits, le Vainqueur ne pourra pas non plus devenir maître d'un Peuple par droit de Conquête.

(3) *Ni fallor enim, omne Regnum, vel imperium, bellis quaritur, & victoriis propagatur.* Apologetic. Cap. XXV.

tend par des Victoires. Selon QUINTILIEN (4) c'est le Droit de la Guerre qui règle l'étendue des Roiaumes, & des Peuples, & qui détermine les limites des Villes & des Nations. Alexandre le Grand dit, dans QUINTE-CURCE, (5) que c'est au Vainqueur à donner la Loi, & aux Vaincus, à la recevoir. Un Favori d'Antiochus, pour justifier le droit de conquête, en vertu duquel ce Prince s'approprioit quelques Villes d'Ionie, ou d'Eolide, représente aux Romains, dans TITE LIVE, (6) qu'ils n'ont pas d'autre titre, pour être autorisés à envoyer tous les ans un Gouverneur à Syracuse, & en d'autres Villes Grèques de Sicile. Arioviste répond à JULES-CÉSAR : (7) que tel est le droit de la Guerre, que le Vainqueur commande aux Vaincus, comme bon lui semble ; & que c'étoit ainsi que le Peuple Romain en usoit lui-même, ne se réglant jamais, à cet égard, sur la volonté d'autrui. Avant Ninus, Roi d'Assyrie, ceux qui faisoient la Guerre ne cherchoient qu'à acquérir de la gloire par leurs victoires, & se contentant d'avoir vaincu leurs Ennemis, ils ne les réduisoient pas sous leur obéissance, à ce que dit JUSTIN, après Trogue Pompée : (8) mais ce Prince pensa le premier à étendre les bornes de son Empire, en subjuguant les autres Nations, ce qui passa depuis en coutume. Bocchus, Roi de Mauritanie, dit à Lucius Sylla, au rapport de SALLUSTE, (9) qu'il avoit pris les armes pour la défense de son Roiaume, & non pas à dessein de se déclarer Ennemi des Romains ; puis que cette partie de la Numidie, dont il avoit chassé Jugurtha, étant devenue sienne par droit de Guerre, il n'avoit pu la laisser ravager par Marius.

3. Or on peut acquérir la Souveraineté par droit de Conquête, en deux manières : ou entant que la Victoire en dénouille (10) le Roi vaincu, ou quelque autre Souverain ; & en ce cas-là, tout le pouvoir qu'il avoit, passé au Vainqueur, mais rien au delà : ou bien entant que la Souveraineté résidoit dans (11) le Peuple même, & alors le Vain-

(4) Sed hinc aspera & vehemens questio exoritur de jure belli, dicentibus Theffalis, hoc regna, populos, fines gentium atque urbium, contineri. Infit. Orat. Lib. V. Cap. X. pag. 431. Edit. Burm.

(5) Leges autem à victoribus dici, accipi à victis. Lib. IV. Cap. V. num. 7.

(6) Cur Syracusas, atque in aliis Siciliæ Græcæ urbes, Prætores quotannis, cum imperio, & virgæ, & securibus, mittitis, nihil aliud profecto dicatis, quàm armis superatis vos iis hæc leges imposuisse. Eandem de Smyrna, & Lamplaco, civitatibusque, quæ Ionie aut Eolidis sunt, causam ab Antiocho accipite. Lib. XXXV. Cap. XVI. num. 3.

(7) Ad hæc Ariovistus respondit : Jus esse belli, ut qui vicissent, iis, quos vicissent, quemadmodum vellent, imperarent : item Populum Romanum victis, non ad alterius præscriptionem sed ad suum arbitrium, imperare consuevisse. De Bell. Gall. Lib. I. Cap. XXXVI.

(8) Fines imperii tueri magis, quàm proferre, mos erat : intra suam cuique patriam regna finiebantur. Primus omnium Ninus, Rex Assyriorum, veterem, & quasi avitum gentium morem, novâ imperii cupiditate, mutavit. Hic primus intulit bella finitimis, & rudes adhuc ad resistendum populos, terminos usque Libyæ, perdomuit. Lib. I. Cap. I. num. 3, & seqq.

(9) Se, non hostili animo, sed ob regnum tutandum, arma cepisse : nam Numidiæ partem, unde vi Jugurtham expulerit, jure belli suam factam, eam vastari à Mario, pati nequiverit. De Bell. Jugurth. Cap. CX. pag. 506. Ed. Wulf.

(10) Alexandre le Grand, après la Bataille de Gougamelle (autrement dite, la Bataille d'Arbèles) fut salué Roi d'Asie : [Βασιλεὺς δὲ τῆς Ἀσίας Ἀλέξανδρος ἀντιπροβύμηνος, ἔδωκε τοῖς θεοῖς &c. PLUTARCH. in Vit. Alex. pag. 685. B. Tom. II. Ed. Wech.] Les Romains s'approprièrent par droit de Guerre (πολέμῳ νόμῳ) les Pais qui avoient appartenu au Roi Syphax : APPIAN.

ALEXANDR. Excerpt. Legat. X. num. 28. Les Ambassadeurs des Goths, au rapport d'AGATHIAS, disoient de Théodoric, un de leurs Rois, que ce Prince avoit vaincu Odoacre, Etranger, de Scyros, étoit devenu maître de tous ses Etats, par droit de Guerre : Ἀλλ' ὁδοακρον καθελοῖ, τὸν ἐπηλύτην τὸν Σκυρῶνον (c'est ainsi qu'il faut lire, au lieu de Τύρρον) τὰ πάντα ἀπαντα κατέσχε τὸ τῆς πόλεως θεσμῷ. Hist. Lib. I. (Cap. IV. pag. 11. Ed. Vulcan.) Mais MÉNANDRE le Protecteur nous apprend, que, quand les Huns prétendoient avoir conquis les Gépides, à cause qu'ils avoient pris leur Roi ; les Romains s'y opposèrent, par la raison que le Chef des Gépides étoit un Prince, plutôt qu'un véritable Roi, & qu'ainsi les Gépides ne lui appartenoient point, comme un bien patrimonial. GROTIUS.

Dans le passage d'AGATHIAS, la Version ancienne de CHRISTOPHLE PERSONA, Romain, imprimée à Augsbourg, en 1519. porte, & peregrino strenuè debellato tyranno : d'où il paroît, que le Traducteur a lu dans son Original, τυράννον, au lieu de Τύρρον. Notre Auteur citant ce passage ci-dessus, de mémoire apparemment, (Chap. VI. de ce Livre, §. 2. Note 10.) mettoit πολέμῳ νόμῳ, pour θεσμῷ.

(11) Les Perses, au rapport du même MÉNANDRE, que nous venons de citer dans la Note précédente, soutenoient, que le Territoire de la Ville de Dares leur appartenoit, parce qu'ils avoient conquis cette Ville : Ἐπεὶ ἡ πόλις [Δάρας] αὐτοῖς τῷ θεσμῷ τῆς πόλεως υπεκλήθη, ἢ ἀπὸ τροπῆς καὶ τὰ ὅσα γὰρ ὑπὸ τῆς πόλεως, ἀρμόζειν αὐτοῖς. Belisaire après avoir défait les Vandales, vouloit que la Ville même de Lilybée en Sicile devint par ce moien dépendante de l'Empire Romain, parce que les Goths l'avoient donnée aux Vandales : mais les Goths nioient qu'ils la leur eussent donnée ; comme nous le voions dans PRO-

le Vainqueur la possède de telle manière, qu'il a droit de l'aliéner, comme le Peuple auroit pu le faire: d'où font nez les *Royaumes Patrimoniaux*, dont nous avons (a) parlé ailleurs.

(a) Liv. I.
Chap. III. §. 11.

§. II. LA chose peut s'étendre encore plus loin. Car il arrive quelquefois que le Peuple vaincu cesse d'être un Corps d'Etat, soit parce qu'on l'incorpore dans un autre, comme l'étoient les Provinces Romaines; ou bien sans aucune semblable incorporation, lors qu'un Roi faisant la Guerre (1) à ses dépens, a conquis un Peuple, en sorte qu'il prétend le gouverner non pour l'avantage du Peuple même, mais principalement pour le sien propre, ce qui, selon (2) ARISTOTE, est le caractère distinctif du Pouvoir Despotique par opposition au Gouvernement Civil. De sorte qu'un Peuple soumis à une telle domination, n'est plus un Etat, mais une grande troupe d'Esclaves dépendans d'un même Maître; n'y ayant point d'Etat Civil, proprement ainsi nommé, qui soit composé d'Esclaves, selon la pensée d'un (3) ancien Poëte Grec.

§. III. DE LA il paroît, quelle idée on doit se faire de la Souveraineté mixte, dont j'ai parlé, qui tient du Civil & du Despotique; c'est lors que les Vaincus conservent quelque Liberté personnelle, au milieu de l'Esclavage où ils entrent. C'est ainsi que nous lisons que des Conquistans ont ôté les armes aux Peuples conquis, & ne leur ont permis (1) de se servir du Fer, que pour les usages de l'Agriculture; ou les ont contraints (2) à changer de langage & de manière de vivre.

§. IV. I. COMME les biens de chaque Particulier sont acquis par droit de Guerre à celui qui l'a pris, & par là est devenu son Maître: de même, les biens, qui appartenoient à tout le Corps, passent à celui qui l'a subjugué, en sorte qu'il peut se les approprier;

COPE, *Vandalic*. Lib. II. (Cap. V.) *Henri*, Fils de l'Empereur *Frideric Barberousse*, après avoir pris la *Sicile*, s'approprioit les Villes d'*Epidamne*, de *Thessalonique*, & autres, que les *Siciliens* possédoient: NICETAS, Lib. I. *De Alexio Isaaci fratre*, (Cap. IX.) *Bajan*, Chagan (ou Prince) des *Avariens*, disoit à l'Empereur, au sujet de *Sirmium*, que cette Ville lui appartenoit, parce qu'elle avoit été aux *Gépides*, que les *Avariens* avoient vaincus: *Μερόηκεν αὐτῷ, Γηπαίδων πρότερον κτίμα γινόμενον, αὐτῶν δὲ ὑπὸ Ἀβάρων πολεμηθέντων*. MENANDER *Protector*, (Cap. III. *Legat. Justin. Justinian. & Tiber.*) *Pierre*, Ambassadeur de *Justinien*, dit à *Chosroez*, Roi des *Perfes*, que celui qui est maître du principal, doit l'être aussi de l'accessoire; & qu'ainsi la *Suanie* a été conquise avec les *Laziens*, puis les *Suaniens* & les *Laziens* conviennent, que ceux-ci étoient dès les tems anciens sous la domination des premiers: *Ὁ γὰρ δεσπότης τῆ ἡγεμονικοῦ, πῶς ἔχει τὸ ὑποδεδωκός; Οὐτε γὰρ Λάζοι, ἔτι μὲν αὐτοὶ Σκάνοι, πρὸς ἀμφισβήτησιν εἰποῖεν, αὖ ἔχ ὑπὸ ἡγεμονίᾳ Λάζων ἀνέκαθεν ἦν*. Apud eundem, (Cap. III.) Voyez ci-dessus, §. 4. GROTIUS.

§. II. (1) Voyez ci-dessus, Liv. I. Chap. III. §. 12. num. 2.

(2) *Ἐστὶ δὲ ἀρχὴ, καθάπερ ἐν τοῖς πρώτοις εἰρηταὶ λόγους, ἡ μὲν τῷ ἀρχοντὶ καὶν, ἡ δὲ, τῷ ἀρχομένῳ. τῶν δὲ τὴν μὲν δεσποτικὴν εἶναι φασιν, τὴν δὲ τῶν ἐλευθέρων*. Politic. Lib. VII. Cap. XIV. pag. 442. D.

(3) *Οὐκ ἔστι δόλων, ὡ γὰρ, ἔδαμῃ πόλις*. ANAXANDRID. (in *Anchis. Excerpt. Vett. Comic. & Trag.* pag. 639.) TACITE oppose aussi le Gouvernement Civil, à la Domination despotique: *Addiditque præcepta* [Claudius Cæsar] . . . ut non dominationem & servos, sed rectorem & civem cogitaret. Annal. Lib. XII. (Cap. XI. num. 2.) XENOPHON loué *Agésilas*, de ce qu'après avoir conquis quelque Ville, il dispenoit les Vaincus de tout ministère servile, & n'exigeoit

d'eux que ce que des Personnes Libres doivent à leurs Magistrats: *Ὅπως δὲ πόλις προσαγάγοιτο, ἀφαιρῶν αὐτῶν ὅσα δόλοι δεσπότης υπηρεῖσι, προστάττειν ὅσα ἐλευθέροι ἀρχῇσι πείθονται*. De Agefil. (Cap. I. §. 22. Ed. Oxon.) GROTIUS.

§. III. (1) C'est ainsi que, dans le Traité de Paix, que *Porfenna*, Roi d'*Etrurie*, accorda aux *Romains*, après qu'ils eurent chassé leurs Rois, il y avoit une clause expresse, portant que les *Romains* n'auroient des instrumens de fer, que pour les usages de l'Agriculture: *In fædere, quod, expulsi Regibus, Populo Romano dedit Porfenna, nominatim comprehensum invenimus, ne ferro, nisi in agricultura, uterentur*. PLIN. Hist. Natur. Lib. XXXIV. Cap. XIV. Notre Auteur rapporte lui-même cet exemple, dans une Note sur le I. Livre de SAMUEL, Chap. XIII. vers. 19. où il croit qu'il s'agit d'un semblable moien, dont les *Philistins* se servirent pour défarmer les *Israélites*. Mais il y a apparence, que ce fut d'une autre manière; on peut voir là-dessus le Commentaire de Mr. LE CLERC. Les Historiens Romains ont, au reste, passé sous silence cette circonstance du Traité entre *Porfenna*, & les *Romains*, comme honteuse à un Peuple, qui fut depuis le Maître du Monde; ainsi que notre Auteur le remarque au même endroit. On peut y joindre une Note de FREINSHEMIUS, sur FLORUS, Lib. I. Cap. X. num. 2.

(2) Le docteur GRONOVIVS indique ici à propos l'exemple des *Lydiens*, à qui *Cyrus*, après les avoir domtez, ôta leurs Armes & leurs Chevaux, les obligeant en même tems à fréquenter les Cabarets, à vivre dans les divertissemens & dans la débauche: *Quibus* [Lydis] iterum victis, arma & equi ademti, jussique canponias & ludicras artes, & lenocinia exercere. JUSTIN. Lib. I. Cap. VII. num. 12. Voyez là-dessus la Note de BERNEGGER, qui apporte d'autres exemples.

§. IV.

proprier, s'il veut. TITELIVE dit, (1) que quand on s'est rendu, avec tout ce qu'on avoit, à un Ennemi supérieur en forces, il dépend de lui de nous ôter, ou de nous laisser, de nos biens, ce que bon lui semble. La maxime a lieu aussi à l'égard de ceux qui ont été actuellement vaincus, dans une Guerre Publique & en forme. Car la soumission de ceux qui se rendent, ne fait que donner volontairement ce que l'on seroit contraint de laisser prendre. Dans la dispute de deux Peuples, qui prirent les Romains pour arbitres, un certain *Scaptius* fit remarquer, au rapport de (2) TITELIVE, que les Terres, dont il s'agissoit, avoient été du territoire de *Corioles*, & qu'ainsi elles appartenoint, par droit de Guerre, au Peuple Romain, qui avoit pris cette Ville. *Hamibal*, dans un discours à ses Soldats, les (3) encourage par cette espérance, que tout ce que les Romains avoient acquis & amassé par tant de victoires, seroit à eux, aussi bien que les Maîtres. *Pompée le Grand* (4) acquit au Peuple Romain, par la défaite de *Mithridate*, les Païs que ce Prince avoit conquis.

(a) *Dion. Halicarn. Lib. III. Cap. XXXI.*

2. Les Choses Incorporelles ou les droits, noms & actions, du Corps de l'Etat passent donc aussi au Vainqueur, autant qu'il veut se les approprier. C'est ainsi que les Romains, après avoir conquis la Ville d'*Albe*, (a) s'approprièrent tous les droits des *Albains*.

3. De là on peut conclurre, comment il falloit décider la dispute qu'il y eut autrefois entre les *Thébains*, (5) au sujet d'une somme de cent talens, que les premiers devoient aux derniers. *Alexandre le Grand* ayant pris la Ville de *Thèbes*, fit le présent de cette somme aux *Thessaliens*, comme Vainqueur des *Thébains*. Les *Thessaliens*, à mon avis, furent dès-lors quittes de la dette. *QUINTILIEN* dit, (6) en faveur des *Thébains*; que le Vainqueur n'est maître que de ce qu'il tient: or, ajoute-t-il, un Droit étant une chose incorporelle, on ne fauroit s'en saisir. Il remarque encore, qu'il y a de la différence entre un Héritier, & un Vainqueur: que le premier hérite des Droits, aussi bien que des Choses; mais qu'il n'y a que les Choses qui passent au dernier. Toutes ces raisons sont fausses. Car quiconque est maître d'une personne, est maître aussi & des choses, & de tous les droits qui lui appartenoint. Celui qui est possédé en propre par un autre, (7) ne possède rien pour lui-même; & quand on est sous puissance d'autrui (8) on n'a rien en sa propre puissance; comme le disent très-bien les Jurisconsultes Romains. Lors même que le Vainqueur laisse aux Vaincus la forme d'un Corps d'Etat, il peut s'emparer de quelques-uns des droits que cet Etat avoit; car il dépend de lui de donner telles bornes qu'il lui plaît à sa libéralité.

§. IV. (1) *Ubi enim omnia ei, qui armis plus posset, dedita essent, quæ ex iis habere victos, quibus multatari eos velit, ipse jus atque arbitrium esse.* (Lib. XXXIV. Cap. LVII. num. 7.) Voyez ce que j'ai dit ci-dessus, Liv. I. Chap. III. §. 8. Liv. II. Chap. V. §. 31. Liv. III. Chap. V. §. 2. Chap. VII. §. 4. & ce que je dirai ci-dessous, Chap. XX. §. 49. Ajoutez un passage de *POLYBE*, où il est dit, que ceux qui se rendent à la discrétion du Peuple Romain, lui donnent, premièrement tout le Païs qu'ils possédoient, avec les Villes qu'il y a; ensuite les Personnes, Hommes & Femmes, qui s'y trouvent: de plus, toutes les Rivières, tous les Ports, toutes les Choses Sacrées, tous les Sépulcres; en un mot tout ce qui leur appartenoit, en sorte qu'il ne leur reste plus rien: *Οἱ γὰρ δίδωτες αὐτὴς εἰς τὴν Ῥωμαίων ἐπιτροπὴν, δίδοντας πρῶτον μὲν χώραν τὴν ὑπάρχουσαν αὐτοῖς καὶ πόλεις τὰς ἐν ταύτῃ· συν δὲ τέτοισι ἀνδράσι καὶ γυναῖκάσι, τὰς ὑπάρχοντας ἐν τῇ χώρᾳ καὶ ταῖς πόλεσιν ἀπαντας. ὁμοίως ποταμούς, λιμένας, ἱερὰ, τάφους, σελήγδων, ὥς πάντων εἶναι κυρίως Ῥωμαίους, αὐτὴς δὲ τὴς*

διδόντας ἀπλῶς, μηκέτι μηδενός. Excerpt. Legat. CXLI. Voyez un passage de *JUSTIN*, au sujet des Juifs, qui a été cité ci-dessus, Liv. I. Chap. IV. §. 7. (num. 5. à la marge.) *GROTIUS*.

(2) *Agrum, de quo ambigitur, finium Coriolanorum fuisse, captisque Coriolis, jure belli publicum Populi Romani factum.* Lib. III. Cap. LXXI. num. 7.

(3) *Quidquid Romani tot triumphis partum congestumque possident, id omne vestrum, cum ipsis dominis, futurum est.* Idem, Lib. XXI. Cap. XLIII. num. 6.

(4) Voyez *STRABON*, *Geograph. Lib. XII.* (pag. 815. Ed. *Amst.* 541. *Parif.*) Le Roi *Antiochus* prétendoit, que *Séleucus* ayant conquis tous les Etats de *Lyfimaque*, ces Païs lui appartenoint, à lui *Antiochus*, comme Vainqueur de *Séleucus*: *Quo [Lyfimaquo] victo quum omnia, quæ illius fuissent, jure belli Seleuci facta sint, existimare suæ ditionis esse.* TIT. LIV. Lib. XXXIII. Cap. XL. num. 4. *GROTIUS*.

(5) Voyez *PUFENDORF*, *Droit de la Nature & des Gens*, Liv. VIII. Chap. VI. §. 20. & ce que nôtre Au-

teur

libéralité. L'action d'*Alexandre* fut imitée par *Jules César*, qui remit à ceux de *Dyrrachium* (b) une dette qu'ils avoient contractée envers je ne sai qui du parti contraire. Il est vrai, qu'on pouvoit objecter ici, que la Guerre de *César* étant une Guerre Civile, n'étoit pas du (9) nombre de celles, auxquelles se rapporte la Loi du Droit des Gens, dont il est question.

(b) Cicov.
Epist. ad Brut.
VI.

CHAPITRE IX.

Du droit de POSTLIMINIE.

I. *Etymologie du mot de Postliminium.* II. *Définition du droit de POSTLIMINIE; & en quels lieux on l'aquiert.* III. *Qu'il y a des choses qui retournent, & d'autres qu'on recouvre par droit de Postliminie.* IV. *Que ce droit a lieu & en tems de Paix, & en tems de Guerre.* V. *Comment une Personne Libre retourne, pendant la Guerre.* VI. *Quels droits elle recouvre, & quels elle ne recouvre pas.* VII. *Que ceux qui avoient quelques droits par rapport à elle, les recouvrent aussi.* VIII. *Raison, pourquoi ceux qui s'étoient rendus n'ont point de part à ce droit.* IX. *Quand c'est que les Peuples l'aquierent.* X. *De ce qui est particulier au Droit Civil, en matière des Personnes qui jouissent du droit de Postliminie.* XI. *Comment on recouvre les Esclaves, même les Transfuges; & ceux qui ont été rachetés.* XII. *Si l'on peut recouvrer des Sujets, par droit de Postliminie?* XIII. *Comment on recouvre les Terres.* XIV. *Différence qu'on observoit autrefois à l'égard du recouvrement des Choses Mobiliaries.* XV. *Quel est aujourd'hui l'usage sur ce sujet.* XVI. *Quelles choses on recouvre, sans avoir besoin du droit de Postliminie.* XVII. *Changemens que les Loix Civiles font à cet égard, par rapport à ceux qui y sont soumis.* XVIII. *Comment le droit de Postliminie a eu lieu autrefois entre les Peuples qui n'étoient point Ennemis.* XIX. *Comment il peut avoir lieu encore aujourd'hui.*

§. I. I. Les Jurisconsultes des derniers siècles n'ont pas mieux réussi sur la matière du droit de *Postliminie*, que sur celle des choses prises à l'Ennemi : ils ne disent presque rien de raisonnable sur l'une & sur l'autre. Les anciens Jurisconsultes Romains

teur dira dans le Chapitre suivant, §. 9. num. 2. Mr. CARMICHAEL, Professeur à *Glasgow* en *Ecosse*, dit, dans ses Notes sur l'Abrégé *De Officio Hom. & Civis*, Lib. II. Cap. XVI. §. 14. qu'on ne peut guères étendre le bénéfice de la décharge, dans le cas dont il s'agit, aux Contrats bienfaisans, ou qui tournent uniquement à l'avantage du Débiteur. Ainsi il ne suffit pas, selon cet Auteur, que le Vainqueur tienne quitte de la Dette celui qui devoit quelque chose au Vaincu. Mais si la neutralité, qui dispense le Débiteur d'examiner la justice de la Guerre & de la Victoire, le met dans l'obligation de paier au Vainqueur, & le rend par là quitte envers le Créancier, aux droits duquel celui-ci est censé succéder; je ne vois pas pourquoi la même chose n'auroit pas lieu par rapport à une Donation ou une Acceptation. Autre chose est de dire, ce que demande ici la Générosité, ou l'Humanité; mais pour ce qui est du droit, proprement ainsi nommé, il est le même dans l'un & dans l'autre cas.

TOM. II.

(6) *Tum secundo gradu [dicamus], non potuisse donari à victore juri, quia id demum sit ejus, quod ipse teneat: juri, quod sit incorporale, adprehendi manu non posse Ut alia sit conditio heredis, alia victoris: quia ad illum jus, ad hunc res transeat.* Instit. Orat. Lib. V. Cap. X. pag. 432. Edit. Burm.

(7) *Qui in servitute est, usucapere non potest, nam, quum possideatur, possidere non videtur.* DIGEST. Lib. L. Tit. XVII. De diversis Reg. Juris, Leg. CXVIII.

(8) *In sua enim potestate non videtur habere, qui non est suae potestatis.* Lib. XLVIII. Tit. V. Ad Leg. Jul. de Adulteriis coërcendis, Leg. XXI.

(9) *Marc Antoine fit rendre aux Tyriens, ce qu'ils avoient pris aux Juifs, qui ne leur avoit point été accordé par le Sénat Romain, & qu'ils ne possédoient pas avant la Guerre de Cassius; comme nous l'apprenons de JOSEPH (Antiq. Jud. Lib. XIV. Cap. XXII. pag. 492. G.)* Voyez aussi PIERRE BIZARRO, *Hist. Genues.* Lib. X. GROTIUS.

R r

CHAP.

Romains avoient traité ce sujet plus exactement, mais souvent avec beaucoup de confusion, en sorte que le Lecteur ne peut guères distinguer ce qu'ils rapportent au Droit des Gens, & ce qu'ils établissent comme étant de Droit Civil.

2. La véritable étymologie du mot Latin *Postliminium*, est celle du Jurisconsulte (1) *SCÆVOLA* qui disoit que ce terme est composé de la particule *post*, au sens de *derrière*, (2) *en arrière*, ce qui donne une idée de retour; & du nom *limen* ou *limes*, qui signifie *frontières*.

§. II. 1. LE droit de *POSTLIMINIE* est donc celui que l'on (1) acquiert par un retour dans les frontières, (2) c'est-à-dire, dans le Pais, dans les terres de l'Etat; comme l'explique le Jurisconsulte (3) *PAUL. POMPONIUS*, autre Jurisconsulte, (4) dit, que l'on a ce droit de retour, du moment qu'on est entré dans quelque endroit dont l'Etat est maître.

2. Mais le consentement des Peuples a étendu la chose plus loin, à cause de certaines circonstances où la même raison a lieu. Il est établi, par le Droit des Gens, que, si une personne, ou une chose, du nombre de celles que l'on n'a pas voulu excepter en matière de *Postliminie*, est parvenue à nos Amis, comme parle *POMPONIUS* (5) dans le passage qui vient d'être indiqué, ou, comme *PAUL* (6) l'explique par un exemple, à quelque Roi de nos Alliez ou de nos Amis; elle retourne ou est recouvrée dès-lors, comme si elle étoit parvenue jusques chez nous. Et par (7) *Amis* ou *Alliez* on entend ici, non pas ceux avec qui l'on est simplement en paix, mais ceux qui sont de même parti que nous dans la Guerre présente. Car si un de nos gens, après avoir été fait Prisonnier de Guerre, retourne chez ceux qui, quoique nos Amis, ne

se

CHAP. IX. §. I. (1) *SERVIUS SULPICIUS*, autre Jurisconsulte, croioit mal-à-propos, que la dernière partie du mot, favoir *liminium*, n'étoit qu'une extension, qui ne signifioit rien; comme nous l'apprend *CICÉRON*, qui rapporte les deux étymologies: *Sed quum ipsius Postliminii vis quaeritur, & verbum ipsum notatur: in quo SERVIVS noster, ut opinor, nihil putat esse notandum, nisi post; & liminium illud, productionem esse verbi vult, ut in finitimo, legitimo, editimo, non plus inesse timum, quàm in Meditullio tullium. SCÆVOLA autem, P. F. junctum putat esse verbum, ut sit in eo & post, & limen: ut quæ à nobis alienata sunt, quum ad hostem pervenerint, & ex suo tanquam limine exierint, dein quum redierint post ad idem limen, postliminio videantur rediisse. Topic. (Cap. VIII.)* C'est pourquoi *TERTULLIEN* s'est servi, dans un sens métaphorique, du mot de *Postliminium*, pour marquer le retour ou le rétablissement par lequel un Pécheur est reçu à la paix de l'Eglise: *Incesto fornicatori postliminium largitus pacis Ecclesiastica &c. De Pudicitia, Cap. XV.* En effet, les mots de *Limen* & *Limes* ne diffèrent que par la terminaison & la déclinaison: du reste, ils ont la même origine, & la même signification primitive. Ils viennent tous deux de l'ancien mot *Limus*, qui signifie ce qui est de travers. *FESTUS* le témoigne, à l'égard de *Limen*: *LIMUS, obliquus, id est, transversus: unde & LIMINA.* Voyez aussi *SERVIUS*, sur le XII. Livre de l'*Énéide* (vers. 120.) & *DONAT*, sur l'*Eunuque* de *TÉRENCE*, (Act. III. Scen. V. vers. 53.) *ISIDORE* dit la même chose de l'un & de l'autre de ces mots: *LIMITES adpellati, antiquo verbo, transversi. Nam transversa omnia antiqui lima dicebant: à quo & limina estiorum, per quæ foris & intus itur; & limites, quod per eos foras in agros eatur. Orig. Ling. Lat. Lib. XV. Cap. XIV.* Et dans le Vieux Glossaire, (publié par *HENRI ETIENNE*) *Limes* est expliqué par *παραία ὁδός*. Les mots de *Limen* & *Limus*, signifioient aussi originellement la même chose, comme *Materia* & *Materies*; *Pavus*, & *Pavo*: *Contagio*, & *Contages*; *Cucumis*, & *Cucumer*; *Compago*, & *Compages*, ou *Compagœ*, que

l'on disoit anciennement, comme il paroît par le verbe dérivé, *Compagino*, & de même que l'on a fait *Sanguis* de *Sanguen*. Mais dans la suite, l'usage voulut que *Limen* fût particulièrement affecté, à l'entrée de la demeure des Particuliers; & *Limes*, à celle des Terres de l'Etat. Ainsi les Anciens ont dit, *Eliminare*, pour chasser des frontières, ou du Pais. Ils appelloient le bannissement, *Eliminium* & *Colliminius*, mot qui se trouve dans *SOLIN*, (Cap. XV. ou XXV. selon d'autres Editions) au lieu de *Collimitium*, dont on se fert ordinairement. *GROTIUS*.

Le passage de *SERVIUS*, auquel nôtre Auteur renvoioit, dans cette Note tirée en partie du Texte, mais sans marquer le vers, où il se trouve; ce passage, dis-je, tend à prouver, que *Limus* signifie oblique, qui va de travers. Et le Grammairien en parle à l'occasion d'un mot du Poète, que quelques Anciens croioient être corrompu, *Lino*, au lieu de quoi ils vouloient qu'on lût *Limo*, ablatif de *Limus*, pris pour substantif. Et par *Limus*, on entend ici une espèce de vêtement bordé de pourpre à ondes, qui va depuis le nombril jusques par dessus les pieds. Voilà, pour le dire en passant, un mot qui manque dans les Dictionnaires; quoi qu'il se trouve & dans le Grammairien Commentateur de *VIRGILE*, & dans *ISIDORE*, qui nous apprend de plus, que ce vêtement étoit propre aux Esclaves Publics. Voyez encore *HYGINUS*, *De Limitib. constituendis*, pag. 151. & là-dessus, les Notes de feu Mr. *GOES*, pag. 162, 163. comme aussi *LAURENT PIGNORIUS*, *De Servis*, pag. 29, 30. Edit. Patav. 1656. Pour ce qui est du mot de *Limen*, que nôtre Auteur croit avoir signifié autrefois la même chose, que *Limes*, suivant la remarque contenue dans un passage des *INSTITUTES*, qui va être cité, sur le paragraphe suivant, Note 2. le docteur *SAUMAISE* a pris à tâche de réfuter cela, dans ses *Observationes ad Jus Atticum & Romanum*: & *MÉNAGE* se range à l'opinion du dernier, dans ses *Amanitates Juris Civilis*, Cap. XXXIX. pag. 331. Edit. Lips. Mais, comme le remarque Mr.

SCHUL-

se font pas déclarez pour nous contre l'Ennemi ; il ne change point d'état , à moins qu'il n'y ait là-dessus quelque convention particulière , comme par exemple , dans le second Traité entre les Romains & les Carthaginois , il étoit (8) porté , que si les Prisonniers faits par les Carthaginois , sur quelque Peuple ami des Romains , venoient dans les Ports dont les Romains étoient maîtres , ils pourroient être réclamés , & ils redeviendroient libres ; & que les Amis des Carthaginois auroient le même droit. De là vient que , dans la Seconde Guerre Punique , ceux d'entre les Romains , qui aiant été faits Prisonniers , & vendus comme Esclaves , étoient parvenus de maître en maître , jusques dans la Grèce , (9) n'y jouirent point du droit de Postliminie , parce que les Grecs avoient été neutres dans cette Guerre : ainsi il fallut les racheter. On voit même en plusieurs endroits d'HOMÈRE , des Prisonniers de Guerre vendus dans des Païs neutres , comme (a) *Lycaon* , & *Euryénéuse* (b).

§. III. SELON le langage ancien des Romains , on disoit , que les Personnes même libres étoient recouvrées par droit de Postliminie , tout comme les Esclaves , les Chevaux , les Mulets , les Vaisseaux &c. ainsi qu'il paroît par (1) un passage de GALIUS AELIUS , que FESTUS , le Grammairien , nous a conservé. Mais les Jurisconsultes des tems postérieurs s'étant fait des idées & des expressions plus précises , ont distingué (2) deux sortes de Postliminie : l'un , par lequel les Personnes elles-mêmes retournent ; l'autre , en vertu duquel on recouvre quelque chose.

§. IV. I. TRYPHONIN dit , (1) que le droit de Postliminie a lieu & en tems de Paix , & en tems de Guerre. On peut retenir cette maxime , dans le sens auquel il la donne

SCHULTING , sur les *Institutions* de CAJUS , Lib. I. Tit. VI. §. 2. pag. 49. les passages mêmes que MENAGE allègue , font voir , que le mot de *Limen* a été employé pour marquer les limites d'un Etat , par d'autres Auteurs Anciens , que ceux qu'a suivi TRIBONIEN.

(2) D'où vient le nom d'une Déesse , qu'on appelloit *Postvorta*. GROTIUS.

C'étoit une des Déeses , qui présidoient aux accouchemens. Voyez AULU-GELLE , *Noct. Attic.* Lib. XVI. Cap. XVII.

§. II. (1) C'est-à-dire , un droit en vertu duquel les Choses , & les Personnes , qui avoient été prises par l'Ennemi , rentrent dans leur premier état : les Personnes recouvrant leurs droits ; & les Choses retournant à leurs anciens Maîtres.

(2) *Dictum est autem Postliminium à limine & post. Unde eum , qui ab hostibus captus , in fines nostros postea pervenit , postliminio reversum recte dicimus. Nam limina sicut in domibus finem quemdam faciunt. Sic & imperii finem limen esse veteres voluerunt. Hinc & limes dictus est , quasi finis quidam & terminus : ab eo Postliminium dictum , quia eodem limine revertebatur , quo amissus fuerat. INSTITUT. Lib. I. Tit. XII. Quibus modis jus patriæ potestatis solvitur , §. 5.*

(3) *Postliminio rediisse videtur , quum in fines nostros intraverit : sicuti amittitur , ubi fines nostros excessit. DIGEST. Lib. XLIX. Tit. XV. De Captivis & Postliminio &c. Leg. XIX. §. 3.*

(4) *Tunc autem reversus intelligitur , si aut ad amicos nostros perveniat , aut intra præsidia nostra esse cæpit. Ibid. Leg. V. §. 1.*

(5) Voyez la Note précédente.

(6) *Sed & si in civitatem sociam amicumve , aut ad regem socium vel amicum , venerit , statim postliminio rediisse videtur : quia ibi primum nomine publico tutus esse incipiat. Ibid. Leg. XIX. §. 3.*

(7) Le Roi de Maroc & de Fes l'entendoit ainsi , au rapport de Mr. DE THOU , *Hist. Lib. CXXX.* sur l'année 1603. GROTIUS.

(8) *Ἐὰν δὲ τινες Καρχηδονίαν λάβωσί τινας , πρὸς ἑσέην μὲν ἐστὶ ἐγγραπτὸν Ῥωμαίοις , μὴ υποτάττωνται δὲ τῷ αὐτοῖς , μὴ καταγαγίτωσαν εἰς τὴν Ῥωμαίων λιμένας ἰὼν δὲ καταχθινὸν ἐπιλάβηται ὁ Ῥωμαῖος , ἀφίθω αὐτῶν δὲ μὴδ' οἱ Ῥωμαῖοι ποιίσωσαν &c. POLYBE. Lib. III. Cap. XXIV. pag. 248. Ed. Amstel.*

(9) Voyez DIODORE de Sicile , *Excerpt. Legat. num. 3. PLUTARQUE , Vit. Flamin.* (pag. 376, 377. Ed. Wech.) VALERE MAXIME , Lib. V. Cap. XI. num. 6. C'est ainsi qu'au rapport de POLYBE , les Rhodiens , par une faveur & une libéralité dont on leur tint compte , rendirent aux Athéniens les Vaisseaux & les Prisonniers d'Athènes , qu'ils avoient achetés dans la vente du butin fait sur les Athéniens par le Roi Philippe : *Excerpt. Legat. III. GROTIUS.*

§. III. (1) POSTLIMINIO (c'est ainsi qu'il faut lire , au lieu de *Postliminium*) receptum , GALLUS AELIUS in libro primo Significationum , quæ ad Jus pertinent , ait esse eum , qui liber , ex qua civitate in aliam civitatem abierat , in eandem civitatem redit , eo jure , quod constitutum est de postliminio. Item qui servus à nobis in hostium potestatem pervenit , postea ad nos redit , in ejus potestatem , cujus antea fuit , jure postliminii. Equi , & muli , & navis , eadem ratio est in postliminii receptu , (c'est ainsi qu'il faut encore lire , au lieu de *postliminium* receptum iis ; de sorte qu'avec ce petit changement , on peut retenir ces paroles , que le Savant & incomparable Jurisconsulte CUIJAS a voulu effacer , comme étant , selon lui , une glose fourrée dans le Texte , *Observat. Lib. XI. Cap. XXIII.*) quæ servi , quæ genera rerum ab hostibus ad nos postliminio redeunt , eadem genera rerum à nobis ad hostes redire possunt. GROTIUS.

(2) *Quum duæ species postliminii sint , ut aut non revertamur , aut aliquid recipiamus &c. DIGEST. Lib. XLIX. Tit. XV. De Capt. & Postlim. &c. Leg. XIV. princ.*

§. IV. (1) *In bello postliminium est : in pace autem his , qui bello capti erant , de quibus nihil in pactis erat comprehensum. quod ideo placuisse SERVILIUS scribit ,*

R 2

quia

(a) *Iliad.*

Lib. XXI.

vers. 35, &

segg.

(b) *Olyff.*

Lib. VII.

vers. 8, &

segg.

(a) Voiez-
en un exem-
ple dans *Pa-
ruta*, De Bell.
Cyprio, Lib. I.

donne, un peu différent de celui (2) auquel POMPONIUS, autre Jurisconsulte, a dit la même chose. C'est qu'après la Paix faite, ceux qui n'ont pas été pris les armes à la main, (a) mais qui étoient tombez entre les mains de l'Ennemi par un effet de leur malheur, s'étant trouvez, par exemple, sur ses terres, au commencement de la Guerre, à laquelle ils ne s'attendoient point; ceux-là, dis-je, jouissent, après la Paix du droit de Postliminie, à moins qu'on n'en soit autrement convenu. Au lieu que les autres Prisonniers ne peuvent point alors prétendre à ce droit, à moins (3) qu'il n'ait été ainsi stipulé par le Traité de Paix, comme ZONARE nous en fournit (4) plusieurs exemples. C'est pourquoi POMPONIUS dit, (5) que, *si un Prisonnier, qui, en vertu d'un article de la Paix, avoit permission de revenir, est demeuré volontairement chez les Ennemis; il n'a plus après cela le Droit de Postliminie.* Et le Jurisconsulte PAUL décide, (6) que, *si un Prisonnier de Guerre s'est sauvé chez lui, depuis la Paix faite, & que la Guerre venant à se renouveler, il soit repris, il retourne, par droit de Postliminie, à celui qui l'avoit pris dans la première Guerre; à moins que dans le dernier Traité de Paix, on ne soit convenu de rendre les Prisonniers.*

2. La raison pourquoi on trouva à propos d'exclure du droit de Postliminie ceux qui avoient été pris les armes à la main, c'est, selon la pensée du Jurisconsulte SERVIUS, approuvée par Tryphonin, (7) *parce que les Romains vouloient que leurs Citoyens fondassent l'espérance d'un retour sur leur propre valeur, plutôt que sur les avantages de la Paix.* En effet, dès les tems les plus anciens, Rome n'eut aucune compassion de ceux qui étoient tombez entre les mains de l'Ennemi; comme le (8) remarque TITE LIVE. Mais cette vuë de Politique, particulière aux Romains, n'avoit pas assez de force pour faire une règle commune du Droit des Gens; quoi qu'elle ait pu être un des motifs qui obligèrent les Romains à adopter cet usage, introduit par d'autres Peuples.

3. Voici,

quia spem revertendi civibus in virtute bellica magis, quam in pace, Romani esse voluerunt. Ibid. Leg. XII. princ.

(2) Voiez ci-dessous, §. 18. de ce Chapitre, Note 4. où la Loi est citée.

(3) Car, dans la Loi, dont il s'agit, (rapportée, ci-dessus, Note 1.) au lieu de ces mots, *de quibus nihil in pactis erat comprehensum* il faut lire *nihil in pactis &c.* selon la correction judicieuse de PIERRE DU FAUR, *Semestr. Lib. I. Cap. VII. init.* qui n'a pas été désapprouvée par CUYAS, (*Obs. XIX. 7. XXIV. 31. & in L. 5. Dig. De Pactis.*) & dont la solidité paroît, tant par la raison qui suit immédiatement après, que par l'opposition à ce qui précède. JOSEPH nous fournit un exemple d'un semblable Traité de Paix, qui portoit qu'on rendroit les Prisonniers de part & d'autre: *Ὅπως ἀποδώσιν ἀλλήλοις ἑς εἰλήφασιν αἰχμηλάτους ἐκάτεροι.* Antiq. Jud. Lib. IV. Cap. II. C'étoit aussi un article du Traité de Paix des Romains avec Philippe Roi de Macédoine; d'un autre, avec les Etoliens, où il y avoit néanmoins quelque exception; & de celui qu'ils firent avec Antiochus: POLYB. *Excerpt. Legat. IX. XXVIII. XXXV.* On trouve ces mêmes exemples dans TITE LIVE, qui y ajoute celui du Traité de Paix fait avec Nabis. ZOSIME en fournit plusieurs autres; comme celui de la Paix conclue entre l'Empereur Probus, d'un côté, & les Vandales & les Bourguignons, de l'autre, à condition que ceux-ci rendroient tout le butin & les Prisonniers, qu'ils avoient faits: *Ἐφ' ᾧ τε καὶ τὴν λείαν, αἰχμηλάτους, ἑς ἑαυτὸν ἔχοντες, ἀποδόναι &c.* Lib. I. (Cap. LXVIII. Edit. Cellar.) Il parle ailleurs d'un semblable article du Traité de Paix de Julien avec les Germains en général: Lib. III. (Cap. IV.) & de celui qu'il fit

ensuite avec les Quades, Peuple de Germanie [Cap. VII. où il n'y a rien de tel]. AMMIEN MARCELLIN raconte, que Suomavius, Roi des Allemands, aiant demandé la paix à genoux, l'obtint, avec le pardon du passé, à condition de rendre tous les Prisonniers Romains &c. *Pacem genibus curvatis orabat: eam, cum concessione præteritorum, sub hac meruit lege, ut captivos redderet nostros &c.* Lib. XVII. (Cap. X. pag. 188. Edit. Vales. Gron.) Voiez ce qu'il dit un peu plus bas des Sarmates, (Cap. XII. pag. 193, 194.) NICE'TAS nous apprend, que [dans la Paix conclue entre l'Empereur Manuel Comnène, & Roger, Roi de Sicile] on relâcha tous les Prisonniers, à la réserve des Corinthiens & des Thébains, que l'on retint, hommes & femmes: Lib. II. (Cap. VIII.) Quelquefois on convenoit de rendre seulement les Prisonniers affectés à l'Etat, comme on en voit un exemple dans THUCYDIDE, Lib. V. (Cap. XVIII. Ed. Oxon. GROTIUS.

Il n'est pas nécessaire d'en venir à la correction, que notre Auteur adopte au commencement de cette Note, tirée du Texte. L'illustre Mr. DE BYNKERSHOEK a fait voir, d'une manière fort apparente, que quand le Jurisconsulte dit, *in pace postliminium est his, qui bello capti erant, de quibus nihil in pactis erat comprehensum*; il entend cela de ceux dont il parle ensuite, qui n'ont été faits Prisonniers de Guerre, que parce qu'ils s'étoient malheureusement trouvez sur les terres de l'Ennemi, au commencement d'une Guerre imprévue. Voiez les Observations de ce grand Jurisconsulte, Lib. I. Cap. XX. & la Loi rapportée ci-dessus, Chap. VI. de ce Livre, §. 12. num. 1.

(4) Comme, dans l'histoire de l'Empereur Michel, fils de Théophile, où il dit en parlant du Prince des Bulg-

3. Voici, à mon avis, une raison mieux fondée. C'est que chacun des Rois, ou des Peuples, qui entrent en guerre, veut qu'on croie qu'il ne l'a entreprise que pour de justes causes; & par conséquent, que ceux qui portent les armes contre lui, lui font du tort. Or comme de part & d'autre on prétend ici la même chose, & qu'il n'est pas sûr pour les autres non intéressés, (9) qui veulent vivre en repos, de se mêler de cette dispute; les Peuples Neutres ne pouvoient mieux faire, que de (10) prendre l'événement pour juge de la justice de la Guerre, & de tenir ainsi pour légitimement faits Prisonniers, ceux qui ont été pris les armes à la main.

4. Mais il n'y avoit pas moi en de faire la même supposition à l'égard de ceux qui se sont trouvez malheureusement sur les terres du Parti contraire, au commencement d'une Guerre allumée tout d'un coup; puis qu'on ne peut les soupçonner seulement d'aucun dessein de faire du tort. De forte que, quoi qu'on ne trouvât aucune injustice à les retenir dans le Païs, pendant la Guerre, pour diminuer par là les forces de l'Ennemi; on ne voioit aucun prétexte qui dispensât de les relâcher après la fin de la Guerre. (11) Il fut donc établi par un consentement tacite des Nations, que ceux qui auroient été pris de cette manière, recouvreroient toujours leur (12) liberté après la Paix, comme étant innocens, de l'aveu des deux Partis: mais que, pour les autres Prisonniers, chacun useroit du droit qu'il vouloit être reconnu avoir sur eux; à moins que les engagements, où il étoit entré par le Traité de Paix, ne lui imposassent là-dessus quelque règle. Et c'est pourquoi aussi, après la Paix, on ne rend (13) ni les Esclaves, ni les choses prises pendant la Guerre; à moins que cela n'ait été stipulé par le Traité: parce que le Vainqueur prétend qu'on regarde tout cela comme légitimement acquis, & que, s'il étoit permis de contester, il naîtroit de là Guerre sur Guerre.

5. D'où il paroît, que, lors que QUINTILIEN dit, en plaidant la cause des *Thébains*,

Bulgariens, qu'il avoit promis de relâcher les Prisonniers: Τὰς αἰχμαλώτους ἐλευθερώσαι συνέτετο. Tom. III. GROTIUS.

(5) *Si captivum, de quo in pace cautum fuerat, ut rediret, sua voluntate apud hostes mansit, non est ei postea postliminium.* DIGEST. Lib. XLIX. Tit. XV. De Capt. §. Postl. &c. Leg. XX. princ.

(6) PAULUS: *Immo si in bello captus, pace facta domum refugit, deinde renovato bello captus; postliminio redit ad eum, à quo, priore bello, captus erat: si modo non convenit in pace, ut captivi redderentur.* Ibid. Leg. XXVIII. Voyez sur cette Loi, les Observations de Mr. de BYNKERSHOEK, Lib. III. Cap. VI. & la Jurisprudentia Papiniana d'ANTOINE FAURE, Tit. XI. Princip. VIII. Illat. 25. pag. 635.

(7) Voyez la Loi citée dans la Note 1. sur ce paragraphe.

(8) Le passage sera cité ci-dessous, Chap. XXI. §. 24.

(9) Non seulement cela: ils ont renoncé au droit d'examiner la justice de la cause, & se sont tacitement engagés, par cela même qu'ils sont demeurez neutres, à supposer justes également, de part & d'autre, les actes d'hostilité, & les acquisitions faites par leur moi en. Voyez ce que j'ai dit sur le Chap. IV. de ce Livre, §. 4. Note 1. Il n'est pas besoin de supposer autre chose.

(10) Voyez PRISCUS, Excerpt. Legat. XXVIII. & BIZAR. de Bello Genuensium in Venetos, Lib. II. GROTIUS.

(11) Mais notre Auteur a dit ci-dessus, Chap. VII. §. 1. que ceux mêmes qui sont ainsi tombez entre les mains de l'Ennemi par un pur effet de malheur, ne laissent pas d'être faits Esclaves par droit de Guerre: parce qu'on n'est point tenu de s'embarrasser s'ils sont coupables, & qu'il fustit qu'ils soient du parti de l'Ennemi. D'ailleurs, on ne peut pas non plus supposer aucune faute dans les Enfans en bas âge, qui

néanmoins, selon notre Auteur, peuvent être faits Prisonniers & réduits en Esclavage, tout de même que s'ils étoient en âge de discrétion. Ainsi la raison qu'il allègue d'un prétendu consentement des Peuples, n'est rien moins que solide. D'autant plus qu'il ne paroît point, qu'après la Paix faite, on crût avoir moins de droit ni sur les Enfans en bas âge qu'on avoit pris, ni sur les Prisonniers malheureux, dont il s'agit, & qui n'étoient point compris dans le Traité, que sur ceux qui avoient été pris les armes à la main. Ce n'est donc ici qu'une Loi Civile du Peuple Romain, par laquelle, en considération du triste sort de ceux qui étoient devenus Esclaves de l'Ennemi, sans avoir exercé ni pû exercer contre lui aucun acte d'hostilité, on leur accordoit le droit de Postliminie, même après la Paix; au lieu qu'on le refusoit aux autres. Et si les Maîtres de ces Esclaves, après la Paix faite, ne pouvoient point réclamer ces sortes de Prisonniers, chez l'ancien Ennemi de l'Etat (car on ne prouve pas, qu'il en fût de même chez les Peuples Neutres) c'est que l'Etat sachant ou pouvant favoir l'usage des Romains, étoit censé renoncer à son droit pour lui & les siens, dès-là qu'il n'avoit point stipulé par le Traité, qu'on lui rendroit désormais de tels Esclaves, aussi bien que les autres, qui lui demeuroient. A l'égard de ceux-ci, voyez ce que j'ai dit ci-dessus, Chap. VII. de ce Livre, §. 6. Note 9.

(12) C'est-à-dire, s'ils venoient à se sauver, & à retourner chez eux ou les leurs.

(13) Le Diacre *Pélage* aiant été envoyé par les Romains à *Totilas*, Roi des *Goths*, ce Prince lui défendit d'abord de lui parler, entr'autres choses, de rendre les Esclaves des *Siciliens*; disant qu'il ne feroit pas juste que les *Goths* livrassent leurs compagnons de Guerre à leurs anciens Maîtres; comme nous l'apprenons de PROCOPE, *Gothic.* Lib. III. (Cap. XVI.) GROTIUS.

Notre Auteur, dans les dernières paroles, mettoit

bains, que, si les Prisonniers de Guerre recouvrent leur liberté en rentrant dans leur País, (14) c'est parce que les choses acquises par les armes ne se conservent que par la même force qui les a fait tomber entre nos mains ; ce Rhéteur débite là une pensée ingénieuse à la vérité, mais fautive.

§. V. 1. VOILA pour ce qui regarde l'acquisition du droit de Postliminie en tems de Paix. Il a lieu en tems de Guerre, soit par rapport aux Personne qui étoient de condition libre avant (1) leur captivité, & qui sont dites retourner ; soit par rapport aux Esclaves, & à quelques autres choses, que l'on recouvre.

2. Une Personne Libre auparavant est censée retourner par droit de Postliminie, lors qu'elle revient parmi les siens, à dessein de suivre leur parti, comme le (2) dit Tryphonin. Car un Esclave, pour devenir libre, se doit acquérir, pour ainsi dire, lui-même ; ce qu'il ne peut faire, sans le vouloir.

3. Du reste, il n'importe que le Prisonnier ait été enlevé aux Ennemis, ou qu'il se soit sauvé par artifice, comme le remarque (3) FLORENTIN. Il en est de même, (4) si les Ennemis l'ont relâché volontairement.

4. Mais que dirons-nous d'un Prisonnier, qui aiant été vendu par les Ennemis, est (5) parvenu chez les siens, en passant, comme cela arrive souvent, de maître en maître ? Cette question est traitée dans SENEQUE le Père, à l'occasion d'un Olynthien, que Parrhasius, Peintre d'Athènes, avoit acheté. Les Athéniens firent depuis une Ordonnance, qui portoit, (6) que les Olynthiens seroient libres. On demande, si cela signifioit qu'ils deviendroient libres, ou qu'ils seroient déclarez tels. Le dernier sens est (7) le mieux fondé.

§. VI. 1. QUAND une Personne Libre auparavant est retournée parmi les siens, elle ne redevient pas seulement maîtresse d'elle-même ; elle acquiert encore tous les biens qu'elle avoit dans les terres des Peuples Neutres, soit qu'ils consistent en choses corporelles, ou en choses incorporelles. Car comme les Peuples Neutres avoient réputé le fait pour un véritable droit, à l'égard de la prise du Prisonnier, ils doivent en user de

les Romains, pour les Goths. Et il s'agit d'Esclaves transfuges, à qui les Goths avoient promis avec serment de ne pas les livrer à leurs anciens Maîtres.

(14) *Dicamus inprimis, in eo quod in judicium deduci potest, nihil valere jus belli: nec armis erepta, nisi armis posse retineri. . . . Ideo captivos, si in patriam suam redeunt, liberos esse, quia bello paria, non nisi eadem vi, possideantur.* Instit. Orat. Lib. V. Cap. X. pag. 432. Ed. Burmann.

§. V. (1) L'Empereur JULIEN, dans sa Harangue contre les Sectateurs de la Philosophie Cynique malentenduë, soutient, qu'à parler philosophiquement, on ne peut pas dire qu'un Homme soit véritablement Esclave d'un autre, par cela seul que cet autre a donné de l'argent au Vendeur, afin qu'il s'en défit. Car, ajoute-t-il, sur ce pié-là, il faudroit dire aussi, que les Prisonniers de Guerre, qu'on rachète, sont Esclaves de celui qui les rachète ; au lieu que les Loix leur donnent la liberté, du moment qu'ils sont retournés dans le País ; & on les rachète, non afin qu'ils soient Esclaves, mais afin qu'ils jouissent de la Liberté : 'Ερεῖς ἀπαρτὴν τῶν εἶναι ἀληθῶς δούλων ; ἀλλὰ δὲ αὐτὸ τῆτο, ὅτι τὸ ἀργύριον, ὑπὲρ αὐτῶ τῶ πολλῶν καταβέβληκαμεν ; ἔγω μὲν τὰν εἶν οἰκέται, καὶ ὁπόσους τῶν αἰχμαλώτων λυτρώμεθα καίτοι καὶ οἱ νόμοι τέτοις ἀποδίδουσι τὴν ἐλευθερίαν σωθεῖσι καὶ οἰκαδὲ καὶ ἡμεῖς αὐτὰς ἀπολυτρώμεθα, ἔχ' ἵνα δαρεύωσιν ἅλλ' ἵνα ὥσιν ἐλευθεροῖ. (Orat. VI. pag. 195, 196. Edit. Spanhem.) G R O T I U S.

Voiez ci-dessous, §. 10. num. 3. où l'on parle des

Loix, auxquelles l'Empereur fait ici allusion.

(2) *Non enim postliminio revertetur, nisi qui hoc animo ad suos venisset, ut eorum res sequeretur, illosque relinqueret, à quibus abiisset.* DIGEST. Lib. XLIX. Tit. XV. De Capt. & Postlim. &c. Leg. XII. §. 9. Voiez aussi Leg. V. §. 3.

(3) Voiez la Loi citée ci-dessus, Chap. VII. de ce Livre, §. 6. num. 7. Note 8. Notre Auteur allégué ici, dans une petite Note, l'exemple des Huns, qui enlevèrent & remirent en liberté quelques Prisonniers, que les Esclavons avoient faits ; comme le rapporte PROCOPE, Gothic. Lib. III. (Cap. XIII.) On a mis les Huns, pour les Héruliens ; car c'est de ceux-ci qu'il s'agissoit, lesquels aiant pris les armes pour les Romains, rencontrèrent sur leur marche une troupe d'Esclavons, qui avoient fait plusieurs Prisonniers sur les Romains, le long du Danube.

(4) *Quum non redemptum ab hostibus filium tuum, sed sine [ullo] contractu traditum à Barbaris Præfeco legionis, dicas, postliminii juri locum habuit &c.* COD. Lib. VIII. Tit. LI. De Postliminio reversis &c. Leg. V.

(5) C'est ainsi que, dans PROCOPE, un jeune homme, nommé Childube, dit, que, puis qu'il est revenu dans son País, il doit être libre, selon les Loix : Τὰ νῦν δὲ, ἐπεὶ ἀφίκετο εἰς πατρίαν ἡδὴ, ἐλευθεροῦ τὸ λοιπὸν, κατὰ γὰρ τὸν νόμον, καὶ αὐτὸς εἶμι. Gothic. Lib. III. (Cap. XIV.) Les Turcs néanmoins, comme le remarque LEUNCLAVIUS, n'accordoient autrefois le droit de Postliminie à aucun Prisonnier. G R O T I U S.

(6) Ut

de même à l'égard de sa délivrance ; autrement ils n'agiroient pas d'une manière égale envers les deux Partis. Ainsi le droit de Propriété qu'avoit sur les biens du Prisonnier celui qui le possédoit par droit de Guerre , n'étoit pas un droit absolu , mais un droit conditionnel : il pouvoit cesser , malgré le Propriétaire , du moment que le Prisonnier seroit revenu parmi les siens. De sorte qu'alors le Maître du Prisonnier perd les biens de celui-ci , de la même manière & en même tems , que la personne , dont ils étoient une dépendance & un accessoire.

2. Mais que dirons-nous , si ce Maître a aliéné les biens du Prisonnier ? L'Aquéreur fera-t-il maintenu en possession par le Droit des Gens , à cause que celui de qui il tient son titre étoit véritablement Propriétaire par droit de Guerre , au tems de l'aliénation ? ou le Prisonnier recouvrera-t-il ses biens , nonobstant cela ? Je parle toujours des biens qui se trouvoient en Pais neutre. Ici il faut , à mon avis , distinguer entre les biens qui sont de nature à être recouverts par droit de Postliminie , & ceux qui ne sont pas de telle nature : distinction que nous expliquerons un peu plus bas. (1) Les derniers ont été aliénés purement & simplement : mais les premiers sont censés ne l'avoir été qu'autant qu'ils pouvoient l'être , c'est-à-dire , sous condition , & aux risques & périls de l'Aquéreur. J'entens ici , au reste , l'aliénation , dans un sens qui renferme la Donation même , & (2) l'Acceptilation.

§. VII. COMME celui qui est de retour par droit de Postliminie , recouvre les droits qu'il avoit ; ceux aussi que l'on avoit par rapport à lui , sont en même tems rétablis , (1) & censés avoir subsisté toujours , comme si jamais il n'étoit tombé entre les mains de l'Ennemi.

§. VIII. 1. IL Y A pourtant une exception à la règle générale , que nous venons de poser au sujet des Personnes Libres revenues de captivité ; c'est que ceux qui se sont rendus , ne peuvent point prétendre au droit de Postliminie , comme l'établit (1) le Jurisconsulte PAUL. La raison en est , que les Conventions faites avec un Ennemi sont valides par le Droit des Gens , ainsi que nous le montrerons ailleurs , & qu'ainsi

(6) *Ut sciam , inquit , servos fuisse , decretum postea factum est Atheniensium , quo jubentur & liberi , & cives esse , quare hoc illis jus , si jam habebant , dabatur ? Deinde , an decreto hoc non contineatur , liberi ut fiant , sed ut liberi esse judicentur.* Lib. V. Controv. XXXIV. pag. 390.

(7) C'est que les Olynthiens étoient alliez des Athéniens , comme il est dit un peu plus haut : *Quid enim si Atheniensem à Philippo emissus ? Atqui sciebas , Olynthios nobis conjunctos esse fœdere.* Notre Auteur insinue donc , que c'est tant pis pour ceux , ou du Pais même , ou des Etats Alliez , s'ils ont acheté quelque Esclave qui se trouve libre par droit de Postliminie ; parce qu'en l'achetant ils ont dû supposer qu'il pouvoit arriver que l'Esclave fût tel , & qu'ainsi ils ne l'ont acquis que sous cette condition tacite , ainsi qu'il est dit , dans le paragraphe suivant , au sujet des biens d'un Prisonnier revenu , qui avoient été aliénés.

§. VI. (1) La distinction des choses qui se recouvrent ou ne se recouvrent pas par droit de Postliminie , est purement de Droit Civil ; & n'a lieu que par rapport aux Sujets de l'Etat même , qui voudroient réclamer ce qui a été repris sur l'Ennemi. Voyez ci-dessous , §. 14. Note 3 , 4. Ainsi la différence que notre Auteur met ici , par rapport aux choses aliénées en Pais neutre , n'a aucun fondement. Le Prisonnier de Guerre , revenu chez lui , doit les recouvrer toutes également.

(2) C'est lors que l'on tient quitte quelqu'un d'une

Dettes , en déclarant avoir reçu ce qui n'a point été payé effectivement. Voyez les INSTITUTES , Lib. III. Tit. XXX. §. 1.

§. VII. (1) *Cetera , que in jure sunt , posteaquam postliminio rediit , pro eo habentur , ac si nunquam iste hostium potitus fuisset.* DIGEST. Lib. XLIX. Tit. XV. De Capt. & Postlim. Leg. XII. §. 6. Voyez aussi le §. 15. & Leg. VI. C'est ainsi que , lors qu'un Fils étoit revenu de captivité , les droits de la Puissance Paternelle , suspendus à son égard , reprenoient toute leur force : *Ipse quoque Filius , Neposve , si ab hostibus captus fuerit ; similiter dicimus , propter jus postliminii , jus quoque potestatis Parentis in suspensio esse.* INST. Lib. I. Tit. II. *Quibus modis jus Potestatis Patrie solvitur* , §. 5.

§. VIII. (1) *Postliminio carent , qui armis viâti , hostibus se dederunt.* DIGEST. Lib. XLIX. Tit. XV. De Capt. & Postlim. &c. Leg. XVII. Ceci ne peut être regardé que comme une Loi particulière du Peuple Romain , établie pour animer les Citoyens à combattre jusqu'à la dernière extrémité. Car , comme l'Etat n'avoit aucune part à leur engagement , il n'en étoit pas non plus garant , & il pouvoit , s'il eût voulu , leur accorder , pendant le cours de la Guerre , le droit de Postliminie , tout de même qu'à ceux qui aient été faits prisonniers par une force majeure & sans reddition , étoient néanmoins devenus Esclaves de l'Ennemi , par une convention ou expresse , ou tacite. Voyez ce que j'ai dit ci-dessus , Chap. VII. de ce Livre , §. 6. Note 9.

(2) *Tum*

qu'ainsi le droit de Postliminie n'a aucune force contr'elles. C'est pourquoi quelques Romains, qui avoient été pris par les Carthaginois, disoient, au rapport (2) d'AULUGELLE, qu'il n'y avoit point pour eux de Postliminie, parce qu'ils étoient liés par leur serment. D'où vient que, pendant la Trêve, le droit de Postliminie n'a aucun lieu, comme le remarque très-bien le (3) Jurisconsulte PAUL.

2. Il est vrai que MODESTIN, autre Jurisconsulte, (4) dit, que ceux qui ont été livrez à l'Ennemi, peuvent revenir & recouvrer leur état par droit de Postliminie. Mais il entend parler de ceux qui ont été livrez sans aucun (5) accord; & sur ce pié-là, il a raison.

§. IX. 1. CE que nous venons d'établir au sujet de chaque Personne en particulier, a lieu aussi, selon moi, à l'égard d'un Peuple entier: je veux dire, que si ce Corps étoit libre auparavant, il recouvre sa liberté, (1) lors que ses Alliez, supérieurs en force, le délivrent du joug de l'Ennemi.

2. Il n'en est pas de même, lors que la Multitude, dont l'Etat étoit composé, a été désunie. (2) En ce cas-là, il est plus raisonnable de dire, qu'elle n'est plus censée le même Peuple, & qu'elle ne recouvre point, par le Droit des Gens, ce qui lui appartenait; parce qu'un

(2) *Tum oculo ex iis, postliminium justum non esse sibi, responderunt, quoniam de jure victi forent.* Noët. Attic. Lib. VII. Cap. XVIII.

(3) *Induciæ sunt, quum in breve & in præsens tempus convenit, ne invicem se laceßant: quo tempore non est postliminium.* DIGEST. ubi supra, Leg. XIX. §. 1. Voyez ci-dessous, Chap. XXI. §. 6. On voit bien, que cette définition est une suite de la nature même de la Trêve, dont il sera traité plus bas en son lieu.

(4) *Eos qui ab hostibus capiuntur, vel hostibus deduntur, jure postliminii reverti, antiquitus placuit.* DIGEST. Ibid. Leg. IV. Notre Auteur, dans sa *Florum sparsio ad Jus Justinianeum*, pag. 221. Ed. Amst. dit, qu'il faut lire, ici, *ab hostibus deduntur*; & il explique aussi les mots précédens, *ab hostibus capiuntur*, comme s'il y avoit, *de hostibus* &c. Sur ce pié-là, le sens de la Loi seroit, que les Prisonniers qu'on reprend sur l'Ennemi, & ceux que l'on reconvre par la reddition de l'Ennemi, qui nous les livre lui-même, jouissent du Droit de Postliminie. Ainsi il n'y auroit rien là, qui fit au sujet. Notre Auteur supplée sans doute la particule *ab*, sur ce que portoient les Editions ordinaires: *ab hostibus deducuntur*. Mais l'autorité de celle de Florence, jointe à l'exemple qui suit immédiatement, donne lieu de croire que la première pensée de notre Auteur étoit la meilleure. Voyez ci-dessus, Liv. II. Chap. XXI. §. 4. num. 8. où il explique lui-même le cas de cette Loi. Cependant il faudra alors reconnoître, qu'au commencement de la Loi il s'agit de gens livrez d'une certaine manière: autrement le cas proposé n'auroit eu aucune difficulté, si c'eût été une maxime générale, & reçue dès les tems anciens (*antiquitus placuit*) que toute personne livrée à l'Ennemi retourne par droit de Postliminie. Voyez la Note suivante.

(5) C'est-à-dire, & sans qu'ils se soient eux-mêmes engagés à se remettre en la puissance de l'Ennemi, & sans que l'Etat, qui les livre, se soit dépourvu, par un vrai accord, du droit qu'il avoit de les recouvrer ou les recevoir; en un mot, lors qu'on les a livrez purement & simplement de soi-même, ou y étant contraint par la supériorité des forces de l'Ennemi. Voilà apparemment ce que notre Auteur veut dire. Car, si, selon lui, l'engagement d'un Prisonnier de Guerre, contracté sans la participation de l'Etat, a assez de force pour que l'Etat doive lui refuser le droit de Postliminie; à plus forte raison, le Prisonnier doit-il en être exclu, lors que

l'Etat est lui-même lié par sa promesse. Que s'il n'y a point de tel engagement, l'action de livrer n'emporte par elle-même ni aucune obligation envers l'Ennemi, ni aucune volonté de priver du droit de Postliminie la personne livrée. C'est à l'Ennemi à garder celui qu'on a remis entre ses mains, ou à le lier par quelque promesse. Voyez ce que notre Auteur a dit ci-dessus, Liv. II. Chap. XXI. §. 4. num. 6. Le Jurisconsulte MODESTIN, dont je viens de rapporter les paroles dans la Note précédente, parle-là, à mon avis, de ceux que l'on a ainsi livrez purement & simplement, y étant contraint par le malheur des armes; & cela peut s'inférer de ce qu'il les joint aux Prisonniers de Guerre, faits dans quelque Bataille, ou quelque Expédition Militaire. Car c'est sans nécessité que FRANÇOIS BAUDOUIN (*Jurisp. Mucian.* pag. 48.) & après lui, Mr. THOMASius, (*Diff. de Sponsione Roman. Numantina*, §. 75.) conjecturent, qu'au lieu de *vel hostibus deduntur*, il faut lire dans un sens tout contraire, *NEC hostibus deduntur*. L'embarras est venu de ce que dans la fin de cette Loi, il s'agit d'une autre manière de livrer, qui, selon l'usage particulier des Romains, excluait du droit de Postliminie ceux qui avoient été livrez, en sorte qu'il falloit une réhabilitation, pour les faire redevenir Citoyens, quoique l'Ennemi n'eût pas voulu les recevoir. J'ai parlé de cela ci-dessus, Liv. II. Chap. XXI. §. 4. Note 13, 14, 16. & voici de quoi confirmer pleinement la chose. Je dis donc, que, dans cette partie de la Loi que nous avons en main, aussi bien que dans la dernière Loi du Titre *De Legationib.* il s'agit uniquement des personnes qu'on livroit, pour décharger l'Etat de quelque crime, ou de quelque engagement honteux, lesquels, quoique commis ou contractés sans son ordre ou sa participation, sembloient réjaillir sur lui, principalement à cause que les Auteurs en étoient des gens d'ailleurs revêtus de son autorité. Les Romains, ou en horreur du crime, ou par une grande sensibilité pour le deshonneur, dont ils étoient frappés pour le moins aussi vivement; jugèrent à propos, en même tems qu'ils livroient de telles gens, de ne plus les regarder comme Citoyens, soit que celui, à qui on les livroit, les reçût ou non. Aussi cela s'exécutoit-il avec grande cérémonie, par le moyen du Chef des Hérauts d'armes, (*Fetiales*) qui faisoit dépouiller nud & garrotter celui qu'on livroit; comme il paroît par l'histoire même d'*Hostilius Mancinus*, dont il s'agit. Voyez VELLEJUS PATERCULUS,

qu'un Peuple, de même qu'un Vaisseau, est entièrement détruit par la dissolution de ses parties; toute sa nature consistant dans leur union perpétuelle. Ainsi la Ville de *Syronte* n'étoit plus le même Corps, lors que la place en fut rendue à ses anciens Habitans, huit ans après qu'ils en avoient été chassés: ni la Ville de *Thèbes*, après qu'*Alexandre* eût fait vendre les *Thébains*, comme Esclaves. D'où il paroît, que les *Thébains* ne recouvrèrent point, par droit de Postliminie, la dette ancienne des *Thébaliens*, dont nous avons parlé (a) ci-dessus; & cela pour deux raisons: l'une, que les *Thébains*, qui redemandoient cette dette, étoient un nouveau Peuple: l'autre, qu'*Alexandre*, dans le tems qu'il étoit leur maître, avoit pu aliéner ce droit, & l'avoit aliéné effectivement; outre que les Dettes (4) ne sont pas du nombre des choses qui se recouvrent par droit de Postliminie.

(a) Chap. VIII. de ce Livre, §. 4. num. 3.

3. Il n'y a pas grande différence entre ce que je viens de dire des Corps d'Etat, & une règle de l'ancien Droit Romain, selon lequel, comme le Mariage n'étoit point alors indissoluble, le lien n'en étoit pas non plus censé rétabli par Droit de Postliminie, (5) mais il falloit un nouvel engagement du Mari & de la Femme.

§. X.

CULUS, *Lib. II. Cap. I. DENYS d'Halicarnasse*, Antiquit. Rom. *Lib. II.* La formule, dont se servoit le Héraut, donne à entendre l'aveu que les Romains témoignent pour les personnes ainsi livrées, & pour le sujet qui obligeoit à les livrer: *Quandoquidem hinc homines, injussu Populi Romani Quiritium, fœdus ictum iri spondiderunt, atque ob eam rem noxam novaverunt; ob eam rem, quo Populus Romanus scelere impio sit solutus, hosce homines vobis dedo.* TIT. LIV. *Lib. IX. Cap. X. num. 9.* Ils craignoient que, sans cela, les Guerres les plus justes dans leur commencement ne devinssent injustes; ainsi que le même Historien Romain le fait dire à un autre Général d'armée, *Spurius Postumius*, dans une occasion toute semblable à celle de *Mancinus*: *Dedamus per Fœdalis, nudi vincitque, exsolvamur religione Populum, si quâ obligavimus; ne quid divini humanive obstat, quominus justum piumque de integro ineat bellum.* Cap. VIII. num. 6. *Mancinus*, pour se faire recevoir dans le Camp des Romains, après le refus des *Numantins*, à qui il avoit été livré, eut besoin d'emprunter le secours de la Religion; les Augures consultés lui furent favorables; sans cela on ne vouloit point de lui: *Deditus, nec receptus, augurio in castra deductus.* AUREL. VICTOR, *De Viris Illust.* Cap. LIX. Il ne faut donc pas s'étonner si le refus même, que l'Ennemi ou l'Etat allié faisoit de s'emparer de ceux qu'on lui livroit de cette manière, n'empêchoit pas qu'ils ne fussent regardés comme dépouillés de tous les droits de Citoyen, du moment que le Héraut d'armes avoit prononcé l'Arrêt de leur abandon. HENNIGES, qui a embrassé cette pensée dans ses Notes sur notre Auteur (*Lib. II. Cap. XV. §. 16. pag. 751.*) allégué ici à propos ce que dit *Postumius*, au moment que la cérémonie fut faite, qu'il étoit devenu Citoyen des *Samnites*, lesquels néanmoins ne l'avoient pas encore accepté, & ne voulurent pas même le recevoir: *Hæc dicenti Fœdali, Postumius genua fœm, quantâ maximâ poterat vi, perculit, & clara voce ait, se Samnitum civem esse &c.* TIT. LIV. *ubi supra*, Cap. X. num. 10. Ainsi *Mucius* avoit raison de comparer ces malheureux à ceux qu'on bannissoit de l'Etat, en ordonnant que personne ne leur fournit ni feu, ni eau; & de leur refuser par conséquent le droit de Postliminie, comme fit le Tribun du Peuple, qui, au rapport de CICÉRON, empêcha *Mancinus* d'entrer dans le Sénat: *Quia memoriâ sic esset proditum, quem . . . Pater patratus detulisset, ei nullum esse postliminium.* De Orat. *Lib. I. Cap. XL.* Si cet Orateur semble ailleurs décider en faveur de *Brutus*, (Topic. Cap. VIII. & Orat. pro *Cæcin.* Cap.

TOM. II.

XXXIV.) cela prouve seulement, ou qu'il a varié, comme il lui arrive quelquefois, pour favoriser la cause; ou qu'il a cru que, malgré la décision de *Mucius*, suivie par le Sénat, on auroit dû juger autrement. Il dit, en un de ces endroits, qu'on pourroit défendre l'opinion favorable à *Mancinus*, & non pas qu'elle soit bien démontrée. Le passage a été rapporté ci-dessus, *Liv. II. Chap. XXI. §. 4. Note 13.* Ainsi il n'est pas nécessaire d'avoir recours aux conciliations que donnent FRANÇOIS BAUDOUIN, *Jurispr. Muc.* pag. 46. Mr. THOMASIIUS *Diff. de Spons. Numan.* §. 67. & Mr. JENS de *Fœdali. Pop. Rom.* Cap. VI. pag. 71, 72. En un mot, *Mancinus*, & tout autre qui aiant été livré en pareil cas, avoit été refusé, n'étoit pas à la vérité Esclave de celui à qui on vouloit le livrer, mais il ne demouroit pas pour cela Citoyen Romain; il étoit libre, mais étranger, comme le dit fort bien A. TOINE FAURE, *Jurispr. Papin.* Tit. XI. Princ. VIII. *Illat. I.* Tout ce que je viens d'établir est fondé sur le génie & les idées du Peuple Romain. Ainsi il ne sert de rien de prouver, comme fait Mr. THOMASIIUS, (*ubi supra*, §. 34. & seqq.) que le Traité conclu avec les *Numantins*, sans la participation du Peuple Romain, n'étoit pas véritablement honteux, & que la faute même n'en devoit pas être attribuée à *Mancinus*, mais à *Tiberius Gracchus*. Il suffit que le Peuple Romain crût le contraire, & qu'il suivit les principes de son ambition, plutôt que ceux de l'Équité Naturelle, selon lesquels j'avoue qu'il auroit dû établir d'autres maximes. On peut aussi facilement dissiper, par les raisons alléguées, les efforts que fait feu Mr. COCCÉJUS (*Differt. De Postliminio in Pace*) pour accorder ici, comme presque par tout ailleurs, les règles du Droit Romain avec celles du Droit de la Nature & des Gens, les unes & les autres mal entendues.

§. IX. (1) Voyez PUFENDORF, *Liv. VIII. Chap. VI. §. 23.* du Droit de la Nature & des Gens.

(2) Voyez ci-dessus, *Liv. II. Chap. IX. §. 6.*

(3) On peut bien les regarder comme étant toujours de la même Nation, mais ils n'ont plus ensemble cette liaison qui formoit un Corps de Peuple ou d'Etat. Ainsi les objections, qu'on fait ici contre notre Auteur, tombent d'elles-mêmes.

(4) C'est-à-dire, les Dettes payées à celui, dont on étoit prisonnier, & celles dont il avoit tenu quitte le Créancier: car il n'en est pas de même des autres.

(5) *Non ut pater filium, ita uxorem maritus, jure postliminii, recipit, sed consensu redintegratur matrimonium.*

S s

D 1

§. X. 1. Nous avons suffisamment expliqué le droit de Postliminie par rapport aux Personnes auparavant Libres, tel qu'il est réglé par le Droit des Gens. Mais les Loix Civiles peuvent, pour ce qui regarde les effets qui en résultent au dedans de l'Etat, le restreindre par certaines exceptions ou conditions, ou l'étendre, au contraire, en y ajoutant d'autres avantages.

2. C'est ainsi que, par le Droit Romain, les Transfuges (1) sont exclus du droit de Postliminie; sans en excepter même les Fils de famille, sur lesquels le Père perdoit par là sa Puissance Paternelle; qu'il sembloit d'ailleurs devoir conserver, comme un privilège particulier des Citoyens de Rome. Mais on trouva à propos de faire ce règlement, parce que, comme le remarque le Jurisconsulte PAUL, (2) les Romains sacrifioient leur tendresse paternelle à l'observation de la Discipline Militaire. Cela paroît par l'exemple de *Titus Manlius Torquatus*, au sujet de qui CICE'RON (3) dit à peu près la même chose, ajoutant, que ce Père avoit bien compris que son propre intérêt demandoit qu'il pensât au salut de l'Etat, & qu'il fit céder les sentimens de la Nature au maintien de l'autorité du Commandant général.

3. Une autre chose en quoi le droit de Postliminie fut restreint, c'est ce que nous voions établi, premièrement par les Loix (4) d'Athènes, & ensuite par celles de (5) Rome, au sujet des Prisonniers rachetez, qui devoient être Esclaves de celui qui avoit payé leur rançon, jusqu'à ce qu'ils l'eussent remboursé. Mais cet usage même fut introduit pour faciliter le recouvrement de la liberté des Prisonniers de Guerre, dont plusieurs seroient demeurez entre les mains de l'Ennemi, si l'on n'eût eu espérance d'être dédommagé de ce que l'on donnoit pour leur rachat. Le sort de ceux qui demeuroient ainsi Esclaves à tems, étoit d'ailleurs adouci par les Loix Romaines en plusieurs manières: la dernière (6) Loi de JUSTINIEN le fixe à servir cinq ans. Si le Prisonnier racheté venoit à mourir, (7) le droit de repeter l'argent donné pour

sa

DIGEST. Lib. XLIX. Tit. XV. *De Captiv. & Postlim.* Leg. XIV. §. 1. Voyez aussi *Leg. VIII.* Mais il n'en est pas de même parmi les Chrétiens. Le Pape LEON vent, que si celui des Mariez, qui est resté dans le Pais, s'est remarié pendant la captivité de l'autre, & que celui-ci revienne; on casse le mariage contracté en son absence: *Ut, sicut in mancipiis vel agris, aut etiam in domibus, ac possessionibus, in captivitatem ductis, postliminium reversis de captivitate servatur; ita etiam & conjugia, si alius juncti fuerint, reformentur.* Epist. ad Nicet. Aquilejens. Episcop. Voyez HINCMAR, *Opusc. de divorcio Lotharii & Tetthbergæ*, ad Interrog. XIII. & la réponse du Pape ETIENNE, Cap. XIX. au II. Tome des Conciles de France. GROTIUS.

Voyez CUIJAS, sur la NOUVELLE XXII. & in JULIANI Digest. Lib. LXII. pag. 445. Tom. III.

§. X. (1) *Transfugæ nullum postliminium est: nam qui malo consilio, & proditoris animo patriam reliquit, hostium numero habendus est.* DIGEST. Lib. XLIX. Tit. XV. *De Captiv. & Postlim.* &c. Leg. XIX. §. 4. On veut ici, que notre Auteur ait mal-à-propos fait regarder cette exception comme particulière aux Loix Romaines, & on dit que la même chose avoit lieu chez tous les autres Peuples. Cela peut être: mais on n'en allégué aucun exemple, ni aucune preuve. Car le passage de TIRE LIVE, Lib. XXVII. Cap. XVII. num. 10. que GRONOVIVS cite, n'est pas bien concluant. Il prouve seulement l'horreur & la défiance qu'on avoit pour les Transfuges.

(2) *Filius quoque familias transfuga non potest postliminio reverti, neque vivo patre: quia pater sic illum amisit, quemadmodum patria, & quia disciplina castrorum antiquior fuit parentibus Romanis, quam caritas liberorum.* DIGEST. Ibid. §. 7.

(3) Ce Consul, comme on fait, fit mourir lui-même son Fils, pour avoir donné bataille contre ses ordres, quoi qu'il eût remporté la victoire: & l'Orateur dit, qu'il confirma les Loix de la Discipline Militaire par une sentence qu'il ne pouvoit prononcer sans se plonger soi-même dans une grande affliction: *Quod vero securi filium percussisset, privavisse se etiam videtur multis voluntatibus, quum ipsi naturæ patrioque amor protulerit jus majestatis atque imperii. . . . Sin ut dolore suo sanciret militaris imperii disciplinam, exercitumque in gravissimo bello animadversionis metu contineret; salutis prospexit civium, quæ intelligebat contineri suam.* De Finib. bon. & mal. Lib. I. Cap. VII. & X.

(4) Οἶσθα δ', ἔφη, ὅτι οἱ νόμοι κελεύουσιν, τῷ λυπαμένῳ ἐκ τῶν πολεμίων εἶναι τὸν λυθέντα, ἐὰν μὴ ἀποδιδῶ τὰ λύτρα. DEMOSTH. Orat. in Nicosiatis. (pag. 724. B. Ed. Basil. 1572.) La même chose est ordonnée dans l'Edit de CHARLES le Chauve, donné à Pistes, Cap. XXXIV. GROTIUS.

(5) Ces sortes de Prisonniers, rachetez par un Citoyen de l'Etat, demeuroient, comme en gage, au service de celui qui avoit payé leur rançon, jusqu'à ce qu'ils l'eussent remboursé, ou qu'il les eût tenus quittes: *Ab hostibus redempti, quoad exsolvatur pretium, magis in causam pignoris constituti, quàm in servilem conditionem detracti esse videntur: & ideo si nummi eo nomine expensi donatio intercedat, pristinae conditioni eos reddi, manifestum est.* COD. Lib. VIII. Tit. LI. *De Postliminio reversis* &c. Leg. II. Voyez le Titre du DIGESTE, Leg. XV. Leg. XX. §. 2. & CUIJAS, Recit. in Cod. Tom. IX. Opp. pag. 1372, 1373. ANTOINE FAURE, *Jurispr. Papin.* Tit. III. Princ. IV. Illat. III. pag. 118. JACQUES GODEFROI, in COD. THEODOS. Lib. V. Tit. V.

(6) C'est dans une Ordonnance d'HONORIUS & de

sa rançon, s'éteignoit avec lui. Si celui qui avoit racheté une Fille ou Femme Esclave, venoit à l'épouser, dès-là il étoit (8) censé la tenir quitte de la rançon. Si on prostituoit une Femme, (9) que l'on avoit rachetée, on ne pouvoit plus exiger d'elle aucun remboursement. Il y a divers autres réglemens du Droit Romain, faits en faveur de ceux qui rachetoient des Prisonniers de Guerre, & en punition des Parens qui négligeoient de les racheter.

4. Le droit de Postliminie fut au contraire étendu par les Loix Civiles, en ce que non seulement les choses qui sont de nature à être recouvrées par le Droit des Gens, mais encore tous les biens (10) & tous les droits généralement étoient conservés à un Prisonnier de retour, comme si jamais il n'eût été entre les mains de l'Ennemi. Cela aussi étoit établi par les Loix d'Athènes, comme il paroît par une (a) Harangue de DION de Pruse. On y voit un homme, qui se disoit Fils d'un certain Callias, & qui, après avoir été pris dans la Bataille d'Achante, & avoir servi (a) Orat. XV. chez les Thraces, en qualité d'Esclave, étoit revenu à Athènes. Il demande en Justice l'hérédité de Callias à ceux qui en étoient en possession : & on ne l'oblige à autre chose, qu'à prouver qu'il est véritablement Fils du Défunt. Le même Orateur raconte, que les Messéniens, après avoir été long-tems (11) Esclaves, recouvrèrent & leur liberté, & leur Pais.

5. Bien plus : selon le Droit Romain, lors qu'un Prisonnier de Guerre étoit revenu, (12) ce qui avoit été distrahit de ses biens ou par prescription, ou par un (13) dégageant de quelque obligation d'autrui en vertu de laquelle il auroit pu exiger auparavant quelque chose, lui étoit restitué par une action rescissoire ; aussi bien que les droits qui étoient d'ailleurs censés éteints par (14) le non-usage. Car l'Edit du Préteur touchant la restitution en entier des Personnes majeures, renfermoit (15) celles qui avoient été détenues par l'Ennemi.

6. Ce que je viens de rapporter, avoit été déjà établi par l'ancien Droit Romain. La Loi Cornélienne pourvut depuis aux intérêts des Héritiers même de ceux qui étoient morts

de THEODOSE, qu'il adopte : *Ne quando enim damni consideratio in tali necessitate positus negari faciat emtionem, decet redemptos aut datum pro se pretium emtoribus restituere, aut laboris obsequio, vel opere quinquennii vicem referre beneficii, habituros incolumem, si in ea nati sunt, libertatem.* COD. Lib. VIII. Tit. LI. De Postliminio reversis, & redemptis ab hostibus, Leg. XX. seu ult.

(7) Si, père redempto, & ante luitonem defuncto, filius post mortem ejus, redemptionis quantitatem offerat : dicendum est, suum ei posse existere : nisi forte quis subtilius dicat, hunc, dum moritur, quasi jure pignoris finito, nantum postliminium, & sine obligatione debiti obijisse, ut poterit suum habere : quod non sine ratione dicitur. DIGEST. Lib. XLIX. Tit. XV. De Capt. & Postlim. &c. Leg. XV. On voit là, qu'ULPIEN, de qui sont ces paroles, ne décide point absolument, mais avec un peut-être ; & cela après avoir dit, que le Fils peut, en payant la rançon que son Père devoit, être regardé comme son Héritier propre. Le Jurisconsulte trouve même de la subtilité dans cette dernière pensée, en égard sans doute aux principes du Droit Romain sur diverses matières qui ont du rapport au cas présent. C'est de quoi traite au long le subtil ANTOINE FAURE, dans l'endroit de la Jurispr. Papin. qui vient d'être cité, pag. 119, & seqq.

(8) Si is, qui te ab hostibus ingenuam captam commercio redemit, sibi matrimonio conjunxit : dignitate nuptiarum, & voto futuræ justæ sobolis, vinculo pignoris tibi remisso, reddi natales pristinos, rationis est. COD. Lib. VIII. Tit. LI. De postliminio reversis &c. Leg. XIII. Voyez la Jurisprudentia Papiniana d'ANTOINE FAURE, Tit. XI. Princ. VIII. Illat. XXII. pag. m. 634.

(9) Fœdissimæ mulieris nequitia permovetur. Quam igitur filiam tuam, ab hostibus captam, ac prostitutam ab eâ, quæ eam redemerat, ob retinendæ pudicitie cultum, ac servandam natalium honestatem, ad te confugisse proponas : Præses Provinciæ, si filie tuæ supra dictam injuriam ab eâ quæ sciebat ingenuam esse, inflictam cognoverit ; quum hujusmodi persona indigna sit pretium recipere, propter odium detestabilis quæstus ; etiam si pretium compensatum non est, ex necessitate miserabili custoditâ ingenuitate natæ tuæ, adversus flagitiosæ mulieris turpitudinem tutam eam defensumque præstabit. Ibid. Leg. VII.

(10) Voyez la Loi citée ci-dessus, §. 7. Note 1.

(11) Cet exemple ne se rapporte pas ici, mais au cas dont nôtre Auteur a traité dans le paragraphe 9.

(12) Quæ vero per usucapionem, vel liberationem, ex bonis subtrahita, vel non utendo finita esse videntur, intra annum utilem experientibus, actione rescissoria restituantur. COD. ubi supra, Leg. XVIII.

(13) C'est ce que le Droit Romain appelle en un mot Liberatio. On peut voir là-dessus les Interprètes sur le DIGESTE, Lib. XLVI. Tit. II. & seqq. mais sur tout le Traité du Président BARNABÉ BRISSON, De Solutionibus & Liberationibus.

(14) Comme un droit d'Usufruit, qui se perd par le non-usage d'un certain tems.

(15) Si cujus quid de bonis, quum is . . . in vinculis, servitute, hostiumque potestate esset &c. DIGEST. Lib. IV. Tit. VI. Ex quibus causis majores viginti quinque annis in integrum restituantur, Leg. I. §. 1. Après bonis, il faut suppléer, deminutum erit. Voyez Mr. NOODT, sur ce Titre, pag. 189, 191, 192.

morts en captivité, (16) conservant la Propriété des biens du Prisonnier, pendant son esclavage, comme s'il eût été mort dans le tems qu'il fut pris par l'Ennemi. Car sans une Loi Civile, comme celle-là, aussi-tôt que quelqu'un étoit fait Prisonnier de Guerre, ses biens auroient dû sans contredit être (b) au premier (17) occupant, puis que toute personne qui étoit tombée entre les mains des Ennemis, étoit (18) regardée dès-lors comme n'étant plus une personne. Et lors que le Prisonnier étoit revenu chez lui, il n'auroit recouvré (19) que les choses qui retournoient, selon le Droit des Gens, à leurs anciens Maîtres, par voie de Postliminie. C'est aussi en vertu d'une Loi particulière du Droit Romain, (20) que les biens des Prisonniers de Guerre passaient au Fisc, lors qu'il n'y avoit point d'Héritier.

§. XI. 1. Jusques ici nous avons traité de la manière dont les Personnes revenues de captivité rentrent dans leur ancien état par voie de Postliminie. Voions maintenant, comment les Choses se recouvrent.

2. Il faut mettre ici au premier rang les Esclaves de l'un & de l'autre sexe, qui retournent à leurs anciens Maîtres, encore qu'ils aient été souvent (1) aliénés, & affranchis (2) même par l'Ennemi: car l'affranchissement de l'Ennemi ne peut pas se faire au préjudice du droit de Propriété qu'a le premier Maître, Citoyen de notre Etat; comme le dit très-bien (3) TRYPHONIN.

3. Cependant, afin que l'ancien Maître recouvre son Esclave, il faut ou qu'il le possède actuellement, ou qu'il puisse aisément le posséder. Ainsi, au lieu qu'en matière des autres sortes de biens il suffit qu'ils aient été apportés dans le País; quand

(16) *In omnibus partibus juris, is qui reversus non est ab hostibus, quasi tunc decessisse videtur, quum captus est.* DIGEST. Lib. XLIX. Tit. XV. *De Capt. & Postlim.* &c. Leg. XVII. *Bona eorum, qui in hostium potestatem pervenerint, atque ibi decesserint, sive testamenti factionem habuerint, sive non habuerint, ad eos pertinent, ad quos pertinerent, si in potestatem hostium non pervenissent: idemque jus in eadem causa omnium rerum jubetur esse, Lege Cornelia, quae futura esset, si hi, de quorum hereditatibus & tutelis constitueretur, in hostium potestatem non pervenissent.* Ibid. Leg. XXII. princ. Voyez la Jurisprudentia Papiniana d'ANTOINE FAURE, Tit. XI. Princip. IX.

(17) Voyez ci-dessus, Liv. II. Chap. IX. §. 1. num. 3.

(18) Selon cette règle du Droit Civil: *Quod adinet ad Jus Civile, Servi pro nullis habentur.* DIGEST. Lib. L. Tit. XVII. *De diversis Reg. Juris*, Leg. XXXII. Et cela étoit conforme à l'usage reçu, selon lequel tout Prisonnier de Guerre étoit censé fait Esclave de l'Ennemi, qui l'avoit pris. D'où vient aussi que ceux, dont on n'avoit point parlé dans le Traité de Paix, & qui demeuroient ainsi Esclaves sans ressource, étoient regardés comme n'ayant plus aucun droit, & ne pouvant en transmettre aucun, sur les choses qui leur avoient appartenu dans le País. C'est pour éluder ce principe, qu'on inventa la fiction du Droit de Postliminie, & de la Loi Cornélienne, par rapport aux Prisonniers, qui retournoient ou qui mouraient pendant le cours de la Guerre. En quoi si l'on donnoit atteinte au droit que l'usage donnoit sur les Prisonniers de Guerre, l'Ennemi pourroit n'avoir aucun sujet de se plaindre, puis qu'on avoit assez témoigné qu'on ne vouloit pas se soumettre à cet usage, & qu'on n'empêchoit point que l'Ennemi ne se dispensât aussi de le suivre, en faisant de son côté les mêmes suppositions. A cause de quoi les Prisonniers n'étoient point censés s'être véritablement engagés à être Esclaves, pendant le cours de la Guerre, en égard au droit qu'avoit l'Etat de les recevoir, & de les regarder comme des personnes libres.

(19) Notre Auteur confond ici les effets du droit de Postliminie par rapport aux Etrangers, avec ceux qu'il peut avoir par rapport aux Citoyens du même Etat. Car c'est au Souverain à disposer des derniers, comme il le juge à propos, & il n'a pas besoin de recourir pour cela à aucune fiction. Ainsi il peut les étendre plus loin, que ne fait le Droit des Gens, ou la Coutume des Peuples, qui n'ont ici aucun intérêt.

(20) *Quod si nemo ex Lege Cornelia heres extiterit, bona publica fient.* DIGEST. Lib. XLIX. Tit. XV. *De Capt. & Postlim.* &c. Leg. XXII. §. 1. Voyez aussi le Titre XIV. *De Jure Fisci*, Leg. XXXI.

§. XI. (1) Selon les Loix des WISIGOTHS, un Esclave recouvré par les armes, étoit rendu à son Maître, qui devoit donner à celui qui l'avoit repris, le tiers de ce que l'Esclave pouvoit valoir. Que si l'Esclave recouvré avoit été déjà vendu par les Ennemis, l'ancien Maître ne pouvoit le redemander qu'en remboursant le prix à l'Acheteur, avec ce qu'il pouvoit lui en avoir coûté d'ailleurs pour rendre l'Esclave plus en état de servir: *Lib. V. Tit. IV. 21.* Mais par l'Edit de THEODORIC, Roi des Goths, on n'étoit point tenu de rendre à l'ancien Maître un tel Esclave, que l'on avoit acheté: *Servi, aut coloni, ab hostibus capti, & reversi, domino restituantur, si non sunt ante ab altero, vendentibus hostibus, commercio comparati.* (Cap. CXLVIII.) Voyez aussi CASSIORE, Var. III. 43. GROTIUS.

Voyez ce que je dirai ci-dessous, sur le §. 14. Note 2.

(2) C'est ainsi que les Esclaves, qui avoient été affranchis par Mithridate, furent remis par Sylla sous la puissance de leurs Maîtres: *Καὶ τὰς δεσπότας, οἷς ἐλευθερίαν ἐδωκεν Μιθριδάτης, ἐκέρυττεν [ὁ Σύλλας] αὐτὰς εἰς τὰς δεσπότας ἱκανίους.* APPIAN. ALEXANDER. Bell. Mithrid. (pag. 355. Ed. Amst. 211. H. Steph.) GROTIUS.

(3) *Quia hostium jure manumisso obesse civi nostro, servi domino, non potuit.* DIGEST. Lib. XLIX. Tit. XV. *De Capt. & Postlim.* &c. Leg. XII. §. 9. C'est que, pendant le cours de la Guerre, l'acquisition des biens pris

quand il s'agit d'un Esclave, il faut, outre cela, que l'ancien Maître sache qu'il est revenu dans le País : celui qui seroit dans la Ville de Rome, mais caché, ne seroit point censé (4) recouvré, selon le Jurisconsulte PAUL.

4. Outre cette différence entre le recouvrement des Esclaves, & celui des Choses Inanimées, il y en a une autre entre les Esclaves & les Personnes Libres forties de captivité ; c'est que, pour recouvrer un Esclave par droit de Postliminie, il n'est point nécessaire qu'il soit venu dans le País à dessein de suivre le parti de l'Etat. Cette condition n'est requise qu'à l'égard d'une personne qui doit redevenir maîtresse d'elle-même : mais pour ceux qui doivent être recouverts par un autre, de qui ils dépendoient avant leur captivité, il n'y a rien qui exige leur consentement. Et, selon la maxime du Jurisconsulte SABIN, (5) *chacun peut bien choisir l'Etat dont il veut être membre, mais non pas disposer du droit de Propriété qu'on a sur lui.*

5. Les Loix Romaines n'exceptent pas même ici les Esclaves, qui s'étoient saisis, pour passer du côté de l'Ennemi. L'ancien Maître ne laisse pas pour cela de recouvrer son bien, comme le dit le Jurisconsulte PAUL ; (6) parce qu'en ce cas-là la privation du droit de Postliminie ne seroit pas tant une flétrissure pour l'Esclave, qui demeure toujours Esclave, qu'une perte pour le Maître. Les Empereurs DIOCLETIEN & MAXIMIEN (7) disent généralement & sans restriction des Esclaves repris dans quelque expédition militaire, ce que quelques-uns étendent mal-à-propos à toutes les choses reprises sur l'Ennemi, qu'ils doivent être censés recouverts, & non pas pris ; & que le Soldat doit être leur Libérateur, & non pas leur Maître.

6. Pour

sur l'Ennemi n'étoit pas censée pleine & entière, non plus que l'Esclavage des Prisonniers ; à cause de l'espérance qu'on avoit, & du droit qu'on se reservoit de recouvrer ce que l'on avoit perdu. Voyez ce que j'ai dit ci-dessus, Chap. VII. de ce Livre, §. 6. Note 9.

(4) A moins qu'il ne serve quelque autre Citoyen : PAULUS : *Inmo quum servus civis nostri, ab hostibus captus, inde aufugit, & vel in urbe Roma ita est, ut neque in domini sui potestate sit, neque ulli serviat : nondum postliminio rediisse, existimandum est.* DIGEST. ibid. Leg. XXX. *five ult.* A considérer la chose en elle-même, je ne vois pas sur quoi est fondée cette différence ; d'autant plus, que, selon la Loi suivante, la volonté de l'Esclave n'est point ici nécessaire. ANTOINE FAURE, dans sa *Jurisprudentia Papin.* Tit. XI. Princ. VIII. Illat. XXVII. y trouve un exemple de l'esprit de contradiction avec lequel le Jurisconsulte PAUL écrit ses Notes sur les *Règles probables* de LABÉON. Et voici comment il explique la pensée du premier. L'Esclave, dit-il, dans le cas dont il s'agit, quoi qu'il soit revenu dans les Terres de l'Etat, ne peut ni jouir par lui-même du droit de Postliminie, puis qu'il n'a jamais été Citoyen, ni avoir ce droit à la faveur de la personne de son ancien Maître, tant qu'il se dérobe à lui, & qu'il ne se remet pas en sa puissance. Si ce n'est ici qu'une exception à la règle générale, comme Mr. de BYNKERSHOEK (*Obs.* III. 6. & 12.) veut qu'on regarde toutes ces Notes de PAUL, que d'autres appellent des critiques, & qu'ils traitent même quelquefois de chicanes ; c'est du moins une pure subtilité du Droit Romain. Il n'est pas question ici de la personne de l'Esclave, mais de celle du Maître : c'est au Maître qu'appartient le droit de Postliminie ; l'Esclave n'en est que la matière ou le sujet passif. Ce n'est pas l'Esclave qui se recouvre lui-même, ainsi que cela a lieu à l'égard des Personnes auparavant libres : c'est le Maître qui recouvre l'Esclave. En un mot, l'Esclave ne doit être ici considéré que comme un bien recouvré par droit de Postliminie : & cela étant,

pourquoi ne suffit-il pas que l'Esclave soit dans le País, encore même que le Maître n'en sache rien, comme on veut que les choses inanimées soient censées recouvrées par les anciens Propriétaires, du moment qu'elles se retrouvent dans le País, soit que le Maître de ces choses en soit informé, ou non ? D'ailleurs, selon les principes du Droit Romain, un Maître retient la possession de son Esclave fugitif, tant que celui-ci n'est point au service de quelque autre, qui le possède comme sien : (DIGEST. Lib. XLI. Tit. II. *De adquir. vel amitt. Poss.* Leg. XIII. princ. Leg. XV. Leg. I. §. 14.) pourquoi est-ce donc qu'il ne pourroit pas recouvrer cette possession par droit de Postliminie, encore même que l'Esclave revenu se dérobe à lui ? D'autant plus que, pendant la Guerre, la captivité de l'Esclave ne fait que suspendre en quelque façon les droits du Maître.

(5) Certé *apud hostes manumissus liberatur : & tamen si eum nactus dominus ipsius verus intra praesidia nostra fuisset quamvis non sequutum res nostras, sed dum eo consilio venisset, ut ad illos reverteretur : servum retineret jure postliminii, quod in liberis aliter erat . . . quia, ut SABINUS scribit, de sua quâ civitate cuique constituendi facultas libera est, non de domini jure.* DIGEST. ibid. Leg. XII. §. 9. Voyez la *Jurisprudentia Papin.* d'ANTOINE FAURE, Tit. XI. Princ. VIII. Illat. 19. pag. 631, & seq.

(6) *Si vero servus transfugerit ad hostes : quoniam, & quum casu captus est, dominus in eo postliminium habet : rectissime dicitur, etiam ei postliminium esse : scilicet ut dominus in eo pristinum jus recipiat : ne contrarium jus non tam ipsi injuriosum sit, qui servus semper permanet, quam domino damnosum constituitur.* DIGEST. ibid. Leg. XIX. §. 5. Voyez le même ANTOINE FAURE, que je viens de citer, ibid. Illat. 3. pag. 613.

(7) *Ab hostibus capti, & non commercio redempti, sed virtute militum nostrorum liberati, illico statim, quem captivitatis casu amiserant, recipiant : servi autem dominis suis restituentur. Receptos enim eos, non captos, judicare debemus : & militem nostrum defensorem eorum decet esse,*

6. Pour ce qui est des Esclaves rachetez, ils (8) appartiennent dès-lors, selon le Droit Romain, à celui qui a païé leur rançon; mais l'ancien Maître peut le rembourser, & l'Esclave est alors censé recouvré par voie de Postliminie.

7. C'est aux Interprètes du Droit Civil à expliquer tout cela plus en détail. Les dernières Loix y ont même fait quelques changemens. Et pour encourager les Esclaves pris à revenir, on promet la liberté à ceux qui avoient été estropiez, dès le moment qu'ils feroient de retour dans le País; & aux autres, après l'espace de cinq ans, comme il paroît par ce que dit (9) RUFUS, dans son Recueil des Loix Militaires.

§. XII. 1. IL Y A une question, qui est plus de nôtre sujet, c'est de savoir, si les Peuples conquis, qui avoient auparavant un Maître, retournent dans leur ancien état? On peut traiter cette question, en supposant que ce ne soit pas leur ancien Souverain, mais quelque Allié, qui les aît délivrez de la domination du Vainqueur.

2. Surquoi il faut, à mon avis, décider de la même manière, (1) qu'au sujet des Esclaves; à moins qu'on n'en soit autrement convenu par le Traité d'Alliance.

§. XIII. 1. POUR passer maintenant au recouvrement des Choses Inanimées, il est certain que, quand on a chassé l'Ennemi d'un País, dont il s'étoit emparé, les Terres retournent à leurs anciens Propriétaires, comme le dit (1) POMPONIUS. Et les Ennemis sont censez chassés d'un lieu, lors qu'ils ne peuvent plus y venir ouvertement, selon que nous (a) l'avons expliqué ailleurs. C'est ainsi qu'autrefois les Lacédémoniens, après avoir repris sur les Athéniens l'Île d'Egine, en rendirent les terres (2) aux anciens Maîtres. Justinien, (3) & d'autres Empereurs, rendirent aux Héritiers des anciens Propriétaires, les terres qu'on avoit reprises aux Goths & aux Vandales; sans (4) recevoir, contre ces successeurs légitimes, le droit de Prescription établi par les Loix Romaines.

(a) Chap.
VI. de ce Li-
vre, §. 4.

2. Ce

non dominum. COD. Lib. VIII. Tit. LI. De Postlim. revertis &c. Leg. XII.

(8) Encore même que celui qui les rachète sache à qui ils appartiennent: *Si quis servum captum ab hostibus redemerit, protinus est redimentis, quamvis scientis alienum fuisse: sed, oblato ei pretio, quod dedit, postliminio rediisse, aut receptus esse, servus creditur.* DIGEST. Lib. XLIX. Tit. XV. De Capt. & Postlim. &c. Leg. XII. §. 7. Consultez encore ici ANTOINE FAURE, Jurispr. Papin. Tit. XI. Princip. VIII. Illat. II. pag. 622, & seqq.

(9) C'est au num. 64. de ces Loix, dont la version Latine, faite par JEAN LEUNCLAVIUS, se trouve jointe au VE'GE'CE de l'Edition de Plantin, avec les Notes de STRWECHIUS, en 1607. Le Savant GRONOVIUS indique ici l'Edition de SIMON SCHARDIUS, publiée à Bâle en 1561. & qui est apparemment la première.

§. XII. (1) C'est-à-dire, que ce Peuple délivré de la domination de l'Ennemi, doit retourner à son légitime Souverain, à condition que celui-ci dédommage le Libérateur des frais qu'il a faits pour cette expédition.

§. XIII. (1) Verum est, expulsus hostibus ex agris, quos ceperint, dominia eorum ad priores dominos redire, nec aut publicari, aut prædæ loco cedere. DIGEST. Lib. XLIX. Tit. XV. De Capt. & Postlim. &c. Leg. XX. §. 1.

(2) Ἀφαιρέματα δὲ Λακεδαιμονίων τῶν Ἀθηναίων τῶν ἡ-
σαν, ἀνέδοσαν τοῖς ἀρχαίοις οἰκιστάσι. STRAB. Geogr.
Lib. VIII. (pag. 577. Edit. Amstel. 376. Parif.) C'est
qu'ils avoient été du parti des Lacédémoniens. Du reste,
voiez ce que nous avons dit ci-dessus, Chap. VI. de ce
Livre, §. 7. GROTIUS.

(3) Voiez la Nouvelle XXXVI. de JUSTINIEN.

(4) Et cela en conséquence d'une Loi d'HONORIUS qui, quoi qu'il laissât l'Espagne aux Vandales, ne voulut pourtant pas que, pendant que les Vandales la possédoient, la prescription de trente ans courût, au préjudice des Propriétaires de chaque Terre; comme PROCOPE nous l'apprend, Vandalic. Lib. I. (Cap. III.) La même exception se trouve dans une Novelle de VALENTINIEN, au sujet des Terres d'Afrique possédées par les Vandales: *Tricennali temporum definitione conclusa illa tempora præfixo tricennio subtrahantur, quæ claverint sub hostilitate consueta.* NOV. de Episcopali judicio. (Tit. XII. ad calcem COD. THEODOS. in Edit. JAC. GOTHOFRED.) Le II. Concile de SEVILLE décide, qu'une Eglise doit recouvrer les Paroisses qu'elle avoit avant la Guerre; sans qu'on puisse la debouter par droit de Prescription; de même que, selon les Loix Romaines, un Prisonnier de Guerre recouvre ses possessions, lors qu'il est revenu de captivité: *Pro qua re placuit, ut omnis parochia, quam antiquâ ditione, ante militarem hostilitatem, retinuisse Ecclesiam suam quisque comprobaret, ejus privilegio restitueretur.* Sicut enim, per Legem Mundialem, is, quos barbarica feritas captivâ necessitate transvexit, postliminio revertentibus redditur antiqua possessio; non aliter & Ecclesia &c. Non enim erit obijcienda præscriptio temporis, ubi necessitas interest hostilitatis. Ce Canon se trouve rapporté par GRATIEN, Caus. XVI. Quæst. III. Can. XIII. Voiez aussi les DECRETALES, Lib. II. Tit. XXVI. Cap. X. & CUJAS, sur le Titre du CODE, de Prescriptione triginta annorum; comme aussi dans les Observations, Lib. X. Cap. XII. GROTIUS.

(5) Quod

2. Ce que je viens de dire des Terres, a lieu aussi à mon avis, à l'égard de tous les droits attachés aux Fonds mêmes. Les lieux qui étoient sacrés, ou destinés à enterrer les morts, redevenoient tels qu'auparavant, par une espèce de Postliminie, lorsqu'on les reprenoit sur l'Ennemi, comme le décide (5) le Jurisconsulte POMPONIUS. C'est ainsi que CICÉRON dit, en parlant de la Diane de Ségeste, (6) que, par un effet de la valeur de Scipion l'Africain, elle recouvra ses honneurs religieux, en même temps que le lieu, où étoit sa Statue, fut recouvré. Et le Jurisconsulte MARCIEN (7) compare avec le droit de Postliminie, celui en vertu duquel un endroit du Rivage où quelqu'un avoit bâti, fait de nouveau partie du Rivage, lors que le Bâtiment est venu à tomber.

3. Sur ce principe, il (8) faudra dire, que l'ancien Usufruitier rentre dans son droit d'Usufruit sur un Fonds recouvré, de même que POMPONIUS décide au sujet des Terres inondées, (9) dont l'eau est venu à se retirer. Ainsi en Espagne, il y a une Loi (b) qui porte, que les Comtez, & autres Juridictions héréditaires, retournent, par droit de Postliminie, aux anciens Seigneurs : les grandes, purement & simplement ; les petites, à condition qu'on les réclamera dans l'espace de quatre ans depuis leur recouvrement. Le Roi a droit seulement de garder pour lui les Places fortes, qui avoient été perduës par la Guerre, de quelque manière qu'on les recouvre.

(b) Reg.
Constit. Lib. X.
Tit. XXIX.
Part. 2.

§. XIV. I. VOILÀ pour les Immeubles. A l'égard des Choses Mobilières, c'est au contraire une règle générale, qu'elles ne retournent point à leurs anciens Maîtres par droit de Postliminie, mais qu'elles font partie du Butin ; car le Jurisconsulte LABÉON (1) oppose ces deux idées. Ainsi lors même que ces sortes de choses ont passé de l'Ennemi à d'autres par le commerce, en quelque endroit qu'elles se trouvent, elles demeurent à l'Acheteur : (2) & l'Ancien Propriétaire ne peut point les réclamer, quoi qu'il les trouve en Pais (3) neutre, ou même dans son propre Pais.

2. On

(5) *Quod si ab hac calamitate fuerint liberata [loca sacra vel religiosa], quasi postliminio reversa, pristino status restituantur.* DIGEST. Lib. XI. Tit. VII. De Religiosis &c. Leg. XXXVI.

(6) *Que [Diana Segestana] Carthaginensium victoria loco mutato, religionem tamen non amisit : P. Africani virtute, religionem simul cum loco recuperavit.* In Verr. Lib. IV. Cap. XXXV.

(7) *In tantum, ut & soli domini constituentur, qui ibi [in litore] ædificant ; sed quamdiu ædificium manet : alioquin, ædificio dilapso, quasi jure postliminii, revertitur locus in pristinum causum &c.* DIGEST. Lib. I. Tit. VIII. De divisione rerum, & qualitate, Leg. VI. princ.

(8) Cela est aussi décidé formellement par le Jurisconsulte PAUL, dans la Loi, que notre Auteur cite en marge, où il dit la même chose d'un Esclave, dont on avoit l'usufruit : *Si ager ab hostibus occupatus, servusque captus, liberatus fuerit ; jure postliminii restitueretur usufructus.* DIGEST. Lib. VII. Tit. IV. *Quibus modis usufructus, vel usus, amittitur*, Leg. XXVI.

(9) *Sed quemadmodum, si eodem impetu discesserit aqua, quo venit, restituitur proprietas : ita & usufructus restituendum, dicendum est.* Ibid. Leg. XXIII. Voyez le beau Traité de Mr. NOODT, de *Usufructu*, Lib. II. Cap. XI.

§. XIV. (1) Il dit, que ce qui fait partie du butin, ne se reconvre point par droit de Postliminie : *Si, quod bello captum est, in præda est, non postliminio redit.* DIGEST. Lib. XLIX. Tit. XV. De Captivis & Postlim. &c. Leg. XXVIII. J'ai suivi la manière dont Mr. de BYNKERSHOEK corrige cette Loi, avec un très-petit changement, qui paroît nécessaire : *Si, QUOD &c. pour Si quid &c.* OBSERVAT. Jur. Civ. Lib.

III. Cap. VI. Au reste, cette règle générale touchant les Choses Mobilières, est purement de Droit Civil. Les mêmes raisons qui autorisent le Droit de Postliminie à l'égard des Immeubles, ont lieu ici, & avec autant de force. Mr. COCCÉJUS l'avoué, dans sa Dissertation *De Postliminio in Pace*, Sect. II. §. 5. & il dit, que, si les Loix Romaines en ont disposé autrement, c'étoit pour animer les Soldats au Butin. Il pouvoit y entrer une autre raison, dont je parlerai dans la Note suivante.

(2) Les Esclaves étant mis au nombre des biens, & des biens mobilières, il ne paroît pas d'abord pourquoi on les excepta de cette règle générale, comme notre Auteur l'a montré ci-dessus, §. II. ZIEGLER dit, que c'est parce que les Esclaves peuvent se dérober à leurs Maîtres, & prétendre ensuite avoir été pris. Il y a plus d'apparence, que ce fut parce qu'il étoit facile de favoir à qui avoit appartenu un Esclave ; au lieu que, s'il avoit fallu rendre les Choses Mobilières inanimées à leurs anciens Maîtres, ç'auroit été une source de contestations & d'embarras. D'ailleurs, ces choses ne pouvant pas revenir d'elles-mêmes, du moment qu'elles avoient été prises par l'Ennemi, le Propriétaire devoit les regarder comme perduës ; d'autant plus qu'on ne favoit guères entre les mains de qui elles étoient tombées. Au lieu qu'un Esclave pouvoit avoir la volonté & trouver les moyens de revenir.

(3) La raison pourquoi l'Ancien Propriétaire ne peut point réclamer ces Choses Mobilières en Pais neutre, n'est pas fondée sur la nature même de ces sortes de choses. Il en seroit de même des Immeubles s'il étoit possible qu'il s'en trouvât dans les terres d'un Peuple Neutre, qui eussent été pris par droit de Guerre,

2. On a néanmoins excepté autrefois les choses qui servent pour les usages de la Guerre ; & cela afin que l'espérance de les recouvrer par droit de Postliminie fit qu'on s'en pourvût plus volontiers. Comme en ce tems-là les vuës & les Loix de la plupart des Etats étoient tournées du côté de la Guerre, cette exception fut aisément approuvée par un consentement des Nations.

3. Or voici quelles étoient les choses que l'on regardoit comme étant d'usage à la Guerre. Les Vaisseaux de Guerre, & les Vaisseaux marchands, mais non pas les Gondoles ou Galiotes, qui ne servoient que pour le plaisir. Les Mulets, mais seulement ceux de bât. Les Chevaux & les Cavales, propres à monter. C'est l'énumération que fait CICE'RON (4), & , après lui, le Jurisconsulte (5) MODESTIN, plus exacte & plus détaillée, que celle d'ÆLIUS GALLUS, (6) rapportée ci-dessus. Et le Droit Romain veut qu'on légue validement ces sortes de (7) choses prises, & qu'elles entrent (8) dans le partage d'une Hoirie.

4. Les Habits, quoi qu'ils soient sans contredit d'usage à la Guerre, (9) & les Armes même, ne se recouvrent point par droit de Postliminie, parce que c'étoit une chose odieuse, & qui même, comme il paroît par un grand nombre d'exemples que les Histoires fournissent, passoit pour criminelle, de se laisser prendre ses Armes ou ses Habits. Et l'on (10) remarque là-dessus, qu'il y a cette différence entre les Armes & un Cheval, que le Cheval a pu s'échapper, sans qu'il y eût de la faute du Cavalier.

5. Il semble qu'en Occident on ait observé cette différence dans le recouvrement des Choses Mobilières, même sous les Goths, jusqu'au tems de BOECE. Car cet Auteur en parle, dans son explication des Topiques de CICE'RON, comme d'une chose encore en usage.

§. XV.

Guerre, & puis aliéner en faveur de quelqu'un du Pais même. C'est une suite de l'Etat de Neutralité, qui obligeant à regarder comme légitimement acquis ce qu'un des deux Ennemis a pris sur l'autre, engage aussi à maintenir le titre de ceux qui tiennent de lui quelque chose de cette nature : à moins qu'elles n'appartinssent auparavant à un Prisonnier de Guerre, qui en revenant chez lui, & se recouvrant, pour ainsi dire, lui-même, a recouvré tous ses droits à l'égard même des Peuples Neutres. Voyez ci-dessus, §. 6.

(4) *Postliminio redeunt hæc: homo, navis, mulus tellurarius, equus, equa, quæ frena recipere solet.* Topic. Cap. VIII. Cette distinction n'est qu'en faveur des Sujets de l'Etat, qui avoient perdu ces sortes de choses, reprises par des gens du même parti. Mais ils ne peuvent pas plus les réclamer en Pais neutre, que les autres non-exceptées.

(5) C'est MARCELLUS, & non pas MODESTIN : *Navibus longis, atque onerariis, propter belli usum, postliminium est: non piscatoriis, aut si quæ actuarias voluptatis causâ paraverunt. Equus item, aut equa, freni patiens, recipitur postliminio: nam sine culpa equitis prorsus se potuerunt.* DIGEST. Lib. XLIX. Tit. XV. De Capt. & Postlim. &c. Leg. II. Notre Auteur, en rapportant le précis de cette Loi, joint aux *Naves actuarias* celles qu'on appelloit *Lusoriae*. Et comme il y en avoit de celles-ci, qui servoient à garder les frontières de l'Empire, sur le Danube, sur le Rhein, & autres Fleuves; un Allemand, nommé JEAN JACQUES WISSENBACH, Professeur en son vivant à Franeker, critique ici notre Auteur, comme s'il refusoit le droit de Postliminie à tous ces petits Bâtimens qui étoient compris sous le nom général de *Lusoriae naves*. Mais le Censeur n'a pas pris garde, que GROTIUS a assez clairement distingué ces deux sortes, en carac-

térisant ainsi celle dont il veut parler : *voluptatis causâ paratæ* : ce qui tombe aussi sur les *Naves actuarias*, dont quelques-unes étoient aussi d'usage à la Guerre. Voyez ici la Note du Savant GRONOVIVS; & JACQUES GODEFROI sur le CODE THEODOSIEN, Lib. VII. Tit. XVII. De *Lusoriis Danubii*, Tom. II. pag. 401, & seqq. Le même WISSENBACH, au même endroit (c'est-à-dire, *Exercit. in Pandectis*, Disq. XXXIX. num. 23.) soupçonne aussi notre Auteur d'avoir omis les Vaisseaux ou Barques de Pêcheurs, pour favoriser les Hollandois, qui en ont un très-grand nombre. Mais ce soupçon est ridicule, puis qu'il ne s'agit pas encore de l'usage moderne. Je croirois plutôt, que l'omission vient des Copistes, ou de l'Imprimeur.

(6) Voyez le §. 3. Note I.

(7) *Id, quod apud hostes est, legari posse, OCTAVENUS scripsit: & postliminii jure consistere.* DIGEST. Lib. XXX. De Legatis & Fideicommissis I. Leg. IX. Voyez là-dessus CUJAS, Recit. in Dig. 103. T. VII.

(8) On voit bien, que c'est en supposant qu'elles viennent à être recouvrées. PAPINIANUS, de re, quæ apud hostes est, MARCELLUM reprehendit, quod non putat præstationes ejus rei venire in familiæ eriscundæ judicium, quæ apud hostes est. Quid enim impedimentum est, rei præstationem venire; quam & ipsa veniat, propter spem postliminii? scilicet cum cautione: quia possunt non reverti, nisi si tantum æstimatus sit dubius eventus. DIGEST. Lib. X. Tit. II. Familiæ eriscundæ, Leg. XXII. §. 5. & Leg. XXIII. Voyez encore ici le grand CUJAS, Recit. in Paul. pag. 363. Tom. V. Opp.

(9) *Non idem in armis juris est: quippe nec sine flagitio amittuntur: arma enim postliminio reverti negatur, quod turpiter amittantur. Item vestis.* DIGEST. Lib. XLIX. Tit.

§. XV. MAIS dans les derniers Siècles, & peut-être auparavant, elle a été abolie. (1) Car (a) ceux qui ont recherché les Coutumes de ces tems-là, posent par tout pour règle générale, que les Choses Mobilières ne se recouvrent point par droit de Postliminie. Et il a été ainsi décidé (b) en plusieurs endroits, au sujet des Vaisseaux.

§. XVI. 1. POUR les choses qui n'avoient pas encore été emmenées ou emportées dans les lieux dont l'Ennemi est maître, quoi qu'elles eussent été prises; on n'a pas besoin, pour les recouvrer, du droit de Postliminie, (1) puis qu'elles n'avoient point changé de maître, selon le Droit des Gens.

2. Il en est de même, comme le disent les Jurisconsultes (2) ULPYEN & JAVOLEN (3), de celles qui ont été prises par des Brigands ou des Corsaires: parce que le Droit des Gens ne les a point autorisées à se les approprier, au préjudice de l'ancien Maître. Sur ce fondement, les Athéniens autrefois prétendirent, que (4) l'Isle d'Halonesse, qui leur avoit été prise par des Pirates, & dont ceux-ci avoient été chassés par Philippe de Macédoine, leur fût renduë, comme leur appartenant, & non pas comme un présent de ce Prince. Ainsi les choses, que de telles gens ont prises, peuvent être réclamées par tout où on les trouve. Tout ce qu'il y a, c'est que, si quelque autre personne a acquis la possession d'une chose comme celle-là, enforte qu'il lui en ait coûté; le véritable Propriétaire doit, selon le Droit de Nature, lui rendre autant qu'il auroit volontiers dépensé lui-même pour recouvrer son bien, selon ce que nous (a) l'avons établi ailleurs.

§. XVII. 1. LES Loix Civiles peuvent néanmoins en ordonner autrement. Ainsi en (a) Espagne, & chez les (b) Vénitiens, les Vaisseaux pris par des Pirates demeurent à ceux qui les ont repris. Et au fond, il n'y a point d'injustice à priver ainsi les Particuliers de leur bien, en (1) considération de l'utilité publique; sur tout vu la grande difficulté qu'il y a à recouvrer une chose perdue de cette manière.

2. Mais

Tit. XV. De Capt. & Postlim. &c. Leg. II. §. 2. & Leg. III.

(10) Dans la Loi citée ci-dessus, Note 5.
§. XV. (1) Feu Mr. COCCEJUS, dans la Dissertation déjà citée De Postliminio in Pace, & Amnestia, Sect. II. §. 6. & seqq. prétend que l'usage moderne est, au contraire, que toutes les Choses Mobilières, de quelque nature qu'elles soient, se recouvrent par droit de Postliminie. Mais il n'allègue que quelques exemples de ce qui se pratique en Allemagne. Et ainsi l'argument qu'il tire de ce que notre Auteur dit touchant les Vaisseaux, comme si c'étoit une exception à la règle générale, n'a aucune force, tant qu'on n'a point prouvé l'universalité de l'usage. Voyez, au reste, les divers réglemens faits dans ces Provinces, au sujet du recouvrement des Vaisseaux, dans le Commentaire de feu Mr. VOET, sur le DIGESTE, Tit. De Captivis & Postliminio &c. §. 4.

§. XVI. (1) Voyez ce que j'ai dit ci-dessus, Chap. VI. de ce Livre, §. 3. Note 1. D'où il paroît que cette règle est de Droit Civil, & nullement du Droit des Gens, comme le veut notre Auteur, que feu Mr. TITUS, (Observ. in Lauterbach. 1445. num. 3.) tâche en vain de justifier, comme s'il parloit seulement de ce qui a lieu par rapport aux Sujets du même Etat, entre lesquels il ne peut guères y avoir de dispute là-dessus, tant que les choses reprises sur l'Ennemi ne sont pas encore en lieu de sûreté. Consultez ici encore le Commentaire de Mr. VOET sur le DIGESTE Tit. De Captivis & Postlim. &c. §. 3.

(2) Voyez la Loi citée ci-dessus, Chap. III. de ce Livre, §. 1. Note 3. A piratis, aut latronibus, capti, liberi permanent, dit PAUL, autre Jurisconsulte, dans le même Titre, Leg. XIX. §. 2.

(3) Celui-ci parle d'un Esclave, qui, après avoir

TOM. II.

été enlevé par des Voleurs, auroit passé de main en main par le commerce aux Germains, c'est-à-dire, aux Ennemis du Peuple Romain, & auroit été ensuite pris sur eux dans une défaite, puis vendu. Malgré tout cela, la prescription ne courroit point pour l'Acheteur, selon ce Jurisconsulte, qui suit ici l'opinion de trois autres: Latrones tibi servum eripuerant: postea in servum ad Germanos pervenerat, inde in bello victis Germanis, servus venierat. Negant posse usucapi eum ab emptore, LABEO, OFILIUS, TREBATIUS: quia verum esset, eum subreptum esse, nec quod hostium fuisset, aut postliminio redisset, ei rei impedimento esse. DIGEST. Lib. XLIX. Tit. XV. De Capt. & Postlim. &c. Leg. XXVII. DENYS GODEFROI oppose ici la Loi VI. du même Titre, où il n'y a néanmoins rien de contraire. Voyez la Jurispr. Papinian. d'ANTOINE FAUË, Tit. XI. Princ. VIII. Illat. VI. pag. m. 615, 616.

(4) Φίλιππος γὰρ, ἀρχεται μὲν περὶ Ἀλονήσου λέγων, ὡς ὑμῖν δίδωσι, αὐτὴν ἑσάν. ὑμᾶς δὲ ἂν φησι δικαίως αὐτὴν ἀπαιτεῖν. ἔ γὰρ ὑμετέραν ἑσάν ἔτε λαβεῖν, ἔτε νῦν ἔχειν. εἰλεγε δὲ πρὸς ἡμᾶς τοιαύτης λόγους, ὅτε πρὸς αὐτὸν ἐπεστέυσσαμεν, ὡς ληστὰς ἀφελόμενον ταύτην τὴν νῆσον κτήσασθαι, καὶ προσέκειν αὐτὴν αὐτῷ εἶναι. τῶτον δὲ τὸν λόγον, ὡς ἐκ ἐστὶ δικαίον, ἔ γὰρ χαλεπὸν ἐστὶ αὐτῷ ἀφελίσθαι. ἀπαντες γὰρ οἱ ληστὰς, τὰς ἀλλοτρίους τούτους καταλαμβάνοντες, καὶ τούτους ὀχυρῶς ποιούμενοι, ἐντεῦθεν τὰς ἀλλὰς κακῶς ποιοῦσιν. ὁ δὲ τὰς ληστὰς τιμωρησάμενον καὶ κρατήσας, ἔκ ἂν δὴ καὶ εὐκότα λέγοι, εἰ Φαίη, ὃ ἐκείνῳ ἀδικῶς καὶ ἀπάτρια εἶχον, ταῦτα αὐτῷ γίνεσθαι. DEMOSTHEN. (aut alius sub ejus nomine) Orat. de Halonesse, pag. 30. Voyez la Lettre de Philippe même, pag. 63. A. B.

§. XVII. (1) Le but d'une telle Loi est, d'animer les Soldats & les Armateurs à poursuivre les Brigands

T t

(a) Bartol. in Dig. De Capt. & Postlim. Leg. XXVIII. Angel. & Salicet. in Cod. De Postlim. reversis, Leg. II. Ordonnances de France, Liv. XX. Tit. XIII. Art. 24. Consulat. Maris, C. 287.
(b) Voyez Decis. Genuens. CI.

(a) Liv. II. Chap. X. §. 9.
(a) Reg. Constat. Lib. XXXI. Tit. XXIX. Part. 2. Voyez Covarruvias, ad Cap. Peccatum, Part. II. §. II. num. I.
(b) Voyez les Lettres de La Canaye, du Fresnoy, Tom. I.

2. Mais une Loi, comme celle dont nous venons de parler, ne peut point préjudicier aux Etrangers, & elle n'empêche pas qu'on ne doive leur rendre leur bien, quand ils le réclament.

§. XVIII. 1. Il est plus surprenant, que, selon les Loix Romaines, le Droit de Postliminie eût lieu non seulement d'Ennemi à Ennemi, mais encore entre les Romains, & tous les Peuples Etrangers, quoi qu'ils ne fussent point en guerre avec eux. Mais c'est-
 (a) Liv. II. Chap. XV. §. 5. là, comme (a) nous l'avons remarqué ailleurs, un reste de la barbarie du Siècle des Nomades où les sentimens de la Société naturelle qu'il y a entre tous les Hommes étoient étouffés par de mauvaises coutumes. D'où vient que, parmi les Peuples même qui n'étoient point en guerre publique, il y avoit une espèce de Guerre entre les Particuliers, autorisée & comme déclarée par l'usage. Et c'est pour empêcher qu'une telle licence ne produisît bien des meurtres, qu'on jugea à propos d'établir des Loix au sujet de ceux qui feroient ainsi pris par des Particuliers. Après quoi, il fallut aussi établir le droit de Postliminie. De sorte qu'en tout cela on régla les choses autrement qu'à l'égard des prises faites par des Brigands ou des Corsaires, parce que ces hostilités particulières aboutissoient à des conventions accompagnées d'une espèce d'équité, dont les Brigands & les Corsaires ne veulent point entendre parler ordinairement.

2. Il y a ici une question, proposée par CICÉRON, sur laquelle il semble que les sentimens aient été autrefois partagés, c'est de savoir (1) si ceux qui ont été pris & faits Esclaves chez un Peuple Allié, rentrent dans leur premier état par droit de Postliminie, lors qu'ils trouvent moien de retourner chez eux. GALLUS ÆLIUS (2) soutenoit l'affirmative; & le Jurisconsulte PROCULUS, (3) la négative. Pour moi, je crois qu'il faut décider diversément, selon la nature des Traitez d'Alliance. Ceux qui se faisoient simplement pour terminer ou pour prévenir une Guerre Publique, n'empêchoient point que les Sujets des deux Etats ne pussent se prendre prisonniers les uns les autres, & par conséquent que le droit de Postliminie n'eût lieu à leur égard. Mais quand le Traité portoit, que les Sujets de part & d'autre pourroient aller & venir en sûreté dans les deux Etats, la permission de faire des Prisonniers cessant entre ces deux Peuples, le droit de Postliminie cessoit aussi. Et c'est, à mon avis, ce que donne à entendre POMPONIUS, lors qu'il dit, (4) que les Peuples avec qui on n'a ni des liaisons d'Amitié, ni droit d'Hospitalité, ni

1616

ou les Pirates, dans l'espérance de s'approprier les choses prises même aux Sujets de l'Etat. GROENEWEGEN, dans son Traité *De Legibus abrogatis & inusitatis*, &c. (in L. 24. & 27. D. De Captiv. & Postlim.) dit, que cela se pratique aussi en Hollande, & dans les Pais voisins.

§. XVIII. (1) *Similique in genere, inferiore ordine, si quis apud nos servisset ex populo federato, seseque liberasset, ac postea domum revenisset; quaesitum est apud majores nostros, num is ad suos postliminio rediisset, & amisset hanc civitatem.* De Oratore, Lib. I. Cap. XL.

(2) *Cum populis liberis, & cum federatis, & cum Regibus, postliminium nobis est ita, uti cum hostibus &c.* Apud FESTUM, voce Postliminium.

(3) *Non dubito, quin federati & liberi nobis externi sint: non inter nos atque eos postliminium esse.* DIGEST. Lib. XLIX. De Capt. & Postlim. &c. Leg. VII. princ. C'est ainsi que porte le MS. de Florence. Les Editions ordinaires mettoient ici une négative: *nobis externi non sint.* Et ANTOINE FAURE défend cette manière de lire, dans sa *Jurispr. Papin.* (Tit. XI. Princ. VIII. Illat. 7. pag. 616, 617.) mais en donnant au mot d'Etrangers (*Externi*) une signification impropre, qu'il ne justifie par aucun exemple. Le docteur SAUMAISE,

au contraire, dont le sentiment est approuvé ici par GRONOVIVS, a voulu concilier les opinions, en ôtant toutes les deux négatives, & lisant: *quum federati & liberi nobis externi sint, inter nos atque eos &c.* Mais cela est insoutenable, & directement contraire aux paroles suivantes, où le Jurisconsulte fait voir, qu'il n'est pas besoin du droit de Postliminie entre les Romains, & ces Peuples Alliez ou Libres, parce qu'en vertu de la relation qu'il y avoit ainsi entr'eux, les Citoyens de part & d'autre conservoient hors de chez eux & leur liberté, & la propriété de leurs biens: *Etenim quid inter nos atque eos postliminii opus est, quum & illi apud nos & libertatem suam, & dominium rerum suarum, æquè atque apud se, retineant, & eadem nobis apud eos contingant?* Quoique le Jurisconsulte eût pu s'exprimer plus nettement, on voit assez ce qu'il veut dire. Le droit de Postliminie avoit lieu originairement & ordinairement d'Etranger à Etranger: les Peuples Alliez & Libres ne laissoient pas pour cela d'être Etrangers; voilà l'exception que POMPONIUS fait remarquer, comme l'explique très-bien CUJAS, *Observat.* Lib. XI. Cap. XXIII. Cela paroîtra encore mieux, si l'on rappelle dans son esprit ce que nous avons dit, sur le Livre I. Chap. III. §. 21. Note 25. de la

une Alliance contractée pour cause d'amitié, ne sont pas à la vérité nos Ennemis; cependant ils peuvent s'approprier les biens des nôtres, qui tombent entre leurs mains, & faire Esclaves ceux de nos gens qu'ils prennent, comme nous le pouvons de notre côté par rapport aux biens & aux personnes de leur País, qui tombent entre nos mains: & qu'ainsi en ce cas-là, le droit de Postliminie a aussi lieu de part & d'autre. Ce Jurisconsulte en distinguant-là les Alliances contractées pour cause d'amitié, insinué clairement qu'il y en peut avoir d'autres qui n'emporteront ni droit d'Hospitalité, ni liaison d'Amitié. PROCULUS aussi fait assez entendre, qu'il entend parler d'Alliez qui se soient engagés réciproquement à vivre en bonne amitié, ou à laisser venir & séjourner en toute sûreté les Citoiens de part & d'autre, lors qu'il ajoute: (5) *Qu'est-il besoin entr'eux & nous, du droit de Postliminie, puis que quand quelqu'un d'entr'eux est chez nous, il y conserve sa liberté, & la propriété de ses biens, tout de même que s'il étoit chez lui; & que nous avons, de notre côté, chez eux le même privilège?* Ainsi dans les paroles qui suivent, du passage de Gallus Ælius déjà cité, où il dit, selon la correction judicieuse de Cujas, (6) que le droit de Postliminie n'a pas lieu à l'égard des Peuples de notre dépendance; il faut ajouter, ni par rapport à ceux avec qui nous avons fait quelque Traité d'Alliance pour cause d'amitié.

§. XIX. 1. MAIS aujourd'hui, (a) & parmi tous les Chrétiens, & parmi la plupart des Mahométans, les droits de la parenté naturelle qu'il y a entre tous les Hommes aiant été rétablis, celui de faire des Prisonniers, hormis entre les Nations qui sont en guerre, a été aboli, & en même tems le droit de Postliminie.

(a) Bodin.
De Republ.
Lib. I. Cap.
VII.

2. L'ancienne règle du Droit des Gens peut néanmoins avoir encore lieu, si l'on a à faire avec un Peuple si barbare, qu'il croie permis & légitime d'exercer des actes d'hostilité contre la personne ou sur les biens de tous les Etrangers, sans aucune déclaration de Guerre ou aucun sujet. C'est sur ce principe qu'il vient d'être jugé, au moment que j'écris ceci, en la grande Chambre du Parlement de Paris, seant Messire Nicolas de Verdur, premier Président; (1) que des biens appartenans à des Sujets de France, qui avoient été pris par les Algériens, Peuple accoutumé à pirater sur tous les autres, avoient changé de maître par droit de Guerre; & qu'ainsi aiant été repris par d'autres, que les anciens Propriétaires, ils devoient demeurer à ceux qui les avoient repris. Dans le même procès, il a été décidé,

la condition des Peuples dont il s'agit, par rapport aux Romains.

(4) *In pace quoque Postliminium datum est: nam si cum gente aliqua neque amicitiam, neque hospitium, neque fœdus amicitiae causa factum, habemus; hi hostes quidem non sunt, quod autem ex nostro ad eos pervenit, illorum sit: & liber homo noster, ab eis captus, servus fit, & eorum. Idemque est, si ab illis ad nos aliquid perveniat. Hoc quoque igitur casu, postliminium datum est.* DIGEST. *ibid.* Leg. V. §. 2. L'illustre Mr. BYNKERSHOEK, dans la Dissertation *De dominio maris*, (Cap. I. pag. 5.) prétend, que ce qui est dit ici d'une personne libre, qui devient Esclave, pour avoir été prise par des gens de quelcune des Nations Etrangères, dont il s'agit; ne doit s'entendre que de ceux qui ont été faits Prisonniers pour quelque cause légitime. Mais les paroles du Jurisconsulte ancien paroissent trop claires, pour souffrir cette restriction. Feu Mr. COCCEJUS (*Diss. De Postlim. in Pace*, Sect. II. §. 29.) donne à la Loi entière une autre explication, la plus forcée du monde: il veut qu'il s'agisse seulement des peuples avec qui l'on a été en Guerre, sans qu'on ait inféré dans le

Traité de Paix une clause d'Amnistie générale. Mais il falloit cela pour accorder le Droit Romain avec le Système que cet Auteur a imaginé d'un droit de Guerre subsistant après la Paix entre les anciens Ennemis; de quoi nous pourrions parler ailleurs, sur le Chap. XX. §. 15. de ce dernier Livre.

(5) Voyez la Note 3.

(6) *Quæ nationes in ditione nostra sunt, cum his postliminium non est.* Au lieu que les Editions de FESTUS portent: *Quæ nationes in opinione nostra sunt, cum his*, ... Voyez le Chapitre des Observations de ce grand Jurisconsulte, qui vient d'être cité dans la Note 3. FULVIUS URSINUS avoit déjà corrigé de la même manière le mot *opinionis*.

§. XIX. (1) Feu Mr. COCCEJUS, dans la Dissertation que je viens de citer, (Sect. II. §. 8.) trouve cette décision impertinente & injuste: par la raison, qu'il n'y a point de droit de Guerre par rapport aux Pirates. Mais notre Auteur suppose qu'on ne les regarde point comme Pirates. Et si tel est l'usage, il peut être justifié par la raison alléguée ci-dessus, §. 17. Note 1.

décidé, conformément à ce que nous disions tout-à-l'heure, que les Vaisseaux ne font pas aujourd'hui du nombre des choses qui peuvent être recouvrées par droit de Postliminie.

CHAPITRE X.

Avis sur ce qui se fait dans une GUERRE INJUSTE.

I. En quel sens on dit, que l'Honneur & la Conscience défendent ce qui est permis par les Loix. II. Application de cette maxime aux choses que nous avons dit être permises par le Droit des Gens. III. Que tous les actes d'hostilité commis par celui qui fait une Guerre injuste, sont aussi injustes en eux-mêmes, & devant le Tribunal de la Conscience. IV. Quelles personnes sont tenues à restitution, dans une Guerre injuste; & comment elles y sont tenues. V. Si l'on doit rendre ce que l'on a pris dans une telle Guerre? VI. Si celui, entre les mains de qui est tombée une chose qu'un autre avoit prise dans une Guerre injuste, est tenu de la restituer à son ancien Maître?

§. I. I. IL FAUT maintenant retourner sur nos pas, & ôter à ceux qui font la Guerre presque tout ce qu'il peut sembler que nous leur ayons accordé, mais que nous n'avons point accordé effectivement. Car en commençant à traiter ces matières du Droit des Gens, nous avons déclaré, que plusieurs choses sont dites être de droit, ou permises, soit parce qu'on les fait impunément, soit à cause que les Tribunaux de Justice prêtent leur autorité à ceux qui les font; quoi qu'elles soient contraires aux Règles ou de la Justice proprement ainsi nommée, ou des autres Vertus, ou que du moins ceux qui s'abstiennent de ces sortes de choses, agis-

CHAP. X. §. I. (1) PYRRH. Lex nulla capto parcit, aut penam impedit.

AGAM. Quod non vetat lex, hoc vetat fidei pudor. Troad. vers. 333, 334.

(2) Sciendum itaque est, omnia Fideicommissa primis temporibus infirma fuisse, quia nemo invito cogebatur prestare id, de quo rogatus erat. Quibus enim non poterant hereditatem, vel legata, relinquere, si relinquerant, fidei committebant eorum, qui capere ex testamento poterant. Et ideo Fideicommissa adpellata sunt, quia nullo vinculo juris, sed tantum PUORE eorum, qui rogabantur, continebantur. INSTIT. Lib. II. Tit. XXIII. De Fideicommissariis hereditat. §. 1.

(3) Non enim aliter, salvo PUDORE, ad sponsorem venit creditor, quam si recipere à debitore non possit. Declamat. CCLXXIII.

(4) ΗΉΣΙΟΔΟΣ faisant la description du Siècle de Fer, dit, qu'il n'y a ni Justice, ni Honneur; que les Gens-de-bien y sont exposés aux insultes des Méchants &c.

ΔΙΚΗ δ' ἐν χερσὶ καὶ ΑἰΔΩΣ
οὐκ ἔστι. βλάψει δ' ὁ κακὸς τὸν ἀρεστον φῶτα &c.
(Oper. & Diet. vers. 192, 193.) PLATON fait cette fiction, que DIEU craignant que le Genre Humain ne périclît, envoie aux Hommes Mercure, qui leur emmène la Justice & l'Honneur, pour l'ornement des États, & les liens de l'Amitié: Ζεὺς ἔν δίσκῳ περὶ τῷ γένει ἡμῶν, μὴ ἀπόλοιτο πᾶν, Ἐρμῆν πέμπει ἄγοντα εἰς ἀνθρώπους ΑἰΔΩΝ τε καὶ ΔΙΚΗΝ, ἣν εἰς πόλεων κόσμον τε, καὶ δισκοὶ φιλίας συναγωγῆς. In Protagor.

(pag. 322. C. Tom. I. Ed. H. Steph.) Le même Philosophe approuve ailleurs la pensée de ceux, qui appellent l'Honneur, la Compagne de la Justice: Περθεῖν [il faut lire πάρεδδ] γὰρ Αἰδοῦς Δίκη λίγεται τε, καὶ ὄντως εἰσεται. De Legib. Lib. XII. (pag. 943. E. Tom. II.) PLUTARQUE joint aussi ensemble la Justice & l'Honneur, dans la Vie de Thésée (pag. 3. C.) & ailleurs il dit, que la Justice & l'Honneur habitent ensemble: Ἡ δὲ γὰρ παρθεῖν [Δίκη] ἐστὶ, καὶ Ὅσιόν, ἀδίαφθορον, Αἰδοῦς, καὶ σωφροσύνης, καὶ ἀφελείας ἵνοικον. Ad Princip. inerudit. (pag. 781. Tom. II. Ed. Wech.) DENYS d'Halicarnasse remarque, que l'Honneur, la Modestie, & la Justice sont les liens de la Société Civile: Αἰδῶς δὲ, καὶ κόσμος, καὶ Δίκη, ὅφ' ὧν ἡ πᾶσα κοινωνία πολιτικὴ σώζεται &c. Antiq. Roman. Lib. VI. (Cap. XXXVI. pag. 354. Edit. Oxon. 369. Sylb.) JOSEPH, l'Historien Juif, joint ensemble l'Équité & l'Honneur, Ἐπιείκεια, & Αἰδώς, Antiq. Jud. Lib. XIII. Cap. XIX. (pag. 456. A.) Un Poète Latin parlant du règne de Saturne, dit, que les crimes des Hommes n'avoient pas encore chassé la Justice de la Terre, & que les Peuples se conduisant alors par l'Honneur, n'avoient pas besoin d'être retenus dans leur devoir par la Force & par la crainte des Peines:

Nondum Justitiam facinus mortale fugarat:

(Ultima de Superis illa reliquit humum)

Proque metu populum sine vi Pudor ipse regebat.

Nullus erat justis reddere jura labor.

[OVID. Fast. Lib. I. vers. 249, & seqq.] GROTIUS.

(5) C'est en parlant des Mariages, où il s'agit de la

agissent d'une manière plus honnête & plus louable dans l'esprit des Gens-de-bien.

2. Dans une Tragédie de SENE'QUE, Pyrrhus dit, (1) qu'il n'y a aucune Loi qui ordonne d'épargner les Prisonniers de Guerre, ou qui défende de les punir; mais Agamemnon lui répond, Que ce que les Loix ne défendent pas, l'Honneur le défend. Par l'Honneur il faut entendre ici, non pas tant la considération des autres Hommes, & le soin de sa propre réputation; que le respect pour l'Équité & la Justice, ou du moins l'attachement à faire ce qui est le plus juste & le plus honnête. C'est en ce sens que l'Empereur JUSTINIEN (2) dit, que les *Fidéicommiss* ont été ainsi appelez, parce que la restitution des biens, dont une personne avoit disposé en mourant de cette manière, étoit laissée à l'honneur du Fidéicommissaire, qui ne pouvoit point y être contraint par les Loix. QUINTILIEN, le Père, soutient, dans le même sens, (3) qu'un Créancier ne peut, avec HONNEUR, s'en prendre à la Caution de son Débiteur, que quand il ne trouve pas moyen de se faire paier de celui-ci. Plusieurs anciens Auteurs joignent (4) l'Honneur avec la Justice: & un Jurisconsulte (5) l'allocie au Droit Naturel. CICÉRON (6) distingue les actes de la Justice, & ceux de la Pudeur ou de l'Honneur, en ce que la première consiste à ne point faire de tort aux Hommes; & l'autre, à ne pas les choquer.

3. Il y a une sentence de SENE'QUE, qui s'accorde bien avec le vers que nous avons cité d'une de ses Tragédies: (7) *Que c'est peu de chose, dit-il, de n'être homme de bien, qu'autant que les Loix l'exigent! Combien plus loin s'étend la règle de nos Devoirs, que celle du Droit! Combien de choses l'Affecton naturelle, l'Humanité, la Libéralité, la Justice, la Bonne Foi, ne demandent-elles pas, sur quoi il n'y a rien dans les Loix Civiles!* On voit là le Droit distingué de la Justice, parce que le Philosophe entend par le Droit, ce sur quoi on a action devant les Juges. Il explique ailleurs merveilleusement bien sa pensée, par l'exemple du droit d'un Maître sur ses Esclaves: (8) *Pour la manière, dit-il, d'agir envers un Esclave, il faut voir, non ce qu'on peut impunément lui faire souffrir, mais ce que permettent l'Équité, qui veulent même qu'on épargne les Prisonniers de Guerre, & ceux qu'on a achetez*

Ala

la Pudeur proprement ainsi nommée. Le Jurisconsulte dit, qu'il est contre les Règles de cette Pudeur naturelle, & par conséquent du Droit Naturel, d'épouser une Fille: *In contrahendis matrimonis, Naturale Jus & Pudor inspiciendus est. contra pudorem est autem, filium uxorem ducere.* DIGEST. Lib. XXIII. Tit. II. De ritu Nuptiarum, Leg. XIV. §. 2.

(6) Il ne s'agit pas non plus ici de l'Honneur en général, selon l'idée que notre Auteur attache, après les Anciens, au mot de *Pudor*, je veux dire, de l'attachement aux règles de l'Honnête & de la Vertu. Mais CICÉRON parle de cette Vertu particulière, qui consiste à observer les règles de la Bienfaisance: *JUSTITIÆ partes non violare homines, VERECUNDIÆ, non offendere.* De Offic. Lib. I. Cap. XXVIII.

(7) *Ut hoc ita sit, quàm angusta innocentia est, ad legem bonum esse? quanto latius Officiorum patet, quàm Juris, regula? quàm multa Pietas, Humanitas, Liberalitas, Justitia, Fides, exigunt, que omnia extra publicas tabulas sunt?* De Ira, Lib. II. Cap. XXVII. Ce Philosophe remarque ailleurs, qu'il y a bien des choses, sur quoi on ne trouve point de Loi, & pour lesquelles on n'a point action en Justice, qui néanmoins peuvent être exigées par les règles du commerce de la Société Humaine, supérieures à toutes les Loix écrites: *Multa legem non habent, nec actionem, ad quæ consuetudo vite humane, lege omni valentior, dat aditum.* De Benefic. Lib. V. Cap. XXI. CICÉRON soutient, qu'autre est la

manière dont les Loix redressent les injustices; & autre celle dont les Philosophes les corrigent. Les Loix se bornent à ce qu'il y a de plus grossier, & de palpable, pour ainsi dire: les Philosophes épluchent tout, aussi loin que s'étendent les lumières d'une Raison attentive & pénétrante: *Sed aliter Leges, aliter Philosophi, tollunt astutias: Leges, quatenus manu tenere possunt; Philosophi, quatenus ratione & intelligentiâ.* De Offic. Lib. III. (Cap. XVII.) Voyez un passage de QUINTILIEN, *Instit. Orat. Lib. III. Cap. VI.* (qui a été cité ci-dessus, Chap. IV. de ce Livre, §. 2. num. 2. GROTIUS.

On peut voir, sur cette matière, mes deux Discours, de la Permission, & du Bénéfice des Loix.

(8) *Et in mancipio cogitandum est, non quantum illud impune pati possit, sed quantum tibi permittat æqui bonique natura; quæ parcere etiam captivis, & pretio paratis, jubet. . . . Quum in servum omnia liceant, est aliquid, quod in hominem licere, commune jus animantium vetet: quia ejusdem nature est, cujus tu. Lib. I. De Clementia, Cap. XVIII.* On pourroit croire, sur ce que le Philosophe dit, à la fin de ce passage, *commune jus animantium*, que selon les Stoïciens, il y avoit un Droit véritablement & proprement commun aux Hommes, & aux Bêtes. Mais voyez ce que j'ai dit sur PUFENDORF, *Droit de la Nat. & des Gens*, Liv. II. Chap. III. §. 2. Note 2. & §. 3. Note 10. de la seconde Edition.

A la vérité, (ajoute-t-il un peu plus bas) tout est permis à un Maître par rapport à son Esclave considéré comme tel: mais il y a des choses qui ne sont point permises par rapport à ce même Esclave, envisagé comme un Homme, selon le Droit commun des Animaux. Remarquez ici le mot de *permis* employé en deux sens, l'un pour ce qui est véritablement permis en soi-même, l'autre pour ce qui n'est permis qu'extérieurement.

§. II. I. LE Consul *Marcellus* fit la même distinction, en plaidant sa cause dans le Sénat Romain: (1) Il ne s'agit point ici, disoit-il, de ce que j'ai fait, puis que, quoi que j'aie fait, je puis me justifier par le droit de la Guerre, qui m'y autorisoit; mais de ce que les Siciliens ont dû souffrir, c'est-à-dire, de ce que l'Equité & l'Honnêteté permettoient à leur égard. ARISTOTE insinué aussi cette différence, dans un endroit où il examine, si l'Esclavage, qui vient de la Guerre, peut être appelé juste: (2) Quelques-uns, dit-il, aiant en vue une espèce de Droit, c'est-à-dire, la Loi qui est certainement (3) quelque chose de juste, disent qu'à cet égard l'Esclavage produit par la Guerre est juste: mais ils ne prétendent pas pour cela, qu'il soit juste absolument; car il peut arriver que la cause de la Guerre ne soit pas juste. THUCYDIDE fait dire aux Thébains: (4) Pour ceux que vous avez tués dans le Combat, nous ne nous plaignons pas tant; car ils ont eu ce sort par une espèce de droit.

2. Les Jurisconsultes Romains eux-mêmes, qui parlent souvent du droit de Captivité, (5) l'appellent quelquefois une injure; & l'opposent à l'Equité Naturelle. SENEQUE (6) dit, que l'injure a produit le nom d'Esclave; aiant égard à ce qui arrive souvent. TIT L I V E parlant des (7) Italiens, qui vouloient garder ce qu'ils avoient pris aux Syracusains pendant la Guerre, les traite de gens qui s'opiniâtrent à conserver le fruit de leur injustice. L'Orateur DION de Pruse remarque, que les Prisonniers de Guerre, lors qu'ils retournent chez eux, recouvrent leur liberté, (8) comme aiant été, ajoute-t-il, injustement réduits en esclavage.

3. LACTANCE accuse les Philosophes Païens, qui traitoient des Devoirs concernant la Guerre, (9) de ne pas raisonner selon les principes de la Justice & de la vérité

§. II. (1) Sed non, quid ego fecerim, in disquisitionem venit, quem, quidquid in hostibus feci, jus belli defendit, sed quid isti pati debuerint. TIT. LIV. Lib. XXVI. Cap. XXXI. num. 2. C'est ainsi que notre Auteur cite ce passage. Mais les paroles, quem, quidquid in hostibus feci, jus belli defendit, qu'il citoit aussi ci-dessus, Chap. IV. de ce Livre, §. 5. Note 3. ne se trouvent point dans les MSS. & GRONOVIVS a eu raison de les omettre dans son Edition, qui porte seulement, in disquisitionem venit, quàm quid isti. Voyez la Note de ce Savant Critique. Il auroit pu remarquer, que cette glose est venue apparemment des paroles suivantes, qui se trouvent un peu plus bas, & que j'ai substituées, dans la Note que je viens d'indiquer: Quæ autem singulis victor aut ademi, aut dedi, quum belli jure, tum ex cuiusque merito, scio me fecisse.

(2) Ὅπως δὲ ἀντεχόμενοι τινος, ὡς οἰοῦνται, δικαίως τινός (ὁ γὰρ νόμος δικαίον τι) τὴν κατὰ πόλεμον δολοίαν τιθέναι δικαίαν. ὅπως δ' ἔφασι. τὴν γὰρ ἀρχὴν ἐνδεχεται μὴ δικαίαν εἶναι τῶν πολέμων &c. Politic. Lib. I. Cap. VI. pag. 302. A. Tom. II. Ed. Paris. Voyez la-dessus le Commentaire de GIPHANIUS.

(3) SENEQUE dit, que quelques-uns acquièrent par les armes un Droit sur des Pais appartenans à autrui: Alii armis sibi jus in aliena terra fecerunt. Consolat. ad Helviam, Cap. VI. Il semble que le droit & l'acquisition d'un bien d'autrui, demeurant tel, soient incompatibles. Mais cela se concilie par nos principes, établis ici dans le Texte. Joignez-y ce que nous avons

dit au Chap. IV. de ce Livre, §. 2. GROTIUS.

(4) Οὐς μὲν ἐκ χειρὸν ἀπεκτείναντες ἢ ὁμοίως ἀλλήλους κατὰ νόμον γὰρ δὴ τινα ἵπασχον &c. Lib. III. Cap. LXVI. Ed. Oxon.

(5) Voyez la Loi, citée ci-dessus, Chap. VII. de ce Livre, §. 6. Note 10. avec la réflexion que j'y ai faite.

(6) Il dit, que, comme le titre de Chevalier est venu de l'Ambition, les noms d'Affranchi & d'Esclave doivent leur origine à l'Injure ou l'Injustice: Quid est Eques Romanus, aut Libertinus, aut Servus? Nomina ex ambitione, aut ex injuria nata. Epist. XXXI.

(7) C'étoient au contraire des Grecs, qui vouloient garder ce qu'ils avoient pris, pendant la Guerre, à des gens originaires d'Italie: Græci res à quibusdam Italici generis, eadem vi, quæ per bellum ceperant, retinentibus, concessas sibi ab Senatu, repetebant. Omnium primum ratus [Scipio] tueri publicam fidem, partim edicto, partim judiciis etiam in pertinaces ad obtinendam injuriam redditus, suas res Syraculanis restituit. Lib. XXIX. Cap. I. num. 16, 17.

(8) Ὡς ἀδικῶς δαλεύοντας. Orat. XV.

(9) Itaque quum de officiis ad rem militarem pertinentibus disputant [Philosophi]; neque ad justitiam, neque ad veram virtutem, accommodatur illi omnis oratio, sed ad hanc vitam moremque civilem. Instit. Divin. Lib. VI. Cap. VI. num. 24. ST. AUGUSTIN dit, que, si l'on suit bien les préceptes de l'Evangile, on fera même la Guerre de telle manière, qu'on ne dépouillera pas tout sentiment de bienveillance envers l'Ennemi: Ac per

table Vertu, mais de conformer leurs préceptes à la pratique commune & aux usages de la Vie Civile. Il dit un peu plus bas, que (10) les Romains faisoient des injustices selon les Loix.

§. III. 1. POUR appliquer donc la distinction, dont je viens de parler, à tout ce qui a été établi dans les Chapitres précédens; je dis, que, si le sujet d'une Guerre est injuste, quelque soin qu'on ait de la faire dans les formes, tous les actes d'hostilité qu'on y commet sont injustes eux-mêmes; de sorte que ceux qui les commettent ou qui y concourent le sachant & le voyant, doivent être regardez comme des gens qui ne fauroient (a) être reçus dans le Roiaume Céleste, à moins qu'ils ne s'en repentent sérieusement.

(a) I. Corinth. VI, 10.

2. Or une vraie Repentance demande absolument, que, si l'on en a le tems & les moiens, on répare le dommage qu'on a causé, (1) ou en tuant les Ennemis, ou en ravageant leur Pais, ou en les pillant. C'est pourquoi DIEU déclare (2) qu'il n'agréé point le Jeûne de ceux qui retiennent des Prisonniers injustement pris: & le Roi de Ninive (b) en même tems qu'il ordonna un deuil public; exhorta chacun à vider ses mains des biens ravis à autrui; comprenant bien, par les seules lumières de la Raïson Naturelle, que, sans cette restitution, la repentance seroit feinte & inutile. C'est aussi l'opinion, non seulement des (3) Docteurs Juifs, & des Chrétiens, mais encore des (c) Mahométans.

(b) Jonas, III, 8.

§. IV. 1. LA restitution doit se faire, selon les principes généraux que nous avons (a) établis ailleurs, premièrement, par ceux qui ont été les Auteurs de la Guerre, soit par leur autorité, ou par leurs conseils. (b) Et cette restitution regarde non seulement tous les dommages qui suivent ordinairement de la Guerre: elle s'étend encore à ceux qui arrivent par un cas extraordinaire, si l'on a commandé ou conseillé ce qui les produit, ou que pouvant l'empêcher, on ne l'aït pas fait.

(c) Voyez Leunclavius, Turcic. Lib. V. & XVII.

(a) Liv. II. Chap. XVII.

(b) Sylvest. verb. Bellum, Part. I. non. 10, 11, 12.

Covarruv. ad Cap. Peccatum, Part. II. §. 11. num. 8.

(c) Lessius, Lib. II. Cap. XIII. Dub. 4.

2. Les Généraux & Officiers sont ensuite responsables de ce qui a été fait sous leur commandement. Les Soldats (c) qui ont concouru à un acte d'hostilité commis en commun, comme à l'incendie d'une Ville, sont tenus (1) solidairement du

dom-

per hoc si terrena ista Respublica præcepta Christiana custodiat, & ipsa bella sine benevolentia non gerentur. Epist. IV. Ad Marcellin. Il remarque ailleurs, que la Guerre même est paisible, chez les Adorateurs du vrai DIEU. *Apud veros DEI cultores, etiam ipsa bella pacata sunt.* De diversis Ecclesiæ Observationibus. GROTIUS.

Le dernier passage se trouve cité dans le Droit Canonique, *Caus. XXIII. Qu. I. C. 6.*

(10) Ces paroles ont été déjà citées ci-dessus, Chap. IV. de ce Livre, §. 5. à la fin.

§. III. (1) Voyez NOMBRES, V. 6, 7. St. JE'RÔME dit, que, si l'on ne rend tout ce qu'on a pris injustement, on ne sauroit éviter la sentence de condamnation: *Nec differtur ultionis sententia, si non reddantur universa.* Ad Rusticum. St. AUGUSTIN soutient, que c'est une fausse repentance, lors que pouvant restituer le bien d'autrui, à l'occasion duquel on a péché, on ne le fait point: *Si enim res aliena, propter quam peccatum est, quam reddi possit, non redditur, non agitur penitentia, sed fingitur.* Ad Macedon. Epist. LIV. Ce dernier passage se trouve cité dans le DROIT CANONIQUE, *Caus. XIV. Quæst. VI. Can. I.* GROTIUS.

Je ne trouve point les paroles de St. JE'RÔME, dans l'endroit marqué.

(2) C'est dans ce beau passage d'ESAÏE, Chap. LVIII. vers. 5, 6, 7. que JUSTIN, Martyr, rapporte en Grec, dans son Dialogue avec Tryphon (pag. 47. Edit. Oxon.) GROTIUS.

(3) MICOTZI, Lib. *Præceptorum Legis*, Præcept. jub. XVI. Voyez aussi les *Canons Pénitentiaux* de MOÏSE, fils de Maimon, Cap. II. §. 2. GROTIUS.

§. IV. (1) C'est ainsi qu'il est décidé, dans une Loi, que notre Auteur cite en marge, que, si deux ou plusieurs hommes ont dérobé une poutre, qu'un seul n'auroit pu emporter, chacun d'eux est responsable du vol solidairement: *Si duo pluresve unum tignum furati sunt, quod singuli tollere non potuerint: dicendum est, omnes eos furti in solidum teneri; quamvis id contrahere, nec tollere, solus possit, & ita utimur. neque enim potest dicere, pro parte furtum fecisse singulos, sed totius rei universos.* DIGEST. Lib. XLVII. Tit. II. De Furtis, Leg. XXI. §. 9. Au reste, il faut remarquer ici, qu'il est ordinairement impossible à un Soldat, de réparer jamais le dommage auquel il a concouru en commun, & dont il est ainsi responsable solidairement. L'exemple de l'incendie d'une Ville suffit pour le faire comprendre. Et à l'égard de ce qu'un Soldat a fait, où l'on peut distinguer la portion du dommage qu'il a causé, comme quand il a été du pillage d'une Ville; il ne sauroit pour l'ordinaire savoir à qui étoit ce qu'il a pris, ni par conséquent à qui le rendre. Dans le premier cas, l'impossibilité absolue fait que ceux qui ont souffert le dommage doivent l'en tenir quitte. Dans l'autre, l'obligation de restituer est suspendue, jusqu'à ce que le Soldat ait découvert le véritable Maître du butin qu'il a fait. Mais, dans l'un & dans l'autre cas, une personne qui aura la conscience

dommage. Mais si le dommage a été causé par le fait distinct de plusieurs, chacun sera tenu du mal dont il aura été la cause unique ou partiale.

§. V. 1. Et on ne doit pas, à mon avis, admettre l'exception que font ici (a) quelques-uns, au sujet de ceux qui servent sous d'autres, c'est qu'ils ne sont responsables du dommage, que quand il y a de leur part (1) quelque faute accompagnée de mauvaise foi. Car une simple faute, sans mauvaise intention, suffit pour obliger à restitution.

(b) Vass. 2. D'autres (b) semblent croire qu'on n'est point tenu de restituer les choses qu'on a prises dans une Guerre même, où l'on s'est engagé sans juste sujet, par la raison que ceux qui entrent en guerre sont censés se donner réciproquement ce que chacun pourra prendre. Mais on ne doit pas légèrement présumer de qui que ce soit, qu'il jette son bien : & la Guerre en elle-même est fort éloignée de tenir de la nature des Contrats. D'ailleurs, afin que les Peuples Neutres fussent à quoi s'en tenir, & ne fussent pas enveloppez dans la Guerre malgré eux, il suffisoit d'établir ce droit de Propriété extérieure, dont nous avons parlé, qui n'est point incompatible avec l'obligation où l'on est en conscience de restituer ce qu'on a pris injustement. Et les Auteurs même, que nous réfutons, semblent entrer dans cette pensée à l'égard du droit qu'on a sur les Prisonniers de Guerre. C'est pourquoi les *Sannites* disoient autrefois, au rapport de TITE LIVE : (2) *Nous avons relâché le butin que nous avons fait sur l'Ennemi, & qui sembloit nous appartenir par droit de Guerre. Qui sembloit*, disent-ils, *nous appartenir*. C'est que la Guerre étoit injuste de la part des *Sannites*, comme ils venoient (c) de le reconnoître eux-mêmes.

3. On peut éclaircir ceci par un exemple assez semblable, des Contrats où il se trouve quelque inégalité, quoi qu'il n'y ait point eu de mauvaise foi de la part des Contractans. (3) Car, selon le Droit des Gens, celui qui a stipulé plus qu'il n'en falloit, peut contraindre l'autre à tenir sa parole ; & cependant il n'en est pas moins tenu, par les règles de la Probité, de remettre les choses sur un pié qui rende l'avantage égal des deux côtéz.

§. VI. 1. BIEN PLUS : encore même qu'on n'ait pas causé soi-même le dommage, ou que, si on l'a causé, il n'y ait absolument aucune faute de notre part ; (a) il suffit que l'on soit en (1) possession d'une chose prise à autrui dans une Guerre injuste, pour être obligé de la rendre ; puis qu'en ce cas-là on ne voit aucune raison, fondée sur le Droit Naturel, pourquoi celui à qui la chose appartient, pourroit en être justement privé. Il n'y a ni un consentement de sa part, ni un sujet de punition, ni une compensation à faire.

2. VALÈRE MAXIME raconte une chose, qui peut se rapporter ici. (2) *Publius Claudius* ayant vaincu les *Camériniens*, avoit vendu à l'encan les Prisonniers. Le Peuple Romain

un peu délicate, fera extrêmement mortifiée de l'impossibilité ou absolue, ou présente, dans laquelle elle se trouve ; puis que, quand on a le moyen de réparer le mal qu'on a fait, c'est un grand soulagement, & un aqut qui efface en quelque manière le péché. Après tout, comme les Puissances, qui entreprennent une Guerre injuste, sont toujours plus coupables que ceux qui les servent dans une telle Guerre, elles peuvent aussi ordinairement réparer ou en tout, ou en partie, les maux dont elles sont la première cause ; & en s'acquittant ainsi de leur devoir, dispenser les Soldats de l'obligation de restituer, dans laquelle ils ne se croient guères le plus souvent.

§. V. (1) Il y a ici, dans toutes les Editions : *Si modo in ipsis aliquid habeat culpa*. Mais ce que notre Auteur répond là-dessus, fait voir qu'il doit y avoir

faute. J'ai donc traduit, comme si l'Auteur avoit écrit : *aliquid haberent DOLOSÆ culpæ*. Le sens demande nécessairement quelque chose de semblable ; & je me convaincrois peut-être que j'ai deviné le mot, si j'avois en main l'Auteur cité en marge, qui est celui qu'on réfute.

(2) *Res hostium in præda captæ, quæ belli jure nostræ videbantur, remisimus*. Lib. IX. Cap. I. num. 5.

(3) Voyez ci-dessus, Liv. II. Chap. XII. §. 26. ou dernier.

§. VI. (1) Il faut expliquer ceci, selon les principes que j'ai indiqués dans mes Notes sur le Chapitre cité en marge.

(2) *Idem* [Populus Romanus] *quum P. Claudius Camarinos, ductu atque auspiciis suis captos, sub hasta vendidisset ; et si ærarium pecuniâ, fines agris auctos animadvertat,*

(a) Sylvest.
ubi supra,
num. 10.

(b) Vass.
Controv. II.
Instr. Cap. IX.
mon. 17. Molina,
Disp. CXVIII. §. Ut
vero.

(c) Lib.
VIII. Cap.
XXXIX.

(a) Voyez
ci-dessus, Liv.
II. Chap. X.

Romain ne fut pas bien persuadé de la justice de cette expédition : ainsi , quoi qu'elle eût apporté de l'argent dans son Trésor , & augmenté les terres de son obéissance par la confiscation de celles des Vaincus ; il fit chercher par tout , avec beaucoup de soin , & racheter incessamment les Prisonniers , qui avoient été vendus , il leur assigna une demeure sur le *Mont Aventin* , & rendit à chacun ses possessions. Les *Phocéens* aussi recouvrèrent , par Arrêt du Peuple Romain , (3) leur liberté , & celle même de leur Etat , aussi bien que les Terres qu'on leur avoit prises. Les *Liguriens* depuis , qui avoient été vendus par *Marc Popillius* , furent remis en liberté (4) ; on rembourfa les Acheteurs , & l'on fit rendre aux Racheteurs tous leurs biens. Le Sénat Romain ordonna (5) la même chose , au sujet des *Abderites* , ajoutant pour raison , qu'on leur avoit fait la guerre injustement.

3. Cependant si celui qui est en possession d'une chose prise à autrui dans une Guerre injuste , a fait quelques dépenses ou pris quelque peine pour avoir cette chose ; il peut , selon les principes établis ci-dessus , déduire la valeur de ce que le Propriétaire auroit volontiers donné pour recouvrer un bien , qu'il désespéroit de rattrapper. Mais si le Possesseur , sans qu'il y ait de sa faute , a consumé ou aliéné la chose , il ne sera tenu de rendre que ce en quoi il peut être censé avoir fait quelque profit.

CHAPITRE XI.

De la MODÉRATION dont on doit user dans une GUERRE même JUSTE.
Et premièrement , à l'égard du droit de TUEE les Ennemis.

I. Que , dans une Guerre juste , il y a des actes d'hostilité qui sont injustes en eux-mêmes. II. Qui sont ceux , que l'on peut TUEE en bonne conscience. III. Qu'il n'est pas permis de tuer des gens engagez par un pur effet de malheur dans le parti de l'Ennemi , comme ceux qui y sont contrainsts : IV. Ni ceux de la part desquels il y a une faute , qui tient le milieu entre le malheur & la malice. Explication de la nature de cette faute. V. Qu'il faut distinguer entre les Auteurs de la Guerre , & leurs Adhérens. VI. Il faut voir aussi , si les Auteurs de la Guerre s'y sont engagez pour des sujets apparens , ou non. VII. Que souvent on fait bien de pardonner à ceux mêmes d'entre les Ennemis , qui ont mérité la mort. VIII. Qu'il faut prendre garde , autant qu'on le peut , que des Innocens ne soient exposez à être tuez , même contre

vertebat , tamen quia parum liquidâ fide id gestum ab Imperatore videbatur , maximâ curâ conquestos redemit , iuxtaque habitandi gratiâ locum in Aventino assignavit , & prædia eis restituit. Lib. VI. Cap. V. num. 1. Marc Antoine fit rendre aux Juifs ce que les Tyriens avoient , qui leur appartenoit. Il ordonna , que les Prisonniers , qu'ils avoient vendus , fussent relâchez , & les biens qu'on avoit pris aux Juifs , restitués à leurs véritables Maîtres. JOSEPH. Antiq. Jud. Lib. XIV. (Cap. XXII. pag. 492. G.) Macrin rendit aux Parthes les Prisonniers & le butin , parce que les Romains avoient rompu la paix avec eux sans sujet. HERODIAN. Lib. IV. in fin. Le Sultan Mahomet fit relâcher ceux qu'on avoit pris de la Ville de Sainte Marie en Achaïe : CHALCOCON-DYL. Lib. IX. GROTIUS.

(3) Phocænsibus & ager , quem ante bellum habuerant , redditus ; & , ut legibus antiquis uterentur , permissum. TIT. LIV. Lib. XXXVIII. Cap. XXXIX. num. 12.

(4) Quas ob res , placere Senatui , M. Popillium Consullem Ligures , pretio emtoribus reddito , ipsos restituere in libertatem : bonaque ut iis , quicquid ejus recuperari possit , reddantur , curare. Idem , Lib. XLII. Cap. VIII. num. 7. Voyez aussi DIODORE de Sicile , Excerpt. Peiresc. (pag. 298.) GROTIUS.

(5) Isdem mandatum , ut & Hostilio Consuli , & Hortensio Prætori nuntiarent , Senatui , Abderitis injustum bellum illatum , conquirique omnes qui in servitute sint , & restitui in libertatem , æquum censere. TIT. LIV. Lib. XLIII. Cap. VI. num. 21.

contre nôtre intention. IX. Qu'on doit toujours épargner les Enfans, les Femmes, à moins qu'elles ne se soient rendues coupables de quelque grand crime; & les Vieillards. X. Qu'il faut aussi épargner les Ministres Publics de la Religion, & les Gens de Lettres, qui ne se mêlent d'autre chose; XI. Les Laboureurs; XII. Les Marchands, & autres semblables personnes; XIII. Enfin, les Prisonniers. XIV. Que l'on doit recevoir à composition ceux qui veulent se rendre à des conditions raisonnables. XV. Qu'il faut laisser la vie à ceux mêmes qui se sont rendus à discrétion. XVI. Exception qu'il y a ici à faire au sujet de ceux qui ont commis quelque crime atroce: & comment on doit entendre cela. XVII. Que le grand nombre des Coupables est un juste sujet de pardonner. XVIII. Qu'on ne doit pas faire mourir les Otages, à moins qu'ils ne soient eux-mêmes coupables. XIX. Qu'il faut éviter toute escarmouche inutile.

§. I. 1. NOUS venons de voir, que tout ce qui se fait dans une Guerre injuste, est injuste. Mais, d'autre côté, il ne faut point admettre, en matière même d'une Guerre juste, la maxime d'un Poète, qui dit, (1) que, dès-là qu'on refuse de rendre ce qu'on doit à un Ennemi, qui a les armes à la main, on lui donne permission de tout faire contre nous.

2. Ce n'étoit point là l'opinion des anciens Sages. CICÉRON dit, (2) qu'il y a certains Devoirs, auxquels on est tenu envers ceux même de qui l'on a reçu du tort: car, ajoute-t-il, la Vengeance & la Punition ne doivent pas être poussées à toute outrance. Il loué ailleurs les tems anciens, dans lesquels (3) les Romains terminoient leurs Guerres ou par la douceur, ou en n'usant de rigueur que par nécessité. SÉNÉQUE (4) traite de cruauté la conduite de ceux, qui aiant sujet de punir, ne gardent point de mesure dans la punition. L'Orateur ARISTIDE appelle cela, (5) offenser & se rendre coupable à son tour; comme OVIDE (6) le dit aussi d'un certain Roi, qui punissoit trop rigoureusement les Coupables. Ceux de Platée se plaignent, dans une Harangue d'ISOCRATE, (7) de ce que, pour de légères fautes, on les traite si rigoureusement, & ils soutiennent que cela n'est pas juste. PROPERCE (8), & OVIDE (9), louent Minos, ancien Roi de Crète, de ce qu'il étoit religieux observateur de la Justice

CHAP. XI. §. I. (1) C'est LUCAIN:

Arma tenenti
Omnia dat, qui iusta negat

Pharal. Lib. I. vers. 349, 350.

(2) Sunt autem quedam officia etiam adversus eos servanda, à quibus injuriam acceperis. Est enim ulciscendi & puniendi modus. De Offic. Lib. I. Cap. XI. Voyez ce que nous avons dit ci-dessus, Liv. II. Chap. XX. §. 2. & 22. & les passages de St. AUGUSTIN, qui viennent d'être cités dans le Chapitre précédent, (§. 2. num. 3. Not. 9.) au sujet de la bienveillance que les Chrétiens doivent conserver les uns pour les autres, au milieu même de la Guerre. ARISTOTE parlant d'une punition trop rigoureuse que l'on exerça autrefois à Thèbes & à Héracle, l'attribue à un esprit de sédition: Ex δὲ δικαστικῆς κρίσεως, ἡ ἐν Ἑρακλείᾳ στάσις ἔγιντο: καὶ ἐν Θήβαις, ἐπ' αἰτία μοιχείας, δικαίως μὲν τασιατικῶς δὲ ποιησάμενον τὴν κόλασιν. Politic. Lib. V. Cap. VI. THUCYDIDE met au rang des désordres de la Grèce, dont il fait une vive description, que l'on y vengeoit les injures requés, au delà des bornes de la Justice & du Bien Public: Τὰς τιμωρίας ἔτι μείζους, ἢ μέχρι τῆς δικαίας καὶ τῇ πόλει συμφέρουσιν ἐποτιθέντες &c. Lib. III. (Cap. LXXXII.) TACITE dit, au sujet de POMPEE, qu'en faisant des Loix trop rigoureuses pour corriger les Vices, il apportoit des remèdes pires que le mal: Tum Cn. Pompejus, tertium Consul,

corrigendis moribus delectus, & gravior remediis, quam delicta erant &c. Annal. Lib. III. (Cap. XXVIII. num. 1.) Le même Historien blâme un peu plus haut Auguste, de ce qu'en punissant l'Adultère il avoit oublié la clémence des anciens Romains, & ses propres Loix: Nam culpam inter viros ac feminas vulgatam, gravi nomine lasarum religionum, ac violata majestatis adpellando, clementiam majorum, suamque ipse leges egrediebatur. (Ibid. Cap. XXIV. num. 3.) JUVENAL remarque, que le chagrin qu'a un Mari de l'infidélité de sa Femme le porte quelquefois à des extrémités plus terribles, que tout ce que les Loix ont jamais permis en faveur du ressentiment:

Exigit autem
Interdum ille dolor plus, quam Lex ulla dolori
Concessit

(Sat. X. vers. 314, 315.) QUINTILIEN pose en fait, qu'il n'y a que les Parricides les plus atroces, pour lesquels on punisse un Homme, lors même qu'il n'est plus, c'est-à-dire, en privant son corps de la sépulture: Ideoque non nisi ab ultimo parricidio exigitur pena trans hominem. [Declam. VI. Cap. X. pag. 137. Edit. Burm.] L'Empereur Marc Antonin écrivit au Sénat, de modérer la proscription & la punition des complices de la révolte d'Avidius Cassius, en sorte qu'il n'y eût rien de trop rigoureux, ni de trop cruel: Et ad Senatum scribam, ne aut proscriptio gravior sit, aut pena crude-

tice & de l'Équité, même à l'égard de ses Ennemis, & des Prisonniers de Guerre.

§. II. 1. POUR commencer par le droit de TUER les Ennemis, il est aisé de voir par ce que nous avons dit au Chapitre premier de ce Livre, quand c'est que les règles de la Justice permettent, ou ne permettent pas en conscience, d'exercer un tel acte d'hostilité, dans les Guerres les plus justes.

2. On tue quelcun, ou de propos délibéré, ou sans un dessein direct. On ne peut tuer personne de propos délibéré, que pour punir celui qui a mérité de perdre la vie, ou pour conserver nôtre propre vie ou nos biens, lors qu'il n'y a pas moyen de les garantir autrement. Et même, quand il ne s'agit que des biens, qui sont des choses fragiles & périssables, quoi qu'il n'y ait rien de contraire aux règles de la Justice proprement ainsi nommée, les (1) Loix de la Charité défendent de tuer quelcun pour un tel sujet.

3. Pour ce qui est de la Punition, il faut que celui, à qui on ôte la vie, se soit rendu lui-même coupable, & cela à un point qui mérite la mort, selon le jugement d'un Juge équitable. C'est sur quoi nous ne nous étendrons point ici, parce que nous avons suffisamment expliqué, dans le Chapitre des Peines, tout ce qu'il faut savoir sur cette matière.

§. III. 1. EN traitant ci-dessus des Supplians, nous avons distingué (a) les malheureux d'avec les coupables. Il faut appliquer ici cette distinction: car à la Guerre, aussi bien que dans la Paix, on peut avoir à faire avec des personnes qui se mettent dans une telle posture, & qui implorent la clémence du Vainqueur.

(a) Liv. II.
Chap. XXI.
§. 5.

2. Gylippe, Lacédémonien, demande dans un passage de DIODORE de Sicile, que nous avons commencé de citer au même endroit, (1) si l'on doit mettre les Athéniens au rang des coupables: & il soutient le dernier, parce qu'ils avoient déclaré la Guerre aux Syracusains, sans en avoir été offensés en aucune manière; d'où il conclut, que les Athéniens s'étant engagés volontairement dans la Guerre, c'est tant pis pour eux s'ils en ressentent les calamitez.

3. Mais ceux-là sont véritablement malheureux, qui se trouvent dans le parti d'un des Ennemis, sans avoir des sentimens d'Ennemi envers l'autre Parti: tels que furent depuis les Athéniens, du tems de Mithridate. Sur quoi voici ce que dit VELLEJUS

PA-

crudelior. VULCAT. GALLICAN. Vit. Avid. Cass. (Cap. XI.) AUSONE donne à entendre, que la Punition & la Vengeance peuvent aller au delà de ce que le Crime mérite:

— Vindictaque major
Crimine visa suo —

[Cupid. crucifix. vers. 93, 94.] AMMIEN condamne une telle conduite par rapport à un Ennemi vaincu: Scœvitum est in multos acrius, quam errata flagitaverant vel delicta. Lib. XXVI. (Cap. X. pag. 514. Ed. Vales. Gron.) On trouve une semblable réflexion dans AGATHIAS, Lib. III. [ou plutôt Lib. IV. Cap. VI.] GROTIUS.

(3) Verumtamen quamdiu imperium Populi Romani beneficiis tenebatur, non injuriis, bella aut pro sociis, aut de imperio gerebantur, exitus erant bellorum aut mites, aut necessarii. De Offic. Lib. II. Cap. VIII.

(4) Illos ergo crudeles vocabo, qui puniendi causam habent, modum non habent. De Clement. Lib. II. Cap. IV.

(5) "Εσι γὰρ, ἔσι καὶ ἀμνημονεύεις ἀμείρους ἀδίκων. καὶ τίς, οἷς τὰς τιμωρίας ἀναπληροῖ, πρὸς τὰ δίκαια τῶν τοις ὑπερβῇ, δευτέρῳ ἀρχεῖ παλιν. Orat. Leuctric. I. (pag. 94. A. Tom. II. Ed. Paul. Steph.) Le même Orateur dit en un autre endroit, qu'il ne faut pas seulement considérer, si l'on a un juste sujet de punir, mais encore ce que méritent ceux que l'on

veut punir, ce qui est digne de nous-mêmes, & les justes bornes de la Vengeance: Μὴ τοίνυν ἀνδ' ὅτων αὐτὸς τιμωρήσεσθε, σκοπεῖτε, ἀλλ' ὅστινας οἷστας, καὶ τίνας ὄντες αὐτοὶ, καὶ τὸ μέτρον τῆς τιμωρίας. Orat. II. Pro Pace (pag. 77. A.) GROTIUS.

(6) Nec prius abscessit [Caspus Ægyptos] meritâ quam cæde nocentum

Se nimis ulciscens, exstitit ipse nocens.

De Ponto, Lib. I. Epist. VIII. vers. 19, 20.

(7) Ὑμῖς δ' ἐθθυμεῖσθε, πρῶτον μὲν, εἰ δίκαιόν ἐστιν, ὑπὲρ τηλικύτων ἐγκλημάτων ἕως ἀνόμους καὶ δεινὰς ποιεῖσθαι τὰς τιμωρίας &c. Orat. Plataic. pag. 298. B. Ed. H. Steph.

(8) Non tamen immerito Minos sedet arbiter Orci:

Victor erat quamvis, æquus in hoste fuit.

Lib. III. Eleg. XVII. vers. 27, 28.

(9) — Et ut leges captis iustissimus auctor

Hostibus imposuit —

(Metam. Lib. VIII. vers. 101, 102.) Le même Poëte dit ailleurs, que la Compassion est louable, même envers un Ennemi:

Est etiam miseris pietas, & in hoste probatur.

Trist. Lib. I. Eleg. VIII. (vers. 35.) GROTIUS.

§. II. (1) Mais voyez ce que j'ai remarqué ci-dessus, Liv. II. Chap. I. §. 13. Note 1.

§. III. (1) Ἐν ποτίῳ δὲ τὰς αἰχμαλώ-

PATERCULUS: (2) Si quelqu'un accuse de rebellion les Athéniens, à cause du siège de leur Ville, que Sylla fut obligé d'entreprendre, il ignore la vérité du fait & l'Histoire Ancienne: car les Athéniens ont eu de tout tems une fidélité si inviolable pour les Romains, qu'elle a passé en proverbe parmi ceux-ci. Mais accablez alors par les armes victorieuses de Mithridate, ils furent réduits à un très-misérable état, se voyant entre les mains de leurs Ennemis & attaqués en même tems par leurs Amis. Leur cœur étoit hors de leurs remparts, mais leurs corps étoient retenus dedans par une fatale nécessité. En effet, comme le dit **CICÉRON**, (3) quiconque voit sa vie entre les mains d'autrui, pense plus à ce que peut celui sous la puissance & à la discrétion de qui il se trouve, qu'à ce qui est de son devoir.

4. Aussi voions-nous que plusieurs ont parlé de cette nécessité, comme d'une excuse légitime. **HERODOTE** (4), & après lui, (5) **ISOCRATE**, l'allèguent en faveur des *Platéens*, qui avoient suivi le parti des *Médes*: & **DIODORE** de *Sicile* (6) la prête à *Nicolas*, Vieillard de *Syracuse*, plaidant pour les Prisonniers faits sur les *Athéniens*, parmi lesquels il s'en trouvoit du nombre de leurs Alliez, qui avoient été contraints de servir dans cette Guerre. **TITE LIVE** raconte, que (7) les *Syracusains* se justifient auprès des *Romains*, par cette raison, que, si la paix avoit été troublée, c'étoit à cause de l'oppression où ils se trouvoient par un effet, en partie de la crainte,

en

της ἐν τῇ τῶν ἡττημένων καὶ τις αὐτὴς τόχῃ μὴ προαδικήσας ἐβιάσατο πολεμεῖν Συρακούσις, καὶ τὴν παρὰ πάντων παινυμένην εἰρήνην ἀφέντας, ἐπὶ κατασκαφῇ παρεῖναι τῇσι μετέρας πόλεως; Διόπερ ἐκείνους ἐλόμενοι πόλεμον ἀδίκον, ἐν ἡττῇ ὑπομένοντων τὰ τῶν δεινὰ, καὶ μετ' &c. Lib. XIII. Cap. XXIX. pag. 345. Ed. H. Steph.

(2) Si quis hoc rebellandi tempus, quo Athenæ oppugnata à Sulla sunt, imputat Atheniensibus, nimium veri vultistisque ignovum est. Adeo enim certa Atheniensium in Romanos fides fuit, ut semper & in omni re quidquid fieret à fide gereretur, id Romani, Atticâ fieri prædicarent. Ceterum tum oppressi Mithridatis armis, homines miserimæ conditionis, quam ab inimicis tenerentur, oppugnabantur ibi amicis; & animos extra mœnia, corpora, necessitati servientes, intra muros habebant. Lib. II. (Cap. XXIII. Les dernières paroles semblent avoir été imitées de ce que **TITE LIVE** fait dire à *Indibilis*, Général *Espagnol*, Que les *Carthaginois* n'avoient eu jusques là que son corps, mais que son cœur, & celui de son compagnon *Mandonius*, étoient depuis long tems pour les *Romains*, chez qui ils croioient que l'on observoit les règles de la Justice & de l'Équité: Itaque corpus tantaxat suum ad id tempus apud eos [Carthaginien] fuisse; animum jampridem ibi esse, ubi jus ac fas crederent colli. Lib. XXVII. (Cap. XVII. num. 13.) **ISOCRATE** dit aussi, que plusieurs autres Peuples de la Grèce, dans le tems qu'ils étoient contraints de suivre le parti des *Lacédémoniens*, étoient du fond de leur cœur dans celui des *Athéniens*: Ἡγῶμαι δ' ὅμως εἰδὲ τὲτο ἀγνέειν, ὅτι πολλοὶ καὶ τῶν ἄλλων Ἑλλήνων, τοῖς μὲν σώματι, μετ' ἐκείνων ἀκολουθεῖν ἠναγκαζόντο, ταῖς δὲ νοοῖαι μετ' ἡμῶν ἦσαν. (Orat. Plat. pag. 299. C.) **GROTIUS**.

(3) Propterea quod omnes, quorum in alterius manu vita posita est, sapienter illud cogitant, quid possit is, cuius in ditione ac potestate sunt, quam quid debeat facere. Orat. pro P. Quint. (Cap. II.) Le même Orateur plaidant pour *Ligarius*, dit, que s'il est coupable d'être resté en *Afrique* après l'arrivée de *Varrus*, c'est un crime commis par nécessité, & non volontairement: Tertium est tempus, quo post adventum Vari in Africa restitit: quod si est criminiosum, necessitatis crimen est, non voluntatis. Orat. pro Q. Ligar. (Cap. II.) **GROTIUS**.

(4) Νένοι δὲ Φακῆς & συνστρέβαλον, ἐμῆλτον γὰρ δὴ

σφόδρα καὶ ἔτοι ἔχ' ἐκόντες, ἀλλ' ὑπ' ἀναγκῆς. Lib. IX. Cap. XVII.

(5) Οἱ γὰρ ἐκόντες, ἀλλ' ἀναγκασθέντες αὐτῆς ἰδουμένοι. Orat. Plat. pag. 299. A. Ed. H. Steph.

(6) Οἱ μὲν γὰρ ξυμμαχοὶ τῇ τῶν κρατύντων ὑπεροχῇ βιασθέντες, ἠναγκαζήσαν συστρεφῆναι. διόπερ εἰ τις ἐξ ἐπιβουλῆς ἀδικήσαντας δικαίον ἐστὶ τιμωρεῖσθαι: τὸς ἀκκσίως ἀμαρτάνοντας προσήκον ἂν εἴη συγγνώμης ἀξιέν. Lib. XIII. Cap. XXVII. pag. 344. Ed. H. Steph.

(7) Nec postea pacem Tyranni cade compositam Syracusanus quisquam, sed satellites Regii Hippocrates atque Epi-cydes, oppressis nobis, hinc metu, hinc fraude, turbaverunt. Lib. XXV. Cap. XXIX. num. 3.

(8) Veniamque huius, qui superfuissent, dedit: præfatus, bellum se cum Cleomene, non cum Spartanis habuisse &c. Lib. XXVIII. Cap. IV. num. 13.

(9) Ζελεῖται δὲ ἀφ' ἧς αἰτίας, ὅτι πρὸς βίαν ἔγνω συστρεφῆναι τοῖς βασιλεύσι. **ARRIAN**. De Exp. Alex. Lib. I. Cap. XVIII. Ed. Gronov.

(10) Residui omnes abierunt innoxii, quos in certaminum rabiem necessitas egerat, non voluntas. Lib. XXI. (Cap. XII. pag. 307.) L'Historien ajoute immédiatement après, que cet Empereur, doux & clément qu'il étoit de son naturel, en usa ainsi pour suivre les règles de l'Équité: Id enim, æquitate pensatâ, statuerat placabilis Imperator & clemens. **THUCYDIDE** fait dire à *Cléon* Athénien, qu'il pardonne volontiers à ceux qui se font révoltez, contraints par les armes victorieuses de l'Ennemi: Ἐγὼ γὰρ, οἷτινες μὲν... ὑπὸ τῶν πολεμίων ἀναγκασθέντες ἀπέστησαν, ἐγγνώμην ἔχω. Lib. III. (Cap. XXXIX.) C'est ce que le Jurisconsulte **PAUL** appelle [en traitant d'un autre sujet] contemplatio extreme necessitatis: Recept. Sentent. Lib. V. Tit. I. §. 1. Et certainement, rien n'est plus fort que la Nécessité, comme le disoit **SYNE-SIUS**: Ἰσχυρὸς ἀνάγκη πρῶτον, καὶ βίαιον. **JUVENAL** parlant des *Calaguritains*, Peuple d'*Espagne*, qui furent contraints, dans un Siège, de manger de la chair humaine; s'écrit, que les Hommes & les Dieux doivent pardonner cela, à cause de l'extrémité où cette Ville fut réduite:

— Quisnam Hominum veniam dare, quisve Deorum Viribus abnueret dira atque immania passis?

(Sat. XV. 102, 103. Voyez, au sujet de ce à quoi la Famine peut porter, **CASSIODORE**, Var. Lib. IX. Cap.

en partie de l'artifice. C'est pour une semblable raison, qu'Antigone, Régent du Royaume de Macédoine, disoit, au rapport de JUSTIN, (8) qu'il avoit fait la Guerre à Cléomène, & non pas aux Lacédémoniens.

5. Alexandre le Grand pardonna (9) aux Zélites, parce qu'ils avoient été contraints, de servir dans le parti des Barbares. Et l'Empereur Julien, après avoir fait mourir quelque peu de gens, qui étoient les Auteurs de la révolte d'Aquilée, épargna tous les autres, qui, comme le dit AMMIEN MARCELLIN, (10) s'étoient engagés dans la fureur des Combats, non volontairement, mais par nécessité. THUCYDIDE raconte, que l'on vendit les Prisonniers faits sur les Corcyréens: sur quoi le Scholiaste ancien remarque, (11) que c'étoit un acte de clémence, digne des Grecs: car, ajoûte-t-il, il y a une grande dureté à faire mourir les Prisonniers après la Bataille, sur tout les Esclaves, qui ne prennent point les armes d'eux-mêmes, mais par ordre de leurs Maîtres.

§. IV. I. IL FAUT remarquer encore, qu'il y a souvent ici quelque chose qui tient le milieu entre l'offense pleine & entière; & le pur malheur, en sorte que l'action ne peut être dite ni purement accompagnée de connoissance & de volonté, ni purement faite par ignorance ou par contrainte.

2. C'est ce qu'ARISTOTE appelle d'un (a) nom Grec, que l'on peut traduire une simple Faute. Voici ce qu'il dit là-dessus: (1) Les choses qu'on fait volontairement, ou *τῶμα* les

Cap. XIII. L'Empereur Pertinax, pour excuser Laetius, Préfet du Prétoire, & quelques autres, qui avoient été les ministres des crimes de Commode, son Prédécesseur, disoit, qu'ils avoient été contraints de lui obéir; mais que, dès qu'ils eurent la liberté de parler & d'agir, ils montrèrent bien dans quels sentimens ils avoient toujours été: *Nec parendi scis necessitatem. Paruerunt invito Commodio: sed, ubi habuerunt facultatem, quid semper voluerint, ostendunt.* [CAPITOLIN. in Pertin. Cap. V.] Voici de quelle manière Cassius Clément se justifioit auprès de Sévère: „Je ne connoissois, (lui dit-il) ni vous, ni *Pescennius Niger*: mais me trouvant parmi ceux qui avoient pris son parti, j'ai fait ce à quoi m'engageoit la nécessité: j'ai obéi à celui qui étoit actuellement en possession de l'Empire, non à dessein de vous faire la Guerre, mais pour chasser Julien. *Εγὼ οὐτε σὲ, οὐτε Νίγρον ἠπιστάμην καταλειφθεὶς δὲ δι' ἐν τῇ ἐκείνου μερίδι, τὸ παρὸν ἀναγκαιῶς ἐδράπευτα, ἕως ὥς σοὶ πολεμῶν, ἀλλ' ὡς Ἰουλιανὸν καταλύων.* XIPHILIN. in Sever. L'Empereur Aurélien étant entré dans Antioche, où plusieurs avoient suivi le parti de Zénobie, publia un Edit, par lequel il donnoit une amnistie générale à tous ceux qui s'étoient fauvez, regardant tout ce qui s'étoit passé comme un effet de la nécessité, plutôt que d'un esprit de révolte: *Προγράμματα πανταχῇ πέρι πύας τὸς πεφευγόντας ἐκάλει, τῷ ἀκροῖω καὶ ἀναγκασῶ πλείον ἢ προαιρέσει τὰ συμβάντα ἀνατίθει.* [ZOSIM. Lib. I. Cap. LI.] Le Général Bélisaire excusoit les Africains, par la raison qu'ils n'étoient tombez que malgré eux sous la puissance des Vandales: *Διότις γὰρ ἀπαντας γενέσθαι ὑπὸ Βανδύλοις ἕως ἐτελευτήσας.* PROCOR. Vandal. Lib. I. (Cap. XX.) Totilas, au rapport du même Historien, tenoit compte à ceux de Naples, de ce qu'ils n'avoient obéi que malgré eux aux Romains. Gothic. Lib. III. (Cap. VII.) NICETAS, ou son Continuateur, parlant de l'Empereur Henri, Frère de Baudouin, nous apprend, qu'il fit passer au fil de l'épée les Habitans d'une certaine Ville, comme si c'eût été un Tronpeau de Bêtes & non pas une multitude de Chrétiens: d'autant plus cruel en cela, ajoûte-t-il, que ce Peuple s'étoit soumis aux Blaqués par force, & non par persuasion: *Τὸ ἐνοικεῖν ἐνδὲς εἰς σφαγὴν, ὡς εἰ ποιμένιον ἢ καὶ βεβέλειον,*

ἀλλ' ἔχρησαντο τὸ κτεινόμενον, καὶ βία μάλλον, ἢ πείθοι. τοῖς βλάχοις ὑποκύψαν, μηδὲ προσχωρεῖσαν, ἐκασίτητι. GROTIUS.

(11) *Ἀπέδοντο*] Διὰ τὴν ἐν τῷ πολέμῳ ἀναλώματα, καὶ ἐκ ἀπίστευτον. διὰ δὲ τὴν καὶ τὴν ἡμέραν τῆς Ἑλληνικῆς τροπῆς δὴλοι, καὶ ὡς ἀπὸ μετὰ μάχης τὴν ἐκλογὴν τῶν ἀλλοτρίων, ἀλλὰ καὶ τῶν ἑαυτῶν, τὴν κατὰ γνώμην οἰκείαν πολεμούντας. Ad Lib. I. Cap. LV.

§. IV. (1) Τῶν δὲ ἐκείνων, τὰ μὲν προελομένοι πρῶτον, τὰ δ' ἐπὶ προελομένοι. προελομένοι μὲν, ὅσα προεβλεψάμενοι ἀποραιρέτα, ὅσα ἀπροεβλεψα. Τριῶν δὲ ὅσων βλαβῶν τῶν ἐν ταῖς κοινότησιν, τὰ μὲν μετ' ἀγνοίας, Ἀμαρτήματα ἐσιν, ὅταν μήτις ὦν, μήτε ὡς, μήτε ὡς, μήτε ἐνεκα ὑπελαβῶς, ταῦτα πρᾶξι. ἢ γὰρ, ἐβλαβῶν, ἢ ὑπὸ τῶν, ἢ ὑπὸ τῶν, ἢ ὑπὸ τῶν ἐνεκα ἀντιθέτου ἀλλὰ συνήθως ἐκ ἐνεκα ἀντιθέτου, ὅσον ἐκ ἰνα τῶν, ἀλλ' ἰνα κεντῶσιν, ἢ ἐκ ὧν, ἢ ἐκ ὧς. ὅταν μὲν ἐν παραλόγῳ ἢ βλάβῃ γίνηται, ἀτυχῆμα. ὅταν δὲ μὴ παραλόγως, αἰεὶ δὲ κακίας, ἀμαρτήματα. ἀμαρτάνει μὲν γὰρ, ὅταν ἐν αὐτῷ ἢ ἀρχῇ ἢ τῇ αἰτίᾳ ἀτυχεῖ, ὅταν ἐξωθεν. ὅταν δὲ, ἐξωθεν μὲν, μὴ προεβλεψας, ἀδικήματα εἰσιν, ὅσα τε διὰ θυμὸν, καὶ ἀλλὰ παθῆ, ὅσα ἀναγκαιῶς ἢ φυσικὰ, συμβαίνει τοῖς ἀνθρώποις ταῦτα γὰρ βλαπτόντες καὶ ἀμαρτάνοντες, ἀδικῶσι μὲν, καὶ ἀδικήματα ἐσιν, καὶ μὲν, τοῖς πᾶσι ἀδικοῖ διὰ ταῦτα, ὅσα πονηροὶ ὅσα γὰρ διὰ κοχθηρίας ἢ βλάβῃς ὅταν δ' ἐκ προαιρέσεως, ἀδικῶσι καὶ κοχθηροί. διὸ καλῶς τὰ ἐκ θυμοῦ καὶ ἐκ προνοίας κρίνεται, καὶ γὰρ ἀρχὴ ὁ θυμὸς ποῖον, ἀλλ' ὁ ὀργισμός. ἐπὶ δὲ ὅσα περὶ τῆς γνέσεως, ἢ μὴ ἀμφισβητεῖται ἀλλὰ περὶ τῆς δικαίας. ἐπὶ φαινομένη γὰρ ἀδικία ἢ ὀργῇ ἐσιν. καὶ γὰρ, ὡς περὶ ἐν τοῖς συναλλαγμασι, περὶ τῆς γνέσεως ἀμφισβητεῖται, ἐν αἰσῶνι τὸν ἕτερον εἶναι κοχθηρὸν, ἀν' μὴ διὰ λήθην αὐτὸ δέξιν ἀλλ' ὁμολογῶντες περὶ τῆς πράξεως, περὶ τῆς ποτιέρας δικαιοσύνης, ἀμφισβητεῖται. ὁ δ' ἐπιβλεψας, ἐκ ἀγνοίας ὡς, ὁ μὲν οἶεται ἀδικεῖν, ὁ δ' ἐκ ἀγνοίας ἐκ προαιρέσεως βλαβῆς, ἀδικεῖ. καὶ κατὰ ταῦτα ἢ τὰ ἀδικήματα ὁ ἀδικῶν, ἀδικῶν, ὅταν παρὰ τὸ ἀλόγονον ἢ, ἢ παρὰ τὸ ἴσον. ὁμοίως δὲ καὶ ὁ δικαῖος, ὅταν προελομένῳ δικαιοπραγῇ. δικαιοπραγεῖ δὲ, ἀν' ὅταν ἐκὼν πρᾶτῃ. Τῶν δ' ἀκρίτων, τὰ μὲν ἐστὶ συγγνωμονικά, τὰ δ' ἐστὶ συγγνωμονικά. ὅσα μὲν γὰρ μὴ μόνον ἀγνοῦντες, ἀλλὰ καὶ δι' ἀγνοίαν ἀμαρτάνουσι, συγγνωμονικά. ὅσα δὲ μὴ δι' ἀγνοίαν, ἀλλ' ἀγνοῦντες μὲν, διὰ παθῶν, καὶ φυσικῶν, μὴ ἀνθρώπων, καὶ συγγνωμονικά. Ethic. Nicom.

les fait ou avec délibération, ou sans délibération, c'est-à-dire, en consultant ou ne consultant pas en soi-même là-dessus. Or comme on peut causer du dommage en trois manières dans le commerce de la vie; celui que l'on cause par ignorance, s'appelle une simple Faute; ce qui arrive, lors qu'on a fait quelque chose de tel, contre quelque autre qu'on ne croioit, ou sans penser le faire, ou d'une autre manière qu'on ne vouloit, ou dans une autre vue. Par exemple, ou l'on ne vouloit pas frapper, ou l'on ne pensoit pas frapper avec un tel instrument, ou l'on ne croioit pas frapper celui qu'on a frappé, ou l'on ne le frappoit pas dans ce dessein: il est arrivé autre chose, que ce qu'on se proposoit; on a blessé, au lieu qu'on vouloit seulement pincer; on a blessé celui qu'on ne vouloit point blesser, ou d'une autre manière qu'on ne pensoit. Lors qu'on a ainsi causé du dommage contre toute attente, c'est un Malheur. Si l'on a pu s'y attendre & le prévoir en quelque manière, mais en sorte qu'on a pourtant agi sans dessein, c'est une simple Faute. Car il y a quelque faute de la part de l'Agent, lors que le principe de l'action est en lui: au lieu que, quand le principe de l'action est hors de lui, il n'est que malheureux en cela. Mais lors qu'on fait du mal à quelqu'un le sachant & le voyant, quoique sans délibération; c'est alors certainement une Injure. Et telles sont toutes les choses qu'on fait dans la Colère, ou par un mouvement de quelque autre Passion inévitable ou naturelle: car ceux qui causent ainsi du dommage, & cela par leur faute, font certainement une injure; mais ils ne sont pas pour cela injustes ou méchans, parce que ce n'est point par malice qu'ils agissent; au lieu que, quand on fait de pareilles choses avec délibération, on peut être appelé Injuste & Méchant. On a donc raison de regarder ce qui se fait dans la Colère, comme fait sans une délibération précédente: car ce n'est pas celui qui est en colère, qui commence, mais celui qui l'a mis en colère. Et de là vient que, quand ces sortes de cas sont portez en Justice, la question roule souvent, non sur le fait, mais sur le droit; parce que la Colère vient de ce qu'on croit avoir été offensé. De sorte qu'il n'en est pas ici comme des Contrats, en matière desquels il s'agit de savoir, si ce dont on se plaint a été fait, ou non; l'une ou l'autre des Parties étant nécessairement méchante & infidèle, à moins qu'il n'y ait quelque oubli de leur part. Celui qui s'est emporté, & celui contre qui il s'est emporté, conviennent du fait: ils disputent seulement, si l'action faite dans la colère étoit juste. Or celui qui a le premier dressé des embûches, n'a point agi par ignorance: ainsi l'un croit avoir reçu une injure, & l'autre ne le croit point: & celui qui cause du dommage de propos délibéré, fait certainement une injure. Mais ceux-là même qui font des injures sans délibération, par l'effet de quelque mouvement de passion, doivent être regardez comme injustes, lors qu'en rendant mal pour mal, ils passent les bornes de la proportion ou de l'égalité. On est donc Juste, lors qu'on fait

Nicom. Lib. V. Cap. X. Le même Philosophe fait ailleurs une semblable distinction. L'Equité veut, dit-il, qu'on ne juge pas également punissables, une simple Faute, & une Injure; comme aussi qu'on ne mette pas au même rang une simple Faute, & une chose arrivée par malheur. J'appelle Malheur, ajoute-t-il, tout ce qui se fait sans malice, & sans qu'on ait pu le prévoir. J'entens par simple Faute, ce qui se fait sans malice, mais que l'on a pu prévoir. Je donne enfin le nom d'Injure, à tout ce qui se fait & de propos délibéré, & par malice. Καὶ τὰ Ἀμαρτήματα, καὶ τὰ Ἀδικήματα, μὴ τὰ ἴσα ἀξιῶν [ἐπεικίς ἐστίν], μηδὲ τὰ Ἀμαρτήματα, καὶ τὰ Ἀτυχήματα. Ἐστὶ δὲ Ἀτυχήματα μὲν ὅσα παράλογα, καὶ μὴ ἀπὸ κοινῆς Ἀμαρτήματα δὲ, ὅσα παράλογα, καὶ μὴ ἀπὸ πονηρίας. Ἀδικήματα δὲ ὅσα μὴτε παράλογα, ἀπὸ πονηρίας δὲ ἐστίν. Rhetor. Lib. I. (Cap. XIII.) Les Anciens ont remarqué qu'HOMÈRE a eu l'idée de ces différentes sortes d'Action: & ils allèguent là-dessus ce que le Poète dit d'Achille, au dernier Livre de

l'Iliade; Qu'il n'étoit ni insensé, ni imprudent, ni méchant:

Οὐτε γὰρ ἔς' ἄφρον, ἔτ' ἄσκοπος, ἔτ' ἀλιτήμων.
(Vers. 157. 186.) DENYS d'Halicarnasse pose pour maxime, que tout ce qui est involontaire mérite grâce: Ἀπαν δὲ συγγνώμης ἄξιον, τὸ ἀκούσιον. Antiq. Rom. Lib. I. (Cap. LVIII.) PROCOPE, dit, que, quand on a offensé quelqu'un ou par ignorance, ou par oubli, celui-là même qui a souffert par là doit le pardonner: Ὅσοι μὲν ἀδικῶσι τὰς πέλας, ἢ προλαβόντες ἀγνοίας, ἢ λήθης ἐπιγινωσκόμενοι τινος, τῶντος ἄξιον τὰς τὰ δεινὰ πεισνύστας συγγνώμης εἶναι. Gotthic. Lib. III. (Cap. IX.) GROTIUS.

(2) Delinquitur autem aut proposito, aut impetu, aut casu. Proposito delinquit latrones, qui factionem habent. Impetu autem, quum per ebrietatem ad manus, aut ad ferrum veniunt. Casu vero, quum in venando telum in feram missum, hominem interfecit. DIGEST. Lib. XLVIII. Tit. XIX. De Penis, Leg. XI. §. 2.

(3) Sed in omni injustitia permultum interest, utrum per-

fait quelque chose de juste avec délibération : car on peut agir justement , sans agir avec délibération , mais par un mouvement purement volontaire. Au reste , des choses qu'on fait malgré soi , les unes sont pardonnables , & les autres non. Celles qu'on fait non seulement sans le savoir , mais encore par un pur effet de l'ignorance , sont dignes de pardon. Mais celles qui , quoique faites sans le savoir , ne procèdent pas uniquement de l'ignorance , mais de quelque passion , qui n'est point naturelle , & qui va au delà des bornes ordinaires de la Nature Humaine ; celles-là , dis-je , ne sont point pardonnables.

3. J'ai traduit tout du long ce beau passage , parce qu'il est un très-grand usage & que d'ailleurs , comme on le traduit mal ordinairement , il est aussi mal entendu. MICHIEL d'Ephèse , l'expliquant , donne pour exemple de ce qui se fait contre toute attente , le cas d'un Fils , qui en ouvrant tout d'un coup une Porte , a blessé son propre Père , qui s'est trouvé malheureusement derrière ; ou celui d'un homme , qui s'exerçant à tirer de l'Arc dans un lieu écarté , a percé quelqu'un qui passoit par hazard dans ce moment. Et pour exemple , au contraire , de ce qu'on a pu prévoir , mais en sorte qu'on a agi sans malice , il allégué le cas d'une personne qui en blesse une autre , en tirant dans un grand chemin. Le même Commentateur donne pour exemple de ce qui se fait par nécessité , ce à quoi la Faim ou la Soif portent : & pour exemple de Passions Naturelles , l'Amour , la Douleur , la Crainte. Il dit qu'on agit par ignorance , lors qu'on ignore un certain fait , comme , qu'une Femme soit mariée. Et on agit selon lui , sans le savoir , mais non pas par un pur effet d'ignorance , lors qu'on ignore le droit : ignorance , qu'il dit être quelquefois excusable , & quelquefois inexcusable ; ce qui s'accorde fort bien avec (b) la pensée des anciens Jurisconsultes. MARCIEN , l'un d'entr'eux , fait une division semblable à celle du Philosophe , que nous avons rapporté. (2) On pèche , dit-il , ou de propos délibéré , ou par l'effet d'un mouvement impétueux , auquel on se laisse emporter , ou par un cas fortuit. Les Brigands , qui forment une Bande , pèchent de propos délibéré. Ceux qui étant ivres en viennent aux mains , pèchent par l'effet d'un mouvement impétueux , que le Vin cause en eux. Lors qu'étant à la chasse , on tue un homme en voulant tirer contre une Bête , c'est un cas fortuit. CICE'RON distingue aussi (3) entre les injures qu'on fait par un mouvement subit de Passion , qui est d'ordinaire court & passager , & celles qu'on fait de dessein prémédité : les premières sont , selon lui , plus légères. PHILON , Juif , (4) appelle un demi - crime , celui qui n'a pas été précédé d'une longue délibération. Et ARISTOTE dit d'une personne qui pèche ainsi , (5) qu'elle est à demi méchante.

(b) Voyez le Titre de Juris & Facili ignorantia , dans le Digeste , & dans le Code.

4. Ici

perturbatione aliqua animi , quæ plerumque brevis est & ad tempus , an consulto & cogitato fiat injuria. Leviora enim sunt , quæ repentino aliquo motu accidunt , quàm ea , quæ meditata & præparata inferuntur. De Offic. Lib. I. (Cap. VIII.) SENEQUE dit , qu'un Juge équitable prend souvent le parti d'absoudre une personne , quoi qu'atteinte & convaincu d'avoir mal fait , si touchée de repentir elle donne lieu de concevoir d'elle de bonnes espérances ; & s'il voit , que la faute ne vient point d'un fonds de méchanceté. Il punira même quelquefois (ajoute-t-il) de grands crimes , moins rigoureusement que d'autres moindres , si les premiers ont été commis non par cruauté , mais par faiblesse ; pendant que les derniers sont l'effet d'une malice cachée & invétérée. Il ne punira pas également la même faute , si , de deux personnes qui s'en sont rendues coupables , l'une y est tombée par négligence , & l'autre de propos délibéré : Dimittit sæpe eum , cujus peccatum apprehendit , si pœnitentia sacri spem bonam pollicetur ; si

intelligit , non ex alto venire nequitiam , sed summo , quod ajunt , animo inhaerere . . . Nonnumquam magna scelera levius , quàm minora , compescet : si illa lapsu , non crudelitate , commissa sunt ; his inest latens & operata , & inveterata calliditas. Idem delictum in duobus non eodem malo adficiet , si alter per negligentiam admisit , alter curavit ut nocens esset. De Ira , Lib. I. Cap. XVI. GROTIUS.

(4) ὥς ἡμιπονηρὸν τὴν πρᾶξιν εἶναι , τῆς διανοίας μὴ προκατασκευασμένης ἐκ μακρῶ τοῖς μίσθμασι. De Legg. special. Lib. II. pag. 791. B. Ed. Paris.

(5) ὥς ἡμιπονηρὸν , καὶ ἐκ ἀδικοῦ ἢ γὰρ ἐπιβουλῆς. (Ethic. Nicom. Lib. V. Cap. XI.) Au contraire , Cléon , pour rendre odieuse la cause des Mityléniens , disoit , qu'ils avoient , de propos délibéré , dressé des embûches aux Athéniens , & par conséquent qu'ils ne méritoient point un pardon , qui n'est dû qu'à ce que l'on a fait malgré soi : Ἀποκτίνουσιν γὰρ ἐκ ἐβλαψίας. ἐγγυνομαι δ' ἐστὶ τὸ ἀκρίσιον. THUCYDID. Lib. III. (Cap. XL.) PHILON , Juif , loue sa Nation , de ce que , quand il s'a-

4. Ici se rapportent sur tout les choses (6) auxquelles on est réduit par la Nécessité, qui fournit toujours, sinon de quoi se justifier entièrement, du moins de quoi s'excuser. Elle l'est, comme le dit (7) DÉMOSTHÈNE, la liberté de bien examiner ce qu'il faut faire ou ne pas faire ; de sorte qu'un Juge équitable ne doit pas éplucher trop rigoureusement les actions auxquelles on est poussé par un tel principe. THUCYDIDE fait dire aux Athéniens, (8) qu'il y a toutes les apparences du monde que la Divinité même pardonne ce que l'on fait, y étant contraint par la Guerre, ou par quelque autre semblable nécessité. Car, ajoûtent-ils, les Autels servent d'azyle aux fautes involontaires : Et l'on donne le nom de crime aux actions illicites, qui sont commises de gaieté de cœur, mais non pas à celles qu'une fâcheuse extrémité donne le courage de commettre. Ceux qui pillent les autres, pour leur propre conservation, peuvent, au jugement d'ISOCRATE (9), couvrir leur injustice du prétexte de la nécessité. Les Cérètes, dans TITE LIVE, (10) prient les Romains de ne pas traiter d'actes d'hostilité préméditez, ceux qu'ils avoient commis contr'eux, y étant contraints par la nécessité. JUSTIN (11) dans l'endroit où il parle des Phocéens, qui se voient dépouillez de leurs terres & privez de leurs Femmes & de leurs Enfans, allèrent piller le Temple de Delphes, remarque, qu'encore que tout le monde eût en horreur cette action, à cause du sacrilège, les Thébains néanmoins, qui les avoient réduits à une telle nécessité, furent regardez avec plus d'indignation. L'Orateur ARISTIDE dit, (12) que ceux qui abandonnent leurs Alliez dans des tems fâcheux, trouvent quelque excuse dans cette espèce de nécessité. PHILOSTRATE parlant d'une accusation intentée contre les Messéniens, sur ce qu'ils n'avoient pas voulu recevoir les exiliez (13) d'Athènes, remarque, qu'ils pouvoient

s'ex-

s'agissoit de venger les injures qu'on lui avoit faites, elle faisoit mettre de la différence entre ceux qui font métier d'insulter les autres, & ceux qui tiennent une toute autre conduite. Car, ajoûte-t-il, il y a de la férocité & de la barbarie, à tuer sans pitié tout ce qui se présente, sans distinguer ceux qui n'ont que peu ou point commis de faute : Διακρίνει δὲ τὸ τῶν ἰσχυρίων ἔθνος ὅποτε πρὸς ἀμυνᾶν ἴοι, τὰς ἐπιβόλους ζώντας, καὶ τοιούτων. τὸ γὰρ κατὰ πάντα, καὶ τῶν ἐλαχίστων ἢ μηδὲν ἡμετηκότων φονῶν, ἀνήμερον καὶ ἀτιμωτὸν ψυχῆς &c. De confit. Princip. (pag. 734 B.) GROTIUS.

(6) Voyez ce que nous avons dit ci-dessus, Liv. II. Chap. XX. §. 29. & dans le Chapitre même, où nous sommes, §. 3. Alcide, Général Lacédémonien, aiant fait mourir plusieurs Prisonniers de Guerre; les Ambassadeurs de Samos lui représentèrent, Qu'il avoit mauvaise grace de se dire le Libérateur de la Grèce, pendant qu'il étoit la vie à des gens, qui n'avoient point pris les armes contre lui, & qui n'étoient point d'ailleurs ses Ennemis, puis que, s'ils avoient pris le parti des Athéniens, ce n'étoit que parce que la nécessité les y avoit réduits : Τὸς αἰχμαλώτους, ὡς κατὰ πλὴν εὐλόγει, ἀπέσφαξε τὸς πολλὰς. καὶ εἰς τὴν Ἐφεσον καθ' ὅσον αὐτῷ, Σαρμίων, τῶν ἐξ Ἀναίων, ἀφικόμενοι πρὸς αὐτὸν εἰσελθόν, καὶ καλῶς τὴν Εὐβοίαν ἐλευθερὸν αὐτὸν, εἰ ἀνδρᾶς διέφθειραν, ὅτε χεῖρας ἀνταρμήνας, ὅτε πολέμους, Ἀθηναίων δὲ ἐξ ἀνάγκης συμμάχους. THUCYDID. Lib. III. (Cap. XXXII.) St. CHRYSOSTÔME dit, que les Ennemis même savent pardonner à leurs Ennemis, lors qu'ils en reçoivent du mal, quelque grand qu'il soit, si c'est involontairement que ceux-ci le font : Καὶ ἐχθροὶ μὲν καὶ πολέμιοι, τοῖς αὐτῶν πολέμοις ἴσασιν συγγινώσκουσιν, ὅταν ἀποκτείνωσι καὶ μὴ βυλόμενοι, πρῶτον τι τῶν καλεπωτάτων αὐτοῖς. De Provident. V. Les Misiméniens, au rapport d'AGATHIAS, croioient n'être pas tout-à-fait indignes du pardon & de la clémence des Romains, par la raison, qu'ils ne s'étoient portez aux crimes, pour lesquels

on avoit pris les armes contr'eux que par une brutalité aveugle, & après avoir été injustement maltraitez en plusieurs manières : Καὶ ἰκίτενον μὴ σφῶς πανολοβείας διαφθεῖραι, μηδὲ ἀνάρπαστον ἀρεθὴν ποιησασθαι γίνεσθαι ἐκ παλαιᾷ κατήκοον καὶ ὁμοδοξόν τὰ εἰς τὸ Θεῖον καὶ πλείεστα προσηλικήμενον, ὅτω τε ἐλλυθὸς εἰς τὸ ἀντιδρᾶσαι, βαρβάρῳ καὶ τῷτο ἀνοίῳ, καὶ μὲν παντάπαστι γε φειδῆς καὶ συγγνώμης ἀνάξιοι ἰφάρκων εἶναι. Lib. IV. (Cap. VI.) GROTIUS.

(7) Οἷ, ἃ ἄνδρες Ἀθηναῖοι, αἱ ἀναγκαῖαι χρεῖαι τὰς τῆς πικρᾶς, ἢ μὴ, λογισμῶς ἀναγκᾶς ἀπαντας ὡς ὅτι πάντα ἀκριβολογεῖσθαι δεῖ τοὺς δικαίως ἐξισταμένους. Orat. in Aristocrat. (pag. 449. B.) La même pensée se trouve ailleurs plus étendue, Orat. de fals. testim. advers. Steph. [pag. 524. On a déjà rapporté le passage ci-dessus, Liv. II. Chap. XX. §. 29. num. 2.] GROTIUS.

(8) Πᾶν δ' εἰκὸς εἶναι, τὸ πολέμου καὶ θανάτου κατεργόμενον, ἐγγυμνῶν τι γίνεσθαι καὶ πρὸς τῇ Θεῷ. καὶ γὰρ τῶν ἀκρίτων ἀμαρτημάτων καταφυγὴν εἶναι τὸς βαρβάρους, παρανομίαν τε ἐπὶ τοῖς μὴ ἀνάγκη κακοῖς ὀνομασθέναι, καὶ ἐκ ἐπὶ τοῖς ἀπὸ τῶν συμφορῶν τι τοῖς μισοῦσι. Lib. IV. (Cap. XCVIII.) Voyez ce qui est dit, dans le DEUTÉRONOME, Chap. XXII. vers. 26. au sujet d'une Fille, qui a été violée à la campagne : & le Rabbīn MOÏSE, fils de Maïmon, Duct. Dubit. III. 41. GROTIUS.

(9) Ἐχει πρόσχημα τῆς ἀδικίας τὴν ἀνάγκην. Notre Auteur rapporte ces mots seuls du passage, sans dire en quel Ouvrage de l'Orateur Grec il les a pris. Je pourrois presque affirmer qu'il n'y a rien de tel dans ISOCRATE ; & je crois qu'on a mis ici un nom pour un autre. Ma conjecture devient certaine, depuis que je me suis aperçu, après l'avoir jettée sur le papier, que la pensée & les paroles mêmes se trouvent dans un passage de PORPHYRE, que notre Auteur a indiqué ci-dessus, & que j'ai rapporté tout du long, sur Liv. II. Chap. XX. §. 29. Note 4.

(10)

s'excuser en disant qu'ils avoient fait cela à cause d'Alexandre, & par la crainte de ce Prince, que tout le reste des Grecs avoient ressentie, aussi bien qu'eux.

5. Pour venir à notre sujet, voici comment THE'MISTIUS y applique la distinction que nous avons faite, de deux extrêmes, & un milieu, en matière des principes d'une action nuisible à autrui. Vous avez mis de la différence, (14) dit-il à l'Empereur VALENS, entre l'Injure, la Faute, & le Malheur. Sans avoir étudié, ni PLATON, ni ARISTOTE, (15) vous pratiquez leurs préceptes. Vous n'avez pas cru qu'on doit punir également les Auteurs de la Guerre, & ceux qui s'y sont laissés ensuite entraîner, ou qui ont enfin succombé sous le joug de celui qui sembloit maître de l'Empire: mais vous avez condamné les premiers au supplice qu'ils méritoient, vous avez censuré les seconds, & vous avez eu pitié des derniers. C'est ainsi que TITUS, au rapport de JOSEPH, (16) punit le Chef d'une entreprise criminelle réellement, & tous les autres par de simples réprimandes.

6. En un mot, toute Action, qui est l'effet d'un pur Malheur, ne mérite aucune peine, & n'oblige à aucune réparation de dommage. L'Injure rend son auteur sujet à l'un & à l'autre. La simple Faute, qui tient le milieu entre le Malheur & l'Injure, oblige bien toujours à réparer le dommage, mais souvent elle ne mérite pas d'être punie, sur tout d'être punie de mort.

§. V. IL FAUT donc, selon ce que nous avons dit après THE'MISTIUS, traiter différemment (a) les Auteurs de la Guerre, & ceux qui les ont suivis. On en trouve un grand nombre d'exemples dans les Histoires. HERODOTE nous apprend, (b) que les Grecs punirent ceux qui avoient engagé les Thebains à quitter leur parti, pour se ranger du côté des Perses. C'est ainsi que les Romains firent trancher la tête aux (1) Chefs d'un soulèvement arrivé dans la Ville d'Ardee, comme nous l'apprend

(a) Voyez Gailius, De Pace Publ. Lib. II. Cap. IX. num. 18. (b) Lib. IX. Cap. 85.

TITE

(10) Ne adpellarent consilium, quæ vis ac necessitas adpellanda esset. Lib. VII. Cap. XX. num. 5.

(11) Factum Phocensium, tametsi omnes execrarentur propter sacrilegium, plus tamen invidiæ Thebanis, à quibus ad hanc necessitatem compulsi fuerant, quam ipsi, intulit. Lib. VIII. Cap. I. num. 10.

(12) Οὐτὼ καὶ ἐπὶ τῶν τοιούτων αἱ μὲν δυσκολίαι τῶν καίρων ἀπολογίας ἐνδιδόασιν τοῖς ἀφεικτικοῖς. Orat. Leu. éric. II. pag. 145. C. Tom. II.

(13) Οὐ γὰρ ξυνίσταν οἱ ταῦτα διαβάλλοντες, ὥς ἡ τῶν Μεσσηνίων ἀπολογία κατὰ ξυγγράμμην ἰστέλει, τὸν Ἀλέξανδρον προῖχα μιν, καὶ τὸν ἐκείνου Φύδον, ὃς μὲν ἡ ἀλλή Ἐκκλῆς ἀπειρώς εἶχε. De Vit. Sophist. Lib. II. Cap. XV. §. 2. pag. 596. Edit. Olear.

(14) Καὶ δίκην τὰ ἀδίκημα, καὶ ἀμάρτημα, καὶ ἀτύχημα, καὶ γὰρ εἰ μὴ τὰ Πλάτωνος ἀπονοματίζεις, μὴδὲ τὰ Ἀριστοτέλους μεταχειρίζῃ, ἀλλὰ τὰ γε ἐκείνοις δοκῶντα τοῖς ἔργοις βεβαίως. ἢ γὰρ τῆς ἰσῆς τιμωρίας ἀξίως ᾗδης τις τε ἐξ ἀρχῆς βαδυσσάμενος τὴν ἱππασίαν, καὶ τὴν ὑπὸ τῶν ὀπλῶν παρασυρόμενος, καὶ τὴν ἡδὴ τῶν δοκῶν κερταίνον ὑποκύναντας ἀλλὰ τῶν μὲν καλέγων, τὴν ἡ ἐμμένον, τοῖς ὃ συνήλθης. Orat. de laud. Valent. Imp. Le même Orateur dit ailleurs, qu'un jeune Empereur doit apprendre à faire cette différence: Τὶ διενόησεν ἀτύχημα, καὶ ἀμάρτημα, καὶ ἀδίκημα. καὶ ὅτι προσήκει τὸν Βασιλέα, τὸ μὲν οἰκτιρεῖν, τὸ δὲ ἐπανορθοῦν, μόνον ὃ τὸ ἐχρῆν ἱμωρίζεσθαι. SENEQUE remarque, en parlant des Foudres de Jupiter, que, si les Anciens croioient que ce Dieu en lance quelquefois de légères, c'étoit pour apprendre à ceux qui sont chargés du soin de punir & de foudroier, pour ainsi dire, les péchez des Hommes, qu'on ne doit pas toujours frapper de la même manière: qu'il y a des cas, où il faut tout rompre; d'autres où il suffit d'effleurer; d'autres enfin où c'est assez de montrer la foudre: Illos vero altissimos viros error iste non tenuit, ut existimarent, Jovem modo levioribus fulminibus & luforiis

TOM. II.

uti: sed voluerunt admonere eos, quibus adversus peccata hominum fulminandum est: non eodem modo omnia esse percutienda: quædam frangi debere, quædam elidi & dirigi, quædam admoveri. Natur. Quæst. Lib. II. Cap. XLIV. GROTIUS.

(15) Tel fut Trajan, un des meilleurs Empereurs Romains: Παιδείας μὲν γὰρ αἰρεῖσθαι, ὅση ἐν λόγοις, οὐ μέγα: τὸ γε μὴν ἔργον αὐτῆς καὶ κτίσασθαι καὶ ἐποιεῖν. C'est l'éloge, que lui donne XIPHILIN, dans sa Vie (pag. 230. Ed. Rob. Steph.) HERODIEN dit aussi, à la louange de Marc Antonin, que lui seul des Empereurs s'étoit attaché à la Philosophie, dont il faisoit voir qu'il étoit imbu, non par ses discours ou par une vaine ostentation de science, mais par la gravité de ses mœurs & par la régularité de sa vie: Μόνος τε βασιλέων φιλοσοφίαν ἢ λόγοις, καὶ δογματῶν γινώσκει, σενῶν δὲ ἡδὴ καὶ βίῃ σώφρονι ἐπιστάσας. (Lib. I. Cap. II. num. 6. Ed. Boeckler.) MACRIN, autre Empereur Romain, observoit les Loix plus exactement, qu'il ne les faisoit: Τὰ τε νόμιμα ἔχων ἀκριβῶς ἡγίστατο, ὥς πιστῶς μετεχειρίζετο. XIPHILIN. in ejus Vit. (pag. 342.) DIEU nous donne aujourd'hui d'aussi bons Princes! GROTIUS.

(16) Παιδεῖται Καῖσαρ ἅμα ταῖς τε ἱεραῖς, καὶ τῶν συμφέροντι. τὴν μὲν γὰρ καθ' ἑνὸς τιμωρίαν ὥστο χρεῖαι μέχρις ἔργου προκόπτειν. τὴν δὲ ἐπὶ πλῆθος, μέχρι λόγου. De Bell. Jud. Lib. V. Cap. XIII. (VI. 5. Latin.) pag. 912. B. L'Empereur donne là pour maxime générale, que, quand il s'agit d'une seule personne qui a fait du mal, il faut la punir réellement: mais que, par rapport à une Multitude coupable, il suffit de menacer. Ainsi on voit, que notre Auteur ne rapporte pas exactement ce qu'a dit l'Historien Juif.

§. V. (1) Dans toutes les Editions avant la mienne, il y a ici: Principes Ardee, c'est-à-dire, les Principaux de la Ville, au lieu des Chefs du soulèvement. Mais j'ai cru que les Imprimeurs ou les Copistes a-

Xx

voient

TITE LIVE. Le Consul *Valerius Levinus*, après la prise d'*Agrigente*, (2) condamna aussi à mort les Principaux, & vendit les autres, avec le butin. On en usa de même à l'égard des Principaux (3) d'*Atella* & de *Calatia*, après la reddition de ces Villes. Les Auteurs de la révolte de *Privermes* aiant été punis, comme ils le méritoient, (4) on demanda au Sénat Romain, ce qu'il vouloit qu'on fit de la Multitude innocente. Le Sénat, après quelque contestation, pardonna enfin à ce Peuple, & lui donna même droit de Bourgeoisie. C'est que, comme s'exprime ailleurs le même Historien Latin, qui rapporte ceci, on ne vouloit pas (5) que la Punition s'étendit plus loin, que les Coupables. Dans une Tragédie d'*EURIPIDE*, (6) on louë *Etéocle* d'*Argos*, de ce qu'il haïssoit les Coupables, & non pas l'Etat, sur qui l'on rejette mal-à-propos les fautes de ceux qui le gouvernent. Les Athéniens aiant résolu de passer au fil de l'épée tous les *Mityléniens*, se repentirent, à ce que raconte *THUCYDIDE*, (7) d'avoir fait une Ordonnance si cruelle, au lieu de se contenter de punir les Auteurs de la révolte. *DIODORÉ* de Sicile (c) dit, que *Démétrius Poliorcète*, après avoir pris *Thèbes*, ne fit mourir que dix personnes, qui avoient été cause de la rebellion.

(c) *Fragm.*
2 lib. XXI.
Ecl. 10.

(a) *Voicz*
Fr. Victor.
Jure Bell.
num. 59.

§. VI. I. A L'EGARD même des Auteurs de la Guerre, il faut distinguer les raisons pour lesquelles ils s'y sont portez. (a) Car il y en a qui, quoi qu'elles ne soient point justes en elles-mêmes, peuvent néanmoins éblouir des gens dont le cœur n'est point mauvais. L'Auteur d'une *Rhétorique* adressée à *HERENNIIUS*, (1) traitant des raisons qu'on peut alléguer pour demander pardon de quelque faute, met celle-ci pour une des plus raisonnables, Que l'on n'a point agi par un esprit de haine ou de cruauté, mais à bonne intention, & en croiant s'acquitter de son devoir. *SENEQUE* dit, que le Sage (2) des Stoïciens relâchera des Prisonniers de Guerre ses Ennemis, sans leur faire aucun mal, & quelquefois même en les louant, s'il voit qu'ils se soient engagez à prendre les armes par un principe honnête, comme, pour ne pas manquer de fidélité, pour

voient sauté le mot de *seditionis*, à cause de la ressemblance de *securi*, qui fuit; quoique nôtre Auteur ne s'en soit jamais aperçu, comme il lui est arrivé d'autres fois. Quoi qu'il en soit, voici l'original: *Romanus Consul [M. Geganus] Ardeæ turbatas seditione res, principibus ejus motus securi percussis, bonisque eorum in publicum Ardeatium redactis, composuit.* Lib. IV. Cap. X. num. 6.

(2) *Oppido recepto Lævinus, qui capita rerum Agrigenti erant, virgis casos securi percussit: ceteros prædamque vendidit.* Idem TIT. LIV. Lib. XXVI. Cap. XL. num. 13.

(3) *Atellæque & Calatia in deditionem acceptæ: ibi quoque in eos, qui capita rerum erant, animadversum.* Ibid. Cap. XVI. num. 5.

(4) *Quoniam auctores defectionis, inquit, meritis pænas & ab Diis immortalibus, & à vobis, habent, Patres conscripti, quid placet de innoxia multitudine fieri? Itaque & in Senatu causam obtinere, & ex auctoritate Patrum latum ad Populum est, ut Privernatibus civitas daretur.* Idem, Lib. VIII. Cap. XX. num. 11. & Cap. XXI. num. 10.

(5) *Vicit sententia lenior, ut unde orta culpa esset, ibi pæna consisteret, ad multitudinem castigationem satis esse.* Idem, Lib. XXVIII. Cap. XXVI. num. 3.

(6) *Τὸς τ' ἐξαμαρτάνοντας, ἐκὶ τὴν πόλιν ἔχθαις. Ἐπὶ τοὶ κἀδὲν αἰτία πόλις.*
Supplic. vers. 878, 879.

(7) *Καὶ τῇ ὑπεραία μετὰ τοὺς τὸς εὐδὺς ἢ αὐτοῖς, ἢ ἀνολογισμός, αὐτοὶ τὸ βέλτερον ἢ, μέγα ἐγνώσθαι, πόλιν ὅλην διαφθεῖραι μᾶλλον, ἢ ἔ τὸς αἰτίους.* Lib. III. Cap. XXXVI. Le sens des dernières paroles est clair:

mais il y a quelque difficulté pour l'expression; sur quoi on peut consulter, si l'on veut, une Note de feu Mr. *PERIZONIUS*, in *Ælian. Var. Hist.* III. 43. Not. 4. pag. 288.

§. VI. (1) *Heic ignoscendi ratio queritur . . . si ea, que peccavit, non odio, neque crudelitate, sed officio & recto studio commotus fuit.* Lib. II. Cap. XVII.

(2) *Hostes dimittet salvos, aliquando etiam laudatos, si honestis causis, pro fide, pro fœdere, pro libertate, in bellum accincti sunt.* De *Clement.* Lib. II. Cap. VII.

(3) *Pænitebatque [Cærites] populationis, & Tarquinienles execrabantur defectionis auctores, nec arma aut bellum quisquam adparare, sed pro se quisque legatos mittere jubebat ad petendam erroris veniam.* Lib. VII. Cap. XX. num. 2. Voilà ce que dit l'Historien; & il paroît par la suite, que les *Cérites* s'excusoient sur ce qu'ayant seulement donné passage aux *Tarquiniens*, quelques Paisans, de leur pure autorité, s'étoient joints à eux, pour aller piller sur les terres des Romains. Ces *Parrens*, dont nôtre Auteur parle, c'étoient donc les *Tarquiniens*. Mais une mauvaise ponctuation, qui se trouvoit dans toutes les Editions, sans en excepter la première, avoit tellement défiguré ce passage, qu'elle mettoit de la parenté entre les *Phocéens*, Peuple de Grèce, & les *Cérites*, Peuple d'*Etrurie*. Dans cette supposition, le savant *GRONOVIIUS* critique ici nôtre Auteur: & il se tourmente lui-même beaucoup, pour découvrir l'origine d'une autre faute qu'il trouve dans la période suivante. Voici un des endroits, où la première Edition m'a le plus servi, & qui seul peut faire sentir, combien il étoit nécessaire de confronter le Texte avec cette Edition, & les autres de vieille date.

pour remplir les engagements d'une Alliance, pour défendre leur liberté. Les Cérètes, au rapport de TITE LIVE, (3) demandèrent pardon de la (4) faute qu'ils avoient commise, en donnant du secours à leurs parens contre les Romains. Les mêmes Romains (5) pardonnèrent aux Phocéens, aux Chalcidiens, & à quelques autres Peuples, qui avoient secouru Antiochus en vertu du Traité d'Alliance qu'il y avoit entre lui & eux. ARISTIDE parlant des Thébains, qui s'étoient laissez entrainer par les Lacédémoniens, à entrer en guerre avec les Athéniens, dit, (6) qu'à la vérité ils s'étoient par là rendus complices d'une entreprise injuste, mais qu'ils pouvoient couvrir leur conduite d'un juste prétexte, savoir, qu'ils avoient été fidèles aux Lacédémoniens.

2. CICE'RON (7) dit qu'un Vainqueur doit donner la vie à ceux qui n'ont pas fait la guerre d'une manière cruelle. Il veut encore, que l'on ne pousse pas si loin les actes d'hostilité, dans les Guerres où l'on se propose d'acquérir de la gloire par des Conquêtes. Le Roi Ptolomée fit dire à Démétrius, (8) qu'ils ne devoient pas avoir guerre ensemble pour toute sorte de sujets, mais seulement pour la gloire & pour l'empire. L'Empereur Sévère parle ainsi à ses Soldats, dans une Harangue que lui prête HéRODIEN: (9) Lors que nous avons pris les armes contre Niger, la nécessité nous y a engagé, plutôt qu'un sujet apparent de Guerre. Nous ne pouvions pas nous plaindre qu'il nous eût enlevé l'Empire: on ne savoit encore à qui il appartenoit, chacun pouvoit y prétendre, & chacun de nous vouloit également l'attirer à soi.

3. Il est souvent difficile de savoir si la cause de la Guerre est juste, ou non, de sorte qu'on peut dire alors, comme faisoit CICE'RON au sujet de la Guerre entre César & Pompée: (10) De quel côté se tourner? Il y a de l'obscurité de part & d'autre. Les plus célèbres Généraux ne sont pas d'accord: plusieurs doutent, quel parti est le meilleur. En ce cas-là, s'il y a quelque faute, ce n'est point un crime, comme le représente ailleurs le même Orateur, en parlant de tels coupables, (11) c'est un effet de l'ignorance &

datte. Il y avoit ici à la marge: Appian. Syr. Cette citation omise, je ne fai comment, dans toutes les Editions que j'ai vues, postérieures à la première, a empêché GRONOVIVS de consulter l'Historien, d'où notre Auteur avoit tiré le fait, & dont le passage trouvé montre d'abord la ponctuation vicieuse, qui doit être mise sur le compte des Imprimeurs ou des Copistes. Voyez la Note 6. de ce paragraphe. Ainsi toute la faute de notre Auteur consiste en ce qu'il ne s'est point aperçu, qu'on avoit mis, contre son intention: quod fuerint auxilio consanguineis Phocenibus. Chalcidenibus, & aliis, qui &c. au lieu de mettre: quod fuerint auxilio consanguineis. Phocenibus, Chalcidenibus, & aliis &c. comme j'ai fait imprimer dans mon Edition Latine.

(4) ISOCRATE dit, qu'il faut quelquefois pardonner à un Prince vaincu, qui n'a point connu la justice de la cause du Vainqueur. Le passage a été traduit par AMMIEN MARCELLIN: Ut ISOCRATIS memorat pulchritudo; cujus vox est perpetua docentis, Ignosci debere interdum armis superato Reçtori, quam justum quid sit ignorant. Lib. XXX. (Cap. VIII.) GROTIUS.

Je ne fai si le passage de l'Orateur Grec se trouve dans ce qui nous reste de ses Ouvrages. Au moins, les paroles, que le Savant DE VALOIS cite, tirées de l'Oraison Panathénaique, sont tout-à-fait hors d'œuvre.

(5) C'est du Général Manius Acilius Glabrior qu'APPIEN d'Alexandrie dit cela: Μάνιος δὲ Φωκέας μὲν, καὶ Χαλκιδέας, καὶ ὅσοι ἄλλοι τῷ Ἀντίοχῳ συνεπιτέρευσαν, δεομένους, ἀπέλυσε τὰ δεῖς. De Bell. Syr. pag. 160. (98. Ed. H. Steph.) Voyez la Note 4. ci-dessus.

(6) Τὸς δ' ἀκολοῦθῆναι [Θηβαίους τοῖς Λακεδαιμονίοις] καὶ μετέχοντας, κοινωπὴν μὲν εἰς δίκαια πράγματι. δίκαια δ' ἑτέρω περιτέθειν την μένῃν, τῷ πρὸς εἶναι τοῖς ἡγεμένοις. Orat. Leuctr. II. pag. 135. B. C. Tom. II. Ed. Paul. Steph.

(7) Parta autem victoriâ, conservandi ii, qui non crudeles in bello, non immanes fuerunt. De Offic. Lib. I. Cap. XI.

(8) C'est PLUTARQUE, qui rapporte ce mot, dit à l'occasion du bagage & des Prisonniers que Ptolomée renvoioit à Démétrius, après la défaite de celui-ci dans une Bataille donnée aux environs de Gaza:

Ἀλλὰ ταῦτα μὲν αὐτῷ Πτολεμαίῳ ἀπέπεμψε μετὰ τῶν φίλων, εὐγνώμονα καὶ φιλόφρονος ἀνείπων λόγον, ὡς εἰ περὶ πάντων ἄμα, περὶ δόξης ἢ καὶ ἀρχῆς πολυμήλειον εἴην αὐτοῖς. In Vit. Demetr. pag. 891. A. Tom. I. Ed. Wech.

(9) Καὶ Νίγηρ μὲν πολυμήλεις, ἔχ' ἕως εὐλόγως εἶχομεν αἰτίας ἔχοντας, ὡς ἀναγκαίως. εἰ γὰρ παρ' ἡμῶν προερχομένη ἀρχὴν ὑφ' ἡμετέρων μεμίσπο, ἐν μίῳ ἢ ἑρμηνείῃ καὶ ἀμφιρίῳ ἔσαν, ἑκάτερος ἡμῶν ἐξ ἰσοτίμου φιλοτιμίας εἰς αὐτὸν ἀντέειλε. Lib. III. Cap. VI. num. 9. Edit. Boecler.

(10) Erat obscuritas quædam; erat certamen inter clarissimos duces: multi dubitabant, quid optimi esset &c. Orat. pro Marcell. Cap. X.

(11) Etsi aliquâ culpâ tenemur erroris humani, à scelere certè liberati sumus. (Ibid. Cap. V.) C'est ainsi que THUCYDIDE pose pour maxime: Qu'on doit pardonner ce qui se fait par erreur, & non par malice: Καὶ ἑυγνώμη, εἰ μὴ μετὰ κακίας, δόξης ἢ μάλλον ἀμαρτία, τῇ πρότερον ἀπραγμοσύνῃ ἰσχυρὰ τολμῶμεν. Lib. I. Cap. XXXII.) GROTIUS.

& de la fragilité humaine, c'est une (12) erreur commune. On se suit les uns les autres, sans examen : chacun croit son compagnon plus sage que lui, pour parler avec (13) SALLUSTE.

4. En un mot, ce que *Brutus* disoit des Guerres Civiles, on peut, à mon avis, l'appliquer à la plupart des autres sortes de Guerre, (14) c'est qu'il faut être plus sévère, quand il s'agit de les empêcher, que prompt à décharger sa colère sur les Vaincus.

§. VII. 1. LORS même que les Loix de la Justice, proprement ainsi nommée, permettent de ne pas épargner la vie des Vaincus; la Bonté, la Modération, la Grandeur d'ame, (1) demandent souvent qu'on relâche à cet égard de son droit. SALLUSTE (2) a remarqué, que la grandeur du Peuple Romain s'accrut par la facilité avec laquelle il pardonnait. L'Empereur Claude répondit à un Prince d'Orient, qui avoit intercédé auprès de lui en faveur de *Mithridate*, (3) que c'étoit la maxime des anciens Romains, d'être aussi portés à user de clémence envers les Supplians, qu'implacables contre les Ennemis. Selon le Philosophe SENEQUE, (4) il n'appartient qu'à des Bêtes féroces, & même à celles qui n'ont aucune ombre de générosité, de s'acharner à mordre ceux qu'elles ont terrassés. Les Elephans & les Lions, après avoir mis par terre ce qui leur résistait, le laissent là, & s'en vont. Souvent aussi la situation des choses est telle, qu'on peut dire, comme fait, dans VIRGILE, un homme qui demandoit quartier à *Enée*: (5) La victoire des Troiens ne dépend point de ma mort; & la vie d'un seul homme n'est pas de grande importance.

2. Il y a, sur ce sujet, un passage remarquable dans la Rhétorique adressée à *HE'RENNIUS*: (6) C'étoit, dit l'Auteur inconnu, une bonne maxime de nos Ancêtres, de ne faire mourir aucun Roi vaincu & pris. Pourquoi cela? Parce qu'il paroît injuste d'abuser des avantages que la Fortune nous donne, ôtant la vie à des personnes, que la même Fortune avoit placées peu auparavant dans un poste très-relevé. Mais, dira-t-on, ce Roi est venu contre nous à la tête d'une Armée. Je ne m'en souviens plus. Pourquoi? Parce qu'il est d'un Homme brave & généreux, de tenir à la vérité pour ses Ennemis ceux qui lui

(12) Neque enim ille [Dejotarus] odio tui progressus, sed errore communi lapsus est. Orat. pro Reg. Dejot. Cap. III.

(13) Cetera multitudo vulgi, more magis quam judicio, post alium alium, quasi prudentiorem, sequuti. Orat. I. ad Cesar. De Rep. ordinand. Cap. XXXIV. Lib. VI. Fragm. Ed. Waff.

(14) Scribis nimis, acris prohibenda bella civilia esse, quam in superatos iracundiam exercendam. CICERO. Epist. II. ad Brut. Voyez BEMBE. Hist. Lib. IX. GROTIUS.

§. VII. (1) THEODORIC, Roi des Goths, disoit, que les Guerres les plus heureuses qu'il eût faites, c'étoient celles où il avoit usé de modération dans la Victoire. Cette modération, ajoutoit-il, est une Victoire perpétuelle, à qui fait bien la ménager. Illa mihi feliciter bella provenerunt, quæ moderato fine peracta sunt. Is enim vincit assidue, qui novit omnia temperare. CASSIODOR. Var. II. 41. GROTIUS.

(2) Et ignoscendo Populi Romani magnitudinem auxisse &c. Orat. L. Philipp. Fragm. I. 13.

(3) Verum ita majoribus placitum, quantà pervicaciâ in hostem, tantâ beneficentiâ adversus supplices utendum. TACITUS. Annal. Lib. XII. Cap. XX. num. 4.

(4) Muliebres est, furere in ira: ferarum vero, nec generosarum quidem, premordere & urgere projectos. Elephantia Leonisque transeunt, quæ impulerunt. De Clement. Lib. I. Cap. V.

(5) — Non hec victoria Teucrarum

Virtutis; aut anima una dabit discrimina tanta.

Æn. Lib. X. vers. 528, 529.

(6) Item: Bene majores nostri hoc comparaverunt, ut

neminem Regem, quem armis cepissent, vitâ privarent. Quid ita? quia, quam nobis facultatem fortuna dedisset, iniquum erat in eorum supplicio consumere, quos eadem fortuna paullo ante in amplissimo statu collocarat. Quid quod exercitum contra duxit? Desino meminisse. Quid ita? Quia viri fortis est, qui de victoria contendunt, eos hostes putare; qui victi sunt, eos homines judicare, ut possit bellum fortitudo minuire, pacem humanitas augere. At ille, si vicisset, num idem fecisset? non profecto tam sapiens fuisset. Quid igitur ei parci? quia talem stultitiam contemnere, non imitari, consuevi. Lib. IV. Cap. XVI.

(7) Cautior licet sit, qui devinctos habet per veniam perduelles; fortior tamen est, qui calcant iratos. Renovisti, Imperator, veterem illam Romani imperii fiduciam, quæ de captis hostium ducibus vindictam morte sumebat. Tunc enim captivi Reges, quum à portis usque ad Forum triumphantium currus honestassent, simul atque in Capitolium currum flectere ceperat Imperator, abrepti in carcerem, necabantur. Unus Perles, ipso Paulo, qui dederentem se acceperat, deprecante [c'est ainsi qu'il faut lire, au lieu de: Unus pro se ipso Paulo, qui sedentem se acceperat &c.] legem illius severitatis evasit. Ceteri omnes in vinculis luce privati, aliis Regibus dedere documentum, ut mallent amicitiam colere Romanorum, quam exasperare justitiam. (Panegy. Vet. VI. Cap. X. Ed. Cellar.) Je n'ai garde de vouloir, qu'on introduisît de nouveau la coutume, dont parle cet Orateur. Nous voions cependant que Josué fit mourir les Rois, qu'il avoit fait prisonniers. JOSEPH. Antiq. Jud. Lib. V. Cap. I. Caius Sossus aiant défait Antigone, Roi des Juifs, le fit fouetter, attaché à une Croix: Ἀντιγόνου ἐμαρτύρωτες, σκερὴν προσδένοντας, [& puis égorger: καὶ μετὰ τὸ τοῦ ἀπιστοῦ.

DION

lui disputent la victoire, mais de regarder aussi comme des Hommes ceux qu'il a vaincus; en sorte que la Valeur lui serve à amener la fin des maux de la Guerre, & l'Humanité à augmenter les avantages de la Paix. Mais, dira-t-on encore, si le Vaincu eût été Vainqueur, en auroit-il usé de même? Hé bien: soit: il n'auroit pas été si sage. Pourquoi dont lui pardonnez-vous? C'est parce que je me suis fait une loi de mépriser une telle folie, & non pas de l'imiter.

3. Il n'est pas sûr, qu'il s'agisse là des Romains: car cet Auteur emploie souvent des raisons tirées d'exemples étrangers, ou même feints. Mais supposé qu'il ait voulu parler de la coutume des Romains, ce qu'il dit est directement contraire aux paroles suivantes d'un ancien Panégyrique, fait en l'honneur de Constantin, Fils de l'Empereur Constance: (7) Il y a, dit le Panégyriste, plus de prudence à gagner le cœur des Ennemis en leur pardonnant: mais il y a plus de bravoure à les fouler aux pieds, après les avoir abattus. Vous avez, Seigneur, renouvelé la coutume noble & courageuse des anciens Romains, qui punissoient de mort les Chefs de l'Armée Ennemie, faits prisonniers. Alors les Rois captifs, après avoir servi à honorer le triomphe du Vainqueur, en suivant son Char depuis les Portes de la Ville jusqu'à la Place Publique; aussi-tôt que le Général triomphant commençoit à marcher vers le Capitole, étoient menez en prison, où on les faisoit mourir. Le seul Persée, à l'intercession de Paul Emile, c'est-à-dire, du Général même, à qui il s'étoit rendu, (a) évita ce sort rigoureux. Tous les autres, privez de vie dans une Prison, servoient de leçon aux Rois étrangers, pour leur apprendre à aimer mieux rechercher l'amitié des Romains, que d'irriter leur justice. Cet Auteur, de son côté, s'exprime ici trop généralement. A la vérité JOSEPH attribué aux Romains une telle sévérité, en faisant l'histoire de Simon, fils de Jora, qui l'éprouva: mais il parle des Généraux d'armée tels qu'étoit Pontius, Samnite, & non pas de ceux qui avoient le titre de Roi. Voici ce qu'il dit: (8) Le triomphe finit, lors qu'on fut arrivé au Temple du Capitole; car, selon l'ancienne coutume, le Général doit attendre là, jusqu'à ce qu'il ait appris la mort du Chef des Ennemis. C'étoit Simon, Fils de Jora,

(a) Voyez Plutarque, Vit. Æm. Pauli, pag. 274.

DION CASSIUS, qui rapporte cela, (Lib. XLIX. pag. 463. D. Edit. H. Steph.) ajoute sagement, qu'aucun Roi vaincu n'avoit été ainsi traité des Romains: Ο μὲν οὖν βασιλεὺς ὑπὸ τῶν Ῥωμαίων ἐπεσφόνθη. On trouve la même histoire dans JOSEPH, Antiq. Jud. Lib. XV. (Cap. I.) EUTROPE raconte, que Maximien Hercule [ou plutôt Constantin] ayant fait prisonniers les Rois des Francs & des Allemands, les exposa à combattre avec des Bêtes féroces, dans des Jeux magnifiques qu'il vouloit donner: Qui [Constantinus] in Galliis, & militum & Principalium ingenti jam favore regnabat, cæsis Francis atque Alemannis, captivæ eorum Regibus; quos etiam bestiis, quum magnificentum spectaculum muneris parasset, objecit. Lib. X. (Cap. II. num. 9.) Voyez ce que dit AMMIEN MARCELLIN, d'un Roi des anciens Allemands, que l'on fit pendre, Lib. XXVII. (Cap. II.) Théodoric, Roi des Wisigoths, fit mourir Athaulphe, Roi des Suéviens établis en Espagne; comme nous l'apprenons de JORNAND, dans son Histoire des Goths, (Cap. XLIV.) Ce sont-là des exemples, qui doivent apprendre aux Rois à être modestes & retenus dans la prospérité, & à faire réflexion, qu'ils sont, quand il plaît à DIEU, sujets, comme les autres Hommes, aux vicissitudes des accidens humains les plus tristes: en un mot, que, selon la pensée de Solon, dont CÉSUS rappella le souvenir dans un semblable péril, personne ne peut être regardé comme heureux avant sa mort. GROTIUS.

Ce dernier fait est rapporté par HERODOTE, Lib. I. Cap. LXXXVI. Pour ce qui est d'Antigone, Roi des Juifs, il eut la tête tranchée, par ordre de Marc

Antoine, dont Sossus étoit Lieutenant en Syrie, & qui, en faveur d'Hérode, ne garda point ce malheureux Prince pour le jour de son Triomphe: & c'est dans ce genre de mort, dont on n'avoit point encore puni aucun Roi vaincu, que STRABON, dont JOSEPH nous a conservé les paroles, fait consister la nouveauté de l'exemple; comme il paroît aussi par PLUTARQUE, Vit. Anton. pag. 932. C. A l'égard des paroles de l'ancien Panégyriste, où notre Auteur corrige des mots manifestement corrompus, la correction avoit été faite avant lui par le Jésuite JULES CÉSAR BOULANGER, dans son Livre De Spoliis bellicis, trophæis, arcibus triumphalibus, & pompa triumphi, Cap. XXVIII. pag. 76. Ed. Paris. 1610. & elle est suivie par les dernières Editions. Le Savant Jurisconsulte, PIERRE DU FAUR, dans ses Semestria, Lib. II. Cap. III. pag. 35. en propose une autre, qui n'est pas si naturelle. GRONOVIVS veut aussi qu'on lise, au commencement du passage, calcet STRATOS, au lieu de, calcet IRATOS.

(8) Ἦν δὲ τῆς πομπῆς τὸ τέλος, ἐπὶ τὸν νεὸν τῆς Καπιτωλίου Διὸς, ἐφ' ὃν ἐλθόντες ἔστησαν. ἡ γὰρ τὸ παλαιὸν πάτριον περὶ μέρειν, μέχρις ἂν τοῦ τῆς στρατῆς τῶν πολέμων θανάτου ἀπαγγελίῃ τις. Σίμων δ' οὐκ ὡς Γόργα, τότε πεπομπευκὸς ἐν τοῖς αἰχμαλώτοις βροχῶν δὲ περιβληθείς, εἰς τὸν ἐπὶ τῆς ἀγορᾶς ἰστέτο τόπον, αἰκίζομενον αὐτὸν ἅμα τῶν ἀγόντων. νόμος δ' ἐστὶ Ῥωμαίοις ἐκεῖ κτείνειν τὸς ἐπὶ κακῆς θανάτου καταγενομένους, ἐπεὶ δ' ἀπηγγέλθη τέλος ἔχων, καὶ πάντες εὐφρόνησαν, ἔρχοντο τῶν θυσιῶν &c. De Bell. Jud. Lib. VII. pag. 979. E. F.

(b) Voyez
Appien, Bell.
Mithrid. in
fin. pag. 253.
Ed. H. Steph.

Jora, qui étoit mené en triomphe parmi les Prisonniers. On lui mit alors la corde au cou, on le traîna, en le battant même, à la Place Publique, où les Romains ont accoutumé de faire exécuter les Criminels condamnés à mort. Lors qu'on fut venu annoncer, qu'il étoit mort, il se fit d'abord des vœux, & ensuite des sacrifices. CICÉRON dit, à peu près, la même chose, dans une de ses Harangues contre (9) Verrès. On trouve par tout des exemples de Généraux vaincus, qui ont été traités de cette manière. Il y en a quelques-uns (b) de Rois, comme (10) d'Artabafde, de (11) Jugurtha, d'Artabafde (12): mais on voit aussi, outre Persée, dont il a été parlé ci-dessus, un (13) Syphax, un (14) Gentius, un (15) Juba, & du temps des Empereurs un (16) Caractacus, & d'autres, qui ne furent point punis de mort. D'où il paroît, que les Romains, qui, de l'aveu de (17) CICÉRON, & d'autres anciens Auteurs, étoient d'ailleurs un peu cruels dans leurs victoires, avoient égard ici & aux motifs par lesquels l'Ennemi avoit été poussé à la Guerre, & à la manière dont il l'avoit faite. C'est pourquoi *Æmilius Paulus*, au rapport de *Diodore de Sicile*, représentoit aux Sénateurs Romains, dans l'affaire de Persée, (18) que s'ils ne craignoient rien de la part des Hommes, ils appréhendaissent du moins la Vengeance Divine, toute prête à fondre sur ceux qui usent insolemment de la victoire. *PLUTARQUE* nous apprend aussi, (19) que, parmi les Grecs, les Rois de Lacédémone étoient respectés de leurs Ennemis même, qui, lors qu'ils les rencontroient dans la mêlée, se gardoient d'en venir aux mains avec eux, par considération pour leur dignité.

4. Tout Ennemi donc, qui aura à cœur de faire, non ce que les Loix permettent, mais ce qui est de son devoir, ce que demandent les règles de la Vertu; épargnera le sang de ses Ennemis mêmes, & n'en fera mourir aucun, que pour se garantir de la mort, ou de quelque chose d'approchant, ou pour punir des crimes personnels, dignes

(9) *Tamen quum de Foro in Capitolium currum flectere incipiunt, illos [hostium Duces] duci in carcerem jubent: idemque dies & victoribus imperii, & victis vitæ finem facit.* In Verr. Lib. V. Cap. XXX.

(10) C'étoit un Bâtard d'Eumène, Roi de Pergame: & malgré le Testament de son Frère Attale, fils légitime, qui avoit institué le Peuple Romain pour son héritier, il s'étoit emparé de la Couronne. Mais il régna de telle manière, qu'il fut reconnu ensuite pour Roi légitime, ainsi que *JUSTIN* l'insinue: *Quum multa secunda prælia adversus civitates, quæ metu Romanorum tradere se ei volebant, fecisset; justusque Rex jam videretur* &c. Lib. XXXVI. Cap. IV. num. 7. Ainsi la remarque que *GRONOVIVS* fait ici, pour justifier les anciens Romains, n'est pas tout-à-fait juste. Voyez, au reste, sur la mort de ce Prince, *VELLEJUS PATERCULUS*, Lib. II. Cap. IV. & *EUTROPE*, Lib. X. Cap. I.

(11) Voyez, touchant la mort de ce Roi de Numidie, *TIT. LIV. Epitom. Lib. LXVII.* & *EUTROPE*, *Breviar. Lib. IV. Cap. XI. in fin.*

(12) Ou plutôt *Artavafde*: car c'est ainsi qu'on trouve écrit, dans les Auteurs Latins, le nom de cet ancien Roi d'Arménie. Ici le docte *GRONOVIVS* remarque avec raison, que *Marc Antoine* fit mourir *Artavafde* de sa pure autorité, & sans l'approbation du Sénat, après avoir pris par trahison, & mené en triomphe ce Prince, non à Rome, mais à Alexandrie. Aussi *TACITE* blâme-t-il hautement cette perfidie: *Insida [Armenia] ob scelus Antonii, qui Artavafden Regem Armeniorum, specie amicitiae inlectum, dein catenis oneratum, postremo interfecerat.* Annal. Lib. II. Cap. III. num. 2. Voyez *VELLEJUS PATERCULUS*, Lib. II. Cap. LXXXII.

(13) Les Historiens ne sont pas d'accord sur la ma-

nière dont ce Prince, Roi d'une partie des Numides, perdit la vie. Plusieurs le font mourir près de Rome, avant le jour du Triomphe [c'est-à-dire, à Tibur, ou Tivoli. Voyez *TIT. LIV.* à la fin du XXX. Livre, Cap. ult. num. 4.] *POLYBE* au contraire dit, qu'il fut mené en triomphe. *APPRIEN* d'Alexandrie raconte, qu'il mourut de maladie, pendant qu'on délibéroit sur ce que l'on feroit de lui: [*De Bell. Pun. pag. 15. Edit. Steph.*] *GROTIUS*.

POLYBE dit, que ce Prince vaincu mourut dans la prison, quelques jours après avoir été mené en triomphe: *Καὶ γὰρ ὁ Σύφας, ὁ τῶν Μασσαγυλίων βασιλεὺς, ἤχθη τότε διὰ τῆς πόλεως ἐν τῷ θρασυμένῳ μετὰ τῶν αἰχμαλώτων, ὃ καὶ μετὰ τινα χρόνον ἐν τῇ φυλακῇ τοῦ βίον μετέλλαξε.* Lib. XVI. Cap. XII. *SILIVS ITALICUS* semble insinuer, que l'on porta seulement en triomphe l'effigie de Syphax, *Punic. Lib. XVII. vers. 630.* où l'on peut voir la Note de *CELLARIUS*, & celle de *Mr. DRACKENBORG*, le dernier Editeur.

(14) C'étoit un Roi d'Illyrie. Voyez *TIT. LIV.* Lib. XLV. Cap. XLIII.

(15) C'est Juba, Fils du Roi de Numidie & d'une partie de la Mauritanie. *Jules César*, au défaut du Père, qui étoit mort dans un combat singulier, mena en triomphe ce jeune Prince encore enfant. Voyez *PLUTARQUE*, in *Cæsar. pag. 733.* & *APPRIEN* d'Alexandrie, *De Bell. Civ. Lib. II. pag. 491. Ed. H. Steph.* Mais non seulement on lui laissa la vie: on le fit encore si bien élever, qu'il se rendit célèbre par sa qualité d'Auteur, encore plus que par sa naissance, & par une ombre de Roiauté, qu'*Auguste* lui conféra. On peut voir là-dessus le Traité de *VOSSIUS*, *De Historic. Græcis*, Lib. II. Cap. IV.

(16) Roitelet des anciens Peuples de la Grande Bretagne.

dignes du dernier supplice. Il fera même grace ou entièrement, ou de la peine de mort, à ceux qui l'ont méritée, soit par un principe d'Humanité, ou pour quelque autre bonne raison. Sur quoi il y a un beau passage de DIODORE de Sicile: (20) *La prise des Villes, dit-il, les Batailles gagnées, & les autres avantages remportez à la Guerre sont souvent des effets d'un honteux hazard, plutôt que de la valeur des Guerriers. Mais d'exercer sa compassion envers les Vaincus, c'est uniquement l'ouvrage de la Sageſſe. C'est ainſi qu'Alexandre le Grand, au rapport de QUINTE-CURCE, (21) quoi qu'il eût pû avec juſtice punir ceux d'une Ville qui avoient conſeillé de lui tenir tête, pardonna à tous ſans exception.*

§. VIII. POUR ce qui eſt des perſonnes que l'on tuë par accident, & non pas de propos délibéré, il faut ſe ſouvenir de ce que nous avons (a) déjà dit ci-deſſus, qu'il eſt, ſinon de la Juſtice, du moins de la Charité & de la Compaſſion, de ne rien entreprendre qui puiſſe faire périr des Innocens, à moins que ce ne ſoit pour des raiſons de grande importance, & qui tendent à ſauver un grand nombre de gens. C'étoit auſſi l'opinion de POLYBE, (1) dont voici la maxime: *Un Homme de bien (dit-il) ne doit pas faire la Guerre à des Méchans, en vue de les perdre & de les exterminer, mais pour les faire revenir à eux-mêmes, & pour les contraindre à réparer les fautes qu'ils ont commiſes. Il ne faut pas non plus envelopper l'Innocent dans la punition des Coupables, mais au contraire pardonner aux Coupables même, en conſidération des Innocens.*

§. IX. 1. CES principes généraux ainſi poſez, il ne fera pas difficile d'en tirer des régles plus particulières.

2. *Les Enſans ſont excuſables à cauſe de leur âge, & les Femmes à cauſe de leur ſexe*, comme le dit (1) SENEQUE, dans un de ſes Traitez, où il ſe déchaîne terrible-

(a) Chap. I.
de ce Livre,
§. 4. num. 5.

tugne. Voyez TACITE, *Annal.* Lib. XII. Cap. XXXVII.

(17) C'eſt en parlant de la deſtruction de Corinthe, *De Offic.* Lib. I. Cap. XI. & Lib. III. Cap. X.

(18) Παρὴντας τῇ Συγκλήτῳ χειλιόων, εἰ μὴ τὸν ἀνθρώπινον φόρον ὑπακούειναι, τὴν γὰρ τὰς ὑπερφάνως ταῖς ἐξουσίαις χρωμένους μετ' ἐχθρομένην Νέμεσιν αἰδεῖσθαι. Excerpt. à Lib. XXXI.

(19) Βασιλεῖ γὰρ (ὡς εἶπε) Λακεδαιμονίων, ἐδὲ οἱ πολέμιοι ῥᾶθις ἐν ταῖς μάχαις ἀπαυλῶντες, προσιφέρου τὰς χεῖρας, ἀλλ' ἀπειρεπόνο, δδιδότες καὶ εὐβουνοὶ τὸ ἀξίωμα. Vit. Agil. pag. 804. E.

(20) Αἱ μὲν γὰρ τῶν πόλεων πολιορκίαι καὶ παραλύσεις, καὶ τὰ ἄλλα τὰ κατὰ τὸν πόλεμον προεργαζόμενα, τὰ πλείονα διὰ τύχην, ἢ δὲ ἀρετὴν ἐπιτυγχάνονται. ὁ δ' ἐν ταῖς ἐξουσίαις εἰς τὰς ἐπικρατίας ἔλθῃ μεριζόμενος, διὰ μόνης τῆς φρονήσεως γίνεσθαι. Lib. XVII. Cap. XXXVIII. pag. 582. Ed. H. Steph.

(21) Alexander, quamquam belli auctoribus jure poterat irasci, tamen omnibus veniam datâ &c. Lib. IX. Cap. I. num. 22.

§. VIII. (1) Οὐ γὰρ ἐπ' ἀπωλείᾳ δεῖ καὶ ἀφανισμῷ τοῖς ἀγνώμοσι πολεμεῖν τὰς ἀγαθὰς ἀνδρας, ἀλλ' ἐπὶ διορθώσει καὶ μεταθέσει τῶν ἡμαρτημένων. ὅδε συναίρειν τὰ μηδὲν ἀδικούντα τοῖς ἡδικοῦσι, ἀλλὰ συσώζειν καὶ συνεκταίρειν τοῖς ἀνέμοις (c'est ainſi qu'il faut lire, au lieu de ἐναντίοις, comme portent les Editions) τὰς δοκίμους ἀδικεῖν. (Lib. V. Cap. XI.) GROTIUS.

§. IX. (1) Puerum ætas excuſet, Fæminam ſexum. De Ira, Lib. III. Cap. XXIV. Les Lions, lors qu'ils ſont le plus en fureur, ſe jettent ſur les Hommes, plutôt que ſur les Femmes; & ils ne font du mal aux Enſans, que quand une grande faim les preſſe. C'eſt la remarque d'un ancien Naturaliſte: *Et ubi ſevit [Leo] in viros prius, quàm in fæminas, fremit: in infantes, nomiſſe magnâ fame.* PLIN. Lib. VIII. Cap. XVI. Ho-

RACE représentant Achille, comme un Guerrier impitoyable, qui n'épargnoit pas même les Enſans, ſans en excepter ceux qui étoient encore dans le ſein de leur Mère; témoigne, par une vive exclamation, qu'il regarde cela comme un horrible excès de fureur:

Sed palam captis gravis, heu nefas heu!

Nescios fari pueros Achivis

Ureret flammis, etiam latentes

Matris in alvo.

Lib. IV. Od. VI. (verſ. 17, & ſeqq.) Et un ancien Scholiaſte fait remarquer là-deſſus, combien le Poète témoigne désapprouver cette barbarie: *HEU NEFAS]*

Dolenter exclamat in ſævitiam Achillis, qui, ſi, per Apollinem vivere licuiſſet, adeo ſævus erat, ut nec infantibus, nec in utero geſtantibus peperciret. PHILON, Juif, dit, que c'eſt une des régles de la Guerre, parmi ceux de ſa Nation, de relâcher les Filles & les Femmes prifonnieres, ſans leur faire aucun mal; & il en rend cette raiſon, qu'il y auroit une grande inhumanité à faire périr, avec les Hommes, ce ſexe, que ſa foibleſſe naturelle rend incapable du métier des Armes: Παρθενοὶ καὶ γυναῖκες μετείδωσαν, μηδὲν τῶν, ὅσα νεώτερίζει πόλεμος, ἐξ αὐτῶν πείσθαι προδοκῶντες, ἐνεκα φυſικῆς ἀδυνείας τετιμημένων ἀφρατείας. . . . καὶ [ἀνημέρας καὶ ἀτιθάστου ψυχῆς] τὸ προσηύχην ἀνδρῶν πόλεμον κατεσκευασάσθαι παιδεύει γυναῖκας, ὡς οἱ βίβλιν εἰρημικὸς φύσει καὶ καλοικίδι. De Princip. conſtitut. (pag. 734. A. B. Ed. Paris.) Il remarque ailleurs, qu'entre perſonnes qui ſont en âge de diſcrétion, on peut trouver mille raiſons ſpécieufes, pour juſtifier les querelles & les inimitiés: mais qu'à l'égard des Enſans, qui ne ſont que de naître, la Calomnie même ne ſauroit inventer rien qui rende coupables, avec la moindre apparence, ces Créatures innocentes: Πρὸς μὲν γὰρ τὰς τελείας μερίδας προφάσεις εὐλόγοι προσηύχοντο

μάτην

(a) *Deutér.*
XX, 14.

(b) *Nombr.*
XXXI, 18.

(c) *Jonas*,
IV, 2.

(d) *Voiez*
Fr. Victoria,
De Jure Bell.
num. 36.

blement contre la Colère. Aussi voions-nous que DIEU, en réglant la manière dont les anciens Hébreux doivent faire la Guerre, (a) veut que, même après qu'ils auront offert la paix, & qu'on l'aura refusée, ils épargnent les Femmes & les Enfants; hormis quand ils auront à faire avec ce peu de Nations particulièrement exceptées, contre lesquelles la Guerre n'étoit point une Guerre Humaine, mais une Guerre de Dieu, ainsi qu'on l'appelloit communément. Et lors qu'il ordonna de faire mourir les Femmes *Madimites* pour un crime personnel, (b) il en excepta les Filles encore vierges. Bien plus: quand il eut menacé les *Ninivites* d'une manière terrible, de les exterminer à cause de leur extrême dépravation, il se laissa fléchir par la compassion de plusieurs milliers d'Enfants, (c) qui étoient hors d'état de discerner le bien & le mal: raison dont SENE'QUE (2) aussi se fert, pour montrer qu'on ne doit pas se courroucer contre ceux d'un tel âge. Si DIEU, qui, comme Auteur & Maître de notre vie, peut sans injustice l'ôter quand il lui plaît, & sans autre raison, aux personnes de tout sexe & de tout âge, a néanmoins ordonné & agi lui-même envers les Femmes & les Enfants de la manière que nous venons de voir; que ne doivent pas faire des Hommes, à qui il n'a donné sur leurs semblables aucun droit qui ne tende à la conservation des Hommes, & au maintien de la Société Humaine?

3. Nous pouvons (d) alléguer encore ici, premièrement au sujet des Enfants, le jugement des Peuples qui ont eu le plus à cœur, la Justice & l'Equité; & cela dans les tems où ils l'observoient le plus religieusement. Nous avons les armes à la main, dit Camille, dans TITE LIVE, (3) non contre cet âge tendre, que l'on épargne dans la prise même des Villes, mais contre des gens armés. Il ajoute, que c'est une des Loix de la Guerre, c'est-à-dire, une des règles du Droit Naturel, qui ont lieu ici. PLUTARQUE parlant de la même chose, (4) pose en fait, que la Guerre même a ses

Loix

μᾶλλον τὴν καὶ διαφορῶν τοῖς ἡ κομιδῇ νηπίοις ἄρτι παρεληλυθόσιν εἰς φῶς καὶ τὸν ἀνθρώπινον βίον, ἐστὶ ἐπιψεύσασθαι καὶ ἡγορεῖν ἀκακαίοις ἔσιν, ἐνδεχέσθαι. De Special. Legg. Lib. II. (pag. 795. D.) JOSEPH parlant de Manabem, qui, après avoir pris la Ville de Thapsa, n'épargne pas même les Enfants, appelle cela le dernier excès de cruauté & de barbarie. Cet usurpateur, ajoute-t-il, traite ainsi ceux de sa Nation, d'une manière qui ne seroit point excusable, quand même il auroit eu à faire à des Etrangers vaincus: Πάλαι αὐτὸς [Θαψιάτας] διεχρήσατο, μηδὲ νηπίων φειδόμενος, οὐκ ὁμολογῶν ὑπερβολὴν καὶ κατὰ κράτος, ἐστὶ ἀγριότητος. ἀ γὰρ ἔδεν τῶν ἀλλοφύλων τινὰς συγγενῶν δεσθῆναι, γενόμενος ὑποχρεῖσθαι, ταῦτα τὰς ὁμοφύλων ἕως εἰργάσασθαι. Antiq. Jud. Lib. II. (Cap. XI. pag. 320. D.) Le même Historien Juif nous apprend, que Judas Maccabée, aiant pris les Villes de Bosra & d'Ephron, passa au fil de l'épée tous les Mâles, & tous ceux qui étoient en état de porter les armes: Καὶ λαθὼν αὐτὴν [Βοσόρραν] καὶ Εφρώναν πᾶν τὸ ἄρρεν καὶ μάχεσθαι δυνάμενον διέφθειρε &c. [Ibid. Lib. XII. Cap. XII. pag. 417. B. G.] Ailleurs il appelle une vengeance inhumaine, la fureur qu'Alexandre, surnommé le Thrace, exerça contre les Juifs, en faisant mourir avec eux, & à leurs yeux, leurs Femmes & leurs Enfants: Τὰς δὲ παῖδας αὐτῶν καὶ τὰς γυναῖκας, ἔτι ζῶντων, παρὰ τὰς ἐκείνων ὄψεις ἐπέσφαττον, ὑπὲρ μὲν ἂν ἡδίκητο ἀμυνόμενος, ἀλλὰ καὶ ὑπὲρ ἀνθρώπων ταύτην εἰσπραττόμενος τὴν δίκην. (Lib. XIII. Cap. XXII. pag. 461. C.) AGATHIAS fait cette réflexion, en parlant des Romains, que, quelque juste sujet qu'ils pussent avoir de punir les *Missipiens*, on ne fauroit les excuser, d'avoir massacré impitoyablement jusqu'aux Enfants encore à la mamelle: & qui par conséquent ne pouvoient avoir aucune part aux crimes de leurs Pères: aussi une telle cruauté ne demeura-t-

elle pas impunie: Ἐπειδὴ δ' ὅμως ἔχ' ὅσον καὶ εἰς αὐτὰ δὴ τὰ νεογνὰ βρέφη, καὶ τῶν τοῖς γονεῦσι τέτολμημένων οὐδὲν ἐπιψεύσασθαι παραινέειν. οὐκ ἔστι αὐτοῖς οὐδὲ ἀποκρίναι τῷ ὄντι ἡμέτερον. (Lib. IV. Cap. VI.) NICE'TAS, ou celui qui a continué son Histoire jusqu'au règne de Henri, condamne encore plus fortement un semblable excès d'hostilité commis par les *Scythes*, dans la prise de la Ville d'Atyre. Ils n'épargnerent pas même, dit-il, les Enfants à la mamelle: ces jeunes Plantes furent moissonnées en herbe, ou dans leur première fleur, par des Vainqueurs impitoyables, qui ne laissoient point, que c'est pécher contre la Nature, & violer le droit commun des Hommes, que d'étendre la colère au delà de la Victoire, & de s'acharner contre un Ennemi abattu: Ἀλλ' οὐδὲ τὰ ὑπομαρτίσια τῶν παίδων τῇ κακῇ ἐφάνη ἀνάστα, ἀλλ' ἀπεσφραγίσθη καὶ ταῦτα κατὰ χλοὴν καὶ ἀνθῶν ευμαρτίων, ὑπὸ τῶν ἐλέω ἀναγκῶν ἐκείνων ἀνδρῶν, καὶ μηδὲ μὴ εἰδότες ὡς ἀδίκῃ τὴν φύσιν καὶ θεσμοῖν ἀθέλει τοὺς ἀνθρώπων, ὁ περὶ αὐτῶν τῆς νίκης, καὶ τῆς κραλίας τῶν ἐναντίων, θυμῷ κρώμενος. (In Vit. Balduin. Cap. IX.) Voiez encore ce que dit BÉ'DE, Lib. II. Cap. XX. touchant la cruauté de Carévolle: & les ordres benins, que la Reine Elizabeth donna, au rapport de CAMDEN, sur l'an 1596. (pag. 668.) SIMLER rapporte une bonne Loi, établie parmi les Suisses [selon laquelle il est défendu de faire aucun mal au Sexe, à moins qu'une Femme n'ait fourni des armes à l'Ennemi, ou qu'elle n'ait jeté des pierres, ou exercé quelque autre acte d'hostilité. De Rep. Helvet. Lib. II. pag. 302. Edit. Elzevir.] GROTIUS.

(2) Num quis irascitur pueris, quorum ætas nondum novit rerum discrimina: De Ira, Lib. II. Cap. IX. LUCAIN demande, par quel crime des Enfants ont-ils pu mériter d'être passés au fil de l'épée:

Loix dans l'esprit des Hommètes Gens. Où il faut remarquer ces paroles, dans l'esprit des Hommètes Gens; par où l'on donne à entendre, (5) que les Loix, dont il s'agit, sont différentes de celles que la Coutume autorise, & qui n'emportent qu'une simple impunité.

4. Il n'y a point ici d'exception à l'égard des Enfans, qui n'ont pas encore l'usage de la Raïson. Mais pour ce qui est des Femmes, la chose a lieu seulement pour l'ordinaire, c'est-à-dire, à moins qu'elles n'aient commis quelque crime qui mérite une punition particulière, ou qu'elles ne se mêlent du métier des Hommes. Car, comme le dit un Poëte, (6) *c'est un sexe qui n'entend rien aux armes*. Dans une Tragédie de SENEQUE, Néron aiant appelé Octavie son Ennemie, le Préfet répond là-dessus: (7) *Est-ce un nom qui convienne à une Femme?* Alexandre le Grand déclare dans QUINTE-CURCE, (8) *qu'il ne s'attaque ni aux Prisonniers, ni aux Femmes, & qu'il n'en veut qu'à ceux qui ont les armes à la main*. GYPUS, au rapport de JUSTIN, (9) disoit, que, parmi tant de Guerres & domestiques, & étrangères, aucun de ses Ancêtres n'avoit maltraité, après la victoire, les Femmes, que leur sexe dispense des dangers de la Guerre, & met à l'abri des hostilités du Vainqueur. Un autre dit, dans (10) TACITE, *qu'il fait la Guerre, non contre des Femmes, mais contre des Hommes bien armez*. VALÉRE MAXIME racontant la manière dont MUNATIUS FLACCUS fit mourir les Femmes & les Enfans d'une Ville d'Espagne, appelle cela (11) *une cruauté brutale, & dont le récit seul fait horreur*.

5. Les Vieillards aussi sont, comme le dit STACE, (12) *des gens que les Armes doivent respecter*. Les Carthaginois ne les épargnèrent point, dans la prise de Sélimunte, non plus que les Femmes & les Enfans: mais en tout cela ils foulèrent aux pieds l'Humanité, comme le dit (13) DIODORE de Sicile.

§. X.

Crimine quo parvi eadem potuere mereri?

(Pharfal. Lib. II. vers. 108.) GROTIUS.

(3) *Sunt & belli, sicut pacis jura . . . Arma habemus, non adversum eam aetatem, cui etiam captis urbibus parcitur, sed adversum armatos &c.* (Lib. V. Cap. XXVII. num. 7.) Cet Historien remarque ailleurs, qu'un Ennemi même en fureur épargne cet âge tendre: *Puellis ut saltem parcerent, orare institit; à quâ aetate etiam hostes iratos abstinere &c.* Lib. XXIV. (Cap. XXVI. num. 11.) Et en un autre endroit, il dit qu'on en vint à cet excès de rage & de cruauté, que de tuer tout, jusqu'aux Enfans: *[Trucidant inermes juxta atque armatos, feminas pariter ac viros: usque ad infantium aetatem ira crudelis pervenit.* Lib. XXVIII. Cap. XX. num. 6.] GROTIUS.

(4) *Εἰς τὸ καὶ πολέμῳ ὁμῶς τινὲς νόμοι τοῖς ἀγαθοῖς ἀνέχωνται.* Vit. Camill. pag. 134. B.

(5) C'est ainsi que FLORUS dit, qu'on ne pouvoit agir autrement, *salvâ integritate*. GROTIUS.

Dans le passage de cet Historien, que nôtre Auteur a en vuë, il y a intégrâ dignitate. Le voici tout entier: *Eam namque vir sanctus & sapiens veram sciebat victoriam, quæ, salvâ fide, & integrâ dignitate, pareretur.* Lib. I. Cap. XII. num. 6. Il s'agit-là aussi de Camille, qui ne voulut pas profiter de la trahison d'un Maître d'Ecole.

(6) *Stat sexus rudis inscius ferri.*

Lib. I. Sylv. VI. vers. 53.

(7) NER. *Quod parvis hosti. P. R. E. Femina hoc nomen capit?*

Octav. (vers. 864.) C'est pour cette raison, que Tucca & Varus vouloient qu'on effaçât du second Livre de l'Enéide de VIRGILE, les vers, où Enée délibère s'il tuera Hélène. GROTIUS.

Ce morceau commence au vers 567. & finit au 588. *Jamque adeo super unum eram &c. Talia jactabam, & fu-*

TOM. II.

riatâ mente ferebar. On peut voir là-dessus les Notes du P. CATROU, le dernier Traducteur.

(8) *Bellum cum captivis & feminis gerere non soleo: armatus sit oportet, quem oderim.* Lib. IV. (Cap. XI. num. 17.) Le Panégyriste LATINUS PACATUS dit, qu'à la Guerre on épargne les Femmes: *Et in sexum, cui bella parant, in pace servitum.* (Cap. XXIX. Edit. Cellar.) GROTIUS.

(9) *Contra Grypus orare, Ne tam sedum facinus facere cogatur: à nullo unquam majorum suorum, inter tot domestica tot externa bella, post victoriam in feminas servitum, quas sexus ipse & periculis bellorum, & servitiae victorum eximat.* Lib. XXXIX. Cap. III. num. 7.

(10) C'est Arminius, que l'Historien fait parler: & il s'agit-là de Femmes grosses: *Non enim se proditione, neque adversus feminas gravidas, sed palam adversus armatos bellum tractare.* Annal. Lib. I. Cap. LIX. num. 4.

(11) *Esferatam crudelitatem suam truculentissimo genere vesania exercuit [Munatius Flaccus.] Omnes enim ejus oppidi cives, quos studiosiores Cæsar's senserat, jugulatos muris præcipitavit: feminas quoque, citatis nominibus virorum, qui in contrariis castris erant, ut cades conjugum suarum cernerent; maternis gremiis superpositos liberos trucidat, infantesque alios in conspectu parentum humo instigi, alios superjactatos pilis excipi jussit. Quæ auditu etiam intolerabilia &c.* Lib. IX. Cap. II. num. 4.

(12) — *Et nullis violabilis armis*

Turba senes —

Thebaid. Lib. V. vers. 258, 259.

(13) *Οὐ διακρίνοις ἔτε φύσιν, οὐδ' ἡλικίαν, ἀλλ' ὁμοίως παῖδας, νηπίας, γυναῖκας, πρεσβύτας ἐφονεύον, οὐδεμίαν συμπαθεῖαν λαμβάνοις &c.* Lib. XIII. (Cap. LVII. pag. 360. Ed. H. Steph.) Il traite cela ailleurs de cruauté, *ἀνομήτεια*, (Cap. LIV.) GROTIUS.

Y y

§. X.

(a) Voiez
Victoria, ubi
supra.

§. X. I. IL FAUT dire la même chose en général (a) des Mâles qui ne sont ni Enfans, ni dans l'âge caduc, mais dont le genre de vie est fort éloigné du métier des Armes. TITE LIVE parlant d'un carnage (1) où l'on fit main basse sur des gens armés & qui résissoient, dit qu'on les traita ainsi par droit de Guerre, c'est-à-dire, par un droit conforme à la Loi Naturelle. JOSEPH, l'Historien Juif, (2) remarque, qu'il est bien juste que ceux qui ont pris les armes, & se sont par là rendus coupables, périssent dans le Combat, mais qu'on ne doit faire aucun mal aux Innocens. Camille, après la prise de Véies, (3) défendit d'exercer aucun acte d'hostilité contre ceux qui étoient sans armes.

(b) I. Samuel, X. 5. 10.
(c) Ibid.
XIX, 18.

2. On doit mettre ici au premier rang, les Ministres publics de la Religion. C'a été de tout tems la coutume générale des Peuples, que ces sortes de personnes fussent exemptes de porter les armes; (4) & par conséquent qu'elles ne fussent pas non plus exposées aux actes d'hostilité. C'est ainsi que les Philistins (b) Ennemis des Juifs, ne firent (5) aucun mal au Collège des Prophètes, qui étoit à Gaba. Et David (c) se réfugia, avec Samuel, dans un autre lieu, où il y avoit un semblable Collège, aussi à l'abri de tout exploit militaire. PLUTARQUE (6) rapporte, que les Crétois, malgré leurs Guerres intestines, épargnoient toujours (7) les Prêtres, & ceux (d) qui avoient soin d'enterrer les Morts. STRABON remarque, (8) qu'autrefois, quoique toute la Grèce fût en feu par les Guerres qui s'y étoient allumées, les Eléens ne laissoient pas de jouir d'une profonde paix, eux & les Etrangers à qui ils donnoient retraite dans leur Païs, parce que ce Peuple étoit consacré à Jupiter.

(d) Κατα-
καύται.

3. On joint ici aux Prêtres, & avec raison, comme devant avoir le même privilège, ceux qui ont embrassé un genre de vie approchant; comme les Moines, & les

Frères-

§. X. (1) Atque hæc tamen hostium iratorum, ac tum maximè dimicantium jure belli in armatos repugnantesque, edebantur. Lib. XXVIII. Cap. XXIII. num. 1.

(2) C'est une réflexion que l'Historien Juif attribue à Vespasien & à Tite, qui, malgré les instances du Peuple d'Alexandrie, & de celui d'Antioche, ne voulurent point ôter aux Juifs établis dans ces deux Villes, les droits & les privilèges, dont ils avoient joui jusqu'alors. Ceux de cette Nation, disoient-ils, qui avoient pris les armes contre nous, en ont été bien punis par le malheureux succès de leur rébellion: pour les autres, qui n'ont fait aucun mal, il ne seroit pas juste de les dépouiller de ce qu'ils possèdent: Ἀλλὰ τὰς ἀνταγωνίστους αὐτοῖς ὅπλα καὶ χειρωνακίας διὰ μάχης δεδωκέναι τιμαρίαν φάσαντες: τὰς δὲ οὐδὲν ἐξαμαρτάνοντας, ὁ δίκαιον ἀποστρέψιν τῶν ὑπαρχόντων. Ant. Jud. Lib. XII. Cap. III. pag. 398. D.

(3) Et Dictator [Camillus] præcones edicere jubet, ut ab inermi abstineatur. TIT. LIV. Lib. V. Cap. XXI. num. 13.

(4) C'est ce qu'il faut bien remarquer. La sûreté de ces sortes de personnes, & de toutes les autres, dont le genre de vie n'a par lui-même aucun rapport avec le métier des Armes, est fondée sur ce qu'on suppose qu'elles ne font rien d'ailleurs, pour nuire à l'Ennemi. Mais si un Ecclésiastique laisse-là son Bréviaire, pour entrer dans les Conseils des Princes; s'il est le premier moteur d'une Guerre; si même il se met en campagne, & qu'il commande des Troupes ou directement, ou indirectement: il mérite d'autant moins d'être épargné, qu'il agit contre les engagements de son caractère. Voiez ici la Note de FELDEN: & ce que l'on a remarqué ci-dessus, au sujet de la défense que les CANONS font aux Ecclésiastiques, de porter les armes, Liv. I. Chap. V. §. 4. Note 2. & Liv. II. Chap. I. §. 13. Note 5.

(5) Les Rabbins disent, qu'Hyrcau, dans le tems même qu'il assiégeoit Jérusalem, envoya des victimes

dans le Temple. PROCOPE loue les Goths, de ce qu'ils épargnèrent les Prêtres d'une Eglise de St. Paul, & ceux d'une Eglise de St. Pierre, qui étoient à quelques lieues de Rome: Gothic. Lib. II. (Cap. IV.) Voiez le supplément de CHARLEMAGNE à la Loi des Bavarois; & celle des Lombards, Lib. I. Tit. XI. num. 14. GROTIUS.

(6) Τὸν ἂν Πόλλιν ἐξευρόντα τιμὰς τινὰς καὶ προνομίας καὶ ἀτελείας ἀποδῶναι, τὰς μὲν τοῖς ἱερεῦσι τῶν Θεῶν, τὰς δὲ τοῖς ταφύσι τῶν τελευτήσαντων . . . καὶ ἀδελφῶν ἀδικημάτων, οἷς ἀλλοὶ Κεῖντες ἐιάθασιν χεῖνται πρὸς ἀλλήλους &c. QUÆST. GRÆC. XXI. pag. 296. C.

(7) De là vient le Proverbe Grec: Οὐδὲ πορφύρεον ἐπιλείψῃ. SERVIUS donne à entendre, que l'on avoit ce respect pour les Prêtres ou Prêtresses, en Italie, aussi bien que pour les Vieillards: Quia vatem. Nam eam defendebat à bellis, si non atas, saltem religio sacerdotis. Ad ÆN. Lib. VII. (vers. 442.) GROTIUS.

Il ne s'agit point, dans le passage de SERVIUS, de la sûreté des Prêtres en tems de Guerre, mais il veut dire, que leur caractère les dispense de se mêler des choses qui regardent la Guerre. On n'a qu'à voir la suite du discours, dans les vers du Poète, pour convenir, que ce doit être-là le sens du Commentateur. A l'égard du Proverbe Grec, que notre Auteur allègue, il l'a tiré de SUIDAS, au mot Πορφύρεον. Selon ce Lexicographe, pour dire, que, dans une Bataille, on n'avoit fait quartier à personne, on disoit, qu'il n'étoit pas même échappé un seul Prêtre, c'est-à-dire, un de ceux qui marchaient à la tête des deux Armées. Ils portoient un Flambeau à la main, comme le témoigne le Scholiaste d'EURIPIDE, sur les Phéniennes, vers. 1386. d'où vient qu'on les appelloit Πορφύρεοι, Porte-feu: & en considération de leur caractère, on n'exerçoit contre eux aucun acte d'hostilité. ERASME, dans ses Adages, sur le Proverbe, Ne ignifer quidem reliquum est faciū, cite ici EUSTATHE, in Iliad. Lib.

Frères-lais, (9) ou Pénitens. Aussi les CANONS veulent-ils (10) qu'on les épargne également, selon les règles de l'Équité Naturelle.

4. On peut fort bien mettre au même rang les *Gens de Lettres*, qui s'occupent à des Etudes honnêtes, & d'où il revient de l'utilité au Genre Humain.

§. XI. METTONS ensuite les *Laboureurs*, dont les CANONS (1) ordonnent aussi de respecter la personne & les effets. Cela se pratiquoit parmi les anciens *Indiens*, comme DIODORE de Sicile (2) le rapporte avec éloge; ajoutant, qu'on en ufoit ainsi à cause du bien que les *Laboureurs* font à tout le monde par leur travail. L'Histoire nous fournit encore là-dessus l'exemple des anciens Peuples de Corinthe (3) & de Mégare; celui de (4) Cyrus; & celui de (5) Bélisaire.

§. XII. LES CANONS (1) joignent aux *Laboureurs* les *Marchands*: & il faut entendre cela non seulement de ceux qui ne séjournent que pour un tems dans le Pais Ennemi, mais encore de ceux qui sont Sujets naturels ou perpétuels de l'Ennemi. Car les uns & les autres exercent également une profession qui n'a aucun rapport avec la Guerre. Sous le nom de *Marchands* on comprend aussi les *Ouvriers* ou *Artisans*, dont le métier est ami de la Paix, & non de la Guerre.

§. XIII. 1. POUR venir maintenant à ceux qui ont porté les armes, nous avons déjà (a) cité ce que *Pyrrius* dit, dans une Tragédie de SENEQUE, que l'*Honneur*, c'est-à-dire, la vuë de l'Équité, comme le même Philosophe s'exprime (1) ailleurs, ne nous permet point de faire mourir les Prisonniers. *Alexandre le Grand* parloit de ces Prisonniers de Guerre, comme de gens aussi dignes de compassion que les Femmes, dans un discours dont nous avons (b) aussi rapporté ce mot. Joignons-y les paroles suivantes de ST. AUGUSTIN: (2) Dans le Combat même on ne doit tuer l'Ennemi, que

(a) Chap. X.
§. 1. Note 1.

(b) Dans le
§. 9. de ce
Chap. Note 8.

Lib. XII. verf. 73. Voyez aussi Les Interprètes sur POLUX, Lib. VIII. §. 116. Ed. Amst.

(8) Geogr. Lib. VIII. (pag. 358. Edit. Casaub. Paris.) Voyez encore là-dessus POLYBE, Hist. Lib. IV. (Cap. LXXIII.) & DIODORE de Sicile, Excerpt. Peirelc. (pag. 225.) Ceux qui alloient combattre aux Jeux Olympiens, ou Pythiens, ou Néméens, ou Isthmiens, jouissoient aussi d'une entière sûreté en tems de Guerre, ἀσφάλεια καὶ ἀδία: THUCYDID. Lib. V. & VIII. ἀσουλία καὶ ἀσφάλεια, PLUTARCH. Vit. Arat. (pag. 1040. B.) GROTIUS.

(9) *Conversi*, ce que l'on exprime aussi en nôtre Langue par le mot de *Converts*, qui n'est pas aussi commun & aussi intelligible, que celui de *Frère-lai*, qui vient aussi du Latin, *Frater laicus*. Ce sont des gens, qui se retirent dans les Couvens, mais qui n'ont point d'Ordres, & qui ne chantent point dans le Chœur, ni ne font vœu de Pauvreté. Nôtre Auteur les qualifie *Pénitens*, parce qu'originellement c'étoient des gens du monde convertis, qui s'engageoient par pénitence à ce genre de vie. Voyez les Auteurs que GRONOVIVS cite ici.

(10) *Innovamus, ut Presbyteri, Monachi, Conversi, Peregrini, Mercatores, Rustici, euntes vel redeuntes, vel in agricultura existentes, & animalia, quibus arant & femina portant ad agrum, congruâ securitate latentur.* DECRETAL. Lib. I. Tit. XXXIV. De Treuga & Pace, Cap. 2.

§. XI. (1) Voyez le Canon cité dans la dernière Note du paragraphe précédent.

(2) Ἀμφότεροι γὰρ οἱ πολέμους ἀλλήλους μὲν ἀποκτείναντες ἐν ταῖς μάχαις, τὰς δὲ περὶ τὴν γεωργίαν οἷας εἴσω ἀφλάττειν, ὡς κοινὰς οἷας ἀπάντων εὐεργέτας. Lib. II. Cap. XXXVI. pag. 86. Edit. H. Steph.

(3) Τὰς μὲν γὰρ γεωργίας καὶ οἷας ἡδὲ καὶ τὸ παράπαν. PLUTARCH. Quaest. Graec. pag. 295. B.

(4) Il offrit au Roi d'Assyrie d'épargner ses Laboureurs, pourvu qu'à son tour il ne fit aucun mal aux Laboureurs de ceux qui le rangeroient du parti de Cyrus: Καὶ

τάτας ἐκέλευε λέγειν τῷ Ἀσσυρίῳ, καὶ αὐτὸς κήρυκα ἐπέμψεν πρὸς αὐτὸν, λέγοντα ταῦτα, ὅτι ἐτοιμὸν εἶη ἐὰν τὸς ἐργαζομένους τὴν γῆν, καὶ μὴ ἀδικεῖν, εἰ καὶ ἐκεῖνοι βέλονται εἰάν ἐργάζεσθαι τὰς τῶν πρὸς αὐτὸν ἀφειρηκότων ἐργαίας. Cyrop. Lib. V. Cap. IV. §. 12. Edit. Oxon.

(5) SUIDAS dit, que ce fameux Général d'armée ne fit jamais aucun mal aux *Laboureurs*: Ἐς δὲ τὰς ἀγροίκους, ὅτι δὴ τοσαύτη φειδῶς τε καὶ προνοία ἐχεῖτο, ὥστε βιασθῆναι μὲν αὐτὰς ἰδὲν πάποτε στρατηγὸς Βελισσαρίου τετύχηκε. Voc. Βελισσαρίου. GROTIUS.

§. XII. (1) Voyez le Canon cité sur le §. 10. Note 10.

§. XIII. (1) Et in mancipio cogitandum est, non quantum illud impune pati possit, sed quantum tibi permittat aequi bonique natura: que parcere etiam captivis, & pretio paratis, jubet. De Clement. Lib. I. Cap. XVIII.

(2) Hostem pugnantem necessitas perimat, non voluntas. Sicut bellanti & resistenti violentia redditur: ita victo vel capto misericordia jam debetur, maxime in quo pacis perturbatio non timetur. Ad Bonifac. Epist. CCV. GRATIEN rapportant ce passage, met au commencement, necessitas deprimat, & non pas perimat. (Caus. XXIII. Quaest. I. Can. 3. ex Epist. 207.) LACTANCE remarque, qu'on épargne un Ennemi vaincu, & que la Clémence a lieu au milieu même des Armes: Quibus [hostibus] tamen parcutur victis; & est locus inter arma clementiae. Inst. Divin. Lib. V. (Cap. IX. num. 3. Edit. Cellar.) Epaminondas & Pelopidas, lors qu'ils avoient remporté quelque victoire, ne firent jamais mourir aucun des Vaincus, & ne dépouillèrent aucune Ville de sa liberté: en sorte qu'on dit, que s'ils eussent été présens, les Thébains n'auroient pas traité les Orchoménies, comme ils firent. C'est ce que nous apprenons de PLUTARQUE: Ἐπαμεινώνδας δὲ καὶ Πελοπίδας ἐδίδαξαν πᾶσι πολεμικαῖς ἀπεκτείναν, καὶ πόλεις ἠνδραποδίσαντο. λέγονται καὶ Θηβαῖοι μὴδὲ Ὀρχομενίους ἀνέγνωσαν μὴ ἀδικεῖν, παρὰ τὸν πόλεμον. Vit. Marcell. (pag. 316. D.) Marcellus usa de la même douceur, dans

que par nécessité, & à contre-cœur. Mais comme on peut alors repousser la force par la force; lors qu'une fois l'Ennemi est vaincu ou pris, il faut avoir pitié de lui; sur tout si l'on n'a point à craindre qu'il renuë & qu'il vienne encore à troubler la paix.

2. C'est aussi ce qu'on a vu généreusement pratiqué par quelques Vainqueurs. Agéfilus, au rapport de (3) XÉNOPHON, exhorta les Soldats à ne pas punir, comme des Criminels les Prisonniers qu'ils feroient, mais à les garder, comme étant Hommes aussi bien qu'eux. Tous les Grecs généralement, s'il en faut croire DIODORE de Sicile, (4) combattoient vigoureusement contre ceux qui leur résistoient, mais ils les épargnoient, lors qu'ils les avoient vaincus. Selon le même Historien, (5) les Macédoniens de l'Armée d'Alexandre traitèrent les Thébains plus rigoureusement, que ne le permettoit le droit de la Guerre. C'est aussi ce que reconnoît SALUSTE, dans son Histoire de la Guerre de Jugurtha, (6) après avoir raconté de quelle manière on passa au fil de l'épée tous ceux qui étoient en âge de puberté, quoi qu'ils se fussent rendus: ou viola, dit-il, à leur égard le droit de la Guerre, c'est-à-dire, les Loix de l'Equité, & la coutume des Peuples un peu humains. Cette conduite barbare est aussi condamnée par le (c) Prophète Elisée, dans ces paroles qu'il adressoit autrefois au Roi de Samarie: Feriez-vous mourir avec vôtre Epée ou vôtre Arc, les Prisonniers que vous avez emmenez? Nous voions au contraire, dans l'Histoire, (7) des éloges de ceux, qui aiant un si grand nombre de Prisonniers, qu'ils leur étoient à charge, ou qu'ils ne pouvoient les garder sans risque, avoient mieux aimé les relâcher tous, que de les faire mourir.

§. XIV.

(c) II. Rois, VI, 22.

la prise de Syracuse, comme le témoigne le même Historien: *Ibid.* (pag. 308. D.) Voyez aussi ce qu'il dit dans la Vie de Caton d'Utique (pag. 787. C. D.) TACITE Ionè *Primus Antonius & Varus Arrium*, Généraux de *Vespasien*, de ce qu'ils n'avoient ôté la vie à aucun Ennemi, hors du Combat: *Quos [Primum Antonium, Varumque Arrium] recentes, clarosque rerum famâ, ac militum studiis, etiam Populus fovebat, quia in neminem, ultra aciem, sævierant.* Hist. Lib. V. (Cap. XXXIX. num. 4.) Cabade, Roi de Perse, aiant pris la Ville d'Amide, comme on faisoit un grand carnage des Habitans, un Prêtre représenta à ce Prince, qu'il n'étoit pas digne d'un Roi de massacrer des Vaincus. PROCOPE. *Persic.* Lib. I. (Cap. VII.) L'Auteur, qui rapporte cela, dit ailleurs, que c'est une mauvaise action, de décharger sa fureur sur des Prisonniers de guerre: *Τὸ ἐπεμύαιν τοῖς ἡλακτοῖν οὐχ ὀσίον.* Lib. II. (Cap. IX. dans le Discours de Cosroës aux Ambassadeurs des Romains.) Voyez aussi, dans le même Historien, le beau Discours de Bélisaire à ses Soldats, après la prise de Naples: *Gotthic.* Lib. I. (Cap. IX.) Quelcun conseilloit à l'Empereur *Alexis* de faire mourir les Prisonniers *Scythes*, qu'il tenoit. „ Les *Scythes*, „ lui répondit ce Prince, tout *Scythes* qu'ils sont, ne „ laissent pas d'être Hommes: & pour avoir été nos „ Ennemis, ils ne sont pas indignes de compassion: *Κἀν Σκύθαι, ἀλλ' ἰκέες ἄνθρωποι.* ANNA COMNEN. (Lib. VIII. Cap. IV.) NICEPHORE GREGORAS dit, que tout ce qui se fait dans la chaleur du Combat est excusable en quelque manière, parce qu'alors on n'est pas maître de soi-même, & l'on agit par une impétuosité aveugle: mais que, le péril passé, & lors que l'Esprit remis dans son assiette naturelle, a le tems & la liberté de bien examiner toutes choses, si on ne retient point alors son bras, c'est une marque qu'on ne se met point en peine de ce que demande l'Honnêteté, & qu'on veut bien fouler aux pieds toute considération de Devoir: *Τὰ γὰρ ἐν πολέμῳ ἢ μάχῃ γινόμενα, ὅποια ποτ' ἂν ᾖ, συγγνώμην ἔχει τῷ πεπραχότι, περιστάμενα τὰτε τῷ λογισμῷ, ἢ τῇ χειρὸς οἰονεῖ μεθύσεως, ἢ λόγον ἔχουσης χειραγωγῶν καὶ πρὶν*

ταῖν τῶν πραττομένων τῆς δ' ἀκμῆς τῶν δεινῶν πανταμένης, ἢ καιρὸν ἢ τῆς προαιρέσεως εὐληφίας μετὰ σάφους τινὸς ἢ κρίσεως, τὰς τῶν πράξεων ἀρχὰς παρελθεῖν τῇ χειρὶ, μοχθηρὰν γνώμην κατηγαγεῖ τῷ πράξαντι, εἰ τι μὴ κατὰ τὸ προσηκόν γίνετο. Lib. VI. (pag. 92. Ed. Colon. 1616.) Voyez un autre passage du même Historien, que nous avons rapporté dans une Note sur la fin du Chapitre VII. de ce Livre: & ce que dit au sujet d'une coutume louable des Polonois CHALCOCONDYLE, Lib. V. L'Empereur JULIEN, faisant l'éloge de *Constance*, pour donner en sa personne l'idée d'un bon Prince, dit, que, quand il avoit remporté quelque victoire, il faisoit d'abord cesser le carnage, persuadé que c'est une chose infame, de vouloir ôter la vie à des gens qui ne se défendent plus: *Κρατῆσας ὃ μετὰ τῶν ὅπλων, ἔπαυσε τὸ ξιφῶ φόνον, μίσους κρινόν τον οὐκ ἀμυνόμενον ἐτι κτείνει καὶ ἀναιερεῖν.* (Orat. II. pag. 86. C. Edit. Spanhem.) GROTIUS.

(3) Καὶ πολλὰ μὲν προηγόρευε τοῖς στρατιώταις, τὰς ἀλίσκομένους μὴ ὡς ἀδίκως τιμαρεῖσθαι, ἀλλ' ὡς ἀνθρώπους ὄντας φυλάσσειν. De Agefil. Cap. I. §. 21. Ed. Ox.

(4) Πάντες ὃ [Ἕλληνες] ἀνατείνονται μὲν πρὸς τὰς ἀντιταττομένους, εἰκεῖν ὃ τοῖς ὑποπεπληκόσι. Lib. XIII. (Cap. XXIV. pag. 343. Ed. H. Steph.) ARISTIDE dit à peu près la même chose des Lacédémoniens: Ἀνδρῶν γὰρ ἐστὶ καθ' ὑμᾶς τὴν φύσιν, τὰς μὲν αἰσθηκτάς καθείργειν τοῖς ὅπλοις, τὰς δ' ὑποπεσόντας ἡπίως μεταχειρίζεσθαι. Orat. II. De Pace (pag. 80. C. Tom. II.) Dans une Tragédie d'EURIPIDE, un Messager demande, si les Loix d'Athènes font regarder comme une chose deshonnête, d'ôter la vie à un Ennemi. Sur quoi le Chœur répond qu'oui, lors qu'il s'agit d'un Ennemi, que l'on a pris prisonnier dans une Bataille:

ΑΓΓ. Τί δὴ τὸδ', ἐχθρὸς τοῖσι δ' ἔσ' καλὸν κτανεῖν;
ΧΟ. Οὐχ ὅτιν', ἀν γὰρ ζῶνδ' ἔλασιν ἐν μάχῃ.
Heraclid. (versf. 965, 966.) GROTIUS.

(5) Οἱ μὲν γὰρ Μακεδόνες, διὰ τὴν ὑπερβολικὴν τῷ κρηννισμῷ, πικρότερον ἢ πολέμικότερον προσέφεροντο τοῖς Θηβαίοις &c. Lib. XVII. (Cap. XIII. pag. 568.) Le même Historien, parlant des Byzantins & des Chalcédoniens,

§. XIV. I. PAR les mêmes raisons d'Equité & d'Humanité, il ne faut point refuser de recevoir à composition ceux qui en se rendant demandent la vie sauve, soit dans un Siège, ou dans un Combat. C'étoit la coutume des Grecs, d'épargner ceux qui s'étoient rendus de cette manière, comme nous l'apprend (1) THUCYDIDE, & après lui (2) ARRIEN.

2. Les Romains en ufoient de même, à l'égard des Villes assiégées, lors que les Habitans demandoient à se rendre, avant que le Bêlier, forte de machine, dont on se servoient alors, eût été dressé contre leurs murailles. Nous le voyons par l'exemple de (3) César, qui déclara qu'il épargneroit la Ville des *Atuaticiens*, sous cette condition. Cela se pratique encore aujourd'hui dans la reddition faite avant que l'on tire le Canon, s'il s'agit d'une Place foible; ou avant qu'on monte à l'assaut sur les remparts, si la Place est forte. CICÉRON (4) néanmoins, aiant égard à ce que demande l'Equité Naturelle, plutôt qu'à la pratique ordinaire, veut que même après la batterie du Bêlier toute prête, on reçoive les Assiégés, qui ont attendu à se rendre jusques-là. Les *Rabbins* remarquent, (5) que, parmi leurs Ancêtres, 'quand on assiégeoit une Ville, on ne l'investissoit pas de tous côtez, mais on laissoit un endroit ouvert, afin que ceux qui voudroient se retirer pussent sortir, & qu'ainsi le siège fût moins sanglant.

§. XV. I. ON doit aussi, selon les mêmes règles d'Equité, épargner la vie de ceux qui se rendent à discrétion, ou qui implorent, en qualité de Supplians, la clémence du Vain-

niens, qui avoient fait mourir un grand nombre de Prisonniers, dit, que c'étoit-là un excès prodigieux de cruauté: *Ἐπετίσαντο πρῶτοι ὁμότητι διαφερέσας*. Lib. XII. (Cap. LXXXII. pag. 328.) Ailleurs il soutient, que c'est violer le Droit des Gens, & pécher manifestement, que de ne pas donner la vie aux Prisonniers de Guerre: [*Μηδὲ αὐτοὶ πρῶτον τὰ αὐτὰ τοῖς ὁμολογούντων ἡμετέροισι. . . . παρὰ τὰ κοινὰ νόμιμα τὰς αἰχμαλώτους περισσωνδύμενοι* &c. Lib. XIII. Cap. XXVI. pag. 344.] CAPITOLIN loue l'Empereur Marc Antonin, de ce qu'il observa les Règles de l'Equité, même envers les Prisonniers de Guerre: *Æquitatem etiam circa captos hostes custodivit*. (Cap. XXIV.) GROTIUS.

(6) *Nunidae puberes interfecti: alii omnes venundati: præda militibus divisa. Id facinus contra jus belli* &c. Bell. Jugurth. Cap. XCVI. *Ed. Wajf.*

(7) Notre Auteur fait cette réflexion après ALBERIC GENTIL, (*De Jure Belli*, Lib. II. Cap. XVI. pag. 344.) Celui-ci allègue là-dessus deux exemples, l'un tiré de BUCHANAN, & l'autre de PAUL JOVE. Dans le premier, on voit, sous le règne de Robert I. Roi d'Ecosse, un Comte de Marr, qui aiant des Prisonniers Anglois presque en aussi grand nombre, que ses propres gens, se contenta de les faire jurer qu'ils ne remueroient point, quand on en viendrait aux mains, & qu'ils demeureroient prisonniers, encore même que les Anglois fussent assez forts pour les délivrer. *Rerum Scotic. Lib. IX. pag. 320. Ed. Amst. 1643.* On trouve là encore plusieurs réflexions de l'Historien, sur la générosité & l'humanité avec laquelle on traitoit ceux qu'on avoit pris. Pour ce qui est de PAUL JOVE, il parle du Duc d'Anguien, qui, après la Bataille de Cerisoles, relâcha tous les Prisonniers, pour décharger son camp de bouches inutiles, qui diminuoient les provisions; & n'exigea d'eux autre chose, si ce n'est que les Espagnols s'en retournassent en Espagne, & les Allemands en Allemagne, par les terres de France. *Hist. Lib. XLV. seu ult. circa init. pag. 267. Tom. III. Edit. Basl. 1556.*

§. XIV. (1) *Καὶ προνοήσαντες ὅτι ἐκόντας τε ἔχουσιν, καὶ χεῖρας περισσώμενας (ὁ δὲ) νόμος τοῖς Ἕλλησι μὴ*

κτείνειν τέτους) Lib. III. Cap. LVIII. *Ed. Oxon.*

(2) C'est en parlant du carnage que les Thébains avoient fait de ceux qui s'étoient rendus aux Lacédémoniens: *Καὶ τῆς τῶν παραδόντων σφῆς Λακεδαιμονίοις οὐχ Ἑλληνικῆς γυναικὸς διὰ Θεβαίων σφαγῆς* &c. De Exped. Alexandr. (Lib. I. Cap. IX.) DIODORE de Sicile fait dire aux Sénateurs de Syracuse, qu'il est & de la Piété, & de la Grandeur d'ame, du Peuple Syracusain, de donner la vie à ceux qui la demandent: *Σώζειν δὲ ἅμα τὴν πρὸς τοὺς Θεοὺς εὐσεβείαν καὶ τὸν ἰκέτην, ἀξίον ἐστὶ τῆς τῆς Δύμης μεγαλοψυχίας*. (Lib. XI. in fin.) Le Rhéteur SOPATER donne pour une coutume, qui s'observe à la Guerre de ne faire aucun mal aux Supplians: *Νόμος ἐστὶ τὰς ἰκέτας σώζειν ἐν τοῖς πολέμοις*. GROTIUS.

(3) *Ad hæc Cæsar respondit, Se magis consuetudine sua, quam merito eorum, civitatem [Atuatiorum] conservaturum, si prius, quam aries murum attigisset, se dedidissent* &c. De Bell. Gallic. Lib. II. Cap. XXXII.

(4) *Et cum iis, quos vi deviceris, consulendum est, tum ii, qui, armis positis, ad Imperatorum fidem confugiant, quamvis murum aries percusserit, recipiendi*. De Offic. Lib. I. (Cap. XI.) Les Romains autrefois firent dire aux Assiégés, qui étoient dans la Citadelle de Pétrée, que, tout déterminez qu'ils paroïssent à mourir, on vouloit bien encore les conserver, par un effet de compassion digne du nom Romain & du nom Chrétien: *Ὡς ἡμεῖς ὑμᾶς γε καὶ ζυγομαχώντας οἰκτεροῦμεν, καὶ θανάτων φειδόμεθα, καὶ πρὸς τὸν βίον ἐνδιαφερόμενός τε καὶ βλαπτόμενος εἶναι ἀξιόμεν*. PROCOR. Gotth. Lib. IV. (seu Hist. Miscell. Cap. XII.) VOIEZ DE SERRES, Invent. de l'Hist. de France: dans la Vie de François I. & dans celle de Henri II. GROTIUS.

(5) Voiez là-dessus les passages, que SELDEN cite, *De Jure Nat. & Gent. secundum discipl. Hebr.* Lib. VI. Cap. XV. à la fin. Notre Auteur remarque ici, dans une Note, que Scipion Emilien, dans le tems qu'il se disposoit à détruire Carthage, fit publier, que qui voudroit se sauver, il ne tenoit qu'à lui. On cite là-dessus POLYBE en général, sans désigner aucun endroit. Mais je ne trouve rien de tel dans cet Historien: & je finis

Vainqueur. En user autrement, c'est cruauté, au jugement de (1) TACITE: c'est une action contraire au Droit de la Guerre, c'est-à-dire, au Droit Naturel, selon SALLUSTE, (2) qui fait cette réflexion en parlant de la manière dont *Marius* traita les Habitans de la Ville de *Campse*, qui s'étoient rendus à lui. TITE LIVE, dont nous avons (a) déjà rapporté des paroles, qui insinuent la même chose, s'exprime (3) ailleurs là-dessus fort clairement.

(a) Au commencement du §. 10.

2. Il faut même faire en sorte, autant qu'on peut, que les Ennemis se rendent par la crainte d'être passés au fil de l'épée, s'ils s'opiniâtrent à résister, plutôt que de les réduire au désespoir en tuant même ceux qui se sont rendus. On a loué *Brutus*, (4) de ce qu'il défendit à ses Soldats de se jeter sur un Corps de Troupes Ennemies, se contentant de l'investir avec sa Cavalerie, & ajoutant pour raison d'une conduite si douce, que ces gens-là seroient à lui en peu de tems.

§. XVI. I. QUELQUE certaines que soient ces maximes de l'Equité & du Droit Naturel, on y ajoute ordinairement des exceptions; mais qui ne sont nullement bien fondées. On veut que le droit du Talion, ou la nécessité d'intimider les Ennemis, ou leur résistance opiniâtre, dispensent le Vainqueur d'épargner leur vie. Mais si l'on rappelle dans son esprit ce que nous avons dit ci-dessus des raisons qui autorisent à tuer l'Ennemi, on verra que tous ces motifs ne sont (a) pas assez forts pour rendre juste l'action d'un Vainqueur, qui fait mourir les Prisonniers de Guerre, ou ceux qui se sont rendus à discrétion, ou ceux qui ont voulu se rendre, & qu'il n'a point reçu à composition.

(a) Voyez *Fr. Victor. De Jure Belli* num. 49. & 60.

2. On n'a rien à craindre de la part d'un Ennemi, qui est réduit à cet état-là. Il faut donc, pour être autorisé en conscience à lui ôter la vie, qu'il ait auparavant commis quelque crime, & un crime digne de mort, selon le sentiment d'un Juge équitable. C'est ainsi que nous voions qu'on a quelquefois fait mourir les Prisonniers, ou ceux qui s'étoient rendus, & que l'on a aussi refusé quelquefois de recevoir à composition ceux qui ne demandoient que la vie: parce que c'étoient des gens, qui avoient persisté à faire la Guerre, quoique convaincus de (1) l'injustice de leur cause; ou qui (2) avoient outragé le Vainqueur par des injures atroces; ou qui (3) s'étoient rendus coupables de perfidie; ou qui avoient violé quelque (4) autre règle du Droit des Gens, maltraité, par exemple, des Ambassadeurs; ou qui enfin étoient des (5) Transfuges.

3. Mais

fort trompé, si notre Auteur n'a eu dans l'esprit ce qu'il avoit lu dans FLOREUS, au sujet de la sommation faite aux Carthaginois, lors que les Romains vouloient qu'ils fortifissent de leur Pais: *Tum evocatis principibus, si salvi esse vellent, ut migrarent finibus, imperatum.* Lib. II. Cap. XV. num. 8. Et peut-être que sa mémoire lui a en même tems rappelé une idée confuse des offres que *Scipion* fit faire à *Hastribal* par *Gulussa*, au rapport de POLYBE, *Excerpt. Peiresc.* pag. 178. d'où est venu le mélange de ces deux faits, & la confusion des deux Auteurs.

§. XV. (1) *Quod adspersati sunt victores, quia trucidare deditis servum &c.* *Annal. Lib. XII. Cap. XVII. num. 2.*

(2) Le passage a été déjà rapporté, dans la Note 6. sur le §. 13. de ce Chapitre. En voici un autre du même Historien, que notre Auteur citoit aussi: *Alios item non armatos, neque in prælio, belli jure, sed postea supplices, per summum scelus interfectos.* *Orat. de Rep. ordin. Cap. XXXVI. Edit. Wuff.*

(3) *Qui [C. Popillius] deditis, contra jus ac fas bellum intulisset &c.* *Lib. XLII. Cap. XXI. num. 3.*

(4) *Λαβὼν δὲ τὸν Γάϊον ἐν χαρίσις ἐλάδῃσι μακρὰν διέσπασμένον, οὐκ ἔιασιν ἐμβάλεῖν, ἀλλὰ περιέπνευσεν Φείδεσθαι κελεύων, ὡς μετὰ μικρὸν ἰδὼν ἐσομένην.* *Vit. Brut. pag. 996. A.* Au reste, je ne sais pourquoi notre Auteur traduit le mot *περιέπνευσεν*, par *equitatu circumdedit*. Cela signifie seulement, que *Brutus* courut à cheval de tous côtes, pour dire à ses gens de ne point donner sur l'Ennemi; & non pas qu'il investit l'Ennemi avec sa Cavalerie.

§. XVI. (1) Notre Auteur a eu ici devant les yeux ALBERTIC GENTIL, *De Jure Belli*. Lib. II. Cap. 18. où ce Jurisconsulte ajoute quelques autres cas. Mais je n'y vois aucun exemple de celui-ci; à moins qu'on ne veuille y rapporter celui des Sujets, injustement soulevés contre leur légitime Souverain, sans aucune raison tant soit peu plausible. Voyez ci-dessous, Chap. XIX. §. 6. num. 1. C'est pour cette raison principalement, que dans la Guerre des Paisans d'Allemagne, qui commença en 1525. le Comte de *Truchses* puni de mort exemplaire la plupart des Rebelles qu'il avoit contraints de se rendre. Voyez l'Histoire de ce Soulèvement, par PIERRE GNODAL, pag. 292.

3. Mais la Loi Naturelle ne permet d'exercer le droit du *Talion*, que contre les Coupables mêmes. Et il ne suffit pas, que par une espèce de fiction, tous ceux du Parti de l'Ennemi soient censez ne faire qu'un seul Corps; comme on peut le comprendre par les principes que nous avons posé (b) ci-dessus, en traitant de la manière dont les Peines passent d'une personne à l'autre. Ne seroit-il pas absurde, disoit autrefois l'Orateur (6) ARISTIDE, de justifier & d'imiter ce que l'on condamne en autrui, comme une mauvaise action? PLUTARQUE blâme les *Syracusains*, (7) de ce qu'ils avoient fait mourir les Femmes & les Enfans d'*Hicetas*, pour cette seule raison qu'*Hicetas* lui-même avoit ainsi traité la Femme, la Sœur, & le Fils de *Dion*.

(b) Liv. II.
Chap. XXI.
§. 18.

4. L'avantage qui peut revenir de ce qu'on intimide les Ennemis, n'autorise pas non plus à tuer sans miséricorde ceux qui sont tombez entre nos mains, mais hors d'état de nous nuire. Tout ce qu'il y a, c'est que si l'on est d'ailleurs autorisé à leur ôter la vie, cette considération peut engager à ne point relâcher de son droit.

5. Pour ce qui est de l'opiniâtreté à défendre son Parti, si le fujet de la Guerre n'est pas entièrement deshonnête, cela ne mérite aucune punition, comme le représentoient autrefois les *Néapolitains*, au rapport de (c) PROCOPE; ou du moins ce n'est pas un crime digne de mort. Un Juge équitable ne portera jamais la rigueur jusqu'à ce point. *Alexandre le Grand*, après la prise d'une Ville, qui lui avoit résisté vigoureusement, aiant fait passer au fil de l'épée tous ceux qui étoient en âge de puberté; (8) les *Indiens* regardèrent comme un brigandage cette manière de faire la Guerre; & le Conquérant, pour éviter désormais ces jugemens défavorables, commença à user de la victoire avec plus de modération. Lui-même, dans une autre occasion, avoit ordonné d'épargner quelques *Milésiens*, à cause de leur bravoure & de leur fidélité; ce sont les paroles (9) d'ARRIEN. *Phyton* se voyant mener au supplice, par ordre de *Denys le Tyran*, parce qu'il avoit défendu opiniâtement la Ville de *Rhégium*, dont il étoit Gouverneur, s'écria, qu'on le faisoit mourir injustement, pour n'avoir pas voulu trahir la Ville, & que le Ciel vengeroit bien-tôt sa mort. *DIODORE de Sicile* appelle cela (10) une injuste punition. Pour moi, j'approuve fort ce vœu qu'on lit (11) dans *LUCAIN*:

(c) Gotth.
Lib. I. Cap.
VIII. Voyez
ci-dessus,
Chap. IV. de
ce Liv. §. 13.
Note 2.

Arbitre souverain des Hommes & des Dieux,
Dont cette Guerre attire & les soins & les yeux,

Contre

Et seqq. Edit. Basil. 1570.

(2) Comme firent autrefois les *Thébains*, assiégés par *Alexandre le Grand*, (*DIOD. SICUL. Lib. XVII. Cap. IX. & XIII.*) & les *Athéniens*, assiégés par *Sylla* (*PLUTARCH. De Gurrulitate, Tom. II. pag. 505.*) *GRONOVIVS* allègue le premier exemple. L'autre avoit été déjà rapporté par *ALBERIC GENTIL* (*ubi supra, pag. 377.*) où l'on en trouvera encore plusieurs. Voyez aussi la Dissertation XIX. d'*OBRECHT*, intitulée, *Hostis dedititius*, §. 24.

(3) C'est ainsi que *Jules César* fit mourir *Publius Ligarius*, parjure & perfide: *HIRTIVS, De Bello Africano, Cap. LXIV.* Voyez d'autres exemples dans *ALBERIC GENTIL*, pag. 379, Et seqq.

(4) Voyez encore ici *ALBERIC GENTIL*, pag. 382.

(5) On en trouvera des exemples dans le même Auteur, pag. 383, Et seqq.

(6) Α' εἴ' αὖ περὶ τὴν Σικανίαν καὶ Μηλίαν ἐξήμαρτον, πῶς οὐκ ἄτοπον καὶ κατηγορεῖν μὲν, καὶ λέγειν ὡς ἀμαρτήματα συνέαισι, μιμνήσθαι δ' αἰετῶν, ὡς ὀρθῶς ἔχοντα; Orat. II. De Pace, pag. 75. C. Tom. II.

(7) Il appelle cela l'action la plus inhumaine de *Timoleon*, qui auroit pu empêcher, s'il eût voulu, cette punition injuste: καὶ δοκεῖ τὸτο τῶν Τιμοκλειῶν ἐργον

ἀχαριστότατον γενέσθαι &c. Vit. Timoleon. pag. 252. C. Voyez aussi la Vie de *Dion*, pag. 983. E. & *DIODORE de Sicile*, Biblioth. Lib. XIV. Cap. XLVII.

(8) Ἀλέξανδρος Καταίης, μοῖραν Ἰνδῶν, ἐξ ἀπονοίας, ἀντιστάσαν ἡβηδὸν ἐκείνῃ . . . τὰς Ἰνδὰς Φημὴ πονερά, ὡς Ἀλέξανδρος Φονικῶς καὶ βαρβαρικῶς πολέμειν. ὁ δὲ μέγα βάλλειν τὴν δόξαν βυλόμεν, ἀλλὰ πάλιν διὰ τῆς Ἰνδίας ἰλῶν, ὁμῆρας λαῶν σπείσασμεν &c. POLYÆN. Strateg. Lib. IV. Cap. III. num. 30.

(9) Ὡς δὲ διακινδυνεύειν ἐδέχοντο τὰς ἐν τῇ νήσῳ [Μιλησίους] ἰώρα, οἰκίῃ λαμβάνει αὐτὸν τῶν ἀνδρῶν, οἷ γενναῖοι τε καὶ πικροὶ αὐτῶ ἰφαινόητο. De Exped. Alex. Lib. I. Cap. XX.

(10) Καὶ βοῶν [ὁ Φύτῶν] ὅτι τὴν πόλιν οὐ βεληθεὶς προσδύει Διονυσίῳ τυγχάνει τῆς τιμωρίας, ἢ αὐτῶ τὸ δαιμόνιον ἱκεῖν συνλόμας ἐπιστήσει. . . . ἔτ' μὲν ἐν ἀναξίῳ τῆς ἀρετῆς ἐκνομοῖς περιέπτεσι τιμωρίας &c. Lib. XIV. Cap. CXIII. pag. 453. Edit. H. Steph.

(11) Vincat, quicumque necesse
Non putat in victos ferrum distingere ferrum,
Quippe suos cives, quod signa adversa tulerunt,
Non credit fecisse nefas
Pharfal. Lib. VII. vers. 312, Et seqq. J'ai suivi la traduction de *BREBEUF*.

Contre la Cruauté déclare ta vengeance,
Et porte la victoire où tu vois la clémence :
Permits que le Pouvoir ne se conteste plus
A qui peut pardonner au malheur des Vaincus.

Le Poëte ne parle là que des Concitoyens divisez par une Guerre Civile : mais j'étais sa pensée à tous ceux qui sont Membres de ce grand Etat, qui embrasse tout le Genre Humain.

6. A plus forte raison le ressentiment des échecs qu'on a reçus de la part des Vaincus n'autorise-t-il point à s'en venger par leur mort, comme firent autrefois *Achille*, *Enée*, & *Alexandre le Grand*, qui, pour célébrer les funérailles de leurs Amis tuez dans le Combat, immolèrent à leurs cendres le sang des Prisonniers, ou de ceux qui s'étoient rendus. Aussi HOMÈRE traite-t-il (12) cela de *mauvaise action*.

(a) Voiez
ci-dessus, *Liv.*
II. Chap. XIII.
§. 4.

§. XVII. LORS même que les Ennemis sont véritablement coupables de quelque crime digne de mort, la Compassion & l'Humanité demandent qu'on relâche quelque chose de son droit, à cause du grand nombre de ceux qui méritent punition. Nous avons un grand exemple de clémence en pareil cas, c'est celui de DIEU même, qui, quelque criminels que fussent les *Cananéens*, & les autres Peuples voisins, que sa vengeance avoit condamnés à périr, (a) voulut néanmoins qu'avant que d'en venir contre eux aux derniers actes d'hostilité, on leur offrit la paix & la vie, à condition d'être désormais tributaires de son Peuple. On peut appliquer ici ces paroles de SENEQUE : (1) *Les Généraux punissent rigoureusement un Soldat qui commet seul quelque faute ; mais lors que toute l'Armée ensemble s'est révoltée, il faut nécessairement qu'ils pardonnent. Qu'est-ce qui désarme alors la colère du Sage ? C'est le nombre des Coupables.* De là vient qu'on tire au fort quelquefois, afin qu'il n'y en ait pas trop de punis, comme le remarque (2) CICÉRON : ce qui aussi serviroit à dépeupler l'Etat, plutôt qu'à corriger les Coupables, selon la pensée de (3) SALLUSTE. Voici ce que dit LUCAIN, (4) en parlant des cruautés de *Sylla* :

Certes que tant de morts s'étaient ici-bas,
Souvent c'est la fureur du Démon des Combats,
Ou de l'Air infecté l'impression funeste,
Qui verse dans le cœur le Poison & la Peste :
Quelquefois l'Océan & ses flots révoltez,
Qui franchissent leurs bords & couvrent les Citez,
Ou la Terre creusant un affreux précipice :
Mais jamais tant de morts ne furent un supplice.

§. XVIII.

(12) — *Καὶ ὃ φερεῖ μὴδὲν ἔργον.*
(*Iliad. Lib. XXIII. vers. 176.*) SERVIUS remarque, que cette coutume de faire mourir les Prisonniers de Guerre sur le Tombeau des braves Guerriers, parut dans la suite avoir quelque chose de cruel : *Sanè mos erat in sepulchris virorum fortium captivos necari : quod postquam crudele visum est, placuit &c.* In *Æn. X.* (vers. 519.) GROTIUS.

Voiez le *Parrhasiana* de Mr. LE CLERC, Tom. I. pag. 12, 13.

§. XVII. (1) *In singulos severitas Imperatoris distinguitur : ut necessaria venia est, ubi totus deseruit exercitus. Quid tollit iram Sapientis ? Turba peccantium.* De ira, *Lib. II. Cap. X.* Le Scholiaste de JUVENAL cite un passage de LUCAIN, où il est dit, que tout le mal qui se commet par une grande Multitude, demeure impuni :

— *Quidquid multis peccatur inultum est.*

[*Pharal. Lib. V. vers. 260.*] *Livie*, Femme d'*Auguste*, représentoit autrefois, qu'il y a des choses qui sont de telle nature, que, si on vouloit les punir comme elles le méritent, il faudroit faire périr la plus grande partie du Genre Humain : *Ἄν τί τις πάντα ἀπλῶς τὰ τοιαῦτα κατὰ τὴν ἀξίαν καλᾶν, λήσει τὰς πλείους τῶν ἀνθρώπων ἀπολείας.* Apud XIPHILIN. ex *Dion. Cass.* (pag. 87. Ed. Rob. Steph.) ST. AUGUSTIN dit, qu'il faut punir rigoureusement les crimes commis par quelque peu de personnes : mais que, quand il s'agit d'une Multitude, on doit instruire, plutôt que commander, & user de reprimandes, plutôt que de menaces : *Non ergo asperere, quantum existimo, non duriter, non modo imperioso ista tolluntur : magis docendo, quam jubendo, magis monendo, quam minando ; sic enim agendum est cum multitudine peccantium : severitas autem exercenda est in peccata paucorum.* Epist. LXIV. Voiez GAILLIUS, *De Pace Public.* *Lib. II. Cap. IX. num. 37.* GROTIUS.

(2)

§. XVIII. I. A L'ÉGARD des *Otages*, les principes que nous (a) avons posé ailleurs suffisoient pour faire voir ce qu'on doit établir là-dessus, en suivant le Droit de Nature. Autrefois l'opinion commune étoit, que chacun a sur sa propre Vie le même droit que sur ses Biens, & que ce droit est transféré à l'Etat par un consentement exprès ou tacite de chaque Citoyen. Ainsi il ne faut pas s'étonner, que, dans cette supposition, on ait crû pouvoir, lors qu'on avoit sujet de punir quelque crime commis par l'Etat, faire mourir les Otages, ou en vertu de leur consentement propre & particulier, ou à cause d'une espèce de consentement de l'Etat, dans lequel le leur étoit renfermé. On trouve des exemples de (1) cela dans les Histoires. (b) Mais aujourd'hui que nous avons appris dans une meilleure École, à regarder notre Vie comme une chose dont la disposition est réservée à DIEU, & ne nous appartient jamais à nous-mêmes: il s'ensuit de là, que personne ne peut, par son consentement tout seul, donner à autrui aucun droit sur sa propre Vie, ou sur celle de ses Sujets. C'est pourquoi le Général *Narsès*, homme de bien, trouvoit qu'il y auroit une grande cruauté à punir de mort des Otages innocens, comme le rapporte (c) AGATHIAS. D'autres ont témoigné ailleurs les mêmes sentimens: & ils ont pu s'y confirmer par l'exemple de *Scipion*, qui, long tems avant eux, avoit déclaré hautement (2) qu'il ne vouloit point s'en prendre à des Otages innocens, mais aux Rebelles mêmes, & qu'il ne punissoit que les Ennemis armés.

2. Quelques Jurisconsultes (d) Modernes veulent néanmoins que de telles Conventions, par lesquelles on engage sa vie, soient valables, quand l'usage les autorise. J'accorde cela, si on appelle ici *droit* une simple impunité, comme on fait souvent dans cette matière. Mais si l'on prétend disculper entièrement ceux qui ôtent la vie à quelqu'un en vertu d'une simple convention, je crains bien qu'on ne se trompe soi-même, & qu'on n'abuse dangereusement les autres. A la vérité, si un Otage est ou a déjà été du nombre des Ennemis coupables de quelque grand crime; ou si, depuis qu'il est Otage, il a manqué de parole en quelque chose de grande conséquence: il peut arriver alors que son supplice n'ait rien d'injuste. Mais si une personne qui ne s'est point constituée Otage de son pur mouvement, & (3) qui a été donnée en cette qualité par ordre de l'Etat, vient à se sauver, il faut en porter le même jugement que fit autrefois *Porfenna*, au sujet de la fameuse *Clélie*, lors qu'elle eût passé le *Tibre* à la nage: ce Prince, dit TITE LIVE, (4) non seulement ne lui fit aucun mal, mais encore la loua de sa bravoure.

§. XIX. AJOUTONS, en finissant ce Chapitre, que tous les Combats qui ne servent de rien pour obtenir ce que l'on cherche à se faire rendre par les armes, ou pour terminer la Guerre, & qui ne tendent qu'à une vaine (1) ostentation de ses forces, sont également contraires au Devoir d'un bon Chrétien, & à l'Humanité même. Ils doi-

(2) *Ne autem nimium multi pœnam capitis subirent, ideo illa sortitio comparata est.* Orat. pro Cluent. Cap. XLVI. Voyez ce que j'ai dit dans ma Dissertation sur la nature du Sort, §. 20.

(3) *Neque quisquam te ad crudeles pœnas, aut acerba judicia, invocat, quibus civitas vastatur magis, quam corrigitur &c.* Orat. II. Ad Cæsar. De Republ. ordinand. Cap. XL. pag. 119. Edit. Wajf.

(4) *Tot simul infesto juvenes occumbere letho: Sepe fumes, pelagique furor, subitaque ruinæ, Aut celi terræque lues, aut bellica clades: Numquam pœna fuit.* ——— Pharfal. Lib. II. vers. 198, & seqq. J'ai suivi encore ici la version de BREBEUF.

§. XVIII. (1) Voyez ci-dessus, Chap. IV. de ce Livre, §. 14. & ALBERIC GENTIL, De Jure Belli, Lib. II. Cap. XIX. pag. 395.

(2) *Neque se in obfides innocios, sed in ipsos, si defece-* TOM. II.

rint, sæviturum: nec ab inermi, sed ab armato hoste pœnas expetiturum. TIT. LIV. Lib. XXVIII. (Cap. XXXIV. num. 10.) L'Empereur Julien fit la même déclaration, au rapport d'EUNAPIUS, Excerpt. Legat. I. (pag. 213. Edit. Commelin.) GROTIUS.

(3) Quelques personnes s'étant cachées, pour ne pas être envoyées en otage, en furent punies, à ce que nous apprend N. CÆTAS, Lib. II. (Cap. VII. in Vit. Isac. Angel.) GROTIUS.

(4) *Apud Regem Etruscum, non tuta solum, sed & honorata virtus fuit: laudatamque virginem parte obsidum se donare dixit.* Lib. II. Cap. XIII. num. 9. Voyez ce que l'on dira ci-dessous, Chap. XX. §. 54.

§. XIX. (1) C'est l'expression d'ARRIEN: *ὧς ἐπιδείξιν τῆς σφῶν ἰσχύος μάχῃς τι, ἢ πρὸς πολέμιον: μετὰ κινδύνου τὸν ἀγῶνα ποιησάμενοι.* De Exped. Alex. Lib. I. (Cap. XXII.) GROTIUS.

(a) Liv. II. Chap. XXI. §. 11. Liv. III. Chap. II. §. 6.

(b) Voyez Fr. Victor. De Jure Belli. num. 43.

(c) Lib. I. Cap. 7.

(d) Menochius, Arb. Qu. 7. num. 11.

doivent donc être défendus sévèrement par le Souverain, qui rendra un jour compte du sang répandu inutilement, à celui au nom duquel il porte l'Epée. SALLUSTE, (2) tout Païen qu'il étoit, loué les Généraux, qui remportent des victoires non-fanglantes. Et TACITE, en parlant des anciens *Cattes*, Peuple célèbre par sa valeur, dit (3) qu'ils ne s'amusoient guères à courir & à escarmoucher avec l'Ennemi.

CHAPITRE XII.

De la MODÉRATION dont on doit user à l'égard du DÉGÂT,
& autres choses semblables.

I. Comment & jusqu'où il est permis en conscience de RAVAGER les terres de l'Ennemi. II. Qu'il faut s'en abstenir, lors qu'il s'agit d'une chose dont on retire du fruit, & qui n'est point au pouvoir de l'Ennemi: III. Ou quand on a grand sujet d'espérer une prompte victoire: IV. Ou si l'ennemi trouve d'ailleurs de quoi s'entretenir: V. Ou à l'égard des choses, qui ne servent de rien pour avancer ou retarder les affaires de la Guerre. VI. Cela a lieu sur tout en matière de Choses Sacrées, ou de leurs dépendances: VII. Comme aussi des Lieux destinez à la Sépulture. VIII. Avantages qui reviennent d'une telle modération.

§. I. I. **P**OUR pouvoir sans injustice ravager ou détruire le bien d'autrui, il faut de trois choses l'une: ou une nécessité telle qu'il y ait lieu de présumer qu'elle forme un cas excepté dans l'établissement primitif de la Propriété des biens; comme, par exemple, si pour éviter le mal, qu'on a à craindre de la part d'un Furieux, on prend une Epée d'autrui, dont il alloit se saisir, & on la jette dans la Rivière; faut à réparer ensuite le dommage que le tiers souffre par là, de quoi on n'est point alors même dispensé, comme nous l'avons (a) fait voir ailleurs, selon l'opinion la plus raisonnable: Ou bien il faut ici une dette, qui provienne de quelque inégalité, c'est-à-dire, que le dégât du bien d'autrui se fasse en compensation de ce qui nous est dû, comme si alors on recevoit en paiement la chose que l'on gâte ou que l'on ravage, appar-

(a) Liv. II.
Chap. II. §. 9.

(2) SALLUSTIUS duces laudat, qui victoriam incruentis exercitu deportarunt. Ex SERVIO, in XI. ÆN. Fragm. pag. 102. Ed. Waff.

(3) Rari excursus, & fortuita pugna. German. (Cap. XXX. num. 5.) PLUTARQUE blâme Démétrius, de ce qu'il expofoit ses Soldats, plutôt pour acquérir de la gloire par les Combats, que pour remporter quelque avantage réel: Καὶ τὸ Δημετρίῳ πολεμικῆς φιλοτιμίας ἕνεκα μᾶλλον, ἢ χρείας, μάχεσθαι καὶ κινδυνεύειν τῆς στρατιωτικῆς ἀναγκῆς οἷόν τι &c. Demetr. (pag. 908. C.) GROTIUS.

CH. XII. §. I. (1) Notre Auteur a déjà rapporté, dans le Chapitre précédent, §. 8. le passage de cet Historien, qu'il a ici en vue.

(2) Τὴν δὲ τῶν πολεμικῶν φθειρῶν, καὶ καίτω, καὶ τεμνῶν. Ζημία γὰρ χρημάτων καὶ καρπῶν ἔνδεα μισοὶ πόλεμον, ὥσπερ ἡ οὐσία τρέφει. ONOSANDER, Strategem. Cap. VI. (pag. 15. Edit. Rigalt. 1590.) On trouve une pncfée semblable dans PROCLUS: „ Il est, „ dit-il, d'un bon Général, de réduire l'Ennemi à la „ difette de tout autant de choses qu'il est possible: Στρατηγικὸν τὸ τῶν ἀγωνιστῶν περικόπειν τὴν οὐσίαν. PHI-

LON, Juif, insinué, que c'est la coutume de ravager les terres de l'Ennemi, afin que le manque des choses nécessaires le force à se rendre: Οἱ πολέμιοι τὴν πλὴν ἰδῶσιν, καὶ κείραντι καὶ δυνδολομεῖσι τὴν τῶν ἀνιστάλων χώραν ἵνα σπάνει τῶν ἀναγκαίων προδοτικῆς ἐνδῶσι. De Vit. contemplativ. (pag. 891. D. E.) Le même Auteur parlant ailleurs du dégât fait par une irruption de l'Ennemi, dit que c'est un double malheur pour ceux qui y sont expozez: l'un, en ce que leurs Amis en souffrent par la difette; l'autre, en ce que l'Ennemi en profite, par l'abondance de provisions qu'il emporte: Τὸν γὰρ σπάνει, φθίνει, ἀτελῆ μὲν ὅληα θάσσουσιν, τελευτῶν δὲ ἀμίσσουσιν ἐξαιφνης ἐπιλθόντες πολέμιοι, διττὴν ἐργαζόμενοι συμφορὰν, λιμοὶ μὲν φίλοις, ἐχθροῖς δὲ περισσίου. De Diris (init. pag. 930. A. Ed. Paris.) GROTIUS.

On peut voir, sur le passage d'ONOSANDER, la Note de JEAN DE CHOKIER, pag. 18, 19. de son Edition, publiée en 1610. mais sur tout la première Partie des Differtations de JANUS GRUTERUS, imprimées, comme une suite de l'Edition de RIGALT, en 1604. sous ce titre: Varii Discursus, sive prolixiores Commentarii ad aliquot insigniora loca TACI-

appartenante au Débiteur ; sans quoi on n'y auroit aucun droit : Ou enfin il faut que l'on nous ait fait quelque mal, qui mérite d'être puni d'une telle manière, ou jusqu'à un tel point : car, comme l'a très-bien remarqué (b) un Théologien judicieux, l'Équité ne permet pas de ravager tout un Roiaume pour quelques Troupeaux enlevés, ou quelques Maisons brûlées. POLYBE, tout Païen qu'il étoit, avoit déjà eu la même pensée. Ce sage Historien ne veut pas (1) que, dans la Guerre, on pousse la punition à l'infini : mais il soutient, qu'on doit la proportionner à ce que demande une satisfaction raisonnable.

2. Voilà donc les raisons légitimes & la juste mesure de l'usage du droit, dont il s'agit. Du reste, lors même qu'on y est autorisé par de telles raisons, si l'on n'y trouve pas en même tems son avantage, ce seroit une folie, de faire du mal à autrui, sans qu'il nous en revînt à nous-mêmes aucun bien. Aussi les sages Guerriers se proposent-ils toujours en cela quelque avantage, dont voici le principal qui a été remarqué par un ancien Auteur Grec : (2) *Quand on est, dit-il, sur les terres de l'Ennemi, il faut ravager, brûler, couper ; car comme l'abondance d'argent & de provisions entretient la Guerre, la disette de ces sortes de choses tend au contraire à la faire finir.* C'est ainsi que Darius, au rapport de QUINTE-CURCE, (3) *croioit pouvoir ruiner Alexandre par la disette, comme n'ayant pour toute subsistance que ce qu'il pilloït.* Cette maxime de l'Art Militaire a été autrefois mise en usage par Halyatte (c) contre les *Milésiens* ; par les (d) *Thraces*, contre les *Byzantins* ; par les *Romains* (e) contre les *Campanois*, les *Capénates*, les *Espagnols*, (f) les *Liguriens*, les *Nerviens*, (g) les *Messapiens*.

3. On ne fauroit condamner un tel dégât, qui en peu de tems peut réduire l'Ennemi à la nécessité de demander la Paix. Mais, à bien considérer la chose, l'animosité a souvent plus de part à ces fortes d'expéditions, qu'une délibération sage & éclairée. Car il se trouve d'ordinaire ou que de tels motifs n'ont point de lieu, ou qu'il y en a d'autres plus forts, qui dissuadent le dégât.

§. II. 1. CELA arrive *premièrement*, lors qu'on s'est si bien rendu maître d'une chose appartenante à l'Ennemi, qu'il n'y a plus moyen pour lui de jouir des fruits qui en proviennent. C'est à quoi se rapporte proprement (1) cette Loi (a) Divine, qui ordonne de n'employer que des Arbres Sauvages, pour faire des Retranchemens, & autres Ouvrages nécessaires à la Guerre ; & de garder les Arbres Fruitiers pour la subsistance. Le Législateur donne pour raison de ses défenses, que les Arbres ne peuvent pas venir fondre sur nous en bataille rangée, comme les Hommes. PHILON, Juif, étend cela aux

Terres

TI atque ONOSANDRI. Nôtre Auteur pourroit bien s'être servi de cette compilation : car presque tous les passages, qu'il cite dans ce Chapitre, s'y trouvent (pag. 138, & seqq.) avec plusieurs autres, & en beaucoup plus grand nombre, que n'en avoit aussi recueilli ABERIC GENTIL, De Jure Belli, Lib. II. Cap. XXIII.

(3) *Quippe credebatur [Darius] inopia debellari posse nihil habentem, nisi quod rapiendo occupasset.* Lib. IV. Cap. IX. num. 8.

§. II. (1) Il y a beaucoup d'apparence, que cette Loi regarde seulement le siège des Villes, qui étoient dans le Pais de Chanaan, destiné à être la demeure des *Israélites* ; comme l'a remarqué Mr. LE CLERC. Ainsi ce n'est point en considération des Vaincus, que le Législateur prescrit la modération dont il s'agit ; puis que le Vainqueur pouvoit non seulement, mais devoit passer tout au fil de l'épée, sans distinction d'âge ni de sexe, dans les Villes des sept Peuples dévoués à périr entièrement ; & qu'à l'égard des autres Villes plus éloignées, toute la grace que les Alliés pouvoient espérer, étoit que les Fem-

mes & les Enfans en fussent quittes pour l'esclavage : encore y a-t-il lieu de douter, si les Enfans mâles n'étoient pas compris dans le terme général de *Mâles*, pour lesquels il n'y avoit point de quartier, *vers. 13.* Quelle apparence donc, que DIEU ait eu en vue de faire respecter les biens de ces Peuples, sur la vie desquels il donnoit tant de pouvoir aux *Israélites* ? Cela n'empêche pourtant pas qu'on ne puisse, à mon avis, tirer d'ici un bon argument, qui fera au but de nôtre Auteur. Car puis que le Créateur & le Maître Souverain des Hommes a voulu que les *Israélites* s'abstinsent d'un dégât fait sans nécessité, par rapport aux Terres de ces Peuples même contre lesquels il les avoit armés extraordinairement, & les avoit établis comme Exécuteurs de ses Jugemens terribles : à plus forte raison doit-il ne point approuver qu'on en use autrement dans les Guerres ordinaires, souvent injustes ou du moins entreprises sans beaucoup de nécessité, & dans lesquelles celui qui se vante le plus de la justice de sa cause est quelquefois celui qui a tort.

(b) *Franc. Victoria, De Jure Belli. num. 52, & 56.*

(c) *Herodot. Lib. I. Cap. XVII.*

(d) *Polyæn. Strateg. IV. 45. Frontin. III. 4.*

(e) *T. Liv. Lib. V. VII.*

(f) *Idem, Lib. XXXIV. Cap. 17.*

(g) *Caesar, De Bell. Gall. Lib. VI. Cap. 3. & 6.*

(a) *Deuté. XX, 19, 20.*

Terres labourables, à cause que la même raison a lieu ici : & par une fiction pathétique, il introduit la Loi même parlant ainsi à ceux qui doivent l'observer : (2) *Pourquoi vous mettez-vous en colère contre des choses inanimées, qui n'ont rien de sauvage, & qui portent des fruits doux ? Les Arbres donnent-ils, comme les Hommes, quelque signe de sentimens d'Ennemi, qu'il faille les arracher, pour le mal qu'ils font, ou dont ils menacent ? Bien loin de là, ils sont utiles aux Vainqueurs : ils fournissent abondance des choses nécessaires, & même de celles qui sont pour le plaisir. Ils paient tribut, aussi bien que les Hommes, & un plus riche Tribut, qui revient constamment en certaines saisons, & qui est tel, que sans cela il n'y auroit pas moyen de vivre.* JOSEPH (3) parlant de la même Loi, dit, que, si les Arbres pouvoient parler, ils crieroient, qu'on les punit injustement, puis qu'ils ne sont point cause de la Guerre. C'est de là, à mon avis, que les Pythagoriciens ont tiré leur maxime, (4) *Qu'on ne doit point détruire, ou endommager de Plante franche, ni d'Arbre fruitier.*

2. Le Philosophe PORPHYRE décrivant les mœurs des Juifs, (5) étend la Loi, dont nous venons de parler, aux Animaux qui servent à l'Agriculture : car c'est, selon moi,

(2) Τὶ γὰρ, φησι, τοῖς ἀψύχοις μὲν, τὴν ὃ φύσιν ἡμέροις καὶ ἡμέτεροις καρπὸς ἀπογεννῶσι, μησικακεῖς ; Μὴ γὰρ, ὡς ἐπὶ ἀνθρώπων πολέμῳ δυσμένειαν ἐπιδεικνύται δειδρὸν, ὡς ἀνὴρ διατίθῃ, ἢ διατίθεναι παρεσκευάσται, ῥιζαῖς αὐταῖς ἀνασπᾶσθαι. τὴν ἁλίαν δὲ ὠφελεῖ, παρέχων τοῖς νεικηκόσιν ἀφθόνην τῶν ἀναγκαίων, καὶ τῶν πρὸς ἀρεθῆαιον βίον ; καὶ γὰρ ἀνθρώποι μόνον θασμὸν φέρουσι τοῖς κυρίοις, ἀλλὰ καὶ φυτὰ τὰς ὠφελιμολέας κατὰ τὰς ἐτησικὰς ὥρας, ὧν ἀνευ ζῆν ἐκ ἐστὶ. De creation. Magiftrat. (pag. 734. C.) Il y a un autre passage de cet Auteur Juif, qui, quoique long, mérite d'être rapporté ici. MOÏSE, dit-il, étend si loin la modération & la douceur, qu'il en fait l'objet, après les Animaux Raisonnables, ceux qui sont destituez de Raïson ; & après les Bêtes, les Plantes même ; dont il faut maintenant parler, puis que nous avons suffisamment expliqué ce qui regarde les Hommes, & tous les Etres Animez. Le Législateur a donc défendu expressément de couper aucun Arbre franc ; de moissonner avant la saison les Champs semez ; en un mot, de gâter aucun fruit de la Terre, & cela afin que le Genre Humain ait abondance non seulement d'alimens & de choses nécessaires à la Vie, mais encore de celles qui sont pour le plaisir. En effet, la provision de Grains est nécessaire pour la subsistance des Hommes ; & la variété infinie des Fruits, que les Arbres portent, fait leurs délices. Ces Fruits aussi, en certains tems de disette, peuvent tenir lieu des alimens les plus nécessaires. Mais MOÏSE va encocore plus loin : il défend même de ravager les Terres de l'Ennemi. Il veut que l'on s'abstienne de couper les Arbres qu'on y trouve, tenant pour injuste de décharger sur des choses innocentes la colère dont on est animé contre les Hommes. D'ailleurs, il a en dessein de nous apprendre, qu'il ne faut pas seulement penser au présent, mais porter encore ses vûes sur l'avenir, & considérer que, dans la vicissitude à laquelle toutes les choses du monde sont sujettes, il peut aisément arriver, que ceux qui sont aujourd'hui nos ennemis seront demain nos Alliez, par l'effet d'une heureuse conférence. Or en ce cas-là on aura eu la dureté de dépouiller les Amis des choses nécessaires, dont ils peuvent n'avoir pas fait provision pour l'avenir. En effet, les Anciens ont très-bien dit, qu'il faut vivre avec les Amis comme si on n'ignoroit pas qu'ils peuvent devenir nos ennemis ; & qu'au contraire on doit le conduire à l'égard de ceux a-

vec qui on est brouillé, comme si la réconciliation étoit à espérer. Par le premier, on se ménage quelque ressource pour se mettre en sûreté, & pour n'avoir pas lieu de se repentir trop tard d'une trop grande facilité, en se déconvrant plus qu'il n'est à propos dans ses actions, ou dans ses discours. Maxime très-importante, que les Etats aussi doivent observer avec soin, en songeant, pendant la Paix, à ce qui est nécessaire pour la Guerre ; & pendant la Guerre, à ce qui regarde la Paix : en sorte que, d'un côté, ils ne se fient pas trop à leurs Alliés, comme s'il ne pouvoit point arriver de changement qui les fit tourner du parti contraire ; & que, de l'autre, ils ne se défient pas entièrement d'un Ennemi, comme s'il ne pouvoit jamais redevenir leur ami. Mais quand même on ne devroit rien faire en faveur des Ennemis, dans l'espérance d'une réconciliation, on ne pourroit pas pour cela s'en prendre aux Plantes & aux Arbres. Rien de tout cela ne nous fait la Guerre : tout cela au contraire est en paix avec nous, & nous fait du bien. Les Arbres fruitiers principalement, & les Plantes franches, nous sont fort nécessaires, puis que leur fruit nous sert de nourriture, ou nous en tient lieu. Il ne faut donc pas faire la Guerre à ce qui ne veut ni ne peut nous faire aucun mal. Il ne faut ni couper, ni brûler, ni arracher, des choses que la Nature même prend soin de former & de faire croître, par les eaux dont elle les arrose, & par la température des Saisons, qu'elle amène régulièrement, afin que tous les ans elles paient tribut aux Hommes, comme à autant de Rois. Cette bonne & sage Mère donne une force & une vigueur continuelle, non seulement aux Animaux, mais encore aux Plantes, sur tout aux franches, qui demandent de plus grands soins, & qui n'ont pas une aussi grande fécondité, que les sauvages &c. Ἐπιδαψιλευμένῳ ὃ τὸ ἐπιεικές, πάλιν πλεονείας αὐτῷ καὶ καλῶς κερῆται, μετιὼν ἀπὸ μὲν τῶν λογικῶν ἐπὶ τὰ ἀλογα, ἀπὸ ὃ τῶν ἀλόγων ἐπὶ τὰ φύτα, περὶ ὧν αὐτὰ καλεῖται, ἐπειδὴ γε περὶ τῶν πρότερον ἀνθρώπων, καὶ τῶν ὅσα ψυχῆς μεμολέσται, λέλεκται. Ἀπειρεκε τοῖνυν ἀπικρυς μήτε δυνδρόμειν ὅσα τῆς ἡμέρας ὕλης, μήτε κείρειν ἐπὶ λύμῃ σαχυροφῆσαν πρὸς καιρὸς πεδία, μήτε συνόλους καρπὸς διαφθεῖς, καὶ περικαλὰ μὲν τρεφῶν ἀφθόνην χρησιγῆται τὸ τῶν ἀνθρώπων γένος, περικαλὰ ὃ μὴ μόνον τῶν ἀναγκαίων, ἀλλὰ καὶ τῶν πρὸς τὸν ἀρεθῆαιον βίον. ἀναγκαῖον μὲν γὰρ ὃ τὸ σίτη καρπός, εἰς τρεφῶν ἀνθρώπων ἀποκρίθῃς πρὸς

moi, en conséquence d'une interprétation de cette Loi autorisée par l'usage, qu'il attribue à Moïse, d'avoir ordonné qu'on épargnât ces sortes d'Animaux sur les terres même de l'Ennemi. Les Auteurs du THALYD, & les Interprètes Juifs, ajoutent, qu'il (6) faut encore étendre la même Loi à tout ce que l'on détruiroit inutilement, comme si l'on met le feu aux Bâtimens, ou que l'on gâte des provisions de bouche. Timothée, ancien Général des Athéniens, ufoit sagement d'une telle modération: car, comme nous l'apprenons de POLYEN, (7) il ne permit jamais qu'on brûlât aucune Maison, soit de la Ville, ou de la Campagne, ni que l'on coupât aucun Arbre fruitier. PLATON aussi (8) a fait de cette défense une des Loix de sa République.

3. Si pendant le cours de la Guerre il faut s'abstenir de tout dégât fait sans nécessité, à plus forte raison cela a-t-il lieu, lors qu'on a remporté une pleine & entière victoire. CICÉRON désapprouve (9) la destruction de Corinthe, quoique par là on eût voulu tirer raison de ce que les Ambassadeurs des Romains avoient été traités avec beaucoup d'indignité. Il (10) traite ailleurs de Guerre infame, abominable, souverainement passionnée, (11) celle qu'on fait aux Murailles, aux Toits, aux Colonnes, & aux

πρὸς τὸν ἀβροδίαν βίον, αἱ τῶν ἀκροπόλεων ἀμύθητοι ποικιλίαι γίνονται ὅτι ἐν ἐνδείᾳ πολλὰ κίβηται δευτέραι. Καὶ προσυπερβάλλων, ὅτι τῶν πολέμιων χροῖαν τέμνειν ἐὰν, παραγγέλλει ὅτι ἀπέχειν δένδρεσι καὶ ἀδικον ὑπολαμβάνων τὴν πρὸς ἀνδράσιν ὄργην ἀποσκηπτειν εἰς τὰ μηδὲν αἰτία κακῶν. ἔπειτα ὁ ἀξίος μὴ μόνον τὸ παρὸν προσεῖναι, μηδὲν ἐν ὁμοίᾳ μένειν, ἀλλὰ πάντων τρωπῶν καὶ μεταβολῶν χρωμένων, ὡς εἰκὸς εἶναι τῶν τῶν δυσμενέων ἐπικηρυκτούμενων καὶ συμβατηρίων ἀρξάντων, ἐνδοκίμους αὐτὰ γινέσθαι φίλους ὅτι τρωπῶν ἀναγκαῖον ἀποσεῖν, χαλεπὸν, μηδὲν ταμεινόμενον τῶν ἐπ' ὠφελείᾳ, διὰ τὴν τῶν μέλλοντων ἀδηλότητα. Πάνυ γὰρ ἐκεῖνο καλῶς εἰρητὰ τοῖς παλαιῶν, ὅτι καὶ φίλους κοινωνήσαντες, μὴ ἀπογομίζοντες ἔχθραν, καὶ προσχερσέοντες καὶ φίλους ἐσομένους ἵνα ἕκαστος ἐν τῇ αὐτῇ φύσει ταμεινῇται τι τῶν εἰς ἀσφάλειαν, καὶ μὴ ἀπογομίζοντες ἐν ἔργοις καὶ λόγοις, μετανοή τῇ ἄλλῃ εὐχέρειᾳ, ὅτι οὐδὲν ὀφείλει, αἰτιώμενος αὐτὸν. Τὸ λογιστὸν τὸ καὶ φιλαίῃ καὶ τὰς πόλεις, ἐν μὲν εἰρήνῃ προνοούμενας τῶν κατὰ πόλεμον, ἐν δὲ πολέμῳ, τῶν κατ' εἰρήνην καὶ μήτε τοῖς συμμάχοις ἀνδρῶν προσιτεύειν, ὡς οὐ χρηστομένοις μεταβολῇ πρὸς τὸ ἀντίπαλον, μήτε τοῖς πολέμοις εἰσάπαν ἀπεινῶν, ὡς οὐ δυνατομένοις ποτὲ μεταρρομίσθαι πρὸς τὸ ὑποπτόν. Εἰ μέντοι καὶ μηδὲν ὑπὲρ ἐχθροῦ πρᾶκτέον δι' ἐλπίδα καταλλαγῶν, οὐδὲν ἐχθρὸν φυτὸν, ἀλλὰ πάντα ἐντοπὸν καὶ ὠφέλιμον τὰ δὲ ἡμεῖς καὶ διαφερόντως ἀναγκαῖα, ὧν ὁ κακῶς ἡ τρωπὴ εἰσιν, ἡ ἰσοτιμία τρωπὴ κτήμα. οὐ δὲ πολέμῳ πρὸς τὰ μὴ πόλεμια, τέμνοντες, ἢ καίοντες, ἢ ῥίξαις αὐταῖς ἀνασπῶντας, ὥστε αὐτὴ ἡ φύσις ὑδάτων ἐπιρροαῖς καὶ δέχεται εὐχερᾶς αἰετλογόνῃ, δασμὸς ἐπὶ τῶν οἰόντων ἀνθρώπων, οἳ βασιλεύουσιν, ἐμύχθη δὲ αὐτῶν, καθάπερ ἀγαθὸν προσέστη, ἀληθῶς εἶναι, μὴ μόνον ζῶντας, ἀλλὰ καὶ φυτοῖς, ἵσχυν τε καὶ ῥάμνῳ, καὶ μάλιστα τοῖς ἡμέτεροις. ἐπειδὴ καὶ πλείονος ἔξω φροντίζοντες ἐπὶ, καὶ ἐκ ὁμοίως τοῖς ἡμέτεροις ἔργοις, γεωργικῆς ἐπιστήμης δέοντα πρὸς κραταιότεραν δυνάμιν &c. De Humanitate, (pag. 712, 713.) GROTIUS.

(3) Il étend si loin les défenses de cette Loi, qu'il semble n'en excepter pas même le cas où l'on ne trouveroit point d'autre bois pour faire les Machines nécessaires: Πολιορκούντας δὲ, καὶ ἐξ ὧν ἀπορρομίνες εἰς ποιεῖν μηχανήματα, μὴ κείνῃ τὴν γῆν, ἡμεῖς δὲ δένδρα κόπτοντας ἀλλὰ φείδεσθαι, λογιζομένους ἐπ' ὠφελείᾳ ταῦτα τῶν ἀνδράσιν γινόμενα, καὶ φανὲς ἀν' εὐπορήσαντα διακολλογῆσθαι πρὸς ἡμᾶς, ὡς ἔδεν αἰτία γενοῦσα τῶν πολέμων, πάσχοι κακῶς παρὰ δίκην &c. Antig. Jud. Lib. V. Cap. VIII. pag. 130. B.

(4) Ἡμεῖς οὐτὸν καὶ ἔγκαρπον μήτε βλάπτειν, μήτε φθείρειν. De Vit. Pythag. §. 99. Ed. Kuster. Voyez encore DIOGENE LAËRCE, Lib. VIII. §. 23.

(5) Ce Philosophe parle de la Secte des Esséniens en particulier: φείδεσθαι ὅτι καλεῖται, καὶ τῇ πολέμῳ, τῶν συνεργαζομένων ζῶν, καὶ μὴ φονεύειν. De abst. Animal. Lib. IV. pag. 394. Ed. Lugd. 1620.

(6) Ils veulent, au contraire, qu'on y ajoute cette exception; A moins que des Arbres fruitiers ne se trouvent dans un Fauxbourg, où ils empêchent de tirer contre l'Ennemi. GROTIUS.

Voyez le Traité du docteur SELDEN, De Jure Natur. & Gent. secundum discipl. Hebraeorum, Lib. VI. Cap. XV.

(7) Οὐκ ἐπέτρεπε ὁ [ὁ Τιμόθεος] ἥτα οἰκίαν, ἥτα ἔπαυλιν καθαιρεῖν, καὶ μὴν ἐδὲ ἡμεῖς δένδρον ἐκκόπτειν, ἀλλ' αὐτὰς τὰς καρπῶν λαμβάνειν. Strateg. Lib. III. Cap. X. num. 5.

(8) Οὐδ' ἀρετὴ τὴν Ἑλλάδα Ἑλληνες ὄντες περὶσιν, ἐδὲ οἰκήσεις ἐμπερήσαν. De Repub. Lib. V. pag. 471. A. Tom. I. Ed. H. Steph.

(9) Nollem Corinthum [funditus sublatam]. De Offic. Lib. I. Cap. XI. Voyez aussi Lib. III. Cap. XI.

(10) Sed quid ego vestram crudelitatem expromo, quam in ipsum me ac meos adhibuisti? qui parietibus, qui tectis, qui columnis, ac postibus meis, horrificum quoddam nefarium, omni imbutum odio, bellum intulisti. Orat. pro domo sua, Cap. XXIII.

(11) Il y a sur ce sujet une belle Lettre de Bélisaire à Totila, Roi des Goths. La voici, telle que PROCOPE nous la rapporte. „ On a cru jusqu'ici, que c'étoit un effet de la Sagesse & du génie des grands Politiques, d'élever de beaux Edifices; mais qu'il n'appartient qu'à des Insensés de détruire des tels ornemens, & de n'avoir pas honte de laisser à la Postérité cette marque de leur folie. Tout le monde convient, que Rome est la plus grande & la plus belle Ville qui soit sous le Ciel. Aussi n'est-elle point parvenue à ce point de grandeur & de beauté, par la conduite d'un seul homme, ou en peu de tems: c'est l'ouvrage de plusieurs Rois & d'un grand nombre d'Empereurs, d'une infinité de grands personnages de tout ordre, d'une longue suite de siècles, d'un amas prodigieux de richesses; à la faveur de quoi on a pu y ramasser ce que tout le reste de la Terre a de plus rare, & y attirer sur tout les plus excellents Ouvriers. C'est ainsi que Rome s'est formée peu-à-peu, telle que vous la voyez, pleine des monumens

tez tout en fuite par la campagne. Personne ne ravage ainsi son propre bien. Ce que vous brûlez, ce que vous coupez, vous le regardez donc comme appartenant à autrui. On trouve une semblable pensée dans (5) QUINTE-CURCE : & CICE'RON aussi dit (a) quelque chose d'approchant dans deux ou trois Lettres, où il condamne le dessein qu'avoit formé Pompée de prendre sa Patrie par la famine. Alexandre, Isien, blâmoit Philippe de tenir une conduite comme celle-là, ainsi que nous l'apprend (b) POLYBE; dont TITE LIVE a traduit ainsi les paroles : (6) Ce Prince, dit-il, ne s'exposoit point à combattre en rase campagne & enseignes déployées : mais il alloit fuyant, brûlant & pillant les Villes, en sorte que le Vaincu rendoit inutile aux Vainqueurs ce qui devoit être la récompense de la victoire. Ce n'étoit point la maxime des anciens Rois de Macédoine : ils donnoient & recevoient bataille dans les formes ; ils épargnoient les Villes, autant qu'il leur étoit possible, pour avoir des Etats plus étendus & plus riches. En effet, n'est-ce pas une étrange conduite, de faire la Guerre de telle façon, qu'en même tems qu'on dispute la possession d'une chose, on ne laisse pour soi rien de reste, que la Guerre ?

(a) Lib. IX.
Epist. ad Attic. VII. IX. X.

(b) Lib.
XVII. Cap. 3.

§. IV. 1. EN troisième lieu, il faut encore user de la modération que nous prescrivons ici, lors que l'Ennemi peut avoir d'ailleurs de quoi vivre ; comme si la Mer lui est ouverte, ou l'entrée de quelque autre Païs entièrement libre. Le Roi Archidamus, dans une Harangue que THUCYDIDE lui prête, pour détourner les Lacédémoniens, ses Sujets, de faire la Guerre aux Athéniens, leur demande (1) sur quoi ils fondent le succès d'une telle entreprise : s'ils se flattent, par exemple, qu'ayant une plus forte Armée, ils puissent aisément ravager l'Attique ? Mais, ajoute-t-il, les Athéniens possèdent d'autres Païs) il entendoit par là la Thrace, & l'Ionie) & ils peuvent faire venir par mer tout ce qui leur manque. La réflexion de ce Prince étoit très-sage. Le meilleur est donc, en ce cas-là, de laisser labourer & cultiver les Terres en toute sûreté, dans les frontières même de part & d'autre : & nous avons vu pratiquer cela avantageusement, dans la Guerre des Païs-Bas, moiennant certaines contributions que chacun des Ennemis exigeoit de son côté.

2. Cette

LANCETHON dit, dans sa Chronique, au sujet de Fric, Comte Palatin. GROTIUS.

(12) Ita ad Capuam res composita, consilio ab omni parte laudabili . . . non seditum incendiis ruinisque in tecla innoxia murosque &c. Lib. XXVI. Cap. XVI. num. 11, 12.

(13) Equidem fatebor (pace dixisse hoc tuâ, Argiva tellus, liceat) adfugisse Phrygas Vincique volui : ruerè, & æquari solo, Etiam arcuissim

Troad. vers. 276, & seqq.

§. III. (1) Inde hostem petens, milites à populatione Aliæ prohibuit, parcendum suis rebus præfatus, nec perdenda ea, quæ possessuri venerant. Lib. XI. Cap. VI. num. 1.

(2) Οὐτε πόλιν τὴν ἐμὴν, ἔτε χεῖμαλα τὰ ἐμὰ διαρπάξει· ἐδὲν γὰρ ἐμοὶ ἐπὶ τῶν μετὰ ἄλλᾳ Φέρεσι τε καὶ ἄλλοις τὰ σά. HERODOT. Lib. I. Cap. LXXXVIII.

(3) Καὶ παρεκάλει τὴν στρατιάν, ὡς περ οἰκίας καὶ παρασκευασμένης κηδομένης, βαδίζειν. Vit. T. Quint. Flamin. (pag. 371. D.) C'est ainsi que Gélimer, & les Vandales, qui, sous son commandement, assiégeoient Carthage, se gardèrent de piller & de ravager le Païs, le conservant comme leur bien, ainsi que nous l'apprend PROCOPE, Vandalic. Lib. II. init. (Cap. I.) Voici une réflexion semblable, qu'on trouve dans HERIMOLD : Nonne terra, quam devastamus, nostra est, & populus, quem expugnamus, populus noster est ? quare ergo invenimus hostes nostrimet, & dissipatores vectigalium nostrorum ? Lib. I. Cap. LXVI. Voyez quelque chose de

semblable dans BEMBE, Hist. Lib. IX. (fol. 149. vers. Edit. Venet. 1551.) & dans PARUTA, Lib. VI. au sujet des Allemands. GROTIUS.

(4) Patriam petendo perdis : ut fiat tua, Vis esse nullam ? quin tue causæ nocet Ipsum hoc, quod armis uris infestis solum, Segetesque adultas sternis, & totos fugam Edis per agros. Nemo sic vastat sua. Quæ corripit igne, quæ meti gladio jubes, Aliena credis ?

Phœniss. (five Thebaid.) vers. 558, & seqq. Ed. Gro-nov.

(5) Nullum desperationis illorum majus indicium esse, quam quod urbes, quod agros suos urerent : quidquid non corrupissent, hostium esse confessi. Lib. IV. Cap. XIV. num. 2.

(6) In bello non congredi [Philippum] æquo campo, neque collatis signis dimicare, sed fugientem incendere ac diripere urbes, & vincientium præmia victum corrumpere. At non sic antiquos Macedonum Reges, sed acie bellare solitos, urbibus parcere, quantum possent, quo opulentius imperium haberent. Nam, de quorum possessione dimicetur, tolerantem, nihil sibi, præter bellum, relinquere, quod consilium esse ? Lib. XXXII. Cap. XXXIII. num. 11, 12.

§. IV. (1) Τὰχ' ἂν τις θαρσύνῃ, ὅτι τοῖς ὀπλοῖς αὐτῶν καὶ τῷ πληθει ὑπερέφερον, ὥς τὴν γῆν δὴν ἐπιφοιτῶντες, τοῖς ἄλλῃ γῆν ἐπὶ πολλῇ, ἢς ἀρχῶσι, καὶ ἐκ θαλάσσης, ὧν διόλῃαι, ἐπάξονταί. Lib. I. Cap. LXXXI.

(2)

2. Cette pratique n'est pas tout-à-fait nouvelle. Parmi les *Indiens*, ainsi que nous l'apprend *DIODORE de Sicile*, (2) les *Laboureurs* étoient sacrés : ils travailloient paisiblement & sans avoir à craindre, à la vue même des *Armées* ; parce qu'on les regardoit comme les *Bienfaiteurs* du Genre Humain. Là on ne savoit ce que c'étoit que bruler ou couper les Arbres, en Campagne. *XÉNOPHON* parle d'un Traité fait entre *Cyrus* & le Roi d'*Affirie*, par lequel il fut convenu, (3) que les *Laboureurs* de part & d'autre vivoient en paix, & qu'on ne feroit la Guerre que contre ceux qui auroient les armes à la main. Le fameux Capitaine *Timothée* donnoit à ferme les meilleurs endroits du *Païs*, où il étoit entré avec son Armée ; comme *POLYEN* (4) le raconte. *ARISTOTE* (5) ajoute, que ce Général vendoit les fruits aux *Ennemis* mêmes, pour paier les Soldats de l'argent qu'il en tiroit : ce que *Viriat* fit aussi en *Espagne*, au rapport (a) d'*APPIEN d'Alexandrie*. Nous avons vu pratiquer la même chose dans la Guerre des *Païs-Bas*, avec beaucoup de sagesse & d'utilité, au grand étonnement des *Etrangers*.

(a) Pag. 291.
Ed. H. Steph.

3. Les *CANONS*, qui sont pleins de leçons d'Humanité, proposent à l'imitation des *Chrétiens* cette manière d'agir, comme conforme à leur profession, qui les engage à être plus humains, que le reste des Hommes. C'est pourquoi il est ordonné dans ces *Canons*, (6) de ne faire aucun mal en tems de Guerre non seulement aux *Laboureurs*, mais encore aux Bêtes dont ils se servent pour le Labourage, & de ne pas leur prendre les graines qu'ils portent pour semer. C'est sans doute par la même raison, que les *Loix Civiles* (7) défendent de prendre en gage ou de saisir les choses qui servent au Labourage ; & qu'il n'étoit pas permis de tuer un Bœuf de charruë, chez les (b) *Phrygiens* & les *Cypriens*, d'où cette coutume passa ensuite aux (8) *Athéniens* & aux *Romains*.

(b) Nicol.
Damasc. Ex-
cerpt. Peiresc.
pag. 517. Dion
Chrysost. Orat.
LXIV.

§. V. ENFIN, il y a des choses qui sont de telle nature, qu'elles ne peuvent être d'aucun usage pour faire la Guerre, ni contribuer quoi que ce soit à la prolonger. Ainsi

la

(2) Παρά μὲν γὰρ τοῖς ἄλλοις ἀνθρώποις οἱ πόλεμοι καὶ ἀφαιρεῖν τὴν χώραν, ἀγεωργίαν καὶ ἀσκήσαντες· παρὰ δὲ ταῖς τῶν γεωργῶν ἐσθλῶν καὶ ἀσφύλων ἐμμένοντι οἱ πλεονεχῶν τῶν παραλαβῶν γεωργῶν, ἀνεπαίδητοι τῶν κινδύνων εἰσὶ. . . τὰς τε χώρας τῶν ἀντιπολεμικῶν ἔτι ἐμπυρίζουσιν, ἔτι δὲ διδρῶμιον. Lib. II. Cap. XXXVI. pag. 86. Ed. H. Steph. Καὶ ἡδεῖς ἂν πόλεμον περιτῶν γεωργῶν κατὰ τὴν χώραν, ἀδικήσιν, ἀλλ' ὡς κοινὸς ἐνεργέας ἡγούμενοι, πάσης ἀδικίας ἀπέχονται. Cap. XL. pag. 88.

(3) Καὶ ἐγένετο συνθήκη, τοῖς μὲν ἐργαζομένοις εἰρήνην εἶναι, τοῖς δ' ὀπλοφόροις πόλεμον. Cyrop. Lib. V. Cap. IV. §. 13. Ed. Oxon.

(4) Ἐγκαρπὸν ὅρων τὴν νῆσον [Σάμον] ἐξελὼν χωρίον ἐς προνομίαν, τὴν ἄλλαν καρπὸς ἀποδόμενον, ἀσφάλειαν τοῖς καρπολόγοις παρασχών &c. Strateg. (Lib. III. Cap. X. num. 9.) PLUTARCHUS dit la même chose des *Mégariens*, Quæst. Græc. (XVII. pag. 295. B.) Totila, lors qu'il se dispoit à assiéger Rome, ne fit point de mal aux *Païsans* par toute l'*Italie* : au contraire, il leur commanda de labourer la terre, comme auparavant, à la charge de lui paier les droits ordinaires, τὴν μὲν τοῖ γεωργῶν ἔδην ἄλλα ἀνά πάσαν τὴν Ἰταλίαν εἰσράατο ἀλλὰ τὴν γῆν ἐκέλευεν ἀδίδω, ἥπερ εἰσέδεισαν, ἑσασὶ γεωργεῖν, τὴν φέρει αὐτῷ ἀναφέρειας. PRO-COP. Gotthic. Lib. III. (Cap. XIII.) CASSIODORE dit, que la plus grande louange pour ceux qui défendent l'*Etat* par les armes, c'est de faire en sorte que, pendant ce tems-là, les *Païsans* ne discontinuent point les travaux de la Campagne : Defensorum maxima laus est, si, quum illi videantur prædictas regiones protegere, isti non desinant patrioticas possessiones excolere. Var. Lib. XII.

Cap. V. GROTIUS.

(5) Σάμον ἢ πολιορκῶν [ὁ Τιμόθεος] τὴν καρπὸς καὶ τὰ ἐπὶ τῶν ἀγρῶν ἀπιδίδωτο αὐτοῖς τοῖς Σαμίοις. Oeconomic. Lib. II. pag. 507. A. Tom. II. Ed. Paris.

(6) Voyez le Canon cité à la fin du §. 10. dans le Chapitre précédent.

(7) Outre l'utilité de l'Agriculture, on avoit ici égard à l'intérêt du Fisc, qui demandoit que les Débiteurs ne fussent point mis par là hors d'état de paier les tributs en leur tems : Exsequutores, à quocumque Judice dati, ad exigenda debita ea quæ civiliter possunt, servos aratores, aut boves aratorios, aut instrumentum aratorium, pignoris causâ de possessionibus non abstrahant, ex quo tributorum illatio retardatur. COD. Lib. VIII. Tit. XVII. Quæ res pignori obligari possunt &c. Leg. VII. Voyez CUIJAS, Observ. IV. 20.

(8) Καὶ τῆτο ἢ ἡν φυλαττόμενοι παρ' αὐτοῖς Βούν ἀρότην καὶ ὑπὸ ζυγῶν ποτήσασα συν ἀρότῳ, ἢ καὶ συν τῇ ἀμάξῃ, μηδὲ τῆτον θύειν, ὅτι καὶ ἐστὶ εἶναι ἂν γεωργός, καὶ τῶν ἐν ἀνθρώποις καμμάτων κοινῶς. ELIAN. Var. Hist. Lib. V. Cap. XIV. Voyez aussi COLUMELLA, de Re Rust. Lib. VI. princ. PORPHYRE, de non usu Animal. Lib. II. (pag. 173, & seqq.) Cela se pratiquoit aussi dans le *Péloponnèse*, comme nous l'apprend VARRON, de Re Rustic. Lib. II. (Cap. V.) A l'égard des *Romains*, voyez PLINIE, Hist. Nat. Lib. VIII. Cap. XLV. VEGETIUS, de Arte Veterinaria, Lib. III. GROTIUS.

§. V. (1) Mittunt Rhodii ad Demetrium Legatos, cum his verbis : Quæ, malum, inquit, ratio est, ut tu imaginem istam velis, incendio ædium facto, disperdere? nam si nos omnes superaveris, & oppidum hoc totum

la Raïson veut, qu'on les épargne, même en tems de Guerre. Telles sont les Peintures & les Tableaux: sur quoi voici ce que les *Rhodiens* disoient autrefois à *Démétrius le Preneur de Villes*, au sujet du Portrait de *Jalyse*, l'un des Fondateurs de leur Nation: (1) *A quoi pensez-vous, de vouloir détruire ce Portrait, en mettant le feu à nos Maisons? Si vous vous rendez maître de toute la Ville, aussi bien que de nos personnes, vous aurez ce Portrait en son entier, comme un fruit de votre victoire. Que si vous êtes obligé de lever le siège, considérez combien il vous sera honteux d'avoir fait la Guerre à un* (a) *Peintre mort, pour vous dédommager de ce que vous n'aurez pas pu vaincre les Rhodiens vivans.* POLYBE traite (2) de fureur, un acte d'hostilité par lequel on fait périr des choses, dont la destruction n'affoiblit point l'Ennemi, & n'apporte d'ailleurs aucun avantage au Destructeur, comme sont les Temples, les Portiques, les Statuës. CICÉRON louë (3) *Marcellus*, d'avoir épargné tous les Bâtimens & publics, & particuliers, sacrez & profanes, de la Ville de *Syracuse*, comme s'il fût venu avec son Armée pour les défendre, & non pour s'en rendre maître. Cet Orateur ajoûte, que les anciens (4) *Romains* laissoient aux Vaincus tout ce qui pouvoit faire plaisir à ceux-ci, & qu'ils regardoient eux-mêmes comme de peu d'importance.

§. VI. 1. ON doit observer cette maxime, pour la raison que je viens d'alléguer, en matière de toutes les choses qui sont faites pour l'ornement d'une Ville ou d'un Pais Ennemi. Mais il y a outre cela une raison particulière, qui engage à respecter celles qui sont destinées à des usages sacrez. Car, quoique ces sortes de choses soient à leur manière du domaine de l'État, comme nous l'avons (a) remarqué ailleurs; & qu'ainsi l'on puisse impunément, selon le Droit des Gens, les endommager ou les détruire: (b) cependant si l'on n'a rien à craindre de ce côté-là, il faut conserver les Edifices sacrez, & leurs dépendances, par respect (1) pour la Religion, sur tout si l'Ennemi, à qui elles appartiennent, fait profession d'adorer le même DIEU, & de le servir selon une même Loi, encore même qu'il y ait quelque différence par rapport à certains sentimens ou certains rites particuliers.

(a) *Protogène.*(a) *Chap. V. de ce Livre, §. 2.*
(b) *Sylvest. De Bell. P. 3. n. 5.*

2. Les

totum ceperis, imagine quoque illâ integrâ & incolumi per victoriam potieris. Sin verò nos vincere obediendo nequiveris, petimus, confideres, ne turpe tibi sit, quia non potueris bello Rhodios vincere, bellum cum Protogene mortuo gessisse. AUL. GELL. Noct. Attic. Lib. XV. Cap. XXXI. Voyez là-dessus PLINÉ, *Hist. Nat. VII. 38. XXXV. 10.* & PLUTARQUE, *Vit. Demetr.* (pag. 898. E.) La Lettre de *Bélisaire*, que nous avons rapportée ci-dessus, §. 2. Note II. contient la même pensée. GROTIUS.

(2) Le passage sera rapporté ci-dessous, à la fin du §. 7.

(3) *Itaque ædificiis omnibus, publicis, privatis, sacris, profanis, sic pepercit, quasi ad ea defendenda cum exercitu, non expugnanda, venisset.* In Verr. Lib. IV. Cap. LIV.

(4) *Apud eos autem, quos vestigiales aut stipendiarios fecerant, tamen hæc relinquebant [Majores nostri], ut illi, quibus ea jucunda sunt, quæ nobis levia videbantur, haberent hæc oblectamenta & solatia servitutis.* Ibid. Cap. LX.

§. VI. (1) C'est, selon POLYBE, une marque de souveraine folie, que d'outrager la Divinité, pour satisfaire le ressentiment qu'on a contre les Hommes: *Tò γὰρ τοῖς ἀνθρώποις ὀργιζόμενοι, εἰς τὸ Θεῖον ἀσεβεῖν, τῆς πάσης ἀλογιστίας ἐστὶ σημεῖον.* Excerpt. Persef. Cet Auteur a raison: car, comme le disoit l'Empereur *Alexandre Sévère*, il vaut encore mieux que l'on rende à la Divinité un culte religieux, quel qu'il soit, dans un Temple, que si ce lieu étoit livré à des gens, qui y tiendroient cabaret: *Quam Christiani quemdam locum, qui publicus fuerat, occupassent, contra Popinarii dicerent, sibi eum debere, rescripsit, Melius esse, ut quomodo-cumque illic Deus colatur, quam Popinarii dedatur.* LAMPRI D. Alex. Sev. (Cap. XLIX.) Le célèbre

TOM. II.

Hannibal épargna le Temple de *Diane* à *Sagonte*, par respect pour la Religion: Cui [Templo *Diane Sagunti*] pepercit, religione inductus, *Hannibal* &c. PLIN. *Hist. Nat. Lib. XVI. Cap. XL.* APPRIEN d'*Alexandrie* fait dire à *Brutus*, que c'étoit la coutume des *Romains*, de laisser même aux Ennemis étrangers les Temples de leurs Dieux: *Ὡς [ἱερῶν] ὅδ' τὰς ἀλλοφύλους πολεμίας ἀφ' ἑμαυτῶν &c.* De Bell. Civ. Lib. III. (pag. 516. Ed. H. Steph.) PLUTARQUE raconte, que les *Amphictyons* oppoisoient à la manière dont *Sylla* les traitoit, la modération d'un *Flaminius*, d'un *Manius Aquilius*, d'un *Emilius Paulus*, dont le premier, lors qu'il chassa *Antiochus* de la Grèce, & les deux autres, après avoir vaincu les Rois de *Macédoine*, épargnèrent non seulement les Temples des Grecs, mais encore les ornèrent & les enrichirent de magnifiques présens: *Εἰς μνήμην ἐβάλοντο [οἱ Ἀμφικτύονες] τῶτο μὲν τοι τὸν Φλαμίνιον, καὶ Μάνιον Ἀκύλιον, τῶτο δ' Αἰμιλίον Παῦλον ὃν ὁ μὲν, Ἀντίοχον ἐξελάσας τῆς Ἑλλάδος, οἱ δ' τὰς Μακεδόνων βασιλεῖς καταπολεμήσαντες, ἡ μόνον ἀπέχοντο τῶν ἱερῶν τῶν Ἑλληνικῶν, ἀλλὰ καὶ δῶρα καὶ τιμὴν αὐτοῖς καὶ σεμνότητι πολλὴν προσέθεσαν.* Vit. Syll. (pag. 459. C. D.) Le même Auteur louë *Agésilas* d'un semblable respect pour les Lieux Sacrez: & avant lui, l'Auteur Latin, qui a écrit la Vie de ce fameux Roi de *Macédoine*, lui rend ce témoignage, aussi bien que celui de regarder comme un sacrilège le mal qu'on fait aux personnes qui ont cherché un asyle dans les Temples, & imploré ainsi la protection des Dieux: *Tamen antequam ultit iræ religionem, & eos [qui ex fuga se in Templum Minervæ conjecissent] vetuit violari. Neque vero hoc solum in Græcia fecit, sed etiam apud Barbaros summa religione*

Aaa

ligione

2. Les Païens nous montrent ici l'exemple. THUCYDIDE témoigne, que, parmi les Grecs de son temps, (2) c'étoit une espèce de Loi générale, de ne point toucher aux Lieux Sacrez, lors qu'on faisoit irruption dans les terres d'un Ennemi. TITE LIVRE nous apprend, (3) que, quand les Romains rasèrent la Ville d'Albe, ils épargnèrent les Temples des Dieux. Le Poëte SILIUS ITALICUS (4) nous représente les Soldats, dans la prise de Capoue, saisis tout à coup d'un respect religieux, qui les empêcha de brûler les Temples. *Marcus Philippus* étant arrivé à Dius, (c) fit camper ses Troupes près du Temple même de cette Ville, afin de le mettre à couvert, & ce qu'il renfermoit, de tout acte d'hostilité. Un autre Général (5) Romain fut accusé de s'être rendu coupable de sacrilège d'une manière à faire réjaillir la faute sur le Peuple, en ce que, des ruines des Temples de l'Ennemi, il bâtissoit d'autres Temples; comme si ce n'eussent pas été par tout les mêmes Dieux qu'on adoroit, & qu'il eût fallu dépouiller les uns pour enrichir les autres. Les *Tectosagiens*, qui, avec d'autres Peuples, avoient pillé le Trésor du Temple de Delphes, (d) étant de retour chez eux, consacrerent cet argent, avec quelque somme de plus, pour apaiser la Divinité, dont ils craignoient la colère.

(c) Tit. Liv. Lib. XLIV. Cap. 7.

(d) Strabon. Geog. Lib. IV. pag. 188. Ed. Paris. Casaub.

(e) Liv. II. Chap. I.

3. Ce seroit donc une grande honte, si les Chrétiens témoignaient à cet égard moins de respect pour les choses saintes. Aussi AGATHIAS rapporte-t-il, (e) que les anciens Français épargnoient les Temples des Grecs, comme faisant, aussi bien qu'eux, profession de Christianisme.

4. On respectoit même autrefois les personnes, à cause de la sainteté des Temples, où elles s'étoient réfugiées. Il y en a un grand nombre d'exemples dans l'Histoire des Nations Païennes; ce qui me dispense d'en alléguer aucun: & il suffit de remarquer, que c'étoit une coutume qui avoit passé en loi parmi les Grecs, comme (6) les anciens

Auteurs

ligione omnia simulacra arasque consecravit. Itaque prædicabat, mirari se, non sacrilegorum numero haberi, qui supplicibus Deorum nocuissent; aut non gravioribus poenis adfici, qui religionem minuerent, quam qui fana spoliarent. [CORNELIUS NEPOS *Agathias*. Cap. IV.] Voyez encore VITRUVÉ, *De Architect.* Lib. II. (Cap. VIII.) DION CASSIUS, *Lib. XLIII.* PLUTARQUE, *Vit. Cæsar.* (pag. 720.) J. BRODÆUS, *Miscell.* Lib. V. (Cap. XXIX.) *Gabaon*, Roi des Maures, tout Païen qu'il étoit, désapprouvoit la conduite des Vandales, qui profanoient les Eglises des Chrétiens, & il faisoit réparer leurs irrévérences. Il espéroit que ces Peuples seroient punis de leurs impiétés par le Dieu des Chrétiens, quel qu'il fût; comme nous l'apprenons de PROCOPE, *Vandalic.* Lib. I. (Cap. VIII.) *Chosroës*, Roi de Perse, quoi qu'il ne fût pas non plus Chrétien, épargna l'Eglise que les Chrétiens avoient à Antioche. Idem, *Perfic.* Lib. II. (Cap. IX.) L'Empereur Justinien ayant trouvé parmi le butin qu'il fit sur les Vandales, les choses que *Vespasien* avoit autrefois enlevées du Temple de Jérusalem, & que *Gizeric* avoit ensuite emportées de Rome en Afrique, n'osa pas les garder, & les envoya à Jérusalem, pour être mises dans l'Eglise des Chrétiens. Idem, *Vandalic.* Lib. II. (Cap. IX.) Le Rabbin BENJAMIN, dans son *Itinéraire*, nous apprend le respect que les Mahométans ont conservé pour le lieu où étoient les os d'Ezéchiel, & des trois compagnons de Daniel. GROTIUS.

Je ne trouve nulle part dans POLYBE, les paroles mêmes que notre Auteur cite au commencement de cette Note. Mais il y a un sens semblable en deux endroits des *Excerpta Peiresciana*, pag. 66. & 169.

(2) Πᾶσι γὰρ [Ἑλλήσι] εἶναι καθιερός, ὁὐκ ἐπὶ τῶν ἀλλῶν, μετὰ τῶν ἐνῶν ἀπέχεται. Lib. IV. Cap. XCVII.

(3) Templis tamen Deum (ita enim edictum ab Rege fuerat) temperatum est. Lib. I. Cap. XXIX. in fin.

(4) Ecce repens tacito percurrit pectora sensu

Religio, & sevos componit numine mentes: Ne flammam tædæque velint, ne templa sub uno In cinerem traxisse rogo —

Punic. Lib. XIII. vers. 316, & seq. Edit. Drakenborg. (5) C'étoit *Quintus Fulvius Flaccus*, Censeur: *Et obstringere religione Populum Romanum, ruinis Templorum Tempia ædificantem, tamquam non iidem ubique Dii immortales sint, sed spoliis aliorum alii colendi exornandæque.* TIT. LIV. Lib. XLIII. Cap. III. num. 9.

(6) Οἱ μὲν ἐν Ὀρχομένῳ τὰς ἱεῖρας βιβάδας ἀσκήσαντες, ἀπαύτας ἀνείδον, παρὰ τὰ κοινὰ τῶν Ἑλλήνων νόμιμα. DIODOR. SICUL. Lib. XIX. Cap. LXXIII. pag. 705. Ed. H. Steph.

(7) Testantur hoc Martyrum loca, & Basilicæ Apostolorum, quæ in illa vastatione urbis ad se confugientes, suos alienosque, receperunt. bucræque cruentus sæviebat inimicus: ibi accipiebat limitem trucidationis furor: illo ducebantur à miserantibus hostibus, quibus [Il faut nécessairement corriger ici, qui: car, ST. AUGUSTIN distingue ceux qui étoient modérez, d'avec ceux qui étoient plus impitoyables; & OROSE, qui rapporte la même histoire, Lib. VII. Cap. XXVIII. confirme cette manière de lire] etiam extra illa loca pepercant, ne in eos incurrerent, qui similem misericordiam non haberent: qui tamen ipsi alibi truces, atque hostili more sævientes: posteaquam ad loca illa veniebant, ubi fuerat interdictum quod alibi jure belli licuisset, tota sæviendi refranabatur immanitas, & captivandi cupiditas frangebatur. De Civit. Dei, Lib. I. (Cap. I.) Ce passage a été copié par ISIDORE, in *Chronic.* Goth. sur l'an 447. Au reste, la chose arriva sous *Alaric*, Prince Arrien, dont CASIODORE nous a conservé une autre action mémorable, par laquelle il se signala dans la même occasion. Voici le fait. On lui apporta les Vaisseaux Sacrez, pris de l'Eglise de St. Pierre. Il demanda ce que c'étoit; & comme on lui eut dit d'où on les avoit tirés, il les fit rapporter dans l'Eglise par ceux-là même qui les en avoient enlevés: Nam, quum Rex Alaricus,

Auteurs le disent formellement. Pour ce qui est des *Chrétiens*, ST. AUGUSTIN (7) loué les *Goths*, de ce que, dans la prise de Rome, la fureur du Soldat n'avoit point franchi les bornes de l'azyle, que les Vaincus alloient chercher dans (8) les Eglises qui portoient le nom des Apôtres, & dans les lieux consacrés à la mémoire des Martyrs; la vue de ces saints lieux aiant d'abord arrêté, dans les plus déterminés, l'ardeur de tuer, & le désir de faire des Prisonniers.

§. VII. C'est que je viens de dire des Choses Sacrées, il faut l'entendre aussi des Sépulcres, & même des Monumens vuides érigés en l'honneur des Morts. Car, quoique le Droit des Gens accorde l'impunité à ceux qui déchargent leur colère contre ces sortes de choses; on ne sauroit y toucher, sans fouler aux pieds les Loix de l'Humanité. Les Jurisconsultes (1) disent, que tout ce qui intéresse le respect religieux pour les Lieux consacrés à la Sépulture, doit être d'une très-grande considération. Voici une sentence pieuse, que l'on trouve dans les *Troïennes* d'EURIPIDE, & qui regarde les Sépulcres, aussi bien que toutes les Choses Sacrées: (2) *C'est être bien insensé que de saccager les Villes, de détruire les Temples, les Tombeaux, la demeure sacrée des Morts. Malheur à qui en use de cette manière: il périra lui-même à la fin.* APOLLONIUS de Tyane parlant de la Fable des Géans, qui escaladèrent le Ciel, l'explique (3) comme s'ils avoient forcé les Temples ou la demeure des Dieux. Le Poète STACE (4) traite de Sacrilège Hannibal, parce qu'il mit le feu aux Autels. Scipion, après la prise de Carthage, fit des présens aux Soldats, excepté, dit APPIEN, (5) ceux qui avoient profané le Temple d'Apollon. DION CASSIUS (6) rapporte, que Jules César n'osa point détruire un Trophée, que Mithridate avoit élevé, parce qu'il étoit consacré aux Dieux de la Guerre. Marcellus, (7) par respect pour la Religion, ne toucha point aux choses que la Victoire avoit rendues profanes; comme le remarque CICÉRON. Cet Orateur ajoute, (8) qu'il y a des Ennemis, qui, au milieu de la Guerre, ne lussent pas d'observer religieusement les Loix de la Religion, & ce qui est établi

rius, urbis Romæ deprædatione satiatu, Apostoli Petri vasa, suis deferentibus, excepisset, mox, ut rei causam, habita interrogatione, cognovit, sacris liminibus deportari diripientium manibus imperavit: ut cupiditas, quæ, deprædationis ambitu, admiserat scelus, devotione largissimâ deleret excessum. Var. Lib. XII. Cap. XX. GROTIUS.

Dans le passage de ST. AUGUSTIN, il n'y a rien à corriger, s'il en faut croire GRONOVIVS, dont on peut voir la Note.

(8) Les *Goths*, qui assiégèrent Rome, sous le Roi Vitigès, épargnèrent aussi ces mêmes Eglises, comme nous l'apprenons de PROCOPE, *Gothic. Lib. II.* (Cap. IV.) Les Barbares même, non Chrétiens, trouvèrent un azyle dans ces saints lieux. Voyez ZOSIME, *Lib. IV.* (Cap. XL.) au sujet des *Tomitains*. Il y a là-dessus une bonne Loi des *Suisses*, rapportée par SIMLER, de *Rep. Helvet.* (pag. 302. Edit. Elzevir.) Voyez encore NICEPHAS, dans l'Histoire de l'Empereur Alexis Comnène, (Cap. IV.) & l'endroit où le même Historien blâme les *Siciliens* de ce qu'ils avoient profané les Eglises d'Antioche. In Andronic. (Cap. IX.) GROTIUS.

§. VII. (1) *Num summam esse rationem, quæ pro religione fuit. DIGEST. Lib. XI. Tit. VII. De Religiosis, & sumtibus funerum &c. Leg. XLIII.*

(2) Μῶγε δ' ἔτι, θνητὸν ὅστις ἐκπορεύει πόλεις,
Ναὺς τε τοιούθης δ', ἱερὰ τῶν κεκληκότων,
Ἐξημίαι δὲς, αὐτὸς ὥλεσ' ὕπερον.

Verf. 95, & seqq.

(3) Οὐ μὲν ἐς ἀγῶνα ἐλθεῖν [Γίγαντας] τοῖς Θεοῖς,
ἀλλ' ὑβρίσαι μὲν τάχα ἐς τὰς νεῶς αὐτῶν, καὶ τὰ ἐδη.

PHILOSTRAT. De Vit. Apoll. Tyan. (Lib. V. Cap.

XVI. Ed. Olear.) C'est ainsi que DIODORE de Sicile explique une autre Fable ancienne, je veux dire celle d'Épée. GROTIUS.

C'est dans les *Excerpta* publiés par HENRI DE VALOIS, que notre Auteur a trouvé le passage, dont il veut parler. Mais il n'y a point là de Fable, dont l'Historien donne une explication: il rapporte tout simplement, qu'Épée, Roi de Sicione, détruisoit les Temples & les Autels: & il appelle cela, faire la guerre aux Dieux. Voici le passage: Ὅτι Ἐπαεὺς, βασιλεὺς Σικυῶνων, τὰς Θεῶν εἰς μάχην προκαλέμενος, τὰ τέμνη καὶ τὰς βωμὸς αὐτῶν ἐλυμαίνετο. Pag. 221.

(4) *Præcipue quum sacrilegus [Hannibal] face miscuit arces*

Ipsius [Herculis] — —

Sylv. Lib. IV. Sylv. VI. vers. 82. Notre Auteur, qui ne marque point l'endroit, d'où il a tiré les paroles qu'il cite apparemment de mémoire, change arces en aras, & fait dire au Poète: Deum face miscuit aras.

(5) Μετὰ δ' ἔτι ἀρετὴ πολλὰ διδῶκε ἄπασιν, χωρὶς τῶν ἐς τὸ Ἀπολλωνίον ἀμαρτάνων. De Bell. Punic. pag. 83. Ed. H. Steph.

(6) Καθελεῖν ἐκ ἐτόλμηση, ὡς τοῖς ἐμπολεμίοις Θεοῖς ἱερῶμενον. Lib. XLII.

(7) Le passage a déjà été cité ci-dessus, Chap. V. de ce Livre, §. 2. Note 3.

(8) C'est un peu plus haut: Quæ [ædes Minervæ] ab eo [Verre] sic spoliata atque directa est, non ut ab hoste aliquo, qui tamen in bello, religionis & consuetudinis jura retineret, sed ut à barbaris prædonibus vexata esse videretur. In Verr. Lib. IV. Cap. LV.

établi par les Coutumes des Peuples. Il appelle ailleurs (9) une Guerre abominable, les actes d'hostilité que Brennus exerça contre le Temple d'Apollon. TITE LIVE (10) traite d'action vilaine, & d'attentat insolent contre la majesté des Dieux, ce que fit Pyrrhus, lors qu'il pillà le Trésor de Proserpine. Le même Historien appelle une (11) Guerre exécrable, une fureur, une suite de crimes, celle de Philippe, qui l'avoit, dit-il, déclarée aux Dieux & du Ciel, & des Enfers. FLORUS parlant du même Prince, (12) dit, qu'en violant les Temples, les Autels, & les Sépulcres, il porta les droits de la Victoire au delà des justes bornes. Et voici la réflexion que fait POLYBE, à l'occasion de cette même expédition: (13) Détruire des choses, qui ne nous font d'aucun secours ni d'aucune utilité pour la Guerre, sans que d'ailleurs leur perte diminue les forces de l'Ennemi, sur tout les Temples, les Statues, & autres semblables ornemens; n'est-ce pas le comble de l'extravagance & de la fureur? Cet Historien ajoute, que, quand même on le feroit par droit de représailles, ce ne feroit pas une excuse suffisante.

§. VIII. 1. NOTRE dessein, dans cet Ouvrage, n'est pas proprement de donner des Régles de Politique, ou d'examiner ce qu'il est avantageux de faire ou de ne pas faire; mais seulement de ramener la licence de la Guerre à ce qui est permis par le Droit Naturel, ou à ce qui est le meilleur entre les choses permises. Cependant le peu de cas qu'on fait aujourd'hui de la Vertu me donne lieu de croire que je puis, sans la choquer, tâcher de la rendre estimable aux yeux des Hommes par les avantages qu'elle procure, puis que, de la manière qu'ils sont disposés, elle n'a pas par elle-même assez d'attraits pour gagner leurs cœurs. Je vais donc marquer ici les fruits qu'on retirera de la conservation des choses dont je viens de parler, qui sont de telle nature, qu'elles ne servent de rien à prolonger la Guerre.

2. Premièrement, on ôtera par là à l'Ennemi une des plus puissantes armes, je veux dire, le Désespoir. C'est ce qu'avoit bien compris Archidame, Roi des Lacédémoniens; car voici comment THUCYDIDE le fait parler: (1) Regardez, dit-il, les Terres de l'Ennemi, comme une espèce d'otage, d'autant plus sûr, qu'elles seront mieux cultivées. Ainsi il faut les épargner, autant qu'il est possible, de peur que le désespoir ne rende les Ennemis plus opiniâtres, & plus difficiles à réduire. Un autre Roi de Lacédémone, le célèbre Agésilas, suivit le même principe, lors que, contre l'opinion des Achéens,

(2) il

(9) Quod contigisse Brenno dicitur, ejurque Galliciis copis, quum fano Apollinis Delphici nefarium bellum intulisset. De Divinat. Lib. I. Cap. XXXVII.

(10) Qui [Pyrrhus] quum ex Sicilia relictus, Locros classe præterveheretur, inter alia fæda . . . facinora . . . thesauros quoque Proserpinæ, intactos ad eam diem, spoliavit . . . Quâ tantâ clade edoctus tandem Deos esse superbissimum Rex, pecuniam omnem conquistam in thesauros Proserpinæ referri jussit. Lib. XXIX. Cap. XVIII. num. 4, 6. DIODORE de Sicile traite d'impiété, ce que fit Himilcon, lors qu'il pillà les Temples de Cérès & de Proserpine: Καὶ τὰς νεῶς τῆς τε Δήμης & Κόρης ἐσολησεν ὑπὲρ ἂν ταχὺ τῆς εἰς τὸ θεῖον ἀσεβείας ἀξίαν ὑπέρε τιμωρίαν. Lib. XIV. (Cap. LXIV. pag. 430. Ed. H. Steph.) GROTIUS.

(11) Adeo omnia simul divina humanaque jura polluerit, ut priore populatione cum infernis Diis, secundâ cum Superis, bellum nefarium gesserit. Lib. XXXI. Cap. XXX. num. 4. In Deos Superos inferosque nefanda ejus scelera &c. Ibid. Cap. XXXI. num. 3. Præbuit huic furori materiam &c. Cap. XXVI. num. 11.

(12) Quum ille [Philippus] ultra jam victorie, in Templo, Aras, & sepulcra ipsa sacrolegit. (Lib. II. Cap. VII. num. 4.) POLYBE rapporte & condamne en même tems d'une manière bien forte une semblable ac-

tion de Prusias, Roi de Bithymie. Le passage se trouve dans SUIDAS, au mot Πρυσίας, & dans les Excerpta Peiresciana, (pag. 169. Ed. Paris. pag. 1468. Ed. Amst.) GROTIUS.

(13) Τὰ δὲ μὴτε τοῖς ἰδίοις πράγμασιν ἐπικερδίαν μέλλουσα μὴδ' ἡντινὲν παρασκευάζειν, μὴτε τοῖς ἐχθροῖς ἐλάττωσιν πρὸς γὰρ τὸν ἐνεστώτα πόλεμον ἐκ περιττοῦ καὶ καὶς, ἀλλὰ δὲ τέτοις ἀνδρείαις, καὶ πᾶσαν δὴ τὴν τοιαύτην κάτασκευὴν λυμαινέσθαι πῶς οὐκ ἂν εἴποι τις εἶναι τρέψας καὶ θυμὸν λυτῶντ' ἐργον. Lib. V. Cap. XI.

§. VIII. (1) Μὴ γὰρ ἄλλο τι νομίσῃς τὴν γῆν αὐτῶν, ἢ οὐκ ἔχειν καὶ ἐκ ἡσσον, ὅσων ἀμεινοὶ ἐξελογασαί. ἢς φειδόμεναι καὶ ὡς ἐπὶ πλείστον, καὶ μὴ ἐς ἀπονοίαν κατὰ σῴσινας αὐτὰς, ἀληπιότῃρας εἶναι. (Lib. I. Cap. LXXXII.) C'est justement ce que dit un Poète Satyrique:

— Spoliatis arma supersunt.

[JUVENAL. VIII. 124.] GROTIUS.

(2) Ὁ δὲ [Ἀγησίλαος] ἀπεκρίνατο, ὅτι τὰ ἐναντία λέγοιεν [οἱ Ἀχαιοὶ] τὸ συμφέρον. Ἐγὼ μὲν γὰρ, ἔφη, στρατεύομαι πάλιν δεῦρο ἐς τὸ ἐπὶν θεῶν ὑποῖ, ὅσων ἂν πλείονα σπείρωται, τοσῶτον μάλλον τῆς σιγῆς ἐπιτυμήσκει. XENOPH. Hist. Græc. Lib. IV. (Cap. VI. §. 13. Ed. Oxon.) PLUTARQUE fait aussi mention

(2) il laissa les *Acaruniens* semer paisiblement leurs Terres, disant, que, plus ils auroient semé, & plus ils fouhaiteroient la paix. TITE LIVE, dans l'endroit où il raconte la prise de Rome par les Gaulois, (3) nous apprend, que les Principaux de cette Armée étrangère & ennemie ne voulurent pas qu'on brûlât toutes les maisons, afin que ce qui en resteroit fût comme un gage qui leur fit concevoir quelque espérance de fléchir les esprits des Assiégés.

3. De plus, en usant de la modération dont il s'agit, on donne lieu de croire que l'on a grande espérance de remporter la victoire : & la Clémence, par elle-même, est propre à domter & à gagner les esprits. C'est dans cette dernière vuë qu'*Hannibal*, au rapport de TITE LIVE, (4) ne fit aucun dégât dans le territoire de Tarente ; & César Auguste, dans la Pamonie, selon (5) DION CASSIUS. Le Général *Timothée*, en faisant ce que nous avons rapporté de lui ci-dessus, se proposoit, entr'autres choses, (6) de gagner l'affection des Ennemis. Et *Flaminius*, dont nous avons aussi parlé, éprouva bien-tôt cet effet de sa retenue : car, dès qu'il fut arrivé en *Thessalie*, toutes les Villes se rangèrent de son parti : les Grecs même, qui étoient en deçà des *Thermopyles*, le fouhaitoient ardemment : & les *Achéens* renoncèrent à l'amitié de *Philippe* pour entrer dans l'alliance des Romains ; comme (7) PLUTARQUE l'a remarqué. Dans la Guerre où *Céréalès* commandoit, sous les auspices de *Domitien*, contre le Batave *Civilis*, & ses Alliez, la ville de *Langres* aiant évité le pillage, qu'elle craignoit, se soumit volontiers à l'obéissance du Vainqueur, & lui fournit même soixante-dix mille hommes, comme nous l'apprenons de (8) FRONTIN. Une conduite contraire a aussi un succès tout opposé ; & TITE LIVE nous en fournit un exemple en la personne d'*Hannibal*, (9) qui s'abandonnant à son avarice & à sa cruauté, ravageant & pillant tout ce qu'il ne pouvoit garder, aliéna les esprits non seulement de ceux qui suffroient cet indigne traitement, mais encore de tous les autres, qui craignoient d'être exposez de sa part à une semblable désolation.

4. Quelques (a) Théologiens ont remarqué, qu'il est du devoir des Souverains & des Généraux, qui veulent être regardez comme bons Chrétiens & devant DIEU, & devant les Hommes, d'empêcher le pillage des Villes, & autres actes d'hostilité de cette nature, comme ne pouvant être exécutez sans causer beaucoup de mal à un grand nombre de personnes innocentes, & d'ailleurs étant souvent de peu de conséquence pour

(a) *Ægid. Regius*, de actibus Superb. Disp. XXXI. Dub. 7. num. 127.

tion de cela, dans la Vie d'*Agésilas* (pag. 608. B.) GROTIUS.

(3) *Et non omnia concremari testā [placuerat principibus Gallorum] ut quodcumque superesset urbis, id pignus ad flecēdos hostium animos haberent &c.* Lib. V. Cap. XLII. num. 2. C'est une imitation du passage de THUCYDIDE, rapporté dans la I. Note de ce paragraphe, à ce que prétend MATTHIAS BERNEGGER, dans ses *Observationes Miscellæ*, publiées à Strasbourg en 1669. Obl. XII. où il dit bien des choses & apporte plusieurs autorités, tout-à-fait les mêmes que celles qu'on trouve ici, sans citer néanmoins notre Auteur, qui avoit écrit long tems auparavant.

(4) *In Tarentino demum agro pacatum incedere agmen cepit. nihil ibi violatum, neque usquam viā excessum est : adparebatque non id modestia militum, aut ducis, nisi ad conciliandos Tarentinorum animos fieri.* Lib. XXIV. Cap. XX. num. 10.

(5) *Ἐπὶ ἐν τέτῳ ὁ Καῖσαρ τότε στρατῦσας, τὸ μὲν πρῶτον ἐκείνῃ ἤρπαξε, καίτῃς καὶ τὰς πόλεις αὐτῶν τὰς ἐν τοῖς πεδίοις ἐκλιπόντων (ἡλίς γὰρ ἱερὰντας αὐτοὺς ἐπ'αἰθερῶν) &c.* Lib. XLIX. pag. 472. D. E. Edit. II. Diss.

(6) *Τὸ δὲ τέτῳ μείζον, πολλὴν τὴν εὐνοίαν παρὰ τῶν*

πολεμίων ἐθήρευν. POLYÆN. Strateg. Lib. III. Cap. X. §. 9.

(7) *Καὶ μὲν τοὶ καὶ παρείκον αὐτοῖς τὰ γινόμενα τῆς εὐταξίας αἰσθῆσιν. προσεχώρεν μὲν γὰρ αἱ πόλεις αἰσθόμενοι Θετταλίας : οἱ δὲ ἐντὸς Πολῶν Ἕλληνες ἐπὶ τὴν καὶ διεπλόντο ταῖς ὁρμαῖς πρὸς τὸν Τίτον Ἀχαιοὶ δὲ τὴν Φιλίππου συμμαχίαν ἀπειπάμενοι, πολέμῳ ἐνηφίσαντο, μετὰ Ῥωμαίων πρὸς αὐτόν.* Vit. Flamin. pag. 371. D.

(8) *Auspiciis Imperatoris Cæsaris Domitiani Augusti, Germanico bello, quod Julius Civilis in Gallia moverat, Lingonum opulentissima civitas, que ad Civilem desciverat, quum adveniente exercitu Cæsaris populationem timeret, quod contra expectationem inviolata, nihil ex rebus suis amiserat, ad obsequium redacta, septuaginta milia armatorum ei tradidit.* Strateg. Lib. IV. Cap. III. num. 14.

(9) *Præceps in avaritiam et crudelitatem animus, ad spolianda, que tueri nequibat, ut vastata hosti relinquerentur, inclinavit. Id sædum consilium, quum incepto, tum etiam exitu, fuit. neque enim indigna patientium modo alienabantur animi, sed ceterorum etiam ; quippe ad plures exemplum, quam calamitas, pertinebat.* Lib. XXVI. Cap. XXXVIII. num. 3, 4.

pour les affaires principales de la Guerre. J'entre tout-à-fait dans cette pensée. Ces fortes de violences sont presque toujours contraires à la Charité Chrétienne, & d'ordinaire même à la Justice. La liaison qu'il dit y avoir entre les *Chrétiens* est sans contredit plus grande, que l'union des anciens *Grecs* : cependant il étoit défendu, parmi eux, en vertu d'une Ordonnance (10) du Conseil des *Amphictyons*, de saccager aucune Ville Gréque, quelque Guerre qu'il y eût. Et les anciens Auteurs nous disent, que la chose dont *Alexandre le Grand* (11) se repentit le plus, ce fut d'avoir détruit la Ville de *Thébes*.

CHAPITRE XIII.

De la MODÉRATION qu'on doit garder au sujet des CHOSSES PRISES sur l'Ennemi.

I. Que l'on peut retenir ce que l'on a pris aux Sujets même de l'Ennemi, jusqu'à la concurrence de la valeur de ce qui nous est dû : II. Mais non pas en punition du crime d'autrui. III. Que la dette, dont il s'agit, comprend le dommage qui naît de la Guerre même. Exemples de cela. IV. Que l'Humanité veut néanmoins, qu'on n'ise pas ici à la rigueur de tout son droit.

§. I. I. IL NE faut pas non plus s'imaginer, que l'on puisse prendre ou garder innocemment tout ce qui appartient à l'Ennemi, quelque juste que soit la Guerre. (a) Car, selon les règles (1) de l'Honnêteté & de la Justice, cela n'est permis, qu'à proportion de ce que l'Ennemi nous doit. (b) On peut bien s'emparer de quelque chose au delà, si notre sûreté le demande; puis que cette raison nous autorise à prendre même ce qui appartient à des États neutres : mais, le péril passé, il faut restituer ce que l'on a pris, ou la valeur, selon les principes établis (c) ci-dessus. En ce cas-là donc on a droit de prendre, mais sans pouvoir s'approprier rien légitimement. 2. Il y a deux raisons, pour lesquelles l'Ennemi peut nous devoir quelque chose : l'une est, une inégalité, d'où il résulte quelque lésion à notre désavantage ; l'autre est, une offense, (2) qui mérite punition. On a droit de s'approprier le bien de l'Ennemi, pour l'un & l'autre de ces sujets, mais avec quelque différence. Nous avons remarqué (d) ci-dessus, qu'en vertu d'une Dette de la première sorte, non seulement les biens

(a) *Franc. Victoria*, De Jure Belli, num. 55, 56.
(b) *Cajetum*, in Summ. Peccat. verb. *Belli damnum*. *Co-warvuv*, ad C. Peccatum, Part. II. §. 11.
Victor, de Jur. Belli. num. 39, & 41. *Molin*. II. Tract. Disp. 117.
(c) *Liv*. II. Chap. II.
(d) *Chap*. II. de ce Livre.

(10) C'est ce que nous apprenons de l'Orateur *ESCHINE* : *Ἐν οἷς ἐνοχον ἦν τοῖς ἀρχαίοις, μηδεμίαν πόλιν τῶν Ἀμφικτυονίδων ἀνάσσειν ποιεῖν* &c. De male obita legat. pag. 262. A. Ed. Basil. 1572.

(11) Voyez *PLUTARQUE*, dans la Vie de ce fameux Conquérant, pag. 671. B.

CH. XIII. §. I. (1) Voyez le jugement du Pape Innocent, rapporté par *ΒΕΜΒΕ*, *Hist*. Lib. I. *GROTIUS*.

C'est le Pape Innocent VII. dont les Nonces prononcèrent à *Trente*, en son nom, Que l'Empereur *Sigismond* aiant été l'agresseur, dans la Guerre des *Grisons*, & les *Vénitiens* aiant fait de grandes dépenses pour soutenir cette Guerre ; ceux-ci étoient en droit de garder deux Forts, qu'ils avoient pris à l'Empereur : mais que cependant le S. Père prioit le Sénat de *Venise*, de vouloir bien rendre de lui-même ces places,

pour ne pas donner lieu à une rupture entre l'Empereur & le Saint Siège &c. *Hist. Venet*. Lib. I. fol. 12. Ed. Venet. 1551.

(2) Les Romains condamnèrent *Prusias*, Roi de *Bithynie*, à dédommager non seulement *Attale*, Roi de *Pergame*, mais encore à lui paier une amende, pour punition. *APPIAN*. *Alexandr*. De Bell. *Mithridat*. (pag. 172, 173. Ed. H. Steph.) *GROTIUS*.

(3) Voyez ci-dessus, *Liv*. II. Chap. XI. §. 1. num. 5.

(4) Nous avons fait voir ci-dessus, *Chap*. II. de ce Livre, §. 2. Note 1. que cela est fondé sur des raisons indépendantes de ce consentement des Peuples, qui est supposé, mais non pas prouvé.

§. II. (1) Ces raisons prouveroient seulement, que l'on ne doit pas s'en prendre aux Sujets avec tant de rigueur, pour la dernière sorte de Dette, que pour la première. Car s'il y a quelque Guerre purement pénale,

biens du Débiteur sont comme hypothéqués au Créancier, mais encore ce qui appartient à ses Sujets, qui sont comme répondans de la dette, selon le Droit établi parmi les Peuples. Et ce Droit des Gens est, à mon avis, d'une autre nature, que celui qui emporte une simple impunité, ou dont l'usage n'est maintenu & autorisé qu'extérieurement, par l'effet d'une Sentence, juste ou injuste. Car comme ceux avec qui l'on a traité acquièrent sur notre bien, en vertu de notre consentement propre & privé, un droit non seulement extérieur, mais encore intérieur, c'est-à-dire, dont ils peuvent user en conscience: ils l'acquièrent aussi en vertu du consentement d'un Corps, dont on est Membre; parce que ce consentement du Corps renferme le consentement de chacun des Particuliers qui le composent, dans le même sens & de la même manière que la Loi est appelée (3) *une Convention générale de l'Etat*. Il y a d'autant plus d'apparence que, dans l'affaire dont il s'agit, (4) les Peuples ont jugé à propos de rendre chaque Particulier responsable du consentement public, que cette Loi du Droit des Gens n'a pas été seulement établie pour éviter un plus grand mal, mais encore pour mettre chacun en état d'obtenir ce qui lui est dû.

§. II. 1. MAIS pour ce qui regarde l'autre sorte de Dette, qui rend le Débiteur sujet à être puni, je ne vois pas que le consentement des Peuples y ait attaché cet effet, de donner droit au Créancier sur les biens même des Sujets du Débiteur. Car c'est une chose odieuse, de vouloir que le bien de quelcun soit engagé pour une Dette d'autrui: & ainsi un tel engagement ne doit point être étendu au delà de l'intention manifeste de ceux qui le font ou qui l'autorisent. (1) D'ailleurs il n'y a pas une raison d'utilité d'aussi grand poids, qui ait pu obliger à établir en matière de la dernière sorte de Dette, ce que l'on a établi au sujet de la première. Car ce qui nous est dû à cause de quelque lésion, fait partie de nos biens; mais non pas ce qui nous est dû en forme de punition; de sorte qu'on peut, sans recevoir du dommage, ne pas poursuivre cette dernière sorte de Dette.

2. En vain objecteroit-on ce que nous avons (a) dit ci-dessus d'une Loi d'Athènes, par laquelle il étoit permis de se saisir d'un certain nombre de personnes, pour cause de meurtre commis dans le País, quoi qu'elles n'y eussent aucune part. Car ces personnes-là n'étoient pas proprement rendues responsables d'un crime que l'Etat eût commis, & pour lequel il méritoit punition: mais (2) on s'en prenoit à elles seulement pour contraindre l'Etat à faire ce qu'il devoit, c'est-à-dire, à juger le Coupable. Or cette obligation, fondée sur un Devoir, se rapporte à la première sorte de Dette, & non pas à la dernière, dont il s'agit. En effet, autre chose est d'être obligé à punir; & autre chose, de devoir ou de pouvoir être puni. Il est vrai que le dernier suit ordinairement de ce que l'on manque au premier: mais ce sont toujours deux choses

(a) Chap. II. de ce Livre, §. 3.

nale, qui soit juste, comme notre Auteur le reconnoît, & que, dans une telle Guerre, il n'y ait pas moyen de tirer satisfaction de l'offense reçue, ou du crime commis, sans s'en prendre aux biens des Sujets même qui n'y ont aucune part, & sans les garder; je ne vois pas pourquoi les Sujets ne répondroient pas alors du fait de l'Etat, aussi bien que quand il s'agit du refus de ce qui est dû, par exemple, en vertu d'un Traité. Les raisons, que j'ai alléguées ailleurs, fondées sur la constitution même des Sociétés Civiles, (Chap. II. de ce Livre, §. 2. Note 1.) subsistent ici dans toute leur force, sans avoir même besoin d'un consentement tacite des Peuples.

(2) Mais par cela même qu'on se faisoit de ces personnes, on supposoit du moins que l'Etat pouvoit se rendre coupable par un déni de justice; sans quoi il n'auroit point été nécessaire d'en venir là. D'ail-

leurs, lors que l'Etat avoit actuellement refusé de punir ou de livrer le Meurtrier, & que par là il s'étoit lui-même rendu digne de punition; on ne relâchoit pas sans doute les personnes dont on s'étoit saisi pour ce sujet: autrement, à quoi bon les auroit-on prises? Pourquoi donc la liberté des Sujets pourroit-elle être ainsi engagée pour un crime de l'Etat, plutôt que leurs Biens? Ceux-ci leur sont-ils plus chers? En vain diroit-on, que ce n'étoit que pour un tems, que les Sujets étoient dépourvus de leur liberté, c'est-à-dire, jusqu'à ce que l'Etat eût fait ce qu'il devoit. Car il pouvoit aisément arriver, que les Prisonniers mourussent avant cela: & on dira aussi, à l'égard des Biens, que l'on s'en saisit jusqu'à ce que l'Etat ait fait de ses propres biens, ou autrement, une satisfaction qui réponde à la peine qu'il mérite.

choses différentes, puis que l'une est la cause, & l'autre l'effet.

3. Concluons donc, qu'on ne peut point s'approprier les biens des Sujets d'un Ennemi, pour tirer par là vengeance de quelque offense qu'on a reçue de lui ; à moins que les Sujets ne se soient rendu eux-mêmes coupables en quelque manière, comme font les Magistrats Subalternes, qui ne punissent point les crimes commis contre des Etrangers.

(a) *Sylvan.*
verb. *Belum*,
num. 10. *Fr.*
Victor. num.
51. *Bartol.* in
L. *Si quid bel-*
lo, 28. *D. De*
Captiv. &
Postlim.

§. III. AU RESTE, on peut prendre & s'approprier les biens des Sujets de l'Ennemi, non seulement pour l'aquit de la Dette principale, qui est cause de la Guerre, mais encore pour le paiement de la nouvelle Dette, survenuë à l'occasion de la poursuite de l'ancienne ; selon ce que nous avons établi au commencement de ce dernier Livre. Et c'est ainsi qu'il faut entendre ce que disent quelques (a) Théologiens, Que les prises faites pendant la Guerre ne se compensent point avec la Dette principale, car cela n'est vrai qu'en supposant que celui, à qui appartenait le butin, n'ait pas fait d'ailleurs une satisfaction raisonnable pour le dommage causé dans la Guerre même. Sur ce principe, les Romains autrefois, quand le Roi Antiochus leur fit faire des propositions de paix, prétendirent, au rapport de (1) TITE LIVE, que ce Prince ayant été cause de la Guerre par sa faute, il en devoit paier tous les frais : condition, que JUSTIN (2) appelle *juste*. Les Samiens y font condamnez, dans (3) THUCYDIDE ; & on trouve ailleurs un grand nombre d'exemples semblables. Or si l'on impose justement cette loi aux Vaincus, on peut aussi sans contredit ne point mettre bas les armes, jusqu'à ce qu'ils veuillent s'y soumettre.

§. IV. I. IL FAUT pourtant se souvenir encore ici de ce que nous avons dit ailleurs, Que les Régles de la Charité s'étendent plus loin, que celles du Droit. Posons un homme fort riche, qui a un Débiteur pauvre ; ce Créancier ne se rendra-t-il pas coupable d'une souveraine inhumanité, s'il dépouille entièrement son Débiteur, pour avoir jusqu'au dernier quadrain de ce qui lui est dû ? Sur tout si la Dette n'a été contractée que par un effet de bonté, qui le rend (1) digne de compassion, comme si le Débiteur a répondu pour un Ami, sans avoir en aucune manière profité de l'argent prêté. Un Créancier si impitoyable ne fait pourtant rien contre le Droit proprement ainsi nommé.

2. Mais comme l'Humanité vouloit qu'il eût égard à l'état de son Débiteur, elle demande

§. III. (1) *Ea, quæ Legato magna ad pacem impetrandam videbantur, parva Romanis visa. Nam & impensam, quæ in bellum facta esset, omnem præstare Regem æquum censabant ; cuius culpa bellum excitatum esset.* Lib. XXXVII. (Cap. XXXV. num. 8.) POLYBE fait mention de cela, *Excerpt. Legat.* XXIII. Les Peuples d'Asie furent condamnez à la même chose par Sylla ; comme le rapporte APPIEN d'Alexandrie, de Bell. Mithridat. (pag. 213. *Ed. Henr. Steph.* Le Roi de Pologne allégué en sa faveur cette coutume, dans l'Histoire de Mr. DE THOU, Lib. LXXIII. sur l'an 1591. Le Scholiaste d'HOMÈRE expliquant en quoi consistoit le dédommagement que les Grecs demandoient aux Troiens, pour les frais de la Guerre, les taxe à la moitié des richesses de la Ville : *Τιμὴν*] *Πρόσιμον τῷ πολέμῳ. Λέγει δὲ τὸ ἡμισυ τῶν ἐν τῇ πόλει κτήματων.* In ILIAD. Lib. III. (vers. 286.) GROTIUS.

(2) *Impensas belli lege justâ suscepturus* [Perfens]. Lib. XXXIII. Cap. I. num. 5. C'est ainsi que notre Auteur cite ce passage, & je ne fai de quelle Edition il s'est servi : car toutes celles que j'ai vues, portent, sans qu'il y ait aucune variété de lecture : *lege victri*. C'est-à-dire, selon la condition que le Vainqueur impose ordinairement au Vaincu.

(3) *Καὶ χρήματα τὰ ἀναλωθέντα κατὰ χρόνος ταῖς*

μεινὸς ἀποδοῦναι [οἱ Σάμιοι] &c. Lib. I. Cap. CXVII. *Ed. Oxon.*

§. IV. (1) Tel est le cas d'un Répondant, selon QUINTILIEN : *Etiâ quum istud periculum est Sponsoris, miserabile est : bonitate labitur, humanitate conturbat.* [Declam. CCLXXIII.] Le même Auteur ajoute, que le Créancier ne peut honnêtement s'en prendre au Répondant, que quand il n'y a plus moyen de tirer ce qui lui est dû du Débiteur même : *Non enim aliter, salvo pudore, ad Sponsorem venit Creditor, quàm si recipere à Debitore non possit.* Il a raison de dire, que cela ne se peut honnêtement : car, comme le remarque CÉRON, il y a quelque espèce de honte & de dishonneur à s'en prendre à un Répondant : *Et si Sponsores appellare, videtur habere quamdam δυσωπίαν.* Lib. XVI. *Epist. ad Attic.* XV. GROTIUS.

Ce que notre Auteur remarque ici, est d'autant plus à propos, que, du tems de CÉRON & de QUINTILIEN, le Créancier avoit le choix de s'en prendre d'abord ou au Débiteur principal, ou au Répondant. Mais l'Empereur JUSTINIEN abolit cette permission, & ordonna dans sa NOUVELLE IV. Cap. I. qu'on ne pourroit attaquer le Répondant, qu'au défaut du Débiteur principal. Voyez le *Julius Paulus* de Mr. NOODT, Cap. XI. où il rapporte plusieurs

ex-

mande (2) aussi, que ceux qui n'ont rien contribué à la Guerre par leur faute, & qui ne l'ont engagé que comme autant de Cautions, conservent ou recouvrent les choses dont on peut se passer plus aisément qu'eux; sur tout si l'on voit que l'Etat, dont ils sont Sujets, ne les dédommageroit point de cette perte. On peut rapporter ici ce que *Cyrus* disoit à ses Soldats, après la prise de *Babylone*: (3) *Si vous gardez ce que vous avez pris, vous ne le posséderez point injustement; mais si vous laissez quelque chose à vos Ennemis, ce sera un effet de votre bonté.*

3. Il faut remarquer de plus, (a) que le droit de s'en prendre aux biens des Sujets même innocens de l'Ennemi aiant été établi subsidiairement, on doit aussi n'en user qu'au défaut d'autre moien. Ainsi tant qu'il y a lieu d'espérer que l'on pourra aisément tirer raison des Débiteurs originaires, ou de ceux qui en refusant de rendre justice se constituent eux-mêmes Débiteurs; il est contraire à l'Humanité de s'adresser à ceux qui n'ont commis aucune faute à cette occasion, qu'on qu'on accorde qu'il n'y a rien là d'ailleurs d'incompatible avec les règles de la Justice rigoureuse.

4. L'Histoire ancienne, sur tout la Romaine, nous fournit un grand nombre d'exemples de la modération, que nous prescrivons ici. Après une Victoire, on rendoit souvent aux Vaincus leurs Terres, à (4) condition qu'elles fussent désormais à l'Etat vaincu: ou bien on laissoit à l'ancien Maître quelque peu (5) de ses Terres par faveur. *Romulus*, au rapport de (b) *TITE LIVE*, n'ôta aux *Véiens* (6) qu'une partie de leurs Terres. *Alexandre le Grand* donna aux *Uxiens* (c) leurs Terres, à condition qu'ils lui paieroient tribut. (d) On lit souvent, que des Villes rendues n'ont point été pillées. Nous avons remarqué (e) ci-dessus la coutume luable, & conforme aux CANONS, d'épargner non seulement les personnes, mais encore les biens des Laboureurs, du moins en se contentant d'exiger d'eux quelques contributions, comme celles qu'on impose aussi pour la liberté de transporter des marchandises.

(a) *Ægid. Reg. De actibus supern. Diss. XXXI. Dub. 7. num. 117.*

(b) *Lib. I. Cap. 15.*
(c) *Arrian. Lib. III. Cap. 17.*
(d) *Victor. De Jure Bell. num. 40. Sylvest. in verb. Bellum, Part. I. §. 10. num. 1. vers. 3.*
(e) *Chap. précéd. §. 4. num. 3.*

CHA-

exemples semblables.

(2) Le Roi *Ptolomée* aiant gagné une bataille contre *Démétrius*, Fils d'*Antigone*, lui renvoia sa Tente, & le reste de ses équipages, comme aussi l'argent qu'il lui avoit pris, disant qu'il s'agissoit entr'eux de la gloire & de l'empire, & non pas d'une dispute pour toute sorte de choses. C'est ce que rapporte *PLUTARQUE*, dans la Vie de *Démétrius* (pag. 891. A. Les dernières paroles ont été citées ci-dessus, dans le Chap. XI. de ce Livre, §. 6. num. 2.) Voyez aussi ce que fit *Sanche*, Roi de la haute *Navarre*, dans *MARIANA, Hist. Lib. XI. Cap. XVI. GROTIUS.*

(3) Οὐκ ἐν ἀδικίᾳ γε ἔχετε ὃ, τι ἂν ἔχαίτε, ἀλλὰ φιλανθρωπία καὶ ἀφαιρησθε, ἢν τι ἔατε ἔχειν αὐτοὺς. *XENOPHON*, De *Cyri* instit. *Lib. VII. Cap. V. §. 26. Edit. Oxon.*

(4) Et *TREBATIUS* ait, agrum, qui hostibus devictis à conditione concessus sit, ut in civitatem veniret, habere advectionem, neque esse limitatum &c. *DIGEST. Lib. XLI. Tit. I. De Acquir. rerum domin. Leg. XVI.* Les Terres, dont il est parlé là, n'étoient point rendues purement & simplement, mais à la charge de paier un certain tribut, que l'on exigeoit du Corps de l'Etat vaincu, & non pas de chaque Particulier;

TOM. II.

à cause de quoi il est dit qu'on donnoit ces Terres à l'Etat. Voyez les Notes de feu Mr. *GOES* sur les *Aucliores Rei Agrariae*, pag. 198.

(5) Item si forte ager fuit, qui petitus est, Et militibus assignatus est, modice honoris gratia possessori dato &c. *DIGEST. Lib. VI. Tit. I. De Rei Vindicat. Leg. XV. §. 2.* Il s'agit-là de quelques Particuliers, à qui l'on donnoit cette marque de distinction, pendant que le reste des Terres étoit distribué aux Soldats. Voici ce que dit là-dessus un ancien Auteur: *Nec tamen omnibus personis victis ablatis sunt agri: nam quorundam dignitas, aut gratia, aut amicitia, victorem ducem movit, ut eis concederet agros suos. SICULUS FLACCUS, De conditionib. agror. pag. 16. Edit. Gouss. Voyez Cujas, sur la Loi qu'on vient de citer, Recit. in Digest. pag. 278, 279. Edit. Fabrott.*

(6) *APPIEN* d'*Alexandrie* dit en général, que les anciens Romains en usoient ainsi à l'égard de leurs Ennemis vaincus: τῶν ὁ πολέμων ὅτε κρατήσαιν, ἐδὲ τῶν ἀπασαν τὴν γῆν ἀφαιρῶντο, ἀλλὰ ἐμείζοντο &c. *De Bell. Civil. Lib. II. (pag. 516. Edit. H. Steph.)* Nous voyons par l'Histoire, que les *Vandales* tinrent la même maxime en *Afrique*; & les *Goths*, en *Italie. GROTIUS.*

Bbb

CH. XIV.

CHAPITRE XIV.

De la MODÉRATION dont on doit user à l'égard des PRISONNIERS DE GUERRE.*

I. Jusqu'où l'on peut en conscience faire des PRISONNIERS DE GUERRE. II. Quel droit on a, selon les règles de la Justice intérieure, ou en conscience, sur ceux qui sont ainsi devenus Esclaves. III. Qu'il n'est pas permis de tuer un Esclave innocent : IV. Ni de le punir avec trop de rigueur : V. Ni d'exiger de lui des travaux trop rudes. VI. En quel sens le Pécule appartient à l'Esclave, & en quel sens il est au Maître. Si l'on est quelquefois obligé d'affranchir un Esclave ? VII. Si un Esclave peut s'enfuir ? VIII. Si les Enfants des Esclaves sont dans quelque obligation par rapport au Maître de leur Père ou de leur Mère ? IX. Comment on doit traiter les Prisonniers de Guerre, dans les Païs où l'Esclavage est aboli.

§. I. 1. **V**ENONS présentement aux Prisonniers de Guerre, & examinons d'abord de quelle manière on doit en user envers eux dans les Païs où l'on a des Esclaves, & où ceux qui sont pris à la Guerre le deviennent, selon l'usage reçu.

2. A suivre les Règles de cette Justice, qui est conforme aux lumières de la Conscience, le droit, dont il s'agit, doit être réduit aux mêmes bornes, que celui qu'on a sur les biens de l'Ennemi. (a) C'est-à-dire, qu'on ne peut légitimement s'approprier la personne des Prisonniers de Guerre, qu'autant qu'il le faut pour égaler la valeur de la Dette ou principale, ou accessoire ; à moins que ceux-là mêmes qu'on a pris ne se soient rendus coupables de quelque crime, qui mérite qu'on les en punisse par la perte de leur liberté. Ce n'est que jusques-là qu'on acquiert sur les Sujets de l'Ennemi, faits prisonniers dans une Guerre juste, un véritable droit, que l'on transfère valablement à autrui.

(a) *Fr. V.*
Floria, De Ju-
re Bell. num.
41. Iessius,
Lib. II. Cap. 5.
Dub. 5. Co-
stantini, in C.
Peccatum,
Part. 2. §. 11.
Molina, Disp.
120, & 121.
Valentia,
Disp. 3.
Quæst. 16.

CH. XIV. §. I. (1) Καὶ γὰρ, ὡς ἔοικεν, ἔχ' ὁμοίως τῶν παρ' ὑμῖν ἡττηθέντων ἐνίοις, ὥστε δίκαια εἶναι πρὸς ἀπαντας τὰ αὐτὰ ἢ τε καλὰ, ἢ γυῖτο, ἀλλὰ τὴν τῆς ἀξίας προσθήκην συλλογίζομεθα, τὰ τοιαῦτ' ἐπικρίνει. *Epist. pro Lycurgi liberis* (pag. 714. B. Ed. *Basil.* 1572.) *Alexandre le Grand*, Fils de ce Prince, ayant pris la Ville de *Thèbes*, excepta du nombre des Prisonniers qui devoient être Esclaves, les Prêtres, & ceux qui n'avoient pas donné leur consentement aux Ordonnances Publiques faites contre lui. C'est ce que *PLUTARQUE* nous apprend, dans sa Vie (pag. 670. E.) *GROTIUS*.

§. II. (1) Il y a ici dans l'Original : *Sed primum notandum est* &c. C'est que dans la première Edition, ceci étoit joint avec le num. 2. du paragraphe précédent : & l'Auteur ayant ajouté depuis tout ce qui suit, ne prit pas garde qu'il laissoit ici une liaison, qui ne convenoit plus à ce qui se trouvoit entre deux. Je l'ai donc changé, & je suis bien aise d'en avertir, pour donner un exemple de ces petites réparations qu'il a fallu faire en divers endroits, mais qu'il auroit été trop ennuyeux de marquer.

(2) Voyez le Chapitre précédent, §. 1. & 2.

(3) *Servi pæne*. Expression du Droit Romain, dont

voici la raison & le fondement. C'étoit autrefois un privilège de tous les Citoyens Romains, comme tels, qu'on ne pouvoit les dépouiller malgré eux de la Vie, non plus que de la Liberté. L'abus de ce privilège ayant produit une licence & des défordres terribles, on trouva moyen de l'éviter par une fiction de droit. Lors qu'un Citoyen Romain avoit commis un crime digne de mort ou de quelque autre peine qui emportoit une privation de la Liberté, on ne condamnoit pas le Citoyen, mais on déclaroit que celui qui alloit être condamné n'étoit plus Citoyen ; on le regardoit comme Esclave, & ainsi on le faisoit mourir. Voyez les *Probabilia Juris* de Mr. *NOODT*, Lib. III. Cap. XII. & les *Observations* de *GRONOVIVS*, Lib. I. Cap. VIII. pag. 77, & seq.

(4) De là vient qu'un *Lacédémonien* disoit autrefois, qu'il étoit Prisonnier de Guerre, & non pas Esclave : Ἀλλ' [Λακων] αἰχμάλωτ' οὐ πωρασκομένη, τὸ κέρυκεν ἐπιλέγειν ἀνδράποδον πωλεῖν, Καὶ αἶματι, εἶπεν, ἐκ ἐρεῖς αἰχμάλωτον ; [*PLUTARCH.*] *Apophthegm.* pag. 234. C. Tom. II. Ed. *Wechel.* *PHILON*, Juif, parlant de ceux qui sont tombez entre les mains des Brigands, ou qui ont été pris par l'Ennemi, dit, que

3. L'E-

3. L'Equité & l'Humanité veulent ensuite, que l'on se règle ici sur les mêmes distinctions, que nous (b) avons établies au sujet du droit de tuer les Ennemis. DEMOSTHÈNE louë Philippe de Macédoine, de ce qu'il n'avoit pas fait Esclaves tous ceux qui s'étoient trouvez dans le parti des Ennemis: car, ajoute l'Orateur, (1) ce Prince croioit, qu'il n'étoit ni beau, ni juste, de les traiter tous de la même manière, mais il considéroit & pesoit en eux, outre la qualité commune d'Ennemis, ce que chacun avoit mérité.

(b) Chap. XI.
de ce Liv. §. 4.
& suiv.

§. II. I. IL FAUT (1) encore remarquer ici, que le droit qu'on a sur la liberté des Sujets de l'Ennemi, en vertu de cette obligation générale qui (2) les rend chacun Cautions en quelque manière pour l'Etat; que ce droit, dis-je, n'est pas, à beaucoup près, aussi étendu, que celui qu'on acquiert en conséquence d'un Délit personnel, sur ceux qui par là se rendent Esclaves (3) de la peine, comme on parle. Car, à bien considérer la chose, le pouvoir qu'on acquiert par les armes sur tous les Sujets de l'Ennemi, comme tels, quelque juste que soit la Guerre, n'est pas (4) plus grand que celui qu'a un Maître sur ceux qui lui ont vendu leur liberté, y étant contraints par la misère. Toute la différence qu'il y a, c'est que le sort des premiers est plus (5) digne de compassion, en ce qu'ils sont devenus Esclaves sans aucun fait propre de leur part, & uniquement par la faute de leur Souverain.

2. Ainsi cette sorte d'Esclavage se réduit à un engagement de servir toujours le Maître, sous le pouvoir duquel on passe, à condition d'être nourri toujours à ses frais. En un mot, un tel Esclave n'est autre chose qu'un Mercenaire perpétuel, pour appliquer ici la définition que (6) le Philosophe CHRYSIPPE donnoit des Esclaves en général. La Loi de MOÏSE compare expressément à des Mercenaires (a), ceux qui se sont vendus eux-mêmes, pour avoir de quoi vivre: & (b) elle ordonne, que, quand ils se rachèteront, on leur tienne compte du service qu'ils auront fait, (7) de la même manière que les revenus déjà tirez d'une Terre vendue (c) entroient en compensation dans le prix du rachat, lors que l'ancien Propriétaire la recouvroit.

(a) Deut.
XV, 18.
Lévit. XXV,
40, 53.
(b) Lévit.
XXV, 49, 50.
(c) Ibid.
vers. 27.

3. Il y a donc une grande différence entre la manière dont on peut impunément traiter un Esclave, selon le Droit des Gens, & ce que le Droit Naturel permet. Nous avons déjà cité (d) des paroles de SENEQUE sur ce sujet. Il dit (8) ailleurs quelque chose

(d) Chap. X.
de ce Liv. §. 1.
num. 3.

que les Loix de la Nature, supérieures à celles qui sont établies ici bas par les Hommes, déclarent libres de telles gens, quoi qu'un Père, ou un Fils, soient obligez de les racheter: Έπει καὶ πατέρες υἱῶν τιμὰς κατέθεσαν, καὶ υἱοὶ πατρὸς πατέραν, ἢ κατὰ ληστείας ἀπαχθέντων, ἢ κατὰ πόλεμον αἰχμαλώτων γενομένων, οὓς οὐ τῆς φύσεως νόμοι, τῶν κατωτέρων ὅλως βέλαιότεροι, γενομένοι ἐλευθέρους. (Lib. Quod omnis Probus liber, pag. 870. E. Ed. Paris.) En effet, pour appliquer ici ce que THEODOCTE, ancien Poète, faisoit dire à Hélène,iferoit-on appeller Esclave une Femme sortie du sang des Dieux, du côté de son Père & du côté de sa Mère?

Θεῶν ἀπ' ἀμφοῖν ἐκγόνον ῥιζομαίων
τίς ἂν προσπειθεῖν ἀξιώσειεν λάτριν;

GROTIUS.

Ces deux vers nous ont été conservez par ARISTOTE, Politic. Lib. I. Cap. VI. Mais il faut lire au commencement: Θεῶν δ' ἀπ' &c. comme porte l'Édition de Paris, & celle de DANIEL HEINSIUS.

(5) Il n'y a rien de plus fâcheux, selon ISOCRATE: Ὡς δ' δοκεῖ πάντων δεινότητα εἶναι, δουλωτάτας γενέσθαι. Orat. Plataic. pag. 300. A. Ed. H. Steph. GROTIUS.

(6) Servus, ut placet CHRYSIPPO, perpetuus mercenarius est. De Benefic. Lib. III. Cap. XXII.

(7) C'est-à-dire, qu'on n'avoit aucun égard aux années qui s'étoient écoulées depuis que l'Esclave s'étoit vendu, parce que l'Esclave étoit censé avoir gagné par son travail, au profit du Maître, la valeur de ce que le Maître lui avoit donné pour ce tems-là: ainsi on comptoit seulement ce que l'Esclave pourroit gagner dans les années qui restoit jusqu'à l'Année Sabbathique, ou au Jubilé, qui remettoit les Esclaves en possession de leur liberté, sans qu'ils fussent alors obligez de rien donner. De même, comme les Terres retournoient à leurs anciens Maîtres dans l'année du Jubilé, si celui qui avoit vendu son Champ vouloit le racheter avant ce tems-là, comme il le pouvoit, on comptoit seulement la valeur des revenus que l'Acheteur auroit pu tirer dans les années qui restoit jusqu'au Jubilé. Voyez les passages, que j'ai citez à la marge, & qui, dans le Texte de notre Auteur, se trouvent fautifs, en sorte qu'il a indiqué le DEUTÉRONOME, au lieu du LEVITIQUE; comme je l'avois remarqué par occasion, il y a long tems, dans mes Notes sur PUFENDORF, Droit de la Nat. & des Gens, Liv. VI. Chap. III. §. 4. Note 3.

(8) Servi sunt? immo Homines. Servi sunt? immo contubernales. Servi sunt? immo humiles amici. Servi sunt? immo conservi, si cogitaveris tantundem in utroque licere fortunæ. Epist. XLVII. init.

Bbb 2

(9)

(e) Coloss.
IV, 1.(f) Ephés.
VI, 9.

d'aussi fort. Le Poëte PHILEMON, long tems avant lui, avoit (9) introduit un Esclave représentant à son Maître, que, pour être réduit à cette triste condition, on ne laisse pas d'être toujours Homme. On trouve dans MACROBE (10) des pensées tout-à-fait semblables : & tout cela revient à ce beau précepte de ST. PAUL, (e) *Maîtres, rendez à vos Esclaves ce que le Droit & l'Equité veulent, sachant que vous aussi avez un Maître dans le Ciel ; c'est-à-dire, un Maître qui ne fait point de distinction de personnes, ou qui n'a aucun égard à ces fortes de différences de conditions, comme le dit ailleurs (f) le même Apôtre, en exhortant par la même raison les Maîtres à ne pas agir envers leurs Esclaves d'une manière qui ne respire que menaces.* Dans les CONSTITUTIONS attribuées à ST. CLÉMENT, Romain, il y en a une, qui défend (11) *de commander avec aigreur à un Esclave, de quelque sexe qu'il soit.* CLÉMENT d'Alexandrie (12) veut que nous traitions nos Esclaves comme d'autres nous-mêmes, parce qu'ils sont hommes, aussi bien que nous : & il fuit en cela le précepte d'un Sage Juif, (13) qui, par la même raison, exhorte à en user avec eux, comme avec un Frère. Mais disons quelque chose de plus particulier.

§. III. LE Droit de Vie & de Mort, qu'on attribué à un Maître sur son Esclave, donne au premier une espèce de juridiction (1) domestique, il est vrai : mais il doit l'exercer avec la même intégrité & la même circonspection, que les Juges établis par autorité publique pour connoître des affaires de tous les Citoyens. C'est ce que SENEQUE donne à entendre, lors qu'il dit, (2) que, *pour la manière d'agir envers un Esclave, il faut voir, non ce qu'on peut impunément lui faire souffrir, mais ce que permettent l'Equité & l'Humanité, qui veulent même qu'on épargne les Prisonniers de Guerre, & ceux qu'on a achetés.* Ce Philosophe dit ailleurs : (3) *Qu'importe sous la puissance de qui on soit, si c'est une puissance souveraine ?* Il fait là une comparaison entre les Sujets, & les Esclaves, & il pose pour maxime, qu'on (4) a le même pouvoir sur les uns, que sur les autres, quoique sous différens titres : ce qui est très-vrai, par rapport à ce droit de Vie & de Mort, & aux autres choses qui en approchent. Chaque

(9) Καὶ δὲ ἄλλοι ἢν τις, ἰδὲν ἡγίων, Δεσπότα.
Ἀνδρῶν ὅτις εἰν, ἀνδρῶν ἢ.

Apud STOBÆUM, Tit. LXII. Des Savans veulent, que, dans le premier vers, on lise δὲ ἄλλοι ἢ : & dans le second, ἢν ἀνδρῶν &c.

(10) Et ut primum de Servis loquamur, jocose an serio putas, esse hominum genus, quod Dii immortales nec curâ suâ, nec providentiâ, dignentur ? an forte Servos in hominum numero esse non pateris ? Saturnal. Lib. I. Cap. XI. On peut voir le reste du Chapitre, où l'Auteur s'étend fort sur ce sujet.

(11) Οὐκ ἐπιτάττεις δάλω σε, ἢ παιδίσκη, ἐν πικρίᾳ ψυχῆς. Lib. VII. Cap. XIV. On trouve la même chose dans la Lettre de ST. BARNABÉ, où il est dit, que celui qui traite rudement son Esclave, montre par là qu'il ne craint pas celui qui est le Dieu de l'un & de l'autre : Οὐ μὴ ἐπιτάττεις παιδίσκη ἢ δάλω σε ἐν πικρίᾳ, τοῖς ἐπ' αὐτὸν ἐλπίεσι, μή ποτε εὐφροσύνη τὸν ἐπ' ἀμφοτέροις Θεόν. GRIFFITHS.

(12) Καὶ οἰκέταις μὲν χρεῖται, ὡς ἰανοῖς ἀνδρῶν γὰρ εἰν, ὡς ἡμῖς. Pædagog. Lib. III. Cap. XII. pag. 307. Edit. Oxon. Potter.

(13) C'est l'Auteur de l'ECCLÉSIASTIQUE : Εἰ ἐστὶ σοι οἰκέτης, ἄγε αὐτὸν, ὡς ἡ ψυχὴ σε. Cap. XXXIII. vers. 32.

§. III. (1) Ce n'est pas comme Maître qu'il a ce droit de Vie & de Mort, mais comme Père de Famille. L'engagement réciproque qu'il y a entre le Maître & l'Esclave n'emporte point cela par lui-même, soit que l'Esclave ait vendu sa liberté, ou qu'il s'en soit dépouillé par une fuite du Droit de la Guerre. Le Service

perpétuel, auquel le Prisonnier de Guerre s'engage, est une récompense suffisante de la vie que le Vainqueur lui laisse. Il faut d'ailleurs un consentement de l'Esclave, ou exprès, ou tacite, pour donner au Maître sur lui un droit de Vie & de Mort : & ce consentement tacite se présume avec raison, lors que tel est l'usage, comme cela avoit lieu autrefois, non seulement dans l'indépendance de l'Etat de Nature, où chaque Père de Famille étoit comme Souverain dans sa maison ; mais encore dans les Sociétés Civiles, tant que les Loix laissent ce droit aux Maîtres sur leurs Esclaves.

(2) Le passage a été déjà cité, dans le Chap. X. de ce Livre, §. 1. Not. 8.

(3) Si non dat beneficium Servus Domino ; nec Regi quisquam suo, nec Duci suo Miles ? Quid enim interest, quali quis teneatur imperio, si summo tenetur ? De Benefic. Lib. III. Cap. XVIII.

(4) Nam si Servo, quominus in nomen meriti perveniat, necessitas obest, & patiendi ultima timor : idem istud obstat, & ei qui Regem habet, & ei qui Ducem ; quoniam, sub dispari titulo, paria in illos licent. Ibid.

(5) Et Domum pusillam Rempubicam esse judicaverunt [majores nostri]. Epist. XLVII.

(6) Nam Servus republica quedam, & quasi civitas, Domus est. Lib. VIII. Epist. XVI. num. 2.

(7) Τὸς δ' ἄξιον εἰργάζεσθαι τι θανάτου δόξαντας, ἰδικαίως κρείττετας ἐν τοῖς οἰκέταις πᾶσιν ἀποδύσκειν. Vit. M. Caton. pag. 349. A.

§. IV. (1) Ces paroles, *Vous ne l'opprimerez point*, sont mal appliquées. Car dans le verset 17. d'où nôtre

que *Maison* est à cet égard une petite République, comme le même Philosophe la qualifie (5) ailleurs; & après lui, (6) *PLINE le Jeune. Caton, le Censeur*, qui en avoit la même idée, lors qu'un de ses Esclaves étoit venu à commettre un crime qui lui paroît digne de mort, ne lui infligeoit pourtant la peine du dernier supplice, qu'après qu'il avoit été condamné, au jugement même des autres Esclaves de la Famille; comme nous l'apprenons de (7) *PLUTARQUE*. Et l'on peut comparer avec cela des paroles de (a) *JOB*, où il se glorifie d'avoir agi en Juge équitable avec ses Domestiques.

(a) Chap.
XXXI. vers.
13.

§. IV. I. *MAIS* lors même qu'il s'agit de moindres peines, comme de battre simplement un Esclave, il faut en user aussi avec équité, & même avec clémence. Vous (1) ne l'opprimerez point, vous n'exercerez pas sur lui un empire rigoureux, dit la Loi divine de *MOÏSE*, (a) en parlant des Esclaves Israélites: & on doit l'étendre à toute sorte d'Esclaves, aujourd'hui que la qualité de *Prochain* n'est plus renfermée dans une seule Nation. Voici le commentaire de *PHILON*, Juif, sur cette Loi: (2) *Les Esclaves*, dit-il, *quelque inférieurs qu'ils soient à leurs Maîtres par le malheur de leur condition, sont pourtant de même nature qu'eux; & selon la Loi de DIEU, la Règle du Juste n'est pas ce qui vient de la Fortune, mais ce qui convient à la Nature. Ainsi les Maîtres ne doivent point abuser du pouvoir qu'ils ont sur leurs Esclaves, pour satisfaire leur orgueil, leur insolence, & leur cruauté. Ce n'est pas le caractère d'un Esprit doux & paisible, mais la marque d'un Esprit emporté & qui aime à gouverner tyranniquement. EST-IL juste, disoit un Philosophe Païen, de traiter plus rudement des Hommes, qui sont sous notre puissance, qu'on ne traite les Bêtes, dont on est maître? Un bon Ecuyer n'épouvante pas son Cheval à force de coups: on rend cet Animal ombrageux & rétif, si on ne le flatte. . . . Quelle folie, d'avoir honte, lors qu'on s'emporte contre une Bête de somme, ou contre un Chien; & de ne garder aucune retenue envers un Homme, de le maltraiter sans scrupule en toute sorte de manières? Voilà les réflexions judicieuses de (3) *SENEQUE*. Aussi voions-nous*

(a) Lévit.
XXV, 17,
43, 53.

tre Auteur les a tirées, il y a: *Vous ne vous opprimeriez pas l'un l'autre*. Et cela ne regarde point les Esclaves, mais l'aliénation perpétuelle des Terres, que le Législateur défend, sous quelque prétexte que ce soit. L'Auteur citoit encore ici le *Deutéronome*, pour le *Lévitique*: d'où il paroît que tout ceci avoit été écrit un peu à la hâte dès la première Edition, sans que les révisions des autres Editions y aient remédié depuis.

(2) Θεράποντες τύχη μὲν ἐλάττω κέχρηται, φύσεως δὲ τῆς αὐτῆς μεταποιῶνται τοῖς δεσπόταις τῶν δὲ θεῶν νόμον κανὼν τῶν δικαίων ἐστίν, ἢ τῆς τύχης; ἀλλὰ τὸ τῆς φύσεως ἰσαρμόνιον. διὸ προσέχει τὴς κυρίας μὴ κατακόρως χρῆσθαι ταῖς ἐξουσίαις κατὰ τῶν οἰκετῶν, ἀλλὰ σέβειν καὶ ὑπεροψίαν καὶ δεινὴν ὁμιότητα ἐπιδεικνυμένους. ταῦτα γὰρ ἐκ ἐστὶ δειγμάτων ψυχῆς εἰρηνικῆς, ἀλλ' ὑπ' ἀκρασίας τὸν ὑπεύθυνον (c'est ainsi qu'il faut lire, au lieu de ἀνεύθυνον) κολάζουσιν κατὰ τυραννικὴν δύναμιν. De Legib. Specialib. Lib. II. (pag. 798. D. Ed. Paris.) *SC. CYPRIEN* s'exprime là-dessus bien fortement: il soutient, que ceux qui exercent ainsi une autorité tyrannique sur leurs Esclaves, ne reconnoissent pas *DIEU* pour leur Seigneur & Maître: *Tamen nisi tibi pro arbitrio tuo serviat, nisi ad voluntatis obsequium pareatur, imperioque & nimis servitutis exactor, flagellas, verberas, fame, siti, nuditate, ferro frequenter & carcere, adfligis, & crucias, & non adgnosces nisi Dominum Deum tuum, quoniam sic exerceas ipse in hominem dominatum.* Ad Demetrian. (pag. 188. Ed. Fell. Brem.) Voyez le Rabbin *MOÏSE* de Cotzi, Præcept. jub. CXLVII. CLXXV. CLXXVIII. & la Comparaison des *Loix Romaines* avec la *Loi de Moïse*, Tit. III. *PRI*

CUS, dans l'endroit des *Excerptæ Legationes*, où il donne la préférence aux mœurs des Romains de son tems sur celles des Barbares, remarque, à l'avantage des premiers, qu'ils traitent beaucoup mieux leurs Esclaves. Ils agissent, dit-il, envers eux, comme s'ils étoient leurs Pères, ou leurs Précepteurs. Ce n'est que pour les empêcher de faire quelque chose de deshonnête selon leurs idées, qu'ils les châtent, & cela comme s'ils étoient leurs propres Enfans; car ils n'ont pas droit de Vie & de Mort sur eux, comme les Maîtres l'ont chez les *Sythes*. D'ailleurs, parmi les Romains, les Maîtres peuvent affranchir & affranchissent souvent leurs Esclaves, en diverses manières, non seulement pendant leur vie, mais encore en mourant; cette dernière volonté étant respectée comme une Loi: "Αμεινον δὲ καὶ τοῖς οἰκέταις διατελεῖσι Ῥωμαῖοι χρώμενοι. πατέρων γὰρ ἢ διδασκάλων εἰς αὐτοὺς ἐργα ἐπιδεικνύνται. ἐφ' ᾧ τῶν φαύλων ἀπεχομένους, μετιέναι ὡς αὐτοῖς φαῦλα νενόμεναι, σφαιρονίζουσι σφῶς ἐπὶ τοῖς ἀμαρτήμασι, ὥς περ τὴς οἰκείας παιδας. καὶ δὴ γὰρ ἐδὲ αὐτοῖς θάνατον, ὥς περ σκύθαις, ἐπάγειν θέμεις· ἐλευθερίας δὲ τρέποι παρ' αὐτοῖς πλείους, ἢ ἐ μόνον περιόντες, ἀλλὰ καὶ τελευτῶντες χαρίζονται, διατάττοντες κατὰ τῆς περιεσχίας ὃν βέλονται τρέπον καὶ νόμιμον ἐστίν, ὥς περ ἕκαστος τελευτῶν περὶ τῶν προσσηκόντων βελεύσσοιτο. (Pag. 47. Ed. Hoeschel.) Voyez encore les *Loix des Wisigoths*, Lib. VI. Tit. I. Cap. XII. *GROTIUS*.

(3) Numquidnam equum est, gravius homini & durius imperari, quam imperatur animalibus mutis? Atqui equum non crebris verberibus extorret domandi peritum magister: fiet enim formidolosus & contumax, nisi eum tacito

(h) *Exod.* nous que la Loi de Moïse obligeoit (b) les Maîtres à (4) affranchir un Esclave, non
XXI, 26, 27. seulement lors qu'ils lui avoient crevé un œil, mais encore lors qu'ils n'avoient fait que lui casser une dent; cela s'entend, sans avoir eu un juste sujet de le châtier.

2. Les (5) Loix même de plusieurs Peuples avoient ramené aux règles de la vraie Justice, dont nous traitons, qui obligent en conscience, le droit extérieur, ou de simple impunité, que le consentement des Nations donnoit aux Maîtres sur leurs Esclaves. Car, chez les Grecs, un Esclave qui étoit traité avec trop de rigueur par son Maître, (6) pouvoit demander d'être vendu à un autre. Et parmi les Romains, il (7) étoit permis à un tel Esclave de se réfugier auprès de la Statue de l'Empereur, ou d'implorer la protection des Gouverneurs de Province, contre un Maître inhumain qui le maltraitoit cruellement, ou le faisoit mourir de faim, ou en usoit envers lui de quelque autre manière injuste & insupportable.

§. V. I. L'HUMANITÉ veut aussi, qu'on n'exige d'un Esclave que ce (1) qu'il peut faire raisonnablement, & qu'on ait égard à sa fanté. C'étoit une des raisons, pour lesquelles le *Sabbat* fut institué: la Loi de Moïse (a) vouloit par là donner aux Esclaves quelque relâche de leurs travaux.

2. Les Sages Païens ont pratiqué & recommandé cette modération. Une Femme Philosophe, de la Secte de *Pythagore*, donne pour maxime, (2) *Qu'un Maître, juste*

(a) *Exod.*
XX, 10.
XXIII, 2.
Deutér. XVI,
14.

blandiente permulseris. . . . Quid enim stultius, quam in jumentis & canibus erubescere iram exercere, pessima autem conditio sub homine hominem esse? De Clement. Lib. I. Cap. XVI. XVII.

(4) PHILON dit, que ce Maître est ainsi puni doublement, puis qu'il perd & le service de l'Esclave, & l'argent qu'il avoit donné en l'achetant. Une troisième punition, ajoute-t-il, & une punition encore plus fâcheuse que les deux premières, c'est qu'il se voit contraint de faire un des plus grands biens à une personne qu'il haïssoit, & qu'il souhaitoit peut-être de pouvoir maltraiter éternellement. L'Esclave, au contraire, est doublement dédommagé des maux qu'il a soufferts, puis qu'il recouvre non seulement la liberté, mais encore qu'il est délivré du joug d'un Maître si cruel. Κελεύσας, ὃν εἰ τις ἐκκόλλη θεράπωντον ὀφθαλμόν, ἀνευδοίαςως ἐλευθερίας μεταδίδωται. ἔτι γὰρ ὁ μὲν ἀνδρῶν ἔδρασε, διτλὴν ἐκδέχεται ζημίαν, ἀμα τιμὴ καὶ τὴν ὑπερβολὴν ἀφαιρέσεις καὶ τρίτον ἐκατέρω τῶν λυχθέντων χαλσιώτερον, ἀναγκάζουσιν ἐν τοῖς μεγέθεισιν εὐεργετῆν ἐχθρόν, ὃν ἴσως ἤχρηστο κακὸν αἰεὶ δύνασθαι. ὁ δὲ ἀνδρῶν ὑπέμεινε, παρηγορίαν ἔχει διτλὴν, ἢ μόνον ἐλευθερωθεὶς, ἀλλὰ καὶ ἀργαλέον καὶ ὀκνὸν δεσπότην ἐκφυγόν. De Legg. Spec. Lib. II. (pag. 808. A. B.) GROTIUS.

(5) Tout cet à *linea*, jusqu'à la fin du paragraphe, se trouve dans l'Original vers la fin du paragraphe 6. entre le numero 6. & 7. de ma Traduction. Je ne sai comment l'Auteur l'avoit si mal placé, & cela dès la première Edition: car dans cet endroit-là il s'agit du Pécule des Esclaves, comme l'indique le sommaire dressé par notre Auteur. J'ai donc remis les choses dans leur place naturelle, & il me semble que cette réflexion sur les adoucissements que l'usage des plus célèbres Peuples introduisit, ne convenoit mieux en aucun autre endroit, qu'ici.

(6) C'est ce qu'on appelloit, Πᾶσιν αἰτεῖν. Voyez POLLUX, Lib. VII. §. 13. & là-dessus les Interprètes.

(7) Nam ANTONINUS consultus à quibusdam Præfidebus provinciarum, de his Servis, qui ad Ædem sacram, vel ad Statuam principum confugiunt, præcepit, ut si intolerabilis videatur servitium Dominorum, cogantur servos suos bonis conditionibus vendere. . . . Sed & Dominorum

interest, ne auxilium contra servitium, vel famem, vel intolerabilem injuriam, denegetur iis, qui justè deprecantur. Ideoque cognosce de querelis eorum &c. INSTITUT. Lib. I. Tit. VIII. De his qui sui vel alieni juris, §. 2.

§. V. (1) Voyez le Chap. XIV. de la Lettre des Evêques au Roi Louis, qui se trouve insérée dans le Capitulaire de CHARLES LE CHAUVÉ. Les Athéniens traitoient doucement leurs Esclaves, comme XENOPHON le remarque, à leur honneur, dans sa Description de la République d'Athènes. SENEQUE blâme ceux qui accablent de travail leurs Esclaves, comme si c'étoient des Bêtes de somme, & non pas des Hommes: *Alia interim crudelia & inhumana præterea, quod nec tamquam hominibus quidem, sed tamquam jumentis, abutimur &c.* Epist. XLVII. GROTIUS.

(2) Elle dit, en même tems, que c'est le moien de gagner l'amitié des Domestiques, qui ne s'achète point avec eux: & elle donne pour raison de la douceur avec laquelle on doit les traiter, celle qui a été alléguée ci-dessus plus d'une fois, c'est que les Esclaves sont Hommes aussi bien que leurs Maîtres: Ἔτι, ὁ φιλή, μέγιστον ἐπὶ δουλείᾳ εὖνοια. αὐτὴ γὰρ ἔσται συναγορεύεται τοῖς σώμασιν ἢ κτήσις, ἀλλ' ἐξ ὑπέρ γενησὶν καὶ τὴν οἱ συνετοὶ δεσπότηαι δικαία καὶ χρησταίαι τὰς, ἵνα μήτε διὰ τὸν κόπον κάμωσι, μήτε ἀδυνατῶσι διὰ τὴν ἐνδομίαν. εἰσι γὰρ ἀνθρώποι τῇ φύσει. Fragment. Pythagoreor. in Opusc. Mythologicis, Phys. Ethic. &c. Amst. 1688. pag. 746, 747.

(3) Video quam molliter tuos habeas: quo simplicius tibi confitebor, quā indulgentiā meos tractem. Esi mihi semper in animo & Homericum illud, Πατὴρ δ' ὡς ἡπίος περ, & hoc nostrum, PATERFAMILIAS. Lib. V. Epist. XIX. init. [Le vers d'HOMÈRE est dans l'Odyssée, Lib. II. 47. & 234.] Ce Poète fait dire à Ulysse, qu'il regardera comme Frères de Télémaque, son Fils, les Esclaves, qu'il a trouvez fidèles: Odyss. Lib. XXI. (vers. 215, & seq.) Et Eumée se loue de la bonté paternelle qu'Ulysse lui a témoignée, Odyss. Lib. XIV. (vers. 138, & seq.) DION de Prusse faisant la description d'un très-bon Roi, dit, que, bien loin de prendre plaisir à être appelé Seigneur & Maître de ses Sujets libres, il ne reçoit pas même volontiers ce titre par rapport à ses Esclaves: Δεσπότην ὃ ἔχ' ὅσους τῶν ἐλευθέρων, ἀλλὰ καὶ τῶν δούλων χαίρειν καλεῖται. GROTIUS.

Et raisonnable doit traiter ses Esclaves de telle manière, qu'ils ne soient ni accablés d'un trop grand travail, ni incapables de servir, faute des choses nécessaires à la Vie. Voici ce que dit (3) PLIN le Jeune, en écrivant à son ami Paulin : JE vous avouerai ma douceur pour mes gens, d'autant plus franchement que je sai avec quelle bonté vous traitez les vôtres. J'ai toujours dans l'esprit ce vers d'HOMÉRE :

Il avoit pour ses gens une douceur de Père.

Et je n'oublie point le nom de Père de Famille, que, parmi nous, on donne aux Maîtres. SENEQUE (4) remarque aussi, que c'étoit pour inspirer aux Maîtres de tels sentimens, & pour adoucir ce que le mot d'Esclave renferme d'odieux, qu'on avoit appelé le Maître Père de Famille ; & les Esclaves, les (b) Gens de la Famille. Quelques Pères de l'Eglise, (5) TERTULLIEN, (6) ST. JÉRÔME, ST. AUGUSTIN, ont tiré la même conséquence de ce nom de Père de Famille, dont les Maîtres les moins raisonnables se faisoient honneur.

3. Le Grammairien SERVIUS (8) a fait une semblable remarque, à l'occasion du mot d'Enfans (c) dont on se servoit pour appeller ou pour désigner les Esclaves. Les Heracleotes donnoient à leurs Esclaves Mariandyniens le nom de (9) Donataires, pour adoucir ce que le titre d'Esclave a de désagréable, comme le remarquoit CALLISTRATE, ancien Scholiaste Grec du Poëte ARISTOPHANE. Les anciens Peuples d'Al-

(b) Familiars.

(c) Pueri.

(4) Ne illud quidem videtis, quam omnem invidiam majores nostri Dominis, omnem contumeliam Servis detraxerint? Dominum, Patremfamilie adpellaverunt: Servos (quod etiam in mimis adhuc durat) Familiares. Epist. XLVII. Ceci a été copié par MACROBE, dans l'endroit qu'on a déjà cité, Saturnal. Lib. I. Cap. XI. pag. 235. Ed. Gronov. Notre Auteur remarquoit ici, dans une petite Note, qu'Epicure appelloit les Esclaves, les Amis du Maître : & il cite là-dessus SENEQUE, Epist. CVII. Mais au contraire, les Amis sont opposés là aux Esclaves, dont il s'agit, qui s'étoient fauveez. On peut voir le passage, qui est au commencement de la Lettre, & où cette opposition paroît d'abord ; quoi qu'il y ait d'ailleurs quelque chose de corrompu dans le Texte.

(5) Sed & gratius nomen est pietatis, quam potestatis : etiam Familiae magis Patres, quam Domini vocantur. Apologet. Cap. XXXIII.

(6) Familiam tuam ita rege & confove, ut te Matrem magis tuorum, quam Dominam, videri velis : à quibus benignitate potius, quam severitate, exige reverentiam. Epist. Paulin. ad Celantiam, Tom. I. pag. 114. Edit. Basil.

(7) Domestica pax à justis Patribus ita olim administrata est, ut secundum hæc temporalia bona Filiorum sortem à Servorum conditione distinguere, ad Deum autem colendum omnibus domus sue membris pari dilectione consulere : quod naturalis ordo ita præscribit, ut nomen Patrisfamilias hinc exortum sit, & tum latè vulgatum, ut iniquè etiam dominantes hoc se gaudeant adpellari. Qui autem veri Patresfamilias sunt, omnibus in familia sua, tamquam Filiis, ad colendum & promerendum Deum, consulant. De Civit. Dei, Lib. XIX. Cap. XVI. Ce que St. AUGUSTIN dit ici des motifs que la Religion fournit, il le répète ailleurs, où il remarque, que les Esclaves d'autre côté doivent par la même raison obéir avec plaisir à leurs Maîtres : Tu Dominis Servos, non tam conditionis necessitate, quam officii delectatione, docet adherere. Tu Dominos Servis, summi Dei scilicet, communis Domini, consideratione, placabiles, & ad consulendum, quam ad coercendum, propensiores facit. De moribus Eccles. Catholicæ, Lib. I. Cap. 30. St. CYPRIEN avoit déjà donné pour maxime, que les Maîtres doivent user de plus de douceur envers leurs

Esclaves, qui se sont convertis au Christianisme : Dominos Servis, quam crediderint, mitiores esse debere. Testimon. Lib. III. (§. 82. pag. 85.) Ce qu'il prouve par le passage de l'Epître de St. PAUL aux Ephésiens, VI, 9. LACTANCE parlant de l'égalité de tous les Chrétiens, comme tels, à cause de quoi ils s'appellent tous Frères ; l'étend jusqu'aux Esclaves, qui, quoique de différente condition, par rapport au Corps, sont, par rapport à l'Esprit & à la Religion, Frères de leurs Maîtres même, & Serviteurs d'un Maître commun : Dicit aliquis : Nonne sunt apud vos alii Pauperes, alii Divites, alii Servi, alii Domini? nonne aliquid inter singulos interest? Nihil. nec alia causa est, cur nobis invicem Fratrum nomen impertiamus, nisi quia pares esse nos credimus. Nam quum omnia humana, non corpore, sed spiritu, metiamur; tametsi corporum sit diversa conditio, nobis tamen servi non sunt, sed eos & habemus, & dicimus spiritu Fratres, religione conservos. Instit. Divin. Lib. V. Cap. XV. Voyez encore ISIDORE de Péluze, Lib. I. Epist. 471. GROTIUS.

Le passage, que notre Auteur cite ici comme étant de St. CYPRIEN, n'est que le sommaire marginal, qui répond à la citation du passage de St. PAUL.

(8) Notre Auteur donne ceci comme dit à l'occasion du fameux vers de VIRGILE : Claudite jam rivus, pueri &c. Eclog. III. vers. ult. Mais il n'y a là rien de tel. C'est sur l'Eclogue VI. que SERVIUS remarque tout simplement, & sans aucune réflexion morale qui fasse au sujet, que l'on appelloit Enfans les Domestiques : Utrum ergo atate PUEROS, an ministros & familiares solemus communiter PUEROS vocare? In vers. 14.

(9) C'est ATHE'NE'E qui rapporte cela : Λέγει δὲ καὶ Ἀθηναῖος ὁ Ἀριστοφάνειος, ὅτι τὰς Μαριανδυνῶν ἀνομάζον μὲν Δωροφόρους, ἀφαιρῶντες τὸ πικρὸν τῆς ἀπὸ τῶν οἰκτῶν προσήγορίας. Lib. VI. Cap. XVIII. Mais le Savant GRONOVIVUS veut, que le mot de Δωροφόροι signifie plutôt Donateurs ou Tributaires ; & que cela soit fondé sur ce que le travail des Esclaves ou pour leurs Maîtres, ou pour d'autres à qui les Maîtres les louent, est une espèce de tribut, qui est regardé comme un présent. L'analogie grammaticale favorise cette explication.

(10)

l'ennemi regardoient leurs Esclaves comme des Fermiers, & TACITE (10) les en louë.

(a) Voiez l'Ecclesiastique, XXXIII, 25.

§. VI. 1. Si les Esclaves sont obligez de travailler, les Maîtres doivent les (a) nourrir & les entretenir en vertu de leurs engagemens réciproques, comme nous l'avons dit plus haut. ARISTOTE (1), CATON (2), CICÉRON (3), SENEQUE (4), établissent formellement cette obligation. Le Grammairien DONAT (5) nous apprend, qu'on donnoit à un Esclave pour la nourriture quatre boisseaux de Blé par mois. Le Jurisconsulte MARCIEN dit, qu'il y a des choses qu'un Maître ne fauroit se dispenser de fournir à ses Esclaves, comme (6) les Habits, & autres choses semblables. Les Historiens ont (7) désapprouvé la manière cruelle dont les Siciliens traitèrent les Prisonniers de Guerre Athéniens, qu'ils laissèrent mourir de faim.

(b) Thucyd. Lib. VII. Cap. 87. seu ult. Diod. Sic. XIII. 19.

2. SENEQUE (8) va jusqu'à établir, qu'en matière de certaines choses un Esclave a les mêmes droits que s'il étoit Libre, & qu'il peut même se rendre bienfaiteur de son Maître, en faisant pour lui quelque chose au delà des services qu'il lui doit, pourvu qu'en cela il agisse non par crainte & par contrainte, mais de sa pure volonté & par affection; ce que le Philosophe explique au long.

3. De tout cela il s'ensuit, que, si un Esclave a épargné quelque chose de son petit ordinaire, en se refusant même le nécessaire, comme parle (9) TERENCE; ou s'il a gagné quelque chose en travaillant à ses heures de relâche: c'est un bien, qui lui appartient en quelque manière. THEOPHILE, dans sa Paraphrase des Institutes de JUSTINIEN, définit assez bien le Pécule, (10) un Patrimoine naturel. C'est comme

(10) *Frumenti modum Dominus, aut pecoris, aut vestis, ut Colono injungit: Et Servus haecenus paret.* German. Cap. XXV. num. 2.

§. VI. (1) Ἀριστοῦ γὰρ ἐκ οἷον τε ἀρχεῖν δόλῳ ἢ μισθῷ, τρεφῆ. Oeconomic. Lib. I. Cap. V.

(2) *Familie malè ne sit, ne algeat, ne esuriat.* De Re Rustic. Cap. V.

(3) *Quibus [Servis] non malè præcipiunt, qui ita jubent uti, ut mercenariis: operam exigendam, justa præbenda.* De Offic. Lib. I. Cap. XIII.

(4) *Est aliquid, quod Dominus præstare Servo debent, ut cibaria, ut vestiarius.* De Benefic. Lib. III. (Cap. XXI.) *Familia vestiarius petit victumque.* De Tranquill. anim. (Cap. VIII.) Les Romains, alliégez par les Goths, & pressés de la famine, disoient autrefois à Bessas, & à Conon, qui commandoient l'Armée des Alliégeans: „ Si vous voulez que nous nous rendions „ à vous, comme Prisonniers de Guerre, donnez-nous „ des vivres, sinon autant qu'il nous en faudroit, du „ moins assez pour ne pas mourir de faim: Χρηρεῖται τοῖς ὑμετέροις αἰχμαλώτοις τρεφὴν ἐκ ἀρχῆσαν, εἰδὲ κατὰ τὴν χρεῖαν ἡμῶν ἀποχεῖσαν, ἀλλ' ὡς γὰρ ἀποζῆν διαρκῶς ἔχουσιν. PROCOR. Gothic. Lib. III. (Cap. XVII.) ST. CHRYSOSTÔME regarde comme une espèce de Servitude, l'obligation où est un Maître de fournir à ses Esclaves la nourriture & le vêtement; parce que, s'il manque à remplir cet engagement, les Esclaves sont dégagés du leur, & aucune Loi ne sauroit alors les contraindre à servir: Ὅταν ἔτῃ μὲν τὴν σωματικὴν διακονίαν παρέχῃ, σὺ δὲ τὸ σῶμα τρέφῃς καὶ θεραπεύῃς, καὶ τροφαῖς καὶ ἐνδυμασίᾳ καὶ ὑποδήμασι, καὶ ἔτῃ δουλείας ἐστὶν τροπῇ ὅτι εἰ μὴ παρέχῃς καὶ σὺ τὴν διακονίαν, εἰδὲ ἐκείνῳ τὴν ἰαυτῶν, ἀλλ' ἔσαι ἐλευθέρῳ, καὶ ἔδεις αὐτὸν ἀναγκάσει νόμῳ καὶ μὴ τρεφόμενον τοῦτο ποιεῖν. In EPHEM. V. 2. GROTIUS.

(5) *Servi quaternos modios accipiebant frumenti in mensum, Et id DEMENSUM dicebatur.* In TERENT. Phormion. Act. I. Scen. I. vers. 10.

(6) Ces choses, à cause de cela, n'étoient point

considérées faire partie du Pécule des Esclaves, qui appartenait au Maître, quoique l'Esclave le possédât comme un bien à part: *Si verò tunicas, aut aliquid simile, quod ei Dominus necesse habet præstare, non esse peculium.* DIGEST. Lib. XV. Tit. I. De Peculio, Leg. XL.

(7) La dureté de l'Empereur ISAC l'Ange envers les Siciliens, qu'il avoit fait prisonniers de Guerre, est aussi censurée par NICÉ'TAS, qui rapporte une Lettre, que le Roi de Sicile écrivit là-dessus à l'Empereur, Vit. Isac. Angel. Lib. I. (Cap. III.) GROTIUS.

(8) *Et eo perducam servum, ut in multa liber sit. . . . Ubi in adfectum amici transit [quod præstatur], definit vocari ministerium. Quidquid est, quod servilis officii formulam excedit, quod non ex imperio, sed ex voluntate præstatur, beneficium est: si modo tantum est, ut hoc vocari poterit, quolibet alio præstante.* De Benefic. Lib. III. Cap. XIX. & XXI.

(9) *Quod ille unciatim vix de demenso suo suum defrudans genium, comparsit miser.* Phorm. Act. I. Scen. I. vers. 9, 10.

(10) Ὅς Περικλῆς ἔτῃ ἐστὶν οὐσία φυσική, &c. INSTIT. Lib. IV. Tit. VII. *Quod cum eo qui in al. pot. &c. §. 4.* HOMÈRE fait dire à Eumée, que, si Ulysse fût retourné chez lui, il lui auroit donné une Maison, un Héritage, une Femme à sonhait, en un mot tout ce qu'un bon Maître peut donner à un Domestique que fidèle & affectionné:

Ὅς κεν ἐμ' ἐνδυκίης ἐφίλει, καὶ κλῆσιν ὅπασσιν
οἶά τε ᾧ οἰκῇ ἀναξ εὐθυμῷ ἐδάκεν,
οἶκόν τε, κλῆρον τε, πολυμήνην τε γυναῖκα,
ὅς οἱ πολλὰ κάμῃσι, θεὸς δ' ἐπὶ ἔργον αἰεεῖ.

Odyss. Lib. XIV. (vers. 62, & seqq.) Ulysse lui-même fait une semblable promesse à Eumée, & à l'autre Père, Philoetius, Lib. XXI. (vers. 214, 215.) VARRON recommande aux Maîtres d'avoir quelque douceur pour leurs Esclaves, de leur fournir largement la nourriture & les habits, de leur donner du relâche pour le travail, & de leur laisser même paître dans sa possession quel-

me si l'on disoit, que la copulation des Esclaves, (11) qui a un (c) nom particulier dans le Droit Romain, est un *Mariage naturel*. Le Jurisconsulte ULP IEN appelle formellement le *Pécule*, un (12) *petit Patrimoine*. Le Maître à la vérité peut diminuer ce Patrimoine, ou l'ôter entièrement à ses Esclaves, comme il le juge à propos: mais s'il le fait sans raison, il fait mal, il pèche contre l'Équité. Il peut le faire, non seulement pour punir son Esclave, mais encore pour subvenir à ses propres besoins: car l'intérêt de l'Esclave doit céder à celui du Maître, plus même que l'intérêt particulier des Sujets ne doit céder à l'intérêt de l'État. Mais il ne s'ensuit point de là, que le *Pécule* ne puisse être regardé comme appartenant à l'Esclave: car, comme le dit très-bien SENEQUE, (13) *il n'est pas moins Propriétaire, parce qu'il peut cesser de l'être, dès que son Maître le voudra.*

4. De là vient encore, que, si un Maître, après avoir affranchi son Esclave, lui paie quelque chose qu'il lui devoit pendant qu'il étoit encore dans l'Esclavage, il ne peut point le répéter, comme non-dû, parce que, comme le dit (14) le Jurisconsulte TRYPHONIN, quand il s'agit de savoir ce qui est dû, ou non, par rapport au droit de le redemander en Justice, lors qu'on l'a payé mal-à-propos, il faut avoir égard à l'obligation naturelle, & non pas à l'obligation civile: or un Maître peut devoir quelque chose à son Esclave, selon le Droit Naturel. C'est pourquoi, comme les *Clients* (d) contribuoient quelquefois pour les besoins de leurs *Patrons*, & les *Sujets* pour ceux de leurs *Rois*: nous lisons aussi, que les Esclaves ont (15) fourni quelque chose pour les besoins de leurs Maîtres; pour la dot, par exemple, d'une Fille; pour le rachat d'un Fils fait Prisonnier; & pour quelque autre cas semblable.

5. PLINE

quelque Bétail qui soit de leur pécule; afin de les encourager par là à travailler avec plus d'ardeur: *Studiores ad opus fieri liberalius tractando, aut cibariis aut vestitu largiore, aut remissione operis, concessione ut peculium aliquid in fundo pascere liceat &c.* (De Re Rust. Lib. I. Cap. XVII.) GROTIUS.

Le docte Jurisconsulte, FRANÇOIS HOTMAN, remarque que le nom même de *Pécule* vient de ce qu'au commencement, les biens consistant tous en Bétail, on donnoit aux Esclaves quelque Troupeau à paître en leur particulier. Et il allégué là-dessus, (Comm. in Tit. DIG. De Pecul. §. 2.) cet autre passage de VARRON: Tu, inquit, tibicen non solum admittis Domino pecus, sed etiam Servis Peculium, quibus Domini dant, ut pascant &c. De Re Rust. Lib. I. Cap. II.

(11) Voyez ci-dessus, Liv. I. Chap. III. §. 4. num. 1.

(12) *PECULIUM dictum est, quasi pusilla pecunia, seu patrimonium pusillum.* DIGEST. Lib. XV. Tit. I. De Pecul. Leg. V. §. 1. Fort bien: mais ce Patrimoine, selon les principes de la Jurisprudence Romaine, ne laissoit pas d'appartenir entièrement au Maître (INSTIT. Lib. II. Tit. XII. *Quibus non est permittum facere Testament.* princ.) L'Esclave ne le possédoit pas civilement: *Et Peculium, quod Servus civiliter quidem possidere non posset, sed naturaliter tenet, Dominus creditur possidere.* DIGEST. Lib. XLI. Tit. II. De adquir. vel amitt. Possessione, Leg. XXIV. Et il pouvoit se rendre coupable de Larcin, à l'égard des biens de son Pécule: *Quum autem Servus rem suam peculiarem, furandi consilio amoveret . . . si alii tradiderit, furtum faciet.* Lib. XLVII. Tit. II. De Furtis, Leg. LVI. §. 3. Tous les acquêts aussi revenoient au Maître, INSTIT. Lib. II. Tit. IX. *Per quas personas nobis adquiritur*, §. 1, 3. Ainsi ce n'est qu'improprement qu'un Esclave est dit quelquefois avoir une espèce de Patrimoine. Voyez le grand CUYAS, dans son Ouvrage *Ad Africanum*, Tractat. II. sur la Loi 107. §. 1. DIG. De Legat. I. Notre Auteur semble ici avoir eu cet endroit devant les yeux. Voyez aussi LAURENT. PIGNORIUS,

TOM. II.

De Servis, pag. 4. Ed. Patav. 1656.

(13) Il venoit de dire, qu'encore que le Pécule, & la personne même de l'Esclave, appartiennent au Maître, l'Esclave néanmoins peut faire un présent à son Maître: *Numquid dubium est, quin Servus cum peculio Domini sit? Dat tamen Domino suo munus. Non enim ideo nihil habet Servus, quia non est habiturus, si Dominus illum habere noluerit: nec ideo non est munus, quam volens dedit, quia potuit eripi, etiam si noluisse.* De Benefic. Lib. VII. Cap. IV.

(14) *Si, quod Dominus Servo debuit, manumisso solvit, quamvis existimans ei se aliquā teneri actione, tamen repetere non poterit: quia naturale adgnovit debitum. Ut enim libertas naturali jure continetur, & dominatio ex Gentium jure introducta est, ita debiti vel non debiti ratio in conditione naturaliter intelligenda est.* DIGEST. Lib. XII. Tit. VI. De conditione indebit. Leg. LXIV.

(15) L'exemple des contributions pour la dot d'une Fille, ou pour le rachat d'un Fils fait Prisonnier, se trouve bien confirmé, à l'égard des *Clients*, par l'autorité de DENYS d'Halicarnasse, dans l'endroit coté en marge: mais par rapport aux Esclaves, je suis fort trompé si notre Auteur a eu ici d'autre garant, que ce qu'on lit dans la Scène d'une Comédie de TERENCE, dont il a cité quelque chose ci-dessus, Note 9. On y voit un Esclave, qui, de ses épargnes, fait un présent à la nouvelle Mariée, que le Fils de son Maître venoit d'épouser. Celui qui parle, Esclave lui-même, croit que son Ami fera obligé d'en faire autant, quand sa Maîtresse aura accouché, le jour de naissance de l'Enfant, & celui de son initiation à certains mystères:

*Nam herilem filium ejus duxisse audio
Uxorem: ei, credo, munus hoc convaluitur*

..... Porro autem Geta
Feriatur alio munere, ubi hera pepererit:
Porro autem alio, ubi erit puero natalis dies,
Ubi initiabunt &c.

Ccc

Phor-

5. *PLINE le Jeune*, comme il nous l'apprend lui-même (16) dans une de ses Lettres, permettoit à ses Esclaves de faire une espèce de Testament; de partager entre leurs camarades ce qu'ils avoient, de donner, de laisser à qui ils vouloient, pourvu que ce fût à quelqu'un de la maison.

6. L'Histoire nous fournit des exemples d'un droit d'acquérir encore plus étendu, que l'on accordoit aux Esclaves parmi certaines Nations. Et il ne faut pas s'en étonner, puis qu'il y avoit plusieurs degrez de Servitude, comme nous (e) l'avons remarqué ailleurs. (17)

(e) *Liv. II. Chap. V. §. 30.*

7. Mais un Maître n'est point obligé à la rigueur d'affranchir son Esclave, après un long service, ou un service par lequel l'Esclave ait fait pour lui quelque chose de très-grande importance. Si alors il lui donne la liberté, c'est une récompense, dont l'Esclave est redevable à sa bonté; c'est un bienfait, ainsi que le qualifie (18) *ULPIEN*; & comme le bon homme *Simon* (19) le représente à son Affranchi, dans une Comédie de *TERENCE*: quoique ce bienfait puisse être du quelquefois, par les Loix de l'Humanité & de la Bénéfice. *SALVIEN* remarque, comme (20) un usage fort commun, que l'on donnoit la liberté aux Esclaves, encore qu'ils ne fussent pas les meilleurs du monde, pourvu qu'ils ne fussent pas de francs fripons: & alors, ajoute-t-il, on leur permettoit d'emporter de la maison de leur Maître ce qu'ils avoient ramassé pendant qu'ils étoient dans l'Esclavage. Les Martyrologes nous fournissent plusieurs exemples de cette générosité des Maîtres. Mais la Loi de Moïse, d'ailleurs pleine de douceur, en imposoit ici la nécessité d'une manière très-louable. Car elle vouloit absolument, qu'au bout d'un certain tems (f) un Maître fût tenu d'affranchir son Esclave Israélite, & cela en lui donnant (21) quelque chose. Il est vrai qu'on vint à négliger cette Loi: mais les Prophètes en font des reproches très-piquans. *PLUTARQUE* blâme (22) aussi *Caton l'Ancien*, de ce que, quand ses Esclaves étoient assez de vieillesse, au lieu de les affranchir, il les vendoit, oubliant, dit-il, la conformité de nature qu'il y a entre tous les Hommes.

(f) *Deuté. XV, 13.*

§. VII. ON demande ici, si ceux qui ont été pris dans une Guerre juste peuvent en conscience s'enfuir? (a) Il ne s'agit pas de ceux qui s'étant rendus coupables d'un crime propre, ont mérité d'être punis par la perte de leur liberté, mais de ceux qui sont réduits

(a) Voiez *Sylvest. verb. Servitus, §. 3. Fortunius, in l. 4. D. De Just. & Jur. Egid. Reg. Deact. supern. Disp. XXXI. Dub. 7. num. 119. Lessus, Lib. II. Cap. 5. Dub. 5.*

Phormion. Act. I. Sc. I. vers. 5, 6, 12, & seqq. Au reste, je m'étonne que notre Auteur ait oublié ici une chose, qui faisoit beaucoup à son sujet: c'est que, parmi les Romains, un Esclave pouvoit se racheter par un accord avec son Maître, à qui il donnoit, pour prix de sa liberté, ce qu'il avoit ou amassé de ses épargnes, ou reçu de la libéralité d'autrui, ou en de quelque autre manière. Cet usage s'introduisit de bonne heure, puis que non seulement *SENEQUE* en parle (*Peculium suum, quod comparavit ventre fraudato, pro capite numerant &c. Epist. LXXX.*) mais encore on en voit des preuves dans *PLAUTE* (*Aulul. Act. V. vers. 8, 9. Casin. Act. II. Sc. V. vers. 6, & seqq. Rudent. Act. IV. Sc. II. vers. 23, 24.*) Les Empereurs *Marc Antonin* & *Véron* affermirent depuis la validité d'une telle convention, en autorisant l'Esclave à se plaindre en Justice, & obligeant le Maître à l'affranchir, faute de quoi l'Esclave étoit déclaré libre; comme il paroît par le *DIGESTE*, Lib. V. Tit. I. *De Judiciis*, Leg. LIII. & LXVII. Lib. XL. Tit. I. *De Manumissionibus*, Leg. IV. V. &c. Voiez *JACQUES RAVARD, in divers. Reg. Juris*, Leg. XVI. (pag. 174, & seqq. Ed. Wech. 1622.) *JUSTE LIPSE, sur TACITE, Annal. Lib. XIV. Cap. XIII. CUJAS, Recit. in Digest. Tom. IV. Opp. Ed. Fabrot. pag. 164.* & le Président *BRISSON, De Formulis*, Lib. VI. pag. 559.

(16) *Alterum, quum permitto Servis quoque quasi te-*

flamenta facere, eaque, ut legitima, custodio. Mandant, rogantque, quod visum: pareo oculis. Suis dividunt, donant, relinquant dumtaxat intra domum. Lib. VIII. Epist. XVI.

(17) Il y a ici dans l'Original quelque chose qui interrompt la suite du discours. Je l'ai placé ci-dessus, à la fin du paragraphe 4. où l'on verra la raison, pour quoi il a fallu faire cette transposition.

(18) *Sed posteaquam Jure Gentium Servitus invasit, sequitur est beneficium manumissionis. DIGEST. Lib. I. Tit. I. De Justit. & Jure. Leg. IV.*

(19) — *Feci è servo ut esset libertus mihi Propterea quod servibus liberaliter.*

(Andr. Act. I. Scen. I. vers. 10, 11.) J'écris *servibus*, comme portent les Manuscrits, & non pas *serviebas*. *VARRON* nous apprend, qu'on disoit aux Esclaves, dans le Bocage sacré de la Déesse *Féronie*: *Que ces Esclaves, qui ont bien servi, fussent, & qu'ils se libèrent libres.* En certains endroits c'est la coutume, d'affranchir les Esclaves, lors qu'ils ont pu ramasser huit fois autant que ce qu'ils avoient coûté à leur Maître. *GEORGIUS.*

Ce que notre Auteur remarque ici sur la foi de *VARRON*, il l'a sans doute tiré de *SERVIVS*: mais ce Grammairien le dit de son chef, en parlant du Temple de la Déesse *Féronie* à *Tarracine*: car c'étoit la Déesse des Affranchis, & il y avoit là un Siège de pierre,

réduits à ce triste état en conséquence du fait de l'Etat, auquel ils n'ont personnellement aucune part. Cependant, quoique les derniers soient innocens, il ne leur est pas plus permis de s'enfuir, qu'aux premiers, selon le sentiment le plus raisonnable; parce que, comme nous l'avons dit ailleurs, ils doivent se résoudre à servir, comme Membres de l'Etat & en son nom, en vertu de la (1) convention générale qu'il y a entre les Peuples. Cela s'entend néanmoins avec cette restriction, qu'un tel Prisonnier de Guerre ne soit pas réduit à la nécessité de s'enfuir par de mauvais traitemens insupportables. On peut voir là-dessus (b) une décision de GREGOIRE de Néocésarée.

(h) *Respons.*
XVI.

§. VIII. 1. Nous avons (a) agité ailleurs une autre question, qui ne doit pas être omise ici, à cause du rapport particulier qu'elle a avec les Prisonniers de Guerre; c'est de savoir, si les Enfans nez de Père ou Mère Esclaves sont tenus en conscience de se regarder comme soumis eux-mêmes à la puissance du Maître de ceux à qui ils doivent le jour; & jusqu'où s'étend cette obligation? Ici il faut distinguer entre ceux, dont le Père ou la Mère ont mérité la mort; & ceux dont les Parens n'ont rien fait qui les en rendit dignes.

(a) *Liv. II.*
Chap. V. §. 29.

2. Comme les premiers ne seroient point venus au monde, si leurs Parens avoient subi la peine qu'ils méritoient, ceux-ci ont pu, en récompense de la vie qu'on leur laissoit, assujettir leurs Descendans à l'Esclavage; puis que, comme nous l'avons remarqué au même endroit, il est permis à un Père & une Mère de vendre leurs Enfans, lors qu'ils n'ont pas le moien de les nourrir. C'est là-dessus qu'est fondé le droit que (b) DIEU donna autrefois aux Israélites sur la postérité des Cananéens.

(b) *Deutér.*
XX, 14.

3. A l'égard des Enfans, dont les Pères & Mères ne sont tombez dans l'Esclavage que parce qu'ils étoient en quelque manière responsables des dettes de l'Etat; ceux qui étoient déjà nez pouvoient bien être eux-mêmes engagez, comme Membres du Corps de l'Etat, aussi bien que leurs Parens: mais pour ceux qui sont nez depuis la captivité de leurs Pères & Mères, cette raison ne semble pas suffisante. Il faut donc en chercher quelque autre, & j'en trouve deux fort plausibles. Car il peut y avoir ici un consentement exprès des Pères & Mères, joint à l'impossibilité où ils sont d'avoir autrement dequoi nourrir les Enfans qui leur naissent, à cause dequoi ils sont même autorisez à les rendre Esclaves pour toujours. Il peut aussi y avoir une Convention tacite entr'eux,

Pierre, où l'on faisoit affecier les Esclaves, lors qu'on leur donnoit le Bonnet, pour signe de leur affranchissement. Les paroles, dont il s'agit, étoient gravées sur ce Siège. *Hæc etiam* [Feronia] *Libertorum Dea est, in cujus Templo vaso capite pileum accipiebant . . .* In hujus Templo Tarracinae sedile lapideum fuit, in quo hic versus incisus erat: BENE MERITI SERVI SEDEANT: SURGANT LIBERI. In ÆNEID. VIII. vers. 564. La méprise de notre Auteur vient de ce qu'immédiatement après le passage cité, le Commentateur rapporte l'étymologie que VARRON donne du nom de la Déesse: *Quam VARRO libertatem* [il faut lire *libertatis*] *Deam dicit Feroniam, quasi Fidoniam.* On peut voir, au reste, touchant cette Déesse & son Temple, les Notes de TORRENTIUS, sur HORACE, Lib. I. Sat. V. vers. 24. Le savant JACQUES GODEFROI, prouve par le passage de SERVIUS, & par d'autres autorités, que, parmi les anciens Grecs & Romains, l'affranchissement des Esclaves se faisoit souvent dans les Temples consacrez aux fausses Divinités; & que c'est de là que l'Empereur CONSTANTIN prit la manière d'affranchir dans les Eglises, qu'il autorisa par une Constitution parvenue jusqu'à nous. Mais ce grand Jurisconsulte cite-là (in COD. THEODOS. IV. 7. De Manum. in Eccl. L. iiii. pag. 355. Tom. I.) PLUTARQUE, dans la Vie

de Publicola, où je ne trouve rien qui fasse au sujet. Et dans la citation de TIRE LIVE on cote *Lib. 2.* apparemment pour *Lib. 22.* Cap. I. vers la fin. Ce qui soit dit en passant.

(20) *In usu siquidem quotidiano est, ut Servi, etsi non optimæ, certè non improba servitutis, Romanæ à Dominis libertate donentur: in qua scilicet & proprietatem peculii capiunt, & jura testamentarium consequuntur . . . nec solum hoc, sed & illa, quæ in servitute positi conquiritur, ex Dominorum domo tollere non vetantur.* Ad Ecclef. Catholic. Lib. III. pag. 413. Ed. Paris. 1645.

(21) L'usage interprète cette Loi, en sorte qu'on ne devoit pas donner moins de trente Sicles. Voyez le Rabbin MOÏSE de Cotzi, Præcept. jubent. LXXXIV. GROTIUS.

(22) Πλήν τὸ τοῖς οἰκέταις, ὡς ὑποζυγίοις, ἀποχρησάμενοι ἐπὶ γῆρας ἐλευθεῖν καὶ παύσεσθαι, ἀγενεὶς ἀγαπήτες ἐγγὺ τιθεσθαι, καὶ μηδὲν ἀνδράπων πρὸς ἀνδράπων οἰόμενα κοινάμειν τῆς χρείας πλέον ὑπάρχειν. In Vit. M. Caton. pag. 338, 339. Voyez ce qui suit, où la réflexion est poussée jusqu'aux Bêtes.

§. VII. (1) On plutôt, en vertu de la convention ou expresse, ou tacite, qu'ils ont fait eux-mêmes avec le Vainqueur, pour racheter leur vie. Voyez ce que j'ai dit ci-dessus, Chap. VII. de ce Livre, §. 6. Note 2.

entr'eux, & leur Maître, fondée sur ce que le Maître nourrit les Enfants qui sont nez : mais en ce cas-là ils n'engagent la liberté de leurs Enfants que jusqu'à ce que ceux-ci aient entièrement dédommagé par leur travail le Maître qui les a nourris & entretenus. Si le Maître a quelque pouvoir au delà sur les Enfants nez de ses Esclaves, il le tient, à mon avis, des Loix Civiles, qui accordent quelquefois aux Maîtres plus que ne le permet l'Équité.

§. IX. 1. VOILA pour ce qui regarde la modération dont on doit user envers les Prisonniers de Guerre, dans les Païs où ils deviennent Esclaves. Mais par tout où cet usage est aboli, le meilleur est, d'échanger les Prisonniers faits de part & d'autre; ou du moins, de les relâcher, moyennant une rançon raisonnable.

2. On ne sauroit déterminer au juste, jusqu'où peut aller cette Rançon. Ce qu'il y a de certain, c'est que l'Humanité ne permet pas d'en exiger une si haute, que le Prisonnier ne puisse la paier, sans manquer des choses nécessaires à la Vie. Les Loix Civiles même ne dépouillent pas de ce nécessaire plusieurs Débiteurs, qui le sont devenus par leur propre fait.

3. En certains endroits on détermine la rançon d'un commun accord par des Cartels, ou bien elle est réglée par l'usage. Chez les Grecs autrefois elle étoit fixée à une (1) Mine. Aujourd'hui on donne (2) la paie d'un mois. PLUTARQUE (3) rapporte, qu'autrefois les Corinthiens & les Mégariens faisant la Guerre entr'eux avec modération, & comme il convenoit à des Peuples descendus d'une même tige; chacun traitoit ses Prisonniers comme autant d'Hôtes, & les renvoioit chez eux sur la simple parole qu'ils donnoient de paier leur rançon.

4. Il y a quelque chose de plus grand & de plus généreux dans la manière dont le Roi Pyrrhus en usoit : car voici ce qu'il dit à ceux qui venoient racheter leurs gens Prisonniers, comme le rapporte CICÉRON : (4) *Ce n'est pas de l'argent que je cherche, je ne vous demande point de rançon. Ne faisons point un trafic sordide de la Guerre. C'est avec le Fer, & non avec l'Or, qu'il faut vider nos différens. . . . J'ai pris une bonne résolution, de ne point ôter la liberté à ceux dont le sort des Armes a respecté la valeur.* Ce Prince croioit sans doute avoir pris les armes pour un sujet juste & légitime : cependant il se faisoit un devoir de ne point réduire en esclavage des gens qui s'étoient engagez à la Guerre par des motifs accompagnés d'une grande apparence de raison. XENOPHON (a) loué une semblable action de Cyrus. Philippe de Macédoine se montra aussi généreux (b) envers les Prisonniers qu'il avoit faits à la Bataille de Chéronée : Alexandre, son Fils, envers (c) les Scythes : les Rois (d) Ptolomée & Démétrius, à l'envi l'un de l'autre, envers les Prisonniers qu'ils tenoient réciproquement. Dromichète, Roi des Gètes, (e) aiant pris Lyfimaque, le traita en Hôte, & lui aiant fait éprouver la courtoisie des Gètes, en même tems qu'il le rendit témoin de leur pauvreté, il gagna si fort son cœur, que Lyfimaque aimait mieux désormais avoir de telles gens pour amis, que pour ennemis.

CHA-

(a) *De Cyri instit. Lib. III. Cap. I. §. 20.*
 (b) *Polyb. Lib. V. Cap. 10.*
 (c) *Q. Curt. Lib. VII. Cap. IX. num. 18.*
 (d) *Plutarch. in Demetr. pag. 891.*
 (e) *Strab. Geogr. Lib. VII. pag. 302. Ed. Paris. Diod. Sic. Excerpt. Peiresc. pag. 257, 259.*

§. IX. (1) C'est-à-dire, environ dix Ecus de notre monnaie. Notre Auteur a apparemment tiré ceci d'ARISTOTE, qui pourtant n'attribue point la coutume aux Grecs; il la donne seulement pour exemple de choses arbitraires en elles-mêmes, qui sont réglées d'une certaine manière par les Loix ou les Coutumes, & il ne dit point chez qui celle-ci est établie : *Νομικόν ἔστι, ὃ ἐξ ἀρχῆς μὴ ἔστιν ἀποφύκει ὅπως ἢ ἄλλως, ὅθεν ἢ θάπται, διαφέρει, οἷον τὸ μὴ ἄς λυτῆσθαι &c.* Ethic. Nicomach. Lib. V. Cap. X. Et que la rançon des Prisonniers de Guerre ne fût pas fixée à une Mine, selon l'usage des Grecs, j'en trouve une preuve bien claire dans D E-

MOSTHÈNE. Car en parlant de quelques Grecs pris par Philippe de Macédoine, il dit, que ces Prisonniers, pour se racheter, empruntèrent, l'un trois Mines, l'autre cinq, l'autre plus ou moins, selon que sa rançon avoit été taxée : *καὶ ἑκάστους ἐκαστὸν τὰ λύτρα. Orat. de male obit. legation. pag. 222. A. Ed. Basil. 1572.*

(2) Dans la Guerre que les François firent contre les Espagnols en Italie, la rançon d'un Cavalier étoit le quart d'une année de ses gages : mais on ne comprenoit point dans cette taxe les Capitaines & autres Officiers Supérieurs, ni ceux qui étoient faits Prisonniers dans

CHAPITRE XV.

De la MODÉRATION dont on doit user à l'égard de l'EMPIRE
qu'on acquiert sur les Vaincus.

I. Jusqu'où il est permis en conscience de s'attribuer la Souveraineté sur les Vaincus. II. Combien il est louable de renoncer à ce droit. III. On peut le faire, ou en mêlant les Vaincus avec les Vainqueurs : IV. Ou en laissant la Souveraineté à ceux qui en étoient revêtus ; V. Et cela quelquefois en mettant garnison dans leur Païs ; VI. Quelquefois en leur imposant des tributs, ou autres semblables charges. VII. Avantage qui revient de cette modération. VIII. Exemples de ceux qui en ont usé. De la manière dont un Vainqueur change quelquefois le Gouvernement du Peuple vaincu. IX. Que s'il faut absolument prendre la Souveraineté, on fait bien d'en laisser une partie aux Vaincus : X. Ou du moins quelque sorte de liberté ; XI. Sur tout par rapport à l'exercice de leur Religion. XII. Que du moins on doit toujours traiter les Vaincus en sorte qu'ils aient lieu de reconnoître la clémence du Vainqueur.

§. I. 1. S'IL y a des règles d'Equité, dont on ne sauroit se dispenser, & des actes d'Humanité, qu'on exerce louablement envers les Particuliers, quoi qu'on n'y soit point tenu à la rigueur : (a) on est d'autant plus obligé d'observer les premières, & d'autant plus louable de pratiquer les derniers envers un Corps de Peuple, ou quelcune de ses parties ; que le tort fait à un grand nombre de gens est plus criant, & le bien au contraire fait à une Multitude, plus considérable, que celui qu'on fait à une seule personne. Voions donc de quelle manière le Vainqueur doit user ici de ses droits.

(a) *Fr. VII. éfor. De Jure Bell. num. 38. & 95.*

2. Dans une Guerre juste, on peut acquérir, avec les autres choses, le droit du Souverain sur le Peuple Vaincu, & le Droit que le Peuple même avoit par rapport à la Souveraineté : mais l'acquisition n'est légitime, qu'autant qu'elle répond au degré de peine que mérite le crime des Vaincus, ou à la valeur de quelque autre Dette ; & autant que le demande d'ailleurs la nécessité d'éviter un grand péril. Cette dernière raison est le plus souvent mêlée avec les deux autres : cependant il faut y avoir égard principalement, & dans les conditions d'un Traité de Paix, & dans l'usage que l'on fait de la victoire. Car, en matière de toutes les autres choses, on peut relâcher de son droit par un principe de Bonté & d'Indulgence : mais lors qu'il s'agit d'un danger public, c'est

dans une Bataille, on après un Siège. C'est ce que rapporte MARIANA, Lib. XXVII. Cap. XVIII. GROTIUS.

(3) Ὅμως δὲ ἐπιείκειαν ἡμέρας ἐπολέμουν [οἱ Καρίνθιοι καὶ Μεγαρεῖς] καὶ συγγενικῶς τὰς μὲν γὰρ . . . ἀλίσκομένους λῦτρον τι τεύχοντες ἔδει κατεβαλεῖν, καὶ τὸτο ἐλάμβανον. ἀφ' ἧς προτέρον ἢ ἐκ εἰσπράττου, ἀλλ' ὁ λαὸς αἰχμαλώτων, ἀπὴν οἰκίας, καὶ μετὰ αὐτῶν καὶ τραπέζης, ἀπέπεμπεν οἰκασθεῖ. ὁ μὲν ἐν τῷ λύτρῳ κομισας, ἐπὶ νείῳ, καὶ φίλῳ αἰεὶ διέβλει τῷ λαῷ, ἐκ δορυκαλῶν δρυζέων προσαγορευόμενος. Quæst. Græc. pag. 295. B. Tom. II. Ed. Wech.

Nec cauponantes bellum, sed belligerantes, Ferro, non auro, vitam cernamus utrique.

Quorum virtuti belli fortuna pepercit, Eorumdem me libertati parcere certum est.

(De Offic. Lib. I. Cap. XII.) Tibère, Empereur Chrétien, usa d'une semblable générosité envers les Perses ; & MÉNANDRE le Protecteur l'en loué (Cap. XVII. pag. 141. Edit. Hoefchel.) MARIANA loué pour le même sujet Sisebute (Lib. VI. Cap. III.) comme aussi Sanche, Roi de Castille : De rebus Hisp. Lib. XI. (Cap. V.) GROTIUS.

(4) *Nec mi aurum posco, nec mi pretium dederitis,*

c'est une compassion cruelle, que de se fier trop à un Ennemi vaincu. ISOCRATE (1) donnoit pour maxime à Philippe de Macédoine, de dompter les Barbares, autant qu'il seroit nécessaire pour mettre ses Etats en sûreté.

§. II. 1. LES anciens Romains les plus religieux de tous les Hommes, n'étoient aux Vaincus que le pouvoir de nuire : c'est une réflexion de SALLUSTE (1), digne d'être dans la bouche d'un Chrétien. Le même Auteur en fait ailleurs une autre, qui s'y rapporte : (2) Les Sages, dit-il, prennent les armes en vue de la Paix, & ils supportent les fatigues de la Guerre dans l'espérance du repos qui doit la suivre. CICÉRON (3) veut aussi, qu'on ne se propose d'autre fin : & ARISTOTE (4), long tems avant lui, avoit eu une semblable pensée.

(a) Thom.
II. 2. Quæst.
40. art. 1. ad 3.
IV. in Matth.
De Bell. 2. re-
quis. Qu. 7.

(b) Chap. I.
vers. 13.

2. C'est justement la maxime des (a) Théologiens de la vraie Religion, qui disent, que le but légitime de la Guerre est d'éloigner ce qui trouble la Paix. Prenez garde, disoit (5) ST. AUGUSTIN, que ce ne soit une chose indigne d'un Homme de bien, de chercher à aggrandir son Empire. Il y a, ajoute-t-il, plus de bonheur à avoir un Voisin, avec qui l'on vive en bonne union, qu'à vaincre par les armes un mauvais Voisin. Le Prophète AMOS (b) censure vivement, en la personne même des Hammonites, le désir de faire des Conquêtes.

3. Aussi cette mode n'est-elle pas plus ancienne, que le tems de Ninus. Avant ce fameux Conquérant, on pensoit plus pour l'ordinaire à conserver ses Etats, qu'à en étendre les (6) limites. Chacun se bornoit à régner dans sa Patrie. Les Rois, en faisant la Guerre, se propoisoient uniquement la gloire de leurs Peuples ; & contents de la victoire, ils ne vouloient point dominer sur les Vaincus. C'est ce que nous apprenons de TROGUE POMPEE (7).

§. III. LA sage modération des anciens Romains approcha beaucoup de cette innocence exemplaire des premiers tems. Quel Empire aurions-nous aujourd'hui, disoit (1) SENEQUE, si les Vaincus n'eussent été mêlez avec les Vainqueurs, par l'effet d'une politique salutaire ? ROMULUS, notre Fondateur, fut bien sage, d'en user de telle manière à l'égard de la plupart des Peuples vaincus, qu'en un même jour il faisoit des Citoyens de ses Ennemis : c'est la réflexion que TACITE met (2) dans la bouche de

CH. XV. §. I. (1) Ἀλλὰ τῶν μὴν βαρβάρων, πρὸς ἑς αὐτὸν πολεμῆς, ἐπὶ τοσούτων ἐξαρκέσει κρυτεῖν, ὅσον ἐν ἀσφαλείᾳ καταστῆσαι τὴν αὐτῆς χώραν. Epist. II. Ad Philipp. pag. 409. Ed. H. Steph.

§. II. (1) Neque vicisti quidquam, præter injuria licentiam, eripiebant [nostri majores, religiosissimi mortales]. Bell. Catilin. Cap. XII. Ed. Wajf.

(2) Postremo sapientes, pacis causa, bellum gerunt, laborem spe otii sustentant. Orat. I. ad Cæsar. De Rep. ordinand. Cap. XL.

(3) Bellum autem ita suscipiatur, ut nihil aliud, nisi pax quaesita videatur. De Offic. Lib. I. Cap. XXIII.

(4) Τέλει γὰρ, ὥσπερ εἴρηται πολλάκις, εὐχὴν μὴ πολέμου, σχολῆς ἢ ἀσχολίας. Politic. Lib. VII. Cap. XV. Voyez aussi le Chapitre précédent ; & Ethic. ad Nicomach. Lib. X. Cap. VII.

(5) Videant ergo, ne forte non pertineat ad viros bonos, gaudere de regni latitudine . . . Sed procul dubio felicitas major est, vicinum bonum habere concordem, quam vicinum malum subjugare bellantem. De Civit. Dei, Lib. IV. Cap. XV. Voyez ST. CYRILLE, au V. Livre contre l'Empereur Julien (pag. 177. E. Edit. Spanhem.) où il loue les anciens Rois des Hébreux, de ce qu'ils n'avoient pas l'ambition d'étendre les limites de leurs Etats. GROTIUS.

(6) L'Empereur Alexandre disoit autrefois à Artaxerxès, Roi de Perse, que chacun doit se contenter de ce qu'il a, & ne pas entreprendre une grande Guerre, pour étendre ses frontières : Ἐλεγε δὲ τὰ γράμματα

[τῷ Ἀλεξάνδρῳ], δεῖν μένειν τε αὐτὸν ἐν τοῖς τῶν ἰδίων ὄρεσι, καὶ μὴ καινοτομεῖν, μηδὲ καταικίας ἐλπίσιν αἰσθρόμενον, μέγαν ἐγείρειν πόλεμον ἁγαπητῶς ἢ ἔχειν ἑκάστον τὰ ἑαυτοῦ. GROTIUS.

Ce passage est d'HERODIEN, Hist. Lib. VI. Cap. II. num. 9. Boecler. Je ne sai pourquoi notre Auteur avoit mis, dans les premières paroles, ἐν τοῖς ἰδίοις ὄρεσι, au lieu de, ἐν τοῖς τῶν ἰδίων ὄρεσι. La correction n'est nullement nécessaire, supposé que l'Auteur ait cru qu'il y avoit faute.

(7) Fines imperii tueri, magis quam proferre, mos erat : intra suam cuique patriam regna finiebantur. Primus omnium Ninus, Rex Assyriorum, veterem & quasi avitum gentium morem, novâ imperii cupiditate, mutavit. JUSTIN. Lib. I. Cap. I. num. 3, 4.

§. III. (1) Quod hodie esset imperium, nisi salubris providentia victos permiscuisset victoribus ? De Ira, Lib. II. Cap. XXXIV.

(2) At conditor noster Romulus tantum sapientiâ valuit, ut plerisque populos eodem die hostes, dein cives, haberet. Annal. Lib. XI. Cap. XXIV. num. 7.

(3) Quid aliud exitio Lacedæmoniis & Atheniensibus fuit, quamquam armis polerent, nisi quod victos pro alienigenis arceant ? Ibid. num. 6.

(4) Vultis exemplo majorum, augere rem Romanam, victos in civitatem accipiendo ? Lib. VIII. Cap. XIII. num. 16.

(5) Gallos Cæsar in triumphum ducit, idem in Curiam. C'est une espèce de chanson, qui fut faite par des personnes

de l'Empereur *Claude*. Il venoit de dire, (3) que ce qui avoit causé la ruine de *Lacédémone* & d'*Athènes*, c'étoit d'avoir regardé les Vaincus comme des Etrangers, & de les avoir exclus des droits communs aux Citoyens de leurs Républiques. La République Romaine s'aggrandit au contraire par cette maxime qu'elle observoit, de donner le droit de Bourgeoisie à ses Ennemis, après les avoir vaincus, comme le remarque (4) *TITE LIVE*. On en trouve des exemples dans l'Histoire des *Sabins*, des *Albains*, des *Latins*, & d'autres Peuples d'*Italie*. *Jules César* nous en fournit encore un, en la personne des *Gaulois*, qu'il (5) introduisit dans le Sénat, après les avoir menés en triomphe. Du tems de *Vespasien*, le Général *Cerialis* parloit ainsi à quelques Peuples des *Gaules*, s'il en faut croire *TACITE*: (6) *Vous commandez souvent nos Légions, vous gouvernez nos Provinces, comme si vous étiez nez dans Rome. Nous n'avons rien de particulier, ni de réservé Aimez donc la paix; chérissez & révèrez une Ville, où vous avez même droit, que le Vainqueur.* Enfin, & c'est ici le plus merveilleux, tous ceux qui étoient Sujets de l'Empire Romain, de quelque Pais qu'ils fussent, devinrent Citoyens Romains, en vertu d'une Constitution de l'Empereur (7) *Antonin*, comme le dit *ULPIEN*. Depuis cela, *Rome* fut la Patrie commune de tous ceux qui étoient sous sa domination, ainsi que la qualifie *MODESTIN*, (8) autre Jurisconsulte. Ou, pour parler avec un ancien Poëte Latin, (9) *tant de Nations différentes ne formèrent plus qu'un seul Peuple.*

§. IV. 1. UNE autre sorte de modération dans la Victoire, consiste à laisser aux Rois ou Peuples Vaincus la Souveraineté, dont ils jouissoient. C'est ainsi qu'*Hercule*, gagné par les larmes de *Prion*, lui dit, dans une Tragédie de *SENEQUE*: *Prenez en main les rênes du Gouvernement, remontez sur le Thrône de vos Ancêtres; mais réglez désormais avec plus de bonne foi.* Le même Héros, après avoir vaincu *Nélée*, (a) laissa le Roiaume à son Fils *Nestor*. Les anciens Rois de *Perse* (b) n'otoient pas non plus la Couronne aux Rois, qu'ils avoient défaits. *Cyrus* (c) la laissa au Roi d'*Arménie*: *Alexandre le Grand*, (d) à *Porus*. Ces Princes ne vouloient se réserver d'autres dépouilles, que la gloire, comme s'exprime (2) *SENEQUE* en louant une telle générosité. *Antigone* s'étant rendu maître de *Lacédémone* laissa à cette Ville

(a) *Ælian*.
Var. Hist. Lib.
IV. Cap. 5.
(b) *Herodot.*
Lib. III.
Cap. 15.
(c) *Xenoph.*
De Cyr. instit.
Lib. III. Cap. 1.
(d) *Q. Curt.*
Lib. VIII. Cap.
14. num. 45.

sonnes mécontentes du Gouvernement, comme nous l'apprend *SUE'TONE*, dans la Vie de *Jules César*, Cap. LXXX. d'où notre Auteur a tiré ce vers.

(6) *Ipsi plerumque Legionibus nostris præsidetis: ipsi has aliasque Provincias regitis. Nihil separatum clausumve.* Hist. Lib. IV. Cap. LXXIV. num. 3.

(7) *In Orbe Romano qui sunt, ex Constitutione Imperatoris Antonini, cives Romani effecti sunt.* DIGEST. Lib. I. Tit. V. De Statu Hominum, Leg. XVII. Cet Empereur est *Caracalla*, & non pas *Antonin le Débonnaire*, comme il est dit dans la *Novelle LXXVIII.* de *JUSTINIEN*, Cap. V. ni *Marc Antonin*, à qui *AURELIUS VICTOR* attribue la Constitution, dont il s'agit, De *Cæsaribus*, Cap. XV. num. 13. & sur la foi duquel notre Auteur semble se déterminer en faveur de ce dernier Empereur, dans ses *SPARTIUM FLORUM AD JUS JUSTINIAN.* pag. 75. Ed. Amst. Ce ne fut pas non plus par un motif de modération, ou de sage Politique, que *Caracalla* fit Citoyens Romains tous les Sujets de l'Empire, qui étoient de condition libre; mais pour grossir ses Finances en multipliant les profits & les aubaines qu'il ne tiroit que des Citoyens Romains, à l'occasion de plusieurs choses auxquelles les Etrangers n'avoient point de part. C'est ce que les Savans ont remarqué il y a long tems, fondez principalement sur un passage bien formel de *DION CASSIUS*, Excerpt. Persec. pag. 744. Et après eux, feu Mr. le Baron DE

SPANHEIM a épuisé la matière, dans son excellent Ouvrage intitulé *Orbis Romanus*, Dissert. II. Cap. I, & seqq.

(8) *Roma communis nostra patria est.* DIGEST. Lib. L. Tit. I. Ad Municipalem &c. Leg. XXXIII.

(9) *Hujus [Romæ] pacificis debemus moribus omnes,*

Quod cuncti gens una sumus.

CLAUDIAN. In secundum Consulatum *Stilichon.* vers. 154, 159.

§. IV. (1) *Hostis parvi victus lacrymis,*
Suscipe, dixit, rector habenas,
Patrioque sede celsus solio:
Sed Sceptra fide meliore tene.

Troad. vers. 725, & seqq.

(2) *Si vero regnum quoque suum tuto relinquit apud eum potuit, reponique eo unde deciderat: ingenti incremento surgit laus ejus, qui contentus fuit, ex Rege victo nihil, præter gloriam, sumere.* De *Clement.* Lib. I. Cap. XXI. Tout cet endroit mérite fort d'être lu: sur tout ce qui suit immédiatement après, où le Philosophe dit, que c'est triompher même de sa victoire, & montrer hautement qu'on n'a rien trouvé chez les Vaincus, qui fût digne du Vainqueur: *Hoc est etiam ex victoria sua triumphare, testarique, nihil se, quod dignum esset victore, apud victos invenisse.* Le Grand *Pompée* laissa à *Tigrane*, Roi d'*Arménie*, une partie de ses États; comme nous l'apprenons d'*EUTROPE*, *Breviar. Hist. Rom.* Lib. VI. (Cap. XI.) *GRORIUS.*

(3)

son ancienne forme de Gouvernement, aussi bien que sa liberté : & par cet acte de bonté il s'attira de grandes louanges de toute la Grèce, au rapport de POLYBE, (3) qui l'exalte beaucoup.

(e) *Justin. Lib. XXXVIII. Cap. 2.*

2. Les Romains, à cet égard ne cédèrent point aux Grecs. On les voit permettre aux (e) Cappadociens vaincus, de se choisir telle forme de Gouvernement qu'ils voudroient. Plusieurs autres Peuples, qui avoient eu le même sort par la supériorité des armes Romaines, comme les Carthaginois (4) après la Seconde Guerre Punique, conservèrent leur liberté & leurs Loix. Les Etoliens aiant voulu persuader à Quintus Flaminius, qu'il ne pouvoit y avoir de paix assurée, si Philippe, Roi de Macédoine, n'étoit dépouillé de son Roiaume; le Général (5) leur répondit, qu'ils avoient oublié la coutume des Romains, qui étoit de faire grace aux Vaincus : & il ajoûta, que, *plus on traite avec douceur les Vaincus, plus on fait paroître de Grandeur d'ame.* Pompée laissa aussi la liberté à quelques-unes des Nations qu'il avoit domtées, comme nous l'apprenons (6) d'APPIEN d'Alexandrie. L'Empereur Claude, au rapport de (7) TACITE, n'ôta rien à Zorzine Roi des Soraciens. On trouve aussi dans l'Histoire des premiers Rois de France, que Pépin, Père de Charlemagne, laissa la Couronne à (8) Aistulphe, Roi des Lombards.

§. V. Ce n'est pas qu'en même tems que le Vainqueur rend ainsi la Souveraineté aux Vaincus, il ne doive penser à sa propre sûreté. Aussi a-t-on quelquefois pris pour cet effet certaines mesures. C'est ainsi que Flaminius ordonna (1) qu'on rendroit Corinthe aux Achéens, à condition néanmoins (2) que ceux-ci recevroient garnison dans la Citadelle : & qu'on garderoit Chalcis, & Démétriadé jusqu'à ce qu'il n'y eût rien à craindre de la part d'Antiochus.

§. VI. I. SOUVENT aussi en imposant des Tributs, on n'a pas tant pour but de se dédommager des frais de la Guerre, que de pourvoir à la sûreté & du Vainqueur, & des Vaincus même, pour l'avenir. C'est ce que CICÉRON représentoit autrefois aux Grecs. (1) *Que l'Asie, disoit-il, fasse bien réflexion, qu'elle seroit exposée à tous les malheurs des Guerres étrangères & des troubles intestins, si elle n'étoit sous notre do-*

mina-

(3) *Αὐτὸς τε [Ἀντίγονος] κύριος ὁ βάλαιος χεῖρσθαι καὶ τῇ πόλει [τῇ Σπάρτῃ] καὶ τοῖς ἐμπολιτευομένοις, τοσούτον ἀπείχετο κακῶς ποιεῖν τὰς γεγονότας υποχειρίδας, ὥς ἐκ τῶν ἐναντίων ἀποδὲς τὸ πάτριον πολίτευμα καὶ τὴν ἐλευθερίαν &c.* Lib. V. Cap. IX.

(4) C'est ce que disoient les Ambassadeurs de Rhodes, en parlant au Sénat Romain : *Ne alios populos enumerem, Carthago libera cum suis legibus est.* TIT. LIV. Lib. XXXVII. Cap. LIV. num. 25. Voyez ce que l'on a remarqué, touchant cette liberté que les Romains laissoient aux Rois ou Peuples Vaincus, sur Liv. I. Chap. III. §. 21. Not. 21.

(5) *Ad hæc Quinctius negare, Ætolos, aut moris Romanorum [vetustissimi, victis parcendi] memores, aut sibi ipsis convenientem sententiam dixisse Adversus victos mitissimum quemque, animum maximum habere.* Lib. XXXIII. Cap. XII. num. 5. & 9.

(6) *Τῶν δ' εἰλημμένων ἐθνῶν τὰ μὲν αὐτόνομα ἦσαν [ὁ Πομπήιος] &c.* Bell. Mithridat. (pag. 251. Edit. H. Steph.) Pour savoir quelle étoit la condition de ces Etats libres, il faut lire ce que dit POLYBE, Excerpt. Legat. num. 9. & SUTONE, dans la Vie de Jules César, (Cap. XXV.) On trouve aussi là-dessus des choses dignes d'être luës, dans FRANÇOIS GUILLI-MAN, *De Rebus Helveticorum* (Lib. I. Cap. VIII.) GROTIUS.

(7) *Sic Zorzini victo nihil ereptum.* Annal. Lib. XII. Cap. XIX. num. 3.

(8) Pépin ne s'étoit point rendu maître, ni dans la première, ni dans la seconde expédition qu'il entre-

prit contre Aistulphe, de tout ce que les Lombards possédoient en Italie. Il avoit seulement assiégé Pavie, Capitale de leur Roiaume. Il est vrai que, comme il étoit venu en Italie à la sollicitation du Pape Etienne, il se contenta d'exiger d'Aistulphe, par le Traité de paix, la restitution de l'Exarchat de Ravenne. Voyez Eginhard, *De Vita Caroli Magni*, Cap. VI. avec la Note du dernier Editeur : comme aussi les Auteurs citez par le Père DANIEL, *Hist. de France*, Tom. I. pag. 371, & suiv. Edit. d'Amsterd.

§. V. (1) Ou plutôt les dix Ambassadeurs envoiez de Rome, pour faire la paix avec Philippe : *Postremo ita decretum est : Corinthus redderetur Achæis, ut in Acrocorintho tamen præsidium esset : Chalcidem ac Demetriadem retineri, donec cura de Antiocho decessisset.* TIT. LIV. Lib. XXXIII. Cap. XXXI. num. II.

(2) Le même Flaminius relâcha depuis cet article ; comme nous l'apprenons de POLYBE, Excerpt. Legat. num. 9. & PLUTARQUE, Vit. Tit. Q. Flamin. (pag. 374.) GROTIUS.

§. VI. (1) *Simul & illud Asia cogitet, nullam à se neque belli externi, neque discordiarum domesticarum calamitatem absfuturam fuisse, si hoc imperio non teneretur. id autem imperium quum retineri sine vectigalibus nullo modo possit, aquo animo, parte aliquâ suorum fructuum, pacem sibi sempiternam redimat, atque otium.* Lib. I. Epist. ad Quint. frat. I. Cap. XI.

(2) *Nos, quamquam totiens laceßiti, jure victorie id solum vobis addidimus, quo pacem tueremur. Nam neque quietes gentium sine armis, neque arma sine stipendiis, ne-*

que

mination. Or cette domination ne sauroit être conservée sans quelques subsides. Qu'ils ne soient donc point fâchez de racheter une paix éternelle, en donnant quelque partie de leurs revenus. TACITE fait raisonner de la même manière Pétilius Céréalis, parlant de la part des Romains à ceux de Langres, & autres Peuples des Gaules : (2) Quelque sujet que vous nous ayez donné de vous traiter rigoureusement par vos fréquentes révoltes, nous n'avons exigé de vous par droit de Victoire que ce qu'il falloit pour entretenir la paix. Car on ne sauroit ni maintenir les Peuples en repos sans le secours des Armées, ni avoir des Armées sur pié sans argent, ni trouver de l'argent pour paier les Soldats, que par le moien des impositions.

2. C'est aussi en vue de la même sûreté, qu'on impose aux Vaincus d'autres conditions, dont nous avons parlé (a) en traitant des Alliances Inégales, comme de livrer les Armes, les Flottes, les Elephans; de ne point avoir de Place forte, ni d'Armée sur pié &c.

(a) *Liv. II.*
Chap. XV. §. 7.
num. 7.

§. VII. 1. AU RESTE, ce n'est pas seulement l'Humanité qui veut qu'on laisse aux Vainqueurs leur Souveraineté: la prudence & l'intérêt du Vainqueur le demandent aussi souvent. Entr'autres Loix de Numa, on louë celle-ci, par laquelle (a) il défendit de faire aucune effusion de sang dans les Sacrifices du Dieu *Terme*; pour donner à entendre, qu'il n'y a rien de plus propre à maintenir le repos & une paix assurée, que de se renfermer dans ses propres bornes. *Il est plus difficile de garder les Provinces, que de les conquérir: les Conquêtes ne demandent que la force; mais il n'y a que la Justice qui les conserve*; c'est ce que dit très-bien (1) FLORUS. On trouve une pensée semblable dans TITE LIVE: (2) *Il est plus facile, dit-il, de conquérir plusieurs Pais l'un après l'autre, que de les garder tous ensemble.* L'Empereur Auguste, au rapport de (3) PLUTARQUE, donnoit pour maxime, qu'il en coûte moins de conquérir un grand Empire, que de le gouverner, quand on l'a conquis. Cela a lieu sur tout quand il s'agit de commander à des Peuples étrangers, (4) comme les Ambassadeurs de Darius le disoient à Alexandre le Grand, se servant aussi de la comparaison de nos Mains, qui ne sauroient tenir tout ce qu'elles peuvent prendre. Calanus, (5) Philosophe Indien,

(a) *Plutarch*.
Quæst. Rom.
15. pag. 267. C.

que stipendia sine tributis haberi queunt. Hist. Lib. IV.
(Cap. LXXIV. num. 1, 2.) Voyez ce que dit AGATHIAS, touchant la coutume des Perses, Lib. IV.
(Cap. IX.) GROTIUS.

§. VII. (1) *Sed difficilium est provincias obtinere, quam facere. Viribus parantur, jure retinentur.* Lib. IV. Cap. XII. num. 29.

(2) *Parari singula* *adquirendo facilius potuisse, quàm univërſa teneri poſſe.* Lib. XXXVII. Cap. XXXV. num. 6.

(3) C'est à l'occasion d'*Alexandre le Grand*, qui après avoir conquis une grande partie du Monde, à l'âge de trente - deux ans, étoit en peine de ce qu'il feroit désormais: Ἐθαυμάζον, ἐν μὴ μείζον Ἀλέξανδρου ἔργον ἤγετο τῇ κλήσασθαι μεγάλην ἡγεμονίαν, τὸ διατάξαι τὴν ὑπάρχουσαν. (Apophtegm. pag. 207. D.) Aufli DION CASSIUS remarque-t-il, qu'on lona *Auguste* de sa modération en ce qu'il se contentoit des États qu'il avoit: Ἐπνεύετο ἐφ' οἷς ἐκ ἡξίς ἔτρεον τι προσκλήσασθαι, ἀλλ' ἀκριβῶς ἀρκεῖσθαι τοῖς ὑπάρχουσιν ἐδικαίς. GROTIIUS.

Le passage de DION CASSIUS est au Liv. LIII. à cela près que notre Auteur y ajoute de son chef, le citant sans doute de mémoire, les premiers mots, qui marquent l'approbation publique donnée à la modération d'Auguste. L'Historien raconte ici simplement ce que cet Empereur crut devoir faire, & l'avis qu'il en donna au Sénat: Ὅσῳ ἤϊωσεν ἕτε κείνων τὴν πρὸς θεόν ὅτε ἐτέρον τὴ &c. τέτο καὶ τῇ βουλῇ ἐπέειλεν. pag. 602. C. Ed. H. Steph. Mais Ti-

TOM. II.

bère, son successeur, le loua de cela, entr'autres choses, dans son Oraison Funèbre, *Lib. LVI. pag. 684. E. 685. B.* Voyez aussi *pag. 678. A.*

(84.) Dans le passage que nôtre Auteur cite ici, & qui est de QUINTE-CURCE, il n'y a pas *peregrinum imperium*, mais *pragrave*, c'est-à-dire, un Empire trop pesant. *Periculofum est pragrave imperium: difficile est continere, quod capere non possis Facilius est, quædam vincere, quàm tueri. Quam hercule expeditis modum nostræ rapiunt, quàm continent.* Lib. IV. Cap. XI. num. 8, 9. Si l'on veut, au reste, un plus grand nombre d'autorités, pour confirmer la réflexion dont il s'agit; on en trouvera un ample recueil dans les *Varie Discursus* JANI GRUTERI in aliquot insigniora loca ONOSANDRI atque TACITI, Part. I. pag. 141, & seqq.

(5) Par cette comparaison le Philosophe Indien vou-
loit dire, qu'*Alexandre* ne devoit pas s'éloigner du
milieu de ses Etats; car c'étoit en marchant sur les
extrémités du Cuir, qu'il lui fit voir ce mouvement,
qui ceffoit dès qu'il mettoit le pié fur le milieu: Τῷ
τον ἡ λέγειναι καὶ τὸ παραδείγμα τῆς ἀρχῆς τῶν Ἀλεξάνδρου
προδείχθη. καὶ βαδίζων γὰρ ἐν μέσῳ βυρσαν τινὰ ἔθηκεν αὐ-
τὸν κατεσκληκυῖαν, ἐπάτησε τὸ ἄκρον ἢ ὃ, εἰς ἐν πιστεύσαν,
τοῖς ἀλλοῖς ἐπήρθη μερυσιν· καὶ τὰ τοιαῦτα ἐν κυκλῷ καὶ
πυλῶν, καθ' ἑκάστην ἐστίνου γιγνόμενον, ἄχρι τοῦ μέ-
σου ἐπίσης καίχευεν, καὶ πάντα ταῦτα ὑπερμενεν. ἐξήρθε δὲ
ἡ μέσην εὐδείξει εἶναι καὶ τὰ μέσα δὲν καλῶς τῆς ἀρχῆς
πιστεῖν, καὶ μὴ μακρὰν ἀποσταλῆναι τὸν Ἀλεξάνδρου.
PLUTARCH. Vit. Alexandr. pag. 701. E.

D d d

(6)

& avant lui (6) *Oebare*, un des Favoris de *Cyrus*, emploioient une autre comparaison, c'est celle d'un *Cuir* sec, qui, quand on l'abbaisse d'un côté en marchant dessus, se relève aussi-tôt de l'autre côté. Ou, pour suivre l'idée que donne *TITE LIVE*, dans un discours qu'il prête à *Flaminius*, (7) il en est ici comme d'une *Tortue*, qui n'a rien à craindre, tant qu'elle demeure renfermée dans son écaille, mais qui s'expose à être blessée, sans pouvoir guères l'éviter, ni résister aux atteintes, dès qu'elle veut laisser paroître dehors quelque partie de son corps. *PLATON* (8) appliquoit au sujet, dont il s'agit, ce mot d'*HÉSIODE*, *La moitié vaut mieux, que le Tout*.

2. Aussi y a-t-il eu des Conquérans, qui ont bien compris la vérité de cette maxime. *APPIEN d'Alexandrie* (9) remarque, que les *Romains* refusèrent de recevoir plusieurs Peuples qui vouloient se mettre sous leur domination; & qu'ils donnèrent eux-mêmes des Rois à d'autres. Du tems de *Scipion l'Africain* les acquisitions que *Rome* avoit faites, étoient déjà si grandes, au jugement de ce fameux Guerrier, qu'elle ne pouvoit en souhaiter davantage sans passer pour avide de dominer; (10) trop heureuse, ajoûtoit-il, si elle ne perd rien de ce qu'elle a maintenant. C'est pourquoi considérant, que, dans le Formulaire des vœux qu'on faisoit tous les cinq ans à l'occasion d'une grande solennité, on prioit les Dieux de faire prospérer & d'aggrandir l'empire des *Romains*; il trouva cet article peu convenable à la situation présente des choses, & il le réforma, en mettant à la place, qu'il plût aux Dieux de conserver & maintenir toujours les affaires des *Romains* dans l'état où elles étoient.

§. VIII. LES *Lacédémoniens*, & dans les premiers tems, les *Athéniens*, ne s'emparoiént d'aucun droit de Souveraineté sur les Villes qu'ils avoient prises: ils les obligeoient seulement à suivre désormais une manière de Gouvernement conforme au leur, c'est-à-dire, Aristocratique, ou Démocratique; comme nous l'apprenons de

(a) *Lib. I. Cap. 19.*

(b) *Panathen. pag. 243.*

(c) *Orat. de Cherson.*

(d) *Politic. IV. ii. V. 7. Voyez aussi Diodor. Sic. Lib. XIII. & XV.*

(a) *THUCYDIDE*, d'*ISOCRATE* (b), de (c) *DÉMOSTHÈNE*, & même (d) d'*ARISTOTE*. Un

(6) Notre Auteur ne cite ici personne, mais il a tiré ce fait d'*ARISTIDE*, qui le rapporte dans son *Eloge de Rome*. Et la comparaison est dite-là avoir été faite dans un autre sens & une autre vue: car, s'il en faut croire ce Rhéteur, *Oebare* s'en servit, pour donner à entendre à *Cyrus*, las de tant voyager dans ses Etats, que cela étoit absolument nécessaire pour y maintenir la tranquillité & le bon ordre, qu'autrement, s'il se contentoit de visiter quelques endroits, laissant aller ailleurs les choses comme elles pourroient, il en seroit de même que d'un *Cuir*, sur lequel on marche d'un seul côté, qui par là est tenu en raison pendant quoi les autres parties s'élèvent: *Ἀπὸ λαοῦ τῆς ἀρχῆς κατὰ τὴν οὐσίαν σοφίαν, ὅς περὶ τὸ εἶπαι λέγεται Κύρου, διαχραινόντι τὴν πολλὴν πλάτην, δὲ ἂν αὐτὸν ἢ ἀνάγκη εἶναι, πάλαια περιφοιτῶν τῆς ἀρχῆς ἐκόντα τε καὶ ἀκούσα, εἰ μέλλοι βασιλεύειν, ὡς ἐφ' αὐτῆς βαίνει, ταπεινὰ ἐγίνετο, καὶ τῆς γῆς ἐπ' αὐτῇ ἀφ' ἧς ἀπαδάτοιστο, αὐτὸς ἀνίστατο, καὶ πάλιν πάλαια ἐλαπυνήτο.* *Orat. in Romæ laudat. pag. 353, 354. Tom. I. Edit. Paul. Steph.* Il est vrai que le Panégyriste fait venir cela à l'occasion des anciens Rois de *Perse*, qui n'avoient point su pousser ni garder leurs conquêtes en *Europe*. Au reste, comme je ne me souvenois point d'avoir lu nulle part ce mot du Favori de *Cyrus*, que les Interprètes de *PLUTARQUE* n'ont pas non plus remarqué à l'occasion de ce qu'il dit du Philosophe Indien; je n'aurois point pensé à l'aller chercher dans *ARISTIDE*, & je ne l'aurois pas peut-être trouvé là de long tems, s'il ne s'étoit présenté par hasard à mes yeux, en parcourant les *Observations Historico-Politiques* de *MACHÉL PICCART*, autrefois Professeur à *Altorff*; où il a ramassé (*Decad. IV. Cap. 8.*) quantité d'autoritez,

pour montrer qu'un Prince doit se tenir au centre de ses Etats, afin de pouvoir veiller de là sur tout, & mettre ordre par tout.

(7) *Ceterum sicut testudinem, ubi collecta in suum tegumen est, tutam ad omnes itum video esse; ubi exserit partes aliquas, quodcumque nudavit, obnoxium atque infirmum habere: haud dissimiliter vos Achæi clausos undique mari, que intra Peloponnesi sunt terminos, eu esse jungere vobis, & juncta tueri facile.* *Lib. XXXVI. (Cap. XXXII. num. 6, 7.)* Voici comment *PLUTARQUE* exprime cela: *Ἀχαιοὺς μὲν γὰρ σφέτεριζομένους τὴν Ζακυνθίαν ἡσον ἀποτρέψαν, ἐφη, κινδυνεύσειν, ἀν' ὥσπερ αἱ χελωνᾶι πορρωτέρω τὴν κεφαλὴν τῆς Πελοποννήσου προτείνουσιν.* (*Vit. Flamin. pag. 378. D.*) *GROTIUS.*

(8) *Ἀρ' ἐκ ἀγνοήσασιν τὸν Ἡσιοδόν ἐρδοτάλια λέγοντα, ὡς τοῦ ἡμῶν τῆ πάντος ποταμῆς ἐπὶ πλεονί ὥσταν ἢ το μὲν ὅλον λαμβάνειν, ζαμιῶδες, τὸ δ' ἡμῶν, μέτριον &c.* *De Legib. Lib. III. pag. 690. E. Tom. II. Ed. H. Steph.* Le passage d'*HÉSIODE* est dans ses *Oeuvres* *Es Jours*, vers. 40.

(9) Il dit avoir été lui-même témoin de ces Ambassades de Peuples qu'on refusoit: *Ὡν ἐγὼ τινὰς εἶδον ἐν Ῥώμῃ πρεσβευομένους τε καὶ διδόντας αὐτοῖς ὑπηκόους εἶναι, καὶ εὐδεξάμενον βασιλεῖα ἀδράς ἐδὲν αὐτὰ χρησίμους ἰσομένους. ἔδυσεν τε ἀλλοῖς ἀπειροῖς τὸ πλῆθος αὐτοῖς διδόντας τὰς βασιλείας, ἐδὲ αὐτῶν εἰς τὴν ἀρχὴν διόμενοι.* *Prefat.*

(10) *Qui [Africanus posterior] quum Iustrum conderet, inque solito fieri sacrificio scriba ex publicis tabulis solenne ei precatonis carmen praret, quo Dii immortales, ut Populi Romani res meliores amplioresque facerent, rogabantur: Satis, inquit, bonæ ac magnæ sunt, itaque precor ut eas perpetuo incolumes servant. Ac protinus in publicis tabulis ad hunc modum carmen emendare iussit*

Un Poëte Comique de ces tems-là y fait allusion, quand il dit, que (1) deux Femmes troublèrent tout, l'une nommée *Aristocratie*, & l'autre *Démocratie*: car la première est *Athènes*, & l'autre *Lacédémone*. TACITE (2) rapporte quelque chose de semblable, qu'*Artaban*, Roi des *Parthes*, fit à l'égard de *Séleucie*. Il y établit l'*Aristocratie*, pour son propre intérêt, parce que le Gouvernement Populaire approche plus de la Liberté, & que la domination d'un petit nombre de Grands tient quelque chose du Despotisme. De dire maintenant, si ces fortes de changemens (3) contribuent à la sûreté du Vainqueur, cela n'est point de nôtre sujet.

§. IX. 1. QUE si le Vainqueur ne peut sans danger renoncer entièrement au droit de Conquête, il y a alors un tempérament à prendre, c'est de laisser aux Vaincus ou à leurs Rois, quelque partie de la Souveraineté. *Evagoras*, Roi de *Chypre*, disoit, au rapport de *DIODORÉ de Sicile*, (1) Qu'il vouloit bien obéir au Roi de *Perse*, mais en Roi dépendant d'un autre Roi. *Alexandre le Grand*, après avoir vaincu *Darius*, lui offrit souvent la paix, à condition (a) qu'il commanderoit aux autres, mais (2) qu'il lui obéiroit, à lui son Vainqueur. C'étoit la coutume des Romains, comme le remarque TACITE, (3) d'avoir des Rois même pour instrumens de leur domination. Le même Auteur parlant d'*Antiochus*, (4) l'appelle le plus riche des Rois Sujets du Peuple Romain. Ainsi, parmi les Juifs, le Sceptre (5) demeura entre les mains du *Sanhédrim*, après même qu'*Archelaüs* eut été dépouillé de son Roiaume. Il se fait là un partage ou un mélange de Souveraineté; de quoi nous avons traité (b) ailleurs.

(a) *Diod. Sicul. Lib. XVII. Cap. 54.*

(b) *Liv. I. Chap. 3. §. 17. & Liv. III. Chap. VIII. §. 3.*

2. Quelquefois aussi on rendoit aux Rois vaincus une partie de leurs Etats, & en même tems on (6) laissoit une partie des Terres aux anciens Maîtres.

§. X. LORS même qu'on dépouille entièrement les Vaincus de la Souveraineté, on peut leur laisser, en ce qui regarde leurs affaires particulières & les publiques de peu d'importance, leurs Loix, (1) leurs Coutumes, & leurs Magistrats. C'est ainsi qu'en *Bithynie*,

justit . . . Prudenter enim sensit, tunc incrementum Romano imperio petendum fuisse, quum intra septimum lapidem triumphum querebantur: majorem autem totius terrarum orbis partem possidenti, ut avidum esset quidquam ultra adpetere, ita abunde felix, si nihil ex eo, quod obtinebat, amitteret. VALER. MAXIM. Lib. IV. Cap. I. (num. 10.) Le Consul *Claude Julien* allégué cette histoire, dans sa Lettre à *Pupien & Balbin*. (rapportée par *CAPITOLIN*, in *Maxim. & Balbin. Cap. XVII.*) GROTIUS.

§. VIII. (1) *Γυναικας δ' αὐτὰς δὲ ἐπαρτέλειτον τινα, Ἀσὶ συνῶσαι. Δημοκρατία δ' ἄλλοι.*
"Ομοῖ ἐστὶ, τῇ δ' Ἀριστοκρατία διαφέρει.
Δι' αὐτὰς πεπρωμένασιν ἡδὴ πολλὰ κίς.
Apud STOBÆUM, Serm. XLIII.

(2) *Id nuper acciderat, Artabano regnante, qui plebem primoribus tradidit ex suo usu. nam Populi imperium, juxta libertatem; paucorum dominatio, regie libidini propior est.* ANNAL. Lib. VI. Cap. XLII. num. 3.

(3) Ils peuvent certainement être fort nuisibles, à cause du génie particulier de chaque Peuple, & de l'attachement qu'ont la plupart pour la forme de Gouvernement à laquelle ils sont accoutumés.

§. IX. (1) Ce fut à ces conditions qu'il conclut la paix: καὶ συνῆλθε [ὁ Ἐυναγόρας] τὴν εἰρήνην, ὥς βασιλεύειν τῆς Σαλαμῖνος, καὶ τὸν ἀμεινόμενον δίδοναι φόρον κατ' ἐναυτὸν, καὶ ὑπακχεῖν αἰς βασιλεὺς βασιλεῖ προστάττοντι. DIODOR. SICUL. Bibl. Histor. Lib. XV. Cap. VIII. pag. 462. Ed. H. Steph. Voyez un peu plus haut, dans le Chap. précédent, & à la même page.

(2) C'est ainsi que le Grand Roi, ou le Roi de *Perse*, avoit d'autres Rois sous sa dépendance; comme il paroît par ce vers d'ESCHYLE:

Βασιλεῖς βασιλέως ὑποχοὶ μεγάλης.
In *Perfis*. On voioit aussi anciennement en *Italie* des Rois dépendans d'autres Rois; comme le remarque *SERVIVS*, sur le X. Livre de l'*Enéide* (vers. 655.) Et il y en a de tels aujourd'hui, parmi les *Turcs*, au rapport de *LEUNCLAVIVS*, Lib. XVIII. GROTIUS.

(3) *Vetere ac jampridem recepta Populi Romani consuetudine, ut haberet instrumenta servitutis & Reges.* VIT. Agricol. Cap. XIV. num. 2.

(4) *Antiochus . . . inservientium Regum ditissimus.* Hist. Lib. II. (Cap. LXXXI. num. 1.) Il est fait mention de ces Rois, Sujets des Romains, βασιλεῖς Ῥωμαίων ὑπήκοοι, dans les *Mémoires de la Vie du Philosophe Musonius* [par *POLLION VALÉRIUS*] & dans *STRABON*, Geogr. Lib. VI. vers la fin (pag. 288. Ed. Paris. Cusab.) C'est aussi ce qui paroît par ce vers de *LUCAIN*:

Atque omnis Latio quæ servit purpura ferro.
Pharfal. (Lib. VII. vers. 228.) Voyez encore le *Panegyrique* en l'honneur de *Maximien* (Cap. X.) GROTIUS.

(5) C'est-à-dire, qu'ils jugeoient selon leurs Loix, comme la plupart des autres Peuples dépendans de l'Empire Romain. Du reste, avant même qu'*Archelaüs* fût relégué à *Vienne*, la Souveraineté pleine & entière n'étoit plus dans la Nation Judaique. Voyez ici la Note de *GRONOVIVS*; & ce que l'on a remarqué ci-dessus, Liv. I. Chap. III. §. 22. Note 3.

(6) Voyez le Chap. XIII. de ce Livre, §. 4. num. 4. ou dernier.

§. X. (1) L'Empereur *Auguste*, comme le remarque *PHILON*, Juif, étoit aussi soigneux de conserver & confirmer les Loix de chaque Peuple, que de main-

(a) *Epist.* 56.
(b) *Idem*,
Ep. 83. 111.
113.
(c) *Idem*,
Epist. 93. 94.

Bithynie, Province Proconsulaire, la Ville d'*Apamée* (2) avoit le privilège de régler le Gouvernement comme elle le jugeoit à propos; ainsi que nous l'apprenons des Lettres de (a) *PLINE le Jeune*. Les *Bithyniens* avoient (b) en d'autres endroits leurs Magistrats & leur Sénat. La Ville d'*Amise* (c) dans le *Pont* se gouvernoit par ses propres Loix, en vertu d'une (3) permission de *Lucullus*. Les *Goths*, après avoir vaincu les *Romains*, n'abolirent pas pour cela le Droit Civil de ceux-ci.

(a) *Legat. ad*
Cajum, pag.
1032, & seqq.
Ed. *Parif.*
(b) *De Bell.*
Jud. Lib. VII.
Cap. 25. pag.
930. & Lib.
VII. Cap. 8.
p. 948.

§. XI. 1. IL FAUT sur tout ici ne point ôter aux Vaincus l'exercice libre de (1) leur ancienne Religion, à moins qu'ils ne vinssent à être persuadés de la vérité de celle qui est dominante chez le Vainqueur. Cette complaisance est très-agréable aux Vaincus, & elle ne fauroit nuire au Vainqueur, comme *Agrippa* le fit voir autrefois à *Caligula*, dans un Discours que (a) *PHILON* nous a conservé. Les *Romains* la portèrent si loin à l'égard des *Juifs*, que ceux-ci pouvoient défendre aux Etrangers, sur peine de la vie, l'entrée du Temple de *Jérusalem*, comme (b) *Joséph* & même (2) l'Empereur *Titus* le reprochent aux Habitans rebelles de cette Ville.

2. Si pourtant les Vaincus sont attachez à une fausse Religion, le Vainqueur peut & doit empêcher (3) qu'elle n'opprime la vraie. C'est ce que fit *Constantin*, en abbatant le parti de *Licinius*; & ce qu'ont fait après lui les anciens Rois de *France*, & d'autres Nations.

§. XII. 1. ENFIN, quelque absolu & despotique que soit l'empire qu'on a aquis sur les Vaincus, il faut les traiter avec douceur, & en sorte que leurs intérêts se trouvent mêlez avec ceux du Vainqueur même. C'est un nouveau triomphe, (1) & un triomphe plus beau que le précédent. *Cyrus*, après avoir défait les *Assyriens*, leur dit (a) d'avoir

maintenir les Loix Romaines: ἠδισταὶ αὐτῷ [Καίσαρος] τὴν ἐπιμέλειαν, καὶ ὅτι τοσαύτην ποιεῖται τῆς βεβαιώσεως τῶν παρ' ἐκάστοις πατριῶν, ὅσην καὶ τῶν Ῥωμαϊκῶν. In *Legat. ad Cajum* (pag. 1014. B. Ed. *Parif.*) *GROTIUS*.

Mr. DE BYNCKERSHORK, dans le Chap. IX. de sa Dissertation sur la IX. Loi du *DIGESTE*, *De Lege Rhod.* veut (pag. 90.) que l'on traduise ici, au lieu des Loix de chaque Peuple, comme fait notre Auteur, les anciens établissemens de chaque Peuple: mais il avoue en même tems, que cela regarde principalement les Loix. On peut voir, au reste, examiner ce que le même Auteur avance dans ce Chapitre, que les Peuples, auxquels les *Romains* permettoient de se gouverner par leurs propres Loix, n'avoient cette liberté qu'autant que leurs Loix ne renfermoient rien de contraire aux Loix Romaines.

(2) *Habuisse* [Apameam] *privilegium & vetustissimum morem, arbitrio suo rempublicam administrare*. *Epist.* LVI. La Ville de *Sinope*, quoique dépendante des *Perfes*, se gouvernoit démocratiquement, comme nous l'apprenons d'*APPIEN d'Alexandrie*, *Bell. Mithrid.* C'est ainsi que les *Grecs*, lors qu'ils furent tombez sous la domination des *Romains*, conservèrent une ombre de liberté: *Quibus* [Athenis & Lacedæmoni] *reliquam umbram, & residuum libertatis nomen erigere, durum, ferum, barbarumque est*. *PLIN.* Lib. VIII. *Epist.* XXIV. Voyez aussi *CICÉRON*, Lib. VI. *ad Attic.* *Epist.* I. (pag. 584. & II. pag. 603. Ed. *Grævii*) Il paroît par une Lettre de ce dernier, qu'on ne pouvoit pas obliger ceux de *Chypre* à sortir de leur Ile, pour aller comparoître ailleurs en Justice: *Nam evocari ex insula Cyprios non licet*. Lib. V. *ad Attic.* *Epist.* XXI. *GROTIUS*.

Ce que notre Auteur remarque, au commencement de sa Note, touchant la Ville de *Sinope*; l'Historien, qu'il donne pour garant, le dit d'une autre Ville du *Pont*, ou de celle-là même dont il est parlé dans le Texte, nommée *Amise*. Voici le passage, qui prouve

aussi ce que notre Auteur dit là de *Lucullus*, à qui il attribue la concession du privilège: Ἀπελλος ὃ καὶ Ἀμισσὸν ἐπὶ τῇ Σινάπει συνακίζει, ἐκφυγόντων μὲν ὁμοίως τῶν Ἀμισσίων διὰ θαλάσσης. συνδανόμενος δ' ὁπ' Ἀθηναίων αὐτὸς θαλασσοκρατῶντων συνακίζει, καὶ δημοκρατίᾳ χρησαμένους, ἐπὶ πολὺ τοῖς Περσικοῖς βασιλεῦσιν ὑπακούσαι αὐτονομον ἤφειν τὴν πόλιν. Καὶ τὰς Σινωπίδας κατὰ τὰς συνενάσεις, *APPIAN. ALEX. BELL. Mithrid.* pag. 228. *Édit. H. Steph.* Comme au commencement & à la fin de ce passage, il est parlé de *Sinope*, & des *Sinopéens*, notre Auteur lisant à la hâte n'a pas pris garde que tout le reste regarde *Amise*. Et qu'il s'agisse de cette Ville, cela paroît par ce qui est dit, qu'elle avoit été autrefois une Colonie des *Athéniens*: car on trouve la même chose dans *STRABON*, *Geogr. Lib. XII.* pag. 547. *Ed. Parif.* & dans le *Périphe* d'*ARRIEN*, pag. 16. *Ed. Hudson. Tom. I. Geogr. min.* qui ne disent rien de tel au sujet de *Sinope*.

(3) Voyez le passage que je viens de citer dans la Note précédente.

§. XI. (1) Il vaut mieux qu'ils aient une Religion, quelle que ce soit, que de n'en avoir aucune; comme nous l'avons remarqué ci-dessus, en rapportant des paroles de l'Empereur *Sévère* (Chap. XII. de ce dernier Livre, §. 6. Note 1.) Les *Goths* disoient autrefois, qu'ils ne contraignoient personne à embrasser leur Religion: *PROCOPE. Gotthic. Lib. II.* (Cap. VI.) *GROTIUS*.

(2) Οὐχ ἡμεῖς τὰς ὑπερβάτας [τὸ γένειον τῆ ναῦς] οὐκ ἀνάγειν ἐπιτρέψαμεν, καὶ Ῥωμαῖοι τὴς ἡ; *De Bell. Jud.* Lib. VII. Cap. X. *Græc.* pag. 949. G.

(3) Pourvu que ce soit par des voies légitimes, c'est-à-dire, en n'ayant recours à la violence, que pour réprimer ceux qui s'en servent les premiers pour établir ou avancer leur Religion: Hors de là, toute autre voie, que celle de la Persuasion, est illicite & par le Droit Naturel, & par le Droit Divin Révélé.

§. XII. (1) C'est ce que disoit *Hermocrate*, *Syracusaïn*,

(a) *Xenoph.*
De Cyri inst.
Lib. IV. Cap.
4. §. 3. Ed.
Oxon.

(a) d'avoir bon courage; que leur condition feroit la même qu'auparavant, à cela près qu'ils auroient un autre Roi; qu'ils conserveroient leurs Mailons, leurs Terres, leur autorité sur leurs Femmes & leurs Enfans, & que, si quelqu'un leur faisoit du tort, il le vengeroit lui & les siens. Le Peuple Romain, comme le remarque SALLUSTE, (2) jugea plus à propos de faire des Amis de ses Ennemis, que d'en faire des Esclaves; & il lui parut plus sûr de commander à des gens qui subissent le joug volontairement, qu'à des gens qui n'obéissent que par force.

2. C'est aussi ce que l'expérience confirme. Du tems de TACITE, (3) les Peuples de la Grande Bretagne supportoient sans murmurer les levées de gens de guerre, les Tailles & les Impôts, & les autres charges de l'Empire, pourvu qu'on n'usât point envers eux de mauvais traitemens; car, ajoute l'Historien, ils étoient déjà accoutumés à l'obéissance, mais pas encore à la servitude. Un Ambassadeur de Privernus étant en présence du Sénat Romain, comme on lui demandoit, quel fonds on pouvoit faire sur la paix que demandoient ceux de la part de qui il étoit envoyé; répondit hardiment: Si vous nous l'accordez à des conditions raisonnables, elle sera sûre & éternelle: Sinon, elle ne durera pas long tems. (4) Car, ajouta-t-il, ne vous imaginez pas qu'aucun Peuple, ou aucun Homme, puisse demeurer dans une condition dont il n'est pas content, dès que la nécessité, qui l'y retenoit, viendra à cesser.

CHA-

fain, au rapport de DIODORE de Sicile: 'Ενεχέει [Ερμολέτης] λέγειν, ὡς καλλίον ἐστὶ νικᾶν, τὸ τὴν νίκην ἐνέγκειν ἀνθρώποις. (Lib. XIII. Cap. XIX, pag. 341. Ed. H. Steph.) Jules César, dans une Lettre qu'il écrivit étant Dictateur, appelle cela une nouvelle manière de vaincre: *Hæc nova sit ratio vincendi, ut misericordia & liberalitate nos muniamus.* [Apud CICERON. Ep. ad Attic. post Epist. VIII. Lib. IX.] En un mot, pour bien user de la Victoire, il faut toujours se souvenir de cette sentence de TACITE, Qu'on ne sauroit finir la Guerre d'une manière plus heureuse & plus glorieuse, qu'en pardonnant aux Vaincus: *Bellorum egregios fines, quotiens ignoscendo transigatur.* (Annal. Lib. XII. Cap. XIX. num. 3.) GROTIUS.

(2) *Ad hoc Populo Romano, jam à principio, inopi, melius visum, amicis, quam servos, querere; tutiusque rati violentibus quam coactis, imperitare.* (Bell. Jugurth. Cap. CIX. Edit. Walf.) Les Ambassadeurs de Lacédémone disent, dans THUCYDIDE, que le moyen d'étouffer la grande inimitié qu'il y a entre deux Ennemis, n'est pas de s'abandonner à son ressentiment, & de se prévaloir de toute la supériorité qu'on a sur le Vaincu, mais de se réconcilier avec lui à des conditions justes & raisonnables: car alors gagné par la générosité du Vainqueur, il se croit engagé d'honneur à lui témoigner sa reconnaissance, bien loin de penser à violer ses engagements: Νομιζομέν τε τὰς μεγάλας ἔχθρας μάλις ἀν' διαλύσθαι βέλαιως, ἢ κ' ἢν ἀνταμυνόμενος τις κ' ἐπικρατήτας τὰ πλεον τῶ πολέμου, κατ' ἀνάγκη: οὐκοις ἐγκαταλαμβάνων, μὴ ἀπὸ τῆ ἰσχύος ἐμβῇ ἀλλ' ἢν παρὸν τὸ αὐτὸ θεῶσαι πρὸς τὸ ἐπιεικὲς, κ' ἀρετῇ αὐτὸς νικήσας παρὰ τὸ προσεδέχετο, μετρίως ἐνυαλάσῃ. ὀφείλων γὰρ ἢ ὁ ἐναντιὸς μὴ ἀνταμυνέσθαι ὡς βιασθεὶς, ἀλλ' ἀνταποδύναμι ἀρετὴν ἰτοιμότερος ἐστὶν ἀισχύνη ἐμμένειν οἷς ἐνέδωτο. Lib. IV. (Cap. XIX. Ed. Oxon.) Voici de quelle manière les Scythes parlent à Alexandre le Grand, dans QUINTE-CURCE: „ Il „ n'y a jamais d'amitié entre le Maître & l'Esclave: „ au milieu de la Paix, le droit de faire la Guerre

„ revient toujours: „ *Inter Dominum & Servum nulla amicitia est; etiam in pace, belli tamen jura servantur.* Lib. VII. (Cap. VIII. num. 28.) Et Camille soutient, dans TITE LIVE, que la domination la plus assurée, c'est celle qui est agréable à ceux-là même sur qui on l'exerce: Certè *id firmissimum longè imperium est, quo obediētes gaudent.* Lib. VIII. (Cap. XIII. num. 16.) GROTIUS.

On peut voir encore ici la compilation de GRUTER, déjà citée, Part. II. pag. 56, & seqq. où, à l'occasion d'un passage de TACITE, il apporte un grand nombre d'autoritez, qui confirment les réflexions de notre Auteur.

(3) *Ipsi Britanni delectum, ac tributa, & injuncta imperii munera impigre obeunt, si injuriæ absint: has egre tolerant, jam domiti ut pareant, nondum ut serviant.* Vit. Agric. Cap. XIII. num. 1.

(4) Ce n'est pas lui, qui ajouta cette raison: mais le Sénat même, ou la meilleure partie du Sénat, qui généreusement prit ainsi en bonne part, & regarda comme des sentimens dignes d'un homme de cœur, & d'un homme libre, ce que quelques-uns avoient voulu relever comme trop hardi, & capable de porter à la rebellion les autres Peuples: QUID, si pœnam, inquit [Consul] remittimus vobis, qualem nos pacem vobiscum habituros speremus? Si bonam dederitis, inquit [unus ex Privernatibus legatis] & fidam, & perpetuam: si malam, haud diuturnam. Tum vero minari, nec id ambigere, Privernatem quidam, & illis vocibus ad rebellandum incitari pacatos Populos. Pars melior Senatus ad meliora responsu trahere, & dicere, Viri, & liberi, vocem auditam. An credi posse ullum Populum, aut Hominem denique, in eâ conditione, cujus eum pœniteat, diutius quam necesse sit, mansurum? Lib. VIII. Cap. XXI. num. 4, & seqq. Ajoutons ce qui suit, & qui confirme bien la thèse de notre Auteur: *Ibi pacem esse fidam, ubi voluntarii pacati sint: neque eo loco, ubi servitutem esse velint, fidem sperandam esse.*

CHAPITRE XVI.

De la MODÉRATION dont on doit user, à l'égard des choses, qui, selon le Droit des Gens, ne se recouvrent point à titre de POSTLIMINIE.

I. Que l'on est tenu en conscience de restituer ce que l'Ennemi, sur qui on l'a pris, a-voit lui-même pris à un tiers, dans une Guerre Injuste. II. Exemples de cela. III. Si l'on doit rendre de telles choses purement & simplement, sans rien demander à leur véritable Maître? IV. Que cette restitution comprend aussi les Peuples conquis, ou en tout ou en partie, si l'Ennemi les avoit conquis injustement. V. En quel tems s'éteint l'obligation de restituer. VI. Comment il faut agir ici, dans un cas douteux.

(a) Chap.
XIII. de ce
dernier Livre.

§. I. I. NOUS avons fait voir (a) ci-dessus, jusqu'où l'on s'approprie légitime-ment les choses prises dans une Guerre Juste; sous lesquelles il ne faut pas comprendre celles qu'on recouvre par droit de *Postliminie*, puis que celles-ci sont regardées comme non prises. Pour ce que l'on a aquis dans une Guerre Injuste, on ne peut en conscience en rien retenir: & non seulement ceux qui ont fait eux-mêmes la capture doivent rendre le butin, mais encore tous ceux entre les mains de qui il en est parvenu quelque chose, de quelque manière que ce soit; comme nous (b) l'avons aussi remarqué. En effet, on ne sauroit transférer à autrui plus de droit, qu'on n'en a soi-même, selon la maxime des (1) Jurisconsultes Romains: ou pour s'exprimer avec la brièveté de SENEQUE, (2) *personne ne peut donner ce qu'il n'a pas*. Si celui qui a le premier pris une chose n'en est pas devenu légitime Propriétaire selon les règles de la véritable Justice; tout autre qui tient de lui cette chose ne sauroit le devenir. Le second Possesseur, ou le troisième, & ainsi de suite, acquièrent à la vérité un droit extérieur de Propriété, comme je l'appelle pour exprimer ma pensée; c'est-à-dire, l'avantage de posséder tranquillement, en forte qu'ils soient maintenus par tout dans leur possession par l'autorité & les forces des Tribunaux de Justice, comme s'ils

(b) Chap.
X. §. 3, &
suiv.

CHAP. XVI. §. I. (1) *Traditio nihil amplius trans-ferre debet, vel potest, ad eum, qui accipit, quam est apud eum, qui tradit.* DIGEST. Lib. XLI. Tit. I. *De adquir. rer. domin.* Leg. XX. princip. Voyez aussi Lib. IX. Tit. IV. *De Noxalibus Actionib.* Leg. XXVII. §. 1.

(2) *Quoniam nemo potest, quod non habet, dare.* De Benefic. Lib. V. Cap. XII.

(3) La Loi a été déjà citée ci-dessus, Chap. IX. de ce Livre, §. 16. Note 3.

(4) Il est suivi en cela par PÉTR. ANT. DE PÉTRA, *De Potestate Principis*, Cap. III. Quæst. IV. & BRUNINGIUS, *De Homagiis*, Conclus. CCXLI. GROTIUS.

§. II. (1) *Et auget gloriam [Lucretius] adveniens, exposita omni in Campo Martio prædâ, ut suum quisque, per triiduum, cognitum abduceret.* Lib. III. Cap. X. num. 1.

(2) *Prædæ pars, sua cognoscentibus Latinis atque Hernicis, reddita: partem sub hastâ Dictator vendidit.* Idem (Lib. IV. Cap. XXIX. num. 4.) Ailleurs il dit, qu'on

donna deux jours aux Propriétaires, pour reconnoître ce qui leur appartenait: *Biduum ad recognoscendas res datum dominis.* [Lib. V. Cap. XVI. num. 7. où il s'agit de la défaite des *Tarquiniens*.] POLYBE nous apprend, que le Consul *Lucius Emile*, après une victoire remportée sur les *Gaulois*, rendit le butin aux anciens Maîtres de choses prises: *Τὴν δὲ λαίαν ἀπέδωκε τοῖς πολεμικοῖς.* Lib. II. (Cap. XXXI.) GROTIUS.

(3) *Et, quod letissimum victoribus fuit, captivorum recepta septem millia & quadringenti; præda ingens fortiorum: accitque edicto domini ad res suas noscendas recipiendasque.* TIT. LIV. Lib. X. Cap. XX. num. 15.

(4) *Altero exercitu Samnites Interamnam, coloniam Romanam, quæ viâ Latinâ est, occupare donati, urbem non tenuerunt: agros depopulati, quum prædam aliam inde missam hominum atque pecudum, colonosque captos agerent: in victorem incidunt Consulem, ab Luceria redeuntem; nec prædam solum amittunt, sed ipsi longo atque impedito agmine incompotiti cæduntur.* Consul *Interamnam*, edicto dominis, ad res suas noscendas recipiendasque, revocatis, & exercitus ibi relicto, comitiorum causa Romam est profectus. Idem,

s'ils étoient véritables Maîtres. Mais cela n'empêche pas que, s'ils se prévalent d'un tel droit, au préjudice de celui à qui la chose a été prise injustement, ils ne fassent mal.

2. Quelques Jurisconsultes des plus célèbres (3) étant consultez autrefois sur le cas d'un Esclave, qui, après avoir été pris par des Brigands, étoit ensuite tombé entre les mains des Ennemis; décidèrent, qu'il devoit être regardé comme une chose volée, quoi qu'il eût été Esclave des Ennemis, & qu'il fût retourné par droit de Postliminie. Il faut dire la même chose, selon les principes du Droit Naturel, de ceux qui aiant été pris dans une Guerre Injuste, sont depuis tombez entre les mains d'autrui, ou par l'effet d'une Guerre Juste, ou de quelque autre manière: car, eu égard à la vraie Justice, il n'y a au fond nulle différence entre une Guerre Injuste, & un Brigandage. (c) Sur ce fondement, GREGOIRE de Néocésarée (d) fut d'avis, (4) que quelques gens du Pont, qui avoient repris sur l'Ennemi des choses appartenantes aux Sujets de l'Etat, les restituaissent à ceux-ci, comme leur appartenant encore.

(c) *Ægid. Regius*, De act. superu. *Distinct.* 31. *Dub.* 7. num. 122. (d) *Canon X.*

§. II. Aussi voions-nous qu'on a souvent pratiqué cela en pareil cas. Lors que L. Lucrèce Tricipitini eut vaincu les Volsques & les Equiens, on exposa pendant trois jours tout le butin dans le Champ de Mars, afin que chacun pût reconnoître ce qui étoit à lui, & le reprendre; comme le rapporte (1) TITE LIVE. On trouve dans le même Auteur d'autres exemples semblables. C'est ainsi qu'après la défaite des Volsques par le Dictateur Posthumius, (2) on rendit aux Latins & aux Herniciens ce qu'ils purent reconnoître de leurs effets parmi le butin. Les (3) Samnites en usèrent de même à l'égard de leurs Alliez, après la victoire qu'ils remportèrent sur les Campanois: Marc Attilius, à l'égard (4) des Habitans d'Interamne Colonie Romaine, qui avoit été exposée au pillage des Samnites: Gracchus, (5) après la Bataille de Benevent, & Scipion l'Africain, (6) après celle d'Ilipe (a). L'autre Scipion, surnommé l'Africain, aiant trouvé à Carthage, lors qu'il la prit, plusieurs choses consacrées aux Dieux, que les Carthaginois avoient transportées de Sicile & d'ailleurs, les rendit aux Villes, à qui elles appartoient, comme nous l'apprenons de (b) PLUTARQUE & (c) d'APPIEN. CICERON en parle assez au long, & avec éloge, (7) dans ses Harangues contre Verrès. Les (d) Rhodiens rendirent aux Athéniens quatre Vaisseaux, que les Macédoniens leur avoient pris. Phaneas, Etolien, demandoit, comme une chose juste & équitable, la restitution de tout ce que ceux de sa Nation possédoient avant la Guerre: (8) & Flaminius ne disconvenoit pas du principe: mais il soutenoit que les Villes, dont

(a) *Ancienne Ville de Portugal.*

(b) *Apophtheg.* pag. 200. B.

(c) *Bell. Pun.* pag. 83. *Ed. H. Steph.*

(d) *Tit. Liv.* Lib. XXXI. Cap. 15.

Idem, *ibid.* Cap. XXXVI. num. 16, & seqq.

(5) *Præda omnis, præterquam hominum captorum, militi concessa est: & pecus exceptum est, quod intra dies triginta domini cognovissent.* Idem, *Lib. XXIV.* Cap. XVI. num. 5.

(6) *Pugnatum haud procul Ilipe urbe est. Eò victorem opulentum prædæ exercitum P. Cornelius reduxit. ea omnis ante urbem exposita est: potestasque dominis suas res cognoscendi facta.* Idem, *Lib. XXXV.* Cap. I. num. 11.

(7) Voici ce qu'il dit, au sujet de la Ville d'Himère: *ERENIM ut simul P. Africani quoque humanitatem cognoscatis, oppidum Himeram Karthaginienfes quondam ceperant, quod fuerat in primis Siciliæ clarum & ornatum. Scipio, qui hoc dignum Populo Romano arbitraretur, bello confecto socios sua per nostram victoriam recuperare, Siculis omnibus, Karthagine captâ, que potuit, restituenda curavit.* In *Verr. Lib. II.* (Cap. XXXV.) Voici celle des Harangues, où il est traité de Signis; & DIODORE de Sicile, Excerpt. Peiresc. (pag. 345.) comme aussi VALÈRE MAXIME, *Lib. I.* Cap. I. num. 6. où il est parlé de la même chose. GROTIUS.

(8) *Phaneas, & pro societate belli, quæ ante bellum habuissent, restitui Ætolis, æquum censebat. . . Vos, inquit, ipsi, Quinctius, Societatis istius leges rupistis, quo tempore, relictis nobis, cum Philippo pacem fecistis: quæ si maneret, captarum tamen urbium illa lex foret. Thessaliæ civitates suâ voluntate in ditionem nostram venerant. TIT. LIV. Lib. XXXIII. (Cap. XIII. num. 9, & seqq.) Pompée rendit la Paphlagonie à Attale, & à Pylémène. EUTROP. *Breviar. Lib. VI.* (Cap. XI.) Dans le Traité d'Alliance entre le Pape, l'Empereur Charles-Quint, & la République de Venise, contre Soliman, on étoit convenu, que chacun recouvreroit ce dont il auroit été dépossédé; comme nous le voions dans l'Histoire de PARUTA, *Lib. VIII.* & en vertu de cette clause, l'Île de Céphalénie, qui avoit été prise par les Espagnols, fut rendue aux Vénitiens. Il y a, sur le sujet, dont il s'agit, un passage d'ANNE COMNÈNE, dans l'endroit de son Histoire, où elle traite de Godefroi (*Lib. XI.* Cap. VI.) GROTIUS.*

dont il s'agissoit, n'avoient pas été prises par droit de Guerre, & que d'ailleurs les *Etolien*s avoient violé les conditions de l'Alliance. Les *Romains* (9) remirent même dans leur premier état des biens autrefois consacrés à *Ephèse*, & que les Rois, sous la domination desquels cette Ville avoit été depuis, s'étoient appropriés.

§. III. 1. Mais comme ce qui a été pris dans une Guerre Injuste peut aussi tomber entre les mains de quelcun par une autre voie que celle des armes, je veux dire, par une suite du commerce qu'on fait de ces sortes de choses : on demande, si en ce cas-là le Possesseur peut se faire rembourser ou retenir l'argent qu'il a donné ? Selon les principes établis (a) ailleurs, il le peut, mais seulement (1) autant que se monte ce qu'il en auroit coûté au Propriétaire, & ce que le Propriétaire auroit volontiers donné pour recouvrer la possession de son bien, dont il désespéroit. Que si le Possesseur est en droit de demander la valeur de cela, pourquoi ne pourroit-il pas aussi mettre en (2) ligne de compte la peine qu'il a prise, & les dangers qu'il a courus pour avoir un tel bien ? tout de même qu'un homme, qui, en plongeant dans la Mer, en a retiré une chose appartenante à quelcun, qui l'a perdue ?

(a) *Liv. II.*
Chap. X. §. 9.

2. Il y a dans l'Histoire du Patriarche *Abraham* une circonstance, qui vient fort à propos sur la question dont il s'agit. Ce saint homme revenant à *Sodome*, après la victoire qu'il remporta sur les cinq Rois, ramena, dit (b) Moïse, toutes ces choses, c'est-à-dire, celles dont il venoit de parler, qu'*Abraham* avoit enlevées aux Rois. On voit aussi, que le Roi de *Sodome* prie *Abraham*, (c) de lui rendre seulement les Prisonniers, & consent qu'il garde pour lui tout le reste, en considération de la peine qu'il avoit prise, & du danger auquel il s'étoit exposé. Ce Patriarche néanmoins, qui avoit autant de Grandeur d'ame (3) que de Piété, ne voulut se rien réserver pour lui : mais du reste, il offrit à DIEU la dixme du butin repris sur les Rois (car c'est de celui-là qu'il (4) s'agit, comme nous venons de le dire) il déduisit les dépenses qu'il avoit fallu faire pour cette expédition, & il exigea qu'on donnât à ses Alliez quelque portion du butin ; le tout en forte qu'il témoigne avoir plein droit d'en user ainsi.

(b) *Genés.*
XIV, 16.

(c) *Ibid.*
vers. 20, 21,
22, 23, 24.

§. IV. PAR

(9) Ἐς [προσόδους] οἱ βασιλεῖς μὴ ἰσχυροὺς ἔσας, ἀφίλοιστο τὸν Θεόν, Ρωμαῖοι δὲ ἀπέδοσαν. STRABO, Geogr. Lib. XIV. pag. 642. Ed. Paris.

§. III. (1) Mais voyez ce que j'ai dit, dans l'endroit cité en marge, Note 3. La vérité est, qu'il faut distinguer ici, si l'on a acheté de bonne foi, ou non, une chose qui avoit été prise dans une Guerre Injuste ? c'est-à-dire, si l'on favoit, ou non, que cette chose étoit parvenue à tel titre entre les mains du vendeur ou de ceux de qui celui-ci la tenoit. Si on le favoit, on est Possesseur de mauvaise foi ; & par conséquent on doit restituer purement & simplement. Si on ne le favoit point, & qu'on n'ait eû aucun lieu de le soupçonner, on a tous les droits d'un Possesseur de bonne foi ; & par conséquent on n'est tenu de rendre, qu'en recevant tout ce qu'on a donné du sien pour avoir la chose que l'on croioit & qu'on avoit lieu de croire légitimement acquise ; selon les principes que j'ai établis dans le Chapitre, auquel on renvoie ici, & dans celui de PUFENDORF, où la même matière est traitée. Ainsi tout dépend de savoir, si, au cas qu'on n'ignorât point que ce qu'on achetoit avoit été pris, à la Guerre, on croioit ou l'on avoit lieu de soupçonner, que la Guerre fût injuste.

(2) Notre Auteur passe ici imperceptiblement à appliquer la question, qu'il traite, aux choses, que l'Ennemi, sur qui on les a prises, avoit lui-même acquises par les armes dans une Guerre Injuste. Et ici il est bien certain, qu'encore même qu'en prenant de telles choses sur l'Ennemi on sache qu'elles appartiennent à autrui, on n'est pas pour cela moins en droit

de demander à l'ancien Maître un remboursement de ce qu'il en a coûté pour avoir la possession de son bien, c'est-à-dire, non seulement des dépenses faites pour cette expédition, mais encore de la peine qu'on a prise, & des dangers qu'on a courus, & à quoi on n'étoit point tenu de s'exposer pour le recouvrement de ce bien d'autrui. Il y a plus : & si celui, à qui le bien appartenoit, aiant l'occasion & le moyen de faire des efforts pour le recouvrer, demeure en repos ; il est censé l'abandonner & par conséquent l'autre, qui l'a pris sur l'injuste Possesseur, l'acquiert alors pleinement. Voyez ce que j'ai dit ci-dessus, Chap. VI. de ce Livre, §. 1. Note 2.

(3) C'est ce qu'a très-bien remarqué le Rabbín JACCHIADES, dans son Commentaire sur DANIEL, Chap. V. vers. 17. SULPICE SEVERE dit, que le Patriarche, après avoir donné la dixme du butin à *Melchisedek*, rendit le reste à ceux sur qui il avoit été pris : *Eidemque [Melchisedec] decimas prædæ dedit. Reliqua his, quibus erepta erant, reddidit.* (Hist. Sacr. Lib. I. Cap. VI. num. 6.) ST. AMBROISE parlant de la même chose, dit, qu'*Abraham* fut récompensé de DIEU, parce qu'il n'avoit point voulu de récompense de la part des Hommes : *Ideoque quoniam sibi mercedem ab homine non quaesivit, à Deo accepit.* De Abrah. Patriarch. Lib. I. (Cap. III.) On peut comparer avec cette action d'*Abraham*, quelque chose de semblable que fit le Sage *Pittacus*. Il refusa la moitié de quelques Terres qu'on lui offroit, que ceux de *Mitylène* avoient recouvrées sous sa conduite. Il crut, comme le dit VALÈRE MAXIME, ternir la

§. IV. PAR la même raison, qu'on doit rendre aux Propriétaires ce qui leur appartient, il faut aussi restituer (1) les Etats, ou leurs parties, à ceux qui en avoient la Souveraineté; ou rendre même aux Peuples leur liberté, s'ils en ont été dépouillés par une conquête injuste. C'est ainsi que les *Lacédémoniens* remirent ceux d'*Egine*, & ceux de *Melos*, (2) en possession de leurs Villes. Du tems de *Cimille*, (a) les *Romains* ayant repris la Ville de *Sutrium*, la rendirent à leurs Alliez. *Flaminius* (b) remit en liberté les Villes de *Grèce*, dont les *Macédoniens* s'étoient emparez. Ce même Général, dans la conférence qu'il eut avec les Ambassadeurs d'*Antiochus*, (3) déclara, qu'il étoit juste que les Villes d'*Asie*, dont le nom étoit Grec, & qui avoient été prises par *Séleucus*, Batailleur d'*Antiochus*, puis perduës, & recouvrées ensuite par *Antiochus* lui-même, fussent remises en possession de leur liberté: car, ajoûtoit *Flaminius*, si l'on a envoyé des Colonies dans l'*Eolide* & dans l'*Ionie*, ce n'est pas enfin qu'elles fussent sous la domination des Rois d'*Asie*, mais pour conserver une Nation aussi ancienne, que la Grecque, & pour la répandre par toute la Terre.

(a) *Liv. Lib. VI. Cap. 3.*
(b) *Idem, Lib. XXXIII. Cap. 32.*

§. V. I. ON demande encore ici, en quel tems l'obligation où l'on est en conscience de rendre ce qui avoit été pris dans une Guerre Injuste, vient à s'éteindre. Cette question peut avoir lieu ou entre les (1) Sujets d'un même Etat, ou entre ceux qui sont Etrangers les uns par rapport aux autres. Pour les premiers, il faut la décider par les Loix de l'Etat dont ils dépendent. Bien entendu que ces Loix donnent un véritable droit, qui mette la Conscience en repos, & non pas un simple droit extérieur: dequoi il faut juger par un examen attentif des termes de la Loi, & de l'intention du Législateur.

2. A l'égard de ceux qui sont Etrangers les uns par rapport aux autres, il faut se régler sur de justes présomptions d'un abandonnement tacite; dont nous avons (a) traité ailleurs autant qu'il est nécessaire pour nôtre sujet.

(a) *Liv. II. Chap. IV.*

§. VI. QUE si la justice de la Guerre, dans laquelle les choses dont il s'agit ont été prises, est fort douteuse; le meilleur est alors de suivre le conseil que donna autrefois

la gloire de ses exploits par la grandeur du butin dont il profiteroit: *Atque etiam quum recuperati agri dimidia pars consensu omnium offerretur, avertit animum ab eo munere; deforme judicans, virtutis gloriam magnitudine prædæ minuire.* Lib. VI. Cap. I. num. 1. extern. *PLUTARQUE* parlant de *Timoléon* [qui accepta une Maison magnifique, & un beau bien] remarque, qu'il n'est pas deshonnête à la vérité de recevoir en pareil cas, mais qu'il est plus beau de refuser, & que c'est le plus haut degré d'une Vertu éminente, qui témoigne hautement qu'on peut se passer de choses qu'il est permis de rechercher: *Ὅν γὰρ το λαβεῖν ἐκ τοιούτων αἰσχρόν, ἀλλὰ τὸ μὴ λαβεῖν κρείττον' ἢ περισσὶα τῆς ἀρετῆς, ἐν οἷς ἔστιν ἐπιδεικνυμένης τὸ μὴ δεόμενον.* In *Vit. Timoleontis*. (in fin. pag. 277. B. Tom. 1. Ed. *Wechel.*) Voyez ce que l'on a dit ci-dessus, *Liv. II. Chap. XIV. §. 6. & Chap. IV. de ce Livre, §. 2. GROTIUS.*

L'Auteur s'exprime ici, dans l'Original de cette Note, comme si *Timoléon* avoit refusé, aussi bien que *Pittacus*, ce qu'on lui offroit: *Facta Pittaci & Timoleontis* &c. au lieu que c'est tout le contraire, comme je l'ai fait sentir par ce qui est entre deux crochets; à cause dequoi aussi j'ai changé le tour de l'expression, qui donnoit une fausse idée.

(4) Ce n'est pas que tout le butin consistât en cela: il y avoit aussi sans doute des choses appartenantes aux cinq Rois.

§. IV. (1) Les Exiliez de *Sagonte* furent rétablis par les *Romains*, après un exil de six ans. [Voyez *TITE LIVE*, Lib. XXVIII. Cap. XXXIX.] L'Empereur *Marc Antonin* rendit la liberté à ceux qui avoient été

TOM. II.

réduits en Esclavage dans la Guerre contre *Avidius Cassius*; & fit aussi restituer les biens à leurs anciens Maîtres. [*CAPITOLIN.* in *Marc. Anton. Cap. XXV.*] Le Roi de *Castille*, & autres Princes, rendirent *Calatrava* aux Chevaliers de cet Ordre, qui en avoient été dépouillés par les *Maures*; comme le rapporte *MARIANA*, dans son Histoire d'*Espagne*, Lib. XI. (Cap. XXV.) Voyez ce qui a été dit ci-dessus, *Chap. X. de ce dernier Livre, §. 6. GROTIUS.*

(2) Ce fut *Lyfandre*, qui commandoit alors leur armée: *Λυσανδρος δ' ἀφικόμενος πρὸς Ἀιγινῶν, ἀπέδωκε τὴν πόλιν Αἰγινίταις, ὅσας ἠδύνατο πλείους ἀθροίσας αὐτῶν ὡς δ' αὐτοὺς καὶ Μηλίοις, καὶ τοῖς ἄλλοις, ὅσοι τῶν αὐτῶν ἐστέρωντο.* *Hist. Græc. Lib. II. Cap. II. num. 5. Edit. Oxon.*

(3) Si sibi *Antiochus pulchrum esse censet, quas urbes proavum belli jure habuerit, avum paterque nunquam usurpaverint pro suis, eas repetere in servitutem; & Populus Romanus susceptum patrocinium libertatis Græcorum non deferere, fidei constantiaque sue ducit esse. Sicut à Philippo Græciam liberavit, ita & ab Antiocho Asiae urbes, quæ Graji nominis sunt, liberare in animo habet: neque enim in Æolidem Ioniâque colonie in servitutem regiam missæ sunt; sed stirpis augendæ causâ, gentisque vetustissimæ per orbem terrarum propagandæ.* *TIT. LIV. Lib. XXXIV. Cap. LVIII. num. 10, & seqq.*

§. V. (1) C'est-à-dire, lors qu'une chose prise à un Sujet de l'Etat, dans une Guerre Injuste de la part de l'Ennemi qui fait le butin; est tombée entre les mains d'un autre Sujet du même Etat.

Ecc

§. VI.

trefois (1) *Aratus de Sicyone* ; c'est ou (2) de faire entendre aux nouveaux Possesseurs ; qu'il vaut mieux pour eux de rendre le bien à son ancien Maître, en recevant de lui la valeur, ou de persuader aux anciens Maîtres, qu'il leur est plus avantageux de recevoir la valeur de leur bien, que d'en recouvrer la possession.

CHAPITRE XVII.

DES PEUPLES NEUTRES.

I. Il ne faut rien prendre des PEUPLES NEUTRES, que dans une grande nécessité, & en rendant la valeur de ce qu'on prend. II. Exemples & maximes touchant cette abstinence. III. Devoirs des Peuples Neutres, par rapport à ceux qui sont en guerre.

§. I. IL PAROÎTRA d'abord superflu de traiter ici des PEUPLES NEUTRES, puis que, par cela même qu'ils sont Neutres, il n'y a point de Guerre contr'eux. Cependant comme, à l'occasion de la Guerre, on fait bien des choses contr'eux, sous prétexte de nécessité, sur tout s'ils sont voisins ; il est bon de repeter en peu de mots ce que nous avons (a) établi ailleurs, Que la Nécessité, pour donner quelque droit sur le bien d'autrui, doit être extrême : Qu'il faut, de plus, que le Propriétaire ne se trouve pas lui-même dans une pareille nécessité : Et enfin, que lors même qu'on est dans

(a) Liv. II.
Chap. II. §. 10.

§. VI. (1) *Cum quibus causas cognovit [Aratus Sicyonius] & eorum qui aliena tenebant, & eorum qui sua amiserant : perfectique astimandis possessionibus, ut persuaderet aliis, ut pecuniam accipere mallet, possessionibus cederent : aliis, ut commodius putarent numerari sibi, quod tanti esset, quam suum recuperare.* CICERO. De Offic. Lib. II. (Cap. XXIII.) Le Roi Ferdinand fit la même chose en Espagne, au rapport de *Mariana*, Lib. XXIX. Cap. XIV. GROTIUS.

(2) C'est bien là le parti que doit prendre un Arbitre, plutôt qu'un Juge, qui, en ce cas-là est tenu indispensablement de laisser les choses dans l'état où elles sont, supposé qu'il n'y ait point de Loi Civile, sur laquelle il puisse fonder son jugement. Mais comme les Loix mêmes ne règlent pas toujours les choses d'une manière qui soit capable de mettre raisonnablement en repos la conscience de ceux qui les suivent ; il s'agit ici principalement de faveur, ce que chacun doit faire alors de son pur mouvement, & sans avoir égard à d'autres règles, qu'à celles de l'Équité Naturelle. Or dès-là qu'on suppose, comme fait notre Auteur, que la justice de la Guerre est fort douteuse, n'y ayant pas plus de raison de regarder les actes d'hostilité comme justes ou injustes d'une part que de l'autre, la Raison veut qu'ils soient regardés indifféremment comme justes des deux côtés, par rapport aux effets de l'acquisition des choses prises. Le Possesseur est alors, comme en tout autre cas douteux, celui qui a le meilleur droit ; & par conséquent ceux qui tiennent de lui la chose à titre d'ailleurs légitime, peuvent se regarder comme l'ayant légitimement acquise.

CHAP. XVII. §. II. (1) Ὑμᾶς δ' αὖ ἡμῖν δεήσει ὁμῶσαι μὴ πορεύεσθαι, ὡς διὰ Φιλίας, ἀσινῶς σίτα κ' ποτα λαμβάνοντας, ὁπότ' ἐμὴ παρέχωμεν ἄγοραν· ἐὰν δὲ παρέχωμεν ἄγοραν, ἀναιμῶς εἶεν τὰ ἐπιτηδεύα. De Exped. Cyr. Lib. II. Cap. III. §. 13. Edit. Oxon.

(2) *Cujus [Pompeji] legiones sic in Asiam pervenerunt, ut non modo manus tanti exercitus, sed ne vestigium quidem cuiquam pacato nocuisse dicatur.* Orat. pro Leg. Manil. (Cap. XIII.) Le même Pompée ayant appris, que les Soldats faisoient du désordre en Sicile pendant leur marche, fit mettre un cachet à leurs Epées, & punir ceux dont le cachet se trouvoit rompu : Ἀκῶν δὲ τὰς κρατιώτας ἐν ταῖς ὁδοποιήσεσιν ἀτακτεῖν, σφραγίδας ταῖς μαχαίραις αὐτῶν ἐπέβαλεν, ἧν ὁ μὴ φυλάσσας ἐκλάετο. PLUTARCH. Vit. Pomp. (pag. 624. A.) GROTIUS.

(3) Ὡς παρήγαγε τὸ κράτευμα [ὁ Δερκυλλίδης] διὰ τῆς Φιλίας χάρας μέχρι τῆς Φαραβάζης Αἰολίδος· μηδὲν βλάψας τὰς ξυμμαχίας. XENOPHON, Hist. Græc. Lib. III. Cap. I. §. 8.

(4) Θάυμαστος τῷ Ἄνιδι παρέειχον ἑαυτοὺς κ' θάματα ταῖς πόλεσιν ἦσαν, ἀβλαβῶς καὶ πρῶτος κ' μονὸς καὶ ἀψοφῆτι διαπορευόμενοι τὴν Πελοπόννησον. PLUTARCH. Vit. Agid. pag. 801. D. Le même Auteur rend un semblable témoignage à *Flaminius*, dans la Vie de ce fameux Capitaine Romain. GROTIUS.

(5) *Triduum, non plus, Delphis moratus [Perseus] per Phthiotidem, Achaïam, Thessaliâque, sine damno injuriâque agrorum, per quos iter fecit, in regnum rediit.* TIT. LIV. Lib. XLI. Cap. XXVII. num. 6.

(6) *Putares Sullam venisse in Italiam, non belli vindicem, sed pacis auctorem : tanta cum quiete exercitum per Calabriam Apuliamque, cum singulari curâ frugum, hominum, urbium, perduxit in Campaniam.* VELLEIUS PATERCUL. Lib. II. Cap. XXV. num. 1.

(7) *Quum in finibus Ubiorum castella poneret, pro fructibus eorum locorum, quæ vallo comprehendebat, pretium solvi iussit ; atque eâ iustitiæ famâ omnium fidem sibi adstrinxit.* FRONTIN. Strategem. Lib. II. Cap. XI. num. 7.

(8) *Quam [Parthicam expeditionem] tantâ disciplinâ, tantâ*

dans une véritable nécessité, qui autorise à prendre de soi-même le bien d'autrui, on doit ne s'emparer de rien au delà de ce qu'elle demande : c'est-à-dire, se contenter de la garde du bien appartenant à autrui, si cela suffit, & en laisser l'usage au Propriétaire ; ou, s'il est nécessaire de se servir du bien d'autrui, le maintenir en son entier ; ou enfin, si l'on a besoin de le consumer, en paier la valeur à qui il appartient.

§. II. I. C'EST ainsi que Moïse aiant à passer nécessairement, avec le Peuple qu'il conduisoit, par le País des *Iduméens*, (a) déclara d'abord, qu'il suivroit le grand chemin, sans s'écarter pour entrer dans les Champs cultivez ou dans les Vignes ; & qu'il paieroit jusqu'à l'eau dont les *Israélites* auroient besoin. (a) *Nombr.* XX, 17.

2. Les Généraux d'Armée, dont la probité est la plus renommée, en ont usé de même, parmi les anciens Grecs & Romains. Les Grecs, qui étoient avec *Cléarque*, promirent aux *Perses*, (1) comme le raconte *Xénophon*, de passer sur leurs terres sans causer aucun dommage ; & que, si on vouloit leur vendre des vivres, ils ne prendroient à personne rien de ce dont ils auroient besoin pour boire ou manger. Les Troupes de *Pompée le Grand* traversèrent toute l'*Asie*, sans laisser aucune plainte de leur insolence, non pas même la trace de leur passage ; de quoi *CICÉRON* (2) le louë beaucoup. L'Histoire nous fournit des exemples semblables, de (3) *Dercyllide* ; d'*Agis*, (4) Roi de *Lacédémone* ; de (5) *Persée*, Roi de *Macédoine* ; de (6) *Sylla* ; de (7) *Domitien* ; de l'Empereur (8) *Alexandre Sévère*, dans son expédition contre les *Parthes* ; des (9) *Goths*, des *Huns*, & des *Alains*, qui servoient dans l'Armée de *Theodose*, enfin de (10) *Stilicon*, & de (11) *Bélisaire*.

3. Ces fameux Guerriers font venus à bout d'une chose comme celle-là, qui paroît fort difficile, en aiant un (12) grand soin de pourvoir à la subsistance de leur Armée ;

en

tantà reverentiâ sui egit, ut non milites, sed Senatores, transire dicerentur. Quacumque iter legiones faciebant, Tribuni accincti, Centuriones verecundi, Milites amabiles erant : ipsum vero, ob hæc tot & tanta bona, Provinciales, ut Deum, suspiciebant. LAMPRI. Vit. Alex. Sever. Cap. L.

(9) *Nullus tumultus, nulla confusio, nulla direptio, ut à barbaro, erat. quin, si quando difficilior frumentaria res fuisset, inopiam patienter ferebat, & quam numero archarat, amonam, comparcendo laxabat &c.* LATIN. PACAT. Panegy. (Cap. XXXII. Paneg. ult. à XII.) On trouve plusieurs choses sur la modération des *Goths*, en matière du sujet dont il s'agit, dans *CASSIODORE*, par exemple, *Var. V. 10, 11, 13.* Voici des paroles, où *Theodoric* leur Roi, la leur prescrit : *Illud tamen necessario commonentes, ut venientium nullus provenire possit excessus, nec possessorum segetes aut prata vastetis : sed sub omni continentia propeverantes, de custodiâ disciplinâ grata nobis esse vestra occursum possit. Quia ideo exercituales gratanter subimus expensas, ut ab armatis custodiatur intacta civilitas.* Lib. V. Ep. XXVI. *Atthalaric*, autre Roi des *Goths*, louë de cela un Sénateur, qu'il recommande : *Arma ejus nulla possessorum damna senserunt.* Lib. IX. Ep. XXV. GROTIUS.

(10) *Tanta quies, jurisque metus servator honesti, Te moderante, fuit, nullis ut vinea furtis, Vel seges exsecta fraudavit messe colonum.* CLAUDIAN. In prim. Consul. Stilich. Lib. I. vers. 162, & seqq.

(11) Voyez *SUIDAS*, au mot *Bélisaire*. *PROCOPE*, compagnon de ce fameux Capitaine, & témoin de ses actions, le louë souvent de cette retenue. On n'a qu'à lire le beau Discours qu'il lui fait tenir là-dessus à ses Soldats, près de *Sicile*, lors qu'il alloit en *Afrique*, *Vandalic. Lib. I. (Cap. XII.)* & la manière dont il rapporte que *Bélisaire* se conduisit dans sa marche par ce País-là, *Ibid. (Cap. XVII.)* Mais il faut mettre ici tout entier un autre passage, où l'His-

torien fait un éloge magnifique de son Héros à cet égard-là. „ *Bélisaire*, dit-il, avoit tant de soin des Paisans, qu'ils ne souffroient jamais de violence de la part des Armées qu'il commandoit. Au contraire leur passag, ge les enrichissoit tous, contre toute apparence, parce qu'ils vendoient leurs denrées & leurs marchandises au Soldat, aussi cher qu'ils vouloient. Quand les Bleds étoient mûrs, il empêchoit que la Cavalerie ne les gâtât : & pour ce qui est des fruits, il ne permettoit pas seulement de cueillir une pomme sur un Arbre : *Εἰς δὲ τὰς ἀγροίκας ἐτι τοσαύτη φειδοί η̃ προνοία ἐχρήτο, ὥστε βιασθῆναι μὲν αὐτῶν ὀδὴν πάποτε, στρατηγόντων Βελισαρίου, τετύχηκε πλετεῖν δὲ παραδοξὸν ἐνέβαινε πᾶσιν, οἷς αὖ αὐτὸς ἐπιδημοῖν στρατιᾷ πληθεῖ ἀπέδιδοντο, γὰρ αὐτοῖς κατὰ γνώμην τὰ ἀνία, καὶ ἡνία μὲν ἀκμαῖοι τὰ λήια, ἐς τὸ ἀκριβὲς διεφύλαττε, μή τινα παρέσα ἢ ἰσπῶν λυμῆται, τῶν δὲ ὠραίων ἐν τοῖς δένδροις ὄντων, ἀφαιεῖσθαι αὐτῶν ὀδὴν τὸ παραπάνω ἐξουσία ἔχοντο.* Gothic. Lib. III. (Cap. I.) *NICETAS* louë les *Allemands* d'avoir usé de même dans leur Expédition au Saint Sépulcre, *Fit. Manuel. Comnen. (Lib. I. Cap. IV.)* *NICÉPHORE GRÉGORAS* raconte aussi, qu'on admira à cet égard la bonne discipline des *Vénitiens*, & leur grandeur d'ame, accompagnée de justice & d'équité. Personne, dit-il, de toute l'Armée, ne vouloit rien prendre qu'en paient. *Ἡσαν γε μὲν ὁδόνες, ὧς ἡ μάλα ἐξέπληξεν ἡ τῶν Βενετικῶν εὐταξία, καὶ ἡ μετὰ δικαιοσύνης μεγαλοπρέπεια. ὁδὲ γὰρ ἡξίωσε τῶν πάντων ἐκείνων ὁδὲς ἐξελθῶν ἀφελῆσθαι τι τῶν ἀπάντων, ἀνεῦ τιμῆς ἀγορεύει.* Lib. IX. (pag. 188. Edit. Colon. 1616.) GROTIUS.

(12) Les Généraux Romains, comme le remarque *PLINE*, pensoient avant toutes choses à empêcher que le commerce ne fût interrompu pendant la Guerre : *Curve Romani Duces primam semper in bellis commerciorum habuere curam ?* Hist. Natur. Lib. XXVI. Cap. IV. Il faut faire en sorte que le Soldat trouve de quoi

Eee 2

ache-

en payant bien leurs Troupes, & en faisant observer exactement une bonne Discipline. Je dis, *une bonne Discipline*: car, selon AMMIEN MARCELLIN, (13) c'est une des Loix de la Discipline Militaire, de ne point mettre le pié sur les terres des Peuples Neutres. Ou, comme il est dit dans VOPISQUE, (14) *Qu'aucun Soldat ne prenne ni Poulet, ni Brebis, ni Raisins, qu'on ne gâte point les Bleds: que personne n'exige ni huile, ni sel, ni bois.* Et dans CASSIODORE: (15) *Que les Soldats vivent avec les gens de Province, selon les règles du Droit Civil. Qu'ils ne soient point insolens, à cause qu'ils se voient les armes à la main: & qu'ils considèrent, au contraire, qu'elles leur ont été confiées pour le repos & la sûreté de ceux qui n'en portent point.* En un mot, comme le dit XÉNOPHON, (16) *aucun Etat Ami ne doit être contraint à rien donner malgré lui.*

(b) Luc,
III, 14.

4. Ces passages sont fort propres à expliquer l'exhortation que faisoit autrefois aux Soldats un grand Prophète, ou plutôt un homme plus grand qu'un Prophète: (b) *n'usez point d'extorsion, ni (17) de fraude, envers personne; & contentez-vous de (18) votre paie.* L'Empereur Aurélien disoit quelque chose de semblable, comme le rapporte VOPISQUE, dans l'endroit qui vient d'être cité: (19) *Que le Soldat se contente de son pain de munition, ou de son étape; qu'il gagne quelque chose, en faisant du butin sur l'Ennemi, & non pas en pillant les Provinciaux.*

5. Quelcun pourra s'imaginer, que cela est beau à dire, mais que la chose au fond est impraticable. Si le saint Prophète, & les sages Législateurs, dont nous venons de parler, l'eussent cruë telle, ils n'auroient jamais fait des exhortations, ni des ordonnances comme celles dont nous venons de parler. Après tout, (20) il faut

acheter, afin qu'il ne soit pas contraint de penser à piller; c'est ce que dit très-bien CASSIODORE: *Habeat, quod emat, ne cogatur cogitare, quod auferat.* Var. IV. 13. Voyez le même Auteur, V. 10. & 13. GROTIIUS.

(13) Il attribue cette maxime à l'Empereur Julien, qui en allégué pour raison, le danger qu'il y a que le Soldat ne fasse du ravage, & n'oblige par là le Peuple, qui le souffre, à rompre la paix: *Adferens [Cæsar] pacatorum terras non debere calcari, ne, ut sepe contigit, per incivilitatem militis occurrentia vastantis, abrupte fœdera frangerentur.* Lib. XVIII. Cap. II. pag. 205. Ed. Vales. Gron. L'Auteur renvoie ici, dans une petite Note, à un autre endroit d'AMMIEN MARCELLIN, Lib. XXI. Il a eu apparemment dans l'esprit l'exhortation que le même Empereur fait à ses Soldats, dans une Harangue où il les anime à marcher contre Constance. Il leur représente, pour les engager à ne point piller ni maltraiter les Provinciaux, que cette modération avoit plus contribué à leur gloire par le passé, que les victoires qu'ils avoient remportées sur l'Ennemi: *Illud sanè obtestor & rogo, observate ne impetu gliscentis ardoris in privatorum damna quisquam vestrum exiliat: id cogitans [Je ne fais si les Copistes n'auroient pas mis ici cogitans pour cogitantes: il est plus naturel de penser, que l'Empereur a voulu rapporter cela aux Soldats, & leur faire faire la réflexion à eux-mêmes: la faute d'ailleurs a pu se glisser fort aisément.] quod haud ita nos illustrarunt hostium innumerae strages, ut indemnitas Provinciarum & salus, exemplis virtutum pervulgata.* Cap. V. pag. 293, 294. Ed. Vales. Gron.

(14) C'est dans une Lettre d'Aurélien, écrite, avant qu'il fût Empereur, à son Lieutenant d'armée: *Nemo pullum alienum rapiat, ovem nemo contingat. Uvum nullus auferat, segetem nemo deterat: oleum, sal, lignum, nemo exigit &c.* Vit. Aureliani. Cap. VII.

(15) *Ita tamen ut milites tibi commissi vivant cum Provincialibus Jure Civili, nec insolēscat animus, qui se sentit armatum: quia clypeus ille exercitus nostri quietem*

debet præstare paganis. Var. VII. 4. C'est ainsi que notre Auteur avoit écrit les dernières paroles: mais trois Editions, que j'ai, portent *Romanis*; & je ne vois aucune variété de lecture, qui soit indiquée par les Editeurs ou les Commentateurs. L'opposition à la vérité est plus juste en suivant la correction, que notre Auteur semble avoir voulu faire ici. Mais le stile dur, & peu exact, de CASSIODORE, empêche qu'on n'ait lieu de la croire nécessaire.

(16) *Ἀμφοῖν γὰρ ταῦτα ἰδοῦκε, μὴ ἀναγκάζειν πέλειν Ἑλληνίδα καὶ Φιλίαν, ο, τὴ μὴ αὐτοῖς ἐχέοντες διόειν.* De Exped. Cyr. Lib. VI. Cap. II. §. 4. Ed. Oxon.

(17) Le terme de l'Original (*συκοφαντεῖν*) peut être rendu par celui de *piller*, *prendre par force*; comme il se prend dans la Version Gréque, JOB, XXXV, 9. PSEALM. CXIX, 122. PROVERB. XIV, 31. XXII, 16. XXVIII, 3. ECCLESIAST. IV, 1. & LEVITIQ. XIX, 11. La Vulgate tourne ce même mot par celui de *defraudare*, LUC, XIX, 8. GROTIUS.

(18) ST. AMBROISE, sur ce passage, dit, que c'est pour empêcher les pilleries qu'on a établi l'usage de donner une paie aux Gens de guerre: *Docens, idcirco stipendia constituta militæ, ne, dum sumtus queritur, prædo grassetur.* Comment. in LUC. Lib. II. Cap. III. (pag. 1647. Ed. Paris. 1569.) Pensée, que ST. AUGUSTIN a copiée, *Serm. XIX. De verbis Domin. secund. Matth.* Il y a là-dessus de belles Ordonnances, dans GREGOIRE de Tours, Lib. II. Cap. XXXVII. dans les Capitulaires de CHARLES & de ses Successeurs, Lib. V. Tit. CLXXXIX. dans les Conciles de France, Tom. II. dans les Capitulaires de LOUIS le Débonnaire, II. 14. Voyez aussi *Lex BAJUARIORUM*, Tit. II, §. 5. FREDERIC I. Empereur d'Allemagne, ordonna, par une Loi de Discipline Militaire, que, si un Soldat mettoit le feu à quelque Métairie ou quelque Maison de gens qui vivoient en paix, il seroit marqué au front, & chassé de l'Armée, après avoir été bien battu. GONTEFIER exprime ainsi ce règlement, dans son *LIGURLINUS*:

faut convenir de toute nécessité qu'une chose est possible, lors qu'on voit qu'elle est actuellement exécutée. Et c'est pour cela que nous avons allégué des exemples de celle dont il s'agit. Ajoutons-en un autre, fort remarquable. C'est celui de *Scaurus*, dont les Soldats, au rapport de *FRONTIN*, (21) épargnèrent un Pommier, qui se trouvoit au pié du Camp, en sorte qu'il n'y manqua pas une seule Pomme, après que l'Armée eut décampé de là le lendemain. (22)

6. Ici je ne saurois m'empêcher de rapporter l'opinion de (c) quelques Théologiens, qui me paroît très-véritable; c'est qu'un Roi, qui ne paie pas ses Troupes, est non seulement responsable envers les Soldats du dommage qu'ils en souffrent, mais encore, envers ses Sujets & ses Voisins, des (23) ravages & des mauvais traitemens que leur font les Soldats, réduits par la faim à la dure nécessité de chercher à quelque prix que ce soit de quoi subsister.

§. III. I. VOILA de quelle manière ceux qui sont en guerre doivent en user, par rapport aux Peuples Neutres. Les (1) Peuples Neutres, de leur côté, sont tenus de ne rien faire, qui puisse rendre plus fort celui dont la cause est mauvaise, ou empêcher les mouvemens de celui dont la cause est bonne; selon ce que nous avons (a) établi ailleurs. Que si la justice de la Guerre est douteuse, ils doivent tenir une (b) conduite égale envers les deux Ennemis, soit qu'il s'agisse de donner passage à leurs Troupes, ou de leur fournir des vivres, ou de refuser aux Affligés les choses dont on pourroit les aider.

(c) *Ægid. Regius*, De a. lib. superu. Disp. XX XI. Dub. 7. num. 95.

(a) *Chap. I.* de ce dern. Liv. §. 5. (b) *Voiez* en un exemple remarquable, dans *Paruta*, Lib. VIII.

2. Sur VIII.

*Si quis pacificæ plebis villasve domosve
Usserit, abrahis signabitur ora capillis,
Et pulsus castris post verbera multa recedet.*

(Lib. VII. pag. 385. Edit. Reuber.) GROTIUS.

(19) *Annonâ suâ contentus sit. De præda hostis, non de lacrymis Provincialium, habeat.* Vit. Aurel. Cap. VII.

(20) *GUICCIARDIN* raisonne de cette manière, *Hist. Lib. XVI.* GROTIUS.

(21) *Univerſi quoque exercitus sæpe notabilis fuit contentia, sicuti ejus, qui sub M. Scauro meruit. Namque memoriæ tradidit SCAURUS, pomiferam arborem, quam in pede castrorum fuerat complexa metatio, postero die, abeunte exercitu, intactis fructibus relictam.* Strateg. Lib. IV. Cap. III. num. 13. *Voiez*, au sujet de *Scaurus*, qui est lui-même le Capitaine, & l'Ecrivain, dont il est parlé ici, *GERARD. JOANN. VOSSIUS, De Historicis Latin.* Lib. I. Cap. IX. L'Auteur renvoie ici à ce que raconte *SPARTIEN*, de la manière rigoureuse dont *Pescennius Niger* punit le vol d'un Coq, Cap. X.

(22) *TITE LIVE*, après avoir raconté l'insolence des Soldats Romains campeux près de *Suſcion*, entr'autres que quelques-uns s'en allèrent de nuit piller le Pais ami, au milieu duquel ils campoient; ajoute, que tout alloit en désordre, & qu'il n'y avoit plus de discipline: *Omnia libidine ac licentiâ militum, nihil instituto ac disciplinâ militiæ, aut imperio eorum qui prærant, gerebatur.* Lib. XXVIII. (Cap. XXIV. num. 9.) Il y a un autre beau passage du même Historien, dans l'endroit où il décrit le passage de *Philippe*, Roi de *Macédoine*, par les terres des *Denthétiens*. Quoi qu'alliez, dit-il, de ces Peuples, les *Macédoniens*, pressés par la disette, ravagèrent leur Pais, comme si c'eût été un Pais Ennemi. Ils pillèrent de tous côtez, premièrement les Maisons de Campagne, & puis quelques Bourgs; à la honte du Roi, qui entendoit les cris de ses Alliez, implorans en vain son nom, & la vengeance des Dieux: *Socii erant: sed propter inopiam, haud secus quam hostium fines, Macedones popu-*

lati sunt. rapiendo enim passim, villas primum, dein quosdam vicos etiam evastarunt; non sine magno pudore Regis, quum sociorum voces, nequicquam Deos Sociales nomenque suum implorantes, audiret. Lib. XL. (Cap. XXII. num. 10, 11.) *TACITE* dit, que *Julius Pélignus*, Gouverneur de *Cappadoce*, se mit en fort mauvaise réputation parce qu'il pilloît les Alliez, plus que les Ennemis: *Dum socios magis, quam hostes, prædatur. . . . Quod ubi turpi famâ divulgatum &c.* Annal. Lib. XII. (Cap. XLIX. num. 2.) Le même Historien blâme les Soldats de *Vitellius*, de ce qu'ils demeuroient oisifs dans les Villes d'Italie, sans faire autre chose que tourmenter leurs Hôtes: *Per omnia Italiæ municipia desides, tantum hostibus metuendos &c.* Hist. Lib. III. (Cap. II. num. 2.) Un des chefs d'accusation, que *CICÉRON* intenta contre *Verrès*, ce fut qu'il fit piller & maltraiter les Villes des Alliez, qui étoient en paix: *Tu in iisdem locis Legatus Questorius, oppida pacata sociorum atque amicorum diripienda ac vexanda curasti.* In Verr. Lib. I. (Cap. XXI.) GROTIUS.

Toute cette Note est tirée du Texte. Les passages qu'elle contient, & qui ne sont point dans la première Edition, interrompent la suite du discours, & ne s'accordent guères avec ce qui suit & ce qui précède; puis qu'ils fournissent des exemples d'une pratique toute contraire à celle dont l'Auteur veut faire voir en même tems la justice & la possibilité. Je m'étonne, au reste, qu'il n'ait point rapporté dans ce Chapitre un passage d'*ONOSANDER*, qui donnant des Préceptes aux Généraux d'Armée, n'oublie pas celui-ci, Qu'ils défendent aux Soldats de rien toucher ou gâter en Pais ami: *Διόδωρον δὲ συμμαχίδα γῆν παραγγέλλεται τοῖς στρατεύμασιν ἀπέχεσθαι τῆς χώρας, καὶ μὴ θίγειν τινας, μὴ δὲ φθίσειν.* Strategic. Cap. VI. pag. 14. Ed. Rigult.

(23) *Voiez* ci-dessus, Liv. II. Chap. XXI. §. 2.

§. III. (1) *Voiez* ce que l'on a dit sur *PUFENDORF*, Droit de la Nat. & des Gens, Liv. VIII. Chap. VI. §. 7. Note 2.

2. Sur ce fondement, les *Corcyréens* disoient autrefois, au rapport de *THUCYDIDE*, (2) qu'il étoit du devoir des *Athéniens*, s'ils vouloient demeurer neutres, ou d'empêcher que les *Corinthiens* ne levassent des troupes dans le Païs de l'*Attique*, ou de le leur permettre aussi à eux. Les *Romains* reprochoient (3) à *Philippe*, Roi de *Macédoine*, qu'il avoit doublement violé l'Alliance, & en ce qu'il avoit fait du tort aux Alliez du Peuple Romain, & en ce qu'il avoit favorisé ses Ennemis, leur fournissant des Troupes & de l'argent. *Flaminius* insistoit aussi sur ces deux articles, (4) dans son entrevuë avec *Nabis*. Ceux d'*Epire* étant accusez d'avoir envoyé à *Antiochus*, non pas à la vérité des Troupes, mais de l'argent, (5) *Manius Acilius* leur dit, qu'il ne savoit s'il devoit les regarder comme Neutres, ou comme ses Ennemis. Le Préteur *Lucius Emilius* se plaignoit de ceux de *Téos*, (6) parce qu'ils avoient fourni des vivres à la Flotte des Ennemis, & leur avoient promis du vin : en conséquence de quoi il ajouta, que s'ils n'en donnoient autant à la Flotte des *Romains*, il les tiendrait eux-mêmes pour Ennemis. En effet, c'est être Ennemi, que de faire ce que veut l'Ennemi, ainsi que le dit *AGATHIAS*, (c) ou, comme s'exprime (d) *PROCOPE*, de (7) fournir à l'Armée Ennemie ce qui est proprement d'usage pour la Guerre. *DEMOSTHÈNE* avoit dit long tems auparavant : (8) *Quiconque fait & prépare des choses, avec lesquelles on peut me prendre, je le regarde comme mon Ennemi, quoi qu'il ne lance encore aucun trait, & qu'il ne décoche aucune flèche.* C'est un mot de l'Empereur *Auguste*, (9) *Qu'une Ville, qui donne retraite à l'Ennemi, ne peut plus prétendre aux droits de ceux qui sont en paix.*

(c) *Lib. IV.*
Cap. I.
 (d) *Gothh.*
Lib. I.

3. Les Peuples Neutres feront bien aussi, pour leur propre intérêt, de s'allier avec les deux Ennemis, de manière qu'en vertu des Traitez ils puissent ne point se mêler (10) dans la Guerre, du consentement de ceux qui y sont engagez l'un contre l'autre, & ils aient la liberté de rendre à tous deux les offices communs de l'Humanité.

CHA-

(2) Ἄλλ' ἢ κακείνων κωλύειν [δικαίον] τὰς ἐκ τῆς ὁμετέρας μισθοφορίας, ἢ καὶ ἡμῖν πέμπειν, καὶ ὅ, τι ἂν περὶ ᾧτε, ὠφέλειαν. *Lib. I. Cap. XXXV.*

(3) Dupliciter ab eo [Philippo] fœdus violatum : & quod sociis Populi Romani injurias fecerit, bello armisque lacefferit ; & quod hostes auxiliis & pecunia juverit. *TIT. LIV. Lib. XXX. Cap. XLII. num. 8.*

(4) Vos tamen, inquis, vestramque amicitiam ac societatem proprie non violavi. Quoties vis te id arguam fecisse ? Sed nolo pluribus : summam rem complectar. Quibus igitur amicitia violatur ? Nempe his duabus rebus maxime : si socios meos pro hostibus habeas : si cum hostibus te conjungas. *Idem, Lib. XXXIV. Cap. XXXII. num. 14, 15.*

(5) Militem tamen nullum Antiocho dederant [Epitoxæ] pecuniâ juvisse eum infirmulabantur Is peten-

tibus, ut in amicitia pristina esse liceret, respondit Consul [Manius Acilius] Se, utrum hostium, an pacatorum eos numero haberet, nondum scire. Senatum ejus rei judicem fore. *Idem, Lib. XXXVI. Cap. XXXV. num. 8, 9.*

(6) Et juvisse eos [Tejos] commeatu classem hostium arguit [L. Emilius] & quantum vini Polyxenidæ promississent. Quæ si eadem classi Romanæ darent, revocaturum se à populatione militem : sin minus, pro hostibus eos habiturum. *Idem, Lib. XXXVII. Cap. XXVIII. num. 2.*

(7) Au contraire, comme le même Historien le fait dire à la Reine *Amalasonte*, dans une Lettre à *Justinien*, c'est être Ami & Allié, non seulement de joindre ouvertement les armes avec celles d'un Prince, mais encore de lui fournir ouvertement les choses nécessaires à la Guerre. *Gothh. Lib. I. (Cap. III.) GROTIVS.*

(8)

CHAPITRE XVIII.

Des choses que les SUJETS de l'Etat FONT COMME PARTICULIERS, dans une Guerre Publique.

- I. S'il est permis à un Particulier , comme tel , de faire du mal à l'Ennemi ? Examen de cette question , par rapport au Droit Naturel , au Droit des Gens , & au Droit Civil. II. Jusqu'où ceux qui servent ou qui équippent des Vaisseaux à leurs dépens , peuvent en conscience agir contre l'Ennemi , à considérer l'Ennemi même. III. De la justice de ces actes d'hostilité , eu égard à l'Etat , dont on est Membre. IV. De ce que la Charité Chrétienne demande ici. V. Comment il peut se faire un mélange de Guerre Particulière & de Guerre Publique. VI. A quoi est tenu celui qui a agi contre l'Ennemi sans ordre.

§. I. **L**A plupart des choses , dont nous avons traité jusqu'ici , regardent ou ceux qui commandent avec une autorité absoluë dans la Guerre , ou ceux qui agissent en vertu des ordres qu'ils ont reçus ou médiatement , ou immédiatement , du Souverain. Il faut voir maintenant ce que les Particuliers peuvent faire ici comme tels , & jusqu'où s'étend cette permission , soit par le Droit de Nature , ou par le Droit des Gens , ou selon le Droit Divin.

2. CICE'RON raconte , (1) que la Légion , dans laquelle le Fils de Caton le Censeur servoit , sous le commandement de Popilius , aiant été congédié , & ce Jeune Homme néanmoins étant demeuré dans l'Armée , qu'il ne pouvoit se résoudre à quitter par l'ardeur qu'il avoit pour le métier des Armes ; le Père écrivit au Général , que , si son Fils vouloit encore servir sous lui , il lui fit prêter un nouveau serment ; ajoutant pour raison , que l'engagement du premier Serment étant éteint , le Jeune Homme ne pouvoit plus agir légitimement contre l'Ennemi. Caton écrivit lui-même là-dessus à son Fils & il lui défendit par la même raison de se trouver à aucune expédition militaire , puis qu'il n'étoit plus Soldat. L'Histoire nous (a) apprend aussi , qu'on loua Chrysanthé , un des Soldats de Cyrus , de ce que , dans le moment qu'il avoit l'épée à la main pour frapper sur l'Ennemi , aiant entendu sonner la retraite , il remit aussi-tôt son Epée

(a) Xenoph. De Cyr. inst. Lib. IV. Cap. I. §. 2. Plutarch. Quæst. Rom. 39. & in Vit. Marcell. pag. 317. D.

(8) Ο γὰρ, οὗς ἂν ἐγὼ ληφθεῖν, ταῦτα πρῶτον κατὰσκευάζομεν, ἥτος μοι πολεμεῖ, καὶ μήπω βάλλῃ μηδὲ τοξεύῃ. Philipp. III. pag. 46.

(9) Φάσκων, ἐκποιδὸν αὐτῶν τὴν πόλιν ἐληφέναι, παλέμιον ἔχων παρ' αὐτῆς. In Brut. pag. 1011. D.

(10) TIRE LIVE dit , qu'il convient à des Amis Neutres , de souhaiter la paix , & de ne point se mêler dans la Guerre : Pacem utrique parti , quod medios deceat amicos , optent ; bello se non interponant. Lib. XXXV. (Cap. XLVIII. num. 9.) Les Eléens autrefois paroissant pancher du côté des Arcadiens ; Archidame , Roi de Lacédémone , leur écrivit une Lettre conquë en deux mots seulement : Καλὸν ἡσυχία. C'est-à-dire : Il est bon de se tenir en repos. [Apud PLUTARCHUM , Apophtheg. pag. 219. A.] GROTIUS.

CHAP. XVIII. §. I. (1) POPILIUS Imperator tenebat provinciam : in cujus exercitu Catonis filius tyro militabat. Quum autem Popilio videretur unam dimittere legionem , Catonis quoque filium , qui in eadem legione militabat , dimisit. Sed , quum amore pugnandi in exercitu remansisset , Cato ad Popilium scripsit , ut , si eum pateretur in exercitu remanere , secundo eum obligaret militie sacramento : quia , priore amisso , jure cum hostibus pugnare non poterat. Adeo summa erat observatio in bello movendo. MARCI quidem CATONIS senis epistola est ad Marcum filium , in qua scripsit , se audisse , eum missum factum esse à Consule , quum in Macedonia Persico bello miles esset. Monet igitur , ut caveat , ne prælium ineat , negat enim , jure esse , qui miles non sit , pugnare cum hoste. De Offic. Lib. I. Cap. XI.

dans le fourreau. Et SENE'QUE (2) traite de mauvais Soldat, celui qui n'obéit point à l'ordre donné par un tel signal.

3. Il y a des gens, qui prétendent, que cette obligation de ne point agir contre l'Ennemi sans autorité publique vient du *Droit des Gens*, que nous avons nommé *extérieur*. Mais ils se trompent. Car, à considérer uniquement cette sorte de Droit, comme il est permis à chacun de s'emparer des biens de l'Ennemi, ainsi que nous l'avons (b) fait voir ci-dessus, chacun peut aussi tuer l'Ennemi de son chef; les Ennemis étant (3) regardez, selon le Droit des Gens, comme s'ils n'étoient pas de véritables personnes. La règle de *Caton*, dont nous venons de parler, est donc fondée sur la Discipline Militaire des *Romains*, selon laquelle, comme le remarque *MODESTE*, ancien Jurisconsulte, (4) c'étoit un crime capital de défobéir, quand même ce que l'on faisoit contre les ordres auroit eu un bon succès: or on étoit censé défobéir, (5) lors que l'on en venoit aux mains avec l'Ennemi sans ordre du Général, comme il paroît par l'exemple de (c) *Manlius*. C'est que si une telle chose étoit permise ordinairement, le Soldat abandonneroit son poste de sa pure autorité, ou même la licence pourroit avec le tems aller si loin, que l'Armée entière, ou une partie, s'engageroit à l'étourdie (6) dans des Combats périlleux; ce qu'il falloit prévenir par toute sorte de voies imaginables.

(b) Chap.
III. de ce Li-
vre, §. 10, 12.

(c) Tit. Liv.
Lib. VIII.
Cap. VII.

4. Mais, à considérer le Droit de Nature & la véritable Justice, il semble que, dans une Guerre Juste, chacun (7) peut légitimement faire tout ce qu'il croit devoir être avantageux au Parti innocent, aussi loin que s'étendent les justes actes d'hostilité. Chacun n'a pourtant pas droit de s'approprier en ce cas-là ce qu'il prend sur les personnes de l'autre Parti, dont nous supposons la cause mauvaise: mais c'est parce que la raison qui autorise à prendre le bien de l'Ennemi, n'a lieu que par rapport à ceux-là mêmes qui ont entrepris la Guerre pour se faire rendre ce qui leur étoit dû. On ne doit rien aux autres; à moins qu'on n'ait commis quelque crime qui soit tel, que tous les Hommes aient droit de le punir, comme intéressant tout le Genre Humain. Et alors même les Loix de l'Evangile veulent qu'on n'use de ce droit de punir, qu'avec certaines restrictions, dont nous avons (d) traité ailleurs.

(d) Liv. II.
Chap. XX.
§. 11.

5. C'est donc en vertu du Droit Civil, ou des Loix de la Discipline Militaire, qu'il

(2) *Tam inutilis animi minister est, quam miles, qui signum receptui negligit.* De Ira, Lib. I. Cap. IX.

(3) *Pro nullis habentur*, dit notre Auteur, appliquant ici ce que les Jurisconsultes Romains disent des Esclaves, par rapport aux Droits Civils: *Quod adinet ad jus civile, Servi pro nullis habentur.* DIGEST. Lib. L. Tit. XVII. De diversis Reg. Jur. Leg. XXXII. Mais cette fiction, qui ôte en quelque manière les Esclaves du nombre des Hommes, pour les mettre au rang des biens que l'on possède, n'est fondée que sur des décisions arbitraires d'un Législateur particulier, qui ne fauroient avoir lieu dans le cas dont il s'agit. Il vaut mieux donner pour raison, que les Peuples Neutres, par cela même qu'ils demeurent tels, devant regarder les actes d'hostilité de part & d'autre comme également justes; il suffit, par rapport à eux, que ce soit quelcun des deux Partis qui ait tué ou pillé son Ennemi: ils n'ont que faire de s'embarrasser si celui qui a exercé cet acte d'hostilité, a agi ou non par autorité publique. Quand même on supposeroit qu'il y a un Droit des Gens purement arbitraire, tel que notre Auteur se le figure, comme ce Droit devroit rouler sur des choses dont l'intérêt commun des Peuples demandât l'observation; il n'y auroit rien ici qui pût s'y rapporter, puis qu'il n'importe point aux Nations que les Particuliers agissent ou non de leur chef contre l'Ennemi, & que le but de la Guerre demande au

contraire que tous ceux d'un Parti puissent embrasser toutes les occasions de faire du mal au Parti contraire. Ainsi la question, dont il s'agit, ne peut regarder que le Droit Public de chaque Etat. Voyez ce que notre Auteur remarque, à la fin de ce Chapitre.

(4) *In bello, qui rem à Duce prohibitam fecit, aut mandata non servavit, capite punitur, etiamsi res bene cesserit.* DIGEST. Lib. XLIX. Tit. XVI. De Re Milit. Leg. III. §. 15.

(5) C'est pourquoi *SALLUSTE*, dans l'endroit où il décrit la Discipline des *Romains*, remarque, qu'on a vu plus souvent parmi eux punir à la Guerre des gens qui s'étoient engagés au Combat contre les ordres du Général, ou qui en étoient sortis trop tard après le signal de la retraite, que des gens qui avoient abandonné leur poste, ou s'étoient retirés sans ordre: *Quod in bello sepius vindicatum est in eos, qui contra imperium in hostem pugnaverant, quique turdus, revocati, praelio excesserant, quam qui signa relinquere, aut puls, loco cedere ausi erant.* (Bell. Catilin. Cap. IX. Ed. Wajl.) Un Lacédémonien aiant ouï sonner la retraite, s'arrêta tout court, & épargna l'Ennemi, qu'il alloit frapper. On lui en demanda la raison, & il dit, qu'il valoit mieux obéir à ses Supérieurs, que de tuer un Ennemi: Ἀλλ' ἐπὶ παρατάξει τῷ πολέμῳ τὸ ξίφος κα-

τα-

qu'il est défendu à toute personne d'agir contre l'Ennemi, sans un ordre du Souverain, ou de ses Ministres. Or cet ordre peut être ou *général* ou *particulier*.

6. L'ordre est *général*, lors que l'on dit, par exemple, (8) comme faisoit autrefois le Consul Romain dans une grande émeute causée par un danger prochain : *Quiconque a à cœur le salut de l'Etat, qu'il me suive.* On permet (9) aussi quelquefois à tous les Sujets, lors qu'on le juge à propos pour le bien public, de (e) tuer tout Ennemi qu'ils rencontreront, encore même qu'ils ne soient pas dans la nécessité de défendre leur propre vie.

(e) Voyez Cod. Lib. III. Tit. 27. *Quantum liceat unicuique sine iudice &c. Leg. 1. & 2.*

§. II. 1. On a un *ordre particulier*, non seulement lors qu'on tire une paie pour servir à la Guerre, mais encore quand on sert à ses dépens, ou, ce qui est encore plus, lors qu'on fournit à une partie des frais de la Guerre, en équipant, par exemple, & entretenant des Vaisseaux.

2. Ceux qui servent ou qui agissent ainsi contre l'Ennemi à leurs propres dépens, ont d'ordinaire pour récompense la permission de garder & de s'approprier les choses qu'ils prennent, comme nous avons (a) remarqué ailleurs. On demande (& ce n'est pas sans fondement) jusqu'où ils peuvent user de ce droit, sans violer les Règles & de la véritable Justice, & de la Charité ? Voici, à mon avis, comment il faut décider la question.

(a) Chap. VI. de ce Livre, §. 23, 24.

3. Ce qui est *juste* ici, l'est ou par rapport à l'Ennemi, ou par rapport à l'Etat, avec lequel on traite. Dans une Guerre juste, on peut pour sa propre sûreté ôter à l'Ennemi, comme nous l'avons (b) établi ci-dessus, la possession de toutes les choses qui sont capables de contribuer à entretenir la Guerre, mais à la charge de restituer le surplus de la valeur de ce qui est dû à l'Etat ou dès le commencement de la Guerre, ou par une suite de la Guerre même ; soit que les choses prises appartiennent à l'Etat Ennemi, ou aux Particuliers, quoi qu'innocens, de cet Etat ; car ce n'est que jusqu'à la concurrence de la dette, qu'on acquiert la propriété de ce que l'on prend sur les Ennemis, coupables ou non. Pour ce qui est des Coupables, on peut aussi, pour les punir, & autant que leur crime le mérite, leur ôter leurs biens & se les approprier. Si le droit de l'Etat est borné là, par rapport à la juste acquisition des choses prises sur l'Ennemi, le droit des Particuliers, qui fournissent à une partie des frais de la Guerre, ne

(b) Chap. XIII. de ce dern. Liv.

ταφείν μέλων, ἐπεὶ τὸ ἀνακλητικὸν ἐσημνην, ἢ καὶ ἐπὶ κατηνγκῇ. πυθομένης δὲ τινος διὰ τι τὸν ἐκθρόν ἔχων ὑποχείριον, ἢ ἀπέκτεινεν, ὅτι, ἔφη, βέλτιον ἐστὶ τῇ φονεῖν πείσασθαι τῷ ἀρχόντι. [PLUTARCH. LACON. Apophth. pag. 236. E.] PLUTARQUE traitant la question, pourquoi ceux qui ont été congédiés ne peuvent point tuer l'Ennemi, en rend cette raison, qu'ils ne sont plus soumis aux Loix de la Discipline Militaire par lesquelles on doit être autorisé à en venir aux mains avec l'Ennemi : [Ὁ μὲν ἂν ἀφείμεν θ' στρατῶας, ἀπήλαται τῶν στρατιωτικῶν νόμων &c. Quæst. Rom. XXXIX. pag. 274. A.] ÉPICTÈTE, dans ses Discours recueillis par ARIEN, parlant de l'action de Chrysante, que nous avons rapportée un peu plus haut dans le Texte, dit, que ce brave Soldat trouvoit plus à propos de suivre la volonté de son Général, que la sienne propre : Οὕτω προέβγαιότερον ἔδοξεν αὐτῷ, τὸ τῷ στρατηγῷ πρόσταγμα, ἢ τὸ ἴδιον, ποιεῖν. Lib. II. Cap. VI. GROTIVS.

(6) *Avidius Cassius* punit de mort quelques Officiers de son Armée, qui étoient allés sans son ordre, avec une petite poignée de gens, surprendre un Corps de trois mille hommes ; les avoient passés au fil de l'épée, & étoient revenus chargés de butin. Il rendit pour raison de cette sentence rigoureuse, qu'il pouvoit se faire qu'il y eût une embuscade : *Dicens, evenire possit, ut essent insidie &c. VULGATIUS GALLICAN.*

TOM. II.

(Cap. IV.) GROTIVS.

(7) Cela prouve bien, qu'on ne fait aucun tort à l'Ennemi, contre qui on exerce de son chef quelque acte d'hostilité : mais il ne s'ensuit point de là, que, dans une Société Civile, un Particulier puisse agir contre l'Ennemi sans un ordre ou exprès, ou tacite, de ceux qui ont en main l'Autorité Publique. Ainsi la question, comme nous l'avons dit, regarde le Droit Public : & bien loin que, sur ce pié-là, le Droit de Nature laisse à chacun la liberté d'exercer de son chef des actes d'hostilité, il veut au contraire que, dans une chose de si grande importance, & qui se rapporte à une des principales parties de la Souveraineté, on ne fasse rien qu'avec la permission ou particulière, ou générale, du Souverain, ou de ses Ministres ; puis que c'est une suite des engagements d'un Sujet, considéré comme tel.

(8) *Aut certe si esset tumultus, bellum Gallicum vel Italicum, in quibus ex periculi vicinitate erat timor multus : quia singulos interrogare non vacabat, qui fuerat ducturus exercitum, ibat ad Capitolium . . . &c. dicebat : Qui Rempublicam salvam esse vult, me sequatur. SERVIUS, in ÆN. VIII. 1.*

(9) Les Déclarations de Guerre permettent non seulement, mais ordonnent quelquefois de *courir sus sur tous les Sujets de l'Ennemi.*

FFF

§. III.

ne sauroit s'étendre plus loin ; & c'est au jugement équitable d'un Arbitre qu'il faut s'en rapporter, pour savoir s'ils n'ont point passé ces limites, dans lesquelles ils doivent se renfermer, eu égard à l'Ennemi.

§. III. POUR ce qui est de l'Etat même, avec la permission duquel ils ont fait des captures sur l'Ennemi, l'acquisition sera juste en conscience, s'il y a de l'égalité dans le contract ; c'est-à-dire, si les dépenses auxquelles ils ont été engagez, & les dangers qu'ils ont courus, égalent la valeur de l'espérance incertaine du butin. (1) Car si cette espérance, toute incertaine qu'elle est, vaut beaucoup davantage, il faut rendre à l'Etat le surplus : tout de même qu'on y est obligé lors qu'on a acheté à trop bas prix un coup de filet, dont le succès, quoi qu'incertain, promettoit beaucoup, selon toutes les apparences.

§. IV. MAIS il ne suffit pas de ne rien faire contre les règles de la Justice rigoureuse, proprement ainsi nommée : il faut aussi prendre garde de ne point pécher contre la Charité, sur tout contre la Charité Chrétienne. Or c'est ce qui peut arriver quelquefois ; lors, par exemple, qu'on voit qu'en faisant du butin de la manière dont il s'agit, on nuira principalement non au Corps entier des Ennemis, ou à leur Roi, ou à ceux qui sont coupables par eux-mêmes, mais à des personnes innocentes ; & cela en forte que par là on leur causera de très-grands malheurs, dans lesquels on ne pourroit sans inhumanité plonger un Débiteur même particulier, dont on est Créancier en son propre nom. (a) Que si outre cela le pillage ne peut pas contribuer considérablement à finir la Guerre, ou à diminuer les forces de l'Etat Ennemi, il est indigne, je ne dirai pas d'un Chrétien, mais d'un Honnête Homme, de chercher à s'enrichir uniquement en (1) profitant du malheur des tems.

(a) Sylvest.
in verb. Bel-
lum : num. 8.
vers. 5.

§. V. 1. QUELQUEFOIS, à l'occasion d'une Guerre Publique, il naît une Guerre Particulière ; quand quelcun, par exemple, est rencontré par les Ennemis, en forte qu'il court risque de perdre sa vie, ou ses biens. En ce cas-là, on doit suivre les règles que nous avons données (a) ailleurs sur la juste Défense de soi-même.

(a) Liv. II.
Chap. I.

2. Les Particuliers sont aussi souvent autorisez par l'Etat à agir pour leur propre intérêt ; comme lors qu'ayant beaucoup souffert de la part des Ennemis on obtient permission de s'en dédommager sur leurs biens. Et ici il faut se régler sur ce que nous avons dit ci-dessus du droit de (b) Représailles.

(b) Chap. II.
de ce dern.
Liv.

§. VI. MAIS si un Soldat, ou quelque autre que ce soit, brûle les Maisons des Ennemis, ou ravage leurs Terres, ou exerce contre eux d'autres actes semblables d'hostilité, sans en avoir ordre de l'Etat, & sans qu'il y ait ni nécessité, ni juste cause, il est tenu de réparer les dommages qu'il a ainsi causez quelque juste que soit la Guerre ; comme l'ont très-bien (a) décidé les Théologiens. J'ai seulement ajouté cette exception qu'ils ont omise, à moins qu'il n'y ait une juste cause : car s'il y a une telle cause, le Particulier pourra bien être tenu envers l'Etat, dont il a passé les ordres : mais non pas envers l'Ennemi, à qui il n'a fait aucun tort. On peut rapporter ici la (1) réponse que fit autrefois un Carthaginois aux Romains, qui demandoient qu'on leur livrât Hannibal, à cause qu'il avoit attaqué Sagonte.

(a) Sylvest.
in verb. Bel-
lum : Part. I.

CHA-

§. III. (1) On a eu raison de dire, qu'il est bien difficile de faire ici une exacte estimation : mais je ne la crois nullement nécessaire. Il y a tout lieu de présumer, que le Souverain, par cela même qu'il a autorisé les Volontaires, les Partisans, ceux qui équipent des Vaisseaux, à faire des courtes sur l'Ennemi, & à s'approprier le butin, a voulu aussi qu'il leur demeurât tout, quelque grand qu'il fût ; à moins qu'il ne s'en soit d'avance réservé une certaine partie. Ces

fortes de captures ne sont pas d'ordinaire assez considérables par rapport à l'Etat, quoique grandes à l'égard des Particuliers qui les font, pour qu'on ne puisse les leur laisser entières, sans préjudice du bien public.

§. IV. (1) C'est de quoi Crassus est blâmé par P. U. T A R Q U E : Τὰ δὲ πλεῖστα τῶτων (εἰ δὲ μετὰ βλασφημίας ἐπείν τοῦ ἀληθῆς) ἐκ πυρὸς συνήγαγε καὶ πολέμῳ, ταῖς κοιναῖς ἀτυχίαις προσόδῳ τῇ μεγίστῃ χρησάμενθ'. Vit. Crass. (pag. 543. D.) GROTIUS.

§. VI.

CHAPITRE XIX.

De la Foi que l'on doit garder ENTRE ENNEMIS.

I. Que l'on doit GARDER LA FOI AUX ENNEMIS, quels qu'ils soient. II. Réfutation de ceux qui croient, qu'on n'est point obligé de tenir ce que l'on a promis à un Pirate, ou à un Tyran. III. Réponse à l'argument tiré de ce que ces sortes de personnes méritent d'être punies. IV. Que la crainte, par laquelle on extorque une Promesse, n'empêche pas que la Promesse ne soit valide, si celui qui a promis n'est pas celui-là même qu'on a menacé & violente. V. Ou si le Promettant, quoique forcé, a promis avec serment. Serment néanmoins auquel on peut impunément manquer, à ne considérer que les Hommes. VI. Application de ces principes aux Guerres d'un Souverain contre ses Sujets. VII. Solution de la difficulté tirée du Domaine éminent, en vertu duquel il semble que le Souverain puisse se dispenser de tenir les Promesses faites à ses Sujets. VIII. Que le Serment sert à maintenir ces Promesses dans toute leur force. IX. Aussi bien que l'entremise d'un tiers, à qui l'on promet. X. Comment il se fait ici quelquefois un changement de la condition des Peuples. XI. Que l'exception d'une crainte injuste, par laquelle on a été porté à traiter, ne peut point être alléguée en matière des Promesses faites à l'occasion d'une Guerre solennelle & dans les formes selon le Droit des Gens. XII. Pourquoi que la crainte soit telle, que ce même Droit l'autorise. XIII. Qu'il faut garder la foi aux Perfides même. XIV. A moins que la condition, sous laquelle on a promis, ne vienne à manquer; ce qui a lieu, lors que le Contractant infidèle n'accomplit point une partie de ses engagements. XV. Qu'on peut aussi être dispensé de tenir sa parole à de telles gens, lors qu'on a à opposer une juste compensation de ce que l'on devoit faire avec ce qui nous est dû. XVI. Quoique la dette vienne d'un autre Contract; XVII. Ou d'un dommage reçu; XVIII. Ou même d'un crime, qui mérite punition. XIX. Comment tout ceci a lieu dans la Guerre.

§. I. I. **E**N commençant à traiter de ce qui est permis dans la Guerre, (a) nous avons remarqué qu'il y a des choses licites en elles-mêmes, & d'autres qui ne le sont qu'en conséquence d'une Promesse. Tout ce que nous avons à dire sur les premières, est achevé: passons présentement aux dernières. (a) Chap. I. de ce Liv. §. I.

2. Le plus excellent Guerrier, c'est celui qui n'a rien tant à cœur, que de garder religieusement la foi donnée à l'Ennemi; c'est une belle sentence de (1) SILIUS ITALICUS, Poète Latin, qui avoit été Consul Romain. XENOPHON, dans son Discours sur

§. VI. (1) Notre Auteur rapporte ici le passage tout du long. Mais comme il l'a déjà cité ci-dessus, Liv. I. Chap. III. §. 5. num. 4. j'ai cru qu'il suffisoit d'y renvoyer le Lecteur.

CH. XIX. §. I. (1) *Fœ hostem servare mihi. Multo optimus ille*

Militiæ, cui postremum est primumque tueri
Inter bella fidem

Punic. Lib. XIV. (vers. 169, & seqq.)

Le Philosophe Archélaüs, au rapport d'APPRIEN d'Alexandrie, disoit, que les Traitez faits solennellement & avec serment doivent être sacrez & inviolables, même entre Ennemis: *Καὶ σπονδὰς ἐπὶ τοῖς ἔχκοις ἐστίν· ὅτι, καὶ δεξιὰς ἐπιθεσθῆναι, αἱ καὶ παρὰ πολέμου ἰσχύουσιν* &c. Bell. Civil. Lib. IV. (pag. 628. Ed. H. Steph.) GROTIUS.

sur Agéfilas, (2) dit, qu'il n'y a rien de plus grand & de plus beau, sur tout dans un Général d'Armée, que d'être religieux observateur de la parole donnée, & de passer pour tel dans le monde. Selon ARISTIDE, (3) c'est dans les Traitez de Paix, & les autres Conventions Publiques, qu'on connoît principalement si ceux qui les font aiment la Justice. En effet, comme l'a très-bien remarqué CICE'RON, (4) il n'y a personne qui n'estime & ne chérisse cette disposition d'esprit, qui porte non seulement à ne point chercher son propre intérêt, mais encore à garder la foi, lors même qu'on trouveroit son compte à y manquer. C'est la Foi Publique, qui, comme le dit QUINTILIEN le Père, (5) procure à deux Ennemis, pendant qu'ils ont encore les armes à la main, le doux repos d'une Trêve; c'est elle qui assure aux Villes rendues les droits qu'elles se font réservées. C'est, selon le même Auteur, le lien (6) le plus ferme & le plus sacré qu'il y ait parmi les Hommes.

3. Il ne faut donc pas s'étonner, si (7) ST. AMBROISE & (8) ST. AUGUSTIN donnent pour maxime, qu'on doit garder la foi à un Ennemi, au milieu même de la Guerre. Au fond, un Ennemi n'en est pas moins Homme. Or tout Homme, qui est parvenu à l'âge de discrétion, est capable d'acquiescer quelque droit par la Promesse d'un autre. Il y a entre les Ennemis même (9) une Société établie par la Nature, comme le reconnoît autrefois Camille, à l'occasion des Falisques, envers qui il agit sur ce pié-là. C'est de cette Société, fondée sur la Raison & la Faculté de parler, qui sont communes à tous les Hommes, Amis ou non, que vient l'obligation de tenir les Promesses, dont il s'agit.

(b) Chap. I.
de ce dern.
Liv. §. 17.

4. Et il ne faut pas s'imaginer, que, parce qu'il est permis de dire quelque chose de faux à un Ennemi, ou que même, selon l'opinion de plusieurs, il n'y a point de mal à cela, comme nous l'avons (b) remarqué ailleurs; on puisse étendre une telle permission aux paroles mêmes dont on se sert quand on traite avec l'Ennemi. Car l'obligation de dire la vérité vient d'une cause antérieure à la Guerre, & ainsi rien n'empêche peut-être qu'elle ne soit en quelque façon anéantie par le droit des Armes: au lieu que la Promesse par elle-même donne un droit nouveau à celui envers

(2) Ὅντα μέγα καὶ καλὸν κτῆμα τοῖς τε ἀλλοῖς ἀπασιν, καὶ ἀνδρὶ δὲ στρατηγῷ, τὸ ὁσίον τε καὶ πιστὸν εἶναι τε, καὶ ὄντα ἐγνώσθαι. (Cap. III. §. 5. Edit. Oxon.) PAUSANIAS parlant de Philippe de Macédoine, lui refuse le titre de bon Général d'Armée, à cause du peu de scrupule qu'il faisoit de manquer à sa parole, & de violer les sermens les plus solennels: Στρατηγὸς ἀγαθὸν ἐκ αὐτοῦ τις φρονῶν ὀρεῖται καλεῖσθαι αὐτὸν, ὃς γε καὶ ὅρκους Θεῶν κατεπατήσεν αἰεὶ, καὶ σπονδὰς ἐπὶ παντὶ ἐψεύσατο, πῶς τε ἡτίμασε μάλιστα ἀνδράπων. In Arcadic. (Cap. VII. pag. 241. Ed. Wech.) VALE'RE MAXIME dit d'Hannibal, pour la même raison, qu'au lieu que sans cela il auroit acquis une belle réputation & une gloire immortelle, on ne fait si on doit le regarder comme un Grand Homme, ou comme un insigne Scélérat: Nonne bellum adversus Populum Romanum & Italiam professus, adversus ipsam fidem acrius gessit, mendacius & fallaciâ, quasi præclaris artibus gaudens? Quo evenit, ut aliqui insignem nominis sui memoriam relicturum, in dubio, majorne an pejor vir haberi deberet, poneret. (Lib. IX. Cap. VI. num. 2. extern.) Dans HOMÈRE, les Troiens touchés d'un remors de conscience, se reprochent de soutenir une Guerre injuste qu'ils s'étoient attirée en violant la foi de leurs sermens:

Νῦν δ' ὅρκια πιστὰ
Ψευδόμενοι μαχόμεσθα, τῷ δ' ὅντι κάλλιόν ἐστι.
Iliad. VII. (vers. 351, 352.) GROTIUS.
Le passage d'HOMÈRE cité dans cette Note tirée

du Texte, n'est point rapporté exactement. L'Auteur, trompé sans doute par sa mémoire, a écrit κάλλιόν ἐστι, & fini là le sens; au lieu qu'il y a dans l'original:

τῷ δ' ὅντι κέρδιον ἡμῖν
Ἐλπομαι ἐκτελεῖσθαι, ἵνα μὴ πείθομεν ὧδε.
C'est-à-dire: Je crois que nos affaires n'iront pas bien, si nous ne faisons cela, ou si nous ne rendons Hélène aux Grecs, avec toutes ses richesses. Le sens en est plus beau, & ouvre une autre réflexion importante, pour détourner de la perfidie.

(2) Ἰς γὰρ δὴ πρὸς τὸ, ὅτι ἐν ἐρήνῃ καὶ σπονδαῖς μάλιστα οἱ τὰ δίκαια ποιεῖν βεβόημενοι κρινονται. Orat. Leuctr. IV. pag. 184. C. Tom. II.

(4) Nemo est igitur, qui non hanc adfectionem animi probet, atque laudet, quâ non modo utilitas nulla quaritur, sed contra utilitatem etiam conservatur fides. De finib. bon. & mal. Lib. V. Cap. XXII.

(5) Ego publicam adpello fidem, quæ inter Piratas sacra est: quæ inter armatos hostes inducias facit: quæ civitatum jura conservat. Declam. CCLXVII. in fin. pag. 505. Edit. Burmann.

(6) Fides supremum rerum humanarum vinculum est: sacra laus fidei inter hostes. Declam. CCCXLIII. pag. 721.

(7) Liqueat igitur, etiam in bello fidem & justitiam servari oportere. De Offic. Lib. II. Cap. XXIX.

(8) Fides enim quando promittitur, etiam hosti servanda est, contra quem bellum geritur. Epist. CCV. Ad Bonifac. Ce Père traite au long le même sujet dans la Lettre

vers qui on promet. ARISTOTE a très-bien reconnu cette différence, puis qu'en traitant de la *Véracité*, il dit : (10) *Nous ne parlons pas de ceux qui disent la vérité dans les Conventions qu'ils font, ni de tout ce qui se rapporte à la Justice ou l'Injustice ; car c'est l'office d'une tout autre Vertu.*

§. II. 1. Nous avons déjà rejeté ci-dessus ces maximes de CICÉRON, (1) *Qu'il n'y a point de société avec un* (2) *Tyrant, mais plutôt une grande division : Qu'un Corsaire n'étant pas du nombre de ceux avec qui l'on fait une Guerre dans les formes, il n'y a ni foi, ni serment, qui soit valable par rapport à un tel homme.* Principe faux, d'où est née l'erreur de MICHEL d'Ephèse, (a) qui soutient, dans son Commentaire sur la Morale d'ARISTOTE, que ce n'est (3) point un Adultère, quand on débauche la Femme d'un Tyrant. Quelques Rabbins aussi (b) ont dit la même chose à l'égard des Femmes mariées avec quelqu'un de toute autre Nation que la leur, parce qu'ils regardent ces Mariages comme nuls.

2. Mais, pour revenir à notre sujet, nous voyons dans l'Histoire, que le Grand Pompée aiant été obligé de faire la Guerre aux Corsaires, (4) en termina une grande partie par des Traitez : il leur promit la vie, & outre cela une demeure, où ils pussent vivre sans pirater. Les Tyrans ont quelquefois rendu la liberté aux Peuples dont ils avoient usurpé la domination, à condition qu'on ne les puniroit point. Les Généraux Romains, au rapport de CÉSAR, (c) entrèrent en négociations de paix avec les Brigands & les Fuyards, qui s'étoient retranchés dans les Pyrénées. Dirait-on, que de telles Conventions n'ont aucune force, & n'imposent aucune obligation ? (5) J'avoué que ces sortes de gens n'ont pas avec les autres cette communauté particulière que le Droit des Gens a établie entre des Ennemis qui se font la Guerre dans les formes : mais ils ne laissent pas de jouir, entant qu'Hommes, des bénéfices communs du Droit Naturel, comme le montre fort bien le Philosophe (6) PORPHYRE ; or c'est une des Loix les plus inviolables de la Nature, Qu'il faut tenir ce qu'on a promis. Luculle (d) l'observa à l'égard d'Apollonius, Chef des Fugitifs. Et Auguste (e) aiant mis à prix la tête du Brigand Corocotte, pour ne pas manquer

(a) *Ad Lib.*
V. Cap. 10.

(b) *R. Levi Ben Gerson, & R. Salomo, ad Levit. XX, 10.*

(c) *De Bell. Civ. Lib. III. Cap. 19.*

(d) *Diod. Sic. è Lib. XXXVI. de Ecl. 1.*
(e) *Dio Cass. Lib. LVI. pag. 686.*

Lettre CCXXV. GROTIUS.

Dans le passage, qui est rapporté ici, ST. AUGUSTIN ajoute, que l'on doit, à plus forte raison, tenir la parole donnée à un Ami : *Quanto magis amico, pro quo pugnatur ?* On dirait qu'il a eu dans la mémoire, les paroles suivantes de JOSEPH, l'Historien Juif : *ὅς ἦγε πρὸς ἐχθρὰ καὶ πρὸς τὰς πολεμικώτατας τόπων, τοῖς τε φίλοις ἀναγκαιοτάτη τετραρῆσθαι* &c. *Antiq. Jud. Lib. XV. Cap. VIII. pag. 521. G.*

(9) *Nobis cum Faliscis, quæ pacto fit humano, societas non est : quam ingeneravit natura, utrisque est, eritque.* TIT. LIV. Lib. V. Cap. XXVII. num. 6. Voyez ce que j'ai dit, sur PUFENDORF, *Droit de la Nat. & des Gens*, Liv. VIII. Chap. VII. §. 2.

(10) *Ὅν γὰρ περὶ τῶν ἐν ταῖς ὁμολογίαις ἀλληθενόντων λέγομεν ἢ ὅσα εἰς ἀδικίαν ἢ δικαιοσύνην συντείνει ἄλλης γὰρ ἂν εἴη ταύτη ἀρετῆς.* Ethic. Nicom. Lib. IV. Cap. XIII. Voyez ce que j'ai dit sur le *Discours Préliminaire*, §. 44. Note 4.

§. II. (1) Nous avons rapporté les passages de CICÉRON, dans l'endroit cité en marge. Voyez sur cette matière, PUFENDORF, *Droit de la Nat. & des Gens*, Liv. III. Chap. VI. §. 9. & 11. & Liv. IV. Chap. II. §. 8.

(2) Le Philosophe SENEQUE parlant d'un Tyrant dit qu'aiant violé les Loix de la Société Humaine, il n'y a plus de bien par lequel on lui soit attaché : *Quidquid erat, quo mihi cohereret, intercessu juris*

humani Societatis abscedit. De Benefic. Lib. VII. (Cap. Edit. H. Steph. XIX.) GROTIUS.

(3) SENEQUE le Père dit aussi, que ce n'est pas plus un Adultère, de corrompre la Femme d'un Tyrant, qu'un véritable Homicide, de le tuer : *Non putavi adulterium, uxorem Tyranni polluere, sicut nec homicidium, Tyrannum occidere.* Excerpt. Controvers. Lib. IV. Cap. VII. Le Jurisconsulte JULIUS CLARUS a cru, que l'on peut impunément commettre adultère avec une Femme bannie. In §. Homicidium. num. 36. GROTIUS.

(4) Voyez sa Vie, dans PLUTARQUE, pag. 632, 633. Tom. I. Ed. Wechel.

(5) On a blâmé la perfidie honteuse de Didius, envers les Celtibériens, ancien Peuple d'Espagne, qui vivoient de butin. GROTIUS.

Notre Auteur a eu dans l'esprit ce que fit Titus Didius, Général Romain, à l'égard des Celtibériens établis près de la Ville de Colenda ; comme le rapporte APPIEN d'ALEXANDRIE, *De Bell. Hispan.* pag. 312. Ed. H. Steph. Au reste, pour le dire en passant, je ne trouve point ailleurs, même dans les anciens Géographes, cette Ville de Colenda. Et le docteur CELARIUS dans son Ancienne Géographie, n'en fait aucune mention.

(6) *Πάντας δὲ τὰς ἀνθρώπους ἀχάλοισ φασὶν οἰκίους τῇ συγγενείᾳ εἶναι* &c. De abst. Animal. Lib. III. pag. 322. Ed. Lugd. 1620.

de parole, lui paia à lui-même, qui vint se présenter, ce qu'il avoit promis à qui-conque le remettroit entre ses mains.

§. III. 1. VOIONS néanmoins si l'on ne pourroit pas alléguer, en faveur du sentiment de CICE'RON, quelque chose de plus spécieux, que ce qu'il a dit lui-même.

(a) Liv. II. Chap. XX. §. 3. 2. A considérer le Droit de Nature, chacun est en droit de punir les insignes Scélérats, qui ne font partie d'aucune Société Civile; selon que nous (a) l'avons expliqué ailleurs. Or si l'on peut ôter la vie à quelqu'un en forme de punition, on peut à plus forte raison le dépouiller de ses biens & de ses droits, selon la maxime même de (1) CICE'RON. Donc on peut lui ôter, en punition de ses crimes, le droit qu'il avoit acquis par une Promesse. Voilà une objection qui se présente d'abord.

(b) Liv. II. Chap. XVI. §. 6. 3. Je répons, que la raison seroit bonne, si l'on avoit traité avec le Scélérat, comme avec un Honnête Homme. Mais puis qu'on a promis au Scélérat connu tel, & comme tel, on doit être censé l'avoir tenu quitte, à cet égard, de la peine; parce que, comme nous l'avons (b) remarqué ailleurs, il faut expliquer le sens d'une Convention, en sorte qu'elle ne se réduise point à rien.

4. Ainsi ce n'est pas sans fondement que *Nabis*, au rapport de TITE LIVE, répondit à *Flaminius*, sur ce que celui-ci lui reprochoit son usurpation, qui le faisoit regarder comme un Tyran: (2) *Quel que je sois, & quelque nom qu'on me donne, je suis le même que j'étois, lors que vous, Flaminius, avez fait alliance avec moi... J'avois déjà fait alors tout ce que vous me reprochez.... Si j'avois changé depuis le titre de ma domination, je devrois rendre compte de mon inconstance: puis que vous le changez, c'est à vous à rendre compte de la vôtre.*

(a) Liv. II. Chap. XI. §. 7. §. IV. 1. ON peut objecter encore ici, ce que nous avons établi (a) ailleurs, que celui qui a extorqué une Promesse par crainte est obligé de tenir quitte le Promettant, parce qu'il a ainsi causé du dommage par une injustice, c'est-à-dire, par un acte contraire non seulement à la nature de la Liberté Humaine, mais encore à la nature de l'acte extorqué, qui devoit être libre.

2. J'avoué que la maxime, dont il s'agit, a lieu quelquefois: mais elle ne regarde pas toute sorte de Promesses faites à un Voleur. En effet, pour qu'on soit dans l'obligation de tenir quitte le Promettant, il faut qu'il ait promis y étant contraint par une crainte injuste dont on a usé envers lui-même. Si donc quelqu'un, pour délivrer son Ami des mains des Voleurs qui l'ont pris, leur promet une certaine somme d'argent, il doit effectuer sa promesse; (1) puis qu'il a traité avec eux de son pur mouvement, & qu'ils ne lui ont fait aucune violence.

§. V.

§. III. (1) Le passage a été déjà rapporté ci-dessus, Chap. V. de ce Livre, §. 1. Note 1.

(2) *De Nomine hoc [Tyranni] respondere possum: me, qualiscunque sum, eundem esse, qui fui, quam tu ipse mecum, T. Quincti, societatem pepigisti. Jam feceram hæc, qualiacunque sunt, quum societatem mecum pepigisti. Itaque si ego nomen imperii mutassem, mihi meæ inconstantia; quum vos mutetis, vobis vestrae reddenda ratio est.* TIT. LIV. Lib. XXXIV. (Cap. XXXI. num. 12, 13, 15.) Dans TR'ENCE, un Marchand d'Esclaves dit: „Je suis, je l'avoué, la ruine commune des Jeunes Gens, un Parjure, une peste publique; „mais je ne vous ai fait aucun tort.

Leno sum, fateor, pernicies communis adolescentium, Perjurus, pestis: tamen tibi à me nulla est orta injuria. Adelp. (Act. II. Scen. I. vers. 34.) Voyez l'Auteur qui a écrit touchant le Traité de Paix entre les Princes & Etats de l'Empire d'Allemagne. GROTIUS.

§. IV. (1) Mais voyez ce que j'ai dit sur PUFENDORF, Droit de la Nat. & des Gens, Liv. III. Chap. VI. §. 11. Note 11. de la seconde Edition.

§. V (1) Mais nous avons rejeté ce principe, après PUFENDORF, dans l'endroit cité en marge.

(2) Voyez ce que j'ai dit après PUFENDORF, Droit de la Nat. & des Gens, Liv. IV. Chap. II. §. 17.

§. VI. (1) Comparez encore ici ce que dit PUFENDORF, Liv. VIII. Chap. VIII. §. 2.

(2) Nous avons fait voir aussi, dans les Notes sur l'endroit cité en marge, jusqu'où s'étend cette obligation de la non-résistance, à en juger par des principes qui n'aient rien d'outré ni d'un ni d'autre côté.

(3) Cette obligation est d'autant plus inviolable, que les Souverains sont fort sujets à traiter le rebellion une défobéissance ou une résistance par laquelle on ne fait que maintenir ses justes droits, & s'opposer à une violation énorme des engagements où sont les

§. V. I. DE PLUS, celui-là même qui a promis, y étant forcé par une crainte injuste, pourra être obligé de tenir sa parole, s'il l'a donnée avec serment : car cet acte religieux emporte une obligation (1) non seulement envers la personne à qui l'on jure, mais encore envers DIEU, que l'on prend à témoin, & par rapport auquel l'exception de Crainte ne fauroit être alléguée, selon les principes (a) que nous avons établis ailleurs.

(a) Liv. II.
Chap. XIII. §.
14, & suiv.

2. Il est vrai que ce lien tout seul n'est pas assez fort pour mettre dans quelque obligation les Héritiers de celui qui a ainsi promis avec serment. (2) Car il n'y a que les choses qui entrent dans le commerce de la Vie en conséquence de l'établissement originnaire du droit de Propriété, qui soient de nature à passer aux Héritiers : or le droit acquis à DIEU par un Serment, n'est point par lui-même de ce nombre.

3. Il est vrai encore, que, quand on manque de parole à un Voleur, soit qu'on lui ait promis avec serment ou sans serment, on ne peut point être puni pour un tel sujet par les autres Nations, parce qu'il a passé en loi commune parmi elles en haine de ces fortes de Scélérats, qu'on ne prendroit point connoissance de ce qui se feroit contr'eux, encore même qu'il y eût quelque chose de mauvais.

§. VI. I. QUE dirons-nous maintenant des Promesses & des Conventions faites (1) dans une Guerre d'un Roi, ou de quelque autre Puissance Souveraine, avec ses propres Sujets ? Nous avons prouvé ailleurs, (a) que les Sujets n'ont nul (2) droit d'user d'aucune voie de fait contre leur Souverain, quoique le sujet, pour lequel ils s'y portent, ne soit point injuste, à le considérer en lui-même. Mais le sujet peut être si fort injuste, ou la résistance si criminelle, qu'elle mérite une rigoureuse punition. Cependant si l'on a traité avec eux, comme avec des Déserteurs ou des Rebelles, (3) on ne peut point se dispenser de tenir sa parole, sous prétexte de la peine qu'on est en droit de leur infliger ; selon ce que nous venons de dire. Il faudroit garder la foi même à des Esclaves : & l'Antiquité Païenne a eu une Morale assez pure, pour reconnoître (4) la vérité de cette maxime.

(a) Liv. I.
Chap. IV.

2. A l'égard de l'exception d'une Crainte injuste, on peut la rendre inutile par l'interposition du Serment. C'est ainsi que *Marc Pomponius*, (5) Tribun du Peuple, quoi qu'il eût été contraint de promettre à *Lucius Mamilius*, lui tint néanmoins parole, parce qu'il avoit juré.

§. VII. I. MAIS il y a ici, outre les objections que nous avons réfutées un peu plus haut, une difficulté particulière, tirée du droit de faire des Loix, & du droit éminent sur les biens des Sujets, dont l'Etat est revêtu, & que le Souverain exerce en son nom. Ce pouvoir s'étend à tous les biens des Sujets : pourquoi donc n'auroit-il pas lieu en

ma-

les Souverains, ou comme tels, ou en vertu des Loix Fondamentales de l'Etat. L'Histoire n'en fournit que trop d'exemples.

(4) Sur ce principe, on regarda comme une juste punition du Ciel, un terrible tremblement de terre, qui arriva à *Lacédémone*, & qui renversa tout, à la réserve de cinq Maisons. Les *Lacédémoniens* venoient de faire mourir, contre la parole donnée, quelques Esclaves de *Ténare* ; comme le rapporte *ELIEN*, *Var. Hist.* Lib. VI. Cap. VII. *DIODORE de Sicile* remarque, que jamais Maître ne viola la foi qu'il avoit donnée à quelqu'un de ses Esclaves, dans l'asyle du Temple des Dieux *Paliciens* [près de la Ville de *Palique*, où se réfugioient les Esclaves maltraités par leurs Maîtres.] *Καὶ οὐδὲν ἰσορεῖται τῶν δεδωκότων τοῖς οἰκταῖς πίστιν, ταύτην παραβάς.* Lib. XI. (Cap. LXXXVIII. pag. 288. *Ed. H. Steph.*) *GROTIUS*.

Il y a grande apparence, que, dans le passage d'*ELIEN*, au lieu des mots, que notre Auteur tra-

duit *Esclaves de Ténare*, τὰς ἐκ Τανάγης οἰκτάς, on doit lire, selon que portent même quelques MSS. τὰς ἐκ Τανάγης ἰκτάς, c'est-à-dire, *Supplians*, comme l'a remarqué feu Mr. *PERIZONIUS*, dont on peut voir la Note sur cet endroit.

(5) Il avoit juré au Fils de ce *Mamilius*, & non pas à lui-même, de se déister de l'accusation qu'il avoit intentée contre le Père ; & il déclara, dans l'Assemblée du Peuple, que la raison pourquoi il le faisoit, c'étoit parce que *Titus Mamilius* l'avoit fait jurer, en le menaçant de le tuer. *SENEQUE* rapportant ce fait, remarque, que ce Jeune Homme fut le seul qui trouva moien de mettre impunément à la raison un Tribun du Peuple : *Juravit Tribunus, nec sefellit ; & causam actionis remissa concioni reddidit. Nulli alii licuit impune Tribunum in ordinem redigere.* De Benefic. Lib. III. Cap. XXXVII. *GROTIUS*.

Voiez encore, sur ce fait, les *Offices* de *CICÉRON*, Lib. III. Cap. XXXI.

§. VIII.

matière du droit acquis par une Promesse faite aux Sujets à l'occasion de la Guerre? Or cela posé, il semble que toutes les Conventions entre un Souverain & ses Sujets rebelles n'aient de force qu'autant qu'il plaira au Souverain; & qu'ainsi la Guerre ne pourra jamais être terminée que par une victoire complète.

2. L'objection seroit forte, si le droit éminent, dont il s'agit, avoit lieu en tout & par tout. Mais le Souverain n'en est revêtu qu'autant que le demande le bien public dans un Gouvernement Civil, qui, quoique Monarchique & Absolu, n'est point Despotique, & ne donne pas au Souverain sur ses Sujets le même pouvoir qu'à un Maître sur ses Esclaves. Or cet intérêt général demande pour l'ordinaire que le Souverain tienne les Conventions faites même avec des Sujets rebelles; à quoi se rapporte ce que

(a) Liv. II.
Chap. IV. §. 8.
num. 3.

(b) Chap.
suivant, §. 7.

(a) nous avons dit ailleurs de l'obligation où l'on est de maintenir l'état présent du Gouvernement. Ajoutez à cela, que, lors même que les circonstances demandent l'usage de ce droit éminent, il faut néanmoins dédommager de quelque autre manière les Sujets, envers qui on en use, comme nous l'expliquerons (b) plus bas.

§. VIII. 1. ON peut aussi, pour donner de la force aux Conventions faites avec des Sujets Rebelles, y ajouter un Serment (1) fait non seulement par le Roi, ou par le Sénat Souverain, mais encore par tout le Corps de l'Etat: comme nous voyons que *Lycurgue* & *Solon* firent jurer, l'un les *Lacédémoniens*, l'autre les *Athéniens*, de garder leurs Loix, (2) & exigèrent de plus que le serment fût renouvelé tous les ans, afin qu'il ne perdît point sa force par le changement des personnes qui avoient part au Gouvernement. En ce cas-là, le Souverain ne sauroit se dispenser de tenir la parole donnée, quand même le Bien Public le demanderoit. Car l'Etat a pu se dépouiller de son

§. VIII. (1) Voyez ce que j'ai remarqué sur *PUFENDORF*, *Droit de la Nature & des Gens*, Liv. IV. Chap. II. §. 17. Note 2. de la seconde Edition.

(2) On peut voir là-dessus *PLUTARQUE*, dans les Vies de ces deux célèbres Législateurs, pag. 57. D. E. & pag. 92. Mais il n'y a rien là, ni ailleurs, que je sache, d'un renouvellement de serment qui se dût faire toutes les années. Il y a apparence au contraire, qu'on ne croioit point ce renouvellement nécessaire pour conserver au Serment toute sa force, malgré le changement des personnes. Je vois au moins, que *DENYS d'Halicarnasse*, Auteur Grec, donne à entendre assez clairement, que le Serment une fois prêté par tout le Peuple suffisoit pour rendre une Loi irrévocable, par rapport même à la postérité de ceux qui en avoient juré l'observation. C'est à l'occasion des *Loix Sacrées*, dont il sera parlé dans la Note suivante: *Καὶ ἵνα μὴ εἰς τὸ λοιπὸν τῷ Δῆμῳ ἐξουσία γένηται καταπαύσαι τὸν δὲ τὸν νόμον. ἀλλ' εἰς πάντα τὸν χρόνον ἀκίνητον διαμείνη, πάντας ἐτάχθη Ῥωμαῖους ὁρκῶσαι κατ' ἑαυτῶν, ἢ μὲν χρησέσθαι τῷ νόμῳ καὶ αὐτοὶ καὶ ἐγγόνες τὸν αἰὶν χρόνον.* Antiq. Rom. Lib. VI. Cap. LXXXIX. C'est ainsi donc qu'il faut entendre un passage de *VALERE MAXIME*, que notre Auteur citoit un peu plus bas, & où l'Historien apostrophe ainsi la Ville d'Athènes: *LEGE itaque legem, quæ te jurejurando obstrictam tenet.* „Lis la Loi, dont tu as juré l'observation. Lib. V. Cap. III. num. 3. extern.

(3) Il y a dans *TITE LIVE* un passage assez obscur, où l'Auteur dit en suivant l'opinion de plusieurs anciens Jurisconsultes, Que les *Tribuns du Peuple* sont des personnes sacrées, mais non pas les *Ediles*, les *Juges*, les *Décemvirs*; & que néanmoins, si on faisoit quelque mal à ceux-ci, on péchoit contre les Loix. *Et quum religione inviolatos eos [Tribunos], tum lege etiam, fecerunt; sanciendo, Ut qui Tribunis plebis, Edilibus, Judicibus, Decemviris nocuisset, ejus caput Jovi sacrum esset. Hac lege Juris Interpretes negant*

quemquam sacrosanctum esse: Sed eum, qui eorum cuiquam nocuisset, sacrum sanciri. Itaque Edilem prehensum, ducere à majoribus Magistratibus: quod etsi non jure fiat (nec enim ei, cui hac lege non liceat) tamen argumentum esse, non haberi pro sacrosancto Edilem: Tribunos veteri jurejurando plebis, quum primum eam potestatem creavit, sacrosanctos esse. Lib. III. (Cap. LV. num. 7, & seq.) La raison de cette différence est, que les *Ediles*, & les autres dont on vient de parler, n'avoient d'autre protection que celle de la Loi, c'est-à-dire, d'une Ordonnance du Peuple, à laquelle on ne pouvoit légitimement contrevenir, tant qu'elle subsistoit, mais qui pouvoit être révoquée par une autre postérieure. Au lieu que l'inviolabilité des *Tribuns* étoit fondée sur la religion publique, ayant été établie par un serment, qui ne pouvoit être révoqué par ceux-là même qui l'avoient fait. Cela paroît par les paroles suivantes de *DENYS d'Halicarnasse*: *Ὁ δὲ Βεῆτορ ἐκκλησίαν συναγαγὼν, συμβέβηκε τοῖς δημοταῖς ἑρᾶν καὶ ἀσυλον ἀποδείξαι τὴν ἀρχήν, ὡς καὶ τὰ ὅρκια βεβαιώσαντας αὐτῇ τὸ ἀσφαλές. ἰδοὺ ταῦτα πᾶσι &c.* Antiq. Rom. Lib. VI. (Cap. LXXXIX.) De là vient que cette Loi fut appelée *Lex Sacrata*. Et c'est pourquoi tous les honnêtes gens désapprouvèrent ce que fit *Tibérius Gracchus*, & qui est rapporté au long dans la Vie par *PLUTARQUE*; lors qu'il cassa *Octavius*, *Tribunus* du Peuple, disant que le *Tribunat* tiroit bien du Peuple son inviolabilité, mais que ce privilège ne pouvoit valoir par rapport au Peuple même. *GROTIUS*.

Le Savant *GRONOVIVS* ne trouve pas bien fondée la raison que notre Auteur donne de la différence qu'il y avoit, sur le sujet dont il s'agit, entre les *Tribuns du Peuple*, & les *Ediles* &c. La vérité est, dit-il, que personne ne pouvoit être regardé comme une personne sacrée (*sacrosanctus*), selon l'usage des *Romains*, à moins qu'il n'eût été formellement déclaré tel par une Loi, comme l'avoient été les *Tribuns*, au rapport de *TITE LIVE*, Lib. II. Cap. XXXII. Au reste,

son droit; & les termes du Traité peuvent être si clairs, qu'ils ne souffrent aucune exception.

2. Les Romains appelloient (a) *sacrées*, ces sortes de Loix, à l'observation desquelles le Peuple Romain s'étoit lui-même atreint par la religion du Serment (3); comme l'explique (4) CICE'RON.

(a) *Leges Sacratæ*. Voyez Paul Manuce, dans son Traité, *De Legibus*.

§. IX. 1. UN troisième moyen d'empêcher que les Conventions faites dans une Guerre contre des Sujets Rebelles ne puissent être annullées sous aucun prétexte, c'est que le Souverain (1) s'engage envers un tiers, qui n'a rien fait pour extorquer la Promesse: car alors il n'y a point de doute, que la Promesse ne soit valide. Et nous ne distinguons point ici, s'il importe ou non au tiers que le Souverain s'engage envers lui en faveur des Sujets Rebelles. Cette distinction est une pure (2) subtilité du Droit Romain, & n'est nullement fondée sur le Droit de Nature, selon lequel tout Homme doit s'intéresser à l'avantage des autres, comme y trouvant le sien propre.

2. L'Histoire Romaine nous fournit ici un exemple. Nous lisons, que, dans la Paix conclue avec *Philippe*, (3) on stipula que ce Prince ne pourroit maltraiter les *Macedoniens*, qui s'étoient révoltés de son obéissance pendant le cours de la Guerre.

§. X. PAR les Conventions, dont il s'agit, les Sujets peuvent non seulement obtenir des conditions avantageuses, sans cesser d'être Sujets comme auparavant; mais encore il peut naître de là un changement dans le Gouvernement même de l'Etat; en sorte que ceux qui étoient Sujets deviennent Souverains, ou que du moins ils acquièrent une partie de la Souveraineté, avec le droit de la défendre par les armes; ce qui produit

reste, toute cette Note est tirée du Texte, où elle fait une digression, dont j'ai cru devoir le débarrasser.

(4) GRONOVIVS critique encore ici notre Auteur. Ce n'est point-là, dit-il, la pensée de CICE'RON. L'Orateur s'attache seulement à prouver, que rien n'est sacré que ce qui a été déclaré tel par le Peuple: *Sacrofanctum enim nihil potest esse, nisi quod per Populum Plebemve sanctum est*. Orat. pro Balbo, Cap. XV. Ainsi il falloit à la vérité que l'autorité du Peuple intervint, pour faire une Loi sacrée: mais toute Loi, dans l'établissement de laquelle le Peuple étoit intervenu, n'étoit pas pour cela sacrée; à moins qu'elle ne portât, que quiconque la violeroit, sa tête seroit dévouée aux Dieux, en sorte qu'il pourroit être impunément tué par toute autre personne; car c'est ce qu'on entendoit par *Caput sacrum sancire*, ou *consecrare*. Mais cela ne fait rien contre notre Auteur. Il n'a jamais prétendu, que la raison pourquoi une Loi étoit appelée *Sacrata*, fût uniquement parce qu'elle avoit été établie par l'autorité du Peuple. La pensée est trop absurde pour qu'elle pût tomber dans l'esprit de GRONTIUS, ou qu'il pût l'attribuer à CICE'RON. Il dit lui-même formellement le contraire, dans sa *Florum sparsio ad Jus Justinian*. (pag. 25, 26. Edit. Amst.) *Erant autem Leges omnes sanctæ, que sanctionem haberent, at non omnes sacratæ*. Après quoi il cite la définition de ces Loix sacrées, que CICE'RON lui-même donne, au Chap. XIV. de la même Harangue: & il y joint FESTUS, (au mot, *Sacrata leges sunt* &c.) comme aussi le Scholiaste d'HORACE, sur ces paroles, *Sanctarum inscitia Legum*, (Lib. II. Sat. I. vers. 81.) Notre Auteur n'a donc voulu dire autre chose, si ce n'est que le Peuple, dans l'établissement de ces sortes de Loix, s'engageoit lui-même à les observer par la sainteté du Serment, *religione obligabatur*: paroles, auxquelles le Savant Critique auroit dû faire attention, & qui sont tirées de l'Orateur même, sur le témoignage duquel il se fonde:

Qui, injussu suo, nullo pacto potest RELIGIONE OBLIGARI. . . . Quod PUBLICA RELIGIONE sanciri potuit, id abest. Il dit un peu plus haut: *Quod quum magis fide illius Populi, justitiâ vestrà, vetustate denique ipsa, quàm aliquo PUBLICO VINCULO RELIGIONIS teneretur* &c. Ibid. Cap. XV. Ainsi ce n'est pas sans fondement que notre Auteur fait dire à CICE'RON, que le Serment du Peuple intervenoit, dans ces sortes de Loix: & on voit dans DENYS d'Halicarnasse, (ubi supra, VI. 89.) que la plus célèbre en fut accompagnée; outre l'imprécation contre la tête de tous ceux qui viendroient à les violer. Voyez aussi FESTUS, au mot *Sacrofanctum*. Autre chose est de dire, si c'est pour l'une ou pour l'autre de ces raisons qu'elles étoient appelées *Sacrata*; & il ne paroît pas clairement, que notre Auteur ait voulu donner ici l'étymologie de ce mot. Au moins CICE'RON, qu'il cite, se sert d'un autre terme, *Sacrofanctum*. Il paroît aussi par ce que dit FESTUS, au mot *Sacrata Leges*, que les Anciens même n'étoient pas d'accord entr'eux sur cette étymologie. On peut voir, sur cette question de Critique, qui ne fait pas grand' chose au sujet, les *Animadversiones* de feu Mr. PERIZONIUS, pag. 418, 419. & les Remarques du même Savant sur la *Minerve* de SANCTIUS, pag. 761, 762. de la dernière Edition.

§. IX. (1) Voyez ci-dessus, Liv. II. Chap. XXV. §. 8. num. 3. & une Dissertation d'OBRECHT, *De Sponsore Pacis*, §. 3. Diff. VII. pag. 151, 152.

(2) Voyez ce que l'Auteur a dit ci-dessus, Liv. II. Chap. XI. §. 18. num. 1.

(3) Ce fut la plus dure condition que *Persée* trouva dans le Traité: *Una eum res, quum victo leges imponerentur, maximè angebat, quod qui Macedonum ab se defecerant in bello, in eos jus seviendi ademptum ei à Senatu erat*. TIT. LIV. Lib. XXXIX. Cap. XXIII. num. 6.

(a) *Liv. I.
Chap. III.*

duit alors un de ces Gouvernemens Mixtes, dont nous avons prouvé (a) ailleurs l'existence.

(a) Voiez
le Traité De
compositione
Pacis inter
Principes Et
Ordines Impe-
rii.

§. XI. 1. POUR ce qui est des *Guerres Solemnelles*, c'est-à-dire, Publiques de part & d'autre, & déclarées dans les formes, elles ont entr'autres effets particuliers de *Droit Extérieur*, celui de rendre tellement valides toutes les Promesses faites ou pendant le cours d'une telle Guerre, ou pour la terminer, qu'elles (1) ne peuvent point être annulées sous prétexte d'une crainte injuste, sans le consentement de celui-là même à qui l'on a promis. Le Droit des Gens tient pour juste de part & d'autre la crainte (a) qui porte à traiter dans ces sortes de Guerres: de même qu'il fait regarder comme justes plusieurs autres choses qui ne sont pas entièrement innocentes. Et la raison pourquoi on a trouvé à propos de faire passer en loi cette supposition, c'est qu'autrement il n'y auroit pas eu moyen de mettre ni bornes ni fin à ces sortes de Guerres, qui arrivent, & qui sont telles, qu'il importe beaucoup au Genre Humain de chercher toutes les voies imaginables de les modérer & les terminer. Voilà apparemment ce que CICÉRON (2) entend par le *Droit de la Guerre*, qu'il veut qu'on observe entre Ennemis. Il dit ailleurs, (3) que l'Ennemi conserve certains droits malgré la Guerre, c'est-à-dire, non seulement des droits naturels, mais encore d'autres droits fondés sur le consentement tacite des Peuples.

2. Il ne s'ensuit pourtant pas de là, que, quand un Peuple ou un Prince, par la supériorité de ses armes dans une Guerre Injuste, a réduit l'Ennemi à la nécessité de faire un Traité désavantageux, il puisse en bonne conscience retenir ce qu'il a reçu en vertu d'un tel Traité, ou contraindre l'autre Partie à tenir ses engagements, soit qu'elle ait juré ou non. Car ce qui est injuste en lui-même & de sa nature, demeure toujours injuste; & il n'y a qu'un nouveau consentement, donné avec une entière liberté, qui puisse effacer la tâche de l'injustice.

§. XII. AU RESTE, quand je dis que la crainte est réputée pour juste de part & d'autre dans une Guerre en forme, cela ne doit s'entendre que (1) d'une crainte tolérée par le Droit des Gens. Car si l'on a extorqué quelque chose en menaçant, par exem-

§. XI. (1) Il faut distinguer ici, à mon avis, si celui qui a contraint l'autre à traiter par la supériorité de ses armes, a voit entrepris la Guerre sans sujet, ou s'il pouvoit alléguer quelque raison spécieuse. Si c'est sans aucun sujet, comme quand un *Alexandre* va chercher à conquérir des Peuples éloignez, qui n'avoient jamais entendu parler de lui, & qui par conséquent ne pouvoient avoir rien fait contre lui, ni lui rien devoir; ou même si le sujet, qu'on allégué, est un prétexte visiblement frivole, au jugement de toute personne tant soit peu raisonnable: je ne vois pas pourquoi le Vaincu seroit plus obligé de tenir le Traité de Paix, qu'un homme, qui étoit tombé entre les mains des Voleurs, n'est tenu de leur aller porter exactement, ou de paier à leur réquisition, l'argent qu'il leur avoit promis pour racheter sa vie ou sa liberté; ce que nôtre Auteur lui-même ne prétend pas, quoique se fondant sur de faux principes, que nous avons rejettez plus d'une fois, il veuille qu'une telle promesse soit valide en elle-même. Mais si le Vainqueur avoit entrepris la Guerre pour quelque sujet apparent, quoi qu'il soit fondé injuste, quand on l'examine sans prévention: alors l'intérêt commun du Genre Humain demande sans contredit, qu'on mette ici quelque différence entre les Promesses extorquées par crainte, de Particulier à Particulier, & celles auxquelles un Prince ou un Peuple Souverain est contraint par le mauvais succès de ses armes, quoique justes. Ici la raison, que nôtre Auteur allégué, est très-bonne: & cela sans supposer

un consentement tacite des Peuples qui ne fait que rendre plus fort l'engagement des Vaincus. Car le Droit même de Nature, qui veut que les Sociétez, aussi bien que chaque Particulier, travaillent à leur conservation, fait par cela seul regarder non pas proprement les actes d'hostilité comme justes de la part du Vainqueur injuste; mais l'engagement du Traité de Paix comme valide néanmoins, en sorte que le Vaincu ne peut se dispenser de le tenir, sous prétexte de la crainte injuste, qui en est la cause, comme il le pourroit d'ailleurs sans la considération de l'avantage qui en revient au Genre Humain. Cet intérêt de la tranquillité publique demande aussi, que lors même qu'un Traité de Paix a été fait en conséquence d'une Guerre entreprise sans sujet, ou pour un sujet manifestement frivole, le Vainqueur injuste, qui n'avoit aucun titre légitime, l'acquiesce ensuite, dans un espace de tems raisonnable, lors que le Vaincu subit patiemment le joug, sans y être forcé par la même crainte qui l'a porté à traiter. Voiez ci-dessus, *Liv. II. Chap. IV. §. 12, & suiv.* On peut joindre à ce que je viens de dire, la raison qu'allégué PUFENDORF, *Droit de la Nat. & des Gens*, Liv. VIII. Chap. VIII. §. 1.

(2) *Est autem jus etiam bellicum, fidesque jurisjurandi scpe cum hoste servanda.* De Offic. Lib. III. Cap. XXIX.

(3) Le passage a été déjà cité ci-dessus, *Chap. XI. de ce dernier Livre, §. 7. Note 8.*

§. XII. (1) C'est ainsi qu'une Promesse extorquée; un

exemple, de violer une Femme, ou en faisant appréhender quelque autre mal contre la parole donnée; le cas alors doit être décidé par les règles du Droit Naturel tout seul; le Droit des Gens ne s'étendant point jusqu'à autoriser une telle crainte.

§. XIII. 1. IL FAUT garder la foi à ceux même qui ne font pas scrupule d'en manquer. Nous l'avons déjà dit, en traitant (a) de l'obligation des Promesses en général ; & c'est la doctrine de (1) ST. AMBROISE. On ne doit pas sans doute excepter de cette règle les Ennemis infidèles, tels qu'étoient autrefois les *Carthaginois*, à qui, malgré leurs fréquentes perfidies, le *Sénat Romain* tint religieusement ce qu'il leur avoit promis ; regardant à soi-même, (2) dit là-dessus VALE'RE MAXIME, & non pas à ceux envers qui il s'acquittoit de ses engagements. APPIEN d'Alexandrie parlant de *Servilius Galba*, qui passa au fil de l'épée les (b) *Lusitaniens* infracteurs de l'Alliance, après les avoir trompez à son tour par un nouveau Traité ; appelle cela (3) une action indigne du nom Romain & une honteuse imitation de la conduite des Barbares. Aussi *Libon*, Tribun du Peuple, intenta-t-il depuis une accusation dans les formes contre le même *Galba*, pour cette insigne perfidie : & si l'Accusé fut absous, ce n'est pas qu'on le trouvât innocent, mais on se laissa fléchir par les larmes de ses Enfans en bas âge, comme nous l'apprenons de (4) VALE'RE MAXIME, & d'un fragment de (5) CATON.

(a) Liv. II.
Chap. XIII.
§. 16.

(b) Les
Portugais
d'aujourd'hui.

§. XIV. I. IL Y A pourtant deux cas , dans lesquels on peut sans perfidie se dispenser de tenir ce qu'on a promis. Le premier arrive , lors qu'une certaine *condition* vient à manquer : & l'autre , lors que la *compensation* a lieu.

2. Le défaut d'une condition supposée ne dégage pas, à proprement parler, le Contractant : mais alors l'événement fait voir qu'il n'y a jamais eu de véritable engagement, puis qu'on n'avoit voulu s'engager que sous condition. Cela a lieu aussi, lors (1) que l'un des Contractans n'a pas exécuté quelque chose qu'il devoit faire le premier ; (2) car tous les articles d'un seul & même Traité sont renfermez l'un dans l'autre, en forme de condition, comme si l'on avoit dit formellement ; *Je ferai telle ou telle chose, pourvu que de votre côté vous fussiez ceci ou cela.* Et c'est pourquoi, lors qu'on veut empêcher

à un Ambassadeur fait prisonnier n'est point valide, selon
le Droit des Gens. Voyez *Mariana, De rebus Hispan.*
Lib. XXX. GROTIUS.

L'Historien Espagnol parle d'*Antoine Acuña*, Evêque de *Zumora*, que *Jean d'Albret*, dernier Roi de *Navarre*, avoit fait arrêter prisonnier, & relâché ensuite, sous promesse de revenir, aussi-tôt qu'il en seroit requis. Mais ce Prélat n'avoit point été reçu Ambassadeur : & on avoit de bonnes raisons de ne pas le recevoir pour tel, comme un homme qui s'étoit trouvé à la bataille de *Ravenn*e, donnée entre les *Espagnols* & les *François*, Alliez du Roi de *Navarre*. Voyez les Chapp. XII. & XIX. du Livre indiqué dans cette Note. Ainsi la maxime, vraie en elle-même, est mal appliquée ici. Voyez ce que notre Auteur a dit ci-dessus, *Liv. II. Chap. XVIII. §. 5. & 6.*

S. XIII. (1) *Quanta autem Justitia sit, ex hoc intelligi potest, quod nec locis, nec personis, nec temporibus excipitur: quae etiam hostibus reservatur; ut si constitutus sit cum hoste aut locus aut dies praelo, adversus Justitiam putetur aut loco praevenire, aut tempore. Offic. I. 29.*

(2) *Se tunc Senatus, non eos, quibus hoc præstabat, adpexit.* Lib. VI. Cap. VI. num. 3. C'est aussi ce que remarque SALLUSTE: *Item Belli Punicis omnibus, quum sæpe Carthaginienfes, & in pace, & per inducias, multa nefaria facinora fecissent; nunquam ipsi per occasionem talia fecere.* (Bell. Catilin. in Orat. Cæsar. Cap. L. Edit. Walf.) GROTIUS.

(3) Ἀπιστία μὲν ἄρα ἀπιστίαν μετιών, ἐκ ἀξίως δὲ Ῥωμαίων
 μιμνήσκου Βαρβαρῆς. De Bell. Hispan. pag. 288. Edit.
 H. Steph.

(4) *Misericordia ergo illam quaestionem, non equitas, rexit: quoniam quae innocentiae tribui nequiebat absolute, respectui puerorum data est. Lib. VIII. Cap. I. num. 2.*

(5) *Quod item apud CATONEM scriptum esse* [in Originibus] *video, nisi pueris & lacrymis usus esset, penam eum daturum fuisse.* De Orat. Lib. I. Cap. LIII. Voyez aussi in Brut. Cap. XX.

§. XIV. (1) Conférez ici PUFENDORF, *Droit de la Nat. & des Gens*, Liv. V. Chap. XI. §. 9. & ce que nôtre Auteur a déjà dit, *Liv. II. Chap. XV. §. 15.*

(2) Sur ce principe le Roi *Tullus Hostilius*, répondant aux Ambassadeurs d'*Albe*, prenoit les Dieux à témoin, quel des deux Peuples avoit le premier refusé de rendre ce qu'il devoit: *Nunciate*, inquit, *Regi vestro*, *Regem Romanum Deos facere testes, uter prius Populus res repetentes Legatos adperratus dimiserit, ut in eum omnes expetant hujusce cladis belli.* (TIT. LIV. Lib. I. Cap. XXII. num. 7.) Le Jurisconsulte *ULPIEN* décide, qu'un Associé est déchargé des engagements du Contrat, s'il a renoncé à la Société, parce qu'on ne tenoit point une condition sous laquelle il s'étoit engagé: *Nec tenebitur pro socio, qui ideo renunciavit, quia conditio quædam, quæ societas erat coïta, ei non præstatur.* DIGEST. Lib. XVII. Tit. II. *Pro Socio*, Leg. XIV. *GROTIUS.*

pécher que l'engagement ne demeure par là sans effet, on ajoute cette clause expresse, qu'encore qu'on vienne à enfreindre quelcun des articles du Traité, les autres ne laisseront pas de subsister dans toute leur force.

(a) Liv. II.
Chap. VII.
§. 2.

§. XV. Pour ce qui est de la *Compensation*, nous en avons (a) montré ailleurs l'origine & le fondement. (1) Elle consiste en ce que, quand il n'y a pas moyen d'obtenir autrement ce qui nous appartient ou qui nous est dû, on peut, pour se dédommager, en prendre l'équivalent sur toute chose appartenante à celui qui a notre bien, ou qui refuse de s'acquitter de ce qu'il nous doit. D'où il s'ensuit, que l'on peut, à plus forte raison, retenir ce que l'on a entre les mains, qui appartient au Débiteur, soit que la chose dont on est en possession soit corporelle ou incorporelle. Ainsi on est quitte de sa parole, si la chose promise ne vaut pas plus que celle qui est à nous, & que l'autre Partie nous retient sans aucun droit. Je dis, *si la chose promise ne vaut pas davantage*: car quand elle est de plus grande valeur, il en est alors comme d'un Créancier, qui se trouvant devoir d'ailleurs à son Débiteur une plus grosse somme que celle qu'il lui demande, est condamné à paier le surplus, & devient par là, de Créancier, Débiteur; pour me servir des paroles de (2) SENEQUE.

§. XVI. I. EN EFFET, cette Compensation a lieu non seulement lors que celui à qui l'on a promis nous doit quelque chose en conséquence du Traité même par lequel on s'est engagé envers lui, mais encore s'il nous doit en vertu d'un autre Contrat quelque chose d'équivalent, ou même de plus grand prix, & qu'on ne puisse pas s'en faire paier autrement. A la vérité, dans le Barreau, on n'accorde point en même tems certaines Actions respectives des Parties, comme le remarque le (1) Philosophe que je viens de citer: mais c'est un pur effet de la disposition des Loix Civiles, auxquelles on est tenu de se conformer. Chaque Loi a ses droits à part, qu'on a trouvé bon de ne point mêler avec ceux des autres Loix; ainsi que (2) le dit le même Auteur. Mais toutes ces distinctions sont inconnues au Droit des Gens; & ainsi il permet de compenser des Dettes même fondées sur des Contrats différens: bien entendu toujours qu'on ne voie pas moyen d'avoir autrement ce qui nous est dû.

§. XVII. ENCORE même que celui à qui l'on a promis ne nous doive rien en conséquence d'aucun accord, si d'ailleurs il nous a causé quelque dommage, l'estimation de ce dommage entre en compensation avec la chose promise. Un Fermier, par exemple, (j'emprunte encore ici les paroles de (1) SENEQUE) un Fermier, dis-je, quoique le Maître du Fonds ait en main l'Acte de Bail le plus authentique, ne lui doit rien néanmoins, si le Maître a lui-même gâté les Bleds ou coupé les Arbres du Fonds loué. Ce n'est pas que le Maître ait reçu la rente dont ils étoient convenus: mais il est cause de ce qu'il n'a pu la recevoir. Le Philosophe allégué plus bas l'exemple d'une personne qui a (2) enlevé adroitement le Bétail, ou tué un Esclave de son Débiteur. Il m'est permis, (3) ajoute-t-il, de comparer moi-même le bien & le mal qu'on m'a fait, & de voir après

§. XV. (1) Voyez, sur cette matière, PUFENDORF, Droit de la Nat. & des Gens, Liv. V. Chap. XI. §. 5, & suiv. Notre Auteur cite ici, dans une Note, ce passage de TERTULLIEN, où il est dit, que personne ne doit trouver mauvais qu'on fasse une juste compensation de bien ou de mal de part & d'autre: *Nulli compensatio invidiosa est, in qua aut gratia, aut injuria, communis est ratio.* Scorpiae. adv. Gnosticos, Cap. VI.

(2) Sic Debitori suo Creditor saepe damatur, ubi plus ex alia causa abstulit, quam ex credito petit. Non tantum inter Creditorem & Debitorem Juxta sedet, qui dicat, Pecuniam credidisti. Quid ergo? Pecus abegisti; Servum ejus occidisti, argentum, quod non emeris, possides: aestimatione facta, Debitor discede, qui Creditor veneras. De Benefic. Lib. VI. Cap. IV.

§. XVI. (1) Si quelqu'un, dit-il, m'a confié un Dépôt, & qu'ensuite il m'ait volé, je dois le poursuivre pour le Larcin, sauf à lui de me redemander le Dépôt par une autre action: *Separantur actiones, & le eo quod agimus, de eodem nobiscum agitur. Non confunditur formula: Si qui apud me pecuniam deposuerit, idem mihi postea furtum fecerit, & ego cum illo furti agam, & ille mecum depositi.* Ibid. Cap. V. Voyez les Recepte Sententiae du Jurisconsulte JULIUS PAULUS, Lib. II. Tit. XII. §. 12. & là-dessus la Note de COJAS, & celle de Mr. SCHULTING.

(2) Que proposuisti, mi Liberalis, exempla, certis legibus continentur, quas necesse est sequi. Lex legi non miscetur: utraque sua via it. Depositum habet actionem propriam, tam mehercule, quam Furtum. Ubi supr. Cap. VI.

§. XVII

près cela si l'on me doit ou si je dois quelque chose.

§. XVIII. ENFIN, on peut aussi compenser ce qui nous est dû en conséquence d'un crime que l'on a droit de punir, avec la chose promise à celui qui l'a commis. C'est ce que SENEQUE explique (1) au long, dans le même endroit. En voici quelques pensées. Un Bienfait, dit-il, mérite, il est vrai, la reconnaissance de celui qui le reçoit : mais une Injure aussi mérite d'être punie. Je ne vous dois aucune reconnaissance, de mon côté : vous n'êtes, de votre côté, dans aucune obligation de souffrir la punition que j'aurois pu exiger de vous : nous voilà donc quittes... Je comparerai le Bienfait avec l'Injure ; & je verrai si on ne me doit pas encore de reste.

§. XIX. I. MAIS comme, entre Plaideurs, s'ils ont fait quelque accord pendant le cours du Procès, aucun d'eux ne peut prétendre compenser ce qu'il a promis, ni avec la valeur de la chose même sur quoi ils plaident, ni avec les dépens, dommages & intérêts : de même à la Guerre, & pendant qu'elle dure, celui qui a traité avec son Ennemi ne sauroit se dispenser de tenir sa parole par une compensation avec les prétentions qui font le sujet de la Guerre, ou avec les dommages causés par toute sorte d'actes d'hostilité que le Droit des Gens autorise. Car la nature même de l'engagement, qui sans cela se réduiroit à rien, montre qu'on a laissé à quartier tous les démêlés de la Guerre : autrement il n'y auroit aucune Convention qu'on ne pût éluder sous un tel prétexte. Et rien n'empêche peut-être que nous n'appliquions ici des paroles du Philosophe Stoïcien, que nous avons cité si souvent dans ce Chapitre, quoi qu'il s'agisse-là d'un autre sujet : (1) *Nos Ancêtres*, dit-il, pour apprendre aux Hommes à être observateurs religieux de leur parole, n'ont voulu recevoir aucune excuse. Car, au fond, il valloit mieux qu'un petit nombre de gens courût risque de n'être point admis à alléguer une excuse légitime, que si tout le monde pouvoit chercher quelque prétexte spécieux pour se disculper.

2. Qu'est-ce donc qui peut être compensé avec ce que l'on a promis à un Ennemi ? C'est ce que l'Ennemi nous doit en conséquence de quelque autre Convention faite pendant le cours de la Guerre : ou à cause du dommage qu'il nous a causé par des actes d'hostilité exercez avant la fin d'une Trêve : ou en punition d'un outrage fait à nos Ambassadeurs, ou de quelque autre action condamnée par le Droit des Gens.

3. Cette compensation doit se faire entre les mêmes personnes, & sans préjudice des droits d'un tiers : en sorte néanmoins que les biens des Sujets doivent être regardés comme engagez, selon le Droit des Gens, pour les dettes de l'Etat, comme nous l'avons (a) établi ailleurs.

4. Ajoutons encore, qu'il est digne d'une Ame généreuse de garder la foi des Traitez, même après avoir reçu quelque injure qui autorise à les rompre. Un sage Indien (2) louoit un Roi de son País, d'avoir pratiqué cette maxime.

5. Au reste, les questions que l'on agite ordinairement au sujet de la foi donnée à un

§. XVII. (1) *Colonus suum non tenet, quamvis tabellæ manentibus, qui segetem ejus procucavit, qui succidit arbuta : non quia recepit, quod pepigerat, sed quia, ne reciperet, effecit.* De Benefic. Lib. VI. Cap. IV.

(2) Ces paroles se trouvent dans le passage, que j'ai cité tout au long ci-dessus, §. 15. Note 2.

(3) *Beneficium nulli legi subiectum est : me arbitro utitur. licet ne comparare inter se, quantum profuerit mihi quisque, aut quantum nocuerit ; tum promittere utrum plus debetur mihi, an debeam.* Ubi sup. Cap. VI.

§. XVIII. (1) *Dedisti beneficium : injuriam postea fecisti : & beneficio gratia debetur, & injuriæ ultio. Nec ego illi gratiam debeo, nec ille mihi penam : alter ab altero absolvimur Potius comparatione factâ inter se beneficij & injuriæ, videbo an etiam ultro mihi debeat. Ubi*

sup. Cap. V. & VI.

§. XIX. (1) *Nullam excusationem receperunt [maiores nostri] ut homines scirent, fidem utique præstandam. Satis enim erat à paucis etiam justam excusationem non accipi, quam ab omnibus aliquam tentari.* De Benefic. Lib. VII. Cap. XVI.

(2) C'est Iarchas ; & le Roi s'appelloit Gange ; dont l'Allié, dit-on, poussa l'infidélité jusqu'à lui enlever la Reine son Epouse : *Συρμαχίας δὲ αὐτῷ γενομένης πρὸς τὸν ἄρχοντα τῆς χώρας, ἥς νῦν Φραστὴς ἀρχεῖ, κρείνους παρανομιώτατα τε καὶ ἀσελγέστατα γυναικὶ ἀφελόμενος αὐτὸν, & παρέλυσεν τὰς ὀφείας, ἕως βεβαίως ἀπομνηνεύει Φινίας, ὡς μὴδὲ ὁπότε ᾔδειτο λυπεῖν αὐτόν.* PHILOSTRAT. Vit. Apollon. Tyan. Lib. III. Cap. XX. Edit. Olear.

(a) Chap.
III. de ce Liv.
§. 2.

(b) Liv. II.
Chapp. II. 13.
15. 16.

un Ennemi, peuvent être presque toutes décidées par les Régles que nous avons établies ci-dessus, en traitant de l'effet de toute sorte de Promesses en général & en particulier du Serment qui les accompagne, des Alliances & des Traitez Publics; comme aussi du droit & de l'obligation des Rois, & de l'interprétation des clauses obscures ou ambiguës. Cependant, pour faire mieux sentir l'usage des principes que nous avons posés, & pour fournir en même tems de quoi résoudre les autres difficultez qu'il peut y avoir par rapport à ces matières; nous allons examiner les questions particulières les plus remarquables, & qui se présentent le plus souvent.

CHAPITRE XX.

DES CONVENTIONS PUBLIQUES, par lesquelles on met fin à la Guerre. Entr'autres, des TRAITÉZ DE PAIX; de la décision du SORT; des COMBATS ARRETEZ de part & d'autre, des ARBITRAGES; de la manière d'agir avec CEUX QUI SE SONT RENDUS; des OTAGES; & des GAGES donnez.

- I. Division générale des CONVENTIONS qui se font ENTRE ENNEMIS. II. Que, dans un Etat Monarchique, c'est au Roi qu'il appartient de faire la Paix. III. Du cas auquel le Roi se trouve en bas âge, ou en démence, ou prisonnier, ou en exil.
- IV. A qui appartient le POUVOIR DE FAIRE LA PAIX, dans un Etat Aristocratique, ou Démocratique? V. Comment on peut aliéner, par un Traité de Paix, la Souveraineté entière, ou quelque de ses parties, ou le Domaine de la Couronne.
- VI. Jusqu'où le Peuple, ou les Successeurs, sont tenus des Traitez de Paix qu'un Roi a faits. VII. Que l'on peut, par un Traité de Paix, céder les biens des Sujets, si l'utilité publique le demande; à la charge néanmoins de dédommager les intéressés.
- VIII. Si l'on doit aussi dédommager les Sujets des biens qu'ils ont perdus par la Guerre.
- IX. Et s'il faut distinguer ici entre les biens acquis par le Droit des Gens, & ceux qu'ils ont acquis en vertu des Loix Civiles? X. Que les Etrangers peuvent toujours compter sûrement que c'est pour l'utilité publique qu'on leur a cédé les biens des Particuliers.
- XI. Règle générale pour l'INTERPRÉTATION DES TRAITÉZ DE PAIX. XII. Que dans un doute, on est censé être convenu que les choses demeureroient dans l'état où elles sont: & comment il faut entendre cela. XIII. Du sens de la clause, par laquelle il est stipulé, que l'on remettra toutes choses au même état où elles étoient avant la Guerre.
- XIV. Que l'on n'est point tenu, en vertu d'une telle clause, de rendre ceux qui, étant maîtres d'eux-mêmes, s'étoient soumis volontairement à la domination de l'Ennemi.
- XV. Que, dans un doute, on est censé se tenir quittes réciproquement des dommages qu'on a causés par la Guerre: XVI. Mais non pas ce qui étoit dû aux Particuliers avant la Guerre.
- XVII. Que, dans un doute, il y a aussi juste lieu de présumer qu'on se relâche du droit de punition qu'on avoit pour quelque crime commis par l'Etat avec qui on étoit en Guerre.
- XVIII. Si cela a lieu en matière des Crimes commis de Particulier à Particulier? XIX. Des prétentions litigieuses qu'on avoit avant la Guerre.
- XX. Qu'il faut rendre tout ce qui a été pris depuis la Paix faite.
- XXI. Quelques Régles touchant la clause par laquelle on est convenu de rendre les choses prises pendant la Guerre.
- XXII. Des revenus de

de ce qui doit être restitué. XXIII. Du nom des Païs qu'on promet de rendre. XXIV. Des clauses , où l'on renvoie à quelque Convention précédente ; & du cas auquel on empêche soi-même l'exécution de ce qu'on avoit stipulé. XXV. Du retardement de l'exécution. XXVI. Que , dans un doute , les termes du Traité doivent être interprétés au préjudice de celui qui a donné la loi. XXVII. Différence qu'il y a entre, Fournir un nouveau sujet de Guerre ; & , Rompre la Paix. XXVIII. Comment on rompt la Paix , en violant les conditions essentielles de tout Traité de Paix. XXIX. De l'effet des violences commises par quelqu'un des Alliez : XXX. Et de celles que commettent des Sujets de l'Etat. Comment le Souverain est censé les approuver. XXXI. Des Sujets , qui vont servir quelque autre Puissance. XXXII. Du mal fait aux Sujets de l'autre Etat. XXXIII. Des actes d'hostilité commis contre quelqu'un des Alliez de l'autre Partie. XXXIV. Comment on rompt la Paix , en violant quelqu'un des Articles du Traité. XXXV. S'il y a des Articles , dont la violation ne produise pas cet effet ? XXXVI. Des clauses stipulées sous quelque peine. XXXVII. Du cas où l'exécution de quelque article du Traité est devenue impossible. XXXVIII. Que la Paix n'est point rompue si celui , envers qui l'on a violé le Traité , veut néanmoins qu'il subsiste. XXXIX. Comment on rompt la Paix , en violant ce qui est essentiel à chaque Traité particulier. XL. Ce qu'il faut entendre ici par l'amitié qu'on a promis de garder l'un envers l'autre. XLI. S'il est contre l'amitié , de donner retraite aux Sujets de l'autre Etat ; ou à ceux qui en sont bannis ? XLII. Comment on termine une Guerre par le Sort. XLIII. Des COMBATS ARRETEZ de part & d'autre ; & s'ils sont licites : XLIV. Si les Peuples sont ici responsables de l'engagement de leurs Rois ? XLV. Comment on peut juger , qui est Vainqueur dans ces sortes de Combats ? XLVI. De la manière de finir la Guerre par un ARBITRAGE. Que l'Arbitrage est alors sans appel. XLVII. Que , dans un doute , les Arbitres sont censés être dans l'obligation de prononcer à la rigueur selon les règles du Droit. XLVIII. Qu'ils ne doivent point prononcer sur la Possession. XLIX. Ce que c'est que Se rendre purement & simplement. I. Devoir du Vainqueur envers ceux qui se rendent de cette manière. LI. De ceux qui se rendent sous condition. LII. Des OTAGES. Quelles personnes on peut & l'on doit remettre pour ce sujet entre les mains de l'Ennemi. LIII. Quel droit on a sur les Otages. LIV. Si un Otage peut se sauver ? LV. Si un Otage peut être retenu pour quelque autre cause , que celle pour quoi on l'a donné ? LVI. Qu'un Otage doit être relâché , du moment que celui pour qui il avoit été donné vient à mourir. LVII. Si un Otage est libre , lors que le Roi , qui l'avoit donné , est mort ? LVIII. Que les Otages sont quelquefois engagez principalement & en leur propre nom. Que l'un n'est pas responsable du fait de l'autre. LIX. Des GAGES que l'on donne pour sûreté d'un Traité de Paix. LX. En quel tems on perd le droit de les retirer.

- §. I. 1. **L**es Conventions qui se font entre Ennemis , sont ou expresses , ou tacites.
2. Les Conventions expresses , sont ou Publiques , ou Particulières.
 3. Les Publiques se font ou par le Souverain même , ou par ses Ministres.
 4. Celles qui se font par le Souverain même , ou mettent fin à la Guerre , ou la laissent subsister.
 5. Les Conventions qui mettent fin à la Guerre , sont ou principales , ou accessoires.
 6. Les Conventions Principales sont celles qui terminent la Guerre , ou par elles-mêmes , comme un Traité de Paix , ou par une suite de ce dont on est convenu en

ma-

matière de quelque autre chose à laquelle on s'en est rapporté, comme quand on a remis la fin de la Guerre à la décision du Sort, ou au succès d'un Combat, ou au jugement d'un Arbitre : trois voies dont la première est purement casuelle, au lieu que dans les deux autres le hazard est tempéré par l'usage des forces de l'Esprit ou du Corps des Combattans, & par l'exercice du pouvoir donné au Juge.

§. II. 1. CEUX qui font la Guerre, font aussi ceux à qui il appartient de traiter pour la finir : car chacun est maître de ses propres intérêts, & il n'y a que lui qui en puisse disposer. (a) D'où il s'ensuit, que, dans une Guerre Publique de part & d'autre, c'est aux Souverains de part & d'autre à entrer dans des négociations de Paix, & à la conclurre.

(a) Voyez
Liv. II. Chap.
15. §. 3.

2. Si donc l'Etat est véritablement (1) Monarchique, de tels Traitez se font par (b) le Roi ; à moins qu'il n'y ait quelque chose qui l'empêche d'exercer son droit.

(b) Voyez
Mariana,
Hist. Hisp.
XXI. 1.

(a) Voyez
ci-dessus, Liv.
I. Chap. 3.
§. 24.

§. III. 1. JE dis, à moins qu'il n'y ait quelque empêchement ; & le cas peut arriver en plusieurs manières. (a) Car un Roi, par exemple, qui est encore dans un âge où il n'a pas le jugement mûr (de quoi il faut juger ou par le terme que les Loix du Roiaume ont fixé, ou, si elles n'ont rien déterminé là-dessus, par des indices probables) un tel Roi, dis-je, aussi bien que celui qui est en démence, ne peut point faire la Paix.

2. Il faut dire la même chose d'un Roi (1) Prisonnier, mais seulement (2) dans les Roiaumes originairement établis par le consentement du Peuple : car il n'y a nulle apparence que le Peuple ait voulu conférer la Souveraineté à quelqu'un, avec pouvoir même de l'exercer dans le tems qu'il ne seroit pas maître de sa propre personne. En ce cas-là donc le Peuple aura non pas la Souveraineté pleine & entière, mais l'exercice pour un tems & la Régence, pour ainsi dire, du Roiaume ; ou bien celui à qui le Peuple en aura confié l'administration. Les Conventions néanmoins que le Roi Prisonnier aura faites touchant ce qui lui appartient en particulier, seront valides, selon les principes que nous (b) établirons plus bas en parlant de ce que les Particuliers, comme tels, promettent à l'Ennemi.

(b) Chap.
XXIII.

3. Mais que dirons-nous d'un Roi qui est chassé de ses Etats ? Pourra-t-il faire la Paix ? (3) Sans doute, (4) pourvu qu'on soit assuré qu'il n'est dans aucune dépendance de personne : autrement sa condition n'est guères différente de celle d'un Prisonnier ; car il y a de larges Prisons. *Regulus* ne voulut point opiner dans le Sénat (5) & il en

CH. XX. §. II. (1) *In statu verè regio*, dit l'Auteur. C'est-à-dire, si le Roi est absolu, & qu'il ne soit point obligé, en vertu des Loix Fondamentales du Roiaume, de consulter le Peuple, ou les Grands de l'Etat, quand il veut faire la Paix ou la Guerre.

§. III. (1) Voyez GUICCIARDIN, *Hist. Lib. XVI. & Lib. XVIII.* où il traite plusieurs fois de ce cas. GROTIUS.

(2) Donc, selon notre Auteur, lors que le Roiaume est Patrimonial, le Roi, quoique Prisonnier, peut faire la Paix ; de même qu'il peut traiter valablement au sujet des biens qui lui appartiennent en particulier, quoi qu'il ne tienne le Roiaume qu'à titre d'usufruit. Notre Auteur suppose sans doute, que le Roi Prisonnier ne soit point devenu Esclave par droit de Guerre ; ou que celui qui l'a pris ait renoncé ou expressément, ou tacitement, à son droit. Autrement la question est inutile, puis que les biens s'acquiescent avec la personne, selon ce qui a été dit ci-dessus, Chap. VII. de ce Livre, §. 4. & Chap. VIII. §. 1. num. 3.

(3) On peut appliquer ici ce que dit LUCAIN, que, pendant que le Dictateur *Camille* étoit à *Véres*, là étoit

aussi *Rome*, quoi que les *Gaulois* fussent maîtres de la Ville :

— Tarpeia sede perusta
Gallorum facibus, Veiosque habitante Camillo,
Illic Roma fuit —

Pharfal. (*Lib. V. vers. 27, & seqq.*)

Voyez CHASSAGNE, *De Gloria Mundi*, Part. V. Consider. 9. GROTIUS.

(4) Notre Auteur suppose sans doute encore ici, que le Roi ait été injustement chassé de ses Etats. Autrement comme il seroit déchû de la Souveraineté, il ne pourroit pas non plus faire la Paix, qui en est une des parties les plus essentielles.

(5) *Sententiam ne diceret recusavit* [*Regulus*] : *quandiu jurejurando hostium tenebatur, non esse se Senatorem.* CICER. *De Offic. Lib. III. Cap. XXVII.*

§. IV. (1) C'est ce que dit TITE LIVE [ou qu'il fait dire à *Aristéme*, Préteur des *Achéens*] *Uti semel decretum erit, omnibus id, etiam quibus ante displicuerit, pro bono atque utili fœdere defendendum.* Lib. XXXII. (Cap. XX. num. 6.)

On trouve la même pensée dans DENYS d'Halicarnasse : *Δίκαιοι γὰρ ἀποφαίνεσθαι μὲν ἑκάστον ἃ δόκει τῷ κοινῷ συμφέειν, πειθεσθαι δὲ τοῖς ὑπὸ τῷ*

en donna pour raison, qu'il n'étoit point Sénateur, tant qu'il demouroit lié par le serment fait à l'Ennemi.

§. IV. DANS un Gouvernement Aristocratique, ou Démocratique, le pouvoir de traiter pour la Paix appartient à la plus grande partie ou du Conseil Souverain des Principaux de l'Etat, ou de l'Assemblée de tous les Citoiens qui ont droit de suffrage selon la coutume du Pais; de la manière que nous (a) l'avons expliqué ailleurs. Ainsi ceux-là même qui ont été d'avis contraire (1) sont obligez de tenir ce qui a été convenu en conséquence d'une délibération prise à la pluralité des voix. En récompense ils peuvent, s'il leur plaît, profiter des avantages de la Paix conclue contre leur sentiment.

(a) Liv. II.
Chap. V. §. 17.

§. V. I. VOIONS maintenant sur quelles choses on peut traiter en faisant la Paix.

2. Les Rois qui ne possèdent pas la Souveraineté comme un patrimoine, mais à titre d'usufruit, tels que sont la plupart de ceux qui règnent aujourd'hui, ne (a) peuvent aliéner par aucun Traité, ni la Souveraineté entière, ni aucune de ses parties. Que si, avant que le Roi montât sur le Trône, c'est-à-dire, pendant que le Peuple étoit encore au dessus de lui, une telle aliénation (1) a été annullée d'avance par une Loi Fondamentale de l'Etat; l'engagement sera alors entièrement nul, selon le Droit des Gens, en sorte que le Roi ne fera pas même tenu des dommages & intérêts. Car il y a apparence que les Peuples ont trouvé bon d'établir (2) qu'en ce cas-là l'autre Partie n'auroit point d'action contre le Roi pour ce dédommagement, puis que, si cela avoit lieu, les biens des Sujets pourroient être pris, comme répondans de la dette du Roi; & ainsi la précaution qu'on auroit prise pour empêcher l'aliénation de la Souveraineté, deviendrait entièrement inutile.

(a) Voyez
Vusquez Controv. Illust.
Lib. I. Cap.
4. & 5. &
ci-dessus, Liv.
II. Chap. VI.
§. 3, & suiv.

3. La Souveraineté entière ne sauroit donc être valablement aliénée sans un consentement de tout le Peuple, ou des Députés de chaque Province, qui le représentent, & qui forment ce qu'on appelle les *Etats du Roiaume*.

4. Mais, quand il s'agit de l'aliénation de quelque Partie du Roiaume, il faut un double consentement, savoir, celui de tous le Corps du Peuple, & celui de la Province ou de la Ville, que l'on veut aliéner, laquelle ne peut être détachée malgré soi du Corps avec lequel elle étoit unie. Ce dernier consentement peut néanmoins suffire, lors qu'une Partie de l'Etat est contrainte par une nécessité extrême & inévitable, de se soumettre à une domination étrangère: (3) car il y a tout lieu de croire, que,

τῶν πλεόνων κρείσσιν. Antiq. Rom. Lib. XI. (Cap. LVI.) Dans APPIEN d'Alexandrie: Δεῖ πάντας τὸ κρείττον ἀποφασίσαις ποιεῖν. Dans PLINIE, le Jeune: Singulos enim, integrā re, dissentive fuisse: peractū, quod pluribus placuisset, cunctis tenendum. Lib. VI. Epist. XIII. GROTIUS.

§. V. (1) Mais encore même que l'acte d'aliénation n'ait pas été ainsi déclaré d'avance entièrement nul, il n'en est pas moins tel. La nullité suit de cela seul que le pouvoir du Roi est borné à cet égard par la nature même de son Roiaume; & à plus forte raison, si, en lui déferant la Souveraineté, on a expressément stipulé qu'il n'en aliéneroit aucune partie. C'est une autre question de savoir, si, l'aliénation demeurant sans effet, le Roi en son particulier n'est pas tenu envers l'autre Partie contractante, à quelque dédommagement, posé qu'il puisse s'en acquitter d'une manière qui ne retombe pas sur ses Sujets, ou sur l'Etat. Voyez la Note suivante.

(2) Il suffit de dire, que l'autre Partie a pu savoir & a su ordinairement qu'il n'étoit pas au pouvoir du Roi de traiter: ainsi elle ne doit s'en prendre qu'à

TOM. II.

elle-même. La raison que notre Auteur allégué, peut bien ensuite entrer en ligne de compte, mais sans qu'il soit besoin de la fonder sur une pure supposition d'un consentement tacite des Peuples. Au reste, si l'on suppose que celui, avec qui le Roi a traité, n'ait pu savoir que l'aliénation n'étoit pas en son pouvoir; je ne vois pas pourquoi il n'auroit pas droit alors de s'en prendre aux biens patrimoniaux du Roi, pour les dommages & intérêts: de même que ceux qui ont traité avec un Ministre Public, qui n'en avoit pas ordre, peuvent exiger de lui ce dédommagement, selon les principes que notre Auteur lui-même a établis ailleurs, Liv. II. Chap. XV. §. 16. num. 6. Bien plus: dans un doute, ou lors que le Roi a aliéné quelque partie de son Roiaume pour des raisons de nécessité ou d'utilité fort apparentes; on peut présumer que le Peuple y a consenti, suivant ce qui a été aussi établi ci-dessus, Liv. II. Chap. VI. §. 8, 11. & Chap. XIV. §. 12.

(3) Voyez ce qui a été dit ci-dessus, Liv. II. Chap. VI. §. 6, 7. avec les Notes.

Hhh

(4)

que , dans l'établissement des Sociétez Civiles , chaque Partie de l'Etat s'est reservée tacitement le pouvoir de s'en détacher dans un tel cas.

5. Voilà pour les Roiaumes , dont le Roi ne peut disposer que comme un Ufruitier. Mais dans les Roiaumes Patrimoniaux , à les considérer en eux-mêmes , rien n'empêche que le Roi n'aliène la Couronne , comme il le juge à propos.

6. Il peut arriver pourtant , qu'un tel Roi n'ait pas le pouvoir d'aliéner quelque partie de ses Etats , si on ne lui a conféré la propriété du Roiaume (4) qu'à condition de ne point le démembrer.

7. A l'égard des biens de l'Etat , que l'on appelle le *Domaine de la Couronne* , le Roi peut les avoir en patrimoine ou séparément , ou conjointement avec le Roiaume. S'il en jouit séparément , il lui est libre de les aliéner en conservant néanmoins le Roiaume. Que s'il les a reçus conjointement avec le Roiaume , il ne sauroit les aliéner sans se défaire en même tems de la Couronne.

8. Mais les Rois , qui ne possèdent pas leur Roiaume comme un patrimoine , ne peuvent guères avoir une juste présomtion d'un pouvoir d'aliéner le *Domaine de la Couronne* , qui leur ait été donné par le Peuple de qui ils la tiennent , (b) à moins que cette concession ne paroisse manifestement ou par la Loi Fondamentale de l'Etat , ou par une Coutume à laquelle on ne se soit jamais opposé.

(b) Voyez ci-dessus, *Liv. II. Chap. VI. §. 11*, & *suiv.*

(a) *Liv. II. Chap. XIV. §. 10*, & *suiv.* §. VI. 1. Nous avons (a) fait voir ailleurs , jusqu'où le Peuple , ou les Successeurs d'un Roi , sont tenus des Promesses que le Roi a faites , c'est-à-dire , (1) aussi loin que s'étend le pouvoir d'obliger que renferme la nature de la Souveraineté , & qui est tel , qu'on ne doit ni le pousser à l'infini , ni le trop resserrer , mais regarder comme valide à cet égard tout ce à quoi le Souverain s'est engagé pour des raisons apparentes.

(b) *Vasquez, ubi supr. Cap. V. num. 9.* Voyez ci-dessus, *Liv. III. Chap. VIII. §. 2.*

2. Autre chose est , si un Roi est non seulement Souverain , mais encore (b) Maître de ses Sujets , sur qui il a aquis un Pouvoir Despotique , plutôt qu'un Pouvoir Civil : (2) comme quand un Vainqueur réduit en esclavage les Vaincus : ou lors qu'un Roi , sans être maître de la personne même de ses Sujets , est propriétaire de leurs biens , ainsi que le devint autrefois *Pharaon* , lors qu'il eût acheté toutes les terres d'*Egypte* ; & tels que sont ceux qui ont reçu à cette (3) condition des Etrangers dans leurs terres propres & particulières. Ici le droit qu'a le Roi , distinct de celui de la Souveraineté , & beaucoup plus étendu , peut rendre valide un engagement , qui seroit nul d'ailleurs à considérer le droit seul de la Roiauté.

§. VII. 1. ON demande encore , si les Rois , véritablement Rois , mais qui n'ont droit sur les biens de leurs Sujets , que comme Souverains , peuvent disposer en quelque

(4) En ce cas-là donc il peut bien aliéner le Roiaume tout entier , mais non pas une partie.

§. VI. (1) Voyez REINKING. *Lib. I. Class. III. Cap. V. num. 30.* & conférez ce qui a été dit ci-dessus , *Liv. II. Chap. XIV. §. 7. & 12.* GROTIUS.

(2) Mais voyez ce que j'ai dit sur *Liv. I. Chap. III. §. 11. num. 1.*

(3) J'ai ajouté ces mots , qui doivent être nécessairement sousentendus , selon la pensée de l'Auteur , qui s'exprime clairement dans un autre endroit , où il a traité du même cas : *ut paterfamilias latifundia possidens, NEMINEM ALIA LEGE suas terras habitantem recipere velit* &c. *Liv. I. Chap. III. §. 8. num. 2.* Cela me donne occasion de le défendre contre une critique très-aigre & très-mal fondée de feu Mr. COCCÉJUS , dans un Ouvrage publié peu de tems après sa mort , lequel a pour titre : *Autonomia Juris Gentium* &c. Il dit là (*Cap. XII. §. 5.*) que notre Auteur suppose un Père de famille , qui possédant une vaste étendue de

Fonds de terre , entretient un grand nombre de Valets ou d'Ouvriers , pour les cultiver. Ce n'est point là , ajoute-t-il , un Etat , mais une grande Famille ; cet homme n'est pas un Roi , mais un riche Particulier : & GROTIUS confond ainsi un simple Père de famille , avec un Roi absolu ; ce qui est très-absurde. Mais n'est-il pas plus absurde de faire dire à une personne aussi judicieuse , que GROTIUS , une chose si contraire au sens clair de ses termes , qui emportent non un simple contrat de louage , comme on le suppose gratuitement , mais une Convention , par laquelle le Père de famille , dont il s'agit , donne des terres à condition que ceux qui y habiteront le reconnoîtront désormais pour leur Souverain absolu ? On soutient ensuite , que , posé même une telle Convention , le nouveau Roi ne pourroit point aliéner son Roiaume ; & on se fonde sur ce qu'il n'y a ni ne peut y avoir , à ce qu'on prétend , aucun Roiaume Patrimonial. Ce n'est pas ici le lieu d'examiner les raisons qu'on allégué , & d'en faire voir

que manière de ces biens (a) dans un Traité de Paix, où cela est nécessaire.

22. Nous avons (b) dit ailleurs, que l'Etat a un droit éminent de Propriété sur les biens des Sujets, en sorte que l'Etat, ou ceux qui le représentent, peuvent se servir de ces biens, les détruire même & les aliéner, non seulement dans le cas d'une extrême nécessité, qui donne même aux Particuliers quelque droit sur le bien d'autrui, mais encore pour l'utilité publique, à laquelle l'utilité particulière doit céder, selon l'intention, raisonnablement présumée, de ceux qui ont formé les Sociétés Civiles.

31. Mais il faut ajouter ici, que, quand le cas arrive, l'Etat est (c) obligé de dédommager des deniers publics les Particuliers, qui perdent par là leur bien : en sorte que celui-là même qui a souffert du dommage, contribue, s'il le faut, selon sa quote part, à l'acquit de cette Dette Publique. Que si l'Etat est dans l'impuissance de s'acquitter pour l'heure, il ne fera pas pour cela déchargé entièrement : mais l'obligation suspendue reprendra toute sa force, du moment qu'il aura le moyen de satisfaire.

§. VIII. I. FERDINAND VASQUEZ veut (a) que l'Etat ne soit pas tenu de dédommager les Sujets de ce qu'ils ont souffert par les actes d'hostilité exercez pendant la Guerre, parce, dit-il, que le Droit de la Guerre permet de causer de tels dommages. Mais je ne saurois approuver cette pensée, prise dans toute son étendue. Car le Droit de la Guerre, dont on parle, en vertu duquel les actes d'hostilité sont censés justes à l'égard de ceux qui les souffrent, regarde en partie les autres Peuples, de la manière que (b) nous l'avons expliqué ailleurs ; en partie les (c) Ennemis même, considérez l'un par rapport à l'autre : mais il ne s'étend point jusqu'aux Membres d'un même Etat, dont l'association demande qu'ils supportent en commun (1) les dommages (d) qui arrivent aux uns ou aux autres en conséquence de la communauté où ils sont entrez.

22. Les Loix Civiles peuvent néanmoins, pour (2) rendre chacun plus ardent à défendre ce qui lui appartient, ordonner que personne n'aura action contre l'Etat pour cause d'un tel dédommagement de ce qu'il a perdu par la Guerre.

§. IX. IL y a des Auteurs, qui mettent ici une grande différence entre ce qui appartient aux Citoyens par le Droit des Gens (1) & ce qu'ils n'ont qu'en vertu du Droit Civil. Ils donnent aux Rois un pouvoir plus étendu de disposer de la dernière sorte de biens, en sorte qu'ils les autorisent même à en dépouiller les Propriétaires sans sujet, & sans aucune obligation de dédommagement ; permission qu'ils leur refusent en matière de l'autre sorte de biens. Mais cette distinction est très-mal fondée. Car le droit de Propriété, quel qu'en soit le titre, a toujours, selon la Loi même de Nature, ses effets propres & essentiels, en sorte que personne ne peut être légitimement dépouillé de ce droit, sans quelque cause qui ou soit (2) renfermée par elle-même dans la Propriété.

voir la faiblesse. D'ailleurs, j'ai déjà dit, sur *Liv. I. Chap. III. §. 11. Note 4.* ce qu'il faut penser là-dessus, pour éviter les extrémités vicieuses.

§. VIII. (1) Il y a des gens, qui disent, que la Guerre étant censée entreprise du consentement de tous les Citoyens, chacun aussi est censé s'être exposé volontairement à supporter toutes les pertes qu'il peut faire par une suite des actes d'hostilité, sur tout dans une Guerre purement défensive ; & qu'ainsi l'Etat n'est tenu de dédommager personne ; à moins qu'il n'ait profité de ce que les Particuliers ont perdu, ou que les Particuliers n'aient reçu du dommage en conséquence des dangers qu'ils ont couru par ordre du Souverain. Du reste, tant pis pour celui qui a souffert, encore même qu'il ait plus souffert que les autres. Mais la conséquence n'est pas juste. Ce consentement tacite des Citoyens à l'entreprise de la Guerre, emporte bien

une volonté de souffrir la perte, quand ils ne peuvent faire autrement, mais non pas s'il y a moyen de les dédommager ou entièrement, ou à proportion de ce qu'ils ont plus souffert que leurs Concitoyens, qui y étoient également obligez. L'un n'empêche pas l'autre.

(2) Il peut y avoir ici une autre raison considérable, c'est la difficulté d'évaluer & de comparer ensemble les pertes de chacun. D'ailleurs, si les Particuliers sont riches, & le Public pauvre, comme il arrive quelquefois, cela dispense suffisamment l'Etat de tout dédommagement.

§. IX. (1) Conférez ce qui a été dit ci-dessus, *Liv. II. Chap. X. §. 1. num. 5. & Chap. XIV. §. 8.*

(2) Notre Auteur entend par là le *Domaine éminent* de l'Etat, dont l'usage légitime est fondé sur l'utilité publique, & forme par conséquent une exception ren-

(a) Voyez *Gail. Obs. II. 57.*
(b) Voyez, *p. c. Liv. I. Chap. VI. Liv. II. Chap. XIV. §. 7, 8.*

(c) Vasquez, *Contr. III. Lib. I. C. 5. Rom. Conf. 310. Sylvest. in verb. Bell. P. 1. §. 43.*

(a) *Contr. Inst. Lib. I. Cap. 4. in fin.*

(b) *Chap. VI. de ce Liv. §. 2.*

(c) *Chap. X. §. 5.*

(d) Voyez *DIGEST. Lib. XVII. Tit. 2. Pro Socio, Leg. 52. §. 4.*

priété, ou vienne du fait des Propriétaires.

§. X. CEPENDANT lors qu'il s'agit de savoir si l'utilité publique demandoit qu'on laissât ou qu'on cédât par un Traité les biens des Sujets, ce qu'un Roi ne doit faire que pour une telle raison; c'est une affaire à vider entre le Roi & les Sujets: comme la question du dédommagement, que nous avons dit être juste en ce cas-là, regarde uniquement l'Etat, & les Particuliers. Car pour ce qui est des Etrangers, qui ont traité avec le Roi, il leur suffit que le Roi se soit engagé envers eux: non seulement à cause de la dignité de sa personne, qui fait raisonnablement présumer qu'il n'a rien fait que dans une bonne vue; mais encore en vertu du Droit des Gens, qui (a) veut que les biens des Sujets puissent être engagez pour le fait du Roi.

(a) Voiez
ci-dessus,
Chap. II. de ce
dern. Livre.

(a) Liv. II.
Chap. XVI.
§. 11, 12.

§. XI. I. LES Articles d'un TRAITE' DE PAIX ont quelquefois besoin d'INTERPRETATION: & là-dessus il y a d'abord à observer une règle que nous avons (a) établie ailleurs, c'est, Que, plus une chose est favorable, & plus on doit étendre la signification des termes; comme, au contraire, moins la chose est favorable, & plus il faut resserrer le sens.

(b) "Εκ-
δοι ἔχειν τὰ
ἑαυτῶν, com-
me parlent les
Grecs.

2. A considérer uniquement le Droit Naturel, il n'y a rien de plus favorable que ce qui tend à faire que chacun (b) ait le sien, ou ce qui lui est dû. Ainsi les clauses ambiguës doivent être expliquées de telle manière, que celui, dont la cause étoit juste, ne perde rien ni de ce qui l'a obligé à prendre les armes, ni de ce à quoi se montent les dépens, dommages & intérêts: mais non pas en sorte qu'il gagne quelque chose par droit de Punition; car cela est odieux.

(c) Voiez
Paruta,
Lib. V.

(d) Ex for-
mulâ juris an-
tiqui. Voiez
le passage de
Tit. Live cité
ci-dessus Liv.
II. Chap. XV.
§. 4.

3. Mais comme il n'arrive guères, qu'en traitant de la Paix l'un ou l'autre des Ennemis avouë qu'il avoit tort; il faut suivre, dans l'interprétation de ces sortes de Traitez, le sens (1) qui rend égale, autant qu'il est possible, la condition des Parties, eu égard à la justice de la Guerre. Cela se fait principalement en deux manières: car ou l'on veut & entend que (c) les choses, dont la possession a été troublée pendant la Guerre, soient remises sur (d) l'ancien pié; ou bien on prétend, que les choses (2) demeurent dans l'état où elles sont.

§. XII. I. DE ces deux sens, le dernier est celui qu'on présume le plus aisément dans un doute, parce que ce qu'il renferme est plus aisé à faire, & qu'il n'apporte aucun changement. C'est sur ce fondement que le Jurisconsulte TRYPHONIN décide, qu'après la Paix il n'y a que les Prisonniers, dont il est fait mention expresse dans le Traité, qui aient le droit de *Postliminie*, comme nous l'avons prouvé ailleurs (1) par des

fermée dans la Propriété, comme dans tout autre droit des Particuliers.

§. XI. (1) Cela suit de la nature même de la chose, ou de l'intention des Contractans raisonnablement présumée. Car, par cela même que chacun croit avoir raison, chacun veut sans doute faire sa condition aussi bonne qu'il peut, & du moins autant avantageuse, que celle de l'autre Partie. Ainsi la distinction du *Favorable* & de l'*Odieux*, dont nous avons établi ailleurs l'inutilité & le peu de fondement, n'est pas non plus nécessaire ici.

(2) C'est ce que les Grecs expriment ainsi: "Εχοντες ἔχουσι. GROTIUS.

Voiez, par exemple, THUCYDIDE, IV. 65. que j'ai déjà cité ci-dessus, sur Liv. II. Chap. IV. §. 8. num. 3. §. XII. (1) C'est dans le Chapitre IX. de ce dernier Livre, §. 4. num. 1. où la Loi a été citée. On peut voir ce que j'ai remarqué là-dessus, Note 3.

(2) Voiez la Loi du DIGESTE, qui a été citée ci-dessus, Chap. I. de ce Livre, à la fin. On convient

aussi quelquefois dans un Traité de Paix, que ceux qui voudroient passer d'un parti dans l'autre, n'y seront point reçus. Voiez les Articles de la Paix conclue entre l'Empereur Justinien, & Chosroës Roi de Perse, dans l'Histoire de M^eNANDRE le Protecteur (Cap. II.) GROTIUS.

(3) 'Ο δὲ [Φίλιππος] τῆτο ἐκ παντός τῷ χρόνῳ μάλιστα ἐπρωματιεύετο νομιζων, ὅτις ἦν ἀληθὲς, ὅτι τῆς πόλεως προλάβοι, πρὸ τῆς τῶν ὀρκῶν ἀποδόσεως, πάντα ταῦτα βεβαίως ἔχειν. Orat. pro Ctesiph. De Corona, pag. 316. B.

(4) Consultez ici PUFENDORF, Droit de la Nat. & des Gens, Liv. VIII. Chap. VI. §. 19.

(5) C'est ce que veut dire l'Auteur, dont l'expression concise a été très-mal entendue par le savant GRONOVIVS. Posé, par exemple, que quelcun ait l'Usufruit ou le Fief d'une Terre, si l'Ennemi s'est emparé de cette Terre, encore même qu'il n'ait pas fait Prisonnier le Seigneur du Fief, ou l'Usufruitier; comme ni l'un ni l'autre ne peut exercer son droit que dans un Pais conquis, il ne leur sert de rien d'être en liber-

des raisons invincibles, en suivant la correction de Mr. DU FAUR. Par le même principe, on ne fera point obligé de rendre les Déserteurs, à moins que cela n'ait été stipulé: car (2) on reçoit les Transfuges par droit de Guerre, c'est-à-dire, que le Droit de la Guerre permet à chacun des Ennemis de recevoir & de mettre au nombre de ses Sujets ceux qui passent de l'autre parti dans le sien. Il en est de même des choses: elles demeurent à qui les tient.

2. Quand je dis, à qui les tient, cela doit s'entendre d'une détention naturelle, & non pas d'une détention civile: (a) car à la Guerre une Possession de fait suffit, on n'en demande point d'autre.

(a) *Decius*,
T. III. Conf.
74.

3. En particulier pour ce qui regarde les Terres, on les tient, lors qu'on les a environnées de quelque Place de défense, comme nous l'avons (b) remarqué ci-dessus: car si on ne s'en est emparé que pour quelque tems, pour y prendre quartier, par exemple, cette possession passagère n'est comptée pour rien. DÉMOSTHÈNE (3) dit, que Philippe de Macédoine s'étoit hâté de prendre tout autant de lieux qu'il avoit pû, sachant bien, comme il étoit vrai, qu'après la Paix il garderoit ce qu'il tiendrait.

(b) *Chap.*
VI. de ce Liv.
§. 4.

4. Mais les (4) Choses Incorporelles, comme, par exemple, les Servitudes d'un Fonds, ne sont en notre puissance (c) que par le moyen des Corporelles, auxquelles elles sont attachées, ou des personnes à qui elles appartiennent. Il n'est pourtant pas nécessaire d'être maître de la Personne, (5) pour posséder ces sortes de choses, lors qu'il s'agit d'un droit qu'elle ne peut exercer que dans le Païs qui étoit autrefois à l'Ennemi.

(c) Voiez
ci-dessus,
Chap. VII. §. 4.

§. XIII. A L'ÉGARD de l'autre manière de traiter, qui rend égale la condition des Parties, & qui consiste en ce que l'on s'engage de part & d'autre à rétablir la possession troublée par les armes; il faut remarquer, qu'on entend ici la possession telle qu'elle étoit immédiatement avant la Guerre. Cela n'empêche pas néanmoins que les Particuliers, qui alors avoient été injustement dépossédés, (1) ne puissent avoir recours à la Justice, ou pour obtenir un Arrêt (a) provisionnel par lequel ils soient remis en possession, ou pour réclamer leur bien.

(a) *Inter-*
dictum.

§. XIV. MAIS si un Peuple Libre s'est (1) volontairement soumis à la domination de l'un ou de l'autre de ceux qui étoient en guerre; l'obligation de restituer, en vertu de la clause dont il s'agit, ne s'étendra point jusqu'à imposer la nécessité de remettre ce Peuple en possession de sa liberté. Car la restitution a ici uniquement pour objet les choses dont on avoit acquis la possession par un effet de la violence ou de la

crain-

liberté; le droit passe alors à l'Ennemi, sans la personne à qui il étoit attaché, & devient réel, de personnel qu'il étoit. Ainsi, après le Traité de Paix, ces sortes de biens demeurent, comme les autres, à celui qui conserve les Terres, auxquelles ils sont attachés.

§. XIII. (1) La possession, dont il s'agit, est plutôt la possession d'un Païs en général, que la Possession des Particuliers. Ainsi, à l'égard des Particuliers, les choses doivent aller tout de même, que si la possession n'avoit point été troublée par la Guerre. Et cela auroit lieu, quand même on supposeroit, que le Particulier, dont il s'agit, a été injustement dépossédé, de quelque manière que ce soit, par un Sujet de l'autre État, avec qui l'on a fait la Paix. Car comme on suppose que cette injustice est arrivée avant la Guerre, celui qui l'a soufferte peut en demander réparation, tout de même qu'il auroit pû le faire alors.

§. XIV. (1) Mais, dit ZIEGLER, posé même que ce Peuple ne se soit soumis à la domination de

l'un ou de l'autre, que par force ou par crainte; je ne vois pas comment il pourroit prétendre être remis dans son premier Etat, en vertu de l'interprétation de cette clause générale, sur tout s'il n'importe point à l'autre Partie, que ce Peuple soit remis en possession de sa liberté. Je répons pour notre Auteur, qu'il suppose ici, comme il paroît par les exemples qui suivent, un Peuple qui ait été Allié du parti contraire à celui à qui il s'est donné, ou qui ait été mêlé dans la Guerre de quelque autre manière: autrement la question seroit tout-à-fait impertinente. Or sur ce pié-là, un tel Peuple peut bien être compris dans la clause générale, par laquelle toutes choses doivent être remises dans le même état, si celui, sous la puissance duquel il est passé, n'a d'autre titre qu'un acte d'hostilité, mais non pas s'il s'est soumis à lui volontairement: car la clause, dont il s'agit, ne regarde que l'effet des actes d'hostilité; & celui qui s'est soumis volontairement, a par cela même renoncé à tout bénéfice d'un futur Traité de Paix.

H h h 3

(2)

crainte, ou même d'une ruse qui ne soit permise que par rapport à un Ennemi. C'est ainsi qu'autrefois, dans la Paix qui se fit entre les Peuples de Grèce, les Thébains gardèrent la Ville de Platée, (2) disant, qu'ils ne l'avoient prise ni par force, ni par trahison, mais qu'elle leur avoit été volontairement remise par ceux à qui elle appartenait. La Ville de (3) Nisée demeura aux Athéniens par le même droit. Flaminus aiant à faire aux Etoliens, distingua aussi entre les Villes prises, (4) & celles qui s'étoient données aux Romains, telles qu'étoient les Villes de Thessalie.

§. XV. DANS tout Traité de Paix il faut présumer, s'il n'y a point de clause par laquelle on en soit autrement convenu, que l'on n'a point voulu donner action de part ni d'autre, pour cause des dommages soufferts par une suite de la Guerre. Car, dans un doute, ceux qui traitent de la Paix, sont censés avec raison le faire sur un tel pié, qu'il n'y ait rien qui suppose que l'un ou l'autre est coupable d'injustice. Et cela doit s'entendre aussi des dommages causez (1) de Particulier à Particulier, puis qu'ils ne sont pas moins des effets de la Guerre, que les actes publics d'hostilité.

§. XVI. 1. IL NE s'ensuit pas de là néanmoins, que les Dettes de Particulier à Particulier, déjà contractées (1) avant la Guerre, soient éteintes, comme si le Créancier devoit être censé en tenir quitte le Débiteur, de même que les dommages qu'il a reçus par quelque acte d'hostilité. Car on n'acquiert point de telles Dettes par droit de Guerre: la Guerre ne fait qu'empêcher qu'on ne puisse en exiger le paiement: ainsi, du moment que l'obstacle est levé, les droits du Créancier reprennent toute leur force.

2. Ce que je viens de dire ne regarde pas généralement tous les droits qu'on pouvoit avoir avant la Guerre. Car quoi qu'on ne doive pas légèrement présumer que personne soit dépouillé de ses droits, puis que, comme l'a très-bien dit Ciceron, la (2) raison principale pourquoi les Hommes ont formé des Sociétés Civiles, c'est afin que chacun conservât ce qui lui appartenait: cela doit pourtant s'entendre des droits qui naissent d'un Contrat, où il y auroit autrement de la lésion.

§. XVII. 1. MAIS il n'en est pas de même (a) du droit que l'on a en vertu d'un Crime d'autrui qui mérite punition. Car entre Rois ou Peuples chacun doit être censé s'être dépouillé lui-même de ce droit de punir, parce qu'autrement ce seroit laisser une

(a) Voyez
Gail. de Ar-
rest. Cap. XIV.
num. 7.

(2) Ἀνταπεινόντων γὰρ Πλάταιαν, οἱ Θηβαῖοι ἔφα-
σαν, ἡ βία, ἀλλ' ὁμολογία αὐτῶν προσχωρησάντων, καὶ
ἡ προδόντων, ἔχειν τὸ χωρίον. THUCYD. Lib. V. (Cap.
XVII. Ed. Oxon.) L'Historien avoit déjà dit ailleurs
la même chose, au sujet de la même Ville: Μὴ ἀναδο-
τῶν εἰν ἡ Πλάταια, αἷς αὐτῶν ἐκόντων προσχωρησάντων.
Lib. III. (Cap. LII.) GROTIUS.

(3) Καὶ οἱ Ἀθηναῖοι τῷ αὐτῷ τρόπῳ τὴν Νίσαιαν.
THUCYD. ubi supra, V. 17.

(4) Quasi maneret, captarum tamen urbium ea lex est.
Thessalicae civitates suâ voluntate in ditionem nostram vene-
runt. TIT. LIV. Lib. XXXIII. Cap. XIII. num. 12.

§. XV. (1) C'est-à-dire, comme on voit, des domma-
ges causez aux Particuliers de l'autre Etat Ennemi par des
actes légitimes d'hostilité; & non pas de ceux que les Par-
ticuliers peuvent avoir causez de leur chef, ou sous pré-
texte de Guerre, aux Sujets de l'Ennemi, ou à ceux du
même Etat. Feu Mr. COCCÉJUS, dans une Dissertation
De Postliminio in Pace, Sect. I. a prétendu, contre l'o-
pinion de notre Auteur, & de plusieurs autres, qu'il
cite; qu'en faisant simplement la Paix, on ne se tient pas
réciproquement quittes des dommages causez de part &
d'autre, & qu'il faut pour cela une clause expresse d'Am-
nistie générale. Voici sur quoi il se fonde. 1. Un Trai-
té de Paix, dit-il, n'est autre chose par lui-même qu'une

transaction sur ce qui a donné lieu à la Guerre, & par
conséquent sur un intérêt public, à l'égard duquel si l'on
relâche quelque chose, cela ne tire point à conséquence
pour l'intérêt des Particuliers, qui ont souffert du dom-
mage de la part de l'Ennemi pendant la Guerre. 2. Ce
dommage, ajoute-t-on, ne doit tomber naturellement
que sur ceux qui n'avoient pas juste sujet de faire la
Guerre. Or dans un Traité de Paix on ne décide rien
sur la justice des Armes; chacun demeure toujours
dans son opinion là-dessus. 3. De là vient que le droit
de Postliminie subsiste même après une telle Paix, se-
lon la Loi XII. princ. DIGEST. De Captiv. & Postlim.
Et 4. c'est pour éviter cet inconvénient que dans les
Traitez de Paix, on s'étend si fort sur les clauses par
lesquelles on stipule une Amnistie générale de part &
d'autre. Mais cette Amnistie générale a une liaison
nécessaire avec le but de la Paix, puis que le contrai-
re pourroit donner lieu à une nouvelle Guerre. Et
cela même qu'on ne décide rien sur la justice de la
cause, prouve que les dommages causez par une suite
des actes d'hostilité, doivent de part & d'autre être re-
gardez comme justement soufferts. La Loi citée n'est qu'une
Loi Civile du Peuple Romain, sur un cas particulier.
Voyez ci-dessus, Chap. IX. de ce Liv. §. 4. Note 3, & 11.
Ainsi la dernière raison ne prouve rien, puis qu'on ex-
prime

une ancienne cause de Guerre, qui feroit (1) que la Paix ne pourroit pas bien être regardée comme une véritable Paix.

2. C'est pourquoi aussi les choses même que l'on ignore avoir été commises, quoi qu'elles l'aient été avant la Guerre, seront censées comprises sous les termes généraux par lesquels on tient quitte l'Ennemi de tout le mal qu'il nous a fait. Tel étoit le cas de ces Marchands (2) Romains, que l'on ne favoit point avoir été noiez par les *Carthaginois*, comme le rapporte (b) APPIEN *d'Alexandrie*.

§. XVIII. DE Particulier à Particulier, il n'y a pas de fortes raisons de présumer qu'on se soit relâché du droit de punir; parce qu'on peut le faire valoir par les voies ordinaires de la Justice, sans en venir à la Guerre. Cependant comme ce que l'on peut exiger en vertu d'un tel droit ne nous appartient pas de la même manière que les choses qu'on peut prétendre à cause de quelque lésion provenant d'un Contrat; & d'ailleurs les Peines aiant toujours quelque chose d'odieux: les moindres conjectures qui se peuvent tirer des termes du Traité de Paix suffisent pour fonder une juste présumtion, que les Particuliers mêmes se tiennent réciproquement quittes des injures requës avant la Guerre, dont ils auroient pû poursuivre la punition.

§. XIX. 1. A L'ÉGARD des autres sortes de droits, il faut tenir pour règle constante, de Particulier à Particulier, ce que nous avons dit ci-dessus, qu'on ne doit pas légèrement présumer une extinction de ceux qu'on avoit avant la Guerre.

2. Mais pour ce qui est des prétentions respectives entre Rois ou Peuples, on peut présumer plus facilement qu'ils se tiennent quittes les uns les autres, lors que les termes du Traité, ou les conjectures qui s'en tirent, mènent vraisemblablement à cette interprétation; sur tout s'il s'agit de quelque droit litigieux. Car il est de l'humanité de croire, que ceux qui font la Paix veulent de bonne foi étouffer toute semence de Guerre: à quoi ils doivent être disposez, comme le remarque (1) DENYS *d'Halicarnasse*, dans un passage dont les dernières paroles sont presque mot-à-mot copiées (a) d'ISOCRATE.

§. XX. IL FAUT rendre tout ce qui a été pris depuis la Paix conclue: cela ne souffre point de difficulté. Car dès-lors le Droit de la Guerre ne subsiste plus.

§. XXI.

prime souvent des choses qui ne laissent pas d'être sous-entendues. C'est alors pour plus grande précaution.

§. XVI. (1) Par exemple, si, avant la Guerre, on avoit vendu & livré une chose à quelque Marchand du Pais Ennemi, & que ce Marchand n'eût point païé la marchandise. Les exemples, que GRONOVIVS allégué ici, sont tout-à-fait mal appliquez; puis qu'ils supposent que le Créancier & le Débiteur sont tous deux du même Etat.

(2) *Hanc enim ob causam maximè, ut sua teneant, Respublicæ Civitatesque constitutæ sunt.* De Offic. Lib. II. Cap. XXI.

§. XVII. (1) ISOCRATE dit, à l'occasion des *Thébins*, que quand on a une fois fait la Paix, il n'est pas beau & honnête d'aller rappeler le souvenir des vieilles injures: *Τέτοις μὲν γὰρ εἰρήνης ὄντος, ἢ προσήκει μνησικακεῖν περὶ τῶν τότε γενομένων.* Orat. Platonic. (pag. 299. B. Edit. Henr. Steph.) Les meilleures réconciliations sont, selon DENYS *d'Halicarnasse*, celles qui ne laissent aucune rancune, aucun ressentiment des anciennes injures: *Εὐὰ νομίζω, κρατίστας μὲν εἶναι διαλλαγὰς . . . ἐν αἷς ὅθεν εἰς ἐγκοτον ὅδε μνησικακον.* (Antiq. Rom. Lib. III. Cap. VIII. pag. 138. Ed. Oxon.) GROTIUS.

(2) L'exemple n'est pas bien appliqué, dit ici GRONOVIVS. Car ces Marchands n'avoient point

été jettés dans la Mer avant la Paix conclue, mais quelque tems après la fin de la première Guerre Punique. Aussi, dès que la chose vint à la connoissance des *Romains*, ils voulurent en tirer raison, comme d'une infraction du Traité, & déclarèrent la Guerre aux *Carthaginois*, qui, pour l'éviter, cédèrent aux *Romains* la Sardaigne. Mais notre Savant Critique suppose lui-même mal-à-propos, qu'il s'agit ici de choses commises pendant la Guerre, mais ignorées dans le tems qu'on traite de la Paix. Il n'y a point de difficulté à l'égard de ces sortes de choses. Car qui peut favoir tous les actes d'hostilité qui ont été exercez pendant le cours d'une Guerre? Ainli par cela seul qu'on se tient quittes réciproquement de tout le mal qu'on s'est fait les uns aux autres pendant la Guerre, on entend toujours celui que l'on ignore, aussi bien que celui qu'on fait. La fausse application de l'exemple ne consiste donc, qu'en ce que le crime des *Carthaginois* n'avoit point été commis avant la Guerre, mais après la Paix faite & conclue.

§. XIX. (1) *Ἀλλ' ἐκ ἀπόχρη τῆτο μόνον ἡμᾶς σκοπεῖν, ὅπως αὖ τῇ παρῆσαν ἐχθρῶν διαλυσαίμεθα πρὸς ἀλλήλους, ἀλλ' ὥς μὴ αὐτοὶ τότε πολέμωμεν ἐτι δεῖ παρὰσκέυασθαι. ἢ γὰρ ἀναβολὰς ποιησόμενοι τῶν κακῶν συνελθόμενοι, ἀπαλλαγῶς.* Antiq. Roman. Lib. III. Cap. IX.

§. XXI.

(b) De Bell. Pun. pag. 4. Ed. H. Steph.

(a) Orat. de Pace, pag. 164. C. Ed. H. Steph.

§. XXI. 1. ON convient quelquefois de rendre les choses prises pendant la Guerre ;

(a) *Alc. V.* (a) & voici de quelle manière on doit expliquer une telle clause.

Resp. 17.

2. Les termes du Traité reçoivent une interprétation plus étendue, lors que la restitution a été stipulée de part & d'autre, (1) que quand une des Parties seulement y est engagée.

3. Les Articles par lesquels on a promis de rendre les *Personnes* (2) sont plus favorables, que ceux par lesquels on s'est engagé à rendre les *Choses* prises.

4. En matière de *Choses* prises, la restitution des *Terres* (3) est une cause plus favorable, que la restitution des *Biens Mobiliaires* : celle des *Choses possédées par l'Etat* (4) plus que celle des *Choses* dont les *Particuliers* sont en possession : & à l'égard des dernières, les Conventions qui engagent les Particuliers à rendre ce qu'ils possédoient à titre lucratif, (5) sont plus favorables, que celles qui les engagent à rendre ce qu'ils possédoient à titre onéreux, comme par droit de Vente, ou pour la Dot d'une Femme.

§. XXII. LORS qu'on cède une chose par le Traité de Paix, on cède en même tems les *revenus*, (1) à compter depuis la cession faite, & non pas plus haut. C'est

ce qu'*Auguste* (a) soutint avec raison contre *Sextus Pompée*, qui prétendoit, lors qu'on

(a) *Appian.*
De Bell. Civ.
Lib. V. pag.
716. Ed. H.
Steph.

lui eût donné le *Péloponnèse*, exiger les impôts des années précédentes.

§. XXIII. LES noms des Paix, dont il est fait mention dans un Traité, (1) doivent

être entendus selon l'usage du tems présent, c'est-à-dire, selon l'usage des personnes

intelligentes, plutôt que selon celui du Vulgaire ; car ces sortes de négociations se

font ordinairement par des gens habiles.

§. XXIV. 1. Voici encore deux Règles, qui sont fréquemment d'usage dans l'interprétation des Traitez de Paix. L'une est, que toutes les fois qu'on se rapporte, sur certains articles, à quelque article précédent, ou à quelque ancien Traité, auquel on renvoie ; toutes les qualitez ou les conditions exprimées dans l'article précédent, ou dans l'ancien Traité, sont censées répétées, comme devant avoir lieu dans celui dont il s'agit.

2. L'autre Règle est, que celui qui a voulu faire ce à quoi il s'étoit engagé, (a) doit être

(a) *Voiez*
Quintilien,
Declam. 343.

§. XXI. (1) C'est qu'alors la condition des Contractans étant inégale, il y a tout lieu de croire que celui, au désavantage de qui est l'inégalité, a prétendu s'engager le moins qu'il étoit possible : & c'étoit à l'autre, qui en doit profiter, à faire expliquer la chose bien clairement.

(2) Chacun doit sans doute s'intéresser & s'intéresse davantage ordinairement à la restitution des Personnes qui lui appartiennent, qu'à la restitution de ses Biens. Ainsi, dans un doute, on est censé avoir entendu que les Prisonniers fussent rendus, par exemple, avant toutes les autres choses, animées ou inanimées, mobilières ou immeubles.

(3) Les Terres sont ordinairement de beaucoup plus grande valeur, que les choses Mobiliaires : & c'est le plus souvent pour les Terres qu'on fait la Guerre. Ainsi on est censé avec raison avoir pensé à celles-là, plus qu'à celles-ci.

(4) Ce que l'Etat a pris, est aussi pour l'ordinaire de beaucoup plus grand prix, que ce qu'il a laissé aux Particuliers. D'ailleurs on peut le reconnoître plus aisément.

(5) Il est clair qu'on accorde plus facilement la restitution de ces sortes de choses, puis qu'en les rendant on ne perd rien de ce qu'on auroit pu avoir sans cela.

§. XXII. (1) ZIEGLER a raison de dire, que, si celui, à qui la chose est cédée par le Traité de Paix, s'en étoit déjà emparé pendant la Guerre, il doit avoir aussi les revenus de tout le tems qu'il l'a

possédée par le droit des Armes ; quoique la cession lui donne un nouveau droit. Mais la chose est claire d'elle-même ; & notre Auteur n'a voulu parler que du cas, où il pouvoit y avoir quelque difficulté. Quand on cède à quelqu'un une chose qu'on avoit en son pouvoir, comme on semble reconnoître par là que celui à qui on la cède y avoit droit, il semble aussi d'abord qu'on devoit rendre les revenus qu'on en a tirez depuis le commencement de la Guerre, jusqu'au Traité de Paix conclu. Mais lors qu'on ne fait que laisser la chose à celui qui l'avoit prise, la question est manifestement superflue ; puis que la possession, soutenue du droit de la Guerre, assure les revenus au Possesseur. Cependant, dans le premier cas, la cession par elle-même, si l'on y pense bien, n'a pas un effet rétroactif à l'égard des revenus. Car jusqu'au Traité de Paix, par lequel on fait cette cession, le droit sur la chose cédée étoit litigieux ; ainsi celui qui la cède ne reconnoît aucun droit en l'autre que pour l'avenir, & en vertu de la cession seule qu'il lui fait, par une espèce de transaction. Au reste, que notre Auteur ait voulu parler uniquement de ce cas, cela paroît par l'exemple qu'il allègue. Car *Sextus Pompée* n'étoit point en possession du *Péloponnèse*. *APPRIEN d'Alexandrie* cité en marge, parlant plus haut des conditions du Traité fait entre *Octave* & *Marc Antoine*, d'un côté, & *Sextus Pompée* de l'autre, distingue clairement la *Sardaigne*, la *Sicile*, l'*Ile de Corse*, & quelques autres, que *Pompée* tenoit alors (*καὶ ὅταν ἄλλων εἶχεν ἐς τότε χρόνον*) d'avec le *Péloponnèse*, qu'il

devoit

être réputé l'avoir fait, lors que l'autre, qui le querelle là-dessus, (1) a lui-même empêché qu'il ne le fit.

§. XXV. 1. QUELQUES-UNS prétendent qu'on est reçu ici à s'excuser, lors que le retardement de l'exécution n'a pas été long. Mais cela (a) n'est vrai (1) que quand on a été empêché d'effectuer ses engagements par quelque cas imprévu de nécessité.

(a) Voyez
Albert. Argen-
tin. Chronic.

2. Il y a, je l'avouë, des CANONS, qui (2) favorisent cette excuse. Mais il ne faut pas s'en étonner, puis que le caractère propre & le but des Réglemens Ecclésiastiques est de porter les Chrétiens à ce que demande la Charité qu'ils doivent avoir les uns pour les autres. Or c'est de quoi il ne s'agit point ici. Nous cherchons, en traitant de la manière d'expliquer les Traitez & les Conventions, non ce qui est le plus louable, ni même ce à quoi la Religion & la Piété nous engagent tous; mais ce que chacun doit faire, en sorte qu'il peut y être contraint; en un mot ce qui est simplement de Droit extérieur, comme nous l'appellons par opposition au devoir de la Conscience.

§. XXVI. LORS qu'il y a quelque chose de douteux & d'ambigu dans une clause, l'interprétation se doit faire plutôt au préjudice qu'à l'avantage de celui qui a (1) lui-même prescrit les conditions du Traité, (2) c'est-à-dire, pour l'ordinaire du plus puissant: de même que les articles d'un Contrat de Vente s'expliquent au préjudice du (3) Vendeur. En effet il pouvoit s'expliquer plus clairement; s'il ne l'a pas fait, tant pis pour lui: l'autre étoit en droit d'interpréter à son avantage des termes & des expressions susceptibles de plusieurs sens. On peut rapporter ici ce que dit ARISTOTE, (4) Qu'en matière d'Amities contractées par un principe d'intérêt, l'utilité de celui qui reçoit est la mesure de ce qui est dû.

§. XXVII. 1. UNE autre question qui se présente ici tous les jours, c'est de savoir quand c'est que la Paix (a) peut être regardée comme rompue. Car autre chose est, fournir un nouveau sujet de Guerre; & autre chose, rompre la Paix. Il y a une grande différence entre ces deux manières de donner atteinte à un Traité de Paix (1) tant

(a) C'est ce
que les Grecs
appellent Πα-
ρασπώνδημα.

à

devoit avoir par dessus: *Ἐπιλαβεῖν δὲ καὶ Πελοπόννησον ἐπὶ ταύταις.* Pag. 713.

§. XXIII. (1) Voyez FRANÇOIS GUICCIARDIN, au Livre V. de son Histoire. GROTIUS.

Il est bon de rapporter en un mot le fait, dont parle cet Historien. Louis XII. Roi de France, & Ferdinand V. Roi d'Espagne, avoient partagé ensemble le Roiaume de Naples, après en avoir chassé Alfonso, Roi d'Aragon. Dans ce partage, la Terre de Labour & l'Abruzzze furent adjugées au Roi de France; & la Pouille, avec la Calabre, au Roi d'Espagne. Il survint là-dessus une dispute au sujet de la Capitanate, petit Pais du Roiaume de Naples. Les François prétendoient que ce Pais faisoit partie de l'Abruzzze; & les Espagnols vouloient, qu'il appartint à la Pouille. Les premiers se foudoient sur l'ancienne dénomination; & les autres avoient égard à l'usage du tems présent, établi depuis la nouvelle division, qu'Alfonse avoit faite des Provinces. Cela donna occasion à une grande Guerre entre la France & l'Espagne.

§. XXIV. (1) Conférez ici PUFENDORF, Droit de la Nature & des Gens, Liv. V. Chap. XII. §. 9.

§. XXV. (1) PUFENDORF en donne de bonnes raisons, Droit de la Nat. & des Gens, Liv. VIII. Chap. VIII. §. 4.

(2) Notre Auteur a en vuë ce que les DE'CRE'TALES établissent au sujet d'un Emphytéote, à qui elles accordent un petit délai, en matière des Biens d'Eglise, après les deux ans expirez, sans qu'il ait payé la rente. Voyez Lib. III. Tit. XVIII. De Locat. &

TOM. II.

conduēt, Cap. ult.

§. XXVI. (1) Ici le plus fort parle ordinairement le premier: mais, quand il s'agit de demander des conditions, c'est alors le plus foible qui commence à parler. C'est ce que Sylla disoit au Roi Mithridate: *Σιωπῶντων δὲ τῶ βασιλέως, ὁ Συλλῆς, Ἀλλὰ μὲν (ἔφη) τῶν δομένων ἐστὶ τὸ προτέρως λέγειν, τοῖς δὲ νικῶσιν ἐξαρκεῖ τὸ σιωπᾶν.* PLUTARCH. in Vit. Sull. (pag. 467. C.) GROTIUS.

(2) C'est la maxime que posoit autrefois Hannibal: *Est quidem ejus, qui dat, non qui petit, conditiones dicere pacis &c.* [TIT. Liv. Lib. XXX. Cap. XXX. num. 24.] GROTIUS.

(3) Cela est décidé par le Droit Romain: *Peteribus placet, pacem obscuram, vel ambiguum, Venditori, & qui locavit, nocere: in quorum fuit potestate, legem apertius conscribere.* DIGEST. Lib. II. Tit. XIV. De Pactis, Leg. XXXIX. En effet, c'est au Vendeur à dire le prix de sa marchandise:

SA. Indica, fac pretium. DO. Tua merx est, tua indicatio est.

PLAUT. in Persl. (Act. IV. Scen. IV. vers. 37.) GROTIUS.

(4) *Ἄρ' ἔν, διὰ μὲν τὸ χρησίμον Φιλίας ἔσσης, ἢ τῶ παρόντων ὠφέλεια μέτρον ἐστὶ.* Ethic. Nicom. Lib. VIII. Cap. XV.

§. XXVII. (1) Car quand on ne contrevient point aux Articles du Traité, quoi qu'on donne un nouveau sujet de Guerre, on n'encourt pas pour cela la peine, à laquelle on s'étoit soumis, si l'on venoit à violer

l'un

quelcun

à l'égard de la peine qu'encourt l'Infraacteur , que par rapport à la liberté où peut être l'Offensé de dégager sa parole en matière des autres Articles du Traité.

2. La Paix se rompt en trois manières : ou en violant les conditions essentielles de tout Traité de Paix ; ou en manquant à quelcun des articles clairs & exprès du Traité ; ou en agissant contre ce que demande la nature particulière de la Paix conclue.

§. XXVIII. 1. On viole les conditions essentielles de tout Traité de Paix , lors que l'on exerce des actes d'hostilité contre l'ancien Ennemi , sans aucun nouveau sujet. Je dis , sans aucun nouveau sujet ; car si l'Aggresseur peut alléguer quelque raison plausible pourquoi il aït repris les armes , il vaut mieux alors présumer dans son fait de l'injustice sans perfidie , que de le regarder comme coupable en même tems de mauvaise foi & d'injustice.

2. Pour ceux qui ne font que repousser la force par la force , il n'est presque pas nécessaire de remarquer , qu'ils ne rompent en aucune manière la Paix , comme l'a (1) dit THUCYDIDE.

3. Cela posé , voyons de la part de qui & contre qui une nouvelle prise d'armes a cet effet , de rompre la Paix.

§. XXIX. Je vois des Auteurs , qui croient que la Paix est rompuë , si quelcun des Alliez de celui avec qui le Traité a été conclu , vient à faire quelque chose de semblable. Et j'avouë qu'on peut convenir , si l'on veut , que la Paix sera rompuë en ce cas-là : non que l'un des Alliez soit pour cela proprement sujet à être puni du fait de l'autre : mais en sorte que la durée de la Paix soit censée alors dépendre d'une condition en partie arbitraire , (1) & en partie casuelle. Il ne faut pourtant pas présumer qu'une Paix ait été faite sur ce pié-là , sans des raisons évidentes tirées du Traité même : une telle manière de se réconcilier imparfaitement étant & contre les règles , & contre les desirs communs de ceux qui entrent en négociation de Paix. Ainsi ceux des Alliez qui auront commis quelque acte d'hostilité , sans l'aide des autres , seront seuls coupables de la rupture , & on aura droit de leur faire la Guerre sans que l'on puisse la déclarer aux autres en même

quelcun des Articles : & l'Offensé n'est pas non plus quitte de ses engagements. Cependant , comme le remarque Mr. B U D D E U S , dans une Dissertation *De Contraventionibus Fœderum* , (Cap. III. §. 4.) lors que l'on donne ainsi un nouveau sujet de Guerre , le Traité de Paix se rompt par là indirectement , & par rapport à l'effet , si l'on refuse de faire satisfaction de l'offense. Car alors l'Offensé pouvant prendre les armes pour en tirer raison , & traiter l'Offenseur en Ennemi , contre qui tout est permis ; il peut aussi sans contredit se dispenser de tenir les conditions de la Paix , quoique le Traité n'ait point été rompu formellement , par rapport à sa teneur. Le même Auteur remarque aussi très-bien , que cette distinction ne peut guères être d'usage aujourd'hui , parce que les Traitez de Paix sont conçus de telle manière , qu'ils emportent un engagement de vivre désormais en bonne amitié à tous égards ; de sorte que le moindre sujet de Guerre qu'on vient de donner , quelque nouveau qu'il soit , peut être regardé comme une infraction de l'article du Traité le plus important.

§. XXVIII. (1) Λύσει γὰρ [τὰς σπονδὰς] ἔχ. οἱ ἀμυνομένοι , ἀλλ' οἱ πρότερον ἐπιόντες. (Lib. I. Cap. CXXXIII.) Un Député des Arméniens , dans sa Harangue à Cysios , Roi de Perse , disoit entr'autres choses , au rapport de PROCOPE , que ceux qui rompent la Paix ne sont pas ceux qui prennent les premiers les armes , mais ceux qui dressent des pièges à leurs Alliez , dans le tems même de l'Alliance : Λύσει μὲν γὰρ τὴν ἑρμηνίαν , ἔχ. οἱ αὖ ἐν ὁπλοῖς γίνοντο πρῶτοι , ἀλλ' οἱ αὖ ἐπιβλαπέοντες

ἐν σπονδαῖς τοῖς πέλαις ἀλοῖεν. Persic. Lib. II. (Cap. III.) Voici comment le même Historien fait parler ailleurs les Maures : „ Ceux qui rompent le Traité de Paix , ce „ ne sont pas ceux qui aiant reçu des injures mani- „ festes , & s'en étant plaints ouvertement , se sépa- „ rent d'avec l'Offenseur : mais ce sont ceux qui fai- „ sant profession de vouloir garder l'Alliance , ne lais- „ sent pas de commettre des violences contre leurs „ Alliez , & se rendent par là Dieu ennemi. Ce „ ne sont pas ceux qui en rompant avec un Allié , ne „ font qu'emporter leur bien : mais ceux qui prenant „ le bien d'autrui , réduisent les légitimes Propriétaires à la nécessité de s'exposer aux dangers de la „ Guerre”. Λύσει γὰρ τὰς σπονδὰς , ἔχ. ὅσοι ἀδικήμενοι ἐκ τῆ ἐμφανὲς τῆς πέλαις κατηγορῶντες ἀφίστανται ἀλλ' ὅσοι ὑποσπονδὰς ἔχουν ἀδικῶντες τινας , εἴτα βιάζονται , καὶ τὸν Θεὸν πολέμιον σφισι ποιοῦνται ἔχ. οἱ αὖ τὰ σφέτε- ρα αὐτῶν κοιμήμενοι ἐφ' ἐτέρους χαροῖεν , ἀλλ' ὅσοι τῶν ἀποστρίων ἐπιβατεύοντες εἰς κίνδυνον πολέμου καθίστανται. Vandalic. Lib. II. (Cap. XI.) AMMIEN MARCELLIN rapporte , que , du tems de Valentinien , les Romains reculoient tout exprès devant les Perses , pour n'être pas obligés d'exercer les premiers quelque acte d'hostilité , & de donner par là lieu de croire qu'ils avoient rompu l'Alliance ; de sorte qu'ils n'en viurent aux mains qu'à la dernière extrémité : Operaque consultâ retrocedentes , ne ferro violarent adversorum quemquam primi , & judicarentur discessi fœderis rei , ultimâ trudente necessitate congressi sunt. Lib. XXIX. init. GROUTIUS.

§. XXIX. (1) La condition est en partie arbitraire (po-

me tems; quoique les *Thébains* aient autrefois prétendu le contraire, à l'égard des Alliez (2) de *Lacédémone*.

§. XXX. I. IL ARRIVE quelquefois que les *Sujets* de l'Etat commettent de leur chef quelque violence: & alors il faut voir s'il y a lieu de croire que l'Etat approuve le fait de ces Particuliers.

2. Trois choses sont nécessaires, pour supposer raisonnablement cette approbation, savoir la connoissance du fait, le pouvoir de punir, & la négligence à le faire, selon les principes que nous avons établis (a) ailleurs.

3. La connoissance se prouve par la notoriété du fait, ou par les plaintes qu'on en a portées. Le pouvoir de punir se présume, tant qu'il ne paroît pas que les *Sujets* se soient rebellez. La négligence à punir s'infère de ce qu'on a laissé écouler un laps de tems considérable, tel que celui qui est déterminé par les Loix de l'Etat, pour prendre connoissance des Crimes qu'on veut punir. Une telle négligence vaut autant qu'une Ordonnance Publique: & c'est ainsi qu'il faut entendre ce que disoit *Agrippa*, au rapport de *JOSEPH*, (1) Que le Roi des *Parthes* tiendrait la Paix pour rompuë, si quelques-uns de ses *Sujets* prenoient les armes contre les *Romains*.

§. XXXI. MAIS la Paix est-elle aussi rompuë, lors que les *Sujets*, sans prendre les armes d'eux-mêmes, servent, avec l'approbation de l'Etat, telle que nous venons de l'expliquer, dans le parti des autres, qui ont entrepris la Guerre? Cette question a souvent lieu: & les *Cirites*, au rapport de *TITE LIVE*, (a) décidoient tacitement pour l'affirmative, puis qu'ils disoient, pour se justifier, que, si leurs gens avoient porté les armes pour les Ennemis de *Rome*, ce n'étoit point par autorité publique. Les (b) *Rhodiens* eurent recours à une semblable justification. Et au fond l'opinion la mieux fondée est, qu'une pareille chose ne doit point être censée permise; à moins qu'il n'y ait des raisons apparentes de croire qu'on a eu intention de la permettre, comme nous voyons aujourd'hui que cela se pratique quelquefois, à l'exemple des anciens *Etoiliens*, (1) qui en avoient fait passer la coutume en loi.

§. XXXII.

(*potestativa*) entant que celui avec qui l'on fait la Paix directement & immédiatement peut contribuer quelque chose d'une manière ou d'autre à empêcher ses Alliez d'offenser son ancien Ennemi. Mais elle est casuelle, entant qu'il ne peut pas absolument les empêcher, s'ils veulent ne tenir aucun compte de ce qu'il dit ou qu'il fait pour cela, & qu'ils soient d'ailleurs en état de s'en moquer. Cependant comme, par cela même qu'il a consenti à la rupture de la Paix, au cas que ses Alliez vinssent à commettre quelque acte d'hostilité, il semble s'être fait fort de les en empêcher; il n'a aucun sujet de se plaindre, lors que le cas arrive, quand même il n'auroit rien négligé de ce qui dépendoit de lui. Voyez, au reste, sur la division des *Conditions* en *Arbitraires*, *Casuelles*, & *Mixtes*, ce qui a été dit dans le Traité de *PUFENDORF*, Du Droit de la Nat. &c. des *Gens*, Liv. III. Chap. VIII. §. 4.

(2) C'est-à-dire, des *Platiens*. Car, quand les *Lacédémoniens* eurent rompu la Paix, en s'emparant par trahison de la Citadelle de *Cadmée*; les *Thébains* crurent pouvoir s'emparer de la Ville de *Platie*, sous prétexte qu'ayant été Alliez des *Lacédémoniens*, le fait de ceux-ci entraîneroit aussi une rupture de la Paix avec elle. Voyez *PAUSANIAS*, Lib. IX. seu *Boeotic*. Cap. I.

§. XXX. (1) C'est dans le Discours que ce Prince fit aux *Juifs*, pour les exhorter à se soumettre aux *Romains*: car en leur représentant, qu'ils n'avoient aucune ressource, il leur dit, que quand même ceux de leur Nation, qui demeuroient dans l'*Adiabène*, au delà de l'*Euphrate*, voudroient venir à leur secours, le

Roi des *Parthes*, sous la domination duquel ils étoient, ne le permettroit pas: "Ουτε... ο Πάρθος επιτρέψει. πρόνοια γάρ αὐτῷ τῆς πρὸς Ῥωμαίους ἐνεχειρίας, καὶ παραβαίνειν οἰστέται τὰς σπονδὰς, καὶν τις τῶν ὑπ' αὐτὸν ἐπὶ Ῥωμαίους ἰη. De Bell. Jud. Lib. II. Cap. XXVIII. (XVI. in Latin.) pag. 808. B.

§. XXXI. (1) Cette Loi permettoit de faire butin du butin, "Ἀγειν λάφυρον ἀπὸ λαφύρου: ce que l'on pourroit exprimer en Latin par ces mots de *PLAUTE*: De præda prædam capio. In *Trucul.* (Act. II. Scen. VII. vers. 15, 16.) *Philippe*, Roi de *Macédoine*, l'explique ainsi, au rapport de *POLYBE*: Qu'en vertu de cette Loi, il étoit permis aux *Etoiliens* de porter les armes, sans permission de l'Etat pour l'un & l'autre parti même de leurs Amis & Alliez, qui étoient en guerre: Τῆ δὲ Τίτῳ [Φλαμίνιῳ] θαυμάσαντ' ὅτι τὸ τοῦτο ἐστίν, ὁ βασιλεὺς [Φίλιππῳ] ἐπειράτο διασαφεῖν αὐτῷ, λέγων· ὅτι τοῖς Αἰτωλοῖς ἔστι ὑπάρχει, μὴ μόνον πρὸς ἑς αὐτοὺς πολέμῳσι, τῆς αὐτῆς ἀγειν καὶ τὴν τῶν αὐτῶν χώρων ἀλλὰ καὶ ἑτέροις τινὲς πολέμῳσι πρὸς ἀλλήλους, ὅν-τες Αἰτωλῶν φίλοι καὶ σύμμαχοι, μὴδὲν ἧττον ἐξῆναι τοῖς Αἰτωλοῖς, ἀνευ κοινῆς δογματῆς, καὶ παρ' ἀμφοτέρους πολέμῳσι, τὴν χώραν ἀγειν τῶν ἀμφοτέρων. Lib. XVII. (Cap. V.) *TITE LIVE* témoigne la même chose, & remarque qu'en conséquence de cela on voioit souvent des Troupes Auxiliaires d'*Etolie* dans les deux Armées Ennemies. [Voyez le passage rapporté ci-dessus, Liv. II. Chap. XXV. §. 9. Note 2.] Les *Huns* *Sabiriens* combattoient aussi, tantôt pour un parti, tantôt pour l'autre, comme le remarque *AGA-*

(a) Liv. II.
Chap. XXI.
§. 2, & suiv.

(a) Liv.
VII. Cap. 20.

(b) Aul.
Gell. Noct.
Attic. Lib.
VII. Cap. 3.

§. XXXII. 1. LA Paix doit encore être regardée comme rompue, lors que, sans un nouveau sujet, on exerce quelque acte d'hostilité à main armée, non seulement contre tout le Corps de l'Etat, mais encore contre des Sujets de l'Etat. Car le but d'un Traité de Paix est toujours que tous les Sujets de l'Etat vivent désormais en sûreté; le Traité étant un acte de l'Etat pour tous les Membres en général, & pour chacun en particulier.

(a) Dr-
GEST. Lib.
XLIII. Tit.
16. De vi &
vi armata,
Leg. I. §. 27.

2. Encore même que la Paix subsiste, chacun peut se défendre soi & ses biens, contre ceux qui l'attaquent, & qui par-là donnent, entant qu'en eux est, un nouveau sujet de Guerre. Car le droit de repousser la force par la force étant un droit naturel, comme le (a) disent les Jurisconsultes; on ne doit pas aisément présumer que ceux qui ont traité d'égal à égal s'en soient dépouillés. Mais, en ce cas-là, il ne sera pas permis d'user de violence pour tirer raison d'une injure, ou pour recouvrer ce qui nous a été pris, jusques à ce qu'on ait refusé de nous donner satisfaction par les voies ordinaires de la Justice. Car ici la chose souffre quelque retardement; au lieu que, dans l'autre cas, il n'y a point de tems à perdre.

3. Cependant si les Sujets, de qui l'on a reçu quelque injure, sont des gens tellement accoutumés à mal faire, & à fouler aux pieds le Droit Naturel, qu'on (1) ait tout lieu de croire que ce qu'ils font, ils le font contre la volonté de leur Souverain, & que d'ailleurs il n'y ait pas moyen de les poursuivre en Justice; comme quand il s'agit, par exemple, de Pirates: on peut, sans autre forme de procès, courir après eux, pour leur enlever son bien, & pour les punir même, comme s'ils avoient été livrés entre nos mains par leur Souverain: bien entendu que pour cet effet on n'expose pas en même tems des personnes innocentes aux actes d'hostilité qu'on veut exercer contre eux; car ce seroit alors violer la Paix.

(a) Liv. II.
Chap. XVI.
§. 13.

§. XXXIII. 1. ON rompt aussi la Paix, en prenant les armes contre (1) les Alliez de l'autre Partie, mais (2) seulement quand il s'agit de ceux qui étoient compris dans le Traité, comme nous l'avons fait voir (a) en examinant la dispute entre les Romains & les Carthaginois au sujet de l'affaire de Sagonte. Les Corinthiens prefoient autrefois ce sujet de rupture, dans une Harangue que leur préte XENOPHON: (3) *Nous avons tous juré*, disoient-ils, *les uns aux autres*.

2. Que si les Alliez n'ont pas eux-mêmes traité, mais d'autres pour eux, cela n'empêche pas que la même chose n'ait lieu, du moment qu'on a des preuves suffisantes que ces Alliez ont ratifié la Paix: car tant qu'il est incertain s'ils veulent la ratifier, ils demeurent Ennemis de celui qui a fait sa paix avec l'autre.

(b) Cep.
Conf. 690.
Dec. Conf.
531.

3. Autre chose est, quand il (b) s'agit des Alliez qui n'ont été ni engagés dans la Guerre, ni compris dans le Traité de Paix; comme aussi de ceux avec qui l'on a quelque liaison de Parenté ou d'Affinité, & qui ne sont pas sous (4) notre dépendance. Les violences exercées contre eux par l'autre Partie ne peuvent point être regardées comme une rupture de la Paix. Ce n'est pas qu'on ne soit en droit (c) de prendre les armes

(c) Voiez
Liv. II. Chap.
XXV. §. 4.

pour

THIAS, Lib. IV. (Cap. III.) Nous apprenons encore de TITE LIVE, que les anciens Etrusques, quoi qu'ils eussent refusé du secours à ceux de Vélies, n'empêchoient point leur Jeunesse d'aller servir chez eux, si elle vouloit: *Sanguini tamen nominique & presentibus periculis consanguineorum id dari, ut si qui juventutis suae voluntate ad id bellum eant, non impediunt*. Lib. V. (Cap. XVII.) GROTIUS.

§. XXXII. (1) C'est ainsi qu'Auguste prononça autrefois en faveur d'Hérode, contre Syllée. Voiez JOSEPH, *Antiq. Jud.* Lib. XVI. Cap. XVI. GROTIUS.

§. XXXIII. (1) Voiez Mr. DE THOU, *Hist.* Lib.

LXV. sur l'année 1578. Il y a aussi quelque chose sur ce sujet, dans FRANC. HARAEUS, *Hist. Brabant.* Tom. II. sur l'année 1556. GROTIUS.

(2) Mais voiez ce que j'ai dit, sur l'endroit cité en marge.

(3) *Ὅπως πᾶσιν ὑμῶν πάντες ἡμεῖς ὁμώοιμεν* &c. *Hist. Græc. Lib. VI. Cap. V. §. 37. Ed. Oxon.*

(4) Notre Auteur a raison de supposer, que ceux, avec qui l'on a ces fortes de liaisons, ne soient pas sous notre dépendance: car si l'injure est faite, par exemple, à la Reine, ou à un Prince, Fils du Roi, & qui ne régné point lui-même ailleurs; c'est comme si on avoit offensé le Roi même. Voiez BODIN, *De Repu-*

pour repousser ces actes d'hostilité; nous l'avons permis ci-dessus: mais alors ce sera une Guerre toute nouvelle, & pour un nouveau sujet.

§. XXXIV. VOILA pour ce qui regarde la violation des conditions essentielles à tout Traité de Paix. La seconde manière générale de rompre la Paix consiste, comme nous l'avons dit, à contrevenir aux articles clairs & exprès du Traité: de quoi on se rend coupable ou par quelque acte positif, ou en ne faisant pas ce qu'il faut & dans le tems qu'il faut.

§. XXXV. 1. Je ne faurois approuver ici la différence qu'on met entre les Articles de la Paix qui sont de grande importance, & ceux qui sont de peu d'importance. Car tout ce qui a été compris dans un tel Traité doit être regardé comme assez important, pour qu'on soit obligé de l'observer ponctuellement.

2. Autre chose est de savoir ce que demande ici la Bonté, & sur tout la Bonté Chrétienne. Car il est bien vrai que celui qui agira par un principe de cette Vertu pardonnera plus aisément les fautes légères, sur tout lors qu'elles sont suivies de repentir, selon cette ancienne sentence, qui porte *Que (1) quand on se repent du mal qu'on a fait, on est presque innocent.*

3. Cependant, eu égard même au droit rigoureux, il est à propos, pour mieux affermir le Traité de Paix, d'ajouter (2) cette clause (a) aux Articles de moindre conséquence, que la violation de quelcun de ces Articles ne suffira pas pour rompre la Paix; ou bien que l'on sera obligé, avant que de prendre les armes, de tenter la voie d'Arbitres, comme cela étoit stipulé dans le Traité de Paix entre les Peuples du Péloponnèse, au rapport de (3) THUCYDIDE.

§. XXXVI. 1. Je suis tout-à-fait persuadé, que c'est aussi sur ce pié-là qu'il faut expliquer l'intention des deux Parties, lors qu'on a expressément ajouté une (1) peine particulière à la violation de certains Articles. Je n'ignore pas, que l'on peut avoir dessein, en stipulant une peine, de laisser le choix à celui, qui aura été offensé, ou d'exiger la punition, ou de rompre l'accommodement. Mais la nature de l'affaire, dont il s'agit, demande plutôt l'autre interprétation, dont je viens de parler.

2. Il est constant aussi, comme nous (a) l'avons déjà remarqué ci-dessus, & prouvé par des exemples de l'Histoire, qu'en matière même d'Articles où l'on a traité purement & simplement, celui qui n'effectue point ce qu'il a promis, lors que l'autre qui devoit le premier exécuter ses engagements y a manqué, ne rompt point par là la Paix; puis qu'il n'étoit obligé que sous condition.

§. XXXVII. QUE si l'une des Parties est réduite, par l'effet de quelque nécessité invincible, à l'impossibilité d'effectuer ses engagements, comme, par exemple, si la chose promise a péri, ou a été enlevée, ou si par quelque accident survenu on est absolument hors d'état de faire ce à quoi on s'étoit engagé: en ce cas-là, on ne doit point à la vérité tenir la Paix pour rompue; car, comme nous l'avons dit, la durée de la Paix ne dépend point ordinairement d'une condition casuelle; mais il doit être au choix

Republ. Lib. V. Cap. VI. pag. 951. Edit. Francof. 1622. Le Droit Romain fait regarder une injure reçue par la Femme ou les Enfans de quelcun, comme reçue par le Mari ou le Père, & donne action à celui-ci en son propre nom. Voyez les *Recepte Sententie* du Jurisconsulte PAUL Lib. V. Tit. IV. §. 3. & là-dessus CUGAS & Mr. SCHULTING; comme aussi la JURISPRUDENTIA PAPINIANA d'ANTOINE FAURE, Tit. IX. Princip. II. Illat. 22.

§. XXXV. (1) *Quem pœnitent peccasse, pœne est innocens.* SENECA. in Agamem. vers. 243.

(2) Voyez-en un bel exemple dans le Traité de

Paix entre l'Empereur Justinien, & Cosroës, Roi de Perse; tel que le rapporte ME'NANDRE le Protecteur (Cap. II.) GROTIUS.

(3) 'Αἱ δὲ τινὶ τῶν πολλῶν ἢ ἀμφίλογα, ἢ τῶν ἐντὸς ἢ τῶν ἐκτὸς Πελοποννήσου, αἰτεῖ περὶ ὅρων, αἰτεῖ περὶ ἀλλοτρίων, διακριθῆμεν· αἱ δὲ τὶς τῶν συμμαχῶν πόλις πόλει ἐρίζοι, ἐς πόλιν ἐλθεῖν, ἢ τινος ἴσαν ἀμφοῖν ταῖς πόλεσσι δοκοῖν. Lib. V. Cap. LXXIX.

§. XXXVI. (1) Comme dans le Traité de Paix des Goths avec les anciens Français. Voyez PROCOPE *Gothic. Lib. I. (Cap. XII.)* GROTIUS.

choix de l'autre Partie , ou d'attendre quelque tems l'effet de ce qu'on lui avoit promis , s'il y a encore quelque espérance que la chose devienne possible , ou d'exiger la valeur de ce qui avoit été stipulé , ou bien de se libérer des engagements réciproques ou équivalens à l'Article de la Paix , dont l'exécution est impossible pour l'heure.

(a) Voiez
le Chap. pré-
céd. §. 13.

§. XXXVIII. LORS même qu'il y a de la perfidie d'un côté , il est libre certainement à la Partie innocente de laisser subsister la Paix , (a) comme fit autrefois *Scipion* , après plusieurs infidélitez des *Carthaginois*. Car on ne sauroit se dégager d'une obligation , en agissant contre ce à quoi l'on est obligé. Et il n'importe qu'il y ait dans le Traité une clause expresse , par laquelle on déclare que la Paix fera rompue , si l'on contrevient à tels ou à tels Articles : car cette clause doit être censée ajoutée uniquement en faveur de l'Innocent , afin qu'il en profite , s'il veut.

§. XXXIX. LA Paix enfin se rompt , comme nous l'avons dit , en faisant quelque chose de contraire à ce que demande la *nature particulière du Traité* conclu.

§. XL. I. AINSI tout ce qui est contre l'Amitié , rompt un Traité de Paix fait sous condition de vivre désormais en bons amis. Car ici on peut exiger à la rigueur , en vertu de l'accord , des Devoirs auxquels les autres Amis ne sont tenus que par les Loix de l'Amitié , qui n'emportent aucune contrainte. Et c'est à (1) cette sorte de Paix qu'il faut rapporter , à mon avis , bien des choses que les Docteurs établissent au sujet des outrages & des injures faites sans le secours des Armes ; sur tout ce que disoit autrefois *CICÉRON* , (2) *Que quand on a fait quelque chose contre ceux avec qui on s'étoit réconcilié , cela passe pour une offense , & non pas pour une négligence ; ce n'est plus imprudence , c'est perfidie.*

2. Ici néanmoins on doit adoucir , autant qu'il est possible , ce que l'action paroît avoir d'odieux. Ainsi , quoique la personne à qui l'on a fait quelque injure , soit parente ou Sujette de celui avec qui l'on a conclu un Traité de Paix ; l'injure ne fera point censée faite à lui-même , à moins qu'on n'ait eu un dessein manifeste de l'insulter ou de l'outrager par là indirectement. Les Loix Romaines suivent cette maxime de l'Équité Naturelle , à l'égard des Esclaves d'autrui (3) que quelcun a extrêmement maltraitez.

(a) Alex.
Conf. II. 113.

3. De même un Adultère (a) ou un simple Viol fera regardé comme l'effet d'une passion violente plutôt que comme un crime commis à dessein de deshonorner l'ancien Enne-

§. XL. (1) Non pas à toute sorte de Paix : car il y a des Traitez , qui ne se font point à dessein de lier amitié ensemble , comme nous l'enseigne le Jurisconsulte *POMPONIUS* : *Nam si cum gente aliquâ , neque amicitiam , neque hospitium , neque fœdus amicitiae causâ factum habemus* &c. *DIGEST.* Lib. XLIX. Tit. XV. *De Captivis & Postlim.* Leg. V. §. 2. *GROTIUS.*

Voiez ce qui a été dit ci-dessus , *Liv. II. Chap. XV. §. 5.*

(2) *Post reditum in gratiam , si quid est commissum , id non neglectum , sed violatum putatur , nec imprudentiæ , sed perfidiæ , assignari solet.* *Fragm. Orat. pro Aul. Gabin.* apud *HIERONYM.* *Apolog. adv. Ruffin.*

(3) *Si quis sic fecit injuriam servo , ut domino faceret , video dominum agere posse suo nomine : si vero non ad suggillationem domini id fecit , ipsi servo facta injuria , inulta à Prætorè relinqui non debuit* &c. *DIGEST.* Lib. XLVII. Tit. X. *De Injuriis & famosis Libellis* &c. Leg. XV. §. 35. Voiez le même Titre des *INSTITUTES* , §. 3.

§. XLI. (1) Le fameux Législateur *Solon* ordonna , qu'on ne recevroit au nombre des Citoyens d'*Athènes* , d'autres Étrangers , que ceux qui auroient été bannis à perpétuité de leur patrie , ou qui viendroient s'établir à *Athènes* avec toute leur Famille , pour y exercer

quelque Métier : *Ὅτι γενέσθαι πολίταις ἔδιδωσι , πλὴν τοῖς φύγενσιν ἀειφυγία τὴν ἐαυτῶν , ἢ πανεσίαις Ἀθήνας μετακί(ο)μένοις ἐπὶ τέχνῃ.* *PLUTARCH.* in *Vit. Solon.* (pag. 91. E.) Le Roi *Persée* , au rapport d'*ARIEN* d'*Alexandrie* disoit , pour se justifier de la retraite qu'il avoit donnée à des Exilez , que c'étoit le droit commun de tous les Hommes : *Κοινὸν γὰρ πάντων ἀνθρώπων νόμος , κατὰ τὴν ὁμοίαν τῶν ἐτέρων φύγοντας ὑποδέχεσθαι.* *Excerpt. Legat. num. 25.* (Pag. 367. *Exc. Ursin.*) Ce droit commun est souvent confirmé ou rendu plus fort par des Traitez. Voiez la Paix faite avec *Antiochus* , dans *POLYBE* , *Excerpt. Legat.* XXXV. & celle qui fut faite entre les *Romains* & les *Perses* , telle que la rapporte *MÉNANDRE* le *Protecteur* (Legat. Justin. Justinian. & *Tiber. Cap. II.*) comme aussi ce que *SIMLER* dit des Articles de la Confédération des *Suisses*. Les *ARADIENS* , pendant que les *Rois de Syrie* se faisoient la guerre , obtinrent cette condition par un Traité , qu'il leur seroit permis de donner retraite à ceux du Roiaume de *Syrie* qui viendroient se réfugier chez eux , mais qu'ils ne pourroient pas les chasser & les livrer malgré eux : *Ποῦνται συμβασις , ὥς ἔξωσαι δέχεσθαι τὰς καταφύγοντας ἐκ τῆς βασιλείας παρ' αὐτοὺς , καὶ μὴ ἐκδιδομέναι αὐτοὺς.* *STRAB.* *Geogr. Lib. XVI.* (pag. 754. *Edit. Paris. Casaub.*) *GROTIUS.*

Ennemi, en attendant à l'honneur des Femmes qui lui appartiennent. Et si l'on s'empare du bien d'autrui, on sera censé s'y être porté par un nouveau désir de s'accommoder & de s'enrichir, plutôt que s'être rendu par là coupable de perfidie.

4. Mais de grandes menaces, faites sans un nouveau sujet, sont sans contredit incompatibles avec l'Amitié. Je dis la même chose de l'entreprise de bâtir des Places fortes sur les frontières, & des levées extraordinaires de Troupes, lors qu'il paroît par des indices suffisans, que tous ces préparatifs ne se font que contre celui avec qui l'on doit vivre en bonne amitié selon le Traité de Paix.

§. XLI. 1. POUR ce qui est de recevoir dans son Païs les Sujets de l'autre Etat qui veulent venir s'y établir, (1) il n'y a rien là de contraire à l'Amitié. Car cette liberté de changer de demeure est non seulement conforme au Droit Naturel, mais encore elle a quelque chose de favorable, selon ce que nous (a) avons dit ci-dessus.

(a) Liv. II.
Chap. V. §. 24.

2. Je mets au même rang la retraite que l'on donne aux Exilez : car, comme nous l'avons (b) remarqué ailleurs, après EURIPIDE, l'Etat, d'où ils sont sortis, n'a plus aucun droit sur eux. Et en effet, à quoi bon ordonner un bannissement, si le Banni ne trouve point d'endroit où on veuille le recevoir ? C'est ce que le Roi Persée disoit très-bien autrefois, au rapport de (2) TITE LIVE. L'Orateur ARISTIDE (3) appelle un droit commun à tous les Hommes, celui de donner retraite aux Exilez.

(b) Ibid.
§. 25.

3. Mais certainement il n'est point permis de recevoir dans ses terres les Habitans d'une Ville entière, ou de grandes Troupes de gens, qui font une partie considérable du Corps de l'Etat, d'où ils sortent, comme (4) nous l'avons aussi (c) remarqué ailleurs. On ne doit pas non plus donner retraite à ceux qui sont engagez par serment, ou de quelque autre manière, à demeurer au service ou sous l'esclavage de celui qu'ils ont quitté.

(c) Ubi supr.
§. 24. Voyez
Biza, Lib.
XII.

4. Le Droit des Gens a établi chez quelques Peuples, qu'il seroit permis de donner retraite aux Esclaves devenus tels par le malheur de la Guerre, selon ce que nous avons dit (d) ci-dessus.

(d) Chap.
VII. de ce Liv.
§. 8.

5. Nous avons aussi traité (e) ailleurs de ceux qui, sans être bannis, se sont fau-

(e) Liv. II.
Chap. XXI.
§. 3, & suiv.

vez pour éviter la peine qu'ils méritoient.

§. XLII. 1. IL n'est pas toujours permis de remettre à la décision du SORT l'issue d'une Guerre : on n'a plein pouvoir de (1) prendre cette voie, comme on le juge à pro-

(2) Et hercule quid adinet cuiquam exilium potere, si nunquam exuli futurus locus est ? Lib. XLII. Cap. XLI. num. 7.

(3) Η δὲ δέσσειν τὰς ἐπὶ τὸν πόλιν ὁ κοινὸν ἴσιν ἀπαρτίζεσθαι &c. Orat. Locr. I. pag. 105. C. Tom. II. Ed. P. Steph.

(4) Voyez ce que j'ai dit sur cet endroit.

§. XLII. (1) ZIEGLER, & d'autres après lui, critiquent ici notre Auteur mal-à-propos, pour avoir mal pris sa pensée. Ils lui font dire, que l'on ne peut user de la voie du Sort, pour terminer une Guerre, que quand il s'agit de quelque chose sur quoi on a un plein droit de Propriété. Mais s'ils avoient bien pris garde à la suite du discours, ils auroient vu que GROTIUS n'a jamais pensé à dire cela. Car il permet purement & simplement d'avoir recours au Sort lors qu'on se sent trop foible pour résister ; & il ne distingue point là les choses dont le Souverain a toujours plein pouvoir de disposer, comme lui appartenant en propre, d'avec celles qui appartiennent aux Sujets, & pour la défense desquelles il a entrepris la Guerre. Ce qui a trompé les Interprètes, c'est l'expression de l'Original, qui est un peu louche : *Sortis alia subjeci belli exitus licet non semper potest, sed tum demum quoties de re agitur, in quam plenum habemus dominium.* Il

semble d'abord, que ces mots, *Sed tum demum quoties* &c. marquent le cas excepté, dans lequel on peut user de la voie du Sort : mais il faut s'entendre ici le *semper potest* ; car le sens est, que ce n'est qu'en matière de ces sortes de choses que l'on peut toujours, si l'on veut, remettre la fin de la Guerre à la décision du Sort, encore même qu'on le fasse dans des circonstances, où il y a de l'imprudence à agir ainsi ; parce que chacun peut disposer de son bien comme il le juge à propos. Au lieu que, quand il s'agit de l'intérêt des Sujets, dont on n'est pas maître absolu, on doit tenter toute autre voie apparente, avant que d'en venir à celle-ci, qui est de sa nature entièrement incertaine. Voilà la pensée de notre Auteur, que j'ai exprimée, ce me semble, dans ma Traduction, d'une manière à ne laisser aucune ambiguïté. Cependant il est bon de remarquer à cette occasion, combien il importe à un Auteur, sur tout quand il écrit d'un style concis, de s'exprimer avec toute la netteté possible : autrement on donne lieu à ceux qui n'examinent pas les choses d'assez près, c'est-à-dire, à la plupart des Lecteurs, de prendre souvent le sens des paroles tout de travers, & d'attribuer à l'Ecrivain des choses qu'il n'a jamais eues dans l'esprit.

propos , que quand il s'agit de quelque chose sur quoi on a un plein droit de Propriété. Car l'obligation où est l'Etat de défendre la vie , ou l'honneur des Citoyens , & autres choses semblables ; comme aussi l'obligation où est le Roi de maintenir le bien de l'Etat ; ces obligations , dis-je , sont trop fortes , pour que l'Etat ou le Roi puisse renoncer à l'usage des moyens les plus naturels pour sa propre conservation , & pour celle des autres.

2. Cependant si , tout bien compté , celui qui a été injustement attaqué se trouve si foible , qu'il ne voie aucune espérance de pouvoir résister à l'Ennemi ; rien n'empêche , ce semble , qu'il n'offre de vider le différend par la voie du Sort , pour éviter ainsi un péril certain en s'exposant à un danger incertain ; car c'est alors le moindre de deux maux inévitables.

§. XLIII. 1. Voici une question fort agitée , qui se présente ensuite sur la matière dont nous traitons , c'est de savoir , si l'on peut , pour mettre fin à la Guerre , s'en rapporter au succès d'un COMBAT entre un certain nombre de gens dont on est convenu , par exemple , un contre un de part & d'autre , ou deux contre deux , ou trois contre trois , ou trois cens contre trois cens. L'Histoire nous fournit un exemple du premier dans le Combat (1) d'Enée & de Turnus , de Ménélas (2) & de Paris ; du second , dans le Combat entre les (a) Etoliens & les Eléens ; du troisième , entre les Horaces (b) Romains d'un côté , & les Curiaces Albains de l'autre ; du quatrième , dans le Combat entre (3) les Lacédémoniens & ceux d'Argos.

(a) Pausan.
Lib. V. Cap.
4.
(b) Tit. Liv.
Lib. I. Cap. 24.
& seqq.

2. A ne considérer ici que le Droit des Gens externe , il n'y a point de doute que ces sortes de Combats ne soient permis : puis que ce Droit permet (4) de tuer les Ennemis de quelque manière que ce soit. Et s'il falloit approuver comme véritable , l'opinion où étoient les Grecs , les Romains , & autres Peuples , que chacun est maître absolu de sa propre vie ; les Combats , dont il s'agit , seroient aussi autorisés par les règles de cette Justice intérieure , qui met la conscience en repos.

(c) Liv. II.
Chap. XIX. §.
5. & Chap.
XXI. §. 11.
(d) Liv. II.
Chap. I. §. 12.
& suiv.

3. Mais nous avons remarqué plusieurs (c) fois , que ce sentiment est contraire & à la droite Raison , & aux Loix Divines. (5) Nous avons (d) aussi prouvé ci-dessus , & par la Raison , & par l'Ecriture Sainte , que c'est pécher contre la Charité , de tuer un Homme , pour ne pas perdre des choses dont on peut se passer. D'ailleurs , pour ajouter ici une autre réflexion , c'est pécher & contre soi-même , & contre DIEU , que de prodiguer à si bon marché la vie que l'on a reçue comme un grand

§. XLIII. (1) Voyez le XII. Livre de l'Enéide de VIRGILE , où la chose est racontée au long par le Poète , qui l'a peut-être inventée : car je ne sache point d'autre garant du fait. On n'en trouve rien dans le petit Traité De Origine Gentis Romanæ , attribué à AURELIUS VICTOR : il dit seulement qu'Enée tua Turnus.

(2) Ceci est raconté dans le III. Livre de l'Iliade d'HOMERE.

(3) Le fait se trouve dans un fragment de THEOPHILE , ancien Auteur , cité par STOBÉE , Sermon VII. Voyez les Miscellanea Laconica de MEURSIUS , Lib. IV. Cap. XIII.

(4) Voyez ci-dessus , Chap. IV. de ce dernier Livre.

(5) Toutes ces raisons , (dit Mr. BUDDE'US , Jurispr. Historic. Specim. §. 23.) ou ne prouvent rien , ou prouvent en même tems , qu'il n'est jamais permis d'exposer sa vie dans un Combat , quel qu'il soit. Et c'est ce qu'a déjà avoué GRASWINCKEL , dans sa Défense de notre Auteur contre FELDÉN , pag. 259. Voyez ce que je dirai tout-à-l'heure , dans la Note 7.

(6) C'étoit l'usage superstitieux des anciens Allemands , qui appelloient ces sortes de Combats *Judicia Dei* , ou *Ordalia*. Voyez FRANÇOIS HOTOMAN ,

Obf. III. comme aussi la Dissertation de Mr. BUDDE'US , que je viens de citer , §. 25. celle de Mr. HERTIUS , De Consultat. Legg. & Judiciis in Specialib. Rom. Germ. Imp. Rebuspubl. §. 21. Tom. II. Opusc. pag. 459 , 460. & une de Mr. SLICHER , intitulée , De debita ac legitima Vindicatione Existimationis &c. imprimée à Amsterdam en 1717. pag. 37 , & seqq.

(7) Cette exception fait voir , que la chose en elle-même n'est point mauvaise , & que tout le mal consiste en ce qu'on expose sans nécessité sa vie , ou celle des autres , au hazard d'un Combat singulier ; ce qui seroit illicite , quand même on le seroit sans aucun accord. Le désir de finir la Guerre , qui a toujours de si fâcheuses suites , même pour le parti victorieux , est si louable , qu'il peut même excuser , sinon justifier entièrement , ceux qui s'engageroient ou qui engageroient imprudemment les autres dans un Combat de cette nature. Il me semble du moins , qu'en ce cas-là ceux qui combattent , non de leur pur mouvement , mais par ordre de l'Etat , sont tout-à-fait innocens ; car ils ne sont pas plus obligés d'examiner , si l'Etat agit prudemment ou non , que quand on les envoie à un Affaire , ou à une Bataille rangée.

(8) Mais il y a une grande différence entre ces exem-

grand présent de la Libéralité Divine. Si l'on fait la Guerre pour un sujet qui le mérite, comme s'il s'agit de la conservation d'un grand nombre d'Innocens, il faut agir de toutes les forces. (e) Prendre le parti de s'en rapporter à un Combat arrêté, comme si le succès devoit être une preuve de la bonne cause, (6) ou une punition de la Justice Divine, c'est une folie & une superstition.

(e) *Thom. Aqu. II. 2. Qu. 95. art. 8. & ibi Cajetan.*

4. Il n'y a qu'un seul cas, où ces sortes de Combats décisifs peuvent être innocens & légitimes d'une part seulement, (7) c'est lors que sans cela il y a toutes les apparences du monde que celui, dont la cause est injuste, fera victorieux, & fera ainsi périr un grand nombre de personnes innocentes : car alors on ne sauroit blâmer raisonnablement celui qui choisit la manière de combattre où il peut espérer le plus vraisemblablement un bon succès.

5. Il est vrai aussi, qu'il y a des choses, qui, quoique mauvaises en elles-mêmes & par rapport à celui qui les fait, peuvent être innocemment permises par d'autres, pour éviter de plus grands maux, qui sans cela sont inévitables; en sorte que la permission n'importe point alors une approbation, toujours vicieuse. (8) C'est ainsi qu'on tolère en plusieurs endroits les Usuriers, & les Courtisanes.

6. Ce que nous avons donc dit (f) ci-dessus, en traitant des moyens de prévenir la Guerre, que, si deux Princes, qui prétendent l'un & l'autre à la Couronne, sont disposés à vider leur différend par un Combat singulier, le Peuple peut le (9) permettre, pour éviter un plus grand malheur dont il est menacé; cela, dis-je, peut être appliqué ici, où il s'agit des moyens de terminer une Guerre. C'est ainsi que (g) *Hydus* fit un appel à *Eurythée*; & *Cyrus* (h) au Roi d'*Assyrie*. *DENYS d'Halicarnasse* fait dire à *Metius*, (10) qu'il ne feroit pas injuste que les Princes eux-mêmes vuidassent (11) leurs différends par les armes, s'il s'agissoit de leur puissance ou de leur dignité, & non pas de celle de leurs Peuples. Nous lisons aussi, (i) que l'Empereur *Héraclius* se battit en Combat singulier avec le fils de *Cosroez* Roi de *Perse*.

(f) *Liv. II. Chap. XXIII. §. 10.*

(g) *Euripid. Heracl. vers. 804, & seq.*

(h) *De Cyr. instit. Lib. V. Cap. 3. §. 4.*

(i) Voyez *Aimoin. Lib. IV. C. 21. & Fredegar. Cap. 64.*

§. XLIV. AU RESTE, ceux qui remettent ainsi la décision de leur différend au succès d'un Combat, peuvent bien, s'ils ont quelque droit, s'en dépouiller eux-mêmes; mais ils ne sauroient, lors qu'il s'agit d'un Royaume qui n'est point Patrimonial, donner par là aucun droit à un autre, que nous supposons n'en avoir point. Il faut donc, afin que l'accord soit valable, un consentement (1) & du Peuple, & des personnes déjà

déjà

exemples, & le cas dont il s'agit. Lors qu'on tolère les Usuriers, ou les Courtisanes, cette tolérance par elle-même n'emporte aucune approbation : c'est une simple impunité, que les Loix & le Magistrat peuvent & doivent souvent accorder, à l'égard de plusieurs choses vicieuses. Mais les Combats arrêtés de part & d'autre, sont tels de leur nature, qu'ils ne sauroient avoir aucun effet, sans être autorisés positivement par l'Etat. De sorte que, si les raisons de notre Auteur étoient bonnes, l'Etat ne pourroit jamais, je ne dirai pas ordonner de son pur mouvement de tels Combats, mais encore les permettre aux Champions, qui s'offriroient d'eux-mêmes; puis que cette permission emporte toujours une approbation, & vaut autant qu'un ordre exprès.

(9) Voyez la Note précédente.

(10) *Ιλέγω, ὅτι τοῖς μὲν ἡγμένοις τῶν στρατοπέδων, ὅταν ἰσὺον κατασκευάζονται δύνασιν, καλὸς ἢ ἀναγκαῖον εἶναι ὁ περὶ τῆς ἀρχῆς πρὸς ἀλλήλους ἀγωνίᾳ ταῖς δὲ πόλεσιν αὐταῖς, ἐπειρῶν περὶ τῶν πρωτείων διαφεύγεται πρὸς ἀλλήλους, ἢ μόνον σφαιλερός, ἀλλὰ καὶ αἰσχυρός ὁ διὰ μάχης κίνδυνος* &c. *Antiq. Rom. Lib. III. Cap. XIII.* Il paroît par ce qui suit, que la question n'y est nullement décidée par les principes & les rai-

ΤΟΜ. II.

sons de notre Auteur. Car le Chef des *Albains* refuse le Combat d'un à un, & veut qu'on fasse battre trois contre trois, parce, dit-il, que le nombre de trois renferme un commencement, un milieu, & une fin : *Ἀρχὴν τε, καὶ μέσον, καὶ τελευτὴν ἔχοντα [τὸν ἀριθμὸν] ἐν ἑαυτῷ.* Voilà une belle moralité!

(11) C'est ce que les Habitans de la Ville d'*Andrinople* répondoient à *Mahomet*, en parlant de lui & de *Musa Zeleb*; au rapport de *LEUNCLAVIUS*, *Lib. XI. Cunibert*, Roi des *Lombards*, appella ainsi en duel le Roi *Alachis*: *PAUL. WARNÆFRED. Lib. V. Pharnacis* vouloit se battre avec le Chef des *Sauromates*, pour voir qui auroit le Château de *Cheyson*; afin que leur dispute n'exposât pas aux dangers de la Guerre un grand nombre de gens. *CONSTANTIN. Porphyrogenet. Cap. De Castro Cheysonis.* Voyez un exemple de Combat singulier, au sujet du Royaume, dans l'Histoire du *Danemarck*, de *PONTANUS* [*Lib. V. pag. 151. Edit. Amst. 1631.* où les Champions étoient *Edmond & Canut.*] & ce que les Historiens disent des défis que se firent l'Empereur *Charles-Quint*, & *François I.* Roi de France. *GROTIUS.*

§. XLIV. (1) Quelques Commentateurs veulent que ce consentement ne soit point nécessaire, parce, di-

Kkk

sent-

déjà nées qui ont quelque droit à la Succession. En matière même de (2) *Fiefs*, qui ne sont pas francs, le consentement du Seigneur est absolument nécessaire.

§. XLV. 1. DANS ces sortes de Combats, il y arrive souvent des cas, qui fournissent occasion de disputer, lequel des Champions (1) doit être tenu pour Vainqueur. Sur quoi je dis, que, quand il y a plusieurs Combattans de part & d'autre, il faut que ceux d'un côté soient tous tuez ou mis en fuite, pour pouvoir être regardez comme vaincus. Et je parle de la fuite, aussi bien que de la mort : car c'est ainsi que TITE LIVE (2) donne pour preuve que l'on se reconnoît vaincu, le parti qu'on prend de (a) se retirer dans son País ou dans ses Villes.

(a) Voiez aussi Guicciardin, Liv. II.

2. Trois célèbres Historiens, HE'RODOTE, THUCYDIDE, POLYBE, nous fournissent chacun un exemple de disputes survenues touchant la victoire. Le cas rapporté par le premier, regarde seul les Combats arrêtez de part & d'autre : mais, si l'on y fait bien attention, on trouvera que, dans ce cas, aussi bien que dans les deux autres, les Combattans sont sortis du Combat sans qu'il y ait eû de part ni d'autre une véritable victoire. Car ceux d'Argos, dont il s'agit dans HE'RODOTE, (b) ne furent point mis en fuite par Othryade, mais ils se retirèrent à l'entrée de la nuit, se croyant vainqueurs, & à dessein d'en aller porter la nouvelle à leurs gens. Ceux de

(b) Lib. I. Cap. 82.

Corfou, dont parle (c) THUCYDIDE, ne mirent pas non plus en déroute les Corinthiens, mais après s'être battus avec avantage, ayant apperçû la Flotte des Athéniens, qui paroissoit forte, se retirèrent sans vouloir éprouver leurs forces contre elle. Enfin, Philippe, Roi de Macédoine, avoit bien pris un Vaisseau d'Attale, & un Vaisseau abandonné par ceux de la Flotte : mais il ne fit rien moins que de mettre en fuite la Flotte entière. Aussi, comme le remarque POLYBE, (d) il faisoit plus le Vainqueur, qu'il ne croioit l'être.

(c) Lib. I. Cap. 51. & 54.

(d) Lib. XVI. Cap. 1.

3. Pour ce qui est d'être demeuré maître des dépouilles de l'Ennemi, ou de (3) lui avoir permis d'enterrer ses morts, ou de lui avoir présenté de nouveau le combat ; quoique ces circonstances soient alléguées dans les Auteurs, que je viens de citer, & quelquefois aussi dans TITE LIVE, elles ne prouvent rien par elles-mêmes, & elles ne méritent d'entrer en considération, qu'autant qu'elles servent conjointement avec d'autres indices, à montrer la fuite des Ennemis. Et certainement, dans un doute, la plus forte présomption est, que celui qui se retire s'enfuit. Mais il n'y a point d'ailleurs de preuves certaines de la victoire, les choses demeurent dans l'état où elles étoient avant

sont-ils, que le Roi d'un Roiaume non-Patrimonial aiant droit de faire la Guerre & la Paix, a aussi, par une fuite nécessaire, celui de terminer la Guerre comme il le juge à propos pour le Bien Public. Mais la conséquence n'est pas juste. Car par cela même que les Loix Fondamentales, ou plutôt la nature d'un Roiaume non-Patrimonial ôtent au Roi le pouvoir d'aliéner validement la Couronne par son consentement seul ; par cela même, dis-je, le droit de faire la Paix renferme l'exception du cas où il s'agiroit d'aliéner le Roiaume.

(2) *In Feudis non liberis*. Notre Auteur emploie ici cette distinction de *Fiefs francs*, & *non francs*, dans un sens impropre, comme il a déjà fait ailleurs. Voiez ce que j'ai dit sur Liv. I. Chap. III. §. 23. num. 2.

§. XLV. (1) Il y a un vers d'ENNIUS, qui porte, que, pour être bien Vainqueur, lors même qu'on a le dessus, il faut que le Vaincu se reconnoisse tel :

Qui vicit, non est victor, nisi victus fatetur.

Voiez SCALIGER, sur FESTUS, au mot *Herbam do*. GROTIUS.

Le passage d'ENNIUS se trouve dans le Recueil de HIERÔME COLUMNA, pag. 133. Ed. Anst. où l'on peut voir la Note de ce Commentateur.

(2) *Pulsique quon in fines suos se recepissent* [Æqui] &c. Lib. III. Cap. I. num. 12. *In oppida sua se recepere, uti sua popularique passi* &c. Ibid. Cap. II. num. 10.

(3) PLUTARQUE dit, que cette permission demandée par les Thébains après une Bataille, assûra la Victoire à Agésilas : *ὅτε δὲ ἔπεισαν οἱ πολέμιοι νεκρῶν ἀναίρεσιν αὐτῆντες, ἐπεισάτο, καὶ τὴν νίκην οὕτως ἐκβεβαίωσαν* &c. In Vit. Agesil. (pag. 606. B.) Le même Historien remarque ailleurs, que ceux qui avoient obtenu la permission d'enterrer leurs Morts, étoient censez, selon l'usage reçu, avoir renoncé à la Victoire, & qu'ils ne pouvoient point en ériger de Trophée : *καίτοι κατὰ νόμον τινα καὶ συνήθειαν ἔδοκον οἱ νεκρῶν ὑποσπόνδων λαβόντες ἀναίρεσιν, ἀπολέγισθαι τὴν νίκην καὶ τροπαίων ἵσταναι τὰς τῆς τυχούσας, καὶ ἐνδεσμοῖς ἔν*. In Vit. Nicie, (pag. 527. A. B. GROTIUS.

§. XLVI. (1) *Arbitrorum enim genera sunt duo: unum ejusmodi, ut, siue æquum sit, siue iniquum, parere debeamus; quod observatur, quum ex compromisso ad arbitrium itum est: alterum ejusmodi, ut ad boni viri arbitrium redigi debeat* &c. DIGEST. Lib. XVII. Lib. II. Pro Socio, Leg. LXXVI.

(2) Ceux-ci, selon les idées du Droit Romain, sont choisis d'ordinaire par les Parties, pour juger & déterminer.

avant le Combat; & il faut ou en revenir à la Guerre, ou faire de nouvelles conventions pour la terminer.

§. XLVI. 1. ON prend quelquefois pour cela la voie des ARBITRES, qui sont de deux sortes, comme nous l'apprend le Jurisconsulte PROCULUS: (1) Car il y en a, au jugement desquels on doit se soumettre, soit que la Sentence se trouve juste ou injuste; & cela a lieu, ajoute le Jurisconsulte, lors que l'Arbitrage est fondé sur un Compromis. Il y a aussi des Arbitres (2) dont le jugement n'a de force qu'autant qu'il est conforme à ce qu'un homme de bien & équitable doit prononcer: aussi est-il sujet à être redressé sur ce pié-là. Voici un exemple de la dernière sorte d'Arbitrage, dans la décision suivante du Jurisconsulte CELSE: (3) *Si un Affranchi*, dit-il, *a promis avec serment autant de travail & de service que son Patron le condamneroit à en faire; la condamnation du Patron n'aura son effet, qu'autant qu'elle sera équitable & raisonnable.* Cette interprétation d'un tel serment ne s'accorde point avec la simplicité des termes considérez en eux-mêmes: mais les Loix Romaines ont pu l'autoriser.

2. Quoi qu'il en soit, il est certain qu'on peut prendre des Arbitres sur l'un ou l'autre pié, ou comme simples Médiateurs, tels que le furent autrefois (4) les *Athéniens* entre ceux de *Rhodes* & *Démétrius*; ou comme Juges, à la Sentence desquels on doit absolument se soumettre. C'est des derniers que nous avons à traiter ici, comme c'est d'eux que nous avons (a) parlé ci-dessus, en expliquant les divers moïens de prévenir une Guerre.

(a) Liv. II.
Chap. 23. §. 8.

3. Les Loix Civiles peuvent permettre, & elles ont permis en certains endroits, d'appeller de la Sentence même de ces sortes d'Arbitres; & de se plaindre du tort qu'on reçoit par là: mais (5) entre Rois & Peuples cela ne fauroit avoir lieu, parce qu'il n'y a point ici de Puissance Supérieure, qui ait le pouvoir d'empêcher l'engagement d'une Promesse, ou de le rompre. Il faut donc en passer par ce qui a été jugé, (6) juste ou non: car autre chose est de dire comment un Arbitre doit se comporter dans son jugement; & autre chose, de dire à quoi sont obligez l'un envers l'autre ceux qui ont passé un Compromis entre ses mains.

§. XLVII. 1. POUR savoir en quoi consiste le Devoir d'un Arbitre, il faut considérer s'il a été choisi & établi en qualité de Juge, proprement ainsi nommé, ou si on lui a donné un pouvoir plus étendu, qui, selon SENEQUE, est en quelque façon essentiel à tout Arbitrage. Une bonne Cause, dit ce Philosophe, (1) semble être en meilleures

terminer quelque chose qui a du rapport aux engagements d'un Contract: au lieu que les premiers sont pris pour terminer un différend.

(3) *Si Libertus ita juraverit, Dare se, quot operas Patronus arbitratus sit, non aliter ratum fore arbitrium Patroni, quam si æquum arbitratus sit.* DIGEST. Lib. XXXVIII. Tit. I. De operis Libertorum, Leg. XXX. Voyez CUYAS, sur la Loi 43. du Titre du DIGESTE, De Verborum obligationibus, Tom. I. Opp. Ed. Fabroti. pag. 1224, & seq.

(4) Voyez PLUTARQUE, dans la Vie de *Démétrius*, pag. 899. A.

(5) Voyez MARIANA, Hist. Hisp. Lib. XXIX. 15. BEMBUS, Lib. IV. [Fol. 62. où il s'agit d'un Arbitrage entre les *Florentins* & les *Vénitiens*, dans lequel ceux-ci avoient nommé *Hercule*, Duc de *Ferrare*.] Il y a plusieurs exemples de Traitez de Paix faits par le moiën d'Arbitres, dans CROMER, Hist. Polon. Lib. X. XVI. XVIII. XXI. XXIV. XXVII. XXVIII. On en trouve aussi dans l'Histoire de *Danemarck*, de PONTANUS, Lib. II. Voyez encore ceux que nous avons allégués ci-dessus, Liv. II. Chap. XXIII. §. 8. GROTIUS.

(6) On peut appliquer ici ce que dit PLINIE, que quand on a pris quelqu'un pour Juge, on lui donne

pouvoir de juger absolument & sans appel: *Adeo summum quisque causæ suæ judicem facit, quemcumque elegit* &c. Hist. Nat. Præfat. GROTIUS.

Nôtre Auteur suppose sans doute, qu'il n'y ait point de fraude ou de collusion de la part d'un Arbitre. Voyez PUFENDORF, Droit de la Nat. & des Gens, Liv. V. Chap. XIII. §. 4. qu'il faut conférer sur toute cette matière.

§. XLVII. (1) *Ideo melior videtur conditio causæ bonæ, si ad Judicem, quam si ad Arbitrum mittitur: quia illum formula includit, & certos, quos non excedat, terminos ponit; hujus libera, & nullis adstricta vinculis, religio, & detrahare aliquid potest, & adicere, & sententiam suam non prout lex aut justitia suadet, sed prout humanitas & misericordia impulit, regere.* De Benefic. Lib. III. Cap. VII. Mais l'équivoque du mot Latin, *Arbiter*, a ici trompé nôtre Auteur. Il ne s'agit point d'Arbitres, proprement ainsi nommez, mais de véritables Juges, qui, dans les affaires de bonne foi, comme parle le Droit Romain, devoient prononcer selon les maximes de l'Équité, & non pas selon la rigueur du Droit; ainsi que je l'ai remarqué ailleurs. Voyez le Traité de Mr. NOODT, De Jurisd. & Imp. Lib. I. Cap. XIII.

leurs mains, lors qu'on la renvoie à un Juge, que quand elle est remise à la décision d'un Arbitre. Car le Juge est lié par les formules, qui lui prescrivent certaines bornes, au delà desquelles il ne sauroit aller : au lieu que l'Arbitre ayant pleine liberté de juger selon sa conscience, peut ajouter ou retrancher quelque chose, & prononcer non selon les Loix ou les règles rigoureuses de la Justice, mais suivant ce que lui dicte l'Humanité ou la Compassion. ARISTOTE remarque aussi, (2) qu'il est d'un homme équitable & raisonnable, d'aimer mieux prendre des Arbitres, que de plaider : Car, ajoute-t-il, un Arbitre a égard à l'Equité, au lieu qu'un Juge se règle uniquement sur la Loi. Et c'est aussi pour donner lieu à l'Equité, qu'on a inventé l'usage des Arbitres. Par l'Equité le Philosophe n'entend pas proprement ici, comme il fait ailleurs, cette partie de la Justice, qui restreint la généralité des termes d'une Loi, en suivant l'esprit & l'intention du Législateur : (car un Juge même a pouvoir d'expliquer ainsi les Loix) mais, dans le sens dont il s'agit, on appelle équitable tout ce qu'il est mieux de faire, que de ne pas faire, encore même qu'on n'y soit point obligé par les règles de la Justice proprement ainsi nommée.

(a) I. Corinth. Chap. VI.

2. Les Particuliers & les Concitoiens prennent souvent des Arbitres sur ce pié-là ; & l'Apôtre ST. PAUL (a) en recommande particulièrement l'usage aux Chrétiens. Mais, dans un doute, on ne doit pas présumer que les Parties aient accordé à l'Arbitre un si grand pouvoir. Car quand il y a quelque obscurité, on prend (3) toujours le parti qui donne le moins d'étendue aux choses dont il s'agit. Cela a lieu sur tout entre Souverains, qui ne reconnoissant point de Juge commun, sont censés avoir astreint l'Arbitre à suivre les mêmes règles que les Juges suivent ordinairement.

§. XLVIII. IL FAUT remarquer pourtant, que les Arbitres nommez par des Peuples ou par des Puissances Souveraines, doivent (1) prononcer sur l'affaire principale, & non pas sur le possessoire. (2) Car les Jugemens sur le Possessoire ne sont que de Droit Civil : & le droit de posséder suit la Propriété, par le Droit des Gens. C'est pourquoi, pendant que la cause est par devant les Arbitres, les choses doivent demeurer dans l'état où elles étoient, tant pour ne former aucun préjugé en faveur de l'une ou de l'autre des Parties, que parce qu'il est difficile de recouvrer ce dont on a été une fois dépouillé. TITE LIVE nous fournit un exemple de l'observation de cette

(2) Καὶ τὸ εἰς διαίταν μᾶλλον, ἢ εἰς δίκην βέλεσθαι ἔχει· ὁ γὰρ Διαίτητής τὸ ἐπιεικὲς ὁρᾷ· ὁ δὲ Δικαστής, τὸν νόμον· καὶ τὰς ἐν ἐκείνῃ Διαίτητὶς εὐρέθει, ὅπως τὸ ἐπιεικὲς ἴσχυει. Rhetoric. Lib. I. Cap. XIII. in fin.

(3) Semper in obscuris, quod minimum est, sequimur. DIGEST. Lib. L. Tit. XVII. De divers. Reg. Jur. Leg. IX.

§. XLVIII. (1) C'est ce que disoit le Duc de Savoie, dans la dispute qu'il eut au sujet du Marquisat de Saluce. Voyez DE SERRES [ou plutôt son Continuateur] dans le Règne d'Henri IV. GROTIUS.

(2) Mais voyez ce qui a été dit, dans le Chapitre de PUFENDORF, que j'ai cité, §. 6.

(3) Eodem anno inter Populum Carthaginiensem & Regem Masinissam in re praesenti disceptatores Romani de agro fuerunt . . . Legati possessionis jure non mutarunt, causam integram Romani ad Senatum rejecerunt. Lib. XL. Cap. XVII. num. 1. 6.

§. XLIX. (1) Les Grecs appellent cela : Ἐπιτρέπειν τὰ κατ' αὐτόν. Et les Latins, Permittere de se arbitrium : comme il paroît par la demande que l'on fit aux Etoliens, dans le Sénat Romain, au rapport de TITE LIVE : Interrogati ab uno Senatore, permittentur arbitrium de se Populo Romano &c. Lib. XXXVII. (Cap. XLIX. num. 4.) GROTIUS.

(2) Que les Carthaginois (dit-il) se remettent à

notre discrétion, comme vaincus, & de même que plusieurs l'ont fait jusqu'ici : nous verrons après cela ce que nous aurons à faire ; & tout ce que nous leur aurons accordé, ils nous en sauront gré, puis qu'ils ne pourront pas le regarder comme l'effet d'un Traité conclu avec eux. Or cela fait une grande différence. Car tant que nous traiterons avec eux, ils manqueront de parole, comme ils ont fait par le passé, parce qu'ils trouveront toujours quelque prétexte d'une lésion qu'ils prétendront souffrir contre le Traité même ; les termes étant toujours susceptibles de quelque ambiguïté, qui donne lieu à contestation. Au lieu que, s'ils se rendent, & que nous les désharmions & nous rendions maîtres de leurs personnes ; ils verront alors qu'ils n'ont rien à eux, ils s'humilieront, & recevront avec plaisir tout ce que nous leur laisserons, comme donné du bien d'autrui. Ἀλλ' ἐπιτρέψατοσαν ἡμῖν αὐτὰς νόμον περικραμενόν, ὡς πολλοὶ σφας ἐπέτρεψαν σκευόμεθα ὁ ἡμεῖς : καὶ, ὅτι ἂν δώμεν, ἔσονται χάριν, ἔχει συνθήκην νομίσασιν ἵνα διαφέρει δὲ τούτων ἐκάτεροι ὅδε : ἡμεῖς μὲν συντίθενται, παραβήτοισι, κατὰ πρᾶξιν καὶ πάλαι, πρόσθεν αἰεὶ τινὰ τῶν συνθηκῶν φέροντες, ὡς ἐν αὐταῖς ἐκλιόμενοι : τὰ δ' ἀμφιλόγητα, εὐπερὶ φάσις· ἵταν δὲ παραδῶσιν αὐτοῖς, καὶ τὰ σώματα ἐφ' ἡμῖν γίνηται, καὶ πεισθῶσιν ὅτι μηδὲν αὐτοῖς ἐστὶν ἰδίον, τὰ μὲν φε-

cette maxime, dans l'arbitrage entre les Carthaginois & Massiniss: (3) Les Députés, dit-il, n'immovèrent rien, à l'égard du droit de la Possession.

§. XLIX. 1. IL Y A une autre manière de se soumettre au jugement de quelcun, pour finir la Guerre, c'est de donner à l'Ennemi plein pouvoir de disposer de nous: par où (1) on se rend à discrétion, & l'on devient sujet de celui à qui on se rend; comme cela est bien expliqué dans un Discours de P. Cornelius Lentulus, rapporté par APPIEN d'Alexandrie, (2) & où il s'agit des Carthaginois, qui demandoient à traiter avec les Romains, vers la fin de la Seconde Guerre Punique.

2. Mais ici encore il faut distinguer entre ce que le Vaincu doit se résoudre à souffrir, & ce que le Vainqueur peut faire ou à la rigueur, ou sans manquer à quelcun de ses devoirs, ou sans rien exiger qui soit indigne de lui.

3. Le Vaincu, du moment qu'il s'est rendu à discrétion, doit tout souffrir, puis que dès-là il est devenu Sujet, & qu'à considérer (3) le Droit externe de la Guerre, il est réduit à une telle condition, qu'on peut le dépouiller de tout, de la Liberté personnelle, & même de la Vie, à plus forte raison des biens, non seulement publics, mais encore de ceux qui sont aux Particuliers; comme il paroît par un passage de TITELIVE, que nous avons (a) déjà cité, & auquel on peut en ajouter (4) d'autres du même Auteur. Il est même permis quelquefois de faire mourir ceux qui se sont rendus, comme nous l'avons (b) établi ailleurs.

(a) Chap.
VIII. de ce
Liv. §. 4.
(b) Chap.
XI. de ce Liv.
§. 16.

§. L. 1. CEPENDANT, pour ne commettre aucune injustice, le Vainqueur doit prendre garde, premièrement, de ne faire mourir personne, à moins qu'il ne l'ait mérité par quelque crime: comme aussi de n'ôter rien à qui que ce soit, qu'en conséquence d'une juste punition. En se tenant même dans ces bornes, (1) il est toujours honnête de pancher, autant que nôtre propre sûreté le permet, du côté de la clémence & de la libéralité; quelquefois même les circonstances peuvent être telles, qu'on y soit obligé indiffensablement par les règles de la Vertu.

2. Nous avons rapporté ailleurs (a) ce mot de TACITE, Que c'est toujours une belle manière de mettre fin à la Guerre, quand on pardonne aux Vaincus. DIODORE de Sicile fait parler ainsi Nicolas de Syracuse, au sujet des Athéniens: (2) Ils se sont rendus à nous avec leurs armes, comptans sur la clémence du Vainqueur: ce seroit donc

(a) Chap.
XV. de ce
Liv. à la fin.

1012

νήματα αὐτῶν καταβήσεται, ἀγαπήσει δ' αὖ, τι ἂν παρ' ἡμῶν λάβωσιν ὡς ἀδελφεῖον. De Punic. Bell. (pag. 34. Edit. H. Steph.) GROTIUS.

(3) En effet, ce n'est pas simplement comme devenu Sujet du Vainqueur, que le Vaincu peut être ainsi traité. Nôtre Auteur est bien éloigné de croire, que ceux qui, dans une extrême nécessité, par exemple, se rendent eux-mêmes Sujets de quelcun, qui n'étoit point leur Ennemi, & lui donnent le Pouvoir le plus absolu, (ce qu'on exprime en Latin par *dedere se*: Voyez ci-dessus, Liv. II. Chap. V. §. 31.) que ceux-là, dis-je, consentent qu'il dispose à sa fantaisie de leurs biens & de leur Liberté personnelle, moins encore de leur vie. Je remarque cela, parce que quelques Ecrivains ont cru mal-à-propos, que nôtre Auteur confondoit ces deux manières très-différentes de se donner à quelcun.

(4) C'est ainsi qu'il dit, que les Etoliens craignoient qu'on ne les maltraitât en leurs propres personnes: *Et permisso libero arbitrio, ne in corpora sua sciretur, metuebant.* TIT. LIV. Lib. XXXVII. (Cap. VII. num. 1.) On peut rapporter ici ce que le même Historien remarque ailleurs, que c'étoit la coutume des Romains, quand ils ne vouloient faire aucun Traité ni de Paix ni d'Amitié avec quelque Peuple, de le poursuivre par les armes, jusqu'à ce qu'il se fût rendu avec tous les

droits, divins & humains, qu'il eût donné des Otages, rendu les armes, & reçu garnison dans ses Villes: *Mos vetustus erat Romanis, cum quo nec fœdere nec aquis legibus jungerentur amicitia, non prius imperio in eum, tanquam pacatum, uti, quam omnia divina humanaque dedisset, obsides accepti, arma adempta, præsidia urbibus imposita forent.* (Lib. XXVIII. Cap. XXXIV. num. 7.) GROTIUS.

Nôtre Auteur citoit le dernier passage, comme étant du Livre VII. de l'Historien Romain. C'est qu'en le rapportant, il l'avoit pris des *Semestrii* de PIERRE DU FAUR, Lib. I. Cap. VII. pag. m. 43. où cette fausse citation se trouve, avec une autre d'un autre Livre de TITELIVE.

§. L. (1) Voyez-en un exemple remarquable, de Ferdinand, Roi de Léon, dans MARIANA, Lib. XI. Cap. XV. Et rappelez ici ce que nous avons dit dans le Chap. XI. de ce dernier Livre, §. 14, 15. GROTIUS.

(2) Παρέδωκαν γὰρ αὐτὲς μετὰ τὸν ὅπλον, πιστεύσαντες τῇ τῶν κρατῶντων ἐννομίᾳ, διότι περ ἐκ ἀξίου αὐτὰς τῆς ἡμετέρας ψευδοῦναι φιλανθρωπίας. . . . Τὶς γὰρ Ἐλλᾶδι τὰς παλαιὰς αἰετὲς, καὶ τῇ τῶν κρατῶντων ἐννομίᾳ πιστεύσαντας, ἀπαραιτήτως τιμωρίας ἤεν; Lib. XIII. Cap. XXI. & XXIII. pag. 342. 343. Edit. H. Steph.

une chose indigne, qu'ils fussent trompez par la confiance qu'ils ont eue en notre bonté.... Eut-il jamais Grec, qui ait cru qu'on doit punir sans miséricorde ceux qui se sont remis à la discrétion du Vainqueur? Quand Lucius Antonius se vint rendre à César Octavins, celui-ci lui tint ce langage, au rapport d'APPIEN d'Alexandrie: (3) Si vous étiez venu pour traiter avec moi, je vous aurois fait voir que j'étois Vainqueur & offensé: mais puis que vous vous remettez à ma discrétion, vous & vos Amis, avec votre Armée, vous désarmez ma colère, vous m'ôtez même le pouvoir, que vous auriez été contraint de me donner, si nous eussions fait ensemble un accord. Car en même tems que je pense à ce que vous méritez, j'ai à considérer ce qu'il me convient de faire; & je suis résolu de prendre le dernier parti.

(b) Tradere se in fidem.

(c) Tradere se infidem & clementiam.

(d) Excerpt. Legat. 13.

(e) Lib. XXXVI. Cap. 28.

3. On trouve souvent (4) dans l'Histoire Romaine cette manière de parler, (b) Se remettre absolument à la bonne foi de quelqu'un, ou (c) Se remettre à sa bonne foi & à sa clémence. Par où l'on entend, se rendre purement & simplement; le nom de bonne foi n'emportant ici autre chose (5) que la probité du Vainqueur, à laquelle le Vaincu s'abandonne. Sur quoi il y a un fameux mal-entendu, que (d) POLYBE & TITE LIVE (e) rapportent. Phanéas, Ambassadeur des Etoliens, dans sa Harangue au Consul Manins en étoit venu jusqu'à lui dire: (6) Les Etoliens se remettent absolument à la bonne foi du Peuple Romain. Le Consul lui demanda, si c'étoit bien là le dessein des Etoliens: & l'Ambassadeur ayant répondu qu'oui, Manins demanda qu'on lui livrât sur le champ quelques personnes qui avoient allumé la Guerre. Phanéas repliqua: (7) Nous nous sommes remis à votre bonne foi, & non pas soumis à vous comme des Esclaves; & il ajouta, que ce n'étoit pas la coutume des Grecs d'exiger une chose comme celle qu'on ordonnoit aux Etoliens. Le Consul dit là-dessus, qu'il ne se mettoit point en peine de la coutume des Grecs: & que, selon l'usage des Romains, il avoit un pouvoir absolu sur ceux qui s'étoient rendus par délibération publique. Après quoi il fit incessamment mettre aux fers ces Ambassadeurs. Il y a dans POLYBE:

(8) Vous

(3) Σπονδὰς γὰρ μοι τιθέμενοι, ἔτυχες ἀν' ἡδικομένης καὶ νεικηκότες ἀσπονδοῦν δὲ αὐτὸν τε καὶ τὰς φίλας ἐπιτρέψαν ἡμῖν, καὶ τὸν στρατὸν, ἀφαιρῆν μὲν πᾶσαν ὄρμηκα, ἀφαιρῆν δὲ καὶ τὴν ἐξουσίαν, ἣν σπενδομένῳ ἀν' ἑδωκας [c'est ainsi que notre Auteur corrige avec raison, au lieu de ἑδωκα, qui est dans les Editions] ὑπ' ἀνάγκης συμπίπτει γὰρ οἷς ἄξιον ὑμᾶς παθεῖν, τὸ προσήκον ὡς ἐμὲ δικαίων ἐστὶ ποιεῖν ὃ δὴ προτιμήσω &c. De Bell. Civ. Lib. V. pag. 697. Ed. H. Steph.

(4) Par exemple, dans TITE LIVE: Legationes finitimas ab Eleunte, & Dardano, & Rheeteo, TRADENTES IN FIDEM civitates suas, benignè audivit. Lib. XXXVII. (Cap. IX. num. 7.) Paullo, ut se suaque omnia IN FIDEM ET CLEMENTIAM Populi Romani PERMITTERET, contendente. Lib. XLV. (Cap. IV. in fin.) GROTIUS.

On peut ajouter ce passage d'un autre Historien Romain, d'où il paroît, que c'étoit sans condition qu'on se rendoit ainsi: Mittuntur ad Imperatorem legati, qui Jugurtham imperata facturum, ac SINE ULIA PACATIONE sese regnumque suum IN ILLIUS FIDEM tradere. SALLUST. De Bell. Jug. Cap. LXVI. Ed. Waff.

(5) C'est la même chose, selon POLYBE, que se rendre à discrétion au Vainqueur: Παρὰ δὲ Ῥωμαίοις ἰσχυροῦσιν τὸ, τὸ εἰς τὴν ΠΙΣΤΙΝ Αὐτοῦ ἔγχειν, καὶ τὸ τὴν ἘΠΙΤΡΟΠὴν ΔΟΥΝΑΙ ΠΕΡΙ Αὐτοῦ τῷ ΚΡΑΤΟΥΝΤΙ. Excerpt. Legat. XIII. Les Grecs expriment cela ainsi: εἰς δίκην σφᾶς αὐτὰς παραδιδόναι, comme dans THUCYDIDE, Lib. III. (Cap. LXXVII.) DIODORE de Sicile dit: Καθ' αὐτῶν ἐπιτρέψαν ἐξουσίαν. Lib. XIV. GROTIUS.

Il y a dans le dernier passage, τὴν πᾶσαν καθ' αὐτῶν ἐπιτρέψαντες ἐξουσίαν. Biblioth. Histor. Lib. XIV. Cap. CXII. pag. 453. Edit. H. Steph.

(6) Διότι κείριται τοῖς Αἰτωλοῖς, σφᾶς αὐτὰς ἐγχειν εἰς τὴν Ῥωμαίων πίστιν. Ubi supra, (pag. 1116. Ed. Amst.) TITE LIVE l'exprime ainsi: Ita ad extremum finivit, ut diceret, Aetolos se suaque omnia fidei Populi Romani permittere. Lib. XXXVI. (Cap. XXVIII. num. 1.) GROTIUS.

(7) Non in servitutem, inquit [Phaenaeas] sed in fidem tuam nos tradidimus & certum habeo te imprudenti labi: qui nobis imperes, quæ moris Græcorum non sunt. Ad hæc Consul: Nec hercle, inquit, magnopere nunc curo, quid Aetoli satis ex more Græcorum factum esse censeant: dum ego more Romano imperium inhibeam in dedito modo decreto suo, ante armis victos. Itaque, ni properet fit, quod impero, vinciri vos jam jubeo: adferrique catenas, & circumfistere lictores jussit. TITE LIVE ubi supr. num. 4, 5, 6.

(8) Ἐτι γὰρ ὑμεῖς ἐλθνοκοπέετε, καὶ περὶ τῆς δούσης καὶ καθήκοντος ποιεῖσθε λόγον, δίδωκότες ἑαυτὰς εἰς τὴν πίστιν; Ubi supra.

(9) C'est ainsi que le Peuple Romain se modéra envers les Falisques, lors qu'il eut appris qu'en se rendant ils s'étoient soumis, non au pouvoir, mais à la bonne foi ou à la discrétion des Romains: Adversus quam [civitatem] servire cupiens Populus Romanus, postquam à Papyrio, cujus manu, jubente Consule, verba dditionis scripta erant, doctus est, Faliscos non potestati, sed fidei se Romanorum commississe, omnem ipsam placidè mente deposuit &c. VALER. MAXIM. Lib. VI. Cap. V. num. 1. Il est dit des Campanois, qu'ils s'étoient rendus

adus

(8) Vous parlez de devoir & d'honnêteté; mais ce n'est pas de quoi il s'agit, puis que vous êtes remis absolument à notre bonne foi. D'où il paroît, combien loin s'étend ce que l'on peut faire impunément, & sans violer le Droit des Gens, contre un Peuple qui s'est rendu de cette manière & en ces termes. Le Consul Romain n'usa (9) pas néanmoins de son pouvoir: car il relâcha non seulement les Ambassadeurs, mais encore il permit aux *Etolien*s de prendre une nouvelle délibération dans leur Assemblée.

4. On peut rapporter au devoir de celui, à qui quelcun s'est rendu sur le pié dont il s'agit, les paroles suivantes de SENEQUE: (10) *La Clémence*, dit-il, a une liberté illimitée de juger. Elle n'est point astreinte aux formules du Droit, mais elle prononce selon l'Équité: elle peut & absoudre, & condamner comme elle l'entend.

5. Au reste, il n'importe, à mon avis, que celui qui se rend dise qu'il se remet absolument à la sagesse, ou à la modération, ou à la compassion du Vainqueur. Ce ne font-là que des adoucissements d'expression: le fond de la chose subsiste toujours, c'est que le Vainqueur devient maître absolu de faire ce qu'il lui plaît.

§. LI. IL Y A néanmoins diverses manières de se rendre sous condition, qui se pratiquent ou en faveur de tout le Corps d'un Peuple, ou en faveur des Particuliers, comme quand ceux-ci stipulent (1) la vie sauve, ou la liberté personnelle, ou même la conservation (2) de quelques-uns de leurs biens. Lors qu'un Peuple se rend sur ce pié-là, il peut en résulter un mélange de Souveraineté; de quoi nous (a) avons traité ailleurs.

(a) Liv. I.
Chap. 3. §. 17.

§. LII. 1. ON joint quelquefois aux Traitez Publics, des Otages, & des Gages, qui en font une espèce d'accessoire.

2. Les OTAGES, comme nous l'avons (a) déjà remarqué, se donnent (1) ou de leur pure volonté, ou par ordre du Souverain. Car les droits de la Souveraineté s'étendent sur les (2) actions des Sujets, & non pas seulement sur leurs biens. Cela

(a) Chap.
IV. de ce Liv.
§. 14. & Chap.
XI. §. 18.

n'em-

pus purement & simplement, & non pas par accord: CAMPANORUM aliam conditionem esse, qui non federe, sed per deditionem, in fidem venissent. TIT. LIV. Lib. VIII. (Cap. II. num. 13.) GROTIUS.

Le dernier exemple regarde une autre manière de parler, dont notre Auteur a lui-même traité ci-dessus, Liv. I. Chap. III. §. 21. *mem. 3.*

(10) *Clementia liberum arbitrium habet: non sub formula, sed ex æquo & bono, judicat. & absolvere illi licet, & quanti vult, taxare litem.* De Clement. Lib. II. Cap. VII. Ceci encore fait allusion à la différence qu'il y avoit, selon le Droit Romain, entre *Judex*, & *Arbiter*; de quoi j'ai parlé dans la Note 1. sur le §. 47.

§. LI. (1) C'est ainsi que les Habitans de la Ville de Phocée, en se rendant à *L. Æmilius Regillus*, stipulèrent qu'on ne leur feroit aucun mal: *Tum portas aperuerunt, pacti, ne quid hostile paterentur.* TIT. LIV. Lib. XXXVII. Cap. XXXII. num. 10.

(2) Le Préteur Romain, dont je viens de parler dans la Note précédente, rendit aux *Phocéens* leur Ville, leurs Terres, la liberté de vivre selon leurs Loix: *Urbem, agrosque, & suas leges eis restituit.* TIT. LIV. *ibid.* num. 14. Il est vrai que l'Historien ne dit point, que ce fut par composition: mais rien n'empêche qu'en se rendant on ne stipule cela. Mr. THOMASius, dans sa Dissertation de *Sponsione Romanorum Numantina*, §. 12. soutient néanmoins qu'on ne sauroit alléguer aucun exemple d'une composition par laquelle le Vainqueur ait laissé à ceux qui se rendoient, quelque partie de leur Liberté Civile. Il fait là quelques autres remarques contre notre Auteur, que je n'examine

point; quoi qu'il semble n'avoir pas assez bien compris ses principes. Voyez ci-dessus, §. 49. Note 3.

§. LII. (1) Il y a aussi des Otages, qui ne sont donnés ni par le Souverain, ni par eux-mêmes, mais pris par l'Ennemi. C'est ainsi que *Joas* emmena pour Otages les Enfans d'*Amasia*, II. ROIS, Chap. XIV. vers. 14. *Alexandre le Grand* en prit trente mille, comme le rapporte QUINTE-CURCE, Lib. VIII. Cap. V. num. 1. & *Hannibal*, quatre mille, comme nous le voyons dans TITE LIVE, Lib. XXI. Cap. XXI. à la fin. On en trouve plusieurs autres exemples dans l'Histoire Ancienne: & rien n'est plus commun aujourd'hui, que de prendre des Otages par force, pour la sûreté des Contributions. Il y a bien de la différence, par rapport aux effets de droit, entre ces Otages, & ceux qui sont donnés par l'Etat. Car les premiers, à moins qu'ils n'aient donné parole de demeurer entre les mains de l'Ennemi, peuvent non seulement s'enfuir (ce que notre Auteur permet aussi aux autres, quoique sans une raison suffisante, comme nous le verrons plus bas) mais encore l'Etat peut les recevoir, de même que tout autre Prisonnier, qui s'est sauvé. C'est ce qu'a très-bien remarqué feu Mr. BATTIER, Professeur en Droit & Syndic à Bâle, dans une petite Dissertation De *Obsidibus, & eorum jure*, §. 12. Voyez ci-dessus, §. 53. Note 1.

(2) Et par conséquent l'Etat peut engager la liberté corporelle des Sujets; qui est tout ce que renferme par lui-même l'engagement des Otages. Voyez PUFENDORF, Droit de la Nat. & des Gens, Liv. VIII. Chap. II. §. 6.

(3)

n'empêche pourtant pas, que quand l'Etat, ou celui qui en est le Chef, usent de ce pouvoir, ils ne soient tenus de dédommager l'Otage, ou ses proches de ce qu'il souffre par là.

3. Que s'il est indifférent à l'Etat, laquelle de plusieurs personnes aille en Otage, il semble qu'alors on doit les faire tirer au fort.

4. Mais un Seigneur de Fief n'a pas droit de donner son Vassal pour Otage, à moins que le Vassal (3) ne soit en même tems son Sujet. Car l'hommage & l'obéissance que le Vassal lui doit, ne s'étendent pas jusques-là.

§. LIII. 1. Nous avons dit, qu'on peut faire mourir un Otage selon le Droit des Gens extérieur, mais non pas selon les règles de la véritable Justice, qui obligent en conscience; à moins que l'Otage ne se soit rendu coupable de quelque faute, qui mérite une telle punition.

2. Les Otages ne deviennent pas non plus Esclaves (1) par cela seul. Ils peuvent même, selon le Droit des Gens, avoir des biens, & les laisser à leurs Héritiers: quoique, par le Droit Romain, (2) leurs biens soient confisquez.

§. LIV. ON demande, s'il est permis à un Otage de se sauver? Il ne le peut certainement, s'il a donné sa parole ou dès le commencement, ou dans la suite, pour avoir plus de liberté. Autrement il semble que l'intention de l'Etat, en donnant quelqu'un pour otage, ne soit pas (1) de lui imposer l'obligation de ne pas s'enfuir, mais seulement de le remettre entre les mains de l'Ennemi, avec pouvoir de le garder comme il l'entendra. Et c'est par cette raison qu'on peut justifier l'action de (a) *Clélie*. Cependant, quoique cette illustre Fille n'eût point fait de mal en se sauvant, l'Etat qui l'avoit donnée pour otage, (2) ne pouvoit pas la recevoir & la retenir. Aussi voyons-nous que *Porcenna* (3) la redemanda, & que les *Romains* (4) la rendirent, comme une chose sans quoi le Traité auroit été rompu.

§. LV. I. L'OBLIGATION des Otages a quelque chose d'odieux, & parce qu'elle est contraire à la Liberté, & à cause qu'elle vient du fait d'autrui. Ainsi il faut ici expliquer le sens des termes d'une manière qui resserre, autant qu'il se peut, un tel engagement.

2. C'est pourquoi des Otages donnez pour un certain sujet, ne peuvent point être

re-

(3) Ou que cela n'ait été expressément stipulé dans l'acte d'investiture. Voyez CUIJAS, in *Feud.* Lib. II. Cap. VII. & ALBERIC GENTIL, *De Jure Bell.* Lib. II. Cap. XIX. pag. 397.

§. LIII. (1) On demande & l'on donne des Otages, pour sûreté de l'exécution de quelque engagement: or il suffit pour cela, que l'on puisse garder les Otages, comme on le juge à propos, jusqu'à l'accomplissement des choses convenues; il n'est nullement nécessaire, que les Otages deviennent Esclaves. Mais il n'en est pas de même de ceux qu'on prend, après s'être rendu maître par force d'une Ville: car ils doivent être regardez comme des Prisonniers, qui, selon l'usage reçu autrefois, devenoient Esclaves. Les Otages aussi, qui ont été donnez volontairement, si l'on vient à rompre les conventions, & à recommencer la Guerre, tombent dans la même condition, parce que dès-lors ils redeviennent Ennemis. C'est ce que remarque Mr. BATTIER, dans la Dissertation que j'ai déjà citée, (§. 19.)

(2) DIVUS COMMODUS *rescriptit*, *Obsidum bona, sicut captivorum, omnimodo in fiscum esse cogenda.* DIGEST. Lib. XLIX. Tit. XIV. *De Jure Fisci*, Leg. XXXI. Mais les Otages pouvoient tester, si le Peuple Romain ou l'Empereur le leur permettoit; ou s'ils avoient aquis le *jus togæ*, c'est-à-dire, le droit de Bourgeoisie Romaine. Voyez la Loi suivante du Titre qui

vient d'être cité; & CUIJAS sur la Loi XI. du Titre *Qui Testamenta facere possunt*, pag. 1068. col. 2. Tom. I. Opp. Ed. Fabrot. comme aussi le Traité de feu Mr. le Baron DE SPANHEIM, intitulé *Orbis Romanus*, II. 7. pag. 239, 240.

§. LIV. (1) Mais, dit Mr. BUDDÉUS, (dans sa Dissertation intitulée *Jurispr. Historica Specimen*, §. 56.) il faudroit pour cela, ou que l'intention de l'Etat ne fût point, que l'Otage demeurât entre les mains de celui à qui il le donne, ou que l'Etat n'eût pas le pouvoir d'obliger l'Otage à demeurer. Le premier est manifestement faux: car autrement l'Otage ne serviroit point de sûreté, & la convention seroit illusoire. L'autre n'est pas plus vrai: car si l'Etat, en vertu de son *Domaine éminent*, peut exposer la Vie même des Citoyens, pourquoi ne pourroit-il pas engager leur liberté? Mr. BATTIER, dans la Dissertation, que j'ai citée plus d'une fois, (§. 18.) se déclare aussi, & avec raison, contre le sentiment de notre Auteur: qui ne s'accorde pas même avec ce qu'il avoué, que l'Etat doit rendre les Otages fugitifs, comme le remarque ici Mr. VAN DER MUELEN.

(2) Voyez ce que PLUTARQUE dit là-dessus, dans la Vie de *Publicola*. VIRGILE parlant de l'action de *Clélie*, dit, qu'elle se sauva à la nage, aiant rompu ses liens:

retenus pour une autre cause : bien entendu qu'il s'agisse de quelque autre promesse faite sans qu'on se soit en même tems engagé à donner aucun Otage. Que si on a manqué de parole dans quelque autre chose, ou si l'on a contracté une dette pour quelque autre sujet ; les Otages donnez peuvent alors être retenus, non comme Otages, mais en conséquence de cette règle du Droit des Gens, (a) qui autorise à arrêter les Sujets pour le fait de leur Souverain. Mais on peut aussi prévenir cet inconvénient, en stipulant, par une clause expresse, que les Otages feront (1) rendus, aussi-tôt que ce pourquoi ils ont été donnez aura été effectué.

(a) Voyez ci-dessus, Chap. II. de ce Livre.

§. LVI. LORS que quelqu'un a été donné en Otage pour racheter un Prisonnier, ou un autre Otage, il est quitte de son obligation, du moment que cet autre vient à mourir. Car le droit de cette espèce de gage est éteint par la mort de la personne engagée, comme le décide ULP IEN (1) au sujet d'un Prisonnier racheté. Comme, dans le cas dont ce Jurisconsulte traite, la rançon, qui avoit été substituée en la place de la personne, cesse d'être due par sa mort : de même ici la personne, qui avoit pris la place de celui qui est venu depuis à mourir, n'est plus dès-lors dans aucune obligation. Ainsi Démétrius demandoit avec raison au Sénat Romain d'être relâché, après la mort d'Antiochus son Frère, pour qui il avoit été donné en otage, comme nous l'apprenons d'APP IEN (2) d'Alexandrie, & de (3) JUSTIN.

§. LVII. MAIS un Otage est-il libéré, après la mort du Roi, qui avoit conclu le Traité, pour cause duquel il a été remis entre les mains de l'autre Partie ? La décision de cette question dépend de savoir, si le Traité est personnel, ou réel : de quoi nous (a) avons parlé ailleurs. Car les Accessoires n'ont pas la vertu d'autoriser à s'éloigner de la règle dans l'interprétation de l'acte principal : & ils doivent suivre la nature de cet acte.

(a) Liv. II. Chap. XVI. §. 16.

§. LVIII. 1. A J O Û T O N S néanmoins ici en passant, que quelquefois les Otages sont au fond la Partie (1) principale, & non pas un simple accessoire de l'engagement. Cela a lieu, par exemple, lors que quelqu'un aiant promis par un accord le fait d'autrui, & étant tenu des dommages & intérêts au cas que ce qu'il promet ne s'exécute point, on donne des Otages en sa place : à quoi il semble que se réduisoit le Traité conclu près des Fourches Caudines, sans l'approbation du Peuple Romain, comme nous (a) l'avons remarqué ailleurs.

(a) Liv. II. Chap. XV. §. 16.

Et fluvium vinculis innaret Clœlia ruptis.

(Æn. VIII. 651.) ce que le Commentateur SERV I U S explique de l'engagement du Traité : *Sed vincula pro custodiis accipimus, aut certe pro fœderibus* &c. GROTIUS.

(3) *Quemadmodum, si non dedatur obses, pro rupto se fœdus habiturum* &c. TIT. LIV. Lib. II. Cap. XIII. num. 8.

(4) *Et Romani pignus pacis ex fœdere restituerunt* &c. Ibid. num. 9.

§. LV. (1) C'est-à-dire, encore même qu'il y ait quelque autre sujet, pour lequel on pourroit sans cela les retenir. Voilà quelle est manifestement la pensée de notre Auteur. Ainsi c'est mal-à-propos que ZIEGLER, & d'autres après lui, supposent le contraire ; puis qu'ils lui objectent, qu'une convention expresse n'auroit pas plus de force, que la convention tacite, par laquelle celui qui reçoit un Otage, s'engage toujours à le rendre, aussi-tôt que l'on aura effectué ce pourquoi on l'a donné.

§. LVI. (1) Voyez la Loi citée ci-dessus, Chap. IX. de ce Livre, §. 10. Note 7.

(2) *Ἐξήτει [ὁ Δημήτριος] τῆς γὰρ ὁμηρίας μόνον ἀπολῦσθαι, ὡς Ἀντίοχος μὲν ἀντιδοθεὶς, Ἀντίοχος δ' ἀποδανόντων*. De Bell. Syr. pag. 117. Ed. H. Steph.

(3) *Patrus ejus Demetrius, qui obses Romæ erat, cognovit*. T O M. II.

nità morte Antiochi fratris, Senatum adiit, Obsidemque se, vivo fratre, venisse; quo mortuo, cujus obses sit, se ignorare. Lib. XXXIV. Cap. III. num. 6. Notre Auteur remarquoit ici, en passant, qu'il vaudroit mieux lire, afin que le discours soit lié : *Obsidem inquit se* &c. Mais BERNEGGER rejette cette correction, dans sa Note sur cet endroit, sans dire qui en est l'inventeur. SCHEFFER néanmoins l'approuve. Il vaut mieux, à mon avis, lire, *Obsidem se*, en ôtant le *que*, qui manque dans quelques MSS. comme le dernier de ces Commentateurs reconnoît que le passage peut être lu sans inconvénient, par une ellipse familière à l'ancien Abréviateur dont il s'agit.

§. LVIII. (1) C'est-à-dire, qu'ils doivent eux-mêmes exécuter, au défaut de celui pour qui ils sont donnez en Otage, ce à quoi celui-ci s'est engagé, en sorte que l'obligation des premiers ne finit point par la mort de celui-ci. De sorte qu'au fond c'est la même chose que s'ils s'étoient engagez eux-mêmes & en leur propre nom. Car du reste notre Auteur ne prétend nullement, que leur obligation ne soit pas en elle-même subsidiaire ; comme le suppose ZIEGLER, & d'autres après lui, qui critiquent souvent ce grand Homme mal-à-propos, faute d'entendre sa pensée.

2. Mais c'est une opinion également dure & contraire à la Justice, que de soutenir, comme font (b) quelques Auteurs, que les Otages peuvent être tenus du fait l'un de l'autre, même sans leur propre consentement.

(b) Alberic. Gentil. De Jure Bell. Lib. II. Cap. 19.

§. LIX. 1. ON donne aussi des GAGES pour la sûreté d'un Traité de Paix. Et ici il y a quelque chose de commun avec l'engagement des Otages & quelque chose de particulier.

2. Ce qu'il y a de commun, c'est qu'on retient les Gages, aussi bien que les Otages, même pour quelque autre (1) Dette que celle pour laquelle ils ont été donnés, à moins qu'on ne se soit engagé à ne pas le faire.

3. Ce qu'il y a de particulier, c'est que les conventions faites au sujet d'un Gage donné s'expliquent avec plus d'étendue, que celles qu'on a fait au sujet des Otages. Car cet acte n'est pas en lui-même si odieux, (2) les Choses, qu'on engage, étant destinées par leur nature à être gardées, au lieu qu'il n'en est pas de même des Personnes.

(a) Tit. II. Chap. IV. §. 15. ou dern.

§. LX. UNE autre chose qu'il y a ici à remarquer, c'est ce que nous avons déjà (a) dit ailleurs, qu'aucun laps de tems ne sauroit empêcher qu'on ne doive être reçu à retirer le Gage, pourvu que l'on fasse ce pourquoi il avoit été donné. Car tout acte qui a une cause ancienne & manifeste, n'est point censé avoir pour principe une nouvelle cause. Ainsi, quoique le Débiteur ait laissé le Gage pendant un très-long tems entre les mains du Créancier, on présume qu'il l'a fait en supposant que l'ancien Contrat subsistait toujours, & non pas parce qu'il renonçoit à son droit: (1) à moins qu'il n'y ait des conjectures manifestes qui demandent nécessairement une autre interprétation; comme si, lors qu'on a voulu retirer le Gage, on a trouvé quelque empêchement, & l'on a ensuite gardé le silence pendant un espace de tems assez long pour faire présumer un abandonnement volontaire.

CHAPITRE XXI.

Des Conventions qui se font entre Ennemis pendant le cours de la Guerre: Où l'on traite de la TREVE, des PASSEPORTS, & du RACHAT DES PRISONNIERS.

- I. Ce que c'est qu'une TREVE; & si l'intervalle limité, pendant lequel elle dure, doit être appelé un tems de Paix, ou un tems de Guerre? II. Etymologie du mot Latin. III. Qu'il n'est pas besoin d'une nouvelle Déclaration de Guerre, après la Trêve expirée.

(2) ALBERIC GENTIL, que notre Auteur cite en marge, ne dit point cela. Il suppose, au contraire, (pag. 396. Ed. Hanov. 1612.) qu'il y a eu un consentement des Otages mêmes. ZIEGLER avoit déjà remarqué cette inexactitude.

§. LIX. (1) Avec cette différence néanmoins, qu'on retient alors le Gage, comme Gage: mais on retient l'Otage, non comme Otage, mais comme Sujet, responsable en cette qualité du fait de son Souverain, ainsi que notre Auteur l'a expliqué ci-dessus, §. 55. num. 2.

(2) On se résout plus aisément à laisser les Choses entre les mains d'autrui, que les Personnes. Cela suffit pour fonder la restriction.

§. LX. (1) Voyez ce que j'ai dit, sur l'endroit cité à la marge.

CHAP. XXI. §. I. (1) — BELLII COMMERCIA Turnus

Sustulit ista prior

(Æn. X, 532.) HOMÈRE appelle cela *Συμφορῶναι* (Iliad. Lib. XXII. vers. 261.) GROTIUS.

(2) *Neque enim capere, aut venumdare, aliudve quod BELLII COMMERCIIUM, sed cædes, patibula &c. Annal. Lib. XIV. Cap. XXXIII. num. 5. Voyez aussi Histor. Lib. III. Cap. LXXXI. num. 4.*

(3) *Etenim quum inter Bellum & Pacem medium nihil sit &c. Philipp. VIII. Cap. I.*

(4) C'est ce qu'établit ARISTOTE, & après lui ses

pirée. IV. Comment il faut compter le tems que la Trêve doit durer. V. Quand c'est que commence l'obligation où l'on est de garder la Trêve. VI. Quelles choses il est permis ou non de faire pendant la Trêve. VII. Si l'on peut se retirer plus loin, ou réparer les brèches faites aux Fortifications, & autres choses semblables. VIII. De quels lieux il est permis, ou non, de s'emparer. IX. Si l'on doit laisser la liberté de s'en retourner, à ceux qui, sur la fin de la Trêve, se trouvent retenus par quelque accident imprévu & inévitable, qui les a empêchés de sortir du País? X. Des Conventions particulières que l'on ajoûte à une Trêve; & des questions qui en naissent. XI. Que, quand les Conventions de la Trêve ont été violées d'une part, l'autre Ennemi peut dès-lors recommencer les actes d'hostilité. XII. Du cas, auquel on a ajoûté quelque peine à l'infraction des articles de la Trêve. XIII. Si le fait des Particuliers suffit pour rompre la Trêve. XIV. Comment il faut expliquer la permission d'aller & venir, accordée hors un tems de Trêve. XV. Ce que l'on doit entendre ici par Gens-de-guerre? XVI. Et par aller & venir, ou s'en aller. XVII. Si la permission donnée à une personne peut être étendue à d'autres? XVIII. Quels effets on doit laisser passer en vertu d'un Passeport. XIX. Ce que l'on entend par la suite de quelqu'un. Du nom de la Nation exprimé. XX. Si le PASSEPORT est éteint par la mort de celui à qui il avoit été donné? XXI. Des Passeports accordez pour aussi long tems qu'il plaira à celui qui les donne. XXII. Si la sûreté promise doit être laissée même hors des terres de celui qui a donné passeport? XXIII. Combien est favorable le RACHAT DES PRISONNIERS. XXIV. Si ce rachat peut être défendu par quelque Loi? XXV. Que l'on peut céder à autrui le droit qu'on a sur un Prisonnier. XXVI. Qu'un seul & même Prisonnier de Guerre peut devoir sa rançon à plusieurs. XXVII. Si l'accord fait pour la Rançon peut être annullé sous prétexte qu'on ignoroit les richesses du Prisonnier? XXVIII. Quels biens du Prisonnier passent à celui qui l'a pris. XXIX. Si l'Héritier d'un Prisonnier de Guerre doit paier sa rançon? XXX. Si celui qui avoit été relâché, pour en faire délivrer un autre, doit se remettre Prisonnier, lors que cet autre est venu à mourir?

§. I. 1. **I**L y a certains commerces de Guerre, pour parler avec (1) VIRGILE & (2) TACITE, que les Puissances Souveraines accordent de part & d'autre, sans que l'état d'Hostilité cesse. Telles sont les Conventions faites pour une Trêve; pour des Sausconduits ou des Passeports; & pour le rachat des Prisonniers.

2. La TREVE est une Convention, en vertu de laquelle on s'engage à suspendre pour un tems les actes d'hostilité, sans que la Guerre finisse.

3. Je dis, sans que la Guerre finisse: car, comme le dit CICE'RON, (3) entre la Paix & la Guerre il n'y a point de milieu. Et la Guerre est un certain état, qui, comme (4) les Habitudes, peut subsister, lors même qu'on n'exerce point les opérations qui lui

les Commentateurs. On peut, dit-il, être Vertueux, quoi qu'on dorme, ou qu'on mène une vie pleine d'inaction: Δουκεί γὰρ ἐνδύχουσαι καὶ καθεύδουσαι ἔχοντα τὴν ἀρετὴν, ἢ ἀπραγματοῦν διὰ βίης &c. (Ethic. Nicom. Lib. I. Cap. III.) ANDRONIC de Rhodes parle ainsi des Habitudes en général: Τὴν μὲν γὰρ ἐξὶν ἐνδέχεται ὑπάρχουσαν μὴδὲν ἀποτελεῖν, οἷον τῷ καθεύδοντι &c. [Paraphr. Lib. I. Cap. XIV. pag. 47. Ed. Heins.] EUSTRATE allègue l'exemple de ceux qui savent l'art de mesurer les Terres: Ἡ εἰς πρὸς τὴν ἀπλῶς δύναμιν ἐντελέχεια λέγεται πρὸς δὲ τὴν ἐνέργειαν καὶ προαίρεσιν δύναμις, ὥς ἐν τῷ κοιμωμένῳ γεωμετρῇ γεωμετεία. Ad VI. Ethic. Nicom. (Cap. I.) Sur le même fondement, HORACE dit, qu'Hermogène ne laisse pas d'être un excellent Musicien,

quoi qu'il ne chante point; & qu'Alfène étoit Cordonnier, quoi qu'il eût renoncé au métier, & fermé sa boutique:

Ut, quamvis tacet Hermogenes, cantor tamen, atque
Optimus est modulator: ut Alfenus vaser, omni
Abiecto instrumento artis, clasfæque tabernæ,
Sutor erat

Lib. I. Sat. III. (vers. 129, & seq.) SENE'QUE soutient, qu'un homme éloquent est tel, lors même qu'il se tait: & qu'un Artisan est Artisan, encore qu'il n'ait pas les instrumens nécessaires pour exercer son métier: Artifex est etiam, cui ad exercendam artem instrumenta non suppetunt... Quomodo est disertus, etiam qui tacet &c. De Benefic. Lib. IV. Cap. XXI. ARISTOTE remarque

lui conviennent. La Trêve donc n'est point une Paix, puis que la Guerre subsiste; ainsi (5) que le dit AULU-GELLE: on ne fait alors que cesser de se battre, ou suspendre les effets de la Guerre, comme parle (6) un ancien Panégyriste.

4. Je fais cette remarque, parce qu'elle sert à montrer, que, si l'on est convenu que telle ou telle chose aura lieu pendant la Guerre, (7) elle doit aussi avoir lieu pendant une Trêve; à moins qu'il ne paroisse d'ailleurs manifestement, qu'en réglant cet article on n'a point eu en vue l'état de la Guerre, mais l'exercice (8) même des Armes. Au contraire, si l'on a parlé de quelque chose comme devant avoir lieu en temps de Paix, l'intervalle de la Trêve ne sera point compris là-dedans.

5. Il est vrai, que VIRGILE appelle la Trêve, une (9) Paix provisoire; & SERVIUS (10) sur cet endroit, une Paix à temps, comme fait aussi le Scholiaste (11) de THUCYDIDE, qui ajoute, qu'elle enfante la Guerre. Et VARRON (12) la définit, une Paix de Camp, faite pour peu de jours. Mais ce ne sont pas là des Définitions régulières; ce sont de simples Descriptions, & même des Descriptions figurées: comme celle du même VARRON, qui appelle la Trêve, (13) les Fêtes de la Guerre. Il auroit pu tout aussi bien dire, que c'est le sommeil de la Guerre. C'est ainsi que STACE donne (14) le nom de Paix aux Vacances du Barreau. Et ARISTOTE (15) appelle le Sommeil, un repos qui tient les Sens liés: à l'imitation de quoi on pourroit appeler la Trêve, une inaction qui tient la Guerre comme enchaînée.

6. Pour ce qui est de la définition de VARRON, suivie par le Grammairien (16) DONAT; l'Auteur, qui la rapporte, y trouve à redire, & avec raison, (17) qu'elle borne la Trêve en général à un petit nombre de jours: car, dit-il, on fait aussi Trêve pour quelques mois, & pour quelques heures. Ajoutons, & pour un an, pour vingt, pour trente, pour quarante, pour cent même. On en trouve des exemples dans (18) TIT-LIVE: & cela sert encore à montrer le peu d'exactitude de la définition (19) du Juris-

aussi, que l'éloignement ne rompt point l'Amitié absolument, mais interrompt seulement l'exercice des devoirs de l'Amitié: *Οἱ γὰρ τέποιοι εἰ διαλύσονται τὴν Φιλίαν, ἀλλὰ τὴν ἐνέργειαν*. Ethic. Nicom. Lib. VIII. (Cap. VI.) GROTIUS.

(5) Nam neque pax est Induciae: bellum enim manet, pugna cessat &c. Noct. Attic. Lib. I. Cap. XXV.

(6) Quum induciae bella suspendant &c. LATIN. PACAT. in Panegyr. Cap. IX. num. 5. Ed. Cellar.

(7) Par exemple, que l'on paiera tant pour la rançon des Prisonniers, pendant la Guerre &c. Que le commerce sera libre, pendant la Guerre, entre les Marchands &c.

(8) Si l'on est convenu, par exemple, de certaines Contributions pendant la Guerre, comme on n'accorde ces Contributions, que pour se racheter des actes d'hostilité; elles doivent cesser pendant la Trêve, puis qu'alors les actes d'hostilité ne sont plus permis.

(9) ——— Et pace sequestrā
Per Silvas Teucri, mixtique impune Latini,
Erravere jugis ———

ÆN. Lib. XI. vers. 133, & seqq.

(10) PACEM ergo SEQUESTRAM inducias dicit: id est, pacem temporalem, & mediam inter bellum præteritum & futurum.

(11) Ἀναχωρῆ εἰς τὴν εἰρήνην προσκαίρει, πόλεμον ἀδύνατον. In Lib. I. Cap. XL. pag. 25. Not. 3. Ed. Oxon. C'est un terme de Marine, appliqué ici. Voyez la Dissertation d'un savant Jurisconsulte Allemand, nommé JEAN STRAUCHIUS, de Induciis, (§. 2.) qui est la V. & dernière du Recueil imprimé à Brunswick, en 1662.

(12) INDUCIÆ, inquit, sunt pax castrensis, pauco-

rum dierum. Apud GELL. ubi supra, l. 25.

(13) Item alio in loco: INDUCIÆ, inquit, sunt belli feriae. Idem, ibid.

(14) Et PACEM piper annus habet, messesque reverse
Dimisere forum

Silvar. Lib. IV. Silv. IV. vers. 40.

(15) Τῆς δ' αἰσθησεως τροπον μὲν τινὰ τὴν ἀκνησίαν, καὶ οἷον δεσμον, τὸν ὑπὸν εἶναι φασίν. Lib. De Somn. & Vigil. Cap. I. in fin.

(16) INDUCIÆ sunt pax in paucos dies, vel quod in diem dentur, vel quod in dies otium præbeant. In Eunuch. TERENT. Act. I. Scen. I. vers. 15.

(17) Neque paucorum tantum dierum Induciae sunt. Quid enim dicemus, si, induciis mensum aliquot factis, in oppida castris concedatur? nonne tunc quoque induciae sunt? Aut rursus quid esse dicemus, quod in primo Annali QUADRIGARI scriptum est, C. Pontium Samnitum à Dictatore Romano sex horarum inducias postulasse &c. AUL. GELL. Noct. Attic. I. 25.

(18) Voyez Lib. I. Cap. XV. & Lib. VII. Cap. XX. & conférez ici PUFENDORF, Droit de la Nat. & des Gens, Liv. VIII. Chap. VII. §. 3, 4.

(19) INDUCIÆ sunt, quum in breve & in præsens tempus convenit, ne invicem se lacestant: quo tempore non est postliminium. DIGEST. Lib. XLIX. Tit. XV. De Captiv. & Postlim. &c. Leg. XIX. §. 1.

(20) Par exemple, si l'on est convenu, que, pendant la Paix, les Sujets de part & d'autre pourront trafiquer de certaines marchandises, qui ne sont d'aucun usage à la Guerre.

§. II. (1) Induciae ne vient pas, ce me semble, de inde uti jam, comme le veut AULU-GELLE (ubi supra, l. 25. par la raison, dit-il, que du moment qu'elles

Jurifconsulte PAUL, qui dit, que la Trêve se fait, lors que l'on convient de suspendre de part & d'autre les actes d'hostilité pour peu de tems, & pour le tems présent.

7. Cependant, s'il paroît que la raison unique & celle qui a par elle-même déterminé entièrement les deux Parties contractantes, étoit une cessation d'armes en général : (20) ce qui a été dit d'un *tems de Paix*, pourra avoir lieu aussi pendant la Trêve ; non en vertu de la signification des termes, mais par une conjecture certaine de l'intention des Contractans, de quoi nous (a) avons traité ailleurs.

§. II. LA Trêve n'est donc, à proprement parler, qu'un repos pendant la Guerre, comme le donne à entendre l'étymologie (1) du mot Latin. Ainsi les (a) Historiens, chez qui on trouve souvent, qu'en telle ou telle occasion on refusa la Paix, (2) & on accorda seulement une Trêve ; s'expriment avec la dernière exactitude.

§. III. 1. C'EST pourquoi aussi il (a) n'est pas besoin d'une nouvelle Déclaration de Guerre, après le tems de la Trêve expiré. (1) Car du moment que l'obstacle, qui n'étoit qu'à tems, vient à être levé, l'état de Guerre, qui étoit seulement suspendu, & non pas éteint, revient de lui-même ; comme l'usage du droit de Propriété, & l'exercice de la Puissance Paternelle, à l'égard d'une personne qui retourne dans son bon-sens.

2. Nous lisons pourtant dans TITE LIVE, que, selon l'avis d'un Collège de (b) Prêtres établi à Rome pour examiner ce qui se rapportoit à la Guerre, on a autrefois déclaré la Guerre après la fin d'une Trêve. Mais les anciens Romains ont voulu montrer, en usant ainsi de précautions non-nécessaires, combien ils étoient amateurs de la Paix, & soigneux de n'en venir à prendre les armes que pour de justes raisons. L'Historien, qui rapporte cette circonstance, le donne lui-même à entendre : (2) *Il y avoit eu, dit-il, depuis peu, une Bataille contre ceux de Véies ; après quoi on avoit fait, non pas*

(a) Liv. II.
Chap. XVI. §. 20.

(a) Tit. Liv.
Plutarch. Justin. &c.

(a) Angel.
in L. Si quis,
27. §. 1. D. De
Pact. & Mact.
Laud. De Bell.
Quæst. 29.

(b) Fetiales.

les sont finies, on peut agir comme auparavant) ni du mot *endoitus*, qui signifie *entrée*, selon l'étymologie qu'en donnoit AURELIUS OPILIUS (*apud eumd. GELL.*) à cause, disoit-il, qu'on peut alors entrer librement dans les terres l'un de l'autre. Mais ce mot vient de *inde & otium* ; parce que depuis le tems marqué on est en repos ; à quoi se rapporte aussi le mot Grec *ἐκτελεία*. En effet, il paroît par AULU-GELLE même, & par l'ancien Auteur Latin, dont nous venons de rapporter, après lui, l'étymologie ; que l'on écrivoit autrefois *Indutia* par un *t*, & non pas *Inducia* ; & ce nom, dont on ne se sert plus qu'au Pluriel, avoit aussi alors sans doute un Singulier. Voyez *Noët. Attic.* Lib. XIX. Cap. VIII. L'ancienne manière d'écrire étoit *Indoitia* : car alors, au lieu d'*otium* on disoit *oitium*, du verbe *oiti*, que nous écrivons & prononçons aujourd'hui *uti* : de même que de *Poina*, (voyez SERVIUS, in *ÆN.* X. 24.) que nous écrivons *Pœna*, on a fait *Punio* ; & de *Poinus*, que nous écrivons *Pœnus*, on a fait *Punicus*. Or comme d'*Ostia*, *ostiorum*, est venu, *Ostia*, *ostie*, & d'*Ostrea*, *ostreorum*, *Ostrea*, *ostreae*, de même d'*Indoitia*, *indoitiorum*, on a fait *Indoitia*, *indoitia*, & ensuite *Indutia*, dont le Pluriel, comme je l'ai déjà remarqué, est seul en usage, quoi qu'autrefois on le dit aussi au singulier, comme nous l'apprenons d'AULU-GELLE *ubi sup.* L'étymologie, que je viens d'établir, approche assez de celle de DONAT : *Quod in dies otium præbeant.* (Voyez ci-dessus, Note 16. du §. précédent) GROTIUS.

Cette Note est tirée du Texte, & elle peut servir, autant qu'aucune autre, à justifier la liberté que j'ai prise en plusieurs endroits de transporter dans les No-

tes des choses peu nécessaires, & qui souvent interrompent la suite du discours, d'une manière à faire perdre de vue le sujet principal. Quel ragoût pour un Lecteur, qui cherche ici les Droits de la Nature & des Gens, de lire toutes ces minuties Grammaticales ? Quelque bien fondées & utiles qu'elles puissent être d'ailleurs, un Auteur devoit résister à la tentation de placer si mal les découvertes qu'il croit avoir fait en ce genre : & rien ne prouve mieux la nécessité de permettre aux Ecrivains l'usage des Notes sur leurs propres Ouvrages ; puis que par là ils peuvent se satisfaire, & rendre même quelquefois service au Public, sans rebutter les Lecteurs, & nuire à l'intelligence de la matière, qu'ils traitent. Au reste, comme les goûts sont fort différens, sur tout en matière d'Etymologies, d'autres veulent qu'*Inducia* vienne, non pas d'*inde*, mais de l'ancien *endu* ou *indu*, pour *in*. Voyez les Institutions Oratoires de VOSSIUS, Lib. IV. Cap. XIII. §. 11. & son *Etymologicon*.

(2) Voici, par exemple, ce qui dit TITE LIVE, de Papius, à l'égard des Falisques : *Et Faliscis PACEM petentibus, annuum INDUCIAS dedit.* Lib. X. Cap. XLVI. num. 12. Voyez le passage, qui va être cité, dans la Note 2. sur le paragraphe suivant.

§. III. (1) Voyez PUFENDORF, *Droit de la Nat. & des Gens*, Liv. VIII. Chap. VII. §. 6.

(2) *Cum Veientibus nuper acie dimicatum ad Nomen-tum & Fidenas fuerat. induciaeque inde, non pax, facta : quarum & dies exierat, & ante diem rebellaverant. Missi tamen Feciales : nec eorum, quam more patrum jurati repe-terent res, verba sunt audita.* Lib. IV. Cap. XXX. num. 14.

pas la Paix, mais une Trêve, dont le tems étoit expiré. Ils n'en avoient point attendu la fin, pour recommencer les actes d'hostilité: cependant on leur envoya des Hérauts d'armes, pour leur demander satisfaction, selon l'ancienne coutume: mais ils ne voulurent point les écouter.

§. IV. 1. QUAND on détermine la durée de la Trêve, on marque quelquefois un espace de tems, dont les parties se succèdent tout de suite, comme de cent jours: quelquefois on désigne un certain terme, par exemple, jusqu'au premier jour de Mars.

2. Dans le premier cas, il faut compter le tems selon sa juste mesure, (1) c'est-à-dire, conformément à sa mesure naturelle: car la manière de compter par Jours Civils, est fondée uniquement sur les Loix ou l'usage des Nations.

3. Dans l'autre cas, on demande, si, lors qu'il a été dit que la Trêve dureroit jusqu'à un certain Jour, ou un certain Mois, ou une certaine Année, ce Jour, ce Mois, ou cette Année, doivent être exclus ou compris dans l'espace de la suspension d'armes? Il est certain, que, comme dans les Choses Naturelles il y a deux termes, l'un qui est renfermé dans la chose même, comme la Peau, par exemple, de notre Corps; l'autre, qui est hors de la chose, comme une Rivière par rapport à la Terre qu'elle borne: on peut aussi concevoir deux extrémités semblables en matière de termes établis par la volonté humaine. Il semble néanmoins plus naturel de (2) prendre le terme pour une partie de la chose même, comme le définit (3) ARISTOTE. Et l'usage n'y est pas contraire: car, selon la règle des anciens Jurisconsultes, (4) quand quelqu'un a dit, qu'on feroit ceci ou cela entre-ci & le jour de sa mort, ce jour de sa mort est compris dans l'espace qu'il a prescrit. Les Historiens racontent, que (5) SPURIUS avoit prédit à Jules César le danger dont il étoit menacé jusqu'aux Ides de Mars, mais pas plus loin. Quand ce jour des Ides fut venu, comme César lui demandoit en se moquant, où étoit l'effet de sa prédiction, il répondit, Que les Ides étoient venues, mais qu'elles n'étoient point encore passées. A plus forte raison faut-il entendre ainsi le terme fixé, lors que la prolongation du tems a quelque chose de favorable, comme cela a lieu dans une Trêve, qui épargne le sang humain.

4. Mais quand on a marqué un Jour, depuis lequel un certain espace de tems commenceroit, ce Jour n'est point compris dans l'espace déterminé: (6) parce que la pré-

§. IV. (1) C'est-à-dire, depuis le moment auquel la Trêve est conclue, jusqu'au même moment du dernier jour; & non pas en sorte qu'on ait égard au commencement ou à la fin du Jour Civil, qui commence & finit en divers tems, selon les lieux & l'usage des différentes Nations. Ainsi, selon le Droit Romain, un Enfant est censé avoir un an, dès qu'il a atteint le commencement du trois-cent-soixante-cinquième jour: au lieu, qu'en suivant le calcul naturel, l'année n'est complète, qu'au moment de ce jour qui répond à celui auquel l'Enfant est venu au monde: *Annulus, non statim ut natus est, sed trecentesimo sexagesimo quinto die dicitur, incipiente plane, non exacto die: quia annum civiliter, non ad momenta temporum, sed ad dies, numeramus.* DIGEST. Lib. L. Tit. XVI. De verborum signific. Leg. CXXXIV.

(2) C'est ainsi que décident BALDE, de Statutis, in verb. *Ufque*; BARTOLE, in L. Patronus, D. De Legat. III. & in L. Nuptæ 12. D. De Senatorib. ARCHIDIACONUS, in C. Ecclesiam. XIII. Qu. 1. HIERON. DE MONTE, Lib. De Finibus, Cap. 23. GROTIUS.

(3) Πίεας λέγεται τὸ ἰσχυρόν ἐκάστῳ. Metaphys. Lib. V. Cap. XVII.

(4) Si quis sic dixerit, ut intra diem mortis ejus aliquid fiat; ipse quoque dies, quo quis mortuus est, numeratur. DIGEST. Lib. L. Tit. XVI. De verb. signific. Leg. 133.

(5) Introit Curiam, spreta religione, Spuriunamque irridens, & ut falsum arguens, quod sine ulla noxa Idus Martiæ adessent. Quamquam is, venisse quidem eas, diceret, sed non prateriisse. SUTTON. in Cæs. (Cap. LXXXI. in fin.) DION CASSIUS exprime ainsi ce mot: Πάρεστιν, ἡδέπω δὲ παρελήλυθεν. (Lib. XLIV.) Et APPIEN d'Alexandrie: Πάρεστιν αἱ ἑῖδοι καὶ ὁ μὲν [μάντις] ἡδὲν καταπραγείσιν, ἀπεκρίνατο, ἅλλ' ἢ παρελήλυθασιν. (De Bell. Civ. Lib. II. pag. 522. Ed. H. Steph.) GROTIUS.

(6) Mais voyez PUFENDORF, dans le Chapitre déjà cité plus d'une fois, §. 8. Ce que notre Auteur dit ici, est d'autant plus mal fondé, qu'il ne s'accorde pas avec ce qu'il vient de dire lui-même, qu'en matière de Trêve, la prolongation de tems a quelque chose de favorable. STRAUCHIUS, dans la Dissertation que j'ai déjà citée, Cap. V. §. 2. s'est déclaré là-dessus il y a long-tems contre notre Auteur.

§. V. (1) Ils ne peuvent pas le savoir certainement avant cela: & il en est de même ici, que quand la Guerre commence. Il arrive assez souvent qu'on a tout lieu de croire, à cause des préparatifs qui se font, & par des bruits ou des avis sur lesquels on peut compter, que la Guerre est résolue: cependant jusqu'à ce qu'il y ait une Déclaration de Guerre publiée dans les formes, personne ne peut courir sur l'Enne-

position depuis sépare le terme, auquel elle se rapporte, d'avec ce qui le doit suivre.

§. V. Ajoutons en passant, que la Trêve, & toute autre convention de cette nature, oblige les Parties contractantes, du moment que l'accord est fait & conclu. Mais pour ce qui est des Sujets de part & d'autre, ils ne commencent à entrer dans quelque obligation à cet égard, que quand la Trêve a reçu forme de Loi, (1) c'est-à-dire, qu'elle a été solennellement notifiée. Et même si cette publication se fait dans un seul endroit, elle n'a force d'obliger les Sujets dans le reste des Etats, qu'après un tems suffisant, pour qu'elle puisse venir à leur connoissance. (a) De sorte que, si avant cela les Sujets font quelque chose contre la Trêve, ils ne seront fujets à aucune punition. Ce qui n'empêche pas, que les Puissances qui ont conclu ensemble la Trêve (2) ne doivent dédommager (3) ceux qui ont souffert par les actes d'hostilité exercez dans cet intervalle.

(a) Bartol.
ad L. Omnes
popul. & Pu-
nitionit. C. 2.
Const. ibique
Felin. num. 7.

§. VI. 1. VOIENS maintenant ce qu'il est permis, ou non, de faire pendant la Trêve. La définition même de cette sorte de convention le donne à entendre.

2. Tout (1) acte d'hostilité est donc ici illicite, soit qu'on l'exerce sur les Personnes, ou sur les Biens: en un mot, de quelque manière qu'on use de violence contre l'Ennemi. Car tout cela est contraire au Droit des Gens, pendant la Trêve, comme le disoit *Lucius Emile*, dans une Harangue à ses Soldats, que (2) TITE LIVE rapporte.

3. Il faut rendre aussi les choses appartenantes à l'Ennemi, qui, pendant cet intervalle, sont tombées entre nos mains par quelque hazard, encore même qu'elles eussent été nôtres auparavant; parce qu'à l'égard du droit externe, sur lequel il faut se régler ici, la propriété en a passé à l'Ennemi. Et c'est sur ce principe que le Jurisconsulte PAUL (3) décide, qu'il n'y a point de droit de *Posilimie* pendant la Trêve; parce que ce droit de retour suppose un droit antécédent de prendre à main armée; droit qui cesse pendant la Trêve.

4. Il est permis alors d'aller & venir de part & d'autre, mais sans aucun train ou aucun appareil, d'où il puisse y avoir quelque chose à craindre. C'est ce que remarque SERVIVS, ancien Commentateur de VIRGILE: (4) & il raconte à cette occasion, que,

mi, comme il lui est permis après. Ainsi rien n'est plus frivole, que les objections que quelques Commentateurs font ici contre l'opinion de notre Auteur.

(2) Il est vrai, qu'il n'y a point ici de leur faute, puis qu'on suppose que la Trêve n'a pu être notifiée plutôt à ceux qui sont éloignez. Mais comme chacun s'est engagé pour soi & pour ses Sujets, qui, dès le moment de la Trêve conclue, seroient tous tenus de discontinuer les actes d'hostilité, s'ils étoient tous à portée d'être informez du Traité, qui doit leur être notifié incessamment. Chacun aussi doit être censé s'être engagé à désapprouver & tenir pour nuls tous les actes d'hostilité exercez dans les endroits éloignez, & par conséquent à dédommager, autant qu'il se pourra, ceux qui les ont soufferts. Il suffit que l'on ne soit point responsable de l'impossibilité où l'on a été de les empêcher, & que cela ne puisse point être regardé raisonnablement comme une infraction de la Trêve.

(3) C'est ce que prétendoient les *Athéniens*, au sujet de *Scione*, qui s'étoit rendu deux jours après la conclusion de la Trêve. Voyez THUCYDIDE, Lib. IV. (Cap. CXXII.) Ainsi ce que les *Espagnols* firent en *Italie*, au rapport de MARIANA, XXVIII. 7. est insoutenable. GROTIUS.

§. VI. (1) On suppose ici, que la Trêve est géné-

rale. Mais on fait Trêve quelquefois pour certains endroits seulement, par exemple, sur mer, & non pas sur terre: ou par rapport à certains actes d'hostilité, comme pour le ravage de la Campagne &c. Voyez PUFENDORF, dans le Chap. cité ci-dessus, §. 3. Notre Auteur remarquoit, dans une petite Note sur le §. 10. qu'on trouve dans PROCOPE & dans MÉNANDRE le Protecteur, des exemples de Trêves, dans lesquelles certains lieux étoient exceptez.

(2) *Nunc fraudem hostium incusans, quæ, pace petitâ, induciis datis, per ipsum induciarum tempus, contra jus gentium, ad castra oppugnanda venissent.* Lib. XL. Cap. XXVII. num. 9.

(3) Voyez la Loi, citée ci-dessus, §. 1. Note 19.

(4) *Denique obsessæ urbe à Tarquinio, inter Persennam & Romanos factis induciis, quum Ludi Circenses in Urbe celebrarentur; ingressi hostium duces, curuli certamine contenderent, & victores coronarentur. IMPUNE autem hoc loco, sine periculo.* In ÆN. XI, 134. Mais il s'agit là plutôt de la sûreté avec laquelle on va & vient, que du soin qu'on doit avoir de ne rien faire, en allant & venant, d'où les autres puissent prendre quelque ombrage. Au reste, on peut voir sur ceci les *Paræmiæ Juris Germanici* de feu Mr. HERRIUS, II. 14, 15. où il explique comment on abuse du Sauveconduit.

que, comme l'on célébroit à Rome les Jeux du Cirque, pendant une Trêve conclue entre *Porfenna* & les *Romains*, assiégés par *Tarquain*, les Chefs de l'Armée Ennemie étant venus dans la Ville, y remportèrent le prix de la Course en chariot.

(a) Lib.
XXXI. Cap.
38. in fin.

(b) Voiez-
en un exem-
ple dans *Paru-
ta*, Lib. III.

§. VII. POUR ce qui est de se retirer plus avant dans les Etats avec son Armée, comme le fit autrefois *Philippe*, au rapport de (a) *TITE LIVE*; il n'y a rien là de contraire à la Trêve: non plus que si l'on répare les brèches faites à ses Fortifications, ou si l'on lève des Troupes; à moins (b) qu'on n'en soit autrement convenu par un article particulier.

§. VIII. 1. MAIS il est certainement contre la Trêve, de s'emparer de quelque Place occupée par l'Ennemi, en corrompant la Garnison qu'il y avoit. Car une telle acquisition ne peut être légitime, que quand le droit de la Guerre l'autorise.

2. Il faut dire la même chose de la réception des Sujets de l'autre parti, qui veulent passer dans le nôtre pendant la Trêve. *TITE LIVE* nous en fournit un exemple: (1) *Ceux de Coronée*, (dit-il) & d'*Haliarte*, par une inclination naturelle qu'ils avoient pour les Rois, envoient des Ambassadeurs en *Macédoine*, pour demander une garnison, à la faveur de laquelle ils fussent en état de se défendre contre l'orgueil insupportable des *Thébains*. Mais le Roi répondit à cette Ambassade, qu'il ne pouvoit point leur envoyer de Troupes, à cause de la Trêve qu'il avoit faite avec les *Romains*.

Il est vrai que *THUCYDIDE* rapporte un exemple, qui paroît d'abord contraire: car il nous apprend, que la Ville de *Mende* ayant passé du parti des *Athéniens* dans celui des *Lacédémoniens*, *Brasidas*, Chef de ceux-ci, la reçut. Mais on ajoute en même tems une excuse, (a) c'est que *Brasidas* avoit à son tour de quoi se plaindre des *Athéniens*.

(a) Lib.
IV. Cap. 123.

3. On peut seulement s'emparer des lieux abandonnés par l'Ennemi, pourvu qu'il les ait véritablement abandonnés, c'est-à-dire, à dessein de ne plus les regarder comme siens; & non pas simplement s'il n'y a point de gens qui les gardent, soit qu'il ait cessé de les garder avant ou après la Trêve. Car le droit de Propriété, que l'Ennemi conserve alors, rend injuste toute possession d'autrui. Et cela suffit pour faire voir le peu de fondement de la chicane de *Bélisaire*, qui, sous ce prétexte, (b) s'étoit emparé pendant la Trêve, des (c) Places d'où les *Goths* avoient retiré leurs Garnisons.

(b) *Procop.*
Goth. Lib. II.
Cap. 7.

(c) Du Port
de *Centelles*,
& d'*Albe*.

§. IX. 1. ON demande, si ceux, qui ayant été empêchés de se retirer par quelque accident imprévu & insurmontable, se trouvent encore sur les Terres de l'Ennemi après la Trêve expirée, ont droit de prétendre qu'on les laisse retourner? A considérer le Droit des Gens extérieur, je ne doute pas que ces gens-là (1) ne soient dans un cas fem-

§. VIII. (1) *Coronæi & Haliartii, favore quodam invito in Reges, legatos in Macedoniam miserunt: præsidium petentes, quo se adversus impotentem superbiam Thebanorum tueri possint. Cui legationi responsum ab Rege est, præsidium se, propter inducias cum Romanis factas, mittere non posse &c. Lib. XLII. Cap. XLVI. num. 9. 10.*

§. IX. (1) Mais voiez ce que j'ai dit contre *PUFENDORF*, qui est de même sentiment, §. 10. du Chapitre déjà cité plusieurs fois. Notre Auteur & *STRAUCHIUS* qui le suit, (Cap. ult. §. ult. Diff. De *Induciis*) ont ici abandonné mal-à-propos *ALBERIC GENTIL*, De *Jure Bell.* Lib. II. Cap. XIII.

(2) *Tamen eum, qui ante Idus Martias profectus ex portu, & relatus tempestate in Insulam deductus esset, si inde exisset, non videri contra legem fecisse. DIGEST. Lib. XXXIX. Tit. IV. De Publicanis, & Vectigalibus, & Commissis, Leg. XV. Si propter necessitatem adverse tempestatis expositum onus fuerit, non debere hoc commissio vindica-*

ri, Divi Fratres rescripserunt. Ibid. Leg. XVI. §. 8.

§. X. (1) On ne peut point, par exemple, se retirer, pendant ce tems-là, dans un poste plus sûr, ni se retrancher. *PUFENDORF*, dans le Chapitre, auquel j'ai déjà renvoyé plusieurs fois, est d'une autre opinion, §. 9. Il veut, après *STRAUCHIUS*, (Diff. De *Induc.* Cap. V. §. 4.) que ces sortes de choses, qui tendent seulement à se mettre en état de défense, n'aient rien d'illicite; parce que personne n'est censé renoncer au droit de se défendre soi-même. Et c'est, ajoute-t-il, la faute de celui qui a imprudemment accordé une telle Trêve, si elle donne lieu à l'Ennemi de prendre de nouvelles forces. Mais ces raisons, bien examinées, ne prouvent rien: & feu Mr. *BATTIER*, que j'ai déjà cité, s'est déclaré avec raison pour *GROTIUS*, dans une petite Dissertation Académique intitulée *De Induciis Bellicis*, & imprimée en 1697. Celui, dit-il, qui a accordé une courte Trêve pour enterrer les Morts, ne l'a accordée que pour cela: & il y a tou-

semblable à celui des personnes, qui étant venues en tems de Paix, se trouvent malheureusement parmi les Ennemis, à cause d'une Guerre subitement allumée, & par là demeurent Prisonniers de Guerre jusqu'à la Paix, comme nous (a) l'avons remarqué ci-dessus. Les règles même de la véritable Justice, qui oblige en conscience, autorisent cela, autant que les biens & les actions de chacun des Ennemis répondent de la dette de l'Etat, en sorte qu'on peut s'en saisir pour se paier. Et on n'a pas plus de sujet de se plaindre dans le cas, dont il s'agit, que n'en ont tant d'autres Innocens, sur qui retombent les maux & les calamitez de la Guerre.

(a) Chap.
IX. de ce Li-
vre, §. 4.

2. Il ne sert de rien d'alléguer ici ce qui est dit de l'excuse que fournit une tempête imprévue, (2) qui a jetté dans quelque endroit où le Vaisseau est sujet à confiscation : ni ce que l'on trouve dans CICE'RON, (b) d'un Vaisseau de Guerre que la Tempête avoit jetté dans un Port, où il étoit défendu d'aborder, & que le Questeur à cause de cela vouloit faire confiscquer, selon la Loi. Car dans ces exemples il s'agit d'une punition, dont l'accident imprévu & inévitable met à couvert ; au lieu que, dans le cas dont nous traitons, il n'y a point proprement de peine, mais seulement l'usage d'un droit, qui n'étoit suspendu que pour un certain tems.

(b) De In-
vent. Lib. II.
Cap. 32.

3. Cependant il est sans doute & plus humain & plus généreux, de se relâcher d'un tel droit, & de renvoyer les personnes que l'on pourroit à la rigueur retenir.

§. X. 1. IL Y A aussi des choses qu'il n'est pas permis de faire pendant la Trêve, à cause de la nature particulière de l'accord. Si l'on a, par exemple, accordé une Trêve seulement pour enterrer les Morts, on ne doit rien entreprendre de nouveau, qui apporte aucun changement à l'état des choses (1) pendant ce court intervalle. Si une Ville assiégée a obtenu quelque Trêve, seulement pour être à l'abri des attaques, comme ceux (a) de Naples l'obtinrent de Totila ; il ne lui sera point permis, pendant ce tems-là de recevoir du secours ou des vivres. Car ces sortes de Trêves étant avantageuses à l'une des Parties, il n'est pas juste que l'autre qui les a accordées comme une faveur, reçoive du préjudice.

(a) Procop.
Goth. Lib.
III. Cap. 8.

2. On convient aussi quelquefois, qu'il ne sera point permis d'aller & venir pendant la Trêve. Quelquefois les Personnes (b) sont mises à couvert des actes d'hostilité, mais non pas les Biens : & en ce cas-là, si, pour défendre ses biens, on fait du mal aux Personnes, on n'agit point contre l'engagement de la Trêve. Car, puis qu'il est permis alors de défendre ses biens, la sûreté des Personnes (2) doit se rapporter à ce qu'il y a de principal dans le Traité ; & non pas à ce qui pourroit s'en déduire par conséquence.

(b) Voyez
les Décrétales,
Tit. De Ju-
diciis, Cap. 11.

§. XI. 1. Si la Trêve vient à être rompuë d'un côté, il est certainement libre à l'autre

toutes les apparences du monde, qu'il n'auroit permis autre chose, si on le lui eût demandé. D'ailleurs, outre la raison alléguée par notre Auteur, si, dans le tems que celui, à qui l'on a accordé la Trêve, pour enterrer ses Morts, en profite pour se retrancher, l'autre l'en empêche par la voie des Armes ; on ne voit pas en vertu de quoi le premier pourroit s'en plaindre. Or comment est-ce qu'une seule & même Convention donneroit droit à l'un de faire une chose ; & à l'autre, de l'en empêcher ? J'ajoute, que le droit de se défendre, dont parle PUFENDORF, & auquel il dit que personne n'est censé renoncer, regarde seulement le cas où l'on est attaqué actuellement ; & non pas les mesures que l'on peut prendre pour prévenir un danger éloigné & incertain. Or c'est du dernier qu'il s'agit ici. Au reste, l'exemple de Tisapherne, tiré de CORNELIUS NEPOS, in Agesil. Cap. II. & de XENOPHON, Orat. de laud. Agesil. Cap. I.

TOM. II.

§. 10, 11. Edit. Oxon. est fort à propos. Mais pour celui de Philippe, que Mr. BATTIER, & d'autres allèguent, après ALBERIC GENTIL, Lib. II. Cap. XIII. pag. 313. il ne convient point ici, mais au cas dont notre Auteur a parlé dans le §. 7. où il allègue aussi précisément le même fait. Celui qui l'a cité le premier, l'a mal rapporté : *Se recepit*, dit-il, *in loca tutiora*. TITE LIVE ne dit point cela, mais seulement que Philippe décampa à la fourdine : *Silenti agmine abiit*. Lib. XXXI. Cap. XXXVIII. à la fin.

(2) Par cela même qu'en accordant une sûreté de part & d'autre pour les Personnes, on s'est réservé le droit de piller, on s'est aussi réservé celui de défendre ses Biens du pillage : & ainsi la sûreté des Personnes n'est point générale, mais seulement pour ceux qui vont & viennent sans dessein de rien prendre à l'Ennemi, avec qui on a fait cette Trêve limitée.

M m m

§. XII.

l'autre Partie, lésée par cette infraction, de reprendre les armes, même sans aucune déclaration : & on a tort de mettre cela en question. Car les Articles d'une Convention y sont tous renfermez comme autant de conditions, d'où dépend sa force & sa durée, ainsi que nous (a) l'avons remarqué un peu plus haut.

(a) Chap.
XIX. de ce
Liv. §. 14. &
XX. 35.

(b) Tit. Liv.
Lib. IX. & Lib.
XI.

2. On trouve à la vérité des exemples dans l'Histoire, de gens qui se sont tenus en repos après l'infraction, jusqu'à la fin de la Trêve. Mais on y voit aussi la Guerre faite (b) aux *Etruriens*, & à d'autres Peuples, parce qu'ils avoient violé la Trêve. Cette différente manière d'agir montre que l'on a véritablement droit de recommencer les actes d'hostilité, sans attendre que le tems de la Trêve soit expiré : mais qu'il dépend de la Partie lésée, d'user ou non de ce droit, comme il lui plaît.

§. XII. 1. Il est aussi incontestable, que, si l'on est convenu d'une peine, & que celui qui a violé la Trêve ait subi cette peine, à la réquisition de l'autre Partie ; celle-ci (1) n'est point alors en droit de prendre les armes avant le terme expiré. Car la raison pourquoi on paie l'amende, c'est afin que tout le reste demeure en son entier.

2. Au contraire, si, après l'infraction de la Trêve, on prend aussi-tôt les armes contre l'Infraacteur, on doit être censé (2) avoir renoncé au droit d'exiger la peine, puis qu'on a eu le choix, & qu'on s'est déterminé.

§. XIII. Les actions des Particuliers ne rompent point la Trêve, à moins que l'Etat n'y ait quelque part, ou par un ordre donné là-dessus, ou par une approbation. Et l'Etat est censé approuver ce qui a été commis, lors qu'il ne veut ni punir, ni livrer les Coupables, ou qu'il refuse de rendre les choses prises pendant la suspension d'armes.

§. XIV. 1. VOILÀ pour ce qui regarde la Trêve. Les SAUF CONDUITS, dont nous avons à traiter présentement, sont un certain privilège accordé, sans qu'il y ait cessation d'armes. Ainsi, pour les expliquer, il faut suivre les Règles que l'on donne au sujet de l'interprétation des Privilèges en général.

2. Or celui dont il s'agit, n'est ni nuisible à un tiers, ni fort onéreux pour celui qui l'accorde. Ainsi en demeurant dans la propriété des termes, il faut en étendre le sens, plutôt que le resserrer ; sur tout si celui à qui on fait le plaisir de donner un Sauf-conduit, ne l'avoit pas demandé, & qu'on le lui ait offert soi-même : & à beaucoup plus forte raison, si, outre l'intérêt particulier de celui que l'on oblige par là, il s'y trouve

§. XII. (1) En ce cas-là, celui contre qui on a exercé des actes d'hostilité, malgré la Trêve, peut aussi, outre la peine stipulée, exiger un dédommagement de ce qu'il a souffert d'ailleurs par l'infraction du Traité. C'est ce que remarque Mr. BATTIER, dans la Dissertation déjà citée, §. 10. ou dernier.

(2) Voyez PUFENDORF, *Droit de la Nat. & des Gens*, §. 11. du Chapitre qui répond à celui-ci.

§. XIV. (1) S'il s'agit, par exemple, de traiter de la Paix, & que le Passeport ait été donné pour cela.

§. XV. (1) C'est ainsi que, dans le Droit Romain, quand il s'agit de Testaments privilégiés, le mot de *Miles*, opposé à celui de *Paganus*, signifie généralement tous ceux qui sont en expédition militaire, soit qu'ils commandent, ou qu'ils obéissent, soit Officiers, ou simples Soldats.

(2) Selon lequel *Milites*, ou *Gens de Guerre*, se dit de ceux qui obéissent, par opposition aux Officiers, Généraux ou Subalternes. La chose est connue : & ALBÉRIC GENTIL allègue là-dessus des autorités, *De Jure Bell.* Lib. II. Cap. XIV. pag. 321. où il décide autrement que notre Auteur, & sur cet exemple, & sur le suivant.

(3) Le mot *Κληροί*, d'où vient le Latin *Clerici*, &

nos mots François *Clerc*, *Clergé* ; comprenoit d'abord, c'est-à-dire, depuis le commencement du III. Siècle, où cet usage s'introduisit, tous les Ministres Publics de la Religion, de quelque ordre qu'ils fussent ; par opposition aux *Laïques* (*Λαϊκοί*) ou simples Fidèles. Voyez une Dissertation de Mr. BOEHMER, *De differentia inter Ordinem Ecclesiasticum & Plebem, seu inter Clericos & Laicos*, qui est la VI. de ses *Dissertationes JURIS ECCLESIASTICI antiqui ad PLINIUM SECUNDUM, & TERTULLIANUM* : & la Dissertation IX. du même Recueil, §. 2. comme aussi le Chap. V. de ses *Origines præcipuarum materiæ Juris Ecclesiastici*, publiées avec son SCHILTERUS illustratus. A quoi on peut joindre le Chap. V. du I. Livre des *Antiquitez de l'Eglise Chrétienne*, en Anglois par Mr. BINGHAM ; dont le savant & judicieux Auteur de la BIBLIOTHEQUE ANGLOISE nous a donné de bons Extraits. Mais dans la suite on a restreint le mot de *Clerc* ou *Clergé*, aux Ecclesiastiques d'un Ordre inférieur : en sorte que les Evêques n'étoient point compris sous ce nom-là. Les exemples en sont très-communs : & à cela se rapporte un endroit des DÉCRETALES, que notre Auteur cite en marge, mais qui se trouve fautive, & placé mal-à-propos à la marge du paragraphe précédent, dans toutes les

trouve quelque (1) utilité publique. Encore donc que les termes souffrent quelque restriction, il faut la rejeter; à moins qu'autrement il n'en résultât quelque absurdité, ou qu'il n'y ait des indices apparens qui donnent lieu de conjecturer, qu'on n'a point voulu prendre les termes dans toute leur étendue. Au contraire, on doit admettre une extension, même au delà de ce que souffre la propriété des termes, pour éviter une semblable absurdité, ou pour satisfaire à ce que demandent de pressantes conjectures.

§. XV. De là je conclus, qu'un Saufconduit donné à des *Gens-de-guerre*, est non seulement pour les Officiers Subalternes, mais encore pour ceux qui commandent en chef. Car l'usage propre & naturel du mot de *Gens-de-guerre* (1) souffre cette explication: quoi qu'il ait un autre (2) sens moins étendu. De même sous le nom de *Clergé* (3) ou d'*Ecclesiastiques*, on doit entendre aussi les *Evêques*. Les (4) *Mutelos* même d'une Flotte, & généralement tous ceux qui ont prêté serment pour servir contre l'Ennemi d'une manière ou d'autre, sont compris sous le nom de *Gens-de-guerre*.

§. XVI. 1. QUAND on a permis à quelqu'un d'*aller* (1) en un certain endroit, on est censé lui avoir permis aussi de *retourner*: non que le mot d'*aller* renferme cela par lui-même, mais parce qu'autrement il s'enfuivroit cette absurdité, qu'un bien-fait seroit entièrement inutile.

2. Que si l'on a promis de *laisser quelqu'un s'en aller en sûreté*, il faut entendre cela d'une permission de se retirer, sans avoir rien à craindre, jusqu'à ce que celui à qui on l'accorde soit arrivé en lieu de sûreté. C'est pourquoi on a traité de perfidie (2) l'action d'*Alexandre le Grand*, qui aiant permis à quelques personnes de s'en aller, (a) les fit tuer en chemin.

3. Mais pour avoir permis à quelqu'un de *s'en aller*, on ne lui donne pas pour cela la permission de *revenir*. Et celui à qui il a été permis de *venir*, ne peut pas non plus *envoyer* quelqu'un en sa place: comme au contraire celui qui a eu permission d'*envoyer* quelqu'un, ne peut pas *venir* lui-même. Car ce sont choses différentes, & il n'y a point de raison qui (3) oblige ici à étendre le sens au delà de la signification des termes. Cependant si l'on s'est trompé en croiant de bonne foi que l'un valoit l'autre, quoique cette erreur ne donne aucun droit, elle exemte du moins de la peine qui peut avoir été stipulée.

(a) Diod.
Sicul. Lib.
XVII. c. 84.

4. Ce-

les Editions de l'Original, sans en excepter la mienne, où les Imprimeurs ont oublié de la mettre en son lieu, comme je l'avois marqué sur leur Copie: *CLERICI sane si contra istam formam quemquam elegerint; Et eligendi tunc potestate privatos, Et ab Ecclesiasticis beneficiis triennio noverint se suspensos... EPISCOPUS autem, si contra hanc fecerit, aut consenserit fieri, in conferendis prædictis Officiis Et Beneficiis potestatem amittat &c.* Lib. I. Tit. VI. De Electione Et Electi potestate, Cap. VII. §. 3. Dans le CODE THEODOSIEN les Evêques sont appelés *Primi Clerici*: Lib. XVI. Tit. VIII. De *Judeis*, *Cælicolis*, &c. Leg. XIII. Voyez là-dessus le Savant JACQUES GODEFROI, pag. 228. Tom. VI. & pag. 31, 32. du même Volume.

(4) *Im classibus omnes Remiges Et Nautæ milites sunt: Et jure militari eos testari posse, nulla dubitatio est.* DIGEST. Lib. XXXVII. Tit. XIII. De bonorum possessione ex testamento militis, Leg. I. §. 1.

§. XVI. (1) Il peut néanmoins y avoir des cas, où l'un n'emporte pas l'autre. Posé, par exemple, que l'on donne à quelqu'un du Parti de l'Ennemi un Saufconduit pour *aller*, non dans quelque autre Place de ses gens, mais dans un tiers endroit, ou un Pais neutre, à Rome, par exemple, ou en France, lors qu'il

ne peut y aller sans passer sur les Terres de celui qui lui donne passeport: en ce cas-là, s'il veut revenir par le même chemin, il a besoin d'un nouveau Saufconduit; le bénéfice du premier étant expiré. C'est ce que remarque très-bien, après d'autres, feu Mr. HERTIUS, dans sa Dissertation De *Literis Comœatûs pro Pace*, §. 13. pag. 327, 328. Tom. I. Opusc. Et Commentat.

(2) C'est une tache, dit PLUTARQUE, qui ternit le lustre des autres actions guerrières de ce Conquérant, accoutumé d'ailleurs à faire la Guerre avec justice, & d'une manière digne d'un Roi: *Σπειράμεν ἐν τινὶ πόλει πρὸς αὐτοὺς, ἀπὸντας ἐν ὁδῷ λαβὼν ἀπαντὰς ἀπέκτεινε καὶ τὰς τοῖς πολεμικοῖς ἔργοις αὐτῶν, τὰλλα νομιμῶς καὶ βασιλικῶς πολεμήσαντες, αἰς κηλὶς πρόσσει.* (In Vit. Alexandr. pag. 698. C. Tom. I. Ed. Wech.) LEUNCLAVIUS rapporte une semblable perfidie de Bajazet envers ceux de la Ville de *Widin* en Serbie: Hist. Turc. Lib. VI. GROTIUS.

(3) Mr. HERTIUS veut pourtant, dans la Dissertation que j'ai citée, un peu plus haut, (§. 15. pag. 330.) que, quand le Passeport est donné pour traiter de la Paix, comme on peut traiter ou par soi-même, ou par autrui, on puisse ou aller soi-même, ou envoyer quelqu'un en sa place.

4. Celui aussi qui a eu permission de venir pourra venir une fois, mais non pas deux; à moins que le tems (4) marqué dans le Sauveconduit ne donne lieu de conjecturer autrement.

§. XVII. I. UN Père, à qui l'on a donné passeport, ne mènera point son Fils; ni un Mari, sa Femme: quoique l'une de ces personnes suive l'autre, quand il s'agit du droit de demeurer dans un País. Car on demeure ordinairement (1) avec la Famille: mais on voyage sans elle.

2. Pour ce qui est des Valets, quoi qu'il n'en soit fait aucune mention dans le Passeport, on doit présumer qu'il a été permis d'en mener un ou deux, si le Passeport est pour une personne, qui ne pourroit pas voyager avec bienséance sans quelques gens de service. Car quand on accorde une chose, on accorde en même tems (a) ce qui en est une suite nécessaire: & la nécessité doit être ici entendue moralement parlant.

(a) *Abbas*
in C. *Quam*
sit. 7. De Ju-
diciis &c.

§. XVIII. DE MEME, on ne pourra pas prendre avec soi tous ses effets, mais seulement les choses dont on se sert ordinairement en voyage.

§. XIX. I. S'IL est dit dans le Passeport, qu'on pourra aller avec les gens de sa suite, il ne faut point entendre par là ceux dont le caractère est plus odieux, que celui de la personne même à la sûreté de qui l'on pourvoit; tels que seroient des Corsaires, des Brigands, des Transfuges, des Déserteurs.

2. Que si en parlant de la suite de celui pour qui est le Passeport, on désigne expressément une certaine (1) Nation, cela suffit pour faire voir que la permission ne s'étend point à d'autres, que ceux qui sont de cette Nation.

§. XX. LA concession du Sauveconduit venant de l'autorité dont celui qui le donne est revêtu, & non pas de sa personne; dans un doute, le privilège ne s'étend point (1) par la mort de celui qui l'a accordé, selon ce que nous (a) avons dit ailleurs de la manière d'interpréter les bienfaits des Rois & des autres Souverains.

(a) *Liv. II.*
Chap. XIV.
§. 11, 12.

§. XXI. I. QUELQUEFOIS on met dans un Sauveconduit, qu'on l'accorde pour aussi

(4) S'il est dit, par exemple, qu'il pourra venir pendant six mois, & que dans cet espace de tems le chemin puisse se faire plusieurs fois.

§. XVII. (1) *Quum precario quis rogat, ut ipsi in eo fundo morari liceat: supervacuum est adjici, ipsi suique. nam per ipsum suis quoque permissum uti videtur.* DIGEST. Lib. XLIII. Tit. XXVI. De Precario, Leg. XXI. seu penult.

§. XIX. (1) Lors qu'on dit, par exemple, avec ses gens François, ou Allemands. Notre Auteur insinué, que, si l'on a simplement dit, avec ses gens, ou avec sa suite, il n'importe alors de quelle Nation ils soient. Par où il rejette tacitement l'opinion d'ALBERIC GENTIL, qui, dans son Traité de Jure Belli, Lib. II. Cap. XIV. pag. 325. pauche à croire, que, quand on n'a point désigné de Nation, les gens ou la suite sont censés devoir être de la Nation de celui à qui le Passeport est donné.

§. XX. (1) Il peut néanmoins être révoqué, à mon avis, si le Successeur le juge à propos pour de bonnes raisons: mais alors il faut que celui, à qui le Sauveconduit avoit été donné, soit averti de se retirer, & qu'on lui donne le tems nécessaire pour parvenir en lieu de sûreté.

§. XXI. (1) La clause, pour aussi long tems qu'on voudra, emporte par elle-même une continuation du Sauveconduit, jusqu'à ce qu'on le révoque bien clairement, & que l'on témoigne ainsi le changement de la volonté, qui sans cela est censée subsister toujours, quelque tems qui se soit écoulé. C'est aussi la décision d'ALBERIC GENTIL, De Jure Belli, Lib.

II. Cap. XIV. in fin. où il ajoute un autre exemple de l'exception que notre Auteur fait ici, après lui; c'est lors que celui qui a donné le Sauveconduit n'est plus revêtu de l'Emploi, en vertu duquel il avoit pouvoir d'accorder cette sûreté. En effet, son autorité finissant alors il n'est pas plus en état de continuer sa bonne volonté, que s'il étoit mort.

(2) C'est ainsi que, quand on a donné un logement chez soi à quelqu'un, pour aussi long tems qu'on voudroit; si l'on vient à mourir, les Héritiers peuvent le mettre hors de la Maison: comme il est décidé dans une Loi, expliquée selon la correction d'un grand Homme, Mr. ANTOINE FAURE (*Conject. Jur. Civ. Lib. II. Cap. XIX. LUCIUS TITUS epistolam talem misit: Ille illi salutem. Hospitio illo, quamdiu voluero* [c'est ainsi que lit ce savant Jurisconsulte, pour volueris] utaris, superioribus dixitis omnibus gratuito: idque te ex voluntate mea facere, hac epistola tibi notum facio. Quaro, an heredes ejus habitationem prohibere possint? Respondit, secundum ea que proponerentur, Heredes ejus posse mutare voluntatem. DIGEST. Lib. XXXIX. Tit. V. De Donationibus, Leg. XXXII. Cela est encore marqué bien clairement dans une autre Loi: Locatio, precarii-ve rogatio, ita facta, quoad is, qui eam locasset, dedisset, vellet, morte ejus, qui locavit, tollitur. Lib. XIX. Tit. II. Locati conducti, Leg. IV. Voyez le Cardinal TUSCHUS, *Pract. Conclus. 751. lit. p. REINKING, Lib. II. Class. II. Cap. 8. num. 30. GROTIUS.*

§. XXIII. (1) *Captivorum redemptio, magnam atque praeclarum Justitiae munus est.* Inst. Divin. Lib. VI. Cap. XII.

aussi long tems qu'on voudra : & les Auteurs ne s'accordent pas sur la manière d'interpréter cette clause. L'opinion la mieux fondée, à mon avis, est de dire, comme font quelques-uns, qu'une telle concession subsiste, encore même qu'il n'y ait point de nouvelle déclaration d'une (1) volonté de continuer le bienfait : car, dans un doute, ce qui suffit pour produire quelque effet de droit, est censé durer.

2. Mais il n'en est pas de même, lors que celui qui avoit donné le Passeport n'est plus en état de vouloir ; (2) ce qui arrive (a) par sa mort. Car, du moment que la personne n'est plus, cette présomption d'une continuation de sa volonté tombe d'elle-même, comme les Accidens s'évanouissent aussi-tôt que la Substance est détruite.

§. XXII. AU RESTE, la permission d'aller & venir en sûreté regarde aussi les lieux qui sont hors des Terres de celui qui a donné le Saufconduit. Car cette sûreté est accordée pour mettre à couvert du droit de la Guerre, ou des actes d'hostilité, qui par eux-mêmes ne sont point renfermez dans un Territoire, comme nous l'avons (a) remarqué ailleurs.

§. XXIII. LA troisième & dernière sorte de Conventions, qui se font sans mettre fin à la Guerre, c'est celle qui concerne le RACHAT DES PRISONNIERS. Ce rachat est une chose extrêmement favorable, sur tout parmi les Chrétiens, à qui la Loi Divine (a) recommande particulièrement cette œuvre de miséricorde. LACTANCE (1) l'appelle un grand & signalé devoir de Justice : Et ST. AMBROISE, (2) la principale partie de la Libéralité. Le dernier Père se justifie & justifie son Troupeau, de ce qu'ils avoient vendu les Vases de leur Eglise, même ceux qui étoient déjà consacrés ; par la raison, que c'étoit (3) pour racheter des Captifs.

§. XXIV. 1. JE n'oserois donc approuver sans restriction les Loix qui défendent le rachat des Prisonniers de Guerre ; (1) comme parmi les anciens Romains, où l'on faisoit moins d'état de ces sortes de malheureux, qu'en aucun autre endroit du monde, selon (2) que dit un d'eux en plein Sénat. Mais le défaut qu'ARISTOTELE blâmoit dans le Gouvernement de Lacédémone, on le remarque aussi dans celui des

(a) Voiez
Decretal. in
VI. Lib. I.
Tit. 3. De
Rescript. Cap.
5. Si gratiose
&c.

(a) Chap.
IV. de ce Liv.
§. 8.

(a) Matth.
XXV, 36. 39.

Ro-

XII. num. 15. Ed. Cellar.

(2) *Præcipua est igitur liberalitas, redimere captivos, & maxime ab hoste barbaro &c.* De Offic. Lib. II. Cap. XV.

(3) *Ornatus sacramentorum, redemptio captivorum est.* Ibid. Cap. XXVIII. St. Augustin imita cette action, au rapport de POSSIDIUS, qui dit, que quelques personnes mondaines ne l'approuvoient point. (De Vita Augustin. Cap. XXIV.) Un autre Evêque d'Afrique, nommé *Deo-gratias*, fit la même chose, comme nous l'apprenons de VICTOR d'Utique, Lib. I. HINGMAR, dans la Vie de St. Remi, raconte, qu'un Vase sacré, qui avoit été à ce Prélat, fut donné pour le rachat des Prisonniers, que les Normans avoient faits. MARC ADAM, dans son Histoire Ecclésiastique de Brême, rapporte une semblable action de Rimbert, Archevêque de cette Ville. Le VI. [ou plutôt le VIII.] Concile Général approuva un tel usage des Vases Sacrez : & le Décret en a été inséré dans le DROIT CANON, *Caus. XII. Quæst. II. Can. 13.* GROTIUS.

§. XXIV. (1) Le Savant BORCLER, dans sa Dissertation intitulée *Miles Captivus* (Tom. I. pag. 981.) critique ici notre Auteur. On ne sauroit, dit-il, montrer d'autres Loix Romaines, par lesquelles il soit défendu de racheter les Prisonniers, que celles de la Discipline Militaire, dont on punissoit ainsi la violation. Il n'y en avoit aucune qui portât, qu'on ne rachèteroit jamais les Prisonniers : mais quand il y avoit des Soldats Romains pris par l'Ennemi, on examinoit, s'ils avoient observé les Loix de la Discipline Militaire, & par conséquent s'ils méritoient d'être ra-

chetez. Il est vrai que le parti de la rigueur prévaloit ordinairement, comme celui qu'on jugeoit le plus avantageux à la République, dans la persuasion où l'on étoit, que plusieurs ne tomboient entre les mains de l'Ennemi, que par une suite de quelque faute contre leurs engagements. C'est tout ce que prouvent les passages allégués par GROTIUS ; & T. Manlius Torquatus, en dissuadant le rachat de quelques Prisonniers, ne parle que d'une ancienne coutume : *Ut morem traditum à patribus, necessario ad rem militarem exemplo, servaretis*, TIT. LIV. XXII. 60. num. 7. Autre chose est de savoir, si les Loix mêmes de la Discipline Militaire des Romains n'étoient pas trop rigoureuses.

(2) *Nemo nostrum ignorat, nulli unquam civitati viliores fuisse captivos, quam nostræ &c.* TIT. LIV. Lib. XXII. (Cap. LIX. num. 2.) Voiez un autre passage du même Auteur [qui a été déjà cité ci-dessus, Chap. IX. de ce Livre, §. 4. num. 2.] On fait l'Ode d'HORACE, sur ce sujet : où il appelle le rachat des Prisonniers de Guerre, une condition honteuse, un exemple pernicieux à fuir, une perte que l'on ajoute à la lâcheté du Prisonnier racheté :

*Dissentientis conditionibus
Fædis, & exemplo trahenti
Perniciem veniens in ævum.*

— — — — — *Flagitio additis
Dammum* — — — — —

(Lib. III. Od. V. vers. 13, & seqq. 26, 27. GROTIUS.

Romains ; c'est que tout s'y rapportoit trop à la Guerre, comme si de là dépendoit uniquement le salut de l'Etat.

2. Cependant, à en juger par les règles de l'Humanité, il vaudroit mieux souvent renoncer à toutes les prétentions pour lesquelles on a entrepris la Guerre, que de laisser (3) dans un état très-misérable un grand nombre de personnes qui ont eu le malheur de tomber entre les mains de l'Ennemi, & qui sont ou de nôtre parenté, ou du moins nos compatriotes.

3. On ne fauroit donc, à mon avis, regarder comme juste une Loi, qui défend de racheter les Prisonniers de Guerre ; à moins que l'expérience ne fasse voir, qu'il est besoin d'une telle rigueur, pour prévenir des maux plus grands, ou en plus grand nombre, qui sans cela sont inévitables moralement parlant. Car, en ce cas-là, la Charité même engageant les Prisonniers à souffrir patiemment leur sort, on peut leur en imposer l'obligation, & défendre aux autres de rien faire pour les y soustraire ; selon ce que nous (a) avons dit ailleurs d'un Citoyen que l'on livre pour le bien de l'Etat.

(a) Liv. II.
Chap. XXV.
§. 3.

§. XXV. QUOI QUE, selon nôtre usage, les Prisonniers de Guerre ne deviennent point par là Esclaves ; je ne doute pourtant pas, que ceux qui ont pris quelcun à la Guerre ne puissent transférer à autrui le droit qu'ils ont d'exiger du Prisonnier une rançon. Car le pouvoir d'aliéner les Choses même incorporelles, ou les droits, n'a rien de contraire à la Loi de Nature.

§. XXVI. UN Prisonnier peut aussi devoir sa rançon à plusieurs, si étant relâché sans l'avoir payée, il vient à être pris par quelque autre. Car ce sont deux dettes différentes, qui viennent de différentes causes.

§. XXVII. UN accord fait pour la Rançon ne peut être révoqué, sous prétexte que le Prisonnier se trouve plus riche qu'on n'avoit crû. (1) Car, selon le Droit des Gens externe, dont il s'agit, personne n'est obligé de donner au delà de ce qu'il a promis dans un Contract, quand même il manqueroit quelque chose pour faire le juste prix ; à moins qu'il n'y eût de la mauvaise foi de sa part : selon les principes, que (a) nous avons expliqués ci-dessus en traitant des Contracts.

(a) Liv. II.
Chap. XII.
§. 26.

§. XXVIII. 1. DE ce que nous avons déjà remarqué, qu'aujourd'hui les Prisonniers de Guerre ne deviennent point par là Esclaves, il s'ensuit qu'on n'acquiert point parmi nous tous leurs biens généralement, comme on faisoit autrefois, (a) par une suite du droit de Propriété qu'on avoit sur leur personne. Ainsi il n'y a que ce qu'on leur a pris effectivement, qui soit acquis à celui entre les mains de qui ils sont tombez. De sorte que, si un Prisonnier a pu cacher quelque chose de ce qu'il a avec soi, celui qui l'a

(a) Voyez
le Chap. VII.
de ce Liv. §. 4.

(3) L'Empereur Maurice se repentit sérieusement d'une telle inhumanité, qu'il avoit commise. Voyez ZONARE, dans sa Vie. GROTIUS.

§. XXVII. (1) Il suffit de dire, que cette circonstance du plus ou moins de richesses du Prisonnier n'a aucune liaison avec l'engagement. De sorte que, si l'on vouloit régler là-dessus la rançon, il falloit avoir mis cette condition dans le Traité.

§. XXVIII. (1) *Ceterum quod BRUTUS & MANILIUS putant, eum, qui fundum longâ possessione cepit, etiam thesaurum cepisse, quamvis nesciat in fundo esse: non est verum, is enim, qui nescit, non possidet thesaurum, quamvis fundum possideat &c. DIGEST. XLI. Tit. II. De adquir. vel amitt. possess. Leg. III. §. 3.* Voyez là-dessus CUIJAS, Recit. in Paulum, ad Edictum, Tom. V. Opp. pag. 748.

(2) Quand les Prisonniers de Guerre devenoient Esclaves, comme, selon l'usage reçu, le Maître aquéroit un droit de Propriété & sur leurs personnes, & sur leurs biens ; il n'étoit pas nécessaire qu'il prit possession actuellement de tout ce qu'ils pouvoient avoir,

ni même qu'il en eût connoissance, pourvu qu'il fût à portée de s'en emparer dès qu'il le découvroit : l'intention de s'approprier tous les biens connus ou inconnus, de son Prisonnier, étoit claire, & suivoit de la nature même de la chose ; comme quand on acquiert un Fonds de terre, où il peut y avoir bien des choses qui en sont des dépendances naturelles. Mais il en va autrement parmi nous, où l'usage de l'Esclavage est aboli. Quelque envie qu'on ait de prendre & de s'approprier tout ce qui appartient à un homme qu'on a fait Prisonnier de Guerre, on n'a d'autre droit sur la personne, que de la retenir jusqu'à ce qu'on ait une rançon, ou jusqu'à la Paix. Ainsi on peut bien fouiller, chercher, & s'approprier tout ce que l'on trouve, qui lui appartenoit, mais si on a négligé de faire toutes les perquisitions nécessaires, on que le prisonnier, qui n'est nullement obligé de déclarer tout ce qu'il a, ait trouvé moyen de dérober quelque chose aux recherches les plus exactes ; il n'y a point alors d'acquisition de la chose même, & elle n'est pas non plus acquise, comme une dépendance naturelle de quelque autre, puis que le Prisonnier n'appartient point

l'a pris n'acquiert point cela, parce qu'il n'en est point en possession. Sur ce principe, le Jurisconsulte PAUL décida, contre le sentiment de *Brutus* & de *Mamilius*, (1) qu'encore qu'on ait pris possession d'un Fonds de terre, on ne possède point pour cela un Trésor qu'il y a sans qu'on le sache; parce qu'on ne peut posséder ce qu'on ignore.

2. De là il s'ensuit encore, qu'un Prisonnier de Guerre peut se servir, pour paier sa rançon, de ce qu'il a trouvé moien de cacher (2) comme en ayant conservé la propriété.

§. XXIX. 1. ON demande encore ici, si l'Héritier d'un Prisonnier de guerre est tenu de paier la rançon que le Défunt avoit promise, & qu'il n'a pas lui-même payée avant sa mort? Il est aisé, à mon avis, de résoudre la question, en disant, que si le Prisonnier est mort en captivité, l'Héritier ne doit rien; parce que la promesse du Défunt renfermoit cette condition, qu'il fût relâché, & il ne fauroit l'être après sa mort: mais s'il étoit déjà relâché, quand il est venu à mourir, l'Héritier alors doit la rançon; parce que le Défunt avoit déjà gagné ce pour quoi il l'avoit promise.

2. J'avoué qu'on peut être convenu, que dès le moment de l'accord fait & conclu la rançon seroit due purement & simplement, & que le Prisonnier demeureroit seulement entre les mains de l'Ennemi, non plus comme Prisonnier de Guerre, mais comme ayant lui-même mis en gage sa personne. On peut au contraire avoir stipulé, que la rançon ne sera payée, qu'au cas qu'en un certain jour fixé le Prisonnier soit vivant & en liberté. Mais ces sortes de clauses n'étant pas fort naturelles, ne se présument point, sans des preuves évidentes.

§. XXX. 1. Voici encore une autre question, qu'on propose ici, c'est de savoir, si un Prisonnier de Guerre, qui a été relâché à condition d'en faire relâcher un autre pris par les siens, doit venir se remettre en prison, lors que cet autre est mort avant qu'il ait obtenu son relâchement?

2. Nous avons prouvé ailleurs, (a) que, quand il s'agit de Promesses gratuites, le Promettant est quitte de sa parole, s'il n'a rien omis de ce qui dépendoit de lui, pour engager un tiers à faire telle ou telle chose: mais qu'en matière de Conventions intéressées de part & d'autre, le Promettant en ce cas-là doit l'équivalent. Pour appliquer ce principe à la question, dont il s'agit, je dis, que le Prisonnier, qui a été relâché, n'est point tenu véritablement de se remettre en prison: car cela n'a point été stipulé dans l'accord; & la Liberté est une cause trop favorable pour que l'on présume là-dessus une convention tacite. Mais le Prisonnier ne doit pas non plus jouir de la liberté

(a) Liv. II.
Chap. XI. §.
22. & Chap.
XV. §. 16.
Liv. III. Chap.
XX. §. 58.

en

à celui qui l'a pris. De sorte que l'exemple du Trésor ignoré par le Maître du Fonds, est ici très-à-propos. Bien plus: supposons qu'avant aucun accord fait pour la rançon, celui qui tient le Prisonnier découvre entre les mains d'un tiers quelques effets appartenans au Prisonnier, mais que ce tiers a pris ou parmi le butin fait dans un pillage, ou entre les mains d'un autre Prisonnier, dont il s'est lui-même saisi: dira-t-on que ces effets peuvent être réclamés par le premier, sous prétexte qu'ils appartiennent à son Prisonnier? Ainsi la critique de ZIEGLER n'est pas mieux fondée ici, que presque par tout ailleurs. J'en dis autant de la pensée de feu Mr. HERTIUS, qui, dans sa Dissertation *De Lytro*, (Sect. II. §. 30. pag. 287. Tom. I. *Opusc. 3. Comm.*) quoi qu'il tombe d'accord avec ce Commentateur de la prétendue acquisition des biens ignorez, ne laisse pas d'approuver la décision de notre Auteur, & de l'étendre même aux Prisonniers de Guerre qui deviennent véritablement Esclaves. Sa raison est, que celui qui traite avec son Prisonnier, déclare par là qu'il se contente de la rançon qu'il exige de

lui: ainsi il est censé avoir perdu dès-lors la possession des biens, qu'il avoit acquis avec la personne; & à plus forte raison de ceux qu'il avoit acquis, sans acquérir en même tems un droit de Propriété sur la personne. Mais celui qui traite pour la rançon avec son Prisonnier, veut certainement gagner quelque chose: & il ne gagneroit rien, si le Prisonnier ne lui donnoit que ce qui est déjà à lui. Ainsi si l'on suppose que les effets même cachez lui appartiennent, il n'aura traité manifestement que sous cette condition, qu'il n'y ait rien de tel dans ce qu'on lui donne pour rançon: de sorte que la condition venant à manquer, l'accord tombera de lui-même. C'est pourquoi le jugement de *Scanderbeg*, que PUFENDORF rapporte aussi, Liv. VIII. Chap. VII. §. 12. est plutôt un jugement favorable, rendu en considération du triste sort auquel on est réduit par l'Esclavage, qu'une sentence fondée sur la rigueur du Droit. Car, comme ce fameux Capitaine faisoit la Guerre avec les *Turcs*, il pouvoit autoriser & autorisoit sans doute, par une espèce de Représailles, l'Esclavage des Prisonniers de Guerre.

§. XXX.

en pur gain ; & ne pouvant effectuer la chose même qu'il a promise, il faut qu'il (1) en paie la valeur à celui envers qui il s'est engagé. Cela est plus conforme à la simplicité du Droit Naturel, que ce qu'enseignent les Interprètes du Droit Romain, en traitant de l'*Action en termes prescrits*, (2) & de l'*Action personnelle pour chose donnée & chose non ensuivie*.

CHAPITRE XXII.

DES CONVENTIONS faites pendant la GUERRE, par des PUISSANCES SUBALTERNES.

I. Différentes sortes de CHEFS d'ARMÉE. II. Comment le Souverain est tenu des CONVENTIONS qu'ils ont faites : III. Ou entre dans quelque obligation à l'occasion de ces Conventions. IV. Quel est l'effet de celles qui se font contre l'ordre du Souverain. V. Si en ce cas-là l'autre Partie est véritablement engagée ? VI. Jusqu'où les Généraux ou les Magistrats peuvent, par leurs Traitez, obliger leurs Inférieurs, ou leur procurer de l'avantage. VII. Qu'ils n'ont pas le pouvoir de faire la Paix. VIII. S'ils peuvent faire des Trêves ? IX. Jusqu'où ils sont autorisés à donner des Saufconduits, pour les Personnes, ou pour les Biens des Ennemis. X. Que ces sortes de Conventions doivent être interprétées à la rigueur : & pourquoi. XI. Comment il faut expliquer l'acte par lequel un Chef reçoit les Vaincus, qui se rendent purement & simplement. XII. Interprétation de la clause apposée, par laquelle on reçoit ceux qui se rendent, si le Roi ou le Peuple y consentent. XIII. Et de la promesse qu'on fait de rendre une Ville.

(a) Chap. XX. de ce Liv. §. 1.

§. I. 1. **A**PRÈS avoir traité des Conventions faites à la Guerre par les Puissances Souveraines de part & d'autre ; il faut passer, selon notre (a) division générale, aux CONVENTIONS qui se font par des PUISSANCES SUBALTERNES, & que le Jurisconsulte (1) ULPYEN met aussi au rang des *Conventions Publiques*.

2. Les Puissances Subalternes traitent ainsi ou entr'elles, ou avec d'autres : non seulement

§. XXX. (1) C'est ce que ne fit point Paul Balioni, qui avoit été relâché à condition de faire mettre en liberté le Cardinal Carvajali, qui mourut étant encore Prisonnier : aussi MARIANA *Hist. Hisp. Lib. XXX.* blâme-t-il Balioni d'en avoir usé ainsi. Mais PARUTA *Lib. II.* rapporte le fait un peu autrement. GROTIUS.

Voiez encore, sur ce cas arrivé à un Général Vénitien, pris par les Espagnols, PAUL JOVE, *Hist. Lib. XII. Tom. I. pag. 203. Ed. Bayl. 1556.* où il est appelé *Baleonu*.

(2) Voici ce que c'est. On a donné une chose, pour en avoir une autre. Celui qui devoit la donner, ne le fait pas, soit qu'il le puisse, soit que ne le pouvant point, il y ait ou il n'y ait pas de sa faute : en ce cas-là, l'autre Contractant peut ou intenter *Action en termes prescrits*, pour les dommages & intérêts ; ou bien redemander ce qu'il a donné, encore même que la chose qu'il devoit recevoir ait péri par un accident fortuit & inévitable ; tant parce qu'il avoit donné le

sien en vue d'une chose qu'il n'a point eue, que parce qu'en matière de ces sortes de Contrats, qui n'avoient point de nom propre & affecté, il étoit libre à celui qui commençoit ainsi l'exécution, de se dédire avant que l'autre eût effectué ses engagements. Voiez DIGEST. *Lib. XIX. Tit. V. De Prescriptis verbis &c. Leg. V. §. 1. & Lib. XII. Tit. IV. De conditione causâ datâ, causâ non sequutâ*, Leg. ult. Loix, que notre Auteur citoit en marge. On peut consulter là-dessus Mr. NOODT, *Probabil. Jur. Lib. IV. Cap. IV. & V.* où il explique savamment & judicieusement, à son ordinaire, ces Loix, qui sont difficiles toutes deux, & l'une corrompue en un endroit. Voiez aussi ce que j'ai remarqué, sur *Liv. II. Chap. XII. §. 3. num. 3.* Selon ces principes des Jurisconsultes Romains, celui qui a relâché un Prisonnier de Guerre dans le cas dont il s'agit, auroit droit d'exiger que ce Prisonnier, après la mort de l'autre, vint se remettre en prison.

CHAP. XXII. §. I. (1) *Publica conventio est, quæ fit per pacem, quotiens inter se Duces belli quædam paci-*
scunt.

lement celles qui sont du plus haut rang, après le Souverain, comme les (2) Chefs ou Généraux d'Armée, ainsi dits par excellence; mais encore celles qui sont d'un rang fort inférieur. Voici comment JULES CÉSAR les distingue: (3) *Autre est, dit-il, le pouvoir d'un Lieutenant Général, autre celui du Commandant en chef. Le premier ne doit rien entreprendre, que selon les ordres qu'il a reçus: l'autre fait tout ce qu'il juge à propos pour la conduite des affaires.*

§. II. 1. IL Y A deux choses à examiner, en matière des Conventions faites par ces Ministres Publics. L'une, si elles obligent le Souverain: l'autre, s'ils s'engagent par là eux-mêmes.

2. La première question (1) doit se décider par un principe, que (a) nous avons établi ailleurs, c'est que l'on s'engage non seulement par soi-même, mais encore par quelque autre personne, que l'on a établie pour Agent & Interprète de notre volonté; soit qu'on ait expressément déclaré cette volonté, soit qu'elle se déduise de la nature même de la commission dont on a chargé la personne qui traite en notre nom. Car quiconque donne un pouvoir, donne en même tems, autant qu'en lui est, tout ce qui est nécessaire pour l'exercer, c'est-à-dire, ce qui est nécessaire moralement parlant, quand il s'agit de choses morales, tel qu'est un engagement.

(a) Liv. II.
Chap. XI.
§. 12.

3. Les Puissances Subalternes peuvent donc, par leur propre fait, obliger le Souverain en deux manières, c'est-à-dire, en faisant ou ce qu'on a lieu de croire vraisemblablement renfermé dans l'étendue de leur Emploi, ou même ce sur quoi elles ont des ordres particuliers, connus ou de tout le monde, ou seulement de ceux avec qui elles ont à faire, bien que la commission soit d'ailleurs hors du ressort de leur charge.

§. III. 1. IL Y A encore d'autres cas, où le Souverain est obligé en conséquence du fait de ses Ministres, mais en telle sorte que ce fait est une simple occasion de l'obligation, & non pas une cause proprement dite. Cela arrive en deux manières: ou par le consentement du Souverain même, ou par un effet de la chose même.

2. Le premier a lieu, lors qu'il paroît que le Souverain a ratifié les engagements de ses Ministres, soit que ce consentement postérieur se donne expressément, ou tacitement, c'est-à-dire, que sachant ce qui s'est passé, le Souverain ait laissé faire des choses, qui ne pouvoient vraisemblablement être rapportées à une autre cause qu'à l'exécution des engagements contractez sans sa participation. Nous avons expliqué ailleurs (a) comment & jusqu'où l'on présume cette approbation.

3. Mais le Souverain est aussi obligé par un effet de la chose même; à ne pas s'enrichir aux dépens d'autrui, c'est-à-dire, ou à tenir un Contrat d'où il veut retirer de l'avant-

(a) Liv. II.
Chap. IV. §. 5.
& Chap. XV.
§. 17.

scuntur. DIGEST. Lib. II. Tit. XIV. De Pactis. Voyez, sur cette Loi, le beau Traité de Mr. NOODT, De Pactis, Cap. VII. où il montre, qu'il faut lire, comme portent quelques anciennes Editions, *aut quotiens* &c. en sorte qu'il y ait ici deux exemples différens: l'un des Conventions, qui se font, quand on traite de la Paix; l'autre de celles qui se font, pendant la Guerre, entre les Généraux des deux Armées Ennemies. Il faut avouer néanmoins, que les mots, *que fit PER PACEM*, ainsi expliquez, ont quelque chose de bien dur; comme le remarque Mr. SCHULTING, Enarrat. in primam partem Pandectarum, ad Tit. De Pactis, §. 2. Je vois dans la Dissertation d'un Docteur Jurisconsulte Allemand, nommé STRAUCHIUS (De Induciis, Cap. III. §. 1.) que j'ai citée sur le Chapitre précédent, une ouverture, dont on pourroit faire usage ici, en y joignant l'addition de la particule *aut*, à quoi il n'a point pensé. Il conjecture, qu'ULPIEN a voulu distinguer deux sortes de Conventions Publiques: les unes, qui se font pendant la Paix, ou entre ceux qui

vivent ensemble en paix; les autres, qui se font pendant la Guerre, où les Généraux sont ordinairement ceux qui traitent au nom & par l'autorité de l'Etat, pour qui ils commandent. Sur ce pied-là, on conserveroit aux termes, *per pacem*, leur signification naturelle, dans toute la pureté de la Langue Latine.

(2) C'est de ceux-là que parle TITE LIVE, lors qu'il dit, que, parmi les Romains, on ne reconnoît pour Chefs, que ceux sous les auspices desquels la Guerre se fait: *Nec ducem novimus, nisi sub cujus auspicio bellum geritur.* Lib. IV. (Cap. XX. *mem.* 6.) GROTIUS.

(3) *Aliæ enim sunt Legati partes, aliæ Imperatoris: alter omnia agere ad præscriptum, alter liberè ad summam rerum consulere debet.* Comm. de Bell. Civil. Lib. III. Cap. LI.

§. II. (1) Voyez CAMDEN, sur l'année 1594. où il rapporte le jugement du Comte de Mirande, sur l'affaire de Hawkins (pag. 629, & seq. Edit. Amst. 1625.) GROTIUS.

(b) Liv. II.
Chap. X. §. 2.

l'avantage, quoique ses Ministres l'aient fait sans y être autorisés; ou à renoncer aux avantages de ce Contract. L'Equité le demande: & (b) nous en avons aussi traité ailleurs suffisamment.

4. C'est jusques-là, & non pas plus loin, qu'on peut admettre ce que quelques-uns disent, Que l'accord, quoique fait à l'insu du Souverain & sans son ordre, est valide, s'il lui en revient de l'avantage. On ne sauroit au contraire excuser d'injustice, ceux qui désapprouvant les Conventions faites sans leur ordre, veulent néanmoins garder ce qu'ils n'auroient point sans cela: comme fit le Sénat Romain, au rapport (1) de VALE'RE MAXIME; & plusieurs autres, dont on trouve des exemples dans l'Histoire.

(a) Liv. II.
Chap. XI. §.
12. & 13.

§. IV. 1. IL FAUT repeter encore ici ce que (a) nous avons déjà dit, que, si celui, à qui on avoit donné charge de traiter, a excédé ses ordres secrets, on ne laisse pas d'être tenu de ce qu'il a fait, pourvu qu'il n'ait point passé les bornes du pouvoir attaché à son Emploi. Le Préteur Romain a très-bien suivi cette règle de l'Equité Naturelle, en réglant l'action qu'il donne pour le fait d'un Commis ou Facteur. Car le Négociant (1) n'est point obligé de tenir tout ce qu'a fait son Facteur, mais seulement ce qui regarde les affaires pour lesquelles il l'avoit établi. Que (2) s'il a signifié publiquement qu'on ne traitât point avec lui, celui-ci n'est plus regardé dès-lors comme son Commissionnaire. Mais si, encore qu'il ait fait cette déclaration, elle n'est (3) pourtant pas connue de tout le monde, il est tenu de ce que le Facteur a contracté en son nom avec ceux qui ne pouvoient savoir le changement de sa volonté. Il faut aussi considérer, (4) sur quel pié le Facteur a été établi: car si on a voulu qu'il traitât sous certaines conditions, ou par l'entremise d'une certaine personne, il doit nécessairement suivre cette manière d'agir qui lui a été prescrite; faute de quoi on est en droit de désavouer ce qu'il a fait.

2. De ces principes de l'Equité Naturelle, il s'ensuit, qu'entre Rois ou Peuples, les uns peuvent être plus engagez, & les autres moins, par les Conventions de leurs Généraux ou Officiers d'Armée, bien entendu toujours que leurs Loix & leurs Coutumes soient assez connues de ceux avec qui ils ont traité. Mais si ceux-ci n'étoient pas suffisamment instruits de ces Loix & de ces Coutumes, il faut alors avoir recours à la conjecture, c'est-à-dire, se régler sur cette présomption raisonnable, que les Chefs ou Officiers ont eu pouvoir de faire tout ce sans quoi ils ne pourroient pas bien exercer les fonctions de leur Emploi; & rien davantage.

3. Si un Ministre Public passé les bornes de sa commission, & qu'il ne puisse point tenir ce qu'il a promis; il sera obligé d'en paier la valeur à ceux avec qui il a traité: à moins qu'il ne s'agisse d'une chose sur quoi il lui étoit défendu de contracter, par quelque Loi assez connue de l'autre Partie. Que s'il y a eu de la mauvaise foi de son côté, je veux dire, s'il a fait accroire qu'il étoit muni d'un plus grand pouvoir, qu'il n'en avoit effectivement; il doit alors, outre l'estimation de la chose promise, réparer le dommage

§. III. (1) *Cnéus Domitius* avoit pris par trahison, & mené à Rome, *Bituitus*, Roi des *Auvergnats*. Le Peuple Romain n'approuva point cette perfidie: cependant il ne voulut point relâcher le Roi, de peur que, s'il retournoit chez lui, il ne rallumât la Guerre. *Cujus factum Senatus neque probare potuit, neque rescindere voluit, ne remissus in patriam Bituitus bellum renovaret.* Lib. IX. Cap. VI. num. 3.

§. IV. (1) *Non tamen omne quod cum institore geritur, obligat eum, qui præposuit: sed ita, si ejus rei gratia, cui præpositus fuerit, contractum est, id est, dumtaxat ad id, ad quod eum præposuit.* DIGEST. Lib. XIV. Tit. III. De *Institoria Act.* Leg. V. §. 11.

(2) *De quo palam proscriptum fuerit, ne cum eo contrahatur, is præpositi loco non habetur.* Ibid. Leg. XI. §. 2. *Proscribere palam sic accipimus, claris literis, unde de plano rectè legi possit: ante tabernam scilicet, vel ante eum locum, in quo negotiatio exercetur: non in loco remoto, sed in evidenti.* §. 3.

(3) Soit parce que l'Affiche est écrite d'une manière qu'on ne peut pas bien la lire, ou qu'elle a été enlevée, ou gâtée par la pluie, ou par quelque autre accident: *Proscriptum autem perpetuo esse oportet. Ceterum si per id temporis, quo propositum non erat, vel obscurâ proscriptio, contractum: institoria locum habebit. Proinde si dominus quidem mercis proscripsisset, alius autem sustulit, aut vetustas-*

mage qu'il a causé par sa faute: il peut même être puni de sa fourberie, à proportion de la grandeur du délit. Pour le premier, ou le dédommagement, ses biens en répondent: &, à leur défaut, on peut le contraindre à servir comme Esclave, ou le retenir en prison. Pour l'autre, on est en droit de s'en prendre ou à sa personne, ou à ses biens, ou à l'un & l'autre tout ensemble, selon la grandeur du crime.

4. Ce que nous venons de dire au sujet du cas où il y a de la mauvaise foi, aura lieu, encore même que le Ministre ait protesté qu'il ne prétendoit point s'obliger lui-même. Car l'obligation de réparer le dommage qu'on a causé, & la dette d'une juste peine, (5) ont avec le délit une liaison, qui n'est point arbitraire, mais naturelle.

§. V. COMME dans les Conventions dont il s'agit, il y a toujours quelqu'un qui est engagé, savoir, ou le Souverain, ou son Ministre; il est certain que l'autre Partie contractante s'oblige aussi véritablement, & qu'on ne peut point dire que le Contrat cloche.

§. VI. I. VOILA pour ce qui regarde les Conventions des Puissances Subalternes, considérées par rapport aux Puissances Supérieures. Voions maintenant quel est l'effet de ces engagements par rapport aux personnes qui sont sous la dépendance de ces Puissances Subalternes.

2. Il n'y a point de doute, à mon avis, qu'un Général d'Armée ne puisse obliger ses Soldats, & un Magistrat ceux de sa Ville, aussi loin que s'étend le pouvoir qu'ils ont ordinairement de leur commander; car en matière d'autres choses, il faut un consentement de leur part (a).

3. Pour ce qui est de savoir si la Convention d'un Général ou d'un Magistrat doit tourner au profit de ceux qui sont au dessous d'eux, voici comment il faut distinguer. Quand la Convention regarde des choses purement avantageuses, elle tourne toujours au profit des Inférieurs: car il n'y a alors aucun lieu de douter que cela ne soit renfermé dans le pouvoir du Supérieur. Que si l'engagement a quelque chose d'onéreux, ou il n'assujettit les Inférieurs qu'à ce qu'on a ordinairement pouvoir de leur commander; & en ce cas-là l'accord tourne toujours à leur profit: ou bien il tend à exiger d'eux quelque chose au delà, & ici ils ne profitent de la Convention qu'autant qu'ils l'approuvent & l'acceptent. Tout ce que je viens de dire, fuit des règles établies ailleurs (b) sur l'effet qu'a, selon le Droit Naturel, une stipulation en faveur d'un tiers. Eclaircissions ces principes généraux, en les appliquant à des exemples particuliers.

§. VII. UN Général d'Armée ne peut point transiger de ce qui regarde le sujet de la Guerre, & ses suites: (1) car le pouvoir de finir la Guerre n'est pas une partie du pouvoir qu'on a reçu de la faire; & quand même on en auroit été revêtu de la manière la plus étendue, cela devrait toujours être restreint au commandement en chef, & à la conduite de toutes les affaires de la Guerre. *Agésilas* répondit aux

(a) *Alc.*
Lib. VIII.
Conf. 40.

(b) *Liv. II.*
Chap. XI.
§. 18.

tustate, vel pluviam, vel quo simili, contingit, ne proscriptum esset, vel non pareret: dicendum: eum, qui proposuit, teneri. Ibid. §. 4.

(4) *Ceditio quoque prepositionis servanda est: quid enim si certum lege, vel interventu cuiusdam persone vel sub pignore, voluit cum eo contrahi, vel ad certam rem? Aequissimum erit, id servari, in quo prepositus est. Ibid. §. 5.*

(5) Ce n'est pas tant pour cela, que parce que l'autre Partie a supposé, en traitant, que le Ministre Public agissoit de bonne foi; sans quoi elle n'auroit eu garde de traiter. Autrement, si elle avoit été assez imprudente pour traiter, quoi qu'elle n'ignorât pas que le Ministre s'attribuoit plus de pouvoir qu'il

n'en a effectivement: quelque mauvaise foi qu'il y eût de la part de celui-ci, l'autre Partie, par cela même qu'elle le savoit, & que nonobstant cela elle avoit acquiescé à la protestation du Ministre, auroit renoncé au droit d'exiger toute punition, & tout dédommagement; & elle devrait être censée avoir bien voulu courir le risque du défaut de la ratification nécessaire.

§. VII. (1) C'est ce que *Bélisaire* disoit antrefois aux *Goths*, qu'il n'avoit pas le pouvoir de disposer des affaires de l'Empereur: *Ου γὰρ ἐσμὲν κύριοι τὰ βασιλέως πράγματα διοικῆσαι.* PROCOPIUS. *Gothic.* Lib. II. (Cap. VI.) GROTIUS.

aux Perses (2) que ce n'étoit point à lui, mais à l'État, de faire la Paix. Le Sénat Romain cassa le Traité de Paix (3) qu'*Aulus Albinus* avoit fait, sans son ordre, avec *Jugurtha*. Et nous avons expliqué ailleurs (a) comment le Peuple Romain étoit dispensé de (4) tenir de semblables Traitez, faits à *Numance*, ou près des *Fourches Caudines*.

(a) Liv. II.
Chap. XV. §.
16.

§. VIII. MAIS pour ce qui est d'accorder quelque (1) Trêve, les Généraux d'Armée (a) le peuvent; & même leurs Lieutenans ou Officiers Subalternes, pendant l'attaque, par exemple, d'un Corps d'Ennemis retranché, ou dans le Siège d'une Ville: bien entendu que ce n'est que pour eux & pour leurs Troupes qu'ils s'engagent à suspendre les actes d'hostilité, car ils n'imposent par là aucune obligation aux autres Commandans, (2) qui leur sont égaux, comme il paroît par l'histoire de *Fabius* & de *Marcellus*, que nous trouvons dans TITE LIVE.

(a) Voyez
Paruta Lib. V.

§. IX. 1. IL n'appartient point aux Généraux d'Armée, sans en excepter ceux qui commandent en chef, de relâcher les personnes acquises par les armes, ni de disposer des Souverainetes ou des Terres conquises. C'est ainsi qu'on ôta la *Syrie* à *Tigrane*, (1) quoique *Lucullus* la lui eût donnée. Quand on eut fait prisonnière la Reine *Sophonisbe*, (2) *Scipion* dit, que c'étoit au Sénat & au Peuple Romain à voir ce qu'il en vouloit faire: & qu'ainsi *Masimissa*, sous la conduite duquel on avoit pris cette Reine, ne pouvoit lui donner la liberté. (a) Pour le reste du butin, nous voyons qu'on laisse aux Généraux quelque pouvoir d'en disposer, non pas tant comme un droit attaché à leur Emploi, qu'en vertu de l'usage de chaque Peuple: de quoi nous avons (b) traité ci-dessus.

(a) *Cassrenf.*
De Justit. &
Jur. L. I.

(b) Chap.
VI. de ce Liv.
§. 15.

2. Mais

(2) Ὁ δὲ τῆς μὲν εἰρήνης ἔφη τὴν πόλιν εἶναι κυρίαν.
PLUTARCH. in Agell. pag. 601. B.

(3) *Senatus, ita uti par fuerat, decernit*, suo atque Populi injussu nullum potuisse foedus fieri. SALUST. Bell. Jugurth. Cap. XLIII. Ed. Waff. Les paroles, que nôtre Auteur rapporte en lettres Italiques comme étant de cet Historien, n'en sont point. Voici un passage de TITE LIVE, qu'il citoit encore dans le Texte, & qui contient la même pensée: *Aut cui rata ista pax erit, quam sine Consule, non ex auctoritate Senatus, injussu Populi Romani, peregerimus? Lib. XXXVII. Cap. XIX. num. 2.*

(4) En ce sens & jusques-là on peut admettre ce que *Postumius* disoit à l'occasion du Traité fait par les Consuls près des *Fourches Caudines*, que, si le Peuple Romain pouvoit être engagé à quelque chose par des accords faits sans son ordre, il n'y avoit rien qu'on ne pût l'obliger de tenir: *Si quid est in quod obligari Populus possit, in omnia potest.* (TIT. LIV. lib. IX. Cap. IX. num. 7.) Car cela n'est vrai qu'en matière de choses qui ne regardent pas la conduite de la Guerre. Et que le Général Romain n'ait entendu parler que de celles-là, il paroît par ce qu'il vient de dire des Conventions par lesquelles on s'engageroit, sans ordre de l'État, à faire en sorte que la Ville de Rome se rendit; ou que les Romains l'abandonnassent, ou y missent le feu; ou qu'ils changeassent la forme de leur Gouvernement. GROTIUS.

§. VIII. (1) PUFENDORF excepte avec raison, celles qui font disparaître entièrement tout l'appareil de la Guerre, & qui approchent d'une véritable Paix: *Droit de la Nat. & des Gens*, Liv. VIII. Chap. VII. §. 13. Il faut aussi excepter, à mon avis, celles qui laissant subsister l'appareil de la Guerre, se font pour un espace de tems un peu considérable. C'est le sentiment d'AYALA, de *Jure & Officiis Bellicis*, Lib. I. Cap. VII. num. 6. d'ALBERIC GENTIL, *De Jure Bell.* Lib. II. Cap. X. §. 288, 299. & Cap. XII. pag. 305.

Voyez encore Mr. VITRIARIUS, *Instit. Jur. Nat. & Gent.* Lib. III. Cap. XV. *Quæst.* 9. Et certainement ces sortes de Trêves sont de trop grande conséquence, pour être laissées entièrement à la discrétion d'un Général d'Armée. D'ailleurs, les circonstances ne sont pas d'ordinaire si pressantes, qu'on n'ait pas le tems de consulter le Souverain: ce qu'un Général doit faire, autant qu'il lui est possible, & pour le bien public, & pour son propre intérêt, en matière même des choses qu'il a pouvoir de ménager de son chef. Parmi les Romains, les Trêves un peu longues n'ont jamais été accordées que par le Sénat & le Peuple. Il y a même eu des Nations (comme le remarque feu Mr. BATTIER, dans sa Dissertation de *Inductis Bellicis*, que j'ai citée sur le Chap. précédent) qui n'ont pas voulu donner pouvoir à leurs Généraux de faire aucune Trêve de leur chef, quoique pour peu de tems. C'est ainsi qu'*Agis*, Roi de Lacédémone, d'un côté, & *Thrasylle* avec *Alciphron*, Chefs de l'Armée d'*Argos*, de l'autre, ayant conclu une Trêve pour quatre mois, elle fut déclarée nulle par les deux Peuples: & les Lacédémoniens même furent si fâchés de ce qu'*Agis* avoit pris cette liberté, qu'ils voulurent que désormais il ne fit rien sans la participation & l'approbation de dix Conseillers qu'ils lui donnèrent. C'est ce qu'on peut voir dans THUCYDIDE, Lib. V. Capp. LIX. LX. LXIII. Ed. Oxon. & non pas dans DENYS d'*Halicarnasse*, Lib. II. que Mr. BATTIER cite ici, §. 3. n'ayant pas pris garde qu'AYALA, sur la foi de qui il l'a sans doute rapporté, (car il donne, comme lui, le nom de *Thrasylle* à l'un des Chefs de l'Armée d'*Argos*; au lieu qu'il s'appelloit *Thrasylle*) qu'AYALA, dis-je, ne cite cet Historien Grec des Antiquitez Romaines, que pour prouver que les Rois de Lacédémone n'étoient point abolus.

(2) Moins encore donc, sur ce pié-là, aux Officiers Supérieurs, & aux Commandans en chef. De sorte que si, après la Trêve accordée, & pendant qu'elle dure,

2. Mais il est certainement au pouvoir des Généraux, d'accorder ou laisser les choses qui ne sont pas encore acquises. Car la plupart des Villes, & souvent les personnes, ne se rendent que sous condition d'avoir la vie sauve, ou la liberté, ou même leurs biens : & d'ordinaire on n'a pas le tems de consulter là-dessus le Souverain. Les Chefs même subalternes doivent avoir ce droit, aussi loin que s'étend leur commission. *Maharbal*, dans le tems qu'*Hannibal* étoit assez loin de lui, avoit promis à quelques Romains, qui s'étoient sauvés de la défaite près du Lac de *Trafimène*, de leur donner non seulement la vie, comme *POLYBE* (3) le dit trop concisément, mais encore, de les laisser aller chacun (4) avec un habit. *Hannibal* les retint, (5) sous prétexte que *Maharbal* n'avoit pas eu pouvoir de promettre une telle sûreté, sans son approbation, à des gens qui se rendoient. Mais *TITE LIVE* (6) blâme ce désaveu d'*Hannibal*, comme un trait de la perfidie ordinaire aux *Carthaginois*.

3. Il faut donc regarder ce que dit *CICÉRON*, dans son Plaidoyer pour *Rabirius*, comme partant de la bouche d'un Orateur, & non pas comme prononcé par un homme qui donne son jugement selon le droit & la vérité. Il prétend, que *Rabirius* n'avoit rien fait que de légitime en tuant *Saturninus*, quoique le Consul *Cajus Marius* l'eût engagé à sortir du Capitole sur sa parole : (7) car, ajoute-t-il, ce Consul pouvoit-il lui promettre quelque chose, sans y être autorisé par un Arrêt du Sénat ? *CICÉRON* suppose ici toujours, que *Marius* seul étoit engagé par la parole qu'il avoit donnée. Mais *Marius* avoit reçu pouvoir, par un Arrêt du Sénat, de faire tout ce qu'il jugeroit à propos pour maintenir l'empire & la majesté du Peuple Romain. C'étoit la plus grande autorité qui pût être (8) donnée, selon l'usage des Romains : & oseroit-on nier,

si dure, quelque autre Chef trouve l'occasion d'attaquer, avec espérance d'un bon succès, l'Ennemi qui compte sur la foi du Traité de suspension d'armes ; il pourra le faire sans scrupule & sans perfidie, selon le principe de notre Auteur. Mais *Mr. BATTIER* a raison, ce me semble, de se déclarer contre cette opinion, dans la Dissertation que je viens de citer, §. 4. En effet, comme c'est avec l'approbation tacite du Souverain que la Trêve a été faite tant que cela étoit renfermé dans l'étendue du pouvoir de celui qui l'a accordée : aucun autre Ministre ne peut rompre l'accord, sans blesser indirectement l'autorité du Souverain. D'ailleurs, cela pourroit donner lieu à des supercheries & des défiances, qui iroient à rendre inutile ou impraticable l'usage des Trêves, si nécessaire en diverses occasions. Car on craindroit toujours d'être surpris pendant ce tems-là par quelque autre Corps de l'Armée Ennemie : & celui-là même, qui a accordé la Trêve, pourroit sous main faire venir d'autres de son Parti, pour attaquer l'Ennemi, endormi sur la foi de l'accord fait avec lui. Ajoutons à cela une autre raison, dont se sert *ALBÉRIC GENTIL*. Celui, dit-il, qui a le Commandement général de l'Armée, peut bien obliger le Souverain, par les Traitez qu'il fait en ce qui regarde la conduite de la Guerre, qui lui a été confiée : pourquoi est-ce qu'un de ses Lieutenans ne pourroit pas l'obliger lui-même, par les Conventions qu'il fait dans l'étendue de son Emploi ? *De Jure Belli*, Lib. II. Cap. X. pag. 289.

§. IX. (1) Ce ne fut point à *Tigrane*, qu'on ôta la Syrie, mais à *Antiochus*, Fils d'*Antiochus* le Pieux, & Petit-fils d'*Antiochus* de *Cyzique* ; comme il paroît par *JUSLIN*, que notre Auteur cite en marge : *Ignitur Tigrane à Lucullo victo, Rex Syriæ Antiochus, Cyziceni filius, ab eodem Lucullo appellatur. Sed quod Lucullus dederat, postea ademit Pompejus. Lib. XL. Cap. II. num. 2, 3.* D'ailleurs, comme le remarque encore *GRO-NOVIUS*, *Pompée* n'avoit pas plus de droit d'ôter la

Syrie, que *Lucullus* de la donner. Pour agir selon les règles du Droit & selon les Loix, le fait de l'un & de l'autre devoit être ratifié par le Sénat & le Peuple Romain. Voyez la Note de ce Savant. Ainsi l'exemple n'est point à propos.

(2) Et *Syphax*, son Epoux : *Et regem [Syphacem] conjugumque ejus . . . Romam oporteret mitti, ac Senatus Populi Romani de eâ judicium atque arbitrium esse.* *TIT. LIV. Lib. XXX. Cap. XIV. num. 10.*

(3) Ἀποδέμναι τὰ ὅπλα, παρέδοσαν αὐτὰς ὑποσπόνδους, ὡς τεύχεσθαι τῆς σωτηρίας &c. *Lib. III. Cap. LXXXIV.*

(4) *Fidem dante Maharbale . . . si arma tradidissent, abire cum singulis vestimentis passurum, sese dediderunt* &c. *TIT. LIV. Lib. XXII. Cap. VI. num. 11.*

(5) Πρώτον μὲν διασάφισεν, ὅτι Μαάρβας ἢ ἔην κύριος ἀνευ τῆς αὐτῆς γνώμης διδῶς τὴν ἀσφάλειαν τοῖς υποσπόνδους &c. *POLYB. ubi supra, (Cip. LXXXV.) Bajazet* se servit d'un faux-fuiant aussi frivole, dans une affaire semblable, contre ceux de *Crattovo* en *Servie* ; comme le rapporte *LEUNCLAVIUS*, *Lib. VI. GROTIUS.*

(6) *Quæ Punicâ religione servata fides ab Hannibale est, atque in vincula omnes coniecit. Ubi supra, num. 12. seu fin.*

(7) *Ac, si fides Saturnino data est . . . non eam C. Rabirius, sed C. Marius dedit : idemque violavit, si in fide non stetit. Quæ fides, Labiene, qui potuit sine Senatusconsulto dari ? Orat. pro C. Rabir. Cap. X.*

(8) Voyez *SALLUSTE, Bell. Catilin.* (Cap. XXX. *Ed. Waff.*) On trouve dans *GUICCIARDIN, Hist. Liv. VI. (Chap. IX. fol. 229. de la vieille Traduct. Française d'HIERÔME CHOMEDEY : pag. 339. de l'Original Italien ; Ed. de Genève 1645.)* une chicane semblable à celle de *CICÉRON*, de laquelle *Gonsalve* se servit contre le Duc de *Valentinois*. *GROTIUS.*

nier, qu'elle ne renfermât le droit d'accorder l'impunité à quelcun, si cela étoit absolument nécessaire pour mettre l'État en sûreté?

§. X. AU RESTE, les Conventions des Généraux, dont nous venons de parler, regardant les affaires d'autrui, le sens en doit être restreint, autant que le permet la nature de l'accord; en sorte que, d'un côté, le Souverain ne soit point engagé par là plus qu'il ne voudroit, s'il traitoit lui-même; & que, de l'autre, les Généraux ne souffrent point de dommage en faisant leur devoir.

(a) Tit.
Liv. Lib.
XLV. Cap. 6.

§. XI. AINSI, lors qu'un Général reçoit des gens qui se rendent à lui purement & simplement, il est censé ne les recevoir qu'à condition que le Roi ou le Peuple vainqueur, au nom de qui il commande, disposera d'eux comme il le jugera à propos. Nous en avons des exemples en la personne de *Gentius*, Roi d'*Illyrie*, qui (1) se rendit à *Anicinus*; & en celle de (a) *Persée*, Roi de *Macédoine*, qui se rendit à *Æmilius Paulus*.

§. XII. PAR la même raison, si un Général, en traitant de son chef, a déclaré expressément, que l'accord ne seroit bon & valable, qu'au cas que son Souverain le ratifiât; clause dont on trouve plusieurs exemples dans ces sortes de Traitez faits par des Généraux Romains: la ratification ne s'ensuivant point, le Général ne sera lui-même tenu à rien, qu'autant qu'il aura retiré quelque profit de sa Convention.

(a) Tit.
Liv. Lib.
XXIV. Cap. I.

§. XIII. ENCORE un autre cas, dont la décision doit se faire selon la règle que nous venons de poser. Ceux qui ont promis de remettre une Place à l'Ennemi, peuvent auparavant en faire sortir la Garnison. Et c'est ainsi (a) qu'en usèrent les *Locriens*.

CHAPITRE XXIII.

DES CONVENTIONS faites avec l'ENNEMI, par de simples PARTICULIERS, comme tels.

I. Réfutation de ceux qui croient, que les PARTICULIERS ne sont point obligez de tenir ce qu'ils ont promis à l'ENNEMI. II. Que cette obligation a lieu, à certains égards, même envers un Corsaire & un Brigand. III. Que l'âge de Minorité n'en dispense point par lui-même. IV. Si l'erreur empêche ici l'engagement? V. Réponse à l'objection tirée de l'utilité publique. VI. Application des principes établis ci-dessus, à la parole donnée de venir se remettre en prison: VII. Ou de ne pas retourner dans un certain lieu: ou de ne point servir: VIII. Ou de ne pas se sauver. IX. Que celui qui a été fait Prisonnier par quelcun, ne peut pas se donner à un autre. X. Si les Particuliers doivent être contraints par leurs Supérieurs, à effectuer ce qu'ils ont promis comme Particuliers? XI. De quelle manière on doit expliquer ces sortes de Conventions. XII. Comment il faut expliquer les mots de Vie sauve; Habits; arrivée de secours. XIII. Quand c'est qu'on peut dire que quelcun est retourné chez l'Ennemi. XIV. Ce que l'on doit entendre par un secours suffisant, dans un accord par lequel on promet de se rendre sous condition. XV. Que ce qui regarde l'exécution, n'emporte point de condition. XVI. Des Otages que l'on donne pour sûreté de ces sortes d'engagemens.

§. I. I. C'EST une maxime de CICE'RON, assez connue de tout le monde, (1) que si des Particuliers ont promis quelque chose à l'Ennemi, y étant contraints par la nécessité des circonstances, ils doivent en cela même tenir religieusement leur parole. Les PARTICULIERS, dont il parle, ne sont pas seulement les Soldats, mais tout autre personne qui ne porte point les armes: car cette différente condition ne change rien à la force de l'engagement.

2. II

§. XI. (1) Voyez APPIEN d'*Alexandrie*, De Bell. Illyr. pag. 761. Ed. H. Steph.

CHAP. XXIII. §. I. (1) Atque etiam, si quid singuli, temporibus adducti, hosti promiserint, est in eo ipso fides

2. Il y a donc lieu d'être surpris, qu'il se soit trouvé des Jurisconsultes (a), qui aient enseigné, que les Conventions Publiques faites avec l'Ennemi sont bien obligatoires, mais qu'il n'en est pas de même de celles que font de simples Particuliers, considérez comme tels. Car les personnes privées aiant des droits particuliers, qu'elles peuvent engager; & les Ennemis étant capables d'acquiescer quelque droit: qu'est-ce qui peut ici empêcher l'engagement? D'ailleurs, si on n'établit cela, on donne occasion à des carnages, & on met un obstacle à la Liberté: car il arrive souvent que les Prisonniers ne peuvent avoir la vie sauve, ni obtenir leur relâchement, qu'en promettant quelque chose en leur nom propre & privé.

§. II. 1. BIEN plus: on est obligé de tenir ce que l'on a promis, comme Particulier, non seulement à un Ennemi autorisé par le Droit des Gens, mais (1) encore à un Corsaire & à un Brigand; comme nous l'avons dit ci-dessus (a) des Conventions Publiques faites avec de telles gens. Toute la différence qu'il y a, c'est que, si l'on a été porté à traiter avec eux par l'impression d'une crainte injuste, on peut (b) exiger qu'ils nous relèvent de notre engagement, ou s'en relever soi-même, si celui à qui l'on a promis le refuse: ce qui n'a pas lieu (c) en matière des Promesses auxquelles on s'est déterminé par l'effet d'une crainte causée dans une Guerre Publique & selon le Droit des Gens.

2. Que si l'on a promis avec serment, même à un Pirate ou à un Voleur, il faut alors indispensablement tenir sa parole, à moins qu'on ne veuille se rendre coupable de parjure. (d) Mais un tel parjure commis envers ces fortes de gens, demeure impuni parmi les Hommes, en haine de ceux avec qui l'on a eu à faire: au lieu qu'on le punit, quand il est commis contre des Ennemis Publics.

§. III. AU RESTE, en ce qui regarde l'obligation des Promesses, dont nous traitons, faites à l'Ennemi par un simple Particulier, comme tel, je n'excepte point celles des Mineurs, pourvu qu'ils soient en état de savoir ce qu'ils font. (1) Car les bénéfices accordez aux Mineurs sont de Droit Civil: & il s'agit ici du Droit des Gens.

§. IV. POUR ce qui est de l'erreur qu'il peut y avoir dans ces fortes d'engagemens, il faut appliquer ici ce que nous avons établi ailleurs au (a) sujet des Promesses en général, c'est que l'erreur donne droit de se dédire, si, selon l'intention du Promettant, ce en quoi il s'est trompé tenoit lieu de condition, sans laquelle il n'a pas prétendu s'engager.

§. V. 1. IL EST plus difficile de décider, jusqu'où s'étend le pouvoir de promettre, qu'ont les Particuliers, par rapport à l'Ennemi.

2. Ici il est bien clair, qu'un Particulier ne sauroit aliéner valablement rien de ce qui appartient au Public. Car si cela n'est pas permis même aux Généraux d'Armée, comme (a) nous l'avons prouvé un peu plus haut; à beaucoup plus forte raison ne doit-il pas l'être à de simples Particuliers.

3. Mais en matière même des actions & des biens de chaque Particulier, il y a lieu de douter s'ils peuvent en disposer valablement par un accord avec l'Ennemi; parce qu'ils ne sauroient le faire, sans qu'il en revienne quelque préjudice à leur Parti. Ainsi il semble d'abord, que ces fortes de Conventions sont illicites, soit qu'elles se fassent par les Sujets, ou par les Soldats enrôlez: le droit éminent de l'Etat empêchant les premiers de s'engager; & les autres ne le pouvant à cause du serment qu'ils ont prêté.

4. Cependant il faut considérer ici, que toute Convention, qui tend à éviter un mal plus grand ou plus certain, (1) doit être censée plus avantageuse que nuisible, lors même qu'il s'agit de l'influence qu'elle a sur l'intérêt public: parce qu'un moindre mal, com-

(a) Bartol. in L. Conventio-
tionum. 5. D.
De Pact. Zu-
fius, in Apolog.
contr. Eckium.

(a) Chap.
XIX. de ce
Liv. §. 2.

(b) Voyez
ci-dessus, Liv.
II. Chap. XI.
§. 7.

(c) Oldr.
Conf. 7. Co-
varruo. De
Matrim. Part.
II. Cap. 3.
4. num. 21.

(d) Voyez
ci-dessus,
Chap. XIX. de
ce Liv. §. 5.

(a) Liv.
II. Chap.
XI. §. 6.

(a) Chap.
précédent,
§. 7.

fides conservanda. De Offic. Lib. I. Cap. XIII.

§. II. (1) Mais voyez ce que l'on a dit sur Liv. II.
Chap. XI. §. 7.

§. III. (1) Voyez ci-dessus, §. 5. du Chapitre, au-

quel je viens de renvoyer.

§. V. (1) Comme, par exemple, quand on promet
de paier certaines Contributions, pour se racheter d'un
pillage, ou des incendies &c.

(2) C'est

comparé avec un plus grand, tient lieu de bien, comme quelcun le remarque (2) dans l'Histoire d'APPIEN d'*Alexandrie*. D'ailleurs, ni l'engagement seul où l'on est envers l'Etat, & par lequel on ne s'est point dépouillé du pouvoir qu'on a sur soi-même & sur ses biens; ni la vue du Bien Public, sans l'autorité de quelque Loi qui défende sous peine de nullité; ne sont pas des raisons assez fortes pour faire qu'un engagement contracté soit nul & de nul effet, encore même qu'il y ait quelque chose de contraire au Devoir de celui qui s'est engagé.

5. Les Loix pourroient sans doute ôter ce pouvoir aux Sujets, tant perpétuels, qu'à ceux qui ne le sont que pour un tems. Mais elles ne le sont pas toujours; parce qu'elles veulent bien épargner les Citoyens: & elles ne peuvent pas même le faire toujours raisonnablement; car les Loix Humaines, comme nous l'avons remarqué (b) ailleurs, n'ont force d'obliger, que lors qu'elles sont proportionnées à la faiblesse humaine, & non pas si elles imposent quelque charge trop onéreuse, qui répugne entièrement & à la Raison & à la Nature. C'est pourquoi les Loix & les Ordres particuliers, qui renferment quelque chose de semblable, ne doivent point être regardez comme de véritables Loix, auxquelles on soit obligé de se soumettre. Et les Loix conquës d'une manière générale, qui, selon la rigueur des termes, pourroit en faire étendre le sens aux cas d'une extrême nécessité, doivent être restreintes, par la même raison, en sorte qu'elles les excluent.

(b) Liv. I.
Chap. IV. §. 7.
num. 2, 3. &
Liv. II. Chap.
XIV. §. 12.
num. 2.

6. Que si un certain engagement, qui se trouvoit défendu & annullé d'avance par une Loi ou un Ordre particulier, est de nature à pouvoir l'être justement; l'Acte du Particulier, qui s'y est porté contre les défenses, fera nul, & pourra néanmoins être puni par surcroît, à cause qu'il a promis ce qui étoit hors de son pouvoir; sur tout s'il s'est engagé avec serment.

§. VI. 1. ON tolère, & avec raison, la promesse que fait un Prisonnier de Guerre, de venir se remettre en prison; car la condition de ce Prisonnier (1) n'en devient pas plus malheureuse.

2. La bonne foi de Régulus en un pareil cas, n'est donc pas seulement une action glorieuse pour lui, comme quelques-uns le croient; mais il fit aussi par là ce qu'il devoit, comme le reconnoît (2) CICÉRON. En vain objecteroit-on ce qu'HORACE dit, en parlant de lui, (3) qu'il savoit les tourmens qu'un Ennemi Barbare lui préparoit. Car, avant que de promettre, il savoit déjà que cela pouvoit arriver. Parmi les Romains, dans une autre occasion, huit Prisonniers, de dix, reconnurent qu'il n'y avoit point pour eux de droit de Postliminie, parce qu'ils étoient liez par leur serment; au moins (4) selon ce qu'AULU-GELLE rapporte, sur la foi d'anciens Auteurs.

§. VII. 1. QUELQUEFOIS ON promet, de ne pas retourner dans un certain lieu, où de ne point servir contre celui de qui l'on est Prisonnier.

2. On trouve un exemple du premier, dans THUCYDIDE, où ceux d'Ithôme (1) donnent

(2) C'est un Carthaginois qui parla ainsi, pour faire entendre à ses gens qu'ils devoient se soumettre aux Romains, puis qu'ils étoient hors d'état de leur résister: Ἐτόλμησεν [τῶν Καρχηδονίων τις] ὡς ἐπὶ δὴ τὸ ἄλλο παρελθὼν εἰς τὸ μίσον ἱππεῖν, ὅτι καὶ τῶν κακῶν ἐπιλέγεσθαι τὰ μετρίωτερα, ὅλως ἀνόπλιτος &c. De Bell. Punic. pag. 55. Ed. H. Steph.

§. VI. (1) On ne le laisseroit point aller chez lui sans cela: & il vaut mieux sans doute pour lui d'avoir cette permission pour un tems, que de demeurer toujours en prison.

(2) Regulus vero non debuit conditiones pacis necque bellis hostiles perturbare perjurio. De Offic. Lib. III. C. XXIX.

(3) Aique sciebat, quae sibi barbarus

Tortor pararet.

Lib. III. Od. V. vers. 49, 50.

(4) Tum octo ex iis, postliminium justum non esse sibi, responderunt, quoniam de jure victi forent. Noct. Attic. Lib. VII. (Cap. XVIII.) De jure victi, c'est-à-dire, capitis minores, comme s'exprime HORACE (ubi supra) en parlant de Régulus. GROTIUS.

Cette diminutio capitis étoit une fuite du Serment. Par le Serment les Prisonniers étoient engagez à se regarder toujours comme étant au pouvoir de l'Ennemi, & ses Esclaves: ainsi ils étoient déchus de tous les droits de Citoyens Romains.

§. VII. (1) On plutôt les Hilotes, & quelques autres, qui s'étoient réfugiés à Ithôme: Ὅι δ' ἐν Ἰθώμῃ δεκάτω ἔτει, ὡς ἐκέτι ἐδύνατο ἀνέχεσθαι, ἐξυπέστησαν πρὸς τὴν Λακεδαιμονίαν ἐφ' ᾧ τε ἐξέλασιν ἐκ τῆς Πελοποννήσου ὑποσπονδοί, καὶ μηδεποτέ ἐπιβήσομαι αὐτῆς &c. Lib. I. Cap. CIII.

(2) L'Hif-

donnent leur parole aux *Lacédémoniens*, qu'ils fortiront du *Péloponnèse*, & qu'ils n'y reviendront jamais.

3. L'autre sorte de Promesse est aujourd'hui plus fréquente. Elle n'étoit pourtant pas autrefois hors d'usage. *POLYBE* nous parle (2) de quelques *Nimides*, qu'*Hamilcar* relâcha, à condition qu'aucun d'eux ne porteroit les armes contre les *Carthaginois*. Il y a deux exemples semblables dans (a) *PROCOPE*.

4. Quelques-uns (3) soutiennent, que cette dernière Promesse est nulle, parce qu'elle est contre ce qu'on doit à la Patrie. Mais tout ce en quoi il y a quelque chose de contraire au Devoir, n'est pas nul par cela seul, comme nous (b) l'avons montré en un autre endroit. D'ailleurs, il n'est pas même contre le Devoir d'un bon Citoyen, de se procurer la liberté, en promettant de s'abstenir d'une chose, dont il est au pouvoir de l'Ennemi de nous empêcher. Car la Patrie ne perd rien par là, puis que le Prisonnier, tant qu'il n'est point relâché, est censé perdu pour elle.

§. VIII. ON promet aussi quelquefois, de ne point se sauver. Il faut alors tenir sa parole, quand même on l'auroit donnée étant dans les fers; quoique quelques-uns en dispensent en ce cas-là. Car, à la faveur d'une telle Promesse, ou l'on rachète sa vie, ou bien on obtient d'être gardé moins étroitement.

2. Mais si le Prisonnier de Guerre, après avoir promis de ne pas s'enfuir; est mis dans les fers, il est quitte alors de sa parole, supposé qu'il ne l'ait donnée qu'à condition de n'être point resserré de cette manière.

§. IX. IL Y A des gens, qui font ici une question assez impertinente, c'est si un Prisonnier peut se donner à un autre que celui qui l'a pris? Car il est de la dernière évidence, que personne ne sauroit ôter validement par ses conventions le droit acquis à un autre. Or celui qui a fait quelcun Prisonnier, a acquis un droit sur lui, ou par le seul droit de la Guerre, ou en partie par droit de Guerre, en partie par la concession de la Puissance Souveraine, qui fait la Guerre; selon ce que (a) nous avons expliqué ailleurs.

§. X. 1. MAIS il se présente ici une belle question, touchant l'effet des Conventions, dont il s'agit, c'est de savoir, si au cas que les Particuliers qui se sont engagés ne veuillent point tenir leur parole, leur Souverain doit les y contraindre?

2. L'opinion la mieux fondée, est qu'ils doivent y être contraints, mais seulement lors que la Promesse a été faite dans une Guerre Publique & en forme; & cela en vertu du Droit des Gens, selon lequel les deux Ennemis, qui se font la Guerre, doivent se rendre justice l'un à l'autre, (1) en matière même de ce qui regarde le fait des Particuliers; comme si des Particuliers avoient insulté ou maltraité un Ambassadeur. C'est ainsi qu'autrefois, dans le Sénat Romain, plusieurs furent d'avis de renvoyer à *Hannibal*, avec bonne garde, ceux des dix Prisonniers qui ne vouloient pas s'en retourner auprès de lui, selon la parole qu'ils lui avoient donnée; comme cela paroît par un fragment de *CORNÉLIUS NEPOS*, qu'*AULU-GELLE* (2) rapporte.

§. XI.

(2) L'Historien ne parle point d'une parole donnée expressément par ces Prisonniers, de ne point servir: il dit seulement, qu'*Hamilcar*, en les relâchant, les menaça de les punir rigoureusement & sans miséricorde, s'ils porteroient les armes contre les *Carthaginois*: Τὸς ἃ μὴ Βελομέ- νης [μεθ' ἐαυτῆς συστρέφειν] ἀθροίσας παρεκάλει φάσκων, ὥς μὲν τῷ νῦν συγνόμῃ αὐτοῖς ἔχειν τῶν ἡμετέριων διὰ τῆς συγχωρεῖν τρέπεσθαι καὶ τὰς ἰδίας ὁμᾶς, ἢ πὸς ἂν ἐκαστὸν αὐτῶν προσιῇται. μετὰ δὲ ταῦτα διηπειρήσατο, μηδένα φέρεν ὅσῳ πολέμιον κατ' αὐτῶν ὡς εἰ αὐτῶν τις ἀπαραι- τήτη τεύξομεν τιμωρίας. Lib. I. Cap. LXXVIII.

(3) Par exemple, *ALBÉRIC GENTIL*, *De Jure Belli*. Lib. II. Cap. XI. Conférez ici *PUFENDORF*, *Droit de la Nat.* & des Gens, Liv. VIII. Chap. II. §. 2.

§. X. (1) En vain feroient-ils liez par leur promesse, s'il n'y avoit quelqu'un, qui pût les contraindre à s'en acquit-

ter. C'est ce que dit *ALBÉRIC GENTIL*, dans le Chap. que je viens de citer, vers la fin. Ajoûtons, que ces sortes de Promesses ont été ou dû être tacitement approuvées par le Souverain: ainsi il doit les faire valoir, entant qu'en lui est.

(2) *CORNELIUS autem NEPOS*, & in Libro Exemplorum quinto, id quoque literis mandavit, multis in Senatu plucuisse, ut ii, qui redire nollent, datis custodibus ad Hannibalem deducerentur, sed eam sententiam numero plurium, quibus id non videretur, superatam &c. Noct. Attic. Lib. VII. Cap. XVIII. Avant ce tems-là, le même Sénat Romain avoit contraint quelques Prisonniers d'aller se remettre entre les mains de *Pyrrhus*, qui leur avoit donné congé sous cette condition. *APPIEN*, *Excerpt. Legat. num.* 6. [pag. 348. *Eclog. Fulv. Uryin.*] *GROTIUS*.

(a) *Gothic.*
Lib. II. Cap.
14. & Lib. III.
Cap. 36.

(b) *Liv.* II.
Chap. V. §. 3.
& §. 10. num.
3.

(a) *Chap. VI.*
de ce Liv. §.
23, & suiv.

§. XI. A L'ÉGARD de la manière d'interpréter ces sortes de Conventions, il faut (a) suivre les Règles, dont nous avons (a) parlé plusieurs fois, c'est de ne s'éloigner du sens propre & naturel des termes, que pour éviter quelque absurdité, ou quand il y a quelque autre conjecture assez certaine de l'intention du Promettant: en sorte que, dans un doute, l'interprétation se fasse plutôt au préjudice de celui qui a prescrit les conditions de l'accord.

(a) Liv. II.
Chap. XVI. §.
2. Liv. III.
Chap. XX.
§. 26.

§. XII. 1. CELUI, à qui l'on a promis la *vie*, ne peut point prétendre pour cela qu'on lui laisse la *liberté*.

2. Sous le nom d'*Habits* ou d'*Equipage*, on ne comprend point les *Armes*; car ce sont des choses différentes.

3. Un *secours*, dont on a parlé, peut fort bien être dit *arrivé*, lors qu'il est à portée d'être vu, encore même qu'il n'agisse point: car la présence seule a son effet.

§. XIII. MAIS on ne peut pas dire qu'un Prisonnier soit *retourné chez l'Ennemi*, lors qu'il n'a fait que revenir secrètement, pour resortir aussi-tôt. Car quand on parle ici de *retourner*, on doit l'entendre d'un retour, qui remette celui qui revient, au pouvoir de l'Ennemi. Se prévaloir d'une explication toute contraire, c'est, selon (1) CICE'RON, une fourberie insigne, une sottise finesse, qui joint le parjure à la chicane. AULU-GELLE (2) l'appelle une ruse frauduleuse: il dit que les Censeurs la punissoient par des flétrissures, & que ceux qui en avoient usé étoient regardés avec exécution, comme des personnes infâmes.

§. XIV. LORS qu'en parlant de *se rendre*, on a dit qu'on ne le feroit point, s'il arrivoit un (1) *bon secours*; cela doit s'entendre d'un renfort qui fasse cesser le danger où l'on étoit.

§. XV. IL FAUT remarquer encore, que, quand on a inséré dans un accord quelque clause qui règle la manière de l'exécuter, cela seul ne rend point l'accord conditionnel: comme s'il a été stipulé que l'on paieroit en un certain lieu, & que ce lieu vienne ensuite à changer de maître.

§. XVI. A L'ÉGARD des Otages, que l'on donne pour sûreté des Conventions dont il s'agit, il faut rappeler ce que (a) nous avons dit ci-dessus, qu'ils sont le plus souvent un simple accessoire de l'engagement principal: mais que l'on peut néanmoins convenir d'une alternative, c'est-à-dire, qu'une certaine chose se fera, ou qu'autrement les Otages seront retenus. Cependant il faut tenir pour maxime, dans un doute, que les Otages ne doivent être regardés que comme un accessoire, parce que c'est la manière la plus naturelle de se constituer pour Otage.

(a) Chap.
XX. de ce Liv.
§. 58.

CHAPITRE XXIV.

DES CONVENTIONS TACITES.

I. Comment on s'ENGAGE TACITEMENT. II. Exemple de ceux qui se mettent sous la protection d'un Peuple, ou d'un Roi. III. De ceux qui demandent ou qui accordent une entrevue. IV. Que, pendant cette entrevue, on peut néanmoins prendre des mesures & avancer ses

§. XIII. (1) *Reditu enim in castra liberatum se esse jurando interpretabatur: non rectè. fraus enim adstringit, non dissolvit perjurium. Fuit igitur stulta calliditas, perversè imitata prudentiam. Itaque decrevit Senatus, ut ille veterator & callidus, vinculus ad Hannibalem daceretur. De Offic. Lib. III. Cap. XXXII.*

(2) *Hac eorum fraudulenta calliditas tam esse turpis exstigmata est, ut contenti vulgo disceptique sint; Censoresque eos postea omnium notarum & damnis & ignominitis adfecerint ... Usque adeo intestabiles invidiosque fuisse, ut tedium vite*

ceperint, necemque sibi consciverint. Noët. Attic. VII. 18.

§. XIV. (1) Il y a dans PROCOPE quatre exemples de cette sorte de convention: *Gotthic. Lib. III. (Capp. VII. XII. XXX. XXXVII.)* Et un, dans AGATHIAS, au sujet de la Ville de Luques, *Lib. I. (Cap. VII.)* Un autre dans BIZANZO, touchant un Château de l'île de Corse, *Hist. Genuenf. Lib. X.* Voyez-en d'autres au Liv. XVIII. & dans la Guerre contre les Maures. CROMER en rapporte aussi un, *Lib. XI. GROTIUS.*

ses affaires, pourvu qu'on ne fasse aucun mal à celui avec qui l'on s'abouche. V. Des signes muets, qui, selon la coutume, signifient quelque chose. VI. De l'approbation tacite d'un Traité Public fait sans ordre du Souverain. VII. Quand c'est qu'une Peine est remise tacitement.

§. I. I. LE Jurisconsulte JAVOLÉNS a très-bien dit, (1) qu'il y a des Conventions qui se font sans dire mot. Car, de quelque manière que le consentement soit déclaré & accepté, il a la vertu de transférer quelque droit. Et il y a d'autres signes de consentement, que les Paroles & l'écriture, comme nous l'avons remarqué (a) plus d'une fois. Quelques-uns même sont renfermez dans la nature de certains actes.

(a) Liv. II.
Chap. IV. §. 4.
5. & Liv. III.
Chap. I. §. 8.

2. Cela a lieu & dans les Conventions Publiques, & dans les Conventions Particulières, & dans celles (2) qui tiennent des unes & des autres. Donnons des exemples de toutes ces sortes de CONVENTIONS TACITES.

§. II. QUAND une personne venant de chez l'Ennemi, ou de Païs étrangers, se met sous la protection d'un autre Peuple, ou d'un Roi; il n'y a point de doute, qu'elle ne s'engage par là tacitement à ne rien faire contre l'État où elle demande un azile. Ainsi il ne faut point entrer dans la pensée de (1) ceux qui examinant l'action de (2) ZOPYRE, n'y trouvent rien de blâmable: car la fidélité de ce Persan envers son Roi, n'excuse point sa perfidie envers ceux chez qui il s'étoit réfugié. Disons la même chose de SEXTUS, Fils de Tarquin, (3) qui s'en étoit allé chez les GABIENS; & du fourbe SINON, que VIRGILE (4) représente agissant comme tel en ce cas-là.

§. III. CEUX qui demandent ou qui accordent une Entrevue, promettent aussi tacitement (1) une entière sûreté à ceux avec qui ils s'aboucheront. Faire du mal aux Ennemis, sous prétexte d'une Entrevue, c'est violer le Droit des Gens, selon (2) TITE LIVE. Le même Historien traite cela formellement de (3) perfidie; aussi bien que VALE'RE MAXIME, (4) en parlant de CNÉUS DOMITIUS, qui en usa ainsi à l'égard de BITUITUS, Roi des anciens AUVERGNAIS. Je m'étonne donc, que l'Auteur du VIII. Livre des Mémoires de CÉSAR, touchant la Guerre des Gaules, soit que ce fut HIRTIUS, ou OPIUS, rapportant une pareille action de LABIÉNS, dise, (5) que Labiénus crut pouvoir, sans perfi-

CHAP. XXIV. §. I. (1) *Videtur autem in hac specie id silentio convenisse*, ne quid præstaretur, si ampliore pecuniâ fundus esset locatus. DIGEST. Lib. XIX. Tit. II. *Locati conducti*, Leg. II. princip. Voyez le Traité de Mr. NOODT, *De Pactis*, Cap. II.

(2) Notre Auteur entend par là ce qu'il appelle *Sponsio*, c'est-à-dire, les Conventions faites par des Personnes Publiques, & en matière d'affaires publiques; mais sans aucun ordre ni exprès, ni tacite du Souverain: car à cet égard elles tiennent quelque chose des accords privez, ceux qui le font n'ayant pas plus de pouvoir alors, que de simples Particuliers.

§. II. (1) ALBERTIC GENTIL (*De Jure Bell.* Lib. II. Cap. IX. *init.*) attribue cela à VALE'RE MAXIME, dont il cite quelques paroles, auxquelles notre Auteur semble faire allusion ici, après lui. Mais cet Historien ne dit rien du tout de ZOPYRE: il parle des Stratagèmes en général: *Ille vero pars calliditatis egregia, & ab omni reprehensione procul remota, cujus opera, quia adpellatione nostrâ vix aptè exprimi possunt, Græca pronuntiatione STRATEGEMATA dicuntur*. Lib. VII. Cap. IV. *princ.* Il est vrai, qu'il met au nombre de ces Ruses innocentes, l'action semblable de SEXTUS TARQUIN. Voyez, au reste, sur ce cas, PUFFENDORF, *Droit de la Nat. & des Gens*, Liv. VIII. Chap. XI. §. 5.

(2) Voyez-la rapportée par HÉRODOTE, Lib. III. Cap. CLIV, & seqq. JUSTIN, Lib. I. Cap. ult. &c.

(3) Cela se trouve dans TITE LIVE, Lib. I. Cap. LIII. & LIV.

(4) *Accipe nunc Danaum insidias & crimine ab uno Disce omnes* ———

Æneid. Lib. I. *vers.* 65, 66.

§. III. (1) C'est donc avec raison, qu'AGATHIAS blâme RAGNARIS, Chef des Huns, de ce qu'il tira en traître sur NARSES, comme celui-ci s'en retournoit d'une Conférence que l'autre avoit demandée. Lib. II. (Cap. VII.) GROTIUS.

(2) Deinde, quod ipsi Consuli, parum cauto adversus colloquii fraudem, insidiabantur . . . & successisset fraudi, ni pro Jure Gentium, cujus violandi consilium initum erat, stetit fortuna. Lib. XXXVIII. Cap. XXV. num. 7, 8.

(3) *Major multo pars perfidæ* [c'est ainsi qu'il faut lire, au lieu de *per fidem*] *violati colloquii penam morte luunt.* Ubi supr. (*in fin.* Cap.) GROTIUS.

Cette correction de notre Auteur n'est nullement nécessaire, comme il paroît par plusieurs exemples semblables, que le Savant GRONOVIVS cite ici. Voyez aussi CÉSAR, *De Bell. Gall.* Lib. I. Cap. XLVI. & là-dessus la Note de Mr. DAVIES. Le sens, au fond, revient à la même chose.

(4) *Cn. autem Domitium . . . nimia gloriæ cupiditas perfidum existeret cœgit . . . Per colloquii simulationem arcessitum, hospitioque exceptum vinctis, ac Romam navæ deportandum curavit.* Lib. IX. Cap. VI. num. 3.

(5) *Quum Comium comperisset [T. Labienus] sollicitare civitates, & conjurationem contra Cæsarem facere, infidelitatem ejus, sine ulla perfidia, judicavit comprimi posse . . . C. Volusenum Quadratum misit, qui eum, per simulationem colloquii, curaret interficiendum.* Cap. XXIII. Mr. COCCREJUS, en son vivant célèbre Professeur en Droit à Francfort sur l'Oder, critique notre Auteur, (dans une Dissertation *De Officio & Jure Mediatorum Pacis*, §. 24.) comme s'il doutoit, qu'il y eût de la perfidie dans cette action de Labiénus. J'avoue, pour moi, que je ne

perfidie, prévenir l'infidélité de *Comins*. A moins que ce ne soit le jugement de l'Historien, plutôt que celui de *Labiénu*.

§. IV. MAIS il ne faut pas étendre plus loin, que ce que je viens de dire, la force du consentement tacite dont il s'agit. Car, pourvu que ceux avec qui l'on a une entrevue ne reçoivent aucun mal, il n'y a point de manque de foi à se servir de cette entrevue pour détourner l'Ennemi de ses projets militaires, & pour avancer pendant ce tems-là ses propres affaires. C'est une des règles innocentes de la Guerre. Ainli ceux qui autrefois trouvoient à redire, qu'on eût trompé le Roi *Perfée*, en le flattant (1) d'espérances de Paix, ne regardoient pas tant à ce que demande le Droit & la Bonne Foi, qu'à ce qui est de la Grandeur d'Âme & de la gloire des Armes; comme il paroît par ce que nous avons (a) dit des tromperies permises entre Ennemis. Telle étoit celle dont usa *Asdrubal*, (2) pour tirer son Armée des défilés du País des *Aufet, miens*: & celle qu'employa *Scipion l'Africain*, pour découvrir (3) la situation du Camp de *Syphax*. L'une & l'autre (4) sont rapportées par TITE LIVE.

(a) Chap. I.
de ce Liv. §. 6,
& suiv.

§. V. I. L Y A aussi des Signes muets, qui, selon la coutume, donnent à entendre certaines choses. Ainsi autrefois les *Bandelettes* qu'on mettoit autour de sa tête, & une *Branche d'Olivier* que l'on tenoit à la main, étoient des marques (1) qu'on se rendoit en suppliant, & qui par conséquent obligeoient à mettre bas les armes. Parmi les *Macedoniens*, (2) une *Pique haussée*; & parmi les *Romains* (3) un *Bouclier* mis sur la Tête; faisoient le même effet. Je n'explique point ici, si celui qui témoigne recevoir la soumission de ceux qui se rendent, entre par là dans quelque engagement, & jusqu'où il s'engage. Il faut rappeler ce que (a) j'ai dit ci-dessus.

2. Aujourd'hui, quand on arbore un *Drapeau blanc*, c'est signe qu'on demande (4) à parlementer. On est donc engagé alors, tout de même que si l'on avoit fait cette demande de vive voix.

(a) Chap. IV.
de ce Liv. §.
12. & Chap.
XI. §. 15.

§. VI. UN Traité Public fait par des Généraux d'Armée sans ordre de l'Etat, est censé approuvé tacitement par le Peuple, ou par le Roi, lors que le Peuple ou le Roi en ayant eu connoissance, il s'est fait ou omis quelque chose, qui ne peut être rapporté à d'autre cause qu'à une volonté de ratifier l'accord. Nous avons aussi remarqué (a) cela ailleurs.

(a) Liv. II.
Chap. XV. §.
27. & Liv. III.
Chap. XXII.
§. 3.

saurois voir le moindre fondement de cette censure, & je ne crois pas que quiconque lira le passage avec tant soit peu d'attention, y en trouve aucun. C'est le destin de notre Auteur, d'être mal entendu par ceux qui le reprennent avec le plus de confiance.

§. IV. (1) *Decepto per inducias & spem pacis Rege &c.* TIT. LIV. Lib. XLII. Cap. XLVII. num. 1.

(2) Il demanda une Conférence pour le lendemain: mais il décampa tout doucement, à l'entrée de la nuit. Voyez TITE LIVE, Lib. XXVI. Cap. XVII.

(3) *Scipion* envoya, avec ses Officiers, des Soldats, déguisez en Esclaves, qui, pendant que les Officiers étoient en conférence avec *Syphax*, alloient de côté & d'autre dans le Camp, & examinoient tout. Voyez le même Historien, Lib. XXX. Cap. IV.

(4) Ces exemples furent imitez par *L. Sylla*, lors qu'il étoit à *Esernie*, dans la Guerre des Confédérez, comme le rapporte *FRONTIN*, *Strateg.* Lib. I. Cap. V. (num. 17.) & par *Jules César*, pendant sa Dictature, lors qu'il faisoit la Guerre aux *Tenctériens* & aux *Ulipètes*. APPIAN. Exc. Legat. num. 16. GROTIUS.

§. V. (1) Parmi les *Perses* [ou plutôt parmi les *Affyriens*] on mettoit les mains jointes sur son dos, comme le rapporte *AMMIEN MARCELLIN*, Lib. XVIII. (Cap. VIII.) sur quoi voyez les Notes de *LINDENBROG* (pag. 222. Edit. *Valef. Gronov.*) Parmi les *Romains* on avoit encore ce signe, de mettre son Bouclier sous ses aisselles, & de renverser les Etendars; comme il paroît par le même Historien, Lib. XXVI. Cap. IX. pag. 512. [sur quoi on

peut consulter la Note de Mr. DE VALOIS] On baissoit aussi les Etendars. *LATINUS PACATUS* fait mention d'un tel signe, dans son *Panegyrique*, (Cap. XXXVI. Ed. *Cellar.*) Les anciens *Germain*s, & d'autres à leur imitation, présentoient de l'Herbe au Vainqueur. Voyez *PLINE*, *Hist. Nat.* Lib. XXII. (Cap. IV.) *SERVIUS* remarque, que ceux qui se rendent, mettent bas les armes, pour paroître en posture de Supplians: *MANUS INERMES*] *Aut supplices . . . qui enim victi se dedunt, inermes supplicant.* In *Æn.* Lib. I. (vers. 487.) GROTIUS.

(2) C'est ce que TITE LIVE témoigne: *Quia erigentes hastas Macedonas conspexerat . . . ut accepit hunc morem esse Macedonum tradentium sese &c.* Lib. XXXIII. Cap. X. num. 3, 4. Le Savant *GRONOVIVS* a indiqué ce passage.

(3) *APPIEN d'Alexandrie*, auquel notre Auteur renvoie ici dans une petite Note, & que DE VALOIS a cité sur *AMMIEN MARCELLIN*, nous apprend cela, en parlant des Troupes d'*Afranin*: *Οι ἡ ἐπιδείσαν τὰς κεφαλὰς τὰς ἀσπίδας, ὅπερ ἐστὶ τὸ μὲν βολὴν αὐτῶν παραδιδόντων.* De Bell. Civ. Lib. II. pag. 454. Ed. H. Steph.

(4) Parmi les Peuples du Nord, on allume un feu, pour donner à entendre cette demande; comme il paroît par l'Histoire de *JEAN MAGNUS*, & par d'autres Auteurs. *PLINE* remarque, que, de son tems, on présentoit du Laurier, pour signe qu'on vouloit discontinuer les actes d'hostilité: *Ipsu [Laurus] pacifera, ut quam præstendi, etiam inter armatos hostes, quietis sit indicium.* Hist. Nat. Lib. XV. Cap. XXX. GROTIUS.

§. VII.

§. VII. Le pardon (1) ne peut pas s'inférer de cela seul qu'on néglige de poursuivre la punition d'un Crime : mais il faut que cette omission soit accompagnée de quelque acte positif, qui ou marque par lui-même des sentimens de bienveillance, comme feroit un Traité d'Amitié ; ou emporte un jugement favorable, par lequel on reconnoisse dans le Coupable quelque mérite digne qu'on lui pardonne le passé, soit que l'on ait témoigné cette opinion par des discours, ou par des actions, qui, selon l'usage reçu, sont destinées à la donner à connoître.

CHAPITRE XXV.

CONCLUSION, accompagnée d'EXHORTATIONS à garder la Foi, & à rechercher la Paix.

I. EXHORTATION à observer religieusement ce qu'on a promis. II. Qu'au milieu même de la Guerre, il faut toujours penser à la Paix. III. Et qu'on doit l'embrasser avec joie, lors même qu'on y perd ; sur tout si l'on est Chrétien. IV. Que cela est utile aux Vaincus : V. Et avantageux au Vainqueur : VI. Aussi bien qu'à ceux dont les forces, à peu près égales, rendent le succès fort douteux de part & d'autre. VII. Que la Paix une fois faite doit être gardée avec le dernier soin. VIII. VŒU & FIN de cet Ouvrage.

§. I. I. JE crois pouvoir finir ici mon travail. Non que j'aie dit tout ce qui pouvoit se dire sur un si vaste sujet, mais il y en a assez pour poser les fondemens de la Science que j'ai voulu expliquer. Si quelqu'un veut bâtir là-dessus des Ouvrages plus considérables, je lui en aurai de l'obligation, bien loin d'en être jaloux.

2. Cependant, comme en traitant du dessein d'entreprendre la Guerre, j'ai exhorté, par bien des raisons, à l'éviter, autant qu'il se peut ; je vais, avant que de prendre congé du Lecteur, ajouter encore quelques avis qui feront d'usage & pendant la Guerre, & après la Guerre. Ces avis regardent le soin de garder la Foi, & de rechercher la Paix.

3. On doit garder religieusement la Foi donnée, pour plusieurs raisons, & entr'autres parce que sans cela on n'auroit aucune espérance de Paix. Car, comme le dit Ciceron, (1) la Fidélité à tenir ce qu'on a promis est le fondement non seulement de tous les Etats, mais encore de cette grande Société, qui embrasse toutes les Nations. Otez la Bonne Foi, il n'y aura plus de commerce entre les Hommes ; ainsi que le remarque

§. VII. (1) POLYBE traite cette question, si lors qu'on a pardonné à celui qui a commis lui-même le Crime, on est censé par cela seul avoir aussi pardonné à celui par ordre duquel il avoit été commis. *Excerpt. Legat. num. 122.* Pour moi, je ne le crois pas. Car chacun est responsable de ses propres fautes. GROTIUS.

La citation de POLYBE, (pour le dire en passant) étoit fautive, comme une infinité d'autres, dans toutes les Editions avant la mienne : car il y avoit num. 22. où l'on ne trouve rien d'approchant. Voici le fait, dont il s'agit dans le véritable endroit, que j'ai indiqué. Un Ambassadeur Romain avoit été tué par Leptine. Celui-ci fut livré aux Romains par le Roi Démétrius, à qui il appartenoit. Mais on le renvoya, avec un autre complice : & l'Historien, qui le rapporte, croit que la raison pourquoy le Sénat en usa ainsi, ce fut parce qu'il voulut se réserver la liberté de punir dans l'occasion un tel attentat contre son Ambassadeur ; de quoi on auroit cru qu'il avoit tiré satisfaction, s'il eût puni les Auteurs du meurtre : Ἡ γὰρ Σύγκλητος, ὡς ἐμοὶ δοκεῖ, ὑπολαβῶσα, δότι δίξει τοῖς ποδοῖς ἔχειν τὴν φόνον δίκην, ἐὰν τὰς αἰτίας παραλαβῶσα τιμωρήσῃται τὴν μὲν ἢ προσδεῖξαι . . . ἰτὴν δὲ τὴν αἰτίαν ἀνέραν, ὡς ἔχειν ἔξωσαν, ὅτι βελήθει, χρησάσθαι τοῖς ἐγγλήμασι. Pag. 1324. Ed. Amst. Mais

il ne paroît point par toute la narration, que Démétrius eût eu quelque part au crime, moins encore qu'il l'eût ordonné. Et pour ce qui est de la question en elle-même, la décision de notre Auteur n'a pas lieu toujours, ce me semble. Car si celui qui a ordonné ou fait commettre autrement le crime, en livre l'Auteur, témoignant vouloir par là obtenir lui-même son pardon ; celui, contre qui le crime a été commis, doit être censé accorder le pardon, soit qu'il punisse ou qu'il ne punisse point le Coupable livré ; à moins qu'en le punissant, on en le renvoyant, il ne déclare d'une manière suffisante, que c'est sans préjudice du droit qu'il se réserve contre celui qui a été la première cause ou le complice du Crime. Autrement, il y a ici un Consentement tacite de pardonner, qui répond à la demande formelle, & que l'on doit présumer avec autant de raison, qu'en matière des autres exemples allégués par notre Auteur.

CHAP. XXV. §. I. (1) *Nec enim ulla res vehementius Republicam continet, quam fides.* De Offic. Lib. II. (Cap. XXIV.) Il dit ailleurs, que c'est une chose abominable, de violer la foi donnée, dont l'observation est le lien de la Vie Humaine : *Æquè enim perfidiosum & nefarium est, fidem frangere, quæ continet vitam* &c. [Orat. pro Q. Rosc. Comæd. Cap. VI.] GROTIUS.

marque (2) ARISTOTE. La Bonne Foi est, selon SENE'QUE, (3) le bien le plus précieux & le plus inviolable du Cœur Humain. Les autres parties de la Justice ont souvent quelque obscurité : mais les engagements de la Foi donnée sont par eux-mêmes de la dernière évidence ; & c'est aussi pour empêcher qu'il n'y ait rien que de clair & net dans les affaires, qu'on a recours aux Traitez & aux Conventions, où chacune des Parties doit s'expliquer d'une manière à ne laisser aucun doute.

4. Bien loin que les Puissances Souveraines soient dispensées de tenir leur parole, elles doivent la garder avec d'autant plus d'exactitude, qu'elles y peuvent manquer plus impunément. Si une fois elles se mettent au dessus de la bonne foi, elles seront comme (4) des Bêtes féroces, dont l'aspect épouvante tout le monde. Un Roi est obligé de tenir religieusement ce qu'il a promis, & par un principe de Conscience, & pour sa réputation, d'où dépend l'autorité de son Gouvernement. Qu'il soit donc assuré, que ceux qui lui inspirent l'art de tromper, sont eux-mêmes ce qu'ils enseignent. On ne peut pas se promettre pour long tems quelque avantage de la pratique d'une maxime, qui rend un Homme infociable, par rapport aux autres Hommes ; ajoûtons, & abominable aux yeux de DIEU.

§. II. VOILA pour le premier point. Mais, quelque religieusement qu'on l'observe envers son Ennemi, on ne sauroit encore avoir la Conscience en repos, & pleine d'une juste confiance en la protection du Ciel, si en tout ce que l'on fait pendant qu'on a les armes à la main, on n'a toujours en vue la Paix. C'est le but que se propose un sage Guerrier, selon (1) la maxime de SALLUSTE. ST. AUGUSTIN veut, (2) qu'on ne cherche point la Paix pour faire la Guerre, mais au contraire qu'on fasse la Guerre, afin d'avoir la Paix. ARISTOTE même (a) blâme souvent les Peuples, qui, en faisant la Guerre, n'ont d'autre but que la Guerre même. La Violence, qui est sur tout l'appanage de la Guerre, a quelque chose de féroce : il faut la tempérer par la Douceur & l'Humanité, de peur qu'en imitant trop les Bêtes, on n'oublie qu'on est Homme.

§. III. Si donc on peut obtenir une Paix assez sûre, on fera bien de l'acheter en pardonnant les offenses, & tenant même l'Ennemi quitte des dommages & des frais. Cela est sur tout digne des Chrétiens, à qui leur (a) Sauveur a laissé la Paix par son testa-

(a) Politic.
Lib. VII. Cap.
2. & 14.

(a) Jean,
XIV, 27.

(2) "Ὅς ἀνδρῶν γιγνομένων [τῶν Συνθηκῶν] ἀναιρεῖται ἢ πρὸς ἀλλήλους χρεῖα τῶν ἀνθρώπων. Rhetor. Lib. I. Cap. XV. pag. 545. B. Tom. II. Ed. Paris.

(3) Fides sanctissimum humani pectoris bonum est &c. Epist. LXXXVIII. pag. 390. Edit. Gron. maj.

(4) Voici ce que disoient les Ambassadeurs de l'Empereur Justinien à Cosroez, Roi de Perse ; selon que PROCOPE le rapporte. " Si nous ne parlions à Vous-même en personne, nous n'aurions jamais crû, ô Roi, que Cosroez, Fils de Cabade, entreroit sur les terres des Romains à main armée ; sans respecter le serment qu'il venoit de faire, c'est-à-dire, ce que l'on regarde parmi les Hommes comme le gage le plus certain & le plus sacré de la parole donnée ; & en rompant d'ailleurs les Traités, qui sont la seule ressource de ceux qui, à cause de leur mauvais succès dans la Guerre, ne sont pas en sûreté pour l'avenir. N'est-ce pas là changer la Vie Humaine en une vie de Bêtes féroces ? Car si une fois on bannit la confiance dans les Traités, il faut nécessairement que les Guerres soient éternelles : & une Guerre sans fin fait renoncer pour toujours aux sentimens de l'Humanité : " Εἰ μὴ πρὸς παράβλησιν, ὦ Βασιλεῦ, εἰ λόγοι ἐγγίγνωσι, ἢ ἀν ποτε ῥόμεθα, Χοσροὴν τῇ Καβαδῇ ἐς γῆν τῶν Ῥωμαίων ἐν ὅπλοις ἔχειν, ἀτιμάσαντα μὴ τὰς διοικουμένους σοὶ ἐνέγκειν ῥέχης, ὃ τῶν ἐν ἀνθρώποις ἀπῶν ὑπατόν τε καὶ ἐχυράτατον εἶναι δοκεῖ τῆς ἐς ἀλλήλους πίστεως τε καὶ ἀληθείας ἐνέχεσθαι. διαλύσαντα δὲ τὰς σπονδας, ἢ ἢ ἐλπίς ἀπολείπειται μόνῃ τοῖς διὰ τὴν ἐν πολέμῳ κακοπραγμίᾳ ἢ ἐν τῇ ἀσφαλείᾳ βιωτέουσιν. &

γὰρ ἄλλο ἔδεν τὸ τοιούτων εἶποι τις ἂν εἶναι, ἢ τῶν ἀνθρώπων τὴν διαίαν ἐς τὴν τῶν θηρίων μεταβεβλησθαι. ἐν γὰρ τῷ μηδαραῇ σπένδεται, τὸ πολεμεῖν ἀπέραντα λελεῖψεται πάντας πόλεμον, ὃ πέρως ἐκ ἔχων, ἐξοικίζει τῆς φύσεως τὰς αὐτῶν χρωμένους ἐς αἰε πίφους. Persic. Lib. II. (Cap. X.) GROTIUS.

§. II. (1) Postremo sapientes, pacis causa, bellum gerunt, laborem spe otii sustentant. Orat. I. ad Cæsar. De Rep. ordinand. Cap. XL.

(2) Non enim pax quaeritur, ut bellum excitetur : sed bellum geritur, ut pax adquiratur. Epist. ad Bonifac. CCVII. Ce passage, avec plusieurs autres pensées qui suivent & qui précèdent, se trouve rapporté dans le DROIT CANONIQUE, Caus. XXIII. Quest. I. Can. III. Je trouve dans PLATON quelque chose de semblable. Ce fameux Philosophe Païen dit, qu'un bon Législateur doit régler les affaires de la Guerre, en sorte que tout se rapporte à la Paix, plutôt que de rapporter à la Guerre les affaires de la Paix : "Οὐτ' ἀν νομοθετῆς ἀκριβὲς [γένοιτο], ἢ μή χρεῖν εἰρήνης τὰ πολέμου νομοθετεῖν, μάλλον ἢ τῶν πολεμικῶν ἐνεκα τὰ τῆς εἰρήνης. De Legibus, Lib. I. pag. 628. E. Tom. II. Ed. H. Steph. Long tems après un Philosophe Platonicien, qui vivoit sous les premiers Empereurs Romains, donna hautement à entendre la même maxime, en déclarant, dans la Préface d'un Ouvrage destiné à établir les Préceptes de l'Art Militaire, que ce Livre doit être regardé comme une offrande faite à la Paix : "Ὅς στρατηγὸν τε ἀγαθὸν ἀσκηθεὶς εἶναι, παιδείαν τε ἡγεμόνων κατὰ τὴν Σεβαστῆν Εἰρήνην ἀνάστημα. Pag. 2. Voyez là-dessus la Note de NICOLAS RICAULT.

§. III.

testament. Son fidèle Interprète (b) veut qu'on cherche à avoir la Paix avec tous les Hommes, autant qu'il se peut, autant qu'il dépend de nous. Il est d'un Homme de bien, selon SALLUSTE, (1) de ne commencer la Guerre qu'à regret, & de ne la pas pousser volontiers à toute outrance.

§. IV. CETTE raison seule, tirée du Devoir, suffiroit sans doute : mais on y est souvent engagé par son propre intérêt. Premièrement, lors qu'on se trouve plus foible, que son Ennemi. Car il est dangereux de lutter long tems avec plus fort que soi. Il faut ici, comme quand on est sur mer, racheter par quelque perte un plus grand malheur, sans écouter la Colère ou l'Espérance, mauvais Conseillers, ainsi que TITE LIVE (1) les appelle avec raison. Il y a une semblable maxime dans (2) ARISTOTE.

§. V. MAIS encore même qu'on soit plus fort, on ne laisse pas de trouver son compte à faire la Paix. Car, comme le dit encore très-véritablement l'Historien Latin, qui vient d'être cité, (1) la Paix est glorieuse & avantageuse, quand on la donne pendant qu'on est dans la prospérité; elle vaut mieux alors, & elle est plus sûre, que la Victoire, qui n'est encore qu'en espérance. Il faut penser, que les Armes font (2) journalières : & craindre sur toutes choses les effets du désespoir, qui ranimant le courage de l'Ennemi, (3) peut rendre ses coups aussi dangereux, que les plus malignes morsures des Bêtes (4) mourantes.

§. VI.

§. III. (1) *Viri boni est, initia belli invitum suscipere, extrema non libenter persequi.* Voilà de quelle manière notre Auteur exprime le passage qu'il donne comme de SALLUSTE, (apud Sallustium legimus, dit-il) mais sans marquer l'endroit, & sans mettre les paroles en caractère Italique. Je ne trouve rien de tel ni dans les deux Ouvrages complets de cet Historien, ni dans les Fragmens : & l'Index de Mr. WASSE, qui est fort ample & assez exact, ne donne ici aucune ouverture; quoi qu'il y ait dans ce passage des expressions, qu'il n'auroit pas manqué sans doute de remarquer. Je crois presque, que notre Auteur, trompé par la mémoire, ou autrement, a cité cet Ecrivain pour quelque autre. Ce qui peut y avoir donné occasion, c'est un beau passage de l'Historien de la Guerre contre Jugurtha, où il y a quelque chose qui se rapporte ici, & qu'on ne fera pas fâché de lire. Il est dit là, qu'on entend toujours la Guerre fort aisément, mais qu'elle ne finit pas de même : que le commencement & la fin ne sont pas au pouvoir de la même personne : que les plus lâches peuvent la commencer, mais qu'elle ne finit qu'au gré du Vainqueur : *Omne bellum sumi facile, ceterum agerrimum desinere : non enim ejusdem potestate initium ejus, & finem, esse : incipere, cuiusvis, etiam ignavo, licere; deponi, quum victores vellint.* Cap. LXXXV. Ed. Waff.

§. IV. (1) C'est au Livre VII. dans une Harangue, où Titus Quintius, pris pour Général, malgré lui, par des Soldats séditieux, les exhorte à la Paix, & à se soumettre : *Pacem, etiam qui vincere possunt, volunt. quid nos velle oportet? quin omnis ira & spe fallacibus auditoribus, nos ipsos nostraque omnia cognita permittimus fidei.* Cap. XL. in fin.

(2) Le passage, que notre Auteur cite ici, & celui qu'il citera dans le paragraphe suivant, sans dire de quel Ouvrage ils sont tirez; se trouvent l'un & l'autre dans la Rhétorique, adressée à Alexandre, où le Philosophe dit, qu'il vaut mieux laisser quelque chose de ses biens à ceux qui ont dû dessus, que si venant à être entièrement vaincu, on périrait avec tout ce que l'on a : *Και εκ τῆς κρείττονος εἶναι τοῖς κρείττοσι μέρει τὴν ὑπαρχούσαν προίχθαι, ἢ πολέμῳ κρατηθέντας αὐτοὺς αὐτοῖς χρημίσιν ἀπολίσθαι.* Cap. III. pag. 616. C. Tom. II. Ed. Paris.

§. V. (1) C'est dans la Harangue d'Hannibal à Scipion : *In bonis tuis rebus, nostris dubis, tibi ampla ac speciosa danti est pax . . . Melior tutiorque est certa pax, quum*

spervata victoria. Lib. XXX. Cap. XXX. num. 18, 19.

(2) *Quum tuas vires, tuam vim fortuna, Martemque belli communem, propone animo.* TITUS LIVIUS, ubi supr. num. 20.] C'est ce que dit aussi ARISTOTE : *Διείκτον ὅτι τὰς μεταβολὰς τὰς ἐν τῷ πολέμῳ, ὡς πολεοὶ καὶ παρὰ πολλοὶ νομοῖσι.* [Rhetor. ad Alex. Cap. III. pag. 616. C.] PHILON soutient, que la Paix, quoique fort désavantageuse, vaut toujours mieux que la Guerre : *Ἐγὼ γὰρ, καὶ ἡ σφόδρα ἐπιζήμιον, λυσιτελεῖν πολεμῷ.* De constit. Princip. (pag. 733. D. Ed. Paris.) Dans une Harangue pour la Paix, que DIODORE de Sicile rapporte, on blâme ceux qui font sonner fort haut la grandeur de leurs bons succès, comme si, ajoute-t-on, ce n'étoit pas la coutume de la Fortune, de donner l'avantage tantôt à l'un, tantôt à l'autre. GROTIUS.

Dans la Harangue rapportée par DIODORE de Sicile, d'où notre Auteur dit avoir tiré ceci, sans en marquer l'endroit, ni même le Livre; ce n'est pas celui qui parle, qui blâme les sentimens d'une confiance présomptueuse, fondée sur les bons succès qu'on a eus : au contraire, c'est lui-même, c'est-à-dire un Démagogue Athénien, nommé Cléophon, qui exhortant non à la Paix, mais à la Guerre, emploie entr'autres raisons celle-là, qu'il favoit très propre à animer la Multitude. Et la réflexion opposée, est de l'Historien même, qui n'en a voulu rapporter que ce trait : *Ὅστις παρελθὼν, καὶ πολεῖ πρὸς τὴν ὑπόθεσιν οἰκείως διαλεχθεὶς, ἐμείψατο τὸν δῆμον, τὸ μέγεθος τῶν εὐημερημάτων προσφερομένων, ὥσπερ τῆς τύχης ἐκ εὐημερημάτων προσφερομένων, ὥσπερ τῆς τύχης ἐκ ἐναλλαξείδισσιν βραδύειν τὰ κατὰ πόλεμον προερέμματα.* Bibl. Histor. Lib. XIII. Cap. LIII. pag. 359. Ed. H. Steph.

(3) Il y a un ancien vers Grec, qui porte, que l'on doit craindre la tanière d'un Lion même mourant :

Δεινὰ γὰρ καὶ κοῖται ἀποικορμένοι λέοντες. GROTIUS.

Depuis que cette Note est imprimée, j'ai trouvé par hazard le Vers Grec, dans P. UTARQUE, sur la fin de la Vie de Marius, pag. 432. C. Ed. Vech. où il y a deux mots autrement rangez, que ne les rapporte ici notre Auteur.

Δεινὰ γὰρ κοῖται καὶ ἀποικορμένοι λέοντες.

De plus, le mot ἀποικορμένοι est traduit absent, & non pas mourant, par l'Interprète Latin, & par les deux Traducteurs François; ce qui paroît d'abord assez convenir à la suite

§. VI. QUE si les deux Ennemis se croient égaux, c'est alors, selon CÉSAR, (1) le vrai tems de parler de Paix, pendant que l'un & l'autre a encore bonne opinion de ses forces.

§. VII. Et quand une fois on a fait la Paix, à quelques conditions que ce soit, il faut l'observer inviolablement, à cause de la foi donnée, dont nous avons établi l'obligation sacrée & indispensable. Il faut alors éviter avec soin, non seulement toute ombre de perfidie, mais encore tout ce qui est capable d'aigrir les esprits. Car on peut fort bien appliquer à l'Amitié entre les Etats & les Princes, ce que CICÉRON a dit des Amitiez entre personnes privées; (1) c'est qu'on doit toujours en observer les devoirs religieusement, mais sur tout lors qu'elles ont été renouées par une réconciliation.

§. VIII. VEUILLE le Seigneur, qui seul le peut, graver toutes ces maximes dans le cœur des Puissances Chrétiennes; leur donner l'intelligence (1) du Droit Divin & Humain; & disposer leurs esprits de telle manière, qu'elles pensent toujours que DIEU les a établies ses Ministres, pour gouverner des Hommes, c'est-à-dire, des Créatures (2) qui lui sont très-chères.

suite du discours. Ainsi l'application, qu'en fait GROTIUS, ne seroit point juste: ou bien il faudra dire, que, citant de mémoire, il ne s'est pas souvenu du sens qu'a le mot équivoque ἀποχομένους dans l'endroit, d'où il l'avoit pris. Cependant, quand j'examine bien les circonstances de l'état où se trouvoit Marius, qui, à ce qu'on dit, entendoit toujours quelqu'un, qui faisoit retentir ce vers à ses oreilles; il me semble que notre Auteur a pu avoir de bonnes raisons pour expliquer ἀποχομένους par mourant même: & on le verroit bien-tôt, si nous avions l'ancien Poëte, de qui apparemment ce vers avoit passé en proverbe. Dans la fraieur & l'agitation extraordinaire, où étoit Marius, il ne regardoit pas comme absent Sylla, sur qui doit tomber l'ἀποχομένους, en supposant le sens qu'on y donne communément: il se représentoit au contraire cet Ennemi jeune & vigoureux, comme présent, comme aux portes de Rome, par les nouvelles qu'il avoit de son approche. Je m'imagine donc, qu'il s'appliquoit à lui-même le vers Grec, & qu'il le prenoit en même tems pour un préface de sa mort prochaine, & pour une exhortation à périr en vieux Lion, tel qu'il étoit. Le mot ἀποχομένους se dit assez souvent de ceux qui meurent, sur tout dans les Poëtes: & j'en trouve un exemple fort semblable à celui-ci, dans un ancien Oracle rapporté par LUCIEN, où il s'agit d'un Loup.

Μυρίοιαι χερὶ πότιον ἀποχομένους Λύκοιο.
De Morte Peregrin. Tom. II. pag. 579. Ed. Amst.

DACIER fait consister le fin de l'application du vers Grec, en ce que Rome étoit la patrie de SYLLA. Mais cette circonstance ne le rendoit pas plus redoutable à Marius, qu'auparavant: c'étoit la situation présente des affaires, & sur tout les forces que Sylla venoit d'acquérir par ses victoires, qui effraioient Marius, & qui l'auroient épouventé par tout ailleurs. Ainsi la remarque du nouveau Traducteur n'est pas de meilleur goût, que quantité d'autres; par exemple, que celle qu'il fait un peu plus bas (Tom. IV. p. 188. Ed. d'Amst.) sur ce que PLATON remercioit son bon Démon, de l'avoir fait naître Homme & non pas Bête. Si jamais Commentateur a été chercher notum in scirpo, c'est-ici certainement.

(4) GRONOVIVS indique ici à propos ce passage de FLORUS: Sed ut quammaximè mortiferi esse morsus solent morientium bestiarum: sic plus negotii facit, semiratis Car-

thagine, quàm integrâ. Lib. II. Cap. XV. num. 13. Et FREINSHEMIUS en cite là-dessus un de SENEQUE Excerpt. Controv. Lib. IX. Controv. VI.

§. VI. (1) Hoc unum esse tempus de pace agendi, dum sibi uterque consideret, & pares ambo viderentur. De Bell. Civil. Lib. III. Cap. X.

§. VII. (1) C'est dans un fragment de sa Harangue pour Gabinus: EGO, quum omnes amicitias tuendas semper putavi summâ religione & fide, tum eas maximè, quæ essent ex inimicitiiis revocate in gratiam. Apud HIERONYM. Apolog. adv. Ruffin. Lib. I. init. pag. 196. D. Tom. II. Edit. Basil. 1537.

§. VIII. (1) Notre Auteur, comme le remarque ici le Savant GRONOVIVS, emploie ici les propres termes de la prière, que Tibère faisoit aux Dieux, selon que le rapporte TACITE: Hos [Deos precor] ut mihi, ad finem usque vite, quietum & intelligentem humani diviniq; juris mentem dant &c. Annal. Lib. IV. Cap. XXXVIII. num. 4.

(2) C'est ainsi que les appelle St. CHRYSOSTÔME: Ἀνθρωπῶν, τὸ περισπένδατον ζωὴν τῷ Θεῷ. Serm. de Eleemosyna. GROTIUS.

Le fameux Socrate parloit souvent de l'amour que les Dieux avoient pour les Hommes, φιλανθρωπία, comme il paroit par les Mémoires, que XENOPHON nous a laissés de ses Discours & de ses actions. Voyez, par exemple, Lib. IV. Cap. III. Ed. Oxon. SIMPLICIUS, dans son Commentaire sur EPICTETE, dit, que l'Homme est une Possession de DIEU, non vile ni méprisable; & il se sert de cette raison, pour prouver que DIEU ne peut négliger d'en prendre soin, comme de sa Créature: Ἀλλ' ὅς ὡς ἐντελὴν καταφρονεῖ τέτων, ἀπερ ἡζῶντες παραγαγεῖν... ὥς ἐκ αὐτῶν καὶ ἐντελὲς ἐστὶ τὸ Θεοῦ κῆμα ὁ ἄνθρωπος &c. In Cap. XXXVIII. pag. 239. Edit. Lugd. Bat. Ce Philosophe raisonne-là sur un principe, que PLATON avoit établi long tems avant lui, c'est que l'Homme est comme un bien que DIEU possède en propre, & qu'il aime par conséquent: Οὐ μὲν τοι ἀλλὰ τὸ δὲ γὰρ μοι δοκεῖ, ὡς Κέρας, εὐλίσσεται, τὸ Θεὸς εἶναι τῶν ἐπιμελουμένων, καὶ ἡμᾶς τὸς Ἀνθρώπους ἐν τῶν κλημάτων τοῖς Θεοῖς εἶναι. In Phædron, Tom. I. pag. 62. B. Edit. Henr. Steph. Je ne saurois mieux finir mes Notes, que par ces beaux Passages, d'autant plus remarquables, qu'ils sont d'Auteurs Païens, dont l'Autorité est ici de plus grand poids, que celle d'un Père de l'Eglise.

F I N

DU TROISIÈME ET DERNIER LIVRE.



I. TABLE,

Où l'on indique les AUTEURS expliquez, critiquez, défendus, ou sur lesquels on a fait quelque autre remarque, soit dans le Texte, ou dans les Notes.

Dans cette Table, & dans les suivantes, le Chiffre Romain marque le Livre : le Chiffre Arabe, qui suit, indique le Chapitre : & le troisième, précédé d'un point, désigne le Paragraphe. Que si, après ce troisième, il y a quelques autres Chiffres Arabes, précédez d'une virgule, ce sont encore des Paragraphes. Les Notes sont désignées par une lettre capitale N. & le numero de chaque Paragraphe, par une petite n.

A.

AGATHIAS : passage de cet Historien, corrigé. III. 8. 1. N. 10.

ALCIAT (*André*) : remarque sur ce qu'il dit d'une Loi de *Solon*. II. 20. 35. N. 4.

AMBROISE (*Saint*) : condamne la Défense de soi-même, de Particulier à Particulier. I. 3. 3. n. 3. Varia là-dessus. *Ibid.* N. 13. fausse explication qu'il donne d'un passage des Pseaumes. I. 3. 20. N. 11. idée outrée qu'il avoit du pouvoir des Rois. *Ibid.* contradiction entre sa conduite, & ses discours, au sujet de la résistance au Souverain. I. 4. 5. N. 10. pensée ou fausse, ou exprimée bien mal, au sujet de la Polygamie des anciens Patriarches. II. 5. 9. N. 11. approuve l'Homicide de soi-même, commis à dessein d'éviter la perte de son Honneur. II. 19. 5. N. 17.

AMMIEN MARCELLIN : passage de cet Historien, défendu contre les derniers Editeurs. II. 1. 16. N. 1. passage corrigé. III. 17. 2. N. 13.

APPIEN d'*Alexandrie* : passage de cet Historien corrigé. III. 20. 50. N. 3.

ARISTOTE : fausses idées, que ce Philosophe avoit touchant l'état naturel des Hommes. *Disc. Prélim.* §. 24. N. 4. réfutation de son principe de la médiocrité, dans laquelle il fait consister l'essence de toutes les Vertus. *Ibid.* §. 44. examen de sa division de la Justice en Justice Corrective ou Permutative, & Justice Distributive. I. 1. 8. explication de la division qu'il fait des parties du Gouvernement Civil. I. 3. 16. explication de sa distinction des Roiaumes en trois sortes. I. 3. 20. N. 1. mauvaise Morale de ce Philosophe, touchant le pouvoir
TOM. II.

d'un Père sur ses Enfants. II. 5. 2. 3. passage du Livre des *Problèmes* qui passe sous son nom, corrigé. II. 23. 5. N. 2.

ATHÈNE'E : fait qu'il avance, au sujet des *Marandyniens*, en quoi il ne s'accorde pas avec *Strabon*. II. 5. 27. N. 7.

AUGUSTIN (*Saint*) : condamne la Défense de soi-même, de Particulier à Particulier. I. 3. 3. n. 3. manière peu exacte dont il raisonne sur le droit de passage par les terres d'autrui. II. 2. 13. N. 3. remarques critiques sur la manière de lire un passage de ce Père. III. 1. 4. N. 2. Passage qui semble imité de *Joseph*. III. 19. 1. N. 8.

AULU-GELLE : critique d'une pensée que cet ancien Compilateur rapporte, sur les raisons pourquoi on doit punir. II. 20. 10. n. 1.

B.

BALDE : fausse citation que fait ce Jurisconsulte. III. 4. 15. N. 9.

BARNES (*Josué*) : Vers de *Méranthe*, qu'il met au rang des Fragmens d'*Enripide*. III. 1. q. N. 23.

BATTIER (*Jean Jacques*) : Exemple mal appliqué, sur la foi d'autrui. III. 21. 10. N. 1. inexactitudes qu'il commet dans une Dissertation sur la Trêve. III. 22. 8. N. 1.

BAUDOUIN (*François*) : correction qu'il fait d'une Loi, sans nécessité. II. 21. 4. N. 16. III. 9. 8. N. 4.

BERNARD (*Jacques*) : réfuté, sur ce qu'il dit des récompenses dont DIEU gratifia les Sages-femmes d'*Egypte*. III. 1. 16. N. 2.

BODIN (*Jean*) : critiqué. II. 7. 1. N. 5. confond deux Princes différens. *Ibid.* §. 30. N. 10. critiqué sur ce qu'il dit du bénéfice de la Restitution en entier, par rapport aux Princes. II. 14. 1. n. 2. défendu

Ppp

du là-dessus. *Ibid.* N. 1. réfuté sur ce qu'il dit touchant la force des Traités, après la mort du Roi qui les a faits. II. 16. 16. n. 9. la Proportion Harmonique, dans l'usage des Peines, rejetée. II. 20. 33. n. 2.

BOECLER (*Jean Henri*) : réfutation de quelques fausses critiques de ce Commentateur. I. 4. 10. N. 1. censure âpre & peu charitable, aussi bien que mal fondée, qu'il fait à l'occasion d'une petite Note de notre Auteur. II. 4. 8. N. 5. traduit mal un passage d'*Aristote*. II. 9. 8. N. 6. explique mal un passage de *Justin*. II. 16. 16. N. 9. critique notre Auteur mal-à-propos, au sujet de l'application d'un passage de *Tite Live*. II. 16. 18. N. 2. copie tacitement une faute de notre Auteur. II. 22. 1. N. 7.

BÖHMER (*Juste Henrig*) : remarque critique sur une pensée de ce Professeur, au sujet du droit d'un Prétendant, qui s'est emparé par force de la Couronne. II. 7. 27. N. 4.

BRISSON (*Barnabé*) : quelques omissions de cet Auteur, dans son *Traité de Regno Persico*. I. 3. 16. N. 9, & 11.

BUDDEUS (*Jean François*) : remarque sur ce qu'il dit du cas où un Allié demande du secours contre un autre Allié. II. 15. 13. N. 3.

C.

CANONS : explication du XII. Canon du Concile de *Nicée*. I. 2. 10. n. 7.

CARMICHAEL (*Gershom*) : réponse à ce qu'il dit, pour défendre la distinction du Favorable & de l'Odieux, par rapport à l'usage qu'on veut en tirer pour l'explication des expressions & clauses obscures ou ambiguës. II. 16. 10. N. 1. examen de

I. TABLE, DES AUTEURS.

- de ce qu'il dit, au sujet d'une Règle sur les cas où il y a du conflit entre deux Loix. *Ibid.* §. 29. N. 3. remarque sur quelques autres de ses pensées. III. 3. 6. N. 7. III. 6. 2. N. 1. III. 8. 4. N. 5.
- CARNEADE : réfuté, sur ce qu'il regardoit le Droit Naturel comme une chimère. *Disc. Prélim.* §. 5, & *suiv.*
- CASAUBON (*Isac*) : remarque sur ce qu'il dit des *Fures balnearii*. II. 20. 35. N. 4. explication peu juste, qu'il donne d'un passage de *Polybe*. III. 1. 6. N. 11.
- CASSIODORE : correction d'un passage de cet Auteur, mais peu nécessaire. III. 17. 2. N. 15.
- CELLARIUS (*Christophe*) : omission de quelques Villes, dans la Géographie Ancienne de ce Savant. II. 3. 15. N. 7. III. 19. 2. N. 5. réfuté, sur la manière dont il lit & entend un passage de *Silius Italicus*. III. 1. 6. N. 10.
- CELSUS (Jurisconsulte) : une de ses décisions, dans le Titre du *DIGESTE*, *Ne quid in loco publico*, conciliée avec une autre de *Neratius*. II. 3. 9. n. 3.
- CICÉRON : passage de *Platon*, que cet illustre Orateur a eu en vue dans un endroit de son *Traité De Officiis*. I. 4. 19. N. 11. décision outrée, au sujet d'un cas de nécessité. II. 2. 8. N. 5. fausse pensée, au sujet du Serment. II. 13. 1. n. 2. examen d'une de ses maximes, en matière de Promesses. II. 16. 27. n. 2. explication des règles qu'il donne, touchant le conflit des Loix ou des Conventions. *Ibid.* §. 29. passage de *DEMOSTHÈNE*, qu'il traduit tacitement. II. 21. 5. N. 5. pensée, qu'il emprunte d'*Hésiode*. II. 23. 3. N. 2. fragment d'un de ses Ouvrages, qui ne se trouve point dans les Recueils qu'on en a fait. II. 25. 7. N. 5. critiqué sur ce qu'il dit de la Feinte & de la Dissimulation. III. 1. 7. n. 2. remarque sur un Fragment de son *Traité De Republica*. III. 2. 2. & N. 8. fausse pensée, dans une de ses Harangues. III. 22. 8. n. 3.
- CLARUS (*Julius*) : sentiment relâché de ce Docteur, au sujet de l'Adultère. III. 19. 2. N. 3.
- CLEMENT d'Alexandrie : explication d'un passage de ce Père. III. 1. 7. N. 6. & d'un autre. III. 4. 2. N. 3.
- COCCEJUS (*Henri*) : critique mal-à-propos notre Auteur, sur un exemple bien appliqué. II. 10. 1. N. 6. & touchant ce qu'il dit des simples Conventions, & des Contrats. II. 11. 1. N. 2. examen de ce qu'il avance, pour accorder avec le Droit Naturel les maximes du Droit Romain au sujet des Contrats sans nom. II. 12. 3. N. 8. justifie une chicane perfide des Romains, à l'égard des *Carthaginois*. II. 16. 15. N. 2. passages de notre Auteur, au sujet des Ambassadeurs, entendus mal & critiqués par lui sans raison. II. 18. 4. N. 8, 19. fausses idées qu'il a lui-même sur cette matière. *Ibid.* N. 11. autres fausses pensées de ce Jurisconsulte touchant l'obligation d'un Débiteur injustement absous. III. 2. 5. N. 2. critique notre Auteur dans un endroit, où il est de même sentiment, que lui. III. 4. 7. N. 2. faux principe qu'il soutient touchant le droit de Souveraineté que le Vainqueur acquiert sur les Vaincus. III. 8. 1. N. 1. autres fausses critiques qu'il fait, sur diverses matières. III. 5. 2. N. 4. III. 6. 5. N. 1. III. 9. 15. N. 1. & §. 18. N. 4. III. 20. 6. N. 3. & §. 15. N. 1. III. 24. 3. N. 5.
- CONNAN (*François de*) : réfutation des principes de ce Jurisconsulte, au sujet de obligation des simples Conventions. II. 11. 1.
- CORINTHIENS (*I. Epître aux*) : passages de ce Livre, Chap. VII. vers. 25, 40. & IX, 15, 18. expliqués. I. 2. 9. N. 19.
- CORINTHIENS (*II. Epître aux*) : passages du Chap. X. vers. 3, 4. expliqués. I. 2. 8. n. 7.
- COVARRUVIAS (*Diego*) : critiqué. II. 1. 10. n. 2. défendu. *Ibid.* N. 5.
- COURTIN (*Antoine de*) : exemples de ses fautes & de ses inexactitudes dans la Traduction de cet Ouvrage. I. 1. 5. N. 6.
- CRAGIUS (*Nicolas*) : omission d'une circonstance considérable, dans le *Traité* de cet Auteur, *De Republ. Laced.* II. 7. 29. N. 1.
- CUJAS (*Jaques*) : fausse citation de ce grand Jurisconsulte, copiée sans examen par divers Auteurs. II. 20. 24. N. 3. remarque sur ce qu'il dit d'une Loi de *Solon*. II. 20. 35. N. 4.
- CUPER (*Gisbert*) : petite méprise de ce Savant. II. 19. 1. N. 16.
- CYPRIEN (*Saint*) : pauvre raison dont se sert ce Père, pour prouver qu'il n'y a qu'un Dieu. II. 20. 45. N. 6.
- CYRILLE (*Saint*) : méprise historique de ce Père, au sujet de *Pythagore* & de *Numa Pompilius*. II. 20. 45. N. 2.
- D.
- DACIER (*Mr.*) : traduction peu exacte qu'il donne d'un passage de *Marc Antonin* : *Disc. Prélim.* §. 12. N. 1. & d'un autre du même Empereur. II. 21. 5. N. 6.
- DACIER (*Madame*) : passage d'*Homère*, où cette Dame s'éloigne mal-à-propos de l'explication ordinaire. II. 1. 2. N. 4. autre passage, qu'elle ne traduit pas exactement, & où elle aide beaucoup à la lettre. II. 3. 19. N. 12. autre passage du même Poète, mal traduit. III. 6. 14. N. 2.
- DEMOSTHÈNE : pensées de cet Orateur, examinées. III. 2. 3. n. 2. passage corrigé. *Ibid.* N. 2.
- DENYS d'Halicarnasse : contradiction entre cet Historien, & *Sextus Empiricus*, au sujet du pouvoir que les Péres avoient sur leurs Enfants, parmi les Grecs. II. 5. 28. N. 3. faute dans un passage, de l'*Ed. d'Oxford*. II. 23. 7. N. 2.
- DEUTERONOME : remarque sur un passage de ce Livre sacré, *Chap. XXII. vers. 25, 26*. II. 1. 7. N. 3. & sur une Loi, qui se trouve au *Chap. XX. vers. 19, 20*. III. 12. 2. N. 1.
- DIODORE de Sicile : contradiction entre cet Historien, & *Hérodote*, au sujet du Mariage des Egyptiens. II. 5. 9. N. 16. passage de cet Auteur corrigé. II. 7. 2. N. 3. autre, où il y a faute. II. 21. 5. N. 2.
- DOUZE TABLES (*Loix des*) : si la Loi au sujet des Voleurs de nuit demandoit qu'on criât, avant que de tuer un Voleur de nuit. II. 1. 12. N. 11.
- DUAREN (*François*) : défense d'un passage de ce Jurisconsulte, contre la critique de notre Auteur. II. 13. 12. N. 4.
- E.
- EISENSCHMID (*Jean Gaspard*) : faute de cet Auteur Allemand, dans son *Traité De Ponderibus & Mensuris Veterum*. II. 3. 15. N. 2.
- EPHÉSIENS (*Epître aux*) : *Chap. VI. vers. 11, 12.* expliqués. I. 2. 8. n. 8.

I. TABLE, DES AUTEURS.

EPIPHANE (St.) : raisonnement, qu'il fait, fondé sur une explication très-fausse d'un passage de l'Ecriture. II. 15. 5. N. 4.

ESAÏE (le Prophète) : Chap. II. vers. 4. expliqué. I. 2. 8. n. 2.

EUCHER (St.) : correction de quelques passages de la Relation du Martyre de la *Légion Thébéenne*, faussement attribuée à cet Evêque de *Lyon*. I. 4. 7. N. 34, & 39.

EVERHARD (Nicolas) : critiqué, & défendu. II. 16. 8. N. 2.

EURIPIDE : remarque sur un endroit des *Phéniciennes* de ce Poète. II. 7. 18. N. 6. passage des *Supplantes*, corrigé. II. 15. 3. N. 7.

EUTROPE : passage de cet Historien, corrigé. III. 4. 18. N. 17.

EXODE (Livre de l') : l'explication de la Loi, qui se trouve au Chap. XXII, 2. touchant un Voleur de nuit. II. 1. 12.

EXODE : Chap. XX. vers. 17. expliqué. II. 20. 39. n. 3.

F.

FAUR (du) : correction d'une Loi, faite par ce Jurisconsulte, approuvée. IX. 4. N. 3. rejetée. *Ibid.*

FAURE (Antoine) : correction non nécessaire qu'il fait dans une Loi. II. 21. 4. N. 16.

FESTUS (Sextus Pompeius) : mot corrigé, dans un passage de cet Auteur. II. 13. 21. N. 6. autres passages, corrigés. III. 9. 3. N. 1. & §. 18. N. 6.

FRONTIN : fait, sur lequel il ne s'accorde point avec *Plutarque*. III. 1. 17. N. 4.

G.

GENESE : Chap. II. vers. 24. Chap. III. vers. 16. expliqué. I. 1. 15. N. 3. Chap. IV. vers. 14, 24. expliqués. I. 2. 5. n. 3. Chap. IX. vers. 4. expliqué. I. 1. 15. N. 4. *Ibid.* vers. 5, 6. expliqués. I. 2. 5. n. 2. Chap. XLVIII. vers. 21. expliqué. III. 6. 1. n. 2.

GENTIL (Albéric) : passage d'un Auteur, qu'il cite pour celui d'un autre. II. 19. 3. N. 3. autres fausses citations, copiées par notre Auteur. II. 21. 2. N. 21. & §. 4. N. 7. critiqué, au sujet de l'interprétation de quelques termes d'un Saufconduit. III. 21. 19. N. 1.

GODEFROI (Dens) : inexactitudes

de ce Jurisconsulte, qui ont donné lieu à quelques méprises de notre Auteur. II. 18. 1. N. 2.

GODEFROI (Jaques) : quelques citations peu exactes de ce Jurisconsulte, dans un endroit de son Commentaire sur le *Code Théodosien*. III. 14. 6. N. 19.

GOES (Guillaume) : remarques sur la critique que ce Savant fait de la manière dont notre Auteur explique l'ancienne division des Terres. II. 3. 16. N. 3, & *suiv.* & II. 8. 12. N. 2.

GRONOVIVS (Jean Frédéric) : réfutation de ce qu'il dit en faveur d'*Aristote*, sur le principe de la médiocrité, dans laquelle cet ancien Philosophe fait consister la Vertu. *Disc. Prélim.* §. 44. N. 3, & *suiv.* Passage d'un Poète, qu'il donne pour être d'un autre. *Ibid.* §. 28. N. 2. réflexion sur ce qu'il dit en faveur d'*Aristote*, au sujet de la division de la Justice en Permutative & Distributive. I. 1. 8. N. 1. & 9. réfutation de ce qu'il dit pour prouver, que la Loi de *Moïse* obligeoit les autres Nations. II. 1. 16. N. 1, 2, 7. erreur de ce Savant, au sujet de ceux qui pouvoient porter les armes dans les Troupes Romaines. *Ibid.* N. 6. fausse application qu'il fait d'un passage de *Tacite*. *Ibid.* N. 9. critique mal fondée qu'il fait d'un raisonnement de l'Auteur, pour ne l'avoir pas entendu. I. 3. 8. 21. fausse explication qu'il donne d'un passage de notre Auteur. II. 1. 3. N. 2. autre critique, fondée sur une fausse supposition. II. 4. 12. N. 1. remarque sur un exemple qu'il allègue des droits qui ne sont pas sujets à prescription. *Ibid.* §. 15. N. 3. fausse conséquence qu'il tire de ce que dit l'Auteur, au sujet du consentement des parties d'un Etat, qu'on veut aliéner. II. 6. 4. N. 4. confond la *Gaule Cisalpine*, avec la *Gaule Narbonnoise*. II. 9. 11. N. 10. exemple, qu'il applique mal. II. 20. 8. N. 4. réfuté sur l'explication d'un passage d'*Isocrate*. II. 20. 9. N. 17. accuse mal-à-propos notre Auteur de citer à faux un passage de *Plutarque*. II. 22. 1. N. 8. & un autre, de *Zonare*. *Ibid.* §. 5. N. 1. anachronisme, & confusion de personnages. III. 3. 2. N. 20. exemple qu'il applique mal. III. 6. 9. N. 4. critique sans raison notre

P p p 2

Auteur, touchant ce qu'il dit des *Loix* que les *Romains* appelloient *Sacrées*. III. 19. 8. N. 4. autres critiques mal fondées. III. 20. 12. N. 5. & §. 17. N. 2.

GRONOVIVS (Jaques) : réfuté, sur une critique mal fondée qu'il fait de quelques remarques de notre Auteur. III. 3. 7. N. 9.

GUTHIER (Jaques) : passage remarquable de *Servius*, qu'il omet dans son *Traité De Jure Manium*. II. 19. 2. N. 22.

H.

HARME'NOFULE : petite faute corrigée dans un passage de cet Abbreviateur Grec du Droit Romain. II. 12. 20. N. 9.

HERODOTE : contradiction entre cet Historien, & *Diodore de Sicile*, au sujet du Mariage des *Egyptiens*. II. 5. 9. N. 16.

HERTIUS (Jean Nicolas) : remarque sur ce qu'il dit des présomptions de la volonté d'un Souverain, qui n'a pas réglé la Succession à son Roiaume. II. 7. 11. N. 5. cas, où il veut mal-à-propos que la pluralité des suffrages ait lieu. II. 6. 4. N. 4. réfutation de ce qu'il dit sur une question qui regarde les Prisonniers de Guerre. III. 21. 28. N. 2.

HOMERE : Scholie sur ce Poète, omise dans la dernière Edition, de Mr. *Barnes*. I. 2. 8. N. 41. remarques sur un passage de l'*Iliade*. II. 3. 19. N. 12.

HOTOMAN (François) : réfuté sur ce qu'il dit des Roiaumes Patrimoniaux. I. 3. 12. n. 1, 2. & du pouvoir des Rois des anciens *Germanis*. *Ibid.* §. 13.

HUBER (Ulric) : fausse citation & application, que fait ce Jurisconsulte, d'un passage de *Cicéron*. I. 1. 7. N. 1. critique mal entendue d'une définition de notre Auteur, & idées peu justes qu'il a lui-même sur la matière dont il s'agit. II. 4. 15. N. 1. remarque, sur ce qu'il dit de l'acceptation des Promesses faites à une personne absente. II. 11. 15. N. 1.

I.

JAQUES (Epître de St.) Chap. IV. vers. 1, & *suiv.* expliqués. I. 2. 8. n. 9. Chap. V. vers. 12. expliqué. II. 13. 21. n. 1.

Js'

I. TABLE, DES AUTEURS.

JÉRÔME (St.) : fausse explication qu'il donne d'un passage des Pseaumes. I. 3. 20. N. 11. il approuve l'Homicide de soi-même, commis pour éviter la perte de son Honneur. II. 19. 5. N. 17. passage de ce Père, expliqué. II. 26. 3. N. 4.

JOSEPH (l'Historien Juif) : passage de cet Auteur expliqué. I. 4. 7. N. 10. petite faute corrigée dans un autre passage. II. 1. 1. N. 31. passages mal traduits par les Interprètes. II. 5. 13. N. 3. & II. 7. 28. N. 3. fausse explication qu'il donne d'une Loi, pour faire sa cour aux Gentils. III. 5. 2. n. 5. circonstances qu'il rapporte, qui ne se trouvent point dans l'Histoire Sainte. III. 6. 17. N. 3.

IRENÉE (St.) : maxime trop générale, que ce Père pose sur la moralité des actions dont l'Ecriture parle, sans les blâmer. III. 1. 9. N. 5.

ISÉUS : explication d'un passage de cet Orateur Grec. II. 7. 6. N. 2. autre passage expliqué. II. 16. 20. N. 7.

ISIDORE : remarque critique sur un passage de cet Auteur. III. 3. 5. N. 2.

ISOCRATE : passage de cet Orateur Grec, corrigé. II. 16. 1. N. 2. autre passage, expliqué. II. 20. 9. N. 17.

JULIEN (l'Empereur) : passage du *Misopogon* de cet Auteur, expliqué. I. 4. 7. N. 12. autre passage, corrigé. II. 21. 8. N. 3.

JUSTIN : remarque sur la manière de lire d'un passage du Liv. II. de cet Auteur. I. 2. 8. N. 41. autre passage, expliqué. II. 16. 16. N. 9. autre passage, corrigé. III. 20. 56. N. 3.

K.

KULPIS (Jean George) : fausse pensée de ce Jurisconsulte Allemand, touchant ce que le Droit Romain établit au sujet des simples Conventions. II. 11. 4. N. 5.

L.

LACRANCE : fausse pensée de ce Père, au sujet des Accusations intentées en Justice pour crime digne de mort. II. 20. 11. N. 19.

LE'ON (Pape) : explication d'un passage de sa Lettre XC. écrite à *Rufinus*. I. 2. 10. n. 8.

LESSIUS (Léonard) : pensée de ce Jésuite Scholastique, suivie par nô-

tre Auteur, & réfutée. II. 11. 15. N. 1.

LE'VITIQUE : remarque sur les conjonctions illicites, défendues dans le Chap. XVIII. de ce Livre. II. 5. 13. N. 1.

LYCLAMA (Marc) : copié par nôtre Auteur, dans une citation où il ne fait qu'un passage de deux différens Auteurs. I. 2. 3. N. 9.

M.

MATTHIEU (Evangile de St.) : Chap. V. vers. 21, & suiv. expliqués. I. 2. 6. N. 3. 4. Chap. V. vers. 38, 39, 41, 42, 43. expliqués. *Ibid.* §. 8. n. 4. 6. & I. 3. 3. n. 7. Chap. X. vers. 3. expliqué. I. 4. 7. N. 23. Chap. XXVI. vers. 52. expliqué. I. 3. 3. n. 9. Chap. XIX. vers. 9. expliqué. II. 5. 8. N. 7. Chap. XV. vers. 5, & suiv. expliqué. Chap. XXIII. vers. 21. Chap. V. vers. 34, & suiv. expliqués. II. 13. 11, & 21.

MAXIME (de Tyr) : remarque sur un passage de cet ancien Philosophe & Rhéteur, au sujet de la punition des Crimes. II. 20. 18. N. 1.

MEURSIUS (Jean) : remarque sur un endroit de sa *Themis Attica*. II. 5. 28. N. 3.

MICHEL d'Ephèse : sentiment relâché de ce Commentateur d'*Aristote*, touchant l'Adultère. III. 19. 2. n. 1.

MILTON (Jean) : passage, qu'il cite comme de *Joseph*, & qui ne s'y trouve peut-être point. I. 4. 3. N. 4.

MODESTIN : explication d'une Loi qui est un fragment de ce Jurisconsulte, L. 4. D. De Capt. & Postlimin. II. 21. 4. N. 16. III. 9. 8. N. 4.

MUELEN (van der) : assure mal-à-propos, qu'une Loi du *Digeste* a été abrogée par la *Novelle XXII. de Justinien*. II. 9. 1. N. 4.

N.

NERATIUS : décision de ce Jurisconsulte, dans le Titre du *Digeste*, De *adquirendo rerum dominio*, conciliée avec une autre de *Celsus*. II. 3. 9. n. 3.

NONIUS MARCELLUS : passage de ce Grammairien, corrigé. III. 3. 11. N. 2.

O.

OBRECHT (Ulric) : fausse explication & application qu'il fait d'un exemple tiré de l'Histoire de *Jules César*. I. 3. 5. N. 4. entend mal les règles des anciens Jurisconsultes touchant ce qu'on appelle *Specificatio*. II. 8. 19. N. 4.

ORIGÈNE : variations de ce Père de l'Eglise, au sujet de la question, si la Guerre est permise aux Chrétiens. I. 2. 9. n. 2.

OVIDE : remarque sur un passage de ce Poète, où il s'agit d'un Serment d'*Agamemnon*. II. 13. 11. N. 6.

P.

PANEGYRICI VETERES : passage d'un de ces anciens Panégyristes, corrigé. III. 11. 7. N. 7.

PAULUS (Julius) : explication d'un passage des *Receptæ Sententiæ* de ce Jurisconsulte. I. 3. 4. N. 4. remarques critiques sur une Loi du *Digeste*, qui est du même, Tit. de *adquir. rerum domin.* II. 8. 9. N. 7. ce qu'il entend par *injuria*, dans la Loi 19. du Titre De Captiv. & Postlim. III. 7. 6. N. 10.

PAUSANIAS : passage de cet Historien, mal traduit & mal entendu par divers Auteurs. II. 7. 27. N. 6.

PHILON (Juif) : petite faute corrigée dans un passage de cet Auteur. II. 1. 12. N. 13. ce qu'il entendoit par *Prudence moienne*. II. 2. 2. N. 15. passages corrigez. II. 21. 13. N. 6. III. 14. 4. N. 2.

PHILOSTRATE : passage de cet Auteur expliqué. II. 2. N. 10. décision peu raisonnable, qu'il met dans la bouche de son *Apollonius*, sur un point de Droit. II. 8. 7. N. 4. passage, où il parle des *Arcadiens*, illustré. II. 25. 9. N. 3.

PLATON : réflexions sur ce que ce Philosophe dit des Punitions Divines. II. 20. 4. & des différentes sortes de Peines. *Ibid.* §. 6. N. 1.

PLINE : passage de son *Histoire Naturelle*, corrigé. I. 3. 20. N. 29. correction d'un autre passage. II. 3. 16. N. 7.

PLUTARQUE : critiqué sur ce qu'il dit des Crimes punis sur les Descendants des Coupables. II. 21. 8. n. 3. passage de cet Auteur, expliqué & corrigé. I. 4. 17. N. 1. erreur, où il est tombé, au sujet d'une Loi de *Solon*.

I. TABLE, DES AUTEURS.

Sollon. Ibid. § 18. N. 3. autre passage, expliqué. *Ibid.* § 19. N. 4. faute de l'Édition de *Wechel*. II. 2. 13. N. 7. autre faute, corrigée. II. 16. 19. N. 2. nom d'un Peuple Barbare, dont il parle, qui ne se trouve point dans les Géographes. II. 20. 47. N. 9.

POLYBE : passage de cet Historien, corrigé. II. 21. 4. N. 10.

POMPONIUS (*Sextus*) : remarque sur une décision de ce Jurisconsulte, au sujet des Testamens. II. 12. 26. N. 6.

PORPHYRE : remarque sur un mot d'un passage de ce Philosophe, & sur son Traducteur. H. 20. 29. N. 4.

PROCLUSUS : réflexions sur quelques décisions de ce Jurisconsulte, qui se trouve dans le *Digeste*. I. 3. 21. n. 4. & N. 25. III. 9. 18. N. 3.

PROVERBES (*Livre des*) : passage du *Chap. XVI. vers. 4.* expliqué. II. 20. 4. N. 7.

PSEAUMES (*Livre des*) : Pseaum. II. 6. expliqué. I. 3. 20. N. 11. Pseaum. XIV. 4. expliqué. II. 13. 16. N. 5.

PUSENDORF (*Samuel, Baron de*) : fautive explication qu'il donne d'un passage de notre Auteur. II. 1. 2. N. 2. critique mal fondée qu'il fait d'un exemple, qui paroît assez bien appliqué. II. 10. 1. N. 8. & de la citation d'une Loi. II. 10. 8. N. 1. explique mal un passage de notre Auteur. II. 12. 15. N. 6. autre critique mal fondée. II. 16. 29. N. 7. autre passage mal entendu, & raisonnement peu solide. II. 20. 26. N. 3. fautive pensée qu'il soutient, au sujet de ce qui est permis pendant une Trêve. III. 21. 10. N. 1.

PURY (*Daniel*) : remarques, sur ce qu'il dit du dommage causé par un Esclave, ou par une Bête d'autrui. III. 17. 21. N. 1.

Q.

QUINTILIEN : remarque sur la manière de lire un passage des *Institutions Oratoires*. III. 1. 13. N. 11. réflexion sur une Loi rapportée dans les *Déclamations* de l'Auteur qui porte le même nom. II. 19. 5. N. 6. passage des *Excerpt. Controvers.* corrigé. II. 17. 12. N. 2.

R.

RABBINS : sentiment relâché de quelques Rabbins, touchant *Tom.* II.

l'Adultere. III. 19. 2. n. 1.

ROMAINS (*Épître aux*) Chap. XII. vers. 17. & *suiv.* expliquez. I. 2. 8. n. 7. & I. 3. 3. n. 8. Chap. XIII. vers. 1. & *suiv.* expliquez. I. 2. 7. n. 3. Chap. XIV. vers. 23. expliqué. II. 23. 2.

RUPERT (*Christophe Adam*) : passage que ce Savant cite peu exactement, sur la foi de notre Auteur. II. 20. 51. N. 4.

S.

SALLUSTE : passage de cet Historien Latin, au sujet des Ambassadeurs, expliqué. II. 18. 4. N. 5.

SALVIEN : remarque sur un passage de ce Père. I. 3. 13. N. 1.

SAMUEL (*I. Liv. de*) : Chap. VIII. vers. 11. expliqué. I. 4. 3. & N. 2.

SAUMAISE (*Claude de*) réponse à une fautive critique de ce Savant. I. 1. 15. N. 1.

SCHLIUS (*Rhabod Herman*) : remarque sur son *Traité De Præda*. III. 6. 15. N. 2.

SENEQUE (*le Rhéteur*) : passages de ses Controverses, corrigez. II. 17. 12. N. 3. III. 8. 1. N. 2. sentiment relâché, qui se trouve en un endroit du même Ouvrage. III. 19. 2. N. 3.

SENEQUE (*le Philosophe*) : remarque sur le sens d'un passage de son *Traité De Beneficiis*. II. 12. 13. N. 6. réfutation d'une maxime des Stoiciens, qu'il soutient, au sujet du pouvoir de pardonner. II. 20. 21.

SERVIUS : passage de ce Commentateur, corrigé. I. 2. 5. N. 7. autres passages corrigez. II. 2. 13. N. 1. III. 3. 8. N. 1. N. 7. III. 14. 6. N. 19.

SENTUS EMPIRICUS : fait qu'il avance, contraire à ce que dit *Denys d'Halicarnasse*. II. 5. 28. N. 3.

SHAFTSBURY (*Mylord, Comte de*) : beau passage de ce Seigneur Anglois, imité d'ARRIEN. *Disc. Prélim.* § 6. N. 2. autre, traduit de l'Anglois *Ibid.* § 7. N. 6.

SICULUS FLACCUS : passage de cet Auteur corrigé & expliqué. II. 3. 4. N. 7.

SILIUS ITALICUS : passage de ce Poëte, expliqué. III. 1. 6. N. 10.

STANLEY (*Thomas*) mot de *Diogène*, omis dans l'Histoire Philosophique de cet Auteur Anglois. I. 2. 8. N. 41. autre omission d'une sentence d'*Antisthène*. III. 6. 2. N. 7.

STRABON : passage de ce Géographe,

corrigé. I. 3. 23. N. 7. fait, à l'égard duquel il ne s'accorde pas avec *Athénée*. II. 5. 27. N. 7. remarque sur un passage de cet Auteur. II. 8. 5. N. 3. autre passage, où il y a une difficulté, sur laquelle, quoi que grande, les Commentateurs ne disent mot. II. 17. 12. N. 3. fait, sur lequel il semble n'être point d'accord avec *Tite Live*. II. 25. 5. N. 2.

T.

TACITE : Passages de cet Historien, corrigez. II. 3. 18. N. 4. & II. 8. 9. N. 5. autres passages corrigez. II. 29. 2. N. 2. & § 2. N. 10.

TERTULLIEN : variations de ce Père, au sujet de la question, si la Guerre est permise aux Chrétiens. I. 2. 9. n. 2. passage de son *Apologétique*, corrigé sur un MS. I. 4. 5. N. 2. passage de son *Traité De Anima*, corrigé. II. 2. 6. N. 5. un autre, du *Traité de Resurrect. Carnis*, expliqué. II. 9. 3. N. 8. passage de *Zacharie*, qu'il entend mal. II. 20. 11. N. 4.

TESMAR (*Jean*) échantillon du peu de jugement qu'il fait voir dans ses Notes sur notre Auteur. II. 11. 9. N. 3.

THOMAS (*Jacques*) : erreur, où il est tombé, en voulant critiquer notre Auteur. III. 3. 2. N. 5.

THOMAS (*Christian*) : remarque sur ce qu'il dit de la nature des droits, qu'on appelle *mera facultatis*. II. 4. 15. N. 1. & touchant l'acceptation des Promesses. II. 11. 15. N. 1. examen de ce qu'il établit au sujet d'une chose vendue, mais non délivrée. II. 12. 15. N. 5. & touchant la question, si on peut secourir un Allié, contre un autre Allié. II. 15. 13. N. 3. il critique sans sujet une division de notre Auteur. *Ibid.* § 18. N. 1.

THUCYDIDE : petite faute, dans un passage de cet Historien. II. 15. 6. N. 5.

TIMOTHEE (*I. Épître à*) Chap. II. vers. 1, 2, 3. expliquez. I. 2. 7. n. 2.

TITE LIVE : passage de cet Historien, corrigé. II. 5. 32. N. 3. division peu exacte qu'il fait des *Traitez Publics*. II. 15. 4. passage, au sujet des Ambassadeurs, expliqué. II. 18. 4. N. 4. pensée, qu'il a imitée d'*Hésiode*. II. 23. 3. N. 2. fait,

sur

I. TABLE, DES AUTEURS.

sur lequel il ne s'accorde pas avec *Sirabon*. II. 25. 5. N. 2. Passage obscur, expliqué. III. 19. 8. N. 3.

TITIVS (*Gottlieb Gerhard*) : pensée absurde de cet Auteur, au sujet des Traîtres, III. 4. 18. N. 11. défend mal notre Auteur, au sujet d'une question sur le droit de Postlimine. III. 9. 16. N. 1.

TRYPHONIN : remarque sur une Loi du *Digeste*, Tit. *De distractione pignorum* &c. qui est de ce Jurisconsulte. II. 10. 2. N. 16. & sur une autre Loi du même, *L. 12. De Captivis & Postlim.* III. 6. 12. N. 3. III. 9. 4. N. 3.

V.

VARRON : définition peu exacte, que ce Savant Romain donne de la Trêve. III. 21. 1. n. 6.

VASQUEZ (*Fernand*) : critiqué sur ce qu'il dit de la défense contre un Prince, qui en veut injustement à notre vie. II. 1. 9. n. 2, & *suiv.* & sur ce qu'il borne le droit de Prescription aux Membres d'un même Etat. II. 4. 1. n. 1. & sur ce qu'il dit des Contrats d'un Roi. II. 14. 5. n. 1. & sur ce qu'il établit, au sujet de la dispense des Loix. II. 20. 27. & sur la question, si on peut

livrer un Sujet innocent. II. 25. 3. & sur le dédommagement que les Sujets peuvent exiger de ce qu'ils ont souffert par une suite de la Guerre. III. 20. 2. n. 1.

VICTORIA (*François de*) : critiqué, sur le pouvoir qu'il donne aux Sujets d'entreprendre la Guerre de leur chef. I. 3. 4. n. 4.

VICTORIUS (*Pierre*) : remarque sur ce qu'il dit d'une Loi de *Solon*. II. 20. 35. N. 4.

VITRIARIUS (*Philippe Reinhard*) : remarque sur ce qu'il dit dans son Abrégé de Droit Naturel, au sujet des Traitez sur la Navigation. II. 3. 15. N. 9. & touchant le pouvoir qu'a un Roi d'annuler son Serment. II. 14. 3. N. 2. & §. 6. n. 4. & sur l'explication qu'il donne d'un passage de l'Auteur. II. 17. 18. N. 2.

ULPIEN : remarques sur deux fragments de ce Jurisconsulte, qui se trouvent dans le *Digeste*, aux Titres *Ad L. Corn. de Sicariis*, & *Ad Leg. Aquil.* II. 1. 12. N. 10. & sur une décision, qu'on trouve au Titre *Locati conducti*. II. 16. 5. N. 3. explication d'un autre fragment, qui est dans la Loi 24. du Titre *De Statu Hominum*. III. 7. 5. N. 2.

W.

WATER (*Van de*) : remarques sur l'Explication qu'il donne d'une Loi du *Digeste*. II. 8. 9. N. 7.

WISSENBACH (*Jean Jaques*) : réfuté sur le sens qu'il donne à une Loi du *Code*. II. 8. 25. N. 9. critique mal-à-propos notre Auteur. III. 9. 14. N. 5.

X.

XIPHILIN : passage de cet Abrégiateur, corrigé. I. 4. 5. N. 4.

Z.

ZIEGLER (*Gaspard*) objection mal fondée qu'il fait contre le principe fondamental du Droit Naturel, établi par notre Auteur. *Disc. Prelimin.* § 8. N. 1. échantillon du peu de jugement qu'il montre dans ses Notes sur cet Ouvrage. II. 11. 9. N. 3. fausse critique qu'il fait d'un passage de notre Auteur, fondée sur une faute d'impression. II. 21. 18. N. 2. autres critiques, fondées sur un mal entendu. III. 20. 14. N. 1. & § 22. N. 1. & § 42. N. 1. & § 58. N. 1. réfutation de ce qu'il dit contre notre Auteur, touchant une question qui regarde les Prisonniers de Guerre. III. 21. 28. N. 2.



II. T A B L E,

Où l'on trouve

Les Mots Grecs, Latins, ou de quelque autre Langue Etrangère, qui sont expliquez, ou sur lesquels on a fait quelque remarque, soit dans le Texte, ou dans les Notes.

A ^{Βίωσις} : Fausse interprétation, que l'on donne ordinairement à ce mot, dans un passage d'Homère. I. 2. 8. N. 41.

Actio utilis : ce que c'est, dans le Droit Romain. II. 10. 2. N. 11.

Actio Popularis. II. 21. 3. N. 1.

Addicti : ce que les anciens Romains entendoient par là. II. 5. 30. N. 3.

Adscripti ou **Adscriptitii glebae** : quelques gens ce sont, selon le Droit Romain. II. 5. 30. N. 4.

Advocatus : **Advocati** : signification de ces mots dans la basse Latinité. I. 3. 21. N. 8.

Αἰτία : sens de ce mot, appliqué à l'entreprise d'une Guerre. II. 1. 1. N. 2. & 7.

Allodium : ce que c'est. II. 7. 20. N. 1.

Ἀναχωρή : Sens particulier de ce terme. III. 21. 1. N. 11.

Ἀνδροληψίαι : **Ἀνδροληψία**. Ce que l'on entendoit par là, chez les anciens Grecs. III. 2. 3. N. 3, 4.

Ἀντιψυχος. II. 21. 11. N. 2.

Ἀπολύεσθαι. **Ἀπολυεργεῖν**. II. 19. 5. N. 13.

Arbiter : **Arbitrium**. Ce que l'on entend par là dans le Droit Romain. III. 20. 47. N. 1.

Arcifinus : sens & étymologie de ce mot. II. 3. 16. N. 6.

Arma : Voyez ci-dessous, **Movere**.

Arx : ce que les Latins entendoient par là. II. 16. 3. N. 9.

B.

BELLUM : étymologie de ce mot. I. 1. 2. N. 4.

C.

Χηρῶσαι : remarques sur le sens de ce terme, qui se trouve dans Homère & dans Hésiode. II. 3. 19. N. 12.

Clarigatio : ce que c'est. III. 3. 7. N. 2.

Cocium : **Cocionari**. Sens & étymologie de ces mots Latins. II. 12. 26. N. 9.

Commentitium jus : remarque sur le sens de ces mots d'une Loi du

Digeste. II. 21. 12. N. 1.

Commodatum : pris pour **Mutuum**. II. 12. 20. N. 2.

Condemnare : sens extraordinaire de ce mot, dans le Droit Romain, & dans les anciens Auteurs. II. 21. 2. N. 9.

Condicere : remarques sur un certain sens de ce mot Latin, dans les bons Auteurs. III. 3. 7. N. 9.

Conducere : signifie quelquefois, emprunter. II. 12. 20. N. 2.

Constitutum, ou **Pecunia constituta**. Ce que l'on entend par là, en stile de Droit Civil. II. 11. 1. N. 13.

Contubernium : **Contubernalis**. Ce que c'est dans le Droit Romain. I. 3. 4. N. 3.

Creditum : **Debitum**. Signification étendue de ces termes, dans le Droit Romain. I. 1. 5. N. 6.

Crepundia : sens que ce mot a quelquefois. II. 8. 3. N. 4.

Curia oblatio : ce que c'est, selon le Droit Romain. II. 7. 8. N. 6.

D.

DARE, & **Tradere** : différence de ces mots, selon l'usage du Droit Romain. II. 8. 25. N. 2.

Defendere : sens que ce mot a quelquefois, dans les anciens Auteurs Chrétiens. I. 2. 8. N. 35.

Defensor : ce que l'on entend par là, dans le Droit Romain. II. 10. 2. N. 7.

Deportati : quelles gens c'étoient, parmi les Romains. II. 16. 9. N. 2.

Δικαίωμα : sens de ce mot dans la Version des Septante. I. 1. 9. N. 12. autre sens qu'il a chez les bons Auteurs Grecs, appliqué à l'entreprise d'une Guerre. II. 1. 1. N. 7.

Δίκη. **Εἰς δίκην ὅπως αὐτὴ παραδίδοιαι**. Sens de cette expression. III. 20. 50. N. 5.

Dissolvere : signification de ce terme, quand il s'agit d'un Vaisseau. II. 9. 2. N. 9.

Δωροφόροι : ce que l'on entendoit par là, chez les anciens Grecs. III. 14. 5. N. 9.

Δύη : remarque sur le sens & étymologie de ce mot. I. 1. 2. N. 4.

Q q q 2

E.

Εἰρήνη : **Σπονδαί**. Différence de ces deux mots Grecs, qui semblent signifier la même chose. II. 15. 5. N. 14.

Εγκτήματα : sens de ce terme, & en quoi il diffère de **κτήματα**. II. 3. 4. N. 8.

Εἰσχυρισμός, ou **Εἰσχυρασμός**. **Εἰσχυράζειν**. Ce que c'est ; & s'il y a quelque différence entre le premier, & les deux autres. III. 2. 4. N. 1.

Εκάνισαι : Sens particulier de ce mot, dans les Orateurs Grecs. II. 7. 6. N. 2.

Επιθυμείν : comment il faut entendre ce mot, dans le Décalogue. II. 20. 39. N. 3.

Επικληροί. Quelles personnes on entendoit par là. II. 5. 15. N. 7.

Επιμαχίαι : ce que c'est. II. 15. 6. N. 5.

Επιτρέπειν τὰ καθ' αὐτὸν : **Κατ' αὐτῶν ἐπιτρέπειν ἐξουσίαν**. Sens de ces expressions. III. 20. 49. N. 1. & 50. N. 5.

Ευκλείδης, **Τὰ πρὸς Εὐκλείδην**, ou **ὑπὲρ Εὐκλείδην**. Origine de ce Proverbe Grec, & exemples d'Auteurs qui l'ont employé. II. 4. 2. N. 6.

Ευορκεῖν : **Ἀνηθορκεῖν** : **Ἐπιθορκεῖν** : **Ψευδορκεῖν**. Différente signification de ces termes. II. 13. 13. N. 4.

Εἴς. Sens particulier de ce mot. II. 9. 2. N. 3.

Exuere hominem, **fratrem** &c. signification de cette expression figurée. II. 19. 1. N. 16.

F.

Facultas. **Res mera facultatis**, ce que c'est, en stile de Jurisprudence. II. 4. 15.

Feciales, ou **Fetiales** : quelles personnes c'étoient, & en quoi consistoit leur emploi. III. 3. 7. N. 9.

Ferruminatio : ce que les Jurisconsultes Romains entendent par là. II. 8. 21. N. 3.

Fides : sens de ces expressions. **In fide Populi Romani esse**, **In fidem** **κορυβί**

II. T A B L E,

Populi Romani se tradere. I. 3. 21. N. 21. & III. 20. 50. N. 3.
Fadus : en quoi il diffère de *Spon-sio*. II. 15. 2. N. 3.
Fenus : s'il y a de la différence entre ce mot, & celui d'*Ufura*. II. 12. 21. N. 1.
Fures ba'nearii : remarque sur la punition de ces sortes de Voleurs, parmi les Grecs, & parmi les Romains. II. 20. 35. N. 4.
Φυσις *φύσις*. Mot, qui ne se trouve point dans les Dictionnaires, comme dérivé de *φύσις*, *natura* ; & preuve du sens qu'il a sur ce pied-là. II. 12. 26. N. 4.

G.

Γωρίσματα. Sens de ce mot, appliqué à un fujet Particulier. II. 8. 3. N. 4.

H.

HABERE, *licere* : signification de cette formule du Droit Romain. II. 12. 15. N. 4.
Hanakim : remarque sur ce mot Hébreu. I. 3. 8. N. 38.
Hofis : sens de ce mot, chez les plus anciens Romains. II. 15. 5. N. 12.

I.

IMPURE : sens de cet adverbe, dans quelques Loix du *Digeste*. II. 1. 12. N. 11.
Incenti : quelles gens c'étoit, & leur punition, chez les anciens Romains. II. 5. 32. N. 2, 3.
Inducia : étymologie de ce mot. III. 21. 2. N. 1.
Injicere manum : sens de cette expression, en stile de Droit. I. 3. 1. N. 4.
Injusta Uxor : ce que l'on doit entendre par là, dans une Loi du *Digeste*. I. 3. 4. N. 4.
Ἰππικόν, *ἱππικὸς δρόμος*. Signification & différence de ces termes. II. 3. 15. N. 2.
Jus : étymologie de ce mot. *Disc. Prelimin.* § 1. N. 4. il se prend quelquefois pour *dominium*, ou *propriété*. I. 1. 5. N. 3. & pour *Lex*, ou *Loi*. *Ibid.* § 9. N. 1.
Justum Testamentum : ce que c'est. I. 3. 4. N. 2.

K.

Κάβασις. Sens & origine de ce mot Grec. II. 13. 11. N. 9.

Κοινωδίκιον. Ce que c'étoit, chez les anciens Grecs. I. 3. 21. N. 29.
Korban : sens de ce mot, chez les anciens Juifs. II. 13. 11. N. 3.
Κρίσις, *ἔλεος*, *πίσις*. Différente signification de ces mots, dans un passage des Evangiles. II. 14. 6. N. 5.
Κτήματα. sens de ce mot, & en quoi il diffère d'*ἑγκτήματα* : II. 3. 4. N. 8.

L.

ΛΑΦΥΡΩΠΑΛΑΙ. Quelles gens c'étoient, chez les anciens Lacédémoniens. III. 6. 14. N. 6.
Libratio : ce que c'est, dans le Droit Romain. III. 9. 19. N. 13.
Lignus homo : terme du Droit Féodal. I. 3. 23. N. 4.
Limen : Limes : diverses remarques grammaticales, à l'occasion de ces mots. III. 9. 1. N. 1.
Linas : mot qui manque dans les Dictionnaires Latins. *Ibid.*
Liquido jurare : sens de cette expression. II. 13. 3. N. 7.
Luere pignus : ce que c'est, en stile de Droit. II. 4. 15. N. 2.
Lusoria naves : quelle sorte de Vaisseaux c'étoit, parmi les Romains. III. 9. 14. N. 5.

M.

Mancipium. *Res mancipi*, & *Res non mancipi* : distinction de l'ancien Droit Romain, expliquée. II. 8. 25. N. 2.
Manubia : ce que c'étoit, chez les Romains. III. 6. 17. N. 11.
Manum injicere. Voiez *Injicere*.
Manus militaris : ce que c'est, dans le Droit Romain. I. 3. 4. N. 12.
Moraschab, & *Nabbalah* : différence de ces deux mots Hébreux. II. 7. 9. N. 2.
Morganatica. Ce que c'est qu'un Mariage ad *Morganaticam*, ou *Morgengabicam*, parmi les Allemands. II. 7. 8. N. 8.
Movere arma : sens de cette expression, dans une Loi des Codes Théodosien & Justinien. I. 3. 4. N. 10.
Mundiburdium, ou *Mundiburnium* : sens de ces mots de la basse Latinité. I. 3. 21. N. 9.
Municipia : ce que c'étoit, chez les Romains. II. 9. 11. N. 9.
Mutuum : se prend quelquefois pour *Commodatum*, ou Prêt à usage. II. 12. 20. N. 2.

N.

NATURA, *Naturaliter* : diverses remarques sur le sens qu'ont ces mots quelquefois. II. 12. 26. n. 2. & N. 4.
Nexi : quelles gens on entendoit par là, chez les anciens Romains. II. 5. 30. N. 3.

O.

Ογχα. Origine du nom de cette Déesse des anciens Grecs. I. 3. 8. N. 38.
Οικσιος, *Οικσιωσις*, *Οικσιωδαι*. Sens particulier & philosophique, que ces mots ont dans les anciens Auteurs, mais qui ne se trouve point dans les Dictionnaires. *Disc. Prelimin.* §. 6. N. 4.
Ομαιχμία : ce que c'est. II. 15. 5. N. 4.
Ομομύτης : sens particulier, auquel ce mot est employé par un Père de l'Eglise. III. 1. 7. N. 6.
Ordalia : ce que c'étoit, chez les anciens Allemands. III. 20. 43. N. 6.
Os prabere : sens de cette expression, dans les bons Auteurs Latins. I. 2. 8. N. 26, 27.

P.

Παρασπόμεμα. Sens de ce mot Grec. III. 20. 27. N. 1. en marge.
Pater Patratus : quel étoit son emploi, chez les anciens Romains. III. 3. 7. N. 9.
Πάρεσλος. Sens particulier de ce mot Grec, dans les Ecrivains de l'Histoire Byzantine. II. 22. 1. N. 5.
Pax : signification de ce mot, dans les anciens Auteurs Ecclésiastiques. I. 20. 10. N. 7.
PELASGI : Origine du nom de cet ancien Peuple. I. 3. 8. N. 38.
Πνέται sorte d'Esclaves de *Theffalfe*. II. 5. 30. N. 5.
Pignorat : ce que c'est. III. 2. 1. N. 8.
Πίσσις. (Voiez ci dessus, au mot *Κρίσις*). *Ἐν τῇ πίσσιν αὐτὸν ἐγγράφεται τὸ κρατύνει* : Sens de cette expression. III. 20. 50. N. 5.
Plumbatura : ce que c'est, dans le Droit Romain. II. 8. 21. N. 3.
Pollicitatio : ce que c'est, selon le stile & les idées des anciens Jurisconsultes. II. 11. 3. N. 1.

Postvorta

II. T A B L E,

Postvorta Dea: quelle forte de Déesse c'étoit, chez les *Romains*. III. 9. 1. N. 2.

Princeps: *Principatus*. Sens de ce mot, chez les anciens Auteurs Latins. I. 3. 10. N. 2.

Πρόδρα: ce que c'est, dans les Auteurs Grecs de l'Empire de *Constantinople*. II. 3. 10. N. 7.

Προσάγματα: sens de ce mot, dans l'application à un sujet particulier II. 15. 6. N. 1.

Πρόφασις: ce que les Grecs entendoient par là, quand il s'agissoit de l'entreprise d'une Guerre. II. 1. 1. N. 2. II. 22. 1. N. 1.

ῥεῦδεσθαι: sens que ce verbe a quelquefois. II. 13. 3. N. 10.

Πυρφόρος. Ce que c'étoit & origine d'un Proverbe Grec, où ce mot entre. III. 11. 10. N. 7.

Q.

QUASI DELICTUM, *Quasi maleficium*. Ce qu'on entend par là dans le Droit Romain. II. 1. 2. N. 8.

Quiritium jus: ce que c'étoit, chez les anciens *Romains*. II. 9. 11. N. 11.

R.

RECIPERATORES, ou *Recuperatores*. Ce que c'étoit, parmi les *Romains*. I. 3. 21. N. 27.

Regalia majora, & *Regalia minora*: sens & origine de cette distinction de Droit Public. II. 4. 13. N. 1.

Repreñsalie, ou *Repreñsalie*: sens & étymologie de ce mot. III. 2. 1. N. 8.

ῥόσια: *ῥόσια καταγγέλλειν*. Sens de ces expressions Grecques. III. 2. 5. N. 5. III. 3. 7. N. 8.

S.

SERVI POENÆ. Ce que c'étoit, selon l'ancien Droit Romain. III. 14. 2. N. 3.

Σπονδαί: voyez ci-dessus *Ἐρήνη*.

Spondere: sens propre de ce mot, & en quoi il diffère de *promittere*. II. 11. 14. N. 7.

Sponsio: Voyez ci-dessus le mot *Fadus*.

Statu liberi: ce que l'on entend par là dans le Droit Romain. II. 5. 30. N. 2.

Σύλαι: sens de ce mot, chez les anciens Grecs. III. 2. 4. N. 1.

Σορμαχίαι: ce que c'étoit, chez les anciens Grecs. I. 3. 7. N. 5. II. 15. 6. N. 4.

Συνάλλαγμα: ce que c'est, dans le Droit Romain. II. 11. 1. N. 3.

Συνημμέναι: ce qu'*Homère* entend par là. III. 21. 1. N. 1.

Συνθήκαι: différence de ce mot, & de celui de *Προσάγματα*. II. 15. 6. N. 1, 2.

Σύστημα: signification de ce mot, appliqué à l'union de plusieurs États. I. 3. 7. N. 4.

T.

TELUM: ce qu'il faut entendre par là, dans une Loi des XII. Tables, des *Romains*. II. 1. 12. n. 2.

Τίμινος: ce que c'étoit, chez les anciens Grecs. II. 6. 11. N. 2.

Territorium: signification & étymologie de ce mot. III. 6. 4. N. 4.

Toga: & *Togata Provincia*: ce que c'étoit, chez les *Romains*. II. 9. 11. N. 10.

V.

Verbenarius: quelle personne c'étoit, parmi les *Romains*. III. 3. 7. N. 2.

Υγεία ὁσία: explication de ces mots, dans un passage de *Philostate*. II. 2. 3. N. 10.

Υπόθεσις: sens de ce terme, appliqué à l'entreprise d'une Guerre. II. 1. 1. N. 7.

Ufura: Voyez *Fenus*.

W.

WITHERNAM: sens & étymologie de ce vieux mot de la Langue Saxonne. III. 2. 4. N. 1.



III. ET DERNIERE TABLE,

Qui contient les MATIÈRES dont il est traité dans tout l'Ouvrage.

On a expliqué au devant de la première Table, ce que signifient les Chiffres & les Lettres qu'on voit ici.

A.
Abandonnement : quand c'est qu'on le présume avec raison. II. 4. 4. 5.

Abdication : si l'abdication de la Couronne fait déchoir un Roi de son droit. I. 4. 9. & si elle peut se faire au préjudice de ses Successeurs. II. 7. 26. ce que les anciens Grecs entendoient par Abdication, en parlant d'un Père par rapport à ses Enfants. II. 7. 7.

ABRAHAM (le Patriarche) : s'il faisoit mal en appellant Sara, sa Sœur. III. 1. 7. n. 3. s'il y avoit une simple ambiguïté en ce qu'il disoit à ses gens, lorsqu'il alloit sacrifier Isaac. *Ibid.* §. 10. N. 2. en vertu de quoi il donna la dixme du butin fait sur les cinq Rois. III. 6. 1. n. 2. il ne fit point difficulté de prendre les armes pour des gens d'une autre Religion. II. 15. 9. n. 6. espèce de Testament, qu'il vouloit faire. II. 6. 14. n. 2.

Absens : leur droit accroit aux présents. II. 5. 20. on avoit quelquefois égard aux Absens, dans la distribution du Butin. III. 6. 18. n. 8.

Absoudre : il faut absoudre, dans un doute. II. 5. 8. II. 23. 5. n. 2.

Aburdité : soin qu'on doit avoir de l'éviter, dans l'explication des expressions obscures ou ambiguës. II. 16. 6. personne n'est censé vouloir des absurditez. *Ibid.* §. 26. n. 3.

Acceptation : pourquoi & comment elle est nécessaire pour rendre une Promesse valide & pleinement obligatoire. II. 11. 14. & *suiv.* de l'acceptation faite pour autrui. *Ibid.* §. 18. comment l'Acceptation peut précéder le transport de Propriété. II. 6. 2. n. 1. si l'on doit expliquer un accord selon les paroles de l'Acceptation, plutôt que selon les offres de l'autre Partie. II. 16. 32.

Acceptilation : Si elle est uniquement de Droit Civil. II. 4. 4. N. 5.

Accessoire : ce que les Jurisconsultes Romains entendent par là, en matière du mélange de choses appartenantes à divers Maîtres. II. 8. 19. N. 2. examen de leurs principes sur

cette matière. *Ibid.* §. 21. & *suiv.*
ACCURSE (François) : caractère & Ecrits de ce Jurisconsulte. *Disc. Prélim.* §. 54. N. 2.

Accuser : Si cela est permis à un Chrétien. II. 20. 11. & *suiv.* si un Fils peut quelquefois accuser son Père. II. 18. 4. n. 12. à quoi est tenu celui qui a injustement accusé quelqu'un. II. 17. 16. n. 3. pourquoi on établit certaines personnes par autorité publique, pour accuser les Coupables. II. 20. 15.

Acheter : Si l'on a droit d'acheter certaines choses, en sorte que les autres soient tenus de nous les vendre. II. 2. 19.

Acheteur : lors qu'il achète en gros une Terre, quoi qu'il soit fait mention de quelque mesure dans le Contrat, il ne laisse pas pour cela d'avoir les Alluvions qui surviennent. II. 8. 12. n. 3. du cas, où une même chose a été vendue à deux Acheteurs. II. 12. 15. n. 4. à quoi est tenu l'Acheteur d'une chose qui se trouve n'appartenir point au Vendeur. II. 10. 10.

Acte : les actes purement internes ne fauroient produire aucun droit, d'Homme à Homme. II. 4. 3. n. 2. mais les signes extérieurs, dont on se sert ordinairement pour les manifester, donnent un vrai droit, encore même qu'ils ne soient pas accompagnés d'une pensée qui y réponde. *Ibid.* n. 3. & II. 6. 1. n. 3. quels sont les actes vicieux, dont le vice se perpétue. II. 5. 10. N. 2. combien de sortes d'actes il y a, par lesquels les Hommes se procurent de l'utilité les uns aux autres. II. 12. 1, 2. Actes mêlés de Contrat & de Loi. II. 14. 9. n. 2. Actes de bonne foi, & Actes de droit rigoureux, ce que c'est, & de quel usage est cette distinction. II. 16. 11. les derniers Actes dérogent aux premiers. *Ibid.* §. 4. n. 2. & §. 29. n. 6. comment un acte involontaire est quelquefois réputé pour volontaire. II. 17. 18. si tout acte vicieux peut être puni par les Hommes. II. 20. 18.

Action : si les Actions sont par elles-mêmes des signes de nos Pensées. III. 1. 8.

Action en Justice : ce que c'est qu'Action indirecte (*utilis*) selon le Droit Romain. II. 10. 2. n. 11. fondement de l'Action contre un Maître de Navire, pour le fait de ses Patrons (*Actio Exercitoria*) & de celle qu'on a contre un Négociant, pour le fait de ses Facteurs (*Institoria*) : II. 11. 13. n. 1. pourquoi c'est qu'on n'accorde point en même tems certaines actions respectives des Parties. III. 19. 16.

Adoption : ce que c'est. II. 5. 26. n. 3. si elle donne droit de succéder ab intestat. II. 7. 8. n. 1. sur tout quand il s'agit des successions à la Couronne. II. 7. 12 n. 2. & §. 16.

Adultère : est naturellement deshonorable. II. 20. 43. N. 1. que c'est une injustice, quel que soit le principe par lequel on s'y porte. *Disc. Prélim.* §. 45. N. 3. comment on doit réparer le dommage causé par un Adultère, en corrompant la Femme d'un Tyran. II. 19. 2. n. 1.

Adultère (Homme ou Femme) : si un Mari peut en conscience tuer sa Femme adultère, ou le Galant. II. 20. 17. n. 3.

ASYSME/RES : espèce de Souverains à tems, chez les anciens Grecs. I. 3. 11. N. 7.

Affranchis : quelle étoit leur condition & leur devoir. II. 5. 30. N. 1.

Affront : différence qu'il y a entre un Affront, & une Injure. I. 2. 8. n. 5.

Age : est quelque chose de personnel ; & conséquence qui se tire de là, par rapport aux Successions à la Couronne. II. 7. 18. n. 2.

Agresseur : si l'on peut se défendre, jusqu'à tuer un injuste Agresseur, qui en veut à notre Vie. II. 1. 3. n. 2. quand c'est qu'un injuste Agresseur peut en conscience se défendre contre celui à qui il avoit donné sujet de prendre les armes. *Ibid.* §. 18. n. 2.

Aieul,

III. TABLE, DES MATIERES.

Aieul, Aieule : s'ils font obliger de nourrir leurs Petits - fils ou Petites-filles. II. 7. 6.

Ainé : succède au Roiaume. II. 7. 13, & 18.

Air : s'il est de nature à entrer en propriété. II. 2. 3. N. 3, 4.

ALCIAT (André) par où s'est distingué ce Jurisconsulte. *Disc. Prélim.* §. 54. N. 4.

Aliénation : est une suite du droit de Propriété. II. 6. 1. n. 2. conditions nécessaires, pour qu'elle soit valide. *Ibid.* n. 3. effet de l'aliénation d'un Roiaume, faite par le Roi sans le consentement du Peuple. I. 4. 10. II. 6. 3. & *suiv.* comment l'Aliénation pouvoit avoir lieu, avant l'introduction de la Propriété des biens. II. 6. 6. N. 3.

Aliéner : le défaut du pouvoir d'aliéner n'est pas incompatible avec un droit de Propriété. I. 3. 16. num. 4. II. 3. 19. N. 9, 11.

ALLEMAGNE : si l'Empereur d'Allemagne a succédé aux Empereurs Romains. II. 9. 11. n. 1. origine de son droit sur l'Italie, & sur Rome. *Ibid.* N. 21, 23, 25, 29.

Aller : si ce mot, dans un Saufconduit, emporte la permission de retourner. III. 21. 16. n. 1. jusqu'où s'étend la liberté de s'en aller. *Ibid.* n. 2, 3.

Alliances : Voyez *Traitez*. Si l'on peut contracter quelque Alliance avec des Puissances qui sont d'une autre Religion. II. 15. 8. & *suiv.*

Alliez : ne sont pas moins Souverains, pour être inférieurs à leur Allié, dans une Alliance Inégale. I. 3. 21. n. 4. des différentes sortes de démêlez qu'il peut y avoir entre ces Alliez, & de la manière dont on les termine. *Ibid.* n. 5. quels des Alliez doivent être secourus, préférablement aux autres. II. 15. 13. si l'on peut donner du secours à un Allié, contre un autre Allié. *Ibid.* N. 3. si, par le mot d'Alliez, qui se trouve dans un Traité, on doit entendre tous les Alliez, présents & à venir. II. 16. 13. & N. 5. III. 20. 33. exception tacite, renfermée dans la promesse de donner du secours à un Allié. *Ibid.* §. 27. n. 1. comment on est obligé de prendre les armes pour la défense des Alliez. II. 25. 4. si la Paix est rompue, lors qu'un Allié vient à faire quelque chose contre le Traité. III. 20. 29.

Allodial : question qui regarde la Succession au Roiaume, dans les Pais où la Succession aux Biens Allo-diaux est différente de la Succession aux Biens Féodaux. II. 7. 20, 21.

Alluvion : à qui elle appartient. II. 8. 8, & *suiv.*

Ambassade : sur quoi est fondé le Droit d'Ambassade. II. 18. 1. N. 1. Ambassades ordinaires, inconnues à l'Antiquité. *Ibid.* §. 3. n. 7.

Ambassadeur : est une personne sacrée. II. 18. 1. n. 2. & N. 2. quand c'est qu'il peut rebrousser chemin. III. 16. 25. n. 2. à qui appartient le droit d'envoyer des Ambassadeurs. II. 18. 2. exemples de Grands, qui, quoique Sujets, ont eu ce pouvoir. *Ibid.* N. 6. règles du Droit des Gens, touchant les droits des Ambassadeurs. *Ibid.* §. 3, & *suiv.* principes du Droit Naturel, qui les établissent. *Ibid.* §. 4. N. 1. si un Ambassadeur est soumis à la Jurisdiction, Civile & Criminelle, de la Puissance auprès de qui il est envoyé. *Ibid.* n. 8. & N. 11. en quel cas, & sur quel fondement on peut le faire mourir. *Ibid.* n. 11. si un Ambassadeur doit être respecté, comme tel, des autres Puissances, sur les terres de qui il passe. *Ibid.* §. 5. n. 2. si les gens de la suite d'un Ambassadeur jouissent des mêmes droits & privilèges. *Ibid.* §. 8. si le droit d'Azyle est attaché au caractère des Ambassadeurs. *Ibid.* n. 3. si les Ambassadeurs, qui passent sur les terres d'une Puissance, à qui ils ne sont point envoyés, y doivent être à l'abri du droit de Représailles. III. 2. 7. N. 1.

Ambiguïté : règle à observer, quand il y a quelque ambiguïté. II. 16. 6.

Ami : si on peut entreprendre la Guerre pour ses Amis. II. 25. 5.

Amiralauté : ce que c'est. II. 12. 3. n. 8.

Amitié : si c'est uniquement le besoin & l'intérêt, qui la produit. II. 1. 9. n. 4. qui sont ceux dont on ne recherche pas aisément l'amitié. *Disc. Prélimin.* §. 28. comment on viole un Traité d'Amitié. III. 20. 40.

AMNE"MONES : quel étoit le pouvoir de ce Conseil Souverain de la Ville de Cnide. I. 3. 8. N. 49.

Amnistie : si une clause expresse d'Amnistie générale est nécessaire dans tout Traité de Paix. III. 20. 15. N. 1.

Amphibologie : ce que c'est. II. 16. 3. N. 4.

Animal : la Nature a donné des forces à chaque Animal, afin qu'il s'en serve pour sa défense & pour sa conservation. I. 2. 1. n. 5. Si le fruit d'un Animal suit toujours le ventre. II. 8. 18. avant le Déluge, & depuis encore parmi certains Peuples, on ne tuoit point d'Animal. II. 20. 9. n. 3. s'il est de Droit Naturel, que tout Animal appartienne à celui qui est maître de la Mére. II. 8. 18.

Antichrêse : ce que c'est. II. 12. 20. N. 7.

Antinomie : ce que c'est. II. 16. 4. N. 2.

Apostats : quelle pénitence on exigeoit d'eux dans la primitive Eglise, à proportion de la grandeur de leur crime. I. 2. 10. n. 7.

Apôtres : quelle sorte de pouvoir ils avoient. II. 22. 14. n. 1.

Appel : les Sujets peuvent acquérir le droit de juger sans appel, & comment. II. 4. 13. s'il y a appel de la sentence d'Arbitres, entre Puissances Souveraines. III. 20. 46. n. 3.

Apprentis : quelle est leur condition, en Angleterre. II. 5. 30. N. 7.

Aptitude : ce que c'est. I. 1. 4. n. 2. quels sont ses effets. II. 17. 2. n. 4. II. 20. 2. n. 3.

Aquisition : ce que c'est qu'une Acquisition primitive, & comment elle se fait. II. 3. 1. si l'Acquisition peut se faire par une autre personne de condition libre. III. 6. 9.

Arbitres : de combien de sortes il y en a. III. 20. 46, 47. on doit employer la voie des Arbitres, pour éviter une Guerre. II. 23. 8. & pour la finir. III. 20. 46. quel est le devoir d'un Arbitre. *Ibid.* §. 47, & *suiv.*

Arbre : questions sur un Arbre né dans les confins de deux Champs, ou qui s'étend sur le Champ voisin par ses branches. II. 2. 3. N. 4. Arbres fruitiers, comment doivent être épargnés, à la Guerre. III. 12. 2. à qui appartient un Arbre planté dans le Fonds d'autrui. II. 8. 22. n. 1.

Arbre de vie : de quoi il étoit un symbole. II. 2. 2. N. 12.

Arbre de la science du Bien & du Mal : de quoi il étoit un symbole. II. 2. 2. N. 14.

Arcifinie : ce que c'est qu'une Terre arcifinie. II. 3. 16. n. 2. & N. 6.

Ar-

III. TABLE ;

Argent : comment il est susceptible de remplacement. II. 12. 17. est la mesure commune de toutes les choses d'où il revient quelque utilité aux Hommes. II. 17. 22.

ARGOS : quel étoit le pouvoir des Rois de cette Ville. I. 3. 8. N. 39.

ARIENS : s'ils ont donné les premiers l'exemple de persécuter. II. 20. 50. N. 10.

Armateurs : si les Puissances sont responsables du fait des Armateurs, à qui elles ont donné des commissions. II. 17. 20. n. 2.

Armée : ce que l'on doit entendre par là, dans un Traité. II. 16. 3. n. 2. & par ne point mener d'Armée dans un certain lieu. *Ibid.* § 25. comment on rompt la Paix, en mettant sur pié une Armée. III. 20. 40. n. 3.

Armes : ce que l'on entend par le mot d'Armes, dans un Traité. II. 16. 5. s'il est permis, à la Guerre, de les empoisonner. III. 4. 16. on ne les recouvroit pas par droit de Postliminie, selon l'usage des Romains; & pourquoi cela. III. 9. 14. n. 4. il est permis de tromper les Ennemis, en prenant les mêmes Armes qu'eux. III. 1. 8. n. 7. si ceux qui sont Neutres peuvent fournir des Armes à l'un des deux Ennemis. III. 1. 5. 2. 3. si l'on doit épargner, à la Guerre, ceux qui ne portent point les Armes. III. 11. 18. on peut ôter les Armes aux Peuples Vaincus. III. 8. 3. III. 15. 6.

Art : quels sont les Arts les plus anciens. II. 2. 2. n. 5. de l'interprétation des termes de l'Art. II. 16. 3. 9.

Articles : si la violation des Articles de peu d'importance est capable de rompre un Traité de Paix. III. 20. 35.

Assassin : si l'on peut se servir d'Assassins contre un Ennemi. III. 4. 18.

Assiégés : modération dont on doit user envers eux. III. 11. 14.

Assurance (Contract d') : ce que c'est. II. 12. 3. n. 8. ses engagements. *Ibid.* § 23.

Athènes : si les Athènes peuvent être punis, comme tels. II. 20. 46. N. 12.

ATHÈNES : quel étoit le pouvoir de ses Rois. I. 3. 8. n. 12. constitution de son Gouvernement, depuis Solon. *Ibid.* § 20. n. 5. Loi singulière de cette République, en matière de Testamens. II. 16. 20. N. 7. remarque sur une Loi de So-

lon, touchant les Voleurs. II. 20. 35. N. 4. ce que c'étoit que l'Autel de la Miséricorde, à Athènes. II. 21. 5. n. 2.

Avouerie : ce que c'est que ce droit. I. 3. 21. N. 8.

Auteur : comment sont tenus les Auteurs d'une mauvaise Action. II. 17. 6, & *suiv.* des Auteurs de la Guerre. III. 11. 5, & *suiv.*

Auteur (Ecrivain) : exemple remarquable de la manière dont les Auteurs tombent dans quelque bevue, en se copiant les uns les autres, sans examen, & sans dire mot. II. 20. 24. N. 3. autre défaut considérable de bien des Auteurs. I. 3. 5. n. 5.

Azyle : pour quelles personnes les Azyles doivent être ouverts. II. 21. 5. si les Ambassadeurs, comme tels, ont droit d'Azyle. II. 18. 8, n. 3.

B.

Bandelettes : mises autour de la tête, ce qu'elles signifioient autrefois. III. 24. 5. n. 1.

Banni : n'est plus Citoyen de l'Etat, d'où il a été banni. II. 5. 25. jusqu'où l'on peut agir contre ceux qui sont mis au Ban. de l'Empire, en Allemagne. II. 20. 17. N. 5. Voyez *Exilé*.

Barbares : idées qu'avoient les Grecs des Peuples qu'ils appelloient Barbares. II. 20. 40. N. 10. si l'on peut faire la Guerre pour civiliser des Peuples Barbares. *Ibid.* § 41. n. 1. & II. 22. 10. n. 3.

BARTOLE : caractère de ce Jurisconsulte. *Disc. Prelim.* § 54. N. 3.

Bâtards : s'ils ont droit de succéder à la Couronne. II. 7. 11. n. 2. & § 16. n. 1.

Bâtir : s'il est permis à un Etranger de bâtir sur notre Rivage. II. 2. 15. n. 2. ou à un Habitant du pays. II. 3. 9.

Bâtiments : ceux d'un Pais Ennemi ne doivent pas être détruits ou endommagés sans nécessité. III. 12. 2. n. 3. si le Bâtiment suit le Fonds. II. 8. 22. n. 2.

Belle-Mère : si le Mariage avec une Belle-Mère est permis. III. 5. 2.

BENJAMIN (Tribu de) : si ceux de de cette Tribu pouvoient légitimement être exclus du droit de prendre femme dans les autres Tribus. II. 2. 22. si ces autres Tribus se rendirent coupables de parjure, en laissant enlever leurs Filles par

ceux de la Tribu de Benjamin. II. 13. 5. n. 1.

Bêtes : quelques-unes d'elles paroissent oublier le soin de leur propre intérêt, en faveur des autres de même espèce. *Disc. Prelim.* § 7. peuvent servir de leçon aux Hommes, sur certaines choses. *Ibid.* N. 1. différence qu'il y a entre les Bêtes, qu'on peut appeller Animaux sociables en quelque manière, & l'Homme. *Ibid.* N. 6. s'il y a quelque Droit commun à l'Homme & aux Bêtes. I. 1. 11. si les Bêtes ont la faculté de former des idées générales & abstraites. *Ibid.* N. 2. en quel sens on leur attribue de la Justice. *Ibid.* n. 2. & N. 5. comment on distingue l'Agresseur, dans un combat entre deux Bêtes. I. 2. 3. n. 2. que les Bêtes Sauvages n'appartiennent à personne, mais que néanmoins le Souverain peut défendre de les prendre sur ses terres. II. 2. 5. si une Bête Sauvage, qui s'est enfuie, cesse par cela seul d'appartenir à celui qui l'avoit prise. II. 8. 3. si un Maître est responsable du dommage causé par sa Bête, sans qu'il y ait de sa faute. II. 17. 21. si on punit une Bête, en la faisant mourir pour le crime d'un Homme. II. 21. 11. n. 4. Voyez encore *Animal*.

Bien : règles de Prudence touchant le choix des Biens que l'on recherche. II. 24. 5. discernement qu'il faut faire des vrais Biens, & des Biens imaginaires. II. 20. 29. n. 3. le Bien Public doit être préféré à notre intérêt particulier. I. 4. 4. n. 3.

Biens : si on peut les défendre, jusqu'à tuer celui qui nous les enlève. II. 1. 11, & *suiv.* quel droit on a de se servir du bien d'autrui. II. 2. 9, & *suiv.* obligation où l'on est, par rapport au bien d'autrui qui est tombé entre nos mains. II. 10. 1, & *suiv.* que les Biens acquis par le Droit Civil nous appartiennent aussi légitimement, que ceux dont on jouit en vertu du Droit Naturel. II. 14. 8. n. 1. III. 20. 9. distinction entre les Biens venus de Pere en Fils, & les Biens nouvellement acquis, de quel usage elle est dans les Successions ab intestat. II. 7. 9. n. 2. & § 10. les Biens passent à autrui avec les charges qui y sont attachées. III. 2. 1. n. 3. Voyez d'autres choses dans les mots *Propriété, Sujets, Meubles* &c. *Bien*.

DES MATIERES.

C.

Bienfait : se compense avec les Injures requës du Bienfaiteur. III. 19. 18. si ce dont on jouit par un Bienfait du Prince peut toujours être révoqué par son Successeur. II. 14. 13. ordre qu'on doit observer dans les Bienfaits. II. 15. 10. n. 1, 2. si l'on peut en conscience jurer de s'abstenir de tout Bienfait envers telle ou telle personne. II. 13. 7. si l'on peut en recevoir d'un Esclave. III. 14. 6. n. 2. on ne fait aucun tort, en refusant un Bienfait de quelcun. II. 2. 23. les Méchans même ne doivent pas être exclus des Bienfaits. II. 15. 10. n. 1.

Blessure : comment se doit faire le dédommagement d'une Blessure. II. 17. 14.

Bœuff : pourquoi il n'étoit pas permis, chez certaines Nations, de tuer, ni même de saisir ou de prendre en gage les Bœufs de charroi. III. 12. 4. n. 3.

Bouclier : mis sur la tête, ce que cela signifioit autrefois chez les Romains. III. 24. 5. n. 1.

Bourreau : si, avant que de faire une exécution, il doit toujours être convaincu que le Criminel est véritablement coupable. II. 26. 4. n. 12. quelles gens sont pires, que des Bourreaux. II. 25. 9. n. 2.

Brabant : Loi singulière de ce pays, au sujet des Enfans d'un premier lit. II. 7. 8. N. 9.

Brigand : si l'on est obligé en conscience de tenir ce qu'on leur a promis avec serment, ou sans serment. II. 13. 15. comment un Corps entier de Brigands peut devenir un Corps d'Etat. III. 3. 3. si on a besoin du droit de Postliminie, pour recouvrer ce qui a été pris par des Brigands. III. 9. 16. n. 2. Voyez encore le mot *Corfaire*.

Brigandage : étoit autrefois permis entre ceux qui n'étoient pas de même Nation. II. 15. 5. n. 2. III. 3. 2. n. 3. reste de cette mauvaise coutume, autorisé par le Droit Romain. III. 9. 18.

Butin : par quel droit on s'approprie le Butin fait sur un Ennemi. III. 11. 1, & *suiv.* s'il appartient à l'Etat, ou aux Particuliers qui le prennent eux mêmes. *Ibid.* §. 8, & *suiv.* si l'on doit restituer celui qui a été fait dans une Guerre injuste. III. 16. 1, & *suiv.*

TOM. II.

CADUCEE : ce que c'étoit, & son usage. III. 3. 8. N. 1.

CAIN : pourquoi DIEU défendit de le tuer, tout fraticide qu'il étoit. I. 2. 5. n. 3.

CANONS des CONCILES : but principal de la plupart de leurs décisions. III. 12. 4. n. 3. explication de quelques Canons, au sujet des Esclaves. III. 7. 6. n. 10.

Capitation : si on peut la lever sur des Etrangers. II. 2. 14. n. 1.

CARTHAGE : ce qu'il falloit entendre par *Carthage*, dans la clause d'un Traité entre les Romains, & les *Carthaginois*. II. 16. 15.

Cas de Conscience : défaut des Ouvrages, ou l'on en traite. *Disc. Prélimin.* §. 37.

CASTILLE : ordre de Succession dans le Roiaume de *Castille*. II. 7. 22. n. 1, 2. & §. 30. n. 1.

CATON (d'Utique) : blâmé de n'avoir pas voulu céder à *Jules César*. II. 24. 6. n. 3.

Cause : de quel secours est à la Guerre, la persuasion où l'on est de la justice de la Cause. *Disc. Prélimin.* §. 28. & II. 26. 4. n. 9. comment la bonne cause passe d'un Parti à l'autre. *Ibid.* N. 1. à la fin. Voyez encore le mot *Guerre*.

Caution : cause prochaine de son obligation. II. 21. 11. n. 1. III. 2. 2. n. 1. compassion qu'on doit avoir pour une Caution. III. 13. 4. n. 1.

Cautionnement, ce que c'est. II. 12. 6. s'il peut s'étendre jusqu'à être puni de mort. II. 21. 11. n. 2. décision d'un cas particulier, qui regarde le Cautionnement. II. 10. 2. n. 3.

CECROPS (Roi d'Athènes) : est le premier, parmi les Grecs, qui a défendu la Polygamie. II. 5. 10. n. 7.

Celer : différence que met un ancien Philosophe, entre celer, & taire une chose. II. 12. 9. n. 1.

Célibat : si c'est une chose louable en elle-même, & qui fasse matière d'un Conseil Evangélique. I. 2. 9. N. 19. III. 4. 1. n. 1. s'il répugne à la Nature Humaine. II. 2. 21. n. 1.

CERES : (Déesse) : pourquoi appelée *Legislatrice* ; & une Fête célébrée en son honneur, *Thesmophories*. II. 2. 2. N. 33.

Cerf : Guerre provenüe d'un Cerf blessé. II. 1. 1. n. 1.

R r r

Certitude : lors qu'il y a, de part & d'autre, égale certitude d'une chose, cela dispense de dire ce que l'on feroit autrement tenu de déclarer. II. 12. 9. n. 3.

CESAR (Jules) : réflexion sur une de ses expéditions contre les *Germanis*. I. 3. 5. N. 4. s'il eut juste sujet d'attaquer *Arioviste*. III. 3. 10. de quel droit il fit pendre des Pirates, par qui il avoit été pris. II. 20. 8. n. 6.

Cession : depuis quel tems on compte les revenus, dans une Cession faite par un Traité de Paix. III. 20. 22.

CHAIR : ce que signifie ce mot, dans la Langue Hebraïque. I. 1. 15. N. 3. autre sens, qu'il a quelquefois dans l'Ecriture Sainte. I. 2. 8. n. 7. si cette expression, *Devenir une seule chair*, prouve que la Polygamie & le Divorce soient en eux-mêmes absolument illicites. *Ibid.* à qui il étoit défendu de manger de la chair d'une Bête morte d'elle-même. I. 1. 16. n. 3.

CHANANEENS : en vertu de quoi les *Israélites* leur firent la Guerre. I. 2. 2. n. 1. comment il faut entendre la Loi Divine, qui les condamnoit à périr sans quartier. II. 13. 4. n. 2.

Change : ce que c'est. II. 12. 3. n. 5.

Charité : comment on doit l'exercer envers ceux qui nous demandent assistance. I. 2. 8. n. 4. la Charité défend bien des choses, qui à la rigueur n'ont rien de contraire au Droit. III. 1. 4. n. 5. II. 17. 9. II. 25. 3. n. 3. III. 2. 6. n. 2. III. 13. 4. n. 1. &c.

CHARLEMAGNE : s'il laissa ses Etats à ses Enfans par droit de Succession. I. 3. 13. n. 1. & N. 4, 5. quel pouvoir il donna aux Papes. *Ibid.* N. 8. & II. 9. 11. N. 19. quand c'est qu'il commença à regner sur les Romains. II. 9. 11. N. 21. comment il succéda aux Empereurs d'Orient. *Ibid.* N. 23.

CHARONDAS : Loi de ce Législateur, touchant les Secondes Noces. II. 5. 13. N. 2.

Chasse : que le Souverain peut la défendre. II. 2. 5. mais non pas sur peine de la Vie. II. 1. 14. N. 2.

Chasser : comment ce mot peut être quelquefois étendu au delà de sa signification ordinaire. II. 16. 12. n. 1. & §. 20. n. 5.

Châ.

III. TABLE,

Châtiment : quelle sorte de Châtiment est permis à chacun. II. 20. 7. n. 2.

Chemin : quel chemin Notre Seigneur JÉSUS-CHRIST veut qu'on fasse, par complaisance pour autrui. I. 2. 8. n. 4. si, par le Droit Naturel, un grand Chemin entre deux n'empêche pas qu'on ne s'approprie les Alluvions. II. 8. 17.

Cheval : péage pour le passage des Chevaux, établi par le Roi Salomon. II. 2. 14. n. 2. pourquoi on recouvrait les Chevaux, par droit de Postliminie. III. 9. 14. n. 3.

Cheveux : s'il est contre la Nature, de porter des Cheveux longs. II. 12. 26. n. 2.

Choix : comment on peut être responsable d'un mauvais choix. II. 17. 3. n. 1.

CHRÉTIENS : que la plupart des premiers Chrétiens n'étoient pas d'une piété & d'une probité irréprochable. *Disc. Prélim.* § 52. N. 2. si leurs mœurs & leurs opinions peuvent servir de règle, par rapport à ce qui est de Droit Naturel. *Ibid.* de quel usage est la Loi de Moïse, par rapport aux Chrétiens. I. 1. 17. s'ils sont obligés de souffrir patiemment toute sorte d'injures. I. 2. 8. n. 4. ou de ne plaider jamais. *Ibid.* pourquoi la plupart des premiers Chrétiens ont condamné le métier de la Guerre. I. 2. 9. n. 3, 4. pourquoi DIEU exige des Chrétiens une plus grande sainteté, qu'il n'en exigeoit des anciens Juifs. I. 2. 9. N. 19. pourquoi les premiers Chrétiens n'assistoient pas volontiers aux Jugemens Criminels, où il s'agissoit de la vie. I. 2. 10. n. 4. des idées & de la pratique des premiers Chrétiens, au sujet de la résistance au Souverain. I. 4. 5. & § 7. N. 25. si un Chrétien n'a d'autre ressource, que la Patience, contre son Souverain devenu Tyran à son égard. *Ibid.* § 7. N. 22, & *suiv.* s'il est défendu à un Chrétien de tuer un Voleur, à qui il ne peut autrement arracher le bien qu'il lui a pris. II. 1. 13. si les Chrétiens peuvent faire des Traitez avec les Païens. II. 15. 10. s'ils doivent se liguier contre les Infidèles. *Ibid.* § 12. si un Chrétien peut se donner la mort, de peur que la violence des tourmens ne lui fasse

abjurer le Christianisme. II. 19. 5. N. 16. jusqu'où il est permis aux Chrétiens de poursuivre la réparation & la satisfaction des injures. II. 20. 11. & de punir les Criminels. *Ibid.* n. 12, & 13. si les Chrétiens peuvent se persécuter les uns les autres, pour cause de Religion. *Ibid.* § 50. sermens des anciens Chrétiens. II. 13. 11. n. 3, 4. si les Chrétiens peuvent être contraints à servir, même dans une Guerre juste. II. 26. 5. n. 2. & N. 2. s'il est digne d'eux, de s'enrichir du Butin fait à la Guerre. II. 18. 4.

Christianisme : si on peut faire la Guerre à un Peuple, pour le contraindre à embrasser le Christianisme. II. 20. 48. comment on prouve la vérité du Christianisme. *Ibid.* n. 2. & § 49. n. 1.

CIRCONCISION : remarque sur son origine. I. 1. 16. N. 22. quels Peuples étoient obligés de pratiquer cette cérémonie. *Ibid.* n. 5. & N. 19.

Circonstances : en fait de choses Morales, les moindres circonstances changent la nature des Actions. II. 23. 1. n. 1.

Citation : comment se fait, quand il s'agit de Représailles. III. 2. 7. n. 5. & dans les lieux, où l'on ne peut aller en sûreté. II. 3. 14.

Citoyen : s'il est toujours permis aux Citoyens de quitter l'État, sans permission, pour aller s'établir ailleurs. II. 5. 24. Voyez d'autres choses, au mot *Sujets*.

Clauses : au préjudice de qui doit se faire l'interprétation des Clauses d'un Traité. III. 20. 26.

CLELIE : si la fuite de cette courageuse Romaine, qui étoit en otage, peut être justifiée. III. 11. 18. n. 2. III. 20. 54.

Clémence : en quoi elle consiste. II. 20. 22. n. 5. & § 36. en quel sens l'exercice en est libre. *Ibid.* § 23. son utilité, quand on en use par rapport à un Ennemi. III. 12. 8.

Clerc : *Clergé* : divers sens de ce mot, selon les différens siècles. III. 21. 15. N. 3. comment on doit l'entendre dans un Saufconduit. *Ibid.* § 15.

Clients : contribuoient quelquefois pour les besoins de leur Patron, ou de ceux de sa Famille. III. 14. 6. n. 4.

Cocher : Cocher des Jeux du Cirque,

exclus de la Communion. I. 2. 9. N. 7.

Codicille : différence qu'il y a entre un Codicille, & un Testament. I. 3. 4. n. 1.

Cohabitation des Esclaves : I. 3. 4. n. 1. & II. 5. 15. N. 2.

Colère : ce que c'est. II. 20. 5. n. 1. si c'est un vice, que de ne se mettre jamais en colère. *Disc. Prélim.* § 44. N. 7. si la Colère peut excuser les actions, dont elle est le principe. II. 20. 31. n. 2.

Colonies : ce que c'étoit autrefois. II. 9. 10. n. 2. comment les anciennes Colonies devoient regarder la Ville, d'où elles étoient sorties. I. 3. 21. n. 3. en quoi consistoient les droits des Colonies Romaines. II. 9. 11. N. 8.

Combat : tout Combat inutile est condamnable. III. 11. 19. aussi bien que ceux où l'on s'engage sans vocation & sans ordre. III. 18. 1.

Combat singulier : en quel cas un Particulier peut s'y engager. II. 1. 15. de ceux qui se font entre les Princes, pour terminer une Guerre. II. 23. 10. ou entre un certain nombre de gens, dont on est convenu de part & d'autre. III. 20. 43.

Comédiens : n'étoient point reçus à la Communion, dans la Primitive Eglise. I. 2. 9. N. 7.

Commandement : Voyez *Ordonnance*.

Commerce : jusqu'où s'étend la liberté du commerce qui doit être permis entre les gens de différentes Nations. II. 2. 18, & *suiv.*

Commission : ce que c'est. II. 12. 2. n. 6. comment on est tenu du fait de celui à qui on avoit donné une Commission. II. 11. 12. n. 2. si une Commission peut être exécutée après la mort de celui qui l'a donnée. *Ibid.* § 17. n. 4, 5. à quoi on est tenu envers celui à qui l'on a donné une Commission. II. 12. 13. n. 1. si l'on peut s'aquitter d'une Commission par équivalent. II. 16. 21.

Commissaire (clause) : où c'est qu'on peut l'ajouter. I. 3. 16. n. 5.

Communauté : comment la Communauté primitive des biens s'est abolie insensiblement. II. 2. 2. n. 4, & *suiv.*

Communauté : Voyez *Corps*.

Compensation : ce que c'est. III. 19. 15. comment on acquiert, par droit de Compensation, une chose appartenante à autrui. II. 7. 2.

DES MATIERES.

- n. 2.** comment on est dégagé, par compensation, des engagements d'un Traité. III. 19. 15, & *suiv.*
- Complice :** comment on se rend complice d'un Crime. II. 21. 1.
- Compromis :** est un bon moien d'éviter la Guerre. II. 23. 8.
- CONCILES :** si leurs Canons sont fort utiles, par rapport à ce qui est de Droit Naturel. *Disc. Prélim.* § 52. N. 1.
- Concubinage :** ce que c'est. II. 5. 15. s'il est défendu par le Droit Naturel tout seul. I. 2. 6. n. 2.
- Condition :** comment on est dégagé d'un Traité, par le défaut d'une condition. III. 19. 14. Condition en partie arbitraire, en partie casuelle. III. 20. 29. Quel des deux Contractans prescrit les conditions du Traité. *Ibid.* § 26.
- Conférence :** est un des moiens d'éviter la Guerre. II. 23. 7. à quoi s'engage celui qui demande une Conférence. III. 24. 3.
- Confisquer :** si l'on peut confisquer les biens d'un Criminel, au préjudice de ses Enfans. II. 21. 10. n. 3.
- Conjediures :** leur usage dans l'interprétation des Traitez, & des Loix. II. 16. 4, & *suiv.*
- Conquérants :** leur intérêt même demande souvent qu'ils laissent la Souveraineté aux Peuples Vaincus. III. 15. 7. autres règles de prudence, qu'ils ont à observer. *Ibid.* § 7, & *suiv.*
- Conquêtes :** il n'est pas de la bonne Politique, de chercher à en faire. *Disc. Prélim.* § 24. N. 4. les Conquêtes n'appartiennent pas toujours au Peuple Vainqueur. I. 3. 12. n. 2. si on peut s'approprier par droit de Guerre ce qui étoit une Conquête de l'Ennemi à qui on le prend. III. 6. 7.
- Conscience :** il ne faut rien faire contre les lumières de la Conscience, quoi qu'erronée. II. 23. 2.
- Conseil :** s'il y a des Conseils Evangéliques, distincts des Préceptes. I. 2. 9. N. 19. comment un Conseil peut rendre responsable du dommage. II. 17. 7. & complice du crime. II. 21. 1. N. 6, 7.
- Conseiller :** si les Princes doivent se reposer sur les Conseillers. II. 23. 4. N. 3. ceux-ci sont responsables des Guerres injustes, auxquelles ils engagent leur Prince. III. 10. 4.
- Consentement :** dûment notifié, suffit pour transférer à autrui quel droit que ce soit. II. 6. 1. n. 4. se donne même tacitement. III. 24. 1.
- Contrat :** ce que c'est. II. 12. 7. division des Contrats. *Ibid.* § 3. n. 5, & *suiv.* & § 4. si la distinction, que fait le Droit Romain, des Contrats nommez, & Contrats sans nom, est fondée sur le Droit Naturel. *Ibid.* § 3. n. 3, 4. des Contrats composez. *Ibid.* § 5. quelle égalité doit avoir lieu dans les Contrats. *Ibid.* § 8, & *suiv.*
- Contrainte :** quand c'est qu'elle n'empêche pas que le consentement, quoi que forcé, ne passe pour libre. II. 17. 18. N. 2. elle n'excuse pas toujours. II. 26. 3. si on peut en user pour faire embrasser une Religion. II. 20. 48, & *suiv.* si toute Contrainte vient d'un Supérieur. I. 3. 17. n. 1. elle suppose deux personnes distinctes. II. 14. 2. n. 5.
- Contrée :** comment on s'en empare par droit de premier Occupant. II. 2. 3. n. 2.
- Convention :** si une simple Convention est obligatoire, par le Droit de la Nature & des Gens. II. 11. 1. ce que c'est qu'une Convention Publique, & de combien de sortes il y en a. II. 15. 1, & *suiv.* Convention Personnelle, & Convention Réelle, comment on les distingue. II. 16. 16. divers exemples de Conventions tacites. III. 24.
- Convers :** quelles gens ce sont. III. 11. 10. N. 9.
- Convoiter :** ce que ce mot signifie, dans le Décalogue. II. 20. 39. n. 3.
- CORNILLE (le Centenier) :** s'il faisoit profession ouverte de Profélytisme. I. 1. 16. N. 6. si son exemple prouve qu'on pouvoit être bon Chrétien, sans renoncer pour cela à la profession des Armes. I. 2. 7. n. 9.
- Corps (ou Communauté) :** ce que c'est, & en quoi il ressemble au Corps Naturel. II. 9. 2. n. 2, 3. quel rang ont entr'eux naturellement les Membres d'un même Corps. II. 5. 21. comment un Corps périt. II. 9. 4, 5. si, lors qu'il est réduit à une seule personne, cette personne conserve le nom & les droits de tout le Corps. *Ibid.* § 4. N. 6. comment les Membres d'un Corps sont cenfez coupables de ce qu'a fait
- le Corps. II. 21. 7. & le Corps de ce qu'ont fait les Particuliers qui le composent. *Ibid.* § 2. comment on punit un Corps. *Ibid.* § 7. n. 4. différente manière dont il possède les droits & les qualitez qu'on lui attribue. *Ibid.* § 8. n. 1. si on peut le punir en tout tems, de ce qu'il a fait. *Ibid.*
- Corsaire :** Voyez *Brigand*. Ce métier, parmi les Anciens, n'avoit rien de deshonnête. II. 15. 5. n. 2. s'ils ont droit d'envoyer des Ambassadeurs. II. 18. 2. n. 5. en quel cas on peut donner retraite à des Corsaires. II. 21. 5. n. 5. si on doit leur garder la foi. III. 19. 2.
- COVARRUVIAS (Diego) :** caractère de ce Jurisconsulte. *Disc. Prélim.* § 57.
- Coupable :** si l'on peut punir quelqu'un, quand on est aussi coupable que lui. II. 20. 3. n. 2. comment on doit en user, à l'égard d'un Coupable Etranger. I. 21. 4.
- Courtisane :** si l'on est obligé de donner à une Courtisane ce qu'on lui a promis pour avoir commerce avec elle. II. 11. 9. n. 1. les Courtisanes étoient exclus de la Communion, dans la Primitive Eglise. I. 2. 9. N. 7.
- Coûtume :** comment les Sujets peuvent introduire une Coûtume, qui ait force de Loi du Souverain. *Ibid.* N. 5. Coûtumes requës de divers Peuples, sans qu'on sâche d'où cela vient. II. 8. 1. N. 2. de quelle considération doit être la Coûtume, dans la punition des Crimes. II. 20. 35. n. 2. tout ce qui est contraire aux Coûtumes requës de plusieurs Peuples, n'est pas pour cela seul contraire à la Loi Naturelle. *Ibid.* § 41. n. 2.
- Crainte :** qu'une crainte incertaine ne donne aucun droit de prévenir ceux de la part de qui on appréhende quelque chose. II. 1. 5. effet de la crainte, par rapport à la validité des Promesses & des Conventions. II. 11. 7. en quel cas & comment une Crainte injuste est regardée comme juste. II. 17. 19. si l'exception d'une Crainte injuste peut être opposée, pour rendre nuls les Traitez faits avec un Ennemi. III. 19. 11, 12.
- Créancier :** s'il a une espèce de Propriété imparfaite. I. 1. 5. N. 5. si en rendant le billet d'obligation il est

III. TABLE,

- il est censé tenir quitte le Débiteur. II. 4. 4. N. 2. quand c'est qu'on peut présumer qu'il tient quitte le Débiteur des intérêts de l'argent prêté. *Ibid.* § 5. N. 4. si le droit qu'il a de se faire paier est sujet à prescription. *Ibid.* § 15. N. 1. s'il acquiert un droit primitif sur la chose qu'il reçoit en gage. II. 2. 2. Créanciers Personnels, & Créanciers Hypothécaires, en quoi différent, selon le Droit Civil. II. 15. 13. N. 6. un Créancier ne peut en bonne conscience attaquer la Caution, avant le Débiteur. III. 10. 1. n. 2. la Charité veut, qu'il ne dépouille pas entièrement le Débiteur. III. 13. 4. quelques cas, au sujet d'un Créancier, décidez par le Droit Romain. II. 10. 2. n. 7, 9.
- Création du Monde**: est un des dogmes fondamentaux de toute Religion. II. 20. 45. n. 2.
- Crime**: ce que c'est qu'un Crime Public, selon le Droit Romain. II. 1. pourquoi un Crime est plus atroce, & mérite plus par conséquent d'être puni, qu'un autre. II. 20. 30, & *suiv.* Crimes non-achevez, panis quelquefois comme s'ils avoient été pleinement exécutez. *Ibid.* § 32. n. 2. si l'on peut être puni pour un Crime d'autrui, dont on est innocent. II. 21. 12. si l'on se dépouille, par un Traité de Paix, du droit qu'on avoit de punir les Crimes commis avant la Guerre. III. 20. 17. Voyez aussi *Délict.*
- Criminel**: des intercessions, & autres moiens en usage parmi les anciens Chrétiens, pour sauver la vie aux Criminels. I. 2. 10. n. 6. si l'on doit toujours faire grâce aux Criminels repentans. II. 20. 12. n. 2. & § 13. pour quelles raisons on peut quelquefois leur pardonner. *Ibid.* § 25, 26. comment on doit avoir égard à la vie passée d'un Criminel. *Ibid.* § 30. n. 7. à quoi est tenu celui qui dérobe aux poursuites de la Justice un Criminel convaincu. III. 1. 5. n. 8. comment on doit agir, à l'égard des Criminels d'un Pais Etranger, qui viennent se réfugier chez nous. II. 21. 4.
- Croix**: jusqu'où l'on peut presser le précepte donné dans l'Évangile, de porter sa croix. I. 4. 7. N. 22.
- Cujas (Jacques)**: principal restaurateur du Droit Romain. *Disc. Prélim.* §. 54. N. 4.
- Cuivre**: s'il peut être séparé de l'Or, avec lequel il étoit mêlé. II. 8. 21. N. 2.
- CUMES** (dans la *Campanie*): sujettion des anciens Rois de cette Ville. I. 3. 8. n. 12.
- CYRUS** (Fils de *Darius* & de *Parysatis*): dispute qu'il y eut entre lui, & *Artaxerxès Mnémon*, touchant la Succession au Roiaume de *Perse*; & comment elle fut terminée. II. 7. 29.
- D.
- DANGER**: celui où l'on se jette soi-même, ne donne aucun droit contre autrui. I. 3. 3. n. 5. ni un danger incertain. II. 1. 5. n. 1. II. 22. 5. Voyez *Péril.*
- DAVID** (le Roi Prophète) pourquoi il épargna la vie de *Saül*, lors qu'il avoit occasion de le tuer. I. 4. 7. N. 8. pourquoi il priva son Fils aîné *Adonija* de la Succession au Roiaume. II. 7. 25. N. 4. pourquoi il épargna *Nabal*, quoi qu'il eût juré de le faire mourir. II. 13. 6. n. 2. son Peuple est puni du Ciel, à cause de lui, & comment cela. II. 21. 17. n. 2.
- Débiteur**: quand c'est qu'il peut être déchargé de la Dette par le Souverain. I. 1. 6. N. 5. comment il cesse d'être Débiteur, quand le Créancier le tient quitte. *Ibid.* § 10. n. 6. si un Débiteur, injustement absous, cesse de l'être naturellement. III. 2. 5. N. 2. Débiteurs insolubles, comment ils étoient dépouillez de la liberté, parmi les anciens Romains. II. 5. 30. N. 3. cas, au sujet d'un Débiteur, qui emprunte quelque argent du Débiteur d'un tiers. II. 10. 2. n. 3.
- Déclaration de Guerre**: jusqu'où & comment elle est nécessaire. III. 3. 6, & *suiv.* s'il est besoin d'une nouvelle Déclaration, après la Trêve. III. 21. 3.
- Découverte**: si la découverte d'un Pais occupé, donne droit de se l'approprier. II. 22. 9.
- Dédommagement**: comment se doit faire. II. 17. 13, & *suiv.*
- Défendeur**: cas, au sujet d'un Défendeur, qui a pris en main le fait & cause de quelque personne absente. II. 10. 2. n. 3.
- Défendre**: à quoi est tenu celui qui doit défendre une chose, & qui ne l'a pas fait. II. 17. 8. si une Loi qui défend, l'emporte toujours sur une Loi qui commande. II. 16. 29. N. 4.
- Défense de soi-même**: fondement, & justes bornes de ce droit. II. 1. 3. & *suiv.*
- Désuict**: comment on peut lui témoigner de la reconnoissance. II. 7. 9. n. 3.
- Dégât**: jusqu'où il est permis, à la Guerre. II. 12. 1. & *suiv.*
- Degrez** (de Parenté): II. 5. 12, 13.
- Délibération**: sur quoi roule, & quelles règles on y doit suivre. II. 24. 5.
- Délict**: ce que c'est. II. 17. 1. n. 1. comment on est privé de sa Liberté pour un Délict. II. 5. 32.
- Délivrance**: si elle est nécessaire pour le transport de Propriété. II. 6. 1. N. 5. & II. 8. 25. idées des Jurisconsultes Romains sur ce sujet. II. 15. 1. N. 11.
- Delphes** (Ville de la *Phocide* en *Grèce*): pourquoi est appelée le nombril du Monde. II. 22. 13. n. 1.
- Demandeur**: en quoi il est tenu à quelque chose de plus, que le Possesseur. II. 23. 11.
- Dépositaire**: quels sont ses engagements. II. 12. 13. n. 3.
- Dépôt**: ce que c'est. II. 12. 2. n. 6. si on doit le rendre à un Voleur. II. 10. 1. n. 5. & II. 13. 15. N. 6. ou à une personne, dont les biens ont été confisquez. II. 10. 1. n. 5. le droit de Compensation n'a pas lieu, selon les Loix Romaines, quand il s'agit d'un Dépôt. III. 19. 16. N. 1, 2. en quels cas on doit rendre le Dépôt à un autre que le Dépositaire. II. 10. 1. n. 5. II. 16. 26. n. 3. si on peut demander quelque salaire pour la garde d'un Dépôt. II. 12. 11. n. 2.
- Député**: si les Députez d'une Ville, ou d'une Province, ont les mêmes droits & privilèges, que les Ambassadeurs. II. 18. 2. n. 1.
- Descendants**: si on peut les punir du Crime de leurs Ancêtres. II. 21. 8.
- Déserteurs**: permission accordée contre eux à chacun, par le Droit Romain. I. 4. 16. N. 4. si cette permission autorise véritablement & en conscience. II. 20. 17. n. 4. si on est obligé de rendre les Déserteurs, lors que cela n'a point été stipulé par un Traité de Paix. III. 20. 12. n. 1.
- Désespoir**: de quoi il est capable, & conséquence qu'on en doit tirer par

DES MATIERES.

- par rapport à la manière dont on agit avec les Vaincus. III. 12. 3. n. 2.
- Deshériter** : si l'on peut deshériter celui qui doit être Successeur à la Couronne. II. 7. 25. si l'on peut deshériter quelqu'un tacitement. *Ibid.* N. 5.
- Deshonneur** : il ne faut rien faire de tel, pas même en faveur de la Patrie. *Disc. Prélim.* § 24.
- Désir** : ce que c'est, & ses différens objets. II. 20. 29. n. 2. & *suiv.* comment il porte au mal, & quel égard on doit y avoir dans la Punition. *Ibid.*
- Désobéissance** : en quels cas elle est permise, par rapport même à un Supérieur légitime. I. 4. 1. n. 3. & II. 26. n. 3. si elle est juste, lors qu'on doute simplement si ce qui est commandé est juste. II. 26. 4.
- Dessain** : si un mauvais Dessain, que l'on n'a pu exécuter, peut être toujours puni, selon les Loix Civiles. II. 20. 18. N. 1. quand c'est qu'il autorise à entreprendre la Guerre. *Ibid.* § 39.
- Dette** : cas sur une Dette conditionnelle d'un Défunt. II. 17. 5. N. 1. si les Dettes se recouvrent par droit de Postliminie. III. 9. 8. n. 2. si les Dettes actives du Vaincu sont éteintes, lors que le Vainqueur a tenu quitte le Débiteur. III. 8. 4. n. 3. si les Dettes des Particuliers contractées avant la Guerre, sont éteintes par un Traité de Paix. III. 20. 16.
- Devoir** : que ce que l'on fait contre son devoir n'est pas toujours invalide par rapport à autrui. III. 23. 7. n. 4. Voyez aussi au mot *Nul*.
- Dévolution** : en quoi consiste ce droit, qui a lieu dans le Brabant. II. 7. 8. N. 9.
- DICTATEUR** : si ce Magistrat extraordinaire des anciens Romains étoit Souverain. I. 3. 11. n. 2. & N. 7.
- DIEU** : si, en faisant abstraction de son existence, on peut concevoir quelque Droit Naturel. *Disc. Prélim.* §. 11. l'espérance de sa protection est d'un grand secours à la Guerre, quand on a la bonne cause de son côté. *Ibid.* § 28. N. 1. sa volonté, quelque arbitraire qu'elle soit, n'est jamais contraire au Droit Naturel. *Ibid.* § 49. comment il exerce quelquefois, par le ministère des Hommes, le droit qu'il a sur la vie & sur les biens de ses Créatures. *Ibid.* § 49. N. 3. s'il y a un Droit commun à DIEU & aux Hommes. I. 1. 3. N. 7. s'il peut changer le Droit Naturel. *Ibid.* § 10. n. 5. & N. 14. s'il peut permettre positivement des choses mauvaises en elles-mêmes. I. 1. 17. N. 3. si ses Loix renferment l'exception des cas de nécessité. I. 4. 7. n. 1. en quel sens on peut dire, qu'il change, ou qu'il se repent, ou qu'il nous trompe. II. 13. 3. n. 4. du droit que Dieu a de punir, & quel en est le but & le fondement. II. 20. 4. n. 2. & N. 6. s'il est permis de déclarer la Guerre, pour punir des Crimes commis contre Dieu directement. *Ibid.* § 44. du consentement des Hommes à reconnoître quelque Dieu. *Ibid.* § 45. n. 4. & N. 6. comment Dieu punit l'impie des Pères sur leur postérité. II. 21. 14. pourquoi il ne convient point à Dieu, de mentir. III. 1. 15. N. 4. 5. s'il peut récompenser une action mauvaise de sa nature, à quelque bonne fin qu'on la fasse. III. 1. 16. N. 2. nier sa Providence est la même chose, que nier son existence. II. 20. 46. n. 3. pourquoi il tient nécessairement ce qu'il a promis. II. 12. 4. n. 2. il pardonne aux Méchans, en considération des Gens de bien. III. 1. 5. n. 6. en quel sens on dit, qu'il ne peut pas faire quelque chose. I. 1. 10. n. 5.
- Différens** : sur quoi roulent tous ceux qu'il peut y avoir entre les Nations, ou leurs Conducteurs. I. 1. 1. n. 1. si on doit les décider par les Loix Civiles. II. 7. 1. n. 2. différentes manières de les terminer, sans en venir à la Guerre. II. 23. 7. & *suiv.*
- Discipline Militaire** : quelques-unes de ses Loix. III. 17. 2. si on peut les faire observer exactement. *Ibid.* n. 5. rigueur de la Discipline Militaire des Romains. III. 18. 1. n. 3. III. 21. 24.
- Dispense** : manière de l'accorder tacitement. II. 4. 4. n. 5. si les Dispenses, & l'interprétation selon l'équité, sont la même chose. II. 20. 27.
- Diffimulation** : si toute Diffimulation est vicieuse. III. 1. 7. n. 2.
- Divorce** : s'il peut être permis dans un Etat Chrétien, de la même manière qu'il l'étoit par la Loi de Moïse. I. 1. 17. N. 5. s'il est absolument défendu par l'Evangile, hormis pour cause d'adultère. II. 5. 9. N. 7.
- Dixmes** : usage de plusieurs anciens Peuples, d'offrir à la Divinité la dime du butin fait sur l'Ennemi. III. 6. 1. n. 2.
- Doctrines** : si toute Doctrine nouvelle doit être par cela seul suspecte. II. 20. 49. n. 2.
- Dol** (ou fraude) : quel effet il a, par rapport à la validité des Promesses & des Conventions. II. 11. 6. n. 4.
- Domaine** : de l'aliénation du Domaine de l'Etat. II. 6. 11. & *suiv.* distinction à faire entre les revenus de ce Domaine même. *Ibid.* § 12.
- Donnage** : sa définition & son étymologie. II. 17. 2. n. 1. comment on le cause, & comment on le répare. *Ibid.* § 4. & *suiv.* il provient ou directement, ou indirectement. II. 21. 10.
- Donation** : si on peut l'accepter, après la mort du Donateur. II. 11. 17. n. 4. elle n'est pas nulle, pour être faite sans cause expresse. II. 11. 21. ni pour être faite par prodigalité. *Ibid.* § 9. n. 1. si une Donation a toujours quelque chose d'odieux. II. 16. 10. N. 1.
- Donner** : ce qu'il faut quelquefois entendre par là. II. 16. 5. N. 3. on donne des Villes & des Royaumes. I. 3. 12. n. 2. Donner à tous ceux qui nous demandent ; sens de cette maxime. I. 2. 8. n. 4.
- Douleur** : ce que l'on fait pour éviter la Douleur, est plus excusable, que ce à quoi on se porte par les attraits du Plaisir. II. 20. 29. n. 2. & N. 4.
- Doute** : quel parti on doit prendre, dans un Doubte. II. 23. 2. & *suiv.*
- Drapeau** : ce que signifie un Drapeau blanc arboré. III. 24. 5. n. 2.
- Droit** : ce que c'est. I. 1. 3. n. 1. ses différentes sortes. *Ibid.* & n. 2. Droit parfait, & Droit imparfait, ce que c'est. *Ibid.* § 4. n. 5. Droit privé, ou inférieur. *Ibid.* § 6. Droit sur la chose, & Droit à la chose, *Jus in re*, & *Jus ad rem*, ce que c'est. II. 3. 19. N. 7. quelle est la nature des Droits qui consistent dans un simple pouvoir, & qu'on appelle *Res mera facultatis*. II. 4. 15. Droit sur les Choses, ou commun à tous

III. TABLE,

à tous les Hommes, ou particulier à quelques-uns. II. 2. 1. n. 2, 3.
Droit sur les Personnes, son origine, & ses différentes sortes. II. 5. 1. n. 2. le droit qu'on a de faire une chose, autorise quelquefois à en faire d'autres, qui hors de là seroient illicites. III. 1. 4.
Droit Civil : sa première origine. *Disc. Prélim.* § 16.
Droit commun, qui a lieu entre les Peuples, ou entre les Souverains, combien négligé. *Disc. Prélim.* § 1. regardé par plusieurs comme une chimère. *Ibid.* § 3. combien utile. *Ibid.* § 2. son existence & sa réalité prouvée. *Ibid.* § 5. *Et suiv.* les Règles générales. *Ibid.* § 8.
Droit Divin : ce que c'est, & de combien de sortes il y en a. I. 1. 15. s'il y en a un Positif, qui oblige encore aujourd'hui tous les Hommes. *Ibid.* N. 3.
Droit des Gens : ce que c'est. *Disc. Prélim.* § 18. & I. 1. 14. ce que les Jurisconsultes Romains entendent par là. II. 8. 1. n. 3. & N. 1. s'il y a un tel Droit, distinct du Droit Naturel. I. 1. 14. N. 3.
Droit Humain : ses différentes sortes. I. 1. 14.
Droit Naturel : ce que c'est. *Disc. Prélim.* § 8. & I. 1. 10. si on peut le concevoir, en faisant abstraction de l'existence de Dieu. *Disc. Prélim.* § 11. & N. 1. *Ibid.* comment il peut être attribué à Dieu. *Ibid.* § 12. son évidence. *Ibid.* § 40. plus ou moins grande, selon qu'il s'agit des principes généraux, ou des conséquences qui s'en déduisent. II. 20. 43. différentes manières, selon lesquelles une chose est dite de Droit Naturel. I. 1. 10. n. 3, 4, 7. que ce Droit est immuable. *Ibid.* n. 5. d'où vient le changement qu'il paroît y avoir quelquefois. *Ibid.* n. 6. si le Droit Naturel est commun aux Hommes & aux Bêtes. I. 1. 11. manière de le prouver. *Ibid.* § 12. en quel sens il est un Droit Divin. *Disc. Prélim.* § 12.
DRUIDES (Prêtres des anciens Gaulois) : grand pouvoir qu'ils avoient. II. 23. 8. n. 3.
Duels : leur origine. II. 20. 8. n. 7. faits autrefois par autorité publique. *Ibid.* N. 14. Livres sur ce sujet. *Ibid.* Voyez *Combat singulier*.
DROIT ROMAIN : histoire succincte de son rétablissement dans nôtre Occident. *Disc. Prélim.* §. 54.

N. 1. remarques sur une de ses Régles, au sujet de l'Action appelée *Exercitoria* : II. 11. 13. n. 1. & N. 2. 4. 5. si les Contrats des Rois & des Peuples doivent être expliqués par le Droit Romain. II. 16. 31. injuste acception des personnes, dans l'usage des Peines, selon le Droit Romain. II. 20. 33. n. 3.

E.

EAU : si l'on peut empoisonner ou infecter les Eaux, pour nuire à un Ennemi. III. 4. 16, 17. si les Eaux courantes sont communes. II. 2. 12. Livrer ses Terres & ses Eaux : ce que cela signifioit, chez les anciens Perses. II. 5. 31. n. 2.

Ecclesiastiques : plusieurs choses leur étoient défendues autrefois, quoi qu'elles fussent permises au commun des Chrétiens : & exemples de cela. I. 2. 10. n. 8. pourquoi on les dispense ordinairement de porter les armes. I. 5. 4. ils ne pouvoient pas, selon les anciens Canons, tuer quelqu'un, même en défendant leur vie, sans encourir les peines Ecclesiastiques. II. 1. 13. N. 5. s'ils doivent, comme tels, tenir le premier rang dans une Société Civile. II. 9. 11. N. 22. ils n'ont, comme tels, aucun pouvoir coactif. II. 22. 14. N. 6. comment ils doivent être épargnez à la Guerre. III. 11. 10. N. 4.

Echange : antiquité & simplicité de ce Contrat. II. 12. 3. n. 4.

Ecriture : si elle est toujours nécessaire pour l'accomplissement d'un Contrat. II. 16. 30. si ce que les Jurisconsultes Romains établissent au sujet de l'Ecriture faite sur un Papier d'autrui, est conforme au Droit Naturel. II. 8. 21. n. 2.
ECRITURE SAINTE : comment elle sert à découvrir ou confirmer ce qui est de Droit Naturel, & ce qui n'en est pas. *Disc. Prélim.* § 49.

Education : à quelle sorte de Droit elle se rapporte. II. 7. 4. n. 2. qui en est chargé naturellement. II. 5. 2. n. 1.

Egalité : quelle doit avoir lieu dans les Contrats. II. 12. 8, *Et suiv.*

Eglise : n'a nul droit de commander aux Peuples. II. 22. 14.

Election : ne change point par elle-même la nature de la Souveraineté. I. 3. 10. n. 4.

Eleutherociens : quels Peuples étoient ainsi appelez. I. 3. 12. n. 1.
Empereur : si l'Empereur Romain a droit de commander aux Peuples les plus éloignez, & à ceux même qui sont encore inconnus. II. 22. 13. origine des droits des celui d'aujourd'hui, & leur étendue. II. 9. 11, *Et suiv.* fait Chef autrefois d'une Ligue des Princes Chrétiens contre le Turc. II. 15. 12.

Emphytéose : on peut conserver ce droit, & répudier néanmoins l'hérédité des autres biens du Défunt. II. 7. 19. sens de la clause d'un Bail d'Emphytéose, pour lui *Et pour ses Enfants*. *Ibid.* N. 3. s'il est de l'essence de ce Contrat, que le Bail soit mis par écrit. II. 14. 5. N. 1. délai que le Droit Canon accorde, après le terme expiré sans qu'on ait payé la rente. III. 20. 25. N. 2.

Empire Romain : s'il étoit électif, & comment. II. 9. 11. N. 4. à qui appartiennent aujourd'hui les Pais qui en dépendoient autrefois. *Ibid.* n. 2. quand c'est qu'il a été éteint. *Ibid.* N. 17, 21.

Emploi public : on n'a pas droit, à la rigueur, d'exiger que l'Etat nous le confère, quelque mérite qu'on ait. *Disc. Prélim.* § 10. N. 2. ceux à qui il appartient de conférer ces sortes d'Emplois, ne doivent pas avoir égard à la pauvreté d'un Prétendant. *Ibid.* N. 4. si l'on peut exiger quelque dédommagement, par rapport à la recherche des Emplois. II. 17. 3.

Emprisonner : à quoi est tenu celui qui a fait emprisonner quelqu'un injustement. II. 17. 14. n. 2.

Emprunter : Voyez *Prêt*, *Créancier*, *Débiteur*.

Endurcissement : punition du Ciel, pendant cette Vie. II. 20. 4. n. 2.

Enfant : s'il y a en eux des principes de Sociabilité. *Disc. Prélim.* § 7. & N. 4. si un Enfant en bas âge est capable d'avoir quelque chose en propre. II. 3. 6. & II. 5. 2. n. 3. les Promesses d'un Enfant sont nulles. II. 11. 5. n. 1. Enfants donnez pour Otages. III. 4. 14. N. 1. comment un Vainqueur doit traiter les Enfants des Vaincus. III. 11. 9.

Enfant : (Fils ou Fille) : leurs Devoirs envers leurs Pères & Mères leur sont enseignés par quelques Bêtes. *Disc. Prélim.* § 7. N. 1. fondement & bornes de ce Devoir. *Ibid.*

DES MATIERES.

Ibid. § 15. si ceux qui ne sont pas encore nez peuvent perdre leur droit par un délaissement tacite de celui qui le leur auroit transmis sans cela. II. 4. 10. comment ils dépendent de leurs Père & Mère, selon les divers tems de leur vie. II. 5. 2, 3. si tous les biens du Père & de la Mère sont acquis aux Enfans par le Droit de Nature. *Ibid.* n. 3. la distinction entre les Enfans Naturels & les Enfans Légitimes, est inconnue à la Nature, aussi bien que celle des Enfans émancipez, ou non émancipez. *Ibid.* si ce qu'un Enfant fait contre la volonté de ses Père & Mère est toujours nul en lui-même. *Ibid.* § 3. n. 2. Et en particulier le Mariage contracté sans leur consentement. *Ibid.* § 16. si les Enfans sont obligez de nourrir leurs Père & Mère. II. 7. 5. n. 1. comment & pourquoi ils héritent de leurs biens ab intestat. *Ibid.* n. 2. si les Enfans Naturels doivent avoir la nourriture & l'entretien. *Ibid.* § 4. n. 4. comment on peut adopter un Enfant Naturel. *Ibid.* § 8. n. 1. si les Enfans Naturels peuvent succéder à la Couronne II. 7. 16. n. 1. ou les Adoptifs. *Ibid.* n. 2. si ceux qui sont ou nez, ou encore à naître perdent leur droit à la Couronne par la renonciation de leur Père. *Ibid.* § 26. si les Enfans peuvent être punis pour les crimes de leurs Pères. II. 21. 13, 14, 16. jusqu'où ils doivent obéir à leurs Parens. II. 26. 3. n. 2. comment ils deviennent Esclaves par la naissance. III. 7. 2. pourquoi c'est que les Enfans nez hors du mariage suivent la condition de leur Mère. III. 7. 5. N. 2. si les Enfans nez de Père ou Mère Esclaves doivent en conscience se regarder eux-mêmes comme soumis justement à l'Esclavage. III. 14. 8. si les mauvais traitemens faits aux Pères & Mères sont un juste sujet de Guerre. II. 20. 40. n. 3.

Ennemi : qui l'on peut regarder comme tel. I. 1. 2. N. 2. ce que c'est qu'un Ennemi, selon le Droit des Gens. III. 3. n. 2. il y a un Droit, qui a lieu même entre Ennemis. *Disc. Prélim.* § 27. si l'on peut tromper un Ennemi, par des actions ou des paroles. III. 1. 17. *§ suiv.* nature & étendue du droit de tuer un Ennemi. III. 4. 5, &

§ suiv. & de le piller. III. 5. 1, & *§ suiv.* qu'on doit lui garder la foi. III. 19. 1. si, hors de là, on peut lui dire ou faire entendre quelque chose de faux. III. 1. 17, & *§ suiv.*

Entrevue : à quoi s'engagent ceux qui demandent une Entrevue avec l'Ennemi. III. 24. 3.

EPHORES : pouvoir de ces anciens Magistrats de Lacédémone. II. 20. 9. n. 6.

EPICURIENS : chassez autrefois des Villes bien policées, & pour quoi. II. 20. 46. n. 5.

Equipage : si ce mot, dans une Convention avec les Ennemis, comprend les Armes. III. 23. 12. n. 2.

Equité : ce que c'est, en matière d'Interprétation. II. 16. 26. n. 2. qu'il ne faut pas la confondre avec les Dispenses. II. 20. 27.

Equivoque : Voyez *Ambiguïté*.

Erreur : effet de l'Erreur, par rapport à la validité des Promesses & des Contrats. II. 11. 6. II. 12. 12. III. 23. 4. peine de l'Erreur, en matière de Religion, quelle est seule légitime. II. 20. 50. n. 5.

Esclavage : en quoi consiste. II. 5. 27. il n'est pas incompatible avec le Droit Naturel. II. 22. 11. III. 7. 1. n. 1.

Esclave : les Esclaves étoient exclus du service militaire, par le Droit Romain. II. 5. 4. quelle est la condition des Enfans qui naissent de Père ou Mère Esclaves. II. 5. 29. si un Esclave, dont personne n'hérite, est au premier occupant. II. 9. 1. n. 3. comment s'accomplit l'affranchissement d'un Esclave, fait par lettres. II. 11. 14. N. 2. cas d'un Esclave affranchi depuis la mort du Maître, qui avoit permis à son Fils de lui donner la liberté. *Ibid.* § 17. N. 6. si un Maître est responsable du dommage causé par son Esclave agissant de lui-même. II. 17. 21. jusqu'où un Esclave doit obéir à son Maître. II. 26. 3. n. 3. & § 4. n. 3. du droit d'Azyle, accordé aux Esclaves, en certains Païs. III. 7. 8. comment on recouvre un Esclave, par droit de Postliminie. III. 9. 11, 14. Esclave de la Peine, ce que l'on entendoit par là. III. 14. 2. N. 3. différence entre ce que le Droit Naturel permet, & ce que le Droit des Gens autorise, par rapport à la manière de traiter les Escla-

ves. III. 14. 2. *§ suiv.* un Esclave peut être bienfaiteur de son Maître. *Ibid.* § 6. n. 2, & 4. comment un Esclave pouvoit se racheter, par le Droit Romain. *Ibid.* N. 15. si ceux qui ont été faits Esclaves, dans une Guerre juste de la part de celui qui les a pris, peuvent s'enfuir. *Ibid.* § 7. & III. 7. 6. du sort des Enfans d'un Esclave. *Ibid.* § 8.

Espérance : comment elle est susceptible d'estimation, dans la réparation d'un Dommage. II. 17. 5, 13.

ESSENIENS (ancienne Secte parmi les Juifs) : il y avoit entr'eux une espèce de communauté des biens. II. 2. 2. n. 2. s'abste-noient du Serment. II. 13. 21. n. 1. portoient l'Epée en voiage. I. 3. 3. n. 6.

Estropier : Voyez *Mutiler*.

Etat : ce que c'est. I. 1. 14. n. 2. s'il cesse d'être un Corps d'Etat, du moment qu'il autorise & commet des injustices, par délibération publique. III. 3. 2. si le consentement des Parties d'un Etat est nécessaire, quand on veut les aliéner. II. 6. 4. quand c'est que le Corps de l'Etat peut abandonner quelcune de ses Parties. *Ibid.* § 6. N. 1. ou la Partie se détacher du Corps. *Ibid.* n. 5. comment un Etat est immortel. II. 9. 2. n. 2. en combien de manières il peut être détruit. *Ibid.* § 4. *§ suiv.* comment il est responsable des fautes que commettent les Particuliers. II. 21. 2. III. 20. 30. en quoi consiste la mort d'un Etat. *Ibid.* § 7. n. 4. comment on le punit. *Ibid.* si on peut le punir en tout tems, de ce qu'il a commis. *Ibid.* § 8.

Etats d'un Royaume : étendue différente des droits de l'Assemblée des Etats, selon les tems & les lieux. I. 3. 10. n. 3, & § 18. N. 1.

Etrangers : doivent se soumettre aux Loix du Païs. II. 2. 5. 1. & II. 11. 5. n. 4. si on doit leur permettre de passer, ou de séjourner, ou de s'établir dans notre Païs. II. 2. 15, & *§ suiv.* si l'on peut refuser aux uns ce que l'on accorde aux autres. *Ibid.* § 23. les Etrangers peuvent avoir des Terres en propre dans le Païs, sans être soumis personnellement à la Jurisdiction du Souverain ou du Seigneur du lieu. II. 3. 4. N. 6. quelle règle ont les Conventions faites

III. TABLE,

faites avec un Etranger par lettres, ou dans un endroit qui n'appartient à personne. II. 11. 5. n. 5. parmi les Anciens, on croioit qu'il n'y avoit point de mal, ni rien de honteux, à piller les Etrangers. II. 15. 5. n. 2. en quels pais on immoloit les Etrangers à quelque fausse Divinité. II. 20. 40. N. 7. si ceux qui se trouvent dans le pais de nôtre Ennemi peuvent être regardez comme étant de son parti. III. 4. 6. 7. 8. ou leurs biens, qui s'y trouvent, regardez comme de bonne prise. III. 6. 5. si le droit de Postliminie a lieu par rapport à tous les Etrangers. III. 9. 18. si la reception des Etrangers, Sujets d'un Etat avec qui l'on a été en guerre suffit pour rompre la Paix. III. 20. 41. pourquoi en certains endroits il n'est pas permis aux Etrangers de tester. II. 6. 14. n. 3.

ETOLIENS : mauvaise coutume de cette Nation. II. 25. 9. n. 1. & III. 20. 31.

Evêques : ils n'ont, comme tels, aucune Jurisdiction humaine. II. 22. 14. n. 4. s'ils doivent être consultez, lors qu'il s'agit d'entreprendre la Guerre. II. 23. 4. N. 5.

Exception : Exemples d'Exceptions tacites, renfermées dans une Promesse. II. 16. 27.

Exécuter : si ce qui regarde la manière d'exécuter, rend un accord conditionnel. III. 23. 15.

Exemples : de quel usage ils peuvent être, par rapport au Droit de la Nature & des Gens. *Disc. Prélim.* § 47.

Exemption : comment doit s'entendre une exemption accordée de tout Impôt & Tribut. II. 16. 27. n. 1.

Exhérédation : jusqu'où elle peut s'étendre. II. 7. 7. de celle d'un Fils de Roi. II. 7. 25. si elle se présume à l'égard d'un Fils, lors que le Père ne paroît pas lui avoir pardonné un grand crime dont il s'étoit rendu coupable. *Ibid.* N. 5.

Exil : si on peut cautionner pour autrui, sous peine d'Exil. II. 21. 11. n. 4.

Exilez : si la reception des Exilez, Sujets d'un Etat avec qui l'on a été en guerre, suffit pour rompre la Paix. III. 20. 41. n. 2. Voiez encore au mot *Bannis*.

Extension : comment a lieu l'exten-

sion de la signification des termes. II. 16. 20.

F.

FABLES : leur usage, par rapport aux Enfans. III. 1. 12. Voiez *Paraboles*.

Facilité : quel égard on doit avoir, dans la punition des Crimes, à la facilité de les commettre. II. 20. 35. n. 1.

Facteur (ou *Commis*) : comment le Négociant, qui l'a établi, est responsable ou non, de ce qu'il a fait. II. 10. 2. n. 2. & III. 22. 4. n. 1.

Faculté : ce que c'est. I. 1. 4. n. 2.

Faire : on est censé faire soi-même ce que l'on donne pouvoir à autrui de faire. I. 3. 5. n. 2. III. 6. 9. n. 1.

Fait : si l'on est tenu du fait d'autrui. III. 2. 1. n. 3. ou d'une Communauté, dont on est Membre. II. 21. 7. comment les Chefs d'une Communauté peuvent être tenus du fait de ceux qui en sont Membres. *Ibid.* n. 2. & *suiv.*

Famine : est une raison suffisante pour justifier la reddition d'une Place. II. 24. 6. n. 6.

Favorable : distinction du Favorable, & de l'Odieux, & quel fonds on peut y faire, pour l'interprétation des expressions & clauses obscures, ou ambiguës. II. 16. 10. & *suiv.* avec les Notes. III. 20. 11. & *suiv.*

Faute : distinction de la simple Faute, d'avec le Malheur, & l'Injure. III. 11. 4. n. 2.

Femme : si on peut en épouser plus d'une. II. 5. 9. si elle peut se remarier aussi-tôt que son Mari est mort, ou qu'il a fait divorce avec elle. *Ibid.* n. 3. s'il doit être libre aux Etrangers de rechercher & de prendre femme chez nous. II. 2. 21. & N. 1. si les Femmes peuvent succéder à la Couronne. II. 7. 12. n. 2. & § 17. cas, au sujet d'une Femme, qui veut se faire rendre ce qu'elle a donné à son Mari contre les Loix. II. 10. 2. n. 4. si une Femme peut se tuer elle-même, pour éviter la perte de son Honneur. II. 19. 5. n. 5. le supplice d'une Femme enceinte, doit être différé jusqu'à ce qu'elle ait accouché. II. 21. 14. n. 4. si une Femme peut naturellement s'engager par quelque Promesse ou Convention. II. 11. 5. n. 2. si

on peut les tuer, par droit de Guerre. III. 4. 9. n. 1. & III. 11. 9. n. 2. si elles sont sujettes au droit de Réprésailles. III. 2. 7. 2, 3. s'il est permis de violer les Femmes de l'Ennemi. III. 4. 19. si une Femme est comprise dans le Sauveconduit accordé à son Mari. III. 21. 17. jusqu'à quel tems une Femme enceinte doit attendre de se remarier. II. 5. 9. n. 3.

Fer : comment ce mot doit être entendu, dans un Traité qui porte, qu'on mettra bas le Fer. II. 16. 5.

Fermier : si le Propriétaire du Fonds, après avoir relâché quelque chose de la rente à son Fermier, à cause de la stérilité de l'année présente, peut se le faire paier, lors que les années suivantes sont bonnes. II. 16. 5. N. 3.

Fiction de Droit : exemples de celles du Droit Romain. II. 16. 9. III. 9. 10. n. 6. III. 18. 1. N. 3. & c.

Fidéicommis : quel est le droit de celui en faveur de qu'il est établi conditionnellement. II. 3. 19. N. 8. comment un Fidéicommis peut être acquis par prescription, entre plusieurs personnes appelées à la Succession les unes après les autres. II. 4. 10. N. 9. ordre de Succession dans un Fidéicommis de famille. II. 7. 24. N. 8.

Fief : ce que c'est que Fief franc. I. 3. 23. N. 3. exemples d'engagemens, auxquels on a donné improprement le nom de Fief. *Ibid.* ce que c'est que Fief lige. *Ibid.* N. 4. comment un Fief peut être acquis par la cession de celui à qui il étoit dévolu, au préjudice même de ses Enfans. II. 4. 10. N. 7. à qui il appartient de donner en Fief la Souveraineté. II. 6. 9. que certains Fiefs peuvent parvenir à celui qui répudie l'Hérédité des autres biens du Défunt. II. 7. 19. N. 2. si lors que le Roiaume devient un Fief, ou cesse de l'être, on doit pour cela seul changer l'ordre de la Succession auparavant établi. *Ibid.* § 20, 21. si l'on doit toujours se régler sur le Droit des Lombards. *Ibid.* § 21. ou sur le jugement de l'Eglise. II. 22. 14. N. 5.

Fille : de quelle manière celui qui l'a abusée doit repaier le dommage. II. 17. 15. n. 2.

Fils :

DES MATIERES.

Fils : en quels cas un Fils, encore sous puissance, peut ne pas obeïr, ou commander même à son Père. II. 5. 6. N. 1. si un Fils né avant que son Père parvint à la Couronne, doit être préféré, pour la Succession, à celui est né depuis II. 7. 28. si un Fils est tenu d'accuser son Père, coupable de trahison envers sa Patrie. II. 18. 4. n. 12. en quel sens un Fils peut être regardé comme un Instrument, par rapport à son Père. I. 5. 3.

Fin : ce que c'est. II. 24. 5. comment ce qui est nécessaire pour parvenir à une Fin, est par là autorisé & légitime. II. 5. 24. n. 2. III. 1. 2. 4.

Flatterie : comment elle peut rendre responsable du dommage. II. 17. 7.

Fleuve : Voyez Rivière.

Flotte : ce qu'on doit entendre par là dans un Traité. II. 16. 3. n. 3.

Foi : on doit garder la foi aux Ennemis, mêmes. III. 19. 1. l'observation de la foi donnée est le fondement de toutes les Sociétés. III. 24. 1. n. 3. se remettre à la bonne foi de quelcun : ce que c'étoit, chez les anciens Romains. III. 20. 50. n. 3. de la distinction entre les actes de bonne foi, & les actes de droit rigoureux, II. 16. 11.

Foi Chrétienne : pourquoi Dieu ne la donne pas à tous les Hommes. II. 20. 48. n. 2. ce que signifie le mot de Foi, dans un passage de l'Épître de St. Paul aux Romains. II. 23. 2. n. 1.

Fontaine : Voyez Source.

Force : l'usage des voies de la Force ce n'est pas toujours illicite, selon le Droit de Nature. I. 2. 3. n. 5, 6. il est permis de repousser la force par la force. *Ibid.* n. 7. & § 3. n. 1. la Force est la caractere propre de la Guerre. III. 1. 6. n. 1. si une Force majeure est toujours une excuse suffisante. III. 21. 9.

Forme : du milieu qu'il y a entre les Formes, en matière de Morale. III. 23. 1. du cas où la Forme est de l'un, & la Matière de l'autre. II. 8. 19. Forme d'un Etat, comment se détruit. II. 9. 6, & *suiv.*

Fornication : si la simple Fornication est évidemment contraire au Droit Naturel. II. 20. 42.

Fort : tout est au plus fort : fausse

T O M. II.

maxime des Conquerans, & autres. *Disc. Prélim.* § 3. II. 22. 3.

Forteresse : ce que l'on doit entendre par là, dans un Traité. II. 16. 3. n. 3.

Franco (ou anciens *François*) : division de ce Peuple en deux Roiaumes. II. 9. 11. n. 5. si la Couronne chez eux étoit élective, ou héréditaire. *Ibid.* N. 27. soin qu'ils avoient d'éviter la Guerre. II. 23. 10. n. 2. & d'épargner les choses saintes. III. 12. 6. n. 3, 4.

Fraude : Voyez Dol.

Frère : en quel rang, & comment les Frères sont appelez à la Succession. II. 7. 9. Soldat qui, dans un Combat, tué son propre Frère, s'il peut être puni. III. 4. 5. n. 2.

Fruits : de la restitution des Fruits d'une chose appartenante à autrui. II. 10. 4, & *suiv.* de l'estimation de ceux qu'on auroit pu recueillir, sans le fait dommageable d'autrui. II. 17. 4.

Fuite : si elle est toujours honteuse, sur tout à un Gentilhomme. II. 1. 10. n. 4. si elle est permise à un Prisonnier de Guerre, ou à un Esclave. Voyez *Prisonnier*, *Esclave*.

Funeraillies : de l'action qu'on a en Justice, pour frais de Funeraillies. II. 10. 9. n. 3.

G.

GABAONITES : si le serment que *Josué* leur fit, étant trompé par eux, étoit valide. II. 13. 4. n. 2.

Gage : ce que c'est que le Contract où l'on donne quelque chose en gage. II. 12. 6. si le droit de retirer un Gage est sujet à prescription. II. 4. 15. N. 2. III. 20. 60. cas, au sujet d'un Gage appartenant à un autre, que le Debitteur. II. 10. 2. n. 7. comment on est responsable de la perte ou de la détérioration de ce que l'on a reçu en gage. II. 12. 13. n. 4. pourquoi les Loix défendent de prendre en gage les choses qui servent au Labourage. III. 12. 4. N. 7. comment s'expliquent les Conventions faites au sujet d'un Gage. III. 20. 59. n. 3.

Gain : Voyez Profit.

Garnison : on peut mettre garnison dans les Pais conquis. III. 15. 5. si l'on peut faire sortir la Garnison d'une Place qu'on a promis de rendre. III. 22. 13.

S s s

General d'Armée : ce que c'est, à proprement parler. III. 22. 1. n. 2. comment il est tenu de reparer les dommages causez dans une Guerre injuste. III. 10. 4. n. 2. jusqu'où le Souverain est obligé de tenir les Conventions, que ses Généraux on faites avec l'Ennemi. III. 22. 2, & *suiv.* quelles Trêves ils peuvent accorder de leur chef. *Ibid.* § 8. N. 1. quel droit ils avoient autrefois sur le Butin. III. 6. 5, & *suiv.*

Génération : est le fondement du Pouvoir Paternel. II. 5. 1. n. 3. si le Père contribué plus ou moins, que la Mère, à la Génération. II. 8. 18. quel espace de tems comprend ce qu'on appelle, en Chronologie, Génération. II. 4. 7. N. 4.

Genre : le nom du Genre se donne souvent à l'Espèce. II. 16. 9.

Gens-de-guerre : comment on doit expliquer ce mot, dans un Sauf-conduit. II. 21. 15. Voyez encore au mot *Soldat*.

GERMAINS (anciens Peuples d'*Allemagne*) : leurs Rois n'avoient pas le pouvoir d'aliéner leur Etats. I. 3. 13. n. 1.

Gestion d'affaires : quelle sorte de Contract c'est. II. 12. 2. N. 3. sur quoi est fondée l'action qu'on a en Justice pour gestion d'affaires. II. 10. 9. N. 6. si l'on a cette action, lors que celui qui s'est employé pour nos affaires, avoit uniquement en vuë son propre intérêt. II. 10. 9. n. 3.

Gladiateurs : étoient exclus de la Communion, dans la Primitive Eglise. I. 2. 9. N. 7.

GOTHES : respect de cet ancien Peuple pour les Lieux Sacrez. III. 12. 6. n. 4. ils conquirent l'*Italie*, & *Rome* même, aussi légitimement, que le Peuple Romain avoit autrefois conquis tant de Nations. II. 9. 11. N. 17.

Gouvernement : ses différentes parties. I. 3. 6. ses diverses formes. *Ibid.* § 8. n. 11. si tout Gouvernement est établi en faveur de ceux qui font gouvernez. *Ibid.* n. 15.

Guerre : ce que l'on entend par là. I. 1. 2. n. 2. ses différeates fortes. I. 3. 1. fausement regardée comme incompatible avec toute forte de Droit. *Disc. Prélim.* § 3. contre qui on l'entreprend, & de quelle manière on doit la faire. *Ibid.* § 26. quelles Loix se taisent pen-

III. TABLE,

H.

pendant la Guerre. *Ibid.* §. 27. pourquoi quelques-uns ont regardé la Guerre comme défendue absolument aux Chrétiens. *Ibid.* §. 30. Auteurs principaux, qui ont écrit de la Guerre, & jugement sur leurs Ouvrages. *Ibid.* §. 38. Ce que c'est Guerre de Dieu, dans l'Ecriture Sainte. I. 2. 1, 2. & N. 3. Causes ordinaires des Guerres qui s'élèvent entre les Hommes. I. 2. 8. n. 9. moi en infallible d'empêcher qu'il n'y ait aucune Guerre dans le Monde. *Ibid.* n. 2. que, depuis même l'établissement des Tribunaux Publics, il y a des cas où la Guerre est permise de Particulier à Particulier. I. 3. 2. Guerre Solennelle, & Non-Solennelle, ce que c'est. I. 3. 4. juste ou légitime, c'est-à-dire, dans les formes, selon le Droit des Gens. III. 3. 1. entre qui il peut y avoir guerre. I. 4. 1. n. 1. si l'Humanité seule engage, quand on le peut, à secourir quelqu'un dans une Guerre juste. I. 5. 2. n. 2. quelles personnes servent comme d'instrument à la Guerre. *Ibid.* §. 7. différence qu'il y a entre les raisons justificatives, les motifs, & le commencement d'une Guerre. II. 1. 1. n. 1. & II. 22. 1. quelle est l'unique cause légitime de la Guerre. *Ibid.* n. 4. différence entre les Guerres Publiques, & les Particulières, par rapport au droit de se défendre soi-même. *Ibid.* §. 16. ce qu'il faut entendre par *Faire la guerre*; dans un Traité où il y a quelque clause qui le défend. II. 16. 14. si on peut entreprendre la Guerre, pour vanger la violation du Droit de la Nature ou des Gens envers autrui. II. 20. 40. comment l'entreprise d'une Guerre peut être vicieuse, quoique le sujet en soit légitime. II. 22. 17. II. 24. si la Guerre peut être juste des deux côtés. *Ibid.* §. 13. comment on peut légitimement faire la Guerre pour autrui. II. 25. si les choses prises dans une Guerre Civile peuvent s'acquérir, comme dans les autres sortes de Guerre. III. 6. 27. N. 2. l'Auteur d'une Guerre injuste doit le premier réparer tous les dommages qui y ont été caufés. III. 10. 4. n. 1. il peut être traité avec plus de rigueur, que ceux qui ont suivi son parti. III. 11. 5. avec quelque distinction néanmoins. *Ibid.* §. 6.

HABIT: on ne recouvroit pas les Habits par droit de Postliminie, selon l'usage des Romains; & pourquoi cela. III. 9. 14. n. 4.
Habitation: du droit d'Habitation accordé à des Etrangers. II. 2. 16.
Habitude: pourquoi on punit les actes produits par l'Habitude. II. 20. 19. n. 3. elle peut subsister, lors même qu'on n'exerce pas les opérations qui en proviennent. III. 21. 1. n. 3.

Harmonie: Voyez *Proportion*.

HÉBREUX (ou *Israélites*): si la Loi donnée à cet ancien Peuple obligeoit les Etrangers, & même les Profélytes de la Porte. I. 1. 16. d'où venoit le droit qu'ils avoient de faire la Guerre. I. 2. 7. n. 16. si, parmi eux, les corps des méchans Rois ont toujours été privez de la sépulture. I. 3. 16. N. 19. quel étoit le pouvoir des Rois, parmi les Hébreux. *Ibid.* §. 20. n. 1. & N. 16, 17, 19. si les anciens Hébreux ont cru, que personne ne pouvoit jamais légitimement résister au Roi. I. 4. 3. N. 4. si, parmi eux, il étoit défendu à tout Sacrificateur d'épouser une Veuve. II. 5. 9. N. 5. en vertu de quoi les anciens Israélites pouvoient forcer le passage sur les terres des Peuples qui se trouvoient sur leur chemin, quand ils alloient prendre possession de la Terre de *Canaan*. II. 2. 13. N. 3. de quel droit ils prirent les vases d'or & d'argent des Egyptiens. II. 7. 2. N. 3. & III. 7. 6. N. 12. d'où ils tiroient leurs principaux revenus. II. 12. 20. N. 9. s'il leur étoit permis de faire des Traitez avec les Païens. II. 15. 9. si leurs Rois pouvoient être battus. I. 3. 20. N. 12. Voyez *Juifs*.

HÉLOTES: leur condition, quelle elle étoit chez les anciens Lacédémoniens. II. 20. 9. N. 17.

Hérants: si ceux qui viennent déclarer la Guerre peuvent être maltraitez. II. 18. 4. N. 2.

Herbe: ce que signifioit autrefois l'Herbe présentée au Vainqueur. III. 24. 5. N. 1.

Hérédité: on peut y renoncer tacitement. II. 4. 4. n. 3. Héritez distinctes, quoique venantes d'une même personne. II. 7. 19.

Hérétique: comment on le doit garder. II. 20. 50. n. 3.

Héritier: en quoi il est censé la même personne que le Défunt. II. 9. 12. si un Héritier Légitime peut en conscience faire casser un Testament nul selon les Loix Civiles. II. 11. 4. N. 6. si un Héritier peut accepter pour le Défunt une Promesse faite à celui-ci. *Ibid.* §. 16. n. 2. s'il est tenu des Serments du Défunt. II. 13. 17. il peut être tenu de la Promesse du Défunt, sans être lié par le serment, qui l'accompagnoit. II. 16. 16. n. 9. si celui qui avoit été institué Héritier, au cas qu'un Enfant posthume du Testateur vint à mourir, doit hériter, lors qu'il n'est point né d'Enfant posthume. II. 16. 20. n. 5. si un Héritier peut être puni, comme représentant le Défunt. II. 21. 19, 20. si l'Héritier de celui qui avoit promis quelque chose à des Voleurs, pour racheter un Ami tombé entre leurs mains, est tenu de paier une telle dette. III. 19. 5. n. 2. si l'Héritier d'un Prisonnier de Guerre est tenu de paier la rançon que le Défunt avoit promise. III. 21. 29.

Historiens: de quel usage peut être leur lecture, & avec quelles précautions il faut s'en servir, pour ce qui regarde le Droit Naturel. *Disc. Prélim.* §. 41.

Homicide (Meurtrier): pourquoi il n'étoit pas puni de mort, dans les premiers tems. I. 2. 5. n. 3. si l'on peut aujourd'hui faire grâce de la vie à un Homicide. I. 1. 15. N. 4. impureté, que les Anciens concevoient comme attachée à la personne d'un Homicide, même innocent. I. 2. 5. N. 5.

Homicide (Meurtre): comment on peut le réparer en quelque manière. II. 17. 13. si l'Homicide de soi-même doit être puni par le refus de la Sepulture. II. 19. 5. pourquoi il y a du crime. *Ibid.* §. 3. s'il étoit puni ordinairement parmi les Romains. *Ibid.* N. 2. cas, auxquels il est approuvé par quelques-uns. *Ibid.* n. 4. & *suiv.* si c'est un vrai Homicide, lors que l'on tue quelqu'un en vertu de la permission des Loix Civiles. II. 20. 17. Voyez encore aux mots *Meurtre*, *Tuer*.

Homme: quelle sorte d'Animal c'est. *Disc. Prélim.* §. 6. son inclination naturelle à vivre en Société, reconnue de tout tems par les personnes.

DES MATIERES.!!

sonnes les plus sages. *Ibid.* N. 2. argument *ad hominem* contre ceux qui la nient. *Ibid.* différence qu'il y a entre l'Homme & les Bêtes. *Ibid.* § 7. conséquence, qui résulte de la parenté naturelle de tous les Hommes. *Ibid.* § 14. si le consentement des Hommes est une preuve de vérité. I. 1. 12. n. 2. s'il y a des Hommes naturellement Esclaves. I. 3. 8. N. 11. on ne présume pas aisément que les Hommes jettent ou abandonnent leur bien. II. 4. 8. n. 1. il est naturel à l'Homme, de pécher. II. 20. 19. n. 1. la plupart des Hommes ne font pas méchans de gaieté de cœur. *Ibid.* § 29. n. 2. un Homme est obligé par les Loix de l'Humanité, de défendre tout autre Homme. II. 25. 7.

Homonymie : ce que c'est. II. 16. 4. N. 1.

Honnête : ce que c'est, & de combien de fortes il y en a. I. 2. 1. n. 4. III. 10. 1. n. 2.

Honneur : si le mépris des Honneurs est un vice. *Disc. Prélim.* § 44. N. 6. s'il est de Conseil Evangélique, qu'on fuie les Honneurs. I. 2. 2. N. 19. les Enfans peuvent être exclus des Honneurs, à cause de certains Crimes de leurs Pères. II. 21. 16.

Honneur (ou Réputation de probité, ou de pudeur) : que l'Honneur est mis au même rang, que la Vie. II. 1. 7. comment on reçoit du dommage en son Honneur, & de quelle manière il doit être réparé. II. 17. 22.

Hyperbole : si elle est permise. III. 1. 13. n. 1.

HYRCAN (Jean) : s'il fit bien, de contraindre les *Iduméens* à recevoir la Circoncision. I. 1. 16. N. 19.

I.

JACOB (le Patriarche) : adopte ses Enfans Naturels. II. 7. 8. n. 1. ne fait pas difficulté de traiter alliance avec un Idolâtre. II. 15. 9. n. 1.

Idolâtre : si les Idolâtres peuvent être punis, comme tels. II. 20. 47. si l'on peut, par droit de Guerre, détruire les Temples, les Statuës &c. des Idolâtres. III. 5. 2. n. 4. 5. en quel sens les Idolâtres sont appelez, des gens vains de leur nature. II. 12. 26. N. 4.

Idolatrie : quelle Idolatrie étoit punie de mort par la Loi de *Moyse* ; & pourquoi. II. 20. 9. n. 5. & § 47. n. 2.

JEAN BAPTISTE : ses exhortations & sa doctrine n'étoient pas au fond différentes des Préceptes de Notre Seigneur. I. 2. 7. n. 6.

JERU : de quel droit il tua le Roi *Joram*. I. 4. 19. n. 4.

JERITE : en vertu dequoi il refusoit de rendre certaines Terres au Roi des *Hammonites*. II. 4. 2.

JESUS-CHRIST : s'il a été un simple Interprète de la Loi de *Moyse*. I. 2. 6. n. 3. s'il n'exige rien au delà de ce que prescrit le Droit Naturel. *Ibid.* n. 2. que tout ce qu'il a fait n'est pas tel, que l'on soit indispensablement obligé de l'imiter. I. 3. 3. n. 10. de quelle forte de pouvoir il a voulu faire usage. II. 22. 14. n. 2. de la feinte dont il usa envers les deux Disciples qui alloient à *Emmaüs*. III. 1. 8. n. 4. des discours ambigus, qu'il tenoit quelquefois. *Ibid.* § 10. n. 4.

Jetter : si, par cela seul qu'on jette une chose, on peut être censé l'abandonner. II. 4. 4. n. 1.

Ignorance : comment on agit par ignorance. III. 11. 4. n. 3. comment l'ignorance excuse, ou en tout, ou en partie. II. 20. 43. n. 2.

Ile : à qui appartiennent les Iles, qui viennent à se former dans une Rivière. II. 8. 9.

Illicite : si tout ce qui renferme quelque chose d'illicite, est invalide par cela seul. Voyez *Nul*, comment on doit expliquer des termes, qui, pris à la lettre, meneroient à quelque chose d'illicite. II. 16. 26. n. 3.

Immémorial : Voyez *Tems*.

Impiété : quelle & comment peut être punie. II. 20. 51.

Impossible : nul n'est tenu à l'Impossible. II. 13. 8. en combien de manières une chose est impossible. *Ibid.* § 9. si l'impossibilité rompt un Traité de Paix. III. 20. 37.

Impôt : si l'on peut mettre quelque Impôt sur les marchandises qui passent par nos terres. II. 2. 14. & sur les Vaisseaux qui passent par les Eaux qui sont de notre juridiction. II. 3. 14. exception tacite, renfermée dans le privi-

lège d'une exemption d'Impôts. II. 16. 27. n. 1. Traitez au sujet des Impôts. II. 15. 6. n. 5. à quoi est tenu celui qui les fraude. II. 17. 16. n. 3. Voyez encore *Tribut*. **Impunité** : ne peut être appelée Droit, que dans un sens impropre. II. 5. 28. quand c'est qu'elle peut être utile. II. 20. 22. n. 1. II. 21. 5. n. 5.

Incendie : comment on doit réparer le dommage causé par un Incendie. II. 17. 12. si l'on peut, dans un incendie, abattre la Maison de son Voisin, pour sauver la sienne. II. 2. 6. n. 2.

Inceste : pourquoi celui qui se commit dans la Ligne des Ascendans & Descendans, est contraire au Droit Naturel. II. 5. 12. s'il en est de même entre ceux qui sont en Ligne Collatérale. *Ibid.* § 13.

Incorporel : si les Choses Incorporelles, c'est-à-dire, les droits, noms, & actions, s'acquerraient par droit de Guerre. III. 7. 4. si on les acquiert avec la personne, quoi qu'on ne les possède pas. II. 8. 4. n. 3.

Indéfini : comment une expression indéfinie est censée universelle. II. 16. 12. n. 2.

Indulgence : c'est quelquefois une cruauté, que d'avoir de l'indulgence pour les Coupables. I. 2. 8. n. 6.

Inégalité : comment il y en a dans un Contract, & de quelle manière on la redresse. II. 12. 8, & *suiv.* si le Serment dispense de la redresser. II. 16. 16. n. 2. si l'on en est dispensé, selon le Droit des Gens. II. 12. 26.

Inféodation : est une espèce d'aliénation. II. 6. 9. n. 1. si elle est permise aux Rois, à l'égard de leur Roiaume. *Ibid.*

Infidèles : si tous les Chrétiens doivent se liguier contr'eux indistinctement. II. 15. 12. N. 1.

Ingratitude : ne doit pas être punie devant les Hommes, & pour quoi. II. 20. 20. n. 1. punie néanmoins autrefois chez quelques Peuples. II. 25. 3. N. 10. n'est pas un juste sujet de Guerre. II. 22. 16.

Injure : ce que c'est. III. 11. 4. n. 2. comment on la distingue d'avec la simple Faute. III. 11. 4. n. 2. quelles injures on doit supporter, sans en tirer raison par des voies même légitimes. I. 2. 8. n. 4, 5. quelle différence il y a entre une Injure, & un Affront. *Ibid.*

III. TABLE,

Ibid. N. 18. l'Injure faite à la Femme ou aux Enfans, est censée faite au Mari ou au Père. III. 20. 34. N. 4. mépris des Injures, combien louable & utile II. 24. 3, & *suiv.* Voiez aussi. *Tort.*

Injuste : ce que c'est I. 1. 2. n. 2. autre chose est, agir injustement; & autre chose, faire ce qui est injuste. II. 23. 13. n. 2.

Injustice : en quoi elle consiste essentiellement. *Disc. Prélim.* § 45. divers degrez d'Injustice. II. 20. 30.

Innocent : si l'on peut, pour sauver sa vie, faire quelque chose d'où la mort d'un innocent peut s'ensuivre. II. 1. 4. si on peut livrer un Innocent. II. 25. 3.

Inondation : si elle fait que les Terres inondées n'appartiennent plus à leur ancien Maître. II. 8. 10.

Insensé : si un Insensé peut acquérir ou conserver quelque droit de Propriété. II. 3. 6. & N. 1. il ne s'engage point valablement. II. 11. 5. n. 1. s'il y a des Peuples entièrement insensés. II. 22. 10. n. 2.

Intention : comment elle est nécessaire dans le Serment. II. 13. 3. & dans tout acte, par lequel on s'oblige envers autrui. II. 16. 1. n. 1. la mauvaise intention rend viciueuses des choses innocentes en elles-mêmes. II. 15. 8. n. 9. mais la bonne intention n'empêche pas qu'une chose mauvaise en elle-même ne demeure telle. III. 1. 16. N. 1. si la simple Intention peut être punie. II. 20. 18. n. 2.

Interprétation : règles générales, & particulières, d'une bonne Interprétation. II. 16. 1, & *suiv.* application de ces Règles aux Traitez de Paix. III. 20. 11, & *suiv.* à ceux de Trêve. III. 21. 4, & *suiv.* aux autres, faits par des Généraux d'Armée. III. 22. 10, & *suiv.* ou par des Particuliers. III. 23. 11, & *suiv.* Au préjudice de qui doit se faire l'interprétation des termes obscurs ou ambigus d'un Contract, ou d'un Traité. II. 20. 26. N. 2, 3.

Invalidé : Voiez *Nul.*

Involontaire : tout acte involontaire, qui a pour principe quelque chose de volontaire, est moralement réputé pour volontaire. II. 17. 18.

J O S E P H (le Patriarche) : s'il fit un monopole illicite. II. 12. 16. n. 1. si la feinte dont il usa envers ses Frères, étoit innocente. III. 1. 15. n. 3.

J O S U E : quelle étoit la force du Serment, qu'il fit aux *Gabaonites*. II. 13. 4. n. 2.

Joué : Présenter la joué : sens de cette expression, selon le stile de la Langue Hébraïque. I. 2. 8. n. 5.

Jour : comment on doit entendre ce mot, dans une Trêve. II. 16. 5. III. 21. 4. n. 3, 4.

I R N E R I U S : (ou **WERNERIUS**) qui il est, quand c'est qu'il vivoit, & ce qui il a fait de remarquable. *Disc. Prélim.* § 54. N. 1.

Irreligion : Voiez *Impiété.*

Ivorie : si elle est innocente. III. 1. 13. n. 1.

I S B O S E T H : si les onze Tribus, qui prirent le parti de ce Prince, pouvoient être regardées comme rebelles à leur Souverain légitime. I. 4. 1. N. 1.

Juge : pourquoi les Juges ont été établis, dans les Sociétez Civiles. II. 20. 8. n. 5. s'il est bon de laisser aux Juges la détermination des Peines pour chaque Crime. *Ibid.* § 24. N. 1. s'ils peuvent décerner des Peines moindres, ou plus grandes, que celles qui sont établies par les Loix. *Ibid.* en quels sens on peut dire qu'un Juge juge justement. II. 23. 13. n. 5. si l'on peut ce faire justice à soi-même, lors qu'il n'y a point de Juge, ou que le Juge ne peut ou ne veut pas nous la rendre. I. 3. 2. n. 2. II. 7. 2. n. 4, 5. un Juge n'a pas autant d'autorité sur les Etrangers, que sur les Sujets de l'Etat. III. 2. 5. n. 1. à quoi est tenu un Juge, qui a prononcé une Sentence injuste. II. 17. 16. n. 3.

Jugement : ce que c'est qu'un Jugement de théorie, & un Jugement de pratique. II. 26. 4. n. 2. Jugement de zèle : ce que c'étoit, parmi les *Hébreux*. II. 20. 9. n. 5. les faux Jugemens des Hommes ne changent pas la nature des choses. II. 1. 10. n. 3.

J U I F S : si ceux d'entr'eux, qui étoient appelez à exercer le Magistrature, pouvoient se dispenser de l'accepter. I. 2. 7. N. 14. s'ils avoient le droit du Glaive, du tems de Notre Seigneur. *Ibid.* N. 15. pourquoi ils ont quelquefois refusé de porter les armes. I. 2. 9. n. 3. combien ils étoient inhumains & infociaux, par rapport à ceux de toute autre Nation. II. 15. 9. N. 1. Voiez aussi au mot *Hébreux.*

Jurer : Voiez *Serment.*

Jurifconsultes : quel fonds il faut faire sur leurs Consultations. *Disc. Prélim.* § 39. différentes classes de ceux qui se font attacher à l'étude du Droit Romain. *Ibid.* § 54, & *suiv.*

Jurisdiction : sur combien de sujets elle s'exerce. II. 3. 4. n. 2. on peut l'acquérir, & en même tems la Propriété. *Ibid.* n. 3. elle est néanmoins distincte de la Propriété, & en peut être séparée. *Ibid.* & n. 1. si elle est compatible avec une communauté proprement ainsi nommée du lieu sur lequel on a jurisdiction. *Ibid.* § 9. N. 5. si elle est différente de la Propriété, par rapport à la Mer. *Ibid.* § 13. N. 1. comment la Jurisdiction Souveraine sur un lieu peut être aliénée. II. 6. 7. n. 1. & la Jurisdiction non-Souveraine. *Ibid.* § 10. si la détention & les Interrogatoires sont toujours une acte de Jurisdiction. II. 18. 4. N. 19. les Juridictions, quoi que non-Souveraines, se peuvent donner à titre héréditaire. II. 4. 10. n. 1.

Juste : divers sens du mot de Juste. II. 23. 13. n. 1, 2, 5. Voiez *Légitime.*

Justice : n'est pas une folie. *Disc. Prélimin.* § 19. sa pratique est nécessaire à toute Communauté, même de Brigands & de Corsaires. *Ibid.* § 24. N. 1. si la Justice consiste dans un milieu. *Ibid.* § 45. N. 1. Justice Explettrice, & Justice Attributive, ce que c'est. I. 1. 8. de la division d'*Aristote* en Justice Corrective ou Permutative, & Justice Distributive. *Ibid.* n. 2, & *suiv.* que la Justice n'est pas uniquement fondée sur l'Intérêt, ou sur des Conventions. II. 20. 44. n. 4. c'est la Vertu propre de l'Homme, entent qu'Homme. II. 26. 4. n. 10.

L.

L A B O U R E U R S : doivent être épargnez, à la Guerre. III. 11. 11. il faut leur permettre de vaquer à leur travail. III. 12. 4. & leur laisser ce qui fert au Labourage. *Ibid.* n. 3. Voiez aussi aux mots *Bauf*, *Gage.*

L A C E D E M O N I E N S : fausses idées qu'ils avoient de la Vertu. *Disc. Prélim.* § 24. N. 5. quel étoit le pouvoir de leurs Rois. I. 3. 8. n. 12. ordre de la Succession au Roiau.

DES MATIERES.

Royaume. II. 7. 29. N. 1. & § 30. N. 4.

LAMECH : pourquoi il se promettoit l'impunité, s'il venoit à tuer quelcun. I. 2. 5. n. 3.

Langue : changement de Langue est quelquefois un effet de la sujettion où l'on est entré. III. 8. 3.

Larcin : est contraire au Droit Naturel, & comment. I. 1. 10. n. 4. de quelle manière il étoit puni anciennement chez les *Romains*. II. 20. 35. N. 4. & chez les *Grecs*, celui qui se faisoit dans des lieux publics. *Ibid.* chez les *Scythes*. *Ibid.* N. 2. puni plus rigoureusement, à proportion de la facilité qu'il y a de le commettre. II. 20. 35. n. 1. cas où l'on a pu, sans larcin, prendre le bien d'autrui. I. 1. 10. n. 6. II. 7. 2. N. 3. Voyez encore au mot *Voleur*.

LE GION THEBÉENNE : fausseté de la Relation du Martyre de cette Légion. I. 4. 7. N. 33.

Législateur : ne peut s'imposer à soi-même aucune obligation par ses propres Loix. II. 4. 12. n. 1. comment il peut néanmoins être tenu de les observer. *Ibid.* & n. 2. tout Législateur est censé avoir eû égard à la foiblesse humaine. I. 4. 7. n. 2.

Légitime (Justum) : sens particulier de cette épithète. I. 3. 4. n. 1.

Legitime (droit de) : si les Loix Humaines peuvent l'ôter aux Enfants. II. 7. 4. n. 5.

Legs : différence qu'il y a, selon le Droit Romain, entre les Legs déjà d'us, & les Legs conditionnels. II. 7. 22. N. 3. si un Legs non révoqué par un Codicille postérieur, doit être conservé au Légataire, qui avoit accusé en Justice le Testateur. *Ibid.* § 25. N. 5. explication de la clause d'un Legs, par lequel un Testateur a donné tant par mois pour l'entretien de tous ses Affranchis, parmi lesquels il s'en trouve qu'il avoit chassés de la maison. *Ibid.* comment celui, qui est frustré d'un Legs, peut exiger quelque dédommagement. II. 17. 3. n. 2. en quel sens on est obligé d'acquitter les Legs entiers, sans déduire la *Falcidie*. II. 14. 6. n. 1.

Lettres : Gens de Lettres doivent être épargnés à la Guerre. III. 11. 10. n. 4. s'ils sont sujets au droit de Répressailles. III. 2. 7. n. 3.

Lésion : Voyez *Inégalité*.

Liberalité : si c'est la même chose que la Frugalité ou l'Épargne honnête. *Disc. Prélim.* § 44. N. 3. si la Prodigalité est contraire par elle-même à la Liberalité. *Ibid.*

Liberté : chaque Homme & chaque Peuple peut naturellement se dépouiller de sa Liberté. I. 3. 8. n. 2. différence à cet égard, entre les Loix des anciens *Grecs*, & celles des *Romains*. *Ibid.* N. 2. différence qu'il y a entre la Liberté Civile, & la Liberté Personnelle. *Ibid.* § 12. n. 1. le mot de Liberté, en parlant des Peuples, est opposé au Gouvernement Monarchique, selon l'usage des anciens Auteurs Grecs & Latins. *Ibid.* & N. 6. comment on perd la Liberté par un délit. II. 5. 32. si le désir de recouvrer sa Liberté est un juste sujet d'en venir à la Guerre. II. 22. 11. si l'on doit tout risquer, plutôt que de se résoudre à perdre sa Liberté. II. 24. 6. si elle est préférable à la Vie. *Ibid.* n. 3.

Libre (personne) : en quel sens une personne libre entre ou n'entre pas en commerce. I. 3. 12. N. 14.

Lieu : la circonstance de Lieu peut aggraver un Crime. II. 20. 37. N. 3. effet de la différence des Lieux, par rapport aux Conventions. II. 11. 5. n. 5. Lieux sacrez, s'ils redeviennent tels, par droit de Postliminie. III. 9. 13. n. 2. doivent être épargnés, même par un Ennemi. III. 12. 6.

Lige : Voyez *Fief*.

Limité : Terres Limitées, ce que c'est. II. 3. 16. n. 2.

Liquide : si un Liquide est de nature à ne pouvoir être possédé. II. 2. 3. N. 9.

Livrer : quand c'est qu'on doit livrer un Coupable. II. 21. 4. si celui qui a été livré, & qu'on n'a pas voulu recevoir, demeure Citoyen de l'Etat qui l'avoit abandonné. *Ibid.* n. 6. usage des *Romains*. là-dessus. III. 9. 8. N. 6.

Loi : sa définition. I. 1. 9. n. & N. 5. encore que la raison de la Loi cesse en particulier dans tel ou tel cas, elle ne laisse pas d'obliger, si cette raison subsiste en général. I. 3. 5. n. 3. si les Loix Humaines renferment l'exception des cas où il y va de la Vie. I. 4. 7. n. 2. comment une Loi s'abolit par l'établissement d'une Coutume contraire. II. 4. 5. N. 5. exemple re-

marquable de ce cas, & moi-même de faire ensuite revivre la Loi. *Ibid.* si tout ce qui est fait contre les défenses des Loix est nul & invalide par cela seul. II. 5. 14. n. 5. des Loix Imparfaites. *Ibid.* § 16. N. 1. Raison de la Loi, ce que c'est, & comment on peut s'en servir pour expliquer des expressions obscures ou ambiguës. II. 16. 8. des fraudes, par lesquelles on élude une Loi, sous ombre de s'attacher à la lettre. II. 16. 20. N. 1. comment il faut donner la préférence à une Loi par dessus une autre, lors qu'il y a du conflit entr'elles. II. 16. 29. les Loix font l'ame d'un Etat. III. 3. 2. n. 2. Loix Sacrées, ce que c'étoit chez les *Romains*. III. 19. 8. n. 2. & N. 4.

Loi Civile : pour quels crimes les Loix Civiles ont droit de punir de mort. II. 1. 14. n. 1. & pour quels elles donnent droit aux Particuliers de tuer quelcun. *Ibid.* n. 2. le Droit même de Nature veut qu'on les observe, lors qu'elles n'ont rien de contraire à ce qu'il commande ou qu'il défend. II. 2. 5. n. 2. comment les Loix Civiles peuvent empêcher l'effet d'une Obligation Naturelle. II. 11. 4. N. 6. quelle vertu elles ont, par rapport au redressement de la lésion qu'il peut y avoir dans un Contrat. II. 12. 12. n. 2. quelles Loix n'imposent aucune obligation aux Sujets même. II. 14. 12. n. 2. si, lors que les Loix permettent à un Particulier de tuer certaines personnes, elles lui donnent un vrai droit, ou seulement l'impunité. II. 20. 17.

Loi Cornélienne (des *ROMAINS*) : en quoi elle consistoit, & quel en étoit l'effet. III. 9. 10. n. 6.

Loi de Moïse : si elle obligeoit ceux des autres Nations. I. 1. 16. de quel usage elle peut être aux Chrétiens, par rapport aux questions de Droit Naturel. I. 1. 17. deux différentes faces, sous lesquelles on doit l'envisager. I. 2. 6. n. 4. si, en ce qui regarde la Punition des Crimes, elle a été abrogée avant la ruine de *Jérusalem*. *Ibid.* § 7. n. 8. si la permission qu'elle donnoit de faire divorce, & de poursuivre la réparation des injures, & contrairement aux Préceptes de l'Évangile. *Ibid.* si on ne doit aujourd'hui punir

III. TABLE,

nir de mort, que les Crimes pour lesquels la Loi de *Moïse* décernoit cette peine. II. 1. 14. n. 1.

Loi Porcienne: ce qu'elle défendoit, & pourquoi elle fut établie. II. 20. 13. N. 4.

Loix Romaines: il y en a de trop sévères. I. 2. 10. n. 4.

Loix Somptuaires: quelle est leur raison générale, & comment on peut exempter de la peine ceux qui les violent. II. 20. 26. N. 3.

Louage: définition de ce Contract. II. 12. 3. n. 5, & 8. règles qu'on y doit observer. *Ibid.* § 18, 19.

Louanges: comment elles peuvent rendre responsable du dommage. II. 17. 7.

M.

Maccabées: véritable raison de leur conduite; à l'égard d'*Antiochus*. I. 4. 7. n. 5.

Macedoine: quel étoit le pouvoir des Rois de ce pais. I. 3. 20. n. 2. Loi très-injuste, qui y étoit établie. II. 21. 15.

Magiciens: exclus de la Communion de l'ancienne Eglise. I. 2. 9. n. 2.

Magistrat: s'il a, comme tel, droit de prendre les armes, pour maintenir son autorité, & exercer sa juridiction. I. 3. 4. n. 3. & N. 6. si les Magistrats subalternes peuvent résister au Souverain. I. 4. 6. n. 1. si les Prédicateurs peuvent ou doivent l'échaffauder en Chaire, lors qu'ils croient qu'il a manqué en quelque chose. I. 4. 7. N. 11. jusqu'où & comment un Magistrat est tenu de réparer les dommages qu'il cause aux Particuliers, en manquant au devoir de sa charge. II. 17. 2. N. 4. & § 20. n. 1. si un Magistrat peut punir les Crimes, dont il se sent lui-même coupable. II. 20. 3. N. 5.

Majesté: ce que c'est que maintenir & respecter la Majesté d'un autre Peuple. I. 3. 21. n. 2.

Main morte: Gens de main morte, ce que c'est. II. 5. 30. N. 6.

Majorasque (Majorazgo): en quoi consiste ce droit, établi par les Loix d'*Espagne*; & comment il peut être acquis par droit de Prescription. II. 4. 10. N. 8.

Maison: celui qui vend une Maison, quelles choses il doit déclarer de bonne foi à l'Acheteur. II. 12. 9.

Maître: si un Maître, comme tel, a naturellement droit de Vie & de Mort sur son Esclave. II. 5. 28. III.

14. 3. N. 1. si un Maître est responsable du Dommage causé par ses Esclaves, ou par ses Bêtes, sans qu'il y ait de sa faute. II. 17. 21. II. 21. 2. n. 3. comment un Maître doit traiter ses Esclaves. III. 14. 2, & *suiv.* s'il est obligé quelquefois de les affranchir. *Ibid.* § 6. n. 7. Voyez *Esclaves*.

Mal: il est naturel, que celui qui a fait du mal en souffre. II. 20. 1. n. 4. un moindre Mal est regardé comme un Bien. II. 23. 2. n. 3. on ne fait guères le Mal pour le Mal même. II. 20. 29. n. 2.

Maladie: si c'est une punition, d'être exclu des Assemblées, ou de certaines fonctions, pour cause de Maladie. II. 20. n. 3.

Mâles: si les Mâles doivent être préférez aux Femmes, dans la Succession aux Roiaumes. II. 7. 17.

Malheur: comment on le distingue d'avec la Faute & l'Injure. III. 11. 4. n. 2.

Mambournie: ce que c'est. I. 3. 21. N. 9.

Mandement: Voyez *Commission*.

Marchands: doivent être épargnez, même à la Guerre. III. 11. 12. si ceux qui viennent aux Foires, sont sujets au droit de Représailles. III. 2. 7. n. 3.

Marchandises: si on doit laisser passer les Marchandises des Etrangers. II. 2. 13. n. 9. si on peut y mettre quelque impôt pour le passage. *Ibid.* § 14.

Mari: si un Mari, qui, en conséquence de la permission des Loix, tue sa Femme, ou le Galant, avec qui il la surprend en flagrant délit, commet par là un véritable Homicide. II. 20. 17. n. 3. si un Mari, à qui l'on a donné un Sauf-conduit, peut mener sa Femme, comme y étant comprise. III. 21. 17. n. 1. comment un Mari est le Chef de la Femme. II. 5. 8. n. 2. en quoi il peut annuler les Sermens, que sa Femme a faits. II. 13. 20. n. 3.

Mariage: ce que c'est. II. 5. 8. pour quoi & comment les Loix Civiles peuvent défendre les Mariages avec des Etrangers. II. 2. 21. n. 2. si le consentement du Père & de la Mère est nécessaire pour la validité d'un Mariage. II. 5. 10. n. 3, & *suiv.* tout Mariage avec la Femme d'autrui, est nul. *Ibid.* § 11. du Mariage entre Parens ou Alliez. *Ibid.* § 12, & *suiv.* si un Mariage

est nul, par cela seul qu'il y a quelque chose de contraire aux Loix purement Humaines. *Ibid.* § 16. des Mariages entre personnes de différente Religion. II. 15. 10. n. 5. si le refus d'un Mariage est un juste sujet de faire la Guerre. II. 22. 7. si la Captivité dissout le Mariage. III. 9. 9. N. 6. si une Promesse de Mariage faite par une personne encore mariée, peut être valide. II. 11. 8. n. 5. Mariage à la *morguengabique*, ce que c'est. II. 7. 8. N. 8.

Marque: mise à un Bête, même Sauvage, peut conserver le Droit de Propriété qu'on a sur elle. II. 8. 3. n. 2.

Matelots: sont compris sous le nom de Gens-de-guerre. III. 21. 15.

Méchans: si l'on peut innocemment se servir du ministère des Méchans. II. 17. 20. n. 2. III. 1. 22. III. 4. 18. n. 6. en quel sens il leur est plus avantageux de mourir, que de vivre. II. 20. 7. n. 4.

Médecin: s'ils peuvent dire quelque menterie à un Malade, pour son bien. III. 1. 15. en quel sens ses conseils sont appelez des Ordonnances. I. 3. 21. n. 10.

Médiateurs (de la Paix): Voyez *Arbitres*.

Membres: on a un droit naturel sur ses propres Membres. II. 17. 2. n. 2. si l'on peut se défendre jusqu'à tuer celui qui veut nous priver de quelcun de nos Membres, ou nous en ôter l'usage. II. 1. 6. comment on répare le Dommage causé en quelque Membre du Corps. II. 17. 14. si une Caution peut s'engager à perdre quelque Membre de son Corps. II. 21. 11. n. 3.

Menaces: ne donnent aucun droit à personne. II. 13. 3. n. 4.

Mensonge: si tout Mensonge est illite. III. 1. 9, & *suiv.*

Mentir: différence qu'il y a entre Mentir, & dire un Mensonge. III. 1. 10. n. 2.

Mer: si elle est de nature à entrer en propriété. II. 2. 3. si elle est plus grande, ou plus petite, que la Terre. *Ibid.* N. 10. comment on peut s'en emparer. II. 3. 8. & 10. elle étoit commune par tout, du tems des Jurisconsultes Romains. II. 2. 9. N. 1. & II. 3. 9. comment un simple Particulier peut s'approprier quelque partie de

DES MATIERES.

- de la Mer. II. 3. 10. n. 1. exemples de cela. *Ibid.* N. 4. 5.
- Mercenaire** : ce que c'est. II. 5. 30. n. 1.
- Mérite** : ce que c'est. I. 1. 4. n. 2. si le Mérite seul donne droit d'exiger un dédommagement de ce qu'on a été postposé à de moins dignes, ou indignes. II. 17. 2. 5. tout Mérite est personnel. II. 21. 12. le Mérite d'un Coupable est une bonne raison de lui faire grace. II. 20. 26.
- Mexibles** (ou Choses Mobiliaries) : Voiez *Mobiliaries*.
- Meurtre** : comment on doit entendre ce mot, dans une Loi qui le défend. II. 16. 6. comment les anciens Grecs regardoient & traitoient ceux qui avoient commis quelque Meurtre, soit volontaire ou involontaire. I. 2. 5. N. 5. 7. III. 4. 5. N. 1, 2.
- Mien, Tien, Sien** : origine du Mien & du Tien. II. 2. 2. quand c'est qu'on peut prendre plus que le Sien. III. 1. 4. n. 2. ou autre chose que le Sien. II. 7. 1. n. 2.
- MINERVE** (Déesse) : ce que c'étoit, chez les Anciens, que le Caillon, ou le Suffrage, de Minerve. II. 5. 18.
- Mineur** : si les Promesses sont valides, selon le Droit Naturel. II. 11. 5. n. 2, & *suiv.* si le Serment les rend telles, selon le Droit Civil. II. 13. 20. N. 11. s'il s'oblige valablement, dans un accord fait avec l'Ennemi. III. 23. 3.
- Ministres Publics** : à quoi sont tenus ceux qui ont traité sans ordre, au nom de leur Maître. II. 15. 3. n. 6. & § 16. comment le Souverain est tenu d'approuver ce qu'ont fait ses Ministres. III. 22. 2, & *suiv.*
- MINOS** (Roi de Crète) : pourquoi il a rendu son nom odieux à la Postérité. *Disc. Prélim.* § 25.
- Miracles** : pourquoi DIEU accorda le don des Miracles à l'Eglise Chrétienne, dans les commencemens du Christianisme. I. 2. 8. n. 7. font une preuve de la Religion Chrétienne. II. 20. 48. n. 2.
- Miséricorde** : Autel de la Miséricorde. Voiez *Athènes*, défaut de Miséricorde, n'est pas un juste sujet de Guerre. II. 22. 16.
- MNESTER** (Comédien) : s'il commet une injustice en satisfaisant les desirs de *Messaline*. *Disc. Prélim.* § 45. N. 3.
- Mobiliaries** : si on peut s'emparer par droit de premier occupant des Choses Mobiliaries qui se trouvent dans l'enceinte des Terres d'un Etat. II. 3. 5. & N. 1. quand c'est que les Choses Mobiliaries sont censées prises par droit de Guerre. III. 6. 3. quelles se recouvrent, ou ne se recouvrent point, par droit de postliminie. III. 9. 14.
- Moitié** : comment se doit entendre la moitié de quelque chose, dans un Traité. II. 16. 5.
- Monde** : ce mot se dit quelquefois d'une petite partie de la Terre. II. 22. 13. n. 1.
- Monopole** : si tout Monopole est contraire au Droit Naturel. II. 12. 16.
- Morale** : l'étude en doit être jointe avec celle de la Religion. *Disc. Prélim.* § 2. N. 2. quelle certitude on trouve dans les Sciences Morales. II. 23. 1. les Choses Morales ne consistent pas dans un point indivisible. II. 1. 5. n. 1.
- Morguengabique** : Voiez *Mariage*.
- Mort** : si le Droit Naturel nous engage à souffrir la mort les uns pour les autres. I. 2. 6. N. 2. ou pour l'Evangile. *Ibid.* ce que l'on entend quelquefois par Mort, en stile de Droit. II. 16. 9. N. 2. II. 7. 30. n. 3. la crainte de la Mort excuse beaucoup le mal qu'on fait, pour l'éviter. II. 20. 29. n. 2. Clause, *en cas de mort*, si, quand il s'agit d'un Enfant posthume, elle peut s'étendre au cas où il ne naît point d'Enfant. II. 16. 20. n. 5. Mort comparée à un congé. II. 19. 5. n. 3.
- MOÏSE** : de quel droit, & pour quelle cause, il fit la Guerre aux *Amorrhéens*. II. 2. 13. n. 2.
- Mots** : s'ils signifient quelque chose naturellement. III. 1. 8. n. 2. disputes de mots, indignes d'un Homme sage. II. 20. 23. Voiez encore *Ambiguïté*, *Interprétation*, *Termes*. &c.
- Multitude** : la Multitude des Coupables est une raison de clémence à leur égard. III. 11. 17.
- Murailles** : comment ce mot doit s'entendre dans un Traité fait lors qu'il n'y avoit point d'autre Fortification en usage. II. 16. 20. n. 4. si, par cela seul qu'on a rasé les Murailles d'une Ville, elle cesse d'être un Corps de Peuple. II. 9. 7. ou elle perd quelque chose de sa Souveraineté. II. 15. 7. n. 7.
- MURENA** : examen d'une raison qu'il alléguoit pour rendre nul un Traité. II. 16. 30.
- Mutiter** : Voiez *Membres*.
- MUTIUS SCÆVOLE** : si l'action hardie de ce fameux Romain peut être justifiée. III. 4. 18. n. 1.
- N.
- NABIS** : fausse prétention de cet Usurpateur. II. 16. 18. réponse qu'il fit lui-même, justifiée. III. 19. 3. n. 4.
- Naître** : si ceux qui sont encore à naître, peuvent perdre les droits que leur donneroit la Naissance. II. 4. 10.
- Nations** : si le consentement des Nations peut servir à prouver qu'une chose est de Droit naturel. I. 1. 12. N. 1.
- Nature** : ce mot, & celui de *naturellement*, se disent des choses qu'on fait, sans les avoir apprises d'un Maître. I. 1. 16. N. 24. ce qu'on entend par les premières impressions de la Nature. I. 2. 1. n. 2. à quelles choses la Nature donne droit. II. 5. 5.
- Naturellement** : Voiez *Nature*. En quel sens il est naturellement permis, selon les anciens Jurisconsultes, de se tromper les uns les autres dans un marché. II. 12. 26.
- Naufrage** : combien sont injustes les Loix qui confisquent les biens de ceux qui ont fait naufrage. II. 7. 1. n. 3. Loi contraire de la République de *Venise*. *Ibid.* N. 3. si ceux, dont les effets ont été saisis, doivent dédommager en partie les autres, qui ont perdu les leurs, par le jet fait en péril de Naufrage. II. 10. 9. n. 4. quand c'est qu'une telle chose n'est plus censée nôtre. II. 4. 5. n. 2.
- Navigation** : Exemples de Traitez faits entre les Peuples, au sujet de la Navigation. II. 3. 15.
- Navire** : Voiez *Vaisseau*. De l'obligation où est un Maître de Navire, pour le fait de ses Patrons. II. 11. 13.
- Nécessité** : droit qu'elle donne par rapport au bien d'autrui. II. 2. 6. n. 2, & *suiv.* & en d'autres cas. *Ibid.* N. 5. précautions à observer pour ne pas abuser de ses privilèges. *Ibid.* § 7, & *suiv.* III. 1. 2, & *suiv.* III. 17. 1. comment elle excuse le Crime. III. 11. 4. n. 4.
- Négligence** : comment on est ou l'on n'est pas responsable de la négligence à examiner une chose, que l'on

III. TABLE,

O.

On croioit vraie, ou exprimer sa pensée. en promettant. II. 11. 6. N. 6.

Négoce : si c'est une chose toujours louable, & qui fasse matière d'un Conseil Evangélique, de s'abstenir du Négoce. I. 2. 9. N. 19. Voyez *Commerce*.

Négociant : de l'obligation où il est pour le fait de ses Facteurs ou Commis. II. 11. 13. n. 1.

Neveux : en quel ordre ils succèdent, selon le droit Romain. II. 7. 31. n. 2. Voyez encore au mot. *Oncle*.

Neutre : si l'on peut exiger des Peuples Neutres, qu'ils ne fournissent rien à notre Ennemi. III. 1. 5. si ce qui leur appartient est de bonne prise, lors qu'on le trouve chez l'Ennemi. III. 6. 26. n. 1. 2. ou ce qui appartient à l'Ennemi, & que l'on prend sur les terres d'un Peuple Neutre. *Ibid.* n. 3. comment on peut prendre quelque chose des Peuples Neutres. III. 17. 1. Devoirs des Peuples Neutres, par rapport à ceux qui sont en guerre. *Ibid.* § 3.

NINUS (Roi d'*Assirie*) : premier Conquérant, qui a dépouillé de la Souveraineté les Peuples Vaincus. III. 8. 1. n. 2.

Nôces : si l'abstinence des Secondes Nôces est une chose louable en elle-même, & qui fasse matière d'un Conseil Evangélique. I. 2. 9. N. 19. Voyez *Mariage*.

Nôtre : en combien de manières une chose est nôtre. II. 2. 1. une chose n'en est pas moins nôtre, quoi que nous ne puissions pas l'aliéner. II. 3. 19. 2. ou que nous puissions la perdre, une certaine condition avenant. I. 3. 16. n. 4. Voyez aussi, *Mien*, *Tien*, *Sien*.

Nuire : comment un Homme peut nuire à un autre Homme. II. 20. 4. n. 2.

Nul : tout ce qui est vicieux, n'est pas pour cela nul & invalide. II. 5. 3. n. 2. & § 10. n. 1. ni tout ce qui est fait contre la prohibition des Loix Humaines. *Ibid.* § 14. n. 5. & § 61. n. 2. ce qui rend un acte nul, est odieux. II. 16. 10. n. 3. différence entre les choses déclarées nulles d'avance, & celles qui ne le sont que par un acte postérieur. II. 14. 3.

NUMANCE : réflexions sur le Traité fait avec ceux de cette Ville d'*Espagne*, par C. *Hostilius Mancinus*. II. 15. 16.

OBÉISSANCE : justes bornes de celle qu'on doit à ses Supérieurs. II. 16. 3.

Obligation (ou Devoir) : quel en est le fondement général. I. 1. 10. N. 4. ce que c'est qu'Obligation Naturelle, & Obligation Civile. II. 14. 6.

Obligation (Billet d') : si en rendant un Billet d'Obligation, on peut être censé tenir quitte le Débiteur. II. 4. 4. n. 2.

Obstination : Voyez *Opiniâtreté*.

Occupant (premier) : comment se fait l'acquisition par droit de premier occupant. II. 3. 4. § *suiv.*

Odieux : ce qui doit être regardé comme tel. II. 16. 10. § *suiv.*

Offenseur : comment on peut empêcher qu'il ne fasse plus de mal à la personne lésée. II. 20. 8. n. 2.

Officiers d'Armée : jusqu'où ils peuvent obliger l'Etat, par les Conventions qu'ils font avec l'Ennemi. III. 22. 4. § *suiv.*

Offres : si l'on doit avoir égard aux expressions de celui qui fait des offres, plutôt qu'aux paroles de celui qui les accepte. II. 16. 32.

Oiseaux : à qui appartiennent. III. 2. 4. 5. si tout le monde peut aller à la chasse des Oiseaux. *Ibid.* Voyez encore *Chasse*.

Oisiveté : punie autrefois, chez quelques Peuples. II. 25. 3. N. 10.

Olivier : ce que signifioient autrefois des branches d'Olivier. que l'on tenoit à la main. III. 24. 5. n. 1.

Oncle : a pu autrefois épouser sa Nièce, par le Droit Romain, & chez d'autres Peuples. II. 5. 14. n. 1.

Onéreux : des Clauses onéreuses mises à un Contract. II. 11. 19. il y en a de permanentes, & d'autres qui ne le sont pas. II. 15. 7.

Opiniâtreté : si elle est punissable dans ceux qui portent les armes pour leur Prince ou leur Patrie. III. 4. 13. n. 2.

Opinion : combien sont dangereuses les Opinions outrées. *Disc. Prélim.* § 30.

Orateur : de quel usage peuvent être les anciens Orateurs, par rapport au Droit Naturel & au Droit des Gens. *Disc. Prélim.* § 41.

Ordonnance : si elle l'emporte toujours sur la Permission. Voyez *Permission*. Elle ne se prend pas toujours pour le commandement d'un Supérieur. I. 3. 21. n. 10.

Ordre (rang) : comment se règle l'ordre, pour la préférence. Voyez *Rang*.

Ordre (commandement) : diverses manières dont on peut agir, à la Guerre, par ordre du Souverain. III. 18. 1, 2.

Orient (*Peuples d'*) : sont de tout tems accoutumés à la domination des Rois. I. 30. 20. n. 1.

Ornement : si on peut gâter ou détruire les Ornaments d'une Ville en pais ennemi. III. 12. 5.

Otages : ce que c'est. III. 20. 52. différentes manières dont ils se donnent. *Ibid.* n. 2. & N. 1. tuez par droit de Guerre. III. 4. 14. si on peut en conscience les traiter de cette manière. III. 11. 18. s'ils deviennent Esclaves, par cela seul qu'ils sont Otages. III. 20. 53. N. 1. leurs biens étoient confisquez, & ils ne pouvoient tester, selon le Droit Romain. *Ibid.* N. 2. s'il est permis à un Otage de se sauver. *Ibid.* § 54. s'il est quitte de son engagement, lors que celui pour qui il avoit été donné, vient à mourir. *Ibid.* § 56. ou après la mort du Roi, qui avoit conclu le Traité. *Ibid.* § 57. comment un Otage est quelquefois la Partie principale, & non pas un simple accessoire de l'engagement. *Ibid.* § 58.

Oui & non : sens de ces mots, dant quelques passages de Nouveaux Testament. II. 13. 21. n. 1.

Ouvrage : à qui doit être celui qui est fait d'une matière appartenante à autrui. II. 8. 19.

Ouvriers : s'ils doivent être à l'abri des actes d'hostilité. III. 11. 12.

P.

PAIENS : s'ils étoient obligez de se soumettre à la Loi de *Moïse*. I. 1. 16. remarques sur le Salut der Païens. *Ibid.* N. 1.

Paier : quand on paie tard, on paie par la moins. II. 12. 20. n. 4.

Pain : jetté par des Assiégés, pour tromper l'Ennemi. III. 1. 8. n. 5.

Païs : comment doivent être entendus les noms des Païs, dont il est fait mention dans un Traité de Paix, III. 20. 23. si le désir de changer de païs, pour en avoir un meilleur, est un juste sujet de Guerre. II. 22. 8.

Paix : comment & de quoi on peut disposer, par un Traité de Paix. III. 20. 5. règles sur l'interprétation

DES MATIERES.

tion des Articles d'un Traité de Paix. *Ibid.* § 11, & *suiv.* pour quelles causes la Paix peut être regardée comme rompuë. *Ibid.* § 27, & *suiv.* raisons qui doivent engager à entretenir ou à rétablir la Paix. II. 24. 6, & *suiv.* III. 25. 2, & *suiv.*

Papes : quelle autorité ils ont eue à Rome, sous Charlemagne & ses Successeurs. I. 3. 13. N. 8. origine de leur domination temporelle. II. 9. 11. N. 19. s'ils ont droit de donner l'investiture des Fiefs d'Italie. *Ibid.* N. 33.

Paraboles : on peut s'en servir à l'exemple de N. S. Jésus-Christ. III. 1. 10. n. 4.

Pardon : si on peut l'accorder, sans commettre sa sagesse. II. 20. 21. en quels cas cela a lieu. *Ibid.* § 22. & *suiv.* si le Pardon peut s'inférer de cela seul qu'on néglige de poursuivre la punition d'un Crime. III. 24. 7.

Parjure : impuni par les Loix Romaines. II. 20. 44. N. 3. le vrai Dieu le punit, quoi que commis après avoir juré par de fausses Divinités. *Ibid.* § 1. & II. 13. 12. parjure envers un Brigand, pour quoi impuni par le Droit des Gens. III. 19. 5. n. 2.

Paroles : comment on doit faire attention à la liaison qu'elles ont les unes avec les autres. II. 16. 7. comment elles sont des signes de nos Pensées. III. 1. 8. Voiez *Ambiguïté, Interprétation, Mots, Termes, &c.*

Paricides : comment punis, parmi les anciens Romains. I. 2. 10. N. 13. pourquoi privez de la Sépulture. II. 19. 1. N. 24. on ne doit pas leur faire grace. II. 20. 23. N. 1.

Partager : comment ce mot doit s'entendre, en matière de Vaisseaux. II. 16. 5.

Particulier (opposé à Général) : clauses particulières ont plus de force que les Générales. II. 16. 29. n. 4. Voiez *Genre, Général*

Particulier : cas, auquel chaque Particulier est autorisé à agir contre un Usurpateur de Gouvernement de l'Etat. I. 4. 16, 17. 18. ce qu'il doit faire dans un doute. *Ibid.* § 19. s'il peut se faire justice à soi-même, dans un Etat. II. 7. 2. n. 4, 5. s'il est permis à un Particulier, comme tel, de faire du mal à l'Ennemi. III. 18. 1. si les Conventions qu'un Particu-

lier, comme tel, fait avec l'Ennemi, sont valides. III. 22. 1. & *suiv.*

Partisans (à la Guerre) : s'ils peuvent légitimement s'approprier le butin qu'ils font, & s'ils doivent l'avoir tout, ou seulement une partie. III. 18. 2. n. 2. & § 3. N. 1.

Passage : du droit de Passage sur les Terres ou les Eaux appartenantes à autrui. II. 2. 12. ce droit est une chose, aussi bien que le Fonds. I. 3. 11. n. 1.

Passéport : Voiez *Saufconduit*.

Passion : quelles Passions sont le plus excusables. II. 20. 31. n. 2. s'il y a toujours dans les Passions un milieu, où se trouve la Vertu. *Disc. Prélim.* § 44, 45. Passions dérégées, condamnées par l'Ecriture Sainte. *Disc. Prélim.* § 13.

Patience : justes bornes de la Patience Chrétienne. I. 2. 8. n. 4. I. 4. 7. N. 22, 23, 24.

Patrie : cas où l'on est obligé de se sacrifier pour la Patrie. II. 25. 3.

Patron : ses droits, chez les anciens Romains. II. 5. 30. N. 1.

Patronat : comment on héritoit de ce droit. II. 7. 19. N. 4.

PAUL (St.) : s'il y a quelque chose de blâmable en ce qu'il fit circoncire *Timothée*. III. 1. 8. n. 5.

Pauvreté : comment elle excuse. II. 20. 29. n. 2. droit qu'elle donne. II. 2. 6. n. 3.

Pêche : que le Souverain peut la défendre, & pourquoi. II. 2. 5.

Péché : en quel sens il est appelé une Dette. II. 20. 2. N. 6. quelles sortes de Péchés sont en quelque manière inévitables. *Ibid.* § 19. quels Péchez ne doivent pas être punis par les Hommes. *Ibid.* & § 20. en quel sens le Péché est naturel à l'Homme. II. 20. 19. n. 1. principaux attraites, qui portent au Péché. *Ibid.* § 34, & *suiv.* Voiez aussi *Crime, Vice*.

Péculat : comment on se rend coupable de ce crime. III. 6. 21.

Pécule : c'est une espèce de patrimoine naturel. III. 14. 6. n. 3. cas, au sujet du Pécule d'un Esclave, qui avoit volé son ancien Maître. II. 10. 2. n. 5.

Peine : ce que c'est. II. 20. 1. n. 2. à quelle sorte de Justice elle se rapporte. *Ibid.* § 2. en quel sens elle peut être regardée comme due, & comme une dette. *Ibid.* n. 4. à qui il appartient d'infliger des Peines. *Ibid.* § 3. quel but on

doit se proposer en les infligeant. *Ibid.* § 4. quelle proportion il faut y garder. II. 20. 28, & *suiv.* comment la Peine peut se communiquer d'une personne à une autre. II. 21. 1, & *suiv.* si une Peine, à laquelle on se soumet dans un Contrat, est une véritable Peine. II. 21. 20. N. 5. Voiez *Supplée*.

Peintures : celles qu'on trouve en pais ennemi, ne doivent pas être détruites. III. 12. 5.

Pénitens : mis par les Canons au même rang, que les Ecclesiastiques, eu égard au droit de la Guerre. III. 11. 10. n. 3. ou exigeoit d'eux plus de sainteté, que du commun des Chrétiens. I. 2. 9. n. 8.

Pensée : si une simple Pensée peut être punie par les Hommes. II. 20. 18. n. 2.

Pension : si, par cela seul qu'on paie pension à un autre Prince, on se reconnoit dépendant de lui. I. 3. 22.

PERIN (Roi de France) : Père de Charlemagne : action hardie qu'il fit, pour tuer son Ennemi. III. 4. 18. n. 1.

Perdre : quand c'est qu'une chose est censée perdue. II. 4. 5. n. 2. il est naturel, que ce qui se perd, ou qui périt, soit perdu pour le Propriétaire. II. 8. 16. n. 2. Voiez encore au mot *Trouver*.

Père : le pouvoir qu'il a sur ses Enfants, à l'exclusion de celui de la Mère, n'est point fondé sur le Droit Naturel. II. 5. 2. n. 3. en quel cas un Père peut engager & vendre même son Enfant. *Ibid.* § 5. pouvoir que les Loix Civiles donnent à un Père, au delà de celui qu'il a par le Droit Naturel. *Ibid.* § 7. en matière de Mariage. *Ibid.* § 10. n. 4. & I. 3. 4. N. 4. quelle certitude on peut avoir, qu'un tel est Père d'un tel. II. 7. 9. n. 1. si un Père, à qui l'on a donné un Saufconduit, peut mener son Fils, comme y étant compris. III. 21. 17. n. 1. jusqu'où un Père peut céder le droit qu'il a sur son Enfant. II. 5. 26. n. 3. comment il est responsable des fautes de ses Enfants. II. 21. 2. n. 3.

Père & Mère : fondement de l'autorité d'un Père & d'une Mère sur leurs Enfants. II. 5. 1. n. 3. si un Père commande une chose, & la Mère une autre, à qui est-ce que l'Enfant doit alors obéir. II. 5. 1. n. 3.

III. TABLE,

- 1. n. 3.** différence du Pouvoir d'un Père & d'une Mère sur leurs Enfans, selon les divers âges de ceux-ci. *Ibid.* § 2. 3. si un Père & une Mère sont tenus indispensablement de laisser leurs biens à leurs Enfans, ou du moins de quoi subvenir. II. 7. 4. quel droit ils ont de châtier leurs Enfans. II. 20. 7. n. 3. ils sont comme une espèce de Divinité, parmi les Hommes. *Disc. Prélim.* § 15. jusqu'où on leur doit l'obéissance. II. 26. 3. n. 2.
- PÈRES DE L'EGLISE :** s'ils sont de bons Maîtres en fait de Droit & de Morale. *Disc. Prélim.* § 53. N. 3. contradiction dans leurs principes & leur conduite, au sujet de la Perfection pour cause de Religion. II. 20. 50. N. 11.
- Perfidie :** la Perfidie d'un côté n'empêche pas que le Traité ne subsiste, si l'autre Parti le veut. III. 20. 38.
- Péril :** Voyez *Danger*. Quel droit donne un Péril extrême. II. 1. 3, & *suiv.* III. 1. 2, 3, 4. &c.
- Permis :** en combien de sens on dit qu'une chose & permise. III. 4. 2. III. 10. 1.
- Permission :** si elle est un effet réel de la Loi, prise dans toute son étendue. I. 1. 9. N. 5. différence de la Permission, des Loix Divines, d'avec celle des Loix Humaines. I. 1. 17. N. 3. si une Loi de simple Permission doit toujours céder à une Loi qui commande ou qui défend. II. 16. 29. N. 3. Il y a une Permission pleine & absolue, & une Permission imparfaite. I. 1. 17. n. 3.
- Persecution :** contraire à l'esprit du Christianisme. II. 20. 48, & *suiv.*
- PERSEE (Roi de Macédoine) :** pourquoi son Frère Cadet lui fut préféré, pour la Succession au Roiaume. II. 7. 16. n. 1.
- PERSEPOLIS :** injustement brûlée par *Alexandre le Grand*. II. 21. 8. n. 2.
- PERSÉS :** Inceste en ligne droite, permis chez eux. II. 5. 12. n. 3. opinion qu'ils avoient de la Divinité. III. 5. 2. n. 5. Loi très-injuste établie chez eux. II. 21. 15. Règle singulière qu'ils observoient, dans les Jugemens Criminels. II. 20. 30. n. 7. si *Alexandre le Grand* étoit en droit de leur faire la Guerre, par la raison qu'il en alléguoit. II. 21. 8. n. 2.
- Petitioire :** Voyez *Possessoire*.
- Peuple :** si la Souveraineté lui appartient toujours. I. 3. 8. raisons qui peuvent le porter à se dépouiller de la Souveraineté. *Ibid.* n. 3. & *suiv.* qu'il y a des Peuples faits de telle sorte, qu'ils favent mieux obéir, que commander. *Ibid.* n. 4. pourquoi le Peuple est quelquefois puni des fautes de son Roi. *Ibid.* § 16. ce que c'est que la Liberté d'un Peuple. I. 3. 12. n. 1. comment on aliène un Peuple. *Ibid.* si le Peuple d'aujourd'hui est le même qu'il étoit il y a cent ans. II. 9. 2. n. 3. comment un Peuple périt. *Ibid.* § 4, 5, 6. si en changeant de pais il cesse pour cela seul d'être un Peuple. *Ibid.* § 7. ou en changeant de Gouvernement. *Ibid.* § 8. si les dettes qu'il a contractées étant libre, s'éteignent, lors qu'il vient à se donner un Roi. *Ibid.* n. 3. si deux Peuples, réunis en un, conservent leurs droits. *Ibid.* § 9. n. 1. comment & jusqu'où un Peuple est obligé de tenir les Traités faits en son nom. II. 15. 3. n. 5. & II. 14. 12. n. 2, & *suiv.* si un Peuple peut être puni, pour les crimes de son Roi. II. 21. 17. si un Peuple, après avoir été délivré par un tiers de la domination de celui qui l'avoit conquis, retourne à son ancien Maître. III. 9. 12.
- PHANEAS (Ambassadeur des Étoiliens) :** manière dont un Consul Romain interpreta les paroles dont il se servoit pour déclarer que sa Nation se mettoit sous la protection des Romains. III. 20. 50. n. 3.
- Philosophes :** de quel usage peuvent être les Ecrits des anciens Philosophes, par rapport au Droit Naturel. *Disc. Prélim.* § 41. qu'en ramassant ce que les uns ou les autres ont dit de bon, on pourroit en faire un Corps de Doctrine conforme au Christianisme. *Ibid.* § 43.
- PHINE'É :** est le premier qui exerce ce qu'on appelloit Jugement de zèle, parmi les Hébreux. II. 20. 9. n. 5.
- PIERRE (Saint) :** pourquoi Notre Seigneur ordonna à cet Apôtre de remettre son Epée dans le fourreau. I. 2. 3. n. 9.
- Piété :** si on peut aller dans l'excès, à l'égard de cette Vertu. *Disc. Prélim.* § 46. N. 2. en quoi elle consistoit, selon la plupart des Sages Païens. *Ibid.* est le fondement
- de la Justice & de la Société II. 20. 44. n. 3. & *suiv.*
- Pillage :** est permis à la Guerre. III. 5. 1. dans quelles bornes il doit être resserré, selon les Loix de l'Humanité & de la Charité III. 13. 4.
- Pique :** ce que signifioit, chez les *Macédoniens*, une Pique haussée. III. 24. 5. n. 1. & chez les *Romains*, une Pique de Cornouiller sauvage (*Hasta sanguinea*) III. 3. 8.
- Pirateries :** permises & honnêtes, parmi les Anciens, à l'égard des Étrangers. II. 15. 5. n. 2. III. 3. 2. Voyez *Brigand*, *Corsaire*.
- Place :** comment on peut, dans un cas de nécessité, s'emparer d'une Place située en pais neutre. II. 2. 10. si, pendant la Trêve, on peut s'emparer de quelque Place dont l'Ennemi étoit en possession. III. 21. 8. si celui qui a promis de rendre une Place, peut auparavant en faire sortir la Garnison. III. 22. 13. Place forte, ce que l'on entend par là. II. 16. 3. n. 3. si une Place forte, bâtie près de nos frontières, fournit un juste sujet de Guerre. II. 22. 5. n. 2. ou rompt un Traité de Paix. III. 20. 40. n. 4.
- Plaider :** s'il est absolument défendu à un Chrétien de plaider. I. 2. 8. n. 4.
- Plaideurs :** il peut arriver qu'aucun des deux Plaideurs ne soit en rien blâmable. II. 23. 13. n. 5. s'ils ont fait quelque accord pendant le cours du Procès, aucun d'eux ne peut prétendre compenser ce qu'il a promis, ni avec la valeur de la chose même sur quoi ils plaident, ni avec les dépens, dommages & intérêts. III. 19. 19. n. 1.
- Plaisir :** si l'insensibilité aux Plaisirs est un vice. *Disc. Prélim.* § 44. N. 5. si ce à quoi on se porte par les attrait du plaisir, est aussi excusable que ce qu'on fait pour éviter la Douleur. II. 20. 29. n. 2.
- Plaie :** si la cicatrice d'une Plaie faite à autrui est susceptible d'estimation. II. 17. 14. n. 1.
- Planter :** si ce qui est planté dans un Fonds d'autrui doit naturellement demeurer au Maître de ce Fonds. II. 8. 22. n. 1.
- Pleige :** si l'on peut se rendre Pleige pour la vie. II. 21. 11. n. 2. Voyez *Caution*, *Cautionnement*.
- Portes :** de quel usage ils peuvent être, par rapport au Droit Naturel. *Disc. Prélim.* § 41.

DES MATIERES.

Point : comment on doit le concevoir, en matière de Choses Morales. II. 1. 5. n. 1.

Poison : si on peut l'employer contre un Ennemi. III. 4. 15.

Poissons : si ceux d'un Etang appartiennent au Maître de l'Etang. II. 8. 2.

Politique : qu'il ne faut pas la confondre avec le Droit de la Nature & des Gens. *Disc. Prélim.* § 59. défaut des Auteurs, qui écrivent sur la Politique. I. 3. 19.

Polygamie : si elle est contraire par elle-même au Droit Naturel. II. 5. 9. & au Droit Divin Positif. *Ibid.* ou à l'Evangile. *Ibid.* N. 7. & N. 11.

POMPEE (le Grand) : de son entrée dans le Temple de Jérusalem. III. 5. 2. n. 5. comment il termina sa Guerre avec les Pirates. III. 19. 2. n. 2.

PONTIUS (Sannuite) : juste reproche qu'il fait aux Romains. II. 1. 18. n. 2.

Possesseur : si un Possesseur, soit de bonne ou de mauvaise foi, peut exiger du véritable Propriétaire la valeur des dépenses qu'il a faites & de la peine qu'il a prise utilement par rapport au bien d'autrui. II. 8. 23. 24. à quoi est tenu, ou non, un Possesseur de bonne foi, par rapport au bien qui se trouve appartenir à autrui. II. 10. 3. *Et suiv.* dans un doute, le Possesseur a l'avantage. II. 23. 11. & dans une pareille nécessité. II. 2. 8. celui qui est possédé par un autre, ne peut être lui-même Possesseur. III. 8. 4. n. 3.

Possession : si, selon l'ancien Droit Romain, elle est un droit *in re* : ou sur la chose même. II. 3. 19. N. 7. comment on acquiert la Possession corporelle d'une Bête. II. 8. 4. & des autres choses qui n'ont point de maître. *Ibid.* § 6, *Et suiv.* on peut acquérir la Possession par autrui. III. 6. 9. de quelle manière doit être rétablie la Possession troublée par les armes. III. 20. 13. Possession de fait, en matière de Souveraineté, si elle suffit pour qu'un Particulier se soumette au Possesseur. I. 4. 20. ou pour qu'un Ennemi soit regardé comme Possesseur. III. 20. 12. n. 2.

Possessoire : si un Arbitre doit prononcer sur le Possessoire. III. 20. 48.

Poste : si un Soldat peut être obligé,

sur peine de la Vie, à ne pas quitter son poste. I. 4. 7. n. 2.

Postliminie : explication de tout ce qui regarde ce droit. III. 9.

Pouvoir : ses différentes fortes. I. 1. 5. n. 2. si tout Pouvoir est établi en faveur de ceux qui y sont soumis. I. 3. 8. n. 15.

Précaire : ce que c'est qu'un Pouvoir précaire. I. 3. 11. n. 3. exemples de cela. *Ibid.*

Précaution : les Précautions innocentes sont le seul remède légitime contre une crainte incertaine. II. 1. 17. II. 22. 5. n. 2.

Préciput : ce que c'est qu'un droit de Préciput. II. 7. 19. N. 5. celui qui l'a, peut le conserver, quoi qu'il renonce à sa portion de l'Hérédité. *Ibid.*

Prédicateur : si les Prédicateurs sont bien, d'échaffauder en chaire le Magistrat, lors qu'ils croient qu'il a manqué en quelque chose. I. 4. 7. N. 11.

Prédications : Voyez *Prophéties*.

Prélegs : ce que c'est, & s'il doit être excepté dans la restitution d'un Fideicommiss. II. 16. 12. N. 4.

Premier : ce qu'il faut entendre par là, dans une promesse de quelque récompense, & comment on doit la tenir, quand deux en même tems devancent tous les autres. II. 16. 19.

Prendre : comment on peut avoir droit de prendre, sans avoir droit d'acquiescer. III. 13. 1. n. 1. & de prendre plus, qu'il ne nous est dû. III. 1. 4. n. 2. & II. 7. 2. n. 2.

Préscription : différence entre la Prescription, & l'Usucapion, selon les idées du Droit Romain. II. 4. 1. N. 1. si elle a lieu en quelque manière entre les Rois & les Peuples. *Ibid.* § 2, *Et suiv.* les Terres reconvrées par droit de Postliminie, ne s'acqueroient point par Prescription. *Ibid.* § 13. n. 1.

Présumption : fondement de ce droit II. 5. § 21.

Présumption : quelles Présumptions peuvent être admises, dans l'explication d'une Loi. II. 11. 6. n. 2. & d'une promesse ou d'un Contrat. *Ibid.* & II. 12. 11. n. 2. & dans les Successions ab intestat. II. 7. 3, *Et suiv.* & dans l'interprétation d'un Traité de Paix. III. 20. 11, *Et suiv.*

Prêt (à consommation) : ce que c'est. II. 12. 3. n. 5. si l'on y a égard

au changement de la valeur de l'argent, arrivé depuis. *Ibid.* § 17. N. 5. s'il doit être toujours gratuit & sans intérêt. *Ibid.* § 20.

Prêt (à usage) : ce que c'est. II. 12. 2. n. 6. quelle sorte d'égalité a lieu dans ce Contrat. *Ibid.* § 13. n. 2. exception tacite qui y est renfermée, à l'égard du tems pour lequel on a prêté une chose. II. 16. 27. n. 1.

Prêtres : on les épargne, à la Guerre. III. 11. 10. n. 2.

Prévenir : si l'on peut prévenir quelqu'un, en l'attaquant avant qu'on ait lieu de craindre quelque chose de sa part. II. 1. 5.

Prévoir : différence entre ce que l'on peut prévoir, ou non, par rapport à l'imputation & au châtiement. III. 11. 4. n. 2. cas, que les Législateurs n'ont pu prévoir. II. 16. 26. n. 2.

Preuve : quelle est la plus forte Preuve, en fait de Morale & de Droit. II. 7. 2. n. 3. diverses fortes de Preuves, & de quel poids est chacune. II. 23. 3, *Et suiv.*

Princes : on peut résister à ceux qui dépendent du Peuple, & les punir même de mort. I. 4. 8. n. 2. si un Prince, qui attaque un Sujet innocent, cesse par là d'être Prince. II. 1. 9. n. 2. en quelle qualité ils ont droit d'annuler les Sermens de leurs Sujets. II. 13. 20. N. 3. leur parole doit valoir un Serment. *Ibid.* § 22. si toutes les faveurs, qu'ils ont accordées, peuvent être révoquées. II. 14. 13. qu'ils pourroient & devroient voir par leurs propres yeux, dans le gouvernement de l'Etat. II. 23. 4. N. 3. Voyez encore, *Roi, Souverain*.

Principal : le Principal est regardé comme la forme, en matière de Choses Morales. III. 3. 2. n. 1.

Principauté : différence entre la Principauté, & la Roiauté. I. 3. 10. n. 2.

Prison : la crainte de la Prison sert à excuser. II. 20. 29. n. 2. à quoi est tenu celui qui a tiré de Prison le Débiteur d'un autre. III. 1. 5. n. 6. si un Prisonnier de Guerre peut promettre valablement de venir se remettre en prison. III. 23. 6. à quoi est tenu celui qui a fait mettre quelqu'un en prison injustement. II. 17. 14. n. 2.

Prisonnier : comment un Prisonnier de Guerre devient Esclave. III. 7. 1. *Et suiv.*

III. TABLE,

- Es suiv.** ceux qui sont pris par de Brigands , en deviennent point pour cela Esclaves , & n'ont pas besoin du droit de Postliminie. III. 3. 1. n. 2. si un Prisonnier de Guerre peut s'enfuir , sans préjudice de la Conscience. III. 7. 6. modération dont on doit user envers les Prisonniers de Guerre. III. 14. 1, *Es suiv.* si aujourd'hui on acquiert , en faisant quelcun Prisonnier de Guerre , tous ses bien généralement , pris ou non , connus ou non. III. 21. 28. si un Prisonnier de Guerre , qui a été relâché à condition d'en faire relâcher un autre , doit venir se remettre en prison , lorsque cet autre est mort avant qu'il eût obtenu son relâchement. *Ibid.* § 30. si un Prisonnier de Guerre peut promettre valablement devenir se remettre en prison. III. 23. 6. ou de ne point se sauver. *Ibid.* § 8. ou de ne pas retourner dans un certain lieu. *Ibid.* § 7. n. 1, 2. ou de ne point servir contre l'Ennemi qui l'a fait Prisonnier. *Ibid.* § 3, 4.
- Privileges :** comment on doit les expliquer. II. 18. 4. n. 6. III. 21. 14.
- Prix (récompense) :** comment on doit agir , lors que deux personnes ont mérité le prix promis à celui seroit le premier quelque chose. II. 16. 19.
- Prix (valeur) :** quel & le fondement & la règle du Prix des choses. II. 12. 14. de quelle lésion , à l'égard du Prix , on peut se faire dédommager. *Ibid.* § 12. n. 2. & § 26. n. 1, *Es suiv.*
- Probable :** ce que c'est. II. 23. 4. n. 1.
- Procès :** jusqu'où il est permis ou illicite d'intenter quelque Procès. I. 2. 8. n. 4. si c'est un Conseil Evangélique , que l'on s'abstienne de tout Procès. I. 2. 9. N. 19. si un Procès peut être sans injustice , de part & d'autre. II. 23. 13. n. 5.
- Prochain :** différente signification de ce terme , dans le Vieux Testament , & dans le Nouveau. I. 2. §. n. 6.
- Procurator :** ce que c'est , & de combien de sortes il y en a. II. 11. 12. n. 1. Voyez *Commissum*.
- Prodigue :** on étoit autrefois aux Prodiges l'administration de leurs biens. II. 7. 9. N. 1. punis en certains endroits. II. 25. 3. N. 10. Voyez au mot *Donation*.
- Profession :** pour quelles Professions on étoit exclu de la Communion , dans l'Eglise Primitive. I. 2. 9. N. 7.
- Profit :** fait uniquement du malheur d'autrui , est indigne d'un Honnête-Homme , & d'un Chrétien. III. 18. 4. si on peut chercher son profit , au préjudice de celui d'autrui. II. 2. 24.
- Promesse :** ce que c'est qu'une Promesse imparfaite. II. 11. 3. & une Promesse parfaite. *Ibid.* § 4. conditions requises pour la validité d'une Promesse. *Ibid.* § 5, *Es suiv.* s'il est nécessaire d'exprimer la raison pourquoi on fait une Promesse. *Ibid.* § 20. des Promesses du fait d'autrui. *Ibid.* § 21. & II. 15. 3. n. 6. si les Promesses renferment par elles-mêmes cette condition tacite , que les choses demeurent dans l'état où elles sont. II. 16. 25. n. 2. exceptions tacites , renfermées dans une Promesse. *Ibid.* § 27. si le dommage qui peut revenir au Promettant , ou à celui en faveur de qui est faite la Promesse , dispense toujours de la tenir. II. 16. 27. n. 2.
- Prophète :** si l'on peut justement punir ceux qui veulent passer pour Prophètes , quoi qu'ils ne le soient point. II. 20. § 1. N. 1.
- Prophéties :** si l'espérance de l'accomplissement d'une Prophétie autorise à entreprendre la Guerre. II. 22. 15. il y a des Prophéties absolues , & d'autres conditionnelles. I. 2. 8. n. 2.
- Proportion :** ce que c'est que Proportion simple , ou Arithmétique. I. 1. 8. N. 6, 8. & Proportion Géométrique. *Ibid.* N. 7. si la différence des Proportions distingue les différentes sortes de Justice. *Ibid.* n. 3. Proportion Harmonique , inventée par un Jurisconsulte Moderne. II. 20. 33. n. 2.
- Propriétaire :** s'il est nécessaire d'avoir de l'Esprit , ou de la Piété , ou des Vertus Morales , pour être légitime Propriétaire. II. 22. 10.
- Propriété :** origine de ce droit , & suites de son établissement. II. 2. 2. ses différentes sortes. I. 1. 5. n. 3. à qui revient la Propriété des choses abandonnées , ou pour lesquelles il ne se présente point d'Héritier. II. 3. 19. n. 1. la Propriété est quelquefois séparée de la Jurisdiction sur la personne même du Propriétaire. *Ibid.* § 4. n.
3. & N. 6. si ceux qui n'ont pas l'usage de la Raison sont capables d'avoir quelque droit de Propriété. *Ibid.* § 6. & N. 1. comment finit le droit de Propriété. II. 8. 1. 1, *Es suiv.*
- Profelyte :** ce que c'étoit , parmi les anciens Hébreux , & de combien de sortes il y en avoit. I. 1. 16. N. 6.
- Protection :** droit de Protection , ce que c'est. I. 3. 21. N. 7. si l'on est sous la dépendance de quelcun , par cela seul qu'on est sous sa protection. *Ibid.* n. 3, *Es suiv.* à quoi s'engage celui qui se met sous la protection de quelcun. III. 24. 2.
- Province :** ce que c'est. I. 3. 7. n. 3. Peuples réduits en forme de Province , quelle est leur condition. II. 9. 6. n. 2.
- Prudence :** est la Vertu propre des Souverains , selon *Aristote*. II. 26. 4. n. 10.
- Public :** quelle différence il y a , selon le Droit Romain entre les Choses Publiques , & les Choses Communes. II. 3. 9. n. 2. différentes significations du mot , Public , I. 3. 5. n. 1. si un Particulier peut aliéner ce qui appartient au Public. III. 23. 5.
- Publication :** est nécessaire , pour qu'une Trêve oblige dans toute l'étendue d'un Pais ou d'un Etat. III. 21. 5.
- Pudeur :** s'il & permis de tuer ceux qui attentent à notre pudeur. III. 1. 7. est mise au même rang , que la Vie. *Ibid.* Voyez *Violence*.
- Puissance :** si une simple crainte de la Puissance d'un Voisin autorise à prendre les armes contre lui. II. 1. 17.
- Puissance Civile :** ce que c'est , & en quoi elle consiste. I. 3. 6.
- Puissance Souveraine :** en quoi consiste. I. 3. 7. Voyez *Souveraineté*.
- Puits :** on peut en creuser un dans son propre Fonds , au préjudice du Fonds voisin. II. 21. 10. n. 2.
- Pupille :** s'il peut avoir quelque droit de Propriété. II. 3. 6. en quel cas on a action contre un Pupille , pour cause de Prêt à usage. II. 10. 2. n. 6. quelle exactitude il peut exiger de son Tuteur. II. 17. 2. n. 4.
- PYTHAGORE :** sa Philosophie , s'il l'avoit apprise des Juifs. II. 13. 21. N. 10.
- PYTHAGORICIENS :** ont servi de

DES MATIERES.

- vi de modelle aux Efféniens.** II. 2. 2. N. 4. II. 26. 4. n. 6. pourquoi ils vouloient qu'on n'endommageât point d'Arbre fruitier, ni de Plante franche. III. 12. 2. n. 1.
- Q
- QUASI-CONTRACT, QUASI-DELIT:** Ce que c'est. II. 1. 2. N. 7, 8.
- QUIRITES (ou Romains):** leurs droits, communiquez à ceux de Constantinople. II. 9. 11. n. 3, 4.
- Quittece:** si celui, qui a fait quittece de ce qu'il n'a point reçu, est par là dispensé de la Loi Naturelle, qui ordonne de paier I. 1. 10. n. 6. Voyez encore *Billet d'Obligation*.
- R
- RABBINS:** s'ils font d'un grand secours pour l'intelligence du Vieux Testament, & du Droit Naturel. *Disc. Prélim.* § 50. N. 1.
- RABIRIUS (Cajus):** s'il avoit fait mourir légitimement *Saturninus*, comme le soutient l'Orateur Romain. III. 22. 9. n. 3.
- Rachat:** du Rachat de Prisonniers de Guerre. III. 9. 10. n. 2. III. 21. 23, & *suiv.*
- Raison:** ce que la droite Raison dicte doit l'emporter sur ce à quoi nous sollicitent les premières impressions de la Nature. I. 2. 1. n. 2.
- Raison de la Loi:** Voyez *Loi*.
- Rançon:** de qui dépend l'estimation de la Rançon d'un Prisonnier de Guerre. III. 7. 9. n. 2. comment on peut l'exiger. III. 14. 9. si on peut transférer à autrui le droit qu'on a d'exiger une Rançon. III. 21. 25. si on peut la devoir à plusieurs. *Ibid.* § 26. si un accord fait pour la Rançon peut être révoqué, sous prétexte que le Prisonnier se trouve plus riche qu'on n'avoit cru. *Ibid.* § 27.
- Rang:** du rang entre les Membres d'un même Corps. II. 5. 21. quel rang doit tenir, dans une Assemblée de Confédérés, celui qui est devenu Souverain d'un Peuple Libre. II. 9. 8. n. 4.
- Ratification:** celle des Traitez Publics est expresse, ou tacite, & comment. II. 15. 17. 2, & *suiv.* III. 22. 3. n. 2.
- Ravager:** il est permis de ravager les pais de l'Ennemi. III. 5. 1. modération qu'on doit y apporter. III. 12. 1, & *suiv.*
- Rebelles:** si on doit garder la foi à des Rebelles. III. 19. 6.
- Recompenses:** celles de la Vertu ont quelque chose de favorable. II. 16. 19.
- Recouvrer:** si on est censé abandonner une chose, dès-là qu'on n'espère plus de la recouvrer. II. 4. 5. N. 2. on peut prendre les armes, pour recouvrer son bien. II. 1. 2. n. 7.
- Reddition:** quel droit donne à l'Ennemi, celle qui se fait à discrétion. III. 20. 49. diverses manières dont elle se fait sous condition. *Ibid.* § 51. si on doit l'accepter. III. 11. 14. n. 1. jusqu'à quel tems on y étoit admis, chez les Romains. *Ibid.* n. 2. elle privoit du droit de Postliminie III. 9. 8.
- Régence:** à qui appartient la Régence d'un Roiaume. I. 3. 15. qu'elle peut être séparée de la Tutéle du Roi Mineur. *Ibid.* N. 2.
- Régent (d'un Roiaume):** exemples de ceux qui ont été établis avec une autorité indépendante, & même avec le titre de Roi. I. 3. 11. N. 8.
- RIGULUS (M. Attilius):** s'il étoit obligé de venir se remettre entre les mains des Carthaginois. III. 23. 6. pourquoi il ne voulut pas opiner dans le Sénat Romain. III. 20. 3. n. 3.
- Religion:** si la diversité de Religion doit empêcher qu'on n'ait commerce ensemble. II. 15. 10, 11. utilité de la Religion dans la Société. II. 20. 44. n. 3, 4, 5. on est souvent accusé mal à propos d'un crime de Religion. *Ibid.* N. 19. principes de Religion, communs à tous les Siècles. *Ibid.* § 45. préjugez de Religion, combien difficiles à déraciner. *Ibid.* § 50. n. 2. si l'on peut ôter aux Peuples Vaincus l'exercice libre de leur Religion. III. 15. 11. des Guerres de Religion. II. 20. 40, & *suiv.* toute Contrainte est illicite, en matière de Religion. *Ibid.* § 48.
- Rendre:** se rendre. Voyez *Reddition, Supplians*. comment il faut entendre une promesse de rendre des Hommes. II. 16. 5.
- Rénonciation:** effet de celles qu'on fait en matière des droits qui auroient passé aux Enfans encore à naître. II. 4. 10. comment on peut renoncer à la Couronne pour soi, ou pour les siens. II. 7. 26.
- Réparation:** Voyez *Domage*.
- Repentance:** ce que demande une vraie Repentance. III. 10. 3. n. 2. n'exempte pas toujours de la Peine. II. 20. 12, 13. Voyez encore au mot *Pénitens*.
- Repressailles:** origine, fondement & usage de ce droit. III. 2. 2, & *suiv.*
- Représentation (droit de):** différentes manières dont il est établi. II. 7. 11. n. 1. questions sur ce droit. *Ibid.* § 30, & *suiv.*
- Réputation:** Voyez *Honneur*.
- Réservations mentales:** combien contraires à la Raison & à la Bonne Foi. III. 1. 17. n. 3.
- Résister:** Voyez *Opiniâtreté, Sujets*.
- Restitution:** comment se doit faire la restitution du bien d'autrui, qu'on avoit entre les mains. II. 10. 1, & *suiv.* si on & tenu à restitution de ce que l'on a reçu à titre deshonnête, ou pour une chose honnête, mais à laquelle on étoit obligé d'ailleurs. *Ibid.* § 12. de la restitution de ce qui avoit été pris dans une Guerre injuste. III. 17. 5.
- Restitution en entier:** si elle est uniquement de Droit Civil. II. 14. 1. n. 3. si les Rois ont ce bénéfice. *Ibid.* N. 1, 3.
- Restriction:** comment se doit faire la restriction des termes généraux. II. 16. 22.
- Résurrection:** si l'espérance de la Résurrection a donné lieu à l'usage d'ensevelir les Morts. II. 19. 2. n. 3.
- Retourner:** de quelle manière un Prisonnier de Guerre doit être censé retourner chez l'Ennemi, à qui il l'avoit promis. III. 23. 13.
- Retrachemens:** si on peut en faire pendant une Trêve. III. 21. 10. N. 1.
- RHADAMANTHE:** ce que c'est que le droit de *Rhadamanthe*. II. 20. 5. n. 3.
- Richesses:** les Richesses superflues ne sont qu'un bien imaginaire. II. 20. 5. n. 1.
- Rivage:** si le Rivage est commun à tous les Hommes. II. 3. 9. n. 2, 3.
- Rivière:** si le changement de cours d'une Rivière change en même tems les bornes de la Jurisdiction des Etats? II. 5. 16, & *suiv.* A qui appartient alors ce que la Rivière ajoute à ses bords. *Ibid.* comment une Rivière appartient ou n'appartient pas au Peuple, dans les terres de qui elle coule. II. 2. 12. comment on s'en empare.

III. TABLE,

empare. II. 3. 7. à qui appartient le lit d'une Rivière, & les Iles qui s'y forment. II. 8. 9. en quel sens une Rivière est toujours la même. II. 9. 3. n. 2. quand c'est qu'elle ne l'est plus. II. 3. 17. n. 1. Voiez encore *Alluvion*.

Roi : que ce titre n'emporte pas toujours un pouvoir Souverain, selon l'usage des anciens Auteurs. I. 3. 10. n. 2. comment les Rois se conduisoient d'ordinaire. II. 23. 4. n. 2. si la négligence d'un Roi à s'acquitter des devoirs du Gouvernement, peut passer pour une abdication de la Couronne. I. 4. 9. N. 2. s'il est déchu de la Couronne, lors qu'il aliène son Royaume, ou qu'il le rend Feudataire. *Ibid.* n. 10. & N. 3. ou lors qu'il travaille à la ruine du Peuple. *Ibid.* n. 11. ou lors que n'ayant qu'une partie de la Souveraineté, il empiète sur celle que le Peuple s'est réservée. *Ibid.* n. 13. ou lors qu'il a été stipulé, qu'on pourroit lui résister en certains cas. *Ibid.* n. 14. qu'un Roi est tenu de réparer les dommages, que ses Sujets souffrent, lors qu'il a entrepris la Guerre sans nécessité. II. 24. 7. n. 2. à quoi est tenu celui qui ne paie pas ses Troupes, & par là est causé que le Soldat pille ou ravage les Sujets, aussi bien que les Voisins. III. 17. 2. n. 6. ce qu'un Roi a fait, ne peut être annullé par cette raison que son Père ou sa Mère n'y ont pas consenti. II. 5. 6. n. 2. le pouvoir des Rois sur les biens & la personne de leurs Sujets, n'empêche pas que chacun ne soit au fond maître de son bien. II. 3. 4. n. 1. & N. 3. si un Roi peut repudier l'Hérédité des biens Particuliers de son Prédécesseur. II. 7. 19. s'il peut se prévaloir du bénéfice de la Restitution en entier. II. 14. 1. comment ses engagements peuvent être soumis aux Loix Civiles. *Ibid.* § 2. comment il annule ses Serments. *Ibid.* § 3. qu'il doit toujours tenir ses Promesses valides & absolues. *Ibid.* § 4. si ses Contrats sont des Loix. *Ibid.* § 9. si un Traité, qu'il a fait, subsiste, lors qu'il vient à être injustement chassé de ses Etats par ses Sujets. II. 16. 17. comment un Roi est responsable des brigandages & pirateries qui se commettent dans ses Etats. II. 17. 20.

n. 1. si un Roi vaincu, & dépouillé de ses Etats, perd le droit d'envoyer des Ambassadeurs. II. 18. 2. n. 3. & N. 7. si un Roi, encore Mineur, ou en démence, peut valablement conclure un Traité de Paix. III. 20. 3. n. 1. décision de la même question, par rapport à un Roi fait Prisonnier, ou chassé de ses Etats. *Ibid.* n. 2. 3. si tout Roi peut aliéner valablement, par un Traité de Paix, la Souveraineté, ou quelque de ses parties. III. 20. 5.

Royaume : remarques sur la distinction des Royaumes Patrimoniaux & Usufruituaires. I. 3. 11. N. 4. & § 12. N. 21. que les Royaumes Electifs n'en sont pas pour cela moins Souverains. *Ibid.* § 10. n. 4. que les Royaumes Successifs ne sont pas les seuls, aux quels la Souveraineté soit attachée. *Ibid.* quand c'est qu'un Royaume tombe en commise. I. 4. 12. comment les Royaumes Patrimoniaux peuvent être une Succession distincte de celle de l'hérédité des autres biens. *Ibid.* § 19. si deux Royaumes, réunis en un, conservent leurs anciens droits. II. 9. 9. n. 2.

ROMAINS : quelle étoit la forme de leur Gouvernement sous les Rois. I. 3. 20. n. 4. sur quel pied ils regardoient leurs Alliez. *Ibid.* § 21. N. 25. de la justice des Guerres, qu'ils ont entreprises. *Disc. Prélim.* § 27. N. 7. & II. 1. 1. N. 6. si l'on peut justifier la manière dont ils en usèrent : à l'égard du Traité conclu avec les *Gaulois*, après la Bataille d'*Allia*. II. 15. 3. N. 8. & avec les *Samnites*, après la malheureuse Journée des *Fourches Caudines*. *Ibid.* § 16. N. 5. si les *Romains* pouvoient déclarer la Guerre aux *Carthaginois*, pour défendre la Ville de *Sagonte*, leur Alliée. *Ibid.* § 13. chicane perfide, dont ils usèrent envers les *Carthaginois*, lors qu'ils rasèrent la Ville de *Carthage*. *Ibid.* § 15. cérémonies qu'ils observoient, dans leurs Déclarations de Guerre. III. 3. 7. n. 5. Usage des *Romains*, touchant la distribution du Butin. III. 6. 15, & *suiv.* & sur l'état d'une personne livrée aux Ennemis, qui n'avoient pas voulu la recevoir. III. 9. 8. N. 5. ils regardoient tous les Peuples Etrangers comme Ennemis, & en conséquen-

ce de cela ils rendoient nécessaire le droit de Poitliminie par rapport à ceux même avec qui ils étoient en paix. III. 9. 18. de quelle manière ils traitoient les Rois ou Généraux d'Armée, qu'ils avoient vaincus. III. 11. 7. n. 2, 3. comment c'est que tous les Sujets de l'Empire Romain devinrent Citoyens Romains. III. 15. 3. N. 7. grande rigueur de la Discipline Militaire des *Romains*. III. 18. 1. n. 3. III. 21. 24.

ROMANIE : nom donné à l'Empire Romain. II. 22. 13. N. 2.

ROMB : pourquoi cette Ville a été appelée la Patrie commune de tout le Monde. III. 15. 3.

RUBEN : pourquoi il fut privé du droit d'Aïnesse. II. 7. 25 n. 2.

Ruse : si les Ruses de Guerre sont permises. III. 1. 6. & *suiv.*

S.

SABBAT : n'a pas été institué au commencement du Monde, & comme une Loi universelle pour tous les Hommes. I. 1. 15. N. 3. son origine, & comment il devoit être observé. II. 20. 45. n. 2. III. 14. 5. exception des cas de nécessité, reconnu par les Docteurs, & autorisée par Notre Seigneur J. Christ. I. 4. 7. n. 1.

Sacré : les Choses Sacrées ne sont point exceptées du nombre de celles qu'on peut gâter & détruire impunément par droit de Guerre. III. 5. 2. & *suiv.* elles peuvent être remises, hors de là même, au rang des choses profanes. *Ibid.* il faut les respecter, s'il n'y a aucune nécessité de les détruire ou endommager. III. 12. 6.

Sacrificateur : il lui étoit défendu, parmi les anciens *Hébreux*, d'épouser une Veuve, ou une Femme répudiée. III. 5. 9. N. 5.

Sacrifices : s'ils sont d'institution divine, & d'une obligation universelle pour tous les Hommes. I. 1. 15. N. 3. des Sacrifices de victimes humaines. II. 20. 47. n. 4.

Sacrilèges : étoient privez de la Sépulture. II. 19. 5. n. 6. s'ils doivent être punis. II. 20. 51.

Sage : en quel sens tout Homme Sage est comme Magistrat né. II. 20. 9. n. 2.

SAGONTE : si ceux de cette Ville étoient compris dans la clause d'un Traité fait entre les *Romains* & les *Carthaginois*. II. 16. 13.

Sa-

DES MATIERES.

- Salaire** : s'il est de Conseil Evangelique, que les Ministres de l'Evangile n'exigent aucun salaire. I. 2. 9. N. 19. si l'on peut exiger le même Salaire de plusieurs personnes, à qui l'on a engagé sa peine toute entière. II. 12. 19. n. 2.
- SAMSON** : comment il justifioit le mal qu'il fit aux *Philistins*. II. 20. 8. n. 3.
- Sang** : remarque sur la Loi, qui défendoit de manger du Sang des Animaux. I. 1. 15. N. 3, 4. comment il faut entendre la défense de répandre le Sang humain, & les menaces faites à quiconque le répandra, dans un passage de la *Genèse*. I. 2. 5. n. 2, & *suiv.*
- SANHE'DRIN** : la perpétuité de ce grand Conseil des *Juifs* est une fable. I. 3. 20. N. 13, & 16.
- Satisfaction** : on doit l'offrir à ceux qu'on a offensés. II. 1. 18. n. 2. effet du refus d'une telle satisfaction. *Ibid.*
- Saufconduit** : ce que c'est, & de quelle manière on doit l'expliquer. III. 21. 14. & *suiv.*
- SAUL** (Roi des *Hébreux*) : opinion des Rabbins, touchant la mort de ce Prince. II. 19. 5. n. 4. pourquoi *David* ne profita pas de l'occasion qu'il avoit de le tuer. I. 4. 7. N. 8.
- Savoir** : quand c'est qu'on est censé savoir une chose, & par là en être responsable. II. 21. 2. n. 2, 4. III. 20. 30. si l'on est tenu de dire tout ce qu'on fait. III. 1. 7. n. 2. & § II. N. 3.
- SCHOLASTIQUES** : leur caractère, & quelle utilité on peut tirer de leurs Ecrits, par rapport au Droit & à la Morale. *Disc. Prelim.* § 53. exemple remarquable du peu de solidité & de liaison de leurs principes. III. 1. 3. n. 3.
- Secours** : quand c'est qu'il peut être dit arrivé, par rapport à l'interprétation d'une Promesse de se rendre à l'Ennemi. III. 23. 12. n. 3. ce qu'on doit entendre par un bon secours. *Ibid.* § 14. si un Secours, promis par un Traité, doit se donner aux frais & dépens de celui qui le demande. II. 16. 12. n. 6. quand c'est qu'on est dispensé d'en donner aucun, non-obstant le Traité. *Ibid.* § 27. n. 1. en quel cas on doit donner du secours, sans l'avoir promis. II. 25. 5. à quoi est tenu celui qui devoit donner du secours, & qui ne l'a pas fait. II. 17. 8. n. 2. si, lors qu'on est neutre, on peut donner quelque secours à l'un ou l'autre des deux Ennemis. I. 1. 5.
- Semer** : si ce qui est semé dans le Champ d'autrui doit demeurer au Maître du Fonds. II. 8. 22.
- SENATUSCONSULTE SILANIEN** : ce que c'est, & sa trop grande rigueur. I. 2. 10. N. 12.
- Sentence** : elle ne laisse pas d'être valide, encore même que le Magistrat, qui l'a prononcée, soit incapable, selon les Loix. II. 4. 4. N. 4. si la Sentence d'un Juge éteint l'Obligation d'un Débiteur absous, quoi qu'il véritablement Débiteur. III. 2. 5. n. 1. comment la Sentence a force de Contrat. II. 21. 20.
- Sépulcre** : si l'on doit épargner les Sépulcres des Ennemis. III. 5. 3.
- Sépulture** : origine du droit de Sépulture. II. 19. 1. n. 1. & N. 1. comment & pourquoi l'usage s'en introduisit au commencement. *Ibid.* § 2. si l'on peut la refuser à un Ennemi. *Ibid.* § 3. ou à ceux qui se sont rendus coupables de quelque forfait insigne. *Ibid.* § 4, & *suiv.* si c'est une marque de victoire, d'accorder la sépulture aux Morts de l'Armée Ennemie. III. 20. 45. n. 3.
- SERGE** (*Paul*, Propriétaire de l'Île de *Chypre*) : se convertit au Christianisme, & garde néanmoins après cela son emploi. I. 2. 7. n. 4, 10.
- Serment** : ce que c'est. II. 13. 1. n. 2. s'il est de Conseil Evangelique, que l'on s'abstienne de tout Serment. I. 2. 9. N. 19. quelle est la force du Serment, selon les idées des Anciens même. II. 13. 1. n. 2. règles à observer dans l'usage du Serment. *Ibid.* § 2, & *suiv.* des Sermens surpris par quelque artifice. *Ibid.* § 4. si le Serment n'admet point de condition tacite. *Ibid.* § 3. N. 9. des Sermens faits au sujet de quelque chose d'illicite. *Ibid.* § 6, 7. ou d'impossible. *Ibid.* § 8, 9. si on peut faire entrer dans le Serment quelque autre chose, que le nom de DIEU. *Ibid.* § 11. si un Serment, fait par de fausses Divinités, est obligatoire, & rend coupable de Parjure. *Ibid.* § 12. Effet du Serment en général. *Ibid.* § 13. si l'on peut exiger le Serment d'une personne, qui jurera par quelque fausse Divinité. *Ibid.* § 12. N. 2. des Sermens extorqués par une crainte injuste. *Ibid.* § 14. n. 2. & § 15. s'il y a, dans tout Serment obligatoire, une double obligation, dont l'une, qui regarde DIEU, puisse subsister, sans l'autre. *Ibid.* § 14. N. 1. il y a de la différence entre un Vœu, & un Serment. *Ibid.* § 15. N. 5. différentes manières, dont la force du serment s'éteint. *Ibid.* § 18, 19. si ce que l'on a fait contre son Serment, est nul, ou seulement illicite. *Ibid.* § 19. comment un Serment peut être annullé par le Supérieur de celui qui a juré. *Ibid.* § 20. comment un Roi peut annuler le sien propre. II. 14. 3.
- Servitude** (personnelle) : il y en a d'imparfaites en différentes manières. II. 5. 30. de celle qui est parfaite. *Ibid.* § 27, & *suiv.* Voiez *Eslavage*, *Eslave*.
- Servitude** (d'un Fonds) : si en l'acquérant on acquiert un droit primitif. II. 3. 2.
- Sévérité** : si elle est incompatible avec la Bonté & la Clémence. I. 2. 8. n. 6.
- SEVERUS** (*Septimius*) : assassinat de cet Empereur, condamné par les anciens *Chrétiens*. I. 4. 5. n. 1.
- Sexe** : est quelque chose de personnel, & conséquence qui résulte de là, par rapport aux Successions à la Couronne. II. 7. 18. n. 3. prérogative qu'il donne. *Ibid.* § 17. 30. 35. &c.
- Sien** : Voiez *Mien*.
- Signe** : différentes sortes de Signes propres à faire connoître nos Pensées. III. 1. 8. exemples de Signes muets, qui, selon la coutume, donnent à entendre quelque chose. III. 24. 5. quelle est la certitude des Signes, par lesquels on fait connoître sa volonté. II. 4. 3. n. 3.
- Silence** : en quels cas il est une marque de consentement. II. 4. 5. n. 1. II. 15. 17. III. 24. 1. &c.
- Simulacres** : si on doit les respecter à la Guerre. III. 5. 2. n. 5. pourquoi il étoit défendu aux anciens *Hébreux*, de les garder & de se les approprier. *Ibid.*
- Société** : le désir en est naturel à l'Homme. *Disc. Prelim.* § 6. différentes sortes de Sociétés. I. 1. 3. n. 3. II. 5. 17. comment les affaires doivent se décider dans une Société. *Ibid.* n. 2. & § 18, & *suiv.*
- Société** (Contrat de) : ce que c'est. II. 12

III. TABLE,

- II. 12. 3. n. 8.** ses régles. *Ibid.* § 24. comment le Chef d'une Société peut traiter au dommage des Associez. II. 14. 12. n. 1. comment une Société se rompt par la mort de quelque Associé. II. 16. 16. n. 7.
- Société Civile :** exemples de gens qui ont vécu, ou qui vivent encore hors de toute Société Civile. I. 1. n. 2.
- Sœur :** du Mariage entre un Frère & sa Sœur. II. 5. 13. on a pu autrefois épouser deux Sœurs. *Ibid.* § 14. n. 2, 3.
- Soldat :** si le métier d'un Soldat, qui sert pour de l'argent quiconque le paie, sans se mettre en peine de la justice de la Guerre, est légitime & innocent. II. 25. 9. quel but il doit se proposer en servant. *Ibid.* n. 10. si les Soldats Juifs, qui étoient à la solde d'*Alexandre le Grand*, pouvoient en bonne conscience porter de la terre destinée à rebâtir le Temple d'un faux Dieu. II. 26. 3. N. 22. comment les Soldats sont responsables du dommage causé dans une Guerre injuste. III. 10. 4. n. 2. si ceux qui servent, avec l'approbation de l'Etat, contre un ancien Ennemi, contreviennent par cela seul au Traité de Paix, en sorte qu'elle soit dès lors rompue. III. 20. 31. Voyez *Gens de guerre*.
- Sort :** usage de la voie du Sort, pour éviter une Guerre. II. 23. 9. & pour la terminer. III. 20. 42. *§ suiv.*
- Sortir :** permission de sortir d'une Ville, comment doit être entendu. II. 16. 5. III. 21. 16. n. 1.
- Soudaire :** si elle produit un vrai mélange des deux matières fondées ensemble : & fausses idées des anciens Jurisconsultes sur ce sujet. II. 8. 21. n. 2. & N. 3.
- Soufflet :** si l'on peut tuer quelqu'un, qui veut nous donner un Soufflet. II. 1. 10. explication de la maxime de l'Evangile, au sujet d'un Soufflet reçu. I. 2. 8. n. 4.
- Source :** si on peut l'empoisonner, pour nuire à l'Ennemi. III. 4. 16. n. 2.
- Souverain :** n'est pas moins tel, encore qu'il promette certaines choses à ses sujets, lors de son avènement à la Couronne : & quel est l'effet de ces Promesses. I. 3. 16. n. 1, 2, 4. si son infériorité dans une Alliance Inégale le diminue quelque chose de sa Souveraineté. *Ibid.* § 21. ou lors qu'il est Tributaire d'un autre. *Ibid.* § 22. ou Feudataire. *Ibid.* § 23. comment les Loix Civiles ont lieu par rapport aux actes d'un Souverain. II. 11. 5. n. 5. s'il est obligé de tenir un Traité Public, fait sans son ordre & sa participation. II. 15. 16. 17. comment il est tenu d'entreprendre la Guerre, pour le tort fait à quelqu'un de ses Sujets. II. 25. 1. 2. s'il peut livrer ou abandonner un Sujet innocent. *Ibid.* § 3. s'il doit tenir les Promesses & les Conventions faites dans une Guerre contre ses propres Sujets. III. 19. 6. *§ suiv.* Voyez aussi *Roi, Prince*.
- Souveraineté :** en quoi elle consiste, & où elle réside. I. 3. 7. si elle appartient toujours au Peuple. *Ibid.* § 8. pensées outrées où l'on est tombé de part & d'autre, à l'égard des droits de la Souveraineté. *Ibid.* N. 1. différentes manières de la posséder. *Ibid.* § 11. n. 1. si elle peut être à tems. *Ibid.* n. 2. comment elle est divisée en parties subjectives, ou en parties potentielles. *Ibid.* § 17. elle est appelée par les Ecrivains Sacrez, tantôt un établissement divin, & tantôt un établissement humain. I. 4. 7. n. 3. c'est un grand fardeau. II. 4. 8. n. 2. il est bon que la possession de la Souveraineté, quoi qu'injuste dans son origine, soit assurée & incontestable avec le tems. *Ibid.* n. 3. comment on y renonce tacitement. *Ibid.* n. 4. & § 2. & § 14. si les droits de Souveraineté sont sujets à prescription, par rapport aux Sujets. *Ibid.* § 12. à qui il appartient d'aliéner la Souveraineté, ou quelcune de ses parties. II. 6. 3. *§ suiv.* ou de la rendre Feudataire. *Ibid.* § 9. comment finit le droit de Souveraineté. II. 8. 1. 1. *§ suiv.* comment on l'acquiert sur les Vaincus. III. 8. 1. *§ suiv.* comment elle peut être aliénée par un Traité de Paix. III. 20. 5.
- Statues :** celles qu'on trouve dans le pais de l'Ennemi, ne doivent point être détruites. III. 12. 5.
- Sterilité :** si, dans un Contracte de Louage, elle tourne au dommage du Preneur, ou du Bailleur. II. 12. 18. n. 2.
- Stipulation :** ce que c'est, dans le Droit Romain. II. 11. 4. N. 7. & § 21. N. 1. effet des Stipulations conditionnelles. II. 7. 22. N. 3. pourquoi le Droit Romain exigeoit la Stipulation, pour la validité des Promesses & des Conventions. II. 11. 4. N. 7.
- STOICIENS :** leurs disputes de mots. II. 20. 23.
- STRATOCLES :** Loi ridicule, que ce Flatteur proposa à *Athènes*, en faveur du Roi *Démétrius*. II. 26. 3. n. 4.
- Subordination :** en quoi consiste, & combien est nécessaire dans un Etat. I. 4. 6. n. 1.
- Subside :** Voyez *Impôt, Pension, Tribut*.
- Substitution :** Voyez *Fideicommiss*.
- Successeur :** comment le Successeur est tenu des Promesses & des Contrats du Roi défunt. II. 14. 10. *§ suiv.*
- Succession :** quelle ne détermine point par elle-même l'étendue du Pouvoir des Souverains. I. 3. 10. n. 4. du fondement & de la diversité des Successions ab intestat. II. 7. 3. *§ suiv.* des Successions à la Couronne. *Ibid.* § 12. *§ suiv.* de la Succession Linéale, tant Agnatique, que Cognatique. *Ibid.* § 22. *§ suiv.* à qui il appartient ce prononcer décisivement, dans les disputes sur la Succession au Roiaume. *Ibid.* § 27.
- SUFFETE :** Magistrat des *Carthaginois*, qualifié Roi. I. 3. 10. n. 2.
- Suffrage :** Voyez *Voix*.
- Sujets :** si l'on peut dire, à parler exactement, que leurs biens appartiennent au Souverain. I. 1. 6. N. 4. ils ne doivent point obéir à leur Souverain, lors qu'il leur commande des choses contraires au Droit Naturel, ou au Droit Divin. I. 4. 1. n. 3. s'ils peuvent quelquefois lui résister. *Ibid.* § 2. & N. 1. si tout Sujet peut être employé à la Guerre. I. 5. 4. n. 1. si un Sujet peut se défendre contre son Souverain, qui veut lui ôter la vie injustement. II. 1. 9. comment le Souverain peut dépouiller ses Sujets du droit qu'ils avoient acquis par une Promesse, ou par un Contract. II. 14. 7. si un Sujet innocent peut être livré ou abandonné par l'Etat, & s'il doit en ce cas-là se sacrifier lui-même. II. 25. 3. si l'on peut entreprendre la Guerre : pour délivrer les Sujets d'un autre Etat de l'oppression de leur Souverain. II. 25.

25. 8. si un fujet peut porter les armes pour son Souverain, dans une Guerre qu'il croit injuste. II. 26. 3. ce qu'il doit faire dans un doute. *Ibid.* § 4. comment & pourquoi les Sujets sont responsables des dettes de leur Souverain. III. 2. 2, & *suiv.* III. 13. 1, & *suiv.* s'ils peuvent exiger quelque dédommagement de ce qu'ils perdent par un Traité de Paix. III. 20. 7. n. 3. si tout ce qu'ils font contre le Traité de Paix, suffit pour la rompre. *Ibid.* § 30, & *suiv.*

Voiez Prince, Roi, Souverain, &c. Suite (gens de la): ce qu'il faut entendre par là, dans un Saufconduit. III. 21. 19.

Supérieur: on peut être Supérieur. & Inférieur à divers égards. I. 1. 3. N. 8. comment le droit d'Egalité a lieu entre un Supérieur & un Inférieur. *Ibid.* comment un Supérieur peut annuler les Sermens de ceux qui dépendent de lui. II. 13. 20. comment il est responsable de leurs fautes. II. 21. 2. tout Supérieur. n'a pas un pouvoir, proprement ainsi nommé, sur ceux qui lui sont Inférieurs. I. 3. 21. n. 3.

Supplians: en quoi consiste la protection qu'on doit leur donner. II. 21. 5. égards qu'on doit avoir pour eux, à la Guerre. III. 11. 3.

Supplie: dernier Supplie, si l'Evangile défend de l'infliger. I. 2. 7. n. 2, 7, 8, 13, & *suiv.* Rois, qui l'ont souffert. III. 11. 7. n. 2. Voiez Peine.

SYLLA: s'il étoit à propos de ne pas abroger les Loix que ce Romain avoit faites, lors qu'il s'étoit emparé du Gouvernement. I. 4. 15. n. 2.

T.

TABEAU: ceux qu'on trouve en pais ennemi, ne doivent point être détruits. III. 12. 5. le Tableau demeure à celui qui a fait la Peinture. II. 8. 21. n. 2.

Tacite: Voiez Convention, Silence.

Talion: en quel sens la Loi de Moïse permettoit d'exiger la peine du Talion. I. 2. 8. n. 5. si on infligeoit, parmi les Juifs, cette peine au pied de la lettre. *Ibid.* N. 15. comment l'usage en doit être réglé. II. 20. 32. si c'est par droit de Talion qu'on tue à la Guerre sans distinction de personnes. III. 4. 13. n. 1. on ne peut l'exercer

que contre les Coupables mêmes. III. 11. 16. n. 3.

Tante: on a pu autrefois épouser une Tante, & Paternelle, & Maternelle. II. 5. 14. n. 3.

TARQUIN (Sextus): si ce qu'il fit, à l'égard des Gabiens, peut être justifié. III. 24. 2.

Témoignage: à quoi est tenu celui qui a rendu un faux Témoignage. II. 17. 16. n. 3. comment on recevoit, chez les Romains, le témoignage d'un Esclave. I. 2. 9. N. 12.

Tempérament: pourquoi on punit les actions auxquelles chacun est porté par son tempérament. II. 20. 19. n. 3.

Temples: comment doivent être respectés par un Ennemi. III. 12. 6. Voiez Sacré.

Tems: le Tems n'a pas par lui-même la vertu d'ôter ou de produire aucun droit. II. 4. 1. n. 1. comment la longueur du tems sert néanmoins à cette fin. *Ibid.* § 6. ce que c'est qu'un Tems immémorial. *Ibid.* § 5. N. 1. si c'est la même chose qu'un espace de cens ans. *Ibid.* n. 2. comment on doit expliquer la clause, pour aussi long tems que je voudrai. III. 21. 21.

Termes: doivent être expliqués selon l'usage commun. II. 16. 2. des Termes de l'Art. *Ibid.* § 3. de ceux qui ont plusieurs sens, les uns plus étendus, & les autres moins. *Ibid.* § 9. Voiez Mots, Interpretation, &c.

Terre: ce mot se dit quelquefois d'un seul pais. II. 22. 13. n. 1.

Terrres: trois sortes de Terres, que les Anciens distinguent, par rapport à la détermination de leur étendue & de leurs bornes. II. 3. 16. n. 2. & N. 3, 4, 5, 6. quand c'est que les Terres sont censées par droit de Guerre. III. 6. 4. comment on les recouvre par droit de Posséminie. III. 9. 13. rendues aux Peuples Vaincus. III. 13. 4. n. 4. la restitution des Terres, faite par un Traité de Paix, est une cause plus favorable, que ce qui regarde la restitution des biens appartenans à des Particuliers. III. 20. 21. n. 4.

Testament: si le pouvoir de disposer de ses biens par Testament est de Droit Naturel. II. 6. 14. si lors qu'un Testament antérieur porte cette clause, *Que tout Testament*

postérieur sera nul; elle doit être révoquée expressément par le Testament, afin que le Testament postérieur soit valide. I. 3. 18. N. 4. d'où vient & jusqu'où s'étend le pouvoir des Loix, par rapport à la validité des Testaments. II. 11. 4. N. 6. s'il répugne au Droit Naturel, de faire un Testament, où l'on ne dispose que d'une partie de ses biens. II. 12. 26. N. 6. si l'on peut en conscience retenir ce qui a été laissé par un Testament defectueux selon les Loix. III. 7. 6. n. 4.

THEBÉENNE (Légion): Voiez Légion.

THEBES (en Béotie): quel étoit les pouvoirs des Rois de cette Ville. I. 3. 8. N. 38.

TIBARENIENS: coutume remarquable de cet ancien Peuple, lors qu'il vouloit donner bataille. II. 1. 20. n. 3.

TIMOTHÉE (Général Athénien): sage modération dont il usoit envers ses Ennemis. III. 12. 2. n. 2.

Titres: si la conservation des titres & armes d'un Roiaume ou d'une Seigneurie emporte toujours une protestation, qui empêche ou interrompt la Prescription. II. 4. 2. N. 5.

TIRUS (l'Empereur): brûle le Temple de Jérusalem. III. 5. 2. n. 5.

TÔGE, habillement Romain, la forme, & son usage. II. 9. 11. N. 10.

Tombeaux: on doit respecter & épargner ceux même d'une Pais Ennemi. III. 12. 7.

Tort: Voiez Injure. Si c'est un vice, que de recevoir du tort. *Disc.* Prélim. § 45. N. 2.

Trafic: Voiez Commerce, Négoce.

Trabison: si on peut s'en servir contre un Ennemi. III. 1. 21, 22. & III. 4. 18.

Traité: ce que c'est qu'un Traité Public. II. 15. 1. Traitez Egaux, & Inégaux. *Ibid.* § 6, 7. s'il est permis de faire des Traitez avec ceux d'une autre Religion. *Ibid.* § 8, & *suiv.* si un Traité est censé renouvelé tacitement. *Ibid.* § 14. comment on est dégagé des engagemens d'un Traité. *Ibid.* § 15. Traité Personnel, & Traité Réel, comment on les distingue. II. 16. 16.

Traitres: étoient privés de la Sepulture. II. 19. 5. n. 6.

Trans.

III. TABLE,

Transfuges : l'Ennemi peut les recevoir. III. 1. 22. mais les autres ne doivent pas leur donner retraite. II. 21. 4. n. 5. si les Transfuges feints sont excusables. III. 24. 2. sont exclus du droit de Postliminie. III. 9. 10. n. 2. Voyez *Déserteur*.

Travail : quels Travaux sont des punitions. II. 20. 1. n. 2. Travail promis, comment on peut en être dispensé. II. 16. 27. n. 2. on ne présume, guères qu'un Travail se fasse gratuitement. III. 6. 23. quel Travail on peut exiger raisonnablement d'un Esclave. III. 14. 15.

Trésor : à qui appartient un Trésor trouvé. II. 8. 7. on ne le possède pas, pour posséder le Fonds où il se trouve sans qu'on le sache. III. 21. 28. n. 1.

Trêve : ce que c'est. III. 21. 1. pour combien de tems elle peut se faire. *Ibid.* n. 6. manière d'en déterminer précisément la durée. *Ibid.* § 4. en quel tems chacun est obligé de la garder. *Ibid.* § 5. quelles choses sont ou ne sont pas permises pendant la Trêve. *Ibid.* § 6. & *suiv.* comment la Trêve se rompt. *Ibid.* § 11. si un Général d'Armée peut, de son chef, accorder toute sorte de Trêve. III. 22. 8. N. 1.

Tribuns du Peuple : pourquoi ils étoient des personnes sacrées, chez les Romains. III. 19. 8. N. 3.

Tribut : pourquoi on peut imposer quelque Tribut aux Peuples Vaincus. III. 15. 6. Question sur les arrérages des Tributs. III. 20. 22. Voyez *Impôt*.

Tributaire : exemples de Puissances Tributaires, que n'en sont pas moins Souveraines. I. 3. 22.

Tromperie : si elle est permise contre un Ennemi. III. 1. 6. de combien de sortes il y en a. *Ibid.* § 7.

Trouver : quelles choses on peut dire avoir trouvé. II. 22. 9. à quoi est tenu celui qui a trouvé quelque chose. II. 10. 1. n. 6. si celui qui a trouvé une chose, dont le Maître ne paroît point, doit la donner aux Pauvres. *Ibid.* § 11.

Tuer : jusqu'où s'étend le droit de tuer un Ennemi, en égard seulement à l'impunité. III. 4. comment il est restreint par les règles de la véritable justice. III. 11. si l'on doit se laisser tuer, plutôt

que de tuer un injuste Aggresseur. II. 1. 8. 9. Voyez aussi *Homicide*, *Meurtre*.

TURCS : si les Puissances Chrétiennes doivent toutes se liguier contre eux. II. 15. 12.

Tuteur : jusqu'où s'étend le pouvoir qu'il a d'administrer les biens de son Pupille. II. 14. 12. N. 1. quelle exactitude on peut exiger de lui. II. 17. 2. n. 3. pourquoi on ne permettoit pas autrefois au Ecclésiastiques, d'être Tuteurs. I. 2. 10. n. 8. un Tuteur doit défendre les droits de son Pupille, encore même qu'ils ne soient pas bien clairs. II. 23. 13. n. 5.

Tyran : ce nom n'avoit pas au commencement une idée odieuse. I. 3. 8. N. 56. les Tyrans étoient privez de la Sépulture. II. 19. 5. N. 6. si les Puissances Etrangères peuvent entreprendre la Guerre contre un Tyran, pour délivrer ses Sujets de l'oppression. II. 25. 3. si l'on doit garder la foi à un Tyran. III. 19. 2. si chacun peut le tuer. I. 4. 16. & *suiv.* Enfants d'un Tyran, punis de mort chez quelques Nations, quoi qu'ils ne fussent pas complices de la Tyrannie. II. 21. 13. n. 2. si l'on commet adultère en débauchant la Femme d'un Tyran. III. 19. n. 1. un Tyran peut faire de bonnes Loix, ou les maintenir. III. 3. 2. n. 2. Voyez *Usurpateur*.

V.

VAINCUS : comment on doit les traiter, selon les règles de la véritable Justice, & de la Prudence. III. 15. s'ils peuvent se dispenser de tenir les Traitez faits avec le Vainqueur, sous prétexte d'une crainte Injuste qui les a portez à traiter sur ce pié-là. III. 19. 11.

Vainqueur : comment on doit quelquefois entendre ce mot. II. 16. 7. manière dont un Vainqueur doit user de la Victoire. III. 15. quel doit être censé Vainqueur dans un Combat singulier fait par accord. III. 20. 45.

Vaisseau : du dommage qu'un Vaisseau souffre à l'occasion d'un autre Vaisseau. II. 17. 21. quand c'est qu'un Vaisseau est censé pris par droit de Guerre. III. 6. 3. n. 3. des effets des de l'Ennemi qui se trouvent dans un Vaisseau d'amis. *Ibid.* § 6. n. 2. du droit

de Postliminie, par rapport aux Vaisseaux. III. 9. 15. 17. quel droit ont les Particuliers, qui équipent des Vaisseaux à leurs dépens sur les prises qu'ils font. III. 18. 2. 3.

Valet : si, en vertu d'un Passeport, on peut mener quelque Valet, quoi qu'il n'en soit fait aucune mention. III. 21. 17. n. 2.

VASQUEZ (Fernand) : caractère de ce Jurisconsulte. *Disc. Prélim.* § 57.

Vassal : s'il a droit de s'approprier les accroissemens survenus à ses Terres par le changement du cours d'une Rivière. II. 8. 15. il ne doit servir son Seigneur, que dans une Guerre juste. II. 15. 13. N. 2. il doit se servir contre un Frère, ou un Fils, mais non pas contre un autre Seigneur plus ancien. *Ibid.* N. 7. si un Vassal, comme tel, peut être donné en otage par son Seigneur. III. 20. 52. n. 4.

Vendeur : s'il doit découvrir à l'Acheteur les défauts de la chose vendue. II. 12. 9. si, avant la délivrance, la perte ou le profit de la chose vendue sont pour le compte du Vendeur. *Ibid.* § 15. n. 3. à quoi il est tenu, encore même qu'il n'y ait rien de spécifié dans le Contract. II. 20. 2. n. 5. & N. 7.

Vendre : si l'on peut être obligé de vendre. II. 2. 19.

Vengeance : l'esprit de Vengeance est contraire au Droit Naturel. II. 20. 5. n. 1. & un bien imaginaire. *Ibid.* § 29. n. 4. quelles personnes y ont le plus de panchant. *Ibid.* N. 5. 6.

Vengeur du sang : ce que c'étoit, parmi les anciens Hébreux ; & remarque sur la permission que la Loi lui donnoit. I. 1. 17. N. 3.

Venir : ce qu'emporte ce mot, dans un Saufconduit. III. 21. 16. 3. 4.

VENISE (République de) : sage Loi de cet Etat, au sujet des Naufrages. II. 7. 1. N. 3.

Vente : ce que c'est. II. 12. 3. N. 5. si, dans tout Contract de Vente, on transfère toujours la Propriété à l'Acheteur. II. 12. 15. n. 2. & N. 5. si naturellement on peut se faire dédommager d'une lésion qui s'y trouve, à l'égard du prix, mais à laquelle on a consenti. *Ibid.* § 26. n. 2.

Vérité : quelles Vérités on doit aimer, & dire à autrui. III. 1. 15. N. 5. réflexions sur les Vices opposés

DES MATIERES.

- posez à la Vertu qui a pour objet la Vérité.** *Disc. Prélim. § 44. N. 4.*
- Vertu :** si elle consiste toujours dans un milieu entre deux extrêmes. *Disc. Prélim. § 44.* ce qui est dû par quelque autre Vertu, que la Justice, ne fournit pas un légitime sujet de prendre les armes, pour l'exiger. II. 22. 16.
- Viandes :** si les Puissances Civiles ou Ecclésiastiques peuvent défendre l'usage de certaines sortes de Viandes. I. 1. 17. N. 4. l'exception des cas de nécessité a lieu dans une telle Loi. I. 4. 7. n. 1.
- Vice :** si tout ce en quoi il y a quelque Vice, est invalide par cela seul. II. 11. 9. n. 1. quels Vices méritent le plus d'indulgence. II. 20. 31.
- Victoire :** Voyez *Vainqueur*. Générosité de ceux qui ne veulent pas dérober la Victoire. III. 1. 20.
- Vie :** comment on peut la défendre. II. 1. 3. *Et suiv.* la Vie d'une Personne Libre n'est pas susceptible d'estimation. II. 17. 13. n. 3. si le droit de Représailles peut être étendu jusqu'à la vie des Sujets innocens III. 2. 6. si une Caution peut s'engager à perdre la vie. II. 21. 11. n. 2. ou un Otage. III. 11. 18. si un ennemi, à qui l'on a permis la vie, peut exiger qu'on lui laisse la liberté. III. 23. 12.
- Vieillard :** comment on doit traiter les Vieillards du parti de l'Ennemi. III. 11. 9. n. 3.
- Ville :** si quand on parle d'une Ville, dans un Traité fait avec elle, on entend seulement les Habitans. II. 16. 15. Ville Mère, quel droit elle avoit sur les Colonies sorties de son sein. I. 3. 21. n. 3.
- Violier :** s'il est permis, à la Guerre, de violer les Femmes ou les Filles du parti de l'Ennemi. III. 4. 19. à quoi est tenu celui qui viole une Fille. II. 17. 15. n. 2.
- Vau :** comment il oblige. II. 11. 14. N. 2. qu'il diffère du Serment. II. 13. 15. N. 5.
- Voix :** fondement & règles du droit de la pluralité des Voix. II. 5. 17. *Et suiv.*
- Voleur :** raison de la différence, que les Législateurs ont mis entre un Voleur de nuit, & un Voleur de jour. II. 1. 12. n. 1, 2. & N. 6. 8. si l'on doit paier à un Voleur ce qu'on lui a promis, pour racheter de ses mains un Ami qui y étoit tombé. III. 19. 4. n. 2. à quoi est tenu un Voleur. II. 17. 16. Voleurs faits Esclaves, chez un ancien Peuple. II. 5. 32. N. 4. Voyez *Larcin*.
- Volontaires (à la Guerre) :** s'ils peuvent légitimement s'approprier le butin qu'ils font. III. 18. 2. s'ils doivent l'avoir tout, ou seulement une partie. *Ibid.* § 3. N. 1.
- Volonté :** conjectures de la Volonté, d'où se tirent. II. 16. 26. *Et suiv.* droit naturel de changer de Volonté. II. 11. 2 n. 2. Voyez *Consentement*, *Pensée*.
- Usage :** des choses dont l'Usage consiste dans la consommation. II. 12. 20. n. 4.
- Usage (Pratique) :** de quel poids il est pour l'explication du sens des Loix. I. 2. 9. n. 1.
- Usucapion :** Voyez *Prescription*.
- Usufruit :** ce que c'est. II. 12. 20. N. 7. de l'Usufruit des choses qui se consomment par l'usage. *Ibid.* n. 4. comment s'éteint celui qu'avoit un Etat. II. 21. 7. N. 4. comment on peut acquérir, par droit de
- Guerre :** l'Usufruit d'un Fonds, sans la personne même de l'Usufruitier. III. 20. 12. N. 5.
- Usufruitier :** s'il a une espèce de Propriété imparfaite. I. 1. 5. N. 5. si, selon l'ancien Droit Romain, un Usufruitier, qui transfère l'Usufruit à quelque autre que le Propriétaire, le fait par là retourner dès-lors au Propriétaire même. I. 4. 10. N. 6.
- Usure :** si le Prêt à usure est absolument illicite. II. 12. 20.
- Usurpateur :** comment on doit agir envers un Usurpateur de la Couronne. I. 4. 15. *Et suiv.* si le Peuple, ou le Roi légitime, sont obligés de tenir les engagements d'un Usurpateur. II. 14. 14. si, en prenant les armes contre un Usurpateur, on contrevient aux Traitez d'Alliance faits avec le Peuple, ou le Roi légitime. II. 16. 18. Voyez encore au mot *Tyrann*.
- Utilité :** si elle est le fondement du Droit & de la Justice. *Disc. Prélim. § 17.* elle n'est pas seule un juste sujet de faire la Guerre. II. 22. 6. non plus que l'utilité de celui-là-même contre qui on veut prendre les armes. *Ibid.* § 12. Utilité publique doit céder à l'intérêt particulier. III. 20. 7 n. 1. Utilité innocente, quel droit elle donne sur le bien d'autrui. II. 2. 11. *Et suiv.*

Z.

- Z ALEUQUE :** Loi rigoureuse de ce Législateur. I. 1. 9. N. 5.
- Zèle :** ce que c'étoit qu'un Jugement de Zèle parmi les anciens Hébreux. II. 20. 9. n. 5.
- Z O P Y R E :** si l'action de ce Persan n'a rien de blâmable. III. 24. 2.

FIN.

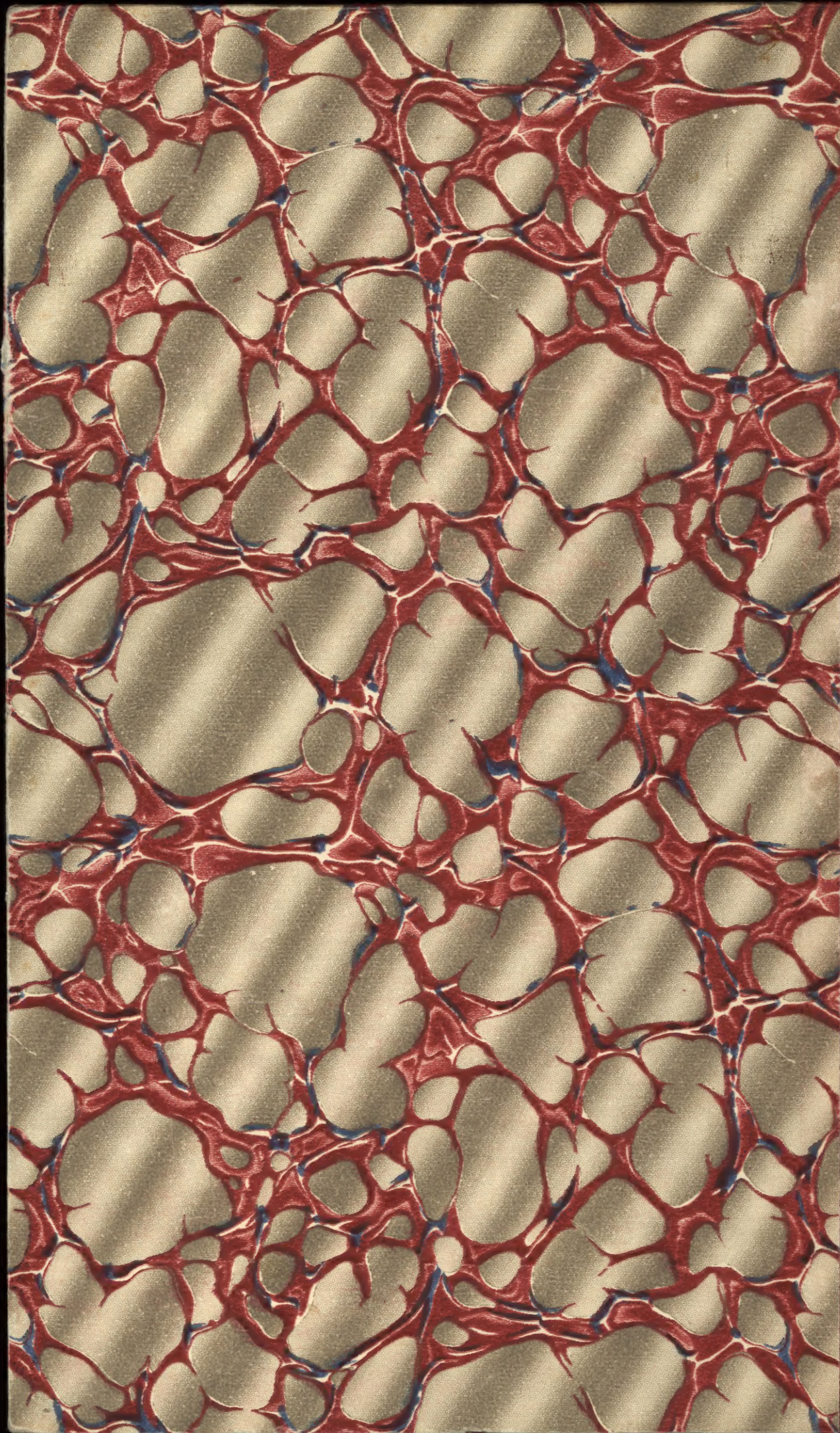
Faute à corriger.

Tom. II. pag. 312. lig. 19, 20. dans le Texte : *qu'il y eut autrefois entre les Thébains :*
Lisez : *qu'il y eut autrefois entre les Theffaliens & les Thébains.*





03-815194 v.2



LA DROIT
DE
LA GUERRE
—
GROTIUS

TOME SECOND